

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

Direction de l'Office du Travail,

Rue de Varenne, 80,

PARIS.

N. B. Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : à *Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie.*

ÉTAT,

AU 1^{er} JANVIER 1899,

DES PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI

RELATIFS

AUX QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES, SOUMIS À L'EXAMEN DU PARLEMENT.

(7^e LÉGISLATURE.)

LE TRAVAIL.

A. — L'INDIVIDU.

1^o Contrat de travail.

Code du travail. — Voir ci-après, page 8.

Règlements d'atelier. — *Proposition de loi* sur les règlements d'atelier, présentée par MM. Alexandre Zévaès, etc., députés, le 4 novembre 1898 (doc. parl. n° 313; *J. O.*, p. 148). — Renvoyée à la Commission du travail.

Liberté du travail. — *Proposition de loi* relative à l'abrogation des articles 414 et 415 du Code pénal, déposée par M. Coutant, député, le 11 juillet 1898 (doc. parl. n° 232; *J. O.*, p. 1393).

Voir ci-après : *Coalitions*, p. 4.

2^o Recherche du travail.

Proposition de loi relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toute profession, présentée par MM. Coutant, Vaillant, etc., députés, le 8 novembre 1898 (doc. parl. n° 328; *J. O.*, p. 158). — Renvoyée à la Commission du travail.

Protection du travail national (ouvriers étrangers). — *Proposition de loi* ayant pour objet de limiter le nombre des ouvriers étrangers employés dans les usines, manufactures et établissements industriels quelconques, déposée par M. Chiché, député, le 6 juillet 1898 (doc. parl. n° 170; *J. O.*, p. 1339).

Proposition de loi établissant une taxe sur les ouvriers étrangers, déposée par M. Jules Brice, député, le 18 juillet 1898 (doc. parl. n° 242; *J. O.*, p. 162).

Proposition de loi tendant à protéger le travail national, présentée par M. Magnaudé, député, le 4 novembre 1898 (doc. parl. n° 297; *J. O.*, p. 225).

Proposition de loi tendant à soumettre au paiement d'une taxe spéciale les patrons qui occupent des ouvriers ou employés étrangers, présentée par M. Holtz, député, le 7 novembre 1898 (doc. parl. n° 315; *J. O.*, p. 149).

Proposition de loi tendant à assujettir les étrangers résidant en France au paiement : 1^o de la taxe militaire établie par la loi du 15 juillet 1889; 2^o d'une taxe supplémentaire, présentée par MM. de Montfort etc., députés, le 18 novembre 1898 (doc. parl. n° 382; *J. O.*, p. 426). — [Voir annexes 2353 et 2262.]

Proposition de loi relative au salaire des ouvriers étrangers, présentée par MM. Coutant, etc., députés, le 24 novembre 1898 (doc. parl. n° 415; *J. O.*, p. 316). — Renvoyée à la Commission du travail.

Voir ci-après : *Conditions du travail dans les travaux publics* (proposition Castelin), page 3.

Protection du travail agricole. — *Proposition de loi* tendant à dispenser les ouvriers agricoles de la troisième année de service dans l'armée active, déposée par M. Muteau, député, le 15 juillet 1898 (doc. parl. n° 167; *J. O.*, p. 1338).

Chômage professionnel. — *Proposition de loi* ayant pour objet : 1^o la reconstitution et l'extension du domaine agricole communal; 2^o sa culture; 3^o le prêt par la commune aux petits cultivateurs du matériel agricole communal; 4^o la création d'un domaine industriel communal; 5^o une atténuation du chômage, présentée par MM. Vaillant, etc., députés, le 27 juin 1898 (doc. parl. n° 117; *J. O.*, p. 1284).

3^e Chômage légal.

Durée de la journée de travail (limitation). — Voir ci-après, p. 5 : *Hygiène et sécurité*.

4^e Salaires et moyens d'existence.

Code du travail. — Voir ci-après, page 8.

Salaires. — *Proposition de loi* sur le paiement des salaires, adoptée avec modifications par le Sénat, le 27 avril 1894. — Retour à la Chambre, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 72, *J. O.*, p. 1169.) — Renvoi à la Commission du travail. — Rapport Dubief, 23 novembre 1898 (doc. parl. n° 409; *J. O.*, p. 312). — Discussion et adoption, 6 et 8 décembre 1898. — Retour au Sénat, le 13 décembre 1898 (doc. parl. n° 353; *J. O.*, p. 603).

Proposition de loi tendant à instituer des délégués agricoles et un salaire minimum pour la protection du travail et des travailleurs agricoles, présentée par M. Vaillant, député, le 27 juin 1898 (doc. parl. n° 118; *J. O.*, p. 1285).

Voir ci-après une autre proposition de M. Vaillant, page 5 : *Durée du travail*.

Proposition de loi ayant pour but d'assurer aux employés limonadiers, restaurateurs et assimilés l'intégralité de leur salaire par la suppression du versement qui leur est imposé par les employeurs sous la désignation de « frais », présentée par MM. Coutant, etc., députés, le 28 novembre 1898 (doc. parl. n° 440; *J. O.*, p. 354). — Renvoyée à la Commission du travail.

Saisie-arrêt. — *Proposition de loi* tendant à modifier la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés, présentée par M. Basly, député, le 25 novembre 1897 (doc. parl. n° 2840; *J. O.*, p.).

Proposition de loi tendant à compléter la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt des salaires et petits traitements des ouvriers et employés, présentée par M. Odilon-Barrot, député, le 10 décembre 1897 (doc. parl. n° 2888; *J. O.*, p.).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés, présentée par M. Plichon, député, le 13 janvier 1898 (doc. parl. n° 2949; *J. O.*, p.).

Renvoyées à la Commission du travail. — Rapport Rose, 21 mars 1898 (doc. parl. n° 3131; *J. O.*, p.). — Discussion et adoption, après déclaration d'urgence, le 1^{er} avril 1898. — Transmission au Sénat le 4 avril 1898 (doc. parl. n° 218; *J. O.*, p. 457).

Habitations à bon marché. — Voir ci-après, p. 4 : *Syndicats professionnels (proposition Berthet)*.

Bien de famille. — *Proposition de loi* ayant pour objet de créer le bien de famille insaisissable, présentée par MM. Léon Vacher, etc., députés, le 21 novembre 1898 (doc. parl. n° 396; *J. O.*, p. 301). — 3^e commission d'initiative: Rapp. som. Odilon-Barrot, 2 décembre 1898 (doc. parl. n° 465; *J. O.*, p. 360).

Proposition de loi ayant pour objet d'organiser en France le bien de famille, afin de faciliter à tous l'acquisition, la conservation et la transmission héréditaire de la petite propriété, présentée par M. Lemaire, député, le 23 juin 1898 (doc. parl. n° 1011; *J. O.*, p. 1361).

Proposition de loi ayant pour objet de créer en France des biens insaisissables de famille, présentée par M. Morillot, député, le 8 juillet 1898 (doc. parl. n° 197; *J. O.*, p.).

Petite propriété rurale. — *Proposition de loi* tendant à faciliter la constitution et le maintien de la petite propriété rurale, présentée par MM. Siegfried, etc., députés, le 11 mars 1897 (doc. parl. n° 2336; *J. O.*, p. 369). — Renvoyée à la 26^e Commission d'initiative parlementaire. — Rapp. somme Siegfried, 1^{er} avril 1897 (doc. parl. n° 2386; *J. O.*, p. 903). — Prise en considération dans la séance du 1^{er} avril 1897. — Adoption en première délibération, le 24 mars 1898. — Adoption en deuxième délibération, le 1^{er} avril 1898. — Transmission au Sénat, le 4 avril 1898 (doc. parl. n° 219; *J. O.*, p. 394). — Rapp. Siegfried, 5 juillet 1898 (doc. parl. n° 279; *J. O.*, p. 512). — Première délibération et adoption : 5 et 6 décembre 1898.

Conditions du travail dans les travaux publics. — *Proposition de loi* relative aux conditions du travail dans les travaux publics, présentée par M. Dansette, député, le 13 juin 1898 (doc. parl. n° 27; *J. O.*, p. 1418).

Proposition de loi relative aux conditions du travail dans l'exécution des travaux publics, présentée par M. Argeliès, député, le 13 juin 1898 (doc. parl. n° ; *J. O.*, p.).

Proposition de loi relative à l'établissement des conditions du travail dans les travaux communaux de la ville de Paris et de chaque commune, présentée par M. Vaillant, député, le 27 juin 1898 (doc. parl. n° 116; *J. O.*, p. 1279).

Proposition de loi portant réglementation du travail sur les chantiers de l'Etat, des départements, des communes et des entreprises d'utilité publique exécutées par les particuliers, relative : 1^o aux conditions du travail, assurances, accidents, hospitalisation, repos hebdomadaire; 2^o à la limitation du nombre des ouvriers étrangers sur les chantiers; 3^o à la participation des associations ouvrières aux travaux publics, présentée par M. André Castelin, député, le 13 novembre 1898 (doc. parl. n° 383; *J. O.*, p. 338). — Renvoyée à la Commission du travail.

Participation aux bénéfices. — *Proposition de loi* ayant pour objet de modifier la loi sur les sociétés, d'autoriser la création des actions de 25 francs et de faciliter la participation aux bénéfices, présentée par MM. Graux et Boudenhoot, députés, le 13 juillet 1898 (doc. parl. n° ; J. O., p.).

5^e Crédit.

Crédit agricole. — *Proposition de loi* ayant pour objet la création du crédit agricole hypothécaire à long terme et à taux réduit, présentée par M. J. Codet, député, le 15 janvier 1894 (doc. parl. n° 246; J. O., p. 24). — Rapp. somm. Cros-Bonnel, 11 janvier 1895 (doc. parl. n° 1182, J. O., p. 14). — Prise en considération, 19 février 1895. — Renvoi à une Commission spéciale. — Proposition rectifiée (annexe n° 246 [rectifiée], J. O., p. 387). — Rapp. Jean Codet, 25 nov. 1896 (doc. parl. n° 2135; J. O., p. 1505). — Rapp. Codet, 9 mars 1898 (doc. parl. n° 3109; J. O., p.). — Discussion et adoption, après déclaration d'urgence, le 31 mars 1898. — Transmission au Sénat, le 2 avril 1898 (doc. parl. n° 209; J. O., p. 392). — Renvoyé à la Commission relative au privilège de la Banque de France.

Proposition de loi relative à l'organisation nationale de l'assurance et du crédit agricoles, présentée par M. Calvet, sénateur, le 12 juillet 1895 (doc. parl. n° 200; J. O., p. 397). — Rapp. somm. Poirrier, 23 décembre 1895 (doc. parl. n° 46; J. O., p. 542). — Prise en considération le 28 janvier 1896.

6^e Différends et contestations.

Juridiction du travail. — Voir ci-après, page 8: *Code du travail*.

Prud'hommes. — Proposition de loi sur la réforme des conseils de prud'hommes, présentée par MM. Paul Beauregard et Lannes de Montebello, députés, le 8 novembre 1898 (doc. parl. n° 324; J. O., p. 230). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi tendant à modifier la législation des conseils de prud'hommes, présentée par M. Dutreix, député, le 14 novembre 1898 (doc. parl. n° 356; J. O., p. 280). — Renvoyée à la Commission du travail.

Prud'hommes mineurs. — *Proposition de loi* tendant à créer des conseils de prud'hommes mineurs, présentée par MM. Basly, etc..., députés, le 2 décembre 1898 (doc. parl. n° 468; J. O., p. 400). — Renvoyée à la Commission du travail.

Conciliation et arbitrage. — *Proposition de loi* portant modification à la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage entre patrons et ouvriers, présentée par MM. Bovier-Lapierre, etc..., députés, le 22 novembre 1898 (doc. parl. n° 408; J. O., p. 311). — Renvoyée à la Commission du travail.

B. — L'ASSOCIATION.

1^o Associations de personnes.

Association en général. — *Proposition de loi* sur le droit d'association, présentée par M. Cunéo d'Ornano, député, le 13 juin 1898 (doc. parl. n° 29; J. O., p. 1131). — 1^{re} commission d'initiative : — Rapp. som. Roy de Loulay, 29 novembre 1898 (doc. parl. n° 448; J. O., p. 358). — Prise en considération, le 6 décembre 1898.

Proposition de loi sur le droit d'association, présentée par MM. Charles Gras, etc., députés, le 24 novembre 1898 (doc. parl. n° 417; J. O., p. 427).

Proposition de loi sur la liberté d'association, présentée par MM. Lemire, etc..., députés, le 25 novembre 1898 (doc. parl. n° 427; J. O., p. 346). — Renvoyée à la Commission relative aux associations.

Syndicats professionnels. — *Proposition de loi* tendant à modifier l'article 7 de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, présentée par M. Barthe, sénateur, le 10 juillet 1893 (doc. parl. n° 260; J. O., p. 533).

Proposition de loi ayant pour but d'ajouter à la loi du 21 mars 1884, relative aux syndicats professionnels, des dispositions punissant les infractions à l'article 3, présentée par M. Barthe, le 22 juin 1894 (doc. parl. n° 131; J. O., p. 173).

Proposition de loi portant modification de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, présentée par M. Dansette, député, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 82; J. O., p. 1172).

Proposition de loi ayant pour objet de reviser la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, présentée par MM. Basly, Lamendin et Defontaine, députés, le 7 juillet 1898 (doc. parl. n° 180; J. O., p. 1346).

Rapp. Bérenger, 9 juillet 1894 (doc. parl. n° 9; J. O., p. 188).

Proposition de loi portant modification de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels et tendant à permettre à ces syndicats de créer des habitations à bon marché, présentée par M. Léon Berthet, député, le 14 novembre 1898, (doc. parl. n° 350; J. O., p. 239) — Renvoyée à la Commission du travail.

Sociétés de secours mutuels. — Voir ci-après, page 6 : *Mutualité*.

Coopération. — *Proposition de loi* sur les sociétés coopératives de consommation, présentée par MM. Georges Berry, etc., députés, le 18 novembre 1898 (doc. parl. n° 399; J. O., p. 500).

Coopération et sociétés coopératives. — (Voir ci-dessus, page 3 : *Participation aux bénéfices*; — et page 3 : *Conditions du travail dans les travaux publics*. (Proposition Castelin).

Coalitions. — *Proposition de loi* interdisant les coalitions formées dans le but de suspendre ou faire cesser le travail dans les exploitations de l'État et des compagnies de chemins de fer, présentée par M. Cordelet, sénateur, le 21 décembre 1894 (doc. parl. n° 58; J. O., p. 247). — Rapp. somm. Marquis, 21 janvier 1895 (doc. parl., n° 7; J. O., p. 3). — Prise en consid., le 8 février 1895.

PROJET DE LOI ayant pour objet d'interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou cesser le travail dans les services publics de l'État, présenté au Sénat par M. Trarieux, Ministre de la justice, le 4 mars 1895 (doc. parl. n° 38; J. O., p. 107). — Retrait par M. Ricard, Ministre de la justice, le 30 janvier 1896 (J. O., p. 45).

Rapp. Demôle, 10 juin 1895 (doc. parl. n° 121; J. O., p. 339). — Première délibération, 3 et 4 février 1896. Adoption en première délib., le 4 février 1896. — Deuxième délibération et adoption, le 14 février 1896 (1). — Transmission à la Chambre des députés, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 77; J. O., p. 107). Renvoyée à la Commission du travail. (1)

Proposition Coutant. Voir ci-dessus, page 1 : *Liberté du travail*.

2° Associations de capitaux.

Sociétés par actions. — *Proposition* Graux et Boudenoot : voir ci-dessus, p. 3 : *Participation aux bénéfices*.

C. — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Santé publique. — *Proposition de loi* relative à l'assainissement des logements et habitations insalubres, présentée par M. Édouard Lockroy, député, le 19 novembre 1889 (doc. parl. n° 12; J. O., p. 26).

Proposition de loi relative à l'organisation des services de l'hygiène publique, présentée par M. Édouard Lockroy, le 19 novembre 1889 (doc. parl. n° 13; J. O., p. 29).

Proposition de loi relative à la salubrité du travail et à la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, présentée par M. Édouard Lockroy, le 19 février 1889 (doc. parl. n° 16; J. O., p. 52).

Proposition de loi sur l'organisation de l'administration de la santé publique, présentée par MM. Siegfried, etc., députés, le 27 mars 1890 (doc. parl. n° 502; J. O., p. 602). — Rapport sommaire Chamberland, déposé le 4 juillet 1890 (doc. parl. n° 779; J. O., p. 715).

PROJET DE LOI pour la protection de la santé publique, présenté par M. Constans, Ministre de l'intérieur, le 3 décembre 1891 (doc. parl. n° 1774; J. O., p. 2892).

Rapport sommaire Armez, déposé le 1^{er} mars 1890 (doc. parl. n° 399; J. O., p. 393).

Renvoyés à la Commission de l'hygiène publique. — Rapport Langlet, déposé le 13 juillet 1892 (doc. parl. n° 2334; J. O., p. 2162). — Discussion, séances des 26 et 27 juin 1893.

Sénat. — PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet la protection de la santé publique, présenté par M. Ch. Dupuy, Ministre de l'intérieur, le 11 juillet 1893 (doc. parl. n° 267; J. O., p. 539). — Rapport Cornil, déposé le 27 décembre 1895 (doc. parl. n° 74; J. O., p. 200). — Première délibération : séances des 2, 4, 5, 9 et 12 février 1897. — Renvoi à la Commission. — Suite de la discussion : 26 octobre 1897. — Adoption : 16 décembre 1897.

(1) Dans sa séance du 14 février 1896 (voir J. O., p. 541, 1^{re} col.), le Sénat a donné à la proposition l'intitulé suivant : *Proposition de loi* ayant pour objet de modifier les articles 414 et 415 du Code pénal

Durée du travail. — *Proposition de loi* relative à l'établissement de la journée de huit heures et d'un salaire minimum pour tous les ouvriers et employés de l'État, proposée par M. Vaillant, député, le 27 juin 1898 (doc. parl. n° 115; J. O., p. 1297).

Proposition de loi concernant la diminution des heures de travail, présentée par MM. Ernest Loyer et Rogez, députés, le 16 décembre 1898 (doc. parl. n° 540; J. O., p. 544). — Renvoyée à la Commission du travail.

Repos hebdomadaire. — Voir ci-dessus page 3 : *Conditions du travail dans les travaux publics*.

Proposition L. Ricard. } Voir ci-après, page 7 : *Travail des enfants et des femmes*.
Proposition M. Lecomte. }

CHEMINS DE FER. — Voir ci-après, page 6.

CODE DU TRAVAIL. — Voir ci-après, page 8.

Inspection du travail. — *Proposition de loi* portant organisation du corps des inspecteurs du travail, proposée par MM. Bernard et Chiché, députés, le 7 juillet 1898 (doc. parl. n° 182; J. O., p. 1349).

Proposition de loi tendant à modifier le personnel de l'inspection du travail dans les usines, manufactures, chantiers, et son mode de recrutement, présentée par MM. Alexandre Zévaès, etc., députés, le 4 novembre 1898 (doc. parl. n° 312; J. O., p. 148). — Renvoyée à la Commission du travail.

Délégués mineurs. — *Proposition de loi* tendant à rendre la loi du 30 juin 1894 applicable aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, déposée par M. Basly, député, le 27 février 1895 (doc. parl. n° 1198; J. O., p. 225). — Renvoyée à la Commission du travail. — Urgence déclarée. — Rapp. Lacombe, déposé le 30 mars 1895 (doc. parl. n° 1260; J. O., p. 347). — Délibération et adoption, le 21 décembre 1895. — Transmission au Sénat, le 23 décembre 1895 (doc. parl. n° 62; J. O., p. 546). — Rapp. Félix Martin, 14 décembre 1896 (doc. parl. n° 45; J. O., p. 396). — Déclaration d'urgence, délibération et adoption (1), le 2 février 1897. — Retour à la Chambre, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 80; J. O., p. 1172).

Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, présentée par MM. Basly, Lamendin et Defontaine, députés, le 7 juillet 1898 (doc. parl. n° 181; J. O., p. 1348). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapport Arthur Groussier, 24 novembre 1898 (doc. parl. n° 418; J. O., p. 323).

Chemins de fer. — *Proposition de loi* relative à la sécurité publique dans les exploitations de chemins de fer et à la situation des mécaniciens et chauffeurs dans ces industries, présentée par MM. Descubes, etc., députés, le 28 juillet 1894 (doc. parl. n° 895; J. O., p. 165). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapp. Descubes, 21 décembre 1895 (doc. parl. n° 1700; J. O., p. 1627).

PROJET DE LOI relatif à la sécurité publique dans les exploitations de chemins de fer et à la situation des mécaniciens et chauffeurs dans ces industries, déposé par M. Turrel, Ministre des travaux publics, le 26 novembre 1897 (doc. parl. n° 2847; J. O., p.). — Renvoyé à la Commission du travail.

Proposition de loi relative à la situation des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains, déposée par MM. Berteaux, etc., députés, le 30 novembre 1897 (doc. parl. n° 2853; J. O., p.). — Renvoyée à la Commission du travail.

Rapp. suppl. Descubes, 2 décembre 1897 (doc. parl. n° 2860; J. O., p.). — Déclaration d'urgence, discussion et adoption, le 17 décembre 1897. — Transmission au Sénat, le 21 décembre 1897.

Accidents. — *Proposition de loi* ayant pour objet de modifier l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, présentée par M. Dubuisson, député, le 23 juin 1898 (doc. parl. n° 105; J. O., p. 1200).

Proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, présentée par M. Mirman, député, le 27 juin 1898 (doc. parl. n° 109; J. O., p. 1248).

(1) Dans sa séance du 2 février 1897, le Sénat a donné à la proposition l'intitulé suivant : *Proposition de loi concernant la participation des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs aux caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs*.

PRÉVOYANCE.

Mutualité. — *Proposition de loi* tendant à modifier et à compléter le paragraphe 5 de l'article 21 de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels, présentée par MM. Suchetet, etc., députés, le 14 novembre 1898 (doc. parl. n° 349; J. O., p. 467). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Accidents. — Voir ci-dessus, p. 3 : *Conditions du travail dans les travaux publics.*

Assurance contre le chômage. — Voir ci-après : *Caisses de retraites.*

Caisses de secours. — Voir ci-après : *Caisses de retraites.*

Caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs. — Voir ci-dessus, page 5 : *Délégués mineurs*, et la note.

Caisses de retraites [*Invalidité*]. — *Proposition de loi* sur les caisses de retraites et de secours des ouvriers de l'industrie, présentée par M. Félix Martin, sénateur, le 27 février 1897 (doc. parl. n° 61; J. O., p.). — Rapp. somm. Gustave Denis, 1^{er} avril 1897 (doc. parl. n° 103; J. O., p.). — Prise en considération, le 17 juin 1897. — Rapp. Félix Martin, 7 février 1898 (doc. parl. n° 36; J. O., p.). — Première délibération : séance du 24 février 1898.

Proposition de loi tendant à établir en France le monopole de la rectification de l'alcool et à en employer le produit à la création d'une caisse nationale de retraite en faveur des vieux travailleurs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, présentée par M. Guillemet, député, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 84; J. O., p. 1174). — Rapp. somm. Berthet, 11 juillet 1898 (doc. parl. n° 225; J. O., p. 1463).

Proposition de loi ayant pour objet l'organisation générale et immédiate des retraites et des soins de maladies pour les travailleurs, proposée par M. Zévaco, député, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 96; J. O., p. 1226).

Proposition de loi concernant les caisses de retraites, déposée par M. Audiffred, député, le 4 juillet 1898 (doc. parl. n° 161; J. O., p. 361). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi relative à l'organisation des retraites et à la création des services de prévoyance sociale, déposée par M. Gervais, député, le 12 juillet 1898 (doc. parl. n° ; J. O., p.).

Proposition de loi sur l'organisation d'une caisse de retraites des travailleurs et des invalides du travail et d'une caisse de capitalisation ou assurances sur la vie, déposée par M. de Ramel, député, le 13 juillet 1898 (doc. parl. n° ; J. O., p.).

Proposition de loi ayant pour objet la création d'une caisse nationale garantissant aux travailleurs des deux sexes une indemnité de chômage en cas de maladie et une retraite à l'âge de soixante-dix ans, déposée par M. Dubuisson, député, le 25 octobre 1898 (doc. parl. n° 277; J. O., p. 70).

PROJET DE LOI sur les retraites ouvrières, déposé par M. Maruéjols, ministre du Commerce, le 25 octobre 1898 (doc. parl. n° 271; J. O., p. 81). — Renvoyé à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi sur les caisses des retraites en faveur des infirmes et des vieillards, présentée par MM. Chauvière, etc., députés, le 14 novembre 1898 (doc. parl. n° 353; J. O., p. 251). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi sur les retraites pour la vieillesse, présentée par MM. Louis Puech, etc., députés, le 14 novembre 1898 (doc. parl. n° 357; J. O., p. 282). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Mont-de-piété de Paris. — *Proposition de loi* (1) ayant pour objet la réforme de la prise et de la vente des gages au Mont-de-piété de Paris, par MM. Renou, etc., députés, le 28 novembre 1898 (doc. parl. n° 445; J. O., p. 351.).

(1) Cette proposition de loi, déjà déposée pendant la session extraordinaire de 1897, avait été l'objet d'un rapport sommaire favorable.

PROPRIÉTÉ PRIVÉE ET INTÉRÊT COLLECTIF.

PROTECTION ET ASSISTANCE.

1^o Enfants mineurs et femmes.

Droit de la femme mariée sur son salaire. — *Proposition de loi* ayant pour objet d'assurer à la femme mariée la libre disposition des fruits de son travail, présentée par M. Goirand, député, le 9 juillet 1894 (doc. parl. n° 801; *J. O.*, p. 1135). — Rapp. som. T. Goujon, 20 déc. 1894 (doc. parl. n° 1094; *J. O.*, p. 2233).

Proposition de loi ayant pour objet de protéger la femme contre certains abus de la puissance maritale, présentée par MM. L. Jourdan, etc., députés, le 9 juillet 1894 (doc. parl. n° 803; *J. O.*, p. 1135).

Commission spéc. nommée le 14 février 1895. — Rapp. Goirand, le 14 nov. 1895 (doc. parl. n° 1609; *J. O.*, p. 1472). — Urgence déclarée, discuss. et adop. le 27 février 1896 (*J. O.*, Chambre p. 313). — Transmission au Sénat, le 2 mars 1896 (doc. parl. n° 47; *J. O.*, p. 117).

Travail des enfants et des femmes. — *Proposition de loi* portant modification à la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, présentée par M. Lecomte, sénateur, le 14 novembre 1893 (doc. parl. n° 2; *J. O.*, p. 708). — (doc. parl. n° 2 rectifié; *J. O.*, p.). — Rapp. somm. Lecomte, 4 déc. 1893 (doc. parl. n° 16; *J. O.*, p. 726). — Prise en consid., 14 déc. 1893. — Rapp. Lecomte, 27 février 1894 (doc. parl. n° 34; *J. O.*, p. 76). — Première délibération: 8 et 13 mars, 24 avril, 11 et 12 juin 1894. — Deuxième délibération: 10 et 13 juillet 1894. — Transmission à la Chambre, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 74; *J. O.*, p. 1169).

2^o Majeurs.

Protection des personnes accomplissant un service militaire. — *Proposition de loi* ayant pour objet de prévenir le renvoi des employés et ouvriers revenant d'accomplir une période d'instruction militaire de 28 ou 13 jours, présentée et lue par M. Coutant, député, le 23 nov. 1895 (doc. parl. n° 1622; *J. O.*, p. 1491). — Urgence déclarée (Déb. parl. p. 2487 et 2499). — Rapp. Lavy, 2 décembre 1897 (doc. parl., n° 2867; *J. O.*, p.).

Proposition de loi ayant pour objet de garantir leur travail et leurs emplois aux réservistes appelés par la loi à faire leur période d'instruction militaire, présentée par MM. Ernest Roche et Le Senne, députés, le 5 novembre 1897 (doc. parl. n° 2774; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission du travail.

Discussion et adoption le 25 mars 1898. — Transmission au Sénat le 29 mars 1898 (doc. parl. n° 173; *J. O.*, p.). — Rapp. Voiland, 28 juin 1898 (doc. parl. n° 275; *J. O.*, p. 505). — Déclaration d'urgence et adoption avec modifications le 8 juillet 1898. — Retour à la Chambre le 12 juillet 1898 (doc. parl. n° 244; *J. O.*, p. 1408) (1). — Renvoi à la commission du travail. — Rapport Odilon-Barrot, 18 novembre 1898 (doc. parl. n° 381; *J. O.*, p. 289). — Discussion et adoption le 25 novembre 1898. — Retour au Sénat le 29 novembre 1898 (doc. parl. n° 338; *J. O.*, p. 576).

Assistance obligatoire aux vieillards et aux infirmes indigents. — *Proposition de loi* sur l'assistance obligatoire des vieillards et des infirmes indigents, déposée par M. Strauss, sénateur, le 20 janvier 1898 (doc. parl. n° 10; *J. O.*, p.). — Rapp. som. Saillard, 11 février 1898 (doc. parl. n° 50; *J. O.*, p.). — Prise en considération le 24 février 1898.

(1) Titre de la proposition de loi votée par le Sénat : *Proposition de loi* ayant pour objet d'assurer le maintien du contrat de louage de services pendant les périodes des réservistes et des territoriaux.

DIVERS.

Ministère du travail. — *Proposition de loi* ayant pour objet la création d'un ministère du travail, de l'hygiène et de l'assistance publique, présentée par M. Vaillant, député, le 27 juin 1898 (doc. parl. n° 120; *J. O.*, p. 1287).

Sous-Secrétariat du Travail. — *Proposition de loi* tendant à la création d'un sous-secrétariat du travail au Ministère du commerce, en remplacement de l'Office du travail, présentée par M. Charles Dutreix, député, le 11 novembre 1898 (doc. parl. n° 335; *J. O.*, p. 159). — Renvoyée à la commission du travail.

Code du travail. — *Proposition de loi* sur le Code du travail, déposée par M. Groussier, député, le 13 juin 1898 (doc. parl. n° 33; *J. O.*, p. 1420).

Encouragement au travail. — *Proposition de loi* tendant à accorder une allocation annuelle aux titulaires de la médaille du travail, de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, déposée par M. Bourgeois, député (du Jura), le 4 juillet 1898 (doc. parl. n° 158; *J. O.*, p. 1334).

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

L'activité déjà signalée dans les mines, dans les métiers de l'alimentation, dans la reliure, la typographie, la ganterie, dans l'industrie de la soierie, dans celle du vêtement, dans la chapellerie, dans la métallurgie, dans les ateliers de construction mécanique et chez les horlogers-bijoutiers s'est maintenue. Morte-saison dans les carrières, le travail du bois (charpente, menuiserie), dans la carrosserie, dans la serrurerie du bâtiment et dans l'industrie du bâtiment (tailleurs de pierre, maçons, peintres, plâtriers et couvreurs). Situation stationnaire dans la préparation des cuirs et peaux. Dans l'ensemble, la situation est jugée plus mauvaise que celle de l'an dernier, principalement à cause de la douceur de la température qui retarde la remise des commissions de réassortiment pour les articles d'hiver et qui ne permet pas d'entamer les stocks.

Parmi les 445 syndicats d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce groupant 85.000 adhérents (syndicats de mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris) qui ont fourni des rapports sur l'activité du travail au 15 décembre, la proportion des ouvriers en chômage a été de 11 p. o/o. 1/4 p. o/o des chambres syndicales réunissant 8 p. o/o des adhérents estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque; 37 p. o/o des syndicats avec 57 p. o/o de syndiqués jugent qu'il a été plus faible et pour 49 p. o/o des chambres syndicales comprenant 35 p. o/o des adhérents, il est resté sans changement.

La réduction de la durée du travail déjà signalée dans un certain nombre d'ateliers, principalement dans ceux à activité variable suivant les saisons, s'est accentuée; on fait la journée de 8 à 9 heures.

Le pain a été de nouveau en baisse; le prix de la viande, du beurre, des œufs a eu tendance à la hausse.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — Pendant (1) le mois de septembre, le rendement de la pêche, tant à pied qu'en bateau, de l'exploitation des établissements de pêche, d'ostréiculture et de mytiliculture des cinq arrondissements maritimes et de l'Algérie s'est élevé à 7.851.000 francs, rendement inférieur de 2.606.000 francs à celui de la période correspondante de 1897; la pêche en bateau notamment a produit, en septembre 1898, 2.180.000 francs de moins qu'en 1897, l'ostréiculture et la mytiliculture ont eu également ensemble un rendement plus faible de 406.000 francs; cette diminution du rendement est due en bonne partie à l'avitilissement des prix de vente, conséquence de la surabondance des produits capturés.

Les grands calmes ont nui à la pêche au chalut, mais permis, par contre, une sortie plus fréquente des petites embarcations. La sardine et le thon ont fourni une pêche abondante sur les côtes de l'Océan et sur celles de la Méditerranée.

Les chantiers de construction ont livré à nos pêcheurs 105 bateaux de tonnage et de types différents, dont 2 chalutiers à vapeur et 2 trois-mâts. En particulier, notre flotte de pêche à vapeur a commencé à prendre quelque extension pour soutenir la concurrence que lui font les nombreux vapeurs de pêche étrangers.

Au commencement d'octobre, 34 bateaux de tonnages et de types divers restaient en chantier.

Pendant le mois de décembre, les gros temps et les brumes ont rendu difficile la sortie des bateaux de pêche; cependant dans certains ports de la Méditerranée la pêche a été jugée plus abondante que celle de l'an dernier.

HORTICULTURE. AGRICULTURE. FORÊTS. — Les ouvriers horticulteurs sont en pleine morte-saison, les façons du jardinage étant terminées. Chez les ouvriers des champs, le travail est également suspendu. Dans les vignobles, les façons ont été continuées dans certains centres, grâce à la douceur de la température.

En forêts, l'activité se maintient, on compte 8 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers syndiqués, le travail est jugé généralement aussi abondant que l'an dernier, sauf à Poinçonnet (Indre) où il est tenu pour plus abondant.

CARRIÈRES. — Dans les carrières, la température favorable permet de maintenir une certaine activité dans l'exploitation; le travail est jugé aussi abondant que l'an dernier, sauf à Méry-sur-Oise (Seine-et-Oise) et à Saint-Resitut (Drôme) où il est jugé plus faible.

MINES. CHARBONS. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations,

Dans le courant du mois de décembre, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers

(1) D'après la *Revue maritime* du mois de novembre 1898.

occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS OU GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais...	5,67	"	"	"	100	"
Loire.....	5,76	"	"	"	100	"
Gard et Hérault.....	5,76	"	"	"	100	"
Provence (lignites).....	5,60	"	"	"	100	"
Tarn et Aveyron.....	5,08	"	"	"	81	16
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	5,77	"	"	"	100	"
Centre, Bourbonnais, Creuse et Anvergne...	5,78	"	"	"	75	25
ENSEMBLE pour la France.	5,67	"	"	"	97	3

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5,96; il était de 5,74 en décembre 1897.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — Les fabriques de sucre de betteraves (1) ont, dans certains centres, fini leur campagne de sucres de premier jet. Au 15 décembre, 148 fabriques contre 73 pendant la campagne 1897-1898 étaient encore occupées à l'extraction du sucre des betteraves, tandis que 196 fabriques contre 371 en 1899-1898 avaient terminé leurs premiers travaux. A cette date du 15 décembre 1898, 5.663.395.000 kilogrammes de betteraves avaient été mis en œuvre dans l'ensemble des usines contre 6.110.460.000 kilogrammes au 15 décembre 1897.

Les distilleries de betteraves et des substances farineuses ont marqué un progrès sur l'an dernier, tandis que les distilleries de mélasses sont restées stationnaires plutôt avec tendance à la baisse. Pendant les onze premiers mois de 1898, la production des alcools provenant de la distillation des betteraves a été de 622.324 hectolitres contre 594.895 pendant la même période de 1897; pour les alcools de substances farineuses, 627.525 hectolitres en 1898 contre 447.076 en 1897 et pour les alcools de mélasses, 674.486 hectolitres contre 694.111 en 1897.

La distillation des vins, cidres et poirés, mares et lies et autres substances chez les bouilleurs et distillateurs de profession a été de 28.545 hectolitres en 1898 contre 78.670 en 1897, enfin la production des bouilleurs de cru, pendant les onze premiers mois, est estimée avoir été d'environ 56.841 hectolitres en 1898 contre 89.506 en 1897; on pense que cette diminution des quantités d'alcool distillé chez les bouilleurs de cru doit être attribuée aux récoltes peu abondantes de l'an dernier, qui n'ont pas permis aux bouilleurs de cru de maintenir leur production; celle-ci est estimée avoir été de 30.008 hectolitres pendant les deux premiers mois de la campagne 1898-1899, comme pendant la période correspondante de 1897-1898.

Dans la meunerie, situation stationnaire; la féculerie termine sa campagne.

Chez les boulangers, l'approche des fêtes du jour de l'an, les demandes plus nombreuses de remplacement ainsi que l'augmentation de la consommation due aux

(1) D'après le *Journal officiel* du 28 décembre 1898.

froids ont amené une amélioration dans le placement. Chez les cuisiniers-pâtisseries et chez les confiseurs, le travail a été aussi très actif grâce aux commandes du nouvel an ; le chômage est cependant resté sensiblement le même chez les ouvriers syndiqués boulangers, cuisiniers, pâtisseries et confiseurs. L'ouvrage a été, dans l'ensemble, tenu pour aussi abondant que l'an dernier à même époque, sauf chez les boulangers de Paris (XIV^e arrondissement), d'Angers et chez les pâtisseries-cuisiniers de Lille, qui l'ont considéré comme plus abondant et chez les cuisiniers de Bordeaux, où il a été regardé comme plus faible.

PAPIER-CARTON. CAOUTCHOUC. INDUSTRIE DU LIVRE. — Grâce aux commandes du jour de l'an, le travail a été encore actif chez les cartonniers-papetiers et chez les relieurs. Par rapport à l'an dernier, l'ouvrage a été tenu pour plus abondant chez les ouvriers relieurs de Nantes et chez les ouvriers en toiles cirées de Bourges; pour le reste, il n'a pas été signalé de changement.

Chez les typo-lithographes et chez les ouvriers du livre en général, la reprise du travail déjà signalée le mois dernier, s'est accentuée, c'est l'époque de plein travail. On compte un peu plus de 4 p. o/o de chômeurs à Paris, 3 p. o/o en province et un peu plus de 3 p. o/o dans l'ensemble. 23 p. o/o des chambres syndicales comprenant 9 p. o/o des syndiqués estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque, 57 p. o/o des syndicats avec 82 p. o/o des adhérents jugent qu'il a été en même quantité et pour 20 p. o/o des syndicats groupant 9 p. o/o des syndiqués, il a été plus faible.

En particulier, l'ouvrage a été considéré comme plus abondant que l'an dernier chez les conducteurs-typographes de Paris, chez les typographes de Belfort, chez les imprimeurs de Lyon, chez les typographes de Cannes, Avignon, Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), Angoulême, Blois, Chartres et Alençon; comme moins abondant chez les dessinateurs-lithographes de Paris, les typographes et les travailleurs du livre de Saint-Germain-en-Laye, Épinal, Clermont-Ferrand, Vichy, Marseille (imprimeurs-lithographes), Toulouse, Tarbes et Laval; pour le reste, il n'a pas été signalé de modification.

CUIRS ET PEAUX. — Situation stationnaire dans la mégisserie et dans la tannerie; chez les corroyeurs, la situation est jugée plutôt inférieure à celle de l'an dernier. Chez les ouvriers en chaussures, travail faible, surtout chez les ouvriers travaillant à la main. Dans la ganterie, reprise annuelle du travail moins accentuée que l'an dernier. Chez les selliers-harnacheurs, on manque de commandes. On compte 4 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux (tanneurs, mégissiers, corroyeurs), 9 p. o/o chez les ouvriers en chaussures, un quart des syndiqués chez les gantiers.

On estime que le travail a été plus actif que l'an dernier chez les mégissiers de rivière d'Annonay, chez les gantiers de Gières (Isère) et plus faible chez les corroyeurs de Paris, les ouvriers en cuirs et peaux d'Amiens, Clermont-Ferrand, Issoudun et Rennes, chez les cordonniers de Lyon et de Nice, chez les gantiers de Millau, Saint-Junien (Haute-Vienne) et Niort, chez les gainiers et chez les selliers-harnacheurs de Paris.

TEXTILES. — Peu d'activité dans l'industrie lainière, la température douce du commencement de l'hiver retarde la remise des commissions. L'industrie cotonnière est encore peu occupée; les stocks pèsent sur le marché; la durée du travail est réduite et des broches aussi bien que des métiers sont arrêtés. L'industrie linière

travaille assez activement, quoique les transactions manquent pour une alimentation de quelque durée. Une reprise du travail se produit dans l'industrie de la soierie, pour la matière première les cours restent fermes, les tissages mécaniques ont reçu de nouvelles commissions; le travail est également meilleur que le mois dernier dans les tissages à la main à la ville et à la campagne; on est pourvu de commandes tant pour le marché intérieur que pour l'exportation. Dans les teintureries et dans les apprêts, l'activité se ressent du ralentissement du travail dans les filatures et dans les tissages. Chez les tapissiers, une reprise du travail s'est produite grâce aux commandes du jour de l'an. Chez les bonnetiers, les tullistes, les rubaniers, les ouvriers de l'industrie du vêtement et chez les chapeliers, situation stationnaire. On estime que le chômage atteint 5 p. o/o dans les tissages mécaniques et 8 p. o/o dans les tissages à la main, 13 p. o/o chez les ouvriers de l'industrie du vêtement et 14 p. o/o chez les chapeliers.

Par rapport à l'an dernier, on estime que le travail est plus abondant chez les tisseurs à la main de Lyon et de Mardore (Rhône), chez les voiliers de Toulon et chez les chapeliers d'Essonnes et de Nancy; moins abondant chez les ouvriers des tissages mécaniques et à la main de la Somme, du Nord, des Ardennes, de la Marne, de Saint-Étienne, Jarnosse (Loire), Cours, Grandris (Rhône), de la Vendée, du Maine-et-Loire, du Calvados et de la Seine-Inférieure, chez les teinturiers de Villefranche (Rhône), chez les tapissiers de Marseille, chez les bonnetiers de Falaise, chez les passementiers de Saint-Didier-la-Séauve (Haute-Loire), chez les tullistes de Lyon, chez les tailleurs de Paris, Versailles et Lyon, chez les chapeliers de Lyon, Chazelles et Grigny (Rhône), de Bourg-de-Péage (Drôme), Serrières (Ardèche), Albi, Septfonds (Tarn-et-Garonne), Le Bugue (Dordogne) et Bourgageuf (Creuse); pas de changement signalé pour le reste.

Bois. — Les charpentiers, les menuisiers et ouvriers travaillant le bois dans l'industrie du bâtiment sont encore occupés grâce à la température douce qui n'a pas arrêté tous les chantiers. La tonnellerie, qui avait subi un ralentissement du travail dû à l'encombrement du marché pendant les années précédentes, a repris. Morte-saison chez les ouvriers en voitures. Chez les ouvriers en ameublement, le travail a été actif, mais les prix de façon ont eu plutôt tendance à la baisse, la clientèle délaissant les genres de belle qualité pour les articles à bon marché. Chez les charpentiers et chez les menuisiers, la durée du travail a été réduite; comme tous les ans, à pareille époque, on fait de 7 à 8 heures par jour. On estime que le chômage a atteint 6 p. o/o des chômeurs chez les charpentiers, 11 p. o/o chez les menuisiers, 4 p. o/o chez les ébénistes.

L'ouvrage a été considéré comme plus abondant que l'an dernier à même époque chez les charpentiers de Paris, les menuisiers de Chambéry et d'Avignon, chez les sculpteurs en meubles de Lyon et chez les ébénistes de Béziers; comme plus faible chez les charpentiers d'Armentières, les menuisiers de Paris, Reims, Vichy, Annanay, Mazamet, Carcassonne, Tarbes et Elbeuf, chez les tonneliers de Dunkerque et de Vayres, chez les charrons de Paris, chez les ouvriers de l'ameublement de Saint-Loup et d'Angers, chez les dominotiers et chez les boutonnières de Méru et chez les vanniers d'Origny (Aisne) et de Nantes; pour le reste, pas de changement.

MÉTAUX. — Les établissements métallurgiques et ceux de construction mécanique ont été encore bien alimentés de commandes et à des prix fermes. Pleine saison de travail dans les usines d'électricité, force et lumière, et chez les horlogers bijoutiers. Morte-saison pour la serrurerie du bâtiment et pour les ferblantiers-boîtiers. On estime que le chômage atteint 2 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les ou-

vriers des établissements métallurgiques, 3 p. o/o chez ceux des ateliers de construction mécanique, 11 p. o/o chez les ouvriers en instruments de précision et ferblantiers-boitiers.

D'après le *Bulletin du Comité des Forges*, l'importation totale des fontes, fers et aciers pendant les onze premiers mois de 1898, a été de 201,680 tonnes, c'est-à-dire en augmentation de près de 10 p. o/o par rapport aux résultats de la période correspondante de 1897. Les exportations se sont élevées à 337.500 tonnes, en 1898, en augmentation d'un peu plus de 19 p. o/o sur la période correspondante de 1897.

En particulier, l'ouvrage a été jugé plus abondant que l'an dernier chez les moulleurs de Tergnier (Aisne) et de Chartres, chez les métallurgistes de Maubeuge (Nord), Vendôme et Cherbourg, chez les chauffeurs mécaniciens de Paris, chez les ferblantiers-boitiers de Douarnenez et de Saint-Guénolé (Finistère) et chez les monteurs en boîtes d'argent de Besançon; moins abondant chez les ouvriers constructeurs mécaniciens de la Seyne (Var), Toulouse et Villeneuve-sur-Lot, chez les tôliers de Paris, chez les serruriers d'Amiens, chez les ferblantiers de Nantes et de Concarneau et chez les horlogers de Seloncourt (Doubs); il n'a pas été signalé de variation notable pour le reste.

BÂTIMENT. — Le ralentissement habituel du travail signalé le mois dernier dans les diverses professions de l'industrie du bâtiment s'est accentué, le chômage a augmenté et la journée a été réduite; on fait le plus souvent 48 heures par semaine; de plus, on estime que le chômage atteint un peu plus du cinquième des syndiqués chez les tailleurs de pierre, un peu plus du quart chez les maçons et de même chez les peintres et plâtriers, 17 p. o/o chez les plombiers.

D'autre part, par rapport à l'an dernier, le travail est jugé plus abondant chez les tailleurs de pierre de Thoiry (Ain), Lyon et Marseille, chez les bijoutiers-joyoyeurs de Paris, chez les maçons de Brest; moins abondant chez les marbriers de Cousolre (Nord), chez les sculpteurs de Lyon, chez les tailleurs de pierre de Vichy, d'Annecy, Millau, Rochefort et Bourges, chez les maçons de Reims, Dunkerque, Sens, Bellegarde (Ain), Montbéliard, Vichy, Evian (Haute-Savoie), Pia (Pyrénées-Orientales), Brive, Le Mans et Blois, chez les peintres-plâtriers de Clermont-Ferrand, Marseille et Pau, chez les plombiers-couvreurs de Bordeaux et d'Angers; pour le reste, pas de changement.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — La chaudière, la fabrication du ciment et la céramique du bâtiment suivent le ralentissement de l'industrie du bâtiment.

Dans la poterie et dans la porcelainerie, l'ouvrage est considéré dans l'ensemble comme moins abondant que l'an dernier. Dans la verrerie, situation stationnaire.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — La situation signalée le mois dernier a eu tendance à s'améliorer comme tous les ans à pareille époque, grâce aux commandes du jour de l'an; mais cette reprise est restée inférieure à celle de l'an dernier, les causes énumérées dans les précédents bulletins ayant continué à influencer défavorablement les transactions. Chez les ouvriers syndiqués de l'industrie des transports et de la manutention, le chômage est resté à peu près le même que le mois dernier, il a atteint 3 p. o/o des comptables, 2 p. o/o des employés de commerce, un quart chez les ouvriers et employés de l'alimentation, 8 p. o/o chez les coiffeurs.

Dans l'industrie des transports et de la manutention, la situation est, dans l'ensemble, considérée comme équivalente à celle de l'an dernier, sauf à Paris chez les charretiers et chez les garçons de magasin, chez les marins du commerce de Marseille et de Bordeaux; elle est tenue pour plus mauvaise que l'an dernier à même époque chez les comptables, les employés de serrurerie, les employés de la Bourse du commerce et chez les placiers en fleurs et plumes de Paris, chez les employés de commerce de Versailles, chez les employés voyageurs de Saint-Quentin, chez les employés de fabriques de Saint-etienne, chez les employés de commerce de Lyon, Ajaccio, Marseille, Bayonne et Philippeville, chez les employés limonadiers de Paris, Lyon, Nice, Marseille et Bordeaux, chez les bouchers et les coiffeurs de Bordeaux; pour le reste, pas de changement.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc.; et 2° par les correspondants.

Seine-et-Oise. — Pendant le 4^e trimestre 1898, le travail a été en ralentissant dans l'ensemble des industries de la région de Versailles, principalement dans les industries à activité saisonnière; on estime que le chômage a atteint 10 p. 0/0 des ouvriers.

Somme. — Pendant le 3^e trimestre, le travail s'est maintenu actif dans la région d'Abbeville; il n'a pas été signalé de chômeurs.

Pas-de-Calais. — Dans la région de Bapaume, au commencement du 4^e trimestre 1898, les *tisserands à domicile* ont difficilement alimenté leurs métiers; le gain journalier est descendu à 1 fr. 50.

Les ouvriers des *fabriques de sucre de betteraves*, des *huileries*, les *menuisiers* et les *maçons* ont été bien occupés. Une fabrique de sucre qui chômait l'an dernier a été mise en marche cette année et l'arrachage des betteraves pour les sucreries a permis d'occuper les *tisserands* sans ouvrage.

Nord. — *Industries textiles.* — L'année 1898 n'a pas été favorable à l'industrie de Roubaix-Tourcoing dont toutes les branches ont eu plus ou moins à souffrir du manque d'affaires pendant le mois de novembre-décembre. La production de *tissus* en fabrique accuse une diminution très sensible sur l'année précédente. A certains moments, plus de 50 p. 0/0 des métiers étaient arrêtés; il en est résulté naturellement de nombreux chômages partiels très préjudiciables aux industriels comme aux ouvriers. Les *tissus pour ameublement* ont été moins éprouvés à cause de leurs genres spéciaux que la concurrence étrangère n'a pu encore imiter.

La *filature de coton*, jadis si prospère, traverse, depuis bien des mois, une crise intense due à la surproduction. Certains établissements ont longtemps arrêté le samedi et quelquefois le lundi.

En *filature de lin*, bien que les affaires soient peu actives, le travail est resté normal; il en est de même pour les *tissages de toile* dont les métiers sont restés bien alimentés. —

L. LETOMBE.

Dans la région de Tourcoing, la situation de l'ensemble des industries pendant le 3^e trimestre a été jugée moins bonne que celle de l'an dernier. Dans les *filatures de lin*, le travail a une tendance à ralentir; une réunion de patrons filateurs a eu lieu en vue de limiter la production.

Dans les *filatures de coton*, le travail a sensiblement diminué depuis l'an dernier, les cours ont faibli et sont devenus peu rémunérateurs; certains établissements ont fait 5 jours par semaine, un certain nombre 6 jours à 10 heures par jour.

Dans l'industrie lainière, dans les *peignages*, le travail de nuit a été suspendu dans de

nombreuses usines et le travail a eu tendance à ralentir pour les équipes de jour; les laines ont commencé à baisser. Dans les *filatures de laine*, la situation a été jugée également difficile; certaines maisons ont fait 4 et 4 jours et demi par semaine; les prix de façon ont été réduits. Les *tissages mécaniques* ont été alimentés irrégulièrement, sauf dans les tissus fantaisie qui ont bénéficié de commissions plus suivies; cependant, dans l'ensemble, on estime que moitié des métiers n'ont pas battu.

La fabrication des *tapis* a également éprouvé un ralentissement faute de commandes; on n'a plus travaillé que pour mettre en magasin.

Cependant, dans l'ensemble, le nombre des établissements s'est peu modifié; on a signalé la disparition de 2 fabriques, une de *couvertures*, l'autre de *linge de table*, qui ont fermé par suite de mauvaises affaires.

La proportion des ouvriers en chômage a été de 15 à 20 p. o/o, parmi lesquels beaucoup de *maçons*, de *menuisiers* et de *peintres*, le travail du *bâtiment* ayant été sans activité par suite de l'accalmie éprouvée par les industries de la région.

On a fait, en général, 5 jours par semaine et, dans de nombreux ateliers, 8 heures par jour; on a souvent chômé le lundi et le samedi. Le taux des salaires s'est maintenu, mais le gain hebdomadaire a été réduit par suite de la diminution du travail.

Meuse. — Pendant le 3^e trimestre de 1898, le travail s'est maintenu aussi actif que les années précédentes dans la région de Bar-le-Duc. Au commencement de l'hiver, on estimait qu'un quart des ouvriers étaient atteints par le chômage.

Doubs. — Dans la région de Montbéliard et d'Audincourt, on estime que pendant le 3^e trimestre, l'activité du travail est restée stationnaire dans l'ensemble des industries; le chômage est resté sensiblement le même que pendant la période correspondante de 1897.

Dans la région de Besançon, le travail, pendant le 3^e trimestre, a été plus abondant que l'an dernier à même époque dans la *fabrication de la boîte de montre* et moins dans la *fabrication du mouvement*. 2 fabriques d'*horlogerie* ont été installées. On estime que le chômage a atteint 5 p. o/o des ouvriers dans l'*horlogerie*; il n'en a pas été signalé dans les autres métiers. La durée du travail a été réduite à 9 heures dans l'*industrie du bâtiment* par suite de la saison. Dans cette industrie, le taux des salaires n'a pas baissé, il a des tendances à la baisse dans l'*horlogerie*; cette diminution a été sensible chez les *tailleurs d'habits*.

Yonne. — Pendant le 3^e trimestre 1898, la situation des industries de la région d'Auxerre a été jugée équivalente à celle de l'an dernier à la même époque.

Puy-de-Dôme. — La situation générale de l'industrie dans la région de Clermont-Ferrand, pendant le 3^e trimestre 1898, a eu tendance à s'améliorer par rapport à l'an dernier. On estime que 5 p. o/o des ouvriers ont été atteints par le chômage. La durée de la journée de travail a été de 11 heures en moyenne.

Dans la région de Thiers, la *coutellerie* a subi, en juin, un ralentissement qui a été en s'accroissant jusqu'en octobre; cependant, le personnel a pu continuer à être occupé, mais les ouvriers travaillant à domicile, de même que ceux employés dans les usines, *monteurs*, *forgerons*, etc., n'ont pas fait la semaine complète; on a fait souvent 2 et 3 jours par semaine. Le taux des salaires, d'ailleurs peu élevé, est resté sans modification.

Haute-Loire. — Dans l'arrondissement du Puy, pendant le 1^{er} semestre 1898, la *minoterie* a repris; les prix de vente en hausse ont permis d'augmenter la production. Dans la *malterie*, dans la *brasserie* et la *fabrication des bas*, l'activité du travail et la vente des produits fabriqués ont été plutôt faibles. Dans la *chocolaterie*, situation stationnaire; elle s'est améliorée dans la *fabrication des bougies*, grâce à une hausse des prix de vente. Travail actif dans la *papeterie*, dans la *fabrication des vêtements confectionnés*, dans la *chaufournerie* et dans la *poterie*.

Dans l'arrondissement de Brioude, la production et la vente sont restées stationnaires dans l'*industrie minière*; dans un puits, le travail a continué à ralentir, dans la plupart des exploitations on a fait 5 jours par semaine pendant le 1^{er} semestre 1898.

Dans l'arrondissement d'Yssingaux, le travail a été faible et les prix ont été jugés peu rémunérateurs dans les *moulinages de soie*. La *rubanerie*, qui avait été aussi éprouvée pen-

dant la première partie de l'année, a eu tendance à reprendre grâce à l'installation de moteurs électriques qui ont permis de produire plus rapidement et à meilleur marché; les prix de façon sont restés stationnaires par suite du manque de commandes. Dans la *passementerie*, des chômages fréquents, mais de courte durée ont eu lieu; les prix ont été faibles et désavantageux. Le travail s'est maintenu actif dans les *fabriques de faux et faucilles* avec des prix avantageux; cependant le manque d'eau dans les rivières, par suite de la sécheresse, a causé quelques arrêts de travail. Production soutenue grâce à de nombreuses commandes dans l'*industrie de la serrurerie*.

Une reprise du travail sur le trimestre précédent s'est manifestée chez les *tisseurs de rubans* de la région de Saint-Didier-la-Séauve au commencement du 3^e trimestre 1898; les salaires sont restés sans variations à 3 francs par jour, en moyenne, pour les ouvriers travaillant sur leur métier et 2 francs pour l'ouvrier travaillant chez les patrons (demi-façon); cependant, grâce aux commandes qui ont eu tendance à devenir plus nombreuses et permis de diminuer le chômage, la situation a été en s'améliorant.

Loire. — Dans la région de Roanne, l'activité du travail, pendant le 3^e trimestre 1898 n'a pas été jugée satisfaisante. Les *tissages de coton* ont difficilement maintenu leurs prix de façon et on a eu tendance à fabriquer des articles à bas prix pour occuper les métiers. Les commissions prises par les voyageurs ont été plutôt faibles; mais on compte sur les nouveaux échantillons pour obtenir des ordres plus importants. Les articles *bonneterie de coton*, d'une vente généralement bonne, se sont moins bien écoulés que l'an dernier par suite du manque de froid des hivers précédents qui avaient laissé des stocks en magasin; on a eu aussi recours, pour alimenter les ateliers, à la fabrication d'articles à bas prix, pour lesquels le prix de la main-d'œuvre a aussi subi une diminution.

Une amélioration s'est produite, au commencement du 3^e trimestre sur le 2^e trimestre 1898, dans l'*industrie du ruban* et autres tissus de la région de Saint-Etienne; ce qui a entraîné une hausse de 15 à 20 p. o/o sur les prix de façon; les ordres déjà arrivés ont permis d'assurer l'alimentation des métiers pendant plusieurs mois. Pour les *rubans de velours petite largeur*, une demande suivie a également permis d'obtenir, dans l'ensemble, l'application du tarif ouvrier et de le dépasser même dans certaines maisons où les livraisons étaient urgentes. Pour les *rubans velours en grande largeur*; le grand nombre de métiers qui chômaient n'a pas permis, malgré l'amélioration survenue, d'obtenir des prix de façon bien rémunérateurs. Les métiers Jacquard et tambour ont été plutôt délaissés. Les quelques chargements confectionnés qui sont arrivés, ont produit, pour les patrons tisseurs, une journée de 3 fr. 50 à 4 francs et, pour l'ouvrier compagnon qui l'aidait dans son travail, une journée moitié moindre.

Les *ateliers de teinturerie* ont reçu de nombreuses commandes et l'activité qui s'est accrue sensiblement a maintenu sa tendance à progresser; il y a eu peu de chômeurs.

Une amélioration s'est produite dans l'ensemble des tissages, mais plutôt pour les métiers de la campagne qui produisent les neuf dixièmes des rubans en étroite largeur, que pour ceux de la ville qui, par suite des frais généraux plus élevés doivent produire des articles nouveautés et d'un certain prix; de plus, l'amélioration a été due plutôt à la quantité des commandes qu'à la hausse des prix obtenus.

Dans la région de Saint-Chamond, le travail s'est maintenu satisfaisant dans les *mines* et dans la *métallurgie*; il n'a pas été signalé de chômeurs. Dans l'*industrie du lacet* et de la *passementerie*, situation stationnaire; les commandes, principalement pour l'exportation, ont été encore faibles par suite de la concurrence étrangère; cependant, grâce à la meilleure organisation du service commercial due à l'Union des fabricants, on a obtenu un relèvement des prix de façon depuis le 2^e trimestre 1898. Chez les *mouliniers* et chez les *teinturiers*, les commandes n'ont pas été en rapport avec la force de production dont on disposait, le personnel a dû subir des arrêts de travail.

Tarn. — Pendant le 3^e trimestre de 1898, l'activité du travail dans l'ensemble des industries de la région d'Albi a été jugée peu satisfaisante. L'*industrie du bâtiment* a été bien occupée au moment de la bonne saison; mais un ralentissement notable s'est produit en fin du 3^e trimestre. Dans la *vermicellerie*, la situation est restée stationnaire; de même pour les *mines*. Le travail a été actif dans les *tissages*. D'autre part, les *cordonniers* ont vu diminuer leurs commandes par suite de l'augmentation de la concurrence des déballages et des magasins de chaussures de confection.

Dans la *chapellerie* (500 ouvriers et ouvrières) on a réduit la durée du travail à 4 jours par semaine, faute d'ouvrage. Le nombre des établissements en activité s'est maintenu, mais le personnel employé a été diminué. On estime qu'un peu plus de 15 p. o/o des ouvriers ont été atteints par le chômage dans l'ensemble des professions, mais plus particulièrement chez les *terrassiers* et *maçons* par suite de la mauvaise saison.

Gard. — Pendant le 3^e trimestre 1898, l'activité du travail dans la région d'Alais a eu tendance à devenir plus grande dans la fabrication de la *chaussure* et dans celle des *chaises*. Un établissement *métallurgique* qui était fermé depuis longtemps a été remis en marche. Dans les autres industries, on estime que la situation est restée stationnaire dans l'ensemble. Il n'a pas été signalé de chômeurs.

Hérault. — Dans la région de Montpellier, grâce à une abondante récolte de *vins*, les diverses industries ont bénéficié d'une amélioration pendant le 3^e trimestre de 1898 et la proportion du chômage, qui était estimée d'un tiers des ouvriers en 1897 et était descendue à 10 p. o/o pendant le 2^e trimestre, a encore diminué pendant le 3^e. Ce sont les industries du bâtiment et celles qui se rattachent au travail des vignobles et au commerce des vins qui ont le plus bénéficié de cette amélioration, les *vignerons* ayant pu consacrer des sommes plus importantes au façonnage de leurs terres ou à l'amélioration de leurs bâtiments. Les *ouvriers agricoles*, les *tonneliers*, les *charpentiers*, *menuisiers*, *serruriers*, *maçons*, *peintres*, et aussi les *ébénistes* ont été ainsi bien occupés. Dans les autres métiers de moindre importance pour la région : fabriques de *chocolat*, *confiserie*, *bougies*, *savon*, *vert de gris*, objets de *pansement*, environ 1.000 ouvriers, la situation est restée stationnaire. Le gain des ouvriers a été en hausse avec l'augmentation du travail.

Pyrénées-Orientales. — CHAMBRE DE COMMERCE DE PERPIGNAN. — Les *carrières de talc* ont développé leur exploitation pendant l'année 1898, l'activité s'y est maintenue satisfaisante. De même les fabriques de *papier à cigarette* ont continué à progresser. Dans les *tanneries*, le travail a été en décroissant; il en a été de même dans les fabriques d'*espadrilles* qui ont lutté difficilement contre les autres fabriques du Sud-Ouest et ont vu diminuer leurs commandes par suite de la concurrence de chaussures en toile à bas prix. La fabrication des *manches de fouet* dits *Perpignan* a été active; les prix des micocouliers qui sont utilisés pour la fabrication ont été faibles. Dans la *tonnellerie*, les transactions sur les *merrains* ont été plus actives que l'an dernier; le prix du bois de châtaignier s'est relevé, mais le cours des *merrains* est resté stationnaire, cependant les industriels de la montagne ont pu écouler de bonnes quantités de bois.

Les fabriques de *feutre* ont disparu par suite de la concurrence des produits étrangers sur le marché intérieur. La production des *vins de liqueur*, du Roussillon n'a pas repris ainsi qu'on l'avait espéré. D'autre part, la récolte des vins ordinaires de 1898, sensiblement inférieure dans la région à celle de 1897, a amené un resserrement des affaires dans un certain nombre d'autres industries.

Ille-et-Vilaine. — L'activité du travail a été en diminuant pendant le 3^e trimestre 1898, dans l'ensemble des industries de la région de Rennes; le nombre des ouvriers en chômage a été plus important que l'an dernier.

Calvados. — Au commencement du 4^e trimestre 1898, l'activité du travail s'est ralentie dans les fabriques de Condé-sur-Noireau; les stocks qui s'étaient formés dans l'*industrie cotonnière* ont pesé sur le marché; la journée a été réduite et dans beaucoup d'établissements on a fait 5 jours par semaine au lieu de 6.

Seine-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BOLBEC. — Pendant le 1^{er} semestre 1898, la situation de l'industrie *textile*, principale industrie de la région, a été jugée peu favorable. La surproduction due au développement pris par d'autres centres industriels, une diminution de la consommation en France et en Algérie, à la suite de récoltes défectueuses en France ont laissé former des stocks qui ont pesé sur le marché; les *filatures*, les *tissages* et les *fabriques d'indiennes* ont été atteints; des établissements ont réduit la durée du tra-

vail. Les autres ateliers, qui recevaient habituellement leurs commandes de l'industrie textile de la région, se sont ensuite ressentis de la crise qui est ainsi généralisée.

CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN. — Pendant le 3^e trimestre de 1897, la situation industrielle est restée généralement stationnaire, sauf pour les *distilleries d'alcool*, qui ont été mieux occupées que pendant le mois précédent.

Dans l'industrie des *produits chimiques*, les transactions ont repris, mais les prix de vente n'ont pas augmenté suffisamment pour devenir rémunérateurs.

Dans la *tannerie*, la production a été plutôt faible par suite du prix élevé de la matière première et de la difficulté d'écoulement des cuirs travaillés, surtout de ceux pour chaussures.

Dans l'industrie *cotonnière*, une entente est intervenue entre la plupart des filateurs pour réduire leur production et éviter la formation de nouveaux stocks. La matière première a eu des tendances à la baisse en prévision de l'abondance de la récolte des cotons. De plus, les acheteurs se sont montrés très réservés dans leurs achats de filés, malgré le bas prix au quel était descendu ce produit.

Les *tissages*, *rouenneries* et *mouchoirs* ont subi le contre-coup de la baisse des filés. De plus les affaires avec l'Algérie n'ont pas fourni, malgré l'abondance de la récolte dans cette colonie, les transactions suivies que l'on espérait. Cependant une reprise s'est manifestée dans les commandes de l'Algérie pour les *filés* et *tissus teints*; mais pour les autres centres de consommation, la situation est restée stationnaire.

Dans les ateliers de *construction mécanique*, l'activité a été jugée plus faible que les années précédentes; cependant un établissement qui était arrêté a été remis en marche.

Le commerce des *liquides*, des *spiritueux* en particulier, s'est maintenu satisfaisant, la mauvaise récolte des pommes de terre n'ayant pas permis aux bouilleurs de maintenir leur concurrence.

Le mouvement du port a marqué à l'entrée 433.240 tonnes, contre 432.630 pendant la période correspondante de 1897; mais le trafic à la sortie a marqué une diminution de 20.000 tonnes sur 1897.

CHAMBRE DE COMMERCE DU HAVRE. — Pendant les trois premiers trimestres de 1898, l'ensemble des industries de la région ont eu tendance à progresser de nouveau. D'importants établissements *métallurgiques* et de *constructions mécaniques* qui s'étaient récemment installés (3 de ceux-ci occupent 2.370 ouvriers) ont développé leur production. Une nouvelle usine d'énergie *électrique* a été construite; de même une *tannerie* qui pourra travailler 500.000 kilogrammes de cuirs a été montée et est à peu près terminée. Par contre, une *raffinerie de sucre* est restée en chômage. La *meunerie* a pu travailler activement, grâce à une exportation plus facile des produits fabriqués. Les ateliers de *constructions navales* (militaires et navires à voiles principalement) ont été bien approvisionnés de commandes. Grâce aux facilités des transports (canal de Tancarville, *grand et petit cabotage long cours*) le trafic du port s'est maintenu. Dans les usines montées dans les 10 dernières années, *fabrique de chocolat*, *distillerie de liqueur*, *ricerie*, *fabrique de permanganate de potasse*, dans la *savonnerie* et la *fabrication de glycérine* et de *paraffine* qui ont été jointes à une *raffinerie de pétrole*, dans la *fabrication des saindoux* et des *graisses alimentaires* et dans la *corderie* situation stationnaire.

Une ligue a été formée pour faciliter les *approvisionnements* et *assurer* à la population ouvrière une *alimentation* à meilleur marché. De même des *habitations à bon marché* ont été construites et d'autres au nombre de plusieurs centaines sont projetées.

Les *écoles d'apprentissage* ont aussi pris un nouveau développement.

Algérie. — Le Gouvernement général de l'Algérie vient d'élaborer un programme de colonisation dont on trouvera ci-après le résumé en ce qui concerne la province de Constantine. Ce résumé fait connaître la superficie des territoires à livrer aux nouveaux colons, le nombre de lots affectés à chaque village dont la création est projetée ainsi que les productions agricoles de chacun des nouveaux centres.

PROVINCE DE CONSTANTINE. — Arrondissement de Bougie (centre de Davout). — Territoire de 2.667 hectares. Terres de culture en partie irrigables, élevage du bétail, prairies. 25 concessions de 60 hectares chacune environ, dont 40 hectares seront concédés gratuitement, et

20 vendus de gré à gré à chaque concessionnaire, 10 fermes de 80 à 100 hectares à aliéner dans les mêmes conditions.

Arrondissement de Bougie (centre de Chevreul). — Territoire de 4.415 hectares destiné à former 50 concessions de 50 à 60 hectares, dont 40 hectares à concéder gratuitement et le surplus à vendre à chaque attributaire à prix réduits. 10 lots de ferme à aliéner dans les mêmes conditions. Terres de culture. Élevage du bétail.

Arrondissement de Constantine (centre de Canrobert). — Territoire de 1.100 hectares, divisé en 30 concessions. Centre commercial de 225 habitants. Céréales, bétail, minoteries.

Arrondissement de Sétif (centre de la Barbinas). — Territoire de 2.719 hectares, destiné à fournir 40 concessions de 60 hectares environ, dont 40 hectares attribués gratuitement et le surplus à vendre de gré à gré aux concessionnaires. Culture des céréales. Élevage du bétail.

Même arrondissement (centre Lavoisier). — Territoire de 4.900 hectares, destiné à former : 1° 20 concessions de 40 à 80 hectares, dont 40 à concéder gratuitement et le surplus à vendre de gré à gré aux attributaires; 2° 25 lots de ferme de 100 hectares à attribuer dans les mêmes conditions. Culture des céréales. Élevage du bétail.

Arrondissement de Guelma (centre de Lapaine). — Territoire de 715 hectares à répartir entre 15 concessions de 40 hectares chacune environ. Culture des céréales. Élevage du bétail.

Arrondissement de Guelma (centre de Gounod). — Territoire de 1.596 hectares destiné à fournir : 1° 20 concessions de 40 à 50 hectares, dont 40 à concéder gratuitement, et le surplus à vendre de gré à gré aux attributaires; 2° 4 lots de ferme de 80 hectares à attribuer dans les mêmes conditions. Céréales, élevage du bétail. Industries forestières à bois et à charbon.

En résumé, le programme de colonisation qui va entrer dans la période d'exécution comprend, pour la province de Constantine, la mise en valeur de 18.112 hectares, divisés en 200 concessions de 51 hectares en moyenne, et 49 lots de ferme d'une superficie de 90 hectares environ. Il en résultera la création de 7 nouveaux centres de population, dont les productions caractéristiques seront les suivantes :

Culture des céréales, dans 6 centres;	
Élevage du bétail	— 7 centres;
Prairies	— 1 centre;
Minoteries	— 1 centre;
Industries forestières	— 1 centre.

Les concessions sont attribuées de préférence aux cultivateurs de profession, chefs d'une famille nombreuse, et possédant un capital d'au moins 5.000 francs. Les demandeurs doivent justifier, dans tous les cas, de la possession d'un capital disponible suffisant pour pouvoir construire une maison, acheter un cheptel, des semences et vivre en attendant les premières récoltes.

Ils doivent s'engager à résider pendant 5 ans, avec leur famille, sur les terres qui leur seront concédées. Au bout de trois ans, cependant, ceux qui auront apporté sur leurs terres des améliorations permanentes d'une certaine importance, dont la valeur est calculée à raison de 100 francs par hectare concédé, dont un tiers au moins en bâtiments d'habitation ou d'exploitation agricole, peuvent obtenir leurs titres de propriété.

PROVINCE DE CONSTANTINE. — *Mois de novembre.* — L'ouverture de nouveaux chantiers pour l'exécution de travaux communaux (construction d'égouts, réfection de trottoirs), etc., a permis de constater une reprise assez importante des affaires chez les *travailleurs du bâtiment* et a procuré de l'occupation à environ 180 ouvriers (*terrassiers, manœuvres, tailleurs de pierre ou mineurs*) qui ont fourni un travail hebdomadaire de 65 heures, avec un salaire journalier moyen de 3 francs pour les terrassiers, de 5 fr. 50 pour les autres catégories de travailleurs.

La société du Coudiat Aty a vu son personnel s'élever, au cours de novembre, de 185 à environ 280 ouvriers (la plupart terrassiers) français ou indigènes, ayant fourni un travail hebdomadaire de 54 heures. Une grève partielle, motivée par l'abaissement de la durée

journalière du travail de 10 heures à 9 heures a provoqué le renvoi d'une cinquantaine de travailleurs mineurs ou terrassiers, au remplacement desquels il a été d'ailleurs immédiatement pourvu. Le travail conserve son activité normale, sans changement appréciable, chez les menuisiers, peintres en bâtiment, et corps d'état similaires. Les labours procurent une occupation suivie aux travailleurs agricoles, pour la plupart indigènes. — CH. BONÉ.

**Analyse, par département,
des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières
et par les secrétaires des Bourses de Travail.**

Seine. — 2 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers biscuitiers*. Placement plus facile chez les *ouvriers boulangers* du XIV^e arrondissement grâce aux demandes de remplacement pour la période des fêtes du jour de l'an; même situation chez les *ouvriers boulangers* du XIII^e arrondissement qui estiment que le chômage atteint un peu plus du cinquième des leurs; moitié chez les *ouvriers boulangers* du syndicat mixte.

5 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*, 3 p. o/o chez les *typographes*, un peu plus de 2 p. o/o chez les *conducteurs-typographes*. 10 p. o/o et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *dessinateurs-écrivains-lithographes*.

Les *corroyeurs* comptent un cinquième des leurs en chômage; les *cordonniers* un quart, 8 p. o/o chez les *selliers-harnacheurs*; 4 p. o/o chez les *souffletiers* qui font la journée de 10 heures; un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *gainiers* qui font 70 heures par semaine et sont moins occupés que l'an dernier.

9 p. o/o de chômeurs chez les *teinturiers-dégraisseurs*, on ne fait pas en général la semaine complète, on fait de 40 à 45 heures dans beaucoup d'ateliers. Les adhérents de la *solidarité des tailleurs d'habits* comptent un peu plus du quart des leurs sans commandes, la mort-saison est plus accentuée que l'an dernier. 1 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs de cols et cravates*.

Chez les adhérents de la *solidarité des ouvriers charpentiers*, l'activité déjà signalée se maintient. Chez les *menuisiers*, un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs. Journée diminuée d'une heure et 6 p. o/o de chômeurs chez les *peintres en voitures*. Travail de 48 heures par semaine chez les *mouluriers finisseurs*.

Chez les *tôliers*, 6 p. o/o de chômeurs et travail de 72 heures par semaine. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et un peu plus de 4 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens*. Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en instruments de précision*. Pas de signalés chez les *ouvriers en feuilles d'étain*. 1 p. o/o chez les *tourneurs-décolleteurs*.

Chez les *briqueteurs-jointoyeurs*, 12 p. o/o de chômeurs, travail 50 heures par semaine et ouvrage plus abondant que l'an dernier. 1 p. o/o de chômeurs chez les *opticiens*.

Pas de chômeurs chez les *charretiers et débardeurs de charbon* de Clichy, qui sont moins occupés que l'an dernier.

Pas de chômeurs chez les *receveurs pontonniers des bateaux-parisiens*. Ralentissement du travail depuis le mois dernier chez les *garçons de magasin* et *cochers-livreurs* qui comptent 17 p. o/o des leurs en chômage. Pas de signalés chez les *hommes de peine des abattoirs* d'Aubervilliers.

Reprise du travail moins accentuée que l'an dernier chez les *comptables* qui comptent 8 p. o/o de chômeurs. Commandes plus abondantes que l'an et que le mois derniers chez les *dessinateurs en broderies* qui comptent 7 p. o/o de chômeurs. Un peu moins de 1 p. o/o chez les *employés en serrurerie*. Affaires plus difficiles que l'an dernier chez les *placiers en fleurs et plumes*; les ventes ont été faibles et pour beaucoup d'employés on a réduit la journée et le salaire de moitié. 4 p. o/o de chômeurs chez les *employés à la bourse du commerce*.

7 p. o/o de chômeurs chez les *garçons-laitiers*; saison plus mauvaise que l'an dernier chez les *ouvriers limonadiers-restaurateurs*. 9 p. o/o de chômeurs chez les *professeurs de l'enseignement libre*. Placement plus difficile que l'an et que le mois derniers chez les *gens de maison*.

Seine-et-Oise. — BOURSE DU TRAVAIL DE VERSAILLES. — La saison a été jugée plus mauvaise que l'an dernier chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement (*tailleurs, couturières, modistes, etc.*) par suite de la diminution des commandes due à la douceur de l'hiver. De même, travail peu actif chez les *cordonniers*. Saison relativement bonne chez les *ouvriers du bâtiment*, il y a eu peu de chômeurs, un dixième environ; des travaux de constructions d'une mairie à Versailles ont occupé un grand nombre d'ouvriers dont beaucoup étaient étrangers à la ville. — *M. Lucas.*

Chez les *carriers* à Méry-sur-Oise, ouvrage moins abondant que l'an dernier, cependant pas de chômeurs. A Versailles de même pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre*. Ralentissement du travail chez ceux de Saint-Germain-en-Laye. A Versailles ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *tailleurs d'habits*, cependant pas de chômeurs. Les *plombiers-couvreurs* comptent un quart des leurs en chômage, le travail est ralenti comme tous les ans à pareille époque. 11 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Aisne. — Peu d'activité chez les ouvriers *vanniers* d'Origny. Pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an dernier et journée de 10 heures chez les *mouleurs* de Tergnier. De même pas de chômeurs et travail 72 heures par semaine chez les *mouleurs en métaux* de Chauny. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés-voyageurs-dessinateurs* de Saint-Quentin.

Oise. — Chez les ouvriers des *scieries mécaniques* de Hermes, travail toujours satisfaisant. A Méru, les *dominotiers* sont tous occupés. De même pas de chômeurs chez les *comptables* de Beauvais.

A Senlis, baisse sur le pain, 0 fr. 01 par kilogramme qui se vend 0 fr. 32.

Somme. — BOURSE DU TRAVAIL D'AMIENS. — Les *travailleurs du livre* sont tous employés. Chez les *mouleurs en fer*, reprise du travail, le chômage n'est pas appréciable. Par suite des approches du Jour de l'an une grande activité règne chez les *coupeurs-tailleurs*.

Le *bâtiment* n'a eu guère de chômage par suite de la saison douce que nous avons eue jusqu'à ce jour. Les *cordonniers* constatent une certaine reprise, le chômage atteint un peu plus du quart des ouvriers. Les *tisseurs* chôment un jour par semaine en moyenne; on a décidé définitivement et mis en pratique le compteur de suite dans une nouvelle usine, ce qui a amené une certaine agitation; mais comme le tarif du compteur n'est pas en vigueur on attend les résultats, d'ailleurs ce système fonctionnait déjà sans qu'il y ait d'objections dans une usine possédant un matériel neuf à grand rendement.

Les *teinturiers* travaillent en ce moment tous, moins 80 ouvriers des deux usines où le tarif demandé par les ouvriers n'a pas été accepté.

A Albert pas de chômage chez les *mouleurs en fer*, ni chez les *métallurgistes*. Le chômage provenant de l'incendie d'une usine où travaillaient 300 ouvriers n'a pas duré, les ouvriers ayant été placés dans les autres usines du pays.

Une ancienne *filature* incendiée qui n'avait pas repris son travail après le sinistre va être rachetée par une société pour installer une importante *usine électrique*.

Moreuil-Morissel. — On vient de projeter l'installation d'une nouvelle usine qui doit occuper beaucoup d'ouvrières et d'ouvriers, ce qui amènera une amélioration de la situation dans ce pays où la *bonneterie* tend à disparaître.

Dans la vallée de la Somme, toutes les usines sont en activité, peu de chômage.

Dans la région de Doullens, une grande activité règne; mais une certaine inquiétude a été produite dans les usines, moulins, etc., mus par la force hydraulique par la baisse des cours d'eau.

Le prix du pain a été en baisse à la Société coopérative de consommation d'Amiens, le kilogramme de pain est vendu 0 fr. 325. — *M. Juallrand.*

A Amiens, chez les *corroyeurs*, un certain nombre sont atteints par le chômage à cause de la surproduction; chez les *cordonniers*, le travail à façon est devenu plus difficile, les prix sont restés stationnaires. Chez les *piqueuses de chaussures*, ouvrage également moins abondant que l'an dernier, un certain nombre d'ouvrières sont sans commandes. Chez les *bonnetiers*, à Villers-Bretonneux, on estime que l'ouvrage est de deux tiers moins important que l'an dernier.

la température douce de cet hiver retardant la remise de commissions; à Corbie, les ouvriers travaillent 4 heures par jour en moyenne; les travaux agricoles (battage des grains) auxquels les chômeurs auraient pu s'employer sont terminés. A Amiens, chez les serruriers, travail 48 heures par semaine, tous les ouvriers sont encore occupés dans les commandes de ville, mais les travaux faits en veillée à l'atelier n'ont plus lieu comme les années précédentes.

Pas-de-Calais. — A Boulogne-sur-Mer, 3 p. o/o de chômeurs et journée augmentée d'une heure dans certains ateliers chez les *travailleurs du livre*. De même, journée augmentée d'une heure pour 40 ouvriers et pas de chômeurs chez les *typographes* d'Arras. Chez les *cimentiers* de Boulogne-sur-Mer, une centaine d'ouvriers perdent environ 24 heures par semaine, cependant il n'est pas signalé de chômeurs parmi les syndiqués.

Nord. — A Lille, 8 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *boulangers*, 2 p. o/o chez les *pâtisseries* qui sont plus occupés que l'an et que le mois derniers. A Armentières, 9 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie textile* qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers et font 54 heures par semaine. Les *tisserands* d'Haspres estiment qu'un tiers des leurs manquent de commandes, 4 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *charpentiers* d'Armentières, la journée est diminuée de 2 heures pour une centaine d'ouvriers, un certain nombre ont quitté la ville pour chercher du travail ailleurs. Pas de chômeurs et travail 72 heures par semaine chez les *tourneurs sur bois* de Felleries.

Pas de chômeurs et journée de 12 heures en augmentation d'une heure sur la durée normale chez les *mouleurs en métaux* de Cambrai. De même, pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *métallurgistes* de Maubeuge. Pas de chômeurs chez les *marbriers* de Jeumont, 9 p. o/o chez ceux de Dunkerque, 4 p. o/o chez les *marbriers en cheminées* de Consolre qui font 66 heures par semaine et sont moins occupés que l'an dernier. Chez les *maçons* de Dunkerque, qui comptent un quart des leurs en chômage, travail 54 heures par semaine et ouvrage moins abondant que l'an dernier. A Armentières, les *peintres* comptent un tiers des leurs en chômage, on fait 42 heures par semaine, en diminution d'une heure et demie par jour depuis le mois dernier.

Ardennes. — Chez les *ardoisiers-mineurs* de l'umay, le travail se maintient satisfaisant, les *fendeurs* perdent 2 jours par quinzaine faute de matière première suffisante. A Haybes, dans une ardoisière qui occupe 60 mineurs et 200 fendeurs, certains ouvriers des fonds qui ont abandonné le travail parce que l'air n'était pas assez pur ont amené le chômage de nombreux ouvriers fendeurs. Chez les *tisseurs*, à Illy, on compte un peu plus du quart des syndiqués en chômage; la journée est diminuée de 2 heures dans certains ateliers; à Francheval, travail irrégulier, les prix de façon ont tendance à baisser. Chez les *mouleurs* de Revin, situation moins bonne que l'an dernier par suite de la diminution des prix de façon. Chez les *métallurgistes* des Mazures, 200 ouvriers chôment 2 jours par quinzaine faute de commandes.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, les *typographes* sont tous occupés, ils font de 65 à 70 heures par semaine. A Reims, travail irrégulier et moins abondant que l'an dernier chez les ouvriers de l'*industrie lainière* qui sont moins occupés que l'an dernier, cependant pas de chômeurs. 8 p. o/o chez les *menuisiers-ébénistes* chez qui le travail a continué à diminuer, la journée a été réduite d'une heure, on fait 42 heures en moyenne par semaine. Journée de 8 heures en diminution d'une heure sur le mois dernier et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *maçons* qui comptent un cinquième des leurs en chômage.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *jardiniers-maratchers*. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs* de Chavigny; l'extraction est toujours active, mais les ouvriers perdent souvent plusieurs heures par jour faute de wagonnets pour les transports. A Nancy, chez les *chapeliers*, le travail se maintient actif, on fait de 70 à 66 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Vosges. — A Épinal, chez les *typographes*, ouvrage moins abondant que l'an dernier, cependant pas de chômeurs. De même, pas de chômeurs chez les ouvriers des *tissages* et *platures* de Moussey.

Haut-Rhin. — A Belfort, 5 p. o/o de chômeurs et ouvrage abondant chez les *typographes*, qui font 70 heures par semaine.

Haute-Saône. — Chez les ouvriers de l'*ameublement* de Saint-Loup, le ralentissement du travail, déjà signalé, se maintient; on fait 48 heures par semaine.

Doubs. — Les *menuisiers* de Montbéliard comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage. A Besançon, pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et travail de 70 à 72 heures par semaine chez les *monteurs en boîtes d'or*. De même, reprise du travail depuis le mois dernier, pas de chômeurs et journée de 11 heures chez les ouvriers *horlogers* de Seloncourt. A Montbéliard, travail 42 heures par semaine chez les ouvriers du bâtiment qui comptent un tiers des leurs en chômage.

Ain. — A Bourg, pas de chômeurs chez les *typographes*. De même, chez les *maçons* de Bellegarde.

Saône-et-Loire. — Pas de chômeurs, et travail 65 heures par semaine chez les *chapeliers* de Louhans. Travail 66 heures par semaine chez les *cbénistes* d'Autun, qui sont tous occupés.

Côte-d'Or. — Chez les *bûcherons*, le travail se maintient actif à Corcelles-les-Citeaux et à Pagny-le-Château. Chez les *typographes*, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que le mois dernier à Beaune; à Dijon, 2 p. o/o de chômeurs. Pas de signales chez les *comptables*.

Yonne. — A Auxerre, le travail se maintient actif chez les *typographes*. Pas de chômeurs chez les *charpentiers de la marine*. Les ouvriers du bâtiment de Sens estiment qu'un peu plus du quart des leurs ont été mis en chômage par suite des gelées.

Nièvre. — Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs et reprise du travail depuis le mois dernier à Menou, grâce à une entente, les prix de façon ont été augmentés, sauf dans une entreprise qui paye les anciens prix. De même, pas de chômeurs à Pagny-le-Vaux et ouvrage moins abondant que l'an dernier. Situation satisfaisante à Ciez. Pas de chômeurs, journée de 9 heures euvron et reprise du travail depuis le mois dernier à Saint-Vérain. Chez les *potiers tourneurs* de Myennès, 7 p. o/o de chômeurs.

Allier. — FÉDÉRATION DES SYNDICATS OUVRIERS DE VICHY. — Dans l'industrie du bâtiment, en général, situation stationnaire: les *maçons* sont arrêtés par la gelée, mais les *terrassiers* et les *charpentiers* sont à peu près tous occupés. — Devillard.

A Vichy, les *travailleurs du livre* comptent un peu plus du quart des leurs atteints par le chômage, la reprise habituelle du travail en fin d'année a été moins accentuée que l'an dernier. Chez les *charpentiers*, ralentissement du travail; on compte 9 p. o/o de chômeurs; 10 p. o/o chez les *menuisiers*. Les *tailleurs de pierre* estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage. Suspension du travail chez les *maçons*, par suite des gelées; 18 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; un cinquième chez les *tapissiers*, qui font 54 heures par semaine; la journée est diminuée d'une heure pour 18 ouvriers. Travail 66 heures par semaine et un peu plus de 5 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*. Morte-saison, et travail 45 heures par semaine, en diminution de 2 heures sur le mois dernier, chez les *plâtriers*, qui comptent un tiers des leurs en chômage.

FÉDÉRATION DES SYNDICATS OUVRIERS DE CLERMONT-FERRAND. — Dans la *confiserie* et dans la préparation des *fruits confits*, la saison est terminée. Situation stationnaire dans la fabrication du *sucré* et des *alcools*, ainsi que dans l'industrie du *caoutchouc*. Journée diminuée d'une heure pour 40 ouvriers chez les *carrossiers*, qui font la journée de 9 à 10 heures. — V. Cou-
tel.

Haute-Loire. — 5 p. o/o de chômeurs chez les *chefs d'atelier rubaniers* de Saint-Didier-la-Séauve.

Loire. — A Roanne, chez les *ouvriers du livre*, l'activité déjà signalée s'est accentuée. A Saint-Étienne, pas de chômeurs chez les *imprimeurs-graveurs*. De même chez les *ouvriers des tissus élastiques*. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs et reprise du travail depuis le mois dernier chez les *tisseurs de la Gresles*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *tisseurs de Jarnosse*, qui comptent un cinquième des leurs sans commandes. 8 p. o/o de chômeurs chez les *passementiers* de la Fouillouse. Pas de signalés chez les *chénistes* de Firminy.

A Saint-Étienne, chez les *métallurgistes*, le travail se maintient actif; de même chez ceux de Saint-Chamond. Chez les *ouvriers en limes* de Chambon-Fougères, le travail se maintient actif, on fait soixante heures par semaine. A Saint-Étienne, pas de chômeurs chez les *verriers*, qui sont plus occupés que l'an et que le mois derniers et qui font soixante heures par semaine. Chez les *employés des fabriques de soierie*, travail plus abondant que l'an dernier et 2 p. o/o de chômeurs; l'industrie du ruban alimente une partie de ses métiers par des commandes d'exportation, mais les ordres sont plutôt faibles pour les articles courants sur le marché intérieur.

Rhône. — A Lyon, ralentissement annuel du travail chez les *jardiniers*, qui sont encore tous occupés. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs* de Saint-Bel. A Lyon, chez les *confiseurs-pâtisseries*, l'activité déjà signalée s'est accentuée, la journée a été augmentée de trois heures dans la plupart des maisons à cause des commandes du jour de l'an. 17 p. o/o de chômeurs chez les *cartonniers*, qui font de quarante à soixante heures par semaine suivant les maisons. Pas de chômeurs chez les *imprimeurs-conducteurs*, chez qui le travail est plus abondant que l'an dernier, plusieurs maisons font des heures supplémentaires. Un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*.

Chez les *tisseurs de soie*, 11 p. o/o de chômeurs et reprise du travail plus accentuée que l'an dernier; même amélioration de la situation chez les *chefs d'atelier tisseurs*, une baisse des prix de façon (10 p. o/o environ) s'est produite sur les articles sole pure, les cours des autres sortes de tissus se sont maintenus. Pas de chômeurs chez les *tisseurs de la Croix-Rousse*, qui sont entrés en saison de travail. Chez les *tisseurs de coton* de Cours, le travail manque d'activité, le gain journalier est descendu à 1 fr. 25 et 1 franc. Même situation chez les *tisseurs à Grandris*, les prix de façon ont baissé de 0 fr. 01 par mètre et les commandes arrivent irrégulièrement, on compte un cinquième des ouvriers inoccupés. Pas de chômeurs à Saint-Jean-la-Bussière; peu de chômeurs chez ceux de Mardore, chez qui les prix de façon tendent à baisser. A Lyon, les *tullistes à la chaîne* estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage, la concurrence des autres sortes de métiers enlevant une grande partie des commandes. Ouvrage moins abondant que le mois dernier et pas de chômeurs chez les *ouvriers* et chez les *ouvrières en confections*. Les *coupeurs-chemisiers* comptent un cinquième des leurs en chômage. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *chapeliers fantaisie*. Reprise du travail depuis le mois dernier, travail quarante-huit heures par semaine et pas de chômeurs chez les *ouvriers chapeliers-fouleurs*. 5 p. o/o chez les *chapeliers-appropriateurs*, qui sont moins occupés que l'an dernier. Pas de chômeurs et travail moins abondant que l'an dernier chez les *chapeliers* de Grigny.

A Lyon, ralentissement annuel du travail chez les *charpentiers*, qui comptent un tiers des leurs en chômage. Ouvrage plus abondant que l'an dernier, travail soixante-dix heures par semaine et pas de chômeurs chez les *sculpteurs et mouleurs en meubles*. Chez les *sculpteurs statuaires*, journée de huit heures, en diminution de deux heures sur la journée normale et commandes moins abondantes que l'an dernier. Ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *tailleurs de pierre*, qui font de quarante-huit à cinquante heures par semaine et comptent un quart des leurs en chômage. Pas de chômeurs chez les *cochers, conducteurs et employés de tramways*. Chez les *employés de commerce*, 3 p. o/o de chômeurs et situation plutôt plus difficile que l'an dernier; dans la *soierie*, le *bronze d'église*, les *ateliers de construction mécanique*, on estime que l'ouvrage est moins abondant que l'an dernier, par suite de l'augmentation de la concurrence étrangère et de l'accalmie des affaires sur le marché intérieur. Les *employés limonadiers restaurateurs* comptent un quart des leurs sans place à demeure, la saison de travail est jugée moins bonne que celle de l'an dernier. Même situation et 10 p. o/o de chômeurs chez les *employés de café*. 13 p. o/o chez les *coiffeurs*.

Haute-Savoie. — 5 p. o/o de chômeurs et journée de huit heures chez les *carriers* de Thollon. A Annecy, pas de chômeurs chez les *typographes*, mais reprise du travail moins accentuée que l'an dernier, on fait la journée de huit heures, en diminution de deux heures sur la journée normale. De même, journée de huit heures et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *tailleurs de pierre*, qui comptent un peu plus du quart des leurs en chômage. Morte-saison plus accentuée que l'an dernier chez les *maçons* d'Evian, chez qui les gelées ont fait suspendre le travail à moitié des ouvriers.

Savoie. — A Chambéry, les *tailleurs d'habits* comptent un tiers des leurs sans commandes. Travail toujours actif chez les *menuisiers*, qui sont plus occupés que l'an dernier. Travail, 45 heures par semaine chez les *plâtriers*, qui comptent un quart des leurs en chômage.

Isère. — A Grenoble, 13 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. Chez les *typographes*, journée de dix heures; une maison nouvelle vient de se fonder. Chez les *coupeurs-gantiers* de Gières, travail plus abondant que l'an dernier à même époque et pas de chômeurs. Les *tailleurs de pierre* et *carriers* de Parmilien sont encore tous occupés.

A Grenoble, baisse sur le pain, 0 fr. 02 par kilogramme qui se vend 0 fr. 38.

Drôme. — Ralentissement habituel du travail depuis le mois dernier chez les *carriers* de Saint-Restitut. A Valence, journée de dix heures chez les *typographes*. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *chapeliers-appropriateurs* de Bourg-de-Péage.

Alpes-Maritimes. — A Cannes, 13 p. o/o de chômeurs et travail de 70 à 80 heures par semaine pour trente ouvriers chez les *typographes*, qui sont plus occupés que l'an dernier. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et 13 p. o/o de chômeurs chez les *cordonniers* de Nice. Les ouvriers *maçons* de Menton estiment que le chômage atteint moitié des leurs. Les *employés restaurateurs-limonadiers* de Nice estiment que moitié des leurs sont sans place à demeure.

Var. — A Toulon, 16 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *voiliers*. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers*. Ralentissement du travail et 2 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes* de La Seyne. A Toulon, pas de chômeurs chez les *machinistes de théâtre*.

Corse. — Pas de chômeurs et travail 72 heures par semaine chez les *employés du commerce* d'Ajaccio qui sont moins occupés que l'an dernier.

Bouches-du-Rhône. — 23 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier, grâce à la pêche des thons chez les *matelots-pêcheurs* de la Ciotat. A Marseille-Saint-Geniez, un peu plus de 6 p. o/o de chômeurs chez les *jardiniers*. Travail 5 à 6 jours par semaine chez les *mineurs* de Fuveau. Pas de chômeurs chez ceux de Saint-Savournin-Gréasque qui perdent un jour par semaine. De même, pas de chômeurs chez les *carriers* de Fontvieille. 6 p. o/o chez les *boulangers* de la Ciotat. A Marseille, 6 p. o/o de chômeurs chez les *conducteurs-imprimeurs*; pas de signalés chez les *imprimeurs-lithographes* qui ont fait des heures supplémentaires, mais moins que l'an dernier à même époque. Pas de chômeurs et reprise du travail moins accentuée que l'an dernier chez les *tapissiers en meubles*. 10 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers*.

A Marseille, travail toujours actif et journée de 10 heures chez les *modeleurs*. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et travail 54 heures par semaine chez les *tailleurs de pierre* tendre qui comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et journée de 9 heures chez les *peintres-décorateurs* qui estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage. 7 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les ouvriers *céramistes* des fabriques de *tuiles* de Saint-Henry-Marseille. Les *potiers* d'Aubagne estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage.

A Marseille, situation difficile chez les *garçons cochers de place* par suite de l'accalmie des affaires. Les *marins du commerce* syndiqués estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage; les *cochers-conducteurs d'omnibus* un tiers. Situation plus difficile que l'an dernier

chez les *employés de commerce*. Les *employés d'hôtels, cafés, restaurants* qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers estiment que moitié des leurs sont sans place à demeure. 17 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs et travail abondant chez les *typographes*. Ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et pas de chômeurs chez les *menuisiers*. Les ouvriers en *balais* de Caderousse estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage, on fait 52 heures par semaine.

A Avignon, baisse sur le pain, 0 fr. 05 par kilogramme qui se vend 0 fr. 35.

Ardèche. — A Annonay, 5 p. o/o de chômeurs chez les *mégissiers de rivière*. Chez les ouvriers *analistes* et des *moulinages de soie* de Privas, travail de 60 à 66 heures par semaine. Travail 36 heures par semaine et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *chapeliers-fouleurs* de Serrières. A Annonay, 12 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*.

Aveyron. — A Millau, chez les *gantiers*, 4 p. o/o de chômeurs et reprise habituelle du travail moins accentuée que l'an dernier à même époque, la température douce du commencement de l'hiver ayant retardé la vente des gants fourrés, spécialité qui avait occupé un nombreux personnel; cependant, dans l'ensemble de la ganterie, la production s'est maintenue à un chiffre élevé, mais insuffisant pour la main-d'œuvre dont on dispose. Les *tailleurs de pierre* comptent un quart des leurs en chômage.

Tarn. — A Albi, les *chapeliers-fouleurs* comptent un cinquième des leurs atteints par le chômage, la journée est diminuée de 3 heures pour la plupart des ouvriers, on fait 36 heures en moyenne par semaine; ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *chapeliers-approprieurs*.

Hérault. — Travail 42 heures par semaine chez les ouvriers *cultivateurs* du Marsillargues qui sont encore tous occupés; de même, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre* de Courmonterrat. 6 p. o/o chez les *mineurs* de Graissessac qui font 52 heures par semaine. A Montpellier, les *cordonniers* comptent un cinquième des leurs sans commandes. Travail toujours actif chez les *ébénistes* de Béziers qui sont plus occupés que l'an dernier et qui font la journée de 10 heures. 6 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs* de Montpellier. Pas de chômeurs chez les *pianistes de concert* de Cette.

Aude. — Chez les ouvriers *agriculteurs* de Cuxac, travail plus abondant que l'an et que le mois derniers, on fait 42 heures par semaine, les façons de vignobles occupent tous les ouvriers grâce au temps favorable. A Carcassonne, chez les ouvriers de l'*habillement* pas de chômage et journée augmentée de 2 heures dans les ateliers. Chez les *tailleurs d'habits*, pas de chômeurs et baisse des prix de façon. 2 p. o/o de chômeurs et travail 60 heures par semaine chez les *menuisiers*. Travail 54 heures par semaine et pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Carcassonne, baisse sur le pain, 0 fr. 05 par kilogramme.

Pyrénées-Orientales. — Pas de chômeurs chez les ouvriers en *bâtiment* de Pia. A Perpignan, pas de chômeurs et journée de 11 heures chez les *hommes de peine* chez qui la situation est devenue plus difficile que l'an dernier par suite de l'augmentation de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère.

Haute-Garonne. — A Toulouse, chez les *typographes*, 18 p. o/o de chômeurs et reprise annuelle du travail plus accentuée que l'an dernier. Le syndicat qui avait organisé une caisse de secours contre le chômage et la maladie a distribué (effectif, 145 membres) 1.223 francs aux malades et 185 francs aux chômeurs en 1895; en 1896 (178 membres), 1.177 francs aux malades et 606 fr. 85 aux chômeurs; en 1897 (160 membres), 996 francs aux malades et 966 francs aux chômeurs et en 1898 (159 membres), au 15 décembre, il avait été distribué par le syndicat 1.021 francs aux malades et 1.010 francs aux chômeurs, grâce aux seules cotisations des membres; d'où il résulte que le taux des subventions accordées aux malades

est resté plutôt stationnaire dans l'ensemble, tandis que les secours de chômage ont été en augmentant. Les *ouvriers en métaux* estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage; on fait dans la *serrurerie* la semaine complète; dans la *construction mécanique*, trois maisons font des heures supplémentaires; cependant, on estime que les commandes sont moins importantes que l'an dernier. Chez les *coiffeurs*, placement plus difficile que l'an dernier.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, chez les *typographes*, pas de chômeurs. De même chez les *peintres*.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, travail calme chez les *tapissiers*, cependant pas de chômeurs. De même, pas de chômeurs chez les *tailleurs d'habits* qui sont plus occupés que l'an et que le mois derniers, 12 p. o/o de chômeurs et travail 54 heures par semaine chez les *charpentiers*. A Pau, pas de chômeurs chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*; de même chez les *plâtriers*. Pas de chômeurs chez les *employés de commerce* de Bayonne.

Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs chez les *typographes*.

Tarn-et-Garonne. — Chez les *ouvriers en chapeaux de paille* de Sept-Fonds, le travail se maintient actif.

Lot-et-Garonne. — A Villeneuve-sur-Lot, chez les *typographes*, journée augmentée d'une heure, travail plus abondant que l'an dernier et 14 p. o/o de chômeurs chez les *typo-lithographes*. Ralentissement du travail, journée en diminution de 2 heures sur la durée normale et 6 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en métaux* de Villeneuve-sur-Lot.

Dordogne. — A Périgueux, 12 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. Pas de signalés chez les *chapeliers appropriés* du Bugue.

Gironde. — A Bordeaux, les *compagnons* et *aspirants boulangers* comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage; les *cuisiniers*, un cinquième; un peu moins de 2 p. o/o chez les *ouvriers des usines à gaz*. Pas de chômeurs et journée augmentée d'une heure pour 50 *ouvriers* chez les *typographes*. Les *menuisiers* syndiqués estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage. Pas de chômeurs chez les *tonneliers* de Vayres chez lesquels l'ouvrage est moins abondant que l'an dernier; une maison a cessé de faire travailler.

A Bordeaux, morte-saison chez les *ferblantiers*, qui estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage; un tiers chez les *couvreurs-plombiers*. Situation estimée plus difficile que celle de l'an dernier chez les *marins du commerce*. Saison moins bonne que l'an dernier chez les *garçons limonadiers*. Les *garçons bouchers* estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage. 14 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*; 3 p. o/o chez les *gens de maison*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, chez les *marins pêcheurs*, le temps défavorable, les brumes principalement ont contrarié la sortie des bateaux. Chez les *typographes*, peu de chômeurs à La Rochelle, 3 p. o/o à Rochefort, le travail se maintient satisfaisant. A Rochefort, ouvrage moins abondant que l'an dernier, travail, 50 heures par semaine chez les *tailleurs de pierre* qui comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage.

Haute-Vienne. — A Limoges, pas de chômeurs chez les *relicieurs-doreurs* qui font 60 heures en moyenne par semaine; la journée a été augmentée d'une heure pour 40 *ouvriers* et *ouvrières*. Journée de dix heures chez les *typographes*. Chez les *coupeurs en chaussures*, pas de chômeurs et reprise du travail, depuis le mois dernier, la journée est augmentée de deux heures pour 80 *ouvriers*. Chez les *gantiers* de Saint-Junien, reprise habituelle du travail moins accentuée que l'an dernier et 16 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *terrasiers*, chez qui le travail tend à baisser.

Corrèze. — A Tulle, travail toujours actif et 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. A Brive, morte-saison chez les *ouvriers du bâtiment*, qui font la journée de huit heures et qui comptent un cinquième des leurs en chômage.

Cher. — BOURSE DU TRAVAIL DE BOURGES. — La situation dans l'agriculture et dans les vignobles se maintient sensiblement égale à celle de l'an dernier; dans l'agriculture, les labours sont terminés; dans les vignobles, on replante des plants greffés américains; à Dun-sur-Auron, un nouveau syndicat vient de se constituer dans ce but. Dans la brasserie, on compte 10 p. o/o de chômeurs. Le travail se maintient actif dans la fabrication des *toiles cirées*; mais en janvier, février, mars, le ralentissement annuel est à prévoir; actuellement, pas de chômeurs. 10 p. o/o chez les *typographes*, malgré l'augmentation des commandes due à l'approche du nouvel an; en temps normal, on compte 15 p. o/o de chômeurs. Dans l'*ameublement* (*ébénistes, chaisiers, tapissiers*, etc.), tous les ouvriers sont occupés; mais les maisons de meubles à bas prix de Paris (*ébénisterie* principalement) rendent par leur concurrence la situation plus difficile que les années précédentes; les salaires sont en baisse, le travail est moins abondant, les commerçants *ébénistes* faisant venir de ces maisons de Paris une partie de leurs meubles. Chez les *menuisiers*, tous sont occupés, le travail est actuellement supérieur au nombre de bras disponibles; l'atelier de constructions militaires embauche tous les ouvriers qui se présentent. Pas de chômeurs également chez les *ouvriers en voitures*. Les *tailleurs de pierre* (80 ouvriers) comptent un quart des leurs en chômage; les froids vont amener aussi l'arrêt du travail pour les autres. Chez les *maçons*, l'activité se maintient, il y a peu d'ouvriers sans travail. On estime que le chômage atteint un tiers des ouvriers chez les *peintres*, moitié chez les *plâtriers*, les *couvreurs*, un peu plus du quart. La compagnie de *trameays électriques* installée depuis 1897 a pris de l'extension, une nouvelle ligne vient d'être ouverte, on occupe dans l'ensemble 80 conducteurs, ouvriers, etc. . . , les employés des voitures gagnent 90 francs par mois, la durée de la journée est de douze heures. — *Hervier*.

Chez les *ouvriers agriculteurs* de Nérondes, un tiers des ouvriers qui étaient en chômage ont été employés aux travaux de terrassement pour le chemin de fer. Chez les *bûcherons*, à Méry-ès-Bois, 15 p. o/o de chômeurs, un peu plus du quart des syndiqués chez ceux de Saucergues; pas de signalés chez ceux de Jussy-le-Chaudrier, qui font 60 heures par semaine. A Bourges, le travail se maintient actif chez les ouvriers en *toiles cirées*, la température douce favorisant la vente des toiles cirées qui sont moins cassantes. Travail 48 heures par semaine chez les *charpentiers*. Pas de chômeurs chez les *ouvriers en voitures*. Journée de 11 heures et pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*. De même chez les *travailleurs sur métaux*.

Ouvrage moins abondant que l'an et le mois derniers, travail 48 heures par semaine et 15 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. Pas de chômeurs signalés chez les *maçons* de Dun-sur-Auron, chez qui la morte-saison d'hiver est plus accentuée que l'an dernier. Travail 54 heures par semaine, en diminution d'une heure par jour sur le mois précédent chez les *couvreurs* qui compte un cinquième des leurs en chômage. Travail 45 heures par semaine chez les *chaufourniers* de la Guerche, qui sont tous occupés, le travail est plutôt plus abondant que l'an dernier, mais on ralentit la production par suite du manque de moyens de transport. Morte-saison chez les *chaufourniers-carriers* de Jussy-le-Chaudrier, dont un peu plus de moitié sont atteints par le chômage; la journée est aussi réduite de 2 heures.

Baisse sur le pain à Méry-ès-Bois, 0 fr. 05 par 5 kilog. A Bourges, le pain en baisse se vend 0 fr. 27 le kilog., la viande de porc tend à hausser, elle se vend 0 fr. 80 le 1/2 kilog.

Indre. — Travail abondant et peu de chômeurs chez les *bûcherons* de Poinçonnet. A Châteauroux, travail toujours actif chez les *typographes*. Les ouvriers en *cuirs* et *peaux* de Chinault-Issoudun, qui, le mois dernier étaient sans ouvrage, sont maintenant employés aux travaux de terrassement.

Vienne. — A Poitiers, 6 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs*. Travail toujours actif chez les ouvriers sur *métaux* de Cernon.

Deux-Sèvres. — A Niort, pas de chômeurs chez les *tanneurs-corroyeurs*. Chez les *gan-tiers*, on estime que la moitié manquent de commandes, ceux qui sont occupés ne font qu'une partie de la journée, travail 72 heures par semaine et pleine reprise du travail chez les *chapeliers-appropriers*, 16 p. o/o de chômeurs et travail 48 heures par semaine chez les *tailleurs de pierre* de Parthenay. Même durée de travail et 12 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* de Niort.

Vendée. — Chez les *marins-pêcheurs* des Sables-d'Olonne, la situation déjà signalée se maintient, la caisse de secours des accidents professionnels, fondée en 1896, avait en fin 1898, versé à 283 blessés 8.559 francs et il restait en caisse 6.287 francs; cette caisse est alimentée par les cotisations des marins-pêcheurs. Une autre caisse pour répartition des sinistres maritimes avait reçu 2.163 francs, en fin 1898. Les *mineurs* de Faymoreau sont tous occupés. A La Roche-sur-Yon, journée de 10 heures chez les *typographes*. Les *tisserands* de Treize-Vents comptent un peu plus d'un cinquième des leurs en chômage; un peu moins d'un cinquième chez ceux des Epesses chez qui le travail tend à reprendre. Pas de chômeurs chez les *tisseurs* de la Verrie, un peu plus du quart chez ceux d'Evrimes; chez les adhérents de la *Prévoyance des tisseurs* de cette même région, travail arrêté un tiers de la semaine faute de commandes, cependant pas de chômeurs signalés.

A Faymoreau et à Evrimes, baisse sur le pain, 0 fr. 10 par 5 kilog., hausse sur la viande, 0 fr. 10 par 1/2 kilog.; aux Epesses, hausse sur le beurre, 0 fr. 20 par 1/2 kilog, de même hausse sur les œufs.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 18 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. Chez les *relieurs-papetiers*, 3 p. o/o de chômeurs et journée de 11 heures en moyenne augmentée de 1 heure dans un atelier de 20 ouvriers; grâce aux commandes de fin d'année, le travail est devenu plus abondant que l'année précédente. Pas de chômeurs chez les *vanniers*. Les *grunitiers* estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage.

A Nantes, baisse sur le pain, 0 fr. 10 par 6 kilogrammes; hausse sur le beurre, 0 fr. 10 par 1/2 kilogramme, et sur la viande 0 fr. 20 par 1/2 kilogramme en moyenne.

BOURSE DU TRAVAIL DE SAINT-NAZAIRE. — Dans les chantiers de *constructions maritimes*, deux des plus importants établissements sont encore bien alimentés de commandes, mais dans l'un on a cessé d'embaucher et dans l'autre on a renvoyé, dans les deux derniers mois, environ 200 ouvriers, les travaux de construction ne permettant pas actuellement de les occuper tous; on estime que la plupart des ouvriers seront repris au commencement de 1899, on fait généralement 54 heures par semaine dans les ateliers. Chez les *fondeurs*, travail 66 heures et commandes suffisantes pour plusieurs mois. Dans l'industrie du *bâtiment*, le ralentissement annuel de l'activité s'est produit. On compte 5 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*; 8 p. o/o chez les *charpentiers*, un cinquième chez les *maçons*, un quart chez les *serruriers*, 18 p. o/o chez les *ajusteurs*. On fait la journée de 8 heures chez les *menuisiers*, chez les *charpentiers* et chez les *maçons*, 9 heures chez les autres.

Le prix des denrées de première nécessité a été en augmentant, sauf le pain qui a diminué en plusieurs mois de 0 fr. 10 par 6 kilogrammes et se vend actuellement 2 fr. 10 les 6 kilogrammes.

Finistère. — A Brest, 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Travail toujours actif chez les *ouvrières de l'aiguille* de Morlaix. Chez les *ferblantiers*, morte-saison à Douarnenez, on compte moitié des ouvriers atteints par le chômage à la suite du ralentissement de la pêche; à Concarneau, une usine travaille et fabrique des boîtes vides d'avance pour la prochaine saison. A Saint-Guénolé, prix de façon en augmentation. A Brest, ouvrage plus abondant que l'an dernier et journée de 9 heures chez les *maçons*.

Côtes-du-Nord. — Chez les *typographes* de Saint-Brieuc, 9 p. o/o de chômeurs; une maison qui avait été mise en faillite vient de disparaître.

Ille-et-Vilaine. — Un peu plus de 5 p. o/o chez les *mineurs* de Bruz qui font 48 heures par semaine. A Fougères, travail toujours actif chez les *typographes*, qui sont tous occupés. A Rennes, pas de chômeurs chez les ouvriers syndiqués de l'industrie du cuir; pas de chômeurs et travail 4 à 5 jours par semaine chez les *chapeliers-appropriateurs*.

Maine-et-Loire. — Les ouvriers *boulangers* comptent 4 p. o/o de chômeurs à Cholet et un cinquième à Angers. Chez les *tisserands*, à Cholet, 4 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers. 3 p. o/o de chômeurs et reprise du travail depuis le mois derniers à la Séguinière; cependant dans un des plus importants établissements, on perd encore 3 heures par jour. A la Tessonnelle, 1 p. o/o de chômeurs et journée

de 9 heures, soit une journée inférieure de 3 heures à la journée normale. A Saint-Philbert-en-Mauges, 18 p. o/o de chômeurs. A Angers, augmentation du travail dans les *corderies*, diminution dans les *tissages*, on compte un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *textile*; 14 p. o/o chez les *charpentiers*.

A Angers, journée de 11 heures chez les *forgerons*. Chez les ouvriers du *bâtiment* de Cholet qui comptent un quart des leurs en chômage par suite de la morte-saison d'hiver, journée réduite de 1 heure dans tous les chantiers. A Angers, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et travail 48 heures par semaine chez les *couvreurs*. 12 p. o/o de chômeurs chez les *garçons limonadiers*.

A la Tessoualle, à Cholet, hausse sur le beurre, 6 fr. 30 le 1/2 kilogramme qui se vend 1 fr. 90.

Mayenne. — A Laval, reprise du travail moins accentuée que l'an dernier chez les *typographes*.

Sarthe. — Au Mans, les *menuisiers* comptent un cinquième des leurs en chômage; un peu plus du quart chez les ouvriers *maçons* qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers et qui font 48 heures par semaine.

Indre-et-Loire. — Pas de chômeurs et journée de 11 heures chez les *mouleurs* d'Amboise. A Tours, journée de 8 heures, en diminution de 3 heures sur la durée normale et 12 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers*, qui sont moins occupés que l'an dernier.

Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *typographes*. Pas de chômeurs et travail 72 heures par semaine chez les ouvriers sur *métaux* de Vendôme. Travail 40 heures par semaine et 5 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment* de Blois.

Loiret. — A Orléans, ouvrage moins abondant que l'an dernier et 5 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*.

Eure-et-Loir. — CHÂTEAUDUN. — Chez les *typographes*, le travail dans la première quinzaine du mois est resté stationnaire, il a repris ensuite à l'approche des fêtes de fin d'année; mais, dans l'ensemble du mois de décembre, il a été moins abondant que l'an dernier pendant la période correspondante. Chez les *tanneurs*, journée de 11 heures. Grande activité à l'*usine de lavage de bourres*. Travail abondant chez les *fondeurs-mécaniciens*. De même, commandes abondantes dans la fabrication de la *bijouterie*, grâce à l'approche des fêtes du jour de l'an, on a fait des heures supplémentaires. Chez les ouvriers en *bâtiment*, le travail a ralenti; on a fait la journée de 7 heures.

Le pain a diminué de 10 centimes par 4 kilogrammes qui se vendent 1 fr. 20. — A. Gauvin.

NOGENT-LE-ROTRON. — Reprise du travail chez les *typographes*. Travail très actif chez les *tauteurs* et *corroyeurs*. Morte-saison chez les *chaussonniers* qui font de 6 à 8 heures par jour. Dans la *chapellerie*, le travail est abondant, on fait 70 heures par semaine. Pour l'industrie du *bâtiment*, état stationnaire, sans chômeurs.

Th. Brèthes.

A Chartres, pas de chômeurs chez les *typographes*, qui font 60 heures par semaine et qui sont plus occupés que l'an et que le mois derniers. De même pas de chômeurs, journée de 11 heures et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *mouleurs*.

Orne. — Chez les *typographes* d'Alençon, le travail s'est maintenu actif et a été plutôt en progressant, grâce aux commandes du jour de l'an.

Manche. — Chez les *typographes* de Granville, 8 p. o/o de chômeurs et journée de 8 heures, en diminution de 2 heures sur la durée normale. Pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an dernier et journée de 11 heures chez les *métallurgistes* de Cherbourg.

Calvados. — Chez les *typographes* de Vire, journée de 10 heures. Pas de chômeurs chez

ceux de Caen. Un peu plus de 4 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie cotonnière de Condé-sur-Noireau. Pas de chômeurs chez les ouvriers de la bonneterie de Falaise.

Eure. — Chez les tisseurs de Louviers, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, on estime que dans certains établissements un peu plus du quart des métiers manquent de commandes.

Seine-Inférieure. — Au Havre, reprise du travail en fin d'année moins accentuée que l'année précédente et pas de chômeurs chez les typographes. A Rouen, 15 p. o/o de chômeurs chez les corroyeurs et tanneurs. 12 p. o/o et travail 48 heures par semaine chez les menuisiers d'Elbeuf. A Rouen, 10 p. o/o de chômeurs chez les plombiers-couvreur. Reprise annuelle de travail depuis le mois dernier chez les journaliers du port du Havre.

Algérie. — A Alger, les employés des transports estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour janvier et février 1899:

ALENÇON. — Construction de chemins.....	107.200 ^f
ALENÇON. — Construction de chemins.....	137.000
CHERBOURG (Guerre). — Construction d'une nouvelle batterie.....	220.000
LA ROCHE-SUR-YON. — Travaux d'exhaussement de digues.....	214.000
LYON. — Chemins de fer du Beaujolais (travaux d'infrastructure)...	451.000
MONTARGIS. — Construction d'un collège.....	112.700
ORAN. — Travaux d'infrastructure sur la ligne d'Aïn-Sefra à Djenien-zou-Resg.....	235.000
PARIS (Exposition universelle). — Travaux de charpente et de menuiserie.....	466.000
PARIS (Exposition universelle). — Travaux de charpente et de menuiserie.....	761.000
PARIS (Assistance publique). — Travaux de carrelage céramique (gré à gré).....	250.500
PARIS. — Construction d'un réservoir.....	1.483.600
Paris. — Prolongement de la rue Belgrand.....	324.000
Paris. — Travaux pour ouverture de voies nouvelles.....	241.000
Paris. — Exposition universelle. — Construction du Palais de l'horticulture.....	736.000
ROUEN. — Fourniture de chalands.....	120.000
SAINT-JULIEN (Haute-Vienne). — Travaux communaux.....	152.100
SAINT-ÉTIENNE. — Construction d'un groupe scolaire.....	131.700
SÉTIF (Algérie). — Construction de chemins.....	302.000
TRÉVOUX (Ain). — Construction de l'église.....	172.100
TROYES. — Curage, élargissement et redressement de la Voire.....	115.000
VALENCIENNES. — Travaux sur chemins vicinaux.....	117.100
VANNES. — Construction d'une sous-préfecture et d'un tribunal de commerce.....	117.000

Résultats des Adjudications précédentes (1).

EAUVAIS. — Canal latéral de l'Oise. Reconstruction de neuf ponts (315.000 fr.). — Adj. : *terrassements, chaussées et maçonneries*, Perrot, à Compiègne, 1,10; *partie métallique*.

CHÂTEAU-THIERRY. — Construction d'un pont fixe sur la Marne entre Sauvigny et Passy-sur-Marne (106.000 fr.). — Adj. : *terrassements, pieux et caissons*, Tixier, à Ay (Marne), 7; *tabliers métalliques*, Boisford, à Issoudun, 11.

CLERMONT-FERRAND. — Réfection du bâtiment dit Poids public (125.200 fr.). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Robert, à Ambert, 6; *charpente*, J. Vert, 11; *serrurerie*, Laurençon, 22; *menuiserie*, Pruneviller, 18; *plâtrerie, peinture, vitrerie*, Autissier, 21; *couverture et plomberie*, Pérol, 35.

COURBEVOIE (Seine). — Travaux de voirie (2 lots : 100.000 fr.). — Adj. : Deloffre, à Puteaux, 28,20; Compagnie générale des Asphaltes de France, à Paris, 30,30.

FISMES (Marne). — Construction du nouvel hôpital-hospice (116.450 fr.). — Adj. : *terrassément, maçonnerie, pavage, plâtrerie, canalisation*, Malterne, à Vitry-le-François, 17,75; *charpente bois et fer*, Malot, à Fismes, 12; *menuiserie*, Prudhon, à Reims, 15,50.

LAON. — Canal latéral à l'Oise. Élargissement de la cuvette (100.000 fr.). — Adj. : Chevallier, à Chauny, 0,10.

MOULINS. — Agrandissement de l'hôpital général (182.500 fr.). — Adj. : *maçonnerie et pierre de taille, démolition et fouille*, Fey, à Moulins, 8; *charpente en bois*, Boudeville, à Dompierre, 6; *menuiserie*, Martin, à Nevers, 16; *serrurerie, charpente en fer*, Vignaud, à Limoges, 13; *plâtrerie, peinture, vitrerie*, Combreuse, à Saint-Étienne, 23; *appareils sanitaires*, Foucault, à Moulins, 23.

ORAN. — Adduction à Marnia des eaux de l'Aïn-Kerma (106.000 fr.). — Adj. : Arfeuille-lère, à Oran, 1.

PARIS. — Construction d'une école de garçons, rue Saint-Merri (214.400 fr.). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Grandchamp, 21, rue Dareau, 34,30; *feronnerie et serrurerie* « Union des ouvriers serruriers », 7, rue Froissart, 38,50.

PARIS (Exposition universelle). — Travaux de canalisation et de distribution d'eau de Seine (508.500 fr.). — Adj. : Société des Fonderies de Pont-à-Mousson, 5.

PARIS (Exposition universelle). — Travaux de ciment armé (337.000 fr.). — Adj. : 1° *palais des fils, tissus et vêtements*, Grondelle, à Halluin (Nord), 13; 2° *couverture de la tranchée du chemin de fer des Moulineaux*, Chassin, rue de Bagnolet, 11,10.

PARIS. — Construction d'une école maternelle, rue du Château-d'Eau (163.100 fr.). — Adj. : *terrasse, maçonnerie et carrelage*, « Maçons de la Seine », 4, rue Michel-de-Bourges, 33,10; *Feronnerie, serrurerie et escaliers en fer*, Jost, 10, passage Lathuille, 30,60.

PARIS. — Grand palais des Champs-Élysées (634.000 fr.). — Adj. : *charpente en bois*, « Charpentiers de Paris », 24, rue Labrousse, 3,50; *couverture*, Monduit, 31, rue Poncelet, 13,70.

PARIS. — Transformation du port de tirage des invalides (756.000 fr.). — Adj. : Letellier, 5.

PARIS. — Exposition universelle. — Charpente en fer et menuiserie de divers bâtiments 2 lots : (271.000 fr.). — Adj. : Lecœur, rue Broca, n° 131, 1,10.

PAU. — Transformation et plantation du parc Beaumont (101.000 fr.). — Adj. : Touret, à Paris, 30, avenue Henri-Martin, 31.

REIMS. — Distribution d'eau (385.000 fr.). — Adj. : *ouverture de deux puits de captation*,

(1) Le nombre en italique qui suit le nom des entrepreneurs indique le rabais p. o/o qu'ils ont consenti.

Barré, à Reims. 6; *doublement de la conduite maîtresse reliant le réservoir à la ville*, veuve Gibault, 68, avenue Philippe-Auguste, à Paris, 1; *établissements de conduites de ceinture et de liaison*, veuve Gibault, 15.

ROUEN. — Construction d'un bateau-porte en acier au port de Dieppe (120.000 fr.). — Adj. : Leblond, à Cherbourg, 6.

SAINT-ÉTIENNE. — Travaux de voirie (205.000 fr.). — Adj. : *Construction d'égouts*, Rix, 1; *Établissements d'escaliers*, Léonard, 1; *pavage*, Laville, 3; *service des eaux, conduites et bouches d'incendie*, Guyot, 22.

SAINT-PIERRE-DE-MONS (Gironde). — Construction d'une digue (120.000 fr.). — Adj. : Bonnet, à Mugrin (Landes), 12.

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT. — Extraction, cassage et emmétrage de calcaire pour le ballastage des tramways de la Vendée (10 lots : 174.900 fr.). — Adj. : I. *L'Aiguillon-sur-Mer à Chantonay*, Mazetier, à Saint-Michel-en-l'Herm, 17; Deschamps, à Marans, 21; Belaud, au Puybelliard, 13. — II. *La Roche à Leisse*, Levron, à Longeron, *prix du devis*; Potier, à Sucé, 3. — III. *La Roche aux Herbiers*, Guicheteau, aux Essarts, 5 et 6. — IV. *Les 4 chemins de l'Oie à Montaigu*, Girard, à Saint-Fulgent, 10. — V. *Les Sables-d'Olonne au Champ-Saint-Père*, Durand, à Avrillé, 5; Pajot, au Givre, 5.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant l'année 1898 :

	VARIATIONS			
	1898.	1897.	en plus.	en moins.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	1.471.538.000	1.028.614.000	442.924.000	"
Matières nécessaires à l'industrie	2.277.276.000	2.318.931.000	"	41.655.000
Objets fabriqués.....	627.381.000	608.482.000	18.899.000	"
TOTAUX et balance....	4.376.195.000	3.956.027.000	461.823.000	41.655.000
			420.168.000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	658.877.000	720.655.000	"	61.778.000
Matières nécessaires à l'industrie	918.812.000	943.872.000	"	25.060.000
Objets fabriqués.....	1.717.857.000	1.770.386.000	"	52.529.000
Colis postaux.....	207.621.000	163.039.000	44.582.000	
TOTAUX et balance....	3.503.167.000	3.597.952.000	44.582.000	139.867.000
			94.785.000	

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 décembre il a été déposé 99 demandes en autorisation de bâtir, dont 70 pour des constructions neuves. Pendant le mois de décembre 1897, le nombre des demandes avait été de 111, dont 82 pour des constructions neuves.

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	déc. 1898.	nov. 1898.	déc. 1897.
Farine 12 marques, les 157 kilogrammes.....	44 ^f 80 ^c	46 ^f 00 ^c	61 ^f 40 ^c
Sucre brut, blanc n° 3, les 100 kilogrammes...	28 90	31 50	32 50
Alcool à 90°, l'hectolitre.....	44 00	43 75	42 75
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr..	50 15	51 00	56 00
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes..	42 75	42 75	36 50
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	40 50	39 75	29 50
Suif de la bouch ^e de Paris, les 100 kil. (en pains).	51 00	51 00	46 50
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette).	1 48	1 40	1 38
Veau, <i>idem.</i> ..	1 95	2 00	1 85
Mouton, <i>idem.</i> ..	1 95	1 90	1 80
Porc, <i>idem.</i> ..	1 52	1 46	1 20
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	36 50	35 50	37 00
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.....	147 00	133 00	111 50
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil.	43 50	43 50	42 50
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	16 50	16 25	16 00
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	155 75	152 50	128 50
Étain Banka, <i>idem.</i>	221 50	224 00	171 25
Plomb, <i>idem.</i>	38 75	39 50	32 75
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i>	"	65 25	48 75

Bureaux de garantie. — Relevé des objets d'or et d'argent présentés à la marque ou à la vérification, tant pour la consommation en France que pour l'exportation, pendant les onze premiers mois de l'année 1898, dans les divers bureaux de garantie :

DÉSIGNATION.		POIDS TOTAL.			
		OR.		ARGENT.	
		1898.	1897.	1898.	1897.
		hectogr.	hectogr.	hectogr.	hectogr.
Fabrication nationale aux titres légaux.	Objets marqués des poinçons intérieurs.	71.250	67.507	907.127	902.090
	Sortie constatée des objets marqués pour l'exportation en crédit des droits non compris les montres au 4 ^e titre (1)	5.927	5.267	64.074	60.198
	Objets exportés avec remboursement des droits payés.....	2.868	2.607	21.159	19.850
	Objets importés de l'étranger avec paiement des droits de garantie.....	10.268	10.772	74.127	77.342
Exportation des bijoux à tous titres n'ayant pas été soumis à la marque (loi du 25 janvier 1884)		956	957	433	1.313

(1) Du 1^{er} janvier au 30 novembre 1898, il est sorti 491 montres en or au 4^e titre, pesant 51 hectogrammes, contre 1.023 montres et 89 hectogrammes en 1897.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de décembre.		Du 1 ^{er} janv. au 31 déc.	
	1898.	1897.	1898.	1897.
Faillites.....	141	131	1.550	1.410
Liquidations judiciaires.....	30	16	193	159
Conversions de liquidations en faillites.	3	1	54	29

Mont-de-piété de Paris. — Situation au 31 décembre 1898 :

GAGES CORPORELS.				ARTICLES.		SOMMES.	
				nombre.		francs.	
Il y avait en magasin, le 30 novembre 1898 au soir.....				1.632.360		48.740.982	
ENTRÉE.							
Par engagements effectifs.....		84.409	2.600.889	}	138.543	4.270.115	
Par renouvellements.....		54.134	1.669.226				
TOTAL.....				1.770.903		53.011.097	
SORTIE.							
Par dégagements effectifs.....		114.333	3.611.704	}	178.246	5.460.882	
Par renouvellements.....		54.134	1.669.226				
Par ventes.....		9.779	179.952				
RESTE en magasin le 31 décembre 1898.....				1.592.657		47.550.215	

VALEURS MOBILIÈRES.				TITRES.		SOMMES.	
				nombre.		francs.	
Il y avait en magasin, le 30 novembre 1898 au soir.....				21.753		5.858.895	
ENTRÉE.							
Par engagements effectifs.....		2.180	550.584	}	3.487	929.057	
Par renouvellements.....		1.307	378.473				
TOTAL.....				25.245		6.787.952	
SORTIE.							
Par dégagements effectifs.....		2.072	496.902	}	3.817	993.808	
Par renouvellements.....		1.307	378.473				
Par ventes.....		438	118.433				
RESTE en magasin le 31 décembre 1898.....				21.428		5.794.144	

GAGES CORPORELS.				VALEURS MOBILIÈRES.					
		Articles.		Sommes.		Titres.		Sommes.	
		nombre.		francs.		nombre.		francs.	
Restait en magasin, le 31 déc..	1894...	1.735.380	46.561.344	18.692	5.224.156				
	1895...	1.037.815	45.810.095	21.475	5.843.665				
	1896...	1.616.637	47.683.400	22.128	5.999.463				
	1897...	1.616.453	48.135.417	22.251	5.997.911				

Intérêts des emprunts : à 1 an, 2,75 p. o/o ; à 9 mois, 2,50 p. o/o ; à 6 mois, 2 p. o/o ; à 3 mois, 1,50 p. o/o.

Résumé des opérations de l'année 1898 :

GAGES CORPORELS.			ARTICLES.	SOMMES.
			nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 31 décembre 1897 au soir.....			1.616.453	48.135.417
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	1.214.442	34.949.789	1.864.725	51.957.835
Par renouvellements.....	650.283	20.008.046		
TOTAL.....			3.481.178	103.093.252
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	1.108.419	33.037.037	1.888.521	55.543.037
Par renouvellements.....	650.283	20.008.046		
Par ventes.....	129.806	2.497.532	1.592.657	47.550.215
Liquidation des magasins (exercice 1894).....	13	422		
RESTE en magasin, le 31 décembre 1898.....				

VALEURS MOBILIÈRES.			TITRES.	SOMMES.
			nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 31 décembre 1897 au soir.....			22.251	5.997.911
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	28.908	7.007.942	50.515	13.057.175
Par renouvellements.....	21.607	6.049.233		
TOTAL.....			72.766	19.055.086
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	24.377	5.699.154	51.338	13.260.942
Par renouvellements.....	21.607	6.049.233		
Par ventes.....	5.351	1.511.510	21.428	5.794.144
Liquidation des magasins (exercice 1895).....	3	1.045		
RESTE en magasin, le 31 décembre 1898.....				

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant les dix premiers mois a été en 1898 de 25.814.578 tonnes et en 1897 de 24.874.082 tonnes, soit une augmentation de 3,7 p. o/o.

Les recettes des compagnies de chemins de fer d'intérêt général, pour l'année 1898, ont été de 1.343.484.300 francs. Elles étaient en 1897 de 1.299.870.000^f soit une augmentation de 3,35 p. o/o.

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 3^e TRIMESTRE DE L'ANNÉE 1898,

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées ; ces prix sont obtenus en divisant le déboursé total des consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives, sous la désignation portée au tableau ; ils peuvent différer, par conséquent, des prix courants de certaines qualités déterminées des mêmes marchandises.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilog.)	VIANDE FRAÎCHE. (au kilog.)	LARD (au kilog.)	BEURRE (au kilog.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre).	LAIT (au litre).	CHAR- BON (au quintal)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Aisne.....	0 32	1 78	1 64	2 65	12 00	0 53	0 20	3 16
Allier.....	0 33	"	1 90	"	"	0 38	"	3 10
Ardennes.....	0 37	1 79	1 67	3 07	"	0 51	"	2 83
Bouches-du-Rhône...	0 36	"	"	"	10 00	0 40	"	2 15
Charente-Inférieure..	0 28	"	"	2 11	"	"	"	"
Doubs.....	0 32	1 60	2 20	2 42	6 25	0 50	"	"
Gironde.....	0 33	"	1 56	3 20	10 00	0 33	"	2 92
Isère.....	0 35	1 70	1 58	2 50	11 00	0 44	"	3 35
Loire.....	0 34	1 40	1 06	"	"	0 30	"	"
Marne.....	0 32	1 77	1 58	2 99	15 00	0 59	0 24	4 26
Meurthe-et-Moselle..	0 34	1 57	1 80	2 62	7 28	0 49	0 20	3 50
Nord.....	0 32	"	2 14	2 64	9 68	0 51	"	2 83
Rhône.....	0 35	1 28	1 52	2 68	18 00	0 42	"	3 37
Saône-et-Loire.....	0 32	1 57	1 57	"	"	0 41	"	"
Seine.....	0 35	2 25	2 15	3 08	6 43	0 56	0 29	4 41
ENSEMBLE du terri- toire.....	0 32	1 80	1 70	2 65	9 28	0 41	0 27	3 27
Quantités vendues par l'ensemble des 448 sociétés.	kil. 15.382.560	kil. 411.802	kil. 220.802	kil. 230.150	quint. 7.685	lit. 3.907.307	lit. 121.883	quint. 51.740

Les résultats ci-dessus des ventes opérées au cours du 3^e trimestre de 1898 résultent du dépouillement des rapports de 448 sociétés, dont 272 qui ont donné le nombre de leurs adhérents groupaient 106.272 associés. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble des 448 sociétés.

Erratum. — Dans le *Bulletin* de décembre 1898, page 925, prix au détail de certaines denrées au cours du 2^e trimestre 1898, le dernier alinéa doit être ainsi modifié :

« Les résultats ci-dessus des ventes opérées au cours du 2^e trimestre 1898 résultent du dépouillement des rapports de 494 sociétés, dont 302, qui ont donné le nombre de leurs adhérents, groupaient 90.499 associés. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble des 494 sociétés. »

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} JANVIER.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
NOVEMBRE 1898.					NOVEMBRE 1898.				
Paris (1 ^{er} —).	723	218	199	11	Aix.....	75	34	32	"
— (1 ^{er} —).	590	468	425	7	Commeny....	5	1	"	1
— (1 ^{er} —).	406	238	225	2	Nice.....	500	100	100	5
— (1 ^{er} —).	436	348	269	1	Nîmes.....	73	39	39	34
— (1 ^{er} —).	149	146	84	39	Saint-Étienne..	52	62	52	"
Lille.....	2	2	"	"	Toulouse.....	331	184	159	"
Montluçon.....	20	5	2	"	Valence.....	229	65	58	"
Nancy.....	177	27	18	"	Versailles.....	4	2	"	"
Narbonne.....	51	37	14	"	Alger.....	547	318	243	98
Saint-Claude...	2	1	1	"					
DÉCEMBRE 1898.					DÉCEMBRE 1898.				
Paris (1 ^{er} arr ^t).	758	673	463	"	Angers.....	208	53	51	18
— (1 ^{er} —).	122	94	78	"	Boulogne-s-Mer.	51	28	25	1
— (1 ^{er} —).	298	154	139	480	Bourges.....	86	33	27	"
— (1 ^{er} —).	184	171	82	80	Car cassonne...	34	35	23	"
— (1 ^{er} —).	348	264	245	"	Le Havre.....	218	39	29	"
— (1 ^{er} —).	79	77	72	"	Montpellier....	225	80	77	"
— (1 ^{er} —).	336	249	203	"	Perpignan....	53	27	15	11
Refuges munic..	"	"	64	170	Saint-Nazaire...	386	15	6	8
Levallois-Perret.	90	76	27	24	Toulouse.....	310	140	42	"
Brest.....	24	5	5	"	Tours.....	244	70	70	"
Douai.....	3	35	"	"	Valence.....	180	52	38	"
Épinal.....	10	2	2	"	Versailles.....	2	10	"	2
Listieux.....	76	65	62	"	Vichy.....	61	17	16	"
Louviers.....	1	3	1	"					
Lunéville.....	2	2	"	"					
Lyon.....	131	85	42	4					
Montpellier....	225	80	77	"					
Orléans.....	3	2	2	"					
Le Puy.....	15	10	10	"					
Saint-Dié.....	35	20	14	2					
Sens.....	31	10	10	"					
Trouville.....	9	3	3	"					
Versailles.....	6	4	3	"					

**C. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (DÉCEMBRE 1898).**

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Employés voyageurs et dessina- leurs	3	"	1	"
Id.....	Tergnier.....	Mouleurs	10	4	2	10
Ardeche.....	Serrières.....	Chapelliers foulours	4	"	"	"
Bouches-du-Rhône	Marseille.....	Conducteurs imprimeurs	2	4	2	"
Id.....	Id.....	Imprimeurs lithographes	10	12	8	4
Id.....	Id.....	Tapissiers	"	"	"	12
Id.....	Id.....	Peintres (Art décoratif).....	96	18	17	1
Id.....	Id.....	Cochers d'omnibus.....	35	"	"	"
Id.....	Id.....	Employés de café.....	585	10	10	47
Calvados.....	Vire.....	Typographes	2	2	"	"
Cher.....	Méry.....	Bûcherons	9	"	"	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Comptables	4	1	1	"
Côtes-du-Nord...	Saint-Brieuc....	Typographes	3	2	"	2
Dordogne.....	Perigueux.....	Boulangers	6	3	3	3
Id.....	Id.....	Typographes	8	8	8	1
Finistère.....	Brest.....	Id.....	3	2	2	"
Gard.....	Nîmes.....	Confiseurs-pâtisseries.....	3	3	3	"
Haute-Garonne...	Toulouse.....	Union métallurgique.....	15	5	5	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Compagnons boulangers	22	24	18	25
Id.....	Id.....	Ferblantiers	"	"	"	5
Id.....	Id.....	Garçons bouchers.....	37	3	2	1
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	70	15	15	56
Id.....	Id.....	Gens de maison	61	52	25	3
Hérault.....	Béziers.....	Ébénistes	8	8	"	"
Id.....	Montpellier....	Coiffeurs.....	1	1	1	"
Isère.....	Grenoble.....	Cuisiniers	8	2	2	3
Id.....	Id.....	Typographes	7	2	2	"
Landes.....	Dax.....	Employés de commerce	1	"	1	"
Lot-et-Garonne...	Agen.....	Limonadiers	"	"	"	6
Maine-et-Loire.	Angers.....	Boulangers.....	29	12	12	17
Id.....	Id.....	Couvreurs.....	10	"	8	"
Id.....	Id.....	Garçons limonadiers.....	"	"	5	6
Id.....	La Tessoualle...	Prévoyance des tisserands.....	1	"	"	"
Manche.....	Granville.....	Typographes.....	12	1	"	"
Mayenne.....	Reims.....	Menuisiers	12	"	"	"
Nord.....	Laval.....	Typographes	2	2	1	"
Id.....	Lille.....	Boulangers.....	"	"	18	47
Puy-de-Dôme....	Clermont-Ferrand.	Pâtisseries.....	23	28	26	2
Id.....	Id.....	Typographes	4	"	"	"
Id.....	Id.....	Tapissiers	9	2	"	2
Id.....	Id.....	Carrossiers	9	6	6	"
Basses-Pyrénées..	Bayonne.....	Employés de commerce.....	"	2	"	"
Rhône.....	Lyon.....	Jardiniers.....	2	1	1	"
Id.....	Id.....	Tisseurs.....	168	196	160	8
Id.....	Id.....	Tullistes à la chaîne.....	20	10	8	"
Id.....	Id.....	Chapelliers appropriés.....	3	"	"	"
Id.....	Id.....	Union des employés de com.	15	10	5	9
Id.....	Id.....	Limonadiers.....	150	45	37	51
Id.....	Id.....	Employés de cafés	22	15	7	42
Seine.....	Paris.....	Biscuitiers pain d'épice.....	19	14	"	9
Id.....	Id.....	Boulangers du 13 ^m e arrondisse- ment.....	"	20	6	14
Id.....	Id.....	Typographes.....	318	300	"	"
Id.....	Id.....	Dessinateurs écrivains graveurs lithographes	18	8	7	5
Id.....	Id.....	Selliers harnacheurs.....	12	3	4	5
Id.....	Id.....	Gainiers.....	30	"	26	"

SYNDICATS OUVRIERS. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Seine.....	Paris.....	Teinturiers-dégraisseurs.....	40	32	19	13
Id.....	Id.....	Solidarité des tailleurs.....	159	3	"	"
Id.....	Id.....	Solidarité des charpentiers.....	3	27	"	"
Id.....	Id.....	Solidarité des menuisiers.....	2	3	2	"
Id.....	Id.....	Peintres en voitures.....	20	15	5	10
Id.....	Id.....	Tôliers.....	3	10	3	"
Id.....	Id.....	Union des chauffeurs conduc- teurs.....	27	22	17	7
Id.....	Id.....	Chauffeurs-conducteurs-mécani- ciens.....	22	25	22	3
Id.....	Id.....	Ouvriers en instruments de pré- cision.....	52	20	31	"
Id.....	Id.....	Briguetiers jointoyeurs.....	25	18	15	"
Id.....	Id.....	Employés des omnibus.....	18	"	13	"
Id.....	Id.....	Garçons de magasin.....	176	48	19	29
Id.....	Id.....	Union des comptables.....	40	28	9	3
Id.....	Id.....	Limonaillers restaurateurs.....	700	182	23	159
Id.....	Id.....	Professeurs de l'enseignement libre.....	29	24	3	21
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	130	52	33	14
Tarn.....	Albi.....	Chapeliers fondeurs.....	15	"	"	"
Haute-Vienne.....	Limoges.....	Relieurs.....	2	1	"	"
Id.....	Id.....	Coupeurs-brocheurs.....	1	2	"	"

D. — SYNDICATS PATRONAUX (DÉCEMBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Alpes-Maritimes.....	Nice.....	Boulangers.....	14	9	9	3
Indre-et-Loire.....	Tours.....	Charcuterie.....	51	33	31	"
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Pharmaciens.....	3	2	1	"
Marne.....	Reims.....	Id.....	2	2	"	"
Rhône.....	Lyon.....	Maîtres teinturiers et dégrais- sés.....	12	4	4	"
Seine.....	Paris.....	Architectes.....	42	3	3	"
Id.....	Id.....	Meunerie française.....	21	11	11	"
Id.....	Id.....	Syndicat du papier et des in- dustries qui le transforment..	31	24	14	"
Id.....	Id.....	Couteliers.....	20	27	19	"
Id.....	Id.....	Reliure.....	32	30	17	"
Id.....	Id.....	Inst. et appareils de l'art mé- dical.....	17	9	9	"
Id.....	Id.....	Boulangerie.....	58	42	22	"
Id.....	Id.....	Entrepreneurs de trav. publ. Quincaillerie.....	3	"	"	"
Id.....	Id.....	Id.....	"	23	18	"
Seine-et-Oise.....	Isle-Adam.....	Charcuterie.....	7	"	"	"
Id.....	Saint-Germain.....	Bâtiment.....	36	9	"	9
Seine-Inférieure.....	Le Havre.....	Épicerie.....	5	15	5	"

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (DÉCEMBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Ardennes.....	Charleville.....	Association des employés.....	2	"	"	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Comptables et employés de commerce.....	4	1	1	"
Doubs.....	Besançon.....	Employés de commerce.....	2	"	"	"
Loire-Inférieure..	Nantes.....	Réunion des maçons.....	23	1	12	"
Id.....	Id.....	Fédération des mécaniciens et chauffeurs.....	3	3	2	1
Maine-et-Loire..	Angers.....	Société des maréchaux.....	10	30	10	"
Nord.....	Cambrai.....	Employés et voyageurs de com- merce.....	"	1	1	"
Id.....	Valenciennes.....	Prévoyance des employés.....	1	"	"	"
Id.....	Id.....	Anciens élèves de l'école.....	6	3	3	"
Id.....	Id.....	Anciens sous-officiers.....	4	3	2	"
Id.....	Wattrelos.....	Les Amis réunis.....	"	3	"	"
Haut-Rhin.....	Belfort.....	La Jeune-d'Arc.....	11	1	6	"
Id.....	Id.....	L'Alsace-Lorraine.....	5	2	3	"
Rhône.....	Lyon.....	Société des garçons de salle et de chambre.....	"	"	106	498
Sarthe.....	Le Mans.....	Comptables.....	"	1	1	"
Seine.....	Paris.....	Société suisse des commerçants.	65	28	15	"
Id.....	Id.....	Compagnons charrons.....	30	32	30	"
Id.....	Id.....	Union Helvetia.....	99	61	31	14
Id.....	Id.....	Société des maréchaux.....	68	"	"	"
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs-ferrandi- niers.....	50	16	"	16
Id.....	Id.....	Employés de transport.....	"	"	3	"
Id.....	Id.....	Union de la charcuterie.....	426	421	380	1
Id.....	Id.....	Union des employés de com- merce.....	2	5	1	"
Id.....	Id.....	Association des comptables.....	116	98	41	16
Id.....	Id.....	Concierges-gérants.....	11	6	2	"
Id.....	Id.....	Société des cuisiniers.....	300	91	91	806
Id.....	Id.....	Société «la Couturière».....	22	33	"	"
Id.....	Id.....	Société «le Bâtiment».....	18	12	7	"
Id.....	Id.....	Société de la boucherie.....	"	242	112	17
Id.....	Id.....	Société «l'Étoile».....	605	909	96	909
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	"	25	6	"
Seine-Inférieure..	Rouen.....	Association des secrétaires et employés de mairie.....	2	"	"	"
Id.....	Id.....	La Prévoyance mutuelle.....	5	5	2	"
Id.....	Le Havre.....	Coiffeurs.....	29	21	4	17
Somme.....	Amiens.....	Garçons de cafés et de restau- rants.....	67	102	18	84
Constantine.....	Batna.....	Sociétés des anciens militaires.	2	"	"	"

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (DÉCEMBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Ardèche.....	Annonay.....	Sœurs de la Providence.....	20	35	20	"
Bouches-du-Rhône.	Aix.....	Cercle catholique.....	7	"	2	"
Id.....	Marseille.....	La Préservation.....	49	44	44	"
Id.....	Id.....	Assistance par le travail.....	30	10	17	4
Charente-Inférie ^{re} .	Rochefort.....	Fourneau économique.....	44	"	35	"
Id.....	La Rochelle.....	Maison du marin.....	3	2	1	1
Doubs.....	Besançon.....	Assistance par le travail.....	10	"	"	10
Drôme.....	Die.....	Asile orphelinat.....	4	2	"	2
Eure-et-Loir.....	Courville.....	Assistance par le travail.....	"	"	2	16
Gironde.....	Bordeaux.....	Assistance par le travail.....	"	"	10	7
Id.....	Id.....	Maison du marin.....	64	64	64	"
Id.....	Couleyrac.....	Orphelinat Saint-Vincent-de-Paul.....	"	4	3	"
Id.....	Tolence.....	Ouvroir Marie-Thérèse.....	52	"	17	35
Indre-et-Loire.....	Tours.....	Office des travailleurs.....	517	109	84	"
Id.....	Id.....	Société de patronage des prisonniers libérés.....	6	"	"	4
Haute-Loire.....	Le Puy.....	Maison des Filles.....	"	"	8	"
Loire-Inférieure..	Nantes.....	Œuvre du Sacré-Cœur.....	"	19	8	"
Id.....	Id.....	Maison du marin.....	"	"	67	15
Marne.....	La Chalmelle.....	Colonie agricole.....	3	1	1	"
Nord.....	Lille.....	Office central.....	180	"	"	"
Id.....	Dunkerque.....	Maison du marin.....	"	"	128	"
Puy-de-Dôme.....	Riom.....	Orphelinat.....	"	"	1	"
Basses-Pyrénées..	Bayonne.....	Œuvre de Sainte-Anne.....	"	"	28	"
Haut-Rhin.....	Belfort.....	Société des Alsaciens-Lorrains.....	"	"	7	"
Savoie.....	Chambéry.....	Orphelinat.....	2	"	"	"
Rhône.....	Lyon.....	Société protestante de patronage.....	"	"	1	"
Id.....	Id.....	Patronage des prisonniers libérés.....	44	"	35	"
Id.....	Id.....	Assistance par le travail.....	195	"	8	6
Id.....	Id.....	Asile protestant.....	13	37	10	"
Sarthe.....	Le Mans.....	Sœurs servantes de Marie.....	"	"	21	"
Seine.....	Paris.....	Assistance par le travail.....	55	52	40	"
Id.....	Id.....	Patronage Saint-Antoine-de-Padoue.....	"	"	20	"
Id.....	Id.....	Assistance par le travail du 11 ^e arrondissement.....	72	50	24	23
Id.....	Id.....	Œuvre des pauvres honteux.....	25	10	5	"
Id.....	Id.....	Société des visiteurs des pauvres.....	26	14	1	3
Id.....	Id.....	«The english catholic home».....	42	45	10	1
Id.....	Id.....	«The mission hom».....	83	63	14	2
Id.....	Id.....	Asile Saint-Charles.....	58	202	32	"
Id.....	Id.....	Société de protection des Alsaciens-Lorrains.....	"	"	2	2
Id.....	Id.....	Maison des sœurs de la Croix.....	"	"	352	"
Id.....	Id.....	Home français.....	"	"	7	"
Id.....	Id.....	Société philanthropique.....	329	53	156	103
Id.....	Id.....	Société philanthropique savoisienne.....	136	162	145	"
Seine-Inférieure..	Rouen.....	Œuvre du Sacré-Cœur.....	33	28	8	"
Seine-et-Marne....	Melun.....	Assistance par le travail.....	8	8	"	8
Haute-Vienne.....	Limoges.....	Id.....	491	"	"	126
Vosges.....	Remiremont.....	Secrétariat du peuple.....	1	2	4	1
Algérie.....	Alger.....	Œuvre des amies de la jeune fille.....	21	2	1	"

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

OEUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE DÉCEMBRE.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	2.280	113	608	"	27.312
Hospitalité de nuit (maison de Lamaze).....	1.942	262	61	199	7.646
Idem. (rue Laghonat).....	1.327	181	"	166	4.257
Idem. (rue de Charonne).....	1.740	234	127	224	6.394
Idem. (rue de Tocqueville) en reconstruction).....	"	"	"	"	"
Société philanthropique (rue de Crimée)....	"	"	182	14	924
— (rue Lebat).....	"	"	365	34	1.065
— (rue Saint-Jacques)...	"	"	497	74	2.353
— (avenue du Maine) ...	"	"	70	70	810

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

VILLE DE PARIS.

PERSONNES
secourues
pendant le mois
de novembre.

Indigents (secours réguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes.....	5.752
		Femmes.....	9.584
	{ de 60 ans et plus...	Hommes.....	11.148
		Femmes.....	22.899

TOTAL des indigents secourus..... 49.383

Nécessiteux (secours irréguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes.....	6.605
		Femmes.....	8.024
	{ de 60 ans et plus...	Hommes.....	2.844
		Femmes.....	4.448

TOTAL des nécessiteux secourus..... 21.921

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de décembre 1898, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels.

A. CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne [25 septembre 1898]. — Chambre syndicale des débitants et commerçants de boisson en détail de l'arrondissement de Soissons (27 membres). Siège social : 51, rue du Commerce, à Soissons.

Calvados [1^{er} avril 1898]. — Union syndicale des propriétaires et fermiers producteurs de beurre d'Isigny (102 membres). Siège social : Isigny.

Charente-Inférieure [18 mai 1898]. — Syndicat des boulangers de l'arrondissement de Saint-Jean-d'Angély (11 membres). Siège social : café de la Comédie, à Saint-Jean-d'Angély.

Cher [3 novembre 1898]. — Chambre syndicale des fabricants de chaux hydraulique et de ciment du département du Cher (10 membres). Siège social : Jouet-sur-l'Aubois.

Indre-et-Loire [24 novembre 1898]. — Chambre syndicale des entrepreneurs la ville de Tours et du département (22 membres). Siège social : 20, rue du Petit-Soleil, à Tours.

Isère [1^{er} novembre 1898]. — Chambre syndicale des hôteliers, restaurateurs et cafetiers de l'arrondissement de Grenoble (80 membres). Siège social : chez M. Sillon, président, route d'Eybens, à Grenoble.

Lot-et-Garonne [11 avril 1898]. — Chambre syndicale régionale des maîtres charpentiers (26 membres). Siège social : salle Caubet, allées de Strasbourg, à Aiguillon.

Maine-et-Loire [1898]. — Syndicat départemental des agents généraux d'assurances du département de Maine-et-Loire (25 membres). Siège social : École des beaux-arts, rue du Musée, à Angers.

Meurthe-et-Moselle [1^{er} novembre 1898]. — Syndicat des loueurs de voitures de la ville de Nancy (16 membres). Siège social : 100, rue Saint-Dizier, à Nancy.

Nièvre [1^{er} mai 1893]. — Chambre syndicale de la boulangerie du canton de Decize et des cantons voisins (33 membres). — Siège social : Decize.

Nord [1^{er} mai 1898]. — Association des verreries à bouteilles du nord de la France (membres) Siège social : 2 quater, marché aux poissons, à Valenciennes.

Rhône [28 avril 1898]. — Association des dessinateurs en ornements d'église (11 membres). Siège social : 42, passage des Terreaux, brasserie Grüberg, à Lyon.

[1^{er} décembre 1898]. — Syndicat des référenciers commerciaux lyonnais (3 membres). Siège social : chez M. Chermette, président, 4, rue Imbert-Colomès, à Lyon.

Seine [15 novembre 1898]. — Chambre syndicale des fabricants d'ornements en zinc, cuivre et plomb (25 membres). Siège social : 10, rue de Lanery, à Paris.

[5 novembre 1898]. — Chambre syndicale des hommes d'affaires des cantons de Charenton, Saint-Maur et Nogent (9 membres). Siège social : 45, rue de Paris, à Charenton.

[2 décembre 1898]. — Syndicat des banquiers en valeurs à terme près la bourse de Paris (81 membres). Siège social : 31, rue Lepeletier, à Paris.

Vaucluse [3 octobre 1898]. — Syndicat des laitiers d'Avignon et de la banlieue (50 membres). Siège social : café du Commerce, place Pic, à Avignon.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [22 octobre 1898]. — Syndicat général des ouvriers du bâtiment de Montluçon (15 membres). Siège social : rue Saint-Jean, à Montluçon.

[22 octobre 1898]. — Syndicat général des ouvriers métallurgistes de Montluçon (69 membres).
Siège social : rue Saint-Jean, à Montluçon.

Calvados [20 février 1898]. — Chambre syndicale des mouleurs en métaux de Caen (65 membres).
Siège social : rue des Carmes, maison Vidal, à Caen.

Charente [26 septembre 1898]. — Syndicat des ouvriers ferblantiers, plombiers, zingueurs et similaires d'Angoulême (28 membres). Siège social : Bourse du travail, à Angoulême.

Haute-Garonne [16 décembre 1898]. — Syndicat des ouvrières piqueuses de bottines de Toulouse (63 membres). Siège social : Bourse du travail, à Toulouse.

Loire-Inférieure [30 novembre 1898]. — Syndicat des ouvriers replanisseurs de parquets (15 membres). Siège social : Bourse du travail, à Nantes.

[23 novembre 1898]. — Syndicats des ouvriers des machines-outils de la ville de Nantes (48 membres).
Siège social : Bourse du travail, à Nantes.

Lot-et-Garonne [15 octobre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers peintres et colleurs de papiers d'Agen (30 membres). Siège social : 39, cours du 14 juillet, restaurant de Campagne, à Agen.

Nord [12 octobre 1898]. — Union syndicale des ouvriers faïenciers, porcelainiers, potiers et similaires de la section de Saint-Amand (450 membres). Siège social : salon des Amandiers, à Saint-Amand-Moulin-des-Loups.

[Avril 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers trieurs de laines de Tourcoing et environs (280 membres). Siège social : rue du Conditionnement, estaminet de l'Harmonie, à Tourcoing.

Pas-de-Calais [1^{er} décembre 1898]. — Chambre syndicale des mouleurs et parties similaires de Lens (34 membres). Siège social : rue de Paris, estaminet Merlen, à Lens.

Pyrénées-Orientales [30 novembre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers cordonniers de Perpignan (35 membres). Siège social : Bourse du travail, à Perpignan.

Rhône [20 novembre 1898]. — Chambre syndicale des ouvrières monteuses en couronnes mortuaires (20 membres). Siège social : café Doyen, 23, cours Gambetta, à Lyon.

[5 novembre 1898]. — Syndicat des ouvriers peigniers et similaires de la ville de Lyon et de la région (63 membres). Siège social : Bourse du travail, à Lyon.

Seine [15 novembre 1898]. — Chambre syndicale des enduiseurs de la Seine (117 membres).
Siège social : 62, rue du Roi-de-Sicile, à Paris.

[9 décembre 1898]. — Syndicat des garçons nourrisseurs et vachers du département de la Seine (24 membres). Siège social : 1 bis, boulevard Magenta, à Paris.

[19 octobre 1898]. — L'« Union de Belleville », groupe d'embauchage mutuel d'ouvriers peintres en bâtiments (23 membres). Siège social : 219, rue de Belleville, à Paris.

[3 décembre 1898]. — Union des ouvriers puisatiers-mineurs de la Seine (465 membres). Siège social : 88, rue de la Tombe-Issoire, à Paris.

Haute-Vienne [1^{er} novembre 1898]. — Syndicat des ouvriers coiffeurs de Limoges (53 membres).
Siège social : Bourse du travail, à Limoges.

[21 novembre 1898]. — Syndicat des ouvriers cuisiniers de Limoges (21 membres). Siège social : 8, rue Lansecot, à Limoges.

3° SYNDICAT MIXTE.

Seine [15 décembre 1898]. — L'« Union française », syndicat des limonadiers, restaurateurs et assimilés de Paris (41 membres). Siège social : 150, rue Saint-Denis, à Paris.

4° SYNDICATS AGRICOLES.

Doubs [21 août 1898]. — Syndicat agricole de Vernierfontaine (60 membres). Siège social : Vernierfontaine.

[22 mai 1898]. — Syndicat agricole de Sainte-Marie (79 membres). Siège social : Sainte-Marie.

[17 avril 1898]. — Syndicat agricole de Marchaux, Chaudfontaine, Brailans et Champoux (34 membres). Siège social : Marchaux.

6 mars 1898]. — Syndicat agricole de Glay (27 membres). Siège social : Glay.

[Juillet 1898]. — Syndicat du comice agricole de Beaume-les-Dames (150 membres). Siège social : Beaume-les-Dames.

Drôme [10 décembre 1898]. — Syndicat agricole de Chantemerle (20 membres). Siège social : Chantemerle.

Jura [4 décembre 1898]. — Syndicat agricole de la commune de Fied (40 membres). Siège social : le Fied.

Hautes-Pyrénées [24 novembre 1895]. — Syndicat d'industrie agricole d'Ozon (38 membres). Siège social : Ozon.

[17 juin 1896]. — Syndicat d'industrie agricole de Laloubère (40 membres). Siège social : Laloubère.

[31 juillet 1895]. — Syndicat d'industrie agricole d'Adé (80 membres). Siège social : chez le président, à Adé.

[10 mars 1895]. — Syndicat d'industrie agricole de Vic-en-Bigorre (24 membres). Siège social : rue de Rabastens, à Vic-en-Bigorre.

Rhône [avril 1898]. — Syndicat agricole de Bron (52 membres). Siège social : mairie de Bron.

Vaucluse [2 décembre 1898]. — Syndicat de la défense agricole (31 membres). Siège social : Caumont.

Vosges [8 novembre 1898]. — Syndicat agricole paroissial de Bettegney-Saint-Brice (55 membres). Siège social : Bettegney-Saint-Brice.

5° UNION DE SYNDICATS.

Doubs [14 juin 1897]. — Union des syndicats agricoles du Doubs (34 syndicats, 2.124 membres). Siège social : 6, rue des Boucheries, à Besançon.

B. SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Seine [janvier 1897]. — Syndicat fraternel de marbrerie, fumisterie et chauffage (4 membres). Siège social : Bourse du Commerce, à Paris.

[Janvier 1897]. — Syndicat fraternel de peinture, vitrerie et décoration (5 membres). Siège social : Bourse du Commerce, à Paris.

[25 novembre 1897]. — Syndicat fraternel de la charpente en bois et en fer, serrurerie et quincaillerie (6 membres). Siège social : Bourse du Commerce, à Paris.

[17 septembre 1893]. — Chambre syndicale des fruitiers, épiciers-fruitiers et marchands de volailles du xv^e arrondissement (30 membres). Siège social : 93, rue de Cambonne, à Paris.

[Janvier 1897]. — Syndicat fraternel de couverture et plomberie et de l'électricité (5 membres). Siège social : Bourse du Commerce, à Paris.

[Janvier 1897]. — Syndicat fraternel de menuiserie et parquets (4 membres). Siège social : Bourse du Commerce, à Paris.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aveyron [16 février 1893]. — Union corporative des ouvriers gantiers de Millau (820 membres). Siège social : Millau.

Seine [1^{er} décembre 1892]. — Union syndicale ouvrière des garçons limonadiers et restaurateurs de Paris (20 membres). Siège social : 9 et 11, rue Coquillière, à Paris.

NOTA. — La Chambre syndicale des ouvriers métallurgistes du département de la Loire, dont la dissolution avait été annoncée, nous fait savoir que ce renseignement est inexact et qu'elle a toujours son siège social à la Bourse du travail de Saint-Étienne.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de novembre 1898.

Nombre des versements.....	239.393	
représentant une somme de.....		29.776.251 ^f
Nombre des remboursements.....	115.900	
représentant une somme de.....		28.627.278
Rentes achetées à 612 déposants pour un capital de.....		625.656
Excédent des versements sur les remboursements et achats de rentes.		523.316
Nombre de comptes existant au 30 novembre 1898.		3.085.155
Nombre de comptes existant au 30 novembre 1897.....		2.883.530
Augmentation.....		202.625

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois de décembre 1898.

Dépôts de fonds.....	12.164.208 ^f
Retraits de fonds.....	20.918.560
Excédent des retraits.....	8.754.352
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.	745.014

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de novembre 1898.

Nombre de versements reçus.....	28.648	
représentant une somme de.....		537.861 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....		849.615
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.		814.694
Nouvelles rentes inscrites.....		328.468
Nombre de parties prenantes.....	3.453	
MONTANT TOTAL des rentes en cours.....		34.312.151
Nombre de titres.....	234.112	

LES GRÈVES EN DÉCEMBRE 1898.

18 grèves ont été signalées en décembre à l'*Office du travail*. Elles comprennent 1,365 grévistes, sans compter les commis épiciers de Paris.

Il y avait eu, en décembre 1897, 19 grèves, mais 385 grévistes seulement.

Enfin la moyenne des grèves qui se sont produites en cours de ce même mois de décembre pendant les 5 années antérieures à 1898 a été de 21.

Les 18 grèves de décembre sauf 4 n'ont affecté qu'un seul établissement.

Elles sont dues aux causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.	8
Réductions de salaire.	4
Retard dans le paiement des salaires.	1
Demande de diminution du temps de travail.	1
Réglementation du travail.	2
Règlement d'atelier.	1
Demandes de réintégration d'ouvriers.	2
Demande de renvoi d'ouvriers étrangers.	1
Demande de renvoi d'une femme.	1

Elles se sont produites dans 16 départements : ceux de la Loire-Inférieure et de la Seine en ayant subi chacun 2.

Elles se répartissent dans les industries ou professions suivantes :

Travail des métaux, 5; bâtiment, 3; textiles, 3; ouvriers en chaussures, 2.

Une seule enfin parmi des boulangers, boutonniers, bûcherons, épiciers et typographes.

Des 18 grèves commencées en décembre, 17 sont terminées.

Elles ont duré :

Une, 18 jours; une, 14 jours; une, 8 jours; trois, 7 jours; une, 5 jours; une, 4 jours; deux, 3 jours; trois, 2 jours; quatre, 1 jour.

Si l'on y ajoute une grève commencée antérieurement et terminée après 27 jours, on constate que 18 grèves ont actuellement pris fin et qu'elles ont abouti à :

4 réussites;

7 transactions;

7 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.
1	2				6	7
GRÈVES NON TERMINÉ						
23 nov.	23 déc.	Paris.....	Seine.....	Selliers.....	1	20
26 nov.		Fresnay-le-Grand..	Aisne.....	Tisseurs.....	1	116
28 nov.		Tarare.....	Rhône.....	Tisseurs.....	1	37
GRÈVES COMMENCÉ						
1 ^{er} déc.	19 déc.	Romans.....	Drôme.....	Ouvriers en chaussures....	1	7
2 déc.	5 déc.	Nantes.....	Loire-Inférieure..	Construction de navires (ma- nouuvres.)	1	60
5 déc.	9 déc.	Beauvais.....	Oise.....	Tisseurs de tapis.....	1	200
5 déc.	12 déc.	Longeais.....	Indre-et-Loire....	Boutonniers.....	1	20
5 déc.	19 déc.	Toulouse.....	Haute-Garonne....	Piqueuses en chaussures....	1	20
6 déc.	8 déc.	Nantes.....	Loire-Inférieure..	Construction de navires (ma- nouuvres.)	2	180
6 déc.	13 déc.	Besançon.....	Doubs.....	Ouvriers en ressorts de mon- tres.	1	14
7 déc.	8 déc.	Choisy-le-Roi....	Seine-et-Oise....	Terrassiers.....	1	120
7 déc.	9 déc.	Vrigne-aux-Bois..	Ardennes.....	Mouleurs.....	1	23
13 déc.	20 déc.	Alger.....	Alger.....	Boulangers.....		130
14 déc.	22 déc.	Arzembourg.....	Nièvre.....	Bûcherons.....	2	105
15 déc.	16 déc.	Saint-Dié.....	Vosges.....	Tisseurs.....	1	250
19 déc.	20 déc.	Couvrot.....	Marne.....	Ouvriers du bâtiment.....	1	140
19 déc.	24 déc.	Saint-Denis.....	Seine.....	Chaudronniers.....	1	25
20 déc.	21 déc.	Lyon.....	Rhône.....	Maçons.....	1	14
21 déc.	24 déc.	Troyes.....	Aube.....	Rebrousseurs et commis bon- netiers.	1	43
23 déc.	25 déc.	Paris.....	Seine.....	Épiciers.....		
26 déc.		Rennes.....	Ille-et-Vilaine..	Typographes.....	1	14

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à l'Office du travail.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Cinq applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en décembre à l'*Office du travail* :

1^o Grève de tullistes à Saint-Quentin. — L'*Office du travail* a enregistré en novembre une grève de tullistes à l'usine de West-Thir, du 2 au 8 novembre.

Il a été informé, en décembre, que cette grève avait donné lieu à l'intervention du juge de paix dans les conditions suivantes :

La grève avait commencé le 2 novembre et 30 ouvriers y avaient pris part. Ils réclamaient :

- 1^o Interdiction de faire des apprentis autres que les fils d'ouvriers tullistes ;
- 2^o Payer les apprentis au même tarif que les ouvriers.

Le patron a proposé aux délégués ouvriers de faire trancher le différend par un

RÉPÉTES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
AU 1 ^{er} DÉCEMBRE 1898 (A).			
1	Demande d'augmentation de salaire.....		
2	Demande de renvoi du directeur et réduction de salaire....	Échec.	
3	Demande d'augmentation de salaire.....		
EN DÉCEMBRE 1898.			
1	Réduction de salaire.....	Transaction (1).	(1) Les grévistes se sont embauchés ailleurs.
2	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
4	Réduction de salaire.....	Échec.	(2) Grévistes remplacés.
5	Réduction de salaire.....	Échec.	
6	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
7	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.....	Échec (2).	
8	Demande de renvoi des ouvriers étrangers.....	Réussite.	
9	Réglementation du travail.....	Échec.	(3) Conciliation devant le juge de paix.
10	Demande d'augmentation de salaire et de réglementation du travail.	Transaction.	
11	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
12	Demande d'augmentation de salaire et de modifications à un nouveau règlement d'atelier.	Transaction.	
13	Retard dans le paiement des salaires.....	Réussite.	
14	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
15	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
16	Réduction de salaire.....	Transaction (3).	
17	Demande de diminution du temps de travail.....	Transaction.	
18	Demande de renvoi d'une femme et de réintégration d'un ouvrier congédié.	.....	

arbitre et d'un commun accord le juge de paix fut choisi comme tel. Celui-ci ayant accepté avec empressement, convoqua les deux parties devant lui le 7 novembre.

Le magistrat fit renoncer les ouvriers à leur première revendication en se basant sur le principe de la liberté du travail, et fit consentir les patrons à souscrire à la seconde parce que les apprentis travaillent aux pièces sous la surveillance et la responsabilité de l'ouvrier.

Grâce au tact du juge de paix, ces propositions ont été acceptées et le travail repris le lendemain 8 novembre.

2^o Grève de tisseurs à Tarare (Rhône). — Les ouvriers de la fabrique de gazes et mousselines à la main de la maison Henri Bertrand se sont mis en grève le 28 novembre au nombre de 37.

Ils demandaient diverses augmentations de salaires, alléguant que certains articles avaient subi des diminutions de 0,20 à 0,25 sur les prix établis il y a trois ans.

Sur l'initiative du juge de paix un comité de conciliation s'est réuni le 2 décembre, mais l'entente n'a pu s'établir.

Les parties ont repoussé l'arbitrage proposé par le juge de paix.

3° Mineurs de la Loire. — La Fédération des chambres syndicales des mineurs de la Loire avait, dès le mois d'octobre, formulé par lettre adressée aux directeurs des compagnies les revendications suivantes :

1° Un minimum de 6 francs par jour pour les piqueurs ;

2° Augmentation de 0 fr. 50 par jour pour tous les journaliers y compris ceux de l'extérieur ;

3° Cessation du travail chaque jour à 3 heures de l'après-midi.

Le 21 octobre les directeurs ont repoussé ces demandes en déclarant que les salaires payés à leurs ouvriers avaient toujours été en augmentant légèrement, alors que le prix du charbon n'avait pas dépassé celui de la période 1883 à 1891, et que dans le Nord et le Pas-de-Calais les salaires des mineurs avaient diminué.

Le 1^{er} novembre a été tenue une réunion générale des mineurs qui ont décidé de poursuivre leurs revendications. Au cours du même mois, une nouvelle lettre fut adressée aux compagnies par le Comité fédéral. Cette lettre étant restée sans réponse le Comité écrit le 9 décembre au juge de paix pour le saisir du différend.

Les mineurs affirmaient vouloir recourir à tous les moyens de conciliation avant de déclarer la grève.

7 compagnies sur 9 ont demandé jusqu'au 10 janvier pour en référer à leurs conseils d'administration.

A cette date, 6 d'entre elles ont répondu au juge de paix qu'elles ne croyaient pas devoir accepter la discussion avec la Fédération des syndicats de mineurs qui, à leur point de vue, ne représente pas suffisamment les ouvriers.

Cette réponse a été communiquée à la Fédération dont la décision n'est pas encore connue.

4° Grève d'ouvriers en chaussures à Romans (Drôme). — 7 ouvriers sur 20 occupés dans la manufacture de chaussures Eisenrich se sont mis en grève le 1^{er} décembre à la suite d'une réduction des tarifs de main-d'œuvre.

Le 14 décembre, sur l'invitation du juge de paix, les parties se sont réunies en conciliation.

Les ouvriers demandaient en plus du maintien des anciens prix, l'engagement formel du patron d'éviter tout chômage en fournissant en tout temps du travail.

L'entente n'a pu s'établir et patron et ouvriers ont refusé l'arbitrage proposé par le juge de paix.

Le 19 décembre, les 7 grévistes avaient trouvé du travail ailleurs, de sorte que la grève était terminée.

5° Grève de rebrousseurs et commis bonnetiers à Troyes. — 37 rebrousseurs et 6 commis bonnetiers de la maison Vitoux-Derrey se sont mis en grève le 23 décembre à la suite d'une réduction de salaire imposée à un ouvrier qui changeait de travail.

Le juge de paix immédiatement saisi a réuni le 24 décembre un comité de conciliation dans lequel l'accord s'est établi.

La diminution qui était de 0,07 par douzaine de semelles et de 0,06 par douzaine de pointes de bas a été ramenée à 0,04 et 0,02.

Le travail a été repris le même jour dans l'après-midi.

CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

SESSION DE DÉCEMBRE 1898.

Le Conseil supérieur du travail a tenu sa huitième session, les 19 et 20 décembre, au Ministère du commerce. Cette session, dont la séance d'ouverture a été présidée par M. P. Delombre, ministre du commerce, a été consacrée à la question du marchandage.

Le Conseil a adopté les propositions suivantes :

Il n'y a pas lieu de modifier la législation actuelle sur le marchandage; il suffit de s'en tenir au décret du 24 mars 1848, tel qu'il est interprété par la Cour de cassation, c'est-à-dire que le marchandage illicite tombe sous le coup de l'application de ce décret et de l'arrêté du 21-24 mars 1848.

Les salaires des ouvriers employés par des marchands, sous entrepreneurs de main-d'œuvre, sont garantis par l'entrepreneur directement chargé de l'exécution des travaux. L'ouvrier qui entendra user de ce droit devra en aviser en temps utile l'entrepreneur principal.

Le Conseil émet le vœu qu'une procédure expéditive et peu coûteuse soit appliquée à tous les litiges relatifs aux conditions du travail.

Conformément à l'article 24 de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels, le Conseil supérieur du travail a élu un de ses membres pour faire partie du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels.

M. Bouteloup, trésorier de l'Association fraternelle des employés de chemin de fer, a été désigné pour remplir cette fonction.

LES ASILES DE NUIT À PARIS PENDANT L'ANNÉE 1897.

Pendant l'année 1897, 11 asiles ou refuges de nuit (1) ont fonctionné dans Paris, offrant aux hommes, aux femmes et aux enfants, un abri gratuit et temporaire, avec distribution de soupe ou de pain à l'arrivée et au départ.

Parmi ces asiles, 3 appartiennent à la ville de Paris (ils relèvent de la Direction des affaires municipales et sont placés sous le contrôle d'une commission du conseil municipal); deux d'entre eux, le *Refuge Benoît-Malon*, 107, quai de Valmy, et le *Refuge Nicolas-Flamel*, 69, rue du Château-des-Rentiers, ne reçoivent que des hommes; le troisième, l'*Asile George Sand*, 3, rue Stendhal, est réservé aux femmes. Les enfants sont reçus dans ces trois refuges.

L'Œuvre de l'hospitalité de nuit reçoit dans ses quatre maisons (59, rue de Tocqueville, 14, boulevard de Vaugirard, 13, rue de Laghouat et 122, boulevard de Charonne) des personnes des deux sexes et des enfants.

La Société philanthropique, en dehors de ses autres œuvres d'assistance, possède trois asiles pour femmes et enfants situés : 235, rue Saint-Jacques, 44, rue Labat, et 166, rue de Crimée.

(1) Non comprises dans ce chiffre les maisons spécialement affectées à certaines catégories d'assistés (femmes enceintes ou relevant de couches) et les maisons qui, tout en offrant un asile à leurs protégés, se classent plus exactement parmi les œuvres relevant de l'hospitalité ou de l'assistance par le travail.

Enfin un asile, dû à l'initiative privée, fonctionne, depuis 1894, au n° 76 de la rue Mouffetard ; il est subventionné par l'État et par la Ville de Paris.

Le tableau ci-dessous donne, pour chacun des quatre genres d'établissements désignés, le nombre des lits ou berceaux et, en regard, le nombre des hospitalisés (hommes, femmes et enfants), ainsi que les nombres moyens des nuits d'hospitalisation par lit et par hospitalisé.

Mouvement des hospitalisations en 1897 :

ÉTABLISSEMENTS.	NOMBRE EN 1897							NOMBRE moyen DES NUITS		
	de MAI- SONS.	de LITS.	de BER- CEAUX.	DES HOSPITALISÉS				des NUITS d'hospi- tali- sation.	par lit ou ber- ceau.	consé- cutives par hospi- tali- sé.
				hommes.	femmes.	enfants.	TOTAL.			
Refuges de nuit municipaux...	3	516	20	33.999	3.167	826	37.992	181.692	358	4,86
Hospitalité de nuit	4	871	14	81.071	3.439	590	88.100	246.462	282	2,80
Société philanthropique.....	3	191	53	"	9.861	1.373	11.237	47.265	244	4,20
Asile de la rue Mouffetard	1	37	"	2.693	"	45	2.738	11.643	315	4,25
ENSEMBLE.....	11	1.618	87	120.763	16.470	2.834	140.067	490.062	303	3,50

Le nombre total des personnes reçues dans les divers asiles en 1897 (140.067) est inférieur aux chiffres de l'année précédente et à tous les chiffres relevés depuis 1892 inclusivement. Nous rappelons ci-dessous les chiffres totaux des hospitalisés et des nuits d'hospitalisation depuis 1892 :

	Hospitalisés.	Nuits d'hospitalisation.
1892.....	166.783	499.630
1893.....	164.948	495.402
1894.....	168.677	515.469
1895.....	152.022	418.992
1896.....	144.037	515.900
1897.....	140.067	490.062

A part un relèvement assez sensible en 1894, le chiffre des hospitalisés est en décroissance constante depuis 1892. Cette décroissance est moins sensible pour les nombres de nuits d'hospitalisation que pour le nombre des hospitalisés, ce qui entraîne, comme conséquence, un relèvement continu du nombre moyen des nuits passées à l'asile par chaque hospitalisé.

Les diminutions constatées pour l'exercice 1897 peuvent, en tout état de cause, s'expliquer par la douceur exceptionnelle de la température pendant toute la mauvaise saison et aussi par l'usage des bons de logement distribués par les mairies et les commissaires de police.

On se rend compte par le tableau ci-dessus que, pendant l'année 1897, un lit d'asile a été occupé en moyenne pendant 303 nuits sur 365 et que ce nombre moyen général varie suivant les établissements de façon très sensible. Il en est de même des variations du nombre moyen des nuits consécutives par hospitalisé dans les différents asiles. La moyenne générale est de 3 nuits $\frac{1}{2}$ et se rapproche de la limite d'admission qui est de 3 nuits (4 quand un dimanche se trouve compris dans ce nombre) sauf pour l'asile municipal de femmes George Sand où cette limite s'élève à 4 nuits et plus, si les places disponibles le permettent.

Le tableau qui précède donne, mois par mois et par catégories (hommes, femmes et enfants), les nombres d'hospitalisés. Pour 1897, les nombres d'entrées sont sensiblement égaux pour chaque mois, relativement au nombre total des hospitalisés, aux nombres observés les années précédentes. Ces chiffres suivent la progression ou la décroissance déjà constatées, suivant qu'ils s'appliquent aux mois de l'hiver ou de la bonne saison.

Pour les mois les plus froids de l'année (d'octobre à mars), nous trouvons en 1897 dans les divers asiles 65.731 hospitalisés (hommes) contre 55.032 reçus dans les autres six mois plus chauds, soit une proportion de 55 p. o/o. Pour le total des hospitalisés, nous trouvons dans la même période, 75.817 contre 64.250, soit une proportion de 54 p. o/o environ.

Ces mouvements d'après les saisons semblent être beaucoup plus réguliers chez les femmes que chez les hommes, et les influences de température paraissent n'avoir guère de prise sur les variations par mois des entrées d'enfants. Ces derniers ne sont reçus généralement dans les asiles qu'avec leurs parents, et c'est très rarement qu'ils s'y présentent seuls.

Origine des hospitalisés :

NATIONALITÉS.	REFUGES MUNICIPAUX.	HOSPITA- LITÉ DE NUIT.	SOCIÉTÉ PHILANTHRO- PIQUE.	TOTAL.
<i>Parisiens</i>	8.834	"	1.933	"
<i>Provinciaux</i>	27.566	"	8.684	"
Français.....	36.400	79.199	10.617	126.216
Déclarés : Alsaciens-Lorrains.....	"	3.489	336	} 4.753
— Allemands.....	289	589	50	
Belges.....	635	2.549	86	3.270
Italiens.....	140	419	11	570
Suisses.....	211	1.065	53	1.361
Divers.....	287	790	82	1.159
TOTAUX.....	37.992	88.100	11.237	137.329

Le tableau ci-dessus indique l'origine et la nationalité des hospitalisés des deux sexes, pour 137.329 individus sur un total de 140.067. Sur 137.329 hospitalisés, on compte 126.216 Français et 11.113 étrangers divers, soit 92 p. o/o de Français.

Les refuges municipaux et la société philanthropique ont distingué parmi les Français ceux qui sont originaires du département de la Seine ou des autres départements. Sur 47.017 individus français des deux sexes reçus dans ces deux genres d'établissements, on ne compte que 10.767 Parisiens contre 36.250 provinciaux, soit seulement 23 p. o/o de Parisiens.

Ces chiffres restent d'ailleurs en parfaite concordance avec les résultats donnés par les années antérieures.

PROFESSIONS DES HOMMES RECUEILLIS EN 1897,
DANS LES REFUGES MUNICIPAUX ET DANS LES ASILES DE L'HOSPITALITÉ DE NUIT.

PROFESSIONS.	NOMBRE D'HOSPITALISÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE D'HOSPITALISÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE D'HOSPITALISÉS.
<i>Agriculture et forêts.</i>		<i>Textiles et vêtements.</i>		<i>Transports.</i>	
Cultivateurs.....	1.368	Appréteurs.....	329	Charretiers.....	2.122
Jardiniers.....	1.505	Chapeliers.....	476	Cochers. Palefreniers....	2.603
<i>Industries extractives.</i>		Fileurs et rattleurs...	620	Marins et marinières...	410
Carrieres.....	337	Passementiers.....	365	<i>Manutention et commerce.</i>	
<i>Produits alimentaires.</i>		Tisseurs.....	559	Garçons de café et de salle,	
Bouchers.....	1.316	Teinturiers.....	57	d'hôtel et march. de vin.	4.386
Boulangers.....	1.985	Ouvriers textiles divers..	825	Garçons de magasin....	1.080
Charcutiers.....	735	Taillieurs d'habits.....	990	Coiffeurs et perruquiers..	643
Cuisiniers et garçons...	3.574	Tapissiers.....	368	Employés de commerce...	3.362
Pâtisseries et confiseurs...	892	Fleuristes.....	257	Comptables.....	1.175
Épiciers.....	822	<i>Industrie du bois</i>		Voyageurs et courtiers...	497
Brasseurs.....	225	<i>et tabletterie.</i>		Négociants.....	12
Tripiers.....	15	Brossiers.....	259	Pharmaciens.....	8
<i>Industrie du papier</i>		Charpentiers.....	811	<i>Professions libérales.</i>	
<i>et du livre.</i>		Ébénistes.....	691	Professeurs.....	113
Papetiers et relieurs....	705	Emballieurs.....	544	Instituteurs.....	101
Cartonniers.....	86	Menuisiers et charçons...	2.624	Étudiants.....	29
Compositeurs typographes		Peintres en voitures....	352	Journalistes et hommes	
et lithographes.....	1.954	Scieurs de long.....	270	de lettres.....	12
Correcteurs.....	51	Tourneurs.....	109	Clers de notaires et	
Photographes.....	205	Ouvriers en bois divers..	1.417	d'avoués.....	134
<i>Bâtiment</i>		<i>Métaux.</i>		Interprètes.....	29
<i>Travail des pierres</i>		Ajusteurs et mécaniciens.	2.799	Géomètres.....	39
<i>et terres.</i>		Chaudrons.....	1.036	Architectes.....	4
Briquetiers.....	518	Couteliers.....	212	<i>Artistes.</i>	
Maçons.....	1.906	Chaudronniers.....	413	Artistes dramatiques et	
Marbriers.....	276	Ferblantiers, lampistes et		lyriques.....	75
Fumistes.....	760	zingueurs.....	551	Musiciens.....	38
Couvreurs.....	965	Forgers.....	1.324	Gymnastes.....	13
Peintres.....	1.866	Serruriers.....	1.649	<i>Service personnel.</i>	
Vitriers.....	271	Armuriers.....	40	Domestiques.....	1.079
Plombiers et gaziers....	737	Quincailliers.....	432	Infirmiers.....	475
Ouvriers du bâtiment di-		Ouvriers en fer divers...	2.503	<i>Divers.</i>	
vers.....	795	Horlogers.....	236	Journaliers et manœuvres	25.303
Terrassiers.....	2.373	Bijoutiers et batteurs d'or.	805	Colporteurs.....	1.408
Verriers et faïenciers...	395	<i>Finisseurs</i>		Commissionnaires.....	381
<i>Cuir et peaux.</i>		<i>et ouvriers d'art.</i>		Chanteurs ambulants...	282
Gordonniers.....	2.293	Doreurs.....	385	Machinistes.....	40
Selliers et bourrelliers...	816	Graveurs.....	320	Sans profession dési-	
Tanneurs, corroyeurs,		Dessinateurs.....	114	gnée.....	4.026
mégissiers.....	783	Sculpteurs.....	188	Divers.....	11.368
Ouvriers en cuir et peaux		Ouvriers d'art divers....	408		
divers.....	656			TOTAUX.....	118.070

Nous avons classé dans ce tableau, par grandes catégories de professions, les hommes recueillis dans les refuges municipaux et dans les maisons de l'Hospitalité de nuit.

Comme cela avait été observé pour les années précédentes, les *journaliers* ou *manœuvres* forment une grosse part de la clientèle des asiles. Leur nombre s'élève à

25.303 en 1897, sur un total de 118.070 individus, soit près de 22 p. o/o, pour un total de 122.689. Leur nombre en 1896 s'élevait à 36.854, soit 30 p. o/o; en 1897, il y a donc eu une diminution de 8 p. o/o sur le nombre de manœuvres ou ouvriers sans métier bien défini, diminution qui s'explique par les grands travaux publics commencés à Paris en 1897 et qui se poursuivront jusqu'en 1900.

En seconde ligne arrivent les garçons de salle, etc., et de magasin (5.466, soit près de 6 p. o/o), puis suivent les employés de commerce et comptables et les domestiques.

PROFESSIONS EXERCÉES PAR LES FEMMES RECUEILLIES, EN 1897,
PAR LES REFUGES MUNICIPAUX, L'HOSPITALITÉ DE NUIT ET LA SOCIÉTÉ PHILANTHROPIQUE.

PROFESSIONS.	NOMBRE D'HOSPITALISÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE D'HOSPITALISÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE D'HOSPITALISÉS.
Artistes.....	19	Couturières et modistes..	721	Marchandes ambulantes.	185
Bijoutières.....	9	Cuisinières.....	1.072	Mécaniciennes.....	91
Blanchisseuses.....	1.038	Domestiques.....	4.647	Nourrices.....	20
Bonnnetières.....	7	Employées de commerce.	56	Papetières.....	4
Brodeuses.....	9	Femmes de chambre....	68	Passementières.....	65
Brunisseuses et vernis- seuses.....	41	Femmes de ménage.....	210	Plumassières.....	5
Cardières et matelassières.	7	Fleuristes.....	88	Repasseuses.....	23
Cartonnnières.....	12	Gantières.....	3	Tapissières.....	26
Chapelières.....	15	Gardes-malades et infir- mières.....	93	Tisseuses.....	9
Chémisières.....	10	Gouvernantes.....	4	Ouvrières diverses.....	3.712
Chiffonnnières.....	15	Institutrices.....	32	Sans profession désignée.	731
Confectionneuses.....	10	Journalières.....	3.196		
Corsetières.....	5	Lingères.....	212	TOTAUX.....	16.470

Par les renseignements donnés par le tableau ci-dessus, on se rend compte que ce sont les *domestiques diverses* qui fournissent la plus grande part des hospitalisés, 28 p. o/o (27 p. o/o en 1896); viennent ensuite les journalières, 19 p. 100 (24 p. o/o en 1896). Les diverses ouvrières de la couture, de la mode et de la confection ne viennent qu'après.

Age des hospitalisés.

D'après les renseignements publiés mensuellement dans le *Bulletin de l'Office du travail*, il nous a été possible de distinguer les hospitalisés âgés de plus ou de moins de 60 ans. Au total 89 p. o/o des hospitalisés sont âgés de moins de 60 ans, ce chiffre varie, mais faiblement, suivant les établissements: il est de 89 p. o/o à l'Hospitalité de nuit, 91 p. o/o dans les refuges municipaux et 92 p. o/o à l'asile de la rue Mouffetard.

Nous pouvons donner pour 88.100 individus, c'est-à-dire pour 63 p. 100 du

nombre total des hospitalisés, une statistique plus complète, au point de vue de l'âge, pour les deux sexes et les enfants.

	Sexe masculin.	Sexe féminin.		
Enfants au-dessous de 5 ans	23	285		
de 5 à 10 ans	237	206		
de 10 à 17 ans	4.939	163		
	<u>5.199</u>	<u>5.199</u>	654	654
 Hommes :				
De 17 à 25 ans	15.885	292		
De 25 à 40 ans	30.164	1.300		
De 40 à 55 ans	19.919	1.123		
De 55 à 70 ans	12.448	597		
De 70 à 80 ans	448	63		
Au-dessus de 80 ans	10	"		
	<u>78.872</u>	<u>78.872</u>	3.375	3.375
 TOTAUX		84.071		4.029
 TOTAL GÉNÉRAL				<u>88.100</u>

Par les chiffres ci-dessus il est facile de se rendre compte que la grande majorité des hospitalisés comprend des individus aptes au travail au point de vue de l'âge, tant chez les hommes que chez les femmes, la plus grande proportion des hospitalisés se rapportant à des personnes âgées de 25 à 40 ans.

DÉPENSES.

ÉTABLISSEMENTS.	DÉPENSE TOTALE.	PRIX MOYEN DE REVIENT de la nuit par hospitalisé.
	francs.	fr. c.
Refuges de nuit municipaux	54.400	0 46
Hospitalité de nuit (1)	160.838	0 41
Sociétés philanthropique	30.409	0 64
Asile de la rue Mouffetard	2.036	0 17(2)

(1) Voir *Bulletin de l'Office du travail*, Juillet 1897, page 457. — Le chiffre de 131.248 francs indiqué pour les dépenses de l'Hospitalité de nuit en 1896 doit être réduit de 25.218 francs (montant des droits de mutation pour legs qui figuraient dans les dépenses ordinaires) et ramené à 106.030 francs, le prix moyen de revient de la nuit d'hospitalisé ressort alors à 0 fr. 45 au lieu de 0 fr. 56.

(2) L'asile de la rue Mouffetard n'a fait en 1897 aucune distribution de soupe ni de pain.

Les dépenses comprennent les frais de couchage, d'alimentation, de désinfection des vêtements et d'entretien du matériel. La valeur des distributions d'effets d'habillement dus à des dons particuliers n'est pas comprise dans ces chiffres.

D'une façon générale on peut remarquer que l'hospitalisation des femmes et des

enfants est plus coûteuse que celle des hommes, cela explique que le prix moyen de revient de la nuit soit plus élevé à la société philanthropique que dans les divers autres asiles.

Placement et œuvres accessoires.

En dehors de l'abri et de la nourriture (soupe et pain) qu'ils offrent à leurs protégés, les asiles s'occupent aussi de leur venir en aide de différentes façons. Tous cherchent à leur procurer du travail et une situation leur permettant de se suffire à eux-mêmes :

PLACEMENTS EFFECTUÉS en 1897.		
	à demeure.	en extras.
Refuges municipaux (1) (hommes et femmes).....	1.189	4.090
Hospitalité de nuit.....		
{ hommes.....	1.162	560
{ femmes.....	6	"
Société philanthropiques (femmes).....	3.040	"

En dehors des placements indiqués ci-dessus et effectués par les refuges municipaux, l'atelier de travail du refuge Nicolas-Flamel a occupé, en 1897, pendant 20 jours en moyenne, 150 hospitalisés à la confection d'allume-feux et à divers travaux de menuiserie et de serrurerie. Les dépenses spéciales à cet atelier ont été pour 1897 d'environ 100,000 francs couvertes en partie par 88,000 francs de recettes.

118 assistés provenant des refuges municipaux sont entrés en 1897 à la colonie agricole de la Chalmelle (Marne), qui appartient à la ville de Paris, 23 d'entre eux, sur 128 sorties dans le courant de l'année, ont été placés chez des particuliers.

L'Hospitalité de nuit a en outre distribué à 8.075 de ses protégés 13.133 effets divers d'habillement et dépensé 1.074 fr. 25 en frais d'affranchissement de lettres ou de secours pour rapatriement. 2.281 femmes ou enfants ont reçu de la même œuvre un total de 6.716 effets divers. Il a été distribué par la société philanthropique dans ses trois asiles de femmes, pendant la même année, 19,332 vêtements de femmes ou d'enfants.

(1) Dans ces chiffres sont compris les placements de femmes opérés par le refuge-ouvroir Pauline-Roland, l'asile Michelet et l'asile Ledru-Rollin.

LES COURS

ET LES ŒUVRES COMPLÉMENTAIRES DE L'ÉCOLE⁽¹⁾

EN 1897-1898. (Suite et fin.)

Les sociétés d'instruction populaire gagnent en importance et en influence par le fait même de la durée. Il serait à souhaiter qu'un annuaire mit le public au courant de leurs fondations, qui sont incessantes⁽²⁾.

L'Association polytechnique (641 cours au lieu de 605 en 1896-1897) a porté ses efforts sur l'imprimerie (4 cours), la photographie (5 cours). Elle passe de 12.500 élèves à 13.450. Elle a vu se fortifier les sections fondées l'an dernier, notamment celle de Marseille, qui a adopté l'usage excellent de remettre aux auditeurs des conférences des résumés servant de *memento* et de guides. Elle a ouvert des sections à Honfleur et à Saint-Cloud. Elle a contribué, à l'aide d'anciens professeurs installés dans notre colonie d'Extrême-Orient, à la formation d'une société d'enseignement mutuel des Tonkinois qui s'est placée sous son patronage, et dont les cours réussissent en perfection à Hanoï et dans cinq autres villes.

L'Association philotechnique (533 cours au lieu de 520 et 11.792 élèves assidus au lieu de 10.312) a renforcé ses cours d'été. Elle a propagé les *lectures populaires*. Elle en a donné dans trois centres, et l'en y constate 4.200 présences par mois. Elle compte sur l'ouverture de deux sections nouvelles en 1898. Fidèle au plan qu'elle s'est tracé, elle a, d'accord avec la chambre syndicale de la photographie, organisé quatre cours de photographie pratique qui sont très suivis. Elle est à la veille de célébrer son cinquantième anniversaire.

L'Union française de la jeunesse, dans ses dix-sept sections, unit l'enseignement primaire complémentaire à l'instruction professionnelle. Elle réserve aux femmes des cours spéciaux (langues étrangères, piano, peinture, diction, etc.). Les cours sont mixtes. Elle a des cours d'été, d'avril à juillet, pour les langues vivantes, et a organisé un concours général entre les sections. Elle s'occupe de l'enseignement par l'aspect. Elle a reconstitué sa commission de propagande. Elle a fondé une section à Boulogne-sur-Seine. Elle a établi à la section du bâtiment un office de placement pour les élèves ayant suivi fidèlement les cours.

La Société nationale pour la propagation des langues étrangères continue à organiser : cours normaux supérieurs, cours commerciaux, cours pour enfants, séances de conversations en cinq langues, séances de lectures. Elle donne des représentations espagnoles, russes, allemandes, des festivals musicaux, grâce à ses chorales. Elle cherche à procurer des emplois, à favoriser les correspondances scolaires internationales, les bourses de séjour à l'étranger, à enrichir sa bibliothèque polyglotte.

La Société académique de comptabilité dispose à Paris, Nantes, Valenciennes, Tou-

⁽¹⁾ Extrait d'un rapport adressé au ministre de l'instruction publique, par M. Ed. Petit. — Voir *Ann.* de novembre, p. 859.

⁽²⁾ L'*Annuaire de la jeunesse*, par Vuibert (Nony), contient les principaux cours. Dans sa seconde partie, il renfermera sans doute la liste complète des sociétés.

lon, Marseille, d'un diplôme accordé après un très sérieux examen. La section de Marseille est des plus prospères. Elle s'est augmentée de cours d'arabe, d'italien, d'espagnol, de grec moderne, de droit commercial et maritime, de législation industrielle, de sténographie et dactylographie, de science économique, d'assurances, de douane, octroi et régie. C'est une véritable faculté d'enseignement commercial due à l'initiative privée.

La *Société populaire des beaux-arts*, par ses reproductions de tableaux célèbres, par ses conférences dues à des critiques réputés, répand dans les masses le goût, l'amour de la beauté. Elle met à la disposition des éducateurs des clichés à projections sur des sujets artistiques. Le nombre de ses sociétaires dépasse 9.000.

Le *Cercle populaire des amis de l'enseignement laïque*, tout en fortifiant son système de cours, a innové en 1898 des conférences mensuelles où se font entendre penseurs et écrivains qui ont une théorie, une réforme à exposer, à propager. Il s'étend à seize sections urbaines. Il a deux annexes dans la banlieue.

La *Société d'enseignement moderne* passe de 55 cours à 63, fréquentés par 819 élèves. Elle a pénétré cette année dans les écoles municipales supérieures : Turgot, Colbert, Arago, Lavoisier. Elle y a 33 cours, suivis par 514 élèves.

L'*Union démocratique pour l'éducation sociale de la jeunesse* fonde, autour des écoles des Unions scolaires qui sont des groupements solidaristes. Elle met ses conférenciers, étudiants, professeurs, au service des cours du soir, des associations, des patronages. Elle étend de jour en jour le cercle de son active propagande.

La *Philomathique* parisienne associe l'assistance à l'éducation, en heureuse mesure d'équilibre. Elle a, en 1898, 9 sections de cours et passe de 1.250 élèves à 4.900; de plus, elle a installé 4 cliniques médicales.

La *Philomathique* de Bordeaux, qui date de 1808, a adopté les lectures populaires. Avec le concours de la chambre syndicale mixte de la cordonnerie de la Gironde, elle a créé, cet hiver, des ateliers d'apprentissage, manuels et techniques, pour les industries du cuir, jadis très florissantes dans la région. C'est sur le bénéfice résultant de l'exposition qu'elle avait organisée en 1895, avec le succès que l'on sait, qu'elle a pu mener à bien l'entreprise. Voici, en abrégé, la combinaison : la société philomathique indemnise les professeurs, paye les loyers des locaux occupés ainsi que tous les frais d'enseignement. La chambre syndicale fournit les matières premières réparties par les professeurs entre les élèves. Elle reprend les produits fabriqués pour les vendre. Sur le produit de cette vente, une part proportionnée au travail de chacun est attribuée aux apprentis.

Cette part est comptée aux parents et inscrite sur un carnet spécial. Il y a des ateliers de vannerie et de mégisserie, de corroirie et de teinture sur peau, de piquage de bottines, etc. La *Philomathique* n'en continue pas moins à tenir ses 92 cours à l'école professionnelle qu'elle a fondée auparavant et dans 7 succursales, cours que fréquentent 3.706 élèves. Son budget en 1898 est de 94.920 francs.

La *Société d'enseignement professionnel du Rhône*, dont l'éloge n'est plus à faire, maintient sa réputation avec ses 142 cours (80 pour hommes, 54 pour dames, 8 mixtes) et ses 5.512 élèves. Elle répond à tous les besoins industriels et commerciaux de son pays. Elle a un budget dépassant 85.000 francs.

La *Société industrielle d'Amiens*, avec ses 60 cours, ses 1.200 élèves, est à mettre à côté de ses devancières.

Et l'on ne saurait omettre les cercles de la ligue de l'enseignement, Rouen, Reims, Bordeaux, Draguignan, Nantes (qui vient d'inscrire son millième adhérent), où cours et conférences se succèdent et dont les bibliothèques, les collections de vues circulantes s'enrichissent de jour en jour.

De même, la *Société d'enseignement par l'aspect*, du Havre, n'interrompt pas la série de ses causeries illustrées.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en décembre (1). — La situation industrielle est jugée tout à fait favorable; l'activité dans les mines et l'industrie métallurgique continue à progresser et le mouvement d'affaires dû à l'approche des fêtes de Noël se fait sentir dans les autres métiers; on manque de bras dans la construction mécanique. Ralentissement dans le bâtiment, mais moins que l'an dernier, grâce à la douceur de la température. Crise dans l'industrie textile.

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État, dans 52 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois de décembre 1897, une diminution de travail dans 34 villes et une augmentation dans 18 villes. Parmi les villes qui ont vu diminuer l'activité de leurs industries, les plus importantes sont : Posen, Francfort-sur-Oder, Kiel, Halb-sur-Saal, Guedlinbourg, Erfurt, Hanovre, Osnabrück, Bielefeld, Dostmund, Cologne, Aix-la-Chapelle, Francfort-sur-Mein, Mayence, Darmstadt, Worms, Kaiserlautern, Heidelberg, Mannheim, Heilbronn, Ulm, Wurzburg, Ausbourg, Munich; parmi les centres industriels, les suivants ont vu augmenter leur activité : Breslau, Berlin, Munster, Essen, Elberfeld, Dusseldorf, Trèves, Giessen, Strasbourg, Carlsruhe, Constance, Stuttgart, Esslingen, Furth, Nuremberg.

Les placements effectués dans les 52 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Déc. 1897..	11.048	4.967	16.015	19.736	4.820	24.556	178,6	97,2	153,3
Déc. 1898..	14.090	5.673	19.763	21.822	5.257	27.079	154,9	92,7	137,0

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

Les grèves en décembre. (1). — On signale dans le courant du mois de décembre 10 déclarations de grèves (il y en avait 40 le mois dernier). Les industries les plus éprouvées ont été celles des métaux (6 grèves) et de l'industrie textile (3 grèves). C'est dans cette dernière industrie, à Grefeld, que s'est placée la plus importante grève. A la fin du mois dernier, les ouvriers de l'industrie de la soierie, après avoir demandé une hausse des salaires et diverses modifications dans leur situation, s'étaient mis en grève; les patrons avaient décidé un lock-out si au milieu du mois de décembre les ouvriers n'avaient pas accepté les nouvelles conditions proposées par les patrons; enfin une entente s'était établie et, au milieu du mois de décembre, le travail était repris dans tous les tissages de soierie; mais, dès le commencement de décembre, les ouvriers en velours d'une usine avaient aussi demandé une hausse de salaires, suivie d'une grève, qui, en fin décembre, s'était étendue à 5 établissements, et un peu plus de deux mille ouvriers étaient en grève.

Les Associations coopératives de production et de consommation en 1897-1898 (2). — L'état des associations coopératives allemandes de production et de consommation se montait, le 30 avril 1898, à 16.069 contre 14.842 au 31 mai 1897, soit une augmentation de 1.227, dont la plus grande partie revient aux associations de crédit.

Ces associations se répartissent ainsi qu'il suit :

	EN MAI 1897.	LE 31 MAI 1897.	LE 30 AVRIL 1898.
Associations de crédit.....	8.069	9.417	10.259
Associations pour la fourniture de la matière première pour l'industrie.....	58	65	73
Associations pour la fourniture de la matière première pour l'agriculture.....	1.085	1.123	1.167
Associations de travail dans l'industrie.....	21	23	30
Associations de travail dans l'agriculture.....	248	377	455
Associations de dépôt dans l'industrie.....	56	66	70
Associations de dépôt dans l'agriculture.....	19	42	83
Associations de production dans l'industrie.....	129	172	179
Associations de production dans l'agriculture.....	1.504	1.765	1.952
Diverses sortes d'associations.....	184	207	233
Associations de consommation.....	1.400	1.405	1.395
Associations de construction.....	132	165	192
TOTAUX.....	13.005	14.842	16.069

La plupart des associations sont, comme on le sait, à responsabilité illimitée : on en compte, en 1898, 12.038 contre 11.224 en 1897, dont 9.262 associations de crédit contre 8.525 existant l'année précédente.

Il y a 3.237 associations à responsabilité limitée contre 2.870 en 1897, dont : 845 associations de crédits (730 en 1897); 964 associations de consommation (942 en 1897); sociétés non enregistrées, 643 (626 en 1897).

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt* et le *Reichsanzeiger*.

(2) Extraits du *Jahrbuch des allgemeinen Verbandes der auf Selbsthilfe beruhenden deutschen Erwerbs- und Wirtschaftsgenossenschaften*, für 1897.

Associations de crédit.

Il est intéressant de suivre les progrès des associations de crédit. Nous donnons ici les chiffres des associations de crédit, banques populaires et ouvrières, sociétés d'avances, caisses de prêt, etc....

1889.....	2.988	1894.....	5.489
1890.....	3.467	1895.....	6.417
1891.....	3.910	1896.....	8.069
1892.....	4.401	1897.....	9.417
1893.....	4.791	1898.....	10.259

Parmi ces 10.259 associations de crédit, on compte 44 caisses centrales pour sociétés de crédit.

25 de ces caisses sont des caisses centrales d'associations agricoles; 9 ont un caractère agricole et industriel; 7 sont des caisses ouvrières.

Sociétés pour la fourniture des matières premières.

On compte 73 sociétés industrielles pour la fourniture des matières premières (contre 66, le 31 mai 1897).

9 associations industrielles pour la fourniture des matières premières ont été nouvellement fondées: (4 sociétés de cordonniers, 1 de tailleurs, 2 de potiers, 2 de coiffeurs). 2 sociétés industrielles ont été dissoutes.

Des 73 sociétés industrielles actuelles, on en compte 29 avec responsabilité illimitée; 30 avec responsabilité limitée; 2 sociétés avec obligation de rapport illimitée; 12 ne sont pas enregistrées.

Le nombre des sociétés agricoles pour la fourniture des matières premières se monte à 1.167, y compris 17 sociétés centrales (contre 1.128, en comptant 13 sociétés centrales, au 31 mai 1897).

Il s'est constitué 70 sociétés agricoles; 26 sont entrées en liquidation et 4 n'existaient déjà plus depuis quelques années.

852 sociétés agricoles sont à responsabilité illimitée, 189 à responsabilité limitée, 3 avec obligation de rapport illimitée, 123 sont des sociétés non enregistrées.

Associations ouvrières.

On compte 30 associations ouvrières (contre 23 au 31 mai 1897); 7 de ces associations ont été nouvellement fondées, il n'y a pas eu de dissolution; les sociétés nouvelles se répartissaient ainsi: 4 d'ouvriers électriciens, 2 d'ébénistes, 1 de préparateurs de houblon.

Parmi ces 30 associations, 15 sont à responsabilité illimitée, 13 à responsabilité limitée, 2 à obligation de rapport illimitée.

Le nombre des associations agricoles s'élève à 455 (contre 377 au 31 mai 1897). Il y en a eu 83 inscrites nouvellement; 5 ont été dissoutes.

De ces 455 associations, 74 sont à responsabilité illimitée, 184 à responsabilité limitée, 197 ne sont pas inscrites.

Sociétés de dépôt et de vente.

On compte 70 sociétés de dépôt (63 au 31 mai 1897); 9 ont été nouvellement créées (2 de menuisiers, 1 de tailleurs, 1 de vitriers, 1 de fabricants de tuiles, 1 de négociants en chiffons et déchets, 1 pour les dépôts de glace, 2 pour les

dépôts de spiritueux), 4 entrent en liquidation (1 pour les salles de vente, 1 de vanniers, 1 pour le dépôt des verres à vitres et de miroiterie; 1 pour la vente des cadres en bois) et 3 entrent en liquidation.

30 de ces sociétés sont à responsabilité illimitée, 32 à responsabilité limitée, 1 à obligation de rapport illimitée, 7 ne sont pas inscrites.

Il existait, au 30 avril 1898, 83 magasins de vente agricoles (contre 45 au 31 mai 1897). 40 ont été nouvellement créés; un était en liquidation et un autre, celui des agriculteurs mecklembourgeois réunis pour la vente des produits du sol, tombait en faillite.

Cette dernière association ne fut créée qu'en mars 1898; son organisation avait un but très étendu que le peu de durée de la société n'a pu permettre d'atteindre.

11 sociétés de dépôt agricoles sont à responsabilité illimitée, 65 à responsabilité limitée, 7 ne sont pas enregistrées.

Associations de production.

Il y avait, au 30 avril 1898, 179 sociétés de production industrielles (contre 172 au 31 mai 1897). 16 de création récente (5 de boulangerie, 2 d'imprimerie, 2 de brasserie, 3 de distillerie, 1 de construction de machines, 1 de fabrique d'amidon, 2 tuileries); 6 entraient en liquidation en 1897-1898 (1 de fabrique de parquets, 1 de tailleurs, 1 de maçonnerie, 1 de fabrication de cornets, 1 de tuilerie, 1 de fabrication de miroirs).

2 n'existaient plus depuis plusieurs années déjà, et une, de fabrique d'amidon, dans le Hanovre, tombait en faillite.

De ces 79 associations de production industrielle, 56 sont à responsabilité illimitée, 116 à responsabilité limitée, 3 à obligation de rapport illimitée, 4 ne sont pas des sociétés enregistrées.

Nous trouvons 1.932 sociétés agricoles de production (contre 1.765 au 31 mai 1897); parmi lesquelles on compte 1.775 (1.650) laiteries, avec 4 sociétés centrales; 157 (115) associations de vignerons, et associations pour la culture et la vente des fruits, etc., y compris 3 sociétés centrales.

201 sociétés agricoles de production ont été nouvellement fondées; en 1897-1898, 30 entraient en liquidation; 4 avaient déjà été dissoutes depuis quelque temps.

Des 1.932 associations agricoles, 1.316 sont à responsabilité illimitée, 477 à responsabilité limitée, 64 à obligation de rapport illimitée, 75 ne sont pas des sociétés enregistrées.

Sociétés d'assurances et sociétés diverses.

On compte 33 sociétés d'assurances (contre 30 au 31 mai 1897); 4 ont été créées récemment; en 1897-1898, 1 est entrée en liquidation.

Il y a 200 associations diverses (177 au 31 mai 1897); 30 de ces dernières ont été fondées en 1897-1898, 7 sont entrées en liquidation.

Dès 223 associations précitées, 63 sont à responsabilité illimitée, 163 à responsabilité limitée, 4 à obligation de rapport illimitée; 3 ne sont pas enregistrées.

Sociétés de consommation.

Il existait, au 30 avril 1898, 1386 sociétés de consommation (contre 1.409 au 31 mai 1897); 81 ont été nouvellement fondées; en 1897-1898, 83 entraient en liquidation, 2 n'existent déjà plus depuis quelques années et 9 sont tombées en faillite.

Dès 1.386 sociétés précitées, il y en a 317 à responsabilité illimitée, 964 à responsabilité limitée, 6 à obligation de rapport illimitée; 109 ne sont pas enregistrées.

Sociétés de construction.

Il existait, au 30 avril 1898, 192 sociétés de construction (au 31 mai 1897, 165); 40 ont été créées dans le courant de l'année 1897-1898, 7 sont entrées en liquidation, 6 n'existaient déjà plus.

De ces 192 associations, il y en a 13 à responsabilité illimitée, 179 à responsabilité limitée.

UNION GÉNÉRALE DES ASSOCIATIONS ALLEMANDES.

Le nombre des sociétés faisant partie de l'alliance générale qui en 1859, n'était que de 27, est aujourd'hui de 1.544, comprenant : des sociétés de crédit, de consommation, industrielles et de construction. Les agriculteurs indépendants forment la plus grande partie de l'association quoique la proportion en 1897 ait diminué de 0,3 p. 0/0 (en 1896, 0,4 p. 0/0.)

Il est à noter que la proportion des ouvriers indépendants s'est élevée de 0,7 p. 0/0.

Société de crédit.

Crédits accordés. — Le total des crédits et prolongations accordés s'est élevé, en 1897, à 1.782.274.148 marks contre 1.895.803.136 marks en 1896.

La moyenne des crédits accordés, par société, s'est élevée en chiffres ronds à 450.000 marks contre 350.000 marks l'année précédente.

En 1897, les crédits accordés sur titres se partagent en :

Crédit nouveaux : 251.636.815 marks (252.422.006 marks). (1)

Prolongation d'anciens crédits : 204.231.123 marks (297.089.429 marks).

Les prolongations d'anciens crédits se sont élevés en chiffres ronds à 43 millions de marks (45 millions) de plus que les crédits nouveaux.

Les crédits accordés en 1897 contre reconnaissances se répartissent en :

Crédits nouveaux : 48.987.238 marks (61.789.350 marks).

Prolongations d'anciens crédits : 44.738.492 marks (51.174.829 marks).

Capital d'exploitation. — Le capital d'exploitation des 872 (977) sociétés de crédit, ayant fourni des renseignements, consistant en biens appartenant aux sociétés (fonds courants et fonds de réserve, et fonds étrangers prêtés), s'est élevé, à la fin de 1897, à 649.492.094 marks (702.010.413).

Les capitaux constituant la propriété des sociétaires à la fin de 97 étaient de 115.397.592 marks (129.786.852), d'où, en moyenne, pour chaque membre 235 marks, 1 (243 marks, 2).

Le total des fonds de réserve était de 37.290.145 marks (41.018.294), c'est-à-dire pour chaque société, une moyenne de 42.764 marks (41.987). A la fin de 1896, 37.661 marks, de 1895, 35.293, de 1894, 33.589, de 1893, 30.886.

Les fonds prêtés par les étrangers aux 872 (977) sociétés de crédit précitées, s'élevaient à 496.804.357 marks (531.205.267).

L'introduction du mouvement de chèques dans les sociétés de crédit est mentionnée pour la première fois dans le *Jahresbericht* de 1896. L'exposé de ce do-

(1) Les chiffres entre parenthèses () se rapportent à l'année 1896.

cument avait fait observer que 141 sociétés de crédit avaient adopté le mouvement de chèques et formulé l'espérance qu'en 1897, de plus grands progrès seraient réalisés dans ce genre d'affaires.

En effet, une augmentation remarquable des résultats dans ce genre d'affaires s'est produite en 1897, et provient de l'augmentation des unions qui ont introduit la circulation des chèques (174 contre 141 l'année précédente) et de l'augmentation des comptes de chèques.

Le revenu brut des 872 (977) sociétés de crédit a été en 1897 de 31.714.811 marks (34.266.436), le capital d'exploitation de 649.492.094 marks (702.010.413) auquel s'ajoute un intérêt de 4,88 p. o/o.

Le capital d'exploitation s'élevait à la date de 1897 à 649.492.094 marks (702.010.413) auquel s'ajoute un intérêt de 4,88 p. o/o.

Les salaires, frais et dépenses d'administration des 872 (977) sociétés de crédit mentionnées se sont montés, en 1897, à 6.251.237 marks (6.686.208). Ces dépenses administratives figurent pour 19,7 p. o/o.

Les pertes de l'année 1897 ont été couvertes par 476.383 marks (488.050), provenant des revenus de 1896 et par 484.551 marks venant des fonds de réserve.

Les bénéfices nets en 1897 ont été de 9.528.646 marks (10.509.810).

En défalquant ce qui revenait à l'année 1896, il reste pour 1897 : 9.125.011 marks (9.979.782) de bénéfice net.

En comptant 649.492.094 marks (702.010.413) de capital d'exploitation, ce bénéfice net est de 1,4 p. o/o. Quant aux capitaux, propriétés des membres, qui entrent en compte pour 115.397.592 marks (129.786.852), ce bénéfice est de 7,9 p. o/o (7,7 p. o/o).

Sociétés de consommation.

Les 489 sociétés de consommation faisant partie de l'union générale comprenaient, à la fin de 1897, 403.872 membres, d'où une moyenne de 826 membres par société.

La statistique des membres des sociétés de consommation mentionnait 456 unions de sociétés. Celles-ci comprenaient, au commencement de 1897, 270.937 membres, et à la fin de la même année 319.603.

Le capital d'exploitation des 489 sociétés de consommation consistant en biens appartenant aux sociétaires, en fonds de réserve et fonds prêtés, s'est élevé à 20.084.966 marks.

Les dépenses administratives, salaires, tantièmes des 489 sociétés de consommation se sont élevés en 1897 à 5.284.113 marks.

Les dépenses administratives se montent à 33 p. o/o du revenu brut et à 6,4 p. o/o de perte sur la vente dans les dépôts particuliers des sociétés (82.636.988 marks).

En ce qui concerne les 489 sociétés de consommation pour 1897, il a été obtenu un bénéfice net de 9.943.192 marks tous frais payés, provenant de la vente des marchandises aux sociétaires, au prix du jour (9.342.157 marks pour 468 sociétés en 1896, 8.214.002 marks pour 460 sociétés en 1895, 7.506.921 marks pour 417 en 1894, 6.203.838 marks pour 377 en 1893) d'où une moyenne pour chaque société de 20.333 marks.

Les dettes sur marchandises étaient, à la fin de 1897, de 1.378.383 marks ; en moyenne : 2.818 par société, (Fin 1896 2.653 marks, fin 1895 2.602, fin 1894 2.683, fin 1892 2.638, fin 1891 3.271, fin 1890 2.872, fin 1889 2.053).

À la fin de 1897, 211 parmi les 489 sociétés de consommation possédaient des propriétés foncières. Cette propriété foncière à la fin de 1897 était inscrite pour une valeur de 9.353.249 marks. (8.440.277 marks pour 199 sociétés à la fin de 1896,

7.347.511 marks pour 176 sociétés à la fin de 1895, 7.104.593 marks pour 170 sociétés fin 1894, 5.932.829 marks pour 150 sociétés fin 1893.)

Ladite propriété foncière était, à la fin de 1897, chargée d'hypothèques pour une somme de 4.304.826 marks, c'est-à-dire 51 p. o/o de la valeur enregistrée (44,5 p. o/o fin 1896, 33,8 p. o/o fin 1895, 43,9 p. o/o 1894, 42,7 p. o/o fin 1893).

Sociétés pour la fourniture des matières premières.

14 sociétés industrielles et agricoles pour la fourniture des matières premières ont fourni des données sur les résultats de l'année 1897.

Ces 14 sociétés industrielles comprennent une société de charrons, 2 de tailleurs et 11 de cordonniers.

Ces 14 sociétés avaient, à la fin de l'année 1897, 552 membres, le produit de la vente de leurs marchandises se montait à 664.348 marks en 1897.

Le bénéfice net de ces sociétés a été de 50.663 marks, auquel s'ajoute l'intérêt de 18,7 p. o/o des biens appartenant aux sociétaires.

Associations de production. — Nous trouvons 12 sociétés industrielles de production et une agricole, la fabrique de choucroute de Metzels en Thuringe.

Les 12 sociétés industrielles comprenaient, à la fin de 1897, 2.015 membres; le produit de leur vente s'élevait à 1.236.875 marks, dont 70.653 marks de bénéfice net, d'où un bénéfice sur la vente de 5,7 p. o/o (1896 : 4 p. o/o pour 13 associations; 1895 : 3,9 p. o/o pour 13 associations; 1894 : 3,8 p. o/o pour 9 sociétés; 1893 : 4,7 p. o/o pour 13 associations). A cela, s'ajoute un intérêt moyen de 28,5 p. o/o (1896 : 22,9 p. o/o; 1895 : 18,9 p. o/o; 1894 : 14,5 p. o/o; 1893 : 9 p. o/o) provenant des biens personnels des sociétaires.

6 de ces associations ont éprouvé des pertes qui, au total, s'élèvent à 2.986 marks.

Les biens particuliers s'élevaient à 380.896 marks, dont 247.959 marks de capitaux d'affaires et 132.937 marks de réserve; les fonds prêtés par les étrangers se montaient à 331.455 marks, la fortune particulière entre donc pour 53 p. o/o dans le total du capital d'exploitation.

Les dettes pour marchandises prises à crédit se montent à 164.654 marks.

L'actif pour marchandises vendues à crédit à ses clients se montent à 146.591 marks.

Associations de construction. — Si nous examinons la nature des affaires de 31 sociétés de construction, en 1897, nous voyons qu'elles se répartissent ainsi :

4 de ces sociétés ont pour but la construction de petites maisons à 2 ou 3 chambres, pouvant être acquises par des sociétaires, 19 de ces associations, la plupart sous le nom d'associations d'épargne et de construction, construisent des maisons plus grandes, dont les chambres sont louées à des membres et restent sous l'administration de la société. 8 ont un système mixte : elles construisent de petites maisons pour la vente et de plus grandes pour la location aux membres.

Les statistiques de 24 sociétés de constructions mentionnent un nombre de membres de 5.836 au commencement de 1897 contre 7.147 au commencement de 1898. Toutes les professions sont représentées, parmi les membres de ces sociétés : principalement, les ouvriers indépendants, les ouvriers de fabriques, les petits employés; c'est du reste à leur intention que sont fondées les sociétés de construction.

Progrès de l'emploi des machines à vapeur en Prusse (1). — L'importance du nombre des chevaux-vapeur employés en Prusse (les locomotives et les machines à vapeur employées par l'armée et la marine de guerre exceptées) a été toujours en croissant, principalement dans les dix dernières années, ainsi qu'en témoigne le tableau suivant :

AU COMMENCEMENT DE L'ANNÉE.	NOMBRE de chevaux- vapeur.	L'AUGMENTATION sur l'année précédente a été :	
		en valeur absolue.	pour cent.
1888.....	1.683.041	#	#
1889.....	1.803.454	120.413	7,15
1890.....	1.925.728	122.274	6,78
1891.....	2.044.314	118.586	6,16
1892.....	2.209.225	164.911	8,07
1893.....	2.360.005	150.780	6,83
1894.....	2.539.149	179.144	7,59
1895.....	2.766.511	227.362	8,95
1896.....	2.956.084	189.573	6,85
1897.....	3.166.260	210.176	7,11
1898.....	3.422.654	256.394	8,10

Il résulte de ces documents qu'en dix ans le nombre des chevaux vapeur employés par l'industrie a plus que doublé.

Pour les années 1897 et 1898, la répartition des chevaux-vapeur est la suivante :

	CHEVAUX-VAPEUR		AUGMENTATION	
	en 1897.	en 1898.	absolue.	pour cent.
Machines fixes.....	2.714.612	2.947.642	233.030	8,58
Machines locomobiles.....	167.187	179.219	12.032	7,20
Machines de bateaux pour navigation sur les canaux.....	153.012	160.982	7.970	5,21
Machines pour les bâtiments de navigation maritime....	131.449	134.811	3.362	2,56
AU TOTAL.....	3.166.260	3.422.654	256.394	8,10

C'est le district d'Arnsberg (province de Westphalie) qui, pour les machines fixes, possède de beaucoup le plus grand nombre de chevaux-vapeur, grâce à l'activité industrielle de la région : 582.680 chevaux-vapeur en 1898 ; puis le district de Dusseldorf, 484.309 chevaux ; puis les districts d'Oppen et de Trèves, avec chacun un peu plus de 200.000 chevaux, Merseburg, Magdebourg, Aix-la-Chapelle, avec un peu plus de 100.000 chevaux, etc.

Pour les chevaux-vapeur des machines locomobiles, Magdebourg, centre d'exploitations agricoles, en emploie le plus grand nombre : 15.452 en 1898. Pour les chevaux-vapeur actionnant les bateaux de la navigation fluviale, Dusseldorf arrive

(1) D'après la *Reichsanzeiger*.

avec 41.221 chevaux; Cologne, 19.272; le district de Sleswig l'emporte par le nombre de chevaux-vapeur utilisés pour la navigation maritime avec 63.517 chevaux, Stettin vient ensuite avec 27.181, etc.

Nombre des chevaux-vapeur employés dans les usines d'électricité en Prusse en 1898 (1). — L'emploi de l'électricité en Prusse a pris un développement notable dans ces dernières années; la plus grande partie de l'énergie électrique a été obtenue au moyen de machines à vapeur. Le tableau suivant permet de constater les progrès réalisés au commencement de chaque année :

	EMPLOYÉS UNIQUEMENT à l'électricité.		EMPLOYÉS en même temps à d'autres applications.		ENSEMBLE	
	Nombre de machines.	Nombre de chevaux- vapeur.	Nombre de machines.	Nombre de chevaux.	des machines.	des chevaux- vapeur.
1891.....	794	39.610	189	9.879	983	49.489
1892.....	998	55.396	262	13.691	1.260	69.087
1893.....	1.218	66.528	189	9.517	1.407	76.045
1894.....	1.459	84.598	320	16.866	1.779	101.464
1895.....	"	"	"	"	"	"
1896.....	1.925	124.566	533	32.866	2.458	157.432
1897.....	2.186	149.096	651	42.837	2.837	191.935
1898.....	2.490	201.396	815	57.330	3.305	258.726

ce qui indique que depuis sept ans le nombre des machines a plus que triplé et que le nombre des chevaux-vapeur a plus que quintuplé. Pendant l'année 1897 l'augmentation a été de 16,5 p. o/o pour les machines à vapeur et de 34,8 p. o/o pour les chevaux-vapeur. La répartition de l'emploi de ces machines en 1898 a été la suivante :

	MACHINES à vapeur.	FORCE des chevaux- vapeur.
Lumière électrique	2.873	154.773
Moteurs électriques	61	10.785
Autres emplois	25	7.278
Emplois { Lumière et transport de force (tramways) . .	325	84.216
combinés. { Autres emplois	21	1.675
ENSEMBLE	3.305	258.726

(1) D'après la *Reichsanzeiger*.

AUTRICHE-HONGRIE.

Production des mines et accidents en 1896 (1). — La production houillère de l'Autriche en 1896 (houille et lignite) a été de 28.782.058 tonnes, pour une valeur de 176.561.857 francs.

La valeur totale de la production minière et métallurgique s'est élevée à 199.803.820 francs pour les produits des mines et à 90.073.058 francs pour ceux des usines.

Le nombre des ouvriers employés a été, dans les mines, de 119.742 et dans les usines, de 8.292, soit en tout 128.034, se décomposant en 115.325 hommes; 6.633 femmes; 6.059 jeunes gens; 17 enfants.

L'exploitation des mines a fait, parmi les ouvriers et jeunes gens qui y étaient employés, 945 victimes, dont 189 tués et 756 blessés grièvement, soit respectivement 15,8 et 63,0 pour 10.000 ouvriers employés. On a compté 17 explosions de grisou, par suite desquelles 2 ouvriers ont été tués, 21 blessés grièvement et 7 blessés légèrement.

En Hongrie, la production houillère de 1896 (houille et lignite) a été de 4.906.353 tonnes, pour une valeur de 45.246.836 francs.

La valeur de la production minière et métallurgique s'est élevée à 105.833.542 francs.

Le nombre des ouvriers employés à l'exploitation des mines a été en 1896 de 56.670 hommes; 1.647 femmes; 6.237 enfants; au total 64.554.

Les accidents survenus en 1896 ont donné lieu à :

153 tués, soit 23.7 pour 10.000 ouvriers;

184 blessés grièvement, soit 28.5 pour 10.000 ouvriers;

552 blessés légèrement, soit 85.5 pour 10.000.

L'élévation du premier chiffre provient d'une explosion survenue le 18 décembre 1896 au Szicsenschacht, dans le district d'Oravicza, par suite de laquelle 69 ouvriers ont été blessés mortellement et 26 grièvement.

(1) Extrait de renseignements publiés par les *Annales des mines* d'octobre 1898, d'après des sources officielles indiquées par ce journal.

Le Conseil du travail (1). — La première séance du Conseil du travail, tenue sous la présidence du Ministre du Commerce, a été consacrée à tracer à l'Office du travail qui venait d'être institué ses devoirs et son plan de travail.

L'Office du travail devra d'abord continuer les travaux entrepris par le *Bureau de statistique* du Ministère du Commerce, travaux de *Statistique du travail* et en premier lieu la *statistique des grèves* qui a été commencée en 1894, pour laquelle les renseignements seront recueillis et fournis par les agents administratifs et politiques et contrôlés par les inspecteurs du travail.

L'*organisation du placement* sera le second point à étudier. Déjà, il a été publié en 1898 un rapport sur la situation des bureaux de placement pendant l'année 1895; on dressera la statistique du nombre des bureaux de placement et de leur activité; on étudiera les moyens à employer pour combattre les abus constatés dans certains placements.

La statistique des *associations professionnelles* existantes en 1895 a été déjà établie, statistique relatant leur importance, leur organisation, leurs statuts, leur situation, la durée de l'apprentissage, etc., l'Office du travail aura à continuer cette statistique.

Il devra aussi commencer la publication d'un *Bulletin* périodique dont le plan et le genre d'informations seront arrêtés d'accord avec les membres du Conseil du travail.

L'Office du travail devra également étudier la question de la *législation sociale*, la réforme des lois d'*assurances, maladie et accidents*, il devra réunir les matériaux déjà recueillis de divers côtés, les contrôler et les développer.

Le *Conseil du travail* dans lequel sont appelés les représentants de différents partis et qui sera chargé d'assister l'Office du travail, sera le terrain sur lequel patrons et ouvriers se rencontreront, étudieront ensemble les problèmes sociaux et arriveront à une entente.

(1) D'après une communication de l'*Office du travail* (autrichien).

BELGIQUE.

Renseignements statistiques sur les sociétés d'habitation à bon marché (1). —

Il existait, au 31 octobre 1898, 146 sociétés d'habitation à bon marché en Belgique, dont 101 sociétés de crédit et 45 sociétés de construction. 132 étaient anonymes et 14 coopératives.

Leurs dates de fondation sont indiquées ci-dessous :

	NOMBRE de sociétés fondées.
Avant le 9 août 1889.....	10
Du 9 août au 31 décembre 1889.....	7
En 1890.....	3
En 1891.....	16
En 1892.....	26
En 1893.....	24
En 1894.....	13
En 1895.....	10
En 1896.....	9
En 1897.....	20
Du 1 ^{er} janvier au 31 octobre 1898.....	15

On trouvera ci-dessous les montants totaux des opérations au 31 décembre 1897 des sociétés qui ont fourni des renseignements à l'*Office du travail*.

	MONTANT DES OPÉRATIONS DES SOCIÉTÉS				
	ANONYMES		COOPÉRATIVES		ENSEMBLE.
	de crédit.	de construction.	de crédit.	de construction.	
	francs.	francs.	francs.	francs.	
Sociétés qui sont en rapport avec la Caisse générale d'épargne.....	17.074.074	1.461.069	1.688.551	40.750	20.264.444
Sociétés qui ne sont pas en rapport avec la Caisse générale d'épargne.....	2.517 (2)	8.518.352 (3)	2.290.699 (4)		10.811.568
ENSEMBLE.....	17.076.591	9.979.421	4.020.000		31.076.012

(1) D'après la *Revue du travail* (belge).

(2) Résultat de 1 société, 4 autres ne dressant leur 1^{er} bilan qu'au 31 décembre 1898.

(3) Résultats de 10 sociétés.

(4) Résultats de 4 sociétés.

ÉTATS-UNIS.

Salaires aux États-Unis et en Europe. (Note.) — L'article publié sous ce titre au *Bulletin* de décembre comportait une note placée au bas de la page 969 et dans laquelle trois chiffres ont été laissés en blanc par une erreur de correction. Cette note doit être rétablie de la façon suivante :

Pour la France entière, les nombres proportionnels évalués par l'Office du travail français, lors de l'enquête de 1891-1893, étaient les suivants :

1874..	80	} (Salaires et durée du travail dans l'industrie française, tome IV, page 277.)
1883..	91	
1892..	100	

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en décembre (1). — Situation bonne dans l'ensemble. 2.9 p. o/o de chômeurs dans 118 trade-unions groupant 470.391 membres, contre 2.3 p. o/o en novembre 1898 et 5.3 p. o/o en décembre 1897.

En un jour de la deuxième semaine de décembre 1898, l'assistance publique a secouru 335.867 personnes, soit 212 p. 10.000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 208 en novembre 1898 et 216 en décembre 1897.

5,54 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers employant 448.451 mineurs, contre 5,46 en novembre 1898 et 5,31 en décembre 1897.

364 hauts fourneaux en marche à la fin de décembre 1898, avec 23.625 ouvriers contre 359 en novembre 1898 et 351 en décembre 1897.

85 p. o/o du personnel travaillant en plein dans 543 filatures avec 90.700 ouvrières, femmes et filles, contre 83 p. o/o en novembre 1898 et 62 p. o/o en décembre 1897.

Sur 20.000 travailleurs pour lesquels des renseignements sont fournis, hausse nette de salaire de 1 fr. 75 par semaine en moyenne, pour 19.600 ouvriers, dont 8,686 dans les métaux. Cette hausse a été obtenue pour 1.650 ouvriers par grève, pour 8.700 par échelle mobile et pour 10.650 par négociation directe entre patrons et ouvriers.

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

Placement gratuit (1). — 1.703 demandes et 1183 offres d'emploi en décembre 1898, contre 1.783 et 1.012 en décembre 1897, 338 placements à demeure et 808 en extra, soit ensemble 1.146 contre 1.058 en décembre 1897.

Grèves en décembre. — 29 nouvelles grèves en décembre avec 6.319 chômeurs, contre 44 avec 8.457 en novembre 1898, et 24 avec 1.858 en décembre 1897; 3 grèves dans le bâtiment, 4 dans les mines et carrières, 9 dans les métaux, 8 dans les textiles. Sur 38 grèves terminées, anciennes et nouvelles, 9 succès, 11 transactions, 10 échecs.

SUISSE.

La Bourse du travail de Zürich et les grèves (2). — La bourse du travail de Zurich vient d'adopter les règles suivantes en ce qui concerne son office de placement, en cas de grève :

1. Dans le cas de grève, lockout, etc..., la bourse ferme provisoirement son office de placement au corps de métier intéressé.
2. Ledit office n'est pas réouvert ou ne reste pas ouvert à moins qu'il n'en soit décidé ainsi par un conseil d'arbitrage reconnu en cette qualité par les ouvriers et dans lequel ils soient représentés en nombre égal avec les patrons.
3. Dans le cas où, en vertu d'une décision de ce genre, la bourse est conduite à maintenir ouvert ou à réouvrir son office, elle se réserve le droit d'informer les demandeurs de travail qu'il y a une grève en cours.
4. Si les patrons refusent l'arbitrage, la bourse se réserve le droit d'agir comme il appartiendra, d'accord avec le syndicat ouvrier intéressé.

(1) Sur les 13 bureaux qui fournissent des renseignements au *Labour Department*, 8 sont situés à Londres et 5 en province : à Salford, Ipswich, Plymouth, Liverpool, Glasgow.

(2) D'après la *Labour Gazette*.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 15 décembre 1898 nommant des membres du conseil d'administration de la caisse de prévoyance des marins français.

(J. O. du 21 décembre 1898.)

[Exécution de l'article 19 de la loi du 21 avril 1898.]

Circulaire du Ministre de l'intérieur aux préfets, en date du 9 septembre 1898, sur l'admission des femmes aux fonctions d'administrateur des établissements publics de bienfaisance.

Un avis du Conseil d'État en date du 28 juillet 1898 a décidé « que les femmes peuvent être nommées par les préfets membres des commissions administratives des établissements publics de bienfaisance (1) ».

Cet avis contient une réserve relativement à l'aptitude des femmes à être nommées membres des commissions administratives des établissements publics de bienfaisance comme déléguées des conseils municipaux. Cette réserve provient d'une disposition spéciale de la loi du 5 août 1879 (art. 4, § 5) se référant aux lois électorales.

Cependant sur ce point même la question peut faire doute et il ne paraît pas qu'il y ait lieu d'annuler une délibération du conseil municipal élisant une femme en qualité d'administrateur d'un établissement de bienfaisance si d'ailleurs cette femme n'est dans aucun des cas spécifiés au texte précité.

Lorsqu'il y aura lieu de proposer à la nomination du ministre ou de nommer membre d'une commission administrative une femme placée sous l'autorité maritale, il conviendra d'obtenir préalablement l'assentiment du mari.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE DÉCEMBRE 1898,

EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Prud'hommes mineurs. — *Chambre.* — Séance du 2 décembre 1898. — Proposition de loi tendant à créer des conseils de prud'hommes mineurs, déposée par MM. Basly, Lamendin et Defontaine. (Doc. parl. n° 468.) Renvoyée à la Commission du travail.

Bien de famille. — *Chambre.* — Séance du 2 décembre 1898. — Rapport sommaire, par M. Odilon-Barrot, sur la proposition de loi ayant pour objet de créer le bien de famille insaisissable, déposée par M. Vacher et plusieurs de ses collègues. (Doc. parl. n° 465.)

Petite propriété rurale. — *Sénat.* — Séances des 5 et 6 décembre 1898. — Première délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à faciliter la constitution et le maintien de la petite propriété rurale. — Adoption.

(1) Déjà le Gouvernement s'est inspiré de cette idée; dans le décret du 15 novembre 1895 portant règlement d'administration publique sur l'assistance à domicile à Paris, il a disposé (art. 4) que les femmes pourraient être nommées administratrices des bureaux de bienfaisance de Paris.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Le commerce extérieur de la France, d'après la statistique de l'*Administration des douanes* sur le commerce de la France, accuse, pendant l'année 1898, dans l'importation des matières nécessaires à notre industrie, une diminution d'un peu moins de 2 p. o/o de l'année 1897, mais une augmentation de 4 p. o/o sur l'année 1896 : cette importation a été, en effet, de 2.277.276.000 francs en 1898, 2.318.931.000 francs en 1897 et 2.173.582.000 francs en 1896. La valeur des importations d'objets fabriqués a été, en 1898, de 3 p. o/o plus élevée que celle de 1897, elle a aussi légèrement dépassé celle de 1896; elle a été de 627.381.000 francs en 1898 contre 608.482.000 francs en 1897 et 618.385.000 francs en 1896. Enfin la valeur des importations d'objets d'alimentation, par suite de nos mauvaises récoltes de 1897, a été de deux cinquièmes plus élevée que pendant les années 1897 et 1896; elle a été de 1.471.538.000 francs en 1898 contre 1.028.614.000 francs en 1897 et 1.006.612.000 en 1896.

D'autre part, notre exportation des objets fabriqués a été, en 1898, inférieure d'un peu plus de 3 p. o/o à celle de 1897 et d'un peu plus de 2 p. o/o à celle de 1896; elle a été de 1,717.857.000 francs en 1898 contre 1.770.386.000 francs en 1897 et 1,766.764.000 en 1896, tandis que notre exportation des matières nécessaires à l'industrie était en diminution d'un peu plus de 2 p. o/o sur l'année 1897, mais en augmentation d'un peu plus de 9 p. o/o sur l'année 1896, 918.812.000 francs en 1898, 943.872.000 en 1897 et 836.207.000 francs en 1896; enfin nos exportations d'objets d'alimentation ont été inférieures d'un peu plus de 8 p. o/o à celles de 1897, mais sont restées légèrement supérieures à celles de 1896 : 658.877.000 francs en 1898 contre 720.655.000 francs en 1897 et 651.793.000 francs en 1896.

Dans l'ensemble, l'amélioration de la situation de nos industries qui avait été signalée pendant les années précédentes, en 1896 et 1897 notamment, s'est arrêtée en 1898; la diminution des importations des matières nécessaires à nos industries et aussi la diminution de l'exportation de nos produits fabriqués correspondent au ralentissement du travail déjà mentionné dans un certain nombre de nos ateliers, ralentissement que l'on attribue sur le marché intérieur à la diminution des transactions à la suite de la mauvaise récolte de 1897, au manque de froids des hivers précédents et, pour le marché extérieur, à l'augmentation rapide de la production tant en France qu'à l'étranger qui a amené la formation de stocks qui ont pesé sur les marchés, enfin à la guerre hispano-américaine et aux variations du taux du change de certains pays consommateurs de nos produits; les diminutions constatées dans nos exportations proviennent principalement des produits de l'industrie du livre (livres, gravures, lithographies) des industries textiles, des ateliers de modes et fleurs artificielles, de la tabletterie, boutonnerie et broserie, de l'horlogerie et de la bijouterie, de la faïencerie et de la porcelainerie, diminutions qui coïncident avec le ralentissement du travail déjà signalé dans ces industries.

Par rapport au mois de décembre 1898, l'activité s'est maintenue dans les mines, dans les métiers de l'alimentation, dans l'industrie de la préparation des cuirs et peaux, la chaussure, la soierie, la rubanerie, la chapellerie, la carrosserie, la métallurgie, la construction mécanique; un ralentissement s'est produit dans la reliure, la typographie, l'industrie du vêtement, l'horlogerie-bijouterie, et dans la tonnellerie; dans cette dernière, par suite de l'augmentation de la concurrence des fûts déjà usagés et de l'emploi plus fréquent des wagons et bateaux-citernes ainsi que des futailles en fer. Situation stationnaire dans les carrières, les industries cotonnière, linière et lainière, le travail du bois, de la charpente et de la menuiserie, la serrurerie du bâtiment, chez les tailleurs de pierre, maçons, peintres et plâtriers; reprise du travail chez les couvreurs.

Parmi les 500 syndicats d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce groupant 74.000 adhérents (syndicats des mineurs du bassin du Nord et du Pas-de-Calais non compris) qui ont fourni des rapports sur l'activité du travail au 15 janvier 1899, la proportion des ouvriers en chômage a été de 13 p. o/o. 11 p. o/o des chambres syndicales réunissant 19 p. o/o des adhérents estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque; 27 p. o/o des syndicats avec 42 p. o/o des syndiqués jugent qu'il a été plus faible et pour 62 p. o/o des chambres syndicales comprenant 49 p. o/o des adhérents, il est resté sans changement.

La durée de la journée de travail se maintient à 8 et 9 heures par jour.

La baisse du prix du pain déjà signalée dans certaines villes s'est étendue

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — Notre grande pêche n'a pas maintenu le progrès qui avait été signalé l'an dernier; ainsi l'exportation brute en valeurs⁽¹⁾ des morues qui, de 10.300.000 fr. en 1896 était montée à 11.300.000 en 1897 est descendue à 9 millions en 1898; d'autre part, l'importation brute en valeur a diminué d'une façon constante : 27.600.000 francs en 1896, 24.700.000 francs en 1897 et 23 500.000 en 1898.

Pour notre pêche côtière, l'exportation nette en valeur des sardines salées ou préparées a été en progressant : 14.300.000 francs en 1896, 17,200.000 francs en 1897 et 17.800.000 francs en 1898. L'importation nette en valeur des homards frais est revenue au taux de 1896 : 1.685.000 en 1898 contre 1.230.000 en 1897 et 1.611.000 francs en 1896. D'autre part, l'exportation nette en valeurs des huîtres, naissains ou autres qui était de 3.625.000 francs en 1896 est descendue successivement à 1.873.000 francs en 1897 et à 1.277.000 francs en 1898.

D'autre part, les rendements des diverses pêches depuis janvier jusqu'à octobre se répartissaient ainsi pour les années 1897 et 1898 d'après les statistiques de la *Revue maritime* :

ANNÉES.	PÊCHE des bateaux.	PÊCHE à pied.	OSTRÉICULTURE et mytilculture.	RENDEMENT général.
—	francs.	francs.	francs.	francs.
1897.....	66.391.985	5.211.027	11.201.290	82.804.302
1898.....	58.112.262	5.310.211	12.978.217	76.400.690

D'autre part, les primes allouées de 1892 à 1897 pour encouragement aux pêches maritimes donnent les résultats suivants :

ANNÉES.	PRIMES d'armement.	PRIMES d'importation de rogues par les navires pêcheurs.	PRIMES pour les morues expédiées directement des lieux de pêche ou importées aux colonies.	PRIMES pour les morues exportées en France à destination des pays européens et étrangers.
—	francs.	francs.	francs.	francs.
1892.....	595.057	59.269	1.044.963	1.230.823
1893.....	585.378	70.870	1.798.462	1.029.787
1894.....	626.253	84.724	1.882.624	1.133.777
1895.....	642.046	92.810	1.575.285	1.206.686
1896.....	658.080	123.408	1.951.301	2.890.057
1897.....	620.935	166.404	1.554.938	3.204.081

Pendant le mois d'octobre (2), le rendement de la pêche tant à pied qu'en bateau, de l'exploitation des établissements de pêche, d'ostréiculture et de mytilculture des

(1) D'après les *Documents statistiques de l'Administration des Douanes* sur le commerce de la France, les chiffres fournis pour l'année 1898 sont des chiffres provisoires, ceux de 1897 et de 1895 ont été rectifiés définitivement, c'est ce qui explique les différences que l'on pourrait remarquer en comparant ce bulletin avec les précédents.

On entend par exportation nette les quantités exportées, déduction faite des quantités de même nature importées, et réciproquement importation nette des quantités importées, déduction faite de celles qui ont été exportées; enfin, par importation ou exportation brutes, celles pour lesquelles il n'a été tenu compte des quantités exportées ni des quantités importées d'autre part.

(2) D'après la *Revue maritime* de décembre 1898.

cinq arrondissements maritimes et de l'Algérie s'est élevé à 10.114.000 francs dont 7.477.000 francs pour la pêche en bateaux, 2.099.700 francs pour les établissements ostréicoles et myticoles, résultats estimés satisfaisants quoique inférieurs à ceux de l'an dernier, sauf pour l'ostréiculture.

Une grande activité a régné dans les divers chantiers du littoral qui ont mis à flot, en octobre, 486 embarcations de types et tonnages différents dont 375 doris pour les bâtiments terre-neuviens et deux chalutiers à vapeur, dont un de 105 tonnes. Au 1^{er} novembre, une trentaine de bâtiments restaient à livrer.

D'autre part, l'importation des poissons frais d'eau douce, salmonidés ou autres a eu tendance à diminuer, ce qu'on peut attribuer pour partie au repeuplement de nos cours d'eau; l'importation nette en valeur, qui était de 6.380.000 francs en 1896 est descendue à 5.980.000 francs en 1897 et à 5.690.000 en 1898.

Pendant le mois de janvier, la situation s'est maintenue pour l'ensemble de nos pêcheurs moins bonne que celle de l'an dernier, les gros temps ont continué et ont contrarié la sortie de nos bateaux.

HORTICULTURE. AGRICULTURE. FORÊTS. — Chez les horticulteurs, la valeur des fruits de table importés depuis 1895 a été en augmentant plus rapidement que celle des quantités exportées, de telle sorte que notre exportation nette (importation déduite) qui avait été de 3.280.000 francs en 1895, de 3.780.000 francs en 1896, puis de 5 millions en 1897, s'est transformée en une importation nette en 1898 de 4.170.000 francs qui est venue compenser la diminution de nos récoltes due aux intempéries de 1897. Dans l'agriculture, l'emploi des engrais a été en augmentant et l'importation nette en valeur des engrais chimiques en général, sauf les nitrates de soude, qui, de 2.600.000 francs en 1896 était descendue à 2.200.000 francs en 1897 est remontée à 4.100.000 francs en 1898. De même pour l'importation nette en valeur des nitrates de soude qui a été de 42 millions de francs en 1895, de 44 millions en 1896, puis de 40 millions en 1897 et est revenue à 44 millions en 1898. Mais, d'autre part, l'importation nette des phosphates naturels a marqué une diminution en 1898, due plutôt à l'augmentation de notre exportation qui est venue en déduction de l'importation, cette dernière ayant progressé moins rapidement que notre exportation, ce qui indique une augmentation de la production de nos ateliers; en effet, l'importation brute en valeur des phosphates naturels qui était de 4.700.000 francs en 1896 a atteint 6.400.000 francs en 1897 et est restée stationnaire à ce chiffre en 1898, tandis que notre exportation est passée de 1.900.000 francs en 1896 à 2.700.000 francs en 1897 et à 3.700.000 francs en 1898. D'autre part, l'importation nette des superphosphates de chaux a aussi diminué par suite de la diminution de l'importation brute, notre exportation s'était maintenue à peu près au même chiffre; l'importation nette en valeur a été de 4.400.000 francs en 1896, 2.500.000 francs en 1897 et 2.200.000 francs en 1898.

Pendant le mois de janvier, les horticulteurs et ouvriers agricoles ont été en pleine morte-saison, comme tous les ans à pareille époque.

FORÊTS. — Pendant l'exercice 1895 (1), dans les forêts domaniales (2),

(1) D'après le compte définitif des recettes des exercices 1895 et 1896, publiés par le Ministre des finances.

(2) On estime que la valeur des coupes annuelles des forêts domaniales représente un tiers de l'ensemble des coupes de nos forêts (communales et appartenant à des particuliers).

16.357 hectares ont été vendus sur pied et la somme produite en principal a été de 10.413.014 francs; d'autre part, 901.551 mètres cubes de bois provenant de ces forêts ont produit 11.388.574 francs, le produit des coupes de bois vendues par unité de marchandises ou après façonnage a été de 2.055.374 francs; la moyenne des prix de vente de l'hectare des coupes ordinaires a été de 636 fr. 61, celles du mètre cube de 12 fr. 63.

En 1894, la moyenne des prix de vente de l'hectare des coupes ordinaires avait été de 609 fr. 50, celle du mètre cube de 12 fr. 36.

Pendant l'exercice 1896, 16.052 hectares ont été vendus sur pied et ont produit en principal la somme de 10.724.785 francs; 955.119 mètres cubes de bois provenant de ces forêts ont produit 12.106.959 francs; le produit des coupes de bois vendues par unité de marchandises ou après façonnage ont produit 2.633.845 francs; la moyenne des prix de vente de l'hectare des coupes ordinaires a été en hausse et a atteint 668 fr. 34; celle du mètre cube, également en hausse, a été de 12 fr. 68. De l'ensemble de ces chiffres et de la comparaison des quantités vendues pendant l'année précédente, il résulte que le travail s'est maintenu chez les bûcherons pendant les années 1895 et 1896.

Pendant les années 1897 et 1898, pour lesquelles les statistiques ne sont pas encore parues, l'activité a été encore satisfaisante dans l'ensemble de nos forêts; les bois de chauffage ont subi une baisse qui a été en partie compensée par la hausse des bois à ouvrer. L'année 1898 a de plus marqué une amélioration dans la situation de nos bûcherons qui, pendant l'été, époque de morte-saison du travail en forêts, ont pu trouver plus facilement de l'ouvrage dans les travaux des champs. D'autre part, notre exportation des écorces à tan qui avait faibli en 1896 et 1897 est remontée en 1898, l'exportation brute en valeur qui de 6 millions de francs en 1895 était tombée à 4.800.000 francs en 1896 et en 1897 est remontée à 5.150.000 francs en 1898.

Pendant le mois de janvier dernier, le travail a commencé à diminuer chez les bûcherons. On estime que le chômage a atteint un cinquième des ouvriers syndiqués.

MINES. — La production de nos houillères (1) a été en progressant : elle a atteint, en 1897, 30.337.000 tonnes, y compris 1.623.000 tonnes d'anthracite ; en outre, les mines de lignites ont fourni 461.000 tonnes de ce dernier combustible ; l'augmentation sur l'année précédente a été de 1.608.000 tonnes, soit 5,5 p. 0/0. L'augmentation s'est produite dans tous nos bassins houillers, notamment dans celui du Nord et du Pas-de-Calais ; elle a été de 7,4 p. 0/0. La production, dans l'ensemble, a doublé en 26 ans 1/2. 143.400 ouvriers ont été employés, dont 101.700 travaillant souterrainement. Par rapport à l'an dernier, le personnel employé a augmenté de 3,200 individus.

D'autre part, le tableau suivant donne les résultats de la production houillère du Pas-de-Calais et du Nord de 1894 à 1898 (2).

(1) D'après le *Rapport au Ministre des travaux publics, Journal officiel* du 18 janvier 1899.

(2) D'après le *Bulletin du Comité des houillères*.

Production houillère du Pas-de-Calais et du Nord de 1894 à 1898.

BASSINS.	CHIFFRES DÉFINITIFS.					CHIFFRES APPROXIMATIFS. 1898.	DIFFÉRENCE de PRODUCTION. 1898 sur 1897.	
	1894.	1895.	1896.	1897.			En plus.	En moins.
	Déduction faite des déchets de triage et de lavage.			Déduction faite des déchets de triage seulement.				
	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.		tonnes.	tonnes.
Pas-de-Calais.	10.626.410	11.097.828	11.870.882	13.060.615	13.881.656		916.671	95.630
							En plus : 821.041 = 6 p. 0/0.	
							tonnes.	tonnes.
							212.892	20.843
							En plus : 192.049 = 3,20 p. 0/0.	
							tonnes.	tonnes.
							1.129.563	116.473
							En plus : 1.013.090 = 5 p. 0/0.	
ENSEMBLE pour les deux bassins....	15.632.663	16.157.159	17.100.222	18.942.196	19.955.286			

L'importation nette des houilles, c'est-à-dire déduction faite des importations, qui avait progressé en 1897, a un peu diminué en 1898, diminution qui a pu être compensée par l'augmentation d'activité de nos mines; l'importation nette des houilles qui avait été de 7.700.000 tonnes en 1896, puis de 7.780.000 tonnes en 1897, est revenue à 7.750.000 tonnes en 1898.

Pour le mois de janvier, les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois de janvier, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS ou GROUPE DE BASSINS.	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction.	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
		3	4	5	6	7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	6.00	"	"	"	3	97
Loire.....	6.00	"	"	5	"	95
Gard et Hérault.....	5.98	"	"	"	10	90
Provence (lignites).....	5.95	"	"	"	17	83
Tarn et Aveyron.....	6.08	"	"	"	"	100
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	5.99	"	"	"	3	97
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne..	6.00	"	"	"	"	100
ENSEMBLE pour la France.	6.00	"	"	1	3	96

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5,67; il était de 5,74 en janvier 1898.

En dehors des combustibles (1) minéraux, il a été retiré des tourbières 98.000 tonnes de tourbe en 1897 contre 130.000 en 1896 et 132.000 en 1895.

Pour les minerais de fer, il a été extrait, tant des minières que des mines, 4.582.000 tonnes, en augmentation de 520.000 tonnes sur l'année 1896, qui elle-même était supérieure de 382.000 tonnes à 1895; le département de la Meurthe-et-Moselle a fourni à lui seul 3.804.000 tonnes de minerais en 1897.

L'extraction des autres minerais métallifères, zinc, plomb argentifère, cuivre, manganèse, antimoine et pyrites de fer a aussi augmenté; l'extraction de l'ensemble a été de 450.000 tonnes et 1897 contre 419.600 en 1896 et 384.200 en 1895.

Pour l'exploitation des mines de sel gemme et des sources salées dont le siège principal est dans le département de Meurthe-et-Moselle, la production, en y comprenant les quantités de sel tenues en dissolution dans les eaux pour servir à la fabrication de la soude a été, en 1897, de 607.000 tonnes contre 557.000 en 1896. Par contre, la production des marais salants, qu'il faut considérer, a été en baisse par suite de la température défavorable: 340.000 tonnes en 1897 contre 485.000 tonnes en 1896 et 356.000 tonnes en 1895.

CARRIÈRES (1). — Pendant l'année 1897, 39.000 carrières ont été exploitées, dont moitié d'une façon temporaire; leur production totale pendant l'année 1897 a été estimée à 42 millions de tonnes pour une valeur sur place de 216 millions contre 40,5 millions de tonnes en 1896 et une valeur sur place de 210 millions; les phosphates de chaux sont entrés dans ces totaux, en 1897, pour 535.000 tonnes d'une valeur estimée à 14 millions de francs contre 582.000 tonnes d'une valeur de 17 millions en 1896; les carrières d'Algérie ont fourni environ 228.000 tonnes de phosphate de chaux en 1897 contre 165.000 en 1896.

D'autre part, pendant l'année 1898, l'activité s'est maintenue satisfaisante dans l'ensemble de nos carrières. L'exportation nette en valeur des meules à moudre qui, de 2.800.000 francs en 1896 était descendue à 2.200.000 francs en 1897, est remontée à 2.500.000 francs en 1898. De plus, l'importation nette en valeur des ardoises de toutes sortes qui, de 3.700.000 francs en 1896, avait atteint 3.800.000 francs en 1897, est restée stationnaire à ce chiffre en 1898. L'exportation des pierres brutes pour constructions a progressé malgré l'augmentation des importations de matériaux de même nature. L'exportation des pavés de grès a aussi augmenté. L'importation nette des pierres concassées pour l'empierrement des routes est restée à peu près stationnaire: 372 tonnes en 1896, 388 en 1897 et 389 en 1898.

Pendant le mois de janvier, le travail a été peu actif dans l'ensemble des carrières; il a d'ailleurs été particulièrement contrarié par les mauvais temps.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — L'importation nette du lait naturel, qui était de 240.000 kilogrammes en 1896, s'est transformée en une exportation nette de 210.000 kilogrammes en 1897; cette exportation a progressé en 1898 et a atteint 450.000 kilogrammes en 1898; un progrès analogue s'est manifesté dans l'exportation nette en valeur du lait condensé additionné de sucre. D'autre part, l'importation nette des beurres frais ou fondus a continué à augmenter, tandis que notre

(1) D'après le Rapport au Ministre des travaux publics, Journal officiel du 18 janvier 1899.

exportation de beurres salés a diminué, ce qu'on peut attribuer à la température défavorable des années précédentes : l'importation nette en valeur des beurres frais ou fondus, qui était de 11.100.000 francs en 1896 et de 11.200.000 francs en 1897, est montée à 11.900.000 francs, tandis que l'exportation des beurres salés qui, de 67.200.000 francs en 1896, était arrivée à 71.100.000 francs en 1897, a baissé à 72.200.000 francs, c'est-à-dire au-dessous de l'exportation de 1896; l'exportation nette en poids était, pour 1896, de 27.900.000 kilogrammes, 29.250.000 pour 1897 et 26.300.000 pour 1898. L'importation nette en valeur des fromages dits de gruyère, qui était de 13 millions de francs en 1896, est passée à 14.900.000 francs en 1897 et a atteint 25.600.000 francs en 1898, quantités que la Suisse nous fournissait pour les trois quarts en 1897 et pour moitié en 1898. Mais, pour les autres sortes de fromage, l'importation nette en valeur qui, de 1 million de francs, était descendue à 800.000 francs en 1897, a été remplacée en 1898 par une exportation nette de 5.700.000 francs, l'importation brute des fromages étrangers ayant baissé de près d'un tiers tandis que notre exportation se maintenait, ce qui indique une activité satisfaisante dans nos fromageries; en particulier, l'Algérie a pris un peu plus du quart de notre exportation en 1898 (2 millions de kilogrammes sur 7.500.000 kilogrammes). D'autre part, l'exportation nette en valeur de la margarine et autres produits similaires a continué à progresser : 2.900.000 francs en 1896, 4.300.000 francs en 1897 et 4.500.000 francs en 1898.

Notre exportation nette en poids de pommes de terre a baissé de nouveau et est descendue au dessous de celle des années précédentes, diminution que l'on attribue à l'augmentation de la consommation intérieure par suite de la cherté du blé pendant les premiers mois de 1898 et aussi à la diminution de la récolte due à une température défavorable; l'exportation nette qui, de 94 millions de kilogrammes en 1895, était montée à 95 millions en 1896, est en effet descendue à 82 millions en 1898.

La mauvaise récolte de 1897 qui avait amené en 1898 une élévation des cours du blé, des farines et du pain, a causé aussi un ralentissement du travail dans nos minoteries, ralentissement que la sécheresse qui avait, pendant l'été de 1898, diminué la puissance des cours d'eau a encore augmenté, ainsi qu'en témoignent la diminution des admissions temporaires, quantités mises en œuvre, apurement par les réexportations et les constitutions en entrepôt qui ont été de 3.361.500 quintaux métriques en 1898 contre 5.639.400 en 1897. D'après les résultats d'une enquête faite par le *syndicat de la meunerie*, à l'occasion du congrès tenu en février 1898, la production des moulins à farine à la suite de la transformation de l'outillage aurait augmenté par rapport aux années précédentes d'un peu plus de moitié dans 2 départements, de moitié dans 14 départements, d'un tiers dans 18, d'un quart dans 5 et de deux cinquièmes dans un; 6 départements auraient au contraire une réduction de production allant d'un quart à moitié par suite de la concurrence des usines des départements voisins; dans les autres départements, il n'y aurait pas augmentation de production, seulement nombre de petits moulins auraient disparu depuis le remplacement des meules par les cylindres. Enfin peu de moulins à cylindres ont été arrêtés, mais les petits moulins travaillant à façon qui étaient en très grand nombre autrefois sont aujourd'hui fermés. D'autre part, l'importation nette des froment, épeautre et méteil a été en augmentant pour compenser l'insuffisance de notre récolte : 19.500.000 quintaux métriques (1) en 1898 contre 5.200.000

(1) Y compris l'importation de 556.000 quintaux de blé qui, déclarés pour l'admission temporaire, ont été convertis en farine et livrés à la consommation.

quintaux métriques en 1897 et 1.570.000 quintaux métriques en 1896. De plus, le tableau suivant donne, pour les années 1892 à 1897, les résultats des admissions temporaires de blé avec les quantités de produits réexportés (1).

	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.
	millions de francs.	millions de francs.	millions de francs.	millions de francs.	millions de francs.	millions de francs.
<i>Matières premières importées.</i>						
Blé, froment.....	33,2	29,4	37,2	60,5	93,6	118,8
<i>Produits fabriqués réexportés.</i>						
Farine de froment, semoules, son, pâtes alimentaires, amidons, bis- cuits de mer.....	30,5	32,5	45,4	75,4	88,4	103,9

L'exportation nette du seigle qui était de 77.000 quintaux en 1896 a été remplacée par une importation nette de 480.000 quintaux en 1897 et de 426.000 quintaux en 1898. L'importation nette des sagous, saleps et féculs exotiques qui, de 4.200.000 kilogrammes en 1896, était descendue à 3 450.000 kilogrammes en 1897, est montée à 6.410.000 kilogrammes en 1898. Enfin l'importation nette du biscuit de mer et du pain (2) a été aussi en augmentation : 2.500.000 kilogrammes en 1896 et en 1897 et 3.400.000 kilogrammes en 1898. Cependant l'exportation nette des gruaux, semoules en gruaux a été en augmentation : 4.200.000 kilogrammes en 1896 et en 1897, puis 9.200.000 kilogrammes en 1898 ; de même pour l'exportation nette des semoules en pâtes et pâtes d'Italie : 780.000 kilogrammes en 1898 contre 400.000 kilogrammes en 1897 et 480.000 kilogrammes en 1896.

L'importation nette des riz entiers, farines et semoules, c'est-à-dire déduction faite des exportations, qui, de 30.800.000 kilogrammes en 1896 était descendue à 23.800.000 kilogrammes en 1897, est remontée à 44.500.000 kilogrammes en 1898 ; les importations brutes ont été successivement de 41.700.000 kilogrammes en 1896, 40.400.000 kilogrammes en 1897 et de 70.700.000 kilogrammes en 1898, dans lesquelles les importations de l'Indo-Chine françaises sont entrées pour des quantités qui ont presque doublé depuis l'an dernier : 63.000.000 kilogrammes en 1898 contre 34.100.000 kilogrammes en 1897 et 34.900.000 kilogrammes en 1896, ce qui témoigne de l'augmentation d'importance prise par cette industrie en France et dans notre colonie ; d'autre part, les usines à décortiquer et à préparer le riz ont été aussi bien alimentées, car l'importation nette qui, de 45.800.000 kilogrammes en 1896 était descendue à 42.600.000 kilogrammes en 1897, est remontée à 72.000.000 kilogrammes en 1898 et dans l'importation du riz en pailles, les quantités provenant de l'Indo-Chine française ont été successivement de 17.900.000 kilogrammes en 1896, 20.200.000 kilogrammes en 1897 et 44.000.000 en 1898 ; enfin l'importation nette des brisures de riz a aussi progressé : 7.200.000 kilogrammes en 1896 contre 14.800.000 kilogrammes en 1897 et 29.900.000 kilogrammes en 1898. L'importation nette des maïs est restée à peu près stationnaire, plutôt plus faible que l'an dernier : 5.550.000 quintaux métriques en 1898 contre 3.950.000 quintaux métriques en 1897 et 3.300.000 quintaux métriques en 1896. L'exportation nette des féculs de pommes de terre et de maïs a été à peu

(1) D'après l'Annuaire statistique de la France, année 1898.

(2) Dans l'importation sont compris 2.489.900 kilogrammes de pain, admis en exemption de droits, quantités importées par les riverains pour leur consommation journalière.

près stationnaire, plutôt en diminution sur l'an dernier avec 354.000 kilogrammes en 1898; de même pour l'exportation nette des dextrines et autres produits dérivés des féculs dont l'exportation nette a été de 34.000 kilogrammes en 1898. D'autre part, l'importation nette des amidons qui avait baissé en 1897 est remontée en 1898: 670.000 kilogrammes en 1896 et 154.000 kilogrammes en 1897, puis 440.000 kilogrammes en 1898. L'exportation brute de nos glucoses qui était de 1 million de kilogrammes en 1896 et 1897 est descendue à 580.000 kilogrammes en 1898. Dans les glucoseries (1), 18 fabriques ont été en activité pendant les quatre premiers mois de la campagne 1898-1899; on comptait également 18 fabriques en marche en 1897-1898; la production a été de 19.863.000 kilogrammes en 1898-1899 contre 14.638.000 kilogrammes pendant l'année précédente, ce qui indique que l'activité de nos usines n'a pas diminué autant qu'on aurait pu le supposer d'après la diminution de nos exportations et que notre consommation a dû absorber une plus grande partie de la fabrication.

L'importation nette des racines de chicorée sèches non torréfiées, qui avait repris en 1897, est de nouveau redescendue au taux de 1896: 19.600.000 kilogrammes en 1896 et 20.900.000 kilogrammes en 1897, puis 19.800.000 kilogrammes en 1898; de plus, un mouvement analogue se produisait dans l'exportation nette des chicorées brûlées ou moulues: 960.000 kilogrammes en 1896 et 1 million de kilogrammes en 1897, puis 900.000 kilogrammes en 1898.

Dans l'industrie sucrière (2), pendant la campagne 1896-1897, 358 fabriques placées sous le régime de l'abonnement et sous celui du déchet, plus une fabrique-distillerie, avaient travaillé 6.765.000 tonnes de betteraves dont on avait extrait 668.546.000 kilogrammes de sucre estimé en raffiné, production dépassant de 74.900.000 kilogrammes celle de la campagne précédente (1895-1896); de même que la quantité de betteraves mises en œuvre était supérieure de 1.353.000 tonnes à celle de la campagne 1895-1896; le nombre total des ouvriers (hommes, femmes et enfants) occupés pendant la campagne 1896-1897 avait aussi dépassé de 1.013 celui de 1895-1896 (49.087 au lieu de 48.794); de même aussi, le taux moyen des salaires avait été en augmentation; la superficie des champs de betteraves avait été estimée de 246.200 hectares contre 204.700 en 1895-1896; d'autre part, le rendement à l'hectare, de 27.477 kilogrammes en moyenne en 1896-1897 contre 26.434 kilogrammes en 1895-1896; enfin le prix moyen de la tonne de betteraves a fléchi de 2 fr. 13 (24 fr. 30 en 1896-1897 contre 26 fr. 43). Le rendement moyen de la betterave en sucrerie (calculé en raffiné) avait été de 98 kilogr. 82 par tonne contre 109 kilogr. 70 pendant la campagne précédente, qui était d'ailleurs le taux le plus élevé constaté en France; cette diminution du rendement avait été attribuée à la faible richesse saccharine de la betterave, expliquant ainsi la diminution du prix de vente de la tonne de betteraves.

Pour la campagne 1897-1898, au 15 janvier 1898, 346 fabriques avaient travaillé 6.396.000 tonnes de betteraves contre 6.716.000 tonnes pendant la période correspondante de 1896-1897; le rendement calculé en sucre raffiné avait été de 98 kilogr. 40 par tonne de betteraves au lieu de 98 kilogr. 80.

Pour la campagne 1898-1899 (3), 339 fabriques de sucre avaient terminé au 15 janvier 1899 leurs travaux de défécation et de sucre du premier jet; 5 n'avaient pas encore achevé cette partie de leur fabrication; il avait été travaillé 6.103.400 tonnes de betteraves contre 6.396.100 tonnes en 1897-1898. Le rende-

(1) D'après le *Journal officiel* du 26 janvier 1899.

(2) D'après le *Bulletin de statistique du Ministère des Finances* de janvier 1898.

ment calculé en sucre raffiné par 1.000 kilogrammes de betteraves a été de 105 kilogr. 5 contre 98 kilogr. 4 en 1897-1898. La densité moyenne de la betterave mise en œuvre qui est en rapport avec la teneur en sucre de la racine avait d'ailleurs été plus élevée que pendant la campagne précédente : 8 degrés en 1898-1899 contre 7 degrés 6 en 1897-1898.

Voici d'autre part quelles ont été les variations du nombre de fabricants et de raffineurs dans l'industrie des sucres et glucoses pendant les années 1894, 1895, 1896, d'après l'*Annuaire statistique* :

	1894.	1895.	1896.
Sucres et glucoses. {			
Fabricants.....	395	378	381
Raffineurs.....	23	30	29

L'importation nette des graines de betteraves a été en progrès constant : 1.860.000 kilogrammes en 1896, 2.350.000 kilogrammes en 1897, puis 2.600.000 kilogrammes en 1898. L'exportation du sucre indigène provenant de nos fabriques de sucre de betteraves (l'importation est insignifiante), qui avait plus que doublé en 1897, est presque revenue au taux de 1896 : 118.800.000 kilogrammes en 1896, 329.800.000 kilogrammes en 1897, puis 167.300.000 kilogrammes en 1898; une baisse s'est également produite dans l'importation nette des sucres de nos colonies : 115.700.000 kilogrammes en 1896, 114.400.000 kilogrammes en 1897, puis 77.300.000 kilogrammes en 1898; de même, la concurrence faite sur notre marché par l'importation des sucres coloniaux étrangers a été sensiblement inférieure à celle de 1896; l'importation nette a été en effet de 2.660.000 kilogrammes en 1898 contre 1.800.000 kilogrammes en 1897, mais 36.600.000 kilogrammes en 1896. Enfin l'exportation nette des sucres raffinés en pains ou en agglomérés ou autrement, non compris les vergeoises, a été aussi en diminution : 121.200.000 kilogrammes en 1898 contre 137.100.000 kilogrammes en 1897 et 106.300.000 kilogrammes en 1896; il en a été d'ailleurs de même de l'exportation nette des vergeoises : 5.630.000 kilogrammes en 1898 contre 6.400.000 kilogrammes en 1897 et 5.800.000 kilogrammes en 1896. Cependant, l'exportation d'ailleurs peu importante des sucres candis a marqué un progrès l'exportation nette a été de 200.000 kilogrammes en 1898 contre 160.000 kilogrammes en 1897 et 29.000 kilogrammes en 1896.

Dans la brasserie, l'importation nette des houblons a été en augmentant : 2.250.000 kilogrammes en 1898 contre 1.800.000 kilogrammes en 1897 et 2 100.000 kilogrammes en 1896.

Notre production de houblon d'autre part, d'après l'*Annuaire statistique* et pour les années pour lesquelles des renseignements ont été publiés, a été encore importante; elle avait été en augmentant depuis 1893 : 2.696.700 kilogrammes en 1893 pour 2,802 hectares cultivés, 3.172.200 kilogrammes pour 2.941 hectares en 1894, 3.472.200 kilogrammes pour 3.214 hectares en 1895; mais un ralentissement s'est produit en 1896, la production n'a été que de 3.155.400 kilogrammes pour 2.827 hectares et, ce qui explique dans une certaine mesure l'augmentation des importations, nos brasseurs ayant dû, après avoir épuisé leurs stocks, recourir dans une plus grande mesure aux houblons étrangers.

Mais l'importation des bières étrangères a été en diminuant, ce qui témoigne d'une bonne activité dans nos fabriques; l'importation nette a été de 7.300.000 kilogrammes en 1898 et 1897 contre 8.900.000 kilogrammes en 1896. D'autre

part, la variation du nombre de nos brasseurs est fournie, pour les années 1894, 1895, 1896, d'après l'*Annuaire statistique*, par le tableau suivant :

	1894.	1895.	1896.
Nombre de brasseurs.....	2.729	2.732	2.631

De plus, d'après le *Bulletin de statistique du Ministère des Finances*, la production de bière forte, qui était de 5.000.000 d'hectolitres pendant l'année 1896, est montée à 5.130.000 hectolitres en 1897. La production de la petite bière, qui était de 3.973.000 hectolitres en 1896, a atteint 4.089.000 hectolitres en 1897. L'importation nette des orges, qui, de 1.400.000 quintaux métriques en 1896 était passée à 1.900.000 quintaux en 1897, est redescendue à 1.700.000 quintaux en 1898; d'autre part, l'importation nette des malts (orges germées), qui était de 16.000 quintaux en 1896 et de 17.000 en 1897, a été remplacée en 1898 par une exportation nette de 4.000 quintaux. Enfin, le tableau ci-dessous des importations temporaires d'orge et des réexportations de produits fabriqués (malts) donne, pour les années 1892 à 1897, les résultats du travail de nos malteries :

	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.
<i>Matières premières importées :</i>						
	(Millions de francs.)					
Orge.....	1,7	2,4	2,0	2,8	1,9	1,7
<i>Produits fabriqués réexportés :</i>						
Malt.....	2,5	3,7	3,2	4,0	2,7	2,4

D'autre part, l'exportation nette des levures a été en diminuant : 4.200.000 kilogrammes en 1896, 3.660.000 kilogrammes en 1897 et 2.400.000 kilogrammes en 1898.

Dans les distilleries, d'après l'*Annuaire statistique*, les quantités de grains employés se répartissaient ainsi pour les années 1895 à 1897 :

ANNÉES.	ORGE.	SEIGLE.	AVOINE.	MAÏS.	AUTRES grains.	TOTAL.
	(Quintaux métriques.)					
1895.....	157.558	551.012	29.913	283.644	278.789	1.260.916
1896.....	190.400	490.707	158	554.470	128.882	1.364.626
1897.....	158.704	366.061	35.267	1.025.553	32.361	1.617.946

D'autre part, la production des alcools (alcool pur) a été, d'après l'*Annuaire statistique* :

ANNÉES.	NOMBRE de distillateurs et bouilleurs de profession.	QUANTITÉS fabriquées chez les bouilleurs de cru. (Évaluation.)	QUANTITÉS fabriquées chez les distillateurs et bouilleurs de profession.	PRIX MOYEN par hectolitre d'alcool pur.
		hectol.	hectol.	francs
1894.....	2.963	„	2.115.000	36
1895.....	2.809	129.000	2.037.000	31
1896.....	2.612	134.000	1.888.000	36
1897.....	„	107.111	2.101.029	42
1898.....	„	76.420	2.336.040	„

Par comparaison avec l'année précédente, la production des bouilleurs et distillateurs de profession a donné les résultats suivants :

DISTILLATION.	1898.	1897.	
Vins, cidres, marcs et lies	38.895	82.407	hectolitres d'alcool.
Substances farineuses	683.566	484.637	—
Betteraves	897.542	798.484	—
Mélasses	708.270	734.819	—
Autres substances	7.767	682	—

L'importation nette des mélasses, de 56.500.000 kilogrammes en 1896, est descendue à 23.100.000 kilogrammes en 1897 et à 2.470.000 kilogrammes en 1898. D'autre part, l'importation nette des marcs de raisin et des mouts qui, de 24.000 kilogrammes en 1896, était montée à 635.000 kilogrammes en 1897, est redescendue à 575.000 kilogrammes en 1898.

L'importation nette des eaux-de-vie de mélasse a été en diminuant : 106.000 hectolitres en 1896 et en 1897 et 95.000 hectolitres en 1898 ; il faut, de plus, remarquer que la plus grande partie (90 p. o/o) viennent de la Martinique. De plus, si l'exportation brute en valeur de nos eaux-de-vie de vin en fûts a été en légère diminution sur l'an dernier : 27.300.000 francs en 1896, 24.500.000 francs en 1897 et 24 millions de francs en 1898, l'exportation en valeur des eaux-de-vie de vin en bouteilles s'est maintenue : 12.800.000 francs en 1898 et 12.900.000 francs en 1897 contre 12.500.000 francs en 1896. De plus, l'exportation nette en valeur des liqueurs a été en augmentation : 4.170.000 francs en 1896 et 1897 et 4.400.000 francs en 1898.

La reconstitution de nos vignobles a continué à progresser ; elle a atteint en 1898 (1) 1.706.513 hectares, en augmentation de 17.580 hectares sur 1897. La production totale a été évaluée à 32.280.000 hectolitres, donnant un rendement moyen à l'hectare de 19 hectolitres, soit une diminution de 1 hectolitre sur l'année 1897.

D'après le relevé publié par le *Bulletin de statistique du Ministère des Finances*, voici quel a été, depuis 1888, le mouvement de la production, de l'importation et de l'exportation des vins :

ANNÉES.	SUPERFICIE plantée en vignes. hectares	PRODUCTION en vins. hectol.	VINS DE TOUTES SORTES.	
			IMPORTATION.	EXPORTATION.
			hectol.	hectol.
1888	1.843.580	30.102.000	12.064.000	2.118.000
1893	1.793.299	50.070.000	5.895.000	1.569.000
Moyenne des 10 dernières années	1.774.837	33.278.000	8.832.000	1.888.000
1898 (10 premiers mois) .	1.706.513	32.282.000	6.655.000	1.381.000

En ce qui concerne l'Algérie, l'évaluation définitive de la récolte a été, en 1898, de 5.231.700 hectolitres pour une superficie de 123.900 hectares, contre 4.367.700 hectolitres avec une superficie de 118.800 hectares en 1897, ce qui témoigne des progrès réalisés.

D'autre part, d'après les *Documents statistiques de l'Administration des Douanes*, pour les 12 mois de 1898, l'importation brute des vins de toutes sortes a été de

(1) D'après le *Bulletin de statistique du Ministère des Finances*, décembre 1898.

8.625.000 hectolitres et l'exportation brute de 1.636.000 hectolitres. Dans les quantités de vins importés, l'Algérie a fourni : en 1896, 3.125.000 hectolitres, 3.583.000 hectolitres en 1897 et 3.288.000 hectolitres en 1898. De plus, l'exportation brute en valeur des vins de la Gironde en futsilles, qui était de 76.600.000 fr. en 1896, a diminué : 70.200.000 francs en 1897 et 59.600.000 francs en 1898; de même, l'exportation brute en valeur du vin de Gironde en bouteilles, qui de 11.800.000 francs en 1896 était monté à 16.700.000 francs en 1897 est redescendue à 13.000.000 en 1898, marquant encore un progrès sur 1896. L'exportation brute en valeur des vins de Champagne et autres vins mousseux qui, de 93 millions de francs en 1896 était descendue à 91.700.000 francs en 1897 est remontée à 93.700.000 francs en 1898. D'autre part, l'exportation nette des raisins de vendange, qui était de 2.100.000 kilogrammes en 1896 est montée à 4 millions de kilogrammes en 1897 et à 7.100.000 kilogrammes en 1898.

La production des vins de raisins secs (1) a été, en 1898, de 128.885 hectolitres (dont 17.177 hectolitres pour la *fabrication industrielle* comptée de novembre à novembre) contre 451.422 hectolitres en 1897. D'autre part, la fabrication des vins par addition de sucre et d'eau à des marcs s'est élevée à 1.751.600 hectolitres contre 1.049.000 en 1897; mais la fabrication des piquettes pour la consommation de famille n'a plus été que de 1.462.000 hectolitres contre 1.742.000 hectolitres en 1897. Si, maintenant, on examine les importations des raisins secs, on constate que l'importation nette, qui était de 31 millions de kilogrammes en 1896, est descendue à 14 millions en 1897 et à 5.200.000 kilogrammes en 1898.

La récolte des cidres (1) est évaluée, en 1898, à 10.637.000 hectolitres, supérieure de 3.848.000 hectolitres à la production de 1897, mais inférieure de 3.021.000 hectolitres à la moyenne des dix années antérieures. D'autre part, l'exportation nette des pommes à cidre et à poiré, qui était de 4.100.000 kilogrammes en 1896 et en 1897, est descendue à 800.000 kilogrammes en 1898.

La confiserie a vu diminuer son exportation : l'exportation nette en valeur des sirops et bonbons, qui était de 2 millions de francs en 1896, est descendue à 1.800.000 francs en 1897 et à 1.600.000 francs en 1898; de même pour l'exportation nette des fruits confits au sucre : 3.700.000 francs en 1896, 3.660.000 fr. en 1897 et 2.800.000 francs en 1898. Cependant l'importation nette en valeur des biscuits sucrés a de nouveau baissé : 370.000 francs en 1896, puis 500.000 francs en 1897, mais 340.000 francs en 1898.

Pour la chocolaterie, le tableau suivant des importations temporaires de cacao et des réexportations de chocolat, d'après l'*Annuaire statistique*, donne une utile indication de l'activité du travail pendant les années 1892 à 1897 :

	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.
	—	—	—	—	—	—
<i>Matières premières importées :</i>			(Milliers de francs.)			
Cacao.....	600	800	500	700	600	500
<i>Produits fabriqués réexportés :</i>						
Chocolat.....	2.000	2.400	1.700	2.600	2.500	1.900

Ce qui indique que l'activité dans nos fabriques s'est bien maintenue, c'est que l'importation nette des cacaos en fèves, pellicules et broyés n'a pas diminué; elle a été successivement de 15.400.000 kilogrammes en 1896, 15.600.000 kilogrammes en 1897 et 17 millions de kilogrammes en 1898; par contre, l'importation nette

(1) D'après le *Bulletin de statistique du Ministère des Finances*, décembre 1898

des chocolats, d'ailleurs peu importante, a été en augmentation; elle a atteint 210,000 kilogrammes en 1898.

L'importation de charcuterie fabriquée, de viande salée, de jambon et de lard a continué à augmenter; l'importation nette en valeurs de charcuterie fabriquée, qui était de 1.500.000 francs en 1896, a atteint 1.900.000 francs en 1897 et 2.900.000 fr. en 1898. De même, pour l'importation nette des viandes salées, jambons et lards qui, de 4 millions de francs en 1896 était tombée à 2.900.000 francs en 1897, mais est remontée à 6.500.000 francs en 1898. Par contre, l'importation nette, en valeur des conserves de viandes, qui était de 2.500.000 francs en 1896, puis de 200.000 fr. en 1897, a été remplacée, en 1898, par une exportation nette de 300.000 francs, ce qui témoigne de l'activité de nos fabriques, car notre exportation brute a atteint 2.100.000 francs en 1898.

Pendant le mois de janvier, les commandes du jour de l'an ont amené une augmentation du placement, surtout en extra, dans les métiers de l'alimentation; on estime que le chômage a atteint 13 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les boulangers, un cinquième chez les ouvriers pâtisseries-cuisiniers et confiseurs; cependant dans l'ensemble, l'ouvrage est tenu pour moins abondant que l'an dernier à même époque.

Produits chimiques. — L'importation nette en valeur des huiles de pétrole et de schiste brute, qui avait diminué en 1897 (26.900.000 francs en 1897 contre 28.900.000 en 1896), a repris, en 1898, avec 29 millions de francs tandis que l'importation nette des huiles de pétrole et de schiste raffinées et des essences a diminué : 3.100.000 francs en 1896, puis 2.470.000 francs en 1897 et 1898.

Le nombre des fabricants d'acide stéarique, de bougies et de cierges, d'après *Bulletin de statistique du Ministère des finances*, a été en diminuant : 875 en 1893; 870 en 1894, 814 en 1895 et 770 en 1896; il en a été de même pour l'exportation nette des bougies qui, de 4.200.000 kilogrammes en 1896 était montée à 5.300.000 kilogrammes en 1897, mais est redescendue à 4.500.000 kilogrammes en 1898.

D'autre part, le tableau suivant des importations temporaires de graines et de fruits oléagineux et d'huiles, ainsi que des réexportations des produits fabriqués, donne une indication du résultat du travail de nos usines :

	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.
	—	—	—	—	—	—
<i>Matières premières importées :</i>	(Millions de francs.)					
Huile d'olive brute.....	4.2	3.4	3.6	3.3	2.6	2.6
Huile de palme.....	3.8	3.3	2.3	2.6	2.5	0.8
Graines de fruits oléagineux.....	1.7	1.2	1.1	0.7	0.8	0.2
Huiles brutes de graines grasses...	0.2	0.5	0.7	0.4	0.1	0.2
<i>Produits fabriqués réexportés :</i>						
Huile d'olive épurée.....	4.3	3.6	3.7	3.5	3.2	3.1
Bougies stéariques.....	3.6	3.0	2.6	2.6	2.4	0.9
Acide stéarique en masse et ouvré (bougies non comprises) provenant d'huile de palme.....	2.2	1.6	2.2	2.2	2.3	0.6
Huiles épurées de graines grasses et de fruits oléagineux.....	1.2	1.3	1.7	1.1	0.7	0.4

Dans l'industrie de l'huilerie, l'importation brute en valeur des graines et fruits oléagineux, qui avait baissé en 1897, est remontée en 1898, ce qui indiquerait une reprise d'activité dans nos fabriques; l'importation brute a été, en effet, de 198.000.000 francs en 1894, de 156.500.000 francs en 1895, de 147.500.000 fr.

en 1896, puis de 135.700.000 francs en 1897, mais de 141.100.000 francs en 1898. D'autre part, le tableau suivant donne, d'après l'*Annuaire statistique*, les quantités de colza, navette, œillette, récoltées pendant les années 1893, 1894, 1895, 1896 :

	COLZA.	NAVETTE.	ŒILLETTE.	TOTAL.
1893 (quintaux).....	513.966	38.426	76.361	628.753
1894 —	599.840	57.900	77.562	735.302
1895 —	565.601	56.780	72.109	694.490
1896 —	595.441	60.667	86.468	742.576

L'importation nette des tourteaux de graines oléagineuses a été en augmentant : 14.700.000 kilogrammes en 1896, 32.600.000 kilogrammes en 1897 et 41.100.000 kilogrammes en 1898. L'importation nette des huiles d'olive, qui avait repris en 1897 (15.500.000 kilogrammes en 1896, puis 20.500.000 kilogrammes en 1897), a diminué et n'a plus été que de 18 millions de kilogrammes en 1898; de même, l'importation des huiles d'olive d'Algérie et de Tunisie, qui avait été de 8.700.000 kilogrammes en 1896 et avait atteint 11.200.000 kilogrammes en 1897, est redescendue à 5.400.000 kilogrammes en 1898. L'importation nette des huiles de palme, qui avait baissé en 1897 (11.600.000 kilogrammes en 1897, contre 15.700.000 kilogrammes en 1896), a augmenté de nouveau et a atteint 15.400.000 kilogrammes en 1898.

L'importation nette des huiles de coton, dont la concurrence a été particulièrement sensible à nos huileries, a été aussi en augmentation : 27.500.000 kilogrammes en 1896, 55.900.000 kilogrammes en 1897, puis 63.600.000 kilogrammes en 1898. D'autre part, l'exportation nette des huiles de sésame et d'œillette a augmenté, tandis que celle de colza, de palmiste et de touloucouna a été en diminution; l'exportation nette des huiles de sésame a progressé de 11.000.000 de kilogrammes en 1896 à 11.700.000 kilogrammes en 1897 et à 14.000.000 en 1898; de même pour les huiles d'œillette : 9 millions de kilogrammes en 1896, puis 7.700.000 kilogrammes en 1897, mais 8.100.000 kilogrammes en 1898; tandis que l'exportation nette de coco palmiste et de touloucouna qui de 8.400.000 kilogrammes en 1896 avait atteint 11.600.000 kilogrammes en 1897, est descendue à 5.700.000 kilogrammes en 1898 et qu'un mouvement analogue se produisait sur l'exportation nette des huiles de colza : 5.400.000 kilogrammes en 1896, puis 8.500.000 kilogrammes en 1897, mais 6.600.000 kilogrammes en 1898. Enfin l'importation nette des suifs et huiles de suif qui était de 16.500.000 kilogrammes en 1896 est descendue successivement à 14.900.000 kilogrammes en 1897 et à 5.570.000 kilogrammes en 1898.

La savonnerie, qui a pu profiter de l'abondante production et des importations d'huiles, a maintenu à peu près son exportation, bien qu'elle marque une légère diminution sur l'an dernier; l'exportation nette en valeur des savons de parfumerie a été, en effet, de 2.500.000 francs en 1896 et en 1897, puis de 2.300.000 francs en 1898, tandis que l'exportation nette des savons autres que ceux de parfumerie qui de 7.600.000 francs en 1896 était montée à 7.900.000 francs en 1897 est descendue à 7.300.000 francs en 1898. Un mouvement analogue s'est produit pour l'exportation nette des parfumeries alcooliques ou non qui, de 9.500.000 francs en 1896 était montée à 9.770.000 francs en 1897 et est revenue au taux de 1896 en 1898.

Dans l'industrie du soufre, l'importation du soufre non épuré, minéral compris, s'est maintenue, tandis que l'exportation du soufre épuré ou sublimé était en augmentation; en effet, l'importation nette du soufre non épuré a été de 1.000.000 de quintaux métriques en 1896, puis 1.200.000 quintaux en 1897 et en 1898; tandis

que l'exportation nette du soufre épuré qui de 1.500.000 kilogrammes en 1896 était descendue à 900.000 kilogrammes en 1897 est remontée à 1.200.000 kilogrammes en 1898. D'autre part, l'importation brute des pyrites (sulfure de fer) a été en augmentant : 460.000 quintaux en 1896 et 700.000 quintaux en 1897 et 1898.

Dans la fabrication des teintures et couleurs, la diminution de l'importation des bois de teinture n'a pas eu un effet immédiat de l'exportation des extraits de bois de teinture, ce qui indique que le travail qui avait déjà été en diminution les années précédentes s'est maintenu en 1898; en effet, l'importation brute en valeur des bois de teinture qui de 18.200.000 francs en 1894 avait atteint 18.900.000 francs en 1895, puis 19.600.000 francs en 1896, est descendue ensuite à 13.200.000 francs en 1897 et à 9.900.000 francs en 1898, tandis que l'exportation brute en valeur des extraits de bois de teinture qui, de 17.400.000 francs en 1894 était arrivée à 23 millions en 1895, revenait ensuite à 17.200.000 francs en 1896, puis 16.600 000 francs en 1897 et 16.700.000 francs en 1898.

D'autre part, l'importation nette en valeur des teintures dérivées du goudron de houille a baissé : 3.600.000 francs en 1894, puis 5.100.000 francs en 1895, mais 4.200.000 francs en 1896 et 1897 et 3.900.000 francs en 1898; mais l'exportation brute en valeur des couleurs s'est maintenue : elle était de 9.200.000 francs en 1894, puis de 10.400.000 francs en 1895, elle est ensuite redescendue à 9.900.000 francs en 1896 pour arriver en 1897 à 10 millions de francs et en 1898 à 10.500.000 francs. D'ailleurs, l'importation de cochenille et celle de cachou en masse ont marqué une augmentation, tandis que l'importation de l'indigo était en diminution; en effet, l'importation brute de la cochenille a été de 860.000 francs en 1894, 1.400.000 francs en 1895, 1 million de francs en 1896, 900.000 francs en 1897, puis 1.100.000 francs en 1898; celle du cachou en masse de 2.800.000 francs en 1894, 3.200.000 francs en 1895, 2.800.000 francs en 1896, 1.400.000 en 1897, puis 2.700.000 en 1898; tandis que l'importation brute de l'indigo qui, de 12.600.000 francs en 1894 avait atteint 14.200.000 francs en 1895 et 15.900.000 francs en 1896, est redescendue à 9.800.000 en 1897 et 7.300.000 francs en 1898. L'exportation brute en valeur des tartrates qui avait repris en 1897 s'est à peu près maintenue : 11 millions de francs en 1898 contre 11.300.000 francs en 1897, 8.800.000 francs en 1896, 11.500.000 francs en 1895 et 9.960.000 francs en 1894. Enfin l'importation, ainsi d'ailleurs que notre exportation de produits chimiques autres que les nitrates et les produits dérivés du goudron de houille, marquent un progrès que l'on doit attribuer à la plus grande activité de nos ateliers : l'exportation brute des produits chimiques a atteint, en effet, 43.900.000 francs en 1894, 48.500.000 francs en 1895, 52.200.000 francs en 1896, 63.100.000 francs en 1897 et 63.400.000 francs en 1898, tandis que l'importation a été de 38.800.000 francs en 1894, 44.400.000 francs en 1895, 57.160.000 francs en 1896, 58.900.000 francs en 1897 et 67.700.000 francs en 1898.

Dans l'industrie des caoutchouc et gutta-percha, l'augmentation de l'importation des matières premières, coïncidant avec une diminution de l'importation des produits fabriqués, a été l'indication d'une augmentation du travail dans nos fabriques; en effet, l'importation brute en poids des caoutchouc et gutta-percha qui, de 3.500.000 kilogrammes en 1894 et en 1895, avait atteint 5.300.000 kilogrammes en 1896, puis était descendue à 4.800.000 kilogrammes en 1897, a repris avec 5.300.000 kilogrammes en 1898, tandis que l'importation brute en valeur des ouvrages en caoutchouc qui avait atteint 7.500.000 francs en 1894, 8.200.000 francs en 1895, 10.200.000 francs en 1896, 10.900.000 francs en 1897, est

revenue à 10.300.000 francs en 1898. D'autre part, l'exportation brute a marqué un recul : 9.200.000 francs en 1898 contre 9.700.000 francs en 1896, mais est restée supérieure aux autres années, qui avaient été de 8.900.000 francs en 1896, 7 millions de francs en 1895 et 6.500.000 francs en 1894.

PAPIER-CARTON. — L'importation nette de la pâte de cellulose mécanique a continué à augmenter tandis que l'importation de la pâte de cellulose chimique marquait un léger recul, ce qui témoigne encore d'une bonne activité dans nos fabriques, car l'augmentation pour la pâte de cellulose mécanique a été beaucoup plus importante que la diminution pour la pâte de cellulose chimique. L'importation nette de la pâte de cellulose mécanique a été, en effet, de 92.400.000 kilogrammes en 1898 contre 74 millions de kilogrammes en 1897 et 74.700.000 kilogrammes en 1896, tandis que l'importation nette de la pâte de cellulose chimique a été de 40.100.000 kilogrammes en 1898 contre 41.600.000 kilogrammes en 1897 et 41.300.000 kilogrammes en 1896. D'autre part, l'exportation nette en valeur des papiers ou cartes fantaisie ou autres a été de 5.700.000 francs en 1898 contre 5.800.000 francs en 1897 et 7.900.000 francs en 1896; dans ces quantités l'exportation de France en Algérie a été d'un quart de l'ensemble en 1898 et un peu moins en 1897. Pour nos papiers de tenture, l'exportation a été en diminuant tandis que les quantités importées ont été en augmentant : en effet, notre exportation brute qui était de 3.700.000 francs en 1896 est descendue à 2.950.000 francs en 1897 et à 2.630 000 francs en 1898, tandis que l'importation était de 1.300.000 francs en 1898 contre 1.100.000 francs en 1897 et 800.000 francs en 1896.

INDUSTRIE DU LIVRE. — La valeur de nos exportations de livres en langue française s'est maintenue en 1898, mais l'importation des livres en langue française, imprimés à l'étranger, a progressé; l'importation brute en valeur a été de 3.800.000 francs en 1896, puis de 3.300.000 en 1897 et est remontée à 3.800.000 francs en 1898, tandis que l'exportation de nos livres variait de 14.100.000 francs en 1898 et 1897, à 14.200.000 francs en 1896. Une amélioration s'est produite dans notre exportation des livres en langues étrangères ou mortes : 2.800.000 francs en 1898 contre 2.400.000 francs en 1897 et 3.600.000 francs en 1896, tandis que l'importation de ces mêmes livres imprimés à l'étranger tendait à diminuer : 2.100.000 francs en 1898 et 1897, contre 2.200.000 francs en 1896. Pour les journaux et publications périodiques, notre exportation a progressé plus rapidement que l'importation et notre exportation nette en valeur a été de 3 millions de francs en 1896, puis de 4 millions en 1897 et de 5 millions en 1898. Pour les gravures, estampes, lithographies et chromolithographies, notre exportation nette qui dépassait légèrement l'importation en 1896 a été remplacée en 1897 par une importation nette de 300.000 francs et de 4 millions en 1898; l'importation brute des produits étrangers ayant atteint 9.000.000 de francs, tandis que notre exportation descendait à 5 millions.

Pendant le mois de janvier, le travail s'est maintenu actif, bien qu'avec tendance à la baisse. On compte 6 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers typographes, lithographes syndiqués à Paris, 2 p. o/o en province et un peu plus de 3 p. o/o dans l'ensemble. 15 p. o/o des syndicats groupant 13 p. o/o des adhérents tiennent l'ouvrage pour plus abondant que l'an dernier à même époque, 67 p. o/o des syndicats avec 68 p. o/o des syndiqués jugent qu'il est en même quantité et 18 p. o/o-

des chambres syndicales comptent 19 p. o/o des syndiqués considèrent qu'il est moins abondant que l'an dernier à pareille époque.

CUIRS ET PEaux. — L'industrie du travail des cuirs et peaux a marqué une reprise dans son ensemble sur l'an dernier, si on en juge par l'augmentation des importations de peaux brutes et des exportations des peaux préparées, les commandes qui avaient fléchi l'an dernier ayant repris par suite de l'épuisement des stocks; cependant la température défavorable et le manque des froids de l'hiver dernier n'ont pas amené une amélioration aussi sensible qu'on aurait pu l'espérer. L'industrie de la chaussure a éprouvé une diminution sur ses exportations, qui n'a pas été compensée par une amélioration du marché intérieur; d'autre part, la ganterie, qui avait été éprouvée, l'an dernier, a progressé en 1898 sans pourtant revenir aux chiffres de 1896. Pour la préparation et la confection des pelleteries, le travail s'est maintenu grâce à la faveur de la mode plutôt que par suite des froids de la saison d'hiver.

Le tableau des importations nettes des principales sortes de peaux donne les résultats suivants :

	1898. Kilogr.	1897. Kilogr.	1896. Kilogr.
Grandes peaux brutes.....	18.470.000	13.280.000	18.420.000
Petites peaux : sauf agneaux, moutons et bœliers.....	4.035.000	5.260.000	6.138.000
Peaux de chevreux.....	1.860.000	1.950.000	2.139.000

L'exportation brute en valeur de l'ensemble des peaux préparées a été en s'améliorant : 109.500.000 francs en 1898 contre 102.800.000 francs en 1897, 83.400.000 francs en 1896 et 105.000.000 de francs en 1895 et 81.000.000 de francs en 1894; en particulier, l'exportation nette des peaux brutes de bœliers, brebis et moutons qui n'était que de 1.000.000 de kilogrammes en 1896 a atteint 2.040.000 kilogrammes en 1897 et 2.200.000 kilogrammes en 1898; de même, pour l'exportation nette des peaux d'agneau qui a été d'environ 90.000 kilogrammes en 1896 et 1897, est passée à 292.000 kilogrammes en 1898. D'autre part, l'augmentation de l'importation brute en valeur des peaux préparées (27.200.000 francs en 1898 contre 25.900.000 francs en 1897, 24.200.000 francs en 1896, 28.000.000 de francs en 1895 et 22.000.000 de francs en 1894 a coïncidé avec l'augmentation de l'exportation brute en valeur de nos exportations d'ouvrages en peaux ou en cuirs (chaussures, gants, articles de sellerie, etc...) qui a été de 72.100.000 francs en 1898 contre 69.350.000 francs en 1897, mais 82.100.000 francs en 1896, 82.900.000 en 1895 et 80 millions en 1894; tandis que l'importation brute en valeur de ces mêmes articles subissait une légère diminution : 8 millions de francs en 1898 contre 8.100.000 francs en 1897, mais 8.800.000 francs en 1896, 8.500.000 francs en 1895 et 8.600.000 francs en 1894. En particulier, l'exportation nette en valeur des chaussures qui était de 22.100.000 francs en 1896 est descendue à 18.700.000 francs en 1897 et 16.800.000 francs en 1898, ce qui s'accorde avec le ralentissement signalé dans l'industrie de la chaussure; mais, d'autre part, l'exportation nette des gants de peau qui de 42.500.000 francs en 1896, avait baissé à 36.400.000 francs en 1897, a repris et atteint 39.300.000 francs en 1898. L'exportation nette de la maroquinerie qui avait baissé de 2.300.000 francs en 1896 à 1.100.000 francs en 1897, est restée stationnaire à ce chiffre en 1898.

Dans l'industrie des pelleteries, l'exportation nette en valeur des peaux de lapin et de lièvre qui avait diminué (2 millions de francs en 1897 contre 2.200.000 francs en 1896) s'est maintenue au taux de 1897; mais l'importation nette en valeur des autres sortes de pelleteries brutes a continué à progresser, alimentant ainsi d'une manière satisfaisante nos ateliers de préparation de ces peaux; l'importation nette en valeur a ainsi plus que doublé de 1896 à 1898; en effet l'importation de 4.700.000 francs en 1896 est passée à 8 millions de francs en 1897 et à 10.200.000 francs en 1898, tandis que l'importation nette en valeur des pelleteries préparées qui était de 6.700.000 francs en 1896 est descendue à 3.900.000 francs en 1897 et à 3.400.000 francs en 1898. D'autre part, l'exportation nette en valeur des pelleteries ouvrées et confectionnées a baissé de 5 millions de francs en 1896 à 4.500.000 francs en 1897 et 3.900.000 francs en 1898.

Pendant le mois de janvier, le travail dans la préparation des cuirs et peaux a été considéré comme généralement moins actif que l'an dernier, cependant avec tendance à s'améliorer depuis le mois précédent; une amélioration s'est aussi produite dans l'industrie de la chaussure; le chômage a été à peu près le même que celui signalé dans le dernier *Bulletin*.

TEXTILES. — L'industrie lainière a été contrariée par l'absence de froids des hivers de 1897 et de 1898 qui ont laissé former des stocks qui ont pesé sur le marché; le prix élevé de la matière première a aussi gêné les transactions; cependant l'importation nette des laines en masse (1) qui avait baissé de 227.200.000 kilogrammes en 1896 à 201.800.000 kilogrammes en 1897, a repris avec 220.200.000 kilogrammes en 1898; mais l'exportation nette des déchets de laine a baissé de nouveau: 12.600.000 kilogrammes en 1898 contre 15.200.000 kilogrammes en 1897 et 14.100.000 kilogrammes en 1896. Par contre, l'exportation nette des laines peignées et des fils de laine a augmenté tandis que celle des tissus de laine a été en diminution sur 1897 qui était déjà inférieur à 1896. L'exportation nette en effet a été, pour les laines peignées, de 11.800.000 kilogrammes en 1896, puis de 14.200.000 kilogrammes en 1897 et de 19 millions en 1898; l'exportation nette en valeur des fils de laine de 8.700.000 francs en 1893 et 1894, a atteint 17.400.000 francs en 1895, puis 14.200.000 francs en 1896: 13.200.000 en 1897 et est remontée à 17.700.000 francs en 1898; tandis que l'exportation nette en valeur des tissus de laine a subi une baisse constante depuis 1896, l'exportation nette en valeur des tissus de laine qui de 235.300.000 francs en 1893 était passée à 198.700.000 francs en 1894 et 281.100.000 francs en 1895, est descendue à 249.200.000 francs en 1896, 225.500.000 francs en 1897 et 191.000.000 en 1898.

Dans l'industrie cotonnière, le ralentissement du travail, déjà signalé dans les *Bulletins de l'Office du travail* de février et d'août 1898, s'est accentué; des broches et des métiers ont été arrêtés en assez grand nombre et la durée du travail a été réduite de nouveau. L'importation nette des cotons en laine qui de 155.300.000 kilogrammes en 1894 était descendue à 139.200.000 kilogrammes en 1895 et 132.800.000 kilogrammes en 1896 et était remontée à 187.700.000 kilogrammes en 1897, est revenue à 175.000.000 de kilogrammes en 1898; la diminution a été encore plus sensible dans l'importation nette en valeur des fils de coton qui de 14.800.000 francs

(1) Dans les quantités importées de 1898, les peaux encore recouvertes de leur laine ont été comprises pour 40.800.000 kilogrammes. De plus, les importations de laine en masse d'Algérie ont été successivement de 5.100.000 kilogrammes en 1898, 6.700.000 kilogrammes en 1897 et 4.200.000 kilogrammes en 1896.

en 1893 est descendue à 14.100.000 francs en 1894, 12.700.000 francs en 1895, 9 millions de francs en 1896, puis 9.600.000 francs en 1897, mais 6.300.000 francs en 1898; par contre, nos tissages qui avaient éprouvé un resserrement sur le marché intérieur à la suite de la diminution des achats attribuée aux mauvaises récoltes de 1897, a dû s'adresser davantage à l'exportation et l'exportation nette des tissus de coton qui de 67.800.000 francs en 1893 était montée à 80.200.000 francs en 1894, puis était, en 1895, descendue à 73.700.000 francs, a haussé à nouveau à 93.600.000 francs en 1896, est redescendue à 73 millions de francs en 1897, mais est remontée à 86.500.000 francs en 1898, restant inférieure à celle de 1896 mais supérieure à celle des cinq autres années.

Dans l'industrie de la soie, le tableau ci-dessous indique les variations du nombre des sériciculteurs dans 27 départements dans lesquels est établie l'industrie de l'élevage du ver à soie et la production des matières premières (graines de vers à soie et cocons) depuis 1894 jusqu'en 1898 (1).

ANNÉES.	NOMBRE de SÉRI- CULTEURS.	QUANTITÉ DE GRAINES de diverses races mises en incubation en onces de 25 grammes.		PRODUCTION TOTALE en cocons frais obtenus de ces grâisses.		RENDEMENT MOYEN en cocons frais d'une once (25 grammes) de graines.	
		Races françaises.	Autres races.	Races françaises.	Autres races.	Races françaises et races indigènes.	Moyenne générale.
		onces.	onces.	kilogr.	kilogr.	kilogr.	kilogr.
1898.....	123.288	176.998	7.982	6.603.688	289.345	37.311	37.263
1897.....	133.253	190.834	8.049	7.464.647	295.485	39.116	39.019
1896.....	145.310	212.284	9.459	8.958.155	360.610	42.199	42.025
1895.....	139.996	203.855	8.672	8.968.422	332.305	43.994	47.783
1894.....	154.733	230.987	9.809	10.308.084	276.407	44.626	43.956

Ainsi que l'indique le tableau ci-dessus, le nombre de nos sériciculteurs ainsi que la quantité des graines mises en incubation et, par suite, la production des cocons frais obtenus de ces graines qui avait été en augmentant en 1895 et 1896, a été en diminuant en 1897 et en 1898; mais, tandis que la diminution en 1898 par rapport à 1894 est d'un cinquième pour le nombre des sériciculteurs, elle est de 23 p. o/o pour la quantité de graines mises en incubation et d'un peu plus du tiers pour l'ensemble de la production en cocons frais obtenus de ces graines mais le rendement moyen des cocons frais obtenus de ces graines reste plus élevé pour les races françaises que pour les races étrangères, bien qu'il soit aussi en diminution de 15 p. o/o sur l'année 1894.

D'autre part, d'après la *Statistique des primes* en 1896 et en 1897 à la filature

(1) D'après le *Journal officiel* du 21 décembre 1898.

de la soie, le nombre des filatures et les résultats des deux campagnes de 1896 et 1897 sont donnés par le tableau ci-dessous :

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de FILATURES.		NOMBRE DE BASSINES								QUANTITÉ DE SOIE FILÉE.	
			À 2 BOUTS, prime : 100 francs.		À PLUS de 2 bouts, prime : 400 francs.		ACCESSOIRES primées à 400 francs.		À 1 BOUT, cocons doubles, prime : 200 francs.			
	1896.	1897.	1896.	1897.	1896.	1897.	1896.	1897.	1896.	1897.	1896.	1897.
											kil. gr.	kil. gr.
Ain.....	1	1	"	"	104	104	35	35	"	2	11.685 642	8.749 139
Alpes (Basses-)..	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Ardèche.....	66	55	48	9	2.259	2.511	630	616	31	41	207.300 923	208.637 224
Bouches-du-Rhône	1	"	"	"	10	"	2	"	"	"	220 000	"
Drôme.....	28	27	"	"	1.346	1.333	281	286	"	"	107.873 251	92.859 080
Gard.....	124	125	2	1	5.536	5.540	688	658	95	99	385.141 887	401.881 884
Hérault.....	20	21	"	"	960	975	75	75	"	"	61.589 956	63.753 455
Isère.....	2	2	"	"	54	42	8	4	"	"	1.639 660	1.642 400
Lozère.....	2	2	"	"	80	84	10	10	"	"	4.608 140	6,023 800
Rhône.....	1	2	"	"	6	30	2	10	"	"	337 120	1.358 480
Tarn.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Tarn-et-Garonne..	3	3	"	"	84	117	11	14	"	"	4.280 470	5.408 840
Var.....	1	1	"	"	51	58	21	19	"	"	3,762 800	4.590 400
Vaucluse.....	30	28	"	"	662	631	197	186	42	42	47.982 420	50.094 870
Alger.....	1	1	"	"	6	6	2	2	"	"	189 450	389 000
TOTAUX.....	280	268	50	10	11.428	11.431	1.962	1.945	168	184	836.611 719	845.388 572

L'industrie de la soie qui avait maintenu une certaine activité en 1897 dans certains articles, notamment dans les grains mélangés et fantaisie, a de nouveau ralenti sa production; les commandes ont été, dans l'ensemble, plus faibles que l'an dernier, tant sur le marché intérieur que sur le marché extérieur. L'exportation nette en valeur des œufs de vers à soie qui était de 4.900.000 francs en 1896 est descendue à 4.250.000 francs en 1897 et à 2.800.000 francs en 1898. L'importation nette des cocons, qui, de 990.000 kilogrammes en 1896, avait fléchi à 740.000 kilogrammes en 1897, est revenue à 900.000 kilogrammes en 1898; mais celle des soies grèges a été de 3.500.000 kilogrammes en 1898, au lieu de 4.800.000 kilogrammes en 1897 et 2.600.000 kilogrammes en 1896. D'autre part, l'importation nette des bourres de soie en masse qui avait progressé de 4.000.000 de kilogrammes en 1896 à 5.300.000 kilogrammes en 1897, s'est maintenu à peu près à ce chiffre en 1898, tandis que l'exportation nette des bourres de soie peignées qui était de 570.000 kilogrammes en 1896, a faibli à 300.000 kilogrammes en 1897 et est restée à peu près au même taux en 1898. Par contre, l'exportation nette des déchets de soie teints ou non qui n'était que de 670.000 kilogrammes en 1896 est montée à 1.110.000 kilogrammes en 1897 et à 1.300.000 kilogrammes en 1898. L'exportation nette en valeur des soies ouvrées ou moulinées écrues qui était de 15.600.000 francs en 1896 n'a plus été que de 12.900.000 francs en 1897 et de 12.800.000 francs en 1898. L'amélioration qui s'était produite en 1897 pour les soies ouvrées ou moulinées teintes ne s'est pas continuée en 1898; l'importation nette en valeur qui était de 2.200.000 francs en 1896, avait été remplacée par une exportation nette de 500.000 francs et cette exportation n'a plus dépassé l'importation en 1898 que pour une valeur de 130.000 francs. De même pour la filature de la soie, l'importation nette des fils de soie et de bourre de soie qui était de 1.100.000 francs en 1894 avait été remplacée en 1895 par une exportation nette (l'importation dépas-

sant l'exportation) de 90.000 francs : cette exportation nette avait atteint, en 1896, 2.600.000 francs, mais elle a, depuis cette année, faibli à 2.100.000 francs en 1897 et 800.000 francs en 1898, l'importation brute ayant d'ailleurs aussi été en diminuant.

L'exportation nette en valeur des tissus de soie et de bourre de soie marque aussi une diminution dans nos envois à l'étranger, diminution qui a ramené nos exportations à peu près aux chiffres de 1896 ; en effet, notre exportation nette en valeurs a été de 194.700.000 francs en 1898, contre 218.900.000 francs en 1897, 196.700.000 francs en 1896, 220.700.000 francs en 1895 et 181.700.000 francs en 1894. Les exportations des tissus de soie unis, façonnés et mélangés ont baissé, tandis que celles des gazes et crêpes de soie pure ont augmenté. D'autre part, l'exportation nette en valeur des rubans de soie pure et mélangée qui, de 25.500.000 francs en 1896, avait atteint 31.900.000 francs en 1897, a un peu faibli et a été de 30.100.000 francs en 1898.

Dans l'industrie linière, la situation déjà signalée dans le bulletin de février 1898 ne s'est pas améliorée. Dans l'ensemble, les importations de matières premières se sont maintenues, mais les exportations de produits fabriqués ont été en diminution. L'importation nette du chanvre broyé ou taillé qui, de 15 millions de kilogrammes en 1896 avait atteint en 1897 16.400.000 kilogrammes, est descendue à 14.500.000 kilogrammes en 1898, tandis que les importations de lin brut ou taillé qui de 67.300.000 kilogrammes en 1896 avaient baissé à 59.300.000 kilogrammes en 1897 sont remontées à 64.500.000 kilogrammes en 1898. Un progrès s'est aussi produit dans l'importation de la ramie : 130.000 kilogrammes en 1896, 260.000 kilogrammes en 1897 et 450.000 kilogrammes en 1898. Les importations d'étoupes de chanvre ont, d'autre part, marqué une diminution : 3.300.000 kilogrammes en 1898 contre 3.500.000 kilogrammes en 1897 et 3.100.000 kilogrammes en 1896.

Mais l'importation nette des étoupes de lin qui était de 1.400.000 kilogrammes en 1896 n'a plus été que de 450.000 kilogrammes en 1897 et de 150.000 kilogrammes en 1898, par suite d'une augmentation des importations plus rapides que celle de nos exportations. Dans les fils de chanvre ou de lin ou de ramie, l'exportation brute en valeur qui avait été inférieure aux importations de 800.000 francs en 1894, puis les avait dépassées de 4.200.000 francs en 1895, est ensuite restée inférieure aux importations de 2.900.000 francs en 1896, de 2 millions en 1897 et de 400.000 francs en 1898 ; nos exportations, qui n'étaient plus que de 4.900.000 francs en 1898 ayant diminué plus rapidement que les importations. Un mouvement analogue s'est produit dans les importations et les exportations de tissus de lin, de chanvre ou de ramie ; l'exportation, qui avait été supérieure à l'importation de 1 million de francs en 1894, 1.600.000 francs en 1895, a été dépassée par cette importation de 2 millions en 1896, de 2.400.000 francs en 1897 et en 1898. Enfin, l'exportation brute des cordages qui avait baissé de 4.600.000 francs en 1895 à 4.400.000 francs en 1896 et en 1897, est remontée à 5.200.000 francs en 1898. D'autre part, d'après l'*Annuaire statistique*, la production du chanvre en filasse a été de 243.892 quintaux en 1896, 272.899 en 1895, 284.214 en 1894 et 269.682 en 1893 ; celle du lin de 288.463 quintaux en 1896, 222.819 en 1895, 241.958 en 1894 et 179.433 en 1893.

Dans l'industrie du travail des jutes et des autres végétaux filamenteux, le travail est maintenu actif, l'abondance de la récolte de jute aux Indes en 1897 ayant permis d'alimenter nos usines dans de bonnes conditions. C'est ainsi que l'importation nette en valeur du jute brut ou teillé ou en brins et étoupes, qui de 27.600.000 francs en 1896 était descendue à 21.200.000 francs en 1897 est remontée à

28.500.000 francs en 1898, tandis que l'importation nette en valeur du phormium et autres végétaux filamenteux a été en diminuant : 3 millions en 1896, 2.900.000 francs en 1897, 2.500.000 francs en 1898. De plus, ce qui témoigne encore de l'activité de nos usines, l'exportation des fils et des tissus de jute a été en augmentation sur l'an dernier : l'exportation nette en valeur qui, de 2.300.000 francs en 1893, n'avait plus été que de 1.700.000 francs en 1894, puis était arrivée à 2.600.000 francs en 1895, était descendue à 1.500.000 francs en 1896 et à 1.200.000 francs en 1897, est remontée à 2.100.000 francs en 1898; de même pour l'exportation des tissus de jute qui a été de 4.450.000 francs en 1898 contre 2.950.000 francs en 1897, 3.300.000 francs en 1896, 3.700.000 francs en 1895, 3.960.000 francs en 1894 et 3.600.000 francs en 1893.

L'importation des machines et installations mécaniques, qui avait été importante afin de faciliter l'organisation d'ateliers à grande production, a commencé à diminuer dans certaines spécialités, tant par suite de la concurrence plus grande de nos constructeurs que par suite de la surproduction survenue dans l'industrie textile en général; c'est ainsi que l'importation nette en valeur des machines à nettoyer, ouvrir et préparer la laine, le coton, le lin, etc., de 3 millions de francs en 1896 est descendue à 2.400.000 francs en 1897 et à 1.800.000 francs en 1898, et que l'importation des métiers à tisser, de 2.600.000 francs en 1896 est descendue à 2.100.000 francs en 1897 et à 700.000 francs en 1898, notre exportation en 1898 ayant atteint 2 millions et l'importation étant descendue à 2.700.000 francs, mais pour les métiers continus à filer ou à retordre, l'importation nette en valeur a été de 2.600.000 francs en 1898 contre 2.200.000 francs en 1897 et 2.500.000 francs en 1896.

L'importation des fils de poils de chèvre (mohair) utilisés pour certains tissus, qui de 6 millions de francs en 1896 avait atteint 8.100.000 francs en 1897 est revenue à 6.700.000 francs en 1898, tandis que l'importation des tissus de poils de chèvre a été en baisse constante : 1.500.000 francs en 1896, 500.000 francs en 1897 et 300.000 francs en 1898. L'importation des tissus d'alpaga a été, par contre, en progrès sur l'an dernier : 3.400.000 francs en 1898 contre 2.300.000 francs en 1897 et 5.700.000 francs en 1896.

Pendant l'année 1898, nos teintureries ont ressenti dans un certain nombre de centres les effets du ralentissement survenu dans le travail des filatures, tissages, qui les alimentaient de commandes.

D'autre part, le tableau ci-dessous, d'après l'*Annuaire statistique*, des importations temporaires de fils et de tissus écrus et des exportations des produits fabriqués (fils et tissus teints ou imprimés) donne une indication utile sur les modifications de l'activité du travail dans nos teintureries et ateliers d'impressions sur étoffes pendant les années 1892 à 1897 :

	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.
	—	—	—	—	—	—
Valeurs exprimées en millions de francs.						
<i>Matières premières.</i>						
Fils de soie et de bourre de soie écrus.	"	"	11.0	13.0	14.0	13.9
Tissus de laine pure ou mélangée. . . .	1.7	2.0	1.9	1.7	1.7	1.2
Tissus de soie pure ou mélangée écrus.	1.9	2.1	1.4	1.7	1.3	1.1
<i>Produits fabriqués.</i>						
Fils de soie et de bourre teints.	"	"	14.3	16.8	21.7	18.4
Tissus de laine teints ou imprimés. . . .	2.0	2.2	2.2	2.0	1.9	1.4
Tissus de soie pure ou mélangée teints.	2.0	2.5	1.6	2.1	1.7	1.3

De plus, de la comparaison des importations de produits chimiques nécessaires à la teinture, ressort aussi l'indication d'une diminution d'activité dans nos teintureries.

Dans la passenterie de coton et dans celle de laine pure ou mélangée, les exportations ont diminué, ce qui correspond avec les ralentissements du travail déjà signalés dans les *Bulletins* précédents; l'exportation nette de la passenterie de coton a été ainsi de 3.700.000 francs en 1898 contre 4.500.000 francs en 1897 et 4.800.000 francs en 1896; celle de la passenterie de laine pure ou mélangée de 1.400.000 francs en 1898 contre 3.100.000 francs en 1897 et 8 millions en 1896.

Dans la bonneterie (ganterie, tissus en pièces et vêtements confectionnés), la bonneterie de laine a été mal alimentée de commandes par suite du manque de froids des hivers 1897 et 1898; la bonneterie de coton mieux pourvue d'ordres grâce aux genres fantaisie et aux bas prix pratiqués a cependant vu aussi diminuer son activité. L'exportation nette de bonneterie de laine qui était de 4 millions de francs en 1896 n'a plus été que de 2.400.000 francs en 1897 et de 2 millions en 1898; celle de la bonneterie de coton a été de 11 millions de francs en 1898 au lieu de 14.500.000 francs en 1897 et 17.200.000 francs en 1896. L'importation des métiers à tricots et à bonneterie a aussi baissé : 400.000 francs en 1898 contre 500.000 francs en 1897 et 600.000 francs en 1896.

Dans l'industrie des dentelles le ralentissement du travail signalé dans un certain nombre de métiers de l'industrie textile s'est aussi fait sentir. Si, d'une part, l'importation nette en valeur des dentelles coton faites à la main a diminué : 3.400.000 francs en 1898 contre 4.300.000 francs en 1897 et 3.700.000 francs en 1896, un mouvement analogue s'est produit dans l'exportation des tulles, dentelles faites à la mécanique et guipures : 12 millions de francs en 1898 contre 12.500.000 francs en 1897 et 14.500.000 francs en 1896; par contre, l'exportation nette des dentelles de soie et de bourre de soie s'est maintenue en progrès : 21.400.000 francs en 1898 contre 21.100.000 francs en 1897 et 11.100.000 francs en 1896; mais l'exportation des tulles de soie a été moins favorisée : 11.200.000 francs en 1898 contre 13 millions en 1897 et 15.300.000 francs en 1896. Dans l'industrie des broderies à la mécanique, l'importation qui en 1896 dépassait notre exportation de 5.200.000 francs était en 1897 inférieure de 130.000 francs à notre exportation; mais en 1898, l'importation a de nouveau dépassé notre exportation de 2.700.000 francs. Enfin, l'importation des métiers à tulles, dentelles et guipures qui avait progressé de 950.000 francs en 1896 à 1.200.000 francs en 1897 est restée à peu près stationnaire à ce chiffre en 1898.

Dans l'industrie du vêtement, la température défavorable et la mauvaise récolte de 1897 ont influé sur le marché intérieur qui a été moins bon que l'an dernier, mais le marché extérieur a, dans une certaine mesure, présenté une amélioration. L'exportation nette en valeur des pièces de lingerie cousues, qui de 31 millions de francs en 1896 était descendue à 27.300.000 francs en 1897, est remontée à 28 millions en 1898; un progrès analogue s'est produit dans l'exportation nette des vêtements confection pour hommes : 14 millions de francs en 1896, puis 15.300.000 francs en 1897 et 15.800.000 francs en 1898. Dans le vêtement confection pour femmes, l'importation brute qui était de 2.300.000 francs en 1896 n'a plus été que de 1.700.000 francs en 1897 et en 1898; tandis que l'exportation brute des vêtements confections en soie de 7.700.000 francs en 1896 passait à 14.400.000 francs en 1897 et à 18.360.000 francs en 1898 et que l'exportation des confections d'autres tissus que la soie, de 43.600.000 francs en 1896 descendait à 36.400.000 francs en 1897 et à 36 millions en 1898. D'autre part, l'importation nette des machines à coudre, qui de 8.900.000 francs en 1896 était passée à 9.200.000 francs en 1897, est revenue à 8.800.000 francs en 1898.

Dans l'industrie de la chapellerie, la concurrence des chapeaux de feutres poils, laine ou soie a repris; l'importation étrangère brute a été de 1.800.000 francs en 1898, contre 1.500.000 francs en 1897 et 1.700.000 francs en 1896, tandis que notre exportation a été en diminuant : 1.580.000 francs en 1896, 1.525.000 fr. en 1897 et 1.370.000 francs en 1898. Pour les chapeaux de paille, sparte, etc., l'importation des nattes, bandes ou tresses de paille et de bois blancs pour l'usage de la chapellerie a été en diminuant : 12.270.000 francs en 1896, puis 14.600.000 fr. en 1897 et 12 millions de francs en 1898, tandis que notre exportation nette en valeur de chapeaux de paille, d'écorce, de sparte, tressés ou cousus, qui de 5.200.000 francs en 1896 était descendue à 3.800 000 francs en 1897, est revenue à 4.700.000 francs en 1898.

D'autre part, ce qui concorde avec le ralentissement des commandes qui avait été signalé dans les *Bulletins* précédents, l'exportation brute en valeur des modes et fleurs artificielles a faibli et est revenue à un chiffre inférieur à celle de 1895; elle a été de 61.700.000 francs en 1898, contre 71.500.000 francs en 1897, 69 millions de francs en 1896 et 66.300.000 francs en 1895; un mouvement semblable s'est produit dans l'exportation des plumes pour parures qui a été de 37.300.000 fr. en 1898, 52.800.000 francs en 1897, 50,160.000 fr. en 1896 et 34.800.000 fr. en 1895.

Pendant le mois de janvier, le travail est resté peu actif dans les industries lainière et cotonnière; dans l'industrie linière, situation stationnaire; dans l'industrie de la soierie, la rubanerie, l'activité se maintient, mais les prix de façon restent peu élevés et sont jugés non rémunérateurs; on estime que le chômage est resté le même que le mois précédent dans les filatures et tissages mécaniques, et qu'il a augmenté et a atteint un quart des ouvriers dans les tissages à la main. Dans la teinturerie, travail plutôt en diminution sur le mois dernier. Chez les passementiers, les commissions remises ont été plus faibles que l'an dernier, la reprise habituelle du travail est retardée. Chez les chapeliers, ouvrage généralement aussi abondant que l'an dernier, plutôt en diminution sur le mois précédent; les tailleurs comptent un quart des leurs en chômage; c'est la morte-saison d'hiver.

Bois. — L'augmentation de l'importation des bois à construire, signalée dans le *Bulletin* de février 1898 ne s'est pas maintenue, bien que le travail des gros bois ait encore maintenu une bonne activité en 1898; l'importation nette en valeur a été, en effet, de 72.600.000 francs en 1895, 84.900.000 francs en 1896, 108 millions de francs en 1897 et de 104.300.000 francs en 1898.

Dans la tonnellerie, la concurrence des bateaux et wagons-citerne pour le transport des liquides, le développement de la coutume de renvoyer aux producteurs de vins, alcools, etc., les fûts déjà usagés, l'emploi plus fréquent de futailles en fer a rendu difficile la situation de nos fabriques de tonneaux et futailles malgré l'amélioration apportée dans certains centres par la récolte de vins supérieure en qualité à celle de l'année dernière. L'importation brute des bois merrains pour la tonnellerie a été, en effet, plus faible que celle des cinq dernières années; elle a été, de 20.900.000 francs en 1898, contre 22.200.000 francs en 1897, 27.200.000 francs en 1896, 23.100.000 francs en 1895, 36.400.000 francs en 1894 et 21.900.000 francs en 1893.

D'autre part, l'exportation nette, c'est-à-dire importation déduite, des futailles en bois, vides, montées ou démontées, cerclées, a baissé de 1.700.000 kilogrammes en 1896, à 1 million de kilogrammes en 1897 et à 765.000 kilogrammes en 1898; l'importation brute ayant été en 1898 de 667.000 kilogrammes et l'exportation brute de 1.432.000 kilogrammes, tandis que l'exportation des futailles en fer qui n'était que de 50.800.000 kilogrammes en 1896 est montée à 53.300.000 kilogrammes en 1897 et à 64.200.000 kilogrammes en 1898.

Dans l'industrie du meuble, l'importation des bois d'ébénisterie a marqué une augmentation qui concorde avec l'augmentation de l'exportation des meubles et ouvrages en bois; l'importation des bois d'ébénisterie a été en effet de 10.360.000 francs en 1898 contre 9.300.000 francs en 1897, 7.500.000 en 1896, 5.300.000 en 1895, 7.100.000 francs en 1894 et 6.850.000 francs en 1893; d'autre part, l'exportation nette en valeur des meubles et ouvrages en bois qui était de 16 millions 500.000 francs en 1893, puis de 15.200.000 francs en 1894 est arrivée à 17 millions en 1895, 19.500.000 francs en 1896, 19.800.000 francs en 1897 et 21 millions en 1898.

La carrosserie et la wagonnerie ont eu aussi un travail actif ainsi qu'en témoigne l'augmentation des exportations. L'importation brute en valeur de la carrosserie et de la wagonnerie a été en effet de 11.300.000 francs en 1898 contre 10.200.000 francs en 1897, 8.300.000 francs en 1896, 11.100.000 francs en 1895, 11.900.000 francs en 1894 et 8.500.000 francs en 1893; tandis que l'exportation brute de la carrosserie qui était de 6.600.000 francs en 1893 atteint 9.100.000 francs en 1894, 8.760.000 francs en 1895, 11.200.000 francs en 1896, 19.300.000 francs en 1897 et 19.400.000 francs en 1898.

Dans la tabletterie, la boutonnerie, la broserie, la bimbeloterie, l'éventail, l'article de Paris, la diminution des arrivages de matière première pendant la guerre hispano-américaine et la hausse des cours des os, etc. . . . , a rendu plus difficile la situation de nos fabricants; l'importation s'est maintenue légèrement supérieure à 8 millions de francs, mais notre exportation a fléchi en 1898; 124.800.000 francs en 1898 contre 129.800.000 francs en 1897, 130.760.000 francs en 1896, 127 millions en 1895 et 129.800.000 francs en 1894. Notre vannerie a marqué aussi un recul sur l'an dernier : 4.200.000 francs en 1898 contre 4.400.000 francs en 1897, mais 4.100.000 francs en 1896 et en 1895, et 3.700.000 francs en 1894.

Pendant le mois de janvier, les charpentiers et les menuisiers ont été en mortel-saison; ces derniers ont pu trouver d'ailleurs à s'occuper à des travaux d'intérieur. La tonnellerie a éprouvé un ralentissement dû à la concurrence des fûts déjà usagés, à l'emploi plus fréquent de wagons et de bateaux-citerne et de futailles en fer. Une reprise s'est produite dans la carrosserie avec le commencement de la mise en état des voitures d'été. On compte 13 p. o/o de chômeurs chez les charpentiers, 12 p. o/o chez les menuisiers, 13 p. o/o chez les carrossiers, 6 p. o/o chez les ébénistes.

MÉTAUX. — L'industrie métallurgique a maintenu, en 1898, une activité satisfaisante plutôt plus grande que celle de l'an dernier; grâce aux commandes qui sont arrivées à nos établissements métallurgiques et à nos ateliers de construction mécanique, le travail a été régulier malgré les difficultés apportées dans certains centres par la sécheresse des cours d'eau, pendant l'été 1898; les prix de vente ont été en hausse et plus rémunérateurs. Le tableau suivant, d'après l'*Annuaire statistique*, des importations temporaires de fonte, fer et acier et des réexportations de produits fabriqués (ouvrages en fonte, machines, ouvrages en fer et en acier) donne, pour les années 1892 à 1897, une indication utile sur les modifications de l'activité du travail dans nos établissements métallurgiques.

	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.
	—	—	—	—	—	—
<i>Matières premières importées :</i>						
	(millions de francs.)					
Fonte brute et de moulage	2,3	2,0	2,5	1,7	1,8	2,8
Fonte brute d'affinage	1,6	1,1	1,0	0,7	1,5	2,3
Fer étiré en barres, au coke	1,1	1,0	1,2	1,2	0,9	0,9
Ferrailles	0,3	0,1	0,2	0,1	0,5	0,6
Tôles en fer	1,1	0,4	0,7	0,7	0,3	0,4
Acier	1,2	0,1	0,1	0,2	0,3	0,2

<i>Produits fabriqués réexportés :</i>	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.
	(millions de francs.)					
Ouvrages en fonte moulée et produits provenant de fonte brute d'affinage.....	12,7	15,8	8,0	6,0	9,4	15,7
Machines et mécaniques, bâtiments de mer et wagons.....	18,3	9,4	14,4	7,9	10,0	11,3
Ouvrages provenant de fer en barres, au coke.....	3,0	4,1	3,7	8,0	3,4	3,3
Ouvrages provenant de ferrailles.....	1,0	0,5	0,4	0,5	2,4	3,0
Ouvrages provenant de tôle de fer.....	2,0	1,4	2,8	1,5	1,1	1,3
Ouvrages provenant d'acier.....	2,0	1,2	2,7	2,6	3,0	2,1

D'autre part, la production des fontes brutes (1) d'affinage, de moulage et de fontes moulées en première fusion qui avait été de 2.339.500 tonnes en 1896, a été en augmentation en 1897, a atteint 2.484.200 tonnes en 1897, soit une augmentation de 6.2 p. o/o.

Les fontes moulées en deuxième fusion ont atteint 584.500 tonnes, en augmentation de 26.000 tonnes ou 4.6 p. o/o sur l'année précédente. Il a été produit aussi 994.900 tonnes d'aciers ouvrés de toute sorte, donnant une augmentation de 78.000 tonnes ou 8.5 p. o/o sur l'année 1896. Quant aux fers marchands ou spéciaux, y compris les tôles de fer, dont la production a été de 784.000 tonnes, elle a marqué une diminution de 45.000 tonnes sur celle de 1896; cependant la valeur des produits a haussé de 1 million, en raison de l'élévation des prix de vente. La consommation des fers et des aciers ouvrés réunis s'est élevée à 1.638.000 tonnes, à peu près comme l'année précédente; mais celle des fers qui entre dans ce chiffre pour 768.000 tonnes, a diminué de 65.000 tonnes; les aciers ont pris la place des articles similaires en fer.

Cette activité de notre industrie métallurgique s'est maintenue en 1898, ainsi qu'en témoignent les chiffres des importations en admission temporaire et des réexportations après main-d'œuvre, pendant les années 1897 et 1898. (D'après le *Bulletin du Comité des forges*.)

	IMPORTATIONS TEMPORAIRES.		RÉEXPORTATIONS.	
	en 1898.	en 1897.	en 1898.	en 1897.
	Tonnes.	Tonnes.	Tonnes.	Tonnes.
Fontes d'affinage.....	48.071	47.561	43.723	35.109
Fontes de moulages.....	51.170	49.013	49.460	49.895
Fers au bois.....	2.761	2.883	2.044	1.580
Fers au coke.....	10.592	7.317	10.825	9.794
Tôles.....	6.847	2.689	2.380	3.243
Aciers.....	4.207	3.190	3.317	3.676
TOTAUX.....	123.648	112.653	111.749	101.297

(1) D'après le *Rapport au Ministre des Travaux publics, Journal officiel* du 18 janvier 1899.

Les importations totales de fontes, fers et aciers, pendant l'année 1898, ont été de 217.937 tonnes, c'est-à-dire en augmentation d'un peu moins de 6 p. o/o par rapport aux résultats de l'année 1897. Les exportations totales se sont élevées à 373.124 tonnes, soit une augmentation d'un peu plus de 19 p. o/o sur les exportations de 1897.

En particulier, les importations nettes de houilles carbonisées qui de 1.260.000 tonnes en 1896 étaient montées à 1.460.000 tonnes en 1897, sont revenues à 1.312.000 tonnes en 1898, diminution qui a dû être compensée par une plus grande activité dans nos établissements. L'importation nette des minerais de fer a également un peu diminué; 1.796.000 tonnes en 1898 contre 1.838.000 tonnes en 1897; mais cette importation, en 1898, est restée encore supérieure à celle de 1896. Par contre, l'exportation nette des fontes de moulage et d'affinage a repris: 99.000 tonnes en 1898 contre 47.000 tonnes en 1897, mais 176.000 tonnes en 1896. Une amélioration s'est également produite dans l'exportation nette des aciers en barres, lingots et billettes: 36.000 tonnes en 1898, 31.000 tonnes en 1897 et 26.000 tonnes en 1896; de même pour l'exportation nette des rails de fer: 3.800 tonnes en 1898 contre 1.800 tonnes en 1897 et 3.000 tonnes en 1896, et pour les tôles de fer laminées ou martelées: 4.700 tonnes en 1898 contre 3.800 tonnes en 1897 et 3.200 en 1896. Par contre, une diminution s'est produite dans l'exportation nette des fers étirés en barre au coke: 26.700 tonnes en 1898 contre 38.300 tonnes en 1897 et 22.000 tonnes en 1896; de même pour l'exportation nette des rails d'acier qui est descendue de 16.000 tonnes en 1896 à 10.400 tonnes en 1897 et 7.300 tonnes en 1898. Pour les tôles d'acier, l'exportation nette qui avait été de 200 tonnes en 1896, puis de 800 tonnes en 1897, a été remplacée, en 1898, par une importation nette de 100 tonnes, l'importation ayant été de 1.600 tonnes et l'exportation de 1.500 tonnes.

D'ailleurs, pour apprécier l'activité de nos établissements métallurgiques, il convient de considérer le travail effectué dans nos ateliers de construction mécanique. L'exportation brute, aussi bien d'ailleurs que l'importation, ont continué à progresser; l'exportation brute en valeur des outils et ouvrages en métaux a été, en 1898, de 81 millions de francs contre 79.400.000 francs en 1897, 85.100.000 francs en 1896, 67.900.000 francs en 1895 et 55.800.000 francs en 1894, tandis que l'importation brute en valeur de ces mêmes produits a été de 27.900.000 francs en 1898 au lieu de 26.900.000 francs en 1897, 26.300.000 francs en 1896, 24.500.000 francs en 1895 et 23.800.000 francs en 1894; même progrès pour les machines et mécaniques, l'exportation a été de 48.900.000 francs en 1898 au lieu de 43.800.000 francs en 1897, 46.100.000 francs en 1896, 37 millions en 1895 et 35 millions en 1894; l'importation, de 75.800.000 francs en 1898, 67.600.000 francs en 1897, 62.200.000 francs en 1896, 58.600.000 francs en 1895 et 57 millions en 1894. En particulier, l'importation des machines pour l'agriculture, malgré les progrès faits par nos constructeurs et l'augmentation de nos exportations, a continué à dépasser ces exportations de 8.600.000 francs en 1898 au lieu de 4.900.000 francs en 1897 et 2.800.000 francs en 1896.

Pour les machines-outils notre exportation qui dépassait l'importation de 2.500.000 francs en 1896 a été remplacée par une importation dépassant l'exportation de 84.000 francs en 1897 et de 2.500.000 francs en 1896.

La production des machines et dynamo électriques s'est maintenue active, mais tandis que les importations variaient de 3.300.000 francs en 1896 à 3.700.000 francs

en 1898, nos exportations passaient de 1.200.000 francs en 1896 et 1897 à 1.400.000 en 1898. L'exportation des voitures automobiles a presque triplé en deux ans et atteint 1.700.000 francs en 1898. Nos ateliers de construction de vélocipèdes ont aussi progressé; en 1896, l'importation des vélocipèdes, qui était de 6.700.000 francs, dépassait l'exportation de 220.000 francs; mais, en 1897, notre exportation a été supérieure à l'importation de 2 millions et, en 1898, cette situation s'est maintenue. L'importation brute des bâtiments de mer en fer ou en acier qui de 11.800.000 francs en 1894 était passée à 13.509.000 fr. en 1895 et 15 millions en 1896 est redescendue à 11 millions en 1897 puis remontée à 12.500.000 francs en 1898, tandis que notre exportation progressait de 2 millions de francs en 1896, à 2.300.000 francs en 1897 et à 2.400.000 francs en 1898. L'exportation brute des armes a été de 8.600.000 francs en 1898, contre 9.700.000 francs en 1897, 3.160.000 francs en 1896, puis 8.300.000 francs en 1895 et 26.700.000 francs en 1894. L'exportation nette en valeur (importation déduite) de la coutellerie a baissé à 3.140.000 francs en 1898 contre 3.400.000 francs en 1897, 3.700.000 francs en 1896, 3 millions de francs en 1895 et 3.500.000 francs en 1894.

D'autre part, la statistique des appareils à vapeur (1) employés dans l'industrie, en 1897, indique un progrès sur les années précédentes; 83.821 chaudières à vapeur ont été en activité en 1897 contre 81.706 en 1896; d'autre part, pour l'ensemble des exploitations (industrie, chemins de fer, navigation), l'augmentation du nombre de chevaux-vapeur, par rapport à 1896, a été de 170.000 chevaux-vapeur.

A côté des forges et aciéries, les usines métallurgiques de gros œuvre (2) dans lesquelles on a produit directement, en France, de l'or, de l'argent, du plomb, du zinc, du nickel, de l'aluminium, de l'antimoine et traitant soit des minerais indigènes, soit des minerais expédiés de l'étranger, quoique d'une importance restreinte, ont donné une production d'une valeur supérieure à 43 millions et demi, soit une plus-value de 3 millions de francs sur l'année 1896 et de 6 millions et demi sur l'année 1895: le zinc a fourni la majeure partie de cette production: 38.000 tonnes en 1897, soit 2.500 tonnes de plus qu'en 1896.

En 1898, pour les métaux autres que pour le fer et l'acier, dans l'industrie du cuivre, un ralentissement s'est produit dans les importations de minerai; l'importation nette a été de 5.900 tonnes en 1898 contre 9.900 tonnes en 1897 et 7.700 tonnes en 1896; de même l'importation nette du cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain en masses, barres et plaques qui de 37.000 tonnes en 1896 était passée à 44.500 tonnes en 1897 est revenue à 41.500 tonnes en 1898. Les exportations de cuivre laminé ou battu est aussi descendue de 2.500 tonnes en 1896 à 2.200 tonnes en 1897 et à 1.800 tonnes en 1898; mais l'exportation nette en valeur des fils de cuivre de toutes dimensions qui était de 33.800.000 francs en 1896 a atteint 55.200.000 francs en 1897 et 67.900.000 francs en 1898, ce qui indique une augmentation d'activité dans nos usines du travail du cuivre.

Enfin le tableau ci-contre donne pour les années 1892 à 1897, les variations

(1) D'après le *Rapport au Ministre des Travaux publics*. Journal officiel du 19 janvier 1899.

(2) D'après le *Rapport au Ministre des Travaux publics*. Journal officiel du 18 janvier 1899.

(2) D'après l'*Annuaire statistique* de 1898,

de l'importation temporaire des matières premières (cuivre) et de la réexportation des produits fabriqués, cuivre laminé et ouvrage en cuivre.

	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.
	—	—	—	—	—	—
	Millions de francs.					
<i>Matières premières importées.</i>						
Cuivre	1, 2	3, 5	2, 5	1, 9	1, 6	1, 6
<i>Produits fabriqués réexportés.</i>						
Cuivre laminé et ouvrages en cuivre.....	2, 3	6, 4	4, 6	6, 8	2, 7	3, 5

Pour l'industrie du plomb, l'importation des minerais a été de 4.160 tonnes en 1898 au lieu de 1.970 tonnes en 1897, tandis qu'en 1896 l'exportation avait dépassé l'importation de 3.000 tonnes. Pour le plomb argentifère des masses brutes, saumons, barres ou plaques, l'importation nette a été de 32.500 tonnes en 1898, de 32.800 tonnes en 1897 et de 28.500 tonnes en 1896; pour le plomb non argentifère, de 39.100 tonnes en 1898, 44.100 tonnes en 1897 et de 41.000 tonnes en 1896.

Le travail du nickel a continué à progresser par suite de son emploi plus fréquent; l'importation nette du minerai de nickel a été de 24.900 tonnes en 1898 au lieu de 17.300 tonnes en 1897 et de 15.700 tonnes en 1896; mais l'exportation du nickel affiné en lingots ou en masses brutes qui était de 350.000 kilogrammes en 1896 est descendu à 136.000 kilogrammes en 1897 et à 127.000 kilogrammes en 1898.

Pour le zinc, l'exportation nette du minerai a été en diminution sensible par suite de l'augmentation de l'importation qui, ayant atteint 60.400 tonnes en 1898, a égalé à peu près l'exportation, tandis que l'exportation dépassait l'importation de 22.000 tonnes en 1897 et de 11.500 tonnes en 1896. Par contre, l'importation nette de zinc en masses brutes, barres ou plaques a diminué: 23.500.000 kilogrammes en 1898 contre 28.300.000 kilogrammes en 1897 et 28.600.000 kilogrammes en 1896; de plus, l'importation nette des limailles de zinc et des vieux ouvrages en zinc qui était de 1.400 000 kilogrammes en 1896 n'a plus été que de 600.000 kilogrammes en 1897 et de 650.000 kilogrammes en 1898; mais l'exportation nette du zinc laminé qui était de 5.600.000 kilogrammes en 1896 est montée à 6.100.000 kilogrammes en 1897 et à 8.200.000 kilogrammes en 1898.

Notre horlogerie a perdu une partie de l'avance qu'elle avait obtenue l'an dernier, mais est restée supérieure à l'année 1896; l'exportation brute en valeur a été de l'année 19.900.000 francs en 1898, 20.400.000 francs en 1897, 18.300.000 francs en 1896, 16.300.000 francs en 1895 et 17.400.000 francs en 1894; tandis que l'importation a été en progrès constant: 9.300.000 francs en 1894, 9.400.000 francs en 1895, 10.600.000 francs en 1896, 12.200.000 francs en 1897 et 14.700.000 francs en 1898. Un mouvement analogue s'est produit dans les exportations brutes d'orfèvrerie, bijouterie et plaqués, qui ont été de 24.300.000 francs en 1898 contre 28.100.000 francs en 1897, 25 millions de francs en 1896, 25.900.000 francs en 1895 et 23.400.000 en 1894; tandis que les importations brutes étaient de 14.160.000 francs en 1898, 12.900.000 francs en 1897, 13.200.000 francs en 1896, 11.500.000 francs en 1895 et 12.200.000 francs en 1894. De plus, le tableau ci-contre donne, d'après l'*Annuaire statistique*, une indication sur les modifications de l'activité du travail dans nos ateliers d'orfèvrerie, d'après les variations du poids d'objets d'or et d'argent présentés à la marque ou à

la vérification pour la consommation ou pour l'exportation, du 1^{er} janvier au 31 décembre des années 1897 et 1896.

ANNÉES.	FABRICATION NATIONALE AUX TITRES LÉGAUX.						OBJETS IMPORTÉS DE l'étranger		EXPORTATION DES BIJOUX À TOUTS TITRES n'ayant pas été soumis à la marque et des montres au 4 ^e titre. (Loi du 25 janvier 1884.)			
	Objets marqués des poinçons intérieurs — Poids total.		Sortie constatée des objets marqués pour l'importation des droits (non compris les montres au 4 ^e titre). Poids total.		Objets exportés avec routour- nement des droits payés. — Poids total.		avec payement des droits de garantie. — Poids total.		Objets à tous titres. — Poids total.		Montres en or au 4 ^e titre. — Poids total.	
	Or.	Argent.	Or.	Argent.	Or.	Argent.	Or.	Argent.	Or.	Argent.	Nom- bre.	Poids total.
	hect.	hect.	hect.	hect.	hect.	hect.	hect.	hect.	hect.	hect.		hect.
1897.....	75.048	1.033.066	5.651	67.789	2.824	22.509	12.123	87.609	1.041	1.313	1.175	109
1896.....	74.535	991.587	6.307	64.533	2.647	15.207	10.866	90.723	968	749	1.158	100
en plus ..	513	41.479	"	3.256	177	7.302	1.257	"	73	564	17	9
en moins..	"	"	656	"	"	"	"	3.114	"	"	"	"

Pendant le mois de janvier, le travail s'est maintenu actif dans nos établissements métallurgiques et dans nos ateliers de construction mécanique ; dans les usines d'électricité ; la serrurerie du bâtiment a été en morte-saison annuelle ; un ralentissement du travail s'est produit dans l'horlogerie-bijouterie après les commandes du nouvel an. On compte 1 p. o/o de chômeurs chez les mouleurs et chez les ouvriers métallurgistes ; 2 p. o/o chez les mécaniciens ; 9 p. o/o chez les ouvriers en instruments de précision, et chez les ferblantiers-litiers ; pour ces derniers une reprise du travail s'est produite dans quelques centres.

BÂTIMENT. — L'industrie du bâtiment a maintenu une bonne activité qui, dans certains centres, a amené une hausse des matériaux de construction, dans la région parisienne, notamment, par suite des commandes de l'Exposition de 1900. L'importation brute en valeur a été de 11.800.000 francs en 1898 contre 11.700.000 francs en 1897, 10.500.000 francs en 1896, 10.900.000 francs en 1895 et 12 millions en 1894. En particulier, l'exportation nette des ardoises pour toitures, des pierres de construction brutes et des marbres bruts ou équarris a diminué, ce qu'on peut attribuer à une plus grande utilisation sur place ; l'exportation nette a été pour les ardoises pour toitures de 4.600 tonnes en 1898 et 1897 contre 4.800 tonnes en 1896 et pour les pierres de construction brutes de 27.800 tonnes en 1898 contre 80.000 tonnes en 1897 ; pour les marbres, l'importation brute en valeur a été de 3.600.000 francs en 1898 contre 3.680.000 en 1897, 3.670.000 en 1896, 3.600.000 francs en 1895 et 3.100.000 en 1894.

Pendant le mois de janvier, l'industrie du bâtiment a été en pleine morte-saison d'hiver ; cependant la douceur de la température dans certaines régions, les travaux urgents dans d'autres ont maintenu une certaine activité.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — La production de nos chaudières, malgré l'activité de celles-ci, n'a pas été suffisante pour notre consommation et l'importation nette de chaux ordinaire a été en augmentation : 2.250.000 quintaux métriques en 1898 contre 1.840.000 quintaux métriques en 1897 et 1.250.000 quintaux métriques en 1896. Mais, d'autre part, l'exportation nette de chaux hydraulique qui de 640.000 quintaux en 1896 était descendue à 400.000

quintaux en 1897, est revenue à 640.000 quintaux en 1898. L'exportation nette du ciment a été aussi en progrès : 2.300.000 quintaux en 1898 contre 2.100.000 en 1897 et 1.800.000 quintaux en 1896; celle du plâtre, qui était passée de 900.000 quintaux en 1896 à 1 million de quintaux en 1897, est restée stationnaire à ce chiffre en 1898.

Dans la céramique du bâtiment, l'exportation nette des tuiles non vernissées a baissé en 1898; elle a été de 1 million de quintaux métriques contre 1.200.000 quintaux en 1897 et 1.100.000 quintaux en 1896. L'augmentation de l'exportation des briques non vernissées et accessoires pour toitures a aussi marqué un arrêt; elle était passée de 642.000 quintaux en 1896 à 675.000 quintaux en 1897, elle est revenue à 629.000 quintaux en 1898; cependant, dans l'ensemble, les quantités exportées sont encore élevées et témoignent de l'activité de nos fabriques; d'ailleurs l'importation brute des poteries de terre commune a diminué en 1898, elle a été en valeur de 18.200.000 francs contre 19.700.000 francs en 1897, 15.400.000 en 1896 et 18.600.000 francs en 1895.

Dans l'industrie de la porcelaine et de la faïence, situation stationnaire, plutôt avec tendance à diminution; l'importation du kaolin a été de 350.000 quintaux métriques en 1898 contre 360.000 en 1897 et 320.000 en 1896; mais l'exportation nette des cailloux à faïence et à porcelaine a été de 340.000 quintaux en 1898 contre 300.000 quintaux en 1897 et 550.000 en 1896; tandis que celle du sable à fabriquer le verre et la faïence qui, de 310.000 quintaux en 1896 était montée à 400.000 quintaux en 1897, est descendue à 210.000 quintaux dès 1898. De plus, l'exportation brute en valeur de la faïence et de la porcelaine n'a été que 14.450.000 francs en 1898 au lieu de 16.100.000 francs en 1897, 16.400.000 en 1896, 16.240.000 en 1896 et 14.700.000 en 1895; l'importation brute en valeur de porcelaines blanches et décorées a marqué un progrès sur 1897 : 4.400.000 francs en 1898 au lieu de 4.200.000 francs en 1897, 4.900.000 en 1896, 4.300.000 en 1895 et 3.800.000 en 1894.

Dans nos verreries et cristalleries une amélioration s'est produite; nos exportations brutes ont augmenté, tandis que les importations ont été en diminuant, de telle sorte que notre exportation nette a été en progrès constant : les exportations nettes en valeur qui étaient de 7 millions de francs en 1894 ont en effet atteint successivement 7.700.000 francs en 1895, 11.400.000 en 1896, 12.400.000 en 1897 et 14.650.000 en 1898; l'exportation brute en valeur de nos glaces a été moins favorisée, elle n'a été que de 3 millions de francs en 1898 au lieu de 4 millions en 1897, 3.700.000 en 1896, 3.600.000 en 1895 et 4.400.000 en 1894.

Pendant

en morte-saison d'hiver. Dans la porcelainerie et dans la verrerie, le travail s'est maintenu à peu près égal à celui de l'an dernier.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Le mouvement de la navigation pendant les années 1898 et 1897 est représenté par le tableau ci-dessous.

	1898.		1897.		AUGMENTATION EN 1898.	
	Nombre.	Tonnage.	Nombre.	Tonnage.	Nombre.	Tonnage.
ENTRÉE.						
Navires français.....	7.597	4.480.166	7.701	4.469.566	—	10.600
Navires étrangers.....	18.580	11.458.940	17.810	10.357.568	770	1.001.372
SORTIE.						
Navires français.....	7.669	4.171.281	7.711	4.318.371	—	—
Navires étrangers.....	13.421	6.499.671	13.048	5.997.865	373	501.806

SUBVENTION À LA MARINE MARCHANDE. PRIMES À LA CONSTRUCTION.

ANNÉES.	TONNEAUX.	PRIMES.
		francs.
1893.....	31.833	1.575,840
1894.....	26.608	1.275.184
1895.....	35.290	1.759.275
1896.....	56.809	3.081.761
1897.....	77.565	4.279.627

MOUVEMENT DE LA NAVIGATION. (TONNAGE. — NAVIRES CHARGÉS.)

DÉSIGNATION.		NAVIRES À VAPEUR.					
		1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.
TONNAGE DES NAVIRES FRANÇAIS.		Milliers de tonneaux (entrées et sorties réunies).					
Navigation	avec l'Algérie.....	2.407	2.138	2.249	2.459	2.640	2.800
	avec les autres colonies et possessions françaises.....	561	513	531	611	493	600
	grande pêche.....	4.901	4.613	4.314	4.373	4.802	4.941
	avec l'étranger.....						
TOTAUX.....		7.869	7.264	7.094	7.443	7.935	8.341
Tonnage des navires étrangers.....		12.250	12.745	13.170	13.428	14.839	15.394
Tonnage des navires français et étrangers réunis....		20.119	20.009	20.564	20.871	22.774	23.735
Part proportionnelle du tonnage total des navires à voiles.....		90 p. 100.	91 p. 100.	91 p. 100.	93 p. 100.	89 p. 100.	88 p. 100.

DÉSIGNATION.		NAVIRES À VOILES.					
		1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.
TONNAGE DES NAVIRES FRANÇAIS.		Milliers de tonneaux (entrées et sorties réunies).					
Navigation	avec l'Algérie.....	12	37	10	10	15	13
	avec les autres colonies et possessions françaises.....	111	101	113	95	82	77
	grand. pêche.....	107	104	107	116	119	117
	avec l'étranger.....	356	299	302	271	282	270
TOTAUX.....		586	541	532	492	498	477
Tonnage des navires étrangers.....		1.577	1.536	1.454	1.131	1.069	1.061
Tonnage des navires français et étrangers réunis....		2.103	2.077	2.016	1.623	1.567	1.538
Part proportionnelle du tonnage total des navires à vapeur.....		10 p. 100.	9 p. 100.	9 p. 100.	7 p. 100.	7 p. 100.	7 p. 100.

Le trafic intérieur sur nos rivières et canaux donne aussi d'utiles renseignements sur les variations de l'activité de nos industries et le tableau ci-contre présente le

mouvement général de la navigation intérieure pendant les années 1892 à 1897 qui a, d'ailleurs, présenté une augmentation sensible en 1896 et en 1897.

ANNÉES.	LONGUEUR EN MYRIAMÈTRES.			TONNAGE KILOMETRIQUE (OU MILLIONS DE TONNES).			FRÉQUENTATION MOYENNE PAR KILOMÈTRE (mille tonnes).		
	Fleuves et rivières.	Canaux.	Total.	Fleuves et rivières.	Canaux.	Total.	Fleuves et rivières.	Canaux.	Total.
1892	759	481	1.240	1.526	2.083	3.609	201	434	291
1893	751	481	1.232	1.539	2.065	3.604	210	430	292
1894	747	478	1.225	1.652	2.260	3.912	221	473	319
1895	750	478	1.228	1.608	2.158	3.766	214	452	307
1896	751	485	1.236	1.725	2.466	4.191	230	508	339
1897	741	485	1.226	1.826	2.510	4.366	247	521	356

De plus le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant les premiers mois de 1898 a été de 25.814.578 tonnes, soit une augmentation de 3.7 p. o/o sur la période correspondante de 1897. Enfin les recettes de nos grandes compagnies de chemins de fer ont été en progrès en 1898; elles ont été de 1.343.484.300 francs pour les 12 mois, soit une augmentation de 3.35 p. o/o sur l'année 1897, ce qui indique que notre marché a continué à s'améliorer.

Pendant le mois de janvier, une accalmie s'est produite dans les affaires, comme tous les ans pendant la période des inventaires. Les employés de l'industrie des transports, les employés et ouvriers de l'alimentation ont bénéficié d'une amélioration de leur situation due aux visites et réceptions du jour de l'an, le placement en extra principalement a été plus facile que pendant le mois précédent.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc.; et 2° par les correspondants.

Somme. — A Amiens, dans une *filature de jute et de chanvre*, la durée du travail a été réduite de 2 jours par semaine en moyenne; dans un *tissage de satin pour chaussures*, le travail a été suspendu, les livrets ont été mis à la disposition des ouvriers qui étaient occupés.

Nord. — CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUBAIX. — Pendant le deuxième semestre de 1898, un nouvel établissement de *teinture et d'appât* a été construit; par contre, une *filature de laine peignée* a été fermée. Dans l'ensemble des industries, la production et la vente ont été plus faibles que pendant le semestre précédent; on estime qu'elles ont été de 25 à 30 p. o/o inférieures à la production et à la vente d'une année ordinaire; on attribue cette diminution d'activité à la difficulté des exportations due aux tarifs douaniers des autres pays et aux modifications de la mode. Dans l'industrie lainière, les prix de vente se sont maintenus surtout à cause de la hausse de la matière première mais ont été jugés peu rémunérateurs. Pour les *filés* et *tissus de coton*, les prix de vente sont descendus à des cours estimés insuffisants. Le taux des salaires est resté le même; mais, en raison des chômages, la somme des salaires payés aux ouvriers a été jugée inférieure d'un quart à celle des salaires d'une année ordinaire. Ces chômages, qui ont été partiels, ont atteint un grand nombre d'ouvriers, amené un afflux de main-d'œuvre et des réductions dans la durée du travail.

Marne. — Une amélioration s'est produite pendant le 4^e trimestre 1898 dans l'état d'activité du travail de l'industrie de la région de Reims; cependant la situation générale a été

estimée encore difficile par suite du prix élevé des matières premières. Le chômage étant moins grand, le personnel a été mieux occupé, principalement dans l'*industrie lainière*; le taux des salaires est resté sans modification.

Ain. — Pendant le 4^e trimestre de 1898, l'activité du travail s'est maintenue satisfaisante dans l'*traction* et dans la *taille des pierres* à Villebois; il n'a pas été signalé de chômeurs.

Puy-de-Dôme. — Pendant le 4^e trimestre de 1898, la situation est restée stationnaire dans l'ensemble des industries de Clermont-Ferrand; on estime que le chômage a atteint 10 p. o/o des ouvriers; la durée du travail a été de neuf à dix heures par jour.

Loire. — Pendant le 4^e trimestre 1898, dans la région de Saint-Chamond, l'industrie des *houillères* et celle de la *métallurgie* ont présenté une activité satisfaisante. Les autres industries et en particulier la *teinturerie*, le *moulinage* et la *fabrication du lacet* ont été moins occupées que les années précédentes.

Dans la région de Saint-Étienne, l'industrie des *tissages* (*rubans, velours et passementeries*) a été moins occupée que l'an dernier, il y a eu aussi tendance au ralentissement par rapport aux mois précédents; mais les prix de façon sont restés stationnaires; des ouvriers ont quitté la profession pour travailler à la *manufacture d'armes* et aux *usines métallurgiques* qui étaient en pleine activité; des établissements ont été fermés soit par suite de mauvaises affaires, soit par suite d'insuffisance des commandes pour occuper leur personnel et leur matériel. Cependant, pour les *teintureries*, grâce aux commissions venues de Lyon pour la teinture des soies, une amélioration s'est produite depuis le mois dernier. La durée du travail avait été réduite dans les tissages à dix heures par jour pour amener une diminution de la production; mais ce but n'a été atteint qu'en partie, la transformation du matériel et l'emploi plus fréquent des moteurs électriques ayant permis de produire davantage.

Rhône. — Pendant le 4^e trimestre 1898, l'activité du travail dans l'ensemble des industries de Thizy a été tenue pour meilleure que celle de l'an dernier; il n'y a pas eu de chômage, toutes les usines étant alimentées de commandes; il n'y pas eu de modification de salaires.

Tarn. — Dans la région de Castres, pendant le 4^e trimestre de 1898, la situation déjà signalée dans les *tissages* s'est maintenue, les fabricants n'ayant pu, par suite de la douceur de la température, écouler les tissus chauds et lourds, spécialité de la région. La municipalité a ouvert des chantiers de travail pour venir en aide aux ouvriers en chômage. On a dû réduire la journée de travail à neuf heures dans les *filatures*, les *tissages* et les *apprêts*. Par suite de la difficulté des affaires, les prix de vente des produits fabriqués ont aussi été réduits et sont devenus non rémunérateurs. Les *fonderies* et les ateliers de *constructions mécaniques* se sont ressentis de la crise de l'industrie textile, l'alimentation des ateliers est devenue difficile et des chômages tendent à se produire. Une maison qui avait été bien occupée, grâce à des *installations d'éclairage électrique*, a vu diminuer son activité par suite de l'augmentation de la concurrence des grandes entreprises. Une fabrique de *pompes filtres* a au contraire été en progrès.

Les *fabriques d'ébénisterie* et de *bois ouvrés* ont maintenu une activité satisfaisante et ont reçu des commandes pour plusieurs mois. Une des plus importantes usines qui avait été incendiée, ce qui avait amené le chômage d'un grand nombre d'ouvriers pendant quelques mois, a été reconstruite et un tiers de l'ancien personnel a pu déjà être repris.

A Graulhet, la situation industrielle et commerciale de la *mégisserie* a été inférieure à celle des années précédentes. La matière première (le nerf) qui s'achète à Mazamet où se fait le délainage des peaux, est montée à des prix élevés par suite de la rareté accidentelle de la peau et aussi par suite de nombreux achats faits par l'étranger, sans qu'une hausse correspondante se soit produite sur la peau mégissée. Beaucoup d'établissements ont réduit leur fabrication de moitié environ; on estime que le chômage a atteint 600 ouvriers; dans certaines usines on a établi un roulement permettant d'occuper alternativement un tiers du personnel trois à quatre jours par semaine. Le taux des salaires n'a pas été modifié, la durée de la journée de travail a été de dix heures en moyenne. Ce sont les petits ateliers qui ont été le plus atteints

par la crise, les grands ateliers, munis d'un appareil mécanique perfectionné, ayant pu établir des prix de vente beaucoup plus faibles qui ont amené des commandes.

Hérault. — Dans la région de Lodève, une amélioration s'est produite pendant le 4^e trimestre 1898 dans les *fabriques de draps de troupe* grâce à de nouvelles commandes, ce qui a permis d'occuper un plus grand nombre d'ouvriers. Les *fabriques de couvertures* ont été actives, mais celles de *linousines* et les *ateliers d'effilochage* ont manqué de commandes.

Gironde. — La situation de la *tonnellerie* qui avait été jugée peu satisfaisante l'an dernier a été en s'améliorant pendant le quatrième trimestre de 1898, notamment après la récolte des vins dont la qualité a été estimée égale à celle d'une des bonnes années, ce qui a fourni à la *tonnellerie* des commandes plus importantes que l'an dernier. Les prix de façons qui avaient été entièrement réduits n'ont pas été modifiés. Le nombre d'ateliers en activité est resté le même.

Charente-Inférieure. — Dans la région de Rochefort, le travail n'a pas été arrêté pendant le 4^e trimestre 1898 dans l'industrie du *bâtiment*, grâce à la douceur de la température. Cependant, par suite de l'accalmie générale des affaires, les chantiers ont été peu actifs. On estime que le chômage a atteint 6 à 7 p. o/o de l'ensemble des ouvriers pendant les mois de saison.

Loire-Inférieure. — Pendant le 4^e trimestre 1898, l'activité du travail s'est sensiblement ralentie dans l'ensemble des industries de la région de Saint-Nazaire; les ouvriers du *bâtiment* ont été en chômage et il y a eu tendance à une diminution des *constructions neuves*. Dans les ateliers de grande industrie, l'activité qui avait été satisfaisante s'est ralentie après la livraison à l'État et à l'industrie de grands navires construits par les *chantiers de constructions navales*; on a renvoyé du personnel. Les *ouvriers du port* ont été aussi atteints par le chômage plus que les mois précédents. On estime que le chômage a atteint un peu plus du quart des ouvriers de l'ensemble des industries. La durée du travail a été de dix heures par jour en moyenne.

Ille-et-Vilaine. — Dans la région de Fougères, l'industrie de la *chaussure* a été pendant le 4^e trimestre 1898, régulièrement occupée pour l'article d'été, mais les réassortiments de l'article d'hiver ont manqué par suite de la température douce et pluvieuse pendant ce trimestre. Dans l'industrie du *bâtiment*, on a aussi eu un bon courant, mais les pluies fréquentes ont empêché les ouvriers travaillant dehors de faire la semaine complète. Une fabrique de *chaussures* a disparu par suite de faillite.

Orne. — Pendant l'année 1898, la situation de diverses industries de la région d'Alençon a été jugée satisfaisante, il n'a pas été signalé de chômeurs. Grâce à un accord intervenu entre patrons et ouvriers les salaires ont été en hausse chez les *menuisiers* et chez les *plafonneurs*; la hausse a été de 5 centimes par heure chez les premiers, et d'environ 10 centimes chez les deuxièmes.

Seine-Inférieure. — Un incendie survenu à une *filature de coton* à Malaunay a mis en chômage 220 ouvriers.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses de Travail.

Seine. — Les ouvriers *champignonistes* d'Issy estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage, ils font la journée de 11 heures. Chez les travailleurs et chez les adhérents du *syndicat mixte de la boulangerie*, ouvrage en diminution sur l'an dernier; chez les compagnons *boulangers*, 5 p. o/o de chômeurs et placement plus facile que les mois précédents par suite de l'augmentation des offres d'emploi à l'approche du jour de l'an. Les

ouvriers boulangers syndiqués de Saint-Denis estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont sans places à demeure. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers cartouchiers* d'Issy.

Un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les adhérents de l'*Union lithographique* qui sont plus occupés que l'an et que le mois derniers. De même, ouvrage plus abondant que l'an dernier dans certaines maisons, mais tendant à baisser depuis le mois dernier, et un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *marqueurs-pointeurs*, pas de signalés chez les *fondeurs-typographes*; un peu moins de 3 p. o/o de chômeurs chez les *conducteurs-typographes*; 8 p. o/o chez les *dessinateurs-écrivains-lithographes*.

Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les ouvriers du *cheveau glacé*. Chez les *cordonniers*, qui comptent un tiers des leurs en chômage, le travail tend à reprendre, principalement dans les fabriques. Chez les *selliers-harnacheurs*, 6 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier par suite de l'accalmie des affaires; cependant la journée a repris sa durée normale de 12 heures. 3 p. o/o de chômeurs chez les *guiniers* et ouvrage moins abondant que le mois dernier.

Chez les *teinturiers-dégraisseurs*, 14 p. o/o de chômeurs et travail irrégulier. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *passementiers à la main*, qui font 37 heures en moyenne par semaine. Chez les *passementiers à la barre*, la vente sur place a manqué et le travail n'a pas repris. Les adhérents de la *Solidarité des tailleurs* estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage de morte-saison qui est plus abondant que l'an dernier; même chômage et même situation chez les adhérents de l'*Union des coupeurs-tailleurs*. 5 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs de cols et cravates*. Un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en chapeau de soie*, 14 p. o/o chez les *couleurs de lessive*.

3 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers* syndiqués, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et journée diminuée de 2 heures pour 75 ouvriers. Chez les *peintres en voitures*, 15 p. o/o de chômeurs. Chez les *charrons*, le travail a repris avec les commandes de réparation de voitures pour la saison d'été; le nombre des fabriques de voitures a diminué par suite de la disparition des petites maisons devant la concurrence des grandes fabriques à outillage mécanique perfectionné; dans les ateliers de réparations, on fait la journée de 9 à 10 heures et de 8 heures dans les ateliers fabriquant la voiture de commerce. Journée diminuée d'une heure pour 180 ouvriers chez les *layetiers-emballeurs*.

Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *chefs de service et contremaîtres métallurgistes*. Le travail se maintient actif dans l'ensemble des ateliers de *construction mécanique*. Chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens*, 5 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier. Même chômage chez les *coffretiers*. Un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en instruments de précision* qui sont moins occupés que le mois dernier. De même, pas de chômeurs chez les *ouvriers en feuilles d'étain*, 4 p. o/o chez les *tourneurs-décolleteurs*. Pas de signalés et travail 70 heures par semaine chez les *graveurs pour impressions* de Saint-Denis.

Grâce aux travaux de l'Exposition de 1900, les *tailleurs de pierre* syndiqués tous sont occupés, ils font de 48 à 56 heures par semaine. Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *opticiens*, qui sont moins occupés que le mois dernier; la journée a été diminuée de deux heures dans un atelier.

Chez les *charretiers débardeurs de charbon*, ralentissement du travail; cependant, tous sont occupés. Chez les *cochers de grande remise et loueurs*, situation stationnaire, affaires calmes. 13 p. o/o de chômeurs chez les *garçons de magasin* et *cochers livreurs*, de nombreux renvois et mises à pied ont eu lieu par suite de l'accalmie des affaires au lieu de l'augmentation habituelle du placement pendant la période des fêtes. Les *hommes de peine des abattoirs* et des *ludles* sont tous occupés.

6 p. o/o de chômeurs et placement plus difficile que l'an et que le mois derniers chez les *comptables*, l'accalmie des affaires pendant la période d'inventaires étant plus accentuée que l'an dernier. De même, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, et 8 p. o/o de chômeurs chez les *dessinateurs-brodeurs*, la journée est réduite de 2 heures pour moitié des ouvriers. 13 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *limonadiers-restaurateurs* (*L'Espérance*). 17 p. o/o chez les *garçons restaurateurs* (*la Renaissance*). 7 p. o/o chez les *garçons laitiers*. Pas de chômeurs chez les *élèves en pharmacie* qui sont moins occupés que l'an dernier.

Seine-et-Oise. — A Versailles-Châteaufort, les *carriers* font 58 heures par semaine.

Ralentissement du travail chez les *travailleurs du livre* de Saint-Germain-en-Laye; chez ceux de Versailles, pas de chômeurs. A Versailles, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les ouvriers *tailleurs*. 8 p. o/o de chômeurs et travail 48 de heures par semaine chez les *maçons*. Pas de signalés chez les *ouvriers du bâtiment* d'Argenteuil, qui font 52 heures par semaine. A Versailles, un peu plus de 11 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Seine-et-Marne. — Pas de chômeurs et travail 54 heures par semaine chez les *tailleurs de pierre* de Château-Landon. 6 p. o/o de chômeurs chez les *maçons* de la Ferté-sous-Jouarre.

Aisne. — Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *vanniers* d'Origny. Le travail se maintient chez les *mouleurs* de Tergnier. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés, voyageurs* et *dessinateurs* de Saint-Quentin.

Oise. — A Beauvais, les *typographes* comptent un cinquième des leurs en chômage. Chez les ouvriers des *scieries mécaniques*, l'activité se maintient satisfaisante. Ralentissement du travail chez les *dominotiers* de Méru, cependant pas de chômeurs signalés. De même, ralentissement du travail chez les *brossiers* de Saint-Sauveur. Pas de chômeurs chez ceux de Tracyle-Mont. De même chez les *comptables* et *employés* de Beauvais.

Somme. — A Amiens, les ouvriers en *cuirs* estiment que le chômage atteint un tiers des leurs. Dans la *corroierie*, les stocks en magasin retardent la reprise du travail, le chômage atteint un certain nombre d'ouvriers; les *galochiers* ont fini leur saison, la température trop douce n'ayant pas facilité les réassortiments. Les *piqueuses de chaussures* sont bien occupées. Peu d'activité dans les ateliers de *chaussures hommes* et de *chaussures femmes*, sauf dans l'article ferré pour hommes, femmes et fillettes; les fabriques de *cousu machine* ont enlevé beaucoup de commandes aux ouvriers de *cousu main*; les commandes dans l'ensemble sont jugées plus rares que l'an dernier. Dans un *tissage de satin pour chaussures*, le travail a été arrêté (200 ouvriers ont été congédiés); dans une autre fabrique de *tissus*, un accident de machines a amené le chômage momentanément de 150 ouvriers; dans une *filature de chanvre et de jute* (150 ouvriers), on ne fait plus que 3 jours par semaine; dans un autre établissement (120 ouvriers), la journée commence à 7 h. 1/2 et finit à 4 h. 1/2. 4 p. o/o de chômeurs chez les *teinturiers*. Chez les *mouleurs en fer*, un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs et journée de 11 heures. Journée de 12 heures et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *métallurgistes* d'Albert. Pas de chômeurs chez les *serruriers* d'Amiens.

Pas-de-Calais. — 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* d'Arras. Un peu moins de 3 p. o/o chez les *travailleurs du livre* de Boulogne-sur-Mer. Travail 60 heures par semaine chez ceux de Calais. A Boulogne-sur-Mer, pas de chômeurs chez les *tonneliers*. Les *cimentiers* sont encore tous occupés.

A Boulogne-sur-Mer, pain en baisse de 0 fr. 10 par 2 k. 1/2.

Nord. — Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs* de Denain. A Lille, 7 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. Pas de signalés et ouvrage plus abondant que le mois dernier dans deux imprimeries chez les *typographes-lithographes* de Douai. A Lille, 3 p. o/o de chômeurs et reprise du travail moins accentuée que l'an dernier chez les *typographes*. Chez les *tisserands* d'Haspres, travail sans activité; même situation, baisse des prix de façon chez ceux de Saulzoir qui estiment que deux tiers des leurs manquent de commandes. Un cinquième chez ceux de Saint-Vaast dont le salaire est en diminution par suite de l'augmentation du travail sans modification correspondante du prix.

Reprise du travail depuis le mois dernier et 3 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers* d'Armentières. Travail toujours actif chez les *tourneurs sur bois* de Felleries. De même chez les *métallurgistes* de Maubeuge. Chez les *ouvriers sur métaux* de Lille, travail plus actif que l'an dernier sauf chez les ouvriers *poêliers* chez qui les commandes sont plus faibles par suite de l'absence de froids. Ralentissement du travail chez les *marbriers en pendules* de Cousolre. A Dunkerque, 19 p. o/o de chômeurs chez les *marbriers*. Chez ceux de Jeumont, travail toujours actif. A Dunkerque, travail 54 heures par semaine chez les *maçons*. A Armentières,

ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *peintres* qui comptent un quart des leurs en chômage, et qui font en moyenne 45 heures par semaine; la journée est augmentée d'une demi-heure pour 40 ouvriers; les *peintres* de Roubaix comptent un cinquième des leurs en chômage. Pas de chômeurs chez les *verriers* de Louches. A Lille, pas de chômeurs chez les *employés de l'épicerie*.

Ardennes. — Pas de chômeurs chez les *ardoisiers-mineurs* de Fumay. Chez ceux d'Haybes-sur-Meuse, le chômage qui avait été nécessité pour la ventilation du fonds a duré un mois et a atteint 150 ouvriers. Les ouvriers en *tissus* de Francheval estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage, l'ouvrage est considéré comme moins abondant que l'an et que le mois derniers, on fait 42 heures en moyenne par semaine. Le chômage a été en augmentant chez les *métallurgistes* et chez les *cloutiers* des Mazures.

A Fumay, baisse sur le beurre, 0 fr. 20 par kilogramme.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, travail toujours actif chez les *typographes*. A Reims, 1 p. 0/0 de chômeurs chez les *imprimeurs*. Pas de signalés parmi les syndiqués chez les ouvriers de l'*industrie lainière* qui font 66 heures par semaine et qui sont moins occupés que les années précédentes. Les *menuisiers* estiment que deux tiers des leurs sont atteints par le chômage de morte-saison, la journée est diminuée de 3 heures de sa durée normale; dans un grand nombre d'ateliers, on a remplacé les ouvriers déjà formés par des jeunes ouvriers ayant un taux de salaire moins élevé. Travail 48 heures par semaine et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *maçons* qui comptent un tiers des leurs en chômage.

Meuse. — Pas de chômeurs chez les *carriers* de Lérouvillie; de même chez ceux de Savonnières.

Meurthe-et-Moselle. — Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Chavigny. A Nancy, pas de chômeurs chez les *chapeliers*. De même pas de chômeurs chez les *mécaniciens* chez qui la journée est diminuée d'une heure et demie et qui font 55 heures par semaine. Un peu plus de 1 p. 0/0 de chômeurs chez les *métallurgistes*. Un quart chez les *tailleurs de pierre* qui font la journée de 8 heures et qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers, les ouvriers de la ville ont été congédiés en grande partie, tandis que les ouvriers étrangers à la région ont été conservés. Les *coiffeurs* sont tous occupés.

Haut-Rhin. — A Belfort 4 p. 0/0 de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *typographes-lithographes*; on fait 3 à 4 heures supplémentaires dans trois maisons et, dans trois autres, la journée est portée à 11 heures.

Haute-Saône. — Le ralentissement signalé chez les ouvriers en *ameublement* de Saint-Loup s'est accentué, on fait 42 heures par semaine.

Doubs. — 6 p. 0/0 des chômeurs chez les *travailleurs du livre* d'Audricourt. A Montbéliard, un peu plus du tiers chez les *menuisiers*, un cinquième chez les ouvriers sur bois. A Besançon, ralentissement du travail chez les *ferblantiers-plombiers-zingeurs*. Ralentissement habituel du travail après le jour de l'an chez les *monteurs en boîtes d'or*; de même, travail en diminution chez les *horlogers* de Seloncourt. A Besançon, ouvrage moins abondant que le mois dernier chez les *maçons* qui comptent moitié des leurs en chômage. Pas de chômeurs chez les *employés* qui sont moins occupés que le mois dernier.

Jura. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Dôle. Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que le mois dernier chez les ouvriers *diamantaires* de Saint-Claude.

Saône-et-Loire. — Travail toujours actif chez les *chapeliers* de Louhans; pas de chômeurs.

Côte-d'Or. — Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Corcelles-les-Citeaux. A Dijon, 1 p. 0/0 chez les *typographes*. Chez les ouvriers *mégissiers-tanneurs*, journée diminuée d'une

heure pour 14 ouvriers. Pas de chômeurs chez les *tâcherons* de Villiers-le-Duc. De même chez les *comptables* de Dijon.

Yonne. — A Auxerre, 1 p. 0/0 de chômeurs chez les *typographes* et ouvrage moins abondant que l'an et le mois derniers par suite du transfert de l'impression d'un journal dans une autre localité, les ouvriers momentanément en chômage ont pu pour la plupart trouver du travail ailleurs. Travail toujours actif chez les *charpentiers de marine*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier, travail 48 heures par semaine et 16 0/0 de chômeurs chez les ouvriers en bâtiment de Sens.

A Auxerre, le pain est diminué de 0 fr. 05 par 2 kilos et se vend 0 fr. 55.

Nièvre. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier par suite de nouveaux aménagements des forêts chez les *bûcherons* de Champroux dont beaucoup sont atteints par le chômage. Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Menou et de Saint-Méran chez qui l'ouvrage est tenu pour moins abondant que l'an dernier, les coupes de bois ayant moins d'importance. Chez ceux de Parigny-le-Vaux, le travail des bois est aussi moins abondant que l'an dernier; on estime que moitié des ouvriers sont atteints par le chômage. A Nevers, ralentissement du travail, journée diminuée d'une heure dans une maison, cependant pas de chômeurs chez les *tanneurs-corroyeurs*. Les *maçons* et *plâtriers* estiment que le chômage atteint un quart des leurs. Les *potiers-tourneurs* de Meynès 14 p. 0/0.

Allier. — A Cusset, 11 p. 0/0 de chômeurs et journée de 11 heures chez les *typographes*. Ralentissement du travail moins accentué que l'an dernier chez les *sabotiers*; travail toujours actif et pas de chômeurs chez les *métallurgistes* de Commentry. Morte saison chez les *peintres* de Moulins qui comptent moitié des leurs en chômage.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 4 p. 0/0 de chômeurs et ralentissement du travail chez les *typographes* affectant principalement les ouvriers aux pièces. Ralentissement du travail chez les *tapisseries*, qui comptent un quart des leurs en chômage. Pas de signalés chez les *carrossiers*.

Haute-Loire. — Au Puy, pas de chômeurs chez les ouvriers *typographes*. 10 p. 0/0 chez les *chefs d'ateliers rubaniers-passementiers* de Saint-Dizier-la-Séauve qui font 60 heures par semaine; la concurrence des usines à matériel mécanique perfectionné a enlevé une partie des commandes.

Loire. — A Saint-Étienne, pas de chômeurs chez les *mineurs*. De même chez les ouvriers du *livre* de Roanne. De même chez les *tisseurs* de Cuinzier qui font 66 heures par semaine et sont en général moins occupés que l'an dernier, sauf dans le *tissage du coton à la main* où le travail se maintient, mais avec des prix de façon réduits; dans la *soierie*, certains chôment tandis que dans certaines maisons, on monte de nouveaux métiers. Pas de chômeurs chez les *tisseurs* de la Gresles. De même chez ceux de Jarnosse.

A Saint-Étienne, chez les adhérents de la corporation des *tisseurs*, 5 p. 0/0 de chômeurs, travail 60 heures par semaine; dans l'article ruban étroit fabriqué dans la montagne, situation stationnaire. Chez les *chefs d'ateliers rubaniers*, dans l'ensemble, ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier; cependant une amélioration s'est produite dans le ruban taffetas, tandis que les ateliers de ruban velours ont vu diminuer leurs commandes. Pas de chômeurs chez les *passementiers* de la Fouillouse. Chez les *chapelières foulées* de Chazelles, on fait de 3 à 4 jours par semaine; tous les syndiqués sont occupés. De même chez les *métallurgistes* de Saint-Chamond. A Saint-Étienne, il en est de même chez les *mécaniciens-chauffeurs*. Chez les *employés de fabrique*, 3 p. 0/0 de chômeurs, les affaires sont calmes, en diminution sur le mois dernier, le ruban et le velours ont moins travaillé que les mois précédents, la plupart des maisons hésitant à commander à l'avance; la transformation déjà signalée dans les moteurs de métiers de *passementerie* et de *veloutiers* s'est accentuée; on estime que 2.000 de ces métiers sont maintenant actionnés par l'électricité.

A la Gresles, hausse de la viande, 0 fr. 10 par kilo.

Rhône. — Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Saint-Bel. A Lyon, 18 p. 0/0 de chômeurs

chez les *confiseurs pâtisseries* chez qui la reprise du travail du Jour de l'an a été moins accentuée que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *transporteurs lithographes*. Chez les *typographes*, l'ouvrage abondant pendant les mois précédents tend à ralentir; on compte un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs. Les *tisseurs de coton à la main* de Cours estiment que le chômage atteint moitié des leurs; les ouvriers des *fabriques de couvertures* commencent aussi à chômer, le manque de froid ayant laissé former des réserves en magasin. Pas de chômeurs chez les adhérents de la *corporation des tisseurs* de Lyon. De même pas de chômeurs chez les *tisseurs de Saint-Jean-la-Bussière*. A Lyon, les *tillistes à la chaîne* comptent un peu plus de moitié des leurs sans commandes. Les *tailleurs d'habits* estiment que trois quarts des leurs sont atteints par le chômage de morte-saison qui est plus accentué que celui de l'an dernier, principalement pour les *tailleurs de vêtements sur mesure*; pas de chômeurs chez les ouvriers et les ouvrières en *confections* pour hommes, de même chez les *coupeurs tailleurs*, mais ouvrage moins abondant que l'an dernier; une nouvelle machine pour tracer les vêtements a été installée dans une importante maison, on économiserait ainsi une partie de la main-d'œuvre. Pas de chômeurs chez les *chapeliers* de Grigny. Chez les *chapeliers de l'article fantaisie* à Lyon, ouvrage mois abondant que l'an dernier et 3 p. o/o de chômeurs.

A Lyon, les *charpentiers* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage de morte-saison. Pas de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *ébénistes* de Firminy. 12 p. o/o de chômeurs chez les *maréchaux ferrants*. A Lyon, pas de signalés chez les *orfèvres*. Journée diminuée de 2 heures chez les *graveurs pour impressions*. Ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier chez les *tailleurs de pierre* qui comptent un quart des leurs en chômage.

Ralentissement du travail chez les *terrassiers puisatiers* qui estiment que le nombre des ouvriers embauchés dans les divers chantiers a diminué d'un cinquième depuis le mois dernier. 15 p. o/o de chômeurs chez les *comptables*, 4 p. o/o chez les *employés de commerce* chez qui la durée du travail a été diminuée à la suite d'entente avec les patrons, en même temps aussi les appointements, surtout dans les maisons de détail, par suite de l'accalmie des affaires. Placement plus facile que le mois et que l'an derniers, et 15 p. o/o de chômeurs chez les *employés de café, restaurateurs*.

Haute-Savoie. — Pleine morte-saison chez les *carriers* de Thollon, le travail est arrêté par le froid. A Annecy, chez les *typographes*, travail actif. Ralentissement du travail et 14 p. o/o de chômeurs et journée diminuée d'une heure et demie pour deux tiers des ouvriers chez les *menuisiers*. Les *tailleurs de pierre* comptent un peu moins du tiers des leurs en chômage, travail 48 heures par semaine.

Savoie — A Chambéry, les *tailleurs de pierre* comptent un peu plus du quart des leurs en chômage; les *plâtriers-peintres*, un peu plus du tiers.

Isère. — A Grenoble, 8 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*, 5 p. o/o chez les *typographes*. 15 p. o/o et travail 30 heures par semaine chez les *tailleurs de pierre* de Montalieu-Vercieu; pas de chômeurs signalés chez ceux de Parmillien. A Grenoble, les *maçons* estiment que le chômage a atteint la moitié des leurs.

Drôme. — Pleine morte-saison chez les *carriers* de Saint-Restitut, la plupart sont en chômage. A Valence, les *typographes* sont tous occupés. Ralentissement du travail depuis le mois dernier chez les *chapeliers* de Bourg-de-Péage; une fabrique qui occupait 53 ouvriers est arrêtée.

Alpes-Maritimes. — A Nice, chez les *vermicelliers*, situation stationnaire, placement plutôt plus difficile que l'an dernier; 7 p. o/o de chômeurs chez les *pâtisseries-confiseurs* 2 p. o/o chez les *cuisiniers* de Cannes et placement plus facile que le mois précédent. A Nice, reprise du travail moins accentuée que l'an dernier chez les *cordonniers*. Situation meilleure que celle de l'an dernier chez les *carrossiers charrons*. 16 p. o/o de chômeurs chez les *maçons* de Cannes; ceux de Menton estiment que le chômage de morte-saison atteint un peu plus de moitié des leurs, cependant l'ouvrage est tous les jours plus abondant que celui de l'an dernier.

Var. — BOURSE DU TRAVAIL DE TOULON. — A Toulon, pas de chômeurs chez les ouvriers *typographes*; la morte-saison est plus forte que l'an dernier chez les *menuisiers*, chez les *charpentiers* et chez les *serruriers*. Situation toujours satisfaisante chez les *machinistes*. De même, le placement a été satisfaisant pour les *femmes de ménage*, *domestiques*, etc.

A la Seyne, 10 p. o/o de chômeurs chez les *perceurs*, *riveurs*; dans les autres corporations, situation stationnaire. — *Doria*.

A Toulon, pas de chômeurs et reprise du travail depuis le mois dernier chez les *typographes*. De même, pas de chômeurs chez les *charpentiers en fer et en bois* de la Seyne. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *maçons*. A Toulon, les *machinistes de théâtre* sont encore tous occupés.

Bouches-du-Rhône. — Chez les *pêcheurs* de la Ciotat, la situation s'est maintenue difficile par suite du manque de passage de poissons et aussi par suite des gros temps. Pas de chômeurs chez les *carriers* de Fontvieille. De même chez les *mineurs* de Saint-Savournin-Gréasque, chez qui la durée du travail a été diminuée d'un jour par semaine. 10 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* de la Ciotat. A Marseille, 9 p. o/o chez les *imprimeurs lithographes* qui sont moins occupés que le mois dernier. Ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier chez les *tapisseries* qui comptent un quart des leurs en chômage.

A Marseille, les *charpentiers* comptent un cinquième des leurs atteints par le chômage. Pas de signalés chez les *modeleurs*. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre tendre* qui font 54 heures par semaine. Ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier chez les *marbriers* qui font 55 heures par semaine; la journée a été diminuée d'une heure pour une soixantaine d'ouvriers chez les *carreleurs*, qui comptent un quart des leurs en chômage, le travail s'est maintenu plus actif que l'an dernier; chez les *maçons*, même chômage et travail moins abondant que l'an dernier. Même situation et même chômage chez les *peintres*, par suite du manque de commandes pour la réparation des navires ou pour les maisons; même situation chez les *peintres et ouvriers des arts décoratifs*, qui comptent un peu plus de moitié des leurs en chômage. Les ouvriers *potiers* d'Arles estiment que le chômage atteint un tiers des leurs; la journée est réduite de 3 heures pour 90 ouvriers. Situation et embarquements difficiles chez les *marins du commerce*. Affaires également difficiles chez les *commissionnaires de la gare*. Placement plus difficile que l'an et le mois derniers chez les *employés de commerce*, 9 p. o/o de chômeurs chez les *employés d'hôtel*, 8 p. o/o chez les *employés limonadiers*, 15 p. o/o chez les *ouvriers coiffeurs*.

Vaucluse. — A Avignon, travail toujours actif chez les *typographes*, de même pas de chômeurs chez les *ouvriers en chaussures*. Les *ouvriers en balais* de Caderousse estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage. A Avignon, chez les *ouvriers sur métaux*, pas de chômeurs signalés, mais travail calme, on fait 36 heures par semaine. De même pas de chômeurs et travail 54 heures par semaine chez les *peintres*.

Ardéche. — A Annonay, chez les *mégissiers de rivière*, 9 p. o/o de chômeurs et ralentissement du travail; un atelier (80 ouvriers) a cessé de fabriquer, environ moitié des ouvriers de la corporation font la semaine à peu près complète; pour les autres, la plupart font 3 à 4 jours par semaine, une certaine d'ouvriers sont sans ouvrage. 7 p. o/o de chômeurs, travail 40 heures par semaine et ouvrage en diminution chez les *chapeliers foulards* de Serrières. A Annonay, 6 p. o/o de chômeurs, travail 48 heures par semaine et ouvrage plus abondant que le mois dernier chez les *menuisiers*.

Gard. — A Nîmes, 7 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs pâtisseries*; pas de signalés chez les *typo-lithographes* qui sont moins occupés que l'an dernier et font en moyenne 56 heures par semaine.

Aveyron. — A Rodez, pas de chômeurs et travail 60 heures par semaine chez les *typographes*. A Millau, pas de chômeurs chez les *gantiers* syndiqués, la reprise du travail déjà signalée s'est accentuée, tant pour le marché intérieur que pour l'exportation; cependant un certain nombre d'ouvriers dans l'ensemble de la corporation sont encore en chômage.

Tarn. — A Graulhet, ouvrage moins abondant que l'an dernier, travail de 40 à 50 heures par semaine chez les ouvriers en *peaux de moutons* qui comptent un peu plus du quart des leurs en chômage; deux usines occupant 60 ouvriers ont arrêté leur travail. A Albi, chez les *chapeliers-approprieurs*, on fait de 30 à 35 heures par semaine, le travail tend à reprendre depuis le mois dernier et pas de chômeurs signalés chez les ouvriers en *bâtiment*.

Hérault. — Travail actif chez les ouvriers *cultivateurs* et *terrassiers* de Marsillargues, grâce à la température favorable qui a facilité le façonnage des vignes; même activité et pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre* et *vignerons* de Fabrigues, 7 p. o/o chez les *mineurs* de Graissessac. A Montpellier, 2 p. o/o chez les *boulangers*. Ralentissement du travail chez les *cordonniers* qui estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage, 14 p. o/o chez les *garçons limonadiers* de Cette.

Aude. — Chez les ouvriers *agriculteurs* de Cuxac, ouvrage plus abondant que l'an dernier, grâce à la température favorable qui a permis le façonnage des vignes. A Carcassonne, 17 p. o/o de chômeurs et travail 60 heures par semaine chez les *négissiers*. Journée diminuée d'une heure chez les *ouvrières de l'habillement* qui sont encore toutes occupées. De même, pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *menuisiers*. Les *terrassiers* estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage de morte-saison, la durée du travail est de 48 heures en moyenne par semaine. Pas de chômeurs signalés chez les *maçons*.

A Carcassonne, depuis le 1^{er} janvier, baisse sur le pain, 0^f 05^c par 2 kilogrammes qui sont vendus 0^f 65^c.

Pyrénées-Orientales. — BOURSE DU TRAVAIL DE PERPIGNAN. — A Perpignan, le travail qui avait repris grâce aux commandes du nouvel an, s'est de nouveau ralenti chez les *typographes*; cependant pas de chômeurs signalés, mais quelques-uns font en moyenne 2 jours par semaine. Chez les ouvriers du *bâtiment* (*serruriers, menuisiers, maçons*), le chômage se fait plus vivement sentir par suite du nombre considérable d'ouvriers étrangers occupés à des prix réduits par beaucoup de patrons. Même situation chez les ouvriers *boulangers*. Baisse du travail pour les *hommes de peine*, les *charretiers* les *limonadiers-restaurateurs*. Travail actif chez les *lithographes*, pas de chômeurs. En somme, la situation générale est jugée moins bonne que les années précédentes. — A. Bazerbe.

A Perpignan, 11 p. o/o de chômeurs chez les *charrons-forgerons*, qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *maçons*, qui estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage; un cinquième chez les *cochers* et *conducteurs de tramways*.

Haute-Garonne. — A Toulouse, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et journée réduite de 2 heures dans une imprimerie, chez les *typographes*. 10 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, travail toujours actif chez les *typographes*. 3 p. o/o de chômeurs, journée de 9 heures et travail moins actif que l'an et que le mois derniers chez les *menuisiers*.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, ralentissement du travail chez les *tapissiers*; de même chez les *menuisiers-chénistes*. A Pau, chez les *maçons*, le travail est arrêté de temps à autre une demi-journée; cependant, tous sont occupés. Pas de chômeurs chez les *garçons bouchers* de Bayonne.

Gers. — Pas de chômeurs chez les *maçons, tailleurs de pierre* d'Auch.

Tarn-et-Garonne. — Par de chômeurs et journée de 12 heures chez les ouvriers en *cha-peaux de paille* de Septfonds.

Dordogne. — Chez les *chapeliers-approprieurs* du Bugue, le travail se maintient actif dans

l'ensemble, une maison a augmenté la journée d'une heure ; dans une autre, la morte-saison s'est fait sentir plus que l'an dernier, le gain hebdomadaire est descendu à six francs.

Gironde. — A Bordeaux, les compagnons *boulangers* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont sans place à demeure ; un quart chez les *cuisiniers de la Saint-Laurent* ; 2 p. o/o chez les *typographes*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *acheteurs-plaqueurs-selliers*, qui comptent un cinquième des leurs en chômage. Les *tailleurs d'habits* estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage de morte-saison plus forte que celle de l'an dernier. Même chômage chez les *charpentiers*, qui font 48 heures par semaine. 18 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*. Chez ceux de Libourne, journée de 11 heures, ouvrage moins abondant que l'an dernier et un cinquième des syndiqués en chômage de morte-saison. A Bordeaux, chez les *charrons-forgerons*, même chômage et journée diminuée d'une heure. Pas de chômeurs chez les *mouleurs sur métaux* syndiqués, qui sont moins occupés que l'an dernier ; les ouvriers syndiqués viennent d'organiser une caisse de chômage. Chez les *ferblantiers*, travail peu actif par suite de la morte-saison. Situation difficile chez les *marins du commerce*. Ralentissement du placement chez les *garçons bouchers-charentiers*, qui estiment qu'un peu plus du tiers des syndiqués sont sans place à demeure ; 19 p. o/o chez les ouvriers *coiffeurs* ; 7 p. o/o chez les adhérents de l'Union des *gens de maison*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, situation encore difficile chez les *matelots-pêcheurs*, par suite des gros temps. A Rochefort, 11 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. Pas de signalés chez les *travailleurs du livre* de Rochefort ; de même chez ceux de la Rochelle ; à Rochefort, 12 p. o/o chez les *tailleurs de pierre*.

Charente. — A Angoulême, les *boulangers* estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont sans place à demeure. Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *ferblantiers*.

Haute-Vienne. — A Limoges, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et travail de 72 à 75 heures par semaine chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*. Morte-saison plus accentuée que l'an dernier chez les *ouvriers du bâtiment* de Saint-Junien. A Limoges, les *peintres sur porcelaine* syndiqués estiment que trois quarts des leurs sont atteints par le chômage de morte-saison de la période d'inventaire ; les *journaliers-porcelainiers* et les *useurs de grains* et *polisseurs-porcelainiers*, 10 p. o/o.

Corrèze. — A Tulle, pas de chômeurs chez les *typographes* ; les *scieurs de long* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage. 1 p. o/o chez les *employés de commerce* de Brive.

Cher. — BOURSE DU TRAVAIL DE BOURGES. — Chez les ouvriers en *toiles cirées*, ralentissement du travail comme tous les ans à pareille époque par suite de la température trop froide ; le ponçage à la main a été arrêté dans un atelier. Chez les ouvriers *boulangers*, le travail a repris avec une hausse des salaires de 0 fr. 50 par jour ; un quart des ouvriers qui avaient suspendu le travail n'ont pas été remplacés. Chez les *typographes*, le chômage a augmenté avec le ralentissement des commandes après le nouvel an. On compte un grand nombre de chômeurs chez les *terrasiers* et *manœuvres*. Les *voituriers* inoccupés ont été embauchés pour transporter de la glace naturelle pour les brasseries. Une partie de l'industrie du bâtiment est arrêtée par suite du froid venu brusquement ; les *maçons*, *tailleurs de pierre*, *paveurs*, *plâtriers*, *peintres* ne travaillent plus, sauf à des travaux d'intérieur. Moitié des ouvriers *charpentiers* sont en chômage. Le travail abondant les mois derniers chez les *menuisiers* a tendance à baisser. On compte un cinquième des *tailleurs d'habits* inoccupés, les commandes ayant été livrées avant le jour de l'an ; la reprise du travail se fera pour les fêtes de Pâques. Dans l'ameublement, le travail se maintient ; chez les *cochers* et *receveurs des tramways électriques*, la journée, en augmentation de 0 fr. 50, a été portée à 3 fr. 50, durée du travail : 12 à 13 heures. Le prix du pain a été augmenté de 0 fr. 01 et porté à 0 fr. 29 par la taxe municipale. — *Hervier*.

A Bourges, pas de chômeurs et journée de 9 heures chez les *terrasiers-journaliers*. Chez les *bûcherons*, travail toujours actif à Jussy-le-Chaudrier ; on estime que le chômage atteint

un peu plus du tiers des syndiqués à Méry-ès-Bois, l'ouvrage ayant diminué depuis le mois dernier; même chômage à Vallenay; de même, ralentissement du travail et travail 48 heures par semaine à San-ergues où le chômage atteint deux cinquièmes des syndiqués. A Bourges, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers *boulangers*. Pas de chômeurs signalés chez les ouvriers en *toiles cirées* syndiqués. De même chez les *charpentiers*. Ouvrage plus abondant que l'an dernier, mais moins que le mois précédent, chez les *menuisiers*.

Travail 66 heures par semaine chez les ouvriers en *voitures*. Pas de chômeurs et ralentissement du travail depuis le mois dernier chez les ouvriers en *ameublement*. A Vierzon, journée augmentée d'une heure pour 200 ouvriers chez les ouvriers *mouleurs sur métaux*. 16 p. o/o chez les *tailleurs de pierre* qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers et ont 48 heures par semaine. Ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier chez les *maçons*. Ceux de Dun-sur-Auron sont encore tous occupés, grâce à la température favorable. Ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers par la réparation des dégâts des derniers grands vents et 11 p. o/o de chômeurs chez les *couvreurs*. Pas de signalés chez les *chaufourniers* de la Guerche.

Indre. — A Châteauroux, ralentissement du travail depuis le mois dernier; cependant pas de chômeurs chez les *typographes*. Pas de chômeurs chez les ouvriers en *cuirs et peaux* de Chinault-Issoudun.

Vienne. — A Poitiers, un peu plus de 4 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs*. Ralentissement du travail moins accentué que l'an dernier et journée de 10 heures chez les *menuisiers*. L'activité signalée chez les ouvriers sur *métaux* de Cenon se maintient.

Deux-Sèvres. — Les *tailleurs de pierre* de Parthenay estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage de morte-saison qui est plus accentué que l'an dernier. — A Niort, pas de chômeurs chez les *peintres*; de même chez les *couvreurs*.

Vendée. — Chez les *matelots-pêcheurs* des Sables-d'Olonne, les bateaux de pêche ont été retenus au port par les tempêtes pendant la moitié du mois, cependant ceux qui sont sortis au milieu du mois ont obtenu des résultats favorables. Travail satisfaisant chez les *mineurs* de Faymoreau, qui sont plus occupés que l'an dernier. Chez les *tisserands*, on compte un tiers des syndiqués en chômage à Evranes. 18 p. o/o, travail 36 heures par semaine et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, aux Epesses. Une partie des ouvriers ont abandonné le travail aux Epesses et en ont trouvé à Cholet. Travail irrégulier, plutôt avec tendance à l'amélioration depuis le mois dernier à Saint-Laurent, mais prix de façon peu rémunérateurs. 7 p. o/o de chômeurs chez les *maçons* des Sables-d'Olonne.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 15 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. Chez les *selliers* et chez les *bourreliers* qui comptent un tiers des leurs en chômage, le travail tend à reprendre; les deux autres tiers ont de l'ouvrage en ville. Travail peu actif dans l'*équipement militaire*; dans la *cordonnerie*, situation plus satisfaisante. Morte-saison chez les *ferblantiers-boîtiers* de la Turballe.

Morbihan. — Pas de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers* de Lorient-Larmor; 3 p. o/o chez ceux de Quiberon. Pas de signalés et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers du *bâtiment* de Lorient.

Finistère. — A Brest, les *ouvriers du liège* comptent un peu plus du quart des leurs en chômage, la disparition d'un journal a laissé une douzaine d'ouvriers sans travail; de plus, après l'acceptation par les patrons du tarif ouvrier, quelques-uns de ceux-ci étaient devenus sans place, 4 ont été chercher du travail ailleurs. Un peu moins de 1 p. o/o des *ouvrières en robes* sont atteintes par le chômage. Chez les *ferblantiers-boîtiers* de Concarneau, le travail a repris dans 2 fabriques. Pleine-morte saison chez ceux d'Audierne.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; dans une

imprimerie, par suite d'une modification du tarif, les ouvriers ont dû prolonger leur journée; cependant, dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, les ouvriers *jardiniers* estiment que la morte-saison d'hiver laisse deux cinquièmes des leurs sans ouvrage. 3 p. o/o de chômeurs et ouvrage en augmentation chez les ouvriers mineurs de Bruz. A Fougères, travail 66 heures par semaine et pas de chômeurs chez les *typographes*; un peu plus de 4 p. o/o chez les *coupeurs pour chaussures*. A Rennes, les *chapelières appropriées* sont tous occupés. De même chez les *charpentiers* chez qui la journée est augmentée d'une demi-heure. 2 p. o/o de chômeurs chez les *fondeurs*.

Maine-et-Loire. — A Angers, 1/4 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*, 3 p. o/o chez ceux de Cholet. A Angers, dans l'*industrie textile*, un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs et travail de 66 heures par semaine. Le travail se maintient actif dans les *corderies* et dans les *ficelleries*, il est moins abondant que l'an dernier dans les *tissages*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et prix de façon en baisse dans certaines maisons chez les *tisserands* de Gesté, qui sont tous occupés; 1 p. o/o de chômeurs chez ceux de la Séguinière; un peu plus d'un cinquième chez ceux de Saint-Philbert-en-Mauges. A Angers, journée diminuée d'une heure et travail 45 heures par semaine chez les *tourneurs sur bois*. Les *tailleurs de pierre* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage de morte-saison plus accentué que l'an dernier. Ralentissement du travail chez les ouvriers du *bâtiment* de Cholet qui comptent moitié des leurs en chômage. A Angers, travail plus abondant que l'an dernier chez les *couvreurs*. 15 p. o/o de chômeurs chez les *garçons limonadiers*, 4 p. o/o chez les *coiffeurs*.

Mayenne. — A Laval, pas de chômeurs et travail de 60 heures par semaine chez les *typographes*.

Sarthe. — Au Mans, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*, sauf dans les ateliers de *cousu*, mais les commandes y sont jugées insuffisantes; dans une maison, les prix de façon ont subi une réduction. Travail 54 heures par semaine et un peu plus du cinquième de syndiqués en chômage chez les *menuisiers en bâtiment*. Pas de signalés chez les *galochiers* de la Flèche qui sont moins occupés que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *couvreurs* qui sont plus occupés que l'an et que le mois derniers pour réparations de toitures à la suite des derniers grands vents.

Indre-et-Loire. — Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Neuville. Pas de chômeurs chez les *mouleurs sur métaux* d'Amboise.

Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs chez les *bûcherons* qui font 45 à 50 heures par semaine. De même pas de chômeurs chez les *typographes*.

A Blois, baisse sur le pain, 0 fr. 10 par 5 kilos.

Loiret. — A Orléans, 9 p. o/o de chômeurs et journée diminuée de 2 heures chez les ouvriers en *voitures*. 5 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*. Pas de chômeurs chez les *couvreurs* qui sont plus occupés que le mois dernier pour des réparations de toitures à la suite des grands vents du mois dernier.

Eure-et-Loir. — CHATEAUDUN. — Chez les *typographes* le travail s'est bien maintenu, de même chez les ouvriers de la fabrique de *bijouterie*. Travail abondant chez les *fondeurs mécaniciens*. A l'usine de *lavage de bourres*, les commandes ont été si abondantes que le travail a été continué de jour et de nuit avec équipes correspondantes et personnel supplémentaire; les *tanneries* en ont bénéficié et ont été en pleine activité; les *bourres* ont été expédiées de ces tanneries à celles des autres régions de France et de l'étranger. Pour les ouvriers du *bâtiment*, c'est la morte-saison d'hiver, mais la plupart sont employés par la commune à la réfection des voies communales; dans l'exploitation des *carrières* et dans d'autres travaux pour la commune les ouvriers sont à la tâche et font 7 heures par jour. Le travail à domicile pour les magasins a été en diminution notable, surtout celui de la *lingerie*, par

suite de la concurrence d'un ouvrier qui, par les bas prix consentis par les religieuses directrices, a obtenu la plupart des commandes. — *A. Gavein.*

A NOGENT-LE-ROTRON. — Ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et travail 60 heures par semaine chez les *typographes*. Dans la *chapellerie*, travail également satisfaisant, on fait en moyenne 70 heures par semaine. Morte-saison complète chez les *chaussonniers*, on fait 4 à 5 heures chez les *tanneurs* et *corroyeurs*. La température défavorable a arrêté les travaux du bâtiment. — *Th. Brètes.*

A Chartres, pas de chômeurs chez les *typographes*.

Orne. — A Alençon ouvrage moins abondant que le mois dernier, cependant pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre*. Les ouvriers de l'*industrie cotonnière* de Flers estiment que le chômage atteint 9 p. o/o des leurs, les salaires sont en diminution sur les mois précédents; dans une usine, on a renvoyé une partie du personnel et donné deux métiers à conduire à chaque ouvrier.

Manche. — Chez les *typographes* de Granville, travail irrégulier, 7 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *métallurgistes* de Cherbourg qui sont plus occupés que l'an dernier.

Calvados. — A Vire, pas de chômeurs chez les *typographes*. De même chez ceux de Caen. De même chez les *bonnetiers* de Falaise.

Eure. — Chez les *compositeurs-imprimeurs* d'Évreux, pas de chômeurs. A Louviers, reprise du travail dans deux *filatures*, ralentissement chez les *tisseurs* et situation plus difficile que l'an dernier.

Seine-Inférieure. — A Rouen, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et pas de chômeurs chez les *lithographes*, *papieriers*. Les ouvriers de l'*industrie cotonnière* comptent un cinquième des leurs en chômage. Au Havre, chez les *voiliers*, plein travail, tous sont occupés grâce aux arrivages. A Rouen, pas de chômeurs chez les *mouleurs sur métaux*.

Algérie. — A Alger, travail plus abondant que l'an et que le mois derniers, et chez les *pointeurs de la marine et du commerce* qui comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage. 7 p. o/o chez les *coiffeurs* de Constantine chez qui la durée du travail a été réduite d'accord avec les patrons.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour février et mars 1899 :

ANGOULÊME. — Travaux sur chemins.....	243.000 ^f
BEAUVAIS. — Travaux sur chemins de grande communication.....	164.400
COMMERCY. — Travaux communaux.....	100.000
COMPIÈGNE. — Travaux de voirie.....	115.000
COURBEVOIE (Seine). — Construction d'un groupe scolaire.....	187.700
DOMFRONT. — Construction d'une église.....	127.200
MENDE. — Établissement d'une ligne de tramways à vapeur.....	964.900
NIORT. — Construction de l'hôtel de ville.....	221.600
NOYON. — Travaux à la cathédrale.....	144.900
NOYON. — Restauration de l'église.....	138.500
ORAN. — Travaux sur chemins de grande communication.....	358.400
ORLÉANS. — Construction d'un hôtel des postes.....	436.600
PARIS. — Transformation de port de tirage.....	305.000
PARIS. — Chemins de fer de l'État. — Établissement d'une deuxième voie.....	281.700
PARIS. — Construction d'une école.....	179.600

PARIS. — Construction d'une école.	157.300
PARIS. — Exposition universelle. — Ciment armé et pose de verres striés.....	473.500
PARIS. — Exposition universelle. — Charpente, couverture et terrassement de divers palais.....	499.500
PARIS. — Construction d'égoûts.....	157.600
PARIS. — Construction d'un poste de secours.....	134.600
PARIS. — Construction du Palais de l'Algérie à l'Exposition.....	325.000
RENNES. — Construction d'un nouvel hospice.....	351.700
SAINT-BRIEUC. — Agrandissement du bassin à flot au port de Paimpol..	821.950
SAINT-QUENTIN. — Construction du palais de Fervaques.....	203.550
TROYES. — Reconstruction de ponts de vannage.....	107.000

Résultats des Adjudications précédentes.

LA ROCHE-SUR-YON. — Travaux de défense de la côte de l'Aiguillon. — Exhaussement des digues (214.000^f). — Adj.: Bley, à Luçon, 21.

LE HAVRE. — Construction d'un pont sur le bassin du Commerce (302.650^f). — Adj.: *démolitions, terrassements, maçonnerie et charpentes*, Bouquet, à Suresnes (Seine), 2; *construction et mise en place de la partie métallique, des voûtes en briques, des chaussées et du plateau en bois*, Gauvray, au Havre, 7.

LYON. — Chemins de fer du Beaujolais. — Travaux d'infrastructure de la ligne de Villefranche à Montsois (3 lots : 451.000^f). — Adj.: Reynaud, à Saint-Chamond (Loire), 22; Faya, 22, avenue Janin, à Paris, 15; Chomette, à Collonges (Rhône), 5.

MELUN. — Canaux d'Orléans, de Briare et du Loing. — Construction de 20 paires de portes d'écluses métalliques (154.000^f). — Adj.: Fort, à Montargis, 13.

MONTARGIS. — Construction d'un collège de filles (112.700^f). — Adj.: *terrassements et maçonnerie*, Angory, à Montargis, 1; *charpente*, Chaumeron, à Montargis, 12; *couverture et zingage*, Robert, à Montargis, 1; *menuiserie, mobilier scolaire*, Martin, à Nevers, 17,60; *serrurerie*, Lemoine, à Montargis, 21,25; *peinture, vitrerie, tenture*, Vauvelle, à Montargis, 1.

NEVERS. — Canal latéral à la Loire. — Construction de portes de garde et transformation de ponts (105.000^f). — Boudeville, à Dompierre (Allier), 15.

ORAN. — Construction du chemin de fer d'Aïn-Sefra à Djenien-bou-Resg. — Infrastructure (235.000^f). — Adj.: Peyroche, à Aïn-Sefra, 6.

PARIS. — Exposition universelle — Charpente en bois et menuiserie de divers bâtiments (3 lots : 363.000^f). — Adj.: «Charpentiers de la Villette», 49, rue Saint-Blaise, 0,50; société de charpentiers «La Batignollaise», 8, passage Saint-Ouen, 2; «Charpentiers de Paris», 24, rue Labrousse, 1.

PARIS. — Prolongement de la rue Belgrand (324.600^f). — Adj.: *terrassements, murs de soutènements, escaliers*, Pacotte, 59, rue de l'Ourcq, 21,70; *pavage*, société ouvrière «Le Pavage», 63, boulevard Brune, 26,25; *construction d'un égout*, Conchon, 12, rue des Prairies, 27,10.

PARIS. — Ouverture de voies nouvelles sur l'emplacement de Mazas (241.000^f). — Adj.: *terrassements, fournitures et pavés de bordure en granit et pavage provisoire*, Gailledrat, 29, rue Croix-Nivert, 22,40; *construction d'un égout*, Alhaiza, 16, rue Fabre-d'Églantine, 30,50.

PARIS. — Exposition universelle. — Construction du palais de l'Horticulture (350.000^f) — Adj.: *Ciment armé*, Coignet, 20, rue de Londres, 13; *terrassements et maçonnerie*, Cante, 22; rue Letellier, 12,90.

PARIS. — Transformation des ports de la Cunette et Debilly (652.000^f). — Adj.: *La Cunette*, Crozel, 41, rue Lafontaine, *prix du devis*; Debilly, Vazeille, 31, rue Fresnel, 0,06.

PARIS. — Travaux de ferronnerie pour la construction du grand escalier du Grand Palais des Champs-Élysées (263.000^f). — Moisant, 20, boulevard de Vaugirard, 15,10.

PARIS. — Construction du Palais du génie civil et des moyens de transport. Travaux et vitrerie des palais des fils et tissus et de l'éducation (220.800^f). — Adj.: *maçonnerie du Palais du génie et des moyens de transport*, Truffat-Ragache, 225, rue d'Alésia, 16,10; *couverture du même palais*, Delogé, 7, rue de Lyon, 22; *vitrerie du même palais*, Joussemet, 126, rue Amélot, 21,70; *vitrerie du Palais des fils, tissus et vêtements*, Joussemet, 21,70; *vitrerie du Palais de l'éducation*, Joussemet, 21,70.

SAINT-ÉTIENNE. — Construction d'un groupe scolaire (131.700^f). — Adj. : Labrousse, à Saint-Étienne, 10 d'augmentation; Mignot, à Pessins (Isère), 4 d'augmentation.

SAINT-JUNIEN (Haute-Vienne). — Construction d'une halle aux grains, d'une salle de fêtes et d'un marché couvert (117.600^f). — Adj. : terrasserie, maçonnerie, plâtrerie, carrelage Guyonnaud, à Limoges, 2; menuiserie, peinture, vitrerie, Laboune, à Angoulême, 10; serrurerie d'art et ferronnerie, « Association des ouvriers serruriers », à Limoges, 23.

TRÉVOUX (Ain). — Construction de l'église paroissiale (172.000^f). — Adj. : Chamonin, à Trévoux, 13,50.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant le mois de janvier 1899 :

	VARIATIONS			
	1899.	1898.	en plus.	en moins.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	79.382.000	112.714.000	"	33.332.000
Matières nécessaires à l'industrie	232.127.000	200.119.000	32.008.000	"
Objets fabriqués.....	45.657.000	43.637.000	2.020.000	"
TOTAUX et balance....	357.166.000	356.470.000	Augment ^{on} : 996.000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	35.405.000	39.156.000	"	3.751.000
Matières nécessaires à l'industrie	72.125.000	67.519.000	4.606.000	"
Objets fabriqués.....	114.284.000	116.521.000	"	2.237.000
Colis postaux.....	17.078.000	12.201.000	4.877.000	"
TOTAUX et balance....	238.892.000	235.397.000	Augment ^{on} : 3.495.000	

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	janv. 1899.	déc. 1898.	janv. 1898.
Farine 12 marques, les 157 kilogrammes.....	44 ^f 90 ^c	44 ^f 80 ^c	61 ^f 15 ^c
Sucre brut, blanc n° 3, les 100 kilogrammes...	29 10	28 90	31 15
Alcool à 90°, l'hectolitre.....	45 00	44 00	43 25
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr..	50 75	50 15	53 00
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes..	43 00	42 75	38 00
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	40 50	40 50	29 50
Suif de la bouch ^{ie} de Paris, les 100 kil. (en pains).	55 00	51 00	48 00
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette).	1 48	1 48	1 38
Veau, idem.	2 20	1 95	1 95
Mouton, idem.	2 00	1 95	1 80
Porc, idem.	1 65	1 52	1 28
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	38 12	36 50	36 60
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.....	155 00	147 00	115 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil.	44 50	43 50	42 50
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	17 00	16 50	16 00
Cuivre en lingots, idem.	185 50	155 75	130 75
Etain Banka, idem.	289 00	221 50	172 50
Plomb, idem.	39 25	38 75	32 75
Zinc bonnes marques, idem.	64 25	"	48 50

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de janvier	
	1899.	1898.
Faillites	96	81
Liquidations judiciaires	21	23
Conversions de liquidations en faillites.	7	5

Mont-de-piété de Paris. — Situation au 31 janvier 1898 :

GAGES CORPORELS.			ARTICLES.	SOMMES.
			nombre.	francs.
Il y avait en magasin, le 31 décembre 1898 au soir.....			1.592.657	47.550.215
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	107.397	3.035.338	165.360	4.928.982
Par renouvellements.....	57.919	1.892.494		
Liquidation des magasins (exercice 1895).....	44	1.152		
TOTAL.....			1.758.017	52.479.197
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	93.633	2.708.203	162.095	4.765.119
Par renouvellements.....	57.919	1.892.492		
Par ventes.....	10.543	164.424		
RESTE en magasin le 31 janvier 1899.....			1.595.922	47.714.078
VALEURS MOBILIÈRES.			TITRES.	SOMMES.
			nombre.	francs.
Il y avait en magasin, le 31 décembre 1898 au soir.....			21.428	5.794.144
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	2.578	643.582	4.272	1.138.217
Par renouvellements.....	1.694	494.635		
TOTAL.....			25.700	6.932.361
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	2.253	526.453	4.395	1.150.243
Par renouvellements.....	1.694	494.635		
Par ventes.....	440	126.155		
Liquidation des magasins (exercice 1896).....	8	3.000		
RESTE en magasin le 31 janvier 1899.....			21.305	5.782.118
GAGES CORPORELS.		VALEURS MOBILIÈRES.		
Articles.	Sommes.	Titres.	Sommes.	
nombre.	francs.	nombre.	francs.	
Restait en magasin, le 31 janv. 1895...	1.752.503	46.838.460	18.304	5.113.287
1896...	1.657.415	45.510.313	21.410	5.834.700
1897...	1.634.349	48.046.713	21.983	5.980.054
1898...	1.629.078	48.302.708	21.920	5.910.010
Intérêts des emprunts : à 1 an, 2,75 p. o/o ; à 9 mois, 2,50 p. o/o ; à 6 mois, 2 p. o/o ; à 3 mois, 1,50 p. o/o.				

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 janvier 1899 il a été déposé 80 demandes en autorisation de bâtir, dont 60 pour des constructions neuves. Pendant le mois de janvier 1898, le nombre des demandes avait été de 135, dont 110 pour des constructions neuves.

Bureaux de garantie. — Relevé des objets d'or et d'argent présentés à la marque ou à la vérification, tant pour la consommation en France que pour l'exportation, pendant les douze mois de l'année 1898, dans les divers bureaux de garantie :

DÉSIGNATION.		POIDS TOTAL.			
		OR.		ARGENT.	
		1898.	1897.	1898.	1897.
		hectogr.	hectogr.	hectogr.	hectogr.
Fabrication nationale aux titres légaux.	Objets marqués des poinçons intérieurs	79.368	75.048	1.039.347	1.033.066
	Sortie constatée des objets marqués pour l'exportation en crédit des droits non compris les montres au 4 ^e titre (1)	6.264	5.651	74.413	67.789
	Objets exportés avec remboursement des droits payés.....	3.050	2.821	23.907	22.509
Objets importés de l'étranger avec paiement des droits de garantie.....		11.723	12.123	85.630	87.609
Exportation des bijoux à tous titres n'ayant pas été soumis à la marque (loi du 25 janvier 1884).....		1.066	1.041	453	1.313

(1) Du 1^{er} janvier au 30 novembre 1898, il est sorti 566 montres en or au 4^e titre, pesant 63 hectogrammes, contre 1.175 montres et 109 hectogrammes en 1897.

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant les onze premiers mois a été en 1898 de 28.811.069 tonnes et en 1897 de 27.694.850 tonnes, soit une augmentation de 4 p. o/o.

Les recettes des compagnies de chemins de fer d'intérêt général, au 28 janvier 1899, ont été de 91.351.500 francs. Elles étaient à la même date, en 1898, de 87.234.000 francs soit une augmentation de 4,72 p. o/o.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} FÉVRIER.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
DÉCEMBRE 1898.					DÉCEMBRE 1898.				
Paris (1 ^{re} arr ^t)..	593	162	147	12	Aix.....	59	18	17	"
— (1 ^{re} —) ..	428	347	317	9	Besançon (1)...	1275	723	380	"
— (1 ^{re} —) ..	299	241	219	1	Blois (2).....	321	64	40	"
— (1 ^{re} —) ..	307	269	175	7	Marseille (2)...	2899	2460	2315	"
— (1 ^{re} —) ..	119	141	81	36	Nîmes.....	73	39	39	34
Lille.....	55	7	"	"	Rennes (2).....	1064	330	332	"
Lyon.....	72	62	32	4	Saumur.....	68	31	18	5
Nancy.....	193	70	62	"	Saint-Étienne..	39	40	39	"
Saint-Claude...	"	1	"	1	Alger.....	531	420	223	228
JANVIER 1899.					JANVIER 1899.				
Paris (1 ^{re} arr ^t)..	1003	938	629	"	Angers.....	248	68	65	17
— (1 ^{re} —) ..	135	147	85	17	Boulogne-s-Mer.	98	45	34	"
— (1 ^{re} —) ..	339	274	218	13	Bourges.....	93	32	25	3
Refuges munic.	"	"	65	134	Carcassonne...	35	30	20	"
Levallois-Perret.	224	139	46	71	Clerm ^t -Ferrand.	293	94	85	"
Brest.....	43	8	8	"	Perpignan.....	61	27	15	11
Douai.....	1	32	"	"	Toulouse.....	225	96	95	"
Épinal.....	5	3	3	"	Tours.....	331	85	84	"
Lisieux.....	63	58	57	"	Versailles.....	9	7	7	"
Louviers.....	3	1	"	1					
Orléans.....	3	3	3	"					
Le Puy.....	27	15	14	1					
Saint-Dié.....	40	25	18	2					
Senones.....	1	1	1	"					
Sens.....	29	7	4	"					
Trouville.....	8	3	3	"					
Versailles.....	7	5	4	"					
					(1) Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1898.				
					(2) Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 1898.				

(1) Du 1^{er} janvier au 31 décembre 1898.

(2) Du 1^{er} octobre au 31 décembre 1898.

C. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (JANVIER 1899).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Employés voyag. et dessinateurs.	3	"	"	"
Id.....	Tergnier.....	Mouleurs.....	10	"	8	"
Alpes-Maritimes	Nice.....	Cuisiniers.....	5	2	1	1
Id.....	Cannes.....	Id.....	"	"	12	6
Ardeche.....	Serrières.....	Chapeliers.....	5	"	"	"
Aude.....	Carcassonne.....	Patronnes et ouvrières de l'habillement.....	1	"	"	"
Id.....	Id.....	Terrassiers.....	50	"	"	"
Bouches-du-Rhône	Marseille.....	Imprimeurs lithographes.....	6	"	"	"
Id.....	Id.....	Tapissiers.....	1	"	"	"
Id.....	Id.....	Marbriers.....	26	16	16	3
Id.....	Id.....	Magons.....	85	25	20	"
Id.....	Id.....	Peintres.....	20	"	8	"
Id.....	Id.....	Peintres (art décoratif).....	67	12	17	"
Id.....	Id.....	Employés de commerce.....	63	5	3	"
Id.....	Id.....	Employés d'hôtels et restaurants.....	8	1	"	15
Id.....	Id.....	Employés limonadiers.....	"	"	13	194
Charente.....	Angoulême.....	Boulangers.....	15	7	"	8
Id.....	Id.....	Ferblantiers.....	"	3	"	"
Charente-Inférieure	Rochefort.....	Boulangers.....	18	25	15	"
Id.....	La Rochelle.....	Travailleurs du livre.....	"	1	"	1
Cher.....	Bourges.....	Boulangers.....	12	14	4	8
Id.....	Méry-es-Bois.....	Bûcherons.....	15	"	"	"
Id.....	Vallenay.....	Id.....	40	"	"	"
Corrèze.....	Tulle.....	Scieurs de long.....	30	"	"	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Typographes.....	4	"	"	"
Id.....	Id.....	Comptables.....	5	1	1	"
Côtes-du-Nord	Saint-Brieuc.....	Typographes.....	2	1	1	"
Gard.....	Nîmes.....	Confiseurs-pâtisseries.....	4	1	1	"
Haute-Garonne	Toulouse.....	Métallurgistes.....	17	3	3	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Boulangers.....	16	18	14	28
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	"	"	7	6
Id.....	Id.....	Typographes.....	12	17	"	"
Id.....	Id.....	Ferblantiers.....	"	"	"	6
Id.....	Id.....	Bouchers-charcutiers.....	26	12	7	9
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	60	83	23	70
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	61	45	26	3
Hérault.....	Montpellier.....	Boulangers.....	7	6	5	1
Ille-et-Vilaine	Fougères.....	Typographes.....	1	"	"	"
Isère.....	Grenoble.....	Cuisiniers.....	4	"	2	4
Id.....	Id.....	Typographes.....	7	3	"	3
Id.....	Montalien-Vercieu.....	Tailleurs de pierre.....	70	"	15	"
Maine-et-Loire	Angers.....	Boulangers.....	27	9	9	18
Id.....	Id.....	Tourneurs sur bois.....	3	2	2	"
Id.....	Id.....	Couvreurs.....	14	"	"	"
Id.....	Id.....	Gargons limonadiers.....	16	8	5	3
Manche.....	Granville.....	Typographes.....	1	"	"	"
Mayenne.....	Beaumont.....	Menuisiers.....	40	"	"	"
Nord.....	Lille.....	Boulangers.....	"	"	19	114
Id.....	Id.....	Typographes.....	27	"	"	12
Id.....	Armentières.....	Peintres.....	7	"	"	"
Oise.....	Beauvais.....	Typographes.....	4	"	"	"
Pas-de-Calais.....	Boulogne-sur-Mer.....	Cimentiers.....	100	"	"	"
Id.....	Calais.....	Typographes.....	1	"	"	"
Puy-de-Dôme	Clermont-Ferrand.....	Tapissiers.....	9	"	"	"
Haut-Rhin.....	Belfort.....	Typographes.....	"	3	3	"
Rhône.....	Lyon.....	Charpentiers.....	5	3	"	3
Id.....	Id.....	Employés de cafés.....	"	"	25	110
Id.....	Id.....	Employés de commerce.....	39	27	19	"
Saône-et-Loire	Louhans.....	Chapeliers.....	4	"	"	2
Savoie.....	Chambéry.....	Menuisiers.....	10	"	"	"

SYNDICATS OUVRIERS. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Seine.....	Paris.....	Boulangers.....	"	"	20	75
Id.....	Id.....	Dessinateurs-écrivains lithogr. .	20	9	6	8
Id.....	Id.....	Margeurs-pointeurs.....	35	23	12	18
Id.....	Id.....	Selliers harnacheurs.....	7	"	3	"
Id.....	Id.....	Gainiers.....	12	"	15	"
Id.....	Id.....	Teinturiers-dégraisseurs.....	33	36	22	11
Id.....	Id.....	Passementiers à la main.....	22	12	8	"
Id.....	Id.....	Passementiers à la barre.....	26	10	"	"
Id.....	Id.....	Solidarité des tailleurs.....	433	1	1	"
Id.....	Id.....	Couleurs de lessive.....	13	5	5	"
Id.....	Id.....	Menuisiers.....	6	"	"	"
Id.....	Id.....	Peintres en voitures.....	80	30	14	16
Id.....	Id.....	Chauffeurs-conducteurs-mécani- ciens.....	24	26	23	"
Id.....	Id.....	Ouvriers en instruments de pré- cision.....	34	8	13	"
Id.....	Id.....	Ouvriers en feuilles d'étain.....	3	"	5	"
Id.....	Id.....	Tourneurs-décolteurs.....	27	5	"	"
Id.....	Id.....	Garçons de magasin.....	19	14	14	7
Id.....	Id.....	Charretiers.....	10	"	10	"
Id.....	Id.....	Employés des omnibus.....	12	"	8	"
Id.....	Id.....	Union des conducteurs-chauffeurs mécaniciens.....	22	16	15	5
Id.....	Id.....	Union des comptables.....	30	28	5	3
Id.....	Id.....	Dessinateurs en broderie.....	4	"	"	"
Id.....	Id.....	Ouvriers limonadiers (Espérance)	120	115	13	92
Id.....	Id.....	Garçons de restaurant « La Re- naissance ».....	140	140	38	102
Id.....	Id.....	Élèves en pharmacie.....	8	21	6	1
Vaucluse.....	Avignon.....	Métallurgistes.....	20	20	"	20
Algérie.....	Constantine.....	Cuiseurs.....	1	"	"	1

D. — SYNDICATS PATRONAUX (JANVIER).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Indre-et-Loire....	Tours.....	Charcuterie.....	52	31	24	1
Rhône.....	Lyon.....	Maîtres teinturiers et dégrais ⁽¹⁾ .	8	"	"	"
Seine.....	Paris.....	Syndicat du papier et des in- dustries qui le transforment..	33	45	13	"
Id.....	Id.....	Épicerie (Gros et détail).....	527	707	488	"
Id.....	Id.....	Reliure.....	58	38	14	"
Id.....	Id.....	Quincaillerie.....	"	36	26	"
Id.....	Id.....	Couteliers.....	19	17	14	"
Id.....	Id.....	Mounerie française.....	22	13	13	"
Id.....	Id.....	Entrepreneurs de trav. publ.	3	1	"	"
Seine-Inférieure..	Le Havre.....	Épicerie.....	20	18	16	1
Seine-et-Oise.....	Saint-Germain.....	Bâtiment.....	34	27	"	22
Var.....	Toulon.....	Boulangers.....	75	60	45	8
Vosges.....	Le Thilloz.....	Médecins (1).....	2	4	"	"

(1) Placement de nourrices au sein.

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (JANVIER).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Association des cemptables....	5	1	1	"
Doubs.....	Bezançon.....	«L'Étoile bisontine».....	58	15	15	72
Loire-Inférieure..	Nantes.....	Fédération des mécaniciens et chauffeurs.....	4	4	2	2
Nièvre.....	Nevers.....	Employés de commerce et de bureau.....	1	1	"	"
Nord.....	Cambrai.....	Employés et voyageurs de com- merce.....	"	2	"	"
Id.....	Valenciennes....	Anciens élèves de l'école.....	8	6	3	2
Seine.....	Paris.....	Union de la charcuterie.....	392	392	357	"
Id.....	Id.....	Compagnons charrons.....	28	30	28	"
Id.....	Id.....	Société suisse des commerçants.	98	30	16	"
Id.....	Id.....	Union Helvetia.....	246	80	45	8
Id.....	Id.....	Concierges-gérants.....	10	6	2	"
Id.....	Id.....	Union des employés de com- merce.....	"	11	1	"
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs-ferrandi- niers.....	38	11	"	11
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	"	32	6	"
Id.....	Id.....	Société des cuisiniers.....	260	82	82	590
Id.....	Id.....	Société «la Couturière».....	6	22	"	"
Id.....	Id.....	Société «le Bâtiment».....	7	11	1	"
Id.....	Id.....	Société de la boucherie.....	"	120	69	8
Id.....	Id.....	Société «l'Étoile».....	526	1137	74	437
Id.....	Id.....	Association des comptables....	116	96	46	18
Id.....	Bagatelle.....	Union fraternelle des jardiniers de France (1).....	180	133	100	55
Seine-Inférieure..	Rouen.....	Association des secrétaires et employés de mairie.....	3	"	"	"
Id.....	Id.....	La Prévoyance mutuelle.....	4	2	1	"
Id.....	Le Havre.....	Employés de commerce.....	30	22	18	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	65	46	13	32
Somme.....	Amiens.....	Garçons de cafés et de restau- rants.....	75	100	18	82

(1) Pendant l'année 1898.

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (JANVIER).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Bouches-du-Rhône.	Marseille.....	Assistance par le travail.....	25	5	15	"
Id.....	Id.....	La Préservation.....	66	49	49	"
Charente-Infér ^{re} ..	La Rochelle..	Maison du marin.....	44	35	"	"
Id.....	Rochefort....	Fourneau économique.....	4	"	"	1
Drôme.....	Die.....	Asile orphelinat.....	1	1	"	"
Eure-et-Loir.....	Courville....	Assistance par le travail.....	6	"	"	7
Haute-Garonne...	Toulouse....	Patronage des prisonniers libérés...	3	"	"	"
Gironde.....	Bordeaux....	Maison du marin.....	60	41	41	"
Indre-et-Loire...	Tours.....	Office des travailleurs.....	487	105	93	"
Haute-Loire.....	Le Puy.....	Maison des Filles.....	"	"	"	12
Loire-Inférieure..	Nantes.....	Œuvre du Sacré-Cœur.....	"	13	6	"
Id.....	Id.....	Maison de marin.....	56	"	93	"
Marne.....	La Chalmelle..	Colonie agricole (1).....	1	3	"	"
Mayenne.....	Laval.....	Société Saint-Vincent-de-Paul.....	"	"	58	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Maison de Sainte-Marie.....	160	200	100	12
Id.....	Gerbéviller..	Orphelinat Saint-Louis.....	14	"	"	"
Nord.....	Dunkerque...	Maison du marin.....	"	"	186	"
Puy-de-Dôme....	Riom.....	Orphelinat de l'Hospice.....	"	1	1	"
Basses-Pyrénées	Bayonne....	Œuvre de Sainte-Anne.....	60	"	28	"
Rhône.....	Lyon.....	Asile protestant.....	26	49	18	"
Id.....	Id.....	Patronage des prisonniers libérés...	42	"	35	"
Id.....	Id.....	Assistance par le travail.....	162	"	10	14
Id.....	Id.....	Société philanthropique savoisiennne..	62	55	40	4
Sartile.....	Le Mans.....	Sœurs servantes de Marie.....	"	"	26	"
Seine.....	Paris.....	Home suisse (2).....	500	1.500	500	"
Id.....	Id.....	Sœurs servantes de Marie (2).....	"	"	1.781	"
Id.....	Id.....	Patronage Saint-Antoine-de-Padoue..	"	"	24	"
Id.....	Id.....	Patronage des libérés.....	401	"	54	"
Id.....	Id.....	Maison des sœurs de la Croix.....	"	"	515	"
Id.....	Id.....	Œuvre des pauvres honteux.....	20	14	7	"
Id.....	Id.....	Société de protection des Alsac.-Lor...	"	4	4	"
Id.....	Id.....	Patr. de la Providence pour jeunes filles	"	2	"	"
Id.....	Id.....	Société des visiteurs des pauvres.....	30	18	4	1
Id.....	Id.....	Asile Saint-Charles.....	56	286	43	"
Id.....	Id.....	"The english catholic home".....	24	64	9	"
Id.....	Id.....	Société protestante du travail.....	79	68	44	"
Id.....	Id.....	Société philanthropique.....	292	60	190	112
Id.....	Id.....	Société philanthropique savoisiennne..	131	228	169	"
Seine-Inférieure..	Rouen.....	Œuvre du Sacré-Cœur.....	73	88	25	"
Seine-et-Marne...	Melan.....	Assistance par le travail.....	9	9	7	2
Var.....	Toulon.....	Maison de relèvement des jeunes filles.	"	1	1	"
Vosges.....	Remiremont...	Secrétariat du peuple.....	5	2	2	"
Algérie.....	Alger.....	Maison internationale des amies de la jeune fille.....	21	2	1	"

(1) On nous signale une erreur qui affecte deux chiffres reproduits dans le *Bulletin* de janvier, page 52, 21^e ligne, au sujet des placements effectués en 1897 par la colonie agricole de la Chalmelle. C'est 83 colons placés sur 123 sortis qu'il faut lire, au lieu de 23 placés sur 128 sortis.

(2) Pendant l'année 1898.

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

OEUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE JANVIER.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	1.989	107	669	"	23.780
Hospitalité de nuit (maison de Lamaze).....	2.159	291	68	221	8.356
Idem. (rue Laghouat).....	1.392	190	"	174	4.585
Idem. (rue de Charonne).....	1.809	243	89	298	7.382
Idem. (rue de Tocqueville) en reconstruction)...	"	"	"	"	"
Société philanthropique (rue de Crimée)....	"	"	166	15	853
— (rue Labat).....	"	"	402	37	1.418
— (rue Saint-Jacques)....	"	"	460	82	2.181
— (avenue du Maine)....	"	"	87	87	922

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

Les chiffres ci-dessous représentent toutes les personnes secourues par les bureaux de bien-faisance et celles reçues dans les hôpitaux et hospices communaux et intercommunaux pendant les mois de juillet, août, septembre et octobre 1898 :

		Juillet.	Août.	Septembre.	Octobre.
Personnes de moins de 60 ans.	Hommes...	2.464	2.768	2.623	2.656
	Femmes...	3.480	3.688	3.593	3.487
Personnes de plus de 60 ans..	Hommes...	2.139	2.245	2.125	2.067
	Femmes...	3.414	3.900	3.768	3.670
TOTAUX des personnes secourues,...		11.497	12.601	12.109	11.880

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de janvier 1899, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels.

A. CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Alpes-Maritimes [30 novembre 1898]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de menuiserie et de charpente de la ville de Nice (50 membres). Siège social : café de l'Union, à Nice.

[15 décembre 1898]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de ferblanterie, zinguerie, plomberie (63 membres). Siège social : café de l'Univers, à Nice.

Bouches-du-Rhône [20 octobre 1898]. — Syndicat des marchands de cycles de Marseille (28 membres). Siège social : 12, avenue du Prado, à Marseille.

Gironde [28 novembre 1898]. — Syndicat du commerce des cafés, cacao et poivres de Bordeaux (52 membres). Siège social : 54, rue Foudaudège, à Bordeaux.

Ille-et-Vilaine [5 octobre 1898]. — Syndicat des marchands de charbons de Rennes (30 membres). Siège social : Hôtel de Ville, à Rennes.

Hautes-Pyrénées [1^{er} juillet 1898]. — Union syndicale des patrons boulangers de l'arrondissement d'Argelès-Gazost (16 membres). Siège social : maison Planté, à Argelès-Gazost.

Rhône [20 mai 1898]. — Syndicat des vidangeurs d'Écully (26 membres). Siège social : Écully.
[29 décembre 1898]. — Syndicat des étalagistes, vendeurs et portiers de vêtements confectionnés de Lyon (7 membres). Siège social : café Henri IV, place Raspail, à Lyon.

Seine [21 novembre 1898]. — Syndicat de la presse de l'exposition de 1900 (75 membres). Siège social : 6, rue Le Peletier, à Paris.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Alpes-Maritimes [15 novembre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers tabletiers et graveurs de la ville de Nice (32 membres). Siège social : Bourse du travail, Nice.

Côte-d'Or [28 décembre 1898]. — Syndicat des poêliers-fumistes et similaires de Dijon (21 membres). Siège social : Bourse du travail, à Dijon.

Gironde [9 décembre 1898]. — Association syndicale des gens de maisons bourgeoises, des deux sexes, de la ville de Bordeaux et du département (38 membres). Siège social : 42, rue Lalande, Bordeaux.

Isère [4 novembre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers palissonneurs en couleurs de la ville de Grenoble (75 membres). Siège social : Bourse du travail, à Grenoble.

Loire [21 novembre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers mouleurs de Firminy et environs (29 membres). Siège social : 15, rue de la Loire, à Firminy.

[9 novembre 1898]. — Syndicat des mineurs de Roche-la-Molière (66 membres). Siège social : Roche-la-Molière.

Loire-Inférieure [20 novembre 1898]. — Chambre syndicale des mouleurs de Saint-Nazaire et de Trignac (57 membres). Siège social : Bourse du travail, à Saint-Nazaire.

Manche [1^{er} décembre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers ébénistes, menuisiers, charpentiers et parties similaires (100 membres). Siège social : 30, rue des Fossés, à Cherbourg.

Marne [novembre 1898]. — Chambre syndicale des cuisiniers, pâtisseries, confiseurs et biscuitiers de Reims (40 membres). Siège social : 88, place Drouet d'Erlon, à Reims.

Nièvre [18 novembre 1898]. — Syndicat des ouvriers des bois, travaux similaires et agricoles de Colmery (28 membres). Siège social : « Les Duprés », commune de Colmery.

[22 décembre 1898]. — Syndicat des ouvriers de bois de Buzy (37 membres). Siège social : Buzy.

[6 décembre 1898]. — Société syndicale des ouvriers bûcherons et parties similaires « région de la Chapelle-Saint-André », à Créauty (29 membres). Siège social : Créauty.

Pas-de-Calais [10 décembre 1898]. — Chambre syndicale des ouvrières plumières et similaires de Boulogne-sur-Mer (10 membres). Siège social : Bourse du travail, à Boulogne-sur-Mer.

Seine [11 mai 1898]. — Syndicat des ouvriers des industries du livre (110 membres). Siège social : 14, rue des Petits-Carreaux, à Paris.

[mars 1898]. — Syndicat des ouvriers de la métallurgie (60 membres). Siège social : 14, rue des Petits-Carreaux, à Paris.

[24 décembre 1898]. — Chambre syndicale des cantonniers surveillants des marchés de quartiers de la ville de Paris (24 membres). Siège social : 6, boulevard Magenta.

[4 décembre 1898]. — Syndicat des cantonniers des chemins vicinaux ordinaires et communaux du département (48 membres). Siège social : 60, rue du Liégar, à Ivry.

[1^{er} décembre 1898]. — Syndicat professionnel des tailleurs de pierre dure (dits gargouilleurs) du département de la Seine (50 membres). Siège social : 6, boulevard Magenta.

Tarn [1^{er} septembre 1898]. — Syndicat des ouvriers boulangers (22 membres). Siège social : 41, rue Fuziès, à Castres.

Haute-Vienne [23 septembre 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers tonneliers, layetiers et cercliers de la ville de Limoges (membres). — Siège social : Bourse du travail, à Limoges.

Alger [14 novembre 1882]. — Chambre syndicale des tailleurs de pierre du département d'Alger (25 membres). Siège social : Alger.

3° SYNDICATS MIXTES.

Loire [8 septembre 1898]. — Chambre syndicale des patrons, ouvriers et ouvrières réunis de Saint-Genest-Lerpt (451 membres). Siège social : au Cercle républicain, de Saint-Genest-Lerpt.

4° SYNDICATS AGRICOLES.

Cher [1^{er} mai 1898]. — Syndicat viticole des vigneron de Méreau et de Vierson-Bourgneuf (182 membres). Siège social : Méreau.

[13 novembre 1898]. — Syndicat viticole de la commune de Quincy, dite association vigneronne (66 membres). Siège social : Quincy.

Doubs [15 décembre 1898]. — Syndicat agricole de Beutal (38 membres). Siège social : Beutal.

[12 juin 1898]. — Syndicat agricole d'Arçon (90 membres). Siège social : Arçon.

[21 août 1898]. — Syndicat agricole de la paroisse de Montbenoit (56 membres). Siège social : Montbenoit.

[3 avril 1898]. — Syndicat agricole de Vaux et Chantegruc (25 membres). Siège social : Vaux et Chantegruc.

Côte-d'Or [18 décembre 1898]. — Syndicat agricole et viticole de Saffres (30 membres). Siège social : Saffres.

Drôme [23 décembre 1898]. — Syndicat agricole de Barnave (25 membres). Siège social : Barnave.

Isère [17 juillet 1898]. — Syndicat agricole de Vinay (182 membres). Siège social : Vinay.

[11 décembre 1898]. — Syndicat agricole communal de Bougé-Chambalud (30 membres). Siège social : Bougé-Chambalud.

Loire [septembre 1896]. — Syndicat agricole de Pouilly-les-Nonains (42 membres). Siège social : Pouilly-les-Nonains.

[20 février 1898]. — Syndicat agricole de Soleymieux (54 membres). Siège social : Soleymieux.

[23 février 1894]. — Société amicale des syndicats agricole, viticole et antiphyloxérique de la commune de Riorges (105 membres). Siège social : mairie de Riorges.

[17 juillet 1898]. — Syndicat agricole de Bouthéon (56 membres). Siège social : Bouthéon.

[10 avril 1898]. — Syndicat agricole du canton de Saint-Héand et des communes environnantes (membres). Siège social : Fontanès.

Nièvre [15 mai 1898]. — Syndicat agricole de Saint-Parize-le-Châtel (80 membres). Siège social : Saint-Parize-le-Châtel.

Hautes-Pyrénées [15 janvier 1895]. — Syndicat d'industrie agricole de Sabalos (12 membres). Siège social : Sabalos.

[1^{er} septembre 1894]. — Syndicat d'industrie agricole de Lanne (40 membres). Siège social : Lanne.

Tarn [21 juillet 1898]. — Syndicat agricole de Saint-Salvi-de-Fourestès (59 membres). Siège social : Saint-Salvi-de-Fourestès, commune de Cerre-Clapier.

5° UNION DE SYNDICATS.

Seine []. — Fédération nationale des syndicats et groupes ouvriers de la voiture (16 syndicats, 1,645 membres). Siège social : 266, faubourg Saint-Autoine, à Paris.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Les 31 grèves de janvier ont donné lieu à deux applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage :

1° Grève de tisseurs et fileurs à Doullens (Somme). — Le 20 janvier, tous les ouvriers de la filature et tissage Sueur, au nombre de 248, ont quitté le travail.

Ils demandaient le renvoi du directeur, auquel ils reprochent sa sévérité et sa grossièreté à l'égard des femmes.

Le jour même, ils ont saisi le juge de paix de leur différend, et celui-ci a réuni le 21 janvier un comité de conciliation.

Le patron a promis d'intervenir auprès du directeur pour l'engager fortement à mettre à l'avenir plus de douceur dans ses rapports avec les ouvriers.

Il a assuré qu'il n'hésiterait pas à le rappeler, le cas échéant, à l'observation des convenances envers les ouvriers et ouvrières.

Enfin, si le directeur conserve la police générale de l'usine, il ne sera plus chargé du contrôle du tissage et les réclamations des ouvriers pourront être transmises au patron par l'intermédiaire d'un des employés de l'usine, sans passer par le directeur.

Les grévistes, satisfaits de ces promesses, ont repris le travail le lundi 23 janvier.

2° Grève de tisseurs à Lepuix-Giromagny (territoire de Belfort). — 100 ouvriers et ouvrières du tissage Briot se sont mis en grève le 28 janvier.

Ils protestent contre l'immixtion du fils de M. Briot dans l'usine et se plaignent de sa sévérité.

Ils demandent en outre :

Que le fil de trame soit distribué deux fois par jour ;

Le maintien des primes même quand l'ouvrier aurait subi une amende pour mal-façons ;

La diminution du taux des amendes pour retard ;

Enfin l'affichage, dans les ateliers, du tarif en cours et celui des modifications qui pourraient y être introduites avant que celles-ci soient mises en vigueur.

Le patron a accordé satisfaction, sauf en ce qui concerne la diminution de l'amende pour retard.

Les ouvriers, ayant persisté à exiger cette diminution, ont continué la grève et l'usine a été fermée jusqu'au lundi 6 février.

Le juge de paix, dans l'intervalle, était intervenu, mais M. Briot n'a pas répondu à sa convocation.

Le conflit n'a pas encore pris fin.

LES GRÈVES EN JANVIER 1899.

31 grèves ont été signalées en janvier 1899 à l'*Office du travail*.

Elles comprennent 3,447 grévistes.

Il y avait eu, en janvier 1898, 40 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites pendant le même mois au cours des cinq années antérieures à 1899 est de 36.

Les 31 grèves de janvier, sauf 6, n'ont affecté qu'un seul établissement.

Elles sont dues aux causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.	13
Réductions de salaire.	7
Retard dans le paiement des salaires.	1
Demandes de réintégration d'un ouvrier.	2
Demande de renvoi de contremaîtres.	5
Réglementation du travail.	4
Règlement d'atelier.	1
Demande de diminution des amendes.	1
Contre l'emploi de nouvelles machines.	1

Elles se sont produites dans 22 départements différents : ceux de la Seine, du Nord, de la Loire et du Haut-Rhin en ayant compté respectivement 5, 4, 2 et 2.

Elles se répartissent dans les industries ou professions suivantes :

Textiles, 8 ; travail des métaux, 6 ; travail des cuirs, 3 ; ardoisiers, 2 ; boulangers, 2 ; terrassiers, 2.

Elles ont duré :

Une, 19 jours; une, 17 jours; une, 14 jours; une, 12 jours; une, 9 jours; une, 7 jours; deux, 6 jours; une, 4 jours; huit, 3 jours; deux, 2 jours et quatre, 1 jour.

Une seule enfin parmi des boueurs, bûcherons, débardeurs, faïenciers, mineurs, tonneliers, typographes et voituriers.

Des 31 grèves commencées en janvier, 23 sont terminées.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du	de				d'établisse-	de
commence- ment.	la fin.				ments.	grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
GRÈVES NON TERMINÉ						
26 déc...	12 janvier.	Rennes	Ille-et-Vilaine ..	Typographes.....	1	14
GRÈVES COMMENCÉ						
2 janvier.	5 janvier.	Paris	Seine.....	Cordonniers	1	7
2 janvier.	19 janvier.	Trélazé.....	Maine-et-Loire ..	Ardoisiers.....	1	500
4 janvier.	5 janvier.	Lepuix-Gy.....	Haut-Rhin.....	Tisseurs.....	1	37
4 janvier.	23 janvier.	Vernet-les-Bains..	Pyrénées-Orient ^{es} .	Voituriers.....	1	21
6 janvier.	9 janvier.	Homécourt.....	Meurthe-et-Moselle	Mineurs (1er).....	1	16
6 janvier.	10 janvier.	S ^t -Satur-du-Limet	Mayenne.....	Ardoisiers.....	1	250
6 janvier.	18 janvier.	Niort.....	Deux-Sèvres.....	Gantiers (doleurs).....	1	13
9 janvier.	10 janvier.	Dieppe.....	Seine-Inférieure..	Mécaniciens constructeurs.....	1	303
9 janvier.	11 janvier.	Ivry.....	Seine.....	Mouleurs en fer.....	1	17
9 janvier.	23 janvier.	Plancher-les-Mines	Haute-Saône.....	Frappeurs de vis.....	1	15
9 janvier.	11 janvier.	Saint-Ouen.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	35
9 janvier.	.....	Balaruc-les-Bains.	Hérault.....	Tonneliers.....	.....	.....
11 janvier.	13 janvier.	Saint-Amand.....	Nord.....	Ouvriers en métaux (mou- siers).....	1	15
13 janvier.	19 janvier.	Alger.....	Alger.....	Boulangers.....	.....	123
14 janvier.	17 janvier.	Vadencourt.....	Aiane.....	Tisseurs.....	1	250
14 janvier.	23 janvier.	Saint-Julien-en- Jarez.....	Loire.....	Tisseuses de soie.....	1	131
14 janvier.	.....	Brest.....	Finistère.....	Typographes.....	1	7
16 janvier.	19 janvier.	Nantes.....	Loire-Inférieure..	Couvreurs, plombiers, zing ^{ers}	36	163
16 janvier.	19 janvier.	Saint-Etienne.....	Loire.....	Boueurs.....	1	62
17 janvier.	23 janvier.	Saint-Nazaire-en- Royans.....	Drôme.....	Terrassiers.....	1	18
20 janvier.	21 janvier.	Cannes.....	Alpes-Maritimes..	Débardeurs (charbon).....	1	50
20 janvier.	23 janvier.	Doullens.....	Somme.....	Tisseurs et fileurs.....	1	248
20 janvier.	.....	Graulhet.....	Tarn.....	Mégissiers (moutonniers).....	1	20
21 janvier.	24 janvier.	Tourcoing.....	Nord.....	Soigneuses (filature de laine).....	1	16
23 janvier.	30 janvier.	Tourcoing.....	Nord.....	Fileurs, rattacheurs, bûcheurs.....	1	72
23 janvier.	.....	Chantenay.....	Nièvre.....	Bûcherons.....	.....	120
23 janvier.	.....	Paris.....	Seine.....	Fabrique de casquettes.....	1	5
24 janvier.	.....	Wandignies - Ha- mage-S ^t -Amand.....	Nord.....	Faïenciers.....	2	739
27 janvier.	.....	Paris.....	Seine.....	Polisseuses (bijoux).....	1	35
28 janvier.	.....	Lepuix-Gy.....	Haut-Rhin.....	Tisseurs.....	1	100
28 janvier.	31 janvier.	Bourges.....	Cher.....	Boulangers.....	61	60

(4) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à l'Office du travail.

Si l'on y ajoute une grève commencée en décembre et terminée après 17 jours, on trouve que 24 grèves ont pris fin en janvier et qu'elles ont abouti à :

1 réussite;
9 transactions;
13 échecs.

REPRÉS.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
AU 1 ^{er} JANVIER 1899 (A).			
1	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
EN JANVIER 1899.			
1	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.....	Échec (1).	(1) Grévistes remplacés.
2	Réduction de salaire.....	Transaction.	
3	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Transaction (2).	(2) Le contremaître a été changé d'atelier sur sa demande.
4	Réduction de salaire.....	Échec.	
5	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
6	Réduction de salaire et retard dans le pay ^t des salaires.	Transaction (3).	(3) La grève a repris en février, parce que les ouvriers n'ont pas encore touché les salaires de décembre 1898.
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
8	Demande de renvoi d'un employé fondé de pouvoir.....	Transaction.	
9	Réduction de salaire.....	Échec. (4)	(4) Grévistes remplacés.
10	Règlement d'atelier.....	Échec.	
11	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
12	Augmentation de travail sans compensation de salaire.....	.....	
13	Règlementation du travail.....	Échec.	
14	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
15	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
16	Demande d'augmentation de salaire et de renvoi d'une contremaîtresse.....	Échec.	
17	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
18	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
19	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
20	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
21	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
22	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Transaction (5).	(5) Conciliation devant le juge de paix.
23	Contre l'emploi de nouvelles machines.....	.....	(6) 10 grévistes ont été remplacés.
24	Réduction de salaire.....	Échec (6).	
25	Réduction de salaire.....	Échec.	
26	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	.....	
27	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
28	Règlementation du travail.....	(7).....	(7) Les faïenciers de Saint-Amand se sont mis en grève par solidarité avec ceux de Wandignies-Hamage. Bien que ces derniers aient repris le travail le 4 février, la grève continue à Saint-Amand.
29	Réduction de salaire.....	.....	
30	Règlementation du travail et demande de diminution des amendes.....	.....	
31	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de décembre 1898.

Nombre des versements.....	235.169	
représentant une somme de.....		29.675.690'
Nombre des remboursements.....	120.226	
représentant une somme de.....		28.174.753
Rentes achetées à 527 déposants pour un capital de.....		535.658
Excédent des versements sur les remboursements et achats de rentes.....		965.278
Nombre de comptes existant au 1 ^{er} janvier 1899.		3.103.108
Nombre de comptes existant au 1 ^{er} janvier 1898.....		2.899.307
AUGMENTATION.....		203.801

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois de janvier 1899.

Dépôts de fonds.....	10.134.804'
Retraits de fonds.....	12.438.566
Excédent des retraits.....	2.303.762
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.	2.865.378

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de décembre 1898.

Nombre de versements reçus.....	477.599	
représentant une somme de.....		8.628.011'
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....		6.969.200
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.		1.314.783
Nouvelles rentes inscrites.....		146.340
Nombre de parties prenantes.....	2.065	
MONTANT TOTAL des rentes en cours.....		34.458.491
Nombre de titres.....	235.184	

OPÉRATIONS ET SITUATION EN 1897
DES CAISSES NATIONALES D'ASSURANCE
EN CAS DE DÉCÈS ET EN CAS D'ACCIDENT (1).

Caisse d'assurance en cas de décès.

Le nombre des *assurances individuelles* contractées en 1897 est de 95, et le capital assuré correspondant s'élève à 143.222 francs.

Déduction faite des règlements de sinistres et des annulations, le montant total des *capitaux assurés*, au 31 décembre 1897, est de 3.072.777^f

Au 31 décembre 1896, ce montant était de 3.016.613

Il y a eu, par suite, augmentation de 56.164

Il a été encaissé pour le compte des assurances individuelles 1,069 primes représentant une somme de 68.706 francs.

Les *sinistres* (capitaux payés au décès) s'élèvent à 45.022 francs pour 26 polices. Le montant des sinistres, par rapport aux primes encaissées pendant l'année, est de 66 p. 0/0 de ces dernières.

Les *assurances collectives*, contractées en 1897 par les sociétés de secours mutuels approuvées, sont au nombre de 67 et comprennent 11.958 membres participants. Les primes afférentes à ces assurances se montent à 73.885 francs. Les paiements de capitaux assurés, y compris les remboursements de primes, forment un total de 77.489 francs. L'excédent des dépenses sur les recettes, en ce qui concerne les assurances collectives, est donc de 3,604 francs, et les paiements aux assurés représentent une proportion de 105 p. 0/0 des primes versées.

Les fonds placés ont produit 39.419 francs d'intérêts. L'excédent des recettes totales sur les dépenses totales de la Caisse ressort à 62.335 francs.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1897.

Actif (calculé au taux de 3 1/4 p. 0/0).

Rentes françaises 3 p. 0/0 et 3 1/2 p. 0/0	1.248.209 ^f
Solde du compte courant à la Caisse des dépôts	52.792

TOTAL	1.301.001
-----------------	-----------

A déduire les primes payées par anticipation en 1897 sur polices individuelles	292
--	-----

MONTANT TOTAL de l'actif	1.300.709
------------------------------------	-----------

(1) D'après le rapport de la Commission supérieure des caisses d'assurances en cas de décès et en cas d'accident.

Passif (calculé au taux de 3 p. 0/0).

1° *Assurances individuelles :*

Polices en règlement.....	9.505 ^f
Polices non reconstituées à la suite des incendies de 1871.....	2.242
Valeur, au 31 décembre 1897, des polices en cours.....	1.811.758

ENSEMBLE.....	1.823.500
---------------	-----------

A déduire :

Primes échues non payées et intérêts de retard.....	10.181 ^f
Valeur, au 31 décembre 1897, des primes à recevoir.....	823.313

ENSEMBLE.....	833.494
---------------	---------

MONTANT du passif correspondant aux assurances individuelles.	990.006
---	---------

2° *Assurances collectives :*

Charges à provenir des assurances en règlement ou en cours au 31 décembre 1897.....	41.986 ^f
Charges à provenir des assurances collectives contractées en 1897 pour produire leur effet à partir du 1 ^{er} janvier 1899.....	32.851

MONTANT du passif correspondant aux assurances collectives...	74.837
---	--------

MONTANT TOTAL du passif.....	1.064.843
L'actif étant de.....	1.300.709

L'excédent d'actif ressort à.....	235.866
L'excédent constaté au 31 décembre 1896 s'élevait à.....	214.618

L'augmentation de l'excédent de l'actif sur le passif a donc été de....	21.248
---	--------

Les assurances individuelles continuent à donner des bénéfices, comme elles l'ont fait depuis l'année 1894. Quant aux assurances collectives, elles continuent à donner une perte; celle de 1897 (6.335 francs) est un peu moins élevée que celle de l'année dernière (6.959 francs).

Caisse d'assurance en cas d'accident.

Les cotisations versées en 1897 sont au nombre de 1.399 et représentent un somme de 9.255 francs.

Les indemnités allouées aux victimes d'accident ou à leurs ayants droit s'élèvent à 23.700 francs et se composent de 20.160 francs versés à la Caisse nationale des retraites pour constituer sept pensions et de 3.540 francs alloués en cas d'accidents mortels.

Les intérêts produits par les fonds placés s'élèvent à 209.507 francs.

Les recettes totales ont été de.....	221.803 ^f
et les dépenses totales de.....	24.349

Ce qui porte l'excédent de recettes à.....	197.454
--	---------

Depuis le début du fonctionnement de la Caisse (11 juillet 1868) jusqu'au 31 décembre 1897, il a été versé 263.812 francs de primes au nom de 41.053 assurés. Les règlements de sinistres et les frais accessoires ont entraîné une dépense de 214.566 francs, qui n'a atteint que la proportion de 84 p. o/o des versements et qui a laissé un excédent de 49.246 francs.

D'autre part, la subvention de l'État, un don particulier et les arrérages de rentes encaissées annuellement forment ensemble une somme de 6.561 757 francs qui, ajoutée à l'excédent ci-dessus, donne un excédent total de recettes sur les dépenses depuis l'origine de 6.611.003 francs.

Sur les 41.053 assurances, la Caisse n'a eu à régler que 92 sinistres, dont 67 ayant occasionné une incapacité permanente de travail et 25 ayant été suivis de mort.

C'est une moyenne de 2.24 accidents par 1.000 assurés, dont 1.63 cas d'incapacité permanente, et 0.61 cas de mort.

Le nombre moyen des personnes assurées annuellement est de 1.415.

LA CHAMBRE CONSULTATIVE (1)

ET

LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION

AU 1^{er} JANVIER 1899.

Comme suite aux renseignements publiés les années précédentes (2) on trouvera ci-après la liste des sociétés ouvrières de production adhérentes à la Chambre consultative de ces associations, au 1^{er} janvier 1898.

On remarquera que 5 seulement parmi ces 112 sociétés sont antérieures à 1870 et que 72 p. o/o d'entre elles ont été fondées depuis 1892, savoir :

En 1892.....	7 sociétés.
En 1893.....	6 —
En 1894.....	12 —
En 1895.....	20 —
En 1896.....	18 —
En 1897.....	12 —
En 1898.....	5 —

Nombre total des sociétés adhérentes fondées dans les 7 dernières années 80 sociétés.

DATE de la fondation.	PROFESSION ET SIÈGE SOCIAL.
A. — INDUSTRIES DU BÂTIMENT.	
1^o PARIS.	
1888.	Casseurs de pierre du département de la Seine (Société des ouvriers), 159, rue de la Chapelle.
1891.	Casseurs de pierre de Paris (Société des ouvriers), 73, rue Labrousse.
1881.	Charpentiers de la Villette (Société des ouvriers), 49, rue Saint-Blaise.
1893.	Charpentiers de Paris (Société des ouvriers), 24 et 26, rue Labrousse.
1896.	Charpentiers réunis (Société coopérative les), 177, rue de Tolbiac.
1896.	Charpentiers LA BATIGNOLLAISE (Association d'ouvriers), 8, impasse Saint-Ouen.
1896.	Couvreurs-Plombiers LA LUTÈCE (Association coopérative d'ouvriers), 16, rue Bichat.
1890.	Doreurs sur bois (Association des ouvriers), 93, rue Caulaincourt.
1881.	Ebénisterie parisienne (Association générale de l'), 32, cité Bertrand.
1896.	Frotteurs-Encaustiqueurs, LA PRÉVOYANTE (Association ouvrière des), 187, rue Saint-Denis.
1896.	Fumistes de Paris (Association coopérative des ouvriers), 11, rue Jean-Beausire.
1888.	Granitiers du département de la Seine (Association des ouvriers), 33, rue Sainte-Eugénie.
1894.	Granitiers et poseurs de granit (Société coopérative des ouvriers), 4, passage d'Ivry.
1894.	Maçons de Paris (Association ouvrière des), 119, rue Michel-Bizot.
1895.	Maçons de la Seine (Association ouvrière des), 4, rue Michel-de-Bourges.
1884.	Menuisiers de Paris (Association des ouvriers), 35, rue du Poteau.
1887.	Menuisiers, L'ESPÉRANCE DU BÂTIMENT (Association des ouvriers), 10, rue du Clos.
1892.	MENUISERIE MODERNE (Association corporative la), 161, rue Marcadet.
1897.	Menuisiers (Union des ouvriers), 5, rue Désiré-Ruggieri.
1881.	Parqueteurs (Société coopérative des ouvriers), 10, rue de la Rosière-Grenelle.
1884.	Paveurs de Paris (Association des ouvriers), 131, boulevard Bessières.

(1) Le siège de la chambre consultative est 27, boulevard Saint-Martin, Paris.

(2) Voir Bulletin de 1898, page 122, de 1897, page 318, et de 1896, page 318.

DATE
de la
fondation.

PROFESSION ET SIÈGE SOCIAL.

1891. *Paveurs*, LE PAVAGE (Association d'ouvriers), 63, boulevard Brune.
 1882. *Peintres*, LE TRAVAIL (Association d'ouvriers), 50, rue de Maistre.
 1895. *Peintres*, LA MUTUELLE (Association d'ouvriers), 60, rue Caulaincourt.
 1896. *Peintres*, LA PRÉVOYANTE (Association d'ouvriers), 28, rue Frémicourt.
 1896. *Peintres*, L'UNION (Association d'ouvriers), 91, quai Valmy.
 1896. *Peintres*, LA FRATERNELLE (Association d'ouvriers), 5, cité Oberkampf.
 1886. *Piqueurs de grès du département de la Seine* (Association des ouvriers), 38, rue du Moulinet.
 1892. *Plombiers-couvreurs-zingueurs* (Association des ouvriers), 152, rue Saint-Maur.
 1896. *Plombiers-couvreurs-zingueurs*, L'AVENIR (Société coopérative d'ouvriers), 18, rue d'Odessa.
 1897. *Puisatiers, terrassiers et cimentiers* L'UNION FRATERNELLE (Association coopérative des), 99, rue de la Tombe-Issoire.
 1897. *Rampistes sur bois* (Association ouvrière), 24, rue de Charanton.
 1895. *Replanisseurs de la Seine* (Société coopérative d'ouvriers replanisseurs de parquets), 24, rue du Cloître-Saint-Merri.
 1896. *Sculpteurs, décorateurs et ornemanistes* (Société coopérative de), 54, rue de l'Amiral-Roussin.
 1888. *Sculpteurs-mouleurs* (Union des), 60, rue Caulaincourt.
 1887. *Serruriers* (Union des ouvriers), 7, rue Froissard.
 1895. *Serruriers*, L'AVENIR DU BÂTIMENT (Société coopérative des ouvriers), 40, rue Servan.
 1874. *Tapissiers* (Association corporative des ouvriers), 60, rue de Maistre.

2^e DÉPARTEMENTS.

1897. *Charpentiers réunis* (Association des ouvriers), 10 bis, rue des Sœurs-Larivière, Limoges.
 1898. *Constructeurs réunis* (Association coopérative des ouvriers) rue du Commerce, Aumale (Algérie).
 1895. *Couvreurs et plafonneurs* (Union d'ouvriers), 2, rue Saint-Honoré, Amiens.
 1895. *Couvreurs* (Union des ouvriers), 7, Grande-Venelle, Morlaix.
 1894. *Ebénistes et menuisiers*, L'AMEUBLEMENT (Société coopérative d'ouvriers), 32, rue de Brest, Morlaix.
 1890. *Menuisiers et charpentiers* (Association coopérative des ouvriers), 24, rue Rabelais, Poitiers.
 1892. *Menuisiers* (Assoc. l'Union des ouvriers), 18, rue Paillet-de-Montabert, Troyes.
 1895. *Menuisiers* (Association des ouvriers), 2, rue Cruveilhér, Limoges.
 1895. *Menuisiers et ébénistes* (Association coopérative des ouvriers), 12, place de la Halle-au-Blé, Rennes.
 1894. *Menuisiers* (Association coopérative des ouvriers), 12, rue de Cursol, Bordeaux.
 1890. *Paveurs et cimentiers*, L'ÉPARGNE (Assoc. des ouvriers), 15, rue Deyries, Bordeaux.
 1895. *Peintres*, L'ESPÉRANCE (Association coopérative d'ouvriers), 8, rue Haute-Vienne, Limoges.
 1895. *Peintres-plâtriers*, LE TRAVAIL (Association coopérative d'ouvriers), 1, passage Saint-Pothain, Lyon.
 1896. *Peintres et vitriers*, LE TRAVAIL (Association coopérative des ouvriers), 54 et 56, rue d'Arès, Bordeaux.
 1888. *Plâtriers-peintres* (Société coopérative des ouvriers), 38, rue de la République, Saint-Étienne.
 1895. *Plâtriers et plafonneurs* (Association coopérative des ouvriers), 12, rue Prépapaud, Limoges.
 1897. *Serruriers* (Association coopérative des ouvriers), 13, rue des Écoles, Limoges.
 1894. *Taillieurs de pierre et maçons réunis* (Société coopérative des), 52, cours d'Aquitaine, Bordeaux.
 1895. *Taillieurs de pierre et maçons* (Association des ouvriers), 32, faubourg Manigne, Limoges.
 1897. *Taillieurs de pierre et maçons* (Association coopérative des), 3 bis, rue Chilvert, Poitiers.
 1896. *Taillieurs de pierre et carriers réunis* LA FOURMI, (Société des ouvriers), Porcieu-Amblagnieu (Isère).
 1898. *Terrassiers*, LA MUTUALITÉ (Société des ouvriers), Bègles, près Bordeaux (Gironde).

B. — INDUSTRIES DIVERSES.

1^o PARIS.

1898. *Afficheurs de Paris*, L'UNION (Association des ouvriers), 7 et 9, rue de Jarente.
 1893. *Banque coopérative des Associations ouvrières*, 27, boulevard Saint-Martin.
 1897. *Biscanteurs et polisseurs de glaces*, LE PROGRÈS (Association coopérative des), 119, rue Montreuil (cité Bénard).
 1897. *Boulangers* (Association coopérative d'ouvriers), 75, boulevard de la Villette.
 1895. *Brossiers de la Seine* (Société coopérative des ouvriers), 4, rue du Chalet.

DATE
de la
fondation.

PROFESSION ET SIÈGE SOCIAL.

1894. *Cartonnage en tous genres* (Association générale du), 10, cité d'Angoulême, 66, rue d'Angoulême.
1885. *Colliers anglais* (Société des ouvriers en), 95, faubourg Saint-Martin.
1897. *Confection ouvrière* (Société coopérative la), 3, rue Claude-Vellefaux.
1892. *Diamantaires* (Association des ouvriers), 117, boulevard de la Villette, usine Falck.
1882. *Éclairage moderne* (Association ouvrière l'), 14, passage Saint-Pierre-Amolot.
1868. *Ferblantiers réunis* (Association générale des ouvriers), 15, rue des Trois-Bornes.
1895. *Fonderie de cuivre* (Société coopérative des ouvriers de la), 125, rue Oberkampf, 5, cité Griset.
1896. *Gantiers, LE PROGRÈS* (Association générale des ouvriers), 36, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie.
1882. *Horlogers* (Société coopérative des), 10, rue de Saintonge.
1896. *IMPRIMERIE ÉCONOMIQUE* (Association ouvrière), 21, passage Maurice.
1896. *IMPRIMERIE NOUVELLE* (Association ouvrière), 11, rue Cadet.
1865. *Instruments de musique, bois et cuivre* (Association générale des ouvriers en), 81, rue Saint-Maur.
1896. *Instruments de précision* (Association des ouvriers en), 37, rue de Vanves.
1895. *Lanterniers* (Association coopérative des ouvriers), 14, rue Poncelet.
1848. *Limes* (Association des ouvriers en), 48, rue des Gravilliers.
1866. *Lithographie parisienne* (Association d'ouvriers, la) 27 bis, rue Corbeau.
1895. *Papeterie moderne* (Association coopérative ouvrière la), 13, cour et passage de la Ferme-Saint-Lazare.
1893. *Photographes* (Union française des), 60, rue du Château-d'Eau.
1892. *Sacs en papier* (Société coopérative des ouvriers et ouvrières en), 43, rue de Gergovie.
1892. *Selliers, L'AVENIR* (Association des ouvriers), 49, rue de Rivoli.
1897. *Sparterie* (Association corporative des ouvriers en), 19, rue Francœur.
1893. *Tailleurs de glaces* (Association coopérative d'ouvriers), 119, rue Saint-Maur.
1895. *Toilette anglaise* (Union coopérative des ouvriers de la), 5, passage Charles-Dallery.
1886. *Voitures* (Association corporative des ouvriers en), 91 bis, rue de La Chapelle.

2^e DÉPARTEMENTS.

1896. *Chapeliors* (Société de l'industrie chapelière), à La Souterraine (Creuse).
1895. *Boulangers* (Société coopérative des ouvriers) 12, rue de la Loi, Limoges.
1894. *Charbonniers du port* (Société coopérative des ouvriers), 9, rue Palfay, le Havre.
1880. *Cordonniers* (Association générale des ouvriers), 12, place du Château, Blois.
1896. *Cordonniers, LA FRATERNELLE* (Association coopérative des ouvriers), 129, rue Cuvier, Lyon.
1895. *Couteliers réunis de Chezelles* (Société coopérative des ouvriers), à Naintrés, usine des Coindres, près Châtelleraut.
1898. *Déchargeurs* (Union des), rue de l'Amiral-Troude, Brest.
1892. *Diamantaires* (Société coopérative des ouvriers), usine de la Serre, près St-Claude (Jura).
1897. *Ebénistes* (Association des ouvriers), 15, rue Turgot, Limoges.
1894. *Fondeurs réunis* (Société coopérative, les), rue de la Verrerie, Chalon-sur-Saône.
1894. *Forestiers de la forêt de Montmorency* (Association des ouvriers), place de la Mairie, Domont (Seine-et-Oise).
1896. *Horlogers, LA PHALANGE HORLOGÈRE BISONTINE* (Association ouvrière), 9, rue de la Bou-teille, Besançon.
1893. *IMPRIMERIE MODERNE* (Association ouvrière), 64, cours Victor-Hugo, Agen.
1893. *Imprimeurs sur étoffes* (Société lyonnaise d'ouvriers), 9, impasse Lassalle, Lyon-Brot-teaux.
1887. *Imprimeurs réunis* (sur étoffes) [Association des], 242, rue Paul-Bert, Lyon.
1879. *Industrie drapière* (Société coopérative de l'), 8, rue de la Table-Ronde, Vienne (Isère).
1896. *Lunetiers et similaires* (Société coopérative des ouvriers), 22, rue de la Platière, Morez (Jura).
1887. *Sabotiers, LA CONCILIATION* (Association des ouvriers), 1, faubourg Montmailler, Li-moges.
1895. *Sellerie lyonnaise* (Association ouvrière de la), 1, impasse de Savoie, Lyon.
1895. *Tabletters en nacre* (Association des ouvriers), place de l'Hôtel de Ville, Méru (Oise).
1894. *Tailleurs* (Association d'ouvriers), rue Docteur-Mazot, Grenoble.
1894. *Tanneurs-corroyeurs* (Association ouvrière des), 7, passage Coste, Lyon.
1894. *Tonnelliers* (Union des ouvriers), rue de la Gare-Saint-Martin-aux-Champs, Morlaix.
1897. *Tourneurs-décolleteurs, LE DÉCOLLETAGE* (Association ouvrière de), Saint-Florent-sur-Cher (Cher).

Voici la répartition des ouvriers de tous âges dont le service a constaté la présence :

DÉSIGNATION.	GARÇONS.	FILLES.	NOMBRE	
			de garçons et de filles.	d'ouvriers et ouvrières.
Enfants { de douze à treize ans, mu-				
{ nis du certificat.	1.092	776	1.868	
{ de treize à seize ans. . . .	83.070	77.807	160.877	
{ de seize à dix-huit ans. . . .	63.076	63.923	126.999	
Total	147.238	142.506	289.744	289.744
Filles mineures de 18 à 21 ans. . .				99.991
Filles et femmes majeures.				329.174
Ouvriers et adultes hommes.				1.036.442
Total.				1.755.351

Les enfants des deux sexes au-dessous de dix-huit ans représentent 16,5 p. 100 personnel inspecté; le personnel féminin des tous âges, 32,6 p. 100.

Ces proportions varient sensiblement dans les diverses régions, suivant la nature des industries qui y dominent. (1)

Ateliers de famille (2). — L'inspection des ateliers de ce genre n'a donné lieu à aucune remarque importante et n'a pas soulevé de difficultés sérieuses. Le fait le plus intéressant est relaté par l'inspecteur départemental de l'Aube, qui a constaté une tendance marquée à la multiplication, dans les campagnes, du nombre des petits ateliers de bonneterie actionnés par un petit moteur à pétrole et dont le personnel n'est composé que des membres de la famille. Certains grands manufacturiers seraient à la tête de ce mouvement, qui leur permettrait d'augmenter leur production en échappant à la limitation de la durée du travail.

Ajoutons que, par suite de l'introduction du moteur électrique dans l'industrie du ruban, le nombre des ateliers de famille devient important dans le département de la Loire.

Établissements de l'État (3). — Les prescriptions réglementaires, relatives à l'hygiène et à la sécurité, sont toujours régulièrement suivies dans ces établissements. La durée de la journée ne dépasse jamais dix heures et le repos hebdomadaire du personnel protégé par la loi de 1892 est bien observé. Ces établissements présentent les perfectionnements mécaniques les plus complets et dénotent une observation très bien comprise de toutes les dispositions légales.

On n'a pas compris dans les chiffres ci-dessus les mines, minières et carrières dont la surveillance est confiée aux ingénieurs des mines, ni les établissements de

(1) Pour les proportionalités par département, voir le rapports des années précédentes et notamment Bull. de déc. 1897, p. 775.

(2) La seule remarque à faire au sujet des ateliers de famille est que, si la loi ne les concerne pour ainsi dire point et si leur inspection est une besogne presque nulle au point de vue de la statistique industrielle, il n'est pas possible de les négliger, car il arrive qu'ils perdent ce caractère s'ils viennent à occuper, même momentanément, de jeunes apprentis étrangers à la famille ou à faire usage d'un moteur mécanique.

(3) La question de savoir si les chantiers où se font les exploitations de bois dans les forêts de l'État doivent être considérés comme des chantiers agricoles et non soumis, comme tels, aux prescriptions de la loi du 2 novembre 1892 et de la loi du 12 juin 1893, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, a été tranchée dans le sens de l'affirmative. Les deux lois précitées ne visant que les établissements industriels, il est incontestable que ces entreprises, qui ont un caractère plus particulièrement agricole, ne sauraient rentrer dans cette catégorie.

pendant des ministères de la guerre et de la marine : ils font l'objet de comptes rendus spéciaux annexés au présent rapport.

CHAPITRE II.

ÂGE D'ADMISSION DANS LES ATELIERS.

C'est toujours la non-exécution de la loi du 28 mars 1882 sur l'instruction primaire qui explique, en grande partie, que la loi du 2 novembre 1862 ne soit pas appliquée complètement, sous le rapport de l'admission dans les ateliers d'enfants au-dessous de 13 ans, âge auquel doit seulement cesser la scolarité.

Quant aux enfants de 12 à 13 ans, dont la loi autorise exceptionnellement l'admission dans les établissements industriels s'ils sont munis du certificat d'études primaires et d'un certificat d'aptitude physique, leur nombre est resté à peu près stationnaire. Il n'a été que 1868 pour toute la France, en 1897.

La Chambre des députés délibérant, au cours de la dernière législature, sur une proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à la modification de la loi du 2 novembre 1892, avait décidé de reporter à 13 ans, d'une manière absolue, l'âge minimum d'entrée des enfants dans l'industrie. D'après les chiffres qui précèdent, nous inclinerions à penser que cette mesure pourrait être adoptée sans inconvénient ; ce serait une réforme d'autant plus heureuse que l'emploi d'enfants de 12 à 13 ans comporte de multiples formalités, qui donnent lieu à un grand nombre de contraventions.

L'admission dans les ateliers d'enfants ne se trouvant pas dans les conditions réglementaires a mis le service de l'inspection dans l'obligation de relever, au cours de 1897, et de réprimer judiciairement, 359 contraventions. Il en avait constaté 273 en 1894, 396 en 1895 et 435 en 1896.

Voici les principales industries visées dans les procès-verbaux :

Moulinage de la soie, 70 contraventions ; Verreries et cristalleries, 57 ; Briqueteries et tuileries, 26 ; Retorderies de laine, 16 ; Filatures de coton, 13 ; Filatures de soie, 10.

CHAPITRE III.

DURÉE DU TRAVAIL.

Il est un fait incontestable, c'est que la loi du 2 novembre 1892 a fait abaisser la durée de la journée de travail dans un grand nombre d'industries. On peut, dès lors, considérer que la situation du personnel s'est très sérieusement améliorée.

Dans certaines branches de la production où l'on travaillait autrefois de 72 à 75 heures par semaine, on ne fait plus aujourd'hui que 60 à 66 heures pendant le même temps, ce qui constitue une diminution moyenne de deux heures par jour.

On peut affirmer, d'une manière générale, que cette durée de onze heures tend à se généraliser sans que la production paraisse en avoir éprouvé une influence appréciable, grâce à l'amélioration et au perfectionnement de l'outillage et aussi à une meilleure organisation du travail.

Et cependant, il existe un certain nombre d'industries qui n'ont pas encore consenti à réduire la journée et qui mettent en œuvre les moyens les plus ingénieux, notamment les équipes alternantes, pour tourner la loi et obtenir douze heures de travail avec des métiers conduits par des femmes et des enfants. Nous avons précédemment indiqué combien la surveillance était difficile dans de pareilles conditions. L'unification de la durée du travail à onze heures pour toutes les catégories d'ou-

vriers pourrait seule faire disparaître les abus qui se produisent encore. Nous estimons que cette mesure pourrait être adoptée sans inconvénients par le législateur (1).

Pour remédier aux dangers résultant de la surproduction, un certain nombre de filateurs de coton ont déjà réduit la journée du travail, en ne faisant plus que 66 heures par semaine au lieu de 72. Une association, qui s'est constituée sous le nom de Syndicat cotonnier de l'Est, a cherché à amener tous ses adhérents à suivre cet exemple. Tous les intéressés étaient d'accord sur le principe, mais ils n'ont pu s'entendre sur les voies et moyens d'exécution.

Décret-loi du 9 septembre 1848. — Le service de l'inspection se heurte, en ce qui concerne le travail des adultes, à des difficultés qu'il importe de signaler. La loi de 1848, qui limite la durée du travail à douze heures, ne s'applique qu'aux usines et aux manufactures, c'est-à-dire, d'après l'interprétation qui a été faite de cette loi, aux établissements qui occupent plus de vingt ouvriers ou qui font usage d'un moteur mécanique. Les autres ateliers échappent à toute réglementation. On s'explique, dès lors, les scrupules que le service éprouve parfois à sévir contre un patron qui occupe vingt et quelques ouvriers plus de douze heures par jour, alors que, dans la même localité, son concurrent qui emploie, par exemple, dix-huit à vingt personnes, peut prolonger à son gré la durée du travail.

L'application de la loi de 1848 donne lieu à une autre observation qu'il importe de signaler. Le décret du 17 mai 1851, rendu en exécution de l'article 2 de ladite loi, a déterminé, dans son article 3, les industries qui, à raison de leur nature, sont autorisées à prolonger au delà de la limite légale la durée du travail. Le bénéfice de ces exceptions est, toutefois, subordonné, de la part du chef d'usine ou de manufacture qui veut en user, à une déclaration préalable, faite au préfet par l'intermédiaire du maire, déclaration indiquant les jours pendant lesquels il se propose de donner au travail une plus longue durée.

La loi du 16 février 1883, ayant confié aux inspecteurs divisionnaires du travail le soin d'assurer une exécution plus efficace des dispositions législatives limitant la durée du travail des adultes, il avait paru indispensable que ces inspecteurs fussent désormais avisés des déclarations faites par les industriels en exécution du décret du 17 mai 1851. Les préfectures avaient, en conséquence, été invitées, chaque fois qu'un avis de ce genre leur parviendrait, à en donner communication à l'inspecteur divisionnaire afin de permettre à cet agent d'exercer son contrôle. Peut-être conviendrait-il de rappeler ces prescriptions, qui ne paraissent pas avoir été bien régulièrement observées ou qui ont tout au moins été perdues de vue. Mais nous croyons qu'il serait préférable de décider, par voie de modification au décret de 1851, que c'est à l'inspecteur, et non plus au maire, que les industriels seront tenus de faire leur déclaration.

C'est au chiffre de 3,000 que se sont élevées les contraventions pour inobservation des règles relatives à la durée du travail. Il y en avait eu 3,877 en 1895 et 5,725 en 1896.

Nous donnons ci-après les industries contre lesquelles il a été dressé le plus grand nombre de procès-verbaux :

(1) Ajoutons que quelques usines ont organisé deux équipes qui, se succédant à l'atelier entre cinq heures du matin et neuf heures du soir, font ainsi huit heures de travail sans repos. Nous estimons qu'ici la loi n'est pas respectée. Tel est aussi l'avis du comité consultatif des arts et manufactures. L'article 3, paragraphe 4, de la loi de 1892 ne comporte, suivant lui, qu'une interprétation, à savoir : que l'industriel est tenu de laisser dans le cours de la journée, au personnel protégé un ou plusieurs repos dont le total représente une heure. Il considère que cette prescription s'impose, quel que soit le nombre des heures de travail, et il ne lui paraît pas possible d'admettre qu'une réduction dans la durée de la journée légale entraîne pour le patron la possibilité de réduire les repos. Cette interprétation nous paraît absolument conforme aux intentions du législateur.

Modes, confections, couture, lingerie, 636 contraventions; Tissages de fil de soie, 508; Filature et peignage de chanvre, de lin, d'étoupes et de jute, 406; Teintureries, apprêts, 369; Filature et peignage de laine, 388; Ferronneries et quincailleries, 97; Moulinage de la soie, 96; Blanchisserie et repassage, 73.

CHAPITRE IV.

TRAVAIL DE NUIT ET REPOS HEBDOMADAIRE.

Il importe d'examiner l'usage qui a été fait des différentes tolérances prévues par la loi.

Double équipe. — L'article 4 de la loi de 1892, qui interdit le travail de nuit, soit de neuf heures du soir à cinq heures du matin, dispose, toutefois, que ce travail sera autorisé de quatre heures du matin à dix heures du soir quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun, avec un repos d'une heure au moins.

Le nombre des établissements qui ont eu recours à la double équipe, en 1897, a été de 55, dont 27 (au lieu de 25 en 1896 et 33 en 1895) à Saint-Chamond. Sur ces 27 établissements, on en rencontre 24 qui font alterner les équipes après quatre heures et demi de travail. On y use ainsi de tous les moyens pour pousser la durée du travail à ses dernières limites, afin de donner plus d'intensité à la production.

Il y a une organisation qui mérite d'être signalée; elle consiste à faire travailler une des deux équipes d'abord de 4 à 8 heures du matin, puis de 5 à 10 heures du soir, les neuf heures intermédiaires étant faites par une autre équipe. On ne saurait trop insister sur ce qu'a de pénible ce mode de travail pour le poste qui est obligé de commencer le travail à 4 heures du matin pour ne finir qu'à 10 heures du soir. Jamais le travail de nuit, grâce aux subtiles interprétations qu'on a su faire de l'article 4, § 2, de la loi de 1892, n'a été plus dur pour le personnel protégé, qu'on avait en vue de soustraire, pour de multiples raisons, aux travaux de nuit proprement dits. Au surplus, cette organisation ne saurait se concilier avec les termes formels de l'article précité, puisque l'une des deux équipes, celle qui est employée de 8 heures du matin à 5 heures du soir, travaille 9 heures consécutivement sans aucun repos.

Enfin, l'article 9 du décret de 1894, concernant l'évacuation des locaux pendant les repos, ne peut être observé à raison de la continuité du travail.

C'est à la législation elle-même qu'on doit un état de choses aussi lamentable et il est absolument indispensable de proscrire un système de travail qui conduit à de si tristes abus.

Veillées. — Nous avons maintes fois indiqué les difficultés que le service de l'inspection rencontre pour s'assurer que la durée effective de douze heures de travail n'est pas dépassée dans les établissements que les règlements autorisent à veiller jusqu'à 11 heures du soir. Nous avons aussi démontré, les années précédentes, que la faculté de veiller jusqu'à 11 heures du soir ne pouvait se concilier avec l'interdiction de travailler plus de douze heures. Du moment où la loi n'autorise pas une durée de travail de plus de douze heures il ne paraît pas nécessaire de tolérer la prolongation du travail après 9 heures du soir. De 7 heures du matin à 9 heures du soir, il y a une durée de quatorze heures (qui peut être augmentée de 2 heures en faisant commencer la journée à 5 heures), pendant laquelle on peut exiger des ouvrières douze heures de travail effectif, en leur accordant deux heures de repos.

Plusieurs grandes maisons de couture de Paris, celles qui occupent des ouvrières par centaines, ont, cette année, modifié temporairement leur tableau des heures

de travail, afin de parfaire la journée de douze heures sans dépasser 9 heures du soir. Il leur a suffi d'ouvrir les portes à 8 heures du matin. C'est contraintes et forcées, il faut le reconnaître, que ces maisons ont adopté cette combinaison momentanée, car elles avaient perdu le droit de faire travailler de nuit, le crédit de soixante jours qui leur est accordé par la loi ayant été épuisé. Mais, ce qui a déjà été réalisé sous la pression de nécessités commerciales, il faut chercher à le maintenir pour des raisons plus hautes de morale et d'humanité.

Au surplus, la procédure à suivre pour arriver à ce résultat paraît des plus simples. En effet, sur 17 industries auxquelles le décret du 15 juillet 1893 avait primitivement octroyé le droit de veiller, il y en a 14 auxquelles un décret postérieur, du 26 juillet 1895, a enlevé cette latitude. Mais, comme ces mêmes industries pouvaient avoir besoin, à des époques indéterminées, de certaines tolérances, elles ont été classées au nombre de celles en faveur desquelles l'inspecteur divisionnaire du travail peut lever les restrictions relatives à la durée du travail et à l'obligation du repos hebdomadaire. Il suffirait donc, pour couper court aux dangers qu'entraîne la veillée d'inscrire à l'article 5 du décret précité la plupart des industries qui sont actuellement inscrites à l'article 1^{er}. Nous faisons des vœux pour que la question soit mise à l'étude à brève échéance.

Travail de nuit permanent. — Le droit au travail de nuit permanent, de sept heures sur vingt-quatre heures, n'est, en général, utilisé que pour le pliage des journaux. Ce travail est fait par des femmes. Il dépasse rarement trois ou quatre heures de durée pour les journaux quotidiens paraissant le matin. Pour les publications périodiques, une première équipe prend le travail au commencement de la journée, et le continue jusqu'à 9 heures du soir. Elle est alors remplacée par une seconde équipe qui termine le lendemain à 4 heures. La loi se trouve ainsi observée, au moins en apparence, car le personnel de nuit a souvent travaillé déjà dans un autre atelier, et il existe même des industriels qui s'entendent entre eux pour se prêter leurs équipes. Bien que ce procédé soit blâmable, il échappe à toute répression.

Travail de nuit temporaire. — (Article 4, § 6, de la loi de 1892.) — D'après le décret du 15 juillet 1893, le travail des femmes, des filles et des enfants employés la nuit dans ces conditions ne peut dépasser dix heures par vingt-quatre heures. Les chefs d'industries sont, d'ailleurs, tenus, en vertu du décret du 26 juillet 1895, de prévenir l'inspecteur chaque fois qu'ils veulent faire usage de ces autorisations, et cela, avant le commencement du travail exceptionnel.

Ces prescriptions sont généralement bien observées.

Usines à feu continu. — (Art. 6 de la loi du 2 novembre 1892.) — Il est généralement admis que l'équipe qui a travaillé la nuit pendant une, deux ou trois semaines consécutives doit travailler le jour les semaines suivantes et, pour produire l'alternance des équipes, il est nécessaire qu'alternativement chacune d'elles demeure, à l'usine, le jour de changement de postes, pendant dix-huit ou vingt-quatre heures consécutives, ce service continu étant suivi ou précédé d'un repos complet d'égale durée.

Il n'est, d'ailleurs, pas inutile de faire remarquer que ces dix-huit ou vingt-quatre heures de présence ne sont pas consacrées à un travail effectif, à raison des repos fréquents dont jouissent les ouvriers dans les usines à feu continu.

Il n'en est pas moins vrai que cette continuité du travail pendant un laps de temps aussi prolongé est un mal que les efforts des inspecteurs doivent tendre à déraciner. Il paraîtrait, cependant, facile de ne pas dépasser douze heures de travail consécutif, le jour de changement d'équipes, en faisant faire, ce jour-là, des fractions de six heures seulement.

Dans quelques établissements industriels on est même arrivé à faire alterner les deux équipes sans faire travailler aucun ouvrier plus de douze heures par jour. Il a suffi, pour arriver à ce résultat, de dédoubler un des deux postes et de lui faire faire, par moitié, douze heures de jour et douze heures de nuit, pendant que l'autre prenait vingt-quatre heures de repos.

Quant au travail des enfants et des femmes, il est, sauf de regrettables exceptions exécuté conformément aux prescriptions légales et réglementaires édictées par la loi de 1892 et les décrets des 13 mai et 15 juillet 1893.

Les contraventions qui ont fait l'objet de procès-verbaux, en 1897, se sont élevées au chiffre de 1,111, chiffre à peu près égal à celui qui avait été constaté l'année précédente (1.142).

On trouvera ci-après la désignation des industries où les infractions ont été les plus nombreuses :

Modes, confections, couture, lingerie, 631; filatures et peignages de laine, 163; blanchisserie et repassage, 64; imprimeries, 47; ferronneries, fabriques de vis, quincailleries, 43; verreries et cristalleries, 38; moulinage de la soie, 24; relieurs, 20.

Repos hebdomadaire. — Le jour de repos le plus communément adopté est toujours le dimanche.

C'est principalement le lundi de Pâques et le lundi de la Pentecôte que des infractions ont été relevées, les industriels prétendant toujours ignorer que ces deux jours sont reconnus par la loi comme jours fériés. L'inobservation du repos hebdomadaire et des jours fériés a motivé, en 1897, 1.508 contraventions. Il y en avait eu 1.793 en 1895 et 2.503 en 1896.

Voici les industries dans lesquelles les infractions ont été les plus fréquentes :

Moulinage de la soie, 199; modes, confections, couture, lingerie, 151; blanchisseries, 111; filatures de soie, 70; conserves de poissons, 66; faïences et porcelaines, 37; imprimeries, 30; serruriers-mécaniciens, 29; tapisserie, passementerie, broderie pour meubles, 28; tissage de la soie, 28; horlogeries, orfèvreries, 27; tailleurs, 22; fabriques de boîtes à fromages, 19; briqueteries et tuileries, 18.

(A suivre.)

EXÉCUTION, PENDANT L'ANNÉE 1896.

DE LA LOI DU 15 JUILLET 1893

SUR L'ASSISTANCE MÉDICALE GRATUITE.

La loi du 15 juillet 1893 a rendu obligatoire en France l'assistance aux malades pauvres.

Cette loi a commencé à être appliquée en 1895.

Le deuxième des rapports annuels prévus par l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 1895 vient de paraître⁽¹⁾, et on peut résumer comme il suit les renseignements très détaillés qu'il fournit sur l'application de la loi.

(1) Rapport au Ministre de l'intérieur concernant l'exécution, pendant l'année 1896, de la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite. (1 vol. in-4° de 317 pages; Paris, 1898. Conseil supérieur de l'Assistance publique.)

I. — ÉTENDUE D'APPLICATION DE LA LOI.

Il paraît important de séparer d'abord la population qui a profité de l'assistance obligatoire, soit dans un service départemental, soit sous le régime de l'article 35, d'avec celle dont les malades pauvres n'ont encore reçu aucun secours d'un service public de médecine gratuite, ou n'ont pas eu plus de garantie d'être secourus en 1895 qu'en 1893, dernière année de fonctionnement des anciens services.

En 1896, les nouveaux services de l'assistance médicale ont fonctionné dans 78 départements. Il reste 9 départements où ils n'ont pas fonctionné, mais plusieurs se sont conformés à la loi en 1897, et presque tous seront en règle avec celle-ci au cours de 1898. D'ores et déjà il est bon de constater que le nouveau service a continué de fonctionner dans tous les départements où il avait commencé en 1895, qu'il a englobé en 1896 au moins 15 départements de plus et qu'au nombre de ceux demeurés en arrière il y en avait encore 3 qui étaient pourvus d'un ancien service de médecine gratuite assurant partiellement l'assistance aux malades pauvres, sans compter le département du Rhône qui, comme celui de la Seine, possède à son chef-lieu des hôpitaux dont l'action bienfaisante soulage dans une large mesure les communes suburbaines.

D'autre part, l'application de la loi n'a pas seulement gagné en étendue, mais aussi en ampleur. On a vu, dans le premier rapport annuel sur l'assistance médicale gratuite (2), qu'en 1895 ont été soignés 120.564 malades qui ne l'eussent pas été sans la loi de 1893. En 1896 le nombre des soignés s'est accru de plus de 78.000 (exactement 78.267) et le coût moyen du traitement d'un assisté, qui avait été de 13 fr. 10 en 1895, s'est élevé à 14 fr. 63 en 1896. Il convient d'ajouter, en outre, afin de rassurer ceux qu'inquiéterait à l'excès ce développement des secours publics, que l'ensemble des prévisions budgétaires de 1896 s'est encore trouvé notablement supérieur aux dépenses de l'exercice, puisque, sur les 78 départements où le service normal a fonctionné, 76 ayant ouvert des crédits (3) atteignant le total de 7.415.195 fr. 52, le total des dépenses n'a été que de 6.414.071 fr. 46, et que la subvention réclamée à l'État pour sa participation aux dépenses dudit exercice ne va qu'à la moitié du crédit de 1.450.000 francs mis à la disposition du Ministre de l'intérieur.

Les totaux du tableau ci-après montrent que sur 35.177.461* habitants (population de la France, moins le département de la Seine), 25 582.427 habitants forment la population des communes dans lesquelles la réalité du fonctionnement d'un service départemental ressort de la confection régulière des listes d'assistance.

Sur les 36.000 communes des 86 départements envisagés, 32.266 (soit en chiffre rond 6.500 de plus qu'en 1895) ont profité de l'organisation départementale, et les quatre milliers de communes qui paraissent n'en avoir pas profité se réduisent à 3.200 environ quand on en a déduit celles qui, invoquant l'article 35 de la loi, doivent être considérées, au moins provisoirement, comme remplissant aussi d'une façon satisfaisante leur devoir d'assistance envers leurs malades.

Le nombre de celles dont la situation est tout à fait irrégulière — en d'autres termes celles où la loi de 1893 est restée lettre morte — a diminué des deux tiers de 1895 à 1896, ce nombre ayant été de 9.757 la première année d'exécution de la loi et de 3.208 la seconde année.

Quant à la population des communes où le service normal a fonctionné (communes rattachées à l'organisation départementale) et à la population de celles sous-

(2) *Bull. de l'Office du travail* de juin 1897, p. 393 et suivantes.

(3) Les deux autres départements sont la Drôme et l'Orne, dont les dépenses, montant au total de 89.964 fr. 85, se solderont sur budget rectificatif.

traites jusqu'ici à l'action de ce service (communes à organisation spéciale ou dépourvues de toute organisation), on voit que sur les 35 millions d'habitants que compte la France moins le département de la Seine, l'organisation nouvelle en a englobé 25.582.422 en 1896, soit 5.109.315 de plus qu'en 1895. D'un autre côté, les 78 départements où le service départemental a fonctionné en 1896, comprenant, comme je viens de le rappeler, 31.917.215 habitants, il apparaît que la population des communes qui se sont soumises, en 1896, à la réglementation délibérée par les conseils généraux a dépassé, dans ces départements, les quatre cinquièmes de la population totale; or les services facultatifs de médecine gratuite institués en 1893 dans 48 départements desservaient en tout 11.287.369 habitants, soit moins des deux tiers de la population desdits départements. Ce rapprochement de l'ancien état de choses avec celui de la seconde année d'application de la loi prouve que le principe de l'obligation légale n'a pas tardé à produire des résultats.

Étendue d'application, en 1895 et en 1896, de la loi sur l'assistance médicale.

	1895.	1896.
Nombre de départements couverts par cette application.....	63	78
Population totale des 86 départements français, moins le département de la Seine.....	35.201.597 (en 1891)	35.177.461 (en 1896)
Nombre de communes	{ non rattachées au service départemental. rattachés au service départemental.. n'ayant pas demandé l'application de l'article 35..... ayant demandé l'application de l'article 35....	
	9.757	3.208
	666	659
	25.646	32.266
Population des communes.....	{ non rattachées au service départemental..... rattachées au service départemental..... 14.728.480 20.473.117	
	9.595.039	25.582.422
Nombre des personnes privées de ressources.....	{ inscrites sur les listes d'assistance..... admises d'urgence en vertu de l'article 19..... admises par le préfet en vertu de l'article 23.... 1.289.864 7.091 1.239	
	1.461.246	11.257
	1.415	
ENSEMBLE.....	1.298.194	1.473.918
A déduire pour double emplois constatés.....	2.804	356
NOMBRE NET des bénéficiaires de la loi du 15 juillet 1893.....	1.295.390	1.473.562

2. — DÉLIVRANCE DES SECOURS. — TRAITEMENT À DOMICILE.

Le nouveau service comprend des secours médicaux à domicile et des traitements à l'hôpital, avec prédominance marquée du premier mode d'assistance, conformément au vœu de la loi de 1893 et aux principes d'assistance les plus communément admis.

(1) 6 fr. 90 en 1897 (*Publication du Conseil supérieur*, fascicule 9, p. 91.)

Le nombre des malades soignés à domicile par les services départementaux d'assistance médicale a été en 1895 de 419.091. Ce nombre seul représente 179.781 assistés de plus qu'il n'y en avait eu en 1893 dans l'ensemble des services de médecine gratuite. De 1887 à 1893, l'augmentation avait été de 4.687 seulement.

Les soins médicaux et pharmaceutiques à domicile ont coûté 11 fr. 03 en moyenne par malade, soit 4 fr. 13 de plus qu'ils n'avaient coûté avec la médecine gratuite(1). Par contre, ce chiffre est très au-dessous de celui qui résulte du fonctionnement des sociétés de secours mutuels, soit 18 fr. 89 par malade sur l'ensemble des sociétés approuvées et 20 fr. 51 pour les sociétés autorisées(2).

Le fonctionnement des services départementaux de traitement à domicile est résumé dans le tableau ci-après :

Fonctionnement de l'assistance à domicile dans les organisations départementales.

	1895.	1896.
Nombre de départements où le service du traitement à domicile a fonctionné.....	63	78
Nombre des assistés soignés à domicile (malades et femmes en couches).....	346.879	419.091
Dépenses obligatoires de l'assistance à domicile.....		
{ Honoraires des médecins et chirurgiens.....	1.730.080 ^f 54 ^c	2.315.538 ^f 30 ^c
{ Honoraires des sages-femmes.....	163.620 21	194.436 36
{ Frais de médicaments et appareils.....	1.528.520 85	2.116.656 92
TOTAL des dépenses se rapportant exclusivement à l'assistance à domicile... ..	3.422.821 60	4.626.631 58
Coût moyen du traitement à domicile par malade.....	9 ^f 86 ^c	11 ^f 03 ^c
Autres frais d'assistance médicale se rapportant principalement à l'assistance à domicile.....	207.170 14	321.737 83

(2) Rapport du Ministre de l'intérieur sur les opérations des sociétés de secours mutuels en 1895 (1^{er} novembre 1897).

On s'est ému, dans plusieurs départements, de la répercussion que pourrait avoir sur les sociétés de secours mutuels la certitude qu'ont désormais tous les Français d'être secourus en cas de maladie ou d'accident. La progression du mouvement mutualiste ne s'est cependant pas arrêtée depuis l'application de la loi sur l'assistance médicale gratuite :

En 1893, il y avait 9.997 sociétés de secours mutuels comptant 1 million 313.200 membres participants ;

En 1894, il y avait 10.328 sociétés de secours mutuels comptant 1 million 346.704 membres participants ;

En 1895, il y avait 10.588 sociétés de secours mutuels comptant 1 million 354.439 membres participants.

Ce n'est pas à dire que l'action de l'assistance médicale ne se combine jamais avec celle de la mutualité. Un individu vivant péniblement de son travail peut être assez pénétré du sentiment de la dignité personnelle pour ne demander à l'assistance qu'un secours restreint ; s'il s'abaisse à réclamer le secours complet, le devoir des autorités locales est de lui refuser impitoyablement ce qui excède les limites de l'absolu besoin. Ce principe a été maintenu dans les instructions ministérielles qui ont précisé que les membres des sociétés de secours mutuels « ne peuvent être écartés de *plano* des listes d'assistance, mais que leur inscription sur ces listes devra faire l'objet d'un double examen, l'un pour la situation personnelle de chaque sociétaire, comme pour tout inscrit, l'autre pour ses droits à l'encontre de la société de secours mutuels dont il fait partie, en ce qui concerne le secours de maladie » ; c'est-à-dire que les obligations de la société sont, pour chacun de ses membres, une ressource le dispensant de s'adresser à l'assistance publique, mais que cette ressource n'est pas toujours à elle seule suffisante ; par exemple, certaines sociétés cessent de couvrir les frais de maladie lorsque celle-ci se prolonge ; la ressource arrivée à épuisement, il est dans l'ordre que l'assistance publique intervienne à titre **complémentaire**.

3. — TRAITEMENT À L'HÔPITAL. — RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.

APPLICATION DE LA LOI DU 7 AOÛT 1851.

Le tableau ci-après fournit des renseignements relatifs à l'assistance hospitalière et permet de comparer son fonctionnement à celui du traitement à domicile, ainsi qu'à celui de l'ancien service d'assistance médicale instituée par la loi du 7 août 1851.

Il ne faut pas oublier que l'article 1^{er} de cette loi a été expressément maintenu par l'article 24 de la loi de 1893, et qu'en conséquence l'hospitalisation des malades pauvres payée sur les fonds de l'assistance médicale ne vient qu'en complément de celle payée sur les ressources propres des hôpitaux.

On voit que la deuxième année de fonctionnement de la loi de 1893 a permis de secourir au total 438.141 malades, soit 1 p. 58 habitants de la population couverte par le nouveau service, avec 19.050 malades soignés à l'hôpital aux frais des communes, soit 4,3 p. 0/0 du nombre total des malades assistés.

On a vu plus haut que le nombre des secours à domicile est supérieur de 179.781 à celui fourni, pour la même population, par les derniers comptes de la médecine gratuite. Pour l'assistance hospitalière, les malades qui pouvaient être soignés en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 7 août 1851 ont évidemment continué de l'être sous le même régime, car il n'est pas admissible que les communes aient payé pour des malades qu'elles pouvaient faire hospitaliser gratuitement. Leurs 19.050 malades payants doivent donc être ajoutés aux 179.781 nouveaux secours à domicile pour former le total de 198.831 personnes qui ont obtenu des secours médicaux comme conséquence de l'obligation légale et qui ne les auraient pas reçus précédemment.

Fonctionnement de l'assistance hospitalière dans les organisations départementales en 1895 et 1896. Récapitulation. Fonctionnement de la loi de 1851.

	1895	1896
Nombre des assistés (malades et femmes en couches) soignés dans les hôpitaux de rattachement	12.995	19.050
Sur 100 malades secourus en vertu de la loi de 1893, combien ont été soignés à l'hôpital ..	3,7	4,3
Frais de transport à l'hôpital par application de la loi de 1893.....	3.900 ^f 50 ^c	4.556 ^f 55 ^c
Dépenses d'hospitalisation (montant des journées de malades payées aux hôpitaux de rattachement)	993.773 67	1.461.145 50
TOTAL des dépenses du traitement hospitalier	997 674 17	1.465.702 05
Coût moyen du traitement hospitalier (transport compris).....	76 ^f 77 ^c	76 ^f 93 ^c
NOMBRE TOTAL de malades soignés en vertu de la loi de 1893, soit à domicile, soit dans les hôpitaux.....	359.874	438.141
Proportion des secours à la population (1 malade soigné pour combien d'habitants) ..	56	58
Proportion des secours au nombre des inscrits (1 malade soigné pour combien d'individus inscrits définitivement).....	3,6	3,3
Dépense totale par tête d'habitant dans la population profitant des services départementaux.....	0 ^f 225	0 ^f 250

Nombre de malades soignés en vertu de la loi du 7 août 1851, d'après les dernières statistiques du ministère du commerce :

Admis.....	{ en 1887.....	297.659
	{ en 1893.....	352.343

Le tableau ci-dessus montre que le département de la Seine mis à part, le chiffre des secourus dans les seuls services hospitaliers, en vertu de ladite loi de 1851, a été en 1887 de 297.659 et de 352.343 en 1893. Les secours donnés en vertu de ladite loi se mesurant non d'après les besoins (puisque des lits étaient vacants alors qu'il restait des malades à secourir), mais d'après les ressources des établissements hospitaliers, les chiffres ci-dessus ne doivent pas, dans leur ensemble, avoir subi d'importantes modifications de 1893 à 1896. On voit à quel point il importe que, ainsi que l'a expressément ordonné la loi de 1893, les obligations imposées aux hôpitaux par la loi de 1851 subsistent et soient maintenues dans leur rigueur. Si elles étaient abandonnées ou si un relâchement se produisait dans leur exécution, tout ou partie de ces 352.000 malades risqueraient de tomber à la charge du nouveau service, ce qui apporterait dans l'économie financière de la loi de 1893 des perturbations désastreuses sans procurer aucun bienfait nouveau.

4. — MONTANT ET IMPUTATION DES DÉPENSES.

Le nouveau service a occasionné en 1896 une dépense totale de 6.414.081 fr. 46 pour une population participante de 25.582.422 habitants, soit 0 fr. 25 par tête. Ces dépenses se décomposent comme il suit :

	1895	1896
Assistance à domicile.....	3.422.821 ^f 00 ^c	4.626.631 ^f 58 ^c
Assistance hospitalière.....	997.674 00	1.465.702 05
Autres dépenses.....	207.170 00	321.747 83
TOTAL PAREIL.....	4.627.665 00	6.414.081 46

Elles ont été couvertes par les ressources suivantes :

	1895	1896
Fondations au profit du service de l'assistance médicale et ressources propres des bureaux d'assistance (leur part du droit des pauvres, des concessions funéraires, etc.).....	218.901 ^f 00 ^c	281.191 ^f 40 ^c
Contributions des bureaux de bienfaisance..	901.764 20	886.920 18
Contribution des hospices et hôpitaux aux dépenses du traitement des malades à domicile ou dans d'autres hôpitaux....	13.215 80	34.287 70
TOTAL des fondations et ressources particulières.....	1.133.881 00	1.202.399 28
Ressources d'origine budgétaire.....	3.493.784 00	5.211.682 18
TOTAL pareil aux dépenses.....	4.627.665 00	6.414.081 46

Les 5.211.682 fr. 18 de ressources d'origine budgétaire se répartissent de la façon suivante entre les communes, les départements et l'État :

	1895	P. O/O	1896	P. O/O
Contribution des communes . . .	2.030.558 ^r 50 ^c	58	2.800.990 ^r 36 ^c	54
Contribution obligatoire des départements (art. 28)	888.445 60		1.408.924 34	
Subvention facultative des départements (art. 28)	251.608 90		286.599 38	
Total de la contribution des départements	1.140.054 50	33	1.695.523 72	32
Complément de dépense du département de l'Oise (1)	12.258 00	„	„	„
Subvention attendue de l'État . .	310.913 00	9	715.168 10	14
TOTAL des ressources d'origine budgétaire	3.493.784 00	100	5.211.682 18	100

5. — LES SERVICES COMMUNAUX AUTONOMES.

Ainsi qu'on l'a vu plus haut, 659 communes ont manifesté l'intention d'avoir un service autonome d'assistance médicale gratuite conformément à l'article 35 de la loi. Sur ce nombre, 615 communes, avec 4.731.674 habitants, ont fourni la statistique du fonctionnement de leurs services en 1896. Elles accusent 232.901 malades soignés, soit 1 pour 203 habitants, avec 168.137 assistés à domicile et 64.764 hospitalisés, soit respectivement 72 p. o/o et 28 p. o/o du nombre total des malades soignés. Les renseignements relatifs aux services communaux autonomes sont résumés dans le tableau ci-dessous :

	1895	1896
Nombre de communes ayant demandé l'application de l'article 35 :		
Ayant fourni un compte	520	615
N'ayant pas fourni de compte	146	44
Population des communes ayant fourni un compte	4.300.851	4.731.674
Nombre des personnes privées de ressources :		
Inscrites sur les listes d'assistance	335.256	407.855
Admises d'urgence en vertu de l'article 19.	18.032	32.411
Admises par le préfet en vertu de l'article 23	29	238
TOTAUX	353.317	440.504
Nombre des assistés (malades et femmes en couches) :		
Soignés dans le service de l'assistance à domicile	193.797	168.137
Soignés dans les hôpitaux	61.200	64.764
TOTAL des assistés soignés	254.997	232.901

(1) Il s'agit d'un complément de dépense dont la ventilation n'a pas été correctement faite dans la statistique fournie par ce département.

La dépense totale des services communaux autonomes, dans les 615 communes dont il a été parlé, a été de 6.317.966 fr. 73 qui se décomposent comme il suit :

	1895.	1896.
	fr. c.	fr. c.
Dépenses de l'assistance à domicile. { Honoraires de médecins et chirurgiens.....	688.940 36	467.741 77
{ Honoraires des sages-femmes.....	76.848 54	106.667 18
Frais de médicaments et appareils.....	729.575 77	866.518 31
TOTAL des dépenses de l'assistance à domicile.....	1.495.364 67	1.440.927 26
Dépenses d'hospitalisation (montant de journées et frais de transport à l'hôpital).....	3.711.160 33	4.206.167 55
TOTAL de la dépense ordinaire.	5.206.525 00	5.647.094 81
Autres dépenses d'assistance { détaillées.....	365.254 25	641.710 30
{ non détaillées.....	55.094 26	29.161 52
TOTAL des dépenses diverses.....	420.348 51	670.871 82
TOTAL GÉNÉRAL de la dépense.....	5.626.873 51	6.317.966 73

Les chiffres de la population couverte et la dépense ordinaire par tête sont rappelés ci-dessous :

	1895.	1896.
Nombre de communes ayant fourni un compte..	520	615
Population.....	4.300.851	4.731.674
Nombre d'assistés soignés.....	254.997	232.901
Dépense ordinaire d'assistance.....	5.206.525 ^f 00 ^c	5.647.094 ^f 81 ^c
Dépense par tête d'habitant.....	1 ^f 21 ^c	1 ^f 19 ^c
Dépense par tête d'assisté soigné.....	20 ^f 30 ^c	24 ^f 20 ^c (1)

Le tableau qui suit indique l'origine des ressources affectées à couvrir les dépenses d'assistance médicale dans les services communaux autonomes. On a rappelé en regard les chiffres relatifs aux services départementaux.

On y voit que, sur une somme à peu près égale de dépenses, qui dépasse 6 millions pour chaque groupe de services, la part contributive des communes a été, en 1896, de près de 3 millions dans l'un et l'autre groupe, que l'appoint fourni par les bureaux de bienfaisance s'est élevé à environ 900.000 francs pour les services départementaux comme pour les services communaux autonomes et que le surplus a été couvert, pour les premiers surtout à l'aide des subventions du Département et de l'État, pour les seconds surtout à l'aide de la contribution des établissements hospitaliers. On y voit, en outre, que ce n'est pas sans raison que les communes qui demandent à avoir une organisation spéciale allèguent l'importance de leurs ressources propres d'assistance médicale, puisque dans l'ensemble de ces communes, le produit des fondations particulières approche de 700.000 francs,

(1) Dans les services départementaux la moyenne est seulement de 14 fr. 62.

tandis que, dans l'ensemble des services départementaux, il n'atteint pas la moitié de cette somme.

Comparaison des services communaux autonomes avec les services départementaux au point de vue de l'origine des ressources de l'assistance médicale indiquées au compte administratif.

ORIGINE DES RESSOURCES AFFECTÉES à couvrir les dépenses d'assistance médicale.	SERVICES DÉPARTEMENTAUX.		SERVICES COMMUNAUX AUTONOMES.	
	Sommes dépensées.	Pourcentage de la dépense totale.	Sommes dépensées.	Pourcentage de la dépense totale.
1	2	3	4	5
	fr. c.		fr. c.	
Fondations au profit du service de l'assistance médicale et ressources propres des bureaux d'assistance (part attribuée à ceux-ci du droit des pauvres sur les spectacles, des concessions funéraires, etc.).....	281.191 40	4,1	672.534 32	10,6
Contribution des bureaux de bienfaisance.....	886.920 18	13,8	900.082 06	14,3
Contribution des établissements hospitaliers.....	34.287 70	0,5	1.593.264 90	25,2
Contribution des communes.....	2.830.990 36	43,7	2.718.515 26	43,0
Contribution des départements et de l'État.....	2.410.691 82	37,6	6.192 14	0,1
Origine non indiquée.....	"	"	427.138 05	6,8
TOTAL de la dépense.....	6.414.071 46	100	6.317.966 73	100

LES CHEMINS DE FER ÉLECTRIQUES EN EUROPE ⁽¹⁾.

La longueur des lignes en exploitation et le nombre des voitures, en 1897 et 1898, dans les pays désignés ci-après, sont indiqués dans le tableau suivant :

DÉSIGNATION DES PAYS.	LONGUEUR DES LIGNES.		NOMBRE DE VOITURES.	
	1897. kilomètres.	1898. kilomètres.	1897.	1898.
Allemagne.....	642,69	1.138,20	1.631	2.493
France.....	279,56	396,80	432	664
Grande-Bretagne et Irlande.....	127,45	157,20	195	252
Suisse.....	78,75	146,20	128	237
Italie.....	115,65	132,70	289	316
Autriche-Hongrie.....	83,89	106,50	194	243
Belgique.....	34,90	69,00	73	107
Espagne.....	47,00	61,00	40	50
Russie.....	14,75	30,70	48	6
Suède-Norvège.....	7,50	24,00	15	4
Autres pays.....	27,10	27,10	49	49

(1) D'après le *Reichsanzeiger*.

Ainsi qu'on peut le voir par ce tableau, les chiffres qui concernent l'Allemagne ont presque doublé pendant l'année 1898. La longueur des lignes exploitées dans ce pays est égale à celle de l'ensemble des lignes des autres pays d'Europe; il en est de même pour le nombre des wagons en service.

DÉMOGRAPHIE ET STATISTIQUE.

LES NATURALISATIONS EN FRANCE EN 1898 (1).

En résumé, pendant l'année 1898, 6.563 personnes majeures (4.239 hommes et 2.324 femmes) sont devenues Françaises par voie de naturalisation, de déclaration ou de réintégration.

Les 4.239 hommes se décomposent en :

Alsaciens-Lorrains	1.432	Russes et Polonais.....	80
Belges.....	929	Autrichiens et Hongrois.....	60
Italiens.....	847	Malgais.....	45
Allemands.....	257	Marocains.....	4
Espagnols.....	202	Indigènes (Algérie et colonies)...	54
Suisses.....	145	Nationalités diverses.....	90
Luxembourgeois.....	94		

Au nombre des 6.563 personnes majeures devenues Françaises pendant l'année 1898, il faut ajouter 6.001 mineurs, sur lesquels 5.373 sont devenus irrévocablement Français et 628 ont conservé la faculté de décliner la qualité de Français dans l'année qui suivra leur majorité.

On obtient ainsi un total de 12.564 nouveaux Français.

Les départements qui présentent le plus grand nombre de naturalisations ou de déclarations acquiesitives et qui sont les seuls ayant dépassé le chiffre de 40 déclarations ou naturalisations dans l'année, sont :

Seine	1.128	Seine-et-Oise	75
Nord.....	694	Territoire de Belfort.....	75
Meurthe-et-Moselle.....	422	Meuse.....	74
Bouches-du-Rhône.....	421	Rhône.....	64
Alpes-Maritimes.....	173	Corse.....	63
Vosges.....	148	Ardennes.....	59
Marne.....	124	Pas-de-Calais.....	55
Var.....	106	Seine-et-Marne.....	42

(1) Extrait d'un rapport au Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, sur les résultats de l'application, pendant l'année 1898, des dispositions du Code civil relatives à la nationalité (J. O. du 6 février 1899).

NATURALISATIONS.

Le chiffre des naturalisations continue à diminuer : il est tombé en 1898 à 2.843, en diminution de 409 sur l'année précédente. C'est le chiffre le plus bas qui ait été relevé depuis la promulgation de la loi du 26 juin 1889. Il marque une diminution progressive sur les années antérieures, dont les résultats avaient été : 1897 (14.733) ; 1896 (15.197) ; 1895 (17.766) ; 1894 (22.642). Les facilités accordées par la nouvelle loi ont déterminé un grand nombre d'étrangers à se mettre en instance. Le chiffre des naturalisations pendant les premières qui ont suivi la promulgation de la loi de 1889 ne peut donc être considéré comme un chiffre normal, et il n'y a pas lieu de s'étonner de la diminution aujourd'hui constatée.

Sur les 2.843 naturalisations accordées en 1898, 2.100, soit environ 75 p. o/o, s'appliquent à des hommes, et 743, soit environ 25 p. o/o, à des femmes. La proportion est à peu près la même que pour les années précédentes.

Parmi les 2.100 hommes naturalisés en 1898, 1.900, soit 90 p. o/o, résidaient en France depuis plus de 10 ans, et 274 seulement depuis moins de 10 ans, — 515, c'est-à-dire un peu plus du quart, étaient nés en France, et 1.585, environ 75 p. o/o, étaient nés à l'étranger. La proportion des étrangers naturalisés qui sont nés en France est la même qu'en 1897.

Le classement des hommes naturalisés suivant leur âge et leur profession fournit les indications suivantes :

Âge.

Moins de 25 ans, 167 ; environ 8 p. o/o.
De 25 à 30 ans, 233 ; environ 11 p. o/o.
De 30 à 35 ans, 479 ; environ 23 p. o/o.
De 35 à 40 ans, 391 ; environ 18 p. o/o.
Plus de 40 ans, 830 ; environ 40 p. o/o.

La proportion des jeunes gens ayant moins de 25 ans est la même que celle constatée en 1896 et 1897 ; elle est un peu plus forte que pendant les années précédentes. Les naturalisés de cette catégorie se trouvent, en raison de leur âge, tenus de faire du service dans l'armée active ; il est donc intéressant de voir leur nombre augmenter.

Professions.

Propriétaires et rentiers, 30, soit environ 1 1/2 p. o/o.
Professions libérales, 96, soit environ 4 p. o/o.
Industriels et commerçants, 180, soit environ 8 p. o/o.
Employés de commerce ou d'administration, 123, soit environ 6 p. o/o.
Ouvriers dans la petite industrie, 1.068, soit environ 50 p. o/o.
Ouvriers dans de grandes usines, des chantiers ou des mines, 141, soit environ 7 p. o/o.
Travailleurs agricoles, 110, soit environ 5 p. o/o.
Marins pêcheurs, 30, soit environ 1 1/2 p. o/o.
Journaliers, 264, soit environ 13 p. o/o.
Sans professions ou diverses, 48, soit environ 2 p. o/o.

Ces proportions sont peu différentes de celles des années précédentes ; toutefois, il est à remarquer qu'il y a augmentation pour les propriétaires et les rentiers (1 1/2 p. o/o au lieu de 1/2 p. o/o), pour les travailleurs agricoles (5 p. o/o au lieu de 4 p. o/o). Il y a diminution, variant de 1/2 à 1 p. o/o, pour les industriels et commerçants, pour les employés de commerce ou d'administration, pour les marins pêcheurs et les journaliers. La proportion pour les ouvriers de la petite et de la grande industrie est la même qu'en 1897, ainsi que celle relative aux professions libérales.

NATURALISATION EN ALGÉRIE.

Le nombre des naturalisations algériennes accordées en 1898 s'est abaissé dans de notables proportions.

Cette diminution porte surtout sur l'élément civil.

En 1897, le nombre des naturalisations algériennes était de 1.607 ; il n'est plus en 1898 que 1.077.

Ce chiffre de 1.077 se décompose en 563 militaires et 514 personnes appartenant à la population civile, savoir : 359 hommes et 155 femmes.

86 résidaient en Algérie depuis moins de 10 ans et 273 depuis plus de 10 ans.

49 étaient âgés de moins de 25 ans, 46 avaient de 25 à 30 ans, 79 de 30 à 35 ans, 65 de 35 à 40 ans et 120 de plus de 40 ans.

La proportion des jeunes gens âgés de moins de 25 ans et, par conséquent, astreints au service militaire a augmenté de 5 p. o/o. De 9 p. o/o en 1897, elle est montée à 14 p. o/o en 1898.

Au point de vue de la profession, ils se classent ainsi :

Agriculture, commerce et industrie, 284.

Pêche maritime, 57 au lieu de 134 en 1897.

Emplois divers, 3.

Propriétaires et rentiers, 6.

Professions libérales, 9.

La nationalité d'origine des 359 civils naturalisés se décompose comme suit :

Italiens, 137, au lieu de 258 en 1897.

Espagnols, 122, au lieu de 205 en 1897.

Malgaches, 40, au lieu de 47 en 1897.

Indigènes algériens, 32.

Les autres nationalités ne comprennent que quelques unités.

Les enfants des naturalisés algériens civils sont au nombre de 473, dont 42 majeurs et 431 mineurs.

Quant aux 563 naturalisés militaires, 266 avaient moins de 25 ans, 193 de 25 à 30 ans, et 104 de plus de 30 ans. On compte parmi eux : 230 Alsaciens-Lorrains, (au lieu de 330 en 1897), 33 Italiens, 121 Allemands, 72 Belges, 7 Luxembourgeois

64 Suisses, 8 Espagnols, 14 Autrichiens, 1 Hongrois, 5 Russes et 8 individus de nationalités diverses.

RÉINTÉGRATIONS.

Le nombre des réintégrations, qui était de 1.956 en 1897, est tombé en 1898 à 1.676, le chiffre le plus bas constaté depuis 1890. Cette diminution est toute naturelle. La plupart des réintégrés sont des Alsaciens-Lorrains qui avaient perdu leur qualité de Français, faute d'option souscrite dans les délais imputés par le traité de Francfort.

Leur nombre s'épuise forcément chaque année.

Quant aux Alsaciens-Lorrains nés postérieurement audit traité, ils n'ont jamais possédé la qualité de Français, mais il leur est loisible d'acquérir cette qualité en souscrivant la déclaration prévue par l'article 10 du Code civil.

261 réintégrations ont été accordées à des hommes et 1.415 à des femmes.

Sur ce nombre de 261 hommes, 122 résidaient en France depuis plus de dix ans et 139 depuis moins de dix ans; un seul avait perdu la qualité de Français en se faisant naturaliser à l'étranger; tous les autres l'avaient également perdue, du fait que leur pays avait été séparé de la France. — 71 étaient mariés à des Françaises, 106 à des Alsaciennes, 8 à des femmes étraangères, 75 étaient célibataires et 1 était veuf.

7 réintégrés étaient propriétaires ou rentiers, 22 appartenaient aux professions libérales, 26 étaient industriels ou commerçants, 24 employés de commerce ou d'administration, 124 ouvriers dans la petite industrie, 15 ouvriers de grandes usines, de chantiers ou de mines, 16 travailleurs agricoles, 20 journaliers et 7 sans profession.

Parmi les 1.415 femmes réintégrées, 1.031 l'ont été lors de la naturalisation de leurs maris, 192 à la suite de l'acquisition de la qualité de Français par leurs maris, en vertu d'une déclaration de nationalité, 42 après la dissolution de leur mariage, 73 ont été réintégrées isolément, et 177 en même temps que leurs maris obtenaient eux-mêmes la réintégration.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en janvier (1). — Dans la grande industrie, situation favorable, sauf les mines et l'industrie métallurgique. L'industrie du bâtiment, grâce à la douceur de la température, n'a pas eu de morte-saison.

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 55 villes d'Allemagne constatent, par rapport au au mois de janvier 1898, une diminution de l'activité dans 36 centres et une augmentation dans 19.

Les placements effectués dans les 55 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Janv. 1898.	14.505	7.754	22.259	25.998	7.160	33.158	179,2	91,1	149,9
Janv. 1899.	17.848	9.151	26.999	27.877	7.641	35.518	156,2	83,5	131,6

Grèves en janvier (2). — 33 nouvelles grèves dont 8 dans les textiles, 6 dans les métaux, 6 dans le travail du bois. Sur 6 grèves terminées, anciennes et nouvelles, 3 succès et 1 échec.

L'assurance obligatoire contre les accidents en 1897 (3). — Le nombre moyen de personnes assurées contre les accidents pendant l'année 1897 s'élève à 17.957.000 (17.605.000 en 1896).

Ce total se compose de :

6.043.000 personnes appartenant à l'industrie ;	
11.189.000 — à l'agriculture et aux travaux forestiers ;	
715.000 — aux administrations publiques.	

Le nombre des accidents de personnes survenues pendant l'année et ayant motivé indemnité est de 91.171. Il comprend :

41.746 accidents survenus dans les exploitations industrielles ;	
45.438 — dans les exploitations agricoles et forestières ;	
3.987 — dans les administrations publiques.	

Au point de vue des conséquences, les 91.171 accidents de l'année 1897 se décomposent de la manière suivante :

Cas de mort.....	7.287, soit	8,0 p. o/o
Cas d'incapacité permanente totale.....	1.452 —	1,6 —
Cas d'incapacité permanente partielle.....	46.489 —	51,0 —
Cas d'incapacité temporaire (de plus de 13 semaines).....	35.943 —	39,4 —
TOTAL des accidents motivant indemnité....	91.171 —	100,0 —

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

(2) D'après le *Reichsanzeiger* et l'*Arbeitsmarkt*.

(3) *Ämtliche Nachrichten des Reichsversicherungsamts* (janvier 1899).

L'ensemble des accidents déclarés s'élève à 379.367, dont 252.382 ont été déclarés aux corporations industrielles, 98.363 aux corporations agricoles et forestières et 28.622 aux administrations publiques.

En ce qui concerne particulièrement l'industrie, la statistique des accidents en 1897 peut se résumer comme suit :

Accidents survenus dans l'ensemble des corporations industrielles en 1897.

	NOMBRES.	PROPORTIONS p. o/o du total des accidents indemnisés.	NOMBRES MOYENS par 1.000 ASSURÉS
Cas de mort	4.252	10,2	0,70
Cas d'incapacité permanente totale	625	1,5	0,10
Cas d'incapacité permanente partielle	21.247	50,9	3,52
Cas d'incapacité temporaire	15.622	37,4	2,59
ENSEMBLE des accidents indemnisés...	41.746	100,0	6,91
ENSEMBLE des accidents déclarés.....	252.382	#	11,77

Les moyennes rapportées au nombre des assurés mesurent la fréquence des accidents. Depuis le début de l'assurance, la fréquence annuelle des accidents a passé par les valeurs ci-dessous :

Nombres annuels moyens, par 1 000 assurés, des accidents motivant indemnité survenus dans l'ensemble des corporations industrielles.

ANNÉES.	CAS de mort.	CAS D'INCAPACITÉ PERMANENTE		CAS d'incapacité temporaire.	ENSEMBLE des accidents indemnisés.
		totale.	partielle.		
1886.....	0,70	0,44	1,09	0,57	2,80
1887.....	0,77	0,73	2,11	0,53	4,14
1888.....	0,68	0,43	2,38	0,86	4,35
1889.....	0,71	0,49	2,70	0,81	4,71
1890.....	0,73	0,38	3,27	0,98	5,36
1891.....	0,71	0,32	3,42	1,10	5,55
1892.....	0,65	0,30	3,55	1,14	5,64
1893.....	0,69	0,27	3,82	1,25	6,03
1894.....	0,65	0,16	3,82	1,62	6,25
1895.....	0,67	0,15	3,57	1,85	6,24
1896.....	0,71	0,10	3,53	2,38	6,72
1897.....	0,70	0,10	3,52	2,59	6,91

L'ensemble des accidents motivant indemnité a été en augmentant d'année en année, mais l'augmentation n'est due qu'aux accidents les moins graves (incapacité permanente partielle et incapacité temporaire).

La fréquence des cas de mort est sensiblement constante ; les proportions annuelles oscillent légèrement autour de la moyenne, 0,70.

Les cas d'incapacité permanente totale ont diminué progressivement jusqu'en 1896. Les chiffres des premières années ne sont si élevés que parce qu'ils représentent non des incapacités absolues réellement définitives, mais des incapacités dont la durée a dépassé six mois. Les derniers chiffres au contraire ont, par suite d'une appréciation plus stricte, la signification d'incapacités réellement permanentes.

Il est à remarquer qu'ils concordent sensiblement avec la moyenne observée en Autriche pour la même catégorie d'accidents, laquelle ne comprend, d'ailleurs, en raison de l'organisation financière de l'assurance de ce pays, que les incapacités définitives. La moyenne autrichienne est, en effet, 0,10, pour la période de sept années 1890-1896. Le chiffre allemand est, depuis 1895, descendu à 0,10. C'est sans doute la limite moyenne à laquelle il s'arrêtera.

La fréquence des cas d'incapacité permanente partielle s'est accrue chaque année depuis 1886 jusqu'en 1893; à partir de cette époque, la proportion a diminué. Actuellement elle est redescendue aux environs de 3,50.

Les cas d'incapacité temporaire (de plus de 13 semaines) n'ont pas cessé d'augmenter. De 0,57 en 1896, la proportion est montée jusqu'à 2,59 en 1897. Depuis l'année 1894, c'est cette catégorie d'accidents qui contribue seule à l'accroissement de l'ensemble des accidents motivant indemnité. Il faut y voir l'effet d'une tendance naturelle, tant chez les blessés que chez les organes chargés d'appliquer le droit à indemnité, à prolonger et à laisser prolonger la période de chômage au delà de 13 semaines dans tous les cas où cette prolongation dépend plutôt d'une appréciation que de la gravité réelle et indiscutable des blessures.

Résultats financiers.

Les dépenses de l'exercice 1897 s'élèvent à 77.725.965 marks (73.389.500 m en 1896). Les corporations industrielles, en particulier, ont eu à supporter un chiffre de dépenses égal à 53.524.002 marks (51.001.311 m. en 1896).

Voici le détail de ce chiffre :

Dépenses des corporations industrielles en 1897.

SOMMES.	MONTANT moyen par assuré.	MONTANT moyen par 1.000 unités de salaire entrant en ligne de compte pour l'assurance.
Marks.	Marks.	
Secours et indemnités.	42.996.320	7,12
Frais courants d'administration.	5.438.718	0,90
Frais d'enquête.	1.184.235	0,20
Frais de justice arbitrale.	579.895	0,10
Frais de mesures préventives.	1.026.206	0,17
Frais de premier établissement.	19.797	0,00
Versements aux fonds de réserve.	1.278.831	0,21
TOTAL des dépenses.	53.524.002	8,69

Les frais de premier établissement indiqués ci-dessus correspondent à une corporation nouvelle, celle de la *boucherie*, entrée en fonctionnement à partir de 1897. Les versements aux fonds de réserve ne sont plus effectués que par quelques corporations qui n'ont pas encore atteint la réserve normale; dans la plupart des corporations, la réserve était définitivement constituée depuis l'année 1896.

Les dépenses annuelles moyennes, par 1.000 unités de salaire, ont été en augmentant depuis le début de l'assurance, ainsi que le montre le tableau suivant :

Montant annuel moyen, par 1.000 unités de salaire, des dépenses totales et des secours et indemnités dans l'ensemble des corporations industrielles.

ANNÉES.	DÉPENSES TOTALES.	SECOURS et indemnités.
1886.....	4,64	0,77
1887.....	8,02	2,25
1888.....	9,53	3,27
1889.....	10,97	4,17
1890.....	10,49	5,13
1891.....	11,47	6,12
1892.....	12,62	7,28
1893.....	13,42	8,16
1894.....	13,77	9,06
1895.....	13,78	9,64
1896.....	13,00	9,87
1897.....	12,35	10,11

Le mouvement ascensionnel des dépenses totales s'est arrêté à partir de l'année 1895. Cela résulte de la diminution, puis de la suppression des versements aux fonds de réserve des corporations. Ces versements formaient primitivement une part importante des dépenses.

Le montant des secours et indemnités continue par contre à augmenter. C'est là une conséquence nécessaire du système de la répartition annuelle des charges, sans capitalisation. La progression est loin d'être terminée, et il est à prévoir que les secours et indemnités finiront par égaler et dépasser ensuite le chiffre actuel des dépenses totales.

Les charges de l'assurance varient naturellement selon les industries. Voici, à titre d'exemple, quel a été en 1897 le taux, par 1.000 unités de salaire, des dépenses dans quelques corporations :

*Dépenses moyennes, par 1.000 unités de salaires assurés, en 1897,
dans quelques corporations industrielles.*

CORPORATIONS.	DÉPENSES TOTALES.	SECOURS et indemnités.
1. Mines.....	19,38	17,77
2. Carrières.....	20,43	15,63
3. Industries du fer et de l'acier.....	10,41	9,15
4. Industries chimiques.....	14,15	10,16
5. Verrerie.....	5,97	4,80
6. Céramique.....	4,70	3,04
7. Industries textiles.....	5,09	4,24
8. Industries du cuir.....	7,39	5,98
9. Industries du bois.....	14,80	12,23
10. Brasserie.....	14,03	11,23
11. Sucrierie.....	15,63	13,13
12. Industries du bâtiment.....	15,90	12,43
13. Conduite des voitures.....	26,24	20,15
14. Navigation fluviale.....	18,30	15,07
15. Navigation maritime.....	24,40	15,90

L'assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse en 1897 (1). — Pendant l'exercice 1897, les 31 caisses régionales d'assurance contre l'invalidité et la vieillesse ont concédé 21.688 rentes de vieillesse et 71.733 rentes d'invalidité, soit en tout 93.421 pensions. L'année précédente, le nombre des pensions concédées avait été de 85.964. — Depuis le début du fonctionnement de l'assurance jusqu'au 31 décembre 1897, il a été concédé par les caisses régionales :

	274.241 rentes d'invalidité
	et 309.900 rentes de vieillesse,
soit en tout	<u>584.141 rentes.</u>

A ces chiffres s'ajoutent les pensions liquidées par les 9 caisses spéciales (des mines et des chemins de fer) reconnues par la loi. Le compte rendu officiel ne fait pas connaître le nombre de ces pensions.

Les sommes payées en 1897 aux assurés par l'ensemble des 31 caisses régionales et des 9 caisses spéciales représentent un total de 58.401.642 marks, dont 21.596.844 marks à la charge de l'Empire et 36.804.798 à la charge propre des établissements, se décomposant comme suit :

	marks.
Arrérages de rentes d'invalidité.....	27.386.315
Arrérages de rentes de vieillesse.....	27.624.293
Remboursements de cotisations :	
1° Aux femmes en cas de mariage.....	2.587.434
2° Aux héritiers en cas de mort.....	803.600
TOTAL.....	<u>58.401.642</u>

Voici, d'ailleurs, quel a été le montant annuel de ces dépenses, depuis la première année :

*Sommes payées aux assurés par l'ensemble des organes de l'assurance.
(31 caisses régionales et 9 caisses spéciales.)*

ANNÉES.	ARRÉRAGES de rentes.	COTISATIONS restituées.	TOTAL,	SOMMES à la charge de l'Empire.
	marks.	marks	marks.	marks.
1891.....	15.306.754	"	15.306.754	6.049.848
1892.....	22.425.035	"	22.425.035	8.971.072
1893.....	28.046.187	"	28.046.187	11.261.653
1894.....	34.647.626	"	34.647.627	13.854.896
1895.....	42.102.602	219.369	42.321.371	16.813.429
1896.....	48.514.118	1.975.359	50.489.477	19.119.658
1897.....	55.010.609	3.391.033	58.401.642	21.596.844

En ce qui concerne les caisses régionales seules, les dépenses de l'exercice 1897 se sont élevées à 43.120.468 marks (37.017.413 m. en 1896), et les recettes à 119.879.491 marks (114.536.754 m. en 1896). La vente des timbres a rapporté 104 666.529 marks (101.526.396 m. en 1896).

(1) *Amtliche Nachrichten des Reichsversicherungsamts* (janvier 1899).

A la fin de l'année il restait en cours, dans les caisses régionales, 409,317 titres partiels de rentes, représentant une somme d'arrérages égale à 28.942.812 marks. En voici le détail :

	NOMBRES.	SOMMES.
Titres de rentes-vieillesse.....	203.072	15.238.718
Titres de rentes-invalidité.....	206.245	13.684.093

Les rentes liquidées jusqu'à la fin de 1897 se montent à 614.342 titres partiels et représentent 43.961.666 marks d'arrérages. Elles ont nécessité la mise en réserve d'un capital de couverture égal à 307.990.530 marks, ainsi réparti :

1° Capital des rentes d'invalidité.....	171.902.989
Arrérages des rentes d'invalidité.....	19.387.572
Rapport moyen du capital à la rente.....	8,8
2° Capital des rentes de vieillesse.....	136.087.541
Arrérages des rentes de vieillesse.....	23.574.094
Rapport moyen du capital à la rente.....	5,8

Le tableau ci-dessous fait connaître le montant moyen des rentes, depuis la première année d'assurance. Comme il était à prévoir, cette moyenne a augmenté progressivement :

ANNÉE de liquidation des rentes.	MONTANT MOYEN de la rente de vieillesse		MONTANT MOYEN de la rente d'invalidité	
	sans la subvention de l'Empire.	avec la subvention de l'Empire.	sans la subvention de l'Empire.	avec la subvention de l'Empire.
	marks.	marks.	marks.	marks.
1891.....	73.60	123.60	63.38	113.38
1892.....	77.69	127.69	64.70	114.70
1893.....	80.00	130.00	67.99	117.99
1894.....	76.14	126.14	71.23	121.23
1895.....	82.80	132.80	73.98	123.98
1896.....	85.34	135.34	75.75	125.75
1897.....	87.88	137.88	77.92	127.92

Les frais d'administration, de perception et de contrôle se sont élevés à 5.807.879 marks, soit à 5,5 p. o/o des cotisations perçues.

L'avoir total des caisses régionales atteignait, au 31 décembre 1897, le chiffre de 538.664.527 marks (460.638.855 m. en 1896).

Le revenu moyen des fonds placés a été de 3,49 p. o/o. Il diminue, d'ailleurs, d'année en année :

ANNÉES.	REVENU ANNUEL moyen du portefeuille des caisses régionales.
	marks.
1891.....	3,67
1892.....	3,67
1893.....	2,66
1894.....	3,65
1895.....	3,58
1896.....	3,53
1897.....	3,49

Rapport des inspecteurs du travail en Prusse en 1897 (1). — Pendant l'année 1897, les inspecteurs du travail ont effectué 67.304 visites (non comprises celles qui ont été faites par les inspecteurs de l'administration de la police) dans 44.008 établissements industriels qui ont occupé 1.398.388 ouvriers; l'année 1896, ils avaient visité 37.258 établissements occupant 1.319.799 ouvriers; 1.138 visites ont eu lieu la nuit, 2.011 les dimanches et jours fériés. Les industries le plus souvent visitées ont été les industries de l'alimentation, comprenant 176.568 ouvriers (12.755 visites), les industries du travail de la pierre et des terres 210.134 ouvriers (6.880 visites), du travail du bois 80.433 ouvriers (4.545 visites), de l'industrie textile 274.070 ouvriers (3.643 visites), etc. Dans la plupart des districts, on a constaté une augmentation du nombre des ouvriers occupés, mais plus ou moins intense suivant l'accroissement du travail déterminé par les commandes. Dans le district de Postdam, par suite du transport de la grande industrie berlinoise dans la banlieue, la main-d'œuvre est devenue insuffisante, ce qui a entraîné une légère augmentation des salaires. A Charlottenbourg-Berlin, le nombre des ouvriers occupés dans les fabriques a été de 114.879, en augmentation de 6 p. 0/0 sur l'an dernier. Dans la plupart des districts, on a signalé une insuffisance d'ouvriers de métiers expérimentés; pour ceux-ci la hausse du taux des salaires a été jusqu'à 10 p. 0/0. Dans les districts frontières, on a dû recourir à la main-d'œuvre étrangère (bohémienne, russe, italienne). La sucrerie, la minoterie, l'industrie du bâtiment et les industries qui en dépendent, l'industrie métallurgique et de la construction mécanique ont été celles qui ont été le plus occupées.

L'emploi de la main-d'œuvre féminine a aussi augmenté. Le nombre des fabriques qui occupaient des femmes majeures de 16 ans, qui était de 1.497 en 1896, est passé à 18.621 en 1897; parmi les femmes employées, 135.280 (6.942 de plus que l'an dernier) étaient âgées de 16 à 21 ans et 202.224 (12.077 de plus que l'an dernier) avaient plus de 21 ans. Les industries dans lesquelles les femmes étaient employées étaient l'industrie textile, 142.262 femmes (2.754 de plus que l'an dernier), l'industrie du vêtement et du nettoyage-blanchissage, 37.038 (4.968 de plus que l'an dernier), de l'alimentation, 52.064 (4.262 de plus que l'an dernier), du papier et du cuir, 24.070 (1.549 de plus que l'an dernier), etc.

Les ouvriers du jeune âge, de 14 à 16 ans, travaillant dans les districts d'inspection ont été de 132.352 (en augmentation de 11.086 sur l'an dernier), dont 91.793 (en augmentation de 6.909 sur l'an dernier) du sexe masculin et 40.559 (en augmentation de 4.177 sur l'an dernier) du sexe féminin; l'industrie textile occupait 26.955 jeunes ouvrières, dont 15.743 filles, le travail des métaux 21.969, dont 3.451 filles, le travail des terres et des pierres 16.290, dont 2.758 filles, etc.

Quant à la durée du travail et des heures de repos, on a constaté peu de changements; on a continué les tentatives de réduction d'heures de travail, mais sans grand résultat; dans la plupart des cas, la journée de travail varie de 10 à 11 heures, temps de repos non compris, les efforts faits pour prolonger de 1 heure et quart à 1 heure et demie la durée du repos de midi ont augmenté dans plusieurs districts.

Le travail de nuit semble avoir été limité aux cas d'absolue nécessité. L'arrêt du travail le dimanche a été mieux observé, bien que la teneur du règlement n'ait pas toujours été suivie.

Les caisses d'épargne en Prusse en 1896 (2). — Le nombre des caisses d'épargne a continué à augmenter, mais lentement. De nombreuses succursales ou

(1) D'après le *Reichsanzeiger*.

(2) D'après le rapport du Bureau de statistique du Royaume de Prusse et le *Reichsanzeiger*.

des caisses auxiliaires ou des caisses de dépôt, ont facilité l'épargne. Il y a eu 4.095 caisses d'épargne dans 3.341 localités, contre 3.941 caisses dans 3.259 localités à la fin de l'année 1895. En moyenne, il y a eu une caisse d'épargne par 85,13 kilomètres carrés et par 7.879 habitants. Le nombre des débits de timbres d'épargne, qui était passé de 2.676 à 2.983 en 1895; le district de Mersbourg en avait compté 467 à lui seul est descendu à 2.799 en 1896.

Le nombre des livrets qui était de 6.876.664 en fin 1895 est monté à 7.261.363 livrets en fin d'année 1896, et on comptait 22.50 livrets p. o/o par habitant en moyenne.

Pour les 7.219.034 livrets pour lesquels les comptes avaient été établis :

Les dépôts taient de moins de	61 marks,	28,65	de l'ensemble,	28,86	en 1895.
— — 61 à 150	—	15,77	—	15,88	—
— — 151 à 300	—	13,99	—	14,07	—
— — 301 à 600	—	15,32	—	15,32	—
— — 601 à 3.000	—	22,46	—	22,24	—
— — 3.001 à 10.000	—	3,41	—	3,24	—
— — au-dessus de 10.000	—	0,41	—	0,40	—

A la fin de l'exercice 1895, le montant total des dépôts était de 4.345,50 millions de marks; il était de 4.346,31 millions pour la période correspondante de 1896, c'est-à-dire en progrès. Les nouveaux dépôts ont été de 1.183,24 millions, les retraits de 995,27 millions de marks et les intérêts inscrits de 121,35 millions.

En fin 1896, le montant des dépôts était de 4,655,62 millions de marks, en progrès de 310,12 millions en 1895.

AUTRICHE-HONGRIE.

Les accidents dans la petite industrie (1). — Le rapport de la Caisse de maladie des corporations à Vienne étudie la question des accidents dans la petite industrie. Il constate que les maladies survenues à la suite d'accidents prennent une place de plus en plus grande.

On estimait que les malades à la suite d'accident étaient :

En 1893, les	5,7 p. o/o	des maladies	proprement dites.
— 1894, les	8,3 p. o/o	—	—
— 1895, les	8,8 p. o/o	—	—
— 1896, les	10,4 p. o/o	—	—
— 1847, les	10,8 p. o/o	—	—

La plupart des accidents sont spéciaux à l'exercice de la profession. Un tiers des accidents provient des machines ou des outils; le nombre de cette catégorie d'ac-

(1) D'après le *Handels-Museum* du 19 janvier 1899.

cidents a augmenté de 194 cas en 1897; la deuxième catégorie d'accidents est celle qui est résultée de la rupture ou de la chute d'appareils; il y a eu augmentation de 103 cas. Les accidents survenus à la suite de chute d'échelles, de greniers; etc., ont été en augmentation de 63 cas sur 1896. Les accidents qui sont aussi communs à la grande industrie ont été au nombre de 38, soit 1 p. o/o de l'ensemble des accidents en 1897. Les accidents provenant de brûlures par le feu, les gaz, la vapeur, ont été les plus fréquents chez les fondeurs, les teinturiers, les confiseurs, les boulangers, etc.; les accidents provenant de la rupture ou de la chute d'appareils ont atteint principalement les tonneliers, les plâtriers, les charpentiers, les couvreurs, etc.; les chutes du haut d'une échelle, d'un grenier, se sont présentées le plus souvent chez les couvreurs, les charpentiers, les boulangers, les serruriers, etc.

BELGIQUE.

Grèves en janvier (1). — Huit grèves nouvelles en janvier, avec 2,700 grévistes : industrie des métaux, 3 grèves ; industrie textile, 2 grèves ; industrie du tabac, 2 grèves.

Cause des conflits, connue pour 7 d'entre eux : dans 4 cas, la question du salaire; dans deux autres conflits, renvoi d'un ouvrier non syndiqué, et réintégration d'un ouvrier congédié. Une grève, enfin, pour empêcher l'introduction d'un nouveau règlement du travail.

Sur deux grèves terminées en janvier, un succès et un échec.

Le minimum de salaire et les administrations communales (2). — Le conseil communal de Bruxelles a maintenu en vigueur sans modifications, pour les adjudications de travaux communaux qui seront faites en 1899, le tarif des salaires minima qui avait été arrêté au mois de mars dernier pour être inséré dans les cahiers des charges en 1898. Aucune réclamation contre ce tarif n'avait d'ailleurs été adressée au Conseil par les syndicats intéressés patronaux ou ouvriers.

Arrêté royal du 3 novembre 1898 réglementant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les fabriques de conserve de poissons. — Arrêté pris en exécution des articles 4, 6 et 8 de la loi du 13 décembre 1889.

(1) Renseignements dus à l'obligeance de M. le docteur Vercruyse, chef de bureau à l'Office du travail.

(2) D'après la *Revue du travail* (Belge).

Arrêté royal du 29 novembre 1898 autorisant l'emploi au travail de nuit des garçons de 14 à 16 ans dans les fabriques de produits émaillés.
— Arrêté pris en exécution des articles 6 et 8 de la loi du 13 décembre 1889 (1).

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en janvier (2). — Situation sans changement et satisfaisante en général.

3,0 p. 0/0 de chômeurs dans 121 trade-unions groupant 486.094 membres, contre 2,9 p. 0/0 en décembre 1898 et 5,0 p. 0/0 en janvier 1898.

En un jour de la deuxième semaine de janvier 1899, l'assistance publique a secouru 337.265 personnes, soit 211 p. 10.000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 212 en décembre 1898 et 215 en janvier 1898.

5,16 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers employant 446.439 mineurs, contre 5,54 en décembre 1898 et 5,06 en janvier 1898.

369 hauts fourneaux en marche à la fin de janvier 1898, avec 23.903 ouvriers contre 364 en décembre 1898 et 354 en janvier 1898.

84 p. 0/0 du personnel travaillant en plein dans 491 filatures avec 82.000 ouvrières, femmes et filles, contre 85 p. 0/0 en décembre 1898 et 67 p. 0/0 en janvier 1898.

Sur 168.300 travailleurs pour lesquels des renseignements sont fournis, hausse nette de salaire de 1 fr. 10 par semaine en moyenne, pour 47.500 ouvriers, dont 41.703 dans les métaux. Pour 130.800, dont 120 000 mineurs gallois, baisse moyenne de 0 fr. 26. Ces changements ont été réalisés pour 200 ouvriers par grève, pour 151.758 par échelle mobile et pour 16.350 par négociation directe entre patrons et ouvriers.

Placement gratuit (3). — 1.976 demandes et 819 offres d'emploi en janvier 1899, contre 2.203 et 769 en janvier 1898; 374 placements à demeure et 725 en extra, soit ensemble 1.099 contre 991 en janvier 1898.

Grèves en décembre. — 26 nouvelles grèves en janvier avec 2.188 chômeurs, contre 26 avec 6.319 en décembre 1898, et 28 avec 6.795 en janvier 1898; 8 grèves dans le bâtiment, 8 dans les métaux, 5 dans les textiles. Sur 26 grèves terminées, anciennes et nouvelles, 6 succès, 9 transactions, 11 échecs.

(1) Voir la publication de l'Office du travail intitulée : *Hygiène et sécurité des travailleurs*.

(2) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

(3) Sur les 10 bureaux qui ont fourni des renseignements au *Labour Department* en janvier, 6 sont situés à Londres et 4 en province : à Ipswich, Plymouth, Liverpool, Glasgow.

Population française à Londres. (1) — D'après le dernier recensement fait en 1891, la population française de Londres s'élevait à 10.366 individus, dont 4.879 hommes et 5.487 femmes.

Au point de vue professionnel, ces chiffres donnent lieu aux remarques suivantes : les *professions libérales* y sont largement représentées, elles comptent 518 hommes et 698 femmes. Les différents clergés comptent 25 hommes, les religieuses ou sœurs de charité sont au nombre de 90. La profession médicale est représentée par une vingtaine d'hommes, médecins, chirurgiens, dentistes, etc. Il y a une soixantaine de sages femmes ou garde-malades. Mais c'est l'enseignement qui fournit le plus fort contingent. On trouve 185 professeurs hommes et 415 professeurs femmes. Les artistes, peintres, sculpteurs, musiciens, dépassent, pour les deux sexes, le chiffre de 200.

Les *domestiques* forment également un contingent important. On relève environ 800 domestiques hommes et 1.100 domestiques femmes.

Le commerce représente environ 700 individus, dans lesquels les employés figurent pour 300, les voyageurs pour environ 100. Les courtiers atteignent à peu près le même nombre et les marchands proprement dits, qui ne sont pas en même temps fabricants, ne dépassent pas le chiffre de 70.

Il est à peine besoin de mentionner l'agriculture qui ne compte pas 30 membres, la plupart jardiniers.

Toutes les branches de l'industrie renferment des nationaux français. On ne citera que les branches qui sont le plus largement représentées. Ainsi l'horlogerie, les instruments de précision et de chirurgie, les instruments de musique, comptent ensemble 160 fabricants ou marchands. Tout ce qui concerne l'ébénisterie, la peinture et la décoration d'appartements accuse environ 200 personnes. L'alimentation offre à peu près le même contingent.

Le vêtement et toutes les branches qui s'y rattachent occupent plus de 300 hommes et environ 800 femmes.

La bijouterie compte environ 130 personnes.

A ces chiffres, on peut ajouter environ 400 personnes vivant de leurs revenus et à peu près 700 hommes et 2.400 femmes dont, au moment du recensement, il a été impossible de connaître la profession.

NORVÈGE.

La diminution de l'emploi de l'alcool et ses résultats en Norvège (2). — La production indigène de l'alcool, calculée à 50 p. o/o d'alcool pur, a varié entre 7.868.000 litres en 1891, 4.943.000 litres en 1888 et 5.976.000 en 1896. Les quantités employées dans l'industrie et aux usages pharmaceutiques ont atteint leur maximum, en 1876, avec 12.268.000 litres et leur minimum, en 1896, avec 4.227.000 litres, provenant surtout de l'importation, qui a largement dépassé l'exportation de ces mêmes produits. La quantité d'alcool par habitant a varié de 6,7 litres en 1876 à 2,3 en 1896.

(1) D'après des extraits officiels du dénombrement de 1891.

(2) D'après le *Reichsanzeiger* du 14 décembre 1898 et la *Meddelelser fra det statistiske centralbureau*. Voir les détails publiés dans le *Bulletin* de juillet 1894 (pages 346 à 350) sur le régime légal des boissons spiritueuses en Suède et en Norvège (système de Gothenburg).

La consommation de la bière a varié de 432.061 hectolitres en 1891 à 214.261 hectolitres en 1871, et a été par habitant de 23,2 litres en 1875, 19,8 en 1894, 17,7 en 1895 et 16,2 en 1896.

L'importation du vin, grâce à la modification des droits de douane pendant ces dernières années, a été en augmentant et a remplacé l'alcool dans la consommation. L'importation, qui était en moyenne de 1.672.500 litres pendant la période 1881-1885, a atteint 2.967.300 litres en 1895 et 5.606.000 en 1897, portant principalement sur des gros vins à bon marché qui remplacent l'alcool dans la consommation; cependant au commencement de 1898 l'importation semble s'être un peu ralentie.

Une diminution sensible a été constatée dans le nombre des accidents causés par l'alcoolisme depuis les 40 dernières années, dans les campagnes plutôt que dans les villes; les décès causés par l'alcoolisme comptés pendant des périodes quinquennales depuis 1856 jusqu'à 1896, ont été de 33, 22, 24, 29, 18, 10,8 et 10,5 pour 10.000.

Pendant la période de 1856 à 1890, 13,7 p. o/o des aliénés étaient des alcooliques; ce nombre a été ensuite en diminuant et descendait à 7,6 p. o/o en 1891 et à 4,4 p. o/o en 1893. Les suicides, qui avaient été en augmentant de 1826 à 1850, ont diminué depuis; ils avaient été pendant la période 1846-1850 de 109 par million d'habitants et par an, et pendant les trois périodes quinquennales 1881-1896, ils sont descendus à 68, 66 et 65 par million d'habitants et par an. La durée moyenne de la vie semble aussi avoir augmenté.

La criminalité a également baissé : elle était en moyenne par an de 194,5 par 100.000 habitants pendant la période de 1851 à 1855, elle n'était plus que de 180,3 pendant la période 1871-1874 et de 142,1 pendant la période 1891-1894.

TRANSVAAL.

La main-d'œuvre aux mines d'or. — D'après les renseignements publiés par une importante association minière, la production annuelle du Witwatersrand qui fut, en 1887, de 2.041.200 francs a atteint, en 1897, la valeur de 403.200.000 francs.

En 1897, les frais de main-d'œuvre représentent près de 60 o/o de la dépense totale du minage et des opérations métallurgiques, savoir :

Appointement du personnel et salaire des ouvriers blancs . . .	31,14 p. 100.
Salaire et nourriture des indigènes	27,83
Autres dépenses	41,03
TOTAL	100,00

En 1897, il y avait sur les mines 8.060 employés blancs touchant un total de 63.544.395 francs, soit en moyenne 7.883 francs par an chacun.

Les ouvriers indigènes ont été, en 1897, au nombre de 50.791 et ont coûté aux Compagnies, nourriture comprise, 938 fr. 70. Par rapport à 1896, c'est une économie de 226 fr. 80 par indigène et de 11.519.400 francs sur leur ensemble.

ETAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE JANVIER 1899,

EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Mines. — *Chambre.* — Séance du 12 janvier 1899. Proposition de loi ayant pour but : 1° l'annulation des contrats ayant aliéné la propriété nationale; 2° l'exploitation des mines par les travailleurs y employés, déposée par M. Zévaès (Doc. parl. n° 599).

Caisse de chômage et de retraites. — *Chambre.* — Séance du 17 janvier 1899. Proposition de loi ayant pour objet de prélever sur la force motrice une taxe par cheval-vapeur (machines à vapeur, machines hydrauliques, moteurs à gaz et à pétrole) : 1° pour la création d'une caisse nationale de secours contre le chômage; 2° pour alimenter une caisse de retraites pour les ouvriers, déposée par M. Coutant (Doc. parl. n°). Renvoyée à la commission de la législation fiscale.

Sociétés coopératives de consommation. — *Chambre.* — Séance du 19 janvier 1899. Rapport sommaire par M. Massabuau, sur la proposition de loi de M. G. Berry et plusieurs de ses collègues, sur les sociétés coopératives de consommation (Doc. parl. n° 629).

Prise en considération le 24 janvier.

Crédit agricole. — *Sénat.* — Séance du 19 janvier 1899. Rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour but l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner, ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel, déposé par M. Lourties (Doc. parl. n° 10).

Garantie de leur travail aux réservistes. — *Sénat.* — Séance du 19 janvier 1899. Rapport sur la proposition adoptée par la Chambre, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre, ayant pour objet de garantir leur travail et leurs emplois aux réservistes appelés par la loi à faire leur période d'instruction militaire, par M. Strauss (Doc. parl. n° 8).

Étrangers. — *Chambre.* — Séance du 27 janvier 1899. Proposition de loi tendant à compléter la loi du 8 août 1893, relativement au séjour des étrangers en France, déposée par M. Sommeillier. (Doc. parl. n° 670).

JURISPRUDENCE.

Loi de 1892. — Jour de repos hebdomadaire considéré comme jour de liberté — Apprenti retenu à l'atelier pour recevoir les clients. — Contravention.

En retenant un apprenti à l'atelier, le jour consacré à son repos hebdomadaire, même sans qu'il travaille et seulement pour recevoir les clients, le patron contrevient à l'article 5 de la loi du 5 novembre 1892.

Cour de cass. 27 mai 1898. Annulation d'un jugement rendu le 15 avril 1897 par le tribunal de simple police de Toulon.

Il ressortait de l'instruction que l'apprenti n'était présent à l'atelier que par obéissance à un ordre de son patron; qu'il était ainsi privé du repos hebdomadaire que la loi du 2 novembre 1892 (spécialement son article 5) assure dans un but d'hygiène morale et physique à tous les travailleurs sur lesquels s'étend sa protection. Il importe peu qu'il ne fut astreint à ce moment à aucun travail matériel, l'esprit de la loi étant, à n'en point douter, que le jour du repos hebdomadaire soit pour les travailleurs protégés un jour de liberté pleine et entière.

Loi de 1893. — Décret de 1894. — Appareils protecteurs. — Ouvriers exposés à accidents à leur poste de travail par les instruments qu'ils manient à la main.

La loi du 12 juin 1893 et le règlement du 10 mars 1894 prescrivent de protéger les ouvriers contre les dangers de leurs propres outils.

(Cour de cass. 27 mai 1898. Annulation partielle d'un arrêt de la Cour d'appel de Nancy.)

Si les articles 3 de la loi et 12 du règlement ne visent, d'une manière précise, la loi dans le paragraphe 2, le règlement dans le paragraphe 1^{er} de ces articles respectifs que les dangers de l'organisme général de l'atelier et ceux du voisinage réciproque des travailleurs, ces précautions générales sont immédiatement complétées tant dans la loi que dans le règlement, par d'autres prescriptions inscrites aux paragraphes suivants des articles visés. Dans son paragraphe 3, l'article 2 de la loi prescrit d'installer et de tenir dans les meilleures conditions possibles de sécurité, non seulement les machines, mécanismes et appareils de transmission, mais spécialement les *outils et engins, c'est-à-dire les instruments mêmes que les ouvriers manient à la main.*

Dans son paragraphe 1^{er} l'article 12 du décret précisant les précautions à prendre contre les dangers de ces mêmes instruments, prescrit de disposer les instruments tranchants, tournant à grande vitesse, machines à scier, fraiser, etc., de telle sorte que les ouvriers ne puissent de leur poste de travail toucher involontairement les instruments;

En déclarant les prévisions de la loi et du règlement visés étrangères aux dangers auxquels les ouvriers sont exposés par leur travail même et en ne leur accordant pour ce cas que la protection des règles du droit commun, l'arrêt attaqué a manifestement méconnu la volonté du législateur et violé les dispositions tant du règlement que de la loi.

Loi du 12 juin 1893. — Évacuation de toutes les poussières, sans distinction, prescrite par la loi.

Les termes de l'article 6 du règlement d'administration publique du 10 mars 1894 sont généraux et absolus; à la différence du gaz dont ils ne prescrivent l'évacuation que s'ils sont incommodes, insalubres ou toxiques, ils prescrivent l'évacuation de toutes les poussières sans distinction.

Cette exigence générale résulte non seulement de ce texte même, mais encore non moins clairement, de toutes les autres dispositions tant de la loi que du décret qui sont relatives à l'aération et à la ventilation des ateliers, dispositions qui concordent à mettre en évidence la volonté du législateur d'assurer aux ateliers la plus grande pureté possible de l'air respirable, toujours vicié dans une certaine mesure par la présence de poussières, si rares et si légères qu'elles soient.

Le jugement attaqué n'avait pu, comme il l'a fait, refuser la sanction de la loi aux faits contraventionnels et précisés sous le prétexte que le peu de poussières produites par les appareils mécaniques n'était pas incommode, que par suite d'une interprétation erronée et arbitraire de la législation susvisée.

(Cour de cass. 27 mai 1898. — Annulation d'un jugement rendu le 4 novembre 1897 par le tribunal de simple police de Saumur.)

Sécurité des travailleurs. — Appareils protecteurs. — Machines isolées.

Aux termes de l'article 12, § 1^{er} du décret du 10 mars 1894, toutes les parties dangereuses des machines employées dans les établissements industriels doivent

être protégées, notamment les volants (des moteurs) spécialement désignés audit article, même s'ils sont isolés de l'atelier.

(*Cour de cass.* 27 mai 1898. — Cassation d'un jugement rendu, le 21 juin 1897 par le tribunal de simple police du canton de Valence (Drôme).

Il s'agissait du volant d'un moteur complètement isolé de l'atelier, enfermé dans une cage dont la clef n'était confiée qu'à l'ouvrier chargé de sa surveillance.

**Violation habituelle d'un règlement d'atelier. — Accident.
Responsabilité du contremaître.**

Il ne suffit pas qu'un avis affiché dans l'usine édicte les prescriptions de sécurité nécessaires s'il est avéré que ces prescriptions ne sont jamais observées, du consentement du contremaître, et celui-ci demeure responsable des accidents que leur violation a pu entraîner.

(*Cour de Lyon*, 6 janvier 1898. — Appel du Procureur de la République contre R...)

Malgré l'avis affiché dans l'usine ainsi conçu : « Le bourrelier seul est chargé de mettre les courroies en place; il devra faire arrêter la machine »; il est avéré que cette prescription n'était jamais observée et que le bourrelier s'était livré d'autres fois à des réparations de même nature dans des conditions identiques à celles qui ont amené sa mort;

Il appartenait au contremaître seul, dans le cas où des réparations de courroies étaient nécessaires, de prescrire l'arrêt de la machine et d'écarter par suite toute possibilité d'accident.

De son aveu, il n'en faisait rien, laissant aux ouvriers dont l'outillage exigeait momentanément le travail du bourrelier le soin de prévenir celui-ci en dehors de lui et sans les astreindre, comme il aurait dû le faire, à lui en référer ce qui constitue à sa charge une imprudence grave par suite de l'inobservation des règlements dont il se rendait coupable et aux conséquences de laquelle il ne saurait échapper sans qu'il soit porté atteinte aux dispositions de la loi et ce d'autant plus que, des explications qu'il a fournies, il ressort que l'inobservation des règlements sur la matière était voulue par lui, puisqu'il a déclaré pour l'expliquer que si on les observait la machine serait constamment arrêtée et le travail général suspendu;

Il ressort des considérations qui précèdent que c'est à tort que les premiers juges ont relevé R... des fins de la poursuite dirigée contre lui pour homicide par imprudence.

Sécurité des travailleurs. — Trappes. — Clôture obligatoire.

L'article 2, § 21 3° de la loi du 12 juin 1893 a un caractère d'obligation général et absolu. Les trappes existant dans les établissements et ateliers soumis à la loi doivent être clôturés même quand les ouvriers sont obligés de faire usage de ces trappes pendant les heures de travail.

(*Cour de cass.* 9 juillet 1898. — Annulation d'un jugement rendu, le 21 octobre 1897 par le tribunal de simple police de Marseille.)

Il s'agissait d'un accident survenu dans le chantier d'une maison en construction par défaut de clôture d'une trappe. L'entrepreneur avait été relaxé par le motif qu'il était indispensable que la trappe demeurât ouverte pour permettre aux ouvriers d'exécuter leur travail et que l'obligation de clôturer les puits, trappes et ouvertures ne peut exister « qu'en dehors des heures de travail, quand la nécessité de ce travail s'oppose à cette clôture. »

Loi sur le travail des femmes et des enfants. — Nombre des amendes encourues.

Le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892 spécifie que lorsqu'il est relevé des infractions aux dispositions légales relatives à l'emploi des ouvriers protégés, le nombre des amendes partielles à additionner pour former l'amende totale se détermine par le nombre de personnes soumises à un emploi irrégulier.

(*Cour de cass.* 31 mars 1898.)

Il n'y a pas lieu de multiplier par le nombre de journées de travail excessif, par exemple, le nombre des ouvrières employées dans des conditions illégales pendant la période sur laquelle porte un procès-verbal.

Saisie-arrêt des salaires et petits traitements. — Dette alimentaire. — Procédure. — Loi du 12 janvier 1895.

En vertu de l'article 6 de la loi du 12 janvier 1895 la saisie-arrêt sur les salaires ne dépassant pas 2,000 francs est soumise à une procédure simplifiée quel que soit le motif de la saisie-arrêt. L'article 3 de la même loi ne s'applique qu'aux restrictions à la saisie, en cas de dettes alimentaires, et nullement à la procédure,

(*Trib. de Narbonne*, 23 février 1897. — B... C. S...)

Saisie-arrêt des salaires et petits traitements. — Employé retraité. — Loi du 12 janvier 1895.

Un employé retraité n'est ni un artisan, ni un employé au sens de la loi du 12 janvier 1895 et sa pension de retraite, qui n'est ni un salaire, ni un traitement, n'est pas protégée par ladite loi.

(*Cour d'Angers*, 21 décembre 1897.)

Il s'agissait d'un employé retraité de la Banque de France.

Grèves. — Contremaître et ouvrier renvoyés. — Responsabilité civile des ouvriers.

Si les menaces de grève adressées sans violence ni manœuvres frauduleuses par les ouvriers à leur patron, ensuite d'un plan concerté, sont licites quand elles ont pour objet la défense d'intérêts professionnels, elles peuvent néanmoins constituer une faute, obligeant ceux qui l'ont commise à la réparer quand, inspirées par un esprit de malveillance, elles ont pour but et pour effet d'imposer au patron un renvoi qu'aucun grief sérieux ne pouvait motiver.

(*Cour d'appel de Nîmes*, 2 février 1898. — 2 arrêts. — Brugère et autres. — C. Hurtier. — Sassolas père et autres. — C. Hurtier.)

Le contremaître Hurtier renvoyé sur une menace de grève, de l'usine Garnier où il était contremaître depuis 10 ans a obtenu par le premier jugement et pour les motifs ci-dessus 6,000 francs de dommages et intérêts des ouvriers qui avaient provoqué son renvoi. Renvoyé

d'une deuxième usine, où il avait trouvé du travail, sur une menace de grève motivée par l'action que Hurtier avait intentée aux ouvriers de l'usine Garnier, il a obtenu 1,000 francs de dommages et intérêts pour les mêmes motifs.

Accident. — Responsabilité. — Faute de la victime. — Faute du patron.
Faits offerts en preuve. — Pertinence.

Ne peut être repoussée comme non pertinente l'offre en preuve d'un fait duquel il résulterait, s'il était établi, que le patron s'est rendu coupable d'une faute sans laquelle l'ouvrier n'aurait pu commettre l'imprudence dont il a été victime.

(*Cour de cass.* 22 février 1898. — Annulation d'un arrêt rendu, le 11 mai 1896, par la Cour d'appel de Douai.)

L'arrêt attaqué constatait que V., ouvrier au service d'H. et C^{ie}, avait pendant la nuit du 28 au 29 août 1895, profitant d'un repos, pénétré dans un magasin dont l'entrée lui était interdite, qu'il s'y était couché et endormi au pied d'un tas de bottes de lin qui, s'écroulant lui, l'ont asphyxié;

La mère et la sœur de V., à l'appui de la demande en dommages-intérêts qu'elles ont introduite, prétendaient et articulaient que V. avait travaillé sans discontinuer dans l'usine depuis le 27 août à 6 heures du soir; l'arrêt a rejeté l'offre en preuve sollicitée par le motif que le fait établi ne démontrerait pas la faute d'H. et C^{ie}, la mort de V. ne pouvant être imputée qu'à sa propre imprudence;

Or, l'article 1^{er} du décret du 9 septembre 1848 limite à douze heures de travail effectif la journée des ouvriers employés dans les usines; s'il était établi que la nuit où il est mort, V. avait été gardé dans l'usine contrairement aux prescriptions protectrices de ce décret, il en résulterait qu'H. et C^{ie} ont commis une faute qui a précisément consisté dans l'indue prolongation du séjour de V. à l'usine, prolongation de séjour sans laquelle il n'eût pas été matériellement possible à l'ouvrier de commettre l'imprudence qui a amené sa mort. La relation entre la faute imputée à H. et C^{ie}, entraînant leur responsabilité dans une mesure à déterminer et l'accident arrivé à V. pouvait donc s'induire du fait offert en preuve.

Contrat de louage. — Révocation d'un agent des chemins de fer de l'État. —
Non application de la loi du 27 décembre 1890. — Incompétence de l'autorité judiciaire.

L'article 11 du décret du 25 mai 1878 organisant les chemins de fer de l'État énonce que ses agents sont considérés comme agents temporaires de l'État pendant la durée de leur service. La qualité de fonctionnaires publics leur étant ainsi attribuée par un texte formel, les actes qui les nomment ou les révoquent sont des actes administratifs dont l'appréciation est interdite à l'autorité judiciaire.

(*Cour de cass.* 18 novembre 1895. — Rejet d'un pourvoi sur un arrêt rendu par la Cour d'Orléans, le 28 novembre 1891.)

La jurisprudence ci-dessus constate implicitement que la loi du 27 décembre 1890 ne s'applique pas aux agents des chemins de fer de l'État, car le juge administratif (Conseil d'État) s'il était saisi de l'examen d'une révocation ne pourrait la juger que sur l'excès de pouvoir en recherchant si la mesure émane de l'autorité compétente, si elle a été rendue dans les formes prescrites (s'il y en a), et enfin si on n'a donné à cette mesure aucun effet contraire à la loi. Aucune juridiction ne peut exercer de contrôle sur les motifs de la révocation, ni les déclarer mal fondés, et en conséquence allouer une indemnité à l'intéressé.

En ce qui concerne les accidents, les employés des chemins de fer de l'État rentrent dans

le droit commun créé par la loi du 9 avril 1898 pour les ouvriers de l'industrie et notamment des entreprises de transport. L'article 13 concerne spécialement « les entreprises administrativement surveillées et celles de l'État placées sous le contrôle d'un service distinct du service de gestion ».

Louage de services pour une durée indéterminée. — Résiliation. — Preuve de la faute.

Le louage de services fait sans détermination de durée peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes; cette résiliation ne peut donner lieu à des dommages-intérêts que si la partie qui en est l'auteur a fait de son droit un abus préjudiciable.

Le juge du fond doit faire connaître les circonstances constitutives de cette faute pour que la cour de cassation puisse exercer son contrôle.

(*Cour de cass.* 2 mars 1898. — Annulation, sur le pourvoi de la Compagnie générale de travaux d'éclairage et de force, d'un jugement rendu, le 15 juin 1896, par le Conseil des prud'hommes de la Seine.)

Le jugement attaqué, pour condamner le défendeur à payer à L... , ouvrier brusquement congédié, 52 fr. 50 à titre de dommages et intérêts, ne relève aucune faute à la charge de celui-ci; pour motiver sa décision, il vise uniquement l'article 1780 du Code civil, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1890; en statuant ainsi, il a faussement appliqué et, par suite, violé lesdits articles susvisés.

**Louage de services de durée indéterminée. — Délai de congé.
Clause pénale.**

Dans le cas de louage de services sans détermination de durée, les parties ont le droit de fixer le délai de congé et de stipuler une clause pénale à l'appui.

L'abus du droit de résiliation, seul, constitue une faute pouvant donner naissance à une demande de dommages-intérêts.

(*Cour de cass.* 2 février 1898. — Annulation d'un jugement rendu, le 26 février 1896, par le Conseil des prud'hommes de Saint-Didier-la-Seauve.)

La loi du 27 décembre 1890, qui a complété l'article 1780 du Code civil, n'a pas interdit aux parties, que lie un contrat de louage de service fait sans détermination de durée, de convenir du moment auquel celle des parties qui voudra résilier devra prévenir l'autre partie et d'assurer par une clause pénale l'exécution de cette stipulation; l'interdiction de renoncer à l'avance au droit éventuel de demander des dommages-intérêts ou d'en fixer à l'avance le montant ne s'applique qu'à ceux qui, aux termes du paragraphe 3 de l'article 1780 du Code civil, peuvent être dus par la partie qui a commis une faute en abusant du droit de résiliation;

Le règlement d'atelier de M... , imprimé en tête du carnet remis à chaque ouvrière à son entrée dans l'usine portait « que l'ouvrière qui met un chargement s'oblige par cela même à le finir et que, si elle veut quitter l'usine à la fin dudit chargement, elle doit prévenir, à la moitié... que son silence équivaut à l'engagement de faire un autre chargement » (art. 4); que toute ouvrière qui, pour une raison quelconque sauf le cas de force majeure, quitterait l'usine sans avoir satisfait à ses engagements, donnerait par là même au magasin le droit de lui retenir 25 francs à titre d'indemnité... ».

Le jugement attaqué, sans contester que Maria S... , mineure en puissance paternelle, dû-

ment autorisée, ait accepté ces conditions qu'il relate, et que celle-ci ne s'y soit pas confor-
mée en quittant l'usine, a refusé cependant de lui en faire l'application par ce motif qu'elles
seraient frappées de nullité par la loi du 27 décembre 1890;

En statuant ainsi, il a faussement appliqué et par suite violé l'article susvisé.

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — CINQUIÈME CONGRÈS DES MAÎTRES IMPRIMEURS DE FRANCE. *Compte rendu* (1 vol. in-8 de 502 p. Paris, 1897, Ch. Lavauzelle, impr.) *Compte rendu du Congrès tenu*, à Limoges, du 25 au 27 juillet 1898. Parmi ces intéressants travaux, nous citerons : le projet relatif à la réglementation générale et au contrat d'apprentissage des compositeurs typographes, p. 135; le rapport sur les apprentis dans l'imprimerie, p. 167; le rapport sur la loi relative aux accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, p. 192; le projet de société d'assurances mutuelles des maîtres imprimeurs de France, p. 213; la discussion sur ladite loi relative aux accidents, p. 243; les desiderata présentés à M. le Ministre du commerce, etc... relativement à l'interprétation et à l'application de ladite loi; le rapport sur la création de caisses d'assurance mutuelle contre le chômage, p. 290 et le projet relatif à la création de commissions régionales mixtes de conciliation et d'arbitrage.

FRANCE. — MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. — CONGRÈS DES SOCIÉTÉS SAVANTES DE 1898. — SECTION DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES. — *Compte rendu*. — *Compte rendu extrait du Bulletin du comité des travaux historiques et scientifiques* (1 vol. in-8° de 301 pages, Paris 1898, Impr. nationale). Parmi les communications spécialement relatives aux travailleurs, signalons celles dont les titres suivent : Des causes régulatrices du salaire. — Le rapatriement des ouvriers et domestiques des campagnes. — Les bureaux d'épargne des manufactures — Les rapports de l'alcoolisme avec la criminalité. — L'assurance des marins. — Les premières associations coopératives en Grèce vers la fin du XVIII^e siècle.

FRANCE. — ASSOCIATION DES MAÎTRES DE FORGES DE CHARLEROI. — *Rapport général sur la situation de l'Industrie métallurgique en 1897*. (1 vol. in-8 de 94 p. Charleroi, 1898, Henry Quinet.)

ALLEMAGNE. — OFFICE DE STATISTIQUE DE LA VILLE DE STRASBOURG. — 4^e cahier : *les impositions personnelles et professionnelles à Strasbourg*. (1 vol. in 8° de 100 pages. Strasbourg, 1898; F. Bull.)

— *Rapport administratif de la ville de Strasbourg, de l'exercice 1889-90 à l'exercice 1893-94*. (1 vol. in-4° de 354 pages. Strasbourg, 1898; Fisbach.)

ALLEMAGNE. — VILLE DE BERLIN. *Annuaire statistique*. (1 vol, in-8 de 613 p. Berlin, 1898, Stankiewicz.)

————— BUREAU DE STATISTIQUE DE PRUSSE. — *Fascicule du 4^e trimestre 1898*. (1 broch. in-4°, de la page 249 à la page 238 et de la page XXXIII à la page XLVI. Berlin, 1897, dépôt du bureau de la statistique.)

BELGIQUE. — *Statistique médicale de l'armée belge, année 1896*. (1 broch. de 49 pages. Bruxelles, 1897, Goemaere, imprimerie royale.)

————— MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. ADMINISTRATION DE LA STATISTIQUE GÉNÉRALE. — *Album de statistique graphique : Démographie et hygiène de la ville de Bruxelles*. (1 vol. in-4°. Bruxelles, 1897, Hayes, impr.)

————— MINISTÈRE DES CHEMINS DE FER, POSTES ET TÉLÉGRAPHES. — *Compte rendu des opérations pendant l'année 1896 des chemins de fer, postes, téléphones et marine*. (1 vol. in-8°; Bruxelles, 1897, Goemaere, impr.)

————— CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE. — *Compte-rendu des opérations et de la situation (1895)*. (1 broch. in-8 de 100 p. Bruxelles, 1896, Buylant-Christophe et C^{ie}.)

————— MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. ADMINISTRATION DE LA STATISTIQUE GÉNÉRALE. — *Relevé de la population du royaume par province, par arrondissement administratif et par commune, au 31 décembre 1897*. (1 broch. in-4° de 11 p. Bruxelles, 1898, impr. de la régie du Moniteur belge.)

————— MINISTÈRE DES FINANCES. STATISTIQUE DE LA BELGIQUE. — *Tableau général du commerce avec les pays étrangers pendant l'année 1897*. (1 vol. in-4° de 311 p. Bruxelles, 1898, Ad. Mertens, impr.)

————— MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL. OFFICE DU TRAVAIL. — *Travail du dimanche (vol. IV)*. 1 volume in-8 de 491 pages. Bruxelles, 1898 (office de publicité). Ce volume contient :

- 1° Les renseignements fournis par les conseils de l'industrie et du travail sur le travail du dimanche dans les établissements industriels;
- 2° Les indications recueillies au cours de l'enquête sur le travail du dimanche en Belgique sur le travail du dimanche dans les grands magasins;
- 3° Les notes transmises par l'Association pour le repos du dimanche en Belgique sur le travail du dimanche en général.

Les associations industrielles et commerciales du Royaume avaient été invitées à fournir aussi des renseignements; cette consultation est demeurée sans résultats.

BULGARIE. — DIRECTION DE LA STATISTIQUE. — *Statistique des écoles dans la principauté de Bulgarie : III^e partie, écoles primaires, instituteurs et institutrices*. (1 vol. in-4° de 152 p. Sophia, 1898, impr. de l'État.)

DANEMARK. — BUREAU DE STATISTIQUE DE L'ÉTAT. — *Annuaire statistique, 3^e année, 1898.* (1 vol. in-8 de 188 p. Copenhague, 1898, Thieles).

————— *La Marine marchande et la navigation du Danemark en 1897.* (1 vol. in-4 de 79 p. Copenhague, 1898, Bianco-Lunos).

————— *Importation et exportation du Danemark en 1897.* (1 vol. in-4^e de 164 p. Copenhague, 1898, Bianco-Lunos.)

————— CONSEIL ROYAL DE SANTÉ. — *Causes des décès dans les villes du royaume de Danemark en 1897.* (1 broch. in-4^e de 31 p. Copenhague, 1898, Bianco-Lunos.)

FINLANDE. — CONTRIBUTION À LA STATISTIQUE OFFICIELLE. — *Compte rendu officiel sur l'État et l'administration des caisses d'épargne de Finlande en 1897.* (1 vol. in-8 de xxxvi-84 p.) Helsingfors, 1898, Hufvudsbladets nya tryckeri.) — *Statistique de l'industrie en 1898 (usines et manufactures).* (1 vol. in-8 de 111 p. Helsingfors, 1898, Finska.) — *Compte rendu de l'assurance en Finlande.* (1 vol. in-8, Helsingfors, 1898.) — *Statistique postale pour 1897.* (1 vol. in-8 de 69 p. Helsingfors, 1898, Simelii Arfvingars.) — *Statistique des chemins de fer pour 1897.* (1 vol. in-8. Helsingfors, 1898, Frencckell et fils.) — *Statistique de l'assistance publique; inspection de l'assistance, compte rendu pour 1899.* (1 vol. in-8 de 40 p. Helsingfors, 1898, Simelii Arfvingars.) — *Vérification des poids et mesures, compte rendu pour 1897* (1 vol. in-8 de 17 p. Helsingfors, 1898.) — *Service du cadastre, compte rendu pour 1896.* (1 vol. in-8 de 19 p. Helsingfors, 1898.)

————— STATISTIQUE OFFICIELLE DE FINLANDE. — *Commerce, navigation et douanes.* (1 vol. in-8. Helsingfors, 1898.) — *Service du pilotage et des phares.* (1 vol. in-8^e de 76 p. Helsingfors, 1898.)

GRANDE-BRETAGNE. — LABOUR DEPARTMENT OF THE BOARD OF TRADE. *Report by the chief labour correspondent of the board of trade on trade unions in 1897* (1 vol. in-8^e de 267 pages. Londres 1888. Eyre et Spottiswoode, libr.). *Rapport sur les syndicats ouvriers par le correspondant en chef du travail à l'Office du travail anglais.* — *Statistique pour 1897. Chiffres comparatifs pour les années 1892 à 1896.*

ITALIE. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. — *Population, mouvement de l'état-civil en 1897.* — (1 vol in-8 de 76 p. Rome, 1898, Bertero.)

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Voici comment se résument les appréciations des 160 syndicats patronaux groupant 14.200 établissements où sont occupés environ 410.000 ouvriers sur l'état du travail à la fin de l'année 1898 ou au commencement de l'année courante, par comparaison avec la situation qui existait un an auparavant.

	SYNDICATS.	ÉTABLISSEMENTS.	OUVRIERS.
Travail plus abondant.....	9 p. 0/0	9 p. 0/0	22 p. 0/0
Travail équivalent.....	47	44	22
Travail moins abondant.....	44	47	56
Prix de vente plus rémunérateurs. . .	7 p. 0/0	5 p. 0/0	10 p. 0/0
Prix de vente équivalents.....	52	52	43
Prix de vente moins rémunérateurs..	41	43	47

Les appréciations sur le mouvement des prix depuis trois mois se résument ainsi :

Prix de vente en hausse.....	9 p. 0/0	6 p. 0/0	9 p. 0/0
Prix sans variation.....	63	60	33
Prix de vente en baisse.....	28	34	58

Si l'on compare ces résultats avec ceux parus dans le *Bulletin* d'avril 1898, on remarque que la situation générale, qui, déjà à cette époque avait tendance à devenir plus mauvaise, ne s'est pas améliorée; la diminution du travail a porté sur l'industrie des cuirs et peaux et surtout sur les industries textiles, la tabletterie, l'horlogerie-bijouterie, l'industrie du bâtiment en province principalement, ce qui concorde avec les renseignements publiés dans le *Bulletin* de février dernier.

Pendant le mois de février, le travail s'est maintenu actif dans les mines,

la préparation des cuirs et peaux, l'industrie de la chaussure, la rubanerie, la chapellerie, la métallurgie, la construction mécanique; le ralentissement déjà signalé s'est accentué dans la reliure, la typographie, l'industrie du vêtement, l'horlogerie-bijouterie. Dans les industries lainière et cotonnière, dans l'industrie du bâtiment et dans les métiers qui en dépendent, le travail tend à reprendre; il a été en diminution dans l'industrie linière, dans l'ensemble des métiers de l'alimentation, confiseurs-pâtisseries-cuisiniers principalement; situation stationnaire pour le reste. Cependant dans l'ensemble, l'accalmie du travail se fait plus sentir que l'an dernier.

Parmi les 525 syndicats d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce groupant 82.000 adhérents (syndicats des mineurs du bassin du Nord et du Pas-de-Calais non compris) qui ont fourni des rapports sur l'activité au 15 février dernier, la proportion des chômeurs a été d'un peu plus de 11 p. o/o. 13 p. o/o des chambres syndicales groupant 10 p. o/o des adhérents estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque; 23 p. o/o des syndicats réunissant 32 p. o/o des syndiqués considèrent qu'il a été plus faible et pour 64 o/o des chambres syndicales ayant 58 p. o/o de syndiqués, il est resté sans changement.

La durée de la journée de travail a été augmentée d'une heure dans un certain nombre de métiers, dans l'industrie du bâtiment notamment, grâce à la saison plus favorable.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — Chez nos matelots pêcheurs du littoral, la situation est restée généralement difficile par suite des mauvais temps qui ont continué à empêcher la sortie des bateaux (1).

HORTICULTURE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Les jardiniers-horticulteurs ont repris leur travail grâce à la douceur de la température. De même, reprise du travail chez les ouvriers agriculteurs et vigneron. Chez les bûcherons, les coupes en forêts, qui étaient estimées moins abondantes que l'an dernier, ont été achevées dans certains centres; dans la plupart des cas, le travail a été en diminution sur l'an dernier, notamment à Saint-Vérain et Menou (Nièvre). On estime que le chômage a atteint 11 p. o/o des syndiqués chez les jardiniers et ouvriers agriculteurs.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier de l'exploitation.

Dans le courant du mois de février, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers

(1) La *Revue maritime* n'a pas donné, dans son bulletin de janvier 1899, son compte rendu habituel sur les pêches maritimes.

occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUB 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMPTES ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	5,87	"	"	"	43	57
Loire.....	5,78	"	"	"	83	17
Gard et Hérault.....	5,95	"	"	"	5	95
Provence (liguistes).....	5,25	"	11	"	89	"
Tarn et Aveyron.....	6,07	"	"	"	"	109
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	6,00	"	"	"	"	100
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne...	5,87	"	"	"	32	68
ENSEMBLE pour la France.	5,88	"	"	"	38	62

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 6,00; il était de 5,84 en février 1898.

D'autre part dans les mines métalliques, le travail a été, dans l'ensemble, plus important que l'an dernier.

CARRIÈRES. — Le travail, qui n'avait été d'ailleurs guère arrêté dans les carrières, a repris comme tous les ans à pareille époque; les commandes sont jugées en général à peu près aussi abondantes que l'an dernier sauf dans la région parisienne où elles sont plus importantes. Les prix de vente ont été tenus pour rémunérateurs sauf pour les produits des carrières servant à l'empierrement des routes qui, par suite de la concurrence étrangère, dans le Nord principalement, ont été faibles et peu avantageux.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — Les fabriques de sucre de betteraves (1) ont toutes fini leur campagne de sucre de 1^{er} jet, les 344 fabriques ont fourni en 1898-1899 une campagne dans l'ensemble de 23.197 jours contre 23.726 jours en 1897-1898; il a été travaillé dans le premier cas 6.105.620 tonnes de betteraves contre 6.402.058 en 1897-1898; il a été extrait 669.307.200 kilogrammes exprimés en raffinés en 1898-1899 contre 656.750.400 en 1897-1898.

Dans les 18 glucoseries, l'importance de la production de septembre 1898 à janvier 1899 inclus a été de 20.369.700 kilogrammes et en particulier de 2.506.052 kilogrammes en janvier 1899 contre 3.669.049 kilogrammes en décembre 1898.

La production des distilleries (2) de betteraves et des substances farineuses a maintenu l'avance qu'elle avait sur l'an dernier et qui avait été signalée dans les *Bulletins* précédents, tandis que la production des alcools de mélasses était en diminution. La production des alcools provenant de la distillation des substances farineuses a été de 245.116 hectolitres pendant les quatre premiers mois de la campagne 1898-1899 contre 162.324 hectolitres pendant la même période de 1897-1898,

(1) D'après le *Journal officiel* du 26 février 1899.

(2) D'après le *Journal officiel* du 22 février 1899.

pour les alcools de betteraves, 912.811 hectolitres en 1898-1899 contre 777.480 hectolitres en 1897-1898, pour les mélasses 156.185 hectolitres en 1898-1899 contre 178.464 en 1897-1898; pour la distillation des vins, cidres, poirés, marcs et lies 37.870 hectolitres en 1898-1899 contre 17.662 hectolitres en 1897-1898; enfin, pour l'ensemble, la production des distillateurs et bouilleurs de profession (y compris les alcools provenant de substances non énumérées), a été de 1.359.576 hectolitres pendant les quatre premiers mois des campagnes 1898-1899 contre 1.136.143 hectolitres pendant la même période de 1897-1898, soit une augmentation de 223.433 hectolitres en faveur de 1898-1899. D'autre part, la quantité des alcools produits chez les bouilleurs de crus est évaluée à environ 61.171 hectolitres pour les quatre premiers mois de campagne 1898-1899 contre 58.828 hectolitres en 1897-1898.

Dans les féculeries, la campagne s'est terminée donnant un résultat inférieur à celui de l'an dernier, par suite de la mauvaise récolte de pommes de terre qui a rendu difficile l'alimentation des usines; quelques fabriques n'ont pu être mises en marche.

Dans la minoterie, le travail se maintient avec un petit courant de commandes.

Dans la brasserie, le travail tend à reprendre, on prépare les malts pour les bières de printemps; mais la grande concurrence et les crédits demandés par les détaillants rendent la situation plus difficile que l'an dernier.

Chez les boulangers et chez les pâtisseries-cuisiniers, le travail, qui avait eu une grande activité pendant la période des fêtes, a repris son cours normal. Chez les chocolatiers-confiseurs, morte-saison. On estime que le chômage atteint 14 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les boulangers.

PAPIER. — CARTON. — INDUSTRIE DU LIVRE. — Dans l'industrie du papier et du carton, on estime que le travail a été peu actif et les prix plutôt moins rémunérateurs que l'an dernier. Ralentissement du travail chez les relieurs. Chez les typo-lithographes, le travail, qui s'était maintenu actif le mois dernier grâce aux commandes du jour de l'an, a subi son ralentissement habituel, plutôt plus accentué que l'an dernier par suite des faibles commandes de l'industrie et du commerce. On compte 6 p. o/o des syndiqués en chômage à Paris, 3 p. o/o en province et 4 p. o/o dans l'ensemble. 11 p. o/o des syndicats groupant 3 p. o/o des syndiqués estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque; 18 p. o/o des chambres syndicales groupant 7 p. o/o des adhérents jugent qu'il a été plus faible et, pour le restant des chambres syndicales et des adhérents, il n'y a pas eu de changement.

En particulier, l'ouvrage a été considéré comme plus abondant que l'an dernier à Valenciennes, Belfort, Beaune, Lyon (imprimeurs-conducteurs), Avignon, Limoges, Nogent-le-Rotrou; comme moins abondant à Beauvais, Auxerre, Vichy, Clermont Ferrand, Marseille, Vannes, Brest, Angers, Laval, Blois, Avranches et Oran; pour le reste, situation sans variation.

CUIRS ET PEAUX. — Dans la préparation des cuirs et peaux, le travail a été plus actif que le mois dernier, mais moins que l'an dernier; il en a été de même dans l'industrie de la chaussure, dont les commandes ont été retardées par l'hiver doux et moins pluvieux que l'an dernier. Dans la ganterie, situation stationnaire. On estime que le chômage a atteint 11 p. p. o/o des ouvriers syndiqués chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux et chez les ouvriers de la chaussure.

En particulier, l'ouvrage a été tenu pour plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers en cuirs et peaux de Carcassonne, chez les trépointeurs de Toulouse et

chez les ouvriers en chaussures de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne); pour moins abondant chez les ouvriers en cuirs et peaux d'Amiens et de Nevers, chez les mégissiers de rivière d'Ammonay et chez les cordonniers de Nice et de Montpellier; il n'a pas été signalé de changement pour le reste.

TEXTILES. — Dans l'industrie lainière, le travail tend à reprendre, de même dans l'industrie cotonnière. Travail actif dans la soierie et dans la rubanerie, les métiers mécaniques et ceux actionnés à bras dans les campagnes sont mieux pourvus de commandes que le mois dernier, les prix de vente ainsi que les prix de façon sont plus fermes. Travail également actif dans la cordagerie et dans les tissages de toile à voile. Dans la bonneterie, dans l'industrie du tulle et de la broderie, dans la teinturerie, commandes moins abondantes que l'an dernier et situation plutôt inférieure au mois précédent. Chez les passementiers, chez les tapissiers et chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie du vêtement, morte-saison plus prolongée que l'an dernier. Chez les chapeliers, les commandes qui occupent la plupart des ouvriers tendent à devenir plus abondantes que le mois précédent. On estime que le chômage atteint 19 p. 0/0 des syndiqués chez les ouvriers des tissages à la main des filatures et des tissages mécaniques, un tiers chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie du vêtement.

Par rapport à l'an dernier, le travail est tenu pour plus abondant chez les ouvriers des tissages de Saint-Étienne et d'Angers, chez les rubaniers de Saint-Étienne, chez les chapeliers de Sept-Fonds (Tarn-et-Garonne) et de Bort (Corrèze); pour moins abondant chez les ouvriers des filatures et tissages mécaniques d'Amiens, Roubaix, Douzy et Illy (Ardennes), Flers (Orne), chez les ouvriers des tissages à la main d'Haspres, Rieux et Saulzoir (Nord), chez les tisseurs de Lyon, Cours (Rhône), dans la Vendée et le Maine-et-Loire et à Tours, chez les teinturiers d'Amiens, chez les tullistes de Calais, chez les passementiers de Paris, chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie du vêtement de Paris, Nancy, Lyon, Bordeaux, Poitiers et Cherbourg; chez les chapeliers de Chazelles sous-Lyon, Bourg-de-Péage (Drôme), Serrières (Ardèche), Albi, Le Bugue (Dordogne) et Bourganef (Creuse); pour le reste, il n'a pas été signalé de modification notable.

Bois. — Chez les charpentiers et chez les menuisiers du bâtiment, la reprise du travail se fait plus lentement que l'an dernier, la température favorable n'ayant pas arrêté les chantiers pendant l'hiver comme les mois précédents, et les constructions neuves, en province, étant moins importantes que l'an dernier. Chez les carrossiers, le travail est encore peu actif. Situation stationnaire chez les tonneliers. Chez les ouvriers de l'ameublement, commandes plus faibles que l'an dernier. On estime que le chômage atteint 14 p. 0/0 des syndiqués chez les charpentiers, scieurs de long et chez les menuisiers, 10 p. 0/0 chez les carrossiers, un peu plus d'un cinquième chez les tonneliers, 11 p. 0/0 chez les ouvriers de l'ameublement.

La durée du travail a été augmentée d'une heure par jour chez les charpentiers et chez les menuisiers; on fait en moyenne 54 heures par semaine.

Par rapport à l'an dernier, l'ouvrage est considéré comme plus abondant chez les ouvriers des scieries mécaniques de Hermes (Oise), chez les menuisiers de Vierzou, chez les peintres en voitures de Paris, chez les carrossiers de Bourges, chez les tonneliers de Boulogne-sur-Mer, chez les sculpteurs mouluriers de Lyon, chez les dominotiers de Méru (Oise); comme moins abondant chez les charpentiers de Troyes, chez les scieurs de long de Bordeaux, chez les charpentiers de Tulle, chez les menuisiers de Bourg, Annecy, Tarbes, Libourne et Tulle, chez les carrossiers de Clermont-Ferrand et Perpignan, chez les tonneliers de Cette et Perpignan, chez les

ébénistes de Paris, Saint-Loup (Haute-Saône), Toulouse et Angers, chez les vanniers d'Origny (Aisne); pour le reste, pas de changement.

MÉTAUX. — Les établissements métallurgiques et ceux de construction mécanique ont maintenu l'activité déjà constatée dans les précédents *Bulletins*. La serrurerie du bâtiment a marqué une reprise; mais moins accentuée que l'an dernier. Dans les usines d'électricité (force et lumière), situation stationnaire, plutôt avec tendance à progresser, par suite des applications plus nombreuses. Ralentissement du travail chez les horlogers-bijoutiers. On estime que le chômage a atteint environ 1 p. 0/0 des syndiqués chez les mouleurs-fondeurs et chez les métallurgistes, 2 p. 0/0 chez les mécaniciens et ouvriers sur métaux, 11 p. 0/0 chez les ferblantiers et chez les ouvriers en instruments de précision.

En particulier, l'ouvrage a été tenu pour plus abondant que l'an dernier chez les mouleurs de Saint-Quentin, d'Hautmont (Nord), Lille et Grenoble, chez les ouvriers métallurgistes de Paris; Saint-Michel (Aisne), Albert (Somme), Lille, Maubeuge, Aiglemont (Ardennes), Commeny, Boucau (Basses-Pyrénées) et Cherbourg, chez les chauffeurs et mécaniciens de Paris, les serruriers de Nice, chez les ouvriers en métaux de Châteauroux et de Nantes et chez les ferblantiers de Besançon; pour moins abondant chez les serruriers d'Amiens et chez les mécaniciens de Rouen, chez les ouvriers en instruments de précision de Paris et chez les ferblantiers-boîtiers de Nantes; pour le reste, situation sans modification.

D'après le *Bulletin du Comité des Forges*, l'importation totale des fontes, fers et aciers pendant le mois de janvier 1899 a été de 15.200 tonnes, c'est-à-dire en diminution d'un peu moins de 9 p. 0/0 par rapport aux résultats de la période correspondante de 1898. Les exportations se sont élevées à 31.400 tonnes, soit une diminution d'un peu moins de 17 p. 0/0 sur les résultats de janvier 1898.

BÂTIMENT. — Le travail tend à reprendre dans l'industrie du bâtiment, mais plutôt moins que l'an dernier, principalement en province. La durée du travail a pu être augmentée d'une heure par jour, on fait 54 heures en moyenne par semaine. On estime que le chômage a atteint un cinquième des syndiqués chez les tailleurs de pierre, maçons, peintres, plâtriers et plombiers.

Par rapport à l'an dernier, l'ouvrage a été considéré comme plus abondant chez les marbriers de Dunkerque, les tailleurs de pierre de Paris, Parmilieu (Isère) et Millau, chez les maçons de Nevers, Vichy, Menton, Marseille, Limoges et Bourges, chez les peintres (arts décoratifs) de Marseille et chez les plombiers de Saint-Quentin; comme moins abondant chez les sculpteurs de Lyon, chez les marbriers de Bordeaux, chez les tailleurs de pierre de Nancy, Bourg, Vichy, Montalieu-Vercieu (Isère), chez les maçons de Dunkerque, Reims, Montbéliard, Sens, Perpignan, Bordeaux, La Roche-sur-Yon, Lorient, chez les peintres de Moulins et de Tulle, chez les plâtriers de Vichy, Clermont-Ferrand et Fougères, chez les plombiers dits colonnards de Paris. Il n'a pas été signalé de variation pour le reste.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — La chauxfournerie, la fabrication du ciment et la céramique du bâtiment participent à l'augmentation du travail qui se produit dans l'industrie du bâtiment et dans les entreprises de travaux publics. Dans la porcelainerie et dans la poterie, le travail tend à reprendre. Situation stationnaire dans la verrerie.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Dans l'industrie des transports, dans les entreprises de manutention et dans celles de l'alimentation, l'amé-

lioration de la situation signalée le mois dernier ne s'est pas maintenue et, dans l'ensemble, le placement des ouvriers et employés est jugé plus difficile que l'an dernier. Chez les employés de commerce et chez les comptables, l'accalmie des affaires constatée le mois dernier s'est prolongée. On estime que le chômage atteint 10 p. o/o des syndiqués chez les ouvriers et employés des entreprises de transport et de manutention, 8 p. o/o chez les ouvriers et employés de l'alimentation et 4 p. o/o chez les comptables.

En particulier, l'ouvrage est tenu pour plus abondant que l'an dernier chez les bateliers de Melleric (Haute-Savoie) et chez les pointeurs de la marine à Alger, chez les employés de commerce de Saint-Étienne; pour moins abondant chez les cochers de grande remise de Paris, de Marseille et de Perpignan, chez les marins du commerce de Marseille et Bordeaux, chez les garçons de magasin et cochers livreurs de Paris, chez les placiers en fleurs et plumes de Paris, chez les employés de café de Lyon et chez les bouchers de Bordeaux.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc.; et 2^o par les correspondants.

Seine. — Dans la *boulangerie*, les affaires ont été, pendant le 4^e trimestre 1898, jugées plus difficiles que celles de l'an dernier à pareille époque, par suite de l'augmentation de la concurrence de nouveaux établissements : dans la *banquière*, la clientèle étant revenue à Paris pendant l'hiver, des patrons ont renvoyé une partie de leurs ouvriers et ont eux-mêmes fait le travail de fabrication. Chez les *distillateurs-liquoristes*, l'activité a été jugée plus faible que celle de l'an dernier pendant la même période par suite de l'augmentation des droits sur les alcools qui ont amené une augmentation des prix de vente; un certain nombre de petites maisons, dont le crédit insuffisamment solide n'a pu supporter cette nouvelle augmentation, ont fait faillite. Chez les *chocolatiers-confiseurs*, le travail s'est maintenu aussi actif que l'an dernier, malgré la hausse des matières premières, cacao, amandes, vanilles.

Dans l'industrie de l'*éclairage par le gaz*, augmentation du travail, comme tous les ans à pareille époque, pendant la saison d'hiver.

Dans l'industrie des *papiers*, les affaires ont eu tendance à devenir plus abondantes que l'an dernier, mais les prix en baisse ont été peu rémunérateurs. La fabrication des *couleurs et vernis* a eu un travail régulier; les prix de vente ont été en hausse. Dans la *mégisserie-lainière*, l'ouvrage s'est maintenu aussi abondant que l'an dernier, les prix ont eu tendance à devenir plus rémunérateurs. D'autre part, dans l'industrie de la *chaussure*, le travail a été moins abondant que l'an dernier, les prix de vente ont eu aussi une tendance à baisser; les commandes pour le marché extérieur ont été en diminuant et, en province, la concurrence a augmenté par suite de la transformation des petits ateliers à domicile en fabriques travaillant mécaniquement. De même chez les *gantiers*, les commandes tant du marché extérieur que du marché intérieur ont été plus faibles que l'an dernier et les prix de vente moins rémunérateurs. Dans la *maroquinerie* et la *gainerie*, le travail a été suivi; la main-d'œuvre, bien occupée, a été suffisante, sauf dans l'article fin; les prix de vente ont eu tendance à la hausse à la suite de l'augmentation des cuivres nécessaires à la fabrication des fermoirs. Le travail dans la *pelletterie*, dans la *couperie de poils* et dans la *teinturerie* des pelletteries s'est maintenu à peu près égal à celui de l'année 1897 pendant le même 4^e trimestre; les prix de vente en hausse pour les articles poils ont été jugés plutôt moins rémunérateurs que l'an dernier pour la pelletterie et plus rémunérateurs dans les couperies de poils de lapin. Dans cette dernière industrie, qui fournit aussi la plus grande partie des commandes à la teinturerie des pelletteries, environ les deux tiers du personnel ouvrier, dont un peu moins de moitié sont des femmes, ont été employés dans la couperie de poils, l'autre tiers dans la pelletterie; la production des peaux de lapin préparées, y compris celle des ateliers de province (environ 2.000 ouvriers), a été de 80 à 90 millions de peaux de lapin, ce qui

équivalant à une année normale. Les méthodes de travail se sont sensiblement améliorées, la teinturerie des peaux s'est perfectionnée et on est arrivé à donner un grand fini au travail grâce aux nouveaux procédés; l'emploi des *épilouses* s'est généralisé, permettant d'obtenir des peaux desquelles tous les poils durs ont été enlevés en ne laissant subsister que le duvet. Le travail des *éjareurs* à la main (ouvriers qui enlèvent les poils grossiers et superficiels des diverses fourrures) s'est maintenu, mais il a été fortement concurrencé par l'installation de machines à éjarrer dans quelques maisons disposant de force motrice.

Dans la *teinturerie* le travail s'est maintenu, mais les prix obtenus par les teintureries ont été en baisse et la fabrication a été rendue plus difficile par suite de la qualité parfois défectueuse des étoffes envoyées aux teinturiers. Chez des *patrons passementiers*, les commandes ont été moins suivies que l'an dernier et les prix en baisse et moins rémunérateurs par suite de la concurrence des ateliers de province et de l'étranger. Chez les *tapisiers*, la saison d'hiver a été moins bonne que celle de l'an dernier. Chez les *tailleurs sur mesure*, les commandes de la saison d'hiver ont été inférieures à celles de l'an dernier, qui avait fourni un médiocre chiffre d'affaires; les prix de vente ont été en diminution par suite de la concurrence des vêtements confectionnés; deux nouvelles maisons viennent de s'installer; la plupart des articles vendus par elles viendraient de fabriques étrangères. La durée du travail a augmenté d'ailleurs comme tous les ans pendant le 4^e trimestre, mais beaucoup d'ouvriers sont restés en chômage; de plus, la douceur de la température n'a pas favorisé la remise de commandes nouvelles. Dans l'industrie des *plumes pour parure*, le travail a été peu actif par suite de la concurrence étrangère qui, grâce à la facilité donnée par les colis postaux, permettant des livraisons par petites quantités et à bref délai, aurait atteint aussi notre marché intérieur.

Chez les *carrossiers*, les commandes ont été moins abondantes que l'an dernier, ce que l'on attribue à la stagnation des affaires; le nombre des ouvriers occupés a été en diminution, la plupart des ouvriers ont été demander de l'ouvrage aux fabriques d'automobiles qui sont en plein travail. Dans la *tabletterie* et dans l'industrie de l'*éventail*, le travail a été moins actif que l'an dernier; ces industries, comme la plupart des industries de luxe, ont été particulièrement atteintes par l'accalmie des affaires.

Chez les *fondeurs* de cuivre, la saison d'hiver a été meilleure que celle de l'an dernier, les prix de vente ont été cependant moins rémunérateurs par suite de la hausse de la matière première qui n'a pas été suivie d'un mouvement analogue sur les produits fabriqués. Les fabriques de machines à coudre ont maintenu une certaine activité; mais le nombre des ateliers en activité a eu tendance à diminuer. Chez les *entrepreneurs de serrurerie*, qui avaient eu un travail abondant pendant le trimestre précédent, la saison d'hiver a été jugée meilleure que l'an dernier pour les commandes; les prix ont été cependant moins rémunérateurs par suite de l'augmentation des frais généraux.

Chez les *mécaniciens-chaudronniers*, l'activité a été plus grande que celle de l'an dernier grâce aux commandes de l'Exposition; les prix ont été peu rémunérateurs. Dans l'industrie *vélocipédique*, les ordres ont été moins importants que ceux de l'an dernier pendant la même période; les prix de vente stationnaires depuis le dernier trimestre, ont été en fin d'année moins rémunérateurs que ceux de l'an dernier par suite de la hausse de la matière première. Dans les *usines d'électricité*, reprise habituelle du travail. La saison d'hiver a été jugée plus forte que celle de l'an dernier, les prix ont été tenus pour moins rémunérateurs. Dans l'*industrie photographique*, (fabrication des appareils et vente de produits), les commandes ont été en diminution sur l'an dernier par suite de l'augmentation de la concurrence des maisons étrangères et des grands bazars. La morte-saison habituelle pendant l'hiver chez les fabricants de *lampes*, *lanternes* et articles de *ferblanterie* a été plus importante que celle de l'an dernier; les prix de vente des objets fabriqués ont une tendance à la hausse, mais dans une proportion moindre que pour la matière première, ce qui a laissé au fabricant une marge jugée insuffisante et a empêché de fabriquer d'avance, les cours élevés des zincs, cuivre et étain ayant rendu les fabricants très réservés dans leurs achats. Dans l'*horlogerie*, les commandes ont été moins importantes que l'an dernier, malgré les diminutions consenties sur les prix de vente qui sont devenus peu rémunérateurs d'autant plus que la matière première était en hausse; cependant en fin d'année une reprise du travail s'est produite par rapport aux mois précédents. De même amélioration de la situation en fin d'année dans l'industrie du *bronze d'imitation*, mais prix moins élevés et moins rémunérateurs que ceux de l'an dernier. Dans la *bijouterie d'imitation*, le marché extérieur a fourni un courant de commandes moins

important que l'an dernier par suite notamment de la guerre hispano-américaine, les articles bon marché ont été en général plus demandés que les articles chers; la grande concurrence a amené une diminution des prix de vente qui sont devenus moins rémunérateurs; même situation chez les patrons *doreurs, argentiers, niqueleurs*.

Dans l'industrie des matériaux de construction, les commandes ont été plus abondantes que l'an dernier pour les chaux et les ciments, mais plutôt moins pour les autres sortes de matières premières. Chez les *entrepreneurs de travaux publics*, le travail a été plus actif que l'an dernier à Paris, mais plutôt plus rare en province; la main-d'œuvre a afflué de province à Paris.

Chez les *charcutiers* de Saint-Denis, affaires plus difficiles et à des prix moins rémunérateurs que l'an dernier, par suite de l'augmentation de la concurrence des sociétés coopératives de production, les prix de vente sont restés stationnaires malgré la hausse des viandes sur pied; le personnel ouvrier s'est recruté plus difficilement par suite du manque d'apprentis.

Seine-et-Oise. — Pendant le quatrième trimestre 1898, les *menuisiers* d'Étampes ont été occupés régulièrement. Les prix de vente des farines ont été en baisse. Chez les *blanchisseurs* de Rueil, le travail de la saison d'hiver s'est maintenu aussi actif que l'an dernier, une augmentation de la durée du travail s'est produite avec le retour de la clientèle à Paris; les prix de façon ont eu tendance à la baisse. Chez les *entrepreneurs du bâtiment* de Saint-Germain-en-Laye, les commandes ont été moins abondantes que l'an dernier, ce qui a amené de plus grands rabais de prix dans les travaux de construction et a laissé une marge moins grande à l'entrepreneur. De même activité moins grande que l'an dernier chez les *entrepreneurs en bâtiment* d'Étampes. A Versailles, chez les *loueurs de voitures*, les affaires ont été plus difficiles et moins bonnes que l'an dernier, par suite de l'augmentation de la concurrence des nouvelles lignes de tramways. Chez les *charcutiers*, les affaires ont été plus difficiles et à des prix moins rémunérateurs que l'an dernier, par suite de l'augmentation de la concurrence des grandes maisons d'épicerie et d'articles d'alimentation.

Somme. — Chez les patrons *poissonniers* de Péronne, le travail, pendant le quatrième trimestre 1898, s'est maintenu aussi actif que l'an dernier à pareille époque, mais une baisse d'un tiers environ s'est fait sentir sur les prix de vente qui sont devenus moins rémunérateurs; les étangs sont aussi devenus moins poissonneux par suite de la contamination des eaux attribuée aux résidus industriels des usines de la région. Chez les *meuniers* d'Amiens, un établissement a disparu; dans l'ensemble, le travail a été aussi actif que l'an dernier; les prix de vente des farines ont été en baisse et sont devenus moins rémunérateurs. Chez les *entrepreneurs de bâtiment*, l'ouvrage a été moins abondant que l'an dernier; quelques établissements ont cessé de faire travailler.

Pas-de-Calais. — Chez les *brasseurs* de Saint-Omer, la tendance au ralentissement du travail déjà signalée s'est maintenue; l'augmentation de la concurrence des usines établies dans les campagnes environnantes a laissé les prix de vente faibles et peu rémunérateurs, tandis que les prix d'achat des matières premières étaient en hausse et que d'autre part, des déchets de fabrication, drèches et levures, trouvaient un écoulement difficile et à bas prix; enfin, la diminution de la consommation attribuée à la diminution de travail dans la *lingerie*, principale industrie du pays, a aussi amené une diminution du travail. Travail normal chez les *brasseurs* d'Aire-sur-la-Lys. Dans l'industrie de la *dentelle*, à Calais, le travail a été, pendant le quatrième trimestre 1898 dans l'ensemble moins abondant que l'an dernier, principalement dans les articles soie, tandis que les genres valenciennes coton ont maintenu une certaine activité; mais, pour ces dernières, les prix de vente ont subi une diminution de près de moitié. Malgré le ralentissement des affaires, les ateliers ont maintenu la durée habituelle du travail; on a fabriqué surtout l'échantillonnage; les genres valenciennes ont pu occuper 7 à 800 métiers sur les 1.800 existant sur la place; les autres ont eu des commandes faibles et irrégulières, ont été souvent en chômage par suite de la défaveur de la mode qui pendant la saison dernière avait adopté les mousselines de Lyon et aussi les articles brodés dont beaucoup venaient de l'étranger.

Nord. — A Lille, l'industrie du *cuir* a été moins occupée que l'an dernier à pareille époque; l'été tardif et exceptionnellement chaud a contrarié la vente des *chaussures de cuir*.

les prix de vente ont été peu rémunérateurs par suite de la fermeté des cours des cuirs en poils et de la difficulté des approvisionnements; la *corroirie* notamment a eu un faible courant d'affaires; dans l'*équipement militaire*, on a eu aussi des commandes jugées insuffisantes pour assurer une reprise du travail.

Dans la région de Fournies, l'*industrie lainière* a présenté encore peu d'activité, les prix de vente ont été faibles et désavantageux par suite du manque d'affaires, le taux des salaires est resté stationnaire, mais le gain des ouvriers a été en diminution par suite des chômages subis; on a fait la journée de 11 heures, mais le travail a été arrêté les lundis et samedis. Dans la *verrerie*, la production et la vente ont été très satisfaisante et à des prix fermes, il y a eu afflux de main-d'œuvre pour les emplois inférieurs.

Ardennes. — Dans la boulangerie de la région de Sedan pendant le quatrième trimestre de 1898, les prix de vente ont été jugés moins rémunérateurs que ceux de l'an dernier, le nombre des établissements en activité a été moins abondant. Dans la *boulonnerie*, à Charleville, le travail s'est maintenu actif.

Marne. — Les *patrons boulangers* de Châlons-sur-Marne ont été moins occupés que l'an dernier; cependant les prix de vente ont été à peu près les mêmes; la durée du travail et le gain des ouvriers ont varié suivant l'importance des boulangeries dans lesquelles ils étaient occupés, mais ont été, en général, moins élevés que l'an dernier. A Reims, situation difficile mais avec amélioration, sur le milieu de l'année, chez les *loueurs de voitures*. Dans l'*industrie des vins de Champagne*, travail aussi abondant que l'an dernier dans l'ensemble, avec tendance à amélioration par suite de l'importance de la mise en bouteilles de 1899; les prix de vente sont restés fermes.

Aube. — Dans la région de Troyes, pendant le 4^e trimestre de 1898, la sécheresse, qui avait diminué le débit des cours d'eau, a ralenti le travail pour un certain nombre de *moulins* qui ne possédaient pas de machines à vapeur pour suppléer à la faiblesse du moteur hydraulique; par suite, la production des farines a été faible et les prix de vente des produits ont été fermes et rémunérateurs, tandis que les cours du blé restaient à peu près stationnaires. Cependant, en fin d'année, la production, ayant repris activement, a dépassé la consommation et des excédents ont été mis en réserve. Dans la *boulangerie*, les affaires ont été en diminution dans la ville de Troyes, mais à peu près les mêmes que celles de l'an dernier dans la région environnante. Le prix de vente du pain a aussi baissé de 0 fr. 40 à 0 fr. 34 le kilogramme. Affaires plus difficiles et à des prix moins rémunérateurs que l'an dernier chez les *charcutiers*; plusieurs maisons tendent à réduire leur personnel pour diminuer leurs prix de revient.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, le travail a eu tendance à augmenter dans les *brasseries*, mais les prix de vente ont été plu tôt moins rémunérateurs que l'an dernier. L'*industrie de la chaussure* a été encore aussi occupée que l'an dernier, mais a dû consentir à des réductions sur ses prix de vente pour avoir des commissions; la concurrence a augmenté; deux nouvelles usines se sont montées et ont été mises en marche en fin d'année.

Vosges. — Pendant le 4^e trimestre 1898, l'*industrie fromagère*, qui avait subi un ralentissement de travail et une diminution des ventes pendant les chaleurs, a repris avec les temps plus froids et la production, dans l'ensemble, a suivi une marche normale. Chez les *fabricants-cotonniers*, les transactions ont été plus actives que l'an dernier, mais les prix de vente en baisse ont été jugés moins rémunérateurs que l'an dernier; une nouvelle *filature* (20.000 broches) et un nouveau *tissage* (200 métiers) ont été montés; plusieurs maisons ont repris leur travail en plein.

Haute-Saône. — Travail actif chez les *distillateurs de kirsch* de Fougerolles; une *distillerie de betteraves* vient d'être mise en marche dans la région et fournit un travail abondant à un certain nombre d'ouvriers qui, les autres années, étaient en chômage pendant l'hiver.

Yonne. — A Auxerre, les *entrepreneurs du bâtiment* ont été moins occupés que l'an dernier et à des prix en baisse et moins rémunérateurs.

Haute-Loire. — Chez les *horticulteurs jardiniers* du Puy, le travail s'est maintenu pendant le 4^e trimestre 1898 à peu près aussi actif que l'an dernier; cependant, dans certaines maisons, il y a eu tendance au ralentissement par suite de l'augmentation de la concurrence des orphelins qui entreprennent à bas prix des travaux chez les particuliers. Chez les *patrons sabotiers*, les commandes qui, au commencement de la saison d'hiver, étaient moins abondantes que l'an dernier sont arrivées en quantités satisfaisantes en fin d'année, et les prix de vente sont devenus plus rémunérateurs que pendant le précédent trimestre.

Loire. — Les *seculiers* de Roanne ont été moins occupés que l'an dernier par suite de la mauvaise récolte de pommes de terre qui a fourni une matière première insuffisante et d'un prix élevé; quelques usines n'ont pas pu être mises en marche; les prix de vente de la fécule en hausse ont été plus rémunérateurs.

A Saint-Étienne, le travail s'est maintenu dans les maisons de *chaussures*; cependant les affaires ont eu, dans l'ensemble, tendance à devenir plus mauvaises par suite du ralentissement dans un certain nombre d'industries dans la région. Travail peu actif chez les *mouliniers* de Saint-Chamond; les prix de vente ou de façon des produits du moulinage, en baisse sur le précédent trimestre, ont été moins rémunérateurs que l'an dernier. A Saint-Étienne, dans les *tissages mécaniques*, le travail a manqué d'activité; des chômages ont eu lieu; la main-d'œuvre a été abondante. Dans les *fabriques de ruban, velours ou passementerie*, le travail a été moins abondant que l'an dernier à même époque; les prix de vente des objets fabriqués ont été en baisse; un certain nombre d'ouvriers et de fils de *chefs d'ateliers* ont renoncé à ce genre de travail et ont cherché de l'ouvrage ailleurs.

Rhône. — Dans l'industrie *laitière* de la région lyonnaise, la sécheresse de l'été dernier a, pendant le 4^e trimestre de 1898, amené une diminution de l'activité du travail; les prix d'achat du lait, chez les producteurs, ont été en hausse; mais ils sont restés à peu près les mêmes pour la vente au détail.

Dans la *minoterie*, la production a été à peu près la même que celle de l'an dernier; beaucoup d'usines n'ont travaillé que de jour. Les *tissages mécaniques de soieries à façon* ont été moins occupés que l'an dernier et à des prix moins avantageux; les prix de façon accordés aux chefs d'usines ont baissé d'un peu plus du quart; le matériel mécanique a continué à se transformer par l'adoption plus fréquente du métier à grande largeur; la main-d'œuvre a été abondante. Chez les *teinturiers-dégraisseurs*, les commandes ont été aussi abondantes que l'an dernier, mais les prix de façon obtenus ont été en baisse et sont devenus moins rémunérateurs que l'an dernier; il en a été de même chez les *patrons passementiers* qui ont été aussi moins occupés que l'an dernier, notamment pour les articles dorures qui ont été moins demandés; le personnel ouvrier, souvent atteint par le chômage, a été, en partie, chercher du travail ailleurs.

Les *établissements métallurgiques* ont bénéficié d'une plus grande quantité de commandes que l'an dernier, mais les prix de vente des produits fabriqués ont été jugés moins rémunérateurs, la hausse qu'ils ont obtenue sur le trimestre précédent n'ayant pas été aussi forte que celle de la matière première. Affaires moins importantes que l'an dernier dans le *commerce des vins et spiritueux* et prix tendant à diminuer par suite de l'augmentation de la concurrence.

Savoie. — Dans la *boulangerie*, pendant le 4^e trimestre 1898, le travail a été en diminution sur le trimestre précédent, beaucoup d'ouvriers en bâtiment notamment ayant quitté la ville pendant la mauvaise saison et la consommation du pain s'étant ainsi ralentie.

Isère. — GRENOBLE. — Dans l'industrie du *bâtiment*, le ralentissement du travail, qui avait commencé avant 1895, époque où l'activité était dans son plein, a été en s'accroissant: 81 maisons ont été construites en 1895 avec façade sur la voie publique; il y en avait 48 en 1898, et, en janvier 1899, il n'y a plus que 4 maisons en cours de construction, contre 10 l'an dernier à même époque; on estime à 3.840.000 francs la valeur des 48 maisons élevées en 1898. 750 ouvriers de diverses spécialités ont été occupés en moyenne par jour à ces constructions; le salaire ordinaire a été de 3 fr. 50 par jour. Dans les chantiers, les ouvriers étrangers ont été à peu près aussi nombreux que nos nationaux, ce qu'on attribue à la proximité de la frontière et aussi au nombre assez élevé (15) des patrons entrepreneurs

du bâtiment de nationalité étrangère. En janvier 1899, sur 540 ouvriers, 240 étaient étrangers, dont 230 Italiens; en janvier 1898, le nombre des ouvriers étrangers était d'environ 220, dont 210 Italiens, soit un total de près de 548 ouvriers. Bien que l'importance des constructions neuves ait diminué en 1899, les chantiers ont compté le même nombre d'ouvriers, grâce à la construction d'une ligne de tramways et d'une route dans la banlieue.

Le prix du pain a présenté en janvier et au commencement de février les différences suivantes par kilogramme :

D'APRÈS la taxe municipale.		D'APRÈS les sociétés coopératives de consommation.		
1 ^{re} qualité.	2 ^e qualité.	1 ^{re} qualité.	2 ^e qualité.	
0 ^f 38	0 ^f 33	0 ^f 36 0 38	0 ^f 33 0 33	(Au magasin.) (A domicile.)

Pour les prix de la viande et des pommes de terre, les prix de vente ont été sensiblement les mêmes chez les détaillants et dans les sociétés coopératives, mais dans les chiffres des sociétés coopératives il conviendrait de tenir compte de la répartition de 10 p. 0/0 environ qui est faite aux adhérents sur le montant total de leurs achats. — *De Beylié.*

Dans l'*industrie drapière* de Vienne, le travail a été en diminution sur l'an dernier; les prix de vente des tissus, en baisse, ont été moins rémunérateurs, tandis que les fils peignés et les bourres de laine étaient en hausse de 10 p. 0/0. Le personnel ouvrier a été abondant; on estime que le chômage, pendant le 4^e trimestre, a atteint 8 p. 0/0 des ouvriers; on attribue la diminution des commandes à la douceur des hivers précédents et à la mode, qui a délaissé les tissus nouveautés pour les tissus unis. A Grenoble, chez les *bijoutiers-horlogers*, les commandes ont été en fin d'année moins fortes que l'an dernier les prix de vente, en baisse, n'ont plus été rémunérateurs; dans les ateliers, on n'a pas fait la journée complète. Chez les *tailleurs de pierre-carriers* de Montalieu-Vercieu, le travail s'est maintenu aussi actif que l'an dernier, à pareille époque, mais les prix de vente ont été tenus pour moins rémunérateurs. Chez les *bouchers-charcutiers* de Vienne, les affaires ont été plus difficiles et à des prix moins rémunérateurs que l'an dernier, une diminution de la durée du travail et du salaire du personnel s'en est suivie.

Bouches-du-Rhône. — Les gros temps du 4^e trimestre 1898 ont contrarié la sortie des *pêcheurs* de Cassis, dont la situation est devenue plus difficile que l'an dernier. Chez les *carriers* d'Arles, le travail s'est maintenu actif. A Marseille, chez les *minotiers* et *fabricants de semoule* (2.000 ouvriers), on estime que le travail a diminué du quart à la moitié par rapport à celui de l'an dernier et que sur les prix de vente des produits fabriqués, qui ont été aussi moins rémunérateurs, la baisse a été d'un peu plus de 5 p. 0/0; un certain nombre d'ouvriers ont été atteints par le chômage. Les *fabricants de savon* estiment que le travail a été moins abondant en 1898 qu'en 1897, la diminution de la production a été d'environ 15 millions de kilogrammes; les prix de vente des savons ont été moins rémunérateurs par suite de la hausse des huiles, tandis que les prix des savons sont restés stationnaires; deux usines (25 ouvriers) ont été fermées.

Ardèche. — Dans les *moulinages de soie* de la région de Privas, le travail a eu tendance à ralentir et les prix de vente ont été jugés moins rémunérateurs que ceux de l'an dernier; on a chômé dans 5 p. 0/0 des établissements (12 ouvriers).

Aveyron. — A Millau, la *mégisserie* a été, pendant le 4^e trimestre 1898, moins occupée que l'an dernier pendant la période correspondante, deux établissements ont fermé; les affaires ont été plus rares et plus difficiles par suite du ralentissement du travail dans la *ganterie*, qui fournit un important débouché pour la mégisserie; on a fait 48 heures en moyenne par semaine.

Tarn. — Dans la *mégisserie*, à Graulhet, on estime que les commandes, pendant le 4^e trimestre 1898, ont été de deux cinquièmes moins importantes que celles de l'an dernier pen-

dant la même période; les prix de vente ont été jugés moins rémunérateurs, la matière première se maintenant à des cours élevés que n'ont pu atteindre les peaux préparées; la durée du travail a été réduite et une partie du personnel ouvrier a été congédiée. En fin d'année, l'ouvrage a été abondant dans les *délinages de peaux* et dans les *tanneries de Mazamet*. La fabrication de la *draperie* a subi un ralentissement et les *filateurs* ont réduit de quelques heures par jour la durée du travail.

Aude. — Chez les *patrons horticulteurs* de Narbonne, la production a eu une tendance à diminuer pendant le 4^e trimestre 1898, par suite de l'augmentation de la concurrence des fruits étrangers (primeurs) qui ont été vendus à bas prix et de la température défavorable qui a rendu le travail plus difficile et moins rémunérateur.

Pyénées-Orientales. — Chez les *horlogers-bijoutiers* de Perpignan, les commandes de fin d'année ont été moins abondantes que l'an dernier, les prix moins élevés et moins rémunérateurs, ce que l'on attribue à la mauvaise récolte de 1897, qui a amené une diminution des commandes de la population agricole; dans plusieurs ateliers, on réduit la journée de travail de façon à conserver le personnel.

Haute-Garonne. — A Toulouse, chez les *brasseurs*, le travail a été en augmentation à la suite de l'augmentation de la consommation, mais les prix de vente ont été jugés moins rémunérateurs que l'an dernier, la concurrence plus grande amenant une diminution des prix de vente. Chez les *patrons tailleurs*, les commandes de la saison d'hiver ont été plus abondantes que l'an dernier; des cours professionnels organisés par les patrons, d'accord avec les ouvriers, ont permis d'améliorer la main-d'œuvre. Affaires plus difficiles que l'an dernier chez les *bouchers*.

Lot-et-Garonne. — Chez les *horlogers-bijoutiers* d'Agen, le travail a été en fin d'année moins abondant que l'an dernier, les prix de vente moins élevés et moins rémunérateurs, ce que l'on attribue à la gêne causée par les mauvaises récoltes de l'année 1897 et à l'augmentation de la concurrence. Grâce à une meilleure récolte dans l'ensemble de la région, les *navigateurs* de la Garonne et du canal latéral ont eu un frêt plus important et ont travaillé normalement, le rachat des canaux du Midi et la franchise des tarifs ont permis un trafic plus suivi et la batellerie a augmenté son matériel depuis juillet 1898.

Gironde. — A Bordeaux, le travail s'est maintenu actif chez les *brasseurs*; mais les prix de vente ont été jugés moins rémunérateurs que l'an dernier. Commandes moins abondantes que l'an dernier dans les ateliers de *menuiserie* et à des prix plus faibles que ceux du trimestre précédent; on attribue ce ralentissement du travail à la stagnation des affaires dans l'ensemble et au grand nombre d'immeubles non loués. Chez les *fabricants d'ameublement*, la saison d'hiver a été moins bonne que celle de l'an dernier, les prix de vente ont été en baisse, mais les objets fournis ont été aussi de qualité moins soignée. Chez les *entrepreneurs de terrassement et de maçonnerie*, les commandes ont été plus faibles que celles de l'an dernier, la main-d'œuvre a été en excès, des chômages se sont produits. De même, travail moins abondant que l'an dernier chez les *entrepreneurs de couverture*, chez les *entrepreneurs de transport et de camionnage*, la concurrence des voies de chemin de fer établies à quai a rendu les affaires plus difficiles et moins abondantes.

Haute-Vienne. — L'industrie du *bâtiment*, dans la région de Limoges, a été moins occupée que l'an dernier, par suite de l'accalmie générale des affaires qui a amené une diminution des constructions nouvelles. Chez les *charcutiers*, affaires calmes, afflux de main-d'œuvre: l'accalmie du travail dans les industries de la région a amené une diminution de la consommation.

Cher. — Les *boulangers* de Bourges ont été pendant le 4^e trimestre de 1898 à peu près aussi occupés que l'an dernier pendant la même période; mais les prix de vente ont été tenus pour moins rémunérateurs. Dans la *porcelainerie*, à Vierzon, les commandes ont été moins abondantes que l'an dernier, les prix de vente des produits fabriqués en baisse et moins rémunérateurs.

Loire-Inférieure. — A Nantes, chez les *patrons imprimeurs-lithographes*, le travail a été moins abondant que l'an dernier pendant le 4^e trimestre, le ralentissement s'est fait sentir principalement au commencement de 1899, le commerce restreignant ses frais de publicité par imprimés; les prix de façon ont diminué et sont devenus peu rémunérateurs. Dans l'*industrie du bâtiment*, le travail s'est maintenu à peu près aussi actif que l'an dernier; mais les entrepreneurs ont dû consentir des rabais plus importants malgré l'augmentation des prix de revient, ce qui a laissé une marge jugée insuffisante.

Morbihan. — Dans la *tannerie* de Lorient, le ralentissement du travail qui avait été déjà signalé s'est accentué.

Finistère. — Chez les *patrons pêcheurs* de Douarnenez, le travail a été pendant le 4^e trimestre moins abondant que l'an dernier à pareille époque, les prix de vente ont été en baisse et sont devenus moins rémunérateurs, ce que l'on attribue au ralentissement et aux bas prix d'achat consentis par les marayeurs.

Ille-et-Vilaine. — Dans l'*industrie du bâtiment* à Rennes, on estime que le travail a été en diminution d'un quart sur l'an dernier à même époque, le chômage du personnel ouvrier a été plus important; les prix de série et les salaires sont restés sans variation.

Indre-et-Loire. — Dans la *tannerie*, à Tours, le travail s'est maintenu pendant le 4^e trimestre, aussi actif que l'an dernier; mais les prix de vente ont été jugés moins rémunérateurs, par suite de la cherté de la matière première en hausse de 2 p. o/o sur le précédent trimestre, tandis que les cours des produits fabriqués sont restés stationnaires. On a dans un plus grand nombre de fabriques adopté de nouveaux procédés de préparation des peaux afin de réduire les prix de revient. Chez les *charcutiers*, affaires calmes et à des prix de revient moins rémunérateurs que l'an dernier, par suite de l'augmentation de la viande de porc sur pied, qui n'a pas été suivie d'une hausse analogue sur les produits fabriqués; d'autre part, la concurrence des grandes fabriques de charcuterie travaillant mécaniquement et livrant à bas prix leurs produits aux épiceries et aux maisons d'alimentation a restreint la vente des maisons de charcuterie.

Loiret. — Chez les *marchands de bois-bûcherons* de la région d'Orléans, le travail a été moins abondant et les prix de vente des bois débités en baisse et moins rémunérateurs que l'an dernier; les prix des écorces, des bois de sapins et des charbons de bois ont baissé d'un cinquième, ceux des bois de chauffage d'un peu plus d'un quart; on estime que les quantités à exploiter ont été en diminuant, la baisse des prix de vente de forêts sur pied ayant aussi amené une augmentation des déboisements. Les fabricants de *cire* et de *chandelles* ont été moins occupés que l'an dernier, bien qu'une reprise du travail se soit produite à l'entrée de l'hiver comme tous les ans à pareille époque. Affaires moins abondantes que l'an dernier et prix moins rémunérateurs dans l'industrie des *cires*, *spiritueux* et *vinaigres* par suite de la hausse des prix des matières premières, vins et alcools pour liqueurs et vinaigres.

Seine-Inférieure. — Chez les *armateurs de la grande flèche* de Fécamp, le travail s'est maintenu pendant le 4^e trimestre 1898, aussi actif que l'an dernier à pareille époque, mais les prix de vente ont été plus rémunérateurs; les armements ont été en augmentation d'un peu plus du quart.

Dans la *boulangerie* du Havre, la situation a été jugée plus mauvaise que l'an dernier, les affaires ont été plus difficiles, par suite de l'augmentation de la concurrence et les prix de vente du pain en baisse ont été moins rémunérateurs; 5 nouvelles maisons ont été installées.

A Rouen, les *imprimeurs* et *libraires* ont eu un courant d'affaires plus abondant que l'an dernier, mais les prix de vente en baisse ont été jugés peu rémunérateurs; dans quelques grandes imprimeries, on a adopté de nouvelles machines pour de nouveaux procédés d'impression, 2 maisons ont fermé. Dans la *tannerie*, à Saint-Saëns, les commandes ont été moins abondantes que l'an dernier pendant le 5^e trimestre, les manœuvres ont dû chercher du travail dans les travaux agricoles faute d'ouvrage dans les tanneries; la demande de peaux préparées a été moins active et la matière première a subi une hausse de 15 p. o/o qui n'a pas été suivie d'un mouvement analogue dans les produits fabriqués. A Rouen, chez les *cor-*

donniers-bottiers, le travail s'est maintenu, mais les prix de vente des chaussures, en baisse de 5 p. o/o sur le trimestre précédent, ont été moins rémunérateurs.

A Rouen, la *serrurerie* a été, en fin d'année, moins occupée que l'an dernier et à des prix jugés moins rémunérateurs. Au Havre, l'*industrie du bâtiment* a été plus occupée que l'an dernier à des prix moins rémunérateurs que l'an dernier, par suite de la hausse des matières premières qui n'a pas été suivie d'un mouvement aussi accentué sur les produits fabriqués. Chez les *entrepreneurs-arrièreurs de déchargement et chargement sur navires*, l'ouvrage a été moins abondant en fin d'année que l'an dernier à même époque. Dans la fabrication et le commerce de gros des *liqueurs, spiritueux et cire* de Rouen, les affaires ont été plus difficiles et les prix moins rémunérateurs que l'an dernier; les bénéfices ont diminué par suite du grand crédit qui a dû être consenti aux détaillants et aussi par suite des pertes éprouvées par les faillites de ces derniers.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses de travail.

Seine. — 5 p. o/o de chômeurs et ralentissement du travail chez les ouvriers *biscuitiers et fabricants de pains d'épiciers*. Chez les adhérents du *syndicat mixte de la boulangerie*, la situation se maintient difficilement; 15 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers des Ternes*; ceux du XVIII^e arrondissement estiment que le chômage atteint un cinquième des leurs. Chez les *cuisiniers*, 9 p. o/o de chômeurs. Un peu moins de 1 p. o/o et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *cartouchiers d'Issy*.

Chez les *typographes*, le travail a eu tendance à augmenter depuis le mois dernier. 16 p. o/o de chômeurs chez les *margeurs-pointeurs*, qui sont moins occupés que le mois dernier dans un certain nombre de maisons, comme tous les ans à pareille époque. Chez les *conducteurs-typographes*, 2 p. o/o de chômeurs et ouvrage abondant avec heures supplémentaires dans un certain nombre de maisons imprimant les catalogues.

Les *cordonniers* estiment que le chômage atteint un quart des leurs. Un peu plus de 2 p. o/o chez les *selliers et ouvriers de l'article de chasse*, qui font 54 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les ouvriers *souffletiers*.

Morte-saison chez les *teinturiers-dégraisseurs*, qui comptent 4 p. o/o des leurs en chômage. 10 p. o/o chez les *passementiers à la barre*; un quart des syndiqués chez les *façonniers-passementiers*, qui sont moins occupés que l'an dernier; même situation chez les *passementiers à la main*. Chez les *coupeurs de cols et cravates*, pas de chômeurs. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, et journée diminuée de 5 heures chez les *tailleurs d'habits (la Solidarité)*. 2 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *chapeaux de soie*. 9 p. o/o chez les *couleurs de lessive* qui font de 75 à 80 heures par semaine.

Travail 65 heures par semaine chez les *charrons*. Chez les *peintres en voitures (l'Union)*, reprise du travail plus accentuée que l'an dernier et 3 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *ébénistes en tables de nuit*.

Chez les *chefs de service et contremaîtres métallurgistes*, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier. 2 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens*, chez lesquels l'activité déjà signalée se maintient; ils font de 11 à 12 heures par jour. Chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens (l'Union)*, un peu moins de 3 p. o/o de chômeurs et journée de 12 heures en moyenne. Chez les ouvriers en *instruments de précision*, 1 p. o/o de chômeurs. Reprise du travail depuis le mois dernier chez les ouvriers *balanciers*.

Pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et journée de 10 à 11 heures chez les *tailleurs de pierre et maçons*. Les *terrasiers-puissatiers* estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage. Chez les *peintres (l'Union)*, 15 p. o/o de chômeurs. 6 p. o/o chez les *peintres* de Neuilly, dont la journée est augmentée d'une heure. Chez les *plombiers dits colonnards*, qui comptent moitié des leurs en chômage, ouvrage moins abondant que l'an dernier, les commandes de colonnes montantes de gaz étant moins importantes que l'an dernier; de plus, les prix du travail aux pièces tendent à diminuer.

Pas de chômeurs et reprise du travail moins accentuée que l'an dernier chez les *peintres-*

graceurs sur verre, qui font de 60 à 66 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les *opticiens* et reprise du travail depuis le mois dernier.

Grâce au temps favorable, affaires plus importantes que le mois précédent chez les *cochers de grande remise*, mais moins que l'an dernier à même époque. Pas de chômeurs chez les *receveurs-pontoniers*. 2 p. o/o chez les *pilotes de bateaux-voyageurs*. 6 p. o/o de chômeurs chez les *garçons de magasin* et *cochers livreurs*, les salaires tendent à baisser. Pas de chômeurs chez les *hommes de peine des abattoirs*.

9 p. o/o de chômeurs chez les *comptables (l'Union)*, pas de signalés chez les adhérents au syndicat des *comptables*. Chez les *placiers en fleurs et plumes*, affaires calmes. 3 p. o/o de chômeurs chez les *employés en serrurerie*. 4 p. o/o chez les *employés à la Bourse du commerce*. 3 p. o/o chez les *coiffeurs* syndiqués. 1 p. o/o chez les *professeurs de l'enseignement privé*.

Seine-et-Oise. — Pas de chômeurs chez les *carriers* de Cernay. Travail, 66 heures par semaine chez ceux de Châteaufort-Versailles. Pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre* de Versailles. De même chez ceux d'Étampes. A Versailles, ralentissement du travail chez les *cordonniers*. Pas de chômeurs chez les *chapeliers* d'Essonnes. De même, pas de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *mouleurs sur métaux* de Poissy. A Versailles, chez les *maçons-tailleurs de pierre*, 10 p. o/o de chômeurs et journée de 9 heures, en augmentation d'une heure pour la plupart des ouvriers.

Seine-et-Marne. — Pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* de Château-Landon. De même chez les *maçons* de La Ferté-sous-Jouarre et journée de 9 heures, en augmentation d'une heure sur le mois dernier.

Aisne. — Travail sans activité chez les *vanniers* d'Origny. Chez les *mouleurs en métaux* de Chauny, pas de chômeurs, journée augmentée d'une heure pour 20 ouvriers, on fait en moyenne 72 heures par semaine. Chez ceux de Saint-Quentin, travail actif, pas de chômeurs ; de même chez ceux de Tergnier. A Saint-Michel, travail actif dans *l'industrie de la chaussure* et dans la *métallurgie*. A Saint-Quentin, 11 p. o/o de chômeurs et travail, 54 heures par semaine chez les *couvreurs-zingueurs*. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés voyageurs dessinateurs*.

Oise. — A Beauvais, 18 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *typographes* ; dans deux maisons, le travail est à peu près arrêté. Travail toujours actif chez les ouvriers des *scieries mécaniques* de Hermes ; on fait 72 heures par semaine. Chez les *cordonniers* de Mouy, commandes abondantes ; l'an dernier on était en morte-saison. Reprise des affaires, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et pas de chômeurs chez les *dominotiers* de Méru. De même, pas de chômeurs chez les *brossiers* de Tracy-Mont. De même chez les *comptables* de Beauvais.

Somme. — A Amiens, dans les *tissages laine pure et laine mélangée*, le travail a été peu actif, plutôt moins que le mois dernier ; les prix sont restés faibles et peu rémunérateurs, ce qu'on attribue à la concurrence des tissus étrangers. Dans les *tissages velours coton*, des métiers ont été arrêtés, un seul établissement occupe tout son personnel, qui fait une journée réduite d'un quart ; dans les autres tissages, on fait 3 jours par semaine ; d'autre part, des stocks se sont formés, qui ont amené une diminution des prix de vente, ce qui retarde la reprise du travail. Dans les *velours teints*, les stocks sont aussi importants et la grève des *teinturiers* a empêché que l'on ait encore plus de réserves. Chez les *teinturiers*, la moyenne du travail a été de 3 jours par semaine.

Dans le Santerre, la *bonneterie de laine* manque aussi d'activité, les prix de vente des produits fabriqués ont été en diminution, tandis que les cours de la matière première étaient en hausse.

Dans le commerce de détail, les affaires ont été très calmes, la population ouvrière étant éprouvée par les chômages ; la gêne a été augmentée par la concurrence des grands bazars ; le manque de froid a aussi retardé une reprise du travail.

Dans l'ensemble, les échéances de fin février se sont faites assez régulièrement, les positions sur la place étant peu chargées, par suite du manque d'affaires. — A. Lefèvre.

A Amiens, dans l'industrie de la *chaussure*, une maison a renvoyé une partie de son per-

sonnel (*coupeurs et cordonniers*, ensemble 50 ouvriers), le reste fait 3 à 4 jours par semaine; beaucoup de *piqueurs* chôment aussi. Dans la *corroirie*, situation stationnaire; l'ouvrage est, dans l'industrie du cuir, tenu pour moins abondant que l'an dernier. Chez les *teinturiers*, ralentissement du travail depuis le mois dernier. Morte-saison plus prolongée que l'an dernier et 10 p. o/o de chômeurs chez les *tupissiers*, chez qui la journée est diminuée de 2 heures pour une partie des ouvriers. Chez les *mouleurs en fer*, 2 p. o/o de chômeurs; pendant le mois de janvier, la caisse de secours du syndicat a fourni 2 francs par jour aux chômeurs syndiqués. Pas de chômeurs chez les *métallurgistes* d'Albert. A Amiens, chez les *serruriers en bâtiment*, 13 p. o/o de chômeurs, journée de 8 heures et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, la douceur de l'hiver ayant permis de continuer les travaux d'intérieur et les gros travaux de serrurerie donnés à des ateliers de construction mécanique du dehors, n'étant pas encore prêts à poser.

Pas-de-Calais. — Ralentissement du travail depuis le mois dernier et 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* d'Arras. De même, ouvrage moins abondant que le mois dernier et travail 60 à 65 heures par semaine chez les *travailleurs du livre* de Boulogne-sur-Mer. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *tillistes* de Calais, par suite de la diminution des commandes du marché extérieur. Chez les *tonneliers* de Boulogne-sur-Mer, la saison se termine, on travaille actuellement à former des réserves pour la pêche au hareng.

Nord. — Un peu moins de 1 p. o/o de chez les *mineurs* de Denain, A Lille, 5 p. o/o chez les *boulangers*. 8 p. o/o chez les *pâtisseries* et travail moins abondant que l'an dernier, mais tendant à devenir meilleur. Chez les *relieurs-papetiers*, pas de chômeurs et travail abondant, principalement dans la *reliure*. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et journée de 11 heures chez les *typographes* de Valenciennes. Les *tisserands* de Haspres estiment que le chômage atteint un tiers des leurs, ceux de Saulzoir un cinquième. Chez les *tisseurs* de Roubaix, travail sans activité. A Lille, chez les adhérents du syndicat mixte des *industries du fil*, situation stationnaire; on fait de 60 à 66 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les *tisseurs* de Villers-en-Cauchis. Pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois* de Feileries.

Pas de chômeurs et travail plus abondant chez les *mouleurs* d'Haumont. A Lille, chez les ouvriers de l'*industrie des métaux*, travail plus actif que l'an dernier et même que les années précédentes, les commandes affluent pour l'Exposition de 1900, la construction des moteurs électriques, des automobiles, des chemins de fer et des tramways; un des plus importants établissements a organisé une équipe de nuit et une équipe de jour. De même, l'activité se maintient plus grande que l'an dernier chez les *métallurgistes* de Maubeuge, travail 12 heures par poste et 60 heures par semaine pour les équipes de jour et de nuit.

A Dunkerque, chez les *marbriers tailleurs de pierre*, 4 p. o/o de chômeurs, journée de 9 heures et ouvrage plus abondant que l'an dernier; 2 p. o/o de chômeurs, situation générale satisfaisante et journée de 11 heures chez les *marbriers en cheminées* de Cousolre. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *marbriers* de Jeumont. A Dunkerque, 15 p. o/o chez les *maçons* chez lesquels la journée est augmentée d'une heure. A Armentières, les *peintres* estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage; la journée est augmentée d'une heure pour 40 ouvriers. Travail actif chez les *verriers* de Lourches.

Ardennes. — Chez les *mineurs ardoisiers* de Fumay, travail toujours actif pour les ouvriers du fonds, les *fendeurs* chôment encore deux jours par quinzaine faute de matière première. Chez les *ardoisiers* de Hayles-sur-Meuse, le travail a entièrement repris grâce à l'amélioration de l'aération; seuls, les *fendeurs* sont encore en chômage, l'ardoise n'étant pas encore suffisamment abondante. 4 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant dans le mois dernier chez les *typographes* de Charleville. Chez les *tisseurs* d'Ily, ouvrage moins abondant que l'an dernier. Ceux de Francheval estiment qu'un tiers des leurs manquent de commandes, de même chez ceux de Douzy. A Fumay, chez les *métallurgistes* et chez les ouvriers d'autres corps d'état occupés dans un important établissement métallurgique, la durée du travail est diminuée d'une heure par jour. Pas de chômeurs chez les *métallurgistes* d'Aiglemont.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Reims, 1 p. o/o chez les *imprimeurs*. Les ouvriers de l'*industrie lainière* sont tous occupés. 10 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*, journée de 9 heures en augmentation d'une heure sur le

mois dernier et travail moins abondant que l'an dernier chez les *maçons* qui estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage.

Aube. — A Troyes, les *boulangers* estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage, cependant le travail est tenu pour plus abondant que l'an et que le mois derniers. Chez les *charpentiers*, activité moins grande que l'an dernier, mais pas de chômeurs signalés chez les ouvriers syndiqués.

Meuse. — Chez les *carriers* de Lérouvill, travail toujours actif et journée augmentée de deux heures pour l'ensemble des ouvriers. De même les *carriers* de Savonnières sont tous bien occupés.

Meurthe-et-Moselle. — Travail toujours actif chez les *mineurs* de Chavigny; une partie des ouvriers ont accepté de l'ouvrage chez les cultivateurs, ceux qui sont restés à la mine ont ainsi attendu moins longtemps les wagons pour le transport du minerai. A Nancy, 15 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier et journée diminuée de 2 heures chez les *tailleurs d'habits*. Les *chapeliers* sont tous bien occupés. De même chez les *menuisiers*, chez lesquels la journée est augmentée d'une heure. 1 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et travail 45 heures par semaine chez des *tailleurs de pierre ravaleurs et carriers* qui estiment que deux cinquièmes des ouvriers sont atteints par le chômage.

Haut-Rhin. — A Belfort, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier, mais tendant à diminuer chez les *typo-lithographes*; la journée a été ramenée à 10 heures.

Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*. Chez les ouvriers *ferblantiers*, journée augmentée dans un atelier (15 ouvriers) fabriquant l'article bazar; dans le travail du bâtiment (*zingueurs-ferblantiers*), travail peu actif. A Montbéliard, journée de 9 heures, en augmentation d'une heure sur le mois dernier, et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les ouvriers du bâtiment, qui comptent un peu plus du quart des leurs en chômage.

Ain. — A Bourg, travail moins abondant que l'an dernier chez les *menuisiers*. Ouvrage plus abondant que le mois, mais moins que l'an derniers et journée de 8 heures chez les *tailleurs de pierre*, qui comptent un peu plus du quart des leurs en chômage. Pas de signalés et journée de 10 heures, en augmentation d'une heure sur le mois dernier chez les *tailleurs de pierre-carriers* de Thoirry. 16 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment de Bellegarde.

Saône-et-Loire. — Travail 66 heures par semaine et pas de chômeurs chez les *chapeliers* de Louhans.

Côte-d'Or. — Travail toujours actif chez les *bûcherons* de Corcelles-les-Citeaux et de Pagny-le-Château; de même chez les *tâcherons* de Villiers-le-Duc. A Dijon, 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez ceux de Beaune. De même, pas de chômeurs chez les *comptables* de Dijon.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs chez les *typographes*. Les *charpentiers de marine* sont tous occupés. Les ouvriers du bâtiment comptent un quart des leurs en chômage; ils font de 55 à 60 heures par semaine.

Nièvre. — Pas de chômeurs chez les ouvriers des bois de Corvol et de Menou; à Nevers, pas de chômeurs chez les *tanneurs-corroyeurs*. 10 p. o/o et travail, 54 heures par semaine chez les ouvriers du bâtiment.

Allier. — A Vichy, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *typographes*, qui comptent un tiers des syndiqués en chômage. 10 p. o/o chez les *charpentiers*. 17 p. o/o chez les *menuisiers*. L'activité déjà signalée chez les *métallurgistes* de Commentry se

maintient. A Vichy, 5 p. o/o de chômeurs et reprise du travail moins accentuée que l'an dernier. Même situation et 3 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*. A Moulins, les ouvriers du bâtiment comptent un quart des leurs en chômage; la journée est augmentée d'une heure. Chez les *peintres*, 5 p. o/o de chômeurs. A Vichy, ouvrage moins abondant que l'an et plus que le mois derniers chez les *plâtriers-peintres*, qui comptent 12 p. o/o de chômeurs; le travail reprend, grâce aux réparations faites dans les hôtels en vue de la prochaine saison thermale.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et 5 p. o/o de chômeurs chez les *carrossiers*. Chez les *plâtriers-peintres*, qui comptent un cinquième des leurs en chômage, travail, 72 heures par semaine et ouvrage moins abondant que l'an dernier.

Haute-Loire. — Reprise du travail chez les *chefs d'ateliers rubaniers* de Saint-Didier-la-Seauve qui sont tous occupés.

Loire. — Pas de chômeurs chez les *mineurs* de la Talaudière; de même chez ceux de Saint-Jean-de-Bonnefond et chez ceux de Saint-Chamond; de même à Saint-Étienne chez les *boulangers*, 14 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*, 1 p. o/o chez les *typographes*. Pas de signalés chez les *travailleurs du livre* à Roanne et à Saint-Étienne; de même pas de chômeurs chez les adhérents de la corporation des *tisseurs* qui sont plus occupés que l'an et que le mois derniers; de même amélioration du travail chez les *tisseurs* de la Gresle qui comptent 1 p. o/o de chômeurs. Chez les *passemmentiers* de la Fouillouse, travail toujours actif. A Saint-Étienne, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *chefs d'ateliers rubaniers*, les articles rubans grande et petite largeur ont eu un bon courant d'affaires, travail peu actif dans les *velours*; dans la *passenterie*, on a manqué d'ouvriers, la modicité du gain journalier (1 fr. 50 par jour) ayant amené une partie du personnel ouvrier à chercher du travail dans d'autres professions. Les ouvriers *tailleurs* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage de morte saison qui se prolonge plus que l'an dernier. Travail moins abondant que l'an dernier chez les ouvriers et ouvrières en *chapellerie* de Chazelles. Pas de chômeurs chez les *métallurgistes* de Saint-Chamond. A Saint-Étienne, pas de chômeurs chez les *employés de fabriques* qui sont plus occupés que l'an et que le mois derniers; les affaires en soie et en ruban ont été plus actives, grâce à la faveur de la mode.

Rhône. — A Lyon, reprise du travail plus accentuée que l'an dernier chez les ouvriers *jardiniers*, un certain nombre d'ouvriers étrangers sont arrivés pour la reprise du travail du printemps et le nombre des emplois vacants est faible. Chez les *confiseurs-pâtisseries*, 3 p. o/o de chômeurs; durée du travail diminuée de quelques heures chez les ouvriers *chocolatiers*; cependant, dans l'ensemble de la confiserie, ouvrage plus abondant que l'an dernier. Chez les *cartonniers*, pas de chômeurs. 4 p. o/o et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *imprimeurs-conducteurs*. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Peu de chômeurs chez les *tisseurs*. De même, peu de chômeurs à Mardore, chez les *tisseurs*, chez lesquels les prix de façon ont tendance à diminution dans certains ateliers. Chez les ouvriers des fabriques de *cotonnades* de Cours, les tarifs de façon ont également subi une diminution. A Lyon, les *tullistes à la chaîne* comptent moitié des leurs en chômage. Les *coupeurs-tailleurs* sont tous occupés; une maison de gros a adopté un système de cartons à tracer les coupes de vêtements qui réduit la main-d'œuvre, sur 24 coupeurs, 6 ont été congédiés, qui ont pu être placés ailleurs. 5 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières en *confections*. Reprise du travail chez les *chapeliers* de Grigny qui sont tous occupés.

A Lyon, les *charpentiers* estiment que le chômage atteint un peu plus du quart des leurs, cependant une amélioration s'est produite depuis le mois dernier. Ouvrage plus abondant que l'an et mois que le mois derniers et pas de chômeurs chez les *sculpteurs-mouluriers*. Pas de chômeurs chez les ouvriers *litiers en fer et cuivre*. Chez les ouvriers *orfèvres*, le travail se maintient actif, on fait la journée de 10 heures. Morte-saison d'hiver plus prolongée que l'an dernier chez les *sculpteurs pierre statuaires*.

Pas de chômeurs chez les *camionneurs en messagerie*. De même chez les *employés de tramways* qui sont mieux occupés que l'an et que le mois derniers. 3 p. o/o de chômeurs chez les *hommes de peine*. 12 p. o/o chez les *employés de café*.

Haute-Savoie. — A Annecy, travail régulier et pas de chômeurs chez les *typographes*. Pas de chômeurs chez les *chapelières-fouleurs* qui sont tous occupés. Ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers, journée augmentée de 1 heure et pas de chômeurs chez les *menuisiers*. De même, journée augmentée de 1 heure chez les *tailleurs de pierre*. 1 p. o/o de chômeurs chez les *bateliers* de Meillerie qui sont encore en morte-saison d'hiver.

Savoie. — A Chambéry, reprise du travail depuis le mois dernier et pas de chômeurs chez les *menuisiers* qui font 60 heures par semaine. Les *tailleurs de pierre* estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage.

Isère. — Chez les *mineurs* de La Motte-d'Aveillans le travail s'est maintenu aussi actif que l'an dernier. Le placement des ouvriers français a été plus difficile que l'an dernier par suite de l'augmentation de la concurrence des ouvriers étrangers. A Grenoble, 6 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. Pas de signalés chez les *imprimeurs-lithographes*. Un peu plus de 1 p. o/o chez les *typographes*. Commandes moins abondantes que l'an dernier chez les *tisseurs* de Vieune, qui comptent un tiers des leurs en chômage. A Grenoble, pas de chômeurs, travail 70 heures par semaine et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *mouleurs en fer*. Pas de chômeurs, journée augmentée d'un tiers, cependant travail moins abondant que l'an dernier chez les *tailleurs de pierre-carriers* de Montalieu-Vercieu, qui font 50 heures par semaine. Chez ceux de Parmilieu, travail peu actif.

Drôme. — Reprise du travail plus accentuée que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *carriers* de Saint-Regist. Reprise du travail chez les *chapelières* de Bourg-de-Péage chez lesquels la journée est augmentée de 2 heures. Chez les *tailleurs de pierre* de Valence, travail 67 heures par semaine et ouvrage plus abondant que l'an dernier, on estime que le chômage atteint un quart des syndiqués.

Alpes-Maritimes. — A Nice, chez les *vernicleurs*, placement plus difficile que l'an dernier, une fabrique vient de fermer, 10 p. o/o de chômeurs et travail plus actif que le mois dernier chez les *cordonniers*. A Cannes, les *maçons* estiment que le chômage atteint un peu plus du quart des leurs. Chez les *potiers* de Vallauris, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier.

Var. — A Toulon, travail toujours abondant chez les *typographes*. Pas de chômeurs chez les *voiliers*. A la Seyne, travail actif chez les *métallurgistes*, journée augmentée d'une heure dans les forges et dans les chantiers. De même travail actif chez les *charpentiers en fer et en bois*.

Bouches-du-Rhône. — Les mauvais temps du mois dernier ont empêché la sortie des bateaux de pêche de Martigues et rendu difficile la situation des *matelots-pêcheurs*. A Marseille-Saint-Giniez, 7 p. o/o de chômeurs chez les *horticulteurs*. Pas de signalés chez les *mineurs* de Saint-Savournin-Gréasque. Chez ceux de Fuveau, on fait 5 jours par semaine. Travail toujours actif chez les *carriers* de Fontvieille. 13 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* de la Ciotat. A Marseille, chez les *imprimeurs-lithographes*, journée diminuée d'une heure et 16 p. o/o de chômeurs. 3 p. o/o chez les *imprimeurs-conducteurs*. 2 p. o/o et ralentissement du travail depuis le mois dernier chez les *typographes*. Ouvrage moins abondant que le mois dernier, travail 48 heures par semaine chez les *carrossiers*, qui estiment que moitié des syndiqués sont atteints par le chômage.

Pas de chômeurs chez les *marbriers*. Les *tailleurs de pierres tendres* estiment que le chômage atteint un quart des leurs. Situation satisfaisante chez les *carreleurs*, qui estiment que le chômage atteint un cinquième des leurs. Chez les *peintres des arts décoratifs*, le travail reprend plus que l'an dernier, on fait 54 heures par semaine; on estime que le chômage de morte-saison atteint encore moitié des syndiqués. 8 p. o/o de chômeurs chez les *potiers* d'Aubagne. A Marseille, les *cochers-conducteurs* estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage. Situation difficile chez les garçons *cochers de place*. 4 p. o/o de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel*, garçons *navigateurs*.

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs et travail plus actif que le mois dernier chez

les *typographes*. Les ouvriers de l'union *balaitière* de Caderousse estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage.

Ardèche. — A Annonay, chez les *mégissiers de rivière*, 11 p. o/o de chômeurs, le ralentissement déjà signalé s'est accentué; on fait 45 heures en moyenne, les nouveaux procédés de fabrication ont réduit le personnel et un certain nombre d'ouvriers quittent le métier. 13 p. o/o de chômeurs chez les *chapeliers foulours* de Serrière, chez lesquels le travail a diminué depuis le mois dernier. A Annonay, travail moins actif que l'an dernier et 5 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*.

Gard. — A Nîmes, 4 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*.

Aveyron. — Chez les *mineurs* de Decazeville, situation estimée plus mauvaise que l'an dernier par suite de la concurrence de l'exploitation à ciel ouvert. A Rodez, 5 p. o/o de chômeurs et durée du travail en diminution de 3 heures environ par semaine chez les *typographes*. A Millau, chez les *gantiers* syndiqués, travail toujours actif. Travail 54 heures par semaine chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*, qui comptent un quart des leurs en chômage.

Tarn. — A Albi, reprise du travail mieux accentuée que l'an dernier chez les *chapeliers appropriateurs*, qui font 40 heures par semaine. Chez les *chapeliers foulours*, de même amélioration du travail depuis le mois dernier grâce aux commandes pour les fêtes de Pâques, journée augmentée de 1 h. 1/2 pour 45 ouvriers et travail de 40 à 42 heures en moyenne par semaine. Reprise du travail et pas de chômeurs chez les *menuisiers* de Mazamet.

Hérault. — L'activité déjà signalée chez les *travailleurs de la terre-vignerons* de Fabrègues s'est maintenue. Les *cultivateurs-terrassiers* de Marsillargues comptent un cinquième des leurs en chômage. 8 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs* de Graissessac. A Montpellier, ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *cordonniers*. A Cette, chez les *tonneliers*, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers par suite du déplacement de certaines maisons de commerce de vins, on estime que le chômage atteint un peu plus du tiers des syndiqués. Les *maçons* estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage.

Aude. — 16 p. c/o de chômeurs chez les *cultivateurs* de Bages. Pas de signalés chez les ouvriers *agricoles* de Cuxac. A Carcassonne, les *mégissiers* estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 11 p. o/o de chômeurs et ouvrages moins abondant que l'an dernier chez les *charrons-forgerons*, de même, ouvrage moins abondant que l'an dernier et travail 58 heures par semaine chez les *tonneliers-foudriers* employés à la journée, on estime que le chômage atteint moitié des ouvriers syndiqués, ce qu'on attribue à la faible récolte des vins dans la région et l'augmentation du nombre des apprentis. Situation plus mauvaise que le mois dernier chez les *cochers* et *conducteurs de tramways* par suite de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. 14 p. o/o de chômeurs chez les *hommes de peine*.

BOURSE DU TRAVAIL DE PERPIGNAN. — Situation stationnaire avec tendance à devenir plus mauvaise, principalement dans l'industrie du *bâtiment*; le nombre de chômeurs augmente chez les *maçons*, les *menuisiers*, les *serruriers*; les demandes d'emploi affluent au bureau de placement de la Bourse, tandis que les offres deviennent plus rares. Le chômage se fait de même sentir plus que l'an dernier chez les *tonneliers-foudriers*, *tailleurs d'habits*. Même situation que le mois dernier chez les *typographes*. Travail actif chez les *lithographes*, qui ne comptent pas de chômeurs. — J. Bazerbe.

Haute-Garonne. — A Toulouse, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *trépointeurs*, qui font 72 heures par semaine; on manquerait d'ouvriers pour le travail à domicile. Journée augmentée d'une heure et portée à 8 heures chez les *ouvriers en meubles* syndiqués qui estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage. Chez les *ouvriers sur métaux*, 12 p. o/o de chômeurs, journée de 10 heures dans la plupart des ateliers, une maison fait 11 heures. Chez les *coiffeurs*, 14 p. o/o de chômeurs.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, le ralentissement du travail signalé chez les *tapissiers* s'est accentué. Pas de chômeurs chez les *métallurgistes* de Boucau. De même à Pau chez les *maçons tailleurs de pierre*; un cinquième font 60 heures par semaine, les autres, ainsi que les *tailleurs de pierre*, 54 heures. Travail 50 heures par semaine chez les *peintres*, qui comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage. Pas de signalés chez les *bouchers* de Bayonne.

Tarn-et-Garonne. — Ouvrage plus abondant que l'an dernier, journée de 12 heures et pas de chômeurs chez les ouvriers en *chapeaux de paille* de Septfonds.

Lot. — Reprise du travail depuis le mois dernier chez les *travailleurs de la terre*, de Cahors, qui comptent un quart des leurs en chômage.

Lot-et-Garonne. — A Villeneuve-sur-Lot, travail actif et pas de chômeurs chez les *cordonniers-botliers*, l'an dernier, la morte-saison s'était prolongée davantage. 8 p. o/o de chômeurs et journée de 12 heures chez les *ouvriers sur métaux*.

Dordogne. — A Périgueux, 6 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. Pas de chômeurs chez les *chapeliers approprieurs* du Bugue.

Gironde. — A Bordeaux, les *compagnons* et *aspirants boulangers* estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont sans place à demeure. Les *scieurs de long* estiment qu'un grand nombre des leurs sont atteints par le chômage dû à l'augmentation de la concurrence des scieries mécaniques. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et en augmentation sur le mois précédent chez les *menuisiers* de Libourne. A Bordeaux, chez les *charrons-forgerons*, travail 60 heures par semaine et 16 p. o/o de chômeurs. Pas de chômeurs chez les *tonneliers* de Saint-Pardon-Vayres.

A Bordeaux, pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *mouleurs sur métaux*. Les *ferblantiers* estiment que le chômage atteint moitié des leurs; ils font en moyenne 48 heures par semaine. Chez les *travailleurs au cimetière*, situation moins bonne que l'an dernier, par suite de la plus grande concurrence des ouvriers du bâtiment actuellement en chômage. Chez les *marins du commerce*, la situation se maintient peu satisfaisante. Chez les *garçons limonadiers*, placement plus facile que l'an et que le mois derniers, grâce aux fêtes du Carnaval et 6 p. o/o de chômeurs. Placement moins satisfaisant que le mois précédent chez les *bouchers-charcutiers*. 10 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*. 6 p. o/o chez les *gens de maison*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, les gros temps ont empêché la sortie des bateaux de pêche et rendu plus difficile que l'an dernier la situation des *matelots-pêcheurs*. A Rochefort, chez les *travailleurs du livre*, l'activité déjà signalée s'est maintenue, de même chez ceux de la Rochelle. A Rochefort, pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an dernier et travail 54 heures par semaine chez les *tailleurs de pierre*.

Charente. — A Angoulême, chez les *typographes*, 4 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que le mois dernier. 6 p. o/o de chômeurs chez les *tonneliers* de Cognac, qui font 60 heures par semaine.

Haute-Vienne. — A Limoges, ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *typographes*. Chez les *maçons*, qui comptent un quart des leurs en chômage, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers grâce aux nouvelles constructions communales et départementales. 3 p. o/o de chômeurs chez les *terrasiers* et *manœuvres*, qui ont organisé une caisse de chômage, qui a fonctionné en décembre, janvier et février, actuellement les adhérents à cette caisse sont tous occupés. Chez les *journaliers-porcelainiers*, le travail tend à reprendre, 3 p. o/o de chômeurs.

Corrèze. — A Tulle, chez les *typographes*, le travail se maintient actif, 4 p. o/o de chômeurs; le syndicat a organisé une caisse de secours qui a permis de fournir des secours permanents et temporaires aux *syndiqués malades ou sans travail*. Ouvrage plus abondant

que l'an dernier et travail 72 heures par semaine chez les *chapeliers-fleurs* de Bort. A Thille, les *scieurs de long* estiment que le chômage atteint un tiers des leurs; l'ouvrage, abondant d'ailleurs, serait exécuté par des ouvriers venus de la campagne. 16 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*, qui sont moins occupés que l'an dernier. Chez les *peintres-plâtriers*, situation moins bonne que l'an dernier.

Cher. — Chez les *ouvriers agricoles* de Nérondes pas de chômeurs et activité satisfaisante. Les *journaliers* de Vierzon estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage de morte-saison; pas de signalés chez les *bûcherons* de Jussy-le-Chaudrier, 19 p. o/o chez ceux de Méry-ès-Bois, 10 p. o/o chez ceux de Sancergues, un peu plus du tiers chez ceux de Vallenay; dans l'ensemble, une amélioration s'est produite depuis le mois dernier. A Bourges, les *boulangers* comptent un cinquième des leurs sans place à demeure. Un peu plus de 3 p. o/o de chômeurs et commandes en augmentation sur le mois dernier chez les *ouvriers en toiles cirées*.

Pas de chômeurs chez les *charpentiers*, qui font 60 heures par semaine. Travail 60 heures par semaine, reprise du travail depuis le mois dernier et pas de chômeurs chez les *menuisiers*. De même pas de chômeurs chez les *menuisiers* de Vierzon, qui sont plus occupés que l'an dernier. A Bourges, pas de chômeurs, journée de 10 heures et reprise du travail depuis le mois dernier chez les *ouvriers en voitures*. De même, les *ouvriers en ameublement* sont tous occupés. De même, pas de chômeurs, journée de 9 heures, en augmentation d'une heure sur le mois dernier, mais reprise du travail moins accentuée que l'an dernier chez les *tailleurs de pierre*. Ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers, et journée de 9 heures en augmentation d'une heure sur le mois dernier chez les *maçons*. Pour ceux de Dunsur-Auron, pas de chômeurs, travail 55 heures par semaine et ouvrage plus abondant que le mois dernier. A Bourges, chez les *plâtriers*, qui comptent un tiers des leurs en chômage, travail 48 heures par semaine. Chez les *chaufourniers* de Jussy-le-Chaudrier, pas de chômeurs et travail plus abondant que l'an dernier; de même chez ceux de la Guercie.

Indre. — Travail toujours actif chez les *bûcherons* de Poinçonnet. A Châteauroux, 10 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés chez les *ouvriers en cuirs et peaux* de Chinault-Issoudun. Chez les *ouvriers sur métaux* de Châteauroux, pas de chômeurs, journée de 11 heures et ouvrage plus abondant que l'an dernier.

Vienne. — A Poitiers, 11 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs*. Morte-saison plus longue que l'an dernier chez les *ouvriers tailleurs*, qui estiment que trois quarts des leurs sont atteints par le chômage sur le tarif habituel. Chez les *ouvriers sur métaux* de Cenon, travail toujours actif et journée de 11 heures.

Deux-Sèvres. — A Niort, pas de chômeurs et travail régulier chez les *typo-lithographes*. Chez les *gantiers*, ouvrage moins abondant que l'an et le mois derniers. 4 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*. Journée de 11 heures chez les *serruriers-mécaniciens*. Les *tailleurs de pierre* et *maçons* de Parthenay estiment que le chômage atteint un quart des leurs; l'Association ouvrière de Parthenay a occupé, depuis le 15 janvier, 51 *ouvriers terrassiers* avec un salaire en augmentation de 0 fr. 04 par heure sur le tarif habituel. A Niort, travail 54 heures par semaine chez les *tailleurs de pierre*, qui comptent un cinquième des leurs en chômage.

Vendée. — Travail toujours actif chez les *mineurs* de Faymoreau; pour les *ouvriers de la surface* (75 p. o/o de l'ensemble), la journée a été augmentée d'une demi-heure. A la Roche-sur-Yon, ouvrage plus abondant que le mois dernier et 8 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Ouvrage moins abondant que l'an et le mois derniers chez les *tisserands* d'Evréux, qui comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage. 16 p. o/o chez les *tisserands* des Epesses. Chez ceux de Saint-Laurent, la durée du travail est réduite de moitié. De même, ralentissement du travail et 14 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands* de Treize-Vents. Les *ouvriers du bâtiment* de la Roche-sur-Yon estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 17 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers, garçons de cuisine*. Pas de signalés chez les *relieurs-papetiers*, qui sont plus occupés que l'an dernier. De

même pas de chômeurs chez les *typographes*. De même chez les *travailleurs du livre* de Châteaubriant qui sont moins occupés que le mois dernier. A Nantes, journée diminuée de 2 heures pour 25 ouvriers chez les *tapissiers* qui comptent 7 p. o/o de chômeurs parmi les syndiqués, mais le chômage serait plus important chez les non syndiqués. Mortel-saison chez les ouvriers des *scieries mécaniques* et les *monteurs en caisses*, qui comptent un tiers des leurs en chômage. Pas de chômeurs, journée de 10 heures et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *serruriers*. Travail encore peu actif chez les *ferblantiers bottiers* de la Turballe. A Nantes, pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *tailleurs de pierres blanches*.

BOURSE DU TRAVAIL DE SAINT-NAZAIRE. — Dans les chantiers de *construction maritime*, pour certaines compagnies, ralentissement du travail, malgré les commandes en cours d'exécution; dans un chantier, on a renvoyé 90 menuisiers et 80 riveurs et ajusteurs, dans un autre 10 peintres et 60 chaudronniers et manœuvres, cependant, on a embauché des ouvriers tôliers. Les petits ateliers de *mécanique* et de *réparations* et les *fonderies* sont bien pourvus de commandes et font 66 heures par semaine et quelquefois des heures supplémentaires; tandis que dans les constructions navales, la durée est de 60 heures. Dans l'industrie du *bâtiment*, la reprise du travail se fait lentement, pas de nouvelles constructions projetées; on fait 54 heures par semaine; on estime que le chômage atteint un peu plus du quart chez les *serruriers*, deux cinquièmes chez les *menuisiers*, 12 p. o/o chez les *maçons*. Dans les travaux de l'avant-port, 40 maçons ont été débouchés. Pour les *ouvriers du port*, travail actif, grâce à de nombreux arrivages de charbon principalement.

Morbihan. — A Vannes, 5 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *typographes*. Chez les *ferblantiers-bottiers*, à Larmor-Lorient, journée de 8 heures, pas de chômeurs, les usines ont commencé la fabrication des boîtes pour la saison d'été; à Lorient, chez les ouvriers en *bâtiment*, 1 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures, l'ouvrage est tenu pour moins abondant que l'an dernier par suite de la fermeture d'un chantier.

Finistère. — A Brest, les *travailleurs du livre* comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage. Pas de chômage chez les *ouvrières en robes*. Travail encore peu actif chez les *ferblantiers-bottiers* d'Audierne. Pas de chômeurs chez ceux de Concarneau.

Ille-et-Vilaine. — Ouvrage plus abondant que l'an dernier et 7 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs* de Bruz. A Fougères, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Rennes, de même pas de chômeurs chez les ouvriers syndiqués de l'industrie des *cuir*s; d'autre part, on estime que, dans l'ensemble de la corporation, les commandes sont faibles dans la *tannerie* et dans la *corroirie*; dans la *cordonnerie*, elles seraient inférieures d'un quart à une année normale; dans la *sellerie* et dans la *confection militaire*, le travail serait satisfaisant. Chez les *chapeliers-appropriateurs*, on fait de 5 à 6 jours par semaine. A Fougères, pas de chômeurs chez les *plâtriers*, qui sont moins occupés que l'an dernier; les ouvriers qui étaient inoccupés ont quitté le pays.

Maine-et-Loire. — A Cholet, chez les *boulangers*, 4 p. o/o de chômeurs. A Angers, chez les *typographes*, un peu moins de 6 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers par suite de l'augmentation de la concurrence des petits ateliers d'imprimerie-papeterie dans lesquels les patrons travaillant avec quelques apprentis entreprennent des impressions à bas prix. Un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les ouvriers de l'industrie *textile*. 7 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *tisserands* de Cholet (*industrie linière*); une maison (40 ouvrières et 20 dévideuses) vient de fermer; un *tissage coton* a formé deux équipes, une de jour et une de nuit, on occupe 80 ouvriers et 30 dévideuses. Les *tisserands* syndiqués de Geste sont tous occupés, mais les ouvriers, dans l'ensemble, sont moins occupés que l'an dernier; la concurrence des produits des tissages mécaniques a enlevé une grande partie des commandes aux tissages à la main. De même, ralentissement du travail chez les *tisserands* de la Séguinière, qui sont tous occupés; de même chez ceux de La Tessoualle. Chez ceux de Saint-Léger, on chôme 5 à 6 jours par mois.

A Cholet, 4 p. o/o de chômeurs et journée de 9 heures chez les *charpentiers*. Même chô-

mage et journée de 10 heures, chez les ouvriers de la *carrosserie* de Saumur; à Angers, les *tourneurs sur bois* syndiqués estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage; 19 p. o/o de chômeurs chez les *garçons limonadiers*.

Mayenne. — A Laval, ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *typographes*.

Sarthe. — Au Mans, travail 5 1/2 heures par semaine chez les *menuisiers*, qui comptent un quart des leurs en chômage. Travail 48 heures par semaine chez les *couvreurs*, qui sont tous occupés.

Indre-et-Loire. — Travail toujours actif chez les *bûcherons* de Neuville. A Tours, chez les *tisseurs*, qui comptent un cinquième des leurs en chômage, durée du travail diminuée de 4 heures 1/2 depuis le mois dernier pour 50 ouvriers; on fait généralement 60 heures par semaine.

Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *typographes*.

Loiret. — A Orléans, un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*.

Eure-et-Loir. — CHÂTEAUDUN. — Le travail chez les *typographes* se maintient toujours satisfaisant. A l'usine de *lavage de bourre*, travail toujours abondant; de même chez les *mécaniciens*. Dans une *tannerie*, journée de 11 heures. Travail suivi chez les *bijoutiers*. Dans l'industrie du *bâtiment*, le travail reprend dans divers chantiers. — A. Gauvin.

NOGENT-LE-ROTROU. — Travail plus abondant que l'an dernier chez les *typographes*. Dans la *chapellerie*, le travail se maintient très actif, dans certaines parties, on fait 70 heures par semaine. Bon courant de travail dans la *tannerie* et dans la *corroirie*. Morte-saison dans la *chaussonnerie* sans tendance à une reprise du travail. Dans l'industrie du *bâtiment*, le travail reste calme. — Th. Brêthes.

Orne. — A Alençon, reprise du travail dans deux maisons chez les *travailleurs du livre*, qui sont tous occupés. Chez les *tisseurs-cotonniers* de Flers, 7 p. o/o de chômeurs. Dans un grand nombre d'établissements on a réduit le personnel en donnant deux métiers à conduire à un seul ouvrier, les prix de façon tendent aussi à diminuer.

Manche. — Chez les *travailleurs du livre* d'Avranches, 4 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers. A Cherbourg, morte-saison plus longue que l'an dernier chez les *ouvrières en robes*, une maison de vente de vêtements confectionnés vient d'organiser un atelier de couture pour confections. Journée de 11 heures et travail toujours actif chez les *métallurgistes*.

Calvados. — Chez les *typographes* de Vire, l'activité déjà signalée se maintient. Chez ceux de Caen, un peu moins de 3 p. o/o de chômeurs. Ouvrage plus abondant que le mois dernier chez les *travailleurs de l'industrie cotonnière* de Condé-sur-Noireau. Pas de chômeurs chez les *bonnetiers* de Falaise.

Eure. — Chez les *compositeurs-imprimeurs* d'Évreux, le travail se maintient actif. A Louviers, une *filature* nouvelle, occupant au début 30 ouvriers, vient d'être mise en marche. De même pour une fabrique de *chapeaux feutre*; une *filature de soie* a renvoyé une partie de son personnel; d'autre part, une *filature*, qui avait été abandonnée, vient d'être remise en marche dans l'ensemble; la situation dans l'industrie *textile* est jugée meilleure que celle de l'an dernier.

Seine-Inférieure. — A Rouen, les *mouleurs sur métaux* sont tous occupés. Au Havre, reprise du travail depuis le mois dernier et 5 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Rouen, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, chez les *constructeurs-mécaniciens*. 5 p. o/o de chômeurs chez les *couvreurs-plombiers*. Au Havre, 11 p. o/o de chô-

meurs pour les *officiers-mécaniciens navigateurs du commerce*. Par suite de la diminution des arrivages de coton, les *journaliers du port* estiment qu'un peu plus de moitié des leurs sont atteints par le chômage.

Algérie. — A Alger, 19 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. Les *typographes* d'Oran comptent un tiers des leurs en chômage, par suite de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère et du ralentissement des commandes. A Alger, les *pointeurs de la marine* estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage; chez les *coiffeurs* de Constantine, 7 p. o/o de chômeurs.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour mars et avril :

ARRAS. — Canal de la Deûle. Établissement d'une gare d'eau.....	120.000 ^f
AURILLAC. — Travaux sur chemins vicinaux.....	196.100
CHAUMONT. — Travaux communaux.....	117.100
COLOMBES (Seine). — Travaux de viabilité et établissement d'égouts.	192.300
DUNKERQUE. — Réfection des formes de radoub.....	1.300.000
LE PERREUX (Seine). — Construction d'un groupe scolaire.....	151.200
MAYENNE. — Agrandissement de l'hospice et construction d'une école.....	179.200
MIRECOURT. — Travaux divers à l'hospice de Mirecourt.....	117.000
NANCY. — Bétonnage de biefs au canal de la Marne au Rhin.....	200.000
NARBONNE. — Adduction et distribution d'eau.....	185.000
NEVERS. — Canal du Nivernais. — Construction d'un mur de garde.	460.000
PARIS. — Vitrierie, couverture, etc. (Exposition).....	298.600
PARIS. — Construction d'une bouverie.....	122.300
PARIS. — Construction et viabilité de chemins vicinaux.....	362.000
PARIS. — Construction d'une cheminée (Exposition).....	218.000
PARIS. — Reconstruction de l'école Lavoisier.....	1.305.000
PAU. — Construction d'une gare maritime.....	1.850.000
REIMS. — Agrandissement de groupe scolaire et d'abattoir.....	157.700
REIMS. — Travaux à l'école de commerce.....	109.400
ROUEN. — Construction d'un quai au port de Rouen.....	870.000
VALENCE. — Construction et restauration d'établissements scolaires.....	280.850
VANNES. — Construction d'un pont.....	202.000
VERSAILLES. — Travaux divers aux halles.....	298.200
VERSAILLES. — Travaux divers aux abattoirs.....	314.600
VESOUL. — Chemin de Gray à Dôle. — Construction.....	867.200

Résultats des adjudications précédentes :

CHERBOURG. — Guerre. Construction d'une nouvelle batterie (220.000 fr.). — Adj. : Dequeker, à Cherbourg, 25 d'augmentation.

COMPIEGNE. — Relevés à bout du pavage de plusieurs rues (115.000 fr.). — Adj. : Société anonyme des grès de Seine-et-Oise, à la Ferté-Alais, *prix du devis*.

DOMFRONT. — Construction d'une église à Saint-Georges-des-Groseillers (127.200 fr.). — Adj. : *terrassement, maçonnerie, plâtreries et voûtes intérieures*, Nolais, à Nantes, 9; *fourniture de granit*, Brunot, à Landisacq, 1, *charpente, menuiserie, peinture et vitrierie, serrurerie*, Peschet, *prix du devis*; *couverture, zinguerie, plomberie*, Leperlier, à Caligny, 18.

DREUX. — Construction d'abattoir (157.500 fr.). — Adj. : *terrassements, maçonnerie et*

canalisation, Rouzard, à Dreux, 15; charpente, Brossier, 9; couverture, plomberie, zinguerie, Ulmer, 19, rue de Sèvres, à Paris, 9; installation d'eau et de gaz, Ulmer, 12; menuiserie, Lefèvre, à Dreux, 18; serrurerie, Jouffran, à Dreux, 18.

MARSEILLE. — Substitution de pavage au port de Marseille (150,000 fr.). — Adj. : Mina, à Marseille, 11.

NIORT. — Construction de l'Hôtel de ville (221,600 fr.). — Adj. : couverture, ardoises, Bellat-Paulin, à Niort, 25,10; plomberie et zinguerie, Thomassin, à Paris, 27,20; plâtrerie, Berland, à Fontenay, 30,50, et Fourré, à Niort, 30,10; peinture et vitrerie, Aulier, à Niort, 33,50, et Paquet, à Bordeaux, 48.

ORAN. — Travaux sur chemin de grande communication (208,550 fr.). — Adj. : Garcia, 10; Navarre, 9, Banuls, 10.

PARIS. — Construction d'un poste de secours rue François-Millet (134,600 fr.). — Adj. : terrasse et maçonnerie, Grousseau, 3, place Boulnois, 32,90; ferronnerie et serrurerie, Couvreur, 9, rue Péclet, 34,60.

PARIS. — Construction d'égouts rue de Gergovie et rue de la Procession (157,600 fr.). — Adj. : Viallard, 36, rue Cambronne, 26,40.

PARIS. — Construction de bassins filtrants sur les terrains de l'usine élévatoire projetée à Ivry-sur-Seine (811,400 fr.). — Adj. : Nanquette, 42, rue Manin, 15,30.

PARIS. — Construction du pavillon de l'Algérie à l'Exposition (325,000 fr.). — Adj. : Perret, 3, rue du Rocher, 9.

PARIS. — Travaux à divers palais (Exposition) [217,800 fr.]. — Adj. : charpente en bois du palais de la navigation commerciale, Thorel, à Louviers (Eure), 4,60; couverture d'un palais à l'Esplanade des Invalides, Poupard, 23, rue du Cherche-Midi, 11,20; Vitrerie du même palais et d'un autre au fond de l'Esplanade, Biarca, 44, rue Étienne-Marcel, 23,70 et 21,70.

PARIS. — Établissement d'une deuxième voie entre Aiffres et Saint-Jean-d'Angely (281,700 fr.). — Adj. : Lafitte, à Bordeaux, 26.

PARIS. — Travaux de ciment armé pour la construction du palais du matériel et des procédés généraux de la mécanique, de l'industrie chimique, etc. (455,000 fr.). — Adj. : Coignet, 20, rue de Londres, 15.

PARIS. — Construction d'une école de filles rue de Tourtille (179,600 fr.). — Adj. : terrasse et maçonnerie, carrelage, Grousseau, 96, avenue de la République, 31,60; ferronnerie et serrurerie, Michel, 15, rue de la Voulte, 36,20.

PARIS. — Construction d'une école de garçons rue de Louvois (157,900 fr.). — Adj. : terrasse et maçonnerie, Grousseau, 96, avenue de la République, 33,60; ferronnerie et serrurerie, Rumeau, 170, rue Michel-Bizot, 34,30; menuiserie et parquetage, Berger, 29, rue de la Chapelle, 33,20.

PARIS. — Travaux à divers palais (Exposition) [499,500 fr.]. — Adj. : charpente en bois pour le palais de l'électricité, Caravillot, 9, rue de Sambre-et-Meuse, 1,30; parquetage au petit palais des Champs-Élysées, Fender, 55, rue de Flandre, 10,20; couverture du palais des mines et de la métallurgie, société « l'Avenir », 18, rue d'Odessa, 14,80; couverture du palais de l'éducation et de l'enseignement, Akar, 42, rue Mazarine, 10,50; couverture du palais de fond de l'Esplanade, Parion, 94, rue de l'Abbé-Groult, 10,80; Couverture du palais des fils, tissus et vêtements, Akar, 10,80; terrassement et maçonnerie du palais de la navigation, Grandchamp, 21, rue Dareau, 13,10.

RENNES. — Construction du nouvel hospice de Pontchaillou (343,900 fr.). — Adj. : Mainson, à La Crèche (Deux-Sèvres), 10,50; charpente, Renaud, à Rennes, 6,05; couverture, Binot, à Villeport (Loire-Inférieure), 24; zinguerie, Deguine, à Argenteuil (Seine-et-Oise), 10,66; plâtrerie, Olivier, à Saint-Nazaire, 25; serrurerie, Cadot, à Rennes, 27,25; peinture et vitrerie, Godard, à Fontainebleau, 30.

SAINT-BRIEUC. — Aggrandissement du bassin à flot du port de Paimpol. — Terrassements et maçonnerie (821.950 fr.). — Adj. : Saffrey, à Pont-Audemer, 4.

SAINT-QUENTIN. — Construction du palais de Feronques, charpente (203.600 fr.). — Adj. Paindavoine, à Lille, 4.

TOURCOING. — Construction d'une école (120.700 fr.). — Adj. : *terrasse, maçonnerie, carrelage, plafonnage et enduits, gros fers et fontes*, Cateau-Henrisse, à Tourcoing, 7,25; *charpente, menuiserie, quincaillerie, peinture et vitrerie*, Beghin, à Tourcoing, 11,50; *couverture, zinguerie, plomberie, gaz*, Parent, à Tourcoing, 1,25.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les mois de janvier et février 1899 :

	VARIATIONS			
	1899.	1898.	en plus.	en moins.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	151.326.000	221.865.900	"	67.539.000
Matières nécessaires à l'industrie	449.038.000	408.424.000	40.614.000	"
Objets fabriqués.....	98.945.000	97.871.000	1.074.000	"
TOTAUX et balance....	702.309.000	728.160.000	41.688.000	67.539.000
			Diminut ^{on} : 25.851.000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	74.017.000	78.909.000	"	4.892.000
Matières nécessaires à l'industrie	145.231.000	129.721.000	14.510.000	"
Objets fabriqués.....	250.385.000	245.101.000	5.284.000	"
Colis postaux.....	31.049.000	25.344.000	5.705.000	
TOTAUX et balance....	498.682.000	478.075.000	25.499.000	4.892.000
			Augment ^{on} : 20.607.000	

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de février.		Du 1 ^{er} janv. au 28 fév.	
	1899.	1898.	1899.	1898.
Faillites.....	126	126	222	207
Liquidations judiciaires.....	17	20	38	43
Conversions de liquidations en faillites.	1	5	8	10

Préfecture de la Seine. — **Autorisations de bâtir.** — Du 1^{er} au 28 février 1899 il a été déposé 95 demandes en autorisation de bâtir, dont 81 pour des constructions neuves. Pendant le mois de février 1898, le nombre des demandes avait été de 168, dont 126 pour des constructions neuves.

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	février 1899.	janv. 1899.	février 1898.
Farine 12 marques, les 157 kilogrammes.....	44 ^f 50 ^c	44 ^f 90 ^c	61 ^f 40 ^c
Sucre brut, blanc n° 3, les 100 kilogrammes...	29 90	29 10	32 00
Alcool à 90°, l'hectolitre.....	44 65	45 00	43 65
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr..	49 75	50 75	52 40
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes..	45 40	43 00	39 25
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	37 50	40 50	29 50
Suif de la bouch ^e de Paris, les 100 kil. (en pains).	56 00	55 00	45 50
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette).	1 46	1 48	1 38
Veau, <i>idem.</i> ..	2 15	2 20	1 95
Mouton, <i>idem.</i> ..	1 95	2 00	1 80
Porc, <i>idem.</i> ..	1 60	1 65	1 26
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	38 37	38 12	38 50
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.....	149 50	155 00	121 50
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil.	47 75	44 50	42 50
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	18 00	17 00	16 50
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	196 50	183 50	133 50
Etain Banka, <i>idem.</i>	291 25	289 00	175 50
Plomb, <i>idem.</i>	42 00	39 25	33 25
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i>	#	64 25	48 50

Bureaux de garantie. — Relevé des objets d'or et d'argent présentés à la marque ou à la vérification, tant pour la consommation en France que pour l'exportation, pendant le premier mois de l'année 1899, dans les divers bureaux de garantie :

DÉSIGNATION.		POIDS TOTAL.			
		OR.		ARGENT.	
		1899.	1898.	1899.	1898.
		hectogr.	hectogr.	hectogr.	hectogr.
Fabrication nationale aux titres légaux.	Objets marqués des poinçons intérieurs.	5.772	4.952	80.180	71.018
	Sortie constatée des objets marqués pour l'exportation en crédit des droits non compris les montres au 4 ^e titre (1)	283	239	5.317	5.091
	Objets exportés avec remboursement des droits payés.....	144	94	1.253	735
Objets importés de l'étranger avec paiement des droits de garantie.....		687	609	5.988	6.765
Exportation des bijoux à tous titres n'ayant pas été soumis à la marque (loi du 15 janvier 1834).....		105	64	44	57

(1) Du 1^{er} janvier au 31 janvier 1899, il est sorti 18 montres en or au 4^e titre, pesant 2 hectogrammes, contre 42 montres et 3 hectogrammes en 1898.

Mont-de-piété de Paris. — Situation au 28 février 1899 :

GAGES CORPORELS.				ARTICLES.		SOMMES.	
				nombre.		francs.	
Il y avait en magasin, le 31 janvier 1899 au soir.....				1.595.922		47.714.078	
ENTRÉE.							
Par engagements effectifs.....		83.866	3.218.405	}	133.361	4.935.548	
Par renouvellements.....		49.495	1.717.143				
TOTAL.....				1.729.283		52.649.626	
SORTIE.							
Par dégagements effectifs.....		84.192	3.259.025	}	143.935	5.133.316	
Par renouvellements.....		49.495	1.717.143				
Par ventes.....		10.248	157.148				
RESTE en magasin le 28 février 1899.....				1.585.348		47.516.310	

VALEURS MOBILIÈRES.				TITRES.		SOMMES.	
				nombre.		francs.	
Il y avait en magasin, le 31 janvier 1899 au soir.....				21.305		5.782.118	
ENTRÉE.							
Par engagements effectifs.....		1.713	425.746	}	5.090	826.185	
Par renouvellements.....		1.377	400.439				
TOTAL.....				24.395		6.608.303	
SORTIE.							
Par dégagements effectifs.....		1.714	420.743	}	3.427	918.127	
Par renouvellements.....		1.377	400.439				
Par ventes.....		336	96.945				
RESTE en magasin le 28 février 1899.....				20.968		5.690.176	

GAGES CORPORELS.				VALEURS MOBILIÈRES.			
				Articles.		Titres.	
				—		—	
				nombre.		nombre.	
				francs.		francs.	
Restait en magasin, le 28 févr.		1895...	1.747.727	46.696.964		18.236	
		1896...	1.652.146	45.719.148		21.175	
		1897...	1.629.530	48.075.646		21.718	
		1898...	1.625.281	47.964.263		21.593	
Intérêts des emprunts : à 1 an, 2,75 p.o/o ; à 9 mois, 2,50 p.o/o ; à 6 mois, 2 p.o/o ; à 3 mois, 1,50 p.o/o.							

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant les onze premiers mois a été en 1898 de 31.522.907 tonnes et en 1897 de 29.887.948 tonnes, soit une augmentation de 5,4 p. o/o.

Les recettes des compagnies de chemins de fer d'intérêt général, au 25 février 1899, ont été de 185.558.600 francs. Elles étaient à la même date, en 1898, de 178.496.100 francs soit une augmentation de 4,5 p. o/o.

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 4^e TRIMESTRE DE L'ANNÉE 1898,

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées ; ces prix sont obtenus en divisant le déboursé total des consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives, sous la désignation portée au tableau ; ils peuvent différer, par conséquent, des prix courants de certaines qualités déterminées des mêmes marchandises.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilog.)	VIANDE FRAÎCHE. (au kilog.)	LARD (au kilog.)	BEURRE (au kilog.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre).	LAIT (au litre).	CHAR- BON (au quintal)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Aisne.....	0 29	1 78	1 70	3 17	9 36	0 57	0 18	3 17
Allier.....	0 29	"	2 09	"	"	0 38	"	"
Ardennes.....	0 28	1 53	1 69	2 88	8 81	0 48	"	3 05
Bouches-du-Rhône.....	0 31	"	1 25	2 50	"	"	"	2 15
Charente-Inférieure.....	0 25	"	"	2 68	"	"	"	"
Doubs.....	0 29	"	2 25	2 26	5 62	0 36	"	4 48
Gironde.....	0 27	"	"	3 00	10 00	0 37	"	3 20
Isère.....	0 34	1 70	1 55	2 20	11 00	0 45	"	2 69
Loire.....	0 34	1 48	1 40	"	"	0 32	"	2 53
Marne.....	0 30	1 86	1 46	3 19	9 99	0 49	0 24	3 54
Meurthe-et-Moselle.....	0 33	1 51	1 56	2 74	7 30	0 49	0 20	2 34
Nord.....	0 32	1 82	2 22	3 01	9 27	0 69	"	"
Rhône.....	0 33	1 56	1 65	2 86	10 72	0 34	"	3 67
Saône-et-Loire.....	0 28	1 62	1 46	"	"	0 43	"	2 97
Seine.....	0 30	2 00	2 24	3 38	8 60	0 52	0 30	3 10
ENSEMBLE du terri- toire.....	0 29	1 67	1 57	2 92	9 05	0 38	0 26	3 40
Quantités vendues par l'ensemble des 477 sociétés.	kil. 15.450.940	kil. 312.233	kil. 157.300	kil. 108.129	quint. 7.504	lit. 2.009.727	lit. 91.330	quint. 85.177

Les résultats ci-dessus des ventes opérées au cours du 4^e trimestre de 1898 résultent du dépouillement des rapports de 477 sociétés, dont 286 qui ont donné le nombre de leurs adhérents groupaient 86.389 associés. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble des 477 sociétés.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{ER} MARS.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
JANVIER 1899.									
Paris (1 ^{er} arr ^t)..	534	245	199	38					
— (1 ^{re} —)...	446	511	392	9					
— (2 ^e —)...	150	138	95	"					
— (3 ^e —)...	581	312	279	652	Aix.....	92	29	27	"
— (4 ^e —)...	572	335	286	"	Dijon.....	251	140	100	18
— (5 ^e —)...	197	193	178	"	Le Havre.....	263	50	33	5
— (6 ^e —)...	505	329	287	1	Nice.....	300	51	51	2
— (7 ^e —)...	548	479	265	5	Saint-Etienne..	58	64	58	"
— (8 ^e —)...	215	199	115	26	Saint-Nazaire..	84	6	3	3
Cholet.....	6	3	"	"	Saumur.....	73	33	22	2
Lille.....	3	"	"	"	Toulon.....	86	54	37	"
Lyon.....	148	85	33	1	Valence.....	297	71	57	"
					Vichy.....	195	80	76	"
					Alger.....	629	384	259	176
FÉVRIER 1899.									
Paris (11 ^e arr ^t)..	1326	1260	842	"					
— (9 ^e —)...	158	161	98	"					
— (10 ^e —)...	405	294	263	768					
— (11 ^e —)...	80	99	65	2					
— (12 ^e —)...	417	330	270	"					
— (13 ^e —)...	139	157	148	"					
— (14 ^e —)...	294	214	187	"					
Refuges munic..	"	"	80	149					
Levallois-Perret.	123	109	51	24	Angers.....	173	45	41	15
Brét.....	41	5	6	"	Boulogne-s-Mer..	87	46	46	"
Douai.....	4	23	"	"	Carcaïssonne...	101	70	67	"
Epinal.....	2	1	"	"	Clerm ^t -Ferrand..	341	117	95	6
Joigny.....	5	1	1	"	Le Havre.....	166	36	25	"
Listeux.....	52	41	41	"	Perpignan.....	56	20	10	8
Lunéville.....	1	1	"	"	Saint-Nazaire...	106	10	5	4
Orléans.....	5	3	3	"	Toulouse.....	344	127	112	"
Le Puy.....	25	63	13	3	Tours.....	293	104	96	"
Senones.....	1	2	3	"	Valence.....	184	75	41	"
Sens.....	23	9	5	"					
Trouville.....	13	3	3	"					
Versailles.....	8	6	5	"					

C. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (FÉVRIER 1899).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- menre.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Plombiers.....	6	"	"	"
Id.....	Id.....	Employés voyageurs et dessi- nateurs.....	5	1	1	"
Ardèche.....	Serrières.....	Chapeliers-souleurs.....	4	"	"	"
Ardennes.....	Charleville.....	Typographes.....	"	"	1	"
Aube.....	Troyes.....	Boulangers.....	25	22	"	"
Aude.....	Bages.....	Jardiniers.....	5	"	5	"
Bouches-du-Rhône	Marseille.....	Imprimeurs.....	15	7	"	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	12	3	1	1
Id.....	Id.....	Carrossiers.....	20	12	"	8
Id.....	Id.....	Tailleurs de pierre tendre.....	20	10	5	8
Id.....	Id.....	Peintres (art décoratif).....	121	22	78	41
Id.....	Id.....	Cochers.....	65	15	12	"
Id.....	Id.....	Maîtres d'hôtel et garçons navi- gateurs.....	30	15	13	"
Id.....	La Ciotat.....	Matelots pêcheurs.....	20	20	"	"
Charente.....	Angoulême.....	Union typo-lithographique.....	2	"	"	"
Id.....	Cognac.....	Tonnoliers.....	42	63	15	2
Cher.....	Bourges.....	Boulangers.....	20	14	8	"
Id.....	Méry-ès-Bois.....	Bâcheurs.....	8	"	"	"
Id.....	Vallénay.....	Id.....	38	"	"	"
Corrèze.....	Tulle.....	Typographes.....	2	"	"	"
Id.....	Id.....	Scieurs de long.....	40	"	"	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Typographes.....	6	"	"	"
Id.....	Id.....	Comptables.....	3	2	2	"
Dordogne.....	Périgueux.....	Boulangers.....	6	4	2	4
Eure-et-Loire.....	Châteaudun.....	Typographes.....	1	"	1	"
Gard.....	Nîmes.....	Confiseurs-pâtisseries.....	4	3	3	"
Haute-Garonne.....	Toulouse.....	Trépointeurs.....	50	69	"	30
Id.....	Id.....	Ouvriers en meubles.....	3	"	"	2
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	20	10	5	50
Gironde.....	Bordeaux.....	Compagnons et aspirants bon- langers.....	10	13	12	6
Id.....	Id.....	Ferblantiers.....	"	"	"	4
Id.....	Id.....	Garçons limonadiers.....	50	8	8	50
Id.....	Id.....	Bouchers-charcutiers.....	28	"	"	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	45	82	14	57
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	49	71	29	4
Isère.....	Grenoble.....	Typographes.....	7	6	"	6
Landes.....	Dax.....	Employés de commerce.....	2	1	1	"
Loire.....	Saint-Étienne.....	Boulangers.....	6	3	3	"
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	4	"	1	28
Loire-Inférieure.....	Nantes.....	Relieurs-papetiers.....	2	3	2	1
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Typographes.....	9	5	3	2
Id.....	Id.....	Tourneurs sur bois.....	7	"	"	"
Id.....	Id.....	Garçons limonadiers.....	9	5	2	3
Marne.....	Reims.....	Menuisiers.....	10	"	"	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Tailleurs d'habits.....	6	2	1	"
Nord.....	Arras.....	Peintres.....	7	"	"	"
Id.....	Id.....	Boulangers.....	"	"	19	61
Id.....	Id.....	Pâtisseries.....	22	22	7	"
Oise.....	Beauvais.....	Typographes.....	4	"	"	"

SYNDICATS OUVRIERS. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Oise.....	Beauvais.....	Comptables.....	1	"	"	"
Orne.....	Alençon.....	Typographes.....	2	1	"	1
Pas-de-Calais.....	Boulogne-sur-Mer.....	Tonneliers.....	1	3	3	"
Id.....	Calais.....	Typographes.....	1	"	"	"
Puy-de-Dôme.....	Clermont-Ferrand.....	Id.....	3	1	1	"
Id.....	Id.....	Plâtriers.....	22	1	1	"
Rhône.....	Lyon.....	Cartonniers.....	5	2	"	"
Id.....	Id.....	Imprimeurs conducteurs.....	1	"	"	"
Id.....	Id.....	Tisseurs.....	189	18	15	"
Id.....	Id.....	Sculpteurs statuaires.....	12	2	"	2
Id.....	Id.....	Employés de cafés.....	45	30	30	120
Saône (Haute-).....	Louhans.....	Chapeliers.....	1	"	"	1
Savoie.....	Chambéry.....	Menuisiers.....	8	"	8	"
Seine.....	Paris.....	Biscuitiers.....	20	12	"	30
Id.....	Id.....	Boulangers du XIII ^e arrondis- sement.....	26	"	6	19
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	153	170	23	130
Id.....	Id.....	Typographes (rue de Savoie).....	"	"	195	"
Id.....	Id.....	Margeurs-pointeurs.....	50	10	5	10
Id.....	Id.....	Conducteurs typographes.....	"	"	2	6
Id.....	Id.....	Teinturiers dégraisseurs.....	45	38	14	20
Id.....	Id.....	Passementiers à la barre.....	32	15	"	"
Id.....	Id.....	Passementiers à la main.....	25	8	6	2
Id.....	Id.....	Solidarité des tailleurs.....	213	2	"	2
Id.....	Id.....	Couleurs de lessive.....	"	"	5	2
Id.....	Id.....	Charrons.....	29	40	29	"
Id.....	Id.....	Peintres en voitures.....	3	5	2	"
Id.....	Id.....	Union des conducteurs-chauffeurs mécaniciens.....	18	14	2	2
Id.....	Id.....	Chauffeurs-conducteurs-mécani- ciens.....	30	23	20	3
Id.....	Id.....	Ouvriers en instruments de pré- cision.....	44	16	25	"
Id.....	Id.....	Puisatiers-mineurs.....	250	1	"	"
Id.....	Id.....	Union des peintres.....	26	12	4	8
Id.....	Id.....	Garçons de magasin.....	"	"	11	"
Id.....	Id.....	Union des comptables.....	48	32	11	5
Id.....	Id.....	Syndicat des comptables.....	2	3	2	"
Id.....	Id.....	Employés en serrurerie.....	4	1	1	"
Id.....	Id.....	Employés à la Bourse du com- merce.....	15	"	5	"
Id.....	Id.....	Sommeliers.....	391	220	258	310
Id.....	Id.....	Garçons limonadiers restaura- teurs.....	760	177	21	156
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	847	"	109	738
Id.....	Id.....	Enseignement libre.....	41	37	28	9
Id.....	Neuilly-sur-Seine.....	Union des peintres.....	45	11	"	"
Somme.....	Amiens.....	Tapissiers.....	3	"	"	"
Tarn.....	Albi.....	Chapeliers-fouleurs.....	4	1	1	"
Vienne.....	Isère.....	Ouvriers textiles.....	120	40	10	"
Algérie.....	Alger.....	Boulangers.....	"	"	15	110
Id.....	Id.....	Pointeurs de la marine.....	4	18	4	"
Id.....	Bône.....	Coiffeurs.....	1	1	"	1
Id.....	Oran.....	Typographes.....	20	5	10	5

D. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (FÉVRIER).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	ou extra.
Ardennes.....	Charleville.....	Association des employés.....	"	2	"	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Association des comptables et employés.....	3	2	2	"
Doubs.....	Besançon.....	«L'Étoile bisontine».....	20	17	16	87
Id.....	Id.....	Employés de commerce.....	2	"	"	"
Id.....	Montbéliard.....	Employés du commerce et de l'industrie.....	4	"	"	"
Loire-Inférieure..	Nantes.....	«La Réunion des maçons».....	42	20	"	39
Id.....	Id.....	Fédération des mécaniciens et chauffeurs.....	3	1	1	2
Maine-et-Loire...	Angers.....	Maréchaux.....	12	30	12	3
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Employés et voyageurs.....	4	5	"	"
Nord.....	Dunkerque.....	Commis et courtiers.....	4	"	"	"
Id.....	Valenciennes.....	Association des comptables...	4	1	1	"
Id.....	Id.....	Prévoyance des employés.....	1	"	"	"
Id.....	Id.....	Anciens élèves de l'école.....	6	7	6	"
Rhône.....	Lyon.....	Union des commis et employés de commerce.....	22	18	14	"
Seine.....	Paris.....	Union de la charcuterie.....	462	470	411	7
Id.....	Id.....	Concierges-gérants.....	21	18	8	"
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	"	72	8	2
Id.....	Id.....	Société «la Couturière».....	9	10	"	"
Id.....	Id.....	Société «l'Étoile».....	465	991	92	890
Id.....	Id.....	Société des cuisiniers.....	160	88	88	230
Id.....	Id.....	Société «le Bâtiment».....	10	14	3	"
Id.....	Id.....	Société de la boucherie.....	"	234	105	30
Id.....	Id.....	Association des comptables...	122	112	54	15
Id.....	Id.....	Meunerie française.....	21	10	10	"
Id.....	Id.....	Union Helvetia.....	146	80	47	8
Id.....	Id.....	Compagnons charrons.....	35	30	30	"
Id.....	Id.....	Société suisse des commerçants.	90	27	18	"
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs-ferrandi- niers.....	12	7	"	5
Id.....	Id.....	Union des employés de com- merce et de l'industrie.....	5	8	3	"
Seine-Inférieure..	Rouen.....	Association des secrétaires et employés de mairie.....	4	1	"	"
Id.....	Id.....	La Prévoyance mutuelle.....	4	4	2	1
Id.....	Le Havre.....	Coiffeurs.....	81	66	15	46
Id.....	Id.....	Employés de commerce.....	27	19	18	"
Somme.....	Amiens.....	Voyageurs et représentants de commerce.....	"	1	"	"
Id.....	Id.....	Garçons de cafés et de resta- urants.....	57	75	11	64

E. — SOCIÉTÉS DIVERSES (FÉVRIER).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Allier	Moulins	Patronage des condamnés libérés	"	"	2	"
Bouches-du-Rhône.	Marseille	Assistance par le travail	26	6	14	"
Id	Id	La Préservation	79	54	54	"
Charente-Inférie ^{re} .	La Rochelle	Maison du marin	"	"	16	"
Id	Rochefort	Fourneau économique	3	"	"	3
Drôme	Die	Asile protestant	3	2	"	"
Eure-et-Loir	Courville	Assistance par le travail	"	"	1	5
Id	Mainvillers	Asile Saint-Jean	1	"	1	"
Haute-Garonne	Toulouse	Patronage des prisonniers libérés	15	"	2	"
Gironde	Bordeaux	Maison du marin	142	62	62	"
Id	Id	Assistance par le travail	"	2	20	2
Id	Courbeyrac	Orphelinat de Saint-Vincent-de-Paul	"	1	"	"
Indre-et-Loire	Tours	Patronage des prisonniers libérés	4	1	2	1
Id	Id	Office des travailleurs	508	120	116	"
Haute-Loire	Le Puy	Maison des Filles	"	"	"	14
Loire-Inférieure	Nantes	Œuvre du Sacré-Cœur	"	22	12	"
Id	Id	Maison du marin	69	"	51	"
Marne	La Chalmelle	Colonie agricole	1	10	1	6
Nord	Dunkerque	Maison du marin	"	"	164	"
Basses-Pyrénées	Bayonne	Œuvre de Sainte-Anne	80	40	35	"
Rhône	Lyon	Association des amies de la jeune fille	98	75	8	"
Id	Id	Patronage des prisonniers libérés	31	"	22	"
Id	Id	Association des patrons catholiques	297	196	85	17
Id	Id	Assistance par le travail	135	"	10	8
Id	Id	Asile protestant	31	61	15	"
Sarthe	Le Mans	Sœurs servantes de Marie	23	"	"	"
Seine	Paris	Société protestante du travail	58	60	45	"
Id	Id	Assistance des Alsaciens-Lorrains	"	9	9	"
Id	Id	Association générale d'Alsace-Lorraine	"	374	147	22
Id	Id	Société philanthropique	380	57	175	122
Id	Id	Société philanthropique savoisiennne	117	207	154	3
Id	Id	Assistance par le travail du 2 ^e arrondissement	"	"	"	216
Id	Id	Home français	"	"	10	"
Id	Id	« The mission home »	93	73	20	6
Id	Id	« The english catholic home »	27	76	14	"
Id	Id	Home allemand	"	11	46	"
Id	Id	Asile Saint-Charles	96	298	62	"
Id	Id	Œuvre des pauvres honteux	16	7	5	"
Id	Id	Société charitable des visiteurs	40	13	5	2
Id	Id	Maison des sœurs de la Croix	"	"	518	"
Id	Id	Patronage Saint-Antoine-de-Padoue	"	"	30	"
Id	Id	Patr. de la Providence pour jeunes filles	3	"	"	"
Id	Id	Patronage des libérés	350	"	43	"
Seine-Inférieure	Rouen	Refuge de nuit	23	"	"	1
Id	Id	Œuvre du Sacré-Cœur	73	107	37	"
Seine-et-Marne	Melun	Assistance par le travail	20	20	5	15
Vosges	Remiremont	Secrétariat du peuple	5	3	3	"
Id	Id	Orphelinat de l'Enfant-Jésus	"	3	"	"
Algérie	Alger	Union internationale des amies de la jeune fille	14	6	5	5

V. — SYNDICATS PATRONAUX (FÉVRIER).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Alpes-Maritimes...	Nice	Boulangers.....	14	19	4	28
Indre-et-Loire....	Tours.....	Charcuterie.....	67	39	33	"
Rhône.....	Lyon.....	Maîtres teinturiers et dégrais ¹ ..	10	5	5	"
Seine.....	Paris.....	Épicerie (Gros et détail).....	702	672	514	"
Id.....	Id.....	Épicerie (détail).....	256	185	173	"
Id.....	Id.....	Quincaillerie.....	"	32	20	"
Id.....	Id.....	Débitants de vins et liquoristes..	124	107	93	9
Id.....	Id.....	Marchands de beurre, œufs et fromages.....	143	268	60	4
Id.....	Id.....	Reliure.....	40	32	22	"
Id.....	Id.....	Boulangers.....	93	62	37	"
Id.....	Id.....	Couteliers.....	19	17	16	"
Id.....	Id.....	Syndicat du papier et des in- dustries qui le transforment..	32	31	20	"
Seine-Inférieure..	Le Havre.....	Épicerie.....	27	25	24	1
Seine-et-Oise.....	Isle-Adam.....	Bouchers-charcutiers.....	"	"	7	"
Id.....	St-Germain-en-Laye	Bâtiment.....	16	5	"	3
Var.....	Toulon.....	Boulangers.....	40	55	20	10
Vosges.....	Le Thillot.....	Médecins (1).....	1	4	1	"

(1) Placement de nourrices au sein.

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

ŒUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE JANVIER.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	2.688	163	530	"	21.819
Hospitalité de nuit (maison de Lamaze).....	1.695	230	54	175	7.130
Idem. (rue Laghouat).....	1.147	132	"	139	4.111
Idem. (rue de Charonne).....	1.607	220	87	261	6.094
Idem. (rue de Tocqueville) en reconstruction...	"	"	"	"	"
Société philanthropique (rue de Crimée).....	"	"	154	13	796
— (rue Labat).....	"	"	345	30	1.230
— (rue Saint-Jacques)...	"	"	399	91	1.933
— (avenue du Maine)...	"	"	81	81	815

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de février 1899, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Haute-Marne [12 décembre 1898]. — Syndicat des pharmaciens de la Haute-Marne (38 membres). Siège social : rue Laloy, 9, à Chaumont.

Rhône [décembre 1898]. — Syndicat horticole lyonnais (50 membres). Siège social : Ecully.

Seine [6 juillet 1898]. — Chambre syndicale des fabricants de fouets au détail (24 membres). Siège social : faubourg Saint-Martin, 84, à Paris.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Cher [1^{er} novembre 1898]. — Chambre syndicale ouvrière des tailleurs d'habits (35 membres). Siège social : Bourse du travail, à Bourges.

Loire-Inférieure [21 décembre 1898]. — Syndicat des ouvriers cordonniers de la ville de Nantes (50 membres). Siège social : Bourse du travail, à Nantes.

Loire-Inférieure [21 décembre 1898]. — Syndicat des ouvriers marbriers de la ville de Nantes (26 membres). Siège social : Bourse du travail, à Nantes.

Manche [1^{er} décembre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers maçons, tailleurs de pierres, plâtriers et parties similaires du bâtiment de la ville de Cherbourg (120 membres). Siège social : rue du Château, à Cherbourg.

Nord [5 novembre 1898]. — Union syndicale de la métallurgie de Saint-Amand et environs (265 membres). Siège social : Place de l'Église, à Saint-Amand.

[20 octobre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers charpentiers-menuisiers de la ville de Saint-Amand et des environs (54 membres). Siège social : Saint-Amand.

Savoie [11 décembre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers scieurs et similaires de la ville et de l'arrondissement de Chambéry (22 membres). Siège social : rue Sainte-Barbe, à la Grenette.

Seine [23 mai 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers en bâtiment du département de la Seine (311 membres). Siège social : bourse du travail, à Paris.

[8 décembre 1898]. — Syndicat des travailleurs de la triperie en général et des andouilleurs (48 membres). Siège social : rue de Flandre, 164, à Paris.

[septembre 1897]. — Union syndicale des employés des coopératives ouvrières du département de la Seine (230 membres). Siège social : rue Vieille-du-Temple, 53, à Paris.

[16 septembre 1897]. — Union syndicale des tailleurs de pierres du département de la Seine (435 membres). Siège social : rue des Nonnains-d'Hyères, 6, à Paris.

Tarn [19 août 1898]. — Syndicat des ouvriers moutonniers (110 membres). Siège social : maison Pujal, place de la gare, à Graulhet.

Vaucluse [juillet 1891]. — Syndicat des ouvriers tailleurs d'habits (30 membres). Siège social : Avignon.

3° SYNDICATS AGRICOLES.

Aube [24 décembre 1898]. — Syndicat agricole et viticole de Saint-Jean-de-Bonneval (45 membres). Siège social : Saint-Jean-de-Bonneval.

Côtes-du-Nord (8 décembre 1898). — Syndicat agricole de Pleumeur-Bodou (40 membres). Siège social : Pleumeur-Bodou.

Doubs [19 décembre 1898]. — Syndicat agricole de Cour Saint-Maurice (44 membres). Siège social : Cour Saint-Maurice.

[15 mars 1898]. — Syndicat agricole des communes de Cussey-sur-Lizon, Châtillon-sur-Lizon et Echay (22 membres). Siège social : Cussey-sur-Lizon.

[17 avril 1898]. — Syndicat agricole de Saint-Gorgon, Aubonne, Le Châtelet, Ouans et Benédale (62 membres). Siège social : Saint-Gorgon.

[3 avril 1898]. — Syndicat agricole de Doubs (23 membres). Siège social : Doubs.

[4 juillet 1897]. — Syndicat agricole de Glère (26 membres). Siège social : Glère.

[26 décembre 1898]. — Syndicat agricole de la commune de Maucenans (41 membres). Siège social : Maucenans.

Indre-et-Loire [20 novembre 1898]. — Syndicat agricole et viticole de Thenceuil (20 membres). Siège social : Thenceuil.

[11 septembre 1898]. — Syndicat agricole et viticole de Lussault (25 membres). — Siège social : Lussault.

[18 décembre 1898]. — Syndicat agricole et viticole de Balesmes (64 membres). Siège social : Balesmes.

Loiret (1^{er} juillet 1898). — Syndicat agricole et viticole de Gaubertin (42 membres). Siège social : mairie de Gaubertin.

[24 mars 1898]. — Syndicat des cultivateurs de la commune d'Echilleuse et des communes limitrophes (32 membres). Siège social : Echilleuse.

Hautes-Pyrénées [2 février 1896]. — Syndicat d'industrie agricole de Bonnefont-Labitte (8 membres). Siège social : Bonnefont.

Rhône [en 1898]. — Association agricole et philanthropique « La Semeuse » de Dardilly (47 membres). Siège social : Dardilly.

Deux-Sèvres [16 octobre 1898]. — Syndicat agricole du canton de Beauvoir (assurance mutuelle contre la mortalité du bétail (123 membres). Siège social : Beauvoir-sur-Niort.

[19 décembre 1898]. — Syndicat économique agricole de Melleran (82 membres). Siège social : Melleran.

Var [18 juillet 1897]. — Syndicat agricole du Golfe (90 membres). Siège social : Cogolin.

[1^{er} février 1897]. — Syndicat agricole régional de Salernes (230 membres). Siège social : rue Victor-Hugo, à Salernes.

Vaucluse [1^{er} avril 1893]. — Syndicat agricole d'Aubignan (116 membres). Siège social : route de Beaumes, à Aubignan.

[6 février 1889]. — Syndicat agricole de Bédarrides (120 membres). Siège social : Bédarrides.

[17 juin 1894]. — Syndicat agricole de la région de Sault (65 membres). Siège social : Sault.

[5 septembre 1895]. — Syndicat agricole de Méthamis (65 membres). Siège social : Méthamis.

[3 novembre 1895]. — Syndicat agricole de Sainte-Cécile (98 membres). Siège social : Sainte-Cécile.

[2 décembre 1891]. — Syndicat de l'Union des propriétaires de Bédarrides (73 membres). Siège social : Bédarrides.

[15 septembre 1889]. — Syndicat agricole de Faucon (97 membres). Siège social : Faucon.

[4 février 1894]. — Syndicat agricole de Travaillan (17 membres). Siège social : Travaillan.

4^e UNIONS DE SYNDICATS.

Seine [août 1898]. — Fédération des ouvriers boulangers de France et des colonies (3 syndicats adhérents). Siège social : boulevard Magenta, 6, à Paris.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre [] est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.

1^{er} SYNDICATS PATRONAUX.

Hautes-Alpes [2 février 1891]. — Syndicat de commerce en gros des liquides des Hautes-Alpes (38 membres). Siège social : Gap.

Creuse [27 décembre 1896]. — Chambre syndicale de la boulangerie des cantons de Chambon-sur-Voneize, d'Evaux-les-Bains et leurs environs (15 membres). Siège social : Chambon-sur-Voneize.

Loiret [1^{er} septembre 1892]. — Syndicat des marchands de bois du Loiret (4 membres). Siège social : boulevard Saint-Vincent, 18, à Orléans.

[21 février 1890]. — Syndicat de l'éclairage, cire et chandelles (4 membres). Siège social : Orléans.

[21 février 1890]. — Syndicat des banquiers, agents de change et d'assurances (5 membres). Siège social : chambre de commerce, à Orléans.

[21 février 1890]. — Syndicat des liquoristes, distillateurs, confiseurs, confituriers et pâtisseries (10 membres). Siège social : Chambre de commerce d'Orléans.

[28 septembre 1894]. — Chambre syndicale et patronale de la menuiserie du bâtiment de la ville d'Orléans (20 membres). Siège social : rue des Pensées, 25, à Orléans.

[21 février 1890]. — Syndicat de la quincaillerie (22 membres). Siège social : chambre de commerce, à Orléans.

Haute-Savoie [22 mars 1896]. — Syndicat professionnel des pêcheurs français du lac Léman (200 membres). Siège social : Rive-Thomas.

Deux-Sèvres [28 novembre 1895]. — Syndicat des entrepreneurs de couvertures (9 membres). Siège social : café Molière, à Niort.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Hautes-Alpes [9 juin 1895]. — Chambre syndicale des travailleurs du bâtiment de Gap (31 membres). Siège social : Gap.

Ardennes [12 février 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers carriers et tailleurs de pierres du canton de Givet (25 membres). Siège social : Foischies.

[25 janvier 1885]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en broserie de Charleville (54 membres). Siège social : rue Bourbon, 34, à Charleville.

Calvados [1^{er} juillet 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers teinturiers et blanchisseurs de Condé-sur-Noireau (28 membres). Siège social : rue Vieille-Rue, à Condé-sur-Noireau.

Loiret [13 juillet 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers charpentiers d'Orléans (10 membres). Siège social : rue des Pensées, 27, à Orléans.

Haute-Savoie [22 septembre 1893]. — Syndicat des ouvriers bateliers du lac Léman (137 membres). Siège social : Meillerie.

Deux-Sèvres [1^{er} octobre 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers plâtriers (10 membres). Siège social : Mairie de Niort.

Tara [23 février 1881]. — Chambre syndicale des ouvriers sur cuirs et peaux (1300 membres). Siège social : Place de la Gare, à Graulhet.

3° SYNDICATS MIXTES.

Aube [1^{er} janvier 1887]. — Syndicat troyen de la bonneterie (65 membres). Siège social : rue Boucherat, 9, à Troyes.

4° SYNDICATS AGRICOLES.

Hautes-Alpes [8 juin 1895]. — Syndicat agricole et viticole de la Saulce (15 membres). Siège social : La Saulce.

[11 janvier 1896]. — Syndicat des agriculteurs des Alpes (500 membres). Siège social : Gap.

Haute-Savoie [23 septembre 1894]. — Syndicat des vignerons de Malagny, Veigy et Humilly pour la reconstitution des vignes phylloxérées (43 membres). Siège social : Malagny, commune de Viry.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Cinq applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été relevées en février 1899 par l'Office du Travail.

1° Grève de boulangers à Vierzon. — Le 3 février, les ouvriers boulangers de Vierzon se sont mis en grève au nombre 39, en demandant une augmentation de 1 franc par jour.

Le lendemain ils ont saisi le juge de paix du différend et une réunion de conciliation a été tenue le 5.

Elle n'a pu aboutir parce que les patrons qui s'étaient présentés ont déclaré n'avoir aucun mandat de leurs collègues.

Les ouvriers ont abaissé leurs prétentions à 2 fr. 50 d'augmentation par semaine, mais les patrons ont déclaré qu'ils n'accorderaient rien et remplaceraient leurs ouvriers si le travail n'était pas repris dans les vingt-quatre heures.

Ils ont mis du reste cette menace à exécution et le 11 février le travail était repris normalement avec de nouveaux ouvriers aux anciennes conditions.

Pendant la grève, les patrons se sont chargés eux-mêmes du travail, de sorte que l'alimentation de la ville a été complètement assurée.

2° Grève de fileurs et rattacheurs à Lepuix-Giromagny (Territoire de Belfort). — 138 fileurs et rattacheurs de l'établissement dit « La Fonderie » de MM. Boisjeol-Japy, se sont mis en grève le 2 février en demandant une augmentation de salaire et le renvoi de l'ouvrier chargé du pesage des trames.

Le 4 février, le juge de paix a réuni un comité de conciliation, mais sans réussir à ramener l'entente.

La grève a duré jusqu'au 16 février.

L'usine qui avait été fermée après la tentative infructueuse de conciliation a été rouverte le 14 février.

Les ouvriers ont obtenu que le salaire des rattacheurs fût augmenté à partir du 25 février et porté à 75 p. o/o de celui des fileurs au lieu de 70 p. o/o.

Le peseur a été maintenu jusqu'au moment où un compteur mécanique, qui doit être installé dans l'établissement, permettra de supprimer son emploi. En attendant, un ouvrier choisi par ses camarades sera chargé de contrôler les pesées.

Cette transaction est due en grande partie à l'intervention et à l'heureuse influence de M. l'administrateur du territoire de Belfort.

3° Grèves de bûcherons à Azy-le-Vif, Chantenay, Avril et Fleury-sur-Loire (Nièvre). — Le 23 janvier, 120 bûcherons occupés sur le territoire des communes d'Azy-le-Vif et de Chantenay se sont mis en grève en demandant le retour au tarif adopté en 1893, entre patrons et ouvriers, devant le Préfet de la Nièvre.

Le 6 février, 42 bûcherons travaillant dans les communes d'Avril et Fleury-sur-Loire ont cessé à leur tour le travail par solidarité avec leurs camarades, ce qui a porté à 162 le nombre des grévistes.

Dans une réunion tenue le 8 février, ceux-ci ont décidé de saisir le juge de paix du différend, et un comité de conciliation a été réuni le 12.

L'entente n'a pu s'établir et le juge de paix a proposé l'arbitrage.

Les délégués des deux parties ont accepté, et le lendemain les bûcherons ont fait connaître au juge de paix le nom de l'arbitre choisi.

Mais les patrons n'ont pas voulu suivre leurs mandataires sur ce terrain et ont fait savoir par lettre qu'ils ne pouvaient que « confirmer les conventions auxquelles ils s'étaient engagés dans la réunion sans y apporter d'autres modifications » à savoir 1 fr. 75 par corde de charbon au lieu de 2 francs demandés par les ouvriers.

La grève continue.

4° Grève de chaudronniers à Cherbourg. — A la suite du renvoi d'un de leurs camarades qui s'était absenté un après-midi sans autorisation, 32 ouvriers de l'usine « du Temple » se sont mis en grève le 7 février.

Le 14, à la demande des grévistes, un comité de conciliation a été réuni, mais le directeur a refusé de reprendre l'ouvrier congédié.

Il a déclaré qu'il laisserait rentrer les grévistes, mais à condition qu'ils subiraient une mise à pied de cinq jours. Les délégués ont cherché à faire abaisser à deux jours cette peine disciplinaire et sur le refus du directeur, l'entente n'a pu s'établir.

L'arbitrage proposé par le juge de paix a été accepté par les ouvriers, mais repoussé par la direction.

Le 20 février, le personnel de l'usine était de nouveau au complet, les ouvriers qui n'avaient pas voulu reprendre le travail ayant été remplacés.

5° Grève de tisseurs à Roubaix. — Le 22 février, 35 tisseurs de l'établissement Gosseman se sont mis en grève pour soutenir la demande d'augmentation de salaire faite par 7 de leurs camarades qui, chargés de la fabrication d'un nouvel article, ne pouvaient plus arriver à gagner leur journée habituelle et subissaient de ce chef une perte d'environ 0 fr. 50 par jour.

Le 24 février, les grévistes se sont adressés au juge de paix, mais le patron a refusé de se présenter.

Le conflit a duré jusqu'au 1^{er} mars.

Les tarifs des nouveaux articles n'ont pas été modifiés, mais par suite d'améliorations apportées dans le travail, les ouvriers ne subiront qu'une minime réduction.

LES GRÈVES EN FÉVRIER 1899.

29 grèves ont été signalées en février 1899 à l'*Office du travail*.

Elles comprennent 3,514 grévistes.

Il y avait eu, en février 1899, 25 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois pendant les cinq années 1894, 1895, 1896, 1897 et 1898 a été de 24.

Les 29 grèves de février 1899, sauf 2, n'ont affecté qu'un seul établissement.

Elles sont dues aux causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.	14
Réductions de salaire.	7
Retard dans le paiement des salaires.	1
Demande d'un acompte sur le mois.	1
Demande de la paye par quinzaine.	1
Demande de réintégration d'un contremaître et d'ouvriers.	3
Demandes de renvoi de contremaîtres et d'ouvriers.	3
Réglementation du travail.	2
Demande de s'absenter le mardi-gras.	1

Il est à remarquer que 22 de ces grèves sur les 29 qui ont eu lieu en février, soit les trois quarts, ont été causées par des questions de salaire, et 14, soit la moitié, par des demandes d'augmentation.

Ces grèves se sont produites dans 16 départements : ceux de la Seine, du Nord, du Rhône, de la Loire, de la Mayenne et du Morbihan en ayant compté respectivement 5, 4, 4, 2, 2 et 2.

Elles se répartissent dans les industries ou professions suivantes :

Textiles, 9; bâtiment, 7; métaux, 6; ardoisiers, 2. Une enfin parmi des boulangers, déchargeurs, malletiers, mineurs et ouvriers en voitures d'enfants.

Des 29 grèves commencées en février, 24 sont terminées.

Elles ont duré :

Une, 14 jours; une, 13 jours; une, 11 jours; deux, 8 jours; une, 7 jours; trois 6 jours; trois, 5 jours; deux, 4 jours; deux, 3 jours; deux, 2 jours et six, 1 jour.

Si l'on y ajoute cinq grèves commencées en janvier et qui ont duré 21, 15, 13, 12 et 10 jours, on trouve que 29 conflits ont été terminés aboutissant à :

6 réussites;

8 transactions;

15 échecs.

Tableau indiquant la situation des grèves

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.
1	2				6	7
20 janvier.	.....	Graulhet.....	Tarn.....	Mégissiers (moutonniers)...	1	20
23 janvier.	.....	Chantenay.....	Nièvre.....	Bûcherons.....	.....	160
23 janvier.	5 février.	Paris.....	Seine.....	Fabriques de casquettes.....	1	5
24 janvier.	14 mars..	S ^t -Amand.....	Nord.....	Faïenciers.....	2	900
25 janvier.	6 février.	Paris.....	Seine.....	Mouleurs en cuivre.....	1	10
27 janvier.	6 février.	Paris.....	Seine.....	Polisseuses (bijoux).....	1	35
28 janvier.	9 février.	Lepuix-Gy.....	Haut-Rhin.....	Tisseurs.....	1	100
GRÈVES NON TERMINÉE						
1 ^{er} février.	6 février.	Saint-Saturain-du-Limet.	Mayenne.....	Ardoisiers.....	1	250
2 février.	4 février.	Renazé.....	Mayenne.....	Ardoisiers.....	1	42
2 février.	16 février.	Lepuix-Gy.....	Haut-Rhin.....	Fileurs.....	1	138
3 février.	11 février.	Vierzon.....	Cher.....	Boulangers.....	.....	39
4 février.	9 février.	Saint-Paul-en-Cor-millon.	Loire.....	Tisseuses de soie.....	1	250
7 février.	20 février.	Cherbourg.....	Manche.....	Chaudronniers.....	1	32
8 février.	11 février.	Reims.....	Marne.....	Fileurs et tisseurs.....	1	95
9 février.	10 février.	Saint-Amand.....	Nord.....	Chainetiers.....	1	30
9 février.	13 février.	Paris.....	Seine.....	Demolisseurs.....	1	60
11 février.	16 février.	Montigny - sur-Loing.	Seine-et-Marne...	Terrassiers et mineurs.....	1	60
11 février.	22 février.	Inzinac.....	Morbihan.....	Lamineurs.....	1	300
11 février.	.....	Paris.....	Seine.....	Fabr. de voitures d'enfants..	1	8
13 février.	.....	Saint-Marcellin..	Isère.....	Fileuses de soie.....	1	.....
13 février.	17 février.	Lyon.....	Rhône.....	Manœuvres.....	1	8
13 février.	21 février.	Grandcroix.....	Loire.....	Mineurs.....	2	500
14 février.	20 février.	Lyon.....	Rhône.....	Malletiers.....	1	2
14 février.	20 février.	Lyon.....	Rhône.....	Décolleteurs et polisseurs...	1	14
16 février.	17 février.	Loagné-les-Corps-Saints.	Somme.....	Tisseurs.....	1	36
20 février.	21 février.	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	250
20 février.	.....	Paris.....	Seine.....	Mécaniciens constructeurs...	1	.....
20 février.	.....	Halluin.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	650
20 février.	23 février.	Vigneux.....	Seine-et-Oise...	Terrassiers.....	1	80
22 février.	23 février.	Inzinac.....	Morbihan.....	Déchargeurs.....	1	20
22 février.	1 ^{er} mars..	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	35
25 février.	.....	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	160
27 février.	1 ^{er} mars..	Pontarlier.....	Jura.....	Terrassiers.....	1	200
28 février.	1 ^{er} mars..	Vire.....	Calvados.....	Ouvrières en parapluies....	1	15
28 février.	3 mars..	Tourcoing.....	Nord.....	Peignage de laine.....	1	30
28 février.	6 mars..	Lyon.....	Rhône.....	Terrassiers et maçons.....	1	210

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à l'Office du travail.

à la fin du mois de février 1899.

REPRÉSENTANTS.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} FÉVRIER 1899 (A).

1	Contre l'emploi de nouvelles machines .....	.....	(1) Grévistes remplacés.
2	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	(2) Le travail avait été repris le 20 février,
3	Demande de réintégration d'un ouvrier	Échec (1).	mais la direction ayant voulu congédier sept
4	Réglementation du travail	Échec (2).	ouvriers, membres du bureau du syndicat,
5	Demande de renvoi d'un ouvrier	Échec.	leurs camarades ont quitté l'usine, entraî-
6	Réduction de salaire	Réussite.	nant avec eux le personnel d'un établisse-
7	Réglementation du travail et demande de diminution des amendes.	Transaction.	ment similaire de la région.

EN FÉVRIER 1899.

1	Retard dans le paiement des salaires	Réussite.	
2	Réduction de salaire	Échec.	
3	Demande d'augmentation de salaire et de renvoi du peseur.	Transaction.	
4	Demande d'augmentation de salaire	Échec (3).	(3) Grévistes remplacés.
5	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
6	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié	Échec.	
7	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
8	Réglementation du travail	Échec (4).	(4) Grévistes congédiés.
9	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
10	Demande d'augmentation de salaire et de réintégration d'un contremaître.	Échec.	
11	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
12	Réduction de salaire .....	.....	
13	Réduction de salaire .....	.....	
14	Demande d'augmentation de salaire	Échec (5).	(5) Grévistes remplacés.
15	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
16	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
17	Refus de laisser les ouvriers s'absenter le mardi-gras	Échec (6).	(6) Grévistes remplacés.
18	Demande de renvoi d'un contremaître	Échec.	
19	Réduction de salaire	Réussite.	
20	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié .....	.....	
21	Réduction de salaire .....	.....	
22	Demande de renvoi d'ouvriers étrangers	Réussite.	
23	Demande d'augmentation de salaire	Échec (7).	(7) Les grévistes ont été immédiatement
24	Réduction de salaire	Transaction.	remplacés.
25	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
26	Demande d'augment. de salaire et acomptes sur le mois.	Transaction.	
27	Réduction de salaire	Échec.	
28	Réglementation du travail	Réussite.	
29	Demande d'augmentation de salaire et de la paye par quinzaine.	Transaction.	

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois de février 1899.

Dépôts de fonds.....	21.765.368 ^f
Retraits de fonds.....	21.525.567
Excédent des dépôts.....	239.801
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.	1.949.311

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de janvier 1899.

Nombre de versements reçus.....	26.195	
représentant une somme de.....		1.463.595 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....		1.047.642
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.		1.240.285
Nouvelles rentes inscrites.....		45.351
Nombre de parties prenantes.....	769	
MONTANT TOTAL des rentes en cours.....		34.016.105
Nombre de titres.....	231.518	

LES BUREAUX D'ÉPARGNE DES MANUFACTURES. (1)

Cette institution populaire a été créée en 1876 ; mise en œuvre d'abord comme essai à la manufacture des tabacs de Nantes, elle s'est propagée dans d'autres établissements de l'État et dans des manufactures privées en France et à l'étranger.

A cette heure, si l'on relève les situations des six plus anciens bureaux d'épargne établis dans des manufactures nationales de France, et offerts au service de 4.500 ouvriers et ouvrières, dont la moitié se mettent à l'épargne, on constate que ces six bureaux intermédiaires entre les épargnants et la caisse d'épargne ont facilité une somme d'économies de plus de deux millions de francs (2.095.561 francs).

Grâce à son bureau d'épargne, la seule manufacture nationale de Nantes, dont le personnel d'ouvriers est en moyenne de 1.000 travailleurs (plus des $\frac{2}{3}$ sont des ouvrières à salaire moindre que le salaire des hommes), a compté une somme d'économie de près de 800.000 francs (772.086 francs).

On trouvera ci-après le texte de l'avis qui a été affiché, à la fin de l'année 1876, dans cette manufacture, pour faire connaître au personnel le but et le mode de procéder du bureau d'épargne.

« Il est institué sous le titre de *bureau d'épargne* un bureau auxiliaire de la caisse d'épargne de la ville de Nantes, pour le service spécial des ouvriers et ouvrières de la manufacture nationale des tabacs de Nantes.

« *But et avantages de l'Institution* : le *bureau d'épargne* est organisé par les soins de l'Administration des manufactures de l'État, de concert avec l'Administration de la Caisse d'épargne de Nantes, dans la pensée de favoriser les bonnes habitudes d'économie, d'ordre et de sage prévoyance si précieuses pour le bien-être des ouvriers et de leurs familles.

« Le bureau d'épargne met la caisse d'épargne à la portée des ouvrières et ouvriers de la manufacture en leur procurant l'avantage de déposer leurs épargnes sans déplacement, sans perte de temps, sans attendre à un guichet, mais à l'instant même de la paye, au moins où ils peuvent le mieux faire leurs économies, et en leur ménageant les mêmes facilités pour retirer les sommes qu'ils auraient ainsi fait mettre en sûreté à la Caisse d'épargne par l'intermédiaire du bureau d'épargne de la manufacture.

« Dans cette même pensée de sollicitude pour les ouvrières et ouvriers économes, l'Administration de la Caisse d'épargne de Nantes a décidé de fournir gratuitement tous les imprimés de comptabilité nécessaires au fonctionnement du bureau d'épargne de la manufacture.

« Le bureau d'épargne est administré par un comité de cinq membres, désignés par le Directeur de la manufacture et choisis parmi les contre-maîtres et surveillants disposés à accepter, par dévouement à l'intérêt de tous, cette tâche de confiance. Le comité comprend : un *intermédiaire* spécialement accrédité par le Directeur de la manufacture près la Caisse d'épargne, et quatre *adjoints*, dont deux *auxiliaires* pour la tenue des écritures et deux *collecteurs* chargés de réunir les sommes qui auront été versées dans chaque atelier entre les mains du chef d'atelier et de porter la somme totale de ces versements, le soir même, à la Caisse d'épargne, d'après un bulletin de dépôt collectif dressé par l'*intermédiaire*.

« Le jour de chaque paye (de dizaine), tout ouvrier ou ouvrière qui veut mettre à l'épargne, après avoir reçu sa paye intégralement à la table du chef de son atelier, dépose aux mains de ce payeur devenu receveur, la somme qu'il destine à l'épargne. Ce chef d'atelier inscrit immé-

(1) D'après une communication de M. de Malarce, secrétaire perpétuel de la Société des institutions de prévoyance de France, au Congrès des sociétés savantes de 1895 (Voir à la bibliographie du *Bull.* de février).

diatement cette somme, d'abord sur une feuille-bordereau de l'atelier, et ensuite sur une feuille volante duplicata.

« La feuille-duplicata, portant le nom du déposant, est remise aussitôt au déposant qui doit la garder soigneusement et la rapporter toutes les fois qu'il veut faire une nouvelle opération, versement d'épargne ou retrait de fonds.

« Toutes les sommes reçues par le bureau d'épargne sont, le soir même, transmises, par les soins de l'intermédiaire, à la Caisse d'épargne qui inscrit le montant de ces dépôts sur des livrets individuels aux nom et compte de chacun des ouvriers déposants, d'après un bordereau des versements individuels de chacun.

« Ces livrets individuels, identiques à tous égards aux livrets ordinaires de la Caisse d'épargne, sont retirés et classés dans le bureau de l'intermédiaire du bureau d'épargne, où ils sont tenus à la disposition des déposants intéressés qui désireraient connaître leur situation à la Caisse d'épargne.

« Tout ouvrier (ou ouvrière) titulaire d'un livret peut demander, par les soins de l'intermédiaire du bureau d'épargne de la manufacture, le remboursement de tout ou partie de son avoir: il suffit de faire une demande à l'intermédiaire qui prendra soin de remplir toutes les formalités nécessaires, de retirer à la Caisse d'épargne les fonds réclamés et de remettre l'argent aux mains du déposant.

« Dans le cas où un ouvrier déposant quitte la manufacture, il reprend son livret à la Caisse d'épargne, et rentre, dès lors, dans la catégorie non privilégiée des déposants ordinaires de Caisse d'épargne. »

L'institution, ayant parfaitement réussi à Nantes, se propagea en 1877 à Lyon et ensuite à Riom, à Dieppe, à Pantin, à Morlaix, etc., dans les manufactures nationales des tabacs. A Morlaix, une « caisse des loyers » avait été établie dès 1872; elle a été transformée en 1876 en « bureau d'épargne », propre à faciliter les épargnes pour toutes les dépenses de famille. A Dieppe, en 1876, on avait essayé le système des meubles à troncs, comme, d'ailleurs, en quelques autres établissements. Mais, en 1885, on adopta le mode si bien expérimenté à Nantes et l'on abandonna le procédé des meubles à troncs, reconnu incommode et surtout moins sûr et moins régulier que la comptabilité ouverte, où tout déposant voit clair et toujours clair dans son avoir et où la manufacture ne court aucun risque de suspicion.

Voici le tableau des opérations des six principaux bureaux d'épargne des manufactures nationales depuis leur organisation respective jusqu'au 31 décembre 1896:

DÉSIGNATION.	PERSONNEL des OUVRIERS le 31 décembre 1896.	TOTAL des ÉPARGNES mises en dépôt depuis la fondation.	TOTAL des SOMMES retraitées depuis la fondation.	STOCKS EN DÉPÔT le 31 décembre 1896.	NOMBRE des LIVRETS le 31 décembre 1896.
		francs.	francs.	francs.	
Nantes.....	1.066	772.086	650.816	121.469	1.047
Morlaix.....	895	753.409	725.404	28.004	430
Lyon.....	480	113.340	99.489	13.850	176
Riom.....	503	308.452	269.360	39.091	373
Dieppe.....	853	119.908	86.173	33.734	333
Pantin.....	706	28.395	7.963	20.432	162
TOTAUX.....	4.503	2.095.590	1.839.205	256.580	2.521

OPÉRATIONS ET SITUATION DES CAISSES DE SECOURS

DES OUVRIERS ET EMPLOYÉS DES MINES EN 1897⁽¹⁾.

Les sociétés de secours instituées en faveur des ouvriers et employés des mines par la loi du 29 juin 1894 et dont l'organisation obligatoire date du 1^{er} juillet 1895 ont, comme les autres sociétés de secours mutuels ordinaires, pour objet principal d'allouer des secours en argent et de fournir les soins médicaux et pharmaceutiques à leurs membres, en cas de maladie ou d'incapacité de travail, et, en cas de décès, d'assurer aux familles des subventions en nature et en argent. En outre, elles accordent dans certains cas des secours et des soins aux femmes, enfants et ascendants des participants: elles prévoient des secours journaliers en faveur des femmes et enfants des sociétaires appelés sous les drapeaux et des allocations exceptionnelles et renouvelables aux veuves et orphelins des membres décédés.

Les caisses de ces sociétés sont alimentées par une retenue sur le salaire de chaque ouvrier et employé, dont la quotité est fixée par le conseil d'administration de la société, sans pouvoir dépasser 2 p. o/o du salaire ni 48 francs par an, et par un versement de l'exploitant égal à la moitié de celui des ouvriers ou employés. Elles reçoivent, en outre, les sommes accordées par l'État sur les fonds de subvention aux sociétés de secours mutuels, les dons et legs qui peuvent être faits à la société et le produit de diverses amendes.

En 1897, 190 sociétés, fonctionnant dans 35 départements, ont réuni 158.770 participants (en 1896, première année de fonctionnement normal, 190 sociétés, dans 34 départements et 154.696 participants). Ce chiffre comprend, outre les ouvriers du fond et du jour, les employés occupés dans les bureaux du siège de l'exploitation et un certain nombre d'ouvriers des industries annexes, que la loi autorise à s'inscrire aux sociétés. La loi laissant toute latitude aux intéressés pour arrêter la circonscription de secours, le nombre des participants varie suivant les sociétés, le plus souvent, tous les ouvriers et employés d'une même entreprise sont groupés en une seule société, dans quelques grandes exploitations seulement, ils sont groupés en diverses sociétés correspondant aux fosses, rarement les employés du fond sont séparés de ceux du jour ou les employés des ouvriers.

Au point de vue de la nature des mines, les sociétés se distribuent comme suit :

	Sociétés.	Membres.
Mines de combustibles	143	147.947
Mines de fer	26	5.384
Mines métalliques	13	4.124
Mines de sel	4	610
Mines de schistes bitumineux et de soufre	4	705
	<u>190</u>	<u>158.770</u>

Le nombre des malades s'est élevé en 1897 à 113.721 (soit 71,89 membres malades pour 100 sociétaires), celui des jours de maladie à 1.631.221 (soit 14,34 jours par malade et 10,27 jours par sociétaire).

Le tableau suivant donne le détail des recettes (5.146.830 francs) réalisées par les 190 sociétés en 1897 :

(1) Extrait de la *Statistique de l'industrie minière en France* pour 1897.

RECETTES.

	francs.		
Retenues sur les salaires.....	3.100.366	soit	60,24 p. o/o
Versements de l'exploitant.....	1.552.678		30,17
Allocations de l'État.....	400		0,01
Amendes pour infractions aux statuts de la société.....	1.639		0,03
Amendes pour infractions aux règlements de l'entreprise.....	311.133		6,04
Intérêts des fonds.....	28.437		0,55
Prélèvement sur les réserves.....	44.754		0,87
Recettes diverses (y compris les dons manuels)	107.423		2,09
TOTAL.....	5.146.830		100,00

Les dépenses se sont élevées à 4.677.279 francs. D'après le mode de fonctionnement des sociétés et sous cette réserve que les sociétés n'ont pas distribué également certains secours non obligatoires, la moyenne par participant ressort à 29 fr. 46; le total se répartit comme suit :

DÉPENSES.

NATURE DES DÉPENSES.	NOMBRE de sociétés.	NOMBRE de participants	DÉPENSES.	
			Montant de la dépense	
			totale.	par participant.
			francs.	fr. c.
Frais médicaux... { Participants seuls....	31	7.481	32.532	4 35
{ Participants et leurs familles.....	145	125.138	558.475	4 46
Frais pharmaceu- { Participants seuls....	38	11.649	82.880	7 11
{ Participants et leurs familles.....	138	130.171	1.218.233	9 36
Frais de traitement des participants dans les hôpitaux.....	72	100.722	35.681	0 35
Secours statutaires aux participants malades.	188	158.706	2.045.988	12 89
Frais funéraires... { Participants seuls....	99	63.451	18.360	0 29
{ Participants et leurs familles.....	55	90.046	61.782	0 69
Versements à la Caisse nationale des retraites	160	148.556	67.047	0 45
Secours supplémentaires à des participants malades.....	124	121.577	104.314	0 86
Secours à des participants devenus infirmes.	42	62.027	56.405	0 91
Secours aux familles des participants décédés	89	112.210	84.617	0 75
Secours aux familles des participants réservistes ou territoriaux.....	89	103.931	103.847	1 00
Indemnités diverses aux participants et à leurs familles.....	61	80.697	59.901	0 74
Frais d'administration, de direction et frais judiciaires.....	152	147.890	92.769	0 63
Jetons de présence aux administrateurs....	73	110.941	21.540	0 19
Indemnités aux membres du bureau et aux visiteurs des malades.....	67	80.266	32.908	0 41
TOTAL.....			4.677.279	

L'année 1897 s'est soldée par un excédent de recettes de 469.551 francs qui,

joint à l'encaisse des sociétés au 1^{er} janvier 1897, formait en fin d'exercice une réserve totale de 1.757.214 francs.

Seules 2 sociétés groupant ensemble 6.564 participants ne possédaient aucune réserve et présentaient même un déficit total de 7.053 francs, soit 1 fr. 07 par sociétaire, alors que le chiffre moyen de la réserve pour les 188 autres sociétés est de 11 fr. 07 par sociétaire.

LA BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS EN 1898 (1).

Le nombre des syndicats admis à la Bourse du travail à la date du 31 octobre 1898 était de 231, dont 205 à la Bourse centrale et 26 à l'annexe A, soit une augmentation de 37 syndicats par rapport à 1897.

231 syndicats sont répartis dans 165 bureaux dont 109 occupés par un seul syndicat et 42 par 2 syndicats seulement.

152 chambres syndicales, contre 100 en 1897, ont organisé des *permanences*, et le nombre moyen, par syndicat, des heures d'ouverture est d'environ 16 par semaine comme en 1897. Le nombre total des *réunions corporatives* (*permanences* et *assemblées générales*) a été de 2.525 contre 1.803 en 1897. En dehors de ces réunions, les salles ont été utilisées, pour les *cours et conférences*, dans 324 séances.

Parmi les 152 chambres syndicales qui ont organisé des *permanences*, il en est 117 qui s'occupent du *placement gratuit* de leurs membres, et 96 qui ont reçu une part de la subvention votée par le Conseil municipal pour l'année 1898.

Sur ces 117 chambres syndicales, 90 ont fourni des renseignements plus ou moins incomplets relatifs aux placements effectués par elles durant les trois premiers trimestres de l'année. On les trouvera réunis, tels qu'ils sont, dans le tableau ci-après :

BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS.

État des placements effectués par 90 syndicats du 31 octobre 1897 au 31 octobre 1898.

DÉSIGNATION.	OFFRES d'emploi.	DEMANDES d'emploi.	PLACEMENTS		TOTAL des placem ^{ts} .
			d'extra.	à demeure.	
Afficheurs.....	111	"	"	152	152
Bijouterie-joaillerie.....	108	389	"	108	108
Bijouterie (doré, deuil et acier)...	128	130	"	107	107
Biscuitiers (pains d'épices).....	"	"	1.600	200	1.800
Boucherie de Paris.....	"	"	344	544	888
Boulangers de la Seine.....	"	"	100	60	160
Union des boulangers du XIII ^e	"	"	"	287	287
Bourrellerie parisienne.....	"	"	"	54	54
Briqueurs-jointoyeurs.....	"	1.115	"	419	419

(1) Compte rendu des travaux du 31 octobre 1897 au 31 octobre 1898. Extrait du *Rapport moral* présenté au Conseil municipal de la ville de Paris par la Commission consultative de la Bourse du travail.

DÉSIGNATION.	OFFRES d'emploi.	DEMANDES d'emploi.	PLACEMENTS		TOTAL des placem ^{ts} .
			d'extra.	à demeure.	
Bronze imitation.....	"	"	"	233	233
Petit-bronze.....	"	"	"	35	35
Union de la broserie.....	"	"	"	17	17
Brossiers.....	"	"	104	12	116
Cartonnage.....	"	"	"	246	246
Chapellerie de Paris.....	"	"	"	50	50
Charpentiers de la Seine.....	"	"	"	110	110
Chaudronniers en fer.....	"	235	"	177	177
Charrons.....	21	"	"	32	32
Chauﬀeurs.....	"	"	43	52	95
Coiffeurs.....	"	"	7.351	1.201	8.552
Comptables.....	101	152	"	67	67
Confiseurs.....	"	"	"	150	150
Cordonnerie parisienne.....	383	"	"	342	342
Couperie de poils.....	"	"	"	420	420
Coupeurs-brocheurs en chaussures..	"	"	"	41	41
Coupeurs-chemisiers.....	325	"	"	223	223
Coupeurs-tailleurs.....	"	"	"	346	346
Couturières.....	"	342	"	244	244
Fédération des cuirs et peaux.....	"	63	"	36	36
Cuisiniers de Paris.....	"	"	1.454	274	1.728
Cuisiniers-pâtisseries-confiseurs....	"	"	246	86	332
Dessinateurs en broderie.....	"	117	"	66	66
Dessinateurs écrivains et graveurs..	"	156	"	124	124
Ébénistes réparateurs.....	"	"	"	144	144
Electriciens.....	"	"	"	"	"
Employés d'hôtel.....	"	"	50	295	345
Chambre syndicale des employés...	1.028	"	"	262	262
Estampeurs-découpeurs.....	"	"	"	25	25
Fleuristes et plumassières.....	"	"	"	21	21
Fonderie de cuivre.....	82	187	"	155	155
Gainiers.....	"	"	"	137	137
Garçons de magasin.....	246	942	129	246	375
Employés du gaz.....	"	"	"	40	40
Hommes de peine des abattoirs....	"	"	"	"	"
Résistance des imprimeurs-litho- graphes.....	"	476	"	"	433
Instruments de musique.....	"	"	"	82	82
Instruments de précision.....	"	479	"	"	226
Porteurs de journaux.....	"	"	"	1.453	1.453
Lanterniers.....	"	"	"	24	24
Layetiers-emballleurs.....	"	"	"	112	112
Limonadiers-restaurateurs.....	"	"	2.019	254	2.273
Literie, meubles en fer.....	"	"	"	26	26
Maçons.....	"	"	"	"	"
Malletiers.....	"	"	24	19	43
Maréchaux.....	"	"	"	197	197
Menuisiers.....	"	"	"	136	136
Fédération des métallurgistes de France.....	"	"	"	50	50
Miroitiers.....	"	"	"	10	10
Mouleuriers.....	"	"	"	1	1
Orfèvrerie.....	48	69	"	58	58
Ornemanistes sur métaux.....	"	"	"	35	35

DÉSIGNATION.	OFFRES d'emploi.	DEMANDES d'emploi.	PLACEMENTS		TOTAL des placements.
			d'extra.	à demeure.	
Papeterie.....	"	"	"	237	237
Passementiers à la main.....	6	"	"	26	26
Pâtisseries de la Seine.....	"	"	2.556	103	2.659
Paveurs-cimentiers.....	"	"	"	61	61
Peintres français.....	"	"	"	143	143
Peintres en voitures.....	48	62	5	48	48
Placiers en fleurs et plumes.....	"	"	"	18	18
Plaques en sellerie en carrosserie.	"	"	"	12	12
Plombiers-couvreurs-zingueurs....	"	"	"	375	375
Porteurs aux Halles.....	"	"	"	13	13
Potiers d'étain.....	"	"	"	63	63
Professeurs de l'enseignement libre.	"	"	"	57	57
Restaurateurs-limonadiers.....	224	1.941	258	30	288
Sacs en papier.....	9	"	"	21	21
Sculpture (Appui mutuel).....	"	787	"	704	704
Sellerie et bourrellerie.....	"	"	"	28	28
Selliers-harnacheurs.....	"	60	4	35	39
Selliers en voitures.....	"	"	"	350	350
Sertisseurs.....	62	178	"	62	62
Serruriers en bâtiments.....	"	"	"	207	207
Tailleurs de la Seine.....	165	229	"	175	175
Tailleurs de Paris.....	56	131	"	56	56
Tailleurs (Solidarité).....	"	"	"	158	158
Tecinturiers-dégraisseurs.....	946	"	"	695	695
Travailleurs du livre (Fédération)..	68	"	"	61	61
Typographie parisienne.....	"	"	"	1.179	1.179
Union des comptables.....	150	202	"	91	91
Union des syndicats de la Seine....	"	"	"	15	15
Voyageurs de commerce.....	292	"	"	95	95
TOTAUX.....			16.782	16.144	32.426

Au total, le nombre des placements à demeure effectués atteint le chiffre de 16.144 (8.202 en 1897), et il y a eu, en outre, 16.782 placements comme extras (8.539 en 1897), soit en tout 32.426 personnes placées par 52 syndicats (16.741 en 1897).

La *bibliothèque* de la Bourse du travail contient plus de 3.500 volumes, cartes et planches de dessins.

Du 10 août 1896 au 31 octobre 1897, soit pendant une période de 15 mois, 3.403 volumes ont été lus sur place et 507 volumes ont été prêtés à domicile. Les uns et les autres ont été principalement demandés en hiver. Les matières les plus favorisées ont été l'histoire et géographie (577 volumes), l'économie politique et sociale (931 volumes), la littérature (695 volumes), les encyclopédies, dictionnaires (298 volumes), les romans (124 volumes), etc.

SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION

SUR LE BUDGET DE L'EXERCICE 1898.

ABATTEURS DE PORCS (Union ouvrière des), à Aubervilliers.....	1.000 [*]
L'Ardoisière de la Grée de Saint-Jean, Société d'ouvriers ARDOISIERS, à Sainte-Marie (Ille-et-Vilaine).....	500
* ARMES de luxe (Société coopérative d'ouvriers d'), à Saint-Étienne.....	1.000
* BANQUE coopérative des Associations ouvrières de production (Section du Sud-Est), à Lyon.....	2.000
* BANQUE populaire coopérative, à Toulouse.....	500
BÂTIMENT (Association ouvrière du), à la Roche-sur-Yon.....	1.000
Construction de BÂTIMENTS (Association ouvrière pour la), à Rive-de-Gier....	1.000
BISEauteurs et polisseurs de glaces (<i>Le Progrès</i> , Société coopérative d'ouvriers), à Paris.....	1.000
La Boulangerie ouvrière, Société coopérative d'ouvriers BOULANGERS, à Paris ...	500
BOUTONNIERS en nacre, à Villeneuve-sur-Lot.....	500
BOUTONNIERS en os (Société coopérative des), à Méru (Oise).....	1.000
BROSSIERS et balaitiers (Association coopérative de production des ouvriers), à Paris.....	500
La Carrosserie industrielle, Société coopérative des ouvriers CARROSSIERS, houtre- liers et harnacheurs réunis, à Limoges.....	500
CHAMBRE consultative des Associations ouvrières de production, à Paris.....	5.000
CHAPELIERS (Union ouvrière des), à Orocq (Creuse).....	1.000
CHARPENTIERS (<i>La Batignollaise</i> , Association coopérative d'ouvriers), à Paris...	1.000
LES CHARPENTIERS réunis, Association coopérative d'ouvriers CHARPENTIERS, à Paris.....	1.000
CHARPENTIERS (Société coopérative de production des ouvriers), à Bordeaux...	500
CHAUSSURES (<i>La Fraternelle</i> , Association ouvrière des ouvriers en), à Lyon.....	1.000
CONFECTION ouvrière (Association coopérative d'ouvriers de la), à Paris.....	500
CORDONNERIE (Syndicat de la), à Villeneuve-sur-Lot.....	1.000
COUVERTURE et plomberie (<i>La Lutèce</i> , Société coopérative de), à Paris.....	1.000
COUVREURS-plafonneurs (L'Union professionnelle d'ouvriers), à Amiens.....	500
COUVREURS (L'Union des), à Morlaix.....	500
* CRÉDIT populaire en France (Centre fédératif du), à Marseille.....	5.000
DÉCHARGEURS (Union des), à Brest.....	1.000
DÉMOLISSEURS français (Association coopératives des ouvriers), à Paris.....	1.500
La Briolette, Société pour la taille du DIAMANT à façon, au Martinet, près Saint- Claude (Jura).....	500
ÉBÉNISTERIE parisienne (Association générale l'), à Paris.....	1.000
ÉBÉNISTES (Société des ouvriers), à Limoges.....	1.000
L'Ancublement, Société coopérative d'ouvriers ÉBÉNISTES et menuisiers, à Morlaix.	500
FONDERIE DE CUIVRE (Société coopérative des ouvriers de la), à Paris.....	500
FORESTIERS de la forêt de Montmorency (Association des ouvriers), à Domont (Seine-et-Oise).....	500
Fournitures MILITAIRES, chaussures civiles d'administration (Association ou- vrière de), à Paris.....	1.000
FROTTEURS-ENCAUSTIQUEURS de Paris et du département de la Seine, <i>la Prévoyante</i> (Association des), à Paris.....	500

* Les associations marquées d'un astérisque ont été subventionnées comme associations de crédit.

GRANITIERS et poseurs de granit (Société coopératives des ouvriers), à Paris...	500 ^f
HORLOGERS, <i>la Phalange hisontine</i> , à Besançon.....	1.000
IMPRIMERIE Moderne, à Agen.....	500
IMPRIMERIE Nouvelle lyonnaise, à Lyon.....	500
IMPRIMERIE (<i>La Laborieuse</i> , Association coopérative des ouvriers de l'), à Nîmes.	3.000
INSTRUMENTS de précision (Association des ouvriers en), à Paris.....	1.000
MAÇONS (Association d'ouvriers), à Troyes.....	500
MÉCANICIENS, tourneurs et décolleteurs (<i>Le Décolletage</i> , Association ouvrière de production des), à Saint-Florent (Cher).....	1.000
MÉCANIQUE, Société <i>le Progrès de la MÉCANIQUE</i> , à Paris.....	1.000
MENUISIERS (L'Union des), à Paris.....	1.000
MENUISIERS (Société coopérative des ouvriers), à Bordeaux.....	500
MENUISIERS (Société des ouvriers), à Limoges.....	500
MENUISIERS (Association coopérative des ouvriers), à Rennes.....	500
MÉTALLURGIE (<i>Les Constructeurs métallurgistes de la Loire</i> , Association coopérative ouvrière Francoz et C ^{ie}), à Saint-Étienne.....	1.000
HOUILLEURS (Société d'ouvriers), Société stéphanoise de <i>la Mine aux mineurs</i> , à Monthieux.....	5.000
MINEURS DU GIER (Société civile anonyme du syndicat des), à Rive-de-Gier....	1.000
PAVEURS et cimentiers réunis (<i>L'Epargne</i> , Société des ouvriers), à Bordeaux...	500
PÊCHE (Société pour la teinture des filets de), à Banyuls-sur-Mer (Pyrénées-Orientales).....	1.000
PEINTRES en bâtiments (<i>La Prévoyante</i> , Association d'ouvriers), à Paris.....	500
PEINTRES en bâtiments (<i>L'Espérance</i> , Société des ouvriers), à Limoges.....	500
PEINTRES et vitriers (<i>Le Travail</i> , Société coopérative des ouvriers), à Bordeaux.	500
PLÂTRERIE (Société corporative de), à Saint-Étienne.....	500
PLÂTRIERS et plafonneurs (Société des ouvriers), à Limoges.....	500
*PRÉVOYANCE et mutualité (Ligue nationale de la).....	5.000
RAMPISTES en bois (<i>La Prévoyante</i> , Association ouvrière des), à Paris.....	300
REPLANISSEURS de la Seine, à Paris.....	500
SCULPTEURS, décorateurs et ornemanistes (Société française corporative de), à Paris.....	500
SELLERIE lyonnaise (Association des ouvriers de la), à Lyon.....	500
<i>L'Ouvrière en constructions</i> (SERRURIERS), association, à Paris.....	500
SERRURIERS (Société des ouvriers), à Limoges.....	1.000
SPARTERIE (Association corporatives des ouvriers en), à Paris.....	500
*Caisse de prêts pour les chefs d'atelier de la fabrique d'étoffes de soie de la ville de Lyon.....	32.000
TABLETIERS en nacre (Association corporative des), à Méru (Oise).....	500
TAILLEURS de pierres et maçons réunis, à Bordeaux.....	1.000
TAILLEURS de pierres et maçons réunis (Société coopérative de production des ouvriers), à Libourne.....	500
TAILLEURS de pierres, carriers, maréchaux-ferrants (<i>L'Union ouvrière</i> , Société des), à Parmilieu (Isère).....	2.000
TANNEURS-corroyeurs (Association ouvrière des), à Lyon.....	1.000
TANNEURS, corroyeurs et madœuvres ds Morlaix et des environs (Union des)...	500
TERRASSIERS de Bordeaux et banlieue (Association ouvrière de production des)..	500
UNION PROFESSIONNELLE, à Levallois-Perret.....	500
VERRERIE ouvrière, à Albi.....	5.000
TOTAL.....	111.800

LA LOI SUR LE TRAVAIL DES FEMMES ET DES ENFANTS EN 1897.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

(Suite et fin) (1).

CHAPITRE V.

TOLÉRANCES.

Il existe deux tolérances dont nous n'avons pas encore parlé et qui ne peuvent être accordées que par l'inspecteur divisionnaire du travail :

1° En cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, ce fonctionnaire peut lever temporairement, dans n'importe quelle industrie, l'interdiction du travail de nuit. 27 établissements seulement ont bénéficié de cette dérogation, soit à la suite d'avaries de machines, d'accidents arrivés au matériel ou d'interruptions occasionnées par des incendies. Les industriels n'ont donc pas, d'une manière générale, fait usage de cette tolérance, ce qui ne veut pas dire que, dans bien des cas, elle ne fut pas nécessaire. Mais les ateliers n'ont pas, pour la plupart, d'équipe de nuit susceptible de faire un travail imprévu.

Les industriels préféreraient être autorisés, en pareilles circonstances, à faire travailler leur personnel douze heures par jour ainsi que le jour consacré habituellement au repos hebdomadaire, pendant une période déterminée, afin de leur permettre d'expédier les commandes en retard, tout en donnant aux ouvriers la possibilité de regagner le salaire dont le paiement a été perdu par suite d'un arrêt forcé du travail.

Les inspecteurs divisionnaires expriment le regret que la loi ne leur permette pas d'accorder, dans de pareilles circonstances, l'autorisation de prolonger la durée de travail journalier; mais c'est là une question qui ne pourrait être tranchée que par le législateur;

2° L'article 7 de la loi du 2 novembre 1892 permet à l'inspecteur divisionnaire de lever temporairement, pour certaines industries désignées par un règlement d'administration publique, l'obligation du repos hebdomadaire et les restrictions relatives à la durée du travail;

D'après les rapports des inspecteurs divisionnaires, la faculté accordée par l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 ne répondrait pas complètement aux exigences de l'industrie. Les fabricants, surpris par une commande ou un cas fortuit, doivent demander une autorisation qui, quelle que soit la rapidité avec laquelle elle est donnée, arrive, dans bien des cas, après que le travail est achevé. Les inspecteurs sont unanimes à reconnaître que, pour obvier à cet inconvénient, il faudrait que les industries dénommées à l'article 5 précité eussent, comme celles qui sont inscrites à l'article 1^{er} du même décret, la faculté de prévenir l'inspecteur dans la forme indiquée à l'article 6, sans attendre que l'autorisation soit accordée pour

(1) Voir *Bulletin* de février 1899, p. 143.

commencer le travail exceptionnel. Seulement, dans ce cas, il serait indispensable de fixer le nombre des jours de repos hebdomadaire pendant lesquels l'industriel pourra faire travailler, et le nombre des jours où la durée du travail pourra être prolongée. On couperait court ainsi à une autre difficulté, celle de savoir à quelle limite exacte doivent s'arrêter les tolérances, sans que l'inspecteur puisse être taxé de rigueur ou de condescendance. Mais ici encore il s'agit d'une réforme qui ne pourrait être réalisée que par voie législative.

Ce sont toujours les industries de saison de Paris qui bénéficient le plus de la faculté de prolonger exceptionnellement en semaine la durée du travail et d'occuper le personnel protégé le jour consacré au repos hebdomadaire. Sur 1.362 autorisations données par l'inspection de faire une ou deux heures supplémentaires sans que la durée du travail dépasse douze heures, 538, c'est-à-dire près de 40 p. o/o, ont été octroyées aux industries parisiennes.

Si l'on se réfère au travail effectué le jour du repos hebdomadaire, la proportion des tolérances accordées est de 56 p. o/o (582 sur un total de 1.033).

Quant au personnel occupé pendant la durée de ces tolérances, il se composait de 6.923 enfants, de 6.026 filles mineures et de 20.234 femmes, soit un total de 33.183 personnes pour la durée du travail. En ce qui concerne la dispense du repos hebdomadaire, elle s'appliquait à 4.567 enfants, 5.065 filles mineures et 13.407 femmes, soit un total de 23.039 jeunes ouvriers ou ouvrières.

Voici les industries où les autorisations ont été le plus nombreuses :

INDUSTRIES.	NOMBRE des établissements ayant bénéficié d'autorisations.	
	Durée du travail.	Repos hebdomadaire.
Confections, couture et lingerie pour femmes et enfants...	366	224
Blanchisseries de linge fin.....	260	214
Conserves de fruits et confiseries, conserves de légumes et poissons.....	116	103
Imprimeries typographiques.....	99	81

CHAPITRE VI.

LIVRETS. — REGISTRES. — AFFICHAGE.

Livrets (art. 10 de la loi de 1892). — On peut dire que maintenant presque tous les enfants au-dessous de 18 ans sont munis du livret réglementaire dans les usines et manufactures. Il n'en est pas de même dans les petits ateliers. Cela tient toujours à ce qu'un grand nombre de mairies sont démunies de livrets.

Pour remédier à cet état de choses, les préfectures, sur la demande de l'inspection, tiennent à la disposition des maires les livrets qui leur sont nécessaires, mais les demandes ne parviennent à l'administration préfectorale qu'au fur et à mesure que le cercle d'action des inspecteurs s'élargit.

Quoi qu'il en soit, la proportion des enfants qui sont aujourd'hui en règle avec la loi s'accroît d'une année à l'autre.

Quelques inspecteurs se plaignent encore que certaines municipalités s'obstinent à ne pas délivrer les livrets gratuitement.

Dans un certain nombre de départements, les communes ont été approvisionnées

d'office de livrets par la préfecture, et la dépense a été prélevée sur les fonds des cotisations municipales. C'est un procédé qui pourrait être généralisé avec avantage.

Registres. — On sait que les patrons ou chefs d'industrie doivent tenir un registre sur lequel sont mentionnées toutes les indications portées au livret, y compris la date d'entrée et de sortie de l'enfant.

On peut dire du registre ce qui a déjà été dit à propos du livret, à savoir que la loi ne pourra être définitivement appliquée à cet égard que lorsque le service aura pu visiter toutes les communes. Dans les grands établissements, qui ont tous été inspectés, ce registre est régulièrement tenu, mais dans les petits ateliers où il n'y a pas de bureau et où parfois le patron est illettré, on constate des irrégularités nombreuses.

Affichage. — Ici encore, nous faisons les mêmes remarques que pour les registres d'inscription du personnel de moins de 18 ans. Ce sont les petits ateliers qui trouvent gênantes les obligations de l'affichage. Ceux dont la durée du travail varie avec la durée du jour ou avec les saisons ne mettent pas toujours l'affiche des heures de travail en concordance avec les heures variables du travail quotidien.

CHAPITRE VII.

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS.

Il résulte des rapports des inspecteurs que depuis la promulgation des lois relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, d'immenses progrès ont été accomplis. Sans doute il reste encore beaucoup à faire. Si l'on voulait appliquer la loi aux anciens ateliers, il faudrait démolir la plupart d'entre eux.

Mais, grâce à la loi, tous les nouveaux établissements qui se créent sont installés dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité. Les machines sont largement espacées, le cube d'air des salles y est très grand et des appareils de ventilation sont installés.

L'énumération des prescriptions ou mises en demeure inscrites sur les registres d'usines, pour la protection des organes des machines ou appareils, a inspiré à quelques inspecteurs la pensée qu'il y aurait de sérieux avantages à imposer aux constructeurs l'obligation de ne les livrer que munis de leurs organes protecteurs. Ils estiment que, le jour où cette prescription serait adoptée et mise en vigueur, plus de la moitié des accidents industriels qu'il est possible de prévenir seraient évités. Mais il ne semble pas que ce soit là un domaine ouvert à l'action du législateur.

Nous sommes heureux de constater, en terminant, les améliorations sensibles qui ont été réalisées dans certaines circonscriptions au point de vue de l'hygiène. Le couchage à deux tend à disparaître; les bois de lits primitifs sont peu à peu remplacés par des couchettes en fer; la propreté est beaucoup plus grande et l'aération, qui laissait à désirer, est aujourd'hui satisfaisante (1).

Le nombre des procès-verbaux que le service a dû dresser, en 1897, tant pour

(1) Le service de l'inspection a constaté, d'autre part, les inconvénients que présentait le couchage des ouvrières directement sous la tuile, par suite des brusques changements de température, et il a dû prescrire dans quelques dortoirs l'établissement d'un plafond ou d'un voligeage. Un procès-verbal de contravention fut dressé contre un industriel qui n'avait pas tenu compte d'une mise en demeure, et une condamnation s'ensuivit. L'industriel ayant porté l'affaire en appel, la cour a confirmé la décision du premier juge. Par suite de la jurisprudence adoptée et de l'avis du comité consultatif des arts et manufactures, qui s'est prononcé dans le même sens, cette mesure est devenue obligatoire et les inspecteurs exigent qu'elle soit observée partout où les nécessités le réclament.

contraventions aux règles d'hygiène et de sécurité prescrites par l'article 14 de la loi du 2 novembre 1892 et par le décret du 13 mai 1893, que pour infractions aux prescriptions de l'article 2 de la loi du 12 juin 1893 et du décret du 10 mars 1894, s'est élevé à 1.176. Il avait été de 398 en 1894, de 804 en 1895 et de 1.080 en 1896. Cette sévérité dans la répression dénote, non pas que la loi n'est pas appliquée, — nous venons de voir le contraire, — mais que le moment est venu d'exiger, s'il le faut, par des mesures de rigueur, de la part des industriels récalcitrants, l'application des prescriptions réglementaires qui devront être, dans un délai très rapproché, universellement observées.

Les contraventions relatives à la loi de 1892 et au décret de 1893, les seules dans le détail desquelles nous ayons à rentrer ici, — l'application de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs échappant, d'une manière générale, à notre contrôle, — se répartissent comme suit :

NATURE DES CONTRAVENTIONS.	NOMBRE des contraven- tions.
Infractions aux règles générales d'hygiène et de sécurité prescrites par l'article 14 de la loi du 2 novembre 1892.....	166
Graissage de mécanisme en marche.....	39
Machines non protégées.....	204
Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux roues verticales.....	3
Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux scies circulaires.....	5
Emploi d'enfants de moins de 16 ans au travail des lames tranchantes mécaniques.....	3
Emploi d'enfants au-dessous de 13 ans à cueillir ou à souffler le verre....	1
Emploi d'enfants de moins de 16 ans au service des robinets à vapeur....	1
Emploi d'enfants de moins de 16 ans sur des échafaudages volants.....	1
Surcharges.....	39
Travail aux machines à coudre avant 16 ans.....	13
Travaux interdits aux enfants, aux filles mineures et aux femmes.....	13
Travail interdit aux enfants au-dessous de 18 ans.....	1
Conditions imposées pour certains travaux.....	20

Quant à l'article 16 de la loi de 1892, qui prescrit aux patrons de veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique dans leurs ateliers, son exécution n'a motivé, de la part de l'inspection, que des observations sans gravité et, du reste, très peu nombreuses.

CHAPITRE VIII.

ACCIDENTS.

Depuis 1894, le nombre des accidents connus va toujours en croissant; cette progression tient uniquement à la régularité plus grande apportée à l'accomplissement des formalités relatives à la déclaration, et il ne faudrait pas en déduire que les accidents deviennent plus fréquents. Au contraire, le service a pu constater, et tous les usiniers le reconnaissent, que, depuis la mise en vigueur de la loi, les accidents qui se produisent dans les établissements industriels sont beaucoup plus rares.

Quoi qu'il en soit, le nombre des déclarations d'accidents, qui avait été de 20.390 en 1895, et de 25.922 en 1896, s'est élevé à 28.954 en 1897, avec 29.089 victimes. Ces chiffres ne représentent que 12 personnes atteintes par 1.000 ouvriers employés; or, en Allemagne et en Autriche, où les conditions du travail se rapprochent beaucoup des nôtres, la proportion des accidents est de

40 p. 1.000. On voit, d'après cela, dans quelle faible mesure les accidents ont été jusqu'ici déclarés en France.

Nous espérons que la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail mettra fin aux hésitations que manifestaient certains industriels à faire la déclaration des accidents survenus dans leur usine, et vaincra l'inertie de ceux qui s'étaient, de parti pris, montrés jusqu'ici réfractaires à l'observation des lois qui règlent la matière.

Par contre, la loi de 1898 ne visant pas un certain nombre des établissements auxquels sont applicables les lois sur le travail, les inspecteurs auront à veiller à ce que les déclarations d'accidents y soient faites conformément aux prescriptions de l'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et de l'article 11 de la loi du 12 juin 1893, qui restent en vigueur en ce qui les concerne.

CHAPITRE IX.

ÉTABLISSEMENTS SPÉCIAUX.

Établissements de bienfaisance. — La loi du 2 novembre 1892 soumet aux obligations qu'elle impose les établissements publics ou privés, laïques ou religieux, qui ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

Dans ceux de ces établissements, orphelinats ou autres, où l'instruction primaire est donnée, l'enseignement manuel ou professionnel pour les enfants âgés de moins de 13 ans ne doit pas dépasser 3 heures par jour.

Le contrôle de l'inspecteur se trouve singulièrement entravé dans les établissements de ce genre, par les lenteurs apportées à l'ouverture des portes qu'il faut successivement franchir. De la sorte, quand il arrive dans l'atelier, tout a pu être préparé pour que sa visite ne donne aucun des résultats que fournit généralement une visite inopinée. Toutefois le service a pu relever un assez grand nombre de contraventions.

D'après les rapports des inspecteurs, le nombre des établissements de bienfaisance soumis à leur contrôle s'élevait, en 1897, à 1,465. Il en a été visité 1.085. Quant au personnel rencontré au cours de ces visites, il était de 48.121 personnes.

Voici les départements dans lesquels ces établissements sont le plus nombreux :

Seine, 109; Nord, 98; Gironde, 42; Rhône, 41; Meurthe-et-Moselle, 39; Bouches-du-Rhône, 35; Manche, 30; Calvados, 29; Seine-Inférieure, 29; Loire-Inférieure, 29; Aisne, 27; Seine-et-Oise, 26; Somme, 26; Drôme, 26; Marne, 26.

Quant au personnel dont le service a constaté la présence, le tableau ci-dessous en donne le dénombrement par sexe et par âge :

DÉSIGNATION DU PERSONNEL.	NOMBRE D'ENFANTS PROTÉGÉS PAR SEXE.	TOTAUX.
Enfants au-dessous de 13 ans non munis du cer- tificate.....	Garçons 1.287 Filles 12.493	13.780
Enfants de 12 à 13 ans munis du certificat.....	Garçons 70 Filles 381	451
Enfants de 13 à 16 ans.....	Garçons 1.139 Filles 12.229	13.359
Enfants de 16 à 18 ans.....	Garçons 680 Filles 7.993	8.673
Filles mineures de 18 à 21 ans.....		6.169
Filles et femmes majeures.....		5.689
ENSEMBLE.....		48.121

Le nombre total des contraventions relevées s'élève au chiffre de 709, qui se décompose comme suit :

Durée du travail, 238; défaut d'affichage des tableaux indiquant l'emploi de la journée, 129; défaut d'envoi de l'état trimestriel du personnel, 320; hygiène, 18; sécurité, 4.

Théâtres et cafés-concerts sédentaires. — Nous avons déjà signalé les difficultés que rencontre, en province, le service de l'inspection pour obtenir l'accès des théâtres, où il doit faire appliquer, d'une part, l'article 8 de la loi de 1892, qui interdit de faire paraître sur la scène, sauf autorisation administrative, des enfants de moins de 13 ans, et, d'autre part, quand il y est fait emploi d'appareils mécaniques, les dispositions protectrices d'hygiène et de sécurité prescrites par la loi du 12 juin 1893.

Aussi, les inspecteurs ont-ils souvent exprimé le désir d'être déchargés d'une mission qu'ils ne peuvent, parfois, remplir qu'en faisant appel au concours de la police, et qui leur semble être du ressort exclusif de cette dernière.

La question a été posée de savoir si un cirque sédentaire devait être soumis à la loi du 2 novembre 1892 ou à la loi du 7 décembre 1874, relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes, dont les inspecteurs du travail sont également chargés d'assurer l'exécution, de concert avec les autorités municipales. La loi de 1892 visant exclusivement les théâtres et cafés-concerts sédentaires, les exhibitions foraines ou autres spectacles ambulants restent seuls soumis à la loi de 1874.

Nous rappellerons, en terminant, un vœu que la commission supérieure avait exprimé dans ses derniers rapports. Après avoir constaté que M. le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts avait dû prendre, à Paris, le parti de ne plus autoriser les enfants à interpréter la chansonnette de café-concert, la commission supérieure s'était demandé s'il n'était pas nécessaire d'aller plus loin et d'étendre aux départements l'interdiction radicale qui a été édictée dans la capitale. Nous savons que des démarches ont été faites dans ce sens par M. le Ministre du commerce auprès de son collègue. La commission ne peut qu'insister à nouveau sur l'intérêt que présente à ces yeux cette question.

CHAPITRE X.

INSPECTION.

Nous avons indiqué dans nos précédents rapports que le personnel actuel était insuffisant pour obtenir une application uniforme des lois sur le travail. Actuellement, les visites dans les divers établissements sont trop espacées pour que le contrôle soit efficace; des visites renouvelées plusieurs fois dans l'année peuvent seules assurer une surveillance réellement effective.

Nous avons vu plus haut que le service de l'inspection n'a pu visiter, en 1897, que 43,32 p. o/o des établissements existants; et, cependant, le nombre des visites n'a jamais été aussi considérable; il a atteint le chiffre de 146.504 au lieu de 140.878 en 1896 et de 136.103 en 1895.

C'est dans les ateliers composant la petite industrie que les abus sont nombreux et, pour ainsi dire, cantonnés. C'est cependant là que l'action du service de l'inspection est le moins efficace, parce que des visites souvent renouvelées pourraient seules avoir un résultat salutaire; un inspecteur domicilié à plusieurs centaines de kilomètres est, en effet, impuissant pour faire appliquer les prescriptions concernant soit la durée du travail, soit les conditions du travail après 9 heures du soir.

Les rapports de l'inspection avec l'administration préfectorale sont satisfaisants.

Nous croyons, cependant, que son autorité se trouverait singulièrement renforcée si l'administration départementale mettait au service de l'inspection toute l'influence dont elle dispose. Il faut que les inspecteurs puissent compter d'une façon absolue sur le concours des préfetures, si l'on veut que ces fonctionnaires s'acquittent de leur mission avec une complète indépendance.

Le meilleur accueil est toujours réservé aux ouvriers lorsqu'ils signalent des abus qui se commettent dans un établissement industriel. Les inspecteurs procèdent à une enquête, s'il y a lieu, et se mettent à la disposition des intéressés pour leur donner tous les renseignements dont ils peuvent avoir besoin. Assez souvent, les inspecteurs ont eu l'occasion d'interroger les ouvriers soit sur des questions concernant la réglementation du travail, soit à propos d'accidents dont ils auraient été les témoins; c'est avec une certaine hésitation qu'ils répondent ordinairement. La confiance des travailleurs vis-à-vis de l'inspecteur est cependant nécessaire pour l'accomplissement de sa mission. Un des moyens de la gagner est de se trouver plus souvent en contact avec eux.

D'une manière générale, les inspecteurs sont bien reçus par les industriels avec lesquels, sans se départir de la réserve et de la correction que leurs fonctions imposent, ils entretiennent des relations courtoises. Il faut, cependant, dire que quelques-uns gardent rancune à l'inspecteur qui leur a dressé contravention. L'un de ces industriels, à la suite d'un procès-verbal suivi de condamnation, a déclaré à l'inspecteur, au cours d'une contre-visite, qu'il avait fait signaler à M. le Ministre du commerce son zèle intempestif. Ces tentatives d'intimidation n'arrêteront pas les inspecteurs dans l'accomplissement de leur devoir, et ils continueront à le remplir avec fidélité, sans parti pris et sans faiblesse. Au surplus, les résistances qui ont été rencontrées en 1897 les ont mis dans la nécessité de faire application de l'article 29 de la loi du 2 novembre 1892 et de dresser contravention à 23 industriels qui avaient mis obstacle à l'accomplissement de leur mission. Enfin, 5 chefs d'entreprises ont été poursuivis pour outrages, en exécution de l'article 224 du Code pénal.

Quelques réclamations sont parvenues à l'administration, mais elles émanaient d'industriels qui croyaient avoir à se plaindre de la rigueur avec laquelle les inspecteurs font appliquer la loi. Les auteurs de ces protestations perdent de vue que ce n'est pas le service de l'inspection, mais la loi, qu'il faut accuser des prétendues sévérités qu'ils croient rencontrer dans la réglementation du travail. Tant que celle-ci n'aura pas été modifiée, on ne saurait reprocher aux fonctionnaires, qui sont institués pour veiller à son exécution, de remplir leur mission avec fermeté.

CHAPITRE XI.

PÉNALITÉS.

Le nombre des procès-verbaux dressés pour infractions aux lois sur le travail, qui avait été de 703 en 1894, 1,332 en 1895 et de 1,612 en 1896, a été de 1,264 en 1897.

Ces 1,264 procès-verbaux s'appliquent à 9,156 contraventions. Le service en avait relevé 13,837 en 1896.

Les inspecteurs divisionnaires dans la circonscription desquels les procès-verbaux ont été moins fréquents attribuent le fait à ce que les lois sur le travail, étant plus connues, sont aujourd'hui mieux appliquées. Mais, dans certaines sections, elles ont pour cause les hésitations que les inspecteurs éprouvent parfois à exercer des poursuites quand ils savent que, d'après la jurisprudence adoptée par les tribunaux,

ces poursuites doivent aboutir à un acquittement qui ne se produirait qu'au détriment de la considération du service.

Voici les industries dans lesquelles les contraventions ont été les plus nombreuses :

INDUSTRIES.	NOMBRE	
	de procès-verbaux.	de contraventions.
Modes, confections, couture, lingerie	166	1.830
Maçonnerie (Entrepreneurs de)	80	189
Serruriers, mécaniciens	64	181
Moulinage de la soie	53	478
Blanchisseries	50	287
Filature et peignage de laine	37	539
Scieries mécaniques	36	110
Filatures de coton	35	199
Imprimeries	33	164

Les procès-verbaux ont reçu les solutions suivantes :

SUITE DONNÉE AUX PROCÈS-VERBAUX.		NOMBRE de procès-verbaux.
Procès-verbaux.	suivis de condamnations	1.096
	suivis d'acquiescement	38
	classés par le service	49
	classés par le parquet	75
	encore en instance	6
TOTAL		1.264

Le total des amendes prononcées, qui avait été de 23.366 en 1894, de 41.456 en 1895 et de 58.545 en 1896, a été de 39.500 en 1897. On s'explique cette décroissance, puisque le montant général des amendes s'abaisse nécessairement sur le nombre des contraventions.

Dans son dernier rapport, la Commission a fait remarquer que l'application de la loi serait peut-être plus facilement assurée si les peines prononcées n'étaient souvent abaissées à un chiffre trop minime par suite de l'application, illégale en pareille matière, que font les tribunaux de l'article 365 du Code d'instruction criminelle, de l'article 463 du Code pénal et de la loi de sursis conditionnel du 26 mars 1891. Elle exposait que, si ces principes n'étaient pas rigoureusement respectés par les justices de paix, il serait à craindre que les contraventions qui, sous le régime de la loi du 19 mai 1874, relevaient de la juridiction correctionnelle, ne fussent aujourd'hui l'objet d'une répression inefficace, enlevant toute autorité à l'inspection.

Enfin, elle exprimait le vœu qu'on tint la main à la stricte application des instructions qui prescrivent au ministère public d'aviser le service de la décision du tribunal, immédiatement après le prononcé du jugement, afin d'éviter que l'inspection n'en soit informée après les délais d'appel.

Les rapports de 1897 n'ont pu que confirmer cette opinion. Nous devons ajouter que ces rapports, comme les précédents, mentionnent avec précision les faits qui ont motivé les appréciations de la Commission supérieure et qui doivent permettre à la chancellerie d'intervenir.

Il est un autre point sur lequel nous croyons devoir appeler l'attention de M. le

Garde des sceaux. Il y a des tribunaux qui négligent ou s'abstiennent de signifier les jugements rendus par application des lois sur le travail; de sorte que ces décisions, qui n'ont pas ainsi un caractère définitif, sont toujours susceptibles d'appel. Il en résulte que, lorsqu'il y a récidive dans les douze mois qui suivent la condamnation, les clauses pénales inscrites dans les articles 27 de la loi de 1892 et 9 de la loi de 1893 restent privées de sanction. Il est nécessaire de prendre des mesures pour que l'action de la loi ne soit pas ainsi paralysée.

Dans cet exposé, nous nous sommes efforcés de donner un aperçu aussi exact que possible de la situation, sans dissimuler ce que la législation actuelle peut avoir de défectueux. Nous avons vu que des progrès très sensibles ont été réalisés, qu'il faut attribuer en grande partie au zèle et à l'activité avec lesquels le service de l'inspection s'est acquitté de sa tâche. Il ne pourrait, d'ailleurs, la remplir avec une entière indépendance si les autorités administratives et judiciaires ne lui prêtaient le concours le plus absolu.

Son action ne saurait, en outre, avoir toute l'efficacité qu'on doit en attendre, si les cadres du personnel n'étaient pas sensiblement élargis.

Il semble superflu de dire qu'il est indispensable que ce personnel, aujourd'hui limité puisqu'il ne compte que 107 agents pour toute la France, y compris 11 inspecteurs divisionnaires, soit mis en rapport avec l'importance de la mission qui lui est confiée. Il y a urgence, notamment, à ce que le service puisse être assuré dans les sections où les inspecteurs sont en congé, malades ou appelés pour effectuer une période d'instruction militaire. Nous souhaitons vivement que les ressources budgétaires permettent de proportionner les moyens d'action au but élevé que les pouvoirs publics se sont proposé d'atteindre.

Enfin, nous réitérerons, en terminant, le vœu si souvent exprimé que le législateur introduise sans retard dans la loi des modifications qui peuvent seules faire disparaître les difficultés qui entravent aujourd'hui la stricte application des mesures de protection instituées en faveur des travailleurs.

ANNEXE

*relative à l'application, pendant l'année 1897,
de la loi du 2 novembre 1892 dans les mines, minières et carrières.*

Statistique des établissements et de leur personnel — La statistique de l'industrie extractive en 1897 pour l'application de la loi du 2 novembre 1892 s'établit comme suit :

DÉSIGNATION.	NOMBRE.	PERSONNEL			PROPORTION du personnel protégé au personnel total :	
		protégé.	adulte (hommes).	total.	en 1897.	en 1896.
					p. o/o.	p. o/o.
Mines exploitées	450	24.112	134.057	158.169	15,2	15,2
Minières...	souterraines.	14	36	241	"	"
	à ciel ouvert.	110	86	1.213	"	"
Carrières {	continues...	1.659	1.555	16.809	8,4	8,9
	temporaires.	2.837	279	3.578	7,2	6,4
	à ciel	10.623	3.333	50.941	6,1	5,7
	ouvert	25.010	1.938	50.302	3,7	3,9
TOTAL	40.703	31.339	257.141	288.480	10,8	"
TOTAL en 1896.....	40.647	30.594	252.613	283.207	"	10,8

Âge des enfants. — Embauchage. — Sous l'empire des causes ci-dessus indiquées, l'embauchage des jeunes enfants, notamment pour le travail du fond, a augmenté. Dans le Nord, on a fait descendre au fond les enfants qu'habituellement on employait aux préparations du jour; ils y ont été remplacés par des filles. Dans le bassin de Saint-Étienne, on a augmenté la proportion des jeunes gens de 16 à 18 ans par suite de la difficulté de se procurer des adultes qui préféraient travailler aux forges.

Les enfants de 12 à 13 ans avaient tous leurs deux certificats, sauf un enfant étranger.

Durée et conditions du travail. — Aucune particularité n'est survenue qui mérite d'être spécialement relevée. Tout au plus peut-on citer le développement donné par les houillères de Blanzv au travail à double équipe entre quatre heures du matin et dix heures du soir, 2.000 ouvriers, soit 67 p. o/o du personnel total occupé à l'abattage, travaillent dans ces conditions.

Depuis longtemps l'emploi des femmes dans les travaux souterrains a totalement disparu. Ce n'est que très exceptionnellement qu'une pareille dérogation peut être rencontrée dans quelque infime exploitation.

Au cours de l'année, les ingénieurs n'ont accordé aucune des tolérances que la loi autorise en cas de nécessité.

Le personnel protégé s'y rencontre dans les conditions indiquées par le tableau suivant :

DÉSIGNATION.	AU FOND.		AU JOUR.		TOTAL.	
	En 1897.	En 1896.	En 1897.	En 1896.	En 1897.	En 1896.
Enfants de { Garçons..	12	6	29	41	41	47
12 à 13 ans. { Filles....	"	"	3	"	3	"
Enfants de { Garçons..	5.393	4.931	4.105	4.272	9.498	9.203
13 à 15 ans. { Filles....	"	"	1.353	1.257	1.353	1.257
Enfants de { Garçons..	6.315	6.040	2.274	2.272	8.589	8.312
16 à 18 ans. { Filles....	"	"	1.098	1.024	1.098	1.024
Filles mineures de 18 à 21 ans.....	"	"	983	1.022	983	1.022
Femmes majeures.....	"	"	2.547	2.729	2.547	2.729
TOTAUX.....	17.720	10.977	12.392	12.617	24.112	23.594
P. o/o du personnel total.	7,4	7,0	7,8	8,2	15,2	15,2

Ainsi, si la proportion du personnel est restée la même dans les mines, celle du personnel occupé au jour diminuait. En chiffres absolus, le nombre du personnel protégé au jour est même moindre en 1897 qu'en 1896, et la diminution porte sur les filles et les femmes, comme le montre le tableau suivant :

DÉSIGNATION.	P. O/O.	
	En 1897.	En 1896.
Enfants de 12 à 13 ans.....	0,03	0,03
Enfants de 13 à 15 ans.....	6,85	6,74
Enfants de 16 à 18 ans.....	6,11	6,03
Filles mineures de 18 à 21 ans.....	0,61	0,65
Femmes majeures.....	1,60	1,75
TOTAL.....	15,20	15,20

Ces variations tiennent principalement sans doute aux circonstances économiques de l'in-

dustrie houillère en 1897. L'extraction et, par suite, le personnel se sont accrus dans le Nord plus que dans le Centre et le Midi, et c'est dans le Nord que l'on emploie le plus d'enfants, notamment au fond. D'autre part, l'augmentation de la production a porté relativement plus sur les charbons industriels que sur ceux de chauffage domestique, c'est-à-dire sur les charbons préparés; et c'est surtout aux préparations qu'est occupé le personnel protégé du jour.

Nous rapprochons, dans le tableau suivant, le personnel protégé visité de celui admis comme existant, d'après les statistiques que l'on vient de résumer :

DÉSIGNATION.	PERSONNEL		p. o/o.	
	existant.	visité.	en 1897.	en 1896.
Mines	24.112	23.973	99,4	99,6
Minières.. {	souterraines.....	36	100,0	100,0
	à ciel ouvert.....	86	70,9	79,2
Carrières. {	souterraines. {			
	continues...	1.555	94,4	94,0
	temporaires.	279	54,1	53,0
	à ciel ouvert. {			
	continues...	3.333	66,7	64,0
	temporaires.	1.938	30,1	20,0
TOTAL.....	31.339	28.485	90,9	90,0
TOTAL en 1896.....	30.594	27.514	90,0	#

Dans son ensemble, ce tableau indique un progrès dans l'activité de la surveillance. Toutes les exploitations importantes ont été visitées, voire même plusieurs fois dans l'année. Mais ce n'est guère que dans une période de deux ou trois ans que le service peut visiter ces exploitations de carrière, de durée si éphémère, disséminées sur toute l'étendue du territoire.

Livrets et registres. — *Affichage* — Bien appliquée sur les grandes exploitations, l'observation de la loi, en ce qui concerne ces dispositions, a toujours laissé un peu à désirer dans les petites entreprises. Néanmoins, on constate à cet égard de réels progrès en 1897.

Accidents. — Pour remédier aux difficultés résultant du conflit des dispositions réglementaires relatives aux déclarations d'accidents en matière de mines, minières et carrières, et pour arriver à un relevé exact et complet de tous ces accidents, quelles que fussent leurs conséquences, l'Administration des travaux publics et celle du commerce et de l'industrie se sont entendues pour condenser et préciser les règles à suivre désormais dans une circulaire commune du 9 décembre 1897. Cette circulaire n'avait pu produire tout son effet pour 1897.

Ces prescriptions devront, d'ailleurs, être modifiées, à raison de la loi du 9 avril 1898 sur la responsabilité des accidents.

Contraventions et pénalités. — A raison de la bonne volonté évidente apportée généralement par les exploitants à se conformer aux dispositions de la loi, les ingénieurs ont continué à ne faire constater par procès-verbaux que les infractions qu'aucune circonstance ne pouvait faire excuser. Il a été ainsi dressé cinq procès-verbaux, dont trois pour absence de livrets et registres, un pour défaut d'avis d'accidents et un pour travail de nuit. Ils ont tous été suivis de condamnations.

Observations générales. — On peut admettre, comme nous le disions dès l'année dernière, que la loi du 2 novembre 1892 est appliquée dans l'industrie extractive, prise dans son ensemble, aussi complètement que le permettent les conditions mêmes de cette industrie.

ANNEXE

relative à l'application, pendant l'année 1897, de la loi du 2 novembre 1892 dans les établissements dépendant du Département de la guerre (1).

Les établissements militaires dont il est question dans ce rapport sont au nombre de 170, avec un personnel de 26.274 travailleurs qui se répartissent ainsi qu'il suit entre les différents services de la guerre :

DÉSIGNATION des SERVICES.	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS.	HOMMES ADULTES.	FEMMES ET FILLES MAJEURES.	FEMMES ET FILLES DE 18 À 30 ANS.	GARÇONS DE 16 À 18 ANS.	FILLES DE 16 À 18 ANS.	GARÇONS DE 13 À 16 ANS.	GARÇONS DE 12 À 13 ANS.	TOTAUX PAR SERVICES.
Artillerie	11	16,939	3,227	384	454	146	277	2	21,529
Génie	3	108	10	"	2	"	1	"	121
Services administratifs : Habil- lement, campement, lits mi- litaires et invalides	45	865	236	9	"	3	"	"	1,113
Substances militaires	26	270	31	3	"	"	"	"	304
Poudres et salpêtres	11	2,436	171	9	10	2	6	"	2,928
Service de santé	41	127	146	6	"	"	"	"	279
TOTAUX par catégories de per- sonnel	170	20,739	4,121	511	466	151	281	2	26,274

La proportion d'enfants et de filles de 13 à 16 ans est, on le voit, très faible dans les établissements militaires dépendant des services de la guerre par rapport au nombre total des agents employés.

L'inspection de ces établissements est dévolue aux directeurs des services des régions de corps d'armée et aux inspecteurs des armes et services.

La police intérieure des bâtiments et établissements militaires appartient, à titre exclusif, au Ministre de la guerre et à ses agents.

Travail de nuit et repos hebdomadaire. — En principe, les établissements militaires dépendant du Ministère de la guerre ne fonctionnent pas la nuit.

Comme jour de repos hebdomadaire, les établissements accordent, en général, le dimanche à leur personnel.

De plus, le travail est suspendu les jours fériés légaux.

(1) Les conditions relatives à l'application, dans les établissements dépendant du Département de la guerre, de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, ont été réglées d'un commun accord par le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le Ministre de la guerre.

Cet accord a été, en ce qui concerne le Département de la guerre, fixé par une note ministérielle du 31 octobre 1894.

Aux termes de cette note, la loi dont il s'agit est obligatoire pour les établissements militaires quant aux conditions du travail; toutefois la police intérieure des établissements reste confiée, à titre exclusif, au Ministre de la guerre et à ses agents, responsables vis-à-vis de lui des prescriptions de la loi du 2 novembre 1892.

Durée du travail. — Repos. — La durée du travail et celle des repos sont fixés ainsi qu'il suit dans les Établissements de la Guerre.

	DURÉE MAXIMA DU TRAVAIL (selon les emplois).		DURÉE MINIMA des repos (selon les emplois).
	Des hommes adultes.	Des enfants, filles et femmes.	—
<i>Artillerie :</i>	{ 8 à 12 heures généralement 10 ^h .	8 ^h à 11 ^h .	1 ^h à 2 ^h .
<i>Génie :</i>			
Dépôt central de télégra- phie militaire.....	10 ^h .	10 ^h .	1 ^h .
Laboratoire des essais de ci- ments.....	10 ^h .	10 ^h .	2 ^h 20.
Etablissement central d'aéros- tation.....	8 ^h 15 à 10 ^h .	8 ^h 15 à 10 ^h .	1 ^h 45 à 2 ^h .
<i>Services administratifs :</i>			
Habillement, campement, lits militaires et invalides....	9 ^h à 10 ^h .	9 ^h à 10 ^h .	
Subsistances militaires.....	8 ^h à 12 ^h .	10 ^h .	
Poudres et salpêtres.....	9 ^h à 12 ^h .	8 ^h à 10 ^h .	1 ^h à 2 ^h .
Service de santé.....	8 ^h à 10 ^h .	8 ^h à 10 ^h .	1 ^h .

Livrets. — Registres. — Affichage. — Ces dispositions sont appliquées, conformément à la loi, par les directeurs des établissements militaires.

Hygiène et sécurité des travailleurs. — Bonnes mœurs. Les officiers du service de santé militaire visitent les établissements dépendant du Département de la guerre et présentent, s'il y a lieu, leurs observations sur les questions d'hygiène.

Accidents. — Les établissements militaires ne sont pas soumis, à ce point de vue, aux dispositions générales qui touchent les établissements industriels (1).

Les certificats médicaux à délivrer en cas d'accident sont établis comme il est dit dans la loi, mais dans la forme des certificats d'origine de blessure. Ils sont certifiés par le Directeur de l'établissement et non par l'autorité municipale. Ces certificats sont remis aux intéressés. Une copie, certifiée conforme, en est conservée à l'établissement sur un registre spécial.

(1) Ils sont maintenant donnés aux dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur la responsabilité des accidents industriels.

Voici le relevé des accidents survenus pendant l'année 1897, classés suivant leurs causes :

DÉSIGNATION DES SERVICES.	MOTEURS.	TRANSMISSIONS.	MACHINES, OUTILS, MÉTRES, ETC.	ASCENSEURS, GRUES, APPAREILS DE LEVAGE.	CHAUDIÈRES À VAPEUR, AUTOMATES, ETC.	EXPLOSIONS (POUDRE, DYNAMITE, ETC.).	MATIÈRES INCANDESCENTES, BRÛLANTES, CORROSIVES,	ÉBOULEMENTS, CHUTE D'OBJETS.	CHUTE D'UN OUVRIER D'UNE ÉCHELLE, ESCALIER.	MANUTENTION DES FARDEAUX.	CONDUITE DES VOITURES, AMBUCL.	OUTILS À MAIN, MARTEAUX, HACHES, SCIES, BARBOTS, ETC.	CAUSES DIVERSES OU NON DÉTAILLÉES.	TOTAUX PAR SERVICES.
Artillerie.....	5	9	315	10	5	8	63	165	64	167	19	173	331	1,334
Génie.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Établissement central d'aérosta- tion.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4	4
<i>Services administratifs :</i>														
Habilleinent, campement.....	"	"	"	"	"	"	"	1	5	1	"	"	3	10
Subsistances militaires.....	"	"	"	"	"	"	"	3	4	"	"	"	1	8
Poudres et salpêtres.....	2	1	8	"	8	7	25	9	11	8	1	1	14	95
Santé.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
TOTAUX par causes.....	7	10	323	10	13	15	88	178	84	176	20	174	353	1,451

ANNEXE

*relative à l'application, pendant l'année 1897, de la loi du 2 novembre 1892
dans les arsenaux et établissements de la marine.*

I. — *Instructions adressées aux ports et établissements pour l'application de la loi.* — Par circulaires des 25 avril et 25 mai 1893, les ports de Cherbourg, Brest, Rochefort et Toulon et les établissements de la marine à Indret, à Guérigny et à Ruelle ont été invités à prendre les mesures nécessaires pour assurer la complète exécution de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants et des filles mineures et des femmes.

Une circulaire du 17 août 1893 a, en outre, prescrit aux arsenaux de la marine d'appliquer au personnel protégé par ladite loi les mesures suivantes pendant la période d'été où la durée du travail peut excéder pour le personnel adulte 10 heures par jour ou 60 heures par semaine :

« 1° Pour tous les apprentis au-dessous de 16 ans, le temps de présence sur les travaux sera réduit aux chiffres fixés par la loi en les faisant entrer ou sortir à des heures différentes de celles des heures de cloche de l'arsenal, et cela en vue de faciliter la mise en pratique de cette mesure, aussi bien les jours où ils vont à l'école (École des apprentis de l'arsenal) que les autres ;

« 2° Pour les apprentis au-dessus de 16 ans, on évitera d'user de la faculté laissée aux chefs de service par l'article 18 de l'arrêté du 29 septembre 1879 sur les écoles d'apprentis, de dispenser de l'école élémentaire les apprentis qui sont jugés avoir acquis des connaissances suffisantes. Les apprentis de cette catégorie qui, en raison d'une intelligence trop rebelle, seraient renvoyés sur les travaux, conformément à l'article 19 du même arrêté, seraient traités au point de vue des heures d'entrée et de sortie comme les apprentis au-dessous de 16 ans ;

« 3° Les jeunes ouvriers de 17 à 18 ans devront suivre, pendant les mois d'été, des leçons spéciales à l'école des apprentis ou assisteront à l'une des classes de cette école ; le nombre d'heures de présence à l'école sera réglé de manière qu'ils n'aient pas plus de 60 heures de travail manuel par semaine ;

« 4° Ni les apprentis ni les ouvriers de 17 à 18 ans ne devront être employés à des travaux supplémentaires en dehors des heures de cloche ou les jours fériés ;

« 5° Le nombre d'heures de présence des ouvrières ayant moins de 18 ans devra également être limité aux chiffres fixés par la loi en leur attribuant des heures d'entrée ou de sortie spéciales. Le travail de nuit sera interdit aux filles mineures et aux femmes. »

II. — *Manière dont les dispositions de la loi sont appliquées. — Age d'admission. — Durée du travail. — Repos.* — Les enfants ne sont admis dans les arsenaux et établissements de la marine qu'à partir de l'âge de 13 ans, et après avoir été soumis à une visite médicale ayant pour but de s'assurer qu'ils réunissent les conditions d'aptitude physique exigées par les règlements particuliers à la marine.

Le nombre total des enfants de 13 à 16 ans employés, en 1897, dans les arsenaux de la marine a été de 424, celui des enfants de 16 à 18 ans de 948, et celui des filles et femmes de 18 à 21 ans de 16 seulement.

Les prescriptions de la loi relatives à la durée du travail sont strictement et généralement observées dans tous les ports et établissements.

La durée maxima du travail des enfants de 13 à 16 ans et de 16 à 18 ans est, suivant les arsenaux, de 9 heures 40 minutes, 9 heures trois quarts ou 10 heures. Ce chiffre n'est dépassé dans aucun port.

La durée maxima du travail journalier des filles et des femmes de 18 à 21 ans n'excède pas 10 heures 40 minutes, alors que la limite fixée par la loi est de 11 heures.

Les services qui emploient de jeunes ouvrières de moins de 18 ans, comme le service de santé de Cherbourg, par exemple, ont adopté des dispositions spéciales pour que le travail total de la semaine ne dépassât pas 60 heures. Pour cette catégorie de personnel, la durée maxima du travail n'est que de 9 heures trois quarts dans la plupart des ports.

La durée totale des repos varie, selon les arsenaux et les saisons, de 35 minutes à 2 heures par jour. Le repos inférieur à 1 heure que l'on constate dans certains ports n'a lieu que pendant la période d'hiver, où la durée totale de la journée se trouve réduite d'une manière assez sensible (7 heures 10 minutes minimum, en hiver, au lieu de 10 heures 40 minutes minimum, en été).

Les ouvriers et ouvrières ci-dessus ne travaillent que 6 jours par semaine; le jour adopté pour le repos hebdomadaire est le dimanche. Enfin, ce personnel n'est jamais employé à aucun travail de nuit ni à des travaux pénibles ou dangereux.

Le tableau complet indiquant les heures d'entrée et de sortie du personnel ouvrier et les heures des repas est affiché dans les divers ateliers de la marine.

L'exposé qui précède montre donc que les arsenaux et établissements de la marine appliquent, d'une manière complète, toutes celles des prescriptions de la loi du 2 novembre 1892 qui lui sont applicables.

III. — *Accidents survenus aux enfants, aux filles et aux femmes mineures.* — Dans tous les ports et établissements de la marine, les accidents survenus aux agents du personnel ouvrier de toute catégorie et ayant occasionné des blessures sont constatés au moyen d'un certificat dit d'origine de blessure, dressé par le maître de l'atelier et signé par les témoins de l'accident. Ce document est toujours accompagné d'un certificat du médecin de l'ambulance du port, constatant l'état du blessé et les soins qui lui ont été donnés. Ces mesures sont prises dans l'intérêt du personnel ouvrier, afin de pouvoir proposer les blessés pour une pension de retraite lorsque les blessures reçues les mettent dans l'impossibilité de pourvoir à leur subsistance par le travail.

Le nombre d'accidents survenus à des enfants au-dessous de 18 ans a été, en 1897, de 212 pour l'ensemble des arsenaux et établissements de la marine. Ces accidents, pour la plupart, n'ont pas eu de conséquences graves.

La plus grande partie de ces accidents, produits par des outils à main, n'ont occasionné que des blessures aux bras, aux mains, aux jambes et aux pieds.

Aucun des accidents survenus à des enfants au-dessous de 18 ans n'a entraîné la mort ni l'admission à une pension de retraite à titre d'infirmités provenant de blessures reçues en service commandé.

Il ne s'est pas produit d'accidents parmi les filles et les femmes mineures.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

Proposition de loi sur les conditions du travail dans les marchés de travaux publics.

(Rapport de M. Pierre Baudin, député. Doc. parlem. n° 776.)

I.

On vient de distribuer à la Chambre des Députés le rapport de M. Pierre Baudin, au nom de la Commission du travail, sur les divers projets de loi concernant les conditions du travail qui ont été déposés depuis le début de la législature.

Le projet de loi de la Commission du travail stipule que, dans les travaux exécutés pour l'État, l'entrepreneur ou le fabricant qui aura obtenu un marché, soit de gré à gré, soit par adjudication, sera tenu par les clauses du contrat :

- 1° D'assurer aux ouvriers et employés un jour de repos par semaine;
- 2° De n'employer d'ouvriers étrangers que dans les proportions fixées par décision du Ministre ou de son représentant, selon la nature des travaux et de la région;
- 3° De payer aux ouvriers un salaire normal égal pour chaque catégorie au taux couramment appliqué dans la ville où le travail est exécuté et, s'il s'agit du travail à la journée, pour la durée normale de la journée en usage dans ladite ville;
- 4° De limiter la durée du travail journalier à la durée normale de la journée en usage dans chaque catégorie de profession.

La constatation ou la vérification du taux normal des salaires et de la durée normale et courante de la journée de travail, sera faite par les soins de chacune des administrations intéressées, qui devra se référer autant que possible aux accords existants entre les syndicats patronaux et ouvriers des corporations en cause ou, à défaut de cette entente, provoquer l'avis de commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers.

En cas d'urgence ou de nécessité absolue, l'autorité administrative compétente pourra suspendre les effets de la loi en ce qui concerne le repos hebdomadaire et la limitation de la durée du travail.

Les heures supplémentaires ainsi faites seront payées à un taux supérieur, dont le minimum sera détaillé par le cahier des charges.

En ce qui concerne les adjudications de travaux pour le compte des départements et des communes, le projet stipule que les deux premières clauses ci-dessus seront seules obligatoires (1).

Les départements et communes auront simplement la faculté d'imposer les deux autres aux entrepreneurs.

Enfin, le projet fixe les pénalités sous le coup desquelles tomberaient les entrepreneurs contrevenants.

(1) Les conditions de travail énoncées par les articles 2 et 3, pour les travaux des départements et des communes, sont identiques aux conditions énoncées à l'article premier pour l'État; elles ne se distinguent que par le caractère obligatoire ou facultatif qu'elles revêtent suivant les cas. On examinera plus loin les conditions d'obligation.

II.

La première condition posée par l'article 1^{er} du projet de loi — assurer aux ouvriers un jour de repos par semaine, sauf dans les cas d'urgence ou d'impossibilité visés par l'article 9 — ne nécessite aucune explication. Dans le cas exceptionnel où il s'agirait d'usines à feu continu, l'autorité administrative tiendrait de l'article 9 des pouvoirs suffisants pour assurer aux ouvriers un repos périodique adapté aux conditions de la fabrication.

En ce qui concerne la deuxième condition, relative aux ouvriers étrangers, le projet ne fixe pas d'avance, *ne varietur*, pour tout le territoire, pour tous les genres de travaux, la proportion de la main d'œuvre étrangère. Il faut tenir compte de ce qu'en certaines régions de la France la répugnance ou l'inaptitude de la population à certains travaux, ou l'importance momentanée des travaux par rapport à la population résidente, peuvent nécessiter l'emploi d'ouvriers étrangers. Il faudra que l'Administration tienne compte de ces circonstances dans chaque cas, pour concilier la possibilité d'exécuter les travaux avec l'intérêt des populations ouvrières. Une limite fixée d'avance; ici trop haute et là trop basse, ne produirait que des mécomptes; elle ne serait point observée.

La troisième condition est relative au salaire normal et courant. « Il ne s'agit pas, » dit le rapport fait au nom de la Commission du travail, d'un tarif minimum de « salaires calculé sur une appréciation des besoins de l'individu, ou sur une estimation à forfait de ses droits sur les bénéfices. Ces conceptions pourront inspirer, à « tort ou à raison, des projets de réorganisation générale de la société dont le succès « est le secret de l'avenir. Elles n'ont point inspiré le présent projet.

« On veut d'abord que le système des adjudications, qui a, par autre part des « avantages, ne vienne pas peser sur le cours des salaires, automatiquement, en incitant les entrepreneurs concurrents à des abaissements de salaires. Mais les adjudications ne sont pas seules en jeu. L'État, les départements, certaines villes sont « de formidables clients, même de gré à gré. Ce que l'entrepreneur ne fera pas « pour un client ordinaire, il le tentera souvent pour eux; il cherchera par tous les « moyens possibles à s'assurer et à conserver leurs énormes débouchés. On veut « donc que l'État, les départements, les communes puissent prendre des mesures « pour éviter une influence oppressive sur le marché du travail de leurs travaux « donnés de gré à gré ou par adjudication. Le but à atteindre est celui-ci : non pas « empêcher l'abondance ou la rareté de la main d'œuvre, l'abondance ou la rareté « des travaux d'avoir une répercussion sur le marché de la main-d'œuvre, mais éviter « que l'État, certains départements, telle grande ville viennent brusquement troubler le cours normal de la main d'œuvre par une oppression due à la nature ordinaire de leurs contrats (l'adjudication) et à leur formidable puissance comme « clients. »

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en février (1). — L'amélioration signalée le mois dernier s'est accentuée et la situation a été, dans l'industrie et dans l'agriculture, plus favorable que pendant les années précédentes.

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État, dans 55 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois de février 1898, une diminution des demandes de travail des ouvriers dans 41 villes et une augmentation de ces demandes dans 14 villes.

Les placements effectués dans ces 55 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Fév. 1898.	15.205	7.800	23.005	24.000	6.880	30.880	157,8	88,2	134,2
Fév. 1899.	21.042	10.108	31.150	26.716	7.881	34.597	127,0	78,0	111,1

Les grèves en février (2). — 33 nouvelles grèves (contre 35 en janvier dernier) ; 7 grèves dans l'industrie textile, 7 dans les métaux ; 2 grèves ont été déclarées pour résister à des règlements d'atelier, les autres pour des questions de salaire et de durée du travail, notamment 6 pour obtenir une hausse des salaires ; dans 2 cas, la conciliation à laquelle on avait recouru est restée sans effet.

Sur 7 grèves, dont on a appris la fin en février, 2 succès, 2 échecs, 3 transactions.

Circulaire concernant l'installation et l'exploitation des filatures de crins de cheval, des ateliers de préparation des cheveux et des soies ainsi que des fabriques de brosses et de pinceaux (28 janvier 1899. — Reichsanzeiger, 1^{er} février 1899). — En vertu des articles 120-e et 139-a de l'ordonnance industrielle, le conseil fédéral a arrêté les mesures suivantes (3) :

Dans les ateliers dans lesquels on travaille les crins de cheval ou de gros bétail, prépare les soies de porc ou fabrique des brosses et pinceaux, les matières premières,

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

(2) D'après le *Reichsanzeiger* et l'*Arbeitsmarkt*.

(3) Il n'est pas besoin de signaler l'importance de ces mesures au point de vue de la prophylaxie du charbon. Sur cette grave maladie professionnelle des criniers et des mégissiers, cf. *Bull. de décembre 1897*, p. 779, le *Charbon des mégissiers*.

cheveux, soies, crins, venant de l'étranger devront, avant d'être mises en service, être désinfectées soit par un jet de vapeur pendant une demi-heure, soit par l'ébullition dans une dissolution de permanganate de potasse, soit par l'ébullition dans l'eau ordinaire pendant deux heures, soit par toute autre méthode qui sera proposée. Le matériel doit être aussi désinfecté et le matériel non désinfecté doit être séparé du matériel désinfecté. Ne sont pas soumises à la désinfection les matières qui ne peuvent être soumises au traitement de désinfection sans éprouver de graves détériorations ou les matières qui ont subi dans les pays d'origine, un traitement approprié; dans ce dernier cas, un certificat doit accompagner ces marchandises. On ne doit, avant la désinfection, faire subir aux cheveux, soies, etc., aucune manipulation si ce n'est celle qui consiste à classer les matières suivant les moyens de désinfection à employer ou à leur faire subir un traitement les empêchant de se corrompre. Les jeunes ouvriers ne peuvent être employés dans les ateliers de désinfection ou dans les ateliers où on manipule les matières non encore désinfectées. Le patron de ces ateliers doit également veiller à ce que les ouvriers ayant des blessures, notamment au cou, à la figure et aux mains, n'y soient pas occupés. Le patron doit tenir registre des quantités de cheveux, crins, soies de porc, etc., qui lui sont amenées de leur lieu d'origine, de la durée et du mode de désinfection; il doit conserver les certificats de désinfections opérées dans les établissements publics afin de les représenter à l'inspection (art. 139 *b*, ordonnance industrielle). Les stocks de marchandises non désinfectées ou dispensées de la désinfection doivent être gardés dans des vases ou dans des locaux séparés et bien clos; ces locaux, ainsi que les passages qui y conduisent, doivent être entretenus en bon état de propreté; on devra éviter autant que possible de soulever la poussière en nettoyant ces locaux.

Des dispositions spéciales sont prises pour les ateliers dans lesquels on occupe un personnel de plus de 10 personnes; le plancher doit être plein et imperméable, on doit enlever la poussière après avoir mouillé le plancher; les murs et plafonds qui ne sont pas recouverts d'un enduit que l'on puisse laver ou peints à l'huile, doivent être, au moins une fois par an, passés au lait de chaux; pour les nouveaux ateliers, les ouvriers qui séjourneront dans des ateliers où il se produit de la poussière devront disposer d'au moins 5 mètres cubes d'air.

Au moins deux fois par jour et pendant une demi-heure chaque fois, de préférence à l'heure des repas ou avant la reprise du travail, les ateliers devront être aérés; pendant ce temps, aucun ouvrier ne devra séjourner dans l'atelier; les planchers de ces ateliers où auront lieu des travaux produisant de la poussière devront être lavés au moins une fois par jour, les tables sur lesquelles on travaillera au moins deux fois par semaine. Les locaux de filature ou d'apprêt de crins de chevaux dans lesquels on procède au triage ou au démêlage doivent être séparés des autres ateliers et les poussières ou autres saletés provenant du travail doivent être recueillies et emportées; les machines servant au nettoyage, démêlage, etc., doivent être enfermées dans des boîtes hermétiquement closes et des ventilateurs doivent emporter les poussières dans des chambres spéciales où elles sont brûlées. Les ouvriers occupés au travail des matières non désinfectées doivent être munis, par les soins du patron, de vêtements et de coiffures de travail, le patron doit s'assurer que, seuls, les ouvriers qui doivent exécuter le travail de nettoyage utilisent les vêtements spéciaux et seulement pendant le temps pendant lequel ils sont occupés et, qu'ensuite, ces vêtements sont placés dans des chambres spéciales et désinfectés une fois par semaine au moins. Le patron doit donner facilité à ses ouvriers de prendre un bain chaud au moins deux fois par semaine. Un local spécial doit être accordé aux ouvriers pour changer de costume et pour pouvoir se laver; si les ouvriers prennent

leur repas à l'usine. une salle spéciale leur est affectée. Du savon, des torchons et des armoires pour déposer les vêtements avant le commencement du travail sont fournis par le patron. Les ouvriers qui, malgré des observations réitérées, n'auront pas tenu compte des prescriptions ci-dessus énoncées seront prévenus qu'ils seront renvoyé, sans délai-congé d'usage et sans indemnité. La présente circulaire sera affichée dans les salles où les ouvriers s'habilleront et dans celle dans laquelle ils prendront leur repas.

Ces prescriptions seront applicables le 1^{er} juillet 1899.

AUTRICHE-HONGRIE.

Les grèves en 1897. — 221 grèves ont éclaté en Autriche au cours de 1896, atteignant 819 établissements, réduisant au chômage 34.835 ouvriers et leur faisant perdre 354.922 journées.

Le tableau suivant permet de comparer ces chiffres à ceux des six années précédentes.

ANNÉES.	GRÈVES.	ÉTABLISSE- MENTS atteints.	GRÉVISTES.	P. o/o de grévistes par rapport à l'effectif des établisse- ments atteints.	JOURNÉES de travail perdues.
1891.....	104	1.917	14.025	34,64	247.086
1892.....	101	1.519	14.123	57,36	150.992
1893.....	172	1.207	28.120	61,75	518.511
1894.....	159	2.468	44.075	72,58	566.463
1895.....	205	869	28.026	60,88	297.845
1896.....	294	1.403	36.114	63,33	595.768
1897.....	221	819	34.835	64,11	354.922

Les grèves continuent à être plus fréquentes au printemps et en été; 85 ont éclaté de mars à mai (19.136 grévistes), 64 de juin à août (9.559 grévistes), 38 de septembre à novembre (2.944 grévistes), et 34 de décembre à février (3.156 grévistes).

La durée moyenne des grèves est tombée de 15,18 jours, qu'elle était en 1896, à 13,20 jours, en 1897.

68,78 p. o/o d'entre elles ont duré moins de 10 jours (65,65 p. o/o en 1896); 22,62 p. o/o de 10 à 35 jours (20,75 p. o/o en 1896), et 8,60 p. o/o plus de 35 jours (11 p. o/o en 1896). La plus longue grève a duré 211 jours (254 ouvriers dont 94 femmes).

18.10 p. o/o des grèves ont été des grèves collectives, c'est-à-dire atteignant plusieurs établissements; les autres, soit 81.90 p. o/o n'ont éclaté que dans un seul établissement.

Si l'on classe les grèves par industries, on obtient les proportions suivantes (1896 et 1897) :

	P. O/O DE TOTAL des grévistes.		P. O/O DE TOTAL des journées de travail perdues.	
	1896.	1897.	1896.	1897.
Industries des pierres et des terres.....	8,91	8,76	7,78	17,20
Travail des métaux.....	8,23	4,50	7,36	12,88
Fabrication des machines.....	5,70	13,46	7,54	11,75
Industries du bois.....	16,54	3,79	25,41	4,64
Industries textiles.....	27,11	32,37	39,44	27,43
Alimentation.....	0,99	4,36	0,21	1,99
Bâtiment.....	15,05	14,34	4,13	10,73
Industries diverses.....	17,47	18,42	7,93	13,38
TOTAL.....	100	100	100	100

Quant aux causes des grèves en 1896, on peut les résumer comme suit, tout en faisant remarquer qu'une même grève peut figurer à plusieurs rubriques quand elle a plus d'une cause :

	NOMBRE de grèves en 1896.	P. o/o du nombre total des grèves.
Contre une réduction de salaire.....	24	10,85
Pour une augmentation de salaire.....	106	47,91
Pour une modification de la journée de travail.....	49	22,17
Contre le renvoi d'ouvriers.....	27	12,21
Pour obtenir le renvoi de contremaîtres, surveillants, etc.	19	8,59
Pour obtenir une modification du règlement de travail..	17	7,69
Autres réclamations.....	61	27,60

Les résultats des grèves de 1895 se décomposent de la façon suivante :

	NOMBRE de grèves.	P. o/o du total des grèves.	NOMBRE des grévistes.	P. o/o du total des grévistes.
Réussite complète.....	38	17,19	5.245	15,08
Réussite partielle.....	81	36,65	16.979	48,72
Échec.....	102	46,16	12.611	36,20
TOTAUX.....	221	100,00	34.835	100,00

92,32 p. o/o des grévistes (soit 32.156) ont repris le travail (14,31 p. o/o après réussite complète, 40,78 p. o/o après réussite partielle et 37,22 p. o/o après échec); 5,94 p. o/o (soit 2.069 grévistes) ont été renvoyés et 1,75 p. o/o (soit 610) ont quitté volontairement l'atelier.

10 lockouts ont été prononcés dans 11 établissements (occupant ensemble

2.937 personnes) contre 1.544 ouvriers. Ces chiffres sont sensiblement inférieurs à ceux de 1896 où l'on comptait 11 lockouts, dans 211 établissements, atteignant 5.445 ouvriers.

BELGIQUE (1).

Revue du travail en février (2). — L'activité reste intense dans les *charbonnages*, la *fabrication des métaux*, la *construction de machines et d'ouvrages métalliques*. L'industrie *verrière* a gardé une bonne allure. Morte-saison clémentine pour les industries du *bâtiment*. Pour le *vêtement*, au contraire, la saison s'est terminée aussi défavorablement qu'elle avait commencé. Bonne reprise pour la *fabrication de chaussures*, ainsi que pour toutes les branches de l'*armurerie*. Aucun changement dans les industries *textiles*, dont la situation générale est toujours peu brillante.

Grèves en février. — 5 grèves nouvelles, comprenant ensemble 281 grévistes (charbonnage, briqueterie, tissage, forge et tannerie).

La cause des nouveaux conflits est, dans 3 cas, la demande de renvoi d'un membre du personnel dirigeant; dans les 2 autres cas, la question du salaire (demande d'augmentation et opposition à une diminution).

Sur les 10 grèves terminées en février, 5 échecs (278 grévistes), 3 succès (163 grévistes), 2 transactions (282 ouvriers).

Encouragement au développement des pensions de retraite à Lemberge. — Un comité vient de s'organiser sous le patronage de l'administration communale de Lemberge. Il s'appelle *Genootschap der lijfrent* (Société de la pension de retraite). Chaque enfant, âgé de six ans, né à Lemberge de parents belges et y fréquentant l'école, recevra un livret de la Caisse de retraite sous la garantie de l'État, énonçant un versement d'un franc au profit du donataire.

Prévention des accidents du travail dans les verreries. — Un arrêté royal du 19 décembre 1898 a institué une commission chargée de rechercher les meilleurs moyens d'éviter les chutes des ouvriers dans les longes des verreries ou tout au moins d'en atténuer les fâcheuses conséquences.

(1) D'après la *Revue du travail* (belge).

(2) Renseignements dus à l'obligeance de M. le docteur Veréruysse, chef de bureau à l'Office du travail de Belgique.

Organisation de l'enseignement ménager (1). — Une circulaire ministérielle du 26 juin 1889 avait eu pour but de montrer l'utilité des écoles ménagères et d'en déterminer la création et le développement. Cet appel a été entendu et a provoqué de nombreuses initiatives des pouvoirs publics et des particuliers. Des écoles et des classes ménagères ont été établies dans toutes les provinces. Le nombre de ces utiles institutions s'élève actuellement à plus de 200 et le nombre de leurs élèves dépasse le chiffre de 9.000.

Les institutions dans lesquelles se donne l'enseignement ménager peuvent se ranger en deux catégories différentes :

1° Les écoles ménagères ;

2° Les classes ménagères qui peuvent être annexées aux classes supérieures des écoles primaires ou aux écoles d'adultes ou constituer des classes spéciales pour adultes.

1° Les *écoles ménagères* sont des établissements destinés aux jeunes filles âgées de 14 ans au moins. L'enseignement comprend à la fois des cours *théoriques* et des cours *pratiques*. L'école est ouverte *tous les jours de la semaine avant et après midi*, ou tout au moins *quatre jours par semaine*.

On y exécute simultanément tous les travaux du ménage : *cuisine et nettoyage, lessivage, repassage, raccommodage* du linge, des bas et des vêtements.

Chaque séance dure au *minimum deux heures et demie à trois heures*. Ces opérations se pratiquent généralement pendant la matinée. L'après-midi est consacré plus spécialement à la théorie, à la coupe usuelle et à la confection de vêtements simples.

Toutefois, si le nombre des élèves l'exigeait, on pourrait alterner les opérations ménagères le matin et l'après-midi pour deux sections différentes ;

2° Les *classes ménagères*, annexées aux classes supérieures des écoles primaires, sont fréquentées par des élèves âgées de 12 ans au moins. Les classes ménagères annexées aux écoles d'adultes et les classes ménagères spéciales pour adultes sont destinées aux élèves âgées d'au moins 14 ans. Dans les trois cas, ces classes fonctionnent pratiquement au *minimum deux fois par semaine*, pendant deux heures et demie ou trois heures. On y exécute les mêmes travaux que dans les écoles ménagères, mais l'organisation du cours de coupe et de confection y est facultative, tandis qu'elle est obligatoire dans les écoles. Les travaux pratiques doivent toujours être *précédés d'un exposé théorique*. Une séance spéciale d'une durée de deux heures à deux heures et demie peut être consacrée à la théorie.

On peut organiser des classes ménagères centrales où, chaque jour, les élèves de *différents quartiers de la ville, de différentes écoles ou de différents ateliers et établissements industriels*, se réunissent à jour fixe, soit dans la journée, soit le soir, au moins deux fois par semaine pour faire les exercices pratiques qu'indique le programme de l'enseignement ménager.

L'Administration étudie l'organisation d'écoles ménagères ambulantes qui pourront se transporter dans les diverses régions du pays pour y donner des cours temporaires, dans le but de faire mieux constater les avantages de l'enseignement ménager et de provoquer des initiatives en vue de la création de nouvelles écoles.

(1) D'après une circulaire du Ministre de l'Industrie et du Travail en date du 21 janvier 1899 (Revue du travail (belge) de février 1899.

Le département de l'industrie et du travail a dans ses attributions l'organisation de l'enseignement théorique et pratique dans les écoles et classes ménagères. Il accorde les subsides nécessaires pour en favoriser la création et le développement et pour en assurer le fonctionnement. Le Gouvernement a organisé, en outre, un service spécial d'inspection des écoles et classes ménagères qu'il subsidie.

Programme. — Le programme doit être simple et pratique; il est utile d'y inscrire :

1° Comme *cours théorique* :

A. *Des leçons d'hygiène* portant sur les soins à donner en cas de petits accidents, les symptômes de maladies d'enfants, les moyens propres à conserver la santé, les soins à donner aux enfants, aux malades et aux vieillards, la préparation de quelques tisanes, la connaissance, l'usage et la vertu curative de quelques remèdes dont se compose une petite pharmacie domestique, l'entretien des chambres de malades, etc. ;

B. *Des notions d'économie domestique*; — C. *Quelques notions de comptabilité ménagère*; — D. L'explication du mode de *lessivage*; — E. L'explication du mode de *repassage*; — F. L'explication du mode de *nettoyage*; — G. La *valeur nutritive* de certains aliments, les propriétés de certains légumes et des *notions de cuisine*;

2° Comme *exercices pratiques* :

A. *L'entretien de la maison*, de ses différentes parties et des meubles; — B. Le *lavage du linge*, des vêtements, des bas, etc.; — C. Le *repassage*; — D. La *cuisine*. — La préparation d'une série de repas à bon marché restant dans les limites qu'autorise le modeste budget d'un ouvrier ou d'un artisan; — E. *Ouvrages manuels*. — Le raccommodage et l'entretien de toutes sortes d'habillements et de linge; — F. Enfin, pour les *communes rurales*, les travaux au *jardin potager*, les *soins à la basse-cour*.

Personnel. — Le choix de l'institutrice est très important au point de vue de la réussite de l'école. Il ne faut pas seulement qu'elle soit experte dans les travaux auxquels elle doit exercer les élèves, il faut encore qu'elle sache enseigner dans un langage clair, simple et précis; il faut surtout qu'elle sache inculquer aux jeunes filles les qualités morales qui, plus encore que les connaissances pratiques, font la femme de ménage et la mère de famille.

Le Gouvernement belge a créé un cours temporaire pour la préparation d'institutrices capables d'enseigner dans les écoles ménagères.

Il engage les promoteurs d'écoles et de classes ménagères à donner autant que possible la préférence aux institutrices munies d'un livret spécial d'enseignement de l'économie domestique et des travaux du ménage.

Nombre d'élèves. — La nature spéciale de l'enseignement donné dans les écoles et les classes ménagères exige la limitation du nombre des élèves confiées à une seule institutrice.

Une école ou une classe ne peut comprendre plus de 24 élèves pour une seule institutrice. Si le chiffre de 24 élèves est dépassé, il devient nécessaire d'avoir deux institutrices; chacune d'elles peut être chargée de deux branches de l'enseignement.

Conditions d'intervention financière de l'État. — Le département de l'industrie et

du travail interviendra, s'il y a lieu, dans les dépenses, par deux espèces de subsides :

1° Par un subside extraordinaire, une fois donné, pouvant s'élever à la moitié du montant de la dépense nécessaire pour l'ensemble de l'outillage spécial.

Si cet outillage répond aux conditions d'économie nécessaires, les frais d'acquisition ne s'élèvent pas à plus de 500 francs.

2° Par un subside annuel qui s'élèvera aux deux cinquièmes des dépenses ordinaires, tant pour les classes ménagères que pour les écoles ménagères.

Le Gouvernement belge est disposé à encourager et à favoriser toutes les initiatives qui se produiront pour l'établissement d'écoles ou de classes ménagères.

Il sollicite le concours des provinces et invite les conseils provinciaux à voter les subsides nécessaires au développement des écoles et classes ménagères.

Il appelle aussi sur cet objet l'attention des administrations communales et les engage à faire de leur côté les sacrifices nécessaires.

Il fait enfin appel à l'initiative des particuliers afin de constituer, là où c'est encore nécessaire, de nouveaux comités locaux pour la fondation d'écoles ou de classes ménagères.

Il importe d'obtenir de nouvelles et précieuses collaborations pour le progrès et le développement des institutions ménagères destinées à relever la famille ouvrière en rendant la femme et la fille de l'ouvrier plus aptes à l'accomplissement de leur vraie mission sociale.

Arrêté royal, en date du 16 janvier 1899, concernant la police des carrières à ciel ouvert. — (Revue du travail belge (1) de janvier 1899) ; le titre II, art. 8 à 20, est consacré aux mesures de sécurité et à la constatation des accidents.

(1) Publié par l'Office du travail de Belgique.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en février (1). — Amélioration dans toutes les industries importantes. — Pourcentages de chômage les plus bas qui aient été atteints à pareille époque dans les huit dernières années. — Travail dans les mines de houille plus actif qu'à aucune époque depuis l'origine des observations (cinq années). — 2,6 p. o/o de chômeurs dans 123 trade-unions groupant 491.790 membres, contre 3,0 p. o/o en janvier 1899 et 4,4 p. o/o en février 1898.

En un jour de la deuxième semaine de février 1899, l'assistance publique a secouru 341.973 personnes, soit 214 p. 10.000 de la population totale, dans districts urbains choisis comme types, contre 211 en janvier 1899 et 217 en février 1898.

5,63 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers employant 437.440 mineurs, contre 5,16 en janvier 1899 et 5,24 en février 1898.

371 hauts fourneaux en marche à la fin de février 1899, avec 23.973 ouvriers contre 368 en janvier 1899 et 355 en février 1898.

82 p. o/o du personnel travaillant en plein dans 474 filatures avec 81.000 ouvrières, femmes et filles, contre 84 p. o/o en janvier 1898 et 70 p. o/o en février 1898.

Sur 324.000 travailleurs pour lesquels des renseignements sont fournis, hausse nette de salaire de 1 fr. 90 par semaine en moyenne, pour 322.200 ouvriers, dont 301.673 dans les houillères. Cette hausse a été obtenue pour 306.500 ouvriers par l'entremise de conseils de conciliation et le surplus, pour 14.700, par négociation directe entre patrons et ouvriers.

Placement gratuit (2). — 1.813 demandes et 894 offres d'emplois en février 1899, contre 1.976 et 819 en janvier 1899 et 2.120 et 744 en février 1898; 322 placements à demeure et 552 en extra, soit ensemble 874 contre 1.099 en janvier 1899 et 879 en février 1898.

Grèves en décembre. — 36 nouvelles grèves en février avec 5.348 chômeurs, contre 26 avec 2.194 en janvier 1899, et 25 avec 3.668 en février 1898; 3 grèves dans le bâtiment, 7 dans les mines et carrières, 11 dans les métaux, 8 dans les textiles. Sur 38 grèves terminées, anciennes et nouvelles, 10 succès (avec 1.719 grévistes), 15 transactions (avec 4.355 grévistes), 13 échecs (avec 1.663 grévistes).

Les Trade-Unions en 1897 (3).

Le nombre total des Trade-Unions dont on a constaté l'existence à la fin de 1897, s'élevait à 1.287 : 21 associations ouvrières ont cessé d'exister au cours de cette année. Par contre le nombre de membres a augmenté de 118.902 et passé de 1.491.007 qu'il était en 1896, à 1.609.909.

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

(2) Sur les 10 bureaux de placement qui ont fourni des renseignements au *Labour Department* en février, 6 sont situés à Londres et 4 en province : à Ipswich, Plymouth, Liverpool et Glasgow.

(3) Extrait du *Report by the chief labour correspondent of the board of trade on trade-unions in 1897*

Le tableau suivant fait connaître comment ces unions se répartissent selon les groupes d'industrie :

GROUPES D'UNIONS.	NOMBRE des unions.	NOMBRE de leurs branches (1)	NOMBRE des membres.	P. o/o du Total.
Métallurgie, constructions maritimes	272	2.433	317.518	20
Mines et carrières	64	1.543	282.432	17
Bâtiment	138	3.034	219.072	14
Textiles	244	499	217.217	14
Transports, docks	65	1.268	183.418	11
Manœuvres	16	744	92.858	6
Vêtement	48	652	75.617	5
Typographes, relieurs	54	350	52.527	3
Emplois publics	37	873	45.157	3
Travail du bois, ameublement ...	115	559	38.401	2
Autres unions	234	1.380	85.692	5
	<u>1.287</u>	<u>13.335</u>	<u>1.609.909</u>	<u>100</u>

Les 3 premiers groupes à eux seuls absorbent plus de la moitié du total des membres et des *branches* et ce, bien que le nombre d'unions qu'ils comprennent représente moins de 37 p. o/o du nombre total des unions. Il est à noter que dans les chemins de fer, le nombre des unionistes, comparé à celui de 1896, a augmenté de 43.028 (soit 73 p. o/o) en 1897. Dans les textiles et le vêtement, ce même total, par contre, est en diminution.

567 unions sont *enregistrées* (2), groupant ensemble 1.189.610 sociétaires, soit 70 p. o/o du total.

Si l'on considère les 100 unions principales qui absorbent à elles seules 1.059.609 membres (soit 66 p. o/o du total) — on constate que 76 d'entre elles sont enregistrées, groupant ensemble 934.603 unionistes. Le nombre moyen des membres des unions enregistrées s'élève à 2.098; celui des autres tombe à 584. 5 unions absorbent ensemble 341.167 adhérents.

Parmi les 1.287 Trade-Unions, 137 acceptent des membres du sexe féminin au nombre de 119.775, soit environ 7 p. o/o de la population totale des associations; 114 d'entre elles sont mixtes, avec 161.539 sociétaires masculins et 111.840 membres féminins. Les 25 autres (20 en 1896) sont exclusivement composées de femmes et comptent 7.935 adhérents. 91 p. o/o des femmes unionistes sont employées dans l'industrie textile.

Si l'on évalue à 7 millions le nombre d'ouvriers adultes et à 1 million le nombre des femmes, employés dans l'industrie et susceptibles de se syndiquer, la population des ouvriers et ouvrières faisant partie d'une Trade-Union peut s'établir respectivement à 21 p. o/o et à 12 p. o/o du total. Pour les hommes, cette moyenne s'élève à 25 p. o/o si l'on ne fait pas entrer en ligne de compte un million environ

(1) Les unions centrales désignent ainsi leurs succursales

(2) Les unions *enregistrées* sont celles qui ont fait connaître leur existence au *registrar* des trade-unions, qui ont introduit dans leurs statuts certaines clauses légales relatives à leur gestion et aux communications à faire au *registrar*, notamment qui doivent faire connaître annuellement leur bilan et l'état par nature de leurs recettes et dépenses. Ces unions ont une personnalité civile assez étendue.

L'existence des unions professionnelles *non enregistrées* (non déclarées) est autorisée par la loi, mais elles n'ont qu'une capacité civile tout à fait restreinte. L'État se borne à faire respecter les contrats civils passés entre leurs membres.

d'ouvriers agricoles et de pêcheurs parmi lesquels on trouve à peine 0.3 p. o/o de syndiqués.

L'âge moyen des unions s'établit à un peu moins de 20 ans; celui des 100 unions principales à 35 ans environ. 48 d'entre elles (3 p. o/o du total), comptant 54,264 membres en 1897, ont été formées avant 1825; 640 (soit 23 p. o/o de l'ensemble), avec 375,411 adhérents, se sont constituées de 1888 à 1897.

Toutes les unions versent à leurs membres des secours en cas de grèves : la plupart d'entre elles leur accordent des indemnités variables en cas de chômage, de maladie ou d'accident, ainsi que des retraites et des allocations funéraires. Parmi les 100 principales unions, 25 (243,411 membres) payent surtout des secours de grève; 34 autres (264,548 membres) versent des indemnités de chômage en dehors des secours de grève; les 41 dernières (551,650 membres) enfin accordent les diverses indemnités énumérées ci-dessus.

Le total des recettes des diverses unions, qui était de 36.397.175 francs en 1892, s'est élevé, en 1897, à 49.549.275 francs (soit, en 6 ans, une augmentation de 36.1 p. o/o); sur cette somme 43.615.000 francs sont le produit des cotisations.

La moyenne des cotisations de chaque membre, dans les 100 principales unions, est passée de 36 francs qu'elle était en 1892, à 41 fr. 20 en 1897 (soit en moyenne 39 fr. 40 pour la période 1892-1897). Quant au chiffre des dépenses, qui était de 35.457.775 fr. en 1892, il a augmenté de 33.7 p. o/o et s'est élevé à 47,401,800 fr. en 1897.

Le tableau suivant permet de comparer quelles ont été, pour la période 1892-1897, les sommes payées par les 100 principales unions, rangées par groupe d'industries. Il montre que sur plus de 230 millions dépensés pendant ces 6 dernières années, 55 millions à peine (soit environ $\frac{1}{4}$ du total) ont été distribués en secours de grève, alors que le reste était versé à titre d'assistance en cas de maladie, de chômage, etc.

UNIONS.	P. 0/0 DES DÉPENSES OCCASIONNÉES POUR LA PÉRIODE 1892-1897, par :							TOTAL
	Secours de grèves.	Secours en cas de					Frais d'adminis- tration.	des DÉPENSES.
		Chômage.	Maladie et accidents.	Retraite.	Décès.	Total.		
								francs.
Bâtiment.....	12,8	16,6	26,5	8,0	12,3	63,4	23,8	33.957.300
Mines et carrières.....	44,5	15,7	9,5	"	16,9	12,1	13,4	36.307.100
Métaux, constructions navales.....	11,0	40,2	17,2	13,7	7,1	78,2	10,8	92.169.950
Textiles.....	38,1	25,6	4,0	1,3	13,8	41,7	17,2	23.716.600
Vêtement.....	27,2	4,1	35,1	9,1	7,4	55,7	17,1	10.556.523
Transports.....	10,8	5,6	9,5	3,3	17,8	36,2	53,0	10.190.275
Typographie, reliure...	6,0	50,2	5,0	10,7	9,9	75,8	18,2	8.149.800
Travail du bois, ameublement.....	12,1	31,3	11,3	13,8	9,9	66,3	21,6	5.026.550
Divers.....	19,8	22,2	15,4	6,2	9,5	53,3	26,9	10.441.400
TOTAL.....	20,3	27,5	15,9	8,3	10,9	62,6	17,1	230.515.500

781.719 unionistes sont représentés dans les 124 fédérations d'associations actuelles. 6 de ces fédérations absorbent à elles seules 645.439 membres; alors que 51 autres n'en comptent que 28.060, soit 550 chaque en moyenne.

693.390 unionistes enfin sont représentés dans 151 Trade-Councils existant principalement dans les centres industriels.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 13 février 1899 relatif à la nomination des ouvriers commissionnés dans les établissements militaires (Modification au décret du 26 février 1897 [1]).

(J. O. du 16 février 1899.)

ART. 1^{er}. Les premier et deuxième paragraphes de l'article 2 du décret du 26 février 1897 sont modifiés comme il suit :

« **ART. 2.** Le nombre des commissionnés est fixé par le Ministre; il est, pour chaque service, d'au moins la moitié du nombre des ouvriers nécessaires aux établissements pour leur production normale.

« Les commissionnés sont nommés par le directeur de l'établissement. Sauf pour certaines catégories spéciales déterminées par le Ministre et pour lesquelles les commissionnés sont nommés au choix (2), la Commission est donnée à l'ancienneté jusqu'à concurrence du nombre fixé, après avis d'un conseil d'établissement composé du directeur, de deux officiers ou fonctionnaires employés dans l'établissement et de deux commissionnés ayant au moins quinze ans de services, qui sont élus annuellement par la totalité des ouvriers; l'avis de ce conseil ne peut être modifié que dans un sens favorable à l'intéressé. »

Arrêté du Ministre du commerce, en date du 25 février 1899, maintenant en fonction, pour une durée de quatre ans, des membres du Conseil supérieur des habitations à bon marché et du Comité permanent de ce conseil.

(J. O. du 3 mars 1899.)

Par application de la loi du 30 novembre 1894 et des décrets et arrêtés rendus pour son exécution.

Décret en date du 25 février 1899, rendu en exécution de l'article 26 de la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents du travail et organisant le fonctionnement du service confié à la Caisse nationale des retraites.

(J. O. du 1^{er} mars 1899.)

TITRE. 1^{er}.

Conditions dans lesquelles les victimes d'accidents ou leurs ayants droit sont admis à réclamer le paiement de leurs indemnités.

ART. 1^{er}. Tout bénéficiaire d'une indemnité liquidée en vertu de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898, à la suite d'un accident ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente

(1) Voir Bull. de juin 1897, p. 408.

(2) Il semble utile de prévoir une exception à la mesure proposée, à l'égard de certaines catégories d'ouvriers, tels que contremaîtres, surveillants et ouvriers d'art, qui forment le noyau permanent des ateliers et qu'il importe de pouvoir commissionner au choix, sans leur imposer un stage trop prolongé, afin de les attacher aux établissements.

de travail, qui n'aura pu obtenir le paiement, lors de leur exigibilité, des sommes qui lui sont dues, doit en faire une déclaration au maire de la commune de sa résidence.

ART. 2. La déclaration est faite soit par le bénéficiaire de l'indemnité ou son représentant légal, soit par un mandataire ; elle est exempte de tous frais.

ART. 3. La déclaration doit indiquer :

1° Les nom, prénoms, âge, nationalité, état civil, profession, domicile du bénéficiaire de l'indemnité ;

2° Les nom et domicile du chef d'entreprise débiteur ou la désignation et l'indication du siège de la société d'assurances ou du syndicat de garantie qui aurait dû acquitter la dette à ses lieu et place ;

3° La nature de l'indemnité et le montant de la créance réclamée ;

4° L'ordonnance ou le jugement en vertu duquel agit le bénéficiaire ;

5° Le cas échéant, les nom, prénoms, profession et domicile du représentant légal du bénéficiaire ou du mandataire.

ART. 4. La déclaration, rédigée par les soins du maire, est signée par le déclarant.

Le maire y joint toutes les pièces qui lui sont remises par le réclamant à l'effet d'établir l'origine de la créance, ses modifications ultérieures et le refus de paiement opposé par le débiteur : chef d'entreprise, société d'assurance ou syndicat de garantie.

ART. 5. Récépissé de la déclaration et des pièces qui l'accompagnent est remis par le maire au déclarant.

La déclaration et les pièces produites à l'appui sont transmises par le maire au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations dans les vingt-quatre heures.

ART. 6. Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations adresse, dans les quarante-huit heures à partir de sa réception, le dossier au juge de paix du domicile du débiteur, en l'invitant à convoquer celui-ci d'urgence par lettre recommandée.

ART. 7. Le débiteur doit comparaître au jour fixé par le juge de paix soit en personne, soit par mandataire.

Il lui est donné connaissance de la réclamation formulée contre lui.

Procès-verbal est dressé par le juge de paix des déclarations faites par le comparant, qui appose sa signature sur le procès-verbal.

ART. 8. Le comparant qui ne conteste ni la réalité ni le montant de la créance est invité par le juge de paix soit à s'acquitter par-devant lui, soit à expédier au réclamant la somme due au moyen d'un mandat-carte et à communiquer au greffe le récépissé de cet envoi.

Cette communication doit être effectuée au plus tard le deuxième jour qui suit la comparution devant le juge de paix.

Le juge de paix statue sur le paiement des frais de convocation.

Il constate, s'il y a lieu, dans son procès-verbal la libération du débiteur.

ART. 9. Dans le cas où le comparant, tout en reconnaissant la réalité et le montant de sa dette, déclare ne pas être en état de s'acquitter immédiatement, le juge de paix est autorisé, si les motifs invoqués paraissent légitimes, à lui accorder pour sa libération un délai qui ne peut excéder un mois.

Dans ce cas, en vue du paiement immédiat prévu à l'article 13 ci-dessous, le procès-verbal dressé par le juge de paix constate la reconnaissance de dette et l'engagement pris par le comparant de se libérer dans le délai qui lui a été accordé au moyen soit d'un versement entre les mains du caissier de la Caisse des dépôts et consignations à Paris ou des préposés de la caisse dans les départements, soit de l'expédition d'un mandat-carte payable au caissier général à Paris.

ART. 10. Si le comparant déclare ne pas être débiteur du réclamant ou n'être que partiel-

lement son débiteur, le juge de paix constate dans son procès-verbal le refus total ou partiel de paiement et les motifs qui en ont été donnés.

Il est procédé, pour l'acquiescement de la somme non contestée, suivant les dispositions des articles 8 ou 9, tous droits restant réservés pour le surplus.

ART. 11. Au cas où le débiteur convoqué ne comparait pas au jour fixé, le juge de paix procède dans la huitaine à une enquête, à l'effet de rechercher :

1° Si le débiteur convoqué n'a pas changé de domicile ;

2° S'il a cessé son industrie soit volontairement, soit par cession d'établissement, soit par suite de faillite ou de liquidation judiciaire et, dans ce cas, quel est le syndic ou le liquidateur, soit par suite de décès et, dans l'affirmative, par qui sa succession est représentée.

Le procès-verbal dressé par le juge de paix constate la non-comparution et les résultats de l'enquête.

ART. 12. Dans les deux jours qui suivent soit la libération immédiate du débiteur, soit sa comparution devant le juge de paix au cas où il a refusé le paiement ou obtenu un délai, soit la clôture de l'enquête dont il est question en l'article précédent, le juge de paix adresse au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations le dossier et y joint le procès-verbal par lui dressé.

ART. 13. Dès la réception du dossier, s'il résulte du procès-verbal dressé par le juge de paix que le débiteur n'a pas contesté sa dette, mais ne s'en est pas libéré, ou si les motifs invoqués pour refuser le paiement ne paraissent pas légitimes, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations remet au réclamant ou lui adresse, par mandat-carte, la somme dont il a droit. Il fait parvenir également au greffier de la justice de paix le montant de ses déboursés et émoluments.

Il est procédé de même, si le débiteur ne s'est pas présenté devant le juge de paix et si la réclamation du bénéficiaire de l'indemnité paraît justifiée.

ART. 14. Dans le cas où les motifs invoqués par le comparant pour refuser le paiement paraissent fondés ou, en cas de non-comparution, si la réclamation formulée par le bénéficiaire ne semble pas suffisamment justifiée, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations renvoie, par l'intermédiaire du maire, au réclamant le dossier par lui produit, en lui laissant le soin d'agir contre la personne dont il se prétend le créancier, conformément aux règles du droit commun.

Le montant des déboursés et émoluments du greffier est, en ce cas, acquitté par les soins du directeur général et imputé sur les fonds de garantie.

TITRE II.

Du recours de la caisse des retraites pour le recouvrement de ses avances et pour l'encaissement des capitaux exigibles.

ART. 15. Le recours de la caisse nationale des retraites est exercé aux requête et diligence du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, dans les conditions énoncées aux articles suivants.

ART. 16. Dans les cinq jours qui suivent le paiement fait au bénéficiaire de l'indemnité et au greffier de la justice de paix, conformément aux articles 13 et 14, ou à l'expiration du délai dont il est question à l'article 9, si le remboursement n'a pas été opéré dans ce délai, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations informe le débiteur, par lettre recommandée, du paiement effectué pour son compte.

La lettre recommandée fait en même temps connaître que, faute par le débiteur d'avoir remboursé dans un délai de quinzaine le montant de la somme payée, d'après un des modes prévus au dernier alinéa de l'article 9, le recouvrement sera poursuivi par la voie judiciaire.

ART. 17. A l'expiration du délai imparti par le deuxième alinéa de l'article 16 ci-dessus, il est délivré par le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, à l'encontre du débiteur qui ne s'est pas acquitté, une contrainte pour le recouvrement.

ART. 18. La contrainte décernée par le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations est visée et déclarée exécutoire par le juge de paix du domicile du débiteur. Elle est signifiée par ministère d'huissier.

ART. 19. L'exécution de la contrainte ne peut être interrompue que par une opposition formée par le débiteur et contenant assignation donnée au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations devant le tribunal civil du domicile du débiteur.

ART. 20. L'instance à laquelle donne lieu l'opposition à contrainte est suivie dans les formes et délais déterminés par l'article 65 de la loi du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement.

ART. 21. Les frais de poursuites et dépens de l'instance auxquels a été condamné le débiteur débouté de son opposition sont recouvrés par le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, au moyen d'un état de frais taxé sur sa demande et rendu exécutoire par le président du tribunal.

ART. 22. Lorsque le capital représentatif d'une pension est, conformément aux termes de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898, devenu exigible par suite de la faillite ou de la liquidation judiciaire du débiteur, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations représentant la caisse nationale des retraites pour la vieillesse demande l'admission au passif pour le montant de sa créance.

Il est procédé, dans ce cas, conformément aux dispositions des articles 491 et suivants du Code de commerce et de la loi du 4 mars 1889 sur la liquidation judiciaire.

ART. 23. En cas d'exigibilité du capital par suite d'une des circonstances prévues en l'article 28 de la loi du 9 avril 1898 autre que la faillite ou la liquidation judiciaire du débiteur, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, par lettre recommandée, met en demeure le débiteur ou ses représentants d'opérer dans les deux mois qui suivront la réception de la lettre le versement à la caisse nationale des retraites du capital exigible, à moins qu'il ne soit justifié que les garanties prescrites par le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique en exécution de l'article 28 de la loi ci-dessus visée, ont été fournies.

ART. 24. Si, à l'expiration du délai de deux mois, le versement n'a pas été effectué ou les garanties exigées n'ont pas été fournies, il est procédé au recouvrement dans les mêmes conditions et suivant les formes énoncées aux articles 17 à 21 du présent décret.

ART. 25. En dehors des délais fixés par les dispositions qui précèdent, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations peut accorder au débiteur tous délais ou toutes facilités de paiement.

Le directeur général peut également transiger.

TITRE III.

Organisation du fonds de garantie.

ART. 26. Le fonds de garantie institué par les articles 24 et 25 de la loi du 9 avril 1898 fait l'objet d'un compte spécial ouvert dans les écritures de la Caisse des dépôts et consignations.

ART. 27. Le Ministre du Commerce adresse au Président de la République un rapport annuel, publié au *Journal officiel*, sur le fonctionnement général du fonds de garantie visé par les articles 24 à 26 de la loi du 9 avril 1898.

ART. 28. Les recettes du fonds de garantie comprennent :

- 1° Les versements effectués par le Trésor public, représentant le montant des taxes recouvrées en conformité de l'article 25 de la loi du 9 avril 1898;
- 2° Les recouvrements effectués sur les débiteurs d'indemnités dans les conditions prévues aux titres I et II du présent décret ;
- 3° Les revenus et arrérages et le produit du remboursement des valeurs acquises en conformité de l'article 30 du présent décret ;
- 4° Les intérêts du fonds de roulement prévu au deuxième alinéa du même article.

ART. 29. Les dépenses du fonds de garantie comprennent :

- 1° Les sommes payées aux bénéficiaires des indemnités ;
- 2° Les sommes versées sur des livrets individuels à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et représentant les capitaux de pensions exigibles dans les cas prévus par l'article 28, § 3, de la loi du 9 avril 1898 ;
- 3° Le montant des frais de toute nature auxquels donne lieu le fonctionnement du fonds de garantie.

ART. 30. Les ressources du fonds de garantie sont employées dans les conditions prescrites par l'article 22 de la loi du 20 juillet 1886.

Les sommes liquides reconnues nécessaires pour assurer le fonctionnement du fonds de garantie sont bonifiées d'un intérêt calculé à un taux égal à celui qui est adopté pour le compte courant ouvert à la Caisse des dépôts et consignations dans les écritures du Trésor public.

Décret, en date du 28 février 1899, rendu en exécution de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents du travail et réglant le contrôle de l'État sur les Compagnies d'assurances, la constitution de leur réserve et le fonctionnement des syndicats de garantie.

(J. O. du 1^{er} mars 1899.)

TITRE 1^{er}.

Sociétés d'assurances mutuelles ou à primes fixes.

CHAPITRE 1^{er}. — *Cautionnements et réserves.*

ART. 1^{er}. Toutes les sociétés qui pratiquent, dans les termes de la loi du 9 avril 1898, l'assurance mutuelle ou à primes fixes contre les risques des accidents de travail ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente sont astreintes, pour ce risque, aux dispositions du présent titre.

ART. 2. Indépendamment des garanties spécifiées aux articles 2 et 4 du décret du 22 janvier 1868 et de la réserve mathématique, les sociétés anonymes d'assurances françaises ou

étrangères à primes fixes doivent justifier de la constitution préalable d'un cautionnement fixé d'après les bases que détermine le Ministre, sur l'avis du comité consultatif prévu à l'article 16 ci-après, et affecté, par privilège, au paiement des pensions et indemnités, conformément à l'article 27 de la loi.

ART. 3. Le cautionnement est constitué, dans les quinze jours de la notification de la décision du Ministre, à la Caisse des dépôts et consignations en valeurs énumérées au troisième paragraphe de l'article 8 ci-dessous. Il est revisé chaque année. Les titres sont estimés au cours moyen de la Bourse de Paris au jour du dépôt.

ART. 4. Le cautionnement est versé au lieu où la société a son siège principal, dans les conditions déterminées par les lois et règlements en vigueur sur la consignation des valeurs mobilières.

Les intérêts des valeurs déposées peuvent être retirés par la société. Il en est de même, en cas de remboursement des titres avec primes ou lots, de la différence entre le prix de remboursement et le cours moyen de la Bourse de Paris, au jour fixé pour le remboursement, de la valeur sortie au tirage.

Le montant des remboursements, déduction faite de cette différence, doit être immédiatement employé en achat de valeurs visées au troisième paragraphe de l'article 8, sur l'ordre de la société ou d'office en rentes sur l'État, si la société n'a pas donné d'ordres dans les quinze jours de la notification de remboursement faite, sous pli recommandé, par la Caisse des dépôts et consignations.

Il en est de même pour les fonds provenant d'aliénations de titres demandées par la société.

ART. 5. Les valeurs déposées ou les valeurs acquises en emploi de ces valeurs ne peuvent être retirées que : 1° dans le cas où le cautionnement exigible a été fixé, pour l'année courante, à un chiffre inférieur à celui de l'année précédente et jusqu'à concurrence de la différence; 2° dans le cas où la société ayant versé à la Caisse nationale des retraites les capitaux constitutifs des rentes et indemnités assurées justifie qu'elle a complètement rempli toutes ses obligations. Dans les deux cas, une décision du Ministre du Commerce est nécessaire.

ART. 6. Indépendamment des garanties spécifiées à l'article 29 du décret du 22 janvier 1868, les sociétés d'assurances mutuelles sont soumises aux dispositions des articles 2, 3, 4 et 5 ci-dessus.

Toutefois le cautionnement qu'elles auront à verser est réduit de moitié pour celles de ces sociétés dont les statuts stipulent :

1° Que la société ne peut assurer que tout ou partie des risques prévus par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898;

2° Qu'elle assure exclusivement soit les ouvriers d'une seule profession, soit les ouvriers de professions appartenant à un même groupe d'industries, d'après une classification générale arrêtée à cet effet par le Ministre du Commerce, après avis du comité consultatif;

3° Que le maximum de contribution annuelle dont chaque sociétaire est passible pour le paiement des sinistres est au moins double de la prime totale fixée par son contrat pour l'assurance de tous les risques, et triple de la prime partielle déterminée par le Ministre du Commerce, après avis du comité consultatif, pour les mêmes professions et pour les risques définis à l'article 23 de la loi.

ART. 7. Les sociétés anonymes d'assurances à primes fixes et les sociétés mutuelles d'assurances sont tenues de justifier, dès la deuxième année d'exploitation, de la constitution d'une *réserve mathématique* ayant pour minimum de valeur le montant des capitaux représentatifs des rentes et indemnités à servir à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente.

Les capitaux représentatifs sont calculés d'après un barème minimum déterminé par le Ministre du Commerce, après avis du comité consultatif.

ART. 8. Le montant de la réserve mathématique est arrêté chaque année, la société entendue, par le Ministre du Commerce et à l'époque qu'il détermine.

Cette réserve reste aux mains de la société. Elle ne peut être placée que dans les conditions suivantes :

1° Pour les deux tiers au moins de la fixation annuelle, en valeurs de l'État ou jouissant d'une garantie de l'État; en obligations négociables et entièrement libérées des départements, des communes et des chambres de commerce; en obligations foncières et communales du Crédit foncier;

2° Jusqu'à concurrence du tiers au plus de la fixation annuelle, en immeubles situés en France et en premières hypothèques sur ces immeubles, pour la moitié au maximum de leur valeur estimative;

3° Jusqu'à concurrence d'un dixième, confondu dans le tiers précédent, en commandites industrielles ou en prêts à des exploitations industrielles de solvabilité notoire.

Pour la fixation prévue au paragraphe 1^{er} du présent article, les valeurs mobilières sont estimées à leur prix d'achat. Si leur valeur totale descend au-dessous de ces prix de plus d'un dixième, un arrêté du Ministre du Commerce oblige la société à parfaire la différence en titres nouveaux dans un délai qui ne peut être inférieur à deux ans, ni supérieur à cinq ans.

Les immeubles sont estimés à leur prix d'achat ou de revient; les prêts hypothécaires, les commandites industrielles ou les prêts à des sociétés industrielles, aux prix établis par actes authentiques.

ART. 9. Si les sociétés visées aux articles 2 et 6 ci-dessus ne font point elles-mêmes le service des rentes et indemnités attribuables, aux termes de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, pour les accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, et si elles opèrent immédiatement le versement des capitaux constitutifs de ces rentes et indemnités à la Caisse nationale des retraites, il n'y a pas lieu, pour elles, à constitution de réserve mathématique.

Si ces sociétés versent seulement, dans les conditions sus-désignées, une partie des capitaux constitutifs dont il s'agit, leur réserve mathématique est réduite proportionnellement.

CHAPITRE II. — *Surveillance et contrôle.*

ART. 10. Les sociétés visées à l'article 1^{er} qui assurent d'autres risques que celui résultant de l'application de la loi du 9 avril 1898 pour le cas de mort ou d'incapacité permanente, ou qui assurent également un risque analogue dans des pays étrangers, doivent établir, pour les opérations se rattachant à ce risque en France, une gestion et une comptabilité absolument distinctes.

ART. 11. Toutes les sociétés doivent communiquer immédiatement au Ministre du Commerce dix exemplaires de tous les règlements, tarifs, polices, prospectus et imprimés distribués ou utilisés par elles.

Les polices doivent :

1° Reproduire textuellement les articles 3, 9, 19 et 30 de la loi du 9 avril 1898;

2° Spécifier qu'aucune clause de déchéance ne pourra être opposée aux ouvriers créanciers;

3° Stipuler que les contrats se trouveraient résiliés de plein droit dans le cas où la société cesserait de remplir les conditions fixées par la loi et le présent décret.

ART. 12. Les sociétés doivent produire au Ministre du Commerce, aux dates fixées par lui :

1° Le compte rendu détaillé annuel de leurs opérations, avec des tableaux financiers et statistiques annexes, dans les conditions déterminées par arrêté ministériel, après avis du

comité consultatif. Ce compte rendu doit être délivré par les sociétés intéressées à toute personne qui en fait la demande, moyennant paiement d'une somme qui ne peut excéder 1 franc;

2° L'état des salaires assurés et l'état des rentes et indemnités correspondant au risque spécifié à l'article 1^{er}, ainsi que tous les autres états ou documents manuscrits que le Ministre juge nécessaires à l'exercice du contrôle.

ART. 13. Elles sont soumises à la surveillance permanente de commissaires-contrôleurs, sous l'autorité du Ministre du Commerce, et peuvent être en outre contrôlées par toute personne spécialement déléguée à cet effet par le Ministre.

ART. 14. Les commissaires-contrôleurs sont recrutés dans les conditions déterminées par arrêté du Ministre du Commerce, après avis du comité consultatif.

Ils prêtent serment de ne pas divulguer les secrets commerciaux dont ils auraient connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Ils sont spécialement accrédités, pour des périodes fixées, auprès des sociétés qu'ils ont mission de surveiller.

Ils vérifient, aux sièges des sociétés, l'état des assurés et des salaires assurés, les contrats intervenus, les écritures et pièces comptables, la caisse, le portefeuille, les calculs des réserves et tous les éléments de contrôle propres soit à établir les opérations dont résultent des obligations pour les sociétés, soit à constater la régulière exécution tant des statuts que des prescriptions contenues dans le décret du 22 janvier 1868, dans le présent décret et dans les arrêtés ministériels qu'il prévoit.

Ils se bornent à ces vérifications et constatations, sans pouvoir donner aux sociétés aucune instruction ni apporter à leur fonctionnement aucune entrave.

Ils rendent compte au Ministre du Commerce, qui seul prescrit, dans des formes et délais qu'il fixe, les redressements nécessaires.

ART. 15. A l'aide des rapports des vérifications et des contre-vérifications auxquelles il peut faire procéder soit d'office, soit à la demande des sociétés intéressées, le Ministre du Commerce présente chaque année au Président de la République un rapport d'ensemble établissant la situation de toutes les sociétés soumises à la surveillance.

Il adresse, le cas échéant, à chacune des sociétés les injonctions nécessaires et la met en demeure de s'y conformer.

ART. 16. Il est constitué auprès du Ministre du Commerce un « Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail », dont l'organisation est réglée par l'arrêté du Ministre.

Ce comité doit être consulté dans les cas spécifiés par le présent décret et par les décrets du même jour, rendus en exécution des articles 26 et 28 de la loi du 9 avril 1898. Il peut être saisi par le Ministre de toutes les autres questions relatives à l'application de ladite loi.

ART. 17. Le décret du 22 janvier 1898 demeure applicable aux sociétés régies par le présent décret, en toutes celles de ses dispositions qui ne lui sont pas contraires.

ART. 18. Chaque année, avant le 1^{er} décembre, le Ministre du Commerce arrête, après avis du comité consultatif, et publie au *Journal officiel* la liste des sociétés mutuelles ou à primes fixes, françaises ou étrangères, qui fonctionnent dans les conditions prévues par les articles 26 et 27 de la loi du 9 avril 1868 et par le présent décret.

ART. 19. Dès que, après fixation du cautionnement, dans les conditions déterminées par les articles 2 et 6 ci-dessus, chaque société actuellement existante aura effectué à la Caisse des dépôts et consignations le versement du montant de ce cautionnement, mention de cette

formalité sera faite au *Journal officiel* par les soins du Ministre du Commerce, en attendant la publication de la première liste générale prévue à l'article 18.

Il en sera de même ultérieurement pour les sociétés constituées après la publication de la liste générale annuelle.

ART. 20. Les sociétés étrangères doivent accréditer auprès du Ministre du commerce et de la Caisse des dépôts et consignations un agent spécialement préposé à la direction de toutes les opérations faites en France pour les assurances visées à l'article 1^{er}.

Cet agent représente seul la société auprès de l'Administration. Il doit être domicilié en France.

TITRE II.

Syndicats de garantie.

ART. 21. Les syndicats de garantie prévus par la loi du 9 avril 1898 lient solidairement tous leurs adhérents pour le paiement des rentes et indemnités attribuables, en vertu de la même loi, à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente.

La solidarité ne prend fin que lorsque le syndicat de garantie a liquidé entièrement ses opérations soit directement, soit en versant à la Caisse nationale des retraites l'intégralité des capitaux constitutifs des rentes et indemnités dues.

La liquidation peut être périodique.

ART. 22. Ces syndicats de garantie doivent comprendre au moins 5,000 ouvriers assurés et 10 chefs d'entreprise adhérents, dont 5 ayant au moins chacun 300 ouvriers.

ART. 23. Le fonctionnement de chaque syndicat est réglé par des statuts, qui doivent être soumis, avant toute opération, à l'approbation du Gouvernement.

Il est statué, par décret rendu en Conseil d'État, sur le rapport du Ministre du commerce, après avis du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, au vu des statuts souscrits et des pièces justifiant des conditions et des engagements prévus aux articles 21 et 22 ci-dessus.

ART. 24. Le décret portant approbation des statuts règle :

1° Le fonctionnement de la surveillance et du contrôle, dans des conditions analogues à celles que détermine le chapitre II du titre 1^{er} du présent décret;

2° Les conditions dans lesquelles l'approbation peut être révoquée et les mesures à prendre, en ce cas, pour le versement des capitaux constitutifs des pensions et indemnités en cours.

ART. 25. Les contributions pour frais de surveillance sont fixées d'après le montant du cautionnement auquel serait astreinte une société d'assurance pour le même chiffre des salaires assurés.

Décret en date du 28 février 1899 rendu en exécution de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents du travail et réglant les garanties à fournir par les chefs d'entreprise en cas de cessation d'industrie.

(J. O. du 1^{er} mars 1899.)

ART. 1^{er}. Lorsqu'un chef d'entreprise cesse son industrie dans les cas prévus par l'avant-dernier alinéa de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898, ce chef d'entreprise ou ses ayants

droit peuvent être exonérés du versement à la Caisse nationale des retraites du capital représentatif des pensions à leur charge, s'ils justifient :

1° Soit du versement de ce capital à une des sociétés visées à l'article 18 du décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique en exécution de l'article 27 de la loi ci-dessus visée;

2° Soit de l'immatriculation d'un titre de rente pour l'usufruit au nom des titulaires de pensions, le montant de la rente devant être au moins égal à celui de la pension;

3° Soit du dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, avec affectation à la garantie des pensions, de titres spécifiés au paragraphe 3 de l'article 8 du décret précité. La valeur de ces titres, établie d'après le cours moyen de la Bourse de Paris au jour du dépôt, doit correspondre au chiffre maximum qu'est susceptible d'atteindre le capital constitutif exigible par la Caisse nationale des retraites. Elle peut être révisée tous les trois ans à la valeur actuelle des pensions, d'après le cours moyen des titres au jour de la révision;

4° Soit de l'affiliation du chef d'entreprise à un syndicat de garantie liant solidairement tous ses membres et garantissant le paiement des pensions;

5° Soit, en cas de cession d'établissement, de l'engagement pris par le cessionnaire, vis-à-vis du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, d'acquitter les pensions dues et de rester solidairement responsable avec le chef d'entreprise.

ART. 2. Des arrêtés du Ministre du commerce, pris après avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents, règlent les mesures nécessaires à l'application du présent décret.

Décret du 5 mars 1899 rendu en exécution de l'article 29 de la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents du travail et fixant les émoluments alloués aux greffiers des justices de paix pour leur concours à la procédure instituée par cette loi.

(J. O. du 7 mars 1899.)

ART. 1^{er}. Il est alloué aux greffiers des justices de paix :

1° Pour assistance aux actes de notoriété, 4 francs;

2° Pour assistance aux enquêtes sur place, ainsi qu'aux constatations auxquelles il est procédé par le juge de paix, non compris le temps de voyage, pour chaque vacation de trois heures, 4 francs;

3° Pour assistance à l'ensemble des opérations prévues par le règlement d'administration publique rendu en exécution de l'article 26 de la loi du 9 avril 1898, 2 francs;

4° Pour chaque envoi de lettre recommandée, déboursés non compris, 50 centimes;

5° Pour dépôt de rapport d'expert ou de pièces, 2 francs;

6° Pour transmission de l'enquête au président du tribunal, tous frais de port compris, 1 franc;

7° Pour toute mention au répertoire, 10 centimes;

8° Pour transport à plus de 2 kilomètres du chef-lieu du canton, par kilomètre parcouru, en allant et en revenant, si le transport est effectué par chemin de fer, 20 centimes; si le transport a eu lieu autrement, 40 centimes.

Arrêté du Ministre du commerce en date du 1^{er} mars 1899 rendu en exécution de l'article 16 du décret du 28 février 1899 sur les responsabilités des accidents du travail et organisant le Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail.

(J. O. du 2 mars 1899.)

ART. 1^{er}. Le Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail institué auprès du Ministre du commerce est composé de vingt-quatre membres, savoir :

- 1° Deux sénateurs;
- 2° Trois députés;
- 3° Quatre personnes spécialement désignées par leur compétence juridique ou statistique en matière d'accidents;
- 4° Trois membres agrégés de l'institut des actuaires français;
- 5° L'actuaire de la Caisse des dépôts et consignations;
- 6° Un membre du Comité permanent international du congrès des accidents du travail et des assurances sociales;
- 7° Le président du tribunal de commerce de la Seine ou un président de section délégué par lui;
- 8° Le président de la chambre de commerce de Paris ou un membre de la chambre délégué par lui;
- 9° Un président ou administrateur de sociétés d'assurances mutuelles contre les accidents;
- 10° Le président du syndicat des compagnies d'assurances à primes fixes contre les accidents;
- 11° Un ouvrier membre du conseil supérieur du travail;
- 12° Le président d'un syndicat professionnel ouvrier;
- 13° Le Conseiller d'État, directeur du travail et de l'industrie, ou, en son absence, le sous-directeur;
- 14° Le directeur de l'office du travail ou, en son absence, le sous-directeur;
- 15° Le directeur du personnel, de la comptabilité et de l'enseignement technique;
- 16° Le chef du bureau des caisses d'épargne, des assurances, des retraites et de la coopération.

ART. 2. Les membres ci-dessus désignés sous les numéros 1° à 4°, 6°, 9°, 11° et 12° sont nommés par le Ministre pour quatre ans. Par exception, le premier renouvellement a lieu au bout de deux ans par moitié, à la suite d'un tirage au sort. Les membres sortants peuvent être renommés.

Sont remplacés immédiatement les membres du Comité qui perdent la qualité en raison de laquelle ils avaient été nommés.

ART. 3. Le Ministre nomme le président du Comité parmi ses membres, et désigne les secrétaires.

ART. 4. Il peut, avec l'autorisation spéciale du Ministre, procéder à des enquêtes et entendre les personnes qu'il jugerait en état de l'éclairer sur les questions qui lui sont soumises.

Arrêté du Ministre du commerce en date du 1^{er} mars 1899 nommant les membres du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail.

(J. O. du 2 mars 1899.)

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE FÉVRIER 1899,

EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Réglementation du travail. — *Chambre.* — Séance du 1^{er} février 1899. — Proposition de loi ayant pour objet la réglementation du travail de telle sorte que les salaires soient assurés conformément aux prix de série, le marchandage réprimé, la dignité et la sécurité des ouvriers placées sous la sauvegarde de la loi, déposée par M. Ernest Roche. (Doc. parl. n° .) Renvoyée à la Commission du travail.

Maintien du contrat de louage de service pendant les périodes d'instruction militaire. — *Sénat.* — Séances des 2 et 24 février 1899. — Discussion sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modification par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, ayant pour objet de garantir leur travail et leurs emplois aux réservistes et aux territoriaux appelés à faire leur période d'instruction militaire. — Adoptée avec modification. — Transmission à la Chambre, le 28 février.

Assistance. — *Chambre.* — Séance du 3 février 1899. — Proposition de loi relative à l'assistance des vieillards et des infirmes, déposée par MM. Émile Rey et Lachèze. (Doc. parl. n° 714.) Renvoyée à la Commission de l'assurance et de la prévoyance sociales.

Conseils de prud'hommes agricoles. — *Chambre.* — Séance du 16 février 1899. — Proposition de loi ayant pour but la création de conseils de prud'hommes agricoles chargés, sous la dénomination de tribunaux agricoles, de concilier et de juger les différends qui peuvent s'élever à l'occasion du contrat de bail à ferme, à colonat et à métayage, et entre employeurs et employés des campagnes, déposée par MM. Dubochet, Roche et Beaugard. (Doc. parl. n° 745.) Renvoyée à la Commission du travail.

Étrangers. — *Chambre.* — Séance du 25 février 1899. — Rapport sommaire par M. Renou sur la proposition de loi Sommeillier, tendant à compléter la loi du 8 août 1893, relativement au séjour des étrangers en France. (Doc. parl. n° 761.)

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, OFFICE DU TRAVAIL. — *Statistique générale de la France, tome XXVI. — Statistique annuelle, année 1896.* (1 vol. gr. in-8° de 225 pages. Paris, 1898; Imp. nat.)

La première partie est consacrée à la démographie détaillée de la France. La deuxième concerne les institutions et établissements d'assistance et de bienfaisance : établissements hospitaliers, enfants assistés, aliénés, bureaux de bienfaisance, monts-de-piété, et les libéralités faites à ces diverses institutions.

————— MINISTÈRE DE LA GUERRE. — *Statistique médicale de l'armée pendant l'année 1896* (1 vol. in-4° de 451 pages. Paris, 1898, Imp. nat.).

————— BIBLIOTHÈQUE DU MUSÉE SOCIAL. — *Les congrès ouvriers en France (1896-1897).* [1 vol. in-8° de 364 pages. Paris, 1899; Armand Colin, édit.]

Cet intéressant travail, dû à M. Léon de Seilhac, résume avec précision les tendances, les doctrines, les résolutions et la physionomie de ces divers congrès.

————— MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, DIRECTION DU COMMERCE. — *Annales du commerce extérieur n° 16.* (Commerce et navigation des principaux pays étrangers de 1888 à 1896-1897. (1 vol. in-8° de 236 pages. Paris, 1898; Imp. nat.)

————— COMITÉ CENTRAL DES HOUILLÈRES. — *Aperçu historique sur les syndicats de vente des combustibles dans le bassin Rhénan-Westphalien.* — Conventions générales relatives à la limitation de la production dans tout le bassin. Conventions spéciales à certaines qualités de combustibles ou à certains districts. — Constitution d'un syndicat général de vente des houilles. Organisation du syndicat des houilles. Situation actuelle et résultats statistiques. (1 vol. in-8° de 84 pages. Paris, 1898, Comité central des houillères).

————— COMITÉ CENTRAL DE L'UNION COOPÉRATIVE DES SOCIÉTÉS DE CONSOMMATION. — *Almanach de la coopération française, année 1899.* (1 broch. in-18 de 176 pages. Paris, 1899; Imp. nouv.)

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

L'activité déjà signalée dans le précédent *Bulletin* s'est maintenue dans les mines, le travail des cuirs et peaux, la fabrication de la chaussure, les industries lainière et cotonnière (filatures principalement), la chapellerie, l'industrie du bâtiment et les métiers qui en dépendent (carrières, travail du bois, serrurerie, céramique), la métallurgie et la construction mécanique; une amélioration s'est produite chez les confiseurs pâtisseries, dans la ganterie et dans l'industrie du vêtement.

Parmi les 535 syndicats d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce groupant 80.000 adhérents (syndicats des mineurs du bassin du Nord et du Pas-de-Calais non compris) qui ont fourni des rapports sur l'activité du travail au 15 mars, la proportion des ouvriers en chômage a été d'un peu plus de 8 p. o/o. 16 p. o/o des chambres syndicales groupant 15 p. o/o des adhérents estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque; 18 p. o/o des syndicats réunissant 20 p. o/o des syndiqués jugent qu'il a été plus faible et pour 66 p. o/o des chambres syndicales ayant 65 p. o/o des syndiqués, il est resté sans changement.

La durée de la journée de travail a été de nouveau augmentée d'une heure par jour grâce à la saison plus favorable et à l'augmentation des commandes, principalement dans l'industrie du bâtiment et dans les métiers qui s'y rattachent.

Le prix des denrées de première nécessité, œufs et légumes frais en particulier, a eu tendance à la baisse.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — En novembre 1898, d'après les renseignements fournis par le Bureau des Pêches maritimes au Ministère de la marine, le rendement dans les 5 arrondissements maritimes et l'Algérie, a été, pour la pêche en bateau, de 7 millions de francs contre 7.477.000 francs en octobre 1898; pour la pêche à pied, de 505.000 francs contre 537.600 en octobre et pour la mytilculture et l'ostreïculture de 1.844.500 fr. contre 2.099.700 en octobre 1898.

En novembre 1898, 174 embarcations de types et de tonnage différents ont été mis à flot, dont 80 doris. Au 1^{er} décembre, une trentaine de bâtiments restaient en chantier.

En mars 1899, la pêche côtière a été contrariée sur nos côtes par les mauvais temps; sur certains points, la concurrence des nouveaux procédés de pêche à vapeur a amené une diminution des prix de vente des poissons; on estime que le nombre de nos bateaux à vapeur armés pour la pêche est actuellement d'environ 80; cette partie de notre marine de pêche tend à progresser.

AGRICULTURE. FORÊTS. — Grâce à un temps plus favorable et à la pluie qui est survenue après une sécheresse de longue durée, les façons de jardinage ont été poussées activement chez nos horticulteurs pépiniéristes. Chez les bûcherons, les coupes en forêts ont été terminées sur certains points, mais la plupart des chômeurs ont pu, comme tous les ans, être occupés aux travaux agricoles qui sont en reprise.

CARRIÈRES. — L'amélioration qui avait été signalée dans le dernier bulletin s'est accentuée, la durée du travail a été augmentée; dans la plupart des exploitations le travail est jugé aussi actif que l'an dernier.

MINES. — La production (1) de nos combustibles minéraux, qui était de 15.550.597 tonnes de houille et d'antracite pendant le 2^e semestre 1897, a été de 16.427.047 pendant la même période de 1898, soit une augmentation de 876.450 tonnes en faveur de 1898; de même la production des lignites, qui avait été de 234.577 tonnes pendant ce même 2^e semestre de 1898, a atteint 288.085 tonnes pendant la même période de 1898, ce qui donne une augmentation en faveur de 1898 de 53.508 tonnes. En ajoutant ces résultats à ceux déjà publiés pour le 1^{er} semestre 1898 (*Journal officiel*, 30 sept. 1898), on obtient les chiffres de l'extraction totale en France des houilles et anthracites qui a été de 31.907.641 tonnes en 1898 contre 30.337.207 en 1897, soit une augmentation de 5 p. 0/0 environ en faveur de 1898. D'autre part, la production des lignites pendant l'année 1898 a été de 532.095 tonnes contre 460.422 tonnes en 1897, soit une augmentation d'environ 15 p. 0/0 en faveur de 1898.

D'autre part, dans le courant du mois de mars, le nombre moyen de jours d'extraction, par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des

(1) D'après le *Journal officiel* du 17 mars 1899. Comparez aussi le *Bulletin de l'Office du travail*, février 1899, page 75.

ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	5.99	"	"	"	6	94
Loire.....	5.95	"	"	"	23	77
Gard et Hérault.....	5.99	"	"	"	3	97
Provence (lignites)....	5.79	"	"	16	"	84
Tarn et Aveyron.....	6.07	"	"	"	"	100
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales....	5.99	"	"	3	"	97
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne..	5.93	"	"	"	19	81
ENSEMBLE pour la France.	5.98	"	"	1	7	92

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5,88; il était de 5,99 en mars 1898.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — Dans les fabriques de sucre de betteraves (1), le rendement estimé en sucre raffiné par 100 kilogrammes de betteraves a été, pour la campagne 1898-99, de 11 kilogr., 11 contre 10 kilogr., 38 en 1897-98; d'ailleurs, la quantité de sucre de titrages divers, effectivement extraite des turbines, avait été de 711.931.860 kilogrammes pour la campagne 1898-99 contre 701.315.300 kilogrammes en 1897-98; en premier jet, la quantité de sucre extraite par 100 kilogrammes de betteraves, exprimée en raffiné, avait été de 9 kilogr. 65 en 1898-99 contre 8 kilogr. 68 en 1897-1898; ce qui provient en partie des nouveaux procédés de fabrication par lesquels on obtient la plus grande quantité du sucre en premier jet et aussi de la richesse succharine de la betterave mise en œuvre; en deuxième jet, le rendement par 100 kilogrammes de betteraves a été de 1 kilogr. 34 en raffiné en 1898-99 contre 1 kilogr. 53 en 1897-98, et, pour les autres jets, 0 kilogr. 12 en 1898-99 contre 0 kilogr. 17 en 1897-98. D'ailleurs, la densité de la betterave mise en œuvre, qui est dans une certaine mesure d'autant plus grande que la racine contient plus de sucre, était de 8 degrés en 1898-99 contre 7° 6 en 1897-98; enfin la quantité de mélasse épuisées obtenues pendant la campagne, abstraction faite des reprises et des entrées, a été de 61.713.400 kilogrammes contre 40.307.000 kilogrammes en 1897-98.

Dans les 18 glucoseries, l'importance de la production de septembre 1898 à février 1899 a été de 22.850.545 kilogrammes et en particulier de 2.480.845 kilogrammes en février 1899 contre 2.506.052 kilogrammes en janvier dernier.

Dans la minoterie, dans la brasserie et chez les boulangers, travail normal. Chez les pâtisseries confiseurs, le travail tend à reprendre avec les commandes pour les fêtes de Pâques. On estime que le chômage atteint 13 p. o/o des syndiqués chez les ouvriers boulangers et à peu près autant chez les pâtisseries cuisiniers confiseurs. En particulier, le travail a été jugé moins abondant que l'an dernier chez les biscuitiers

(1) D'après le *Journal officiel* du 26 mars 1899.

de Paris, les boulangers de Saint-Denis et de Montpellier, chez les cuisiniers pâtisseries de Clermont-Ferrand, Saint-Étienne, Nice et Bordeaux; plus abondant chez les pâtisseries de Lille et Cannes; pour le reste, pas de variation signalée.

PAPIER-CARTON. INDUSTRIE DU LIVRE. — Chez les relieurs papetiers, le travail tend à reprendre. Chez les typographes, situation stationnaire, plutôt en progrès sur le mois dernier. On compte 6 p. o/o des syndiqués en chômage à Paris, 2 p. o/o en province et 4 p. o/o dans l'ensemble. 9 p. o/o des syndicats groupant 10 p. o/o des syndiqués estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque; 11 p. o/o des chambres syndicales réunissant 9 p. o/o des adhérents jugent qu'il a été plus faible et, pour le restant des chambres syndicales et des syndiqués, il n'y a pas eu de changement.

En particulier, l'ouvrage a été considéré comme plus abondant que l'an dernier à Paris (typographes conducteurs), chez les travailleurs du livre et typographes à Calais, Douai, Lille, Belfort, Lyon (transporteurs lithographes), Toulon et Rouen; comme moins abondant à Beauvais, Lyon (imprimeurs), Toulouse et Angers; pour le reste, pas de changement.

CUIRS ET PEAUX. — Dans la préparation des cuirs et peaux et dans la cordonnerie, l'amélioration signalée le mois dernier s'est maintenue, les commandes de chaussures pour la saison d'été ont été suivies et avec des prix de vente fermes. Une reprise du travail s'est également produite dans la ganterie, les ordres, tant pour le marché intérieur que pour l'exportation, ont été plus nombreux que le mois précédent et que l'an dernier. On compte un peu plus de 3 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux et chez ceux de l'industrie de la chaussure.

L'ouvrage a été tenu pour plus abondant que l'an dernier chez les corroyeurs de Paris, les cordonniers de Montpellier, les gantiers de Paris, Gières (Isère) et Millau et chez les gainiers de Paris; pour moins abondant chez les ouvriers en chevreau de Paris, les ouvriers en cuirs d'Amiens et de Nevers, chez les cordonniers de Valence, les trépointeurs espadrilleurs de Saint-Laurent de Cerdans (Pyrénées-Orientales) et chez les bourrelliers de Toulon; il n'a pas été signalé de variation pour le reste.

TEXTILES. — Dans l'industrie linière, le travail tend à reprendre; dans les industries lainière et cotonnière (filatures principalement), le travail est devenu plus régulier; accalmie dans la soierie, surtout dans les articles fabriqués à Lyon, tandis que les métiers mécaniques et ceux de la campagne maintiennent une certaine activité. Situation stationnaire dans les teintureries, les apprêts ont un courant normal. Dans la bonneterie de laine, peu d'activité; dans la bonneterie de coton, dans l'industrie du vêtement et dans la chapellerie, reprise du travail. On estime que le chômage atteint 11 p. o/o des syndiqués chez les ouvriers des tissages à la main et des tissages mécaniques, 9 p. o/o chez les ouvriers de l'industrie du vêtement, 3 p. o/o chez les chapeliers.

Par rapport à l'an dernier, l'ouvrage est tenu pour plus abondant chez les ouvriers tisseurs de Haspres (Nord), La Gresles (Loire), Moussey (Vosges), Grandris (Rhône), Treize-Vents et Saint-Laurent (Vendée) et Gesté (Maine-et-Loire), chez les tullistes de Lyon, chez les ouvriers tailleurs de Paris, chez les coupeurs tailleurs de Lyon, chez les chapeliers d'Albi et de Bort (Corrèze); pour moins abondant chez

les ouvriers des tissages mécaniques de Francheval et d'Ily (Ardennes), de Reims et Bollbec, chez les tisserands de Saint-Aubert (Nord), Saint-Étienne (tisseurs-épingleurs), Lyon, Evreux et La Verrie (Vendée), La Séguinière (Maine-et-Loire) et Tours, chez les voiliers du Havre, chez les tailleurs de Paris et Bayonne, chez les chapeliers de Chazelles (Loire); pour le reste, pas de changement.

Bois. — Le travail a bien repris chez les charpentiers et chez les menuisiers; dans un certain nombre de centres les grands travaux projetés ou déjà commencés ont amené une amélioration de la situation. Situation stationnaire chez les tonneliers et chez les ouvriers en meubles. Chez les ouvriers en voitures, le travail a bien repris; chez les galochiers sabotiers, commandes moins abondantes que l'an dernier. On estime que le chômage atteint 7 p. o/o des syndiqués chez les ouvriers charpentiers et chez les menuisiers, 4 p. o/o chez les ouvriers en voitures, 7 p. o/o chez les ouvriers en meubles. Chez les ouvriers charpentiers et chez les menuisiers en bâtiment, la durée du travail a été augmentée; on fait de 60 à 66 heures par semaine.

L'ouvrage est considéré comme plus abondant que l'an dernier à même époque chez les charpentiers de Paris, les ouvriers des scieries mécaniques de Hermes, les menuisiers d'Annecy, Chambéry et Nantes, chez les ouvriers en voitures de Nice et Bourges, et chez les modeleurs de Marseille; comme moins abondant chez les charpentiers scieurs de Bordeaux, chez les menuisiers de Paris et Tarbes, chez les charrons de Paris, les ouvriers carrossiers de Clermont-Ferrand, Toulon et Perpignan, chez les tonneliers de Marseille, Cette et Cognac, chez les ébénistes de Saint-Loup (Haute-Saône) et chez les vanniers d'Origny (Aisne); il n'a pas été signalé de variation pour le reste.

MÉTAUX. — La production (1) des fontes pendant le 2^e semestre 1898 a été, pour les fontes d'affinage, de 1.001.915 tonnes contre 971.276 tonnes en 1897, soit une augmentation de 30.639 tonnes en faveur de 1898, et pour les fontes de moulage ou moulées en première fusion la production a été de 262.952 tonnes contre 274.646 tonnes en 1897, soit une diminution de 11.694 tonnes en 1898. D'autre part, en ajoutant ces résultats à ceux du 1^{er} semestre 1898, on obtient le tableau suivant :

	FONTES d'affinage. — tonnes.	FONTES de moulage ou moulées de 1 ^{re} fusion. — tonnes.	PRODUCTION totale. — tonnes.
Fonte au coke et au (1897....	1.962.370	521.821	2.484.191
au bois (total). (1898....	1.985.413	549.014	2.534.427
Augmentation	23.043	27.193	50.236

Pour les fers marchands et les fers spéciaux, la production de nos établissements

(1) D'après le *Journal officiel* du 17 mars 1899. Comparez aussi *Bulletin officiel du Travail*, février 1899, pages 97 et suivantes.

NOTA. Les chiffres de l'année 1897 sont définitifs, ceux de 1898 sont provisoires.

pendant le 2^e semestre 1898 a été en diminution de 30.192 tonnes sur celle de la même période 1897 (346.564 en 1898 contre 376.756 en 1897), tandis que la production des tôles a été en augmentation de 1.318 tonnes (46.926 tonnes 2^e semestre 1898 contre 45.608 tonnes en 1897). Le tableau ci-dessous présente les résultats de la production des fers pour les années entières 1898 et 1897.

	RAILS.	FERS marchands et spéciaux.	TÔLES.	PRODUCTION totale.
	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
Année 1898	230	721.230	80.083	801.543
Année 1897	593	704.324	79.049	783.966
Augmentation en 1898...	"	16.906	1,034	17.577
Diminution en 1898	363	"	"	"

Pour les aciers, la production pendant le 2^e semestre 1898 a été en progressant: soit, pour les rails, 110.053 tonnes contre 96.465 pendant le 2^e semestre 1897; pour les aciers marchands, 321.672 tonnes pendant le 2^e semestre 1898 contre 273.305 en 1897; pour les tôles, 143.967 tonnes en 1898 contre 113.196 en 1897 (2^e semestre). D'autre part, le tableau suivant donne les résultats comparés pour les années entières de 1897 et 1898.

	PRODUCTION DES ACIERS OUVRÉS.				PRODUCTION des lingots Bessemer et Siemens- Martin.
	Rails.	Aciers marchands.	Tôles.	Productions totales.	
	—	—	—	—	—
	Tonnes.	Tonnes.	Tonnes.	Tonnes.	Tonnes.
Année 1898	222.054	651.733	264.846	1.138.633	1.441.633
Année 1897	191.860	568.998	234.033	994.891	1.325.213
Augmentation en 1898.....	30.194	82.735	30.813	143.742	116.422

Pour les deux premiers mois de 1899, d'après le *Bulletin du Comité des Forges*, l'importation totale des fontes, fers et aciers a été de 36.629 tonnes; c'est-à-dire en augmentation de 1.665 tonnes ou d'un peu moins de 5 p. o/o par rapport aux résultats de la période correspondante de 1898; les exportations se sont élevées, pour les deux premiers de mois 1899, à 57.832 tonnes, soit en augmentation d'un peu plus de 2 p. o/o par rapport aux chiffres de la période correspondante de 1898.

Pendant le mois de mars, le travail a été soutenu et avec des prix fermes dans l'industrie métallurgique et dans les ateliers de construction mécanique. Le ralentissement du travail, qui, tous les ans à cette époque, se produit dans les usines d'électricité, a été compensé par l'augmentation de la consommation pour les autres usages. La serrurerie du bâtiment a marqué une reprise du travail. Situation stationnaire chez les ferblantiers; tendance à l'amélioration chez les bijoutiers. On estime que le chômage a atteint un peu moins de 3 p. o/o des métallurgistes et mouleurs, 5 p. o/o chez les constructeurs-mécaniciens, les serruriers, les ferblantiers et les ouvriers en métaux autres que le fer et l'acier,

En particulier, le travail a été tenu pour plus actif que l'an dernier chez les mou-

leurs dans l'Aisne, le Nord, à Auxerre et à Rouen, chez les métallurgistes, ouvriers constructeurs mécaniciens et serruriers de Paris, Saint-Quentin, Maubeuge, Nice, Châteauroux, Vendôme, Cherbourg, chez les ferblantiers de Belfort et d'Angoulême, chez les doreurs sur bijoux et les batteurs d'or de Paris, chez les ouvriers en boîtes d'or de Besançon et chez les horlogers de Seloncourt (Doubs); pour plus faible chez les métallurgistes des Mazures (Ardennes), chez les charpentiers en fer de La Seyne (Var), chez les ouvriers en instruments de précision et les ouvriers lanterniers de Paris, chez les ferblantiers de Bordeaux, Nantes, La Turballe (Loire-Inférieure) et Audierne (Finistère); pour le reste, pas de changement.

BÂTIMENT. — La reprise du travail s'est accentuée dans l'industrie du bâtiment, le chômage a diminué et la durée du travail a été augmentée, on fait généralement de 60 à 66 heures par semaine; dans plusieurs centres, les constructions projetées ou en cours d'exécution sont plus importantes que l'an dernier et assurent du travail pour un certain temps. On estime que le chômage a atteint un peu plus de 12 p. o/o chez les tailleurs de pierre et chez les maçons, à peu près autant chez les peintres et les plâtriers, 19 p. o/o chez les plombiers.

Par rapport à l'an dernier, l'ouvrage a été considéré comme plus abondant chez les marbriers de Dunkerque, chez les sculpteurs de Lyon, chez les tailleurs de pierre de Paris, Thoiry (Ain), Valence, chez les maçons de Versailles, Dunkerque, Nevers, Bourges et Dun-sur-Auron, chez les peintres d'Armentières, Nancy, Avignon et Tarbes et chez les plombiers d'Angers; comme moins abondant chez les marbriers de Cousolre (Nord), les tailleurs de pierre-carriers de Montalieu-Vercieu (Isère), chez les maçons de La Ferté-sous-Jouarre, de Chambéry, Pia, La Roche-sur-Yon, Le Mans et Le Havre, chez les plâtriers du Mans et chez les plombiers de Paris et de Saint-Quentin; pour le reste, pas de variation notable.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Reprise du travail dans la chaudière, la fabrication du ciment et la céramique du bâtiment. Dans la porcelainerie et dans la faïencerie, travail calme; de même dans la verrerie.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Une amélioration s'est produite dans les entreprises de transport et de manutention, amélioration attribuée à la température plus favorable et à une tendance à la reprise des affaires; chez les comptables et chez les employés de commerce, le placement devient plus facile que le mois dernier; il en est de même chez les employés et ouvriers de l'alimentation, grâce à l'approche des fêtes de Pâques. On compte un peu moins de 4 p. o/o de chômeurs chez les employés de commerce et chez les comptables, 16 p. o/o chez les employés de l'alimentation.

Par rapport à l'an dernier, la situation a été jugée meilleure chez les employés cochers des tramways de Lyon et chez les ouvriers de la marine d'Alger, chez les employés de commerce de Lyon et chez les coiffeurs de Toulouse; plus mauvaise chez les cochers de grande remise de Paris, les charretiers camionneurs de Clichy, les cochers et les marins du commerce de Marseille, les cochers livreurs de Paris, les journaliers du port du Havre, les comptables, les employés à la Bourse du commerce et les dessinateurs en broderies de Paris, les comptables de Dijon, les employés de commerce de Marseille, les employés de l'alimentation de Clermont-Ferrand, les bouchers de Toulon, les limonadiers restaurateurs de Marseille et chez les coiffeurs de Vienne.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc. ; et 2^o par les correspondants.

Aisne. — Dans la région de Bohain, situation stationnaire dans l'ensemble des industries pendant le quatrième trimestre 1898; l'*industrie textile*, notamment, a présenté peu d'activité.

CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINT-QUENTIN. — Pendant le deuxième semestre 1898, la *meunerie* a développé sa production en transformant le matériel d'un plus grand nombre de moulins; dans la plupart, on a installé des appareils à cylindre pour la mouture; les cours des farines ont été faibles, tandis que le prix du blé s'est maintenu ferme; on attribue la difficulté des transactions en partie à la concurrence du pain étranger qui, dans la région frontitière, est entré indemne de droits. La *distillerie d'alcools de mélasses*, concurrencée par la distillerie des alcools de maïs, a fait une campagne jugée plus mauvaise que l'an dernier; de plus, la matière première a été moins abondante. Dans la *sucrerie*, la fabrication a été facilitée par la grande teneur saccharine de la betterave, et les cours fermes du sucre ont permis de faire une campagne satisfaisante.

Dans l'*imprimerie*, les affaires ont été actives, mais à des conditions jugées peu avantageuses pour les imprimeurs.

Dans l'*industrie cotonnière*, en particulier dans la filature des gros et moyens numéros, la situation s'est maintenue difficile; les prix de vente des produits fabriqués ont été en baisse, bien que la matière première n'ait pas subi un mouvement analogue; la production a dépassé la consommation; on estime que les prix de vente n'ont pas laissé de marge au fabricant, sauf pour certains genres spéciaux. En particulier, la *filature à façon* n'a pas maintenu l'amélioration qui s'était manifestée à la fin du dernier semestre; cependant, en mi-novembre, à la suite d'une entente des filateurs, les affaires ont été traitées dans de meilleures conditions, mais la production a été limitée, on a réduit le travail à 4 jours de 11 heures chaque par semaine. Les *tissages de coton* ont suivi le ralentissement des filatures; les tissus ont été offerts à des prix en baisse, mais les affaires sont restées plutôt difficiles. Une importante maison de la place a été mise en liquidation.

Dans les *filatures pour compte*, la production, quoique moins éprouvée que celle des autres industries, a été moins satisfaisante que l'année précédente.

Dans l'*industrie lainière*, le prix élevé des peignés a contribué aussi à maintenir les cours des filés à des taux que les tissages n'ont voulu accorder que pour de petites quantités; cependant, en fin d'année, une reprise du travail s'est manifestée. Dans les *tissages à forfait*, la situation a eu une tendance marquée à devenir plus mauvaise, et de septembre à fin novembre les prix de façon consentis n'ont plus laissé de marge aux fabricants; ce sont principalement les commandes pour l'exportation qui ont fait défaut. Dans les *tissages à façon*, situation généralement stationnaire, mais les commandes obtenues ont été traitées à des prix peu rémunérateurs et en baisse.

Dans la *broderie*, l'activité a laissé à désirer pendant le deuxième semestre 1898, bien qu'une amélioration se soit produite en novembre, amenant la cessation du chômage et facilitant les transactions qui ont eu tendance à se continuer en 1899. Le marché extérieur a été plus restreint, et la concurrence des produits étrangers sur notre marché a augmenté. L'amélioration signalée s'est produite principalement sur la broderie fine, pour laquelle notre fabrication soutient plus facilement la concurrence. D'autre part, dans les *métiers à broder à bras*, notre main-d'œuvre travaillant actuellement à meilleur marché que la main-d'œuvre suisse, a pu accepter des commandes des fabricants étrangers, et qui a aussi donné une certaine activité en fin d'année.

Dans les fabriques de *quipures*, la matière première a été abondante et à bon marché; aussi les commandes, même sur le marché extérieur, se sont maintenues, mais avec des prix peu rémunérateurs.

Les *ateliers de construction mécanique* ont été bien occupés pendant le troisième trimestre grâce aux commandes pour réparations dans les fabriques de sucre; mais les appareils de

sucrerie ayant été peu fatigués par la précédente campagne qui avait été favorisée par une bonne matière première, ces réparations ont été plus faibles que les années précédentes; cependant les commandes de matériel nouveau pour l'année 1899 sont en augmentation grâce aux bons résultats obtenus par la sucrerie en 1898.

Dans la verrerie, les commandes ont été peu suivies, des chômages ont eu lieu.

Somme. — Dans la région d'Abbeville, l'activité dans l'ensemble des industries pendant le quatrième trimestre s'est maintenue normale; il n'a pas été signalé de chômage et la douceur de la température a permis de continuer à travailler dans les industries du bâtiment qui étaient arrêtées les années précédentes.

CHAMBRE DE COMMERCE D'AMIENS. — Pendant le troisième trimestre 1898, la production de la meunerie a été contrariée par le manque d'eau dans les rivières qui fournissaient la force motrice et par le prix élevé du blé; aussi, les stocks de farine en meunerie et en boulangerie étaient réduits quand la récolte abondante du blé indigène a permis, pendant le quatrième trimestre 1898, de réformer des stocks qui sont cependant restés restreints; les prix de vente obtenus par les minotiers ont été jugés rémunérateurs.

En sucrerie, la mise en marche avait été, en fin septembre, retardée par la sécheresse qui rendait difficile l'arrachage des betteraves; le prix d'achat de la betterave avait obtenu une hausse pour les quantités disponibles, le produit fabriqué, le sucre cristallisé avait aussi été en hausse, puis en octobre des pluies étant survenues, la betterave a pu augmenter en poids et l'arrache a été aussi plus facile; dans l'ensemble, la campagne a été aussi bonne et aussi avantageuse que l'an dernier. La situation tend à se maintenir aussi satisfaisante que l'an dernier, et les fabriques de sucre, étendant leur rayon d'approvisionnement, ont augmenté leur puissance de production; d'autre part, on tend à modifier le système de fabrication en s'attachant à produire en une seule fois des sucres blancs cristallisés dits de premier jet.

En distillerie, les prix se sont maintenus malgré une augmentation de la production, qui, dans le département de la Somme, de 242.480 hectolitres environ en 1897, est montée à 265.930 hectolitres en 1898. Une augmentation s'est aussi produite dans la fabrication de la bière qui, de 265.820 hectolitres en 1897, est passée à 286.670 hectolitres en 1898. Par contre, la production des cidres (quantités imposées) a été en diminution : 133.400 hectolitres en 1897 contre 108.600 en 1898; mais on estime que les quantités réellement produites ont été de beaucoup supérieures, étant donné que la plus grande partie de la fabrication du cidre, destinée à la consommation domestique, n'a pas été soumise à l'impôt et que les arrivages de pommes de Normandie et de Bretagne, qui ont compensé la diminution de la récolte dans la région, ont été fort importants.

Dans les huileries, les affaires ont été calmes, notamment pour les huiles de colza pour l'éclairage, concurrencées par les huiles de pétrole et les autres modes d'éclairage; de même pour les huiles de lin et les suifs pour lesquels les importations de produits étrangers similaires ont été en augmentant, tandis que la consommation des stéarines et des bougies était en diminution; les prix de vente des produits fabriqués autant que l'importance de la production se sont ressentis de cette accalmie des transactions. Les huiles d'aillette comestibles ont été plus favorisées que les autres sortes d'huiles, mais, dans l'ensemble, les approvisionnements ont été limités; cependant, la récolte de 1898, plus favorable que celle de 1897, tend à améliorer la situation et les recouvrements se sont faits plus facilement que l'année dernière.

Dans l'industrie de la chaussure, les commandes d'articles d'hiver ont été moins importantes que l'an dernier, le temps sec et sans froid n'ayant pas favorisé la consommation; des stocks se sont formés qui, pesant sur les prix de vente des produits fabriqués, ont amené une baisse. D'autre part, par suite de l'augmentation de la concurrence des autres centres de fabrication, les commissions pour la saison d'été, qui ont été en progrès sur l'an dernier, ont été traitées aussi avec des réductions sur les prix; dans l'ensemble, une reprise du travail s'est produite en fin d'année.

Dans la filature de coton, la situation est restée difficile, les chômages survenus dans les tissages de coton ont éprouvé les filateurs et ont amené une mévente des fils.

Dans les tissages mécaniques de velours écrus, le deuxième semestre 1898 a été moins

favorisé que le premier semestre qui avait été lui-même peu satisfaisant. Les stocks de velours écrus se sont accrus et les prix de vente sont devenus peu rémunérateurs; des chômages ont eu lieu dans plusieurs tissages mécaniques. Les commandes de *velours teints* ont été plus importantes pendant le deuxième semestre que pendant le premier, mais les prix ont été en baisse et peu en rapport avec les prix des velours écrus et avec les frais de manutention. Pour les *velours imprimés*, la situation est restée stationnaire.

La fabrication des *velours lisses* façon soie a été plus faible que le semestre précédent et les prix ont été en baisse. La *coupe des velours à la main* a été en diminuant; d'autre part, la *coupe mécanique* et la *teinturerie* ont été moins occupées que l'an dernier et à des prix peu rémunérateurs.

Dans l'industrie *lainière*, la laine brute a été en hausse, ce qu'on attribue plutôt à la faiblesse de la production due à la sécheresse qui avait éprouvé les troupeaux qu'à l'augmentation des demandes; les stocks de fin d'année ont été plus faibles que ceux de l'an dernier. Les *peignés* ont suivi la hausse de la matière première et ont gagné de 8 à 10 p. o/o suivant qualité sur les cours du semestre précédent.

La *filature* a été peu favorisée, le prix élevé de la matière première a fait limiter les achats et les demandes des tissages ont été fâcheusement influencées par la température sans froid de l'hiver dernier; on estime qu'un quart des broches ont chômé. D'autre part, afin d'arrêter l'avisement des prix de vente, les fabricants du nord de la France se sont formés en union et ont établi un prix minimum au-dessous duquel ils se sont engagés à ne pas accepter d'ordres.

La fabrication des *tissus anacoste* a été en baisse et dans certains genres, le personnel a été réduit. Pour les *cachemires*, le travail a été également faible, des stocks assez importants pesant sur le marché et rendant les prix de vente peu rémunérateurs. Il en a été de même pour les *voiles*, le *mérinos*, le *lasting pour chaussures*. Pour la *silésienne*, dont la production et la consommation ont été importantes, la concurrence des produits étrangers n'a pas permis d'obtenir une amélioration et l'importation des silésiennes étrangères a été plutôt supérieure à notre production.

Les *teintureries*, autant celles de laine que celles de coton, ont manqué de commandes; on n'a pas fait la semaine complète dans la plupart des maisons; de plus, dans la teinturerie de laine, les commissions sont venues des fabriques des régions voisines en plus grande quantité que du rayon d'Amiens.

Dans la *bonneterie de coton*, la situation difficile du premier semestre, qui s'était maintenue pendant le troisième trimestre, s'est améliorée en fin d'année, les stocks s'étant épuisés pendant les chaleurs et les maisons de détail, puis les maisons de gros ayant remis des commandes suivies; actuellement, les ordres permettent d'occuper le personnel jusqu'en fin du premier trimestre 1899; les prix des filés qui ont marqué une hausse en fin décembre ont permis de livrer les commissions en rapport avec les prix qui avaient servi de base au moment des transactions. Dans la *bonneterie de laine*, l'activité a été faible par suite du manque de froid, les commandes de grosses pièces ont manqué; on n'a fabriqué que suivant commandes et les réassortiments ayant fait défaut, certaines spécialités ont été arrêtées; cependant, dans la *bonneterie fine*, l'activité s'est maintenue et on a pu continuer à occuper le personnel. En fin d'année, les prix de la matière première ayant accentué leur mouvement à la hausse, les séries de prix de vente ont dû être modifiées, aussi les nouvelles transactions ont été plus difficiles.

L'activité de l'industrie du *vêtement confectionné* a été faible pour les articles vêtements de travail, coton et fil, et surtout pour les articles velours qui ont été concurrencés par les vêtements de petits draps, velours de coton et draps de coton dont la consommation, favorisée par les chaleurs, a été en augmentation; pour l'hiver, les draps de coton lourds ont été aussi bien demandés. Pour les articles *confection en drap laine*, les commandes ont été plus faibles que pendant le semestre précédent, les ouvriers ont été souvent en chômage et leur gain a été plus faible que l'an dernier. Le *commerce du détail des tissus* a été aussi éprouvé, les articles d'un prix élevé et ceux d'un prix moyen ont eu un placement difficile, tandis que ceux à bas prix ont été bien demandés, mais la marge laissée au négociant a été en diminution.

Dans l'industrie *linière*, une baisse s'est produite sur la matière première, baisse qui a été de 6 à 12 p. o/o en fin d'année. Par suite de la diminution des commandes en *filatures*, les

filés ont suivi la baisse des lins de pays et étrangers, des stocks se sont formés. Dans les *tissages*, les toiles crémees et blanches ont trouvé un écoulement difficile malgré les réductions de 6 à 12 p. o/o consenties sur les prix; on a dû diminuer la production, on estime que pour le deuxième semestre cette diminution a été d'un quart; des métiers ont été arrêtés et on a chômé plusieurs jours par semaine.

Pour le *chanvre*, la récolte en France a été contrariée par la sécheresse; à l'étranger, les résultats et les prix ont été aussi peu avantageux, sauf en Italie. Dans les fabriques de *ficelles*, *cordes et cordages*, le travail a été actif, mais les prix ne se sont pas relevés par suite de la grande concurrence.

Dans l'industrie du *jute*, la récolte de 1898 aux Indes qui était estimée inférieure à l'année précédente bien qu'en partie compensée par les réserves provenant des excédents de 1897, tant en matière première qu'en filés, a amené une hausse des cours, d'autant plus que le change était resté ferme et le fret et l'assurance étaient en hausse. Aussi les *filatures* qui ont été bien occupées ont écoulé leurs produits avec des cours en hausse sur le semestre précédent. Cette amélioration ne s'est pas produite sur les *tissus* qui sont restés faibles.

Dans l'industrie *métallurgique*, les *fonderies* et les ateliers de *construction mécanique* (*machines à gaz*, *installations d'usines*, *automobilisme*, *machines à coudre*, *matériels agricoles*), le travail a été très actif, plus qu'il n'avait été depuis plusieurs années; pour les machines-outils, les commandes arrivées en grandes quantités n'ont pas permis d'accepter tous les ordres et les constructeurs étrangers, bien que vendant à un prix relativement plus élevé que nos constructeurs, ont pu placer un lot important de leurs produits.

Dans l'industrie des *bois du Nord*, les prix qui avaient marqué une baisse au milieu du deuxième semestre ont ensuite repris et étaient en hausse de 2 à 3 p. o/o sur 1897 en fin d'année; ce qui a contrarié dans une certaine mesure l'industrie du *bâtiment* qui avait établi ses prix d'adjudication sur les cours précédents.

Nord. — *Industries textiles.* — La *filature de coton* manque toujours d'activité, aussi les filateurs de Roubaix et Tourcoing ont-ils décidé, à l'exemple de leurs confrères de l'Est, de chômer tous les samedis à partir du 1^{er} avril. Les autres filateurs de coton du Nord se sont occupés également de cette question de chômage, mais non pas jusqu'à adhérer à cette résolution. Cet état de choses est d'autant plus étonnant qu'en Angleterre où le nombre de broches de coton est incomparablement plus considérable qu'en France, l'industrie du coton est actuellement très prospère. Les *fabriques de tissus* ont encore beaucoup de métiers arrêtés et ces établissements ne travaillent pas le samedi.

Les *filatures de lin* se comportent mieux et les *tissages de toile* sont bien alimentés. Le mouvement d'expédition de la gare d'Armentières est en particulier supérieur à celui de la période correspondante des dernières années. — L. LETOMBE.

Marne. — L'activité du travail dans les diverses industries de la région de Reims a été tenue pour faible pendant les premiers mois de 1899; beaucoup d'usines ont réduit la durée du travail, le taux des salaires n'a pas varié.

Meuse. — Dans la région de Bar-le-Duc, l'activité du travail s'est maintenue sensiblement égale à celle des années précédentes pendant le quatrième trimestre dans l'ensemble des industries; la morte-saison d'hiver a atteint environ un quart des ouvriers.

Meurthe-et-Moselle. — Dans la région de Lunéville, pendant le quatrième trimestre 1898, l'activité du travail et la situation générale ont été bonnes; il y a eu peu de chômage, la douceur de la température ayant permis de continuer à occuper le personnel ouvrier.

Haute-Loire. — Pendant le deuxième semestre 1898, dans l'arrondissement du Puy, la *minoterie* a eu un petit courant d'affaires avec des prix en baisse; il en a été de même pour la production dans la *malterie* et la fabrication du *chocolat*. La fabrication des *bougies* a progressé, les prix de vente ont été fermes. Dans la *papeterie*, la *marque* a été normale. La fabrication des *bas* a été peu active par suite de la concurrence, les salaires ont eu tendance à décroître. Dans l'industrie de la *dentelle* et de la *passementerie*, situation stationnaire; on a mont

dans une usine du Puy des métiers à tisser le *ruban* pour la chapellerie, la production et la vente ont été actives, les prix de vente ont été jugés peu rémunérateurs. Production et vente actives dans l'industrie de la *confection* et prix de vente stationnaires. Une *fonderie* a été montée récemment. Une fabrique de *chaux* est en construction; pour les autres fabriques déjà existantes, travail normal. Travail actif dans la *poterie*.

Dans l'arrondissement de Brioude, travail normal dans les *mines*; dans une exploitation, une partie de l'outillage a été transformée et la durée du travail a été augmentée pour les ouvriers de la surface.

Dans l'arrondissement d'Yssingeaux, l'activité a été faible dans les *moulinages*, il y a eu afflux de main-d'œuvre. De même, commandes faibles dans la *passenterie* avec des prix de vente en baisse et désavantageux; cependant les chômages ont été rares depuis la cessation de la guerre hispano-américaine. Dans la *rubanerie*, le nombre des métiers a eu tendance à augmenter, notamment à Sainte-Sygotène où il s'est fondé des ateliers de famille; les commandes ont été aussi plus actives que pendant le premier semestre 1898. Travail normal avec des prix fermes dans les fabriques de *faux* et *faucilles*, cependant la sécheresse des cours d'eau a amené quelques chômages. De même, production et ventes satisfaisantes dans la *serurerie*.

Loire. — Dans les *tissages de soierie* de la région de Charlieu, situation stationnaire et pas de chômage pendant le quatrième trimestre 1898.

CHAMBRE DE COMMERCE DE ROANNE. — Le travail, pendant le troisième trimestre 1898, a été peu actif dans les *tissages mécaniques de cotonnades*, principale industrie de la région; mais pendant le quatrième trimestre et au commencement de l'année 1899, la reprise habituelle des affaires a été plus accentuée que les années précédentes, grâce à la douceur de la température qui a amené la remise de nouveaux ordres. Pendant l'été, la durée du travail avait été réduite de moitié, mais en fin d'année on a travaillé, même le samedi après-midi qui était ordinairement chômé. On estime que, par suite du ralentissement du travail subit en été, le gain annuel de l'ouvrier a été d'un cinquième à un quart inférieur à celui des bonnes années. Les prix de façon n'ont pas varié. Les prix de vente des produits fabriqués ont baissé de 8 à 10 p. o/o, par suite de l'importance des stocks et de la difficulté des affaires. L'exportation a repris en 1898. Par suite de séparations de sociétés, un *tissage* de 200 métiers a été construit pour être mis en marche au commencement de 1899. Les chefs d'ateliers des environs ont été occupés normalement; on estime que le nombre total des métiers de la région est de 10.000 dans l'industrie de la *soierie*. Le salaire a été faible par suite de la concurrence étrangère qui maintient les prix de vente et de façon à un taux peu élevé.

Les industries dépendant des tissages, *blanchissages*, *teintureries*, *apprêts*, ont bénéficié à leur tour de l'amélioration de la situation. Pour les fabriques de *bonneterie en lainage*, la morte-saison habituelle a commencé avec le mois de janvier 1899, les ouvriers travaillant à la main ont chômé la moitié du temps.

Dans la *tannerie*, la production et la vente ont été actives et jugées satisfaisantes. Les ouvriers du *bâtiment* ont, pendant le 4^e trimestre, été atteints par le chômage annuel de l'hiver. Le travail a été actif dans les *poteries* et dans les *tuileries*. Plusieurs tuileries et briquetteries mécaniques ont augmenté leur matériel.

Le mouvement du port de Roanne a été important malgré le ralentissement dû à la transformation du canal.

Rhône. — Pendant le 4^e trimestre dernier, la *chapellerie* de Chazelle-sur-Lyon a été peu active, on estime qu'un peu plus du quart des ouvriers ont été congédiés et que des chômages ont eu lieu pour moitié des autres ouvriers. La durée du travail a été très variable suivant les maisons.

Dans la région de Tarare, une reprise du travail s'est produite pendant le 4^e trimestre dans l'industrie *textile*; la situation est devenue satisfaisante; les *apprêts* notamment ont été en pleine activité. Le chômage a été sensiblement réduit dans les *métiers à la main*, il n'y en a pas eu dans les tissages mécaniques.

Isère. — GRENOBLE. — Pendant l'année 1898, la municipalité a consacré 86.500 francs

environ aux travaux neufs pour la voirie, travaux donnés en adjudication aux entrepreneurs de la région. En février dernier, l'industrie du *bâtiment* a occupé environ 525 ouvriers, dont 310 de nationalité française; en fin mars, 11 chantiers avaient été ouverts pour des constructions neuves. A la même date, la *voirie* départementale avait des travaux en cours pour une somme de 115.000 francs, la proportion des ouvriers français occupés a été d'un peu moins des trois quarts.

Dans la *ganterie*, le travail tend à reprendre, la morte-saison annuelle finissant habituellement en février.

Le prix des légumes frais a été en baisse, la douceur de l'hiver ayant favorisé la culture maraîchère, mais les achats pour les ensemencements ont fait hausser le prix des pommes de terre. — DE BEYLIE.

Dans la région de la Tour-du-Pin, le travail qui était actif et sans chômage dans l'industrie de la *soierie*, des *tulles* et de la *passementerie* pendant le troisième trimestre 1898, s'est maintenu pendant le quatrième. De même l'industrie du *bâtiment*, qui avait pris de l'extension pendant le troisième trimestre dernier, s'est maintenue satisfaisante pendant le quatrième trimestre.

Bouches-du-Rhône. — Pendant le quatrième trimestre 1898, la *minoterie* dans la région de Marseille a écoulé difficilement ses produits, les stocks sont demeurés importants; le placement des ouvriers a été difficile. Dans les *huileries*, la production a été faible, une partie des usines marche à demi-force, un certain nombre d'ouvriers sont restés inoccupés. Dans la *savonnerie*, on a travaillé en plein, il y a eu peu de chômeurs. La *tonnellerie* s'est ressentie de la gêne de l'huilerie, beaucoup d'ouvriers ont été sans place. La *métallurgie* a eu un travail actif, le personnel ouvrier a été bien occupé.

Tarn. — Dans la *mégisserie* et dans la *tannerie*, la situation n'a pas été jugée satisfaisante. Les produits de la *mégisserie* se sont écoulés difficilement et à des prix rémunérateurs. On estime qu'à Graulhet le chômage a atteint moitié des ouvriers en fin d'année; mais une amélioration s'est produite au commencement de l'année 1899 qui a amené une diminution du chômage.

Dans les *couperies de poils* et dans les ateliers d'*effilochage du chiffon*, pendant le quatrième trimestre 1898, le travail a été régulier. Dans l'*industrie textile*, le nombre de broches en activité a été à peu près le même que celui du trimestre précédent. Il y a eu des réductions de la journée de travail et des chômages partiels dans les *tissages à bras*; d'autre part, il ne s'est pas formé de stocks dans la *draperie*, les fabricants n'ayant travaillé que sur commission ferme.

Les fabriques de *broderies* ont été en progrès, le nombre des ouvriers occupés a augmenté. Situation stationnaire dans la *chapellerie*. De même dans l'*arçonnerie*; dans la *brosserie*, par suite de la difficulté des transactions, le travail a eu tendance à baisser.

Hérault. — Dans la région de Cette, la situation a eu tendance à devenir plus mauvaise pendant le quatrième trimestre 1898, notamment dans les métiers se rattachant au commerce des vins (*tonneliers*, *soutirers*, *portefaix*, etc.).

Le taux des salaires a eu tendance à diminuer; on attribue ce ralentissement du travail à la diminution de nos exportations de vins de la région.

Dans la région de Béziers, l'industrie des *produits chimiques* et *céramiques* et les ateliers de *construction d'instruments aratoires* ont été bien occupés, plutôt plus que pendant le troisième trimestre 1898. Dans l'industrie du *bâtiment*, chez les *tapisiers*, les *doreurs* et les *peintres*, on estime que le chômage de morte-saison a réduit le travail d'un cinquième. Dans les autres petites industries, le travail s'est maintenu.

Aude. — Dans la région de Narbonne, un ralentissement du travail s'est produit dans la *tonnellerie* (1.000 ouvriers), pendant le quatrième trimestre 1898; le travail a été arrêté dans les grands ateliers 1 et 2 jours par semaine, et on estime qu'un tiers des ouvriers ont été en chômage. L'industrie du *bâtiment* a été plus favorisée, les grands travaux rustiques en pleine activité permettront d'occuper le personnel ouvrier pendant plusieurs mois.

Charente-Inférieure. — Dans la région de la Rochelle, le travail a été calme dans l'ensemble des industries, on estime que le chômage a varié de 10 à 20 p. o/o du personnel ouvrier pendant les 3^e et 4^e trimestres 1898.

Haute-Vienne. — Pendant le 4^e trimestre 1898, un ralentissement du travail s'est produit dans l'ensemble des industries de la région de Limoges; on estime que le chômage a atteint un quart des ouvriers, un autre quart des ouvriers ont fait la journée complète de 10 heures qui a été réduite à 6 heures pour les deux autres quarts. En particulier, chez les *typographes*, il y a eu peu de chômeurs, le travail a été abondant. Peu de travail dans la *tannerie*, dans la *corroirie* et chez les *tailleurs d'habits*. Pas de chômeurs chez les *sabotiers*. Dans l'industrie du *bâtiment*, ralentissement du travail, un tiers des ouvriers n'ont pas fait la semaine complète. Dans la *porcelainerie*, on a fait en moyenne 30 heures par semaine; quelques petites fabriques ont pu maintenir la journée de 10 heures pour leur personnel.

Cher. — Dans la région de Vierzon, en fin d'année, chez les ouvriers *boulangers*, une demande d'augmentation de salaires n'a pas été accueillie. Bonne situation dans la *métallurgie*, plein travail dans l'usine construite récemment à Vierzon-Ville pour la fabrication des *wagons*. L'industrie du *bâtiment* a été bien occupée grâce à la douceur de l'hiver. Ralentissement dans la *verrière* où on ne fait pas la journée complète; dans la *porcelainerie*, la morte-saison d'inventaire de fin d'année a été plus longue que celle des années précédentes.

Deux-Sèvres. — L'activité du travail qui, pour le 4^e trimestre 1898, est jugée plus faible dans l'ensemble des industries de la région de Niort, a été en progrès dans l'industrie des *peaux* (*chamoiserie et ganterie*).

Ille-et-Vilaine. — Dans la région de Fougères, l'industrie de la *chaussure* a été occupée régulièrement pendant le 4^e trimestre de 1898 pour la confection des articles d'été, mais les réassortiments en articles d'hiver ont été faibles. L'industrie du *bâtiment* a pu maintenir une certaine activité grâce aux commandes existantes, mais le temps pluvieux a empêché de faire la semaine complète. Une fabrique de chaussures a fermé par suite de faillite.

Mayenne. — A Mayenne, travail ralenti et situation jugée mauvaise dans l'ensemble des industries pendant le 4^e trimestre 1898; le chômage a été important; la durée du travail et le taux des salaires a été en diminution.

Orne. — Dans la région de la Ferté-Macé, l'activité du travail dans l'ensemble des industries pendant le 4^e trimestre 1898 a été faible, on estime que le chômage a atteint 5 p. o/o des ouvriers. Situation stationnaire dans la région de Tinchebray.

Calvados. — Pendant le 4^e trimestre 1898, l'activité du travail a été en diminuant dans l'ensemble des industries de la région de Lisieux et a été plus faible que celle de l'an dernier et du trimestre précédent. Dans l'industrie *lainière*, une usine (100 ouvriers) a été fermée. Le chômage dans l'ensemble de la profession a atteint un peu plus des deux tiers des ouvriers, plusieurs établissements ont travaillé 3 et 4 jours par semaine. Dans l'industrie *lainière*, on comptait 1 p. o/o de chômeurs, on a fait la journée de 9 heures. Dans l'industrie du *cuir* et de la *chaussure*, on estime que le chômage a atteint un cinquième des ouvriers; il en a été de même dans l'industrie du *bâtiment*. Les salaires ont une tendance à la baisse dans l'ensemble des industries.

Dans la région de Condé-sur-Noireau, situation générale stationnaire, pas de chômage complet, mais quelques établissements ont eu un travail réduit.

Seine-Inférieure. — Pendant le 4^e trimestre 1898, dans la région de Rouen, la concurrence étrangère a amené une baisse des prix dans l'industrie des *produits chimiques*, les affaires ont été difficiles et les ouvriers ont éprouvé des chômages. Dans l'*imprimerie*, les commandes abondantes ont permis d'occuper tout le personnel, le nombre des imprimeries a été en augmentant. Situation difficile dans la *tannerie*, des chômages fréquents ont eu lieu.

Dans l'industrie *cotonnière* et dans les métiers qui s'y rattachent, travail peu actif. Dans les *filatures*, le travail a bien repris, mais les prix de vente ont été jugés peu rémunérateurs.

La crise qui avait été signalée dans les *tissages* et dans les *rouenneries* a eu tendance à s'accroître. Dans les *indiennes* et les *tissus teints*, les affaires ont été traitées à des prix désavantageux. Travail peu actif dans les ateliers de *constructions mécaniques*. Un chantier de *constructions navales* (200 ouvriers) a recommencé à travailler grâce à de fortes commandes qui ont assuré du travail pour plusieurs mois.

Dans le courant de mars, l'incendie d'une *filature* a mis 60 ouvriers en chômage.

**Analyse, par département,
des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières
et par les secrétaires des Bourses de travail.**

Seine. — Pas de chômeurs chez les *jardiniers*. Les ouvriers *boulangers* du *XIII^e* estiment que le chômage atteint un tiers des leurs, ceux du *syndicat mixte* moitié. 9 p. o/o chez les ouvriers *biscuitiers* et *fabricants de pain d'épices* qui sont moins occupés que l'an dernier et font 66 heures par semaine. 15 p. o/o de chômeurs et reprise du travail moins accentuée que l'an dernier chez les *boulangers* de Saint-Denis. 10 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs*. Les *boulangers* du *XIV^e* arrondissement comptent un cinquième des leurs sans place à demeure.

6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Chez les *margeurs-pointeurs*, qui comptent un cinquième des leurs en chômage, reprise du travail pour les catalogues et impressions pour chemins de fer moins accentuée que l'an dernier. 2 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an, mais moins que le mois derniers chez les *conducteurs-typographes*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et 9 p. o/o de chômeurs chez les *dessinateurs, écrivains-lithographes*.

Reprise du travail depuis le mois dernier et 14 p. o/o de chômeurs chez les *corroyeurs*. De même reprise du travail chez les *cordonniers*, presque tous sont occupés. Pas de chômeurs et commandes plus abondantes que l'an dernier chez les *gantiers*, tant pour le marché intérieur que pour l'exportation. Même situation chez les *selliers en voitures*. Les *gainiers* syndiqués qui, le mois dernier étaient tous occupés, comptent 6 p. o/o des leurs en chômage. 4 p. o/o chez les *teinturiers-dégraisseurs*, chez lesquels le travail tend à reprendre, mais moins que l'an dernier. Ouvrage plus abondant que l'an et les mois derniers chez les *ouvriers tailleurs* syndiqués qui comptent un quart des leurs en chômage. Pas de signalés chez les *coupeurs-tailleurs*, qui font 60 heures par semaine. 6 p. o/o de chômeurs chez les *couleurs de lessive*.

Chez les *charpentiers* (*La Solidarité*), pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an et le mois derniers et taux des salaires à l'heure en hausse; le prix de l'heure a été porté à 90 centimes, on fait de 60 à 70 heures par semaine. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*. Les *parqueteurs sur bitume* comptent un tiers des leurs en chômage. Chez les *charrons*, journée de 10 heures. Journée de 9 heures et 5 p. o/o de chômeurs chez les *layetiers-emballeurs*.

Chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens* syndiqués, un peu moins de 7 p. o/o de chômeurs et travail plus actif que l'an dernier; chez les adhérents de l'Union des *conducteurs-chauffeurs-mécaniciens*, 2 p. o/o des chômeurs et travail 72 heures par semaine. Travail 50 heures par semaine chez les *estampeurs-poëliers*. Chez les ouvriers en *instruments de précision*, un peu moins de 1 p. o/o des chômeurs et ouvrage plus abondant que le mois dernier. Chez les *lanterniers pour voitures* pas de chômeurs, journée de 10 heures et ouvrage moins abondant que l'an dernier.

Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et le mois derniers chez les *doreurs sur bijoux*. Chez les *batteurs d'or*, qui font la journée de 10 heures, morte-saison moins accentuée que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *graveurs pour impressions* de Saint-Denis.

Chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*, l'amélioration déjà signalée s'est accentuée, tous sont occupés et font de 60 à 70 heures par semaine. Chez les *plombiers dits colonnards*, situation toujours difficile, le travail tend à ralentir. Chez les *opticiens*, travail toujours actif.

Chez les *receveurs pontonniers* qui sont tous occupés, situation satisfaisante. Grâce à la tem-

perature plus favorable, l'amélioration déjà signalée chez les *loueurs et cochers de grande remise* s'est accentuée. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *charretiers de Clichy*. 10 p. o/o de chômeurs chez les *garçons de magasins et cochers-livreurs* pour lesquels le placement est tenu pour plus difficile que le mois dernier. Les *hommes de peine des abattoirs et marchés d'Aubervilliers* sont tous occupés.

Chez les *comptables (l'Union)*, 8 p. o/o de chômeurs, le placement tend à devenir plus facile, les affaires marquent une reprise tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation. Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que le mois dernier, travail 70 heures par semaine chez les *dessinateurs en broderies*. Chez les *employés de la Bourse du commerce*, 3 p. o/o de chômeurs. Chez les *garçons restaurateurs, limonadiers*, les adhérents de *La Renaissance* et ceux de *l'Espérance*, comptent 15 o/o de chômeurs, les *garçons laitiers* 11 p. o/o; 3 p. o/o chez les ouvriers *coiffeurs* syndiqués; 6 p. o/o chez les *professeurs de l'enseignement libre* syndiqués.

Seine-et-Oise. — BOURSE DU TRAVAIL DE VERSAILLES. — Le travail reprend chez les *tailleurs d'habits* et chez les *couturières*; la morte-saison a été longue cette année pour tous les métiers de l'habillement. Chez les *maçons* et chez les *tailleurs de pierre*, le peu de rigueur de l'hiver a favorisé les travaux et il y a eu très peu de chômeurs relativement aux autres années. Les travaux de la nouvelle mairie sont avancés, ceux des abattoirs sont ajournés à l'année prochaine; on pense que, par suite de cette diminution des constructions, les ouvriers étrangers à la région seront amenés à chercher ailleurs de l'ouvrage et diminueront ainsi le nombre des bras inoccupés. — MARIUS LUCAS.

Chez les *carriers*, pas de chômeurs à Cernay-la-Ville, à Châteaufort-Versailles et à Méry-sur-Oise. De même chez les *raffineurs de pétrole* de Bonnières, l'activité est normale et les ouvriers non employés à la fabrication sont utilisés pour les travaux de réparations. Chez les *travailleurs du Livre d'Étampes*, le travail se maintient actif. A Versailles, les *cordonniers* estiment que le chômage atteint moitié des syndiqués, la concurrence des articles confectionnés à bon marché amenant une diminution des commandes. Pas de chômeurs et travail 60 heures par semaine chez les ouvriers *blanchisseurs* de Rueil. A Versailles, 5 p. o/o de chômeurs et journée de 11 heures chez les *maçons*.

Seine-et-Marne. — Pas de chômeurs et travail 66 heures par semaine chez les *maçons* de la Ferté-sous-Jouarre.

Aisne. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Château-Thierry, de même chez les *travailleurs du Livre* de Soissons. A Serain, chez les ouvriers des *tissages mécaniques*, travail régulier; chez les ouvriers des *tissages à la main*, on manque de commandes. Situation toujours difficile chez les *vanniers* d'Origny par suite de l'augmentation de la concurrence. A Saint-Quentin pas de chômeurs chez les *mouleurs*, 80 ouvriers font la journée de 12 heures et une et une cinquantaine la journée de 11 heures. Pas de chômeurs et journée de 12 heures chez les *mouleurs* de Chauny. A Saint-Quentin, chez les *couvreurs-zingueurs* ouvrage moins abondant que l'an dernier, journée augmentée d'une heure pour un tiers des ouvriers et 9 o/o de chômeurs. Un peu moins de 1 p. o/o chez les *employés voyageurs dessinateurs*.

Oise. — A Beauvais, 4 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *typographes*. Chez les ouvriers des *scieries mécaniques*, travail abondant; chez les *dominotiers* de Méru, commandes calmes; cependant tous sont occupés, de même chez les *brossiers* de Tracy-le-Mont. A Beauvais, chez les *comptables* un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs, grâce à l'organisation d'un bureau de placement par le syndicat, la situation se maintient satisfaisante.

Somme. — A Amiens, pas de chômeurs chez les *typographes*. Chez les *corroyeurs*, petit courant de travail; chez les *coupeurs en chaussures*, on fait 3 ou 4 jours par semaine dans une importante maison, et la semaine à peu près complète dans la plupart des autres, dans l'ensemble, il y a tendance à l'amélioration; peu de travail chez les *piqueuses en chaussures*. Chez les *bonnetiers*, de Corbie ouvrage plus abondant que le mois dernier et pas de chômeurs. A Amiens, le ralentissement du travail déjà signalé chez les *teinturiers* s'est maintenu;

on compte 14 o/o de chômeurs, les autres ne font pas la semaine complète. Chez les *tapisiers*, travail 53 heures environ par semaine et 3 p. o/o de chômeurs. Chez les *serruriers*, travail 48 heures par semaine, 13 p. o/o de chômeurs chez les syndiqués, un cinquième dans l'ensemble de la corporation.

A Amiens, hausse sur le charbon de terre, 0 fr. 10 par 50 kilogrammes.

Pas-de-Calais. — Pas de chômeurs chez les *typographes* d'Arras; 4 p. o/o chez les *travailleurs du Livre* de Boulogne-sur-Mer qui sont entrés en morte-saison. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *travailleurs du Livre* de Calais.

Nord. — Chez les *mineurs* de Denain, le travail se maintient. A Lille, 10 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. 3 p. o/o et reprise du travail pour les fêtes de Pâques, moins accentuée que l'an dernier chez les *pâtisseries*. Chez les *relieurs-papetiers*, l'activité déjà signalée s'est maintenue. Pas de chômeurs chez les *typo-lithographes* de Douai; de même à Lille chez les *lithographes* et chez les *typographes*; ces derniers sont plus occupés que l'an et que le mois derniers.

Chez les *tisserands* d'Haspres, qui comptent un quart des leurs en chômage, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers. A Saulz, reprise du travail depuis le mois dernier; mais avec des prix de façon en baisse; un certain nombre d'ouvriers ont aussi dû aller chercher du travail dans les grands centres voisins. A Saint-Aubert, pas de chômeurs. 1 p. o/o chez les ouvriers de l'*industrie textile* de Tourcoing; dans les *filatures de coton* (3.000 ouvriers) la production est restreinte. Travail calme, cependant pas de chômeurs chez les *charpentiers* et *menuisiers* d'Armentières, qui font 57 heures par semaine. Chez les *tourneurs en bois* de Fellerries, travail toujours actif et journée de 12 heures.

Chez les *mouleurs* de Cambrai, travail 70 heures par semaine, ouvrage plus abondant que le mois dernier et pas de chômeurs. Journée de 12 heures chez les *métallurgistes* de Marpent. A Lille, chez les ouvriers de l'*industrie des métaux*, l'activité déjà signalée se maintient pour les grands établissements de construction, 3 ont des équipes de jour et de nuit; d'autre part les petits ateliers sont sans activité, on a renvoyé des ouvriers. Chez les *marbriers en pendule* de Cousolre, ralentissement du travail, moitié des ouvriers font 66 heures par semaine, les autres sont atteints par le chômage. A Dunkerque, ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *marbriers*, qui comptent un tiers des leurs en chômage. 15 p. o/o de chômeurs, journée de 10 heures et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *maçons*. A Armentières, pas de chômeurs et travail 59 à 64 heures par semaine chez les *peintres*. Reprise du travail et journée de 10 heures chez ceux de Roubaix.

A Tourcoing et à Cousolre, hausse de 10 p. o/o sur le charbon de terre.

Ardennes. — Chez les *ardoisiers-mineurs*, pas de chômeurs, situation satisfaisante; de même à Haybes-sur-Meuse. Un peu moins de 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Charleville. Les *tisseurs*, à Francheval, comptent un quart des leurs en chômage; à Illy, la reprise du travail se fait plus lentement que l'an dernier, les prix de façon sont en baisse dans plusieurs maisons. Chez les *métallurgistes* des Mazures, on chôme deux jours par quinzaine faute de commandes. Chez les *métallurgistes* d'un important établissement de Fumay, travail ralenti, la journée réduite d'une heure est maintenue.

A Charleville, hausse sur les pommes de terre.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, travail toujours actif chez les *typographes*. A Reims, pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie lainière*. Journée de 11 heures, reprise du travail et peu de chômage chez les *menuisiers* et *ébénistes*. Les *maçons* estiment que le chômage atteint un quart des leurs; la journée en augmentation d'une heure est portée à 10 heures.

Meuse. — Chez les *carriers* de Léroutte, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers, journée augmentée d'une heure pour l'ensemble des ouvriers.

Meurthe-et-Moselle. — Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Chavigny. A Nancy,

les chapeliers sont tous occupés, de même pas de chômeurs chez les menuisiers. Un peu plus de 1 p. o/o chez les métallurgistes. Chez les tailleurs de pierre et ravaleurs, journée de 11 heures et ouvrage plus abondant que le mois dernier, pas de chômeurs. Ouvrage plus abondant que le mois dernier, pas de chômeurs chez les peintres-décorateurs, la journée est augmentée d'une heure et demie pour 200 ouvriers.

Vosges. — Pas de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie textile de Moussey.

Haut-Rhin. — A Belfort, chez les typographes-lithographes, on ne fait plus d'heures supplémentaires, cependant pas de chômeurs et situation satisfaisante. De même pas de chômeurs et travail plus abondant que le mois dernier chez les menuisiers-charpentiers. Chez les ferblantiers, journée de 9 heures, ouvrage plus abondant que l'an dernier et 13 p. o/o de chômeurs.

Doubs. — Pas de chômeurs chez les travailleurs du livre d'Audincourt. A Besançon, travail toujours actif chez les ouvriers en chaussures. Travail 54 à 60 heures par semaine et pas de chômeurs chez les monteurs en boîtes d'or, qui sont plus occupés que l'an dernier. De même, travail plus actif que l'an dernier chez les horlogers de Seloncourt. A Besançon, ralentissement du travail chez les maçons. Chez les employés de commerce, pas de chômeurs, une reprise des affaires qui se manifestait le mois dernier a été arrêtée par les froids survenus en Mars.

Jura. — Chez les typographes de Dôle, pas de chômeurs.

Ain. — A Bourg, chez les typographes, 5 p. o/o de chômeurs et travail, 60 heures par semaine. Chez les tailleurs de pierre de Thoiry, la journée est portée à 10 heures, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers.

Saône-et-Loire. — A Chalon-sur-Saône, chez les typographes, 2 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier, un journal quotidien ayant cessé de paraître. Chez les ébénistes d'Autun, pas de chômeurs; dans une maison, on fait des heures supplémentaires par suite de l'abondance des commandes.

Côte-d'Or. — Chez les tâcherons de Villers-le-Duc, travail toujours actif. De même chez les bûcherons de Pagny-le-Château et de Corcelles-les-Citeaux. A Dijon, 4 p. o/o de chômeurs chez les typographes; dans une maison, la journée est diminuée d'une demi-heure afin de conserver tout le personnel. Placement plus difficile que l'an et que le mois derniers et un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les comptables.

Yonne. — A Auxerre, chez les typographes, travail toujours actif. Pas de chômeurs et travail 65 heures par semaine chez les mouleurs en fer.

Nièvre. — Travail toujours actif chez les bûcherons de Corvol. Chez ceux de Menou, une partie des ouvriers ont été embauchés dans les forêts voisines, les autres sont occupés dans la culture, depuis le ralentissement du travail en forêt. Chez les bûcherons de Saint-Vérain, le travail est suspendu jusqu'au milieu d'avril. A Nevers, pas de chômeurs et travail 66 heures par semaine chez les maçons.

Allier. — Chez les typographes à Cusset, pas de chômeurs. A Moulins, les tailleurs d'habits sont encore en morte-saison. Chez les métallurgistes de Commenry, pas de chômeurs. A Moulins, travail régulier et pas de chômeurs chez les peintres.

MOULINS. — Chez les typographes, 17 p. o/o de chômeurs, travail ralenti et irrégulier principalement pour les non syndiqués. Chez les sabotiers-galochiers, la saison a été moins bonne que l'an dernier, on compte quelques chômeurs. Chez les chapeliers, le travail a été en diminuant; cette industrie qui était, il y a quelques années, une des plus florissantes de

Moulins-Yzeures, menace de disparaître. L'industrie du bâtiment marche en plein, et la température favorise le travail; de grands travaux sont projetés, quelques-uns ont commencé sous peu.

Hausse de la viande de charcuterie, 0 fr. 20 par kilogramme.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les cuisiniers, qui estiment qu'un quart des leurs sont sans place à demeure. 3 p. 0/0 de chômeurs chez les *typographes*. 7 p. 0/0 chez les *menuisiers*. Pas de signalés chez les *carrossiers*, qui font de 10 à 11 heures par jour, la journée est augmentée d'une heure pour 40 ouvriers. Les *garçons limonadiers*, qui comptent un tiers des leurs en chômage, estiment que le placement est plus difficile que l'an dernier.

Haute-Loire. — Au Puy, pas de chômeurs chez les *typographes*.

Au Puy, hausse de 0 fr. 05 à 0 fr. 10 sur le beurre, les œufs, le fromage et les légumes.

Loire. — Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Saint-Chamond. A Saint-Étienne, les cuisiniers comptent un cinquième des leurs sans place, l'ouvrage est tenu pour moins abondant que l'an dernier. 2 p. 0/0 de chômeurs chez les *imprimeurs-graveurs*. Chez les *tisseurs*, ouvrage plus abondant que le mois dernier et 5 p. 0/0 de chômeurs à Jarnosse; pas de signalés et ouvrage plus abondant que l'an dernier à La Gresle; à Saint-Étienne, chez les *tisseurs*, même situation mais avec tendance en fin de mois à la baisse. Chez les *tisseurs-épingleurs*, le travail est irrégulier, un certain nombre ont été chercher des commandes dans la *rubanerie*; leur gain descend à 1 fr. 50 et 2 francs par jour. Chez les *métallurgistes* de Saint-Chamond, pas de chômeurs. De même chez les *tourneurs en poterie* de Roanne qui sont moins occupés que l'an dernier. A Saint-Étienne, pas de chômeurs chez les *employés de fabriques*, qui sont moins occupés que l'an dernier.

Rhône. — A Lyon, 4 p. 0/0 de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*. Chez les *cartonniers*, travail toujours actif et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *imprimeurs-conducteurs*, qui comptent un peu moins de 4 p. 0/0 de chômeurs; pas de signalés chez les *transporteurs-lithographes*; un peu plus de 1 p. 0/0 chez les *typographes*.

Chez les *tisseurs* à Grandris, 10 p. 0/0 de chômeurs. A Lyon, on compte que la mort-saison habituelle en février et mars atteint, à la Croix-Rousse, un quart des syndiqués. Chez les *tisseurs* et *similaires*, travail calme, peu de chômeurs; les *chefs d'ateliers tisseurs* estiment que les commandes sont moins abondantes que l'an et que le mois derniers et comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage. Peu de chômeurs chez les *tisseurs* de Mardore; pas de signalés chez ceux de Saint-Jean-la-Bussière. Pas de chômeurs et travail 60 heures par semaine chez les *passementiers* de La Fouillouse. A Lyon, ouvrage plus abondant que l'an dernier et travail 70 heures par semaine chez les *apprêteurs-tallistes*. Ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et pas de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*. De même chez les *ouvriers en confections pour hommes*. Chez les *chapelières* de Grigny, ouvrage plus abondant que le mois dernier, travail 50 heures par semaine et pas de chômeurs.

A Lyon, reprise du travail depuis le mois dernier chez les *charpentiers*, qui comptent un quart des leurs en chômage. Pas de signalés chez les *ouvriers en lits fer et cuivre*. De même chez les *orfèvres* et chez les *bronzières*, chez lesquels le travail tend à reprendre depuis le mois dernier. Reprise du travail et journée de 9 heures chez les *graveurs pour impressions*.

Chez les *sculpteurs-statueurs*, 4 p. 0/0 de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers. Même situation satisfaisante et pas de chômeurs chez les *sculpteurs-mouleurs* qui font la journée de 10 heures. De même chez les *employés de tramways* Ecully-Lyon. De même chez les *cochers* et *conducteurs* de tramways de Lyon. Les *voituriers* (industrie du bâtiment) estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage. Chez les *employés de commerce*, à l'occasion des commandes pour les fêtes de Pâques, reprise des affaires plus accentuée que l'an dernier et 3 p. 0/0 de chômeurs.

A Lyon, baisse sur les œufs, hausse sur le beurre.

Haute-Savoie. — Pas de chômeurs et travail 54 heures par semaine chez les *carriers* de

Thollon. A Ancey, pas de chômeurs chez les *typographes* syndiqués; chez les non syndiqués, travail irrégulier. Chez les *chapeliers-fouleurs*, travail 45 heures par semaine et pas de chômeurs. Chez les *menuisiers*, l'amélioration signalée depuis le mois dernier s'est accentuée. Les *maçons* d'Évian comptent un cinquième des leurs en chômage.

Savoie. — A Chambéry, grâce à la température plus favorable, la reprise du travail déjà signalée chez les *menuisiers* s'est accentuée, pas de chômeurs chez les ouvriers syndiqués et non syndiqués; on a manqué de personnel, ce sont les ouvriers étrangers qui ont fourni les bras nécessaires. 16 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. Pas de chômeurs chez les *plâtriers-peintres* qui sont moins occupés que l'an dernier.

Isère. — A Grenoble, 17 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. Pas de signalés chez les *gantiers* de Gières. 6 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs de toile* de Voiron. 6 p. o/o de chômeurs, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *tailleurs de pierre-carriers* de Montalieu-Vercieu. Pas de chômeurs chez ceux de Parmillicu.

Drôme. — Chez les *carriers* de Saint-Remond, l'amélioration signalée ne s'est pas maintenue, cependant tous sont occupés. A Valence, pas de chômeurs et travail régulier chez les *ouvriers en chaussures*. Chez les *chapeliers-appropriateurs* de Bourg-de-Péage, ralentissement du travail, la journée est diminuée de 3 heures. A Valence, chez les *tailleurs de pierre*, journée de 10 heures, ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs.

Alpes-Maritimes. — A Cannes, 2 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. A Nice, chez les *confiseurs-pâtisseries*, ralentissement de morte-saison plus accentué que l'an dernier et 13 p. o/o de chômeurs. Chez les *typographes*, un peu plus de 3 p. o/o de chômeurs et travail régulier malgré l'augmentation de la concurrence d'une école d'apprentissage qui prend des commandes des particuliers. Chez les *cordonniers*, pas de chômeurs et travail en progrès sur le mois dernier. A Cannes, les *maçons* estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage; moitié chez ceux de Nice. Dans cette ville, pas de signalés chez les *conducteurs-livreurs*.

Var. — BOURSE DU TRAVAIL DE TOULON. — Pas de chômeurs chez les *typographes* chez les *cordonniers*. Les *menuisiers*, les *charpentiers*, les *serruriers* et les *maçons*, qui font 60 heures par semaine, comptent un quart des leurs en chômage. La situation est devenue difficile chez les *métallurgistes* depuis la fermeture d'un grand établissement qui occupait 600 ouvriers. Situation satisfaisante chez les *machinistes de théâtre*. Situation plus mauvaise que l'an dernier chez les *portefaix* du marché. — M. DORIA.

A Toulon, travail actif et situation satisfaisante chez les *typographes*. 6 p. o/o de chômeurs chez les *cordonniers*. Un peu moins de 4 p. o/o chez les *carrossiers*. Pas de signalés chez les *charpentiers en fer*. Les *perceurs-riveurs* comptent un peu plus du quart des leurs en chômage, les prix de façon tendent à diminuer. Pas de chômeurs et travail 60 heures par semaine chez les *maçons*. A Toulon, 11 p. o/o de chômeurs chez les *bouchers* pour lesquels le placement est tenu pour plus difficile que l'an dernier.

Bouches-du-Rhône. — Chez les *matelots pêcheurs* de la Ciotat, le rendement de la pêche a été plus mauvais que l'an dernier. Chez les *mineurs* de Fuveau, travail toujours calme. Pas de chômeurs chez ceux de Saint-Savournin-Gréasque chez lesquels la durée du travail a été augmentée d'un jour par semaine. Pas de chômeurs chez les *carriers* de Fontvieille. 6 p. o/o chez les *boulangers* de la Ciotat. A Marseille, les *cuisiniers-navigateurs* estiment qu'un cinquième des leurs sont sans place. 7 p. o/o de chômeurs chez les *conducteurs-imprimeurs*. 2 p. o/o chez les *typographes*. Les *tapissiers* estiment que le chômage atteint un tiers des leurs. Même chômage chez les *tonneliers* chez lesquels la journée est réduite de moitié dans un grand nombre d'ateliers.

Pas de chômeurs chez les *modeleurs*. De même chez les *ferblantiers-plombiers*, qui font 60 heures par semaine. De même pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que le mois dernier et journée augmentée d'une heure par 40 ouvriers chez les *marbriers*. Les *carreleurs*

estiment que le chômage atteint un quart des leurs. Même chômage chez les *peintres et décorateurs*, chez lesquels le travail a repris depuis le mois dernier; la fédération du bâtiment exécute des travaux en régie pour le compte de la ville de Marseille. Chez les *tuiliers céramistes* de Saint-Henri-Marseille, journée augmentée d'une heure; moitié de la corporation fait 54 heures par semaine. Chez les *potiers* d'Aubagne, 10 p. o/o de chômeurs. A Marseille, chez les *cochers de place*, affaires calmes. 4 p. o/o de chômeurs chez les *marins du commerce*. Chez les *commissaires de la gare Saint-Charles*, situation encore difficile. Les *employés de commerce* estiment que le chômage atteint un cinquième des leurs; les affaires sont devenues plus difficiles que l'an et que le mois derniers. Même situation et 10 p. o/o de chômeurs chez les *employés limonadiers restaurateurs*.

Vaucluse. — A Avignon, l'activité déjà signalée chez les *typographes* a été en augmentation; on a fait 4 heures supplémentaires par jour dans une imprimerie. Pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les ouvriers en *balais* de Caderousse qui comptent un cinquième des leurs en chômage. A Avignon, chez les ouvriers sur *métaux et ferblantiers*, diminution des prix de façon sur les articles de ménage. Ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers, journée de 10 heures en augmentation d'une heure sur le mois précédent et pas de chômeurs chez les *peintres*.

Gard. — A Nîmes, chez les *confiseurs-pâtisseries*, reprise du travail pour les fêtes de Pâques et 3 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *typo-lithographes*.

Aveyron. — Chez les *mineurs* de Decazeville, la situation se maintient difficile. A Rodez, 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. A Millau, chez les *gantiers*, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et pas de chômeurs.

Tarn. — 5 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs* de Carmaux. A Graulhet, chez les ouvriers *moutonniers*, le chômage tend à diminuer, mais plus lentement que les années précédentes par suite de l'augmentation du matériel mécanique. A Albi, chez les *chapeliers-fouleurs*, 10 p. o/o de chômeurs et commandes plus faibles que l'an dernier de 8 p. o/o environ. Chez les *chapeliers-appropriateurs* le travail est plus abondant que l'an dernier; on fait des heures supplémentaires dans quelques maisons.

A Graulhet, hausse de la viande de boucherie.

Hérault. — Chez les *travailleurs de la terre* et chez les *vignerons* de Fabrègues, pas de chômeurs. Un quart des syndiqués chez les *cultivateurs terrassiers* de Marsillargues. 6 p. o/o de chômeurs et travail 52 heures par semaine chez les *mineurs* de Graissessac. A Montpellier, les ouvriers *boulangers* estiment que le chômage atteint un peu plus du quart des leurs, les patrons boulangers de la campagne qui augmentaient leur personnel au moment de l'arrivée de nouveaux ouvriers pour les façons de vigne n'ayant pas embauché parce que les travaux agricoles ont été retardés par le mauvais temps. Les *lithographes-typographes*, chez lesquels un ralentissement du travail s'est produit, comptent un cinquième des leurs en chômage. Reprise du travail plus accentuée que l'an dernier chez les *cordonniers*, la journée est augmentée de 2 heures. A Cette, chez les *tonneliers*, pas de chômeurs. De même chez les ouvriers *coiffeurs* de Béziers. Un cinquième chez ceux de Montpellier.

Aude. — Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers *agriculteurs* de Cuxac. A Carcassonne, les *tailleurs d'habits* comptent un cinquième des leurs en chômage, pas de signalés chez les *patronnes et ouvrières de l'habillement*.

Pyrénées-Orientales. — BOURSE DU TRAVAIL DE PERPIGNAN. — La situation générale s'est sensiblement améliorée depuis le mois dernier. Grâce aux commandes pour les fêtes de Pâques, le travail a repris chez les *tailleurs d'habits*. Une amélioration s'est produite également chez les *maçons-plâtriers-cimentiers*, mais il est encore un certain nombre d'ouvriers non occupés. On estime que le chômage a atteint moitié des *tonneliers-fondriers*. On ne signale pas de *typographes* et de *lithographes* sans ouvrage; mais quelques typographes perdent de 2 à

4 jours par semaine. Situation stationnaire chez les *hommes de peine*, les *cochers* et les *charretiers*. Par suite de la grâce accordée par le Gouvernement espagnol à ses nationaux déserteurs, on signale le départ d'un certain nombre d'étrangers, ce qui, amenant une diminution de bras disponibles, tend à améliorer la situation. — J. BAZERRE.

A Perpignan, pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre*. Pas de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier, chez les ouvriers *trépointeurs* de Saint-Laurent-de-Gerdans. A Perpignan, ouvrage moins abondant que l'an et le mois derniers, travail 60 heures par semaine et un peu plus de 11 p. o/o de chômeurs chez les *charrons-forgerons*.

Haute-Garonne. — BOURSE DU TRAVAIL DE TOULOUSE. — Le travail a repris dans les divers métiers de l'industrie du *bâtiment*; peu d'ouvriers restent sans ouvrage. Chez les *tailleurs d'habits*, la main-d'œuvre est recherchée; peu de chômeurs dans l'*ébénisterie*; de même chez les *trépointeurs*. Dans la *métallurgie*, 15 p. o/o de chômeurs, 10 p. o/o chez les *ferblantiers*. Chez les *journaliers* et ouvriers manœuvres sans métier déterminé, le chômage a beaucoup augmenté. — F. BOUSQUET.

A Toulouse, reprise du travail chez les *typographes*; la journée a été augmentée de 2 heures dans une imprimerie. Les *selliers bourreliers* estiment que moitié des leurs manquent de commandes principalement dans l'*équipement militaire*. Chez les ouvriers sur *métaux*, 8 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures; travail actif dans la *serrurerie* et dans les ateliers de *constructions mécaniques*. Chez les *forgerons limeurs*, pas de chômeurs; journée augmentée de 2 heures, et ouvrage plus abondant que le mois dernier. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *coiffeurs*, qui comptent un cinquième des leurs en chômage.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, chez les *menuisiers*, le travail a repris avec la température plus favorable, on fait 60 heures par semaine. Chez les *peintres*, pas de chômeurs, on demande des ouvriers pour les travaux aux environs.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, 13 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *boulangers*. Pas de signalés chez les *métallurgistes* de Boucau. A Pau, travail calme; cependant pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*, qui font de 60 à 66 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les *plâtriers* et *peintres*.

Gers. — Pas de chômeurs chez les *maçons tailleurs de pierre* d'Auch.

Tarn-et-Garonne. — Pas de chômeurs chez les ouvriers en *chapeaux de paille* de Sept-Fonds.

Lot-et-Garonne. — BOURSE DU TRAVAIL DE VILLENEUVE-SUR-LOT. — Chez les ouvriers *cordonniers*, qui avaient déjà été fort éprouvés l'an dernier par le chômage à la suite de la fermeture d'une importante fabrique, une reprise de travail se produit, grâce à la réouverture de cette maison, et le travail est jugé satisfaisant. Pas de chômage et ouvrage plus abondant que l'an dernier dans l'industrie du *bâtiment*, grâce à diverses constructions neuves et à des réparations commandées par la commune, notamment par l'augmentation des *casernes*.

Chez les *typographes-lithographes* de Villeneuve-sur-Lot, pas de chômeurs et morte-saison moins accentuée que l'an dernier. 5 p. o/o de chômeurs chez les *employés limonadiers* d'Agen.

Dordogne. — Pas de chômeurs chez les *chapeliers approprieurs* du Bugue.

Gironde. — A Bordeaux, 7 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers, des *usines à gaz*; un peu plus de 2 p. o/o chez les *typographes*. Les *compagnons* et *aspirants boulangers* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont sans place à demeure; un quart chez les *cuisiniers* chez lesquels le placement est plus difficile que l'an dernier. Les *charpentiers* de haute *futaie* estiment que le chômage atteint un tiers des leurs. Chez les *menuisiers* de Libourne,

ouvrage plus abondant que le mois dernier, mais moins que l'an dernier et pas de chômeurs. A Bordeaux, 18 p. o/o chez les *charrons forgerons*, Ralentissement du travail chez les *ferblantiers*, qui comptent un grand nombre des leurs en chômage; à la suite de la fermeture de quelques maisons importantes, une partie des ouvriers ont été chercher du travail ailleurs. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois dernier, et travail 48 à 50 heures par semaine chez les *bijoutiers*.

Reprise du travail depuis le mois dernier et pas de chômeurs chez les *peintres*. Les *couvreurs* estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage. Chez les *marins du commerce*, situation estimée plus mauvaise que l'an dernier. Les *maîtres d'hôtels* et *garçons navigateurs* estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage. 16 p. o/o chez les *bouchers charcutiers*. 19 p. o/o chez les *coiffeurs*. 5 p. o/o chez les *gens de maison*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, situation meilleure que l'an et que le mois derniers chez les *matelots pêcheurs*, grâce au beau temps qui a facilité la sortie des bateaux. Travail toujours actif chez les *travailleurs du livre*. A Rochefort, chez les *typographes*, 4 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *tailleurs de pierre*.

Charente. — A Angoulême, chez les ouvriers *boulangers*, ouvrage plus abondant que le mois dernier et 14 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés et travail plus abondant que le mois dernier chez les *typographes*. Chez ceux de Cognac, pas de chômeurs. 17 p. o/o chez les *tonneliers*. Pas de signalés à Angoulême, chez les *ferblantiers*.

Haute-Vienne. — A Limoges, pas de chômeurs chez les *coupeurs brocheurs en chaussures*, qui sont plus occupés que l'an et que le mois derniers et font de 72 à 75 heures par semaine. Chez les *sabotiers-galochiers*, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que le mois dernier; la journée est portée à 9 h. 1/2 en augmentation d'une demi-heure sur le mois précédent pour 350 ouvriers environ. 8 p. o/o de chômeurs et travail 50 heures par semaine chez les *tonneliers*.

Corrèze. — A Tulle, 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés et journée de 10 heures chez les *tailleurs de pierre*. Pas de chômeurs chez les *employés de commerce* de Brive.

Creuse. — Chez les *chapeliers* de Bourgneuf, reprise du travail depuis le mois dernier; dans une fabrique, on fait 72 heures par semaine.

Cher. — BOURSE DU TRAVAIL DE BOURGES. — Chez les *jardiniers*, pas de chômeurs, plein travail en ce moment, la pluie étant survenue après une période de longue sécheresse et le travail ayant été négligé pendant cette période de sécheresse. Dans la fabrication des *toiles cirées*, ralentissement du travail moins accentué que l'an dernier à pareille époque. Dans l'industrie des *cuir* et *peaux*, la *cordonnerie* manque de bras; une maison fabriquant la *galoch* vient d'obtenir plusieurs adjudications importantes, ce qui nécessite l'embauchage d'ouvriers *galochiers*; d'ailleurs les ouvriers de cette spécialité manquent à Bourges et dans le Cher. Chez les *tailleurs d'habits*, le travail va bien; actuellement tous les ouvriers sont occupés en vue des fêtes.

Dans l'industrie de la *voiture*, le travail est actif, surtout pour les *charrons*, on manque d'ouvriers de cette spécialité; meilleure situation que l'année dernière à cause des embauchages faits par l'arsenal en fin d'année 1898. L'*ébénisterie* se maintient dans une bonne situation, malgré la concurrence des maisons de camelote de Paris, pas de chômeurs. Les *serruriers* sont recherchés; chez les *ferblantiers*, travail soutenu. Pas de chômeurs chez les *maçons*, grande activité à cause des adjudications données (année 1899) pour le théâtre de Bourges et le génie militaire. Chez les *tailleurs de pierre*, reprise du travail, pas de chômeurs; de même chez les *peintres en bâtiment* et chez les *couvreurs*. Chez les *plâtriers*, sur 60 ouvriers, 6 sont atteints par le chômage. En fin mars, une grève a éclaté chez les *voituriers-agriculteurs*; mais les grévistes ont trouvé de l'ouvrage à la mine de Saint-Éloi de Gry (minéral de fer). — HERVIER.

A Bourges, pas de chômeurs chez les *terrassiers* et *journaliers*, qui sont plus occupés que l'an dernier. Les *journaliers* de Vierzon estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage. Chez les *bûcherons* de Feux, ralentissement du travail, la plupart sont atteints par le chômage; pas de signalés chez ceux de Jussy-le-Chaudrier. Un peu plus de 19 p. o/o et journée augmentée d'une heure chez ceux de Méry-ès-Bois. 6 p. o/o de chômeurs chez les *bûcherons* de Sancergues, chez lesquels le gain hebdomadaire est augmenté d'un quart. Ceux de Vallenay estiment que le chômage atteint un tiers des leurs. Chez les ouvriers en *toiles cirées*, pas de chômeurs. De même chez les *charpentiers*, chez lesquels le travail a repris depuis le mois dernier. Chez les *menuisiers*, l'amélioration déjà signalée s'est maintenue, tous sont occupés; de même chez les *ouvriers en voitures*. De même, pas de chômeurs et journée de 12 heures chez les *ouvriers de l'ameublement*. Journée de 10 heures et pas de chômeurs chez les *travailleurs sur métaux*. Reprise du travail, journée augmentée de 2 heures et pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. Constructions plus importantes que l'an et que le mois derniers, pas de chômeurs et travail 66 heures par semaine chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*. Chez les *maçons* de Dun-sur-Auron, l'activité signalée le mois dernier s'est accentuée. A Bourges, reprise du travail et journée de 9 heures chez les *plâtriers*. Chez les *couvrens*, pas de chômeurs. Chez les *chaufourniers* de La Guerche, l'amélioration signalée continue, on fait 71 heures par semaine.

Indre. — Ralentissement du travail chez les *bûcherons* du Poinçonnet; deux chantiers viennent de fermer. A Châteauroux, chez les *typographes*, les ouvriers aux pièces font de 2 à 3 jours par semaine. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie des *cuir*s et *peaux* d'Issoudun. A Châteauroux, chez les *métallurgistes*, le travail se maintient actif. Les ouvriers en *bâtiment* comptent un cinquième des leurs en chômage; la durée du travail est augmentée de 2 heures.

Deux-Sèvres. — A Niort, journée de 11 heures et 4 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*. 5 p. o/o, journée de 10 heures et reprise du travail depuis le mois dernier chez les *tailleurs de pierre*.

Vendée. — Chez les *matelots-pêcheurs* des Sables-d'Olonne, le beau temps a facilité la sortie des bateaux et les pêches ont été abondantes, mais les prix de vente ont eu tendance à la baisse, par suite de l'augmentation de la concurrence. Chez les *mineurs* de Faymoreau, pas de chômeurs. Chez les *tisserands* d'Evrunes, reprise du travail depuis le mois dernier et peu de chômeurs; pas de signalés et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *tisserands* de La Verrie. Ceux des Epesses comptent un cinquième des leurs en chômage. Reprise du travail chez ceux de Saint-Laurent, le chômage est en diminution. De même, amélioration chez ceux de Treize-Vents. A La-Roche-sur-Yon, les ouvriers en *bâtiment* estiment que le chômage atteint un cinquième des leurs et que l'ouvrage est moins abondant que l'an dernier. Reprise du travail et pas de chômeurs chez les *maçons* des Sables-d'Olonne qui font 66 heures par semaine.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 16 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. Morte-saison annuelle moins accentuée que l'an dernier et 3 p. o/o de chômeurs chez les *relieurs-papetiers*. Pas de signalés chez les *typographes*. De même, pas de chômeurs chez les *tailleurs* qui font de 72 à 80 heures par semaine. Travail 60 heures par semaine chez les *charpentiers de navires*. Chez les *menuisiers en bâtiment*, journée de 10 heures, en augmentation d'une heure pour 500 ouvriers, travail plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs. Chez les *ferblantiers-boitiers* de La Turballe, pas de chômeurs; le travail a repris dans un atelier, avec des prix de façon en baisse.

Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Lorient, chez les *galochiers*, pas de chômeurs chez les syndiqués, mais production et prix de façon en diminution. Pas de chômeurs chez les ouvriers en *bâtiment*.

Finistère. — A Brest, les *ouvrières en robes* sont toutes occupées. Les *ferblantiers-boitiers* d'Audierne estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage. Chez ceux de Concarneau, reprise du travail dans certains établissements.

Ille-et-Vilaine. — A Fougères, ralentissement du travail; cependant, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Rennes, ralentissement du travail et 7 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie du cuir, les *tanneurs* et les *corroyeurs* sont les plus atteints. Pas de chômeurs et travail 66 heures environ par semaine chez les *chapeliers-appropriateurs*. Chez les *charpentiers sciurs de long*, pas de chômeurs, travail 63 heures par semaine et ouvrage satisfaisant. Chez les *fondeurs*, pas de chômeurs et journée de 11 heures. A Fougères, ouvrage plus abondant que le mois dernier et pas de chômeurs chez les *plâtriers*.

Maine-et-Loire. — A Angers, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, et 13 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *boulangers*; pas de signalés chez ceux de Cholet. A Angers, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. 1 p. o/o et travail 65 heures par semaine chez les ouvriers de l'industrie textile. 6 p. o/o de chômeurs chez ceux de Bégrolles; pas de signalés et reprise du travail depuis le mois dernier chez ceux de Gesté. De même, chez ceux de la Séguinière, pas de chômeurs mais journée diminuée de plusieurs heures dans plusieurs ateliers, atteignant une quarantaine d'ouvriers syndiqués. Pas de chômeurs chez les *tisserands* de Saint-Philbert-en-Mauges. A Cholet, journée de 11 heures et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *charpentiers*. Reprise du travail depuis le mois dernier et 10 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en bâtiment. A Angers, chez les *couvreurs*, journée de 10 heures et augmentation d'une heure sur le mois dernier, 16 p. o/o de chômeurs chez les *garçons-limonadiers*.

Mayenne. — Chez les *carriers* de Renazé, travail en moyenne 70 heures par semaine.

Sarthe. — Au Mans, pas de chômeurs et travail abondant chez les ouvriers en *chaussures*; chez les *menuisiers*, 13 p. o/o de chômeurs et journées de 10 heures. Chez les *galochiers* de La Flèche, journée de 10 à 11 heures et pas de chômeurs. Au Mans, ouvrage moins abondant que l'an dernier, mais plus que le mois dernier chez les *maçons*, qui comptent un cinquième des leurs en chômage; même chômage chez les *plâtriers* qui font 48 heures par semaine et sont moins occupés que le mois dernier. Chez les *couvreurs*, pas de chômeurs et travail de 50 à 54 heures par semaine.

Indre-et-Loire. — A Tours, ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier chez les *tisseurs de soie* qui comptent un tiers des leurs en chômage et qui font 55 heures par semaine.

Loir-et-Cher. — A Blois, chez les *bûcherons*, situation satisfaisante, pas de chômeurs et travail 72 heures par semaine. Ralentissement du travail chez les *typographes*, les ouvriers employés à l'heure font parfois des heures supplémentaires, mais les ouvriers aux pièces ne font pas la semaine complète. Chez les ouvriers sur *métaux* de Vendôme, le travail se maintient actif.

Eure-et-Loir. — CHÂTEAUDUN. — Le travail continue à être satisfaisant dans deux imprimeries où l'on fait des heures supplémentaires. Travail soutenu dans la fabrication de la bijouterie; de même chez les *fondeurs mécaniciens*. A l'usine de lavage de bourses, on maintient les heures supplémentaires. Journée de 11 heures chez les *tanneurs*. Chez les ouvriers du bâtiment, le travail a repris son cours normal et les *maçons* sont presque tous embauchés, la journée varie de 10 à 11 heures suivant les chantiers. Une manufacture de *chaussures* des environs, qui avait été montée pendant l'année 1896, vient de fermer et est mise en vente; la manufacture occupait une trentaine d'ouvriers et d'ouvrières. — A. GAUVIN.

NOGENT-LE-ROTHOU. — Travail toujours actif dans la *chapellerie*. Peu de travail chez les *chaussonniers*. Bon courant chez les *tanneurs corroyeurs*. Reprise du travail chez les ouvriers du bâtiment. — TH. BRÉTHES.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre*; le travail, qui avait marqué un ralentissement dans le courant du mois, tend à reprendre.

Manche. — Chez les *typographes* de Granville, reprise du travail depuis le mois dernier

et pas de chômeurs. A Cherbourg, les *blanchisseuses* estiment que 12 p. o/o des leurs sont sans place.

Calvados. — A Caen, chez les *typographes*, un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez ceux de Vire. Pas de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie cotonnière de Condé-sur-Noireau. Pas de chômeurs chez les *bonnetiers* de Falaise.

Eure. — A Evreux, travail toujours actif chez les *compositeurs*, *imprimeurs* et *relieurs*.

Seine-Inférieure. — BOURSE DU TRAVAIL DU HAVRE. — Le travail reste stationnaire chez les *métallurgistes*; très peu de chômeurs. L'usine de *tréfilerie* renvoie une partie de son personnel par suite de la diminution des commandes. On estime que le chômage atteint un grand nombre d'ouvriers chez les *voiliers* et un peu plus des trois quarts chez les *journaliers du port*. — CH. MARCK.

A Rouen, chez les *lithographes papetiers*, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et le mois derniers. A Bolbec, dans l'industrie cotonnière, deux établissements, occupant ensemble 600 ouvriers, ont réduit leur production de 5 à 8 p. o/o. Au Havre, chez les *voiliers* syndiqués, accalmie du travail par suite du manque d'arrivages. A Rouen, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que le mois dernier chez les *fondeurs*. Au Havre, chez les *métallurgistes*, journée de 10 heures et 11 p. o/o de chômeurs. Reprise du travail moins accentuée que l'an dernier chez les ouvriers du bâtiment qui comptent un peu plus du tiers des syndiqués en chômage. Chez les *journaliers du port*, le ralentissement du travail déjà signalé se maintient.

Algérie. — A Alger, pas de chômeurs chez les *employés de tramways*. Les *journaliers*, dit *pointeurs de la marine*, estiment que le chômage atteint moitié des leurs.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour avril et mai :

ALÉNÇON. — Travaux sur chemins.....	107.400 ^f
BREST. — Travaux communaux.....	326.000
CARCASSONNE. — Chemins de fer de Quillan à Rivesaltes (3 ^e lot)...	895.000
CHAUMONT. — Travaux d'adduction d'eau.....	159.000
DOUAI. — Restauration de la tour Saint-Pierre.....	100.000
GRENOBLE. — Construction d'un hôtel pour la chambre de commerce.	250.000
LAIGLE (Orne). — Établissement d'une distribution d'eau.....	168.100
PANTIN. — Construction d'un groupe scolaire.....	623.800
PARIS. — Travaux sur chemins vicinaux de grande communication.	255.000
PARIS. — Travaux sur routes et chemins.....	1.394.000
PARIS. — Construction de l'Académie de médecine.....	490.000
PONTOISE. — Travaux sur chemins.....	101.700
PROVINS. — Travaux communaux.....	195.400
PROVINS. — Travaux communaux.....	228.500
ROUEN. — Chemin de fer de Montérolier-Buchy à Saint-Saens.....	337.000
ROUEN. — Construction du pont d'Oissel.....	208.000
SAINT-QUENTIN. — Construction d'une dérivation éclusée au canal de Saint-Quentin.....	158.000

Résultats des adjudications précédentes :

BELFORT. — Guerre. — Construction d'un quartier neuf (570.700^f). — Adj. : *terrassment*, *maçonnerie*, *plâtrerie*, Gomet, à Bourges, 2,40; *charpente*, *menuiserie*, *couverture en*

tuiles, ameulement, objets en bois, Pecquart-Saint-Just, à Épinal, 26,50; *feronnerie, serrurerie, zinguerie, couverture en ardoises, ameulement, objets en fer*, Bardet, à Toul, 15; *peinture, vitrerie*, Hornecker, à Belfort, 46.

COURBEVOIE (Seine). — Construction d'un groupe scolaire (170,200^f). — Adj. : *terrasse, maçonnerie*, Cante, 22, rue Letellier, à Paris, 8,50; *canalisation*, Deloffre, à Puteaux, 5,25; *charpente en bois*, Persilat, à Argenteuil, 13,25; *couverture et plomberie*, Barbillat, 218, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris, 17,50; *menuiserie et parquetage*, Martin, 26, boulevard de l'Hôpital, à Paris, 9,30; *peinture et vitrerie*, Bourrely, 88, boulevard Jourdan, à Paris, 27,50.

LE PERREUX (Seine). — Construction d'un groupe scolaire (151,200^f). — Adj. : *terrasse, maçonnerie et dallage*, Maingonat, à la Varenne-Saint-Hilaire, 15,10; *menuiserie*, Gobinat, à Neuilly-Plaisance, 28,70; *charpente*, Liochon, à Vincennes, 15; *serrurerie*, Beuzeville, à Nogent-sur-Marne, 15,60; *couverture*, Lebel, 3, place des Vosges, à Paris, 16,70; *mobiliier*, Deyrolle, 46, rue du Bac, à Paris, 21,70.

MAYENNE (Mayenne). — Agrandissement d'un hospice et construction d'une maison d'école (179,200^f). — Adj. : Gallard, à Ernée, 3; Gauchard, à Mayenne, 2.

MIRECOURT (Vosges). — Travaux divers à l'hospice (117,000^f). — *Terrassements, maçonnerie, pavage, dallage, charpente bois et fer, escaliers, couverture, zinguerie et ferblanterie, fontainerie, robinetterie, etc.*, Baudoin, à Épinal, 14; *plâtrerie, plafonds enduits, cloisons en briques, etc.*, Hug, à Épinal, 15; *planches et gisants, menuiserie, quincaillerie, ferronnerie*, Hug, 17; *peinture et vitrerie*, Marchand, à Neufchâteau, 28.

NARBONNE. — Adduction et distribution d'eau (185,000^f). — Adj. : *canalisation, robinetterie, fontainerie et plomberie*, Taudon, 4.

NEVERS. — Canal du Nivernais. — Construction d'un mur de garde en amont du barrage des Settons (460,000^f). — Adj. : Martin, à Nevers, 7.

NOYON (Oise). — Restauration de l'église cathédrale de Noyon (138,500^f). — Adj. : *maçonnerie*, Meunier, à Pierrefonds, 13,76; *charpente, menuiserie, serrurerie*, Canova, à Compiègne, 14,01; *couverture et plomberie*, Pérignon, 25, rue Chazelles, à Paris, 15,25.

ORLÉANS. — Construction d'un hôtel des postes et des télégraphes (341,700^f). — *Terrasse, maçonnerie, carrelage*, Couturier, à Cléry, 20; *charpente, menuiserie, tapis-liège*, Barré, à Orléans, 22,10.

PARIS. — Exposition universelle. — Construction d'une cheminée monumentale (218,000^f). — Adj. : Toisoul, 111, boulevard de l'Hôpital, 8,20.

PARIS. — Mise en état de viabilité et établissements d'égouts et de canalisation dans diverses rues (192,300^f). — Adj. : Lécuse, à Nanterre, 22; Robert, à la Garennes-Colombes, 25,20; Barbillat, 218, faubourg Saint-Honoré, à Paris, 19,10; Bin, à Levallois, 23; les ouvriers paveurs, 131, boulevard Bessières, à Paris, 23,30.

PARIS. — Travaux neufs sur chemins vicinaux de grande communication (362,000^f). — Adj. : Briard, à Saint-Ouen, 27; Quéhan, 27, rue Michel-Bizot, 5; Aubrun, 19, avenue de Châtillon, 19.

PARIS. — Reconstruction de l'école Lavoisier (1,304,700^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Truffat-Ragache, 225, rue d'Alésia, 35,10; *ferronnerie et serrurerie*, Jaccaz, 83, rue Pascal, 36,30; *charpente en bois*, Muller, 37, rue d'Hautpoul, 34; *couverture et plomberie*, Ducroux, 11, rue Antoine-Régner, 42,30; *menuiserie*, Sanson, 4, rue d'Alésia, 37,70; *parquetage*, Cosseron, 55, rue Letort, 24,70; *funisterie*, « Les Fumistes de Paris », 11, rue Jean-Beaussire, 47,10; *peinture, vitrerie et tenture*, Noël, 4, rue Doudeauville, 32,90; *canalisation du tout à l'égout*, Adenis, 169, rue de Bercy, 41,50.

PAU. — Construction d'un chemin de fer se détachant du chemin de fer de Bordeaux à la frontière d'Espagne et de celui de Bayonne à Saint-Jean-Pied-de-Port et se terminant par une gare maritime sur les quais de la rive gauche de l'Adour aux Allées-Marines (1,850,000^f). — Adj. : Pinchon, à Angoulême et Laporte, à Toulouse, 34.

REIMS. — Travaux à exécuter au groupe scolaire de l'avenue de Laon et de l'abbatoir (159.700^f). — Adj. : *terrassements, maçonnerie, plâtrerie et pavage*, Dondeau, à Épernay, 16,85; *charpente*, Tassin, à Reims, 14,70; *couverture*, Berriot, à Reims, 29,30; *menuiserie*, Prudhon, à Reims, 19,55; *serrurerie et quincaillerie*, Loesch, à Reims, 29,30; *peinture et vitrerie*, Demoulin-Leclère, à Reims, 39,75; *travaux divers à l'abbatoir*, Laporte, à Reims, 20,20.

REIMS. — Travaux à exécuter à l'école pratique du commerce et de l'industrie (109.400^f). — Adj. : *terrassement, maçonnerie et plâtrerie*, Chaumouillé, 17; *charpente*, Lotte, 15,50; *couverture*, Tarpin, 29,95; *menuiserie*, Prudhon, 18,95; *serrurerie et ferronnerie*, Paillet, 20,30.

ROUEN. — Construction d'un quai en maçonnerie en remplacement des appontements des curandiers (870.000^f). — Adj. : Requier, 24.

SAINT-ÉTIENNE. — Construction de magasins à la manufacture d'armes (309.000^f). — Adj. : *terrassements et maçonnerie*, Dufler, à Lyon, 16; *charpente en fer, serrurerie, quincaillerie*, société anonyme Michalon-Pailleret, à Saint-Étienne; *couverture, zinguerie, tolérerie*, Daléry, à Saint-Étienne; *peinture et vitrerie*, Louison, à Firminy.

VERSAILLES. — Travaux divers aux halles (259.800^f). — Adj. : *terrasse, pavage, asphalte, canalisation*, Veuve Magnard, 16; *maçonnerie, ciments, carrelages, faïence*, Chapelle, 10; *charpente en bois*, Roubault, 17; *couverture et plomberie*, Veuve Lamont, 32.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les trois premiers mois de 1899 :

	1899.	1898.	VARIATIONS	
			en plus.	en moins.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	248.861.000	349.506.000	"	100.645.000
Matières nécessaires à l'industrie	690.195.000	619.806.000	70.389.000	"
Objets fabriqués.....	162.688.000	158.630.000	4.058.000	"
TOTAUX et balance....	1.101.744.000	1.127.942.000	74.447.000	100.645.000
			Diminut ^{on} : 26.198.000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	119.302.000	132.233.000	"	12.931.000
Matières nécessaires à l'industrie	226.833.000	205.312.000	18.521.000	"
Objets fabriqués.....	417.463.000	412.268.000	5.195.000	"
Colis postaux.....	46.578.000	39.737.000	6.841.000	"
TOTAUX et balance....	810.176.000	792.550.000	30.557.000	12.931.000
			Augment ^{on} : 17.626.000	

Les recettes des compagnies de chemins de fer d'intérêt général, au 1^{er} avril 1899, ont été de 312.526.900 francs. Elles étaient à la même date, en 1898, de 298.359.200 francs soit une augmentation de 4,76 p. o/o.

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	mars 1899.	février 1899.	mars 1898.
Farine 12 marques, les 157 kilogrammes.....	42 ^f 90 ^a	44 ^f 50 ^a	64 ^f 10 ^a
Sucre brut, blanc n° 3, les 100 kilogrammes...	30 65	29 90	31 35
Alcool à 90°, l'hectolitre.....	45 40	44 65	46 60
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr..	48 15	49 75	53 50
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes..	45 00	45 40	40 75
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	37 50	37 50	31 50
Suif de la bouch ^e de Paris, les 100 kil. (en pains).	56 00	56 00	48 50
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette).	1 46	1 46	1 40
Veau, <i>idem.</i>	2 00	2 15	1 90
Mouton, <i>idem.</i>	2 00	1 95	1 80
Porc, <i>idem.</i>	1 55	1 60	1 48
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	39 37	38 37	37 12
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr....	171 00	149 50	"
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil.	49 50	47 75	42 50
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	19 00	18 00	16 50
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	188 50	196 50	138 00
Etain Banka, <i>idem.</i>	295 00	291 25	177 50
Plomb, <i>idem.</i>	41 50	42 00	37 25
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i>	"	"	49 50

Bureaux de garantie. — Relevé des objets d'or et d'argent présentés à la marque ou à la vérification, tant pour la consommation en France que pour l'exportation, pendant les deux premiers mois de l'année 1899, dans les divers bureaux de garantie :

DÉSIGNATION.		POIDS TOTAL.			
		OR.		ARGENT.	
		1899.	1898.	1899.	1898.
		hectogr.	hectogr.	hectogr.	hectogr.
Fabrication nationale aux titres légaux.	Objets marqués des poinçons intérieurs.	11.630	10.668	156.683	143.216
	Sortie constatée des objets marqués pour l'exportation en crédit des droits non compris les montres au 4 ^e titre (1)	694	565	10.263	9.223
	Objets exportés avec remboursement des droits payés.....	389	263	2.752	1.783
Objets importés de l'étranger avec paiement des droits de garantie.....		1.522	1.398	12.812	12.205
Exportation des bijoux à tous titres n'ayant pas été soumis à la marque (loi du 25 janvier 1884).....		193	120	102	84

(1) Du 1^{er} janvier au 28 février 1899, il est sorti 109 montres en or au 4^e titre, pesant 15 hectogrammes, contre 63 montres et 6 hectogrammes en 1898.

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 mars 1899 il a été déposé 186 demandes en autorisation de bâtir, dont 155 pour des constructions neuves. Pendant le mois de mars 1898, le nombre des demandes avait été de 188, dont 145 pour des constructions neuves.

Mont-de-piété de Paris. — Situation au 31 mars 1899 :

GAGES CORPORELS.			ARTICLES.	SOMMES.
			nombre.	francs.
Il y avait en magasin, le 28 février 1899 au soir.....			1.585.348	47.516.310
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	81.790	2.451.130	136.793	4.313.077
Par renouvellements.....	55.003	1.861.947		
TOTAL.....			1.722.141	51.829.387
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	96.979	2.785.493	163.959	4.852.991
Par renouvellements.....	55.003	1.861.947		
Par ventes.....	11.977	205.551		
RESTE en magasin le 31 mars 1899.....			1.558.182	46.976.306

VALEURS MOBILIÈRES.			TITRES.	SOMMES.
			nombre.	francs.
Il y avait en magasin, le 28 février 1899 au soir.....			20.968	5.690.176
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	1.936	492.559	3.530	934.541
Par renouvellements.....	1.594	441.982		
TOTAL.....			24.498	6.624.717
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	1.724	426.125	3.763	992.972
Par renouvellements.....	1.594	441.982		
Par ventes.....	445	124.866		
RESTE en magasin le 31 mars 1899.....			20.735	5.631.745

GAGES CORPORELS.		VALEURS MOBILIÈRES.	
Articles.	Somm.	Titres.	Somm.
nombre.	francs.	nombre.	francs.
Restait en magasin, le 31 mars 1895...	1.729.104	18.180	5.050.749
1896...	1.633.729	21.014	5.714.816
1897...	1.624.987	21.346	5.819.733
1898...	1.615.388	21.274	5.698.637

Intérêts des emprunts : à 1 an, 2,75 p. o/o; à 9 mois, 2,50 p. o/o; à 6 mois, 2 p. o/o; à 3 mois, 1,50 p. o/o.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de mars.		Du 1 ^{er} janv. au 31 mars.	
	1899.	1898.	1899.	1898.
Faillites.....	98	140	320	347
Liquidations judiciaires.....	18	18	56	61
Conversions de liquidations en faillites.	1	2	9	12

II. — COMPARAISON DE LA PRODUCTION HOUILLÈRE ET MÉTALLURGIQUE DES PRINCIPAUX PAYS.

ANNÉES.	PAYS.	HOUILLE et LIGNITE.	FONTE.	FER.	ACIER.	OR.	ARGENT.	CUIVRE.	PLOMB.	ZINC.	ÉTAIN.
		tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	kilog.	kilog.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
1897	France.....	30.707.000	2.484.000	788.000	995.000	"	16.890	7.400	9.900	38.000	"
1897	Algérie.....	"	"	"	"	"	325	280	"	"	"
1897	Colonies françaises et protector	201.000	"	"	"	2.912	"	"	"	"	"
1897	Grande-Bretagne et Irlande....	205.364.000	8.937.000	1.258.000	4.660.000	53	7.750	38.400	83.200	16.200	7.900
1897	Empire d'Allemagne.....	120.430.000	0.007.000	"	"	376	184.490	"	119.000	151.000	929
1897	Luxembourg.....	"	872.000	1.119.000	5.107.000	"	"	29.400	"	"	"
1896	Hollande et les détroits.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	54.000
1897	Belgique.....	21.492.000	1.035.000	475.000	538.000	"	"	"	17.000	116.000	"
1897	Autriche.....	30.951.000	888.000	"	"	75	29.200	"	9.700	6.200	48
1896	Hongrie et Croatie-Slavonie....	4.907.000	384.000	450.000	881.000	3.086	26.471	1.260	1.900	"	"
1897	Italie.....	314.000	8.400	150.000	64.000	313	26.726	3.000	92.400	"	"
1895	Russie.....	9.098.000	1.452.000	440.000	645.000	34.977	8.856	5.850	410	5.030	21
1896	Suède.....	226.000	494.000	188.000	257.000	115	2.082	249	1.500	"	"
1895	Norvège.....	350	avec l'acier.	380	"	14	5.060	613	"	"	"
1897	Espagne.....	147.000	81.000	66.000	"	57	185.352	45.800	166.000	6.240	"
1892	Portugal.....	18.000	"	"	"	28	"	"	16.000	"	"
1897	Grèce.....	20.000	"	"	"	"	37.431	"	"	"	"
1896	Turquie.....	"	"	"	"	11	7.007	"	"	"	"
1897	Etats-Unis.....	181.624.000	9.807.000	3.130.000	7.289.000	86.300	1.675.046	231.400	179.400	91.000	"
1893	Centre et Sud-Amérique (1)....	992.000	"	"	"	26.079	2.396.326	30.200	71.600	"	"
1897	Canada, Terre-Neuve.....	3.516.000	41.500	"	"	9.068	172.868	6.000	17.704	"	"
1896	Australasie.....	5.184.900	"	"	"	78.215	485.300	9.200	60.000	10	4.500
1895	Indes et possessions anglaises en Asie.....	"	"	"	"	11.896	"	"	"	"	"
1895	Le Cap et possessions anglaises en Afrique.....	"	"	"	"	722	"	"	"	"	"
1894	Japon.....	242.000	"	"	"	1.073	"	"	1.500	"	39
1897	République Sud-Africaine.....	4.303.000	18.300	"	"	85.328	78.009	20.000	"	"	"
1897	Chine et Corée.....	1.600.000	"	"	"	11.528	"	"	"	"	"
"	Divers.....	"	"	"	"	195	705	"	"	"	"
TOTALS en chiffres ronds..		628.096.000	32.576.000	8.075.000	20.492.000	352.371	5.355.894	458.000	747.000	430.000	67.500

(1) Y compris la Guyane anglaise pour l'or (3.171 kilogr.).

III. — SALAIRES DES OUVRIERS MINEURS EN FRANCE, POUR 1897⁽¹⁾.

1° BOUILLÈRES. (BOUILLE, ANTHRACITE ET LIGNITE.)

A l'intérieur :

101.693 ouvriers, dont 90.430 hommes, 6.215 jeunes gens de 16 à 18 ans et 5.048 enfants au-dessous de 16 ans.

A l'extérieur :

41.708 ouvriers, dont 29.659 hommes, 2.535 jeunes gens de 16 à 18 ans, 4.949 femmes et 4.565 enfants au-dessous de 16 ans.

Le tableau ci-après indique la moyenne, par ouvrier, des salaires des journées de travail et de la production dans les principaux bassins :

DÉSIGNATION des BASSINS BOUILLERS.	NOMBRE DES JOURNÉES de travail par ouvrier		SALAIRE ANNUEL par ouvrier		SALAIRE JOURNALIER par ouvrier		PRODUCTION ANNUELLE par ouvrier		FRAIS de main- d'œuvre par tonne pro- duite.
	du fond.	du jour.	du fond.	du jour.	du fond.	du jour.	du fond.	sans distinc- tion.	
								tonnes.		tonnes.
Nord et Pas-de-Calais.....	284	300	francs.	francs.	fr. c.	fr. c.	tonnes.	tonnes.	fr. c.
Saint-Etienne.....	304	292	1.456	971	4 64	3 32	322	247	5 01
Alais.....	294	302	1.358	930	4 63	3 07	324	210	6 12
Le Creusot et Blanzv.....	292	301	1.305	1.079	4 47	3 58	265	175	6 92
Aubin et Carmoux.....	269	273	1.171	820	4 35	3 01	316	180	6 72
Commeny.....	396	390	1.236	941	4 03	3 14	271	181	5 84
Lignites de Fuveau (Pro- vence).....	396	390	1.236	941	4 03	3 14	294	197	5 79
ENSEMBLE.....	240	278	1.079	855	4 50	3 08	238	173	5 89
ENSEMBLE.....	286	293	1.300	935	4 54	3 19	305	215	5 56

2° AUTRES MINES, Y COMPRIS LES SALINES.

A l'intérieur :

9.520 ouvriers, dont 9.259 hommes, 194 jeunes gens de 16 à 18 ans, et 67 enfants de 13 à 16 ans.

A l'extérieur :

3.583 ouvriers, dont 2.951 hommes, 218 jeunes gens de 16 à 18 ans, 257 femmes et 177 enfants.

Dans les mines de fer et minières (5.500 ouvriers du fond et 2.500 du jour), le salaire moyen annuel s'est élevé à 1.170 francs pour les ouvriers du fond et 922 francs pour les ouvriers du jour. Le salaire journalier du fond est de 4 fr. 68; celui du jour est de 3 fr. 69, et celui de l'ensemble de 4 fr. 38.

(1) Non compris l'Algérie.

IV. — LES ACCIDENTS DANS LES MINES (1).

Mines de charbon. — En 1897, on a compté 13,3 tués par 10.000 ouvriers du fond, 4,1 par 10.000 ouvriers de la surface et 10,7 par 10.000 ouvriers employés tant au fond qu'au jour.

La proportion des tués par 10.000 ouvriers employés tant à la surface qu'au fond des exploitations a été la suivante pendant les cinq dernières années :

	NOMBRE DES TUÉS DANS LES CHARBONNAGES par 10.000 ouvriers.		
	1 ^o Grisou.	2 ^o Autres causes.	Total.
1893.....	0,0	9,3	9,3
1894.....	0,0	8,5	8,5
1895.....	0,4	11,5	11,9
1896.....	0,2	12,8	13,0
1897.....	0,4	10,3	10,7

En 1897, il y a à peu près 5 tués par million de tonnes de charbon extrait, tandis que, vers 1835, ce million de tonnes coûtait plus de 30 vies d'hommes.

Autres mines. — En 1897, on a compté 25,3 tués par 10.000 ouvriers du fond, 8,3 par 10.000 ouvriers de la surface et 20,7 par 10.000 ouvriers tant du fond que du jour.

Femmes et enfants. — Sur 5.206 femmes employées dans les mines (charbon et autres) il y en a eu 1 tuée en 1897.

Sur 19.019 enfants au-dessous de 18 ans, il y a eu 19 tués, soit 10,3 pour 10.000, c'est-à-dire à peu près la même proportion que pour l'ensemble des ouvriers.

V. — ACCIDENTS DE CHAUDIÈRES ET RÉCIPIENTS À VAPEUR.

NOMBRES D'ACCIDENTS RAPPORTÉS À 10.000 APPAREILS EN ACTIVITÉ.

PÉRIODES.	ACCIDENTS.	TUÉS.	BLESSÉS.
1876-1880.....	3,6	4,4	4,5
1881-1885.....	3,4	3,7	3,5
1886-1890.....	3,2	2,6	1,8
1891-1895.....	2,9	1,9	1,8
1896.....	3,4	1,2	2,0
1897.....	3,4	1,6	2,0

(1) Pour la comparaison des accidents dans les mines des divers pays (France, Allemagne, Autriche, Belgique, Grande-Bretagne), voir *Bulletin* de 1894, page 187.

PLACEMENT GRATUIT.

ETAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{ER} AVRIL.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
FÉVRIER 1899.					FÉVRIER 1899.				
Paris (1 ^{er} arr ^t)..	337	138	118	14	Aix.....	76	33	28	"
— (iv ^e —) ..	632	576	513	6	Cholet.....	51	21	19	2
— (xv ^e —) ..	380	277	235	2	Nancy.....	190	110	95	"
— (xvii ^e —) ..	444	397	246	7	Nice.....	200	63	63	7
— (xx ^e —) ..	136	121	82	29	Nîmes.....	63	18	18	45
Lille.....	11	"	"	"	Saint-Étienne..	52	52	52	"
Lyon.....	119	90	38	1	Saumur.....	60	27	19	2
Nancy.....	121	39	26	"	Toulon.....	91	54	33	29
					Alger.....	604	362	230	244
MARS 1899.					MARS 1899.				
Paris (1 ^{er} arr ^t)..	2.141	2.119	1.414	"	Angers.....	243	129	127	16
— (vi ^e —) ..	511	215	191	1.374	Besançon (1)...	342	211	96	"
— (ix ^e —) ..	128	150	75	14	Boulogne-s-Mer.	71	46	37	"
— (xiii ^e —) ..	388	414	295	"	Bourges (2)...	143	88	77	6
— (xiv ^e —) ..	180	223	164	"	Carcassonne....	83	63	48	"
— (xix ^e —) ..	290	285	224	"	Clerm ^t -Ferrand..	251	92	87	4
Refuges munic..	"	"	71	262	Commeny.....	4	2	"	2
Levallois-Perret.	168	133	72	35	Le Havre.....	125	34	27	"
Brest.....	27	7	7	"	Montpellier....	200	58	58	"
Douai.....	3	21	"	"	Perpignan.....	70	26	16	7
Joigny.....	3	4	1	"	Toulon.....	77	40	22	10
Le Puy.....	22	10	10	"	Tours.....	379	216	201	"
Lisieux.....	63	52	44	"	Versailles.....	1	6	"	"
Louviers.....	4	3	2	"					
Lunéville.....	"	2	"	"					
Orléans.....	3	2	2	"					
Saint-Dizier....	40	29	22	2					
Senones.....	"	3	1	2					
Sens.....	43	21	12	"					
Trouville.....	16	4	4	"					
Versailles.....	6	4	3	"					

(1) Pendant les mois de janvier, février et mars.

(2) Pendant les mois de février et mars.

(1) Pendant les mois de janvier, février et mars.

(2) Pendant les mois de février et mars.

C. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (MARS 1899).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Couvreurs-zingueurs.....	9	3	1	2
Id.....	Id.....	Employés voyageurs et dessina- teurs.....	3	3	2	"
Allier.....	Moulins.....	Typographes.....	9	3	3	"
Alpes-Maritimes..	Nice.....	Confiseurs-pâtisseries.....	10	2	2	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	3	10	1	2
Id.....	Id.....	Serruriers.....	6	1	2	"
Ardennes.....	Charleville.....	Typographes.....	2	"	"	"
Bouches-du-Rhône	Marseille.....	Id.....	10	7	3	4
Id.....	Id.....	Tapissiers.....	"	3	"	3
Id.....	Id.....	Marbriers.....	3	3	3	"
Id.....	Id.....	Peintres décorateurs.....	101	"	98	3
Id.....	Id.....	Employés de commerce.....	30	20	12	"
Id.....	Id.....	Limonadiers-restaurateurs.....	"	"	43	428
Charente.....	Angoulême.....	Boulangers.....	40	38	15	23
Cher.....	Méry-ès-Bois.....	Bûcherons.....	8	"	"	"
Id.....	Vallenay.....	Id.....	30	"	"	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Typographes.....	3	"	"	"
Id.....	Id.....	Comptables.....	3	1	1	"
Dordogne.....	Périgueux.....	Boulangers.....	6	4	2	4
Gard.....	Nîmes.....	Confiseurs-pâtisseries.....	6	5	5	1
Haute-Garonne...	Toulouse.....	Union métallurgique.....	10	4	4	"
Id.....	Id.....	Mécaniciens.....	10	9	8	1
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	20	11	4	7
Gironde.....	Bordeaux.....	Boulangers.....	11	15	13	16
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	"	"	3	12
Id.....	Id.....	Charpentiers (haute futaie).....	240	10	"	"
Id.....	Id.....	Charbons-forgerons.....	8	"	"	"
Id.....	Id.....	Ferblantiers.....	"	"	"	2
Id.....	Id.....	Bouchers-charcutiers.....	60	"	"	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	48	28	28	35
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	47	52	21	3
Hérault.....	Béziers.....	Coiffeurs.....	11	17	4	7
Id.....	Montpellier.....	Boulangers.....	35	15	15	"
Id.....	Id.....	Cordonniers.....	"	"	7	6
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	15	8	6	12
Isère.....	Grenoble.....	Cuisiniers.....	"	"	4	"
Landes.....	Dax.....	Employés de commerce.....	1	"	"	"
Loire.....	Saint-Étienne.....	Cuisiniers.....	"	"	2	16
Loire-Inférieure..	Nantes.....	Relieurs-papetiers.....	1	"	"	"
Id.....	Id.....	Mécaniciens.....	3	"	"	"
Lot-et-Garonne...	Agen.....	Limonadiers.....	2	"	2	4
Maine-et-Loire...	Angers.....	Boulangers.....	21	9	9	13
Manche.....	Cherbourg.....	Repasseuses.....	6	"	"	"
Morue.....	Reims.....	Mécaniciens.....	"	5	"	"
Nord.....	Lille.....	Pâtisseries.....	32	26	26	7
Id.....	Id.....	Typographes.....	17	15	4	13
Id.....	Id.....	Boulangers.....	"	"	21	48
Id.....	Donai.....	Typographes.....	"	"	"	3
Id.....	Dunkerque.....	Maçons.....	20	2	2	"
Id.....	Tourcoing.....	Ouvriers de l'industrie textile.....	1	"	"	"
Oise.....	Beauvais.....	Typographes.....	4	2	"	2
Id.....	Id.....	Comptables.....	2	"	"	"

SYNDICATS OUVRIERS. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'emp- ploi.	OFFRES d'emp- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Orne.....	Alençon.....	Typographes.....	1	"	"	1
Puy-de-Dôme.....	Clermont-Ferrand.....	Cuisiniers.....	"	"	"	8
Id.....	Id.....	Solidarité des garçons limona- diers.....	"	"	40	150
Rhône.....	Lyon.....	Confiseurs-pâtisseries.....	6	6	1	"
Id.....	Id.....	Imprimeurs.....	1	"	"	"
Id.....	Id.....	Charpentiers.....	10	3	"	"
Id.....	Id.....	Employés de commerce.....	32	27	17	8
Saône.....	Le Mans.....	Plâtriers.....	8	2	"	"
Seine.....	Paris.....	Boulangers du XIII ^e arrondis- sement.....	"	22	7	19
Id.....	Id.....	Biscuitiers.....	32 ⁹	26	"	"
Id.....	Id.....	Confiseurs.....	31	5	3	2
Id.....	Id.....	Typographes.....	"	188	"	"
Id.....	Id.....	Margeurs-pointeurs.....	35	15	10	20
Id.....	Id.....	Conducteurs typographes.....	"	"	2	3
Id.....	Id.....	Dessinateurs, écrivains, litho- graphes.....	16	12	6	6
Id.....	Id.....	Selliers en voitures.....	"	35	30	5
Id.....	Id.....	Coupeurs de poils.....	"	"	14	7
Id.....	Id.....	Teinturiers dégraisseurs.....	75	85	30	25
Id.....	Id.....	Solidarité des ouvriers tailleurs.....	88	13	2	"
Id.....	Id.....	Couleurs de lessive.....	"	"	4	2
Id.....	Id.....	Charpentiers.....	13	13	"	"
Id.....	Id.....	Ménusiers.....	2	1	"	"
Id.....	Id.....	Charrons.....	37	47	37	"
Id.....	Id.....	Layetiers-emballieurs.....	9	4	4	"
Id.....	Id.....	Tourneurs-décolteurs.....	15	"	"	15
Id.....	Id.....	Chauffeurs-conducteurs-mécani- ciens.....	31	25	20	5
Id.....	Id.....	Union des chauffeurs-conducteurs mécaniciens.....	6	4	3	1
Id.....	Id.....	Ouvriers en instruments de pré- cision.....	35	21	27	"
Id.....	Id.....	Lanterniers pour voitures.....	4	4	4	"
Id.....	Id.....	Employés de la Compagnie gé- nérale des omnibus.....	14	"	9	"
Id.....	Id.....	Garçons de magasin et cochers livreurs.....	16	12	12	"
Id.....	Id. *	Dessinateurs en broderie.....	"	4	"	"
Id.....	Id.....	Employés à la Bourse du com- merce.....	15	3	3	"
Id.....	Id.....	La Renaissance, garçons restau- rateurs.....	144	144	33	111
Id.....	Id.....	L'Espérance, ouvriers limona- diers.....	194	210	188	6
Id.....	Id.....	Mutualité des ouvriers somme- liers.....	239	"	265	300
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	"	"	87	755
Id.....	Id.....	Boulangers du XIV ^e arrondisse- ment.....	3	"	4	6
Id.....	Id.....	Enseignement libre.....	25	18	5	13
Id.....	Saint-Denis.....	Boulangers.....	22	11	4	7
Somme.....	Amiens.....	Typographes.....	"	1	"	"
Id.....	Id.....	Serruriers.....	5	"	"	"
Tarn.....	Albi.....	Chapeliers-fouleurs.....	4	1	1	"
Var.....	Toulon.....	Carrossiers.....	2	"	"	"
Haute-Vienne.....	Limoges.....	Tonnelliers.....	3	1	1	"
Algérie.....	Alger.....	Pointeurs de la marine.....	30	2	"	10

D. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (MARS).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDER.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Alpes-Maritimes...	Nice.....	La Bienfaisante.....	3	3	1	2
Ardennes.....	Charleville.....	Association des employés.....	1	4	1	"
Charente.....	Cognac.....	Philanthropie cognaçaise.....	"	3	2	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Association des comptables et employés.....	3	1	1	"
Doubs.....	Besançon.....	Employés de commerce.....	2	"	"	"
Id.....	Montbéliard.....	Employés du commerce et de l'industrie.....	2	1	1	"
Hérault.....	Montpellier.....	Commis et employés.....	15	8	7	"
Loire.....	Saint-Étienne.....	Garçons d'hôtel et limonadiers.....	22	"	18	7
Loire-Inférieure..	Nantes.....	Fédération des mécaniciens et chauffeurs.....	4	4	3	1
Maine-et-Loire....	Angers.....	Société des maréchaux.....	15	26	15	"
Nord.....	Valenciennes.....	Anciens élèves de l'école.....	8	12	7	1
Id.....	Id.....	Société académique des comp- tables.....	3	3	3	"
Id.....	Id.....	Prévoyance des employés.....	1	1	"	"
Id.....	Id.....	Secrétariat du Peuple.....	1	1	"	1
Seine.....	Paris.....	Société «le Bâtiment».....	8	11	2	"
Id.....	Id.....	Union de la charcuterie.....	440	346	306	3
Id.....	Id.....	Union des employés du com- merce et de l'industrie.....	3	8	"	"
Id.....	Id.....	Société «la Couturière».....	6	12	"	"
Id.....	Id.....	Société «l'Étoile».....	406	1433	86	1347
Id.....	Id.....	Société de la boucherie.....	"	168	95	28
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	"	47	4	4
Id.....	Id.....	Association des comptables.....	121	96	47	21
Id.....	Id.....	Compagnons charrons.....	22	55	22	"
Id.....	Id.....	Société suisse des commerçants.....	92*	37	19	"
Id.....	Id.....	Union Helvetia.....	253	125	96	17
Id.....	Id.....	Société des architectes.....	25	13	2	"
Id.....	Id.....	Compagnons vitriers peintres du devoir.....	8	11	4	4
Id.....	Id.....	Société des cuisiniers.....	400	114	114	270
Id.....	Id.....	Employés d'hôtel.....	"	"	27	14
Id.....	Id.....	Compagnons et aspirants sabo- tiers-formiers.....	"	2	1	"
Id.....	Bagatelle.....	Union fraternelle des jardiniers de France.....	8	8	8	1
Seine-Inférieure..	Rouen.....	La Prévoyance mutuelle.....	5	4	4	"
Id.....	Le Havre.....	Coiffeurs.....	105	92	11	79
Id.....	Id.....	Employés de commerce.....	21	13	12	"
Somme.....	Amiens.....	Voyag. et représ. de commerce.....	1	1	"	"
Id.....	Id.....	Garçons de cafés et de rest...	25	115	25	37
Constantine.....	Batna.....	La Fraternelle.....	3	"	"	"

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (MARS).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à domicile	en outre.
Allier	Monlins	Patronage des prisonniers libérés	"	"	15	"
Bouches-du-Rhône.	Marseille	La Préservation	42	23	25	"
Id	Id	Assistance par le travail	27	12	21	"
Id	Id	Maison du marin	74	"	23	1
Charente-Inférie ^{re} ..	La Rochelle ..	Id	42	"	35	"
Drôme	Die	Asile orphelinat	3	6	2	"
Eure-et-Loir	Courville	Assistance par le travail	"	"	1	12
Id	Mainvillers ..	Œuvre de Saint-Jean	2	1	2	1
Haute-Garonne	Toulouse	Patronage des prisonniers libérés	18	3	3	"
Gironde	Bordeaux	Assistance par le travail	"	"	14	3
Id	Id	Maison du marin	138	152	68	"
Id	Blaye	Patronage des prisonniers libérés	1	"	"	1
Id	Courbeyrac ..	Orphelinat de Saint-Vincent-de-Paul ..	"	3	"	"
Indre-et-Loire	Tours	Office des travailleurs	529	219	194	"
Id	Id	Patronage des prisonniers libérés	3	"	2	"
Haute-Loire	Le Puy	Maison des Filles	9	"	9	"
Loire-Inférieure ..	Nantes	Œuvre du Sacré-Cœur	"	25	15	"
Id	Id	Maison du marin	73	"	65	59
Marne	La Chalmelle ..	Colonie agricole	15	18	9	7
Nord	Dunkerque ..	Maison du marin	"	"	92	"
Rhône	Lyon	Asile protestant	18	63	15	1
Id	Id	Société philanthropique savoisienne ..	58	73	44	"
Id	Id	Patronage des prisonniers libérés	28	"	21	"
Id	Id	Assistance par le travail	103	"	6	4
Id	Id	Association des Patrons catholiques ..	309	202	90	8
Seine	Paris	Maison des sœurs de la Croix	"	"	"	604
Id	Id	Œuvre des pauvres honteux	17	6	3	1
Id	Id	Société de protection des Alsaciens-Lorrains	"	6	5	"
Id	Id	Asile Saint-Charles	134	351	120	"
Id	Id	"The english catholic home"	72	67	9	1
Id	Id	Assistance par le travail du 3 ^e arrondissement	"	25	20	"
Id	Id	Patronage Saint-Antoine-de-Padoue ..	"	"	40	"
Id	Id	Home allemand	"	27	77	"
Id	Id	Association générale d'Alsace-Lorraine ..	270	383	176	"
Id	Id	Patronage de la Providence	6	2	"	"
Id	Id	Société charitable des visiteurs	36	21	10	3
Id	Id	Société philanthropique savoisienne ..	93	252	175	3
Id	Id	Société philanthropique	"	"	"	357
Id	Id	"The mission home"	83	102	26	2
Id	Id	Société protestante du travail	58	71	38	"
Id	Id	Patronage des libérés	236	"	22	"
Seine-Inférieure ..	Rouen	Œuvre du Sacré-Cœur	82	99	36	3
Seine-et-Marne	Melao	Assistance par le travail	33	33	10	23
Vosges	Remiremont ..	Secrétariat du peuple	2	1	1	"
Id	Id	Orphelinat de l'Enfant-Jésus	"	5	2	"

F. — SYNDICATS PATRONAUX (MARS).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Indre-et-Loire....	Tours.....	Charcuterie.....	63	26	22	"
Maine-et-Loire....	Angers.....	Pharmaciens.....	2	3	1	"
Marne.....	Reims.....	Id.....	"	4	"	"
Id.....	Id.....	Loueurs de chevaux et voitures.	3	10	"	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Union des maîtres d'hôtel.....	145	100	100	88
Seine.....	Paris.....	Architectes.....	37	6	5	"
Id.....	Id.....	Meunerie française.....	20	13	13	"
Id.....	Id.....	Épicerie (Gros et détail).....	578	354	462	"
Id.....	Id.....	Couteliers.....	20	23	18	"
Id.....	Id.....	Quincaillerie.....	"	52	27	4
Id.....	Id.....	Syndicat du papier et des in- dustries qui le transforment..	41	42	16	"
Id.....	Id.....	Boulangers.....	95	62	39	"
Id.....	Id.....	Instrument et appareils de l'art médical.....	10	6	10	"
Id.....	Id.....	Reliure.....	65	45	36	"
Id.....	Id.....	Beurre, œufs et fromages.....	232	272	103	6
Seine-Inférieure....	Le Havre.....	Épicerie.....	23	20	19	"
Seine-et-Oise.....	Isle-Adam.....	Bouchers-charcutiers.....	6	"	4	"
Id.....	St-Germain-en-Laye	Bâtiment.....	14	12	2	9

RÉCAPITULATION PAR PROFESSION DES PLACEMENTS EFFECTUÉS, EN 1898,
PAR LES BUREAUX MUNICIPAUX ET LES BOURSES DU TRAVAIL.

* (ayant fourni des renseignements à l'Office du travail).

1° BUREAUX MUNICIPAUX DE PARIS.

HOMMES.					FEMMES.				
PROFESSIONS.	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués		PROFESSIONS.	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
Valets de chambre.	219	74	45	"	Bonnes.....	14.916	13.690	11.023	216
Cochers et valets de pied.....	761	218	182	"	Cuisinières.....	2.920	2.639	2.252	76
Domestiques.....	337	101	114	16	Femmes de ménage	7.202	4.545	3.919	135
Concierges.....	1.193	309	241	"	Nourrices.....	36	9	6	"
Garçons de magasin	2.686	1.125	898	40	Couturières.....	4.852	5.539	3.138	2.780
Hommes de peine.	3.995	1.417	1.155	173	Lingères.....	1.373	1.700	817	1.010
Garçons de courses.	4.064	3.827	2.532	463	Fleuristes.....	1.087	2.848	624	2.947
Employés aux écri- tures.....	1.991	1.258	952	14	Modistes.....	697	1.323	406	920
Garçons de café....	801	675	556	19	Mécaniciennes...	1.497	1.768	1.019	590
Courriers et placiers	1.049	1.020	672	151	Demoiselles de ma- gasin.....	1.249	816	586	29
Apprentis.....	2.398	4.740	1.697	3.657	Demoiselles pour les courses.....	1.338	1.293	952	36
Grooms.....	334	256	187	7	Caissières.....	174	49	37	"
Divers.....	5.830	3.663	2.241	717	Divers.....	9.069	10.135	4.920	3.509
TOTAUX.....	25.658	18.683	11.472	5.257	TOTAUX.....	46.410	46.354	29.699	12.248

RÉCAPITULATION DES PLACEMENTS À DEMEURE ET DES PLACEMENTS EN EXTRA.

DÉSIGNATION.	PLACEMENTS à DEMEURE.		PLACEMENTS en EXTRA.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
TOTAUX des placements effectués par les Bureaux municipaux de Paris en 1898.....	11.472	29.699	5.257	12.248
TOTAUX généraux pour 1897.....	9.959	21.968	5.811	15.055
AUGMENTATION en 1898.....	1.513	4.731	"	"
DIMINUTION en 1898.....	"	"	554	2.807

Il n'y a pas de bureaux de placement dans les VII^e, VIII^e, XI^e et XVI^e arrondissements ; mais il existe dans le XI^e arrondissement une *société de placement gratuit* fondée le 25 juin 1871. La société a placé 1,010 personnes en 1898, dont 697 hommes et 320 femmes ; ces placements ont été faits à demeure.

2° AUTRES BUREAUX MUNICIPAUX.

Brest.
Douai.
Épinal.
Joigny.
Le Puy.
Levallois-Perret.

Lille.
Lisieux.
Louviers.
Lyon.
Montluçon.
Nancy.

Orléans.
Saint-Dié.
Sens.
Senones.
Trouville.
Versailles.

DÉSIGNATION.	DEMANDES D'EMPLOI.		OFFRES D'EMPLOI.		PLACEMENTS			
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	À DEMEURE.		EN EXTRA.	
					Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1 ^o Concierges, domestiques, valets de chambre, etc.....	1,242	5,157	638	3,712	432	2,094	16	74
2 ^o Employés de commerce, de bureau	1,505	181	523	67	449	54	31	40
3 ^o Employés et ouvriers de l'alimentation.....	273	18	105	15	72	12	7	2
4 ^o Jeunes gens et employés divers...	244	51	141	43	77	14	26	12
5 ^o Ouvriers de l'industrie en général.	747	437	550	331	184	110	159	102
TOTAUX.....	4,011	5,844	1,957	4,168	1,214	2,281	239	200

3° BOURSES DU TRAVAIL.

Aix.
Angers.
Carcassonne.
Cholet.
Dijon.

Le Havre.
Nîmes.
Saumur.
Saint-Nazaire.
Toulon.

Toulouse.
Vichy.
Alger.

DÉSIGNATION.	DEMANDES		OFFRES		PLACEMENTS			
	D'EMPLOI.		D'EMPLOI.		À DEMANDER.		EN EXTRA.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1° Concierges, domestiques, valets de chambre, etc.....	2.975	5.429	1.380	2.513	1.254	2.304	235	32
2° Employés de commerce, de bureau.	1.748	143	461	42	431	28	19	10
3° Employés et ouvriers de l'alimentation.....	1.593	"	1.104	"	734	"	723	"
4° Jeunes gens et employés divers. . .	107	16	27	15	27	7	"	1
5° Ouvriers de l'industrie en général.	9.750	1.212	4.374	005	3.135	128	843	8
TOTAUX.....	16.173	6.800	7.346	3.175	5.581	2.767	1.820	51

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

OEUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE JANVIER.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	2.782	155	607	"	23.084
Hospitalité de nuit (rue Lamaze).....	1.764	232	55	177	7.384
Idem. (rue Laghouat).....	1.386	176	"	161	4.481
Idem. (rue de Charonne).....	1.707	242	95	312	6.657
Idem. (rue de Tocqueville) en reconstruction....	"	"	"	"	"
Société philanthropique (rue de Crimée).....	"	"	184	27	887
— (rue Labat).....	"	"	400	35	1.305
— (rue Saint-Jacques)....	"	"	395	77	2.052
— (avenue du Maine)....	"	"	94	94	946

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de mars 1899, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. — CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne [1^{er} juillet 1898]. — Chambre syndicale des négociants en vannerie de la Thiérache (14 membres). Siège social : Origny-en-Thiérache.

Charente [1^{er} avril 1898]. — Syndicat des agents généraux des Compagnies d'assurances d'Angoulême (25 membres). Siège social : chez le président, à Angoulême.

[16 avril 1898]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de peinture, vitrerie et dorure d'Angoulême (25 membres). Siège social : café Alvary, rue du Marché, à Angoulême.

Charente-Inférieure [1^{er} décembre 1897]. — Syndicat des entrepreneurs et maîtres ouvriers des bâtiments (60 membres). Siège social : rue Chanzy, 66, à Rochefort.

Dordogne [29 mai 1886]. — Syndicat des patrons boulangers de l'arrondissement de Bergerac (22 membres). Siège social : café Cyrano, place Gambetta, à Bergerac.

[27 avril 1898]. — Syndicat des meuniers de la Dordogne (19 membres). Siège social : 31, rue de Bordeaux, à Périgueux.

Eure-et-Loire [1^{er} juin 1898]. — Syndicat de la boucherie de Chartres et de l'arrondissement (26 membres). Siège social : rue Régnier, 11, à Chartres.

Finistère [25 septembre 1894]. — Syndicat du commerce en gros des liquides du Finistère (46 membres). Siège social : Grande-rue, 26, à Brest.

Manche [17 mai 1898]. — Syndicat des experts et agents d'affaires de l'arrondissement de Mortain (15 membres). Siège social : Mortain.

Nord [1^{er} avril 1898]. — Syndicat des bouchers et charcutiers de Lannoy (59 membres). Siège social : Lannoy.

Basses-Pyrénées [16 mars 1886]. — Chambre syndicale du commerce en gros des vins et spiritueux des Basses-Pyrénées (38 membres). Siège social : cours Bosquet, 24, à Pau.

[1^{er} août 1898]. — Syndicat des voituriers de place de la ville de Pau (40 membres). Siège social : café du Cirque, à Pau.

Haute-Saône [22 janvier 1898]. — Syndicat du commerce des vins et spiritueux en gros de la Haute-Saône (63 membres). Siège social : rue Vergy, à Gray.

Sarthe [21 avril 1898]. — Chambre syndicale de la charcuterie de la ville du Mans (30 membres). Siège social : café du Grand Balcon, place de la République, au Mans.

[mars 1898]. — Chambre syndicale des meuniers de la Sarthe (20 membres). Siège social : Bourse du Commerce, au Mans.

Seine [18 janvier 1889]. — Chambre syndicale des bureaux de nourrices de la Ville de Paris (17 membres). Siège social : rue Saint-Denis, 1, à Paris.

[17 janvier 1896]. — Syndicat communal de la boulangerie de Boulogne-sur-Seine (20 membres). Siège social : boulevard de Strasbourg, 68, à Boulogne-sur-Seine.

Seine-Inférieure [16 mai 1882]. — Syndicat de la charcuterie de Rouen et de la banlieue (131 membres). Siège social : place Carnot, 27 et 39, à Rouen.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ain [1^{er} septembre 1898]. — Association syndicale des garçons bouchers, charcutiers et tripiers de la ville de Bourg (16 membres). Siège social : rue du Quatre-Septembre, 54, à Bourg.

Aveyron [16 février 1893]. — Union corporative des ouvriers gantiers de Millau (830 membres). — Siège social : Hôtel de ville, à Millau.

Charente [11 mai 1898]. — Syndicat des ouvriers peintres d'Angoulême (25 membres). Siège social : Bourse du travail, à Angoulême.

[3 novembre 1898]. — Syndicat des ouvriers lithographes d'Angoulême (28 membres). Siège social : Bourse du travail, à Angoulême.

Cher [28 décembre 1897]. — Syndicat des ouvriers paveurs du Cher, à Bourges (12 membres). Siège social : Bourse du travail, à Bourges.

Corse [9 mars 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers typographes d'Ajaccio (30 membres). Siège social : Hôtel de ville, à Ajaccio.

Dordogne [25 octobre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de pierre, maçons, manœuvres, carriers et scieurs de pierre de la ville de Périgueux (43 membres). Siège social : rue Auberge, 6, à Périgueux.

[21 décembre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers sabotiers et des industries similaires (20 membres). Siège social : 6, rue Auberge, à Périgueux.

[1^{er} novembre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers plâtriers de Périgueux (37 membres). Siège social : rue Auberge, 6, à Périgueux.

[1^{er} novembre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers peintres en bâtiments de la ville de Périgueux (41 membres). Siège social : rue Auberge, 6, à Périgueux.

[1^{er} novembre 1898]. — Syndicat des ouvriers brossiers de Périgueux (10 membres). Siège social : rue Auberge, 6, à Périgueux.

[1^{er} novembre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers charpentiers de Périgueux (30 membres). Siège social : rue Auberge, 6, à Périgueux.

[1^{er} novembre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers et ébénistes de la ville de Périgueux (33 membres). Siège social : rue Auberge, 6, à Périgueux.

Finistère [4 mars 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers peintres et plâtriers de Brest (78 membres). Siège social : rue du Marché-aux-Toiles, 2, à Brest.

Gard [15 juin 1898]. — Association des employés de commerce et de l'industrie de la ville de Nîmes (328 membres). Siège social : rue Auguste, 8, à Nîmes.

[9 octobre 1898]. — Société amicale des ouvriers mineurs et employés de la division de Trescol (550 membres). Siège social : Trescol.

Meurthe-et-Moselle [19 novembre 1898]. — Syndicat des ouvriers en métaux de Nancy (17 membres). Siège social : rue Clodion, 6, à Nancy.

Meuse [12 juin 1898]. — Union syndicale des ouvriers carriers et mineurs travaillant dans le département de la Meuse (50 membres). Siège social : Savonnières-en-Perthois.

Nord [26 mai 1898]. — Union amicale du personnel civil libre des établissements de l'artillerie (640 membres). Siège social : rue des Ferronniers, 19, à Douai.

[4 mars 1888]. — Chambre syndicale des ouvriers monteurs de Jacquarts de Roubaix et environs (30 membres). Siège social : Grande place, 8, à Roubaix.

Pyénées-Orientales [18 mai 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers charretiers de Perpignan (40 membres). Siège social : Bourse du travail, à Perpignan.

Haute-Saône [juillet 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers sur métaux de la vallée du Rahin (750 membres). Siège social : Plancher-les-Mines.

3^e SYNDICATS AGRICOLES.

Aisne [30 mai 1898]. — Syndicat agricole de Fauoucourt (14 membres). Siège social : Fauoucourt.

Basses-Alpes [novembre 1889]. — Syndicat agricole de Parrondissement de Sisteron (2,250 membres). Siège social : rue Saunerie, 30, à Sisteron.

Ardèche [18 décembre 1898]. — Syndicat agricole de la commune de Viviers (50 membres). Siège social : café Daumas, place de la Roubine, à Viviers.

[24 février 1895]. — Syndicat agricole de Saint-Sébastien (60 membres). Siège social : Labeaume.

[2 octobre 1897]. — Syndicat agricole de Laurac (180 membres). Siège social : Laurac.

[21 décembre 1889]. — Syndicat des viticulteurs de Saint-Péray (15 membres). Siège social : Saint-Péray.

Aude [1^{er} décembre 1893]. — Syndicat viticole de Villeneuve-Minervois (15 membres). Siège social : Villeneuve-Minervois.

Charente [1^{er} mai 1898]. — Syndicat agricole de Garat (130 membres). Siège social : Garat.

[27 mars 1898]. — Syndicat agricole de Brie-sous-Chalais (102 membres). Siège social : Brie-sous-Chalais.

[16 octobre 1898]. — Syndicat agricole de Bellon (24 membres). Siège social : Bellon.

[juin 1898]. — Ligue des paysans de France (section des vigneron charentais) [11 membres]. Siège social : Genac.

Corse [18 octobre 1898]. — Société d'agriculture et syndicat économique de la commune de Levie (52 membres). Siège social : Levie.

Finistère [5 octobre 1897]. — Syndicat agricole du Châteauneuf-de-Faou (6 membres). Siège social : Châteauneuf-du-Faou.

[12 avril 1898]. — Syndicat agricole du canton de Ploudalmézeau (70 membres). Siège social : Ploudalmézeau.

[7 avril 1890]. — Syndicat agricole paroissial de Serignac (18 membres). Siège social : Morlaix.

Gers [17 mars 1898]. — Syndicat agricole et alimentaire de la Sauvetat (84 membres). Siège social : la Sauvetat.

[29 novembre 1897]. — Syndicat agricole de la commune de Giscaro (72 membres). Siège social : Giscaro.

[12 septembre 1897]. — Association syndicale des agriculteurs et viticulteurs de Flamarens et des communes limitrophes (39 membres). Siège social : Flamarens.

Isère [10 janvier 1898]. — Syndicat agricole de Beaulieu (40 membres). Siège social : Beaulieu.

[18 décembre 1898]. — Syndicat agricole du Pin (70 membres). Siège social : Le Pin.

Jura [19 juin 1898]. — Syndicat agricole et viticole de la commune de Montain, et des communes du Pin, du Louverot et du Vernois (34 membres). Siège social : Montain.

Lozère [1^{er} janvier 1898]. — Syndicat agricole de Chambon-le-Château (36 membres). Siège social : Chambon-le-Château.

Marne [21 juillet 1898]. — Syndicat communal de défense contre le phylloxera (141 membres).
Siège social : Nogent-l'Abbesse.

[13 septembre 1898]. — Syndicat viticole antiphyloxérique (106 membres). Siège social : Damery.

Meuse [27 novembre 1898]. — Syndicat agricole de prévoyance contre la mortalité du bétail de Breux (94 membres). Siège social : Breux.

[18 décembre 1898]. — Syndicat agricole de prévoyance contre la mortalité du bétail de Quincy-Landzécourt (48 membres). Siège social : Quincy.

[15 novembre 1898]. — Syndicat agricole de prévoyance contre la mortalité du bétail de la Thonne (60 membres). Siège social : Avioth.

[10 décembre 1898]. — Syndicat agricole de prévoyance contre la mortalité du bétail de Délut-Wittarville (54 membres). Siège social : Délut.

[4 décembre 1898]. — Syndicat agricole de prévoyance contre la mortalité du bétail de la Loison (68 membres). Siège social : Juvigny-sur-Loison.

Pas-de-Calais [20 novembre 1898]. — Syndicat agricole de Selques (12 membres). Siège social : Selques.

Basses-Pyrénées [16 décembre 1898]. — Syndicat agricole d'Assat (50 membres). Siège social : Assat.

[1 janvier 1897]. — Syndicat agricole d'Asson (80 membres). Siège social : Asson.

[1^{er} février 1897]. — Syndicat des agriculteurs de la commune de Bruges et des communes voisines (24 membres). Siège social : Bruges.

[13 décembre 1894]. — Syndicat agricole de Lescar (75 membres). Siège social : Lescar.

Hautes-Pyrénées [25 août 1895]. — Syndicat d'industrie agricole de Houeydets (7 membres).
Siège social : Houeydets.

Haute-Saône [10 janvier 1898]. — Syndicat agricole de Baulay (25 membres). Siège social : Baulay.

[15 décembre 1897]. — Syndicat agricole de Motey-Besuche (23 membres). Siège social : Motey-Besuche.

[4 octobre 1891]. — Syndicat agricole et viticole de la commune de Betoncourt-sur-Mance (30 membres).
Siège social : Betoncourt-sur-Mance.

[8 mars 1895]. — Syndicat agricole de Poyans (28 membres). Siège social : Poyans.

Sarthe [1^{er} août 1895]. — Syndicat des agriculteurs de la Fontaine-Saint-Martin (70 membres).

[17 novembre 1895]. — Syndicat des agriculteurs de Brains (71 membres). Siège social : Brains.

Savoie [en 1898]. — Syndicat agricole de Salins (15 membres). Siège social : Salins.

Tarn-et-Garonne [13 juillet 1890]. — Syndicat agricole pour le canton de Beaumont-de-Lomagne (120 membres). Siège social : commune de Gariès.

4^e UNIONS DE SYNDICATS.

Finistère [septembre 1897]. — Fédération syndicale des travailleurs du Finistère (13 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue du Marché-aux-Toiles, 2, à Brest.

Isère [15 juin 1897]. — Union syndicale agricole du Dauphiné (40 syndicats agricoles adhérents).
Siège social : rue des Alpes, 6, à Grenoble.

Alger [24 juillet 1898]. — Union des syndicats des négociants d'Alger (4 syndicats adhérents).
Siège social : rue d'Oran, 1, à Alger.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre] est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne [28 octobre 1891]. — Syndicat général des loueurs de voitures et chevaux, et entrepreneurs de voitures publiques de l'Aisne, de la Marne, de l'Oise, de Seine-et-Marne et autres départements (45 membres). Siège social : rue Saint-Martin, n° 53, à Soissons.

Allier [14 décembre 1896]. — Chambre syndicale de la boulangerie du canton de Montmarault (7 membres). Siège social : Montmarault.

[5 juillet 1886]. — Chambre syndicale de la boulangerie de l'arrondissement de Gannat (11 membres). Siège social : rue Cerize, à Gannat.

[8 décembre 1891]. — Association syndicale des propriétaires de sources minérales et thermales du bassin de Vichy (18 membres). Siège social : rue du Pont, n° 8, à Vichy.

[15 septembre 1895]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de menuiserie de la ville de Vichy (16 membres). Siège social : boulevard des Célestins, n° 113, à Vichy.

[janvier 1894]. — Association syndicale des maîtres d'hôtels de Vichy (27 membres). Siège social : café Lyonnais, rue du Pont, à Vichy.

Alpes-Maritimes [2 février 1896]. — Syndicat des fabricants de pâtes alimentaires des Alpes-Maritimes (20 membres). Siège social : boulevard du Pont-Vieux, 1, à Nice.

[mai 1881]. — Chambre syndicale de la carrosserie et du charonnage (33 membres). Siège social : 34, boulevard Risso, à Nice.

[29 novembre 1896]. — Syndicat général des entrepreneurs de transport et commissionnaires expéditeurs de la ville de Nice (24 membres). Siège social : 6, rue Gubernatis, à Nice.

[1^{er} décembre 1895]. — Syndicat du commerce des huiles d'olive de Nice (12 membres). Siège social : avenue de la gare, à Nice.

[28 mars 1891]. — Syndicat de la presse quotidienne (22 membres). Siège social : 2, rue Charles-Albert, à Nice.

[mars 1895]. — Chambre syndicale des tapissiers, marchands de meubles et miroitiers de la ville de Nice et du département (25 membres). Siège social : 12, rue Saint-François de Paule, à Nice.

Aude [28 septembre 1897]. — Chambre syndicale de la boucherie, charcuterie et triperie (15 membres). Siège social : 1, rue de la Rivière, à Carcassonne.

[8 février 1894]. — Chambre syndicale horticole à Carcassonne (57 membres). Siège social : café Durand, boulevard Barbès, à Carcassonne.

[5 décembre 1889]. — Chambre syndicale des boulangers de l'arrondissement de Limoux (30 membres). Siège social : 10, rue de la Trinité, à Limoux.

Charente [en 1897]. — Chambre syndicale des patrons cochers de place de la ville de Cognac (22 membres). Siège social : Bourse du travail, à Cognac.

[1^{er} novembre 1892]. — Chambre syndicale de l'Union de la boucherie et de la charcuterie d'Angoulême (35 membres). Siège social : café Alvarez, rue du Marché, à Angoulême.

[23 août 1884]. — Syndicat professionnel régional des fabricants de papier du Sud-Ouest (15 membres). Siège social : cercle du commerce, rue Chabrefy, à Angoulême.

Cher [11 août 1891]. — Chambre syndicale des coiffeurs du Cher (27 membres). Siège social : 7, rue d'Auron, à Bourges.

Corrèze [18 juin 1896]. — Syndicat des patrons coiffeurs de Tulle (30 membres). Siège social : Hôtel de Ville, à Tulle.

[20 février 1897]. — Chambre syndicale des patrons boulangers de Tulle (20 membres). Siège social : rue de la Barrière, à Tulle.

Côte-d'Or [11 octobre 1897]. — Syndicat des baigneurs de Dijon (5 membres). Siège social : Dijon.

Dordogne [7 août 1897]. — Chambre syndicale de la boulangerie de Sarlat et des environs (18 membres). Siège social : Sarlat.

Haute-Garonne [21 août 1897]. — Syndicat des négociants en épicerie et droguerie au détail de la ville de Toulouse (60 membres). Siège social : 44, rue Saint-Rome, à Toulouse.

[31 janvier 1887]. — Syndicat des cuirs et peaux (13 membres). Siège social : 2, rue du Taur, à Toulouse.

[27 septembre 1890]. — Chambre régionale des géomètres des départements de la Haute-Garonne et du Tarn-et-Garonne (18 membres). Siège social : Grenade.

[31 octobre 1897]. — Chambre syndicale de l'alimentation toulousaine (40 membres). Siège social : 1, rue Merly, à Toulouse.

[31 juillet 1896]. — Syndicat des marchands et courtiers en fruits et primeurs (25 membres). — Siège social : 1, place du Capitole, à Toulouse.

Loire-Inférieure [23 décembre 1894]. — Syndicat de la boucherie de Saint-Nazaire (15 membres). Siège social : Saint-Nazaire.

[10 octobre 1895]. — Chambre syndicale des fabricants de galoches de Nantes (8 membres). Siège social : Café de Paris, rue du Couédic, à Nantes.

Haute-Marne [10 janvier 1897]. — Chambre syndicale de la boulangerie de Chaumont (13 membres). Siège social : 32, rue de Buxereuilles, à Chaumont.

Nord [1^{er} septembre 1896]. — Syndicat des marchands de charbon de Lille et des environs (40 membres). Siège social : 25, rue de la Vieille-Comédie, à Lille.

[30 juin 1895]. — Syndicat des agents généraux d'assurances de l'arrondissement de Cambrai (12 membres). Siège social : 46, rue des Capucins, à Cambrai.

[31 décembre 1885]. — Syndicat des brasseurs (7 membres). Siège social : 23, rue des Anglaises à Cambrai.

[1^{er} juin 1895]. — Association syndicale des marchands bouchers et charcutiers de la ville et du canton du Cateau (7 membres). Siège social : 16, rue Marie-Lorgne, au Cateau.

[20 novembre 1894]. — Chambre syndicale des débitants de boissons de la ville de Roubaix (200 membres). Siège social : rue de la Gare, café Oscar, à Roubaix.

[9 juillet 1895]. — Union des filateurs de laines peignées de Tourcoing (24 membres). Siège social : place Leverrier, à Tourcoing.

Basses-Pyrénées [1^{er} octobre 1895]. — Syndicat des médecins de Biarritz (14 membres). Siège social : Hôtel de Ville, à Biarritz.

Seine-Inférieure [7 mai 1893]. — Syndicat du commerce de l'épicerie et des commerces et industries qui s'y rattachent du rayon elbeuvien (50 membres). Siège social : Hôtel de Ville, à Elbeuf.

Somme [16 avril 1893]. — Syndicat des fabricants de chaussures, tanneurs, corroyeurs et mégisiers du département de la Somme (23 membres). Siège social : 12, rue Jules-Lardière, à Amiens.

Tarn [26 juin 1889]. — Syndicat des fabricants de péruvienues de Castres (12 membres). Siège social : rue de l'Hôtel-de-Ville, à Castres.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ain [1^{er} février 1885]. — Chambre syndicale des ouvriers sabotiers de la ville d' Bourg (25 membres). Siège social : 9, allée de Challes, à Bourg.

Aisne [16 octobre 1890]. — Chambre syndicale des tisseurs et tisseuses à la main et à la mécanique de Serain (3 membres). Siège social : Serain.

Allier [en 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers en bâtiments (70 membres). Siège social : place de la République (salle de l'ancienne justice de paix) à Montluçon.

[26 mai 1898]. — Syndicat des ouvriers charpentiers en bâtiment de Montluçon (50 membres). Siège social : place Denis-Papin, salle Courty, à Montluçon.

Alpes-Maritimes [12 février 1895]. — Syndicat des ouvriers ferblantiers, plombiers et zingueurs de la ville de Grasse (24 membres). Siège social : rue de l'Oratoire, à Grasse.

[20 mai 1897]. — Syndicat des employés des tramways et similaires de la ville de Nice (75 membres). Siège social : Bourse du travail, à Nice.

[12 juillet 1891]. — Chambre syndicale ouvrière des coiffeurs de la ville de Nice (65 membres). Siège social : Bourse du travail, à Nice.

[18 novembre 1897]. — Syndicat des garçons de magasin de la ville de Nice (40 membres). Siège social : Bourse du travail, à Nice.

Aude [1^{er} août 1897]. — Syndicat des ouvriers agriculteurs d'Ornaisons (26 membres). Siège social : Ornaisons.

[21 septembre 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers maçons et tailleurs de pierres de la ville de Carcassonne (25 membres). Siège social : Hôtel Courtejaire, à Carcassonne.

[11 juillet 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers plâtriers de la ville de Carcassonne (123 membres). Siège social : Hôtel Courtejaire, à Carcassonne.

Aveyron [30 septembre 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers mineurs du bassin d'Aubin (membres). Siège social : Le Guà, commune d'Aubin.

[20 septembre 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers en bâtiment du bassin d'Aubin (membres). Siège social : Le Guà, commune d'Aubin.

[1^{er} août 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers teinturiers en peaux et palissonneurs en couleurs (18 membres). Siège social : Hôtel de Ville, à Millau.

[1^{er} novembre 1895]. — Union fédérale des ouvriers gantiers de Millau (50 membres). Siège social : Hôtel de Ville, à Millau.

[17 octobre 1895]. — Fédération française des travailleurs du Livre (156^e section) (5 membres). Siège social : Hôtel de Ville, à Millau.

Cantal [12 novembre 1882]. — Société typographique aurillacoise (8 membres). Siège social : 14, rue Croumaly, à Aurillac.

Charente [juin 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers de la ville de Cognac (25 membres). Siège social : Bourse du travail, à Cognac.

[3 janvier 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers plâtriers de la ville de Cognac (28 membres). Siège social : Bourse du travail, à Cognac.

[avril 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers carrossiers de la ville de Cognac (26 membres). Siège social : Bourse du travail, à Cognac.

[21 avril 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers peintres de la ville de Cognac et des environs (20 membres). Siège social : Bourse du travail, à Cognac.

[décembre 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers jardiniers de Cognac (26 membres). Siège social : Bourse du travail, à Cognac.

[août 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers cimentiers et carreleurs de Cognac (29 membres). Siège social : Bourse du travail, à Cognac.

[2 octobre 1895]. — Syndicat des travailleurs sur cuivre d'Angoulême (10 membres). Siège social : Bourse du travail, à Angoulême.

Cher [3 juillet 1894]. — Syndicat des ouvriers bûcherons et travaux similaires de Brinay (20 membres). Siège social : Brinay.

[28 juin 1894]. — Syndicat des ouvriers bûcherons et travaux similaires de Saint-Martin d'Auxigny (26 membres). Siège social : Meillant.

[16 décembre 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers casseurs de cailloux et journaliers de Chaligny-Milon et communes circonvoisines (67 membres). Siège social : Chaligny-Milon.

[18 mars 1894]. — Syndicat des ouvriers bûcherons et travaux similaires de la commune d'Allogny (86 membres). Siège social : Allogny.

Dordogne [19 avril 1891]. — Syndicat professionnel des maçons et tailleurs de pierre de Bergerac (11 membres). Siège social : place Gambetta, à Bergerac.

Eure-et-Loir [1^{er} septembre 1896]. — Société syndicale des ouvriers et ouvrières en chapellerie (100 membres). Siège social : 12, rue Saint-Hilaire, à Nogent-le-Rotrou.

[1^{er} février 1897]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières en chaussonnerie et cordonnerie de Nogent-le-Rotrou (107 membres). Siège social : 1, rue Sainte-Anne, à Nogent-le-Rotrou.

Gard [1^{er} juin 1897]. — Syndicat mutuel des travailleurs du livre d'Alais (18 membres). Siège social : rue d'Aréjeau, à Alais.

[17 janvier 1897]. — Syndicat des ouvriers terrassiers et agricoles (100 membres). Siège social : place Saint-Louis, à Aigues-Mortes.

Haute-Garonne [12 mai 1895]. — Chambre syndicale des pâtisseries de Toulouse (29 membres). Siège social : 1, rue Merly, à Toulouse.

[18 février 1898]. — Chambre syndicale des revendeuses de la ville de Toulouse (50 membres). Siège social : 1, rue Merly, à Toulouse.

[23 janvier 1892]. — Chambre syndicale des chapeliers appropriateurs de la ville de Toulouse (30 membres). Siège social : 1, rue Merly, à Toulouse.

[15 août 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers en limes (25 membres). Siège social : 1, rue Merly, à Toulouse.

[19 décembre 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers charpentiers de la ville de Toulouse (37 membres). Siège social : 1, rue Merly, à Toulouse.

[12 octobre 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers coupeurs chemisiers de la ville de Toulouse (20 membres). Siège social : 1, rue Merly, à Toulouse.

[16 février 1893]. — Syndicat des musiciens philanthropes de la ville de Toulouse (30 membres). Siège social : 1, rue Merly, à Toulouse.

Indre-et-Loire [9 janvier 1895]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières boutonnières en os et en corne de la ville de Tours (25 membres). Siège social : Bourse du travail, à Tours.

[23 juillet 1897]. — Chambre syndicale des employés et ouvriers de la Compagnie générale française des tramways de la ville de Tours et extension (23 membres). Siège social : 3, place du Château-neuf, Bourse du travail, à Tours.

[2 juin 1893]. — Association amicale des cochers de la ville de Tours (22 membres). Siège social : Hôtel du Grand-Turc, place Salois, à Tours.

[25 octobre 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers en voiture de la ville de Tours et du département d'Indre-et-Loire (35 membres). Siège social : 3, place du Château-neuf, Bourse du travail, à Tours.

Isère [1^{er} août 1893]. — Union syndicale des teinturiers en peaux et palissonneurs en couleurs de Grenoble (200 membres). Siège social : 21, rue Très-Cloîtres, à Grenoble.

[2 juin 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers cardeurs de Vienne (57 membres). Siège social : 3, rue des Clercs, à Vienne.

[1^{er} novembre 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers coiffeurs de Grenoble (38 membres). Siège social : Bourse du travail, à Grenoble.

[9 octobre 1895]. — Union syndicale des tisseurs, tisseuses et similaires de Vienne (200 membres). Siège social : 16, rue des Clercs, à Vienne.

Loire-Inférieure [en 1892]. — Syndicat des mouleurs-modeleurs de Saint-Nazaire (57 membres). Siège social : Bourse du travail, à Saint-Nazaire.

[20 mai 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers cordonniers de la pièce entière de la ville de Nantes (29 membres). Siège social : rue Jeanne-d'Arc, 8, à Nantes.

[9 février 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers peintres (49 membres). Siège social : Bourse du travail, à Saint-Nazaire.

[9 février 1893]. — Union culinaire (Société amicale des cuisiniers et garçons de cuisine de la région de l'Ouest (160 membres). Siège social : rue Vauban, 2, à Nantes.

[29 avril 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers carriers et manœuvres carriers de la ville de Chantenay (3 membres). Siège social : Chantenay.

Marne [23 mai 1896]. — Syndicat des ouvriers encolleurs de la ville de Reims (19 membres). Siège social : chemin de Saint-Étienne, café Putat, à Reims.

Nièvre [30 mars 1897]. Syndicat des ouvriers bûcherons de Champlemy (14 membres). Siège social : Champlemy.

[5 juillet 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers verriers de Saint-Léger-des-Vignes (100 membres). Siège social : Saint-Léger-des-Vignes.

Nord [en 1889]. — Chambre syndicale des verriers à bouteilles d'Escautpont (100 membres). Siège social : Escautpont.

[Février 1891]. — Union syndicale des ouvriers chaudronniers en fer de la section de Fives (15 membres). Siège social : rue Philadelphie, 14, à Lille.

[1^{er} octobre 1897]. — Syndicat des tourneurs de cylindres du Nord de la France (22 membres). Siège social : Hautmont.

[10 janvier 1897]. — Syndicat des ouvriers métallurgistes et autres de Marpent et des environs (110 membres). Siège social : Marpent.

[10 août 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers galochiers de Lille et des environs (25 membres). Siège social : rue de Béthune, 21, à Lille.

[25 décembre 1887]. — Chambre syndicale des ouvriers rentreurs de Tourcoing (37 membres). Siège social : rue de Calais, 70, à Tourcoing.

[1^{er} janvier 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers du port de Dunkerque (50 membres). Siège social : rue des Bassins, 40, à Dunkerque.

[19 septembre 1897]. — Association syndicale des balayeurs de rues de la ville de Lille (80 membres). Siège social : rue de Béthune, 21, à Lille.

Basses-Pyrénées [31 mai 1897]. — Chambre syndicale des mouleurs et parties similaires des fonderies de Boucau et Bayonne (40 membres). Siège social : Boucau.

Pyrénées-Orientales [1^{er} octobre 1892]. — Syndicat des travailleurs du bâtiment et des terrassiers de Pia (41 membres). Siège social : Pia.

Seine. — [21 janvier 1893]. — Alliance syndicale des auxiliaires du commerce (association professionnelle de voyageurs, représentants et employés de commerce (218 membres). Siège social : rue Vivienne, 12, à Paris.

[28 avril 1892]. — Cercle corporatif des ouvriers mécaniciens de la Seine (600 membres). Siège social : 117, rue Oberkampf, à Paris. A fusionné avec l'Union corporative des ouvriers mécaniciens.

Seine-Inférieure [1^{er} juillet 1896]. — Chambre syndicale des cuisiniers et garçons de cuisine (30 membres). Siège social : Bourse du travail, à Rouen.

[21 septembre 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers fumistes en bâtiment de Rouen (3 membres). Siège social : Bourse du travail, à Rouen.

[8 décembre 1896]. — Chambre syndicale des confectionneuses, lingères, finisseuses et couturières de Rouen (25 membres). Siège social : Place de la Haute-Vieille-Tour, à Rouen.

[Septembre 1884]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers de la ville de Rouen (64 membres). Siège social : Place de la Haute-Vieille-Tour, à Rouen.

[1^{er} décembre 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers sabotiers-galochiers de Rouen (30 membres). Siège social : rue de la Haute-Vieille-Tour, à Rouen.

[25 mai 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers cordonniers en cousu, piqueurs et piqueuses de Rouen (12 membres). Siège social : rue Haute-Vieille-Tour, à Rouen.

[17 août 1883]. — Syndicat des ouvriers charrons de Rouen et de la banlieue (4 membres). Siège social : Place de la Haute-Vieille-Tour, à Rouen.

[15 juillet 1881]. — Chambre syndicale des ouvriers broisseurs de la ville de Rouen et des environs (68 membres). Siège social : place de la Haute-Vieille-Tour, à Rouen.

Somme [4 octobre 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers métallurgistes d'Amiens (36 membres). Siège social : rue Saint-Leu, 97, à Amiens.

[8 mai 1893]. — Chambre syndicale corporative des ouvriers bonnetiers et assimilés de Villers-Bretonneux et des environs (123 membres). — Siège social : Villers-Bretonneux.

Tarn [17 avril 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers des aciéries du Saut-du-Tarn (100 membres). Siège social : Saint-Juéry.

[1^{er} janvier 1888]. — Syndicat des ouvriers fileurs de Castres (10 membres). Siège social : Place Soult, à Castres.

[30 mars 1892]. — Syndicat des ouvriers chaudronniers de Durfort (33 membres). Siège social : Durfort.

[20 mars 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers mineurs d'Albi (500 membres). Siège social : Saint-Sernin-les-Mailhoc.

[23 juin 1883]. — Chambre syndicale des ouvriers mineurs de Carmaux (2,200 membres). Siège social : rue Victor-Hugo, à Carmaux.

[14 avril 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers-ébénistes de la ville d'Albi (16 membres). Siège social : Hôtel de Ville, à Albi.

[21 mars 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers manœuvres d'Albi (71 membres). Siège social : Hôtel de Ville, à Albi.

3° SYNDICATS MIXTES.

Loire-Inférieure [1^{er} juillet 1894]. — Syndicat Sainte-Radegonde-de-Nantes. — Association professionnelle de l'industrie du blanchissage (28 membres). Siège social : 12, rue Meunier, à Nantes.

Marne [29 décembre 1890]. — Corporation de Notre-Dame-de-l'Usine et de l'atelier des patronnes, employées et ouvrières de l'habillement (18 membres). Siège social : 12, rue Robert-de-Coucy, à Reims.

Nord [15 décembre 1891]. — Union syndicale des marins réunis de France (800 membres). Siège social : 4, rue Saint-Jean, à Dunkerque.

Tarn [28 janvier 1896]. — Syndicat mixte et philanthropique pour le développement de l'industrie à Graulhet (60 membres). Siège social : rue Saint-Projet, à Graulhet.

4° SYNDICATS AGRICOLES.

Aisne [16 décembre 1886]. — Syndicat agricole de Saint-Quentin (50 membres). Siège social : 80, rue Saint-Anne, à Saint-Quentin.

Basses-Alpes [9 décembre 1894]. — Syndicat agricole de la Bréole (32 membre). Siège social : La Bréole.

[20 janvier 1880]. — Syndicat agricole du canton de Volonne (59 membres). Siège social : Château-Arnoux.

[30 juin 1893]. — Syndicat antiphyllloxérique des viticulteurs Bas-Alpins (30 membres). Siège social : Digne.

[30 juin 1894]. — Syndicat agricole «L'Avenir» (400 membres). Siège social : rue du Collège, à Sisteron.

Aube [en 1897]. — Syndicat agricole de Voigny (19 membres). Siège social : Voigny.

Aude [30 septembre 1897]. — Syndicat agricole de Rouffiac-d'Aude (25 membres). Siège social : Rouffiac-d'Aude.

Cher [15 juin 1885]. — Chambre syndicale agricole et viticole de l'arrondissement de Bourges (373 membres). Siège social : 19, rue des Écoles, à Bourges.

Côte-d'Or [8 mars 1891]. — Syndicat viticole de la Côte Dijonnaise (1,450 membres). Siège social : rue Vauban, à Dijon.

[16 janvier 1890]. — Syndicat agricole de Fontaine-Française (150 membres). Siège social : Fontaine-Française.

Côtes-du-Nord [10 janvier 1890]. — Syndicat professionnel des agriculteurs du canton de Corlay (92 membres). Siège social : Corlay.

[10 avril 1890]. — Syndicat agricole du canton de Perros-Guirec (30 membres). Siège social : Perros-Guirec.

Dordogne [27 juin 1895]. — Syndicat agricole du canton de Saint-Astier (30 membres). Siège social : Saint-Astier.

[Juillet 1896]. — Syndicat des propriétaires de la côte de Monbazillac (17 membres). Siège social : Monbazillac.

Indre-et-Loire [21 janvier 1894]. — Syndicat agricole du Nord de la Touraine et du Bas-Vendômois (55 membres). Siège social : Aux Pins, commune d'Épeigné-sur-Deine.

[2 décembre 1886]. — Syndicat des agriculteurs de l'arrondissement de Chinon (475 membres). Siège social : Chinon.

[1^{er} mars 1893]. — Syndicat agricole et viticole de Cravant et des communes limitrophes (40 membres). Siège social : Cravant.

Isère [16 avril 1893]. — Syndicat des agriculteurs et propriétaires de Saint-Étienne-de-Saint-Geoirs (60 membres). Siège social : Saint-Étienne-de-Saint-Geoirs.

[8 février 1892]. — Syndicat agricole de Saint-Joseph (82 membres). Siège social : Saint-Siméon-de-Bressieux.

[15 avril 1895]. — Syndicat agricole de Cordéac (10 membres). Siège social : Cordéac.

Loire-Inférieure [en juillet 1889]. — Syndicat agricole de la commune de Vritz (25 membres). Siège social : Vritz.

Marne [17 mai 1894]. — Syndicat viticole de Bouzy (150 membres). Siège social : Bouzy.

[23 octobre 1892]. — Syndicat viticole Saint-Vincent-de-Boursault (67 membres). Siège social : Boursault.

Basses-Pyrénées [23 février 1893]. — Syndicat des cultivateurs du Hameau de Pau (55 membres). Siège social : Hameau de Pau.

Savoie [15 février 1896]. — Syndicat agricole de Saint-Marcel (39 membres). Siège social : Saint-Marcel.

Somme [12 mars 1895]. — Syndicat professionnel des agriculteurs de Santerre (26 membres). Siège social : Vrély.

[14 février 1892]. — Syndicat agricole de Chaulnes (45 membres). Siège social : Chaulnes.

5° UNIONS DE SYNDICATS.

Aveyron [16 juin 1893]. — Fédération ouvrière Millavoise (6 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Hôtel de ville, à Millau.

Charente [18 novembre 1894]. — Fédération nationale des Travailleurs des poudres et salpêtres de France (4 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Bourse du travail, à Cognac.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de février 1899.

Nombre des versements.....	284.583	
représentant une somme de.....		32.891,248 ^f
Nombre des remboursements.....	107.766	
représentant une somme de.....		24.484.386
Rentes achetées à 384 déposants pour un capital de.....		441.063
Excédent des versements sur les remboursements et achats de rentes.....		7.965.799
Nombre de comptes existant au 28 février 1899.....		3.197.398
Nombre de comptes existant au 28 février 1898.....		2.963.444
AUGMENTATION.....		233.954

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois de mars 1899.

Dépôts de fonds.....	14.868.276 ^f	
Retraits de fonds.....		17.729.272
Excédent des retraits.....		2.860.996
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.....		1.953.871

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de février 1899.

Nombre de versements reçus.....	37.277	
représentant une somme de.....		1.242.887 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....		348.440
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.....		746.948
Nouvelles rentes inscrites.....		373.493
Nombre de parties prenantes.....	4.095	
MONTANT TOTAL des rentes en cours.....		34.389.598
Nombre de titres.....	235.378	

LES GRÈVES EN MARS 1899.

46 grèves ont été signalées en mars 1899 à l'*Office du travail*. L'une d'entre elles est une coalition de patrons boulangers formée en vue de faire élever le taux de la taxe municipale, elle s'est terminée par un échec après avoir duré 15 jours.

Les 45 grèves ouvrières comprennent 4,160 grévistes.

Il y avait eu, en mars 1898, 45 grèves et 3,589 grévistes, et le nombre moyen des grèves qui se sont produites au cours du même mois pendant les cinq années antérieures à 1899 est de 40.

Les 45 grèves ouvrières de mars, sauf 8, n'ont affecté qu'un seul établissement.

Elles sont dues aux causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	28
Réductions de salaire.....	4
Contestation au sujet de l'époque de la paye.....	1
Demandes de diminution du temps de travail.....	3
Demandes de réintégration d'un contremaître et d'ouvriers.....	6
Demandes de renvoi de directeurs, contremaîtres et ouvriers.....	5
Réglementation du travail.....	2

Elle se sont produites dans 25 départements différents, ceux de la Seine, du Nord, de la Loire, du Rhône, de la Somme, de la Saône-et-Loire en ayant compté respectivement 8, 7, 4, 3, 3 et 2.

Elles se répartissent dans les industries ou professions suivantes :

Textiles, 14; métaux, 7; bâtiment, 6; mineurs, 2; imprimeurs, 2.

Une seule enfin parmi des allumettiers, boutonniers, ouvriers de brasserie, carriers, charretiers, chimistes, cordonniers, débardeurs, ébénistes, ouvriers en fouets, gaziers, ornemanistes en carton pâte, potiers et tanneurs.

Des 45 grèves commencées en mars, 36 sont terminées.

Elles ont duré :

Une, 22 jours; une, 18 jours; une, 17 jours; une, 15 jours; deux, 14 jours; une, 12 jours; une, 10 jours; une, 9 jours; deux, 8 jours; deux, 7 jours; une, 6 jours; six, 5 jours; deux, 4 jours; trois, 3 jours; trois, 2 jours et sept, 1 jour.

Si l'on y ajoute une grève commencée antérieurement et terminée en mars, après 90 jours, on constate que 35 conflits ont pris fin et qu'ils ont abouti à :

5 réussites;

18 transactions;

13 échecs.

Tableau indiquant la situation des grèves

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
GRÈVES NON TERMINÉES						
22 janvier.	22 mars.	Chantenay.....	Nièvre.....	Bûcherons.....	10	450
13 février.	.....	Saint-Marcellin.....	Isère.....	Fileuses de soie.....	1	.....
20 février.	.....	Halluin.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	650
GRÈVES COMMENCÉES						
1 ^{er} mars..	2 mars..	Le Viviers.....	Savoie.....	Terrassiers.....	1	70
1 ^{er} mars..	6 mars..	Saint-Firmin.....	Saône-et-Loire..	Taillleurs de pierre.....	1	30
3 mars..	7 mars..	Moyenmoutiers.....	Vosges.....	Tisseurs.....	1	120
3 mars..	8 mars..	Werwicz.....	Nord.....	Rubaniers.....	1	56
3 mars..	21 mars..	Béziers.....	Hérault.....	Maréchaux ferrants.....	21	42
4 mars..	11 mars..	Paris.....	Seine.....	Imprimeurs.....	1	.....
5 mars..	10 mars..	La Bathie.....	Somme.....	Chimistes.....	1	47
6 mars..	10 mars..	La Gorgue.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	100
6 mars..	11 mars..	Saint-Nazaire.....	Loire-Inférieure..	Mécaniciens constructeurs	2	324
6 mars..	15 mars..	Lyon.....	Rhône.....	Potiers.....	1	7
6 mars..	20 mars..	Montfluron.....	Allier.....	Menuisiers.....	16	100
6 mars..	21 mars..	Lagresle.....	Loire.....	Tisseurs.....	1	17
9 mars..	10 mars..	Paris.....	Seine.....	Lithographes.....	1	7
9 mars..	.....	Marpent.....	Nord.....	Chaudronniers.....	1	37
10 mars..	11 mars..	Roanne.....	Loire.....	Tisseurs.....	1	80
10 mars..	.....	Escarbotin.....	Somme.....	Tourneurs en cuivre.....	1	18
10 mars..	20 mars..	Paris.....	Seine.....	Ouvriers en fauets.....	1	3
11 mars..	13 mars..	Pantin.....	Seine.....	Allumettiers.....	1	500
11 mars..	.....	Persan-Baumont.....	Seine-et-Oise.....	Mouleurs.....	1	40
13 mars..	30 mars..	Calais.....	Pas-de-Calais.....	Tullistes.....	1	14
13 mars..	4 avril..	Paris.....	Seine.....	Ornemanistes en carton pierre	1	8
14 mars..	17 mars..	Nouzon.....	Ardennes.....	Filonniers.....	1	16
16 mars..	17 mars..	Loos.....	Nord.....	Déburdeurs.....	1	86
16 mars..	21 mars..	Maubenge.....	Nord.....	Puddeurs.....	1	120
16 mars..	.....	Aurillac.....	Cantal.....	Ouvriers en couvertures.....	1	15
18 mars..	.....	Paris.....	Seine.....	Passementiers.....	1	9
19 mars..	21 mars..	Clichy.....	Seine.....	Gaziers (chauffeurs).....	1	150
20 mars..	23 mars..	Avignon.....	Vaucluse.....	Charpentiers.....	8	40
20 mars..	23 mars..	Elbeuf.....	Seine-Inférieure..	Tisseurs.....	1	40
20 mars..	23 mars..	Niort.....	Deux-Sèvres.....	Tourneurs.....	1	23
20 mars..	27 mars..	Dun-sur-Auron.....	Loire.....	Carriers.....	3	60
20 mars..	.....	Bourges.....	Cher.....	Charretiers.....	.....	20
22 mars..	30 mars..	Saint-Chamond.....	Loire.....	Mineurs.....	1	81
23 mars..	24 mars..	Episy.....	Seine-et-Marne.....	Terrassiers.....	1	40
23 mars..	4 avril..	Decazeville.....	Aveyron.....	Maçons.....	.....	38
25 mars..	.....	La Chapelle-sous-Dun.....	Saône-et-Loire.....	Mineurs.....	1	280
25 mars..	.....	Vinay.....	Isère.....	Boutonniers.....	1	38
27 mars..	28 mars..	Lyon.....	Rhône.....	Tullistes.....	1	9
27 mars..	10 avril..	Lille.....	Nord.....	Ébénistes.....	2	28
28 mars..	29 mars..	Berteaucourt.....	Somme.....	Tisseurs.....	1	600
28 mars..	5 avril..	Lyon.....	Rhône.....	Apprêteurs de tulles.....	1	500
28 mars..	.....	Paris.....	Seine.....	Cordonniers.....	1	230
28 mars..	12 avril..	Oloron.....	Basses-Pyrénées..	Patrons boulangers.....	9	.....
30 mars..	4 avril..	Roubaix.....	Nord.....	Trieurs de laines.....	1	27
31 mars..	.....	S ^t -Jean-du-Gard.....	Gard.....	Fileuses de soie.....	1	50
31 mars..	6 avril..	Ruoms.....	Ardèche.....	Ouvriers de brasserie.....	1	40

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à l'Office du travail.

à la fin du mois de mars 1899.

REPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{ER} MARS 1899 (A).

1	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
2	Réduction de salaire.....	.....	
3	Réduction de salaire.....	(1).....	(1) L'établissement a été fermé le 8 mars.

EN MARS 1899.

1	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
2	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
3	Réduction de salaire.....	Transaction.	
4	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
5	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
6	Règlem ^{en} du travail et demande de réint. de deux ouvriers.	Transaction.	
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
8	Demande d'augmentation de salaire et de renvoi du direct ^r .	Transaction.	
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
11	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction (2).	(2) Conciliation devant le juge de paix.
12	Demande d'aug ^{en} de salaire et de réintég ^{en} d'un ouvrier..	Transaction.	
13	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec (3).	(3) Les grévistes ont été remplacés.
14	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
15	Réduction de salaire.....	Transaction.	
16	Contre le renvoi de quatre ouvriers.....	.....	
17	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
18	Règlementation du travail.....	Transaction.	
19	Demande de renvoi d'un contremaître.....	.....	
20	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
21	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
22	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
23	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
24	Contestation au sujet de l'époque de la paye.....	Échec.	
25	Réduction de salaire.....	.....	
26	Règlementation du travail.....	.....	
27	Demande de réintégration de deux ouvriers.....	Réussite.	
28	Demande d'aug. de salaires et dimin. du temps de travail.	Transaction (4).	(4) Conciliation devant le juge de paix.
29	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
30	Demande de diminution du temps de travail.....	Échec.	
31	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
32	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
33	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
34	Demande de maintien d'un chef de chantier.....	Échec.	
35	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction	
36	Demande de réintégration de deux ouvriers.....	.....	
37	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
38	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
39	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
40	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
41	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
42	Réduction de salaire.....	.....	
43	Demande d'élévation de la taxe municipale.....	Échec.	
44	Demande de renvoi d'un ouvrier nouvellement embauché.	Échec.	
45	Demande de renvoi du surveillant.....	.....	
46	Demande d'augmentation de salaire et de renvoi d'ouvriers étrangers.	Échec.	

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Sept applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en mars à l'*Office du travail*.

1° Grève des tisseurs à Moyenmoutier (Vosges). — 120 tisseurs de l'établissement Kempf et fils se sont mis en grève le 3 mars à la suite d'une réduction de salaire.

Les grévistes demandaient que la réduction qui leur était imposée fût diminuée de moitié et que le chômage habituel de l'après-midi du samedi fût supprimé.

Le jour même de la cessation du travail, les ouvriers ont saisi le juge de paix de Senones du différend et celui-ci a communiqué au patron le texte des réclamations qui lui avaient été soumises.

D'accord avec le patron, le juge de paix a convoqué le samedi 4 mars, non seulement les délégués, mais tous les grévistes en assemblée générale et, en sa présence, M. Kempf a déclaré à ses ouvriers :

1° Qu'il consentait à supprimer le chômage du samedi ;

2° Qu'il lui était impossible, par suite de la concurrence, de maintenir les anciens tarifs, mais que la réduction serait considérablement atténuée pour les ouvriers, grâce à une meilleure organisation du travail.

Qu'enfin les nouveaux tarifs ne seraient appliqués qu'à partir du 1^{er} avril, pour permettre aux ouvriers qui voudraient quitter l'établissement de trouver du travail ailleurs. Le juge de paix a adressé aux grévistes quelques paroles de conciliation.

Ceux-ci se sont retirés sans avoir pris de décision ; mais M. Kempf ayant fait savoir, le 6, à ses ouvriers que ceux d'entre eux qui voudraient quitter son établissement immédiatement pourraient le faire sans se conformer au délai de prévenance (un mois), le travail a été repris le lendemain 7 mars.

2° Grèves de tourneurs sur cuivre à Escarbotin (Somme). — 18 tourneurs de l'usine Lebarbier se sont mis en grève le 10 mars, parce que, à la suite du manque de travail, le directeur avait mis en quinzaine 4 ouvriers.

Les grévistes demandaient qu'aucun renvoi ne fût prononcé et que le chômage fût supporté par tous au moyen d'une diminution des heures de travail.

À la demande des grévistes, le juge de paix d'Ault a formé un comité de conciliation, mais sans résultat.

La grève continue.

3° Grève de menuisiers à Montluçon. — La plupart des menuisiers de

Montluçon, au nombre de 100, occupés dans 16 maisons, se sont mis en grève le 6 mars en demandant :

- 1° 0 fr. 50 de l'heure ;
- 2° La journée de 10 heures au lieu de 11 ;
- 3° La suppression du travail aux pièces et du marchandage ;
- 4° Une indemnité de 0 fr. 25 par heure pour le travail en dehors des limites de l'octroi ;
- 5° La suppression de la retenue d'assurance ;
- 6° La paye chaque quinzaine.

Les patrons ont accepté ces propositions sauf la fixation à 0 fr. 50 des salaires et ont voulu établir trois catégories à 0 fr. 37, 0 fr. 40 et 0 fr. 45.

Le 15 mars, un comité de conciliation s'est réuni sur la convocation d'office du juge de paix.

Les ouvriers ont expliqué qu'ils ne demandaient pas un prix uniforme de 0 fr. 50 pour tous, mais seulement que les ouvriers entrant chez un patron fussent payés à ce taux jusqu'à ce qu'une entente ait pu intervenir entre les parties, selon la capacité de l'ouvrier.

L'accord n'ayant pu s'établir, une seconde réunion a été tenue le 17 mars et les conditions suivantes ont été arrêtées :

1° 0 fr. 47 de l'heure dans les conditions ci-dessus indiquées par les ouvriers et 0 fr. 50 à partir du 1^{er} janvier 1900 ;

2° 2 francs par jour d'indemnité quand l'ouvrier sera obligé de découcher et 0 fr. 50 si l'ouvrier ne prend qu'un repas hors de chez lui, les frais de voyage à la charge du patron.

Cet arrangement a mis fin à la grève et le travail a été immédiatement repris.

4° Grève des charpentiers d'Avignon. — Les 40 charpentiers d'Avignon, occupés chez 8 patrons, se sont mis en grève le 20 mars en formulant des revendications suivantes :

- 1° Journée de 10 heures et 0 fr. 60 l'heure ;
- 2° Frais de coucher et de nourriture à la charge des patrons en cas de déplacement ;
- 3° 0 fr. 70 l'heure pour les travaux dangereux ;
- 4° Paiement au double des heures de nuit.

Le 22 mars un comité de conciliation s'est réuni en présence du juge de paix, et l'accord s'est fait aux conditions suivantes :

- 1° journée de 10 heures et 0 fr. 55 de l'heure jusqu'à 5 kilomètres d'Avignon ;
- 2° 0 fr. 60 l'heure pour les travaux effectués à plus de 5 kilomètres.

Les autres réclamations ont été abandonnées et le travail a été repris le lendemain 23 mars.

5° Grève de tisseurs à Elbeuf. — 40 tisseurs de la fabrique de flanelle Olivier Picard se sont mis en grève le 20 mars en demandant que les tarifs fussent élevés de 2 centimes par mille duites, soit 0 fr. 12 au lieu de 0 fr. 10.

Cette demande était motivée par la mauvaise qualité des matières à travailler.

Les grévistes ont saisi le juge de paix du différend et, le 23, la grève était terminée grâce à une légère augmentation consentie par le patron.

6° Grèves de mineurs à Saint-Chamond. — Comme suite aux revendications présentées par la Fédération des mineurs de la Loire en décembre 1898 (1), diverses améliorations ont été accordées par plusieurs compagnies à leur personnel. Ce mouvement a donné lieu à 2 grèves, l'une en février parmi les ouvriers des compagnies de Bau-Lafaverge et des houillères de Rive-de-Gier, et l'autre parmi ceux de la compagnie de Saint-Chamond. 11 rouleurs occupés par cette dernière ont cessé le travail le 22 mars parce que la compagnie ne voulait accorder que 25 centimes d'augmentation par jour au lieu de 50 centimes demandés.

18 piqueurs ont fait cause commune avec eux.

Le 23, les grévistes ont soumis leurs revendications au juge de paix. Les rouleurs ont abandonné leur demande d'augmentation de 0 fr. 25, mais à condition que leur salaire, qui est de 3 fr. 75 par jour, soit net de toute retenue, par suite de la suppression des 0 fr. 10 qui leur sont diminués chaque jour pour l'huile et l'assurance. La demande d'augmentation de 0 fr. 25 n'a été maintenue que par les boiseurs. Ce même jour, le nombre des grévistes s'est élevé à 81.

La réunion de conciliation qui eut lieu ne pût aboutir et la grève continua.

Le 29 mars, le directeur fit espérer que la retenue sur l'huile serait supprimée, mais sans vouloir s'engager fermement.

Sur les instances du préfet, qui fit part aux ouvriers des dispositions de la compagnie, le travail a été repris le 30 mars.

Le 1^{er} avril le directeur a fait savoir que, selon ses promesses, la retenue de 0 fr. 10 pour l'huile serait supprimée définitivement à partir du 1^{er} mai.

7° Grève de maçons à Decazeville (Aveyron). — 38 maçons et tailleurs de pierre se sont mis en grève le 23 mars après avoir vainement réclamé à leurs patrons une augmentation de salaire.

Le 24 a eu lieu une réunion en présence du maire, mais les propositions des patrons ont été repoussées comme insuffisantes et les ouvriers n'ont pas voulu accepter l'intervention du juge de paix.

Les patrons ont vainement cherché à remplacer leur personnel et quelques ouvriers étrangers à la localité venus pour chercher du travail sont retournés chez eux à la demande des grévistes.

Toutefois le 1^{er} avril au soir, à la suite de concessions réciproques, une entente est intervenue, et le travail a été repris le mardi 4 avril.

(1) Voir le *Bulletin* de janvier 1899, page 44.

OPÉRATIONS DES CAISSES D'ÉPARGNE ORDINAIRES EN 1898.

CHIFFRES PROVISOIRES (1).

Au 31 décembre 1897, il existait 545 caisses en activité avec 1.181 succursales ou bureaux auxiliaires et 356 percepteurs dont elles avaient utilisé le concours, soit au total 2.082 établissements. En 1898, aucune caisse nouvelle n'a été autorisée, mais environ 22 succursales ont été fondées, ce qui porte le nombre des succursales à 1.203, tandis que celui des caisses n'a pas varié. Le nombre des percepteurs participant aux opérations des caisses d'épargne n'aurait pas dépassé 350. On compterait, dès lors, au total, 2.098 établissements.

Voici, d'après les chiffres fournis par les caisses d'épargne, quelle est approximativement la situation de ces caisses au 31 décembre 1898.

LIVRETS.

	LIVRETS ouverts pendant l'année.	LIVRETS existants au 31 décembre.
1898 (chiffres provisoires).....	447.385	6.842.157
1897 (chiffres définitifs).....	487.171	6.772.582
DIMINUTION.....	39.786	"
AUGMENTATION.....	"	69.575
Soit.....	8.16 p. o/o	1.03 p. o/o

CRÉDITS.

	VERSEMENTS effectués pendant l'année par les déposants.	REMBOURSEMENTS en espèces faits pendant l'année aux déposants (2).	SOLDE dû aux déposants au 31 décembre.
1898 (chiffres provisoires)	675.149.117 ^f 00 ^c	786.325.243 ^f 94 ^c	3.388.364.323 ^f 61 ^c
1897 (chiffres définitifs).	719.112.135 02	758.404.083 42	3.427.096.888 69
Diminution....	43.963.018 02	"	38.732.565 08
Augmentation ..	"	27.921.160 52	"
Soit.....	6.11 p. o/o	3.68 p. o/o	1.13 p. o/o

Les chiffres qui précèdent représenteraient, en moyenne 495 fr. 20 par livret, 178 déposants par 1.000 habitants et 87 fr. 97 par habitant. En 1897, la moyenne

(1) J. O., 12 mars 1899.

(2) Ne sont pas compris dans ces chiffres les remboursements effectués par transferts, par versements effectués à la caisse des retraites pour la vieillesse, par l'effet de la prescription, non plus que ceux opérés en achats de rentes, soit d'office pour réduction des comptes dépassant le maximum soit à la demande des déposants.

du livret était de 506 fr. 03 et la somme moyenne par habitant de 88 fr. 97; on comptait 176 déposants par 1.000 habitants.

Les intérêts provisoirement liquidés, pour 1898, au profit des caisses d'épargne, par la caisse des dépôts et consignations, au taux de 3,25 p. 0/0, s'élèvent à 111.871.600 francs. Ceux que ces établissements ont alloués aux déposants au taux de 3 ou de 2,75 p. 0/0 peuvent être évalués à 98 ou 99 millions; le surplus forme les bonifications sur lesquelles les caisses d'épargne imputent leurs dépenses et qui servent ensuite à l'accroissement de leur fortune personnelle, dont le montant était, au 31 décembre 1897, de 118,559,774 fr. 20, laissés en compte courant à la Caisse des dépôts et consignations à concurrence de 66,258,298 fr. 65, qui ont produit plus de 2 millions de revenu.

Enfin, les rentes achetées en 1898 par la caisse des dépôts et consignations pour les caisses d'épargne et au compte de leur déposants, sur leur demande ou d'office pour réduction des comptes dépassant le maximum, ont absorbé un capital de 16.485.067 fr. 25 contre 16.214.277 francs en 1897 et 18.813.840 fr. 72 en 1896.

OPÉRATIONS DE LA CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE EN 1897 ⁽¹⁾.

Le nombre des versements effectués dans le courant de l'année 1897 s'est élevé à 2.944.685, représentant une somme totale de 366.699.153 francs.

La moyenne par versement a été de 125 francs (127 francs en 1896).

Le nombre des remboursements s'est élevé à 1.400.957, pour un montant total de 327.392.819 francs. La moyenne par remboursement a été de 234 francs (249 francs en 1896).

L'excédent des versements sur les remboursements est de 39.306.334 francs, en augmentation de 26.554.915 francs sur l'excédent constaté l'année précédente, qui n'était que de 12.751.419 francs.

Le nombre de comptes ou livrets existant au 1^{er} janvier 1897 s'élevait à 2.683.179. Dans le courant de l'exercice, il en a été ouvert 454.793 nouveaux et il en a été soldé 245.496. Il restait par conséquent, au 31 décembre 1897, 2.892.476 comptes ou livrets.

L'avoir des déposants, à la même date, se montait à 844.207.700 francs.

Au 31 décembre 1896, le chiffre correspondant était 784.950.207 francs, ce qui fait ressortir une augmentation de 59.257.493 francs pendant l'exercice.

(1) D'après le rapport officiel, en date du 20 décembre 1898.

Ce solde créditeur de 844.207.700 francs est représenté à l'actif par :

Valeurs de l'État français appartenant à la Caisse nationale d'épargne	804.267.767 ¹
Solde du compte courant à la Caisse des dépôts et consignations	38.365.960
Compte débiteur relatif à des opérations qui n'ont été réalisées qu'en 1898 par la Caisse des dépôts	1.573.973
TOTAL ÉGAL à l'avoir des déposants	844.207.700

RÉSULTATS ACQUIS DEPUIS L'ORIGINE.

Depuis l'origine de la caisse, le nombre et le montant des versements annuels ont été presque constamment en augmentant.

Les chiffres ci-dessous en font foi :

VERSEMENTS ANNUELS (1).

ANNÉES.	PREMIERS VERSEMENTS et versements ultérieurs.		MOYENNE
	Nombre.	Montant.	des versements.
	—	francs.	francs.
1882	473.155	64.628.663	137
1883	697.433	73.015.500	105
1884	917.131	94.061.543	103
1885	1.039.707	112.906.333	109
1886	1.196.348	133.206.613	111
1887	1.291.852	144.369.619	112
1888	1.455.780	169.276.988	116
1889	1.701.267	208.380.959	122
1890	1.948.184	261.960.885	135
1891	2.214.743	323.291.561	146
1892	2.496.755	388.036.233	155
1893	2.350.139	338.037.373	144
1894	2.653.982	394.629.833	148
1895	2.792.412	403.083.304	144
1896	2.799.158	355.208.086	127
1897	2.944.685	366.699.153	125
TOTAUX ET CHIFFRE MOYEN par versement	28.972.731	3.830.792.644	132

Le nombre des versements s'est accru chaque année (sauf en 1893). Le montant a passé par quelques diminutions, aussitôt effacées d'ailleurs par de nouveaux accroissements.

(1) Non compris les opérations internationales et les arrérages perçus sur les titres de rentes laissés en dépôt.

NOMBRE ET IMPORTANCE DES LIVRETS.

Au 31 décembre 1896, il existait 2.682.908 livrets en circulation. En classant ces livrets par catégorie d'importance, on trouve les résultats suivants :

CATÉGORIES d'importance des livrets.	NOMBRE de livrets.	PROPORTION p. 100 dans le nombre total des livrets.	MONTANT des livrets.	PROPORTION p. 100 dans le montant total des livrets.	MONTANT moyen par livret.
			francs.		fr.
Livrets de 20 francs et au-dessous.	1.184.761	40,96	16.978.338	2,02	14,33
Livrets de 21 à 100 ^f	626.482	21,67	39.665.850	4,59	63,32
— de 101 à 200	301.437	10,42	49.499.036	5,87	164,25
— de 201 à 500	224.904	7,77	101.436.202	12,02	451,02
— de 501 à 1.000	261.515	9,07	195.523.797	23,15	744,81
— de 1.001 à 1.500	184.842	6,40	242.165.201	28,68	1.310,12
Livrets de 1.501 à 2.000 ^f (non réductibles, quant à présent, en raison du délai de tolérance)....	46.354	1,60	85.301.094	10,11	1.840,21
Livrets au-dessus de 1.500 francs (passibles de réduction dans le délai de trois mois)...	24.978	0,87	38.070.218	4,50	1.524,15
Livrets au-dessus de 2.000 francs (réduc- tibles dans le délai de trois mois pour la partie qui excède 2.000 ^f mais bénéficiant du délai de tolérance pour être ramenés à 1.500 ^f).	35.251	1,21	71.658.585	8,49	2.032,81
Livrets au-dessus de 2.000 francs (apparte- nant à des sociétés auto- risées à verser jusqu'à 15.000 fr.).....	952	0,03	3.909.378	0,46	4.232,54
TOTAUX	2.892.476	100,00	844.207.699	100,00	291,86

Il a été délivré, en 1897, 454.793 livrets nouveaux, dont 241.158 à des hommes et 213.635 à des femmes.

Voici la répartition de ces livrets nouveaux d'après le sexe et la profession de déposants :

DÉSIGNATION.	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.	PROPORTION p. 100.
Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux.....	19.030	9.422	28.452	6,25
Journaliers et ouvriers agricoles....	44.196	18.225	62.421	13,72
Ouvriers d'industrie.....	33.228	32.484	65.712	14,45
Domestiques.....	18.532	37.454	55.986	12,33
Militaires et marins.....	15.055	127	15.182	3,34
Employés.....	29.510	11.715	41.225	9,06
Professions libérales.....	11.159	3.225	14.384	3,16
Propriétaires, rentiers et personnes sans profession.....	12.295	45.917	58.212	12,80
Mineurs n'exerçant aucune profession	57.601	54.884	112.485	24,75
Nomades.....	552	182	734	0,16
TOTAUX.....	241.158	213.635	454.793	100,00

Cette division des livrets est sensiblement la même que celle observée au cours des années précédentes, sauf une légère diminution dans la catégorie des déposants propriétaires, rentiers et personnes sans profession (12,80 p. 100 au lieu de 14,44 p. 0/0 en 1896 et 18,22 en 1895).

En outre, 527 livrets ont été délivrés à des sociétés, dont voici la désignation :

DÉSIGNATION.	NOMBRE.
Sociétés de secours mutuels.....	216
Syndicats ou associations professionnelles.....	84
Compagnies de sapeurs-pompiers.....	24
Comices agricoles.....	6
Cercles d'officiers.....	24
Cercles et mess de sous-officiers.....	19
Sociétés de coopération.....	28
Sociétés de bienfaisance.....	32
Sociétés diverses.....	94
TOTAL.....	527

FRAIS D'ADMINISTRATION.

Les frais d'administration, pour l'année 1897, se sont élevés à 3.412.589 francs. Cette somme représente seulement 0,40 p. 0/0 des sommes dues aux déposants au 31 décembre. D'un autre côté, le nombre des opérations de toute nature effectuées par la caisse en 1897 ayant été de 4.345.642 (versements, remboursements, etc.), on voit par là que le coût moyen de chaque opération ressort à 0 fr. 78.

LES ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES DANS DIVERS PAYS.

La Statistique publiée en 1898, par la *Commission de statistique de l'Alliance coopérative internationale* (1) fournit d'intéressants renseignements sur les Associations coopératives en Grande-Bretagne, Allemagne, Autriche, Hongrie, France, Italie, Belgique, Pays-Bas, Suisse et Norvège. L'enquête a porté sur les dénominations, adresses, genres et chiffres d'affaires, nombre de membres des sociétés. Les renseignements sont malheureusement incomplets, un grand nombre de sociétés n'ayant pas répondu à l'appel qui leur était adressé.

En ce qui concerne la *Grande-Bretagne*, les résultats sont assez complets pour les sociétés coopératives de consommation : 1.453 sociétés ont répondu, comptant 1.378.036 membres avec 923.550.750 francs comme montant des ventes annuelles. Soit par société 948,40 membres, et 635 616 fr. 48 et par membre 675 fr. 27.

Sur ces 1.453 sociétés, 1.401 ont plus de 200 membres ; elles groupent 1.369.580 membres et font 915.037.000 francs d'affaires.

En *Allemagne*, pour 468 sociétés ayant répondu, on compte 344.012 membres et 114.620.855 francs de ventes annuelles, soit par société 735,06 membres et 244.916 fr. 34 et par membre 333 fr. 18.

En *Autriche*, pour 141 sociétés ayant répondu, 81.325 membres et 24.810.462 fr. de ventes annuelles, soit par société 576,77 membres et 175.960 fr. 72 et par membre 305 fr. 07.

En *France*, 145 sociétés seulement ont répondu, comprenant 139.486 membres et 49.093.725 francs de ventes annuelles, soit par société 958,50 membres et 338.626 fr. 17 et par membre 351 fr. 90.

La comparaison de ces différents chiffres montre la supériorité des associations de la Grande-Bretagne. Le chiffre d'affaires par membre est environ le double de celui des autres pays. Cependant on ne saurait légitimement étendre les moyennes ci-dessus à l'ensemble des sociétés. Pour la France seulement, en effet, aux 145 sociétés comprises par l'enquête, il faut opposer le nombre de 1.400 environ qui formait, au mois d'août 1898, le contingent total des sociétés coopératives de consommation française, contingent qui s'augmente sans cesse. Toutefois, ces sociétés n'ont pas dans l'ensemble l'importance de celles qui ont répondu.

(1) La *Statistique des Associations coopératives de divers pays* (1 vol. in-4° de 330 pages, London, Office of the international coopérative Alliance, Southampton Row, W. C.) a été entreprise à la suite de la résolution adoptée par le second Congrès coopératif international de Paris, en 1896, proposant qu'une Commission spéciale tentât de faire une statistique complète des sociétés coopératives de tous les pays.

RAPPORTS SUR L'APPLICATION
PENDANT L'ANNÉE 1897
DES LOIS RÉGLEMENTANT LE TRAVAIL EN FRANCE.

Nous extrayons de ces rapports, qui viennent de paraître (1), les renseignements suivants qui concernent les établissements industriels de toute nature autres que les mines. On trouvera ci-dessus (p. 309) les faits statistiques qui concernent spécialement cette catégorie d'industrie.

Rappelons que les circonscriptions d'inspection entre lesquelles la France est partagée pour l'application des lois réglementant le travail sont les suivantes :

1^{re} CIRCONSCRIPTION. (Siège : Paris.)

Seine, Seine-et-Marne et Seine-et-Oise.

2^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Tours.)

Allier, Cher, Creuse, Indre, Indre-et-Loire, Loiret, Loir-et-Cher, Vienne et Haute-Vienne.

3^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Dijon.)

Aube, Belfort (Territoire de), Côte-d'Or, Doubs, Jura, Haute-Marne, Nièvre, Haute-Saône, Saône-et-Loire et Yonne.

4^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Nancy.)

Aisne, Ardennes, Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse et Vosges.

5^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Lille.)

Nord, Pas-de-Calais et Somme.

6^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Rouen.)

Calvados, Eure, Eure-et-Loir, Manche, Oise, Orne et Seine-Inférieure.

7^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Nantes.)

Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Mayenne, Morbihan, Sarthe, Deux-Sèvres et Vendée.

8^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Bordeaux.)

Charente, Charente-Inférieure, Corrèze, Dordogne, Gers, Gironde, Landes, Lot, Lot-et-Garonne, Basses-Pyrénées et Hautes-Pyrénées.

9^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Toulouse.)

Ariège, Aude, Aveyron, Cantal, Haute-Garonne, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales, Tarn et Tarn-et-Garonne.

10^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Marseille.)

Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche, Bouches-du-Rhône, Corse, Drôme, Gard, Var et Vaucluse.

11^e CIRCONSCRIPTION. (Siège : Lyon.)

Ain, Isère, Loire, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Rhône, Savoie et Haute-Savoie.

(1) Voir à la bibliographie.

RÉCAPITULATION, PAR CIRCONSCRIPTIONS D'INSPECTION,
DES NOMBRES D'ÉTABLISSEMENTS SOUMISES AUX DIVERSES LOIS SUR LE TRAVAIL.

NUMÉROS DES CIRCONSCRIPTIONS.	RÉSIDENCES DES INSPECTEURS DIVISIONNAIRES.	NOMBRE APPROXIMATIF DES ÉTABLISSEMENTS				
		SOUMIS				TOTAL des établisse- ments.
		aux lois de 1848, 1892 et 1893.	aux lois de 1892 et 1893.	aux lois de 1848 et 1893.	à la loi de 1893 seule.	
1 ^{re} .	Paris.....	5.003	24.084	2.932	6.770	38.789
2 ^e .	Tours.....	1.871	8.691	1.759	8.983	21.304
3 ^e .	Dijon.....	1.883	5.039	2.632	5.308	14.862
4 ^e .	Nancy.....	2.413	6.929	2.414	12.712	24.468
5 ^e .	Lille.....	4.756	12.701	3.020	12.831	33.308
6 ^e .	Rouen.....	1.762	12.702	761	14.927	30.152
7 ^e .	Nantes.....	2.158	21.837	985	16.438	41.418
8 ^e .	Bordeaux.....	2.077	16.148	3.558	16.735	38.518
9 ^e .	Toulouse.....	1.355	5.317	902	4.385	11.959
10 ^e .	Marseille.....	2.484	6.267	1.419	4.703	14.873
11 ^e .	Lyon.....	3.332	8.531	2.208	6.583	20.654
	TOTAUX.....	29.094	128.246	22.590	110.375	290.305

NUMÉROS DES CIRCONSCRIPTIONS.	RÉSIDENCES DES INSPECTEURS DIVISIONNAIRES.	N'OCCUPANT aucun ouvrier lors de la visite.	NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS				TOTAL des établisse- ments.
			SOUMIS				
			aux lois de 1848, 1892 et 1893.	aux lois de 1892 et 1893.	aux lois de 1848 et 1893.	à la loi de 1893 seule.	
1 ^{re} .	Paris.....	1.814	4.142	20.317	2.250	4.551	33.074
2 ^e .	Tours.....	663	580	3.370	404	2.233	7.250
3 ^e .	Dijon.....	170	1.354	2.670	1.216	2.001	7.411
4 ^e .	Nancy.....	2.248	1.754	3.147	858	2.733	10.740
5 ^e .	Lille.....	778	2.496	3.936	1.338	2.897	11.445
6 ^e .	Rouen.....	383	1.741	4.232	426	2.061	8.813
7 ^e .	Nantes.....	214	831	4.561	489	1.969	8.064
8 ^e .	Bordeaux.....	901	924	3.732	705	2.664	8.926
9 ^e .	Toulouse.....	822	909	2.546	550	1.672	6.499
10 ^e .	Marseille.....	287	2.209	4.976	984	3.297	11.753
11 ^e .	Lyon.....	831	2.447	3.624	1.339	3.529	11.770
	TOTAUX.....	9.111	19.387	57.111	10.559	29.607	125.778

RÉPARTITION PAR CIRCONSCRIPTIONS D'INSPECTION DU PERSONNEL RENCONTRÉ DANS LES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS EN 1897
PAR LE SERVICE DE L'INSPECTION.

CIRCONSCRIPTIONS.		NOMBRE										PROPORTIONALITÉ			NOMBRE MOYEN d'ouvriers par établissement visité	
NOMBRES	RÉSIDENCES des inspecteurs divisionnaires.	D'ENFANTS de 12 à 13 ans ayant le certificat médical et le certificat d'études (1889).		D'ENFANTS de 13 à 16 ans.		D'ENFANTS de 16 à 18 ans.		des FILLES mineures de 18 à 21 ans.	des FILLES et des femmes adultes.	TOTAL des ouvriers et ouvrières de tous âges	du PERSONNEL au-dessous de 18 ans.	du PERSONNEL au-dessous de tout âge	des ENFANTS et des FILLES			
		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.									
1 ^{re} .	Paris.....	216	144	15,994	14,919	8,811	9,383	15,306	82,633	298,334	556,600	14,0	31,0	41,0	10	11
2 ^e .	Tours.....	46	15	4,232	3,295	3,441	2,729	3,201	10,250	47,812	75,051	18,3	26,0	36,0	11	10,3
3 ^e .	Dijon.....	66	24	7,303	5,139	5,588	4,093	5,801	17,172	87,344	132,530	16,7	24,3	31,1	23	18
4 ^e .	Nancy.....	165	97	10,811	7,062	8,006	5,278	5,889	29,616	124,796	191,660	16,3	24,8	31,8	21,2	17,8
5 ^e .	Lille.....	283	127	15,125	12,066	12,879	10,138	16,298	33,697	156,883	257,193	19,7	27,8	39,0	24	22
6 ^e .	Rouen.....	136	93	9,311	7,155	7,263	6,374	8,715	31,037	161,053	174,172	17,5	30,6	40,2	20	19
7 ^e .	Nantes.....	36	87	4,196	5,105	2,892	2,957	4,018	17,901	46,227	83,319	18,2	36,9	44,5	13	10
8 ^e .	Bordeaux.....	30	24	2,934	2,766	2,559	2,456	3,871	15,882	41,868	75,110	14,2	33,1	30,5	8,1	9,3
9 ^e .	Toulouse.....	7	7	1,997	2,337	1,845	2,074	3,669	13,288	29,112	51,326	15,2	39,0	46,2	19	8,36
10 ^e .	Marseille.....	65	120	4,557	9,044	4,169	8,909	14,362	35,255	81,620	158,501	17,2	42,7	48,5	14	13
11 ^e .	Lyon.....	45	33	5,989	8,929	5,593	9,532	18,861	43,043	105,173	197,189	15,2	49,7	46,0	19,2	16,7
TOTALS.....		1,392	776	83,070	77,807	63,076	63,923	99,991	329,174	1,036,442	1,755,351	15,5	32,5	40,9	14	14

RÉCAPITULATION PAR GROUPES D'INDUSTRIES DES ACCIDENTS DÉCLARÉS EN 1897 D'APRÈS LEURS CAUSES MATÉRIELLES.

NOTA. — Les accidents déclarés en 1897 ne représentent qu'une partie des accidents survenus. Les chiffres qui figurent dans les tableaux suivants ne peuvent donc servir de base à une évaluation des risques. La Commission supérieure du travail a pensé néanmoins qu'il y avait intérêt à publier ces chiffres, afin de montrer combien il importe de veiller à ce que les déclarations soient effectuées partout régulièrement.

GROUPES D'INDUSTRIES.		MOTEURS.	TRANSMISSIONS.	MA-CHINES, OUTILS, MÉTIERS, etc.	ASCEN-SEURS, grues, appareils de levage.	CHAU-DIÈRES, à vapeur, auto-claves, etc.	EXPLO-SIFS. (Poudre, dynamite, etc.)	MA-TIÈRES INCAN-DESCENTES, brûlantes, corro-sives.	ÉBOU-LEMENTS, chutes d'objets.	CHUTE (de l'ouvrier) du haut d'une échelle, d'un escalier, échafaudage, dans des excavations, etc.	MANU-TION des FARDEAUX.	CON-DUITE des vortures, accidents causés par les animaux.	OUTILS (Mar-teaux, haches, scies, rabots, etc.)	CAUSES DIVERSES.	TO-TAUX.
NOMBRES.	DÉSIGNATION.														
I	Alimentation	12	24	138	19	16	20	133	188	293	105	91	72	135	1.306
II	Bois (Industrie du)	3	20	310	4	1	"	8	130	107	92	10	83	63	831
III	Chemin de fer (Construction et réparation du matériel des)	29	36	331	67	39	3	275	1.092	1.268	992	117	804	949	6.001
IV	Chimiques (Industries)	5	16	147	11	7	6	103	100	205	174	42	47	149	1.012
V	Construction	"	18	121	26	1	18	23	703	1.382	375	83	156	233	3.137
VI	Cuir et peaux	3	11	61	2	"	"	10	10	56	22	8	25	16	224
VII	Eau, chauffage, éclairage	11	9	45	4	5	7	83	81	191	88	41	53	85	703
VIII	Impimerie	2	9	97	3	"	"	2	15	14	7	1	169	9	169
IX	Industrie textile	25	139	1.303	13	17	"	98	223	396	191	58	90	200	2.813
X	Machines-outils, instruments de précision, appareils	13	55	622	44	5	5	140	740	668	473	30	459	650	3.854
XI	Métallurgiques (Usines)	24	10	382	79	9	6	862	1.210	601	720	74	264	731	4.971
XII	Métaux (Travail des)	5	30	297	6	4	2	34	89	89	131	26	107	139	979
XIII	Moulins	4	30	21	1	1	1	1	7	18	13	7	2	6	112
XIV	Papiers, cartons	6	30	127	4	7	2	18	49	76	62	13	31	484	59
XV	Pierres et terres (Industrie des)	2	17	99	14	3	1	72	162	220	182	97	59	156	1.084
XVI	Vêtements et accessoires	"	5	33	"	"	"	2	4	12	9	1	6	5	77
XVII	Industries diverses	1	5	70	66	3	2	12	209	217	266	119	46	181	1.197
	TOTAUX	145	473	4.264	363	119	73	1.896	5.012	5.743	3.961	818	2.311	3.736	28.954 (a)

(a) Nombre des déclarations d'accidents.

RÉCAPITULATION PAR GROUPES D'INDUSTRIES
DES CONSÉQUENCES DES ACCIDENTS DÉCLARÉS EN 1897.

(Voir le nota du tableau précédent.)

NUMÉROS.	GROUPES D'INDUSTRIES. DÉSIGNATION.	MORTS.	BLESSURES	BLESSURES	BLESSURES	BLESSURES	BLESSURES	BLESSURES	BLESSURES	LÉSIONS INTERNES.	ASPHYXIE.	SUBMERSION.	TOTAUX.
			A LA TÊTE ET AU VISAGE (sans les yeux).	AUX YEUX.	AUX BRAS et aux mains.	AUX DOIGTS.	AUX JAMBES et aux pieds.	AUX AUTRES PARTIES du corps ou à plusieurs parties à la fois.					
I	Alimentation.....	33	55	29	250	269	414	245	24	"	"	"	1.319
II	Bois (Industrie du).....	23	31	25	216	278	155	83	25	"	"	"	832
III	Chemins de fer (Construction et réparation du matériel des).....	23	282	360	978	1.463	1.824	890	188	"	"	"	6.008
IV	Chimiques (Industries)....	30	33	44	179	238	278	191	19	"	"	"	1.012
V	Construction.....	234	230	83	456	399	784	881	139	1	2	"	3.209
VI	Cuirs et peaux.....	2	8	4	52	68	59	28	3	"	"	"	224
VII	Eau, chauffage, éclairage..	19	47	29	154	115	177	136	25	"	1	"	703
VIII	Imprimerie.....	3	5	3	49	65	28	15	1	"	"	"	169
X	Industrie textile.....	50	88	84	675	1.079	489	316	35	1	"	"	2.817
X	Machines-outils, instruments de précision, appareils..	34	186	297	732	1.078	971	506	55	"	1	"	3.860
XI	Métallurgiques (Usines)...	48	208	281	840	1.066	1.867	579	94	"	"	"	4.086
XII	Métaux (Travail des).....	10	48	77	211	359	168	99	5	"	"	"	980
XIII	Moulin..	14	6	"	25	31	18	18	"	"	"	"	112
XIV	Papiers, cartons.....	21	24	6	131	139	104	66	7	"	"	"	498
XV	Pierres et terres (Industries des).....	40	54	48	224	197	326	177	16	4	"	"	1.086
XVI	Vêtements et accessoires...	2	4	1	20	25	10	13	2	"	"	"	77
XVII	Industries diverses.....	19	50	21	210	230	410	238	10	"	"	"	1.197
	TOTAUX.....	605	1.359	1.392	5.462	7.099	8.030	4.481	660	6	4	"	20.089 (A)

(A) Nombre des victimes.

RÉPARTITION DES ACCIDENTS DÉCLARÉS EN 1897
SELON LEURS CONSÉQUENCES ET LEURS CAUSES MATÉRIELLES.

(Voir le nota du tableau page 348.)

CAUSES MATÉRIELLES DES ACCIDENTS.													
N ^{os} .	Désignation.	MORTS.	BLESSURES À LA TÊTE ET AU VISAGE sans les yeux.	BLESSURES AUX YEUX.	BLESSURES AUX BRAS et aux mains.	BLESSURES AUX DOIGTS.	BLESSURES AUX JAMBES et aux pieds.	BLESSURES AUX AUTRES PARTIES du corps ou à plusieurs parties à la fois.	LÉSIONS INTERNES.	ASPHYXIE.	SUBMERSION.	TOTAUX.	
I	Moteurs.....	7	6	1	48	58	13	9	3	"	"	145	
II	Transmissions.....	46	23	1	158	127	51	65	1	1	"	473	
III	Machines-outils, métiers, etc.	52	93	128	1.114	2.371	314	190	8	"	"	4.270	
IV	Ascenseurs, grues, appareils de levage.....	11	41	2	76	97	71	67	3	"	"	368	
V	Chaudières à vapeur, auto- claves, etc.....	23	11	13	28	7	15	43	1	"	"	141	
VI	Explosifs (poudre, dyna- mite, etc.).....	8	15	8	16	7	9	11	"	"	2	76	
VII	Matières incandescentes, brû- lantes, corrosives.....	26	100	302	450	80	650	298	1	"	"	1.907	
VIII	Éboulements, chutes d'ob- jets.....	92	353	92	608	675	2.494	654	89	"	"	5.057	
IX	Chute (de l'ouvrier) du haut d'une échelle, d'un esca- lier, d'un échafaudage, dans des excavations, etc.	252	367	28	744	415	1.938	1.850	227	1	1	5.823	
X	Manutention des fardeaux..	14	68	29	757	1.145	1.032	680	237	"	"	3.962	
XI	Conduite des voitures, acci- dents causés par les ani- maux.....	36	27	3	104	97	341	197	15	"	"	820	
XII	Outils à main (marteaux, haches, scies, etc.).....	2	109	222	547	1.002	328	88	13	"	"	2.311	
XIII	Causes diverses.....	36	146	564	752	1.018	824	329	62	4	1	3.736	
	TOTAUX.....	605	1.359	1.393	5.402	7.099	8.080	4.481	660	6	4	29.059 (A)	

(A) Nombre des victimes.

RÉCAPITULATION PAR GROUPES D'INDUSTRIES DES ACCIDENTS, EN 1897,
D'APRÈS L'ÂGE ET LE SEXE DES VICTIMES.

(Voir le nota du tableau page 348.)

GROUPES D'INDUSTRIES.		ENFANTS AU-DESSOUS de 18 ans.		FILLES MINIEURES et femmes de 18 à 21 ans.	FEMMES ADULTES.	OUVRIERS ADULTES.	TOTAUX.
NOMÉROS.	DÉSIGNATION.	Garçons.	Filles.				
I	Alimentation.	64	14	18	82	1.141	1.319
II	Bois (Industrie du).	95	2	"	2	733	832
III	Chemins de fer (Construction et réparation du matériel des)	170	"	1	14	5.823	6.008
IV	Chimiques (Industries)	51	24	10	133	794	1.012
V	Construction.	188	"	"	"	3.021	3.209
VI	Cuir et peaux.	26	4	3	5	186	224
VII	Eau, chauffage, éclairage. . .	32	2	2	16	651	703
VIII	Imprimerie.	74	4	4	5	82	169
IX	Industrie textile.	399	271	134	360	1.653	2.817
X	Machines, outils, instru- ments de précision, appa- reils	450	"	2	16	3.392	3.860
XI	Métallurgiques (Usines) . . .	539	1	2	47	4.397	4.986
XII	Métaux (Travail des)	165	20	10	30	755	980
XIII	Moulins.	1	"	"	1	110	112
XIV	Papiers, cartons.	47	17	6	33	395	498
XV	Pierres et terres (Industries des)	140	5	1	15	925	1.086
XVI	Vêtement et accessoires . . .	5	5	3	23	41	77
XVII	Industries diverses.	49	1	4	71	1.072	1.197
	TOTAUX.	2.495	370	200	853	25.171	29.089 (A)

(A) Nombre des victimes.

NATURE DES CONTRAVENTIONS VISÉES DANS LES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS, EN 1897,
PAR LES INSPECTEURS DU TRAVAIL.

LOIS ET DÉCRETS.		NATURE DE LA CONTRAVENTION.	NOMBRE des CONTRAVENTIONS.
Loi du 2 novembre 1882.	Art. 2.....	Age d'admission.....	359
	Art. 3.....	Durée du travail.....	3.000
	Art. 4.....	Travail de nuit.....	1.111
	Art. 5..... { \$ 1 ^{er}	Non-observation du repos hebdomadaire.....	629
	Art. 5..... { \$ 2.....	Non-observation du repos des jours fériés.....	429
	Art. 8.....	Théâtres et cafés concerts sédentaires.....	3
	Art. 10.....	Livrets, registre.....	1.088
	Art. 11.....	Affichage.....	319
	Art. 14..... { \$ 1 ^{er}	Hygiène et sécurité.....	10
	Art. 14..... { \$ 2.....	Insécurité. — Machines { après accident.....	75
		non protégées. { sans accident.....	81
	Art. 15.....	Non-déclaration d'accidents (femmes et enfants).....	59
	Art. 16.....	Maintien des bonnes mœurs.....	"
Décret du 13 mai 1893.	Art. 27.....	Récidive.....	8
	Art. 29.....	Obstacle à l'inspection.....	23
	Art. 1 ^{er}	Visite, groissage de mécanismes en marche.....	39
	Art. 2.....	Machines non protégées.....	204
	Art. 6..... { \$ 1 ^{er}	Machines à pédales.....	"
	Art. 6..... { \$ 2.....	Roues horizontales.....	"
	Art. 4..... { \$ 1 ^{er}	Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux roues verticales.....	3
	Art. 4..... { \$ 2.....	Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux métiers dits à la main.....	"
	Art. 5.....	Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux scies circulaires.....	5
	Art. 6.....	Emploi d'enfants de moins de 16 ans au travail des lames tranchantes mécaniques.....	3
	Art. 7..... { \$ 1 ^{er}	au-dessous de 14 ans à cueillir ou à souffler le verre.....	1
	Art. 7..... { \$ 2.....	Emploi d'enfants { de 13 à 16 ans à cueillir un poids supérieur à 1.000 grammes.....	"
	Art. 7..... { \$ 3.....	au-dessous de 16 ans à souffler les bouteilles.....	"
Loi du 12 juin 1893.	Art. 7..... { \$ 4.....	au-dessous de 18 ans un embout personnel.....	"
	Art. 8.....	Emploi d'enfants de moins de 16 ans au service des robinets à vapeur.....	1
	Art. 9.....	Emploi d'enfants de moins de 16 ans en qualité de doubleurs pour le laminage et l'étirage de la verge de tréfilerie.....	"
	Art. 10.....	Emploi d'enfants de moins de 16 ans sur des échafaudages volants.....	1
	Art. 11 et arrêté ministériel du 31 juillet 1894.	Surcharges.....	39
	Art. 12.....	Travail aux machines à coudre avant 16 ans.....	13
	Art. 13.....	Confection d'écrits ou autres objets contraires aux bonnes mœurs.....	"
	Art. 14 et tableau A.....	Travaux interdits aux enfants, aux filles mineures et aux femmes.....	13
	Art. 15 et tableau B.....	Travaux interdits aux enfants au-dessous de 18 ans.....	1
	Art. 16 et tableau C.....	Conditions imposées pour certains travaux.....	20
	Art. 2..... { \$ 1 ^{er}	Hygiène et salubrité.....	4
	Art. 2..... { \$ 2.....	Insécurité. — Machines { après accident.....	86
		non protégées. { sans accident.....	37
	Art. 6.....	Non présentation du registre.....	1
	Art. 9.....	Récidive.....	"
	Art. 11.....	Non-déclaration d'accident (adultes hommes).....	268
	Art. 12.....	Obstacle à l'inspection.....	4
A reporter.....			8.137

LOIS ET DÉCRETS.		NATURE DE LA CONTRAVENTION.		NOMBRE des CONTRAVEN- TIONS.
		Report.....		8.137
Décret du 10 mars 1894.	Art. 1 ^{er}	Nettoyage, mesures de propreté et d'hygiène.....	2	
	Art. 2.....	Locaux où l'on travaille des matières organiques altérables.....	"	
		Lessivage avec une solution désinfectante.....	"	
		Résidus putrescibles.....	"	
	Art. 3.....	Emanations d'égouts, etc.....	"	
		Intercepteur hydraulique.....	"	
		Ventilation des puits, ceintures de sûreté.....	"	
	Art. 4.....	Cabinets d'aisances.....	7	
	Art. 5.....	Gobe d'air, locaux encombrés.....	56	
		Aération, éclairage des dépendances, passages et escaliers.....	"	
		Évacuation des gaz et des poussières insalubres, incommodes ou toxiques.....	"	
	Art. 6.....	Évacuation des buées, gaz, vapeurs par des hottes avec cheminées d'appel.....	18	
		Ventilation aspirante des poussières déterminées par des appareils mécaniques.....	488	
		Ventilation <i>per descensum</i> des gaz lourds.....	"	
	Art. 7.....	Pulvérisation en vase clos des matières irritantes ou toxiques.....	"	
		Aération des ateliers.....	2	
		Repas dans l'atelier.....	"	
	Art. 8.....	Eau potable, vestiaires avec lavabos.....	3	
		Évacuation des ateliers pendant les repas.....	1	
	Art. 9.....	Moteur non isolé.....	"	
		Passages, nivellement.....	"	
		Escaliers dépourvus de fortes rampes.....	11	
	Art. 10.....	Absence de barrières ou de garde-corps.....	11	
		Echafaudages non protégés.....	28	
		Monte-charges non protégés.....	3	
	Art. 11.....	Parties dangereuses non protégées.....	91	
		Machines, outils à instruments tranchants présentant des causes de danger.....	7	
		Maniement des courroies à la main.....	5	
	Art. 12.....	Onvrier occupé dans le plan de rotation d'un engin pesant tournant à grande vitesse.....	"	
		Signal de la mise en marche.....	1	
		Arrêt des moteurs par le conducteur de la machine.....	2	
	Art. 14.....	Arrêt des moteurs par le contremaître de l'atelier.....	"	
		Dispositifs de sûreté pour le nettoyage et le graissage des mécanismes en marche.....	"	
		Calage non assuré.....	"	
	Art. 15.....	Portes s'ouvrant de dedans en dehors et non encombrées.....	"	
		Escaliers multiples.....	"	
		Escaliers incombustibles.....	"	
	Art. 16.....	Isolément des huiles et pétroles.....	"	
Isolément et protection des machines dynamos.....		"		
Art. 17.....	Vêtements flottants.....	4		
Art. 18.....				
Loi du 9 septembre 1848.....		Travail des adultes au delà de 12 heures.....	273	
Loi du 7 décembre 1874.	Art. 1 ^{er}	Emploi d'enfants de moins de 16 ans à des tours de force périlleux.....	"	
	Art. 4.....	Défaut de justification de l'acte de naissance et de l'identité de l'enfant.....	1	
Code pénal. — Art. 224.....		Outrage aux inspecteurs.....	5	
TOTAL.....			9.156	

LES ACCIDENTS DE CHEMIN DE FER DANS DIVERS PAYS. (1)

Les renseignements ci-après qui concernent la Belgique sont extraits de l'*Annuaire statistique de la Belgique* pour 1897.

Les renseignements relatifs au Danemark sont pris dans le compte rendu officiel *Danske statsbaner. — Beretning om Driften i varet fra 1^{re} april 1896 till 31^{re} mars 1897* :

DÉSIGNATION des PAYS ET DES ANNÉES.	NOMBRE DE KILOMÈTRES DE CHEMIN DE FER EXPLOITÉS.	MILLIERS de VOYAGEURS		MILLIERS DE FONCTIONNAIRES employés et ouvriers.	ACCIDENTS. NOMBRES DE PERSONNES.							
		à toute distance.	à 1 kilomètre.		Voyageurs		Agents du chemin de fer		Autres personnes		Au total.	
					tués.	blessés.	tués.	blessés.	tués.	blessés.	tués.	blessés.
<i>Belgique.</i>												
Lignes de l'État et des compagnies, non compris le réseau vicinal.												
1881-1890	4.569	67,9	"	"	9,4	84,3	90,4	551,2	72,8	61,9	172,6	697,4
1895	4.751	99,6	"	56,4	29,0	197,0	57,0	979,0	67,0	56,0	101,7	1.232,0
1896	4.783	106,8	"	59,8	9,0	188,0	58,0	1117,0	61,0	60,0	128,0	1.365,0
<i>Danemark.</i>												
1895-1896	1.735	12,8	367,1	"	1	5	6	57	10	4	17	66
1896-1897	1.735	13,3	386,8	"	1	7	16	72	8	8	25	87

(1) Voir pour d'autres pays : France, *Bulletin* de novembre 1898, p. 872; Canada, États-Unis, *Bulletin* de mai 1898, page 416; Allemagne, Autriche-Hongrie, République Argentine, Japon, Indes anglaises, Suisse, *Bulletin* de novembre 1898, p. 873.

LE TRAVAIL DANS LES PRISONS EN 1896 (1)

Nous avons totalisé dans le tableau ci-après quelques chiffres relatifs aux maisons centrales et aux maisons d'arrêt réunies (2) : ce sont les seuls établissements pénitentiaires dont la production industrielle ait une réelle importance.

	HOMMES.	FEMMES.	ENSEMBLE.
<i>Nombre de journées de détention.....</i>	9.281.567 00	1.664.496 00	10.946.063 00
— — de travail.....	5.230.671 00	844.955 0	6.075.626 00
— moyen de détenus occupés.....	16.955 00	2.736 00	19.691 00
<i>Produit net du travail (gratifications comprises) :</i>			
Service intérieur.....	#	#	814.510 79
Travail industriel.....	#	#	4.187.651 63
ENSEMBLE.....	4.483.901 76	518.260 66	5.002.162 42

Répartition du produit net :

	HOMMES.	FEMMES.	ENSEMBLE.
Pécule des détenus. { Maisons centrales.....	1.258.240 74	112.987 51	1.371.228 25
{ Maisons d'arrêt.....	#	#	1.026.659 14
Trésor { Maisons centrales.....	981.188 42	119.664 44	1.100.852 86
{ Maisons d'arrêt.....	#	#	295.742 40
Entreprise { Maisons centrales.....	481.521 65	38.072 08	519.593 73
{ Maisons d'arrêt.....	#	#	688.266 04
ENSEMBLE { Maisons centrales.....	2.720.770 81	270.724 03	2.991.494 84
{ Maisons d'arrêt.....	#	#	2.010.667 58

Nous donnons, pour terminer, le détail des produits du travail dans les industries qui fournissent les chiffres de salaires les plus importants, tant dans les maisons d'arrêt que dans les maisons centrales. Les nombres d'individus occupés et les salaires individuels moyens sont indiqués en ce qui concerne la deuxième catégorie d'établissements. La statistique pénitentiaire ne fournit pas ces renseignements pour la première.

(1) Renseignements extraits de la *Statistique pénitentiaire pour l'année 1896*, qui vient de paraître. Voir à la bibliographie.

(2) Non compris les pénitenciers agricoles de la Corse et de l'Algérie, dont le personnel s'occupe exclusivement de travaux agricoles et de voirie, mais y compris les 5 maisons d'arrêt de la Corse.

PRODUIT NET DU TRAVAIL DES DEUX SEXES DANS DIVERSES INDUSTRIES
(MAISONS D'ARRÊT ET MAISONS CENTRALES RÉUNIES ⁽¹⁾).

DESIGNATION DES INDUSTRIES.	PRODUIT DU TRAVAIL (GRATIFICATIONS COMPRISES) DANS LES			MAISONS CENTRALES seules.	
	MAISONS D'ARRÊT.	MAISONS CENTRALES.	ENSEMBLE.	NOMBRE MOYEN de tra- vailleurs pendant l'année.	SALAIRE MOYEN. jour- nancier.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.
Agrafes, aiguilles, épingles, épinglettes, chaînes, chainettes, chapelets, perles.....	94.334 74	"	"	"	"
Allumettes, allume-feu, veilleuses, bouchons....	1.021 82	66 50	1.088 32	1	2,4629
Bonneterie, tricotage de bas, faux-cols, corsets, lingerie pénitentiaire, etc.....	1.674 48	376.270 20	226.665 60	749	0,8921
Boutonnerie.....	3.176 04	70.882 50	74.058 63	282	0,8731
Broderie, dentelles, fleurs, ganterie, passement ^{re}	8.243 58	5.762 49	14.006 07	13	1,3677
Brosserie, plumceaux, balais.....	69.847 20	133.117 18	202.964 38	355	1,1300
Cardage, dévidage, bobinage, moulinage, étoupes, épiluchage, défilage de chiffons, plumes.....	169.058 83	5.842 23	174.901 06	23	0,7714
Cartonnage, boîtes à bougies et d'allumettes, bal- lons, jouets d'enfants, abat-jours.....	63.772 20	27.333 18	91.105 38	102	0,7245
Chaise (Fabrication et rempaillage de).....	"	117.103 20	"	257	1,5127
Charbon (Mise en sacs de).....	321 04	"	"	"	"
Chaussonnerie.....	23.587 84	180.554 96	204.142 80	807	0,7198
Copies, découpage de papier, papeterie, imagerie, sacs en papier, adresses, imprimerie et reliure.....	136.741 08	91.910 03	218.651 11	164	1,5189
Corderie, filets de pêche, emouletteuses.....	80.998 88	"	"	"	"
Cordonnerie et piquage, galoches, saboterie.....	61.517 95	372.774 22	434.292 17	938	1,2522
Corroirie, sellerie, cuirs artificiels.....	22.906 42	"	"	"	"
Couture.....	99.535 76	"	"	"	"
Ébénisterie, menuiserie, tourneurs, tonneliers, cadres, sculpture sur bois.....	20.784 05	101.230 25	122.014 30	264	1,7042
Échalas, margotins, ligots.....	188 87	"	"	"	"
Emboutissage.....	"	36.322 78	"	68	1,7367
Emballage.....	"	16.935 35	"	82	0,6631
Enveloppes de bouteilles.....	20.718 88	14.120 59	34.839 47	58	0,7877
Espadrilles, sandales, pantoufles.....	32.236 53	24.558 59	56.795 12	57	0,7167
Filature de laine, chaîne, coton et soie, lavages de soies.....	9.203 11	71.361 20	80.564 31	201	1,2916
Filets, filoches, tricots.....	"	7.886 24	"	63	0,3545
Machines agricoles.....	"	8.092 29	"	17	1,5306
Meubles en fer, lits en fer.....	"	271.551 67	"	429	2,4896
Mesures linéaires, boisellerie.....	"	39.251 95	"	107	1,2200
Marbrerie, sculpture, ouvrages en plâtre, mo- saïque, gravure.....	5.174 50	"	"	"	"
Parapluies et canoas.....	813 91	36.364 56	37.178 47	78	1,4433
Peignes.....	20 44	"	"	"	"
Peinture et vernissage.....	"	20.046 11	"	41	1,6296
Pipes.....	"	17.499 58	"	41	1,4080
Ressorts et essieux.....	"	34.499 22	"	81	1,3863
Serrurerie, quincaillerie, coutellerie, horlogerie, bijouterie, ferblanterie, chaudronnerie, chevill- erie, blanchisserie de limes, paniers en fer, couverts, articles de ménage.....	45.723 56	12.697 75	58.421 31	31	1,7989
Taillieurs.....	7.135 71	95.285 37	102.421 08	292	1,3359
Tissage de fil, coton, laine, soie.....	16.660 01	159.693 25	176.353 26	426	1,2736
Tissage de toiles métalliques, jalousies en fer....	8.707 66	114.624 89	123.332 55	194	1,9217
Tresses de paille, cabas, paillassons, sparterie, remplissage de chaises, stores, nattes en che- veux et en paille, liens pour l'agriculture.....	53.374 00	50.849 83	104.223 83	150	0,9318
Triage de légumes, café, noix, moutarde, cassage de noix et d'amandes.....	78.030 96	3.597 80	82.657 76	27	0,6410
Vannerie, pelage d'osier.....	26.796 07	33.460 57	60.256 64	90	1,1803
Verrerie.....	"	7.433 93	"	17	1,4806
Travaux divers intérieurs.....	"	12.768 96	"	46	0,8927
Travaux aux bâtiments, travaux divers et chantiers extérieurs.....	48.182 97	34.988 41	83.171 38	81	1,3888

(1) En France continentale seulement.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

Protection des personnes accomplissant un service militaire.

Dans ses séances des 2 et 24 février 1899, le Sénat a adopté avec modifications la proposition de loi votée par la Chambre ayant pour objet d'assurer le maintien du contrat de louage de service pendant les périodes d'instruction militaire des réservistes et des territoriaux (1).

Les dispositions adoptées par le Sénat et renvoyées au nouvel examen de la Chambre sont les suivantes :

En matière de louage de services, si un patron, un employé ou un ouvrier est appelé sous les drapeaux comme réserviste ou territorial pour une période d'instruction militaire, son contrat ne pourra être rompu à raison de ce fait.

Alors même que, pour une autre cause légitime, le contrat serait dénoncé par l'une des parties, la durée de la période militaire sera exclue des délais impartis par l'usage pour la validité de la dénonciation, sauf toutefois dans le cas où le contrat de louage aura pour objet une entreprise temporaire prenant fin pendant la période d'instruction militaire.

En cas de violation des dispositions précédentes par l'une des parties, la partie lésée aura droit à des dommages et intérêts qui seront arbitrés par le juge conformément aux indications de l'article 1.780 du Code civil.

Les principales modifications apportées au texte de la Chambre sont les suivantes :

Le Sénat a introduit dans les trois articles de la loi *la réciprocité*, en vue des

(1) PROTECTION DES PERSONNES ACCOMPLISSANT UN SERVICE MILITAIRE. — *Proposition de loi* ayant pour objet de prévenir le renvoi des employés et ouvriers revenant d'accomplir une période d'instruction militaire de 28 ou 13 jours, présentée et lue par M. Coustant, député, le 23 novembre 1895 (doc. parl. n° 1622; J. O., p. 1491). — Urgence déclarée (déb. parl. p. 2487 et 2499). — Rapp. Lavy, 2 décembre 1897 (doc. parl., n° 2867; J. O., p. 1491).

Proposition de loi ayant pour objet de garantir leur travail et leurs emplois aux réservistes appelés par la loi à faire leur période d'instruction militaire, présentée par MM. Ernest Roche et Le Senne, députés, le 5 novembre 1897 (doc. parl. n° 2774; J. O., p. 1491). — Renvoyée à la Commission du travail.

Discussion et adoption le 25 mars 1898. — Transmission au Sénat le 29 mars 1898 (doc. parl. n° 173; J. O., p. 1491). — Rapp. Voiland, 28 juin 1898 (doc. parl. n° 275; J. O., p. 565). — Déclaration d'urgence et adoption avec modifications le 8 juillet 1898. — Retour à la Chambre le 12 juillet 1898 (doc. parl. n° 244; J. O., p. 1408) (1). — Renvoi à la Commission du travail. — Rapport Odilon-Rarrot, 18 novembre 1898 (doc. parl. n° 381; J. O., p. 289). — Discussion et adoption le 25 novembre 1898. — Retour au Sénat le 29 novembre 1898 (doc. parl. n° 338; J. O., p. 576).

petits patrons principalement, et interdit à l'ouvrier aussi bien qu'au patron de rompre le contrat de louage pour cause d'appel de l'autre partie sous les drapeaux.

Le texte voté par la Chambre ne s'appliquait qu'aux périodes *obligatoires* d'instruction militaire, excluant ainsi de son bénéfice celles auxquelles les officiers de la réserve et de l'armée territoriale sont astreints. La suppression du mot *obligatoires* a fait disparaître cette restriction.

Enfin, l'article 3 de la Chambre accordait « à l'employé ou ouvrier congédié en violation de l'article 1^{er} des dommages et intérêts au moins égaux aux appointements de deux mois pour l'employé et au salaire d'un mois pour l'ouvrier. »

Le Sénat a laissé au juge le soin de fixer l'indemnité due à l'une ou l'autre partie dans les conditions du droit commun fixées par le nouvel article 1.780 du Code civil (loi du 27 décembre 1890) sur les ruptures dommageables du contrat de louage de services fait sans détermination de durée.

Application de la loi sur les responsabilités des accidents.

M. Louis Ricard, président de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales a reçu une importante communication relative à l'application, en cas d'accident mortel, de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents.

On sait que cet article 3 oblige les chefs d'entreprise à servir des pensions aux veuves, orphelins et ascendants des ouvriers tués. Cette obligation subsiste pour l'ouvrier de nationalité française à moins que les ayants droit résident hors du territoire de la République au moment où l'accident s'est produit.

De cette communication, émanée du président du syndicat des Compagnies d'assurances à primes fixes contre les accidents, nous extrayons le passage suivant :

« La rareté des accidents mortels, par rapport à l'ensemble des accidents de tout ordre, permet d'affirmer d'abord que les charges engendrées par eux sont une très faible partie des charges totales résultant de la nouvelle loi; les variations que ces charges peuvent subir, suivant l'état-civil des ouvriers, se traduisent donc par une variation de dépenses vraiment peu importante.

« Les sociétés d'assurances mutuelles ou à primes fixes ne tiennent jamais compte de l'état civil des ouvriers dans la fixation de leurs primes qui sont uniquement proportionnelles à la totalité des salaires payés par les chefs d'entreprise, sans que la personnalité des ouvriers intervienne en quoi que ce soit dans le calcul, le coefficient de proportionnalité ne dépendant que de l'industrie exercée et de l'installation plus ou moins satisfaisante des ateliers.

« Lors même que les sociétés d'assurances voudraient abandonner leurs traditions, invariables jusqu'ici sur ce point, elles ne le pourraient pas, car il serait pratiquement impossible de suivre sans interruption l'état civil de tous les ouvriers atta-

chés à une entreprise soit à titre permanent, soit à titre temporaire, et de contrôler les déclarations qui seraient faites par les intéressés, notamment au point de vue des mariages et des naissances d'enfants que les ouvriers auraient intérêt à dissimuler.

« Les industriels assurés payent donc exactement la même prime pour leurs ouvriers, quelles que soient la nationalité ou la situation de famille de ceux-ci. Ils n'ont dès lors pas le moindre intérêt à exclure les uns plutôt que les autres. »

Le payement des salaires des ouvriers.

Dans ses séances des 6 et 8 décembre derniers, la Chambre des députés a adopté avec modifications la proposition de loi adoptée par le Sénat et relative au payement des salaires des ouvriers (1).

Les dispositions adoptées par la Chambre et renvoyées au nouvel examen du Sénat sont les suivantes.

Les salaires des ouvriers et employés devront être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal nonobstant toute stipulation contraire, à peine de nullité.

Ceux des ouvriers devront être payés au moins deux fois par mois à 16 jours, au moins d'intervalle, à moins de conventions écrites contraires. Pour le travail aux pièces, les conditions de payement jusqu'à l'achèvement de l'ouvrage seront fixées de gré à gré par les intéressés.

Pour les ouvriers comme pour les employés, les payements devront être faits un jour de travail. Ils ne pourront être effectués dans des débits de boissons, magasins de vente ou économats, sauf pour les personnes qui y sont occupées.

En ce qui concerne les règlements d'atelier, ils devront, pour être applicables, avoir été déposés depuis un mois au moins au secrétariat du conseil des prud'hommes ou, à défaut, au greffe de la justice de paix; ils devront également être affichés bien en vue dans les ateliers.

(1) SALAIRES. — *Proposition de loi* sur le payement des salaires des ouvriers, adoptée par le Sénat le 27 avril 1894 (doc. parl. n° 574).

Proposition de loi ayant pour objet d'interdire aux chefs d'industrie ou de commerce, aux administrations privées ou publiques, d'imposer à leurs employés, ouvriers ou apprentis, des amendes, des retenues ou des mises à pied ayant pour conséquence une diminution de salaire, présentée par MM. Toussaint, Faberol, etc., le 27 juin 1896 (doc. parl. n° 1966; J. O., p. 614). — Renvoyée à la Commission du travail.

Commission du travail. — Rapp. Dubief, 1^{er} juillet 1897 (doc. parl. n° 2576; J. O., p. 1457). Retour à la Chambre, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 72; J. O., p. 1169). — Renvoi à la commission du travail. — Rapport Dubief, 22 novembre 1898 (doc. parl. n° 409; J. O., p. 312). — Discussion et adoption, 6 et 8 décembre 1898. — Retour au Sénat, le 13 décembre 1898 (doc. parl. n° 353; p. 603).

Il sera interdit à tout chef d'industrie ou de commerce, à toute administration publique ou privée, d'imposer à leurs employés, ouvriers ou apprentis, des amendes, retenues par mesure disciplinaire, ou des mises à pied ayant pour conséquence une diminution de salaire.

La déduction de salaire pour malfaçon ou toute autre cause devant entraîner la réparation d'un préjudice causé au patron restera permise et, s'il y a contestation, elle sera jugée suivant les règles du droit en matière de dommages et intérêts.

Les contraventions à la loi seront jugées en simple police et passibles d'une amende de 15 francs, sans préjudice des responsabilités civiles et avec application de l'article 463 du Code pénal.

La loi s'appliquera à l'Algérie, à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion.

Les principales modifications apportées au texte du Sénat sont les suivantes :

La Chambre a étendu aux *employés* le bénéfice accordé aux ouvriers d'être payés en monnaies ayant cours légal. Elle a supprimé l'obligation de faire les paiements « dans l'usine ou dans l'un de ses bureaux » et elle a ajouté les *économats* aux « débits de boisson et magasins de vente » interdits comme lieux de paiement.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en mars (1). — L'amélioration déjà signalée s'est accentuée dans l'ensemble des industries, la métallurgie, les mines et l'industrie textile notamment; l'agriculture aussi a bénéficié d'une espèce de travail.

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 58 villes d'Allemagne constatent, par rapport au mois de mars 1898, une diminution des demandes de travail des ouvriers dans 7 villes et une augmentation de ces demandes dans 51 villes.

Les placements effectués dans les 58 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de .		
	Hommes.	Femmes.	En-semble.	Hommes.	Femmes.	En-semble.	Hommes.	Femmes.	En-semble.
Mars 1898.	24.366	10.737	35.103	28.245	8.394	36.639	115,9	78,2	104,4
Mars 1899.	27.858	13.414	41.272	27.011	8.768	36.679	100,2	65,4	88,9

Grèves en mars (1). — 51 nouvelles grèves (contre 39 en février dernier); dont 8 dans l'industrie du bâtiment, 14 dans les métaux, 7 dans le travail du bois et 8 dans l'industrie du vêtement.

Les colonies de travail en 1898 (2). — On connaît la triple forme que revêt l'assistance par le travail en Allemagne, où elle est généralement instituée ou subventionnée par les pouvoirs publics et administratifs, sous leur contrôle par des

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

(2) Extrait de la *Labour gazette* d'après *Der Wanderer* organe officiel du Bureau central des colonies de travail allemandes. Sur le même sujet voir les *Documents sur la question du chômage* publiés par l'Office du travail, p. 213 et l'ouvrage de M. Georges Berry, député: *L'assistance par le travail en Allemagne* (Paris, 1893, Dainont edit.).

comités composés de particuliers. On trouve dans presque toutes les villes et bourgs d'Allemagne les *auberges hospitalières* qui hébergent l'ouvrier de passage à très bas prix, moyennant le strict remboursement de sa dépense.

Les *stations de secours* au nombre de plus de 1.000 le recueillent et l'hospitalisent moyennant travail lorsqu'il se trouve complètement dénué de ressources et ne peut même pas payer sa dépense à l'auberge hospitalière.

Enfin les *colonies de travail* au nombre de 29 sont des refuges de rééducation professionnelle pour les indigents devenus incapables de pourvoir à leur existence autrement qu'en mendiant. Une de ces colonies est industrielle (Berlin) mixte, mi-industrielle, mi-agricole (Magdebourg) les autres sont agricoles.

La statistique qui vient de paraître ne concerne que les *colonies de travail*.

Répandues dans l'Empire au nombre de 29 à la fin de l'année 1898 elles peuvent recevoir 3.390 pensionnaires et elles en contenaient 2.804 au 31 décembre. Elles en avaient reçu 7.333 dans l'année et refusé 1.181 dont 351 pour manque de place, 79 pour incapacité de travail, 110 pour invalidité, 32 pour intempérance. Sur 7.333 personnes admises en 1898, 2.229 se présentaient par la 1^{re} fois, 1.670 pour la 2^e, 994 pour la 3^e, 617 pour la 4^e, 581 pour la 5^e, 228 pour la 6^e, 173 pour la 7^e et 441 pour la 8^e fois et davantage.

Les 7.333 hospitalisés se répartissent comme il suit d'après leur âge :

	NOMBRE d'hospitalisés.	
	absolus.	p. o/o.
Agés de 15 à 21 ans	440	6,0
— 21 à 31 —	1.396	196,0
— 31 à 51 —	3.996	54,5
— 51 à 61 —	1.197	16,3
— 61 ans et au-dessus.	304	4,2
TOTAUX	7.333	100,0

Selon les industries auxquelles ressortit leur profession ils se classent de la façon suivante :

Ouvriers (sans autre spécification)	2.210
Bâtiment	659
Vêtement	587
Agriculture	563
Industries alimentaires	496
Travail des métaux	464
Commerce	395
Travail du bois	274
Industries textiles	203
Industrie des terres et pierres	203
Employés de bureau, géomètres	170
Industries du papier et du cuir	140
Autres industries	969
TOTAUX	7.333

7.583 hospitalisés ont quitté les colonies en 1898 avec les motifs ou destinations dont l'énumération suit :

	NOMERES	
	absolus.	p. o/o.
Placés par la colonie.....	877	11,6
Placés par eux-mêmes.....	958	12,6
Sortis volontairement.....	4.146	54,7
Congédiés pour incapacité ou mauvaise conduite.....	768	9,6
Congédiés pour d'autres causes.....	570	8,0
Partis clandestinement.....	233	3,1
Décédés.....	31	0,4
TOTAUX.....	7.583	100,0

Les 2.804 hospitalisés présents au 31 décembre 1898 avaient les durées de séjour indiquées ci-dessous :

	NOMBRE d'hospitalisés.	
	absolus.	p. o/o.
Ayant une durée de séjour de moins de 2 mois.....	1.355	48,3
— — de 2 à 4 mois.....*	699	24,9
— — de 4 à 6 mois.....	336	12,0
— — de 6 à 12 mois.....	278	10,0
— — de 12 mois et plus.....	136	4,8
ENSEMBLE.....	2.804	100,0

Le nombre des journées de travail effectuées en 1898 dans les 29 colonies a été de 655.012.

AUTRICHE-HONGRIE.

Le placement municipal à Vienne. — Le bureau municipal de Vienne a depuis sa création (12 septembre 1898) jusqu'en fin février 1899 reçu 35.593 demandes de placement faites par les ouvriers ; pendant la même période, les offres d'emploi ont été de 13.959 et les placements effectués de 10.787. Ce sont les ouvriers et les ouvrières de métier qui dans le plus grand nombre de cas ont bénéficié des placements du bureau municipal, tandis qu'il a été fait peu d'offres d'emploi pour les ouvriers sans métier. On a reçu de nombreuses demandes des garçons de magasin, cochers, auxiliaires de toutes catégories, journaliers, même d'employés aux écritures. Les places dans l'enseignement sont aussi offertes en grand nombre, mais on manque de postulants.

BELGIQUE (1).

Revue du travail en mars (2). — Activité intense dans les *charbonnages* et dans la *métallurgie*. La *construction mécanique* et la *verrerie* accusent une nouvelle amélioration. Les froids ont contrarié la reprise saisonnière des industries du *bâtiment* et du *vêtement*. Dans les *carrières*, l'activité est partout excellente. La reprise signalée il y a quelques mois pour l'industrie *allumettière* se maintient. La *tannerie* continue à souffrir de la situation commerciale défavorable. Dans le *groupe* des textiles, l'industrie *lainière* seule accuse une certaine amélioration.

Grèves en février. — 7 grèves nouvelles, comprenant ensemble 723 grévistes en mars 1890. Industrie charbonnière, 3 conflits, et industrie textile, 4 conflits. Causes : dans deux cas, une demande d'augmentation de salaire; dans un cas, l'opposition à une réduction de salaire; dans deux cas, l'opposition à une modification des conditions du travail; dans un cas, la réintégration de deux ouvriers congédiés; dans un cas, la menace de renvoi d'un contremaître.

Des cinq conflits dont l'issue est signalée jusqu'ici, quatre ont échoué; dans un cas, cet échec a même été accompagné du renvoi de tous les grévistes (33). Le cinquième conflit a été terminé par transaction.

Quatre conflits se sont déclarés dans la province de Liège; les trois autres, respectivement dans chacune des deux Flandres et dans le Hainaut.

Sur cinq grèves terminées, anciennes et nouvelles, une transaction et quatre échecs. Pour un des échecs, renvoi de tous les grévistes.

L'épargne scolaire. (3). — Au 31 décembre 1896, le nombre total des écoles primaires de toute nature en Belgique, pour garçons et filles (2) était de 9.130 avec 1.041.371 élèves (518.538 garçons et 522.833 filles).

On pratiquait l'épargne dans 6.090 écoles, soit 66 p. o/o du nombre total de celles-ci. 243.457 enfants (130.799 garçons et 112.658 filles), soit 23,5 p. o/o de la population scolaire totale, possédaient un livret et 48.039 enfants, soit 4,6 p. o/o (24.694 garçons et 23.345 filles), épargnaient sans encore en avoir un. Le montant total de leur épargne était de 6.382.901 francs (3.372.291 francs aux garçons et 3.010.610 aux filles).

Les sociétés scolaires de tempérance. (4) — Au 31 décembre 1896, il y avait en Belgique 4.136 écoles primaires de garçons ou mixtes (dont 3.099 communales et 1.037 adoptées ou subventionnées) avec 107.870 élèves. Sur ce nombre, 2.150 écoles, soit 52 p. o/o, possédaient des sociétés de tempérance groupant 41.034 élèves garçons de 11 ans au moins, soit 38 p. o/o de la population scolaire totale.

Depuis la fondation de l'œuvre, 88.976 élèves ont pris l'engagement de renoncer à l'usage des boissons fortes.

(1) D'après la *Revue du travail* (Belge).

(2) Renseignements dus à l'obligeance de M. le docteur Vercrucysse, chef de bureau à l'Office du travail de Belgique.

(3) D'après l'*Annuaire statistique* (Belge). Voir les renseignements pour 1894 dans le *Bulletin de mars* 1899, p. 218.

(4) Y compris les *écoles gardiennes* et les sections d'enseignement primaire annexées à des établissements d'instruction d'autres degrés.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en mars (1). — L'amélioration signalée en février s'est bien maintenue en mars, et il y a eu augmentations de salaires pour un grand nombre d'ouvriers dans les houillères, les industries du fer et de l'acier, et les industries de la filature du coton.

2,5 p. o/o de chômeurs dans 123 trade-unions groupant 494.394 membres, contre 2,6 p. o/o en février 1899 et 3,1 p. o/o en mars 1898.

En un jour de la deuxième semaine de mars 1899, l'assistance publique a secouru 339.157 personnes, soit 212 p. 10.000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 214 en février 1899 et 216 en mars 1898.

5,62 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers employant 443.631 mineurs, contre 5,63 en février 1899 et 5,39 en mars 1898.

377 hauts fourneaux en marche à la fin de mars 1899, avec 24.526 ouvriers contre 373 en février 1899 et 353 en mars 1898.

87 p. o/o du personnel travaillant en plein dans 531 filatures avec 92.000 ouvrières, femmes et filles, contre 82 p. o/o en février 1898 et 74 p. o/o en mars 1898.

Sur 331.200 travailleurs pour lesquels des renseignements sont fournis, hausse de salaire de 1 franc par semaine en moyenne, pour 329.650 ouvriers, dont 204.808 dans les mines, 43.025 dans l'acier et 75.164 dans les textiles. Cette hausse a été obtenue pour 1.200 ouvriers par grève, pour 167.000 par échelle mobile et le surplus, pour 163.000, par négociation directe entre patrons et ouvriers.

Placement gratuit (2). — 1.796 demandes et 836 offres d'emplois en mars 1899, contre 1.813 et 894 en février 1899 et 1.990 et 919 en mars 1898; 319 placements à demeure et 628 en extra, soit ensemble 947 contre 874 en février 1899 et 1.044 en mars 1898.

Grèves en mars. — 53 nouvelles grèves en mars avec 12.827 chômeurs, contre 36 avec 5.348 en février 1899, et 27 avec 2.888 en mars 1898: 18 grèves dans le bâtiment, 4 dans les mines et carrières, 13 dans les métaux, 9 dans les textiles. Sur 45 grèves terminées, anciennes et nouvelles avec 8.923 grévistes, 22 succès (avec 4.339 grévistes), 14 transactions (avec 3.281 grévistes), 9 échecs (avec 1.303 grévistes).

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*

(2) Sur les 10 bureaux de placement qui ont fourni des renseignements au *Labour Department* en mars, 6 sont situés à Londres et 4 en province, Ipswich, Plymouth, Liverpool et Glasgow.

Les accidents mortels en 1897 et 1898 dans l'industrie, les mines et carrières, la marine marchande et les chemins de fer (1). — Le tableau ci-après de ces accidents ne concerne que les industries pour lesquelles les nombres correspondants de travailleurs peuvent être connus avec une approximation suffisante. Ces nombres sont indiqués au tableau :

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	NOMBRE DE TUÉS en		PERSONNEL DES INDUSTRIES aux dernières évaluations.	NOMBRE DE TUÉS par 10,000 ouvriers.	
	1897.	1898.		1897.	1898.
1° MINES :					
Ouvriers du fond	875	799	578.226	15,1	13,8
Ouvriers du jour	104	134	150.487	6,9	8,9
Ouvriers du fond et du jour réunis	979	933	728.713	13,4	12,8
2° CARRIÈRES DE PLUS DE 6^m DE PROFONDEUR.....	123	133	123.370	10,0	10,8
3° MARINE MARCHANDE (y compris environ 3,000 bateaux de pêche de plus de 15 tonneaux).....	1.642	1.598	231.385	71,0	69,1
4° CHEMINS DE FER.....	566	508	465.112	12,2	10,9
5° AUTRES INDUSTRIES.....	513	575	3.743.418	1,4	1,5
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	3.823	3.747	5.291.998	7,2	7,1

Il y a lieu de remarquer que les chiffres qui concernent 1898 sont provisoires et pourront être rectifiés. Pour la même raison, ceux de 1897 ne sont pas identiques aux chiffres provisoires publiés dans le *Bulletin* de mars 1898, p. 222.

NOUVELLE-ZÉLANDE.

Les retraites de la vieillesse en Nouvelle-Zélande (1). — Une loi récente (*Old-age pensions act 1898*) vient d'établir les retraites de la vieillesse en Nouvelle-Zélande. Pour avoir droit à cette retraite il faut être âgé de 65 ans révolus ou davantage, et habiter la colonie; y avoir résidé sans interruption pendant 25 années au moins, sans avoir pendant ce temps subi 5 années d'emprisonnement pour un crime ou délit emportant l'infamie, ni avoir été pendant les 12 dernières années

(1) D'après la *Labour gazette*.

détenu 4 mois en 4 occasions pour un crime ou délit punissable de 12 mois de prison ou davantage.

Sont motifs d'exclusion du droit à pension : pour un homme, l'abandon d'une épouse, ou le refus d'aliments à elle ou à ses enfants âgés de moins de 14 ans ; pour une femme, l'abandon d'époux ou d'enfants.

La pension ne peut être accordée qu'aux personnes de bonnes mœurs menant et ayant mené une vie respectable, sans ivrognerie, pendant les 5 années précédant la demande. La pension est refusée aux personnes qui jouissent d'un revenu supérieur à 1.300 francs ou de biens dont la valeur totale dépasse 6.750 francs. Le montant de la pension est de 450 francs par année ; il est diminué de 25 francs par chaque 25 francs de revenu appartenant au pensionné au-dessus de 850 francs ou par chaque 375 francs du capital représentant la valeur totale de ses biens. La loi ne s'applique pas aux étrangers ni aux naturalisés sauf ceux qui ont été naturalisés depuis 5 ans au moins à l'époque de leur demande. Elle ne s'applique dans aucun cas aux Chinois et autres Asiatiques, naturalisés ou non.

PAYS-BAS.

Durée du travail des agents de chemin de fer (1). — Aux termes d'un décret royal du 9 février dernier, qui entrera en application le 18 octobre 1899, cette durée de travail a été fixée comme il suit :

ART. 1^{er}. Pour le personnel des gares (y compris aiguilleurs, gardiens de signaux, garde-barrières, télégraphistes, etc.,) dont le service, après entente entre le ministre et les administrations de chemin de fer sera considéré comme de nature à nécessiter un labeur ininterrompu et pénible, la durée d'un tour de service ne pourra dépasser 10 heures consécutives et la durée du travail ne devra pas dépasser 10 heures, consécutives ou non, par 24 heures.

ART. 2. Pour les autres agents de chemins de fer la durée maxima d'un tour de service est fixée à 16 heures. Ils ne seront jamais de service pendant plus de 42 heures sur 3 jours consécutifs, de minuit à minuit, ni pendant plus de 168 heures sur 14 jours consécutifs.

ART. 3. Entre deux tours de service tous les agents auront un intervalle de 10 heures au moins de repos complet, et pendant leur service même, ils jouiront de courts repos nécessaires à leur repas. Indépendamment des 10 heures de repos entre deux tours de service. Tous les agents auront au moins 26 jours de congé par an desquels 8 au moins coïncideront avec un dimanche ou un autre jour de fête religieuse (chrétienne) reconnue. Un jour de congé isolé sera de 30 heures, mais plusieurs jours de congé consécutifs seront comptés de 24 heures.

(1) Extrait de la *Labour gazette* d'après le journal officiel de Hollande. (*De Ierlandseche Staatscourant*).

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

**Décret du 14 mars 1899, et 3 arrêtés ministériels du 15 mars 1879,
portant création et organisation d'un office colonial à Paris.**

(J. O. du 16 mars 1899.)

[Cet office comprend notamment un service de renseignements sur les colonies et l'émigration.]

**Arrêté du 29 mars 1899 déterminant les bases des cautionnements que doivent
constituer les sociétés d'assurances contre les accidents du travail. (1)**

(J. O. du 2 avril 1899.)

ART. 1^{er}. Le cautionnement dont la constitution préalable est prévue par l'article 2 du décret du 28 février 1899 susvisé doit représenter pour les sociétés françaises :

1^o La première année de fonctionnement sous le régime dudit décret, 400,000 francs.

2^o Les années ultérieures, 2 p. 0/0 du total des salaires ayant servi de base aux assurances pendant la dernière année, sans que toutefois la somme ainsi calculée puisse être inférieure à 400,000 francs ni supérieure à 2 millions.

ART. 2. Si la société, d'après ses statuts, n'assure que des ouvriers d'une même profession ou de plusieurs professions présentant un risque identique, le cautionnement doit représenter, sauf application du minimum et du maximum fixés à l'article précédent, une fois et demie la valeur des primes brutes à verser pour couvrir le risque d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente, à moins toutefois que la prime adoptée par la société se trouve inférieure à la prime déterminée par arrêté ministériel, en exécution du dernier alinéa de l'article 6 du décret du 28 février 1899 susvisé. Dans ce dernier cas, la prime déterminée par l'arrêté ministériel sert de base au calcul du cautionnement.

ART. 3. Pour les sociétés dont les statuts stipulent que les capitaux constitutifs de toutes les rentes ou indemnités prévues par la loi du 9 avril 1898 en cas d'accident ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente doivent être immédiatement versés à la caisse nationale des retraites, le cautionnement ne doit représenter que la moitié de la somme spécifiée, suivant les cas, soit à l'article 1^{er}, soit à l'article 2 du présent arrêté, le minimum étant alors réduit à 200,000 francs et le maximum à 1 million.

(1) Exécution de la loi du 9 avril 1898, sur les responsabilités des accidents du travail et de l'article 2 du décret du 28 février 1899, pour l'exécution de l'article 27 de ladite loi. Voir ce décret au *Bulletin* de mars 1899, page 270.

ART. 4. Pour les sociétés étrangères, le cautionnement est fixé sur les bases respectivement déterminées par les articles 1^{er}, 2 et 3 ci-dessus, avec majoration de 50 p. o/o, le minimum étant alors de 600,000 francs ou de 300,000 francs et le maximum de 3 millions ou de 1,500,000 francs suivant le cas.

Arrêté du 30 mars 1899, déterminant les groupements d'industries prévus par l'article 6 du décret du 28 février 1899, en ce qui concerne les sociétés mutuelles d'assurances contre les accidents du travail (1).

(J. O. du 2 avril 1899.)

ART. 1^{er}. Pour être admises à la réduction de cautionnement prévue par l'article 6 du décret du 28 février 1899 susvisé, les sociétés d'assurances mutuelles contre les accidents du travail devront, indépendamment des autres conditions visées audit article, justifier que les ouvriers assurés par elles appartiennent à des professions comprises dans un seul des neuf groupes ci-après :

- 1^o Mines et minières;
- 2^o Industries agricoles et forestières; meunerie; sucrerie; distillerie; industries se rapportant à l'alimentation;
- 3^o Hauts fourneaux; forges et aciéries; travail des métaux; mécanique; chaudronnerie; fonderie;
- 4^o Produits chimiques et dérivés; usines d'éclairage et d'électricité; cuirs et peaux; papier et industries de transformation; imprimerie;
- 5^o Carrières; matériaux de construction; bâtiment; chantiers; travaux publics;
- 6^o Travail du bois: ébénisterie; tabletterie; broserie; vannerie; articles de Paris;
- 7^o Poterie: céramique; verrerie;
- 8^o Industries textiles: habillement;
- 9^o Transports par terre et par eau: entreprises de chargement et de déchargement.

ART. 2. Au point de vue de l'application du présent arrêté, lorsqu'une industrie emploie accessoirement pour son exploitation des ouvriers appartenant à une profession comprise dans un autre groupe que l'industrie principale, ces ouvriers peuvent être néanmoins assurés à la même mutualité.

(1) Exécution de la loi du 9 avril 1898, sur les responsabilités des accidents du travail; du décret du 28 février 1899, pour l'exécution de l'article 27 de la loi, et notamment le quatrième alinéa de l'article 6 dudit décret; et de l'arrêté ministériel ci-dessus du 29 mars 1889.

Arrêté du 30 mars 1899 déterminant le barème minimum pour la vérification des réserves mathématiques des sociétés d'assurances contre les accidents du travail (1).

(J. O. du 2 avril 1899.)

ART. 1^{er}. Les capitaux représentatifs des rentes et indemnités à servir à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente seront calculés, pour la vérification des réserves mathématiques prévue à l'article 7 du décret susvisé, d'après le barème minimum annexé au présent arrêté (2).

ART. 2. Ledit barème sera révisé pour le 1^{er} janvier 1900.

Annexe à l'arrêté du Ministre du commerce en date du 30 mars 1899. Barème minimum pour le calcul des réserves mathématiques des sociétés d'assurances contre les accidents du travail.

(J. O. du 8 avril 1899.)

Arrêté du 31 mars 1899 déterminant les conditions de recrutement des commissaires-contrôleurs des sociétés d'assurances contre les accidents du travail (1).

(J. O. du 2 avril 1899.)

ART. 1^{er}. Les commissaires contrôleurs des sociétés d'assurances contre les accidents du travail sont recrutés au concours.

Les concours ont lieu suivant les besoins du service. Un arrêté ministériel détermine la date des épreuves et le délai dans lequel les demandes d'admission doivent être adressées au Ministère du commerce. Le même arrêté fixe le nombre des places mises au concours et leur répartition entre les candidats ayant respectivement satisfait à l'une ou à l'autre des épreuves écrites prévues par l'article 5 ci-après (§ 1^o. — C).

ART. 2. Nul ne peut être admis à prendre part au concours :

- 1^o S'il ne justifie de la qualité de Français;
- 2^o S'il n'est âgé de plus de 25 ans et de moins de 50 ans au 1^{er} janvier de l'année pendant laquelle s'ouvre le concours.

Nul candidat ne peut être admis à prendre part à plus de deux concours.

ART. 3. Les demandes d'admission au concours doivent être accompagnées :

- 1^o D'un extrait d'acte de naissance;

(1) Exécution de la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents du travail et de l'article 14 du décret du 28 février 1899 pour l'exécution de l'article 27 de cette loi.

2° D'un certificat de moralité, dûment légalisé et d'un extrait du casier judiciaire, ces deux pièces datant de moins de 3 mois;

3° D'un acte constatant que le candidat a satisfait à la loi sur le recrutement ou, en cas d'exemption du service militaire, d'une pièce faisant foi de cette exemption et de ses causes;

4° D'une note signée du candidat et faisant connaître les études auxquelles il s'est livré, ainsi que les différents emplois successivement occupés par lui;

5° Si le candidat appartient ou a appartenu à un service public, d'un relevé certifié de ses services;

6° Des diplômes, brevets ou certificats que le candidat aurait obtenus, ou de copies certifiées de ces pièces;

ART. 4. Le Ministre arrête la liste des candidats admis à concourir après avis d'une commission instituée pour chaque concours et composée :

1° De deux fonctionnaires du Ministère du Commerce, dont l'un président;

2° De deux membres du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail;

Les membres de cette commission sont nommés par le Ministre, qui désigne le président.

La commission statue à la majorité des voix. En cas de partage, son avis est considéré comme défavorable à l'admissibilité.

ART. 5. Les épreuves ont lieu au Ministère du Commerce et sont distribuées comme suit :

Coefficients.

1°. Épreuves écrites :

A. Rapport administratif (sur une question d'ordre général se rattachant à l'application de la législation sur les accidents du travail).....	3
---	---

B. Composition de comptabilité (Principes généraux de la comptabilité. Comptabilité spéciale des assurances.).....	2
--	---

C. Au choix du candidat, d'après la déclaration faite par lui dans sa demande d'admission au concours :

Composition juridique. (Principes généraux de droit civil, commercial et administratif. Législation des accidents du travail, des assurances, des sociétés, des liquidations judiciaires et des faillites).....	2
Ou bien :	

Composition financière. (Théorie générale des opérations financières à long terme. Assurances sur la vie. Assurances contre les accidents).....	2
---	---

2° Epreuve orale (sur deux sujets tirés au sort deux heures avant les interrogations, parmi les matières des épreuves écrites obligatoires pour le candidat et préparés sans aucun livre ni document).....	2
--	---

3° Appréciation des titres, des certificats et de la carrière du candidat, dans leur rapport avec les fonctions de commissaire-contrôleur.....	2
--	---

TOTAL.....	11
------------	----

ART. 6. Chacune des épreuves est appréciée par une note qui varie de 0 à 20 et qui est affectée du coefficient ci-dessus déterminé.

Nul candidat ne peut être déclaré admissible s'il n'a obtenu au moins la moitié du maximum des points pour chacune des épreuves et, en même temps, un total de 154 points.

Si plusieurs candidats ont, dans ces conditions, le même total de points, la priorité est

assurée à celui d'entre eux qui a obtenu le plus grand nombre de points pour le *Rapport administratif*.

ART. 7. Le jury de chaque concours est composé :

- 1° De deux fonctionnaires du Ministère du Commerce, dont l'un président ;
- 2° D'un professeur de faculté de droit ;
- 3° D'un membre agrégé de l'institut des actuaires français ;
- 4° D'un professeur de comptabilité dans une école supérieure de commerce reconnue par l'État.

Les membres du jury sont nommés par le Ministre, qui désigne le président.

Le jury statue à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

ART. 8. Dans les cinq jours de la clôture des épreuves, le procès-verbal du concours et la liste de classement sont soumis au Ministre, qui prononce l'admissibilité suivant l'ordre de classement et pourvoit au fur et à mesure des besoins, à la nomination de commissaires-contrôleurs adjoints.

Nul ne peut être nommé commissaire-contrôleur qu'après un stage d'une année dans les fonctions de commissaire-contrôleur adjoint.

Cette année expirée, le commissaire contrôleur adjoint cesse son service, si, au vu de ses principaux rapports et travaux, le Ministre ne le nomme pas commissaire-contrôleur.

ART. 9. Par dérogation aux dispositions qui précèdent et en vue de permettre l'exécution du service au 1^{er} juin prochain, les nominations à faire avant cette date seront arrêtées par le Ministre à la suite d'un concours sur titres, jugé par une commission constituée dans les conditions prévues à l'article 4 ci-dessus.

Pourront se présenter à ce concours tous les candidats âgés de plus de 15 ans et de moins de 55 ans à la date de l'ouverture du concours, qui produiront les pièces visées à l'article 3 et justifieront des titres ou emplois ci-après : membre de l'institut des actuaires français, ancien élève de l'école polytechnique ou de l'école normale supérieure (sciences), licencié en droit, chef de bureau au Ministère du Commerce, au Ministère des Finances ou à la Caisse des dépôts et consignations, membre de la commission de surveillance des sociétés tontinières, ingénieur des arts et manufactures, ingénieur civil des mines, diplômé supérieur d'une école supérieure de commerce reconnue par l'État.

ART. 10. La commission visée à l'article précédent arrêtera la liste des candidats reconnus admissibles et désignera ceux qui, d'après leurs études et leur carrière antérieure, pourraient être dispensés du stage de commissaire-contrôleur adjoint.

Le Ministre statuera, suivant les besoins présumés du service, sans pouvoir nommer dans ces conditions exceptionnelles plus de trois commissaires-contrôleurs et de deux commissaires-contrôleurs adjoints, dans l'ordre de classement.

Arrêté du 30 mars 1899 déterminant les primes relatives à la réduction de cautionnement prévue en faveur des sociétés d'assurances mutuelles contre les accidents du travail (1).

(J. O. du 2 avril 1899.)

Art. 1^{er}. La prime visée au dernier alinéa de l'article 6 du décret du 28 février 1899 et à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 mars 1899 est fixée dans les conditions suivantes, pour les professions ci-après déterminées :

Aciéries.....	2 51	Bétons.....	3 04
Affineurs de métaux.....	2 12	Beurre (Fabrique de).....	2 66
Agrafes.....	1 46	Bijouterie.....	0 33
Aiguilles.....	1 46	Biscuiterie.....	1 27
Aiguiseurs.....	2 50	Blanc d'Espagne.....	1 57
Air comprimé.....	2 36	Blanc de zinc.....	1 57
Allumettes.....	5 91	Blanchiment de fil, laine ou coton.....	0 94
Aluminium.....	1 63	Blanchisserie.....	0 94
Alun.....	1 57	Bleu.....	1 57
Ambre (Objets d').....	1 64	Bois (Fabrique d'objets en), articles de Saint-Claude.....	1 64
Amidonneries.....	1 73	Bois et charbons (Chantiers avec transport).....	2 83
Appareils de chauffage.....	0 75	Bois de construction.....	1 46
Appareils d'éclairage.....	0 75	Bois de teinture.....	4 08
Apprêts.....	0 94	Boissellerie.....	0 80
Aqueducs.....	4 21	Boîtes de conserves.....	1 99
Ardoisières.....	3 72	Bonneterie.....	0 35
Argile.....	3 70	Bouchons (Fabrique de).....	0 63
Argenture.....	1 63	Boucles.....	1 46
Armateurs.....	3 00	Bougies.....	1 74
Armes.....	2 12	Boulangeries à vapeur.....	1 27
Arrimeurs.....	5 09	Boulons.....	2 12
Artificiers.....	5 38	Bourrelliers.....	0 87
Ascenseurs (Construction d').....	2 12	Boutons.....	1 64
Asphaltes.....	2 50	Brasseries.....	2 23
Assainissement.....	1 87	Briqueteries.....	1 92
Automobiles (Construction d').....	2 12	Briquettes.....	2 83
Bâches.....	0 98	Brocheurs.....	0 41
Badigeonneurs.....	4 74	Broderies.....	0 19
Bains et lavoirs.....	0 76	Bronze (Objets de).....	0 75
Balayage.....	1 87	Brosserie.....	0 80
Balast.....	4 21	Câbles.....	0 98
Baleines.....	1 64	Cadres.....	5 91
Bardeurs.....	2 91	Cailloux.....	3 70
Bas et chaussettes.....	0 35	Caisses (Fabricants de).....	2 18
Bassins maritimes.....	4 21	Camionnage.....	4 20
Bateaux sur rivières (Équipages des).....	3 00	Canaux.....	4 21
Bateaux à vapeur (Personnel).....	3 00	Cantoniers.....	1 87
Bateliers.....	3 00	Caoutchouc.....	0 90
Bâtiment (Entreprise générale du).....	2 96	Capsulerie.....	4 70
Battage de tapis.....	1 72		

(1) Exécution de la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents du travail, de l'article 6 du décret du 28 février 1899 pour l'exécution de l'article 27 de cette loi, et de l'article 2 de l'arrêté ci-dessus du 29 mars 1899.

Capsules métalliques.....	1 99	Couvertures (Fabrique de).....	1 97
Cardage.....	0 99	Couvreurs.....	3 85
Cardes.....	1 69	Craie.....	3 70
Carrelours.....	2 91	Crayons.....	1 64
Carrières (Cavage ou ciel ouvert)...	3 70	Crin végétal.....	0 99
Carrosserie.....	0 62	Cristalleries.....	0 60
Cartes à jouer.....	2 05	Cuir.....	0 94
Cartonnage.....	2 05	Cylindrage.....	1 00
Carton.....	2 05	Décatissage.....	0 99
Cartoucherie.....	4 70	Décorateurs.....	1 76
Céramique.....	0 45	Décorçage.....	2 73
Céruse.....	1 57	Déménagements.....	4 20
Chaînes de montre.....	0 33	Démolitions.....	6 76
Chaises (Fabrique de).....	5 91	Démontage et transport de matériel.	5 09
Chandelles.....	1 74	Deutelles.....	0 19
Chapeaux.....	0 68	Dévideries.....	0 99
Charcuterie avec vapeur.....	1 98	Diamants (Taille de).....	0 88
Chargement et déchargement.....	5 09	Dignes.....	4 21
Charpentes (Bois ou fer).....	4 48	Distilleries.....	1 57
Charretiers.....	4 20	Docks et entrepôts.....	2 67
Charronnage.....	0 62	Dorure.....	1 63
Chaudronnerie.....	1 67	Dragage.....	2 52
Chausseurs.....	2 12	Drap (Fabriques de).....	1 31
Chaussures et chaussons (Cuir et étoffe).....	0 26	Drogueries.....	1 57
Chaux.....	3 04	Eaux.....	4 21
Chemins de fer.....	4 21	Eaux gazeuses.....	1 14
Chemins de fer (Personnel).....	2 93	Eaux minérales.....	1 14
Chicorée.....	0 73	Ébenisterie.....	1 30
Chiffons (Effilochage de).....	2 05	Échafaudages (Loueurs d').....	4 74
Chocolaterie.....	0 21	Écuries.....	2 50
Cidres.....	2 23	Effileurs.....	4 08
Cimenteurs.....	1 18	Effilochage.....	0 99
Ciments.....	3 04	Égouts.....	4 21
Cintrage avec scie.....	5 91	Électricité.....	2 36
Cirage.....	1 57	Émaillage.....	1 63
Cire à cacheter.....	1 57	Emballeurs.....	2 18
Cire et miel.....	1 74	Encres.....	1 57
Clicherie.....	0 81	Engrais.....	3 33
Clouterie.....	0 35	Enlèvement des boues.....	4 20
Cochers.....	2 50	Enveloppes.....	2 05
Coffres-forts.....	2 12	Épiceries.....	0 73
Cols et cravates.....	0 68	Épingles.....	1 46
Commerce d'écorces.....	2 73	Équipements militaires.....	0 94
Commissionnaires expéditeurs.....	4 20	Essieux.....	2 12
Confiserie.....	0 21	Estampeurs.....	1 69
Confiturerie.....	0 21	Exploitation de bois en forêt.....	2 73
Constructeurs mécaniciens.....	2 12	Facteurs d'instruments de musique.	0 86
Constructeurs de navires (Bois ou fer).....	2 94	Faïences.....	0 45
Corderie.....	0 98	Faux (Fabrique de).....	2 50
Corroirie.....	0 94	Féculeries.....	1 73
Corsets.....	0 68	Ferblanterie.....	1 99
Couleurs et vernis.....	1 57	Ferronnerie.....	2 12
Couperies de poils.....	0 94	Ferrures (Fabricants de).....	0 85
Coutellerie.....	1 46	Fers et métaux.....	1 69
Couvre-pieds (Fabrique de).....	1 97	Feuturerie.....	1 31
Couverts (Fabrique de).....	0 33	Filatures.....	0 99
		Fil de fer.....	2 51
		Fonderies de suif.....	1 74

Fonderies et forges.....	2 51	Maréchalerie et forge.....	2 12
Fondriers.....	2 76	Margarine.....	2 66
Foulonnerie.....	1 31	Maroquinerie.....	0 25
Fromages.....	2 66	Matériaux de constructions sans	
Fumisterie.....	1 07	démolition.....	2 96
Futailles.....	2 76	Matières colorantes.....	1 57
Galoches.....	5 91	Mégisserie.....	0 25
Galvanisation.....	1 63	Menuiserie (avec ou sans scie)....	1 30
Galvanoplastie.....	1 63	Mercerie.....	0 19
Gants (Fabrique de).....	0 94	Messageries.....	4 20
Gaz.....	4 21	Meubles.....	1 30
Gaz et coke (Usines à).....	1 44	Meules.....	2 26
Gaze (Fabrique de).....	0 19	Mines et minerais.....	7 47
Gélatine.....	1 57	Minoteries.....	2 60
Glace (Fabrique et étamage de)...	0 60	Miroiterie.....	0 60
Glace artificielle.....	3 10	Modeleurs en bois.....	1 76
Grains et fourrages.....	2 60	Monteurs de boîtes de montres....	0 33
Graisses.....	1 74	Moulins.....	0 99
Gravatiars.....	3 58	Moulins à eau.....	2 60
Gravure.....	0 33	Moulures.....	2 97
Guano.....	3 33	Moutardes.....	0 73
Gutta-percha.....	0 90	Nacre (avec scierie).....	1 64
Halage de bateaux.....	5 09	Nickelage.....	1 63
Hauts fourneaux.....	2 51	Noir animal.....	1 57
Horlogerie.....	0 33	Objets en étain.....	1 99
Huiles.....	1 74	Objets en os.....	1 64
Impression sur étoffes.....	0 52	Ocre.....	1 57
Imprimerie.....	0 81	OEillets métalliques.....	1 46
Injection de bois.....	1 57	Omnibus.....	4 20
Instruments d'optique.....	0 33	Orfèvrerie.....	0 33
Jalousies.....	5 91	Orgues.....	0 86
Joalleries.....	0 33	Ouate.....	1 97
Jouets.....	2 97	Outils.....	2 12
Kaolin.....	3 70	Ouvriers des ports.....	5 09
Laiteries.....	2 66	Pain d'épice.....	1 27
Laiton.....	2 51	Palefreniers.....	2 50
Laminoirs.....	2 51	Panification mécanique.....	1 27
Lampisterie.....	1 99	Panne (Fabricant de) [Briqueterie]..	1 92
Lapidaires.....	0 88	Papier.....	2 05
Lavage des laines et peaux.....	0 94	Papier de luxe.....	2 05
Lestage de navires.....	5 09	Papier de verre.....	1 57
Levûres.....	2 23	Papiers peints.....	0 94
Limes.....	1 69	Parfumerie.....	2 07
Liqueurs.....	1 57	Parquets.....	2 97
Literie.....	1 69	Passenterie.....	0 19
Lithographie.....	0 81	Pâtes alimentaires.....	1 27
Loueurs de voitures.....	2 50	Pâtes de paille.....	4 14
Lunetterie.....	0 33	Pavage.....	4 39
Machines agricoles.....	2 12	Peignage.....	0 99
Machines à coudre.....	2 12	Peignes en écaille.....	1 64
Maçonnerie (avec ou sans terrasse-		Peintres.....	1 18
ment).....	2 91	Pelleteries.....	0 25
Maillechort.....	1 69	Pesage (Appareils de).....	2 12
Malles.....	2 18	Pétrole.....	1 74
Malteries.....	2 23	Phosphates.....	3 70
Manèges.....	2 50	Pianos.....	0 86
Manœuvres.....	5 09	Pipes (Fabriques de).....	1 64
Marbriers.....	1 06	Plafonneurs.....	1 18

Plâtre (Fabrique de).....	3 12	Sondages.....	9 07
Plâtriers.....	1 18	Sonnets.....	1 99
Plombiers.....	3 85	Soude.....	1 57
Plumes métalliques.....	1 46	Soufre.....	1 57
Plumes pour parures.....	0 19	Stores.....	1 69
Poëliers.....	0 75	Stucateurs.....	1 76
Pointes.....	0 35	Sucre.....	1 73
Polissage.....	1 63	Sulfate d'ammoniaque.....	1 57
Pompes.....	2 12	Tabletterie.....	1 64
Ponts.....	4 21	Taillandiers.....	2 50
Ponts métalliques.....	4 21	Taille de pierres.....	2 91
Porcelaines.....	0 45	Tannerie.....	0 94
Portefaix.....	5 09	Tapis (Fabrique de).....	1 72
Potasse.....	1 57	Teinturerie.....	0 94
Poterie.....	0 45	Téléphone.....	2 36
Poudrette.....	3 33	Terrassements.....	3 58
Pressage de foin.....	3 59	Terre glaise.....	3 70
Produits chimiques.....	1 57	Tissage.....	0 45
Produits et conserves alimentaires.....	0 73	Toiles cirées.....	0 94
Produits pharmaceutiques.....	1 57	Toiles métalliques.....	2 51
Puisatiers.....	9 07	Tôliers.....	0 75
Pulvérisateurs.....	2 26	Tourneurs.....	1 69
Quincaillerie.....	1 99	Tonnellerie.....	2 76
Raffineries.....	1 73	Tramways.....	4 20
Ramonage.....	1 07	Transports.....	4 20
Ravalement.....	4 74	Transports par eau.....	3 00
Relieurs.....	0 41	Travaux publics.....	4 21
Retorderies.....	0 99	Tréfilerie.....	2 51
Robinet.....	1 99	Treillageurs.....	5 91
Roues métalliques.....	2 12	Tresses et lacets.....	0 35
Roulage.....	4 20	Trituration.....	4 08
Rubans.....	0 19	Tuilerie.....	1 92
Sable.....	3 70	Tuille.....	0 19
Sabots.....	5 91	Typographie.....	0 81
Salines.....	1 08	Ustensiles de ménage.....	1 99
Satineurs sur papier.....	0 41	Vannerie.....	0 80
Savons.....	1 74	Vélocipèdes.....	2 12
Scierie de long.....	2 73	Velours.....	0 19
Scierie de marbre et de pierre.....	2 91	Verrerie.....	0 60
Scierie de sucre.....	1 73	Vidanges.....	3 33
Scierie mécanique.....	5 91	Vinaigre (Fabrique de).....	1 73
Sculpture (Bois ou pierre).....	1 76	Vins et chais.....	1 73
Sel.....	1 08	Vitrerie.....	0 60
Sellerie.....	0 87	Voitures (Fabrique de).....	0 62
Serrurerie.....	1 69	Voitures et diligences.....	4 20
Serrures.....	0 85	Wagons.....	2 12
Soierie.....	0 19		

ART. 2. Les primes comprises au tableau ci-dessus seront revisées pour le 1^{er} janvier 1900.

ART. 3. Pour les professions non déterminées audit tableau, la prime sera fixée, le cas échéant, par décision ministérielle spéciale, d'après l'analogie des risques.

Loi du 31 mars 1899 ayant pour but l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel.

(J. O. du 1^{er} avril 1899.)

ART. 1^{er}. L'avance de quarante millions de francs (40,000,000 fr.) et la redevance annuelle à verser au Trésor par la Banque de France, en vertu de la Convention du 31 octobre 1896, paprouvée par la loi du 17 novembre 1897, sont mises à la disposition du Gouvernement pour être attribuées à titre d'avances sans intérêts aux caisses régionales de crédit agricole mutuel qui seront constituées d'après les dispositions de la loi du 5 novembre 1894.

ART. 2. Les caisses régionales ont pour but de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole effectuées par les membres des sociétés locales de crédit agricole mutuel de leur circonscription et garanties par ces sociétés.

A cet effet, elles escomptent les effets souscrits par les membres des sociétés locales et endossés par ces sociétés.

Elles peuvent faire à ces sociétés les avances nécessaires pour la constitution de leurs fonds de roulement.

Toutes autres opérations leur sont interdites.

ART. 3. Le montant des avances faites aux caisses régionales ne pourra excéder le montant du capital versé en espèces. Ces avances ne pourront être faites pour une durée de plus de cinq ans. Elles pourront être renouvelées.

Elles deviendront immédiatement remboursables en cas de violation des statuts ou de modifications à ces statuts qui diminueraient les garanties de remboursement.

ART. 4. La répartition des avances sera faite par le ministre de l'agriculture, sur l'avis d'une commission spéciale nommée par décret qui sera ainsi composée :

Le ministre de l'agriculture, président;

Deux sénateurs;

Trois députés;

Un membre du Conseil d'Etat;

Un membre de la Cour des comptes;

Le gouverneur de la Banque de France ou son délégué;

Deux fonctionnaires du ministère des finances;

Trois fonctionnaires du ministère de l'agriculture;

Six représentants des sociétés de crédit agricole mutuel régionales ou locales, choisis parmi les membres de ces sociétés;

Trois membres du conseil supérieur de l'agriculture.

ART. 5. Un décret, rendu sur l'avis de la commission, fixera les moyens de contrôle et de surveillance à exercer sur les caisses régionales.

Les statuts de ces caisses devront être déposés au ministère de l'agriculture.

Ces statuts indiqueront la circonscription territoriale des sociétés, la nature et l'étendue de leurs opérations et leur mode d'administration.

Ils détermineront la composition du capital social, la proportion dans laquelle chaque sociétaire pourra contribuer à sa constitution, ainsi que les conditions de retrait, s'il y a lieu, le nombre des parts dont les deux tiers au moins seront réservés de préférence aux sociétés locales, l'intérêt à allouer aux parts, lequel ne pourra dépasser cinq pour cent (5 p. o/o) du capital versé, le maximum des dépôts à recevoir en comptes courants et le maximum des bons à émettre, lesquels réunis ne pourront excéder les trois quarts du montant des effets en portefeuille, les conditions et les règles applicables à la modification des statuts et à la liquidation de la société.

Art. 6. Le ministre de l'agriculture adressera chaque année au Président de la République un compte rendu des opérations faites en exécution de la présente loi, lequel sera publié au *Journal officiel*.

Arrêté du Ministre du Commerce, en date du 9 avril 1899, affectant aux bonifications spéciales prévues par la loi de finances du 13 avril 1898 une somme de 300,000 francs, sur le crédit ouvert pour la répartition des majorations de rentes instituées par la loi du 31 décembre 1895 (1).

(J. O. du 12 avril 1899.)

Sur le crédit de 1.200.000 francs ouvert par la loi de finances du 13 avril 1898, pour la répartition en 1898 des majorations de rente prévues par la loi du 31 décembre 1895, il est réservé une somme de 300,000 francs pour les bonifications spéciales visées à l'article 3, second alinéa, de ladite loi.

Ces bonifications spéciales sont fixées à 16 p. o/o des rentes à majorer pour les parents qui ont élevé quatre enfants jusqu'à l'âge de trois ans accomplis.

Il est attribué, à raison de chaque enfant au-dessus de quatre élevé jusqu'à l'âge sus-désigné, une bonification supplémentaire de 4 p. o/o des mêmes rentes.

Arrêté du Ministre du commerce, en date du 9 avril 1899, fixant le cadre et les conditions d'avancement des commissaires-contrôleurs des sociétés d'assurances contre les accidents du travail.

(J. O. du 10 avril 1899.)

[Exécution de l'arrêté ministériel ci-dessus du 31 mars 1899 déterminant les conditions de recrutement des commissaires-contrôleurs des sociétés d'assurances contre les accidents du travail. 4 classes des commissaires-contrôleurs au traitement de 6.000, 7.000, 8.000 et 10.000 francs. Ces émoluments ne sont pas soumis à retenues pour pensions civiles].

Décret du 5 avril 1899 nommant les membres de la commission de répartition des avances aux caisses régionales de crédit agricole mutuel.

(J. O. du 10 avril 1899.)

[Exécution de l'article 4 de la loi ci-dessus du 31 mars 1899.]

(1) Exécution du 2^e alinéa de l'art. 3 de la loi du 31 décembre 1895 sur la majoration des pensions de la caisse nationale des retraites; de l'article 61 de la loi du 13 juillet 1896; de l'article 1^{er} du décret du 9 juin 1896; du 2^e alinéa de l'art. 7 de la loi de finances du 13 avril 1898; et du décret du 15 août 1898.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE MARS 1899.

EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Conditions du travail dans les travaux publics. — *Chambre.* — Séance du 3 mars 1899. — Rapport sur diverses propositions de loi de MM. Vaillant, Dansette, Holtz et Castelin, relatives aux conditions du travail, déposé par M. Pierre Baudin. (Doc. parl. n° 776.)

Retraites. — *Chambre.* — Séance du 4 mars 1899. — Proposition de loi ayant pour objet d'assurer une retraite aux travailleurs des deux sexes âgés de soixante ans, déposée par M. Vaillant. (Doc. parl. n° 780.) Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Contrat de travail des employés des chemins de fer de l'État. — *Chambre.* — Séance du 4 mars 1899. — Proposition de loi tendant à attribuer aux tribunaux ordinaires l'appréciation des difficultés qui peuvent s'élever entre l'administration des chemins de fer de l'État et ses employés à l'occasion du contrat de travail, déposée par M. Lhopiteau. (Doc. parl. n° 779.) Renvoyée à la Commission du travail.

Caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs. — *Chambre.* — Séance du 6 mars 1899. — Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs, déposée par M. Basly. (Doc. parl. n° 786.) Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Protection de la mère et de l'enfant nouveau-né. — *Chambre.* — Séance du 7 mars 1899. — Proposition de loi sur la protection de la mère et de l'enfant nouveau-né, déposée par M. Dulau. (Doc. parl. n° 789.) — 24 mars. — Rapport sommaire par M. Cère, sur la proposition Dulau. (Doc. parl. n° .)

Conditions du travail dans les travaux publics. — *Chambre.* — Séance du 10 mars 1899. — Proposition de loi tendant à autoriser les départements et les communes à insérer dans les cahiers des charges des travaux mis en adjudication l'obligation, pour les entrepreneurs, de payer aux ouvriers le salaire courant pour chaque métier, déposée par M. Gervaise. (Doc. parl. n° 800.) Renvoyée à la Commission du travail.

Crédit agricole. — *Sénat.* — Séance des 14, 16 et 17 mars 1899. — Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour but l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner, ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel. — Urgence déclarée. — Adoption.

Ateliers de famille. — *Chambre.* — Séance du 16 mars 1899. — Proposition de loi portant établissement d'une subvention annuelle destinée au maintien et au développement des petits ateliers de famille, déposée par MM. Bonard et Florent. (Doc. parl. n° 816.) Renvoyée à la Commission du budget.

Délégués mineurs. — *Chambre.* — Séance du 21 mars 1899. — Proposition de loi portant modification de la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, déposée par M. Basly. (Doc. parl. n° 836.) Renvoyée à la Commission du travail.

Nationalisation des voies ferrées. — *Chambre.* — Séance du 21 mars 1899. — Proposition de résolution tendant à la nationalisation des voies ferrées, déposée par M. Vacher. (Doc. parl. n° 831.) Renvoyée à la Commission des chemins de fer.

Sociétés de retraites. — *Chambre.* — Séance du 23 mars 1899. — Proposition de loi tendant à réglementer la répartition des rentes entre les membres des sociétés civiles de retraites, déposée par M. Gervaise. (Doc. parl. n° 843.) Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Retraites ouvrières. — *Chambre.* — Séance du 30 mars 1899. — Proposition de loi sur les retraites ouvrières, l'invalidité et l'assurance au décès, au profit des travailleurs, déposée par M. Ricard. (Doc. parl. n° .) Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. — *Statistique des chemins de fer français au 31 décembre 1897. Documents principaux* (1 vol. in-4° de 559 p. Paris, 1898, Imprimerie nationale).

————— CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — COMMISSION DU TRAVAIL. — *Rapport fait au nom de cette commission sur les conditions du travail dans les marchés de travaux publics*, par M. Pierre Baudin, député (1 vol. in-4° de 281 pages; Paris, 1899, Motteroz, impr.). Après un exposé historique qui passe en revue les propositions de MM. Lavy, Vaillant, Dansette, Castelin et Holtz, le rapport expose les considérations générales relatives à la réforme proposée par la Commission, et discute les objections qu'elle a soulevées. On trouve ensuite le texte du projet de loi et le commentaire détaillé de ses articles. Parmi les annexes, pages 67 à 273, citons « les conditions du travail et les communes en France » (extrait du rapport présenté par M. Lavy, en 1898, au nom de la Commission du travail), la reproduction *in extenso* de la note de l'Office du travail sur le minimum de salaire dans les travaux publics en Angleterre, en Belgique, en Hollande, en Suisse, aux États-Unis et en France, les procès-verbaux des séances du Conseil supérieur du travail (décembre 1897), le rapport de la Commission du Conseil général des Ponts et Chaussées, chargée d'examiner la question, et l'avis de ce Conseil général.

————— MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — MISSIONS COMMERCIALES. — *La République Argentine*. (1 vol. in 4° de 667 pages; Paris, 1899, Cerf.)

————— MINISTÈRE DES COLONIES. — *Statistiques coloniales pour 1896*. (1 vol. de 663 p. Paris. 1899. Impr. nat.). Tableaux récapitulatifs du mouvement commercial (importations et exportations) des colonies pour les dix dernières années. Tableaux détaillés, par colonies, pour les suivantes : Martinique, Guadeloupe, Réunion, Sénégal, Guinée, Saint-Pierre et Miquelon, Inde, Nouvelle-Calédonie, Tahiti, Indo-Chine, Cochinchine et Cambodge, Annam, Tonkin, Guinée, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Congo, Mayotte, Madagascar.

————— MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. — SOUS-SECRÉTARIAT DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. — *Rapport sur les opérations de la Caisse nationale d'épargne (caisse d'épargne postale) année 1897*. (1 broch. in-4° de 88 pages; Paris, 1898, Impr. nat.)

————— MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — *Statistique pénitentiaire pour l'année 1896*. — *Exposé général de la situation des services et des divers établissements*. (1 vol. in-8° de 455 pages. Melun, 1898, Imp. adm.)

————— CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE. — *Exécution pendant l'année 1896, de la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite*. (1 vol. in-4° de 318 pages. Ministère de l'intérieur.)

————— *Accidents du travail. — Loi et règlements*. (1 broch. in-32 de 64 pages. Paris. 1899. Imp. nat.) — Textes de la loi du 9 avril 1898, des décrets du 28 février (3 décrets) et 5 mars 1899; des arrêtés ministériels des 29 mars, 30 mars (3 arrêtés) et 31 mars 1899; du barème minimum pour le calcul des réserves des sociétés d'assurance. (Annexe à l'arrêté du 30 mars 1899.)

FRANCE. — MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES. — *Rapports sur l'application pendant l'année 1897, des lois réglementant le travail* (1 vol. in-8° de 748 pages. Paris, 1898, Imp. nat.). — *Rapport sur l'application de la loi du 2 novembre 1892 pendant l'année 1896, présenté à M. le Président de la République par MM. les membres de la Commission supérieure du travail dans l'industrie.* — *Rapports des inspecteurs divisionnaires du travail.* — *Rapports des ingénieurs en chef des mines.* (Voir les extraits dans le corps du *Bulletin.*)

ALLEMAGNE. — VILLE DE BRÜNN. — *Rapport des chambres de commerce et d'industrie pour l'année 1898.* (1 vol. in-8° de 223 pages; Brunn, 1899, impr. des chambres de commerce et d'industrie.)

PRUSSE. — STATISTIQUE OFFICIELLE DE PRUSSE. — *Statistique des associations des ouvriers compagnons en Prusse pendant l'année 1897.* (1 broch. in-4° de 56 pages; Berlin 1898, Ernst et fils.)

———— BUREAU ROYAL DE STATISTIQUE DE BERLIN. — *Résultats généraux du recensement professionnel du 14 juin 1895 pour les États prussiens dans l'ensemble et pour chaque grande région en particulier. 1^{er} volume : Professions des sexes masculin et féminin.* (1 vol. in-4° de 431 pages.)

———— *Propriété foncière et bâtiments dans l'État prussien d'après les éléments de la revision de l'impôt des bâtiments en 1893, 1^{er} volume: La propriété foncière* (1 vol. in-4° de 472 p.)

———— *Les résultats définitifs du recensement du 2 décembre 1895 dans l'État prussien. 2^e volume.* (1 vol. in-4° de 405 pages.)

———— *Les résultats du recensement du 17 décembre 1897 dans l'État prussien.* (1 vol. in-4° de 189 pages.)

———— *Les naissances, mariages et morts dans l'État prussien pendant l'année 1896 avec les corrections pour l'ordre des décès, la mortalité et la durée moyenne de la vie dans les grandes villes prussiennes pendant les années 1890-91.* (1 vol. 518 pages.)

———— *L'instruction primaire publique dans l'État prussien pendant l'année 1896; 1^{er} volume : Les écoles publiques populaires et mixtes, les écoles privées et autres établissements d'instruction primaire. — 2^e volume : Les écoles primaires publiques dans chaque district et dans les circonscriptions supérieures.* (2 vol. in-4° de 414-259 pages et de 349 pages.)

———— *La mortalité d'après les causes de mort et les catégories d'âge des décédés avec les suicides et les décès par accident en Prusse pendant l'année 1896.* (1 vol. in-4° de 250 pages.)

———— *Résultats de l'enquête sur le rendement de la moisson en Prusse pour l'année 1897.* (1 vol. in-4° de LXVIII-165 p.)

———— *Les naissances, mariages et morts en Prusse pendant l'année 1897, avec un aperçu sur l'état de la population de la fin de l'année 1815 jusqu'à l'année 1895, sur l'état de la population moyenne, l'augmentation naturelle de la population et le gain et la perte par migration pendant cette période de temps.* (1 vol. in-4° de 310 p.)

(Tous ces volumes : Berlin 1898, Impr. du bureau royal de statistique.)

AUTRICHE. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. — *Annuaire statistique du ministère de l'Agriculture.* — 2^e partie; les mines. (1 vol. in-8° de 266 pages; Vienne, 1898, Impr. de l'État.)

————— GOUVERNEMENT DE CROATIE-SLAVONIE. — STATISTIQUE OFFICIELLE. — *Statistique de la production agricole en 1893-1896.* (1 vol. in-4° de 413 pages; Zagreb, 1898.) — *Résultats du dénombrement des exploitations agricoles et du recensement du 31 décembre 1895.* (1 vol. in-4° de 369 p. Zagreb, 1898.)

BELGIQUE. — MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — *Annuaire statistique de la Belgique 1897.* (1 vol. in-8° de 412 p.; Bruxelles, 1898, J.-B. Stevens, impr.) Citons spécialement: la démographie; l'enseignement primaire; les statistiques de l'épargne, de la mutualité et de la bienfaisance; l'enseignement professionnel; les conseils de prud'hommes, et les conseils de l'industrie et du travail.

————— MINISTÈRE DES CHEMINS DE FER, POSTES ET TÉLÉGRAPHES. — *Compte rendu des opérations des chemins de fer, postes, télégraphes, téléphones et marine pendant l'année 1897.* (1 v. in-4° de 225 p. Bruxelles, 1898, Goemaere.)

ÉTAT DE NEW-HAMPSHIRE. — OFFICE DU TRAVAIL. — *Second Biennial report of the bureau of Labor* (1 vol. in-8; de 204 p. Manchester U. S. A. 1898; Clarke impr.) Statistique des manufactures; liste et date de fondation des divers bureaux de statistique du travail, aux États-Unis et en Europe avec noms et adresses des directeurs. Jurisprudence et lois du New-Hampshire concernant le travail.

GRANDE-BRETAGNE. — LABOUR DEPARTMENT OF THE BOARD OF TRADE. — *Fifth annual abstract of labour statistics of the united Kingdom.* (1 vol. in-8° de 208 pages; Londres, 1898; Eyre et Spottiswood, libr.) Résumé de la statistique du travail. Citons ce qui concerne les trade-unions et associations de patrons; les coopérations ouvrières, cercles d'ouvriers et sociétés de secours mutuels (*friendly societies*); les grèves et la conciliation; le chômage syndical; le placement gratuit; la participation aux bénéfices; les variations des salaires et des heures de travail; les accidents dans l'industrie et les contraventions relevées par l'inspection du travail; les logements surpeuplés; les statistiques des professions au recensement de 1891; celle des ouvriers employés dans l'industrie, classés par adultes, femmes et enfants; les caisses d'épargne et les sociétés d'épargne et de crédit foncier mutuel (*Building societies*).

————— BOARD OF TRADE, LABOUR DEPARTMENT. — *Report by Miss Collet on changes in the employment of women and girls in industrial centres. Part 1. Flax and jute centres.* (1 vol. in-8° de 113 pages. Londres, 1898, Eyre et Spottiswoode libr.)

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Le travail a été actif dans les mines, l'industrie des cuirs et peaux (préparation des peaux, industrie de la chaussure et ganterie), les industries lainière et cotonnière, l'industrie du vêtement, chez les carrossiers, dans la métallurgie et la construction mécanique, dans l'industrie du bâtiment et dans les métiers qui en dépendent; situation stationnaire pour le reste.

Parmi les 530 syndicats d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce groupant 75.000 adhérents (syndicat des mineurs du bassin du Nord et du Pas-de-Calais non compris) qui ont fourni des rapports sur l'activité du travail au 15 avril, la proportion des ouvriers en chômage a été d'un peu plus de 10 p. o/o. 16 p. o/o des chambres syndicales réunissant 16 p. o/o des adhérents estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à même époque; 20 p. o/o des chambres syndicales avec 33 p. o/o des syndiqués jugent qu'il a été plus faible et pour 64 p. o/o des syndicats groupant 51 p. o/o des adhérents, il est resté sans changement.

La durée du travail a repris à peu près sa durée normale. Le prix de certaines denrées de première nécessité, beurre, œufs et pain a été en baisse.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — Pendant le mois d'avril, la pêche côtière a été estimée généralement moins bonne que l'an dernier à pareille époque; le mauvais temps a contrarié la sortie des bateaux et les prix de vente ont eu tendance à la baisse.

AGRICULTURE. — HORTICULTURE. — FORÊTS. — L'amélioration signalée le mois dernier dans les travaux des champs et dans ceux de jardinage s'est maintenue; chez les bûcherons, les façons d'écorçage ont, dans un grand nombre de centres, amené une reprise du travail avec des prix de façon sensiblement égaux à ceux de l'an dernier.

MINES. CHARBONS. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois d'avril, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	6.01	"	"	"	"	100
Loire.....	5.93	"	"	"	11	89
Gard et Hérault.....	5.93	"	"	4	"	96
Provence (lignites)....	5.55	"	"	19	54	27
Tarn et Aveyron.....	6.04	"	"	"	"	100
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	6.03	"	"	"	"	100
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne..	5.92	"	"	"	100	"
ENSEMBLE pour la France.	5.99	"	"	1	8	91

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5,98; il était de 5,68 en avril 1898.

CARRIÈRES. — L'activité signalée le mois dernier s'est maintenue, le travail suit maintenant sa marche normale.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — Dans les sucreries de betteraves, le travail est à peu près terminé, les quelques ouvriers qui restent à l'usine sont occupés au nettoyage des machines.

Dans les 18 glucoseries (1), l'importance de la production a été, de septembre 1898 à fin mars 1899, de 26.385.026 kilogrammes et en particulier de 3.534.481 kilogrammes en mars contre 2.480.845 en février dernier.

La production des distilleries (2) de betteraves et des substances farineuses s'est maintenue en progrès sur l'an dernier, celle des distilleries de mélasse est restée plus faible que l'an dernier. Pendant les six premiers mois de la campagne 1898-1899 (depuis le 1^{er} octobre 1898), la production des alcools provenant de la distillation des substances farineuses a été de 362.744 hectolitres contre 263.051 pendant la période correspondante de 1897-1898; pour les alcools de betteraves de 949.625 hectolitres contre 794.308 en 1897-1898; pour les alcools de mélasses de 273.549 hectolitres contre 300.713 hectolitres en 1897-1898; pour les alcools de vins, de cidres et de poirés, de 49.064 hectolitres contre 17.967 hectolitres en 1897-1898, enfin pour l'ensemble, la production des distillateurs et bouilleurs de profession (y compris les alcools provenant d'autres substances non énumérées) la

(1) D'après le *Journal officiel* du 26 avril 1899.

(2) D'après le *Journal officiel* du 20 avril 1899.

production a été de 1.651.830 hectolitres pendant les six premiers mois de la campagne 1898-1899 contre 1.383.254 pendant la même période de 1897-1898, soit une augmentation de 268.756 hectolitres en faveur de 1898-1899. D'autre part, la quantité des alcools produits chez les bouilleurs de crus a été évaluée à environ 74.336 hectolitres pour les six premiers mois de la campagne 1898-1899 contre 64.449 pour la même période de 1897-1898.

Chez les boulangers, chez les cuisiniers-pâtisseries, le placement dans les grands centres tend à devenir plus facile tandis qu'un certain nombre d'ouvriers, par suite de la fin de la saison dans les stations hivernales, sont momentanément en chômage.

On estime que le chômage a atteint 13 p. 0/0 des ouvriers syndiqués chez les boulangers, 19 p. 0/0 chez les cuisiniers-pâtisseries-confiseurs. En particulier, l'ouvrage a été jugé moins abondant que l'an dernier chez les cuisiniers-pâtisseries de Nice, de Béziers et chez les cuisiniers-navigateurs de Bordeaux; pour les autres, situation généralement stationnaire.

PAPIER. — CARTON. — INDUSTRIE DU LIVRE. — Chez les relieurs-papetiers, la reprise du travail déjà signalée s'est maintenue. Chez les typographes et chez les travailleurs du livre, l'activité est restée généralement satisfaisante. On compte 4 p. 0/0 de chômeurs chez les ouvriers syndiqués à Paris; 2 p. 0/0 en province et 2 p. 0/0 dans l'ensemble. 12 p. 0/0 des syndicats groupant 23 p. 0/0 des syndiqués estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque; 9 p. 0/0 des chambres syndicales réunissant 7 p. 0/0 des adhérents jugent qu'il a été plus faible et, pour le restant des chambres syndicales et des syndiqués, il n'y a pas eu de changement. En particulier, l'ouvrage a été considéré, chez les typographes et travailleurs du livre, comme plus abondant que l'an dernier à Nancy, Auxerre, Grenoble, Bordeaux, Brive et Laval; comme moins abondant à Paris (dessinateurs-écrivains lithographes), Soissons, Avignon, Châteaubriant et Alençon, pour le reste, pas de changement signalé.

CUIRS ET PEaux. — L'activité a été satisfaisante dans la préparation des cuirs et peaux, de même dans la cordonnerie. Dans la ganterie, l'amélioration qui avait été signalée le mois dernier s'est accentuée. On compte 6 p. 0/0 de chômeurs chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux et chez ceux de l'industrie de la chaussure. L'ouvrage a été estimé plus abondant que l'an dernier chez les mégissiers en mouton de Paris, chez les cordonniers d'Avignon, Limoges et Tours et chez les gantiers de Paris et Gières (Isère); moins abondant chez les ouvriers en chevreau glacé, les tanneurs de Paris et les ouvriers du cuir d'Amiens; pour le reste, pas de variation.

TEXTILES. — Dans les industries lainière et cotonnière l'amélioration déjà constatée le mois dernier s'est maintenue; dans l'industrie linière, le travail devient plus régulier. Dans l'industrie de la soierie, situation stationnaire, mais avec tendance à l'amélioration. Pleine saison de travail dans l'industrie du vêtement; ralentissement chez les rubaniers et chez les chapeliers. On estime que le chômage a atteint 6 p. 0/0 des ouvriers syndiqués des filatures et des tissages mécaniques, un peu plus du quart chez les ouvriers des tissages à la main, 7 p. 0/0 chez les ouvriers de l'industrie du vêtement, 8 p. 0/0 chez les chapeliers. Par rapport à l'an dernier, l'ouvrage est tenu pour plus abondant chez les ouvriers des filatures et tissages de Moussey (Vosges) et de Vienne, chez les ouvriers des tissages à la main de Haspres

(Nord), Mardore (Rhône), les Épesses (Vendée), chez les teinturiers de Villefranche (Rhône), chez les coupeurs-tailleurs de Lyon et chez les ouvrières blanchisseuses de Paris; pour moins abondant dans les filatures et tissages mécaniques d'Amiens, dans le Nord, à Douzy (Ardennes), Reims, Flers (Orne), Louviers et Lillebonne, dans les tissages à la main dans le Nord, dans la Loire, dans le Maine-et-Loire et à Tours; chez les tullistes de Caudry (Nord), chez les passementiers de Paris, chez les chefs d'atelier rubaniers de Saint-Étienne, chez les tapissiers de Clermont-Ferrand et de Bayonne, chez les ouvriers de l'industrie du vêtement de Versailles, Narbonne, Bordeaux et Nantes, chez les chapeliers de Louhans (Haute-Saône), Lyon (appropriers), Bourg-de-Péage, Serrières (Ardèche); pour le reste, pas de changement.

Bois. — L'amélioration signalée chez les charpentiers et chez les menuisiers s'est continuée. De même chez les ouvriers en voitures. Situation stationnaire chez les ouvriers en meubles. On estime que le chômage a atteint 5 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les charpentiers, à peu près autant chez les menuisiers; 2 p. o/o chez les ouvriers en voitures. L'ouvrage a été considéré comme plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers des scieries mécaniques de Hermes (Oise), chez les charpentiers de Paris, Auxerre, Bourges et Rennes; chez les menuisiers de Paris et Reims; chez les ouvriers en voitures de Paris et de Bourges; chez les ouvriers en meubles de Marseille et de Bourges; chez les sculpteurs mouluriers de Lyon; comme moins abondant chez les charpentiers de Besançon, Dijon et Bordeaux; chez les menuisiers de Saint-Quentin, Besançon; chez les ouvriers en voitures de Limoges; chez les galochiers de la Flèche; chez les ébénistes de Nantes; chez les ouvriers en peignes d'Oyonnax (Ain) et chez les ouvriers en balais de Caderousse (Vaucluse); pour le reste, pas de variation signalée.

MÉTALX. — Pour les trois premiers mois de 1899, d'après le *Bulletin du Comité des Forges*, l'importation totale des fontes, fers et aciers a été de 54.270 tonnes, c'est-à-dire en diminution d'un peu plus de 1 p. o/o par rapport aux résultats de la période correspondante de 1898. Les exportations se sont élevées à 90.250 tonnes, (dont 26.925 tonnes en décharge d'acquets), soit en diminution d'un peu plus de 1 p. o/o sur les résultats de la période correspondante de 1898.

Pendant le mois d'avril, l'activité déjà constatée dans nos établissements métallurgiques a été en s'accroissant; il en a été de même dans les ateliers de construction mécanique et dans la serrurerie du bâtiment. Chez les ferblantiers-boîtiers, le travail tend à reprendre.

Accalmie chez les bijoutiers. On estime que le chômage atteint environ 2 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les mouleurs, les métallurgistes, les mécaniciens et les serruriers; 5 p. o/o chez les ferblantiers, les ouvriers en lanternes et les ouvriers en instruments de précision.

En particulier, l'ouvrage a été tenu pour plus actif que l'an dernier chez les mouleurs de Saint-Quentin, Cambrai, Auxerre et Rouen, chez les métallurgistes et ouvriers mécaniciens de Paris, Albert (Somme), dans le Nord, à Braux (Ardennes), Commeny (Allier), La Seyne (Var), Châteauroux et Cherbourg, chez les serruriers d'Amiens, chez les ferblantiers d'Angoulême et chez les batteurs d'or de Paris; pour moins abondant chez les métallurgistes du Havre, les ferblantiers-boîtiers de Nantes et les horlogers-bijoutiers de Bordeaux; pour le reste, pas de changement.

BÂTIMENT. — L'industrie du bâtiment est en pleine saison de travail et est généralement bien occupée; on fait de 66 à 72 heures par semaine. On estime que le

chômage atteint 15 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les tailleurs de pierre et chez les maçons, 10 p. o/o chez les peintres-plâtriers, un peu plus d'un cinquième chez les plombiers-couvreurs.

Par rapport à l'an dernier, le travail est considéré comme plus actif chez les sculpteurs de Lyon, les tailleurs de pierre de Paris, de Château-Landon (Seine-et-Marne), les ouvriers du bâtiment de Menton, Bourges, Dun-sur-Auron, Lorient, le Mans, chez les peintres de Versailles, Armentières, Nancy, Marseille et Tarbes; comme moins actif chez les marbriers en pendules de Cousolre (Nord), les ouvriers du bâtiment de Reims, Montbéliard, Perpignan, Toulouse, la Roche-sur-Yon; chez les peintres en bâtiment de Marseille, les plombiers de Paris (plombiers dits colonnards), Bordeaux et Marseille; pas de variation signalée pour le reste.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — L'amélioration déjà signalée dans la chauxfournerie et dans la fabrication du ciment et la céramique du bâtiment s'est accentuée. Situation stationnaire dans la faïencerie et dans la verrerie.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Grâce à la température plus favorable, l'amélioration déjà signalée dans les entreprises de transport et de manutention s'est maintenue; mais cette reprise du travail est considérée, dans certains centres, comme moins accentuée que l'an dernier; il en est de même chez les employés de commerce et comptables, chez les employés de l'alimentation, garçons de café et bouchers. On estime que le chômage atteint environ 2 p. o/o des syndiqués chez les employés de commerce et comptables, 12 p. o/o chez les employés de l'alimentation, 13 p. o/o chez les coiffeurs.

La situation a été considérée comme moins bonne que l'an dernier, notamment chez les garçons de magasin, les placiers en fleurs et plumes de Paris, les employés de commerce de Saint-Étienne et Lyon, les garçons de café, restaurateurs de Paris et Clermont Ferrand; pour le reste, pas de changement.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc.; et 2^o par les correspondants.

Seine-et-Oise. — Pendant le 1^{er} trimestre de 1899, l'activité du travail s'est maintenue dans la région de Versailles; la situation générale a été considérée comme équivalente à celle de l'an dernier.

Aisne. — Dans la région de Bohain, la situation difficile déjà signalée pendant le 4^e trimestre 1898 s'est continuée pendant le 1^{er} trimestre 1899; on a compté beaucoup de chômeurs dans l'industrie textile.

Pas-de-Calais. — Dans la région de Bapaume, pendant le 1^{er} trimestre 1899, les tissages de soie ont présenté peu d'activité; le gain des ouvrières a été d'environ 1 fr. 50 par journée de 12 heures; ce gain a été plutôt plus faible pour les ouvriers des tissages de coton. Dans les huileries, les minoteries, chez les maçons, le personnel ouvrier a été bien occupé. Chez les ouvriers agricoles, on estime que le chômage a atteint un tiers des ouvriers. La journée a varié de 10 à 11 heures. Le salaire a été de 4 francs maximum (brasseurs, charpentiers, couvreurs, maçons, avec une journée de 11 heures) et de 1 franc à 1 fr. 70 chez les tisseurs, les couturières et les corsetières.

Nord. — CHAMBRE DE COMMERCE D'AVENNES. — Pendant le 4^e trimestre 1898, dans l'industrie des *produits chimiques*, la situation générale déjà signalée s'est maintenue, sauf pour les prix de vente d'un certain nombre de produits (superphosphate, soude caustique, chlorure de chaux, etc.), qui ont été en baisse et sont devenus peu rémunérateurs; la main-d'œuvre a été plutôt insuffisante. Dans la *tannerie*, la production a été faible, les prix de vente ont été en baisse, l'écoulement des produits s'est fait difficilement; la main-d'œuvre a été abondante.

Dans les peignages, le travail a été ralenti pendant deux mois, mais il n'y a pas eu arrêt comme les années précédentes; les prix de vente ont été jugés désavantageux. Dans les *filatures*, la gêne déjà signalée s'est continuée, l'alimentation des broches a été difficile, la plupart des filatures ont réduit leur production d'un peu plus du tiers, on a travaillé quatre jours par semaine à 11 heures par jour. Les prix de façon payés aux fileteurs ont été jugés désavantageux et inférieurs au prix de revient. Une union de fileteurs a été constituée et depuis une amélioration s'est produite dans les prix de façon, la plupart des maisons ayant achevé leurs anciens marchés. Le chômage du personnel ouvrier a été important, et le gain hebdomadaire des ouvriers occupés a été sensiblement réduit par suite de l'adoption de la durée de travail de 44 heures par semaine.

Dans les *tissages* et dans les *fabriques de molleton*, l'alimentation a été aussi difficile; on estime que la production a diminué d'un peu plus du tiers dans les *tissages indépendants* et d'un cinquième dans les *tissages à façon*; les prix consentis par les acheteurs ont été faibles et non rémunérateurs.

Dans la *boissellerie*, de même production faible; l'écoulement des produits, bobines, robinets, etc., s'est fait plus difficilement que l'an dernier, par suite de l'augmentation des droits d'entrée de nos produits dans les pays voisins; les salaires ont eu tendance à la baisse.

Dans la *boulonnerie* et dans la *feronnerie*, la production et la vente ont été actives, par suite des commandes pour l'Exposition de 1900 et pour les chemins de fer; la main-d'œuvre a été plutôt rare. Les ateliers de *ferblanterie* ont été moins occupés que l'an dernier, et les ventes ont été plus difficiles et à des prix en baisse par suite de l'augmentation de la concurrence étrangère. La journée a été diminuée de deux heures pour un certain nombre d'ouvriers.

Dans l'industrie des *produits céramiques*, production et vente satisfaisantes avec des prix fermes. Les salaires ont été en hausse de 5 à 10 p. o/o; la main-d'œuvre a été suffisante. Dans les *manufactures de glaces*, l'outillage a été amélioré; les ventes sur le marché français ont été actives, elles ont été plutôt faibles à l'exportation. Les prix de vente ont été en baisse sur le marché tant intérieur qu'extérieur ce qu'on attribue à la surproduction. La main-d'œuvre a été plutôt insuffisante par suite de la création de nouvelles usines dans les régions environnantes.

CHAMBRE DE COMMERCE DE CAMBRAL. — Pendant le second semestre 1898, la production a été ralentie dans les *minoteries* par suite de la faiblesse de notre exportation de farines jointe à la diminution de la consommation pendant les grandes chaleurs, la formation de stocks importants a pesé sur le marché et entraîné une baisse des prix de ventes qui sont devenus aussi moins rémunérateurs. Dans l'industrie de la *brasserie*, un certain nombre de petites fabriques ont été montées; dans beaucoup d'établissements, on a perfectionné le matériel de façon à obtenir une meilleure utilisation du grain. Les transactions ont été suivies et dues en grande partie à la période des grandes chaleurs. Les salaires des ouvriers brasseurs expérimentés ont été en augmentation de 5 p. o/o environ; la main-d'œuvre de toutes catégories a été recherchée. Dans l'industrie *sucrière*, l'abaissement des prix de vente du sucre a forcé à améliorer les méthodes de fabrication, notamment en vue d'économiser le charbon et d'obtenir un plus grand rendement en 1^{er} jet; d'autre part, les cours des sucres ont été tenus pour peu rémunérateurs par suite des prix élevés de la betterave. Les *distilleries de betteraves* ont aussi modifié leur matériel en introduisant la diffusion en remplacement de la macération dans leur travail de betteraves; la production et la vente des alcools ont été actives; la richesse saccharine de la betterave a facilité le travail; les prix de vente en hausse ont été avantageux; les salaires ont eu aussi tendance à la hausse par suite de la difficulté de recruter un personnel ouvrier compétent. Les *fabriques de chicorée* ont eu un travail normal, mais les prix d'achat de la matière première (cossettes de chicorée) ont subi, depuis juillet dernier, une

hausse qui était d'un tiers en fin d'année, ce qui a amené un mouvement analogue sur les cours du produit fabriqué.

Dans les *huileries*, un grand nombre d'établissements ont supprimé l'équipe de nuit; la fabrication et la vente ont été faibles par suite de l'augmentation des importations d'huiles de coton, les prix de vente des produits fabriqués ont été en baisse tant pour les huiles que pour les tourteaux par suite de la concurrence des produits étrangers et de la faible consommation d'huiles du pays. Les *fabriques de savons* ont travaillé activement, mais les prix de vente ont été en baisse d'environ 5 p. o/o par suite de la surproduction de quelques fabriques qui ont dû écouler leurs produits à bas prix; la main-d'œuvre a été suffisante et bien occupée.

Dans les *tissages de laine*, le travail s'est maintenu peu actif, dans la plupart des usines une partie des métiers a été inoccupée; une maison a arrêté sa fabrication, elle ne la reprendra qu'au commencement de 1899; on estime que, dans l'ensemble, du tiers à la moitié des métiers sont arrêtés; l'alimentation des ateliers ainsi que les ventes ont été difficiles. Les prix de vente ont cependant marqué une tendance à la hausse, mais ils ont été irrégulièrement tenus et désavantageux plutôt au-dessous du prix de revient sauf pour les tissus de haute nouveauté qui ont été plus favorisés. Les prix de façon payés aux tisseurs à la main ont été faibles, l'état du marché n'a pas permis aux fabricants de les améliorer; il y aurait cependant tendance à les augmenter dès la reprise des affaires. Il y a eu afflux de main-d'œuvre et les ouvriers sans ouvrage qui avaient pu trouver du travail dans les sucreries sont restés inoccupés depuis la fin de la campagne dans ces usines.

Dans les *tissages de lin et de baptiste*, la production est restée au-dessous de la normale, les affaires traitées ont été faibles; les demandes se sont portées sur les articles méis et coton et beaucoup d'ouvriers sont restés inoccupés. Les salaires ont eu tendance à la baisse, un tarif avait été établi d'accord entre ouvriers et patrons, beaucoup de ces derniers ont dénoncé le traité et ont payé des prix plus faibles. Grâce à des trains ouvriers organisés sur Denain, beaucoup d'ouvriers tisseurs ont pu aller s'employer au travail des mines. Dans les *tissages de lin et de toiles*, les ventes ont été faibles et à des prix de baisse malgré la réduction de la production.

Dans l'industrie des *tulles*, l'importance des établissements a eu tendance à augmenter, mais l'activité du travail est restée plutôt faible; les prix de vente se sont maintenus assez rémunérateurs, la main-d'œuvre a été abondante. Dans les *teintureries* et *apprêts*, le travail a été faible, les prix ont été jugés mauvais, étant donnée la faible production. Dans les *blanchisseries*, les envois de tissus ont été en augmentation sur le semestre précédent; mais sans grande activité; les prix de façon sont restés stationnaires; la main-d'œuvre a été jugée plutôt insuffisante.

Yonne. — Dans la région d'Auxerre, pendant le 1^{er} trimestre 1899, l'activité a été satisfaisante dans l'ensemble des industries; on n'a pas signalé d'ouvriers en chômage; la durée du travail a été de 11 heures par jour en moyenne.

Isère. — Pendant le 1^{er} trimestre de 1899, l'industrie de la *soierie* et celle de la *passementerie* de la région de La Tour-du-Pin ont présenté une grande activité; une nouvelle usine a été construite. Il n'y a pas eu de chômeurs, on a même manqué d'ouvriers; la journée a varié de 10 à 11 heures. Les salaires sont restés stationnaires.

Drôme. — Dans la région de Romans, la situation est restée stationnaire pour l'ensemble des industries pendant le 1^{er} trimestre 1899. La fabrication de la *chaussure* qui occupe un grand nombre d'ouvriers a été occupée modérément; de plus les expéditions pour les commandes d'être terminées, une accalmie s'est produite en fin de trimestre.

Hérault. — Grâce à la prorogation des marchés pour les fournitures de drap de troupes, les *tissages* de la région de Lodève ont pu, pendant le 1^{er} trimestre 1899, maintenir une certaine activité, qui a été cependant insuffisante pour occuper tous les bras, les ouvriers en chômage ont pu, d'autre part, trouver de l'ouvrage dans les campagnes. Les commandes pour l'ensemble des industries ont été faibles, un atelier d'*effilochage* a été fermé par suite du décès du chef de la maison.

Charente-Inférieure. — Pendant le 1^{er} trimestre 1899, la situation est restée stationnaire dans l'ensemble des industries de la région de La Rochelle; on estime que le chômage a atteint 10 p. o/o des ouvriers.

Pendant le même premier trimestre, dans la région de Rochefort, le travail a suivi une marche régulière, bien que les affaires aient été généralement difficiles, on estime que le chômage a atteint 4 à 5 p. o/o des ouvriers. La durée du travail a été de 9 heures environ par jour; le taux des salaires a varié de 4 à 5 francs par jour pour les ouvriers et de 3 fr. 25 à 3 fr. 75 pour les manœuvres et terrassiers.

Haute-Vienne. — CHAMBRE DE COMMERCE DE LIMOGES. — Pendant le 2^e semestre 1898, la fabrication a été assez active dans l'imprimerie, la reliure et la distillerie. Les autres industries, la papeterie de paille, la tannerie, la corroirie, la mégisserie, la fabrication des chaussures, la ganterie, la filature, le tissage et l'industrie de la porcelaine ont manqué d'activité; l'industrie du bâtiment a aussi éprouvé des chômages. L'industrie de la porcelaine avait, au milieu de l'année, éprouvé un ralentissement des commandes qui avait amené des chômages et une diminution des prix de vente des produits fabriqués; mais en fin d'année, une amélioration s'est produite qui a amené une reprise de travail dans la plupart des usines.

Mayenne. — Pendant le 1^{er} trimestre 1899, une amélioration s'est produite dans les tissages de coutils, principale industrie de la région de Laval; on estime que le chômage a atteint dans les tissages à la main, un cinquième des ouvriers au lieu de moitié pendant la période correspondante de 1898; pour les tissages mécaniques, l'activité a été satisfaisante.

Dans la région de Mayenne, pendant la même période, une amélioration s'est également produite dans l'ensemble des industries, bien que les affaires soient restées difficiles. Une maison a été fermée. Il y a eu peu de chômeurs.

Seine-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN. — Pendant le 4^e trimestre 1898, la distillerie a eu une activité satisfaisante, l'emploi industriel de l'alcool spécialement pour l'éclairage procurant de nouveaux débouchés. Dans l'industrie des produits chimiques, la concurrence des produits étrangers a amené une dépréciation des cours qui a rendu la situation difficile.

Dans la tannerie, malgré une limitation de la production, les stocks ont dépassé la consommation qui a été faible et a eu aussi tendance à diminuer.

Le travail a repris dans les filatures de coton, des marchés importants ont été conclus, mais les prix consentis ont été jugés désavantageux. Dans les tissages, la baisse des prix des filés a entraîné celle des tissus; les affaires en rouennerie et mouchoirs notamment ont été assez actives avec l'Indo-Chine, calme avec l'Algérie, malgré l'abondance de la récolte dans cette dernière.

Pour les tissages d'indiennes, les affaires ont été aussi calmes, les prix offerts ont été tenus pour onéreux par les fabricants; les commandes de Madagascar avaient été importantes aussi bien en indiennes qu'en tissus, mais l'apparition de la peste a amené un ralentissement des transactions qui n'a d'ailleurs pas duré.

Dans les ateliers de construction mécanique, peu de commandes de l'industrie régionale; cependant les chantiers de construction navale ont reçu des commandes suffisantes pour alimenter les ateliers en 1899.

Quant au mouvement du port, les entrées, ont présenté une diminution de 53,700 tonnes par rapport à la période correspondante de 1897; cette diminution n'a été d'ailleurs que passagère et, pour l'année entière, les entrées en 1898 dépassent celle de 1897 de 148,900 tonnes. Quant aux sorties, elles ont été de nouveau en diminution sur les années précédentes.

Dans le commerce des vins, les affaires ont été actives et à des prix en hausse. Le commerce des spiritueux a été aussi facilité par l'absence de la concurrence des bouilleurs de crû dont le travail a été gêné par le prix élevé des fruits à cidre.

Algérie. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BOUGIE. — Pendant le 2^e semestre 1898, l'ac-

tivité s'est maintenue dans les fabriques de *chaux et ciments*, industrie principale de la région. Le personnel ouvrier a été bien occupé ; le taux des salaires est resté stationnaire.

**Analyse, par département,
des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières
et par les secrétaires des Bourses de travail.**

Seine. — 8 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *biscuitiers* et *fabricants de pain d'épices*. Placement plus facile que l'an et que le mois derniers et 19 p. o/o de chômeurs chez les adhérents de la *Caisse des retraites des travailleurs de la boulangerie* ; les adhérents du syndicat mixte estiment que moitié des leurs sont sans place à demeure. Chez les *boulangers* de Saint-Denis, la situation est estimée plus satisfaisante que le mois dernier par suite de la diminution de la concurrence ; on compte cependant un quart des syndiqués sans place à demeure.

Chez les *relieurs-papetiers*, un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers. Chez les *conducteurs-typographes*, un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs. 7 p. o/o chez les *dessinateurs-graveurs-lithographes*, qui sont moins occupés que l'an dernier.

Pas de chômeurs chez les ouvriers en *cheveau glacé*. 6 p. o/o chez les *corroyeurs* ; 5 p. o/o et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers *mégissiers du mouton*. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *tanneurs* ; une maison a mis ses ouvriers au repos, des renvois ont eu lieu dans plusieurs maisons. Peu de chômeurs chez les *cordonniers*, mais placement difficile chez les *vendeurs en chaussures*. Chez les *gantiers*, l'amélioration signalée s'est maintenue. Reprise du travail et un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les *selliers-harnacheurs*. Pas de signalés chez les *souffletiers*.

Chez les *teinturiers-dégraisseurs*, 2 p. o/o de chômeurs ; chez les *passemmentiers à la barre*, un cinquième des leurs, il ne s'est pas produit de reprise de travail. Pas de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*, qui font 56 heures par semaine. Les *coupeurs-tailleurs* comptent 10 p. o/o des leurs en chômage. 8 p. o/o chez les ouvriers *tailleurs* (la *Solidarité*), chez lesquels le travail a repris moins bien que l'an dernier par suite de la saison défavorable. Un peu plus de 3 p. o/o de chômeurs chez les *couleurs de lessive*. Pas de signalés chez les ouvriers de la *blanchisserie* (l'*Union*) ; une baisse qui s'était produite au commencement d'avril a été remplacée peu après par une reprise accentuée du travail ; d'autre part, les petits ateliers tendent à disparaître par suite de la concurrence des grandes entreprises.

Chez les *charpentiers* (la *Solidarité*), grâce aux commandes de l'Exposition, pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an et le mois derniers ; le gain hebdomadaire est passé de 54 à 63 francs. 5 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers* ; l'ouvrage est plus abondant que l'an et que le mois derniers ; 2 nouvelles maisons occupent 200 ouvriers ; la journée est augmentée d'une heure dans une maison (60 ouvriers). Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *ouvriers en voitures* ; un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *peintres en voitures*.

Chez les *mouleurs sur métaux* de Poissy, pas de chômeurs et travail 66 heures par semaine. 1 p. o/o chômeurs chez les *chefs de service de l'industrie métallurgique*. 6 p. o/o et journée variant de 11 à 12 heures chez les *conducteurs-chauffeurs-mécaniciens*. Un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens* (l'*Union*). Chez les *lanterniers pour voitures*, le travail se maintient. Chez les ouvriers en *instruments de précision*, travail 60 heures par semaine et un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs. Chez les *ouvriers en bijouterie dorée*, le travail a diminué de 2 à 3 heures par jour dans les deux tiers des maisons, on manque de commissions, la mode n'étant pas fixée. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *batteurs d'or*. Chez les *graveurs pour impressions* de Saint-Denis, le travail se maintient actif, sauf dans une maison où une diminution s'est produite.

Chez les *tailleurs de pierre*, travail toujours actif, 2 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *peintres* de Levallois-Perret. Les *plombiers dits colonnards* estiment que la durée du travail

est réduite de moitié par suite du manque de commandes. Chez les *fumistes du bâtiment*, journée de 11 heures, travail moins abondant et salaire plus faible que l'an dernier, par suite de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. Pas de chômeurs chez les *opticiens*.

Affaires en pleine reprise chez les *loueurs de voitures et cochers*, par suite de l'arrivée à Paris d'un grand nombre d'étrangers. Pas de chômeurs chez les *receveurs pontonniers des bateaux parisiens*. Les *garçons de magasin et cochers livreurs* comptent un cinquième des leurs en chômage. Pas de signalés chez les *hommes de peine des abattoirs d'Aubervilliers*.

7 p. o/o de chômeurs chez les adhérents de l'*Union des comptables*. 4 p. o/o chez les employés à la *Bourse du commerce*. Chez les *ouvriers limonadiers-restaurateurs* (l'*Espérance*), 11 p. o/o de chômeurs et commencement de saison plus mauvais que l'an dernier. 11 p. o/o de chômeurs chez les *garçons laitiers*. 3 p. o/o chez les *professeurs de l'enseignement libre*. Peu de chômeurs chez les *élèves en pharmacie* dont le placement est plus facile que l'an dernier. Les *cuisinières, femmes de chambre, domestiques* (l'*Union*) estiment que le chômage atteint un quart des leurs; les salaires tendent à baisser. 2 p. o/o de chômeurs chez les *infirmiers garde-malades*.

Seine-et-Oise. — Chez les *carriers* de Cernay-la-Ville et de Méry-sur-Oise, l'activité déjà signalée s'est maintenue. Chez les *travailleurs du livre* d'Étampes, pas de chômeurs et journée augmentée d'une heure dans un atelier. A Versailles, pas de chômeurs chez les *ouvriers tailleurs* chez lesquels la reprise du travail se fait plus lentement que l'an dernier par suite de la température défavorable. Pas de chômeurs chez les *chapeliers* d'Essennes. Chez les *ouvriers du bâtiment* d'Argenteuil, travail 71 heures par semaine et pas de chômeurs. A Versailles, 3 p. o/o et journée de 11 heures chez les *maçons-tailleurs de pierres*. Même durée du travail, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *peintres*.

Seine-et-Marne. — Pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres* de Château-Landon. Travail toujours actif chez les *maçons* de la Ferté-sous-Jouarre.

Aisne. — A Soissons, pas de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *travailleurs du livre*. A Saint-Quentin, pas de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *menuisiers*. Le travail tend à reprendre chez les *vanniers* d'Origny qui comptent 1 p. o/o de chômeurs. Travail toujours actif chez les *mouleurs* de Saint-Quentin; de même chez ceux de Chauny. A Saint-Quentin, chez les *couvreurs-zingueurs*, pas de chômeurs, reprise du travail depuis le mois dernier et journée de 11 heures. Un peu moins de 1 p. o/o chez les *employés-voyageurs-dessinateurs*.

Oise. — A Beauvais, un peu plus de 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Chez les *ouvriers des scieries mécaniques* de Hermes, travail toujours actif. Ouvrage abondant et pressé dans les ateliers de *brosses à dents* de la région (travail à domicile); plein travail chez les *tabletters*, commandes importantes chez les *cordonniers* de Mouy. Pas de chômeurs chez les *dominotiers* de Méru. Chez les *brossiers* de Tracy-le-Mont, pas de chômeurs, journée de 11 heures et travail abondant. Un peu moins de 1 p. o/o chez les *comptables* de Beauvais.

Somme. — A Amiens, chez les *typographes*, travail toujours actif. Chez les *corroyeurs*, travail peu actif; chez les *coupeurs en chaussures*, peu de commandes, on fait 3 jours par semaine; chez les *piqueuses en chaussures*, des renvois ont eu lieu; cependant les *cordonniers travaillant sur mesure* ont reçu des commandes plus abondantes que l'an dernier. Les *teinturiers* estiment que trois quarts des leurs sont atteints par le chômage; les *tapissiers*, 4 p. o/o des leurs; ils sont moins occupés que l'an dernier. Pas de chômeurs et travail 66 heures par semaine chez les *métallurgistes*. Chez ceux d'Albert, de même pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an dernier et travail 72 heures par semaine. A Amiens, chez les *serruriers*, travail 54 heures par semaine, un peu plus de 3 p. o/o de chômeurs.

AMIENS. — Dans l'industrie *lainière*, la matière première a atteint des cours de près d'un quart plus élevés que ceux du commencement de l'année, ce qu'on attribue à la diminution de la production. Dans les *tissages*, les articles courants se sont bien vendus et à des prix plus satisfaisants que l'an dernier; les ateliers tissant les *cachemires* ont écoulé difficilement

leurs produits; il en a été de même pour l'*anacoste* et pour la *silésienne*, pour cette dernière, par suite de la concurrence étrangère. Une hausse s'est aussi produite sur la soie et sur le coton, mais peu importante pour le coton. Les *tissages mécaniques de velours de coton écrû* ont dû ralentir leur production par suite des stocks; on fait de 4 à 5 jours par semaine; les ouvriers qui avaient refusé le paiement dit *à la duite* l'ont ensuite accepté, cette méthode permettant de mieux apprécier le travail produit. Pour les *velours de coton teint*, les commandes ont été plus faibles que l'an dernier et à des prix jugés désavantageux; aussi les *teintureries de coton* n'ont travaillé que 3 jours par semaine et avec des salaires modiques; on attribue cette diminution des commandes à la concurrence des articles de petit drap de coton. Dans les *teintureries de lainage*, peu de travail pour les articles d'Amiens, mais ordres abondants des maisons des environs. Pour les *velours d'Utrecht*, la matière première en hausse (coton, lin et mohair) n'a pas été suivie d'un mouvement proportionnel sur les produits fabriqués; les commandes ont été faibles.

Dans la *filature de laine pour bonneterie* et dans la *bonneterie de laine*, situation jugée peu satisfaisante par suite du manque de commissions. Dans la *bonneterie de coton*, une maison dans les environs est bien alimentée de commandes.

Les ventes chez les *détaillants* ont été satisfaisantes pour les articles achetés par la campagne; elles ont été en diminution surtout pour les articles achetés par les ouvriers des villes, par suite des réductions de salaires. Il y a eu d'autre part peu de *protêts* par suite de la réserve observée par l'industrie et le commerce et du crédit limité. — A. LEFÈVRE.

Pas-de-Calais. — Travail toujours actif chez les *typographes* d'Arras. Morte-saison et un peu moins de 6 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs du livre* de Boulogne-sur-Mer. Ralentissement du travail chez ceux de Calais, cependant le personnel est maintenu dans les ateliers. A Boulogne-sur-Mer, travail 78 heures par semaine et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *cimentiers*, il se construit une usine qui occupera 100 ouvriers.

Nord. — A Lille, 6 p. o/o de chômeurs chez les *bonlangers*. Chez les *relieurs-papetiers*, pas de chômeurs, la concurrence des ouvriers étrangers rend la situation plus difficile. Chez les *typographes* de Valenciennes, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et le mois derniers. Chez ceux de Douai, le travail a repris son cours normal, une seule maison fait même des heures supplémentaires. 5 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands* d'Avesnes-les-Aubert, mais ouvrage moins abondant que l'an dernier et prix de façon en baisse d'environ 15 p. o/o. Les *tisserands* d'Haspres comptent un peu plus du quart des leurs en chômage. Chez ceux de Rieux, même chômage; à la suite d'un conflit survenu entre patrons et ouvriers, conflit dû à une diminution des prix de façon, une entente est intervenue et le travail a repris. Situation difficile chez ceux de Saulzoir, on manque de commandes. Dans les *filatures de coton* de Tourcoing, production réduite d'un sixième afin de permettre l'épuisement des stocks et d'arrêter la baisse des prix. Le personnel ouvrier perd une journée par semaine. Les *tisserands* de Villers-en-Cauchies estiment que le chômage atteint un tiers des leurs, les prix de façon sont en baisse; certaines maisons ont arrêté leur travail. Pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois* de Felleries.

A Lille, chez les ouvriers de l'*industrie des métaux*, le travail s'est maintenu plus actif que l'an dernier; on fait en moyenne 60 heures par semaine, sauf dans les grands établissements où on fait des heures supplémentaires. Pas de chômeurs chez les *métallurgistes* de Maubeuge. Chez les *marbriers en pendule* de Cousolre, diminution du travail, 15 p. o/o environ dans certains ateliers. A Dunkerque, les *marbriers-tailleurs de pierre* estiment que le chômage atteint un peu plus du cinquième des leurs; les *maçons* un quart des leurs, un ralentissement s'est produit depuis le mois dernier. A Armentières, travail toujours actif chez les *peintres*.

Ardennes. — A Fumay, travail toujours actif chez les *ardoisiers-mineurs*, sauf chez les ouvriers *fendeurs* qui chôment 3 jours par semaine, faute de matière première. Un petit établissement *métallurgique* qui avait été fondé par des ouvriers a cessé de fonctionner; il a été repris par un grand industriel de la localité. Pas de chômeurs et travail plus abondant que le mois dernier chez les *typographes* de Charleville. 9 p. o/o de chômeurs chez les *tallistes* de Caudry, chez lesquels la durée du travail est réduite à 40 heures par semaine, en diminution de 6 à 7 heures par jour pour 360 ouvriers. Pas de chômeurs et ouvrage plus

abondant que l'an dernier chez les *métallurgistes* de Braux. Reprise du travail chez ceux de Mazures.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Reims, il en est de même chez les *lithographes-papetiers*, chez qui la journée est diminuée d'une heure dans un atelier. Le travail se maintient chez les ouvriers de l'*industrie lainière*. Chez les *menuisiers ébénistes*, l'ouvrage se maintient plus abondant que l'an et le mois derniers, quelques grosses entreprises ont été commencées, tous les syndiqués sont occupés, on fait 72 heures par semaine (heures supplémentaires du dimanche matin comprises); dans quelques petits ateliers 20 ouvriers ont fait jusqu'à 78 heures par semaine. Chez les ouvriers du *bâtiment*, travail ralenti; chez les *mouleurs en métaux*, journée diminuée de 2 heures. Pas de chômeurs chez les *maçons* et travail 72 heures par semaine.

Meuse. — Travail toujours actif chez les *carriers* de Lérionville qui font 72 heures par semaine; pas de chômeurs chez les *carriers-mineurs* de Savonnières.

Meurthe-et-Moselle. — Chez les *mineurs* de Chavigny, travail toujours actif. A Nancy, ralentissement du travail moins fort que l'an dernier et 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; deux maisons, qui occupaient une trentaine d'ouvriers, ont cessé de faire travailler. Pas de chômeurs chez les *métallurgistes*.

Vosges. — Pas de chômeurs chez les *typographes* d'Épinal.

Haut-Rhin. — A Belfort, le travail se maintient chez les *typo-lithographes*.

Haute-Saône. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Vesoul. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les ouvriers de l'*ameublement* de Saint-Loup-sur-Semouse.

Doubs. — 7 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs du liège* d'Audincourt. A Besançon, chez les *charpentiers*, pas de chômeurs, journée augmentée d'une heure et reprise du travail moins forte que celle de l'an dernier. Chez les *menuisiers*, qui font 50 heures par semaine, pas de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier à même époque. Chez les ouvriers du *bâtiment* de Montbéliard, 12 p. o/o de chômeurs et journée de 11 heures.

Jura. — A Dôle, pas de chômeurs chez les *typographes*; baisse sur le pain, 0 fr. 05 par kilogramme, qui se vend 0 fr. 30.

Ain. — A Bourg, pas de chômeurs chez les *typographes*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les ouvriers en *peignes* d'Oyonnax. Chez les *tailleurs de pierre* de Thoiry, travail toujours actif; la journée est portée à 11 heures. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers du *bâtiment* de Bellegarde.

Saône-et-Loire. — Chez les *chapelières* de Louhans, travail en diminution de moitié depuis le mois dernier, on fait de 40 à 45 heures par semaine, pas de chômeurs. Travail, 66 heures chez les *ébénistes* d'Autun.

Côte-d'Or. — Pas de chômeurs chez les *tâcherons* de Villiers-le-Duc. De même chez les *bûcherons* de Corcelles-les-Citeaux et de Pagny-le-Château. A Dijon, 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Chez les *charpentiers*, pas de signalés, journée augmentée de 2 heures et reprise du travail moins forte que l'an dernier.

Yonne. — A Auxerre, ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *typographes*. De même chez les *charpentiers*, la journée est augmentée d'une heure pour 40 ouvriers; on fait 77 heures par semaine. Journée de 11 heures chez les *mouleurs*.

Nièvre. — Chez les ouvriers des *bois* de Ciez, travail actif. Reprise du travail et pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Menou, grâce aux commandes pour l'écorçage. Chez ceux de

Saint-Verain, la reprise du travail est plus accentuée que l'an dernier. A Nevers, travail toujours actif chez les *maçons*.

Allier. — Chez les *typographes* de Cusset, travail toujours actif. Chez les *métallurgistes* de Commentry, travail toujours actif. A Moulins, chez les *peintres*, tous sont occupés. A Cusset, baisse de 10 à 15 centimes sur les œufs et sur le beurre.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de chômeurs chez les *cuisiniers*, chez qui le placement est plus faible que le mois dernier. Chez les *typographes*, un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs. Un quart chez les *tapissiers*, chez lesquels la journée est diminuée de 1 heure pour 22 ouvriers. Chez les *menuisiers*, 5 p. o/o de chômeurs et journée ne 11 heures. Chez les *carrossiers*, ouvrage moins abondant que l'an dernier, journée augmentée de 1 heure dans une maison (26 ouvriers). Chez les *plâtriers*, ouvrage moins abondant que l'an dernier, travail 60 heures par semaine et 17 p. o/o de chômeurs. 4 p. o/o et placement plus difficile que l'an dernier chez les *garçons limonadiers*.

Haute-Loire. — Chez les *typographes* du Puy, travail toujours actif. 5 p. o/o de chômeurs chez les *chefs d'ateliers rubaniers* de Saint-Didier-la-Séauve, le travail est encore calme, mais avec tendance à l'amélioration.

Loire. — Chez les *mineurs* de Rive-de-Gier, on estime que le travail à l'extraction a été moitié moins actif que le mois dernier. Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Saint-Chamond. A Saint-Étienne, chez les *boulangers*, pas de chômeurs et placement plus facile que l'an dernier par suite de la diminution de la concurrence des ouvriers des campagnes. 6 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que le mois dernier chez les *cuisiniers*. Pas de chômeurs chez les *ouvriers du livre* de Roanne. Ralentissement du travail chez les *tisseurs* de Jarnosse qui comptent 15 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez ceux de La Gresles, qui sont plus occupés que l'an et que le mois derniers; quelques fabricants ont augmenté le prix de façon de certains articles. 8 p. o/o de chômeurs et travail plus faible que le mois dernier chez les *passementiers* de la Fouillouse. De même à Saint-Étienne, par suite du changement de saison, travail ralenti chez les *chefs d'ateliers rubaniers*. Chez les *chapeliers-appropriateurs* de Chazelles-sur-Lyon, travail 2 jours par semaine. A Saint-Étienne, chez les *maçons*, pas de chômeurs, journée augmentée de 1 heure et travail 50 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les *verriers*. De même chez les *employés de fabriques*, chez lesquels la journée est diminuée de 1 heure; l'ouvrage est devenu moins abondant que l'an dernier, par suite du changement de la mode qui a depuis un mois délaissé le ruban.

A Roanne, baisse sur le pain 0 fr. 02 par kilogramme.

Rhône. — A Lyon, pas de chômeurs chez les *jardiniers*, qui sont plus occupés que le mois dernier, la durée de la journée est portée à 12 et 14 heures; la chambre syndicale, à la suite de ses cours professionnels, avait organisé un concours à la suite duquel 20 diplômes ont été distribués. 2 p. o/o de chômeurs chez les *papetiers-régleurs*. Un peu plus de 4 p. o/o chez les *imprimeurs* et travail plus fort que le mois précédent. Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés chez les ouvriers en *articles de voyage*.

Les *tisseurs* syndiqués estiment qu'un grand nombre de leurs manquent de commandes, les articles riches, spécialité de ces ouvriers, étant peu demandés. Les *tisseurs* de la Croix-Rousse estiment que moitié des leurs sont atteints par ce manque de commissions. Chez ceux de Mardore, ouvrage plus abondant que l'an dernier; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Jean-la-Bussière. Ouvrage plus abondant que l'an dernier, journée de 10 heures et 6 p. o/o de chômeurs chez les *teinturiers* de Villefranche. A Lyon, les *tillistes à la chaîne* estiment que moitié des leurs manquent de commandes. Pas de signalés chez les ouvriers *confectionneurs*, mais ouvrage moins abondant que l'an dernier; chez les *coupeurs tailleurs*, la morte-saison habituelle n'a pas encore commencé, pas de chômeurs. Le travail se maintient actif chez les *chapeliers* de Grigny. A Lyon, les *chapeliers-appropriateurs* comptent un tiers des leurs en chômage, l'ouvrage est moins abondant que l'an dernier par suite de la concurrence des articles étrangers à bon marché.

Chez les *charpentiers*, reprise du travail et 16 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *sculpteurs mouluriers*, qui sont plus occupés que l'an dernier. Le travail se maintient chez les

orfèvres. Les graveurs pour impressions sur étoffes comptent un cinquième des leurs en chômage, les tissages de soie remettant peu de commandes. Les sculpteurs sur pierre et statuaires estiment que le chômage atteint un quart des leurs. Les employés de la société des tramways sont tous occupés. Les *voituriers* comptent 13 p. o/o des leurs en chômage. 4 p. o/o chez les garçons de peine. Chez les employés de commerce, 2 p. o/o de chômeurs, les affaires sont devenues plus difficiles avec les centres agricoles par suite des pertes causées par les intempéries dans diverses régions, tandis que les achats faits par les ouvriers ont été plutôt plus importants que l'an dernier. Chez les *coiffeurs*, 13 p. o/o de chômeurs.

Haute-Savoie. — Chez les *carriers* de Thollon, ouvrage moins abondant que l'an dernier; cependant pas de chômeurs. De même à Annecy, chez les *chapeliers-fouleurs*. Pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *menuisiers*.

Savoie. — A Chambéry, chez les *menuisiers*, journée de 10 heures et ouvrage plus abondant que l'an dernier; tous les ouvriers sont occupés. Les *tailleurs de pierre* estiment que le chômage atteint un peu plus du quart des leurs. Chez les *plâtriers*, qui font 60 heures par semaine, travail actif.

Isère. — Chez les *mineurs* de la Motte-d'Aveillans le travail se maintient. A Grenoble, pas de chômeurs chez les employés de l'usine à gaz; 8 p. o/o chez les *typographes*. Chez les *ouvriers en chaussures* de Morestel, une maison qui occupait 50 ouvriers a cessé de faire travailler. Travail toujours actif chez les *gantiers* de Gières. Pas de chômeurs chez les *tisseurs* de Vienne, qui sont plus occupés que l'an dernier. Chez les *tailleurs de pierre* de Montalieu-Vercieu, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers; on fait 54 heures par semaine. Travail actif chez ceux de Parmilieu. A Grenoble, les *maçons* et *aides* syndiqués estiment qu'un grand nombre d'entre eux sont atteints par le chômage par suite de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère.

Drôme. — Chez les *carriers* de Saint-Restitut, pas de chômeurs; le ralentissement du travail tend à s'accroître. Chez les *chapeliers appropriateurs* de Bourg-de-Péage, le ralentissement du travail déjà signalé s'est accru. Chez les *ouvriers en ameublement* de Valence, travail 66 heures par semaine; le gain actuel est 3 fr. 50 au minimum chez les ouvriers et de 2 fr. 25 chez les manœuvres.

Alpes-Maritimes. — A Cannes, la saison se termine chez les *cuisiniers*; cependant, pas de chômeurs signalés parmi les syndiqués. A Nice, les *confiseurs-pâtisseries* comptent un cinquième des leurs en chômage. 8 p. o/o et ralentissement du travail depuis le mois dernier chez les *typographes* qui sont en fin de saison et font 48 heures en moyenne par semaine; la journée est réduite de 2 heures pour 30 ouvriers. De même, journée diminuée de 2 heures chez les *typographes* de Cannes, qui comptent 6 p. o/o de chômeurs. A Nice, travail régulier chez les *cordonniers*. A Cannes, 11 p. o/o de chômeurs et travail 60 heures par semaine chez les *maçons*. Chez ceux de Menton, même durée de travail et 9 p. o/o de chômeurs; la situation devient plus difficile par suite de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. A Nice, de même, situation difficile chez les *maçons*, qui estiment que le chômage atteint moitié des syndiqués. Par suite de la fin de la saison hivernale, morte-saison chez les *garçons cochers*.

BOURSE DU TRAVAIL DE NICE. — En fin avril, le chômage va atteindre les ouvriers travaillant en hiver et aussi ceux qui travaillent en été; c'est l'époque de transition des deux saisons. Quoique la saison d'hiver n'ait pas été bonne, il y avait beaucoup d'employés d'hôtel et de commerce qui, occupés en hiver, vont maintenant chômer par suite du départ de la clientèle étrangère. La plus grande partie de ces employés vont partir pour les villes d'eaux; mais seront, en attendant l'ouverture de la saison d'été, en chômage pendant un mois au moins. D'autre part, les travaux de construction vont reprendre; des ouvriers du bâtiment commencent à quitter les divers emplois de manœuvre qu'ils s'étaient procurés pour passer la mauvaise saison. D'ailleurs, la fermeture annuelle des théâtres et des magasins suivant exclusivement la clientèle étrangère amène la suppression de ces emplois et, comme les travaux du bâtiment reprennent à peine et qu'on ne peut occuper immédiatement tout le monde, les mois d'avril, à partir du 15, et mai jusqu'au 15, seront les mois où l'on chômera dans

tous les corps de métier; ce chômage étant prévu n'est pas trop pénible, à cause aussi de la reprise du travail qui suivra. — CORBANI.

Var. — A Toulon, l'activité signalée le mois dernier chez les *typographes* tend à diminuer; cependant pas de chômeurs. Chez les *carrossiers*, 2 p. o/o de chômeurs, reprise du travail depuis le mois dernier. Les *perceurs-riveurs* syndiqués de la Seyne estiment que le chômage atteint un quart des syndiqués, d'autre part l'ouvrage est plus abondant que l'an et que le mois derniers. A Toulon, pas de chômeurs chez les *machinistes*. A la Seyne de même, pas de chômeurs chez les *maçons*.

BOURSE DU TRAVAIL DE TOULON. — A Toulon, en mars, pas de chômeurs chez les *typographes*. Pour les *portefaix* de la place Louis-Blanc, la situation est mauvaise. Travail plus abondant que le mois dernier chez les *menuisiers*. Travail régulier chez les *cordonniers*, les *maçons* et les *charpentiers en bois*, 10 p. o/o de chômeurs chez les *garçons limonadiers*.

En avril, ouvrage abondant chez les *tonneliers*. Pas de chômeurs chez les *menuisiers* qui font 60 heures par semaine. Chez les *cordonniers*, la situation reste stationnaire. Chez les *comptables*, 10 p. o/o de chômeurs. Une amélioration sensible s'est produite chez les *portefaix du marché*. Situation sans changement chez les *machinistes de théâtre*. Pas d'ouvrage dans les ateliers de *constructions mécaniques*.

Les légumes frais sont d'un quart plus cher que l'an dernier; hausse d'un peu plus de 5 p. o/o sur les œufs. — DORIA.

Bouches-du-Rhône. — Chez les *matelots-pêcheurs* de la Ciotat, le rendement de la pêche a été estimé peu satisfaisant. Chez les *mineurs* de Saint-Savournin-Gréasque, la durée du travail a été diminuée d'un jour par semaine, cependant pas de chômeurs signalés parmi les syndiqués. Chez les *carriers* de Fontvieille, travail toujours actif. Chez les *boulangers* de la Ciotat, un peu plus de 6 p. o/o de chômeurs. A Marseille, chez les *cuisiniers-navigateurs*, 19 p. o/o de chômeurs et situation tenue pour moins bonne que l'an dernier. Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *savonniers*, chez lesquels le placement est devenu plus difficile que l'an dernier. 18 p. o/o de chômeurs chez les *tapisseries en meubles*, chez lesquels la reprise du travail est moins accentuée que l'an dernier à même époque. Pas de chômeurs chez les *charpentiers*. Les *ébénistes* comptent un cinquième des leurs en chômage, l'ouvrage est tenu pour plus abondant que l'an dernier; la journée est augmentée de 3 heures dans un important établissement.

Travail toujours actif chez les *modeleurs*. 4 p. o/o de chômeurs chez les *marbriers*. 7 p. o/o chez les *tailleurs de pierre tendre*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *peintres en bâtiment* qui estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage. L'ouvrage se maintient plus abondant que l'an dernier chez les *peintres décorateurs* qui comptent 7 p. o/o de chômeurs. On estime que le chômage atteint un peu moins de moitié des syndiqués de l'*Unions des marins du commerce*; de même chez les *cochers-conducteurs d'omnibus*.

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs chez les *typographes*; cependant, par suite du ralentissement du travail, quelques ouvriers ont dû aller chercher du travail ailleurs. Chez les ouvriers en balais de Caderousse, le ralentissement du travail déjà signalé s'est accentué. A Avignon, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*.

Ardèche. — Chez les *chapeliers-joueurs* de Serrières, ouvrage moins abondant que l'an et que les mois dernier et travail réduit à 3 jours par semaine, on compte un cinquième des ouvriers en chômage.

Gard. — A Nîmes, chez les *confiseurs-pâtisseries*, un peu plus de 3 p. o/o de chômeurs. Travail toujours actif chez les *typo-lithographes*. Affaires plus difficiles que l'an dernier chez les *marchands de journaux*.

Aveyron. — Chez les *mineurs* de l'exploitation à ciel ouvert et chez les *manœuvres* de la mine à Decazeville, la situation difficile déjà signalée se continue. A Rodez, un peu plus de 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Travail toujours actif chez les *gantiers* de Millau.

Tarn. — Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *mineurs* de Carmaux. A Albi, ralentissement habituel du travail après les fêtes de Pâques chez les *chapeliers-fouteurs*, qui font environ 30 heures par semaine et comptent un quart des leurs en chômage. De même commencement de la morte-saison chez les *chapeliers approprieurs* qui font 35 heures environ par semaine.

Hérault. — Chez les ouvriers *cultivateurs-terrassiers* de Marsillargues, on compte un peu plus du tiers des ouvriers syndiqués en chômage, les façons dans les champs et dans les vignes étant arrêtées par suite du mauvais temps; parmi les non syndiqués, le chômage serait plus important et atteindrait moitié des ouvriers. Chez les *travailleurs de la terre* et *vignerons* de Fabrègues, le travail s'est maintenu actif. Chez les *mineurs* de Graissessac, 7 p. o/o de chômeurs. Placement plus difficile que l'an dernier chez les *cuisiniers* de Béziers, qui comptent un tiers des leurs en chômage. A Montpellier, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *cordonniers*. 3 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement*. Pas de chômeurs chez les *carrossiers* et chez les *coiffeurs* de Béziers.

Aude. — Chez les ouvriers *agriculteurs* de Cuxac, le travail s'est maintenu plus abondant que l'an dernier, malgré quelques jours de chômage dus au mauvais temps. A Carcassonne, travail 60 heures par semaine chez les *négissiers*. A Narbonne, les *tailleurs* estiment que le chômage atteint un tiers des leurs.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 4 p. o/o de chômeurs et reprise du travail moins accentuée que l'an dernier chez les *charrons-forgerons*. Ralentissement du travail chez les *ébénistes*, qui font 54 heures par semaine. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *maçons*, qui comptent un peu plus du quart des leurs en chômage; les travaux neufs et les réparations sont ajournés.

Haute-Garonne. — A Toulouse, les *boulangers* estiment qu'un tiers des leurs sont sans place à demeure. Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les ouvriers en *équipements militaires*; 5 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures chez les *ouvriers sur métaux*. De même, 5 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *maçons*; 14 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, pas de chômeurs chez les *typographes*. De même chez les *menuisiers*, qui sont moins occupés que l'an dernier. Chez les *peintres*, le travail se maintient actif.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, le travail a repris chez les *tailleurs*. Travail toujours actif chez les *métallurgistes* de Boucau. A Pau, chez les *maçons*, moitié font 10, les autres 11 heures par jour, tous sont occupés. Pas de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *peintres*. 16 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers-peintres*. Pas de signalés chez les *employés de commerce* et chez les *garçons bouchers* de Bayonne.

Landes. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Mont-de-Marsan.

Gers. — A Auch, pas de chômeurs chez les *maçons tailleurs de pierre*.

Tarn-et-Garonne. — Chez les ouvriers en *chapeaux de paille* de Sept-Fonds le travail se maintient, tous sont occupés.

Lot-et-Garonne. — 2 p. o/o de chômeurs chez les *employés limonadiers* d'Agen.

Dordogne. — Commencement de la morte-saison, cependant pas de chômeurs chez les *chapeliers-approprieurs* de Bugue.

Gironde. — A Bordeaux, 18 p. o/o de chômeurs chez les *compagnons-aspirants boulangers*. 12 p. o/o chez les *employés de l'usine à gaz*. Un peu plus de 2 p. o/o chez les *typographes* qui sont plus occupés que l'an dernier. Les *tailleurs d'habits* estiment que la reprise habituelle du travail est moins accentuée que l'an dernier, ils comptent moitié des leurs en

chômage. A peu près autant chez les *charpentiers*. Pas de chômeurs chez les *tonneliers* de Saint-Pardon-Vayres. A Bordeaux, les *peintres* (*l'Union*) estiment que le chômage atteint un quart des leurs. De même, chez les ouvriers *couvreurs*, le travail est jugé moins abondant que l'an dernier. Chez les *marins de commerce*, embarquements encore rares. Les *maîtres d'hôtel* et *garçons navigateurs* comptent un quart des leurs sans place à demeure. 12 p. o/o de chômeurs chez les *garçons limonadiers-restaurateurs*. 13 p. o/o chez les *coiffeurs*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, la situation chez les *marins-pêcheurs* a été tenue pour moins bonne que l'an dernier et que les mois derniers par suite du mauvais temps. Pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre*. A Rochefort, un peu plus de 4 p. o/o chez les *typographes*. Pas de signalés chez les *tailleurs de pierre*.

Charente. — A Angoulême, chez les *ferblantiers*, travail actif, journée augmentée de 1 heure sans modification de salaire, le salaire étant de 4 francs en moyenne par journée, soit en hiver soit en été.

Haute-Vienne. — A Limoges, chez les *relieurs-doreurs*, pas de chômeurs, la journée est augmentée de 2 heures pour 200 ouvriers; on fait généralement 60 heures par semaine. Travail toujours actif chez les *coupeurs*, *brocheurs en chaussons*. Travail plus abondant que le mois dernier, journée de 11 heures et 14 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *carrossiers-selliers*, la journée est augmentée de 1 heure pour 30 ouvriers. Chez les *terrassiers*, pas de chômeurs chez les syndiqués, beaucoup de chantiers de construction sont en activité, mais les plus importants n'ont pas encore été ouverts (construction d'hôtels, lignes de tramways, etc.). En dehors de l'industrie du *bâtiment*, le travail reprend lentement. Chez les *journaliers en porcelaine*, pas de chômeurs, le travail tend à reprendre dans cette industrie; mais, par suite de l'adoption de nouvelles machines, une partie du personnel ouvrier a été renvoyé.

Corrèze. — A Brive, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et pas de chômeurs chez les *typographes*. De même chez ceux de Tulle. A Tulle, les *scieurs de long* estiment qu'un tiers des leurs manquent de commandes. Pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *menuisiers-ébénistes*. Journée de 11 heures et pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. Un peu moins de 1 p. o/o chez les *employés de commerce* de Brive.

Cher. — A Bourges, chez les *jardiniers*, reprise du travail depuis le mois dernier, 9 p. o/o de chômeurs et journée de 12 heures en moyenne; de même, reprise du travail et un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *terrassiers-journaliers*. Chez les *bûcherons* de Feux et de Jussy, reprise du travail et peu de chômeurs grâce aux commandes pour l'écorçage. Ralentissement du travail et 15 p. o/o de chômeurs chez les *bûcherons* de Saint-Vérain; de même, ralentissement du travail chez ceux de Vallenay, qui comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage; un cinquième chez ceux de Méry-ès-Bois, qui font 72 heures par semaine. A Bourges, chez les *boulangers*, un peu plus de 4 p. o/o de chômeurs; une augmentation de salaires qui avait été obtenue par les ouvriers en février dernier ne s'est pas maintenue. Chez les ouvriers en *toiles cirées*, reprise du travail moins accentuée que l'an dernier; cependant pas de chômeurs; on fait 66 heures par semaine.

Même durée du travail et de même pas de chômeurs chez les *charpentiers*. De même chez les *menuisiers*, chez lesquels le travail a repris depuis le mois dernier. Chez les ouvriers en *voitures*, travail 66 heures par semaine; ouvrage plus abondant que l'an dernier. Travail toujours actif chez les ouvriers de l'*ameublement*. De même tous sont occupés chez les *tailleurs de pierre*. Chez les *maçons*, pas de chômeurs et journée de 12 heures. Chez ceux de Dun-sur-Auron, l'amélioration s'accroît, pas de chômeurs. A Bourges, 4 p. o/o de chômeurs chez les *couvreurs*, la journée est augmentée de 1 heure pour l'ensemble des ouvriers. Chez les *chaufourniers-carriers* de Jussy-le-Chaudrier, pas de chômeurs et travail 72 heures par semaine; de même, travail actif chez les *chaufourniers carriers* de la Guercie.

A Méry-ès-Bois, hausse de la viande 0 fr. 20 par kilogramme.

Indre. — Chez les *bûcherons* du Poinçonnet, le ralentissement du travail signalé le mois dernier s'est accentué. A Châteauroux, pas de chômeurs chez les *typographes*, cependant le

ralentissement du travail signalé chez les ouvriers aux pièces se maintient. Chez les ouvriers en cuirs et peaux de Chinault-Issoudun, beaucoup d'ouvriers quittent le métier. Chez les métallurgistes de Châteauroux, pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an dernier, travail 68 heures par semaine; la journée est augmentée de 1 heure.

Vienne. — A Poitiers, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *tailleurs d'habits*. Chez les *métallurgistes* de Cenon, pas de chômeurs et travail 66 heures par semaine.

Deux-Sèvres. — A Niort, 2 p. o/o de chômeurs chez les *typo-lithographes*. Reprise du travail depuis le mois dernier chez les *serriers-mécaniciens*, qui font 66 heures par semaine. Chez les *ferblantiers*, pas de chômeurs, journée augmentée d'une demi-heure dans 2 maisons (80 ouvriers). Journée de 11 heures et 5 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. Ceux de Parthenay comptent un cinquième des leurs en chômage; l'ouvrage est considéré comme moins abondant que l'an et que le mois derniers.

Vendée. — Chez les *matelots pêcheurs* des Sables-d'Olonne, situation stationnaire; la caisse syndicale de secours a fourni, pendant le premier trimestre 1899, 1.752 francs à 58 blessés. Chez les *mineurs* de Feymoreau, pas de chômeurs, des diminutions variables suivant les ouvriers se sont produites dans le taux des salaires. A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs chez les *typographes*. 4 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands* d'Évrunes. Un peu de 4 p. o/o chez ceux des Épesses, qui sont plus occupés que l'an dernier. Ralentissement de travail depuis le mois dernier chez ceux de Saint-Laurent, les prix de façon tendent à diminuer. A la Roche-sur-Yon, 7 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Évrunes, hausse sur le pain, 0 fr. 10 par 6 kilogrammes; baisse sur le beurre 0 fr. 25 par 1/2 kilogramme. A Saint-Laurent, baisse sur le pain de 0 fr. 02 par kilogramme.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 15 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. Chez les *relieurs-papetiers*, reprise du travail plus accentuée que l'an dernier, tous sont occupés; ils font 60 heures par semaine. Pas de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *typographes* de Châteaubriant. A Nantes, un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés chez les ouvriers *cordiers*. De même chez les *tailleurs*, chez lesquels la reprise du travail est moins accentuée que l'an dernier. Travail toujours actif chez les *menuisiers en bâtiment*, la journée a été portée à 11 heures, en augmentation d'une heure sur le mois dernier. Chez les *menuisiers-ébénistes*, pas de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers.

A Nantes, baisse sur le pain, 0 fr. 10 par 6 kilogrammes et sur le beurre, 0 fr. 10 par 1/2 kilogramme.

Morbihan. — A Vannes, un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. A Lorient-Larmer, chez les *ferblantiers-boitiers*, pas de chômeurs et journée de 10 heures. Les ouvriers du *bâtiment* estiment que moitié des leurs sont sans travail, une grève ayant amené le déplacement d'un certain nombre d'entre eux.

Finistère. — A Brest, travail toujours actif chez les *ouvrières en robes*. Chez les *ferblantiers-boitiers* d'Audiern, 8 p. o/o de chômeurs. Ceux de Douarnenez comptent un cinquième des leurs en chômage; la durée du travail est de 48 heures en moyenne par semaine; cependant une reprise du travail s'est produite depuis le mois dernier grâce aux commandes en vue des prochaines pêches.

Ille-et-Vilaine. — A Fougères, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Rennes, pas de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie des cuirs. Travail cinq jours par semaine et pas de chômeurs chez les *chapeliens appropriés*. Chez les *charpentiers*, pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers: on manquerait d'ouvriers.

Maine-et-Loire. — A Cholet, pas de chômeurs chez les *boulangers*. Les *tisserands* estiment que moitié des leurs manquent de commandes; chez ceux de Saint-Léger-sous-Cholet, travail sans activité par suite des stocks en magasin; même situation chez ceux de Gesté, cependant pas de chômeurs; de même, pas de chômeurs chez ceux de la Séguinière et de Saint-Philibert.

en-Mauges. A Angers, pas de chômeurs chez les *tapisseries*, chez lesquels la journée est diminuée de 2 heures par jour. De même, pas de chômeurs chez les *menuisiers*. Situation difficile chez les *terrassiers*. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *couvreurs*, qui comptent un quart des leurs en chômage. 9 p. o/o chez les *garçons limonadiers*.

Baisse sur le pain à Cholet, Gesté et la Séguinière, 0 fr. 10 par 6 kilogrammes qui se vendent 1 fr. 10.

Mayenne. — A Laval, chez les *typographes*, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers, la journée habituelle de 10 heures est augmentée d'une et de deux heures pour 48 ouvriers.

Sarthe. — Au Mans, 13 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*. Pas de signalés et ouvrage moins abondant que l'an mais plus que le mois derniers chez les *galochiers* de la Flèche. Au Mans, chez les *maçons*, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers; journée de 11 heures et 8 p. o/o de chômeurs; la journée est augmentée d'une heure pour 160 ouvriers. Chez les *couvreurs*, de même, journée augmentée d'une heure et portée à 10 heures.

Indre-et-Loire. — Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Neuville. Les *tanneurs* de Châtellerault comptent un cinquième des leurs en chômage. A Tours, morte-saison moins accentuée que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *tisseurs en soie*, qui comptent un tiers des leurs en chômage; la journée est diminuée de 4 heures 1/2 pour 50 ouvriers.

Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs chez les *typographes*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, chez les *typographes*, le travail a repris son cours régulier, sans heures supplémentaires, mais aussi sans chômage.

CHÂTEAUDUN. — Chez les *typographes*, le travail suit son cours normal, de même dans les autres corps de métier; chez les ouvriers du *bâtiment*, journées de 12 heures. — A. GAUVIN.

NOGENT-LE-ROTRON. — Situation stationnaire chez les *typographes*. Dans la *chapellerie*, travail moins abondant que le mois dernier; il faut maintenant attendre que les voyageurs reviennent avec les commissions; les *appropriateurs* font 6 à 7 heures par jour. Travail actif chez les *tourneurs* et les *corroyeurs*; chez les *chaussonniers*, l'activité est faible; on ne fait pas (du moins dans certaines parties) la journée de 10 heures. Beaucoup d'ouvrage dans l'industrie du *bâtiment*, l'hiver étant fini. — TH. BRÈTHES.

Orne. — A Alençon, chez les *travailleurs du livre*, ralentissement du travail dans une maison, situation satisfaisante dans les autres; pas de chômeurs. 8 p. o/o de chômeurs chez des ouvrières de l'industrie *cotonnière* de Flers.

Manche. — A Avranches, chez les *typographes*, 8 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier; de même, travail plus actif dans l'industrie du *bâtiment*, mais avec tendance à l'amélioration avec la saison plus favorable, les travaux de construction nouvelle et de réparations ayant été retardés par les mauvais temps. Chez les *tanneurs*, travail de 12 à 13 heures par jour et salaire de 2 fr. 75 à 3 francs. A Cherbourg, les *repasseuses* estiment que le chômage atteint 12 p. o/o des leurs; chez les ouvriers *métallurgistes*, travail actif.

Calvados. — A Caen, un peu moins de 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de chômeurs chez ceux de Vire. De même chez les *travailleurs de l'industrie cotonnière* de Condé-sur-Noireau. De même chez les *bonnetiers* de Falaise.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs chez les *compositeurs-imprimeurs*.

Seine Inférieure. — Au Havre Sanvic, pas de chômeurs chez les *typographes*. Les *voiliers* estiment que le chômage atteint un grand nombre des leurs par suite du manque d'arrivages de navires. A Rouen, pas de chômeurs chez les *mouleurs en fonte*. Au Havre, 3 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, chez les *métallurgistes*, on a supprimé les deux heures supplémentaires dans un important établissement (1.000 ouvriers). Les ouvriers du *bâtiment* comptent un peu plus du quart des leurs en chômage. Chez les *maçons*, le travail tend à ralentir par suite du manque de matériaux. Chez les *journaliers du port*, on estime que trois quart des syndiqués sont atteints par le chômage.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour mai et juin :

DIGNE. — Construction d'un hôpital-hospice.....	254.900 ^f
ÉVREUX. — Construction de digues.....	230.000
GRENOBLE. — Eaux et forêts. — Construction de barrages.....	103.500
MENDE. — Travaux sur chemins vicinaux.....	227.300
PARIS. — Construction d'une école maternelle.....	167.700
PARIS. — Construction d'une école de garçons.....	154.500
PARIS. — Métal déployé de divers palais (Exposition).....	335.500
PITHIVIERS. — Travaux au nouvel hospice.....	190.500
PUTEAUX (Seine). — Dégagement et ouverture de voies.....	142.000
RODEZ. — Construction d'ouvrages métalliques sur le chemin de fer de Carmaux à Rodez.....	130.000
VERSAILLES. — Pavage, empierrement et asphalte.....	225.500
VESOUL. — Chemin de fer de Gray à Dôle. — Infrastructure.....	445.000
CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT. — Construction d'un atelier de chaudronnerie à Paris.....	309.300

Résultats des adjudications précédentes :

BREST. — Construction d'une école professionnelle, réfection des halles, travaux au musée et à la bibliothèque (326.000^f). — Adj. : *terrassament, maçonnerie, pavage, charpenterie, menuiserie, mobilier scolaire, aménagements au musée et à la bibliothèque*, Quéinnec, 16,50 et 23; *plâtrerie, funisterie et marbrerie*, Le Roux, 10; *plomberie, zinguerie, couverture en ardoises, Corre, prix du devis; serrurerie et ferronnerie*, Anselin, *prix du devis; peinture et vitrerie*, Moisan, 25,50; réfection des halles, Ménard, à Nantes, 16,50.

CARCASSONNE. — Chemin de fer de Quillan à Rivesaltes. 3^e lot de travaux entre le plateau de la Crémade et la limite du département (895.000^f). — Adj. : Philippon, à Saint-Paul-de-Fenouillet, 12.

LAIGLE (Orne). — Établissement d'une distribution d'eau (168.100^f). — Adj. : *terrassements et maçonneries du réservoir et de l'usine élévatoire et travaux accessoires*, Mouffier-Chivé, à Rouen, 7; *canalisations*, Dutour, 5 et 7, rue des Fourneaux, à Paris, 1.

ORLÉANS. — Appropriation des annexes et dépendances du Palais de Justice d'Orléans, (116.100^f). — Adj. : *maçonnerie et terrasse*, Richer, 5; *charpente*, Jahier, *prix du devis; couverture et zingage*, plomberie, Rossignol, 18 et 10; *plâtrerie*, Breton, 6; *menuiserie*, Chavignon, 12; *serrurerie*, Lecoite, 18; *peinture et vitrerie*, Molveaux, 17.

PANTIN. — Construction d'un quatrième groupe scolaire (584.100^f). — Adj. : *Terrasse, maçonnerie*, Hautekees, 28, boulevard Richard-Lenoir, à Paris, 10,40; *charpente*. Les charpentiers de la Seine, 11, rue des Rondonneaux, à Paris, 2,50; *couverture, plomberie*, Jacqueline, 36, rue d'Avron, à Paris, 8,20; *menuiserie*, Doutreuve, à Saint-Denis, 10,10; *parquetage*, Conard, 194, rue de Crimée, à Paris, 27,30; *serrurerie*, Bergerot, 19, rue Molière,

à Paris, 3; *funèsterie*, Larcher, à Pantin, 12,50; *peinture, vitrerie, tenture*, Tanneur, 8, rue Seveste, à Paris, 12,20; *ameublement*, Littaut, 114, rue d'Allemagne, à Paris, 15,60; *bitume, canalisation, plantation*, Chabrut, à Pantin, 7,90.

PARIS. — Exposition — Couverture et pose des verres de divers palais (4 lots : 174,000^f). — Adj. : Turbeau, 188, rue de Vaugirard, 20,20; Ulmer, 19, rue de Sèvres, 21,40; Murat, 36, rue de Lévis, 30; Dauphin, 57, rue Claude-Bernard, 17,10.

PARIS. — Reconstruction de la bouverie à l'abattoir de la Villette (112.300^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Cerbelaud, 2, rue des Grandes-Carrières, 36,10; *ferroonnerie et serrurerie*, Bouliné, 79, rue de Clignancourt, 39,50.

PARIS. — Construction de l'Académie de médecine (509.000^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Grandchamp 21 bis, rue Dareau, 26,40; *charpente en fer, grosse serrurerie et quincaillerie*, Couvreur, 9, rue Pécelet, 30,60; *charpente en bois*, Sainte-Beuve, 196, quai Jemmapes, 28,10.

PARIS. — Ponts et chaussées. — Travaux neufs à exécuter pour le compte du département de la Seine (20 lots : 1.388.000^f). — Adj. : *routes départementales*, Alhoncle, 16, rue des Ardennes, 10; Banul, à Saint-Denis, 15; Bourdier, 86, rue Pelleport, 26; Dioudonnat, à Saint-Denis, 10; Grandchamp, 21 bis, rue Dareau, 13; Huguet, à Boulogne-sur-Seine, 13,10; *chemins vicinaux de grande communication*: Aubrun, 19, avenue de Châtillon, 4; Blin, 220, boulevard Voltaire, 12; Briard, à Saint-Ouen, 19, 17 et 16; Bourdier, 86, rue Pelleport, 22; Delalande-Sacristain, à Neuilly, 23 et 11; Dupoux, 45, boulevard de la Chapelle, 17; Marsaud, 5, rue des Ardennes, 26; association des ouvriers paveurs, boulevard Bessières, 9; Pénot, à Suresnes, 21; Quéhan, à Nogent-sur-Marne, 19; Renaudy, à Châtillon-sur-Seine, 11.

PARIS. — Travaux au canal Saint-Martin (106.300^f). — Adj. : Cante, 24, rue Letellier, prix du devis.

PARIS. — Construction d'une école maternelle, rue Le Bua (167.700^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Toinet, 10, rue Castex, 26,90; *ferroonnerie et serrurerie*, Manneveau, 7, avenue d'Italie, 27,60.

PARIS. — Construction d'une école de garçons rue Cambon (154.500^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Luquet, 47, rue des Entrepreneurs, 30,30; *charpente bois et fer*, « charpentiers de la Seine », rue des Rondonneaux, 28,30.

PITHIVIERS. — Travaux au nouvel hospice-hôpital (163.000^f). — Adj. : *terrassements et maçonnerie*, Guinet, à Poitiers, 3; *plâtrerie*, Rouilly, à Orléans, 20; *charpente en bois*, Berthelot, à Étampes, 10; *couverture et zinguerie*, Douset, à Orléans, 11; *menuiserie et parquetage*, Berthelot, à Étampes, 12; *serrurerie et charpente en fer*, Hénauld, à Pithiviers, 25; *peinture et vitrerie*, Vatinet, à Pithiviers, 17; *plomberie d'eau*, Videau, à Saint-Vrain, 18.

PROVINS. — Travaux communaux (202.400^f). — Adj. : *Construction d'un réseau d'égouts*, Vagnon, à Châtillon-sur-Bagneux (Seine), 13 et 16; *réfection de chaussées pavées*, Bonsang, à Courtomer (Seine-et-Marne), 7 et 8, Lacour, à Montreuil-sous-Bois, 18; *construction d'un réservoir*, Vagnon, 6; Grelot, à Provins, 1, Coustard, à Provins, 6; *construction d'un lavoir public*, Laurent, à Provins, 17; *agrandissement et restauration de l'établissement d'eaux minérales*, Ployé, 6, Molinard, 5, Grelot, 8, Oudin, 15, Lalanne, 8, Berranger, 30.

RODEZ. — Chemin de fer de Carmaux à Rodez. — Construction de maisons de garde (115.000^f). — Adj. : Lavernhe, à Rodez, 8.

ROUEN. — Port de Fécamp. — Travaux d'amélioration et d'agrandissement (294.000^f). — Adj. : Brissot, 2, rue des Charbonniers, à Paris, 2.

ROUEN. — Chemin de fer de Monterollier-Buchy à Saint-Saëns (337.000^f). — Adj. : *terrassement et triage de ballast, pavages, ouvrages d'art, etc.* Dequeker, à Paris, 5; *bâtiments et annexes*, Girard, à Saint-Saëns, 14.

ROUEN. — Construction du pont d'Oïssel (232.500^f). — Adj. : *maçonnerie et empierrement*, Requier, à Rouen, 7; *partie métallique*, Magnard, à Fourchambault (Nièvre), 1.

SAINT-QUENTIN. — Canal de Saint-Quentin. — Construction d'une dérivation éclusée à Chauny (125.000^f). — Adj. : *terrassements, chaussées; maçonneries*, Couturier, à Chauny, 1.05.

CHEMINS DE FER P.-L.-M. — Ligne de Pont-du-Rhône au Mont-Cenis, section de Culoz à Aix-les-Bains. — Construction de la double voie sur 8 kilomètres en 3 lots (2.100.000^f). — Adj. : Fongerolles, 7 *bis*, rue de Châteaudun, à Paris.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les quatre premiers mois de 1899 :

	VARIATIONS			
	1899. francs.	1898. francs.	en plus. francs.	en moins. francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	340.166.000	479.236.000	"	139.070.000
Matières nécessaires à l'industrie	890.460.000	817.874.000	72.586.000	"
Objets fabriqués.....	217.649.000	211.065.000	6.584.000	"
TOTAUX et balance....	1.448.275.000	1.508.175.000	79.170.000	139.070.000
Diminut ^{on} en 1899 : 50.900.000				
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	176.776.000	191.000.000	"	14.224.000
Matières nécessaires à l'industrie	341.314.000	295.449.000	45.865.000	"
Objets fabriqués.....	596.356.000	550.807.000	15.549.000	"
Colis postaux.....	63.764.000	54.324.000	9.440.000	"
TOTAUX et balance....	1.178.210.000	1.121.580.000	70.854.000	14.224.000
Augment ^{on} en 1899 : 56.630.000				

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant les deux premiers mois de 1899 a été de 4.525.472 tonnes. Il était en 1898 de 4.320.238, soit une augmentation de 4,7 p. o/o.

Les recettes des compagnies de chemins de fer d'intérêt général, au 29 avril 1899, ont été de 417.849.600 francs. Elles étaient à la même date, en 1898, de 404.489.400 francs, soit une augmentation de 3,3 p. o/o.

Préfecture de la Seine. — **Autorisations de bâtir.** — Du 1^{er} au 31 avril 1899 il a été déposé 133 demandes en autorisation de bâtir, dont 103 pour des constructions neuves. Pendant le mois d'avril 1898, le nombre des demandes avait été de 178, dont 127 pour des constructions neuves.

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

Cours fin du mois de

	avril 1898.	mars 1899.	avril 1899.
Farine 12 marques, les 157 kilogrammes.....	42 ^f 80 ^c	42 ^f 90 ^c	67 ^f 65 ^c
Sucre brut, blanc n° 3, les 100 kilogrammes...	33 00	30 65	33 13
Alcool à 90°, l'hectolitre.....	44 25	45 40	49 85
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr..	48 75	48 15	56 50
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes..	43 75	45 00	42 50
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	37 50	37 50	33 50
Suif de la bouch ^e de Paris, les 100 kil. (en pains).	56 00	56 00	50 00
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette).	1 48	1 46	1 42
Veau, <i>idem.</i> ..	2 10	2 00	1 85
Mouton, <i>idem.</i> ..	1 95	2 00	1 90
Porc, <i>idem.</i> ..	1 54	1 55	1 40
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	38 87	39 37	41 50
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr....	198 00	171 00	126 50
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil.	53 50	49 50	41 25
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	19 00	19 00	17 00
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	202 25	188 50	142 75
Étain Banka, <i>idem.</i>	317 50	295 00	179 50
Plomb, <i>idem.</i>	41 75	41 50	39 50
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i>	"	#	50 25

Bureaux de garantie. — Relevé des objets d'or et d'argent présentés à la marque ou à la vérification, tant pour la consommation en France que pour l'exportation, pendant les trois premiers mois de l'année 1899, dans les divers bureaux de garantie :

DÉSIGNATION.		POIDS TOTAL.			
		OR.		ARGENT.	
		1899.	1898.	1899.	1898.
		hectogr.	hectogr.	hectogr.	hectogr.
Fabrication nationale aux titres légaux.	Objets marqués des poinçons intérieurs.	19.030	17.261	252.826	227.918
	Sortie constatée des objets marqués pour l'exportation en crédit des droits non compris les montres au 4 ^e titre (1)	1.568	1.260	15.503	15.272
	Objets exportés avec remboursement des droits payés.....	832	570	5.026	5.362
Objets importés de l'étranger avec paiement des droits de garantie.....		2.979	2.303	20.629	17.133
Exportation des bijoux à tous titres n'ayant pas été soumis à la marque (loi du 25 janvier 1884)		313	266	184	114

(1) Du 1^{er} janvier au 28 février 1899, il est sorti 152 montres en or au 4^e titre, pesant 18 hectogrammes, contre 111 montres et 10 hectogrammes en 1898.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois d'avril.		Du 1 ^{er} janv. au 30 avril.	
	1899.	1898.	1899.	1898.
Faillites.....	123	144	443	491
Liquidations judiciaires.....	7	16	63	77
Conversions de liquidations en faillites.	•	5	9	17

Mont-de-piété de Paris. — Situation au 30 avril 1899 :

GAGES CORPORELS.				ARTICLES.		SOMMES.	
				nombre.		francs.	
Il y avait en magasin, le 31 mars 1899 au soir.....				1.558.182		46.976.396	
ENTRÉE.							
Par engagements effectifs.....		93.671	3.014.744	144.038	4.622.545		
Par renouvellements.....		50.367	1.607.801				
TOTAL.....				1.702.220		51.598.941	
SORTIE.							
Par dégagements effectifs.....		86.590	2.617.697	147.565	4.396.877		
Par renouvellements.....		50.367	1.607.801				
Par ventes.....		10.608	171.379				
RESTE en magasin le 30 avril 1899.....				1.554.655		47.202.064	

VALEURS MOBILIÈRES.				TITRES.		SOMMES.	
				nombre.		francs.	
Il y avait en magasin, le 31 mars 1899 au soir.....				20.735		5.631.745	
ENTRÉE.							
Par engagements effectifs.....		2.502	637.222	4.443	1.172.827		
Par renouvellements.....		1.941	535.605				
TOTAL.....				25.178		6.804.572	
SORTIE.							
Par dégagements effectifs.....		1.799	443.011	4.163	1.104.726		
Par renouvellements.....		1.941	535.605				
Par ventes.....		423	126.110				
RESTE en magasin le 30 avril 1899.....				21.015		5.699.846	

GAGES CORPORELS.				VALEURS MOBILIÈRES.					
		Articles.		Sommes.		Titres.		Sommes.	
		—		—		—		—	
		nombre.		francs.		nombre.		francs.	
Restait en magasin, le 30 avril	1895...	1.722.196	46.343.662	18.944	5.235.417				
	1896...	1.630.435	45.878.163	21.313	5.769.927				
	1897...	1.628.174	48.813.312	21.669	5.899.293				
	1898...	1.619.808	48.099.706	21.755	5.800.713				
Intérêts des emprunts : à 1 an, 2,75 p.o/o; à 9 mois, 2,50 p.o/o; à 6 mois, 2 p.o/o; à 3 mois, 1,50p.o/o.									

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} MAI.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
MARS 1899.					MARS 1899.				
Paris (1 ^{er} arr ^t).	592	245	197	34	Aix.....	54	35	28	"
— (1 ^{re} —) ..	837	788	720	5	Cognac.....	101	74	71	"
— (2 ^e —) ..	160	220	140	"	Nice.....	180	54	54	13
— (3 ^e —) ..	343	346	283	2	Rennes (1)....	886	497	396	"
— (4 ^e —) ..	494	456	241	5	Saint-Étienne..	51	78	51	"
— (5 ^e —) ..	121	218	92	35	Valence.....	238	93	67	"
Épinal.....	5	2	2	"	Alger.....	505	348	266	184
Lille.....	37	30	"	"					
Lyon.....	118	148	40	1					
Nancy.....	155	102	78	"					
Narbonne.....	39	29	17	12					
AVRIL 1899.					AVRIL 1899.				
Paris (11 ^e arr ^t).	1.412	1.510	1.008	"	Angers.....	222	131	129	12
— (1 ^{re} —) ..	156	170	132	"	Boulogne-s-Mer.	78	48	40	4
— (2 ^e —) ..	402	212	194	1.230	Carcassonne....	142	105	92	1
— (3 ^e —) ..	129	143	79	10	Clerm ^t -Ferrand.	301	109	106	"
— (4 ^e —) ..	442	325	255	"	Commen ^t ry....	8	1	"	1
— (5 ^e —) ..	204	214	179	"	Montpellier....	200	58	58	"
— (6 ^e —) ..	283	293	233	"	Périgueux.....	16	1	4	"
Refuges munic..	"	"	64	280	Perpignan.....	38	26	16	3
Levallois-Perret.	190	149	62	63	Tours.....	504	249	222	"
Brest.....	36	11	11	"					
Donai.....	5	15	"	"					
Louviers.....	8	4	1	"					
Orléans.....	5	3	3	"					
Saint-Dié.....	37	28	20	4					
Sens.....	37	12	12	"					
Trouville.....	14	"	6	"					
Versailles.....	9	6	5	"					

(1) Pendant le premier trimestre de 1899.

(1) Pendant le premier trimestre de 1899.

C. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (AVRIL 1899).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Employés voyageurs et dessina- teurs.....	3	2	"	"
Alpes-Maritimes..	Cannes.....	Cuisiniers.....	"	"	"	4
Id.....	Nice.....	Confiseurs-pâtisseries.....	14	3	2	1
Id.....	Id.....	Typographes.....	10	"	"	"
Ardèche.....	Serrières.....	Chapeliers.....	7	"	"	"
Aube.....	Troyes.....	Boulangers.....	4	11	4	"
Aude.....	Narbonne.....	Taillieurs.....	12	2	"	"
Bouches-du-Rhône	Marseille.....	Savonniers.....	7	"	6	"
Id.....	Id.....	Tapissiers.....	"	"	2	"
Id.....	Id.....	Taillieurs de pierre.....	6	3	"	3
Id.....	Id.....	Peintres en bâtiment.....	30	3	3	"
Id.....	Id.....	Peintres (arts décoratifs).....	92	67	65	2
Id.....	Id.....	Cochers et conducteurs d'om- nibus.....	"	"	15	9
Charente.....	Angoulême.....	Ferblantiers.....	2	"	2	"
Cher.....	Bourges.....	Jardiniers.....	4	5	"	5
Id.....	Id.....	Boulangers.....	5	4	2	3
Id.....	Méry-ès-Bois.....	Bûcherons.....	12	"	"	30
Id.....	Valeney.....	Id.....	30	"	"	"
Corrèze.....	Tulle.....	Scieurs de long.....	18	"	"	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Typographes.....	2	"	"	"
Id.....	Id.....	Charpentiers.....	5	"	"	"
Enre-et-Loir.....	Chartres.....	Typographes.....	"	1	"	"
Finistère.....	Douarnenez.....	Ferblantiers-boftiers.....	20	"	"	"
Gard.....	Nîmes.....	Confiseurs-pâtisseries.....	2	2	"	2
Haute-Garonne...	Toulouse.....	Boulangers.....	30	30	5	20
Id.....	Id.....	Union métallurgique.....	6	1	"	1
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	18	7	6	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Boulangers.....	12	6	12	19
Id.....	Id.....	Taillieurs.....	15	2	2	"
Id.....	Id.....	Peintres.....	"	3	"	"
Id.....	Id.....	Limonadiers.....	20	3	3	20
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	87	59	26	61
Hérault.....	Béziers.....	Cuisiniers.....	5	1	1	2
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	19	23	14	5
Id.....	Montpellier.....	Cordonniers.....	"	"	12	10
Id.....	Id.....	Ouvriers de l'habillement.....	5	"	"	"
Isère.....	Grenoble.....	Typographes.....	5	1	"	2
Loire.....	Saint-Étienne.....	Cuisiniers.....	"	"	2	16
Loire-Inférieure..	Nantes.....	Papetiers-relieurs.....	1	1	1	"
Id.....	Id.....	Cordiers.....	1	1	"	"
Id.....	Id.....	Menuisiers.....	"	10	"	"
Lot-et-Garonne...	Agen.....	Limonadiers.....	2	1	"	6
Maine-et-Loire...	Angers.....	Menuisiers.....	32	15	"	"
Id.....	Id.....	Couvreurs-plombiers.....	28	6	6	"
Id.....	Id.....	Limonadiers.....	9	4	2	2
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	10	"	8	6
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Typographes.....	32	22	15	10
Nord.....	Dunkerque.....	Maçons.....	30	"	"	"
Id.....	Lille.....	Boulangers.....	"	"	27	78
Oise.....	Beauvais.....	Typographes.....	1	1	1	"
Pas-de-Calais.....	Calais.....	Id.....	10	5	"	"
Id.....	Boulogne-s.-Mer.....	Cimentiers.....	150	"	"	"
Puy-de-Dôme.....	Clermont-Ferrand.....	Cuisiniers.....	12	11	8	3
Id.....	Id.....	Typographes.....	1	2	"	1
Id.....	Id.....	Plâtriers.....	17	4	4	"
Id.....	Id.....	Limonadiers.....	6	2	1	1
Basses-Pyrénées...	Bayonne.....	Employés de commerce.....	3	4	2	1

SYNDICATS OUVRIERS. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Pyrénées-Orient ^{les} .	Perpignan	Carrossiers	4	2	"	2
Rhône.	Lyon.....	Imprimeurs-conducteurs.....	1	"	1	"
Id.	Id.	Charpentiers.....	15	4	"	4
Id.	Id.	Graveurs pour impression.....	"	"	1	"
Id.	Id.	Sculpteurs statuaires.....	2	"	4	"
Id.	Id.	Employés de commerce.....	15	22	13	2
Id.	Id.	Coutureurs.....	62	27	25	98
Id.	Id.	Tisseurs et similaires.....	130	25	21	"
Haute-Saône.	Louhans	Chapeliers.....	1	"	"	"
Savoie.	Annecy	Id.	1	"	"	"
Seine.	Paris.....	Travailleurs de la boulangerie..	"	"	10	40
Id.	Id.	Biscuitiers.....	21	13	"	4
Id.	Id.	Reliure.....	3	1	"	"
Id.	Id.	Conducteurs typographes.....	"	"	"	2
Id.	Id.	Dessinateurs, écrivains, litho- graphes.....	14	10	6	8
Id.	Id.	Corroyeurs du cuir noir.....	5	"	25	"
Id.	Id.	Teinturiers dégraisseurs.....	83	93	40	25
Id.	Id.	Passementiers à la barre.....	22	17	"	"
Id.	Id.	Chemisiers.....	22	18	4	4
Id.	Id.	Solidarité des ouvriers tailleurs.	51	37	"	36
Id.	Id.	Couleurs de lessive.....	"	"	5	3
Id.	Id.	Blanchisseuses.....	132	345	120	12
Id.	Id.	Solidarité des charpentiers.....	4	5	"	"
Id.	Id.	Menuisiers.....	6	6	6	"
Id.	Id.	Layetteurs-emballeurs.....	11	7	5	2
Id.	Id.	Charrons.....	33	31	"	"
Id.	Id.	Ouvriers en voitures.....	3	26	3	"
Id.	Id.	Peintres en voitures.....	40	36	15	21
Id.	Id.	Union des chauffeurs-conducteurs mécaniciens.....	16	13	11	5
Id.	Id.	Lanterniers pour voitures.....	5	"	5	"
Id.	Id.	Ouvriers en instruments de pré- cision.....	150	40	80	"
Id.	Id.	Fumistes.....	15	"	"	"
Id.	Id.	Opticiens.....	"	2	"	"
Id.	Id.	Gargons de magasin et cochers livreurs.....	29	14	14	"
Id.	Id.	Comptables.....	36	49	12	8
Id.	Id.	Employés à la Bourse du com- merce.....	20	10	"	"
Id.	Id.	L'Espérance, ouvriers limona- diers.....	190	177	12	165
Id.	Id.	Ouvriers limonadiers.....	800	211	29	182
Id.	Id.	Sommeliers.....	500	319	231	341
Id.	Id.	Enseignement libre.....	39	28	14	12
Id.	Id.	Élèves en pharmacie.....	18	16	15	2
Id.	Id.	Bonnes et domestiques.....	65	18	15	"
Id.	Id.	Infirmières et gardes malades..	19	10	10	"
Id.	Id.	Chauffeurs-conducteurs-mécani- ciens.....	30	29	24	4
Id.	Saint-Denis.....	Boulangers.....	28	17	4	13
Deux-Sèvres.	Niort.....	Typographes.....	"	1	"	1
Id.	Id.	Ferblantiers-chaudronniers.....	1	1	"	"
Somme.	Amiens.....	Typographes.....	"	2	"	"
Id.	Id.	Tapissiers.....	3	1	"	1
Id.	Id.	Serruriers.....	5	"	"	"
Tarn.	Albi.....	Chapeliers-fouleurs.....	17	2	2	"
Haute-Vienne.	Limoges.....	Relieurs-doreurs.....	2	"	"	"
Id.	Id.	Coupeurs en chaussures.....	"	7	"	"
Yonne.	Auxerre.....	Typographes.....	"	"	3	"

D. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (AVRIL).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Alpes-Maritimes ..	Nice.....	« La Bienfaisante »	11	8	3	5
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Association des comptables et employés de commerce.....	4	2	2	"
Doubs.....	Besançon.....	Employés de commerce.....	2	1	"	"
Id.....	Montbéliard.....	Employés du commerce et de l'industrie.....	3	"	"	"
Loire-Inférieure ..	Nantes.....	La réunion des maçons.....	13	7	"	26
Maine-et-Loire....	Angers.....	Société des maréchaux.....	12	30	12	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Employés et voyageurs	1	"	1	"
Nièvre.....	Nevers.....	Employés de commerce et de bureau.....	1	"	"	"
Nord.....	Cambrai.....	Voyageurs et employés de com- merce.....	"	1	1	"
Id.....	Valencienne.....	Société académique des comp- tables.....	3	1	1	"
Id.....	Id.....	Secrétariat du Peuple.....	1	2	2	"
Id.....	Id.....	Anciens élèves de l'école.....	11	12	8	2
Pas-de-Calais....	Boulogne-sur-Mer.	Union des employés.....	14	1	"	"
Haut-Rhin.....	Belfort.....	« La Jeanne d'Arc ».....	9	"	2	"
Id.....	Id.....	Employés de commerce.....	2	2	2	"
Seine.....	Paris.....	Société « le Bâtiment ».....	7	6	1	1
Id.....	Id.....	Société « l'Etoile ».....	452	1699	161	1538
Id.....	Id.....	Association des comptables.....	119	123	56	14
Id.....	Id.....	« L'Union ».....	116	148	59	7
Id.....	Id.....	Concierges-gérants.....	12	18	8	"
Id.....	Id.....	Société des cuisiniers.....	220	130	130	740
Id.....	Id.....	Employés d'hôtel.....	"	"	30	169
Id.....	Id.....	Société « la Couturière ».....	9	47	"	"
Id.....	Id.....	Union des employés du com- merce et de l'industrie.....	2	11	1	"
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	"	85	10	"
Id.....	Id.....	Union Helvetia.....	208	111	96	11
Id.....	Id.....	Société des architectes.....	35	15	9	1
Id.....	Id.....	Société suisse des commerçants.	66	26	18	"
Id.....	Id.....	Compagnons charrons.....	30	90	30	"
Id.....	Id.....	Union de la charcuterie.....	362	347	302	4
Id.....	Id.....	Compagnons et aspirants sabo- tiers-formiers.....	2	3	2	"
Id.....	Id.....	Tisseurs-terrandiniers.....	9	6	"	"
Id.....	Bagatelle.....	Assoc. nationale de prévoyance des jardiniers de France.....	"	"	10	"
Seine-Inférieure..	Rouen.....	Association des secrétaires et employés de mairie.....	4	3	2	"
Id.....	Id.....	La Prévoyance mutuelle.....	3	4	2	"
Id.....	Le Havre.....	Coiffeurs.....	77	65	22	39
Somme.....	Amiens.....	Garçons de cafés et de restaurants.	59	91	13	78
Constantine.....	Batna.....	La Fraternelle.....	1	"	"	"

E. — SOCIÉTÉS DIVERSES (AVRIL).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	ou extra.
Bouches-du-Rhône.	Marseille	La Préservation	45	33	20	"
Id.	Id.	Assistance par le travail	35	9	15	"
Charente-Inférieure.	La Rochelle	Maison du marin	30	21	"	"
Id.	Rochefort	Fourneau économique	4	"	1	3
Drôme	Die	Asile orphelinat	2	4	1	1
Eure-et-Loir	Courville	Assistance par le travail	"	"	7	18
Id.	Mainvillers	Œuvre de Saint-Jean	"	1	1	"
Haute-Garonne	Toulouse	Patronage des prisonniers libérés	16	2	2	"
Gironde	Bordeaux	Assistance par le travail	"	"	13	1
Id.	Id.	Maison du marin	137	69	69	"
Haute-Loire	Le Puy	Maison des Filles	"	"	10	"
Loire-Inférieure	Nantes	Maison du marin	60	"	47	"
Id.	Id.	Œuvre du Sacré-Cœur	"	28	5	"
Marne	La Chalmelle	Colonie agricole	7	"	3	"
Nord	Dunkerque	Maison du marin	"	"	212	"
Puy-de-Dôme	Riom	Orphelinat du bureau de bienfaisance	1	"	"	"
Id.	Id.	Orphelinat de l'hospice	"	1	1	"
Basses-Pyrénées	Bayonne	Société de Sainte-Anne	100	40	22	"
Haut-Rhin	Belfort	Société des Alsaciens-Lorrains	5	4	5	"
Rhône	Lyon	Société philanthropique savoisienne	55	68	42	"
Id.	Id.	Assistance par le travail	67	"	"	9
Id.	Id.	Patronage des prisonniers libérés	25	"	19	"
Id.	Id.	Asile protestant	24	59	15	1
Sarthe	Le Mans	Sœurs servantes de Marie	21	"	"	"
Seine	Paris	Patronage des libérés	"	"	42	"
Id.	Id.	Patronage Saint-Antoine-de-Padoue	"	"	56	"
Id.	Id.	Patronage de la Providence pour jeunes filles	6	5	"	"
Id.	Id.	Assistance par le travail du 2 ^e arrondissement	"	24	9	13
Id.	Id.	Société charitable des visiteurs	34	5	6	"
Id.	Id.	Asile Saint-Charles	236	347	104	"
Id.	Id.	Œuvre des pauvres honteux	25	7	5	"
Id.	Id.	Société philanthropique	459	176	217	140
Id.	Id.	Société philanthropique savoisienne	97	269	200	"
Id.	Id.	Société de protection des Alsaciens-Lorrains	"	6	6	"
Id.	Id.	Maison des sœurs de la Croix	"	"	"	610
Id.	Id.	Société protestante du travail	71	64	40	"
Id.	Id.	Home allemand	"	45	88	"
Id.	Id.	Home français	"	"	16	"
Id.	Id.	«The english catholic home»	71	78	16	2
Seine-Inférieure	Rouen	Œuvre du Sacré-Cœur	47	59	13	1
Seine-et-Marne	Melan	Assistance par le travail	22	22	6	16
Vosges	Remiremont	Secrétariat du peuple	4	1	1	"
Id.	Id.	Orphelinat de l'Enfant-Jésus	"	7	"	"

F. — SYNDICATS PATRONAUX (AVRIL).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Indre-et-Loire....	Tours.....	Charcuterie.....	39	31	22	1
Rhône.....	Lyon.....	Teinturiers-dégraisseurs.....	23	20	19	"
Seine.....	Paris.....	Relieurs.....	60	41	29	"
Id.....	Id.....	Menuiserie française.....	21	9	8	"
Id.....	Id.....	Quincaillerie.....	"	59	36	"
Id.....	Id.....	Couteliers.....	20	23	18	"
Id.....	Id.....	Beurre, œufs et fromages.....	191	256	68	7
Id.....	Id.....	Marchands et fabricants papetiers.....	65	35	30	5
Id.....	Id.....	Débitants de vins et liquoristes.....	142	134	98	22
Id.....	Id.....	Appareils de l'art médical.....	9	5	9	"
Id.....	Id.....	Épicerie (Gros et détail).....	621	657	492	"
Id.....	Id.....	Syndicat du papier et des in- dustries qui le transforment..	39	41	15	"
Seine-Inférieure..	Le Havre.....	Commerce de l'épicerie.....	21	15	14	1
Seine-et-Oise.....	Isle-Adam.....	Roucherie.....	"	"	7	2
Id.....	St-Germain-en-Laye	Bâtiment.....	19	7	2	5
Vosges.....	Le Thillot.....	Médecins (1).....	2	3	4	"

(1) Placement de nourrices au sein.

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

OEUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS D'AVRIL.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	2.185	125	535	"	20.145
Hospitalité de nuit (rue Lamaze).....	1.692	233	52	170	7.005
Idem. (rue Laghouat).....	1.221	162	"	158	4.256
Idem. (rue de Charonne).....	1.725	229	91	296	6.559
Idem. (rue de Tocqueville) en reconstruction...	"	"	"	"	"
Société philanthropique (rue de Crimée).....	"	"	178	28	882
— (rue Labat).....	"	"	342	28	1.240
— (rue Saint-Jacques)....	"	"	401	94	2.053
— (avenue du Maine)....	"	"	82	82	820

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois d'avril 1899, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. — CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Alpes-Maritimes [17 janvier 1899]. — Syndicat professionnel des patrons limonadiers en tous genres de la ville de Cannes (83 membres). Siège social : rue du Chemin-de-fer, 12, à Cannes.

[10 janvier 1899]. — Chambre syndicale des laitiers-nourrisseurs de Nice et de l'arrondissement (60 membres). Siège social : route de Tunis, 29, à Nice.

[10 juillet 1898]. — Syndicat horticole et floral des Alpes-Maritimes (50 membres). Siège social : Café de la maison Dorée, à Grasse.

Bouches-du-Rhône [13 novembre 1895]. — Syndicat de la Presse arlésienne (8 membres). Siège social : boulevard des Lices, café Puech, à Arles.

Cantal [19 février 1899]. — Syndicat professionnel de la boucherie et de la charcuterie d'Aurillac (60 membres). Siège social : Aurillac.

Doubs [3 août 1893]. — Chambre syndicale des marchands de charbon (14 membres). Siège social : rue d'Alsace, 6, à Besançon.

Finistère [20 janvier 1899]. — Syndicat de la boulangerie Bretonne (20 membres). Siège social : rue d'Aiguillon, 29, à Brest.

Haute-Garonne [en juin 1887]. — Syndicat de la porcelaine, verrerie et fabricants de couleurs (8 membres). Siège social : rue du Taur, 2, à Toulouse.

Hérault [23 juin 1898]. — Syndicat des courtiers en vins de l'arrondissement de Béziers (55 membres). Siège social : café du Commerce, à Béziers.

[22 février 1898]. — Syndicat des loueurs de fûts (9 membres). Siège social : Hotel-de-Ville, à Béziers.

Ille-et-Vilaine [10 décembre 1898]. — Chambre syndicale des meuniers d'Ille-et-Vilaine (32 membres). Siège social : Bourse du Commerce, à Rennes.

Indre [23 avril 1898]. — Syndicat patronal des mégissiers et parcheminiers d'Issoudun (17 membres). Siège social : Issoudun.

Loire [11 juillet 1898]. — Syndicat des marchands étagistes de la place des Ursules (45 membres). Siège social : Bourse du travail, à Saint-Étienne.

Maine-et-Loire [7 mars 1898]. Syndicat des pharmaciens de l'arrondissement de Saumur (12 membres). Siège social : Hôtel de ville, à Saumur.

Manche [29 décembre 1896]. — Chambre syndicale régionale de la boucherie de Cherbourg (50 membres). Siège social : rue de la Bucaille, 79, à Cherbourg.

Orne [1^{er} juillet 1898]. — Syndicat des pharmaciens de l'Orne (50 membres). Siège social : rue du Perré, à Vimoutiers.

Seine [23 janvier 1899]. Chambre syndicale des entrepreneurs de carrelages, revêtements et mosaïques du département de la Seine (30 membres). Siège social : rue de Rivoli, 33, à Paris.

[19 janvier 1899]. — Union amicale des représentants en liqueurs et spiritueux du département de la Seine (49 membres). Siège social : rue des Pyramides, 8, à Paris.

[10 janvier 1899]. — Chambre syndicale de l'industrie et du commerce parisien des soieries (65 membres). Siège social : rue d'Aboukir, 6, à Paris.

[5 janvier 1899]. — Chambre syndicale des fabricants de cravates, foulards et cache-nez en gros (25 membres). Siège social : rue d'Aboukir, 6, à Paris.

[24 mars 1899]. — Syndicat des propriétaires et cultivateurs, horticulteurs et maraîchers de la région Sud-Est suburbaine de Paris (26 membres). Siège social : rue de Mesly, 15, à Cretail.

Somme [10 janvier 1899]. Chambre syndicale des marchands forains, colporteurs et ambulants du département de la Seine (49 membres). Siège social : rue des Jeunes-Matins, 24, à Amiens.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [12 mars 1899]. — Union syndicale des ouvriers agricoles de la commune de Treignat (40 membres). Siège social : Treignat.

[17 janvier 1899]. — Union syndicale des ouvriers menuisiers, ébénistes et parties similaires de Vichy (16 membres). Siège social : avenue des Célestins, 99, à Vichy.

[24 janvier 1899]. — Union syndicale des ouvriers agricoles de la commune de Lignerolles (14 membres). Siège social : Lignerolles.

Charente-Inférieure [1^{er} novembre 1898]. — Syndicat typographique Rochelais (25 membres). Siège social : rue Alcide d'Orbigny, 27, à La Rochelle.

Cher [21 octobre 1898]. — Syndicat des peintres en bâtiment de Vierzon (35 membres). Siège social : Bourse du travail, à Vierzon.

[11 mars 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers maçons de la ville de Vierzon (55 membres). Siège social : Bourse du travail, à Vierzon.

Drôme [7 décembre 1898]. — Chambre syndicale des fabricants de chaussures et galoches de Romans (28 membres). Siège social : café Blaisat, place d'Armes, à Romans.

Gard [17 octobre 1897]. — Syndicat des employés de commerce des deux sexes (80 membres). Siège social : à la Mairie d'Alais.

[23 décembre 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers mineurs et similaires d'Alais (40 membres). Siège social : café du Globe, à Alais.

Gironde [20 septembre 1890]. — Syndicat des ouvriers menuisiers de Libourne (21 membres). Siège social : rue Saint-Julien, à Libourne.

[8 janvier 1898]. — Association fraternelle des ouvriers boulangers de Bordeaux et du département (95 membres). Siège social : place d'Aquitaine, 10, à Bordeaux.

Isère [25 décembre 1898]. — Chambre syndicale des travailleurs sur métaux de Pont-de-Beauvoisin (28 membres). Siège social : maison Rouge, Grande rue, à Pont-de-Beauvoisin.

Loire [1^{er} octobre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers ébénistes de la ville de Roanne et du Coteau (14 membres). Siège social : place de l'Hôtel de ville, 1, à Roanne.

Manche [26 novembre 1896]. — Chambre syndicale des marins du commerce (88 membres). Siège social : avenue Carnot, 7, à Cherbourg.

Orne [3 juillet 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers charpentiers et parties similaires de la ville d'Alençon et du département de l'Orne (18 membres). Siège social : Alençon.

Seine [mai 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers maçons d'Asnières et banlieue Ouest (13 membres). Siège social : place Voltaire, 1, à Asnières.

[23 janvier 1899]. — Union syndicale des ouvrières couturières, lingères, culottières et parties similaires (17 membres). Siège social : rue de l'Arbalète, 35, villa Médicis, à Paris.

[16 janvier 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers en chapeaux mécaniques de Paris (65 membres). Siège social : rue des Blancs-Manteaux, 36, à Paris.

[12 janvier 1899]. — Union amicale des ouvriers boulangers du 11^e arrondissement (15 membres). Siège social : rue de la Fontaine-au-Roi, 61, à Paris.

[24 décembre 1898]. — Syndicat des ouvriers municipaux de la ville de Colombes (35 membres). Siège social : rue Saint-Denis, 3, à Colombes.

[15 février 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de l'habillement militaire de Paris (membres). Siège social : maison du Peuple, 72, rue des Rosiers, à Saint-Ouen.

[1^{er} février 1898]. — Chambre syndicale des travailleurs agricoles et maraîchers de Gennevilliers (50 membres). Siège social : café de la Mairie, à Gennevilliers.

Vendée [1^{er} novembre 1897]. — Union typographique et philanthropique de Fontenay-le-Comte (18 membres). Siège social : rue Goupilleau, à Fontenay-le-Comte.

Alger [2 décembre 1898]. — Chambre syndicale des terrassiers de Mustapha (membres). Siège social : Bourse du Travail, à Mustapha.

[2 décembre 1898]. — Chambre syndicale des maçons de Mustapha (membres). Siège social : Bourse du Travail, à Mustapha.

[10 décembre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers cuisiniers-pâtisseries de la ville de Mustapha (14 membres). Siège social : Bourse du Travail, à Mustapha.

[30 janvier 1899]. — Chambre syndicale des employés de commerce de la ville de Mustapha (15 membres). Siège social : Bourse du Travail à Mustapha.

3^e SYNDICATS MIXTES.

Ille-et-Vilaine [15 mai 1898]. — Syndicat mixte de l'industrie verrière de Laignelet (170 membres). Siège social : Laignelet.

Orne [19 novembre 1898]. — Association syndicale mixte des ouvrières s'occupant de l'habillement pour hommes, dames et autres (65 membres). Siège social : rue Grande, 7, à Sées.

4^e SYNDICATS AGRICOLES.

Ain [2 janvier 1899]. — Syndicat de défense contre la mortalité du bétail (63 membres). Siège social : Léaz.

Aube [14 février 1899]. — Syndicat agricole et viticole de Bernon (21 membres). Siège social : Bernon.

Bouches-du-Rhône [18 septembre 1898]. — Syndicat agricole de Venelles (64 membres). Siège social : mairie de Venelles.

Charente-Inférieure [5 février 1899]. — Syndicat agricole de Courcerac (25 membres). Siège social : Courcerac.

Côte-d'Or [2 avril 1888]. — Syndicat du comice agricole et viticole du canton de Nuits (197 membres). Siège social : Nuits-Saint-Georges.

[3 janvier 1897]. — Société syndicale vigneronne et agricole de Gomméville (48 membres). Siège social : Gomméville.

[27 février 1898]. — Syndicat agricole et viticole de Beurizot (68 membres). Siège social : Beurizot.

[7 juin 1896]. — Syndicat fraternel agricole d'Aiserey (108 membres). Siège social : Aiserey.

Doubs [11 septembre 1898]. — Syndicat agricole des paroisses de Derrière-le-Mont et des Fontenottes (commune de Montlebon) (40 membres). Siège social : Derrière-le-Mont.

[8 janvier 1899]. — Syndicat agricole des communes de Chouzelot-Quingey. (70 membres) Siège social : Chouzelot.

[2 février 1899]. — Syndicat agricole communal d'Epeugney (25 membres). Siège social : Epeugney.

[1^{er} janvier 1899]. — Syndicat agricole de la commune de Fontaine-les-Clerval (51 membres). Siège social : Fontaine-les-Clerval.

[1^{er} janvier 1899]. — Syndicat agricole de Soye (35 membres). Siège social : Soye.

[12 janvier 1899]. — Syndicat agricole de Longchaux (6 membres). Siège social : Longchaux.

[13 janvier 1899]. — Syndicat agricole communal de Rurey (30 membres). Siège social : Rurey.

[26 février 1899]. — Syndicat communal agricole et viticole de Fourg (33 membres). Siège social : Fourg.

[19 janvier 1899]. — Syndicat agricole de Guyans-Vennes (58 membres). Siège social : Guyans-Vennes.

[19 mars 1899]. — Syndicat agricole d'Étray (15 membres). — Siège social : Étray.

[18 janvier 1899]. — Syndicat paroissial de Courcelles-Quingey (15 membres). Siège social : Courcelles-Quingey.

[5 mars 1899]. — Syndicat agricole de Villers-Buzon et communes limitrophes (49 membres). Siège social : Villers-Buzon.

[2 mars 1899]. — Syndicat agricole communal de By (22 membres). Siège social : By.

[17 mars 1899]. — Syndicat agricole de La Vèze (27 membres). Siège social : La Vèze.

[20 février 1899]. — Syndicat agricole de Gouhélans (28 membres). Siège social : Gouhélans.

Drôme [25 décembre 1898]. — Syndicat agricole de Rochemade (36 membres). Siège social : Rochemade.

[26 février 1892]. — Syndicat agricole de Bouchet (52 membres). Siège social : maison Soureilat, à Bouchet.

[28 décembre 1898]. — Union des agriculteurs de Vintobres (75 membres). Siège social : Vintobres.

[9 mars 1898]. — Syndicat agricole de Saint-Rambert-d'Albon (86 membres). Siège social : Saint-Rambert-d'Albon.

Eure-et-Loir [novembre 1897]. — Syndicat agricole du canton de Brou (70 membres). Siège social : Brou.

Finistère [1^{er} janvier 1899]. — Syndicat agricole de Servin (29 membres). Siège social : Servin.

Gers [17 juillet 1898]. — Syndicat d'industrie agricole de Meymes (95 membres). Siège social : Meymes.

[16 juillet 1896]. — Syndicat des agriculteurs de Lectoure (251 membres). Siège social : faubourg Saint-Gervais, à Lectoure.

Hérault [18 décembre 1895]. — Syndicat professionnel agricole de Fos (14 membres). Siège social : Fos.

[8 juillet 1897]. — Syndicat professionnel agricole de la commune d'Aspiran (42 membres). Siège social : rue Lascour, maison Riquet, à Aspiran.

Landes [27 février 1888]. — Syndicat agricole du canton d'Amou (210 membres). Siège social : Amou.

[1^{er} mai 1887]. — Syndicat agricole de Castelnau-Chalosse (60 membres). Siège social : Castelnau-Chalosse.

Maine-et-Loire [10 septembre 1893]. — Syndicat agricole et viticole d'Épieds (85 membres). Siège social : Épieds.

[2 octobre 1898]. — Syndicat agricole mixte du canton de Champtoceaux (120 membres). Siège social : Société de l'Union, à Champtoceaux.

[26 décembre 1895]. — Syndicat pomologique de Segré (100 membres) Siège social : Segré.

Manche [27 juin 1898]. — Société d'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail «l'Union cantonale de Briquebec» (36 membres). Siège social : Briquebec.

[14 juin 1898]. — Société d'assurance contre la mortalité des animaux de l'espèce bovine «l'Union du Val-de-Saire» (31 membres). Siège social : Quettehou.

[31 décembre 1898]. — Société d'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail «l'Union du canton de Valognes» (10 membres) Siège social : Valognes.

[5 juin 1898]. — «La Contentine» société d'assurance mutuelle contre la mortalité des bestiaux de Saint-Georges-de-Bohon (7 membres). Siège social : Saint-Georges-de-Bohon.

[19 novembre 1898]. — Société d'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail «l'Union cantonale de Montebourg» (membres). Siège social : Montebourg.

Morbihan [8 janvier 1899]. — Syndicat agricole de Guillac (55 membres). Siège social : Guillac.

[19 mars 1899]. — Syndicat agricole de Saint-Gonnery (22 membres). Siège social : Saint-Gonnery.

[1^{er} mars 1899]. — Syndicat agricole du canton de Rochefort-en-Terre (30 membres). Siège social : Malansac.

[12 février 1899]. — Syndicat agricole de Languidic (145 membres). Siège social : Languidic.

Oise [6 janvier 1897]. — Syndicat agricole du canton de Tourouvre (42 membres). Siège social : Tourouvre.

Haute-Saône [14 janvier 1894]. — Syndicat agricole de Mantoche (91 membres). Siège social : Mantoche.

[1^{er} juin 1897]. — Syndicat agricole de Chancey (37 membres). Siège social : Chancey.

[13 février 1896]. — Syndicat agricole de Chargey-les-Gray (29 membres). Siège social : Chargey-les-Gray.

[14 décembre 1897]. — Syndicat agricole de Vellexou (16 membres). Siège social : Vellexou.

[4 avril 1897]. — Syndicat agricole d'Oyrières (30 membres). Siège social : Oyrières.

[4 février 1897]. — Syndicat agricole de Montureux (27 membres). Siège social : Montureux.

[14 février 1897]. — Syndicat agricole d'Autet (20 membres). Siège social : Autet.

[4 février 1898]. — Syndicat agricole de Saint-Broing et Sauvigney (35 membres). Siège social : Saint-Broing.

Savoie [27 février 1894]. — Syndicat agricole de La Chapelle (26 membres). Siège social : La Chapelle.

Vendée [9 janvier 1898]. — Syndicat viticole du canton des Sables-d'Olonne (60 membres). Siège social : au Château de Pierre-Lévée, à Olonne.

Yonne [17 juillet 1898]. — Syndicat agricole et viticole de Sennevoy-le-Bast et des communes circonvoisines (41 membres). Siège social : Sennevoy-le-Bas.

[5 janvier 1898]. — Syndicat agricole et viticole de Villemer (55 membres). Siège social : Villemer.

5° UNIONS DE SYNDICATS.

Ille-et-Vilaine [3 juin 1895]. — Union fraternelle des syndicats de la Guerche-de-Bretagne (4 syndicats adhérents). Siège social : Rue du Cheval-Blanc, à la Guerche-de-Bretagne.

Isère [24 mai 1897]. — Union fédérale des chambres syndicales des débitants de boissons du bassin du Rhône (17 chambres syndicales adhérentes). Siège social : place Grenette, 22, à Grenoble.

Var [4 mars 1899]. — Union des syndicats agricoles de l'arrondissement de Draguignan (11 syndicats adhérents). Siège social : place du Marché, 14, à Draguignan.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre [] est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône [23 mai 1883]. — Syndicat des patrons fabricants de pâtes alimentaires (40 membres). Siège social : 29, rue Cannebière, à Marseille.

[15 octobre 1888]. — Syndicat des dames du marché du Prado (74 membres). Siège social : Saint-Giniez.

[17 novembre 1883]. — Chambre syndicale des patrons bouchers et charcutiers d'Aix (24 membres). Siège social : 17, cours Marchand, à Aix.

[9 juillet 1894]. — Société des architectes et experts de Marseille (21 membres). Siège social : 35, rue des Minimes, à Marseille.

Eure [en 1882]. — Syndicat des médecins de l'arrondissement de Bernay (7 membres). Siège social : Bernay.

[18 juillet 1896]. — Syndicat des médecins d'Évreux (8 membres). Siège social : 1, rue Dubois, à Évreux.

Finistère [9 juin 1894]. — Syndicat des médecins de l'arrondissement de Morlaix (20 membres). Siège social : Morlaix.

[8 décembre 1897]. — Syndicat de la boulangerie de Morlaix (27 membres). Siège social : 22 bis, rue de Paris, à Morlaix.

[6 juillet 1897]. — Syndicat professionnel des patrons marins-pêcheurs du quartier de Camaret (port de Morgat) (35 membres). Siège social : Morgat.

Gironde [1^{re} septembre 1894]. — Syndicat des patrons boulangers du Bas-Médoc (36 membres). Siège social : Gaillan.

[24 juin 1893]. — Syndicat des marchands sédentaires de la Halle des Capucins de Bordeaux (52 membres). Siège social : 42, rue Lafande, à Bordeaux.

[11 février 1897]. — Association des hauts-fourneaux et fonderies du Sud-Ouest (29 membres). Siège social : domaine du Monadey, à Bordeaux.

Ille-et-Vilaine [15 avril 1894]. — Syndicat patronal des bouchers forains (102 membres). Siège social : 12, place Saint-Anne, à Rennes.

[18 avril 1892]. — Chambre syndicale des charcutiers de la ville de Rennes (18 membres). Siège social : 2, rue du Pré-Botté, à Rennes.

[14 août 1897]. — Chambre syndicale des cafetiers, limonadiers et débitants de boissons de la ville de Rennes (25 membres). Siège social : 1, rue de Rohau, à Rennes.

Jura [20 mai 1894]. — Syndicat des meuniers publics du Jura (192 membres). Siège social : Lons-le-Saunier.

Loir-et-Cher [13 juillet 1898]. — Syndicat de la cordonnerie de Blois (11 membres). Siège social : Blois.

Landes [15 mars 1885]. — Société de pharmacie du département des Landes (31 membres). Siège social : Mont-de-Marsan.

Maine-et-Loire [8 décembre 1888]. — Syndicat des commerçants, étalagistes et maraîchers angevins (25 membres). Siège social : café Labbé, place des Halles, à Angers.

[1^{er} juillet 1892]. — Chambre syndicale des marchands grainiers de Maine-et-Loire (17 membres). Siège social : 2, place Lorraine, à Angers.

[En avril 1891]. — Chambre syndicale des fabricants de chaussures d'Angers (6 membres). Siège social : 7, quai national, à Angers.

[24 juin 1889]. — Syndicat des vins de Saumur (7 membres). Siège social : Saumur.

Pas-de-Calais [4 novembre 1894]. — Syndicat médical du bassin houiller du Pas-de-Calais (50 membres). Siège social : hôtel Théry, Grande place, à Lens.

[13 août 1890]. — Syndicat pharmaceutique de Saint-Omer (12 membres). Siège social : place Victor-Hugo, 20, à Saint-Omer.

[9 avril 1896]. — Syndicat des agents généraux d'assurances de l'arrondissement de Saint-Omer (17 membres). Siège social : 9, Grande place, à Saint-Omer.

[23 novembre 1893]. — Association médicale de Calais (8 membres). Siège social : 21, rue Lafayette, à Calais.

Seine [17 mars 1897]. — Syndicat général des représentants aux expositions françaises et étrangères (17 membres). Siège social : Bourse du Commerce, à Paris.

Seine-Inférieure [2 mars 1892]. — Syndicat professionnel des métaux et de la quincaillerie de la ville de Rouen (25 membres). Siège social : 7, quai de Paris, à Rouen.

[en 1882]. — Chambre syndicale des entrepreneurs gaziers (4 membres). Siège social : Rouen.

[en 1895]. — Syndicat du commerce des salaisons et saindoux d'Amérique (23 membres). Siège social : 29, rue de la Bourse, au Havre.

° SYNDICATS OUVRIERS.

Bouches-du-Rhône [24 novembre 1892]. — Union syndicale ouvrière de navigation des cambusiers, boulangers, bouchers et garçons de cuisine réunis (80 membres). Siège social : Bourse du travail, à Marseille.

[11 août 1896]. — Syndicat des ouvriers boulangers d'Aubagne (29 membres). Siège social : 11, rue de la République, à Marseille.

[11 mars 1897]. — Syndicat des ouvriers boulangers de la ville d'Arles (30 membres). Siège social : Hôtel des négociants, rue du 4 septembre, à Arles.

[26 octobre 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers écrivains, graveurs et dessinateurs lithographiques (25 membres). Siège social : Bourse du travail, à Marseille.

[1^{er} août 1895]. — Syndicat des bateliers inscrits du port de Marseille (90 membres). Siège social : 46, rue Mazenod, à Marseille.

[20 mars 1897]. — Syndicat des marins tuiliers moellonniers de Marseille (79 membres). Siège social : 15, rue de la Loge, à Marseille.

[8 mars 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers verriers (70 membres). Siège social : café Bernard, à Montredon.

[4 septembre 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers typographes d'Aix (22 membres). Siège social : 34, cours Sextius, à Aix.

Doubs [1^{er} mars 1895]. — Syndicat des ouvriers métallurgistes du pays de Montbéliard (37 membres). Siège social : Audincourt.

Drôme [7 septembre 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs d'habits de Romans et de Bourg-du-Péage (6 membres). Siège social : 21, place d'Armes, à Romans.

[30 novembre 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers tonneliers et foudriers de Valence (16 membres). Siège social : 9, rue François-Pic, à Valence.

[1^{er} janvier 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers plâtriers et peintres réunis de Valence et de Bourg-lès-Valence (20 membres). Siège social : 9, rue François-Pic, à Valence.

Eure [1^{er} mai 1890]. — Chambre syndicale typographique (122^e section des travailleurs du Livre de Pont-Audemer) (membres). Siège social : 5, rue de la Ville, à Pont-Audemer.

Finistère [11 avril 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers en bâtiments et similaires de Landerneau (80 membres). Siège social : rue de la Tour-d'Auvergne, à Landerneau.

[5 octobre 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers tanneurs-corroyeurs, manœuvres et métiers similaires de Morlaix et environs (54 membres). Siège social : Hôtel de Ville, à Morlaix.

Gers [en 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers charpentiers de la ville d'Auch (27 membres). Siège social : Auch.

[1^{er} décembre 1890]. — Chambre syndicale des typographes et similaires d'Auch (6 membres). Siège social : Auch.

Gironde [5 janvier 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers peintres de la ville de Libourne (32 membres). Siège social : rue Saint-Julien, à Libourne.

[Août 1893]. — Syndicat régional des sténographes et dactylographes (5 membres). Siège social : 30 bis, rue Émile-Fourcaud, à Bordeaux.

[20 septembre 1890]. — Syndicat des ouvriers menuisiers de la ville de Libourne (22 membres). Siège social : Libourne.

[9 juillet 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers tonneliers de Bordeaux et de la région (section de Lormont) (57 membres). Siège social : café de la Gironde, à Lormont.

[19 septembre 1883]. — Chambre syndicale des ouvriers layetiers, malletiers, coffretiers et emballeurs de Bordeaux (9 membres). Siège social : 42, rue Lalande, à Bordeaux.

[5 janvier 1896]. — Chambre syndicale des verriers réunis de Bordeaux (60 membres). Siège social : 31, quai de Bacalan, à Bordeaux.

Ille-et-Vilaine [1^{er} janvier 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers coiffeurs de la ville de Rennes (membres). Siège social : Bourse du travail, à Rennes.

[11 mai 1894]. — Syndicat des ouvriers peintres en bâtiments (38 membres). Siège social : Bourse du travail, à Rennes.

[23 décembre 1892]. — Chambre syndicale de la corporation des cochers du département d'Ille-et-Vilaine (75 membres). Siège social : 4, rue d'Orléans, à Rennes.

Indre [15 février 1896]. — Syndicat des préposés de la manufacture des tabacs de Châteauroux (27 membres). Siège social : Hôtel de Ville, à Châteauroux.

Landes [28 avril 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers verriers en verre blanc de Moustey et Richet (39 membres). Siège social : Moustey.

Loir-et-Cher [27 mars 1892]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières se rattachant à la chocolaterie (38 membres). Siège social : rue de Foix, à Blois.

Maine-et-Loire [8 juillet 1892]. — Association professionnelle des employés de commerce d'Angers (membres). Siège social : 7, quai National, à Angers.

Nièvre [10 juillet 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers bûcherons et travaux similaires du département de la Nièvre (56 membres). Siège social : Saint-Aubin-les-Forges.

Pas-de-Calais [1^{er} octobre 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers peintres en bâtiments de Boulogne (25 membres). Siège social : Bourse du travail, à Boulogne-sur-Mer.

[23 septembre 1897]. — Chambre syndicale de l'alliance française des ouvriers du port de Calais; porteurs, arrimeurs et similaires (67 membres). Siège social : 60, rue des Pierrettes, à Calais.

Seine [Mars 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers carriers et plâtriers du département de la Seine (38 membres). Siège social : 1, rue de Paris, à Châtillon-sous-Bagneux.

Seine-Inférieure [Juillet 1891]. — Chambre syndicale des employés de Rouen et de la région (157 membres). Siège social : Place de la Haute-Vieille-Tour, à Rouen.

Var [14 avril 1898]. — Syndicat des portefaix des courtières de la place Louis-Blanc (26 membres). Siège social : 2, rue Merle, à Toulon.

3° SYNDICATS MIXTES.

Bouches-du-Rhône [1^{er} octobre 1895]. — Syndicat des patrons et matelots pêcheurs des petits métiers de Marseille (72 membres). Siège social : 2, rue Fort-Notre-Dame, à Marseille.

Eure [26 juin 1888]. — Syndicat d'horticulture florale et maraîchère de Pont-Audemer (10 membres). Siège social : 32, rue Notre-Dame-du-Pré, à Pont-Audemer.

Ille-et-Vilaine [30 juin 1896]. — Syndicat général des mines de Pontpéan (351 membres). Siège social : Saint-Erblon.

Maine-et-Loire [Août 1880]. — Syndicat professionnel des menuisiers d'Angers (corporation de Sainte-Anne) (150 membres). Siège social : Bourse du travail, à Angers.

4° SYNDICATS AGRICOLES.

Ardèche [21 décembre 1889]. — Syndicat des viticulteurs de Saint-Péray (15 membres). Siège social : Saint-Péray.

Bouches-du-Rhône [9 mars 1895]. — Syndicat agricole de Condoux (92 membres). Siège social : hameau de Coudoux, à Ventraben.

[24 février 1889]. — Syndicat des agriculteurs et horticulteurs de Saint-Remy en Provence (40 membres). Siège social : Saint-Remy.

Drôme [25 mars 1888]. — Syndicat agricole de Grignan (40 membres). Siège social : Grignan.

Eure [1^{er} octobre 1886]. — Syndicat agricole des deux cantons d'Évreux (350 membres). Siège social : 9, place du Grand-Carrefour, café de Rouen, à Évreux.

Finistère [29 novembre 1887]. — Syndicat agricole de Guimiliau (40 membres). Siège social : Guimiliau.

[2 avril 1887]. — Syndicat agricole de Plouégat-Moysan (28 membres). Siège social : Plouégat-Moysan.

Gers [15 janvier 1897]. — Syndicat indépendant des agriculteurs de la région de Viella (123 membres). Siège social : Viella.

Jura [24 avril 1897]. — Syndicat viticole de l'Étoile (20 membres). Siège social : l'Étoile.

[11 octobre 1896]. — Syndicat d'industrie agricole de Poligny (membres). Siège social : Poligny.

[17 novembre 1889]. — Syndicat agricole de la commune de Mantry (25 membres). Siège social : Mantry.

Landes [en 1892]. — Syndicat agricole du canton de Tartas (31 membres). Siège social : Tartas.

[30 mars 1892]. — Syndicat agricole du canton de Villeneuve-de-Marsan (39 membres). Siège social : Villeneuve-de-Marsan.

Loir-et-Cher [26 février 1888]. — Syndicat agricole du canton ouest de Blois (60 membres). Siège social : 27, rue de Bourgneuf, à Blois.

Lot [18 décembre 1892]. — Syndicat des cultivateurs et planteurs de tabac du Lot (315 membres). Siège social : 7, rue Clément-Marot, à Cahors.

[1^{er} décembre 1896]. — Syndicat des viticulteurs propriétaires du Lot (150 membres). Siège social : Hôtel de ville, à Cahors.

Lozère [20 février 1892]. — Syndicat agricole et viticole de la vallée du Tarn (28 membres). Siège social : Espagnac.

Maine-et-Loire [1^{er} décembre 1898]. — Syndicat agricole coopératif de La Pommeray (membres). Siège social : La Pommeray.

Nièvre [4 novembre 1895]. — Syndicat des vignerons de Myennes (54 membres). Siège social : Myennes.

5° UNIONS DE SYNDICATS.

Nord [1^{er} mai 1895]. — Fédération de syndicats et groupes réunis de Dunkerque (10 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Dunkerque.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de mars 1899.

Nombre des versements.....	285.093	
représentant une somme de.....		34.433.963 ^t
Nombre des remboursements.....	143.286	
représentant une somme de.....		30.989.164
Rentes achetées à 478 déposants pour un capital de.....		542.341
Excédent des versements sur les remboursements et achats de rentes.....		2.902.458
Nombre de comptes existant au 31 mars 1899.....		3.215.298
Nombre de comptes existant au 31 mars 1898.....		2.979.727
Augmentation.....		235.571

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois d'avril 1899.

Dépôts de fonds.....	12.457.634 ^f
Retraits de fonds.....	20.772.412
Excédent des retraits.....	8.314.778
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.	1.781.583

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de mars 1899.

Nombre de versements reçus.....	425.374
représentant une somme de.....	9.951.165 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....	6.212.331
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.	668.966
Nouvelles rentes inscrites.....	95.956
Nombre de parties prenantes.....	2.496
MONTANT TOTAL des rentes en cours.....	34.631.548
Nombre de titres.....	138.727

LES GRÈVES EN AVRIL 1899.

35 grèves ont été signalées en avril 1899 à l'Office du travail. Elles comprennent 6,025 grévistes.

Il y avait eu, en avril 1898, 30 grèves et 2,351 grévistes, et le nombre moyen des grèves qui se sont produites au cours de ce même mois pendant les cinq années antérieures à 1899 a été de 46.

Les 35 grèves d'avril, sauf 8, n'ont affecté qu'un seul établissement.

Elles sont dues aux causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	24
Réductions de salaire.....	5
Demandes de diminution du temps de travail avec maintien des salaires.....	5
Contre une augmentation du temps du travail.....	2
Demande d'abolition du marchandage.....	1
Demandes de renvoi de directeurs.....	2
Demande de maintien du travail au temps.....	1
Mauvaise qualité des matières fournies.....	1

Elles se sont produites dans 17 départements, ceux du Nord, de la Seine, de la Loire-Inférieure, de l'Ardèche et du Pas-de-Calais en ayant compté respectivement 10, 6, 3, 2 et 2.

Elles se répartissent dans les industries ou professions suivantes :

Textiles, 15; métaux, 8; bâtiment, 6.

Une seule parmi des ouvriers agricoles, briquetiers, brasseurs, ouvrières en caoutchouc, faïenciers, ouvriers des tabacs.

Des 35 grèves commencées en avril, 25 sont terminées.

Elles ont duré :

Une, 23 jours; une, 15 jours; une, 12 jours; une, 10 jours; une, 8 jours; une, 7 jours; une, 6 jours; une, 5 jours; deux, 4 jours; cinq, 3 jours; deux, 2 jours et huit, 1 jour.

Si l'on y ajoute trois grèves commencées antérieurement et terminées après 41, 38 et 8 jours, on constate que 28 conflits sont actuellement terminés, et qu'ils ont abouti à :

8 réussites;
3 transactions;
17 échecs.

Les grèves en 1898. — Il y a eu, en 1898, 368 grèves ayant atteint 1.967 établissements; le nombre total des grévistes a été de 82.065 et celui des jours chômés de 1.216.306.

Les grèves de 1898 ont donné les résultats suivants :

RÉSULTATS DES GRÈVES.	GRÈVES.	ÉTABLISSEMENTS.	GRÉVISTES.
Réussite.....	75	328	10.594
Transaction.....	123	1.289	32.546
Échec.....	170	350	38.925
TOTAL.....	368	1.967	82.065

Tableau indiquant la situation des grèves

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSEN- TANTS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
10 mars..	17 avril..	Escaudin.....	Somme.....	Tourneurs en cuivre.....	1	18	1
11 mars..	21 avril..	Persan-Baumont..	Seine-et-Oise..	Mouleurs.....	1	39	2
18 mars..	.....	Paris.....	Seine.....	Passementiers.....	1	9	3
25 mars..	.....	La Chapelles-Dun..	Saône-et-Loire..	Mineurs.....	1	280	4
25 mars..	.....	Vinay.....	Isère.....	Bontonniers.....	1	39	5
28 mars..	5 avril..	Paris.....	Seine.....	Cordonniers.....	1	230	6
GRÈVES COMMENCÉES							
4 avril..	5 avril..	Flaviac.....	Ardèche.....	Moulineuses de soie.....	1	30	1
5 avril..	8 avril..	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs.....	1	100	5
6 avril..	8 avril..	Nantes.....	Loire-Inférieure..	Ouvriers des tabacs.....	1	637	1
6 avril..	.....	Lorient.....	Morbihan.....	Maçons.....	11	400	1
7 avril..	10 avril..	Tourcoing.....	Nord.....	Rattacheurs.....	1	15	4
10 avril..	11 avril..	Saint-Calais.....	Sarthe.....	Maçons.....	1	5	1
10 avril..	17 avril..	Taullignan.....	Drôme.....	Moulineuses de soie.....	4	114	1
10 avril..	13 avril..	Paris.....	Seine.....	Serruriers.....	1	15	1
11 avril..	.....	Paris.....	Seine.....	Modelleurs mécaniciens.....	.....	400	1
17 avril..	18 avril..	Tourcoing.....	Nord.....	Doubleuses.....	1	18	10
17 avril..	18 avril..	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	100	1
17 avril..	2 mai..	Saint-Denis.....	Seine.....	Ouvriers en voitures.....	1	384	1
17 avril..	8 mai..	Auxelles-Bas.....	Haut-Rhin.....	Tisseurs.....	1	110	1
17 avril..	.....	Vals-les-Bains.....	Ardèche.....	Moulineuses de soie.....	1	.....	1
17 avril..	.....	Argenteuil.....	Seine.....	Caoutchoutiers.....	1	.....	1
18 avril..	30 avril..	Gien.....	Loiret.....	Faïenciers.....	1	700	1
19 avril..	21 avril..	Lomme.....	Nord.....	Briquettiers.....	1	28	1
19 avril..	24 avril..	Roubaix.....	Nord.....	Trieurs de laine.....	1	11	1
20 avril..	24 avril..	Calais.....	Pas-de-Calais.....	Terrassiers.....	1	10	1
20 avril..	.....	Douvres.....	Pas-de-Calais.....	Ouvriers agricoles.....	1	.....	2
21 avril..	24 avril..	Mazamet.....	Tarn.....	Tisseurs.....	1	.....	2
21 avril..	.....	Tourcoing.....	Nord.....	Soigneuses et fileurs.....	1	43	2
21 avril..	.....	Nantes.....	Loire-Inférieure..	Mouleurs.....	12	188	2
22 avril..	28 avril..	Maubeuge.....	Nord.....	Puddeurs et laminiers.....	1	180	2
24 avril..	25 avril..	Avignon.....	Vaucluse.....	Maréchaux ferrants.....	10	18	2
24 avril..	25 avril..	Roubaix.....	Nord.....	Bâcleurs.....	1	7	2
24 avril..	28 avril..	Saint-Denis.....	Seine.....	Frappeurs.....	1	40	2
24 avril..	.....	Chantenay.....	Loire-Inférieure..	Mouleurs en fonte.....	2	15	2
24 avril..	.....	Hollain.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	12	2
24 avril..	27 avril..	Lyon.....	Rhône.....	Tuillistes.....	1	19	2
26 avril..	27 avril..	Saint-Florent.....	Cher.....	Décolleteurs.....	1	.....	2
27 avril..	5 mai..	Fournies.....	Nord.....	Fileurs, tisseurs, rattacheurs.....	1	280	2
28 avril..	8 mai..	Dijon.....	Côte-d'Or.....	Taillieurs de pierre.....	.....	80	2
29 avril..	30 avril..	Bar-le-Duc.....	Meuse.....	Brasseurs.....	1	66	2
30 avril..	.....	Marseille.....	Bouches-du-Rhône..	Maçons et terrassiers.....	.....	2.000	2

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à l'Office du travail.

à la fin du mois d'avril 1899.

REPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} AVRIL 1899 (A).

1	Contre le renvoi de quatre ouvriers.....	Transaction.	
2	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec (1).	(1) Les grévistes ont été remplacés.
3	Réglementation du travail.....	.....	
4	Demande de réintégration de deux ouvriers.....	.....	
5	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
6	Réduction de salaire.....	Réussite.	

EN AVRIL 1899.

1	Refus d'accepter une augmentation du temps du travail pour les femmes et les enfants.....	Échec.	
2	Refus d'accepter une augmentation du temps de travail....	Échec.	
3	Mauvaise qualité des matières premières.....	Réussite.	
4	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.....	.....	
5	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
6	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
7	Demande de diminution du temps de travail avec maintien des salaires.....	Échec.	
8	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
9	Demande d'augmentation de salaire.....	(1) Échec (2).	(1) Le lendemain de la grève 52 patrons ont accordé satisfaction à leurs ouvriers en leur donnant 0 fr. 90 de l'heure. Il n'y a plus en ensuite que 20 grévistes en moyenne.
10	Réduction de salaire.....	Réussite.	(2) Les grévistes ont été remplacés.
11	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	(3) L'usine a été fermée et le tissage transféré à Gironmagny.
12	Demande d'augmentation de salaire et d'abolition du marchandage.....	Échec (3).	
13	Réduction de salaire et demande de renvoi du directeur....	.....	
14	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.....	.....	
15	Réduction de salaire.....	.....	
16	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
17	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
18	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
19	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
20	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
21	Demande de maintien du travail au temps.....	Réussite.	
22	Réduction de salaire et demande de diminution du temps de travail.....	.....	
23	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
24	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
25	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.....	Transaction.	
26	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
27	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec (4).	(4) 25 grévistes ont été remplacés.
28	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
29	Réduction de salaire.....	.....	
30	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
31	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
32	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
33	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite (5).	(5) Conciliation devant le juge de paix.
34	Demande de renvoi d'un nouveau directeur.....	Échec.	
35	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Neuf applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en avril à l'*Office du travail* :

1° Grève de mouleurs à Persan-Beaumont (Seine-et-Oise). — 39 mouleurs de la maison Letixerant s'étaient mis en grève le 11 mars en demandant le renvoi de leur contremaître.

Le 25, la paye a eu lieu, sauf pour ceux qui avaient laissé des travaux inachevés et les livrets ont été remis.

Le juge de paix est intervenu quelques jours plus tard en convoquant les deux parties à une réunion de conciliation.

Les grévistes ont accepté, mais le patron a refusé alléguant que ses ouvriers étant payés et possesseurs de leur certificat ils ne faisaient plus partie de sa maison et que la proposition du juge de paix était par suite sans objet.

A la date du 21 avril, tous les grévistes avaient trouvé du travail ailleurs par les soins du syndicat.

2° Grève de moulineuses de soie à Taulignan (Drôme). — Le 4 avril, 114 moulineuses de soie des usines de MM. Boutet et C^e se sont mises en grève en demandant la réduction à dix heures de la durée du travail journalier qui était de onze heures.

Le 9 avril, le juge de paix de Grignan, à la demande des grévistes, a réuni un comité de conciliation.

L'entente n'a pu s'établir, et le juge de paix a proposé aux ouvrières de reprendre provisoirement le travail tandis qu'il négocierait par lettre avec MM. Boutet, qui habitent Paris, pour essayer de trouver une base d'accord.

Les ouvrières ont refusé de rentrer, mais elles ont prié le juge de paix d'entamer quand même les pourparlers avec les patrons, et il a été convenu qu'une seconde réunion aurait lieu le dimanche suivant 16 avril.

MM. Boutet et C^e ont expliqué longuement, par lettre du 13 avril, qu'en raison de la concurrence il leur était impossible de diminuer le temps du travail sans réduire les salaires, bien que ceux-ci fussent déjà très peu élevés, de leur propre aveu, 1 fr. 10 à 1 fr. 20 par jour. Ils ont ajouté que si les ouvrières refusaient de reprendre le travail à ces conditions, ils fermentaient leurs usines pour les transformer en orphelinat.

Le juge de paix s'est rendu suivant sa promesse à Taulignan, le 16 avril, pour faire part de cette décision aux ouvrières, mais celles-ci en avaient été averties par les directeurs des usines, et devant la menace qui leur était faite, la plupart d'entre elles avaient déjà repris le travail.

En conséquence, personne ne s'est présenté à cette seconde réunion, et le 17 avril tout le personnel était rentré aux ateliers.

3° Grève de fileurs à Roubaix (Nord). — Pour rattraper le temps perdu par suite du congé du lundi de Pâques, M. Alfred Motte a voulu faire travailler ses

ouvriers douze heures au lieu de onze, pendant quelques jours. Ceux-ci ont refusé et se sont mis en grève le 5 avril au nombre de 100 (fileurs, rattleurs, bâteurs).

La grève a pris fin le 10 avril à la suite d'une entrevue devant le juge de paix.

4° Grève de passementiers à la barre à Paris. — 9 ouvriers de la fabrique de passementerie Lallèche se sont mis en grève le 18 mars en refusant de travailler, dans certains cas, *aux pièces*, ainsi que le patron voulait le leur imposer.

Des affiches que le syndicat ouvrier avait fait apposer au sujet de cette grève ayant été lacérées sur les ordres du patron, celui-ci a été traduit le 12 avril devant le juge de paix du 11^e arrondissement.

Les grévistes ont profité de la présence de M. Lallèche devant le magistrat pour réclamer l'application de la loi sur la conciliation et l'arbitrage, mais le patron s'est refusé à toute tentative d'accord.

La grève continue.

5° Grève de trieurs de laine à Roubaix. — 11 ouvriers trieurs de déchets de laines, sur 20, employés au triage Ducoulombier, avaient demandé à leur patron une augmentation de salaire.

Celui-ci ayant refusé, les ouvriers, avant de se mettre en grève, se sont adressés au juge de paix.

La tentative de conciliation n'a pas abouti et les ouvriers ont cessé le travail le 19 avril.

Ils l'ont repris le lundi 24 aux anciennes conditions.

6° Grève de maçons et manœuvres à Lorient et Ploëmeur (Morbihan).

— Le 6 avril, 134 maçons se sont mis en grève à Lorient en demandant une augmentation de salaire, la limitation à onze heures de la journée de travail et diverses indemnités de déplacement.

Le 20 avril, les maçons de Ploëmeur ont à leur tour quitté les chantiers pour faire cause commune avec leurs camarades de Lorient.

Les grévistes ont alors réclamé l'intervention du juge de paix.

Les patrons n'ont pas répondu, ce qui a décidé les manœuvres à abandonner également tout travail. Le nombre des grévistes s'est alors élevé à 400. Toutefois, le 6 mai, les ouvriers de Ploëmeur ont cessé la grève ainsi que les manœuvres de Lorient.

Les maçons de cette localité persistent encore, et le conflit entre eux et leurs patrons n'est pas terminé.

7° Grève de mouleurs et fondeurs à Nantes. — Le 20 avril, les mouleurs et fondeurs de Nantes demandèrent à leurs patrons une augmentation de salaire.

Ceux-ci n'ayant pas répondu, 188 ouvriers, répartis dans 12 établissements, se sont mis en grève le lundi suivant 24 avril.

Le juge de paix du 4^e canton a convoqué les deux parties à une réunion de conciliation qui devait avoir lieu le 3 mai, mais les patrons ne se sont pas présentés.

La grève continue.

8° Grève des maçons de Marseille. — Depuis quelque temps, les maçons de Marseille avaient nommé une commission de 18 membres, chargée de présenter leurs revendications et de réclamer notamment : une augmentation de salaire et la suppression des tâcherons ou marchands.

Les patrons n'ayant pas consenti à entrer en pourparlers avec cette commission, 500 ouvriers ont quitté le travail le 30 avril.

Le mouvement n'a pas tardé à s'étendre, et le 3 mai on pouvait évaluer à 2,000 le nombre des grévistes.

Sur leur demande, le juge de paix est intervenu pour inviter les patrons à une réunion de conciliation.

Ces derniers ont refusé en déclarant qu'ils ne pourraient examiner les réclamations des grévistes qu'après la reprise du travail et lorsqu'ils seraient fixés sur les conditions définitives d'application de la loi sur les accidents du travail.

Les terrassiers et les boiseurs se sont joints aux maçons et le nombre des grévistes a augmenté de ce fait dans de notables proportions.

De nombreux pourparlers ont eu lieu, la municipalité est intervenue, mais aucune entente n'a encore pu s'établir.

9° **Grève de tailleurs de pierre à Dijon.** — Le 28 avril, les 80 tailleurs de pierre occupés dans les différents chantiers de Dijon se sont mis en grève en réclamant une augmentation de salaire qui avait été promise par les patrons au cours d'une réunion tenue le mois précédent.

Le 6 mai les patrons ont signé, devant le juge de paix du canton ouest de Dijon, le tarif demandé par les ouvriers.

La grève a ainsi pris fin et les ouvriers sont rentrés sur les chantiers le lundi 8 mai.

RAPPORTS SUR L'APPLICATION

PENDANT L'ANNÉE 1897

DES LOIS RÉGLEMENTANT LE TRAVAIL EN FRANCE.

Comme suite aux renseignements publiés dans le *Bulletin* d'avril (p. 345 à 353), nous donnons ci-dessous la décomposition, par circonscriptions d'inspection, du nombre approximatif des établissements existants, soumis aux lois sur le travail, et de leur personnel classé par catégories. On trouvera ensuite la classification de ces établissements d'après le nombre de leurs ouvriers :

On verra que, dans ces établissements soumis aux lois sur le travail, les ouvriers appartenant à ceux qui n'occupent que des hommes, forment seulement 18,2 p. 100 du personnel total, tandis que les établissements à personnel mixte renferment 81,8 p. 100 de cette population.

Si l'on rapporte le nombre d'enfants, de filles et de femmes à la population des établissements à personnel mixte, on trouve les proportions p. o/o qui suivent :

Enfants au-dessous de 18 ans.	Garçons.....	10,6	p. 100.
	Filles.....	10,0	—
Filles mineures de 18 à 21 ans.		6,6	—
Filles majeures et femmes.		21,5	—
Hommes au-dessus de 18 ans.		51,3	—

*Répartition, par circonscriptions d'inscription, du nombre approximatif des établissements existants,
soumis aux lois sur le travail, et de leur personnel.*

NOMENCLATURES DES CIRCONSCRIPTIONS.	RÉSIDENCES des INSPECTEURS DIVISIONNAIRES.	NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS		ENFANTS au-dessous de 18 ans		FILLES mineures de 18 à 31 ans.	FILLES majeures et femmes.	HOMMES AU-DESSUS DE 18 ANS.			TOTAL du personnel existant.
		avec un personnel adulte mixte.	avec un personnel d'hommes adultes seulement.	Garçons.	Filles.			Dans les établis- sements à personnel mixte.	Dans les établis- sements n'occupant que des hommes.	TOTAL.	
1 ^{re}	Paris.....	29,469	9,320	30,269	26,990	17,705	92,732	181,081	69,891	250,975	418,671
2 ^e	Tours.....	11,035	10,369	12,500	11,500	7,190	17,700	48,600	26,950	75,550	124,110
3 ^e	Dijon.....	6,920	7,912	16,161	12,382	7,076	21,200	83,913	33,693	117,606	171,425
4 ^e	Nancy.....	9,342	15,126	25,172	17,768	7,136	42,933	111,105	31,996	173,101	266,110
5 ^e	Lille.....	17,457	15,851	48,514	31,367	23,587	51,177	216,115	55,317	271,750	434,405
6 ^e	Rouen.....	14,464	13,688	30,152	23,858	13,585	39,384	103,203	49,920	153,123	215,597
7 ^e	Nantes.....	25,750	15,665	41,418	23,903	10,751	43,115	66,731	76,162	142,893	242,018
8 ^e	Bordeaux.....	21,136	17,092	38,518	15,534	9,695	38,259	56,818	48,352	105,370	187,315
9 ^e	Toulouse.....	6,672	5,287	11,959	5,356	5,139	18,912	28,207	15,965	44,112	80,002
10 ^e	Marseille.....	8,751	6,122	14,873	10,062	13,935	38,353	65,775	26,775	92,550	176,317
11 ^e	Lyon.....	11,863	8,791	20,651	13,873	21,520	52,896	90,646	39,657	130,303	241,758
	TOTAL.....	163,159	127,146	290,305	223,385	110,456	459,952	1,082,402	471,821	1,557,313	2,591,288
	P. 100.....	56.0	44.0	100.0	8.7	5.4	17.7	41.8	18.2	100.0	100.0

Classification des établissements existants, soumis aux lo.

NUMÉROS DES CIRCONSCRIPTIONS.	RÉSIDENCES des INSPECTEURS DIVISIONNAIRES.	ÉTABLI					
		10 OUVRIERS au plus.		de 11 à 20 OUVRIERS.		de 21 à 50 OUVRIERS.	
		Avec un personnel mixte.	Personnel d'hommes adultes seulement.	Avec un personnel mixte.	Personnel d'hommes adultes seulement.	Avec un personnel mixte.	Personnel d'hommes adultes seulement.
1 ^{re} .	Paris.....	23.615	7.846	2.908	860	1.805	443
	P. o/o.....	80,3	84,2	9,8	9,2	6,1	4,7
2 ^e .	Tours.....	9.833	9.675	559	447	366	113
	P. o/o.....	89,1	94,2	5,0	4,4	3,3	1,1
3 ^e .	Dijon.....	5.344	7.401	614	340	461	160
	P. o/o.....	77,5	93,0	8,7	4,3	6,6	2,0
4 ^e .	Nancy.....	6.338	14.238	1.036	510	817	283
	P. o/o.....	67,8	94,0	11,1	3,6	8,7	1,9
5 ^e .	Lille.....	13.270	14.769	1.466	692	1.123	291
	P. o/o.....	76,2	93,1	8,4	4,3	6,3	1,9
6 ^e .	Rouen.....	12.113	14.801	990	630	664	196
	P. o/o.....	83,8	94,5	6,8	4,0	4,5	1,2
7 ^e .	Nantes.....	23.468	14.974	1.139	533	616	116
	P. o/o.....	91,0	95,5	4,5	3,4	2,4	0,7
8 ^e .	Bordeaux.....	19.333	16.217	1.280	646	550	184
	P. o/o.....	90,1	94,8	6,0	3,8	2,6	1,1
9 ^e .	Toulouse.....	5.137	1.884	867	266	437	120
	P. o/o.....	76,8	92,4	13,0	5,0	6,6	2,3
10 ^e .	Marseille.....	6.184	5.600	960	328	1.029	153
	P. o/o.....	70,6	91,5	11,0	5,4	11,8	2,5
11 ^e .	Lyon.....	8.348	7.272	1.449	949	1.111	357
	P. o/o.....	70,4	83,4	12,2	10,1	9,3	4,0
	TOTAUX.....	132.983	117.650	13.268	6.231	8.979	2.419
	P. o/o.....	81,5	92,5	8,2	4,9	5,5	1,9

et le travail, d'après le nombre de leurs ouvriers.

ÉTABLISSEMENTS OCCUPANT								RÉCAPITULATION.		NOMBRE TOTAL des établisse- ments in- dustriels.	PROPOR- TIONNALITÉ p. o/o des éta- blisse- ments n'occupant pas plus de 10 ouvriers.
de 51 à 100 OUVRIERS.		de 101 à 200 OUVRIERS.		de 201 à 500 OUVRIERS.		plus de 500 OUVRIERS.		Avec un personnel mixte.	Personnel d'hommes adultes seulement.		
Avec un personnel mixte.	Personnel d'hommes adultes seulement.	Avec un personnel mixte.	Personnel d'hommes adultes seulement.	Avec un personnel mixte.	Personnel d'hommes adultes seulement.	Avec un personnel mixte.	Personnel d'hommes adultes seulement.				
679 2,3 1,2	110 1,2	269 0,9 0,5	42 0,5	151 0,5 0,1	9 0,1	42 0,1 0,1	10 0,1	29.469 100 100	9.320 100	38.789	81,0
159 1,5 0,2	26 0,2	64 0,6 "	8 "	34 0,3 "	 "	20 0,2 "	" "	11.035 100 100	10.269 100	21.304	91,0
231 3,3 0,3	23 0,3	141 2,0 0,2	17 0,2	96 1,4 "	1 "	33 0,5 "	" "	6.920 100 100	7.942 100	14.862	85,0
530 5,7 0,4	56 0,4	377 4,0 "	8 "	195 2,1 "	1 "	19 0,6 "	" "	9.342 100 100	15.126 100	24.468	84,0
673 3,8 0,5	72 0,5	534 3,0 0,1	21 0,1	312 1,8 "	2 "	79 0,5 "	1 "	17.457 100 100	15.851 100	33.308	34,1
365 2,5 0,2	38 0,2	200 1,5 0,1	15 0,1	102 0,7 "	5 "	30 0,2 "	" "	14.164 100 100	15.688 100	30.152	89,0
350 1,4 0,2	32 0,2	124 0,5 0,1	10 0,1	36 0,1 "	3 "	17 0,1 "	" "	25.750 100 100	15.668 100	11.418	92,8
183 0,9 0,2	26 0,2	66 0,5 "	6 "	17 0,1 "	3 "	7 "..... "	" "	21.436 100 100	17.082 100	38.518	92,0
144 2,2 0,2	13 0,2	57 0,9 "	2 "	24 0,4 "	2 "	6 0,1 "	" "	6.672 100 100	5.287 100	11.959	83,1
366 4,2 0,5	28 0,5	148 1,7 0,1	9 0,1	44 0,5 "	2 "	20 0,2 "	2 "	8.751 100 100	6.122 100	14.873	79,2
520 4,4 1,8	159 1,8	250 2,1 0,4	39 0,4	142 1,2 0,1	10 0,1	43 0,4 0,1	5 0,1	11.863 100 100	8.791 100	20.654	75,6
4.200 2,5 0,5	583 0,5	2.230 1,4 0,2	177 0,2	1.153 0,7 "	38 "	346 0,2 "	18 "	163.159 100 100	127.146 100	290.305	86,3

LA LOI SUR LES RESPONSABILITÉS DES ACCIDENTS

ET LES INDEMNITÉS EN CAS D'ACCIDENT MORTEL.

Une des principales critiques formulées contre la loi du 9 avril 1898 vise l'intérêt qu'auraient les chefs d'entreprise à n'employer que des célibataires, au détriment des hommes mariés et pères de famille, par suite de la différence de charges qu'entraîne l'accident mortel selon que la victime appartient à l'une ou l'autre catégorie. Or, cette différence de charges est en réalité de peu d'importance, eu égard à la totalité des dépenses occasionnées par l'ensemble des accidents. Si l'on applique, en effet, à la France les données statistiques des assurances obligatoires allemande et autrichienne, on peut prévoir qu'il surviendra, chaque année, dans l'ensemble de l'industrie, environ 100.000 accidents motivant indemnité, parmi lesquels 2.200 cas de mort seulement, soit 2,2 p. o/o du total des accidents.

Cette proportion de 2,5 p. o/o suffit déjà à faire prévoir que la dépense occasionnée par les cas de mort, qui sont les seuls pour lesquels intervienne la considération de l'état civil de la victime, ne peut être qu'une fraction relativement faible du total des indemnités. C'est ce qui explique pourquoi les sociétés d'assurance contre les accidents, opérant sur des grands nombres et ne tenant compte que des proportions relatives à l'ensemble, n'ont pas d'intérêt sérieux à tarifier différemment les industriels employant des célibataires et ceux employant des hommes mariés. La déclaration faite dernièrement à la Commission parlementaire d'assurance et de prévoyance sociales par le Syndicat des sociétés d'assurances à primes fixes confirme cette manière de voir. Elle montre également que, même si les compagnies voulaient établir des distinctions de ce genre, elles seraient dans l'impossibilité de le faire (1).

Voici d'ailleurs un tableau numérique qui permet de chiffrer en quelque sorte le grief sus énoncé. Ce tableau fait connaître, pour divers groupes d'industries, quelle serait l'économie maxima probable que réaliserait, annuellement, par 10.000 francs de salaires assurés, un chef d'entreprise qui emploierait *exclusivement des célibataires*.

Le calcul a été effectué au moyen des données statistiques fournies par le fonctionnement de l'assurance obligatoire contre les accidents, en Autriche.

On voit que, pour 10.000 francs de salaires, l'économie annuelle varie depuis 0 fr. 60 (travail des métaux ordinaires) jusqu'à 90 francs (carrières), ce dernier chiffre étant, d'ailleurs, tout à fait exceptionnel. Dans la plupart des industries, l'économie est insignifiante et n'atteint pas 20 francs par 10.000 francs de salaires.

(1) Bulletin d'avril, p. 355.

*Évaluation de l'économie réalisée annuellement dans diverses industries
par l'emploi exclusif des célibataires.*

(D'après les résultats statistiques de l'assurance obligatoire en Autriche, en 1895 et en 1896.)

INDUSTRIES.	DEPENSE TOTALE annuelle, par 10,000 francs de salaires, (Moyenne des années 1895 et 1896.) occasionnée par la réparation des accidents		DIFFÉRENCE.	ÉCONOMIE PROBABLE, par 10,000 francs de salaires, (Moyenne des années 1895 et 1896.) réalisée annuellement par les chefs d'entreprise qui n'employaient que des célibataires.		PROPORTION P. o/o de l'économie probable à la dépense totale.
	de toute nature.	non suivis de mort, seulement.				
	(A)	(B)	(A) - (B)	0,95 (A - B)		
	francs.	francs.	francs.	francs.		o/o
Minoterie	267,0	233,5	33,5	31,8		11,8
Carrières	474,5	377,3	97,2	92,4		19,6
Usines métallurgiques	225,0	206,4	18,6	17,7		7,8
Industries céramiques	110,5	95,6	14,9	14,2		3,0
Verrerie	59,0	48,6	10,4	9,9		16,8
Travail du fer et de l'acier	125,0	121,8	3,2	3,0		2,4
Travail des métaux ordinaires	69,0	68,4	0,6	0,6		0,9
Construction de machines	228,5	220,1	8,4	8,0		3,5
Mécanique fine	101,0	95,1	5,9	5,6		5,5
Fabriques de produits chimiques	161,5	147,5	14,0	13,3		0,8
Fabr. d'explosifs et d'allumettes	117,5	59,3	58,2	55,3		47,0
Fabriques de produits d'éclairage	129,5	117,9	11,6	11,0		8,5
Industrie de la soie	20,0	16,2	3,8	3,6		18,0
Industrie de la laine	48,5	44,2	4,3	4,1		8,5
Industrie du lin, chanvre, jute	84,5	78,8	5,7	5,4		6,4
Industrie du coton	58,0	53,7	4,3	4,1		7,0
Blanchiment, teinture et apprêt	72,0	63,6	8,4	8,0		11,2
Papeterie	168,0	153,5	14,5	13,8		8,2
Industries du cuir	100,0	94,1	5,9	5,6		5,6
Industries du bois	327,5	292,0	35,5	33,7		10,3
Industries alimentaires	164,0	146,6	17,4	16,5		10,0
Industries du vêtement	35,5	33,0	2,5	2,4		6,8
Entreprises de bâtiment	297,0	264,8	32,2	30,6		10,3
Imprimerie et lithographie	23,0	20,9	2,1	2,0		8,7

On voit que l'économie probable n'a pas été prise égale à la différence des colonnes (A) et (B), soit au total des indemnités relatives aux accidents mortels, mais à 95 p. o/o de ce total seulement. En effet, les indemnités funéraires et les pensions aux ascendants restent exigibles, même dans le cas de mort d'un célibataire. Les statistiques de l'assurance obligatoire permettent d'évaluer à 5 p. o/o au moins cette fraction des indemnités spéciales aux cas de mort.

LA RÉPARATION LÉGALE DES ACCIDENTS

TABLEAU COMPARATIF DES INDEMNITÉS ALLOUÉES

ALLEMAGNE. (Loi du 6 juillet 1884.)	AUTRICHE. (Loi du 28 décembre 1887.)	FRANCE. (Loi du 9 avril 1898.)
1 ^o INDEMNITÉ FUNÉRAIRE : 20 fois le salaire quotidien, sans pouvoir être inférieure à 30 marcs.	1 ^o INDEMNITÉ FUNÉRAIRE : Variable selon les usages de la localité. Maximum : 25 florins.	1 ^o INDEMNITÉ FUNÉRAIRE : 100 francs au maximum.
2 ^o PENSIONS : a) Veuve, 20 p. o/o du salaire annuel de la victime; b) Orphelins de père seulement, 15 p. o/o jusqu'à 15 ans accomplis; Orphelins de père et de mère, 20 p. o/o; La pension de veuve et les pensions d'orphelins ne peuvent dépasser 60 p. o/o du salaire. Réduction proportionnelle, dans le cas où ce maximum serait dépassé. c) Ascendants à la charge, 20 p. o/o du salaire. Maximum de l'ensemble des rentes aux ayants droit : 60 p. o/o du salaire.	2 ^o PENSIONS : a) Veuve (ou veuf s'il est incapable de travailler), 20 p. o/o du salaire annuel de la victime; b) Orphelins de père ou de mère : Légitimes, 15 p. o/o; Illégitimes, 10 p. o/o, jusqu'à 15 ans accomplis; Orphelins de père et de mère : Légitimes, 20 p. o/o; Illégitimes, 10 p. o/o. La pension de conjoint et celles d'orphelins ne peuvent dépasser 50 p. o/o du salaire. Réduction proportionnelle, le cas échéant; c) Ascendant à la charge, 20 p. o/o du salaire. Maximum de l'ensemble des rentes aux ayants droit : 50 p. o/o du salaire.	2 ^o PENSIONS : a) Conjoint survivant 20 p. o/o du salaire annuel de la victime; b) Orphelins légitimes ou naturels reconnus, jusqu'à 16 accomplis : Orphelins de père ou de mère, 15 p. o/o; 25 p. o/o 35 p. o/o ou 40 p. o/o, s'il en a 1, 2, 3 ou 4; Orphelins de père et de mère, 20 p. o/o. L'ensemble de ces rentes ne peut dépasser 40 p. o/o dans le premier cas, 60 p. o/o dans le second cas; c) Ascendants et descendants à la charge (s'il n'y a ni conjoints ni enfants), 10 p. o/o du salaire; maximum, 30 p. o/o. Maximum de l'ensemble des rentes aux ayants droit : 60 p. o/o du salaire.
<i>Dispositions relatives aux étrangers.</i> La loi reconnaît aux étrangers les mêmes droits qu'aux sujets allemands. Toutefois, si l'ayant droit quitte le territoire de l'Empire, la corporation peut se libérer vis-à-vis de lui par le versement d'un capital déterminé.	<i>Dispositions relatives aux étrangers.</i> La loi reconnaît aux étrangers les mêmes droits qu'aux sujets autrichiens. Toutefois, si l'ayant droit réside à titre permanent hors du territoire autrichien, l'établissement d'assurance peut substituer au service de la pension le versement d'un capital convenablement calculé.	<i>Dispositions relatives aux étrangers.</i> Les représentants d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français.

DU TRAVAIL DANS DIVERS PAYS.

AUX AYANTS DROIT DE L'OUVRIER TUÉ.

GRANDE-BRETAGNE.

(Loi du 6 août 1897.)

1° Si la victime laisse des personnes qui vivaient **TOTALEMENT** de son salaire, une **INDEMNITÉ EN CAPITAL** égale au total des salaires gagnés pendant les 3 années qui ont précédé l'accident :

Minimum: 3,750 francs;

Maximum: 7,500 francs.

2° Si la victime laisse des personnes qui vivaient **PARTIELLEMENT** de son salaire, l'indemnité est fixée à l'amiable, ou par l'arbitrage prévu dans la loi, de manière à tenir compte du préjudice causé;

3° Si la victime ne laisse aucun ayant droit, l'indemnité se réduit aux frais thérapeutiques et funéraires, avec maximum fixé à 250 francs.

ITALIE.

(Loi du 17 mars 1898.)

UNE INDEMNITÉ EN CAPITAL égale à 5 fois le salaire annuel de la victime.

A défaut d'héritiers, l'indemnité est versée à un **FONDS COMMUN SPÉCIAL** prévu par la loi. Ce fonds est employé à couvrir les insolvabilités; à subventionner les sociétés de secours mutuels qui se chargent des blessés pendant les 5 premiers jours après l'accident; à créer des primes en faveur des appareils préventifs; à subventionner les établissements d'assistance médicale aux blessés.

NORVÈGE.

(Loi du 23 juillet 1894.)

1° INDEMNITÉ FUNÉRAIRE :

50 couronnes.

2° PENSIONS :

a) Veuve (ou veuf s'il est incapable de travailler), 20 p. o/o du salaire annuel de la victime;

b) Orphelins légitimes ou naturels de père ou de mère, 15 p. o/o du salaire, jusqu'à 15 ans accomplis; orphelins de père et de mère, 20 p. o/o.

c) Ascendants à la charge, 20 p. o/o du salaire.

Maximum de l'ensemble des rentes aux ayants droit : 50 p. o/o du salaire.

*Dispositions
relatives aux étrangers.*

La loi ne distingue pas les étrangers des sujets du Royaume-Uni.

*Dispositions
relatives aux étrangers.*

La loi ne distingue pas les étrangers des Italiens.

*Dispositions
relatives aux étrangers.*

Les ayants droit qui, au moment de l'accident, ne résidaient pas sur le territoire norvégien, n'ont droit à aucune pension.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR ⁽¹⁾

DE QUELQUES PAYS D'EUROPE ⁽²⁾

Le tableau suivant donne les chiffres des importations et des exportations de l'année 1898, comparés avec ceux de 1897 :

DÉSIGNATION DES PAYS.	ANNÉE 1897.		ANNÉE 1898.	
	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS.	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS.
	francs.	francs.	francs.	francs.
Allemagne.....	5,778,300,000	4,487,400,000	6,318,800,000	4,625,200,000
Angleterre (Royaume-Uni)	11,375,400,000	5,907,000,000	11,869,100,000	5,886,300,000
Belgique.....	1,794,500,000	1,548,000,000	1,927,600,000	1,652,600,000
Espagne.....	639,000,000	908,960,000	501,800,000	838,300,000
France.....	3,956,000,000	3,598,000,000	4,376,200,000	3,503,200,000
Italie.....	1,191,600,000	1,091,700,000	1,336,000,000	1,181,200,000

NOTA. La valeur du *mark* allemand a été prise de 0 gr. 35838 d'or fin, soit 1 fr. 2345. Celle de la *livre sterling* a été prise de 7 gr. 3223 d'or fin, soit 25 fr. 2213.

(1) Commerce extérieur spécial non compris les métaux précieux.

(2) Extraits des renseignements détaillés publiés pour chacun de ces pays, d'après des documents officiels, par le *Bulletin de statistique et de législation comparée*.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en avril. — Le travail s'est maintenu très actif dans l'ensemble des industries. Par suite de l'abondance des commandes, la situation a paru exceptionnellement favorable aux ouvriers pour obtenir une hausse de salaires, aussi des grèves nombreuses ont été déclarées.

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'Etat dans 64 villes d'Allemagne constatent, par rapport au mois d'avril 1898, une diminution des demandes de travail des ouvriers dans 31 villes et une augmentation de ces demandes dans 25 villes.

Les placements effectués dans les 64 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	En-semble.	Hommes.	Femmes.	En-semble.	Hommes.	Femmes.	En-semble.
Avril 1898.	23.156	9.360	32.516	27.553	7.747	35.299	119,0	82,8	108,6
Avril 1899.	29.344	11.621	40.965	30.754	8.377	39.131	104,8	72,1	95,5

Grèves en avril. — 84 nouvelles grèves (contre 54 en mars dernier); dont 38 dans l'industrie du bâtiment, 11 dans les métaux, 9 dans le travail du bois et 12 dans l'industrie textile. A signaler une agitation dans les mines qui s'est traduite par une grève dans le bassin de la Saare (4,000 grévistes). La grève des ouvriers de l'industrie textile de Créfeld, qui a duré près de 4 mois, s'est terminée par le succès des ouvriers.

Transports de chemin de fer à prix réduits pour les placements municipaux. (1). — Depuis le 1^{er} avril 1898, des billets de 3^e classe à demi-tarif sont délivrés par les chemins de fer de l'Etat Wurtembourgeois aux ouvriers placés par un quelconque des bureaux de placement municipaux du Royaume, et qui se déplacent pour aller occuper leur emploi. Pour obtenir ce billet, il leur suffit de présenter le bulletin qui leur a été remis par le bureau à cet effet.

(1) *Labour gazette* d'après le *Soziale Dravis*.

Association pour la construction de maisons ouvrières à Posen (1). — Il s'est fondé à Posen, sous le nom de Société de bienfaisance, de construction et d'épargne, une société à responsabilité limitée qui s'est proposé de bâtir à Posen et dans les faubourgs pour les ouvriers et pour les personnes peu fortunées des habitations à bon marché et d'organiser des dépôts d'épargne; ces dépôts devront être utilisés principalement pour la construction de maisons de deux types : 1° de grandes maisons dont les logements seront donnés en location, mais qui resteront la propriété de la société; 2° des maisons de faible importance comprenant au plus trois logements et qui pourront devenir la propriété des sociétaires. Pour prévenir toute spéculation, la propriété de ces maisons ne peut être acquise par le sociétaire que quand il a versé un tiers du prix et après un stage de trois ans; de plus, pour éviter que le sociétaire devenu propriétaire n'élève le loyer des ouvriers qui prendraient ses logements à bail et ne leur fasse ainsi supporter tous les frais et l'intérêt de l'argent qui lui incomberait, le taux des locaux sera établi par le président et deux taxateurs.

Grâce aux avances consenties par la Caisse d'invalidité et de vieillesse de Posen, les difficultés provenant du manque de fonds ont été facilement aplanies: le comité de la Caisse d'assurance a prêté 100.000 marks à 3 p. 0/0 pour la construction des maisons le 22 mai 1895; puis ce prêt a été porté, le 11 décembre 1895, à 300.000 marks, puis à 500.000 marks en décembre 1897, avec un intérêt variant de 3 à 2 1/2 p. 0/0.

Le prêt consenti par la Caisse d'assurance peut être des deux tiers de la valeur de l'ensemble. En plus de l'intérêt à 2 1/2 p. 0/0, le petit propriétaire s'engage à verser 1 p. 0/0 pour l'amortissement. On espère ainsi arriver à fournir un logement sain et agréable pour 150 marks par an.

Le placement des sommes provenant des caisses d'épargne en Prusse pour les exercices 1897 et 1897-98 (1). — La statistique des caisses d'épargne prussiennes fait ressortir que les sommes en dépôt s'élèvent pour l'exercice 1897-98 à 4.967,69 millions de marks, non compris les sommes en réserve qui étaient de 350,13 millions de marks plus quelques autres fonds de moindre importance. Les fonds en caisse disponibles ont été de 78,14 millions de marks. 5.208,39 millions de marks ont été productifs d'intérêts et placés ainsi :

	EN 1897-98.		p. 0/0 de l'ensemble en 1897-98.	EN 1897-98. — Différence.
	Sommes. — Millions de marks.	p. 0/0 de l'ensemble.		
En hypothèques et prêts fonciers urbains.....	1.568,50	30,11	29,36	+ 0,75
En hypothèques et prêts fonciers ruraux.....	1.324,38	25,43	25,42	+ 0,01
En valeurs-papier au porteur.....	1.533,77	29,45	30,44	— 0,99
En créances sans caution.....	9,95	0,19	0,18	+ 0,01
En créances avec caution.....	154,89	2,97	3,10	— 0,13
En lettres de change.....	77,08	1,48	1,41	+ 0,07
Contre gages.....	69,98	1,34	1,41	— 0,07
En dépôts dans les établissements publics et les corporations.....	438,77	8,42	8,03	+ 0,39
En autres dépôts.....	31,07	0,60	0,64	— 0,04

(2) D'après le *Reichsanzeiger*.

Si maintenant on compare la répartition des placements de fonds suivant les provinces, on remarque que les placements en valeurs au porteur atteignent leur maximum avec 71,21 p. o/o de l'ensemble à Berlin et leur minimum avec 8,61 p. o/o dans le Schleswig-Holstein, la moyenne étant pour toute la Prusse de 29,45; les placements en hypothèques urbaines ont leur maximum, 40,77, dans Hesse-Nassau et leur minimum, 5,78, en Hohenzollern; en ce qui concerne les hypothèques et prêts fonciers ruraux, le maximum est en Hohenzollern avec 61,21 et le minimum dans la Prusse orientale, 13,91 p. o/o; d'ailleurs dans les provinces orientales, les placements en prêts fonciers sont inférieurs à la moyenne générale, tandis qu'ils lui sont supérieurs dans les provinces occidentales.

Si l'on considère, d'autre part, l'importance que présentent les placements des caisses d'épargne pour maintenir le crédit rural dans chaque province en particulier, on reconnaît que le rapport des prêts à la valeur des revenus fonciers s'établit ainsi :

RÉGIONS.	HYPOTHÈQUES et prêts fonciers ruraux.	PRODUIT NET de l'impôt foncier rural.	POUR 1 MARK de produit net de l'impôt foncier, les hypothèques et les prêts fonciers sont de :
Prusse orientale.....	13,83	24,71	0,56
Posen.....	21,10	22,33	0,95
Prusse occidentale.....	19,69	18,37	1,07
Silésie.....	82,86	53,41	1,55
Brandebourg.....	65,51	34,57	1,90
Poméranie.....	58,24	26,65	2,19
Hesse-Nassau.....	45,50	20,81	2,19
Prusse rhénane.....	113,43	47,19	2,40
Saxe.....	188,68	49,42	3,82
Hanovre.....	239,26	46,49	5,15
Schleswig-Holstein.....	201,39	36,39	5,53
Westphalie.....	265,77	26,91	9,87
ENSEMBLE (Hohenzollern non compris).....	1.315,26	407,24	3,23

Les placements faits par les caisses d'épargne ont produit un excédent d'intérêt de 46,78 millions de marks, soit 0,90 p. o/o; mais, d'autre part, les frais d'administration ont été de 8,75 millions de marks qu'il y aurait lieu de déduire de cette recette.

AUTRICHE-HONGRIE.

Les charges de l'assurance. Accidents en Autriche. — Le tableau ci-après fait connaître quelle a été, pendant les années 1893, 1894, 1895 et 1896, la dépense moyenne par 100 francs de salaire occasionnée par la réparation des accidents en vertu de la loi sur l'assurance obligatoire (1). Les chiffres sont donnés pour chacun des groupes d'industries assujetties à la loi, conformément à la classification officielle.

Pour l'intelligence du tableau, nous rappellerons que les industries assujetties sont astreintes à l'obligation de l'assurance auprès de *caisses mutuelles régionales* fonctionnant sous le contrôle direct de l'État. Le système financier adopté est le *système de couverture*, c'est-à-dire que les cotisations des assurés doivent couvrir non seulement les dépenses courantes, mais en outre les capitaux représentatifs des pensions liquidées au cours de chaque exercice. Les indemnités fixées par la loi sont les suivantes :

1° En cas de blessure entraînant incapacité de travail, une pension allouée à partir du début de la cinquième semaine qui suit l'accident, et pendant toute la durée de l'incapacité du travail. Cette pension est de 60 p. o/o du salaire, en cas d'incapacité totale. En cas d'incapacité partielle, elle est de 60 p. o/o du salaire perdu sans pouvoir dépasser toutefois 50 p. o/o du salaire total antérieur à l'accident.

2° En cas de mort, une indemnité funéraire au plus égale à 25 florins, une pension à la veuve ou au veuf, s'il est incapable de travail, égale à 20 p. o/o du salaire de la victime, une pension à chaque orphelin légitime, égale à 15 p. o/o du salaire et servie jusqu'à l'âge de 15 ans accomplis, une pension aux ascendants égale à 20 p. o/o du salaire. Pour les orphelins naturels, la pension est réduite à 10 p. o/o. Pour les orphelins de père et de mère, la pension est portée à 20 p. o/o. L'ensemble des rentes du conjoint et des orphelins ne peut dépasser 50 p. o/o du salaire.

Si l'on compare ces taux d'indemnités à ceux que prévoit la loi française du 9 avril 1898, on remarque :

1° Que la loi autrichienne ne prévoit ni frais médicaux ni frais pharmaceutiques ;

2° Qu'elle n'indemnise les blessés qu'à partir de la cinquième semaine, au lieu du cinquième jour. (En Autriche, pendant les quatre premières semaines, les blessés sont à la charge des caisses de maladie.)

3° Qu'elle alloue aux blessés atteints d'incapacité *permanente partielle* un taux de pension supérieur à celui de la loi française. La base d'évaluation de la pension est, en effet, dans tous les cas, de 60 p. o/o de la réduction de salaire. Lorsque la réduction de salaire dépasse cinq sixièmes, le blessé est, en principe, considéré comme frappé d'incapacité totale. D'après la loi française, au contraire, la pension d'incapacité permanente partielle n'est jamais que de 50 p. o/o de la réduction de salaire ;

4° Que la pension allouée en cas d'incapacité temporaire est supérieure à la pension correspondante d'après la loi française, Cette dernière est, en effet, de la moitié

(1) *Die Gebarung und die Ergebnisse der Unfallstatistik.* (Comptes rendus officiels de l'assurance-accidents, années 1893 1895.)

du salaire, tandis qu'en Autriche le blessé, contraint au chômage temporaire, reçoit la pension de 60 p. o/o du salaire.

Parmi ces différences entre la loi française et la loi autrichienne, les deux premières ont pour effet de rendre toutes choses égales d'ailleurs, la réparation des accidents plus onéreuse en France qu'en Autriche. Les deux dernières différences ont au contraire un effet inverse. Une analyse des charges qu'entraînent les diverses catégories d'accidents montre qu'en gros les deux effets se contre-balaçant. On en peut conclure par conséquent que, *pour des risques et des salaires égaux*, la dépense ne serait pas en France sensiblement différente de ce qu'elle est en Autriche.

Il ne s'agit ici que de la *prime pure*, c'est-à-dire de la dépense, abstraction faite des frais de gestion. En Autriche, les frais de gestion des caisses régionales s'élèvent à environ 12 p. o/o des primes pures, c'est-à-dire 12 p. o/o des dépenses portées au tableau ci-après.

Moyennes, par 100 francs de salaires assurés et par an, des charges résultant des accidents survenus pendant l'exercice correspondant. (Indemnités temporaires, frais funéraires, premiers arrérages des pensions et capitaux représentatifs des arrérages ultérieurs.)

GROUPES INDUSTRIELS.	DÉPENSE MOYENNE PAR 100 FRANCS DE SALAIRE ASSURÉ			
	EN			
	1893.	1894.	1895.	1896.
GROUPE I a.				
Exploitations agricoles et forestières avec emploi de moteurs.....	4,86	5,63	5,49	6,25
En particulier :				
Machines à battre.....	"	"	3,98	3,59
Hache-fourrage.....	"	"	11,01	13,88
GROUPE I b.				
Moulins.....	2,50	2,59	2,70	2,64
En particulier :				
Minoteries mécaniques.....	"	"	1,78	2,09
Moulins ordinaires.....	"	"	4,07	3,20
GROUPE II.				
Chemins de fer.....	1,55	1,45	1,18	1,04
En particulier :				
Chemins de fer avec locomotives..	"	"	1,19	1,07
Tranways à traction animale.....	"	"	0,89	1,41
GROUPE III.				
Usines métallurgiques et installations accessoires.....	1,88	2,42	2,50	2,00
En particulier :				
Acieries, hauts fourneaux, forges et laminiers.....	"	"	2,30	2,08

DÉPENSE MOYENNE PAR 100 FRANCS DE SALAIRE ASSURÉ
EN

GROUPES INDUSTRIELS.

	1893.	1894.	1895.	1896.
GROUPE IV a.				
Carrières.....	3,91	3,59	4,46	4,93
En particulier :				
Carrières à ciel ouvert.....	"	"	5,20	5,86
Carrières souterraines.....	"	"	3,98	2,16
GROUPE IV b.				
Extraction de terres et de minéraux divers (1).....	3,13	2,21	5,89	3,98
GROUPE IV c.				
Travail des pierres.....	1,22	1,46	1,32	1,70
En particulier :				
Taillleurs de pierre (dans les ateliers et les chantiers de construction).....	"	"	1,62	1,94
GROUPE IV d.				
Travail des terres.....	0,91	0,80	0,96	1,25
En particulier :				
Fabriques de porcelaine.....	"	"	0,17	0,39
Tuileries et briqueteries (y compris l'extraction de l'argile) :				
1° Mécaniques.....	"	"	1,52	2,34
2° Non mécaniques.....	"	"	0,95	1,19
GROUPE IV e.				
Fabrication et travail du verre....	0,42	0,53	0,47	0,71
En particulier :				
Verreries ordinaires.....	"	"	0,30	0,44
Polisseries de verre.....	"	"	0,16	0,35
Fabrique de verres à vitre.....	"	"	0,98	1,66
GROUPE V a.				
Travail des métaux nobles.....	0,50	0,69	0,65	0,67

(1) Ce groupe ne comprend pas les mines proprement dites. Ces dernières ont des caisses spéciales et ne sont pas assurées aux caisses régionales. Il ne s'agit ici que d'extraction de sable, d'argile, de terres colorantes, de talc, etc. Les caisses spéciales des mines, connues sous le nom de *Brudertaden*, assurent leurs membres non seulement contre les accidents, mais, en outre, contre la maladie et l'invalidité, quelle qu'en soit la cause. L'ensemble de ces services grève l'industrie minière d'une charge annuelle de 5.500.000 florins, pour 135.000 ouvriers environ. Une moitié de cette dépense est à la charge des patrons et l'autre moitié à la charge de l'ouvrier.

GROUPES INDUSTRIELS.	DÉPENSE MOYENNE PAR 100 FRANCS DE SALAIRE ASSURÉ			
	en			
	1893.	1894.	1895.	1896.
GROUPE V b.				
Fer et acier.....	1,18	1,18	1,17	1,33
En particulier :				
Fonderie (avec emploi de moteurs).....	"	"	1,16	3,12
Bijouterie et bimbeloterie de fer et d'acier.....	"	"	0,82	0,55
Maréchalerie et tôlerie.....	"	"	3,08	1,41
Serrurerie (avec moteurs).....	"	"	1,49	1,35
— (sans moteurs).....	"	"	0,64	0,97
Fabrication de vis et rivets.....	"	"	0,81	1,61
Taillanderie.....	"	"	0,97	0,51
GROUPE V c.				
Métaux ordinaires et alliages.....	1,03	0,95	0,70	0,68
En particulier :				
Impression, découpage et estampage de métaux (avec moteurs).....	"	"	0,22	0,89
Idem (sans moteurs).....	"	"	0,53	0,08
Bimbeloterie.....	"	"	0,09	0,38
Polissage des métaux (avec moteurs).....	"	"	0,81	2,43
Fabriques d'objets métalliques en général.....	"	"	1,07	0,65
GROUPE VI a.				
Machines, outils, instruments et appareils.....	1,71	2,00	2,38	2,19
En particulier :				
Chaudronnerie.....	"	"	4,12	4,43
Fabriques de machines agricoles...	"	"	1,83	1,48
Fabriques de locomotives.....	"	"	3,20	3,26
Fabriques de machines en général.....	"	"	2,53	2,31
Ateliers d'ajustage et de réparations (avec moteurs).....	"	"	1,84	2,17
Idem (sans moteurs).....	"	"	0,82	2,66
Fabriques d'outils.....	"	"	2,55	0,64
GROUPE VI b.				
Engins de transport.....	1,13	1,57	1,57	2,19
En particulier :				
Ateliers de constructions navales...	"	"	1,37	2,08
L'abrique de wagons.....	"	"	2,17	2,34
GROUPE VI c.				
Armes à feu.....	0,54	1,77	1,17	1,05
En particulier :				
Fabriques de canons de fusil.....	"	"	0,84	0,78

GROUPES INDUSTRIELS.	DÉPENSE MOYENNE PAR 100 FRANCS DE SALAIRE ASSURÉ en			
	1893.	1894.	1895.	1896.
GROUPE VI d.				
Instruments de physique et de chirurgie, d'horlogerie et d'éclairage.	0,92	1,52	1,05	0,97
GROUPE VI e.				
Instruments de musique.....	"	0,21	1,59	0,63
GROUPE VI f.				
Emploi de moteurs pour transports.				
Location de force motrice.....	1,95	2,10	3,01	2,82
GROUPE VII a.				
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques.....	1,62	1,18	1,27	1,96
En particulier :				
Fabriques de produits chimiques...	"	"	1,29	2,04
GROUPE VII b.				
Couleurs et matières colorantes ...	0,70	0,37	0,37	0,79
GROUPE VII c.				
Goudrons et résines.....	1,33	1,00	1,04	1,72
GROUPE VII d.				
Matières explosives et allumettes...	0,97	1,29	1,14	1,21
En particulier :				
Fabriques d'allumettes.....	"	"	0,64	0,45
GROUPE VII e.				
Déchets et engrais.....	1,01	1,84	1,21	0,93
En particulier :				
Fabriques d'engrais artificiels (avec moteurs).....	"	"	1,12	1,14
GROUPE VIII a.				
Produits pour le chauffage et l'éclairage.....	0,88	1,16	1,14	1,45
En particulier :				
Usines à gaz.....	"	"	0,69	1,69
Raffineries de pétrole.....	"	"	1,69	1,26

GROUPES INDUSTRIELS.	DÉPENSE MOYENNE PAR 100 FRANCS DE SALAIRE ASSURÉ			
	1893.	1894.	1895.	1896.
GROUPE VIII b.				
Huiles et graisses.....	1,35	1,29	0,72	1,48
En particulier :				
Fabriques d'huiles minérales, de produits lubrifiants, de paraffine (sans la fabrication des bougies).	"	"	0,48	1,83
GROUPE IX a.				
Soie.....	0,12	0,18	0,16	0,24
GROUPE IX b.				
Laine et autres fibres animales....	0,48	0,46	0,53	0,44
En particulier :				
Fabriques de feutre.....	"	"	1,24	1,11
Fabriques de lainages.....	"	"	0,41	0,31
Fabriques de draps.....	"	"	0,44	0,47
GROUPE IX c.				
Lin, étoupe, chanvre, jute.....	0,74	0,54	0,86	0,83
En particulier :				
Filatures de lin et d'étonpe.....	"	"	0,62	0,58
Filatures de chanvre et corderies :				
Avec moteurs.....	"	"	2,22	1,29
Sans moteurs.....	"	"	"	"
Filatures de jute.....	"	"	1,23	1,14
Tissages de jute.....	"	"	1,65	0,98
GROUPE IX d.				
Coton et mi-laine.....	0,52	0,50	0,61	0,55
En particulier :				
Filatures de coton.....	"	"	1,17	1,08
Tissages de coton (avec moteurs)...	"	"	0,29	0,24
Retorderies (sans filature), (avec moteurs).....	"	"	0,24	0,78
GROUPE IX e.				
Blanchiment, teinture, impression et apprêt.....	0,60	0,57	0,58	0,86
En particulier :				
Blanchisseries (avec moteurs).....	"	"	1,43	1,44
Teintureries (avec moteurs).....	"	"	0,47	0,90
Imprimeries et teintureries (avec moteurs).....	"	"	0,35	0,62
GROUPE IX f.				
Broderie, dentelle, tricot, lacets, etc.	0,57	0,19	0,20	0,20

GROUPES INDUSTRIELS.	DEPENSE MOYENNE PAR 100 FRANCS DE SALAIRE ASSURÉ			
	EN			
	1893.	1894.	1895.	1896.
GROUPE X a.				
Fabrication du papier et du carton.	1,24	1,35	1,65	1,71
En particulier :				
Fabriques de cellulose.....	"	"	1,82	1,33
Fabriques de pâte à papier et à carton.....	"	"	2,24	2,63
Papeteries et cartonneries.....	"	"	1,44	1,64
GROUPE X b.				
Travail du papier.....	0,51	0,98	0,41	0,98
GROUPE X c.				
Fabrication du cuir et des succédanés.	0,70	0,80	0,94	1,06
En particulier :				
Tanneries.....	"	"	0,86	0,97
GROUPE X d.				
Travail du cuir et des succédanés..	0,09	0,10	0,09	0,63
GROUPE X e.				
Caoutchouc, gutta-percha et celluloïd	0,59	0,31	0,51	1,16
GROUPE XI a.				
Travail du bois.....	3,10	3,04	3,28	3,27
En particulier :				
Scieries à vapeur.....	"	"	3,53	3,79
Scieries hydrauliques (avec scies circulaires.....	"	"	6,94	6,21
Scieries hydrauliques (sans scies circulaires.....	"	"	4,17	3,49
Abatage des arbres et transports..	"	"	14,27	9,69
Scies circulaires et à ruban.....	"	"	6,68	4,68
Découpage des bois.....	"	"	3,30	3,65
Ebénisterie (fabrication de meubles).	"	"	0,52	0,90
Idem (tapisserie).....	"	"	3,52	1,26
Menuiserie (avec moteurs).....	"	"	3,87	3,25
Idem (sans moteurs).....	"	"	1,29	0,65
GROUPE XI b.				
Vannerie et broserie.....	0,59	0,36	0,62	0,00
GROUPE XI c.				
Travail de la corne, de l'écume, etc.	0,53	0,23	0,20	0,13

GROUPES INDUSTRIELS.	DÉPENSE MOYENNE PAR 100 FRANCS DE SALAIRE ASSURÉ			
	en			
	1893.	1894.	1895.	1896.
GROUPE XII a.				
Produits alimentaires	1,36	1,42	1,45	1,18
En particulier :				
Sucreries	"	"	1,17	0,61
Raffineries	"	"	2,33	2,12
GROUPE XII b.				
Boissons	1,60	1,74	1,84	2,09
En particulier :				
Distilleries (avec moteurs)	"	"	0,61	1,19
Brasseries et malteries attenantes...	"	"	2,02	2,11
Fabriques d'alcool de levure sèche..	"	"	0,82	2,60
Raffineries d'alcool	"	"	2,74	3,14
GROUPE XII c.				
Tabac	0,13	0,06	0,05	0,02
GROUPE XIII a.				
Vêtement	0,30	0,40	0,48	0,23
En particulier :				
Fabriques de chapeaux	"	"	0,52	0,11
Fabriques de chaussures (avec moteurs)	"	"	0,51	0,15
Idem (sans moteurs)	"	"	0,06	0,14
GROUPE XIII b.				
Nettoyage	1,56	0,40	0,24	0,53
GROUPE XIV a.				
Entreprises de construction	2,77	2,94	2,91	3,03
En particulier :				
Constructions en élévation	"	"	2,93	3,03
Travaux hydrauliques	"	"	2,98	3,62
GROUPE XIV b.				
Industrie du bâtiment	3,99	3,49	4,44	4,84
En particulier :				
Maçons	"	"	2,84	3,27
Charpentiers	"	"	6,25	7,02

GROUPES INDUSTRIELS.	DÉPENSE MOYENNE PAR 100 FRANCS DE SALAIRE ASSURÉ			
	en			
	1893.	1894.	1895.	1896.
GROUPE XIV c.				
Industries accessoires du bâtiment..	4,61	2,84	3,48	3,04
En particulier :				
Badigeonneurs.....	"	"	2,39	3,29
Serruriers.....	"	"	4,24	2,75
Couvreurs.....	"	"	9,00	6,64
Peintres.....	"	"	4,10	3,33
GROUPE XV.				
Industries polygraphiques.....	0,24	0,27	0,21	0,25
En particulier :				
Imprimeries et lithographies (avec moteurs).....	"	"	0,20	0,23
Idem (sans moteurs).....	"	"	0,48	0,29
<i>Industries assurées en vertu de la loi du 20 juillet 1894.</i>				
I. Entreprises de transports par terre.	"	"	2,36	3,37
En particulier :				
Fiacres, voitures de louage.....	"	"	0,48	1,75
Omnibus.....	"	"	0,86	3,71
Lourd camionnage.....	"	"	5,75	5,88
II. Entreprises de transports par eau.	"	"	1,50	3,15
En particulier :				
Bateaux à vapeur.....	"	"	1,13	3,82
Radeaux flottants.....	"	"	1,74	2,67
III. Entreprises de balayage et de nettoyage des rues.....	"	"	0,01	0,16
IV. Entretien des bâtiments.....	"	"	3,15	1,89
En particulier :				
Entreprises de dragage des rivières et canaux et de curage des égouts.	"	"	4,10	3,37
Ramonage des cheminées.....	"	"	2,19	1,37
V. Sapeurs-pompiers.....	"	"	2,16	1,93
VI. Théâtres.....	"	"	0,31	0,10
VII. Magasins et entrepôts.....	"	"	2,38	2,68
ENSEMBLE DES INDUSTRIES....	1,43	1,50	1,56	1,63

BELGIQUE.

Revue du travail en avril (1). — La grève générale des mineurs n'a pas arrêté d'autres industries, l'offre des charbons étrangers ayant été quasi instantanée. Les intempéries tardives et une grève importante (1.200 chômeurs) ont nui à la *briqueterie*. Excellente situation pour la *verrerie*, la *métallurgie*, la *construction mécanique*, le *bâtiment* et le *vêtement*, avec un peu de faiblesse chez les *tailleurs*, toutefois. Crise dans la préparation des *peaux de lapin* : la matière première manque. Légère amélioration dans le *coton*. Reprise sérieuse dans la *laine*.

Les grèves en avril (1). — Onze grèves nouvelles en avril, avec 4.200 chômeurs, en plus de la grève générale des mineurs, celle-ci avec 60.000 grévistes environ (voir plus loin). Quatre de ces grèves dans l'industrie textile. Plusieurs grèves collectives, dont celle des cloutiers de l'ontaine-l'Évêque (5 établissements) et des briquetiers de Bruxelles (50 chantiers).

Le but des grèves nouvelles est, dans huit cas, l'augmentation des salaires ; dans les quatre autres cas, il est, respectivement : la réintégration d'un ouvrier congédié, celle d'un contremaître congédié, le renvoi de deux apprentis et l'opposition à la modification d'un règlement d'atelier en vigueur.

Sur 7 grèves terminées, 3 succès (600 grévistes) et 4 échecs (1.291 grévistes).

La grève générale des mineurs (1). — À diverses reprises, depuis deux ans, la Fédération nationale des mineurs belges avait voté des résolutions tendant à une augmentation générale des salaires pour les ouvriers de charbonnages, à raison des hausses successives des charbons. La question de la grève générale avait été plusieurs fois agitée, mais le moment de déclarer cette grève avait été jugé inopportun : le principe en avait toutefois été affirmé par une proclamation invitant les mineurs à se préparer à ce conflit. Des démarches avaient également été faites auprès des directeurs de charbonnages, mais ceux-ci avaient refusé de traiter avec la Fédération, tout en opérant, d'ailleurs, spontanément, des augmentations sérieuses et successives.

Le lundi 10 avril, un mouvement gréviste prit naissance à Seraing (bassin de Liège), et, dans le courant de cette semaine, il se propagea à une huitaine de sièges,

(1) Renseignements dus à l'obligeance de M. le docteur Vercruyse, chef de bureau à l'Office du travail de Belgique.

dépendant de trois sociétés et répartis sur une vingtaine de kilomètres carrés. Le nombre des grévistes s'élevait, au bout de la semaine, à 2.000 environ. Le 14 avril, une autre grève partielle fut déclarée par 400 ouvriers, dans un charbonnage du bassin de Charleroi, tendant, comme la précédente, au relèvement des salaires : les premiers réclamaient 20 p. o/o ; les seconds, 30 p. o/o.

Le dimanche 16 avril, la Fédération nationale des mineurs, réunie extraordinairement à Charleroi, vint changer le caractère de ces mouvements locaux en décidant la grève générale immédiate et la revendication d'une augmentation de salaire de 20 p. o/o. Les quatre fédérations régionales se réunirent le lendemain pour rectifier cette décision qu'elles propagèrent aussitôt par voie d'affiches dans leurs ressorts respectifs.

L'appel fut écouté partout mais avec un empressement variable. Dans le bassin de Charleroi, dès le 21 mai, le nombre des grévistes atteignait 21.000, chiffre aux environs duquel il restait à peu près stationnaire.

Dans le bassin du Centre il s'élevait, à la même date, à 12.000, mais commençait à décroître dès le 27.

Dans le bassin du Borinage au contraire, il n'y avait, le 21 avril, que 3.500 grévistes ; mais ce nombre s'élevait à 10.800 le 24, à 15.000 le 27 pour redescendre aux environs de 10.000 le 4 mai. Dans le bassin de Liège enfin, il y avait, le 17 avril, 2.700 grévistes ; le 24 avril, 10.500 ; le 3 mai, 12.000 ; le 8 mai, 13.000. Dans les 4 bassins réunis, le chiffre total des grévistes a oscillé du 24 avril au 8 mai entre 52.000 et 60.000.

Partout, d'ailleurs, la grève est restée à peu près exempte de désordres : les infractions à la liberté du travail ont été peu nombreuses et, pour la plupart, purement individuelles.

Dès les premiers jours, le Parti ouvrier (socialiste) prenait le grève sous son patronage et organisait d'innombrables meetings, préconisant le chômage pacifique.

Le Gouvernement de son côté ne restait pas inactif : le 20 avril, un arrêté royal convoquait toutes les sections charbonnières des conseils de l'industrie et du travail du royaume pour le dimanche suivant : les membres patrons et ouvriers composant ces conseils étaient invités à examiner ensemble la situation des salaires dans l'industrie houillère.

Cette première consultation, d'où l'on espérait voir sortir la conciliation, demeura sans résultat. A la Chambre des représentants, le Ministre de l'industrie et du travail, M. Cooreman, interpellé sur la grève par le député socialiste, M. Furnémont, constata que les séances des conseils de l'industrie n'avaient pu aboutir à aucun arrangement par suite de l'attitude des délégués ouvriers, qui, liés envers leurs mandants par un mandat impératif, s'étaient contentés de formuler une demande d'augmentation de 20 p. o/o des salaires, sans discuter les chiffres apportés aux séances par les membres-patrons, et par lesquels ceux-ci prétendaient établir que cette augmentation était impossible, les salaires ayant été en fait augmentés parallèlement à la hausse des charbons. Le Ministre annonça en même temps qu'il était disposé à réunir à nouveau les conseils de l'industrie et du travail, pour renouveler la tentative de conciliation et même à envoyer aux séances des délégués du Gouvernement, compétents et impartiaux, pour aider les parties à s'entendre, — mais à la condition expresse que les membres ouvriers de ces conseils en fissent la demande, en se déclarant dégagés de tout mandat impératif. — Cette

déclaration fut approuvée par la Chambre à une forte majorité et la procédure indiquée par le **Ministre** fut suivie par les membres de plusieurs conseils.

Cette seconde réunion a eu lieu le 14 mai : déjà, au cours de la semaine antérieure, le nombre des grévistes était en forte décroissance. Il semble que l'accord soit sur le point de se faire sur une majoration de salaire de 5 p. o/o.

La coopération de production à Bruxelles. — Atelier de chômage du Syndicat des ouvriers passementiers (1). — Cet atelier date de 1887 et fut établi à la suite d'une grève considérable qui éclata vers 1886, pour le maintien des salaires, et qui échoua après une lutte très longue. Il se trouve, actuellement, rue de l'Escalier, après avoir été rue Steenpoort.

Il occupe 22 personnes dont 2 ouvrières ; une ouvrière travaille à domicile.

Ces ouvriers sont des sans-travail ou des travailleurs mis à pied à la suite de grèves. Tous appartiennent au syndicat des passementiers qui existe depuis 1852.

Les ouvriers chômeurs du syndicat sont tous placés, tant qu'il y a de la besogne, dans l'atelier de chômage. Quand celui-ci ne peut les occuper, c'est la caisse de chômage du syndicat qui les soutient.

La semaine de travail a une durée extrêmement variable, de 45 h. 1/2 à 53 h. 1/2.

Les ouvriers gagnent 50 centimes l'heure, les adhérents ou demi-ouvriers 35 centimes l'heure et les enfants 10 centimes l'heure.

Pour obtenir le salaire de 50 centimes, c'est-à-dire devenir un ouvrier fait, l'adhérent doit passer, avec succès, un examen technique. Le syndicat ouvrier n'admet pour apprentis que des fils de membres syndiqués. Les adhérents sont groupés en section du syndicat et sont au nombre de 40.

L'atelier de chômage du syndicat des passementiers a ouvert un magasin où il vend, en détail, au public. Le chiffre d'affaires était l'an dernier de 2.000 à 2.400 francs par mois. On évalue à une vingtaine de mille francs la valeur du matériel et des marchandises en magasin.

(1) D'après les *Coopérateurs belges*.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en avril (1). — Nouvelle amélioration en avril dans toutes les industries importantes; le chômage des syndiqués est le plus réduit qui ait été constaté à aucune époque depuis le mois de juin 1890.

2,10 p. o/o de chômeurs dans 123 trade-unions groupant 495.496 membres, contre 2,5 p. o/o en mars 1899 et 2,9 p. o/o en avril 1898.

5,19 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers employant 385.456 mineurs, contre 5,69 en mars 1899 et 4,98 en avril 1898.

Ces derniers chiffres ne portent pas sur les puits du pays de Galles qui étaient atteints par la grève en avril 1898.

375 hauts fourneaux en marche à la fin d'avril 1899, avec 24.630 ouvriers contre 377 en mars 1899 et 340 en avril 1898.

95 p. o/o du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton et 88 p. o/o dans les tissages avec 79.300 ouvrières, femmes et filles, contre 96 et 87 p. o/o en mars 1898 et 89 et 67 p. o/o en avril 1898.

Sur 155.850 travailleurs pour lesquels des renseignements sont fournis, baisse de salaire de 1 fr. 44 par semaine en moyenne, pour 250 ouvriers et hausse de 1 fr. 05 pour 155.600 ouvriers dont 129.498 dans les mines et 16.292 dans le bâtiment. Cette hausse a été obtenue pour 5.000 ouvriers par grève, pour 6.500 par conciliation ou arbitrage et le surplus, pour 144.300, par négociation directe entre patrons et ouvriers.

Placement gratuit (2). — 1.552 demandes et 822 offres d'emplois en avril 1899, contre 1.796 et 836 en mars 1899 et 1.544 et 1.028 en mars 1898; 316 placements à demeure et 575 en extra, soit ensemble 891 contre 947 en mars 1899 et 1.394 en avril 1898.

Grèves en mars. — 63 nouvelles grèves en avril avec 13.341 chômeurs, contre 53 avec 13.827 en mars 1899, et 44 avec 130.528 en avril 1898, dont 100.000 mineurs Gallois: 21 grèves dans le bâtiment, 10 dans les mines et carrières, 9 dans les métaux, 9 dans les textiles. Sur 61 grèves terminées, anciennes et nouvelles avec 10.343 grévistes, 13 succès (avec 3.580 grévistes), 20 transactions (avec 2.880 grévistes), 15 échecs (avec 2.362 grévistes) et trois grèves dont le motif reste à régler.

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

(2) Sur les 10 bureaux de placement qui ont fourni des renseignements au *Labour Department* en avril, 6 sont situés à Londres et 4 en province, Ipswich, Plymouth, Liverpool et Glasgow.

COLONIES BRITANNIQUES.

AUSTRALIE.

La durée du travail des employés de magasins(1). — Aux termes d'une loi récente de l'Australie occidentale, promulguée le 28 octobre 1898, et s'appliquant à un certain nombre de districts spécifiés, tous les magasins, sauf des exceptions énumérées, doivent être fermés de 6 heures du soir à 8 heures du matin. Cependant le magasinier peut tenir sa boutique ouverte jusqu'à 10 heures du soir le mercredi ou le samedi (à condition que ce jour ne soit pas celui du demi-congé accordé au personnel). Les exceptions dont il a été parlé comprennent les boutiques de pharmaciens, bouchers, et débits de boissons, etc... ; en ce qui concerne l'ouverture du matin, les employés des laitiers, bouchers, marchands de légumes, fruitiers et boulangers peuvent commencer le travail avant 8 heures du matin. Tous les employés doivent jouir d'une heure pleine de repos pour le repas de midi et pour le goûter du samedi soir ainsi que d'une demi-journée de congé par semaine. Les femmes, adolescents ou enfants ne doivent pas travailler dans ou pour le magasin pendant plus de 48 heures par semaine, non compris les heures de repas.

Les garçons coiffeurs ont une demi-journée de congé hebdomadaire et ne doivent pas travailler après 7 h. 30 du soir sauf les samedis et la veille de certaines fêtes : le travail peut alors se prolonger jusqu'à 10 heures du soir.

Des inspecteurs spéciaux veilleront à l'application de la loi. Les contraventions seront punies d'amende.

ITALIE.

Les Grèves en 1897 (2). — 217 grèves ont été déclarées en 1897 dans l'industrie italienne (3); 76.570 ouvriers y ont pris part et le nombre des journées de travail perdues s'est élevé à 1.113.535, soit, par gréviste, un chômage moyen de 14 jours et demi.

Si l'on fait abstraction de la grève des ouvriers et ouvrières en tresses de paille des environs de Florence, à laquelle ont participé 41.550 grévistes et qui représente à elle seule 623.250 journées de chômage, les chiffres ci-dessus se réduisent à 216, 35.020 et 490.285, mais la durée moyenne du chômage par gréviste reste à 14 jours.

(1) *Labour gazette*.

(2) *Statistica degli scioperi* (1897). Pour les années précédentes, voir *Bulletin* de 1898, p. 222 1897, p. 269; 1896, p. 574; 1895, p. 250.

(3) Non compris les grèves agricoles et les *lock-out*.

104 grèves (48 p. o/o) ont duré moins de trois jours, 56 (26 p. o/o) de quatre à dix jours, et 56 (26 p. o/o) plus de dix jours.

124 de ces grèves ont eu lieu dans la période de mai à octobre (six mois) et 93 dans la période de novembre à mai.

Le tableau suivant en donne la répartition par provinces :

	NOMBRE	
	de grèves.	de grévistes.
Lombardie	72	12.306
Piémont	48	6.948
Émilie.....	29	4.114
Toscane.....	16	43.518
Sicile.....	15	2.239
Latium.....	11	1.823
Campanie.....	9	2.114
ENSEMBLE.....	200	73.062
Autres provinces.....	17	3.508
TOTAL.....	217	76.570

Les provinces les plus éprouvées : la Lombardie, le Piémont, l'Émilie et la Toscane comprennent 79 p. o/o du nombre total des grèves et 87,5 p. o/o des grévistes.

Les grèves se répartissent, par industries, de la façon suivante :

	NOMBRE	
	de grèves.	de grévistes.
Tisseurs, fileurs, cardeurs.....	72	15.340
Mines, solfatares et carrières (Ouvriers des).....	10	1.261
Mécaniciens	9	425
Journaliers.....	19	2.858
Maçons, tailleurs de pierres, paveurs, marbriers.....	16	2.331
Tuiliers.....	9	794
Corroyeurs.....	8	974
Chapeliers et tresseurs de paille.....	6	42.017
Industries diverses.....	68	10.570
TOTAUX.....	217	76.570

Le classement de ces mêmes grèves suivant leurs causes et leurs résultats est résumé dans le tableau ci-dessous. La grève des ouvriers en tresses de paille de la

Toscane, causée par une demande d'augmentation de salaire et terminée par une transaction, n'y est pas comprise.

CAUSE OU OBJET des GRÈVES.	NOMBRE					RÉSULTATS.						
	de GRÈVES. P. o/o du nombre total des grèves.	de GRÈVES. P. o/o du nombre total des grévistes.	de GRÈVES. P. o/o du nombre total des grévistes.	de GRÈVES. P. o/o du nombre total des grévistes.	RÉSISTE complète. P. o/o du total des grèves par cause.	RÉSISTE partielle. P. o/o du total des grèves par cause.	RÉSISTE partielle. P. o/o du total des grèves par cause.	RÉSISTE partielle. P. o/o du total des grèves par cause.	RÉSISTE partielle. P. o/o du total des grèves par cause.	RÉSISTE partielle. P. o/o du total des grèves par cause.	TOTAUX par cause.	P. o/o.
Pour une augmentation de salaire.....	105	49	10.000	54	28	26	37	36	40	38	106	100
Pour une diminution de la journée de travail..	16	7,5	3.551	10	8	50	5	30	3	20	16	100
Contre une réduction de salaire.....	27	12	4.426	13	10	37	6	22	11	44	27	100
Contre une augmentation des heures de travail..	1	0,5	230	1	"	"	"	"	1	100	1	100
Autres causes.....	67	31	7.804	22	24	36	11	16	32	68	67	100
TOTAUX.....	216	100	35.020	100	70	33	59	27	87	40	216	100

Il résulte de ce tableau que 133 grèves (61 p. o/o) ont été déterminées par les questions de salaire; 122 (56 p. o/o) ont eu pour but d'obtenir des améliorations aux conditions du travail, et 28 (13 p. o/o) de résister à l'aggravation de ces mêmes conditions. Les 67 autres comprennent des questions de discipline, de solidarité, des demandes de renvoi de directeurs et de contremaîtres, des réclamations au sujet de la qualité des matières premières, etc.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Arrêté du Ministre de l'intérieur, en date du 17 avril 1899, nommant des membres de la commission chargée d'établir les tables de mortalité et de morbidité applicables aux sociétés de secours mutuels.

(J. O. du 25 avril 1899.)

Décret du 20 avril 1899 modifiant la nomenclature des tableaux A et C annexés au décret du 13 mai 1893, complété par celui du 21 juin 1897, relatif à l'emploi des enfants, des filles mineures et des femmes aux travaux dangereux ou insalubres.

(J. O. du 28 avril 1899.)

Exécution des articles 12 et 13 de la loi du 2 novembre 1892, ainsi conçus :

« Art. 12. — Les différents genres de travail présentant des causes de danger, ou excédant les forces,

ou dangereux pour la moralité, qui seront interdits aux femmes, filles et enfants, seront déterminés par des règlements d'administration publique.

« Art. 13. — Les femmes, filles et enfants ne peuvent être employés dans les établissements insalubres ou dangereux, où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé que sous les conditions spéciales déterminées par des règlements d'administration publique pour chacune de ces catégories de travailleurs »;

Sur l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures et de la Commission supérieure instituée par l'article 22 de la loi précitée, le Conseil d'État entendu :

ART. 1^{er}. — La nomenclature des tableaux A et C annexés au décret du 13 mai 1893, relatif à l'emploi des enfants, des filles mineures et des femmes, aux travaux dangereux ou insalubres, est modifiée conformément aux tableaux annexés au présent décret.

TABLEAU A. — Article à supprimer dans la nomenclature du décret du 13 mai 1893.

TRAVAUX.	RAISON DE L'INTERDICTION.
Triperies annexes des abattoirs.	Émanations nuisibles.

TABLEAU C. — Article à modifier dans la nomenclature du décret du 13 mai 1893.

ÉTABLISSEMENTS.	CONDITIONS.	MOTIFS.
Abattoirs publics et annexes.	Les enfants au-dessous de 16 ans ne seront pas employés dans les abattoirs et annexes.	Dangers d'accidents et de blessures.

Décret du 1^{er} mai 1899 faisant application à l'Algérie, avec des dispositions additionnelles, de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels.

ART. 1^{er}. Les décrets des 13 décembre 1852, 28 janvier 1861 et 18 juillet 1864, sur les sociétés de secours mutuels en Algérie, sont rapportés.

ART. 2. La loi du 1^{er} avril 1898 sera promulguée en Algérie et elle y sera appliquée, y compris les dispositions additionnelles suivantes :

- Les indigènes arabes ou berbères seront éligibles aux fonctions d'administrateurs.
- Les sociétés de secours mutuels pourront obtenir l'assistance judiciaire dans les conditions déterminées par le décret du 2 mars 1859.
- Les statuts des sociétés qui se formeront en territoire de commandement, ainsi que la liste des adhérents à ces sociétés, seront déposés à la division; l'extrait des statuts sera affiché à la porte de la division et à celle de la mairie de la commune où la société aura son siège.
- L'acceptation des dons et legs mobiliers faits aux sociétés libres dont la circonscription comprend des communes appartenant aux deux territoires du même département sera autorisée par le gouverneur général lorsqu'il n'y aura pas réclamation des héritiers du testateur.
- La gestion des caisses autonomes que les sociétés pourront constituer soit pour con-

stituer, soit pour servir des pensions de retraites, soit pour réaliser l'assurance en cas de vie, de décès ou d'accident, sera soumise à la vérification de l'inspection des finances et au contrôle des agents du service des contributions diverses.

f) Les communications des préfets et des généraux de division chargés de l'administration des territoires de commandement avec le ministre de l'intérieur auront lieu, en ce qui concerne les sociétés de secours mutuels, par l'intermédiaire du gouverneur général de l'Algérie.

Ce dernier adressera chaque année au ministre un rapport d'ensemble sur la situation des dites sociétés.

Décret du 2 mai 1899, portant règlement d'administration publique sur l'élection des représentants des sociétés de secours mutuels au conseil supérieur institué par la loi du 1^{er} avril 1898.

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre de l'intérieur et des cultes,

Vu la loi du 1^{er} avril 1898, sur les sociétés de secours mutuels et, en particulier, l'article 34, ainsi conçu :

« Il est institué près le ministère de l'intérieur un conseil supérieur des sociétés de secours mutuels. Ce conseil est composé de trente-six membres, savoir :

.....
« Dix-huit représentants de sociétés de secours mutuels, dont six appartenant aux sociétés libres élus par les délégués des sociétés dans des formes qui seront déterminées par un règlement d'administration publique.

« Chaque représentant des sociétés approuvées sera élu par un collège comprenant un certain nombre de départements.

« Cette division sera faite par le règlement d'administration publique à intervenir, de telle sorte que chaque collège comprenne un nombre à peu près égal de mutualistes.

« Tous les membres sont nommés pour quatre ans ; leurs pouvoirs sont renouvelables.

..... » ;

Vu le décret du 24 mars 1899, qui rend applicable à l'Algérie la loi du 1^{er} avril 1898 ;

Le Conseil d'État entendu :

ART. 1^{er}. Les représentants du conseil supérieur des sociétés de secours mutuels doivent être Français, âgés de trente ans au moins, non déchus de leurs droits civils et civiques ; les femmes mariées doivent être pourvues des autorisations de droit commun. Ils doivent, en outre, avoir été, pendant cinq ans au moins, membres du conseil d'administration d'une société de secours mutuels.

ART. 2. Les collèges appelés à élire les douze représentants des sociétés approuvées sont constitués ainsi qu'il suit :

1^{er} collège. — Seine, Paris : Sociétés municipales, sociétés inscrites, à l'exception de la « France prévoyante » jusques et y compris les sociétés dont les dénominations commencent par la lettre L au tableau alphabétique annexé au rapport annuel prévu par l'article 35 de la loi susvisée du 1^{er} avril 1898.

2^e collège. — Seine, Paris : Sociétés inscrites audit tableau à partir de la lettre M.

3^e collège. — Seine, Paris : Société dite « la France prévoyante » ; communes suburbaines, Seine-et-Oise.

4^e collège. — Aisne, Ardennes, Nord, Pas-de-Calais.

5^e collège. — Aube, Belfort (territoire de), Côte-d'Or, Doubs, Marne, Haute-Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Haute-Saône, Saône-et-Loire, Seine-et-Marne, Vosges.

6^e collège. — Ain, Isère, Jura, Rhône, Savoie, Haute-Savoie.

7^e collège. — Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche, Bouches-du-Rhône, Drôme, Var, Vaucluse, Corse, Alger, Constantine, Oran.

8^e collège. — Allier, Cantal, Cher, Corrèze, Creuse, Indre, Loir-et-Cher, Loire, Haute-Loire, Loiret, Nièvre, Puy-de-Dôme, Vienne, Haute-Vienne, Yonne.

9^e collège. — Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute-Garonne, Gers, Hérault, Lot, Lozère, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Tarn, Tarn-et-Garonne.

10^e collège. — Charente, Charente-Inférieure, Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Basses-Pyrénées.

11^e collège. — Côtes-du-Nord, Finistère, Ile-et-Vilaine, Indre-et-Loire, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Mayenne, Morbihan, Sarthe, Deux-Sèvres, Vendée.

12^e collège. — Calvados, Eure, Eure-et-Loir, Manche, Oise, Orne, Seine-Inférieure, Somme.

ART. 3. Les collèges appelés à élire les six représentants des sociétés libres sont constitués ainsi qu'il suit :

1^{er} collège. — Seine, Paris : Sociétés inscrites au tableau alphabétique ci-dessus mentionné jusques et y compris les sociétés dont les dénominations commencent par la lettre R.

2^e collège. — Seine, Paris : Sociétés inscrites au tableau alphabétique à partir de la lettre S.

Seine, communes suburbaines.

Aisne, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Seine-et-Oise, Somme.

3^e collège. — Ain, Allier, Ardennes, Aube, Belfort (territoire de), Cher, Côte-d'Or, Creuse, Doubs, Eure-et-Loir, Haute-Marne, Haute-Saône, Indre, Indre-et-Loire, Jura, Loire, Loiret, Loir-et-Cher, Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Nièvre, Puy-de-Dôme, Saône-et-Loire, Seine-et-Marne, Yonne.

4^e collège. — Alpes-Maritimes, Ardèche, Basses-Alpes, Drôme, Haute-Loire, Hautes-Alpes, Haute-Savoie, Isère, Rhône, Savoie.

5^e collège. — Calvados, Charente, Charente-Inférieure, Corrèze, Côtes-du-Nord, Deux-Sèvres, Dordogne, Eure, Finistère, Gironde, Haute-Vienne, Ile-et-Vilaine, Loire-Inférieure, Lot-et-Garonne, Maine-et-Loire, Manche, Mayenne, Morbihan, Orne, Sarthe, Seine-Inférieure, Vienne, Vendée.

6^e collège. — Alger, Ariège, Aude, Aveyron, Basses-Pyrénées, Bouches-du-Rhône, Cantal, Constantine, Corse, Gard, Gers, Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, Hérault, Landes, Lot, Lozère, Oran, Pyrénées-Orientales, Tarn, Tarn-et-Garonne, Var, Vaucluse.

ART. 4. Le nombre des délégués, membres du collège électoral est calculé sur le chiffre total des membres honoraires et participants des sociétés, et dans les proportions suivantes :

Jusqu'à 100 membres, un délégué ;

De 101 à 300 membres, deux délégués ;

De 301 à 600 membres, trois délégués ;

De 601 à 1,000 membres, quatre délégués ;

De 1,001 à 2,000 membres, cinq délégués ;

Au-dessus de 2,000 membres, le nombre de cinq délégués est augmenté d'un délégué par 2,000 membres.

Le nombre des délégués, déterminé conformément aux bases ci-dessus indiquées, est arrêté par le préfet, chaque année, avant le 15 décembre, d'après les renseignements statistiques envoyés par les sociétés avant le 1^{er} juillet.

Les sociétés qui ne fournissent pas ces renseignements avant cette date perdent le droit d'avoir des délégués.

ART. 5. Les délégués sont désignés par le conseil d'administration de la société.

Ils doivent être Français, majeurs, non déchus de leurs droits civils et civiques ; les femmes mariées doivent être pourvues des autorisations de droit commun.

ART. 6. Lorsqu'il y a lieu de procéder à l'élection du représentant au conseil supérieur, le Ministre de l'intérieur fixe le jour, l'heure et la durée des opérations électorales par un arrêté inséré au *Journal officiel*. Le jour fixé doit toujours être un dimanche. Les élections des représentants des sociétés approuvées et des sociétés libres ne peuvent avoir lieu le même jour dans un même département.

ART. 7. A la suite de la publication dudit arrêté, les présidents des sociétés appelées à choisir leurs délégués sont invités par le préfet à faire procéder à cette désignation par leurs conseils d'administration, dans un délai minimum de dix jours. Les noms des délégués sont envoyés au maire de la commune où siègent les sociétés qu'ils représentent. Le maire en arrête et en transmet la liste au préfet.

Cette liste est affichée à la mairie.

La désignation des délégués peut être attaquée dans un délai de cinq jours devant le juge de paix, soit par les membres de la société, soit par le maire, dans la forme et les conditions prévues à l'article 6 de la loi du 1^{er} avril 1898.

ART. 8. Au jour fixé pour l'élection du représentant du conseil supérieur, chaque délégué remet au maire son bulletin de vote dans une enveloppe cachetée qui est, par les soins du maire, renfermée dans une deuxième enveloppe portant en suscription le titre de la société et le nom de l'électeur et parafée par le maire et par l'électeur. Ces enveloppes sont adressées au préfet.

A Paris, les bulletins de vote sont remis au préfet de la Seine.

ART. 9. Le dépouillement du scrutin est effectué, cinq jours après le vote, au chef-lieu du département, au lieu et à l'heure que fixe le préfet et par les soins d'une commission composée des trois plus âgés et des trois plus jeunes délégués présents, sous la présidence d'un représentant du préfet.

En cas d'insuffisance du nombre des délégués présents, il y est suppléé par des membres des sociétés de secours mutuels désignés par le préfet.

ART. 10. Les résultats partiels des élections sont adressés dans les vingt-quatre heures, avec les bulletins contestés, par les soins du préfet, au ministère de l'intérieur, où le relevé des votes est fait par une commission composée de dix présidents de sociétés de secours mutuels désignés par le ministre de l'intérieur et présidée par un représentant du ministre.

Les résultats des élections sont insérés au *Journal officiel*.

ART. 11. L'élection des représentants au conseil supérieur a lieu à la majorité absolue des suffrages exprimés. Dans le cas où aucun candidat n'obtiendrait la majorité absolue, il est procédé, quinze jours après, à un 2^e tour de scrutin. Cette fois, l'élection a lieu à la majorité relative.

ART. 12. Les élections au conseil supérieur peuvent être attaquées par tout électeur devant le ministre de l'intérieur dans un délai de dix jours à partir de la publication des résultats de l'élection au *Journal officiel*. La décision du ministre ne peut être attaquée devant le Conseil d'État que dans un délai de quinze jours à partir de la notification. Faute par le ministre d'avoir statué dans le délai d'un mois, la réclamation est considérée comme rejetée et peut être portée devant le Conseil d'État statuant au contentieux.

Le recours est dispensé du ministère d'avocat.

ART. 13. Dans le cas où l'un des représentants des sociétés cesse, pour une cause quelconque, de faire partie du conseil supérieur avant l'expiration de son mandat, il est procédé à son remplacement dans un délai maximum de deux mois.

Décret du 2 mai 1899, instituant, au Ministère du commerce, une commission consultative en vue de l'application de l'article 5 de la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents du travail.

(J. O. du 3 mai 1898.)

Vu la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, et notamment son article 5, qui prévoit pour les chefs d'entreprise la faculté de se décharger pendant les trente, soixante ou quatre-vingt-dix premiers jours à partir de l'accident, de l'obligation de payer aux victimes les frais de maladie et l'indemnité temporaire, moyennant affiliation de leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels et acquittement d'une quote-part de la cotisation, déterminée d'un commun accord en conformité des statuts-types approuvés par le Ministre compétent ;

Vu la loi du 1^{er} avril 1898, relative aux sociétés de secours mutuels :

ART. 1^{er}. Il est institué une commission consultative chargée d'examiner les questions qui lui sont soumises, soit par le Ministre de l'intérieur, soit par le Ministre du commerce, en vue de l'application de l'article 5 de la loi du 9 avril 1898, susvisée.

ART. 2. Cette commission a son siège au ministère du commerce.

Elle est composée de trois membres désignés par le Ministre de l'intérieur, de trois membres désignés par le Ministre du commerce et d'un président désigné de concert par les deux ministres.

ART. 3. Un arrêté du ministre du commerce désigne le secrétaire de la commission.

Arrêté du Ministre du commerce, en date du 5 mai 1899, complétant les arrêtés des 29 et 30 mars 1899 relatifs aux sociétés d'assurances contre les accidents du travail.

(J. O. du 7 mai 1899.)

Vu la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail ; vu le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 27 de la loi et spécialement les articles 2 et 6 dudit décret ; vu l'arrêté ministériel du 29 mars 1899, déterminant les bases des cautionnements que doivent constituer les sociétés d'assurances contre les accidents du travail ; vu l'arrêté ministériel du 30 mars 1899, déterminant les primes prévues à l'article 6 du décret du 28 février 1899 et à l'article 2 de l'arrêté du 29 mars 1899 susvisées ; vu l'avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail :

ART. 1^{er}. Pour les sociétés d'assurances dont les statuts limitent les opérations aux exploitations agricoles, viticoles et forestières, ainsi qu'aux entreprises industrielles y annexées, sous condition que ces dernières ne soient point assujetties à la patente et fassent l'objet de polices spéciales, le cautionnement prévu par l'article 2 du décret du 28 février 1899 susvisé est fixé :

1^o Pour la première année de fonctionnement sous le régime dudit décret, à 40,000 fr. ;

2^o Pour les années ultérieures, à une somme correspondant à 10 centimes par hectare d'immeubles agricoles et à 2 p. 100 du total des salaires assurés dans les entreprises annexes, sans que ladite somme puisse, toutefois, être inférieure à 40,000 francs ni supérieure à 200,000 francs.

Le cautionnement peut être réduit de moitié dans le cas spécifié par l'article 3 de l'arrêté du 29 mars 1899, le minimum étant alors réduit à 20,000 francs et le maximum à 100,000 francs.

ART. 2. S'il est justifié que les primes provisoirement déterminées par l'arrêté ministériel du 30 mars 1899, en exécution de l'article 6 du décret du 28 février 1899 et de l'article 2 de l'arrêté du 29 mars suivant, sont supérieures au risque moyen réel majoré d'un charge-

ment de 30 p. 100, des décisions ministérielles spéciales peuvent autoriser, jusqu'au 1^{er} janvier 1900, pour les professions intéressées la substitution de la prime brute réelle à la prime déterminée par l'arrêté susvisé.

Ces décisions sont prises après avis d'une commission qui apprécie la valeur des statistiques ou documents produits.

La commission est composée de cinq membres, choisis par le ministre parmi les membres du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail.

Table de mortalité et tarifs établis par la Caisse nationale des retraites pour l'exécution de la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents.

(J. O. du 10 mai 1899.)

[Voir à la 2^e page de la couverture du *Bulletin*.]

Décret du 10 mai 1899 conférant au Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, la gestion de certaines caisses de secours constituées en vertu de l'article 6 de la loi du 9 avril 1898.

(J. O. du 11 mai 1899.)

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;— vu l'avis du Ministre des travaux publics, en date du 3 mai 1899; — vu la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail; — vu spécialement l'article 6, prévoyant pour tous les industriels autres que les exploitants de mines, minières et carrières, la faculté de se décharger des frais et indemnités mentionnées à l'article 5 de la même loi sur des caisses particulières de secours constituées en conformité du titre III de la loi du 29 juin 1894, sous réserve de l'approbation du Ministre du commerce et de l'industrie;— vu le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 27 de la loi, et notamment son article 16; — vu l'avis du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail :

ART. 1^{er}. Pour les caisses de secours constituées dans les industries autres que les mines, minières et carrières, en vertu de l'article 6 de la loi du 9 avril 1898 susvisée et conformément à la loi du 29 juin 1894, les attributions conférées par le titre III de cette dernière loi au conseil général des mines et aux ingénieurs des mines sont respectivement exercées sous l'autorité du Ministre du commerce et de l'industrie, par le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail et par des agents de surveillance spécialement délégués à cet effet.

Arrêté du Ministre de l'intérieur, en date du 16 mai 1899, relatif aux statuts-types à insérer, pour l'exécution de l'article 5 de la loi du 9 avril 1898, dans les statuts des sociétés de secours mutuels qui se proposent de contracter avec les chefs d'entreprise dans les conditions spécifiées par ledit article.

Vu l'article 5 de la loi du 9 avril 1898; vu le décret du 2 mai 1899, instituant une commission chargée de la préparation des statuts-types prévus par cet article,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Les sociétés de secours mutuels peuvent, dans les conditions prévues à l'article 5 de la loi du 9 avril 1898, passer avec des chefs d'entreprise des conventions à l'effet de

prendre à forfait, en cas d'accidents entraînant une incapacité temporaire de travail, la charge de payer à ceux de leurs membres participants occupés par ces chefs d'entreprise les frais de maladie et l'indemnité journalière ou partie seulement de cette indemnité.

La convention peut également stipuler le paiement des mêmes frais ou indemnités en cas d'accidents entraînant la mort ou une incapacité permanente.

ART. 2. La convention prévue à l'article 1^{er} est passée par le conseil, sous réserve de l'approbation par l'assemblée générale. Elle est conclue pour une durée de..... et se poursuit par tacite reconduction sauf aux intéressés à la dénoncer dans le délai de.....

ART. 3. Les chefs d'entreprise peuvent affilier aux sociétés, avec leur consentement et sans condition de durée de résidence, ceux de leurs ouvriers et employés qui n'en sont point encore membres participants.

ART. 4. Les allocations des chefs d'entreprise sont calculées en vue de couvrir entièrement les charges supplémentaires qu'assument les sociétés en vertu de la convention prévue à l'article 1^{er}.

Elles ne peuvent être inférieures au tiers du montant des cotisations statutaires pour les secours en cas de maladie et pour les frais de gestion des sociétés.

ART. 5. Les allocations prévues par la convention sont payables par les chefs d'entreprise toutes les (quinzaines, mois, trimestres, etc.) et d'avance.

ART. 6. Les sociétés, à partir du cinquième jour après l'accident et pendant la durée fixée par la convention (30, 60 ou 90 jours), fournissent à leurs membres participants blessés par le fait ou à l'occasion du travail les soins médicaux et pharmaceutiques et l'indemnité journalière prévus dans les statuts.

Dans le cas où l'indemnité journalière statutaire n'atteint pas 50 p. 100 du salaire journalier touché au moment de l'accident, le complément est payé aux victimes, soit directement par les chefs d'entreprise, soit par les sociétés moyennant remboursement par les chefs d'entreprise, soit directement par les sociétés, si elles ont consenti cette charge spéciale dans la convention.

Les frais et indemnités dus au delà du délai spécifié par la convention et jusqu'au moment de la guérison, de l'entrée en jouissance d'une pension ou du décès, sont payés soit directement par les chefs d'entreprise, soit par les sociétés, à charge de remboursement par les chefs d'entreprise.

ART. 7. Les sociétés doivent fournir et les participants sont tenus d'accepter les secours médicaux et pharmaceutiques dans les conditions fixées aux statuts.

En cas d'accidents régis par la loi du 9 avril 1898, ces soins, ainsi que les indemnités convenues, sont fournis pendant toute la période pour laquelle les chefs d'entreprise ont payé l'allocation stipulée au contrat, même si les participants n'ont point payé leur cotisation personnelle statutaire.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

L'activité déjà signalée s'est maintenue dans les mines, les carrières, l'industrie des cuirs et peaux, les industries lainière et cotonnière, l'industrie du vêtement, chez les carrossiers, chez les tonneliers, dans la métallurgie, dans la construction mécanique, dans l'industrie du bâtiment et dans les métiers qui en dépendent; une amélioration s'est produite dans les métiers de l'alimentation, le placement est devenu plus facile par suite du commencement de la saison d'été dans les stations balnéaires. Travail normal dans l'industrie du livre. Accalmie chez les tisserands de toile, chez les passementiers-rubaniers et chez les chapeliers en feutre.

Parmi les 555 syndicats d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce groupant 90,000 adhérents (syndicat des mineurs du bassin du Nord et du Pas-de-Calais non compris) qui ont fourni des rapports sur l'activité du travail au 15 mai, la proportion des ouvriers en chômage a été d'un peu moins de 8 p. 100. 15 p. 100 des chambres syndicales réunissant 11 des adhérents estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à même époque; 20 p. 100 des chambres syndicales avec 29 p. 100 des syndiqués jugent qu'il a été plus faible et pour 65 p. 100 des syndicats groupant 60 p. 100 des adhérents, il est resté sans changement.

Les prix des denrées sont restés à peu près stationnaires, sauf ceux des légumes frais, du beurre et des œufs qui ont été en baisse.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — Pendant le mois de mai, la pêche côtière a été tenue pour moins bonne que l'an dernier et pour les motifs déjà signalés.

AGRICULTURE. HORTICULTURE. FORÊTS. — Plein travail chez les ouvriers agricoles et chez les ouvriers jardiniers horticulteurs. Chez les bûcherons, la saison du travail des écorces se termine, mais les ouvriers sans ouvrage ont pu trouver à s'employer aux travaux des champs, comme tous les ans à pareille époque.

MINES. CHARBONS. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100,000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois de mai le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	5,95	"	"	"	24	76
Loire.....	5,95	"	"	"	26	74
Gard et Hérault.....	5,94	"	"	"	17	83
Provence (lignites)....	3,55	"	"	37	63	"
Tarn et Aveyron.....	5,99	"	"	"	"	100
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	6	"	"	"	"	100
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne..	5,99	"	"	"	2	"
ENSEMBLE pour la France.	5,92	"	"	1	20	79

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5,99; il était de 6,00 en mai 1898.

CARRIÈRES. — Plein travail dans les carrières.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — Dans la brasserie, le travail tend à augmenter. Dans l'industrie sucrière, la distillerie et la minoterie, situation stationnaire.

Chez les boulangers, chez les pâtisseries-cuisiniers, une reprise du travail se produit grâce aux placements effectués dans les stations balnéaires pour la saison d'été. On estime que le chômage atteint 12 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les boulangers, 11 p. 100 chez les pâtisseries-cuisiniers. En particulier, le placement a été jugé plus facile que l'an dernier chez les boulangers de Saint Denis et Lille, chez les pâtisseries-cuisiniers de Clermont-Ferrand, Montpellier; pour le reste, pas de changement.

PAPIER. CARTON. INDUSTRIE DU LIVRE. — Chez les relieurs-papetiers, l'amélioration signalée se continue. Travail normal chez les typographes-lithographes. On compte 6 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers syndiqués à Paris, 1 p. 100 en province et un peu moins de 2 p. 100 dans l'ensemble. 18 p. 100 des syndicats groupant 20 p. 100 des syndiqués estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque, 11 p. 100 des chambres syndicales réunissant 7 p. 100 des adhérents jugent qu'il a été plus faible et pour le restant des syndicats et des adhérents il n'y a pas eu de changement. En particulier, l'ouvrage a été considéré comme plus abondant que l'an dernier chez les relieurs papetiers à Nantes, les margeurs pointeurs, les conducteurs typographes, et les graineurs-lithographes à Paris, chez les typographes et les travailleurs du livre à Lille, Valenciennes,

Auxerre, Avignon, Toulouse, Alençon; comme moins abondant chez les cartoniers de Lyon, les typographes de Cusset (Allier), Annecy, Nice, Toulon, Limoges, Châteauroux et Fougères; pour le reste, il n'a pas été signalé de modification.

CUIRS ET PEaux. — Le travail s'est maintenu satisfaisant dans la préparation des cuirs et peaux, dans la cordonnerie et dans la ganterie. On compte 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux, tanneurs, mégissiers, etc.; à peu près autant dans l'industrie de la chaussure. L'ouvrage a été estimé plus abondant que l'an dernier particulièrement chez les mégissiers tanneurs d'Annonay et Carcassonne, chez les ouvriers en chaussures du Mans et de Tours, chez les gantiers de Paris et de Gières et chez les selliers harnacheurs de Paris; situation considérée comme stationnaire pour le reste.

TEXTILES. — Dans l'industrie lainière et cotonnière, dans celle de la soierie, l'amélioration signalée se maintient; mais les prix élevés de la matière première principalement pour la laine et pour la soie rendent les transactions plus difficiles que l'an dernier. Situation stationnaire dans l'industrie linière, tendant à ralentir chez les tisserands du centre. Bonne activité dans les ficelleries, les cordageries. Morte-saison chez les rubaniers, passementiers et chez les chapeliers en feutre. Peu de commandes chez les bonnetiers; chez les teinturiers, le travail suit les fluctuations des filatures et des tissages. Pleine saison de travail dans l'industrie du vêtement. On estime que le chômage atteint 3 p. 100 des ouvriers syndiqués des filatures et tissages mécaniques, environ un quart dans les tissages à la main; 4 p. 100 des ouvriers de l'industrie du vêtement, 5 p. 100 chez les chapeliers. Par rapport à l'an dernier, l'ouvrage est considéré comme plus abondant en particulier, chez les tisseurs à Saint-Etienne, la Gresle et la Cergne (Loire), à Treize-Vents (Maine-et-Loire), chez les cordagers à Angers, chez les voiliers à Toulon, chez les chenilleurs et chez les coupeurs-tailleurs à Lyon, chez les chapeliers de Septfonds (Tarn-et-Garonne); comme moins abondant chez les ouvriers des tissages et filatures dans le Nord, l'Aisne, la Somme, la Loire, l'Isère, les Deux-Sèvres, le Maine-et-Loire, les tissages à la main étant principalement atteints par le manque de commandes, à Flers, Tours, Rouen et Lillebonne, chez les voiliers du Havre, les tapissiers de Nantes, les ouvriers tailleurs de Paris (la Solidarité), les ouvriers du vêtement de Versailles et de Morlaix, chez les chapeliers de Bourg-de-Péage, Serrières (Ardèche), Albi, le Bugue (Dordogne), Vienne (Isère); pour le reste, pas de changement signalé.

Bois. — Pleine saison du travail chez les charpentiers et chez les menuisiers, de même chez les ouvriers en voitures et chez les tonneliers; chez les ébénistes, le travail tend à reprendre. On estime que le chômage atteint 7 p. 100 des ouvriers syndiqués chez les charpentiers, autant chez les menuisiers, 3 p. 100 chez les ouvriers en voitures, 2 p. 100 chez les ouvriers de l'ameublement. En particulier, le travail est tenu pour plus actif que l'an dernier chez les charpentiers et ouvriers de scieries mécaniques à Paris, Hermes, Auxerre, Chambéry et Bourges, chez les menuisiers à Montbéliard, Saint-Etienne, Chambéry, Rochefort, Nantes, Châteauroux, chez les ouvriers en voitures de Paris, Perpignan, chez les ébénistes de Moulins et chez les brossiers de Saint-Sauveur; comme moins actif chez les charpentiers de Tourcoing, Lyon, Périgueux, Bordeaux, Tours, chez les menuisiers de Boulogne-sur-Mer, Annecy, Valence, Tarbes, Morlaix, Rouen, chez les charçons de Clermont-Ferrand et Bordeaux, chez les ouvriers de l'ameublement de Saint-Loup (Saône-et-

Loire), Lyon, Cherbourg, chez les vanniers d'Origny (Aisne) et de Cannes, et chez les ouvriers en peignes d'Oyonnax; pour le reste, il n'a pas été signalé de changement.

MÉTAUX. — Dans les quatre premiers mois de 1899, d'après le *Bulletin du Comité des forges*, l'importation totale des fontes, fers et aciers a été de 73,300 tonnes environ, en diminution d'un peu plus de 300 tonnes, soit un peu moins d'un demi p. 100 par rapport aux résultats de la période correspondante de 1898. Les exportations se sont élevées à environ 122,150 tonnes (dont 35,850 tonnes en décharge d'acquets), en diminution d'un peu plus de 700 tonnes sur la période correspondante de 1898, soit un peu plus d'un demi p. 100.

Pendant le mois de mai, l'activité s'est maintenue satisfaisante dans les grands établissements métallurgiques, dans ceux de construction mécanique et dans la serrurerie du bâtiment; cependant les petits constructeurs ont été souvent gênés par le prix élevé de la matière première. La reprise du travail signalée chez les ferblantiers se maintient. Amélioration chez les bijoutiers et chez les ouvriers batteurs d'or.

On estime que le chômage atteint 1 p. 100 des ouvriers mouleurs métallurgistes et constructeurs mécaniciens serruriers, 2 p. 100 chez les ferblantiers.

En particulier, l'ouvrage a été considéré comme plus abondant que l'an dernier chez les mouleurs d'Amiens, Auxerre, Rouen, chez les métallurgistes de Lille, Nancy, Auxerre, Grenoble, chez les constructeurs mécaniciens de Lyon, Vichy, Bourges, chez les ouvriers en feuilles d'étain et chez les ferblantiers de Paris, chez ceux de Belfort, chez les horlogers de Besançon; comme moins abondant chez les métallurgistes de Saint-Michel (Aisne), Plancher (Haute-Saône), Clermont-Ferrand, le Havre, chez les constructeurs de Bordeaux, Rouen et chez les tréfileurs du Havre; pour le reste, situation stationnaire.

BÂTIMENT. — L'activité signalée dans l'industrie du bâtiment se maintient; elle est particulièrement importante dans la région parisienne. On estime que le chômage atteint 10 p. 100 des ouvriers syndiqués chez les tailleurs de pierres et maçons, 7 p. 100 chez les peintres plâtriers.

Par rapport à l'an dernier, le travail est considéré comme plus actif chez les tailleurs de pierre et maçons de Paris, chez les sculpteurs de Paris. Angers, chez les tailleurs de pierre de Paris, Bourg, Valence, chez les maçons de Nevers et Annonay, chez les peintres de Roubaix et Avignon, chez les plombiers couvreurs de Nevers; comme moins abondant, chez les marbriers de Marseille, chez les tailleurs de pierre de Thoiry, Moulins, Montalieu-Vercieu et Porcieu (Isère), chez les maçons de Reims, Montbéliard, Bellegarde, Moulins, Clermont-Ferrand, Grenoble, Menton, Vallauris (Alpes-Maritimes), Châteauroux, chez les plombiers de Paris (colonnards), Bourges et Angers; situation stationnaire pour le reste.

CHAUFOURNERIE. CÉRAMIQUE. VERRERIE. — La chaudière, la fabrication du ciment et la céramique du bâtiment participent à l'activité de l'industrie du bâtiment. Dans la faïencerie et dans la verrerie, le travail tend à reprendre.

TRANSPORTS. MANUTENTIONS. COMMERCE. — L'amélioration signalée le mois dernier se maintient, mais la reprise des affaires (chemins de fer exceptés) est jugée moins forte que l'an dernier; le placement des ouvriers et employés des entreprises du transport, du commerce et de l'alimentation s'en ressent. On estime que le

chômage atteint 3 p. 100 des employés de commerce et comptables, 9 p. 100 chez les ouvriers et employés de l'alimentation, 5 p. 100 chez les coiffeurs. La situation est jugée en particulier moins bonne que l'an dernier chez les employés et ouvriers des entreprises de manutention et de transport, chez les employés du commerce et de l'alimentation à Paris, chez les voituriers de Lyon, les cochers de Marseille, les employés de fabrique de Saint-Étienne, les garçons de cafés restaurants de Nice, les bouchers-charcutiers de Bordeaux; pour le reste, situation stationnaire.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc.; et 2^o par les correspondants.

Marne. — CHAMBRE DE COMMERCE DE REIMS. — Pendant le 2^e semestre 1898, dans l'industrie lainière, la situation générale s'est maintenue difficile, le ralentissement du travail s'est accentué, le chômage qui avait atteint les *peignages à façon* s'est étendu aux *filatures* et aux *tissages*, dans une proportion évaluée du quart au tiers, amenant une importante diminution des salaires, tandis que la matière première, laine mérinos spécialement, était en hausse d'un peu plus de 10 p. 100 sur les cours de la fin de 1897, hausse attribuée à la diminution de la production des laines mérinos. En particulier la *filature à façon de laine peignée* a eu un travail irrégulier avec des prix de façon en baisse jusqu'au milieu du semestre, époque à laquelle l'accord pour une limitation de la production intervenu dans certains centres a donné un peu plus de fermeté aux transactions. La *filature à forfait* a suivi la diminution du prix des filatures à façon et a dû payer la matière première en hausse sans pouvoir obtenir des acheteurs une majoration correspondante; cependant, en fin d'année, les cours des filés de laine courants ont été mieux tenus et terminaient avec une hausse d'un peu moins de 5 p. 100 sur ceux de juin 1898.

Dans les *tissages*, sauf dans ceux de cachemire d'Écosse qui, au commencement du semestre, avaient bénéficié d'une certaine amélioration, le travail a été en diminuant, les *tissages mérinos* ont particulièrement souffert, des métiers ont été arrêtés afin d'amener une diminution des stocks et en fin d'année une reprise des cours a eu lieu. Les *tissages à façon de laine peignée* ont pu maintenir leur situation un peu mieux que les *tissages à forfait*, mais ont dû cependant consentir des réductions de prix afin d'alimenter leurs métiers. Les *tissages de flanelle d'Oxford* et de *nouveautés pour robes* ont eu un assez bon courant de commandes. La fabrication du *futre de laine* a continué à progresser et a permis d'occuper un certain nombre d'ouvriers en chômage dans les autres industries.

L'industrie des *vins de Champagne* a continué à progresser, les expéditions pour l'Angleterre ont été de 815.000 douzaines pendant les 11 premiers mois de 1898, contre 805.00 pendant la même période de 1897; les commandes pour les États-Unis ont aussi marqué une amélioration. D'autre part, la récolte de 1898 favorisée par la chaleur a donné satisfaction au cultivateur et au négociant; la récolte a été moyenne comme quantité, mais bonne comme qualité et tous les vignobles avaient écoulé leur récolte au moment des vendanges. L'activité de l'industrie du vin de Champagne a aussi amené une amélioration dans les industries qui en dépendent ou qui en reçoivent des commandes, la *verrerie* notamment a repris, des fours ont été rallumés.

Dans la région d'Épernay, l'agriculture a été plus favorisée que l'an dernier, les récoltes ont été abondantes. Dans la *viticulture*, malgré la présence du *phylloxera* et d'autres maladies de la vigne, le travail a été actif; de nouveaux syndicats de viticulteurs se sont fondés pour permettre de lutter plus avantageusement. Le salaire de l'ouvrier vigneron a été en moyenne de juillet à septembre de 3 francs par jour pour les hommes, 3 fr. 30 pendant les vendanges et dans certains centres, il a atteint 3 fr. 75; le salaire des femmes pendant la même période a varié de 2 fr. 80 à 3 fr. 25. En saison d'hiver, pendant les travaux nécessités pour le traitement de la vigne, le salaire a été en moyenne de 2 francs pour les femmes et de 2 fr. 50 pour les hommes. La récolte de vins a été équivalente à la moyenne en quantité et

bonne en qualité; les prix de vente obtenus par les propriétaires ont été jugés rémunérateurs. Les quantités de bouteilles de Champagne expédiées par l'arrondissement d'Épernay tant pour le marché extérieur que pour l'étranger ont été supérieures de 469.000 bouteilles aux expéditions de l'année précédente, le total des bouteilles expédiées en 1898 a été de 13.166.900 bouteilles; les commandes du marché intérieur, en progrès marqué sur l'an dernier, ont été à peu près aussi importantes que celles de l'étranger. Les industries qui dépendent de celle des vins de Champagne et qui en reçoivent des commandes ont été aussi bien occupées et plus favorisées que les années précédentes.

La *brasserie*, dont les produits remplacent dans la consommation les petits vins dits de pays, a été favorisée par les grandes chaleurs de l'été dernier, les brasseries fondées depuis une vingtaine d'années dans la région ont pris une nouvelle extension, le produit des octrois de la ville d'Épernay pour la bière a été de 18.732 francs pendant le 2^e semestre 1898, en progrès de 1.525 francs sur la même période de 1897.

Les industries du *bâtiment* ont aussi été bien occupées, le produit de l'ensemble des octrois d'Épernay a été en augmentation de 3.600 francs environ pendant le 2^e semestre 1898 sur le produit des octrois pendant la même période de 1897, ce qui provient en grande partie des droits d'entrée sur les matériaux de construction.

D'autre part, le *commerce de détail* a vu plutôt diminuer son chiffre d'affaires, les rentrées d'argent ont été difficiles, ce qu'on attribue à la situation des petits vignerons qui ont dû employer l'augmentation de leurs ressources de cette année à des améliorations de culture qui avaient été retardées jusqu'à maintenant et qui étaient devenues nécessaires.

Meuse. — Dans la région de Bar-le-Duc, pendant le 1^{er} trimestre 1899, l'activité générale a été satisfaisante, de nouveaux travaux de voirie ont permis d'occuper un personnel important; grâce à la température plutôt favorable de l'hiver, il n'y a pas eu de chômage.

Meurthe-et-Moselle. — En mai, l'industrie *métallurgique* a été éprouvée par le manque de combustible dû à la grève des mineurs belges; dans un établissement, un fourneau a été éteint, de même une grève survenue dans un charbonnage de la Lorraine a amené l'arrêt pendant dix heures des usines de Franchepré qui s'y alimentaient de charbon.

Puy-de-Dôme. — Pendant le 1^{er} trimestre 1899, situation générale stationnaire dans l'ensemble des industries de Clermont-Ferrand, on estime que le chômage a atteint 10 p. 100 des ouvriers de tous corps d'état; la durée moyenne de la journée a varié de neuf à dix heures.

Haute-Loire. — Dans la région du Puy, l'industrie de la *dentelle* et de la *passementerie*, qui avait été calme au commencement de l'année, a marqué une reprise en mars et en avril; mais les prix qui avaient été assez fermes ont eu tendance à baisser en fin avril. L'industrie du *bâtiment* a été bien occupée, mais n'a pu encore employer tout son personnel. Les denrées de première nécessité se sont maintenues à un taux élevé, sauf pour la viande qui a été en baisse au milieu de mai.

Dans la région de Saint-Didier-la-Séauve, l'industrie du *ruban* a eu une activité moyenne, les ouvriers du pays ont été seuls occupés, mais il n'a pas été signalé de chômage; la durée du travail à l'usine a été de dix heures par jour, mais plus élevée dans le travail à domicile. Le gain de l'ouvrier a varié de 2 fr. 50 à 5 francs par jour, il a été généralement estimé supérieur à celui obtenu il y a six mois.

Loire. — Dans la région de Roanne, pendant le 1^{er} trimestre 1899, les *tissages mécaniques* de cotonnades n'ont pas chômé, les chefs d'ateliers, grâce aux jolis dessins et au bon marché de leurs produits, ont obtenu des commandes en quantités suffisantes pour bien alimenter leurs métiers. Un nouveau *tissage* occupant 400 à 500 ouvriers et ouvrières a été mis en marche. La *bonneterie fantaisie* au crochet et à la *mécanique* a reçu peu de commandes par suite du manque de froids de l'hiver dernier, qui n'a pas épuisé les stocks en magasins; d'autre part, la hausse de la matière première tendrait plutôt à amener le fabricant à demander une élévation des prix; des chômages ont eu lieu.

Dans la région de Saint-Chamond, les *mineurs* ont pu, grâce à l'augmentation des co-

mandes, obtenir une augmentation de salaire de 25 centimes par jour. La fabrication des *lacets* et *tresses* a eu tendance à reprendre, notamment sur le marché extérieur. Dans l'*industrie métallurgique*, l'activité a continué à progresser, des ateliers pour 1.500 à 1.600 ouvriers ont été récemment installés dans un grand établissement; la main-d'œuvre a été rare et on a embauché des ouvriers qui viennent de 5 à 6 kilomètres chaque jour, à pied, au chantier.

Dans la région de Charlieu, situation stationnaire dans l'*industrie de la soie*, principale industrie du pays; pas de chômage signalé; la durée de la journée de travail a été de onze heures en moyenne.

Rhône. — Dans la région de Tarare, pendant le 1^{er} trimestre 1899, l'état d'activité du travail est resté généralement stationnaire notamment dans la *soierie*; les *apprêts* ont plutôt progressé; on a fait pendant deux mois 1 et 2 heures supplémentaires. On estime que le chômage a atteint 5 p. 0/0 des ouvriers dans la *soierie*; dans les autres industries, les ouvriers ont été à peu près tous occupés.

Tarn. — Dans la région de Mazamet, le *délainage des peaux de moutons* et la *mégisserie* n'ont pas subi de chômage durant le 1^{er} trimestre 1899. La fabrication des *draps* et des *molletons* a été sans activité et les *fileurs* et les *tisseurs* ont vu diminuer leur journée de plusieurs heures. Le taux des salaires n'a pas varié.

Dans la région de Castres, l'*industrie textile* a été éprouvée par des chômages pendant le 1^{er} trimestre 1899; on estime qu'un peu plus des deux tiers des ouvriers *fileurs*, *tisserands*, *apprêteurs* ont été atteints. L'*industrie du bâtiment* a été bien occupée; la durée de la journée de travail dans cette industrie a été de 10 heures en moyenne.

Dans l'ensemble du département, dans la *tannerie* et dans la *mégisserie*, dans celle-ci en particulier, la situation a laissé à désirer; une diminution dans le prix des *peaux* fabriquées a provoqué pendant le 1^{er} trimestre 1899, l'arrêt de plusieurs usines, les ouvriers ont subi de longs chômages.

Dans la *couperie de poils de lapins* et dans l'*effilochage des chiffons*, un ralentissement s'est aussi produit; sur 110 personnes employées dans cette industrie, la plupart ont eu des arrêts de travail.

Dans les *filatures de laine*, l'augmentation demandée sur les prix de vente par suite de la hausse de la matière première a été difficilement obtenue; 50.700 brochets environ ont été en activité sur 55.200 environ existant dans le département. La campagne a été mauvaise aussi pour les *tissages à bras* qui, mal alimentés, ont chômé souvent; cependant, les fabricants de drap n'ayant travaillé que sur commandes fermes n'ont pas formé de stocks.

Situation stationnaire et tenue pour satisfaisante dans la *broderie*. Dans la *chapellerie*, la fabrication a été aussi active et à des prix rémunérateurs pour l'ouvrier. Plein travail dans la *verrerie*.

Cher. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BOURGES. — Pendant le 2^e semestre 1898, le travail a été actif dans les *carrières*, la *brasserie*, la *reliure*, le *cartonnage*, la *fabrication du méthyle*, la *fabrication des toiles cirées*; il a laissé à désirer dans la *meunerie*, mais il a marqué un progrès sur les mois précédents. La *tannerie* a eu une production moyenne par suite de l'élévation des prix de la matière première et des faibles commandes. La fabrication de la *confection* et de la *lingerie* a aussi été peu active. Le travail a été abondant et soutenu dans la fabrication des *équipements militaires*; dans la *carrosserie* et dans la préparation des *bois de charpente*. Dans la fabrication des *essieux*, des *ustensiles de ménage en fer* et dans la *bijouterie*, situation également satisfaisante. Les constructeurs de *machines agricoles* ont reçu de nouvelles commandes grâce à l'abondance de la dernière récolte. Les *tuileries mécaniques* ont continué à prospérer, tandis que les *tuileries à la main* ont eu tendance à décroître. Les fabriques de *poteries de grès* ont eu un écoulement plus facile de leurs produits, de même pour les *fours à chaux* et pour les *fabriques de ciments de laitier*. La *porcelainerie* a présenté aussi une bonne activité. Dans la *verrerie*, le travail a été toujours calmé par suite de la difficulté d'écoulement des produits.

Dans la région de Vierzon, pendant le 1^{er} trimestre 1899, la situation générale a été estimée satisfaisante; les *constructeurs du matériel agricole* ont reçu des commandes importantes et ont été alimentés pour plusieurs mois. La construction d'une nouvelle *fonderie* a été commencée. La *fabrique de wagons* montée il y a un an a été en pleine prospérité, elle a

augmenté son matériel. D'autre part, une petite fabrique de *majolique d'art* a été fermée et vendue. Pas de chômeurs chez les *porcelainiers*, quelques-uns chez les *peintres en porcelaine*. La *verrière* a fait la journée complète. Plein travail dans l'industrie du *bâtiment*.

Ille-et-Vilaine. — Dans la région de Fougères, l'industrie de la *chaussure*, principale industrie du pays, a été bien occupée pendant le 1^{er} trimestre 1899; les salaires se sont maintenus fermes. Les commissions pour la saison d'été arrivées en abondance tendent à maintenir l'amélioration déjà acquise.

Orne. — Dans la région de la Ferté-Macé, l'état d'activité du travail de l'ensemble des industries pendant le 1^{er} trimestre 1899 est resté stationnaire et plutôt faible. Le nombre des établissements n'a pas varié, mais plusieurs ont réduit leur personnel. La proportion des ouvriers en chômage a été estimée à 5 p. o/o; la durée de la journée du travail a varié de 10 à 11 heures. Pas de changement dans le taux des salaires.

Calvados. — Dans la région de Condé-sur-Noireau, l'amélioration qui tendait à se produire dans l'industrie ne s'est pas maintenue pendant le 1^{er} trimestre 1899; plusieurs usines ont réduit leur travail et ont fait 5 jours par semaine.

Dans la région de Lisieux, activité du travail stationnaire, mais plutôt inférieure à celle de l'an dernier. On estime que dans l'industrie *lainière*, un peu plus de moitié des ouvriers ont manqué de commandes; 10 p. o/o dans l'industrie *linière*, 20 p. o/o dans l'industrie du *bâtiment*, dans celle des *cuir*s et *peaux* et dans celle de la *chaussure*. La durée de la journée du travail a été de 9 heures en moyenne dans l'industrie *linière* et dans celle du *bâtiment*, de 10 heures dans l'industrie *lainière* et de 11 heures dans l'industrie des *cuir*s et *peaux* et dans celle de la *chaussure*.

Seine-Inférieure. — Pendant le 1^{er} trimestre 1899, l'activité du travail dans l'ensemble des *tissages* et *filatures* de la région de Darnetal (1,600 ouvriers et ouvrières) est restée stationnaire; la journée a été de 11 heures, le taux des salaires a varié de 1 fr. 70 à 2 fr. 75 par jour; dans les *filatures*, on a chômé 3 jours par semaine. Les *teintureries* et *apprêts* se sont ressenties du ralentissement du travail des *tissages* et *filatures*, les *teintureries* ont été particulièrement éprouvées. On chôme parfois des semaines entières et les commandes n'ont permis souvent de travailler que 8 à 9 heures par jour. Le salaire sans modification a varié de 0 fr. 25 à 0 fr. 45 par heure.

Dans les autres industries, sauf dans celle du *bâtiment* qui a été bien occupée, travail faible amenant des chômages.

Analyse, par département. des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses de travail.

Seine. — Les *boulangers des Ternes* comptent un cinquième des leurs en chômage. Les adhérents du *syndicat mixte* de la *boulangerie* moitié des leurs; les *travailleurs de la boulangerie*, 17 p. o/o, les *boulangers* du *xiv^e* arrondissement deux cinquièmes; chez les *boulangers* de Saint-Denis qui comptent 17 p. o/o des leurs, le placement est devenu plus facile que l'an et que les mois derniers. 9 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures chez les *confiseurs*.

Chez les *typographes*, travail normal. Les *margeurs-pointeurs typographes* sont bien occupés. 4 p. o/o de chômeurs chez les *conducteurs-typographes*, chez lesquels deux petites maisons ont cessé de faire travailler. Pas de chômeurs chez les *graveurs-lithographes*. 7 p. o/o et ouvrage moins abondant que l'an et que les mois derniers chez les *dessinateurs-écrivains*. Mortesaison annuelle et 3 p. o/o de chômeurs chez les *correcteurs*, chez lesquels le gain varie de 0 fr. 70 à 1 fr. 25 par heure suivant la nature des travaux et aussi de 200 à 450 francs par mois pour la correction des journaux.

Chez les ouvriers en *chevreau glacé*, le travail se maintient actif. Chez les ouvriers *corroyeurs en cuir noir*, travail satisfaisant. De même chez les ouvriers *cordonniers*. Chez les *gantiers*, la reprise du travail s'accroît. Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *selliers-harnacheurs* qui sont plus occupés que le mois dernier et font 66 heures par semaine.

Chez les *gainiers*, le travail tend à augmenter.

Chez les *teinturiers-dégraisseurs*, un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que le mois dernier. Même situation et 4 p. o/o de chômeurs chez les *tapissiers en literie* chez lesquels la journée est augmentée d'une heure, grâce aux commandes de l'Exposition de 1900. 14 p. o/o de chômeurs chez les *passementiers à la barre*, qui vont entrer en morte-saison.

Chez les *coupeurs de cols et cravates*, 3 p. o/o de chômeurs; chez les *tailleurs* (*La Solidarité*), 1 p. o/o et reprise du travail moins accentuée que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*, qui font 56 heures par semaine.

Chez les *charpentiers* (*la Solidarité*), le travail se maintient très actif, pas de chômeurs. Travail 54 heures par semaine chez les *layetiers-emballeurs*. Pas de chômeurs chez les *menuisiers*, chez lesquels l'augmentation de la durée du travail déjà signalée s'est étendue à d'autres maisons. Journée augmentée d'une heure et pas de chômeurs chez les ouvriers en *voitures*. 17 p. o/o chez les *parqueteurs sur bitume*.

Chez les *ferblantiers*, 2 p. o/o de chômeurs, travail 55 à 60 heures par semaine, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers grâce aux commandes d'appareils d'arrosage et d'automobiles. Chez les *balanciers*, journée de 10 heures. Chez les ouvriers en *instruments de précision*, un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs et journée augmentée d'une heure pour 40 ouvriers. Chez les ouvriers en *feuilles d'étain*, journée de 11 heures et pas de chômeurs. Chez les *batteurs d'or*, pas de chômeurs, journée diminuée de 2 heures pour 50 ouvriers.

9 p. o/o de chômeurs chez les *sculpteurs du bâtiment* chez lesquels l'ouvrage est tenu pour plus abondant que l'an dernier, mais qui ne seraient pas mieux occupés par suite de l'augmentation de la concurrence de la main-d'œuvre. Pas de chômeurs et travail avec heures supplémentaires chez les *tailleurs de pierre*. 14 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures chez les *peintres* qui sont moins occupés que l'an dernier. Les *plombiers* dits *colonnards* estiment que le chômage atteint un tiers des leurs.

Ouvrage plus abondant chez les ouvriers et employés de la traction mécanique de la *Compagnie des omnibus*. Chez les *garçons de magasin* et *cochers-livreurs*, 11 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *hommes de peine des abattoirs*.

6 p. o/o de chômeurs à l'*Union des comptables*. 8 p. o/o chez les employés à la *Bourse du commerce*. Chez les *placiers en fleurs et plumes*, situation plus mauvaise surtout en ce qui concerne la fabrication de la *fleur*; plusieurs maisons ont renvoyé leur personnel jusqu'au commencement de la prochaine saison, en septembre; quelques maisons de fleurs ont dû, pour occuper leurs ouvrières, entreprendre la fabrication de la *plume*; dans l'ensemble, les transactions sont difficiles et rares. Chez les employés de commerce syndiqués, un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs, dans le commerce de gros, durée du travail normale, mais appointements peu élevés; dans le commerce de détail, durée du travail plus longue, mais salaires satisfaisants dans l'ensemble.

1 p. o/o de chômeurs chez les *garçons laitiers nourrisseurs*. 8 p. o/o chez les ouvriers *limonadiers* (*l'Espérance*). Reprise du travail moins accentuée que l'an dernier chez les *limonadiers-restaurateurs*, situation difficile principalement pour les ouvriers d'extra. 7 p. o/o de chômeurs et placement plus difficile que l'an dernier chez les *bouchers*. Les *coiffeurs* syndiqués comptent 4 p. o/o des leurs sans place à demeure; le placement est devenu plus facile que le mois dernier. Chez les *coloristes enlumineurs*, 7 p. o/o de chômeurs, ouvrage et salaire moins bon que l'an dernier. 1 p. o/o de chômeurs chez les *professeurs de l'enseignement libre*.

Seine-et-Oise. — Travail toujours actif chez les *carriers* de Cernay-la-Ville. De même chez les *travailleurs du livre* d'Étampes, chez lesquels l'augmentation de la durée du travail déjà signalée se maintient. Travail normal chez ceux de Saint-Germain. A Versailles, pas de chômeurs chez les *tailleurs* qui sont moins occupés que l'an dernier. Pas de chômeurs et jour

née de 11 heures chez les *mouleurs en métaux* d'Étampes. A Versailles, 2 p. o/o de chômeurs chez les *maçons tailleurs de pierre* qui font la journée de 11 heures.

Seine-et-Marne. — Chez les *tailleurs de pierre* de Château-Landon, pas de chômeurs.

Aisne. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Château-Thierry. A Serain, pas de chômeurs dans les *tissages mécaniques*, où le gain journalier varie de 1 fr. 50 à 2 francs; dans les *tissages à la main*, le travail tend à reprendre; on estime que le chômage atteint un dixième des tisserands. Pas de chômeurs et journée de 12 heures chez les *mouleurs* de Saint-Quentin; de même chez ceux de Chauny. A Saint-Quentin, pas de chômeurs chez les *couvreurs*, chez lesquels la journée est augmentée de 1 heure. A Saint-Michel, pas de chômeurs chez les *ouvriers en chaussures*, travail sans activité chez les *métallurgistes*. A Saint-Quentin, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés-voyageurs dessinateurs*.

Oise. — A Beauvais, un peu plus de 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Situation toujours satisfaisante chez les *ouvriers des scieries mécaniques* de Hermes. Dans une fabrique de *brosses* de Therdonne travaillant pour l'exportation, morte-saison annuelle. Chez les *dominotiers* de Méru, travail toujours actif. Chez les *brossiers* de Saint-Sauveur et de Tracy-le-Mont, pas de chômeurs. Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *comptables* de Beauvais.

Somme. — A Amiens, chez les *typographes*, l'activité déjà signalée se maintient. Ralentissement annuel dans l'ensemble des *industries du cuir* *corroirie, cordonnerie* et fabrication des *galoches*; chez les *cordonniers*, une maison a renvoyé 50 ouvriers. Chez les *mouleurs en fer*, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers.

Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Boulogne-sur-Mer, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que le mois, mais moins que l'an derniers; la journée est augmentée d'une heure pour 35 ouvriers. Pas de chômeurs chez les *ouvrières en plumes d'acier* et travail 60 heures par semaine.

Nord. — A Lille, ouvrage plus abondant que l'an dernier et 8 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. Pas de signalés chez les *typographes*; de même chez les *lithographes*, qui font 58 heures par semaine. 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Douai; pas de signalés, journée de 11 heures et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *typographes*. A Tourcoing, chez les *trieurs de laine*, pas de chômeurs, travail 64 heures par semaine, salaire augmenté de près de 10 p. o/o dans une maison (50 ouvriers); de même, pas de chômeurs et reprise du travail chez les *ouvriers de l'industrie textile (tissages de laine)*. Les *tisserands* de Villers-en-Cauchies estiment que les commandes restent plus faibles que celles de l'an dernier et que le chômage atteint un tiers des leurs. Pas de signalés chez les *imprimeurs sur tissus* de Marly, qui font 66 heures par semaine.

Pas de chômeurs chez les *charpentiers* de Saint-Amand; d'autre part, salaires faibles par suite de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. Chez les *charpentiers* de Tourcoing, 12 p. o/o de chômeurs et constructions moins importantes que l'an dernier. Pas de chômeurs et travail 72 heures par semaine chez les *tourneurs sur bois* de Felleries. A Lille, chez les *ouvriers de l'industrie des métaux*, grande activité dans les grands établissements, mais dans les petits ateliers, on reçoit peu de commandes par suite du prix élevé des métaux; dans les grands établissements, on a organisé des équipes de jour et des équipes de nuit; dans les petites maisons, on fait la journée de 10 heures. Travail toujours actif chez les *métallurgistes* de Maubeuge. Pas de chômeurs chez ceux de Saint-Amand.

A Cousolre, chez les *marbriers en cheminée*, petit courant de travail, on fait la journée de 11 heures. Reprise du travail dans tous les ateliers chez les *marbriers en pendules*. A Dunkerque, chez les *marbriers-tailleurs de pierre*, 17 p. o/o de chômeurs et journée de 11 heures. A Roubaix, chez les *peintres*, reprise du travail depuis le mois dernier et travail 72 heures par semaine. Chez les *faïenciers* de Saint-Amand, 6 p. o/o de chômeurs; dans une usine, le travail a été suspendu pendant près d'une semaine. A Lille, pas de chômeurs chez les *employés de l'épicerie*.

Ardennes. — A Fumay, chez les *ardoisiers-mineurs*, travail toujours actif, les *fondeurs* chôment 2 jours par quinzaine. A Haybes, chez les *ardoisiers-mineurs* et chez les *fondeurs*, même situation qu'à Fumay. Une nouvelle usine métallurgique vient d'être fondée à Haybes, elle occupe une trentaine d'ouvriers. Travail actif aussi dans l'*industrie métallurgique* à Révin, principalement pour les *mouleurs*. Les ouvriers de l'*industrie lainière* de Francheval comptent un cinquième des leurs en chômage.

Marne. — A Reims, 4 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers-pâtisseries*, chez lesquels la reprise du travail est moins accentuée que l'an dernier. A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Reims, 2 p. o/o chez les *imprimeurs*. Pas de signalés chez les ouvriers de l'*industrie lainière*. Travail toujours actif chez les *mennisiers-ébénistes*. Chez les *maçons*, reprise du travail et pas de chômeurs.

Meuse. — Pas de chômeurs chez les *carriers* de Lérrouville, le travail s'est ralenti avec la fin des fortes livraisons pour Paris.

Meurthe-et-Moselle. — Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Chauvigny. A Nancy, pas de chômeurs chez les *typographes*. De même chez les *chapeliers*. Chez les *ouvriers sur métaux*, pas de chômeurs, journée augmentée d'une heure 1/2 pour 225 ouvriers et travail plus abondant que l'an dernier. Chez les *tailleurs de pierre ravauteurs*, travail 72 heures par semaine. Un peu de chômage chez les *maçons*, par suite de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. Pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Vosges. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Remiremont, qui font 66 heures par semaine. De même, pas de chômeurs chez les *filateurs et tisseurs* de Moussey. Chez les *tailleurs de pierre* de Saint-Dié, situation difficile par suite de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère.

Haut-Rhin. — A Belfort, pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an dernier et travail 70 heures par semaine chez les *mennisiers-charpentiers*.

Haute-Saône. — 3 p. o/o de chômeurs et travail 60 heures par semaine chez les ouvriers de l'*ameublement* de Saint-Loup. A Autun, chez les *ébénistes-mennisiers*, pas de chômeurs; une maison a porté la durée du travail à 12 heures par jour. Chez les ouvriers en *métaux* de Plancher-les-Mines, 2 p. o/o de chômeurs, journée de 11 heures et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, le salaire tend à diminuer.

Doubs. — A Besançon, chez les *horlogers*, travail 57 heures par semaine et ouvrage plus abondant que l'an dernier, grâce aux commandes pour l'Exposition universelle de 1900. De même, à Montbéliard, ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *horlogers*. Journée de 12 heures chez les ouvriers du *bâtiment*.

Jura. — A Dôle, travail toujours actif chez les *typographes*, qui font 60 heures par semaine.

Ain. — Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les ouvriers en *peignes* d'Oyonnax. A Bourg, chez les *tailleurs de pierre*, pas de chômeurs, ouvrage moins abondant que l'an dernier, les constructions entreprises alors étant maintenant terminées. Ralentissement du travail et 4 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* de Thoiry. Chez les ouvriers du *bâtiment* de Bellegarde, petit courant de travail et situation devenue plus difficile par suite de l'augmentation de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. A Bourg, pas de chômeurs chez les *garçons bouchers*.

Saône-et-Loire. — A Mâcon, 11 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés chez les *chapeliers* de Louhans.

Côte-d'Or. — L'activité déjà signalée s'est maintenue chez les *bûcherons* de Corcelles-les-Cîteaux, de même chez ceux de Pagny-le-Château. A Dijon, pas de chômeurs chez les *typographes*. De même chez les *tailleurs de pierre*, qui sont plus occupés que le mois dernier, le

salaires est en hausse à la suite d'un accord intervenu entre patrons et ouvriers. Pas de chômeurs et placement plus facile que l'an et que le mois derniers chez les *comptables*; une amélioration sensible des affaires s'est produite depuis le mois dernier.

Yonne. — A Auxerre, travail toujours actif chez les *typographes*. De même chez les *charpentiers de la marine*. Pas de chômeurs chez les *mouleurs*. Pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an dernier et journée de 12 heures chez les *ouvriers sur métaux*; la journée est augmentée de 2 heures par jour dans 2 maisons (100 ouvriers). 4 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment* de Sens.

Nièvre. — Pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que le mois dernier et journée de 11 heures chez les *bûcherons* de Champroux. Travail toujours actif chez ceux de Ciez. Pas de chômeurs chez ceux de Corvol, de Menou et de La Chapelle-Saint-André où le travail des *écorces* fournit un travail abondant; les ouvriers *charbonniers* et *fendeurs* ont momentanément quitté la région de Saint-André. 1 p. o/o de chômeurs et travail de 72 heures par semaine chez les *ouvriers des bois* de Saint-Malo. Ceux de Saint-Verain estiment que le chômage atteint un quart des leurs. Pas de signalés chez ceux de Sardy, qui font 72 heures par semaine et sont plus occupés que l'an dernier grâce à la construction d'un chemin de fer dans la région. A Nevers, chez les *maçons*, pas de chômeurs et journée de 11 heures. Même durée du travail, 8 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *couvreurs*.

Allier. — Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Durdar-Larequille et de Buxières. Chez les *typographes* de Cusset, ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier, cependant pas de chômeurs. De même pas de chômeurs et travail de 60 heures par semaine chez les *menuisiers* de Montluçon; d'accord avec les patrons, le travail aux pièces a été supprimé dans les ateliers de ville. A Moulins, chez les *ébénistes-menuisiers*, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers. A Montluçon, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*. 4 p. o/o et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *ouvriers sur métaux* de Vichy. A Moulins, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, journée de 11 heures et pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; de même chez les *maçons* et chez les *peintres*.

MOULINS. — Reprise du travail chez les *typographes*; plus de chômeurs. Morte-saison dans la *chapellerie*. Travail actif dans l'industrie du *bâtiment*. Pas de chômeurs dans la *carrosserie* et dans la *bourrellerie*. Quelques chômeurs dans la *galocherie* et dans la *saboterie*. — PALLETAN.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, le commencement de la saison thermique a amené une amélioration de la situation chez les *cuisiniers*. Un peu moins de 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Les ouvriers en *cuirs* et *peaux* estiment que la morte-saison plus accentuée que l'an dernier atteint moitié des leurs. 5 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *carrossiers*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier, journée de 11 heures et un peu moins de 4 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers sur métaux*. Reprise du travail plus tardive que l'an dernier et journée de 11 heures chez les *maçons*.

Haute-Loire. — A Sainte-Florine, chez les *travailleurs de la terre*, 11 p. o/o de chômeurs; 5 p. o/o chez les *mineurs*. Même chômage chez les chefs d'atelier *rubaniers* chez lesquels le travail tend à ralentir.

Loire. — Pas de chômeurs chez les *mineurs* de la Roche-la-Molière et de Saint-Chamond. Chez les *ouvriers du livre* de Roanne, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que le mois dernier. Pas de chômeurs chez les *tisseurs* de Jarnosse; de même chez ceux de la Gresle, qui sont plus occupés que l'an dernier; 10 p. o/o chez ceux de Saint-Genest, chez lesquels le gain hebdomadaire a diminué d'un peu plus du quart. Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *tisseurs* de la Cergne. A Saint-Étienne, chez les adhérents de la *corporation des tisseurs*, 11 p. o/o de chômeurs et salaires tendant à baisser dans l'ensemble. Morte-saison chez les *chefs d'ateliers rubaniers*. Chez les *passementiers* de la Fouillouse, 11 p. o/o de chômeurs. A Chazelles-sur-Lyon, travail 3 jours par semaine chez les *chapelliers-fouleurs*, travail également peu actif chez les autres *ouvriers en chapellerie*.

Chez les *métallurgistes* de Saint-Chamond, pas de chômeurs et journée de 12 heures. A Saint-Étienne, 17 p. o/o de chômeurs chez les *verriers*, qui font la journée de 10 heures. Chez les *employés de fabrique*, pas de chômeurs; le travail du ruban de velours tend à reprendre, celui du ruban ordinaire reste sans commandes, les ouvriers en chômage cherchent du travail ailleurs.

Rhône. — A Lyon, 14 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*, 11 p. o/o chez les *confiseurs, pâtisseries et chocolatiers*, dans plusieurs maisons, la durée de la journée de travail a été augmentée. 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, 4 p. o/o chez les *imprimeurs-conducteurs-typographes*. Chez les *tisseurs à Grandris*, on compte un peu plus du tiers des syndiqués en chômage, tant chez les *tisserands de coton* que chez ceux de *soie*. Chez ceux de Lyon, la mode et le changement de saison rendent le travail peu actif, on estime que la moitié des syndiqués manquent de commandes. De même, les *imprimeurs sur étoffes* estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage de morte-saison. Pas de signalés chez les *brodeurs de Tarare*. A Lyon, les *tullistes à la chaîne* estiment que trois quarts des métiers manquent de commandes. Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *chenilleurs*, qui sont cependant éprouvés par la concurrence de la main-d'œuvre féminine, celle-ci étant employée dans moitié des usines. Ralentissement de travail chez les ouvriers en *confections* qui sont très occupés, on estime que le chômage provient du changement de saison et de la hausse des prix de la draperie. Chez les *coupeurs-tailleurs*, une manufacture de vêtements a renvoyé deux tiers de son personnel. Chez les *chapeliers* de Grigny, pas de chômeurs, de même à Lyon, chez les ouvriers en *chapeaux fantaisie*, chez lesquels une maison a réduit le travail de 3 jours par semaine.

A Lyon, 12 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers*, qui estiment le travail moins abondant que l'an dernier, 3 grandes maisons ont mis au repos une partie de leur personnel qui a trouvé à se replacer dans les petits chantiers. Pas de chômeurs chez les *sculpteurs-marbriers*. 2 p. o/o chez les *polisseurs sur métaux* et ouvrage plus abondant que l'an dernier. Même chômage et journée de 12 heures chez les *repousseurs sur métaux*. Pas de chômeurs signalés chez les *litières en fer*. Journée de 10 heures chez les ouvriers en *instruments de musique*. Chez les *bronziers*, pas de chômeurs, journée de 10 heures et ouvrage plus abondant que l'an dernier. De même, pas de chômeurs chez les ouvriers *orfèvres*. Les *graveurs pour impressions sur étoffes* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage, par suite de la modification de la mode.

16 p. o/o de chômeurs chez les *couturiers*. Pas de signalés chez les *employés et ouvriers de tramways*. 2 p. o/o chez les *employés de commerce*. 17 p. o/o chez les *coiffeurs*. Pas de signalés chez les *monteurs de couronnes mortuaires*, qui sont plus occupés que l'an dernier. Chez les *porteurs-crieurs de journaux*, travail actif.

Haute-Savoie. — Pas de chômeurs chez les *carriers* de Thollon. A Annecy, 15 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *typographes*. Travail toujours actif chez les *menuisiers*. Pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *tailleurs de pierre*.

Savoie. — A Chambéry, 11 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *charpentiers*. Travail toujours actif chez les *menuisiers*. Les *tailleurs de pierre* estiment que le chômage atteint un quart des leurs.

Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs chez les *employés de l'usine à gaz*. A Gières, situation satisfaisante chez les *gantiers*, pas de chômeurs. Chez les *tisseurs de toile* de Voiron, 5 p. o/o de chômeurs, une usine qui occupait 30 ouvriers est arrêtée. A Vienne, pas de chômeurs chez les *chapeliers*, qui sont moins occupés que l'an dernier, la journée est réduite depuis le mois dernier à 36 heures par semaine. A Grenoble, chez les *ouvriers sur métaux*, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier; dans plusieurs maisons de *construction mécanique* et de *chaudronnerie*, on fait 11 heures et 12 heures par suite de l'augmentation des commandes. Chez les *tailleurs de pierre* de Montalieu-Vercieu, ouvrage moins abondant que l'an dernier, travail 50 heures par semaine, on estime que le chômage atteint un quart des syndiqués. Pas de chômeurs chez ceux de Parmilieu; ouvrage moins abondant que l'an dernier et journée de 12 heures chez ceux de Porcieu. Situation toujours difficile, à Grenoble, chez les *maçons*.

Drôme. — Chez les *carriers* de Saint-Restitut, ouvrage en diminution sur le mois précédent, cependant pas de chômeurs. A Valence, chez les ouvriers en chaussures, journée de 10 heures et travail normal. Chez les *mennisiers*, pas de chômeurs. 6 p. o/o et ouvrage plus abondant que l'an dernier, chez les *tailleurs de pierre*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 6 p. o/o de chômeurs et journée de 11 heures chez les *vermicelliers* qui sont moins occupés que le mois dernier par suite de la fin de la saison des étrangers. A Cannes, les *boulangers* estiment qu'un cinquième des syndiqués sont sans place à demeure, le syndicat a fourni à ces ouvriers inoccupés un secours leur permettant d'attendre leur placement; chez les *cuisiniers*, grâce au commencement de la saison d'été, tous les ouvriers disponibles ont été placés dans les stations balnéaires. A Nice, les *confiseurs-pâtisseries* estiment qu'un peu plus du cinquième des leurs sont en chômage. 13 p. o/o chez les *typographes*, qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers. 9 p. o/o de chômeurs chez les *cordonniers*, qui sont en fin de saison. Les *tailleurs d'habits* estiment qu'un quart des leurs manquent de commandes, les prix de façon tendent à diminuer par suite de la concurrence des articles de confection et de la main-d'œuvre étrangère. A Cannes, pas de chômeurs chez les *vanniers*. Chez les *maçons*, un peu moins de 4 p. o/o de chômeurs. Chez ceux de Menton, un peu moins de 10 p. o/o de chômeurs. A Vallauris, travail calme, cependant pas de chômeurs chez les *maçons*. Chez les *potiers*, ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs. A Nice, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *employés-restaurateurs*, qui estiment que le chômage de morte-saison dû au départ des étrangers atteint un tiers des leurs.

Var. — A Toulon, un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, le ralentissement du travail déjà signalé s'étant accentué, quelques ouvriers ont quitté la ville. Pas de chômeurs chez les *voiliers*, qui sont plus occupés que l'an et que le mois derniers grâce à de nouvelles adjudications. De même, pas de chômeurs chez les *charpentiers en fer* à la Seyne. A Toulon, les *machinistes* sont tous occupés.

Corse. — Commencement de la morte-saison chez les *typographes* d'Ajaccio.

Bouches-du-Rhône. — Chez les *pêcheurs* de la Ciotat, le rendement de la pêche est resté peu satisfaisant, cependant il n'a pas été signalé de chômeurs. Chez les *jardiniers* de Saint-Henri-Marseille, de même pas de chômeurs. Chez les *mineurs* de Fuveau, on fait 4 jours et demi par semaine. Pas de chômage chez ceux de Saint-Savournin-Gréasque. L'activité signalée chez les *carriers* de Fontvieille se maintient. 7 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* de la Ciotat. A Marseille, un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les travailleurs du livre; 12 p. o/o chez les *imprimeurs-lithographes*. Chez les *monteurs en chaussures*, pas de signalés parmi les ouvriers syndiqués; on fait environ 50 heures par semaine (travail effectif); une maison qui avait suspendu sa fabrication l'a reprise avec les deux tiers de son personnel, les prix de façon ont subi une diminution de 5 centimes par paire de chaussures, ce qui a réduit le gain moyen hebdomadaire de 32 fr. 50 à 27 francs.

A Marseille, chez les *scieurs de long*, situation plus difficile que l'an dernier par suite du progrès du sciage mécanique. 14 p. o/o de chômeurs, ouvrage moins abondant que le mois dernier, travail 45 heures par semaine et journée diminuée d'une heure dans une maison chez les *tonneliers*. Pas de chômeurs chez les *modeleurs*. De même chez les *ferblantiers-boîtiers*. 15 p. o/o de chômeurs et journée diminuée de 3 heures pour 66 ouvriers chez les *marbriers*. Chez les *carreleurs*, qui estiment que le chômage atteint un peu moins du quart des leurs, le travail a été ralenti par suite de la grève des maçons. Ouvrage plus abondant que l'an dernier, travail 55 heures par semaine et pas de chômeurs chez les *paveurs*. Les *potiers* d'Aubagne comptent un quart des leurs en chômage, la moitié des usines ont réduit leur personnel de près d'un quart.

A Marseille, chez les *garçons cochers de place*, situation difficile. Les *marins du commerce* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage. Affaires plus difficiles que l'an et que le mois derniers chez les *commissaires des gares*. Chez les *employés de commerce*, 2 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers. Pas de chômeurs chez les *limonadiers*, *maîtres-d'hôtels*; 10 p. /100 chez les *employés d'hôtels-restaurants*.

Vaucluse. — A Avignon, travail abondant et pas de chômeurs chez les *typographes*. Chez les ouvriers en *chaussures*, travail abondant dans 3 maisons (300 ouvriers), pour les autres peu d'activité, les ouvriers perdent une journée par semaine. Pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que le mois dernier et journée de 10 heures chez les *menuisiers*. Chez les ouvriers en *balais* de Caderousse, le travail est réduit à 2 jours par semaine, moitié des syndiqués manquent de commandes. Ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et pas de chômeurs chez les *peintres* d'Avignon, chez lesquels la journée est augmentée d'une heure.

Ardèche. — A Annonay, chez les *mégissiers de rivières*, le travail tend à reprendre, moitié des ateliers font la journée complète, pour le reste, on chôme quelques heures par jour; 2 p. o/o des ouvriers sont sans ouvrage, salaires sans variation. Chez les *chapeliers* de Serrières, 14 p. o/o de chômeurs, la durée du travail en augmentation d'un jour, est portée à 4 jours par semaine. A Annonay, ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *maçons*.

Gard. — Chez les *mineurs* d'Alais, pas de chômeurs. A Nîmes, un peu moins de 4 p. o/o chez les *confiseurs-pâtisseries*.

Aveyron. — A Rodez, 16 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*.

Tarn. — 11 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* de Castres chez lesquels le placement est devenu plus difficile que l'an dernier par suite de la concurrence des *jeunes ouvriers*. A Albi, les *chapeliers-fouleurs* comptent un quart des leurs atteints par le chômage de morte-saison d'été, la durée du travail est réduite à 24 et 26 heures par semaine; même ralentissement du travail chez les *chapeliers-appropriateurs*. Pas de chômeurs chez les *mouleurs fer et cuivre* de Castres. Ouvrage plus abondant que le mois dernier et pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment* d'Albi.

Hérault. — Chez les *marins-pêcheurs* de Mèze, 15 p. o/o de chômeurs et travail moins abondant que l'an et que le mois derniers. Chez les *travailleurs de la terre et vigneron*s de Fabrègues, pas de chômeurs; de même chez ceux de Marsillargue; durée de la journée de travail: 8 heures et salaire 3 fr. 50 par jour, 6 p. o/o de chômeurs et travail environ 52 heures par semaine chez les *mineurs* de Graissessac. A Montpellier, 14 p. o/o de chômeurs et placement plus facile que le mois dernier chez les *cuisiniers* grâce au commencement de la saison d'été. Ralentissement du travail et un peu moins de 10 p. o/o de chômeurs chez les *cordonniers*. A Cette, les *tonneliers* estiment que le chômage atteint moitié des leurs. Placement plus facile que le mois dernier chez les *limonadiers*. Les *coiffeurs* de Béziers sont tous placés; de même ceux de Montpellier.

Aude. — Pas de chômeurs chez les ouvriers *agriculteurs* de Cuxac, chez lesquels les façons de vigne et des champs maintiennent une grande activité. A Carcassonne, pas de chômeurs chez les *mégissiers*. De même chez les *menuisiers*, qui font soixante heures par semaine. A Narbonne, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Carcassonne, hausse sur les vins, 5 centimes par litre qui se vend 35 centimes.

BOURSE DU TRAVAIL DE CARCASSONNE. — Les travaux du *bâtiment* sont aussi actifs que le mois dernier; on ne trouve pas de chômeurs chez les *menuisiers*, les *charpentiers*, les *maçons* et les *plâtriers*, les *peintres* ne sont pas non plus éprouvés par le chômage; mais par contre les *tonneliers* sont en pleine morte-saison et on estime que le chômage atteint un peu plus du quart de ces ouvriers. Le Concours régional qui a bien réussi a fourni de l'ouvrage à un certain nombre de chômeurs. Les *agriculteurs* ont aussi employé un certain nombre de bras, soit à soigner les animaux qu'ils exposaient, soit à l'entretien des machines.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, chez les *charrons-forgerons*, reprise du travail plus accentuée que l'an dernier, pas de chômeurs et journée de dix heures.

Haute-Garonne. — A Toulouse, 13 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; le gain de

Ouvrier tend à diminuer par suite du départ de la clientèle pour la campagne. Chez les *typographes*, grâce aux démarches faites par le bureau du syndicat ouvrier, un tarif uniforme du travail a été établi entre les patrons imprimeurs et les ouvriers. Les ouvriers de l'équipement militaire (*chaussures*) estiment que le chômage atteint un cinquième des leurs. Un peu moins de 2 p. 100 chez les ouvriers sur *métaux*. Chez les *forgerons-limeurs*, pas de signalés, on fait soixante heures par semaine.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, pas de chômeurs chez les *typographes*. Chez les *menuisiers*, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que le mois, mais moins que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *peintres*.

Basses-Pyrénées. — Chez les *métallurgistes* de Boucau, pas de chômeurs. A Pau, chez les *maçons, tailleurs de pierre*, pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an dernier par suite d'importants travaux de voirie, cependant situation jugée plus difficile que l'an dernier par suite de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. Pas de chômeurs chez les *plâtriers*. A Bayonne, un peu moins de 1 p. 100 chez les *employés de commerce*. Pas de signalés chez les *bouchers*.

Landes. — A Mont-de-Marsan, chez les *typographes*, travail toujours actif.

Gers. — A Auch, pas de chômeurs chez les *maçons et tailleurs de pierre*.

Tarn-et-Garonne. — Chez les ouvriers en *chapeaux de paille* de Sept-Fonds, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier.

Lot-et-Garonne. — Chez les ouvriers sur *métaux* de Villeneuve-sur-Lot, pas de chômeurs et journée de douze heures. Même durée du travail et 12 p. 100 de chômeurs chez les *peintres-colleurs* d'Agen.

Dordogne. — 4 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers* de Bergerac. Chez les *chapeliers-appropriateurs* du Bugue, 15 p. 100 de chômeurs et ralentissement du travail dans toutes les maisons, le gain des ouvriers aux pièces est réduit parfois à 3 francs par semaine. A Périgueux, chez les *charpentiers*, 19 p. 100 de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an, mais moins que le mois derniers. Même situation et 16 p. 0/0 de chômeurs chez les *sabotiers*. Les *brossiers* comptent un cinquième des leurs sans commandes, l'ouvrage est tenu pour moins abondant que l'an et que le mois derniers.

Gironde. — A Bordeaux, les *compagnons aspirants boulangers* comptent un peu plus du quart des leurs sans place à demeure. Chez les *tailleurs d'habits* qui comptent un cinquième des leurs en chômage, reprise du travail depuis le mois dernier. Chez les *employés et employés de confections et de commerce*, placement plus difficile que l'an dernier; les appointements tendent à diminuer, on fait de 66 à 72 heures par semaine en moyenne. Les *scieurs de long* estiment que le chômage atteint deux tiers des leurs. A Libourne, chez les *menuisiers*, pas de chômeurs et journée de 11 heures, travail abondant grâce aux commandes des campagnes. A Bordeaux, les *charbons-forgerons* comptent 18 p. 0/0 des leurs en chômage. Pas de signalés chez les *tonneliers* de Saint-Pardon-Vayres.

A Bordeaux, chez les ouvriers des *constructions maritimes*, 7 p. 0/0 de chômeurs et journée variant de 10 à 11 heures. Les *terrassiers mineurs* estiment que le chômage atteint un peu plus du quart des leurs. Chez les ouvriers du *verre noir*, travail 40 heures par semaine, une maison a éteint un de ses fours, ce qui a amené l'arrêt du travail d'une cinquantaine d'ouvriers. Chez les *marins du commerce*, rareté d'engagements pour embarquer. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *bouchers, charcutiers et tripiers*, qui comptent un cinquième des leurs sans place. 10 p. 0/0 chez les *coiffeurs*.

Charente-Inférieure. — Chez les *travailleurs du livre*, 4 p. 0/0 de chômeurs à Rochefort; pas de signalés à La Rochelle. A Rochefort, chez les *menuisiers-chénistes*, journée de 10 heures et ouvrage plus abondant que le mois, mais moins que l'an dernier; on estime

que le chômage atteint un quart de syndiqués; la journée est diminuée d'une heure pour moitié des ouvriers, faute de commandes.

Charente. — A Angoulême, pas de chômeurs chez les *ferblantiers*.

Haute-Vienne. — A Limoges, chez les *cuisiniers-pâtisseries*, 8 p. o/o de chômeurs et placement plus facile que le mois dernier, principalement pour les extras, grâce aux foires du mois de mai. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *typographes*. Dans la fabrication de la *porcelaine*, travail soutenu chez les *fileurs*, qui font la journée de 11 heures; les *décorateurs* estiment que moitié des leurs manquent de commandes.

Corrèze. — A Brive, 14 p. o/o de chômeurs et ralentissement du travail chez les *typographes*. Situation satisfaisante et pas de chômeurs chez ceux de Tulle; les caisses du chômage et de maladie organisées par le syndicat, bien alimentées par les cotisations, ont pu fournir des secours à un certain nombre d'ouvriers dans le besoin. Chez les *chapeliers* de Bort, pas de chômeurs. De même, à Tulle, chez les *tailleurs de pierre*.

Creuse. — Ralentissement du travail chez les *chapeliers* de Bourgneuf.

Cher. — A Bourges, 2 p. o/o de chômeurs chez les *jardiniers*. Pas de signalés chez les bûcherons d'Allogny et de Sancerques, ces derniers étant plus occupés que le mois dernier. Ralentissement du travail depuis le mois dernier avec la fin des façons des écorces chez les bûcherons de Méry-en-Bois qui comptent un quart des leurs en chômage; ceux de Vallenay, un peu plus du tiers. A Bourges, pas de chômeurs chez les *boulangers*. De même chez les ouvriers en *toiles cirées*, chez lesquels le travail tend à ralentir. Chez les *charpentiers*, travail 66 à 72 heures par semaine et pas de chômeurs. De même chez les *menuisiers*. Chez les *travailleurs sur métaux*, ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs. 2 p. 100 et journée de 12 heures chez les *tailleurs de pierre*. Même durée du travail, pas de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *couvreurs*. Pas de chômeurs chez les *chaufourniers* de La Guerche, qui sont plus occupés que l'an et que le mois derniers.

A Bourges, baisse sur le heurre, 25 centimes par 500 grammes; le pain est vendu 26 centimes le kilogramme.

Indre. — A Châteauroux, chez les *typographes*, tous sont occupés; cependant, la diminution du travail chez les ouvriers aux pièces s'accroît. Chez les ouvriers de l'industrie des *cuirs et peaux* de Chinault-Issoudun, pas de chômeurs. A Châteauroux, chez les *menuisiers*, de même pas de chômeurs; de même chez les *ouvriers sur métaux*. 10 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*.

Vienne. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Ligugé. De même chez les *ouvriers sur métaux* de Cenon.

Deux-Sèvres. — Chez les *tisserands* de la Chapelle-Longueau, 10 p. o/o de chômeurs, ouvrage moins abondant que l'an dernier; le gain journalier est descendu jusqu'à 1 fr. 25 par jour. A Niort, pas de chômeurs et journée de 11 heures chez les *ferblantiers-chaudronniers*. Même durée du travail et 2 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. Pas de chômeurs et travail 72 heures par semaine chez les *ouvriers du bâtiment* de Bressuire.

Vendée. — Chez les *marins pêcheurs* des Sables-d'Olonne, la pêche au chalut est terminée; la pêche à la sardine, qui est commencée, a donné peu de résultats; on se prépare pour la pêche au thon. La pêche au chalut des mois derniers a fourni un rendement équivalent à la moyenne. Travail toujours actif chez les *mineurs* de Faymoreau. A la Roche-sur-Yon, reprise du travail depuis le mois dernier chez les *typographes* dans plusieurs maisons. Chez les *tisserands*, à Tournes, 10 p. o/o de chômeurs; pas de signalés chez ceux de Saint-Malo; ouvrage plus abondant que l'an dernier chez ceux de Treize-Vents, moins abondant chez ceux de la Verrie et de Saint-Laurent. A la Roche-sur-Yon, les *ouvriers du bâtiment* estiment que le chômage atteint un quart des leurs.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 3 p. o/o de chômeurs chez les *relieurs-papetiers*, chez lesquels l'amélioration déjà signalée se maintient. 10 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *tapissiers*. Pas de chômeurs chez les *menuisiers*, qui sont plus occupés que l'an dernier.

Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs chez les *typographes*. De même chez les *ferblantiers-boitiers* de Quiberon, de même chez ceux de Larmor-Lorient.

Finistère. — A Brest, les *ouvriers tailleurs* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs manquent de commandes par suite de la température peu favorable et de la concurrence des articles de confection. L'activité déjà signalée chez les *ouvrières de l'aiguille* se maintient. Chez les *menuisiers ébénistes* de Morlaix 17 p. o/o de chômeurs, ouvrage plus abondant que le mois, mais moins que l'an dernier. Chez les *ferblantiers-boitiers* de Douarnenez, journée de 10 heures et 6 p. o/o de chômeurs; 8 p. o/o chez ceux d'Audierne.

Ille-et-Vilaine. — BOURSE DU TRAVAIL DE RENNES. — Dans l'industrie du bâtiment, le travail est très actif surtout chez les *maçons*, les *chapentiers*, les *menuisiers* et les *peintres*; on fait presque tous les jours 11 et 12 heures de travail, les patrons viennent chercher des ouvriers au bureau de placement de la Bourse ou écrivent pour en avoir; c'est la pleine saison de travail et tous les ouvriers sont occupés. Beaucoup sont partis de Rennes pour aller sur les bords de la mer à Saint-Malo, Saint-Servan, Dinard, Saint-Enogat, Saint-Lunaire, Paramé, Cancale, faire la restauration des villas en vue de la saison des étrangers qui va commencer.

A Saint-Malo, où un casino est en chantier, les travaux sont poussés très activement surtout dans la *menuiserie*, où les ouvriers font 13 heures par jour et travaillent même le dimanche, les travaux devant être terminés le 15 juillet. Les corporations où le travail marche le moins sont celles des *chapeliers*, qui font la journée de 10 heures et travaillent 4 jours par semaine, et celle des *ajusteurs-mécaniciens*, qui comptent environ 15 p. o/o de chômeurs. — P. BOURGES.

3 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs* de Bruz, qui font 48 heures par semaine au fond et 66 à la surface. Chez les *mineurs* de Pompéan, un arrêt s'est produit dans le travail par suite d'un accident aux pompes. A Fougères, pas de chômeurs chez les *typographes*, qui sont moins occupés que l'an dernier. Ouvrage plus abondant que l'an dernier, et pas de chômeurs chez les ouvrières de l'habillement de La Guerche. A Rennes, travail réduit à 3 jours par semaine chez les *chapeliers*, qui sont cependant tous occupés. Pas de chômeurs chez les *mouleurs*. Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *ouvrières* et *employés* de l'alimentation de La Guerche de Bretagne.

Maine-et-Loire. — A Angers, 11 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*, qui sont plus occupés que le mois dernier; pas de chômeurs chez ceux de Cholet. A Angers, pas de signalés et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers de l'industrie textile (*cordages, ficelles*), qui font 66 heures par semaine. Chez les *tisseurs* de Cholet un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs dans les *tissages mécaniques*, 10 p. o/o chez les *tisserands à domicile* qui perdent 2 jours par semaine. Chez les *tisserands de mouchoirs* de Gesté, travail sans activité par suite de la concurrence des articles coton faits à la machine; cependant pas de chômeurs. De même chez ceux de La Séguinière, de La Tessouaille, de Saint-Philbert; chez ceux de Trémeutines, on chôme 2 jours par semaine sauf dans 2 maisons; cependant le travail tend à reprendre. A Angers, situation plus difficile que l'an dernier chez les *tourneurs sur bois* par suite de la concurrence de la main-d'œuvre des apprentis. Chez les *forgerons*, journée de 11 heures, situation satisfaisante chez les *sculpteurs*. Chez les *couvreurs*, situation toujours difficile. 13 p. o/o chez les *garçons limonadiers*.

A Cholet, hausse sur les œufs, 0 fr. 15 à 0 fr. 20 par douzaine; diminution sur le beurre, le pain se vend 1 fr. 50 les 6 kilogrammes.

Mayenne. — A Laval, chez les *maçons*, à la suite d'un accord intervenu entre patrons et ouvriers, le prix de l'heure qui était de 0 fr. 20 à 0 fr. 28 a été porté à 0 fr. 30 et 0 fr. 35.

Sarthe. — Au Mans, chez les ouvriers en *chaussons*, pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers; une importante maison a augmenté ses prix de 0 fr. 12 pour l'ensemble des façons; une autre, qui l'an dernier avait essayé de diminuer ses prix de façon, a installé de nouvelles machines qui lui permettent de produire plus rapidement. Point de chômeurs chez les *ébénistes*, chez lesquels le travail est sans activité par suite de la concurrence des meubles envoyés des centres fabriquant les spécialités. Pas de chômeurs chez les *couvreurs*.

Indre-et-Loire. — Chez les *bûcherons* de Neuville, travail toujours actif. A Tours, chez les *coupeurs en chaussons*, pas de chômeurs, reprise du travail moins accentuée que l'an dernier, on fait 54 heures par semaine au lieu de 66 heures. Chez les *tisseurs de soie*, qui estiment que moitié des leurs manquent de commandes, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, la journée est diminuée de 4 heures pour 60 ouvriers, on fait en moyenne 55 heures par semaine. 16 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers*, qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers. Pas de chômeurs chez les *mouleurs*.

Eure-et-Loir. — CHÂTEAUDUN. — Chez les *typographes*, le travail se maintient assez actif, les ouvriers font parfois des heures supplémentaires. De même chez les *fondeurs mécaniciens*, travail en pleine activité en vue de l'Exposition de 1900 à laquelle on veut produire des machines spéciales à travailler le cuir. Chez les *tanneurs*, journée de 12 heures, ainsi que chez tous les ouvriers du *bâtiment*. A l'usine de *lavage de bourre*, travail en pleine activité, on a formé deux équipes, une de jour et une de nuit. — A. GAUVIN.

NOGENT-LE-ROUOUL. — Dans la *typographie*, le travail se maintient. Il est peu abondant dans la *chapellerie*, les ouvriers ne font pas encore la journée entière. A peu près même situation chez les *chaussonniers*. L'industrie du *bâtiment* marche bien. Travail très actif chez les *tanneurs* et *corroyeurs*. — TH. BRÊTHES.

A Chartres, pas de chômeurs chez les *mouleurs*, chez lesquels la journée est augmentée de 1 heure.

Orne. — A Alençon, chez les *typographes*, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers, sauf dans une maison où les ouvriers aux pièces ne font pas la journée complète. A Flers, chez les *typographes*, 4 p. o/o de chômeurs et travail 65 heures par semaine. A Alençon, pas de chômeurs et journée de 12 heures chez les *charpentiers*. De même pas de chômeurs et journée de 11 heures chez les *menuisiers*. Même durée du travail et 3 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers*.

Manche. — A Cherbourg, 10 p. o/o des ouvriers sans place chez les *repasseuses*, chez lesquelles le travail tend à reprendre depuis le mois dernier. Pas de chômeurs chez les *ébénistes menuisiers*, qui sont plus occupés que le mois, mais moins que l'an derniers. Pas de chômeurs chez les *maçons*.

Calvados. — A Caen, un peu moins de 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés chez les *bonnetiers* de Falaise. A Caen, pas de chômeurs et journée de 11 heures chez les *mouleurs en métaux*.

Eure. — A Évreux, les *compositeurs-imprimeurs* sont tous occupés.

Seine-Inférieure. — BOURSE DU TRAVAIL DU HAVRE. — La *métallurgie* est en pleine activité, il y a très peu de chômeurs dans la corporation; de même chez les *mouleurs-fondeurs*. Le *bâtiment* voit également presque tous ses ouvriers occupés; seules, les corporations des ouvriers *journaliers du port* et des *voiliers* manquent de commandes; on estime que le chômage atteint moitié de ces derniers. CH. MARCK.

A Rouen, pas de chômeurs et situation satisfaisante chez les *typographes*. Pas de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*. Au Havre, les *voiliers* estiment que trois quarts des leurs sont atteints par le chômage. A Rouen, 12 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures chez les *menuisiers*. Travail toujours actif chez les *mouleurs en fonte*. Au Havre, un peu plus

de 3 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*. De même 3 p. o/o et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *tréfileurs-lumineurs*. Pas de chômeurs chez les *fondeurs*.

Algérie. — A Alger, pas de chômeurs chez les *employés de tramways*.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour juin et juillet :

ANNECY. — Travaux sur chemins vicinaux.....	302.100 ¹
ASNIÈRES (Seine). — Construction d'un groupe scolaire.....	393.800
AUTUN. — Travaux d'alimentation pour fontaines publiques.....	341.300
BRIANÇON. — Guerre. — Construction de bâtiments.....	204.500
BRIANÇON, EMBRUN et GAP. — Travaux sur chemins vicinaux.....	133.300
CARCASSONNE. — Travaux sur chemins.....	234.600
CASTRES (Tarn). — Constructions d'un théâtre.....	132.900
CHAMBÉRY. — Travaux sur chemins.....	174.700
CHAMBON-FEUGEROLLES (Loire). — Établissement d'un barrage.....	855.000
CHÂTEAU-CHINON. — Travaux communaux.....	117.800
CHÂTEAURoux. — Chemin de fer de Tournon à La Châtre. Travaux et œuvres d'art.....	700.000
CHERBOURG. — Travaux au fort de Querqueville.....	130.000
FOIX. — Travaux sur chemins vicinaux.....	116.700
FONTENAY-AUX-ROSES (Seine). — Travaux de voirie.....	102.600
LA ROCHELLE. — Construction d'une école.....	139.200
LONS-LE-SAUNIER. — Travaux communaux.....	104.200
LONS-LE-SAUNIER. — Tramway d'Orgelet à Arinthod. — Infrastruc- ture.....	185.200
LONS-LE-SAUNIER. — Travaux communaux et vicinaux.....	211.600
PARIS. — Construction d'un pavillon à l'asile de Villejuif.....	140.000
PARIS. — Construction d'une usine élévatoire.....	604.900
PARIS. — Construction d'une galerie à Ivry.....	189.500
PARIS. — Construction d'égouts.....	885.500
PARIS. — Construction de collecteurs secondaires.....	435.800
PARIS. — Travaux sur routes nationales.....	115.500
PONTARLIER. — Travaux communaux.....	109.600
SAINT-ÉTIENNE-DU-BOIS (Vendée). — Reconstruction de l'église.....	119.800
SAINT-QUENTIN. — Construction d'écluses.....	375.000
TARBES. — Travaux sur chemins vicinaux.....	163.500
HANOÏ (Indo-Chine). — Travaux d'infrastructure de diverses lignes. — Piastras.....	2.666.152 p.

Résultats des adjudications précédentes :

DIGNE. — Construction d'un hôpital-hospice (254.900¹). — Adj. : *terrassement, grosse maçonnerie et charpente en fer des planchers*, Marion, à Marseille, 8; *charpente en bois des combles et couverture en tuiles*, Armitano, à Toulon, 5; *zinguerie et tuyauterie en fonte pour descente d'eaux*, Laurent, à Cannes, 13;

ÈVREUX. — Construction des digues de l'embouchure de la Risle maritime (230.000¹). — Adj. : Saffrey, à Pont-Audemer, 17.

LAON. — Canal de Saint-Quentin. — Construction d'écluses (375.000¹). — Adj. : Codrod, à Petite-Synthe (Nord), 3.

LILLE. — Port de Dunkerque. — Réfection partielle des formes de radoub n^{os} 1 et 2 et des murs de quai voisins. Fermeture par l'aval des formes de radoub n^{os} 1, 2 et 4 (1.130.000^f). — Adj. : Thouvard, au Havre, 8.

MUSTAPHA (Algérie). — Construction de deux pavillons pour enfants à l'hôpital civil (108.700^f). — Adj. : Gregori, à Mustapha, 3.

NEVERS. — Canal du Nivernais. Dérivation dans la traversée de Clamecy (3^e lot) [177.000^f]. — Adj. : Gauchey, à Clamecy, 11.

ORLÉANS. — Chemin de fer d'Étampes à Beaune-la-Rolande (385.000^f). — Adj. : Moreau, à Mauvages (Vosges), 27.

PARIS (Exposition). — Métal déployé pour la construction de divers palais (335.000^f). — Ad. : Guillon, 18, impasse Compoint, 120.

PARIS (Exposition). — Couverture, parquetage et maçonnerie de divers palais (327.000^f). — Adj. : *couverture*, Turbeau, 188, rue de Vaugirard, 21,50; *parquetage*, Latapie, 23, rue des Plantes, 4,60; *maçonnerie*, Villatel, 29, rue Vandal, 10,60.

PARIS. — Construction d'un pavillon d'attitrés à l'asile d'aliénés de Villejuif (150.000^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, les Maçons de Paris, 119, rue Michel-Bizot, 31,90; *charpente*, les Charpentiers de la Seine, 9, rue des Rondonneaux, 31,80; *menuiserie*, Reclin, avenue de Bicêtre-Kremlin; *parquetage*, Fender, 55, rue de Flandre, 18,30.

PARIS. — Construction d'une nouvelle usine élévatoire avec bassins filtrants, à Ivry-sur-Seine (604.900^f). — Adj. : *terrassements et maçonnerie*, Dioudonnat, 77, avenue d'Ivry, 18,70; *construction métallique*, Liet, 182, rue de Belleville, 28,20; *couverture et zingage*, Jacquette, 36, rue d'Avron, 40,10; *menuiserie*, Feader, 55, rue de Flandre, 25,30; *peinture et vitrerie*, Tanneur, 10, rue Seveste, 39,30; *trottoirs et parage*, Chandenier, 8 bis, rue Morand, 26,30; *funisterie*, Krebs, 270, rue du Faubourg Saint-Martin, 20.

PARIS. — Terrassements et maçonnerie pour la construction d'une galerie à Ivry-sur-Seine entre l'usine élévatoire projetée quai du Port-à-l'Anglais et le rond-point de la Bosse-de-Marne (189.500^f). — Adj. : Dioudonnat, 77, avenue d'Ivry, 28,40.

PUTEAUX (Seine). — Dégagement de la gare des voyageurs (132.000^f). — Adj. : Deloffre, à Puteaux, 4.

RODEZ. — Chemin de Carmaux à Rodez (2^e section). — Construction d'ouvrages métalliques (130.000). — Adj. : Bousquet, à Castres (Tarn), 4.

VESOUL. — Chemin de fer d'intérêt local de Gray à Dôle, par Pesmes. — Infrastructure et bâtiments (270.000^f). — Adj. : Boré, à Orchamps (Jura), *prix du devis* et 1.

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT. — Construction d'un atelier de chaudronnerie aux ateliers de la traction à Saintes (309.300^f). — Adj. : Ghibant, à Bordeaux, 13.

CHEMINS DE FER DU NORD. — Construction à la gare de la Plaine-Saint-Denis d'un grand atelier d'entretien du matériel roulant et remise des fourgons de la poste. — Terrassement, charpente et couverture (150.000^f). — Adj. : Coville, à Pontoise, 6,05.

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant les trois premiers mois de 1899 a été de 7.642.377 tonnes. Il était en 1898 de 7.023.873, soit une augmentation de 8,8 p. o/o.

Les recettes des compagnies de chemins de fer d'intérêt général, au 27 mai 1899, ont été de 521.048.800 francs. Elles étaient à la même date, en 1898, de 502.450.500 francs, soit une augmentation de 3,7 p. o/o.

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	mai 1899.	avril 1898.	mai 1898.
Farine 12 marques, les 157 kilogrammes.....	43 ^f 65°	42 ^f 80°	62 ^f 50°
Sucre brut, blanc n° 3, les 100 kilogrammes...	33 15	33 00	32 45
Alcool à 90°, l'hectolitre.....	39 25	44 25	48 40
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr..	50 00	48 75	54 50
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes..	44 90	43 75	41 00
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	37 50	37 50	35 50
Suif de la bouch ^{ie} de Paris, les 100 kil. (en pains).	57 00	56 00	54 00
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette).	1 50	1 48	1 50
Veau, <i>idem.</i> ..	2 00	2 10	1 90
Mouton, <i>idem.</i> ..	1 95	1 95	1 95
Porc, <i>idem.</i> ..	1 50	1 54	1 54
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	39 50	38 87	46 50
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.....	199 50	198 00	131 50
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil.	53 75	53 50	41 00
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	20 50	19 00	17 00
Cuivre en lingots, <i>idem.</i> ..	204 50	202 25	140 00
Étain Banka, <i>idem.</i> ..	315 00	317 50	183 00
Plomb, <i>idem.</i> ..	41 25	41 75	39 75
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i> ..	"	"	51 25

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les cinq premiers mois de 1899 :

	VARIATIONS			
	1899. francs.	1898. francs.	en plus. francs.	en moins. francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	427.019.000	619.388.000	"	192.369.000
Matières nécessaires à l'industrie	1.113.258.000	1.023.898.000	89.360.000	"
Objets fabriqués.....	281.005.000	260.977.000	20.028.000	"
TOTAUX et balance....	1.821.282.000	1.904.263.000	109.388.000	192.369.000
Diminut ^{on} en 1899 : 82.981.000				
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	235.731.000	215.260.000	"	9.529.000
Matières nécessaires à l'industrie	437.943.000	361.984.000	75.959.000	"
Objets fabriqués.....	768.438.000	695.019.000	73.419.000	"
Colis postaux.....	74.700.000	70.727.000	3.973.000	"
TOTAUX et balance....	1.516.812.000	1.372.990.000	153.351.000	9.529.000
Augment ^{on} en 1899 : 143.822.000				

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 mai 1899 il a été déposé 139 demandes en autorisation de bâtir, dont 98 pour des

constructions neuves. Pendant le mois de mai 1898, le nombre des demandes avait été de 163, dont 135 pour des constructions neuves.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de mai.		Du 1 ^{er} janv. au 31 mai.	
	1899.	1898.	1899.	1898.
Faillites.....	120	137	563	628
Liquidations judiciaires.....	9	16	72	93
Conversions de liquidations en faillites.	5	6	14	23

Bureaux de garantie. — Relevé des objets d'or et d'argent présentés à la marque ou à la vérification, tant pour la consommation en France que pour l'exportation, pendant les quatre premiers mois de l'année 1899, dans les divers bureaux de garantie :

DÉSIGNATION.		POIDS TOTAL.			
		OR.		ARGENT.	
		1899.	1898.	1899.	1898.
Fabrication nationale aux titres légaux.	Objets marqués des poinçons intérieurs.	hectogr.	hectogr.	hectogr.	hectogr.
	Sortie constatée des objets marqués pour l'exportation en crédit des droits non compris les montres au 4 ^e titre (1)	26.613	24.387	341.540	311.406
	Objets exportés avec remboursement des droits payés.....	2.099	1.640	23.012	19.864
	Objets importés de l'étranger avec paiement des droits de garantie.....	1.066	803	7.179	6.961
Exportation des bijoux à tous titres n'ayant pas été soumis à la marque (loi du 25 janvier 1884).....		4.060	3.222	28.823	24.708
		411	318	205	318

(1) Du 1^{er} janvier au 28 février 1899, il est sorti 216 montres en or au 4^e titre, pesant 24 hectogrammes, contre 149 montres et 16 hectogrammes en 1898.

LES MONTS-DE-PIÉTÉ DE FRANCE.

Le *Bulletin* publiera désormais, sous une forme nouvelle, le résumé mensuel des opérations du mont-de-piété de Paris. Dans le même tableau on trouvera les nombres correspondants relatifs aux monts-de-piété des départements et de l'Algérie.

Nous donnons ci-après le résumé des opérations de 45 monts-de-piété de France et d'Algérie pendant l'année 1896, la dernière dont les résultats d'ensemble aient été publiés.

Résumé des opérations des monts-de-piété des départem

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	VILLES où sont établis LES MONTS-DE-PIÉTÉ.	POPULATION des VILLES.	ENGAGEMENTS.		RENOUVELLEMENT		
				ARTICLES.	SOMMES.	ARTICLES.	SOMMES.	
				francs.		francs.		
1	BOUCHES-DU-RHÔNE	Aix	28.913	3.303	107.031	1.778	79.0	
2	MAINE-ET-LOIRE	Angers	77.164	13.590	130.320	2.455	28.2	
3	VAUCLUSE	Apt.	5.851	66	1.195	5		
4	BOUCHES-DU-RHÔNE	Arles	24.567	9.238	126.839	4.329	84.0	
5	PAS-DE-CALAIS	Arras	26.144	29.067	111.693	5.159	40.6	
6	VAUCLUSE	Avignon	45.107	16.455	327.088	5.673	100.5	
7	GARD	Beaucaire	9.020	2.507	47.385	2.140	43.4	
8	DOUBS	Besançon	57.556	21.684	261.378	14.050	208.7	
9	GIROUDE	Bordeaux	256.906	195.642	3.222.701	125.877	3.061.9	
10	PAS-DE-CALAIS	Boulogne-sur-Mer	46.807	35.939	327.854	8.048	135.0	
11	FINISTÈRE	Brest	74.538	32.282	248.204	8.132	104.4	
12	VAR	Brignoles	4.824	281	5.363	236	6.6	
13	PAS-DE-CALAIS	Calais	56.940	10.978	121.475	11.431	187.9	
14	NORD	Cambrai	25.250	7.093	48.029	940	14.7	
15	VAUCLUSE	Carpentras	10.797	341	10.508	506	19.5	
16	CÔTE-D'OR	Dijon	67.736	20.585	359.865	6.631	249.6	
17	NORD	Douai	31.397	11.658	62.823	"		
18	Idem.	Dunkerque	39.718	45.630	341.855	4.772	91.1	
19	ISÈRE	Grenoble	64.002	1.090	19.795	44	2.0	
20	SEINE-INFÉRIEURE	Le Havre	119.470	61.846	670.250	38.779	591.1	
21	NORD	Lille	216.276	148.007	1.024.075	15.767	309.9	
22	Idem.	Lille (fondation Masurel)	"	8.176	76.743	3.388	49.3	
23	HAUTE-VIENNE	Limoges	77.703	12.321	129.519	6.229	76.6	
24	VAUCLUSE	L'Isle	6.266	145	3.066	268	6.5	
25	MEURTHE-ET-MOSELLE	Lunéville	22.599	4.094	23.856	4.902	46.3	
26	RHÔNE	Lyon	466.028	372.180	5.551.951	133.773	2.780.3	
27	BOUCHES-DU-RHÔNE	Marseille	442.239	186.358	2.700.748	70.258	1.804.4	
28	HÉRAULT	Montpellier	73.931	3.954	138.328	"		
29	MEURTHE-ET-MOSELLE	Nancy	96.306	14.962	272.960	9.878	225.5	
30	LOIRE-INFÉRIEURE	Nantes	123.902	15.054	288.234	11.025	263.0	
31	ALPES-MARITIMES	Nice	93.760	22.651	1.062.608	4.302	147.1	
32	GARD	Nîmes	74.601	18.444	454.911	15.857	557.1	
33	MAINE	Reims	107.963	93.112	822.251	3.492	91.7	
34	NORD	Roubaix	124.661	42.988	325.453	1.276	16.6	
35	SEINE-INFÉRIEURE	Rouen	113.219	65.313	764.307	40.847	766.8	
36	SEINE-ET-OISE	St-Germain-en-Laye	16.489	8.827	144.573	9.874	220.4	
37	AIN	Saint-Quentin	48.868	17.980	190.525	5.016	81.3	
38	BOUCHES-DU-RHÔNE	Tarascon	9.023	1.519	35.804	1.974	55.6	
39	VAR	Toulon	95.276	21.308	338.084	9.715	229.8	
40	HAUTE-GARONNE	Toulouse	149.963	77.933	1.842.333	50.539	1.758.9	
41	NORD	Valenciennes	29.912	32.713	202.280	657	29.6	
42	SEINE-ET-OISE	Versailles	54.874	21.936	481.534	7.513	222.3	
		TOTAL	3.516.566	1.662.250	23.455.794	677.535	14.851.8	
43	SEINE	Paris	2.536.834	1.190.970	34.888.471	700.360	21.105.6	
	Idem.	Paris (Val. mobilières)	"	28.209	7.114.678	24.304	6.753.7	
44	ALGER	Alger	96.784	71.438	1.517.563	26.899	1.005.5	
45	ORAN	Oran	85.081	77.050	1.109.830	30.667	799.2	
	TOTAUX GÉNÉRAUX		6.235.265	3.029.917	68.086.336	1.459.855	44.515.9	
Rappel des années.			1895	5.927.900	3.043.030	64.110.131	1.437.783	43.296.9
			1894	5.927.900	3.207.943	67.785.415	1.448.837	42.213.8
			1893	5.927.900	3.252.238	69.173.977	1.499.773	42.483.9
			1892	5.510.547	3.323.526	71.447.188	1.438.955	37.795.1
			1891	5.503.857	3.301.827	63.643.090	1.431.752	37.258.2
			1890	5.503.857	3.422.989	64.174.607	1.431.485	37.774.0

et de Paris, par établissement, pendant l'année 1896.

DÉGAGEMENTS.		VENTES.						TOTAUX DES SORTIES PAR DÉGAGEMENTS et ventes.	
ARTICLES.	SOMMES.	ARTICLES.	SOMMES.	MONTANT des prêts.	MONTANT des intérêts et frais (droits de prise compris).	MONTANT du beni.		Artic'les.	Sommes.
	francs.		francs.	francs.	francs.	francs.			francs.
2.574	85.643	349	16.087	11.299	1.137	3.351		2.923	101.730
14.700	140.778	713	11.927	7.268	353	4.306		15.413	152.705
31	642	"	"	"	"	"		31	642
7.913	168.122	415	5.636	3.981	411	1.244		8.328	113.758
25.720	98.419	1.299	39.294	33.338	1.365	1.501		27.019	137.623
14.067	312.095	1.909	38.130	28.493	2.321	7.316		15.976	350.225
2.117	38.992	122	3.341	2.867	186	288		2.239	42.333
19.787	280.775	2.424	38.433	27.898	2.581	7.954		22.211	319.108
162.133	2.698.687	26.321	691.371	373.532	25.878	91.961		188.454	3.190.058
33.573	299.831	1.994	22.343	16.543	1.122	4.678		35.567	322.174
28.602	221.636	2.959	35.031	25.841	2.539	6.651		31.561	256.667
232	3.826	38	1.281	975	78	228		270	5.107
9.700	104.649	1.842	26.511	22.181	1.771	2.559		11.542	131.160
6.084	31.660	333	3.342	2.266	357	719		6.417	35.092
354	11.828	56	1.713	1.303	137	273		410	13.541
14.542	306.926	3.740	74.639	59.596	5.573	9.470		18.272	381.565
11.419	60.547	577	5.267	2.941	599	1.727		11.996	65.814
43.584	328.965	3.762	31.976	24.551	2.718	4.707		47.346	360.941
948	18.368	100	2.547	1.382	"	1.165		1.048	29.915
59.937	618.742	7.534	128.063	93.630	9.565	24.868		67.471	744.805
145.308	999.239	6.109	67.408	50.842	4.154	12.412		151.417	1.066.647
8.577	80.324	532	6.481	4.870	"	1.611		9.109	86.805
11.466	128.410	883	11.883	7.836	727	3.320		12.349	140.293
146	3.209	34	544	447	59	38		180	3.733
3.923	21.593	304	3.143	2.304	166	673		4.227	27.736
220.566	2.609.663	30.745	410.504	338.223	30.389	41.892		251.311	3.020.167
107.554	2.215.631	15.329	383.823	236.682	18.463	123.678		122.883	2.629.454
3.317	124.898	116	5.136	4.047	"	1.089		3.403	130.034
14.651	267.567	1.289	29.393	19.929	1.128	8.336		15.940	296.960
13.726	259.706	1.964	59.467	41.286	4.184	13.997		15.690	319.173
19.475	889.976	3.052	88.902	63.157	7.056	18.709		22.527	978.878
15.870	417.409	2.398	66.194	51.053	3.630	11.511		18.268	483.603
89.768	801.203	4.703	62.212	44.137	3.464	14.641		94.471	863.445
38.051	280.874	1.962	26.329	20.285	2.449	3.595		40.013	307.203
52.834	649.114	9.154	161.704	116.882	12.805	32.017		61.988	810.818
6.951	119.550	1.234	23.255	17.316	996	4.913		8.185	142.805
18.306	196.171	901	13.242	9.196	1.223	2.823		19.207	209.413
1.259	31.862	156	2.292	1.883	160	249		1.415	54.151
18.996	307.711	2.789	50.526	32.638	2.522	15.366		21.785	358.237
60.382	1.468.963	12.310	326.499	254.613	19.514	52.372		72.692	17.95.462
32.097	209.530	3.155	26.914	21.819	1.903	3.192		35.252	236.444
11.652	216.677	2.110	42.869	31.908	2.513	8.448		13.762	259.546
1.352.892	18.101.411	157.676	2.845.592	2.111.218	179.496	554.87		1.510.568	20.917.003
1.084.153	30.906.715	128.069	3.078.314	2.110.498	211.525	756.291		1.212.222	33.985.029
22.172	5.381.367	5.584	2.381.480	1.577.513	41.723	762.44		27.556	7.762.847
58.795	1.236.819	6.342	167.383	112.097	8.681	46.605		65.137	1.404.292
65.741	926.328	4.599	95.098	68.386	8.660	18.052		70.340	1.021.426
5.583.723	56.552.640	302.070	8.567.867	5.979.712	450.085	2.138.070		2.885.823	65.120.507
2.662.873	55.009.917	"	"	"	"	"		"	"
2.774.202	59.119.774	"	"	"	"	"		"	"
2.845.186	59.764.194	"	"	"	"	"		"	"
2.924.768	60.052.691	"	"	"	"	"		"	"
2.891.053	55.045.349	"	"	"	"	"		"	"
2.937.809	56.237.507	"	"	"	"	"		"	"

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉSIGNATION des VILLES OÙ SONT ÉTABLIS les monts-de-piété.	ENGAGEMENTS.		RENOUVELLEMENTS.		DÉGAGEMENTS.	
		ARTICLES.	SOMMES.	ARTICLES.	SOMMES.	ARTICLES.	SOMMES.
			francs.		francs.		francs.
1	Aix (Bouches-du-Rhône).....	256	7.769	111	4.232	236	6.778
2	Alger.....	4.964	118.059	2.865	105.361	4.532	116.372
3	Angers.....	1.140	10.414	206	1.969	1.217	12.332
4	Apt (Vaucluse).....	1	10	"	"	6	30
5	Arles.....	583	6.546	1.041	16.413	636	9.254
6	Arras.....	2.058	13.230	552	3.397	2.790	11.482
7	Avignon.....	1.418	26.582	219	7.286	1.267	25.931
8	Beaucaire (Gard).....	179	3.657	74	1.990	123	2.922
9	Besançon.....	1.624	16.573	1.180	15.539	1.604	20.291
10	Bordeaux.....	16.765	256.178	10.814	253.294	14.847	240.361
11	Boulogne-sur-Mer.....	"	"	"	"	"	"
12	Brest.....	3.040	19.660	747	7.481	2.361	15.870
13	Brignoles (Var).....	8	71	2	75	12	258
14	Calais.....	1.230	13.723	744	14.076	1.033	12.150
15	Cambrai.....	580	3.633	39	1.122	473	3.106
16	Carpentras.....	20	306	2	100	8	194
17	Dijon.....	1.746	31.775	555	21.075	1.393	26.514
18	Douai.....	1.250	5.598	"	"	1.174	5.842
19	Dunkerque.....	"	"	"	"	"	"
20	Grenoble.....	"	"	"	"	"	"
21	Le Havre.....	5.964	63.370	3.399	49.760	5.305	52.980
22	Lille (Mazurel).....	611	4.610	255	3.724	616	4.944
23	Lille.....	12.426	81.058	1.212	27.079	10.993	82.830
24	Limoges.....	13	276	"	"	9	162
25	L'Isle (Vaucluse).....	1.320	9.740	624	8.080	1.359	12.303
26	Lunéville.....	491	3.650	168	2.239	321	1.677
27	Lyon.....	21.257	259.430	10.805	216.754	18.005	223.101
28	Marseille.....	12.300	235.088	6.654	162.274	9.879	211.782
29	Montpellier.....	"	"	"	"	"	"
30	Nancy.....	648	4.086	458	4.631	482	2.640
31	Nantes.....	1.205	27.382	902	23.750	1.226	26.746
32	Nice (œuvre de la Miséricorde).....	"	"	"	"	"	"
33	Nico.....	"	"	"	"	"	"
34	Nîmes.....	1.720	39.479	1.324	44.346	1.247	36.830
35	Oran.....	6.220	89.259	3.606	92.622	5.851	79.850
36	Reims.....	4.326	49.573	297	8.314	4.842	52.518
37	Roubaix.....	4.113	26.753	379	4.968	3.474	28.232
38	Rouen.....	5.348	58.923	3.810	60.210	9.189	127.600
39	Saint-Germain.....	672	9.296	524	13.484	664	8.562
40	Saint-Quentin.....	1.442	16.677	280	6.533	1.386	15.802
41	Tarascou.....	149	3.907	67	2.164	112	2.836
42	Toulon.....	2.195	26.508	750	16.321	1.703	24.591
43	Toulouse.....	6.933	157.144	4.753	170.377	5.593	135.884
44	Valenciennes.....	3.127	17.000	69	2.901	2.943	16.722
45	Versailles.....	1.177	36.790	3.459	98.657	4.907	92.571
TOTAUX pour les départe- ments et l'Algérie.....		135.140	1.961.402	63.488	1.546.136	126.312	1.942.157
46	Paris (Gages corporels).....	96.558	2.893.001	50.966	1.714.029	93.269	3.185.846
	Idem. (Valeurs mobilières).....	2.234	544.528	1.744	481.250	1.887	456.692
TOTAUX pour la France.....		233.932	5.398.931	116.198	3.741.415	221.468	5.584.695

Opérations du mois de mai 1899.

NUMÉROS D'ORDRE.	VENTES.		TOTAUX DES SORTIES par DEGAGEMENTS ET VENTES.		IL Y AVAIT EN MAGASIN LE 30 AVRIL 1899 au soir.		RESTE EN MAGASIN LE 31 MAI.	
	ARTICLES.	SOMMES.	Articles.	Sommes.	Articles.	Sommes.	Articles.	Sommes.
		francs.		francs.		francs.		francs.
1	"	"	236	6.778	"	"	4.559	174.280
2	422	9.322	4.954	125.694	62.206	1.983.688	63.216	1.976.053
3	58	537	1.275	12.870	"	"	10.599	114.268
4	"	"	"	"	"	4.069	"	"
5	171	1.752	807	11.006	11.470	184.475	11.246	160.015
6	198	615	2.988	12.097	"	"	15.490	88.192
7	"	"	1.267	25.931	26.943	588.072	27.094	588.723
8	"	"	123	2.922	3.029	60.817	3.085	61.552
9	180	2.066	1.844	22.360	25.608	351.203	25.437	350.922
10	2.623	31.096	17.470	271.457	"	"	217.467	4.966.899
11	"	"	"	"	"	"	"	"
12	278	2.502	2.642	18.372	"	"	27.903	240.185
13	"	"	12	238	"	"	630	13.651
14	179	1.457	1.212	13.613	8.621	132.781	8.639	132.891
15	"	"	473	3.106	2.483	31.871	2.590	32.398
16	"	"	10	294	"	"	"	"
17	538	9.058	1.931	35.572	565	25.801	370	17.278
18	45	169	1.219	6.012	1.934	36.627	4.965	36.213
19	"	"	"	"	"	"	"	"
20	"	"	"	"	"	"	"	"
21	1.065	12.238	6.370	65.224	73.955	1.026.000	73.549	1.024.146
22	54	404	670	5.318	6.535	89.935	6.476	89.197
23	700	5.034	11.693	87.870	58.476	794.381	56.209	787.569
24	"	"	9	163	"	"	765	17.077
25	108	856	1.467	13.159	15.212	182.325	15.065	178.906
26	75	296	396	1.973	"	"	4.388	34.703
27	2.548	24.726	20.553	247.827	285.350	4.708.807	286.054	4.720.100
28	1.662	23.832	11.511	235.615	177.761	3.866.966	178.520	3.866.439
29	"	"	"	"	"	"	"	"
30	72	579	554	3.228	"	"	8.653	80.931
31	152	1.908	1.378	28.654	19.902	471.678	19.729	470.406
32	"	"	"	"	"	"	"	"
33	"	"	"	"	"	"	"	"
34	242	4.785	1.489	41.621	"	"	31.510	879.590
35	422	6.553	6.273	86.412	69.786	1.542.212	69.793	1.545.059
36	403	3.870	5.245	56.388	44.719	604.254	43.800	597.439
37	206	1.810	3.680	30.042	"	"	18.693	191.674
38	782	10.656	9.971	138.258	80.383	1.211.191	79.570	1.192.066
39	"	"	664	8.565	9.169	185.531	9.777	186.262
40	"	"	1.386	15.805	"	"	10.062	132.218
41	"	"	112	2.836	"	"	3.191	82.147
42	313	3.053	2.016	27.652	25.929	461.106	25.208	459.962
43	1.076	17.573	6.669	153.457	115.952	3.277.148	116.216	3.280.835
44	197	1.202	3.140	17.927	"	"	15.944	142.016
45	947	14.002	5.354	106.573	18.521	415.131	18.370	410.458
	51.944	198.718	140.654	2.136.990	"	"	2.642.662	30.763.832
46	11,024	179,209	155.193	4.365.055	1.554.655	47.202.064	1.546.930	46.730.010
	411	119.970	3.298	576.662	21.015	2.689.846	20.951	5.667.712
	73.379	497.897	299.245	7.078.707	"	"	4,210,543	83,161,554

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 1^{er} TRIMESTRE DE L'ANNÉE 1899.

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées ; ces prix sont obtenus en divisant le déboursé total des consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives, sous la désignation portée au tableau ; ils peuvent différer, par conséquent, des prix courants de certaines qualités déterminées des mêmes marchandises.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilog.)	VIANDE FRAÎCHE. (au kilog.)	LARD (au kilog.)	BEURRE (au kilog.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre).	LAIT (au litre).	CHAR- BON (au quintal)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Aisne.....	0 27	1 75	1 79	3 12	9 17	0 38	0 19	3 05
Allier.....	0 28	1 50	1 91	"	"	0 38	"	3 15
Ardennes.....	0 27	1 70	1 76	3 45	"	0 47	"	2 99
Bouches-du-Rhône...	0 35	"	2 02	4 00	10 00	0 39	"	2 98
Charente-Inférieure..	0 24	"	"	"	"	"	"	"
Doubs.....	0 28	"	2 14	2 84	6 33	0 36	"	4 46
Gironde.....	0 26	"	1 50	3 19	9 15	0 32	"	2 52
Isère.....	0 32	1 89	1 69	2 80	10 00	0 45	"	3 20
Loire.....	0 31	1 56	1 40	"	"	0 35	"	"
Marne.....	0 28	1 71	1 31	3 04	10 43	0 43	0 25	4 40
Meurthe-et-Moselle..	0 29	1 62	1 86	2 52	7 01	0 49	0 20	3 00
Nord.....	0 32	"	2 42	3 24	9 34	0 83	"	2 33
Rhône.....	0 33	1 62	1 67	3 00	10 00	0 44	"	3 73
Saône-et-Loire.....	0 26	1 46	1 50	"	"	0 42	"	2 69
Seine.....	0 30	"	2 42	3 24	7 74	0 55	0 29	3 86
ENSEMBLE du terri- toire.....	0 28	1 64	1 73	2 93	8 18	0 39	0 25	3 13
Quantités vendues par l'ensemble des 452 sociétés.	kil. 14.695.779	kil. 320.044	kil. 118.061	kil. 60.998	quint. 3.174	lit. 2.868.404	lit. 57.652	quint. 106.330

Les résultats ci-dessus des ventes opérées au cours du 1^{er} trimestre de 1899 résultent du dépouillement des rapports de 452 sociétés, dont 287 qui ont donné le nombre de leurs adhérents groupaient 94.137 associés. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble des 452 sociétés.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} JUIN.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
AVRIL 1899.					AVRIL 1899.				
Paris (1 ^{er} arr ^t).	619	200	173	21	Aix.....	84	27	22	"
— (xvii ^e —).	481	512	264	5	Béziers.....	136	127	107	"
Lille.....	18	"	"	"	Nice.....	180	59	58	6
Lisieux.....	78	49	35	"	Nîmes.....	50	44	39	11
Lyon.....	108	141	43	1	Toulon.....	74	28	12	16
Nancy.....	130	62	47	"	Vichy.....	345	84	74	"
MAI 1899.					Alger.....	493	349	258	156
Paris (11 ^e arr ^t).					MAI 1899.				
— (v ^e —)...	171	177	106	"	Angers.....	220	155	148	9
— (vi ^e —) ..	396	209	192	328	Béziers.....	195	159	137	"
— (ix ^e —) ..	92	121	71	10	Boulogne-s-Mer.	62	30	30	"
— (xiv ^e —) ..	124	145	100	"	Carcassonne....	108	84	56	"
— (xix ^e —) ..	292	296	243	"	Clerm ^t -Ferrand.	267	111	101	102
Refuges munic..	"	"	76	249	Le Havre.....	116	42	35	"
Levallois-Perret.	148	117	78	25	Narbonne (4)...	86	29	15	5
Brest.....	34	13	13	"	Toulouse.....	287	165	129	"
Douai.....	6	18	"	"	Tours.....	286	309	239	"
Épinal.....	3	1	1	"					
Lisieux.....	85	60	34	"					
Louviers.....	6	1	1	"					
Orléans.....	5	3	3	"					
Saint-Dié.....	38	26	16	4					
Senones.....	"	4	"	4					
Sens.....	32	12	9	"					
Trouville.....	17	5	5	"					
Versailles.....	7	4	4	"					

(1) Pendant les mois d'avril et mai 1899.

(1) Pendant les mois d'avril et mai 1899.

C. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (MAI 1899).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin.....	Couvreur-zingueur.....	1	1	1	"
Id.....	Id.....	Employés voyageurs et dessina- teurs.....	3	2	"	"
Alpes-Maritimes..	Nice.....	Confiseurs-pâtisseries.....	16	3	"	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	1	15	"	"
Aube.....	Troyes.....	Coiffeurs.....	8	6	6	2
Bouches-du-Rhône	Marseille.....	Imprimeurs lithographes.....	9	3	3	"
Id.....	Id.....	Tonnelliers.....	15	4	4	"
Id.....	Id.....	Marbriers.....	64	4	3	"
Id.....	Id.....	Employés de commerce.....	102	10	10	"
Id.....	La Ciotat.....	Pêcheurs.....	"	1	"	"
Calvados.....	Caen.....	Mouleurs.....	8	"	8	"
Charente-Inférieure	La Rochelle.....	Travailleurs du livre.....	1	"	1	"
Cher.....	Bourges.....	Boulangers.....	4	3	1	"
Id.....	Id.....	Menuisiers.....	"	5	"	"
Id.....	Méry-ès-Bois.....	Bûcherons.....	12	"	"	"
Id.....	Vallenay.....	Id.....	32	"	"	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Typographes.....	5	"	"	"
Id.....	Id.....	Comptables.....	5	2	2	"
Dordogne.....	Bergerac.....	Boulangers.....	1	1	"	"
Id.....	Périgueux.....	Charpentiers.....	4	"	"	"
Gard.....	Nîmes.....	Confiscurs.....	8	8	9	1
Haute-Garonne...	Toulouse.....	Union des Travailleurs de la boulangerie.....	70	70	"	"
Id.....	Id.....	Union métallurgique.....	1	1	1	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Compagnons et aspirants bou- langers.....	10	13	8	17
Id.....	Id.....	Taillieurs.....	45	10	"	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	45	15	7	8
Hérault.....	Béziers.....	Coiffeurs.....	23	18	10	8
Id.....	Montpellier.....	Cuisiniers.....	8	6	5	6
Id.....	Id.....	Cordonniers.....	7	10	3	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	15	24	15	2
Indre.....	Châteauroux.....	Menuisiers.....	"	"	10	25
Indre-et-Loire...	Tours.....	Charpentiers.....	11	8	"	"
Isère.....	Montalieu-Vercieu.....	Taillieurs de pierre.....	50	10	10	"
Loire-Inférieure..	Nantes.....	Menuisiers.....	"	10	"	"
Lot-et-Garonne...	Agen.....	Peintres.....	15	"	10	2
Maine-et-Loire...	Angers.....	Boulangers.....	10	10	12	"
Id.....	Id.....	Couvreur.....	10	25	5	5
Id.....	Id.....	Limonaillers.....	13	8	2	6
Id.....	Cholet.....	Prévoyance des tisserands.....	18	5	13	3
Marne.....	Reims.....	Cuisiniers-pâtisseries.....	8	6	4	6
Mayenne.....	Laval.....	Typographes.....	2	1	"	1
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Ouvriers en métaux.....	"	50	10	"
Nord.....	Lille.....	Boulangers.....	30	"	"	64
Id.....	Id.....	Lithographes.....	"	2	1	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	4	7	3	4
Oise.....	Beauvais.....	Typographes.....	2	2	"	2
Orne.....	Flers.....	Typographes.....	3	"	"	1

SYNDICATS OUVRIERS. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Puy-de-Dôme . . .	Clermont-Ferrand.	Typographes	2	2	"	2
Basses-Pyrénées. .	Bayonne	Employés de commerce	3	2	2	"
Rhône	Lyon	Confiseurs-pâtisseries	10	"	"	"
Id.	Id.	Cartonniers	3	"	"	"
Id.	Id.	Charpentiers	10	3	"	3
Id.	Id.	Polisseurs sur métaux	8	8	8	"
Id.	Id.	Reposeurs sur métaux	4	4	"	4
Id.	Id.	Union des employés de com- merce	30	25	15	3
Id.	Id.	Coiffeurs	56	30	21	72
Id.	Id.	Monteuses de couronnes mor- tuaires	10	"	"	"
Saône-et-Loire . . .	Louhans	Chapeliers	1	"	"	"
Seine	Paris	Biscuitiers pain d'épice	17	11	"	21
Id.	Id.	Caisse de retraites des travail- leurs de la boulangerie	"	"	8	60
Id.	Id.	Boulangers du XIV ^e arrondisse- ment	10	8	15	10
Id.	Id.	Confiseurs	23	12	11	1
Id.	Id.	Correcteurs d'imprimerie	15	11	8	3
Id.	Id.	Dessinateurs, écrivains, litho- graphes	15	12	5	10
Id.	Id.	Coupeurs de poils	7	14	"	"
Id.	Id.	Teinturiers dégraisseurs	52	110	13	9
Id.	Id.	Tapisseries	4	6	2	2
Id.	Id.	Passementiers à la barre	25	10	"	"
Id.	Id.	Solidarité des ouvriers tailleurs	8	53	8	"
Id.	Id.	Coupeurs-chemisiers	18	16	8	8
Id.	Id.	Coupeurs de poils pour la cha- pellerie	"	13	4	"
Id.	Id.	Charpentiers	"	14	"	"
Id.	Id.	Layetiers-emballeurs	9	4	4	"
Id.	Id.	Menuisiers	5	2	5	"
Id.	Id.	Ouvriers en voitures	"	37	"	"
Id.	Id.	Ferblantiers	19	13	9	4
Id.	Id.	Balanciers	7	5	4	1
Id.	Id.	Ouvriers en instruments de pré- cision	74	36	70	"
Id.	Id.	Ouvriers en feuilles d'étain	4	"	"	"
Id.	Id.	Parqueteurs sur bitume	8	"	"	"
Id.	Id.	Union des peintres de Belle- ville	11	6	6	"
Id.	Id.	Garçons de magasin et cochers livreurs	23	8	8	1
Id.	Id.	Union des comptables	25	45	11	3
Id.	Id.	Employés de commerce	48	129	25	"
Id.	Id.	Garçons vachers nourrisseurs	16	24	15	1
Id.	Id.	L'Espérance des limonadiers	247	233	16	217
Id.	Id.	Limonadiers-restaurateurs	700	272	27	245
Id.	Id.	Ouvriers de la boucherie	124	124	74	50
Id.	Id.	Coiffeurs	"	"	760	520
Id.	Id.	Coloristes enlumineurs	9	3	1	2
Id.	Id.	Professeurs de l'enseignement libre	24	19	7	11
Id.	Id.	Gens de maison	"	192	84	12
Id.	Saint-Denis	Boulangers	15	14	6	8
Haute-Vienne	Limoges	Cuisiniers pâtisseries	1	9	4	6

D. — SYNDICATS PATRONAUX (MAI).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Alpes-Maritimes ..	Nice.....	Boulangers.....	15	10	2	9
Indre-et-Loire....	Tours.....	Charcuterie.....	61	31	27	"
Marne.....	Reims.....	Assoc. prof. des pharmaciens..	1	7	1	"
Seine.....	Paris.....	Couteliers.....	27	20	19	"
Id.....	Id.....	Beurre, œufs et fromages.....	210	323	76	6
Id.....	Id.....	Relieurs.....	70	26	23	"
Id.....	Id.....	Quincaillerie.....	"	61	36	"
Id.....	Id.....	Meunerie française.....	18	8	8	"
Id.....	Id.....	Soc. nat. des architectes.....	30	14	10	"
Id.....	Id.....	Épicerie en détail.....	192	156	132	"
Id.....	Id.....	Débitants de vins et liquoristes.	139	128	106	12
Id.....	Id.....	Appareils de l'art médical.....	10	2	"	10
Id.....	Id.....	Boulangers.....	89	65	42	"
Id.....	Id.....	Syndicat du papier et des in- dustriels qui se transforment..	32	34	19	"
Seine-Inférieure ..	Le Havre	Commerce de l'épicerie.....	24	22	20	"
Seine-et-Oise.....	Isle-Adam.....	Boucherie.....	"	"	15	"
Id.....	S ^t -Germain-en-Laye	Bâtiment.....	20	20	13	5
Vosges.....	Le Thillot.....	Médecins (1).....	4	5	2	"

(1) Placement de nourrices au sein.

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (MAI).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Ardennes.....	Charleville.....	Association des employés.....	2	2	"	"
Charente.....	Cognac.....	La Philanthropie cognacaise..	2	"	2	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Association des comptables et employés de commerce.....	5	2	2	"
Doubs.....	Besançon.....	Employés de commerce.....	1	2	1	"
Loire-Inférieure ..	Nantes.....	Fédération des mécan. et chauff.	11	10	6	4
Maine-et-Loire....	Angers.....	Société des maréchaux.....	14	28	14	"
Nord.....	Lille.....	Voyageurs et employés de com.	13	10	6	"
Id.....	Valenciennes.....	Prévoyance des employés.....	2	3	2	"
Id.....	Id.....	Société académique de comptab.	4	2	2	"
Seine.....	Paris.....	Anciens élèves de l'école.....	8	11	7	1
Id.....	Id.....	Union Helvetia.....	239	140	107	22
Id.....	Id.....	Union des employés du com- merce et de l'industrie.....	1	8	2	"
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	"	64	12	1
Id.....	Id.....	Concierges-gérants.....	19	11	5	"
Id.....	Id.....	Société de la boucherie.....	"	222	88	20
Id.....	Id.....	Union de la charcuterie.....	399	374	324	4
Id.....	Id.....	Tisseurs-ferrandiers.....	12	4	"	"
Id.....	Id.....	Société « la Couturière ».....	4	52	"	"
Id.....	Id.....	Compagnons tonneliers-fondriers	4	6	"	4
Id.....	Id.....	Employés d'hôtel.....	"	"	39	18
Id.....	Id.....	Société « l'Étoile ».....	455	2.174	158	2 116
Id.....	Id.....	Société suisse des commerçants.	73	32	18	"
Id.....	Id.....	Compagnons charçons.....	19	86	19	"
Id.....	Bagatelle.....	Assoc. nationale de prévoyance des jardiniers de France.....	10	10	10	"
Somme.....	Amiens.....	Garçons de cafés et de restauraut.	73	121	32	89
Seine-Inférieure ..	Rouen.....	La Prévoyance mutuelle.....	3	"	"	"
Id.....	Id.....	Association des secrétaires et employés de mairie.....	4	"	"	"
Id.....	Le Havre.....	Coiffeurs.....	110	81	24	58

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (MAI).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Bouches-du-Rhône.	Marseille.....	Assistance par le travail.....	45	8	17	"
Id.....	Id.....	La Préservation.....	56	57	27	"
Charente-Inférieure.	La Rochelle..	Maison du marin.....	"	"	15	"
Id.....	Rochefort....	Fourneau économique.....	2	1	1	2
Drôme.....	Die.....	Asile orphelinat.....	2	3	2	"
Eure-et-Loir.....	Mainvilliers..	Œuvre de Saint-Jean.....	1	"	1	"
Haute-Garonne..	Toulouse.....	Patronage des prisonniers libérés...	5	2	2	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Assistance par le travail.....	"	"	11	4
Indre-et-Loire..	Tours.....	Office des travailleurs.....	492	258	222	"
Haute-Loire.....	Le Puy.....	Maison des Filles.....	"	"	"	18
Loire-Inférieure	Nantes.....	Maison du marin.....	85	"	82	"
Id.....	Id.....	Œuvre du Sacré-Cœur.....	"	11	6	"
Marne.....	La Chalmelle..	Colonie agricole.....	4	9	3	4
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Maison de Sainte-Marie.....	130	185	89	10
Nord.....	Dunkerque....	Maison du marin.....	"	"	213	"
Puy-de-Dôme....	Riom.....	Orphelinat du bureau de bienfaisance.	"	"	1	"
Basses-Pyrénées	Bayonne.....	Société de Sainte-Anne.....	61	30	22	"
Rhône.....	Lyon.....	Assistance par le travail.....	61	"	"	10
Id.....	Id.....	Asile protestant.....	27	52	22	1
Id.....	Id.....	Association des patrons catholiques..	184	353	71	4
Id.....	Id.....	Société philanthropique savoisienne..	57	67	46	"
Id.....	Id.....	Patronage des prisonniers libérés....	38	"	33	"
Id.....	Id.....	Association des amies de la jeune fille.	76	86	15	"
Sarthe.....	Le Mans.....	Sœurs servantes de Marie.....	25	"	"	"
Seine.....	Paris.....	Société protestante du travail.....	58	60	43	"
Id.....	Id.....	Œuvre des pauvres honteux.....	34	8	6	"
Id.....	Id.....	Asile Saint-Charles.....	198	338	95	"
Id.....	Id.....	Société charitable des visiteurs.....	37	7	5	2
Id.....	Id.....	Maison des sœurs de la Croix.....	"	"	"	508
Id.....	Id.....	Association générale d'Alsace-Lorraine.	287	306	155	"
Id.....	Id.....	Société de protection des Alsaciens-Lorrains.....	"	8	8	"
Id.....	Id.....	Société philanthropique.....	424	116	155	132
Id.....	Id.....	Société philanthropique savoisienne..	89	236	192	2
Id.....	Id.....	Home français.....	"	"	7	"
Id.....	Id.....	«The Mission Home.».....	137	118	33	5
Id.....	Id.....	«The english catholic home.».....	57	105	17	1
Seine-Inférieure.	Rouen.....	Œuvre du Sacré-Cœur.....	43	82	10	2
Vosges.....	Remiremont...	Secrétariat du peuple.....	5	1	1	"
Id.....	Id.....	Orphelinat de l'Enfant-Jésus.....	"	5	"	"

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

OEUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE MAI.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	2.224	160	450	"	18.987
Hospitalité de nuit (rue Lamaze).....	1.712	237	55	174	7.110
Idem. (rue Laghouat).....	1.014	133	"	128	3.474
Idem. (rue de Charonne).....	1.358	179	60	252	5.299
Idem. (rue de Tocqueville) en reconstruction ..	"	"	"	"	"
Société philanthropique (rue de Crimée)....	"	"	169	12	894
— (rue Labat).....	"	"	330	29	1.098
— (rue Saint-Jacques)...	"	"	338	73	1.880
— (avenue du Maine)...	"	"	66	66	768

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

Les chiffres ci-dessous représentent toutes les personnes secourues par les bureaux de bien-faisance et celles reçues dans les hôpitaux et hospices communaux et intercommunaux pendant les mois de décembre 1898, janvier, février et mars 1899 :

	Décembre.	Janvier.	Février.	Mars.
Personnes de moins de 60 ans. {	Hommes ... 3.384	3.447	3.417	3.488
	Femmes... 4.362	4.522	4.453	4.571
Personnes de plus de 60 ans.. {	Hommes ... 2.415	2.411	2.402	2.416
	Femmes... 4.175	4.306	4.358	4.243
TOTAUX des personnes secourues....	14.336	14.686	14.630	14.718

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de mai 1899, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Ain [12 décembre 1898]. — Syndicat des producteurs de lait de Saint-Éloi (34 membres). Siège social : Saint-Éloi.

Aisne [28 janvier 1899]. — — Chambre syndicale métallurgique de Saint-Quentin et de la région (28 membres). Siège social : rue Saint-Jean, 48, à Saint-Quentin.

[12 février 1899]. — Syndicat des agents généraux d'assurances de l'Aisne (47 membres). Siège social : chez le Président, à Laon.

Allier [14 février 1899]. — Chambre syndicale de la charcuterie de Moulins et Yzeure (18 membres). Siège social : rue de la Comédie, 8, à Moulins.

Alpes-Maritimes [25 mars 1899]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de peinture, vitrerie et décoration des Alpes-Maritimes (34 membres). Siège social : café de l'Univers, boulevard de Mac-Mahon, 24, à Nice.

Doubs [21 février 1899]. — Syndicat des représentants de commerce et de l'industrie et des agents généraux des compagnies d'assurances de Besançon et de la Franche-Comté (45 membres). Siège social : Besançon.

Haute-Garonne [9 avril 1899]. — Syndicat des marchands de bestiaux de la région Sud-Ouest (82 membres). Siège social : rue Agathoise, 22, à Toulouse.

Gironde [15 septembre 1892]. — Chambre syndicale des marchands ambulants de menus comestibles de la ville de Bordeaux (membres). Siège social : Bordeaux.

[19 mars 1899]. — Société de défense ostréicole de Guyan-Mestras (300 membres). Siège social : Guyan-Mestras.

Hérault [24 janvier 1897]. — Syndicat des patrons maréchaux ferrants de la ville de Béziers et de l'arrondissement (14 membres). Siège social : café du Centre, à Béziers.

Manche [20 février 1899]. — Chambre syndicale de la boulangerie de la région de Cherbourg (50 membres). Siège social : rue du Chantier, 95, à Cherbourg.

Meuse [28 mars 1899]. — Chambre syndicale de la boucherie et de la charcuterie de la ville de Bar-le-Duc (52 membres). Siège social : rue de la Rochelle, 14, à Bar-le-Duc.

Nièvre [4 mars 1899]. — Chambre syndicale de la boulangerie de Cosne (14 membres). Siège social : rue Neuve, 7, à Cosne.

Nord [21 avril 1899]. — Syndicat professionnel des entrepreneurs de chargements, déchargements et manipulation de marchandises du port de Dunkerque (43 membres). Siège social : rue de la Poudrière, 1, à Dunkerque.

Seine [17 mars 1899]. — Chambre syndicale des commerçants étalagistes de Paris (1,100 membres). Siège social : boulevard Barbès, 7, à Paris.

[1^{er} avril 1899]. — Syndicat des marchands forains en tissus et articles similaires (62 membres). Siège social : rue des Jeûneurs, 31, à Paris.

[27 avril 1899]. — Chambre syndicale des éditeurs d'annuaires et de publications similaires (17 membres). Siège social : boulevard Saint-Germain, 117, à Paris.

[23 février 1899]. — Syndicat des constructeurs de machines d'imprimerie (10 membres). Siège social : boulevard Saint-Germain, 117, à Paris.

[6 avril 1899]. — Chambre syndicale des tailleurs-confectionneurs en détail pour hommes et enfants (31 membres). Siège social : rue des Pyramides, 8, à Paris.

[23 février 1899]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de stucs de Paris et du département de la Seine (19 membres). Siège social : rue Monge, 12, à Paris.

[27 mars 1899]. — Chambre syndicale patronale des grillageurs de la ville de Paris et du département de la Seine (15 membres). Siège social : rue de Lutèce, 3, à Paris.

[1^{er} mai 1899]. — Syndicat des marchands de fruits du Port-du-Mail (35 membres). Siège social : rue du Pont-Louis-Philippe, 2, à Paris.

[20 novembre 1898]. — « Le sous médical » ligue de protection et de défense professionnelles (300 membres). Siège social : rue de Dunkerque, 23, à Paris.

[24 février 1899]. — Chambre syndicale des fabricants de robinetterie, tourneurs en cuivre (80 membres). Siège social : avenue de la République, 52, à Paris.

[10 mars 1899]. — Chambre syndicale des fabricants de colle de peau et de pâte (7 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, à Paris.

Seine-Inférieure [25 janvier 1899]. — Syndicat du commerce des poivres au Havre (32 membres). Siège social : rue de la Bourse, 29, au Havre.

Vendée [8 février 1899]. — Syndicat des bijoutiers, horlogers, joailliers et Orfèvres de la Vendée (100 membres). Siège social : rue des Orfèvres, 1, à Fontenay-le-Comte.

2^o SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne [22 avril 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers briquetiers de l'arrondissement de Saint-Quentin (59 membres). Siège social : rue Montmorency, à Saint-Quentin.

Allier [24 décembre 1898]. — Syndicat des ouvriers couvreurs de Vichy (membres). Siège social : Vichy.

[29 mars 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers carrossiers, selliers et bourreliers (51 membres). Siège social : boulevard de Courtais, à Moulins.

[15 mars 1899]. — Union syndicale des employés de commerce et de l'industrie de Montluçon (34 membres). Siège social : café Riche, boulevard de Courtais, à Montluçon.

Aveyron [13 février 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers verriers à vitres du midi de la France (44 membres). Siège social : Boisse-Peuchot.

Bouches-du-Rhône [26 février 1899]. — Syndicat des sténographes de Marseille (20 membres). Siège social : rue Curial, brasserie Phocéenne, à Marseille.

[30 janvier 1899]. — Association syndicale professionnelle de messieurs et dames des chœurs du grand théâtre de Marseille (57 membres). Siège social : rue Molière, 15, à Marseille.

Cher [1^{er} avril 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers charpentiers et similaires du canton de Vierzon (25 membres). Siège social : Bourse du travail, à Vierzon.

[1^{er} février 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers jardiniers de la ville de Bourges (42 membres). Siège social : Bourse du travail, à Bourges.

[1^{er} février 1899]. — Chambre syndicale des voituriers agriculteurs de Bourges et des environs (33 membres). Siège social : Bourse du travail, à Bourges.

[1^{er} février 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers carriers, paveurs et travaux similaires des cantons de Vierzon et Lury (25 membres). Siège social : Bourse du travail, à Vierzon.

Doubs [29 janvier 1899]. — Syndicat des ouvriers papetiers des Prés-de-Vaux (180 membres). Siège social : Bourse du travail, à Besançon.

Haute-Garonne [29 mars 1899]. — Association des comptables de la ville de Toulouse (membres). Siège social : place du Capitole, 20, à Toulouse.

Gironde [8 janvier 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de l'habillement militaire de la ville de Bordeaux (69 membres). Siège social : rue Terrasson, 36, à Bordeaux.

[15 mars 1899]. — Syndicat professionnel des chauffeurs inscrits maritimes de Bordeaux (297 membres). Siège social : quai des Chartreux, 112, à Bordeaux.

Ille-et-Vilaine [en janvier 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers maréchaux de la ville de Rennes (31 membres). Siège social : Bourse du travail, à Rennes.

[29 janvier 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers lithographes de Rennes (48 membres). Siège social : Bourse du travail, à Rennes.

Indre-et-Loire [5 février 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers couvreurs-zingeurs de la ville de Tours (38 membres). Siège social : Bourse du travail, à Tours.

Isère [25 janvier 1899]. — Syndicat des ouvriers natriers de Vinay (40 membres). Siège social : Vinay.

Jura [28 janvier 1899]. — Syndicat international des ouvriers métallurgistes et parties similaires (50 membres). Siège social : café de Paris, à Lons-le-Saunier.

Loire [en août 1898]. — Chambre syndicale de la Ligue pour le relèvement des salaires dans l'industrie du tissage (2,500 membres). Siège social : Bourse du travail, à Saint-Étienne.

Loire-Inférieure [9 février 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières des fournitures militaires de Nantes (85 membres). Siège social : Bourse du travail, à Nantes.

[29 mars 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers sabotiers de la ville de Nantes (27 membres). Siège social : Bourse du travail, à Nantes.

Lot-et-Garonne [fin janvier 1899]. — Union syndicale des ouvriers et ouvrières de la cordonnerie (100 membres). Siège social : avenue de la Gare, café Launet, à Villeneuve-sur-Lot.

Meurthe-et-Moselle [8 mars 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers cuisiniers et pâtisseries de la région de l'Est (54 membres). Siège social : rue Saint-Jean, 28, à Nancy.

Nord [5 novembre 1891]. — Chambre syndicale ouvrière des garçons limonadiers, restaurateurs (20 membres). Siège social : rue de Paris, 90, à Lille.

Oise [9 avril 1899]. — Chambre syndicale de l'ameublement et parties similaires de l'usine Clair-Leproust (217 membres). Siège social : rue Saint-Lazare, 22, à Crépy-en-Valois.

Rhône [en janvier 1899]. — Chambre syndicale des employés du gaz et similaires de la ville de Lyon (130 membres). Siège social : Bourse du travail, à Lyon.

[En août 1879] (réorganisé en janvier 1899). — Chambre syndicale des ouvriers chevriers, maroquiniers, mégissiers et similaires de la ville de Lyon et de la banlieue (140 membres). Siège social : Bourse du Travail, à Lyon.

[8 janvier 1899]. — Syndicat des rondeurs et similaires de Lyon et de la banlieue (70 membres). Siège social : Bourse du travail, à Lyon.

[En janvier 1899]. — Chambre syndicale des cochers et similaires des grandes remises de la ville de Lyon (70 membres). Siège social : place des Turreaux, 1, à Lyon.

[15 décembre 1898]. — Chambre syndicale des chefs d'ateliers pour confections d'hommes grandes pièces de la ville de Lyon (30 membres). Siège social : rue de Vendôme, 233, à Lyon.

Seine [8 mars 1899]. — Syndicat mixte de l'Union fraternelle des ouvriers boulangers du XIII^e arrondissement et assimilés (25 membres). Siège social : boulevard de la Gare, 215, à Paris.

[18 mars 1899]. — « Société Mutuelle » l'Alliance syndicale des ouvriers boulangers de l'Est de Paris (50 membres). Siège social : rue de Charonne, 92, à Paris.

[5 mars 1899]. — « Le Pain », syndicat de l'enseignement libre (35 membres). Siège social : rue de Verneuil, 15, à Paris.

[10 mars 1899]. — Union corporative des mécaniciens et chauffeurs du chemin de fer du Nord (50 membres). Siège social : rue de Clignancourt, 123, à Paris.

[25 janvier 1899]. — « L'Amical », syndicat général des ouvriers maçons et professions connexes du département de la Seine (71 membres). Siège social : rue Saint-Antoine, 88, à Paris.

[11 avril 1899]. — **Chambre syndicale des cantonniers, ouvriers et ouvrières des services réunis de la banlieue de Paris** (membres). Siège social : rue du Pont, 20, à Neuilly-sur-Seine.

[15 avril 1899]. — **Chambre syndicale des ouvriers badigeonneurs, échafaudeurs et restaurateurs de pierre** (40 membres). Siège social : rue du Château-d'Eau, 22, à Paris.

[1^{er} avril 1899]. — **Syndicat général des ouvriers terrassiers, puisatiers, mineurs du département de la Seine** (361 membres). Siège social : rue Balagny, 45, Maison du Peuple, à Paris.

[10 mars 1899]. — **Syndicat des ouvriers et ouvrières en fleurs naturelles et similaires du département de la Seine** (15 membres). Siège social : rue Godot-de-Mauroi, 21, à Paris.

[16 mars 1899]. — **Syndicat amical corporatif des façonniers et ouvriers graveurs de France sur cristaux [gravure à la roue]** (40 membres). Siège social : rue d'Hauteville, 57, à Paris.

[23 mars 1899]. — **Syndicat des femmes typographes** (90 membres). Siège social : rue Saint-Georges, 14, à Paris.

Vendée [15 décembre 1898]. — **L'Union des travailleurs du Livre** (29 membres). Siège social : boulevard Louis-Blanc, 51, à La Roche-sur-Yon.

Vienne [26 novembre 1897]. — **Société amicale des ouvriers peintres de la ville de Poitiers** (40 membres). Siège social : Hôtel de Ville de Poitiers.

[18 décembre 1897]. — **Chambre syndicale des ouvriers couvreurs de Poitiers** (14 membres). Siège social : Hôtel de Ville de Poitiers.

Haute-Vienne [6 mars 1899]. — **Chambre syndicale des ouvriers gautiers de Saint-Junien** (60 membres). Siège social : rue Perrusson, à Saint-Junien.

3° SYNDICATS MIXTES.

Allier [29 janvier 1899]. — **Association professionnelle de Saint-Fiacre**. — **Syndicat des jardiniers-maraîchers** (50 membres). Siège social : Moulins.

Ille-et-Vilaine [2 juin 1895]. — **Syndicat de l'alimentation** (31 membres). Siège social : rue du Cheval-Blanc, à la Guerche-de-Bretagne.

[2 juin 1895]. — **Syndicat mixte de l'habillement** (10 membres). Siège social : rue du Cheval-Blanc, à la Guerche-de-Bretagne.

[2 juin 1895]. — **Syndicat fraternel des industries du bâtiment** (17 membres). Siège social : rue du Cheval-Blanc, à la Guerche-de-Bretagne.

4° SYNDICATS AGRICOLES.

Aisne [12 janvier 1899]. — **Syndicat agricole de Bucy-le-Long** (15 membres). Siège social : Bucy-le-Long.

Allier [29 décembre 1897]. — **Syndicat agricole du canton de Montet** (membres). Siège social : Le Montet.

[En novembre 1898]. — **Syndicat des éleveurs et agriculteurs du canton de Montmarault et communes limitrophes** (110 membres). Siège social : Montmarault.

[En août 1888]. — **Syndicat d'études viticoles de Domérat** (104 membres). Siège social : Domérat.

Hautes-Alpes [26 février 1899]. — **Syndicat professionnel agricole de la Bâtie-Vieille** (33 membres). Siège social : La Bâtie-Vieille.

[21 février 1895]. — **Syndicat agricole de Champsaur** (membres). Siège social : Laye.

[9 avril 1899]. — **Union viticole de Chorges** (membres). Siège social : Chorges.

Alpes-Maritimes [26 février 1899]. — **Association des propriétaires et producteurs de la commune de Nice** (127 membres). Siège social : rue Masséna, 2, à Nice.

Ardèche [19 mars 1899]. — **Syndicat agricole de Chassiers** (40 membres). Siège social : Chassiers.

Aube [10 avril 1899]. — **Syndicat agricole de la commune de Châtres** (20 membres). Siège social : Châtres.

Creuse [16 avril 1899]. — Syndicat agricole de la commune d'Azerables (47 membres). Siège social : Azerables.

Doubs [4 mars 1899]. — Syndicat agricole de Sainte-Colombe (16 membres). Siège social : Sainte-Colombe.

[11 février 1899]. — Syndicat agricole de La Rivière (56 membres). Siège social : La Rivière.

[1^{er} avril 1899]. — Syndicat agricole de Villars-les-Blamont (39 membres). Siège social : Villars-les-Blamont.

[20 février 1899]. — Syndicat agricole de la commune d'Abbenans (34 membres). Siège social : Abbenans.

[19 février 1899]. — Syndicat agricole d'Aibre (83 membres). Siège social : Aibre.

[2 février 1899]. — Syndicat agricole de Grandfontaine-Fournets (11 membres). Siège social : Grandfontaine-Fournets.

[1^{er} avril 1899]. — Syndicat agricole de Plaimbois-du-Miroir (21 membres). Siège social : Plaimbois-du-Miroir.

[1^{er} avril 1899]. — Syndicat agricole d'Accolans (26 membres). Siège social : Accolans.

[27 juin 1898]. — Syndicat agricole de Dommartin (27 membres). Siège social : Dommartin.

[5 avril 1899]. — Syndicat agricole de Feule et Solomont (29 membres). Siège social : Solemont.

[15 avril 1899]. — Syndicat agricole de Dampierre-les-Bois (33 membres). Siège social : Dampierre-les-Bois.

[25 avril 1899]. — Syndicat agricole et viticole de Lavans-Vuillafans (86 membres). Siège social : Lavans-Vuillafans.

Finistère [12 mars 1899]. — Syndicat des cultivateurs de la commune de Gouesnou (41 membres). Siège social : Gouesnou.

Gers [1^{er} mars 1899]. — Syndicat des agriculteurs de Castelnau-d'Arbieu (72 membres). Siège social : Castelnau-d'Arbieu.

Indre-et-Loire [22 janvier 1899]. — Syndicat impartial, libéral et indépendant, agricole et viticole du canton du Grand-Pressigny et des communes environnantes (124 membres). Siège social : Le Grand-Pressigny.

[5 février 1899]. — Syndicat agricole et viticole de Saint-Denis-Hors et d'Amboise (45 membres). Siège social : Saint-Denis-Hors.

Loiret [2 février 1899]. — Syndicat agricole de Villemoutiers (38 membres). Siège social : Villemoutiers.

Lot-et-Garonne [2 février 1899]. — Syndicat professionnel agricole des viticulteurs, agriculteurs et tous produits agricoles de la région de Port-Sainte-Marie (250 membres). Siège social : Salle des sociétés de secours mutuels, à Port-Sainte-Marie.

Marne [10 avril 1899]. — Syndicat de défense contre les délits causés par les lapins (24 membres). Siège social : Poix.

[26 février 1899]. — Syndicat viticole antiphyllloxérique de Champillon (68 membres). Siège social : mairie de Champillon.

Haute-Marne [1^{er} janvier 1899]. — Syndicat agricole et viticole de la commune de Jonchery (21 membres). Siège social : Jonchery.

Meurthe-et-Moselle [1^{er} septembre 1898]. — Syndicat agricole de Sanzey (90 membres). Siège social : Sanzey.

[15 janvier 1899]. — Syndicat agricole de prévoyance contre la mortalité du bétail d'Allondrelle-Lamalmaison (46 membres). Siège social : Allondrelle.

[6 janvier 1899]. — Syndicat agricole de prévoyance contre la mortalité du bétail de Charency-Vezin (60 membres). Siège social : Charency-Vezin.

[8 janvier 1899]. — Syndicat de prévoyance contre la mortalité du bétail de Tellancourt (22 membres). Siège social : Tellancourt.

[15 janvier 1899]. — Syndicat agricole de la commune de Villey-Saint-Étienne (62 membres). Siège social : Villey-Saint-Étienne.

Meuse [26 février 1899]. — Syndicat professionnel agricole de Dieue (25 membres). Siège social : Dieue.

[8 janvier 1899]. — Syndicat agricole de prévoyance contre la mortalité du bétail de Wiseppe (22 membres). Siège social : Wiseppe.

Morbihan [19 mars 1899]. — Syndicat agricole du canton de Port-Louis (200 membres). Siège social : Merlevenez.

Oise [6 janvier 1899]. — Syndicat communal agricole de Babœuf (17 membres). Siège social : Mairie de Babœuf.

Pas-de-Calais [12 mars 1899]. — Syndicat agricole de Wanquetiu (13 membres). Siège social : Wanquetiu.

Basses-Pyrénées [en 1895]. — Syndicat agricole d'Uzein (membres). Siège social : Uzein.

[27 février 1898]. — Syndicat agricole de Saint-Armou (40 membres). Siège social : Saint-Armou.

[15 septembre 1895]. — Syndicat agricole de Coarraze (25 membres). Siège social : Coarraze.

[29 mars 1896]. — Syndicat agricole de Doazon (20 membres). Siège social : rue Notre-Dame, n° 7, à Pau.

[en 1894]. — Syndicat agricole de Saint-Sébastien-de-Labatmale (42 membres). Siège social : Labatmale.

[21 mars 1894]. — Syndicat agricole du canton de Lembeye (380 membres). Siège social : Lembeye.

[15 janvier 1899]. — Syndicat agricole de la commune de Monassut (17 membres). Siège social : Monassut.

[1^{er} janvier 1893]. — Syndicat agricole de la commune de Castillon (28 membres). Siège social : rue Notre-Dame, n° 7, à Pau.

[en 1895]. — Syndicat agricole de la commune de Hours (33 membres). Siège social : Hours.

[15 janvier 1894]. — Syndicat agricole de Barcus-Saint-Sauveur (20 membres). Siège social : Barcus.

[10 novembre 1897]. — Syndicat viticole et agricole de Jurançon (40 membres). Siège social : Mont-Riant.

[13 décembre 1894]. — Syndicat agricole de Tardets (118 membres). Siège social : Tardets.

[janvier 1895]. — Syndicat agricole de Louçon-Fichous (10 membres). Siège social : Louçon.

[4 novembre 1894]. — Syndicat agricole de Saint-Laurent-Bretagne (25 membres). Siège social : Saint-Laurent-Bretagne.

[1^{er} janvier 1896]. — Syndicat agricole de Soumoulou (30 membres). Siège social : Soumoulou.

[juillet 1896]. — Syndicat agricole de Montaut (42 membres). Siège social : Montaut.

Hautes-Pyrénées [7 août 1898]. — Syndicat d'industrie agricole de Héchettes (11 membres). Siège social : Héchettes.

Haute-Saône [14 mars 1899]. — Syndicat agricole de la commune de Cuve (14 membres). Siège social : Cuve.

[29 mai 1896]. — Syndicat agricole de Saulx (30 membres). Siège social : Saulx.

[3 mars 1897]. — Syndicat agricole d'Athesans (membres). Siège social : Athesans.

[7 novembre 1894]. — Syndicat agricole de la commune de Rigny (33 membres). Siège social : Rigny.

[5 mai 1895]. — Syndicat agricole de Champvans-les-Gray (21 membres). Siège social : Champvans-les-Gray.

[1^{er} août 1898]. — Syndicat agricole et viticole de Chaumerenne (40 membres). Siège social : Chaumerenne.

[1^{er} mars 1899]. — Syndicat agricole communal de Bard-les-Pesmes (12 membres). Siège social : Bard-les-Pesmes.

[18 janvier 1897]. — Syndicat agricole de Choye (30 membres). Siège social : Choye.

Saône-et-Loire [18 mars 1899]. — Syndicat agricole, viticole et horticole du Chalonnais et du Charollais (40 membres). Siège social : Montceau-les-Mines.

Sarthe [7 janvier 1899]. — Syndicat des agriculteurs du canton de Montfort-le-Rotrou (64 membres). Siège social : Montfort-le-Rotrou.

Seine-et-Marne [1^{er} mars 1899]. — Syndicat agricole et viticole de Champagne et des communes voisines (42 membres). Siège social : Champagne.

Seine-et-Oise [21 janvier 1897]. — Syndicat agricole de Gagny (69 membres). Siège social : 2, rue de Chelles, à Gagny.

Deux-Sèvres [8 janvier 1899]. — Syndicat des agriculteurs de Gript et Granzy (28 membres). Siège social : Château-Gaillard, à Gript.

Somme [12 janvier 1899]. — Syndicat professionnel des agriculteurs d'Hangest-en-Santerre (41 membres). Siège social : Hangest-en-Santerre.

Haute-Vienne [en janvier 1899]. — Syndicat agricole de Billanges (17 membres). Siège social : Labesse.

Vosges [9 février 1899]. — Syndicat agricole de Saint-Jean-d'Ormont (25 membres). Siège social : Saint-Jean-d'Ormont.

Yonne [1^{er} juin 1898]. — Syndicat professionnel agricole et viticole de Venoy (203 membres). Siège social : Venoy-près-Auxerre.

[18 septembre 1898]. — Syndicat viticole de la commune de la Postolle (18 membres). Siège social : la Postolle.

NOTA. — Le syndicat viticole de la Côte dijonnaise du département de la Côte-d'Or, dont la dissolution avait été annoncée, nous fait savoir que ce renseignement est inexact et qu'il a toujours son siège social à Dijon, 3, rue Vauban.

5° BOURSES DU TRAVAIL.

Corrèze [25 février 1899]. — Bourse du travail de la ville de Tulle (7 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue de la Barrière, 96, à Tulle.

Seine-Inférieure [24 février 1899]. — Bourse du travail de la ville d'Elbeuf (4 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue Thiers, 20, à Elbeuf.

Tarn [18 février 1899]. — Bourse du travail de la ville d'Albi (5 chambres syndicales adhérentes). Siège social : place Lapérouse, à Albi.

Alger [1^{er} janvier 1899]. — Bourse du travail de la ville de Mustapha (4 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Rue Meissonnier, au poste des pompiers, à Mustapha.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

La date entre [] est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Loire [12 octobre 1894]. — Syndicat professionnel des marchands bouchers de la ville de Roanne (34 membres). Siège social : rue du Lycée, 51, à Roanne.

[7 décembre 1895]. — Syndicat des patrons bouchers et charcutiers de Roanne (45 membres). Siège social : rue du Lycée, 41, à Roanne.

Lot-et-Garonne [26 février 1894]. — Syndicat vétérinaire de l'arrondissement de Marmande (28 membres). Siège social : café de l'Europe, à Marmande.

Mayenne [5 octobre 1894]. — Syndicat pomologique d'Ernée (82 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, à Ernée.

Orne [15 mars 1886]. — Syndicat de la boulangerie de la ville d'Argentan (40 membres). Siège social : café du Théâtre, à Argentan.

[13 octobre 1884]. — Syndicat des médecins de l'arrondissement de Domfront et des cantons limitrophes (9 membres). Siège social : Flers.

Rhône [24 novembre 1891]. — Chambre syndicale de renseignements des patrons cartoniers de la ville de Lyon (25 membres). Siège social : place des Terreaux, 4, à Lyon.

[11 avril 1895]. — Chambre syndicale des fabricants de vélocipèdes de Lyon et des industries s'y rattachant (8 membres). Siège social : rue de Marseille, 32, à Lyon.

[23 mars 1895]. — Chambre syndicale des fabricants de ferblanterie, cuivrierie et repousseurs sur métaux (10 membres). Siège social : rue de la Barre, 4, à Lyon.

[13 mars 1888]. — Chambre syndicale des poids et mesures de la région lyonnaise (25 membres). Siège social : rue de la Barre, 4, à Lyon.

Saône-et-Loire [5 mars 1897]. — Syndicat des bouchers et charcutiers du Creusot (42 membres). Siège social : Boulevard du Guide, 3, au Creusot.

Sarthe [17 novembre 1892]. — Syndicat départemental des médecins de la Sarthe (48 membres). Siège social : Le Mans.

Seine-et-Oise [3 août 1883]. — Chambre syndicale de la Boulangerie pour le canton de Corbeil (29 membres). Siège social : Corbeil.

[29 décembre 1895]. — Syndicat des agents des Compagnies françaises d'assurances à Étampes (12 membres). Siège social : Étampes.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Loire [20 octobre 1880]. — Syndicat des ouvriers tonneliers et similaires de Saint-Étienne (26 membres). Siège social : Bourse du Travail, place Marengo, 6, à Saint-Étienne.

[13 septembre 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers serruriers en bâtiment de Saint-Étienne (14 membres). Siège social : Bourse du Travail, place Marengo, 6, à Saint-Étienne.

[11 avril 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers puddleurs et similaires de l'arrondissement de Saint-Étienne (5 membres). Siège social : Bourse du Travail, place Marengo, 6, à Saint-Étienne.

[16 septembre 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers métallurgistes et similaires de l'arrondissement de Roanne (37 membres). Siège social : Salle des Prud'hommes, place de l'Hôtel-de-Ville, à Roanne.

[19 septembre 1896]. — Syndicat non socialiste des ouvrières et ouvriers tisseurs et similaires de Roanne (234 membres). Siège social : rue Bel-Air, 10, à Roanne.

[5 janvier 1893]. — Chambre syndicale des travailleurs de la teinture roannaise (253 membres). Siège social : rue Hoche, 1, à Roanne.

[1^{er} mars 1893]. — Chambre syndicale des teinturiers du canton de Saint-Chamond (162 membres). Siège social : Saint-Chamond.

[15 octobre 1896]. — Syndicat ouvrier des boulangers et similaires de Roanne et de la région (93 membres). Siège social : rue Saint-Jean, 8, à Roanne.

[23 mars 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers ébénistes de Firminy (25 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, à Firminy.

Lot-et-Garonne [27 septembre 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de pierres et maçons de Marmande et de l'arrondissement (26 membres). Siège social : salle de l'Union fraternelle, route de Saint-Bazille, à Marmande.

[11 mai 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers charpentiers de la ville de Villeneuve-sur-Lot (9 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, à Villeneuve-sur-Lot.

[En 1885]. — Syndicat de la cordonnerie de Villeneuve-sur-Lot (41 membres). Siège social : café Laurent, à Villeneuve-sur-Lot.

[30 décembre 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers de l'arrondissement d'Agen (20 membres). Siège social : rue Camille-Desmoulins, à Agen.

Oise [1^{er} août 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières boutonnières en nacre de la ville de Méru et des environs (15 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville de Méru.

[15 février 1892]. — Chambre syndicale des tabletiers de Mèru (74 membres). Siège social : avenue Victor-Hugo, 9, à Mèru.

[9 janvier 1888]. — Chambre syndicale des ouvriers boutonnières en os de Mèru (29 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville de Mèru.

Puy-de-Dôme [1^{er} novembre 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de pierres de Clermont-Ferrand (67 membres). Siège social : rue Halle-aux-Toiles, à Clermont-Ferrand.

[24 mars 1898]. — Syndicat des Employés de commerce (46 membres). Siège social : salle de l'Union des syndicats (bâtiment du théâtre), à Clermont-Ferrand.

Rhône [17 mars 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers vermicelliers et similaires de la ville de Lyon et de la banlieue (10 membres). Siège social : rue d'Essling, 16, à Lyon.

[En avril 1879]. — Chambre syndicale des ouvriers en sparterie, tapissiers, brossiers, paillassonniers et leurs similaires (50 membres). Siège social : Bourse du Travail, à Lyon.

[3 novembre 1889]. — Chambre syndicale des apprêteurs et similaires de Tarare (membres). Siège social : rue du Château, à Tarare.

[1^{er} janvier 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers vanniers de la ville de Gisors (20 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville de Gisors.

[4 décembre 1888]. — Chambre syndicale des ouvriers tisseurs et similaires de Thizy et des communes de Bourg, de Thizy, Saint-Vincent et Montagny (1,500 membres). Siège social : rue de Bazin, à Thizy.

[4 décembre 1879]. — Union syndicale des ouvriers chaudronniers en fer et similaires de la ville de Lyon et de la banlieue (150 membres). Siège social : Bourse du Travail, à Lyon.

[19 juin 1890]. — Syndicat de la broderie tararienne (12 membres). Siège social : Tarare.

[1^{er} avril 1896]. — Syndicat des ouvriers camionneurs, grainetiers, fariniers et similaires de la ville de Lyon (60 membres). Siège social : Bourse du travail, à Lyon.

[13 octobre 1894]. — Chambre syndicale des passementiers en meubles de Lyon (40 membres). Siège social : Bourse du travail, à Lyon.

[30 août 1881]. — Chambre syndicale des ouvriers et manœuvres des produits chimiques, droguerie et similaires de la région lyonnaise (180 membres). Siège social : Chemin de la vitriolerie, 21, à Lyon.

[5 août 1897]. — Syndicat des garnituriers de la ville Lyon (30 membres). Siège social : rue Bageaud, 45, à Lyon.

[1^{er} mai 1892]. — Chambre syndicale nationale des ouvriers et employés d'hôtel, restaurant, café, etc., de l'alimentation en gros (30 membres). Siège social : passage Vendôme, 24, à Lyon.

[7 juin 1885]. — Chambre syndicale des ouvriers galochiers de la ville de Lyon et du département du Rhône (40 membres.) Siège social : Bourse du travail, à Lyon.

[En juin 1888]. — Syndicat des ouvriers balanciers et similaires de la ville de Lyon (80 membres). Siège social : Bourse du Travail, à Lyon.

Saône-et-Loire [10 juillet 1890]. — Chambre syndicale des verriers de Chalon-sur-Saône (188 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville de Chalon-sur-Saône.

[1^{er} septembre 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers et similaires du Creusot (34 membres) Siège social : Le Creusot.

Seine-et-Oise [28 décembre 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers fumistes et tôliers de Versailles (43 membres). Siège social : rue Saint-Pierre, 7, à Versailles.

[1^{er} mai 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers de Versailles et de Seine-et-Oise (12 membres). Siège social : rue des Chantiers, 3 bis, à Versailles.

[12 juin 1892]. — Syndicat professionnel des ouvriers carriers du département de Seine-et-Oise (450 membres). Siège social : Saint-Chéron.

3^e SYNDICATS MIXTES.

Oise [2 juillet 1891]. — Syndicat mixte de l'imprimerie du Nord de la France (section de Saint-Just-en-chaussée) (12 membres). Siège social : Saint-Just-en-Chaussée.

Rhône [en novembre 1884]. — Chambre syndicale de la passementerie lyonnaise et similaire (85 membres). Siège social : Bourse du Travail, à Lyon.

[16 novembre 1884]. — Chambre syndicale des tisseurs de velours à deux pièces unis et façonnés à une et deux navettes (75 membres). Siège social : rue Dumeuge, 10, à Lyon.

4° SYNDICATS AGRICOLES.

Creuse [3 janvier 1899]. — Association syndicale agricole de Rimondeix (30 membres). Siège social : Rimondeix.

Hérault [8 décembre 1895]. — Syndicat professionnel agricole de Fos (14 membres). Siège social : Fos.

Loire [20 novembre 1892]. — Syndicat agricole des cantons de Charlieu et de Belmont et communes limitrophes (20 membres). Siège social : Charlieu.

Lot-et-Garonne [13 janvier 1887]. — Syndicat professionnel agricole de Tonneins (210 membres). Siège social : rue du Commerce, à Tonneins.

[6 février 1886]. — Syndicat du comice agricole de Marmande (241 membres.) Siège social : Marmande.

Meuse [11 septembre 1898]. — Syndicat agricole communal de Jametz (41 membres). Siège social : Jametz.

Hautes-Pyrénées [23 avril 1887]. — Syndicat agricole de Castelnau-Magnoac (45 membres). Siège social : Castelnau-Magnoac.

Rhône [22 mai 1888]. — Syndicat agricole du canton d'Amplepuis (8 membres). Siège social : rue de Tarare, 8, à Amplepuis.

Saône-et-Loire [6 mars 1894]. — Syndicat agricole et viticole de Navilly (40 membres). Siège social : Navilly.

5° UNIONS DE SYNDICATS.

Loire [en 1890]. — Fédération départementale des chambres syndicales ouvrières du bâtiment (11 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Bourse du Travail, à Saint-Etienne.

Rhône [26 novembre 1891]. — Fédération nationale de l'industrie textile (8 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Bourse du Travail, à Lyon.

LES GRÈVES EN MAI 1899.

57 grèves ont été signalées en mai 1899 à l'*Office du travail*. Elles comprennent 16,693 grévistes, dont 9.200 pour la seule grève des métallurgistes du Creusot.

Il y avait eu, en mai 1898, 22 grèves et 1,591 grévistes, et le nombre moyen des grèves qui se sont produites pendant le même mois au cours des cinq années antérieures à 1899 a été de 44.

Les 57 grèves de mai, sauf 13, n'ont affecté qu'un seul établissement.

Elles sont dues aux causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.	35
Réductions de salaire.	2
Retard dans le paiement des salaires.	1
Demandes de diminution du temps de travail.	10
Demande de suppression du travail de nuit.	1
Demande de la paye par quinzaine.	1
Modifications apportées à un règlement d'atelier.	1
Demandes de réintégration d'ouvriers.	3
Demandes de renvoi d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs.	10
Demande que les ouvriers soient transportés par chemin de fer du lieu des chantiers au centre des travaux.	1

Il est à remarquer que les demandes d'augmentation de salaire sont de beaucoup les plus nombreuses, puisqu'on les rencontre dans 35 grèves, soit près des deux tiers du nombre total.

Les grèves de mai se sont produites dans 23 départements différents, parmi lesquels la Seine en a compté 9, la Loire et Seine-et-Oise, 6, le Nord et le Rhône, 5, la Mayenne et le Vaucluse, 3, et l'Isère, le Maine-et-Loire, le Pas-de-Calais et la Saône-et-Loire, 2.

Elles se répartissent dans les industries ou professions suivantes :

Métaux, 15; bâtiment, 10; textiles, 10; travail des cuirs, 5; bûcherons, 2; mineurs, 3; typographes, 2; verriers, 2.

Une seule enfin parmi des briquetiers, charrons, caoutchoutiers, employés de tramways, facteurs, manœuvres, plâtriers, tonneliers.

Des 57 grèves commencées en mai, 47 sont terminées.

Elles ont duré :

Une, 40 jours; une, 26 jours; une, 19 jours; une, 16 jours; une, 14 jours; une, 13 jours; deux, 12 jours; une, 10 jours; une, 9 jours; six, 7 jours; deux, 6 jours; quatre, 5 jours; deux, 4 jours; cinq, 3 jours; neuf, 2 jours et huit, 1 jour.

Si l'on y ajoute cinq grèves commencées antérieurement et terminées après 71, 44, 45, 39 et 18 jours, on constate que 52 conflits sont actuellement terminés, et qu'ils ont abouti à :

11 réussites;
20 transactions;
21 échecs.

Tableau des grèves

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
GRÈVES NON TERMINÉES						
20 mars...	30 mai...	Bourges.....	Cher.....	Charretiers.....	17	33
6 avril...	20 mai...	Lorient et Ploemeur	Morbihan.....	Maçons et terrassiers.....	15	400
11 avril...	20 mai...	Paris.....	Seine.....	Modelleurs mécaniciens.....	1	7
21 avril...	.....	Nantes.....	Loire-Inférieure.....	Mouleurs.....	12	188
24 avril...	8 juin...	Halluin.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	12
30 avril...	18 mai...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.....	Maçons et terrassiers.....	.....	5.200
GRÈVES COMMENCÉES						
1 ^{er} mai...	4 mai...	Carpentras.....	Vaucluse.....	Serruriers.....	8	16
1 ^{er} mai...	8 mai...	Essonnes.....	Seine-et-Oise.....	Polisseurs.....	1	20
1 ^{er} mai...	8 mai...	Marmande.....	Lot-et-Garonne.....	Tonnelliers.....	1	30
1 ^{er} mai...	13 mai...	Vienne.....	Isère.....	Charpentiers.....	.....	30
1 ^{er} mai...	6 mai...	Villefranche.....	Rhône.....	Maréchaux ferrants.....	2	2
2 mai...	3 mai...	Apt.....	Vaucluse.....	Charrons.....	5	8
2 mai...	15 mai...	La Guerche.....	Cher.....	Bûcherons.....	1	30
2 mai...	12 juin...	Halluin.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	29
3 mai...	5 mai...	Le Chambon.....	Loire.....	Ouvriers en limes.....	1	75
3 mai...	9 mai...	Paris.....	Seine.....	Mécaniciens - constructeurs (phares).....	7	596
3 mai...	17 mai...	Argenteuil.....	Seine-et-Oise.....	Tisseurs.....	1	30
4 mai...	.....	Angers.....	Maine-et-Loire.....	Chapeliers.....	1	18
6 mai...	8 mai...	Le Chambon.....	Loire.....	Moulineuses de soie.....	1	35
6 mai...	16 mai...	Ronnet.....	Allier.....	Bûcherons.....	1	22
6 mai...	8 mai...	Paris.....	Seine.....	Ouvriers en chaussures.....	1	100
7 mai...	12 mai...	Saumur.....	Maine-et-Loire.....	Typographes.....	1	3
8 mai...	9 mai...	Cavaillon.....	Vaucluse.....	Maréchaux-ferrants.....	5	8
8 mai...	10 mai...	Sannois.....	Seine-et-Oise.....	Briquetiers.....	1	65
8 mai...	10 mai...	Argenteuil.....	Idem.....	Plâtriers.....	.....	200
8 mai...	15 mai...	Fougères.....	Ille-et-Vilaine.....	Monteurs en chaussures.....	1	70
8 mai...	.....	Vigneux.....	Seine-et-Oise.....	Terrassiers.....	1	.....
8 mai...	.....	Lyon.....	Rhône.....	Menuisiers.....	130	1.000
8 mai...	3 juin...	Lyon.....	Rhône.....	Maréchaux ferrants.....	70	120
10 mai...	13 mai...	Cazères.....	Haute-Garonne.....	Terrassiers.....	1	100
10 mai...	11 mai...	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	20
11 mai...	13 mai...	Senneville.....	Seine-et-Oise.....	Terrassiers.....	1	27
11 mai...	.....	Saint - Pierre - le Moutier.....	Nièvre.....	Maçons et couvreur.....	.....	.....
12 mai...	15 mai...	Denain.....	Nord.....	Métallurgistes.....	1	1.200
12 mai...	.....	Rive-de-Gier.....	Loire.....	Verriers.....	1	70
13 mai...	29 mai...	Paris.....	Seine.....	Mécaniciens constructeurs.....	1	10
13 mai...	1 ^{er} juin...	Belfort.....	Haut-Rhin.....	Fileurs et rattacheurs.....	1	199
15 mai...	24 mai...	Laval.....	Mayenne.....	Maçons.....	10	188
15 mai...	.....	Mayenne.....	Idem.....	Maçons.....	.....	48
15 mai...	.....	Laval.....	Idem.....	Typographes.....	1	15
16 mai...	17 mai...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.....	Voilières.....	.....	.....
16 mai...	18 mai...	Le Creusot.....	Saône-et-Loire.....	Métallurgistes.....	1	140

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à l'Office du travail.

n mai 1899.

RECHERCHES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
AU 1 ^{er} MAI 1899 (A).			
1	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
2	Demande d'aug ^{on} de salaire et de dim. du temps de travail.....	Transaction (1).	(1) Conciliation devant le juge de paix.
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
4	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
5	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
6	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
EN MAI 1899.			
1	Demande de diminution du temps de travail.....	Réussite.	
2	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec (2).	(2) Grévistes congédiés.
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
4	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction (3).	(3) Conciliation devant le juge de paix.
5	Demande de diminution du temps de travail.....	Transaction (4).	(4) Conciliation devant le juge de paix.
6	Demande de diminution du temps de travail.....	Échec.	
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
8	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
9	Réduction de salaire.....	Réussite.	
10	Demande d'augmentation de salaire et de renvoi d'un contremaître.....	Réussite.	
11	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
12	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
13	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
14	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
15	Réduction de salaire.....	Réussite.	
16	Demande d'aug ^{on} de salaire et de dim. du temps de travail.....	Échec (5).	(5) Grévistes remplacés.
17	Demande d'aug ^{on} de salaire et de dim. du temps de travail.....	Transaction.	
18	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
19	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
20	Demande d'augmentation de salaire et de renvoi du contremaître.....	Transaction.	
21	Demande de renvoi d'ouvriers étrangers.....	.....	
22	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
23	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
24	Demande d'être transporté par chemin de fer à la fin de la journée.....	Réussite.	
25	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
26	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
27	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.....	.....	
28	Protestation contre une mise à pied infligée à un ouvrier.....	Échec.	
29	Retard dans le paiement des salaires.....	.....	
30	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
31	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.....	Transaction.	
32	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction. (6)	(6) Arbitrage.
33	Demande d'aug ^{on} de salaire et de dim ^{on} du temps du travail.....	.....	
34	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
35	Demande de diminution du temps du travail.....	Réussite.	
36	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	

DATES		DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes. 5	NOMBRE	
du commence- ment. 1	de la fin. 2				d'établis- sements. 6	de grévistes. 7
		3	4			
16 mai..	21 mai..	Saint-Étienne....	Loire.....	Employés de tramways.....	1	160
17 mai..	19 mai..	Roubaix.....	Nord.....	Tisseuses.....	1	45
17 mai..	.....	Soyons.....	Ardèche.....	Fondeurs.....	1	150
18 mai..	18 mai..	Amiens.....	Somme.....	Tisseurs.....	1	73
18 mai..	19 mai..	Lyon.....	Rhône.....	Maçons.....	1	8
18 mai..	19 mai..	Tarare.....	Rhône.....	Tisseurs.....	1	54
18 mai..	21 mai..	Paris.....	Seine.....	Mécaniciens-construteurs.....	1	12
19 mai..	20 mai..	Paris.....	Seine.....	Facteurs des postes.....	1	1.500
20 mai..	22 mai..	Bosmoreau.....	Creuse.....	Mineurs.....	1	60
23 mai..	.....	Le Bouscat.....	Gironde.....	Verriers.....	1	16
24 mai..	31 mai..	Marquise.....	Pas-de-Calais.....	Fondeurs.....	1	163
24 mai..	31 mai..	Grandcroix.....	Loire.....	Mineurs.....	1	260
25 mai..	29 mai..	Auberchicourt.....	Nord.....	Mineurs.....	1	95
26 mai..	3 juin..	Paris.....	Seine.....	Selliers.....	1	8
26 mai..	29 mai..	Paris.....	Seine.....	Caoutchoutiers.....	1	20
26 mai..	8 juin..	Fontaine.....	Isère.....	Mégissiers.....	4	150
29 mai..	3 juin..	Le Creusot.....	Saône-et-Loire.....	Métallurgistes.....	1	9.200
29 mai..	2 juin..	Ruyaulcourt.....	Pas-de-Calais.....	Horlogers.....	1	40
29 mai..	5 juin..	Tourcoing.....	Nord.....	Rattacheurs.....	1	35
30 mai..	5 juin..	Sail-sous-Couzan.....	Loire.....	Ouvriers d'une compagnie d'eaux minérales.	1	100
31 mai..	.....	Saint-Denis.....	Seine.....	Fondeurs.....	1	20

GRÈVES COMMENCÉES

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Onze applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en mai à l'*Office du travail* :

1° **Grève de maréchaux ferrants à Villefranche (Rhône).** — Les 8 maréchaux ferrants de Villefranche, ayant vainement demandé à leurs six patrons de leur accorder la journée de 10 heures au lieu de 12, ont fait abandonner le travail, le 1^{er} mai, à 2 d'entre eux qui ont été chargés de solliciter du juge de paix la réunion d'un comité de conciliation.

La réunion a eu lieu le 5 mai et après discussion la durée du travail a été ainsi réglementée :

Du 15 avril au 15 octobre: de 5 heures du matin à 7 heures du soir, avec repos de 8 heures à 8 heures et demie et de midi à 2 heures, soit 11 heures et demie de travail.

Du 16 octobre au 14 avril : de 6 heures du matin à 6 heures du soir, avec repos de 8 heures à 8 heures et demie et de midi à une heure, soit dix heures et demie de travail.

En outre, le salaire sera, pendant les mois d'été, majoré de 6/40^e.

N ^{OS} DE FOLIOS.	CAUSES DE LA GRÈVE OU DEMANDES DES GRÉVISTES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
37	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.....	Transaction.	
38	Demande de renvoi d'une ouvrière.....	Échec.	
39	Demande de renvoi du directeur.....	Échec.	
40	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
41	Demande de la paye par quinzaine.....	Réussite.	
42	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
43	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec. (7)	(7) Grévistes remplacés.
44	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
45	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
46	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
47	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Réussite. (8)	(8) Conciliation devant le juge de paix.
48	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.....	Échec.	
49	Demande de suppression du travail de nuit.....	Échec. (9)	(9) Grévistes remplacés.
50	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec. (9)	
51	Modifications apportées au règlement d'atelier.....	Échec.	
52	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
53	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
54	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Échec.	
55	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
56	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
57	Demande de renvoi d'un ouvrier non syndiqué.....		

Les ouvriers ont ainsi obtenu satisfaction partielle après cinq jours de grève pour deux d'entre eux seulement.

2^e Grève de charpentiers à Vienne (Isère). — 35 ouvriers charpentiers sur 45 se sont mis en grève le 1^{er} mai en demandant 0 fr. 60 l'heure au lieu de 0 fr. 50. Sur convocation d'office faite par le juge de paix du canton sud de Vienne, un comité de conciliation s'est réuni le 5 mai.

Entre temps, les ouvriers avaient décidé de réduire de moitié leur demande d'augmentation et, à la réunion du comité, leurs délégués n'ont réclamé que 0 fr. 55 l'heure à partir du 1^{er} juin. Après discussion, les patrons ont accepté, mais à la condition que l'augmentation ne serait payée qu'à dater du 1^{er} août. Désireux de mettre fin au conflit, les délégués ouvriers ont offert de proroger jusqu'au 1^{er} juillet la date d'application du nouveau tarif, mais les patrons ont maintenu leur première proposition et la réunion n'a pu aboutir.

À la demande du syndicat ouvrier, une seconde réunion du comité de conciliation a eu lieu le 12 mai. Les ouvriers ayant accepté la date du 1^{er} août pour l'application du prix de 0 fr. 55 l'heure, une convention, fixant le salaire, les conditions du travail de nuit, du travail à la campagne, établissant la paye par quinzaine et mettant l'assurance contre les accidents à la charge du patron, a été signée par les délégués des patrons et des ouvriers et, toute contestation ayant ainsi disparu, le travail a été repris le lendemain, 13 mai, par les 12 ouvriers présents à Vienne, les autres grévistes ayant momentanément quitté la ville.

3° Grève de maçons et couvreurs à Saint-Pierre-le-Moutier (Nièvre).

— Le 11 mai, les ouvriers maçons et couvreurs de Saint-Pierre-le-Moutier se sont mis en grève. Ils demandaient :

1° 0 fr. 38 l'heure pour les maçons et 0 fr. 20 à 0 fr. 30 pour les apprentis et les manœuvres ;

2° Une indemnité de 0 fr. 50 en cas de déplacement ;

3° La journée de 11 heures.

Le 14 mai, le juge de paix a réuni en comité de conciliation les patrons, les ouvriers et le bureau du syndicat récemment créé par ces derniers.

Les patrons présents ont déclaré qu'ils ne pouvaient rien décider parce qu'ils étaient convoqués pour le dimanche suivant afin de former entre eux un syndicat et d'arrêter en commun leurs résolutions.

Dans ces conditions, il n'y avait plus lieu de continuer les débats et la séance a été renvoyée au dimanche 28 mai.

A cette date, les ouvriers se sont présentés, mais les patrons ont fait défaut.

La grève continue.

4° Grève de fileurs et rattacheurs à Belfort. — La filature de M. Kœchlin, à Belfort, occupe 457 ouvriers. Il y a un an, le patron fit installer dans un de ses ateliers une nouvelle machine dont le fonctionnement permit à 25 rattacheurs de fournir une plus grande quantité de travail que leurs camarades et d'atteindre ainsi un salaire supérieur d'environ 0 fr. 25 par jour.

Les autres rattacheurs, qui ne gagnaient que 3 francs à 3 fr. 25 par jour au lieu de 3 fr. 25 et 3 fr. 50, demandèrent que les tarifs fussent révisés de manière que tous les ouvriers de la même spécialité pussent arriver aux mêmes salaires.

La révision désirée eut lieu, mais elle eut pour conséquence de maintenir les salaires les plus faibles et de diminuer les plus élevés.

Les 25 ouvriers primitivement favorisés se prétendirent lésés, et le 13 mai ils se mettaient en grève, entraînant avec eux 50 de leurs camarades fileurs et rattacheurs qui demandèrent une augmentation générale de 0 fr. 25 par jour, soit 5 francs pour les fileurs et 3 fr. 50 pour les rattacheurs, ainsi que la limitation à 11 heures de la journée de travail.

Le nombre des grévistes n'a pas tardé à s'accroître, et le 16 mai il s'élevait à 134. De plus, 113 ouvriers se trouvaient en chômage forcé.

Dès le début du conflit, les grévistes ont demandé l'intervention du juge de paix. Le patron, immédiatement prévenu, s'est refusé à toute tentative de conciliation en regrettant que ses ouvriers ne se fussent pas adressés directement à lui, et en déclarant que ceux qui avaient quitté le travail étaient considérés comme n'appartenant plus à son établissement.

A l'appui de cette résolution, les comptes des grévistes ont été arrêtés et un certain nombre de livrets remis à leurs titulaires.

L'administrateur du territoire de Belfort a offert sa médiation, mais il s'est heurté à la décision de M. Kœchlin de n'accepter aucune intervention entre lui et ses ouvriers.

Des négociations directes ont eu lieu, mais sans résultat et comme le nombre des grévistes augmentait chaque jour, le patron a fermé son établissement le 20 mai.

Il a été rouvert le 31 mai, la plupart des ouvriers ayant demandé à reprendre le travail, et, à cette date, 25 grévistes seulement ont persisté dans leur résolution de ne pas rentrer.

M. Kœchlin a promis alors d'examiner sérieusement les revendications de ses ouvriers et la grève s'est terminée le lendemain, 1^{er} juin, par une transaction.

5° Grève des maçons de Laval. — Les maçons et manœuvres de Laval, au nombre de 188, occupés chez 10 patrons, se sont mis en grève le 15 mai en demandant 0 fr. 35 de l'heure pour les maçons payés à raison de 0 fr. 23 et 0 fr. 28 et une augmentation proportionnelle pour les manœuvres qui avaient de 0 f. 12 à 0 fr. 22.

Les grévistes ont immédiatement saisi le juge de paix de leur demande, et celui-ci a réuni un comité de conciliation les 18 et 19 mai.

L'entente n'ayant pu s'établir, les parties ont désigné des arbitres qui ont rendu leur sentence le 20 mai.

Ils ont fixé le salaire des maçons à 0 fr. 35 l'heure et à 0 fr. 27 (maximum) celui des manœuvres âgés d'au moins dix-huit ans. En outre, l'assurance contre les accidents a été mise à la charge des patrons.

Le travail a été repris le 24 mai; par suite des marchés en cours, il a été convenu que l'application du nouveau tarif n'aurait lieu qu'à partir du 12 juin.

6° Grève de menuisiers à Lyon. — A la fin d'avril, le syndicat des ouvriers menuisiers de Lyon a soumis aux patrons de la profession un programme de revendications comportant notamment une augmentation de salaire, soit 0 fr. 65 par heure au lieu de 0 fr. 60, et un tiers en plus pour les heures supplémentaires.

Les patrons réunis au siège de leur syndicat, le 5 mai, ont décidé de repousser toute augmentation et toute modification aux conditions actuellement en usage.

Devant ce refus, les ouvriers se sont mis en grève le 8 mai au nombre de 1,000, sur 1,500 — 130 établissements sont atteints par la grève.

Le 18 mai, le juge de paix a invité les deux parties à former un comité de conciliation, mais les intéressés ont décliné cette offre.

La grève continue.

7° Grève de maréchaux ferrants à Lyon. — Les maréchaux ferrants de Lyon, au nombre de 120, occupés chez 70 patrons, se sont mis en grève le 8 mai en réclamant une augmentation de salaire, soit 6 fr. 50 par jour pour les ferreurs et 5 fr. 50 pour les teneurs de pieds, et la suppression du couchage et de la nourriture chez le patron.

Les patrons ont proposé 5 fr. 50 et 4 fr. 50 par jour, ce qui n'a pas été accepté.

Diverses entrevues ont eu lieu sans résultat bien que les patrons aient élevé leurs propositions à 6 francs et 5 francs.

Le juge de paix a proposé sa médiation, mais les deux parties l'ont refusée, déclarant préférer s'entendre entre elles.

Dans une réunion mixte, tenue le 29 mai, les délégués des patrons ont accepté les principales demandes de leurs ouvriers et notamment l'augmentation de salaire

et la liberté pour l'ouvrier de prendre ses repas et de coucher en dehors de chez son patron.

Le nouveau tarif a été soumis à la signature de chaque patron et la grève était terminée le 3 juin.

8° Grève de verriers au Bouscat (Gironde). — Depuis deux ans environ, M. Resseguier, directeur d'une verrerie située au Bouscat près de Bordeaux, avait imposé d'importantes réductions de salaire à ses ouvriers.

Ceux-ci au nombre de 16, après avoir réclamé vainement le retour au tarif de 1890 appliqué à Bordeaux, se sont mis en grève le 23 mai.

Leur cessation de travail entraîne le chômage de 27 manœuvres sur les 36 occupés dans la verrerie.

Le juge de paix du 1^{er} canton de Bordeaux a immédiatement convoqué les deux parties à une réunion de conciliation, mais M. Resseguier a fait savoir par lettre au magistrat qu'il considérait les grévistes comme définitivement renvoyés de l'usine.

Son intention, a-t-il ajouté, est de laisser l'établissement chômer pendant un mois environ, et de profiter de ce laps de temps pour embaucher de nouvelles équipes d'ouvriers verriers.

Le conflit n'est pas encore terminé.

9° Grève de mineurs à Grandcroix (Loire). — 222 ouvriers des houillères de Rive-de-Gier, sur 285, se sont mis en grève le 24 mai dans les circonstances suivantes :

Le 20 mai, vers 4 heures du soir, c'est-à-dire après l'heure habituellement fixée pour la *remonte* des ouvriers, le signal de celle-ci n'ayant pas été donné, les mineurs ont maugréé, et l'un d'eux, le piqueur Montchamp, a donné l'ordre au receveur de sonner la cloche qui sert de signal.

Le receveur, après avoir déclaré que le préposé seul avait qualité pour donner cet ordre, a néanmoins obéi, mais l'attitude de Montchamp ayant été signalée à la direction, celle-ci lui a fait savoir le 23 mai qu'il était congédié.

Les camarades ont pris fait et cause pour lui et refusé de descendre dans la mine.

Le 29 mai, le juge de paix a convoqué les deux parties à une réunion de conciliation qui a eu lieu le 30.

Les ouvriers ayant reconnu qu'ils avaient eu tort en faisant donner l'ordre de la remonte par un des leurs au lieu de s'adresser au préposé et s'étant engagés à ne plus commettre cette infraction au règlement, la direction, satisfaite par cette déclaration, a consenti à reprendre l'ouvrier congédié.

L'entente étant ainsi rétablie, le travail a été repris le lendemain 31 mai.

10° Grève des métallurgistes du Creusot. — Les ouvriers des forges et hauts fourneaux du Creusot réclamaient depuis quelque temps déjà une augmentation de salaire.

Le 16 et le 17 mai, 140 ouvriers avaient cessé le travail et obtenu en partie les avantages qu'ils désiraient, soit 0 fr. 25 en plus par jour.

Le 29 mai, la direction n'ayant pas répondu aux demandes qui lui étaient adressées, 4,500 ouvriers ont quitté le travail, suivis bientôt par leurs camarades, de sorte que le 1^{er} juin la grève était générale (9,200 grévistes).

Le juge de paix a alors convoqué patron et ouvriers à une réunion de conciliation pour le samedi 3 juin.

Les négociations toutefois se poursuivaient entre M. Schneider et les délégués des grévistes.

Le patron, tout en refusant de s'engager, déclarait que les ouvriers pouvaient avoir confiance en lui, et que leurs revendications seraient l'objet d'un sérieux examen aussitôt après la reprise du travail.

Décidés par cette promesse, 600 ouvriers environ ont repris le travail le 2 juin, et M. Schneider a immédiatement annoncé qu'il accordait à tout son personnel une augmentation de 0 fr. 25 par jour.

Cette décision a mis fin au conflit, et le 3 juin au matin tous les grévistes sont rentrés aux ateliers.

La réunion de conciliation qui devait avoir lieu ce même jour était ainsi devenue inutile.

11^e Grève de mégissiers à Fontaine (Isère). — 135 ouvriers mégissiers sur 400, occupés chez 4 patrons se sont mis en grève le 26 mai en demandant une augmentation de salaire de 0 fr. 30 par jour, soit 4 fr. 50 au lieu de 4 fr. 20 (retour au tarif de 1895).

A la requête des ouvriers, le juge de paix a réuni un comité de conciliation le 2 juin, mais l'entente n'a pu s'établir.

Les grévistes ont repris le travail, le 8 juin, aux anciennes conditions.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois d'avril 1899.

Nombre des versements.....	255.250	
représentant une somme de.....		32.422.375 ¹
Nombre des remboursements.....	138.067	
représentant une somme de.....		29.520.436
Rentes achetées à 476 déposants pour un capital de.....		554.135
Excédent des versements sur les remboursements et achats de rentes.....		2.347.804
Nombre de comptes existant au 30 avril 1899.....		3.229.439
Nombre de comptes existant au 30 avril 1898.....		2.987.172
AUGMENTATION.....		242.267

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois de mai 1899.

Dépôts de fonds.....	13.335.120 ^f
Retraits de fonds.....	17.597.409
Excédent des retraits.....	4.262.289
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.	1.524.966

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois d'avril 1899.

Nombre de versements reçus.....	46.927	
représentant une somme de.....		693.721 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....		1.248.265
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.		860.094
Nouvelles rentes inscrites.....		124.298
Nombre de parties prenantes.....	3.464	
MONTANT TOTAL des rentes en cours.....		34.214.061
Nombre de titres.....	237.725	

LES GRÈVES EN FRANCE EN 1898.

L'Office du travail vient de publier la statistique des grèves survenues en France au cours de l'année 1898, suivi de l'historique de l'application de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers.

Il y a eu, en 1898, 368 grèves, comprenant 82.065 grévistes (71.348 hommes, 7.955 femmes et 2.762 enfants) occupés dans 1.967 établissements, dont 58 sociétés par actions. Le nombre des jours chômés s'est élevé à 1.216.306, y compris 155.934 journées perdues par 5.900 ouvriers non grévistes, réduits au chômage par la grève.

La durée moyenne du chômage, pour chaque gréviste, a été de près de 15 jours (exactement 14 jours 82).

Le nombre des grévistes des 58 sociétés par actions s'est élevé à 9.793.

En 1897, l'Office du travail avait relevé 356 grèves, 68.875 grévistes et 2.568 établissements atteints; le nombre des journées chômées avait été de 780.944, ou 10 jours et demi par gréviste.

L'année 1898 présente, par rapport aux années précédentes, une notable augmentation dans le nombre des grévistes, quoique le total des grèves, à peine supérieur à celui de 1897, soit loin d'atteindre le chiffre moyen des cinq années 1893-97. Cette augmentation est due à la grève des terrassiers de Paris (septembre et octobre) et à la tentative de grève générale qui s'en est suivie : 42.800 ouvriers, plus de la moitié du total des grévistes, ont pris part à ces deux grèves. La grève des terrassiers, à elle seule, a atteint 680 établissements.

Le tableau suivant fournit la répartition des grèves, des grévistes et des jours chômés par principaux groupes d'industries :

RÉPARTITION DES GRÈVES, DES GRÉVISTES ET DES JOURS CHÔMÉS PAR GROUPES D'INDUSTRIE.

GROUPES D'INDUSTRIES.	NOMBRE de GRÈVES.	PROPOR- TION P. o/o du nombre total des grèves.	NOMBRE de GRÉVISTES.	PROPOR- TION P. o/o du nombre total des grévistes.	NOMBRE des JOURNÉES de travail chômées.	DURÉE MOYENNE du chômage d'un gréviste.
1	2	3	4	5	6	7
Agriculture, forêts et pêche.	7	1,9	1.056	1,28	3.875	3,6
Mines	12	3,28	4.365	5,35	23.570	5,4
Carrières	9	2,45	1.396	1,70	19.041	13,6
Produits alimentaires	13	3,53	1.553	1,89	8.731	5,6
Industries chimiques	3	0,81	1.482	1,80	758	0,5
Industries polygraphiques	14	3,80	280	0,34	1.304	4,6
Cuir et peaux	33	8,96	1.821	2,24	13.952	7,6
Industries textiles propre- ment dites	104	28,26	12.509	15,24	232.568	18,6
Travail des étoffes, nettoyage	6	1,63	260	0,31	2.569	9,8
Industries du bois, tablet- terie	13	3,53	1.045	1,27	23.271	22,2
Industries du bois, bâti- ment	6	1,63	829	1,02	3.793	4,5
Usines métallurgiques	1	0,27	500	0,60	2.800	5,6
Travail des métaux ordinaires	58	15,77	5.605	6,83	140.289	25,0
Travail des métaux fins	1	0,27	31	0,03	1.020	32,9
Taille et polissage des pierres, travail des pierres et terres au feu	16	4,34	1.187	1,44	13.877	11,6
Construction	58	15,77	46.438	56,58	718.349	15,4
Transport et manutention, chargement et décharge- ment	14	3,80	1.708	2,08	6.530	3,4
Divers	"	"	"	"	"	"
TOTAUX et MOYENNES..	368	100,0	82.065	100,0	1.216.366	14,82

Le tableau suivant donne la répartition des grèves d'après leurs causes, avec leurs résultats :

RÉPARTITION DES GRÈVES D'APRÈS LEURS CAUSES, AVEC LEURS RÉSULTATS (1).

CAUSES DES GRÈVES.	NOMBRE DE GRÈVES où LA CAUSE A ÉTÉ INVOQUÉE.	PROPORTION P. 0/0 DU NOMBRE TOTAL des grèves (368).	NOMBRE DES GRÉVISTES.	PROPORTION DU NOMBRE TOTAL des grévistes (87.063).	RÉSULTATS.					
					RÉUSSITE.		TRANSACTION.		ÉCHEC.	
					Nombre de grévistes.	P. 0/0 du total des grévistes.	Nombre de grévistes.	P. 0/0 du total des grévistes.	Nombre de grévistes.	P. 0/0 du total des grévistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Demandes d'augmenta- tion de salaires.....	168	45,6	35.851	43,7	4.235	5,2	24.513	29,9	7.103	8,6
Réductions de salaires...	55	14,9	5.869	7,1	2.404	2,9	1.715	2,1	1.750	2,1
Demandes de diminution des heures de travail, avec maintien ou aug- mentation des salaires.	28	7,6	3.478	4,2	1.350	1,6	979	1,2	1.149	1,4
Contestations diverses sur les salaires (mode d'éta- blissement, de paye- ment, etc.).....	39	10,5	5.906	7,2	3.800	4,6	952	1,2	1.154	1,4
Contestations relatives à la réglementation du travail.....	33	8,9	5.055	6,1	2.776	3,4	1.738	2,1	541	0,6
Pour la suppression ou contre l'introduction du travail aux pièces....	14	3,8	1.127	1,4	891	1,1	58	0,1	178	0,2
Contestations relatives aux règlements d'ate- lier.....	29	7,9	3.862	4,7	2.208	2,7	761	0,9	893	1,1
Demandes de suppression ou de diminution des amendes.....	13	3,5	2.670	3,2	785	0,9	1.145	1,4	740	0,9
Renvois d'ouvriers, de- mandes de réintégra- tion d'ouvriers, con- tremaîtres ou directeurs congediés.....	29	7,9	2.097	2,6	316	0,4	66	0,1	1.715	2,1
Demandes de renvoi d'ou- vriers, de contremaîtres ou de directeurs.....	32	8,7	3.842	4,7	1.101	1,3	644	0,8	2.097	2,6
Demandes de renvoi des femmes.....	4	1,1	93	0,1	4	"	"	"	89	0,1
Limitation du nombre des apprentis.....	4	1,1	333	0,4	140	0,2	171	0,2	22	"
Retenues pour l'assurance et caisses de secours..	12	3,3	2.129	2,6	1.236	1,6	120	0,1	773	0,9
Causes diverses ne ren- trant pas dans les ru- briques ci-dessus.....	14	3,8	44.496	54,2	513	0,6	16.515	20,1	27.468	33,5

Les résultats des 368 grèves ont été les suivants :

75 grèves dans 328 établissements, avec 10.594 grévistes, ont été suivies de

(1) Les pourcentages des col. 3, 5, 7, 9 et 11 sont établis par rapport au nombre total absolu des grèves et des grévistes, nombres qui sont différents des totaux des col. 2, 4, 6, 8 et 10, parce que les mêmes grèves et les mêmes grévistes peuvent se rapporter à plusieurs causes. Aussi les totaux des colonnes impaires sont-ils différents de 100.

réussite; 123 grèves dans 1,289 établissements, avec 32,546 grévistes, se sont terminées par une transaction; 170 grèves dans 350 établissements, avec 38,925 grévistes, ont échoué.

Ces proportions ne diffèrent pas beaucoup de celles de l'année 1897 quant au nombre des grèves; mais par rapport au nombre des grévistes, la proportion des réussites est plus faible.

Le tableau suivant donne le pourcentage des résultats des grèves de ces deux années :

RÉSULTATS DES GRÈVES.	GRÈVES		GRÉVISTES	
	EN 1897.	EN 1898.	EN 1897.	EN 1898.
	2	3	4	5
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Réussite.....	19,10	20,38	28,80	12,91
Transaction.....	34,27	33,42	41,77	39,66
Échec.....	46,63	46,20	29,43	47,43

286 grèves ont atteint 1 seul établissement, 26 de 2 à 5 établissements, 27 ont atteint 6 à 10 établissements, 17 ont atteint 11 à 25 établissements, 4 ont atteint de 26 à 50 établissements; et 5 enfin de 51 à 100 établissements.

242 grèves, sur 368, ont duré une semaine ou moins d'une semaine; parmi elles, 84 n'ont duré qu'une journée ou moins d'une journée, et 44 ont duré de 1 à 2 jours.

Les grèves motivées par des questions de salaire — réductions ou demandes d'augmentation. — sont toujours les plus nombreuses : 223 grèves ou 60,60 p. o/o, avec 41.720 grévistes ou 50,83 p. o/o, et 727.343 jours chômés, y compris ceux des ouvriers contraints au chômage par la grève.

Les questions de personnes, demandes de réintégration d'ouvriers congédiés ou demandes de renvoi d'ouvriers et de contremaîtres, viennent toujours, au point de vue du nombre des grèves, immédiatement après les questions de salaires; cependant elles n'ont causé que 61 grèves en 1898, contre 74 en 1897, 91 en 1896, 85 en 1895 et 78 en 1894.

28 grèves seulement, dont 10 dans l'industrie du bâtiment, ont été motivées par des demandes de diminution de la durée du travail journalier.

20 départements n'ont pas eu de grèves en 1898; 20 ont eu moins de 100 grévistes; 10 de 100 à 200, 14 de 200 à 500, 13 de 500 à 1,000, 10 départements enfin ont eu plus de 1,000 grévistes.

Le département de la Seine tient la tête avec 47.189 grévistes, soit plus de la moitié du nombre total; viennent ensuite : le département du Nord (4.844 grévistes), le Pas-de-Calais (3.408), la Loire-Inférieure (2.366).

Les poursuites correctionnelles exercées au cours de 13 grèves ont abouti à 140 condamnations, dont 30 à l'amende seule et 110 à des peines variant de deux jours à trois mois de prison. 48 de ces condamnations ont été prononcées pendant la grève des terrassiers de Paris, 12 pendant la tentative de grève générale faite à Paris à l'occasion de la grève des terrassiers, 24 pendant la grève des carriers de Meillerie.

LA CONCILIATION ET L'ARBITRAGE EN 1898.

L'application de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers a été, au cours de l'année 1898, constatée dans 94 différends, dont 2 avant que la grève n'ait été déclarée.

Le nombre des grèves de l'année ayant été de 368, la proportion du recours à la loi sur la conciliation et l'arbitrage a donc été de 25,54 p. o/o. Cette proportion avait été de 21,53 p. o/o en moyenne pendant les cinq premières années (1893-1897) d'application de la loi.

L'initiative des recours à la loi a été prise 57 fois par les ouvriers, 3 fois par les patrons, 2 fois par les patrons et les ouvriers réunis, et le juge de paix est intervenu d'office dans 32 grèves.

Dans 4 cas, le travail a été repris avant qu'il ait été donné suite à la demande de conciliation. Les grévistes ont abandonné leurs réclamations dans 2 cas et dans le troisième, ils ont obtenu satisfaction; dans le quatrième cas, le juge de paix, considérant que tous les grévistes avaient accepté un emploi dans d'autres établissements, a déclaré qu'il n'y avait pas lieu d'appliquer la loi.

Pour les 90 autres différends, les demandes de conciliation ont été repoussées 38 fois : 32 fois par les patrons, 1 fois par les ouvriers et 5 fois par les patrons et les ouvriers.

A la suite du refus de la tentative de conciliation, 4 différends ont pris fin; dans 3 de ces cas, les ouvriers ont abandonné leurs demandes, sauf dans l'un où elles furent reprises ultérieurement; dans le quatrième cas, les grévistes ont obtenu en partie satisfaction.

La grève a été déclarée dans les 34 autres cas; elle s'est terminée par 3 réussites, 10 transactions et 21 échecs.

Il reste 52 différends pour le règlement desquels 52 comités de conciliation ont été constitués. Dans une grève, 2 comités simultanés ont été formés pour deux spécialités différentes, mais, dans une autre, le différend a été soumis à l'arbitrage direct du juge de paix.

18 grèves ont été directement terminées par les comités de conciliation.

Après l'échec de la tentative de conciliation, des propositions d'arbitrage ont été faites dans 20 comités. Elles ont été repoussées 18 fois : 9 fois par les patrons, 1 fois par les ouvriers et 8 fois par les deux parties.

Le recours à l'arbitrage n'a donc été accepté que 2 fois. Dans un cas, les arbitres ont simplement déclaré qu'ils n'avaient pu mettre d'accord les intéressés. Ils n'ont pas cherché à désigner eux-mêmes un tiers arbitre et n'ont pas eu davantage recours au président du tribunal conformément à l'article 8 de la loi.

En ajoutant l'arbitrage direct du juge de paix noté plus haut, on trouve que le recours à l'arbitrage a mis fin à deux grèves, celle des tullistes de Saint-Quentin et celle des employés des tramways d'Alger.

Nous avons donc 20 grèves terminées par la conciliation ou l'arbitrage; leurs résultats se décomposent en 2 réussites et 18 transactions. En outre 2 différends ont été tranchés sinon par les comités de conciliation, du moins à la suite des négociations qui s'étaient engagées dans leur sein entre les parties. Ils ont abouti à 1 réussite et 1 transaction.

Les 30 grèves qui restent et dans lesquelles les tentatives de conciliation et d'arbitrage ont échoué se sont terminées par 3 réussites, 15 transactions et 12 échecs.

En résumé, si l'on ajoute aux 20 grèves terminées par les comités de conciliation et d'arbitrage, les 2 grèves dont la fin a suivi de près la réunion de ces comités, les 4 différends qui ont pris fin avant que la procédure de conciliation n'ait reçu sa complète exécution et les grèves, au nombre de 4, terminées par les ouvriers aussitôt que le rejet de la conciliation par les patrons a été connu, on trouve un total de 30 différends collectifs dont l'application de la loi a précipité la solution, consistant en 4 réussites, 20 transactions et 6 échecs.

Les 64 autres différends, dont 30 prolongés après le désaccord dans le comité de conciliation et 34 grèves déclarées ou continuées après le rejet de la proposition, se sont terminés par 6 réussites, 25 transactions et 33 échecs.

Quant aux 2 recours à l'application de la loi, faits par les ouvriers avant toute cessation de travail, voici quelles en ont été les suites : dans un cas, les ouvriers se sont mis en grève aussitôt après le refus des patrons et ont obtenu gain de cause ; dans le second, celui des mineurs de la Loire, les ouvriers n'ont pas abandonné le travail après le refus des compagnies ; cependant 2 grèves partielles se rattachant à la demande de conciliation se sont produites en février et mars 1899 ; elles se sont terminées par 2 transactions ; d'autre part, 2 autres compagnies ont volontairement accordé à la même époque diverses améliorations à leur personnel.

Les 94 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage se sont réparties :

1° Dans les professions suivantes :

Industries textiles, 33 ; industries du bâtiment, 20 ; travail des métaux, 14 ; cuirs et peaux, 10 ; carriers, 5 ; mineurs, 3 ; puis 1 pour les boutonniers, dominotiers, employés de chemins de fer, potiers, scieurs, tonneliers, employés de tramways, vidangeurs et ouvriers en voitures ;

2° Entre les départements suivants, au nombre de 43 :

Rhône, 9 ; Nord, 8 ; Ile-et-Vilaine, 6 ; Cher, Nièvre, Haute-Saône, Seine, 4 ; Aisne, Aube, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Seine-Inférieure, Somme, 3 ; Allier, Gironde, Loire, Oise, Haute-Savoie, Vaucluse, Vendée, 2 ; Ain, Ardèche, Côtes-du-Nord, Creuse, Doubs, Drôme, Eure-et-Loir, Finistère, Gard, Hérault, Isère, Meurthe-et-Moselle, Morbihan, Orne, Pas-de-Calais, Haut-Rhin, Saône-et-Loire, Sarthe, Deux-Sèvres, Tarn, Var, Vosges, Alger, 1.

A côté des résultats dus à l'application de la loi sur la conciliation et l'arbitrage, 19 grèves ont été terminées à la suite de l'intervention des préfets et sous-préfets (7), des maires (11) et d'un ingénieur pris comme arbitre (1). L'intervention des syndicats a en outre mis fin à 26 conflits.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

L'application de la loi sur les responsabilités des accidents.

Le 9 mai dernier, le Gouvernement déposait un projet de loi tendant à étendre, en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, les opérations de la Caisse d'assurance en cas d'accident instituée par la loi du 11 juillet 1868.

La Chambre des députés, dans la séance du 16 mai, et le Sénat, dans la séance

du 20 mai, ont adopté le texte proposé par le Gouvernement, avec deux dispositions additionnelles. La première, de M. Drake, a pour but de permettre à la Caisse d'assurer son fonctionnement sans qu'il soit besoin de recourir à la subvention de l'Etat prévue par la loi de 1868; elle équivaut, en fait, à la transformation de la Caisse en une mutualité à primes fixes.

La seconde disposition, de MM. Traunoy et Laroche-Joubert, tend à reporter la date d'application de la loi du 9 avril 1898, primitivement fixée au 1^{er} juin 1899, à une date ultérieure, un mois après la publication des tarifs de la caisse nationale. Cette disposition a été votée avec un amendement de MM. de Ramel et Klotz, limitant dans tous les cas au 1^{er} juillet 1899 le délai de prorogation.

La loi a été promulguée le 24 mai. On en trouvera plus loin le texte *in extenso* (p. 531); on trouvera également p. 532 les tarifs de la Caisse nationale.

Rappelons en quelques mots ce qu'était la Caisse d'assurance instituée par la loi de 1868. Moyennant le versement d'une cotisation annuelle fixée, par tête d'assuré, à 8, 5 ou 3 francs, la Caisse assurait, en cas d'*incapacité absolue* de travail, une rente viagère servie par la Caisse nationale des retraites et constituée par le versement d'un capital, ou *prime unique*, égal à 640 fois le montant de la cotisation de l'assuré. En cas d'accident ayant entraîné seulement une incapacité permanente du travail de la profession exercée par l'assuré, la pension n'était que la moitié de la précédente. En cas d'accident mortel, les ayants droit (la veuve ou les enfants mineurs, ou, à leur défaut, les ascendants sexagénaires) touchaient un secours égal à deux années de la pension d'invalidité absolue. Les tarifs de la caisse nationale des retraites assurent comme on le sait, pour des versements égaux, des rentes plus ou moins élevées suivant l'âge des intéressés. Il s'ensuit que le montant de la rente, ou du secours alloué en cas de mort, variait avec l'âge des victimes d'accidents. La cotisation, d'autre part, était la même pour toutes les industries et ne tenait pas compte du risque d'accident. L'assuré avait seulement le choix entre les trois primes de 8, 5 ou 3 francs.

La Caisse ne comptait jusqu'à présent qu'une clientèle très peu nombreuse, 1,500 personnes versant par an environ 9,000 francs de cotisation. Depuis l'origine jusqu'au 31 décembre 1897, elle n'a payé que 215,000 francs d'indemnités.

La loi du 11 juillet 1868 prévoyait, en dehors des ressources créées par les cotisations, une subvention annuelle de l'Etat, fixée pour la première année à un million. Les sommes nécessaires à la constitution des rentes et à l'allocation des secours étaient prélevées pour moitié sur les ressources provenant de la subvention de l'Etat ainsi que des dons et legs.

Aux termes de la nouvelle loi, les cotisations des assurés devront désormais couvrir entièrement les dépenses ou indemnités et secours prévus par la loi du 9 avril 1898, y compris les frais généraux d'administration. De là la nécessité de l'élaboration de tarifs nouveaux, basés sur les principes techniques des assurances-accidents. Ces nouveaux tarifs, que nous publions plus loin, comportent une prime déterminée en p. o/o des salaires assurés et en fonction du risque des accidents dans les diverses branches d'industries susceptibles de contracter des assurances.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en mai. — Dans l'ensemble des industries, l'activité déjà signalée se maintient ; cependant par suite de la rareté de la matière première sur le marché (charbon et fer), un certain nombre d'établissements métallurgiques insuffisamment alimentés ont dû mettre une partie de leur personnel au repos.

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 53 villes d'Allemagne constatent, par rapport au mois de mai 1898, une diminution des demandes de travail des ouvriers dans 33 villes et une augmentation de ces demandes dans 21 villes.

Les placements effectués dans les 53 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Mai 1898..	21.676	8.225	29.901	27.125	6.981	34.106	125,1	84,9	114,1
Mai 1899..	27.502	11.070	38.572	30.041	8.104	38.145	109,2	73,2	98,9

Grèves en mai. — 83 nouvelles grèves (contre 84 en mars dernier); dont 20 dans l'industrie du bâtiment, 12 dans les métaux, 12 dans le travail du bois et 4 dans l'industrie textile.

L'assurance contre le chômage à Cologne (1). — La caisse d'assurance contre le chômage, fondée en 1896 à Cologne, est spécialement destinée à protéger contre le chômage d'hiver les ouvriers dont le travail est en majeure partie interrompu durant cette saison, tels que les ouvriers du bâtiment, les jardiniers, etc. Créée sur le modèle de la caisse de Genève, cette institution a été appropriée aux conditions du travail spéciales à la ville de Cologne.

L'affiliation à la caisse est volontaire. Elle ne concerne que les ouvriers âgés de 18 ans au moins et comptant deux ans de résidence au minimum. Les assurés versent une cotisation hebdomadaire de 25 pfennigs (0'30) pendant 34 semaines par an. Moyennant ce versement et en cas de chômage dûment prouvé par l'intéressé, la caisse lui procure un travail en rapport avec son métier habituel. A cet

(1) D'après un rapport du Consul de France à Düsseldorf.

effet, elle est en relation avec le bureau général de placement de la ville de Cologne. C'est seulement lorsque ce dernier organe ne fournit aucune occupation au chômeur que la caisse alloue une indemnité journalière, laquelle est de 2 marks pendant les vingt premiers jours de chômage, pour les ouvriers mariés ou veufs avec enfants, et de 1 mk. 50 pour les célibataires. A partir du vingt et unième jour, l'indemnité est réduite de moitié.

Voici le compte rendu des opérations de la caisse, du 1^{er} avril 1897 au 31 mars 1898 :

Nombre d'assurés : 324 (158 ouvriers du bâtiment et 166 ouvriers divers).

Nombre de chômeurs : 151, parmi lesquels 43 reçurent du travail et 108 l'indemnité de chômage.

Montant des indemnités allouées : 3.485 marks pour 2.197 journées.

Sur les 108 personnes indemnisées, 19 ont touché jusqu'à 8 marks 50.

—	19	—	de 8,50 à 20 marks.
—	9	—	de 21 à 30 marks.
—	20	—	de 31 à 40 —
—	20	—	de 41 à 50 —
—	9	—	de 51 à 60 —
—	13	—	de 61 à 68 —

Les recettes et les dépenses s'établissent comme suit :

RECETTES.

Avoir au 1 ^{er} avril 1897.....	102.557 ^m	34
Cotisations des membres honoraires et dons divers.....	5.134	25
Cotisations des assurés.....	2.213	25
Intérêts des fonds placés.....	4.224	05
TOTAL des recettes.....	114.128	89

DÉPENSES.

Frais divers.....	2.341	37
Indemnités de chômage.....	3.485	37
TOTAL des dépenses.....	5.826	74

EXCÉDENT DE RECETTES au 31 mars 1898.....	108.302	15
--	----------------	-----------

Statistique de la marine marchande allemande (1). — D'après le relevé officiel des navires jaugeant plus de 17 tonneaux 65 en service au 1^{er} janvier des

(1) D'après la *Revue maritime*. Comparer aussi *Bulletin* de février 1899, p. 104.

(1) D'après le *Reichsanzeiger*.

années mentionnées ci-dessous, le nombre, la nature et l'importance de l'équipage se répartissaient de la manière suivante :

ANNÉES.	NOMBRE de navires à voiles.	TONNAGE brut.	HOMMES d'équipage.	NOMBRE de vapeurs.	TONNAGE brut.	HOMMES d'équipage.
1895.....	2.621	660.824	15.783	1.043	893.046	25.199
1896.....	2.525	622.291	14.866	1.068	879.965	25.139
1897.....	2.524	636.236	14.712	1.127	1.431.020	26.254
1898.....	2.523	623.836	14.170	1.171	1.565.848	28.266

D'après les chiffres ci-dessus, on voit que, de 1895 à 1898, le tonnage de la marine à voiles allemande n'a diminué que de 36.988 tonneaux, soit un peu plus de 5 p. o/o, tandis que le tonnage de la marine à vapeur a progressé de 672.802 tonneaux, soit de 75 p. o/o environ.

AUTRICHE-HONGRIE.

Grèves dans l'industrie textile. (1) — A Brünn, les ouvriers de l'industrie textile qui au commencement de mai avaient demandé la journée de 10 heures s'étaient mis, sur refus des patrons, en grève au nombre de 12,000 ; le travail se trouvait arrêté dans 52 fabriques ; la grève se prolongeant, l'agitation a gagné les ouvriers des centres voisins d'Eipel et Kronow ; on craint qu'elle ne s'étende également aux centres de Reichenberg et Bielitz.

BELGIQUE.

Les grèves en mai (2). — 8 grèves nouvelles en mai avec 413 chômeurs, en plus de 3 grèves collectives importantes, déclarées au cours des mois précédents et comprenant ensemble environ 55.000 chômeurs. Sauf un, tous les nouveaux conflits, terminés au bout de quelques jours, n'intéressaient qu'un seul établissement chacun et ont éclaté tous dans des industries différentes. Les causes en sont aussi très diverses : augmentation de salaire dans trois cas, puis respectivement : opposition à une modification des conditions du travail, réclamation de contrôle sur le mesurage de la tâche accomplie, opposition à l'admission d'un apprenti ; enfin, deux grèves de solidarité.

Sur 3 grèves terminées, 2 succès (42 grévistes, mais 16 ont été congédiés), 2 transactions (95 grévistes), 5 échecs (62,000 grévistes).

(1) D'après un rapport de S. E. l'Ambassadeur de la République française à Vienne, et d'après le *Reichsanzeiger*.

(2) Renseignements dus à l'obligeance de M. le docteur Vercruysse, chef de bureau à l'Office du travail de Belgique.

Atelier de chômage du syndicat de doreurs sur bois (1). — Les ouvriers doreurs sur bois de Bruxelles, en grève depuis le 17 avril, au nombre de 300, sur une menace de lock-out causée par un différend sur les règlements d'atelier, ont installé à leur tour un atelier de chômage. Des appels au public ont été publiés par divers journaux, mais les renseignements précis sur l'activité de l'atelier l'ont défaut jusqu'ici.

Enquête sur le chômage à Gand (1). — Sur la proposition du groupe radical-socialiste, le Conseil communal de Gand a institué une Commission d'enquête et d'étude sur le chômage à Gand. Cette Commission a été installée le 12 juin, par M. Bruneel, échevin du travail.

DANEMARK.

Les grèves (2). — Le Danemark traverse une série de grèves importantes auxquelles peu d'industries ont échappé et les suspensions de travail ont été incessantes depuis quelques mois. A la suite d'un conflit entre les menuisiers de Copenhague et leurs patrons, un *lock-out* général a eu lieu dans l'industrie du bâtiment à la fin de mai. Le conflit menace de s'étendre à toutes les branches de l'industrie du fer, comme en 1897 (2); nous y reviendrons plus loin. Copenhague a eu, en plus, une grève de jardiniers et une grève de cordonniers atteignant environ 600 ouvriers, mais une grève plus importante encore a été celle des matelots, qui a éclaté au commencement d'avril et qui a entraîné, durant plusieurs jours, une suspension générale du travail chez les ouvriers des diverses industries annexes du port de Copenhague.

Ceux-ci, en effet, chargeurs et déchargeurs de charbon, chauffeurs et ouvriers du port, se sont solidarisés avec leurs camarades et le 9 mai l'association des armateurs a dû céder sur le point principal des revendications grévistes, l'augmentation du salaire des matelots de 50 à 60 couronnes.

Les conditions de l'accord intervenu sont les suivantes :

1° Le salaire des matelots de première classe et chauffeurs employés sur les bâtiments de commerce danois est fixé à 60 couronnes (84 fr.) par mois à partir du 8 mai;

2° Les matelots de seconde classe recevront 45 couronnes (63 fr.);

3° Lorsqu'un bateau stationne dans un port, tout travail supplémentaire (la nuit, les dimanches et jours fériés) doit être payé à raison de 45 öre (63 centimes) par heure.

L'association des armateurs, en retour de cette importante concession, réclamait de tout matelot voulant quitter le service du bord un avertissement préalable de quinze jours. Le syndicat s'étant obstiné à ne vouloir accorder que 48 heures d'avertissement préalable, on ne put s'entendre et on décida qu'une commission d'arbitrage de quatre membres autorisée en cas de partage des voix à choisir un surarbitre, serait chargée de régler ce dernier litige.

L'accord ainsi intervenu subsistera sans modification jusqu'au 1^{er} mai 1900. Passé ce délai, il pourra, moyennant un avertissement préalable de trois mois, être dénoncé par l'une ou l'autre des parties contractantes.

(1) Renseignements dus à l'obligeance de M. le docteur Vercruyse, chef de bureau à l'Office du Travail de Belgique.

(2) D'après une communication du Ministre de la République Française à Copenhague.

Le «lock-out» général du bâtiment(1). — Dès la fin de mars, les ouvriers menuisiers de Copenhague et des provinces avaient réclamé une augmentation de salaire sur laquelle l'accord avait pu se faire avec les patrons, sauf dans sept localités du Jutland où les ouvriers se mirent en grève.

Nouvelle négociation entre des délégués des ouvriers et des patrons et nouvel accord entre eux (15 avril) pour un relèvement de salaire de 0 fr. 42 à 0 fr. 50. Mais cet accord fut repoussé à deux reprises par les grévistes jutlandais malgré l'acceptation de leurs mandants et malgré l'insistance de l'union syndicale ouvrière coopérative qui avait pris en mains les intérêts des ouvriers.

En présence de ce double refus, les patrons proclamèrent (28 avril) un lock-out général des ouvriers menuisiers. Les grévistes jutlandais menacés d'être abandonnés par leurs camarades acceptèrent alors (10 mai) l'accord du 15 avril, mais cette fois les patrons refusèrent d'agréer cette soumission tardive et déclarèrent que la solution du conflit devait être négociée sur la base du *statu quo* antérieur à son origine première.

Ils exigeaient en outre :

1° Que les arrangements futurs ne fussent pas livrés au bon plaisir des organisations locales et que le syndicat ouvrier fût responsable de leur observation par lesdites organisations;

2° Que le syndicat reconnût et garantît aux patrons le droit absolu de diriger et de régler le travail dans leurs ateliers et d'y consacrer la main-d'œuvre qui leur paraissait convenable;

3° Que les contremaîtres, tant qu'ils remplissaient leurs fonctions, ne fussent pas admis dans les syndicats ouvriers;

4° Que l'époque à laquelle pouvait avoir lieu la dénonciation des arrangements établissant les salaires et les conditions du travail fût fixée au 1^{er} janvier, avec trois mois d'avertissement préalable;

5° Que tous les points actuellement discutés dans les corps de métiers fussent réglés avant la levée du lock-out;

6° Qu'aucun boycotage ne fût autorisé ni d'une part, ni de l'autre, après la solution du conflit;

7° Que tous les ouvriers, à ce moment, rentrassent dans leurs anciens ateliers;

8° Que la négociation éventuelle comprît toutes les organisations ouvrières ayant pris part au conflit, qu'elles fissent partie ou non de l'organisation centrale des travailleurs.

Le 17 mai, l'Union syndicale ouvrière coopérative repoussa ces conditions comme inacceptables, tout en se déclarant prête à chercher un terrain d'entente, mais le 18 mai l'assemblée générale de l'Association des patrons, à son tour, déclara que vu les circonstances, il était nécessaire de rétablir non seulement dans l'industrie de la menuiserie, mais aussi dans toutes les industries dépendant de l'Association des patrons, des règles telles que ceux-ci redevinssent enfin maîtres de la direction de leurs ateliers et de leurs travaux.

En conséquence, l'assemblée des patrons décidait un lock-out général pour le mercredi 24 mai, dans les corps de métier suivants : charpentiers, maçons, peintres, fabricants d'objets en fer, serruriers et mécaniciens de Copenhague; fabricants d'objets en fer des provinces, marchands de bois, fabricants d'objets en stuc, scie-

(1) D'après une communication du ministre de la République française à Copenhague.

ries et rabotages des provinces, maçons charpentiers et peintres des Iles, maçons et charpentiers du Jutland.

L'assemblée prescrivait aux briqueteries et fabriques de chaux et de ciment de ne livrer aucune marchandise avant la fin du lock-out.

Enfin l'assemblée autorisait éventuellement son comité exécutif à prescrire la suspension du travail dans tous les corps de métier affiliés à l'association des patrons, s'il le jugeait nécessaire.

Ces décisions ont été exécutées, et le 25 mai tout travail a été interrompu en Danemark dans les corps de métier énumérés ci-dessus, mettant en chômage 30,000 ouvriers dont les familles, femmes et enfants, représentent environ 70,000 personnes.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en mai (1). — Situation toujours favorable dans les principales industries.

2,5 p. o/o de chômeurs dans 123 trade-unions groupant 498.836 membres, contre 2,3 p. o/o en avril 1899 et 2,7 p. o/o en mai 1898.

5,61 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers employant 397.652 mineurs, contre 5,19 en avril 1899 et 5,36 en mai 1898.

Ces derniers chiffres ne portent pas sur les puits du pays de Galles qui étaient atteints par la grève en mai 1898.

376 hauts fourneaux en marche à la fin de mai 1899, avec 24.771 ouvriers contre 375 en avril 1899 et 346 en mai 1898.

97 p. o/o du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton et 87 p. o/o dans les tissages avec 80.000 ouvrières, femmes et filles, contre 95 et 88 p. o/o en avril 1899 et 86 et 72 p. o/o en mai 1898.

Sur 269.600 travailleurs pour lesquels des renseignements sont fournis, hausse de 0 fr. 50 en moyenne pour tous, dont 129.940 dans les mines, 62.469 dans les textiles et 7.288 dans le bâtiment. Cette hausse a été obtenue pour 3.300 ouvriers par grève, pour 129.700 par échelle mobile et le surplus, pour 76.700, par négociation directe entre patrons et ouvriers.

Grèves en avril. — 94 nouvelles grèves en mai avec 23.577 chômeurs, contre 63 avec 13.741 en avril 1899, et 56 avec 9.718 en mai 1898, non compris les mineurs Gallois; 48 grèves dans le bâtiment, 9 dans les mines et carrières, 10 dans les métaux, 8 dans les textiles. Sur 83 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 23.573 grévistes, 26 succès (avec 7.129 grévistes), 27 transactions (avec 6.984 grévistes), 8 échecs (avec 9.874 grévistes) et deux grèves dont le motif reste à régler.

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

Placement gratuit (1). — 1.618 demandes et 946 offres d'emplois en mai 1899, contre 1.552 et 822 en avril 1899 et 1.566 et 905 en mai 1898; 301 placements à demeure et 645 en extra, soit ensemble 946 contre 891 en avril 1899 et 853 en mai 1898.

Résultats judiciaires de l'application de la loi du 6 août 1897 sur la réparation des accidents en 1898 (2). — La loi du 6 août 1897 sur la réparation des accidents est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1898. Jusqu'au 31 décembre de cette même année, les tribunaux de comté ont eu à connaître 178 affaires, par application de la nouvelle loi. Si l'on tient compte du temps qui s'écoule nécessairement entre l'époque de l'accident et celle à laquelle la contestation qu'il engendre est portée devant les tribunaux, délai que l'on peut évaluer en moyenne à 3 mois, on voit que les 178 cas ci-dessus ne se rapportent en réalité qu'aux accidents survenus pendant le troisième trimestre de l'année 1898. Sur ces 178 cas, 104 ont été tranchés par sentence du juge, 8 par un arbitre désigné par le juge, 18 ont été liquidés par acceptation de l'indemnité payée devant la Cour, et 48 affaires ont été retirées et réglées à l'amiable en dehors de l'intervention définitive de la justice.

Parmi les 130 cas sur lesquels il a été officiellement statué, 101 ont donné gain de cause au plaignant. Pour 48 de ces derniers, la sentence a ordonné le paiement d'un capital, et pour 53 le paiement d'une indemnité hebdomadaire. Le montant total des capitaux alloués s'élève à 195,858 francs, et le montant des indemnités temporaires à 16,721 francs par semaine.

En dehors des affaires portées devant les tribunaux, il a été enregistré d'autre part 163 contestations réglées à l'amiable. Dans ce total, 152 cas ont été réglés par entente entre les parties, 9 par sentence d'un comité, et 2 seulement par sentence d'un arbitre choisi par les parties. Il faut remarquer que l'on ne connaît ainsi qu'un petit nombre de contestations soulevées par la réparation des accidents, car, dans la plupart des cas, les parties ne prennent pas la peine de faire enregistrer les résultats de leur accord.

Une augmentation de salaires dans le tissage du coton (3). — Les ouvriers tisseurs du Lancashire ayant demandé une augmentation de salaire de 10 p. 100, plusieurs réunions de conciliation eurent lieu entre les délégués des Fédérations ouvrière et patronale (*Northern counties operative Weavers' amalgamated associations* et *Joint committee of the North and North-east Lancashire spinners' and manufacturers' association*).

A la suite de ces conférences, l'accord s'est fait sur une augmentation de 2 1/2 p. 100 à compter de la première paye de juin. Les représentants de la fédération patronale ont en outre émis un vœu en faveur de la création d'un Comité de conciliation ayant un président indépendant, destiné à fonctionner dans le cas d'un désaccord que le Comité mixte actuel, tel qu'il est constitué, serait impuissant à résoudre.

(1) Sur les 10 bureaux de placement qui ont fourni des renseignements au *Labour Department* en avril, 6 sont situés à Londres et 4 en province, Ipswich, Plymouth, Liverpool et Glasgow.

(2) D'après le rapport officiel. (Extrait de la *Labour Gazette*, mai 1899.)

(3) *Labour Gazette*.

SUÈDE.

Les grèves et l'arbitrage (1). — A la suite de grèves persistantes dans les grandes scieries du Nord et surtout à Sundsvall, le Parlement a abordé la question de l'institution de tribunaux d'arbitrage.

Dans leurs séances des 25 et 26 avril, les deux Chambres suédoises, par un vote séparé, ont, suivant la procédure locale, appelé l'attention du Roi sur l'intérêt qu'offre l'étude de cette question.

Les rapports des commissions chargées, dans le Parlement, d'un examen préliminaire, signalent l'intérêt que présente, pour cette matière, l'étude des législations étrangères et spécialement de la législation anglaise. L'existence de tribunaux dont l'arrêt impartial est attendu avec confiance par les deux parties peut suffire souvent pour éviter la cessation brutale du travail.

La commission est, du reste, d'avis que l'appel aux tribunaux d'arbitrage devrait être limité aux questions qui, dans la législation actuelle, ne relèvent pas des tribunaux ordinaires. En outre, le recours à ces tribunaux spéciaux ne serait que facultatif, nul ne pouvant être contraint à se présenter devant eux. Composés, en égal nombre, de représentants des patrons et des ouvriers, ces tribunaux gagneraient en autorité et en indépendance s'ils étaient constitués pour une assez longue durée et non spécialement pour chaque affaire.

En présence de l'accord des deux Chambres sur cette question, le Gouvernement sera sans doute amené à présenter un projet de loi conforme aux indications contenues dans les rapports des commissions parlementaires.

(1) D'après une communication du Ministre de la République Française à Stockholm.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 24 mai 1899 étendant, en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents.

ART. 1^{er}. Les opérations de la *Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents*, créée par la loi du 11 juillet 1868, sont étendues aux risques prévus par la loi du 9 avril 1898, pour les accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente, absolue ou partielle.

Les tarifs correspondants seront, avant le 1^{er} juin 1899, établis par la *Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents* et approuvés par décret rendu sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et du ministre des finances.

Les primes devront être calculées de manière que le risque et les frais généraux d'administration de la caisse soient entièrement couverts, sans qu'il soit nécessaire de recourir à la subvention prévue par la loi du 11 juillet 1868.

ART. 2. La loi du 9 avril 1898 ne sera appliquée qu'un mois après le jour où la *Caisse des accidents* aura publié ses tarifs au *Journal officiel* et admis les industriels à contracter des polices, et où ces tarifs auront été approuvés par décret rendu sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et du Ministre des finances.

En aucun cas, cette prorogation ne pourra excéder le 1^{er} juillet 1899.

Décret du 26 mai 1899 approuvant les tarifs établis par la caisse nationale en cas d'accidents, conformément à la loi du 24 mai 1899.

[J. O. du 27 mai 1899.]

Vu la loi du 11 juillet 1868, portant création de deux caisses d'assurances, l'une en cas de décès, l'autre en cas d'accidents résultant de travaux agricoles et industriels;

Vu la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail;

Vu la loi du 24 mai 1899, étendant les opérations de la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents aux risques prévus par la loi du 9 avril 1898, et spécialement l'article 1^{er}, deuxième alinéa, de ladite loi, ainsi conçu :

« Les tarifs correspondants seront, avant le 1^{er} juin 1899, établis par la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents et approuvés par décret rendu sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et du ministre des finances ».

ART. 1^{er}. Sont approuvés, en conformité de la loi du 24 mai 1899, les tarifs établis par la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, tels qu'ils sont annexés au présent décret.

Tarif maximum des primes à payer par 100 francs de salaires pour assurer les risques prévus par la loi du 9 avril 1898, pour les accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente, absolue ou partielle.

NUMÉROS des groupes.	DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	PRIME	
		concernant uniquement la constitution des rentes.	concernant la constitution des rentes, les frais funéraires, les indemnités journalières et les frais médicaux et pharmaceutiques jusqu'à la constitution des rentes.
I a.	Exploitations agricoles et forestières avec emploi de moteurs.....	6 10	6 48
	En particulier :		
	Machines à battre.....	5 09	5 43
I b.	Moulins.....	3 51	3 79
	En particulier :		
	Minoteries mécaniques.....	2 37	2 57
	Moulins ordinaires.....	4 59	4 95
II.	Chemins de fer.....	0 98	1 03
	En particulier :		
	Chemins de fer avec locomotion à vapeur.....	1 38	1 45
	Tramways à traction animale.....	1 79	1 97
III.	Usines métallurgiques et installations accessoires.....	2 98	3 26
	En particulier :		
	Aciéries, hauts fourneaux, forges et laminiers.....	3 18	3 51
IV a.	Carrières.....	5 75	6 20
	En particulier :		
	Carrières souterraines.....	4 65	5 03
IV b.	Extraction de terres et de minéraux divers.....	4 50	4 82
IV c.	Travail des pierres.....	1 94	2 15
	En particulier :		
	Taillieurs de pierre (dans les ateliers et les chantiers de construction).	2 67	2 96
IV d.	Travail des terres.....	1 35	1 45
	En particulier :		
	Fabriques de porcelaine.....	0 29	0 32
	Tuileries et briqueteries (y compris l'extraction de l'argile) :		
	1° Mécaniques.....	2 60	2 81
	2° Non mécaniques.....	1 34	1 45

NUMÉROS des groupes.	DESIGNATION DES INDUSTRIES.	PRIME	
		concernant uniquement la constitution des rentes.	concernant la constitution des rentes, les frais funéraires, les indemnités journalières et les frais médicaux et pharmaceutiques des jusqu'à la constitution des rentes.
IV c.	Fabrication et travail du verre....	0 57	0 63
	En particulier :		
	Verrieres ordinaires.....	0 51	0 56
	Polisseries de verre.....	0 32	0 35
	Fabrique de verres à vitre.....	1 57	1 71
V a.	Travail des métaux nobles.....	0 67	0 76
V b.	Fer et acier.....	1 81	2 00
	En particulier :		
	Fonderie (avec emploi de moteurs).	2 77	3 05
	Bijouterie et bimbeloterie de fer et d'acier.....	1 08	1 23
	Maréchalerie et tôlerie.....	2 91	3 22
	Serrurerie avec moteurs.....	2 58	2 88
	— sans moteurs.....	1 95	2 20
	Taillanderie.....	1 56	1 67
V c.	Métaux ordinaires et alliages.....	1 37	1 53
	En particulier :		
	Impression, découpage et estampage de métaux (avec moteurs).....	1 17	1 31
	Polissage des métaux (avec moteurs).	1 88	2 16
	Fabriques d'objets métalliques en général.....	1 20	1 36
VI a.	Machines, outils, instruments et appareils.....	2 89	3 21
	En particulier :		
	Fabriques de machines agricoles...	2 56	2 83
	Fabriques de locomotives.....	5 08	5 68
	Fabriques de machines en général.	3 50	3 87
	Ateliers d'ajustage et de réparations (avec moteurs).....	2 46	2 69
	Fabriques d'outils.....	2 54	2 82
VI b.	Engins de transport.....	2 49	2 73
	En particulier :		
	Ateliers de constructions navales...	3 15	3 46
	Fabriques de wagons.....	3 34	3 72
VI c.	Armes à feu.....	1 59	1 75
	En particulier :		
	Fabriques de canons de fusils (avec emploi de moteurs).....	1 54	1 70

NUMÉROS des groupes.	DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	PRIME	
		concernant uniquement la constitution des rentes.	concernant la constitution des rentes, les frais funéraires, les indemnités journalières et les frais médicaux et pharmaceutiques des jusqu'à la constitution des rentes.
VI d.	Instruments de physique et de chirurgie, d'horlogerie et d'éclairage.	1 63	1 81
VI e.	Instruments de musique.....	1 08	1 19
VI f.	Emploi de moteurs pour transports et autres usages. Location de force motrice	2 69	2 91
VII a.	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques.....	1 66	1 80
	En particulier :		
	Fabriques de produits chimiques...	1 97	2 15
VII b.	Couleurs et matières colorantes ...	0 90	1 00
VII c.	Goudrons et résines.....	1 47	1 63
VII d.	Matières explosives et allumettes...	1 10	1 19
	En particulier :		
	Fabriques d'allumettes.....	0 47	0 52
VII e.	Déchets et engrais.....	1 64	1 80
	En particulier :		
	Fabriques d'engrais artificiels (avec moteurs).....	1 16	1 29
VIII a.	Produits pour le chauffage et l'éclairage.....	1 48	1 65
	En particulier :		
	Usines à gaz.....	1 76	1 93
	Raffineries de pétrole.....	1 12	1 25
VIII b.	Huiles et graisses.....	1 44	1 58
	En particulier :		
	Fabriques d'huiles minérales, de produits lubrifiants, de paraffine (sans la fabrication des bougies).	1 11	1 23
VIII c.	Éclairage et chauffage.....	1 35	1 47

NOMBRES des groupes.	DESIGNATION DES INDUSTRIES.	P E R M E	
		concernant uniquement la constitution des rentes.	concernant la constitution des rentes, les frais funéraires, les indemnités journalières et les frais médicaux et pharmaceutiques jusqu'à la constitution des rentes.
IX a.	Soie.....	0 23	0 25
IX b.	Laine et autres fibres animales	0 72	0 79
	En particulier :		
	Fabriques de lainages.....	0 56	0 62
	Fabriques de draps (avec moteurs).	0 74	0 82
IX c.	Lin, étoupe, chanvre, jute.....	0 89	0 98
	En particulier :		
	Filatures de lin et d'étoupe.....	0 91	0 99
	Filatures de jute.....	2 05	2 27
	Tissages de jute.....	1 87	2 06
IX d.	Coton et mi-laine.....	0 74	0 82
	En particulier :		
	Filatures de coton.....	1 81	1 97
	Tissages de coton (avec moteurs) [exploitations sans filage ni ap- prêts].....	0 33	0 36
	Fabrique de coton et mi-laine (filage, tissage et apprêt).....	0 41	0 45
	Retorderies (sans filature) (avec moteurs).....	0 47	0 53
IX e.	Blanchiment, teinture, impression et apprêt.....	0 91	0 99
	En particulier :		
	Blanchisseries avec moteurs.....	2 33	2 54
	Teintureries avec moteurs.....	0 97	1 06
	Imprimeries et teintureries avec moteurs.....	0 87	0 96
IX f.	Broderie, dentelle, tricot, lacets, etc.	0 26	0 28
X a.	Fabrication du papier et du carton.	1 98	2 16
	En particulier :		
	Fabriques de cellulose.....	2 28	2 52
	Fabriques de pâte à papier et à car- ton.....	3 80	4 14
	Papeteries et cartonneries.....	1 94	2 12

NUMÉROS des groupes.	DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	PRIME	
		concernant uniquement la constitution des rentes.	concernant la constitution des rentes, les frais funéraires, les indemnités journalières et les frais médicaux et pharmaceutiques jusqu'à la constitution des rentes.
X b.	Travail du papier (avec exclusion de la fabrication du papier).....	0 89	0 98
X c.	Fabrication du cuir et des succédanés. En particulier : Tanneries	1 34 1 41	1 46 1 55
X d.	Travail du cuir et des succédanés..	0 49	0 55
X e.	Caoutchouc, gutta-percha et celluloïd	0 90	0 97
XI a.	Travail du bois..... En particulier : Scieries à vapeur..... Scieries hydrauliques..... Découpage des bois (parquets, dou- ves, etc.)..... Ébénisterie (fabrication de meubles en bois tourné)..... Ébénisterie (fabrication de meubles pour l'agencement des habita- tions)..... Menuiserie (sans moteurs).....	4 63 4 63 6 03 5 56 0 93 0 93 2 41 0 92	5 05 5 02 6 60 6 20 1 02 1 02 2 73 1 02
XI b.	Vannerie et broserie.....	0 50	0 56
XI c.	Travail de la corne, de l'écume, etc.	0 47	0 52
XII a.	Produits alimentaires	1 60	1 74
	En particulier : Sucrieries..... Raffineries	1 46 2 73	1 60 2 99
XII b.	Boissons..... En particulier : Distilleries avec moteurs..... Brasseries et malteries attenantes...	2 18 1 96 2 61	2 38 2 08 2 87

NUMÉROS des groupes.	DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	PRIME	
		concernant uniquement la constitution des rentes.	concernant la constitution des rentes, les frais funéraires, les indemnités journalières et les frais médicaux et pharmaceutiques jusqu'à la constitution des rentes.
XII c.	Tabac	0 06	0 07
XIII a.	Vêtement.....	0 40	0 44
	En particulier :		
	Fabriques de chapeaux.....	0 41	0 46
	Fabriques de chaussures (avec mo- teurs)	0 72	0 79
	Fabriques de chaussures (sans mo- teurs)	0 13	0 15
XIII b.	Nettoyage.....	0 76	0 85
XIV a.	Entreprises de construction.....	3 71	4 05
	En particulier :		
	Constructions en élévation.....	4 00	4 39
	Constructions hydrauliques.....	3 81	4 20
XIV b.	Industrie du bâtiment.....	5 16	5 61
	En particulier :		
	Maçons.....	3 97	4 32
	Charpentiers	8 96	9 75
XIV c.	Industries accessoires du bâtiment..	4 14	4 52
	En particulier :		
	Badigeonneurs.....	4 15	4 58
	Serruriers	3 72	4 13
	Peintres.	3 60	3 94
XV.	Industries polygraphiques	0 41	0 45
	En particulier :		
	Imprimeries et lithographies (avec moteurs)	0 46	0 52
	Imprimeries et lithographies (sans moteurs)	0 18	0 21
XVI.	Mines.....	3 63	3 92

NUMÉROS des groupes.	DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	PRIME	
		concernant uniquement la constitution des rentes.	concernant la constitution des rentes, les frais funéraires, les indemnités journalières et les frais médicaux et pharmaceutiques plus jusqu'à la constitution des rentes.
INDUSTRIES DIVERSES.	I. Entreprises de transports par terre.	3 71	4 07
	En particulier :		
	Fiacres, voitures de louage.....	1 38	1 52
	Omnibus.....	3 32	3 65
	Lourd camionnage.....	8 57	9 38
	II. Entreprises de transports par eau.	3 14	3 38
	En particulier :		
	Bateaux à vapeur.....	3 03	3 28
	Radeaux flottants.....	4 66	4 97
	III. Entretien des bâtiments.....	3 03	3 28
	En particulier :		
	Ramonnage des cheminées.....	1 56	1 66
	IV. Théâtres.....	0 27	0 30
	V. Magasins et entrepôts.....	3 50	3 86

Arrêté du Ministre de l'Intérieur et des Cultes, en date du 5 juin 1899, convoquant les collèges électoraux pour l'élection des représentants des sociétés de secours mutuels.

(J. O. du 10 juin 1899.)

Vu la loi du 1^{er} avril 1898, dont l'article 34 institue un conseil supérieur des sociétés de secours mutuels, composé de dix-huit de leurs représentants dont six appartenant aux sociétés libres, élus par leurs délégués;

Vu le décret du 24 mars 1899, qui rend applicable à l'Algérie la loi du 1^{er} avril 1898;

Vu le décret du 2 mai 1899, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi et déterminant les collèges électoraux;

ART 1^{er}. Les collèges électoraux pour l'élection des représentants des sociétés de secours mutuels approuvées sont convoqués pour le 2 juillet 1899.

ART. 2. Les collèges électoraux pour l'élection des représentants des sociétés libres sont convoqués pour le 6 juillet 1899.

Décret du 8 juin 1899 admettant à circuler en franchise certaines correspondances échangées en exécution de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

Vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1844 sur les franchises postales;

Vu la loi du 7 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail;

Vu les règlements d'administration publique du 28 février 1899, rendus pour exécution des articles 26 et 27 de la loi du 7 avril 1898 précitée;

ART. 1^{er}. Sont admises à circuler en franchise par la poste dans toute la République :

1° La correspondance de service échangée, sous plis fermés, entre le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et les commissaires contrôleurs chargés de la surveillance des compagnies d'assurances mutuelles et à primes fixes contre les accidents;

2° La correspondance officielle échangée, sous bandes, entre le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, d'une part, et les juges de paix, les greffiers des cours, des tribunaux et des justices de paix, d'autre part.

Décret du 9 juin 1899 instituant des médailles d'honneur en faveur des contremaîtres et ouvriers français employés aux travaux de l'Exposition.

(J. O. du 11 juin 1899.)

ART. 1^{er}. Des médailles d'honneur en argent pourront être décernées par le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur la proposition du commissaire général de l'Exposition universelle de 1900, aux contremaîtres et ouvriers français qui auront été occupés pendant plus de six mois consécutifs aux travaux de l'Exposition, qui y seront restés attachés sans interruption jusqu'à l'achèvement de l'entreprise dont ils dépendent et qui s'y seront particulièrement distingués par leurs bons services.

ART. 2. La condition de durée d'emploi ne sera pas applicable aux ouvriers victimes d'accidents graves.

ART. 3. Des décrets pourront, à titre exceptionnel, conférer la même distinction aux fonctionnaires de l'administration de l'Exposition.

ART. 4. Un arrêté ministériel déterminera les mesures de détail relatives à la nouvelle médaille.

Décret du 10 juin 1899 admettant à la franchise postale les correspondances échangées entre la Caisse des dépôts et consignations et les ingénieurs en chef des mines et des ponts et chaussées.

(J. O. du 11 juin 1899.)

Vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1844 sur les franchises postales;

ART. 1^{er}. Est admise à circuler en franchise, par la poste, dans toute la République, la correspondance, sous plis fermés, échangée entre le directeur général des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, d'une part, et les ingénieurs en chef des mines et des ponts et chaussées, d'autre part.

Décret du 13 juin 1899 portant règlement d'administration publique pour l'élection du représentant des syndicats médicaux au Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels.

(J. O. du 15 juin 1899.)

Arrêté du Ministre de l'intérieur et des cultes, en date du 14 juin 1899, convoquant les syndicats médicaux le 9 juillet 1899 pour élire leur représentant.

(J. O. du 15 juin 1899.)

Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

[Exécution de l'article 19 du décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.]

LISTE

DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

qui ont effectué

à la Caisse des dépôts et consignations le versement du cautionnement réglementaire.

1^{re} LISTE. (J. O. du 1^{er} juin 1899.)

L'ABEILLE, 57, rue Taitbout, à Paris.

LE PATRIMOINE, 55, rue de la Chaussée-d'Antin, à Paris.

LA PRÉSERVATRICE (Compagnie anonyme), 8, rue Louis-le-Grand, à Paris.

LA PRÉSERVATRICE (Société mutuelle), 8, rue Louis-le-Grand, à Paris.

LA PRÉVOYANCE, 23, rue de Londres, à Paris.

L'URBAINE ET LA SEINE, 37, rue Le Peletier, à Paris.

LE SECOURS, 15, rue des Pyramides, à Paris.

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES ASSURANCES AGRICOLES ET INDUSTRIELLES, 5, rue de Grétry, à Paris.

2^e LISTE. (J. O. du 3 juin 1899.)

LA FONCIÈRE, 12, place de la Bourse, à Paris.

LE SOLEIL SÉCURITÉ GÉNÉRALE, 7, cité d'Antin, à Paris.

3^e LISTE. (J. O. du 4 juin 1899.)

LA PROVIDENCE, 12, rue de Grammont, à Paris.

4^e LISTE. (J. O. du 6 juin 1899.)

LA CAISSE GÉNÉRALE DES FAMILLES, 47, rue de la Paix, à Paris.

LA FLANDRE, 68, Grande-Rue, à Roubaix (Nord).

5^e LISTE. (J. O. du 9 juin 1899.)

LA MUTUELLE GÉNÉRALE FRANÇAISE, rue Chanzy, 19 et 21, au Mans (Sarthe).

6^e LISTE. (*J. O.* du 11 juin 1899.)

CAISSE SYNDICALE D'ASSURANCE MUTUELLE DES TEXTILES DE FRANCE, 2, cité de Londres, à Paris.

CAISSE SYNDICALE D'ASSURANCE MUTUELLE DES FORGES DE FRANCE, 2, cité de Londres, à Paris.

L'ÉTERNELLE, 44, rue de la Chaussée-d'Antin, à Paris.

SOCIÉTÉ SUISSE D'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS, à Wintherthur (Suisse) ayant son siège, pour les assurances pratiquées en France, 62, rue de Provence, à Paris.

7^e LISTE. (*J. O.* du 14 juin 1899.)

LA ZURICH, Compagnie générale d'assurances contre les accidents et la responsabilité civile, à Zurich (Suisse), ayant son siège, pour les assurances pratiquées en France, 14, rue Favart, à Paris.

8^e LISTE. (*J. O.* du 15 juin 1899.)

L'UNION INDUSTRIELLE DU NORD, 76, boulevard de la Liberté, à Lille (Nord).

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE MAI 1899,

EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Accidents du travail. — *Chambre.* — Séance du 2 mai 1899. — Proposition de loi ayant pour but de proroger jusqu'au 1^{er} janvier 1900 l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, déposée par M. Gauthier de Clagny. (Doc. parl. n° 899.)

Proposition de loi tendant à ajourner au 1^{er} janvier 1900 l'application de la loi sur les accidents du travail, déposée par M. Plichon. (Doc. parl. n° 891.)

Proposition de loi ayant pour objet de faciliter la résiliation des polices d'assurances-accidents actuellement en cours et d'ajourner l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, déposée par M. Georges Graux (Doc. parl. n° 892.)

Proposition de loi ayant pour objet d'ajourner la mise en vigueur de la loi sur les accidents du travail, déposée par M. Gellé. (Doc. parl. n° 904.)

Proposition de loi tendant à ajourner l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, déposée par M. Gautret. (Doc. parl. n° 907.)

Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, déposée par M. Gervais. (Doc. parl. n° 908.)

Ces six propositions sont renvoyées à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Sénat. — Séance du 9 mai 1899. — Proposition de loi tendant à proroger l'application de l'article 33 de la loi sur les accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, déposée par M. Bonnefille. (Doc. parl. n° 108.)

Chambre. — Séance du 12 mai 1899. — Rapport, par M. Audiffred, sur la proposition de loi de MM. Gervais, etc., déposée le 2 mai. (Doc. parl. n° .)

Sénat. — Séance du 13 mai 1899. — Proposition de loi tendant à proroger l'application de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, déposée par M. Ollivier. (Doc. parl. n° 126.)

Séance du 15 mai 1899. — Interpellation sur la date de la mise en vigueur de la loi sur les accidents: MM. Félix Martin, le Ministre du Commerce, Thévenet, Le Provost de Launay, Séblinc. — Adoption, par 196 voix contre 55, de l'ordre du jour suivant, déposé par MM. Séblinc et Thévenet : « Le Sénat invite le Gouvernement à présenter d'urgence un projet de loi prorogeant l'application de la

loi du 9 avril 1898; cette prorogation ne pourra excéder un mois, qui prendra cours à partir du jour où la caisse des accidents aura publié ses tarifs au *Journal officiel* et admis les industriels à contracter des polices.»

Chambre. — Séance du 16 mai 1899. — Proposition de loi concernant les risques prévus par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, déposée par M. Pourquery de Boisserin. (Doc. parl. n° .) Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

— Proposition de loi tendant à étendre aux incapacités temporaires du travail les dispositions de la loi du 11 juillet 1868 sur la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, déposée par M. Aimond. (Doc. parl. n° 949.) Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Séance du 25 mai 1899. — Rapport, par M. Guieysse, sur la disposition additionnelle de M. Mirman au projet de loi modifiant le fonctionnement de la caisse nationale d'assurance en cas d'accidents (Doc. parl. n° .)

— Proposition de loi relative à la création d'une mutuelle nationale d'assurances contre les accidents du travail, déposée par M. Chastenot. (Doc. parl. n° .) Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents. — **Chambre.** — Séance du 3 mai 1899. — Projet de loi tendant à étendre, en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, les opérations de la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, présenté par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. (Doc. parl. n° 923.)

Séance du 15 mai. — Rapport, par M. Guieysse. (Doc. parl. n° 943.) — Urgence déclarée. — Adoption du projet de loi, le 16 mai

Transmission au Sénat le 17 mai. (Doc. parl. n° 132.) — Rapport, par M. Thévenet, le 18 mai. (Doc. parl. n° 135.) — Adoption du projet de loi le 20 mai.

La loi a été promulguée le 24 mai.

Crédit agricole. — **Chambre.** — Séance du 2 mai 1899. — Proposition de loi ayant pour objet de donner des garanties spéciales aux prêts chirographaires consentis aux agriculteurs et à constituer le crédit agricole immobilier, déposée par M. Georges Graux. (Doc. parl. n° .)

Sénat. — Séance du 12 mai 1899. Proposition de loi ayant pour but l'institution d'une caisse centrale agricole des avances à faire directement aux agriculteurs, déposée par M. Laterrade. (Doc. parl. n° 118.)

Séance du 19 mai. — Rapport, par M. Destieux-Jurca. (Doc. parl. n° 136.)

Prud'hommes. — **Chambre.** — Séance du 2 mai 1899. — Proposition de loi sur la réforme des conseils de prud'hommes, déposée par M. Haussmann. (Doc. parl. n° 894.)

Séance du 9 mai 1899. — Rapport, par M. Dutreix : 1° sur sa proposition de loi tendant à modifier la législation des conseils de prud'hommes; 2° la proposition sur la réforme des conseils de prud'hommes, par MM. Beauregard et de Montebello. (Doc. parl. n° 931.)

Droit de réunion. — **Chambre.** — Séance du 12 mai 1899. — Prise en considération de la proposition de loi de M. Vaillant, ayant pour objet d'assurer l'exercice du droit de réunion et de discussion des affaires publiques par l'acquisition, la construction ou l'aménagement de salles publiques de réunion.

Protection de la mère et de l'enfant nouveau-né. — **Chambre.** — Séance du 12 mai 1899. — Prise en considération de la proposition de loi de M. Dulau sur la protection de la mère et de l'enfant nouveau-né.

Conciliation et arbitrage. — Séance du 24 mai 1899. — Rapport, par M. Charles Ferry, sur la proposition de loi Bovier-Lapierre et Charles Ferry portant modification à la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage entre patrons et employés. (Doc. parl. n° 962.)

Bien de famille. — **Chambre.** — Séance du 24 mai 1899. — Rapport sommaire par M. Roy de Lonlay, sur la proposition de loi Lemire ayant pour objet d'organiser en France le bien de famille. (Doc. parl. n° .)

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Pendant le mois de juin, l'activité du travail s'est maintenue satisfaisante dans les mines, les carrières, la métallurgie et la construction mécanique; de même, dans l'industrie des cuirs et peaux, dans les industries lainière et cotonnière, dans celle du vêtement, chez les carrossiers, chez les tonneliers et dans l'ensemble des industries du bâtiment, l'amélioration signalée se continue. D'autre part, grâce à l'activité des travaux des champs, un certain nombre d'ouvriers d'industrie qui étaient en chômage ont pu trouver à s'employer à ces travaux agricoles, ce qui a aussi amené une amélioration de la situation par rapport au mois précédent.

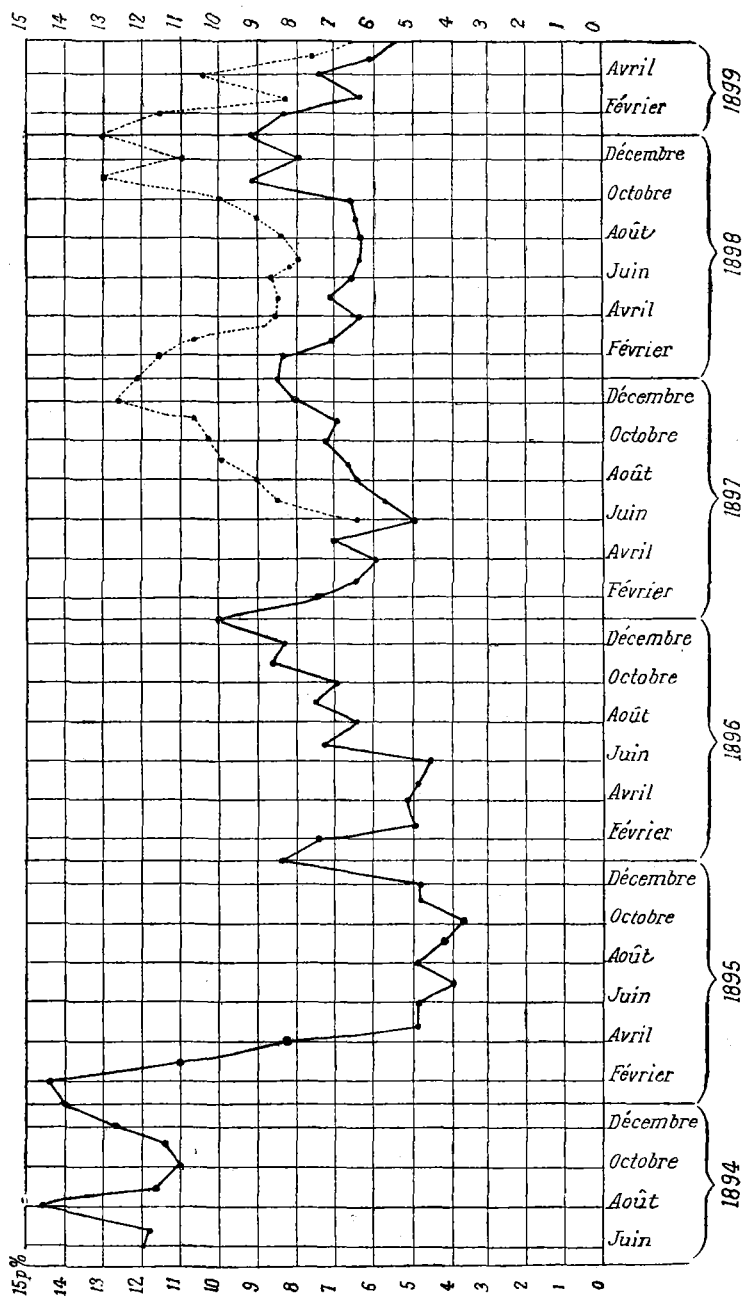
Parmi les 565 syndicats d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce groupant 79,000 adhérents (syndicats des mineurs du bassin du Nord et du Pas-de-Calais non compris) qui ont fourni des rapports sur l'activité du travail au 15 juin, la proportion des ouvriers en chômage a été d'un peu moins de 7 p. o/o.

16 p. o/o des chambres syndicales réunissant 17 p. o/o des adhérents estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à même époque; 20 p. o/o des chambres syndicales avec 27 p. o/o des syndiqués jugent qu'il a été plus faible et pour 64 p. o/o des syndicats groupant 56 p. o/o des adhérents, il est resté sans changement.

Le prix de certaines denrées, légumes, fruits, beurre et pain ont maintenu leur tendance à la baisse.

Comme en juillet 1898, nous publions le diagramme ci-après qui fournit une représentation de la variation mensuelle du chômage, de juin 1894 à mai 1899, d'après les évaluations des syndicats ouvriers.

Évaluation mensuelle du chômage de juin 1894 à mai 1898 (1).



(1) Sur ce diagramme, l'écartement des lignes horizontales correspond à une variation du chômage égale à 1 p. 100 du nombre des travailleurs considérés. D'autre part, certains syndicats des mineurs ne répondant pas régulièrement chaque mois, nous avons tracé séparément deux courbes dont l'une en pointillé, établie depuis juin 1898, correspond aux variations du chômage, les mineurs non compris; l'autre, en trait continu, aux variations du chômage, les mineurs compris.

Ainsi qu'on peut le remarquer, d'après le diagramme ci-joint, le chômage qui, en 1894, s'était maintenu toujours au-dessus de 10 p. o/o du nombre des travailleurs considérés, descendait au-dessous de 5 p. o/o en 1895 à partir du deuxième trimestre; en janvier 1896, le chômage dépassait de nouveau 5 p. o/o, restait entre 5 et 10 p. o/o pendant le deuxième trimestre 1896 et dépassait un peu 10 p. o/o en janvier 1897; puis le nombre des chômeurs qui avait baissé jusqu'à 5 p. o/o à la reprise du travail du printemps de 1897, est remonté en fin d'année et a atteint, en janvier 1898, un peu moins de 9 o/o (ouvriers mineurs des bassins du Nord et du Pas-de-Calais compris) et un peu plus de 12 p. o/o (ces ouvriers mineurs non compris). Pendant l'année 1898, par suite du ralentissement du travail déjà signalé dans les industries textiles et dans celle des cuirs et peaux, et de la situation plus difficile due à notre récolte insuffisante de 1897 dont l'influence se faisait sentir en 1898, le chômage, pendant les mois de bonne saison, restait supérieur à 6 p. o/o et dépassait un peu 9 p. o/o en fin d'année (mineurs compris), la grande activité dont bénéficiaient nos industries métallurgique et minière n'ayant qu'en partie compensé l'élévation du chômage dû aux autres industries; pendant la même période, le chômage (ouvriers mineurs non compris) descendait à 8 p. o/o au plus bas en août, puis remontait à 13 p. o/o en novembre 1898 et janvier 1899. Pendant la première partie de 1899, le chômage est redescendu à près de 6 p. o/o (ouvriers mineurs compris) et un peu moins de 8 p. o/o (ouvriers mineurs non compris).

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE (1). — Pendant le 1^{er} trimestre de 1899, la valeur de l'ensemble des produits marins pêchés sur les côtes de France tant par les bateaux de pêche que par les pêcheurs et des produits tirés des établissements ostréicoles et myticoles de notre littoral a été de 22.213 000 francs environ. En Algérie, pendant la même période, la pêche en bateau et à pied a produit 533.600 francs environ. Les flotilles de pêche française et algérienne se sont accrues, pendant les mois de janvier, février et mars 1899, de 1.004 unités nouvelles de types et tonnages différents, notamment 696 doris pour les bateaux se livrant à la pêche à la morue et deux chalutiers à vapeur de 162 tonneaux chaque. Au 1^{er} avril 1899, soixante bâtiments ou embarcations étaient en cours de construction et restaient à livrer.

En juin 1899, la pêche a suivi sa marche normale, la situation des petits patrons pêcheurs a été jugée plutôt plus mauvaise que l'an dernier par suite de la difficulté de l'écoulement des produits de la pêche et des bas prix obtenus.

HORTICULTURE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Travail en pleine activité chez les ouvriers jardiniers-horticulteurs et chez les ouvriers des champs. Chez les ouvriers bûcherons, morte-saison annuelle, les travaux en forêts tant pour les coupes que pour l'écorçage étant terminés; mais les ouvriers bûcherons ont, comme tous les ans, trouvé de l'ouvrage en quantité suffisante dans les travaux des champs.

MINES. — CHARBONS. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois de juin, le nombre moyen de jours d'extraction, par

(1) D'après la *Revue maritime* de mai 1897.

semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	5,93	"	"	"	18	82
Loire.....	5,95	"	"	"	13	87
Gard et Hérault.....	5,94	"	"	"	22	78
Provence (lignites).....	5,06	"	"	36	64	"
Tarn et Aveyron.....	6,00	"	"	"	"	100
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	5,84	"	"	"	68	32
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne..	5,96	"	"	"	12	88
ENSEMBLE pour la France.	5,93	"	"	1	18	81

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5,92; il était de 5,93 en juin 1898.

CARRIÈRES. — L'activité signalée le mois dernier se maintient.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — Dans la minoterie, dans la brasserie, situation stationnaire; cette dernière industrie bénéficie de l'augmentation habituelle de la consommation pendant les mois d'été.

D'après la statistique dressée en fin mai 1899, la production des distilleries (1) de betteraves et de substances farineuses s'est maintenue en progrès sur l'an dernier tandis que celle des distilleries de mélasses est restée sensiblement plus faible que celle de l'année 1898. Pour les huit premiers mois de la campagne 1898-1899, la production des alcools provenant de la distillation des substances farineuses a été de 484.515 hectolitres contre 375.073 pendant la même période de 1897-1898; pour les alcools de betteraves, la production a été de 950.492 hectolitres pendant les huit premiers mois de la campagne 1898-1899 contre 800.432 hectolitres pendant la même période 1897-1898; pour les vins, cidres et poirés, marcs et lies, 64.805 hectolitres en 1898-1899 contre 27.325 hectolitres en 1897-1898; d'autre part, pour les mélasses, 398.422 hectolitres en 1898-1899 contre 441.438 hectolitres en 1897-1898, enfin, pour l'ensemble, la production des distillateurs et bouilleurs de profession (y compris les alcools provenant des substances non énumérées) a été de 1.907.124 hectolitres pendant les huit premiers mois de la campagne 1898-1899 contre 1.644.661 hectolitres pendant la même période de 1897-1898, soit une augmentation de 262.463 hectolitres en faveur de 1898-1899. D'autre part, la quantité des alcools produits chez les bouilleurs de cru a été évaluée à 78.683 hectolitres pour les huit premiers mois de la campagne 1898-1899 contre 68.411 hectolitres pour la même période de 1897-1898.

Chez les pâtisseries et les cuisiniers, l'amélioration signalée le mois dernier s'est maintenue; chez les boulangers, le commencement des chaleurs et le déplacement

(1) D'après le *Journal officiel* du 21 juin 1899.

d'une partie de la clientèle a amené un ralentissement de la consommation dans les grands centres principalement et aussi une plus grande difficulté dans le placement. On estime que le chômage a été de 12 p. o/o chez les boulangers et chez les pâtisseries cuisiniers. En particulier, l'ouvrage a été tenu pour plus abondant que l'an dernier chez les boulangers de Lille et chez les chocolatiers de Lyon; pour moins abondant chez les biscuitiers de Paris, les boulangers de Toulouse et les cuisiniers navigateurs de Marseille; situation stationnaire pour le reste.

PAPIER. — CARTON. — INDUSTRIE DU LIVRE. — L'activité se maintient chez les papetiers-relieurs; elle tend à diminuer chez les typographes-lithographes. On compte 5 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers syndiqués à Paris, 2 p. o/o en province et 2 p. o/o dans l'ensemble. 10 p. o/o des syndicats groupant 18 p. o/o des syndiqués estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque, 14 p. o/o des chambres syndicales réunissant 18 p. o/o des adhérents jugent qu'il a été plus faible et que, pour le restant des syndicats et des adhérents, il n'y a pas eu de changement. En particulier, l'ouvrage a été considéré comme plus abondant que l'an dernier chez les typographes à Lille, Nancy, Angoulême, Tulle, Brive et Vannes; comme moins abondant chez ceux de Reims, Lons-le-Saunier, Marseille, Nîmes, Perpignan, Toulouse, Rochefort, Fontenay-le-Comte, le Mans et Granville; pas de changement pour le reste.

CUIRS ET PEaux. — Le travail se maintient actif dans la préparation des cuirs et peaux; dans la cordonnerie, il y a tendance au ralentissement; dans la ganterie, situation satisfaisante. On compte 5 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux; 6 p. o/o chez les ouvriers de l'industrie de la chaussure, 12 p. o/o chez les gantiers. Le travail a été jugé plus actif que l'an dernier chez les ouvriers corroyeurs dits du cuir noir de Paris, de Graulhet (Tarn), chez les ouvriers en chaussures de Tours et chez les gantiers de Paris, Gières et Millau; plus faible chez les ouvriers en cuirs et peaux de Marseille et de Châteaurenault, chez les cordonniers de Nice et de Montpellier et chez les gantiers de Niort; pas de variation notable signalée pour le reste.

TEXTILES. — L'industrie lainière a accentué la reprise du travail; la situation générale est devenue meilleure tant en filature que dans les tissages, les prix sont devenus plus fermes grâce à la faiblesse des stocks. Dans la soierie, le travail se maintient dans certains genres tandis qu'il tend à baisser pour certains autres; dans l'ensemble, les métiers sont assez bien occupés tant à la ville qu'à la campagne.

Dans l'industrie cotonnière, on n'a pas encore repris la marche normale, bien qu'il y ait dans certains centres tendance à l'amélioration. Travail peu actif chez les rubaniers; une partie des ouvriers inoccupés dans cette industrie ont pu être employés dans les fabriques de lacets qui ont eu une bonne activité. Chez les chapeliers en feutre et laine, morte-saison. Travail actif dans l'industrie du vêtement. On estime que le chômage a atteint 8 p. o/o des ouvriers des tissages mécaniques et des filatures, 17 p. o/o chez les tisserands à la main, 5 p. o/o chez les ouvriers de l'industrie du vêtement et 8 p. o/o chez les chapeliers. Dans un certain nombre de centres, les travaux des champs, qui sont abondants, ont permis d'occuper les chômeurs des divers métiers de l'industrie textile qui avaient subi un ralentissement des commandes.

En particulier l'ouvrage a été tenu pour plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers de l'industrie lainière de Reims, chez les tisserands d'Haspres (Nord),

la Gresles et le Cergne (Loire), chez les teinturiers de Villefranche (Rhône), chez les chenilleux de Lyon, les voiliers de Toulon, les coupeurs-chemisiers et coupeurs-tailleurs de Paris, les ouvriers de l'habillement de Guerche (Ille-et-Vilaine) et chez les chapeliers de Grigny (Rhône); pour moins abondant chez les tisseurs d'Amiens, Roubaix, Rieux (Nord), Lyon (soierie), dans la Vendée, le Maine-et-Loire; chez les ouvriers de l'industrie cotonnière de Flers (Orne), Condé-sur-Noireau, Bolbec et Lillebonne; chez les tullistes de Caudry, chez les passementiers de Paris, les chefs d'ateliers rubaniers de Saint-Étienne et la Fouillouse, chez les voiliers du Havre, les tailleurs de Nancy et de Montpellier et chez les chapeliers de Bourg-de-Péage, Serrières et Albi; pour le reste pas de changement.

BOIS. — Chez les charpentiers, chez les menuisiers-ébénistes, chez les tonneliers et chez les ouvriers en voitures, l'activité se maintient. Situation stationnaire pour le reste. On estime que le chômage atteint 1 p. o/o de chômeurs chez les menuisiers-ébénistes, 3 p. o/o chez les charrons et ouvriers en voitures. On considère que le travail a été plus actif que l'an dernier chez les charpentiers de Paris et de Bourges, chez les ouvriers des scieries mécaniques de Hermès, chez les menuisiers-ébénistes de Montluçon, Annecy et Vierzon, chez les ouvriers et peintres en voitures de Paris, chez les carrossiers de Perpignan, chez les tonneliers de Vayres (Gironde), chez les sabotiers du Mans, chez les ébénistes de Felleriès, chez les brossiers et mouluriers-finisateurs de Paris; plus faible chez les charpentiers de Périgueux, les menuisiers de Libourne, les carrossiers de Clermont-Ferrand, les tonneliers de Dijon, les sabotiers de Périgueux et de Lorient et les brossiers de Périgueux. Pour le reste, pas de changement.

MÉTALX. — D'après le *Bulletin du Comité des Forges*, pendant les cinq premiers mois de 1899, l'importation totale des fontes, fers et aciers a été de 98.646 tonnes, en augmentation d'un peu plus de 8.600 tonnes, soit un peu moins de 10 p. o/o par rapport aux résultats de la période correspondante de 1898. Les exportations se sont élevées à environ 157.450 tonnes (dont 43.298 tonnes en décharge d'acquit), soit une augmentation d'environ 4.770 tonnes ou d'un peu plus de 3 p. o/o par rapport aux résultats des cinq premiers mois de 1898.

Pendant le mois de juin, les grands établissements métallurgiques ont été bien alimentés de commandes, de même les ateliers de constructions mécaniques, d'automobiles, ceux d'énergie électrique, les ateliers de mécanique de précision, de serrurerie du bâtiment, chez les ouvriers doreurs, chez les horlogers-bijoutiers et chez les ferblantiers-boitiers; situation stationnaire pour le reste.

On estime que le chômage a atteint 1 p. o/o chez les mouleurs et métallurgistes, 5 p. o/o chez les mécaniciens, constructeurs et serruriers, 2 p. o/o chez les ferblantiers-boitiers et ouvriers en instruments de précision. En particulier l'ouvrage a été tenu pour plus abondant que l'an dernier chez les mouleurs d'Auxerre, Castres, Bordeaux, Chartres et Rouen, chez les métallurgistes dans les Ardennes, la Meurthe-et-Moselle, le Nord, dans l'Allier, la Loire et l'Isère, chez les serruriers, les chauffeurs-mécaniciens, chez les horlogers-bijoutiers de Paris, chez les horlogers de Besançon et de Seloncourt; pour moins abondant chez les constructeurs-mécaniciens de Saint-Michel (Aisne), Calais, Plancher-les-Mines (Haute-Saône), Libourne, Rouen et le Havre; pas de variation signalée pour le reste.

BÂTIMENT. — Pleine saison de travail dans l'industrie du bâtiment. On estime que le chômage atteint un peu moins de 3 p. o/o des tailleurs de pierre et maçons syndiqués, 5 p. o/o chez les plâtriers-peintres. Par rapport à l'an dernier, le travail

est considéré comme plus abondant chez les sculpteurs de Paris, les tailleurs de pierre de Thoiry, de Valence, les maçons de Nevers, Pau, Bourges, Dun-sur-Auron, la Roche-sur-Yon, le Mans et Lorient, chez les peintres de Versailles, Roubaix et Tarbes, chez les plâtriers de Bourges et les couvreurs-plombiers de Nevers; comme moins abondant chez les sculpteurs de Lyon, les tailleurs de pierre de Dijon, Montalieu-Vercieu et Saumur, chez les maçons de Reims, Grenoble, Cannes, Menton, Vallauris, Bressuire, chez les plâtriers de Tours et chez les plombiers-couvreurs de Bordeaux et de Bourges; pour le reste pas de changement.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — La situation satisfaisante signalée dans la chaudière, la céramique du bâtiment et la fabrication des ciments se maintient; la reprise de la verrerie s'accroît.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Dans l'ensemble, les affaires sont jugées plus actives que le mois précédent, mais plutôt plus difficiles que l'an dernier tant dans les entreprises de transport que dans le commerce; chez les ouvriers et employés de l'alimentation, le placement est devenu plus facile que le mois dernier grâce au commencement de la saison d'été. On estime que le chômage a atteint 3 p. o/o de chômeurs chez les comptables et employés de commerce, 8 p. o/o chez les employés et ouvriers de l'alimentation, 7 p. o/o chez les coiffeurs. Par rapport à l'an dernier la situation a été tenue pour meilleure chez les garçons de café et restaurant de Paris, les coiffeurs de Bordeaux; pour moins bonne chez les cochers de Paris, Marseille et Perpignan, chez les marins du commerce de Bordeaux, chez les commissionnaires de la gare et du port de Marseille, chez les comptables de Paris et Dijon, chez les employés de commerce, les placiers en fleurs et plumes de Paris, les employés de commerce de Saint-Étienne, Marseille et Narbonne et les garçons bouchers de Bayonne; pour le reste, pas de changement signalé.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc.; et 2^o par les correspondants.

Seine. — Pendant le premier trimestre 1899, dans l'industrie des *toiles cirées*, travail moins abondant que l'an dernier, prix de vente en baisse de 15 à 20 p. o/o sur le dernier trimestre; la concurrence étrangère a amené les prix de vente à des taux moins rémunérateurs que l'an dernier; une importante usine a été fermée et le personnel licencié. De même, dans l'industrie des *produits pharmaceutiques*, ouvrage moins abondant que l'an dernier, principalement par suite de la diminution des commandes pour l'exportation, diminution due pour l'Amérique du Sud, aux variations du change.

Dans la *ganterie*, le travail est devenu plus actif que l'an dernier, mais avec des prix moins rémunérateurs. Dans la *maroquinerie* et dans la *gainerie*, le travail se maintient; la hausse sur le cuivre employé pour les fermoirs a entraîné un mouvement analogue sur les produits fabriqués; il y a eu un peu de chômage en janvier; la main-d'œuvre a été suffisante, sauf pour les articles fins.

Dans l'industrie du *vêtement confectionné*, les commandes ont été plus suivies que l'an dernier; la main-d'œuvre a été également abondante; l'emploi des machines spéciales à couper et de celles à faire des boutonnières est devenue plus fréquente.

Chez les *fondeurs en cuivre et en bronze*, l'ouvrage a une tendance à devenir plus important que l'an dernier; les prix de vente ont été moins rémunérateurs par suite de la hausse des cours du cuivre; d'autre part, il y a eu diminution du personnel ouvrier occupé; on estime

que cette diminution a atteint 200 ouvriers. Les ateliers de construction mécanique et ceux de chaudronnerie ont reçu plus de commandes que l'an dernier en raison des travaux de l'Exposition de 1900; mais, par suite de la hausse de la matière première, les prix de vente ont été jugés moins rémunérateurs; pour l'ensemble, les commandes courantes ont été à peine égales à celles des autres années, sauf pour l'automobilisme, qui a continué à progresser. Situation stationnaire dans l'industrie vélocipédique. Chez les *ferblantiers* et chez les *fabricants de lampes*, ouvrage plus abondant que l'an dernier avec des prix de vente plus élevés de 10 à 15 p. o/o que ceux du trimestre précédent, principalement pour les objets en cuivre ou en zinc, à la suite de la hausse de la matière première, mais moins rémunérateurs que ceux de l'an dernier à pareille époque. La fabrication des *appareils électriques* a continué à se développer, les commandes ont été plus abondantes; de nouvelles maisons, mais de peu d'importance, se sont montées, mais les prix de vente en baisse ont été jugés moins rémunérateurs par suite de la concurrence des produits étrangers. Dans les *usines d'électricité*, le travail a été plus abondant que l'an dernier, mais les prix de vente de l'énergie électrique ont été jugés moins rémunérateurs; la consommation pendant les mois d'hiver a été particulièrement importante; en fin de trimestre, la diminution habituelle s'est produite par suite de la réduction de la consommation de lumière électrique. Chez les *fabricants d'orfèverie*, le travail s'est maintenu sensiblement équivalent à celui de l'an dernier; les prix de vente ont été moins rémunérateurs, notamment pour les objets en argent et en cuivre par suite de la hausse de la matière première, il n'y a pas eu de chômage. Même situation chez les *doreurs ornementalistes* et chez les *fabricants d'horlogerie*; cependant, chez ces derniers, un ralentissement s'est produit par rapport au précédent trimestre.

Seine-et-Oise. — Pendant le premier trimestre 1899, l'industrie du bâtiment a été jugée moins active que l'an dernier à même époque à Saint-Germain-en-Laye; les affaires ont été tenues pour moins faciles et à des conditions moins avantageuses. Situation analogue à Corbeil. A Versailles, l'activité du travail et la situation ont été considérées comme équivalentes à celles du trimestre précédent.

Somme. — A Amiens, chez les *confectionneurs en gros*, le travail a été plus abondant que l'an dernier pendant le premier trimestre; les prix de vente ont eu tendance à la baisse; les salaires ont été plutôt en hausse par suite de la rareté de la main-d'œuvre. L'année dernière, qui avait marqué une diminution des affaires, avait fait réduire la main-d'œuvre, tandis que, grâce à la température favorable de février et de mars, de nombreuses commandes pour la saison d'été ont fait rechercher les vestonnières et les culottières en drap; plusieurs maisons ont fait confectionner par des ouvrières à la campagne avec des prix de façon à peu près équivalents à ceux de la ville; une maison a essayé d'organiser un grand atelier avec moteur mécanique pour produire plus vite que dans le travail à domicile; une autre maison a fermé au commencement de l'année 1899. Dans l'industrie du bâtiment, commandes plutôt moins abondantes que l'an dernier.

Pas-de-Calais. — La fabrication des *tulles et dentelles* à Calais a été en ralentissant depuis fin mars et est restée moins abondante que l'an dernier. Les prix de vente, malgré quelques variations, sont restés à peu près équivalents à ceux de l'an dernier, ils sont devenus moins rémunérateurs par suite de l'augmentation de la concurrence. Il y a eu diminution de la durée du travail, principalement dans le travail de nuit, on a fait en moyenne 50 heures par semaine; le travail a été d'ailleurs irrégulier, la mode n'ayant pas favorisé les genres de Calais. L'outillage s'est perfectionné dans quelques maisons, qui ont remplacé leurs anciens métiers par des métiers plus puissants et à points plus fins.

Nord. — L'industrie des cuirs de Lille a été, pendant le premier trimestre 1899, moins occupée que l'an dernier. Les prix de vente des produits fabriqués, en baisse d'environ 5 p. o/o, ont été moins rémunérateurs par suite des cours élevés de la matière première, on attribue la diminution du travail aux faibles commandes pour la saison d'hiver et à la diminution du travail pour l'équipement militaire.

Ardennes. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CHARLEVILLE. — Pendant le deuxième semestre de 1898, le nombre des *ardoisières* a continué à prospérer, dans le bassin de Fu-

may; 15, dont 6 d'une certaine importance, ont été en exploitation; la production ne s'est cependant pas sensiblement augmentée par suite du rendement défectueux du schiste et de l'emploi d'un assez grand nombre d'ouvriers à des travaux de recherches. La vente a été très active et la rareté de la marchandise a permis sur quelques modèles une élévation des prix de vente qui a été suivie d'un mouvement analogue sur les salaires. Les *carrières* ont eu un travail plutôt plus faible que l'an dernier par suite de la concurrence déjà signalée des produits étrangers. Les prix de vente restés stationnaires ont été jugés désavantageux. Par suite de la rareté de la main-d'œuvre, qui était très demandée dans l'industrie métallurgique, les salaires ont été en hausse; ils ont été de 0 fr. 40 par heure de travail au lieu de 0 fr. 35.

Dans la *meunerie*, les prix de vente des farines qui ont eu tendance à baisser ont été jugés peu rémunérateurs. Il n'y a pas eu de chômage. Dans la fabrication des *ocres* et des *couleurs*, situation stationnaire. Les *fabriques de colle forte* ont été insuffisamment alimentées de matière première qui a atteint des prix élevés par suite de la rareté des déchets de tannerie, servant à la fabrication des colles fortes; les cours des produits fabriqués qui n'ont pas suivi la hausse de la matière première ont été tenus pour désavantageux.

Dans la fabrication du *papier*, les affaires sont devenues plus difficiles par suite de l'augmentation de la concurrence, les prix de vente ont baissé et sont devenus peu rémunérateurs; on estime que les cours ont diminué d'un cinquième pour certaines qualités; plusieurs établissements ont fermé dans une région voisine. Chez les *imprimeurs* et *lithographes*, les commandes qui avaient été rares pendant la plus grande partie du deuxième semestre ont repris en fin d'année, puis des ouvrages importants ayant été traités pour Paris, le travail est devenu actif; cependant les prix sont restés peu rémunérateurs par suite de la concurrence. Il n'a pas été signalé de chômeurs.

La *tannerie* n'a pas repris son activité normale, le prix élevé des cuirs en poils ayant maintenu les tanneurs sur la réserve; d'ailleurs les faibles demandes de l'industrie de la chaussure n'ont pas permis de produire un mouvement de hausse sur les cuirs tannés. Les *moulins à écorces* avaient d'abord participé au ralentissement du travail des tanneries; mais, par suite des demandes pour l'exportation, une reprise a eu lieu et les prix de vente de certaines catégories ont été en hausse. Les *fabriques de crayons* ont souffert de la diminution du bois de cèdre disponible, bois utilisé pour la fabrication. Dans l'industrie *métallurgique*, deux *fonderies* nouvelles ont été mises en marche pendant le premier trimestre 1899. Pendant le deuxième semestre 1898, les *fonderies sur modèle* et les *fonderies de mécanique* ont été bien alimentées de commandes et à des prix rémunérateurs, bien que jugés insuffisants pour compenser la hausse des fontes et des combustibles. D'autre part, on annonce la création d'usines de *fonte malléable*; les *fonderies d'appareils de chauffage* ont dû diminuer leur production de 15 à 30 p. o/o suivant les maisons, par suite du manque de commandes provenant de la douceur de la température des derniers hivers; les stocks qui s'étaient formés ont pesé sur les prix de vente. Dans les *forges*, les *laminoirs*, les *tréfileries*, les *pointeries* et les *clouteries* la production et la vente ont progressé notamment à la fin du deuxième semestre 1898, mais les prix de vente qui ont difficilement suivi la hausse de la matière première sont devenus peu rémunérateurs; par suite de la rareté de la main-d'œuvre, surtout pendant les mois d'été, il y a eu tendance à la hausse des salaires. Les *tôleries* et les *chaudronneries* ont moins souffert que les *fonderies* et que les *fabriques d'appareils de chauffage* auxquelles elles sont liées; cependant, pour maintenir une production normale, les *tôliers* et les *chaudronniers* ont dû se contenter d'un bénéfice moins élevé que les années précédentes.

Les *fabriques de ferronnerie* de la vallée de la Meuse ont été en augmentant; pour la *quincaillerie*, les ventes se sont faites dans de bonnes conditions. Les fabricants de *pelles* et les *taillandiers* ont eu aussi un bon courant de commandes, les prix de vente ont eu tendance à la hausse par suite des nombreuses demandes et de l'augmentation des cours de la matière première. Il n'y a pas eu de chômage. Dans la *boulonnerie*, le travail a été aussi actif, mais les prix de vente obtenus n'ont pas suivi la hausse de la matière première et n'ont pas laissé la marge que l'on attendait; les salaires ont eu tendance à la hausse, surtout pour les ouvriers ayant une certaine capacité professionnelle. Situation stationnaire avec des prix de vente jugés peu rémunérateurs chez les fabricants d'articles en *fer battu émaillé*. Dans les *fonderies de cuivre*, production également stationnaire, mais travail suivi dans les ateliers travaillant le *cuivre*, la *galvanoplastie*, le *nickelage*, les *entreprises de travaux publics*.

La *chaufournerie* a maintenu son activité. L'emploi des *bétons comprimés* ayant pris de l'ex-

tension, les ateliers ont été agrandis. La fabrication des *pipes en terre* a été en diminution ; mais, grâce au développement pris par la fabrication des *carreaux céramiques émaillés*, qui avait été ajoutée à la première industrie, le personnel ouvrier a pu être conservé. Dans la *verrerie*, la production, qui avait tendance à l'augmentation, a été gênée par la difficulté de rencontrer les jeunes ouvriers dits *gamins*.

Marne. — A Reims, pendant le premier trimestre 1899, l'industrie lainière a repris une certaine activité, tous les métiers ont été occupés malgré l'écart existant entre les cours de la matière première et ceux des produits fabriqués. L'industrie du bâtiment a eu un bon courant de travail pour la construction tant de maisons bourgeoises que de maisons ouvrières dans les faubourgs. Dans l'ensemble des industries, le nombre des ouvriers en chômage a été en diminution. A Châlons-sur-Marne, l'industrie du bâtiment a été moins occupée que l'an dernier, l'écart laissé entre le prix de revient et les prix obtenus a été aussi en diminution par suite de la hausse de la matière première.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, l'industrie de la chaussure pendant le premier trimestre 1899 a été moins active que l'an dernier ; les affaires ont été plus difficiles, à des prix en baisse et moins rémunérateurs ; une maison a liquidé ; deux maisons importantes vont fusionner ; la durée du travail, qui s'était maintenue, tend à diminuer à la suite des livraisons de Pâques.

Vosges. — Dans la région de Gérardmer, le travail, pendant le premier trimestre 1899, a été moins abondant que l'an dernier, on estime que la diminution a été d'un quart ; les affaires ont été difficiles et à des prix moins rémunérateurs et en baisse de 5 p. o/o environ dans la *boissellerie*, la *papeterie*, la *fabrication du feutre* et celle des *tissus de lin*.

Doubs. — Chez les *horlogers* de la région de Morteau, le travail a été, pendant le premier trimestre 1899, plus abondant que l'an dernier ; les prix de vente ont été en baisse malgré l'augmentation de la matière première, et la marge laissée à la fabrication a été jugée insuffisante ; le matériel mécanique a été renouvelé et perfectionné dans certaines maisons.

Haute-Loire. — Au Puy, chez les *sabotiers*, pendant le premier trimestre 1899, travail moins abondant que l'an dernier, prix rémunérateurs et stationnaires ; la durée du travail a eu tendance à l'augmentation.

Loire. — A Saint-Étienne, l'industrie de la rubanerie et les industries qui en dépendent ont eu tendance à ralentir leur production, surtout à la fin du premier trimestre 1899 ; une reprise partielle et une hausse de 20 à 25 p. o/o qui s'étaient produites dans les prix de façon, grâce à la remise de commissions aujourd'hui livrées, ne s'est pas maintenue, un certain nombre de métiers n'ont pu être alimentés et les autres qui ont reçu quelques chargements ont dû consentir des diminutions de prix de façon. Les rubans façonnés ont été mieux demandés que l'an dernier ; les collections d'échantillons n'ont pas amené l'amélioration que l'on attendait par suite du défaut d'indications de la mode.

Les *moulinages de soie* de Saint-Chamond ont marqué une reprise en fin du premier trimestre, les prix de vente ont été jugés peu rémunérateurs ; la production a été supérieure à la consommation ; à la suite de la hausse sur les matières premières, les prix de façon ont été augmentés de 5 p. o/o. L'activité de la fabrication des *lacets* a raréfié la main-d'œuvre dans les moulinages.

Rhône. — Dans la région de Thizy, les *tissages mécaniques de cotonnades* et *articles pour chemises* ont maintenu leur activité pendant le 1^{er} trimestre 1899 ; les ouvriers ont fait la journée de 11 heures, leur gain journalier a été de 4 francs en moyenne.

Dans la région de Lyon, pendant la même période, ralentissement du travail et prix de façon en baisse d'un peu plus du quart ; dans les *tissages mécaniques de soieries*, les affaires ont été plus difficiles que l'an dernier ; cependant on a à peu près maintenu l'alimentation de tous les métiers afin d'éviter la dispersion de la main-d'œuvre. De même chez les *mattres-teinturiers*, le travail a été moins actif que l'an dernier ; les prix de façon ont eu tendance à

diminuer. Dans les *établissements métallurgiques* (5,000 ouvriers), le travail a été plus actif que l'an dernier pour les fabriques de machines à vapeur et de charpentes en fer, tandis que dans la *chaudronnerie*, dans la *robinetterie* et dans les ateliers où le cuivre est employé comme matière première principale, les commandes ont été faibles par suite du prix élevé du cuivre; dans les établissements métallurgiques, la journée a été augmentée de 2 et 3 heures; ces heures supplémentaires ont été payées au taux des heures de jour majorées de 50 p. o/o. L'industrie du *bâtiment* a reçu moins de commandes que l'an dernier, la hausse des matériaux de construction (15 p. o/o en moyenne, par rapport à l'an dernier) ayant amené l'ajournement des travaux qui n'étaient pas urgents.

Isère. — Pendant le 1^{er} trimestre 1899, l'*industrie drapière* de Vienne a été en progrès sur l'an dernier; les prix de vente qui n'ont pas suivi la hausse de la matière première ont été jugés moins rémunérateurs; l'amélioration de la situation a amené une diminution du nombre des chômeurs et rétabli la durée du travail à 66 heures par semaine. La main-d'œuvre, plutôt rare, a été suffisante. La reprise du travail a été attribuée à une modification apportée dans les genres de fabrication et aussi aux commandes de printemps favorisées par le beau temps.

Chez les *tailleurs de pierre* de Montalieu-Vercieu, les commandes ont été moins abondantes que l'an dernier, et les prix de vente moins rémunérateurs par suite de l'augmentation de la concurrence.

CHAMBRE DE COMMERCE DE GRENOBLE. — Pendant l'année 1898, l'extraction d'antracite dans les mines de la région a continué à progresser; 950 ouvriers ont été occupés et 216,000 tonnes d'antracite ont été extraites.

La *meunerie*, par suite de l'augmentation de la production due à la transformation de l'outillage, a souffert de l'encombrement du marché des farines. La fabrication des *pâtes alimentaires* a progressé grâce à l'augmentation de la consommation; de nouvelles usines se sont créées, d'autres ont augmenté leur outillage; la main-d'œuvre a été plutôt rare.

Dans la fabrication des *pâtes de bois* et dans la *papeterie*, la situation est devenue plus difficile par suite de l'augmentation de la concurrence des usines des autres régions plus favorisées au point de vue des moyens et des frais de transport; afin de diminuer le prix de revient, certaines usines ont augmenté leur production, mais les prix de vente, surtout dans les pâtes de bois mécaniques et dans les papiers ordinaires qui ont baissé d'un peu plus de moitié dans les dix dernières années, ont été jugés peu rémunérateurs; les papiers de chiffons et de luxe ont été moins atteints. Dans l'*imprimerie*, la situation a été aussi jugée plus mauvaise que les années précédentes; par suite des courts délais de livraison consentis par la clientèle, on a dû de temps à autre embaucher un personnel supplémentaire qui a été ainsi occupé irrégulièrement; la main-d'œuvre féminine employée dans quelques maisons, l'augmentation du nombre des apprentis (un par 3 compositeurs), qui ont permis à certaines maisons de baisser leurs prix, ont rendu les affaires plus difficiles et à des taux moins rémunérateurs, malgré l'augmentation générale des commandes.

La fabrication du *carbure de calcium* a pris un plus grand développement, grâce aux facilités données à la fabrication par l'utilisation des forces hydrauliques de la région. C'est aussi ce qui a permis la création d'une *fabrique de soude*; d'autre part, une fabrique d'*aluminium* qui existait dans l'Isère s'est transportée en Savoie où elle a pris une plus grande extension; l'ancienne usine a été installée pour fabriquer le carbure de calcium.

La *mégisserie* a maintenu une activité moyenne, grâce aux commandes de la ganterie; la *teinturerie de peaux*, malgré la concurrence des produits étrangers, a pu travailler régulièrement grâce aux demandes venues de Paris et Chaumont. La *ganterie* a eu une production dans son ensemble égale à celle de 1896 et dépassant d'environ 15 p. o/o celle de 1897, mais avec un chiffre d'affaires sensiblement inférieur par suite des bas prix de vente, bas prix provenant en grande partie de la concurrence des articles étrangers à bon marché. La ganterie de Grenoble a maintenu son activité grâce à la bonne fabrication qui a fait rechercher ses produits à l'étranger, malgré les tarifs élevés d'importation, tandis que d'autres centres ont en tendance à disparaître ou ont transporté leurs ateliers à Grenoble. Le personnel ouvrier a eu aussi tendance à diminuer.

Dans les *tissages de soie*, la situation a été jugée plus mauvaise que l'an dernier par suite du prix élevé de la matière première et du développement pris par les fabriques étrangères.

Cependant les prix de façon se sont maintenus; on a transformé l'outillage au profit des métiers larges et à plusieurs navettes; il n'a pas été signalé de chômage en 1878. Les *tissages de toiles* ont, en 1898, été mal alimentés de commandes, la campagne à la suite de la mauvaise récolte de 1897 ayant restreint la consommation et les tissus de coton ayant tendance à remplacer les tissus de toile dans de nombreux emplois. De même, situation plus difficile que l'an dernier dans la fabrication des *chapeaux de paille*, par suite des changements de la mode; cependant, une nouvelle usine, récemment fondée, a rendu la main-d'œuvre plus rare et plus chère et contribué à abaisser les prix de vente, qui sont devenus moins rémunérateurs.

Dans la *carrosserie*, après un ralentissement passager attribué à la concurrence de nouveaux services de transports en commun, les commandes ont repris, le travail est devenu normal. Plusieurs usines se sont fondées pour la construction des *automobiles*.

La fabrication des *boutons* et *agrafes métalliques* a continué à progresser malgré les difficultés rencontrées dans les marchés étrangers et la hausse du cuivre, qui compose la plus grande partie de la matière première. Le nombre des ouvriers a aussi augmenté; le recrutement des ouvriers employés aux machines a été assez difficile, tandis que les ouvriers manœuvres, les ouvrières finisseuses ou occupées aux emballages ont été en quantité suffisante. La *métallurgie* a été bien occupée grâce aux commandes de l'agriculture et des petites industries de la région. La *construction mécanique* a aussi présenté une plus grande activité que l'an dernier; le personnel ouvrier a été augmenté, les salaires ont eu tendance à la hausse, les prix de vente ont aussi obtenu une amélioration. Les *stations d'électricité* (*force et lumière*) ont été plus nombreuses, grâce aux nombreuses forces hydrauliques qu'on a pu utiliser.

Dans les chantiers des *entrepreneurs de travaux publics* de Grenoble, une accalmie a succédé à la grande activité de l'an dernier qui a produit l'abondance des logements. La fabrication des *chaux hydrauliques* et *ciment* a continué à progresser grâce à l'augmentation de la consommation et malgré la difficulté et le prix élevé des transports dans la région; on estime que la production a été de 190.000 tonnes pour le ciment et de 140.000 tonnes pour la chaux hydraulique.

Les *transports en petite vitesse* pour les gares des régions de Saint-Marcellin et de Grenoble ont, en 1897, atteint 1.256.000 tonnes en augmentation d'un peu plus de 100.000 tonnes sur les cinq dernières années. L'augmentation a porté tant sur la matière première que sur les envois de produits fabriqués. Le commerce de détail s'est aussi amélioré grâce à la création de nouvelles usines dans la région et grâce au plus grand nombre d'étrangers venus soit comme touristes, soit pour l'industrie.

Rouches-du-Rhône. — Pendant le 1^{er} trimestre 1899, ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *maîtres carriers* d'Arles; prix de vente en baisse et moins rémunérateurs. A Marseille, chez les *imprimeurs*, affaires stationnaires, prix de vente en diminution sur l'an dernier; on estime que le chômage a atteint 5 p. o/o du personnel ouvrier.

Haute-Vienne. — Travail plus actif que l'an dernier et affaires plus abondantes chez les *fabricants de chaussures* de Limoges pendant le 1^{er} trimestre 1899; les prix de vente stationnaires ont été jugés peu rémunérateurs.

Cher. — Dans les *fabriques de porcelaine* de Vierzon, le travail s'est maintenu pendant le 1^{er} trimestre 1899, les prix de vente ont été jugés moins rémunérateurs par suite de l'augmentation du prix de revient due à la hausse du charbon et d'autres matière premières.

Indre. — Pendant le 1^{er} trimestre 1899, l'industrie du *bâtiment* de Châteauroux a été moins occupée que l'an dernier, les prix se sont maintenus, il y a eu peu de chômage.

Morbihan. — La *tannerie* de Lorient a été, pendant le 1^{er} trimestre 1899, moins occupée que l'an dernier pendant la même période; les prix de vente ont été en baisse et moins rémunérateurs; deux maisons ont fermé.

Maine-et-Loire. — Les *tissages mécaniques de fil* à Cholet ont été moins occupés que l'an dernier; situation stationnaire dans les *tissages de coton*; les prix de vente de l'ensemble

ont été en baisse et non rémunérateurs; un tissage qui occupait 100 ouvriers a fermé. Dans les tissages à la mécanique, la durée du travail s'est maintenue; les *tissages à la main* ont travaillé irrégulièrement et subi des chômages. Reprise du travail chez les *patrons vanniers*, par suite de l'augmentation des commandes pour les expéditions de fruits et aussi par suite de la diminution de la concurrence de la main-d'œuvre pénitentiaire.

Indre-et-Loire. — La *tannerie* de la région de Tours a tendance à augmenter la durée du travail; l'emploi des procédés de tannage accéléré s'est développé.

Loiret. — Dans la région d'Orléans, l'ouvrage a été plus abondant que l'an dernier dans l'industrie du *bâtiment*, les prix en baisse ont été jugés moins rémunérateurs chez les *mar-chands de bois*, les stocks de bois provenant des coupes des années précédentes non épuisées par suite de la douceur de l'hiver ont rendu le travail moins actif pendant le 1^{er} trimestre 1899.

Seine-Inférieure. — Travail stationnaire dans les *tanneries* de Saint-Saens; prix de vente en baisse et peu rémunérateurs. A Rouen, les *cordonniers-bottiers* ont pu maintenir un certain courant d'affaires malgré l'augmentation de la concurrence des articles fabriqués à la mécanique. Dans la *serrurerie de bâtiment*, les petits ateliers ont une tendance à disparaître par suite de la difficulté d'obtenir des commandes suffisantes; les prix sont devenus moins rémunérateurs.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses de travail.

Seine. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les ouvriers *biscuitiers*, 14 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers des Ternes*, 10 p. o/o chez les adhérents de l'*Association mutuelle des ouvriers boulangers* chez lesquels le placement est devenu plus difficile que l'an dernier. Les adhérents de la *caisse des retraites des travailleurs de la boulangerie* estiment que le chômage atteint un cinquième des leurs; moitié chez les adhérents du *syndicat mixte de la boulangerie*. Chez les *boulangers* de Saint-Denis, placement plus facile que le mois dernier et 10 p. o/o de chômeurs; 8 p. o/o chez les *confiseurs* à Paris.

Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs et travail plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers de la *reliure* et de la *dorure*, 3 p. o/o de chômeurs chez les *conducteurs-typographes*, 6 p/o chez les *margeurs-pointeurs*, 10 p. o/o chez les *dessinateurs, écrivains graveurs*.

Pas de chômeurs chez les ouvriers du *cheveau glacé*. Un peu plus de 1 p. o/o chez les ouvriers *mégissiers du mouton*, qui sont en période de morte-saison annuelle par suite de la diminution des demandes des *chamoiseurs*, 9 p. o/o de chômeurs chez les *corroyeurs*, chez lesquels deux maisons ont fermé par suite de faillite, 7 p. o/o de chômeurs chez les *corroyeurs* dits du *cuir noir* chez lesquels un ralentissement moins important que l'an dernier s'est produit; la journée a été diminuée d'une heure. De même ralentissement du travail de morte-saison depuis le mois dernier, cependant pas de chômeurs chez les *cordonniers*. Situation toujours satisfaisante chez les *gantiers*. De même, ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *gantiers*, qui font de 60 à 65 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les *souffletiers*.

Chez les *teinturiers-dégraisseurs* un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs, les ouvriers à l'heure ont fait difficilement leur semaine complète, ils ont gagné de 0 fr. 50 à 0 fr. 60 par heure, tandis que les ouvriers à la semaine ou chefs de poste ont été bien occupés avec le travail de finissage; les *apprêteuses* qui ont fait de 65 à 70 heures par semaine ont gagné de 30 à 35 centimes et parfois 60 centimes par heure. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, travail, 31 heures environ par semaine et 12 p. o/o de chômeurs chez les *passementiers à la main*. Reprise du travail plus accentuée que l'an dernier chez les *façonniers-passementiers* qui comptent un cinquième des leurs en chômage. 5 p. o/o chez les *tapissiers en literie*. Pas de signalés chez les *coupeurs chemisiers*, chez lesquels le travail est très abondant. Chez les coupeurs de cols et cravates, 7 p. o/o de chômeurs; la journée est diminuée

de 2 heures pour 14 coupeurs; les commandes sont moins importantes que celles de l'an dernier. Les *coupeurs tailleurs* (*l'Union*) comptent un tiers des leurs sans place, l'ouvrage est tenu pour plus abondant que l'an dernier. Les *tailleurs* (*la Solidarité*) estiment que le chômage atteint 17 p. o/o des leurs; ils sont moins occupés que l'an et que le mois derniers.

Chez les *charpentiers* (*la Solidarité*), situation toujours satisfaisante; tous sont occupés. 2 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers *en voitures*; même situation et 3 p. o/o de chômeurs chez les *peintres en voitures*, qui sont bien occupés grâce aux commandes d'automobiles. Chez les *mouliniers finisseurs*, 3 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *ébénistes spécialistes en tables de nuit* qui sont plus occupés que l'an et que le mois derniers; de même ouvrage plus abondant que l'an dernier (1/4 environ), travail 60 heures par semaine, et pas de chômeurs chez les *brossiers*, cependant la concurrence de la main-d'œuvre pénitentiaire rend la reprise du travail moins importante qu'on ne l'espérait.

Pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an dernier et travail 65 heures par semaine chez les *chefs de service contremaîtres métallurgistes*; travail très abondant dans la *mécanique générale*, particulièrement intense dans l'*automobilisme*. 8 p. o/o de chômeurs chez les *serruriers* qui sont plus occupés que l'an dernier. Chez les *chauffeurs conducteurs-mécaniciens* (*industrie et navigation*), placement plus facile que l'an dernier, journée de 11 à 12 heures et 5 p. o/o de chômeurs; chez les *chauffeurs conducteurs* (*l'Union*), un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les employés de la *traction mécanique des omnibus*. Chez les ouvriers *en instruments de précision*, 1 p. o/o de chômeurs. Un peu plus de 3 p. o/o chez les ouvriers *électriciens*, qui font la journée de 10 heures. Pas de chômeurs chez les ouvriers *balanciers*. Chez les *lanterniers pour voitures*, ouvrage plus abondant que l'an dernier dans certaines maisons, moins dans d'autres. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *batteurs d'or*. Même situation et pas de chômeurs chez les *graveurs*; travail actif principalement pour le bijou acier, pour lequel l'outillage a été augmenté. Chez les *graveurs pour impressions* de Saint-Denis, un retard apporté dans la remise des collections de dessins a rendu la situation plus difficile que l'an dernier; on compte un peu plus du tiers des syndiqués sans commandes; la journée est diminuée d'une heure pour 43 ouvriers.

Chez les *sculpteurs du bâtiment*, 7 p. o/o de chômeurs. Les *plombiers dits colonnards* estiment qu'un peu moins de moitié des leurs sont atteints par le chômage. Pas de signalés chez les *argileurs mineurs* de Bicêtre. De même chez les *opticiens* de Paris.

Chez les *cochers et petits loueurs de voitures*, affaires plus faciles que le mois dernier, mais moins que l'an dernier. Chez les *receveurs-pontonnières*, pas de chômeurs.

8 p. o/o de chômeurs chez les *comptables* (*l'Union*), chez lesquels le placement est devenu plus difficile que l'an et que le mois derniers. De même, affaires plus rares que l'an dernier chez les *placiers en fleurs et plumes*; les plumes pour chapeaux sont moins demandées que l'an dernier, tandis que celles pour boas ont eu un bon courant. 7 p. o/o de chômeurs chez les *garçons laitiers*; 9 p. o/o chez les *ouvriers limonadiers* (*l'Espérance*) et chez les *garçons restaurateurs limonadiers* (*la Renaissance*). 6 p. o/o chez les *employés d'hôtels* (*la Vigilante*), chez lesquels le placement est devenu plus facile que l'an et que le mois derniers; de même chez les *ouvriers limonadiers restaurateurs*. Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *professeurs de l'enseignement libre*. Pas de signalés chez les *coloristes enlumineurs*.

Seine-et-Oise. — Les *carriers* de Méry-sur-Oise sont tous occupés, cependant une diminution du travail, 5 p. o/o environ, s'est produite depuis le mois dernier, par suite de l'abondance des stocks. Pas de chômeurs chez les *carriers* de Cernay. A Versailles, pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre*. De même chez ceux d'Étampes. De même chez les *raffineurs de pétrole* de Bonnières. 12 p. o/o de chômeurs chez les *maçons* d'Asnières.

Seine-et-Marne. — Les *tailleurs de pierre* de Château-Landon sont tous occupés.

Aisne. — Pas de chômeurs chez les *mouleurs* de Chauny; de même chez ceux de Saint Quentin.

Oise. — Chez les ouvriers des *scieries mécaniques* de Hermes, pas de chômeurs. De même

chez les *dominotiers* de Méru et chez les *brassiers* de Tracy-le-Mont. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *comptables* de Beauvais.

Somme. — A Amiens, chez les *tisseurs de coton*, situation estimée plus difficile que l'an dernier. Pas de chômeurs et travail peu actif chez les *bonnetiers* de Corbie qui arrivent à fin de commissions. A Amiens, 14 p. o/o de chômeurs chez les *teinturiers*. Pas de signalés chez les *tapissiers*. Journée de 11 heures chez les *mouleurs* qui sont plus occupés que l'an dernier. Chez les *serruriers*, reprise du travail, grâce aux commandes d'entretien, les travaux neufs d'une certaine importance ont été plus rares que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *commis en écritures*.

Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Boulogne-sur-Mer, chez les *travailleurs du livre*, 1 p. o/o. Les *cordonniers tanneurs* estiment qu'un peu plus du cinquième des leurs sont atteints par le chômage, par suite de la mévente de la saison précédente; la journée est diminuée de 2 heures pour 120 ouvriers. A Calais, ralentissement du travail chez les *travailleurs du livre*. Chez les *tailleurs* et ouvriers de l'*habillement* (l'*Aiguille*), pas de chômeurs, travail abondant; cependant la situation est tenue pour plus mauvaise que l'an dernier par suite du développement pris par l'industrie de la *confection*. A Boulogne-sur-Mer, travail 60 heures par semaine chez les *tonneliers*. A Calais, les *perceurs de carton*, qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers, comptent un tiers des leurs en chômage. Pas de signalés chez les *ouvriers en métaux* et *chauffeurs*, par suite du ralentissement de l'industrie des tulle.

Nord. — Chez les *mineurs* de Denain, situation satisfaisante; chez les *mineurs* des environs, le gain serait plus faible que chez ceux de Denain. A Lille, chez les *boulangers*, placement plus facile que l'an et que le mois derniers et 4 p. o/o de chômeurs. 10 p. o/o chez les *relieurs-papetiers*. Pas de signalés chez les *typographes lithographes* de Douai. A Lille, de même, pas de chômeurs chez les *lithographes* et les *typographes*, qui sont plus occupés que l'an et que le mois derniers, grâce aux commandes des Facultés. Un peu moins de 7 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Cambrai; la journée est augmentée d'une 1/2 heure pour 60 ouvriers. Ralentissement du travail depuis le mois dernier, pas de chômeurs et journée de 11 heures chez les *typographes* de Valenciennes.

A Armentières, 4 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers de l'industrie textile*; dans 2 maisons (480 ouvriers), on travaille 5 jours par semaine. A Roubaix, chez les *travailleurs de l'industrie textile*, difficile alimentation des métiers, travail irrégulier; cependant pas de chômeurs. Chez les *tisserands* d'Haspres, qui comptent 11 p. o/o de chômeurs, reprise de travail plus accentuée que l'an dernier; un certain nombre d'ouvriers sans commandes ont trouvé de l'ouvrage dans les *travaux agricoles*. 1 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands* d'Houplines. 15 p. o/o chez les *tullistes* de Caudry. Travail toujours actif chez les *imprimeurs sur tissus* de Mardy.

Travail 65 heures par semaine chez les *charpentiers* d'Armentières. A Dunkerque, pas de chômeurs chez les *tonneliers*. De même chez les *tourneurs sur bois* de Felleries. Journée de 13 heures chez les *mouleurs* de Cambrai. A Lille, un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs-fondeurs*. Pas de signalés chez les *métallurgistes* de Maubeuge. A Cousolre, journée de 11 heures et travail suivi chez les *marbriers en pendules*; pas de chômeurs chez les *marbriers* en cheminée. Les *marbriers tailleurs de pierre* de Dunkerque comptent un quart des leurs sans commandes. Situation plus difficile que l'an dernier et 4 p. o/o de chômeurs chez les *faïenciers* de Saint-Amand, par suite de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. Pas de chômeurs chez les *verriers* de Louches.

Ardennes. — Morte-saison annuelle et 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Charleville. Les ouvriers en *tissus* de Francheval comptent un cinquième des leurs en chômage. Chez les *métallurgistes* à Sedan, travail actif; de même aux Mazures.

Marne. — A Reims, 1 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs*; pas de signalés chez les *lithographes-papetiers*, chez lesquels une accalmie de travail s'est produite. De même, pas de chômeurs chez les *typographes* de Châlons-sur-Marne. A Reims, ouvrage plus abondant que l'an dernier, chez les ouvriers de l'*industrie lainière* qui sont tous occupés; on fait des heures

supplémentaires dans une usine (200 ouvriers). 10 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*. Pas de signalés chez les *maçons*. A Reims, baisse sur le pain, 0 fr. 10 par 3 kilogrammes, qui se vendent 0 fr. 90.

Meuse. — Les *carriers* de Lérouville sont très occupés; de même chez ceux de Savonnières. A Lérouville, hausse sur le lard, 0 fr. 20 par kilogramme.

Meurthe-et-Moselle. — Travail toujours actif chez les *mineurs* de Chavigny. A Nancy, chez les *typographes*, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers; dans plusieurs maisons on fait 1 ou 2 heures supplémentaires par jour. Pas de chômeurs et ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier chez les *tailleurs d'habits*. De même pas de chômeurs chez les *chapeliers*, chez les *ouvriers de l'ameublement*, chez les *métallurgistes*, chez les *peintres* et chez les *coiffeurs*.

Vosges. — Chez les *typographes* de Remiremont, travail toujours actif. Pas de chômeurs chez les ouvriers de manufactures de Moussey.

Haut-Rhin. — A Belfort, chez les *typographes*, *lithographes*, *relieurs*, pas de chômeurs.

Haute-Savoie. — A Vesoul, chez les *typographes*, pas de chômeurs. Un peu plus de 1 p. o/o chez les ouvriers sur métaux de Plancher-les-Mines.

Doubs. — A Montbéliard, 10 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *horlogers*. A Besançon, chez les *monteurs de boîtes d'argent*, l'amélioration signalée se maintient. Pas de chômeurs chez les *maçons*. 15 p. o/o chez les *ouvriers du bâtiment* de Montbéliard. A Besançon, chez les *employés de commerce*, pas de signalés; 7 p. o/o chez les *garçons limonadiers*, chez lesquels le placement est devenu plus difficile que l'an dernier.

Jura. — A Dôle, pas de chômeurs chez les *typographes*. 3 p. o/o chez ceux de Lons-le-Saunier, qui sont moins occupés que l'an dernier.

Ain. — Le ralentissement du travail signalé chez les *ouvriers en peignes* d'Oyonnax se maintient. Reprise du travail et pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* de Thoiry. 6 p. o/o de chômeurs chez les *garçons bouchers charcutiers* de Bourg.

Saône-et-Loire. — A Mâcon, pas de chômeurs chez les *typographes*. De même chez les *chapeliers* de Louhans, chez lesquels le travail a augmenté d'un quart environ depuis le mois dernier. Les *ébénistes* d'Autun font 66 heures par semaine.

Côte-d'Or. — Chez les *bûcherons* et *ouvriers agricoles* de Corcelles-les-Citeaux et de Pagny-le-Château, travail toujours actif. A Dijon, 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés chez les *tonneliers*. 18 p. o/o et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *tailleurs de pierre*. Chez les *comptables*, la situation est devenue moins bonne que le mois dernier; les affaires ont diminué, cependant pas de chômeurs.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs chez les *typographes*. De même chez les *charpentiers* et chez les *maçons*. 7 p. o/o chez les *ouvriers du bâtiment* de Sens; travail actif pour les *maçons* et pour les *charpentiers*.

Nièvre. — Chez les *bûcherons* de Buzy, le travail en forêt est terminé pour moitié d'entre eux. Pas de chômeurs chez les *ouvriers des bois* et *ouvriers agriculteurs* de Corvol; de même chez ceux de Couloutre, de Menou, de Saint-Vérain et de Sardy, qui ont trouvé un travail abondant dans les champs après la fin de la saison des écorces en forêts. Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers des bois* de Saint-Malo, qui sont moins occupés que l'an dernier. Chez ceux de la Chapelle-Saint-André, le travail en forêt se maintient, sauf pour les *charbonniers* dont un certain nombre sont atteints par le chômage. A Nevers, travail

toujours actif chez les *tailleurs de pierre*, *maçons*, *plâtriers* et *peintres*, et chez les *couvreurs* qui sont tous occupés.

Allier. — A Vichy, les *journaliers-commissionnaires* sont tous occupés soit comme garçons de magasin, soit chez des particuliers, soit comme facteurs auxiliaires, grâce au commencement de la saison thermale et à l'arrivée des étrangers; cependant un certain nombre d'ouvriers des campagnes environnantes venus pour s'offrir comme hommes de peine n'ont pu encore être placés. Chez les *mineurs* de Commentry, ralentissement du travail. Travail 60 heures par semaine chez ceux de Durdar. A Vichy, reprise du travail et pas de chômeurs chez les *typographes* de Gusset, grâce aux commandes de la saison thermale. Chez ceux de Vichy, pas de chômeurs, on a pu occuper des ouvriers étrangers à la localité. Ralentissement du travail par suite de l'arrêt de constructions importantes et 19 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers*. Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *menuisiers* de Montluçon. A Commentry, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*. 13 p. o/o chez les *ouvriers sur métaux* de Vichy. A Vichy, par suite de l'arrêt annuel des travaux de gros œuvre pendant la saison thermale; ralentissement du travail et 9 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; un cinquième des syndiqués chez les *maçons*. A Moulins, journée de 11 heures chez les *tailleurs de pierre*. A Vichy, chez les *plâtriers-peintres*, ralentissement du travail pour les motifs déjà signalés, cependant pas de chômeurs.

MOULINS. — Dans la *typographie*, le travail qui avait relenti tend à reprendre; on a embauché quelques ouvriers dans deux maisons; la journée est de 10 heures; le gain journalier des demi-ouvriers a été augmenté, peu de commandes chez les *lithographes*. — J. PAULETAN.

MONTLUÇON. — Dans l'*industrie métallurgique*, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs parmi les ouvriers syndiqués; le travail a augmenté d'un cinquième environ par rapport aux années précédentes, grâce aux commandes de l'Exposition et de l'industrie. Dans deux maisons très importantes, journée de 10 heures $\frac{1}{2}$, journée de 11 heures pour les autres maisons; une maison fait faire 12 heures $\frac{1}{2}$ à certains spécialistes. Le prix des denrées de première nécessité a été en hausse.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. 11 p. o/o chez les *tapissiers*. 5 p. o/o chez les *carrossiers*, qui sont moins occupés que l'an dernier.

Haute-Loire. — A Sainte-Florine, pas de chômeurs chez les *travailleurs de terre*. Au Puy, pas de chômeurs chez les *typographes*. 5 p. o/o chez les *chefs d'atelier rubaniers* de Saint-Didier, chez lesquels le travail tend à ralentir et qui estiment que leur gain a varié de 9 à 12 francs par semaine.

Loire. — Chez les *mineurs* de Saint-Chamond, travail toujours actif. A Roanne, chez les *typographes*, 3 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que le mois dernier. Chez les *tisseurs* de Jarnosse, de la Gresle, du Cergne, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier. 5 p. o/o de chômeurs chez ceux de Saint-Genest, chez lesquels une reprise du travail se produit. A Saint-Étienne, commandes moins abondantes que l'an dernier chez les *chefs d'atelier rubaniers*, ce qui est attribué à la concurrence des ateliers de la montagne et à la variation de la mode. 17 p. o/o de chômeurs chez les *passementiers* de la Fouillouse. Les *chapeliers-fouleurs* de Chazelles sont tous occupés 5 jours par semaine. Travail actif chez les *métallurgistes* de Saint-Chamond. A Saint-Étienne, pas de chômeurs chez les *maçons*. Un peu plus de 1 p. o/o chez les *employés de commerce* (l'*Union fraternelle*); grâce à une entente avec un certain nombre de patrons, la fermeture des magasins, le dimanche, a été décidée. Chez les adhérents de l'*Association professionnelle des employés de manufactures*, travail moins abondant que l'an dernier, cependant pas de chômeurs; dans l'*industrie textile*, le travail tend à se porter à la campagne abandonnant les métiers de la ville; de plus, les *passementiers* quittent leurs petits ateliers pour les usines qui viennent de se monter (vélocipédie, automobilisme, etc.).

A Jarnosse, baisse sur le pain : 2 centimes par kilogramme.

Rhône. — A Lyon, chez les *imprimeurs-conducteurs*, reprise du travail et un peu plus de

4 p. o/o de chômeurs. 10 p. o/o chez les *chocolatiers* qui sont plus occupés que l'an dernier. Chez les *tisseurs de velours uni*, situation plus difficile que l'an dernier par suite de la diminution du gain journalier. Chez les *tisseurs de la Croix-Rousse*, 12 p. o/o de chômeurs. Les adhérents de la *corporation des tisseurs* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage et que l'ouvrage est plus abondant que l'an et que le mois derniers. Chez les *tisseurs syndiqués* et similaires, pas de chômeurs; une reprise du travail s'est produite depuis le mois dernier. Reprise du travail et pas de chômeurs chez les *chenilleux*. De même chez les *coupeurs tailleurs*, deux maisons ont fermé, mais les ouvriers ont pu être placés ailleurs. De même, pas de chômeurs chez les *ouriers et ouvrières en confections*. Chez les *chapeliors de Grigny*, travail toujours actif, plus abondant que l'an et que le mois derniers. Chez ceux de Lyon, travaillant à la main, ouvrage irrégulier et salaires descendant à 3 francs par jour en moyenne.

A Lyon, chez les ouvriers *sculpteurs*, *mouleurs en meubles*, ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs. Chez les *litiers en fer*, travail toujours actif. De même chez les ouvriers *orfèvres* et chez les *bronziers*. Les *graveurs pour impressions* qui sont moins occupés que le mois dernier comptent moitié des leurs sans commandes. Pas de chômeurs chez les *camionneurs-messagers*. 4 p. o/o chez les *hommes de peine*, 8 p. o/o chez les *employés photographes*. 13 p. o/o chez les *coiffeurs*.

Haute-Savoie. — Les *carriers* de Thollon sont tous occupés. A Aunecy, par de chômeurs et ouvrage moins abondant que le mois dernier chez les *typographes*. De même pas de chômeurs chez les *chapeliors*. De même chez les *menuisiers* et chez les *tailleurs de pierres*.

Savoie. — A Chambéry, pas de chômeurs chez les *plâtriers-peintres*.

Isère. — Les *carriers chauxfourniers* de Bouvesse comptent un cinquième des leurs en chômage; ils font la journée de 12 heures en moyenne. A Grenoble, 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. 5 p. o/o chez les *tisseurs de toile* de Voiron. A Grenoble, ouvrage plus abondant que les années précédentes et journée de 11 heures chez les *métallurgistes* qui comptent 3 p. o/o de chômeurs. Chez les *tailleurs de pierres* de Montalieu-Vercieu, pas de chômeurs et reprise du travail depuis le mois dernier. Travail actif chez ceux de Parmilieu; 12 p. o/o de chômeurs chez ceux de Porcieu-Amblagnieu. A Grenoble, pas de chômeurs chez les *maçons* qui font 55 heures par semaine. Chez les *gantiers* de Gières, l'amélioration signalée s'accroît; pas de chômeurs.

Drôme. — Les *carriers* de Saint-Restitut sont tous occupés, moins cependant que l'an dernier. A Valence, pas de chômeurs chez les *typographes*, qui sont moins occupés que le mois dernier. 12 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, les *boulangers* estiment que le chômage atteint un cinquième des leurs; dans plusieurs maisons, on a diminué l'importance des fournées par suite de la morte-saison du littoral; la concurrence de la main-d'œuvre étrangère rend également la situation plus difficile. A Cannes, morte-saison d'été chez les *cuisiniers*. A Nice, commencement de la morte-saison chez les *cordonniers*. Pas de chômeurs chez les *maçons*, 6 p. o/o chez ceux de Menton. Pas de signalés chez les *maçons* à Cannes et à Vallauris.

Var. — BOURSE DU TRAVAIL DE TOULON. — Ouvrage abondant chez les ouvriers *tonne-liers*. La situation des *portefaix* de la place Louis-Blanc est devenue meilleure que celle du mois dernier. Pas de chômeurs chez les *machinistes* de théâtre. De même chez les *menuisiers* qui font 60 heures par semaine, chez lesquels le gain moyen varie de 4 fr. 50 à 5 francs. Situation plus difficile que le mois dernier pour les *employés de commerce*. Les *employés d'hôtels, cafés, restaurants*, sont presque tous occupés. Pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Prix normal de saison pour les légumes frais. — DORIA.

A Toulon, chez les *voiliers*, 6 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier. A la Seyne, pas de chômeurs chez les *charpentiers*. A Toulon, chez les *machinistes*, de même pas de chômeurs, mais ouvrage moins abondant que l'an dernier par suite de la fermeture de quelques maisons.

Corse. — A Ajaccio, 12 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés chez les *employés de commerce*.

Bouches-du-Rhône. — Chez les *pêcheurs* de la Ciotat, la pêche a été plus fructueuse que le mois dernier, mais les prix de vente ont baissé. Chez les *horticulteurs* de Saint-Giniez, 5 p. o/o de chômeurs et journée de 11 heures en augmentation d'une heure sur le mois dernier. Chez les *mineurs* de Fuveau, on fait 4 jours par semaine. Les *mineurs* de Saint-Savournin sont tous occupés. De même chez les *carriers* de Fontvieille. 10 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* de la Ciotat. A Marseille, les *cuisiniers-navigateurs* comptent un tiers des leurs en chômage. Chez les *typographes*, commencement de la morte-saison et un peu plus de 3 p. o/o de chômeurs. Chez les *imprimeurs-lithographes*, 16 p. o/o et ouvrage moins abondant que l'an dernier. Chez les *conducteurs-imprimeurs*, 6 p. o/o de chômeurs. Chez les *tanneurs*, qui comptent un tiers des leurs en chômage, le travail a été jugé moins abondant par suite de l'arrêt de quelques usines.

Reprise du travail depuis le mois dernier et pas de chômeurs chez les *menuisiers*. 5 p. o/o et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *carrossiers*. Pas de signalés chez les *modeleurs*. De même chez les *tailleurs de pierre*, l'activité a augmenté afin de hâter les travaux interrompus par la grève des maçons. Même situation et 19 p. o/o de chômeurs chez les *carreleurs*. Les *marins du commerce* estiment qu'un tiers des leurs sont sans engagement. Chez les *garçons cochers de place*, situation toujours difficile. De même chez les *commissionnaires de la gare Saint-Charles*. Travail régulier chez les *ouvriers du débarquement des bois*. Situation plus difficile que l'an dernier chez les *commissionnaires des ports* par suite de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. 2 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*. 8 p. o/o chez les *employés liquoristes*, qui sont plus occupés que le mois dernier.

Vaucluse. — Les ouvriers de l'*Union balaisière* comptent un tiers des leurs en chômage, un certain nombre d'ouvriers sans commandes ont pu être occupés à la récolte de la paille à balai.

Ardèche. — A Annonay, chez les ouvriers *mégissiers de rivière*, la situation se maintient bonne; peu d'ouvriers sont sans ouvrage; la plupart des ateliers font la journée complète; cependant quelques petits ateliers, bien qu'alimentés de commandes, ont un peu de chômage; en général, situation meilleure que l'an dernier à même époque; salaire sans variation. 2 p. o/o de chômeurs. Chez les *chapeliers* de Serrières, pas de signalés et travail de 4 à 5 jours par semaine, en amélioration sur le mois dernier.

Gard. — Chez les *mineurs* d'Alais, pas de chômeurs et travail 60 heures par semaine. A Nîmes, le travail se maintient chez les *confiseurs-pâtisseries*. Pas de chômeurs chez les *typo-lithographes*.

Aveyron. — Chez les *mineurs* de Decazeville, la situation des *manœuvres* dans la mine et des *terrassiers* est jugée plus mauvaise que l'an et que le mois derniers, par suite de la modification de l'exploitation. A Rodez, pas de chômeurs et situation plus difficile que l'an dernier par suite de la concurrence de la main-d'œuvre féminine chez les *typographes*. A Millau, ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *gantiers*, grâce à des commandes tant pour l'exploitation que pour le marché intérieur; une trentaine d'ouvriers sans place, à la suite de la fermeture d'une maison, ont trouvé du travail ailleurs; une maison occupant 130 ouvriers a augmenté le prix de la coupe des gants, ce qui a produit une augmentation de 0 fr. 60 environ sur le salaire journalier.

Tarn. — Chez les *boulangers* de Castres, 4 p. o/o de chômeurs. A Albi, pas de signalés chez les *typographes*. Chez les ouvriers *moutonniers* de Graulhet, ouvrage plus abondant que l'an dernier; deux nouvelles maisons occupant 30 ouvriers se sont fondées. A Albi, travail de 25 à 30 heures par semaine et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *chapeliers-appropriateurs*. Chez les *chapeliers-fouleurs*, moitié sont occupés irrégulièrement, ils font de 30 à 35 heures par semaine. Chez les *mouleurs en fer et en cuivre* de Castres, ouvrage plus abondant que l'an dernier et journée de 10 heures.

A Castres, baisse sur le pain, 0 fr. 02 par kilogramme qui se vend 0 fr. 24.

Hérault. — Chez les *pêcheurs* de Mège, 19 p. o/o de chômeurs, 15 p. o/o chez les *travailleurs de la terre* de Courmoult; pas de signalés chez ceux de Marsillargues; 8 p. o/o chez les *mineurs* de Graissessac; pas de signalés chez les *cuisiniers* de Béziers. A Montpellier, situation difficile chez les *coridonniers*. Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement*, chez lesquels la journée est augmentée de 3 heures depuis le mois dernier.

Aude. — Grâce à la température favorable, les ouvriers *agriculteurs* de Cuxac sont tous occupés. A Carcassonne, reprise du travail depuis le mois dernier et pas de chômeurs chez les *cuisiniers* grâce aux fêtes régionales. Travail 60 heures par semaine chez les *mégissiers*. Même durée du travail et pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement*, de même chez les *menuisiers*. A Narbonne, 3 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; 12 p. o/o et affaires plus difficiles que l'an et que le mois derniers chez les *vendeurs*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 5 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. Chez les *typographes*, situation plus difficile que l'an dernier; pas de chômeurs, mais travail irrégulier; une partie des ouvriers font 3 à 4 jours par semaine. Pas de chômeurs chez les *charbons forgerons* et chez les *conducteurs de tramways* et *cochers*, qui sont moins occupés que l'an dernier.

Haute-Garonne. — A Toulouse, les *boulangers* estiment qu'un peu plus du tiers des syndiqués sont atteints par le chômage de morte-saison. Chez les *typographes*, ouvrage moins abondant que l'an dernier. Le syndicat avait organisé une caisse de chômage et de maladie qui, dans les cinq premiers mois de 1898, a distribué environ 160 francs aux chômeurs et 627 francs aux adhérents malades et, en 1899, pour la même période, 321 francs et 751 francs; cette année, par suite de l'augmentation des secours de chômage, les dépenses ont dépassé les recettes de 98 francs environ.

A Toulouse, hausse sur les légumes; baisse sur le pain, 10 centimes par 5 kilogrammes.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, pas de chômeurs chez les *typographes*. De même chez les *menuisiers*, qui sont plus occupés que le mois dernier. Même situation chez les *peintres*.

A Tarbes, baisse sur le pain, 10 centimes par 6 kilogrammes.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, chez les *tapissiers*, reprise du travail et pas de chômeurs; de même chez les *métallurgistes* de Boucau. A Pau, pas de chômeurs chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*; on manquerait d'ouvriers. Les *peintres* sont tous occupés; de même chez les *plâtriers*. A Bayonne, 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*. Pas de signalés chez les *garçons bouchers*.

Landes. — 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce* de Dax.

Gers. — A Auch, les *maçons* et les *tailleurs de pierre* sont tous occupés.

Lot-et-Garonne. — Les *peintres* et *colleurs de papier* d'Agen estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage.

Dordogne. — A Bergerac, pas de chômeurs chez les *boulangers*. A Périgueux, 8 p. o/o chez les *charpentiers*. Les *sabotiers* estiment que le chômage atteint un quart des leurs. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *brossiers*, la concurrence de la main-d'œuvre féminine rend la situation plus difficile. Pas de chômeurs chez les *peintres en bâtiment*, qui font la journée de 11 heures.

Gironde. — A Bordeaux, 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, une maison a fusionné avec une autre, tout le personnel continue à être occupé. A Libourne, chez les *menuisiers*, l'amélioration signalée s'accroît, tous sont occupés. Chez les *tonneliers* de Saint-Pardon-Vayres, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier, grâce aux commandes en vue de la prochaine récolte. A Bordeaux, chez les *mouleurs*, pas de chômeurs et journée de 10 heures en moyenne, sauf dans trois ateliers où on fait 11 heures. Même durée du travail et 4 p. o/o de chômeurs chez les *serruriers*. Pas de signalés et journée de

11 heures chez les *mineurs terrassiers*. Travail sans activité chez les *couvreurs* et chez les *peintres*. Il se maintient chez les *plâtriers* de Libourne. A Bordeaux, situation moins difficile chez les *marins du commerce*. Placement difficile et 12 p. o/o de chômeurs chez les *garçons limonadiers*, par suite de la stagnation des affaires. 2 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*, chez lesquels le placement est devenu plus facile que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *travailleurs au cimetière*, 7 p. o/o chez les *gens de maison*.

Charente-Inférieure. — A La Rochelle, situation moins bonne que l'an et que le mois derniers chez les *marins-pêcheurs*, par suite des accalmies et des chaleurs. 6 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs du livre*. A Rochefort, les *typographes* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage. Pas de signalés chez les *tailleurs de pierre*.

Charente. — A Angoulême, chez les *typographes*, 5 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers. Chez les *lithographes*, de même 6 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier. Chez les *typographes* de Cognac, 8 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés à Angoulême chez les *ferblantiers*; de même chez les *peintres*, qui font la journée de 11 heures.

Haute-Vienne. — A Limoges, chez les *terrasiers manœuvres*, un peu de chômage malgré la saison.

Corrèze. — A Tulle, chez les *typographes*, travail toujours actif. 14 p. o/o de chômeurs chez ceux de Brive. A Tulle, pas de signalés chez les *maçons*.

Cher. — Chez les ouvriers *agricoles* de Nérondes, un tiers des ouvriers, occupés comme faucheurs, ont gagné 3 fr. 50 par jour (nourris), les autres ont gagné 2 fr. 30. Pas de chômeurs chez les *bûcherons-ouvriers agriculteurs* de Jussy-le-Chaudrier, de Vallenay et de Méry-ès-Bois, chez lesquels le travail est devenu plus abondant que le mois dernier. 5 p. o/o de chômeurs chez ceux de Sancergues. A Bourges, pas de signalés chez les ouvriers en *cuirs* et *peaux*. De même chez les *tailleurs d'habits*, chez les *charpentiers*, travail toujours actif; de même chez les *menuisiers*. 3 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*, chez lesquels le travail a ralenti depuis le mois dernier. Travail toujours actif chez les *terrasiers* et les *maçons*, qui sont plus occupés que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *maçons tailleurs de pierre* de Dun-sur-Auron et de Saint-Amand. A Bourges, ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *plâtriers*. Ralentissement du travail chez les *couvreurs*, cependant pas de chômeurs. De même pas de chômeurs chez les *chaufourniers* de Jussy-le-Chaudrier et de la Guerche. A Bourges, chez les *journaliers*, qui sont plus occupés que le mois dernier, de même pas de chômeurs.

Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs chez les *typographes*. De même chez les ouvriers de l'industrie des *cuirs* et *peaux* de Chinault-Issoudun. De même chez les ouvriers sur *métaux* de Châteauroux.

Vienne. — A Poitiers, ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *tailleurs d'habits*.

Deux-Sèvres. — Chez les *mineurs* de Faymoreau, pas de chômeurs, travail 66 heures par semaine au fond et 84 heures environ à l'extérieur. Un peu plus de 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de La Roche-sur-Yon. Pas de signalés chez ceux de Fontenay-le-Comte, qui sont moins occupés que l'an dernier. A Niort, chez les *chapeliers-appropriateurs*, morte-saison d'été, pas de chômeurs, mais journée réduite à 5 et 6 heures. Travail 72 heures par semaine chez les *menuisiers*. Même durée du travail et pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment* de Bressuire.

Vendée. — Chez les *marins-pêcheurs* des Sables-d'Olonne, le faible rendement de la pêche au chalut et de la pêche à la sardine s'est continué; la pêche du thon a également donné un faible résultat; depuis le 1^{er} janvier, la caisse syndicale a fourni des secours pour une somme de 3.700 francs à ses adhérents blessés par accidents professionnels. A Niort, les

gantiers estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage, ils font 3 jours par semaine en moyenne. Chez les *tisserands*, 14 p. o/o de chômeurs aux Épesses; pas de signalés chez ceux de Saint-Malo-du-Bois et chez les adhérents de la *Prévoyance des tisserands*, à Evrunes; chez les *syndiqués tisseurs* et *similaires* de la même ville, 12 p. o/o de chômeurs. A La Roche-sur-Yon, 10 p. o/o chez les ouvriers du bâtiment, qui sont plus occupés que l'an dernier.

Loire-Inférieure. — A Nantes, reprise du travail plus accentuée que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *relieurs-papetiers*. Même situation chez les *typographes*. De même, pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre* de Châteaubriand. De même à Nantes, chez les *granitiers*.

Morbihan. — A Vannes, travail toujours actif chez les *typographes*. A Lorient, les *galochiers* estiment que le chômage de morte-saison atteint un tiers des leurs; plusieurs ouvriers ont été chercher du travail ailleurs. Travail toujours actif et journée de 11 heures chez les *ferblantiers-boîtiers*. Même durée du travail et pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment.

Finistère. — Les *ferblantiers-boîtiers* d'Audierne estiment que le chômage atteint un peu plus de 1 p. o/o des leurs. Travail actif chez ceux de Concarneau.

Ille-et-Vilaine. — A Fougères, les *typographes* sont tous occupés. A Rennes, pas de chômeurs chez les ouvriers en *cuirs* et *peaux* syndiqués; travail satisfaisant chez les *tourneurs*, les *corroyeurs*, les *selliers*, les *cordonniers*, et dans la *confection militaire*. Les ouvriers de l'habillement de la Guernée de Bretagne sont tous occupés. A Rennes, chez les *chapeliers-appropriateurs*, travail 2 à 3 jours par semaine, pas de chômeurs signalés. De même, pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment et chez les employés de l'alimentation de La Guerche; de même chez les *verriers* de Laignelet.

Maine-et-Loire. — A Angers, pas de chômeurs chez les *ouvriers de l'industrie textile*, qui sont plus occupés que le mois dernier; dans 2 usines, on a établi des équipes de nuit. Chez les *tisserands* de Gesté, ouvrage moins abondant que l'an dernier par suite de la diminution des commandes de saison; cependant pas de chômeurs signalés; de même pas de chômeurs chez ceux de Saint-Philbert et chez ceux de la Séguinière qui sont plus occupés que le mois dernier. Ceux de Bégrolles comptent un quart des leurs en chômage; chez les adhérents de la *Prévoyance des tisserands*, on estime que moitié des métiers perdent un jour ou deux par semaine; la grande production des métiers mécaniques a amené un ralentissement des commandes. Les *tisserands* de Trémintines, qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers, comptent un cinquième des leurs en chômage. A Saumur, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* syndiqués, 5 p. o/o chez les *maçons* et *tailleurs de pierre* et 15 p. o/o chez les *manœuvres* (ensemble de la corporation); le travail est moins abondant que l'an dernier. A Angers, 18 p. o/o de chômeurs chez les *garçons limonadiers*. Pas de signalés chez les *coiffeurs*.

Mayenne. — A Laval, pas de chômeurs chez les *typographes*.

Sarthe. — Au Mans, chez les *typographes*, pas de chômeurs; cependant un ralentissement s'est produit dans plusieurs maisons. Les *ouvrières de l'habillement* de Saint-Calais sont toutes occupées. Au Mans, pas de chômeurs chez les *menuisiers*; de même chez les *galochiers*. Chez ceux de la Flèche, de même pas de chômeurs. Au Mans, par suite du manque de constructions neuves, les *tailleurs de pierre* comptent un tiers des leurs atteints par le chômage. Pas de signalés chez les *maçons*, 5 p. o/o chez les *couvreurs*.

Indre-et-Loire. — Chez les *tanneurs-corroyeurs* de Châtellerault, 7 p. o/o de chômeurs, travail moins abondant que l'an dernier et journée de 12 heures. A Tours, pas de chômeurs chez les *plâtriers*, qui font la journée de 11 heures, sauf dans 2 maisons (20 ouvriers) où l'on fait 9 heures 1/2; l'ouvrage est tenu pour moins abondant que l'an dernier.

Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs chez les *typographes*; les commandes ont été

abondantes, principalement pour les travaux courants du commerce. Une nouvelle imprimerie s'est fondée, ce qui a procuré du travail à un certain nombre d'ouvriers sans place, les prospectus et les chromes d'une importante maison de confiserie qui étaient demandés aux fabriques étrangères étant maintenant imprimés dans la ville. Pas de chômeurs chez les *métallurgistes* de Vendôme.

Loiret. — Chez les *bûcherons* de Gien, ralentissement du travail avec la fin du travail des écorces; le syndicat, afin de venir en aide à ses membres, a entrepris des travaux de voirie auxquels on a occupé une vingtaine d'ouvriers. A Orléans, pas de chômeurs chez les *maçons*.

Eure-et-Loir. — **CHÂTEAUDUN.** — Le travail continue à être satisfaisant chez les *typographes* ainsi qu'à l'imprimerie *phototypique*. Chez les *menuisiers* et chez tous les *ouvriers du bâtiment*, le travail continue à être bon. Toujours même activité à l'usine de *lavage de bourre*. De même, travail toujours actif chez les *fondeurs-mécaniciens* et chez les *bijoutiers*. Les *ouvriers agricoles*, à la foire de Saint-Jean, ont trouvé d'excellents prix : 180, 200 et 220 francs pour les deux mois de moisson, et 330 à 350 francs pour quatre mois, grâce à la récolte qui promet d'être meilleure que l'année dernière. — A. GAUVIN.

NOGENT-LE-ROTRON. — Situation stationnaire chez les *typographes*. Situation peu satisfaisante chez les *chapeliers* et chez les *chaussonniers*; on attend après l'inventaire qui va se faire le 24 juin. Par comparaison, les *ouvriers du bâtiment* et les *tanneurs-corroyeurs* sont bien occupés. — TH. BRÈTHES.

A Chartres, travail toujours actif chez les *mouleurs*, qui font la journée de 13 heures.

Orne. — A Alençon, ouvrage moins abondant que le mois dernier, cependant pas de chômeurs chez les *typographes*. Ralentissement du travail et gain journalier tendant à baisser chez les *ouvriers de l'industrie cotonnière* de Flers. A Alençon, pas de chômeurs chez les *charpentiers*; de même chez les *menuisiers* et chez les *plâtriers*, qui font la journée de 11 heures.

Manche. — Chez les *typographes* de Granville, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers. A Cherbourg, les *maçons* sont tous occupés.

Calvados. — Chez les *typographes* de Vire, travail ralenti; cependant, pas de chômeurs signalés. Chez les *ouvriers de l'industrie cotonnière* de Condé-sur-Noireau, on travaille 3 jours par semaine dans un certain nombre d'ateliers (300 ouvriers). Les *bonnetiers* de Falaise sont tous occupés.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs chez les *compositeurs*, *imprimeurs*.

Seine-Inférieure. — Chez les *ouvriers de l'industrie cotonnière* de Bolbec, journée de 12 heures en augmentation de 1 heure sur le mois précédent dans une usine; dans un autre établissement, travail réduit à 5 jours par semaine. Les *ouvriers de l'industrie lainière* d'Elbeuf estiment que le chômage de morte-saison, par suite de la fin des articles de saison, atteint un quart des leurs. Chez les *ouvriers de l'industrie cotonnière* de Bolbec, un établissement qui arrêta un jour par quinzaine travailla de nouveau régulièrement; d'autre part, les salaires ont subi une réduction de près de 10 p. o/o. Au Havre, peu de travail chez les *ouvriers voiliers* syndiqués ou non. A Elbeuf, pas de chômeurs et travail 72 heures par semaine chez les *menuisiers*. Travail 66 heures par semaine chez les *charrons* du Havre, qui comptent 12 p. o/o de chômeurs. A Rouen, pas de signalés chez les *mouleurs*. Au Havre, 3 p. o/o chez les *métallurgistes*. 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés de magasin*; à la suite d'une entente avec les patrons, la fermeture des magasins l'après-midi des dimanches et jours de fête a été décidée.

Algérie. — A Constantine, les *tailleurs de pierres* estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage; la situation est devenue plus difficile par suite de l'augmentation de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. 6 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs* de Bône.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour juillet et août :

ARZEW (Algérie). — Alimentation en eau.....	575.000 ^f
AUXERRE. — Travaux sur routes nationales.....	123.800 ^f
AVIGNON. — Construction de digues.....	141.600
BOUGIE. — Travaux sur chemins de grande communication.....	230.000
CANNES. — Travaux communaux.....	142.400
CESSON (Ille-et-Vilaine). — Reconstruction de l'église.....	110.400
CHÂTEAUXROUX. — Chemin de fer de Tournon à la Châtre. — Infrastructure.....	751.000
CONSTANTINE. — Travaux divers au port de Bône.....	7.885.000
ÉPINAL-GUERRE. — Construction d'ouvrages en béton.....	520.000
ÉTAMPES. — Travaux sur chemins vicinaux.....	458.500
GAP. — Travaux communaux.....	111.200
GUÉRÉT. — Chemin de fer de Felletin à Ussel. — Infrastructure....	330.000
LAON. — Installation de partie du camp de Sissonne.....	137.900
LARGENTIÈRE. — Travaux sur chemins vicinaux.....	116.900
LE VIGAN. — Agrandissement et reconstruction de l'église paroissiale.....	230.000
LILLE. — Couverture et ferronnerie à la prison de Douai.....	123.400
LILLE. — Élargissement de l'avant-port à Dunkerque.....	2.040.000
LYON. — Chemins de fer du Beaujolais. — Travaux d'infrastructure.	262.000
MENDE. — Travaux sur routes nationales.....	167.000
MENTON. — Travaux d'envoûtement du « Carci ».....	125.000
MONTPELLIER. — Travaux communaux.....	122.950
NEMOURS. — Construction d'un groupe scolaire.....	101.600
NEVERS. — Canal du Nivernais. — Construction de portes d'écluses et mur de garde.....	106.000
NOISY-LE-SEC (Seine). — Reconstruction d'écoles.....	106.500
PARIS. — Établissement de conduites.....	346.700
PARIS. — Marine. — Construction d'un bassin de radoub.....	3.103.100
PARIS. — Exposition. — Canalisation électrique en câbles armés....	321.500
PARIS. — Construction d'un égout.....	160.000
PARIS. — Chemins de fer de l'État. — Tramways de la Vendée. — Construction de la Roche-sur-Yon aux Herbiers et à Légé.....	162.600
PARIS. — Chemins de fer de l'État. — Tramways de la Vendée. — Construction de l'Aiguillon-sur-Mer à Chantonnay.....	349.200
PARIS. — Exposition. — Travaux de ferronnerie, couverture et vitrerie.....	250.000
PARIS. — Terrassement et maçonnerie pour drainage.....	152.700
PARIS. — Canalisation et distribution des eaux d'égout.....	324.300
PARIS. — Construction d'un périmètre.....	128.500
PARIS. — Parquetage de divers palais de l'Exposition.....	308.500
PARIS. — Travaux sur routes et chemins.....	211.000
PARIS. — Exposition. — Ciment armé.....	445.000
PARIS. — Exposition. — Maçonnerie et menuiserie de divers palais.	290.708
PAU. — Construction d'un hôtel des postes.....	223.600
PONT-AUDEMER. — Établissement d'une canalisation d'eau.....	100.000
PRIVAS. — Travaux sur chemins vicinaux.....	175.800
REIMS. — Construction d'écoles.....	113.700
REIMS. — Travaux sur routes et chemins vicinaux.....	148.800
ROCHEFORT. — Agrandissement de l'hospice.....	209.000
RODEZ. — Travaux sur chemins vicinaux.....	123.900
SAINT-GAUDENS. — Travaux communaux.....	100.600
SAINT-QUENTIN. — Construction d'un groupe scolaire.....	156.500
TOUL-GUERRE. — Construction d'abris de combat.....	350.000

TOURNOX. — Travaux sur chemins vicinaux.....	156,300
TELLE. — Travaux sur chemins vicinaux.....	103,000
VANVES. — Construction de chemins vicinaux.....	147,600
VERDEN. — Guerre. — Construction d'abris.....	324,000
VERSAILLES. — Travaux sur routes nationales.....	142,500

Résultats des adjudications précédentes :

AUTUN. — Travaux complémentaires pour l'alimentation des fontaines publiques (343,300^f). — Adj. : *canalisation intérieure*, Mathelin, 26, rue Boursault, 14; *réservoirs et fontaines*, Bourgin, à Feurs, 20; *siphon de Fillouse*, Deloge, à Lyon, 12; *conduite libre de Planoise*, Moity, à La Borne, 20; *captages*, Chantelaube, à Saint-Galmier, 17; *conduite libre de Fragny*, Moity, 20.

BRIANÇON. — Guerre. — Travaux de bâtiments (123,300^f). — Adj. : *terrassements, empierrement, maçonnerie, pavage et dallage*, Perret, à Briançon, 16,50; *menuiserie, serrurerie, peinture et vitrerie*, Pavie, à Savines, 7.

CASTRES. — Construction d'un théâtre (105,400^f). — Adj. : Benne, à Castres, 8,83.

CHAMBON-FEUGEROLLE (Loire). — Établissement d'un barrage sur le Catatay (855,000^f). — Adj. : Anulade, au Puy (Haute-Loire), 5.

CHÂTEAUBOUX. — Chemin de fer de Tournon-Saint-Martin à La Châtre. — Section d'Argentan à La Châtre. — Terrassements et ouvrages d'art (700,000^f). — Adj. : Haeuw, à Douai, 27.

LA ROCHELLE. — Construction de l'école Réaumur (139,200^f). — Adj. : *démolition, terrassement, maçonnerie*, Buisson, à La Rochelle, 17; *charpenterie et menuiserie*, Griffon, à La Rochelle, 8,50; *couverture et zinguerie*, Avrain, à Monts (Indre-et-Loire), 15,20; *ferronnerie et serrurerie*, Bonnoront, à Angoulême, 15.

LONS-LE-SAUNIER. — Tramway d'Orgelet à Arinthad (185,200^f). — Adj. : *rectification des courbes au kilomètre 4 et déviation d'Égna-Savigna*, Laporte, à Saint-Claude, 16 et 17; *déviation d'Arinthad*, Boutte, à Saint-Claude, 17; *fourniture de traverses et bois spéciaux*, Bonvet, à Salins, 4.

PARIS. — Maçonnerie d'égouts sous diverses voies (18 lots : 905,500^f). — Adj. : Alhaïza, 16, rue Fabre-d'Églantine, 20,50, 22,10, 22,40; Corroy, 9, rue de Joinville, 28,60, 22,10; Dauphin, 13, avenue de Choisy, 23,10, 20,10; Dauphin et Bonnet, 35, passage des Favorites, 27; Grandchamps, 143, avenue de Villiers, 26,30, 26,80; Pacotte, 59, rue de l'Ourcq; 29,60; Petit, 57, rue Vandamme, 22,40, 22,40, 20,40; Nouquette, 42, rue Manin, 24,10; Raffier, 143, avenue de Villiers, 24,30; Rouffet, 12, rue Castagnary, 20,30; Viallard, 26,30.

PARIS. — Terrassements, maçonnerie, etc., pour la construction d'égouts collecteurs (435,800^f). — Adj. : Mauquette, 24, rue Manin, 25,10 et 24,50.

PARIS. — Travaux de peinture et vitrerie de divers palais (144,000^f). — Adj. : *palais de l'électricité*, Murat, 36, rue de Lévis, 33; *palais des manufactures nationales*, Maire, 6, rue du Mail, 11,30; *palais des fils, tissus et vêtements*, Joussemet, 126, rue Amelot, 25,60; *palais de l'horticulture*, Biasca, 44, rue Étienne-Marcel, 21,80.

PARIS. — Branchements particuliers d'égouts (351,300^f). — Adj. : Chabrat, 8, rue de la Goutte-d'Or, 28,60; Conchon, 10, rue des Prairies, 23,60; Corroy, 9, rue de Joinville, 22 et 32,10; Deval, 14, rue de Toul, 38,80; Figarol, 17, rue Castagnary, 32 et 32; veuve Fleury, rue Damrémont, 30,60; G. 43, boulevard Brune, 38; Mouly, 36, rue de la Glacière, 32,80; Simon, 14 rue Jonquoy, 36,80 et 32,10.

PARIS. — Construction de bâtiments à la Manufacture des tabacs d'Orléans (897,600^f). — Adj. : *terrasse, maçonnerie, pavage, plâtrerie*, Lamarsalle, 13, passage des Suisses, 14,25; *charpente*, Lamarsalle, 14,05; *couverture, zinguerie, plomberie*, Rosignol, à Orléans, 25,10; *menuiserie, parquets*, Septier, à Dijon, 16,60; *ferronnerie, serrurerie*, Boivin-Delsa, à Auxerre, 15,30; *peinture et vitrerie*, Maire, 6, rue du Mail, 30,70.

PONTARLIER. — Travaux communaux (109,500^f). — Adj. : Établissement d'une conduite d'eau à Viller-sur-Chalam, Girardot, à Pontarlier, 2; *construction d'un presbytère à Jougne*, Jeannin, à Jougne, 10; *achèvement et amélioration de rues à Jougne*, Ficarella, à Brey, 12; *construction de réservoirs et établissement de conduites à Evillers*, Farghin, à Sombacour, 1.

SAINT-ÉTIENNE-DU-BOIS (Vendée). — Reconstruction de l'église (119,900^f). — Adj. : Prougé, à Nantes, 28,55. — Chemins de fer de l'État. — Construction d'un atelier de chaudronnerie aux ateliers de la traction, à Saintes (309,300^f). — Adj. : Guibaut, à Bordeaux, 6.

Le prix du pain. — Évaluation officieuse du prix de revient du pain pour la première quinzaine de juillet 1899, calculée d'après la valeur des farines pendant la quinzaine précédente et les frais de panification :

Prix du quintal de farine.....	28 ^f 771
Frais de panification.....	12 223
TOTAL.....	40 994

Le rendement étant de 130 kilogrammes de pain par 100 kilogrammes de farine, le kilogramme de pain de première qualité revient à 0 fr. 3153 et le pain de 2 kilogrammes à 0 fr. 6306, soit à 0 fr. 63.

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	juin 1899.	mai 1899.	juin 1898.
Farine 12 marques, les 157 kilogrammes.....	43 ^f 65 ^a	43 ^f 65 ^a	56 ^f 10 ^a
Sucre brut, blanc n° 3, les 100 kilogrammes...	36 85	33 15	30 50
Alcool à 90°, l'hectolitre.....	42 50	39 25	49 50
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr..	50 25	50 00	53 50
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes..	49 00	44 90	40 00
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	37 50	37 50	35 50
Suif de la bouch ^e de Paris, les 100 kil. (en pains).	59 50	57 00	50 00
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette).	1 40	1 50	1 40
Veau, <i>idem.</i> ..	1 70	2 00	1 80
Mouton, <i>idem.</i> ..	1 84	1 95	1 90
Porc, <i>idem.</i> ..	1 56	1 50	1 65
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	38 37	39 50	44 00
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr....	193 00	199 50	133 50
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil.	53 50	53 75	41 00
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	22 00	20 50	16 50
Cuivre en lingots, <i>idem.</i> ..	"	204 50	140 00
Étain Banka, <i>idem.</i> ..	"	315 00	183 00
Plomb, <i>idem.</i> ..	"	41 25	39 75
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i> ..	"	"	51 25

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 30 juin 1899 il a été déposé 135 demandes en autorisation de bâtir, dont 108 pour des constructions neuves. Pendant le mois de juin 1898, le nombre des demandes avait été de 170, dont 126 pour des constructions neuves.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de juin.		Du 1 ^{er} janv. au 31 juin.	
	1899.	1898.	1899.	1898.
Faillites.....	146	148	709	776
Liquidations judiciaires.....	9	11	81	104
Conversions de liquidations en faillites.	"	4	14	27

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant les quatre premiers mois de 1899 a été de 10.564.429 tonnes. Il était en 1898 de 9.862.987 pour la même période, soit une augmentation de 6,5 p. o/o.

Les recettes des compagnies de chemins de fer d'intérêt général, au 24 juin 1899, ont été de 623.986.000 francs. Elles étaient à la même date, en 1898, de 605.931.000 francs, soit une augmentation de 3. p. o/o.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les six premiers mois de 1899 :

VARIATIONS				
	1899.	1898.	en plus.	en moins.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	521.518.000	807.026.000	"	285.508.000
Matières nécessaires à l'industrie	1.332.097.000	1.216.471.000	115.626.000	"
Objets fabriqués.....	332.699.000	318.332.000	14.367.000	"
TOTAUX et balance....	2.186.314.000	2.341.829.000	139.993.000	285.508.000
			Augment ^{on} en 1899 : 155.515.000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	301.288.000	309.404.000	"	"
Matières nécessaires à l'industrie	524.454.000	439.716.000	84.738.000	8.116.000
Objets fabriqués.....	939.089.000	856.787.000	82.302.000	"
Colis postaux.....	89.277.000	30.481.000	8.796.000	"
TOTAUX et balance....	1.854.108.000	1.686.388.000	175.836.000	8.116.000
			Augment ^{on} en 1899 : 167.720.000	

Bureaux de garantie. — Relevé des objets d'or et d'argent présentés à la marque ou à la vérification, tant pour la consommation en France que pour l'exportation, pendant les cinq premiers mois de l'année 1899, dans les divers bureaux de garantie :

DÉSIGNATION.		POIDS TOTAL.			
		OR.		ARGENT.	
		1899.	1898.	1899.	1898.
		hectogr.	hectogr.	hectogr.	hectogr.
Fabrication nationale aux titres légaux.	Objets marqués des poinçons intérieurs.	33.936	30.830	435.140	394.139
	Sortie constatée des objets marqués pour l'exportation en crédit des droits non compris les montres au 4 ^e titre (1)	2.797	2.093	30.181	26.017
	Objets exportés avec remboursement des droits payés.....	1.361	987	10.867	8.078
Objets importés de l'étranger avec paiement des droits de garantie.....		5.234	4.196	37.645	31.595
Exportation des bijoux à tous titres n'ayant pas été soumis à la marque (loi du 25 janvier 1884).....		523	395	466	152

(1) Du 1^{er} janvier au 31 mai 1899, il est sorti 292 montres en or au 4^e titre, pesant 29 hectogrammes, contre 180 montres et 19 hectogrammes en 1898.

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉSIGNATION des VILLES OÙ SONT ÉTABLIS les monts-de-piété.	ENGAGEMENTS.		RENOUVELLEMENTS.		DÉGAGEMENTS.	
		ARTICLES.	SOMMES.	ARTICLES.	SOMMES.	ARTICLES.	SOMMES.
			francs.		francs.		francs.
1	Aix (Bouches-du-Rhône).....	309	14.274	270	12.200	338	15.371
2	Alger.....	4.881	116.589	2.469	89.601	4.348	106.777
3	Angers.....	1.134	11.187	192	1.899	1.064	11.410
4	Apt (Vaucluse).....	4	30	1	1	1	57
5	Arles.....	678	7.430	202	5.498	533	6.697
6	Arras.....	2.878	11.362	554	4.715	2.312	9.444
7	Avignon.....	1.535	30.747	626	16.163	1.291	28.58.
8	Beaucaire (Gard).....	253	4.668	647	12.570	269	5.097
9	Besançon.....	1.524	19.469	1.145	16.601	1.649	19.127
10	Bordeaux.....	16.348	250.575	10.709	250.001	14.017	217.187
11	Brest.....	2.852	18.512	748	8.619	2.881	19.533
12	Boulogne-sur-Mer.....	3.671	29.401	767	11.651	2.833	22.477
13	Brignoles (Var).....	21	690	4	95	22	857
14	Calais.....	1.226	14.599	734	13.054	1.851	26.664
15	Cambrai.....	679	4.661	143	1.788	556	3.954
16	Carpentras.....	14	323	2	110	17	567
17	Constantine.....	825	38.914	"	"	197	7.187
18	Dijon.....	3.998	47.146	258	7.103	4.584	48.627
19	Douai.....	1.233	5.233	"	"	1.114	4.947
20	Dunkerque.....	3.635	33.697	198	4.182	3.957	29.797
21	Grenoble.....	95	1.791	30	1.105	65	687
22	Le Havre.....	5.614	57.360	3.192	46.847	4.889	52.337
23	Lille.....	12.112	81.547	1.195	28.790	11.686	81.757
24	Lille (Mazurel).....	541	4.523	191	3.440	614	5.324
25	Limoges.....	1.189	13.093	552	6.952	1.326	13.527
26	L'Isle (Vaucluse).....	6	86	3	51	2	17
27	Lunéville.....	496	2.641	519	3.644	375	1.814
28	Lyon.....	19.787	265.200	10.269	210.536	15.894	210.387
29	Marseille.....	11.959	219.670	6.466	156.086	9.501	200.067
30	Nancy.....	642	4.158	482	5.349	494	3.557
31	Nantes.....	1.212	38.082	907	23.208	1.054	24.016
32	Nice (œuvre de la Miséricorde).....	"	"	"	"	"	"
33	Nice.....	2.612	106.164	552	26.073	1.868	120.554
34	Nîmes.....	1.323	28.946	1.327	40.531	1.278	30.597
35	Oran.....	6.045	76.072	2.734	68.006	6.085	82.207
36	Reims.....	3.998	47.146	258	7.103	4.584	48.627
37	Roubaix.....	4.050	27.800	331	3.748	3.700	27.677
38	Rouen.....	5.292	61.393	3.491	64.188	4.425	48.627
39	Saint-Germain.....	686	9.948	1.359	25.623	760	10.797
40	Saint-Quentin.....	1.292	11.786	344	4.869	1.255	13.516
41	Tarascon.....	"	"	"	"	"	"
42	Toulon.....	1.879	21.350	906	24.029	1.876	25.386
43	Toulouse.....	6.391	156.726	4.534	163.433	5.323	136.911
44	Valenciennes.....	3.079	17.088	112	4.111	2.744	15.777
45	Versailles.....	1.712	35.632	657	16.900	956	18.687
TOTAUX pour les départements et l'Algérie.....		139.750	1.950.109	59.880	1.392.473	115.588	1.757.067
46	Paris (Gages corporels).....	90.634	3.099.554	54.760	1.776.158	88.881	2.890.627
	Ide. (Valeurs mobilières).....	1.994	501.106	1.362	368.857	1.688	410.837
TOTAUX pour la France.....		232.378	5.551.769	116.002	3.537.488	206.157	5.058.528

Opérations du mois de juin 1899.

NUMÉROS D'ORDRE.	VENTES.		TOTAUX DES SORTIES par DÉGAGEMENTS ET VENTES.		RESTE EN MAGASIN LE 30 JUIN.		IL Y AVAIT EN MAGASIN LE 31 MAI 1899 au soir.	
	ARTICLES.	SOMMES.	Articles.	Sommes.	Articles.	Sommes.	Articles.	Sommes.
		francs.		francs.		francs.		francs.
1	"	"	338	15.371	4.530	173.183	4.559	174.280
2	427	8.927	4.775	115.701	63.322	1.976.741	63.216	1.976.053
3	62	693	1.126	12.013	10.797	115.242	10.599	114.268
4	"	"	"	"	"	"	"	"
5	"	"	533	6.694	11.391	180.751	11.216	180.015
6	145	437	2.457	9.877	15.911	89.677	15.400	88.192
7	"	"	1.291	28.583	27.341	590.887	27.094	588.723
8	"	"	269	5.093	30.069	61.127	3.085	61.552
9	173	2.065	1.822	21.186	25.217	315.135	25.437	350.922
10	3.173	33.161	17.190	250.345	246.625	4.967.127	247.467	4.966.899
11	286	2.045	3.167	21.578	27.588	237.119	"	"
12	197	1.613	3.030	24.027	26.136	322.606	27.903	240.185
13	"	"	22	852	"	"	630	13.651
14	143	1.039	1.994	27.708	8.605	133.835	8.639	132.891
15	93	1.985	649	5.035	2.605	32.024	2.500	32.398
16	"	"	19	677	"	"	"	"
17	"	"	197	7.180	628	31.734	370	17.278
18	403	3.596	4.987	52.216	42.812	592.369	4.965	36.213
19	41	404	1.155	5.353	5.043	36.093	"	"
20	267	1.564	4.224	31.359	21.195	212.989	"	"
21	"	"	65	686	1.088	21.220	73.549	1.024.146
22	841	8.687	5.730	64.024	73.433	1.020.482	6.476	89.197
23	621	4.700	12.307	86.459	59.014	782.657	56.209	787.569
24	54	441	668	5.765	6.349	87.955	765	17.077
25	101	738	1.430	14.260	14.824	177.739	15.065	178.906
26	"	"	2	17	769	17.146	4.388	34.703
27	"	"	375	1.816	4.509	35.528	286.054	4.720.100
28	2.616	22.332	18.510	232.717	287.331	4.752.262	178.520	3.866.439
29	1.873	25.341	11.374	225.409	179.105	3.860.700	"	"
30	68	483	562	4.040	8.733	81.049	8.653	80.931
31	173	2.138	1.227	26.148	19.714	482.340	19.729	470.406
32	"	"	"	"	"	"	"	"
33	355	9.367	2.223	129.955	27.028	1.417.391	"	"
34	266	6.221	1.544	36.813	31.289	871.723	31.510	879.590
35	539	8.593	6.624	90.794	69.214	1.539.337	69.793	1.545.059
36	403	3.596	4.987	52.216	42.812	592.369	43.800	597.439
37	153	1.347	3.853	29.025	18.890	191.449	18.693	191.674
38	1.103	12.038	9.019	125.531	79.334	1.192.116	79.570	1.192.066
39	247	2.353	1.007	13.152	9.456	183.058	9.777	186.262
40	121	1.121	1.379	14.631	10.012	129.373	10.062	132.218
41	"	"	"	"	"	"	3.191	82.147
42	254	2.750	2.130	28.130	24.957	456.182	25.208	459.962
43	1.010	16.476	6.333	153.387	116.274	3.284.174	116.216	3.280.835
44	219	1.312	2.963	17.089	16.060	142.015	15.944	142.016
45	225	3.063	1.181	21.751	18.249	407.839	18.370	410.458
46	16.458	199.136	144.738	2.011.663	1.678.354	31.814.745	2.642.602	30.763.832
	11.593	189.489	100.474	3.080.114	1.537.090	46.749.450	1.546.930	46.730.010
	334	94.127	2.022	505.819	20.923	5.663.856	20.951	5.667.712
	28.385	483.252	217.234	5.597.596	32.336.367	84.228.051	4.210.543	83.161.554

PRODUCTION ET CONSOMMATION DU VIN DANS LES PRINCIPAUX PAYS (1).

DÉSIGNATION DES PAYS.	ANNÉES													
	1885.	1886.	1887.	1888.	1889.	1890.	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	
	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.	
1° PRODUCTION.														
Allemagne.....	3.727.000	1.503.000	2.392.000	2.800.000	2.022.000	2.975.000	748.000	1.674.000	3.820.000	2.824.000	2.012.000	5.051.000	2.776.000	
Autriche-Hongrie.	10.621.000	9.248.000	10.937.000	9.153.000	9.216.000	7.400.000	4.479.000	4.443.000	5.646.000	5.383.000	5.774.000	5.057.000	4.083.000	
Espagne.....	"	"	23.141.000	27.861.000	13.789.000	21.474.000	24.210.000	20.941.000	21.616.000	21.790.000	21.583.000	17.630.000	"	
France.....	31.481.000	30.386.000	25.365.000	30.654.000	24.031.000	27.416.000	30.167.000	28.891.000	50.703.000	39.437.000	26.918.000	41.656.000	32.351.000	
Italie.....	24.918.000	38.227.000	34.532.000	32.846.000	21.757.000	29.457.000	36.992.000	33.972.000	32.164.000	25.817.000	24.246.000	28.396.000	25.959.000	
Portugal.....	"	"	"	"	"	"	"	3.509.000	3.000.000	3.009.000	4.000.000	5.500.000	6.000.000	
Roumanie.....	"	"	"	2.617.000	3.076.000	3.081.000	3.553.000	3.122.000	1.256.000	"	3.373.000	"	250.000	
Suisse.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1.338.000	888.000	1.220.000	1.015.000	
Etats-Unis.....	660.000	790.000	1.050.000	1.200.000	1.120.000	905.000	895.000	870.000	1.000.000	680.000	630.000	550.000	1.280.000	
2° CONSOMMATION.														
Allemagne.....	4.098.000	1.802.000	2.796.000	3.355.000	2.611.000	3.518.000	1.285.000	2.323.000	4.404.000	3.350.000	2.509.000	5.467.000	3.246.000	
Autriche-Hongrie.	7.802.000	6.394.000	8.898.000	7.441.000	7.988.000	5.914.000	4.139.000	4.931.000	7.080.000	6.647.000	"	"	"	
Belgique.....	195.000	183.000	192.000	202.000	201.000	215.000	250.000	238.000	211.000	247.000	264.000	406.000	258.000	
Espagne.....	"	"	14.832.000	18.807.000	5.152.000	12.013.000	12.874.000	14.191.000	16.428.000	17.645.000	16.225.000	11.159.000	"	
France.....	37.062.000	33.364.000	31.200.000	40.048.000	31.550.000	36.085.000	40.368.000	36.446.000	54.402.000	41.823.000	42.744.000	51.592.000	38.107.000	
Grande-Bretagne..	630.000	600.000	620.000	610.000	640.000	680.000	670.000	660.000	640.000	630.000	660.000	720.000	720.000	
Hollande.....	94.000	89.000	100.000	88.000	90.000	93.000	92.000	92.000	93.000	91.000	91.000	9.300	90.000	
Italie.....	23.753.000	36.130.000	31.065.000	31.056.000	20.334.000	28.538.000	35.824.000	31.533.000	29.825.000	23.931.000	22.641.000	26.873.000	23.781.000	
Portugal.....	"	"	"	"	"	"	"	1.044.000	1.079.000	906.000	801.000	"	"	
Suisse.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2.196.000	1.947.000	"	2.189.000	
Etats-Unis.....	825.000	960.000	1.220.000	1.330.000	1.290.000	1.100.000	1.100.000	1.070.000	1.210.000	805.000	710.000	710.000	1.400.000	

(1) D'après le document anglais *Alcoholic beverage*. (Voir à la bibliographie).

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} JUILLET.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
MAY 1899.					MAY 1899.				
Paris (1 ^{er} arr ^t).	559	252	204	29	Aix.....	113	62	48	"
— (2 ^e —).	610	547	501	3	Nancy.....	100	60	55	"
— (3 ^e —).	396	345	194	"	Nice.....	240	58	58	7
— (4 ^e —).	375	341	311	2	Nîmes.....	66	56	41	25
— (5 ^e —).	394	416	273	8	Perpignan....	35	25	11	9
— (6 ^e —).	134	227	130	11	Saint-Étienne..	46	60	46	"
Lille.....	8	"	"	"	Valence.....	288	107	78	"
Lyon.....	123	176	55	"	Alger.....	571	395	303	151
Nancy.....	167	71	59	"					
Versailles.....	5	3	4	"					
JUIN 1899.					JUIN 1899.				
Paris (6 ^e arr ^t).	382	198	172	264	Bourges.....	84	92	54	4
— (1 ^{er} —).	108	115	76	11	Carcaassonne....	120	129	88	9
— (2 ^e —).	510	412	311	"	Clerm ^t -Ferrand.	316	131	125	3
— (3 ^e —).	145	155	120	"	Elbeuf.....	89	12	7	3
— (4 ^e —).	332	343	251	10	Le Havre.....	130	51	33	"
Levallois-Perret.	169	132	77	30	Toulon.....	79	38	37	"
Brest.....	45	12	12	"	Tours.....	443	260	229	"
Donai.....	3	22	"	"	Vichy.....	115	35	32	"
Lisieux.....	76	66	29	"					
Orléans.....	4	3	3	"					
Saint-Dié.....	30	22	17	1					
Sens.....	17	7	7	"					
Senones.....	"	3	1	2					
Trouville.....	50	21	21	"					

C. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (JUN 1899).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDÉS d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS à de- couvre.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Employés voyageurs et dessina- teurs.....	2	2	2	"
Allier.....	Moulins.....	Typographes.....	5	5	5	"
Aude.....	Carcassonne.....	Cuisiniers.....	4	3	2	6
Id.....	Narbonne.....	Boulangers.....	9	7	5	2
Bouches-du-Rhône	Marseille.....	Typographes.....	21	11	11	"
Id.....	Id.....	Imprimeurs lithographes.....	7	3	"	"
Id.....	Id.....	Carrassiers.....	16	14	14	"
Id.....	Id.....	Liquoristes.....	90	65	57	342
Id.....	Saint-Giniez.....	Horticulteurs.....	20	12	8	4
Charente.....	Angoulême.....	Typo-lithographes.....	5	2	"	2
Id.....	Id.....	Lithographes.....	2	"	"	"
Cher.....	Vallenay.....	Bûcherons.....	32	"	"	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Typographes.....	6	"	"	"
Id.....	Id.....	Tailleurs de pierre.....	"	2	"	20
Id.....	Id.....	Comptables.....	10	10	"	2
Dordogne.....	Bergerac.....	Boulangers.....	1	1	1	"
Gard.....	Nîmes.....	Confiseurs.....	6	4	4	2
Haute-Garonne...	Toulouse.....	Boulangers.....	50	40	10	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Typographes.....	14	11	11	"
Id.....	Id.....	Limonaillers.....	50	30	14	20
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	70	59	28	31
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	60	49	24	2
Hérault.....	Béziers.....	Cuisiniers.....	"	"	6	6
Id.....	Cournonterral....	Travailleurs de terre.....	7	"	"	"
Indre-et-Loire...	Tours.....	Plâtriers.....	14	13	3	10
Isère.....	Bouvesse.....	Carriers.....	25	"	"	"
Id.....	Grenoble.....	Typographes.....	4	1	"	1
Landes.....	Dax.....	Employés de commerce.....	1	"	1	"
Loire.....	Saint-Étienne....	Union des employés de commerce	3	10	2	"
Loire-Inférieure..	Nantes.....	Papetiers-relieurs.....	1	1	1	"
Maine-et-Loire...	Angers.....	Garçons limonaillers.....	11	9	2	7
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	10	6	4	2
Id.....	Cholet.....	Prévoyance des tisserands.....	8	1	7	"
Id.....	Trémouilles.....	Tisserands.....	15	"	"	"
Meurthe-et-Moselle	Reims.....	Imprimeurs.....	1	"	"	"
Mayenne.....	Laval.....	Typographes.....	2	"	"	2
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Id.....	3	10	"	3
Id.....	Id.....	Tailleurs.....	12	"	"	9
Id.....	Id.....	Peintres.....	8	10	"	"
Nord.....	Armentières.....	Charpentiers-menuisiers.....	"	4	"	"
Id.....	Lille.....	Boulangers.....	38	"	"	78
Id.....	Id.....	Typographes.....	21	15	4	15
Id.....	Roubaix.....	Ouvriers de l'industrie textile..	4	"	2	"
Orne.....	Alençon.....	Plâtriers.....	"	"	"	1
Pas-de-Calais....	Boulogne-s.-Mer..	Tonneliers.....	3	4	"	"
Id.....	Calais.....	Perceurs de carton.....	40	"	"	"
Puy-de-Dôme....	Clermont-Ferrand..	Tapisiers.....	4	"	1	3
Pyrénées-Orientales	Perpignan.....	Cuisiniers.....	6	6	6	3

SINDICATS OUVRIERS. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Rhône.....	Lyon.....	Imprimeurs-conducteurs.....	1	"	"	"
Id.....	Id.....	Chocolatiers.....	4	3	4	"
Id.....	Id.....	Ouvriers tisseurs.....	112	45	45	"
Id.....	Id.....	Boulangers.....	"	2	"	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	48	35	27	82
Sarthe.....	Le Mans.....	Typographes.....	"	"	"	7
Id.....	Id.....	Taillleurs de pierre.....	2	1	"	1
Haute-Savoie.....	Annecy.....	Chapeliers.....	1	"	"	"
Seine.....	Paris.....	Biscuitiers.....	14	10	"	6
Id.....	Id.....	Boulangers des Ternes.....	17	14	"	"
Id.....	Id.....	Association mutuelle des ouv. boulangers.....	42	7	5	2
Id.....	Id.....	Caisse de retraites des travail- leurs de la boulangerie.....	"	"	45	8
Id.....	Id.....	Margeurs pointeurs.....	40	10	"	10
Id.....	Id.....	Confiseurs.....	19	8	8	"
Id.....	Id.....	Coupeurs de poils pour la cha- pellerie.....	"	"	"	4
Id.....	Id.....	Ouvriers en cuir noir.....	16	10	"	10
Id.....	Id.....	Teinturiers dégraisseurs.....	66	110	42	3
Id.....	Id.....	Passementiers à la main.....	16	2	1	"
Id.....	Id.....	Façonniers passementiers.....	20	5	"	"
Id.....	Id.....	Tapissiers en literie.....	10	"	"	8
Id.....	Id.....	Coupeurs chemisiers.....	10	12	6	4
Id.....	Id.....	Solidarité des charpentiers.....	"	15	"	"
Id.....	Id.....	Ouvriers en voitures.....	1	35	1	"
Id.....	Id.....	Charrons.....	32	38	32	"
Id.....	Id.....	Peintres en voitures.....	20	45	12	8
Id.....	Id.....	Serruriers du bâtiment.....	50	40	15	25
Id.....	Id.....	Chauffeurs-conducteurs-mécani- ciens.....	28	25	22	3
Id.....	Id.....	Conducteurs-chauffeurs-mécani- ciens.....	19	14	12	2
Id.....	Id.....	Ouvriers en instruments de pré- cision.....	46	28	39	"
Id.....	Id.....	Électriciens.....	15	8	3	5
Id.....	Id.....	Balanciers.....	"	3	"	"
Id.....	Id.....	Lanterniers pour voiture.....	5	3	5	"
Id.....	Id.....	Graveurs.....	"	4	"	"
Id.....	Id.....	Solidarité des ouvriers tailleurs.....	62	18	17	"
Id.....	Id.....	Opticiens.....	1	3	1	"
Id.....	Id.....	Union des comptables.....	46	35	9	12
Id.....	Id.....	Dessinateurs, écrivains.....	10	8	3	5
Id.....	Id.....	L'Espérance des limonadiers.....	239	224	21	203
Id.....	Id.....	La Renaissance, garçons restaur. La Vigilante, employés d'hôtel.....	168	168	31	169
Id.....	Id.....	Limonadiers-restaurateurs.....	29	28	28	"
Id.....	Id.....	Professeurs de l'enseignement libre.....	580	380	36	344
Id.....	Id.....	Boulangers.....	15	26	15	9
Id.....	Saint-Denis.....	Boulangers.....	20	21	7	14
Seine-Inférieure.....	Le Havre.....	Charrons.....	15	4	3	12
Somme.....	Amiens.....	Teinturiers.....	150	"	"	"
Id.....	Id.....	Tapissiers.....	1	1	1	"
Haute-Vienne.....	Limoges.....	Cuisiniers.....	5	6	4	15
Constantine.....	Bône.....	Coiffeurs.....	"	1	1	"
Id.....	Constantine.....	Toileurs de pierre.....	8	"	"	"

D. — SYNDICATS PATRONAUX (JUIN).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Indre-et-Loire....	Tours.....	Charcuterie.....	57	42	30	2
Seine.....	Paris.....	Beurre, œufs et fromages....	168	249	68	12
Id.....	Id.....	Couteliers.....	19	24	17	"
Id.....	Id.....	Quincaillerie.....	"	55	20	"
Id.....	Id.....	Appareils de l'art médical....	6	3	6	"
Id.....	Id.....	Marchands et fabricants pape- tiers de France.....	50	22	22	"
Id.....	Id.....	Boulangers.....	70	42	26	"
Id.....	Id.....	Épicerie gros et détail.....	627	561	494	"
Id.....	Id.....	Soc. nat. des architectes.....	49	10	9	"
Id.....	Id.....	Méunerie française.....	12	8	8	"
Seine-et-Oise....	Isle-Adam.....	Boucherie.....	15	5	11	"
Vosges.....	Le Thillot.....	Médecins (1).....	5	8	2	"

(1) Placement de nourrices au sein.

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (JUIN).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Doubs.....	Besançon.....	Employés de commerce.....	2	1	"	"
Maine-et-Loire....	Angers.....	Société des maréchaux.....	18	26	18	2
Nièvre.....	Nevers.....	Employés de commerce et de bureau.....	"	1	"	"
Nord.....	Cambrai.....	Voyageurs et employés de com.	1	"	1	"
Id.....	Valenciennes.....	Prévoyance des employés.....	3	4	1	"
Id.....	Id.....	Anciens élèves de l'école.....	6	10	6	"
Haut-Rhin.....	Belfort.....	La « Jeanne-d'Arc ».....	5	1	1	"
Id.....	Id.....	Employés de commerce.....	1	"	1	"
Rhône.....	Lyon.....	Société des garçons de salle et de chambre.....	"	"	183	674
Seine.....	Paris.....	Gens de maison.....	"	68	6	"
Id.....	Id.....	Union Helvetia.....	232	106	66	9
Id.....	Id.....	Union des employés du com- merce et de l'industrie.....	2	9	3	"
Id.....	Id.....	Société des cuisiniers.....	225	154	154	1.242
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs - ferran- diers.....	17	"	"	"
Id.....	Id.....	Société « Le Bâtiment ».....	10	13	1	"
Id.....	Id.....	Société « la Couturière ».....	2	45	"	"
Id.....	Id.....	Société « l'Étoile ».....	396	3.065	192	2.873
Id.....	Id.....	Association des voyageurs de commerce.....	"	40	"	"
Id.....	Id.....	Association des comptables....	102	102	46	14
Id.....	Id.....	Employés d'hôtel.....	"	"	29	256
Id.....	Id.....	Société suisse des commerçants.	78	32	21	"
Id.....	Bagastelle.....	Assoc. nationale de prévoyance des jardiniers de France....	12	12	4	1
Seine-Inférieure..	Rouen.....	La Prévoyance mutuelle.....	3	"	"	"
Id.....	Le Havre.....	Employés de commerce.....	24	19	16	"
Somme.....	Amiens.....	Garçons de cafés et de restaurants.	87	206	41	165
Constantine.....	Batna.....	« La Fraternelle ».....	"	1	"	"

I. — SOCIÉTÉS DIVERSES (JUIN).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Bouches-du-Rhône.	Marseille	La Préservation	34	29	29	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Assistance par le travail	20	5	10	"
Charente-Inférie ^{re} ..	La Rochelle ..	Maison du marin	38	27	"	"
Drôme	Die	Asile orphelinat	4	1	1	"
Eure-et-Loir	Courville	Assistance par le travail	"	"	1	20
<i>Id.</i>	Mainvillers ..	Œuvre de Saint-Jean	"	3	2	1
Gironde.	Bordeaux	Maison du marin	119	66	66	"
<i>Id.</i>	Coubeyrac	Assistance par le travail	"	1	1	"
Indre-et-Loire.	Tours	Office des travailleurs	430	221	191	"
Haute-Loire	Le Puy	Maison des Filles	"	"	12	"
Loire-Inférieure ..	Nantes	Maison du marin	62	"	55	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Œuvre du Sacré-Cœur	"	13	6	"
Marne	La Chalmelle ..	Colonie agricole	10	6	6	"
Nord	Dunkerque ..	Maison du marin	"	"	124	"
Basses-Pyrénées ..	Bayonne	Société de Sainte-Anne	50	60	20	"
Rhône	Lyon	Assistance par le travail	48	"	"	6
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Association des patrons catholiques ..	176	340	82	4
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Asile protestant	24	55	8	3
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Association des amies de la jeune fille.	70	90	18	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Assistance des femmes par le travail ..	22	30	"	10
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Société philanthropique savoisonne ..	58	67	41	"
Sarthe	Le Mans	Sœurs servantes de Marie	23	"	"	"
Seine	Paris	Patronage de la Providence	5	6	"	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Assistance par le travail du 2 ^e arron-	"	51	14	23
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	dissement	"	"	"	450
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Maison des sœurs de la Croix	30	7	5	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Œuvre des pauvres honteux	28	8	4	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Société charitable des visiteurs	103	204	65	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Asile Saint-Charles	36	28	17	8
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Œuvre de Sainte-Blandine	"	"	34	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Patronage des libérés	"	"	44	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Patronage Saint-Antoine-de-Padoue ..	"	35	89	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Home allemand	55	52	10	2
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	«The english catholic home»	408	74	156	167
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Société philanthropique	91	232	195	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Société philanthropique savoisonne ..	299	268	138	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Association générale d'Alsace-Lorraine.	"	2	2	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Société de protection des Alsaciens-	"	"	"	"
		Lorrains	"	2	2	"
Seine-Inférieure ..	Rouen	Œuvre du Sacré-Cœur	58	66	25	"
Seine-et-Marne ..	Meun	Assistance par le travail	27	27	6	21
Vosges	Remiremont ..	Secrétariat du peuple	4	5	2	"

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

OEUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE JUIN.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	"	"	"	"	"
Hospitalité de nuit (rue Lamaze).....	1.383	180	40	139	6.504
Idem. (rue Laghouat).....	734	107	"	93	2.483
Idem. (rue de Charonne).....	987	120	47	189	3.803
Idem. (rue de Tocqueville) en reconstruction...	"	"	"	"	"
Société philanthropique (rue de Grimée)....	"	"	"	"	"
— (rue Labat).....	"	"	"	"	"
— (rue Saint-Jacques)....	"	"	"	"	"
— (avenue du Maine)....	"	"	"	"	"

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

VILLE DE PARIS.

PERSONNES secourues pendant le mois de mai.			
Indigents (secours réguliers)	{	de moins de 60 ans.	{ Hommes 5.627
			{ Femmes 9.715
	{	de 60 ans et plus...	{ Hommes 10.992
			{ Femmes 23.651
TOTAL des indigents secourus.....			49.985
Nécessiteux (secours irréguliers)	{	de moins de 60 ans.	{ Hommes 5.972
			{ Femmes 8.023
	{	de 60 ans et plus...	{ Hommes 3.198
			{ Femmes 5.159
TOTAL des nécessiteux secourus.....			22.352

COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

Les chiffres ci-dessous représentent toutes les personnes secourues par les bureaux de bienfaisance et celles reçues dans les hôpitaux et hospices communaux et intercommunaux pendant les mois d'avril et mai 1899.

		Avril.	Mai.
Personnes de moins de 60 ans.	Hommes...	3.368	3.006
	Femmes...	4.310	3.860
Personnes de plus de 60 ans..	Hommes...	2.275	2.123
	Femmes...	4.146	3.831
TOTAUX des personnes secourues....		<u>14.099</u>	<u>12.820</u>

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de juin 1899, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS
ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Alpes-Maritimes [20 mai 1899]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de bâtiments et de travaux publics (13 membres). Siège social : Antibes.

Bouches-du-Rhône [25 mai 1899]. — Syndicat général des produits alimentaires du Midi (24 membres). Siège social : cours Belzunce, 14, à Marseille.

Cher [5 février 1899]. — Association horticole et maraîchère de Bourges (74 membres). Siège social : mairie de Bourges.

[16 février 1899]. — Chambre syndicale de la charcuterie de Bourges-ville et de l'arrondissement (13 membres). Siège social : place de la Halle, café Lamadon, à Bourges.

Côte-d'Or [21 mars 1899]. — Syndicat de l'épicerie de Dijon (27 membres). Siège social : Bourse du commerce, à Dijon.

Eure-et-Loir [en mai 1899]. — Union des blanchisseurs et teinturiers de la ville de Chartres (28 membres). Siège social : rue des Trois-Détours, à Chartres.

Haute-Garonne [19 avril 1899]. — Chambre syndicale des agents généraux des compagnies d'assurances contre les accidents (13 membres). Siège social : allée Saint-Étienne, 10, à Toulouse.

Gironde [30 janvier 1899]. — Syndicat des patrons pâtisseries de Bordeaux et de la Gironde (40 membres). Siège social : avenue Thiers, 16, à Bordeaux.

[14 mars 1899]. — Syndicat professionnel des marchands ferrailleurs et chineurs de Bordeaux (70 membres). Siège social : rue Langlois, 39, à Bordeaux.

Ille-et-Vilaine [en mai 1899]. — Chambre syndicale du commerce de l'épicerie et de la droguerie de Rennes (25 membres). Siège social : place de la Trinité, 2, à Rennes.

[26 novembre 1898]. — Syndicat des marchands de bois de l'Ouest (59 membres). Siège social : avenue du Gué-de-Baud, 71, à Rennes.

[1^{er} mai 1899]. — Chambre syndicale de la boulangerie de Rennes et d'Ille-et-Vilaine (75 membres). Siège social : rue Coëtquen, 5, à Rennes.

Jura [15 janvier 1899]. — Syndicat des bouchers et charcutiers de Dôle (25 membres). Siège social : rue Dutillet, à Dôle.

Maine-et-Loire [1^{er} janvier 1899]. — Chambre syndicale des limonadiers et débitants de la ville d'Angers et du département de Maine-et-Loire (membres). Siège social : Angers.

Marne [8 février 1899]. — Chambre syndicale des pharmaciens de Reims (28 membres). Siège social : place Royale, 2, à Reims.

[10 janvier 1899]. — Syndicat des brasseurs de Reims (12 membres). Siège social : boulevard de la République, 7, à Reims.

Mayenne [10 février 1899]. — Chambre syndicale de la boulangerie de l'arrondissement de Mayenne (42 membres). Siège social : café Huard, place des Halles, à Mayenne.

Meurthe-et-Moselle [1^{er} mai 1899]. — Syndicat des marchands nourrisseurs et commissionnaires en bestiaux approvisionnant la place de Nancy et la région (82 membres). Siège social : boulevard de la Pépinière, 12, à Nancy.

Nord [en 1849]. — Comité linier du Nord de la France (60 membres). Siège social : rue de l'Hôpital militaire, 116, à Lille.

Rhône [1^{er} février 1899]. — Chambre syndicale des entrepreneurs d'éclairage de Lyon (7 membres). Siège social : rue Bugeaud, 14, à Lyon.

Saône-et-Loire [4 février 1899]. — Syndicat de la race bovine charollaise (75 membres). Siège social : Charolles.

Seine [6 mars 1899]. — Syndicat d'émission des banques de province (70 membres). Siège social : quai de la Tournelle, 40, à Paris.

[1^{er} avril 1899]. — Syndicat professionnel des tramways de France (28 membres). Siège social : rue Lavoisier, 25, à Paris.

[19 avril 1899]. — Syndicat des grandes pharmacies commerciales de France (15 membres). Siège social : rue Richer, 12, à Paris.

[2 mai 1899]. — Syndicat des constructeurs de fours pour boulangerie et pâtisserie (16 membres). Siège social : rue Jean-Jacques-Rousseau, 66, à Paris.

[5 août 1898]. — Syndicat des confiseurs français (35 membres). Siège social : au Grand-Hôtel, boulevard des Capucines, 12, à Paris.

[1^{er} novembre 1898]. — Syndicat de la presse scientifique (21 membres). Siège social : avenue de l'Opéra, 5, à Paris.

[12 mai 1899]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de camionnage du département de la Seine (63 membres). Siège social : rue des Pyramides, 8, à Paris.

[En février 1899]. — Syndicat des clichés et galvanoplastes (13 membres). Siège social : boulevard Saint-Germain, 117, à Paris.

Seine-et-Oise [26 avril 1899]. — Chambre syndicale de la boucherie de Saint-Germain-en-Laye (50 membres). Siège social : rue de Pologne, 116, à Saint-Germain-en-Laye.

[29 mars 1899]. — Chambre syndicale des patrons coiffeurs de Versailles (28 membres). Siège social : Tribunal de commerce, à Versailles.

Haute-Vienne [28 janvier 1899]. — Chambre syndicale des horlogers, bijoutiers, joailliers, orfèvres et des parties qui s'y rattachent de la Haute-Vienne (19 membres). Siège social : salle des conférences, à Limoges.

[1^{er} janvier 1899]. — Union des maîtres d'hôtels de Limoges (10 membres). Siège social : café de la Bourse, à Limoges.

Vosges [22 avril 1899]. — Union syndicale des marchands de bois de l'arrondissement de Saint-Dié (45 membres). Siège social : rue du Petit-Saint-Dié, 19, à Saint-Dié.

Oran [23 mars 1899]. — Chambre syndicale de la boulangerie oranaise (53 membres). Siège social : rue d'Arzew, 35, à Oran.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ardèche [16 avril 1899]. — Syndicat des ouvriers des eaux minérales, terrassiers et manœuvres de Vals-les-Bains (71 membres). Siège social : Vals-les-Bains.

Bouches-du-Rhône [17 mai 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers mineurs, terrassiers, puisatiers et boiseurs de la ville de Marseille (500 membres). Siège social : Bourse du travail, à Marseille.

[11 mai 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers cimenteurs et gâcheurs de la ville de Marseille (84 membres). Siège social : Bourse du travail, à Marseille.

[20 avril 1899]. — Syndicat des ouvriers peintres décorateurs et peintres en bâtiments (17 membres). Siège social : Bourse du travail, à Marseille.

[27 mai 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers maçons d'Aix (34 membres). Siège social : cours Sextius, à Aix.

[16 avril 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers cordonniers régimentaires de la ville de Marseille (40 membres). Siège social : Bourse du travail, à Marseille.

[1^{er} mai 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers serruriers du département des Bouches-du-Rhône (42 membres). Siège social : Bourse du travail, à Marseille.

Cher [23 mars 1899]. — Syndicat des ouvriers carriers et journaliers (73 membres). Siège social : Dun-sur-Auron.

[31 mars 1899]. — Chambre syndicale des tailleurs de pierre de la ville de Vierzon (25 membres). Siège social : Bourse du travail, à Vierzon.

[20 décembre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers du canton de Vierzon (34 membres). Siège social : Bourse du travail, à Vierzon.

Doubs [4 mai 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers de la ville de Besançon et de Franche-Comté (15 membres). Siège social : Bourse du travail, à Besançon.

Finistère [4 janvier 1899]. — Syndicat des ouvriers et garçons charbonniers (9 membres). Siège social : rue Lamourou, au patronage, à Brest.

Gironde [16 avril 1899]. — Union syndicale des ouvriers couvreurs de Bordeaux et du département de la Gironde (13 membres). Siège social : Bourse du travail, à Bordeaux.

[1^{er} mai 1899]. — Association syndicale des ouvriers tailleurs de pierre, ravaleurs et maçons de la ville de Bordeaux et du département de la Gironde (150 membres). Siège social : rue Pageot, 15, à Bordeaux.

Isère [14 janvier 1899]. — Syndicat professionnel des ouvriers en bâtiment de la ville de Vienne et de la banlieue (12 membres). Siège social : rue des Clercs, à Vienne.

[1^{er} mai 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers chauffeurs, métallurgistes et similaires de Vienne (9 membres). Siège social : rue des Clercs, 16, à Vienne.

(Ce syndicat a été formé par la fusion du syndicat des ouvriers chauffeurs-mécaniciens et de celui des ouvriers métallurgistes et similaires).

Jura [7 mai 1899]. — Syndicat des ouvriers en bâtiment de Dôle (48 membres). Siège social : faubourg de Gray, maison Luquet, à Dôle.

[22 février 1899]. — Syndicat international des ouvriers du bâtiment et similaires (104 membres). Siège social : Lons-le-Sauvier.

[15 janvier 1899]. — Syndicat des ouvriers agricoles et similaires (48 membres). Siège social : Lons-le-Sauvier.

[20 avril 1899]. — Syndicat international des ouvriers plâtriers et peintres de Lons-le-Sauvier (37 membres). Siège social : Lons-le-Sauvier.

Loire-Inférieure [1^{er} mars 1899]. — Chambre syndicale des garçons bouchers de la ville de Nantes (29 membres). Siège social : Bourse du Travail, à Nantes.

Loiret [30 avril 1899]. — Syndicat des corporations du bâtiment de la ville de Gien (50 membres). Siège social : chez M. Marchenon (Ernest), route d'Orléans, à Gien.

Maine-et-Loire [18 mars 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers fendeurs d'ardoises de la Renaissance (80 membres). Siège social : Avrillé.

Marne [2 mars 1899]. — Union syndicale des garçons limonadiers et restaurateurs de Reims et de la région (25 membres). Siège social : Place Drouet d'Erlon, 34, à Reims.

Nord [en juin 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers rubaniers de Comines et de Wervicq (432 membres). Siège social : Comines.

[14 septembre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers lithographes du département du Nord (74 membres). Siège social : Rue Léon-Gambetta, 197, à Lille.

[28 février 1899]. — Chambre syndicale ouvrière des cuisiniers du Nord (40 membres). Siège social : Place Saint-Nicolas, 3, à Lille.

[En avril 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers terrassiers de la ville de Lille (35 membres). Siège social : 21, rue de Béthune, à Lille.

Pas-de-Calais [1^{er} février 1899]. — *La Conciliation*, syndicat des ouvriers mineurs (100 membres). Siège social : rue Gruyelle, salle Lomprez, à Hénin-Liétard.

Basses-Pyrénées [16 avril 1899]. — Association syndicale des travailleurs du livre de Pau (69 membres). Siège social : Halle neuve, salle 6, à Pau.

Rhône [1^{er} janvier 1899]. — Syndicat des mécaniciens dentistes de Lyon et du Sud-Est (30 membres). Siège social : Montée de la Grande-Côte, 95, à Lyon.

[15 janvier 1899]. — Chambre syndicale des chenilleurs-façonniers de Lyon (20 membres). Siège social : rue Bossuet, 87, à Lyon.

Saône-et-Loire [21 mai 1899]. — Syndicat des maçons de Digoïn et de la région (48 membres). Siège social : rue de Pouilly, à Digoïn.

[26 mars 1899]. — Syndicat des ouvriers maçons et similaires de Blanzy, Montceaux-les-Mines, Saint-Vallier et Sanvignes (100 membres). Siège social : Montceau-les-Mines.

Seine [1^{er} mai 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers scieurs de long du département de la Seine (136 membres). Siège social : rue des Fourneaux, 136, à Paris.

[24 mai 1899]. — Cercle amical des employés de commerce et de l'industrie (54 membres). Siège social : rue du Faubourg-du-Temple, 19, à Paris.

[5 mars 1899]. — Groupe syndical des travailleurs des chemins de fer de l'État (500 membres). Siège social : Impasse du Ruisseau, 19, à Paris.

[20 avril 1899]. — Syndicat des ouvriers des monnaies et médailles (150 membres). Siège social : rue de Seine, 4, à Paris.

[29 avril 1899]. — Syndicat des employés d'octroi de la banlieue de Paris (23 membres). Siège social : mairie d'Ivry-sur-Seine.

Seine-Inférieure [31 janvier 1899]. — Chambre syndicale des mariniers de la Basse-Seine et parties similaires (200 membres). Siège social : Bourse du Travail, à Rouen.

[7 août 1898]. — Chambre syndicale des fondeurs en fer et parties similaires de Rouen et de son arrondissement (50 membres). Siège social : rue des Murs-Saint-Yon, 40, à Rouen.

[25 avril 1899]. — Chambre syndicale des employés de magasins et similaires des deux sexes du Havre (300 membres). Siège social : Bourse du Travail, Le Havre.

Seine-et-Oise [1^{er} septembre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers chapeliers d'Argenteuil (23 membres). Siège social : route d'Enghien, chez M. Rousseau, marchand de vins, à Argenteuil.

[1^{er} février 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs, scieurs de pierres, marbriers et parties similaires de Versailles et de Seine-et-Oise (28 membres). Siège social : rue Hoche, 21, à Versailles.

Haute-Vienne [en avril 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers municipaux de la voirie de la ville de Limoges (75 membres). Siège social : Bourse du Travail, à Limoges.

3° SYNDICATS MIXTES.

Bouches-du-Rhône [18 septembre 1899]. — Syndicat professionnel des pêcheurs inscrits marins de Martigues (36 membres). Siège social : Café de la Marine, à Martigues.

4° SYNDICATS AGRICOLES.

Hautes-Alpes [30 avril 1899]. — L'avenir de l'agriculture et de la viticulture (membres). Siège social : Mairie de Rousset.

Alpes-Maritimes [24 septembre 1898]. — Syndicat agricole de Rimplas (15 membres). Siège social : Rimplas.

[23 décembre 1896]. — Syndicat agricole de Peille (111 membres). Siège social : place Mont-Agrèl, à Peille.

[6 décembre 1898]. — Syndicat agricole et société mutuelle coopérative (14 membres). Siège social : Aseros.

[1^{er} mai 1898]. — Syndicat agricole de Coaraze (96 membres). Siège social : place du Cercle, à Coaraze.

[9 novembre 1896]. — Syndicat agricole de Gilette (300 membres). Siège social : Gilette.

[22 avril 1896]. — Syndicat agricole cantonal de l'Escarène (367 membres). Siège social : L'Escarène.

[2 juin 1895]. — Syndicat agricole de Grasse (251 membres). Siège social : boulevard Victor-Hugo, 4, à Grasse.

[17 juillet 1898]. — Syndicat agricole de Toutt-de-Beuil (19 membres). Siège social : mairie de Toutt-de-Beuil.

[10 avril 1899]. — Syndicat agricole de Roure (22 membres). Siège social : mairie de Roure.

[1^{er} avril 1899]. — Syndicat agricole de Nice (8 membres). Siège social : rue de l'Hôtel-des-Postes, 8, à Nice.

[16 juin 1898]. — Syndicat agricole et horticole du canton de Contes (252 membres). Siège social : Contes.

[13 novembre 1898]. — Syndicat agricole de Nice (section de la Trinité-Victor) (98 membres). Siège social : Trinité-Victor.

Cher [1^{er} mars 1897]. — Syndicat agricole et viticole de Saint-Germain-du-Puy (60 membres). Siège social : Saint-Germain-du-Puy.

[1^{er} février 1899]. — Syndicat viticole de Saint-Ambroise (38 membres). Siège social : Saint-Ambroise.

Doubs [30 avril 1899]. — Syndicat agricole des communes de Scey et Maisières (46 membres). Siège social : Scey-en-Varais.

Indre-et-Loire [19 février 1899]. — Union syndicale des agriculteurs et viticulteurs de Noizay (110 membres). Siège social : chez M. Pinet, au gros Ormeau, à Noizay.

[25 décembre 1898]. — Syndicat agricole et viticole de Mosnes (35 membres). Siège social : Mosnes.

[2 avril 1899]. — Syndicat agricole et viticole de Morand et des communes circonvoisines (53 membres). Siège social : Mairie de Morand.

Isère [10 mai 1899]. — Syndicat agricole de la commune de Jonage (20 membres). Siège social : Jonage.

Jura [1^{er} février 1899]. — Syndicat agricole d'Augisey (5 membres). Siège social : Augisey.

Loiret [1^{er} février 1899]. — Syndicat agricole et viticole de Boësse (42 membres). Siège social : Mairie de Boësse.

[16 février 1899]. — Syndicat viticole du canton de Châtillon-sur-Loire (64 membres). Siège social : rue Franche, à Châtillon-sur-Loire.

Marne [10 mars 1899]. — Association viticole de Rilly-la-Montagne (56 membres). Siège social : Rilly-la-Montagne.

[19 février 1899]. — Société vigneronne de Courmas (37 membres). Siège social : Mairie de Courmas.

[3 février 1899]. — Association viticole de Chigny (122 membres). Siège social : Mairie de Chigny.

[7 février 1899]. — Association viticole de Vertus (53 membres). Siège social : Mairie de Vertus.

[1^{er} avril 1899]. — Syndicat antiphyloxérique pour la commune de Trépail (57 membres). Siège social : Trépail.

[3 mars 1899]. — Société vigneronne de Bisseuil (17 membres). Siège social : Bisseuil.

[8 janvier 1899]. — Syndicat agricole de la Somme-Soude (30 membres). Siège social : Somme-sous.

[4 décembre 1898]. — Association viticole d'Hautevillers (150 membres). Siège social : Mairie d'Hautevillers.

[15 mai 1899]. — Société viticole antiphyloxérique de Monthelon (105 membres). Siège social : Monthelon.

[10 février 1899]. — Société vigneronne d'Oger (62 membres). Siège social : Oger.

[1^{er} mars 1899]. — Syndicat communal antiphyloxérique de Verzenay (125 membres). Siège social : Mairie de Verzenay.

Haute-Marne [1^{er} janvier 1899]. — Syndicat agricole et viticole de Cirfontaines-en-Azois (55 membres). Siège social : Cirfontaines-en-Azois.

Meuse [1^{er} janvier 1899]. — Syndicat agricole de secours et de prévoyance contre la mortalité du bétail de Chattancourt (48 membres). Siège social : Chattancourt.

[10 mars 1899]. — Syndicat agricole de prévoyance contre la mortalité du bétail de Courcelles-sur-Air (15 membres). Siège social : Courcelles-sur-Air.

[26 décembre 1898]. — Syndicat agricole de prévoyance contre la mortalité du bétail de Mouzay (5 membres). Siège social : Mouzay.

[26 mars 1899]. — Syndicat professionnel agricole de Dombasle-en-Argonne (30 membres). Siège social : Dombasle-en-Argonne.

Nord [1^{er} février 1899]. — Syndicat agricole du canton de Lannoy (35 membres). Siège social : rue Faidherbe, Café de la gare, à Lys-les-Lannoy.

Oise [4 mai 1899]. — Syndicat agricole de Fresnoy-la-Rivière (43 membres). Siège social : mairie de Fresnoy-la-Rivière.

Seine-et-Marne [1^{er} mai 1898]. — Syndicat agricole de Chevrainvilliers (47 membres). Siège social : Chevrainvilliers.

Seine-et-Oise [13 novembre 1898]. — Syndicat agricole de Bessancourt (25 membres). Siège social : route de Paris, 72, à Bessancourt.

[2 février 1899]. — Syndicat viticole et horticole de Maurecourt (35 membres). Siège social : rue de Pontoise, 9, à Maurecourt.

[22 juillet 1882]. — Syndicat agricole de Maurecourt (39 membres). Siège social : salle Robin, place de l'Église, à Maurecourt.

[20 novembre 1898]. — Syndicat agricole de la Ville-du-Bois et des communes environnantes (23 membres). Siège social : Mairie de la Ville-du-Bois.

Vaucluse [7 février 1899]. — Syndicat agricole et viticole de la commune de Puyméras (58 membres). Siège social : Puyméras.

[7 février 1899]. — Syndicat agricole de Puyméras (44 membres). Siège social : Puyméras

Vosges [19 février]. — Syndicat agricole de Laveline-devant-Saint-Dié (131 membres). Siège social : Laveline.

[15 décembre 1898]. — Syndicat agricole de la Voivre (33 membres). Siège social : la Voivre.

[29 janvier 1899]. — Syndicat agricole de la Croisette [Commune du Val-d'Ajol] (26 membres). Siège social : la Croisette.

Yonne [12 avril 1896]. — Syndicat agricole et viticole de Vermenton (180 membres). Siège social : rue de l'Hôtel-de-Ville, à Vermenton.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

La date entre [] est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Seine [20 janvier 1888]. — Syndicat des receveurs de rentes, banque et change, de Paris et des départements (22 membres). Siège social : rue des Martyrs, 19, à Paris.

[10 août 1891]. — Syndicat des reporters parisiens (57 membres). Siège social : rue du Croissant, 11, à Paris.

[6 mai 1895]. — Chambre syndicale de l'Incandescence par le gaz et des industries qui s'y rattachent (30 membres). Siège social : rue de Lutèce, 3, à Paris.

[9 octobre 1853]. — Chambre syndicale des fabricants de pianos et autres instruments de musique (39 membres). Siège social : rue de Lutèce, 3, à Paris.

[29 août 1892]. — Association générale des marchands des marchés forains et colporteurs de France (1,200 membres). Siège social : rue d'Enghien, 44, à Paris.

[13 juillet 1896]. — Syndicat général des sages-femmes de France (33 membres). Siège social : rue des Dames, 117, à Paris.

[20 mai 1895]. — Syndicat des transporteurs de province (80 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, à Paris.

[en 1893]. Syndicat des illusionnistes de France (50 membres). Siège social : Boulevard des Italiens, 8, à Paris.

[6 août 1897]. — Chambre syndicale des approvisionneurs aux Halles centrales de Paris (41 membres). Siège social : rue Saint-Martin, 88, à Paris.

[9 décembre 1892]. — Chambre syndicale des commissionnaires en fleurs des Halles centrales de Paris (47 membres). Siège social : rue Quincampoix, 75, à Paris.

[4 mai 1889]. — Syndicat des concessionnaires des Droits communaux, départementaux et de l'État, de France (30 membres). Siège social : rue du Louvre, 21, à Paris.

[26 juin 1878]. — Chambre syndicale de la lingerie confectionnée en gros pour dames (36 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, à Paris.

[5 février 1896]. — Syndicat des oisculateurs et industries s'y rattachant (47 membres). Siège social : Boulevard Sébastopol, 121, à Paris.

[1^{er} janvier 1878]. Chambre syndicale des architectes paysagistes, entrepreneurs de jardins et horticulteurs de France (107 membres). Siège social : rue de Grenelle, 84, à Paris.

[11 novembre 1891]. — Chambre syndicale des patrons fabricants-tourneurs sur bois (70 membres). Siège social : rue de Charonne, 48, à Paris.

[6 novembre 1888]. — Union syndicale des chaudronniers-étameurs (membres). Siège social : rue Mandar, 7, à Paris.

[10 mai 1885]. — Syndicat de la presse économique et professionnelle française (48 membres). Siège social : rue Daunou, 18, à Paris.

[3 novembre 1887]. — Syndicat des journaux réunis (membres). Siège social : avenue Victor-Hugo, 104, à Paris.

[26 février 1896]. Chambre syndicale des découpeurs et mouluriers de Paris (25 membres). Siège social : rue de Charonne, 1, à Paris.

[27 novembre 1892]. — Chambre syndicale des voituriers en vins et spiritueux du département de la Seine (132 membres). Siège social : rue des Meuniers, , à Paris.

[9 octobre 1890]. — Syndicat des tonneliers de la Seine et de Seine-et-Oise (110 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, à Paris.

[24 mai 1893]. — Chambre syndicale des fabricants de galoches de Paris (17 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, à Paris.

[13 mars 1896]. — Chambre syndicale des fabricants de chaises de France (42 membres). Siège social : rue Baudin, 29, à Paris.

[En 1890]. — Syndicat professionnel des fabricants français de pâtes à papiers et de cellulose (31 membres). Siège social : boulevard Saint-Germain, 117, à Paris.

[En 1890]. — Chambre syndicale de l'industrie des aluns et produits alumineux français (membres). Siège social : rue de Lutèce, 3, à Paris.

[22 août 1891]. — Syndicat des mines métalliques de France et des colonies (12 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, à Paris.

[Juillet 1896]. — Société scientifique médicale pharmaceutique (membres). Siège social : rue de Savoie, 5, à Paris.

[7 février 1894]. — Cercle des négociants en charbons de l'Est, du Nord-Est et des départements limitrophes (16 membres). Siège social : Bourse du commerce, à Paris.

[En 1894]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de messageries et de déménagements de la banlieue sur Paris (membres). Siège social : avenue Victoria, 16, à Paris.

[En 1891]. — « L'Union des Beaux-Arts », syndicat professionnel artistique (125 membres). Siège social : rue de la Sainte-Chapelle, 3, à Paris.

[En août 1891]. — Chambre syndicale des fabricants d'articles de voyage (24 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, à Paris.

[24 juillet 1899]. — Syndicat industriel des biseauteurs, tailleurs de cristaux, argentiers (32 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, à Paris.

[En avril 1892]. — Chambre syndicale des directeurs de concerts, bals, cirques, panoramas et spectacles (21 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, à Paris.

[21 octobre 1890]. — Chambre syndicale de l'encadrement et des industries qui s'y rattachent (30 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, à Paris.

Vaucluse [10 juin 1896]. — Syndicat général des graineurs de France (25,000 membres). Siège social : rue Joseph-Vernet, 92, à Avignon.

[En juillet 1893]. — Syndicat industriel des fabricants d'engrais du Sud-Est (40 membres). Siège social : Avignon.

[1^{er} juillet 1892]. — Chambre syndicale des maîtres d'hôtels, restaurateurs et limonadiers d'Avignon (50 membres). Siège social : Avignon.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Seine [2 mai 1886]. — Syndicat français pour le placement des employés et domestiques (membres). Siège social : boulevard Beaumarchais, 2, à Paris.

[En 1886]. — Chambre syndicale des phototypistes et photographes (20 membres). Siège social : rue Notre-Dame-des-Champs, 87, à Paris.

[En 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers en plumeaux de Paris (95 membres). Siège social : rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 33, à Paris.

[20 août 1897]. — Union fraternelle des ouvriers boulangers de la Seine (région Nord-Ouest). (32 membres). Siège social : rue Balagny, 45, à Paris.

[En 1880]. — Chambre syndicale des ouvriers voiliers et bûcheurs de Paris (27 membres). Siège social : rue Oberkampf, 40, à Paris.

[16 janvier 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers graveurs pour impressions sur papiers peints et étoffes (195 membres). Siège social : rue de Montreuil, 3, à Paris.

[En 1873]. — Chambre syndicale des fumistes industriels (50 membres). Siège social : rue Richard-Lenoir, 52, à Paris.

[En 1873]. — Chambre syndicale des ouvriers fumistes briqueteurs (45 membres). Siège social : passage Roquebrune, 8, à Paris.

[En 1881]. — Chambre syndicale de l'industrie des tourneurs en poterie réunis (20 membres). Siège social : rue Richard-Lenoir, 52, à Paris.

[14 août 1886]. — Chambre syndicale des ouvriers en comptoirs d'étain (45 membres). Siège social : rue du Faubourg-Saint-Antoine, 33, à Paris.

[En mai 1889]. — Chambre syndicale centrale des ouvriers de l'équipement militaire de France (12 membres). Siège social : passage Maurice, 19, à Paris.

[En septembre 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers étireurs au banc du département de la Seine (62 membres). Siège social : rue de la Roquette, 180, à Paris.

[15 décembre 1890]. — Syndicat professionnel des artistes musiciens-instrumentistes de Paris (361 membres). Siège social : rue Pétrelle, 24, à Paris.

[En 1893]. — Chambre syndicale des plombiers-poseurs et aides (fonte et plomb) (80 membres). Siège social : rue du Temple, 108, à Paris.

[1^{er} août 1887]. — Chambre syndicale ouvrière (fédération des graveurs, ciseleurs, guillocheurs et repereurs (85 membres). Siège social : rue Pastourelle, 35, à Paris.

[20 février 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers horlogers en pendules (672 membres). Siège social : passage d'Angoulême, 5, à Paris.

[En septembre 1860]. — Syndicat des écrivains et employés de la publicité parisienne (371 membres). Siège social : cité Waux-Hall, 6, à Paris.

[17 septembre 1885]. — Syndicat des comptables (541 membres). Siège social : Bourse du travail, à Paris.

[19 février 1888]. — Chambre syndicale ouvrière de la vannerie (207 membres). Siège social : Bourse centrale du travail, à Paris.

[25 juillet 1886]. — Chambre syndicale des ouvriers tréfileurs et pointeurs de France (35 membres). Siège social : rue de la Mare, 82, à Paris.

[2 juin 1885]. — Chambre syndicale des ouvriers bonnetiers de la Seine (membres). Siège social : Bourse du travail, à Paris.

[En 1894]. — Syndicat fédératif du spectacle (membres). Siège social : rue Saint-Denis, 281, à Paris.

[6 novembre 1893]. — *La Fraternelle*, société des garçons marchands de vins et liquoristes de la Seine (40 membres). Siège social : rue de l'Hôtel-de-Ville, 62, à Paris.

[22 mars 1893]. — *Le Sou du Voyageur*, union professionnel et philanthropique des voyageurs de commerce (45 membres). Siège social : Bourse de commerce, à Paris.

[En décembre 1888]. — Chambre syndicale des voyageurs et représentants du commerce d'exportation (28 membres). Siège social : Bourse du commerce, à Paris.

[9 juin 1895]. — Syndicat professionnel des correcteurs (26 membres). Siège social : rue de Savoie, 20, à Paris. A fusionné avec le syndicat des correcteurs.

[18 mars 1889]. — Chambre syndicale des marchands des quatre-saisons (50 membres). Siège social : rue de la Cossonnerie, 6, à Paris. (Transformée en société de secours mutuels.)

[22 décembre 1891]. Chambre syndicale des voituriers faisant le service des halles et marchés pour l'alimentation (12 membres). Siège social : rue de la Lingerie, 13, à Paris. (Transformée en société de secours mutuels).

[13 septembre 1888]. — Société des ouvriers pâtissiers-cuisiniers de Paris (250 membres.) Siège social : rue Jean-Jacques-Rousseau, 39, à Paris. (Transformée en société de secours mutuels).

Var [1^{er} juin 1897]. — Syndicat des ouvriers grécurs des chantiers de la Seyne (55 membres). Siège social : sous-sol des écoles laïques, à la Seyne-sur-Mer.

[18 novembre 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers, ébénistes, modeleurs, tourneurs sur bois et similaires de la ville de la Seyne-sur-Mer (115 membres). Siège social : sous-sol des écoles laïques à la Seyne-sur-Mer.

[25 juin 1892]. — Syndicat des employés et représentants de commerce de la ville de Toulon (18 membres). Siège social : Bourse du travail, à Toulon.

Vendée [2 septembre 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers tisserands et parties similaires de Mortagne (42 membres). Siège social : Mortagne-sur-Sèvre.

Yonne [6 février 1897]. — Syndicat des industries en bois et autres industries similaires (24 membres). Siège social : États.

Constantine [20 août 1895]. — Syndicat des garçons d'hôtels, cafés, restaurants et parties similaires (11 membres). Siège social : Bône.

3° SYNDICATS MIXTES.

Vendée [1^{er} janvier 1897]. — Syndicat de la Presse sablaise (11 membres). Siège social : place de la Barre, 7, aux Sables-d'Olonne.

4° SYNDICATS AGRICOLES.

Var [5 mai 1894]. — Syndicat agricole de Collobrières (83 membres). Siège social : Collobrières.

[1^{er} juin 1896]. — Syndicat agricole de la région de Cuers (35 membres). Siège social : place d'Armes, 5, à Cuers.

Vaucluse [1^{er} octobre 1891]. — Syndicat agricole de Saint-Martin-de-Visan (25 membres). Siège social : Visan.

Vosges [24 janvier 1892]. — Syndicat agricole de Celles-sur-Plaine (125 membres). Siège social : Celles-sur-Plaine.

Constantine [11 mars 1893]. — Syndicat agricole du canton de Souk-Arhas (75 membres). Siège social : Souk-Arhas.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de mai 1899.

Nombre des versements.....	248.339	
représentant une somme de.....		31.963.753 ¹
Nombre des remboursements.....	139.321	
représentant une somme de.....		29.540.827
Rentes achetées à 531 déposants pour un capital de.....		599.274
Excédent des versements sur les remboursements et achats de rentes.....		1.823.651
Nombre de comptes existant au 31 mai 1899.....		3.222.311
AUGMENTATION.....		"

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois de juin 1899.

Dépôts de fonds.....	10.307.926 ^f
Retraits de fonds.....	18.399.948
Excédent des retraits.....	8.092.022
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.	1.894.676

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de mai 1899.

Nombre de versements reçus.....	54.416	
représentant une somme de.....		1.529.713 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....		526.571
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.		2.176.658
Nouvelles rentes inscrites.....		377.249
Nombre de parties prenantes.....	3.995	
MONTANT TOTAL des rentes en cours.....		34.591.310
Nombre de titres.....	241.424	

LES GRÈVES EN JUIN 1899.

68 grèves ont été signalées en juin à l'*Office du travail*.

Ce chiffre, de beaucoup supérieur au nombre moyen des grèves qui se sont produites en juin au cours des cinq années antérieures à 1899 (46), est dû principalement au mouvement gréviste de Saône-et-Loire. Dans ce seul département, en effet, on a compté 18 grèves. Le nombre des grévistes n'est connu que pour 14 d'entre elles et s'élève déjà à 15.367, dont 10.000 mineurs à Montceau.

Au total, les grèves de juin comprennent 20.767 grévistes. Pendant le même mois de l'année dernière il n'y avait eu que 26 grèves avec 2.833 grévistes.

Les 68 grèves de juin, dont 22 ont affecté plusieurs établissements, sont dues aux causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	43
Réductions de salaire.....	5
Demandes de diminution du temps de travail avec maintien ou augmentation des salaires.....	9
Demandes de réintégration d'ouvriers ou de contremaîtres.....	7
Demandes de renvoi d'ouvriers.....	6
Demande de suppression du travail aux pièces.....	2
Modifications à la réglementation du travail.....	2
Demande de suppression des heures supplémentaires.....	1

Il est à remarquer que les demandes d'augmentation de salaire, accompagnées ou non de demandes de modifications à la durée du travail figurent dans 52 grèves, soit les trois quarts du nombre total des grèves de juin.

La cause en est évidemment à la situation très favorable des affaires, particulièrement dans les mines, la métallurgie et l'industrie du bâtiment.

Les grèves de juin se sont produites dans 27 départements différents, parmi lesquels la Saône-et-Loire, compte 18 grèves, la Seine, 9, le Nord, 8, la Loire, 4, la Mayenne, 3, l'Allier, le Maine-et-Loire, la Meurthe-et-Moselle et la Seine-Inférieure chacun 2.

Elles se répartissent dans les industries ou professions suivantes :

Bâtiment, 17; métaux, 12; textiles, 12; céramistes, tuiliers, potiers, 9; mines, 4; typographies et imprimeurs, 3; ouvriers de scieries mécanique, 2; une seule enfin parmi des ardoisiers, boulangers, carriers, ébénistes, ouvriers d'un établissement d'eaux minérales, mégissiers, monteurs en chaussures, scieurs de long, tourneurs-vernisseurs et verriers.

Des 68 grèves commencées en juin, 45 sont terminées.

Elles ont duré :

Une, 32 jours; une, 31 jours; deux, 25 jours, une, 14 jours; trois, 13 jours; une 12 jours; une, 10 jours; six, 7 jours; une, 6 jours; cinq, 5 jours; six, 4 jours; cinq, 3 jours; cinq, 2 jours; et sept, 1 jour et elles ont abouti à

9 réussites;
21 transactions;
15 échecs.

Tableau des grèves

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
GRÈVES NON TERMINÉES						
31 avril..		Nantes.....	Loire-Inférieure..	Mouleurs.....	12	184
8 mai....		Lyon.....	Rhône.....	Menuisiers.....	130	1.000
11 mai....		Saint-Pierre-le-Moutier.	Nièvre.....	Maçons et couvreur.		
23 mai....		Le Bouscat.....	Gironde.....	Verriers.....	1	16
31 mai....		Saint-Denis.....	Seine.....	Fondours.....	1	20
GRÈVES COMMENCÉES						
1 ^{er} juin....	3 juin....	Le Chambon.....	Loire.....	Boulonniers.....	6	600
1 ^{er} juin....		Paris.....	Seine.....	Tourneurs et vernisseurs.....	6	50
1 ^{er} juin....	3 juillet..	Halluin.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	30
2 juin....	3 juin....	Laval.....	Mayenne.....	Charpentiers.....		19
2 juin....	5 juin....	Montchanin.....	Saône-et-Loire.....	Mineurs.....	1	600
2 juin....	3 juillet..	Idem.....	Idem.....	Tuiliers.....		600
2 juin....		Idem.....	Idem.....	Ouvriers d'une fabrique de tuyaux de grès.	1	130
5 juin....	10 juin....	Sauveterre.....	Gironde.....	Terrassiers.....	1	80
5 juin....	12 juin....	Saïx-du-Nord.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	101
5 juin....	12 juin....	Les Échelles.....	Savoie.....	Tourneurs-décolleteurs.....	1	7
5 juin....		Ecuissey.....	Saône-et-Loire.....	Tuiliers.....	1	400
5 juin....		Rochefort.....	Charente-Inférieure	Typographes.....	1	12
6 juin....	8 juin....	Sail-sous-Couzan.	Loire.....	Ouvriers d'une compagnie d'eaux minérales.	1	54
6 juin....	10 juin....	Pietrapola.....	Corse.....	Ouvriers de scierie mécanique	1	45
6 juin....	13 juin....	Roubaix.....	Nord.....	Rattacheurs.....	1	30
6 juin....	1 ^{er} juillet.	Montceau-les-Mines	Saône-et-Loire.....	Mineurs.....	1	10.000
7 juin....	8 juin....	Saint-Etienne.....	Loire.....	Typographes.....	1	12
7 juin....	10 juin....	Corbeil.....	Seine-et-Oise.....	Imprimeurs (margeurs).....	1	25
7 juin....	10 juin....	Chalon.....	Saône-et-Loire.....	Tuiliers.....		750
7 juin....	14 juin....	Digoin.....	Idem.....	Foïenciers.....		1.700
7 juin....		Montceau-les-Mines	Idem.....	Menuisiers.....		
8 juin....	12 juin....	Maxéville.....	Meurthe-et-Moselle	Carriers.....	1	45
8 juin....	9 juin....	Puteaux.....	Seine.....	Polisseurs sur métaux.....	1	20
8 juin....		Paris.....	Idem.....	Scieurs de long.....		300
9 juin....		Montceau-les-Mines	Saône-et-Loire.....	Fondeurs.....	1	100
10 juin....	14 juin....	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs, rattacheurs, bûcheurs.	1	54
10 juin....	17 juin....	Paris.....	Seine.....	Nickeleurs.....	1	12
11 juin....	21 juin....	Oran.....	Oran.....	Boulangers.....		250
11 juin....		Angers.....	Maine-et-Loire.....	Plâtriers.....		120
12 juin....	15 juin....	Domfront.....	Orne.....	Maçons.....	2	15
12 juin....	25 juin....	Ciry-le-Noble.....	Saône-et-Loire.....	Céramistes.....		150
13 juin....	26 juin....	Pouilloux.....	Idem.....	Pottiers.....	3	150
12 juin....		Châlon.....	Idem.....	Maçons.....		
12 juin....		Perrecy-les-Forges	Idem.....	Mineurs.....	1	220
12 juin....		Gueugnon.....	Idem.....	Métallurgistes.....	1	500
12 juin....		Gênêlard.....	Idem.....	Mécaniciens-constructeurs.	1	150
12 juin....		Palings.....	Idem.....	Cimentiers et céramistes.		
14 juin....	16 juin....	Saint-Etienne.....	Loire.....	Verriers.....	1	32
14 juin....	19 juin....	Trélazé.....	Maine-et-Loire.....	Ardoisiers.....	1	411
14 juin....	21 juin....	Valdoie.....	Haut-Rhin.....	Tisseurs.....	1	90

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à l'Office du travail.

en juin 1899.

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10

AU 1^{er} JUIN 1899 (A).

1	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
2	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
3	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.....	.....
4	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
5	Demande de renvoi d'un ouvrier non syndiqué.....	.....

EN JUIN 1899.

1	Demande de dimin. du temps de travail sans réd. de salaire.....	Réussite.
2	Réduction de salaire.....	Réussite.
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.
4	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.
5	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.
6	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.
7	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
8	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.
10	Demande d'augment. de salaire et de réintégr. d'un ouvrier.....	Échec.
11	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
12	Menace de renvoi d'un contremaître syndiqué.....	.....
13	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.
14	Demande d'une demi-heure en plus au repas de midi.....	Réussite.
15	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.
16	Demande d'augmentation de salaire et de renvoi d'employés.....	Transaction.
17	Contre le renvoi d'un ouvrier.....	Échec (1).
18	Demande de réintégration de deux ouvriers et de renvoi d'un contremaître.....	Échec.
19	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.
20	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.
21	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
22	Demande d'augmentation de salaire et de réintégration d'un chef de chantier.....	Échec.
23	Demande de réintégration de deux ouvriers.....	Échec.
24	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
25	Demande de diminution du temps du travail.....	.....
26	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.
27	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.
28	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction (2).
29	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
30	Demande d'aug ^{on} de salaire et de dim. du temps de travail.....	Échec.
31	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.
32	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.
33	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
34	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
35	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
36	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
37	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
38	Demande d'augmentation de salaire et d'un quart d'heure en plus pour le repas de midi.....	Transaction.
39	Demande d'augmentation de salaire et de suppression du travail à la tâche.....	Échec.
40	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.

(1) Grévistes remplacés.

(2) Conciliation devant le juge de paix.

DATES		DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment. 1	de la fin. 2				d'établis- sements. 6	de grévistes. 7
14 juin...	.....	Digoin.....	Saône-et-Loire...	Maçons.....	.....	.....
15 juin...	10 juillet.	Paris.....	Seine.....	Mécaniciens (instruments de précision).....	1	550
17 juin...	22 juin...	Saint-Nazaire...	Loire-Inférieure...	Charpentiers.....	1	52
19 juin...	23 juin...	Chassenard.....	Allier.....	Terrassiers.....	1	185
19 juin...	21 juin...	Paris.....	Seine.....	Ebénistes.....	1	.....
19 juin...	.....	Albi.....	Tarn.....	Charpentiers, maçons et terr- siers.....	.....	230
20 juin...	.....	Villers-Chalamont	Doubs.....	Terrassiers.....	1	60
21 juin...	.....	Tourcoing.....	Nord.....	Trieurs de laine.....	1	110
22 juin...	26 juin...	Lambertart.....	Idem.....	Rattacheurs.....	1	48
22 juin...	.....	Saint-Denis.....	Seine.....	Mécaniciens constructeurs.....	1	248
23 juin...	6 juillet.	Gorey.....	Meurthe-et-Mosel.	Pudrificateurs.....	1	190
23 juin...	28 juin...	Louviers.....	Eure.....	Tisseurs.....	1	186
24 juin...	.....	Beauvais.....	Oise.....	Tisseurs.....	1	60
26 juin...	28 juin...	Chassenard.....	Allier.....	Maçons.....	1	45
26 juin...	28 juin...	St-Pierre-les-Étieux	Cher.....	Tuiliers.....	1	60
26 juin...	1 ^{er} juillet.	Bolbec.....	Seine-Inférieure...	Convulseurs.....	.....	.....
26 juin...	.....	idem.....	Idem.....	Peintres.....	.....	.....
26 juin...	29 juin...	Paris.....	Seine.....	Mécaniciens-constructeurs.....	1	20
26 juin...	.....	Fougères.....	Ille-et-Vilaine...	Monteurs en chaussures.....	1	.....
27 juin...	28 juin...	Nœux-les-Mines...	Pas-de-Calais...	Mineurs.....	1	400
27 juin...	10 juillet.	Le Creusot.....	Saône-et-Loire...	Menuisiers.....	.....	50
28 juin...	29 juin...	La Madeleine.....	Nord.....	Chaudronniers en fer.....	1	.....
28 juin...	10 juillet.	Laval.....	Mayenne.....	Menuisiers.....	.....	70
29 juin...	30 juin...	Amiens.....	Somme.....	Tisseurs.....	1	96
29 juin...	3 juillet.	Laval.....	Mayenne.....	Teinturiers.....	.....	149
29 juin...	.....	Chaux-des-Trotenay	Jura.....	Ouvriers de scierie.....	1	14
30 juin...	6 juillet.	Saint-Denis.....	Seine.....	Mégissiers.....	1	80
30 juin...	.....	Halluin.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	.....

GRÈVES COMMENCÉES

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Dix applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en juin à l'*Office du travail* :

1° Grève de rattacheurs à Roubaix. — 30 rattacheurs de la filature de laine Ferrier se sont mis en grève le 6 juin en demandant que leur salaire fût augmenté de 4 centimes à l'heure.

Le 9 juin ils ont réclamé l'intervention du juge de paix, mais le patron a repoussé la conciliation.

Dès le début de la grève, le patron avait promis de donner une prime de 2 fr. 80 par semaine aux ouvriers dont le salaire moyen serait inférieur à 0 fr. 32 de l'heure.

Cette proposition a été finalement acceptée par les ouvriers qui ont repris le travail le 13 juin.

2° Grèves des mineurs de Montceau (Saône-et-Loire). — A la suite de la grève des métallurgistes du Creusot qui a eu lieu en mai, une vive agitation s'est produite dans le département de Saône-et-Loire où les ouvriers de différentes professions, particulièrement des mines et du bâtiment, se sont mis en grève.

N ^{OS} RÉFÉRÉS.	CAUSES DE LA GRÈVE	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	OU DEMANDES DES GRÉVISTES.		
	8	9	10
41	Demande d'augmentation de salaire.....		
42	Demande d'augmentation de salaire et de renvoi du contremaître.....	Transaction.	
43	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
44	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
45	Demande de maintien du travail au temps.....	Échec.	
46	Demande d'augmentation de salaire.....		
47	Demande de réintégration d'un chef de chantier.....		
48	Demande de renvoi de 4 apprentis.....		
49	Réduction de salaire.....	Transaction.	
50	Demande d'aug ^{me} de salaire et de dim. du temps de travail.....		
51	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
52	Demande d'augmentation de salaire et de modifications à la réglementation du travail.....	Transaction. (1)	(1) Conciliation devant le juge de paix.
53	Demande d'augmentation de salaire.....		
54	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
55	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
56	Réduction de salaire.....	Réussite.	
57	Réduction de salaire.....		
58	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Échec.	
59	Demande d'augmentation de salaire.....		
60	Demande de suppression des heures supplémentaires.....	Réussite.	
61	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
62	Demande de renvoi d'un surveillant.....	Réussite.	
63	Demande d'aug ^{me} de salaire et de dim. du temps de travail.....	Transaction (2).	(2) Conciliation devant le juge de paix.
64	Modifications apportées à la réglementation du travail.....	Transaction.	
65	Demande d'aug ^{me} de salaire et de dim. du temps de travail.....	Transaction.	
66	Réduction du salaire.....		
67	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
68	Réduction de salaire.....		

Commencée dès le début du mois par les mineurs de Montchanin, le mouvement n'a pas tardé à s'étendre et on a pu compter dans ce département, 18 grèves comprenant près de 16.000 grévistes.

Le conflit le plus sérieux, au moins par le nombre des ouvriers qui y ont pris part, a été celui qui a éclaté aux mines de Montceau où il y a eu jusqu'à 10.000 grévistes.

Les revendications des mineurs comprenaient une augmentation de salaire et surtout le renvoi de trois employés accusés de se livrer pour le compte de la Compagnie à une surveillance occulte sur les ouvriers.

Le juge de paix intervenant d'office a convoqué patron et ouvriers à une réunion de conciliation pour le 9 juin.

Les grévistes ont nommé des délégués, mais le directeur de la Compagnie a demandé un délai pour pouvoir consulter le conseil d'administration à Paris.

Le 13, il a fait connaître aux intéressés que la Compagnie, ne voulant rien accorder, estimait inutile toute réunion. Toutefois les négociations n'ont pas été rompues entre les ouvriers et le directeur, et le préfet s'entremettait activement pour chercher un terrain d'entente.

Après bien des pourparlers la Compagnie a consenti à accepter la démission offerte par les trois employés cause du conflit; elle déclarait toute augmentation de salaire impossible et offrait seulement certains avantages pour les mises à la retraite.

La question du renvoi des employés étant celle qui tenait le plus à cœur aux grévistes, ils ont accepté les propositions de la Compagnie et le travail a été repris le 1^{er} juillet. La fin de ce conflit a amené également la terminaison de la plupart des autres grèves de Saône-et-Loire.

3° Grève de tuiliers à Chalon (Saône-et-Loire). — 750 ouvriers tuiliers occupés dans 5 usines de Chalon se sont mis en grève le 7 juin en vue d'obtenir une augmentation de salaire.

Le 10 ils ont demandé l'intervention du juge de paix, mais le travail a été repris dès le lendemain 11 juin, les patrons ayant fait à leur personnel de larges concessions.

4° Grève d'ardoisiers à Trélazé (Maine-et-Loire). — Les ouvriers fondeurs de la carrière de la Grande-Maison à Trélazé se sont mis en grève le 14 juin en demandant la suppression du travail à la tâche. Les fendeurs se sont joints à leurs camarades, ce qui a porté à 400 le nombre des grévistes. Le juge de paix a convoqué par affiches les parties à une réunion de conciliation, mais, avant que celle-ci ait pu avoir lieu, les grévistes ont repris le travail le lundi 19 juin, sans obtenir satisfaction.

5° Grève de maçons et couvreurs à Saint-Pierre-le-Moutier (Nièvre) [1]. Le 7 juin, le syndicat des ouvriers du bâtiment de Saint-Pierre-le-Moutier a demandé par lettre au juge de paix de convoquer les patrons à une nouvelle réunion de conciliation qui devait être tenue le 18 juin.

Un seul patron s'est présenté en déclarant qu'il ne pouvait rien discuter parce que ses collègues avaient déclaré qu'ils ne voulaient pas se trouver en présence des délégués du syndicat ouvrier. Dans ces conditions, la réunion n'avait plus d'objet et l'entente était impossible. La grève continue.

6° Grève de maçons à Chalon (Saône-et-Loire). — Le 12 juin, la plupart des ouvriers du bâtiment et notamment les maçons se sont mis en grève en réclamant une augmentation de salaire. Le juge de paix a proposé l'application de la loi de 1892 qui a été acceptée par les ouvriers; les patrons ont répondu qu'ils avaient atteint la limite des concessions en consentant à n'opérer aucune retenue pour les accidents et ils ont refusé de se prêter à la constitution d'un comité de conciliation. La grève a continué jusqu'au 28 juin et s'est terminée par une transaction.

7° Grève de boulangers à Oran. — Depuis quelque temps, les boulangers d'Oran avaient fait auprès de leurs patrons un certain nombre de démarches pour obtenir une augmentation de salaire. Ces démarches étant restées infructueuses, 250 boulangers ont suspendu le travail le 11 juin. La grève a pris fin le 21 juin à la suite d'un accord intervenu entre les deux parties devant le juge de paix. L'alimentation de la ville a été assurée par la municipalité à la disposition de laquelle les grévistes s'étaient mis dès le début du conflit.

8° Grève de tisseurs à Louviers (Eure). — Le 21 juin après midi, 80 tisseurs de la maison Breton et fils, à Louviers, ont cessé le travail à la suite de la nouvelle d'une diminution de 2 centimes par 1,000 duites. Le directeur ayant déclaré que cette nouvelle était fausse, la suspension du travail n'a duré qu'un quart d'heure.

Le 23, le patron, M. Breton, devait recevoir une délégation d'ouvriers pour régler avec elle différents points, mais ayant remarqué qu'un certain nombre de tisseurs avaient arrêté leurs métiers en attendant le résultat des négociations, le patron

(1) Voir le *Bulletin* de juin 1899. — page 512.

se déclara fort mécontent de cette attitude qu'il considéra comme une provocation et fit arrêter le moteur.

Tous les ouvriers, au nombre de 186, ont dû par suite quitter l'usine.

Le lendemain, à l'heure de la rentrée, ils ont envoyé une délégation au patron, mais celui-ci a refusé de discuter avant que ses ouvriers aient repris le travail.

Le 26, le juge de paix est intervenu à la demande de M. Breton et a réuni, le lendemain 27, un comité de conciliation. Les grévistes réclamaient certaines augmentations des tarifs et diverses modifications à la réglementation du travail. Après pourparlers, celui-ci a accordé quelques relèvements sur différents articles et le travail a été repris à ces conditions le 28 juin.

9° Grève de tuiliers à Saint-Pierre-lès-Étieux (Cher). — Le 26 juin, 60 ouvriers occupés à la tuilerie de la Société des tuileries mécaniques du Berry et de Bordeaux se sont mis en grève en demandant 0 fr. 30 l'heure au lieu de 0 fr. 25.

Le directeur a promis cette augmentation aux 17 ouvriers employés aux fours, mais les ouvriers ont continué la grève surtout parce qu'ils craignaient que les promoteurs du mouvement ne fussent renvoyés. Sur intervention du juge de paix, le directeur a pris l'engagement de ne renvoyer personne, et tous les ouvriers ont repris le travail le 28 juin.

10° Grève de menuisiers à Laval. — 70 menuisiers se sont mis en grève à Laval le 28 juin en demandant :

1° Une augmentation de salaire de 10 centimes par heure, soit 40 centimes; 2° la réduction à 11 heures de la journée de travail; 3° que l'assurance soit entièrement à la charge des patrons; 4° la suppression du travail au pièces.

Dès le début du conflit, les grévistes ont saisi le juge de paix de leur différend, et le magistrat a formé un comité de conciliation au cours de la réunion, duquel une transaction est intervenue comportant la journée de onze heures et des augmentations suivant aptitudes de chacun.

La grève a ainsi pris fin le 10 juillet.

La grève des maçons de Saint-Germain-en-Laye et la loi sur les accidents. — Les ouvriers maçons de Saint-Germain-en-Laye se sont mis en grève le 3 juillet, au nombre de 150, pour résister à une réduction de salaire de 2 centimes par heure, imposée par les patrons pour subvenir aux frais de l'assurance. Un comité de conciliation, formé sur l'initiative du juge de paix, s'est réuni le 4 et le 6, n'a pu établir l'accord et a décidé de s'en rapporter à l'arbitrage de M. Millerand, Ministre du Commerce.

M. Berteaux, député de Seine-et-Oise, a immédiatement soumis la question à M. Millerand et a reçu du Ministre, le 8 juillet, la lettre suivante :

MONSIEUR LE DÉPUTÉ ET CHER COLLÈGUE,

Vous avez bien voulu me communiquer avant-hier le texte d'une affiche placardée par plusieurs entrepreneurs de bâtiments de Saint-Germain et aux termes de laquelle lesdits entrepreneurs prétendent se couvrir des responsabilités des accidents du travail au moyen d'une « diminution de salaire imposée » à leurs ouvriers. Vous m'avez en même temps exprimé le désir de connaître le sentiment de mon administration sur la légalité de cette mesure.

Sans pouvoir résoudre directement cette question, qui relève des tribunaux, mon administration n'hésite pas à penser que la mesure dont il s'agit est contraire aux dispositions combinées des articles 1^{er} et 30 de la loi du 9 avril 1898, qui mettent intégralement la responsabilité des accidents « à la charge du chef de l'entreprise ».

Agréez, etc.

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

A. MILLERAND.

Les grévistes avaient repris le travail le 7 juillet, après avoir accepté le recours à l'arbitrage.

BUDGET DE L'EXERCICE 1899.

Loi de finances du 30 mai 1899. [Extraits.]

(J. O. du 31 mai 1899.)

Parmi les crédits accordés au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes par la loi de finances du 30 mai 1899 se trouvent les suivants :

CHAPITRES 6 et 7. Conservatoire des arts et métiers. — Personnel et matériel.	485.650 ^f
CHAPITRES 8 et 9. Écoles nationales d'arts et métiers. — Personnel et matériel.....	1.314.700
CHAPITRES 10 et 11. École nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny. — Personnel et matériel.....	334.400
CHAPITRE 12. École nationale d'horlogerie de Cluses.....	56.920
CHAPITRE 13. Bourses aux élèves des écoles d'arts et métiers pour les préparer aux examens de l'École centrale des arts et manufactures, et bourses d'entretien de ces mêmes élèves à cet établissement. (Dépenses figurant pour la première fois au budget de 1888.).....	30.000
CHAPITRE 14. Bourses à l'École centrale des arts et manufactures.....	50.000
CHAPITRE 15. Écoles pratiques de commerce et d'industrie. — Personnel...	545.509
CHAPITRE 16. Encouragements à l'enseignement industriel.....	381.800
CHAPITRE 17. Encouragements à l'enseignement commercial.....	202.600
CHAPITRE 19. Comité consultatif des arts et manufactures.....	27.000
CHAPITRE 20. Récompenses honorifiques aux vieux ouvriers.....	41.000
CHAPITRE 21. Conseil supérieur du travail.....	15.000
CHAPITRE 22. Inspection du travail dans l'industrie. (Loi du 2 novembre 1893).....	637.500
CHAPITRE 48. Encouragements aux syndicats professionnels.....	15.000
CHAPITRE 31. Encouragements aux associations ouvrières de production et de crédit.....	165.000
CHAPITRE 32 et 33. Caisse nationale de retraites pour la vieillesse. (Bonification sur les pensions).....	1.215.000
CHAPITRE 40. Encouragements aux pêches maritimes.....	5.000.000
CHAPITRE 41, 42 et 43. Subvention à la marine marchande. Primes à la construction et à la navigation.....	14.610.000
CHAPITRE 44 et 45. Primes à la filature de la soie.....	8.838.000
CHAPITRE 46. Subvention à l'industrie des huiles de schiste.....	159.167
CHAPITRE 49. Office du travail et statistique générale.....	103.000
CHAPITRE 50. Recensement quinquennal des professions.....	150.000

ALGÉRIE.

CHAPITRE 1 ^{er} . École nationale d'apprentissage de Dellys.....	120.000
---	---------

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

L'application de la loi sur la responsabilité des accidents.

Le 1^{er} juin dernier, venait en délibération à la Chambre une proposition de loi de M. Gervais, député, relative à la résiliation des contrats d'assurance contre les accidents souscrits sous l'empire de la législation antérieure à la loi du 9 avril 1898. Cette proposition avait été favorablement accueillie par la commission d'assistance et de prévoyance sociales, à laquelle elle avait été renvoyée tout d'abord, et le texte proposé par M. Audiffred, rapporteur, était ainsi conçu : « *Article unique.* — Les contrats d'assurance collectifs ou individuels contre les accidents du travail, souscrits sous l'empire de la législation antérieure à la loi du 9 avril 1898, soit par les chefs d'entreprise visés à l'article 1^{er} de ladite loi, soit par leurs employés ou ouvriers, sont résolus de plein droit à partir du 1^{er} juin 1899. » Dès le début de la discussion, M. Julien Goujon souleva la question de savoir si la proposition s'appliquait aux contrats souscrits par les agriculteurs qui, livrés uniquement aux travaux des champs, ne se servent qu'accessoirement de machines mues par des moteurs inanimés.

Après un débat dans lequel, par suite de cette intervention, fut mise en cause la détermination du champ d'application de la loi du 9 avril, en ce qui concerne les travaux agricoles, l'article unique, mis aux voix, fut adopté.

Un amendement de M. Rose, étendant le droit de résiliation aux contrats souscrits postérieurement à la promulgation de la loi du 9 avril 1898, fut renvoyé à la commission. Enfin, M. Julien Goujon résuma ses observations touchant l'agriculture, dans un amendement ainsi conçu : « La loi du 9 avril 1898 et la présente loi (relative aux contrats d'assurance) ne sont pas applicables aux agriculteurs qui ne se servent qu'accidentellement de moteurs inanimés. » Cet amendement fut également renvoyé à la commission.

La délibération continua le 2 juin. L'amendement de M. Rose, quoique repoussé à l'unanimité par la commission, fut néanmoins adopté par la Chambre à la majorité de 458 voix sur 507 votants.

L'amendement de M. Julien Goujon donna lieu à une nouvelle discussion sur l'application de la loi aux ouvriers agricoles, discussion au cours de laquelle M. Mirman déposa une proposition tendant à préciser, en le limitant, le champ d'application de la loi.

Le 8 juin, la commission, M. Mirman étant rapporteur, reconnut la nécessité de séparer nettement la question des contrats de celle des ouvriers agricoles et présenta en premier lieu la proposition suivante :

« *Article unique.* — Les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés et dont sont victimes, par le fait ou à l'occasion du travail, les personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service des moteurs ou machines, sont à la charge de l'exploitant dudit moteur. Est considéré comme exploitant l'individu ou la collectivité qui dirige le moteur ou le fait diriger par ses préposés. Si la victime n'est pas salariée on n'a pas un salaire fixe,

l'indemnité due est calculée, selon les tarifs de la loi du 9 avril 1898, d'après le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune. » Ce texte, ainsi que l'a fait ressortir M. le Ministre du commerce, a uniquement pour but de préciser l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 en fixant les trois points suivants : catégorie d'accidents agricoles visés par la loi; victimes bénéficiant de la loi; personnes responsables. L'ensemble du texte, mis aux voix, fut adopté. Quant à la proposition primitive de M. Gervais, devenue celle de la Commission et à laquelle se joignait désormais l'amendement Rose, visant exclusivement la questions des contrats, elle fut ensuite votée séparément avec l'amendement.

Le 22 juin, le Sénat entama la délibération sur cette dernière proposition. La commission sénatoriale, par l'organe de M. Théodore Girard, rapporteur, se déclara à la presque unanimité, hostile à l'intervention du pouvoir législatif dans cette question, estimant qu'il fallait laisser aux tribunaux le soin de la trancher. Toutefois, un contre-projet de M. Volland, limitant à un an le délai de résiliation et donnant à l'assureur aussi bien qu'à l'assuré la faculté de dénoncer les polices, fut, en cours de séance, adopté par la commission, qui en restringit l'application aux polices souscrites antérieurement à la loi du 9 avril, contrairement à l'amendement de M. Rose. Ce contre-projet, ainsi modifié par la commission, fut adopté par 124 voix sur 247 votants.

Le 26 juin, M. Le Gludic, rapporteur au Sénat de la proposition relative aux accidents agricoles, déposa son rapport. Le texte voté par la Chambre était conservé, mais on y ajoutait un premier alinéa ainsi conçu : « La loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable aux exploitations agricoles », qui mettait en relief le caractère exceptionnel de l'indemnisation des accidents agricoles, admis au bénéfice de la loi seulement en tant que causés par des machines mues par des moteurs inanimés.

La première délibération eut lieu le 29 juin. Le premier alinéa ci-dessus fut reporté à la fin de l'article unique et ainsi rédigé : « En dehors du cas ci-dessus déterminé, la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture ».

Un amendement de M. Félix Martin, tendant à rendre responsable le fermier ou le propriétaire de l'exploitation agricole en cas de non-assurance ou d'insolvabilité de l'exploitant de la machine, ayant été rejeté par 231 voix sur 243 votants, le texte de la commission fut adopté intégralement.

La proposition relative aux contrats d'assurance, modifiée par le contre-projet Volland, revint à la Chambre le 27 juin. La discussion immédiate eut lieu et le texte du Sénat fut adopté. La loi a été promulguée le 30 juin. Nous en donnons plus loin le texte *in extenso*, p. 618.

Quant à la proposition concernant les accidents agricoles, elle a été votée par la Chambre avec l'alinéa additionnel de la commission sénatoriale, le 30 juin. La loi a été promulguée le 1^{er} juillet. On en trouvera également le texte plus loin, p. 618.

LES HABITATIONS À BON MARCHÉ (1).

Approbation des statuts. Demandes nouvelles. — Le *Bulletin* de juin 1898 a fait connaître que 41 sociétés d'habitations à bon marché, dont il a publié la liste, avaient demandé l'approbation ministérielle pour leurs statuts, conformément à l'article 9 du règlement du 21 septembre 1895.

Ces sociétés se classent ainsi :

Sociétés antérieures au 30 novembre 1894.....	15
Sociétés postérieures au 30 novembre 1894.....	26

Depuis l'année dernière, ce nombre s'est accru de 5, dont 4 sociétés anonymes et une coopérative, ce qui le porte à 46, savoir :

Sociétés antérieures au 30 novembre 1894.....	15
Sociétés postérieures au 30 novembre 1894.....	31

Sur les 31 sociétés qui sont nées après la loi de 1894, on en compte 4 fondées en 1895, 7 en 1896, 8 fondées en 1897. Ces chiffres accusent nettement la progression du mouvement et contrastent avec sa lenteur au début, puisque 5 sociétés seulement remontent au delà de 1889 (2).

Forme des sociétés. — Sur les 46 sociétés approuvées à ce jour, il en est 32 d'anonymes et 14 de coopératives, soit un tiers du total pour ces dernières.

La forme anonyme était autrefois la seule connue par les sociétés d'habitations à bon marché. En vain signalait-on aux ouvriers français le grand exemple que leur donnaient leurs camarades d'Angleterre et d'Amérique, qui avaient su fonder des *building societies* prospères (3) et conquérir, par leurs propres efforts, la propriété de leurs maisons.

Jusqu'à la loi de 1894, ces exhortations étaient restées presque absolument infructueuses. Depuis lors, au contraire, la forme coopérative prend faveur, ainsi que le montre la proportion de un tiers relevée ci-dessus.

Les Comités d'habitations à bon marché. — Le *Bulletin* de juin 1898 a également fait connaître que les comités d'habitations à bon marché dont la création avait été décidée étaient au nombre de 87 répartis entre 48 départements.

Depuis l'année dernière, nous n'avons à enregistrer que la création de trois nouveaux comités des habitations à bon marché : un pour le département des Ardennes; un autre pour le département de Tarn-et-Garonne; un troisième pour l'arrondissement de Riom (Puy-de-Dôme).

D'autre part, le comité de l'arrondissement de Lavaur (Tarn) doit être considéré

(1) Extrait d'un rapport présenté au Conseil supérieur des habitations à bon marché par M. Challemecl, membre du Comité. Reproduit *in extenso* au *Journal officiel* du 19 mai 1899.

(2) Il ne s'agit ici que des sociétés ayant demandé l'approbation de leurs statuts : Il existe, en dehors d'elles, quelques sociétés, et des plus importantes, comme la Société philanthropique de Paris, la Société des logements économiques de Lyon, etc.

(3) Associations coopératives d'épargne et de crédit foncier mutuel. Sur ces sociétés, voir *Bulletins* d'avril et de juin 1897, janvier 1895, août et décembre 1894, juin 1898.

comme dissous de fait, et le comité de Fougères s'est fusionné avec celui de Rennes, ce qui nous donne, à l'heure actuelle, pour toute la France un total de 88 comités dans 50 départements.

Ces 88 comités se répartissent de la façon suivante :

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de comités locaux institués.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de comités locaux institués.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de comités locaux institués.
Ain	5	Garonne (Haute-)..	1	Pas-de-Calais	2
Aisne	1	Gers	1	Puy-de-Dôme	2
Allier	1	Gironde	1	Pyrénées (Basses-)..	1
Alpes (Basses-)..	1	Hérault	1	Pyrénées (Hautes-)..	1
Alpes (Hautes-)..	1	Ille-et-Vilaine	1	Pyrénées Orientales.	1
Alpes-Maritimes...	1	Indre	1	Territoire de Belfort.	1
Ardèche	1	Indre-et-Loire	1	Rhône	2
Ardennes	1	Isère	1	Saône (Haute-)	1
Ariège	1	Jura	1	Saône-et-Loire	1
Aube	1	Landes	1	Sarthe	1
Aude	1	Loir-et-Cher	1	Savoie	1
Aveyron	1	Loire	1	Savoie (Haute-)..	1
Bouches-du-Rhône..	1	Loire (Haute-)..	1	Seine	1
Calvados	1	Loire-Inférieure...	3	Seine-et-Marne	5
Cantal	1	Loiret	1	Seine-et-Oise	1
Charente	1	Lot	1	Seine-Inférieure...	5
Charente-Inférieure.	6	Lot-et-Garonne...	1	Sèvres (Deux-)..	1
Cher	1	Lozère	3	Somme	1
Corrèze	2	Maine-et-Loire	1	Tarn	2
Corse	1	Manche	1	Tarn-et-Garonne...	1
Côte-d'Or	1	Marne	2	Var	1
Côtes-du-Nord	1	Marne (Haute-)..	1	Vaucluse	1
Creuse	1	Mayenne	1	Vendée	1
Dordogne	1	Meurthe-et-Moselle.	1	Vienne	1
Doubs	1	Meuse	1	Vienne (Haute-)..	1
Drôme	1	Morbihan	1	Vosges	1
Eure	1	Nièvre	1	Yonne	1
Eure-et-Loir	1	Nord	7	Alger	1
Finistère	1	Oise	1	Constantine	1
Gard	1	Orne	3	Oran	1

Sur ces 88 comités, il y en a 22 qui, d'après les indications fournies à l'administration, n'ont pas fonctionné durant l'année 1898 ; 11 sur lesquels nous ne possédons aucun renseignement ; 55, enfin, qui ont adressé au conseil supérieur un rapport de leurs travaux, en exécution de l'article 14 de la loi du 30 novembre 1894.

Le comité des Bouches-du-Rhône rend compte, d'une manière fort intéressante, du concours de bonne tenue, d'ordre et d'épargne qu'il a organisé entre les occupants des quatre groupes d'habitation construits par la caisse d'épargne des Bouches-du-Rhône et la société des habitations à bon marché de Marseille, et d'autre part ceux qui ont construit leurs maisons soit comme sociétaires de la coopérative « la Pierre du foyer », soit au moyen de prêts hypothécaires amortissables consentis par la caisse d'épargne.

D'autre part, le comité des Bouches-du-Rhône a fait procéder à une enquête sur

l'état des logements les moins salubres des quartiers ouvriers de Marseille. L'enquête a porté sur cent vingt maisons; elle a permis de constater que les principales causes d'insalubrité étaient le défaut d'entretien des immeubles et les dispositions insuffisantes des logements qui contiennent d'ordinaire des familles plus nombreuses que ne permettrait leur exigüité.

La caisse d'épargne des Bouches-du-Rhône continue son concours à l'œuvre des habitations ouvrières; cette année, elle a prêté 50,000 francs sur obligations à la société des habitations à bon marché de Marseille.

La caisse d'épargne de Douai a fait à la Société des habitations ouvrières, fondée dans cette ville, un prêt qui, se joignant à quelques souscriptions bénévoles, lui a permis de construire 81 maisons dans d'excellentes conditions de salubrité.

De même encore, la caisse d'épargne de Cambrai a mis une somme de 30,000 francs à la disposition d'une société d'habitations à bon marché en voie de formation.

Le comité de la Seine a mis à l'étude cinq projets émanant soit de l'initiative de ses membres, soit de la préfecture de la Seine, savoir : 1° établissement de petites maisons à l'usage des chiffonniers; 2° amélioration des garnis parisiens; 3° attribution de prix aux constructeurs de maisons réunissant les meilleures conditions de confort, d'hygiène et de bon marché; 4° constitution d'une société coopérative de construction à former entre ouvriers du département; 5° fondation à Paris d'une grande société anonyme de construction d'habitations à bon marché.

Le comité signale en outre les avantages qui résulteront pour des œuvres de cette importance, du concours de la société de crédit des habitations à bon marché, présidée avec tant d'autorité par M. Jules Siegfried, et il se félicite de l'extension de la loi de 1894 aux maisons qui ont des bouliques d'un loyer supérieur au maximum prévu par l'article 5. Cette extension a été consentie, vous le savez, par M. le Ministre des finances dans une lettre du 1^{er} octobre 1898 (1).

Le Comité de la Somme a adressé à vingt-trois communes représentant les principaux centres industriels du département un questionnaire sur les conditions de l'habitation ouvrière. Quatorze réponses lui sont déjà parvenues; elles ont été résumées dans un rapport dont nous croyons intéressant de donner un extrait : « Les quatorze dossiers accusent un ensemble de plus de 5,000 maisonnettes habitées, à peu d'exceptions près, par une seule famille.

La plupart de ces maisonnettes ne sont pas groupées et n'appartiennent pas à ceux qui les occupent. Le loyer annuel varie entre 75 et 200 francs; il est payable tantôt à la quinzaine ou au mois, tantôt au trimestre. Les garnis sont en nombre infime; ce mode de logement n'est guère en usage dans la Somme. Les habitations sont généralement saines; les épidémies y seraient nulles et la mortalité n'y dépasserait pas la moyenne normale. Nulle part les ouvriers n'ont constitué entre eux de sociétés pour la construction de maisons; de même l'action des patrons pour l'amélioration du logement de leurs ouvriers ne s'est encore fait sentir que sur quelques points. On ne découvre jusqu'ici aucune tentative pour transformer les locataires en propriétaires.

Le comité des Vosges nous rappelle que depuis longtemps un grand nombre d'industriels ont fait construire dans le voisinage de leurs usines des maisons générale-

(1) Cette lettre a été publiée dans le *Bulletin* de la société française des habitations à bon marché, 1898, p. 385.

ment bien distribuées et ne laissant rien à désirer sous le rapport de l'hygiène. De plus, il existe à Épinal une société anonyme d'habitations ouvrières, fondée en 1889, qui a construit et vendu déjà treute-six maisons, dont les prix varient entre 4,200 et 6,500 francs. En ce moment, elle fait édifier six maisons individuelles et elle ne demanderait qu'à étendre son action, si elle parvenait à obtenir le concours de la Caisse d'épargne.

Le comité de Seine-et-Oise a émis un vœu qui a pour objet d'assurer à un plus grand nombre de personnes le bénéfice de la loi du 30 novembre 1894, en élevant les maxima de valeurs locatives fixés par l'article 5. Il est difficile, en effet, comme le démontre le rapport présenté au nom de l'Association fraternelle des employés et ouvriers des chemins de fer, de construire des habitations qui satisfassent aux exigences de l'hygiène sans dépasser les limites étroites de cet article et sans renoncer par conséquent aux avantages, déjà si restreints, que le législateur a voulu leur accorder. L'Association fraternelle possède un capital de 23 millions qu'elle voudrait employer en partie à la construction de petites maisons pour ses adhérents; elle est déjà en présence d'un nombre considérable de demandes et voudrait, pour être en mesure d'y satisfaire, que le tarif suivant fût substitué à celui de la loi;

Dans les villes de 10,000 habitants et au-dessous, 220 francs;

De 10,000 à 30,000 habitants et dans les communes limitrophes, 250 francs;

De 30,000 à 60,000 habitants et dans les communes limitrophes, 300 francs;

De 60,000 à 200,000 habitants et dans les communes limitrophes, 400 francs;

Dans les communes de plus de 200,000 habitants et dans les communes situées dans un rayon de 40 kilomètres autour de Paris, 500 francs;

A Paris, 600 francs.

Le second vœu formulé par le comité de Seine-et-Oise tend à défendre la loi du 30 novembre 1894 contre une interprétation de l'Administration des Contributions directes.

L'Administration soutient, à l'occasion de la demande d'exonération formée par la société coopérative *le Foyer villeneuvois*, que le revenu net imposable à la contribution foncière auquel se réfère l'article 5 de la loi du 30 novembre 1894 doit être déterminé, non par le chiffre du loyer des habitations à bon marché, mais par comparaison de leur valeur locative avec la valeur locative des autres immeubles de la localité.

Dans l'espèce, il s'agit de Villeneuve-Saint-Georges, commune située dans un rayon de 40 kilomètres autour de Paris, et l'exonération est demandée pour un groupe de maisons dont les loyers sont tous inférieurs à 323 francs (art. 50 du règlement du 21 septembre 1895). L'Administration soutient qu'en réalité, dans le quartier où ces habitations ont été construites, un logement semblable est loué d'ordinaire au-dessus de 323 francs et que, par suite, l'exonération n'est pas acquise.

Or, le législateur a voulu que les conditions du logement des classes laborieuses fussent améliorées; il a voulu que des maisons plus salubres fussent mises à leur disposition, sans que pour cela le chiffre du loyer fût augmenté; il demande aux sociétés et aux particuliers de réduire autant que possible le profit qu'ils pourraient très légitimement retirer de leurs immeubles pour offrir à une certaine clientèle des habitations qui soient véritablement salubres et à bon marché, c'est-à-dire plus salubres et à meilleur marché que les habitations qui leur sont généralement offertes.

Le taux normal des loyers pour les habitations à bon marché ayant été fixé par le législateur, la valeur locative de ces habitations est déterminée par ce taux lui-même et elle échappe nécessairement à toute autre détermination contingente et arbitraire.

Pour éviter à ce sujet tout retour offensif de l'Administration, le Comité permanent a proposé au Conseil supérieur de prendre la délibération suivante :

« Le Conseil supérieur émet l'avis que la base unique d'estimation de la valeur locative des habitations à bon marché, pour l'application de l'article 5 de la loi du 30 novembre 1894, est le chiffre réel du loyer desdites habitations, à l'exclusion de toute comparaison avec d'autres locaux » (1).

III

Ressources affectées aux constructions d'habitations à bon marché (2).

Le rapport de l'an dernier annonçait au Conseil supérieur qu'une *société de crédit des habitations à bon marché*, devant servir d'intermédiaire entre les sociétés locales de construction et la Caisse des dépôts et consignations, était en voie de formation. Cette société s'est fondée définitivement le 20 juillet 1898, au capital de 500,000 francs, et ses statuts ont reçu l'approbation du Ministre du commerce et de l'industrie.

D'après l'article 2, la société a pour objet spécial et limité :

« 1° De consentir en France, aux sociétés de constructions à bon marché constituées en conformité des lois des 30 novembre 1894 et 31 mars 1896, des prêts avec ou sans garantie hypothécaire, en représentation du montant desquels elle recevra des obligations négociables avec ou sans garantie hypothécaire;

« 2° De négocier, sous sa garantie, à la Caisse des dépôts et consignations, les obligations des sociétés de construction qu'elle aura reçues en conformité du paragraphe précédent.

« Le montant réuni de ces prêts ne pourra pas excéder dix fois le montant nominal du capital social.

« Toutes autres opérations sont interdites. »

L'article 38 est ainsi conçu :

« Les produits nets, défalcation faite de toutes les charges, constituent les bénéfices.

Sur les bénéfices nets annuels il sera d'abord prélevé :

« 1° 5 p. 0/0 pour constituer la réserve légale;

« 2° Les sommes nécessaires au paiement d'un intérêt maximum de 3 p. 0/0 du montant libéré des actions avec rappel d'une année sur l'autre en cas d'insuffisance.

« Le surplus des bénéfices sera porté à un fonds de réserve extraordinaire, sur lequel pourraient être prélevées les sommes nécessaires pour fournir ou compléter, le cas échéant, l'intérêt maximum de 3 p. 0/0 sur le montant libéré des actions.

« La réserve légale et la réserve extraordinaire ne pourront jamais être l'objet

(1) Ce rapport a été approuvé par le Conseil supérieur.

(2) Rapport au Conseil supérieur des habitations à bon marché, au nom du Comité permanent, par M. Jules Siegfried sénateur.

d'une répartition entre les actionnaires avant la dissolution de la société et sa liquidation.

« Les sommes portées au fonds de réserve légale seront déposées à la Caisse des dépôts et consignations avec les fonds du capital social, celles portées à la réserve extraordinaire pourront être employées en prêt à des sociétés de construction dans les termes des présents statuts ou en valeurs mobilières garanties par l'État. »

Ces deux articles montrent bien quel est l'esprit dans lequel cette société a été créée; elle est faite pour servir d'intermédiaire entre les sociétés locales dont elle escompte les obligations après s'être assurée de la valeur du gage présenté, et elle les réescompte à la Caisse des dépôts et consignations, après y avoir mis son aval.

Cette dernière a ainsi une double garantie moyennant laquelle elle est entrée largement dans la voie tracée par l'article 6 de la loi du 30 novembre 1894.

En effet, quatre sociétés locales de construction d'habitations à bon marché ont déjà négocié leurs obligations pour une somme d'environ 700,000 francs.

Voici, à titre de renseignement, les conditions auxquelles la société de crédit des habitations à bon marché, rue de la Ville-l'Évêque, n° 15, à Paris, est en mesure de négocier des prêts :

Pour être admis à emprunter à la société de crédit des habitations à bon marché, les sociétés doivent être constituées conformément aux lois du 30 novembre 1894 et du 31 mars 1896. Elles ont, en conséquence, à produire leurs statuts à l'appui de leurs demandes d'emprunt.

Les prêts consentis par la société de crédit sont, en outre, soumis aux conditions ci-après :

1° Les obligations négociables doivent être du type adopté par la société de crédit, au capital de 100 ou de 500 francs, émises au pair.

Le modèle de ces obligations est mis à la disposition des sociétés;

2° L'intérêt des obligations est fixé à 3 p. o/o net de tous frais accessoires et impôts, lesquels restent à la charge des sociétés emprunteuses. Il est payable par semestre, les 15 juin et 15 décembre;

3° L'amortissement des obligations doit avoir lieu dans un délai à déterminer au moment du prêt. Ce délai ne pourra dépasser vingt-cinq années. Le remboursement des titres au pair d'émission, sans aucune retenue et net de tous frais et impôts, doit être effectué à la date coïncidant exactement avec l'une des deux échéances semestrielles;

4° Le remboursement anticipé des obligations peut avoir lieu à toute époque d'échéance semestrielle, en totalité ou en partie, et sans payement d'indemnité;

5° Les fonds empruntés sont mis à la disposition des sociétés après remise d'un nombre d'obligations correspondant au capital réalisé. Les réalisations ont lieu sur justification à la société de crédit, par les sociétés, de l'emploi des sommes empruntées; elles peuvent être faites par fractions, au fur et à mesure de l'avancement des travaux qui motivent l'emprunt;

6° En cas d'inexécution des engagements ou de dissolution de la société emprunteuse, la société de crédit se réserve le droit d'exiger le remboursement anticipé de la totalité des obligations restant à échoir.

7° Les sociétés qui empruntent à la société de crédit doivent s'interdire la faculté d'emprunter sur hypothèque ou autrement, sans l'approbation préalable de la société de crédit, jusqu'au complet remboursement des obligations émises en

garantie du prêt consenti, ou bien fournir à la société de crédit une première hypothèque;

8° Les sociétés qui construiront dans une localité desservie par l'une des compagnies de chemins de fer, à l'exception de la compagnie de l'Est, devront s'engager à donner un droit de préférence aux agents de ces compagnies pour l'achat ou la location de la moitié des habitations à construire. Ce droit de préférence pourra être exercé directement par les agents de la compagnie et il cessera d'exister à la fin du mois qui, pour chaque habitation réservée, suivra son achèvement. Ce délai expiré, les sociétés resteront libres de louer ou de vendre comme elles l'entendront celles des habitations qui n'auraient pas été louées ou vendues aux agents de la compagnie de chemins de fer.

Voici, en outre, les pièces à produire à l'appui d'une demande d'emprunt :

1° Copie certifiée conforme par le président du conseil d'administration des statuts de la société;

2° Copie de la délibération du conseil d'administration de la société votant la réalisation de l'emprunt à la société de crédit, aux conditions de cette société;

3° Liste des membres composant le conseil d'administration avec l'indication de leur qualité et du nombre d'actions possédé par chacun d'eux;

4° Dernier bilan arrêté, appuyé de renseignements détaillés sur les comptes de l'actif et notamment sur la valeur, la nature, la situation et l'importance des immeubles;

5° État détaillé des recettes et des dépenses (année courante et années antérieures, si la société a plus d'un an d'existence);

6° Autorisation du libre examen des livres de comptabilité de la société, au même titre que les commissaires des comptes, donnée au délégué de la société de crédit;

7° Production d'un état négatif d'hypothèques, s'il y a lieu, et production de la police d'assurance avec la dernière quittance;

8° Tableau d'amortissement des obligations certifié par le président du conseil d'administration;

9° Copie de la lettre du président du conseil d'administration de la compagnie de chemins de fer desservant la localité où la société se propose de construire, qu'elle prend l'engagement de donner un droit de préférence aux agents de cette compagnie pour la vente ou la location d'habitations jusqu'à concurrence de la moitié des habitations à construire;

10° Les sociétés nouvellement constituées auront à produire, en outre, un plan des terrains et de leurs abords; les plans, devis, cahiers des charges et marchés soumissionnés relatifs aux maisons qu'elles se proposent de construire.

Par les facilités qu'elle donne aux sociétés locales de construction en leur prêtant de l'argent au taux de 3 p. o/o, cette nouvelle société de crédit contribuera certainement à développer le mouvement créé par la loi du 30 novembre 1894.

Tout en s'accroissant de plus en plus, ce mouvement est loin d'atteindre encore l'importance de celui qui a lieu en Belgique, grâce à la Caisse générale d'épargne et de retraite de Bruxelles.

Voici, en effet, quelles ont été ses opérations en 1897 :

Avances à 84 sociétés de crédit.....	18,196,081 ^r 80 ^c
Avances à 20 sociétés immobilières.....	1,500,977 50
ENSEMBLE.....	<u>19,697,059 30</u>

Avantages fiscaux accordés par la loi du 30 novembre 1894.

Voici quelles ont été les conséquences de la loi du 30 novembre 1894 au point de vue des avantages fiscaux qu'elle accorde pour l'année 1898 :

DÉSIGNATION DES CATÉGORIES DE COMMUNES.	NOMBRE de DÉCLARATIONS admisses.	CONTRIBUTION EXEMPTÉE EN PRINCIPAL et centimes additionnels.		TAXE DES BIENS de mainmorte.	PATENTES.	TOTAL.
		Poncière.	Portes et fenêtres.			
		fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.
Communes de 1,000 habi- tants et au-dessous.....	2	"	0 86	"	"	0 86
Communes de 1,001 à 5,000 habitants.....	26	18 95	772 78	77 31	24	893 04
Communes de 5,001 à 30,000 habitants.....	87	180 50	3,597 71	43 15	18	3,839 36
Communes de 30,001 à 200,000 habitants ou dans un rayon de 40 kilomètres autour de Paris.....	59	344 27	2,450 08	164 52	158	3,117 77
Communes de 200,001 habi- tants et au-dessus.....	4	435 31	799 18	194 62	336	1,765 11
Ville de Paris.....	2	"	457 71	"	650	1,107 71
TOTAUX.....	180	979 03	8,079 22	479 60	1,186	10,723 85

29 départements ont participé à ces exemptions prévues par l'article 9 de la loi du 30 novembre 1894, et ceux qui en ont le plus profité sont les suivants :

Nord, pour 3,368 fr. 90;
Gironde, pour 1,677 fr. 31;
Seine, pour 1,636 fr. 11;
Seine-et-Oise, pour 641 fr. 48;
Seine-Inférieure, pour 555 fr. 40;
Meurthe-et-Moselle, pour 475 fr. 15;
Manche, pour 415 fr. 16.

En ce qui concerne la dispense du timbre et l'enregistrement gratis des actes nécessaires à la constitution des sociétés de construction d'habitations à bon marché et de crédit (art. 11 de la loi du 30 novembre 1894), 22 sociétés en ont profité et ont évité ainsi une dépense de 2,624 fr. 75.

Enfin 17 sociétés ont été exemptées de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières, conformément à l'article 13 de la loi du 30 novembre 1894, ce qui, sur un revenu de 26,690 francs, au taux de 4 p. 0/0, représente une exonération de taxe de 1,067 fr. 60.

Une seule personne a profité de la faculté, prévue par l'article 10 de la loi, de ne payer que par fraction les droits de mutation.

En récapitulant ces différentes exonérations, on trouve que, pour l'année 1898, elles se sont élevées à :

Contribution foncière, propriété bâtie.	999 ¹ 03 ^c
Contribution des portes et fenêtres.	8,078 22
Taxe de mainmorte.	499 60
Patente.	1,186 00
Timbre et enregistrement.	2,624 75
Impôt sur le revenu des valeurs mobilières.	1,067 60
EXONÉRATION TOTALE.	<u>14,415 20</u>

Pour un sacrifice relativement faible, la loi sur les habitations à bon marché a donc produit des résultats satisfaisants, qui tendront à augmenter, sans aucun doute, au fur et à mesure que ses avantages seront plus connus.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en juin (1). La situation générale reste très satisfaisante.

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 65 villes d'Allemagne constatent, par rapport au mois de juin 1898, une diminution des demandes de travail des ouvriers dans 40 villes et une augmentation de ces demandes dans 16 villes.

Les placements effectués dans les 65 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Juin 1898..	24.897	9.021	33.918	30.268	8.065	38.333	121,6	89,4	113,0
Juin 1899..	30.521	11.411	41.932	31.163	8.095	39.258	102,1	70,1	93,6

Grèves en juin (1). — 52 nouvelles grèves (contre 84 en juin dernier); dont 18 dans l'industrie du bâtiment, 9 dans les métaux, 8 dans le travail du bois et 5 dans l'industrie textile.

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

Ordonnance concernant l'installation et l'exploitation des établissements dans lesquels les scories phosphatées du procédé Thomas sont broyées ou emmagasinées (1) [25 avril 1899]. — Aux termes des articles 120 c et 139 a de l'ordonnance industrielle, le Conseil fédéral décide que dans les établissements dans lesquels on procède au broyage des scories ou à la manipulation des poudres de scories du procédé Thomas, les planchers doivent être pleins et imperméables, de façon à faciliter l'enlèvement des poussières par des lavages; les pièces doivent être aérées et facilement isolées; le broyage, doit avoir lieu ou à l'air libre ou dans des hangars ouverts de tous côtés. Les appareils de broyage aussi bien que ceux servant à transporter les poudres de scories, doivent être agencés de façon à ce que la poussière pénètre le moins possible dans les ateliers, et des ventilateurs doivent être installés pour emporter ces poussières dans des chambres spéciales. Les revêtements et les emboîtages des appareils et de broyage de transport des poussières doivent être fermés hermétiquement, sinon ils devront être aussitôt remplacés. Les conduits et les chambres à poussières doivent être disposés de telle façon qu'ils puissent être nettoyés et vidés du dehors. Le chef d'industrie ne doit laisser faire les travaux de réparations aux appareils ci-dessus énumérés et, en général, tout travail qui expose l'ouvrier aux poussières de scories qu'à des ouvriers munis de respirateurs ou d'appareils spéciaux garantissant le nez et la bouche (éponges ou linges humides); ces appareils devront être fournis par le patron. On devra prendre les plus grandes précautions pour vider les moulins et les chambres à poussières, notamment pour l'emmagasinage des poudres de scories dans les silos, de façon à éviter de soulever la poussière. Des ventilateurs ou des appareils analogues devront être installés dans les locaux où les poudres sont mises en sac; les locaux où ces sacs sont emmagasinés doivent être isolés des autres ateliers. L'enveloppe des sacs servant aux poudres de scories devront avoir une épaisseur et une imperméabilité correspondant au moins à celle des sacs du commerce pesant 14 onces, et de 15 onces si la hauteur des tas de sacs de poudres de scories doit dépasser 3 m. 50. Les agents de l'autorité supérieure peuvent cependant pour ces dernières prescriptions apporter certaines atténuations lorsqu'ils pensent que, par suite de l'organisation de l'exploitation et de la nature des poudres, il ne se produira pas plus souvent de ruptures de sacs et de dispersions des poussières. Les poudres de scories ne peuvent être gardées en masse que dans des locaux (silos) hermétiquement isolés des autres ateliers; ces silos doivent être disposés de telle sorte qu'on n'y puisse pénétrer soit pendant qu'on les vide, soit pendant qu'on remplit les sacs avec la poudre qui était emmagasinée; il doit y avoir un ventilateur ou tout autre appareil analogue.

Les locaux où s'opèrent le broyage ou la pulvérisation des scories ou l'emmagasinage des poudres doivent être lavés à grande eau pendant les arrêts avant chaque reprise du travail; les ouvriers qui ne sont pas occupés au nettoyage ne doivent pas séjourner dans les ateliers. Le patron ne doit pas tolérer que les ouvriers apportent de l'alcool dans les ateliers.

Dans une partie de l'usine, à l'abri des poussières, des locaux doivent être mis à la disposition des ouvriers pour s'habiller et se laver, et d'autres pour manger; ces locaux doivent être tenus très propres et à l'abri des poussières; ils doivent être chauffés en hiver. Dans les locaux servant à l'habillement et à la toilette, du savon, de l'eau, des torchons en quantités suffisantes et des installations pour déposer les vêtements avant de commencer le travail doivent être mis à la disposition des ouvriers. Le patron doit donner toute facilité à ses ouvriers au moins une fois par semaine pour prendre un bain chaud.

Les ouvrières ni les jeunes ouvriers ne peuvent être occupés ni séjourner dans les ateliers dans lesquels on manipule les scories ou les poudres de scories. Les ouvriers occupés au broyage, au chargement ou au déchargement des poudres de scories ne doivent pas travailler plus de 10 heures par jour, et la durée du travail doit être coupée de pauses d'une durée totale de 2 heures et dont une d'au moins 1 heure. Le patron ne doit pas occuper des ouvriers adonnés à l'ivrognerie ou des ouvriers ayant des maladies de l'appareil respiratoire; un médecin, nommé par l'autorité supérieure, donnera des certificats aux ouvriers qu'il aura visités; ces certificats seront conservés et présentés à l'inspecteur du travail. Le patron doit tenir ou faire tenir par un employé, en vue du contrôle, un livre sur lequel seront notés les noms, prénoms, âge, adresse, jour d'entrée et de sortie de l'usine de chaque ouvrier; les jours et les genres de maladie de chaque ouvrier, le nom du médecin qui a visité le malade à l'an-

(1) D'après le *Reichsanzeiger*.

nonce de la maladie, la date du rétablissement ou de la mort de l'ouvrier; le patron est responsable des indications qui sont portées sur le livre, à moins qu'un médecin ne se charge lui-même de tenir ce contrôle. Une affiche, reproduisant ces prescriptions, devra être placée d'une façon apparente dans les locaux servant de vestiaire et dans ceux servant aux repas. La présente ordonnance est applicable le 1^{er} juillet 1899.

Ordonnance concernant les exceptions à l'interdiction du travail du dimanche dans les exploitations industrielles (26 avril 1899). — En vertu du paragraphe 105 d de l'ordonnance industrielle, le Conseil fédéral a arrêté. Bénéficieraient de l'exemption certaines exploitations telles que :

1° Les usines qui, au plus 6 mois par an, traitent les oxydes de fer ou de plomb; 2° les établissements métallurgiques qui travaillent régulièrement avec plus de 2 équipes par 24 heures; les usines dont le travail est arrêté tous les deux dimanches au moins pendant 36 heures, le déchargement des wagons de chemins de fer jusqu'à 5 heures (cependant le dimanche pendant lequel le travail sera toléré, on ne pourra travailler que de 6 heures du matin à 6 heures du soir; il ne sera accordé aussi aucune exception pour Noël, Jour de l'an, Pâques, l'Ascension et Pentecôte); 3° les verreries, celles qui produisent des verres convexes, des verres à glace, etc., si on travaille au four des 3 équipes, le travail du verre en masse sera toléré mais avec un arrêt de 12 heures; dans les verreries qui n'ont pas 3 équipes, tolérance 3 dimanches sur 4, à condition qu'aucune fête ne coïncide avec ces dimanches, d'exception, le travail permis est de 9 heures au plus; 4° usines de production d'acide carbonique liquide, dans les usines produisant l'acide carbonique et dans les ateliers de pompes de compression, du 15 mai au 15 septembre, et en dehors de ce délai seulement dans les usines qui produisent l'acide carbonique par la combustion du coke; 5° fumage des poissons, du 15 septembre au 15 mai, sauf 8 dimanches, le travail est permis pendant 12 heures, et pour les dimanches pendant lesquels le travail est arrêté, l'arrêt doit durer 36 heures au moins; le patron doit aussi se conformer aux instructions données par le contrôleur de l'autorité centrale.

Ordonnance concernant l'exploitation des moulins à farine (26 avril 1899). — Dans les moulins à farine, les ouvriers et les apprentis, après 24 heures de travail effectué, doivent avoir un repos ininterrompu de 8 heures et de 10 heures si l'usine marche uniquement ou normalement avec des moteurs à vapeur. Si le travail se fait avec des équipes de jour et de nuit et se trouve interrompu par les arrêts imposés le dimanche (ordonnance industrielle 105^e), le repos devra être limité à la durée nécessaire pour assurer les changements de poste du jour en poste de nuit et réciproquement. Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux moulins mus exclusivement par le vent. Pour les moulins qui ne disposent que d'une force hydraulique irrégulière et qui n'emploient qu'un ouvrier, des dispenses des arrêts prescrits peuvent être accordées par les agents de l'autorité subalterne, 15 jours au maximum par an. Les apprentis mineurs de 16 ans ne peuvent être occupés dans les moulins, quels qu'ils soient, la nuit, de 8 h. 1/2 du soir à 5 h. 1/2 du matin. Sont considérés comme ouvriers et apprentis de moulins ceux qui surveillent et dirigent les appareils de mouture; sont considérés comme apprentis les mineurs de 16 ans qui n'ont pas le savoir d'un compagnon, même s'il n'y a pas eu contrat d'apprentissage.

AUTRICHE-HONGRIE.

Les grèves (1). — En Bohême et dans la Silésie autrichienne, une série de grèves se sont produites dans l'industrie textile au commencement de juin puis se sont étendues à l'industrie du bâtiment.

Dans la région de Brünn, la grève de l'industrie textile s'était continuée jusqu'au milieu de juin, mais le travail avait eu tendance à reprendre, une partie des ouvriers étant déjà rentrés aux anciennes conditions; le gouverneur de la province a amené la fin de la grève par une entente entre patrons et ouvriers concluant à une augmentation du prix du travail aux pièces et à la diminution de la durée du travail à dix heures et demie par jour.

3^e réunion du Conseil permanent du travail (1). (20 mars 1899.) — Le Conseil s'est occupé de la réforme de la statistique des grèves et des modifications à apporter à la rédaction des questionnaires du recensement. Il avait été nommé précédemment une commission chargée d'établir une statistique des placements professionnels; cette commission, qui s'était réunie pour la première fois le 19 décembre 1898, a formulé une série de réformes à introduire dans le projet de loi sur le placement et a résolu de procéder à une enquête avec le concours des bureaux institués par les communes, les associations et les syndicats. L'Office du travail est ensuite chargé de rechercher et d'exposer les résultats obtenus dans les divers pays par les mesures ayant un caractère social, en ce qui concerne les travaux publics et les fournitures de l'État. Enfin la commission chargée le 18 novembre 1898, de faire une enquête sur la situation des mineurs, spécialement du district charbonnier Ostrain-Karwin, a établi le questionnaire à envoyer aux groupements intéressés; elle propose aussi d'étendre le questionnaire à d'autres professions de façon à pouvoir établir des comparaisons et de le faire porter sur les améliorations à apporter aux caisses minières. Le Conseil étudie la question du travail à domicile et celle de l'entreprise à façon par des confectionneurs; il a arrêté le plan des enquêtes relatives à ces questions.

(1) Sur les attributions du *Conseil permanent* et sur l'organisation de l'*Office du travail*, voir *Bull.* de déc. 1898, p. 961.

BELGIQUE.

Revue du travail en juin (1). — Dans les charbonnages, en dépit d'une extraction aussi forte que possible, on ne parvient pas, en maint endroit, à satisfaire aux demandes, de plus en plus importantes, de combustible et une nouvelle hausse est considérée comme imminente sur certaines catégories. La *métallurgie* du fer, de l'acier, du zinc, conserve une activité intense et on travaille partout avec le nombre maximum d'ouvriers. Le travail est toujours très actif dans la *verrière*, la *glucerie*, les *carrières*, la *briqueterie*, les industries du *bâtiment* et du *vêtement*, la fabrication des *allumettes*, la *brasserie*. Le *travail du bois* traverse partout une période exceptionnellement favorable. Il y a, au contraire, quelque ralentissement dans les industries *dentellière* et *diamantaire* et la situation de la *distillerie industrielle* ne s'améliore pas. Activité régulière dans l'industrie du *coton* et du *lin*; la proportion des chômeurs reste très faible; bonne situation dans l'industrie de la laine.

Grèves en juin (1). — 5 nouvelles grèves, avec 600 grévistes ont été signalées en juin. 2 grèves commencées l'une en avril, l'autre en mai se sont prolongées jusqu'au milieu de juin. Les grèves déclarées en juin se sont toutes terminées dans le cours de ce mois, la plus longue n'ayant pas duré 10 jours.

Le but de ces grèves est : dans 2 cas l'augmentation de salaire; dans les 3 autres cas, la garantie d'un minimum de salaire, le renvoi d'ouvriers non syndiqués, et une protestation contre les agissements d'un directeur.

Sur les 7 grèves terminées en juin : 2 succès (248 grévistes), 3 transactions (650 grévistes), 2 échecs (80 grévistes).

Fin de la grève générale des mineurs (2). — La seconde consultation des sections charbonnières des Conseils de l'industrie et du travail, en présence de délégués spéciaux du Gouvernement, n'ayant abouti à aucune concession de majoration de salaires, le comité de la Fédération nationale des mineurs, réuni le 15 mai, à Charleroi, a voté l'ordre du jour suivant :

« La grève générale est suspendue pour le moment; elle sera reprise à brève échéance, si les patrons n'exécutent pas leurs promesses en augmentant les salaires. »

Cette décision a amené en quelques jours la reprise complète du travail. Seuls, dans le bassin de Liège, un millier de mineurs du plateau de Herve ont essayé de continuer la résistance, mais, restant isolés, ils ont cédé à leur tour et se sont remis au travail le 23 mai.

Travaux des Conseils de prud'hommes en 1898 (3). — Le nombre des contestations déferées à la juridiction des 39 conseils constitués en 1898 s'est élevé à 8,872; en 1896, ce chiffre était de 3,624 et, en 1897, de 7,470.

Dans le calcul fait pour 1898, il n'est pas tenu compte des affaires conciliées personnellement par les greffiers des conseils.

Le bureau de conciliation a été saisi de 7,821 affaires : 5,060 ont été conciliées soit environ 65 p. 0/0; 19 affaires étaient encore pendantes devant le bureau au

(1) Renseignements dus à l'obligeance de M. le docteur Vercrussse, chef de bureau à l'*Office du Travail* de Belgique.

(2) Voir *Bull.* de mai, p. 449.

(3) *Revue du travail* (Belge).

31 décembre 1898; quant aux autres affaires (2,742), ou bien elles ont été introduites devant le conseil (1,057), ou bien elles sont restées sans suite par le fait même des parties (1,685).

Le conseil a été saisi de 1,108 affaires : 601 ont été terminées par voie de jugement, soit environ 54 p. 0/0; 491 ont été terminées à l'amiable devant le conseil, soit environ 44 p. 0/0; 16 affaires étaient encore pendantes au 31 décembre 1898.

En tenant compte à la fois des affaires conciliées par le bureau et de celles terminées à l'amiable devant le conseil, par l'accord des parties, la proportion des affaires conciliées s'élève à environ 70 p. 0/0.

Les conseils devant lesquels le mouvement des affaires a été le plus considérable sont :

Le conseil de Charleroi avec 1,200 affaires (918 en 1897);

Le conseil de Liège avec 1,157 affaires (1008 en 1897);

Le conseil de Bruxelles avec 904 affaires (963 en 1897);

Le conseil d'Ixelles avec 744 affaires (689 en 1897).

Les conditions principales de l'industrie houillère (1). — Ces conditions peuvent se résumer de la façon suivante :

Consommation	17.637.670 tonnes.
Production	21.492.446 —
Nombre moyen d'ouvriers employés.....	120.382
Nombre de mines en gain.....	94
Bénéfices des mines en gain.....	21.302.450 francs.
Nombre de mines en perte.	23
Déficit des mines en perte.....	1.745.700 francs.
Bénéfice restant.....	19.556.750 francs.
Valeur moyenne de la tonne de houille extraite.....	10 fr. 26
Salaire total distribué par tonne extraite..	5 fr. 70
Bénéfice par tonne extraite.....	0 fr. 91
Production annuelle par ouvrier.....	180 tonnes.
Salaire moyen annuel d'un ouvrier.....	1.023 francs.
Bénéfice annuel par ouvrier employé.....	164 francs.

L'effectif du personnel ouvrier s'est élevé à 120.382 travailleurs, soit 1.136 de plus qu'en 1896; en voici la répartition :

		OUVRIERS.	
		à l'intérieur.	à la surface.
Hommes et garçons.	au-dessus de 16 ans.....	81.678	21.536
	de 14 à 16 ans.....	4.223	1.384
	de 12 à 14 ans.....	1.804	1.147
Femmes et filles....	au-dessus de 21 ans.....	549	1.554
	de 16 à 21 ans.....	87	3.774
	de 14 à 16 ans.....	"	2.646
TOTAUX.....		88.341	32.041
		120.382	

(1) *Annales des mines*, d'après les documents officiels.

Depuis l'année 1891 qui a précédé celle de la mise en vigueur dans les mines de la loi du 13 décembre 1889 sur le travail, le nombre des femmes et des filles occupées à l'intérieur des travaux a diminué de 3.055, soit de 83 p. o/o. La catégorie des jeunes filles au-dessous de 16 ans a même entièrement disparu en 1894.

Quant aux enfants au-dessous de 16 ans employés souterrainement, leur nombre s'est réduit de près du tiers.

La production par ouvrier du fond a été de 243 tonnes.

La production par ouvrier du fond et de la surface réunis a été de 179 tonnes, 1 de plus que l'année précédente.

Le montant des salaires s'est élevé, en 1897, à la somme de 123.258.500 francs, ce qui établit le salaire annuel moyen de l'ouvrier, sans distinction de travail ni de sexe, à 1.023 francs : 53 francs de plus qu'en 1896. En réalité, si l'on déduit les retenues pour les institutions de prévoyance, certaines consommations au compte de l'ouvrier, ce salaire se réduit à 1.006 francs et le salaire journalier moyen à 3 fr. 40. Par rapport à l'année précédente, ce salaire s'est accru de 4,4 p. o/o.

Le salaire journalier net de 3 fr. 40 se décompose comme suit :

Ouvriers de la surface, 2 fr. 52.

Ouvriers du fond, 3 fr. 72.

Accidents (1).

Les accidents survenus dans le courant de l'année 1896 se répartissent comme suit :

	Char- bonnages.	Mines métalliques et minières.	Carrières souterraines.	Usines métallur- giques.	TOTAL.
Nombre d'accidents.....	306	2	5	59	372
Morts.....	124	2	3	21	150
Blessés grièvement.....	201	"	2	41	244

Le nombre des ouvriers occupés dans les charbonnages ayant été (fond et surface réunis) de 120.382, la proportion des ouvriers tués, afférente à l'industrie houillère, a été de 10,3 par 10.000 travailleurs. Elle avait été de 11,4 l'année précédente.

Sur ces 10,3 accidents mortels, la proportion de ceux qui sont dus au grisou est de 0,42 seulement; elle est de 9,88 pour les autres causes.

En 1896, il y a eu environ six tués par million de tonnes de charbon extrait.

(1) Pour les comparaisons des accidents dans les mines des divers pays (France, Allemagne, Autriche, Belgique, Grande-Bretagne) voir Bulletin de 1894, p. 87.

ESPAGNE.

Le personnel et la production des mines en 1897 (1). — La statistique de la production minérale en Espagne pour l'année 1897 peut être résumée de la façon suivante :

1° Personnel et production des mines.

DÉSIGNATION DES MINÉRAIS ET SUBSTANCES.	NOMBRE d'ouvriers.	QUANTITÉ de produits.	VALEUR des produits.
		tonnes.	francs.
Minerais de fer.....	17.417	7.419.768	27.286.637
Minerais de plomb et plomb argentifère.....	15.779	297.161	28.968.121
Minerais de cuivre.....	8.410	2.179.670	10.804.076
Minerais de zinc.....	1.522	73.848	1.819.230
Minerais de mercure.....	2.025	32.378	6.642.215
Sel commun.....	2.172	508.605	5.796.462
Houille, lignite, anthracite.....	15.577	2.073.950	17.397.037
Autres substances.....	3.053	"	2.101.215
TOTAUX.....	65.955	"	100.814.993

2° Personnel et production des usines minéralurgiques.

DÉSIGNATION DES MÉTAUX ET PRODUITS.	NOMBRE d'ouvriers.	QUANTITÉ de produits.	VALEUR des produits.
		tonnes.	francs.
Fonte, fer et acier.....	8.713	293.841	42.937.360
Plomb et plomb argentifère.....	2.995	166.370	53.276.479
Argent fin.....	32	71.168 kg.	7.778.180
Cuivre fin et cuivre noir.....	3.760	29.659	20.700.623
Mattes de cuivre.....		18.120	4.836.052
Zinc en lingots et laminé.....	565	6.244	4.159.030
Mercure.....	554	1.728	7.821.666
Autres produits.....	1.133	"	24.468.694
TOTAUX.....	17.752	"	165.978.084

(1) *Annales des mines*, d'après les documents officiels. Pour 1896, voir *Bulletin* de mai 1898, p. 424.

DANEMARK.

Les grèves (1). — A Copenhague, le comité nommé en 1898 pour éviter les grèves a décidé d'offrir aux patrons et aux ouvriers sa médiation et de se présenter comme comité de conciliation dans le lock-out actuel.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en juin (2). — La situation se maintient toujours favorable dans les principales industries.

2,3 p. o/o de chômeurs dans 123 trade-unions groupant 502.718 membres, contre 2,5 p. o/o en mai 1899 et 2,6 p. o/o en juin 1898.

5,34 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers employant 391.506 mineurs, contre 5,61 en mai 1899 et 4,95 en juin 1898.

Ces derniers chiffres ne portent pas sur les puits du pays de Galles qui étaient atteints par la grève en juin 1898.

374 hauts fourneaux en marche à la fin de juin 1899, avec 24.785 ouvriers contre 376 en mai 1899 et 345 en juin 1898.

96 p. o/o du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton et 90 p. o/o dans les tissages avec 80.000 ouvrières, femmes et filles, contre 97 et 87 p. o/o en mai 1899 et 90 et 74 p. o/o en juin 1898.

Sur 51.000 travailleurs pour lesquels des renseignements sont fournis, hausse de 2 fr. 40 en moyenne pour tous, dont 17.316 dans l'industrie métallurgique et 8.793 dans les textiles. Cette hausse a été obtenue pour 5.200 ouvriers par grève, pour 13.800 par échelle mobile et le surplus, pour 32.500, par négociation directe entre patrons et ouvriers.

Placement gratuit (3). — 1.339 demandes et 922 offres d'emplois en juin 1899, contre 1.618 et 946 en mai 1899 et 1.939 et 987 en juin 1898; 773 placements à demeure et 143 en extra, soit ensemble 916 contre 946 en mai 1899 et 1.175 en juin 1898.

(1) D'après le *Reichsanzeiger*.

(2) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

(3) Sur les 10 bureaux de placement qui ont fourni des renseignements au *Labour Department* en juin, 6 sont situés à Londres et 4 en province, à Ipswich, Plymouth, Liverpool et Glasgow.

Grèves en juin. — 59 nouvelles grèves en juin avec 14.254 chômeurs, contre 94 avec 23.577 en mai 1899, et 49 avec 12.087 en juin 1898, non compris les mineurs Gallois: 22 grèves dans le bâtiment, 9 dans les mines et carrières, 9 dans les métaux, 7 dans les textiles. Sur 66 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 18.263 grévistes, 12 succès (avec 2.760 grévistes), 30 transactions (avec 9.744 grévistes), 23 échecs (avec 5.459 grévistes).

Une commission d'enquête sur les accidents des employés de chemins de fer(1). — Une Commission royale a été instituée avec le programme suivant :

Rechercher les causes des accidents, mortels ou non, qui frappent les employés des compagnies de chemins de fer et des propriétaires de wagons ; étudier la possibilité d'adopter des mesures pour réduire le nombre de ces accidents, eu égard aux conditions de l'exploitation, aux règles et règlements en vigueur et aux dispositifs de sécurité en usage dans les compagnies.

Les accidents du personnel des chemins de fer en 1897 et 1898. — Les accidents survenus aux agents des compagnies et entrepreneurs de chemins de fer en 1897 et 1898 ont été de 504 tués et 4.149 blessés par des accidents de trains ou des accidents liés à des mouvements de trains ou de véhicules. Il faut compter aussi 38 agents tués et 8.830 blessés par d'autres accidents survenus dans l'enceinte des chemins de fer : au total 545 tués et 12.979 blessés. En 1897 les chiffres étaient 510 et 4.129 pour la première catégorie, 56 et 10.273 pour la seconde : au total 566 tués et 14.402 blessés. Sont enregistrés comme blessures tous les accidents qui rendent la victime incapable de son travail habituel pendant 5 heures, au cours d'un des trois jours ouvrables qui suivent l'accident.

Le personnel actif des compagnies de chemins de fer anglaises étant, d'après une statistique de 1895(2) de 465.112 personnes, la proportion des tués ressort à 1,09 p. 1.000 en 1898, à peu près la même que sur les chemins de fer français. La proportion des blessés est de 28 p. 1.000.

(1) D'après la *Labour Gazette*.

(2) La dernière visée par l'*Abstract of Labour Statistics* de 1897-1898.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Lettre ministérielle du 12 janvier 1899 relative à la définition des mots «sautiller sur une pédale» et «métiers à la main» employés par les articles 3 et 4 du décret du 13 mai 1893.

[D'après l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures, les mots *sautiller sur une pédale* n'ont plus guère d'application dans l'industrie. On pourrait, toutefois, les définir en disant que, pour sautiller, l'ouvrier doit être debout avec les deux pieds sur la pédale du métier afin de pouvoir l'actionner précisément en faisant ce mouvement alternatif qu'on appelle sautellement. Les cas où le service aura à intervenir pour assurer l'exécution des règles relatives à ce mode de travail seront donc fort rares.

Quant aux mots *métiers à la main*, le Comité estime qu'ils comprennent pour toutes les industries les métiers qui ne sont pas mus mécaniquement. Il résulte de là que les machines à imprimer mues au moyen de pédales notamment, doivent être considérées comme rentrant dans la catégorie des appareils visés par l'article 4 et qu'on peut y employer des enfants à partir de l'âge de 16 ans.]

Lettre ministérielle du 3 février 1899 relative à l'application de la loi du 12 juin 1893 dans les moulins, en ce qui concerne la protection des courroies et des engrenages et la clôture des trappes des monte-sacs (1).

[D'après l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures, les termes de la loi sont formels. Elle prescrit, dans tout établissement fonctionnant par des appareils mécaniques, de séparer les courroies et les engrenages des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service, de clôturer les trappes et ouvertures, d'installer tous ces appareils et de les tenir dans les meilleures conditions possibles de sécurité et il ne suffit pas de pouvoir se reposer, pour s'affranchir de ces préservatifs, sur l'adresse d'un ouvrier de choix, rompu au métier et qui a su jusqu'ici échapper au danger.]

Lettre ministérielle du 15 février 1899 relative aux livrets appartenant à des enfants qui ont quitté un établissement sans les réclamer.

[Le patron ne peut, sous aucun prétexte, conserver le livret d'un enfant. Si celui-ci ne le réclame pas, le livret doit être déposé à la Mairie pour être tenu à la disposition du titulaire.]

Décret du 22 juin 1899 portant approbation des statuts du syndicat général de garantie du bâtiment et des travaux publics pour l'exécution de la loi du 9 avril 1898.

(J. O. du 24 juin 1899).

(1) Il s'agissait d'une mise en demeure qui avait visé plus spécialement les courroies qui commandent le cylindre, le fendeur et la brosse à blé, et les engrenages du fendeur et des bluteries.

Décret du 22 juin 1899 relatif aux conseils de prud'hommes d'Angoulême.

(J. O. du 22 juin 1899.)

[Soumettant la profession de boulanger à la juridiction de ce conseil, 4^e catégorie.]

Arrêté du Ministre de l'intérieur, en date du 24 juin 1899, modifiant la date d'élection des représentants des sociétés de secours mutuels.

(J. O. du 28 juin 1899.)

Vu la loi du 1^{er} avril 1898, dont l'article 34 institue un conseil supérieur des sociétés de secours mutuels composé de dix-huit de leurs représentants, dont six appartenant aux sociétés libres, élus par leurs délégués;

Vu le décret du 2 mai 1899, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi et déterminant les collèges électoraux;

Vu l'article 2 de l'arrêté ministériel du 5 juin 1899, convoquant les collèges électoraux des sociétés libres pour le 9 juillet 1899;

Considérant que, pour les deux premiers collèges, la période comprise entre le jour de la convocation et le jour de l'élection est insuffisante, par suite du nombre considérable des sociétés intéressées et du travail matériel qui est nécessaire pour les aviser dans les délais voulus,

ART. 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté ministériel du 5 juin 1899 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les 1^{er} et 2^e collèges électoraux pour l'élection des représentants des sociétés de secours mutuels libres sont convoqués pour le dimanche 23 juillet 1899.

Les 3^e, 4^e, 5^e et 6^e collèges sont convoqués pour le dimanche 9 juillet 1899.

« Le scrutin sera ouvert de neuf heures du matin à quatre heures du soir. »

Loi du 29 juin 1899 relative à la résiliation des polices d'assurances souscrites par les chefs d'entreprises soumis à l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents.

ARTICLE UNIQUE. Pendant une période d'un an, à partir du jour de la promulgation de la présente loi, les polices d'assurances (accidents) concernant les industries prévues à l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 et antérieures à cette loi pourront être dénoncées par l'assureur ou par l'assuré au moyen d'une déclaration au siège social ou chez l'agent local, dont il sera donné récépissé, soit par acte extrajudiciaire. Les polices non dénoncées dans ce délai seront régies par le droit commun.

**Loi du 30 juin 1899
concernant les accidents causés dans les exploitations agricoles
par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés.**

(J. O. du 1^{er} juillet 1899.)

ARTICLE UNIQUE. Les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés et dont sont victimes, par le fait ou à l'occasion du travail, les personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de ces moteurs ou machines, sont à la charge de l'exploitant dudit moteur.

Est considéré comme exploitant l'individu ou la collectivité qui dirige le moteur ou le fait diriger par ses préposés.

Si la victime n'est pas salariée ou n'a pas un salaire fixe, l'indemnité due est calculée, selon les tarifs de la loi du 9 avril 1898, d'après le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune.

En dehors du cas ci-dessus déterminé, la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture.

Loi du 30 juin 1899 portant : 1^o ouverture au Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, sur l'exercice 1899, d'un crédit de 50,000 francs pour l'application de la loi du 9 avril 1898 relative aux accidents du travail; 2^o inscription au budget des recettes du même exercice d'une somme égale.

(J. O. du 1^{er} juillet 1899.)

Art. 1^{er}. Il est ouvert au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 30 mai 1899 pour les dépenses du budget général de l'exercice 1899 (Algérie non comprise), au titre de la 1^{re} section (Commerce et Industrie), un crédit supplémentaire de cinquante mille francs (50,000^f) à répartir de la manière suivante :

Chap. 1^{er}. Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale, 16,000 francs.

Chap. 34. Frais de surveillance de sociétés et établissements divers, 34,000 francs.

Il sera pourvu à ces crédits au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1899.

Art. 2. Les évaluations de recettes du budget général de l'exercice 1899 sont augmentées d'une somme égale de 50,000 francs, qui sera inscrite au titre du paragraphe 4 (Produits divers du budget. — France), sous la rubrique : « Contributions des sociétés d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents et des syndicats de garantie, pour frais de contrôle et de surveillance », en exécution du dernier alinéa de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898.

Décret du 30 juin 1899 relatif à l'exécution des articles 11 et 12 de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

(J. O. du 1^{er} juillet 1899.)

Vu la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, et spécialement son article 11 et le premier alinéa de son article 12, ainsi conçu :

« Art. 11. Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré, dans les quarante-huit heures, par le chef d'entreprise ou ses préposés, au maire de la commune, qui en dresse procès-verbal.

« Cette déclaration doit contenir les noms et adresses des témoins de l'accident. Il y est joint un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

« La même déclaration pourra être faite par la victime ou ses représentants,

« Récépissé de la déclaration et du certificat du médecin est remis par le maire au déclarant.

« Avis de l'accident est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur divisionnaire ou départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

« L'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 cessent d'être applicables dans les cas visés par la présente loi.

« Art. 12. Lorsque, d'après le certificat médical, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle de travail, le maire transmet immédiatement copie de la déclaration et le certificat médical au juge de paix du canton où l'accident s'est produit.

Art. 1^{er}. Pour chaque victime d'un accident ayant occasionné une incapacité de travail, dans les cas prévus par la loi du 9 avril 1898, la déclaration d'accident, le récépissé de cette déclaration, le procès-verbal du maire, l'avis au service d'inspection et, le cas échéant, la transmission de pièces à la justice de paix seront établis conformément aux cinq modèles annexés au présent décret.

MODÈLE I.

DÉCLARATION D'ACCIDENT DU TRAVAIL (A).

(Art. 11 de la loi du 9 avril 1898.)

(1) Nom, prénoms, spécifier la qualité de chef d'entreprise, ou de préposé du chef d'entreprise, ou de victime de l'accident, ou de représentant de la victime.

(2) Nom, prénoms et adresse de la victime.

(3) Date et heure de l'accident.

(4) Indiquer la nature de l'établissement et le lieu où il est situé, ainsi que l'atelier où a eu lieu l'accident.

(5) Noms, prénoms et adresses.

(6) Nom et adresse.

Le soussigné, (1)

déclare à M. le maire de la commune d
canton d
arrondissement d
département d
conformément à l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, qu'un accident ayant occasionné une incapacité de travail est survenu à (2)
le (3)
dans (4)

De cet accident ont été témoins (5)

Je joins à la présente déclaration un certificat médical émanant du docteur (6) et indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

Fait à , le 189 .

(Signature.)

(A) Cette déclaration doit être remise à la mairie dans les quarante-huit heures de l'accident.

MODÈLE II.

DÉPARTEMENT

d

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

ARRONDISSEMENT

d

MAIRIE D

CANTON

d

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION D'ACCIDENT DU TRAVAIL.

(Art. 11 de la loi du 9 avril 1898.)

(1) Nom et prénoms du maire.

(2) Nom et prénoms du déclarant.

(3) Nom, prénoms et adresse de la victime.

Nous, soussigné (1)
maire de la commune d
donnons récépissé à M. (2)

de la déclaration de l'accident survenu à (3)

qu'il a déposée ce jour à la mairie, à heure , et du certificat médical qu'il a joint, conformément à la loi, à ladite déclaration.

Fait à , le 189 .

(Signature.)

MODÈLE III.

DÉPARTEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

d

ARRONDISSEMENT

MAIRIE D

d

CANTON

d

PROCÈS-VERBAL DE DÉCLARATION D'ACCIDENT DU TRAVAIL.

(Art. 11 de la loi du 9 avril 1898.)

(1) Nom et prénoms.

Par-devant nous, soussigné (1) ..
 maire de la commune et

(2) Indiquer la date et l'heure.

a comparu le (2)

(3) Indiquer les nom, prénoms, profession et adresse, soit du chef d'entreprise, s'il fait la déclaration lui-même, soit de son préposé, en mentionnant son emploi dans l'entreprise, soit des représentants de la victime, en mentionnant à quel titre ils la représentent (père, mère, conjoint, enfant, mandataire, etc.).

M. (3)

qui nous a remis, en exécution de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, une déclaration relative à un accident survenu le (2) dans (4)

à (5)

Si la déclaration est faite par la victime elle-même, indiquer ici les renseignements prévus ci-après sous le n° 5.

Cette déclaration constate :

(4) Indiquer la nature de l'établissement et le lieu où il est situé, ainsi que l'atelier où a eu lieu l'accident.

1° Que l'accident résulte de

(5) Indiquer les nom, prénoms, âge, sexe, profession et adresse de la victime.

2° Que les témoins de l'accident sont (6)

(6) Indiquer les noms, professions et adresses.

A cette déclaration était joint un certificat de M. (1) médecin à

constatant que l'accident susvisé paraissait devoir entraîner (7)

(7) Indiquer ici les conclusions du certificat médical en ce qui concerne les suites probables de l'accident.

La déclaration et le certificat médical ont été annexés au présent procès-verbal.....

{ pour être enregistrés et classés aux archives de la mairie (8)
 pour la déclaration être classée et enregistrée aux archives de la mairie et le certificat médical être immédiatement transmis à la justice de paix avec copie de ladite déclaration (8).

(8) Rayer la première de ces deux formules si, d'après le certificat médical, la blessure ne paraît pas devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle de travail.

Dans le cas contraire, rayer la seconde.

Fait et arrêté le présent procès-verbal les jour, mois et an que dessus, lequel a été signé avec nous par le déclarant après lecture faite.

(Signature.)

MODÈLE IV.

DÉPARTEMENT

d

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

ARRONDISSEMENT

d

MAIRIE D

CANTON

d

AVIS DE DÉCLARATION D'ACCIDENT DU TRAVAIL

TRANSMISE AU SERVICE D'INSPECTION (A).

(Art. 11 de la loi du 9 avril 1898.)

(1) Nom et prénoms.
(2) L'inspecteur divisionnaire du travail en résidence à
ou : l'inspecteur départemental du travail en résidence à
ou : l'ingénieur ordinaire des mines en résidence à
(3) Jour et heure.
(4) Nom, prénoms et adresse de la victime.
(5) Indiquer la nature de l'établissement et le lieu où il est situé, ainsi que l'atelier où a eu lieu l'accident.
(6) Indiquer seulement si, d'après le certificat médical, l'accident paraît, ou non, devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle de travail.

Nous, soussigné, (1)
maire de la commune d
avisons M. (2)

que nous avons reçu le à heure une déclaration
à (4)
dans (5)

Le certificat médical joint à ladite déclaration constate que (6)

Fait à , le 189 .

(Signature.)

(A) Cet avis doit être transmis par le maire le jour même de la réception de la déclaration d'accident, à moins que cette déclaration n'ait été faite qu'après midi. Dans ce cas, l'avis doit être transmis dans la matinée du lendemain.

MODÈLE V.

DÉPARTEMENT

d

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

ARRONDISSEMENT

d

MAIRIE D

CANTON

d

TRANSMISSION DE PIÈCES A LA JUSTICE DE PAIX
POUR ENQUÊTE (A).

(Art. 12 de la loi du 9 avril 1898.)

(1) Nom et prénoms.

Nous, soussigné (1)
maire de la commune d
transmettons avec la présente à M. le juge de paix du canton d

(2) Date de la déclaration.
(3) Nom, adresse et qualité du déclarant.
(4) Date et heure de l'accident.
(5) Nom, prénoms et adresse de la victime.
(6) Désignation et adresse de l'établissement.
(7) Spécifier la conclusion du certificat.

1° Une copie de la déclaration faite à notre mairie le (2)
à heure par (3)
au sujet d'un accident survenu le (4)
à (5)

dans (6)

2° L'original du certificat médical joint à la déclaration susvisée, ledit certificat constatant que la blessure paraît devoir entraîner (7)

Fait à , le 189 .

(Signature.)

(A) Cette transmission n'a lieu que lorsque, d'après le certificat médical, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle de travail.

Elle doit alors être effectuée par le maire le jour même de la réception de la déclaration d'accident, à moins que cette déclaration n'ait été faite après midi. Dans ce cas, la transmission doit être effectuée dans la matinée du lendemain.

Décret du 30 juin 1899 portant approbation des statuts du syndicat de garantie de l'Union parisienne des entrepreneurs et industriels.

(J. O. du 2 juillet 1899.)

Vu la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail;

Vu le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 27 de ladite loi, notamment le titre II;

Vu l'avis du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail; — le Conseil d'État entendu,

ART. 1^{er}. Sont approuvés, dans les conditions prévues par le titre II du décret du 28 février 1899, les statuts du syndicat de garantie constitué, par application de la loi du 9 avril 1898, sous la dénomination de « Syndicat de garantie de l'union parisienne des entrepreneurs et industriels », tels qu'ils sont annexés au présent décret.

ART. 2. Le syndicat est tenu de communiquer immédiatement au Ministre du commerce, dix exemplaires de son règlement intérieur ou de ses modifications successives, de tous tarifs, tableaux de risques, actes d'adhésion, convocations, ordres du jour d'assemblées générales, et généralement tous imprimés ou documents quelconques mis à la disposition des syndiqués.

Il doit produire à l'administration, aux dates fixées par elle :

1^o Le compte rendu annuel des opérations;

2^o L'état des syndiqués et des salaires assurés, l'état des paiements faits ou à faire en exécution de la loi, et tous autres états ou documents que le ministre juge nécessaires à l'exercice du contrôle.

ART. 3. Le syndicat est soumis à la surveillance permanente de commissaires-contrôleurs, sous l'autorité du Ministre du commerce, et peut être, en outre, contrôlé par toute personne spécialement déléguée à cet effet par le Ministre.

Les commissaires-contrôleurs vérifient, au siège du syndicat, l'état des syndiqués et des salaires assurés, les contrats intervenus, les écritures et pièces comptables, la caisse, le portefeuille et tous les éléments de contrôle propres à constater la régulière exécution de la loi du 9 avril 1898, du règlement d'administration publique du 28 février 1899, du présent décret et des statuts y annexés.

Ils se bornent à ces vérifications et constatations, sans pouvoir donner au syndicat aucune instruction ni apporter à son fonctionnement aucune entrave. Ils rendent compte au Ministre, qui seul prescrit, dans les formes et délais qu'il fixe, les redressements nécessaires.

ART. 4. La présente approbation peut être révoquée en cas d'inexécution des dispositions de la loi, du règlement, du présent décret ou des statuts.

ART. 5. Dans le cas de révocation d'autorisation ou de dissolution volontaire du syndicat, tous les engagements en cours doivent faire, dans le mois de la décision, l'objet de versements en capitaux à la Caisse nationale des retraites. L'état de ces versements est apuré par le Ministre du commerce, sous réserve des droits des tiers.

ANNEXE.

STATUTS DU SYNDICAT DE GARANTIE DE L'UNION PARISIENNE DES ENTREPRENEURS ET INDUSTRIELS.

Formation et but du syndicat.

ART. 1^{er}. Il est formé entre tous les entrepreneurs et industriels qui ont adhéré ou adhéreront aux présents statuts un syndicat de garantie solidaire.

Ce syndicat est constitué dans les termes de la loi du 9 avril 1898 et du règlement d'administration publique du 28 février 1899 (titre II), pour une durée de cinquante années consécutives.

Son siège provisoire est à Paris, rue Vivienne, n° 19, et sera fixé par la première assemblée générale constitutive. Il pourra être ultérieurement changé par une décision de l'assemblée générale.

Il s'étend à toute la France exclusivement.

ART. 2. Le syndicat a pour objet de garantir les adhérents contre les conséquences pécuniaires résultant des accidents survenus à tout leur personnel dans les termes de la loi et du décret visés à l'article 1^{er}.

Les membres du syndicat sont liés solidairement pour le paiement des rentes et indemnités attribuables en vertu de ladite loi.

Les engagements sont contractés pour la durée du syndicat; néanmoins, le conseil d'administration pourra accepter des engagements pour une durée moindre, sans cependant qu'elle puisse être inférieure à une année.

Toutefois, l'adhérent qui cessera de faire partie du syndicat continuera à être solidairement tenu avec tous les autres pour le paiement des rentes et indemnités dues à raison des accidents survenus pendant la période de sa présence dans le syndicat.

Cette solidarité prendra fin pour tous les adhérents lorsque le syndicat de garantie aura liquidé entièrement ses opérations soit directement, soit en versant à la Caisse nationale des retraites l'intégralité des capitaux constitutifs des rentes et indemnités dues.

Ce versement libérateur sera effectué dans les termes de l'article 14 des présents statuts.

L'exercice prend cours le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Fonctionnement.

ART. 3. L'engagement aux présents statuts est constaté par un acte d'adhésion rédigé en double expédition et signé d'un des membres du conseil d'administration du syndicat, du directeur général et du syndiqué.

Il constatera la remise au syndiqué d'un exemplaire des statuts.

Il relatera le texte intégral des articles 3, 9, 19 et 30 de la loi du 9 avril 1898; il spécifiera les dispositions ordonnées par l'article 11 du décret du 28 février 1899.

Le bénéfice de la garantie du syndicat sera acquis à l'adhérent à partir de la date fixée par l'acte d'adhésion.

ART. 4. L'engagement de chaque adhérent est résolu pour l'avenir :

1° Par le décès de l'adhérent ou la cessation de son industrie;

2° Par la faillite, la liquidation judiciaire ou la déconfiture;

3° Par le défaut de paiement des cotisations prévues à l'article suivant, dans le mois de leur exigibilité et après mise en demeure par acte extrajudiciaire aux diligences du conseil d'administration;

4° Par exclusion du conseil d'administration notifiée par acte extrajudiciaire, et trois mois après cette notification. La décision du conseil ne peut être prise qu'à la majorité des deux tiers de ses membres.

Organisation financière.

ART. 5. Les ressources du syndicat sont basées sur les cotisations à la charge de chaque membre fixées par le conseil d'administration.

La cotisation se calcule au centime le franc des salaires payés par l'adhérent et selon le taux indiqué sur l'acte d'adhésion pour tous ouvriers ou employés occupés, soit personnellement par l'adhérent, soit par intermédiaire.

Ainsi qu'il est dit à l'article 13 des présents statuts, le règlement d'administration intérieure fixera aux adhérents le mode de perception des cotisations, la manière de tenir leur comptabilité et leurs feuilles de paye, et les pénalités encourues pour inobservations tant des statuts que du règlement intérieur.

ART. 6. Chaque année, après le premier exercice, le conseil d'administration déterminera la cotisation à payer par 100 francs de salaire de chaque profession.

Les cotisations seront établies de manière que chaque exercice soit liquidé sur ses propres ressources.

En cas d'insuffisance de ressources pour la liquidation d'un exercice, le conseil d'administration aura la faculté de percevoir, sous forme de supplément, une cotisation nouvelle auprès des adhérents, au prorata des cotisations versées par chacun d'eux dans l'année.

Lorsqu'un exercice laissera un solde bénéficiaire, ce solde sera réparti entre les adhérents, au prorata des cotisations annuelles versées par chacun d'eux.

Sinistres.

ART. 7. Le syndicat est substitué à ses membres pour le paiement des indemnités ainsi que pour les actions en justice.

Le règlement d'administration intérieure fera connaître les formalités à remplir pour les déclarations de sinistres et envoi des pièces.

Les indemnités des sinistres seront payées aux ayants droit par le syndicat, sans qu'aucune clause de déchéance puisse leur être opposée.

Les ouvriers seront informés de l'adresse du syndicat par voie d'affiches apposées bien en vue dans les chantiers ou ateliers.

Administration.

ART. 8. Le syndicat est administré par un conseil composé de neuf membres adhérents au moins et de quinze membres au plus, élus par l'assemblée générale.

Ces membres sont élus pour une période de trois ans et renouvelables par tiers d'année en année. Ils sortent ensuite à l'ancienneté; ils sont toujours rééligibles.

ART. 9. Les membres du conseil d'administration nomment, chaque année, parmi eux un président, deux vice-présidents et un secrétaire, dans la réunion qui suit l'assemblée générale ordinaire.

Les pouvoirs les plus étendus sont conférés au conseil pour diriger et administrer le syndicat. Le président exerce ses pouvoirs et il a, par suite, toute qualité pour représenter le syndicat en toutes choses et dans toutes les actions judiciaires ou autres dirigées contre le syndicat ou en son nom.

Le conseil nommera un directeur général qui dirigera les opérations.

Des censeurs.

ART. 10. Trois censeurs sont désignés chaque année par l'assemblée générale. Ils devront présenter leur rapport à ladite assemblée convoquée pour l'approbation des comptes.

Ce rapport devra être imprimé et remis à tous les adhérents quinze jours avant la réunion de l'assemblée.

Assemblées générales.

ART. 11. L'assemblée générale se réunit une fois par an pour approuver les comptes de l'exercice précédent.

Elle peut aussi être convoquée extraordinairement soit par le conseil d'administration, soit par les censeurs, soit sur la demande du quart des syndiqués.

Toutes résolutions sont valablement prises lorsqu'il y a la moitié des adhérents présents ou représentés; si ce quorum n'est pas atteint, une autre assemblée est convoquée à quinze jours d'intervalle, et les délibérations sont valables quel que soit le nombre des membres présents.

Dans chaque assemblée générale, il ne peut être valablement délibéré que sur les questions portées à l'ordre du jour.

Tout syndiqué peut se faire représenter aux assemblées générales par un autre syndiqué qui sera porteur d'un pouvoir régulier.

Tout syndiqué ne pourra réunir plus de cinq voix tant pour lui-même que comme mandataire.

Les convocations aux assemblées générales seront faites par lettre adressée au moins quinze jours d'avance à chaque syndiqué et par une insertion dans un journal d'annonces légales qui devra paraître au moins quinze jours avant l'assemblée.

ART. 12. Tout syndiqué déclare formellement faire élection de domicile dans le département de la Seine, dont, seuls, les tribunaux ont attribution de juridiction.

ART. 13. En vue de l'exécution des statuts, un règlement d'administration intérieure, délibéré par le conseil d'administration, réglera les rapports du syndicat et des syndiqués.

Liquidation périodique.

ART. 14. Les capitaux constitutifs des rentes et indemnités seront versés dans les conditions énoncées ci-après :

1^o Pour les pensions dues à la suite d'accidents ayant entraîné la mort, le capital constitutif de ces pensions est versé à la Caisse nationale des retraites dans le mois qui suit l'arrêt du bilan de l'exercice, au plus tard avant le 30 avril de chaque année;

2^o Pour les pensions et indemnités dues à la suite d'accidents ayant entraîné une incapacité permanente, le conseil d'administration évalue chaque année la charge correspondante majorée de 25 p. 0/0 en prévision des éventualités de revision, et met les fonds nécessaires en réserve jusqu'à l'expiration du délai de revision fixé à trois ans à partir de l'accident, par l'article 19 de la loi du 9 avril 1898.

Ce délai expiré après accord ou décision judiciaire, les capitaux constitutifs des rentes définitives, diminués s'il y a lieu du quart du capital attribuable à la victime qui en fait la demande, seront versés dans la Caisse nationale des retraites.

Les disponibilités pouvant résulter de la majoration des capitaux réservés en cas d'aggravation d'infirmités, sont réparties comme il est dit à l'article 6 des présents statuts.

Chaque syndiqué n'est délié de la solidarité que lorsque le syndicat a versé à la Caisse nationale des retraites l'intégralité des capitaux constitutifs des pensions dues à la suite des accidents survenus jusqu'au jour de l'expiration du contrat. Ces versements effectués, il ne demeure plus solidaire que pour l'acquittement des charges complémentaires pouvant résulter de la revision des pensions susvisées.

ART. 15. Les fonds ne peuvent être employés qu'au fonctionnement normal du syndicat pour l'exécution de la loi du 9 avril 1898. Ils ne peuvent être affectés à l'achat d'immeubles que pour l'installation des services administratifs ou hospitaliers du syndicat.

Le mode de placement est déterminé par l'assemblée générale.

Le syndicat s'interdit toute spéculation.

ART. 16. Les présents statuts ne peuvent être modifiés que par une assemblée générale extraordinaire comptant au moins les deux tiers des membres, présents ou représentés, sous réserve d'approbation par décret en Conseil d'État.

La dissolution anticipée du syndicat ne peut être décidée que dans les mêmes formes.

ART. 17. En cas de dissolution volontaire du syndicat ou de révocation d'autorisation, une assemblée générale extraordinaire délibère, s'il y a lieu, sur la dévolution de l'actif restant disponible après acquittement de toutes les charges. Cette dévolution n'a d'effet que si elle est approuvée par le Ministre du Commerce.

Faute de délibération de l'assemblée ou d'autorisation du Ministre, il est statué par décret en Conseil d'État.

Décret du 1^{er} juillet complétant la nomenclature des industries admises à bénéficier des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892, en ce qui concerne le repos hebdomadaire et la durée du travail.

(J. O. du 6 juillet 1899.)

Vu les articles 4, 5, 6 et 7 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels ;

Vu les décrets des 15 juillet 1893, 26 juillet 1895, 29 juillet 1897 et 24 février 1898 ;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures ; — Vu l'avis de la commission supérieure du travail, instituée par l'article 22 de la loi précitée ; — Le Conseil d'État entendu ;

ART. 1^{er}. Est complétée comme suit la nomenclature des industries énumérées à l'article 5 du décret du 15 juillet 1893, modifié par les décrets des 26 juillet 1895, 29 juillet 1897 et 24 février 1898, et admises à bénéficier des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892, en ce qui concerne le repos hebdomadaire et la durée du travail, savoir :

Boîtes de conserves (fabriques de, et imprimeries sur métaux pour) ;

Établissements industriels dans lesquels sont exécutés des travaux sur l'ordre du Gouvernement, et dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales, après avis des ministres intéressés, constatant expressément la nécessité de la dérogation.

Décret du 1^{er} juillet 1899 étendant la juridiction du Conseil de Prudhommes du Havre.

(J. O. du 6 juillet 1899.)

[La profession de tréfileur et pointier est soumise à la juridiction de ce conseil, 5^e catégorie].

Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

[Exécution de l'article 19 du décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.]

LISTES

DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

qui ont effectué

à la Caisse des dépôts et consignations le versement du cautionnement réglementaire.

[Suite (1).]

9^e LISTE. (J. O. du 20 juin 1899.)

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS, rue Saint-Lazare, n° 56, à Paris.

LA THÉMIS, à Marseille.

10^e LISTE. (J. O. du 22 juin 1899.)

L'ESPÉRANCE, rue Saint-Augustin, n° 10, à Paris.

11^e LISTE. (J. O. du 23 juin 1899.)

L'UNION INDUSTRIELLE, rue de la Lanterne, n° 4, à Lyon.

12^e LISTE. (J. O. du 27 juin 1899.)

SYNDICAT DU NORD, Grande-Rue, n° 68, à Roubaix.

13^e LISTE. (J. O. du 30 juin 1899.)

LA MUTUALITÉ INDUSTRIELLE, rue de Lancry, n° 10, à Paris.

14^e LISTE. (J. O. du 1^{er} juillet 1899.)

ASSOCIATION INDUSTRIELLE DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS, boulevard Charles, n° 16, à Chartres (Eure-et-Loir).

15^e LISTE. (J. O. du 2 juillet 1899.)

LA PARTICIPATION, rue de Richelieu, n° 97, à Paris.

16^e LISTE. (J. O. du 4 juillet 1899.)

L'INDUSTRIE FRANÇAISE, 29, rue des Pyramides, à Paris.

(1) Voir les huit premières listes au *Bulletin* de juin 1899, p. 540.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE JUIN 1899,

EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Conditions du travail dans les travaux publics. — *Chambre.* — Séances des 4, 5 mai et 29 juin. — 1^{re} délibération sur les propositions de loi de MM. Vaillant, Dansette; Holtz et Castelin, relatives à l'établissement des conditions du travail dans les travaux publics de l'État, des départements et des communes.

Assurances. — *Chambre.* — Séances des 1^{re}, 2 et 8 juin 1899. — Discussion de la proposition de loi présentée par M. Gervais, ayant pour effet de résilier certains contrats d'assurances. — Urgence déclarée. — Adoption. — Transmission au Sénat le 9 juin. (Doc. parl. n° 160.)

Sénat. — Séance du 15 juin. — Rapport par M. Théodore Girard. (Doc. parl. n° 171.)

Séance du 22 juin. — Discussion. Urgence déclarée. Adoption avec modifications. Transmission à la Chambre le 26 juin. (Doc. parl. n° 1048.)

Chambre. — Séance du 27 juin. — Rapport par M. Audiffred. (Doc. parl. n° 1063.) Discussion immédiate. Adoption.

La loi a été promulguée le 30 juin 1899.

Accidents dans les exploitations agricoles. — *Chambre.* — Séance du 8 juin 1899. — Proposition de loi sur les conditions d'application de la loi du 9 avril 1898, en ce qui concerne les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés, présentée par M. de Pontbriand. (Déb. parl. p. 1594.) Rapport par M. Mirman. (Déb. parl. *ibid.*) Urgence déclarée. Adoption.

Transmission au Sénat le 9 juin. (Doc. parl. n° 159.)

Sénat. — Séance du 26 juin. — Rapport par M. Legludic. (Doc., pa l. n° , Déb. parl. p. 758.)

Séance du 29 juin. — Discussion. Urgence déclarée. Adoption avec modifications.

Chambre. — Séance du 30 juin. — Transmission de la proposition adoptée par le Sénat. (Doc. parl. n° 1076.) Rapport par M. Mirman. (Déb. parl. p. 1751.) Discussion. Urgence déclarée. Adoption.

La loi a été promulguée le 1^{er} juillet.

Accidents. — *Chambre.* — Séance du 8 juin 1899. — Proposition de loi portant modification de la loi du 21 avril 1898, créant une caisse de prévoyance entre les marins français, contre les risques et accidents de leur profession, déposée par M. Charruyer, député. (Doc. parl. n° 1093.)

Renvoyée à la Commission de la marine.

Chambre. — Séance du 19 juin 1899. — Proposition de loi tendant à modifier les articles 9 et 11 de la loi des 21-23 avril 1898, concernant la caisse de prévoyance des marins français contre les risques et accidents de leur profession, déposée par M. Suchetet, député. (Doc. parl. n° 1033.)

Renvoyée à la Commission de la marine.

Assurances. — *Chambre.* — Séance du 15 mai. — Proposition de loi sur les contrats d'assurance, présentée par M. Colle. (Doc. parl. n° 945.) Renvoyée à la Commission de la réforme judiciaire et de législation civile.

Séance du 19 juin. — Rapport par M. Jouart. (Doc. parl. n° 1030.)

Séance du 29 juin. — Discussion. Urgence déclarée. Adoption.

Transmission au Sénat le 30 juin. (Doc. parl. n° 106.)

Chambre. — Séance du 9 juin 1899. — Proposition de loi relative à la réforme de la législation en matière d'assurances, déposée par M. Chastenot, député. Renvoyée à la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile. (Doc. parl. n° 1022.)

Chambre. — Séance du 27 juin 1899. — Proposition de loi relative à la constitution des sociétés ou caisses d'assurances agricoles, déposée par M. Viger, député. (Doc. parl. n° 1059.) Renvoyée à la Commission de l'agriculture.

Conciliation. — *Sénat.* — Séance du 19 juin 1899. — Proposition de loi portant modification de la loi du 27 décembre 1892, en édictant l'assistance obligatoire à la tentative de conciliation pour les différends collectifs entre patrons et ouvriers mineurs, présentée par M. Magnien. (Doc. parl. n° 174.)

Séance du 29 juin. — Rapport sommaire par M. Magnien. (Doc. parl. n° 195.)

Protection de la mère et de l'enfant. — *Chambre.* — Séance du 19 juin 1899. — Rapport, par M. Constant Dulau, sur la proposition du même, concernant la protection de la mère et de l'enfant nouveau-né. (Doc. parl. n° .)

Crédit agricole. — *Chambre.* — Séance du 19 juin 1899. — Proposition de loi ayant pour objet de développer le crédit agricole par le dégrèvement des petits prêts hypothécaires, déposé par M. Klotz, député. (Doc. parl. n° .) Renvoyée à la Commission de législation fiscale.

Petite propriété rurale. — *Sénat.* — Séance du 26 juin 1899. — Rapport supplémentaire, déposé par M. J. Siegfried, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à faciliter la constitution et le maintien de la petite propriété rurale. (Doc. parl. n° 179.) — Séance du 29 juin. — Dépôt d'un avis, par M. Charles Prévot, au nom de la Commission. (Doc. parl. n° 188.)

Économats. — *Chambre.* — Séance du 27 juin 1899. — Proposition de loi tendant à la suppression des économats, déposée par M. Georges Berry. (Doc. parl. n° 1064). Renvoyée à la Commission des sociétés coopératives de consommation.

Délégués mineurs. — *Chambre.* — Séance du 30 juin 1899. — 2^e délibération de la proposition de loi de MM. Basly, Lamendin et Defontaine, ayant pour objet de modifier la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. Adoption.

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — COMITÉ CENTRAL DES HOUILLÈRES DE FRANCE. — *Annuaire pour l'année 1899.* 1 vol. in-8° de 430 pages (Paris, 1899).

FRANCE. — SOCIÉTÉ NATIONALE D'AGRICULTURE. — *Mémoires publiés par la Société.* — 1 vol. in-8° de 791 pages (Paris, 1899, Chamerot et Renouard).

ALLEMAGNE. — OFFICE IMPÉRIAL DE STATISTIQUE. — *Organisation professionnelle et sociale du peuple allemand, d'après le recensement professionnel du 14 juin 1895.* (1 vol. in-4° de 426 pages. Berlin, 1899, Puttkammer et Mühlbrecht.)

BRÉSIL. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DES TRANSPORTS ET DES TRAVAUX PUBLICS. — BUREAU GÉNÉRAL DE LA STATISTIQUE. — *Recensement de la population au 31 décembre 1890. — Sexe, race et état civil, nationalité, filiation, culte et analphabétisme.* (1 vol. in-4° de 446 p. Rio de Janeiro, 1898, impr. du bureau de statistique.)

COLONIES BRITANNIQUES. AUSTRALASIE. — BUREAU DE STATISTIQUE OFFICIELLE DE LA COLONIE DE VICTORIA. — *Statistiques australasiennes pour 1896* (1 vol. in-4° de 55 pages, Adélaïde, 1888; Bristow, governm. printer). Statistique générale des colonies de Victoria, Nouvelles Galles du Sud, Sud-Australie proprement dite, *Idem*, territoire nord, Ouest-Australie, Tasmanie, Nouvelle-Zélande, d'après des documents officiels fournis par les diverses colonies. Population, finances, commerce, transports, instruction primaire, agriculture, production de l'or et de la houille, caisses d'épargne, assurance-vie, secours mutuels, etc. Résumé par colonie et par article pour chacune des vingt-quatre dernières années.

DANEMARK. — BUREAU DE STATISTIQUE DE L'ÉTAT. — *Communications de statistique, 4^e série, tome IV.* — 1 vol. in-8° (Copenhague, 1899).

ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD. — DÉPARTEMENT DU TRÉSOR. — *Le commerce extérieur et la navigation des États-Unis, 1897-1898, tomes I et II.* (2 vol. grand in-8° de CLXXIX, 476, et 809 pages; Washington, 1899; Governm. print. office).

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Le commerce extérieur de la France, d'après la statistique de l'*Administration des douanes* sur le commerce de la France, accuse pendant les six premiers mois de 1899, par rapport à la même période de 1898, dans l'importation des matières nécessaires à l'industrie, une augmentation d'un peu plus de 9 p. o/o et d'un peu plus de 10 p. o/o par rapport à la même période 1897; cette importation a été de 1.332.097.000 francs en 1899 contre 1.216.471.000 en 1898 et 1.201.879.000 en 1897, tandis que notre exportation des objets fabriqués a pendant les six premiers mois de 1899 dépassé celle de la même période de 1898 d'un peu plus de 9 p. o/o et d'un peu plus de 4 p. o/o celle de 1897 (939.089.000 francs en 1899 contre 856.787.000 francs en 1898 et 900.064.000 francs en 1897). D'ailleurs, l'importation des objets fabriqués a été en augmentation d'un peu plus de 4 p. o/o pour les six premiers mois de 1899 sur la même période de 1898 et d'un peu plus de 9 p. o/o sur celle de 1897 (332.699.000 francs en 1899, 318.332.000 francs en 1898 et 303.538.000 francs en 1897); tandis que notre exportation de matières premières a présenté, pour les six premiers mois de 1899, une augmentation de 19 p. o/o sur la même période de 1898 et d'un peu plus de 12 p. o/o par rapport à la même période de 1897 (524.454.000 francs en 1899, 439.716.000 francs en 1898 et 465.112.000 francs en 1897). Enfin, grâce à nos récoltes plus abondantes de 1898, l'importation des objets d'alimentation a accusé une diminution pour les six premiers mois de 1899 d'un peu plus de 30 p. o/o sur la période correspondante de 1898; mais une augmentation de 22 p. o/o sur la même période de 1897 (521.518.000 francs en 1899, 807.026.000 francs en 1898, 425.299.000 francs en 1897) tandis que notre exportation d'objets d'alimentation qui, pour les six premiers mois de 1899, était inférieure d'un peu plus de 8 p. o/o à celle de la même période de 1897 n'était plus inférieure à celle de 1898 que de 2 p. o/o, 301.288.000 francs en 1899, 309.404.000 francs en 1898 et 327.911.000 francs en 1897.

De l'ensemble de ces chiffres il ressort que la situation générale qui avait été en 1898 particulièrement éprouvée par la mauvaise récolte de 1897, s'est améliorée en 1899; de plus certaines causes extérieures telles que la guerre hispano-améri-

caine, n'ont plus influé sur notre marché; il faut tenir compte aussi que les stocks qui avaient pesé sur notre industrie ont été épuisés et que les commandes de la consommation courante ont amené une reprise de notre travail. Ainsi qu'il a été déjà signalé dans les *Bulletins* précédents, un certain nombre de nos industries, principalement les mines, l'industrie métallurgique et l'industrie du bâtiment ont bénéficié de l'augmentation des affaires dues aux commandes de l'Exposition universelle de 1900 et aux travaux publics qui ont été entrepris; d'autre part, dans certaines industries, industries textiles notamment, qui avaient été éprouvées par le ralentissement du travail, la faiblesse des stocks que l'on a obtenue souvent grâce à une entente entre les producteurs a permis de donner plus de régularité au travail, en attendant une reprise. Enfin la diminution du prix de vente de certaines denrées de première nécessité, le pain principalement, a aussi rendu la situation plus favorable que celle de l'an dernier pendant la même période.

Par rapport au mois de juillet 1899, l'activité s'est maintenue dans les mines, les métiers de l'alimentation, l'industrie des cuirs et peaux, la ganterie, la carrosserie, la tonnellerie, l'industrie métallurgique, la construction mécanique, l'horlogerie-bijouterie, l'industrie du bâtiment et les industries qui en dépendent; l'amélioration signalée dans les industries cotonnière, linière et lainière se maintient; situation stationnaire dans la soierie, morte-saison dans l'industrie du vêtement.

Parmi les 614 syndicats d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce groupant 87,000 adhérents (syndicats des mineurs du bassin du Nord et du Pas-de-Calais non compris) qui ont fourni des rapports sur l'activité du travail au 15 juillet 1899, la proportion des ouvriers en chômage a été d'un peu plus de 8 p. o/o. 17 p. o/o des chambres syndicales réunissant 16 p. o/o des adhérents estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque; 20 p. o/o des syndicats avec 26 p. o/o des syndiqués jugent qu'il a été plus faible et pour 63 p. o/o des chambres syndicales, comprenant 58 p. o/o des adhérents, il est resté sans changement.

SITUATION GÉNÉRALE (1).

PÊCHE. — La grande pêche a marqué un progrès sur l'an dernier pendant le premier semestre et a aussi dépassé la valeur des exportations nettes du premier semestre 1897; l'exportation nette en valeur de la morue, qui, de 2.350.000 francs pendant le premier semestre 1897, était descendue à 1.430.000 francs pendant la même période de 1898, est remontée à 2.400.000 francs en 1899. De même pour l'exportation nette des sardines salées ou préparées qui, de 4.500.000 de francs en 1897, était descendue à 3.350.000 francs en 1898 et a atteint 5,160,000 francs en 1899, ce qui coïncide bien avec l'abondance de la pêche déjà signalée dans les précédents *Bulletins*; cependant, l'amélioration de la situation de nos pêcheurs côtiers, ceux de sardines principalement, a été contrariée par les bas prix de vente

(1) D'après les *Documents statistiques de l'Administration des douanes* sur le commerce de la France pour les six premiers mois des années 1899, 1898, 1897. Les chiffres fournis pour le premier semestre 1899 sont des chiffres provisoires; ceux des premiers semestres 1898 et 1897 sont rectifiés; c'est ce qui explique les différences que l'on pouvait remarquer en comparant ce *Bulletin* avec les précédents.

On entend par *exportation nette* les quantités exportées, déduction faite des quantités de même nature importées, et réciproquement *importation nette* des quantités importées, déduction faite de celles qui ont été exportées; enfin, par *importation et exportation brutes*, celles pour lesquelles il n'a pas été tenu compte des quantités exportées ni des quantités importées d'autre part..

des produits de la pêche, et une partie des avantages dus à cette abondance ont été perdus.

D'autre part, l'exportation nette en valeur des huîtres fraîches a repris : 1,650,000 francs en 1897, puis 1,150,000 francs en 1898, mais 1,210,000 francs en 1899. L'importation nette en valeur des langoustes et homards frais a de nouveau diminué : 540,000 francs en 1897, 900,000 francs en 1898 et 680,000 francs en 1899; mais l'importation nette en valeur des homards conservés a été en augmentation : 350,000 francs en 1897 et 1898 contre 450,000 francs en 1899.

Enfin, l'importation nette en valeur des *poissons frais d'eau douce* a été en diminution, le repeuplement de nos cours d'eau permettant d'avoir moins recours aux produits étrangers : l'importation nette en valeur des poissons frais d'eau douce, salmonidés et autres, a été de 2,150,000 francs en 1897, 2,760,000 francs en 1898 et 2,680,000 francs en 1899.

Pendant le mois de juillet, la situation de nos marins pêcheurs côtiers a été jugée peu satisfaisante par suite des accalmies et de la difficulté de l'écoulement des produits de la pêche.

HORTICULTURE. — FORÊTS. — Le travail a été actif chez nos *horticulteurs-jardiniers*, mais les résultats de la dernière récolte n'ont pas encore été suffisants pour satisfaire la consommation : l'importation nette en valeur des fruits de table a été de 9,700,000 francs en 1899 contre 9,800,000 francs en 1898, 4,560,000 francs en 1897 et 5,075,000 francs en 1896; elle a donc marqué une tendance à diminuer en 1899; il en a été de même pour l'importation des raisins et fruits frais.

En *forêts*, la production ne s'est pas ralentie, mais le bon marché de certains produits, bois à brûler et écorces, a rendu le travail moins rémunérateur; l'exportation brute en valeur des *écorces à tan*, qui de 3,100,000 francs en 1896, était descendue à 2,500,000 francs en 1897, puis était montée à 2,900,000 francs en 1898, a atteint de nouveau 3,100,000 francs en 1899.

Pendant le mois de juillet, travail stationnaire chez les horticulteurs et actif chez les ouvriers agriculteurs, à cause de l'abondance de la récolte; les ouvriers bûcherons qui ont fini leurs coupes en forêts ont aussi trouvé de l'ouvrage dans les champs.

MINES. CHARBONS. — La production des houillères du Nord et du Pas-de-Calais, pendant le 1^{er} semestre 1899, a marqué une nouvelle augmentation sur la période correspondante de 1898; la production a été pour 1899 de 10,056,000 tonnes contre 9,659,700 tonnes en 1898, soit une augmentation d'un peu plus de 4 p. o/o. D'autre part, les quantités de charbons extraites n'ont pas été suffisantes pour le service de nos industries et l'importation nette des houilles crues qui, de 3 millions 600,000 tonnes en 1897 était descendue à 3,350,000 tonnes en 1898, est montée à 4,400,000 tonnes en 1899. De plus, l'importation nette en valeur des goudrons et brais provenant de la distillation de la houille, produits en partie employés dans la fabrication des briquettes, s'est maintenue à un chiffre élevé : 3,400,000 francs en 1897, puis 3,950,000 francs en 1898 et 3,425,000 francs en 1899.

Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur plus de 100,000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois de juillet, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occu-

pés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS OU GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais...	5,91	"	"	"	16	84
Loire.....	5,85	"	"	4	24	72
Gard et Hérault.....	5,98	"	"	"	13	87
Provence (lignites).....	4,71	"	"	69	31	"
Tarn et Aveyron.....	6,03	"	"	"	"	100
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	6,00	"	"	"	"	100
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne...	5,91	"	"	"	27	73
ENSEMBLE pour la France.	5,91	"	"	1	15	84

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5,93; il était de 5,92 en juillet 1898.

CARRIÈRES. — Grâce à la température favorable, l'exploitation dans les carrières a pu maintenir une certaine activité pendant les mois d'hiver; elle a eu tendance à progresser dans un certain nombre de spécialités. C'est ainsi que notre exportation nette en valeurs des *meules à moudre*, qui était de 950.000 francs en 1897 et de 1.090.00 francs en 1898, a atteint 1.120.000 francs en 1899, et que l'exportation brute des carreaux de meulière prêts à être assemblés a été de 200.000 francs en 1897, puis 180.000 francs en 1898 et 230.000 francs en 1899.

L'exportation en poids des *ardoises* pour construire, qui était inférieure à l'importation, en 1897, de 800 quintaux métriques, l'a dépassé de 300 quintaux en 1898 et de 400 quintaux en 1899; quant à l'exportation nette des ardoises pour toitures, elle a aussi progressé de 236.000 quintaux en 1897 et, en 1898, elle est passée à 260.000 quintaux en 1899.

D'autre part, l'exportation des *pierres de construction* brutes qui, en 1897, était inférieure de 255.000 quintaux métriques, dépassait cette importation de 72.000 quintaux en 1898 et restait stationnaire en 1899. L'importation nette de *pavés de grès* et d'autres qui, de 490.000 quintaux métriques en 1897 était passée à 600.000 quintaux en 1898, est redescendue à 480.000 quintaux en 1899. Pour les *pierres concassées servant à l'empierrement des routes*, l'importation nette a continué à progresser, ce qui concorde avec l'augmentation de la concurrence de ces produits signalée dans plusieurs centres, l'importation nette, qui était de 2.940.000 quintaux métriques en 1897, est montée à 3.060.000 quintaux en 1898 et à 4.150.000 en 1899.

Pendant le mois de juillet, le travail s'est maintenu satisfaisant dans l'ensemble de nos carrières, sensiblement équivalent à celui de l'an dernier à même époque.

ALIMENTATION. — L'exportation nette en valeur du *lait condensé* additionné de sucre a continué à augmenter, témoignant des progrès faits par nos producteurs; l'exportation nette, qui était de 60.000 francs en 1897, est passée à 90.000 francs en 1898 puis à 160.000 francs en 1899, tandis que l'importation du lait naturel

a été en décroissant. D'autre part, l'importation nette en valeur de *beurre* frais ou fondu a diminué (7.600.000 francs en 1899 contre 8.300.000 francs en 1898, mais 6.200.000 francs en 1897), de même que l'exportation nette en valeur de nos beurres salés : 27.500.000 francs en 1899 contre 31.100.000 francs en 1898 et 30.300.000 francs en 1897 et l'exportation nette en valeur de la *margarine* et des substances alimentaires semblables (1.900.000 francs en 1899 contre 2.800.000 francs en 1898 et 2.300.000 francs en 1897). D'ailleurs l'exportation brute en valeur de nos *fromages* de toutes sortes a marqué un nouveau progrès : 5.650.000 francs en 1899 contre 4.650.000 francs en 1898 et 4.250.000 en 1897 ; tandis que l'importation brute en valeur des fromages dits de gruyère a atteint successivement 7.350.000 francs en 1897, 10.800.000 francs en 1898 et 12.550.000 francs en 1899, près moitié de la valeur de cette importation était des fromages provenant de la Suisse ; l'importation brute en valeur des sortes de fromages autres que ceux dits de gruyère a été en diminution : 4.300.000 francs en 1897, puis 1.800.000 francs en 1898 et 1.240.000 francs en 1899.

Notre *meunerie* a été mieux alimentée que l'an dernier grâce à notre bonne récolte de 1898 et a dû recourir pour de moindres quantités aux blés étrangers ; d'autre part, les admissions temporaires pour les 6 premiers mois de 1899 ont été inférieures à celles de la même période de 1898 ; les admissions temporaires de blés, quantités mises en œuvres, apurement par les réexportations et les constitutions en entrepôt qui avaient été de 1.400.000 quintaux en 1898 (6 premiers mois) ont été de 1.130.000 quintaux en 1899 ; tandis que les importations du froment, épeautre et méteil qui de 302.000 quintaux en 1897 avaient atteint 12.700.000 quintaux en 1898, descendaient à 782.000 quintaux en 1899. L'importation brute des farines de froment, épeautre et méteil, a suivi les mêmes fluctuations : 105.000 quintaux en 1897, 251.000 en 1898 et 101.000 en 1899 ; notre exportation brute, qui a été un peu inférieure en quantité à l'importation, a été absorbée pour moitié environ par l'Algérie.

L'importation nette du *biscuit de mer* et du *pain* a marqué une diminution : 960.000 kilogrammes en 1897, puis 1.660.000 kilogrammes en 1898, mais 1.430.000 kilogrammes en 1899 ; l'importation brute en 1899 a été de 2.050.000 kilogrammes, sur lesquels 1.398.000 kilogrammes de pain ont été importés par les riverains pour leur consommation journalière, en exemption des droits.

L'importation brute des *graux* et *semoules en gruau* a continué à progresser : 850.000 kilogrammes en 1897, 1.100.000 kilogrammes en 1898 et 1.500.000 kilogrammes en 1899, tandis que notre exportation nette des semoules en pâtes et pâtes dites d'Italie tendait à diminuer : 190.000 kilogrammes en 1897, 125.000 kilogrammes en 1898 et 115.000 kilogrammes en 1899. L'importation nette des *sagou*, *salep* et *fécules exotiques* est restée à peu près stationnaire : 1.050.000 francs en 1897, puis 3.500.000 francs en 1898 et 1899. Enfin pour le *seigle* qui est employé dans la composition de certains pains, l'importation qui avait dépassé notre exportation de 24.000 quintaux en 1899 et de 402.000 en 1898 est devenue inférieure à cette exportation de 25.000 quintaux en 1899, un mouvement analogue s'est produit pour les importations et exportations de farines de seigle.

Nos *rizeries* ont vu augmenter la concurrence des fabriques des colonies, de celles de l'Indo-Chine française principalement ; elles ont cependant continué à être bien alimentées de matière première ; l'importation brute des riz entiers, farines et semoules, qui était de 11.800.000 kilogrammes en 1897, a atteint 35.300.000 kilogrammes en 1898 et 50.200.000 kilogrammes en 1899, quantités sur lesquelles les provenances de l'Indo-Chine française ont été successivement de 70 p. 0/0 en 1897,

88 p. o/o en 1898 et 90 p. o/o en 1899, tandis que notre exportation, sensiblement inférieure à l'importation, marquait cependant une amélioration : 6.400.000 kilogrammes en 1897, 10.600.000 kilogrammes en 1898 et 13.800.000 kilogrammes en 1899. L'importation brute du riz en paille qui, de 15.800.000 kilogrammes en 1897, avait atteint 34.400.000 kilogrammes en 1898, est descendue à 23.500.000 kilogrammes en 1899, quantités sur lesquelles les provenances de l'Indo-Chine françaises ont été de 32 p. o/o en 1897, 54 p. o/o en 1898 et 38 p. o/o en 1899; d'autre part, l'importation brute des brisures de riz a accusé une notable augmentation : 2.900.000 kilogrammes en 1897, puis 13.700.000 kilogrammes en 1898 et 16.500.000 kilogrammes en 1899.

L'importation des *maïs*, dont une partie est employée en distillerie, dans les fabriques de glucoses, etc., est restée à peu près stationnaire : 2.800.000 kilogrammes en 1897 et 1898 contre 2.000.000 kilogrammes en 1899. L'exportation de nos fabriques d'*amidon*, qui était inférieure à l'importation de 200.000 kilogrammes en 1897 et de 380.000 kilogrammes en 1898, lui est devenue supérieure de 2.000 kilogrammes en 1899.

Par contre, notre exportation de *fécule* a marqué un ralentissement : 140.000 kilogrammes en 1899 contre 160.000 kilogrammes en 1898 et 210.000 kilogrammes en 1897, et l'exportation nette des *dextrines* et autres produits dérivés des féculs qui dépassait l'importation de 8.500 kilogrammes en 1897, de 4.000 kilogrammes en 1898, lui devenait inférieure de 10.600 kilogrammes en 1899; ce qui coïncide avec le ralentissement de travail signalé dans nos fabriques. D'autre part, notre exportation brute de glucose a été en baisse : 420.000 kilogrammes en 1897, puis 380.000 kilogrammes en 1898 et 256.000 kilogrammes en 1899; enfin dans les 18 *glucoseries* (1), l'importance de la production a été de septembre 1898 à fin juin 1899 de 36.797.461 kilogrammes et, en particulier, de 3.195.749 kilogrammes en mai contre 3.282.638 kilogrammes en avril 1899.

Grâce à l'augmentation de la consommation et aux progrès réalisés par nos fabricants, nos *brasseries* ont continué à se développer : l'importation nette du houblon qui de 973.000 kilogrammes en 1897 était descendue à 690.000 kilogrammes en 1898, est montée à 842.000 en 1899; l'importation nette de l'orge a été en diminution, mais il faut remarquer que notre récolte a été plus abondante en 1898 qu'en 1897 et que nos orges de pays ont dû bénéficier de l'augmentation de la demande; l'importation nette, qui était de 819.000 quintaux métriques en 1897, puis 763.000 quintaux en 1898, est descendue à près de 700.000 en 1899; mais l'exportation brute de malt, qui a été inférieure de 2.000 quintaux à l'importation en 1898 et 1899, a été successivement de 5.000 quintaux en 1897, 13.400 en 1898 et 15.200 en 1899; tandis que l'importation nette en valeur des bières étrangères était en diminution, principalement par suite de l'augmentation plus rapide de notre exportation, qui passant de 2.100.000 francs en 1897 et 2.300.000 en 1898 à 2.800.000 en 1899, restait inférieure à l'importation de 2.300.000 francs en 1897, 1.700.000 francs en 1898 et 1.500.000 francs en 1899. D'autre part, l'exportation nette de nos levures a été en diminution : 1.900.000 kilogrammes en 1897, 1.250.000 kilogrammes en 1898 et 1.180.000 kilogrammes en 1899.

Dans l'industrie des *vins* de champagne et vins mousseux champagnisés, une diminution s'est produite dans l'exportation brute, diminution qui semble avoir porté plutôt sur les petits vins mousseux, fortement concurrencés par les produits étrangers à bon marché; l'exportation brute en valeur des vins de champagne et des vins mousseux qui, de 42.800.000 francs en 1897 était passée à 44.600.000

(1) D'après le *Journal officiel* du 25 juillet 1899.

francs en 1898, est descendue à 40.000.000 de francs en 1899. L'exportation brute en valeur des vins de la Gironde a été en diminution par suite d'une précédente récolte défectueuse; l'exportation brute en valeur des vins de Gironde en fûtaille a été de 32.800.000 francs en 1899 contre 35.000.000 de francs en 1898 et 38.700.000 francs en 1897; celle des vins de Gironde en bouteilles de 6.400.000 francs en 1899 contre 6.650.000 francs en 1898 et 9.200.000 francs en 1897.

D'autre part, l'exportation brute des vins ordinaires en fûtailles a été de 4.860.000 hectolitres en 1899 contre 4.460.000 hectolitres en 1898 et 3.560.000 en 1897, la production de nos vignobles n'ayant pas suffi à notre consommation; sur ces quantités les vins de provenance d'Algérie ont été de 2.100.000 hectolitres en 1897, 1.660.000 hectolitres en 1898 et 3.100.000 en 1899, les provenances de Tunisie qui ont presque triplé depuis 1897 ont atteint 62.800 hectolitres en 1899. La production de nos vins de liqueurs a été en progrès sur les années précédentes; notre exportation brute a augmenté et l'importation de vins de liqueurs étrangers a diminué; notre exportation qui était de 2.750.000 francs en 1897 a atteint 3.400.000 francs en 1898 puis 4.400.000 francs en 1899; tandis que l'importation qui était de 26.900.000 francs en 1897 est descendu à 21.500.000 francs en 1898 et à 20.000.000 francs en 1899. D'autre part l'importation des *raisins secs* pour distillerie ou vinification a été en diminuant : 8.700.000 kilogrammes en 1897, 3.200.000 kilogrammes en 1898 et 2.100.000 en 1899. En *distillerie*, l'exportation nette des marcs de raisin et des moûts est restée à peu près stationnaire : 145.000 kilogrammes en 1897, 180.000 kilogrammes en 1898 et 150.000 kilogrammes en 1899, tandis que l'importation nette des mélasses pour distilleries a diminué sensiblement : 16.800 000 kilogrammes en 1899, 2.360.000 kilogrammes en 1898 et 390.000 kilogrammes en 1899; c'est ce qui concorde avec les résultats publiés d'autre part sur la nature des matières premières traitées et distillerie.

En effet, d'après la statistique dressée en fin juillet 1899 (1), la production des *distilleries* de betteraves et de substances farineuses a continué à progresser par rapport à l'an dernier tandis que celle des distilleries de mélasse est restée plus faible que celle de l'année 1898. Pour les 9 premiers mois de la campagne 1898-1899, la production des alcools provenant de la distillation des substances farineuses a été de 545.397 hectolitres contre 432.139 hectolitres pendant la même période de 1897-1898; pour les vins, cidres, poirés, marcs et lies, de 66.188 hectolitres pour la campagne 1898-1899 contre 27.856 hectolitres en 1897-1898; d'autre part, pour les mélasses, de 472.591 hectolitres en 1898-1899 contre 517.535 hectolitres en 1897-1898; la fabrication des alcools de betteraves étant en morte saison annuelle, les renseignements fournis par cette production dans le dernier *Bulletin* (p. 546) n'ont pas varié; en résumé, pour l'ensemble, la production des distillateurs et bouilleurs de profession (y compris les alcools provenant des substances non énumérées) a été de 2.043.567 hectolitres pendant les 9 premiers mois de la campagne 1898-1899 contre 1.781.056 hectolitres pendant la même période de 1897-1898, soit une augmentation de 262.511 hectolitres en faveur de 1898-1899. D'autre part, la quantité des alcools produits chez les bouilleurs de cru a été évaluée à 81.844 hectolitres en 1898-1899 contre 70.165 en 1897-1898 (9 premiers mois).

L'importation nette en valeur des eaux-de-vie de mélasse dont la plus grande partie sont des tafias et rhums provenant de la Martinique a diminué en 1899; elle était de 4.900.000 francs en 1897, puis de 5.700.000 francs en 1898, elle n'a plus été que de 3.700.000 francs en 1899; tandis que l'importation brute en valeur des

(1) D'après le *Journal officiel* du 21 juillet 1899.

eaux-de-vie de vin est restée à peu près stationnaire ; mais avec tendance à l'augmentation ; 550.000 francs en 1897, 670.000 francs en 1898 et 850.000 francs en 1899. D'autre part notre exportation brute d'eaux-de-vie de vin en fûts a repris : 11.200.000 francs en 1899 contre 10.170.000 francs en 1898 et 14.500.000 francs en 1897 ; une tendance à l'amélioration s'est produite aussi pour l'exportation brute en valeur des eaux-de-vie de vin en bouteilles qui a été de 5.700.000 francs en 1899 contre 5.625.000 francs en 1898 et 6.460.000 francs en 1899.

Chez les *liquoristes* et *confiseurs*, la production, qui a été plus active que l'an dernier, a marqué un progrès dans l'exportation ; l'exportation nette en valeur des liqueurs qui, de 1.800.000 francs en 1897 était descendue à 1.400.000 francs en 1898, est remontée à 1.500.000 francs en 1899, et pour les bonbons et sirops, l'exportation nette en valeur qui avait été de 658.000 francs en 1897, puis de 630.000 francs en 1898, a atteint 800.000 francs en 1899. Mais, d'autre part, l'exportation nette en valeur des fruits confits et sucrés a diminué surtout par suite de l'importation plus grande de produits étrangers qui sont venus sur notre marché concurrencer nos produits ; l'exportation nette en valeur, qui était de 940.000 francs en 1897, puis de 1.000.000 francs en 1898, est descendue à 800.000 francs en 1899 ; mais l'importation des biscuits sucrés, qui dépassait notre exportation pour des valeurs de 225.000 francs en 1897 et 1898, ne lui a plus été supérieure que de 50.000 francs par suite du progrès fait par nos producteurs.

Dans l'*industrie sucrière*, l'importation nette des graines de betteraves étrangères s'est maintenue importante pour répondre aux demandes de la culture, l'importation nette qui, de 2 millions de kilogrammes en 1897, avait atteint 2.770.000 kilogrammes en 1898, est restée à peu près stationnaire à ce chiffre en 1899. On a vu par le *Bulletin* d'avril 1899, page 281, que la quantité de sucre extrait pendant la campagne 1898-1899 avait été de 11 kilogr. 11 par 100 kilogrammes de betteraves travaillées contre 10 kilogr. 38 pendant la campagne 1897-1898 et que la quantité des sucres de titrage, divers extraits de la turbine avait été de 711.931.000 kilogrammes en 1898-1899, contre 701.315.000 kilogrammes en 1897-1898. L'exportation nette des sucres bruts indigènes a marqué un ralentissement, ce qu'il faut attribuer à l'augmentation de la consommation et de la transformation dans nos raffineries ; l'exportation nette a été de 70.100.000 kilogrammes en 1899 contre 89.500.000 kilogrammes en 1898 et 146.000.000 kilogrammes en 1897 ; d'autre part, l'importation nette des sucres coloniaux français a diminué : 43.000.000 kilogrammes en 1897, puis 35.200.000 kilogrammes en 1898 et 32.200.00 kilogrammes en 1899 ; tandis que l'importation des sucres coloniaux étrangers a été en augmentation sur l'an dernier, mais n'a pas été aussi importante que les années précédentes ; l'importation brute a été de 1.150.000 kilogrammes en 1899 contre 1.000.000 kilogrammes en 1898 et 1.600.000 kilogrammes en 1897. Mais, d'autre part, notre exportation nette de sucres raffinés en pain ou en agglomérés, qui avait beaucoup baissé, a été en progrès dans ces trois dernières années : 56.600.000 kilogrammes en 1897, 60.400.000 kilogrammes en 1898 et 64.000.000 kilogrammes en 1899 ; l'exportation nette des vergeoises a été aussi en augmentation : 3.700 000 kilogrammes en 1899 contre 2.700.000 kilogrammes en 1898 et 3.100.000 kilogrammes en 1899 ; par contre l'exportation nette des candis a baissé de près de moitié : 67.000 kilogrammes en 1899 contre 132.000 kilogrammes en 1898 et 45.000 kilogrammes en 1897.

La *chocolaterie* a vu augmenter la concurrence des produits étrangers ; l'importation des chocolats étrangers a progressé et l'importation des cacaos a été stationnaire, plutôt même en baisse ; l'importation nette des chocolats, qui n'était que de 27.000 kilogrammes en 1897, est passée à 59.000 kilogrammes en 1898 et à

145.000 kilogrammes en 1899, tandis que l'importation nette des cacaos en fèves ou en pellicules qui, de 7.750.000 kilogrammes en 1897, avait atteint 8.600.000 kilogrammes en 1898, est descendu à 4.500.000 kilogrammes en 1899.

Nos fabriques de *conserves de viandes* ont marqué un nouveau progrès sur l'an dernier; l'exportation, qui était inférieure à l'importation de 490.000 francs en 1897 et lui était devenue supérieure de 550.000 francs en 1898, l'a dépassée de 645.000 francs en 1899, par contre les importations nettes en valeurs de viandes salées et fumées, porc, jambon, lard, ont été en augmentant: 1.530.000 francs en 1897, 2.140.000 francs en 1898 et 7.740.000 en 1899; il en a été de même de l'importation nette de la charcuterie fabriquée qui de 1.100.000 francs en 1897 est montée à 1.800.000 francs en 1898 et 2.750.000 francs en 1899.

Pour nos *fabriques de chicorée*, l'importation de matières premières a été en diminuant, tandis que notre exportation de chicorée brûlée ou moulu restait stationnaire; l'importation nette de chicorée verte qui, de 10.500 kilogrammes en 1897, était montée à 35.000 kilogrammes en 1898, est descendue à 15.700 kilogrammes en 1899 et l'importation nette de chicorée sèche non torréfiée de provenance belge pour la plus grande partie, qui, de 7.350.000 kilogrammes en 1897, avait atteint 10.400.000 kilogrammes en 1898, est revenue à 7.700.000 kilogrammes en 1899, tandis que notre exportation de chicorée brûlée ou moulu passait de 28.500 kilogrammes en 1899 à 26.900 kilogrammes en 1898 et 28.200 kilogrammes en 1899.

Pendant le mois de juillet, les grandes chaleurs qui ont contraint les ouvriers en place à des repos plus fréquents ont permis un placement plus facile en extra chez les ouvriers boulangers; chez les cuisiniers, la saison des villes d'eaux et les déplacements pour la campagne a également facilité le placement; chez les confiseurs, pâtisseries, morte-saison annuelle; on estime que le chômage a atteint 14 p. 0/0 des ouvriers syndiqués chez les *boulangers* et chez les *cuisiniers-pâtisseries*.

PRODUITS CHIMIQUES. — La concurrence des autres modes d'éclairage a amené une diminution dans notre exportation de *bougies*; l'exportation nette en valeur des bougies qui, de 2.200.000 francs en 1897 était passée à 2.300.000 francs en 1898, est descendue à 1.965.000 francs en 1899; plus de moitié de notre exportation a été absorbée par l'Algérie. D'autre part, l'importation nette en valeur des *huiles de pétrole* et du schiste qui, de 11.450.000 francs en 1897 était montée à 14.000.000 de francs en 1898, a faibli à 12.360.000 francs en 1899; cependant, nos raffineries de pétrole ont continué à bien travailler, car l'importation nette en valeur des huiles de pétrole et de schiste raffinées et des essences n'a pas sensiblement augmenté: 1.280.000 francs en 1899 contre 1.230.000 francs en 1898 mais 900.000 francs en 1897.

Nos *huileries* ont trituré des graines en quantités plus considérables que l'an dernier, et les importations de matières premières sont devenues presque aussi importantes qu'en 1896, l'importation brute en valeur des graines et fruits oléagineux a été de 78.360.000 francs en 1899 contre 65.460.000 francs en 1898, 67.420.000 francs en 1897 et 79.170.000 francs en 1896; cependant, les résidus de nos huileries n'ont pas suffi à la consommation et l'importation nette de tourteaux de graines oléagineuses, qui était de 7.860.000 kilogrammes en 1897, est passée à 15.530.000 kilogrammes en 1898 et à 31.620.000 kilogrammes en 1899. L'importation brute d'huile d'olive a aussi marqué une augmentation, mais une grande partie de cette importation (près des trois quarts en 1899) a été de provenance algérienne et tunisienne; l'importation totale a été de 15.930.000 kilo-

grammes en 1897, 159.800 kilogrammes en 1898 et 20.350.000 kilogrammes en 1899, sur lesquels 7.440.000 kilogrammes en 1897, 3.650.000 kilogrammes en 1898 et 15.000.000 de kilogrammes en 1899 étaient de provenance algérienne ou tunisienne; notre exportation brute a d'ailleurs augmenté de 2.640.000 kilogrammes en 1897 et 2.600.000 kilogrammes en 1898, elle a atteint 4.200.000 kilogrammes en 1899. L'importation de l'huile de palme a aussi progressé : 6.775.000 kilogrammes en 1899 contre 4.260.000 en 1898 et 6.145.000 kilogrammes en 1897; mais l'importation de l'huile de coton, qui a été la plus importante, est venue fortement concurrencer nos produits indigènes; l'importation nette, de 32.000.000 de kilogrammes en 1897, est passée à 35.500.000 kilogrammes en 1898 et à 42.800.000 kilogrammes en 1899. D'autre part, notre exportation nette d'huile de coco palmiste et touloucouna a été en augmentation sur l'an dernier : 4.300.000 kilogrammes en 1899 contre 3.130.000 kilogrammes en 1898 et 5.660.000 kilogrammes en 1897; mais l'exportation nette d'huile de sésame a baissé : 5.640.000 kilogrammes en 1899 contre 7.100.000 kilogrammes en 1898 et 5.370.000 kilogrammes en 1897, et il en est de même pour l'exportation nette de l'huile d'aillette : 470.000 kilogrammes en 1899 au lieu de 720.000 kilogrammes en 1897 et 1898, et surtout pour l'exportation nette de l'huile de colza : 1.700.000 kilogrammes en 1899 contre 3.000.000 kilogrammes en 1898 et 4.800.000 kilogrammes en 1897.

Pour les *suiifs* et *huiles de suif*, grâce aux progrès faits par nos producteurs, l'importation nette, qui était 6.700.000 kilogrammes en 1897, est descendue à 400.000 kilogrammes en 1898 et 330.000 kilogrammes en 1899; les importations de saindoux ont aussi été en diminution : 12.650.000 kilogrammes en 1897, 8.000.000 kilogrammes en 1898 et 7.200.000 kilogrammes en 1899.

Nos fabriques de *savon* ont témoigné d'une plus grande activité que l'an dernier; l'exportation nette en valeur des savons de parfumerie, qui de 1.300.000 francs en 1897 avait faibli à 850.000 francs en 1898, est remontée à 960.000 francs en 1899, et l'exportation nette et valeur des savons autres que ceux de parfumerie, qui était de 3.400.000 francs en 1897, a atteint 3 800.000 francs en 1898 et 4.500.000 francs en 1899. Une amélioration s'est également produite dans l'exportation nette en valeurs des *parfumeries* alcooliques et non alcooliques qui de 5.700.000 francs en 1897 est passée à 4.250.000 francs en 1898 et à 5.200.000 francs en 1899.

Dans nos *raffineries de soufre* les quantités de matières premières importées ont été en baisse, et notre exportation de produits préparés a été aussi en diminution. l'importation nette de soufre non épuré, qui était de 730.000 kilogrammes en 1897, est descendue à 670.000 kilogrammes en 1898 et à 480.000 kilogrammes en 1899, tandis que notre exportation nette était en diminution principalement par suite de l'augmentation des importations de produits raffinés, l'exportation nette, qui de 50.000 kilogrammes en 1897 était montée de 60.000 kilogrammes en 1898, est descendue à 55.000 kilogrammes en 1899.

Pour les *engrais chimiques*, notre production s'est à peu près maintenue, mais la concurrence des produits étrangers a augmenté et notre exportation, qui dépassait l'importation pour des valeurs de 700.000 francs en 1897 et de 2.425.000 francs en 1898, ne lui a plus été supérieure que de 600.000 francs en 1899. Par contre l'importation des superphosphates de chaux a diminué tandis que notre exportation, bien qu'inférieure à l'importation, était en augmentation; l'importation nette des superphosphates de chaux, qui était de 22.000.000 kilogrammes en 1897, est descendue à 20.300.000 kilogrammes en 1898 et à 4.900.000 kilogrammes en 1899; d'autre part, l'importation nette en valeur des phosphates naturels a marqué une

reprise: 2.675.000 francs en 1899 contre 1.200.000 en 1898 et 1.900.000 en 1899; l'importation nette des nitrates de soude a aussi été en augmentation sur l'an dernier: 27.280.000 francs en 1899 contre 25.760.000 francs en 1898 et 19.400.000 francs en 1897.

Dans les *teintureries*, le travail a suivi les modifications d'activité des industries, filatures, tissages, etc., qui leur fournissaient des commandes; nos fabricants ont d'ailleurs maintenu un bon courant d'affaires, ainsi qu'en témoigne l'augmentation des importations de matières premières et de produits préparés; l'importation des bois de teinture a été de 6.600.000 francs en 1899 contre 3.600.000 francs en 1898 et 6.700.000 francs en 1897; l'importation brute des teintures dérivées des goudrons de houille a été de 2.600.000 francs en 1899 contre 2.775.000 francs en 1898 et 3.160.000 francs en 1897; mais l'exportation brute de ces teintures provenant de nos usines a marqué un progrès sensible, ce qui laisse supposer que nos fabricants ont pu aussi fournir de plus grandes quantités de produits à nos teintureries; l'exportation brute des teintures dérivées du goudron de houille a été de 1 million de francs en 1899 contre 350.000 francs en 1898, 470.000 francs en 1897 et 260.000 francs en 1896; de même, l'exportation brute en valeur des extraits de bois de teinture a été de 7.300.000 francs en 1899 contre 6.775.000 francs en 1898, 7.400.000 francs en 1897 et 8 millions de francs en 1896. De plus, l'exportation brute des tartrates a été de 6.450.000 francs en 1899 au lieu de 4.575.000 francs en 1898, 5.850.000 francs en 1897 et 5.100.000 francs en 1896; celle des couleurs a marqué aussi un progrès: 5.500.000 francs en 1899 contre 4.900.000 francs en 1898, 4.955.000 francs en 1897 et 4.980.000 francs en 1896, chiffres qui indiquent une reprise d'activité chez nos fabricants.

L'industrie du *caoutchouc* a continué à présenter une activité satisfaisante; les importations brutes des matières premières, caoutchouc et gutta-percha, ont été en augmentation: 21 millions de francs en 1899 contre 16.300.000 francs en 1898, 16.100.000 francs en 1897 et 14.450.000 francs en 1896, tandis que l'importation brute d'ouvrages en caoutchouc restait stationnaire: 5 millions de francs en 1899 et en 1898, 4.900.000 francs en 1897 et 4.600.000 francs en 1896; notre exportation brute d'ouvrages en caoutchouc et gutta-percha est aussi, d'ailleurs, restée à peu près stationnaire: 4.400.000 francs en 1899, 4.550.000 francs en 1898, 4.450.000 francs en 1897 et 4.400.000 francs en 1896, notre consommation ayant dû fournir la plus grande partie des commandes de notre industrie du caoutchouc.

PAPIER. CARTON. — Nos fabriques de *papier* ont maintenu une bonne activité, mais les prix de vente ont été jugés peu rémunérateurs. Pour fournir la matière première nécessaire à nos usines, on a dû recourir pour des quantités élevées à l'importation des produits étrangers; l'importation nette des pâtes de *cellulose chimique* a été en augmentation: 21.800.000 kilogrammes en 1899 contre 20.700.000 kilogrammes en 1898 et 20.200.000 kilogrammes en 1897, mais l'importation nette de pâte de cellulose mécanique a un peu baissé, quoique atteignant encore un chiffre élevé; elle a été de 41.800.000 kilogrammes en 1899 contre 44.750.000 kilogrammes en 1898 et 33.100.000 kilogrammes en 1897; d'autre part, l'exportation nette de *papier* ou *carte* fantaisie ou autres, qui était de 3.100.000 francs en 1897 et de 3.050.000 francs en 1898, a atteint 3.900.000 francs en 1899, grâce à l'augmentation de notre exportation et à la diminution de l'importation.

Nos fabricants de *papier de tenture* ont été moins favorisés; la concurrence des produits étrangers a augmenté tant sur le marché étranger que sur le marché intérieur; notre exportation nette, qui était de 970.000 francs en 1897, est descendue à 560.000 francs en 1898 et à 540.000 francs en 1899.

INDUSTRIE DU LIVRE. — Nos *imprimeurs* ont, pendant le 1^{er} semestre 1899, conservé une bonne activité, malgré l'augmentation de la concurrence qui a entraîné une baisse de prix et diminué la marge laissée au fabricant; l'exportation nette et valeur des livres en langue française, qui de 5.200.000 francs en 1897 était descendue à 4.800.000 francs en 1898, est montée à 5.250.000 en 1899; d'autre part, notre exportation de livres en langues étrangères ou mortes a progressé moins rapidement que l'importation qui a atteint 1.150.000 francs en 1899, si bien que l'exportation nette de ces livres en langues étrangères ou mortes, qui était d'un peu plus de 200.000 francs en 1897, n'a plus été que de 100.000 francs en 1899. Pour les gravures, estampes, lithographies et chromolithographies, notre exportation, qui dépassait l'importation de 725.000 francs en 1897, lui est devenue inférieure de 1.725.000 en 1898 et de 1.600.000 francs en 1899. L'exportation nette en valeur des journaux et publications périodiques a aussi diminué; elle a été de 2 millions de francs en 1899 contre 2.800.000 francs en 1898, mais 1.800.000 francs en 1897.

Pendant le mois de juillet, dans l'industrie du papier et du carton, le travail s'est maintenu à peu près équivalent à celui de l'an dernier; dans les imprimeries, il y a eu tendance à diminuer, par suite du ralentissement des commandes de l'industrie en période d'inventaire, mais le ralentissement du travail a été en partie compensé par l'impression des palmarès, des thèses et des travaux administratifs.

On compte 10 p. o/o de chômeurs à Paris chez les ouvriers syndiqués lithographes-typographes, un peu plus de 3 p. o/o en province et 7 p. o/o dans l'ensemble des syndiqués. 18 p. o/o des chambres syndicales groupant 15 p. o/o des syndiqués estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque, 9 p. o/o des syndicats avec 7 p. o/o des adhérents jugent qu'il a été moins abondant et pour 73 p. o/o des syndicats avec 78 p. o/o des adhérents, il n'y a pas eu de changement.

CUIRS ET PEaux. — Malgré le prix élevé de la matière première et l'augmentation de la concurrence étrangère qui a rendu difficile l'alimentation de notre marché de cuirs verts, grâce aussi à la reconstitution d'une partie de nos troupeaux de gros bétail, notre industrie de la *préparation des cuirs et peaux* a présenté un bon courant d'affaires, c'est ce qui ressort aussi des chiffres de notre exportation brute de cuirs verts et de celle des peaux préparées, qui sont en augmentation. En effet, si l'importation brute des cuirs verts (grandes peaux brutes) a été en diminution : 15.350.000 kilogrammes en 1899 contre 17.670.000 kilogrammes en 1898, mais 14.230.000 kilogrammes en 1897, notre exportation a progressé de 10.590.000 en 1899 et 11 millions de kilogrammes en 1898 à 14.170.000 kilogrammes en 1897.

D'autre part, le tableau de l'importation et de l'exportation des *peaux préparées* (grandes peaux brutes) donne les chiffres suivants :

	1899.	1898.	1897.	1896.
	—	—	—	—
	francs.	francs.	francs.	francs.
Importation.....	12.012.000	14.358.000	12.581.000	12.406.000
Exportation.....	60.449.000	54.570.000	49.529.000	39.189.000

D'autre part, notre exportation nette de petites peaux brutes (brebis, moutons, agneaux) est restée à peu près stationnaire; il en a été de même pour l'importation nette des peaux brutes de chevreaux. L'exportation nette des peaux brutes de bétail, brebis, mouton et agneau, en 1899, a été 1.230.000 kilogrammes contre

1.100.000 kilogrammes en 1898 et 1.270.000 kilogrammes en 1897; et l'importation nette des peaux brutes de chevreau: 950.000 kilogrammes en 1899 contre 930.000 kilogrammes en 1898 et 820.000 kilogrammes en 1897; l'importation nette des autres sortes de peaux a aussi marqué une diminution: 355.000 kilogrammes en 1899 au lieu de 1.430.000 kilogrammes en 1898 et 2.300.000 kilogrammes en 1899.

La diminution des importations de matière première n'a d'ailleurs pas entraîné cette année une diminution des exportations de produits fabriqués, ce qui permet de penser que cette diminution avait été compensée, soit par des stocks déjà existants et que l'on a consommé ou par des matières premières indigènes; en effet, l'exportation brute en valeur des ouvrages en peaux ou en cuirs, qui était de 33.960.000 francs en 1898 au lieu de 34.200.000 francs en 1897 et 44 millions de francs en 1896, est montée en 1899 à 40.600.000 francs, tandis que l'importation brute en valeur a peu augmenté: 3.965.000 francs en 1899 contre 3.690.000 francs en 1898, 3.560.000 francs en 1897 et 3.835.000 francs en 1896.

En particulier, concordant avec la reprise du travail dans l'industrie de la chaussure, l'exportation nette en valeur a été de 9.500.000 francs en 1899 contre 8.100.000 francs en 1898 et 9.200.000 francs en 1897. L'augmentation de commandes dans la ganterie signalée dans les précédents *Bulletins* s'est également traduite par une augmentation de l'exportation nette en valeur qui, de 17.950.000 fr. en 1897 et 18.930.000 francs en 1898, a atteint 23.930.000 francs en 1899. Par contre, l'exportation nette de la maroquinerie a été en diminution principalement par suite de l'augmentation plus rapide de l'importation; l'exportation nette a été de 240.000 francs en 1899 contre 350.000 francs en 1898 et 890.000 francs en 1897. Dans l'industrie de la pelleterie, l'importation nette en valeur de pelleteries brutes autres que celles de lapin et de lièvre a été en augmentant, alimentant ainsi davantage nos ateliers de préparation de pelleterie; l'importation nette a été de 5.400.000 francs en 1899 contre 5.200.000 francs en 1898 et 4.060.000 en 1897; d'ailleurs, l'exportation nette des pelleteries brutes de lapin ou de lièvre souvent employées en remplacement des autres sortes de pelleteries a été en diminution: 900.000 francs en 1899 contre 1.100.000 francs en 1898 et en 1897. D'autre part, l'importation brute des pelleteries préparées en morceaux cousus a diminué, tandis que notre exportation brute augmentait, ce qui, avec l'augmentation de l'importation de matière première, indique une activité plus grande de nos ateliers de transformation; en effet, l'importation brute en valeur des pelleteries en morceaux cousus a été de 4.230.000 francs en 1899 contre 4.850.000 francs en 1898 et 4.060.000 francs en 1897; tandis que notre exportation brute de ces pelleteries en morceaux cousus a été successivement de 2.500.000 francs en 1897, 2.800.000 francs en 1898 et 3.400.000 en 1899. Par contre, notre exportation nette des pelleteries ouvrées ou confectionnées a été en diminution: 980.000 francs en 1899 au lieu de 1.400.000 en 1898 et 1.800.000 en 1897.

Pendant le mois de juillet 1899, le travail s'est maintenu actif chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux, chez les ouvriers de la chaussure et chez les gantiers. On estime que le chômage a atteint 4 p. o/o des ouvriers syndiqués de la préparation des cuirs et des ouvriers de l'industrie de la chaussure.

INDUSTRIES TEXTILES. — L'industrie lainière a marqué une reprise de travail; les stocks en magasin s'étant épuisés, les commandes ont redonné une certaine activité aux filatures et aux tissages; mais les prix de vente ont été jugés peu rémunérateurs, les acheteurs acceptant difficilement la hausse des prix des produits fabriqués

amenée par l'élévation des cours de la matière première. L'augmentation de l'importation de matière première et de l'exportation des produits fabriqués confirme les indications fournies par les *Bulletins* précédents. En effet, l'importation nette de laine en masse, qui de 124.700.000 kilogrammes en 1897 était montée à 143.400.000 kilogrammes en 1898, a continué à progresser et a atteint 165.200.000 kilogrammes en 1899; sur les quantités importées, les provenances d'Algérie ont aussi été en augmentant : 1.700.000 kilogrammes en 1897 et 1898 et 2.300.000 kilogrammes en 1899. Par contre, l'exportation nette des déchets de laine, qui de 9.200.000 kilogrammes en 1897 était descendue à 6.000.000 de kilogrammes en 1898, a atteint 7.900.000 kilogrammes en 1899; de plus l'exportation nette des laines peignées ou cardées, qui de 7.200.000 kilogrammes en 1899 était passée à 9.200.000 kilogrammes en 1898, est montée à 12.300.000 kilogrammes en 1899; l'exportation nette en valeur des fils de laine a été de 10.500.000 francs en 1899 contre 8.750.000 francs en 1898, 7.000.000 de francs en 1897 et 7.300.000 francs en 1896; pour les tissages une amélioration s'est aussi produite, mais moins sensible; l'exportation nette des tissus de laine a été de 110.500.000 francs en 1899 contre 106.700.000 francs en 1898, mais 122.800.000 francs en 1897 et 130.700.000 francs en 1896.

L'industrie cotonnière a été éprouvée par une surproduction qui a dépassé la consommation, amené les formations de stocks qui ont pesé sur le marché et entraîné une baisse des prix de vente malgré les cours élevés de la matière première; une entente intervenue entre les producteurs a permis d'écouler les stocks et d'éviter une prolongation de la crise: la réduction de la durée du travail a été maintenue; grâce à ces mesures, le travail est devenu plus régulier et a eu tendance à reprendre; l'importation nette du coton en laine, qui de 116.100.000 kilogrammes en 1897 était tombée à 108.600.000 kilogrammes en 1898, est montée à 109.600.000 kilogrammes en 1899. D'autre part, l'importation nette des fils de coton a été en diminution, nos filateurs suffisant plus facilement à l'alimentation du marché; l'importation nette en valeur a été de 1.400.000 francs en 1899 contre 2.400.000 francs en 1898, 4.900.000 francs en 1897 et 5.500.000 francs en 1896; enfin, notre exportation nette en valeur des tissus de coton a repris: 49.950.000 francs en 1899 contre 38.100.000 francs en 1898, 39.600.000 francs en 1897 et 47.900.000 francs en 1896.

Dans l'industrie de la soierie, il y a eu, dans l'ensemble, tendance à la reprise des affaires, mais, principalement, dans les maisons fabriquant l'article fantaisie; le prix élevé de la matière première a contrarié une reprise plus complète des transactions. L'exportation des œufs de vers à soie qui, en 1897, était supérieure à l'importation de 870.000 francs et lui était devenue inférieure de 1.200.000 francs en 1898, l'a de nouveau dépassée de 500.000 francs en 1899. L'importation nette de cocons de vers à soie a été de 460.000 kilogrammes en 1899 contre 225.000 kilogrammes en 1898 et, en 1897, notre exportation brute avait été supérieure à notre importation de 34.000 kilogrammes. D'autre part, l'importation brute de bourre de soie a été en augmentation : 4.160.000 kilogrammes en 1899 contre 3.900.000 kilogrammes en 1898 et 3.560.000 kilogrammes en 1897; de même pour l'importation de bourre de soie peignée: 135.000 kilogrammes en 1899 contre 95.000 kilogrammes en 1898 et 85.000 kilogrammes en 1897; enfin l'importation nette de soie grège, bien qu'inférieure à celle de 1897, a été en progrès sur 1898, principalement par suite de l'augmentation de notre exportation: l'importation a été de 1.600.000 kilogrammes en 1899 contre 1.360.000 en 1898 et 2.500.000 kilogrammes en 1897. Par contre, notre exportation nette en valeur de soies ouvrées ou moulinées écruës a été en hausse : 7.750.000 francs en 1899, au lieu de

6,100.000 francs en 1898 et 6.900.000 francs en 1897; de même pour l'exportation nette en valeur de soies ouvrées ou moulignées teintes, qui a été de 750.000 francs en 1899 contre 620.000 francs en 1898 et 650.000 francs en 1897; de plus, l'exportation nette en valeur de déchets de soie teints a été en augmentation: 835.000 kilogrammes en 1899 contre 640.000 kilogrammes en 1898 et 630.000 kilogrammes en 1897. D'autre part, l'exportation nette en valeur de fils de soie et bourre de soie a atteint 1.500.000 francs en 1899 contre 630.000 francs en 1898, 1.080.000 francs en 1897 et 1.200.000 francs en 1896; tandis que l'exportation nette en valeur de tissus de soie et de bourre de soie n'a plus été que de 108.600.000 francs en 1899, au lieu de 122.700.000 francs en 1898, 129.400.000 francs en 1899 et 109.800.000 francs en 1896.

Malgré l'augmentation de la concurrence et les fluctuations de la mode, la *rubanerie* a maintenu un progrès dans son exportation brute qui a été pour les rubans de soie pure, velours et autres de 6.700.000 francs en 1899 contre 5.500.000 en 1898 et 6.770.000 francs en 1897 et pour les rubans de soie mélangée, velours et autres, de 13.100.000 francs en 1899 au lieu de 12.600.000 francs en 1898 et 12 millions 500.000 francs en 1897.

L'*industrie linière* a été aussi éprouvée par le ralentissement du travail qui avait atteint les autres industries textiles, elle a aussi vu augmenter la concurrence faite aux tissus de lin ou de chanvre par les tissus de coton. Les importations nettes de lin brut ou teillé ont diminué: 43.800.000 kilogrammes en 1899 contre 46 millions de kilogrammes en 1898, mais 40.250.000 kilogrammes en 1897, tandis que l'importation nette de chanvre broyé ou teillé a augmenté et est devenue à peu près équivalente à celle de 1897: 9.500.000 kilogrammes en 1899 au lieu de 6.800.000 kilogrammes en 1898 et 9.970.000 kilogrammes en 1897; l'importation brute de ramie en tige ou teillée est restée à peu près stationnaire avec un peu moins de 300.000 kilogrammes. D'autre part, l'exportation nette d'étoupe de lin, qui était de 630.000 kilogrammes en 1897, puis de 30.000 kilogrammes en 1898, La valeur des importations ayant été à peu près équivalente à celle des exportations, 3.968.000 francs d'importation contre 3.998.000 d'exportation, est montée à 1.800.000 kilogrammes en 1899; pour les étoupes de chanvre, l'importation a de beaucoup dépassé notre exportation, qui restait à environ 200.000 kilogrammes, de telle sorte que l'importation nette a été de 1.760.000 kilogrammes en 1899 contre 1.720.000 kilogrammes en 1898 et 2.270.000 kilogrammes en 1897. Par contre, notre exportation de fils de lin, de chanvre et de ramie, qui était inférieure à l'importation de 1.360.000 kilogrammes en 1896, de 1.100.000 kilogrammes en 1897 et de 1.050.000 kilogrammes en 1898, a dépassé cette importation de 2 700.000 kilogrammes en 1899. Pour les tissus de lin ou de chanvre ou de ramie, notre exportation brute ayant repris et atteint 4.600.000 francs, la différence qui la séparait du montant des importations a diminué et n'a plus été que de 400.000 francs au lieu de 1.500.000 en 1898, 900.000 francs en 1897 et 800.000 francs en 1896. Enfin, notre exportation brute de cordages a maintenu son avance: 3 millions de francs en 1899 contre 2.550.000 francs en 1898, 2.500.000 francs en 1897 et 2.560.000 francs en 1896.

Dans l'*industrie du jute* et de végétaux filamenteux de même nature, l'importation nette de matière première a diminué pour le jute, tandis qu'elle a été en augmentation pour le phormium et les autres végétaux filamenteux, et que l'exportation nette de fils de jute et de tissus de jute était en augmentation, ce qui indique que notre industrie n'a cependant pas ralenti sa marche et a pu s'alimenter avec ses stocks; l'importation nette de jute brut en brins ou teillé ou étoupes, qui était de 30.570.000 kilogrammes en 1897 et avait atteint 54.750.000 kilogrammes

en 1898, est revenue à 30.570.000 kilogrammes en 1899, tandis que l'importation nette de phormium et d'autres végétaux filamenteux, bruts, teillés ou étoupes a été de 7.800.000 kilogrammes en 1897. D'autre part, l'exportation nette des fils de jute, qui était de 1.000.000 de francs en 1896 et de 380.000 francs en 1897, a atteint 1.040.000 francs en 1898 et 1.150.000 francs en 1899; l'exportation nette en valeur des tissus de jute a eu un mouvement analogue : 1.925.000 francs en 1899 contre 1.700.000 francs en 1898, 1.430.000 francs en 1899 et 1.740.000 fr. en 1896.

La *passenterie*, principalement la passementerie de coton, a regagné une partie de l'avance qu'elle avait perdue l'an dernier; l'exportation nette de passementerie de coton qui, de 2.230.000 francs en 1897 était tombée à 1.650.000 en 1898, est remontée à 2.170.000 francs en 1899, tandis que la passementerie de laine pure et mélangée qui, de 2.100.000 francs en 1897 était descendue à 1.100.000 fr. en 1898, a atteint 1.500.000 francs en 1899.

La *bonneterie*, malgré les faibles commandes dues à l'absence de gelées pendant les derniers hivers, a eu sur le marché extérieur un courant d'affaires plus suivi que l'an dernier; les bas prix consentis par les fabricants, bien que peu rémunérateurs, ayant permis d'écouler une partie des stocks; dans la bonneterie de coton (ganterie, tissus en pièces, y compris les vêtements confectionnés, l'exportation nette en valeur qui, de 6.100.000 francs en 1897 était descendue à 4.150.000 francs en 1898, est remontée à 6.300.000 francs en 1899, tandis que dans la bonneterie de laine (ganterie, tissus en pièces, y compris les vêtements confectionnés, l'exportation nette a été de 1.570.000 francs en 1899 contre 1.040.000 francs en 1898 et 1.060.000 francs en 1897.

Dans l'industrie du *tulle*, de la *dentelle* et de la *broderie*, le travail a été variable suivant les genres fabriqués et les fluctuations de la mode; cependant de l'ensemble il ressort que l'activité a eu tendance à diminuer; dans les dentelles de coton faites à la main, l'importation nette en valeur a augmenté: 2.300.000 francs en 1899 au lieu de 625.000 francs en 1898 et 1.850.000 francs en 1897, tandis que notre exportation nette de tulles dentelles en bandes et guipures coton faits à la mécanique faiblissait, se maintenant cependant au-dessus du montant des exportations de 1897: 5.350.000 francs en 1899 contre 8.425.000 francs en 1898 et 4.600.000 francs en 1897; d'ailleurs, l'exportation nette des tulles de soie ou de bourre de soie a été presque doublée tandis qu'un mouvement inverse aussi important se produisait sur les exportations de dentelles de soie ou de bourre de soie; c'est ainsi que l'exportation nette des tulles de soie qui était de 9.900.000 francs en 1897, puis de 8.400.000 francs en 1898, a atteint 15.800.000 francs en 1899, tandis que pour les dentelles de soie, l'exportation a été de 8.900.000 francs en 1899 contre 16.200.000 francs en 1898 et 12.000.000 de francs en 1897. Pour les broderies coton, main et mécanique, l'exportation brute a marqué une amélioration, tandis que l'importation restait à peu près stationnaire; l'exportation brute a été de 6.360.000 francs en 1899 au lieu de 3.000.000 de francs en 1898 et 3.500.000 francs en 1897, et l'importation des broderies de coton mécanique a été de 1.280.000 francs en 1899 contre 1.200.000 francs en 1898 et 1.050.000 francs en 1897. D'autre part l'importation brute de broderies mécaniques d'autres fils que ceux de coton a été en augmentant: 4.825.000 francs en 1899 contre 3.240.000 francs en 1898 et 2.660.000 francs en 1897.

L'industrie du *vêtement* a marqué une amélioration sur l'an dernier; l'exportation brute en valeur de confections pour hommes a été de 9.260.000 francs en 1899 au lieu de 8.300.000 francs en 1898, 7.600.000 en 1897 et 9.600.000 francs en 1896; de même l'exportation brute en valeur des confections pour femmes a été

de 33.800.000 francs en 1899 contre 27.750.000 francs en 1898, 23.600.000 fr. en 1897 et 26.100.000 francs en 1896 ; de même l'exportation brute des pièces de lingerie cousues a été en progrès : 13.230.000 francs en 1899 au lieu de 12.050.000 francs en 1898, 13.940.000 francs en 1897, mais 18.050.000 francs en 1896.

Dans la *chapellerie*, la fabrication des chapeaux de feutre, poil, laine et soie a vu augmenter la concurrence étrangère même sur notre marché intérieur, tandis que notre fabrication de chapeaux de paille se maintenait.

En effet, notre exportation de chapeaux de feutre, poils, laine ou soie qui en 1897 dépassait l'importation de 120.000 francs, lui est devenue inférieure de 200.000 francs en 1898 et de 210.000 francs en 1899, par suite de l'augmentation de la valeur de l'importation plus rapide que celle de notre exportation, tandis que, bien que l'importation nette des nattes, bandes ou tresses de paille et bois blanc pour usage de chapellerie ait baissé : 3.965.000 francs en 1899 contre 4.800.000 francs en 1898 et 4.700.000 francs en 1897, notre exportation nette en valeur de chapeaux de paille, d'écorce, de sparte, tressés ou cousus, a été de 1.900.000 francs en 1899 contre 1.300.000 francs en 1898 et 2 millions de francs en 1897.

L'autre part, dans l'industrie de la *mode*, l'importation nette de plumies pour parures a baissé principalement par la reprise de nos exportations, qui ont été de 16.700.000 francs en 1899 contre 8.100.000 francs en 1898, mais 17 millions de francs en 1897, tandis que l'importation était de 29.100.000 francs en 1899 au lieu de 23.500.000 francs en 1898 et 18.800.000 en 1897. Notre exportation brute de modes et fleurs artificielles a suivi une marche analogue : 43.900.000 francs en 1899 contre 38.240.000 francs en 1898 et 43.260.000 francs en 1897.

Pendant le mois de juillet 1899, l'amélioration signalée dans les industries lainière, linière et cotonnière se maintient ; une accalmie s'est produite dans l'industrie de la soierie et de la rubanerie. Il faut aussi remarquer qu'un certain nombre d'ouvriers des tissages établis dans les campagnes, (soierie, tissages de mouchoirs, rubanerie, bonneterie, passementerie, etc.), ont momentanément abandonné leurs métiers pour s'occuper aux moissons qui, par suite de leur abondance, ont demandé un plus grand nombre de bras. La teinturerie a suivi les variations survenues dans les filatures et tissages. Commencement de la morte-saison dans l'industrie du vêtement. Situation stationnaire dans la chapellerie tendant cependant à reprendre dans la fabrication des chapeaux de feutre pour la saison d'hiver. On estime que le chômage a atteint 4 p. 0/0 des ouvriers des tissages tant à la main que mécaniques, 10 p. 0/0 des ouvriers de l'industrie du vêtement, 5 p. 0/0 des chapeliers.

Bois. — Un ralentissement s'est produit dans l'importation des *bois à construire*, un certain nombre de constructions ayant été ajournées par suite de l'élévation des cours de la matière première et notre industrie utilisant les stocks provenant de l'année précédente ; l'importation nette qui de 27.800.000 francs en 1896 était montée à 28.900.000 francs en 1897, puis à 31.300.000 francs en 1898, est revenue à 28.800.000 francs en 1899.

Dans l'industrie du *meuble*, bien que l'importation brute des bois d'ébénisterie ait diminué : 4.440.000 francs en 1899 au lieu de 6.400.000 francs en 1898, 4.725.000 francs en 1897 et 4.400.000 francs en 1896, notre exportation de meubles et ouvrages en bois a continué à être supérieure à l'importation qui, pour les premiers semestres des quatre dernières années, a varié de 4.400.000 à 4.800.000 francs, tandis que notre exportation a été successivement de 14.550.000 fr. en 1896, puis 12.940.000 francs en 1897, 14.900.000 francs en 1898 et 16.200.000 francs en 1899, témoignant ainsi des progrès faits par notre industrie.

La *carrosserie wagonnerie* a aussi marqué une amélioration; tandis que l'importation brute de carrosserie et de wagonnerie de 4.750.000 francs en 1896 passait à 6.900.000 francs en 1897, 7.725.000 francs en 1898 et 7.450.000 en 1899, notre exportation de carrosserie atteignait 10.740.000 francs en 1899 au lieu de 9.525.000 francs en 1898, 9.440.000 francs en 1897 et 5.100.000 francs en 1896.

Malgré la concurrence faite par l'usage plus fréquent des bateaux et wagons citernes et de futailles usagés, la *tonnellerie* a maintenu l'amélioration qui avait été signalée, grâce à la bonne apparence des récoltes; cependant l'importation nette des merrains a été en diminution: 10.725.000 francs en 1899 contre 11.850.000 fr. en 1898, 10.300.000 francs en 1897 et 13.750.000 francs en 1896, et notre exportation nette de futailles vides montées ou démontées, cerclées en bois, qui était d'ailleurs d'une centaine de mille francs, a été en baisse; mais notre exportation de futailles vides, montées ou démontées, cerclées en fer, a atteint 7.550.000 francs en 1899 au lieu de 6.260.000 francs en 1898 et 4.360.000 francs en 1897.

Dans l'industrie de la *tabletterie*, de la *boutonnerie* et de la *bimbeloterie*, le travail a maintenu une bonne activité et tandis que l'importation de tabletterie, boutonnerie, bimbeloterie, allait en diminuant de 3.725.000 francs en 1896 à 3.230.000 fr. en 1897, 3.200.000 francs en 1898 et 1899, notre exportation brute de ces mêmes objets et de broseries, lorgnettes, éventails, articles de Paris, montait à 57.570.000 fr. en 1899 au lieu de 51.800.000 francs en 1898, mais 63.400.000 francs en 1897 et 64.000.000 francs en 1896. Une reprise des affaires s'est également produite dans la vannerie, et notre exportation brute en valeur a été de 2.730.000 francs en 1899 contre 2.150.000 francs en 1898, 2.360.000 francs en 1897 et 2.050.000 francs en 1896.

Pendant le mois de juillet dernier, les travaux de charpente, menuiserie, meubles, ont maintenu leur activité normale; la tonnellerie et la carrosserie ont été également bien occupées.

On estime que le chômage a atteint 2 p. o/o des syndiqués chez les ouvriers charpentiers, menuisiers, 1 p. o/o chez les ouvriers en voitures, 5 p. o/o chez les ouvriers en meubles.

MÉTAUX. — L'industrie métallurgique a maintenu, pendant le 1^{er} semestre de 1899, l'activité qui avait été signalée en 1898 et dans les précédents *Bulletins*; les commandes de matériel faites pour les grands travaux publics entrepris en France et à l'étranger, les commandes de l'Exposition universelle de 1900 ont accentué cette augmentation du travail; des équipes de nuit ont dû être organisées dans un certain nombre d'usines; d'autre part, le prix de la matière première, et dans une certaine mesure des produits fabriqués, a été en augmentant; la hausse a porté sur tous les métaux, mais principalement sur le cuivre. L'importation nette de houille carbonisée demandée par nos *établissements métallurgiques* a été en augmentation sur l'an dernier, malgré l'augmentation constatée dans l'extraction de nos houilles; l'importation nette a été de 660.000 tonnes en 1899 contre 651.000 en 1898 et 637.000 tonnes en 1897. Les admissions temporaires, réexportations après main-d'œuvre pendant les six premiers mois, sont présentées par le tableau suivant faisant aussi ressortir un progrès :

	FOYER d'affinage.	FOYER de moulage.	FERS au coke.	TÔLE.	ACIER.
	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
Année 1899.....	20.580	25.415	5.604	754	1.939
Année 1898.....	20.391	20.634	5.429	1.699	1.647

D'autre part, l'importation nette des minerais de fer a été en diminution : 811.000 tonnes en 1899 contre 927.000 tonnes en 1898 et 926.000 en 1897 ; dans le montant des importations, les provenances d'Algérie ont été de 25.600 tonnes en 1899, 37.800 tonnes en 1898 et 30.600 tonnes en 1897.

Mais l'exportation brute de fonte de moulage et d'affinage a été moins élevée que l'année précédente, ce qui a dû provenir d'une utilisation plus grande par notre industrie des produits de nos hauts-fourneaux ; en effet, l'exportation nette, qui était de 20.000 tonnes en 1897 et avait atteint 49.000 tonnes en 1898, est revenue à 46.000 tonnes en 1899. Notre exportation nette d'acier en barres, lingots et billettes, a diminué, elle a été de 7.900 tonnes en 1899 au lieu de 18.200 tonnes en 1898 et 9.700 en 1897, tandis que notre exportation nette de rails d'acier a repris son importance de 1897 ; elle a été de 6.000 tonnes en 1899 contre 3.400 tonnes en 1898 et 6.000 en 1897 ; un mouvement dans le même sens s'est produit dans notre exportation nette de fer éfilé en barre au coke : 15.000 tonnes en 1899 contre 13.000 en 1898 et 21.700 en 1897, de même pour les rails en fer qui ont donné une exportation nette de 1.570 tonnes en 1899 au lieu de 370 en 1898 et 1.050 en 1899. Par contre, pour les tôles de fer laminées ou martelées, notre exportation, qui dépassait l'importation de 1.800 tonnes en 1899 et de 1.000 tonnes en 1898, lui est devenue inférieure de 200 tonnes en 1899. Notre exportation nette de tôles d'acier laminées à chaud a, d'autre part, progressé en 1899 et atteint 400 tonnes.

Par suite des besoins croissants de notre industrie, les commandes adressées aux *constructeurs et mécaniciens* étrangers ont été en augmentation, tandis que, pour certaines spécialités, notre exportation a diminué malgré le développement pris par nos ateliers ; c'est ainsi que l'importation brute en valeur des outils et ouvrages en métaux, qui était de 12.500.000 francs en 1896, de 13.100.000 francs en 1897, de 12.800.000 francs en 1898, a atteint 14.800.000 francs en 1899, et que notre exportation, qui était passée de 34.600.000 francs en 1896 à 38.100.000 francs en 1897 et 39.550.000 francs en 1898, est revenue à 38.150.000 francs en 1899 ; mais pour les machines et mécaniques, notre situation a été plus favorable : si l'importation brute en valeur a augmenté avec une grande rapidité : 29.800.000 francs en 1896, 35.800.000 francs en 1897, puis 41.160.000 francs en 1898 et 51.900.000 francs en 1899, notre exportation s'est aussi accrue, quoique moins rapidement ; elle a été de 28.900.000 francs en 1899 au lieu de 24.200.000 francs en 1898, 21.400.000 francs en 1897 et 22.300.000 francs en 1896 ; en particulier, l'importation nette des machines pour l'agriculture a presque triplé en trois ans, malgré les progrès réalisés par nos constructeurs ; cette importation nette a été de 12.850.000 francs en 1899 contre 8.100.000 francs en 1898 et 4.400.000 francs en 1897 ; d'autre part, l'importation nette en valeur des machines dynamo-électriques a diminué par suite de l'augmentation de notre exportation qui a doublé depuis l'an dernier ; l'importation nette a été de 940.000 francs en 1899 au lieu de 1.840.000 francs en 1898 et 840.000 francs en 1897.

L'importation nette des *vélocipèdes, motocycles* et des pièces détachées a été aussi en diminuant : 3.900.000 francs en 1899 au lieu de 5.700.000 francs en 1898 et 4.500.000 en 1897. Enfin, notre exportation nette en valeur de voitures automobiles s'est accrue ; elle a été de 1.000.000 francs en 1899 au lieu de 200.000 francs en 1898.

D'autre part, l'exportation brute des *armes* a de nouveau diminué : 2.850.000 fr. en 1899 contre 3.600.000 francs en 1898, 5.000.000 en 1897, 1.000.000 en 1896 et 7.000.000 en 1895 ; mais notre exportation nette de coutellerie est de

venue plus importante : 2.100.000 francs en 1899 au lieu de 1.600.000 francs en 1898, 1.850.000 francs en 1897 et 1.800.000 en 1896.

Dans les *chantiers de constructions maritimes* de l'industrie privée, le travail est devenu plus actif et on a lutté plus avantageusement contre la concurrence étrangère; l'importation brute en valeur de bâtiment de mer en fer ou en acier a diminué, tandis que notre exportation a augmenté; l'importation brute en valeur a été de 5.300.000 francs en 1899 au lieu de 8.300.000 francs en 1898, 4.600.000 francs en 1897 et 8.600.000 francs en 1896, tandis que notre exportation brute a été de 1.600.000 francs en 1899 au lieu de 1.200.000 francs en 1898 et 450.000 francs en 1897.

Dans l'*horlogerie et la bijouterie*, le travail a repris en vue de l'Exposition universelle, cependant notre exportation nette en valeur d'horlogerie a été en diminuant par suite de l'augmentation de la concurrence étrangère; notre exportation nette, qui était de 4.500.000 francs en 1896, n'a été que de 3.100.000 francs en 1897, puis de 2.650.000 francs en 1898 et de 1.200.000 francs en 1899. Il en a été de même pour notre bijouterie et orfèvrerie, l'importation brute a augmenté tandis que notre exportation a diminué : l'importation brute a été de 7.300.000 francs en 1899 au lieu de 6.250.000 francs en 1896, 5.550.000 francs en 1897 et 6.000.000 en 1898, tandis que notre exportation de bijouterie, orfèvrerie et ouvrages dorés et argentés, a été de 10.700.000 francs en 1899 contre 11.500 000 francs en 1898, 10.100.000 francs en 1897 et 11.600.000 francs en 1896.

Pour répondre aux nombreuses commandes, l'industrie du *cuivre* a dû augmenter son importation de matière première; l'importation nette de minerai de cuivre a été de 5.100 tonnes en 1899 contre 3.100 tonnes en 1898 et 4.400 en 1897; l'importation de cuivre pur ou allié de zinc, d'étain, en masses, barres et plaques a augmenté en même temps que notre exportation brute de ces mêmes matières, de sorte que l'importation brute de cuivre pur ou allié de zinc a été de 24.600 tonnes en 1897, 24.400 en 1898 et 24.800 en 1899, l'importation brute ayant été en 1899 de 27.900 et l'exportation brute de 3.100 tonnes; d'autre part, l'exportation nette de cuivre laminé ou battu a diminué, mais celle de cuivre en fils de toutes dimensions a augmenté; l'exportation nette a été pour le cuivre laminé ou battu de 350 tonnes en 1899 au lieu de 950 en 1898 et 850 en 1897, tandis que notre exportation de fils de cuivre a été de 4.000 tonnes au lieu de 2.640 en 1898 et 2.800 en 1897.

Dans le travail du *plomb*, l'importation de minerai de plomb, qui en 1897 était inférieure à l'exportation de 1.600 tonnes, lui est demeurée supérieure de 1.700 en 1898 et de 4.400 en 1899. D'autre part, l'importation nette du plomb métal brut argentifère, en masses brutes, saumons barres ou plaques, a diminué et est devenue inférieure à celles de 1897; 14.800 tonnes en 1899, 18.700 en 1898, 15.700 en 1899; il en a été de même de l'importation nette du plomb, métal brut non argentifère qui de 21.400 tonnes en 1897 est montée à 25.000 en 1898 puis descendue à 14.900 en 1899.

Dans le travail du *zinc*, un mouvement semblable s'est produit, l'importation de minerais de zinc qui était en 1897 inférieure à l'exportation de 9.800 tonnes et de 5.900 en 1898, lui est devenue supérieure de 3.900 tonnes en 1899, tandis que l'importation nette de zinc en masses brutes, barres ou plaques, qui était de 13.300 tonnes en 1897, est descendue à 12.900 en 1898 et à 12.000 en 1899, l'exportation nette de zinc laminé a également baissé : 3.200 tonnes en 1899 au lieu de 3.800 en 1898 et 2.800 en 1897; de l'ensemble de ces chiffres, on peut penser que tant pour l'industrie du cuivre que pour celle du plomb et du zinc, l'acti-

vité a été satisfaisante et que la production a été absorbée en plus grande quantité par notre consommation, laissant ainsi moins de marge à l'exportation.

Pour le travail du nickel, l'importation de matière première, minerais de nickel, a été aussi en augmentation avec les années précédentes, tandis que l'exportation du nickel affiné en lingots a été en diminution.

Pendant le mois de juillet dernier, l'activité déjà signalée s'est maintenue satisfaisante dans l'industrie métallurgique et dans les ateliers de construction mécanique, principalement dans les grands établissements, les petits ateliers étaient plutôt gênés par le prix élevé de la matière première. La construction des automobiles, des appareils électriques, les usines d'électricité, force et lumière, la serrurerie du bâtiment, l'horlogerie-bijouterie, ont aussi maintenu l'amélioration signalée le mois dernier. On estime que le chômage a atteint 1 p. 0/0 chez les mouleurs, 7 p. 0/0 chez les ouvriers métallurgistes et 3 p. 0/0 chez les constructeurs-mécaniciens.

BÂTIMENT. — L'industrie du bâtiment a continué à progresser principalement dans la région parisienne grâce aux grands travaux publics entrepris et aux commandes de l'Exposition universelle de 1900, le ralentissement qui avait été signalé dans quelques centres dans la construction particulière, par suite de l'élévation des cours des matières premières, ayant été compensé par l'augmentation des grands travaux.

Ainsi qu'il a été déjà mentionné pour les carrières, l'extraction et l'exportation nette des ardoises pour toitures a progressé, mais l'exportation nette des pierres de construction brutes est restée stationnaire. D'autre part, l'importation brute des marbres bruts ou équarris, qui était de 19.260 tonnes en 1897, a atteint 21.250 tonnes en 1898 et 22.530 en 1899; enfin l'importation brute en valeur de l'ensemble des matériaux de construction a marqué une augmentation sur 1898: 7.370.000 francs en 1899 contre 7 millions de francs en 1898, 6.950.000 en 1897 et 6 millions de francs en 1896; ce qui indique que loin de ralentir, l'industrie du bâtiment a plutôt augmenté d'activité dans son ensemble.

Pendant le mois de juillet 1899, l'industrie du bâtiment a été dans sa pleine saison de travail et les constructions ont été généralement assez importantes pour occuper le personnel ouvrier habituel. On estime que le chômage a atteint un peu plus de 5 p. 0/0 des ouvriers tailleurs de pierres et maçons syndiqués, un peu moins de 6 p. 0/0 des peintres et plâtriers.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pour répondre aux commandes plus importantes de l'industrie du bâtiment, et la production de nos chaudières étant insuffisante, on a dû recourir en plus grande quantité à l'importation pour la chaux ordinaire; l'importation nette de ce produit a été de 115,600 tonnes en 1899, au lieu de 114.500 en 1898 et 97.900 en 1897.

Mais pour la chaux hydraulique, notre exportation a dépassé l'importation pour des quantités plus élevées en 1899 qu'en 1898; l'exportation nette a été de 41,200 tonnes en 1899 au lieu de 26,000 en 1898 et 16,900 en 1897. Un progrès analogue s'est produit dans les fabriques de *plâtre*, l'exportation nette a été de 55,300 tonnes en 1899 au lieu de 44.500 en 1898 et 52.500 en 1897; de même pour les fabriques de *ciment* dont l'exportation nette a été de 117.700 tonnes en 1899 au lieu de 108.400 en 1898 et 101.400 en 1897.

Dans nos fabriques de *briques* non vernissées, une diminution s'est produite dans l'exportation nette, tandis qu'il y a eu augmentation pour l'exportation nette des *tuiles*; l'exportation nette des briques non vernissées a été de 23.100 tonnes en

1899 contre 31.900 en 1898 et 34.900 en 1897; tandis que l'exportation de tuiles non vernissées qui de 50.300 tonnes en 1897 était descendue à 31.000 en 1898 est remontée à 43.000 en 1899.

Pour les *poteries communes et faïences*, l'importation brute en valeur a augmenté, elle a été de 10.350.000 francs en 1899 au lieu de 9.9000.000 en 1898, 10 millions en 1897 et 7.500.000 francs en 1896. D'autre part, l'importation nette de matières premières pour la porcelaine a diminué; l'importation nette de kaolin pour la porcelaine a été de 16.100 tonnes en 1899 au lieu de 18.900 en 1898 et 17.900 en 1897, tandis que notre exportation de cailloux à faïence et à porcelaine qui était de 11.200 tonnes en 1897, puis de 14.900 en 1898, est descendue à 9.100 en 1899; par contre notre exportation de sable à fabriquer le verre et la faïence a repris: 15.100 tonnes en 1899, au lieu de 12.700 en 1898 et 17.200 en 1897; mais, ce qui indique que notre fabrication n'a pas diminué d'activité, notre exportation brute d'objets fabriqués a été en augmentation, tandis que l'importation était en diminution; en effet l'exportation brute en valeur de faïences et porcelaines a été de 7.450.000 francs en 1899, au lieu de 6.460.000 francs en 1898, mais 8.125.000 en 1897 et 8.050.000 en 1896; tandis que l'importation brute en valeur des porcelaines blanches et décorées, qui était de 2.375.000 francs en 1896, puis de 1.800.000 francs en 1897 et de 2.120.000 francs en 1898, est descendue à 2 millions en 1899.

Pour les *verres et les cristaux*, notre exportation brute en valeur a continué à progresser plus rapidement que l'importation; notre exportation brute en valeur a été en effet de 15.225.000 francs en 1899, au lieu de 13.300.000 francs en 1898, 13.170.000 francs en 1897 et 12.820.000 en 1896, tandis que l'importation brute en valeur, qui était de 7.335.000 francs en 1896, puis de 6.935.000 fr. en 1897 et de 7.415.000 en 1898, a atteint 7.770.000 francs en 1899. Enfin l'exportation brute en valeur des *glaces* a marqué une amélioration en 1899; elle a été de 1.865.000 francs en 1899 contre 1.500.000 en 1898, 2.120.000 en 1897 et 1.750.000 en 1896.

Pendant le mois de juillet dernier, la chauxfournerie, la fabrication du ciment et la céramique du bâtiment ont maintenu une bonne activité. Dans la faïencerie, dans la porcelainerie et dans la verrerie, la tendance à l'amélioration déjà signalés s'est accentuée.

TRANSPORT. MANUTENTION. COMMERCE. — Le mouvement de la navigation pendant les premiers semestres 1898 et 1899 est représenté par le tableau ci-dessous :

	1899.		1898.		Augmentation en 1899.		Diminution en 1899.	
	Nombre de navires.	Tonnage.	Nombre de navires.	Tonnage.	Nombre de navires.	Tonnage.	Nombre de navires.	Tonnage.
ENTRÉE.								
Navires français.....	3.546	2.297.847	3.360	2.164.686	186	133.161	"	"
Navires étrangers.....	9.453	5.911.938	9.060	5.790.866	393	121.072	"	"
SORTIE.								
Navires français.....	3.890	2.157.533	3.936	2.107.693	"	49.841	46	"
Navires étrangers.....	6.720	3.678.090	6.491	3.152.411	229	525.679	"	"

Ainsi qu'il résulte de la comparaison des résultats des premiers semestres de 1898 et de 1899, la situation de notre marine marchande a été en amélioration sur l'an dernier, tant par les entrées que par les sorties, malgré l'augmentation de la concurrence faite par les navires naviguant sous pavillon étranger.

D'autre part, le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières a été aussi

en progrès; les recettes de nos principales compagnies de chemins de fer ont marqué une nouvelle avance.

Pendant le mois de juillet dernier, les affaires ont été encore actives dans les entreprises de transport et de manutention; elles ont cependant commencé à se ressentir, dans les grandes villes, du départ d'une partie de la clientèle pour les villes d'eau et les stations d'été. Pour les employés de l'alimentation: garçons de café, restaurant, le travail a été plus actif et le placement plus facile par suite des grandes chaleurs qui ont amené une augmentation de la consommation. Pour les employés de commerce et comptables, la saison des inventaires, le départ d'une partie de la clientèle a amené une accalmie dans les affaires. On estime que le chômage a atteint environ 10 p. o/o des ouvriers des entreprises de manutention, garçons de peine, portefaix, etc., 9 p. o/o chez les comptables et employés de commerce, 5 p. o/o chez les employés de l'alimentation.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc.; et 2^o par les correspondants.

Nord. — **INDUSTRIE MÉTALLURGIQUE.** — Toutes les maisons de construction sont très chargées d'ordres et certaines pour une période de 15 mois à 2 ans. La main-d'œuvre est très rare. On manque d'ouvriers un peu partout et on recherche principalement les *ajusteurs*; ce n'est pas une question de salaire, les ouvriers ne se présentent pas. Les *dessinateurs* aussi se recrutent très difficilement. Il faut attribuer en partie cet état de chose à une immigration vers Paris pour les travaux de l'Exposition. Le prix élevé des charbons a amené une hausse importante des fers et des fontes. Les *hauts-fourneaux* reçoivent leur charbon au jour le jour et ne fournissent leurs produits fabriqués qu'avec de grands retards. Quelques grands établissements ont été sur le point d'arrêter faute de charbon. De part et d'autre il y a hésitation pour passer des marchés à long terme à cause de l'incertitude des prix. — **LETOMBE.**

Meuse. — Dans la région de Bar-le-Duc, l'état d'activité du travail, pendant le 2^e trimestre 1899, a été jugé satisfaisant, notamment dans les industries du *bois* et du *fer*; situation stationnaire dans l'industrie *textile*. La construction de nouvelles voies ferrées a amené une augmentation de travail et nécessité un nombreux personnel ouvrier.

Bouches-du-Rhône. — Pendant le 2^e semestre 1898, la production dans les *mines* a été active, grâce à la diminution de la concurrence étrangère; les prix de vente en hausse ont été plus rémunérateurs; la main-d'œuvre a été abondante. Dans l'industrie des *sels marins*, la vente a été inférieure à la production; les prix de vente en baisse ont été désavantageux.

La *raffinerie de sucre* a une production plutôt plus faible que l'an dernier, la consommation ayant eu tendance à diminuer par suite de l'élévation des prix de vente. Les prix de vente se sont maintenus sur le marché intérieur, mais sur le marché extérieur, ils ont été jugés désavantageux par suite de la concurrence des produits étrangers, favorisés par les primes d'exportation. Les usines ont subi de nombreux chômages par suite de la difficulté de l'écoulement des produits.

La *minoterie*, qui avait présenté une bonne activité pendant le 3^e trimestre 1898, a éprouvé un ralentissement en fin d'année; en moyenne, la production et la vente ont été normales, la main-d'œuvre abondante. L'*amidonnerie* a marqué une reprise, la production et les prix de vente ont été en amélioration depuis le commencement du 2^e semestre; mais les cours élevés de la matière première n'ont pas laissé au fabricant une marge jugée suffisante.

Dans la fabrication des *liqueurs* et *vermouths*, la concurrence des marchands en gros déjà signalée s'est accentuée, principalement pour la production des apéritifs à base d'alcool, cette production a continué à progresser grâce aux prix avantageux des alcools tandis que celle des vermouths, contrariée par la cherté des vins blancs que l'on emploie dans sa fabrication,

a en tendance à diminuer. La main-d'œuvre a été abondante par suite du manque d'activité dans les transactions, des chômages ont eu lieu.

Dans le *raffinage du soufre*, production active grâce à l'augmentation de la consommation; les prix de vente ont été en hausse à la suite de l'augmentation des cours de la matière première; une nouvelle usine a entrepris le raffinage du soufre; la main-d'œuvre a été abondante; il n'y a pas eu de chômage.

Dans la *saronnerie*, deux usines ont été fermées; la production a diminué d'une quantité évaluée à 15 millions de kilogrammes, pendant l'année 1898, par suite des modifications survenues dans le cours des huiles concrètes; mais les prix de vente des produits fabriqués n'ont pas suivi les cours de la matière première et ont été désavantageux; des chômages ont eu lieu.

La fabrication des *bongies stéariques* a été éprouvée par la concurrence des autres modes d'éclairage; les prix de vente en baisse ont été tenus pour peu rémunérateurs; la main-d'œuvre a été abondante.

La *tannerie* a vu sa production diminuer par suite de la concurrence étrangère, les prix de vente se sont maintenus; il y a eu afflux de main-d'œuvre, mais pas de chômage.

Dans la *chapellerie*, la production et la vente ont été plutôt faibles par suite de la diminution de l'exportation; les prix de vente ont été en baisse à cause de la concurrence étrangère, tandis que ceux de la matière première avaient tendance à la hausse. Les salaires des ouvriers ont été atteints par le ralentissement du travail et ont eu tendance à baisser; le travail a été irrégulier.

Dans l'*affinage du plomb*, on a dû construire de nouveaux fours pour satisfaire aux commandes, qui ont été abondantes; les prix de vente se sont maintenus; il n'y a pas eu de chômage.

Les établissements de *constructions mécaniques* ont eu une production estimée faible pendant le 2^e semestre 1898; les prix de vente sont restés stationnaires; il y a eu afflux de main-d'œuvre.

Drôme. — CHAMBRE DE COMMERCE DE VALENCE. — Pendant le 2^e semestre 1898, plusieurs fabriques de *chaussures* et de *chapellerie* ont été fermées. Sauf dans la *filature de soie* et dans la *métallurgie*, la production et la vente ont été plutôt faibles qu'actives. Dans la *soierie*, les prix de vente ont été en hausse, ils sont restés fermes pour les *pâtes alimentaires*; pour les autres produits, ils ont été en baisse et jugés désavantageux. Il y a eu afflux de main-d'œuvre; des chômages se sont produits dans la fabrication du drap.

Tarn. — Dans la région de Mazamet, pendant le 2^e trimestre 1899, le *délainage* et la *mégisserie* ont maintenu une bonne activité grâce aux demandes de l'exportation. Dans l'industrie *drapière*, la situation est devenue difficile par suite du prix élevé de la matière première et de la concurrence étrangère. Il y a eu peu de chômage. Marche normale dans la fabrication du *molleton*. Les prix de façon et la durée de la journée de travail n'ont pas varié.

Charente. — CHAMBRE DE COMMERCE D'ANGOULÊME. — Pendant l'année 1898, la situation a été satisfaisante dans les *beurreries*; dans les *minoteries*, elle a été difficile, par suite du manque d'eau. Les *boulangeries* ont été moins bien approvisionnées et ont eu des affaires plus difficiles que l'année précédente. Les *confiseries* ont maintenu leur production. Les *brasseries* ont eu une bonne production avec un écoulement facile de leurs produits. Les *distilleries* ont eu aussi un bon courant de commandes malgré la concurrence des produits étrangers à bas prix. Dans l'industrie *vinicole*, la récolte a été de bonne qualité, mais plutôt faible en quantité; le commerce des vins a été cependant prospère, les recettes des droits sur les boissons dans le département ont été en augmentation d'un peu plus de 60,000 francs pour l'année 1898.

Le travail dans les *carrières* a été en progressant, le nombre des ouvriers occupés a été augmenté. Une mine de plomb argentifère a été exploitée en 1898.

La *papeterie*, une des plus anciennes et des plus importantes industries du pays, a eu tendance à augmenter. Il n'y a pas eu de variations dans les prix des papiers fabriqués, qui

avaient baissé de 10 p. o/o en 1897; les ateliers de façonnage ont maintenu leur situation. Une fabrique de *papiers gaufrés* pour emballage est en voie de progrès. Les *imprimeries*, *lithographies* et *autographies* ont été bien occupées.

Les *mégisseries* ont maintenu une situation satisfaisante. De même, les *cordonniers* ont reçu des commandes en quantité suffisante.

Travail également actif dans les fabriques de *gaz* et dans les *teintureries*.

Dans l'industrie *textile*, situation satisfaisante, dans la *draperie*, dans les *filatures de laine* et de *chanvre*. La fabrication des *feutres* pour papeterie a à peu près maintenu sa production, malgré l'augmentation de la concurrence sur les marchés étrangers et la fermeture de certains débouchés.

Les fabricants de *caisses* pour l'emballage des bouteilles, les *tonneliers* et les *fabricants de cercles* ont été mieux occupés qu'en 1897. La *menuiserie* et l'*ébénisterie* ont eu un petit courant d'affaires par suite de la concurrence des marchands de meubles provenant de fabriques. Dans la *carrosserie*, situation stationnaire.

Dans les *établissements métallurgiques* de l'industrie privée, travail peu actif par suite de la concurrence des fabriques étrangères; cependant, quelques *fonderies* de 2^e fusion ont travaillé activement pour l'agriculture et l'industrie du département. Situation stationnaire dans les fabriques de *toile métallique* et dans les *tréfileries*. Les ateliers de *constructions mécaniques* ont été bien occupés.

L'industrie du *bâtiment* a maintenu un bon courant d'affaires grâce à des travaux de voirie et aux commandes des communes; les commandes de maisons particulières ont été plutôt plus faibles que l'année précédente.

Dans la *chaufournerie*, travail actif; plutôt faible dans les *tuileries* et *briqueteries*; les fabriques de *poteries* ont été assez bien favorisées.

La *batellerie*, grâce aux travaux de dragage effectués dans la Charente, a été plus favorisée que pendant l'année 1897 et a rendu de plus grands services.

Haute-Vienne. — Dans la région de Limoges, ralentissement du travail chez les *typographes*, pendant le 2^e trimestre 1899. Une reprise du travail s'est produite dans les fabriques de *porcelaine*; d'autre part, on estime qu'un tiers des ouvriers des ateliers de décoration ont été atteints par le chômage. Morte-saison dans les *corroiries*. Les *tanneurs* ont compté un cinquième des leurs en chômage. Chez les *tailleurs d'habits*, la plupart ont manqué de commandes. Chez les *sabotiers*, travail actif, pas de chômeurs. Les ouvriers de l'industrie du *bâtiment* estiment qu'un cinquième des leurs ont été atteints par le chômage.

Loire-Inférieure. — Dans la région de Saint-Nazaire, l'activité du travail a été tenue pour satisfaisante pendant le 1^{er} trimestre 1899, sauf dans l'industrie du *bâtiment*, qui a été moins occupée que l'an dernier, malgré les travaux entrepris pour la nouvelle entrée du port et l'agrandissement d'une forme de radoub; il y a eu, d'ailleurs, peu de chômeurs chez les manœuvres. Dans l'industrie des *constructions navales*, activité soutenue. Les chômeurs ont été, chez les *déchargeurs* du port, plutôt plus nombreux que les mois derniers par suite de la diminution des arrivages de charbon et de bois; pour le reste, situation stationnaire.

Ille-et-Vilaine. — Dans la région de Rennes, l'ouvrage a été estimé rare pendant la période de fin 1898 et commencement 1899; d'autre part, la construction actuellement terminée d'un casino municipal dans une ville voisine avait éloigné momentanément un certain nombre d'ouvriers de Rennes. Le nombre des établissements en activité est resté stationnaire; cependant, une *laiterie* industrielle a été fermée. Le chômage d'hiver et de printemps a été considéré comme équivalent à celui des années précédentes.

Loir-et-Cher. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BLOIS. — Pendant l'année 1898, dans l'arrondissement de Blois, le travail dans les *carrières* a été plutôt faible par suite de la difficulté des débouchés. L'industrie des *champignonnières*, récemment installées dans quelques carrières abandonnées, a pris de l'extension. Malgré la transformation opérée dans le matériel, travail peu actif dans la *meunerie* par suite de la concurrence des meuneries des autres régions, plus facilement approvisionnées de matière première. La situation des *industries agricoles* a été

meilleure que celle de l'an dernier, celle des *viticulteurs* a plutôt laissé à désirer, la reconstitution des vignobles n'étant pas suffisante. La *chocolaterie* a été en progrès sur l'an dernier; de même pour la *distillerie* et la *fabrication des liqueurs* et pour la *brasserie*. La fabrication des *conserves alimentaires* a été peu florissante. Ralentissement dans les fabriques de *suifs* et de *chandelles*.

Les ateliers d'*imprimerie*, de *lithographie* et de *gravure* ont été occupés régulièrement.

L'industrie de la *chaussure* a continué à progresser; situation stationnaire dans la *ganterie*.

Les industries de la *lingerie* et de la *confection* ont eu une marche régulière plutôt en amélioration sur l'an dernier. La *chapellerie de paille* a été bien alimentée de commandes, la main-d'œuvre a fait défaut, on a dû recourir surtout au travail mécanique.

Bonne activité dans les *scieries mécaniques* et dans le travail en *forêts*, chez les *bûcherons*, *fagoteurs*, etc. Les *fabriques de parquet* ont augmenté d'importance. Situation stationnaire dans la *carrosserie*; plutôt en progrès dans la fabrication des *balais*.

L'activité s'est maintenue satisfaisante dans l'industrie du *bâtiment*; il en a été de même dans la *chaufournerie* et dans la *céramique du bâtiment*. Une fabrique de *grès flammés* et de *céramique industrielle* nouvellement installée, a été en progrès.

DANS L'ARRONDISSEMENT DE ROMORANTIN, situation stationnaire dans l'exploitation des *forêts* de Sologne; les prix de vente du bois de feu et de charbon et des écorces a été en diminuant. Dans la *viticulture*, la reconstitution des vignobles s'est faite lentement. Un gisement de *silice* d'une certaine importance a été mis en exploitation; l'extraction a eu tendance à augmenter. La *papeterie* a pris une nouvelle extension, on a installé de nouvelles machines. Ralentissement du travail dans l'industrie de la *chaussure*.

Dans les *tissages des draps*, situation stationnaire, malgré l'augmentation du matériel, la concurrence étrangère pour la consommation courante et la fin des marchés de drap de troupe ont amené une stagnation des affaires. La *confection* de la *lingerie* et de la *chemiserie* à domicile a eu une marche régulière; ce travail a permis d'occuper environ 2,000 ouvrières. Les *briqueteries* et les *tuileries* ont eu un petit courant d'affaires.

DANS L'ARRONDISSEMENT DE VENDÔME, les *minoteries* avaient eu, en fin d'année 1898, un bon approvisionnement de blé; malheureusement les basses eaux ont amené un ralentissement du travail. Dans les *moulins à écorces*, le travail a été en diminuant. La *papeterie*, malgré la baisse des prix de vente, a eu un travail soutenu plutôt en progrès sur l'an dernier. Ralentissement du travail dans la *fabrication des chandelles*. La *tannerie* a eu un travail ralenti par suite de l'élévation du prix de la matière première; cependant en fin d'année une amélioration s'est produite. Dans la *ganterie*, le travail a eu tendance à reprendre. Affaires calmes dans les *scieries mécaniques*. Une fabrique de *moulures sur bois* a transformé son outillage pour occuper ensuite un important personnel. La *fonderie de 2^e fusion* a eu un petit courant d'affaires par suite de la difficulté et des prix des transports. De même dans la *verrerie*. Une *émaillerie* jointe à une *fonderie* a progressé.

Manche. — Pendant le 2^e semestre 1898, une *corderie mécanique* à Granville a cessé de travailler par suite de faillite. D'ailleurs la situation s'est maintenue dans l'ensemble des industries; la fabrication des beurres a progressé, l'écoulement est devenu plus important. La main-d'œuvre a été placée facilement notamment à Cherbourg, par suite des travaux entrepris par l'autorité militaire.

Seine-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN. — Pendant le 1^{er} trimestre 1899, l'industrie des *produits chimiques* a eu un petit courant d'affaires. Les *distilleries d'alcool* ont été en pleine activité.

La *tannerie* a eu une production faible par suite des cours élevés de la matière première et des bas prix des produits fabriqués.

Dans les *filatures de coton*, les prix des filés ont augmenté de 0 fr. 05 à 0 fr. 10 compensant en partie la hausse des cotons en laine; à la suite d'une entente définitive de producteurs du Nord et des Vosges, représentant 2 millions de broches, une réduction de la production a été décidée, ce qui a amené la diminution des stocks.

Les *tissages*, les *rouenneries* et les *fabricques de mouchoirs* ont bénéficié d'une amélioration des prix, les stocks se sont trouvés allégés. Avec l'Algérie et la Tunisie, les affaires ont été plus actives et ont en tendance à augmenter grâce à la bonne apparence des récoltes dans nos colonies ; il en a été de même avec l'Indo-Chine, sauf pour les *filés et tissus teints* et pour les *indiennes*, pour lesquels les transactions ont été faibles et les prix mal tenus.

Une amélioration s'est produite dans les *ateliers de construction mécanique*, grâce à des commandes pour le dehors ; les commandes de l'industrie locale ayant été plutôt faibles. Un atelier de construction mécanique a été fermé dans le courant du trimestre.

Le commerce de gros des vins et liquides a été actif malgré l'augmentation de la concurrence et les difficultés des tarifs sur le marché extérieur.

Pour le mouvement du port, la diminution des arrivages de céréales a amené une diminution de 31,200 tonnes dans les entrées pendant le 1^{er} trimestre 1899 par comparaison avec celui de 1898 ; au contraire, les sorties du port ont été en augmentation de 6,500 tonnes pour la même période de comparaison.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses de travail.

Seine. — Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *jardiniers* chez lesquels l'approche des fêtes du mois d'août a amené une reprise du travail. 19 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *boulangers* du XIII^e arrondissement chez lesquels le placement en extra est devenu plus facile par suite des grandes chaleurs qui ont contraint des ouvriers en place à prendre des remplaçants. Les adhérents du *syndicat mixte des ouvriers boulangers* estiment que le chômage atteint un peu plus du tiers des leurs ; les *travailleurs de la boulangerie*, 16 p. o/o. Chez les ouvriers *biscuitiers* et fabricants de *pains d'épice*, ralentissement du travail. A Saint-Denis, chez les *boulangers*, diminution du travail par suite de la diminution de la consommation ; on estime qu'un peu plus du quart des syndiqués sont atteints par le chômage. Un peu plus de 6 p. o/o chez les *confiseurs* ; la morte-saison d'été est plus accentuée que les autres années par suite de la cherté et la rareté des fruits ; on estime que moitié des maisons font perdre à leurs ouvriers un tiers de semaine.

13 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* ; 4 p. o/o chez les *conducteurs-typographes*, qui qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers. 2 p. o/o de chômeurs chez les *fondateurs-typographes* et chez les *graveurs-lithographes*, 7 p. o/o chez les *imprimeurs-lithographes*, chez lesquels le travail tend à reprendre.

8 p. o/o de chômeurs chez les *corroyeurs* ; les ouvriers de la *chèvre* et du *maroquin* comptent un cinquième des leurs en chômage. Ralentissement du travail chez les *tanneurs* ; deux maisons qui occupaient 23 ouvriers ont été arrêtées, plusieurs autres ont diminué la journée de 2 heures. Pas de chômeurs chez les ouvriers du *cheveau glacé*. Les *cordonniers* comptent un cinquième des leurs atteints par le chômage de morte-saison. Chez les *gantiers*, la situation se maintient satisfaisante. Chez les *gainiers*, commencement de la morte-saison annuelle, cependant ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs. Un peu plus de 1 p. o/o et ouvrage moins abondant que le mois dernier chez les *portefeuilleistes*, qui font 60 heures par semaine.

Chez les *teinturiers-dégraisseurs*, un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs ; un peu plus de 8 p. o/o chez les *tapisseries en literie*, qui sont moins occupés que le mois dernier. Le ralentissement du travail signalé chez les *passementiers à la main* se maintient. Les *tailleurs de la Seine* (*la Solidarité*) comptent un peu plus de moitié des leurs en chômage de morte-saison. 10 p. o/o chez les *coupeurs-tailleurs* ; pas de signalés chez les *coupeurs-chemisiers*, qui sont plus occupés que l'an dernier et font 56 heures par semaine. Journée diminuée de 2 heures dans certains ateliers et 11 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs de cols et cravates*, la morte-saison est plus accentuée que les années précédentes. 3 p. o/o de chômeurs chez les *couleurs de lésive*, qui sont moins occupés que le mois dernier par suite du départ d'une partie de la clientèle.

Chez les *charpentiers (la Solidarité)*, l'ouvrage se maintient plus abondant que l'an dernier, pas de chômeurs. Un peu plus de 1 p. o/o chez les *layetiers-emballleurs*, 1 p. o/o chez les *menuisiers*, qui sont plus occupés que l'an et que le mois derniers. Même situation et pas de chômeurs chez les *menuisiers en voitures*; de même chez les *ouvriers en voitures*; de même chez les *ébénistes spécialistes en tables de nuit*.

Un peu plus de 3 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens, industrie et navigation (l'Union)*. Placement plus facile que l'an dernier chez les *chauffeurs-conducteurs*, 2 p. o/o de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an dernier et travail 66 heures par semaine chez les *potiers d'étain*. Travail 60 heures par semaine chez les *balanciers*, chez lesquels le travail tend à diminuer. Chez les *lanterniers pour voitures*, pas de chômeurs. Chez les *ouvriers en instruments de précision*, placement plus difficile que le mois dernier. 6 p. o/o de chômeurs chez les *tourneurs-d-collecteurs*. Chez les *graveurs pour impressions sur étoffes* de Saint-Denis, l'accalmie signalée se maintient, on fait 50 heures par semaine et on compte un peu plus du tiers des syndiqués en chômage.

Chez les *sculpteurs du bâtiment*, 5 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant que l'an dernier, mais augmentation de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère, ce qui rend la situation plutôt plus difficile que l'an dernier; on fait la journée de 8 heures sur les chantiers de constructions et 10 heures à l'atelier. 7 p. o/o de chômeurs chez les *peintres en bâtiment (l'Union de Belleville)*; 1 p. o/o chez ceux de Neuilly, qui sont moins occupés que l'an dernier. 12 p. o/o de chômeurs chez les *plombiers dits colonnards*.

Chez les *opticiens*, travail toujours actif. Chez les *petits loueurs et cochers*, l'amélioration signalée s'est maintenue, grâce à la saison favorable; mais le progrès a été moins sensible que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *employés de tramways*; 3 p. o/o chez les *charretiers* de Cllichy. Pas de signalés chez les *porteurs aux halles et marchés*.

11 p. o/o de chômeurs chez les *comptables*. Un peu plus de 4 p. o/o chez les *dessinateurs-écrivains*, qui font 60 heures par semaine et sont moins occupés que l'an dernier. 3 p. o/o de chômeurs chez les *employés à la Bourse du commerce*. Ralentissement de morte-saison plus accentuée que l'an dernier et 11 p. o/o de chômeurs chez les *dessinateurs en broderies*.

6 p. o/o de chômeurs chez les *garçons-restaurateurs (la Renaissance)*. 8 p. o/o chez les *ouvriers limonadiers (l'Espérance)*; chez les *ouvriers limonadiers-restaurateurs* syndiqués, placement plus facile que le mois dernier, grâce à la température favorable. 3 p. o/o de chômeurs chez les *professeurs de l'enseignement libre*. Chez les *élèves en pharmacie*, peu de chômeurs.

Seine-et-Oise. — Travail toujours actif chez les *carriers* de Cernay-la-Ville. Chez ceux de Châteaufort, ralentissement du travail, quelques ouvriers ont quitté le métier. Le travail se maintient actif chez les *raffineurs du pétrole* de Bonnières. Chez les *travailleurs du livre* d'Étampes, pas de chômeurs et travail 60 heures par semaine. A Versailles, fin de saison de travail chez les *ouvriers tailleurs*. Pas de chômeurs chez les *chapelières* d'Essonne. De même à Versailles, chez les *employés de commerce*.

Seine-et-Marne. — Pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* de Château-Landon. Travail 72 heures par semaine chez les *maçons* de la Ferté-sous-Jouarre chez lesquels le taux des salaires a été en baisse. 16 p. o/o de chômeurs chez les *maçons* d'Asnières.

Aisne. — Pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre* de Château-Thierry. A Saint-Quentin, pas de chômeurs et journée de 11 heures chez les *menuisiers*. De même, chez les *ouvriers mouleurs*. De même chez ceux de Chauny, qui font 72 heures par semaine. A Saint-Quentin, travail 66 heures par semaine et pas de chômeurs chez les *plombiers-couvreurs*. Un peu moins de 1 p. o/o chez les *employés voyageurs dessinateurs*.

Oise. — A Beauvais, 9 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; la journée est diminuée de 1 heure dans une imprimerie. Situation toujours satisfaisante chez les *ouvriers des scieries mécaniques* de Hermes. Ralentissement du travail, cependant pas de chômeurs chez les *domotiers* de Méru, qui font la journée de 12 heures. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *comptables*.

Somme. — AMIENS. — Dans l'industrie de la *chaussure*, les commandes pour la saison

d'hiver ont fourni du travail aux ouvriers; les prix élevés de la matière première gênent les transactions et laissent peu de marge au fabricant. Les *tissages de laine* et *soie* pour robes et parapluies et silésiennes ont été faiblement alimentés, l'élévation des cours de la matière première forçant les fabricants à augmenter leurs prix de vente et les acheteurs, par suite des stocks existant et des prix plus faibles demandés par les concurrents étrangers, se montrant très réservés; les articles à bon marché ont donné lieu à des commandes plus importantes que les articles courants ou de luxe. Il en a été de même pour les tissages d'article laine pure. Le ralentissement du travail dans les genres satins pour chaussures s'est accentué; la fabrication du satin pour boutons a été à peu près abandonnée par suite de l'augmentation de la concurrence.

Les *tissages de velours de coton* ont dû ralentir leur production et réduire la durée du travail faute de commandes, tant pour les velours écrus que pour les velours teints; les velours lisses, dits façon soie, ont eu tendance à reprendre. La coupe des velours à la main tend à disparaître. La teinturerie a pu maintenir une certaine activité, grâce aux commandes des environs.

La *bonneterie de coton* a pu alimenter suffisamment ses métiers; les prix de vente ont été soutenus. Dans la *bonneterie de laine*, les fabriques de gros tricot de Moreuil et des environs n'ont travaillé qu'au jour le jour; pour les bas et les articles fins, les commandes ont été assez suivies et à des prix en hausse, à la suite de l'augmentation de prix de la matière première.

A Villers-Bretonneux, où la fabrication s'était ralentie, les commandes sont revenues et on a cherché des ouvriers; les salaires ont eu tendance à la hausse.

Dans l'*industrie linière*, marché calme, mais plutôt ferme pour les cours de matière première, et faible pour les fils. La *filature* a écoulé difficilement sa production, on a réduit la journée d'un et deux jours par semaine. Dans les *tissages*, où l'écoulement des stocks s'est fait de même difficilement, on a arrêté des métiers.

Dans l'industrie de la confection pour hommes, travail actif. Une fabrique de boutonnières, spécialement pour la confection, occupe un important personnel (hommes et femmes).

Dans l'industrie du lin, l'augmentation des prix de vente déjà signalée s'est maintenue, les commandes sont devenues plus rares.

Dans l'industrie *métallurgique* et dans la *construction mécanique*, à Albert notamment, plein travail, on a pu difficilement satisfaire les commandes. Dans les *magasins de vente de détail*, les affaires ont été calmes, les stocks n'ont pas été entamés.

Dans l'ensemble des affaires, les paiements ont été difficiles; il y a eu cependant peu de protêts.— A. LEFÈVRE.

A Amiens, pas de chômeurs chez les *typographes*. Le ralentissement signalé chez les ouvriers en cuir s'est accentué. Chez les ouvriers en chaussures, morte-saison, sauf dans une maison qui a embauché de nouveau quelques coupeurs; les ouvriers à domicile manquent de commandes. Plein chômage dans la corroirie. Situation plus difficile que le mois dernier chez les *teinturiers*. Un peu plus de 3 p. o/o de chômeurs chez les *tapissiers*, qui font 60 heures par semaine. Chez les *métallurgistes* syndiqués d'Albert, pas de chômeurs; 30 ouvriers, qui avaient quitté le travail dans une maison, ont pu être employés ailleurs.

Pas-de-Calais. — A Arras, 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Ouvrage plus abondant que le mois dernier chez ceux de Boulogne-sur-Mer. Dans cette ville, chez les ouvriers en chaussures, reprise du travail, grâce aux commandes de la saison d'hiver. A Calais, les *perceurs de carton* comptent un tiers des leurs atteint par le chômage, la durée du travail est réduite à 25 heures en moyenne par semaine, l'ouvrage est moins abondant que l'an dernier à même époque. Morte-saison plus accentuée que l'an dernier chez les ouvriers *tailleurs*, le ralentissement du travail dans l'industrie tulleuse a amené une diminution des commandes dans celle du vêtement. A Boulogne-sur-Mer, ralentissement du travail chez les *menuisiers*, les travaux de construction étant suspendus pendant la saison balnéaire, cependant pas de chômeurs. Les ouvrières des fabriques de *plumes en métal* de Boulogne-sur-Mer sont toutes occupées. A Calais, chez les ouvriers en métaux et *chauffeurs*, pas de chômeurs, cependant, l'ouvrage est moins abondant que l'an dernier, par suite de la diminution des commandes de l'industrie tulleuse.

Nord. — Chez les *mineurs* syndiqués de Denain, la situation se maintient satisfaisante. A Lille, pas de chômeurs chez les *boulangers* syndiqués. Chez les *typographes*, à Cambrai, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et pas de chômeurs; de même pas de chômeurs chez ceux de Valenciennes, de Lille et de Douai. A Lille, un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *lithographes*. Chez les ouvriers de l'*industrie textile* d'Armentières, 5 p. o/o de chômeurs, la journée est diminuée d'une heure et demie pour 3,000 ouvriers environ, on fait 52 heures par semaine. 14 p. o/o de chômeurs chez ceux d'Houplines. Les ouvriers de l'*industrie du fil* de Lille sont tous occupés, mais irrégulièrement, l'industrie linière est plus éprouvée que l'industrie cotonnière, qui a un petit courant d'affaires. Chez les *tisserands*, à Avesnes-les-Aubert, pas de chômeurs; de même chez ceux d'Haspres, chez lesquels le travail se maintient plus abondant que l'an dernier; d'ailleurs, plusieurs tisserands ont quitté leurs métiers pour aller travailler dans les usines métallurgiques de la région. De même, pas de chômeurs chez les *tisserands* de Villers-en-Cauchies et chez les *imprimeurs en tissus* de Marly, qui font 66 heures par semaine.

Pas de chômeurs chez les *charpentiers* d'Armentières et de Saint-Amand; chez ces derniers, la situation est jugée moins bonne que l'an dernier, par suite de l'augmentation de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. Pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois* de Felleries. A Lille, chez les *métallurgistes* (l'Union), 11 p. o/o de chômeurs, ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier pour certaines maisons, la journée est diminuée d'une heure pour 465 ouvriers. Pas de chômeurs chez les *métallurgistes* de Maubeuge, qui font 60 heures par semaine. De même pas de chômeurs chez les ouvriers *métallurgistes* de Dunkerque, chez lesquels la journée est augmentée de 2 heures pour 250 ouvriers. A Lille, pas de chômeurs signalés chez les ouvriers de l'*industrie des métaux*, dans les petits ateliers, la journée de 10 heures est maintenue, dans les grands établissements, on fait des heures supplémentaires ou on a organisé des équipes de nuit. Chez les *marbriers* de Jeumont, travail toujours actif. Ceux de Dunkerque estiment que le chômage atteint un peu plus du cinquième des leurs. A Cousolre, chez les *marbriers en cheminées*, peu de chômage. Chez les *maçons* de Dunkerque, travail 72 heures par semaine, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et 6 p. o/o de chômeurs. Ralentissement du travail chez les *verriers* de Doriguies. 4 p. o/o de chômeurs chez les *faïenciers-porcelainiers* de Saint-Amand.

Ardennes. — FUMAY. — Exploitation toujours active dans les ardoisières de Fumay, les ouvriers sont bien occupés sauf les fendeurs qui perdent encore deux jours par quinzaine faute de matière première; il en est de même dans les ardoisières de Haybes. Dans un établissement *métallurgique* nouvellement fondé dans cette dernière localité, les prix de façon payés aux mouleurs a été diminué de 0 fr. 25 par pièce; on attribue cette diminution à la concurrence de la main-d'œuvre étrangère; des ouvriers ont quitté l'usine pour aller chercher du travail ailleurs. Dans la métallurgie, à Fumay et à Revin, situation satisfaisante.

J. MARÉCHAL.

A Charleville, 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, 10 p. o/o chez les ouvriers en *tissus* de Francheval, qui font 48 heures par semaine. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *ouvriers en tissus* de Pourru-Saint-Rémi.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, les *typographes* sont tous occupés. A Reims, chez les *imprimeurs*, un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier. Chez les ouvriers de l'*industrie lainière*, il y a eu 3 jours de chômage par semaine dans les *peignages*, dans les autres spécialités on a fait 56 heures par semaine. 14 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*, qui font 71 heures par semaine.

Haute-Marne. — A Chaumont, pas de chômeurs chez les *mégissiers*.

Meuse. — Chez les *carriers* de Léroutville, pas de chômeurs; des travaux de construction récemment commencés dans la région ont amené une plus grande demande de main-d'œuvre. A Léroutville, la viande de salaison est augmentée de 0 fr. 10 par kilogramme.

Meurthe-et-Moselle. — Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Chavigny. A Nancy, de même chez les *chapelières*. Chez les *menuisiers*, travail 70 heures par semaine, diminution d'un

peu plus de 11 p. 0/0 sur les salaires dans certaines spécialités, les ouvriers travaillant aux machines principalement. Un peu moins de 4 p. 0/0 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Vosges. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Remiremont, qui font la journée de 11 heures. De même, pas de chômeurs chez les ouvriers des manufactures de *tissus* de Moussy.

Haut-Rhin. — A Belfort, pas de chômeurs chez les *menuisiers-charpentiers*, qui font la journée de 10 heures en moyenne, la journée est augmentée d'une heure pour 60 ouvriers.

Haute-Saône. — Ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier chez les ouvriers de l'*ameublement* de Saint-Loup, qui comptent un quart des leurs en chômage. Un peu moins de 1 p. 0/0 chez les *ouvriers sur métaux* de Plancher-les-Mines.

Doubs. — Chez les *typographes* d'Audincourt, pas de chômeurs. De même à Besançon, chez les ouvriers en *chaussures*. De même chez les *ouvriers charpentiers*, qui font 60 heures par semaine. Chez les *monteurs en boîtes d'argent*, l'activité se maintient, on fait 57 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les *maçons* chez lesquels la journée est augmentée de deux heures pour un tiers des ouvriers, le gain journalier est augmenté dans les mêmes proportions. Les *employés de commerce* sont tous placés.

Jura. — Ralentissement du travail chez les *agriculteurs* des Rochettes après la fin des façons du vignoble et la fenaison; on estime qu'un peu plus du quart des syndiqués sont atteints par ce ralentissement de travail. Pas de chômeurs chez ceux de Dôle. Chez les *plâtriers* de Lons-le-Saulnier, travail 72 heures par semaine et ouvrage moins abondant que l'an dernier.

Ain. — Reprise du travail chez les *ouvriers en peignes* d'Oyonnax. Ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier chez les *tailleurs de pierre* de Thoiry, qui comptent un quart des leurs en chômage.

Saône-et-Loire. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Chalon-sur-Saône. De même chez les *chapeliors* de Louhans, qui font de 50 à 55 heures par semaine. A Autun, pas de chômeurs chez les *ouvriers ébénistes*, qui font 66 heures par semaine.

Côte-d'Or. — Pas de chômeurs chez les *tâcherons* de Villiers-le-Duc. De même chez les *biâcherons et ouvriers agriculteurs* de Corcelles-les-Cîteaux, de Pagny-le-Château. A Dijon, chez les *typographes*, 2 p. 0/0 de chômeurs; pas de signalés chez ceux de Semur. A Dijon, de même chez les *tonneliers*.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs chez les *typographes*; 6 p. 0/0 chez ceux de Sens. Pas de signalés chez les *charpentiers de marine*. De même chez les *ouvriers sur métaux* qui sont plus occupés que l'an dernier. Même situation chez les *maçons-plâtriers*, qui font 70 heures par semaine. De même, pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment* de Sens.

Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs chez les *ouvriers agriculteurs* qui sont plus occupés que le mois dernier. Un peu plus de 1 p. 0/0 de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *ouvriers biâcherons-agriculteurs* de Saint-Malo. Peu de chômeurs chez ceux de Corvol et de Menou. De même, à Nevers, chez les *tanneurs-corroyeurs* et chez les *cordonniers*, chez lesquels la reprise du travail est plus accentuée que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *maçons*, qui font 66 heures par semaine.

A Nevers, baisse sur le pain, 0 fr. 10 par 6 kilogrammes.

Allier. — BOURSE DU TRAVAIL DE VICHY. — Le travail du *bâtiment*, quoique stationnaire, est considéré comme supérieur à celui de l'année dernière. Les *typographes* sont tous occupés; il n'y aura probablement pas de chômage dans l'imprimerie avant la fin de septembre. Les *gens de maisons et employés d'hôtels* sont tous entrés en place. La saison est dans tout son

éclat, c'est l'époque de plein travail chez les *cochers*, les *cafetiers*, les *maîtres d'hôtels* et les *logeurs*. — DEVILLARD.

13 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs* de Commentry, le chômage atteint principalement les ouvriers de la surface. Chez les *typographes*, à Cusset, pas de chômeurs. Même situation chez ceux de Moulins, 19 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers* de Vichy. A Montluçon, chez les *menuisiers*, pas de chômeurs, cependant le travail tend à diminuer, une maison qui occupait une quinzaine d'ouvriers a été fermée; ces ouvriers ont trouvé du travail ailleurs. A Vichy, 13 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers sur *métal*. Pas de signalés chez les *métallurgistes* de Commentry, qui sont bien occupés. A Vichy, les *tailleurs de pierre* comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage. Chez ceux de Moulins, ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier. A Vichy, les *maçons* comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage. A Moulins, chez les *peintres-plâtriers*, reprise du travail depuis le mois dernier. A Vichy, ouvrage plus abondant que l'an dernier et 2 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers-peintres*. Les *journaliers* sans ouvrage sont allés s'occuper aux travaux champs et à la moisson dans les environs.

MOULINS. — Travail très actif dans le *bâtiment*. Travail plus abondant que l'an dernier dans toutes les *imprimeries*, on ne compte pas de chômeurs; dans 2 maisons, la journée est de 11 heures et 11 h. 1/2. Morte-saison chez les *chapeliers* et travail peu abondant chez les *sabotiers-galochiers*. La situation reste toujours satisfaisante pour les autres corps d'état. Travail très actif pour la campagne, par suite des moissons et des battages; beaucoup d'ouvriers sans travail y sont occupés.

Le prix des denrées de première nécessité a été en hausse et particulièrement les œufs, le beurre, cela tient à la trop grande chaleur et à la fièvre aphteuse qui sévit beaucoup en ce moment; des mesures ont été prises pour arrêter ce fléau. — J. PALLETAN.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Un peu plus de 14 p. o/o chez les *tapissiers*. Chez les *carrossiers*, le ralentissement du travail déjà signalé se continue. Les ouvriers sur *métaux* qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers et dont la journée est diminuée de 1 heure pour 70 ouvriers comptent un cinquième des leurs en chômage. Chez les ouvriers et *aides-maçons*, le travail tend à reprendre, 10 p. o/o de chômeurs.

Haute-Loire. — Au Puy, pas de chômeurs chez les *typographes*. 5 p. o/o chez les *chefs d'ateliers rubaniers* de Saint-Didier-la-Séauve. Au Puy, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *menuisiers*; la journée est augmentée de 1 heure pour 35 ouvriers.

Loire. — Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Saint-Chamond. A Saint-Étienne, pas de chômeurs chez les ouvriers *boulangers*. A Roanne, 3 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers du liège*; dans l'ensemble des professions, le travail a été un peu plus abondant que l'an dernier, il y a eu peu de chômeurs. A Saint-Étienne, 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 3 p. o/o chez les *imprimeurs-graveurs*. Pas de signalés et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *tisseurs* de La Cergne; de même chez ceux de La Gresle, qui sont plus occupés que l'an dernier et font 72 heures par semaine. A Saint-Étienne, chez les *chefs d'ateliers rubaniers*, morte-saison. 13 p. o/o chez les *passementiers* de La Fouillouse. A Saint-Étienne, pas de signalés chez les *menuisiers*. De même chez les ouvriers *métallurgistes* de Saint-Chamond. A Saint-Étienne, chez les *employés de fabriques*, pas de chômeurs.

Rhône. — A Lyon, ralentissement du travail pendant la saison des fruits et un peu plus de 4 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*. Pas de signalés chez les *cartonniers*. 4 p. o/o et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *imprimeurs-conducteurs*. Chez les *transporteurs-lithographes*, morte-saison plus accentuée que l'an dernier, on compte 5 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers syndiqués et de 6 à 7 p. o/o dans l'ensemble de la profession. 15 p. o/o chez les *tisseurs* de Grandris. A Lyon, chez les *tisserands*, pas de chômeurs et reprise du travail moins accentuée que l'an dernier par suite de la hausse de la matière première. Les *tisseurs* de la Croix-Rousse estiment que la morte-saison d'été atteint un peu plus de moitié des leurs; même situation chez les *imprimeurs en tissus*. Les *tullistes à la chaîne*

comptent un peu plus de moitié des leurs en chômage. Pas de signalés chez les *cheuilleurs*, qui sont plus occupés que l'an et que le mois derniers, certaines maisons ont augmenté les salaires de 10 p. o/o. Pas de chômeurs chez les ouvriers en *confections* et chez les *coupeurs tailleurs*; dans une importante maison, la journée est réduite à 9 heures et 3 heures ont été accordées pour le repos de midi pendant les grandes chaleurs. Pas de chômeurs chez les *chapeliers* de Grigny.

À Lyon, chez les *charpentiers*, ouvrage plus abondant que l'an dernier, pas de chômeurs. De même chez les ouvriers *litiers*, 1 p. o/o chez les *bronziers*. L'amélioration signalée chez les *sculpteurs en meubles* se maintient, pas de chômeurs. Chez les *sculpteurs pierre statuaires*, un certain nombre d'ouvriers, inoccupés à Lyon, ont accepté du travail dans les environs. Pas de chômeurs chez les *tuiliers*. De même chez les *camionneurs*, 4 p. o/o chez les *garçons de peine*. Un peu moins de 3 p. o/o chez les *employés de commerce*, chez lesquels la journée est diminuée d'une heure. Pas de chômeurs chez les *employés quincailliers*, 13 p. o/o chez les *coiffeurs*.

Haute-Savoie. — Chez les *carriers* de Thollon, travail toujours actif. A Annecy, les *typographes* sont tous occupés; de même chez les *menuisiers-charpentiers*; de même chez les *tailleurs de pierre*, qui sont plus occupés que l'an dernier et chez lesquels le salaire est en baisse. Ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier chez les ouvriers *maçons* d'Évian-les-Bains, c'est la période de morte-saison du bâtiment pendant la saison des étrangers.

Savoie. — A Chambéry, pas de chômeurs et ouvrage satisfaisant chez les *charpentiers*; de même chez les *menuisiers*. Les *tailleurs de pierre* comptent un tiers des leurs en chômage. Pas de signalés chez les *plâtriers-peintres*.

Isère. — Les *carriers* de Bouvesse estiment que le chômage atteint un peu plus d'un cinquième des leurs par suite de l'augmentation de la main-d'œuvre étrangère. A Grenoble, ouvrage plus abondant que le mois dernier et pas de chômeurs chez les *cuisiniers*. Pas de chômeurs chez les *employés gaziers*. Chez les *typographes*, 1 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *gautiers* de Gières, qui sont plus occupés que l'an dernier. Chez les *tisseurs* de toile de Voiron, 15 p. o/o de chômeurs, journée de 11 heures, en diminution d'une heure sur le mois dernier; on manque de commandes. A Grenoble, pas de chômeurs chez les ouvriers *métallurgistes*. Chez les *tailleurs de pierre* à Montalieu-Vercieu, pas de chômeurs, travail 55 heures par semaine. Travail actif chez ceux de Parmillieu. Pas de chômeurs chez ceux de Porcieu-Amblagnieu, qui sont plus occupés que le mois dernier.

Drôme. — Pas de chômeurs chez les *carriers* de Saint-Remond. Chez les *chapeliers* de Bourg-de-Péage, ouvrage plus abondant que le mois dernier dans les ateliers fabriquant l'article fantaisie dames. A Valence, pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*, les salaires ont été en baisse principalement pour les travaux à la tâche. Travail: 60 heures par semaine chez les *maçons*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, les ouvriers *boulangers* estiment que le chômage atteint un quart des leurs, les salaires ont tendance à la baisse pendant la saison d'été. Chez les *cuisiniers* de Cannes, morte-saison de la saison d'été. A Nice, les *confiseurs-pâtisseries* comptent un peu plus du quart des leurs en chômage; les *cuisiniers*, un peu plus de 2 p. o/o. A Cannes, pas de chômeurs, et travail 48 heures par semaine chez les *typographes*. Journée diminuée de 1 heure pour 50 ouvriers chez ceux de Nice, qui sont moins occupés que l'an dernier et font de 45 à 50 heures par semaine; c'est la morte-saison. A Nice, ralentissement du travail pour morte-saison chez les *cordonniers*. Reprise de travail, 3 p. o/o de chômeurs et journée augmentée d'une heure pour 80 ouvriers chez les *serriers*. A Cannes, pas de chômeurs chez les *maçons*. De même chez ceux de Menton. De même à Nice chez les *conducteurs-livreurs*.

Var. — A Toulon, 7 p. o/o des chômeurs chez les *voiliers*. Un peu moins de 8 p. o/o et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *carrossiers*. Ralentissement du travail chez les *métallurgistes* de La Seyne, par suite de l'achèvement de la construction d'un cuirassé étranger. De même, ralentissement du travail, à Toulon, chez les *machinistes*. A La Seyne, pas de chômeurs chez les *maçons*. A Toulon, chez les *marchands de journaux*, pas de chô-

meurs, les affaires sont devenues plus faibles par suite du départ d'une partie de la clientèle pour la campagne.

Corse. — A Ajaccio, 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, qui sont plus occupés que l'an dernier. Chez les *employés*, placement plus difficile que le mois dernier.

Bouches-du-Rhône. — Chez les *jardiniers-horticulteurs* de Saint-Henri, 13 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *carriers* de Fontvieille. Chez les *mineurs* de Fuveau, on a fait 3 à 4 jours par semaine. Pas de chômeurs et travail environ 32 heures par semaine chez ceux de Saint-Savournin-Gréasque. 13 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* de La Ciotat. A Marseille, un peu plus de 18 p. o/o chez les *cuisiniers*, 15 p. o/o chez les *cuisiniers-navigateurs*. Un peu moins de 3 p. o/o chez les *travailleurs du livre*, chez les *conducteurs-imprimeurs* et chez les *ouvriers typographes*.

A Marseille, pas de chômeurs chez les *charpentiers*, chez lesquels la journée est augmentée d'une heure pour moitié d'entre eux. De même, pas de chômeurs chez les *modelleurs*. 7 p. o/o chez les *tonneliers*, chez lesquels le travail tend à reprendre grâce à la bonne apparence des vignobles. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, travail 55 heures par semaine chez les *marbriers*, qui comptent un quart des leurs en chômage. 12 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*. Pas de signalés chez les *carreleurs*, chez lesquels le travail reprend. Chez les *peintres*, qui comptent un tiers des leurs en chômage, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers. Les *marins du commerce* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage. Affaires difficiles chez les *cochers de place*. Chez les *commissionnaires des ports*, la situation difficile déjà signalée se maintient; de même chez les *commissionnaires de la gare Saint-Charles*. 17 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *comptables*. Les *employés de commerce* syndiqués estiment qu'un quart des leurs sont sans place à demeure. Un peu moins de 3 p. o/o de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel* et *garçons navigateurs*.

Vaucluse. — A Avignon, travail actif chez les *typographes*, plus abondant que l'an dernier. Chez les adhérents de l'*Union balaitière* de Caderousse, le ralentissement de travail déjà signalé s'est accentué, plusieurs maisons ont fermé faute de commandes. A Avignon, pas de chômeurs chez les *ouvriers métallurgistes*. Pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers, et journée de 10 heures chez les *peintres*.

Ardèche. — A Annonay, la reprise du travail s'accroît chez les *mégissiers de rivière*, pas de chômage, on fait 60 heures par semaine; les *ouvriers d'une spécialité* ont été augmentés de 0 fr. 25 par jour. 5 p. o/o de chômeurs chez les *chapeliers* de Serrières.

Gard. — A Nîmes, un peu plus de 7 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*. Pas de chômeurs chez les *typo-lithographes* de Nîmes.

Aveyron. — A Milhau, pas de chômeurs chez les *gantiers*; d'autre part, trois maisons (150 ouvriers) ont suspendu leur travail. Dans presque tous les ateliers, la journée est réduite, c'est aussi l'époque de morte-saison; on estime que le gain de l'ouvrier est inférieur d'un tiers au gain normal.

A Rodez, le prix du pain a baissé de 2 centimes par kilogramme.

Tarn. — A Castres, 7 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. A Albi, les *chapeliers foulours* comptent un peu plus du quart des leurs en chômage, cependant le travail tend à reprendre dans la fabrication du chapeau feutre; même situation et 1 p. o/o de chômeurs chez les *chapeliers appropriateurs*. Pas de signalés chez les *ouvriers en bâtiment* de Briatexte.

A Castres, baisse du pain, 1 centime par kilogramme.

Hérault. — 15 p. o/o de chômeurs chez les *marins pêcheurs* de Mège. Pas de signalés chez les *travailleurs de la terre* de Fabrègues et de Marciargues. 1 p. o/o chez les *mineurs* de Graissessac. A Montpellier, les *boulangers* estiment qu'un peu plus du cinquième des leurs sont atteints par le chômage.

Pas de signalés chez les *cuisiniers* à Béziers, les placements faits dans les stations bal-

nières des environs ayant permis d'occuper les ouvriers disponibles. A Montpellier, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *cardaniers*. Les *coiffeurs* comptent un cinquième des leurs sans place à demeure.

Aude. — Chez les ouvriers *cultivateurs* de Bages, pas de chômeurs, mais ralentissement du travail, les façons du vignoble étant presque terminées. Chez ceux de Cuvac, le travail se maintient plus abondant que l'an dernier; mais la sécheresse tend à amener aussi un ralentissement du travail, cependant tous sont encore occupés. A Carcassonne, 6 p. o/o de chômeurs chez les *enlisseurs*, qui font 77 heures par semaine. Morte-saison plus accentuée que l'an dernier chez les *tailleurs d'habits*, chez lesquels les prix de façon tendent à baisser. Chez les *menuisiers*, pas de chômeurs. 6 p. o/o et placement plus difficile que l'an et que le mois derniers chez les *employés vendeurs* de Narbonne.

A Carcassonne, baisse sur le pain, 5 centimes par 2 kilogrammes.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, pas de chômeurs chez les *lithographes*; reprise du travail chez les *travailleurs du livre*. Même situation et pas de chômeurs chez les *charrons forgerons*. Chez les ouvriers *maçons*, pas de chômeurs; beaucoup d'ouvriers ont été embauchés pour la campagne.

Haute-Garonne. — A Toulouse, reprise du travail chez les *typographes*. Les ouvriers de l'*équipement militaire* comptent un peu plus du quart des leurs en chômage; la durée du travail est réduite à 30 heures par semaine.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, pas de chômeurs chez les *typographes*; de même, chez les *menuisiers* et chez les *peintres*.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, chez les *tapissiers*, travail actif; chez les *tailleurs d'habits*, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers, grâce au change plus favorable avec l'Espagne qui facilite les commandes des étrangers.

Travail toujours actif chez les *métallurgistes* du Boucau. A Pau, chez les *maçons tailleurs de pierre*, pas de chômeurs et travail 66 heures par semaine. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *peintres*, cependant pas de chômeurs; de même chez les *plâtriers*.

Gers. — Les *maçons tailleurs de pierre* d'Auch estiment que le chômage atteint un quart des leurs.

Tarn-et-Garonne. — Pas de chômeurs chez les ouvriers en *chapeaux de paille* de Septfonds.

Lot-et-Garonne. — Pas de chômeurs et ouvrage abondant chez les *ouvriers en bouchons* de Lavardac, qui font 66 heures par semaine. A Agen, travail 66 heures par semaine et 13 p. o/o de chômeurs chez les *peintres colleurs de papiers*; 12 p. o/o de chômeurs chez les *employés limonadiers*.

Dordogne. — 15 p. o/o de chômeurs chez les *chapetiers* du Bugue. A Périgueux, 13 p. o/o chez les *charpentiers*; de même chez les *menuisiers*, chez lesquels le travail tend à ralentir; il en est de même pour les autres ouvriers du bâtiment; des travaux entrepris par la ville ont été suspendus. Pas de chômeurs chez les *sabotiers*, 12 p. o/o et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *tailleurs de pierre*. Chez les *peintres*, ralentissement du travail, journée de 11 heures et 6 p. o/o de chômeurs.

A Périgueux, baisse sur le pain de 10 centimes par 5 kilogrammes.

Gironde. — A Bordeaux les *compagnons* et *aspirants boulangers* comptent un peu plus du quart des leurs en chômage; même chômage chez les *pâtisseries-glacières*. Chez les *typographes*, un peu plus 7 p. o/o de chômeurs, un incendie a détruit une imprimerie qui occupait un nombreux personnel, *lithographes* et *typographes*. 4 p. o/o de chômeur chez les *serrieurs* de Libourne. A Bordeaux, 7 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de *constructions maritimes*. Chez les *tailleurs de pierre*, le salaire tend à diminuer. Les *couvreurs* syndiqués

estiment que le chômage atteint moitié des leurs. Embarquements toujours difficiles chez les *marins du commerce*. Chez les *employés de la confection chemiserie*, placement plus difficile que l'an dernier par suite de la fermeture des petites maisons, les salaires tendent à baisser. Reprise du travail et 12 p. o/o de chômeurs chez les *garçons limonadiers*. Un peu plus de 4 p. o/o chez les *garçons coiffeurs*. 8 p. o/o chez les *gens de maison*.

Charente-Inférieure. — Chez les *travailleurs du lièvre* à la Rochelle, pas de chômeurs; ceux de Rochefort comptent un peu plus du quart des leurs en chômage par suite de l'augmentation de la concurrence des apprentis qui ont remplacé un grand nombre d'ouvriers syndiqués. Pas de chômeurs et travail 60 heures par semaine chez les *tailleurs de pierre*.

Charente. — A Angoulême, 6 p. o/o chez les *typo-lithographes*. A Cognac, les *tonneliers* comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage, c'est l'époque de morte-saison. A Angoulême, travail toujours actif chez les *ferblantiers*; de même chez les *peintres*.

Haute-Vienne. — A Limoges, ralentissement du travail et 8 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. Pas de chômeurs chez les *coupeurs brocheurs en chaussures*, qui sont plus occupés que l'an, mais moins que les mois derniers. Pas de chômeurs chez les *terrassiers* et *manœuvres*; chez les *gazetiers*, le travail n'a pas encore entièrement repris.

Corrèze. — A Brives, pas de chômeurs chez les *typographes*; de même chez ceux de Tulle. De même chez les *chapelières* de Bort et Brives, 15 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que le mois dernier chez les *charpentiers*. A Tulle, pas de chômeurs et journée de 12 heures chez les *tailleurs de pierre*.

Creuse. — Ralentissement du travail chez les *chapelières* de Bourgneuf.

Cher. — Chez les ouvriers *agricoles* de Nérondes, travail actif grâce aux moissons; de même chez les ouvriers *bûcherons agriculteurs* de Jussy-le-Chaudrier, de Sancergues, de Méry-ès-Bois; ralentissement du travail chez ceux de Vallenay, qui comptent un peu plus du quart des leurs en chômage. A Bourges, pas de chômeurs chez les ouvriers *boulangers* syndiqués. 4 p. o/o chez des ouvriers en *toiles cirées*, chez lesquels le travail est moins abondant que l'an et que le mois derniers; d'accord avec le patron, le syndicat vient d'organiser une caisse de secours mutuels et de service médical et pharmaceutique. Ralentissement du travail chez les ouvriers en *cuirs*. Pas de chômeurs chez les *charpentières*, de même chez les *menuisiers*, qui font la journée de 11 heures. Reprise du travail, journée de 11 heures et pas de chômeurs chez les ouvriers en *voitures*. Pas de chômeurs et travail 72 heures par semaine chez les *tailleurs de pierre* et chez les *terrassiers, journaliers*. Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les ouvriers *maçons*. Chez ceux de Dun-sur-Auron, travail actif; de plus beaucoup d'ouvriers ont été employés aux moissons. A Bourges, pas de chômeurs et constructions plus importantes que l'an dernier chez les *plâtriers*. Chez les *chaufourniers* de La Guerche et de Jussy-le-Chaudrier, travail toujours actif; on fait 72 heures par semaine. A Vierzon, chez les *peintres sur porcelaine*, pas de chômeurs, durée du travail variable suivant les ateliers. 13 p. o/o chez les *journaliers*. A Bourges, diminution sur le pain, 0 fr. 01 par kilogramme.

Indre. — A Châteauroux, reprise du travail et pas de chômeurs chez les *typographes*. De même chez les ouvriers de l'industrie des *cuirs* et *peaux* de Chinault-Issoudun. A Châteauroux, pas de chômeurs et journée de 11 heures chez les *menuisiers*.

Vienne. — A Poitiers, commencement de la morte-saison chez les ouvriers *tailleurs* qui sont encore tous occupés. De même pas de chômeurs chez les *métallurgistes* de Cenon, qui font 60 heures par semaine.

Deux-Sèvres. — A Niort, pas de chômeurs chez les ouvriers *boulangers* syndiqués; chez les *typo-lithographes*, reprise du travail, on fait des heures supplémentaires dans plusieurs maisons. Les *tisseurs* de la Chapelle-Longueau estiment qu'un tiers des leurs perdent moitié de leur journée. A Niort, les *chapelières-appropriés* sont tous occupés et font 70 heures par

semaine. 66 heures chez les *serruriers*, 5 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*, qui font 66 heures par semaine. Ceux de Parthenay font 60 heures et sont aussi tous occupés, mais moins que l'an dernier. Ralentissement du travail, cependant pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment* de Bressuire.

A Niort, le pain est diminué de 0 fr. 05 par 2 kilogrammes.

Vendée. — Chez les *mineurs* de Faymoreau, le travail a augmenté, pas de chômeurs, on fait 66 heures par semaine à l'intérieur et 84 heures à la surface. De même pas de chômeurs à la Roche-sur-Yon chez les *typographes*, pour lesquels la journée est augmentée de 2 heures dans un atelier (20 ouvriers). De même pas de chômeurs chez les *typo-lithographes* de Fontenay-le-Comte. A Évrunes, les *tisserands* comptent 19 p. o/o des leurs en chômage; les *précroyants-tisserands*, 1 p. o/o; ceux des Épesses, 6 p. o/o, ils font 48 heures par semaine; ceux de Saint-Laurent sont moins occupés que l'an et que le mois derniers, le gain journalier est descendu à 1 franc; chez ceux de Saint-Malo, les commandes manquent moitié du mois. 15 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment* de la Roche-sur-Yon. Pas de signalés aux Sables-d'Olonne chez les *maçons*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *relieurs-papetiers*, qui sont tous occupés, 12 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Les *replanisseurs de parquets* chez lesquels le travail est devenu moins abondant que l'an et le mois derniers comptent un quart des leurs en chômage. Pas de signalés chez les *brossiers*, qui sont moins occupés que l'an dernier. Ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier chez les ouvriers *vanniers*. Travail actif chez les ouvriers des *machines-outils*, qui comptent 5 p. o/o de chômeurs et font 60 heures par semaine. 5 p. o/o de chômeurs, journée de 11 heures et ouvrage plus abondant que le mois dernier chez les *ferblantiers-boitiers* chez lesquels la reprise de la pêche à la sardine et au thon ont amené une augmentation du travail. Les ouvriers *gravitiers* comptent un cinquième des leurs en chômage. Ouvrage moins abondant que le mois dernier et 18 p. o/o de chômeurs chez les *couvreurs-zingueurs*.

Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs chez les *typographes*. De même chez les *ferblantiers-boitiers* de Larmor-Lorient. A Lorient, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers en *bâtiment*.

Finistère. — Situation jugée plus difficile que l'an dernier chez les *marins-pêcheurs* de Plougasnou par suite de la difficulté et des bas prix de vente du poisson. Les ouvrières de l'*Aiguille* de Morlaix sont toutes occupées. De même pas de chômeurs chez les *ferblantiers-boitiers* d'Audierne, de Concarneau; 6 p. o/o chez ceux de Douarnenez, qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers.

Ille-et-Vilaine. — Chez les *mineurs* de Bruz, 1 p. o/o de chômeurs; un accident arrivé aux pompes a amené un arrêt d'une huitaine de jours. Pas de chômeurs chez les *typographes* de Fougères. A Rennes, chez les ouvriers en *cuirs et peaux*, pas de chômeurs; les ouvriers *selliers* de la *confection militaire* ont dû prendre du travail comme *cordonniers*; leur gain journalier a été plus faible que dans la sellerie. Pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement* de la Guerche. A Rennes, pas de chômeurs chez les *chapeliers*; de même chez les *menuisiers*. Un peu plus de 2 p. o/o chez les *fondeurs*. Pas de signalés chez les ouvriers du *bâtiment* de la Guerche-de-Brest. Pas de chômeurs chez les *plâtriers* de Fougères. De même chez les *employés de l'alimentation* de la Guerche-de-Brest.

Maine-et-Loire. — A Angers, 13 p. o/o de chômeurs et placement plus facile que l'an et que le mois derniers chez les *boulangers*. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs et mort-saison chez les *typographes*. Pas de chômeurs chez les *prévoyants tisserands* de Cholet; mais les commandes sont rares; chez ceux de Bégrolles, on estime que moitié des syndiqués sont inoccupés et que les autres chôment 2 jours par semaine. Chez les *tisseurs* de Gesté et de Saint-Léger, de même chômage pour moitié des ouvriers. Pas de chômeurs chez les *tisserands* de la Séguinière; un peu plus du quart chez ceux de Saint-Philbert-en-Mauges, 17 p. o/o chez ceux de Trémentines, qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers.

Pas de chômeurs chez les *charpentiers* de Cholet. A Angers, les *tourneurs en bois*, moins

occupés que l'an dernier, comptent un peu plus du tiers des leurs atteints par le chômage; on fait 50 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les ouvriers *eanniers*. A Cholet, ralentissement du travail chez les ouvriers du *bâtiment*. A Angers, 9 p. o/o chez les ouvriers *couvreurs*, 8 p. o/o chez les *garçons limonadiers*.

Sarthe. — Au Mans, pas de chômeurs chez les *ouvriers en chaussures*, chez lesquels le travail ralentit; de même chez les *ébénistes*; de même chez les *maçons*, qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers. Situation plus mauvaise que l'an et que le mois derniers chez les *couvreurs*.

Indre-et-Loire. — Chez les ouvriers *bûcherons-agriculteurs* de Neuville, pas de chômeurs. A Tours, les *tisseurs* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage; la journée a été diminuée de plusieurs heures pour 50 ouvriers; on fait 60 heures en moyenne. Pas de chômeurs chez les *mouleurs* et journée de 11 heures. Ralentissement du travail chez les ouvriers du *bâtiment* de Châteaurenault. A Tours, le ralentissement du travail signalé s'accroît chez les *plâtriers*, cependant pas de chômeurs. A Tours, baisse sur le pain, 0 fr. 10 par 6 kilogrammes.

Loir-et-Cher. — Chez les ouvriers du *bâtiment* de Vendôme, 18 p. o/o de chômeurs; ouvrage moins abondant que l'an dernier et travail 72 heures par semaine.

Loiret. — A Orléans, ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les ouvriers *tailleurs*.

Eure-et-Loir. — CHÂTEAUDUN. — Sur deux *imprimeries*, l'une a un travail en augmentation et les *typographes* font des heures supplémentaires; l'autre a vu diminuer son activité, on fait la journée de 10 heures. Dans tous les autres corps de métier, le travail est satisfaisant. Les ouvriers *agricoles* sont en plein travail, ils sont employés soit à la moisson, soit au battage du grain. On voit actuellement peu d'ouvriers sans ouvrage. — A. GAUVIN.

NOGENT-LE-ROUO. — Travail toujours actif chez les *typographes*. Peu de travail dans la *chapellerie* qui tend cependant à reprendre. Commandes faibles chez les *chaussonniers*, certaines parties ne font pas leur journée. Travail actif chez les *tanneurs-corroyeurs*. L'industrie du *bâtiment* est en pleine activité, cependant la situation de l'ouvrier tend à devenir moins bonne par suite de diminutions faites sur les salaires par les patrons pour couvrir leurs charges de l'assurance accident. — TH. BRÈTHES.

A Chartres, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *typographes*.

Orne. — A Alençon, les ouvriers *typographes* sont tous occupés, mais moins que le mois dernier. Chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière* de Flers, 4 p. o/o de chômeurs, le ralentissement du travail déjà signalé se maintient, on perd une journée par quinzaine. A Alençon travail toujours actif chez les *charpentiers*. Les *plâtriers* comptent un quart des leurs en chômage, le travail tend à diminuer.

Manche. — Pas de chômeurs et reprise du travail plus accentuée que l'an dernier chez les *typographes* de Granville. A Cherbourg, les *repasseuses* sont toutes occupées, l'ouvrage est plus abondant que l'an et le mois derniers; de même, pas de chômeurs chez les *ébénistes-ménisiers*, qui sont moins occupés que l'an dernier. Chez les *métallurgistes*, travail satisfaisant plus abondant que le mois dernier.

Calvados. — A Caen, pas de chômeurs et journée augmentée de 2 heures dans une maison (20 ouvriers), chez les *typographes*; de même pas de chômeurs chez ceux de Vire. Pas de chômeurs signalés chez les *bonnetiers* de Falaise. A Caen, reprise du travail et 2 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs*, qui font 74 heures par semaine.

Eure. — Chez les *typographes* d'Évreux, travail toujours actif.

Seine-Inférieure. — A Rouen, ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier ;

cependant pas de chômeurs chez les *lithographes-papetiers*; de même ralentissement du travail chez les *typographes*, qui sont tous occupés. Au Havre, les *coilliers* estiment que le chômage atteint les deux tiers des leurs. Chez les *charrons*, pas de chômeurs, la journée est diminuée de 2 heures pour l'ensemble des ouvriers, et le taux des salaires à l'heure est augmenté d'un cinquième. A Rouen, les *mouleurs en fonte* sont tous occupés. Au Havre, un peu plus de 3 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*. Pas de signales et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *tréfileurs*. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et journée de 10 heures chez les ouvriers du *bâtiment*. Les *journaliers du port* estiment que le chômage atteint un quart des leurs.

Algérie. — Chez les ouvriers *boulangers* de Bône, le placement est devenu plus difficile par suite de l'augmentation de la concurrence de la main-d'œuvre indigène. De même, situation plus difficile que l'an dernier, principalement pour les boulangers syndiqués à Oran. A Alger, chez les *cuisiniers*, placement plus difficile que l'an et que le mois derniers, on estime que le chômage atteint moitié des ouvriers syndiqués.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour août et septembre :

AUBERVILLIERS (Seine). — Construction d'un marché couvert.....	148.000 ^f
BOIS-COLOMBES (Seine). — Établissements de trottoirs et caniveaux..	568.500
BOUGIE. — Construction de chemins de grande communication....	500.000
BREST. — Construction d'écoles.....	280.000
CARCASSONNE. — Travaux sur chemins vicinaux.....	212.600
CHÂTELLERAULT. — Travaux sur chemins vicinaux.....	186.200
CHAUMONT. — Canal de la Marne à la Saône. — Terrassements et maçonnerie.....	2.070.000
CHERBOURG. — Guerre. Construction de hangars.....	115.300
CLERMONT-FERRAND. — Organisation du champ de tir.....	128.600
CONFOLENS. — Travaux vicinaux et communaux.....	126.650
CONFOLENS. — Travaux sur chemins vicinaux.....	148.550
DIGNE. — Ligne de Saint-André à Puget-Théniers. — Construction souterraine.....	4.800.000
DUNKERQUE. — Construction d'un magasin à poudre.....	100.000
ÉPINAL. — Travaux sur chemins vicinaux.....	157.100
LA ROCHE-SUR-YON. — Port des Sables-d'Olonne. — Réfection des ribornes.....	157.700
LA TOUR-DU-PIN. — Construction d'égouts.....	141.000
LAVAL. — Travaux communaux.....	117.100
MARSEILLE. — Appropriation partielle du port de Bouc.....	540.000
NANCY. — Amélioration des eaux.....	210.000
NANCY. — Guerre. Construction d'usines élévatoires.....	120.650
NANCY. — Travaux sur routes nationales.....	110.200
NÎMES. — Travaux sur routes nationales.....	187.000
ORAN. — Construction d'une conduite d'eau.....	253.900
PARIS. — Exposition. — Maçonnerie, fontainerie, vitrerie et menuiserie.....	429.300
PARIS. — Conduite et distribution des eaux du Loing.....	917.300
PARIS. — Construction d'une école de filles.....	302.500
PARIS. — Assistance publique. — Construction d'une école de filles.	302.500
PARIS. — Exposition. — Travaux de peinture et treillages décoratifs.	199.800
PARIS. — Construction d'un atelier central pour le service des eaux..	178.700
PARIS (Exposition). — Charpente en bois et parquetage.....	460.000
RENNES. — Amélioration de la Vilaine et du port de Redon.....	215.600

ROCHEFORT. — Travaux à l'hospice Saint-Charles.....	136.600 ^f
SAINT-BRIEUC. — Port de Poutrieux. — Construction d'un bassin à flot.....	442.000
TOULOUSE. — Chemin de fer d'intérêt local. — Ballastage, pose de voie et accessoires.....	450.000
VERDUN. — Renforcement du fort de Haudainville.....	800.000
VERSAILLES. — Agrandissement de l'église de Samois.....	107.600
VESOUL. — Construction de chemins vicinaux.....	113.800
Chemins de fer de l'État. — Construction du tramway de la Roche-sur-Yon aux Herbiers.....	229.700

Résultats des adjudications précédentes :

AUBERVILLIERS (Seine). — Travaux communaux, 546.400^f. — Adj. : terrasse et maçonnerie, Launé, 26,10; canalisation, pavage, ciment, Joyeux, 24,10; serrurerie, gros fer et quincaillerie, Lefèvre, 26,40; menuiserie, parquets, Champenois, à Saint-Denis, 32,40.

BOUGIE. — Travaux sur chemins de grande communication (230.000^f). — Adj : Crosa, à Aviboz, 5.

BOUGIE. — Construction d'un chemin de fer d'intérêt commun entre la rive droite de l'Oued-Amassim et le tunnel de Tabourda (111.000^f). — Adj. : Menotti, à Olanizour, 21.

CAHORS. — Reconstruction de l'hôpital-hospice (144.900^f). — Adj. : terrasse et maçonnerie, Lavignac, 8; légers ouvrages, Besson, 15; menuiserie, Lafitte, à Bordeaux, 20,15; serrurerie, ferronnerie, quincaillerie, Germain, 12,50 et 11.

BREST. — Construction d'écoles dans le quartier de Kerjeanvros (240.000^f). — Adj. : terrassements, maçonnerie, pavage, charpente, menuiserie et mobilier scolaire, Quéinec, 18,50; serrurerie et ferronnerie, Raguet, 15,50; peinture et vitrerie, Bothorel, 21.

CANNES. — Travaux communaux (142.000^f). — Adj. : rectification du boulevard du Midi, l'osdure, à Cannes, 15; réseau d'égouts et mur de soutènement, Marrazzi, à Cannes, 20 et 25.

CHÂTEAURoux. — Chemin de fer de Tournon-Saint-Martin à La Châtre. — Section d'Argentan à La Châtre. — Infrastructure du 5^e lot (751.000^f). — Adj. : Sanfourche, à Saint-Héand, 8.

ÉPINAL. — Guerre. — Construction de neuf ouvrages en béton à droite et à gauche de la Moselle (2 lots : 520.000^f). — Adj. : Dupérier, à Lux, 3 d'augmentation; Bellezy, à Lille, 2 d'augmentation.

GAUBIAC (Gironde). — Construction d'un chemin vicinal (180.000^f). — Adj. : Boineau à Saint-Scurin-de-Cadourne, 23.

GUÉRET. — Chemin de fer de Felletin à Ussel. — 5^e lot d'infrastructure (530.000^f). — Adj. : Paris, à Les Mars, 28.

LYON. — Infrastructure de la ligne du chemin de fer de Villefranche à Tarare (4^e et 5^e lots : 262.000^f). — Adj. : Serrailleur, à Chauffailles (Saône-et-Loire), 14; Masson, à Tarare, 12.

MÂCON. — Rivière de Saône. — Amélioration des passages de Gigny, la Maréjaudeau, la Seille et la Mothe (110.000^f). — Adj. : Brissot, à Paris, 14.

MENTON. — Envoûtement du Carei (125.000^f). — Adj. : Léonard, à Nice, 7.

MONTPELLIER. — Construction d'un quai (114.950^f). — Adj. : terrassements, maçonnerie et mise en viabilité, Joly, 17; ferronnerie, Duzéa, 13,45.

NANCY. — Agrandissement du réservoir d'eau de Moselle de Saint-Charles (240.000^f). — Adj. : Lefort, 8,12.

PONT-AUDEMER. — Nouvelle distribution d'eau (100.000^f). — Adj. : Potel à Pont-Audemer, 2.

PARIS. — Établissement de conduites entre le réservoir de Charonne et l'avenue de Bou-

vines (191.300^f). — Adj. : *conduites en fonte*, Forges et fonderies de Pont-à-Mousson; *fontainerie*, Flicotaux, 83, rue du Bac, 6,10.

PARIS. — Exposition. — Ciment armé pour couverture de la tranchée du chemin de fer des Monlineaux (415.000^f). — Adj. : Roquerbe, 7, rue Saint-Luc, 6,90.

PARIS. — Construction d'un égout à Villemomble (160.000^f). — Adj. : Grandchamp, avenue de Villiers, 10.

PARIS. — Rivière de Marne. — Construction d'un barrage éclusé à Créteil et dragage du chenal (365.000^f). — Adj. : Blin, 220, boulevard Voltaire.

PARIS. — Tramways de la Vendée. — Construction de trois lignes (511.800^f). — Adj. : de l'Aiguillon-sur-Mer à Chantonay, Malapert, à Tours, 18; de la Roche-sur-Yon aux Herbiers et à Légé, Fougerolle, à Nantes, 15.

PARIS. — Exposition. — Travaux de maçonnerie et menuiserie de divers palais (300.700^f). — Adj. : *maçonnerie en élévation du palais de l'électricité*, Ragache, 195, rue Croix-Nivert, 14,10; *menuiserie du palais des manufactures nationales et des portiques*, Martin, 26, boulevard de l'Hôpital, 16,30; *menuiserie et parquets du palais de l'électricité*, Caravillot, 9, rue Sambre-et-Meuse, 13,50.

PARIS. — Exposition. — Travaux de parquage de divers palais (308.500^f). — Adj. : *palais de la partie médiane de l'Esplanade*, Brodu, 98, rue de Courcelles, 6,60; *palais des manufactures nationales*, Penchenat, 65, boulevard de Grenelle, 13,40; *palais des fils, tissus et vêtements*, Fender, 55, rue de Flandre, 10,60.

PARIS. — Exposition. — Peinture, vitrerie et menuiserie de divers palais (136.400^f). — Adj. : Bernard, 12, rue Surcouf, 35,10; Blanc, 4, rue du Commandant-Rivière, 11,40 et 13,70; Jousenet, 126, rue Amelot, 12,60 et 15,70; L'Espérance du bâtiment, 10, rue du Clos, 29,60.

PARIS. — Canalisation et distribution des eaux d'égout dans la plaine d'Achères (324.300^f). — Adj. : Bonnat, 7, rue de l'Isly, 15,50.

PARIS. — Terrassements et maçonnerie pour le drainage de la plaine d'Achères (152.700^f). — Adj. : Chabrat, 18, rue de l'Ourcq, 24,60.

ROCHEFORT. — Agrandissement de l'hospice Saint-Charles (122.600^f). — Adj. : *charpente et menuiserie*, Veillet, 10; *plâtrerie et fumisterie*, Pibeau, 30; *couverture, zinguerie et plomberie*, Fleuret, 24; *peinture et vitrerie*, Assailly, 29.

SAINT-GAUDENS. — Travaux communaux (100.600^f). — Adj. : *amélioration de la distribution d'eau* : Bergerat, à Aix (Bouches-du-Rhône), 18, Boé, à Valentine (Haute-Garonne), 19; *agrandissement du collège de garçons : terrassements, maçonnerie*, Bacqué, à Saint-Gaudens, 16; *charpente*, Pradère, à Valentine, 15; *agrandissement de l'école supérieure de filles : maçonnerie*, Payran, à Saint-Gaudens, 15; *charpente*, Pradère, 22.

TOUL. — Guerre. — Construction d'abris de combat (350.000^f). — Adj. : Mollet, à Villers-les-Nancy, 4,60.

VOUZIER. — Construction d'un groupe scolaire (164.500^f). — Adj. : *terrassements, maçonneries*, Duiseux, 7,10; *charpente*, Lejeune-Leroy, 7; *couverture et zingage*, Guérin-Brunet, 6,50; *plâtrerie*, Nivoix-Langiny, 2,50; *menuiserie*, Alexandre, à Haraucourt, 3,30; *serrurerie*, Patoureaux-Bernier, 5,25; *peinture, vitrerie, marbrerie*, Ueberbach, à Charleville, 28.

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant les cinq premiers mois de 1899 a été de 13.761.597 tonnes. Il était en 1898 de 12.799.152 pour la même période, soit un augmentation de 7,5 p. o/o.

Les recettes des sept réseaux de chemins de fer d'intérêt général, du 1^{er} janvier au 29 juillet 1899, ont été de 757.844.800 francs. Elles étaient à la même date, en 1898, de 734.736.600 francs, soit une augmentation de 3 p. o/o.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les sept premiers mois de 1899 :

	VARIATIONS			
	1899.	1898.	en plus.	en moins.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	594.694.000	1.003.934.000	"	409.240.000
Matières nécessaires à l'industrie	1.521.150.000	1.392.996.000	128.154.000	"
Objets fabriqués.....	392.385.000	368.990.000	23.395.000	"
TOTAUX et balance....	2.508.529.000	2.765.920.000	151.549.000	409.240.000
			Diminut ^{on} en 1899 : 257.691.000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	358.401.000	362.556.000	"	"
Matières nécessaires à l'industrie	615.344.000	512.955.000	102.389.000	4.115.000
Objets fabriqués.....	1.134.019.000	985.624.000	148.395.000	"
Colis postaux.....	102.212.000	92.418.000	9.794.000	"
TOTAUX et balance....	2.209.976.000	1.953.553.000	260.578.000	4.135.000
			Augment ^{on} en 1899 : 256.423.000	

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	juill. 1899.	juin 1899.	juill. 1898.
Farine 12 marques, les 157 kilogrammes.....	43 ^f 00 ^e	43 ^f 65 ^e	56 ^f 10 ^e
Sucre brut, blanc n° 3, les 100 kilogrammes...	37 65	36 85	30 50
Alcool à 90°, l'hectolitre.....	45 50	42 50	49 50
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr..	51 00	50 25	53 50
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes..	50 00	49 00	40 00
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	37 50	37 50	35 50
Suif de la bouch ^e de Paris, les 100 kil. (en pains).	59 00	59 50	50 00
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette).	1 38	1 40	1 40
Veau, <i>idem.</i>	1 80	1 70	1 80
Mouton, <i>idem.</i>	1 85	1 84	1 90
Porc, <i>idem.</i>	1 52	1 56	1 65
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	37 75	38 37	44 00
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.....	190 00	193 00	135 50
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil.	54 50	53 50	41 00
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	25 00	22 00	16 50
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	202 50	202 00	140 00
Étain Banka, <i>idem.</i>	380 00	314 00	183 00
Plomb, <i>idem.</i>	42 00	41 50	39 75
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i>	"	"	51 25

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 juillet 1899 il a été déposé 410 demandes en autorisation de bâtir, dont 80 pour des constructions neuves. Pendant le mois de juillet 1898, le nombre des demandes avait été de 128, dont 89 pour des constructions neuves.

Le prix du pain. — Évaluation officielle du prix de revient du pain pour la première quinzaine d'août 1899, calculée d'après la valeur des farines pendant la quinzaine précédente et les frais de panification :

Prix du quintal de farine.....	28 ^f 90 ⁵
Frais de panification.....	12 223
TOTAL.....	41 128

Le rendement étant de 130 kilogrammes de pain par 100 kilogrammes de farine, le kilogramme de pain de première qualité revient à 0 fr. 3163 et le pain de 2 kilogrammes à 0 fr. 6326, soit à 0 fr. 63.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de juillet.		Du 1 ^{er} janv. au 31 juill.	
	1899.	1898.	1899.	1898.
Faillites.....	85	120	794	896
Liquidations judiciaires.....	9	14	90	118
Conversions de liquidations en faillites.	4	11	18	38

Bureaux de garantie. — Relevé des objets d'or et d'argent présentés à la marque ou à la vérification, tant pour la consommation en France que pour l'exportation, pendant les six premiers mois de l'année 1899, dans les divers bureaux de garantie :

DÉSIGNATION.		POIDS TOTAL.			
		OR.		ARGENT.	
		1899.	1898.	1899.	1898.
		hectogr.	hectogr.	hectogr.	hectogr.
Fabrication nationale aux titres légaux.	Objets marqués des poinçons intérieurs.	41.239	37.290	524.712	481.817
	Sortie constatée des objets marqués pour l'exportation en crédit des droits non compris les montres au 4 ^e titre (1)	3.314	2.710	37.552	31.846
	Objets exportés avec remboursement des droits payés.....	1.549	1.222	13.413	9.358
	Objets importés de l'étranger avec paiement des droits de garantie.....	6.166	5.241	45.970	41.657
Exportation des bijoux à tous titres n'ayant pas été soumis à la marque (loi du 25 janvier 1884).....		660	455	579	176

(1) Du 1^{er} janvier au 31 mai 1899, il est sorti 322 montres en or au 4^e titre, pesant 34 hectogrammes, contre 233 montres et 25 hectogrammes en 1898.

Les Monts-de-piété en France. —

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉSIGNATION des VILLES OÙ SONT ÉTABLIS les monts-de-piété.	ENGAGEMENTS.		RENOUVELLEMENTS.		DÉGAGEMENTS.	
		ARTICLES.	SOMMES.	ARTICLES.	SOMMES.	ARTICLES.	SOMMES.
			francs.		francs.		francs.
1	Aix (Bouches-du-Rhône).....	214	7.826	121	4.238	221	6.944
2	Alger.....	5.341	120.872	2.239	84.121	4.673	115.821
3	Angers.....	1.150	10.890	206	1.939	1.217	12.270
4	Apt (Vaucluse).....	2	210	"	"	4	56
5	Arles.....	553	6.086	275	4.801	594	7.569
6	Arras.....	2.751	10.830	629	4.164	2.492	8.777
7	Avignon.....	1.267	24.499	684	14.527	1.105	20.097
8	Beaucaire (Gard).....	202	4.497	8	216	175	3.742
9	Besançon.....	1.490	16.756	1.196	21.000	1.627	18.010
10	Bordeaux.....	15.773	247.098	10.974	256.723	14.016	213.932
11	Boulogne-sur-Mer.....	3.013	24.347	811	11.304	3.097	23.187
12	Brest.....	2.973	20.747	647	6.853	3.116	24.218
13	Brignoles (Var).....	21	330	1	12	8	111
14	Calais.....	1.285	12.884	821	14.484	1.066	10.557
15	Calmar.....	514	3.620	25	519	556	2.714
16	Carpentras.....	27	1.663	3	52	19	446
17	Constantine.....	924	44.219	"	"	288	11.626
18	Dijon.....	1.681	32.189	540	22.640	1.119	24.973
19	Douai.....	1.424	6.358	"	"	1.403	6.432
20	Dunkerque.....	4.436	33.273	401	7.871	3.359	25.656
21	Grenoble.....	"	"	"	"	"	"
22	Le Havre.....	5.449	54.279	3.359	47.607	5.023	49.402
23	Lille.....	11.918	87.925	1.185	22.814	12.281	94.340
24	Lille (Mazurel).....	530	5.105	270	5.168	641	6.206
25	Limoges.....	1.277	10.063	651	7.239	1.202	11.182
26	L'Isle (Vaucluse).....	8	211	3	126	12	345
27	Lunéville.....	345	3.051	452	4.715	437	2.049
28	Lyon.....	20.178	254.162	10.928	221.132	18.100	237.768
29	Marseille.....	12.177	210.258	6.520	166.032	9.559	200.200
30	Nancy.....	459	3.219	316	3.118	397	2.161
31	Nantes.....	1.275	28.022	888	24.806	1.085	25.234
32	Nice (œuvre de la Miséricorde).....	"	"	"	"	"	"
33	Nice.....	2.807	103.188	738	26.094	1.548	78.764
34	Nîmes.....	1.431	36.186	1.335	39.781	1.213	30.902
35	Oran.....	6.069	69.858	2.528	64.101	6.880	57.759
36	Reims.....	4.319	50.485	309	8.549	4.597	50.959
37	Roubaix.....	3.790	26.016	360	4.310	3.948	26.994
38	Rouen.....	5.418	61.944	3.714	66.249	4.886	55.200
39	Saint-Germain.....	652	10.076	588	13.629	615	9.128
40	Saint-Quentin.....	1.419	17.859	385	7.331	1.471	15.917
41	Tarascon.....	147	4.139	15	527	115	4.046
42	Toulon.....	2.306	27.039	840	19.516	1.751	23.008
43	Toulouse.....	6.889	174.983	4.638	164.198	5.493	153.016
44	Valenciennes.....	2.830	15.306	97	3.908	2.843	15.596
45	Versailles.....	1.653	36.808	598	17.311	871	14.927
TOTAUX.....		139.287	1.868.908	60.308	1.343.729	126.225	1.739.342
46	Paris (Gages corporels).....	108.001	3.230.730	54.978	1.847.524	86.627	3.123.283
	Idem. (Valeurs mobilières).....	2.936	731.490	1.725	466.965	1.606	383.628
TOTAUX pour la FRANCE.....		250.224	5.831.128	117.011	3.658.218	214.458	5.246.253

Opérations du mois de juillet 1899.

NUMÉROS D'ORDRE.	VENTES.		TOTAUX DES SORTIES par DÉGAGEMENTS ET VENTES.		RESTE EN MAGASIN LE 31 JUILLET.		IL Y AVAIT EN MAGASIN LE 30 JUIN 1899 au soir.	
	ARTICLES.	SOMMES.	Articles.	Sommes.	Articles.	Sommes.	Articles.	Sommes.
		francs.		francs.		francs.		francs.
1	116	2.754	337	9.698	4.407	171.311	4.530	173.183
2	427	7.711	5.100	123.532	63.563	1.974.081	63.322	1.976.741
3	72	548	1.289	12.818	10.896	115.283	10.797	115.242
4	"	"	4	56	"	"	"	"
5	"	"	594	7.569	11.350	179.268	11.391	180.751
6	215	584	2.707	9.361	15.955	91.146	15.911	89.677
7	595	8.176	1.700	28.273	26.908	587.113	27.341	590.887
8	65	1.098	240	4.840	3.031	60.784	30.069	61.127
9	228	2.613	1.855	20.623	21.554	339.551	25.217	345.135
10	2.489	27.437	16.505	241.369	215.893	4.972.858	246.625	4.967.127
11	263	2.826	3.360	26.013	26.089	320.940	26.436	322.606
12	293	2.229	3.409	26.447	27.799	238.272	27.588	237.119
13	"	"	8	111	"	"	"	"
14	205	1.825	1.271	12.382	8.619	133.338	8.605	132.836
15	"	"	556	2.714	2.563	32.929	2.605	32.024
16	"	"	19	446	"	"	"	"
17	"	"	288	11.626	636	32.593	628	31.734
18	490	7.070	1.619	32.043	602	22.786	42.812	592.369
19	44	173	1.447	6.606	5.020	35.846	5.043	36.093
20	223	1.209	3.582	26.865	22.049	219.397	21.195	212.989
21	"	"	"	"	"	"	1.088	21.220
22	673	7.769	5.696	57.171	73.186	1.017.590	73.433	1.020.482
23	592	4.293	12.873	98.642	58.059	771.940	59.014	782.657
24	33	200	674	640.650	6.205	86.653	6.340	87.955
25	117	1.203	1.319	12.385	14.782	175.417	14.824	177.739
26	"	"	12	345	775	17.012	769	17.146
27	75	332	512	2.381	4.342	36.198	4.509	35.528
28	2.617	28.107	20.717	265.875	286.792	4.740.015	287.331	4.752.262
29	1.788	24.435	11.337	224.635	179.945	3.846.323	179.105	3.860.700
30	74	755	471	2.916	8.598	79.687	8.733	81.049
31	174	2.592	1.259	27.826	19.731	482.570	19.714	482.340
32	"	"	"	"	"	"	"	"
33	318	15.682	1.866	94.446	27.969	1.426.133	27.028	1.417.391
34	248	5.053	1.461	35.955	31.259	871.954	31.289	871.723
35	413	6.392	7.293	64.151	67.990	1.496.044	69.214	1.530.337
36	511	3.811	5.108	54.770	42.023	588.084	42.812	592.369
37	181	1.212	4.129	28.236	18.551	189.229	18.890	191.449
38	845	9.044	5.731	64.244	79.021	1.189.389	79.334	1.192.116
39	"	"	615	9.128	9.493	231.015	9.456	183.058
40	"	"	1.471	15.917	9.960	131.315	10.012	129.373
41	118	2.341	233	6.387	3.108	79.619	"	"
42	296	2.757	2.050	26.365	25.213	456.856	24.957	456.182
43	991	14.875	6.484	167.891	116.679	3.291.266	116.274	3.284.174
44	246	1.664	3.089	17.260	15.801	146.061	16.060	142.015
45	216	2.673	1.087	17.600	18.212	409.736	18.244	407.839
46	16.251	200.423	141.377	2.510.504	1.457.628	31.201.602	1.277.754	31.814.541
	11.020	170.639	97.647	3.293.922	1.547.444	46.686.258	1.537.090	46.749.450
	466	129.850	2.132	513.478	21.787	5.881.868	20.923	5.663.856
	27.737	500.912	241.156	6.317.904	3.026.859	83.769.728	2.835.767	84.227.850

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{ER} AOÛT.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
JUIN 1899.					JUIN 1899.				
Paris (1 ^{er} arr ^t).	493	182	130	35	Aix.....	96	67	60	"
— (11 ^e —) ..	1,109	1,101	734	"	Anger.....	249	145	134	11
— (1 ^{re} —) ..	594	522	443	3	Béziers.....	220	189	169	9
— (1 ^{re} —) ..	320	277	249	1	Boulogne-s-Mer..	73	56	45	"
— (1 ^{re} —) ..	447	463	235	55	Nancy.....	186	87	85	"
— (1 ^{re} —) ..	110	217	113	11	Rennes (1) ^e ..	1,097	623	533	"
Refug ^{re} munic..	"	"	"	"	Saint-Étienne..	92	93	92	"
Lille.....	8	"	"	"	Saint-Nazaire...	60	25	11	"
Nancy.....	130	58	42	"	Toulouse.....	273	161	127	"
JUILLET 1899.					Valence.....	251	98	64	"
Paris (1 ^{er} arr ^t).	871	851	567	"	Alger.....	619	365	274	107
— (1 ^{re} —) ..	80	91	77	"	JUILLET 1899.				
— (1 ^{re} —) ..	385	348	333	181	Carcassonne....	122	115	70	"
— (1 ^{re} —) ..	86	94	69	"	Clerm ^t -Ferrand..	303	116	109	"
— (1 ^{re} —) ..	147	129	112	"	Elbeuf.....	245	53	"	"
— (1 ^{re} —) ..	310	322	229	9	Narbonne (1) ^e ...	25	5	"	7
Refug ^{re} munic..	"	"	"	"	Nice.....	220	79	79	6
Levallois-Perret.	160	118	69	22	Nîmes.....	63	45	42	21
Brest.....	48	16	16	"	Perpignan.....	93	49	32	13
Douai.....	"	18	"	"	Tours.....	355	358	350	"
Lisieux.....	100	74	46	"	Vichy.....	130	69	43	"
Lyon.....	103	147	38	2					
Orléans.....	5	3	3	"					
Saint-Dié.....	38	24	17	2					
Sens.....	35	20	14	"					
Trouville.....	146	84	84	"					
Versailles.....	8	6	5	"					

(1) Pendant le 2^e trimestre de 1889.

(2) Pendant les mois de juin et juillet.

C. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (JUILLET 1899).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Menuisiers.....	1	8	1	"
Id.....	Id.....	Employés voyageurs et desma- teurs.....	2	3	1	"
Alpes-Maritimes..	Nice.....	Boulangers.....	22	4	4	"
Id.....	Id.....	Confiseurs-pâtisseries.....	17	"	"	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	10	2	2	4
Id.....	Id.....	Serruriers-mécaniciens.....	20	20	20	"
Ardèche.....	Perrières.....	Chapeliers-fouleurs.....	3	"	"	"
Bouches-du-Rhône	Marseille.....	Cuisiniers (terre et mer).....	50	24	20	39
Id.....	Id.....	Peintres.....	29	31	31	"
Id.....	Id.....	Association des comptables.....	12	2	2	"
Id.....	Id.....	Employés de commerce.....	155	16	16	"
Charente.....	Angoulême.....	Typo-lithographes.....	3	1	"	1
Cher.....	Bourges.....	Boulangers.....	6	6	4	2
Id.....	Id.....	Maçons.....	2	"	"	"
Id.....	Vallenay.....	Bucherons.....	22	"	"	"
Corrèze.....	Brive.....	Charpentiers.....	5	1	6	"
Corse.....	Ajaccio.....	Typographes.....	"	"	"	1
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Typographes.....	13	"	"	"
Dordogne.....	Périgueux.....	Ménisiers.....	6	"	12	"
Id.....	Id.....	Peintres.....	3	"	"	"
Eure-et-Loir.....	Chartres.....	Typographies.....	"	2	11	"
Gard.....	Nîmes.....	Confiseurs pâtisseries.....	"	2	2	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Boulangers.....	8	11	7	12
Id.....	Id.....	Pâtisseries glaciers.....	20	8	8	15
Id.....	Id.....	Garçons limonadiers.....	45	38	9	27
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	75	71	30	41
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	59	64	18	5
Hérault.....	Boziers.....	Cuisiniers.....	"	10	6	2
Id.....	Montpellier.....	Boulangers.....	10	4	2	5
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	9	3	5	3
Indre.....	Châteauroux.....	Menuisiers.....	10	2	2	"
Isère.....	Grenoble.....	Typographies.....	6	4	"	4
Id.....	Bouvesse.....	Carriers.....	"	25	"	"
Landes.....	Dax.....	Employés de commerce.....	1	"	1	"
Loire.....	Saint-Etienne.....	Imprimeurs-graveurs.....	3	"	"	"
Loire-Inférieure.....	Nantes.....	Relieurs.....	1	1	1	"
Id.....	Id.....	Couvreurs-zingueurs.....	15	"	"	"
Lot-et-Garonne.....	Agen.....	Peintres et colleurs.....	4	"	"	4
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Boulangers.....	25	14	14	11
Id.....	Id.....	Typographies.....	3	1	"	1
Id.....	Id.....	Tourneurs sur bois.....	20	"	"	"
Id.....	Id.....	Garçons limonadiers.....	13	15	2	13
Id.....	Cholet.....	Prévoyance des tisserands à la main.....	11	2	9	"
Id.....	Trémontines.....	Tisserands.....	12	"	"	"
Nord.....	Armentières.....	Charpentiers.....	4	"	"	"
Id.....	Dunkerque.....	Union métallurgique.....	"	2	"	2
Id.....	Id.....	Maçons.....	10	"	"	"
Id.....	Lille.....	Boulangers.....	"	"	22	96
Id.....	Id.....	Typographies.....	14	6	"	14
Id.....	Id.....	Union métallurgique.....	427	219	220	15
Oise.....	Beauvais.....	Typographies.....	2	1	"	"
Orne.....	Alençon.....	Id.....	2	"	"	"
Puy-de-Dôme.....	Clermont-Ferrand.....	Typographies.....	3	"	"	"
Id.....	Id.....	Tapisseries.....	5	"	1	1
Rhône.....	Lyon.....	Confiseurs pâtisseries.....	8	"	2	"
Id.....	Id.....	Cartonniers.....	"	"	"	"

SYNDICATS OUVRIERS. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Rhône.....	Lyon.....	Imprimeurs-conducteurs.....	1	"	"	"
Id.....	Id.....	Tisseurs et similaires.....	108	116	"	"
Id.....	Id.....	Charpentiers.....	5	8	5	"
Id.....	Id.....	Union des employés de com- merce.....	30	27	20	4
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	42	30	21	89
Seine.....	Paris.....	Jardiniers.....	10	4	3	"
Id.....	Id.....	Boulangers du XIII ^e arrondis- sement.....	7	"	"	27
Id.....	Id.....	Travailleurs de la boulangerie.....	"	50	10	40
Id.....	Id.....	Biscuitiers.....	19	11	"	3
Id.....	Id.....	Confiseurs.....	17	2	2	"
Id.....	Id.....	Typographes (rue de Savoie).....	"	218	"	144
Id.....	Id.....	Conducteurs typographes.....	"	"	5	8
Id.....	Id.....	Imprimeurs lithographes.....	39	"	"	28
Id.....	Id.....	Typographes.....	14	5	1	2
Id.....	Id.....	Portefeuilliste.....	4	2	"	"
Id.....	Id.....	Teinturiers dégraisseurs.....	68	220	"	"
Id.....	Id.....	Tapisseries en literie.....	4	2	"	2
Id.....	Id.....	Passementiers façonniers.....	20	15	5	"
Id.....	Id.....	Passementiers à la main.....	25	6	5	1
Id.....	Id.....	Solidarité des ouvriers tailleurs.....	65	10	"	10
Id.....	Id.....	Coupeurs chemisiers.....	18	12	10	2
Id.....	Id.....	Couleurs de lessive.....	6	10	"	"
Id.....	Id.....	Charpentiers.....	2	30	"	"
Id.....	Id.....	Layetiers emballours.....	9	7	4	3
Id.....	Id.....	Menuisiers.....	2	4	2	"
Id.....	Id.....	Charrons.....	48	40	"	"
Id.....	Id.....	Ouvriers en voitures.....	1	63	1	"
Id.....	Id.....	Union des chauffeurs - conduc- teurs-mécaniciens.....	25	14	12	2
Id.....	Id.....	Chauffeurs-conducteurs-mécani- ciens.....	27	22	20	3
Id.....	Id.....	Lanterniers pour voiture.....	1	3	"	1
Id.....	Id.....	Ouvriers en instruments de pré- cision.....	27	8	13	"
Id.....	Id.....	Tourneurs-décolleteurs.....	39	5	"	"
Id.....	Id.....	Opticiens.....	2	2	2	"
Id.....	Id.....	Potiers d'étain.....	4	3	3	"
Id.....	Id.....	Union des comptables.....	36	37	9	19
Id.....	Id.....	Dessinateurs-écrivains-litho- graphes.....	8	6	3	3
Id.....	Id.....	Employés de la bourse du com- merce.....	8	5	5	"
Id.....	Id.....	Dessinateurs-brodeurs.....	6	"	"	"
Id.....	Id.....	La Renaissance, garçons restaur. L'Espérance des limonadiers.....	133	31	102	"
Id.....	Id.....	Id.....	240	218	15	204
Id.....	Id.....	Limonadiers.....	500	454	43	411
Id.....	Id.....	Professeurs de l'enseignement libre.....	13	7	3	4
Id.....	Id.....	Elèves en pharmacie.....	22	17	13	4
Id.....	Neuilly-sur-Seine.....	Union des peintres.....	35	34	"	"
Id.....	Saint-Denis.....	Boulangers.....	33	11	1	10
Id.....	Niort.....	Idem.....	5	5	"	5
Deux-Sèvres.....	Amiens.....	Typographes.....	"	2	"	"
Somme.....	Albi.....	Chapeliers.....	10	"	"	3
Tarn.....	Toulon.....	Carrossiers.....	6	5	5	"
Var.....	Id.....	Machinistes.....	8	"	"	"
Id.....	Limoges.....	Cuisiniers.....	6	4	2	15
Haute-Vienne.....	Oran.....	Boulangers.....	50	35	15	20

D. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (JUILLET).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Ardenues.....	Charleville.....	Association des employés.....	1	1	1	"
Charente.....	Cognac.....	Philanthropie cognaraise.....	1	2	1	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Association des comptables.....	2	2	2	"
Doubs.....	Besançon.....	Employés de commerce.....	1	"	"	"
Loire-Inférieure...	Nantes.....	La réunion des maçons.....	40	17	17	"
Maine-et-Loire...	Angers.....	Société des maréchaux.....	15	30	15	"
Nièvre.....	Nevers.....	Employés de commerce et de bureau.....	1	2	"	"
Nord.....	Lille.....	Voyageurs de commerce.....	16	11	11	"
Id.....	Valenciennes.....	Société académique de compa- bilité.....	1	1	1	"
Id.....	Id.....	Secrétariat du peuple.....	1	1	1	1
Id.....	Id.....	Anciens élèves de l'école.....	7	11	6	"
Haut-Rhin.....	Belfort.....	L'Alsace-Lorraine.....	"	"	3	"
Id.....	Id.....	La «Jeanne-d'Arc».....	5	2	2	"
Rhône.....	Lyon.....	Confiseurs et pâtisseries.....	50	36	36	10
Seine.....	Paris.....	Société nationale des archi- tectes.....	42	9	9	"
Id.....	Id.....	Société des cuisiniers.....	195	154	154	1.242
Id.....	Id.....	Union des employés du com- merce et de l'industrie.....	1	8	4	"
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	"	38	5	"
Id.....	Id.....	Société «l'Etoile».....	396	2.609	220	2.389
Id.....	Id.....	Protection mutuelle des voya- geurs de commerce.....	"	575	99	481
Id.....	Id.....	Association des comptables.....	104	95	23	34
Id.....	Id.....	Société «la Couturière».....	1	26	"	"
Id.....	Id.....	Société «Le Bâtiment».....	9	15	1	2
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs - ferrandi- niers.....	20	"	"	"
Id.....	Id.....	Union de la charcuterie.....	281	155	250	2
Id.....	Id.....	Union Helvetia.....	149	88	77	8
Id.....	Id.....	Compagnons charbons.....	25	48	25	"
Id.....	Id.....	Concierges-gérants.....	8	9	5	"
Id.....	Id.....	Société suisse des commerçants.....	46	31	18	"
Id.....	Id.....	Assoc. nationale de prévoyance des jardiniers de France.....	12	12	"	"
Seine-Inférieure..	Rouen.....	La Prévoyance mutuelle.....	4	3	"	"
Id.....	Id.....	Association des secrétaires et employés de mairie.....	4	"	"	"
Id.....	Le Havre.....	Coiffeurs.....	78	71	17	48
Somme.....	Amiens.....	Voyageurs et représentants de commerce.....	"	2	"	"
Id.....	Id.....	Garçons de cafés et de restaurants.....	83	161	49	106

(1) Du 1^{er} janvier au 30 juin 1899.

E. — SOCIÉTÉS DIVERSES (JUILLET).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Bouches-du-Rhône.	Marseille	La Préservation	36	36	32	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Assistance par le travail	26	"	11	"
Charente-Inférie ^{re}	La Rochelle	Maison du marin	39	"	31	"
<i>Id.</i>	Rochefort	Fourneau économique	4	"	"	4
Drôme	Die	Asile orphelinat	1	4	"	"
Eure-et-Loir	Courville	Assistance par le travail	"	"	9	36
<i>Id.</i>	Mainvilliers	Œuvre de Saint-Jean	1	3	4	"
Haute-Garonne	Toulouse	Patronage des prisonniers libérés	9	1	8	1
Gironde	Bordeaux	Œuvre des servantes	"	"	21	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Maison du marin	95	96	76	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Assistance par le travail	"	"	8	4
Indre-et-Loire	Tours	Office des travailleurs	362	155	131	"
Haute-Loire	Le Puy	Maison des Filles	"	"	"	9
Loire-Inférieure	Nantes	Œuvre du Sacré-Cœur	"	14	8	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Maison du marin	65	"	61	"
Marne	La Chalmelle	Colonie agricole	15	20	9	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy	Maison de Sainte-Marie	140	198	96	"
Nord	Dunkerque	Maison du marin	"	"	210	"
Basses-Pyrénées	Bayonne	Société de Sainte-Anne	65	58	18	"
Haut-Rhin	Belfort	Société des Alsaciens-Lorrains	25	6	23	"
Rhône	Lyon	Association des patrons catholiques	173	280	74	4
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Asile protestant	"	22	9	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Patronage des prisonniers libérés	33	"	29	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Société philanthropique savoisiennne	60	52	35	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Assistance par le travail	58	"	12	"
Sartile	Le Mans	Sœurs servantes de Marie	24	"	"	"
Seine	Paris	Société de protection des Alsaciens-Lorrains	"	7	7	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Société philanthropique	353	276	103	167
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Société philanthropique savoisiennne	66	205	131	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	«The english catholic home»	19	24	6	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Home français	"	"	4	1
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Home allemand	"	22	50	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Société protestante du travail	59	65	40	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Asile Saint-Charles	60	136	38	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Assistance par le travail du 2 ^e arrondissement	"	30	19	11
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Maison des sœurs de la Croix	"	"	"	405
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Société charitable des visiteurs	12	7	8	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Œuvre des pauvres honteux	18	9	6	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Patronage des libérés	"	"	70	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Patronage Saint-Antoine-de Padoue	"	"	39	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Patronage de la Providence	8	4	"	"
Seine-Inférieure	Rouen	Œuvre du Sacré-Cœur	36	83	14	1
Seine-et-Marne	Melun	Assistance par le travail	17	17	7	10
Var	Toulon	Maison de relèvement	"	"	1	"
Vosges	Remiremont	Orphelinat de l'Enfant-Jésus	"	6	1	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Secrétariat du peuple	6	3	3	"

F. — SYNDICATS PATRONAUX (JUILLET).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Alpes-Maritimes...	Nice.....	Boulangers.....	14	8	4	10
Indre-et-Loire.....	Tours.....	Charcuterie.....	59	37	28	"
Marne.....	Reims.....	Pharmaciens.....	1	7	1	"
Seine.....	Paris.....	Commerce et industrie (gros et détail).....	603	689	479	"
Id.....	Id.....	Boulangers.....	78	55	40	"
Id.....	Id.....	Epicerie (détail).....	181	151	128	"
Id.....	Id.....	Syndicat du papier et des indus- tries qui le transforment.....	22	25	10	"
Id.....	Id.....	Menuiserie française.....	25	12	12	"
Id.....	Id.....	Débitants de vins et liquoristes.....	156	142	115	15
Id.....	Id.....	Beurre, œufs et fromages.....	129	204	72	3
Id.....	Id.....	Quincaillerie.....	"	63	42	"
Id.....	Id.....	Reliure.....	64	28	24	"
Id.....	Id.....	Couteliers.....	27	24	21	"
Seine-Inférieure.....	Le Havre.....	Epicerie.....	23	20	18	"
Seine-et-Oise.....	St-Germain-en-Laye.....	Bâtiment.....	10	9	1	8
Var.....	Toulon.....	Union des chambres syndicales.....	92	37	45	"
Vosges.....	Le Thillot.....	Médecins (1).....	"	3	1	"

(1) Placement de nourrices au sein.

LES SUCCESSIONS EN 1898⁽¹⁾.

Répartition, d'après le nombre des enfants du de cujus, des valeurs successorales transmises en ligne directe descendante légitime.

RÉSULTATS GÉNÉRAUX.

NOMBRE DES ENFANTS AUXQUELS LES SUCCESSIONS sont ou auraient été déduites (1).	NOMBRE DES DÉCLARATIONS de successions (2).	VALEURS TRANSMISES.
1		3
		francs.
1 enfant.....	93,580	1,072,885,616
2 enfants.....	77,239	1,059,691,869
3 enfants.....	57,942	617,847,367
4 enfants.....	28,019	308,517,261
5 enfants.....	16,237	238,619,025
6 enfants.....	9,275	90,611,962
7 enfants et au-dessus.....	9,061	81,585,573
TOTAUX.....	281,353	3,469,791,706

(1) Les petits enfants ont été compris dans la statistique non pour leur nombre réel mais pour celui des auteurs qu'ils ont remplacé.

(2) Une même succession donnant parfois lieu à des déclarations dans plusieurs bureaux, les chiffres de la colonne 2, prévus par l'addition des résultats de détail, sont supérieurs au nombre des hérités déclarés.

(1) D'après le Bulletin de statistique et de législation comparée du Ministère des finances.

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

OEUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE JUIN.					
Refuges et asiles municipaux.....	2.022	186	441	"	15.289
MOIS DE JUILLET.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	"	"	"	"	"
Hospitalité de nuit (rue Lamaze).....	1.424	196	55	139	7.074
Idem. (rue Laghouat).....	828	121	"	101	2.900
Idem. (rue de Charonne).....	1.100	133	81	205	4.313
Idem. (rue de Tocqueville) en reconstruction...	"	"	"	"	"
Asile de la rue Mouffetard.....	"	"	"	"	"
Société philanthropique (rue de Crimée).....	"	"	"	"	"
— (rue Labat).....	"	"	"	"	"
— (rue Saint-Jacques)...	"	"	"	"	"
— (avenue du Maine)...	"	"	"	"	"

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de juillet 1899, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Ain [22 mars 1899]. — Chambre syndicale des charpentiers et menuisiers d'Oyonnax (18 membres). Siège social : place de la Grenette, à Oyonnax.

Aisne [4 mai 1899]. — Syndicat des brasseurs du département de l'Ysue (75 membres). Siège social : rue Baudreuil, 20 bis, à Saint-Quentin.

Alpes-Maritimes [27 mai 1899]. — Syndicat des revendeurs maraichers et fleuristes du marché central (222 membres). Siège social : place Vieille, à Nice.

Territoire de Belfort [6 mars 1899]. — Syndicat du commerce en gros des vins et spiritueux du territoire de Belfort (62 membres). Siège social : Hôtel des Messageries, faubourg de France, à Belfort.

Bouches-du-Rhône [11 mai 1899]. — Syndicat des patrons pêcheurs du petit art de Martigues (84 membres). Siège social : bar des Quatre-Saisons, rue de la République, à Martigues.

Cher [12 septembre 1897]. — Chambre syndicale des boulangers de Sancoins (28 membres). Siège social : Hôtel de la Halle, à Sancoins.

[9 avril 1899]. — Syndicat des marchands boulangers du canton de Sancergues (21 membres). Siège social : à Sancergues.

Côte-d'Or [27 octobre 1898]. — Syndicat médical de l'Auxois (12 membres). Siège social : à Semur.

[3 mai 1899]. — Syndicat des constructeurs-mécaniciens, fondeurs et industriels métallurgistes de Dijon (35 membres). Siège social : Bourse du commerce, Dijon.

Deux-Sèvres [14 mai 1899]. — Syndicat des courtiers et représentants de commerce du département des Deux-Sèvres (32 membres). Siège social : café des Colonnes, rue Victor-Hugo, 52, à Niort.

[12 juillet 1899]. — Union vinicole d'Irleau (27 membres). Siège social : Irleau, commune du Vanneau.

Doubs [17 mars 1899]. — Chambre syndicale du commerce en gros des vins et spiritueux de l'arrondissement de Montbéliard (45 membres). Siège social : Montbéliard.

Finistère [20 juin 1899]. — Syndicat des entrepreneurs du bâtiment et des industries qui s'y rattachent, de la ville de Brest (58 membres). Siège social : rue Neptune, 14, Brest.

Gard [15 juin 1899]. — Syndicat des entrepreneurs de battage du département du Gard (22 membres). Siège social : rue Pradier, 30, à Nîmes.

Haute-Garonne [20 juin 1899]. — Union des entrepreneurs de bâtiment de Toulouse et de la région (171 membres). Siège social : quai de Tounis, 120, à Toulouse.

Loir-et-Cher [1^{er} avril 1897]. — Chambre syndicale de la boulangerie de l'arrondissement de Romorantin (22 membres). Siège social : place d'Armes, 20, à Romorantin.

Maine-et-Loire — [1^{er} juin 1884]. — Chambre syndicale des patrons boulangers de l'arrondissement de Saumur (37 membres). Siège social : rue d'Orléans, café d'Orléans, à Saumur.

Marne [28 mai 1899]. — Chambre syndicale des entrepreneurs du bâtiment de l'arrondissement de Vitry-le-François (50 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, à Vitry-le-François.

Meurthe-et-Moselle [15 juin 1899]. — Chambre syndicale des loueurs de voitures de place de Nancy (7 membres). Siège social : place Carnot, 16, à Nancy.

Nord [18 avril 1899]. — Syndicat du commerce des vins et spiritueux de Roubaix et des environs (11 membres). Siège social : rue du Tilleul, 222, à Roubaix.

[18 avril 1899]. — Chambre syndicale des maîtres-apprêteurs de tulle de Lyon (12 membres). Siège social : cours Tilton, 26, à Lyon.

[6 mai 1899]. — Syndicat médical de l'Ouest lyonnais (17 membres). Siège social : avenue de la Demi-Lune, 68, à Tassin-la-Demi-Lune.

[9 mai 1899]. — Chambre syndicale de la boulangerie de Givors (19 membres). Siège social : place de la Liberté, 2, à Givors.

Rhône [13 mai 1899]. — Syndicat professionnel des charcutiers de la ville de Villefranche (13 membres). Siège social : rue Nationale, 187, Villefranche.

[31 mai 1899]. — Chambre syndicale des gérants d'immeubles de Lyon (30 membres). Siège social : cours Gambetta, 43, à Lyon.

Seine [27 février 1899]. — Chambre syndicale des chaux et ciments (32 membres). Siège social : rue de l'Arbre-Sec, 19, à Paris.

[4 mai 1899]. — Chambre syndicale des fabricants et des constructeurs de matériel pour chemins de fer et tramways (60 membres). Siège social : rue Caumartin, 64, à Paris.

[30 mai 1899]. — Syndicat des vétérinaires de la Seine (65 membres). Siège social : boulevard de Strasbourg, 64, à Paris.

[1^{er} juin 1899]. — Chambre syndicale des pianos et orgues (25 membres). Siège social : rue des Pyramides, 8, à Paris.

Seine-et-Oise [16 janvier 1899]. — Chambre syndicale de la charcuterie de Saint-Germain-en-Laye (15 membres). Siège social : rue de Poissy, 46, à Saint-Germain-en-Laye.

[1^{er} avril 1899]. — Syndicat de l'épicerie de Saint-Germain-en-Laye (14 membres). Siège social : mairie de Saint-Germain-en-Laye.

Somme [13 mai 1899]. — Syndicat de l'industrie générale des bois et des scieries de la Somme (36 membres). Siège social : boulevard de Beauvillé, à Amiens.

2^e SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [15 avril 1899]. — Chambre syndicale professionnelle des ouvriers mineurs et similaires de Bézenet (15 membres). Siège social : mairie de Bézenet.

[20 juin 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers de Montluçon (48 membres). Siège social : restaurant Larbot, faubourg Saint-Pierre, Montluçon.

Territoire de Belfort [6 mai 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers de la métallurgie et parties similaires du département du Haut-Rhin (1,600 membres). Siège social : à Belfort.

[29 avril 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers de l'industrie textile et similaire du département du Haut-Rhin (600 membres). Siège social : à Belfort.

Bouches-du-Rhône [1^{er} juin 1899]. — Association syndicale des élèves en pharmacie du Midi (37 membres). Siège social : rue Thiers, 4, à Marseille.

[29 juin 1899]. — Syndicat international des ouvriers tailleurs d'habits (24 membres).² Siège social : Bourse du travail, Marseille.

Cher [1^{er} mai 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers bûcherons et travaux similaires de Cully (42 membres). Siège social : Bourg de Cully.

[22 mai 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers bûcherons et travaux similaires de la commune d'Aprémont (12 membres). Siège social : La Chapelle-Hugon.

[25 juin 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers bûcherons et travaux similaires de la Guêrche (100 membres). Siège social : La Guêrche-sur-Aubois.

Creuse [15 juin 1899]. — Union syndicale des ouvriers menuisiers et charpentiers de la région (26 membres). Siège social : mairie de Saint-Étienne-en-Fursac.

Doubs [10 mars 1899]. — Syndicat des ouvriers en bonneterie de Besançon (32 membres). Siège social : Bourse du travail, à Besançon.

Drôme [5 juin 1899]. — Syndicat des scieurs sur bois et similaires (53 membres). Siège social : Bourse du travail, à Valence.

Eure [6 juin 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en peignes et des parties qui s'y rattachent (écaille, corne, ivoire, celluloïd, etc.) (167 membres). Siège social : route d'Anzy, à Lizy.

Gard [1^{er} juin 1899]. — Syndicat des ouvriers coiffeurs de la ville de Nîmes (30 membres). Siège social : Bourse du travail, à Nîmes.

[10 juin 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers et ébénistes d'Alais (48 membres). Siège social : salle indépendante du café Tuech, rue Saint-Vincent, Alais.

Gironde [30 mai 1899]. — Syndicat des employés de commerce de la ville de Libourne (66 membres). Siège social : salle de l'Athénée, à Libourne.

Loire-Inférieure [26 juin 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers charpentiers de la ville de Nantes (50 membres). Siège social : Bourse du travail, à Nantes.

[13 juin 1899]. — Syndicat des employés et ouvriers des tramways de la ville de Nantes (183 membres). Siège social : Bourse du travail, à Nantes.

Marne [16 juillet 1899]. — Syndicat ouvrier du bâtiment (83 membres). Siège social : rue de la Poterne, 20, Épernay.

Meurthe-et-Moselle [16 mai 1899]. — Union syndicale du vêtement (13 membres). Siège social : rue Clodon, 8, à Nancy.

Nièvre [23 avril 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers du département de la Nièvre (56 membres). Siège social : Bourse du travail, à Nevers.

[15 juin 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers du département de la Nièvre (30 membres). Siège social : place Chaméane, à Nevers.

Pyrénées-Orientales [27 mai 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers maréchaux-ferrants de Perpignan (20 membres). Siège social : Bourse du travail, à Perpignan.

Rhône [20 avril 1899]. — Chambre syndicale des machinistes et aides machinistes des théâtres et cafés-concerts de Lyon (30 membres). Siège social : rue du Gare, 4, à Lyon.

[13 mars 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers liseurs et piqueurs de dessins de la ville de Lyon (70 membres). Siège social : Bourse du travail, Lyon.

[1^{er} mai 1899]. — Chambre syndicale des travailleurs manœuvriers de Neuville-sur-Saône et de la région (35 membres). Siège social : place Victor Hugo, Neuville-sur-Saône.

Saône-et-Loire [2 juin 1899]. — Syndicat des ouvriers métallurgistes et similaires du Creusot (4827 membres). Siège social : rue de Dijon, 5, au Creusot.

[3 juin 1899]. — Syndicat des ouvriers tuiliers de Montchanin-les-Mines (400 membres). Siège social : rue de la Mairie, à Montchanin-les-Mines.

[9 juin 1899]. — Syndicat des mineurs et similaires du bassin houiller de Montceau-les-Mines (8,000 membres). Siège social : rue du Nord, à Montceau-les-Mines.

[10 juin 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers réunis du bâtiment de Mâcon et de la région (102 membres). Siège social : rue Jean-Baptiste-Perret, 21, à Mâcon.

[27 juin 1899]. — Syndicat des ouvriers en bâtiment du Creusot (190 membres). Siège social : Le Creusot.

Saône-et-Loire [7 juillet 1899]. — Syndicat des ouvriers du bâtiment d'Autun (126 membres). Siège social : restaurant Terrier, place du Champ-de-Mars, Autun.

Seine [1^{er} juin 1899]. — Syndicat des ouvriers spéciaux des services municipaux de Paris (40 membres). Siège social : boulevard Magenta, 1, à Paris.

[24 mai 1899]. — Chambre syndicale ouvrière de la charcuterie parisienne (356 membres). Siège social : rue d'Assas, 26, à Paris.

[1^{er} juin 1899]. — Union syndicale des ouvrières couturières (28 membres). Siège social : rue de Greuville, 204, à Paris.

[16 juin 1899]. — Syndicat des ouvriers employés à l'atelier Chaillot (service des eaux, 33 membres). Siège social : quai de Billy, 10, Paris.

Seine-Inférieure [14 mai 1899]. — Syndicat des ouvriers couvreurs-plombiers-zingueurs (175 membres). Siège social : Bourse du travail, Le Havre.

Seine-et-Marne [20 mai 1899]. — Syndicat des ouvriers du bâtiment du canton de Fontainebleau (250 membres). Siège social : Fontainebleau.

Haute-Vienne [22 juin 1899]. — Syndicat des ouvriers boulangers de la ville de Limoges (46 membres). Siège social : rue de l'Arbre-Point, 20, Limoges.

Alger [26 février 1899]. — Chambre syndicale des charretiers du département d'Alger (75 membres). Siège social : Bourse du travail, Alger.

[17 avril 1899]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières de l'habillement militaire (150 membres). Siège social : Bourse du travail, Alger.

[17 avril 1899]. — Syndicat des ouvriers paveurs et assimilés d'Alger, Mustapha, Saint-Eugène (25 membres). Siège social : Bourse du travail, Alger.

[17 mars 1899]. — Syndicat des employés en quincaillerie (70 membres). Siège social : rue de Strasbourg, 1, Alger.

Oran [19 avril 1899]. — Syndicat des employés de cafés, hôtels, restaurants et parties similaires de la ville d'Oran (61 membres). Siège social : Bourse du travail, à Oran.

3° SYNDICATS MIXTES.

Allier [2 juin 1899]. — Syndicat de la batellerie berrichonne (12 membres). Siège social : rue de la République, 75, à Montluçon.

4° SYNDICATS AGRICOLES.

Creuse [23 janvier 1898]. — Syndicat agricole de Trois-Fonds (67 membres). Siège social : Mairie de Trois-Fonds.

Doubs [7 mai 1899]. — Caisse de secours contre la mortalité du bétail de Nancray (51 membres). Siège social : Nancray.

Isère [20 mai 1899]. — Syndicat agricole de l'Oisans (222 membres). Siège social : Bourg-d'Oisans, à la Mairie.

Lot [20 mai 1899]. — Syndicat agricole de Limogne (60 membres). Siège social : Limogne.

Marne [16 avril 1899]. — Société vigneronne de Bouilly (13 membres). Siège social : Mairie de Bouilly.

[28 mai 1899]. — Société vigneronne de Savigny-sur-Ardres (47 membres). Siège social : Mairie de Savigny-sur-Ardres.

Meurthe-et-Moselle [6 mai 1899]. — Syndicat agricole de Bernécourt (28 membres). Siège social : Bernécourt.

[20 avril 1899]. — Syndicat agricole et de prévoyance contre la mortalité du bétail d'Ugny (15 membres). Siège social : Ugny.

[7 janvier 1899]. — Syndicat agricole de prévoyance contre la mortalité du bétail de Viviers-sur-Chiers (21 membres). Siège social : Viviers-sur-Chiers.

Meuse [11 mai 1899]. — Syndicat agricole de prévoyance contre la mortalité du bétail de Marville (43 membres). Siège social : Marville.

[29 mai 1899]. — Syndicat agricole de prévoyance contre la mortalité du bétail d'Arrancy (10 membres). Siège social : Arrancy.

[13 juin 1899]. — Syndicat agricole de prévoyance contre la mortalité du bétail de Brandeville (27 membres). Siège social : Brandeville.

Morbihan [14 mai 1899]. — Syndicat agricole de la commune de Nivillac (32 membres). Siège social : Nivillac.

Nièvre [4 juin 1899]. — Syndicat du comice agricole de l'arrondissement de Clamecy (140 membres). Siège social : Clamecy.

Seine-et-Oise [16 novembre 1899]. — Syndicat agricole du canton de Rambouillet et des communes voisines (90 membres). Siège social : salle de la mairie de Rambouillet.

Vendée [1^{er} juin 1899]. — Syndicat agricole de la Tranche et des villages voisins (300 membres). Siège social : La Tranche.

Vosges [28 mai 1899]. — Syndicat agricole de Combrimont (20 membres). Siège social : Mairie de Combrimont.

5° UNIONS DE SYNDICATS.

Bouches-du-Rhône [19 avril 1899]. — Association fédérative des limonadiers, maîtres d'hôtels, restaurants et marchands de vins (3 chambres syndicales adhérentes). Siège social : place de la Rotonde, à Aix-en-Provence.

Loire-Inférieure [23 avril 1899]. — Union des syndicats de colons des vignes à Complants et agriculteurs de la Loire-Inférieure (4 syndicats adhérents). Siège social : Le Pallet.

Meuse [28 mai 1899]. — Union des syndicats d'assurance contre la mortalité du bétail du Nord-Est de la France (14 syndicats adhérents). Siège social : chez M. Pierrot, secrétaire, Grande rue, 20, à Montmédy.

Seine [en 1898]. — Syndicat général. — Fédération des coiffeurs de France (14 chambres syndicales adhérentes). Siège social : avenue de Clichy, 21, à Paris.

Seine [12 juin 1899]. — Fédération nationale des coupeurs-tailleurs de France (120 membres). Siège social : rue de Palestine, 2, Paris.

6° BOURSES DU TRAVAIL.

Loiret [23 avril 1899]. — Bourse du Travail de la ville d'Orléans et du Loiret (13 syndicats adhérents). — Siège social : rue des Pensées, 25, à Orléans.

Vienne [2 janvier 1899]. — Bourse du travail de Poitiers (8 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue du Doyenné, Poitiers.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Oran [7 avril 1894]. — Syndicat médical du département d'Oran (32 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, à Oran.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Gironde [1^{er} janvier 1896]. — Syndicat de production des ouvriers chapeliers de Bordeaux (8 membres). Siège social : place Simiot, 9, à Bordeaux.

Seine [15 février 1887]. — Union française des dames caissières, lingères, cuisinières et assimilées (membres). Siège social : 128, rue d'Aboukir.

[22 août 1897]. — Union des ouvriers chapeliers de Paris (Caisse de résistance [180 membres]). Siège social : rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 35, à Paris.

[6 juin 1890]. — Syndicat des ouvriers chapeliers indépendants de Paris (membres). Siège social : rue Vieille-du-Temple, 123, à Paris.

[4 mai 1893]. — Fédération du personnel ouvrier et employé de la compagnie parisienne du Gaz (2 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue Saint-Vincent-de-Paule, 7, à Paris.

LES GRÈVES EN JUILLET 1899.

143 grèves, dont 14 lock-out ont été signalées en juillet à l'*Office du travail*.

Ce nombre dépasse de beaucoup la moyenne des grèves survenues pendant le même mois au cours des cinq années antérieures à l'année 1899, moyenne qui était de 38. Il est dû en grande partie à l'application de la loi sur les accidents du travail, qui a provoqué 71 conflits, sur lesquels 14 lock-out et 57 grèves. Beaucoup de patrons ont, en effet, cru légitime de faire supporter à leurs ouvriers une partie de la prime d'assurance. Ceux-ci, estimant, par contre, que la retenue était illégale, ont repoussé toute diminution de salaire imposée à cette occasion.

Voici, sommairement, comment se divisent, quant à la nature des motifs, les grèves ouvrières dont la mise en vigueur de la loi sur les accidents peut être considérée comme la cause :

1° Avant l'application de la loi du 9 avril, certains patrons opéraient une retenue sur les salaires pour payer partie de la prime d'assurance collective. Cette prime ayant été augmentée, en raison même du taux plus élevé des indemnités prévues désormais, les patrons ont cru pouvoir augmenter proportionnellement la retenue. Il en est résulté 14 grèves, dont 12 se sont terminées par une réussite et 2 par une transaction ;

2° Les ouvriers, invoquant la législation nouvelle, et notamment, l'article 1^{er} (1), ont demandé la suppression des retenues qu'ils supportaient antérieurement pour la prime d'assurance. De ce fait, 7 grèves se sont produites, dont 5 se sont terminées par une réussite et une par une transaction, une n'étant pas encore terminée ;

3° L'augmentation de la prime d'assurance, conséquence de la surélévation du taux des indemnités, a encore provoqué des grèves de la manière suivante : des ouvriers qui, auparavant, ne subissaient aucune retenue, et dont les patrons subvenaient entièrement aux frais de l'assurance, ont refusé toute diminution de salaire, présentée comme une participation au supplément de prime désormais exigé. 36 grèves se sont ainsi produites ; 24 d'entre elles sont aujourd'hui terminées ; 11 ont abouti à une réussite ; 9 à une transaction et 4 à un échec.

En résumé, sur les 57 grèves ouvrières ci-dessus, 45 sont terminées, et la majeure partie de ces dernières a eu des résultats favorables aux ouvriers, puisque 28 ont pris fin par des réussites, 11 par des transactions, et 5 seulement par des échecs.

Aux grèves ouvrières causées par la loi sur les accidents, il convient d'ajouter les lock-out qui se sont produits au nombre de 14.

Un certain nombre de patrons, en effet, ont fermé tout d'abord leurs ateliers en refusant de payer la prime d'assurance, qu'ils trouvaient trop élevée. Il y a eu, pour ce motif, 10 lock-out et 6 sont actuellement terminés ; trois patrons sont revenus sur leur décision et ont assumé intégralement les charges de l'assurance ; les trois autres ont composé avec leurs ouvriers.

Enfin, pour quatre patrons, la fermeture n'était que momentanée et avait pour but, non pas de protester contre la loi, mais simplement d'échapper aux risques

(1) « Les accidents, etc., donnent droit, au profit de la victime ou de ses représentants, à une indemnité à la charge du chef d'entreprise, à la condition que l'interruption du travail ait duré plus de quatre jours » (loi du 9 avril 1898, article 1^{er}).

d'accidents, jusqu'à ce que des nouveaux contrats eussent été passés avec les compagnies d'assurances.

Sur les 129 grèves ouvrières de juillet qui comprennent 14.310 grévistes, 48 ont affecté plusieurs établissements.

Elles sont dues aux causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	55
Réductions de salaire.....	5
Augmentation de la prime d'assurance.....	14
Demande de suppression de la prime d'assurance.....	7
Refus de supporter la prime d'assurance.....	36
Demandes de diminution du temps de travail avec maintien ou augmentation des salaires.....	5
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	7
Demandes de renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres.....	6
Demandes de suppression du travail aux pièces.....	3
Modifications apportées à la réglementation du travail.....	3
Modifications aux règlements d'atelier.....	3
Refus d'accepter une amende pour malfaçons.....	1
Demande d'un salaire fixe.....	1
Grève par solidarité.....	1

Ces grèves se sont produites dans 46 départements parmi lesquels la Loire-Inférieure en a compté 17; le Nord, 9; la Loire, 7; les Bouches-du-Rhône, 6; la Saône-et-Loire, 6; la Seine, 5; la Mayenne, 5, la Seine-et-Marne, 5; la Seine-Inférieure, 4; les Ardennes, le Cher, la Côte-d'Or, l'Ille-et-Vilaine, l'Indre-et-Loire et l'Isère, 3; l'Ain, l'Ardèche, le Calvados, le Gard, l'Hérault, la Haute-Marne, la Meurthe-et-Moselle, la Nièvre, l'Orne, l'Oise, le Rhône, la Sarthe, la Haute-Saône, la Somme et l'Yonne, chacun 2.

Elles se répartissent dans les industries ou professions suivantes :

Bâtiment, 31; métaux, 25; textiles, 17; travail du bois et tabletterie: 14; débardeurs et portefaix, 8; carriers, 7; travail des cuirs, 5; mines, 5; chaulourniers, 3; ardoisiers, 2; verriers, 2; employés de tramways, 2; une seule, enfin, parmi des boulangers, charretiers, garçons de café, ouvriers d'une rizerie, ouvriers d'une usine de produits chimiques, ouvrières des tabacs, tuiliers et typographes.

Des 129 grèves commencées en juillet, 96 sont terminées.

Elles ont duré :

Une, 26 jours; une, 22 jours; une, 19 jours; une, 18 jours; deux, 15 jours; trois, 14 jours; deux, 12 jours; deux, 10 jours; une, 9 jours; trois, 8 jours; sept, 7 jours; cinq, 6 jours; neuf, 5 jours; neuf, 4 jours; neuf, 3 jours; quatorze, 2 jours et vingt-cinq, 1 jour ou moins d'une journée.

Si l'on y ajoute 9 grèves, commencées antérieurement et terminées après 114, 63, 48, 31, 23, 21, 14, 10 et 3 jours, on trouve que 105 grèves sont terminées et qu'elles ont abouti à

37 réussites;
32 transactions;
33 échecs.

Un résultat est encore inconnu, et 2 grèves ont pris fin parce que les établissements atteints ont été complètement détruits à la suite d'un incendie causé par la foudre.

Tableau des grèves

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.
1	2				6	7
GRÈVES NON TERMINÉES						
25 mars..	17 juillet.	Chapelle-sous-Dun.	Saône-et-Loire...	Mineurs.....	1	280
21 avril..	.....	Nantes.....	Loire-Inférieure..	Mouleurs.....	12	184
8 mai....	10 juillet.	Lyon.....	Rhône.....	Ménisiers.....	130	1.000
11 mai....	.....	Saint-Pierre-le-Moutier.	Nièvre.....	Maçons et couvreurs.....	.....	.....
23 mai....	.....	Le Bousrat.....	Gironde.....	Verriers.....	1	16
31 mai....	1 ^{er} juillet.	Saint-Denis.....	Seine.....	Fondeurs.....	1	20
9 juin....	.....	Fongères.....	Ille-et-Vilaine....	Ouvriers en chaussures.....	1	350
12 juin....	3 juillet.	Percery-les-Forges	Saône-et-Loire..	Mineurs.....	1	220
12 juin....	.....	Gueugnon.....	Id.....	Métallurgistes.....	1	500
19 juin....	7 août....	Albi.....	Tarn.....	Charpentiers, maçons et terr.	.....	230
21 juin....	5 juillet.	Toureaing.....	Nord.....	Trieurs de laine.....	1	110
22 juin....	15 juillet.	Saint-Denis.....	Seine.....	Mécaniciens constructeurs.....	1	248
30 juin....	10 juillet.	Port-S'-Louis-du-B	Bouches-du-Rhône.	Débardeurs.....	3	250
30 juin....	3 août....	Halloin.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	.....
GRÈVES COMMENCÉES						
1 ^{er} juillet.	4 juillet.	Nancy.....	Meurthe-et-Mosel.	Monteurs et piqueurs en ch.	1	53
1 ^{er} juillet.	5 juillet.	Vierzon.....	Cher.....	Taillleurs de pierre.....	4	17
1 ^{er} juillet.	8 juillet.	Vauvres.....	Mayenne.....	Carriers *	1	170
1 ^{er} août....	11 juillet.	Le Chambon.....	Loire.....	Fabrique d'outils (Ouvriers).	1	26
1 ^{er} juillet.	.....	Le Mans.....	Sarthe.....	Couvreurs *	.....	.....
3 juillet.	4 juillet.	May-sur-Orne....	Calvados.....	Mineurs *	1	24
3 juillet.	4 juillet.	La Flèche.....	Sarthe.....	Maçons et tailleurs de pierre *	3	38
3 juillet.	4 juillet.	Nîmes.....	Gard.....	Corsetières.....	1	23
3 juillet.	4 juillet.	Jujurieux.....	Ain.....	Chaufourniers *	1	30
3 juillet.	5 juillet.	Fontainebleau..	Seine-et-Marne...	Ouvriers du bâtiment *	.....	250
3 juillet.	5 juillet.	Saint-Malo.....	Idem *	.....	28	1.360
3 juillet.	5 juillet.	Paramé.....	Idem *	.....	.....	.....
3 juillet.	5 juillet.	Saint-Servan....	Idem *	.....	.....	.....
3 juillet.	5 juillet.	Grenoble.....	Isère.....	Chaudronniers.....	1	66
3 juillet.	5 juillet.	Decize.....	Nievre.....	Plâtriers *	1	.....
3 juillet.	6 juillet.	Congrier.....	Mayenne.....	Ardoisiers fendeurs *	1	105
3 juillet.	7 juillet.	S'-Germain-en-L.	Seine-et-Oise....	Maçons *	.....	150
3 juillet.	7 juillet.	Lyon.....	Rhône.....	Taillleurs de pierre.....	10	70
3 juillet.	8 juillet.	Cosne.....	Nievre.....	Maçons et tailleurs de pierre*	3	66
3 juillet.	10 juillet.	Melun.....	Seine-et-Marne...	Ménisiers *	1	20
3 juillet.	10 juillet.	Melun.....	Seine-et-Marne...	Maçons et terrassiers *	10	150
3 juillet.	16 juillet.	Bolbec.....	Seine-Inférieure..	Maçons et ménisiers *	11	157
3 juillet.	25 juillet.	Dunkerque.....	Nord.....	Charpentiers de navires *	7	66
3 juillet.	.....	Fougères.....	Ille-et-Vilaine....	Ouvriers en chaussures.....	1	400
4 juillet.	5 juillet.	Laval.....	Mayenne.....	Rattacheurs.....	1	18
4 juillet.	6 juillet.	S'-Saturnin-du-L.	Mayenne.....	Ardoisiers.....	1	117
4 juillet.	6 juillet.	Nantes.....	Loire-Inférieure..	Riveurs frappeurs.....	1	21
4 juillet.	8 juillet.	La Guerche.....	Cher.....	Tuiliers *	1	43
4 juillet.	12 juillet.	Toureaing.....	Nord.....	Filateurs.....	1	4
4 juillet.	.....	Tours.....	Indre-et-Loire...	Charpentiers, maçons et tail- leurs de pierre *	32	55
5 juillet.	10 juillet.	Cambrai.....	Nord.....	Mouleurs fondeurs.....	1	1

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à l'Office du travail.

en juillet 1899.

REPERES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
AU 1 ^{er} JUILLET 1899 (A).			
1	Demande d'augmentation de salaire et de réintégration de deux ouvriers congédiés.	Transaction.	
2	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
3	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
4	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Transaction.	
5	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
6	Demande de renvoi d'un ouvrier non syndiqué.	Échec.	
7	Augmentation de travail sans augmentation de salaire.	Transaction.	
8	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
9	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
10	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
11	Demande de renvoi de 4 apprentis.	Échec.	
12	Demande d'aug ^{ment} de salaire et de dim. du temps de travail.	Échec.	
13	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
14	Réduction de salaire.	Transaction.	

EN JUILLET 1899.

1	Modifications apportées au règlement d'atelier.	Échec.	
2	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
3	Refus de supporter la prime d'assurance.	Échec.	
4	Demande de repos d'une demi-heure pour le repas du matin.	Réussite.	
5	Refus de supporter la prime d'assurance.	Transaction.	
6	Refus de supporter la prime d'assurance.	Transaction.	
7	Refus de supporter la prime d'assurance.	Transaction.	
8	Réduction de salaire.	Échec.	
9	Refus de supporter la prime d'assurance.	Échec.	
10	Refus de supporter la prime d'assurance.	Réussite.	
11	Refus de supporter la prime d'assurance.	Échec.	
12	Demande de renvoi d'un ouvrier.	Échec.	
13	Refus de supporter la prime d'assurance.	Échec.	
14	Refus de supporter la prime d'assurance.	Transaction.	
15	Refus de supporter la prime d'assurance.	Réussite (1).	(1) Arbitrage du Ministre du commerce. (Voir Bulletin de l'Office du travail n° 7, page 595.)
16	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
17	Augmentation de la prime d'assurance.	Transaction (2).	(2) Conciliation devant le juge de paix.
18	Refus de supporter la prime d'assurance.	Transaction.	
19	Refus de supporter la prime d'assurance.	Réussite.	
20	Refus de supporter la prime d'assurance.	Transaction.	(3) Grévistes remplacés.
21	Augmentation de la prime d'assurance.	Réussite.	
22	Demande d'augmentation de salaire.	Échec (3).	(4) Les maçons et les tailleurs de pierre ont repris le travail le 3 août. Ils n'ont pas reçu d'augmentation de salaire mais ne subiront pas de retenue pour l'assurance.
23	Refus de supporter la prime d'assurance.	Réussite.	La grève des charpentiers n'a pas encore pris fin.
24	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
25	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
26	Augmentation de la prime d'assurance.	Réussite.	
27	Réduction de salaire.	Transaction.	
28	Demande d'augmentation de salaire et refus de supporter la prime d'assurance.	(4)	
29	Augmentation de la prime d'assurance.	Réussite.	

DATES		DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistas.	NOMBRE	
du commence- ment. 1	de la fin. 2				d'établis- sements. 6	de grévistas. 7
6 juillet.	7 juillet.	Chantenay.....	Loire-Inférieure..	Chauffeurs-manœuvres (cons- truction de navires).	1	36
6 juillet.	10 juillet.	Borsac.....	Gironde.....	Tonneliers.....	6	100
6 juillet.	10 juillet.	Gouhenans.....	Haute-Saône.....	Mineurs (sel).....	1	.....
6 juillet.	11 juillet.	Dieppe.....	Seine-Inférieure..	Tabacs (ouvrières des).....	1	27
6 juillet.	12 juillet.	Pouébois.....	Ille-et-Vilaine...	Ouvriers en chaussures.....	1	375
6 juillet.	25 juillet.	Bourbonne.....	Haute-Marne.....	Chaisiers.....	1	63
6 juillet.	.....	Le Crensoy.....	Saône-et-Loire...	Brosses (ouvrières en).....	1	25
7 juillet.	10 juillet.	Reims.....	Marne.....	Fileurs et rattacheurs.....	1	75
7 juillet.	10 juillet.	Vy-les-Lure.....	Haute-Saône.....	Mineurs.....	1	42
8 juillet.	14 juillet.	Nantes.....	Loire-Inférieure..	Tramways (employés de).....	1	214
10 juillet.	11 juillet.	Salon.....	Bouches-du-Rhône	Scierie (ouvriers de) *	1	50
10 juillet.	11 juillet.	Montagne.....	Orne.....	Menuisiers *	2	.....
10 juillet.	12 juillet.	Comblanchien.....	Côte-d'Or.....	Taillieurs de pierres et carriers *	4	400
10 juillet.	13 juillet.	Nantes.....	Loire-Inférieure..	Scieurs à la mécanique *	1	27
10 juillet.	15 juillet.	Epinae.....	Saône-et-Loire...	Verriers (gamins).....	1	30
10 juillet.	15 juillet.	Maxéville.....	Meurthe-et-Moselle	Carriers *	4	144
10 juillet.	17 juillet.	Crusas.....	Ardèche.....	Fileuses de soie.....	1	54
10 juillet.	24 juillet.	Nantes.....	Loire-Inférieure..	Débardeurs.....	3	190
10 juillet.	28 juillet.	Dijon.....	Côte-d'Or.....	Métallurgistes *	13	368
10 juillet.	.....	Saint-Dizier.....	Haute-Marne.....	Plâtriers *	.....	.....
10 juillet.	.....	Argenteuil.....	Seine-et-Oise.....	Mécaniciens *	.....	.....
10 juillet.	.....	Crèche.....	Saône-et-Loire...	Chaufourniers.....	1	80
10 juillet.	.....	Auxerre.....	Yonne.....	Maçons *	3	.....
10 juillet.	.....	Montceau.....	Saône-et-Loire...	Chargeurs de charbon.....	1	90
11 juillet.	13 juillet.	Le Havre.....	Seine-Inférieure..	Voiliers.....	1	43
11 juillet.	12 juillet.	Saint-Étienne.....	Loire.....	Passementiers.....	1	9
11 juillet.	13 juillet.	Nantes.....	Loire-Inférieure..	Menuisiers-Ebénistes *	1	17
11 juillet.	17 juillet.	Chantenay.....	Idem.....	Ouvriers d'une rizerie.....	1	54
11 juillet.	.....	Saint-Nazaire.....	Idem.....	Ouv. d'une fab. de briquettes.	1	40
12 juillet.	17 juillet.	Saint-Étienne.....	Loire.....	Maréchaux-ferrands.....	.....	50
12 juillet.	22 juillet.	Lyon.....	Rhône.....	Débardeurs.....	1	70
12 juillet.	24 juillet.	Monthermé.....	Ardennes.....	Puddeurs.....	1	250
12 juillet.	26 juillet.	Pleherel.....	Côtes-du-Nord...	Carriers *	.....	130
12 juillet.	27 juillet.	Nantes.....	Loire-Inférieure..	Mécanic.-construct. (navires).	.....	110
12 juillet.	7 août...	Saint-Étienne.....	Loire.....	Mouleurs en fonte *	8	86
12 juillet.	.....	Laval.....	Mayenne.....	Plâtriers *	.....	15
13 juillet.	17 juillet.	Crépy.....	Oise.....	Ebénistes (sièges).....	1	350
13 juillet.	.....	Boussignes.....	Nord.....	Marbriers.....	1	17
14 juillet.	15 juillet.	Bourg.....	Ain.....	Tramways (employés de)...	1	101
15 juillet.	15 juillet.	Malossène.....	Alpes-Maritimes	Terrassiers et maçons.....	.....	140
15 juillet.	19 juillet.	Amiens.....	Somme.....	Tisseurs (toile à sac).....	1	80
15 juillet.	20 juillet.	Saint-Raphaël.....	Var.....	Carriers *	.....	720
15 juillet.	24 juillet.	Paris.....	Seine.....	Ouv. en instrum. de précision *	1	53
16 juillet.	24 juillet.	Savonnieres-en-Per- thois.....	Meuse.....	Carriers *	15	600
17 juillet.	18 juillet.	Montauban.....	Tarn-et-Garonne..	Ouvriers de scierie *	1	30
17 juillet.	18 juillet.	Salon.....	Bouches-du-Rhône	Caissiers layetiers *	4	146
17 juillet.	18 juillet.	Condé-sur-Noireau..	Calvados.....	Monteurs.....	1	7
17 juillet.	20 juillet.	Aix.....	Bouches-du-Rhône	Maçons.....	23	118
17 juillet.	24 juillet.	Flers.....	Orne.....	Couvreurs *	4	19
17 juillet.	24 juillet.	LesSables-d'Olonne	Vendée.....	Charpentiers de navires *	2	35
17 juillet.	.....	Sens.....	Yonne.....	Ouvriers du bâtiment *	43	120
17 juillet.	.....	Autun.....	Saône-et-Loire...	Charpentiers et menuisiers *	.....	8
17 juillet.	.....	Perreux-les-Forges.	Idem.....	Mineurs.....	1	250

GRÈVES COMMENCÉ

N ^{OS} DES AFFAIRES.	CAUSES DE LA GRÈVE OU DEMANDES DES GRÉVISTES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
30	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
31	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
32	Demande de maintien du travail au temps.....	Réussite.	
33	Demande de suppr. d'une mise à pied infligée à une ouvr.	Échec.	
34	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
35	Demande d'augmentation de salaire et de renv. d'un contr.	Échec.	
36	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
37	Modifications apportées au tarif de main-d'œuvre.....	Réussite.	
38	Demande de maintien du travail au temps.....	Réussite.	
39	Dem. d'aug. de salaire et de meilleure répartit. du travail.	Transaction.	
40	Augmentation de la prime d'assurance.....	Réussite.	
41	Refus de supporter la prime d'assurance.....	Transaction (1).	
42	Augmentation de la prime d'assurance.....	Réussite.	(1) Conciliation devant le juge de paix.
43	Augmentation de la prime d'assurance.....	Réussite.	
44	Augmentation de la prime d'assurance.....	Transaction.	
45	Augmentation de travail sans compensation de salaire....	Échec (2).	
47	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	(2) L'établissement est fermé.
48	Refus de supporter la prime d'assurance.....	Transaction.	
49	Refus de supporter la prime d'assurance.....	Transaction.	
50	Demande d'augmentation de salaire et refus de supporter la prime d'assurance.....	Transaction.	
51	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.....	Transaction.	
52	Refus de supporter la prime d'assurance.....	Transaction.	
53	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
54	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
55	Demande d'aug. de salaire et de réintégr. d'un ouvrier..	Échec.	
56	Refus de supporter la prime d'assurance.....	Réussite.	
57	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
58	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
59	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
60	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
61	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
62	Refus de supporter la prime d'assurance.....	Réussite.	
63	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
64	Demande d'augmentation de salaire et de suppression de la prime d'assurance.....	Transaction.	
65	Demande d'augmentation de salaire et refus de supporter la prime d'assurance.....	Transaction.	
66	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
67	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
68	Demande d'augmentation de salaire et de réintégration d'ouvriers congédiés.....	Transaction.	
69	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
70	Réduction de salaire.....	Réussite.	
71	Demande de diminution du temps du travail et de suppres- sion de la prime d'assurance.....	Réussite.	
72	Augmentation de la prime d'assurance.....	Transaction.	
73	Demande d'augmentation de salaire et augmentation de la prime d'assurance.....	Transaction.	
74	Augmentation de la prime d'assurance.....	Réussite.	
75	Augmentation de la prime d'assurance, demande d'aug- mentation de salaire et de diminution du temps du tr.	Réussite.	
76	Demande de suppression du travail aux pièces.....	Réussite.	
77	Refus de supporter la prime d'assurance.....	Réussite.	
78	Demande d'augmentation de salaire et de suppression de la prime d'assurance.....	Transaction.	
79	Augmentation de la prime d'assurance.....	Réussite.	
80	Demande de suppression de la prime d'assurance.....	Transaction.	
81	Demande d'augmentation de salaire et refus de supporter la prime d'assurance.....	Transaction.	
82	Demande de renvoi de deux ouvriers.....	Transaction.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commen- cement.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
17 juillet .	.....	Belles .	Cher .	Châufourniers .	1	60
18 juillet .	19 juillet .	Tours .	Indre-et-Loire .	Tisseurs de soie .	1	87
18 juillet .	20 juillet .	Saint-Etienne .	Loire .	Veloutiers .	1	27
18 juillet .	20 juillet .	Chantenay .	Loire-Inférieure .	Frappeurs-manoœuvres (con- struction de navires).	1	130
18 juillet .	24 juillet .	Braus .	Ardennes .	Forgerons-frappeurs-tourneurs	1	12
18 juillet .	1 ^{er} août .	Paris .	Seine .	Ouvriers d'une fabrique de soies . *	1	.....
18 juillet .	2 août .	Nantes .	Loire-Inférieure .	Riveurs frappeurs (construction de navires).	1	212
18 juillet .	.....	Saint-Nazaire .	Loire-Inférieure .	Débardeurs (Charbon) .	1	250
18 juillet .	.....	Nemours .	Seine-et-Marne .	Maçons . *	"	60
18 juillet .	.....	Cette .	Hérault .	Débardeurs . *	.....	.....
19 juillet .	19 juillet .	Braut .	Ardennes .	Frappeurs .	2	18
19 juillet .	20 juillet .	Tourcoing .	Nord .	Trieurs de laine .	1	89
19 juillet .	20 juillet .	Salon .	Bouches-du-Rhône .	Rouliers .	2	15
19 juillet .	21 juillet .	Nantes .	Loire-Inférieure .	Ferblantiers-boitiers .	1	31
19 juillet .	21 juillet .	Voreppe .	Isère .	Tisseurs de soie .	1	50
19 juillet .	21 juillet .	Nantes .	Loire-Inférieure .	Portefaix .	1	13
19 juillet .	24 juillet .	Perthuis .	Vaucluse .	Boulangers .	16	16
19 juillet .	.....	Epervon .	Eure-et-Loir .	Carriers . *	2	150
19 juillet .	24 juillet .	Besaçon .	Doubs .	Charpentiers . *	"	67
19 juillet .	31 juillet .	Fresnay-le-Grand .	Aisne .	Dévideuses .	1	15
19 juillet .	.....	Comblanchien .	Côte-d'Or .	Taillieurs de pierre .	1	150
20 juillet .	21 juillet .	Nantes .	Loire-Inférieure .	Imprimeurs sur métaux .	1	20
21 juillet .	25 juillet .	Le Havre .	Seine-Inférieure .	Charrons .	28	57
21 juillet .	.....	Tourcoing .	Nord .	Battageurs de laine .	1	30
21 juillet .	.....	La Talaudière .	Loire .	Mineurs .	1	800
21 juillet .	25 juillet .	Montluçon .	Allier .	Mouleurs . *	1	6
23 juillet .	.....	Alger .	Alger .	Gargons de café .	"	"
24 juillet .	25 juillet .	Salon .	Bouches-du-Rhône .	Menuisiers . *	13	81
24 juillet .	25 juillet .	Albert .	Somme .	Mouleurs . *	1	36
24 juillet .	27 juillet .	Salon .	Bouches-du-Rhône .	Ferblantiers . *	17	92
24 juillet .	.....	Paris .	Seine .	Mouleuriers . *	1	"
24 juillet .	.....	Tours .	Indre-et-Loire .	Galoisiers . *	1	12
24 juillet .	.....	Gentilly .	Seine .	Maroquins .	1	"
25 juillet .	26 juillet .	La Madeleine .	Nord .	Châufourniers . *	1	31
25 juillet .	.....	Lille .	Nord .	Tisseurs .	1	250
26 juillet .	27 juillet .	La Madeleine .	Nord .	Frappeurs .	1	7
26 juillet .	3 août .	Angers .	Maine-et-Loire .	Scieurs et découpeurs .	3	250
27 juillet .	2 août .	La Ferté-s ^r Jouarre .	Seine-et-Marne .	Maçons . *	"	"
28 juillet .	29 juillet .	Moisans .	Isère .	Tisseurs de soie .	1	100
28 juillet .	31 juillet .	Agde .	Hérault .	Produits chimiques (ouvriers d'une usine de).	1	110
28 juillet .	.....	Hermines .	Oise .	Scierie (ouvriers de).	1	33
30 juillet .	2 août .	Chantenay .	Loire-Inférieure .	Ouvriers charbonniers . *	1	100
30 juillet .	.....	Pantin .	Seine .	Terrassiers .	"	"
31 juillet .	2 août .	Cros .	Gard .	Filoteurs .	1	30
31 juillet .	.....	Chantenay .	Loire-Inférieure .	Carriers . *	1	"
31 juillet .	.....	Andrézieux .	Loire .	Verriers .	1	"
31 juillet .	.....	Privas .	Ardèche .	Typographes .	1	7

GRÈVES COMMENCÉES

RÉFÉREES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN JUILLET 1899. (Suite.)			
82	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
83	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Réussite.	
84	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
85	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
86	Demande de diminution de temps du travail.....	Échec.	
87	Augmentation de la prime d'assurance.....	Réussite.	
88	Réduction de salaire et demande de renvoi d'un contre-maitre.....	Échec.	
89	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
90	Demande d'augmentation de salaire et refus de supporter la prime d'assurance.....	.....	
91	Demande d'augmentation de salaire et refus de supporter la prime d'assurance.....	.....	
92	Demande de diminution du temps de travail.....	Échec.	
93	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.....	Réussite.	
94	Demande de suppression de la prime d'assurance et d'augmentation de salaire.....	Réussite.	(1) L'établissement a été détruit par la foudre le 21 juillet.
95	Demande d'augmentation de salaire.....	(1).....	
96	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
97	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
98	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
99	Refus de supporter la prime d'assurance.....	.....	
100	Refus de supporter la prime d'assurance.....	Réussite.	
101	Réduction de salaire.....	Échec.	
102	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
103	Solidarité avec les ferblantiers-boitiers.....	(2).....	(2) L'établissement a été détruit par la foudre le 21 juillet.
104	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite (3).	
105	Demande d'un rattacheur en plus par métier.....	.....	(3) Conciliation devant le juge de paix.
106	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
107	Demande d'augmentation de salaire, refus de supporter la prime d'assurance.....	Échec.	
108	Demande d'un salaire fixe.....	.....	
109	Demande de suppression de la prime d'assurance, d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.....	Réussite.	
110	Refus de supporter la prime d'assurance.....	Réussite.	
111	Demande de suppression de la prime d'assurance, d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
112	Refus de supporter la prime d'assurance.....	.....	
113	Demande de renvoi d'un contre-maitre.....	.....	
114	Refus de supporter la prime d'assurance.....	.....	
115	Demande de suppression de la prime d'assurance.....	Réussite.	
116	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
117	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec (4).	(4) Grévistes congédiés.
118	Demande de suppression du travail aux pièces.....	Échec.	
119	Refus de supporter la prime d'assurance.....	Transaction.	
120	Demande d'augmentation de salaire et de renvoi d'un contre-maitre.....	Transaction.	
121	Demande de réintégration de 5 ouvriers congédiés.....	Transaction.	
122	Refus de supporter la prime d'assurance.....	.....	
123	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
124	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
125	Refus d'accepter une amende pour malfaçon.....	Réussite.	
126	Refus de supporter la prime d'assurance.....	.....	
127	Modifications apportées au règlement d'atelier.....	.....	
128	.....	.....	

DATES		LOCALITÉS.	DEPARTEMENTS	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commen- cement.	de la fin.				d'établisse- ments.	de chômeurs.
1	2				6	7
1 ^{er} juillet.	3 juillet.	Cognac.....	Charente.....	Serruriers *.....	1	10
1 ^{er} juillet.	3 juillet.	Cognac.....	Charente.....	Taillleurs de pierres*.....	1	200
1 ^{er} juillet.	3 juillet.	Cognac.....	Charente.....	Scieurs à la mécanique *....	2	300
1 ^{er} juillet.	4 juillet.	Vannes.....	Morbihan.....	Bâtiment *.....	"	250
1 ^{er} juillet.	4 juillet.	Angoulême.....	Charente.....	Menuisiers *.....	1	4
1 ^{er} juillet.	5 juillet.	Saintes.....	Charente-Inférieure	Maçons et tailleurs de pierres *	6	180
1 ^{er} juillet.	6 juillet.	Angers.....	Maine-et-Loire.....	Couvreurs*.....	6	17
1 ^{er} juillet.	6 juillet.	Agen.....	Lot-et-Garonne.....	Menuisiers *.....	1	15
1 ^{er} juillet.	10 juillet.	Angoulême.....	Charente.....	Carriers et paveurs *.....	1	80
1 ^{er} juillet.	.....	Angoulême.....	Charente.....	Menuisiers *.....	1	15
1 ^{er} juillet.	1 ^{er} août.	Angoulême.....	Charente.....	Tourneurs et scieurs à la mé- caunique *.....	1	10
1 ^{er} juillet.	.....	Angoulême.....	Charente.....	Papetiers *.....	1	3
1 ^{er} juillet.	.....	Cognac.....	Charente.....	Bâtiment *.....	"	400
10 juillet.	.....	Libourne.....	Gironde.....	Bâtiment *.....	20	80

* Les grèves et lock-outs marqués d'un astérisque ont été causés par la mise en vigueur de la loi sur les accidents du tra-

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

20 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en juillet à l'*Office du travail* :

1° **Grève de maçons et tailleurs de pierre à Saintes.** — A la suite de la loi sur les accidents du travail, 8 entrepreneurs de Saintes ont voulu retenir à leurs ouvriers le montant de la prime d'assurance.

Ceux-ci ayant refusé de la supporter, les patrons ont fermé leurs ateliers le 1^{er} juillet.

Le juge de paix est intervenu sans résultat; mais les négociations entre les deux parties n'ont pas été rompues, et les ouvriers, ayant finalement consenti à subir une retenue de 2 centimes par heure, ont repris le travail le 5 juillet.

2° **Grève de maçons à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise).** — Arbitrage du Ministre du Commerce. — Voir *Bulletin* de juillet, p. 595.

3° **Grève de maçons et menuisiers à Bolbec (Seine-Inférieure).** — 157 maçons et menuisiers, occupés chez 11 patrons, se sont mis en grève le 3 juillet

	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
1	Les patrons ont fermé leurs ateliers jusqu'à la signature des contrats avec les C ^{ies} d'assurances.		
2	Les patrons ont fermé leurs chantiers jusqu'à la signature des contrats avec les C ^{ies} d'assurances.		
3	Les patrons ont fermé leurs chantiers jusqu'à la signature des contrats avec les C ^{ies} d'assurances.		
4	Les patrons ont fermé leurs chantiers jusqu'à la signature des contrats avec les C ^{ies} d'assurances.		
5	Protestation contre la loi sur les accidents du travail....	Échec.	
6	Protestation contre la loi sur les accidents du travail....	Réussite.	
7	Protestation contre la loi sur les accidents du travail....	Échec.	
8	Protestation contre la loi sur les accidents du travail....	Échec.	
9	Protestation contre la loi sur les accidents du travail....	Réussite.	
0	Protestation contre la loi sur les accidents du travail....		
1	Protestation contre la loi sur les accidents du travail....	Réussite.	
2	Protestation contre la loi sur les accidents du travail....		
3	Protestation contre la loi sur les accidents du travail....		
4	Protestation contre la loi sur les accidents du travail....		

parce que les patrons voulaient diminuer les salaires de 2 centimes par heure pour se couvrir des frais qui leur sont imposés par la loi sur les accidents du travail.

Les ouvriers ont réclamé le jour même l'intervention du juge de paix, mais les patrons l'ont refusée.

Le travail a été repris le 10 juillet par les maçons aux conditions imposées par les patrons.

Quant aux menuisiers ils étaient rentrés dans leurs ateliers le 8 juillet, après avoir obtenu que la retenue fût réduite à 1 centime par heure.

4° Grève de maçons et terrassiers à Melun. — Dix entrepreneurs de Melun ayant voulu, à la suite de la loi sur les accidents du travail, imposer à leurs ouvriers une retenue de 1 centime par heure, ceux-ci se sont mis en grève le 3 juillet, au nombre de 150.

Le juge de paix avait pris l'initiative d'une tentative de conciliation, mais ses démarches n'ont pu aboutir.

La grève a pris fin le 10 juillet.

Les patrons ont consenti à prendre exclusivement à leur charge le paiement des primes d'assurance.

5° Grève de tuiliers à la Guerche (Cher). — Le 4 juillet, les 45 ouvriers de la tuilerie Sauvard se sont mis en grève parce que le patron voulait élever de

6^a 11 centimes par jour la retenue faite sur les salaires des ouvriers pour la prime d'assurance.

Le jour même, le juge de paix a formé un comité de conciliation; le patron a proposé de réduire la retenue à 1 p. o/o des salaires, mais les ouvriers ont refusé.

Ils ont repris le travail le 8 juillet en obtenant que non seulement la retenue primitive de 6 centimes par jour ne fût pas augmentée, mais encore qu'elle fût ramenée à 3 centimes.

6° Grève de maçons et tailleurs de pierre à Cosne (Nièvre). — A la suite de la loi sur les accidents du travail, trois entrepreneurs de Cosne ont voulu élever de 2 à 4 p. o/o la retenue faite aux ouvriers.

Ceux-ci ont protesté et se sont mis en grève le 3 juillet.

Le 7 juillet, le juge de paix a réuni, à la demande des ouvriers, un comité de conciliation dans lequel l'accord a pu s'établir.

Les maçons et tailleurs de pierre ont accepté la proposition faite, dès le début de la grève, par les patrons, de supporter la moitié de l'augmentation de la prime d'assurance.

Ils subiront donc désormais une retenue de 3 p. o/o sur leurs salaires.

7° Grève de menuisiers à Mortagne. — Le 10 juillet, les ouvriers des établissements veuve Marchand et Lucas se sont mis en grève parce que les patrons voulaient leur faire subir une retenue pour l'assurance contre les accidents.

Dès le début de la grève, ils se sont rendus chez le juge de paix, qui a réuni immédiatement un comité de conciliation au cours duquel l'entente s'est établie.

Les ouvriers de M. Lucas, qui sont payés de 0 fr. 25 à 0 fr. 30 l'heure, ne subiront aucune retenue, au moins jusqu'au 1^{er} octobre; quant aux ouvriers de M^{me} Marchand, payés 0 fr. 30 à 0 fr. 33 l'heure, ils subiront une retenue de 2 p. o/o.

Le travail a été repris à ces conditions le lendemain, 11 juillet.

8° Grève de fileuses de soie à Cruas (Ardèche). — Sur le refus des patrons d'augmenter de 0 fr. 10 le salaire journalier, alors qu'ils faisaient filer à 6 bouts au lieu de 5, et de ramener à 10 heures au lieu de 11 la durée de la journée de travail, les 54 ouvrières de la filature de soie veuve Guérin et fils et Payen se sont mises en grève le 10 juillet après-midi.

Dès le début du conflit, le juge de paix de Rochemaure a invité par affiches les deux parties à former un comité de conciliation.

Ni les patrons ni les ouvrières n'ont répondu. La filature a été fermée le 17 juillet. Une partie des fileuses ont pu s'embaucher dans une autre maison similaire où les conditions sont plus avantageuses.

9° Grève de charpentiers de navires à Dunkerque. — Avant la loi sur les accidents du travail, les patrons constructeurs de navires rejetaient à leurs ouvriers 0 fr. 10 par jour pour l'assurance.

Ils ont voulu élever cette retenue à 0 fr. 20 à partir du 1^{er} juillet pour se couvrir des frais occasionnés par la loi, mais leur personnel refusant ces conditions s'est mis en grève le 3 juillet.

Sept établissements comptant 60 ouvriers ont été atteints.

Le juge de paix, intervenant d'office, a formé, le 12 juillet, un comité de conciliation, mais il n'a pu réussir à ramener l'accord, et les patrons ont repoussé la proposition de recourir à un arbitrage.

La grève a continué jusqu'au 25 juillet. Les ouvriers ont obtenu non seulement que la retenue ne fût pas augmentée, mais encore qu'elle fût complètement supprimée, de sorte qu'ils toucheront désormais leur salaire intégral, soit 5 francs par jour au lieu de 4 fr. 90.

10° Grève de chaisiers à Bourbonne-les-Bains (Haute-Marne). — Le 6 juillet, les ouvriers de la fabrique de chaises de MM. Billotte et Felyre ont demandé une augmentation de salaire.

Les patrons ayant répondu qu'ils ne pouvaient s'occuper de la question avant le 10 juillet, les ouvriers ont quitté le travail au nombre de 63.

Le 12 juillet, le juge de paix intervenant d'office s'est efforcé de réunir un comité de conciliation; il n'a pu y parvenir, les patrons ayant déclaré par lettre « que, malgré leur bon vouloir, ils n'avaient pas réussi à se procurer trois délégués et que, dans ces conditions, ils se voyaient dans l'impossibilité de coopérer à la constitution d'un comité de conciliation ».

Il est utile de faire remarquer que la loi en cette occasion a été mal comprise, les patrons pouvaient parfaitement se présenter eux-mêmes et n'avaient nul besoin de délégués.

La grève a duré jusqu'au 25 juillet, les grévistes ont repris le travail aux anciennes conditions.

11° Grève de métallurgistes à Dijon. — Le 8 juillet, les patrons métallurgistes de Dijon ont fait apposer dans leurs ateliers une affiche par laquelle ils faisaient savoir à leurs ouvriers qu'aucune retenue ne serait plus imposée pour l'assurance, mais que, vu l'augmentation des matières premières et la concurrence étrangère, ils se voyaient dans l'obligation de prélever 2 p. o/o sur les salaires.

Les ouvriers estimant que cette manœuvre n'avait pour but que de tourner la loi sur les accidents dont l'esprit, sinon la lettre, impose au patron la charge de l'assurance se sont mis en grève le 10 juillet au nombre de 468.

Les 13 et 14 juillet, un comité de conciliation s'est réuni en présence du juge de paix, mais l'accord n'a pu s'établir.

Les négociations, toutefois, n'ont pas été rompues, et grâce à l'intervention du préfet, les ouvriers ont accepté de subir la retenue de 2 p. o/o que les patrons de leur côté sont engagés à supprimer dans le délai de deux mois.

Le travail a été repris à ces conditions le 28 juillet.

12° Grève d'ouvriers du bâtiment à Tours. — Le 3 juillet, les ouvriers du bâtiment, charpentiers, maçons et tailleurs de pierre de Tours, ont envoyé une délégation à leurs patrons pour leur demander l'engagement de ne pas faire subir de retenue sur les salaires à l'occasion de la loi sur les accidents du travail.

N'ayant pu obtenir de réponse ferme, ils se sont mis en grève le 4 juillet au nombre de 550 répartis dans 32 établissements.

Le 15 juillet, le juge de paix a réuni un comité de conciliation. Les ouvriers, après avoir déclaré la grève, avaient demandé, en plus de la suppression de la retenue d'assurance, une augmentation de salaire, mais ils ont abandonné cette dernière revendication, sauf les charpentiers qui l'ont maintenue. L'entente n'a pu s'établir et l'arbitrage proposé par le juge de paix a été repoussé par les patrons.

Le 3 août, les entrepreneurs ayant consenti à ne pas augmenter la retenue antérieurement faite pour l'assurance, et même, dans un certain nombre de maisons, à la supprimer complètement, les maçons et tailleurs de pierre ont repris le travail.

Les charpentiers seuls restent donc en grève. Les patrons ont bien consenti à

leur accorder une augmentation de 0,05 à l'heure, mais ils voudraient faire partir cette augmentation du 1^{er} janvier 1900, alors que les ouvriers la voudraient immédiate.

13° Grève de charpentiers de navires aux Sables-d'Olonne.—Les charpentiers de navires des chantiers Landais et Rabiller se sont mis en grève le 17 juillet au nombre de 35 parce que les patrons voulaient retenir 10 centimes par jour aux ouvriers pour la prime d'assurance.

Le 18 juillet, un comité de conciliation s'est réuni, mais sans que l'entente ait pu s'établir.

Les deux parties ont repoussé l'arbitrage proposé par le juge de paix.

Les grévistes ont repris le travail le 24, les patrons ayant consenti à ne retenir que 5 centimes par jour, ce que les ouvriers avaient demandé dès le début de la grève.

14° Grève d'ouvriers du bâtiment à Sens.—A la suite de la loi sur les accidents du travail, les patrons et entrepreneurs de Sens ont voulu imposer à leurs ouvriers une retenue de 1 centime par heure. Les ouvriers maçons, charpentiers et couvreurs ont protesté et se sont mis en grève le 17 juillet au nombre de 120.

Le juge de paix a proposé son intervention qui n'a pas été acceptée par les patrons.

Ceux-ci ont déclaré le 25 juillet, en présence du sous-préfet qui les avait réunis dans son cabinet, qu'ils étaient décidés à s'incliner devant la loi et à en accepter les charges, mais qu'ils renonçaient pour l'avenir au maintien de l'entente de 1895 portant unification des salaires et fixation d'un minimum.

Les grévistes n'ont pas accepté ces conditions, le conflit n'est pas encore terminé.

15° Grève de maçons à Nemours (Seine-et-Marne).—60 ouvriers maçons occupés chez divers entrepreneurs se sont mis en grève le 18 juillet en demandant une augmentation de salaire.

Les patrons, de leur côté, veulent retenir 1 centime par heure par suite de la loi sur les accidents du travail.

Les négociations entre patrons et ouvriers n'ayant pu aboutir, ces derniers se sont adressés au juge de paix, mais les patrons ont refusé toute concession, et aucune entente n'a pu s'établir. Le conflit n'est pas encore terminé.

16° Grève de boulangers à Pertuis (Vaucluse).—16 ouvriers boulangers se sont mis en grève le 19 juillet, en demandant une augmentation de salaire et la suppression de l'obligation de porter le pain aux clients.

Le 21 juillet, un comité de conciliation a été réuni à la requête des grévistes.

Les délégués des patrons ayant déclaré qu'ils étaient chargés de repousser en bloc les revendications des ouvriers, toute discussion a été impossible.

Le travail a été repris le 24 juillet aux anciennes conditions.

17° Grève de débardeurs de charbons à Saint-Nazaire.—250 débardeurs-charbonniers occupés dans 4 établissements de Saint-Nazaire se sont mis en grève le 18 juillet en demandant diverses augmentations de salaire.

Le juge de paix a réuni le 22 juillet un comité de conciliation. Une seconde réunion a été tenue le 25, le tout sans résultat; la grève continue.

18° Grève de charrons au Havre. — Les charrons du Havre, occupés chez 28 patrons, se sont mis en grève le 21 juillet, au nombre de 57.

Ils demandaient : 0 fr. 60 de l'heure, au lieu de 0 fr. 55; 0 fr. 90 pour les heures supplémentaires et pour les heures faites les dimanches et jours de fête; la journée de 10 heures.

Le 22 juillet, les grévistes, par l'entremise du syndicat, ont demandé l'intervention du juge de paix, et celui-ci a réuni un comité de conciliation le 24 juillet.

L'entente a pu s'établir, les patrons ayant fini par accepter toutes les revendications des ouvriers.

Il a été entendu toutefois que le prix de 0 fr. 60 l'heure ne serait pas un minimum et que les patrons pourraient traiter de gré à gré avec leurs ouvriers pour un prix moindre.

La grève a pris fin à ces conditions le 25 juillet.

19° Grève de tisseurs à Lille. — 250 ouvriers du tissage Courmont ont quitté le travail le 25 juillet, en réclamant une augmentation de 1 centime par mètre.

Le 27 juillet, les grévistes ont demandé l'intervention du juge de paix.

Ce magistrat a pu former un comité de conciliation, mais sans réussir à ramener l'entente.

La grève continue.

20° Grève de carriers à Épernon (Eure-et-Loir). — Le 19 juillet, 150 carriers de la Société générale meulière d'Epernon et de la maison Vernot se sont mis en grève parce que, pour faire face aux charges occasionnées par la loi sur les accidents du travail, les patrons avaient révisé, en les abaissant, les tarifs de main-d'œuvre.

Les ouvriers de la Société générale meulière ayant offert de supporter la moitié de la retenue d'assurance (soit 2 p. 0/0) si les anciens tarifs étaient maintenus, ont vu leur proposition acceptée.

Quant aux ouvriers de la maison Vernot, ils n'ont pas encore repris le travail.

Le 29 juillet, sur convocation d'office, ils ont envoyé quatre délégués chez le juge de paix, mais, par suite de l'absence de M. Vernot, un comité de conciliation n'a pas pu être formé. La grève continue.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de juin 1899.

Nombre des versements.....	236.031	
représentant une somme de.....		28.964.314
Nombre des remboursements.....	120.481	
représentant une somme de.....		27.565.125
Rentes achetées à 465 déposants pour un capital de.....		536.646
Excédent des versements sur les remboursements et achats de rentes.....		862.543
Nombre de comptes existant au 30 juin 1899.....		3.236.109
— au 30 juin 1898.....		3.010.885
AUGMENTATION.....		225.224

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois de juillet 1899.

Dépôts de fonds.....	11.016.862 ^f
Retraits de fonds.....	17.696.335
Excédent des retraits.....	6.679.473
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.	1.388.888

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de juin 1899.

Nombre de versements reçus.....	297.775	
représentant une somme de.....		6.623.316 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....		6.661.186
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.....		2.391.687
Nouvelles rentes inscrites.....		190.081
Nombre de parties prenantes.....	2.211	
MONTANT TOTAL des rentes en cours.....		34.781.709
Nombre de titres.....	242.628	

LES TRAVAUX DE SECOURS EN CAS DE CHÔMAGE.

La statistique des travaux de secours en cas de chômage, exécutés pendant les années 1896, 1897, et 1898, vient d'être publiée. Elle fait suite à celle que l'Office du travail a antérieurement dressée pour les années 1890 à 1895.

Cette première enquête ne portait que sur les villes ayant un budget d'au moins 100,000 francs. Dans 22 départements, ces villes n'avaient pas organisé de travaux de secours; dans 41 villes, réparties dans 24 départements, les travaux ne consistaient que dans l'enlèvement des neiges et glaces et on n'y employait que les ouvriers âgés ou infirmes; 114 villes, réparties dans 54 départements, avaient organisé des travaux de secours de nature diverses et en toutes saisons. Ces 114 villes avaient dépensé, en cinq ans, pour cet objet, 4,903,749 fr. 94.

La présente statistique n'exclut pas les villes ayant un budget de moins de 100,000 francs. La somme dépensée en travaux de secours pendant les trois dernières années, par 187 communes, s'élève à 3,255,501 fr. 34. Dans 33 départements, aucune dépense n'a été effectuée de ce chef.

Le nombre des départements dans lesquels on a exécuté des travaux de secours a diminué de 11 unités. Il faut sans doute attribuer cette diminution à diverses causes accidentelles tels que des hivers moins rigoureux, une situation générale un peu plus prospère, etc. — mais le montant des travaux exécutés en cas de chômage est resté à peu près le même que dans la période précédente.

La moyenne des trois dernières années est de 1.085.167 fr. 11, celle des années 1890-1895 était de 980.749 fr. 98.

Des rapports adressés par MM. les Préfets, il résulte que les observations du Conseil supérieur du travail conservent toute leur valeur, l'expérience des trois dernières années n'ayant pas donné lieu à de nouvelles observations.

Départements dans lesquelles les municipalités n'ont pas organisé de travaux de secours en 1896, 1897 et 1898.

Ain.
Alpes (Hautes-).
Alpes-Maritimes.
Corrèze.
Cantal.
Charente.
Corse.
Creuse.
Dordogne.
Doubs.
Eure.

Finistère.
Jura.
Loir-et-Cher.
Loire-Inférieure.
Lot.
Lozère.
Marne (Haute-).
Orne.
Pas-de-Calais.
Pyénées (Hautes-).
Rhin (Haut-).

Rhône.
Saône-et-Loire.
Savoie.
Savoie (Haute-).
Seine.
Seine-et-Marne.
Sèvres (Deux-).
Somme.
Vaucluse.
Var.
Vosges.

Pour quelques-uns de ces départements, il y a lieu de présenter les observations suivantes :

CHARENTE. — Le travail n'a pas manqué au cours de la période 1896-1898. En cas de chômage, les ouvriers pourraient trouver un emploi temporaire aux ateliers de charité créés à Angoulême et dans diverses villes pour occuper à des travaux de voirie les ouvriers infirmes ou âgés.

DORDOGNE. — Les municipalités des villes les plus importantes se bornent à occuper, pendant l'hiver, un certain nombre d'ouvriers sans travail à la réparation et à l'entretien des voies urbaines. Le salaire de ces ouvriers est prélevé sur les crédits ordinaires inscrits aux budgets communaux pour cette nature de dépenses.

LOIRE-INFÉRIEURE. — En 1897, la ville de Nantes, en présence du chômage que subissaient, en hiver, les ouvriers du bâtiment, s'est entendue avec le bureau de bienfaisance et 26,000 francs de secours, tant en argent qu'en nature, ont été distribués aux chômeurs.

A Saint-Nazaire, en 1897, les ouvriers des chantiers de constructions maritimes réduits à un chômage de plusieurs mois, ont été secourus au moyen de dons en nature fournis par une caisse alimentée par des secours particuliers et municipaux et fonctionnant sous le contrôle de la ville.

LOT. — Les grands travaux entrepris à Cahors ont permis d'employer, presque sans interruption, les ouvriers de tous les corps d'état.

LOZÈRE. — La population réduite, par la rudesse du climat, à plusieurs mois de chômage, se suffit avec peu, sans penser à recourir à des travaux de secours que les municipalités, en raison de la pénurie de leurs ressources, seraient du reste dans l'impossibilité de leur donner.

PAS-DE-CALAIS. — Les chômeurs s'emploient dans les raffineries et les fermes suivant la saison. De nombreuses communes rurales occupent les ouvriers âgés ou pauvres, l'hiver, à ramasser des cailloux pour empierrer les routes, à dessécher des marais. Salaire 1 à 2 francs surtout à la tâche, payé sur les crédits des travaux et quelquefois sur un crédit spécial dit d'atelier de charité.

SAÔNE-ET-LOIRE. — Chômage presque nul. Beaucoup de municipalités réservent pour l'hiver les travaux susceptibles d'être exécutés à ce moment par les chômeurs.

SOMME. — Il n'a pas été nécessaire d'organiser des travaux de secours. Les grèves se sont dénouées normalement, sans nécessiter l'ouverture de chantiers spéciaux, et le chômage en général est rare.

VOSGES. — Même observation.

*Départements dans lesquels les municipalités n'ont pas organisé de travaux de secours
en 1896, 1897 et 1898.*

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	MONTANT DES DÉPENSES EN			TOTAL DES DÉPENSES pour les trois années
		1896.	1897.	1898.	
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
AISNE.	Laon.....	2.511 60	4.201 80	3.037 15	9.750 55
	Soissons.....	25.000 00	2.500 00	5.400 00	32.900 00
	Mouliès.....	33.714 25	31.672 00	29.984 56	95.400 81
ALLIER.	Cusset.....	822 50	811 50	1.232 75	2.896 75
	Vichy.....	10.096 00	11.000 00	12.000 00	33.000 00
ALPES (BASSES-).	Commentry.....	1.861 18	886 33	385 19	3.132 70
	Digne.....	500 00	500 00	500 00	1.500 00
ARDÈCHE.	Annonay.....	999 38	2.362 75	"	3.362 13
ARDENNES.	Haybes.....	"	"	1.500 00	1.500 00
AUBE.	Troyes.....	2.367 50	3.500 00	2.580 00	8.447 50
	Caressonnoe.....	5.000 00	8.000 00	6.000 00	19.000 00
AUDE.	Narbonne.....	"	1.651 00	803 00	5.154 00
	Rodez.....	12.465 00	6.570 00	2.820 00	21.855 00
AVEYRON.	Millau.....	1.500 00	"	3.000 00	4.500 00
	Aix.....	"	"	"	"
BOUCHES-DU-RHÔNE.	Marignane.....	"	"	"	"
	Marseille.....	"	13.379 58	"	13.379 58
	Tarascon.....	2.850 00	2.242 50	1.757 50	6.850 00
CALVADOS.	Caen.....	"	"	"	"
	Caumont.....	200 00	200 00	250 00	650 00
	Canchy.....	1.000 00	1.000 00	1.000 00	3.000 00
CHARENTE-INFERIEURE.	Falaize.....	8.233 06	7.808 97	9.069 05	25.111 08
	Marennes.....	"	"	1.315 00	1.315 00
	Roxan.....	5.000 00	5.000 00	1.000 00	14.000 00
CHER.	Saint-Jean-d'Angély...	"	"	731 00	731 00
	Baugy.....	"	612 42	"	612 42
	Chassy.....	"	"	450 00	450 00
	Crosses.....	300 00	"	"	300 00
	Gron.....	957 00	1.219 25	"	2.206 25
	Nohant-en-Gout.....	396 00	"	"	396 00
	Poisieux.....	300 00	"	"	300 00
	Gracay.....	"	"	2.400 00	2.400 00
	Nohant-en-Giracay.....	"	204 25	"	204 25
	Cerbois.....	400 00	400 00	400 00	1.200 00
	Mereau.....	"	873 00	"	873 00
	La Chapelle.....	400 00	400 00	"	800 00
	Marmagne.....	"	300 00	"	300 00
	Baumagon.....	500 00	1.700 00	"	2.200 00
	Vernais.....	1.160 00	"	"	1.160 00
CHATEAUNEUF-SUR-CHER.	Châteauneuf-sur-Cher.....	"	"	1.434 60	1.434 60
	S ^t -Loup-des-Chaumes.....	"	"	530 00	530 00
	Vallenay.....	"	2.797 13	1.500 00	4.297 13
	Morlac.....	100 00	"	"	100 00
	Saint-Pierre-les-Bois.....	"	250 00	"	250 00
	Bussy.....	"	"	500 00	500 00
	Cogny.....	"	450 00	"	450 00
	Dun-sur-Auron.....	"	"	"	"
	Raymond.....	400 00	"	"	400 00
	Germaigny.....	2.000 00	"	"	2.000 00

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	MONTANT DES DÉPENSES EN			TOTAL DES DÉPENSES pour les trois années
		1896.	1897.	1898.	
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
	La Colle-Condé.....	"	100 00	"	100 00
	Ineuil.....	"	733 14	704 66	1.437 80
	Saint-Baudel.....	"	"	500 00	"
	Villechin.....	180 00	"	"	500 00
	Blet.....	"	"	"	180 00
	Mornay-Berry.....	200 00	"	2.000 00	2.000 00
	Saint-Hilaire.....	1.000 00	"	"	200 00
CHER..... (Suite.)	Farges-Alliechamp.....	200 00	"	"	200 00
	Orcenais.....	640 50	"	"	640 50
	Sancoins.....	4.500 00	3.000 00	2.000 00	9.500 00
	Laye.....	"	"	569 25	569 25
	Charentonay.....	3.000 00	"	"	3.000 00
	Herry.....	"	631 00	1.000 00	1.631 00
	Sancergues.....	"	"	1.544 50	1.544 50
	Jalognes.....	"	500 00	"	500 00
	Brive.....	13.755 50	2.665 73	"	16.421 23
	Tulle.....	"	"	"	17.100 00
	Dijon.....	"	"	"	143.607 90
	Châtillon-sur-Seine.....	"	"	"	464 47
	Châteaudun.....	600 00	500 00	300 00	1.400 00
CÔTES-DU-NORD.....	Lamballe.....	169 10	"	"	169 10
	Quintin.....	500 00	500 00	500 00	1.500 00
	Saint-Brieuc.....	29.110 88	29.804 04	22.380 06	81.294 98
	St-Laurent-en-Roanne.....	500 00	500 00	125 00	1.125 00
	Romans.....	4.000 00	4.000 00	4.000 00	12.000 00
	Grèce.....	"	"	102 37	102 37
	Montclimar.....	3.000 00	4.500 00	3.500 00	11.000 00
DRÔME.....	Etoile.....	794 00	802 68	677 18	2.273 86
	Bourg-les-Valence.....	300 00	300 00	300 00	900 00
	Arpie.....	350 00	349 80	350 00	1.049 80
	Beaumont-les-Valence.....	800 00	800 00	800 00	2.400 00
	Bourg-de-Péage.....	200 00	250 00	180 00	630 00
	Châteauneuf-d'Isère.....	200 00	250 00	15 00	465 00
	Chartres.....	18.000 00	18.500 00	19.000 00	55.500 00
	Châteaudun.....	4.250 00	5.700 00	3.835 00	13.785 00
EURE-ET-LOIRE.....	Dreux.....	5.010 00	4.783 00	5.000 00	14.793 00
	Nogent-le-Rotrou.....	11.000 00	13.410 00	10.965 00	35.375 00
	Bagnols.....	500 00	400 00	250 00	1.150 00
	Nîmes.....	9.255 00	10.600 00	14.196 00	34.051 00
	Roquemaure.....	100 00	300 00	300 00	700 00
GARD.....	Saint-Gilles.....	2.432 00	2.987 00	2.579 00	7.998 00
	Uzès.....	800 00	800 00	500 00	2.100 00
	Vauvert.....	1.000 00	700 00	1.500 00	3.200 00
	Villeneuve-les-Avignon.....	300 00	300 00	300 00	000 00
GARONNE (HAUTE).....	Toulouse.....	"	9.600 00	15.600 00	25.200 00
GENS.....	Auch.....	4.700 00	1.000 00	5.000 00	10.700 00
	Bordeaux.....	60.000 00	60.000 00	85.000 00	205.000 00
GIRONDE.....	Libourne.....	4.868 75	6.618 75	6.943 75	18.431 25
	Barsac.....	"	700 00	"	700 00
HÉRAULT.....	Agde.....	1.879 05	2.021 05	1.463 10	5.363 20
	Clermont-l'Hérault.....	5.051 75	4.852 95	5.348 25	15.252 95

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	MONTANT DES DÉPENSES EN			TOTAL
					DES DÉPENSES
		1896.	1897.	1898.	pour les trois années.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
HÉRAULT.....	Florensac.....	17.300 00	15.000 00	9.000 00	37.300 00
	Mézès.....	0.871 00	2.582 10	2.316 50	11.769 60
	Montpellier.....	12.287 00	18.549 00	17.123 00	47.959 00
	Pézénas.....	800 00	500 00	300 00	1.600 00
	Lunel.....	6.080 02	3.036 44	1.782 20	10.898 66
ILLE-ET-VILAINE.....	Rennes.....	18.519 00	19.746 00	19.161 50	57.426 50
INDRE.....	Châteaudun.....	7.476 00	7.428 00	7.486 25	22.390 25
	Issoudun.....	7.989 69	7.514 00	8.000 00	23.503 69
INDRE-ET-LOIRE.....	Tours.....	48.009 17	48.457 85	52.832 35	149.299 37
ISÈRE.....	La Mure.....	2.468 40	533 53	1.870 26	4.872 19
	Ambricères.....	240 00	297 00	888 00	
	Ernée.....	3.711 22	3.777 02	4.287 17	11.775 41
MAYENNE.....	Laval.....	12.988 21	13.595 62	9.864 69	36.448 62
	Mayenne.....	13.006 99	14.185 22	12.838 53	40.030 74
	Mont-le-Marsan.....	10.340 00	24.185 63	24.500 00	59.025 63
	Saint-Sever.....	1.647 00	7.856 22	12.756 00	32.259 22
	Dax.....	19.278 25	35.600 22	31.707 00	86.585 47
LANDES.....	Somme obtenue par le Conseil général pour ateliers de charité...	7.000 00	7.000 00	"	14.000 00
	Crédits votés par 26 communes.....	"	8.457 20	"	8.457 20
	Saint-Étienne.....	48.000 00	43.000 00	32.000 00	123.000 00
LOIRE.....	Roanne.....	8.700 00	14.800 00	2.600 00	26.100 00
LOIRE (HAUTE-).....	S ^t -Victor-Malscours.....	100 00	100 00	100 00	300 00
	Tence.....	100 00	100 00	100 00	300 00
	Orléans.....	30.414 20	23.646 60	17.514 75	71.575 55
LOIRET.....	Saint-Brisson.....	648 09	498 23	1.040 50	2.186 82
	Champoulet.....	"	"	230 00	230 00
	Dampierre.....	500 00	500 00	500 00	1.500 00
LOT-ET-GARONNE.....	Agen.....	2.000 00	2.000 00	2.000 00	6.000 00
MAINE-ET-LOIRE.....	Angers.....	19.335 00	12.710 00	17.000 00	49.045 00
	43 communes.....	26.507 00	25.802 00	26.242 00	78.551 00
	Avranches.....	5.350 00	6.000 00	6.000 00	17.350 00
MANCHE.....	Granville.....	500 00	500 00	500 00	1.500 00
	Cherbourg.....	12.200 00	12.340 00	11.680 00	36.220 00
	Coulances.....	9.000 00	9.000 00	9.000 00	27.000 00
	Saint-Lô.....	7.075 00	7.075 00	6.575 00	20.725 00
	Carentan.....	1.200 00	1.200 00	1.200 00	3.600 00
MARNE.....	Reims.....	21.332 08	31.026 38	34.050 38	86.408 84
	Épernay.....	2.000 00	3.000 00	2.500 00	7.500 00
	Danery.....	1.800 00	3.200 00	4.000 00	9.000 00
	Dormans.....	"	"	1.000 00	1.000 00
	Mareuil-le-Port.....	"	"	"	1.000 00
MEURTHE-ET-MOSELLE.....	Nancy.....	15.971 00	12.982 67	16.236 00	45.189 67
	Lunéville.....	678 40	1.332 45	135 90	2.146 75
MEUSE.....	Bar-le-Duc.....	3.272 00	2.694 80	3.385 60	9.352 40
	Baud.....	150 00	140 00	100 00	390 00
	Le Faouët.....	100 00	1.200 00	800 00	2.100 00
MORBIHAN.....	Gourin.....	1.200 00	800 00	260 00	2.260 00
	Guémené.....	120 00	300 00	100 00	1.120 00
	Locminé.....	1.000 00	1.200 00	900 00	3.100 00

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	MONTANT DES DÉPENSES EN			TOTAL DES DÉPENSES pour les trois années
		1896.	1897.	1898.	
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
MORBIHAN.	Pontivy	1.400 00	1.400 00	1.400 00	4.200 00
	Lorient.....	500 00	14.970 00	"	15.470 00
	Auray.....	1.220 25	1.522 65	1.664 64	4.407 54
	Hennebont.....	997 78	956 25	1.000 00	2.954 03
	Le Palais.....	2.039 60	1.877 98	2.500 86	6.418 44
	Vannes.....	14.993 56	12.999 01	11.000 00	38.992 57
NORD.	Carnières.....	"	"	700 00	700 00
	Cattenières.....	"	"	600 00	600 00
	Estournel.....	"	"	700 00	700 00
	Quiévy.....	"	"	1.200 00	1.200 00
	Saint-Aubert.....	"	"	700 00	700 00
	Wambaix.....	"	"	500 00	500 00
NIÈVRE.	4 communes.....	575 00	"	"	"
	25 communes.....	"	2.880 00	"	"
	10 communes.....	"	"	845 00	4.300 00
OISE.	Clermont.....	400 00	400 00	400 00	1.200 00
	Beauvais.....	21.490 19	28.677 98	31.997 50	82.165 67
	Senlis.....	2.400 00	3.800 00	2.600 00	8.800 00
PUY-DE-DÔME.....	Clermont-Ferrand....	1.279 25	2.343 75	1.078 50	4.701 50
PYRÉNÉES (BASSES-).	Pau.....	14.743 19	16.039 01	14.791 25	45.574 05
PYRÉNÉES-ORIENTALES	Perpignan.....	18.000 00	18.000 00	18.000 00	54.000 00
SAÔNE (HAUTE-).	11 communes.....	6.504 30	6.228 81	5.224 20	17.957 31
SARTHE.....	Le Mans.....	49.115 87	37.160 72	49.828 96	136.105 55
SEINE-INFÉRIEURE	.....	"	"	"	"
SEINE-ET-OISE.....	Étampes.....	490 00	1.580 00	400 00	2.470 10
	Pontoise.....	1.638 03	1.610 94	1.956 94	5.205 91
	Rueil.....	3.388 00	443 20	"	3.831 20
TARN.....	Albi.....	6.000 00	6.000 00	6.000 00	18.000 00
	Castres.....	1.109 00	600 00	3.400 00	5.109 00
	Castels.....	3.500 00	3.000 00	2.000 00	8.500 00
TARN-ET-GARONNE....	Lavaur.....	1.766 72	1.495 22	4.966 54	8.228 48
		"	"	"	"
		"	"	"	"
VENDÉE.....	La Roche-sur-Yon....	4.500 00	4.500 00	4.600 00	13.600 00
	Fontenay-le-Comte....	1.970 40	1.998 10	1.974 90	5.943 40
	Sables-d'Olonne.....	30.387 70	32.468 15	29.184 60	92.040 45
VIENNE.	Lugon.....	3.000 00	3.000 00	3.000 00	9.000 00
	12 communes.....	6.885 76	7.917 40	7.426 04	22.229 20
	Poitiers.....	9.300 00	10.800 00	10.600 00	30.100 00
VIENNE (HAUTE-).	Châtellerault.....	600 00	603 00	2.028 00	3.231 00
	Loudun.....	4.293 00	5.500 00	9.410 00	19.203 00
	Limoges.....	40.369 17	34.538 25	63.280 12	138.187 54
YONNE.....	Saint-Fargeau.....	6.227 00	11.618 00	13.250 00	31.095 00
	Lavau.....	12.537 00	8.000 00	23.596 00	44.133 00
	Bléneau.....	2.000 00	3.000 00	"	5.000 00
YONNE.....	Rigny.....	2.000 00	1.836 00	"	3.836 00
	S ^t -Martin-des-Champs.	7.934 00	"	1.000 00	8.934 00
	Saint-Privé.....	9.533 00	5.979 00	13.953 00	29.465 00
YONNE.....	Rouctères.....	"	2.038 00	"	2.038 00
		"	"	"	"
TOTAL.....		1.013.767 19	1.062.233 22	1.076.295 61	3.264.464 34

DÉNOMBREMENT DE 1896.

Le volume contenant les résultats du dénombrement démographique de la population, en 1896, va paraître prochainement. Nous détachons de ce document les deux tableaux suivants qui sont, en quelque sorte, le résumé des résultats généraux de cette opération.

Le premier tableau présente la population par département, classée sous les rubriques ci-après :

1° *Population présente*, c'est-à-dire population réellement dénombrée le 29 mars 1899, d'après les bulletins individuels, sans tenir compte du domicile légal des individus ainsi recensés ;

2° *Population par sexe* ;

3° *Population au point de vue du séjour*, c'est-à-dire population qui a été trouvée dans son domicile légal (population résidente) et celle qui, au jour de dénombrement, se trouvait hors de son domicile (population accidentelle ou de passage) ;

4° *Population d'après le lieu de naissance*, c'est-à-dire d'après la commune, le département ou le pays d'origine, quelle que soit d'ailleurs la nationalité des individus ;

5° *Population d'après la nationalité*, quel que soit le lieu de naissance ;

6° *Population d'après l'état civil et le sexe*.

Les colonnes de ces divers tableaux, additionnées, reproduisent les totaux de la population résidente correspondant aux diverses rubriques.

Sous ces totaux on trouvera les nombres proportionnels par 1,000 habitants relatifs à chacun d'eux.

Le deuxième tableau donne la répartition de l'ensemble de la population de la France, par âge, sexe et état civil, en même temps que cette répartition pour les deux sexes réunis, également d'après l'âge et l'état civil.

A ces divisions, on peut également ajouter celle qui concerne la part revenant à la population urbaine et à la population rurale. Ces proportions sont les suivantes pour la population résidente :

Population urbaine.....	15,025,812	39.1 p. 100.
Population rurale.....	23,492,163	60.9 p. 100.

RÉSUMÉ GÉNÉRAL

DÉPARTEMENTS.	TOTAL de la POPULATION présente.	SEXE		SÉJOUR.		LIEU DE NAISSANCE		
		MASCULIN.	FÉMININ.	POPULATION résidente.	POPULATION acciden- telle et de passage.	INDIVIDUS		
						dans la commune où ils ont été recensés.	dans le départe- ment.	dans un aut. départe- ment ou aux colonies
AIN.....	351,291	177,895	173,396	348,212	3,079	195,855	293,493	52,02
AISNE.....	540,312	266,279	274,033	531,070	9,242	281,386	451,262	81,44
ALLIER.....	423,052	211,168	211,884	420,347	2,705	219,332	368,016	51,24
ALPES (BASSES).....	117,619	62,300	55,319	115,065	2,554	77,692	103,571	11,76
ALPES (HAUTES).....	111,721	58,917	52,804	110,798	923	76,954	96,475	13,34
ALPES-MARITIMES.....	288,680	144,829	143,851	258,890	29,790	156,425	187,570	56,70
ARDECHE.....	360,663	182,141	178,522	359,049	1,614	234,276	332,206	28,87
ARDENNES.....	318,756	160,858	157,898	313,948	4,808	172,670	263,344	33,51
ARIÈGE.....	212,028	106,408	105,620	211,178	850	154,086	197,918	13,59
AUBE.....	250,864	124,427	126,437	247,146	3,718	129,076	193,181	49,83
AUDE.....	308,560	155,651	152,909	306,197	2,363	169,223	255,272	47,03
AVEYRON.....	386,393	191,595	194,798	385,135	1,258	267,195	361,683	24,204
BOUCHES-DU-RHÔNE.....	680,038	338,936	341,102	665,386	14,652	413,515	473,357	135,263
CALVADOS.....	415,688	197,662	218,026	411,304	4,384	193,470	333,879	80,174
CANTAL.....	224,717	108,171	116,546	223,494	1,223	148,763	201,683	22,779
CHARENTE.....	359,332	178,988	180,344	349,609	9,723	175,569	311,420	47,718
CHARENTE-INFÉRIEURE.....	451,420	225,334	226,086	445,960	5,460	254,531	390,152	65,113
CHER.....	347,269	175,019	172,250	343,896	3,373	183,024	300,670	45,921
CORRÈZE.....	310,386	155,222	155,164	308,973	1,413	216,893	290,279	19,802
CORSE.....	281,443	144,337	137,206	274,519	7,024	244,802	268,067	7,023
CÔTE-D'OR.....	366,551	182,849	183,702	361,498	5,053	184,836	290,468	71,918
CÔTES-DU-NORD.....	602,657	288,151	314,506	597,480	5,177	416,797	573,691	28,477
CREUSE.....	258,244	119,807	138,437	257,102	1,142	169,920	235,398	22,693
DORDOGNE.....	461,860	230,373	231,487	459,451	2,409	252,835	419,498	41,635
DOUBS.....	300,698	151,367	149,331	297,126	3,572	163,931	243,222	44,023
DRÔME.....	299,248	154,662	146,586	295,747	3,501	154,265	235,207	58,328
EURE.....	339,433	169,613	169,820	334,957	4,476	142,451	261,279	75,968
EURE-ET-LOIRE.....	278,250	137,305	140,745	274,368	3,882	134,483	224,035	33,167
FINISTÈRE.....	728,590	361,690	366,900	724,852	3,738	492,257	585,786	42,379
GARD.....	413,841	207,226	206,615	410,325	3,516	248,636	343,184	65,648
GARONNE (HAUTE).....	451,203	217,939	233,264	449,007	2,196	249,820	374,704	72,267
GENS.....	249,238	126,017	123,221	247,716	1,522	134,403	215,982	29,193
GIROUDE.....	808,853	388,536	420,317	801,827	7,026	382,270	592,151	208,313
HÉRAULT.....	468,336	231,426	233,910	463,331	5,005	288,938	366,573	92,895
ILLE-ET-VILAINE.....	619,101	301,418	317,683	614,354	4,747	410,075	567,618	50,199
INDRE.....	287,284	143,185	144,099	284,950	2,334	174,078	257,590	29,156
INDRE-ET-LOIRE.....	337,424	166,116	171,308	333,725	3,699	159,786	262,467	73,777
ISÈRE.....	565,562	281,335	284,227	560,970	4,592	337,189	491,250	65,963
JURA.....	264,391	133,765	130,626	261,608	2,783	156,841	226,190	35,170
LANDES.....	292,844	155,771	147,073	291,290	1,554	175,749	279,790	12,507
LOIRE-ET-CHER.....	277,154	137,761	139,393	274,701	2,453	147,891	233,105	43,349
LOIRE.....	624,556	308,334	315,722	621,967	2,089	349,644	512,771	106,976
LOIRE (HAUTE).....	310,112	150,666	159,446	308,790	1,322	220,932	290,688	19,046
LOIRE-INFÉRIEURE.....	614,222	309,635	334,587	610,272	3,950	468,703	571,105	72,020

ENOMBREMENT DE 1896.

N°	NATIONALITÉS		ÉTAT-CIVIL							
	FRANÇAIS.	ÉTRAN- GERS.	SEXE MASCULIN.				SEXE FÉMININ.			
			Garçons.	Mariés.	Veufs.	Divorcés.	Filles.	Mariées.	Veuves.	Divorcées.
5,778	344,968	6,323	96,091	72,987	8,701	113	80,549	72,765	20,042	130
7,602	550,867	9,445	133,293	117,052	15,286	648	120,719	117,934	34,621	759
795	122,241	811	105,261	89,572	16,181	154	98,280	90,005	23,423	176
2,282	114,685	2,934	33,017	21,499	4,710	11	26,839	22,806	5,643	31
1,901	109,482	2,239	37,488	18,228	3,183	16	29,650	18,159	4,980	15
61,101	216,115	72,265	81,960	54,871	7,809	189	71,846	56,193	13,511	301
581	360,064	599	103,220	67,935	10,908	58	93,783	67,830	16,851	58
21,901	292,969	25,787	82,832	69,011	8,797	215	70,200	68,553	18,826	319
513	211,423	605	55,459	44,028	6,882	39	49,061	44,565	11,962	32
7,832	247,234	3,630	55,763	59,912	8,378	374	50,593	59,256	16,189	399
6,258	299,854	8,706	75,368	70,634	9,542	107	65,628	70,362	16,794	125
506	385,943	450	107,991	73,053	10,499	52	102,236	72,949	19,566	47
71,118	585,310	94,728	186,486	134,905	16,921	624	168,843	133,208	38,103	948
1,635	414,219	1,471	99,252	86,187	12,829	394	99,278	87,544	30,770	434
255	224,531	186	61,230	41,339	5,564	38	62,409	41,936	12,155	46
194	358,137	1,195	109,272	57,453	11,251	12	109,496	59,699	11,142	7
1,155	450,567	853	102,573	107,639	14,877	215	92,718	107,353	25,737	278
678	346,741	528	90,754	75,487	8,710	68	78,900	75,698	17,575	77
305	310,084	302	85,098	62,115	7,971	38	76,334	63,773	15,009	48
6,453	269,277	12,266	92,691	44,607	6,982	57	84,523	44,013	8,606	64
4,165	363,269	3,282	91,699	80,706	10,229	215	78,876	80,191	21,383	252
489	602,202	455	181,983	92,086	14,033	99	188,129	95,883	30,430	64
153	258,085	159	60,064	53,144	6,568	31	64,343	57,873	16,182	39
727	461,121	739	115,086	112,965	12,206	116	103,738	103,456	24,155	138
13,453	288,138	12,560	92,408	51,479	7,349	134	83,606	51,926	13,660	139
1,713	297,557	1,691	79,912	62,573	10,036	111	73,153	58,027	15,279	127
2,186	336,933	2,500	78,997	78,976	11,106	534	66,367	77,746	25,104	603
1,048	277,408	812	67,384	62,596	7,341	184	60,479	62,069	17,979	218
425	728,218	372	228,826	116,856	15,950	58	211,778	119,882	35,170	70
1,009	410,322	3,419	104,472	89,033	13,528	193	94,960	89,500	21,963	192
4,232	446,428	4,775	107,250	96,200	14,281	285	106,131	100,139	26,741	253
4,063	243,464	5,774	58,520	59,199	7,907	91	47,131	59,260	16,732	98
8,389	795,142	13,711	190,623	176,458	20,792	663	180,383	188,831	50,203	900
8,868	456,780	11,556	116,354	104,483	13,392	197	103,674	103,914	26,111	211
1,284	617,851	1,250	197,514	91,636	12,196	72	196,958	94,003	26,609	113
538	286,801	483	72,581	62,895	7,666	43	65,885	63,168	14,997	49
1,180	336,450	974	77,075	80,118	8,741	182	69,101	80,319	21,662	266
8,349	556,075	9,487	153,449	111,645	15,826	415	141,843	112,082	29,934	368
3,031	260,929	3,462	77,086	59,472	7,091	113	66,383	49,664	14,484	95
547	292,165	679	81,781	57,907	6,055	28	78,560	58,202	10,289	22
700	276,581	573	68,679	62,091	6,889	102	61,882	62,364	15,023	124
4,309	619,773	4,283	173,003	120,453	14,688	190	165,024	120,968	29,497	233
378	309,787	325	86,159	56,721	7,742	44	88,609	56,822	13,965	50
7,097	643,166	1,056	176,579	118,290	14,616	150	183,123	120,275	30,981	205

DÉPARTEMENTS.	TOTAL de la POPULATION présente.	SEXE		SÉJOUR.		LIEU DE NAISSANCE		
		MASCULIN.	FÉMININ.	POPULATION résidente.	POPULATION accidentelle et de passage.	INDIVIDUS		
						dans la commune où ils ont été recensés.	dans le département.	dans un aut. département. ou au colonie.
LOIRET.....	368,947	182,207	186,740	364,829	4,118	188,716	307,693	59,8
LOT.....	238,313	118,370	119,943	235,007	3,306	172,816	223,908	14,5
LOT-ET-GARONNE.....	284,612	139,702	144,910	283,221	1,391	140,862	258,157	23,7
LOZÈRE.....	128,962	64,131	64,828	128,087	875	92,670	122,472	6,4
MAINE-ET-LOIRE.....	513,030	254,673	258,357	508,403	4,627	295,602	445,956	66,5
MANCHE.....	196,602	242,727	253,873	494,566	2,036	282,085	452,964	42,5
MARNE.....	439,985	221,569	218,416	432,938	7,047	209,796	315,923	104,4
MARNE (HAUTE-).	231,314	115,809	115,505	227,602	3,712	129,738	190,219	37,3
MAYENNE.....	320,467	158,421	162,046	319,182	1,285	163,594	282,181	37,6
MEURTHE-ET-MOSELLE.....	165,459	243,788	221,671	459,067	6,392	206,176	315,022	90,6
MEUSE.....	289,411	154,439	134,972	285,141	4,270	157,176	220,982	58,2
MORBIHAN.....	548,475	267,291	281,184	544,156	4,319	391,686	507,246	40,9
NIÈVRE.....	330,375	166,055	164,320	327,009	3,366	181,816	281,103	48,6
NORD.....	1,809,993	895,939	914,054	1,792,143	17,850	1,034,172	1,505,318	124,7
OISE.....	404,091	200,065	204,026	396,679	7,412	185,082	303,643	90,6
ORNE.....	336,814	163,473	173,341	334,769	2,045	164,288	278,933	57,3
PAS-DE-CALAIS.....	900,384	449,211	451,173	891,252	9,132	555,661	787,772	97,0
PUY-DE-DÔME.....	541,114	265,791	275,323	537,648	3,466	386,389	505,669	31,4
PYRÉNÉES (BASSES-).	422,430	204,675	217,755	417,711	4,719	270,795	377,995	31,1
PYRÉNÉES (HAUTES-).	216,296	106,651	109,645	215,113	1,183	153,293	197,167	16,5
PYRÉNÉES-ORIENTALES.....	206,553	103,377	103,176	204,682	1,871	144,145	187,293	12,5
RHIN (HAUT-) [BELFORT].	88,169	47,274	40,895	87,369	800	38,804	52,608	18,8
RHÔNE.....	837,463	406,278	431,185	825,778	11,685	364,480	520,040	301,3
SAÔNE (HAUTE-).	271,765	135,215	136,550	269,620	2,145	168,872	237,966	29,2
SAÔNE-ET-LOIRE.....	619,036	309,854	309,182	611,647	7,389	321,885	542,656	74,7
SARTHE.....	424,590	205,473	219,117	420,637	3,953	185,718	359,482	64,5
SAVOIE.....	256,043	129,254	126,789	254,987	1,056	181,696	227,030	21,4
SAVOIE (HAUTE-).	262,139	135,914	126,225	260,457	1,682	136,723	239,913	13,5
SEINE.....	3,308,807	1,578,467	1,729,540	3,261,606	46,401	1,075,766	1,359,070	1,644,6
SEINE-INFÉRIEURE.....	829,364	400,455	428,909	821,652	7,712	350,457	696,572	123,7
SEINE-ET-MARNE.....	359,207	180,820	178,387	351,684	7,523	160,625	254,615	97,0
SEINE-ET-OISE.....	667,542	334,137	333,405	655,881	11,661	244,362	363,093	284,9
SÈVRES (DEUX-).	345,068	173,830	171,238	343,203	1,865	191,740	309,124	35,6
SOMME.....	510,415	263,790	276,625	535,040	5,375	322,688	467,863	68,5
TARN.....	334,372	165,806	168,566	333,109	1,263	204,972	307,493	26,3
TARN-ET-GARONNE.....	199,770	99,745	100,025	198,752	1,018	119,008	172,850	26,3
VAR.....	308,456	162,253	146,203	303,980	1,871	152,681	212,321	68,9
VAUCLUSE.....	235,049	117,878	117,171	233,178	2,024	278,175	203,688	29,4
VENDÉE.....	441,246	219,495	221,751	439,222	2,024	278,175	417,254	23,7
VIENNE.....	337,795	168,576	169,219	335,026	2,769	188,158	295,906	40,0
VIENNE (HAUTE-).	368,727	182,201	186,526	366,881	1,846	215,246	327,576	40,7
VOSGES.....	420,688	210,629	210,059	416,090	4,598	227,378	350,013	45,1
YONNE.....	330,989	164,656	166,333	326,873	4,116	190,388	276,273	52,9
TOTAUX.....	38,269,011	18,922,651	19,346,360	37,849,467	419,544	20,995,705	30,692,252	6,507,1
Rapport par 1,000 habit.	1,000	494	506	988	12	802		170
		1,000		1,000				1,00

NATIONALITÉS.	ÉTAT-CIVIL.									
	ÉTATS.		SEXE FÉMININ.				SEXE MASCULIN.			
	FRANÇAIS.	ÉTRANGERS.	Garçons.	Mariés.	Veuves.	Divorcés.	Filles.	Mariées.	Veuves.	Divorcées.
1,365	367,996	951	92,645	80,175	9,266	121	85,249	80,141	21,198	152
99	238,158	175	51,512	55,078	10,721	26	52,351	54,882	12,689	21
2,724	278,082	6,530	65,420	63,125	11,007	150	58,050	62,706	24,011	113
51	128,899	63	39,397	21,258	3,475	4	37,651	21,186	5,993	8
847	512,157	873	128,885	110,889	14,727	172	120,829	109,103	28,236	189
1,172	195,893	709	136,679	93,686	12,205	157	128,476	93,851	31,376	172
19,387	125,534	14,451	116,043	93,811	11,204	311	97,181	94,172	26,396	667
3,794	229,001	2,310	57,813	51,216	6,642	108	49,429	51,276	14,666	134
330	320,197	270	90,774	60,098	7,470	79	82,150	59,589	20,249	58
60,423	431,503	33,956	144,378	88,687	10,419	304	108,566	88,093	24,632	380
10,112	282,504	7,007	89,258	57,336	7,706	159	60,380	56,894	17,520	178
281	548,238	237	171,221	81,987	13,000	85	172,248	83,810	25,080	46
651	329,810	565	85,543	71,650	8,777	55	73,739	71,710	18,787	84
179,950	1,550,077	259,916	526,131	326,166	42,161	881	513,451	327,081	72,503	1,016
10,408	389,905	14,186	97,180	91,485	10,981	419	85,241	91,112	27,182	491
565	336,285	529	81,515	71,588	10,204	166	77,042	71,800	24,315	184
15,511	879,699	20,685	267,227	161,193	20,557	444	254,155	158,336	38,149	533
956	510,012	1,102	131,581	110,361	17,679	167	123,197	118,690	33,241	193
13,028	404,745	17,685	123,767	70,758	10,101	49	124,875	71,262	21,572	46
2,339	213,075	3,221	61,375	38,760	6,445	73	58,483	38,980	12,096	86
6,673	196,649	9,901	57,408	40,749	5,146	74	52,145	40,552	10,103	86
16,748	80,091	8,078	30,862	14,679	1,696	37	22,548	14,439	3,856	52
16,115	821,302	16,161	207,721	175,494	22,049	1,074	208,231	179,859	41,670	1,425
4,580	269,078	2,687	72,753	54,414	7,909	139	67,075	54,513	14,799	163
1,624	617,732	1,504	163,408	130,177	16,035	234	147,097	133,524	28,490	271
555	424,095	545	97,896	96,062	11,215	302	94,075	96,060	28,602	380
7,365	247,302	8,741	79,450	13,230	6,538	36	71,688	42,984	12,093	24
8,628	252,838	9,301	87,562	40,528	7,785	59	75,615	39,550	11,025	35
304,273	3,116,320	191,687	831,513	667,973	70,912	8,069	822,188	668,757	226,266	12,329
9,046	822,158	7,206	222,131	156,840	20,767	717	221,285	157,450	49,250	924
7,560	351,059	8,148	90,556	80,343	9,594	327	71,781	79,682	23,539	385
19,511	649,686	17,856	175,104	110,851	17,355	827	152,933	140,023	39,460	989
336	344,806	262	88,068	75,855	9,791	116	78,553	75,464	17,109	112
4,042	535,904	1,511	128,301	118,352	16,524	613	123,060	118,081	34,720	764
542	333,806	566	81,269	74,668	9,759	110	74,589	75,725	18,156	96
593	199,012	758	42,911	50,430	6,341	63	36,171	50,371	13,388	92
27,211	274,676	33,780	88,967	64,985	8,074	227	64,845	61,137	16,982	239
1,930	232,626	2,423	58,873	50,902	7,939	164	53,835	51,935	11,213	188
262	441,041	205	119,525	88,847	11,085	58	112,312	88,902	20,486	51
1,810	337,341	454	85,429	74,023	9,029	95	75,162	76,717	17,257	103
426	368,430	297	98,927	74,686	8,516	72	90,532	75,458	20,417	109
25,544	410,532	10,156	119,270	81,188	9,941	250	106,121	80,990	22,660	288
1,793	329,263	1,726	75,911	78,265	10,260	220	66,066	78,119	21,981	227
1,069,566	37,217,104	1,051,907	10,195,788	7,689,907	1,011,313	25,553	9,465,874	7,728,854	2,118,304	33,238
28	973	27	266,6	201	26,35	0,65	247,4	202	55,4	0,81
1,000			1,000							

RÉPARTITION DE LA POPULATION PAR SEXE, ÂGE ET ÉTAT-CIVIL. —

ÂGE.	SEXES MASCULIN.				
	GARÇONS.	MARIÉS.	VEUF.	DIVORCÉS.	TOTAL.
De 0 à 1 an	340,908	"	"	"	340,90
De 1 an accompli	302,131	"	"	"	302,12
De 2 ans accomplis	311,630	"	"	"	311,63
De 3 ans —	336,802	"	"	"	336,80
De 4 ans —	329,657	"	"	"	329,65
TOTAL de 0 à 4 ans accomplis	1,651,128	"	"	"	1,651,12
De 5 ans accomplis	326,041	"	"	"	326,01
De 6 ans —	326,926	"	"	"	326,92
De 7 ans —	335,294	"	"	"	335,29
De 8 ans —	334,657	"	"	"	334,65
De 9 ans —	328,751	"	"	"	328,75
TOTAL de 5 à 9 ans accomplis	1,651,669	"	"	"	1,651,66
De 10 ans accomplis	338,545	"	"	"	338,54
De 11 ans —	325,196	"	"	"	325,19
De 12 ans —	332,572	"	"	"	332,57
De 13 ans —	329,617	"	"	"	329,61
De 14 ans —	346,398	"	"	"	346,39
TOTAL de 10 à 14 ans accomplis	1,672,328	"	"	"	1,672,32
De 15 ans accomplis	332,536	"	"	"	332,53
De 16 ans —	332,761	"	"	"	332,76
De 17 ans —	341,208	"	"	"	341,20
De 18 ans —	347,029	667	13	"	347,70
De 19 ans —	317,735	2,595	158	6	320,49
TOTAL de 15 à 19 ans accomplis	1,671,269	3,262	171	6	1,674,70
De 20 ans accomplis	335,003	5,147	106	12	340,26
De 21 ans —	306,727	8,716	142	11	315,59
De 22 ans —	299,660	15,444	345	12	315,46
De 23 ans —	305,047	33,885	666	37	339,63
De 24 ans —	258,119	53,428	1,183	115	312,84
TOTAL de 20 à 24 ans accomplis	1,504,556	116,620	2,442	187	1,623,80
De 25 à 29 ans accomplis	700,086	715,974	16,217	1,366	1,433,67
De 30 à 34 ans —	371,949	994,816	28,297	3,074	1,398,13
De 35 à 39 ans —	238,567	1,040,180	40,636	4,564	1,323,91
De 40 à 44 ans —	173,218	961,077	53,792	4,735	1,192,82
De 45 à 49 ans —	143,476	900,882	71,104	1,080	1,119,54
De 50 à 54 ans —	117,674	807,911	88,607	2,941	1,017,13
De 55 à 59 ans —	93,419	689,275	105,552	2,044	890,29
De 60 à 64 ans —	73,185	566,498	126,040	1,256	766,97
De 65 à 69 ans —	55,380	420,408	137,841	701	614,33
De 70 à 74 ans —	38,004	266,573	137,287	348	442,21
De 75 à 79 ans —	22,012	139,522	109,197	153	270,88
De 80 à 84 ans —	10,160	51,246	64,113	53	125,57
De 85 à 89 ans —	3,497	12,497	23,272	11	39,27
De 90 à 94 ans —	1,038	1,931	5,518	3	8,49
De 95 à 99 ans —	154	268	887	1	1,31
De 100 et au-dessus	7	3	30	"	4
Age inconnu	3,012	1,054	280	30	4,37
TOTAL de 25 à 100 ans et au-dessus	2,041,826	7,689,061	1,008,420	25,330	10,644,63
TOTAL GÉNÉRAL	10,195,788	7,689,097	1,011,313	25,553	18,922,65

Population totale (française et étrangère réunies).

SEXE FÉMININ.					TOTAL des DEUX SEXES.
FILLES.	MARIÉES.	VEUVES.	DIVORCÉES.	TOTAL.	
337,052	"	"	"	337,052	677,960
302,464	"	"	"	302,464	604,695
310,886	"	"	"	310,886	682,516
337,812	"	"	"	337,812	674,614
329,155	"	"	"	329,155	658,812
1,617,369	"	"	"	1,617,369	3,298,497
326,593	"	"	"	326,593	652,634
330,415	"	"	"	330,515	657,341
329,132	"	"	"	329,132	664,426
338,891	"	"	"	338,891	673,548
325,479	"	"	"	325,479	654,230
1,650,510	"	"	"	1,650,510	3,302,179
333,318	"	"	"	338,818	676,863
327,242	"	"	"	327,242	652,438
333,472	"	"	"	333,472	666,044
330,585	"	"	"	330,585	660,202
336,402	"	"	"	336,402	682,800
1,666,019	"	"	"	1,666,019	3,338,347
329,209	631	3	"	329,843	662,379
329,088	2,752	24	1	331,865	664,626
324,116	8,930	85	2	333,133	674,341
333,184	23,419	257	40	356,876	704,585
286,329	10,682	929	40	327,680	648,174
1,602,126	76,414	798	59	1,679,397	3,354,103
286,394	78,738	989	117	366,238	706,506
232,638	97,731	1,345	164	331,878	647,474
217,951	128,384	2,235	256	348,826	664,287
189,718	156,495	3,115	387	349,715	689,350
156,388	162,169	1,859	505	323,921	636,766
1,083,089	623,517	12,543	1,429	1,720,578	3,344,383
148,055	952,447	33,031	4,085	1,437,618	2,871,291
288,335	1,038,217	58,522	5,878	1,390,952	2,789,088
215,378	1,006,211	87,725	6,158	1,315,472	2,639,419
172,127	893,590	120,730	5,070	1,191,517	2,384,339
152,780	833,891	162,779	4,041	1,153,491	2,273,033
131,236	714,348	203,586	2,740	1,051,910	2,069,043
111,747	571,163	238,532	1,703	923,145	1,813,435
97,499	437,984	280,859	988	817,330	1,584,309
75,439	299,019	295,635	530	670,623	1,284,953
55,984	167,129	266,271	267	489,651	931,863
37,267	76,721	196,133	125	310,246	581,130
19,273	27,266	110,465	61	157,065	282,637
6,420	7,226	39,227	23	52,896	92,173
1,841	1,633	8,980	15	12,469	20,959
275	207	1,422	1	1,905	3,215
21	9	102	1	136	176
3,081	1,862	1,654	64	6,061	10,437
1,813,680	7,027,061	2,103,999	31,686	10,976,426	21,621,063
9,465,874	7,728,854	2,118,394	33,238	19,346,360	38,269,011

L'ÉDUCATION POPULAIRE EN 1898-99 (1).

PREMIÈRE PARTIE.

I. COURS D'ADOLESCENTS ET D'ADULTES.

Nombre des cours. — En 1894-1895, il y avait 8.288 cours dont 7.322 de garçons, 966 de filles.

On passe, en 1895-1896, à 15.778 cours dont 13.930 de garçons, 1.808 de filles; en 1896-1897, à 24.528 dont 20.099 de garçons, 4.429 de filles; en 1897-1898, à 30.368 dont 22.939 de garçons, 7.429 de filles.

Et l'on monte : en 1898-1899, à 34.987 cours dont 25.738 de garçons, 9.249 de filles, chiffre auquel il faut ajouter 5.000 unités au minimum provenant des sociétés d'instruction populaire, syndicats, bourses du travail, etc. (2).

Nombre des auditeurs. — Ce nombre est à peu de chose près resté le même : les registres mentionnent 900.000 inscriptions et 438.000 présences, au lieu de 850.000 inscriptions et 482.907 présences l'année précédente.

Caractère des cours. — Les cours d'adultes semblent à l'heure actuelle s'ajuster exactement avec la vie économique. Ils ont des méthodes, des programmes qui sont bien à eux. Ils tendent, d'une part, à la formation des caractères, à l'éducation des volontés. D'autre part, ils visent au pratique, à l'utile, à la spécialisation localisée. Par une entente de plus en plus étroite entre les élèves et les maîtres, l'enseignement s'est diversifié selon l'âge, le degré de culture, la profession des auditeurs.

Cours techniques. — Les cours techniques, professionnels, que les sociétés d'instruction populaire ont depuis longtemps introduits dans les agglomérations urbaines, sont de plus en plus en faveur parmi les jeunes gens.

Dans les villages, les maîtres, toujours mieux initiés aux éléments de la science agricole, aident de plus en plus les apprentis de la ferme.

En outre, sur les côtes en Bretagne, en Provence, les instituteurs ont donné souvent cet hiver des leçons sur les pêches maritimes, sur la faune du littoral, par extension des connaissances enseignées aux élèves de l'école du jour, en vertu des nouveaux programmes.

Éducation morale et civique. — Mais, surtout, ce qu'il pouvait y avoir de trop étroit et aussi d'un peu desséchant dans un enseignement orienté vers des procédés si nettement pratiques a été corrigé et comme élevé et ennobli par les soins donnés à la culture des plus délicats sentiments : honneur, loyauté, pitié pour les faibles, amour de la justice, fraternité. Comme le dit un inspecteur primaire : « Un enseignement moral est venu compléter cet enseignement presque tout utilitaire. Les adultes ont appris quels devoirs les attendent à l'âge mûr. » (Lesparre, Gironde.)

II. COURS DE JEUNES FILLES.

Nombre et répartition des cours. — « Les cours d'adultes hommes me paraissent être arrivés à peu près à leur maximum. Il n'en est pas de même des cours de jeunes filles. Les réunions de l'école, le samedi soir et le dimanche, entrent de plus en plus dans les mœurs, et il s'établit plus d'intimité entre les jeunes filles et les institutrices qu'entre les jeunes gens et les instituteurs », écrit l'inspecteur primaire d'Aubenas.

L'accroissement du chiffre qu'atteignent les cours d'adulte est dû, en effet, en 1898-1899,

(1) Extrait d'un rapport adressé au Ministre de l'instruction publique par M. Ed. Petit. (J. O. du 10 juillet 1899.). Voir *Bulletin* de novembre 1898, p. 859.

(2) Cf. *Annuaire des syndicats professionnels*; voir publications de l'*Office du travail*.

à la marche ascendante suivie par les cours d'adolescentes. Les défiances, les craintes même du début tombent peu à peu. Le succès des œuvres pris dans leur ensemble, l'heureux choix des heures, des jours pour les séances, brisent, sur bien des points, la résistance, désarment la critique.

Jeunes ouvrières, jeunes paysannes reviennent volontiers à l'accueillante maison d'école. Ce que gagnera l'esprit de progrès à la méthodique conquête de la clientèle féminine, on le reconnaîtra promptement.

En 1894-1895, il y avait en tout 966 cours de jeunes filles;

En 1895-1896, 1.808;

En 1896-1897, 4.429;

En 1897-1898, 7.429;

Il y en a 9.249 en 1898-1899.

Caractère, orientation, L'enseignement ménager. — De plus en plus, les cours d'adolescentes se transforment en réunions du jeudi, des dimanches, et ces réunions, par l'adoption de statuts, deviennent bientôt des associations d'anciennes élèves.

Et de plus en plus, ces « Assemblées » assurent une place aux connaissances d'ordre pratique, rapidement utilisables.

Sans doute, il y a des cours d'illettrées, surtout parmi les servantes, — j'en ai vu souvent sur ma route, — mais les leçons professées par les institutrices revêtent d'année en année un caractère de spécialisation plus marquée.

En plusieurs endroits, les cours pour les jeunes filles tendent à se compléter par la création de cours ménagers et d'ouvrirs : « Trois municipalités : Mont-de-Marsan, Peyrehorade, Soustons, ont même rétribué et attaché à leur ouvrage, d'une manière permanente, une maîtresse auxiliaire chargée de surveiller la partie matérielle et technique des travaux de couture sous l'autorité et selon les indications de la directrice de l'école. Quelques heures sont réservées chaque jour aux leçons d'économie domestique et à l'instruction théorique données par les institutrices en vue de compléter l'éducation générale des jeunes ouvrières et des futures ménagères.

La cuisine ménagère est faite au cours; on tend à l'économie. C'est le triomphe des plats abondants, nourrissants et pas chers. Les jeunes filles revêtent le tablier, s'arment d'une cuiller, accommodent le repas.

L'enseignement ménager ne saurait nuire d'ailleurs à l'ébauche d'enseignement esthétique que nous recommandions l'an dernier et qui devrait porter sur les moyens de rendre, à peu de frais, le logis riant et gai, de mettre un sourire et un rayon de soleil dans les plus pauvres demeures.

III. LES CONFÉRENCES POPULAIRES.

Nombre des conférences. — Les conférences populaires sont restées au même niveau qu'en 1897-1898. Il y en avait eu 117.752. Il y en a eu, en 1898-1899, 116.822, dont 56.322 avec projections, 60.500 sans projections.

Le chiffre des auditeurs s'est maintenu aussi; il s'est même un peu élevé. Il dépasse le total de 3.500.000 personnes.

II^e PARTIE.

I. LA MUTUALITÉ SCOLAIRE.

Les sociétés de secours mutuels et d'assistance entre enfants ont été l'objet, en 1898-1899, d'une propagande méthodique qui a été confiée à douze professeurs de l'enseignement secondaire, doublant les efforts de l'administration et du personnel de l'enseignement primaire. Sept d'entre eux ont, dans le Vaucluse, la Marne, la Haute-Garonne, la Nièvre, le Loiret, la Somme, Seine-et-Oise, rempli leur mission en plein cœur de l'hiver. Par les rapports excellents qu'ils ont entretenus avec les instituteurs, par des conférences aux maîtres, aux enfants, aux jeunes gens, aux familles, ils ont servi à la fois la cause de la mutualité et de l'université intensive, car ils ne se sont pas désintéressés de l'éducation populaire sous toutes les formes.

Nombre et répartition des mutualités scolaires. — Grâce à la collaboration des professeurs et des instituteurs, la mutualité, qui, en 1896-1897, comprenait 110 groupements, 400 en 1897-1898, passe à 811 le 31 mars 1899, et il y a plus de 250 sociétés projetées.

Le chiffre de 871 ne donne du reste qu'une idée tout à fait fautive de la situation exacte de la mutualité scolaire, qui englobe à l'heure actuelle environ 10.000 écoles, où 40.000 jeunes mutualistes ont adhéré aux statuts et versent leur cotisation.

C'est que la mutualité qui, à certains endroits, ne comprend qu'une école, couvre ailleurs toute une ville, toute une circonscription d'inspection primaire, même un département entier.

II. LES PATRONAGES SCOLAIRES.

Les groupements qui conservent l'appellation de patronage ne cessent de gagner du terrain. Ils étaient au nombre de 34 en 1894-1895, de 408 en 1895-1896, de 648 en 1896-1897, de 809 en 1897-1898.

Ils s'élèvent à 986 en 1898-1899.

Les départements où les patronages ont le plus pénétré sont :

L'Aude, qui en compte 76; la Gironde, 41; le Loiret, 32; la Marne, 30; le Nord, 167; le Pas-de-Calais, 103; le Rhône, 25; la Seine, 108.

Une centaine de patronages sont en formation.

III^e PARTIE.

LES COLLABORATEURS DE L'ŒUVRE.

Un véritable mouvement d'opinion s'est, en 1898-99, manifestée en faveur des institutions post-scolaires.

L'enseignement primaire est surtout mis à contribution :

Nombre des institutrices et des instituteurs. — Les institutrices et les instituteurs qui se sont tournés vers la seconde instruction, la seconde éducation, sont légion.

En 1895-1896, 18.500 s'étaient mis à l'ouvrage. En 1896-1897, 29.545 tenaient les cours, 3.000 faisaient les conférences. En 1897-1898, ils étaient 39.307 dans l'école du soir, 5.000 conférenciers et lecteurs.

En 1898-1899, ils arrivent au total de 46.386 comme professeurs volontaires et d'environ 6.000 comme conférenciers et lecteurs.

Toutefois en dehors de l'Université, il faut malheureusement constater que le haut commerce, la grande industrie ne semblent pas encore gagnés à l'œuvre.

Sans doute, il y a des tentatives isolées. Quelques manufacturiers envoient leurs apprentis à la classe du soir, même organisent des cours techniques et professionnels dans les classes annexées à leurs usines. Mais, les essais dans le genre de celui qui réussit si bien à l'école du travail manuel de Creil (école Somasco) sont bien rares.

Sans doute, dans les grands centres, soit maritimes, soit ouvriers, les chambres de commerce subventionnent des cours de comptabilité, de langues vivantes. Sans doute, des syndicats patronaux ont institué, surtout à Paris, des classes d'apprentissage théorique et pratique, des concours suivis de distributions de prix. Encore est-il que ces groupements le cèdent en nombre et en importance aux institutions que les ouvriers, sur leurs faibles ressources, ont fondées eux-mêmes, comme les cours de la fédération des chauffeurs-mécaniciens, des bourses du travail à Saint-Nazaire, Marseille, Nîmes, Toulouse, de l'union des chambres syndicales à Bordeaux, de la chambre syndicale des ouvriers passementiers à Saint-Étienne, où bien souvent, à côté des sections consacrées aux connaissances techniques pour les adultes, on ouvre des cours pour les débutants, etc.

Mais, dans la plupart de ces écoles populaires encore trop rares, trop disséminées, le surmenage des disciples est grand, surtout si, pendant tout le jour, en qualité d'apprentis, ils se sont courbés sur l'outil, ils ont vécu dans l'atmosphère surchauffée de l'atelier.

Pourquoi les industriels français, comme l'ont fait, par cotisations, les industriels allemands, ne fonderaient-ils pas des écoles de demi-temps? Dans une dizaine de villes industrielles, au delà du Rhin, les chefs d'usine consentent à donner, dans le jour, assez de liberté

à leurs apprentis pour que ceux-ci fréquentent les cours ou bien les écoles d'art appliqué à l'industrie locale. Les élèves ont leur salaire assuré à l'atelier. D'autre part, sous la direction de maîtres choisis, ils se perfectionnent dans leur métier. En été, ils vont au cours, le matin, de 6 heures à 8 heures. Le soir, ils y retournent de 6 heures à 8 heures. Ils sont employés, payés par le patron, le reste du temps. Les heures de préparations sont changées en hiver.

Les écoles de demi-temps ne sont-elles pas à introduire chez nous? Il est à souhaiter que nos fabricants se rendent compte des ressources qu'il y a dans l'esprit d'association, qu'ils s'occupent, en s'unissant, de favoriser le goût, de faire l'éducation professionnelle de leurs futurs ouvriers. Il y a urgence à ce qu'ils se solidarisent, à ce qu'ils consentent des sacrifices nécessaires, à ce qu'ils fassent de leurs apprentis des « étudiants manuels », s'ils tiennent à ce que nous luttons avec avantage contre des rivaux instruits, ardents à l'ouvrage, spécialement appris à leur profession par le « lendemain de l'école » compris dans son sens large, pleinement.

IV^e PARTIE.

LES RESSOURCES FINANCIÈRES.

Les ressources émanent :

1^o De l'initiative privée :

En 1895-1896, par des dons, quêtes, etc., on avait recueilli 45.000 francs; en 1896-1897, 19.000 francs; en 1897-1898, 204.122 francs.

En 1898-1899, la contribution pécuniaire fournie par l'initiative privée atteint 243.915 francs.

Si l'on y comprenait les cotisations aux groupements post-scolaires et les versements aux sociétés d'instruction populaire, on arriverait à environ 1 million et demi.

2^o Des cours payants :

Les cours payants ne se sont décidément pas acclimatés parmi la clientèle de l'école du soir.

En 1896-1897, les élèves avaient payé à leurs maîtres 50.000 francs; en 1897-1898, 41.702 francs. Ils n'ont versé, en 1898-1899, que 38.486 francs.

3^o Des subventions de municipalités et de conseils généraux :

En 1895-1896, les budgets communaux ont donné : 1.105.000 francs; en 1896-1897, 1.322.254 francs; en 1897-1898, 1.533.742 francs; en 1898-1899, avec les sommes qui sont annoncées pour la session de mai, 1.600.000 francs.

En 1897-1898 les conseils généraux avaient accordé 54.000 francs; en 1898-1899 ils ont donné 56.000 francs.

4^o De la subvention de l'État :

La subvention de l'État en 1898-1899 est de 180.000 francs, en augmentation de 30.000 francs sur 1897-1898, de 160.000 francs sur 1894-1895.

CONCLUSIONS.

La conclusion est dans les faits, la statistique même.

Le succès obtenu par l'éducation populaire laïque prouve qu'elle correspond à un besoin de décentralisation intellectuelle et de vie sociale.

On a dit que le vingtième siècle sera le siècle de l'association. Jeunes paysans, jeunes apprentis n'en ont pas attendu l'aurore pour unir leurs efforts, pour se serrer en rangs pres-

sés autour de l'école pour y recevoir l'enseignement des maîtres, pour s'y préparer à la discipline des devoirs civiques.

Là s'élabore, là grandit une France nouvelle sur qui l'on peut compter.

Un autre fait a été mis en lumière : c'est qu'il y avait dans ce pays, où l'on aime tant à se déprécier soi-même, des réserves d'énergie et de dévouement dont la mise en valeur s'imposait.

Et l'on n'est qu'au début d'un mouvement qui ira encore grandissant. Les congrès internationaux, et celui de l'enseignement primaire, et celui des sociétés laïques d'instruction populaire, et celui de la presse de l'enseignement, et celui de l'enseignement secondaire, et celui de l'enseignement supérieur, ont tous inscrit au programme de leurs discussions la question de l'éducation populaire, car elle se pose chez tous les peuples civilisés comme un problème aux solutions pressantes. On en discutera au grand profit de toutes les nations. Les progrès effectués en Allemagne, en Angleterre, aux États-Unis, pourront fournir d'utiles adaptations à la pédagogie française. Mais peut-être est-on en droit d'espérer que nos éducateurs nationaux n'aient pas moins à prêter qu'à emprunter à l'étranger.

LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES EN 1896.

[Extrait du Rapport adressé au Président de la République par le Garde des sceaux, ministre de la justice, sur l'administration de la justice civile et commerciale, pendant l'année 1896, *Journal officiel* du 29 juillet 1899.]

Les fonctions des conseils de prud'hommes n'ont pas continué à se développer. Le nombre des affaires dont leur bureau particulier a été saisi ne s'est guère grossi (51,460 en 1895; 51,683 en 1896), et celui des affaires portées devant leur bureau général a décliné (15,926 en 1885; 15,754 en 1896). Nous regrettons d'avoir à constater de nouveau, comme dans notre précédent rapport, que les décisions de ces conseils sont de plus en plus fréquemment frappées d'appel et sont loin de s'imposer avec la même autorité qu'autrefois. En 1895, les tribunaux de commerce avaient eu à examiner le bien-fondé de 700 d'entre elles et en avaient infirmé 279, chiffres déjà très supérieurs à ceux des années passées. En 1896, le nombre des appels s'est élevé à 824 et celui des infirmations à 459.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en juin (1). — Le travail s'est maintenu abondant et les offres et les demandes de travail ont trouvé plus facilement leur contre-partie qu'en juin dernier; car tandis que pour 100 places vacantes, il y avait, en juin, 936 demandes de travail faites par les ouvriers, il y en a eu 1.007 en juillet par suite de l'augmentation de bras disponibles.

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 57 villes d'Allemagne constatent, par rapport au mois de juillet 1898, une diminution du chômage dans 42 villes et une augmentation dans 15 villes.

Les placements effectués dans ces 57 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Juin 1898..	25.294	8.202	33.496	30.322	7.36	37.691	119,0	89,8	112,5
Juin 1899..	32.235	10.738	42.973	35.296	7.99	43.289	109,5	74,4	100,7

Grèves en juillet. — 48 nouvelles grèves (1) contre 52 en juin 1899 et 50 en juillet 1898. Ces grèves se sont réparties en juillet 1899 : industrie du bâtiment, 15, industrie des métaux 9, travail des pierres et des terres 7, industrie textile 3, travail du bois 5.

Les grèves en juillet (2). — Le mouvement gréviste signalé le mois dernier dans l'industrie textile de la région de Brünn tend à diminuer; une partie des ouvriers sont rentrés aux anciennes conditions; cependant, au milieu de juillet, des ouvriers grévistes ayant pénétré dans une filature ont arrêté de nouveau le travail; la police a dû procéder à de nombreuses arrestations.

Grèves. — Le mouvement gréviste déjà signalé dans l'industrie textile des provinces rhénanes s'est continué pendant le mois de juin tant dans les filatures et tissage de lin et dans les tissages de soie et de velours, que dans les industries simi-

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

(2) D'après le *Reichsanzeiger*.

lares, apprêts, teintures. Dans un certain nombre d'établissements les ouvriers ont été remplacés.

Dans l'industrie minière, une grève s'était produite le mois dernier en Lorraine et continuée pendant le mois de juin; elle s'est étendue à d'autres centres (Saarbrück, Herne). A Herne, le mouvement gréviste a été particulièrement important et a atteint 2.500 mineurs. Des troubles ont eu lieu; des troupes d'infanterie et de cavalerie sont venues renforcer les forces de gendarmerie qui ont dû, plusieurs fois, faire usage de leurs armes.

A Berlin, au milieu du mois de juin, une grève s'est produite chez les paveurs; le tribunal de conciliation n'ayant pu amener une entente, la grève s'est prolongée tout le mois. Chez les maçons, chez lesquels des grèves partielles s'étaient aussi produites, un lock-out a été décidé par 300 patrons entrepreneurs du bâtiment, 8.000 ouvriers ont été atteints par l'arrêt du travail; en fin de juin, le tribunal industriel a pu amener une entente entre patrons et ouvriers; on a nommé une commission de 9 membres ouvriers et 9 membres patrons devant laquelle seront portés les différends à l'avenir.

La nouvelle loi d'assurance contre l'invalidité. — L'assurance contre l'invalidité et la vieillesse, instituée en Allemagne par la loi d'Empire du 22 juin 1889, a été, comme l'on sait, depuis le début de son application, l'objet de nombreuses critiques. Aussi, dès l'année 1895, s'était-on préoccupé de perfectionner le régime qu'elle avait inauguré.

Un premier projet modifiant la loi de 1889 avait été présenté par le Gouvernement au mois de septembre 1896. Un second projet lui avait succédé en 1897, puis avait été de même abandonné. Enfin, au mois de janvier 1899, un troisième projet fut déposé. C'est de ce dernier qu'est sortie la loi récente du 13 juillet 1899, remplaçant la loi du 22 juin 1889, et portant le titre abrégé de : « Loi sur l'assurance contre l'invalidité » (1).

Voici les principales dispositions par lesquelles la nouvelle loi se distingue de l'ancienne :

1° L'obligation de l'assurance est étendue à diverses catégories d'employés non visées par la loi de 1889, ainsi qu'aux instituteurs et professeurs privés, dont le traitement ou gain annuel ne dépasse pas 2.000 marcs ;

2° Indépendamment des caisses spéciales des chemins de fer et des mines reconnues par l'ancien régime, la création d'une caisse spéciale pour les gens de mer, par le moyen de la corporation de la *Navigation maritime*, est autorisée ;

3° La rente d'invalidité est accordée à tout assuré dont la capacité de travail ne lui permet plus de gagner au moins un tiers de ce que gagne un travailleur sain de la même profession. Elle est de même accordée, pour toute la durée ultérieure de l'incapacité, à tout assuré qui s'est trouvé, par suite de maladie, pendant 26 semaines dans l'état d'incapacité de travail (L'ancienne loi fixait à un an la durée préalable d'incapacité de travail) ;

4° Les établissements d'assurance, institués par la loi de 1889, sont autorisés à organiser des services médicaux de traitement préventif ou curatif des maladies entraînant l'invalidité. Les assurés qui se soustrairaient aux mesures curatives prises par les établissements peuvent être privés de la rente d'invalidité ;

(1) *Reichs-Anzeiger*, numéro du 25 juillet 1899.

5° Le minimum de participation à l'assurance, nécessaire pour avoir droit à la rente, est fixé à 200 semaines de cotisation pour la rente d'invalidité, et à 1.200 semaines de cotisation pour la rente de vieillesse. (Les délais minima antérieurement fixés étaient respectivement de 235 semaines pour la rente d'invalidité, et de 1.410 semaines pour la rente de vieillesse);

6° Il est créé une nouvelle classe de salaires. Au lieu de 4 classes, il y a désormais 5 classes de salaires dans lesquelles sont répartis les assurés :

- 1^{re} classe, salaire inférieur ou égal à 350 marcs.
- 2^e classe, de plus de 350 marcs jusqu'à 550 marcs.
- 3^e classe, de plus de 550 marcs jusqu'à 850 marcs.
- 4^e classe, de plus de 850 marcs jusqu'à 1.150 marcs.
- 5^e classe, salaire supérieur à 1.150 marcs.

7° Les cotisations hebdomadaires sont fixées ainsi qu'il suit, jusqu'à nouvel ordre :

1 ^{re} classe	14 pfennigs.
2 ^e classe	20 —
3 ^e classe	24 —
4 ^e classe	30 —
5 ^e classe	36 —

Ces taux sont les mêmes qu'antérieurement. La seule innovation consiste dans la cotisation relative à la 5^e classe.

8° Le calcul de la rente d'invalidité est modifié. D'après l'ancienne loi, la rente, indépendamment de la subvention de l'Empire, égale à 50 marcs pour chaque rente, comprenait une portion uniforme de 60 marcs, la même pour toutes les classes de salaires, et à laquelle venait s'ajouter un appoint de :

2 pfennigs par cotisation versée dans la classe I.	
6 — — —	II.
9 — — —	III.
13 — — —	IV.

Aux termes de la loi de 1899, la portion fixe n'est plus uniforme, mais s'élève à :

60 marcs dans la classe I.	
70 — — —	II.
80 — — —	III.
90 — — —	IV.
100 — — —	V.

Et l'appoint, par semaine de cotisation, est de :

3 pfennigs dans la classe I.	
6 — — —	II.
8 — — —	III.
10 — — —	IV.
12 — — —	V.

On obtient ainsi une proportion plus satisfaisante entre les versements des assurés et le montant des pensions. La subvention de l'Empire est toujours de 50 marcs comme par le passé.

9° La rente de vieillesse, servie à partir de 70 ans à tout assuré non invalide ayant accompli au moins 1,200 semaines de cotisation, est fixée à :

60 marcs	dans la classe I.	
90	—	II.
120	—	III.
150	—	IV.
180	—	V.

A ces sommes s'ajoute la subvention de l'Empire, de 50 marcs.

Aux termes de l'ancienne loi, la rente de vieillesse était de :

56 m. 80	dans la classe I.	
85 marcs	—	II.
113 m. 20	—	III.
141 m. 40	—	IV.

Les nouveaux taux de la pension de vieillesse sont légèrement inférieurs aux anciens, en ce qui concerne les bas salaires, et sensiblement moindres pour les salaires plus élevés;

10° Les établissements d'assurance avaient jusqu'ici individuellement la charge de toutes les pensions correspondant aux cotisations qu'ils avaient reçues.

Il en était résulté une accumulation de capitaux dans les caisses des grands centres et une insuffisance de fonds dans les caisses de certaines contrées agricoles. Désormais, la totalité des charges des établissements est divisée en deux parts : les *charges communes* et les *charges particulières*.

Les premières comprennent les sommes nécessaires pour assurer le service des trois quarts des rentes de vieillesse, ainsi que des portions fixes des rentes d'invalidité.

Les secondes se composent des sommes nécessaires au paiement du quart restant des rentes de vieillesse et des appoints des rentes d'invalidité. Les charges communes sont représentées à l'actif par un *fonds commun*, qui est la propriété collective des établissements d'assurance et que chacun d'eux gère pour la part qui lui incombe, en le bonifiant d'après un taux d'intérêt fixé identiquement pour tous les établissements. Aux charges particulières correspond un fonds particulier. Chaque établissement gère librement ce fonds, qui lui appartient en toute propriété;

11° L'innovation la plus importante peut-être de la nouvelle législation consiste dans la création de *bureaux locaux* (Rentenstellen), ayant pour but de décharger le service central des établissements en assumant des fonctions antérieurement réservées exclusivement aux directions des caisses. C'est une réforme décentralisatrice, qui avait été à plusieurs reprises réclamée par les représentants les plus autorisés de l'assurance-invalidité.

Les bureaux locaux sont, aux termes de la loi, des organes de l'établissement d'assurance et ils sont investis de l'autorité administrative qui leur est déléguée par les pouvoirs centraux. Ils ont, comme les établissements centraux, un président et des assesseurs, représentants des patrons et des ouvriers. Ils sont chargés, dans les circonscriptions qui leur sont assignées, d'examiner les demandes d'obtention de rentes et d'émettre sur elles un avis motivé; d'examiner de même tous les cas où le paiement des rentes peut être suspendu; de contrôler le paiement des cotisations; de renseigner les intéressés sur tout ce qui concerne l'assurance contre l'invalidité. Les décisions des bureaux locaux ne sont, d'ailleurs, prises qu'en première instance et sont toujours sujettes à révision.

L'Office impérial des assurances conserve comme par le passé son rôle de contrôle et de tribunal suprême en matière d'assurance.

Le système des timbres représentatifs des cotisations, ainsi que des cartes-quitances sur lesquelles sont collés les timbres, n'a pas subi de modifications.

Les œuvres ouvrières en 1899 (1). — Un journal, *l'Ami de l'ouvrier*, fondé par la Société centrale des œuvres ouvrières, et destiné spécialement à tenir le public au courant des progrès accomplis en Allemagne par les œuvres patronales créées en faveur des ouvriers, publie tous les trois mois un état détaillé des sommes affectées à ces institutions. Pendant le premier trimestre de l'année 1899, le montant total des sommes ainsi versées par les industriels allemands — en dehors des prestations exigées par les assurances obligatoires — s'est élevé à 5.804.317 marcs. Pendant le second trimestre, il s'est élevé à 6.493.886 marcs, ainsi répartis :

	VERSÉ par des ENTREPRISES individuelles. — marcs.	VERSÉ par DES SOCIÉTÉS par actions. — marcs.	TOTAL. — marcs.
1° Pensions, secours divers aux ouvriers et à leurs familles.....	530.642	2.042.934	2.573.576
2° Primes, gratifications, participation aux bénéfices.....	50.000	1.320.005	1.370.005
3° Allocations diverses aux ouvriers, non spécifiées.....	200.000	931.441	1.131.441
4° Sommes destinées à atténuer les con- séquences du chômage.....	"	35.000	35.000
5° Allocations à des institutions diverses.	135.000	278.500	413.500
6° Allocations en faveur des enfants des ouvriers.....	16.000	9.013	25.013
7° Allocations aux asiles de vieillards...	30.000	"	30.000
8° Secours spéciaux à des malades, se- cours de convalescence.....	217.600	141.969	359.569
9° Établissements sanitaires (Bains, etc.)	"	"	"
10° Habitations ouvrières.....	36.000	12.477	48.477
11° Éducation et instruction (Bibliothè- ques, etc.).....	21.000	"	21.000
12° Allocations à des établissements reli- gieux.....	11.000	15.005	26.005
13° Allocations à des musées, pour des monuments, etc.....	310.000	2.000	312.000
14° Éducation et enseignement profes- sionnel des jeunes filles.....	125.000	"	125.000
TOTAUX.....	1.693.542	4.800.344	6.493.886

Statistique des faillites (1). — D'après le bureau impérial de statistique, pendant le premier trimestre 1899, on a relevé dans l'empire allemand 2.182 dé-

(1) Extrait du *Reichsanzeiger*, n° du 26 juillet 1899.

clarations de faillite contre 2.006 pendant la période correspondante de 1898. Sur les 2.182 faillites déclarées pendant le premier trimestre 1899, pour 215, il y a eu clôture par suite d'insuffisance d'actif, et sur les 1.967 autres faillites, le débiteur a, dans 1.252 cas, demandé l'ouverture de la faillite.

Pendant le premier trimestre 1899, 1.500 faillites ont été terminées (1.430 en 1898), dont 982 par partage du reliquat, 364 par un concordat, 50 à la suite d'un accord général, et 104 par manque d'actif. Dans 507 faillites terminées, un comité de créanciers avait été constitué.

AUTRICHE-HONGRIE.

Les caisses d'épargne postale en 1898 [Cisleithanie] (1). — L'Autriche, qui avait organisé des caisses d'épargne postale en 1882, avait, en fin 1898, 1.318.626 caisses, soit 77.059 de plus qu'en 1897. L'excédent des dépôts sur les retraits a été de 3.850.292 florins; il était de 4.701.146 florins en 1895. L'encaisse d'épargne était de 59.892.914 florins en fin 1898. Par 1,000 habitants de la Cisleithanie, 48 étaient déposants en 1896, 50 en 1897, 52 en 1898. La répartition par âge des déposants était la suivante : au-dessous de 10 ans, 26 p. 0/0; de 10 à 20 ans, 29 p. 0/0; de 20 à 30 ans, 24 p. 0/0; de 30 à 40 ans, 14 p. 0/0, et au-dessus de 40 ans, 7 p. 0/0. Quant à la position sociale, 13 p. 0/0 étaient des enfants, 29 p. 0/0 des écoliers et étudiants, 5 p. 0/0 des femmes, 1,5 p. 0/0 des employés, 2 p. 0/0 des militaires, 1,6 p. 0/0 des commerçants, 2,7 p. 0/0 des industriels ou des artisans indépendants, 14 p. 0/0 des compagnons ouvriers, 1 p. 0/0 des cultivateurs, 1,9 p. 0/0 des employés de commerce, 1,7 p. 0/0 des ouvriers de fabrique, 2 p. 0/0 des ouvrières, 9 p. 0/0 des domestiques, 1,6 p. 0/0 des ouvriers agricoles et tâcherons. Dans 226.000 cas, les dépôts sont inférieurs à 1 florin; dans 197.000 cas, ils varient de 1 à 3 florins; les dépôts les plus nombreux varient de 10 à 50 florins (232.000 cas); 25.000 déposants ont de 500 à 1,000 florins; 1,000 florins est le maximum des dépôts. Dans 5.172 cas les syndicats et dans 5.387 cas les institutions de bienfaisance et les communes ont utilisé les caisses d'épargne pour faciliter l'administration de leur argent. Le trafic des chèques de caisse d'épargne s'est développé tout particulièrement : il y avait 2.278 comptes de chèques en 1888 et en fin 1898, 4.668 comptes ont été ouverts, pour lesquels le montant des dépôts a été de 101.567.623 florins; les affaires qui atteignaient 3.3 milliards de florins en 1896 ont été de 4,4 milliards en 1898. Les comptes de chèques se sont notamment répartis : 13.017 commerçants, 5.422 fabriques, 2.384 associations et corporations, 2.606 industriels, 1.593 avoués et notaires, 1.284 administrations communales, 430 cultivateurs, etc. 4.381 comptes de chèques sont venus se compenser au clearing house (chambre de compensation). Suivant la demande des intéressés peu familiarisés avec les affaires de bourse, 69 millions de florins provenant d'épargnes ont été convertis en valeur-papier, fonds d'Etat et actions de chemins de fer, qui ont été déposés ensuite en comptes rentiers. En fin 1898, il y avait 13.565 comptes.

(1) D'après le *Reichsanzeiger*.

BELGIQUE.

Loi concernant la sécurité et la santé des ouvriers employés dans les entreprises industrielles et commerciales (2 juillet 1899). ART. 1^{er}. Le Gouvernement est autorisé à prescrire les mesures propres à assurer la salubrité des ateliers ou du travail et la sécurité des ouvriers dans les entreprises industrielles et commerciales dont l'exploitation présente des dangers, même lorsqu'elles ne sont pas classées comme dangereuses, insalubres ou incommodes. Ces mesures peuvent être imposées tant aux ouvriers, s'il y a lieu, qu'aux patrons ou chefs d'entreprises.

Le Gouvernement est également autorisé à prescrire la déclaration des accidents du travail qui surviennent dans ces entreprises.

Sont exceptées les entreprises où le patron ne travaille qu'avec des membres de sa famille habitant chez lui ou avec des domestiques ou gens de la maison.

ART. 2. Sauf en ce qui concerne les entreprises qui, indépendamment de la présente loi, sont soumises à un régime d'autorisation ou de déclaration préalable, le Gouvernement ne peut exercer les pouvoirs déterminés à l'article précédent que par voie d'arrêtés généraux et après avoir pris l'avis :

1° Des conseils de l'industrie et du travail ou des sections de ces conseils représentant les industries, professions et métiers en cause ;

2° Des députations permanentes des conseils provinciaux ;

3° De l'Académie royale de médecine, du Conseil supérieur d'hygiène publique ou du Conseil supérieur du travail.

Ces collèges transmettront leur avis dans les deux mois de la demande qui leur en sera faite à défaut de quoi il sera passé outre.

ART. 3. Les délégués du Gouvernement pour la surveillance de l'exécution de la présente loi ont la libre entrée dans les locaux affectés à l'entreprise.

La constatation et la répression des infractions auront lieu conformément à la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, sans préjudice toutefois de l'application des dispositions du titre X de la loi du 21 avril 1810 en ce qui concerne les mines, minières, carrières souterraines et usines métallurgiques régies par ladite loi.

(1) Extrait du *Reichsanzeiger*, numéro du 26 juillet 1899.

NOUVELLE-GALLES DU SUD.

Conciliation and arbitration act of 1899. — Cette loi remplace celle de 1892 qui n'avait pas donné de résultats satisfaisants. Le caractère distinctif de la loi nouvelle est l'institution d'enquêtes publiques (art. 2, § c) sur la demande de l'une des parties. L'enquête est dirigée par un juge de la Cour suprême ou par le président du tribunal (Land Court). Des peines sévères sont édictées contre les personnes qui entraveraient sa marche ou refuseraient d'y comparaître comme témoins. En dehors de l'influence que peut avoir une enquête ainsi menée sur l'opinion publique et sur la solution du conflit, aucune sanction positive n'est donnée aux conclusions du juge enquêteur. La loi accorde d'ailleurs au Ministre le droit de prendre l'initiative d'une enquête directe, de désigner un conciliateur à la requête d'une des parties et un arbitre à la requête des deux parties. L'esprit de ces dispositions est le même que celui de la dernière loi anglaise sur la conciliation.

DANEMARK.

Les grèves en juillet (1). — Le Conseil supérieur d'arbitrage qui était intervenu dans la grève de l'industrie du fer et du bâtiment n'a pas obtenu les résultats qu'on espérait; les patrons ont posé onze nouvelles conditions en dehors des huit premières qui avaient motivé la grève; la plupart de ces nouvelles conditions n'ont pas été admises par les ouvriers, et on n'a pu arriver à une entente. Le Conseil supérieur d'arbitrage s'est dissout au milieu de juillet.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en juillet (2). — Marché de travail très ferme en juillet. Le pourcentage de chômeurs continue à être le plus bas qui ait été constaté, à la même époque de l'année, depuis 1890. Mouvement de hausse marqué dans les salaires principalement pour les houillères et les ateliers du fer.

(1) D'après le *Reichsanzeiger*.

(2) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

2,3 p. o/o de chômeurs dans 123 trade-unions groupant 500.169 membres contre 2,3 p. o/o en juin 1899 et 2,6 p. o/o en juillet 1898.

5,18 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers contre 5,34 en juin 1899 et 5,13 en juillet 1898.

Ces derniers chiffres ne portent pas sur les puits du pays de Galles qui étaient atteints par la grève en juillet 1898. La diminution constatée de juin à juillet 1899 est uniquement due à des chômages pour cause de fêtes locales.

372 hauts fourneaux en marche à la fin de juin 1899, avec 24.830 ouvriers contre 374 en juin 1899 et 342 en juillet 1898.

98 p. o/o du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton et 92 p. o/o dans les tissages avec 77.000 ouvrières, femmes et filles, contre 96 et 90 p. o/o en juin 1899 et 90 et 72 p. o/o en juillet 1898.

Sur 320.400 travailleurs pour lesquels des renseignements sont fournis, hausse de salaire de 0 fr. 656 en moyenne par semaine pour tous, dont 262.028 dans les mines, 35.560 dans l'industrie métallurgique et 10.158 dans les textiles. Cette hausse a été obtenue pour 159.200 ouvriers par échelle mobile pour 2.600 par conciliation et arbitrage et le surplus, pour 156.100 travailleurs, par négociation directe entre patrons et ouvriers.

Placement gratuit (1). — 1.547 demandes et 814 offres d'emploi en juillet 1899, contre 1.339 et 922 en juin 1899 et 1.680 et 734 en juillet 1898; 322 placements à demeure et 581 en extra, soit ensemble 903 contre 947 en juin 1899 et 941 en juillet 1898.

Assistance publique. — En un jour de la deuxième semaine de juillet 1899, l'Assistance publique a secouru 314.959 personnes, soit 197 pour 10.000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 198 en juin 1899 et 204 en juillet 1898.

Grèves. — 51 nouvelles grèves en juillet avec 10.022 chômeurs, contre 59 avec 14.254 en juin 1899, et 33 avec 8.753 en juillet 1898, non compris les mineurs Gallois; 6 grèves dans le bâtiment, 9 dans les mines et carrières, 7 dans les métaux, 17 dans les textiles. Sur 63 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 14.378 grévistes, 18 succès (avec 3.053 grévistes), 23 transactions (avec 6.394 grévistes), 19 échecs (avec 4.426 grévistes).

Les empoisonnements par le plomb dans l'industrie de la poterie (2). — Le Département de l'intérieur vient de publier les résultats d'une enquête qu'il a fait poursuivre dans le Royaume-Uni et sur le continent, relativement à l'emploi des composés à base de plomb dans l'industrie de la poterie.

(1) Sur les 10 bureaux de placement qui ont fourni des renseignements au *Labour Department* en juillet, 6 sont situés à Londres et 4 en province, à Ipswich, Plymouth, Liverpool et Glasgow.

(2) D'après la *Labour Gazette*.

D'après l'inspection du travail, les ateliers de cette industrie qui emploient des composés plombiques occupaient au 1^{er} juillet 1898, 4.703 travailleurs et le nombre des empoisonnements par le plomb déclarés avaient été de 348, ainsi répartis :

	SEXES	
	masculin.	féminin.
<i>Nombre de travailleurs :</i>		
Au-dessous de 18 ans.....	516	256
Au-dessus de 18 ans.....	2.607	1.324
TOTAUX.....	3.123	1.580
	4.703	
Nombre d'empoisonnements par le plomb.....	152	196
	348	
Proportion du nombre d'empoisonnements au nombre d'ouvriers.	$\frac{1}{20.6}$	$\frac{1}{8}$
	$\frac{1}{13.5}$	

Il a été constaté de façon certaine que les adolescents et les femmes de 17 à 30 ans sont spécialement exposés à l'influence du plomb.

Le résultat final de l'enquête est résumé dans des conclusions qui peuvent s'analyser de la façon suivante :

1. La presque totalité des poteries pourrait recevoir une *couverte* exempte de plomb. Les produits fabriqués de cette manière ne sont en rien inférieurs aux autres. Il ne semble exister aucune raison pour continuer à exposer les ouvriers aux dangers qui résultent de l'emploi des composés plombiques.

2. Il y a cependant certaines sortes de poteries pour lesquelles il serait plus difficile de se passer de composés plombiques. Mais il n'existe aucune raison, dans ces cas spéciaux, pour ne pas employer le plomb sous la forme d'un silicate double porphyrisé. Ce composé, s'il est bien fabriqué, est presque inattaquable par les acides chlorhydrique, acétique et lactique, même concentrés. Il n'y a pas de doute, en conséquence, que son emploi diminuerait grandement les dangers de l'empoisonnement plombique.

3. Il y a lieu de défendre absolument l'emploi du *raw-lead* (plomb d'œuvre?) comme composant de la *couverte* ou des couleurs qui doivent être cuites postérieurement.

4. Comme il serait très difficile d'assurer l'emploi exclusif de couvertes inoffen-

sives, il y a lieu d'exclure les enfants, les adolescents et les femmes des emplois de treppeurs, aides-treppieurs, nettoyeurs après le trempage, et glaceurs, dans les ateliers où on emploie des couvertes plombiques; quant aux adultes chargés des mêmes travaux, ils doivent être soumis régulièrement à une inspection médicale.

ÉTATS-UNIS.

Taux moyen de la subvention par membre accordée par l'Association internationale des cigariers de l'Amérique (1).

ANNÉES.	NOMBRE de MEMBRES.	CAS de DÉCÈS.	MA- LADIE.	VOYAGE	CHÔ- MAGE.	TOTAL.	GRÈVES.	TOTAL GÉNÉRAL.
		dollars.(1)	dollars.	dollars.	dollars.	dollars.	dollars.	dollars.
1882.....	11.430	0 15	1 50	1 78	"	3 43	3 92	7 35
1883.....	13.214	0 20	1 69	2 81	"	4 70	2 10	6 80
1884.....	11.871	0 33	2 66	3 34	"	6 33	12 09	18 12
1885.....	12.000	0 35	2 45	2 22	"	5 02	5 09	10 11
1886.....	24.672	0 20	2 71	1 29	"	3 20	2 20	5 40
1887.....	20.566	0 43	3 11	2 40	"	5 94	0 67	6 61
1888.....	17.199	1 24	3 42	2 49	"	7 15	2 64	9 79
1889.....	17.555	1 09	3 39	2 18	"	6 96	0 30	7 26
1890.....	24.624	1 06	2 63	1 54	0 92	6 15	0 75	6 90
1891.....	24.221	1 57	3 61	2 21	0 88	8 27	1 38	9 65
1892.....	25.000	1 79	3 59	1 91	0 70	7 99	1 50	9 49
1893.....	27.045	1 83	3 86	2 34	3 30	11 23	0 67	11 90
1894.....	26.788	2 32	3 99	1 57	6 51	14 39	1 68	16 07
1895.....	27.828	2 40	4 04	1 50	5 98	13 92	1 58	15 50
1896.....	28.074	2 80	3 89	1 18	6 26	14 13	0 98	15 11
1897.....	27.318	2 53	4 13	1 06	4 30	12 02	0 45	12 47

(1) La valeur nominale du dollar est de 1 gr. 5046 d'or fin, soit 5 fr. 1813.

SUISSE.

Les caisses d'épargne (2). — Depuis l'année 1825 jusqu'à l'année 1896, le nombre des caisses d'épargne a été en augmentant : 44 en 1825 et 566 en 1896; sur les 566 caisses, 377 étaient des caisses indépendantes, 36 des caisses de fabrique et 153 des caisses scolaires. Le montant des dépôts, l'importance de ces

(1) Extrait du *Correspondenzblatt der general kommission der gewerkschaften Deutschlands*.

(2) D'après le *Reichsanzeiger*.

dépôts par 100 habitants ainsi que le nombre des caisses d'épargne, sont fournis par le tableau suivant publié par l'*Annuaire statistique de la Suisse* :

ANNÉES.	NOMBRE des caisses d'épargne.	NOMBRE des dépôts.	MONTANT des dépôts. — francs.	MONTANT des dépôts par 100 habitants. — francs.
1835.....	100	60.028	16.789.000	770
1852.....	163	181.172	60.367.000	2.523
1862.....	235	355.291	131.902.000	5.261
1872.....	303	542.162	288.836.000	10.821
1882.....	487	746.984	514.078.000	18.063
1896.....	566	1.254.355	939.855.000	30.712

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Circulaire du 20 octobre 1898 adressée par le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur et des cultes, aux préfets, le 29 juillet 1899, au sujet de l'exécution de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels.

(J. O. du 8 août 1899.)

La loi du 1^{er} avril sur les sociétés de secours mutuels est une des plus importantes que le Parlement ait votées durant la dernière législature.

Vous savez tout le prix qu'attachait le gouvernement de la République à ce que les solutions favorables au développement de la mutualité fussent enfin adoptées, et il ne vous a pas échappé que les investigations réalisées par la nouvelle loi, non seulement sont considérables, mais encore qu'elles doivent exercer une influence décisive sur l'extension et la prospérité des sociétés de secours mutuels.

La loi du 1^{er} avril peut être considérée comme une véritable charte de la mutualité entendue au sens le plus large; elle codifie les règles de la matière tout en tenant compte des enseignements fournis par l'expérience, des progrès de la science et, dans la mesure du possible, des vœux formulés par les représentants les plus autorisés des sociétés de secours mutuels. Si la période d'élaboration de cette loi fut d'une très longue durée, il en est résulté du moins cet avantage de laisser à toutes les opinions comme à toutes les critiques le temps de se produire et de permettre aux Chambres de prendre en parfaite connaissance de cause les résolutions les plus conformes aux intérêts bien entendus des sociétés de secours mutuels et les plus propres à produire les résultats féconds que les classes laborieuses doivent retirer d'une semblable institution.

Le commentaire des articles de la loi fera ressortir dans leur moindre détail les progrès accomplis et les changements introduits dans les textes en vigueur depuis bientôt cinquante ans. Néanmoins, je crois utile de mettre tout d'abord en relief les traits caractéristiques de la réforme et d'appeler votre attention sur l'esprit général de la loi et sur la mission qui vous reste dévolue.

L'ancienne législation concernant les sociétés de secours mutuels assignait à ces associations pour but essentiel et presque exclusif d'assurer à leurs membres participants des secours temporaires en cas d'invalidité résultant de la maladie, de blessures ou d'infirmités. Celles-là seules pouvaient prendre légalement la dénomination de sociétés de secours mutuels et bénéficier des avantages réservés auxdites sociétés.

Toute autre est la conception de la loi actuelle, qui part de ce principe : que la mutualité

n'a pas comme unique objet l'assurance contre la maladie et certains risques ordinaires de la vie; qu'elle embrasse toutes les combinaisons inspirées à des associés par l'esprit de prévoyance et propres à faire produire à la petite épargne son maximum d'effet. De telle sorte qu'une association qui se proposerait uniquement de constituer des pensions de retraite, ou de contracter des assurances de diverses natures, sera désormais considérée comme une société de secours mutuels au même titre que les autres et régie par la loi du 1^{er} avril.

Cet élargissement du cadre trop étroit des lois de 1850 et 1852 n'était pas commandé seulement par la nature des choses; il s'imposait comme une conséquence logique de la volonté nettement formulée par les pouvoirs publics d'inciter le plus grand nombre, par la concession de tous les avantages réservés aux sociétés mutuelles, à la pratique de la prévoyance.

Si on passe en revue les innovations imaginées dans le but d'encourager l'œuvre de la mutualité et de lui conquérir la large place qu'elle doit occuper dans une démocratie bien organisée, on est amené à constater que le législateur a cru les trouver, et à juste titre, dans l'application des principes de liberté, d'émancipation et de solidarité.

Toute association de prévoyance se formera désormais librement, par la seule volonté des intéressés; elle aura une existence légale, indépendamment de toute approbation et sous la seule réserve de l'accomplissement d'une simple formalité administrative.

Le champ d'action des sociétés de secours mutuels n'est plus enserré, comme sous l'empire du décret de 1852, dans les limites étroites de la commune : il pourra s'étendre sur tout le territoire.

Enfin, confiante dans la sagesse et la moralité de ceux qu'unissent les liens de la mutualité, la loi admet même les unions de sociétés constituant entre elles des rapports d'intérêts et des échanges de services et s'associant pour parer à des risques exceptionnels.

D'un autre côté, si l'état de minorité et d'incapacité dans lequel l'ancienne législation avait cru devoir placer les sociétés de secours mutuels pouvait se justifier dans une certaine mesure au début de l'institution, les mêmes raisons n'existaient plus aujourd'hui. Et l'expérience acquise par une longue pratique, comme la connaissance plus approfondie des lois et de la puissance de l'association mutuelle rendaient surannée cette étroite tutelle.

Aussi les sociétés approuvées ne seront plus astreintes, comme par le passé, à verser leurs fonds à la Caisse des dépôts et consignations, seule chargée de gérer la fortune des sociétés. Elles pourront au contraire effectuer le placement de ces fonds et, à cet effet, acheter des valeurs mobilières offrant toute sécurité et même des immeubles. On reconnaît, d'autre part, aux associations de la même catégorie une capacité singulièrement plus étendue qu'autrefois, puisqu'elles sont admises à recueillir des dons et legs mobiliers dont l'importance n'est plus limitée comme le décidait le décret de 1852, et aussi des libéralités consistant en immeubles. Si la capacité des sociétés libres est plus limitée, il n'en est pas moins vrai qu'elles bénéficient également des dispositions libérales de la loi, car elles peuvent posséder dans une certaine mesure, et elles aussi recueillir des dons et legs mobiliers.

Enfin, les sociétés approuvées ne seront plus obligées d'avoir un fonds commun inaliénable; elles auront la faculté de constituer des retraites au profit de leurs membres, soit sur le fonds commun qu'elles alimenteront désormais à leur gré sans être tenues d'y verser la presque totalité des ressources de provenance étrangère aux cotisations des participants, soit sur le livret individuel qui apparaît comme une des innovations les plus intéressantes de la loi et les plus heureuses pour le développement de l'esprit de prévoyance.

Ces tentatives d'émancipation, dont je n'indique ici que les grandes lignes, ne peuvent manquer de donner plus de vitalité aux sociétés de secours mutuels et de tenir plus fortement unis ceux qui associeront leurs efforts et leur intelligence pour maintenir et accroître le patrimoine commun.

Pendant toutes ces concessions n'auraient pas suffi pour activer l'évolution de la mutualité si en même temps la loi n'avait stipulé à son profit des avantages pécuniaires et des immunités. C'est pourquoi les Chambres, faisant œuvre de solidarité sociale et résolues à encourager sérieusement l'épargne en la rendant productive, ont décidé notamment que le taux de faveur de 4 fr. 50 p. o/o serait garanti à tous les capitaux des sociétés approuvées versés à la Caisse des dépôts et consignations, soit en compte courant, soit au compte du fonds commun. On ne saurait trop faire ressortir l'importance des avantages découlant pour la mutualité de cette disposition qui non seulement prévoit un intérêt rémunérateur et dépassant de beaucoup les conditions actuelles du marché des capitaux, mais encore la garantit

dans l'avenir contre l'éventualité généralement admise de l'abaissement du taux d'intérêt. Il y a tout lieu d'espérer que cet engagement qui entraîne pour la collectivité des sacrifices par le devoir de solidarité contribuera grandement à la multiplication des associations de prévoyance.

Aux avantages matériels accordés aux sociétés approuvées et dont le plus précieux réside sans contredit dans l'allocation pour leurs capitaux d'un intérêt élevé, la loi a encore ajouté des garanties destinées à assurer l'indépendance et la durée des associations de prévoyance visées par l'article 1^{er}.

Ces garanties m'amènent à vous entretenir, Monsieur le Préfet, des changements apportés dans vos attributions et de la mission que le Gouvernement entend vous confier.

Les sociétés de secours mutuels ne sont plus placées sous votre autorité comme l'avait ordonné le décret de 1852, et cette innovation est la conséquence naturelle de l'application des principes sur lesquels repose la nouvelle législation. Dès lors, en effet, qu'on proclamait pour ces sociétés le droit de naître librement et d'exister par la seule volonté de l'initiative privée ; dès lors que la loi réglait elle-même les conditions générales imposées aux sociétés dans l'intérêt public et pour la sauvegarde des participants, et que, sous cette réserve, elle leur reconnaissait les droits les plus étendus, le rôle qui vous était assigné par le décret de 1852 n'avait plus d'objet.

Cependant, si le régime inauguré par la loi du 1^{er} avril implique la suppression de la plupart de vos anciennes attributions, vous restez néanmoins investi implicitement et d'une manière formelle d'un droit de surveillance sur les sociétés de secours mutuels, que vous devez exercer avec vigilance.

C'est dans vos bureaux ou dans ceux de votre délégué au chef-lieu d'arrondissement que doit être fait le dépôt des statuts des sociétés un mois avant leur fonctionnement ; il vous appartient donc d'examiner s'ils sont en conformité avec la loi organique et, dans le cas contraire, d'inviter les intéressés à les y mettre et, subsidiairement, s'il y a lieu, de saisir l'autorité judiciaire. C'est vous que l'article 10 charge de prendre un arrêté d'avertissement si une société est détournée de son but de société de secours mutuels, d'où il suit que la loi vous confie le soin et vous impose le devoir de surveiller ces associations. Enfin les articles 29 et 31 vous investissent formellement d'un pouvoir de contrôle sur la gestion des sociétés approuvées et sur leur liquidation.

Vous voyez par ce qui précède, que, si le caractère de vos attributions se trouve transformé, vous n'en restez pas moins chargé d'assurer l'observation de la loi, et dans l'intérêt même des mutualistes aussi bien que de l'ordre public.

Au surplus, le Gouvernement désire vous assigner une autre tâche, celle d'employer votre crédit et votre activité à favoriser le plus possible l'expansion de la mutualité et de marquer par votre incessante initiative les profondes sympathies des pouvoirs publics pour une institution sur laquelle ils fondent tant d'espoir.

Le nombre est encore beaucoup trop grand de ceux qui, par inertie ou par ignorance, ne tentent pas de parer aux risques de la vie, aux conséquences de l'invalidité inéluctable causée par la vieillesse, et qui deviennent des victimes trop résignées d'une misère pourtant évitable avec un peu de prévoyance fécondée par la mutualité. C'est dans notre démocratie un devoir impérieux et primordial pour les représentants de l'autorité gouvernementale, de faire produire tous leurs effets aux institutions de paix sociale qui tendent à développer la fraternité entre les citoyens et à lutter contre la misère. En vous le rappelant, j'ai confiance que vous continuerez à le remplir avec un redoublement de zèle.

Il faut résolument combattre l'indifférence des uns et éclairer les autres. Je vous recommande instamment, à cet effet, d'organiser une propagande active en faveur de la mutualité ; d'obtenir le concours éclairé des représentants de votre département, des municipalités et de toutes personnes disposées à seconder votre tâche et capables de le faire utilement ; de provoquer des conférences fréquentes où seraient exposés et le but des sociétés de secours mutuels et le profit moral et matériel qu'elles sont susceptibles de procurer aux participants ; de multiplier enfin les occasions de faire ressortir l'économie de la nouvelle législation et les avantages considérables qu'elle a réservés à la mutualité.

Pour remplir cette mission, il est indispensable que vous soyez entièrement familiarisé avec la loi du 1^{er} avril et que vous ne perdiez pas de vue certaines lois spéciales comme celle du 21 mars 1884 qui permet aux syndicats professionnels de constituer des caisses de secours ou de retraites autonomes ; celle du 29 juin 1894 sur les caisses de retraites des ouvriers

mineurs et celle du 9 avril 1898, relative aux accidents du travail, qui décide (art. 5 et 6) que les chefs d'établissement peuvent se décharger de leur responsabilité en affiliant leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels.

L'étude de tous ces textes, la lecture des diverses publications traitant des questions relatives à la mutualité ou aux associations professionnelles, et celle du commentaire que vous trouverez ci-après des dispositions de la loi du 1^{er} avril 1898, vous mettront amplement en mesure de seconder efficacement les vues du Gouvernement et de guider avec sûreté tous ceux de vos administrés qui auront recours à vos lumières pour l'organisation d'une société de secours mutuels ou pour l'amélioration des statuts.

.....

(Suit le commentaire de la loi article par article et qui fait l'objet d'instructions très développées.)

Décret du 18 août 1899 portant réorganisation de l'Administration centrale du Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

(J. O. du 8 août 1899.)

Arrêté du Ministre du commerce, en date du 3 août 1899, portant réorganisation de l'Administration centrale du Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

(J. O. du 8 août 1899.)

EXTRAITS.

Vu le décret en date du 1^{er} août 1899, relatif à l'organisation de l'Administration centrale du commerce et de l'industrie,

ARTICLE UNIQUE. — Les attributions des services et bureaux de l'Administration centrale du commerce et de l'industrie sont fixées comme il suit :

.....

DIRECTION DU TRAVAIL.

Office du travail.

Statistique du travail et des assurances sociales.

Conseil supérieur du travail.

L'Office du travail a pour mission :

De recueillir, de coordonner et de publier toutes informations relatives au travail, notamment en ce qui concerne l'état et le développement de la production, l'organisation et la rémunération du travail, ses rapports avec le capital, la condition des ouvriers, la situation comparée du travail en France et à l'étranger, et d'effectuer tous travaux se rattachant à cet ordre d'idées qui lui seraient demandés par le Ministre du commerce et de l'industrie.

1^{er} bureau. — Statistique générale.

Conseil supérieur de statistique.

Préparation et publication de la *Statistique annuelle*.

Rédaction et publication de l'*Annuaire statistique*.

Résultats statistiques généraux des dénombremens quinquennaux de la population.

2^e bureau. — *Associations ouvrières. — Études d'économie sociale.*

Législation du travail.

Grèves. — Conseil de prud'hommes. — Conciliation et arbitrage. — Chômage.

Syndicats professionnels de patrons ou d'ouvriers. — Syndicats mixtes. — Syndicats agricoles. — Union de syndicats. — Statuts syndicaux. — Bourses du travail.

Institutions et règlements relatifs au placement des ouvriers et employés.

Sociétés coopératives. — Répartition des subventions aux associations ouvrières de production et de crédit.

Participation aux bénéfices.

Dons d'ouvrages, de modèles et de collections. — Bibliothèques syndicales.

Publication de l'*Annuaire des syndicats*.

DIVISION DE L'ASSURANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

1^{er} bureau. — *Assurances. — Accidents du travail. — Service du contrôle des assurances.*

Assurances sur la vie, contre l'incendie, le chômage, etc.

Tontines. — Commission de surveillance.

Caisses nationales d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents. — Commission supérieure desdites caisses.

Accidents du travail. — Préparation et application des lois et règlements relatifs aux accidents du travail.

Service du contrôle des sociétés d'assurances contre les accidents du travail. — Personnels des commissaires contrôleurs.

2^e bureau. — *Prévoyance et retraites.*

Caisses d'épargne ordinaires.

Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. — Caisses de retraite et de prévoyance.

Habitations à bon marché.

Commissions supérieures de la caisse nationale des retraites et des caisses d'épargne.

Conseil supérieur des habitations à bon marché.

Décret du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'État.

(J. O. du 11 août 1899.)

ART. 1^{er}. Les cahiers des charges des marchés de travaux publics ou de fournitures passés au nom de l'État, par adjudication ou de gré à gré, devront contenir des clauses par lesquelles l'entrepreneur s'engagera à observer les conditions suivantes en ce qui concerne la main-d'œuvre de ces travaux ou fournitures, dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché :

1^o Assurer aux ouvriers et employés un jour de repos par semaine;

2^o N'employer d'ouvriers étrangers que dans une proportion fixée par l'administration selon la nature des travaux et la région où ils sont exécutés;

3^o Payer aux ouvriers un salaire normal égal, pour chaque profession et dans chaque profession pour chaque catégorie d'ouvriers, au taux couramment appliqué dans la ville ou la région où le travail est exécuté;

4^o Limiter la durée du travail journalier à la durée normale du travail en usage pour chaque catégorie, dans ladite ville ou région;

En cas de nécessité absolue, l'entrepreneur pourra, avec l'autorisation expresse et spéciale de l'administration, déroger aux clauses prévues aux paragraphes 1° et 4° du présent article. Les heures supplémentaires de travail ainsi faites par les ouvriers donneront lieu à une majoration de salaire dont le taux sera fixé par le cahier des charges;

Dans les cas prévus à l'article 18, paragraphes 3 et 5, du décret du 18 novembre 1882, l'insertion des clauses et conditions ci-dessus énoncées sera facultative.

ART. 2. L'entrepreneur ne pourra céder à des sous-traitants aucune partie de son entreprise, à moins d'obtenir l'autorisation expresse de l'administration et sous la condition de rester personnellement responsable, tant envers l'administration que vis-à-vis des ouvriers et des tiers.

Une clause du cahier des charges rappellera l'interdiction du marchandage telle qu'elle résulte du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du Gouvernement du 21 mars 1848.

ART. 3. La constatation ou la vérification du taux normal et courant des salaires et de la durée normale et courante de la journée de travail sera faite par les soins de l'administration, qui devra :

1° Se référer, autant que possible, aux accords entre les syndicats patronaux et ouvriers de la localité ou de la région;

2° A défaut de cette entente, provoquer l'avis de commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers et, en outre, se munir de tous renseignements utiles auprès des syndicats professionnels, conseils de prud'hommes, ingénieurs, architectes départementaux et communaux et autres personnes compétentes.

Les bordereaux résultant de cette constatation devront être joints à chaque cahier des charges, sauf dans les cas d'impossibilité matérielle. Ils seront affichés dans les chantiers ou ateliers où les travaux sont exécutés. Ils pourront être révisés, sur la demande des patrons ou des ouvriers, lorsque des variations dans le taux des salaires ou de la durée du travail journalier auront reçu une application générale dans l'industrie en cause.

Cette revision sera faite dans les conditions indiquées sous les numéros 1° et 2° du présent article. Une revision correspondante des prix du marché pourra être réclamée par l'entrepreneur ou effectuée d'office par l'administration, quand les variations ainsi constatées dans le taux des salaires ou la durée du travail journalier dépasseront les limites déterminées par le cahier des charges.

Lorsque l'entrepreneur aura à employer des ouvriers que leurs aptitudes physiques mettent dans une condition d'infériorité notoire sur les ouvriers de la même catégorie, il pourra leur appliquer exceptionnellement un salaire inférieur au salaire normal. La proportion maxima de ces ouvriers par rapport au total des ouvriers de la catégorie et le maximum de la réduction possible de leur salaire seront fixés par le cahier des charges.

ART. 4. Le cahier des charges stipulera que l'administration, si elle constate une différence entre le salaire payé aux ouvriers et le salaire courant déterminé conformément à l'article précédent, indemniser directement les ouvriers lésés au moyen de retenues opérées sur les sommes dues à l'entrepreneur et sur son cautionnement.

ART. 5. Lorsque des infractions réitérées aux conditions du travail auront été relevées à la charge d'un entrepreneur, le Ministre pourra, sans préjudice de l'application des sanctions habituelles prévues au cahier des charges, décider, par voie de mesure générale, de l'exclure, pour un temps déterminé ou définitivement des marchés de son département.

Décrets du 10 août 1890 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom des départements.

(J. O. du 11 août 1899.)

ART. 1^{er}. Les cahiers des charges des marchés de travaux publics ou de fournitures passés au nom des départements, par adjudication ou de gré à gré, pourront contenir des clauses

par lesquelles l'entrepreneur s'engagera à observer les conditions suivantes, en ce qui concerne la main-d'œuvre de ces travaux ou fournitures, dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché :

- 1° Assurer aux ouvriers et employés un jour de repos par semaine ;
- 2° N'employer d'ouvriers étrangers que dans une proportion fixée par décision préfectorale selon la nature des travaux et la région où ils sont exécutés ;
- 3° Payer aux ouvriers un salaire normal égal, pour chaque profession et dans chaque profession pour chaque catégorie d'ouvriers, au taux couramment appliqué dans la ville ou la région où le travail est exécuté ;
- 4° Limiter la durée du travail journalier à la durée normale de travail en usage, pour chaque catégorie, dans ladite ville ou région.

En cas de nécessité absolue, l'entrepreneur pourra, avec l'autorisation expresse et spéciale de l'administration, déroger aux clauses prévues aux paragraphes 1° et 4° du présent article. Les heures supplémentaires de travail ainsi faites par les ouvriers donneront lieu à une majoration du salaire dont le taux sera fixé par le cahier des charges.

ART. 2. Les départements devront insérer dans les cahiers des charges une clause par laquelle l'entrepreneur s'engagera à ne céder à des sous-traitants aucune partie de son entreprise, à moins d'obtenir l'autorisation expresse de l'administration et sous la condition de rester personnellement responsable tant envers l'administration que vis-à-vis des ouvriers et des tiers.

Une clause du cahier des charges rappellera l'interdiction du marchandage telle qu'elle résulte du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du gouvernement du 21 mars 1848.

ART. 3. La constatation ou la vérification du taux normal et courant des salaires et de la durée normale et courante de la journée de travail sera faite par les soins du préfet, qui devra :

- 1° Se référer, autant que possible, aux accords existant entre les syndicats patronaux et ouvriers de la localité ou de la région ;
- 2° A défaut de cette entente, provoquer l'avis de commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers et, en outre, se munir de tous renseignements utiles auprès des syndicats professionnels, conseils de prud'hommes, ingénieurs, architectes départementaux et communaux et autres personnes compétentes.

Les bordereaux résultant de cette constatation devront être joints à chaque cahier des charges stipulant les clauses 3° et 4° de l'article 1^{er} du présent décret. Ils seront affichés dans les chantiers ou ateliers où les travaux sont exécutés. Ils pourront être révisés, sur la demande des patrons ou des ouvriers, lorsque des variations dans le taux des salaires ou la durée du travail journalier auront reçu une application générale dans l'industrie en cause.

Cette revision sera faite dans les conditions indiquées sous les nos 1° et 2° du présent article. Une revision correspondante des prix du marché pourra être réclamée par l'entrepreneur ou effectuée d'office par l'administration, quand les variations ainsi constatées dans le taux des salaires ou la durée du travail journalier dépasseront les limites déterminées par le cahier des charges.

Lorsque l'entrepreneur aura à employer des ouvriers que leurs aptitudes physiques mettent dans une condition d'infériorité notoire sur les ouvriers de la même catégorie, il pourra leur appliquer exceptionnellement un salaire inférieur au salaire normal. La proportion maxima de ces ouvriers par rapport au total des ouvriers de la catégorie et le maximum de la réduction possible de leurs salaires seront fixés par le cahier des charges.

ART. 4. Lorsqu'une clause relative au salaire courant aura été insérée dans le cahier des charges, ledit cahier stipulera que l'administration, si elle constate une différence entre ce salaire courant et le salaire effectivement payé aux ouvriers, indemniserá directement les ouvriers lésés au moyen de retenues sur les sommes dues à l'entrepreneur et sur son cautionnement.

ART. 5. Lorsque des infractions réitérées aux conditions du travail auront été relevées à la

charge d'un entrepreneur, contrairement à ses engagements, l'administration compétente pourra, sans préjudice de l'application des sanctions habituelles prévues au cahier des charges, décider, par voie de mesure générale, de l'exclusion de ses marchés à l'avenir, pour un temps déterminé ou définitivement.

Décret sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom des communes et des établissements publics de bienfaisance.

(J. O. du 11 août 1899.)

ART. 1^{er}. Les cahiers des charges des marchés de travaux publics ou de fournitures passés au nom des communes et des établissements de bienfaisance, par adjudication ou de gré à gré, pourront contenir des clauses par lesquelles l'entrepreneur s'engagera à observer les conditions suivantes, en ce qui concerne la main-d'œuvre de ces travaux ou fournitures, dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché :

- 1° Assurer aux ouvriers et employés un jour de repos par semaine;
- 2° N'employer d'ouvriers étrangers que dans une proportion fixée par décision préfectorale selon la nature des travaux et la région où ils sont exécutés;
- 3° Payer aux ouvriers un salaire normal égal, pour chaque profession et dans chaque profession pour chaque catégorie d'ouvriers, au taux couramment appliqué dans la ville ou la région où le travail est exécuté;
- 4° Limiter la durée du travail journalier à la durée normale de travail en usage, pour chaque catégorie, dans ladite ville ou région.

En cas de nécessité absolue, l'entrepreneur pourra, avec l'autorisation expresse et spéciale de l'administration, déroger aux clauses prévues aux paragraphes 1° et 4° du présent article. Les heures supplémentaires de travail ainsi faites par les ouvriers donneront lieu à une majoration du salaire dont le taux sera fixé par le cahier des charges.

ART. 2. Les communes et les établissements de bienfaisance devront insérer dans les cahiers des charges une clause par laquelle l'entrepreneur s'engagera à ne céder à des sous-traitants aucune partie de son entreprise, à moins d'obtenir l'autorisation expresse de l'administration et sous la condition de rester personnellement responsable, tant envers l'administration que vis-à-vis des ouvriers et des tiers.

Une clause du cahier des charges rappellera l'interdiction du marchandage telle qu'elle résulte du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du Gouvernement du 21 mars 1848.

ART. 3. La constatation ou la vérification du taux normal et courant des salaires et de la durée normale et courante de la journée de travail sera faite sous le contrôle du préfet par l'administration intéressée, qui devra :

- 1° Se référer, autant que possible, aux accords existant entre les syndicats patronaux et ouvriers de la localité ou de la région;
- 2° A défaut de cette entente, provoquer l'avis de commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers et, en outre, se munir de tous renseignements utiles auprès des syndicats professionnels, conseils de prud'hommes, ingénieurs, architectes départementaux et communaux et autres personnes compétentes.

Les bordereaux résultant de cette constatation devront être joints à chaque cahier des charges stipulant les clauses 3° et 4° de l'article 1^{er} du présent décret. Ils seront affichés dans les chantiers ou ateliers où les travaux sont exécutés. Ils pourront être révisés, sur la demande des patrons ou des ouvriers, lorsque des variations dans le taux des salaires ou la durée du travail journalier auront reçu une application générale dans l'industrie en cause.

Cette révision sera faite dans les conditions indiquées sous les numéros 1° et 2° au présent article. Une révision correspondante des prix du marché pourra être réclamée par l'entrepreneur ou effectuée d'office par l'administration, quand les variations ainsi constatées dans le

taux des salaires ou la durée du travail journalier dépasseront les limites déterminées par le cahier des charges.

Lorsque l'entrepreneur aura à employer des ouvriers que leurs aptitudes physiques mettent dans une condition d'infériorité notoire sur les ouvriers de la même catégorie, il pourra leur appliquer exceptionnellement un salaire inférieur au salaire normal. La proportion maxima de ces ouvriers, par rapport au total des ouvriers de la catégorie et le maximum de la réduction possible de leurs salaires, seront fixés par le cahier des charges.

ART. 4. Lorsqu'une clause relative au service courant aura été insérée dans le cahier des charges, ledit cahier stipulera que l'administration, si elle constate une différence entre ce salaire courant et le salaire effectivement payé aux ouvriers, indemniserá directement les ouvriers lésés au moyen de retenues sur les sommes dues à l'entrepreneur et sur son cautionnement.

ART. 5. Lorsque des infractions réitérées aux conditions du travail auront été relevées à la charge d'un entrepreneur, contrairement à ses engagements, l'administration compétente pourra, sans préjudice de l'application des sanctions habituelles prévues au cahier des charges, décider, par voie de mesure générale, de l'exclure de ses marchés à l'avenir, pour un temps déterminé ou définitivement.

**Circulaire du Ministre du commerce en date du 11 août 1899
relative aux visites à l'Exposition universelle par des délégations ouvrières.**

(Adressée aux Préfets.)

Les pouvoirs publics se sont à juste titre préoccupés de multiplier les visites des expositions universelles par des délégations ouvrières. Ces visites sont, en effet, susceptibles de produire les résultats les plus heureux. Elles élargissent les horizons des ouvriers, accroissent leur instruction théorique et pratique, les poussent au progrès et peuvent provoquer de leur part des inventions nouvelles. Au retour, les délégués répandent autour d'eux les idées qu'ils ont rapportées de leur voyage; ils font des élèves, et par eux l'instruction et l'esprit d'invention se développent dans les ateliers.

Pour l'Exposition universelle internationale de 1900, il importe d'entrer plus largement encore dans la voie ouverte lors des expositions antérieures. L'ampleur de la grande manifestation pacifique qui se prépare, la lutte, chaque jour plus vive, contre la concurrence étrangère, la place de plus en plus considérable réservée à la science dans la production contemporaine, la large part qui revient au personnel ouvrier dans la production industrielle, tout commande à cet égard une initiative vigoureuse et féconde.

Le Gouvernement a déjà affirmé ses intentions dans le décret du 4 août 1894, portant règlement général de l'Exposition de 1900. D'une part, en effet, l'article 15 charge les comités départementaux « de préparer par voie de souscription ou par toutes autres mesures la création d'un fonds spécial pour faciliter la visite et l'étude de l'Exposition à un certain nombre de contremaîtres, d'ouvriers et de cultivateurs du département ». D'autre part, l'article 101 autorise en principe la délivrance d'entrées à prix réduit ou à titre gratuit, dans l'intérêt du développement de l'éducation et de l'instruction publiques.

Aujourd'hui, le moment est venu d'assurer la réalisation des vues ainsi manifestées dès 1894.

Dans ma pensée, les dépenses devront être couvertes, avec le concours financier de l'État, par les départements, les communes, les chambres de commerce, les sociétés agricoles, les syndicats professionnels, les chefs d'industrie, etc.

Les assemblées, les associations ou les particuliers qui auraient apporté leur contingent de ressources seraient naturellement appelés à vous soumettre des candidatures. Vous contrôleriez ces candidatures, notamment au point de vue de la valeur des candidats et de leur aptitude.

J'attache un prix particulier à ce que, dans la liste définitive que vous arrêterez d'après

l'importance des fonds disponibles, vous réservez une part notable à des délégués directement désignés par les groupements ouvriers de votre département : syndicats professionnels, bourses du travail, etc.

Mon département étudiera en temps utile la participation de l'État, soit au moyen d'une tombola comme en 1889, soit au moyen d'une dotation spéciale sur les fonds du budget.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien, après entente avec le comité départemental de , provoquer les offres de subvention du conseil général, des municipalités auxquelles vous jugeriez utile de vous adresser, des chambres de commerce, des sociétés agricoles et des autres associations ou des particuliers dont le concours vous semblerait pouvoir être sollicité.

Vous me rendrez compte, sans tarder, des résultats de vos démarches.

Recevez, etc.

Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

[Exécution de l'article 19 du décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.]

LISTES

DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

qui ont effectué

à la Caisse des dépôts et consignations le versement du cautionnement réglementaire.

[Suite (1).]

17^e LISTE. (*J. O.* du 14 juillet 1899.)

CAISSE SYNDICALE D'ASSURANCE MUTUELLE DES AGRICULTEURS DE FRANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL (ancienne Société Orléanaise), rue d'Athènes, n° 22, à Paris.

18^e LISTE. (*J. O.* du 20 juillet 1899.)

L'AUXILIAIRE, rue de l'Ancienne-Préfecture, n° 1, à Lyon.

19^e LISTE. (*J. O.* du 3 août 1899.)

LA CAISSE DES ENTREPRENEURS, rue Clovis, n° 5, à Reims (Marne).

LA CAISSE SYNDICALE MUTUELLE, à Armentières (Nord).

THE OCEAN ACCIDENT AND GUARANTEE CORPORATION, à Londres, ayant son siège pour les assurances pratiquées en France, rue Montmartre, n° 109 et rue Réaumur, n° 128, à Paris.

20^e LISTE. (*J. O.* du 5 août 1899.)

CAISSE SYNDICALE D'ASSURANCE MUTUELLE DES INDUSTRIES SUCRIÈRES DE FRANCE, cité de Londres, n° 2, à Paris.

(1) Voir les seize premières listes aux *Bulletins* de juin 1899, p. 540 et juillet 1899, p. 627.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE JUILLET 1899,

EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Caisse de prévoyance des marins. — *Chambre.* — Séance du 4 juillet 1899. — Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 21 avril 1898 sur la caisse de prévoyance des marins français contre les risques et accidents de leur profession, déposée par M. Raiberti. (Doc. parl. n° .)

Renvoyée à la Commission de la marine.

Conciliation. — *Sénat.* — Séance du 3 juillet 1899. — Prise en considération de la proposition de loi de M. Magnien, portant modification de la loi du 27 décembre 1892, en édictant l'assistance obligatoire à la tentative de conciliation pour les différends collectifs entre patrons et ouvriers.

Contrat de louage. — *Chambre.* — Séance du 3 juillet 1899. — Rapport, par M. Odilon-Barrot, sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, ayant pour objet d'assurer le maintien du contrat de louage de services pendant les périodes d'instruction militaire des réservistes et des territoriaux. (Doc. parl. n° .)

Délégués mineurs. — *Sénat.* — Séance du 3 juillet 1899. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. (Doc. parl. n° .)

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Voici comment se résument les appréciations des 106 syndicats patronaux, groupant 8.800 établissements où sont occupés 270.000 ouvriers sur l'état du travail à la fin du deuxième trimestre ou au commencement du troisième trimestre 1899, par comparaison avec la situation qui existait un an auparavant :

	SYNDICATS.	ÉTABLISSEMENTS.	OUVRIERS.
Travail plus abondant.....	20 p. o/o	22 p. o/o	61 p. o/o
Travail équivalent.....	50	60	30
Travail moins abondant.....	30	18	9
 Prix de vente plus rémunérateurs...	 10	 13	 41
Prix de vente équivalents.....	55	60	26
Prix de vente moins rémunérateurs...	35	27	33

Les appréciations sur le mouvement des prix depuis trois mois se résument ainsi :

Prix de vente en hausse.....	16 p. o/o	14 p. o/o	56 p. o/o
Prix sans variation.....	60	71	38
Prix de vente en baisse.....	24	15	6

Si l'on rapproche ces résultats de ceux parus dans le *Bulletin* de septembre 1898, on remarque que la situation est restée dans l'ensemble équivalente à celle de l'an dernier et avec tendance à l'amélioration, principalement dans l'activité du travail ce qui s'accorde avec les renseignements publiés dans les précédents bulletins; les industries les plus favorisées ont été les industries minière et métallurgique; une reprise du travail s'est produite également dans les industries du cuir, la ganterie principalement, dans les industries textiles et dans l'industrie du bâtiment. Les prix de vente qui, dans un certain nombre d'industries, ont été en hausse sur le trimestre précédent n'ont pas donné une augmentation proportionnelle de la rémunération laissée au fabricant par suite des cours élevés des matières premières.

Pendant le mois d'août, le travail est resté actif dans les mines et carrières, les métiers de l'alimentation, la préparation des cuirs et peaux, la ganterie, les filatures et tissages des industries cotonnière et lainière, dans la carrosserie, la tonnellerie, l'industrie métallurgique, la construction mécanique, l'industrie électrique, l'horlogerie et dans l'industrie du bâtiment et dans les métiers qui en dépendent; reprise du travail dans la chapellerie; morte-saison annuelle chez les confiseurs-pâtisseries, les typographes, les cordonniers, les teinturiers et imprimeurs sur tissus, les ouvriers et ouvrières de l'industrie du vêtement; accalmie dans l'industrie de la soierie et chez les passementiers rubaniers.

Parmi les 560 syndicats d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce groupant 80.000 adhérents (syndicats des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris), qui ont fourni des rapports sur l'activité du travail au 15 août, la proportion des ouvriers en chômage a été d'un peu moins de 6 p. o/o. 18 p. o/o des chambres syndicales groupant 22 p. o/o des adhérents estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier, 21 p. o/o des chambres syndicales avec 26 p. o/o des syndiqués trouvent qu'il a été plus faible et pour 61 p. o/o des syndicats ayant 52 p. o/o des syndiqués, il n'y a pas eu de changement depuis le mois dernier.

La baisse du prix du pain déjà signalée s'est étendue à de nouveaux centres; par suite des grandes chaleurs et de la sécheresse, le prix des légumes, des fruits, des œufs et du beurre a été en augmentation.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — HORTICULTURE. — FORÊTS. — Chez les marins pêcheurs, la situation difficile déjà signalée s'est maintenue; une reprise du travail s'est produite dans la pêche à la sardine, les résultats obtenus principalement au point de vue du prix de vente ont été jugés plus satisfaisants. Les ouvriers agricoles ont été bien occupés aux moissons, mais la sécheresse a souvent fait retarder les travaux de façon. Les bûcherons dont les travaux en forêts n'ont pas encore repris ont été encore occupés aux moissons.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — D'après la statistique dressée en fin septembre 1899, la production des distilleries (1) de betteraves et de substances farineuses a conservé l'avance sur l'an dernier qui avait été déjà signalée; la production des distilleries de mélasses s'est, par contre, maintenue inférieure à celle de l'an dernier. Pour les dix premiers mois de la campagne 1898-99, la production des alcools provenant de la distillerie des substances farineuses a été de 607.748 hectolitres au lieu de 494.659 hectolitres pendant la même période de 1897-98; pour les vins, cidres, poirés, marcs et lies, de 66.691 hectolitres en 1898-99 contre 28.252 en 1897-98; pour les mélasses, de 548.868 hectolitres en 1898-99 contre 589.290 en 1897-98; pour les distilleries de betteraves, qui sont d'ailleurs encore en morte-saison, le chiffre de la production a été établi en fin septembre 1899 à 950.525 hectolitres contre 805.823 en fin septembre 1898; enfin, en y comprenant le produit de distillation des substances autres que celles déjà énumérées, la production totale des distillateurs et bouilleurs de profession a été de 2.182.746 hectolitres pendant les dix premiers mois de 1898-99 contre 1.918.420 en 1897-98.

(1) D'après le *Journal officiel* du 22 août 1899.

D'autre part, la quantité des alcools produits chez les bouilleurs de cru a été évaluée à 83.681 hectolitres pour les dix premiers mois de 1898-99 contre 71.537 hectolitres en 1897-98.

Dans la minoterie, travail normal; travail actif dans la brasserie. Chez les boulangers et chez les cuisiniers, le placement est devenu plus facile; chez les pâtisseries-confiseurs, la saison des fruits a amené la diminution habituelle des commandes. On estime que le chômage a atteint un peu plus de 8 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les boulangers et chez les cuisiniers. En particulier, le placement a été considéré comme plus facile que l'an dernier chez les boulangers à Paris, Lille et Bergerac et chez les cuisiniers à Lille et Carcassonne; comme plus difficile chez les biscuitiers et ouvriers en pains d'épices à Paris; pour les autres, situation stationnaire.

MINES. — CHARBONS. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois d'août, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS ou GROUPE DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	6,01	"	"	"	16	84
Loire.....	5,20	8	"	7	28	57
Gard et Hérault.....	5,96	"	"	"	13	87
Provence (lignite).....	5,25	"	"	37	63	"
Tarn et Aveyron.....	5,17	"	"	"	30	70
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	5,76	"	"	"	100	"
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne...	5,99	"	"	"	1	99
ENSEMBLE pour la France.	5,84	"	"	2	20	78

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5,91; il était de 5,92 en août 1898.

CARRIÈRES. — L'activité signalée le mois dernier s'est maintenue, le travail suit sa marche normale.

PAPIER. — CARTON. — INDUSTRIE DU LIVRE. — Chez les papetiers relieurs morte-saison annuelle pendant les vacances. De même ralentissement habituel du travail chez les typographes-lithographes. On compte un peu moins de 11 p. o/o de chômeurs chez les typographes-lithographes et ouvriers du livre à Paris, un peu plus de 4 p. o/o en province et un peu moins de 8 p. o/o dans l'ensemble. 11 p. o/o des chambres syndicales groupant 6 p. o/o des syndiqués estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à même époque, 24 p. o/o des syn-

dicats avec 17 p. o/o des adhérents jugent qu'il a été plus faible, et, pour 65 p. o/o des syndicats et 77 p. o/o des adhérents, il est resté le même. L'ouvrage a été considéré comme plus abondant que l'an dernier chez les cartonniers à Nantes, chez les typographes-lithographes d'Arras, Boulogne-sur-Mer, Cambrai, Nancy, Ajaccio, Avignon, Tulle; pour moins abondant chez les cartonniers, les conducteurs typographes et les dessinateurs lithographes de Paris, chez les typographes-lithographes de Soissons, Amiens, Reims, Annecy, Cannes, Marseille (imprimeurs), Montpellier, Toulouse, Angoulême, Limoges, Poitiers et Alençon; pour le reste, pas de variations signalées.

CUIRS ET PEaux. — Dans la préparation des cuirs et peaux le travail se maintient actif; morte-saison dans l'industrie de la chaussure; ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les gantiers. On estime que le chômage atteint un peu moins de 4 p. o/o chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux et de la chaussure; pas de chômeurs signalés chez les gantiers syndiqués. En particulier, l'ouvrage a été tenu pour plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux de Carcassonne, chez les ouvriers coupeurs en chaussures de Limoges, chez les gainiers de Paris et chez les gantiers dans l'ensemble; pour moins abondant chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux de Villefranche (Rhône), de Rennes, chez les ouvriers en chaussures de Boulogne-sur-Mer, Toulon et Montpellier et chez les selliers-harnacheurs de Paris; pour le reste, pas de changement.

TEXTILES. — Dans les industries cotonnière et lainière (filatures et tissages), l'amélioration signalée se maintient; accalmie dans la soierie; les métiers à bras dans les campagnes sont généralement peu occupés; d'ailleurs la plupart des ouvriers tisserands ont, comme tous les ans, été occupés aux travaux des champs, particulièrement abondants cette année. La teinturerie et les ateliers d'apprêt et d'impression sur étoffes subissent les modifications d'activité des filatures et tissages qui leur remettent leurs ordres; cependant, dans l'ensemble, la marche est jugée équivalente à celle de l'an dernier. Accalmie dans la rubanerie et dans la passementerie; morte-saison dans l'industrie du vêtement. Reprise du travail dans la chapellerie de feutre. On estime que le chômage a atteint un peu moins de 5 p. o/o des ouvriers de filatures et tissages mécaniques, un peu moins de 9 p. o/o chez les tisserands à la main, 7 p. o/o dans l'industrie du vêtement et 3 p. o/o dans la chapellerie. L'ouvrage a été estimé plus abondant que l'an dernier chez les tisseurs d'Houplines, Haspres (Nord), de Pourru (Ardennes), Moussey (Vosges), la Cergne, la Gresles (Loire), chez les coupeurs-chemisiers de Paris, les coupeurs-tailleurs et les chenilleurs de Lyon, chez les chapeliers de Grigny (Rhône) et des Sept-Fonds (Tarn-et-Garonne); moins abondant chez les tisseurs de Villers et Avesnes-les-Aubert (Nord), de Reims, Jarnosse (Loire), Lyon (ouvriers veloutiers), dans la Vendée et le Maine-et-Loire (ouvriers tisserands), chez les teinturiers de Reims, chez les voiliers du Havre, chez les passementiers de Paris et de la Fouillouse, chez les chefs d'ateliers rubaniers et tisseurs de Saint-Étienne, chez les ouvriers de l'industrie du vêtement de Nancy, Béziers, Poitiers; chez les ouvriers chapeliers de Paris, Louhans (Saône-et-Loire), Lyon, Albi; pour le reste, situation stationnaire.

Bois. — Le travail se maintient actif chez les charpentiers, chez les menuisiers, chez les ouvriers en voitures et chez les tonneliers; cependant un ralentissement tend à se produire en province chez les charpentiers par suite de la diminution des

commandes pour les constructions neuves. On estime que le chômage a atteint un peu plus de 5 p. o/o chez les charpentiers, un peu moins de 3 p. o/o chez les menuisiers-ébénistes, un peu plus de 3 p. o/o chez les ouvriers en voitures et chez les tonneliers. Par rapport à l'an dernier, le travail a été jugé plus actif chez les charpentiers de Paris, Chambéry, chez les menuisiers de Paris, Nancy, Belfort et Rochefort, chez les tonneliers de Boulogne-sur-Mer, Vayres (Gironde), chez les ouvriers en voitures de Perpignan, Bordeaux et Bourges et chez les ébénistes de Perpignan et de Tarbes; plus faible chez les charpentiers de Tours, chez les menuisiers de Bourg, Chambéry, Valence, Périgueux, chez les tonneliers de Perpignan, chez les sabotiers-galochiers de Lorient et Angers, chez les carrossiers de Clermont-Ferrand et du Havre, chez les ébénistes de Béziers et Angers, chez les brossiers de Saint-Sauveur (Oise), chez les ouvriers en peignes d'Oyonnax (Ain), chez les ouvriers en balais de Caderousse (Vaucluse); pour le reste, il n'a pas été signalé de modifications notables.

MÉTAUX. — D'après le *Bulletin du Comité des forges*, pendant les sept premiers mois de 1899, l'importation totale des fontes, fers et aciers a été de 139.165 tonnes, en diminution de 6.050 tonnes, soit d'un peu plus de 4 p. o/o par rapport aux résultats de la période correspondante de 1898; les exportations se sont élevées à 210.440 tonnes (dont 61.500 tonnes en décharges d'acquits), soit une diminution d'un peu moins de 1 p. o/o par rapport à la période correspondante de 1898.

Pendant le mois d'août, l'industrie métallurgique a maintenu son activité; les petits établissements ont aussi obtenu une amélioration du travail; les ateliers de constructions mécaniques, d'automobiles, d'énergie électrique, la serrurerie du bâtiment, les ferblantiers-boitiers, les horlogers-bijoutiers ont été aussi bien pourvus de commandes. On estime que le chômage a atteint un peu moins de 1 p. o/o chez les ouvriers mouleurs et métallurgistes, un peu plus de 2 p. o/o chez les ouvriers constructeurs-mécaniciens et chez les ferblantiers-boitiers. En particulier, l'ouvrage a été tenu pour plus abondant que l'an dernier chez les mouleurs d'Étampes, Poissy, Auxerre, Chartres et Rouen, chez les métallurgistes d'Albert, Maubeuge, Denain (Nord), Sedan, Les Mazures (Ardennes), Auxerre et Montluçon, chez les constructeurs-mécaniciens, chauffeurs et serruriers de Paris, Lille, Cognac, Châteauroux et Cherbourg, chez les ouvriers en instruments de précision de Paris, chez les monteurs en boîtes d'argent de Besançon; pour moins abondant chez les ouvriers constructeurs (chauffage) de Saint-Michel (Aisne), chez les constructeurs mécaniciens et serruriers d'Amiens, Plancher-les-Mines, Toulon, chez les ferblantiers-boitiers de Concarneau et de Saint-Guérolé (Finistère) et chez les graveurs pour impressions de Saint-Denis; pour le reste, pas de changement.

BÂTIMENT. — L'industrie du bâtiment a maintenu une activité satisfaisante, qui cependant a eu tendance à diminuer, comme tous les ans à pareille époque, chez les tailleurs de pierre et maçons, par suite de l'état avancé des travaux de constructions neuves, principalement en province. On estime que le chômage a atteint un peu plus de 12 p. o/o des ouvriers tailleurs de pierre et maçons syndiqués, 8 p. o/o chez les peintres et les plâtriers. Par rapport à l'an dernier, l'ouvrage a été plus abondant chez les sculpteurs de Paris et Lyon chez les tailleurs de pierre et maçons de Paris, Issy, Versailles, Nancy, Nevers, Lyon, Menton, Marseille, Pau, Issoudun, Lorient et Constantine, chez les peintres-plâtriers de Versailles, Armentières, Moulins, Perpignan et Tarbes, chez les couvreurs-plombiers d'Amiens et Marseille; pour moins abondant chez les marbriers de Marseille; chez les tailleurs de pierre et maçons de Thoiry, Dijon, Moulins, Vichy, Lyon, Annecy, Perpignan, Bourges, Châteauroux,

Bressuire, La Roche-sur-Yon, Cholet et Blois; chez les peintres-plâtriers de Marseille, Pau, Agen, Bordeaux; pour le reste, pas de variations notables signalées.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Dans la chaudière et dans la céramique du bâtiment, le travail se maintient actif. Dans la porcelainerie et dans la verrerie, la tendance à l'amélioration déjà signalée se maintient.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Par suite des vacances et du départ d'une partie de la clientèle en villégiature, les entreprises de transport et de manutention dans les grands centres sont entrées en période de morte-saison. De même pour les employés de commerce et comptables. Les employés et ouvriers de l'alimentation, gérants de café et restaurant, ont été favorisés par la température chaude qui a amené une augmentation de la consommation. On estime que le chômage a atteint un peu moins de 4 p. o/o de chômeurs chez les employés de commerce et comptables, un peu plus de 5 p. o/o chez les employés et ouvriers de l'alimentation et un peu moins de 5 p. o/o chez les coiffeurs. Le travail a été jugé plus abondant que l'an dernier chez les employés et ouvriers de l'alimentation de Paris et Rouen et chez les coiffeurs de Paris et Bordeaux, moins abondant chez les voituriers de Lyon, les cochers de Nice et Marseille, les marins du commerce de Marseille et Bordeaux, chez les journaliers du port de Marseille et du Havre, chez les comptables de Paris, chez les employés de commerce de Paris, Saint-Étienne et Marseille, chez les bouchers de Bourg, chez les gérants de café de Marseille et Angers; pour le reste, situation stationnaire.

LES GRÈVES EN AOÛT 1899.

61 grèves, dont 18 dues à l'application de la loi sur les accidents du travail, ont été signalées en août à l'*Office du travail*. Bien que ce chiffre ne soit pas comparable à celui du mois dernier, il est encore très supérieur à la moyenne des grèves survenues pendant le même mois au cours des cinq années antérieures à 1899, moyenne qui ne dépassait pas 25. Le nombre des grévistes, connu pour 53 grèves seulement, s'élève à 11,165; il n'était en août 1898 que de 3,838.

En outre, une grève de patrons boulangers, motivée par une demande d'augmentation des prix de la taxe municipale, a duré un jour et s'est terminée par un échec.

Les 61 grèves ouvrières, dont 25 ont affecté plusieurs établissements, sont dues aux causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	33
Réductions de salaire.....	6
Refus de supporter la prime d'assurance.....	12
Demandes de suppression de la prime d'assurance.....	6

Demandes d'indemnité pour les heures supplémentaires.....	2
Demandes de diminution du temps de travail.....	11
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	3
Demandes de renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres.....	3
Demandes de suppression du travail aux pièces.....	2
Demande de suppression du marchandage.....	1
Demande de limitation du nombre des apprentis.....	1
Mauvaise qualité des matières premières.....	1
Refus d'accepter une amende.....	1
Demande de rétablissement d'une prime hebdomadaire.....	1

27 départements ont été atteints: le Nord a compté 9 grèves; la Loire, 6; les Bouches-du-Rhône, le Loiret, la Loire-Inférieure et la Seine, 4; l'Ardèche, la Saône-et-Loire, la Seine-Inférieure et la Vienne, 3; la Corrèze, 2; 17 départements n'ont compté qu'une seule grève; ce sont: l'Ain, la Gironde, la Haute-Garonne, l'Ille-et-Vilaine, l'Isère, le Jura, le Lot-et-Garonne, la Manche, la Marne, la Mayenne, la Nièvre, le Haut-Rhin, la Sarthe, les Deux-Sèvres, le Var, la Haute-Vienne et l'Aisne.

La répartition par industrie ou profession est la suivante: bâtiment, 19 grèves; textiles, 7; alimentation, 5; mines, 5; débardeurs, 5; métaux, 5; industries du livre, 4; travail du bois, 3; cuirs et peaux, 2; carriers, ardoisiers, gaziers, produits chimiques, tabacs, verriers, une seule.

Des 61 grèves commencées en août, 50 sont terminées; elles ont duré: une, 38 jours; une, 23 jours; une, 22 jours; une, 19 jours; une, 18 jours; une, 17 jours; trois, 16 jours; deux, 15 jours; deux, 14 jours; une 12 jours; une, 9 jours; cinq, 7 jours; quatre, 6 jours; une, 5 jours; quatre, 4 jours; six, 2 jours; et quinze, 1 jour ou moins d'une journée.

Si l'on y ajoute 17 grèves, commencées avant le 1^{er} août et terminées après 124, 59, 50, 50, 43, 42, 34, 33, 28, 28, 27, 20, 18, 17, 16, 12 et 7 jours, on trouve que 67 grèves ont pris fin en août et ont abouti à

14 réussites;
33 transactions;
20 échecs.

Parmi ces chiffres, 20 grèves résultant de la mise en vigueur de la loi sur les accidents du travail figurent pour

7 réussites;
10 transactions;
3 échecs.

Tableau des gr

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
21 avril..	23 août..	Nantes.....	Loire-Inférieure..	Mouleurs.....	12	184
23 mai...		Lo Bouscat.....	Gironde.....	Verriers.....	1	16
12 juin...		Gueugnon.....	Saône-et-Loire..	Métallurgistes.....	1	500
1 ^{er} juillet..		Le Mans.....	Sarthe.....	Couvreurs *		
4 juillet..	23 août..	Tours.....	Indre-et-Loire..	Charpentiers, maçons et tail- leurs de pierre *.	32	550
6 juillet..		Le Creusot.....	Saône-et-Loire..	Brosses (ouvrières en).....	1	25
10 juillet..		Saint-Dizier.....	Haute-Marne.....	Plâtriers *		
10 juillet..		Argenteuil.....	Seine-et-Oise.....	Mécaniciens *		
10 juillet..		Crêche.....	Saône-et-Loire..	Chaufourniers.....	1	80
10 juillet..		Montceau.....	Idem.....	Chargeurs de charbon.....	1	90
11 juillet..		Saint-Nazaire.....	Loire-Inférieure..	Ouvriers d'une fabrique de briques.	1	90
12 juillet..	31 août..	Laval.....	Mayenne.....	Plâtriers *	3	15
13 juillet..		Boussignies.....	Nord.....	Marbriers.....	1	17
17 juillet..	14 août..	Sens.....	Yonne.....	Ouvriers du bâtiment *	43	120
17 juillet..		Autun.....	Saône-et-Loire..	Charpentiers et menuisiers *.		
17 juillet..		Perrecy-les-Forges.	Idem.....	Mineurs.....	1	250
17 juillet..	29 août..	Beffes.....	Cher.....	Chaufourniers.....	1	60
18 juillet..	15 sept..	Saint-Nazaire.....	Loire-Inférieure..	Débardeurs (charbon).....	4	250
18 juillet..	21 août..	Nemours.....	Seine-et-Marne..	Maçons *		60
18 juillet..	29 août..	Cette.....	Hérault.....	Débardeurs *		
19 juillet..	6 août..	Épernon.....	Eure-et-Loir.....	Carriers *	2	150
19 juillet..	4 août..	Comblanchien.....	Côte-d'Or.....	Taillleurs de pierre.....	1	450
21 juillet..		Tourcoing.....	Nord.....	Rattacheurs de laine.....	1	30
21 juillet..	22 août..	La Talaudière.....	Loire.....	Mineurs.....	1	800
23 juillet..	4 août..	Alger.....	Alger.....	Garçons de café.....		
24 juillet..	21 août..	Tours.....	Indre-et-Loire..	Galochiers.....	1	12
25 juillet..	14 août..	Constantine.....	Constantine.....	Cigariers.....	2	24
25 juillet..	21 août..	Lille.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	250
28 juillet..	14 août..	Hermes.....	Oise.....	Sierie (ouvriers de) *.	1	33
31 juillet..		Chantenay.....	Loire-Inférieure..	Carriers *	1	
31 juillet..	7 août..	Andrézieux.....	Loire.....	Verriers.....	1	
31 juillet..		Privas.....	Ardeche.....	Typographes.....	1	7

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à l'Office du travail.

en août 1899.

N ^{OS} RÉFÉRENCES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
1	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
2	Demande d'augmentation de salaire.....		
3	Demande d'augmentation de salaire.....		
4	Refus de supporter la prime d'assurance.....		
5	Demande d'augmentation de salaire et refus de supporter la prime d'assurance.....	Transaction.	
6	Demande d'augmentation de salaire.....		
7	Refus de supporter la prime d'assurance.....		
8	Demande d'augmentation de salaire et refus de supporter la prime d'assurance.....		
9	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.....		
10	Demande d'augmentation de salaire.....		
11	Demande d'augmentation de salaire.....		
12	Demande d'augmentation de salaire et refus de supporter la prime d'assurance.....	Transaction.	
13	Demande d'augmentation de salaire.....		
14	Demande de suppression de la prime d'assurance.....	Échec.	
15	Demande d'augmentation de salaire et refus de supporter la prime d'assurance.....		
16	Demande de renvoi de deux ouvriers.....		
17	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
18	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
19	Demande d'augmentation de salaire et refus de supporter la prime d'assurance.....	Transaction.	
20	Demande d'augmentation de salaire et refus de supporter la prime d'assurance.....	Réussite.	
21	Refus de supporter la prime d'assurance.....	Transaction.	
22	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
23	Demande d'un rattachement en plus par métier.....		
24	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
25	Demande d'un salaire fixe.....	Échec.	
26	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Transaction.	
27	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
28	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
29	Refus de supporter la prime d'assurance.....	Transaction.	
30	Refus de supporter la prime d'assurance.....		
31	Modifications apportées au règlement d'atelier.....	Échec.	
32	.....		

DATES		DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
1 ^{er} août...	16 août...	Salon	Bouches-du-Rhône	Tonneliers	22	49
1 ^{er} août...	...	Bordeaux	Gironde	Déchargeurs de poissons *	...	...
2 août...	8 août...	Saint-Chamond ..	Loire	Maréchaux ferrants	6	11
3 août...	7 août...	Cros	Loire	Mineurs (chargeurs)	1	231
3 août...	10 août...	Tourcoing	Nord	Fileurs et rattacheurs	1	40
3 août...	...	Tavernay	Saône-et-Loire ..	Mineurs (schiste)	1	80
5 août...	12 août...	Renzé	Mayenne	Ardoisiers	1	53
5 août...	17 août...	Felleries	Nord	Tourneurs sur bois *	11	82
7 août...	7 août...	Fumel	Lot-et-Garonne ..	Métallurgistes (manœuvres) ..	1	130
7 août...	8 août...	Halluin	Nord	Lithographes *	1	11
7 août...	8 août...	Nevers	Nièvre	Boulangers	...	35
7 août...	8 août...	Roncq	Nord	Bâcleurs (filature)	1	26
7 août...	9 août...	Brive	Corrèze	Charpentiers *	1	10
7 août...	9 août...	Salon	Bouches-du-Rhône	Peintres	4	22
7 août...	11 août...	Lons-le-Saunier ..	Jura	Maçons, charp., menuisiers *	...	220
7 août...	21 août...	Marseille	Bouches-du-Rhône	Taillleurs de pierres	...	80
7 août...	24 août...	Tenay	Ain	Fileurs de schappe	1	1.050
7 août...	29 août...	Rouen	Seine-Inférieure ..	Ouvriers du port *	26	2.500
7 août...	14 sept...	Poitiers	Vienne	Maçons taill. de pierre, terr* *	14	654
7 août...	...	Orléans	Loiret	Taillleurs de pierre *	...	110
8 août...	14 août...	Halluin	Nord	Lithographes *	1	14
8 août...	17 août...	Clichy. — Saint-Denis.	Seine	Gaziers	1	500
8 août...	31 août...	Niort	Deux-Sèvres	Gantiers	1	40
8 août...	...	Orléans	Loiret	Couvreurs-zingueurs *	...	70
10 août...	12 août...	Lille	Nord	Tabacs (Ouvrières des)	1	100
10 août...	14 août...	Limoges	Haute-Vienne	Zingueurs *	2	11
10 août...	11 août...	Paris	Seine	Terrassiers *	...	...
11 août...	12 août...	Dieppe	Seine-Inférieure ..	Débardeurs	1	50
10 août...	16 août...	Vals-les-Bains ..	Ardèche	Eaux minérales (Ouvriers d'établissements d') ..	1	200
12 août...	28 août...	Brive	Corrèze	Typographes	1	3
12 août...	...	Orléans	Loiret	Confections (Ouvrières en) ..	1	20
14 août...	28 août...	Poitiers	Vienne	Couvreurs	7	21
14 août...	30 août...	Halluin	Nord	Tisseurs (jute)	1	70
14 août...	29 août...	Cherbourg	Manche	Plâtriers *	9	41
14 août...	...	Orléans	Loiret	Maçons *	...	350
14 août...	...	Crémieu	Isère	...	...	...
15 août...	16 août...	Saint-Gaudens ..	Haute-Garonne ..	Patrons boulangers	16	...
15 août...	19 août...	Sail-sous-Souzan ..	Loire	Eaux minér. (Ouv. d'un ét.)*	1	59
16 août...	21 août...	Belfort	Haut-Rhin	Plâtriers *	...	43
16 août...	...	Épernay	Marne	Maçons *	1	...
17 août...	19 août...	Saint-Nazaire ..	Loire-Inférieure ..	Débardeurs	1	150
17 août...	4 sept...	Saint-Raphael ..	Var	Carriers (porphyre)	1	800
18 août...	19 août...	Montceau	Saône-et-Loire ..	Mineurs	1	150

GRÈVES COMMENCÉE

REPERES.	CAUSES DE LA GRÈVE OU DEMANDES DES GRÉVISTES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
1	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Réussite.	
2	Refus de supporter la prime d'assurance .....	.....	
3	Demande de limitation à dix heures de la journée de travail et de paiement des heures supplémentaires.	Échec (1).	(1) Grévistes remplacés.
4	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
5	Demande de rétablissement de la prime hebdomadaire	Échec.	
6	Réduction du salaire .....	.....	
7	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Échec.	
8	Demande de diminution de la prime d'assurance	Transaction (2).	(2) Conciliation devant le juge de paix.
9	Demande d'augmentation de salaire et de suppression d'une amende.	Transaction.	
0	Refus de supporter la prime d'assurance	Réussite.	
1	Demande d'augmentation de salaire et d'emploi exclusif d'ouvriers syndiqués.	Transaction (3).	(3) Intervention du maire.
2	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
3	Refus de supporter la prime d'assurance	Réussite.	
4	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
5	Refus de supporter la prime d'assurance	Réussite.	
6	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
7	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
8	Demande d'augmentation de salaire, de diminution du temps de travail et de suppression de la prime d'assurance.	Transaction.	
9	Demande d'augmentation de salaire, d'abolition du marchandage et refus de supporter la prime d'assurance	Transaction.	
0	Demande d'augmentation de salaire et refus de supporter la prime d'assurance.	.....	
1	Demande de diminution du temps de travail et de suppression de la prime d'assurance.	Transaction (4).	(4) Grévistes remplacés.
2	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Échec.	
3	Réduction de salaire	Transaction.	
4	Demande de suppression de la prime d'assurance et d'augmentation de salaire.	.....	
5	Mauvaise qualité des matières premières	Transaction.	
6	Réduction de salaire	Échec.	
7	Refus de supporter la prime d'assurance	Échec.	
8	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
9	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail	Transaction (5).	(5) Intervention du préfet.
0	Demande de diminution du nombre des apprentis et de limitation à dix heures de la journée de travail.	Échec.	
1	Réduction de salaire .....	.....	
2	Demande d'augmentation de salaire et de suppression du travail aux pièces.	Transaction.	
3	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
4	Demande d'augmentation de salaire et refus de supporter la prime d'assurance	Transaction.	
5	Demande d'augmentation de salaire et de suppression de la prime d'assurance.	.....	
6	Demande de renvoi d'un contremaître .....	.....	
7	Demande d'augmentation de la taxe municipale	Échec.	
8	Demande de suppression de la prime d'assurance	Réussite.	
9	Demande de diminution du temps de travail	Réussite.	
0	Refus de supporter la prime d'assurance .....	.....	
1	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
2	Demande de réintégration d'un ouvrier et de renvoi des employés.	Échec.	
3	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	

EN AOUT 1899.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commen- cement.	de la fin.				d'établisse- ments.	de chômeurs.
1	2				6	7
18 août...	19 août...	Cros	Loire	Mineurs	1	48
21 août...	22 août...	Vals-les-Bains...	Ardèche.....	Fileuses de soie.....	1	130
21 août...	28 août...	Saint-Nozairé...	Loire-Inférieure...	Mécaniciens constructeurs et charpentiers de navires.	1	1.224
21 août...	28 août...	Poitiers.....	Vienne	Plâtriers	11	40
22 août...	23 août...	Le Salin-de-Giraud	Bouches-du-Rhône.	Ouvriers des salines.....		
22 août...	23 août...	Saint-Chamond...	Loire	Maçons et manœuvres *		20
22 août...	7 sept.	Fougères.....	Ille-et-Vilaine...	Coupeurs en chaussures	1	115
23 août...	24 août...	Saint-Quentin...	Aisne.....	Fondeurs (fer) *.....	1	15
24 août...	25 août...	Levallois-Perret...	Seine.....	Mécaniciens.....	1	200
24 août...	25 août...	Ecuisses.....	Saône-et-Loire...	Produits chimiques (Ouv. en)	1	80
25 août...	27 août...	Labégude.....	Ardèche.....	Verriers.....	1	100
25 août...	13 sept.	Paris.....	Seine.....	Margeurs et pointeurs		800
27 août...	2 sept.	Tourcoing.....	Nord.....	Rattacheurs (laine).....	1	32
28 août...	4 sept.	Grand-Croix.....	Loire.....	Mineurs	1	
28 août...	30 août...	Neufchâtel.....	Seine-Inférieure...	Vanniers.....	1	25
28 août...		Pont-sur-Sambre...	Nord.....	Métallurgistes.....	1	22
30 août...		La Flèche.....	Sarthe.....	Mécaniciens.....		
30 août...		Saint-Nazaire.....	Loire-Inférieure...	Déchargeurs de charbon		228
		Nantes	Id	Paveurs *		

GRÈVES COMMENCÉES

* Les grèves marquées d'un astérisque ont été causées par la mise en vigueur de la loi sur les accidents du travail.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

15 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en août à l'Office du travail.

1° Grève de maréchaux-ferrants à Saint-Chamond (Loire). — 11 ouvriers maréchaux de Saint-Chamond ont abandonné le travail, le 2 août, en vue d'obtenir la journée de 10 heures et, pour les heures supplémentaires très fréquentes, 0 fr. 50 pour les ferreurs et 0 fr. 40 pour les teneurs de pieds.

Dès le premier jour de la grève, les ouvriers ont sollicité l'intervention du juge de paix. En réponse à la convocation de ce magistrat, les patrons lui ont déclaré, par lettre collective du 4, qu'ils acceptaient la journée de 10 heures à raison de 50 francs par mois pour les ferreurs, comme précédemment, et de 35 francs par mois, au lieu de 30, pour les teneurs de pieds; mais ils ont ajouté qu'ils ne pouvaient payer aucune heure supplémentaire et que, par suite de la concurrence des maréchaux des communes voisines, les ouvriers devraient, comme par le passé, ferrer les chevaux à n'importe quelle heure et sans supplément de salaire.

N ^o RÉFÉREN.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
1 ^{er} AOÛT 1899. (Suite.)			
14	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	(1) Conciliation devant le juge de paix.
15	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite (1).	
16	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
17	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
18	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
19	Demande de suppression de la prime d'assurance.....	Réussite.	
20	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
21	Refus de supporter la prime d'assurance.....	Réussite.	
22	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Réussite.	
23	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
24	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
25	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
26	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
27	Demande de réintégration d'ouvriers congédiés et de diminution du temps du travail.....	Transaction.	
28	Réduction de salaire.....	Échec.	
29	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.....	.....	
30	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
31	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
32	Refus de supporter la prime d'assurance.....	.....	

Devant ce refus de réglementer la durée du travail, objet essentiel de leurs revendications, les grévistes ont quitté Saint-Chamond. Ils étaient tous remplacés, le 8 août, aux conditions fixées par les patrons.

2^e Grève des maçons et tailleurs de pierre de Poitiers. — Les entrepreneurs de construction de Poitiers n'ayant pas cru devoir examiner les diverses revendications présentées par le syndicat ouvrier depuis le 15 février dernier, les ouvriers maçons, tailleurs de pierre et manœuvres ont voté la grève dans leur réunion du 5 août. 301 ouvriers sur 654 ont abandonné le travail le 7, et la grève était générale quelques jours après.

Dès le premier jour de grève, les ouvriers ont prié le juge de paix du canton nord de réunir un comité de conciliation en vue de discuter contradictoirement les revendications suivantes :

1^o Augmentation de salaire de 0 fr. 05 et 0 fr. 10 l'heure, soit 0 fr. 50 et 0 fr. 55 pour les tailleurs de pierre, 0 fr. 45 et 0 fr. 50 pour les maçons, 0 fr. 40 et 0 fr. 45 pour les terrassiers, et 0 fr. 30 et 0 fr. 35 pour les manœuvres;

2^o Journée de 10 heures au lieu de 12 ;

3^o Indemnité de 2 fr. 50 pour tout déplacement à plus de 4 kilomètres de l'octroi, et de 1 fr. 25 jusqu'à 4 kilomètres ;

4° Les heures de nuit payées double;

5° Abolition du marchandage;

6° La paye tous les quinze jours.

Le comité de conciliation s'est réuni le 9 août. Après trois heures de discussion, les patrons ont accordé la journée de 10 heures et les indemnités pour déplacement, mais ils ont déclaré ne pouvoir augmenter les salaires immédiatement, tout en promettant de le faire au printemps prochain et après avoir fait accepter par les autorités et les architectes une série de prix en préparation.

L'accord n'a pu s'établir et l'arbitrage proposé par le juge de paix a été repoussé par les deux parties.

Sur les instances du préfet et du maire, les entrepreneurs ont consenti, quelques jours après, à une augmentation de 0 fr. 05 par heure jusqu'au 1^{er} janvier 1900 et de 0 fr. 10 ensuite. Soumise à la réunion ouvrière du 14 août, cette transaction a été repoussée, surtout pour ce motif qu'avec la journée de 10 heures les ouvriers gagneraient moins que précédemment.

Le conflit persistant, la chambre syndicale des entrepreneurs a, le 30 août, prié le préfet de soumettre aux grévistes le tarif suivant : augmentation immédiate de 0 fr. 05 l'heure pour les maçons et tailleurs de pierre, et de 0 fr. 03 pour les manœuvres, avec journée de 12 heures jusqu'au 1^{er} janvier 1900. A partir du 1^{er} janvier, salaire de 0 fr. 43 à 0 fr. 50 l'heure pour les tailleurs de pierre, de 0 fr. 40 et 0 fr. 45 pour les maçons, et de 0 fr. 33 à 0 fr. 40 pour les manœuvres, avec journée de 10 heures.

Après l'avoir repoussée le 31 août, les ouvriers ont finalement accepté cette transaction et repris le travail le 14 septembre.

3° Grève des couvreurs de Poitiers. — Imitant leurs camarades maçons et tailleurs de pierre, les 21 couvreurs de Poitiers se sont mis en grève, le 14 août, en demandant à leurs sept patrons :

0 fr. 45 et 0 fr. 50 l'heure, au lieu de 0 fr. 35 et 0 fr. 38; 0 fr. 60 l'heure pour les travaux dangereux; diverses indemnités de déplacement; la suppression du travail aux pièces et la paye tous les quinze jours.

A la demande des grévistes, le juge de paix du canton sud a réuni, le 18 août, un comité de conciliation. Les patrons ont offert 0 fr. 37 et 0 fr. 42 l'heure, avec promesse d'augmentation le 1^{er} janvier 1900, et la paye par quinzaine; ils ont repoussé les autres demandes. L'entente n'a pu se faire et l'arbitrage a été repoussé par les deux parties.

Sur intervention des autorités, les ouvriers ont finalement accepté les propositions ci-dessus, et le travail a été repris le 28 août.

4° Grève des plâtriers de Poitiers. — Participant à leur tour au mouvement gréviste des ouvriers du bâtiment de Poitiers, les 40 plâtriers, occupés par 11 patrons, ont cessé le travail le 21 août et saisi immédiatement le juge de paix de leur demande d'augmentation de salaire, soit 5 francs pour 10 heures de travail en été et 4 fr. 50 en hiver, au lieu de 3 fr. 85 et 3 fr. 50.

En réponse à la convocation du juge de paix, les patrons ont déclaré à ce magistrat, le 23 août, qu'ils ne pouvaient donner satisfaction à leurs ouvriers tant qu'une nouvelle série de prix n'aurait pas reçu l'approbation des architectes de la ville.

La grève a, cependant, pris fin le 28 août — le même jour que celle des cou-

veurs — par une transaction assurant aux plâtriers 0 fr. 45 l'heure et 10 heures de travail par jour.

5° Grève des charpentiers, maçons, menuisiers et terrassiers de Lons-le-Saunier. — Cette grève, causée par la mise en vigueur de la loi sur les accidents, a commencé le 7 août pour les 134 maçons de Lons-le-Saunier, et s'est étendue le lendemain aux charpentiers, menuisiers et terrassiers de cette ville, avec un total de 220 grévistes. Ils réclamaient la suppression de la retenue de 2 p. o/o, imposée jusqu'ici par les patrons comme contribution des ouvriers aux charges de l'assurance.

Une première réunion du comité de conciliation, tenue le 8 août, n'a pas donné de résultat, mais le juge de paix a obtenu que les négociations fussent reprises ultérieurement. Au cours d'une seconde réunion du comité, qui a eu lieu le 10, les patrons ont pris l'assurance à leur charge, sans faire aucune réduction de salaire.

La grève s'est ainsi terminée le 11, à la satisfaction des ouvriers.

6° Grève des tonneliers de Salon (Bouches-du-Rhône). — Le 1^{er} août, les 49 tonneliers occupés par les 22 patrons de Salon ont cessé le travail, en réclamant :

1° La journée de 10 heures au lieu de 11 ; 2° 0 fr. 50 l'heure au lieu de 0 fr. 45 ; 3° une indemnité de 0 fr. 25 pour les heures supplémentaires de jour et de 0 fr. 50 pour les heures de nuit ; 4° une augmentation générale de 10 centimes pour chaque article du tarif aux pièces ; 5° la suppression de toute retenue d'assurance.

Dans une première réunion du comité de conciliation, qui a eu lieu le 8 août, les patrons ont accepté toutes les demandes des grévistes, sauf l'augmentation du tarif aux pièces. Au cours de la seconde réunion du comité, tenue le 14, patrons et ouvriers se sont mis d'accord sur ce dernier point, et la grève était terminée le 16 août.

7° Grève des ouvriers du port de Rouen. — Les entrepreneurs de déchargement des navires du port de Rouen, au nombre de 21, faisaient subir une retenue de 5 p. o/o sur le salaire des ouvriers en vue de l'assurance contre les accidents. A la suite de la mise en vigueur de la loi du 9 avril 1898, les ouvriers ont voulu obtenir la suppression de toute retenue et, dans ce but, ont fondé, en juillet, une chambre syndicale des ouvriers du port. Celle-ci se préparait à atteindre ses fins, lorsqu'un incident est venu soulever les ouvriers et causer la grève.

Dans l'après-midi du 7 août, un contremaître s'est permis de donner un soufflet à un ouvrier qui lui demandait son compte. Sur-le-champ, ses camarades ont cessé le travail et parcouru les quais, entraînant la plupart des ouvriers du port. Le lendemain, la grève était générale, avec 2.500 grévistes, hommes et femmes.

Le syndicat a aussitôt profité de l'occasion pour présenter ses revendications aux patrons et obtenir, notamment : la suppression de la prime d'assurance et un salaire de 6 francs pour 10 heures de travail pour les *graineliers* et les hommes d'utilité, et de 9 francs pour les *charbonniers*.

Il faut remarquer, à propos du taux du salaire, que, par suite de fréquents chômages, l'ouvrier du port de Rouen ne travaille en moyenne que 150 jours par an.

Une augmentation de salaire a été aussi demandée par les femmes en grève.

En même temps que les grévistes décidaient, dans leur réunion du 9 août, de demander la réunion d'un comité de conciliation, le juge de paix du premier canton invitait par alliches les deux parties à recourir à la loi du 27 décembre 1892.

La réunion devait avoir lieu le 14 août, mais 17 entrepreneurs ont répondu qu'ils ne pouvaient entrer dans la voie de la conciliation. Devant ce refus et le silence des quatre autres patrons, la conciliation n'a pu être tentée.

Cependant, en présence de la résistance des ouvriers et des sympathies qu'ils trouvaient généralement auprès du public, les entrepreneurs ont annoncé, le 17, qu'ils ne feraient plus, désormais, aucune retenue sur le salaire pour la prime d'assurance : ils accordaient, en même temps, quelques légères augmentations de salaire.

Ces concessions ont été jugées insuffisantes par les grévistes, qui ont voté la continuation de la grève. Ils ont ensuite prié le Conseil général, alors en session, d'examiner la situation et de donner son avis. Conformément à la décision prise le 23 août par le Conseil général, son bureau a reçu, les 24 et 25, les délégués des deux parties. Au cours de la seconde réunion, les patrons ont fait plusieurs concessions dont voici les principales :

- 1° Abandon de toute réduction pour l'assurance;
- 2° Paiement dans les bureaux et interdiction de payer dans les cabarets;
- 3° Garantie du paiement des salaires sur le poids du connaissement et des bascules publiques.

Bien qu'aucune augmentation de salaire n'ait été officiellement accordée par les patrons, les concessions ci-dessus n'ont pas tardé à produire une détente : 571 ouvriers avaient repris le travail le 25, et 712 le lendemain. La reprise s'est généralisée le lundi matin 28, et la grève a pris fin le 29 août.

8° Grève de fileurs de schappe, à Tenay (Ain). — 1.050 ouvriers et ouvrières de la filature de schappe Warnéry, à Tenay, ont abandonné le travail dans l'après-midi du 7 août, à la suite du refus par le patron d'examiner diverses réclamations présentées par une délégation du syndicat ouvrier récemment fondé.

Les grévistes demandaient, notamment, que la prime d'assiduité au travail, qui varie de 15 à 25 francs par mois, fût supprimée et remplacée par une augmentation équivalente du salaire. Ils basaient leur demande sur la rigueur avec laquelle cette prime leur est retirée pour les moindres retards ou absences, même motivés par des cas de force majeure. Ils réclamaient, en outre, des augmentations de salaire pour plusieurs catégories d'ouvriers.

Sur la demande des grévistes, le juge de paix a proposé, le 10 août, la réunion d'un comité de conciliation, mais le patron s'y est refusé, par lettre du lendemain, en déclarant qu'il ne pouvait qu'opposer une fin de non-recevoir à toutes les demandes de son personnel.

La grève a pris fin le 24 août, la maison ayant finalement accordé, après d'actives démarches du sous-préfet de Belley, la plupart des augmentations demandées par les grévistes et, notamment, le remplacement de la prime d'assiduité par une majoration correspondante du salaire.

9° Grève des ouvriers des eaux minérales de Vals-les-Bains (Ardèche). — Les 200 ouvriers piseurs, terrassiers et manœuvres occupés par les 20 propriétaires des eaux minérales de Vals-les-Bains, avaient fait présenter en juillet les réclamations suivantes par leur syndicat :

- 1° Journée de 10 heures au lieu de 12 avec salaire de 3 francs au lieu de 2 fr. 50 ;
- 2° repos facultatif d'un jour par semaine ;
- 3° augmentation de 0 fr. 50 pour le travail du dimanche ;
- 4° obligation pour les patrons de cesser le travail les jours

l'érés; 5° liberté pour les ouvriers de choisir leur logement à leur convenance; 6° aucun renvoi pour cause de grève, d'association ou de réunion; 7° explication des motifs de renvoi de tout ouvrier en lui fournissant les moyens de se justifier; et 8° application de la loi sur les accidents.

Le principal patron ayant demandé jusqu'au 10 août pour faire connaître sa réponse, le secrétaire général de la préfecture a facilement fait accepter ce délai par les ouvriers, en leur montrant qu'une grève causerait le plus grand préjudice à la saison balnéaire.

Les choses sont restées en l'état jusqu'au 10 août, mais à cette date, les patrons ayant refusé toute amélioration des conditions du travail, les 200 ouvriers se sont mis en grève.

Une tentative de conciliation faite par le juge de paix, le 11, ayant échoué par suite du refus des patrons, le préfet s'est rendu le 14 à Vals où il a réussi à faire adopter et signer par les deux parties une convention fixant le salaire à 3 francs pour 10 heures et demie de travail par jour et donnant satisfaction aux grévistes sur la plupart des autres points.

Le travail a été repris les 15 et 16 août.

10° Grève des maçons et tailleurs de pierre d'Orléans. — Les 110 tailleurs de pierre d'Orléans se sont mis en grève, le 7 août, en vue d'obtenir la suppression de la prime de 2 p. 0/0 pour l'assurance contre les accidents et, de plus, une augmentation de salaire.

Un comité de conciliation, réuni le 12 août, n'a pu rétablir l'accord, les patrons ayant offert de supporter les charges de l'assurance mais refusé toute augmentation de salaire.

Les ouvriers maçons, au nombre de 350, ont alors abandonné le travail, le 14 août, en réclamant, comme les tailleurs de pierre, la suppression de la prime d'assurance, plus une augmentation de salaire de 15 centimes l'heure, soit 0 fr. 55 au lieu de 0 fr. 40 et la paye chaque quinzaine. Quatre jours après, les maçons ne demandaient plus que 0 fr. 45 l'heure jusqu'au 31 décembre et 0 fr. 50 à partir du 1^{er} janvier 1900.

Dans une seconde réunion du comité de conciliation, tenue le 26 août, les patrons des deux professions ont offert de supprimer la prime d'assurance et de faire la paye tous les quinze jours, mais ils ont déclaré qu'ils ne pourraient accorder une augmentation de salaire qu'autant que les prix de la série de la ville seraient préalablement majorés. Les délégués ouvriers ayant maintenu leur demande d'augmentation immédiate, le comité de conciliation n'a pu mettre fin au conflit.

Depuis lors, le nombre des grévistes n'a cessé de diminuer, un certain nombre ayant quitté la ville et la plupart des autres ayant repris le travail sans conditions. Le 6 septembre, il n'y avait plus que 40 grévistes.

11° Grève de tourneurs sur bois à Felleries (Nord). — Les 11 patrons tourneurs sur bois de Felleries ayant, pour se couvrir des frais de l'assurance contre les accidents, imposé une retenue de 1 fr. 40 p. 0/0 à leurs ouvriers, 82 d'entre eux se sont mis en grève le 5 août pour obtenir que la retenue fût ramenée à 0 fr. 70 p. 0/0.

Sur la demande des ouvriers, le juge de paix du canton nord d'Avesnes a réuni un comité de conciliation le 14 août. Aucune entente n'a pu s'établir, mais dans une seconde réunion, tenue le 16, les grévistes ont accepté une retenue de

0 fr. 80 p. o/o. Cette transaction a mis fin au conflit et le travail a été repris le lendemain.

12° Grève des plâtriers de Belfort. — Les 43 plâtriers de Belfort se sont mis en grève le 16 août, en demandant que la journée de 12 heures fut réduite à 10, sans diminution de salaire.

Le même jour, les grévistes ont sollicité l'intervention du juge de paix qui n'a pu réunir un comité de conciliation par suite du silence des patrons. Cependant, ceux-ci ont peu après accepté la demande des ouvriers, et le travail a été repris le 21 août.

13° Grève des plâtriers de Cherbourg. — Les 9 patrons plâtriers de Cherbourg ayant voulu réduire les salaires par suite de la mise en vigueur de la loi sur les accidents, leurs 41 ouvriers ont abandonné le travail le 14 août en demandant que, par une révision des prix établis, leur salaire fût dorénavant de 4 fr. 50, 5 francs et 5 fr. 50 par jour, suivant les saisons, ou bien uniformément de 0 fr. 55 l'heure.

Le juge de paix a réuni, à la demande des ouvriers, un comité de conciliation le 19 août. Les patrons ont offert 0 fr. 48 l'heure avec promesse d'augmentation une fois les travaux en cours achevés, mais les délégués ouvriers n'ayant fait aucune concession, l'accord n'a pu s'établir.

Dix jours après, les patrons ont offert 0 fr. 49 l'heure. Ce salaire a été accepté par les grévistes qui ont repris le travail le 29 août.

14° Grève de fileuses à Vals-les-Bains (Ardèche). — Les 130 fileuses de soie de l'établissement Giraud, à Vals-les-Bains, se sont mises en grève le 21 août en demandant 1 fr. 50 par journée de 11 heures au lieu de 1 fr. 35.

Sur intervention immédiate du juge de paix d'Aubenas, un comité de conciliation, réuni le même jour, a mis fin au conflit à la satisfaction des ouvrières, et le travail a été repris le lendemain 22 août.

15° Grève des carriers du Dramont (Var). — A la suite du renvoi d'un ouvrier pour insubordination, les ouvriers occupés aux carrières de porphyre du Dramont, près Saint-Raphaël, ont abandonné le travail le 17 août. Ils ont aussitôt adressé une demande de réintégration de l'ouvrier congédié et de renvoi de tous les employés et contremaîtres au siège de la Société, à Paris, puis ont repris le travail le même jour, à 2 heures.

Le représentant de la Société, qui s'est rendu au Dramont, ayant refusé de leur donner satisfaction, les 800 ouvriers ont de nouveau cessé le travail le 25 août.

Une réunion de conciliation tenue le 28, à la demande des grévistes, n'a pu rétablir l'accord, mais 350 ouvriers ayant repris le travail sans conditions le 1^{er} septembre et un certain nombre ayant quitté les carrières, la grève s'est terminée par un échec le lundi suivant 4 septembre.

LES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES OUVRIÈRES (1).

Sous le titre qui précède, l'*Office du travail* vient de publier une étude qui s'étend de 1791 à 1898 et se divise en trois parties, dont les deux premières viennent de paraître réunies en un volume.

Dans la première partie on expose tout d'abord la législation qui a régi les associations professionnelles depuis 1791 jusqu'en 1884.

On s'est étendu un peu sur les débats parlementaires qui ont amené le vote de la loi du 21 mars 1884, sur les modifications proposées et sur la jurisprudence qui est résultée de son application; et cela, en considération de ce fait que le syndicat professionnel a finalement prévalu sur les autres formes d'association ouvrière, comme étant la forme la plus susceptible de se prêter aux modifications incessantes de l'industrie et d'établir des rapports de plus en plus réguliers entre le travail et le capital.

Un chapitre a ensuite été consacré *compagnonnage*. Des renseignements particuliers ont permis d'établir comment les sociétés compagnonniques, sociétés secrètes, ont pu vivre malgré les lois de répression qui, jusqu'en 1884, frappaient les associations professionnelles, et comment, constituant, dans chaque métier, une Fédération nationale, divisée par région, elles rendaient aux ouvriers des services équivalents et parfois supérieurs à ceux que leur rendent aujourd'hui les syndicats. On a suivi le compagnonnage dans sa décadence, ainsi que dans ses transformations récentes, en indiquant la force actuelle de son effectif.

Puis, on a retracé, à grands traits, la création des sociétés de secours mutuels professionnelles dès les premières années de ce siècle; on a montré comment quelques-unes d'entre elles ont servi d'abri à des sociétés de résistance pour la défense des salaires; vient ensuite la création des sociétés coopératives de production, se divisant en deux catégories, les unes se rattachant à l'idée communiste et les autres, le plus grand nombre, se rapprochant des sociétés commerciales et industrielles ordinaires; puis, après les expériences désastreuses de 1848, la renaissance de l'idée coopérative, à partir de 1860, par la création des sociétés de crédit mutuel; l'influence des délégations ouvrières aux expositions de Londres 1862 et de Paris 1867 sur la création des chambres syndicales, influence continuée depuis 1876 par les Congrès ouvriers.

Un tableau comparatif du nombre et de l'effectif des syndicats, des sociétés de secours mutuels professionnelles et des sociétés coopératives de production termine cette première partie.

La deuxième partie contient l'historique des tentatives d'associations diverses formées dans les principales villes de France, par les ouvriers des professions qui

(1) Publication récente de l'*Office du travail*. Voir à la Bibliographie.

sont arrivées, soit temporairement, soit définitivement, à constituer des Fédérations nationales corporatives. On y a joint, à titre exceptionnel, un petit nombre de Fédérations corporatives locales ou régionales.

Les Fédérations dont on a fait l'historique sont celles des allumettiers, des ouvriers de l'ameublement, du bâtiment, des boulangers, des bûcherons, des chapeliers, des coupeurs-brocheurs en chaussures, des cordonniers, des cuirs et peaux, des cuisiniers, du cuivre, des employés de commerce, des ferblantiers-boîtiers, des gantiers, des gaziers, de l'habillement, des lithographes, des marbriers, des marins, des mégissiers, des métallurgistes, des mouleurs, des travailleurs municipaux, des tabacs, des industries textiles, des tonneliers, des transports, des typographes, des verriers et des ouvriers en voitures. Les travaux de leurs Congrès nationaux et internationaux sont analysés.

Il ne pouvait être question de passer en revue chacune des milliers d'associations qui existent en France et dont la plus grande partie, n'ayant que quelques années d'existence, n'auraient offert que bien peu d'observations intéressantes et auraient obligé à introduire dans le rapport d'innombrables et inutiles redites. Il a fallu faire un choix qui ne fût pas arbitraire, afin que l'impartialité de cette étude ne fût pas suspectée. Les Fédérations de métier, dont la création suppose de longs efforts préalables, étaient dès lors tout indiquées pour offrir le tableau exact du mouvement de reconstitution des associations professionnelles.

La troisième partie du volume sera consacrée à l'historique des Unions ou Fédérations locales de syndicats de métiers divers et des Bourses du travail, qui ont été un adjuvant considérable pour l'augmentation du nombre des syndicats professionnels.

JURISPRUDENCE.

Marchandage. — Éléments du délit. — Complicité de l'entrepreneur.

Le délit de marchandage, prévu par le décret du 2 mars 1848 et 22 mars 1848, consiste dans la convention passée entre un tâcheron ouvrier et des ouvriers qu'il emploie sous ses ordres directs et qu'il paye à l'heure ou à la journée pour l'exécution des travaux de sa sous-entreprise. Pour que l'entrepreneur soit complice de ce délit, il suffit qu'il sache, en passant son contrat de sous-entreprise, que son tâcheron emploiera, pour l'exécution des travaux, des ouvriers travaillant à l'heure ou à la journée.

D'après l'arrêt de la Cour, il n'y a pas d'autre genre de marchandage défendu par le législateur et il n'y a pas lieu notamment de rechercher si le salaire payé aux ouvriers constitue un salaire moyen ou avili, le salaire ne dépendant que de la libre disposition des parties.

Cela résulterait clairement des travaux préparatoires du décret de 1848, notamment du procès-verbal de la séance de la Commission de gouvernement pour les travailleurs en date du 1^{er} mars 1848, dont nous extrayons ce qui suit :

« Sur le marchandage, des détails précis sont donnés par divers membres; il en résulte que diverses sortes de marchandage sont à distinguer.

« Il y a les marchandeurs ou tâcherons qui sous-entreprennent certaines parties de travaux et les font exécuter à la journée par des ouvriers sous leurs ordres directs. Ce genre de marchandage est expressif pour l'ouvrier. L'abolition en est non seulement consentie mais demandée par l'assemblée.

« Il y a ensuite le marchandage habituel qui consiste dans le travail à la pièce ou piécard. Ce genre de travail est avantageux à l'ouvrier comme au patron, car à l'un il assure un bénéfice proportionné à son activité et à l'autre une livraison plus rapide. Le piécard est à conserver.

« Il y a enfin un troisième genre de marchandage qui consiste dans l'entreprise faite ensemble par plusieurs ouvriers, par association, avec partage des bénéfices dépassant le salaire de la journée de chacun, partage fait au prorata du taux de la journée de chaque associé. C'est là un genre d'association utile à conserver, à encourager.

« En conséquence de ces explications, contradictoirement entendues, des ouvriers et des patrons, le Gouvernement provisoire a immédiatement rendu ce décret par lequel le marchandage oppressif est aboli. »

[*C. d'Orléans, 18 juillet 1899.* Loup, C. Bœuf et autres.] Voir dans la même affaire un arrêt de la Cour de cassation en date du 4 février 1898; *Bull. de Juin 1898*, p. 534. D'après la doctrine de la Cour ce que le décret du 2 mars interdit, ce n'est pas le *sous-traité de main-d'œuvre* en lui-même, même consenti à un ouvrier, mais c'est l'*exploitation* qualifiée *marchandage*, dont l'ouvrier exécutant peut souffrir dans certains cas.

Prud'hommes. — Électorat. — Administrateur de société anonyme.

Ne sont électeurs comme patrons, pour la nomination des prud'hommes, que les patentés ou les associés en nom collectif patentés ou non.

Un administrateur de société anonyme qui ne remplit aucune de ces deux conditions ne peut pas être inscrit sur les listes électorales.

[*Conseil d'État, 21 mai 1897.* (Patureau.)]

Saisie-arrêt. — Caisse de retraites. Restitution des retenues. — Insaisissabilité.

Les retenues subies par un employé ou un ouvrier pour sa retraite font partie du salaire et entrent dans le calcul du dixième saisissable (loi du 12 janvier 1895, art. 1^{er}).

Ces retenues ayant fait partie des neuf dixièmes non saisissables, ne peuvent être l'objet d'une nouvelle saisie-arrêt dans les mains du patron, soit qu'il les conserve en vue de la retraite, soit qu'il doive les rembourser à l'ouvrier ou à l'employé qui le quitte.

[*Trib. de Dijon, 10 décembre 1898.* (B.)]

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en juillet (1). — Le travail s'est maintenu abondant et les offres et les demandes de travail ont trouvé facilement leur contre-partie; tandis que pour 100 places vacantes, il y avait, en juillet, dernier 100 demandes de travail faites par les ouvriers, il y en a eu 92,5 en août par suite de l'augmentation des offres des patrons.

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 56 villes d'Allemagne constatent, par rapport au mois d'août 1898, une diminution du chômage dans 41 villes et une augmentation dans 15 villes.

Les placements effectués dans ces 56 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Août 1898..	26.567	8.340	34.907	30.888	6.988	37.876	116,3	83,8	108,5
Août 1899..	32.169	11.277	43.446	33.442	7.727	41.169	103,9	68,5	92,5

Grèves en août. — 45 nouvelles grèves (2) contre 48 en juillet 1899 et en août 1898. Ces grèves se sont réparties en août 1899 : industrie du bâtiment 13, industrie des métaux 6, travail des pierres et des terres 6, industrie textile 4, travail du bois 5.

Le placement gratuit à Breslau (3). — Voici quel a été le mouvement du bureau de placement municipal à Breslau pendant l'exercice 1897-1898 :

	DEMANDES d'emploi.	RECHERCHES faites.	PLACES procurées.
Hommes.....	7.986	5.194	4.228
Femmes.....	2.938	3.676	2.704

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

(2) D'après le *Reichsanzeiger* et l'*Arbeitsmarkt*.

(3) D'après une communication du Consul de France à Breslau.

Les syndicats ouvriers en 1898 (1). — Le mouvement syndical allemand, pour les organisations représentées à la Commission centrale, est indiqué, pour les années 1891-1898, par le tableau ci-dessous.

ANNÉES.	FÉDÉRATIONS de métiers.	NOMBRE de membres.	NOMBRE de femmes faisant partie des associations.	MEMBRES ne figurant que dans les organisations locales.	TOTAL.
—	—	—	—	—	—
1891	62	277.659	#	10.000	287.659
1892	56	237.094	4.355	7.640	244.734
1893	51	223.530	5.384	6.280	229.810
1894	54	246.494	5.251	5.550	252.044
1895	53	259.175	6.697	10.781	269.956
1896	51	329.230	15.265	5.858	335.088
1897	56	412.359	14.644	6.803	419.162
1898	57	493.742	13.481	17.500	511.242

En 1898, donc, 57 fédérations de métiers groupaient 493.742 membres, dont 13.481 femmes, et, en tenant compte des membres affiliés aux seules unions locales, le nombre des syndiqués était de 511.242. Le nombre des syndicats affiliés aux fédérations était de 6.756, la recette annuelle totale de 5.508.667 marks 64, la dépense annuelle de 4.279.726 marks 19.

La moyenne des membres syndiqués est de 8.660 par fédération et de 72 par syndicat affilié. Les fédérations qui contiennent le plus grand nombre de membres sont les suivants : Mineurs, 27.500; typographes, 24.020; ouvriers de fabriques, 18.172, dont 3.071 femmes; ouvriers des ports, 10.037; ouvriers du bois, 48.988; maçons, 60.175; ouvriers métallurgistes, 75.431; cordonniers, 14.810; ouvriers des tabacs, 18.613, dont 3.000 femmes; charpentiers, 22.104; ouvriers de l'industrie textile, 29.007, dont 1.328 femmes.

Les recettes (5.508.667 marks), représentent une moyenne de 97.000 marks par fédération, ou de 11 marks par membre adhérent. En ce qui concerne les dépenses, elles se sont élevées à 4.280.000 marks, soit environ 71.000 marks par fédération et 9 marks par membre adhérent. Ces éléments financiers ne peuvent être donnés que d'une façon approximative, certains syndicats n'ayant pas fourni de comptes définitifs.

Au point de vue financier, les syndicats qui présentent le plus d'importance sont les suivants, avec l'indication de leur budget en recettes et en dépenses :

DÉSIGNATION des fédérations.	NOMBRE de membres.	RECETTES. — marks.	DÉPENSES. — marks.
—	—	—	—
Imprimeurs.....	24.020	1.350.242	842.744
Ouvriers de fabriques.....	18.172	104.989	73.445
Ouvriers du bois.....	48.988	483.225	409.882
Maçons.....	60.175	621.061	554.135
Ouvriers en métaux.....	75.431	594.983	379.913
Taillieurs de pierre.....	10.000	107.164	99.304
Ouvriers en tabacs.....	18.613	198.972	187.199
Ouvriers d'industrie textile.....	29.007	158.858	131.414
Charpentiers.....	22.104	246.804	227.439

(1) D'après le journal *Correspondenzblatt*, de la commission centrale des syndicats ouvriers d'Allemagne.

Les dépenses des syndicats sont de différente nature; voici, pour l'année 1898, l'énumération des principales d'entre elles :

Administration et propagande.....	657.278 marks.
Secours de grèves.....	1.073.290
Secours pour chômages.....	275.404
Secours pour maladies.....	191.634
Dépenses funéraires.....	78.419

A la fin de l'année, il restait en caisse 4.373.313 marks, dont 3.880.092 marks dans la caisse centrale.

La coopération allemande en 1898 (1). — L'*Union générale des sociétés coopératives allemandes*, qui comprend 1.571 sociétés, a publié son annuaire pour l'assemblée générale de 1899.

L'annuaire donne les résultats des affaires de 862 *sociétés de crédit*, groupant 497.111 membres.

De ces nombres, 31,6 p. o/o appartiennent à l'industrie, 32,4 p. o/o à l'agriculture, 36 p. o/o aux autres ordres d'emplois.

Les 862 sociétés fonctionnaient avec 121 millions deux tiers de marks comme capital d'exploitation, 39 millions et demi de marks de réserve, 528 millions trois quarts de marks de fonds étrangers; elles ont attribué à leurs membres, en 1898, 1 milliard 907 millions de marks de crédit.

L'annuaire contient ensuite les rapports de 512 *sociétés de consommation*, groupant 431.439 membres; ces sociétés ont réalisé, dans leurs magasins particuliers, une vente dont le produit s'est élevé à 92 millions et demi de marks, et ont accordé à leurs membres, sur les marchandises livrées, 10 millions de marks de dividende.

De ces membres, 70 p. o/o environ appartenaient aux classes les moins aisées.

Les biens immobiliers appartenant à 56 *sociétés de construction d'habitation* s'élèvent à 14 millions un tiers de marks. Ces sociétés comprennent 16.425 membres, et elles fonctionnent avec 3 millions de marks comme capital d'exploitation, 450.000 marks de réserve, 14 millions de marks de fonds étrangers; elles ont bâti, en 1898, 182 maisons et ont mis environ 1.400 logements à la disposition de leurs membres.

(1) D'après le *Handelsmuseum*.

BELGIQUE.

Revue du travail en juillet (1). — Les *charbonnages* et la *grosse métallurgie* ne peuvent pas suffire à la demande. Activité intense dans les *briqueteries*, le *bois*, les *carrières*, le *bâtiment*. Un peu de morte saison dans la *verrerie* et le *vêtement*. La crise continue dans les *peaux de lapin* et les *dentelles*. Situation bonne dans la *filature* et le *tissage de la laine*. Amélioration dans la *filature* et le *tissage du coton*.

Grèves. — Huit grèves nouvelles en juillet avec 409 grévistes. Deux grèves dans la construction navale et deux dans des tissages de coton. Sur trois grèves terminées (nouvelles) un succès (160 grévistes), deux échecs (20 grévistes).

Le travail de nuit dans le port d'Anvers (2). — Un important mouvement s'est produit parmi les ouvriers déchargeurs et similaires du port d'Anvers, dont les cinq syndicats, fédérés pour la circonstance, ont adressé, le 1^{er} juillet dernier, une mise en demeure aux patrons et sociétés qui les emploient. Les ouvriers déclaraient qu'à partir du 23 juillet, ils refuseraient dorénavant de travailler le dimanche et la nuit, excepté en cas de force majeure et moyennant double salaire. Aucune décision n'étant intervenue, une manifestation a été organisée le dimanche 23 juillet dans les rues d'Anvers par les déchargeurs du port.

Depuis cette date, le conflit est à l'état aigu, et les négociations se poursuivent. Les ouvriers refusent, dans l'intervalle, le travail de nuit et du dimanche, reposant, d'ailleurs, tout projet de grève générale.

D'autres revendications sont inscrites au programme des unions ouvrières. La suppression de la paye et de l'embauchage dans les cabarets, l'interdiction du travail des femmes dans le port, et, pour certaines unions, l'augmentation du salaire normal. Mais ces revendications ont été provisoirement délaissées.

Les armateurs et agents maritimes ont proposé d'intervenir comme conciliateurs et de constituer une Commission d'arbitrage où les armateurs enverraient trois délégués et les ouvriers et les arrimeurs deux. Cette Commission examinerait toutes les réclamations des ouvriers. Ces propositions vont être soumises à un *referendum* des *dockers*. Les armateurs font observer qu'il ne leur est pas possible de continuer à payer double le travail extraordinaire de nuit et du dimanche, en soutenant la concurrence des ports voisins. Ils offrent de majorer le salaire normal de 50 p. 0/0 dans ces cas. Si cette offre est repoussée ce sera au détriment de l'activité du port d'Anvers et des dockers en particulier.

(1) D'après la *Revue du travail* (Belge).

(2) D'après les communications du Consul général de France à Anvers.

Une réunion générale des dockers, tenue le 3 septembre, a repoussé l'offre d'une augmentation de 50 p. o/o faite par les patrons. Elle a maintenu la demande de 100 p. o/o faite précédemment et a décidé qu'à partir du 1^{er} octobre le travail de jour cesserait à 5 heures du soir.

Une grève de 300 ouvriers, fonceurs et terrassiers a éclaté sur les chantiers de construction des nouveaux quais sud d'Amers, principalement en vue d'une augmentation de salaires. Les ouvriers ont repris le travail le 9 septembre ayant obtenu une augmentation de 3 à 4 centimes par heure pour les terrassiers et de 5 centimes pour les fonceurs.

DANEMARK.

Les pensions à la vieillesse (1). — On peut dire que le Danemark est avec l'Allemagne le seul pays où des dispositions légales organisent un système général de pensions aux invalides de la vieillesse. Dans le premier de ces pays, une loi du 9 avril 1891, appliquée seulement depuis le 1^{er} juillet 1892, assure une forme spéciale de pensions de vieillesse à tous les indigents de bonne vie et mœurs âgés de plus de 60 ans (2). Il n'y a d'exception que pour ceux qui ont été condamnés pour faits déshonorants ou qui se sont dépouillés eux-mêmes au profit d'autres, ou qui ont dissipé leurs biens par inconduite, ou qui ont été, depuis moins de dix ans, à la charge de l'Assistance publique. Ce secours est donné sans réserve et sans condition; c'est en quoi il diffère de ceux de l'Assistance publique. Il peut être donné en argent ou en nature; il peut consister aussi dans le placement dans un établissement. Aucune cotisation directe n'est demandée aux bénéficiaires et le montant de la pension n'est pas déterminé par la loi. Toutefois il doit être suffisant pour les besoins de l'intéressé et de sa famille. L'admission à ce secours n'emporte pas d'incapacité électorale. L'État prend à sa charge la moitié des dépenses sans que sa part puisse dépasser 2.780.000 francs. Le reste incombe aux communes.

En 1896, 36.246 personnes (dont les familles comptaient 14.223 membres) étaient pensionnées en Danemark, en vertu de cette loi, pour une somme totale de 5.407.925 francs, soit en moyenne 150 francs par tête (2).

(1) D'après le texte de la loi et d'après le rapport du *Labour Department* «on Provision for old age by Government action in certain European Countries».

(2) On peut remarquer que la population du Danemark étant en 1896 d'environ 2.300.000 habitants le nombre des pensionnés est de 1,68 p. o/o du chiffre de la population, soit de 1 par 63 habitants. Quant à la charge de ces pensions par tête d'habitant elle ressort moyennement à 2 fr. 35. La population actuelle de la France étant en nombre rond de 38.300.000 habitants, une dépense de même nature proportionnelle au chiffre de la population s'élèverait pour ce pays à 90 millions de francs. Si le nombre des pensionnés était également proportionnel à la population dans les deux pays, il serait de 605.000. (N. D. L. R.)

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en août (1). — Marché de travail très ferme en août. Le pourcentage de chômeurs continue à être le plus bas qui ait été constaté, à la même époque de l'année, depuis 1890. Mouvement de hausse marqué dans les salaires et principalement pour les houillères et les ateliers du fer.

2,3 p. o/o de chômeurs dans 123 trade-unions groupant 502.439 membres contre 2,3 p. o/o en juillet 1899 et 2,8 p. o/o en août 1898.

5,16 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 367,376 mineurs contre 5,16 en juin 1899 et 5,19 en juillet 1898.

Ces derniers chiffres ne portent pas sur les puits du pays de Galles qui étaient atteints par la grève en août 1898.

376 hauts fourneaux en marche à la fin d'août 1899, avec 25.209 ouvriers contre 372 en juillet 1899 et 341 en août 1898.

97 p. o/o du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton et 97 p. o/o dans les tissages avec 79.000 ouvrières, femmes et filles, contre 96 et 92 p. o/o en juillet 1899 et 90 et 75 p. o/o en août 1898.

Sur 26,380 travailleurs pour lesquels des renseignements sont fournis, hausse de salaire de 2 fr. 80 en moyenne par semaine pour 26.126, dont 3.311 dans le bâtiment, 13.835 dans les métaux et 6.174 dans les textiles. Cette hausse a été obtenue pour 2.001 ouvriers par grèves pour 2.000 par conciliation ou arbitrage et le surplus, pour 22.379 travailleurs, par négociation directe entre patrons et ouvriers.

Assistance publique. — En un jour de la deuxième semaine d'août 1899, l'Assistance publique a secouru 315.673 personnes, soit 197 pour 10.000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 197 en juillet 1899 et 204 en août 1898.

Grèves. — 33 nouvelles grèves en juillet avec 10.232 chômeurs, contre 51 avec 10.022 en juillet 1899, et 44 avec 10.457 en août 1898, non compris les mineurs Gallois; 5 grèves dans le bâtiment, 8 dans les mines et carrières, 6 dans les métaux, 6 dans les textiles. Sur 43 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 11.639 grévistes, 14 succès (avec 5.575 grévistes), 15 transactions (avec 4.085 grévistes), 13 échecs (avec 1.929 grévistes), 1 solution ajournée (avec 50 grévistes).

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

La participation aux bénéfices en 1898-1899 (1). — Au 1^{er} juillet 1899, le total des personnes employées par 85 maisons appliquant la participation aux bénéfices était, selon les saisons, etc., de 50.647 *au moins* et de 53.010 *au plus* (à savoir, de 49.220 à 51.487 dans 79 maisons établies en Grande-Bretagne, et de 1.427 à 1.523 dans 5 maisons situées aux colonies). En 1898, à pareille époque, ces chiffres se composaient comme suit : 93 maisons occupant de 48.258 à 50.746 travailleurs (dont 46.846 à 49.035 dans 87 maisons établies dans le Royaume-Uni et 1.412 à 1.437 ouvriers dans 5 maisons aux colonies).

Le tableau suivant fait connaître la part de bénéfices accordée aux ouvriers en 1898, dans 75 cas (dans 72 cas à 23.399 personnes employées dans le Royaume-Uni et dans 3 cas à 523 personnes occupées aux colonies).

Boni ajouté aux salaires en 1898.

TAUX DE LA PART DE BÉNÉFICE en p. o/o du salaire.	NOMBRE DE CAS dans lesquels cette part a été payée.	NOMBRE MOYEN d'ouvriers en 1898 (moyenne entre le maximum et le minimum).	NOMBRE de participants en 1898.
Rien	17	2.309	2.309
Moins de 1 p. o/o.....	3	1.966	1.949
1 à 3 p. o/o.....	8	770	622
3 à 5 —	7	1.394	923
5 à 7 —	15	4.113	1.820
7 à 9 —	6	5.300	4.068
9 à 11 —	11	1.793	711
11 à 13 —	2	67	55
13 à 15 —	2	218	147
15 à 16 —	1	790	216
17 à 18 —	1	395	361
18 à 19 —	1	1.550	1.034
32 p. o/o	1	3.257	2.832
TOTAUX.....	75	23.922	17.047

Il ressort de ces chiffres qu'on a payé, dans ces 75 cas, un boni moyen égal à 5,5 p. o/o des salaires (au lieu de 7,2 p. o/o en 1897). Si l'on retranche les 17 cas dans lesquels les ouvriers n'ont rien touché, la part moyenne de bénéfice allouée dans les 58 autres, en tenant compte du nombre des participants dans chacun de ces cas, a été de 11,8 p. o/o (au lieu de 11,4 p. o/o en 1897).

(1) D'après la *Labour Gazette*.

HOLLANDE.

La durée du travail dans l'industrie (1897-1898) (1). — Le tableau suivant fait connaître le nombre des heures de travail fournies, pendant l'été, les jours ouvrables, par les 20.333 personnes employées dans les 1.966 fabriques et ateliers des provinces de Gelderland et Overijssel, visités par les inspecteurs de fabrique au cours de 1897 et 1898 :

DÉSIGNATION des groupes d'industries.	NOMBRE DE PERSONNES QUI, L'ÉTÉ, ONT TRAVAILLÉ						TOTAL.
	9 heures ou moins.	de 9 à 10 h.	de 10 à 11 h.	de 11 à 12 h.	de 12 à 13 h.	plus de 13 h.	
Industries :							
du bâtiment.....	40	8	23	493	304	"	868
des métaux.....	24	305	543	124	79	9	1.084
de la construction mécanique..	"	685	366	190	"	"	1.241
de la construction navale, etc..	"	4	16	127	64	6	217
textiles.....	"	1.919	5.012	7	2	"	6.940
du vêtement.....	238	797	428	81	25	15	1.584
du livre et similaires.....	100	156	101	9	2	2	370
du papier.....	5	62	174	27	"	"	268
du bois, du liège et de la paille, du travail des terres et pierres (y compris les pierres pré- cieuses et la verrerie).....	33	178	130	229	53	9	632
de l'alimentation.....	40	886	1.627	44	2	"	2.599
Autres industries.....	1.023	809	1.413	580	298	206	4.329
	3	107	73	5	13	"	201
TOUTES LES INDUSTRIES RÉUNIES.	1.056	5.916	9.906	1.916	842	247	20.333

Sur les 20.333 personnes employées, on comptait 6.089 enfants, jeunes ouvriers et femmes : tous les autres étaient des hommes de plus de 16 ans. Pour les ouvriers de la première catégorie, la loi fixe à 11 heures le maximum de la journée et exige qu'elle soit coupée par un repos d'une heure : 3.535 d'entre eux ont travaillé, en été plus de dix heures, 2.208 de neuf à dix heures, et 346 neuf heures au plus par jour.

ITALIE.

La coopération italienne en 1898. — Une statistique, publiée récemment, donne les données suivantes sur les sociétés coopératives italiennes en 1898.

L'année dernière, 355 sociétés coopératives ont été créées, dont 58 pour la Lombardie; on en avait créé 453 en 1897. Parmi les nouvelles institutions se trouvent 25 banques populaires et sociétés de crédit, 77 caisses rurales, 129 sociétés de consommation, 14 sociétés de production, ainsi que des sociétés d'assurance mutuelle, des sociétés de construction, etc. 97 sociétés coopératives ont été dissoutes pendant cette année de 1898, contre 61 l'année précédente.

(1) Extrait du *Rapport sur l'inspection des fabriques et ateliers en Hollande (1897-1898)* d'après la *Labour Gazette*.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 19 juillet 1899 modifiant la nomenclature des établissements dangereux, insalubres et incommodes.

(J. O. du 12 août 1899.)

Vu le décret du 15 octobre 1810, l'ordonnance du 14 janvier 1815 et le décret du 15 mars 1852 sur la décentralisation administrative; vu le décret du 3 mai 1886, déterminant la nomenclature et la division en trois classes des établissements dangereux, insalubres ou incommodes; vu les décrets des 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892, 13 avril 1894, 6 juillet 1896, 24 juin 1897, 17 août 1897 et 29 juillet 1898, qui ont modifié cette nomenclature; — Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures; — Le Conseil d'État entendu,

ART. 1^{er}. La nomenclature des établissements insalubres, dangereux ou incommodes contenue dans les tableaux annexés aux décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892, 13 avril 1894, 6 juillet 1896, 24 juin 1897, 17 août 1897 et 29 juillet 1898 est modifiée conformément aux tableaux A et B annexés au présent décret.

TABLEAU A. — *Articles à supprimer dans la nomenclature annexée au décret du 24 juin 1897.*

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.
Acétylène gazeux non comprimé ou comprimé à une atmosphère et demi au plus (Fabrication de l') :		
Pour l'usage public.....	Odeur et danger d'explosion.	1 ^{re}
Pour l'usage particulier.....	Idem.....	3 ^e

TABLEAU B. — *Addition aux nomenclatures annexées aux décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892, 13 avril 1894, 6 juillet 1896, 24 juin 1897, 17 août 1897 et 29 juillet 1898.*

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.
Acétylène gazeux ou comprimé à une atmosphère et demi au plus (Fabrication de l') :		
Lorsque le volume du gaz approvisionné n'atteint pas 1,000 litres.....	Odeur et danger d'explosion.	3 ^e
Lorsque ce volume atteint ou dépasse 1,000 litres.....	Idem.....	2 ^e

Vu pour être annexé au décret en date du 19 juillet 1899.

Circulaire du 11 août 1899, adressée aux préfets par le **Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes**, transmettant une instruction de la Caisse des dépôts et consignations relative à l'application de l'article 26 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

(J. O. du 22 août 1899.)

INSTRUCTION

DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

concernant les déclarations à recevoir par les maires conformément aux articles 1^{er} à 5 du décret du 28 février 1899.

1^{er} La loi du 9 avril 1898, concernant les accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, stipule dans son article 24 : « A défaut, soit par les chefs d'entreprise débiteurs, soit par les sociétés d'assurances à primes fixes ou mutuelles ou les syndicats de garantie liant solidairement tous leurs adhérents, de s'acquitter, au moment de leur exigibilité, des indemnités mises à leur charge à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, le paiement en sera assuré aux réclamants par les soins de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse au moyen d'un fonds spécial de garantie ».

2^o Ce fonds spécial ne garantit que le paiement d'indemnités liquidées à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail.

Il ne garantit pas le paiement des frais funéraires, des frais de maladie ou des indemnités temporaires.

3^o Le décret du 28 février 1899, rendu en exécution de l'article 26 de la loi, fixe les formalités à remplir pour obtenir paiement de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

4^o La première formalité consiste en une déclaration faite aux maires de la commune de la résidence du bénéficiaire de l'indemnité.

5^o Par bénéficiaire de l'indemnité, il faut entendre les personnes indiquées en l'article 3 de la loi, savoir : en cas d'accident ayant entraîné une incapacité permanente de travail, la victime de l'accident; en cas d'accident suivi de mort, le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, les enfants légitimes ou naturels reconnus antérieurement à l'accident âgés de moins de seize ans, les ascendants ou les descendants mineurs de seize ans que la victime avait à sa charge au moment de l'accident.

6^o La déclaration est faite par le bénéficiaire de l'indemnité s'il est majeur et maître de ses droits.

7^o Si le bénéficiaire n'a pas l'exercice de ses droits civils, c'est-à-dire, s'il est mineur, interdit, femme mariée, etc., la déclaration est faite par son représentant légal, administrateur légal, tuteur, époux, etc.

8^o La déclaration peut aussi être faite par mandataire. Le mandat peut être verbal.

9^o La déclaration est exempte de tous frais.

10^o Elle est rédigée sur papier libre par le maire ou son représentant, d'après les indications du déclarant.

11^o La déclaration doit indiquer :

1^o Les nom, prénoms du bénéficiaire, son âge, sa nationalité (Français ou étranger), son état civil (célibataire, marié, veuf, divorcé, séparé de corps), sa profession et son domicile;

2^o Le nom du chef d'entreprise débiteur, son domicile industriel et, si l'indemnité réclamée devait être acquittée par une société d'assurance ou un syndicat de garantie, la désignation de cette société ou de ce syndicat, ainsi que son siège social;

3°) La nature de l'indemnité (1) et le montant de la créance réclamée;
4°) L'ordonnance ou le jugement en vertu duquel agit le bénéficiaire (2);
5°) Le cas échéant, les nom et prénoms, profession, domicile du représentant légal du bénéficiaire ou du mandataire.

12° La déclaration doit encore indiquer que le bénéficiaire de l'indemnité a réclamé au débiteur (chef d'entreprise, société d'assurances ou syndicat de garantie) le paiement de l'indemnité, que ce paiement n'a pu être obtenu par lui, et pour quels motifs.

13° Le déclarant doit remettre à l'appui de sa déclaration toutes les pièces en sa possession de nature à justifier sa réclamation.

14° Il communique notamment la grosse, l'expédition ou la copie de l'ordonnance ou de la décision qui a fixé l'indemnité (voir note 2, § A) et, s'il s'agit d'un jugement, les certificats énoncés en l'article 548 du Code de procédure civile, établissant que cette décision est passée en force de chose jugée.

15° Le déclarant joindra les pièces établissant, le cas échéant, la modification ultérieure de la créance soit par suite d'une demande en revision (voir note 2, § B), soit par application de l'article 21 de la loi (voir note 1), soit pour toute autre cause.

16° Il y joindra également les pièces établissant le refus de paiement du débiteur (chef d'entreprise, société d'assurance ou syndicat de garantie), telles que : actes extrajudiciaires de poursuites ou simples lettres missives.

17° Si le déclarant ne peut fournir certains des renseignements susindiqués ou s'il n'a pas en sa possession les pièces ci-dessus mentionnées, le maire le constate dans la déclaration qu'il doit néanmoins recevoir.

18° La déclaration est signée par le comparant. Le maire ou son représentant y appose sa signature et le cachet de la mairie.

19° Récépissé de la déclaration et des pièces qui l'accompagnent est remis par le maire au déclarant.

20° La déclaration et les pièces produites à l'appui doivent être adressées dans les vingt-quatre heures, sous pli non soumis à l'affranchissement, au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations à Paris.

A la présente instruction sont jointes, à titre d'exemple, deux formules de déclaration (3).

(1) L'indemnité consistant normalement en une pension (art. 3 de la loi), la déclaration portera le plus souvent sur des trimestres échus et non payés. Le comparant doit alors indiquer dans sa déclaration le dernier trimestre perçu, le nombre et le montant de ceux échus et non payés.

La déclaration peut cependant avoir pour objet le paiement d'un capital dans les cas énumérés ci-après :

1° Le conjoint de la victime de l'accident qui se remarie a droit, à titre d'indemnité totale, au versement d'une somme égale à trois années d'arrérages de la rente qui lui était versée (art. 3, § A de la loi);

2° Il en est de même de l'ouvrier étranger qui cesse de résider sur le territoire français (art 3, § C);

3° La victime de l'accident peut avoir demandé et obtenu du tribunal que le quart du capital nécessaire à l'établissement de sa rente lui soit attribué en espèces (art. 9 de la loi);

4° Pour les pensions de 100 francs ou au-dessous, les parties intéressées peuvent être convenues que le service des arrérages serait remplacé par le paiement d'un capital (art. 21 de la loi).

(2) § A. — L'indemnité à la suite d'accident ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente est fixée, s'il y a accord, par ordonnance du président du tribunal; en cas de désaccord, par jugement rendu dans les conditions des articles 16 et 17 de la loi. — La déclaration doit indiquer la date de l'ordonnance ou du jugement intervenu; en cas de jugement, elle doit aussi faire connaître si la décision a été attaquée par voie d'opposition ou d'appel et, dans cette hypothèse, mentionner la date de la décision définitive qui a tranché le litige.

§ B. — Les indemnités ne sont définitivement fixées qu'au bout de trois ans à dater de l'accord intervenu ou de la décision définitive (art. 19 de la loi). Pendant ce délai elles peuvent être l'objet d'une demande en revision fondée sur le décès ou sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité. — Dans le cas où une indemnité aurait été révisée, la déclaration doit contenir, en dehors des énonciations mentionnées au paragraphe A ci-dessus concernant la première décision intervenue, des énonciations identiques concernant la décision de revision.

(3) Voir au J. O. du 22 août 1899.

Circulaire du 17 août 1899 adressée aux préfets par le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur les Commissions départementales chargées de surveiller l'application de la loi du 2 novembre 1892.

(J. O. du 19 août 1899.)

La loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, dispose que les conseils généraux devront instituer une ou plusieurs Commissions chargées de présenter, sur l'exécution de la loi et les améliorations dont elle serait susceptible, des rapports qui seront transmis au Ministre du commerce et communiqués à la Commission supérieure instituée par l'article 22.

Ces Commissions sont constituées depuis plusieurs années dans tous les départements; mais elles n'ont manifesté jusqu'à ce jour qu'une très faible vitalité. Quelques-unes se sont réunies deux ou trois fois; d'autres, une fois; le plus grand nombre ne se sont jamais réunies.

Comment expliquer ce défaut d'activité? Je pense que la cause principale s'en trouve dans la manière dont ces Commissions ont été composées.

Aux termes de l'article 24 de la loi, les inspecteurs divisionnaires et départementaux, les présidents et vice-présidents du Conseil de prud'hommes du chef-lieu ou du principal centre industriel du département et, s'il y a lieu, l'ingénieur des Mines en font partie de droit. Mais à côté d'eux les conseils généraux n'ont guère appelé à y siéger (indépendamment de quelques membres des conseils d'hygiène) que des patrons choisis d'ailleurs parmi les individualités les plus autorisées; ce n'est que dans quelques cas tout à fait exceptionnels qu'ils se sont adressés à des ouvriers et à des représentants de syndicats.

Je pense que, pour obtenir de ces Commissions une action réellement utile, il convient d'y faire entrer, à côté des membres de droit et des hygiénistes, un certain nombre de représentants des associations patronales et ouvrières (chambres de commerce, bourses de travail, syndicats professionnels).

La loi du 2 novembre 1892 étant une loi de protection ouvrière, et les Commissions départementales du travail ayant pour objet de faire des rapports sur son exécution et d'exprimer des vœux sur les améliorations dont elle serait susceptible, il est juste qu'ouvriers et patrons y soient représentés par un nombre égal de mandataires.

Le rapprochement, à l'intérieur de ces Commissions, d'ouvriers et de patrons, délégués les uns et les autres de groupements organisés, ne saurait manquer de donner lieu à des échanges de vues du plus haut intérêt.

J'ajouterai que les Commissions départementales ainsi composées échapperaient désormais au reproche encouru par quelques-unes d'elles d'être un obstacle et non une aide à l'activité des inspecteurs du travail. Elles faciliteraient au contraire leur tâche en mettant en rapports directs et suivis les agents de l'État et les représentants autorisés des ouvriers trop souvent embarrassés jusqu'ici pour faire parvenir leurs plaintes par une voie régulière.

Je vous prie, Monsieur le préfet, de soumettre ces considérations à l'appréciation du Conseil général de votre département lors de la session qui va s'ouvrir. Vous voudrez bien me rendre compte des décisions que cette assemblée aura cru devoir prendre.

Recevez, etc.

Décret du 18 août 1899
relatif à l'application de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898
sur les responsabilités des accidents du travail.

(J. O. du 22 août 18 9.)

Vu la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, et spécialement les articles 11 et 12 ;
 Vu le décret du 30 juin 1899, relatif à l'exécution desdits articles.

ART. 1^{er}. Les modèles I, III et IV annexés au décret susvisé du 30 juin 1899 sont remplacés par les modèles annexés au présent décret.

MODÈLE I.

DÉCLARATION D'ACCIDENT DU TRAVAIL^(A).

(Art. 11 de la loi du 9 avril 1898.)

(1) Indiquer les nom, prénoms, profession et adresse, soit du chef d'entreprise, s'il fait la déclaration lui-même, soit de son préposé, en mentionnant son emploi dans l'entreprise, soit des représentants de la victime, en mentionnant à quel titre ils la représentent (père, mère, conjoint, enfant, mandataire, etc.)

Si la déclaration est faite par la victime elle-même, indiquer ici les renseignements ci-après sous le n° 3.

(2) Indiquer la nature de l'établissement et son adresse, ainsi que l'atelier où a eu lieu l'accident.

(3) Indiquer les nom, prénoms, âge, sexe, profession et adresse de la victime.

(4) Indiquer les noms, professions et adresses.

(5) Nom et adresse.

(6) Indiquer les conclusions du certificat médical en ce qui concerne les causes probables de l'accident.

Le soussigné, (1)
 déclare à M. le maire de la commune d
 canton de
 arrondissement de
 département de
 conformément à l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, qu'un accident ayant occasionné une incapacité de travail est survenu le
 à heure
 dans (2)
 à (3)

L'accident s'est produit dans les circonstances suivantes :

Les témoins de l'accident sont (4)

Je joins à la présente déclaration un certificat du docteur (5)
 constatant que l'accident paraît devoir entraîner (6)

Fait à le 189

(Signature du déclarant.)

(A) Cette déclaration doit être remise à la mairie dans les quarante-huit heures de l'accident.

MODÈLE III.

DÉPARTEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

d.....

ARRONDISSEMENT

MAIRIE D

d.....

CANTON

d.....

PROCÈS-VERBAL DE DÉCLARATION D'ACCIDENT DU TRAVAIL.

(Art. 11 de la loi du 9 avril 1898.)

Nous, soussigné (1)

(1) Nom et prénoms.

maire de la commune d

avons reçu le à heure

de M. (2)

(2) Indiquer les nom, prénoms, profession et adresse, soit du chef d'entreprise, s'il fait la déclaration lui-même, soit de son préposé, en mentionnant son emploi dans l'entreprise, soit des représentants de la victime, en mentionnant à quel titre ils la représentent (père, mère, conjoint, enfant, mandataire, etc.).

Si la déclaration est faite par la victime elle-même, indiquer ici les renseignements prévus ci-après sous le n° 4.

en exécution de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, une déclaration relative à un accident survenu le à heure dans (3) à (4)

Cette déclaration constate :

1° Que l'accident s'est produit dans les circonstances suivantes :

(3) Indiquer la nature de l'établissement et son adresse, ainsi que l'atelier où a eu lieu l'accident.

(4) Indiquer les nom, prénoms, âge, sexe, profession et adresse de la victime.

2° Que les témoins de l'accident sont (5)

(5) Indiquer les noms, professions et adresses.

(6) Indiquer ici les conclusions du certificat médical en ce qui concerne les suites probables de l'accident.

A cette déclaration était joint un certificat du docteur (1)

constatant que l'accident paraît devoir entraîner (6)

(7) Rayer la première de ces deux formules si, d'après le certificat médical, la blessure ne paraît pas devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle de travail.

Dans le cas contraire, rayer la seconde.

La déclaration et le certificat médical, dont récépissé a été délivré séance tenante au déclarant, ont été annexés au présent procès-verbal. } pour la déclaration être classée et enregistrée aux archives de la mairie et le certificat médical être immédiatement transmis à la justice de paix avec copie de ladite déclaration (7).
pour être classés aux archives de la mairie (7).

Fait et arrêté le présent procès-verbal les jour, mois et an que dessus,

(Signature du maire.)

MODÈLE IV.

DÉPARTEMENT

d

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE D

ARRONDISSEMENT

d

CANTON

d

AVIS DE DÉCLARATION D'ACCIDENT DU TRAVAIL

TRANSMIS AU SERVICE D'INSPECTION (A).

(Art. 11 de la loi du 9 avril 1898.)

1) Nom et prénoms.

Nous, soussigné, (1)

(2) L'inspecteur départemental du travail en résidence à
ou : l'ingénieur ordinaire des mines en résidence à

maire de la commune d

avisons M. (2)

que nous avons reçu le à heure

de (3)

(3) Indiquer le nom, la qualité et l'adresse du déclarant.

une déclaration d'accident survenu le

à heure

dans (4)

(4) Indiquer la nature de l'établissement et son adresse, ainsi que l'atelier où a eu lieu l'accident.

à (5)

Cette déclaration constate :

1° Que l'accident s'est produit dans les circonstances suivantes :

(6) Indiquer les nom, prénoms, âge, sexe, profession et adresse de la victime.

.....

.....

(6) Indiquer les noms, professions et adresses.

2° Que les témoins de l'accident sont (6)

.....

(7) Indiquer les conclusions du certificat médical, en ce qui concerne les suites probables de l'accident.

.....

.....

Le certificat médical joint à ladite déclaration constate que l'accident paraît devoir entraîner (7)

.....

.....

Fait à, le 189 ..

(Signature.)

(A) Cet avis doit être transmis par le maire le jour même de la réception de la déclaration d'accident, à moins que cette déclaration n'ait été faite qu'après midi. Dans ce cas, l'avis doit être transmis dans la matinée du lendemain.

Circulaire du Ministre de l'agriculture adressée aux préfets, le 18 août 1899, relative à l'application de la loi du 31 mars 1899 sur le crédit agricole mutuel.

(J. O. du 31 août 1899.)

La loi du 31 mars 1899 étant entrée aujourd'hui dans la période d'application, je crois nécessaire de vous donner quelques indications qui pourront être utiles aux fondateurs de caisses régionales.

En ce qui concerne les souscripteurs de parts des caisses régionales, conformément aux déclarations faites à la tribune du Sénat par le Gouvernement et par le président de la Commission sénatoriale chargée du rapport, toute société, qu'elle soit régie par la loi de 1867 ou par la loi de 1894, peut coopérer à la constitution d'une caisse régionale de crédit agricole mutuel. La seule condition imposée est qu'elle soit mutuelle et exclusivement agricole.

Les statuts des caisses régionales agricoles détermineront le périmètre sur lequel elles étendront leur action, et cela sans avoir à tenir compte des périmètres désignés par les fondateurs d'autres caisses de même nature, les sociétés locales de crédit mutuel agricole étant libres, d'autre part, de s'affilier à la caisse de leur région qui leur conviendra le mieux. C'est à la Commission chargée de la répartition des avances qu'il appartiendra d'examiner les statuts des caisses qui auront recours à l'État pour la constitution de leur capital et de décider, s'il y a lieu, d'autoriser le chevauchement et dans quelle mesure.

Je vous recommande, Monsieur le préfet, de faire connaître aux intéressés que la Commission de répartition entend laisser aux fondateurs des caisses régionales de crédit agricole mutuel la plus grande latitude pour l'organisation de ces caisses qui, ayant à répondre à des besoins différents, à tenir compte de situations locales spéciales, ne peuvent être enserrées dans les cadres de statuts types uniformes.

Les caisses régionales ayant pour but de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole effectuées par les membres des sociétés locales en escomptant, dans des conditions particulières de bon marché, les effets souscrits par leurs membres et endossés par ces sociétés, je ne saurais trop vous recommander d'encourager, par tous les moyens dont vous disposez, la création et le développement de ces caisses locales.

Celles-ci sont, en effet, la base du crédit agricole; les caisses régionales n'en sont que le complément. Elles ne peuvent fonctionner qu'autant qu'elles grouperont un certain nombre de caisses rurales qui, elles, sont en rapport direct avec les cultivateurs. Sans ces dernières, les caisses régionales ne pourraient rendre aucun service puisque la loi ne les autorise qu'à escompter le papier des caisses locales et à leur faire des avances pour la constitution de leurs fonds de roulement. C'est là un point sur lequel je ne saurais trop insister et vous aurez à appeler, sur les considérations qui précèdent, l'attention des fondateurs des caisses régionales.

Recevez, etc.

Circulaire du 21 août 1899, adressée aux préfets par le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'application des décrets des 30 juin 1899 et 18 août 1899.

(J. O. du 22 août 1899.)

La loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, a prescrit, par son article 11, la déclaration de tous les accidents ayant occasionné une incapacité de travail.

Bien que cet article, à la différence des dispositions correspondantes et presque identiques contenues dans l'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et dans l'article 11 de la loi du 12 juin 1893, n'eût point délégué à un règlement d'administration publique le soin de déterminer la procédure des déclarations, il a paru indispensable d'assurer l'exécution uniforme de la loi nouvelle sur ce point. Tel a été l'objet du décret du 30 juin 1899, inséré au *Journal officiel* du 1^{er} juillet.

Trois des modèles annexés à ce décret ont dû d'ailleurs être modifiés depuis sur quelques

points, à la suite de l'expérience faite pendant les premières semaines d'application. Ces modifications de détail ont été réglées par un décret du 18 août, publié au *Journal officiel* en même temps que la présente circulaire.

Pour faire suite à ma dépêche du 30 juin dernier, qui vous invitait à porter immédiatement le décret du même jour à la connaissance des maires de votre département et à le publier au *Bulletin des actes administratifs*, j'ai l'honneur de vous prier de prendre sans délai les mêmes mesures en ce qui concerne le décret complémentaire du 18 août.

Je crois devoir, au surplus, vous adresser quelques éclaircissements, qui pourront faciliter l'application de ces deux décrets et auxquels vous voudrez bien donner la même publicité.

I

DE LA DÉCLARATION D'ACCIDENT.

A. — *Des accidents à déclarer.* — L'article 11 de la loi astreint les chefs d'entreprise à déclarer « tout accident ayant occasionné une incapacité de travail ».

Cet article est évidemment en corrélation avec l'article 1^{er}, qui indique les professions assujetties au nouveau régime légal de responsabilité en matière d'accidents de travail. Ne sont donc soumis à la déclaration que les « accidents survenus par le fait du travail, ou à l'occasion du travail, aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières et, en outre, dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives, ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux ».

Mais, pour les établissements ainsi visés par la loi, il y a lieu, en principe, à déclaration toutes les fois qu'il y a un « accident » et que cet accident a « occasionné une incapacité de travail » ou, à plus forte raison, la mort.

Sous le régime des lois des 2 novembre 1892 et 12 juin 1893 et en vertu des dispositions expresses des deux règlements d'administration publique intervenus pour l'exécution de ces lois, aux dates des 12 avril et 20 novembre 1893, les déclarations étaient limitées aux accidents qui paraissaient devoir entraîner une incapacité de travail « de trois jours au moins ». Rien dans le texte de la loi nouvelle n'autorise une pareille limitation et le décret du 30 juin 1889 a dû rester muet à cet égard.

Sans aller jusqu'à soutenir que la déclaration devient obligatoire pour les accidents sans aucune gravité, n'exigeant, par exemple, qu'une interruption de travail de quelques heures, il est prudent d'indiquer aux chefs d'entreprise que leur propre intérêt leur commande, en cas de doute, de remplir la formalité de la déclaration. Même pour les accidents d'apparence d'abord insignifiante, telle conséquence peut se développer ou telle complication survenir, qui entraîne finalement une interruption de travail de plus de quatre jours. Dans ce cas, et si la déclaration n'a pas été au préalable et régulièrement effectuée dans le délai légal, le chef d'entreprise se trouvera, de ce seul fait, constitué en faute et passible d'une pénalité.

S'il se rencontrait, au contraire, qu'un accident n'ayant entraîné sur-le-champ aucune interruption de travail aboutisse directement à une incapacité ultérieure, le chef d'entreprise n'aurait évidemment point à se reprocher alors l'absence de déclaration et le délai imparti pour la faire ne devrait courir, à son encontre, qu'à partir du jour où se produirait l'incapacité de travail effective.

Le chef d'entreprise est astreint à la déclaration pour tous les accidents atteignant le personnel appelé à bénéficier de la loi, quel que soit le lieu où les accidents se sont produits.

Les lois des 2 novembre 1892 et 12 juin 1893 ne prescrivaient la déclaration que pour les accidents survenus dans les établissements qu'elles visaient. L'article 11 de la loi de 1898, comme son article 1^{er}, a une portée plus large. Il implique obligation de déclaration pour tous les accidents « survenus par le fait du travail, ou à l'occasion du travail », et, par conséquent, aussi bien pour les accidents survenus dans un travail extérieur, au domicile des clients de l'entreprise, ou dans une course commandée, que pour les accidents survenus au siège même ou dans les chantiers de l'entreprise.

Par contre, le chef d'entreprise ne serait point tenu à la déclaration, en vertu de la loi de 1898, si la victime de l'accident n'était pas un des bénéficiaires de la loi; par exemple, s'il s'agissait d'un tiers blessé dans son usine ou sur ses chantiers. Il n'y serait pas tenu davantage si l'accident n'était évidemment pas un accident de travail; par exemple, si la victime succombait à un anévrisme ou était blessée dans une rixe, sauf à elle, bien entendu, ou à ses ayants droits, à user, le cas échéant, de son droit direct de déclaration, si la cause ou le caractère de l'accident se trouvaient contestés entre les parties.

B. — *Du lieu de la déclaration.* — La déclaration doit être faite, porte l'article 11 de la loi, au maire de la commune. Ainsi que cela a été spécifié par le rapporteur au Sénat et comme d'ailleurs le prescrivait déjà les règlements d'administration publique rendus pour l'exécution des lois de 1892 et de 1893, il ne peut s'agir que du maire de la commune où l'accident s'est produit.

La localisation de l'accident et, par suite, la détermination de la mairie où la déclaration doit être effectuée n'offrira le plus souvent aucune difficulté.

Il se peut cependant, en matière d'accidents de roulage et surtout en matière d'accidents de chemins de fer, que l'accident n'apparaisse qu'après coup, souvent même à une grande distance du lieu où il s'est vraisemblablement produit. Dans ce cas, c'est à la mairie de la commune où il est reconnu ou bien à la mairie de la commune où a lieu le premier arrêt que la déclaration devient obligatoire. Le vœu non équivoque du législateur est, en effet, que le maire et, le cas échéant, par voie de conséquence, le juge de paix saisis se trouvent être les magistrats le plus rapprochés du théâtre de l'accident et le mieux à même, dès lors, au moins d'une manière générale, de provoquer ou de vérifier les premières constatations.

Quant aux accidents survenus dans une mine, minière ou carrière s'étendant sous le territoire de plusieurs communes, il devront être déclarés à la mairie où sont situés les bâtiments d'exploitation, par analogie avec la mesure qu'édicta le décret du 6 mai 1811 (art. 21) en matière de redevances minières.

Il ne faut point perdre de vue, que dans la commune où la déclaration doit être faite, le maire a seul qualité pour la recevoir régulièrement. Une déclaration faite à un commissaire central ou à tout autre fonctionnaire administratif ne mettrait pas le chef de l'entreprise intéressé à l'abri d'une contravention.

De même, la déclaration à la mairie ne demeurerait pas moins obligatoire si l'autorité judiciaire avait déjà, par ailleurs, connaissance officielle de l'accident ou si elle avait informé, par exemple, au cas de présomption d'homicide ou de blessures par imprudence.

Le texte de l'article 11 de la loi est absolument formel : nul autre que le maire ou ses représentants ne peut donner réception valable des déclarations d'accidents et décharger, au regard de cette prescription, le chef d'entreprise assujéti.

C. — *Du déclarant.* — L'obligation de la déclaration pèse sur « le chef d'entreprise ou ses préposés ».

Aux termes de l'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et de l'article 11 de la loi du 12 juin 1893, cette obligation incombait essentiellement au chef d'entreprise lui-même. C'était seulement « à son défaut et en son absence » qu'elle retombait sur « son préposé ».

Les termes de la loi nouvelle sont beaucoup moins étroits. D'une part, le chef d'entreprise, sans avoir à justifier d'aucun empêchement, peut toujours se dispenser d'une déclaration personnelle. D'autre part, il peut déléguer le soin de la faire à l'un quelconque de ses « préposés », c'est-à-dire des chefs de services ou des contremaîtres dépendant de lui, pourvu que le maire appelé à la recevoir n'ait pas raison sérieuse de discuter la qualité du déclarant.

La distinction faite par les textes antérieurs semble devoir toutefois être retenue, avec le texte nouveau de l'article 11 et de l'article 14, en ce qui concerne seulement la responsabilité pénale encourue au cas d'absence de déclaration régulière.

« A défaut » du chef d'entreprise empêché, c'est bien son « préposé », c'est-à-dire le chef de l'exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle l'accident s'est produit qui demeurerait personnellement passible des peines prévues par la loi.

« Obligatoire » pour le chef d'entreprise ou son délégué, la déclaration d'accident est « facultative » pour la victime elle-même ou ses représentants. Cette faculté ne peut d'ailleurs s'exercer que dans les conditions déterminées pour la déclaration imposée au chef d'entreprise.

Elle appartient soit à la victime elle-même, soit à ses représentants, au sens le plus large du mot, c'est-à-dire à ses ayants droit, à ses ayants droit éventuels, à ses parents ou même à ses amis ou voisins, pourvu que le maire soit mis suffisamment à même d'apprécier que la déclaration est réellement faite en son nom ou dans son intérêt.

On peut ajouter qu'en dehors de cas tout à fait exceptionnels, dont il pourrait seul rester juge, le maire n'aurait point à recevoir, en outre de la déclaration du chef d'entreprise, plus d'une déclaration émanant soit de la victime, soit de ses représentants.

D. — *Du délai imparti pour la déclaration.* — La loi ne réserve expressément qu'un délai de « quarante-huit heures » pour la déclaration et la production concomitante du certificat médical qui doit y être annexé.

D'après la formule employée par le législateur et la valeur que la jurisprudence assigne aux formules analogues, le délai dont il s'agit court d'heure à heure, à partir du moment de l'accident, et il n'est point prorogé à raison des fêtes légales ou des jours fériés qui peuvent le traverser. Pour un accident survenu, par exemple un lundi à cinq heures du soir, le délai légal expire le surlendemain, mercredi, à cinq heures.

Si l'on tient compte du temps d'ouverture relativement restreint de certaines mairies dans les petites communes, on voit que les chefs d'entreprise avisés devront toujours se préoccuper de se procurer le jour même de l'accident les éléments de la déclaration et le certificat médical qui la complète nécessairement.

Il se produira même assez souvent que l'un des deux jours impartis sera un dimanche. Malgré les difficultés que cette coïncidence peut impliquer au point de vue de la réception des déclarations dans les mairies et aussi de la recherche préalable des certificats médicaux, il faut constater que le texte de l'article 11 ne se prête à aucun tempérament.

En laissant passer le délai de quarante-huit heures à compter de l'accident, ou, exceptionnellement, comme je l'ai indiqué sous le paragraphe A ci-dessus, à compter de l'incapacité de travail consécutive et postérieure à l'accident, le chef d'entreprise qui a omis de faire sa déclaration, ou, ce qui revient au même, de produire une déclaration régulière, accompagnée du certificat médical exigé, devient passible de la pénalité prévue par la loi. Mais il ne s'ensuit point que, passé ce délai, le maire ait le droit d'écarter sa déclaration ou de lui en refuser récépissé. A toute époque, la déclaration tardive du chef d'entreprise doit être acceptée par le maire, sauf à celui-ci à provoquer, s'il le juge convenable, l'application de la peine encourue du fait de ce retard.

A plus forte raison, la déclaration facultative de la victime ou de ses représentants n'est-elle assujettie à aucune limitation de délai.

E. — *De la forme et du contenu de la déclaration.* — Les lois de 1892 et de 1893 admettaient une déclaration collective pour chaque accident survenu, quel que fût le nombre de ses victimes. Il n'en saurait être de même sous le régime de la loi de 1898, chaque accident pouvant, s'il est présumé devoir entraîner une incapacité permanente ou la mort, nécessiter une enquête distincte et aboutir à une ordonnance ou à un jugement spécial. Aussi doit-il y avoir toujours désormais autant de déclarations que de victimes.

Pour faciliter la rédaction de ces déclarations et simplifier, par leur uniformité même, le travail des mairies, qui, dans certaines communes, ne laissera point d'être sensiblement accru, le décret du 30 juin 1899 a déterminé un modèle officiel (modèle I), qui a été d'ailleurs complété par le décret du 18 août. Ce modèle correspond maintenant tout à fait au modèle du « procès-verbal » à dresser par le maire, de sorte que le déclarant n'aura plus qu'à apporter à la mairie sa déclaration remplie et signée, sans avoir à donner une nouvelle signature au procès-verbal.

Conçu pour la généralité des cas, ce modèle pourra, du reste, comporter, dans certaines circonstances exceptionnelles, des indications additionnelles.

Si, par exemple, l'accident s'est produit en dehors du siège de l'établissement industriel, sur un chantier extérieur, ou chez un client de l'entreprise, ou dans un trajet de service, il faudra spécifier, outre l'établissement auquel appartient la victime, le lieu où l'accident s'est produit.

Ces indications éventuelles, dont l'intitulé eut inutilement compliqué les formules réglementaires de déclaration, de procès-verbal, d'avis au service d'inspection et d'avis au juge de paix, devront être ajoutées toutes les fois qu'en apparaîtra la nécessité. Il suffira, dans les

cas douteux, de se rappeler que le déclarant est tenu, pour déférer au vœu de la loi, de fournir toutes les données initiales des enquêtes judiciaires ou administratives.

Mais je n'irai pas jusqu'à penser que ces indications nécessaires ne sont absolument recevables que dans l'ordre et sous la forme réglementaires. Le maire, tout en gardant le droit de représenter aux intéressés les inconvénients pratiques de formules disparates, ne me paraîtrait pas fondé à écarter les formules différentes qu'on persisterait à lui produire.

J'ai lieu de penser notamment qu'il ne conviendrait pas, pendant les premiers mois d'application de la loi, de rejeter les formules que diverses compagnies de chemins de fer ou diverses industries avaient pris l'initiative d'établir avant la promulgation du décret du 30 juin dernier et qu'elles ont le désir d'écouler, sous réserve d'y apporter les corrections ou additions manuscrites indispensables.

Pourvu que la déclaration renferme les renseignements essentiels, qu'elle soit régulièrement signée et qu'elle se trouve accompagnée du certificat médical correspondant, le maire, sans pouvoir se faire juge définitif de son contenu, doit la recevoir. Je n'ai pas besoin d'ajouter qu'il ne se résignera à accepter ainsi une déclaration insuffisante, ou différente du modèle réglementaire, qu'après avoir épuisé les observations officielles et montré aux intéressés combien, dans leur propre intérêt, serait préférable une déclaration dès l'abord complète et correcte. En face d'une mauvaise volonté évidente, il ne devrait pas hésiter, au surplus, à provoquer l'application de l'article 14 de la loi et à mettre ainsi la justice à même de statuer.

Si le maire ne peut rejeter une déclaration, parce qu'il l'estime insuffisante, il ne pourrait davantage l'écarter à raison des inexactitudes qu'il y croirait relever. Il arrivera sans doute quelquefois que deux déclarations effectuées, pour un même accident, par le chef d'entreprise et par la victime ou ses représentants comporteront des divergences, voire des contradictions. Il ne saurait appartenir au maire d'opposer son appréciation aux énonciations des déclarants et de se substituer au juge, qui seul pourra décider.

II

DU CERTIFICAT MÉDICAL.

Comme je viens de l'indiquer, le certificat médical constitue le complément obligatoire de la déclaration. La loi dispose expressément qu'il y doit être joint. Il fait, pour ainsi dire, corps avec elle, à tel point que ces deux pièces, considérées comme un document unique, ne donnent lieu, d'après le texte formel de l'article 11, qu'à un même récépissé.

La déclaration du chef d'entreprise ne semble recevable, sans certificat médical, que dans deux cas :

1° S'il y a eu accident entraînant mort immédiate; car alors, malgré la généralité apparente du texte de l'article 11, il n'y a point à « indiquer l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif »;

2° Si le chef d'entreprise rapporte une attestation du médecin constatant que la victime a refusé de se laisser visiter par lui et a mis un obstacle matériel à la production du certificat légal.

La production du certificat médical, qui est obligatoire pour le chef d'entreprise, devient nécessaire pour la victime ou pour ses représentants, s'ils veulent faire une déclaration directe.

Dans l'un et l'autre cas, le maire est tenu de refuser une déclaration qui ne serait point accompagnée du certificat médical correspondant et qui le mettrait dans l'impossibilité de remplir lui-même l'obligation légale que lui impose le premier alinéa de l'article 12.

La formule du certificat médical est si simple qu'il a paru superflu d'en faire l'objet d'un modèle réglementaire. Les médecins appelés à établir ces certificats prendront vite l'habitude de les rédiger dans l'ordre logique que la loi indique elle-même, c'est-à-dire en attestant successivement :

1° L'état de la victime au moment de la délivrance du certificat et le caractère de la blessure reçue;

2° Les suites probables de l'accident (mort, incapacité permanente absolue, incapacité permanente partielle, incapacité temporaire de telle ou telle durée);

3° L'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

Il pourrait être utile, au surplus, de signaler ces indications aux médecins intéressés et vous apprécierez, Monsieur le préfet, s'il ne conviendrait pas d'intervenir directement en ce sens auprès des syndicats médicaux ou des représentants autorisés du corps médical dans votre département.

Il ne serait sans doute pas inopportun de leur rappeler en même temps que les certificats dont il s'agit sont exempts de timbre et qu'ils ne sont pas nécessairement délivrés à titre gratuit, comme avaient pu le craindre, tout d'abord, quelques organes de la presse médicale.

Ainsi que l'a reconnu, dans un avis récent, le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, le premier alinéa de l'article 29, en édictant la délivrance gratuite, le visa pour timbre et l'enregistrement gratis des procès-verbaux, certificats, actes de notoriété, significations, jugements et autres actes faits ou rendus en vertu et pour l'exécution de la loi, n'a évidemment entendu viser que la gratuité au compte du Trésor, sans imposer à des tiers des charges sans compensation. Aussi bien, le second alinéa de cet article prévoit expressément la fixation des émoluments des greffiers, et, en effet, ces émoluments ont été déterminés par un décret du 5 mars 1899. Dès lors, les dispositions générales de l'article 29 ne paraissent point opposables aux médecins appelés à délivrer des certificats.

« Dans le cas prévu par l'article 11, un certificat de médecin devant être joint à la déclaration d'accident, le chef d'entreprise se trouve astreint, sous les sanctions de l'article 31, à cette production complémentaire, aussi bien qu'à la déclaration elle-même. Il est donc tenu de se procurer à ses frais le certificat médical, ainsi du reste que l'a déjà établi l'interprétation administrative pour l'exécution des dispositions identiques contenues dans les lois des 2 novembre 1892 et 12 juin 1893. Il en est évidemment de même de la victime de l'accident et de ses représentants si, usant de la faculté réservée par la loi, ils prennent l'initiative de la déclaration d'accident ».

Cette interprétation, qui ne semble pas prêter au doute, rassurera, j'en suis sûr, toutes les appréhensions qui auraient pu se faire jour et ôtera tout prétexte aux refus de concours des médecins pour l'exécution régulière de cette importante disposition de la loi.

Vous pourriez, dans le même but, si vous le jugiez utile, rappeler ou faire rappeler aux médecins des hôpitaux qu'ils doivent sur ce point l'exemple à leurs confrères et qu'ils ne sauraient refuser les certificats de l'espèce aux blessés admis dans leurs services, quand les chefs d'entreprise intéressés ne se trouvent point à même d'en provoquer directement l'établissement par des médecins de leur choix.

III

DU RÉCÉPISSÉ.

A la différence de la formule de certificat médical et même de la formule de déclaration, dont l'uniformité peut exceptionnellement fléchir, les autres formules (récépissé, avis au service d'inspection, avis au juge de paix) doivent être rigoureusement remplies par les maires dans les formes réglementaires.

Les maires ne sauraient notamment apposer, sans inconvénient, leur signature sur les formules ou talons différents que les chefs d'entreprise leur présenteraient tout préparés et dont la remise pourrait engager leur responsabilité administrative.

Le récépissé doit être délivré au déclarant immédiatement, au reçu de sa déclaration. Rien n'autorise le maire à refuser aux intéressés, ne fut-ce que pendant quelques heures, la preuve qu'ils ont obtempéré aux prescriptions de la loi.

En disposant, d'autre part, comme dans les lois de 1892 et de 1893, que le récépissé serait « remis » au déclarant, le législateur de 1898 a écarté l'hypothèse de récépissés délivrés, comme de déclarations faites par voie postale.

IV

DU PROCÈS-VERBAL.

A la suite de la réception de la déclaration souscrite par le chef d'entreprise, l'article 11 de la loi du 9 avril 1898 veut que le maire dresse procès-verbal de cette déclaration.

Le modèle de procès-verbal annexé au décret du 30 juin 1899 contenait des énonciations additionnelles à celles de la déclaration et il devait, dès lors, être également signé par le déclarant, comme l'étaient d'ailleurs les procès-verbaux précédemment dressés en exécution des règlements d'administration publique des 21 avril et 20 novembre 1893.

En élargissant la formule de la déclaration elle-même et en y ménageant l'insertion de toutes les indications nécessaires aux enquêtes ultérieures, le décret du 18 août 1899 a pu décharger les chefs d'entreprise de cette seconde signature et de la comparution qu'elle impliquait. Le procès-verbal du maire, d'après le nouveau modèle III en vigueur, n'est plus que l'enregistrement administratif, à date certaine, de la déclaration faite par le chef d'entreprise.

Il ne diffère de cette déclaration que sur un point. Il constate l'accomplissement des devoirs imposés au maire en ce qui concerne : 1° la délivrance du récépissé au déclarant; 2° l'envoi, s'il y a lieu, à la justice de paix des pièces spécifiées par le premier alinéa de l'article 12 de la loi.

Vous voudrez bien, Monsieur le préfet, prescrire aux maires de dresser les procès-verbaux de déclaration d'accidents, non sur des feuilles volantes, mais sur des registres spéciaux, tenus sans blancs. Il est important que les procès-verbaux demeurent ainsi, avec les pièces originales y annexées, à la disposition de l'autorité judiciaire et, le cas échéant, du service de l'inspection du travail, en vue des recherches ou des statistiques ultérieures.

La communication de ces registres devrait, au contraire, être refusée au public. Les intéressés seuls pourraient obtenir connaissance du procès-verbal qui les concerne. Et, par intéressés, j'incline à penser qu'il faudrait entendre exclusivement le chef d'entreprise ou son préposé, la victime ou ses représentants.

V

DE L'AVIS AU SERVICE D'INSPECTION.

En dehors des cas vraisemblablement fort rares où, suivant la prévision du dernier alinéa de l'article 11 de la loi de 1898, l'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 se rencontreraient encore applicables, la transmission faite désormais par les maires au service d'inspection diffère, en la forme de celle qui était faite antérieurement. Le service d'inspection ne recevra plus la déclaration du chef d'entreprise ni le certificat médical, dont les décrets des 21 avril et 25 novembre 1893 lui avaient assuré la possession; d'après les dispositions nouvelles de la loi de 1898, la première de ces pièces doit rester aux archives de la mairie et la seconde est destinée, le cas échéant, à la justice de paix.

Mais, au fond, le nouveau modèle d'Avis, tel que l'a remanié le décret du 18 août 1899, fournit au service d'inspection tous les renseignements qu'il recevait autrefois. Les inspecteurs du travail continueront donc à disposer des mêmes éléments d'investigation et d'enquête que par le passé dans la mission qui leur est dévolue.

Cette formule d'Avis (modèle IV) doit être adressée par les maires pour tous les accidents déclarés, même si ces accidents concernent des industries non soumises à l'inspection, telles que les entreprises de chargement et de déchargement ou les exploitations agricoles faisant emploi de moteurs inanimés. Le texte de l'article 11 ne permet aucune distinction.

Mais les maires doivent veiller attentivement à la répartition de ces avis, suivant les cas, entre les inspecteurs du travail et les ingénieurs des mines.

Doivent être seuls adressés aux ingénieurs ordinaires des mines préposés à la surveillance administrative des établissements où les accidents se sont produits :

I. — Les avis d'accidents survenus dans les mines, minières et carrières ou leurs dépendances légales, suivant les conditions rappelées par la circulaire que nous vous avons adressée, mon collègue des travaux publics et moi, à la date du 11 juillet dernier.

II. — Les avis d'accidents déclarés comme provenant d'appareils à vapeur, pourvu que ces appareils ne se trouvent point en service dans l'enceinte des chemins de fer. Les ingénieurs des mines devront d'ailleurs immédiatement, d'après les instructions qu'ils vont recevoir de M. le Ministre des travaux publics, faire le départ, qu'on ne pouvait demander aux maires, entre ceux de ces avis afférents à des accidents dus aux « générateurs » et aux « récipients »

placés sous leur surveillance par le décret du 30 avril 1880, et ceux qui concernent les accidents dus à tout autre appareil : ils garderont les premières, en vue de la préparation des rapports dont l'article 13 leur impose la rédaction à bref délai; ils renverront les autres, sans retard, à l'inspecteur départemental du travail.

Tous les autres avis (y compris ceux qui correspondent à des accidents provenant d'appareils à vapeur dans l'enceinte des chemins de fer) doivent être adressés à l'inspecteur départemental du travail.

VI

DE L'AVIS À LA JUSTICE DE PAIX.

L'avis au service de l'inspection (inspecteur du travail ou ingénieur des mines) doit toujours être transmis. L'avis destiné à la justice de paix du canton n'est, au contraire, envoyé que « lorsque, d'après le certificat médical, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle de travail » (art. 12 de la loi). Il doit être entendu, au reste, et bien que la loi ne l'ait pas expressément indiqué, que la transmission d'une copie de la déclaration doit aussi être faite à la justice de paix, lorsque l'accident a entraîné mort immédiate.

Le maire n'a jamais à apprécier lui-même les suites possibles de l'accident déclaré. C'est uniquement aux conclusions du certificat médical qu'il doit s'en référer pour conserver par devers lui ou transmettre au juge de paix ce certificat médical, en original. Il y joint, dans ce cas, une copie de la déclaration.

Si le certificat médical produit par le chef d'entreprise conduait à l'incapacité temporaire et si la victime ou ses ayants droit venaient ensuite à faire une déclaration appuyée d'un certificat médical conduisant à l'incapacité permanente, le maire devrait, en présence de cette contradiction, opérer néanmoins transmission au juge de paix et, pour mettre ce magistrat en possession de tous les premiers éléments de l'affaire, il aurait même à lui faire tenir les deux certificats médicaux et les deux copies de déclarations concernant l'accident.

Ce double envoi devrait, à plus forte raison, être assuré si les deux certificats annexés aux deux déclarations concluaient uniformément à l'incapacité permanente, ou bien l'un à l'incapacité permanente et l'autre à la mort.

Ces transmissions, comme les envois d'avis au service de l'inspection, doivent être rigoureusement effectuées dans le délai indiqué aux modèles, c'est-à-dire, en principe, « le jour même de la déclaration d'accident ». C'est seulement lorsque la déclaration a été faite dans l'après-midi que la mairie a la faculté de remettre les envois correspondants à la « matinée du lendemain ».

Vous ne manquerez pas cependant d'insister auprès des maires pour qu'ils n'usent que le moins possible de ces délais et pour qu'ils prennent l'habitude d'assurer, autant que possible, dans une opération simultanée la réception des déclarations et l'envoi de toutes les pièces corrélatives. Le travail administratif des mairies s'en trouverait, en réalité, simplifié, en même temps que serait accrue la rapidité des transmissions.

Or, cette rapidité est indispensable pour que les ingénieurs des mines puissent établir, le cas échéant, leurs rapports dans le court délai que leur assigne l'article 13, pour que les juges de paix puissent commencer sans retard leurs enquêtes, dont la promptitude multipliera les résultats, et pour que les inspecteurs du travail soient en mesure de relever, s'ils le jugent utile, sur le lieu de l'accident, des indications encore assez précises pour permettre d'en prévenir le retour.

Le législateur, comprenant l'importance particulière des prescriptions qu'il édictait dans l'article 11, a d'ailleurs pris soin, dans l'article 14, de leur réserver une sanction pénale. Toute contravention à ces prescriptions est punissable d'une amende de 1 à 15 francs et, en cas de récidive, d'une amende de 16 à 300 francs. Cette sanction ne doit point rester ignorée des maires, qui sont le mieux à même d'en provoquer l'application aux chefs d'entreprise notoirement réfractaires ou négligents.

Je compte, Monsieur le préfet, sur votre diligence pour communiquer sans retard la présente circulaire aux maires de votre département et les inviter à en porter les dispositions essentielles à la connaissance des industriels et des ouvriers de leurs communes par tous les moyens de publicité en leur pouvoir.

Vous voudrez bien, au surplus, en m'accusant réception de ces instructions, me rendre

compte des mesures que vous aurez prises, en ce qui vous concerne, pour assurer leur exécution et m'adresser deux exemplaires du numéro du *Bulletin administratif* dans lequel vous les aurez fait insérer.

Recevez, etc.

Arrêté du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes en date du 24 août 1899 modifiant l'arrêté du 1^{er} mars 1899 (1), relatif au Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail.

(J. O. du 27 août 1899.)

ARTICLE UNIQUE. Dans l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 1899, organisant le Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, les paragraphes 13 à 16 de l'article 1^{er} sont modifiés comme suit :

• 13° Le conseiller d'État, Directeur de l'Industrie, ou, en son absence, le sous-directeur; — 14° Le Directeur du Travail; — 15° Le Directeur de l'Enseignement technique, du personnel et de la comptabilité; — 16° Le chef de la Division de l'Assurance et de la prévoyance sociale.»

Circulaire ministérielle du 24 août 1899, adressée aux préfets, relative à l'application de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

(J. O. du 25 août 1899.)

Monsieur le préfet, la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, est en vigueur depuis le 1^{er} juillet. Les premières difficultés d'application, qu'on ne s'était peut-être pas toujours défendu de grossir, se sont singulièrement atténuées devant la résolution manifeste du Gouvernement d'assurer, dans son intégralité, l'exécution de la législation nouvelle.

C'est plus, à vrai dire, qu'une législation nouvelle, c'est un droit nouveau, qui apparaît dans les relations entre employeurs et employés. Les intéressés eux-mêmes, ouvriers et patrons, ne semblent pas en avoir partout compris le sens profond et la haute portée. C'est à vous, Monsieur le préfet, qu'il appartient plus particulièrement, dans toutes les occasions et sous toutes les formes qui pourront se présenter, de faire connaître la loi à ceux qui l'ignorent, de l'expliquer à ceux qui n'en saisissent qu'imparfaitement la lettre ou l'esprit, d'en signaler les obligations et les sanctions à qui tenterait de la méconnaître ou de l'éluder.

Sans aborder, pour le moment, des commentaires détaillés, dont la place est dans des circulaires spéciales, je voudrais seulement faciliter votre mission, en dégagant les principes dont s'est inspiré le législateur, et les conséquences essentielles qu'il en a déduites.

L'idée inspiratrice de cette législation, c'est celle du risque professionnel : idée timidement introduite, il y a près de vingt-cinq ans, dans une législation étrangère, acceptée depuis par tous les grands pays industriels de l'Europe, généralement approuvée aujourd'hui en France par les juriconsultes et par les industriels, même par ceux qui, au cours de ces dix dernières années, l'avaient le plus vivement combattue; idée dont la fortune rapide souligne l'évolution opérée dans nos conceptions juridiques et sociales par la transformation économique du monde moderne.

Sous l'empire du code civil, l'ouvrier n'a qu'un recours exceptionnel et incertain contre les risques que comporte pour lui la production et que l'extension incessante du machinisme et des grandes agglomérations ouvrières va multipliant chaque jour. Blessé ou mortellement

(1) *Bull.* de mars 1899, p. 276.

atteint, il n'a droit à une indemnité que s'il a réussi à démontrer que le patron a commis une *faute*. Victime de sa propre imprudence, si l'on peut appeler de ce nom l'insouciance inévitable qu'amènent avec soi l'habitude du péril et l'intensité croissante du travail, il se voit refuser par la loi tout dédommagement. Victime d'un de ces cas fortuits qui n'engagent aucune responsabilité définie et qui représentent plus de la moitié des accidents industriels; il lui faut en faire la preuve judiciaire, dans le dénuement qui suit l'accident, malgré son inexpérience de la procédure, malgré les difficultés qu'il éprouve à obtenir les témoignages de camarades appelés à déposer contre leur patron. Bref, sur dix accidents, à peine un ou deux donnent-ils ouverture à une pleine réparation. Ainsi, sous le régime de l'article 1382, c'est l'ouvrier qui, le plus souvent, supporte le risque des accidents industriels.

Tout autre est la situation, si ce risque devient *professionnel*, s'il est une des conditions normales de l'exercice même de la profession, une des charges qu'elle implique nécessairement et qui doivent figurer parmi ses frais généraux. Dès lors, plus de recherche de la cause de l'accident, plus de litige sur la responsabilité : l'entreprise même, considérée dans son impersonnalité, assume la réparation de l'accident occasionné par la production, comme tous les autres frais de cette production, et l'incorpore avec eux au prix de revient. L'ouvrier n'a plus de risque personnel à subir, de preuves à administrer. Comme son travail le constitue créancier du salaire, tout accident de travail le fait créancier d'une indemnité.

Un autre caractère de la nouvelle législation, c'est que les indemnités qu'elle assigne sont *transactionnelles et forfaitaires*. S'il est fait abstraction, dans la procédure, de la faute qui a pu être commise, le législateur pourtant en tient compte, dans une sorte de compromis, en admettant, au profit de l'ouvrier, qu'il sera *toujours* indemnisé et, par contre, au profit du patron, que l'indemnité, ramenée à une moyenne, restera inférieure à la réparation totale du préjudice causé. Ainsi l'indemnité est *transactionnelle*. Elle est *forfaitaire*, en ce que la loi n'abandonne pas au juge l'évaluation du dommage : le législateur arbitre à l'avance l'indemnité à allouer; il la détermine selon les conséquences possibles des accidents, qu'il classe en quatre catégories. Transaction et forfait aussi profitables à l'ouvrier qu'au patron, puisqu'ils indemnisent l'un de tout accident du travail, en même temps qu'ils ménagent à l'autre la possibilité de calculer à l'avance sa dette éventuelle et, dès lors, de s'en couvrir par l'assurance.

Ce serait déjà un progrès signalé que d'avoir constitué, dans ces conditions certaines et simples, tout ouvrier victime d'accident créancier d'une indemnité, sauf à laisser le recouvrement de sa créance soumis aux aléas du droit commun. Le Parlement n'a point tenu cette amélioration pour suffisante. S'il n'est pas allé jusqu'à l'assurance obligatoire, qui avait les préférences de la Chambre des députés, il a du moins voulu que, dans tous les cas d'incapacité permanente ou de mort, l'ouvrier ou les siens fussent assurés du paiement de l'indemnité. Par l'établissement d'une *taxe* additionnelle, à la charge de l'ensemble des industriels soumis à l'application de la loi, il a institué un fonds spécial garant de l'insolvabilité éventuelle du chef d'entreprise ou de son assureur. La rente due à l'ouvrier ou à ses ayants droit est ainsi gagée par l'impôt.

Enfin, le Parlement a entendu notablement abréger et simplifier la procédure en matière d'accidents, au commun bénéfice des parties. En cas d'incapacité temporaire, compétence illimitée des juges de paix en dernier ressort; en cas de mort ou d'incapacité permanente, enquête judiciaire d'office par le juge de paix, procédure sommaire devant le tribunal, réduction des délais d'appel, arrêts rendus dans un délai préfixe, assistance judiciaire accordée, dans tous les cas et de plein droit, à la victime ou à ses ayants droit devant la justice de paix et le tribunal civil, exemption des droits de timbre et d'enregistrement pour tous les jugements et actes faits ou rendus en vertu et pour l'exécution de la loi : autant de réformes dont on ne peut mesurer l'importance qu'en se rappelant les lenteurs et les frais de la procédure antérieurement applicable.

Le droit nouveau dont je viens d'esquisser les traits caractéristiques n'est pas encore le droit commun : il ne s'applique point aux accidents survenus dans toutes les entreprises.

Seules, en principe, les entreprises industrielles s'y trouvent soumises. Il ne s'étend aux entreprises commerciales ou agricoles que si, comportant la fabrication ou la mise en œuvre de matières explosives ou l'emploi de moteurs inanimés, elles exposent, par là même, les ouvriers à des risques analogues à ceux des entreprises industrielles proprement dites.

Par contre, il semble bien que toute l'industrie, sans distinction, soit assujettie. L'article 1^{er} de la loi, dans une énumération très large, vise « l'industrie du bâtiment, les usines, manu-

factures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières». En vain arguerait-on de l'absence du mot *atelier*, employé dans d'autres lois, pour soustraire aujourd'hui la petite industrie, l'atelier de menuisier ou de modiste, au régime du risque professionnel. S'il est vrai qu'au début des travaux préparatoires, poursuivis pendant près de dix-huit années, le développement de la production mécanique, les dangers nouveaux de l'outillage employé par la grande industrie ont été surtout mis en avant pour expliquer et justifier l'introduction dans nos lois du risque professionnel, il faut bien reconnaître que l'application de l'idée nouvelle s'est insensiblement élargie, jusqu'à s'étendre à tous les accidents du travail industriel.

De cette extension progressive, et pour ainsi dire automatique, on retrouve facilement trace dans les travaux parlementaires. S'il est constant que dans plusieurs des premiers projets votés apparaissait l'intention de restreindre d'abord à la grande industrie un essai de la législation nouvelle, les derniers débats montrent avec la même évidence que le législateur a entendu, dans ses votes définitifs, aller, au moins en matière industrielle, jusqu'au bout de la théorie du risque professionnel.

En 1895, le rapporteur du Sénat écrivait que la législation projetée tendait à « assujettir toutes les entreprises ou exploitations industrielles ». Il déclarait plus tard, à la tribune (séance du 4 juillet 1895), que le texte de l'article 1^{er} « n'est pas un texte limitatif », que « la loi doit s'appliquer à toutes les industries ». Dans une autre délibération (séance du 25 novembre 1895), le même rapporteur rappelait au Sénat que sa commission avait déclaré « de la façon la plus formelle que, dans sa pensée, l'industrie tout entière se trouvait englobée dans l'énumération de l'article 1^{er} », et il répétait : « Le texte de la Commission n'est point imitatif, il est énonciatif, et toute l'industrie y est comprise. »

Plus tard, le dernier rapporteur au Sénat confirmait la portée nouvelle de l'article 1^{er}, en son texte actuel, disant : « Cette énumération renferme des termes très généraux, des termes qui embrassent, à notre avis, presque toutes les professions. » Et sur l'interpellation formelle d'un sénateur : « Et les ateliers ? », le même rapporteur répondait, sans rencontrer de contradiction : « Les ateliers sont compris dans les mots usines et manufactures » (séance du 20 mars 1896).

Il faut donc admettre que toute l'industrie, petite ou grande, est assujettie à la loi. Doivent seulement y échapper, conformément au second alinéa de l'article 1^{er}, « les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire », même s'ils s'assurent « la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades », c'est-à-dire les ouvriers qui ne font que par exception office de « chefs d'entreprise ».

Si toute l'industrie se trouve soumise à la loi, on n'en saurait dire autant des travaux qui, pour être matériellement analogues aux travaux de telle industrie, ne sont pas économiquement des travaux industriels. C'est ainsi qu'un laboratoire annexé à une faculté, malgré les risques d'explosion ou d'intoxication qu'il présente, ne peut être évidemment considéré comme un établissement industriel. De même pour une école technique, où les travaux des élèves ont un but exclusif d'enseignement.

D'une manière générale, on peut dire que la loi est applicable à tous les travaux industriels dont le but est de réaliser un gain et auxquels convient, par suite, la qualification légale « d'entreprise ».

Limitée, pour le moment, à l'industrie (sauf les extensions ci-dessus spécifiées), la loi est également restreinte aux accidents proprement dits, conséquence immédiate ou prochaine d'un événement soudain; elle ne s'étend pas aux maladies professionnelles qu'entraîne l'exercice prolongé de certaines professions insalubres. La distinction, non douteuse en théorie, ne laissera pas, du reste, d'être souvent fort délicate dans la pratique : ce sera une question d'espèce.

Il ne suffit point enfin, pour que s'ouvre le droit de l'ouvrier à une indemnité, qu'un accident se soit produit; il faut que cet accident soit survenu, comme le spécifie l'article 1^{er} de la loi, « par le fait du travail, ou à l'occasion du travail ». Il convient, d'ailleurs, de reconnaître que ces termes sont des plus larges et embrassent toute la vie d'atelier.

Si un ouvrier, victime d'un accident en venant de chez lui à la manufacture, ou en revenant de la manufacture chez lui, n'a pas droit à l'indemnité légale, il y a certainement droit, au contraire, si l'accident lui arrive sur un chantier extérieur de l'entreprise, au domicile d'un client de l'entreprise chez lequel il est appelé à travailler, ou bien dans les déplacements qui lui sont commandés ou qui deviennent nécessaires en cours de travail.

Je n'ai point, dans cette circulaire, à vous retracer les phases diverses de la procédure. Je veux seulement vous rappeler les dispositions essentielles de la loi, en ce qui concerne la détermination des indemnités dues et les voies ouvertes aux chefs d'entreprise pour les acquitter.

Si l'accident n'a entraîné qu'une incapacité temporaire de travail, c'est-à-dire causée par une lésion complètement guérissable, quel que soit le temps nécessaire à cette guérison, la victime a droit à une indemnité journalière égale à la moitié du salaire au moment de l'accident, c'est-à-dire à la moitié du salaire quotidien qu'elle touchait à cette date, si elle était employée à la journée, ou bien à la moitié de l'émolument journalier que représentait son salaire, si elle était payée au mois ou aux pièces.

L'indemnité n'est due toutefois que si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours et, même dans ce cas, elle n'est due qu'à compter du cinquième jour. Cette disposition, qui a été motivée par l'appréhension peut-être exagérée d'abus possibles, est formellement inscrite dans l'article 3 de la loi. Il n'est pas douteux, par contre, qu'au regard de cet article, les dimanches et jours fériés doivent être mis absolument sur le même pied que les jours ouvrables. Ainsi, pour un accident survenu la veille de Pâques, le dimanche et le lundi de Pâques entrent dans le calcul des quatre premiers jours, pendant lesquels le droit à l'indemnité ne court point encore; d'autre part, à partir du cinquième jour, l'indemnité est due aussi bien pour les dimanches et jours fériés que pour tous les autres jours. Elle doit être, la loi l'indique expressément, «journalière». Ce n'est point à dire, d'ailleurs, que, pour être due quotidiennement, elle soit quotidiennement payable, et il est permis de penser qu'elle pourrait être légalement acquittée aux époques usitées pour la paye du salaire dans l'entreprise à laquelle appartient la victime.

Si l'accident a entraîné une incapacité permanente, la victime a droit, à partir de la décision judiciaire qui fixe sa situation, non plus à la simple indemnité journalière de demi-salaire, mais à une rente viagère payable par trimestre. La rente varie suivant que l'incapacité permanente est partielle ou absolue. En cas d'incapacité partielle, c'est-à-dire d'accident réduisant la capacité de travail et le gain de la victime, l'arrachant même peut-être à sa profession, tout en lui laissant le moyen de se livrer à un autre travail industriel, la rente est égale à la moitié de la réduction de salaire que peut entraîner l'accident. En cas d'incapacité absolue, excluant la victime de toute profession industrielle, la rente est égale aux deux tiers du salaire. Dans les deux cas, le salaire qui sert de base au calcul de l'indemnité n'est plus comme au cas d'incapacité temporaire, le salaire au jour de l'accident, mais le salaire «annuel», c'est-à-dire le total des gains normalement réalisés ou réalisables par la victime dans les douze mois antérieurs à l'accident, soit dans la même industrie, soit dans des industries ou occupations alternantes.

Enfin, si l'accident a entraîné la mort, la loi attribue des rentes, également calculées d'après le salaire «annuel» de la victime, à ses ayants droit, dans l'ordre et les proportions que détermine l'article 3.

Sans entrer dans le détail de ces attributions, je me borne à vous signaler qu'elles ont, en deux points, ému un certain nombre de chefs d'entreprise et même d'ouvriers, qui ont craint d'en voir découler, par un effet directement contraire aux intentions du législateur, une sorte de prime à l'emploi des ouvriers célibataires et des ouvriers étrangers. Pour répondre à ces appréhensions, il suffira, sans doute, de rappeler que l'assurance, refuge moralement obligatoire de presque toutes les entreprises assujetties, égalise complètement les risques et, on peut dire, confond dans un même pourcentage de salaires les ouvriers célibataires ou mariés, étrangers ou Français. Que si, d'ailleurs, on objectait que de très grandes exploitations peuvent ne pas recourir à l'assurance, on répondrait que la question ne se pose que pour les accidents mortels. Les charges qu'ils entraînent n'atteignent pas, dans l'ensemble, le cinquième des dépenses afférentes aux accidents. L'économie réalisée par l'exclusion chimérique de tous les ouvriers qui ne seraient pas célibataires ou étrangers serait donc insignifiante.

Aussi bien la très grande majorité des chefs d'entreprise ne manquera pas de recourir aux divers procédés d'assurance que la loi met à leur disposition et dont, sauf des cas très rares, la prudence la plus élémentaire les invite à user.

En ce qui concerne les frais et indemnités d'incapacité temporaire, le chef d'entreprise peut se décharger, avec l'assentiment de ses ouvriers, pour les trente, soixante ou quatre-vingt-dix premiers jours d'incapacité, sur une société de secours mutuels, en traitant avec

elle dans les conditions prévues aux statuts types approuvés par M. le Ministre de l'intérieur le 16 mai dernier. S'il est exploitant de mine, minière ou carrière, il peut utiliser la caisse de secours organisée en exécution de la loi du 29 juin 1894, moyennant allocation d'une subvention complémentaire annuelle, dont les conditions et le montant sont approuvés par M. le Ministre des travaux publics. Dans toute autre industrie, il peut enfin créer une caisse particulière de secours, analogue aux caisses de secours obligatoires pour les mines, dans les conditions déterminées par le titre III de la loi du 29 juin 1894 et par le décret du 10 mai 1899, à charge de prendre alors à son compte le tiers de la cotisation normale à la caisse de secours, et, en outre, le montant de la dépense afférente aux incapacités temporaires occasionnées par les accidents.

En ce qui concerne les rentes dues en cas d'incapacité permanente ou de mort, le chef d'entreprise peut s'adresser à la Caisse nationale d'assurance contre les accidents et à tous ses préposés dans les départements (trésoriers-payeurs généraux, receveurs particuliers des finances, percepteurs, receveurs des postes). Cet établissement, institué par la loi du 11 juillet 1868, a été autorisé par la loi du 24 mai 1899 et par le décret du 26 mai à assurer les risques prévus par la loi du 9 avril 1898, soit uniquement pour la constitution des rentes, soit, en outre, pour les frais funéraires, indemnités journalières et frais médicaux dus jusqu'à constitution des rentes.

Qu'il s'agisse enfin de l'incapacité temporaire ou bien de l'incapacité permanente et de la mort, les assujettis peuvent s'assurer intégralement, en s'adressant, soit à des syndicats de garantie solidaire, soit à des sociétés d'assurances mutuelles, soit à des compagnies d'assurances à primes fixes, que l'État contrôle dans les conditions définies par le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 27 de la loi.

Il serait à peine besoin d'ajouter, si la question n'avait été mal comprise par quelques chefs d'entreprise et n'avait suscité plusieurs grèves, que le paiement de la prime d'assurance incombe au patron, et au patron seul. Incontestablement débiteur de l'indemnité en cas d'accident, il est également débiteur exclusif de la prime d'assurance, qui n'est que la couverture de sa responsabilité éventuelle. Il ne lui est pas plus loisible de se décharger, par la perception de retenues sur le salaire, de la prime ou d'une portion de la prime d'assurance, qu'il ne lui serait permis d'encaisser directement semblables retenues, en atténuation de ses charges légales, s'il demeurait son propre assureur. De même que le patron ne peut imposer ses retenues, l'ouvrier ne peut valablement les consentir. Contraire à la loi, qui met intégralement les indemnités « à la charge du chef d'entreprise », une telle convention tomberait sous la nullité spécifiée par l'article 30, et ne pourrait être consacrée par les tribunaux.

Il ne faut point, en effet, perdre de vue que si le législateur n'a prévu que deux sanctions pénales, pour défaut de déclarations d'accidents et pour défaut d'affichage de la loi, il a voulu imposer au régime de responsabilité qu'il instituait un caractère d'ordre public que tous les intéressés peuvent invoquer et qui frappe toutes conventions contraires, expresses ou tacites, d'une nullité radicale et toujours opposable.

Si l'ouvrier n'a point à participer aux frais de l'assurance, il n'a pas davantage à se préoccuper du mode d'assurance choisi par son patron, au moins en ce qui concerne les rentes. Que le chef d'entreprise reste son propre assureur, ou s'affilie à un syndicat de garantie, ou s'assure à une société d'assurances mutuelles ou à primes fixes, ou s'adresse à la Caisse nationale d'assurances, qu'il demeure solvable ou devienne insolvable, la victime d'un accident ou ses ayants droit ont, comme je l'ai déjà indiqué, la certitude absolue de toucher leurs pensions, telles qu'elles ont été liquidées par la décision judiciaire intervenue. Si le chef d'entreprise ou son assureur, leur débiteur principal, ne s'acquitte point à l'échéance, ils ont de plein droit, pour débiteur subsidiaire, la Caisse nationale des retraites, et ils peuvent immédiatement recourir à elle, dans les conditions et suivant les formalités déterminées par le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 26 de la loi, et rappelées dans l'instruction de la Caisse des dépôts et consignations annexée à ma circulaire du 21 août.

Telle apparaît, dans ses grandes lignes, l'économie de la législation nouvelle. Bien des questions seraient encore à résoudre, ou tout au moins à examiner, pour la mettre pleinement en lumière et en préciser le fonctionnement. Soit que je les traite ultérieurement par des circulaires spéciales, soit que vous me les soumettiez au fur et à mesure que se présenteront à

vous les difficultés d'espèce, j'estime qu'il est du devoir de mon département d'en tenter l'éclaircissement.

Il se trouve, d'ailleurs, secondé dans cette tâche par le Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, dont la composition garantit l'autorité, et qui tient de l'article 16 du règlement d'administration publique du 28 février 1899 le mandat d'étudier, quand le Ministre l'y invite, toutes les « questions relatives à l'application de la loi ». Plusieurs de ces avis ont déjà levé des doutes et frayé la voie aux décisions judiciaires.

Sans entreprendre sur les pouvoirs des tribunaux, auxquels il appartiendra de statuer sur chaque contestation d'espèce, le Ministère du commerce, avec lequel les autres administrations publiques intéressées ne manqueront certainement pas de se concerter en cette matière, pourra ainsi faciliter aux patrons, comme aux ouvriers, la pleine connaissance de la législation nouvelle, apprendre aux uns et aux autres leurs obligations et leurs droits, et se faire tout ensemble l'interprète et le gardien d'une importante loi sociale, qui ne pourrait impunément fléchir ou dévier.

C'est à cette tâche, Monsieur le Préfet, que je vous demande de vous associer, en me soumettant, sans hésitation, les difficultés que pourrait soulever dans votre département l'application du régime nouveau, en donnant à la loi du 9 avril 1898 une publicité jusqu'ici trop insuffisante, et en vous appliquant à faire connaître les principes dont elle s'inspire et les progrès qu'elle réalise.

Recevez, etc.

Décret du 30 août 1899 nommant des membres de la Commission consultative des caisses syndicales et patronales de retraite, de secours et de prévoyance.

(J. O. du 5 septembre 1899.)

[En outre des membres désignés par le décret du 10 janvier 1896, cette commission comprendra le Directeur du travail et le chef de la Division de l'assurance et de la prévoyance sociales.]

Décret du 1^{er} septembre 1899 portant réorganisation du Conseil supérieur du travail.

(J. O. du 2 septembre 1899.)

ART. 1^{er}. Il est établi auprès du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et sous sa présidence, un Conseil supérieur du travail.

ART. 2. Ce conseil est composé de 66 membres, savoir :

22 membres nommés par les patrons dans les conditions fixées dans les articles 5 et suivants;

22 membres nommés par les ouvriers dans les conditions fixées dans les articles 6 et suivants;

22 autres membres, dont :

3 sénateurs élus par le Sénat;

5 députés élus par la Chambre des députés;

4 membres choisis par le Ministre du commerce parmi les personnes compétentes;

10 membres de droit, savoir :

Le président de la Chambre de commerce de Paris;

Le trésorier de la Chambre consultative des associations ouvrières de production;

Le vice-président de la Commission consultative de la Bourse du travail de Paris;

Le président du conseil municipal de Paris;

Le directeur général des manufactures de l'État;

Le directeur des routes, de la navigation et des mines au Ministère des travaux publics;

Le directeur des chemins de fer de l'État;

Le directeur de l'industrie au Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ;

Le directeur du travail ou, à son défaut, le sous-directeur, au Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ;

Le chef de la division de l'assurance et de la prévoyance sociales au Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

ART. 3. Le conseil choisit parmi ses membres deux vice-présidents.

Le Ministre désigne par arrêté, dans le personnel de l'administration du commerce, trois secrétaires et trois secrétaires adjoints du conseil. Ils ne prennent part ni aux discussions ni aux délibérations.

ART. 4. Les sénateurs élus par le Sénat pour faire partie du conseil sont soumis à réélection après chaque renouvellement partiel du Sénat.

Les députés élus par la Chambre conservent leur mandat pendant la durée de la législature.

Les membres choisis par le Ministre restent en fonctions pendant trois ans.

ART. 5. Les 22 délégués élus par les patrons se répartissent en deux séries, ayant chacune un mandat de trois ans :

1° 15 délégués élus, dans les conditions déterminées ci-après, par les membres des chambres de commerce et ceux des chambres consultatives des arts et manufactures ;

2° 7 conseillers prud'hommes patrons élus dans les conditions fixées par l'article 7.

ART. 6. Les 22 délégués élus par les ouvriers se répartissent en deux séries ayant chacune un mandat de trois ans :

1° 15 délégués élus dans les conditions déterminées ci-après par les syndicats ouvriers ;

2° 7 conseillers prud'hommes ouvriers élus dans les conditions fixées par l'article 7.

ART. 7. L'élection des 7 conseillers prud'hommes patrons et des 7 conseillers prud'hommes ouvriers au Conseil supérieur du travail s'opère dans les conditions suivantes :

Les tribunaux de prud'hommes de France sont divisés en trois catégories comprenant : la première, les conseils de prud'hommes siégeant à Paris ; la deuxième, ceux siégeant dans les villes d'au moins 40,000 habitants, et la troisième, ceux des autres villes.

La 1^{re} catégorie fournira 2 prud'hommes patrons et 2 prud'hommes ouvriers ; la 2^e catégorie fournira 3 prud'hommes patrons et 3 prud'hommes ouvriers ; la 3^e catégorie fournira 2 prud'hommes patrons et 2 prud'hommes ouvriers.

Un tirage au sort fait au Ministère du commerce désignera deux tribunaux de la 1^{re} catégorie, trois tribunaux de la 2^e catégorie et deux tribunaux de la 3^e catégorie dans chacun desquels les prud'hommes patrons nommeront un représentant ; celui-ci pourra d'ailleurs être choisi par eux dans l'un quelconque des conseils de prud'hommes de la catégorie.

Sept autres tribunaux désignés dans les mêmes conditions procéderont d'après les mêmes règles à l'élection des sept prud'hommes ouvriers.

La présidence de la séance où les patrons des conseils de prud'hommes désignés par le sort éliront leur représentant, appartiendra au président ou vice-président patron de ce conseil.

De même, pour l'élection du représentant des ouvriers, la présidence appartiendra au président ou vice-président ouvrier.

La convocation sera faite, par les soins du président, huit jours à l'avance. L'élection aura lieu à la majorité absolue des membres présents. La majorité relative sera suffisante au 3^e tour. En cas de partage égal des voix au 3^e tour, le bénéfice de l'élection est acquis au plus âgé. Le procès-verbal de l'élection est transmis au ministre sous une enveloppe portant la mention : « Élection au conseil supérieur du travail ».

ART. 8. Les membres des chambres de commerce et ceux des chambres consultatives des arts et manufactures élisent au scrutin de liste les quinze représentants des quinze groupes professionnels ci-dessous :

1. Mines, carrières, salines.

2. Industries de l'alimentation.
3. Industries chimiques, céramique et verrerie, fabrication du papier.
4. Industrie des cuirs et peaux.
5. Industries textiles, similaires et succédanées, régions du Nord et de l'Est.
6. Industries textiles, similaires et succédanées, régions de l'Ouest et du Midi.
7. Travail des étoffes, vêtement, toilette.
8. Industries du bois et du bâtiment (bois).
9. Métallurgie et grande construction mécanique.
10. Travail des métaux communs et bâtiment (métaux).
11. Bâtiment (pierre, enduits, canalisations).
12. Transports par voies ferrées.
13. Transports par terre et par eau, manutention.
14. Industries relatives aux lettres, sciences, arts (industries du livre, photographie, instruments de précision, bijouterie, orfèvrerie, arpenteurs-géomètres, etc.).
15. Commerce, banque.

Pour être éligible, il faut être Français, âgé de vingt-cinq ans au moins, et non déchu de ses droits civils et civiques.

La candidature des femmes est admise suivant les mêmes conditions d'âge et de nationalité.

Nul ne peut représenter un autre groupe professionnel que celui auquel il appartient ou a appartenu.

ART. 9. Le nom de chaque candidat sera inscrit en regard du nom du groupe professionnel auquel il appartient sur des bulletins de vote envoyés par le Ministère du commerce. Au cas où plusieurs noms seraient portés en regard du même groupe, le premier seul entrerait en ligne de compte.

Au jour fixé pour l'élection, chaque membre de la chambre de commerce ou de la chambre consultative remet au président son bulletin de vote dans une enveloppe cachetée. Ces enveloppes sont adressées, avec le procès-verbal de la séance, au Ministère du commerce sous un pli portant la mention : « Élection au conseil supérieur de travail ».

Il sera procédé à un nouveau tour de scrutin pour les groupes professionnels dont aucun candidat n'aurait obtenu au 1^{er} tour la majorité des suffrages exprimés. Cette fois, l'élection aura lieu à la majorité relative, et, en cas de partage, le bénéfice en sera acquis au plus âgé.

ART. 10. Pour procéder à l'élection de leurs quinze représentants, les syndicats d'ouvriers et d'employés sont répartis dans les quinze groupes industriels et commerciaux ci-dessous :

1. Mines, carrières, salines.
2. Industries de l'alimentation.
3. Industries chimiques, allumettes et tabacs, céramiques et verrerie, fabrication du papier.
4. Cuirs et peaux.
5. Industries textiles, similaires et succédanées, régions du Nord et de l'Est.
6. Industries textiles, similaires et succédanées, régions de l'Ouest et du Midi.
7. Travail des étoffes, vêtement, toilette.
8. Industries du bois et bâtiment (bois).
9. a) Métallurgie et grande construction mécanique ;
b) Chauffeurs, conducteurs, mécaniciens.
10. Travail des métaux communs et bâtiment (métaux).
11. Bâtiment.
12. Transport par voies ferrées.
13. Transports par terre et par eau, manutention, garçons de magasin.
14. Industries relatives aux lettres, sciences, arts (industrie du livre, instruments de précision, bijouterie, orfèvrerie, ingénieurs, artistes, etc.).
15. Commerce et administrations.

Pour être éligible, il faut être Français, âgé de vingt-cinq ans au moins, et non déchu de ses droits civils et civiques.

La candidature des femmes est admise suivant les mêmes conditions d'âge et de nationalité.

Nul ne peut représenter un autre groupe professionnel que celui auquel il appartient ou a appartenu.

ART. 11. Chaque syndicat disposera d'un nombre de voix proportionnel au nombre de ses membres, à raison de une voix par 25 membres ou fraction de 25 membres.

Le nombre des membres de chaque syndicat et l'étendue de ses droits électoraux sont évalués par le Ministre du commerce d'après les renseignements que les syndicats auront fait parvenir aux préfets dans le courant du mois de décembre précédant l'élection. Les syndicats qui n'auraient pas fourni de renseignements verraient, quel que soit le nombre de leurs membres, leur droit de suffrage réduit à une voix.

Il sera procédé, dans les formes suivantes, à la vérification du nombre des membres déclarés par les syndicats, dès le mois de février 1900, et ensuite tous les trois ans, à la même époque.

Chaque préfet fera afficher à la mairie des chefs-lieux de canton de son département un tableau dressé au Ministère du commerce sur les déclarations des syndicats, et où figureront : le nom de chaque syndicat ouvrier, le nombre de ses membres, et l'indication du groupe professionnel auquel il est classé.

Un exemplaire de cette liste sera communiqué aux bourses du travail et aux conseils de prud'hommes de chaque département.

Les protestations relatives aux diverses énonciations contenues dans le tableau ci-dessus seront reçues pendant le mois de mars. Elles seront instruites par le préfet et jugées par le Ministre.

Il ne sera pas tenu compte dans le calcul du nombre des membres d'un syndicat, de ceux des membres dont les cotisations se trouveraient en retard depuis plus de six mois.

ART. 12. Lorsque les listes seront terminées, chaque syndicat recevra, en même temps que l'indication de la date de l'élection du représentant de son groupe professionnel, un bulletin de vote indiquant le nombre de voix dont il dispose.

Il sera prévu un délai d'au moins quinze jours entre la date de réception de ces bulletins par les syndicats et celle à laquelle ils devront être renvoyés au Ministère du commerce.

Chaque syndicat adressera, par correspondance, dans le délai ci-dessus indiqué, sous le couvert du Ministre du commerce, son bulletin de vote et le procès-verbal du vote. Le tout sera renfermé dans une enveloppe portant la mention : « Election au Conseil supérieur du travail ».

L'élection des représentants des syndicats a lieu à la majorité absolue des suffrages exprimés. Dans le cas où dans l'un quelconque des quinze groupes énumérés à l'article 10, aucun candidat n'obtiendrait la majorité absolue, il est procédé, dans un délai de quinze jours et dans les mêmes formes, à un deuxième tour de scrutin. Cette fois, l'élection a lieu à la majorité relative. En cas de partage, le bénéfice du vote est acquis au candidat le plus âgé.

ART. 13. Une commission de contrôle, formée des membres de droit du Conseil supérieur du travail, dépoille les bulletins et recense les votes des chambres de commerce, des chambres consultatives et des syndicats ouvriers. Elle procède à la vérification de toutes les opérations électorales.

Les résultats des élections sont publiés au *Journal officiel*.

Les réclamations relatives aux élections doivent être faites dans le délai de quinze jours qui suivra leur insertion à l'*Officiel*. Elles seront jugées par le Ministre.

ART. 14. Les membres élus du Conseil supérieur du travail conservent leur mandat, même s'ils viennent à perdre la qualité professionnelle en raison de laquelle ils ont été appelés à y siéger.

Au cas où des membres élus du Conseil supérieur du travail décèderaient, seraient démissionnaires ou perdraient leurs droits civils ou civiques, il serait procédé à leur remplacement dans les conditions ci-après :

- 1° Pour les sénateurs et députés, à chaque vacance;
- 2° Pour les élus des chambres de commerce et des chambres consultatives, dans le cas seulement où il se produirait parmi eux trois vacances;
- 3° Pour les représentants patrons ou ouvriers des conseils de prud'hommes, au cas où

deux vacances se produiraient, soit chez les prud'hommes patrons, soit chez les prud'hommes ouvriers;

4° Pour les représentants des syndicats ouvriers, au cas où il se produirait parmi eux trois vacances, les élections partielles sont faites sur les listes électorales qui ont servi à la dernière élection générale.

ART. 15. A titre de disposition transitoire et pour assurer par série le renouvellement du Conseil supérieur :

1° Les représentants des chambres de commerce qui seront désignés aux prochaines élections au Conseil supérieur du travail seront élus pour quatre ans;

2° Les représentants patrons ou ouvriers des conseils de prud'hommes, nommés aux mêmes élections, ne seront élus que pour deux ans.

ART. 16. Le conseil se réunit chaque année, le premier lundi de juin. La session dure quinze jours. Le conseil fixe lui-même, dans ces limites, les jours et heures des séances.

L'ordre du jour de la session, arrêté par le Ministre, est communiqué aux membres quinze jours avant l'ouverture de cette session.

Le Ministre peut convoquer le conseil en session extraordinaire à toute époque de l'année; il fixe lui-même la date, la durée et l'objet de chaque session extraordinaire.

ART. 17. Il est institué une commission permanente du Conseil supérieur du travail, choisie dans son sein. Elle comprend 7 patrons, 7 ouvriers, 1 sénateur, 1 député, tous élus par le Conseil supérieur, et 5 membres de droit, savoir :

Le président de la Chambre de commerce de Paris;

Le trésorier de la Chambre consultative des associations ouvrières de production;

Le vice-président de la commission consultative de la Bourse du travail de Paris;

Le directeur du Travail;

Le chef de la Division de l'assurance et de la prévoyance sociales au Ministère du commerce.

La commission permanente élit un président. Elle a à sa disposition les secrétaires et secrétaires adjoints du Conseil supérieur du travail.

ART. 18. La commission permanente ouvre des enquêtes, à la demande du Ministre, sur les conditions du travail, la condition des travailleurs, les rapports entre patrons et ouvriers. Elle prend connaissance des documents et des statistiques qui doivent servir de base à ses travaux, demande des compléments d'enquête dans la limite des crédits disponibles, provoque les témoignages écrits ou oraux des personnes compétentes et fait ressortir, dans un rapport d'ensemble, les faits qu'elle a observés, les abus qu'elle a constatés, les réformes que l'enquête indique comme efficaces. Elle peut aussi, à la demande du Ministre, déposer entre ses mains un rapport sur les causes et les circonstances d'une grève ou d'une coalition patronale.

Elle se réunit sur convocation de son président jusqu'à la clôture des enquêtes entreprises.

ART. 19. Les comptes rendus des enquêtes de la commission permanente sont envoyés à chaque membre du Conseil supérieur du travail. Ils doivent leur parvenir quinze jours au moins avant l'ouverture de la session où ils seront discutés.

Le Conseil peut, au besoin, provoquer de nouveaux témoignages, recevoir des dépositions.

La discussion est close par une résolution énumérant :

1° Les inconvénients et les abus démontrés par l'enquête;

2° Les réformes appropriées à chacun d'eux.

ART. 20. Les élus des syndicats ouvriers et des conseils de prud'hommes ont droit aux allocations suivantes :

Ceux qui résident hors du département de la Seine : 1° à une indemnité de 12 francs par jour pendant la durée des sessions du Conseil supérieur auxquelles ils assistent; 2° à des frais de déplacement s'élevant à 15 centimes par kilomètre de la distance par voie ferrée entre Paris et la gare la plus voisine de leur résidence;

Ceux qui habitent le département de la Seine, à une indemnité de 10 francs pour chaque journée où ils assistent aux séances au Conseil supérieur;

Quelle que soit leur résidence, à des jetons de présence de 5 francs pour chacune des séances de la commission permanente.

Art. 24. Les décrets des 22 janvier 1891 et 9 juin 1892 sont abrogés.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc.; et 2^o par les correspondants.

Ain. — Pendant le deuxième trimestre 1899, travail moins abondant que l'an dernier dans les *carrières* et dans les *chantiers de taille de pierre* de Villebois; cependant, en fin de trimestre, une amélioration s'est produite sur les mois précédents; pas de chômage.

Ardennes. — Dans la *boulonnerie* de la région de Charleville, pendant le deuxième trimestre 1899, commandes plus abondantes que l'an dernier pendant la même période, prix en hausse à la suite de l'élévation des cours de la matière première; la rémunération laissée à la fabrication est restée la même.

Aube. — Dans la *meunerie* de la région de Troyes, le travail a eu tendance à diminuer en comparaison avec l'an dernier par suite de la difficulté de l'écoulement des produits fabriqués et de la diminution de la rémunération laissée au fabricant. Chez les *entrepreneurs du bâtiment*, ouvrage moins abondant et prix moins rémunérateurs que l'an dernier.

Bouches-du-Rhône. — Chez les *maîtres carriers* d'Arles, l'ouvrage a été jugé moins abondant que l'an dernier, les prix de vente en baisse sont devenus moins rémunérateurs. Chez les fabricants d'*huiles* et de *savons* de Salon, le travail a été en augmentation sur l'an dernier, grâce à l'abondance de la récolte des huiles, les prix en baisse ont été encore rémunérateurs par suite d'un mouvement analogue sur la matière première; la durée du travail a été réduite à 60 heures par semaine. A Marseille, chez les *bateliers passeurs*, affaires plus difficiles que l'an dernier.

Calvados. — Dans la région de Lisieux, pendant le 3^e trimestre 1899, on estime que le chômage a atteint 10 p. 0/0 des ouvriers de l'industrie des *cuirs* et *peaux* et de la *chaussure*, moitié des ouvriers dans l'industrie *lainière*, 5 p. 0/0 dans l'industrie *linière*, 10 p. 0/0 dans l'industrie du *bâtiment*; la durée de la journée de travail a été de 11 heures, sauf dans l'industrie du *bâtiment*, où elle a varié de 11 à 12 heures.

Charente-Inférieure. — Chez les *boulangers* de la Rochelle, ouvrage, pendant le deuxième trimestre 1899, moins abondant que l'an dernier, prix de vente en baisse et moins rémunérateurs par suite de l'augmentation de la concurrence des sociétés coopératives de consommation. Situation stationnaire pour les autres industries. A Rochefort, travail abondant dans l'industrie du *bâtiment*; le chômage a été en diminuant.

Cher. — Pendant le 2^e trimestre 1899, dans la région de Vierzon, travail plus actif que l'an dernier dans la construction des *machines agricoles*; on a fait des heures supplémentaires, la journée a été parfois de 14 heures. Une *fonderie* vient de se monter. Pas de chô-

mage dans l'industrie du *bâtiment*. Bonne activité dans la *porcelainerie*; une usine qui était fermée depuis un an vient de rouvrir, un 2^e four a été construit. Dans la *verrerie*, pas de chômage, mais ralentissement du travail par suite de surproduction.

Côte-d'Or. — Dans la *meunerie* de la région de Dijon, travail, pendant le deuxième trimestre 1899, à peu près aussi actif que l'an dernier; les prix de vente des produits fabriqués ont été en baisse à la suite d'un mouvement analogue sur la matière première. Chez les *fabricants de moutarde*, la baisse des prix de vente déjà signalée ne s'est pas continuée, mais les cours des matières premières ayant été en hausse, la marge laissée au fabricant a été en diminuant et a gêné le travail dans une certaine mesure.

Doubs. — Chez les fabricants d'*horlogerie* de Morteau, ouvrage plutôt plus abondant que l'an dernier à même époque; les prix de vente avec tendance à la baisse ont laissé à peu près la même marge au fabricant par suite de la diminution subie en même temps sur la matière première; le nombre des fabriques n'a pas augmenté; mais deux maisons importantes ont agrandi leur usine et occupent 120 ouvriers de plus que pendant le précédent trimestre. Une maison a réduit la durée du travail, tout en maintenant sa production. Dans l'ensemble, la situation a été tenue pour satisfaisante, la main-d'œuvre a été recherchée; les salaires des ouvriers ont été de 4 fr. 50 à 5 francs par jour.

Drôme. — Dans la région de Romans, morte-saison habituelle d'été en fin du 2^e trimestre 1899 dans l'industrie de la *chaussure*, industrie la plus importante de la région; dans l'ensemble des autres industries, situation stationnaire.

Gironde. — Chez les entrepreneurs de *transport* et de *camionnage*, affaires, pendant le 2^e trimestre 1899, moins bonnes que l'an dernier; les commandes du commerce des vins dans Bordeaux et les arrivages de denrées coloniales ont diminué; le commencement du 3^e trimestre est d'ailleurs une période de morte-saison; la journée a été réduite à 8 heures. Chez les *loueurs-cochers*, situation plus difficile que l'an dernier par suite de l'augmentation de la concurrence.

Hérault. — Pendant le 2^e trimestre 1899, travail toujours actif dans les fabriques de *produits chimiques*, de *céramique* et d'*instruments aratoires* de Béziers; on fait des heures supplémentaires. Chez les *tapissiers*, *maréchaux*, *peintres*, *doreurs*, *serruriers* et dans l'industrie du *bâtiment*, peu de chômage; on estime que les commandes ont été inférieures d'un dixième à celles de l'an dernier. Dans la région de Cette, travail encore peu actif dans les ateliers se rattachant au commerce des *vins*; on estime que moitié des ouvriers ont travaillé irrégulièrement.

Ille-et-Vilaine. — Dans la région de Fougères, pendant le 2^e trimestre 1899, activité satisfaisante dans l'industrie de la *chaussure*, grâce aux commandes de réassortiments, le travail a été particulièrement actif en mai; en fin de trimestre, le ralentissement habituel du changement de saison s'est produit dans quelques fabriques; peu de chômage dans l'ensemble.

Indre-et-Loire. — Chez les *charcutiers* de la région de Tours, le travail s'est maintenu, pendant le 2^e trimestre 1899, aussi actif que l'an dernier à même époque; c'est d'ailleurs la morte-saison annuelle; les prix de vente ont été plus rémunérateurs par suite de la baisse des cours de la matière première.

Isère. — Chez les fabricants de *meubles* de Grenoble, les commandes ont été à peu près aussi abondantes que l'an dernier à même époque, malgré l'augmentation de la concurrence des magasins de vente de meubles fabriqués à bas prix; les ateliers ont développé leur outillage mécanique afin de diminuer leur prix de revient. Chez les *maîtres carriers*, *tailleurs de pierre* de la région de Montalieu-Vercieu, les commandes ont été moins abondantes et les prix de vente stationnaires depuis le dernier trimestre, les prix de vente ont été moins rémunérateurs que l'an dernier, le prix de revient ayant été en hausse sur l'an dernier; il n'y a pas eu de chômage, mais ralentissement du travail dans quelques chantiers. Dans l'industrie

de la *soierie*, à La Tour du Pin, travail plus actif que l'an dernier, deux usines ont augmenté leur matériel de 350 métiers mécaniques; la journée a varié de 10 à 11 heures.

Loire. — Dans l'*industrie textile*, à Saint-Etienne, le travail, pendant le 2^e trimestre 1899, a été plus abondant que l'an dernier; les prix de vente, avec tendance à la hausse, ont été plus rémunérateurs; l'article velours, notamment, a bénéficié d'une reprise, la journée de travail a été réduite à 10 heures; de nouvelles installations de moteurs électriques dans les ateliers de famille ont eu lieu. Dans les *tissages de soie* de Charlien, le travail s'est maintenu, on estime que le chômage a atteint 10 p. 0/0 des ouvriers.

Dans la région de Saint-Chamond, travail actif pendant le 2^e trimestre 1899, dans les *houillères*, grâce aux commandes des *forges* de la région, qui ont donné des résultats plus satisfaisants que les années précédentes; les salaires ont eu tendance à la hausse, le personnel ouvrier a été parfois insuffisant. L'*industrie du lacet* a prospéré. Chez les *mouliniers*, commandes peu abondantes et recherchées; les prix de vente, en hausse sur le 1^{er} trimestre 1899, à la suite d'un mouvement analogue sur la matière première, ont été jugés peu rémunérateurs et ont gêné la production; cependant pas de chômage.

Haute-Loire. — Dans la région du Puy, chez les *horticulteurs-jardiniers*, travail peu actif pendant le 2^e trimestre 1899, par suite de l'augmentation de la concurrence déjà signalée des grands établissements. Dans la *minoterie*, ouvrage en baisse et afflux de main-d'œuvre. Travail actif dans la *malterie*; situation stationnaire dans la *brasserie*. Production moyenne et main-d'œuvre abondante dans la fabrication des *cierges* et *bougies*. Marche normale dans la *papeterie*; prix de vente en hausse, main-d'œuvre abondante. Travail moyen dans le *moulinage* de la *soie* et dans l'*industrie de la confection*. Production et vente faibles dans le *tissage de bas*. De même dans la *fonderie*. Une nouvelle fabrique de *chaux* a été montée.

Dans l'arrondissement de Brioude, production et vente moyenne dans les *mines*. Amélioration dans la *fonderie d'antimoine*; afflux de main-d'œuvre. Dans l'arrondissement d'Yssingaux, dans le *moulinage* de la *soie*, travail satisfaisant. Amélioration dans la *passenterie*, travail plus actif et plus avantageux, salaires avec tendance à la hausse; de même, amélioration dans la *rubanerie*, main-d'œuvre recherchée. Travail actif dans la *serrurerie*. Situation stationnaire dans les fabriques de *faux* et *faucilles*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, chez les *entrepreneurs du bâtiment*, ouvrage, pendant le 2^e trimestre 1899, aussi abondant que l'an dernier pendant la même période et prix moins rémunérateurs, par suite de l'augmentation du prix de revient.

Dans la région de Saint-Nazaire, travail actif dans l'*industrie du bâtiment*, sauf chez les *maçons*, chez lesquels le commencement du 3^e trimestre a amené un ralentissement annuel, estimé d'un tiers par rapport à l'activité du 2^e trimestre. L'*industrie métallurgique* et celle des *constructions navales* ont été bien occupées et ont eu tendance à progresser.

Loiret. — Chez les *marchands de bois* d'Orléans, les travaux en forêt ont été moins importants que l'an dernier, les prix de vente des produits forestiers, bois à brûler, écorces, ont été aussi moins élevés et moins rémunérateurs; le manque de gelées pendant les hivers précédents a aussi amené une diminution de commandes.

Maine-et-Loire. — Chez les *entrepreneurs de peinture* de Saumur, le travail s'est maintenu à peu près aussi actif que l'an dernier, les prix sont devenus moins rémunérateurs par suite de la hausse des essences. Chez les *boulangers* d'Angers, activité normale du travail; prix des produits fabriqués en baisse.

Marne. — Dans la région de Reims, pendant le deuxième trimestre de 1899, travail jugé satisfaisant dans l'ensemble des industries; dans l'*industrie lainière*, les prix de vente des produits fabriqués sont devenus peu rémunérateurs par suite de la hausse de la matière première.

Mayenne. — Dans les *tissages de coutil* de la région de Laval, amélioration du travail pendant le deuxième trimestre 1899; dans les *tissages à la main*, le chômage est descendu à 15 p. 0/0 de l'ensemble des ouvriers, pleine activité dans les *tissages mécaniques*. A Mayenne,

amélioration de la situation dans l'industrie textile; une usine de 150 métiers a été vendue; les ouvriers non occupés ont été replacés dans les autres fabriques.

Meurthe-et-Moselle. — Chez les *brasseurs* de Nancy, le travail a été jugé, pendant le deuxième trimestre 1899, moins abondant que l'an dernier à même époque; les prix de vente des produits fabriqués en baisse ont été jugés moins rémunérateurs principalement par suite de la hausse des matières premières. Dans l'industrie de la *chaussure*, commandes aussi importantes que l'an dernier, prix de vente stationnaires; deux importants établissements ont fusionné.

Oise. — Chez les fabricants de *fécule* de la région de Compiègne, morte-saison annuelle pendant le deuxième trimestre 1899; pendant la dernière campagne, la concurrence des produits tirés du maïs a été en augmentant; la culture de la pomme de terre a été restreinte; les prix de vente des produits fabriqués et la marge laissée au fabricant sont restés stationnaires.

Pas-de-Calais. — Chez les *boulangers* de Calais, les affaires ont été, pendant le deuxième trimestre 1899, plus difficiles que l'an dernier par suite de la gêne de l'industrie qui a amené une diminution de la consommation chez les ouvriers et aussi par suite de l'augmentation de la concurrence des sociétés coopératives de consommation. Chez les *distillateurs* d'Arras, ouvrage plus abondant que l'an dernier, prix de vente en baisse et moins rémunérateurs. Chez les *brasseurs* d'Aire-sur-Lys, travail normal; chez ceux de Saint-Omer, la situation difficile déjà signalée s'est accentuée, les commandes ont été moins importantes; le prix des matières premières a été en hausse tandis que celui des produits fabriqués, principalement drêche et levure, avait tendance à la baisse; d'autre part, la concurrence des autres produits, principalement des bières fortes dites bières bock, a augmenté.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pendant le deuxième trimestre 1899, chez les entrepreneurs du *bâtiment*, ouvrage moins abondant et prix moins rémunérateurs que l'an dernier, la hausse des cours des métaux ayant augmenté le prix de revient de certains travaux; main-d'œuvre abondante dans l'ensemble des industries, le travail a été satisfaisant; il y a eu peu de chômage; la journée a varié de 10 à 12 heures.

Rhône. — Dans la région de Lyon, le travail dans la fabrication des *pâtes alimentaires* a été, pendant le deuxième trimestre 1899, plus actif que l'an dernier à même époque; les prix de vente, en hausse, ont été plus rémunérateurs; il y a eu peu de chômage. Chez les *maîtres imprimeurs*, le travail s'est maintenu actif. Dans les *tissages mécaniques de soierie*, (20,000 ouvriers environ,) le travail a été actif dans les genres mousseline soie, calme pour les autres tissus unis, et presque nul pour les façonnés; les prix de façon qui avaient baissé ne se sont pas relevés; la hausse de la soie, matière première, qui a réagi sur les tissus, a rendu les transactions difficiles; une nouvelle usine mécanique a été installée dans les environs; le deuxième trimestre étant une époque de morte-saison, il y a eu ralentissement de travail, sans chômage; on a monté de nouveaux métiers à grande largeur et à plusieurs navettes.

Dans l'industrie textile de la région de Thizy, plusieurs maisons ont cessé de faire travailler par suite de faillite; un certain nombre d'ouvriers ont été ainsi en chômage: les *tissages à la main* ont été les plus éprouvés, les prix de façon ont été en baisse et irréguliers; dans les *tissages mécaniques*, le salaire journalier a été de 3 à 4 francs; dans les *tissages à la main*, à la campagne, le gain a été parfois un peu inférieur à un franc.

Seine. — Chez les *boulangers*, travail normal pendant le deuxième trimestre 1899, malgré l'ouverture de nouvelles boulangeries; grâce aux bas prix des farines, la rémunération laissée à la fabrication a été plus forte que l'an dernier; il en a été de même dans la banlieue parisienne, qui a bénéficié de la reprise des affaires due à l'affluence des consommateurs au printemps. Chez les *distillateurs-liquoristes*, les commandes ont été plutôt plus faibles que l'an dernier, les prix de vente en hausse à la suite de la hausse de la matière première, le trois-six, ont été jugés moins rémunérateurs que pendant le trimestre précédent. Chez les *chocolatiers*, les commandes ont été à peu près aussi importantes que l'an dernier; d'autre part, les prix de vente ont été plus rémunérateurs, grâce à la baisse du cours des cacaos. Chez les *fabricants de*

conserves alimentaires, ouvrage aussi actif que l'an dernier; cependant, les prix de revient ont été modifiés par la hausse des métaux employés à la confection des boîtes à conserves; d'autre part, on a perfectionné le matériel et diminué la main-d'œuvre; on a remplacé la soudure faite par des ouvriers par un sertissage fait à la machine; il en a été de même pour la préparation des légumes: des machines à écosser ont été installées, et une usine, qui occupait 200 femmes avec un salaire moyen de 3 francs par jour, n'en occupe plus qu'une vingtaine.

Dans les *fabriques de toiles cirées*, le travail a été moins abondant que l'an dernier, les prix de vente, en baisse de 5 p. o/o, ont été moins rémunérateurs, baisse attribuée à l'augmentation de la concurrence des articles étrangers et à l'élévation des prix de la matière première. Cependant, il y a eu peu de chômage; le salaire des ouvriers s'est maintenu dans les usines de la région de Paris à un peu plus de 6 francs par jour.

Chez les *gantiers*, reprise du travail par rapport à l'an dernier, principalement à l'exportation; d'autre part, les prix de vente, en baisse, ont été moins rémunérateurs. Chez les *maroquiniers-gantiers*, le travail a été à peu près aussi abondant que l'an dernier; la hausse signalée sur les prix de vente à la suite de l'augmentation de la matière première (cuivre pour fermoirs de sacs et porte-monnaie), s'est maintenue; on a fait 60 heures par semaine.

Chez les *maîtres tailleurs*, la saison du printemps a été meilleure que celle de l'an dernier, malgré la concurrence de nouvelles maisons vendant le genre dit *petite mesure*. Par rapport au précédent trimestre, le personnel a été mieux occupé et la durée du travail a atteint 84 heures par semaine pour les pompiers et quelquefois plus chez l'apiéceur. Dans l'industrie des *fleurs et plumes*, les commandes ont été moins fortes que l'an dernier pendant le deuxième trimestre 1899, les prix de vente en baisse, principalement pour les articles courants, ont été moins rémunérateurs, la diminution des affaires a été attribuée à la diminution des commandes des pays étrangers, autrefois consommateurs, devenus aujourd'hui producteurs.

Chez les *entrepreneurs de charpente*, ouvrage plus abondant que l'an dernier grâce aux commandes de l'Exposition universelle; les cours des bois ont été en hausse d'environ 15 p. o/o sur le précédent trimestre et la main-d'œuvre de 11 p. o/o; cependant la marge laissée à l'entrepreneur a été jugée équivalente à celle de l'an dernier.

Dans la *carrosserie*, le travail a été également plus abondant que l'an dernier, les prix de vente sont restés stationnaires; les affaires ont été particulièrement actives dans l'automobilisme.

De même chez les *mécaniciens modeleurs*, le travail a été plus actif que l'an dernier grâce à l'augmentation des commandes de l'Exposition; les prix de vente et la marge laissée au fabricant ont eu tendance à augmenter; 4 nouvelles maisons ont été fondées. Chez les *fondeurs de cuivre et bronze*, les commandes ont été en diminution sur l'an dernier, les prix de vente ont été moins rémunérateurs par suite de l'élévation des cours des matières premières. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les fabricants de *lits et meubles métalliques*, prix de vente en hausse de 10 p. o/o sur le précédent trimestre à la suite de l'augmentation de la matière première.

Chez les fabricants de *poids et de mesures*, ouvrage plus abondant que l'an dernier; prix en hausse de 10 p. o/o environ par rapport au trimestre précédent et plus rémunérateurs que l'an dernier. Chez les *fabricants de lampes*, ouvrage plutôt moins abondant et prix de vente moins rémunérateurs que l'an dernier; ces prix ont été en hausse de 10 à 15 p. o/o sur l'an dernier. Reprise du travail par rapport à l'an dernier dans la fabrication des *appareils et produits photographiques*; la concurrence étrangère principalement a amené une diminution des bénéfices; les prix de vente des appareils de marque sont restés stationnaires, tandis qu'ils ont été en baisse pour les accessoires, plaques et papiers; par suite de la saison de printemps, la durée du travail a été portée à 60 heures par semaine; des perfectionnements ont été apportés à l'outillage et à la fabrication pour lutter plus avantageusement contre la concurrence étrangère.

Seine-et-Oise. — Pendant le deuxième trimestre 1899, commencement de morte-saison chez les *maîtres blanchisseurs* de Rueil par suite du départ en villégiature d'une partie de la clientèle parisienne. A Versailles, chez les *loueurs de voitures*, affaires moins abondantes que l'an dernier, par suite de l'augmentation de la concurrence des autres moyens de transport en commun. Chez les *bouchers*, affaires à peu près équivalentes à celles de l'an dernier. Chez les *entrepreneurs du bâtiment d'Étampes*, travail normal, généralement satisfaisant.

Seine-Inférieure. — Chez les *armateurs de la grande pêche* de Fécamp, le nombre des navires armés pour la pêche a été augmenté de 5 navires, avec 150 hommes d'équipage; la situation a été meilleure que l'an dernier et les prix en hausse ont été plus rémunérateurs. A Rouen, travail assez abondant chez les *imprimeurs-libraires* : les prix de vente ont été en diminution et moins rémunérateurs, les prix de revient restant à peu près stationnaires. Chez les *entrepreneurs de serrurerie*, travail peu abondant équivalent à celui de l'an dernier, prix moins rémunérateurs que l'an dernier par suite de la hausse de la matière première; le nombre des ateliers a eu tendance à diminuer. Chez les *cordonniers-bottiers sur mesure*, commandes équivalentes à celles de l'an dernier, prix de vente en baisse sur le trimestre précédent et moins rémunérateurs que l'an dernier, principalement par suite de l'augmentation de la chaussure confectionnée en fabrique et vendue à bon marché.

Dans la région de Darnétal, amélioration de la situation dans l'*industrie textile* (*filatures et tissages*); le chômage a été en diminuant; dans la filature on a arrêté encore le travail 1 et 2 jours par semaine. De même, amélioration dans les *teintures* et *ateliers d'impression*; la teinture, la plus éprouvée, a arrêté 2 et 3 jours par semaine. Un nouvel établissement a été fondé. Dans les autres industries, celle du *bâtiment*, en particulier, le chômage a été aussi en diminuant principalement pour les *tailleurs de pierre*.

Somme. — Dans la *meunerie* de la région d'Amiens, le travail a été en diminution sur l'an dernier pendant le deuxième trimestre 1899, la baisse des eaux a entraîné aussi, dans certaines usines, une réduction de la durée du travail; le prix de vente des farines a été en baisse tandis que celui des issues était en hausse. Chez les *charcutiers*, le travail s'est maintenu dans les maisons importantes tandis qu'il a diminué dans les petites qui ont été éprouvées par les variations des cours de la matière première; en fin de trimestre, des cours plus modérés ont laissé une bonne rémunération à la fabrication. Chez les *patrons confectionneurs* (5.000 ouvriers), les commandes ont été plus abondantes que l'an dernier; les prix de vente en hausse sur les articles de laine ont laissé une marge estimée satisfaisante, malgré une tendance à la baisse due à l'augmentation de la concurrence. Il n'y a pas eu de chômage chez les ouvriers et ouvrières travaillant en atelier, les ouvrières à domicile ont également été bien pourvues d'ouvrage; le gain a été d'environ 50 francs par semaine pour les coupeurs, de 25 francs pour les ouvrières en atelier et de 15 francs pour les ouvrières à domicile. Chez les *entrepreneurs de bâtiment*, ouvrage moins abondant et prix moins rémunérateurs que l'an dernier par suite de l'augmentation du prix de revient; plusieurs maisons ont fermé.

Tarn. — Chez les *mégissiers* de Graulhet, le travail, pendant le 2^e semestre 1899, est resté à peu près équivalent à celui de l'an dernier; les prix de vente ont été jugés moins rémunérateurs par suite de l'élévation des cours de la matière première. Trois usines qui occupaient une quarantaine d'ouvriers ont été arrêtées. Dans l'ensemble du département, situation stationnaire et travail peu actif dans les *couperies de poils de lapin* et dans les ateliers d'*effilochage* de chiffons. Dans les *filatures*, le nombre des broches en activité s'est maintenu, le chômage a eu tendance à diminuer; les *tissages* ont travaillé sur commandes fermes de façon à ne pas former de stocks. Commandes abondantes dans les ateliers de *broderie*, de même dans ceux de *chapellerie*. Dans les *fabriques d'arçons*, situation stationnaire. Dans la *broserie*, deux fabriques ont cessé de faire travailler; les ouvriers sans ouvrage ont été embauchés dans les autres usines.

Haute-Vienne. — Chez les *boulangers* de Limoges, ouvrage, pendant le 2^e trimestre de 1899, moins abondant que l'an dernier, prix de vente en baisse et moins rémunérateurs. Chez les *charcutiers*, travail normal, prix de vente plus rémunérateurs par suite de la baisse de la matière première; quelques maisons ont installé des moteurs électriques. Chez les *entrepreneurs du bâtiment*, ralentissement du travail qui tend à devenir moins abondant que l'an dernier; on fait de 60 à 66 heures par semaine, il y a tendance au chômage.

Vosges. — Pendant le 2^e et le commencement du 3^e trimestre 1899, l'*industrie fromagère* de Saint-Étienne a éprouvé un ralentissement de la production par suite des orages et des grandes chaleurs. Dans l'*industrie cotonnière*, les commandes ont été en augmentation sur l'an dernier; les prix en hausse, bien que jugés encore insuffisants, sont devenus plus

rémunérateurs, principalement pour les tissages; grâce aux demandes de l'exportation, on a pu reprendre la durée normale du travail.

**Analyse, par département,
des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières
et par les secrétaires des Bourses de travail.**

Ain. — Travail moins actif que l'an dernier chez les ouvriers en *peignes* d'Oyonnax, par suite du manque d'eau pour la force motrice. Chez les *tailleurs de pierre* de Thoiry, 4 p. o/o de chômeurs, travail 70 heures par semaine; journée augmentée d'une heure pour 70 ouvriers. Pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment* de Bellegarde. De même chez les *garçons bouchers charcutiers* de Bourg.

Aisne. — Pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre* de Soissons; journée diminuée de 2 heures pour 20 ouvriers. Dans l'industrie *textile*, à Bohain, deux maisons ont ralenti leur fabrication; à Serain, moitié des ouvriers manquent de commandes; une partie de ceux-ci, un quart environ, ont trouvé de l'ouvrage comme moissonneurs. Pas de chômeurs chez les *mouleurs* de Chauny et de Saint-Quentin; travail 65 heures par semaine chez ces derniers. A Saint-Quentin, journée diminuée d'une heure pour une partie des ouvriers *coureurs*; pas de chômeurs. Un peu moins de 1 p. o/o chez les *employés, voyageurs, dessinateurs*.

Allier. — Chez les *mineurs* de Durdar, pas de chômeurs, le travail tend à ralentir. 4 p. o/o de chômeurs chez ceux de Buxières-les-Mines. Pas de signalés chez les *typographes* de Vichy, de Cusset et de Moulins, où le travail est devenu plus régulier. A Vichy, les *charpentiers* comptent un peu plus du quart des leurs sans ouvrage. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes* de Montluçon. A Vichy, les ouvriers sur *métaux* comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage, par suite de la morte-saison annuelle. A Moulins, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres* et *sculpteurs* syndiqués; ceux de Vichy estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage; le ralentissement du travail s'est continué. Même chômage chez les *maçons*. A Moulins, journée de 10 heures et pas de chômage chez les *maçons*. Chez les *peintres* et *plâtriers*, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que le mois dernier. A Vichy, pas de chômeurs chez les *plâtriers*. Chez les *journaliers*, les travaux des champs occupent encore la plupart des chômeurs des autres industries.

MOULINS. — Une reprise de travail s'est produite chez les *galochiers*. Travail actif dans la *serrurerie* et dans la *métallurgie*; dans l'imprimerie, le travail est devenu plus régulier, dans les deux maisons dans lesquelles on faisait des heures supplémentaires, la journée est revenue à 10 heures; dans une seule maison, travail moins abondant que l'an dernier, cependant pas de chômeurs parmi les syndiqués. Travail toujours actif pour tous les ouvriers du *bâtiment*; la journée varie de 10 à 11 heures. Les travaux des *champs* emploient encore beaucoup d'ouvriers. Grâce aux mesures prises, la fièvre aphteuse est en diminution. Le prix des denrées de première nécessité reste toujours élevé, sauf pour les œufs et le beurre, qui ont diminué d'un tiers; le pain se vend en moyenne 0 fr. 15 le 1/2 kilogramme, sauf à la société coopérative où il se vend 0 fr. 13. — A. PELLETAN.

Alpes-Maritimes. — A Cannes, les *typographes* comptent un tiers des leurs en chômage de morte-saison; la journée est réduite de 2 heures pour 48 ouvriers. A Nice, 5 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que le mois dernier chez les *cordonniers*. Travail actif chez les *charrons* malgré l'augmentation de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. Pas de chômeurs chez les *maçons*; de même chez ceux de Cannes; de même chez ceux de Menton, chez lesquels le travail est plus abondant que l'an dernier. A Nice, pleine morte-saison chez les *garçons cochers*.

Ardèche. — Travail 5 jours par semaine chez les *chapeliers* de Serrières.

Ardennes. — Travail toujours actif et pas de chômeurs chez les *ardoisiers-mineurs* de Fumay; les ouvriers *fondeurs* perdent encore deux jours environ par quinzaine. Un peu plus

de 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Charleville. Chez les *tisseurs* de Francheval qui comptent un peu plus du quart des leurs en chômage, travail 48 heures par semaine. Travail plus abondant que l'an dernier chez ceux de Pourru-aux-Bois. Ceux de Villers-Cernay comptent un cinquième des leurs en chômage. A Sedan, travail très actif dans les *établissements métallurgiques*.

Aude. — A Carcassonne, les *terrassiers* estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage. Chez ceux de Cuxac, même chômage, mais situation meilleure que l'an dernier, grâce à la bonne apparence des vendanges. Les *boulangers* de Narbonne comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage. A Carcassonne, placement plus facile que l'an dernier chez les *cuisiniers*. Les *mégissiers* comptent un quart des leurs en chômage; une augmentation du taux des salaires (0 fr. 30 environ par jour) demandée par les ouvriers a été accordée à un certain nombre d'entre eux. Morte-saison plus accentuée que l'an dernier, cependant pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement*. De même, morte-saison chez les *tailleurs d'habits*. A Narbonne, chez les *employés vendeurs*, morte-saison, cependant pas de chômeurs.

Aveyron. — Chez les *mineurs* de Decazeville, la concurrence du travail fait dans une exploitation voisine, dans laquelle le nombre des manœuvres a augmenté, tend à rendre la situation plus difficile. Chez les *typographes* de Rodez, travail peu actif par suite de la concurrence de la main-d'œuvre féminine. A Millau, chez les *gantiers*, morte-saison, cependant pas de chômeurs. Les ouvriers du *bâtiment* estiment que le chômage atteint un tiers des leurs.

Bouches-du-Rhône. — Pas de chômeurs chez les *marins-pêcheurs* de Berre. De même chez les *carriers* de Fontvieille et chez les *mineurs* de Saint-Savournien chez lesquels la durée du travail a été réduite à 32 heures par semaine; ceux de Fuveau perdent une journée par semaine. 7 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* de la Ciotat. A Marseille, un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; un cinquième chez les *cuisiniers-navigateurs*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et 17 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*. 4 p. o/o chez les *typographes* qui sont en morte-saison d'été. Un peu moins de 4 p. o/o de chômeurs chez les *conducteurs-imprimeurs*, la faillite d'une maison a laissé un certain nombre d'ouvriers inoccupés.

Les *charpentiers* sont tous occupés; de même chez les *modeleurs*, 13 p. o/o de chômeurs chez les *tonneliers*. Reprise du travail depuis le mois dernier chez les *chaudronniers en fer*. Les *marbriers* comptent un peu plus du quart des leurs atteints par le chômage. Pas de signalés chez les *tailleurs de pierres tendres* qui font 60 heures par semaine; de même chez les *tailleurs de pierres froides* chez lesquels on manquerait de bras disponibles. Les *peintres-décorateurs* estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage et que l'ouvrage est plus abondant que le mois, mais moins que l'an dernier. Situation toujours difficile chez les *garçons cochers de place* et chez les *commissionnaires* de la gare Saint-Charles. Les *marins du commerce* estiment qu'un peu plus du cinquième des leurs sont sans engagement. 7 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Calvados. — A Caen, les *typographes* sont tous occupés; de même chez ceux de Virv. Les *bonnetiers* de Falaise sont également tous occupés. A Caen, 2 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*.

Charente. — A Angoulême, un peu plus de 6 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *typo-lithographes*. A Cognac, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers, travail 60 heures par semaine et pas de chômeurs chez les *serruriers*. A Angoulême, pas de chômeurs et journée de 12 heures chez les *ferblantiers*. A Cognac, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* qui font 60 heures par semaine. A Angoulême, 12 p. o/o de chômeurs chez les *peintres*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, les *travailleurs du livre* sont tous occupés. A Rochefort, chez les *typographes*, la situation difficile déjà signalée se maintient. 4 p. o/o de chômeurs. ouvrage plus abondant que l'an dernier et travail 66 heures par semaine chez les *menuisiers-ébénistes*.

Cher. — Les ouvriers agricoles de Névondes comptent un grand nombre des leurs sans ouvrage par suite de la sécheresse qui retarde les travaux des champs. A Bourges, 3 p. o/o de chômeurs chez les *terrasiers-journaliers*. Travail toujours actif chez les *bûcherons-ouvriers-agriculteurs* de Sancerques et Méry-ès-Bois; ceux de Vallenay estiment que le chômage de morte saison augmenté par la sécheresse atteint un tiers des leurs. A Bourges, chez les *charpentiers*, travail toujours actif; de même chez les *menuisiers*. Chez les ouvriers en voitures, travail 60 heures par semaine et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers. 3 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. Chez les *maçons* de Dun-sur-Auron, travail 55 heures par semaine et ouvrage plus abondant que le mois dernier grâce à des travaux de réparation. A Bourges, chez les *maçons*, 5 p. o/o de chômeurs, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et journée de 10 heures. L'activité déjà signalée chez les *chaufourniers* de Jussy et de la Guerche se maintient.

Corrèze. — A Tulle, travail abondant chez les *typographes*, on fait des heures supplémentaires dans quelques ateliers. Ceux de Brive comptent un quart de leurs en chômage. Pas de chômeurs chez les ouvriers *chapeliers-fouleurs* de Bort. A Tulle, ralentissement annuel chez les *sciéurs de long-charpentiers* qui comptent un peu plus du quart des leurs en chômage. 5 p. o/o chez les *tailleurs de pierre*. A Brive, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Corse. — A Ajaccio, les *typographes* comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage de morte-saison.

Côte-d'Or. — Travail toujours actif chez les *bûcherons-agriculteurs* de Pagny et de Corcelles. A Dijon, 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés chez les *tailleurs de pierre*.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, un peu moins de 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; à la suite d'une entente entre patrons et ouvriers, un tarif a été adopté et la journée fixée à 10 heures au lieu de 11 heures.

Creuse. — Chez les *chapeliers* de Bourgaueuf, reprise du travail dans une maison avec outillage mécanique qui a reçu un grand nombre de commandes.

Dordogne. — Pas de chômeurs chez les *boulangers* de Bergerac. De même chez les *chapeliers-appropriateurs* de Bugue. A Périgueux, les *charpentiers* comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage. Pas de signalés chez les *menuisiers*. Pleine saison de travail et journée de 11 heures chez les *sabotiers*. Les *tailleurs de pierre* estiment que le chômage atteint un cinquième des leurs.

Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs, chez les *charpentiers*. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *monteurs en boîtes d'argent*. Chez les *maçons*, travail toujours actif; de même pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Drôme. — Les *carriers* de Saint-Remès sont tous occupés et font environ 40 heures par semaine. A Valence, reprise du travail depuis le mois dernier chez les *typographes*. Chez les *chapeliers-appropriateurs* de Bourg-de-Péage, le travail tend à reprendre.

Eure. — Un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *tisseurs* de Louviers.

Eure-et-Loir. — CHÂTEAUDUN. — Situation toujours satisfaisante chez les *typographes*, bien que le travail ait tendance à ralentir. Pleine activité chez les *fondeurs-mécaniciens*, dans l'industrie du bâtiment et à l'atelier de lavage des bourses. A. GAUVIN.

NOGENT-LE-ROTTU. — Ralentissement du travail chez les *chapeliers* et chez les *chaussonniers*, la morte-saison est terminée et les commandes sont arrivées. Travail actif chez les *tanneurs-cobroyeurs*; situation stationnaire dans l'industrie du bâtiment. TH. BRÈTHES.

Finistère. — A Morlaix, pas de chômage signalé chez les *ouvrières de l'aiguille*. Chez les *ferblantiers-boitiers*, à Audierne, 3 p. o/o de chômeurs; pas de signalés à Saint-Guénolé; à Concarneau, travail moins actif que l'an dernier.

Gard. — A Nîmes, 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, par suite de la morte-saison d'été, plus accentuée que l'an dernier.

Haute-Garonne. — A Toulouse, ouvrage moins abondant que le mois et que l'an derniers chez les *typographes*. Pas de chômeurs chez les *trépointeurs*. Chez les ouvriers de l'*usine métallurgique*, pas de chômeurs, l'offre dépasse la demande.

Gers. — A Auch, pas de chômeurs chez les *maçons*, *tailleurs de pierres*.

Gironde. — A Bordeaux, les *jardiniers* comptent un peu plus du tiers des leurs en morte-saison d'été. Les *compagnons boulangers* comptent un quart des leurs en chômage. 8 p. o/o chez les *typographes*, chez lesquels la journée est diminuée d'une heure pour 60 ouvriers. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *tonneliers* de Vayres. De même, à Bordeaux, chez les *charrons-forgerons*, qui font 66 heures par semaine. Même durée du travail, et pas de chômeurs, chez les *mouleurs en métal*. Situation difficile et travail peu actif chez les *ouvriers* qui estiment qu'un peu plus de moitié des leurs sont atteints par le chômage. Chez les *marins du commerce*, situation jugée encore peu satisfaisante. Chez les *garçons bouchers-charcutiers*, ralentissement du travail par suite du départ d'une partie de la clientèle; mais pas de chômeurs; 3 p. o/o de chômeurs et placement plus facile que l'an dernier chez les *coiffeurs*. Chez les *travailleurs au cimetière*, ouvrage moins abondant que l'an dernier; 8 p. o/o de chômeurs chez les *gens de maison*.

Hérault. — 15 p. o/o de chômeurs chez les *marins-pêcheurs* de Mèze. Les *travailleurs de la terre* de Marsillargues comptent un cinquième des syndiqués en chômage par suite de l'arrêt des travaux dans les vignobles et dans les champs; le chômage serait plus important chez les non-syndiqués; les *travailleurs de la terre* de Fabrègues sont tous occupés. 8 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs* de Graissessac, qui font 52 heures environ par semaine. De même, à Béziers, pas de chômeurs chez les *cuisiniers*. A Montpellier, les *lithographes-typographes*, qui font de 54 à 57 heures, comptent un cinquième des leurs en chômage, les *cordonniers*, un quart des leurs; le travail est en diminution sur l'an et sur le mois derniers. A Béziers, morte-saison plus accentuée que l'an dernier; cependant, pas de chômeurs chez les *tailleurs d'habits*. Ralentissement du travail chez les *ébénistes*, morte-saison plus accentuée que l'an dernier; on estime qu'un peu plus du quart des syndiqués sont atteints par le chômage; le nombre des grands ateliers a diminué, celui des petits patrons a augmenté. A Montpellier, 9 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*, pas de signalés chez ceux de Béziers.

Ille-et-Vilaine. — Chez les *mineurs* de Bruz, pas de chômeurs et travail hebdomadaire variant de 48 heures, au fond, à 66 heures, à la surface. A Rennes, pas de chômeurs chez les ouvriers en *cuir*; travail sans activité chez les ouvriers de la *sellerie* et de la *confection militaire*. Chez les *chapelières*, reprise du travail depuis le mois dernier et pas de chômeurs, 8 p. o/o chez les *plâtriers* de Fougères.

Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs chez les *typographes*; de même chez les ouvriers des *cuirs et peaux* de Chinault-Issoudun. A Châteauroux, ouvrage plus abondant que l'an dernier; journée augmentée d'une heure pour 150 ouvriers, qui font 84 heures par semaine. Chez les ouvriers du *bâtiment*, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers; journée de 11 heures et 11 p. o/o de chômeurs; même durée du travail chez ceux d'Issoudun, qui sont plus occupés que l'an dernier.

Indre-et-Loire. — A Tours, chez les *mouleurs*, travail toujours actif. Chez les ouvriers du *bâtiment* de Châteaurenault, qui comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage, ouvrage moins abondant que le mois dernier.

Isère. — Les *carriers* de Bouvesse comptent un cinquième des leurs en chômage. A Grenoble, un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Travail toujours actif, plus abondant que l'an dernier chez les *gantiers* de Gières. Chez les *imprimeurs sur étoffes* de Jallieu, morte saison, la durée du travail a été réduite parfois à 25 heures par semaine chez les *tailleurs de pierre* de Parmillieu. Pas de chômeurs à Grenoble. Ouvrage moins abon-

dant que l'an dernier, travail 60 heures par semaine et taux des salaires en baisse chez les *maçons terrassiers* qui comptent un cinquième des leurs en chômage.

Jura. — La fin du travail dans les vignobles et la fin des moissons a laissé un grand nombre d'ouvriers inoccupés chez les ouvriers *agriculteurs* des Rochettes, Lons-le-Saunier; le manque de travaux de constructions qui permettait l'an dernier d'ocuper les chômeurs rend la situation plus mauvaise que l'an dernier. Chez les *typographes* de Dôle tous sont occupés. Chez les *plâtriers* de Lons-le-Saunier, travail 72 heures par semaine. A Dôle, baisse sur le pain, 0 fr. 05 par kilogramme qui se vend 0 fr. 25.

Loir-et-Cher. — A Vendôme, travail abondant et pas de chômeurs chez les ouvriers sur *métaux*; 16 p. 0/0 chez les ouvriers du *bâtiment* de Blois.

Loire. — Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Roche-la-Molière et chez ceux de Saint-Jean-Bonnefonds. A Saint-Étienne, un peu plus de 3 p. 0/0 de chômeurs chez les *imprimeurs-graveurs*. Chez les *tisseurs* (*corporation*), morte-saison plus accentuée que l'an dernier et 13 p. 0/0 de chômeurs. Chez les *chefs d'ateliers tisseurs*, reprise du travail dans quelques ateliers de spécialité où le gain hebdomadaire a augmenté d'un cinquième depuis le mois dernier, on compte 7 p. 0/0 de chômeurs dans l'ensemble. Pas de signalés chez les *tisseurs* de Jarnosse, de la Cergue, chez lesquels le gain hebdomadaire a augmenté de 4 à 8 p. 0/0 suivant les maisons. 1 p. 0/0 de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *tisseurs* de La Gresles. 15 p. 0/0 et ouvrage moins abondant que l'an et le mois derniers chez ceux de Saint-Genest. 12 p. 0/0 chez les *passementiers* de la Fouillouse. A Saint-Étienne, chez les *chefs d'ateliers rubaniers*, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, on estime que la moitié des métiers ont suspendu leur travail par suite de la morte-saison, sauf dans le ruban velours qui est bien alimenté de commandes.

Travail de 60 à 72 heures par semaine chez les *métallurgistes* de Saint-Chamond. Travail, 60 heures par semaine et 2 p. 0/0 de chômeurs chez les ouvriers en *limes* de Chambon-Feu-gerolles. A Saint-Étienne, pas de chômeurs chez les *maçons*. A Roanne, ouvrage plus abondant que l'an dernier et journée de 10 heures chez les *potiers tourneurs*. A Saint-Étienne, chez les *employés de fabriques*, pas de chômeurs, la plupart sont occupés dans leurs bureaux, la saison des rubans n'étant pas encore commencée et deux tiers des métiers étant inactifs; ce n'est qu'au moment des commandes que les employés de fabriques doivent faire la répartition des commissions dans les ateliers des petits patrons et surveiller l'exécution; chez les ouvriers rubaniers, le gain journalier varie de 1 fr. 50 à 1 fr. 25 par jour. A Saint-Étienne, baisse sur le pain, 0 fr. 02 par kilogramme qui se vend 0 fr. 35.

Haute-Loire. — Au Puy, travail toujours actif chez les *typographes*, 10 p. 0/0 de chômeurs chez les *chefs d'ateliers rubaniers* de Saint-Didier-la-Séauve. Au Puy, journée de 11 heures chez les *menuisiers*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 6 p. 0/0 de chômeurs chez les *relieurs papetiers* qui sont plus occupés que l'an dernier, malgré la morte-saison annuelle. Chez les *typographes*, un peu plus de 3 p. 0/0 de chômeurs. Pas de chômeurs et journée de 11 heures chez les *menuisiers*. De même chez les *granitiers*, pas de chômeurs.

Lot. — Pas de chômeurs chez les *tanneurs corroyeurs* de Souillac.

Lot-et-Garonne. — Chez les ouvriers sur *métaux* de Villeneuve-sur-Lot, pas de chômeurs. A Agen, pas de chômeurs, ouvrage moins abondant que l'an dernier et journée de 10 heures chez les *peintres*.

Maine-et-Loir. — A Angers, chez les *boulangers*, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que le mois dernier, 3 p. 0/0 de chômeurs chez ceux de Cholet. A Angers, pas de chômeurs et travail 65 heures par semaine chez les ouvriers de l'*industrie textile*. Chez ceux de Geste, travail moins abondant que l'an dernier, cependant pas de chômeurs. 2 p. 0/0 et même situation chez ceux de la Tessoualle; ceux de Saint-Philibert estiment qu'un grand nombre des leurs manquent de commandes. A Angers, chez les *galochiers*, ouvrage moins abondant que

l'an dernier, le temps sec et le manque de froid cet hiver ayant contrarié la vente. A **Cholet**, les ouvriers du *bâtiment* comptent un tiers des leurs en chômage, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et journée de 11 heures, l'augmentation des prix demandés par les entrepreneurs retarde la remise de nouvelles commandes. A **Angers**, les *garçons limonadiers* comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage; 8 p. o/o chez les *coiffeurs*.

Manche. — Chez les ouvriers *métallurgistes* de Cherbourg, ralentissement de travail dans une maison, dans une autre on fait la journée de 14 heures.

Marne. — A Reims, chez les *imprimeurs*, qui sont moins occupés que l'an dernier, 1 p. o/o de chômeurs; pas de signalés chez les *typographes* de Châlons-sur-Marne. A Reims, 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie lainière*; dans les ateliers de *préparation* de la laine, on fait 3 jours par semaine; dans les *tissages*, on ne fait pas la semaine complète. Chez les *teinturiers*, 15 p. o/o de chômeurs, journée diminuée de 2 heures par 500 ouvriers, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, on fait 48 heures en moyenne par semaine. Travail 66 heures par semaine et 15 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*. Pas de signalés chez les *mouleurs* qui font 66 heures par semaine; de même pas de chômeurs et travail 72 heures par semaine chez les *maçons*.

A Reims, baisse sur le pain, 0 fr. 05 par 3 kilogrammes qui se rendent 0 fr. 85.

Mayenne. — A Laval, 11 p. o/o de chômeurs et ralentissement du travail depuis le mois dernier chez les *typographes*.

Meurthe-et-Moselle. — Chez les *mineurs* de Chavigny, travail toujours actif. A Nancy, la journée a repris sa durée habituelle de 10 heures l'an dernier, elle avait été réduite à 9 heures, par suite de la morte-saison plus accentuée que l'an dernier, cependant pas de chômeurs chez les *tailleurs d'habits*; de même pas de chômeurs chez les *chapeliers*. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *menuisiers*. Pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*; de même chez les *métallurgistes*. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*, 7 p. o/o chez les *coiffeurs*.

Meuse. — Travail toujours actif chez les *carriers* de Lérouvillle.

Morbihan. — A Lorient, les *galochiers* comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage, le manque de froid de l'hiver dernier et la sécheresse de l'été ont contrarié la vente. Les *ferblantiers-boîtiers* de Larmor-Lorient sont tous occupés, ils font 56 heures par semaine. A Lorient, l'amélioration signalée chez les ouvriers du *bâtiment* se maintient.

Nièvre. — Travail toujours actif chez les *bûcherons-agriculteurs* de Corvol, la Chapelle-Saint-André, Menou. A Nevers, chez les *maçons*, journée de 11 heures et pas de chômeurs; de même chez les *tailleurs de pierre* et chez les *plâtriers-peintres*. Chez les *couvreurs*, 11 p. o/o de chômeurs, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et journée de 11 heures. Pas de chômeurs chez les *potiers-tourneurs* de Hyennès.

Nord. — A Lille, 6 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier. Même situation et pas de chômeurs chez les *pâtisseries*. De même chez les *relicars-papetiers* malgré la morte-saison annuelle. 19 p. o/o de chômeurs chez les *lithographes*. Un peu plus de 2 p. o/o et ralentissement du travail pendant les vacances chez les *typographes*. 2 p. o/o de chômeurs et travail 60 heures par semaine chez les *typographes* de Donai; pas de signalés chez ceux de Cambrai. Chez les *tisserands* d'Haspres, l'amélioration signalée se maintient. Pas de chômeurs chez ceux d'Houplines et d'Avesnes; chez ces derniers, les travaux des champs ont permis d'occuper une partie des ouvriers qui manquaient de commandes. Les *imprimeurs sur tissus* de Marly sont tous occupés. Chez les *tullistes* de Caudry, 15 p. o/o de chômeurs, reprise du travail depuis le mois dernier, la plupart des ouvriers font de 35 à 40 heures par semaine, environ 80 dans plusieurs ateliers ont une durée de travail supérieure de quelques heures par semaine.

Chez les *charpentiers* de Saint-Amaud, travail 72 heures par semaine, tous les syndiqués

sont occupés; de même chez ceux d'Armentières et chez les *tonneurs en bois* de Felleries qui font 72 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les *mouleurs* d'Hautmont et chez les *métallurgistes* de Maubeuge et Denain. De même à Lille, chez les ouvriers de l'industrie des *métaux*, le travail reprend dans les petits établissements, il est toujours actif dans les grands. 3 p. o/o de chômeurs chez les *marbriers* en cheminées de Cousolre qui font 66 heures par semaine; par suite d'une grève de *marbriers* dans un important atelier, les *polisseurs* sont inoccupés. Travail 69 heures par semaine chez les *marbriers* de Dunkerque qui comptent un peu plus d'un cinquième des leurs en chômage. Pas de signalés chez les *peintres* d'Armentières.

Oise. — 2 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers des *scieries mécaniques*. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *brossiers* de Saint-Sauveur qui estiment qu'un peu plus du tiers des leurs manquent de commandes. Un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *comptables* de Beauvais.

Orne. — A Alençon, le ralentissement du travail déjà signalé chez les *travailleurs du livre* se maintient, cependant pas de chômeurs. 4 p. o/o chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière* de Flers. A Alençon, pas de chômeurs et travail 62 heures par semaine chez les *charpentiers*. Journée de 11 heures et pas de chômeurs chez les *menuisiers*.

Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers, et travail de 60 à 70 heures chez les *typographes*. De même à Boulogne-sur-Mer, chez les *travailleurs du livre*. Chez les *cordonniers-tanneurs*, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, 4 p. o/o de chômeurs et journée diminuée d'une heure pour 150 ouvriers, les commandes d'hiver font défaut. A Calais, les *perceurs de carton* comptent un tiers des leurs sans commandes, l'ouvrage est tenu pour moins abondant que l'an et que le mois derniers. A Boulogne-sur-Mer, la journée est diminuée d'une heure pour 30 ouvriers, tous les *syndiqués* sont occupés. De même pas de chômeurs chez les *tonneliers*. De même chez les *ouvrières des fabriques de plumes métalliques*, qui font 60 heures par semaine. A Calais, même durée du travail et pas de chômeurs chez les ouvriers en *métal* et *chouffeurs*.

Puy-de-Dôme. — CLERMONT-FERRAND. — 5 p. o/o de chômeurs et journée de 11 heures chez les *carrossiers*. Chez les *confiseurs*, quelques maisons ont assez bien travaillé; en général, le travail a été moins actif que l'an dernier, les gélées ayant enlevé une grande partie des fruits. Dans les usines de *caoutchouc*, travail irrégulier, on a mis de temps à autre à pied une partie du personnel. La saison *sucrière* n'a pas encore repris. — COUTEL.

A Clermont-Ferrand, ralentissement du travail et 16 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *sur métaux*.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, placement plus facile que l'an dernier chez les *boulangers*, qui comptent 3 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *métallurgistes* de Boucau.

A Pau, travail toujours actif chez les *maçons*, *tailleurs de pierre*. Pas de chômeurs chez les *peintres*; de même chez les *plâtriers*. De même chez les *garçons bouchers* de Bayonne.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, les *typographes* sont tous occupés. De même chez les *menuisiers* et chez les *ébénistes*, chez lesquels le travail a été plus abondant que l'an dernier. De même, pas de chômeurs chez les *peintres*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, travail moins abondant que le mois dernier chez les *typographes*, plusieurs ouvriers ne font pas la semaine, c'est la morte-saison. Ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et pas de chômeurs chez les *ébénistes*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *tonneliers*, le travail tend à reprendre depuis le mois dernier. Chez les *charrons-forgerons*, l'amélioration signalée se maintient. Chez les *maçons-plâtriers*, beaucoup d'ouvriers sont occupés à la campagne, le salaire tend à diminuer.

Haut-Rhin. — A Belfort, pas de chômeurs chez les *menuisiers*.

Rhône. — A Lyon, pas de chômeurs chez les *cartonniers*. Un peu plus de 1 p. o/o chez les *typographes*, 4 p. o/o chez les *imprimeurs-conducteurs typographes*, 5 p. o/o chez les *transporteurs-lithographes*, chez lesquels le travail tend à reprendre. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et travail 40 heures par semaine chez les *tanneurs-corroyeurs*. Chez les *tisseurs* de Grandris, 10 p. o/o de chômeurs, une maison nouvelle vient de se fonder, elle a adopté le tarif ouvrier; dans les *tissages mécaniques*, journée de 11 heures. A Lyon, les *tullistes à la chaîne* comptent moitié des leurs en chômage. Chez les *chenilleux*, tous sont occupés, travail plus abondant que l'an dernier, sauf dans quelques maisons où il est ralenti. Chez les *ouvriers et ouvrières en confections*, pas de chômeurs et journée de 11 heures. Journée de 10 heures et de même pas de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*. Les *souleurs-chapeliers*, qui sont moins occupés que l'an dernier, comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage. Travail toujours actif chez les *chapeliers* de Grigny.

A Lyon, chez les *charpentiers*, travail 65 heures par semaine. 60 heures chez les *maréchaux-ferrants*, qui sont tous occupés; de même, pas de chômeurs chez les *litiers en fer*. De même chez les *orfèvres*, qui font 60 heures par semaine. Petit courant de commandes chez les *graveurs pour impressions sur étoffes*. Chez les *sculpteurs-mouluriers*, journée de 10 heures et pas de chômeurs. Les *tailleurs de pierre* comptent un peu moins de 8 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *terrasiers-puisatiers*, qui sont plus occupés que le mois dernier avec des salaires tendant à hausser. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *voituriers*, par suite de l'emploi plus fréquent de la traction mécanique. 4 p. o/o de chômeurs chez les *garçons de peine*. 3 p. o/o chez les *employés de commerce*, quelques magasins de moyenne importance viennent d'être ouverts. 15 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Haute-Saône. — Chez les ouvriers sur *métaux* de Plancher-les-Mines, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs.

Saône-et-Loire. — Chez les *chapeliers* de Louhans, ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier, les ouvriers à la journée font 55 heures environ par semaine, ceux aux pièces environ 45 heures, cependant pas de chômeurs parmi les syndiqués. Travail toujours actif chez les *ébénistes* d'Autun, qui font 66 heures par semaine.

Sarthe. — Au Mans, chez les ouvriers en *chaussures*, morte-saison, cependant pas de chômage chez les syndiqués. De même chez les ouvrières de l'*habillement* de Saint-Calais. De même au Mans, chez les *menuisiers*. Pas de chômeurs chez les *galochiers* de la Flèche. Au Mans, 8 p. o/o chez les *plâtriers*.

Savoie. — A Chambéry, 16 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *charpentiers*, la journée est augmentée d'une heure pour 27 ouvriers. Pas de chômeurs signalés et journée variant de 11 à 12 heures chez les *scieurs de long*. Pas de chômeurs, journée de 10 heures et travail tendant à ralentir avec la fin des constructions nouvelles chez les *menuisiers*. Chez les *tailleurs de pierre*, le chômage se maintient.

Haute-Savoie. — Pas de chômeurs chez les *carriers* de Thollon. A Annecy, ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *typographes*. Journée de 10 heures et pas de chômeurs chez les *menuisiers-charpentiers*. De même chez les *tailleurs de pierre* chez lesquels les salaires tendent à diminuer. Chez les *bateliers-carriers* de Meillerie, pas de chômeurs.

Seine. — L'amélioration signalée chez les *boulangers* du XIII^e s'est maintenue, on compte 3 p. o/o de chômeurs. Ralentissement du placement depuis le mois dernier, chez les *travailleurs de la boulangerie* et chez les adhérents au syndicat mixte. Chez les *boulangers* de Saint-Denis, 11 p. o/o de chômeurs de même chez les *biscuitiers*. 6 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs*.

15 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *cartonnage*, qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers et font de 45 à 50 heures. 3 p. o/o de chômeurs chez les *conducteurs-typographes*, 4 p. o/o et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *imprimeurs-lithographes*. 12 p. o/o chez les *margeurs-pointeurs*. 2 p. o/o chez les ouvriers du *livre* (*typographes*). 5 p. o/o chez les *dessinateurs*, *graveurs lithographes*.

Chez les *corroyeurs* dits du *cuir noir*, ralentissement du travail depuis le mois dernier.

Pleine morte-saison chez les *cordonniers*. Travail toujours actif chez les *gantiers*. Chez les *garniers* l'ouvrage se maintient plus abondant que l'an dernier, mais moins que le mois dernier. Chez les *selliers-harnacheurs*, morte-saison plus accentuée que l'an dernier, et 10 p. o/o de chômeurs; on a renvoyé les ouvriers embauchés pour la saison. Pas de chômeurs chez les *souffletiers*.

Chez les *façonniers-passementiers à la barre*, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers. Même situation et 5 p. o/o de chômeurs chez les *casquettiers*. Pas de signalés et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *coupeurs-chemisiers*. Pleine morte-saison chez les *tailleurs (solidarité)* qui font de 35 à 40 heures par semaine. 5 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs* qui sont aussi en morte-saison. Saison d'été meilleure que l'an dernier chez les *teinturiers-dégraisseurs* qui sont tous occupés, le placement en province ayant été plus facile. Chez les *ouvriers en chapeaux de soie*, ouvrage moins abondant que l'an dernier et 4 p. o/o de chômeurs.

Chez les *layetiers-emballleurs*, journée de 10 heures et heures supplémentaires dans certains ateliers, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et pas de chômeurs. Chez les *mouliniers-finisseries*, pas de chômeurs. De même chez les *peintres en voiture* qui font 72 heures par semaine, on fait souvent des heures supplémentaires, les offres de places en province sont nombreuses.

1 p. o/o de chômeurs chez les *chefs de service et contremaîtres métallurgistes*. 2 p. o/o de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an dernier et journée variant de 10 à 12 heures chez les *chauffeurs-conducteurs mécaniciens*. Un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en instruments de précision; pas de signalés chez les *lanterniers pour voitures*, accalmie du travail dans certaines maisons. Reprise du travail depuis le mois dernier et un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *électriciens* qui font la journée de 10 heures. Les *graveurs pour impressions sur étoffes* de Saint-Denis comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage.

3 p. o/o de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *sculpteurs de bâtiments*. Travail 60 à 70 heures par semaine et 1 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre et maçons*. Chez les *maçons-tailleurs de pierre* d'Issy, ouvrage plus abondant que l'an dernier, travail 76 heures par semaine et pas de chômeurs. Les *peintres (Union)* estiment que le travail est moins abondant que le mois dernier. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs, travail de 50 à 60 heures par semaine, ouvrage moins abondant que le mois dernier et journée diminuée de une heure (20 ouvriers) chez les *opticiens*.

8 p. o/o de chômeurs chez les *comptables*; un peu moins de 6 p. o/o chez les *garçons-restaurateurs (Renaissance)*. 10 p. o/o et placement plus facile que l'an dernier chez les ouvriers *limonadiers (Espérance)*; chez les *limonadiers-restaurateurs* le travail se maintient. Chez les *coiffeurs*, 4 p. o/o de chômeurs. Placement facile chez les élèves en pharmacie. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *professeurs de l'enseignement libre*.

Seine-Inférieure. — Les ouvriers de l'industrie lainière d'Elbeuf estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage, la journée est augmentée de 2 heures pour 250 ouvriers. Au Havre, chez les *voiliers*, pleine morte-saison par suite du manque d'arrivages. Les *charrons* estiment qu'un grand nombre des leurs sont atteints par le chômage. A Rouen, pas de signalés chez les *mouleurs en fonte*, de même au Havre chez les *fondeurs*. A Rouen, les salaires tendent à baisser chez les *constructeurs-mécaniciens*. Au Havre, les *journaliers du port* estiment que, par suite du manque d'arrivages, le chômage atteint trois quarts des leurs, la morte-saison est plus accentuée que l'an dernier. A Rouen, ouvrage plus abondant que l'an dernier et 6 p. o/o de chômeurs chez des *maîtres d'hôtels et garçons restaurateurs*. A Elbeuf, hausse sur les légumes.

Seine-et-Marne. — Pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* de Château-Landon.

Seine-et-Oise. — Chez les *carriers* de Cernay-la-Ville, l'activité se maintient. De même, à Étampes, chez les *travailleurs du livre*. Chez les *mouleurs*, pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et travail 66 heures par semaine; de même chez ceux de Poissy. A Versailles, chez les *maçons-tailleurs de pierre*, travail de 66 à 72 heures par semaine et 1 p. o/o de chômeurs. Travail satisfaisant chez les *peintres*.

Deux-Sèvres. — A Niort, 10 p. o/o de chômeurs et journée de 11 heures chez les *tailleurs de pierre*. Chez les ouvriers du *bâtiment* de Bressuire, 5 p. o/o de chômeurs, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et journée de 12 heures.

A Niort, baisse sur le pain de 0 fr. 05 par 2 kilogrammes qui se vendent 0 fr. 60.

Somme. — A Amiens, ralentissement du travail chez les *typographes*. Travail 3 jours par semaine chez les *corroyeurs*. Reprise du travail chez les *galochiers*, ouvriers en *chaussures* (coupeurs et piqueuses). Chez les *teinturiers*, situation stationnaire, journée de 11 heures. Travail toujours actif chez les *métallurgistes* d'Albert. A Amiens, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et 18 p. o/o de chômeurs chez les *seruriers*. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *couvreurs* qui font 64 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les *commis aux écritures*.

Tarn. — A Albi, reprise du travail moins accentuée que l'an dernier chez les *chapeliers appropriés*.

Tarn-et-Garonne. — Morte-saison, cependant pas de chômeurs chez les ouvriers en *chapeaux de paille* de Sept-Fonds.

Var. — BOURSE DU TRAVAIL DE TOULON. — L'amélioration signalée chez les *portefaix du marché* continue, tous sont occupés. Travail moins abondant que le mois dernier chez les *menuisiers* qui comptent un grand nombre des leurs en chômage. La *pêche* a été plus active que le mois dernier, cependant les prix de vente sont restés les mêmes. Chez les *machinistes de théâtre*, le gain journalier habituel est comme le mois dernier diminué de 0 fr. 25. On demande des ouvrières *perleuses*. Les *boulangers* comptent 8 p. o/o des leurs en chômage. Prix du kilogramme de pain : 0 fr. 40; pas de changement pour le charbon et les légumes.

DONIA.

A Toulon, ralentissement du travail chez les *cordonniers*. Pas de chômeurs chez les *voiliers*.

Vaucluse. — A Avignon, travail abondant et pas de chômeurs chez les *typographes*. De même chez les ouvriers en *chaussures* et chez les *tailleurs d'habits*, le gain varie de 3 fr. 50 à 4 francs chez les ouvriers travaillant sur mesure et 2 à 3 francs pour les ouvriers en *confections*. Chez les ouvriers de l'industrie *balaitière* de Caderousse, situation toujours difficile, on estime que le chômage atteint un peu plus du tiers des leurs. A Avignon, travail toujours actif chez les ouvriers sur *métaux*. Ouvrage plus abondant que le mois dernier, journée de 10 heures et pas de chômeurs chez les *peintres*.

Vendée. — Chez les *marins-pêcheurs* des Sables-d'Olonne, la pêche du thon a été plus mauvaise que l'an dernier, celle de la sardine a été aussi peu satisfaisante; cependant, par suite des achats des fabricants de conserves, les prix de vente ont été fermes et ont amélioré la situation; la pêche au chalut a été aussi peu fructueuse. Chez les *mineurs* de Faymoreau, travail toujours actif, le taux des salaires tend à diminuer pour partie des ouvriers, diminution variant de 30 à 40 centimes par jour. A La Roche-sur-Yon, ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier chez les *relieurs*, activité normale chez les *typographes*, 9 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands* des Épesses; 10 p. o/o chez ceux d'Évrunes; chez ceux de Saint-Laurent, les prix de façon sont descendus jusqu'à 0 fr. 60 par douzaine de mouchoirs; journée de 13 heures chez ceux de la Verrerie. A La Roche-sur-Yon, les ouvriers du *bâtiment* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage.

Vienne. — A Poitiers, 5 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs*. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *tailleurs*. Chez les *métallurgistes* de Ceron travail actif.

A Poitiers, baisse sur le pain, 0 fr. 05 par 2 kilogrammes.

Haute-Vienne. — A Limoges, 5 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; même chômage chez les *typographes*. Pas de signalés et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*. Les *peintres sur porcelaine* comptent moitié des leurs atteints par le chômage; travail abondant chez les *fleurs*. Pas de chômeurs chez les *employés de com-*

merce, qui à la suite d'une entente avec les patrons cessent leur travail les dimanches et jours de fêtes après midi.

Vosges. — A Moussey, pas de chômeurs chez les *filateurs* et *tisseurs*.

Yonne. — A Auxerre, travail toujours actif chez les *typographes*. 6 p. o/o de chômeurs chez ceux de Sens. A Auxerre, travail toujours actif chez les *charpentiers de marine*, de même chez les ouvriers *métallurgistes*.

Algérie. — A Alger, les *cuisiniers* comptent un peu plus du tiers des leurs sans places à demeure par suite du chômage d'été et de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. Pas de chômeurs et travail 75 heures par semaine chez les *tonneliers*. A Constantine, chez les *tailleurs de pierre*, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et pas de chômeurs. De même chez les *coiffeurs* de Bône.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois d'août 1899, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Côte-d'Or [12 février 1899]. — Chambre syndicale des entrepreneurs en bâtiment et de travaux publics de Dijon (96 membres). Siège social : rue Jeannin, à Dijon.

Gironde [24 avril 1899]. — Syndicat professionnel des scieurs mécaniques, fabricants de caisses et marchands de bois de Bordeaux et du Sud-Ouest (91 membres). Siège social : à l'Athénée, rue des Trois-Conils, à Bordeaux.

Indre-et-Loire [10 juillet 1899]. — Syndicat des entrepreneurs de maçonnerie de la ville de Tours et des environs (35 membres). Siège social : café de l'Univers, place du Palais-de-Justice, à Tours.

Lot [3 juillet 1899]. Syndicat médical du Lot (53 membres). Siège social : Hôtel de Ville de Cahors.

Lot-et-Garonne [14 avril 1899]. — Syndicat des pharmaciens de Lot-et-Garonne (48 membres). Siège social : Agen.

Nord [1^{er} juillet 1899]. — Syndicat des marbriers du Nord contre les accidents du travail (membres). Siège social : Cousorle.

[3 mai 1899]. Union professionnelle des marchands de fer du Nord et du Pas-de-Calais (57 membres). Siège social : boulevard des Écoles, n° 42, à Marseille.

Seine-et-Marne [27 décembre 1892]. — Syndicat de la boulangerie de Lagny et des environs (18 membres). Siège social : Lagny.

Tarn [30 mai 1899]. — Syndicat des patrons jardiniers de Castres (50 membres). Siège social : Hôtel de Ville de Castres.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ain [22 juillet 1899]. — Syndicat professionnel des ouvriers et ouvrières de filatures et carderies de Tenay et d'Argis (900 membres). Siège social : Tenay.

Alpes-Maritimes [4 décembre 1894, réorganisé le 2 mai 1898]. — Syndicat des ouvriers jardi

diniers, agricoles et horticoles du canton de Cannes et de l'arrondissement de Grasse (44 membres).
Siège social : rue Borniol, n° 20, à Cannes.

Ardèche [18 juin 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers bûcherons et travaux similaires de Grossouvre (25 membres). Siège social : Grossouvre.

Aude [26 juillet 1899]. — Syndicat de la presse locale et régionale de Carcassonne (12 membres).
Siège social : café de la Bourse, rue des Halles, à Carcassonne.

Territoire de Belfort [29 juin 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers maçons et métiers similaires (50 membres). Siège social : mairie de Belfort.

Bouches-du-Rhône [20 juillet 1899]. — Chambre syndicale des hommes de peine aixois sans distinction de nationalité (25 membres). Siège social : cours Sextius, n° 34, à Aix.

Corrèze [16 juin 1899]. — Syndicat des ouvriers coiffeurs de Tulle (22 membres). Siège social : Hôtel de Ville de Tulle.

[27 juin 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers cordonniers sur mesure de la ville de Tulle (membres). Siège social : Hôtel de Ville de Tulle.

Drôme [22 juin 1899]. — Syndicat des ouvriers boulangers de la ville de Valence (23 membres).
Siège social : place des Clercs, n° 3, à Valence.

Loire [1^{er} août 1898]. — Syndicat professionnel des tisseurs de Saint-Rambert (60 membres).
Siège social : salle des écoles, à Saint-Rambert.

Maine-et-Loire [1^{er} juillet 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers scieurs, découpeurs et mouluriers à la mécanique et parties similaires du département de Maine-et-Loire (208 membres).
Siège social : Bourse du travail, à Angers.

Manche [1^{er} juin 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers peintres et décorateurs de la ville de Cherbourg (120 membres). Siège social : rue des Portes, n° 18, à Cherbourg.

Nièvre [3 juillet 1899]. — Syndicat des ouvriers bûcherons, agricoles et travaux similaires du Morvan (20 membres). Siège social : Montaron.

Rhône [en juillet 1899]. — Syndicat professionnel de l'enseignement libre laïque de la région lyonnaise (15 membres). Siège social : rue d'Alsace, n° 7, à Lyon.

[En mars 1899]. — Syndicat national des tourneurs et moulurs en poterie et similaires de Lyon et de la région (30 membres). Siège social : Bourse du travail, à Lyon.

Saône-et-Loire [27 juillet 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers du Creusot (35 membres). Siège social : route de Couches, n° 21, le Creusot.

Seine-Inférieure [8 juillet 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers maréchaux ferrants du Havre (60 membres). Siège social : Bourse du travail, au Havre.

[16 juin 1899]. — Chambre syndicale des manœuvres et hommes de peine de toutes corporations du Havre (117 membres). Siège social : Bourse du travail, au Havre.

Haute-Garonne [25 juillet 1899]. — Syndicat des ouvriers plâtriers de Toulouse (15 membres).
Siège social : Bourse du travail, à Toulouse.

3° SYNDICATS MIXTES.

Loire [1^{er} octobre 1898]. — Chambre syndicale mixte des passementiers de Saint-Jean-de-Bonne-fons (60 membres). Siège social : à Saint-Jean-de-Bonnefons.

4° SYNDICATS AGRICOLES.

Alpes-Maritimes [15 août 1898]. — Syndicat agricole de Saint-Sauveur (29 membres). Siège social : mairie de Saint-Sauveur.

[10 juillet 1898]. — Syndicat agricole de Puget-Théniers (55 membres). Siège social : mairie de Puget-Théniers.

[1^{er} janvier 1895]. — Syndicat agricole de Saint-Jeannet (101 membres). Siège social : rue du Château, à Saint-Jeannet.

[30 septembre 1897]. — Syndicat agricole, viticole et horticole mouginois (380 membres). Siège social : château de La Peyrière, à Mougins.

[10 novembre 1895]. — Syndicat agricole à petits groupements (280 membres). Siège social : Bar-Saint-Loup.

[14 mars 1897]. — Syndicat cantonal d'agriculture (340 membres). Siège social : place Saint-François, à Sospel.

[24 mars 1895]. — Syndicat agricole et horticole de Vallauris et de l'arrondissement de Grasse (356 membres). Siège social : maison Charles Alexandre, rue des Rosiers, à Vallauris.

[9 mai 1895]. — Syndicat agricole et horticole de Cabbé-Roquebrune (132 membres). Siège social : chez M^{me} veuve Mauro, place de la Fontaine, à Cabbé-Roquebrune.

[30 mai 1898]. — Syndicat agricole de Moulinet (59 membres). Siège social : Moulinet.

[1^{er} février 1891]. — Syndicat agricole de Berre (109 membres). Siège social : quartier Saint-Sébastien, maison Barrajo, à Berre.

[27 août 1896]. — Syndicat agricole de Lucéram (154 membres). Siège social : Lucéram.

[9 mars 1890]. — Syndicat agricole et horticole du canton de Cagnes (1.078 membres). Siège social : rue Carnot, n° 16, à Cagnes.

[19 juillet 1898]. — Syndicat agricole de Malaussène (18 membres). Siège social : Malaussène.

[31 mai 1896]. — Syndicat agricole de Séranon (51 membres). Siège social : Séranon.

[14 juin 1898]. — Syndicat régional agricole de Menton (85 membres). Siège social : mairie de Menton.

[En juin 1898]. — Syndicat agricole de Villars (18 membres). Siège social : rue du Marché, à Villars.

[22 août 1898]. — Syndicat agricole de Clans (33 membres). Siège social : mairie de Clans.

[10 septembre 1898]. — Syndicat agricole de la Bolline-Valdeblorc (85 membres). Siège social : hameau de la Bolline.

[4 septembre 1898]. — Syndicat du progrès agricole de Clans (25 membres). Siège social : Clans.

Côte-d'Or [20 septembre 1896]. — Syndicat de l'Union des viticulteurs de Puligny-Montrachet (97 membres). Siège social : Puligny-Montrachet.

Manche [1^{er} avril 1899]. — «La Fraternelle de Saint-Malo-de-la-Lande», société d'assurance mutuelle contre la mortalité des bestiaux (105 membres). Siège social : Saint-Malo-de-la-Lande.

Marne [29 janvier 1899]. — Association viticole de Ludes (79 membres). Siège social : mairie de Ludes.

[23 juin 1899]. — Syndicat viticole antiphyllloxérique de Bouzy (150 membres). Siège social : mairie de Bouzy.

Hautes-Pyrénées [7 mai 1899]. — Syndicat agricole des vigneron des Pyrénées (3 membres). Siège social : Souyeaux.

Deux-Sèvres [28 février 1899]. — Syndicat d'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail de Couture-d'Argenson (68 membres). Siège social : Couture-d'Argenson.

Vienne [8 juin 1899]. — Syndicat d'industries agricoles de Ligugé (23 membres). Siège social : Ligugé.

5° UNIONS DE SYNDICATS.

Bouches-du-Rhône [8 juin 1899]. — Fédération des syndicats patronaux du commerce, de l'alimentation, de l'agriculture et de l'industrie de la commune de Marseille (12 chambres syndicales adhérentes). Siège social : brasserie du Chapitre, à Marseille.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour septembre et octobre 1899 :

ALAIS. — Guerre. — Aménagement d'un immeuble.....	145.000 ^f
ALBI. — Chemin de fer de Carmaux à Rodez (Maisons de garde)...	122.000
BOULOGNE-SUR-SEINE. — Travaux de viabilité et d'égouts.....	129.200
BOULOGNE-SUR-SEINE. — Travaux de pavage et d'égouts.....	108.500
CONSTANTINE. — Chemins de grande communication.....	500.000
DIEPPE. — Guerre. — Travaux d'extension de la caserne Duquesne..	115.000
LANGRES. — Construction d'un abattoir.....	173.000
MARSEILLE. — Construction d'un lazaret pour animaux.....	192.000
ORLÉANS : Route nationale, construction d'une annexe avec pont suspendu sur la Loire.....	400.000
PARIS. — Exposition. — Travaux de menuiserie, parquetage et dallage de divers palais.....	197.000
PARIS. — Exposition. — Travaux de fourniture en location et mise en place des cloisons.....	334.500
PARIS. — Exposition. — Travaux de fourniture en location et pose de vélums.....	873.500
PARIS. — Construction d'une nouvelle écluse au Port-à-l'Anglais....	1.230.000
PARIS. — Convertissement de pavage en pierres en pavage en bois dans diverses rues.....	155.000
PARIS. — Construction et mise en viabilité d'une rue.....	175.000
ROUEN. — Reconstruction d'une digue.....	320.000
VALENCE. — Amélioration du service des eaux.....	225.000

Résultats des adjudications précédentes

AUBERVILLERS. — Construction d'un marché couvert (146.000). — Adj. : *terrasse, maçonnerie* 24.000, Trouct, 14, rue de la Courneuve, 10,05; *canalisation, pavage* (42.000^f), Lainé, 12, rue Antoine Reynier à Paris, 27,50; *serrurerie, gros fer, quincaillerie* (50.500^f), non adjugé; *couverture plomberie* (14.700^f), P. Giraud, 33, rue de Poissy, à Paris, 10,50; *menuiserie* (7.450^f), Peltier, rue Desmontès, à Aubervilliers, 15; *peinture et vitrerie* (8.700^f), Dalheim, avenue de la République, à Aubervilliers, 28,20.

CHAUMONT. — Canal de la Marne à la Saône. — Adj. : *Terrassement et maçonnerie* de la partie comprise entre Heuilley-Cotton et Villegusien (2 070.000^f) : M. Carny (Léon), à Pont-Saint-Vincent, 26.

CHATELLERAULT. — Travaux sur chemins (3 lots). — Adj. : Caillault, à Saint-Martin-la-Rivière (174.000), 9; Tartarin, à Chauvigny (5.500^f), 19; Perrin, à Buxeuil (6.300^f), 17.

CLERMONT-FERRAND. — Organisation du champ de tir et du camp de Bourg-Lastic. — Adj. : *terrasse* (93.700^f), Ruchin, à Clermont-Ferrand, 18,50; *charpente* (35.000^f), Giraudon, à Clermont-Ferrand, 9.

MARSEILLE. — Approfondissement partiel à la cote du port de Bouc (540.000^f). — Adj. : Carmous et Margirier, à Marseille, 15.

NANCY. — Service du Génie : construction d'usines élévatoires et accessoires sur les territoires des communes de Chaligny et Maron; commune de Chaligny (88.500^f). — Adj. : Malterre, à Nancy (*prix du devis*); — commune de Maron (31.800^f). Adj. : Mathelin et Carnier, 26, rue Boursault, à Paris, 5,30.

PARIS. — Exposition. — Travaux de peinture et de treillages décoratifs de divers palais (199.800^f). — Adj. : *Palais de l'électricité*, Blanc, 4, rue du Commandant-Rivière, 22,20;

Palais des manufactures nationales. Adj. : *La Fraternelle*, 125, rue Oberkampf, 25,30.

Traillage décoratif. Adj. : Triestel, 9, rue Parmentier, à Asnières, 26.

PARIS. — Exposition : Travaux de charpente en bois et de parquetage du Palais des armées de terre et de mer (460.000^f). Adj. : MM. Poirier, Auvéty et Cie., 42, boulevard Vaugirard, 1.

PARIS. — Chemin de fer du Midi : Agrandissement de la Gare de Montauban (200.000^f) Adj. : Blanchard frères, à Colayrac, 10,60.

SAINT-BRIEUC. — Port de Pontrioux : construction d'un bassin à flot. — Adj. : maçonnerie, 442.000^f. Belleguy et Fonteix à Bléré (Indre-et-Loire), 15.

SABLES-D'OLONNE. — Réfection des risbermes (157.000^f). — Adj. : Nico, aux Sables-d'Olonne, 3.

LA TOUR-DU-PIN. — Construction d'égouts (141.000^f). — Adj. : Gallet père et fils, à Bourg, 20.

VERDUN. — Renforcement du fort d'Handranville (800.000^f) ; Adj. : Perrier, à Verdun sur le devis).

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant les six premiers mois de 1899 a été de 16.341.234 tonnes. Il était en 1898 de 15.317.560 pour la même période, soit une augmentation de 6,65 p. 0/0.

Les recettes des sept grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général, du 1^{er} janvier au 26 août 1899, ont été de 870.946.700 francs. Elles étaient à la même date, en 1898, de 846.242.900 francs, soit une augmentation de 2,9 p. 0/0.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les huit premiers mois de 1899 :

	VARIATIONS			
	1899.	1898.	en plus.	en moins.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	665.520.000	1.004.436.000	"	438.916.000
Matières nécessaires à l'industrie	1.709.062.000	1.599.606.000	109.396.000	"
Objets fabriqués.....	449.051.000	417.803.000	31.248.000	"
TOTAUX et balance....	2.823.633.000	3.121.905.000	140.644.000	438.916.000
Diminution en 1899 : 298.272.000				
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	402.198.000	422.245.000	"	20.047.000
Matières nécessaires à l'industrie	715.869.000	608.917.000	106.952.000	"
Objets fabriqués.....	1.276.221.000	1.136.126.000	140.095.000	"
Colis postaux.....	111.921.000	102.470.000	9.451.000	"
TOTAUX et balance....	2.506.200.000	2.269.758.000	236.442.000	20.047.000
Augmentation en 1899 : 236.451.000				

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sans indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	août 1899.	juill. 1899.	août. 1898.
Farine 12 marques, les 157 kilogrammes.....	42 ^f 65 ^c	43 ^f 00 ^c	70 ^f 00 ^c
Sucre brut, blanc n° 3, les 100 kilogrammes...	39 85	37 65	30 00
Alcool à 90°, l'hectolitre.....	47 25	45 50	49 20
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr..	51 85	51 00	53 75
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes..	49 25	50 00	40 35
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	38 50	37 50	37 50
Suif de la bouch ^e de Paris, les 100 kil. (en pains).	61 00	59 00	50 00
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette).	1 40	1 38	1 31
Veau, <i>idem.</i>	1 80	1 80	1 70
Mouton, <i>idem.</i>	1 80	1 85	1 61
Porc, <i>idem.</i>	1 45	1 52	1 41
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	38 50	37 75	41 00
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.....	191 00	190 00	133 50
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil.	56 57	54 50	50 00
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	26 00	25 00	"
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	201 00	202 50	141 50
Étain Banka, <i>idem.</i>	379 00	380 00	199 50
Plomb, <i>idem.</i>	42 00	42 00	37 25
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i>	"	"	55 50

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 août 1899 il a été déposé 103 demandes en autorisation de bâtir, dont 81 pour des constructions neuves. Pendant le mois d'août 1898, le nombre des demandes avait été de 127, dont 96 pour des constructions neuves.

Le prix du pain. — Évaluation officieuse du prix de revient du pain pour la première quinzaine de septembre 1899, calculée d'après la valeur des farines pendant la quinzaine précédente et les frais de panification :

Prix du quintal de farine.....	28 ^f 209
Frais de panification.....	12 223
TOTAL.....	40 432

Le rendement étant de 130 kilogrammes de pain par 100 kilogrammes de farine, le kilogramme de pain de première qualité revient à 0 fr. 3110 et le pain de 2 kilogrammes à 0 fr. 6220, soit à 0 fr. 62.

Bureaux de garantie. — Relevé des objets d'or et d'argent présentés à la marque ou à la vérification, tant pour la consommation en France que pour l'exportation, pendant les sept premiers mois de l'année 1899, dans les divers bureaux de garantie :

DÉSIGNATION.		POIDS TOTAL.			
		OR.		ARGENT.	
		1899.	1898.	1899.	1898.
		hectogr.	hectogr.	hectogr.	hectogr.
Fabrication nationale aux titres légaux.	Objets marqués des poinçons intérieurs.	47.637	43.240	597.850	553.799
	Sortie constatée des objets marqués pour l'exportation en crédit des droits non compris les montres au 4 ^e titre (1)	3.881	3.032	43.900	36.614
	Objets exportés avec remboursement des droits payés.	1.845	1.505	15.104	11.310
Objets importés de l'étranger avec paiement des droits de garantie.		7.383	6.023	53.671	47.798
Exportation des bijoux à tous titres n'ayant pas été soumis à la marque (loi du 15 janvier 1884).		831	600	650	205

(1) Du 1^{er} janvier au 31 mai 1899, il est sorti 349 montres en or au 4^e titre, pesant 35 hectogrammes, contre 281 montres et 30 hectogrammes en 1898.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois d'août.		Du 1 ^{er} janv. au 31 août.	
	1899.	1898.	1899.	1898.
Faillites.	118	160	912	1.056
Liquidations judiciaires.	11	9	101	127
Conversions de liquidations en faillites.	„	3	18	11

Les Monts-de-piété en France.

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉSIGNATION des VILLES OÙ SONT ÉTABLIS les monts-de piété.	ENGAGEMENTS.		RENOUVELLEMENTS.		DÉGAGEMENTS	
		ARTICLES.	SOMMES.	ARTICLES.	SOMMES.	ARTICLES.	SOMMES.
			francs.		francs.		francs.
1	Aix (Bouches-du-Rhône).....	210	6.970	121	4.041	176	5.
2	Alger.	5.631	120.472	2.383	89.715	4.444	108.
3	Angers.....	1.207	10.402	226	2.007	1.100	10.
4	Apt (Vaucluse).....	"	"	"	"	"	"
5	Arles.....	566	6.370	769	13.830	643	8.
6	Arras.....	2.388	8.579	555	2.875	2.567	9.
7	Avignon.....	1.569	33.414	276	9.421	1.374	23.
8	Beaucaire (Gard).....	155	3.159	18	602	172	3.
9	Beaunçon.....	1.568	15.879	1.127	16.375	1.443	14.
10	Bordeaux.....	17.667	246.905	12.220	267.455	13.434	201.
11	Boulogne-sur-Mer.....	3.124	31.382	713	12.182	3.239	29.
12	Brest.....	2.841	19.748	608	6.679	2.727	22.
13	Brignoles (Var).....	"	"	"	"	"	"
14	Calais.....	1.205	14.006	577	12.449	995	12.
15	Cambrai.....	608	4.077	28	1.075	524	3.
16	Carpentras.....	17	1.380	5	296	19	1.
17	Constantine.....	832	34.878	"	"	374	14.
18	Dijon.....	1.851	38.289	579	23.243	1.433	27.
19	Douai.....	1.301	5.631	"	"	1.036	4.
20	Dunkerque.....	3.980	29.624	348	6.099	3.393	26.
21	Grenoble.....	82	765	"	"	300	5.
22	Le Havre.....	5.849	62.653	3.461	50.418	5.156	59.
23	Lille.....	12.178	98.831	1.218	49.155	10.763	89.
24	Lille (Mazurel).....	603	4.919	234	4.813	582	5.
25	Limoges.....	1.551	12.370	596	9.303	1.097	9.
26	L'Isle (Vaucluse).....	14	851	14	469	11	"
27	Luncville.....	417	2.315	276	2.090	346	1.
28	Lyon... { Gages corporels.....	22.638	278.983	11.382	237.370	16.556	217.
	Valeurs mobilières...	230	57.115	"	"	142	36.
29	Marseille.....	13.204	230.270	6.504	151.523	9.312	187.
30	Nancy.....	"	"	"	"	"	"
31	Nantes.....	1.359	26.254	966	22.616	1.085	26.
32	Nice (œuvre de la Miséricorde).....	"	"	"	"	"	"
33	Nice.....	2.698	101.756	743	25.345	1.563	83.
34	Nîmes.....	1.649	33.155	1.518	48.655	1.359	34.
35	Oran.....	6.154	81.270	2.600	54.886	7.006	98.
36	Reims.....	4.420	53.013	342	10.916	4.415	49.
37	Roubaix.....	4.320	31.234	473	4.894	3.201	23.
38	Rouen.....	5.913	69.238	3.970	67.613	4.425	50.
39	Saint-Germain.....	723	10.010	940	17.699	669	10.
40	Saint-Quentin.....	1.755	18.172	793	9.818	1.687	17.
41	Tarascou.....	116	3.159	28	984	107	2.
42	Toulon.....	1.993	28.062	734	14.615	1.702	21.
43	Toulouse.....	7.806	176.061	4.665	146.103	5.222	128.
44	Valenciennes.....	2.786	15.300	102	4.117	2.490	14.
45	Versailles.....	1.708	33.719	5.308	147.599	7.640	143.
46	Paris (Gages corporels).....	110.119	2.811.012	53.517	1.656.988	84.833	2.829.
	Idem. (Valeurs mobilières).....	2.534	601.229	1.214	345.820	1.467	349.

Opérations du mois d'août 1899.

NUMÉROS D'ORDRE.	VENTES.		TOTAUX DES SORTIES par DÉGAGEMENTS ET VENTES.		RESTE EN MAGASIN LE 31 AOÛT.		IL Y AVAIT EN MAGASIN LE 31 JUILLET 1899 au soir.	
	ARTICLES.	SOMMES.	Articles.	Sommes.	Articles.	Sommes.	Articles.	Sommes.
		francs.		francs.		francs.		francs.
1	"	"	176	5.042	4.441	173.239	4.407	171.311
2	469	7.167	4.913	115.179	64.281	1.979.379	63.563	1.974.081
3	35	426	1.155	10.967	11.171	116.819	10.896	115.283
4	"	"	"	"	"	"	"	"
5	111	1.152	754	9.468	11.162	176.170	11.350	179.268
6	148	353	2.715	9.403	15.628	90.322	15.955	91.146
7	"	"	1.374	26.844	27.103	593.683	26.908	587.113
8	"	"	172	3.770	3.014	60.173	3.031	60.784
9	"	"	1.443	14.655	24.679	340.775	21.551	339.551
10	3.198	37.346	16.632	239.240	246.928	4.998.523	245.893	4.972.858
11	187	1.364	3.426	31.282	25.787	321.010	26.089	320.940
12	279	2.031	3.066	21.344	28.242	240.355	27.799	238.272
13	"	"	"	"	"	"	"	"
14	103	1.843	1.188	14.047	8.636	133.297	8.619	133.338
15	"	"	524	3.677	2.647	33.329	2.563	32.920
16	"	"	19	1.896	"	"	"	"
17	"	"	374	1.415	458	20.763	636	32.593
18	465	6.395	1.898	34.020	1.965	27.512	602	22.786
19	72	229	1.108	4.934	5.213	36.542	5.020	35.846
20	277	1.559	3.670	27.866	22.359	221.155	22.049	219.397
21	84	2.531	384	7.818	798	16.153	"	"
22	747	8.271	5.903	67.659	73.132	1.012.581	73.186	1.017.590
23	751	4.349	11.514	93.454	58.723	777.317	58.059	771.940
24	48	351	630	5.833	6.178	85.738	6.205	86.653
25	117	1.201	1.214	11.145	15.119	176.642	14.782	175.417
26	"	"	11	141	768	17.722	775	17.012
27	"	"	346	1.797	4.413	36.716	4.342	36.198
28	2.414	25.291	19.070	243.272	290.360	4.771.947	286.792	4.749.015
29	33	10.269	175	46.640	2.168	605.680	"	"
29	1.955	28.295	11.267	215.302	181.882	3.861.291	179.945	3.846.323
30	"	"	"	"	"	"	8.598	79.687
31	164	2.698	1.249	29.160	19.828	479.664	19.731	482.570
32	"	"	"	"	"	"	"	"
33	332	29.364	1.895	112.519	28.772	1.415.370	27.969	1.426.133
34	267	5.126	1.626	39.310	31.282	865.799	31.259	871.954
35	457	6.993	7.463	105.612	66.681	1.471.704	67.990	1.496.044
36	457	3.703	4.872	53.489	41.571	587.608	42.023	588.084
37	198	2.265	3.399	25.147	19.472	195.016	18.551	189.229
38	863	9.863	5.288	60.761	79.616	1.197.103	79.021	1.189.389
39	251	3.487	920	13.815	9.296	180.201	9.493	231.015
40	"	"	1.687	17.865	10.028	131.622	9.960	131.315
41	"	"	107	2.364	3.117	80.614	3.103	79.619
42	264	3.183	1.966	27.312	25.240	457.606	25.213	456.856
43	929	14.934	6.151	143.749	118.334	3.323.578	116.679	3.291.266
44	256	1.501	2.746	16.032	15.841	139.329	15.801	146.061
45	1.634	23.115	9.274	166.697	18.174	407.551	18.212	409.736
46	6.681	111.201	91.514	2.940.954	1.566.049	46.556.316	1.547.444	46.686.258
	348	101.645	1.815	451.039	22.506	6.032.058	21.787	5.881.868

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de juillet 1899.

Nombre des versements.....	260.392	
représentant une somme de.....		31.670.089 ^f
Nombre des remboursements.....	127.911	
représentant une somme de.....		27.383.449
Rentes achetées à 465 déposants pour un capital de.....		569.885
Excédent des versements sur les remboursements et achats de rentes.....		3.716.755
Nombre de comptes existant au 31 juillet 1899.....		3.257.489
— au 31 juillet 1898.....		3.038.622
AUGMENTATION.....		213.396

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois d'août 1899.

Dépôts de fonds.....	8.142.014 ^f	
Retraits de fonds.....	16.387.731	
Excédent des retraits.....	8.245.717	
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.....	1.620.470	

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de juillet 1899.

Nombre de versements reçus.....	176.404	
représentant une somme de.....		1.889.892 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....		1.466.355
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.....		1.231.141
Nouvelles rentes inscrites.....		84.100
Nombre de parties prenantes.....	1.308	
MONTANT TOTAL des rentes en cours.....		34.375.931
Nombre de titres.....	239.541	

C. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (AOÛT 1899).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	à de- meure.	en exi- ta.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Employés voyageurs et dessina- teurs.....	4	3	2	"
Allier.....	Moulins.....	Typographes.....	1	1	"	1
Ardèche.....	Perrières.....	Chapeliers-fouleurs.....	7	"	5	"
Aude.....	Carcassonne.....	Agriculteurs.....	10	"	"	"
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	"	"	3	6
Bouches-du-Rhône	Marseille.....	Imprimeurs lithographes.....	10	1	"	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	12	3	3	"
Id.....	Id.....	Peintres décorateurs.....	10	10	"	"
Charente-Inférieure	Rochefort.....	Menuisiers.....	2	1	"	1
Cher.....	Vallénay.....	Bûcherons.....	30	"	"	"
Corse.....	Ajaccio.....	Typographes.....	"	"	2	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Id.....	11	"	"	"
Dordogne.....	Périgueux.....	Menuisiers.....	4	"	"	4
Drôme.....	Valence.....	Typographes.....	3	3	"	3
Gard.....	Nîmes.....	Confiseurs pâtisseries.....	6	4	4	2
Haute-Garonne...	Toulouse.....	Union métallurgique.....	"	6	"	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Compagnons boulangers.....	9	11	8	15
Id.....	Id.....	Jardiniers.....	23	2	2	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	25	8	12	"
Id.....	Id.....	Charbons-forgerons.....	34	81	71	"
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	52	34	11	3
Hérault.....	Béziers.....	Cuisiniers.....	"	8	8	"
Id.....	Montpellier.....	Union lithographique.....	25	"	"	"
Id.....	Béziers.....	Taillieurs.....	25	"	"	"
Id.....	Montpellier.....	Coiffeurs.....	7	5	3	7
Id.....	Béziers.....	Id.....	5	11	2	3
Isère.....	Bouvesse.....	Carriers.....	25	"	"	"
Id.....	Grenoble.....	Cuisiniers.....	1	"	"	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	9	3	"	3
Landes.....	Dax.....	Employés de commerce.....	1	"	"	"
Loire-Inférieure..	Nantes.....	Relieurs papetiers.....	3	1	"	1
Id.....	Id.....	Menuisiers.....	"	10	"	"
Loire.....	Saint-Etienne.....	Imprimeurs-graveurs.....	3	"	"	"
Id.....	Id.....	Chefs d'ateliers tisseurs à la main.....	5	2	"	"
Maine-et-Loire...	Angers.....	Boulangers.....	28	17	17	123
Id.....	Cholet.....	Id.....	40	"	26	"
Id.....	La Tessoualle....	Prévoyance des tisserands à la main.....	2	"	"	"
Id.....	Angers.....	Garçons limonadiers.....	13	7	2	5
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	8	5	5	5
Mayenne.....	Laval.....	Typographes.....	5	"	"	2
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Taillieurs.....	6	"	2	"
Nord.....	Lille.....	Boulangers.....	"	"	33	100
Id.....	Id.....	Pâtisseries.....	42	30	30	9
Id.....	Id.....	Typographes.....	11	3	"	4
Orne.....	Alençon.....	Travailleurs du livre.....	"	"	"	1
Basses-Pyrénées...	Bayonne.....	Boulangers.....	6	5	5	1
Hautes-Pyrénées..	Tarbes.....	Ebénistes.....	1	"	2	"
Rhône.....	Lyon.....	Cartonniers.....	"	1	"	"
Id.....	Id.....	Imprimeurs-conducteurs.....	1	"	"	"
Id.....	Id.....	Tanneurs.....	56	"	"	"
Id.....	Id.....	Charpentiers.....	"	4	"	4
Id.....	Id.....	Union des employés de com- merce.....	40	15	13	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	52	25	24	18

SYNDICATS OUVRIERS. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'emp- ploi.	OFFRES d'emp- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Haute-Savoie....	Annecy.....	Mennisiers.....	"	2	"	"
Seine.....	Paris.....	Boulangers du XIII ^e arrondis- sement.....	28	35	9	19
Id.....	Id.....	Boulangers des Termes.....	25	20	"	"
Id.....	Saint-Denis.....	Boulangers.....	12	12	1	11
Id.....	Paris.....	Biscuitiers.....	32	14	"	6
Id.....	Id.....	Confiseurs.....	15	3	3	"
Id.....	Id.....	Cactonniers.....	25	8	"	3
Id.....	Id.....	Conducteurs typographes.....	"	"	1	3
Id.....	Id.....	Imprimeurs lithographes.....	81	71	58	13
Id.....	Id.....	Margeurs pointeurs.....	300	140	"	"
Id.....	Id.....	Typographes (rue de Savoie).....	4	8	3	2
Id.....	Id.....	Dessinateurs - écrivains - litho- graphes.....	11	9	3	9
Id.....	Id.....	Corroyeurs en cuir noir.....	22	8	3	5
Id.....	Id.....	Selliers harnacheurs.....	7	"	"	"
Id.....	Id.....	Coupeurs de poils.....	"	"	20	"
Id.....	Id.....	Passementiers à la barre.....	40	10	"	"
Id.....	Id.....	Chemisiers.....	14	15	5	6
Id.....	Id.....	Casquettiers.....	145	38	"	"
Id.....	Id.....	Solidarité des ouvriers tailleurs.....	69	2	"	2
Id.....	Id.....	Teinturiers dégraisseurs.....	45	110	30	15
Id.....	Id.....	Mennisiers (Layettiers).....	11	12	9	2
Id.....	Id.....	Charrons.....	36	47	"	"
Id.....	Id.....	Peintres en voitures.....	46	51	30	16
Id.....	Id.....	Union des chauffeurs - conduc- teurs-mécaniciens.....	25	20	16	4
Id.....	Id.....	Chauffeurs-conducteurs-mécani- ciens.....	28	25	20	3
Id.....	Id.....	Ferblantiers.....	31	17	20	"
Id.....	Id.....	Electriciens.....	6	5	2	3
Id.....	Id.....	Taillieurs de pierres.....	1	"	3	"
Id.....	Id.....	Opticiens.....	"	1	"	"
Id.....	Id.....	Union des comptables.....	24	25	9	5
Id.....	Id.....	La Renaissance, garçons restau- rateur s.....	163	163	4	183
Id.....	Id.....	L'Espérance des limonadiers.....	326	315	31	282
Id.....	Id.....	Ouvriers limonadiers.....	450	342	42	300
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	"	"	98	646
Id.....	Id.....	Elèves en pharmacie.....	912	6	5	"
Id.....	Id.....	Professeurs de l'enseignement libre.....	23	8	2	6
Seine-Inférieure..	Rouen.....	Maîtres d'hôtel.....	212	"	73	316
Somme.....	Amiens.....	Serruriers.....	"	"	"	"
Id.....	Id.....	Commis aux écritures.....	1	"	"	"
Vaucluse.....	Avignon.....	Métallurgistes.....	4	16	4	"
Haute-Vienne....	Limoges.....	Cuisiniers.....	4	2	2	25
Algérie.....	Alger.....	Cuisiniers pâtisseries.....	8	5	4	1

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (AOÛT).

(Les nécessités de la mise en pages ont fait placer le tableau D à la page 828.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Ardennes.....	Charleville.....	Employés de commerce.....	"	2	"	"
Loire-Inférieure...	Nantes.....	L'Union des maçons.....	35	22	"	22
Maine-et-Loire....	Angers.....	Société des maréchaux.....	10	35	10	"
Nièvre.....	Nevers.....	Employés de commerce.....	1	"	"	"
Nord.....	Cambrai.....	Voyageurs de commerce.....	1	3	1	"
Id.....	Valenciennes.....	Prévoyance des employés.....	"	1	"	"
Id.....	Id.....	Secrétariat du peuple.....	1	1	1	"
Id.....	Id.....	Anciens élèves de l'école.....	16	22	12	4
Seine.....	Paris.....	Société « la Couturière ».....	2	61	2	"
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs - ferran- niers.....	27	2	"	"
Id.....	Id.....	Charrons du devoir.....	30	55	35	"
Id.....	Id.....	Boucherie.....	"	215	81	18
Id.....	Id.....	Société des cuisiniers.....	285	325	"	720
Id.....	Id.....	Société « l'Étoile » (Garçons res- taurateurs).....	206	"	181	2.378
Id.....	Id.....	Union de la charcuterie.....	281	445	240	2
Id.....	Id.....	Employés d'hôtel.....	"	"	28	20
Id.....	Id.....	Union des employés du com- merce et de l'industrie.....	3	9	4	"
Id.....	Id.....	Employés architectes.....	13	5	"	1
Id.....	Id.....	Association des comptables.....	104	88	41	15
Id.....	Id.....	Voyageurs de commerce.....	"	30	"	"
Id.....	Id.....	Union Helvetia.....	196	115	83	13
Id.....	Id.....	Société suisse des commerçants.....	52	40	19	"
Id.....	Bagatelle.....	Assoc. nationale de prévoyance des jardiniers de France....	18	18	16	2
Seine-et-Oise....	Vésinet.....	La Prévoyance.....	2	1	1	"
Seine-Inférieure..	Le Havre.....	Coiffeurs.....	97	84	21	54
Id.....	Rouen.....	Association des secrétaires et employés de mairie.....	4	"	"	"
Id.....	Id.....	La Prévoyance des employés de commerce.....	4	3	2	1
Somme.....	Amiens.....	Voyageurs et représentants de commerce.....	"	3	1	"
Id.....	Id.....	Garçons de cafés et de restaurants.	101	250	53	196
Constantine....	Bataa.....	Association fraternelle des an- ciens militaires.....	2	1	1	"

V. — SOCIÉTÉS DIVERSES (AOÛT).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					demeure.	en extra.
Bouches-du-Rhône.	Marseille.....	Assistance par le travail.....	21	5	9	"
Id.....	Id.....	La Préservation.....	15	14	14	"
Charente-Inférie ^{re} .	Rochefort.....	Fourneau économique.....	5	"	3	2
Drôme.....	Die.....	Asile orphelinat.....	4	3	2	"
Eure-et-Loir.....	Courville.....	Assistance par le travail.....	"	"	6	19
Id.....	Mainvillers.....	Oeuvre de Saint-Jean.....	1	"	1	"
Gironde.....	Coubeyrac.....	Oeuvre de l'assistance.....	"	1	"	"
Id.....	Bordeaux.....	Maison du marin.....	170	111	57	"
Indre-et-Loire.....	Tours.....	Office des travailleurs.....	287	143	114	"
Haute-Loire.....	Le Puy.....	Maison des Filles.....	"	"	"	8
Loire.....	Nantes.....	Oeuvre du Sacré-Cœur.....	"	15	5	"
Id.....	Id.....	Maison du marin.....	86	65	"	"
Marne.....	La Chalmelle.	Colonie agricole.....	14	26	7	1
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Maison de Sainte-Marie.....	120	190	50	10
Puy-de-Dôme....	Clermont-Ferr.	Sœurs de l'Immaculée Conception...	"	"	20	"
Rhône.....	Lyon.....	Association des patrons catholiques...	184	252	76	4
Id.....	Id.....	Patronage des prisonniers libérés.....	17	16	"	"
Id.....	Id.....	Asile protestant.....	22	37	12	"
Sarthe.....	Le Mans.....	Sœurs servantes de Marie.....	27	"	"	"
Seine.....	Paris.....	Assistance par le travail du 2 ^e arron-				
Id.....	Id.....	dissement.....	86	9	40	"
Id.....	Id.....	Société protestante du travail.....	76	67	52	"
Id.....	Id.....	Patronage de la Providence.....	5	3	"	"
Id.....	Id.....	Patronage Saint-Antoine-de Padoue...	"	"	21	"
Id.....	Id.....	Oeuvre des pauvres honteux.....	11	6	4	"
Id.....	Id.....	Asile Saint-Charles.....	101	99	33	"
Id.....	Id.....	Maison des sœurs de la Croix.....	"	"	391	"
Id.....	Id.....	Société philanthropique savoisienne...	48	164	56	"
Id.....	Id.....	Société de protection des Alsaciens-				
Id.....	Id.....	Lorrains.....	"	"	2	"
Id.....	Id.....	Home français.....	"	"	1	"
Id.....	Id.....	Patronage des libérés.....	"	"	42	"
Id.....	Id.....	The Mission home.....	66	41	16	1
Id.....	Id.....	«The english catholic home».....	62	35	4	"
Id.....	Id.....	Home allemand.....	"	19	43	"
Seine-et-Marne...	Melun.....	Assistance par le travail.....	16	16	8	8
Seine-Inférieure..	Rouen.....	Oeuvre du Sacré-Cœur.....	50	117	50	"
Vosges.....	Remiremont...	Secrétariat du peuple.....	7	1	1	"
Id.....	Id.....	Orphelinat de l'Enfant-Jésus.....	"	5	"	"

D. — SYNDICATS PATRONAUX (AOÛT).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Indre-et-Loire.....	Tours.....	Charcutiers bouchers.....	57	51	41	"
Loire.....	Saint-Étienne.....	Bâtiment.....	32	3	"	"
Marne.....	Reims.....	Pharmaciens.....	"	5	"	"
Rhône.....	Lyon.....	Maîtres-teinturiers.....	11	7	7	"
Seine.....	Paris.....	Beurre, œufs et fromages.....	148	284	63	2
Id.....	Id.....	Mounerie française.....	15	12	10	"
Id.....	Id.....	Marchands et fabr. papetiers..	64	26	23	3
Id.....	Id.....	Syndicat du papier et des indus- tries qui le transforment.....	28	30	8	"
Id.....	Id.....	Reliure.....	55	34	29	"
Id.....	Id.....	Couteliers.....	26	31	22	"
Id.....	Id.....	Appareils de l'art médical....	4	12	4	"
Id.....	Id.....	Quincaillerie.....	"	71	34	"
Id.....	Id.....	Soc. nationale des architectes..	20	10	8	"
Id.....	Id.....	Débitants de vins et liquoristes.	120	138	98	11
Id.....	Id.....	Charcutiers.....	714	1030	25	"
Id.....	Id.....	Épicerie.....	565	735	509	"
Seine-et-Oise.....	S ^t -Germain-en-Laye	Bâtiment.....	15	9	4	3
Seine-Inférieure..	Le Havre.....	Épicerie.....	25	23	24	"

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

OEUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE JUILLET.					
Refuges et asiles municipaux.....	1.911	179	381	"	19.960
MOIS D'AOÛT.					
Refuges et asiles municipaux.....	1.785	156	353	"	26.097
Hospitalité de nuit (rue Lamaze).....	1.375	188	55	133	6.862
Idem. (rue Laghouat).....	749	109	"	94	2.581
Idem. (rue de Charonne).....	964	117	78	185	3.885
Idem. (rue de Tocqueville) en reconstruction.....	"	"	"	"	"
Société philanthropique (rue de Crimée).....	"	"	130	13	693
— (rue Labat).....	"	"	315	66	1.275
— (rue Saint-Jacques)....	"	"	384	46	2.112
— (avenue du Maine)....	"	"	34	34	54

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

VILLE DE PARIS.

		PERSONNES secourues pendant les mois	
		de juin 1899.	de juillet 1899.
Indigents (secours réguliers)	de moins de 60 ans.	Hommes	7.294
		Femmes	7.388
	de 60 ans et plus...	Hommes	9.657
		Femmes	9.151
		Hommes	11.484
		Femmes	11.627
			9.657
			20.746
TOTAL des indigents secourus.....		38.092	48.912
Nécessiteux (secours irréguliers)	de moins de 60 ans.	Hommes	6.081
		Femmes	5.677
	de 60 ans et plus...	Hommes	7.599
		Femmes	7.858
		Hommes	3.137
		Femmes	4.018
			4.932
			5.795
TOTAL des nécessiteux secourus.....		21.746	23.346

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. — OFFICE DU TRAVAIL. — *Les associations professionnelles ouvrières. Tome 1^{er}. Agriculture. — Mines. — Alimentation. — Produits chimiques. — Industries polygraphiques.* (1 vol. in-8° de 905 pages. Paris, 1899, Impr. nat.)

ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE À PARIS. — *Budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1899.* — 1 vol. in-f° de 190 pages (Montevrain, 1899, imprimerie de l'École d'Alembert).

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — COMITÉ DES TRAVAUX HISTORIQUES ET SCIENTIFIQUES. — *Enquête sur les conditions de l'habitation en France. — Les maisons-types, tome II.* — 1 vol. in-8° de 335 pages (Paris, 1899, E. Leroux, édit.). — A l'occasion des opérations prescrites par les lois du 8 août 1885 et du 8 juin 1887 pour constater l'état actuel de la propriété bâtie en France, le Comité des travaux historiques et scientifiques a demandé à ses correspondants des renseignements précisés par un questionnaire uniforme, sur les *maisons-types*, qui existent dans presque toutes les régions, à l'usage des paysans, propriétaires ou non, par centaines et milliers d'exemplaires à peu près semblables.

Les réponses parvenues forment d'intéressantes monographies qui ont été réunies en

volumes dont le tome II vient de paraître. Il est précédé d'une introduction par M. A. de Foville et d'une étude historique par M. J. Flach. Les *maisons-types* décrites appartiennent à 16 régions différentes.

CONGRÈS INTERNATIONAL POUR LA PROTECTION OUVRIÈRE.—*Rapport officiel du comité d'organisation*. (1 vol. in-8° de 280 pages. Zurich 1899 Société du Grutli). Il a été rendu compte de ce congrès tenu à Zurich en août 1897 dans le bulletin de septembre 1897, page 596. Le compte rendu contient le texte des rapports et des vœux présentés au Congrès sur les diverses questions ainsi que les procès-verbaux des séances. Les questions étaient les suivantes : Le travail du dimanche. — Les mesures protectrices pour enfants et jeunes gens. — Le travail des femmes. — Le travail des hommes adultes. — Le travail de nuit et le travail dans les exploitations insalubres. — Les voies et moyens de réalisation de la protection ouvrière internationale. — La création d'un office international pour la protection ouvrière.

II^e CONGRÈS INTERNATIONAL D'ACTUAIRES. — *Compte rendu*. — 1 vol. in-8° de 931 pages (Londres, 1899, Ch. and E. Layton, édit.; à Paris, librairie des assurances). — Procès-verbaux et mémoires.

ALLEMAGNE. — GRAND-DUCHÉ DE HESSE. — *Rapport annuel des inspecteurs du travail pour l'année 1898*. — 1 vol. in-8° de 264 pages (Darmstadt, 1899, librairie de la Cour).

BELGIQUE. — CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE. — *Compte rendu pour 1898*. — 1 vol. in-8° de 142 et xxxvi pages (Bruxelles, 1899, Bruylant, édit.).

————— MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — *Annuaire statistique de la Belgique pour 1898*. — 1 vol. in-8° de 425 pages (Bruxelles, 1899, Stevens, édit.).

FINLANDE. — STATISTIQUE OFFICIELLE. — *Démographie*. — *Éléments démographiques principaux de la Finlande (1750-1890)*. — I. *État de la population*. — 1 vol. in-8° de 268 pages (Helsingfors, 1899).

————— II, 7. *Exposé de la situation économique de la Finlande pendant les années 1891-1895*. — 1 vol. in-8° de 295 pages (Helsingfors, 1899).

————— *Annuaire statistique pour 1899 (vingtième année)*. — 1 vol. in-16 de 211 pages (Helsingfors, 1899).

————— *Exposé de la situation économique de la Finlande pendant les années 1891-1895*. — 1 vol. in-8° de 508 pages (Helsingissâ, 1899).

————— *Éléments démographiques principaux de la Finlande pour les années 1750-1890*. — I. *État de la population*. — 1 vol. in-8° de 268 pages (Helsingissâ, 1899).

————— *Statistique judiciaire de la Finlande pour l'année 1895*. — 1 vol. in-8° de 215 pages (Helsingfors, 1899).

————— *Statistique médicale pour l'année 1897*. — 1 vol. in-8° de 149 et lxxv pages (Helsingfors, 1899).

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE POLLIGNY.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Le travail s'est maintenu actif dans les mines, les métiers de l'alimentation, la préparation des cuirs et peaux, la ganterie, les filatures et tissages des industries cotonnière et lainière, dans la chapellerie, le travail du bois, la carrosserie, la tonnellerie, l'industrie métallurgique, la construction mécanique, l'industrie électrique, l'horlogerie, la bijouterie, l'industrie du bâtiment et dans les métiers qui en dépendent. Reprise du travail dans la soierie. L'accalmie signalée chez les confiseurs-pâtisseries, chez les typographes, chez les cordonniers, chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie du vêtement et chez les ouvriers passementiers-rubaniers s'est maintenue.

Comme tous les ans à pareille époque, une diminution d'une heure environ par jour s'est produite dans la durée du travail dans l'industrie du bâtiment et dans les métiers qui en dépendent.

Parmi les 540 chambres syndicales d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce groupant 77.000 adhérents (syndicats des mineurs du bassin du Nord et du Pas-de-Calais non compris) qui ont fourni des rapports sur l'activité du travail au 15 septembre, la proportion des ouvriers en chômage a été d'un peu plus de 6 p. 0/0. 14 p. 0/0 des chambres syndicales réunissant 14 p. 0/0 des adhérents estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à même époque; 68 p. 0/0 des chambres syndicales ayant 62 p. 0/0 des syndiqués jugent qu'il a été en même quantité et pour 18 p. 0/0 des syndicats avec 24 p. 0/0 des syndiqués, il a été moins abondant.

Les prix, au détail, d'un certain nombre de denrées de première nécessité, beurre, légumes, œufs se sont maintenus en hausse; il en a été de même pour le charbon de terre; la baisse du prix du pain s'est accentuée.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE (1). — La pêche côtière, pêche en bateau, pêche à pied, exploitation des pêcheries, l'ostréiculture et la mytiliculture pratiquées sur le littoral français pendant les mois d'avril, mai et juin derniers, ont produit 20.326.000 francs environ contre 22.243.000 francs pendant le trimestre précédent. Pendant la première partie de 1899, il a été mis à flot environ 400 embarcations de tonnages et de modèles différents; une quarantaine de bateaux restaient en chantier au 1^{er} juillet dernier.

Pendant le mois de septembre, la pêche a repris sur nos côtes, principalement sur celles de l'Océan.

AGRICULTURE. — FORÊTS. — Les ouvriers agriculteurs ont été encore bien occupés dans les centres betteraviers grâce à l'arrachage des racines pour sucrerie, dans les vignobles, par suite des vendanges et dans la plupart des centres, grâce au battage des grains. Chez les ouvriers horticoles, situation stationnaire. Le travail tend à reprendre chez les bûcherons.

CARRIÈRES. — Le travail tend à ralentir comme tous les ans à pareille époque, par suite de la diminution des commandes de l'industrie du bâtiment. La journée est réduite d'une heure.

MINES. — CHARBONS. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois de septembre, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	5,92	"	"	"	16	84
Loire.....	5,81	"	"	6	55	39
Gard et Hérault.....	5,97	"	"	"	10	90
Provence (lignites).....	5,10	"	"	48	32	20
Tarn et Aveyron.....	5,97	"	"	"	"	100
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	5,96	"	"	"	12	88
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne...	5,95	"	"	"	18	82
ENSEMBLE pour la France.	5,92	"	"	1	17	82

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5,84; il était de 5,92 en septembre 1898.

(1) D'après la *Revue maritime* d'août 1899.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — Dans les fabriques de sucre de betteraves, la nouvelle campagne a commencé à la fin du mois de septembre. En féculerie, le travail tend à reprendre. Ralentissement du travail dans la brasserie avec la fin des grandes chaleurs. La production des distilleries⁽¹⁾ de substances farineuses et de vins s'est maintenue, pendant les onze premiers mois de la campagne 1898-1899, supérieure à celle de la période correspondante de 1897-1898; tandis que celle des alcools de mélasse en 1898-1899 restait inférieure à celle de 1897-1898. Pour les onze premiers mois de la campagne 1898-1899, la production des alcools provenant de la distillation des matières farineuses a été de 671.878 hectolitres contre 556.133 hectolitres pendant la même période de 1897-1898; la production des alcools de vins, cidres, poirés, marcs et lies a été de 66.999 hectolitres en 1898-1899 contre 28.564 hectolitres en 1897-1898; pour les mélasses, de 608.370 hectolitres en 1898-1899 contre 663.153 en 1897-1898; par suite de la morte-saison, la production des distilleries de betteraves est restée aux quantités mentionnées dans le *Bulletin* précédent; dans l'ensemble, en y comprenant les alcools provenant de substances non énumérées, la production en alcool des bouilleurs et distillateurs de profession a été de 2.306.626 hectolitres pour les onze premiers mois de 1898-1899 contre 2.057.309 hectolitres pendant la même période de 1897-1898. La production des bouilleurs de cru a été évaluée pour les mêmes périodes à 84.705 hectolitres en 1898-1899 contre 72.832 hectolitres en 1897-1898.

Dans la minoterie, la diminution de la force motrice dans certains cours d'eau a amené un ralentissement du travail. Chez les boulangers et chez les cuisiniers, grâce aux chaleurs qui ont prolongé la saison de villégiature, le placement a été satisfaisant, principalement en extras. On estime que le chômage a atteint 9 p. o/o chez les ouvriers boulangers et autant chez les cuisiniers, pâtisseries, confiseurs. Le placement a été considéré comme plus facile que l'an dernier, principalement chez les boulangers de Paris, Narbonne et Toulouse et chez les cuisiniers de Bordeaux; comme moins facile chez les boulangers de la Ciotat et Angers, chez les cuisiniers de Clermont-Ferrand, Marseille, Montpellier et Alger; pour le reste, situation stationnaire.

PAPIER. — CARTON. — INDUSTRIE DU LIVRE. — Chez les cartonniers, relieurs, le travail a eu tendance à reprendre par rapport au mois précédent; chez les typographes et lithographes, la morte-saison déjà signalée s'est maintenue. On estime que le chômage atteint 4 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les cartonniers, papetiers et relieurs. Chez les typographes-lithographes, on compte chez les ouvriers syndiqués 13 p. o/o de chômeurs à Paris, 4 p. o/o en province et 9 p. o/o dans l'ensemble. 13 p. o/o des chambres syndicales, groupant 14 p. o/o des syndiqués estiment que l'ouvrage a été plus abondant que l'an dernier à même époque; 22 p. o/o des syndicats avec 16 p. o/o des adhérents jugent qu'il a été plus faible, et 65 p. o/o des syndicats, ayant 70 p. o/o des adhérents, qu'il a été en même quantité.

En particulier, l'ouvrage a été jugé plus abondant que l'an dernier chez les lithographes et imprimeurs-lithographes de Paris, chez les typographes d'Arras, Boulogne-sur-Mer, Lille, Salins, Tulle et Granville; moins abondant chez les papetiers-cartonniers de Lille, chez les graveurs-lithographes, les dessinateurs-écrivains-graveurs, les correcteurs de Paris, chez les typographes d'Amiens, Nancy, Besan-

(1) D'après le *Journal officiel* du 20 septembre 1899.

con, Lyon, Villeneuve-sur-Lot, Angoulême, Limoges, Bourges, Rennes, Laval, Avranches et Constantine; pour le reste, pas de changement.

CUIRS ET PEAUX. — Dans la préparation des cuirs et peaux et dans l'industrie de la chaussure, situation stationnaire chez les gantiers; l'amélioration déjà signalée s'est accentuée. On estime que le chômage a atteint un peu plus de 4 p. o/o chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux et de l'industrie de la chaussure. En particulier, l'ouvrage a été considéré comme plus abondant que l'an dernier chez les mégissiers d'Annonay, chez les gantiers de Paris et de Gières et chez les gainiers de Paris; comme moins abondant chez les ouvriers en cuir de Châteaurenault (Indre-et-Loire), les monteurs en chaussures de Marseille, les trépointeurs de Toulouse et les gantiers de Millau et de Niort; pour le reste, il n'a pas été signalé de variations notables.

TEXTILES. — Dans les filatures et tissages des industries lainière et cotonnière, l'activité déjà signalée se maintient; une reprise se produit dans l'industrie de la soierie; dans l'ensemble, les variations survenues dans les cours de la matière première ont gêné les transactions, les acheteurs acceptant difficilement les majorations de prix demandées. La teinturerie et les apprêts plus particulièrement sont peu occupés. Dans la rubanerie et dans la passementerie, l'accalmie déjà signalée s'est maintenue. Dans l'industrie du vêtement, morte-saison. L'amélioration mentionnée dans la chapellerie de feutre s'est accentuée.

On estime que le chômage a atteint 4 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les ouvriers des filatures et des tissages mécaniques ou à la main, un cinquième dans l'industrie du vêtement et 2 p. o/o chez les chapeliers. L'ouvrage a été tenu pour plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers des tissages d'Haspres et d'Houplines (Nord), des filatures de Moussey (Vosges), des tissages de la Cergne et la Gresle (Loire), Évrunes et les Épesses (Vendée), Cholet, Gesté et Trémontines (Maine-et-Loire), chez les tullistes de Caudry, chez les façonniers passementiers de Paris, chez les chenilleurs de Lyon, chez les coupeurs chemisiers de Paris, chez des chapeliers de Grigny (Rhône); pour moins abondant chez les ouvriers des tissages de Rieux (Nord), Reims, Saint-Genest (Loire), Cours (Rhône), la Chapelle (Deux-Sèvres) et Rouen, chez les passementiers à la main de Paris, de Saint-Didier (Haute-Loire), chez les rubaniers de Saint-Etienne, chez les voiliers du Havre, chez les coupeurs et ouvriers tailleurs de Paris, Béziers et Montpellier et chez les chapeliers appropriateurs d'Albi; pour le reste, pas de modification signalée.

Bois. — Dans le travail du bois (scierie, charpente et menuiserie), le travail a été encore actif, bien qu'il ait commencé à ralentir comme tous les ans à pareille époque. On a diminué la durée d'une heure par jour. Chez les ouvriers en voitures et chez les tonneliers, le travail s'est aussi maintenu actif. On estime que le chômage a atteint un peu moins de 4 p. o/o chez les charpentiers et chez les menuisiers ébénistes; un peu moins de 3 p. o/o chez les ouvriers en voitures. En particulier, l'ouvrage a été regardé comme plus abondant que l'an dernier chez les charpentiers de Tourcoing, chez les menuisiers de Nancy et de Marseille, chez les ouvriers en voitures de Toulon, Perpignan, Bordeaux, Saumur, chez les sabotiers de Cusset, chez les ébénistes spécialistes de Paris et chez les sculpteurs sur bois de Lyon, comme moins abondant chez les charpentiers de Besançon, les menuisiers de Bourg,

Chambéry, Châteauroux, chez les sabotiers de Lorient, chez les brossiers de Saint-Sauveur (Oise) et chez les ouvriers en peignes d'Oyonnax (Ain); pour le reste, pas de changement.

MÉTAUX. — L'activité se maintient toujours satisfaisante, dans l'industrie métallurgique, tant dans les hauts-fourneaux que dans la construction mécanique, dans les usines d'électricité, chez les ferblantiers-boîtiers et chez les horlogers-bijoutiers. On estime que le chômage a atteint moins de 1 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les mouleurs, un peu plus de 2 p. o/o chez les ouvriers métallurgistes et constructeurs mécaniciens, autant chez les travailleurs des métaux autres que le fer, chez les ouvriers en instruments de précision et chez les horlogers et bijoutiers. Par rapport à l'an dernier, on estime que l'ouvrage a été plus abondant chez les moulours à Cambrai, Auxerre, Chartres, chez les métallurgistes d'Albert, Sedan, Nancy, chez les mécaniciens de Paris, chez les ouvriers en plumes d'acier de Boulogne-sur-Mer, chez les serruriers de Libourne, chez les lanterniers, les ouvriers électriciens, les potiers d'étain et les batteurs d'or de Paris, chez les monteurs en boîtes d'argent de Besançon et chez les horlogers de Seloncourt; moins abondant chez les ouvriers sur métaux de Calais, Chambon (Loire) et Bourges, chez les constructeurs mécaniciens de Rouen et les ferblantiers-boîtiers de Douar-nenez.

BÂTIMENT. — Dans l'industrie du bâtiment, le travail a maintenu une bonne activité, grâce à la température favorable. On estime que le chômage a atteint 10 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les tailleurs de pierre et chez les maçons, un peu moins de 6 p. o/o chez les peintres-plâtriers, 9 p. o/o chez les couvreurs-plombiers. En particulier, l'ouvrage a été regardé comme plus abondant que l'an dernier chez les tailleurs de pierre de Nancy, Valence et Marseille, chez les maçons de Paris et Bordeaux, chez les peintres de Moulins et de Tarbes et chez les fumistes de Paris; comme moins abondant chez les sculpteurs de Lyon, chez les tailleurs de pierre de Dijon, Moulins, Montalieu-Vercieu (Isère), chez les maçons de Dunkerque, Reims, Grenoble, Bourges, la Roche-sur-Yon et Châteaurenault, chez les peintres de Constantine, chez les plâtriers de Nantes et chez les couvreurs de Rennes; pour le reste, pas de variation notable signalée.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Travail actif dans la chaudière et dans la fabrication du ciment, dans la faïencerie et la verrerie.

TRANSPORT. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Les ouvriers et employés des entreprises de transport en commun, ceux des entreprises de manutention, se sont ressentis de l'accalmie causée par la période des vacances. Chez les employés de commerce, le placement a repris en vue des ventes du commencement de la saison d'hiver. Les employés de l'alimentation (garçons de café, restaurants, hôtels), ont été favorisés par la température de septembre, qui a permis de prolonger les villégiatures. Le chômage a atteint un peu moins de 4 p. o/o chez les employés du commerce et comptables, 1 p. o/o chez les employés et ouvriers de l'alimentation (garçons de café, restaurants, hôtels), 12 p. o/o chez les coiffeurs.

Tableau des grèves

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.
1	2				6	7
GRÈVES NON TERMINÉ						
23 mai...		Le Bouscat	Gironde.	Verriers.	1	16
12 juin...		Guéugnon	Saône-et-Loire.	Métallurgistes.	1	500
1 ^{er} juillet.		Le Mans	Sarthe.	Couvreurs *		
21 juillet.	16 octobre	Tourcoing	Nord.	Rattacheurs de laine	1	83
31 juillet.		Chantenay	Loire-Inférieure.	Carriers *	1	
7 août...		Orléans.	Loiret.	Taillleurs de pierre *		110
8 août...		Orléans.	Idem.	Couvreurs-zingueurs *		70
14 août...	11 sept.	Orléans.	Idem.	Maçons *		350
28 août...	9 octobre.	Pont-sur-Sambre.	Nord.	Métallurgistes.	1	22
30 août...	16 sept.	Saint-Nazaire.	Loire-Inférieure	Déchargeurs de charbon	5	250
GRÈVES COMMENCÉ						
2 sept.	5 sept.	Essonnes	Seine-et-Oise.	Mécaniciens *	1	148
2 sept.	15 sept.	Floury-sur-Andelle	Eure	Tisseurs	1	170
2 sept.		Le Monastier	Haute-Loire.	Mouliniens de soie.	1	
3 sept.	4 sept.	Paris.	Seine.	Taillleurs de pierres.	1	50
4 sept.	5 sept.	Marly.	Nord.	Serruriers (atelier de wagons- bits).	1	6
4 sept.	5 sept.	Grenoble.	Isère.	Vermicelliers.	1	5
4 sept.	6 sept.	Laval.	Mayenne.	Tisseurs	3	591
4 sept.	7 sept.	St-Etienne-de-M ^e .	Loire-Inférieure.	Maçons *	5	18
4 sept.		Vierzon	Cher.	Carriers *	1	12
5 sept.	7 sept.	Tourcoing	Nord.	Rattacheurs.	1	34
6 sept.	11 sept.	Ezy.	Eure.	Ouvriers en peignes.	20	350
6 sept.	12 sept.	Paris.	Seine.	Ornemanistes en carton-pierre	1	30
7 sept.	14 sept.	Paris.	Seine.	Fondeurs en caractères d'im- primerie.	1	30
7 sept.	16 sept.	Nantes.	Loire-Inférieure.	Déchargeurs de navires.	1	
11 sept.	16 sept.	Moissac.	Tarn-et-Garonne.	Maçons *	1	10
11 sept.	29 sept.	Lyon	Rhône.	Passementiers	76	160
11 sept.	3 octobre.	Autun	Saône-et-Loire	Mineurs (schistes)	1	170
12 sept.	13 sept.	Ivry.	Seine.	Mouleurs.	1	27
12 sept.		Comines	Nord.	Fileurs.	1	30
13 sept.	21 sept.	Saint-Etienne	Loire.	Veloutiers.	1	280
14 sept.	15 sept.	Paris.	Seine.	Tourneurs décolleteurs	1	8
15 sept.	15 sept.	Armentières	Nord.	Tisseurs	1	
16 sept.		Morez.	Jura.	Horlogers *	3	
17 sept.	28 sept.	Grand-Croix	Loire.	Mineurs	1	1.700
18 sept.	26 sept.	Lyon.	Rhône.	Tisseurs	1	150

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à l'Office du travail.

en septembre 1899.

REPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{ER} SEPTEMBRE 1899 (A).

1	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
2	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
3	Refus de supporter la prime d'assurance.....	.....	
4	Demande d'un rattacheur en plus par métier (1).....	Transaction.	(1) La grève, étant généralisée parmi les rattacheurs, l'établissement, qui occupe 1,700 ouvriers, a été fermé du 22 au 28 septembre. Les tisseurs ont été depuis lors admis à travailler jusqu'à épuisement de la provision de fil.
6	Demande d'augmentation de salaire et de suppression de la prime d'assurance.....	.....	
7	Demande d'augmentation de salaire et de suppression de la prime d'assurance.....	.....	
8	Demande d'augmentation de salaire et refus de supporter la prime d'assurance.....	Échec.	
9	Réduction de salaire.....	Échec.	
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	

EN SEPTEMBRE 1899.

1	Réduction de salaire.....	Échec.	
2	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
3	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
4	Réduction de salaire.....	Échec.	
5	Demande d'une meilleure répartition du travail.....	Échec. (2)	(1) Grévistes remplacés.
50	Réduction de salaire.....	Échec.	
6	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
7	Refus de supporter la prime d'assurance.....	Échec.	
8	Demande de suppression de la prime d'assurance.....	.....	
9	Demande de réintégration d'ouvriers congédiés.....	Échec.	
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
11	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
12	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
13	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
14	Demande d'augmentation de salaire et refus de supporter la prime d'assurance.....	Transaction.	
15	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
16	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
17	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.....	Échec.	
18	Réduction de salaire.....	.....	
19	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
20	Demande de suppression du travail aux pièces.....	Échec.	
21	Réduction de salaire.....	Réussite.	
22	Demande d'augmentation de salaire et refus de supporter la prime d'assurance.....	.....	
23	Demande de réintégration d'ouvriers congédiés et de modification à la réglementation du travail.....	Transaction.	
24	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		
du commen- cement.	de la fin.				d'établis- sements.	de chômeurs.	
1	2				6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
18 sept...	19 sept...	Nissan.....	Hérault.....	Terrassiers.....	1	105	2
18 sept...	21 sept...	Saint-Étienne....	Loire.....	Veloutiers.....	1	47	2
18 sept...	23 sept...	Saint-Étienne....	Loire.....	Veloutiers.....	1	24	2
18 sept...	19 sept...	Rambervillers....	Vosges.....	Terrassiers.....	1	30	2
18 sept...		Saint-Claude.....	Jura.....	Diamantaires....	1	30	2
20 sept...	22 sept...	Saint-Étienne....	Loire.....	Veloutiers.....	1	16	3
20 sept...	23 sept...	Saint-Étienne....	Loire.....	Veloutiers.....	1	17	3
20 sept...	9 octobre.	Le Creusot.....	Saône-et-Loire...	Métallurgistes...	1	9.650	3
21 sept...	23 sept...	Fougères.....	Ile-et-Vilaine...	Ouvriers en chaussures....	1	750	3
19 sept...	22 sept...	Valence.....	Drôme.....	Carrossiers.....	1	4	3
21 sept...		Lyon.....	Rhône.....	Ouvriers en chaussures....	1		3
21 sept...	12 octobre.	Montehanin.....	Saône-et-Loire...	Mineurs.....	1	500	3
22 sept...	23 sept...	Saint-Étienne....	Loire.....	Veloutiers.....	1	25	3
22 sept...	24 sept...	Fougères.....	Ile-et-Vilaine...	Monteurs en chaussures....	1	80	3
22 sept...	6 octobre.	Hirson.....	Aisne.....	Mécaniciens constructeurs *	1	70	3
25 sept...	27 sept...	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	250	4
25 sept...	16 octobre.	Marseille.....	Bouches-du-Rhône	Taillleurs de pierre.....		30	4
26 sept...	30 sept...	Valentigney.....	Doubs.....	Mécaniciens constructeurs....	1	500	4
27 sept...	28 sept...	Florac.....	Lozère.....	Terrassiers.....	1	24	4
28 sept...	2 octobre.	Lyon.....	Rhône.....	Employés de tramways....	1	90	4
29 sept...	9 octobre.	Puteaux.....	Seine.....	Mécaniciens constructeurs...	1	700	4
29 sept...	12 octobre.	Tourcoing.....	Nord.....	Fileurs, rattacheurs.....	1	10	4
30 sept...	6 octobre.	Audincourt.....	Doubs.....	Mécaniciens constructeurs....	1	700	4
30 sept...	6 octobre.	Audincourt.....	Doubs.....	Fileuses de coton.....	1	400	4
30 sept...	13 octobre.	Saint-Etienne....	Loire.....	Ebénistes.....		80	4

* Les grèves marquées d'un astérisque ont été causées par la mise en vigueur de la loi sur les accidents du travail.

* Les grèves marquées d'un astérisque ont été causées par la mise en vigueur de la loi sur les accidents du travail.

LES GRÈVES EN SEPTEMBRE 1899.

50 grèves ont été signalées en septembre à l'*Office du travail*. Ce chiffre est encore sensiblement supérieur au nombre moyen des grèves qui s'étaient produites au cours du même mois pendant les cinq années antérieures à 1899, et qui est de 33.

Il y avait eu en septembre 1898, 35 grèves et 21.132 grévistes. Ce nombre élevé des grévistes était dû à la grève des terrassiers de Paris.

Pendant le mois de septembre de cette année, et par suite de la grève du Creusot qui comprend 9.650 ouvriers, le nombre des grévistes connu pour 46 grèves est de 18.111.

N ^{OS} DES GRÈVES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
25	Demande d'augmentation de salaire et de renvoi d'un chef de chantier.	Transaction.	
26	Demande d'augmentation de salaire et de suppression de la retenue d'éclairage.	Transaction.	
27	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
28	Demande d'augmentation de salaire.	Echec.	
29	Réduction de salaire.	.....	
30	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
31	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
32	Demande de réintégration de deux ouvriers congédiés et reconnaissance du syndicat ouvrier par le patron.	Transaction (3).	(3) Arbitrage de M. Waldeck-Rousseau, président du Conseil.
33	Réduction de salaire.	Echec.	
34	Demande de diminution du temps du travail.	Réussite.	
35	Demande de renvoi d'un ouvrier.	.....	
36	Solidarité avec les métallurgistes du Creusot.	Echec.	
37	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
38	Réduction de salaire.	Transaction.	
39	Refus de supporter la prime d'assurance.	Transaction (4).	(4) Conciliation devant le juge de paix.
40	Réduction de salaire.	Transaction.	
41	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
42	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.	Réussite.	
43	Refus d'accepter une diminution du temps du travail.	Echec (5).	(5) Grévistes remplacés.
44	Demande d'augmentation de salaire et de modification à la réglementation du travail.	Echec.	
45	Demande de renvoi d'un contremaître.	Echec.	
46	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
47	Demande de diminution du temps du travail et de suppression des amendes.	Transaction.	
48	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
49	Demande d'augmentation de salaire et de suppression du travail aux pièces.	Transaction.	

Les 50 grèves de septembre, dont 7 ont affecté plusieurs établissements, sont dues aux causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	25
Réductions de salaire.....	9
Refus de supporter la prime d'assurance.....	4
Demandes de suppression de la prime d'assurance.....	2
Demandes de suppression des amendes.....	1
Demandes de diminution du temps de travail.....	2
Refus d'accepter une diminution du temps de travail avec réduction de salaire correspondante.....	1
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	5
Demandes de renvoi de contremaîtres et d'ouvriers.....	3
Demandes de suppression du travail aux pièces.....	2
Réglementation du travail.....	3
Grève par solidarité.....	1

Elles ont affecté 22 départements et on en a compté :

8 dans la Loire; 4 dans la Seine; 5 dans le Nord; 4 dans le Rhône; 3 dans le Doubs; 3 dans la Saône-et-Loire; 2 dans l'Eure; 2 dans l'Ille-et-Vilaine; 2 dans le Jura; 2 dans la Loire-Inférieure et 1 seulement dans 12 autres départements.

Les industries ou professions éprouvées par ces grèves ont été les suivantes :

Textiles, 16 grèves; métaux, 11; bâtiment, 8; mineurs, 3; ouvriers en chaussures, 3; une seule enfin parmi des carriers, carrossiers, déchargeurs, diamantaires, ébénistes, employés de tramways, ornemanistes en carton-pierre; ouvriers en peignes et vermicelliers.

Des 50 grèves commencées en septembre, 44 sont terminées.

Elles ont duré :

Une, 22 jours; une, 21 jours; une, 19 jours; une, 18 jours; une, 14 jours; trois, 13 jours; une, 11 jours; une, 10 jours; une, 9 jours; deux, 8 jours; une, 7 jours; trois, 6 jours; trois, 5 jours; deux, quatre jours; cinq, 3 jours; six, 2 jours et dix, 1 jour.

Si l'on y ajoute quatre grèves antérieures, terminées en septembre, après 87, 42, 28 et 17 jours, on constate que 48 grèves ont pris fin au cours de ce mois et qu'elles ont abouti à :

10 réussites;
21 transactions;
17 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Huit applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en septembre à l'Office du travail :

1° **Grève de maçons à Saint-Étienne-de-Montluc (Loire-Inférieure).** — Le 4 septembre, 18 maçons occupés chez 5 patrons se sont mis en grève en refusant de subir une retenue de 0 fr. 05 par jour que les patrons voulaient opérer pour se couvrir des frais occasionnés par la mise en vigueur de la loi sur les accidents du travail.

Le 5, le juge de paix a réuni un comité de conciliation mais sans réussir à ramener l'entente. Les patrons ont repoussé toute proposition d'arbitrage.

Le 7 septembre, les grévistes ont repris le travail sans avoir rien obtenu.

2° **Grève de carriers à Vierzon (Cher).** — 12 ouvriers carriers du chantier Mion, aux carrières de Port-Dessous, à Vierzon, se sont mis en grève, le 4 septembre, à la suite d'une retenue de 2 p. o/o faite sur leurs salaires pour couvrir les frais occasionnés par la mise en vigueur de la loi sur les accidents du travail.

Une tentative de conciliation a eu lieu devant le juge de paix sans résultat; la grève continue.

3° **Grève de tisseurs à Fleury-sur-Andelle (Eure).** — Le 2 septembre, 180 tisseurs, dont 120 femmes, de l'établissement Saint-Victor se sont mis en grève en demandant :

1° Que le salaire fût augmenté de 0 fr. 25 par pièce de 100 mètres, en raison de la mauvaise qualité des matières premières et des modifications apportées au travail;

2° Que les primes fussent calculées non plus sur le salaire gagné dans un temps donné, mais sur le nombre de mètres fabriqués dans le même temps;

Le 4 septembre, les ouvriers ont demandé l'intervention du juge de paix, qui a réuni, le 7, un comité de conciliation.

L'entente n'a pu s'établir, les patrons ont refusé l'arbitrage et la grève a continué.

Elle a pris fin le 15 septembre, les ouvriers ayant accepté les conditions proposées dès le début du conflit par les patrons, à savoir que la somme nécessaire pour bénéficier de la prime fût abaissée. Cette somme qui était de 36 francs par quinzaine a été réduite à 33 francs.

4° Grève d'ouvriers des fabriques de grosse horlogerie de Morez (Jura). — Les 50 ouvriers fabriquant la grosse horlogerie dans les trois usines de Morez se sont mis en grève le 16 septembre en présentant à leurs patrons les revendications suivantes :

1° Demande d'augmentation de 0 fr. 50 par jour pour les ouvriers gagnant moins de 4 francs par jour et de 0 fr. 25 pour les autres;

2° Journée de 10 heures avec payement à l'heure et non à la journée;

3° Suppression de la retenue pour l'assurance en cas d'accidents;

4° Obligation pour les patrons de n'employer que des ouvriers syndiqués.

Le 26 septembre, sur l'initiative du juge de paix, une réunion de conciliation a été tenue. Les patrons ont demandé trois jours pour faire connaître leur réponse aux revendications ouvrières et ce délai expiré il les ont repoussées en bloc.

La grève continue.

5° Grève des métallurgistes du Creusot. — Le 20 septembre, à la suite du renvoi par un contremaître de 2 ouvriers de l'atelier de l'artillerie, le personnel de cette spécialité a abandonné le travail, bientôt suivi par la totalité des ouvriers de l'usine.

La grève s'est étendue, dès le lendemain, aux mines de Montchanin appartenant au Creusot, ce qui a porté à plus de 10,000 le nombre des grévistes dans la région.

Dès le début du conflit, les pourparlers ont été rendus difficiles par suite du refus de M. Schneider de recevoir, parmi les délégués, le secrétaire du syndicat qui depuis quelques mois n'appartenait plus à l'usine.

Les revendications des grévistes, présentées le 23 septembre, comprenaient principalement :

Reconnaissance du syndicat par le patron ;

Liberté absolue de conscience pour les ouvriers et plus d'égards de la part des contremaîtres ;

Réalisation des promesses faites en juin et modifications de détails dans différents services.

Dans sa réponse du lendemain 24, la direction a formellement contesté le bien fondé de ces réclamations.

Les démarches renouvelées par le sous-préfet n'ayant pas abouti, le juge de paix a réuni, le 29 septembre, un comité de conciliation; mais les délégués de l'administration du Creusot ont déclaré qu'ils avaient pour mission de s'en tenir aux termes des réponses faites par le directeur de l'usine, de sorte que toute entente a été impossible.

Le préfet de Mâcon et le sous-préfet d'Autun se sont efforcés à nouveau de trouver un terrain d'entente. Les grévistes réclamaient surtout qu'il n'y eût aucun renvoi pour faits de grève, et ils se fussent contentés, sur les autres points, de satisfactions plutôt morales que matérielles.

D'autre part, l'idée d'une marche générale des grévistes sur Paris avait promptement pris corps et il était à penser qu'elle serait mise à exécution.

Avant d'en venir à cette extrémité, les ouvriers ont décidé, le 14 octobre, de s'en remettre à l'arbitrage du Gouvernement.

La compagnie ayant également sollicité sa médiation, M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, a bien voulu accepter le rôle d'arbitre et a rendu, le 7, la sentence dont on trouvera le texte plus loin.

La sentence arbitrale ayant été acceptée par les deux parties, la grève a pris fin le lundi 9 octobre mais, par suite de réparations indispensables, l'usine n'a commencé à fonctionner que le jeudi suivant.

SENTENCE ARBITRALE.

La société et les ouvriers du Creusot ayant, dans un sentiment à l'élévation duquel l'arbitre tient à rendre hommage, sollicité sa médiation en vue de fixer les conditions auxquelles le travail sera repris, et s'étant engagé à exécuter sa sentence :

Le 7 octobre 1899, MM. DEVIN, avocat à la Cour de cassation; LICHTENBERGER, SALADIN, TOUSSAINT, LAPRET et SAINT-GIRONS se sont présentés au nom de la Société.

MM. VIVIANI, député, avocat à la Cour d'appel; CHARLEUX, RENAUD, LACOUR, JUSSOT, MONTEL, président, secrétaire et membres du Comité de la grève; M. MAXENCE ROLDES, MM. GALLOT, député, et TUROT, délégués suppléants, se sont présentés au nom des ouvriers.

L'arbitre soussigné,

Après avoir énuméré les diverses questions qui se dégagent des documents et des faits de la grève;

Après avoir invité les deux parties à lui faire connaître toutes les autres questions qui leur paraîtraient devoir être soumises à sa décision, et avoir entendu contradictoirement leurs représentants dans leurs explications,

A rendu la sentence suivante :

Sur la première question :

PARAGRAPHE PREMIER. — *Exécution des conventions intervenues entre la Société et les ouvriers le 2 juin 1899 : augmentation des salaires dans la proportion de 0 fr. 15 à 0 fr. 25 suivant l'âge des ouvriers.*

Considérant que les salaires sur lesquels l'augmentation ci-dessus a été consentie sont de deux sortes : salaire fixe à la journée; salaire variable aux pièces, dit marchandage :

Considérant qu'aucune discussion n'est élevée sur l'exécution de la convention, relativement au salaire fixe des ouvriers travaillant à la journée, mais qu'un débat s'est engagé sur le point de savoir si, dans la détermination du prix du travail à la pièce, il avait été toujours tenu compte de la majoration convenue; que l'arbitre n'est point appelé, ainsi que l'ont reconnu les parties, à redresser le compte des prix antérieurement établis, et qu'il n'aurait pas les éléments pour le faire; qu'il a été déclaré par la Société qu'elle offre actuellement les mêmes majorations qu'elle avait offertes au mois de juin;

Considérant que si le prix du contrat de travail ne peut être irrévocablement fixé, il ne peut être modifié que par un accord nouveau entre les parties;

Considérant, d'ailleurs, que les représentants de la Société ont déclaré qu'elle n'a point entendu et n'entend pas faire supporter aux salaires, tels qu'ils ont été fixés le 2 juin, une diminution indirecte à raison des conditions dans lesquelles elle passerait avec les tiers ses propres marchés,

DÉCIDE :

Il sera tenu compte par la Compagnie, dans l'établissement soit du salaire à la journée, soit des marchandages, des augmentations promises au mois de juin 1899, sans que les prix ainsi déterminés puissent être modifiés à raison des marchés passés par la Compagnie avec ses fournisseurs ou clients.

Sur la première question :

PARAGRAPHE 2. — *Entraves apportées à la liberté syndicale, ingérence dans les actes accomplis par les ouvriers en dehors des ateliers.*

Considérant que le respect de la loi de 1884 exclut toute distinction de traitement suivant que les ouvriers sont ou ne sont pas syndiqués; qu'il a été déclaré par les représentants de la Société qu'elle n'entend ni faire aucune distinction de ce genre, ni s'immiscer dans les actes accomplis en dehors de l'atelier et qui toucheraient à la liberté politique ou religieuse ;

DÉCIDE :

Qu'il y a lieu de donner acte à la Compagnie de ses déclarations et spécialement de ce qu'elle ne prétend établir aucune différence entre les ouvriers syndiqués ou non syndiqués ; la gérance recommandera à ses chefs de service et contremaîtres d'observer dans leurs relations avec les ouvriers la plus entière neutralité.

Sur la deuxième question :

Reconnaissance du syndicat professionnel des ouvriers du Creusot.

Considérant que les syndicats régulièrement formés sont reconnus par la loi; qu'il n'appartient aux tiers ni de les méconnaître ni de les reconnaître;

Qu'aux termes de l'article 3 de la loi de 1884, ils ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles; que la défense ou l'amélioration des salaires rentrent dans la catégorie des intérêts économiques; qu'il appartient en conséquence aux syndicats d'organiser entre leurs membres toute action et toute entente qu'ils jugent utile pour conserver ou améliorer les salaires de la profession; mais que telle n'est pas, ainsi qu'il est résulté des observations des parties, la question actuellement pendante;

Qu'il s'agit de savoir si, des réclamations venant à être formulées et les ouvriers syndiqués en ayant saisi le Syndicat, la Société *devra* les débattre avec celui-ci ;

Considérant que, si les syndicats constituent un intermédiaire qui peut logiquement et utilement intervenir dans les difficultés qui s'élèvent entre patrons et ouvriers, nul ne peut être contraint d'accepter un intermédiaire; qu'un patron ne saurait exiger des ouvriers qu'ils portent leurs réclamations au syndicat patronal dont il ferait partie, que les ouvriers ne sauraient davantage lui imposer de prendre pour juge des difficultés pendantes, entre eux et lui, le syndicat ouvrier auquel ils appartiennent ;

DÉCIDE :

L'intermédiaire du syndicat auquel appartient l'une des parties peut être utilement employé si toutes deux y consentent ; il ne peut être imposé.

Sur la troisième question :

Nomination de délégués par ateliers et par corporation.

Considérant que, au cours de la grève actuelle, le Comité a demandé, par sa lettre du 26 septembre, qu'afin d'éviter les causes de conflit les ouvriers puissent tous les mois, hors les cas d'urgence, faire valoir leurs réclamations, soit auprès du gérant, soit auprès de ses représentants;

Considérant que, d'après les explications verbales fournies, cette mesure com-

porte la nomination de délégués par ateliers à raison d'un délégué par corporation; que la Compagnie ne fait pas obstacle à cette proposition; que même son directeur général en avait, au cours de la grève, soumis une analogue au représentant du Gouvernement; que le désaccord existe seulement sur le mode de nomination;

Considérant que chaque atelier occupe des syndiqués et des non syndiqués, qu'admettre que chaque catégorie nommât des délégués différents, ce serait organiser le conflit et créer entre les uns et les autres une distinction qui ne saurait être admise;

DÉCIDE :

Les délégués seront nommés par atelier, à raison d'un délégué par corporation. Sauf cas d'urgence, ils conféreront tous les deux mois avec les représentants, et au besoin avec la direction de la Société.

Sur la quatrième question :

Faits de grève.

Considérant qu'il a été déclaré devant l'arbitre, par les représentants de la Société, qu'elle n'entend se prévaloir contre les ouvriers ni de ce qu'ils se seraient mis en grève, ni des actes qu'ils auraient accomplis pendant la grève, ni du fait qu'ils l'auraient dirigée comme membres du Comité de cette grève;

Donne acte à la Société de sa déclaration, et décide qu'aucun renvoi n'aura lieu pour fait de grève ou pour fait accompli au cours de la grève.

Sur la cinquième question :

Chômage éventuel.

Considérant qu'il a été exposé par les représentants de la Société qu'à la suite de la grève la perte ou l'extinction d'un haut fourneau pourrait avoir pour conséquence de laisser inoccupé le personnel utilisé par ce haut fourneau ou par les services qui en dépendent; qu'il s'agit exclusivement d'apprécier les conséquences d'un fait pouvant résulter de la grève, et de les régler de façon à ce qu'elles soient aussi peu dommageables que possible et qu'elles ne pèsent pas sur une catégorie d'ouvriers à l'exclusion des autres;

DÉCIDE :

Au cas où se produirait ce chômage éventuel, il sera établi un roulement entre les ouvriers de même catégorie; le chômage sera réparti entre ouvriers syndiqués ou non syndiqués proportionnellement à leur nombre dans l'ensemble des ateliers de même nature; il sera tenu compte, dans la répartition du chômage, de la situation et des charges de famille des ouvriers.

Les différends soumis à l'arbitrage étant réglés par la présente sentence, le travail sera repris au Creusot, aux conditions ci-dessus établies, dans le plus bref délai.

Fait à Paris, le 7 octobre 1899.

Signé : WALDECK-ROUSSEAU.

6° Grève des mineurs de Grand-Croix (Loire). — A la suite du renvoi d'ouvriers par la Compagnie des mines de la Péronnière au puits Couchoud, et par la Société anonyme des houillères de Rive-de-Gier à Grand-Croix, les mineurs de ces exploitations ont quitté le travail le 17 septembre.

Ils demandaient la réintégration de leurs camarades congédiés et diverses modifications à la réglementation du travail.

Dès le début du conflit il y a eu 430 grévistes et même pendant un jour, du 21 au 22 septembre, ce nombre s'est élevé à 961 parce que les autres ouvriers de toute la région de Grand-Croix s'étaient à leur tour mis en grève pour appuyer, par cette manifestation, les revendications de leurs camarades.

Le 22 septembre, les ouvriers de la Compagnie des mines de Rive-de-Gier ont sollicité l'intervention du juge de paix.

Les patrons, immédiatement prévenus, ont répondu « que la grève s'étant déclarée sur une question de discipline intérieure, ils étaient décidés à n'accepter aucun arbitrage. »

Le juge de paix, malgré cette réponse, n'a pas jugé sa mission terminée. Il a multiplié ses démarches auprès des deux parties, et grâce à ses efforts le conflit a pris fin le 28 septembre.

La plupart des ouvriers congédiés ont été repris, et la réglementation du travail a été modifiée, particulièrement au puits Couchoud, de manière à donner satisfaction aux ouvriers.

7° Grève de mécaniciens-constructeurs à Puteaux. — Le 29 septembre, 700 ouvriers de la fabrique d'automobiles de Dion et Bouton se sont mis en grève en présentant plusieurs revendications, dont la plus importante, cause réelle du conflit, était la demande de renvoi d'un contremaître.

Le 1^{er} octobre, le juge de paix de Courbevoie intervenant d'office a réuni un comité de conciliation dont la première séance n'a pas donné de résultat.

Une nouvelle réunion devait avoir lieu le lendemain, mais les patrons ne se sont pas présentés.

Le 3 octobre, à la suite de nouvelles démarches du juge de paix, MM. de Dion et Bouton ont déclaré qu'ils considéraient comme démissionnaires ceux de leurs ouvriers, au nombre de 300 environ, qui n'avaient pas repris le travail et que dans ces conditions ils tenaient le conflit pour terminé.

La grève a pris fin le 9 octobre, les grévistes ayant été remplacés.

8° Grève de feronniers à Hirson (Aisne). — Le samedi 23 septembre, M. Laulard, directeur d'une usine de feronnerie à Hirson, fit afficher un avis par lequel il déclarait que, conformément à la loi sur les accidents, la retenue faite antérieurement de ce chef était supprimée, mais que pour atténuer les charges qui lui étaient imposées par cette nouvelle loi, le salaire serait réduit de 1 fr. 50 p. o/o.

Tous les ouvriers, au nombre de 70, se réunirent le dimanche et le lundi 25 ne rentrèrent pas à l'usine.

Ils prévinrent immédiatement le juge de paix et lui firent parvenir la liste de leurs revendications comprenant :

- 1° Le retrait de la réduction qui leur était imposée ;
- 2° La suppression du marchandage ;
- 3° L'affichage des tarifs des ouvrages en exploitation dans l'atelier ;
- 4° Diverses modifications à la réglementation du travail.

Le juge de paix a réuni, le 6 octobre, un comité de conciliation dans lequel l'accord s'est établi aux conditions suivantes :

- 1° Retenue de 1 p. o/o afin d'indemniser le patron de certains frais ;
- 2° Le marchandage ne sera toléré sous aucune forme ;
- 3° Les prix de façon seront indiqués à l'ouvrier, sur sa demande, au moment de la commande et portés sur son bon de travail.

Les ouvriers sont rentrés immédiatement dans les ateliers.

LA LOI SUR LE TRAVAIL DES FEMMES ET DES ENFANTS EN 1898.

EXTRAITS DU RAPPORT SUR L'APPLICATION DE LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892 PENDANT L'ANNÉE 1898, PRÉSENTÉ AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION SUPÉRIEURE DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE.

Une expérience, qui s'est poursuivie pendant plus de six années, permet d'affirmer que l'œuvre de protection entreprise en faveur de l'enfant et de l'ouvrière peut se réaliser sans préjudice pour la production nationale. La durée du travail quotidien de ce personnel a pu être réduite sans que le gain journalier ait subi une réduction correspondante; les progrès réalisés au point de vue de la famille sont donc incontestables. Les résistances que ne pouvait manquer de susciter une réforme qui constitue, en définitive, une restriction à la liberté du travail, ont aujourd'hui disparu.

Quant aux mesures d'hygiène et de sécurité dont les premiers principes posés dans l'article 14 de la loi de 1892 ont été développés depuis par la loi du 12 juin 1893, ils constituent un véritable bienfait pour les populations laborieuses.

En parcourant le présent rapport, il est possible de mesurer les étapes qui ont déjà été parcourues dans la voie qui doit conduire à la réalisation complète des intentions du législateur. Mais l'œuvre de ce dernier n'est pas achevée, et c'est de lui qu'on attend aujourd'hui les modifications qui doivent permettre de faire produire à la réglementation nouvelle tous les fruits qu'elle peut porter.

CHAPITRE PREMIER.

GÉNÉRALITÉS.

Aux termes de la loi du 2 novembre 1892, les industries dans lesquelles le travail des enfants, des filles mineures et des femmes est réglementé sont : les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

Il résulte des tableaux statistiques annexés au présent rapport et dressés d'après les chiffres fournis par le service de l'inspection du travail que le nombre de ces établissements est de 158.179.

L'article 17 de ladite loi portant que les inspecteurs du travail seront chargés d'assurer, en outre, l'exécution de la loi du 9 septembre 1848 qui fixe à douze heures par jour la durée du travail quotidien des adultes dans les usines et manufactures, on a dû faire état de ces établissements, qui sont au nombre de 53.592 dont 29.638, déjà compris dans le chiffre ci-dessus, occupent des femmes et des enfants.

Ajoutons, pour terminer l'énumération des lois lois sur la réglementation du travail, que les inspecteurs sont, en outre, chargés de veiller à l'application de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Ces établissements sont englobés en grande partie dans les précédentes énumérations de ceux qui sont soumis aux prescriptions des lois de 1848 et de 1892; mais il y en a 117.135 qui, n'occupant que des adultes, dans des ateliers non rangés dans la catégorie des usines et manufactures, sont uniquement assujettis aux obligations de la loi de 1893.

On peut donc répartir comme suit les établissements actuellement régis par les lois sur le travail :

DÉSIGNATION.	NOMBRE.
Lois de 1848, 1892 et 1893.....	29.638
Lois de 1892 et 1893.....	128.541
Lois de 1848 et 1893.....	23.954
Loi de 1893.....	117.335
TOTAL.....	299.468

On voit par là que les établissements occupant des enfants et des femmes, qui sont au nombre de 158.179, ne représentent que 52 pour 100 du total.

Ces établissements peuvent se répartir également de la manière suivante d'après la nature du personnel employé :

DÉSIGNATION.	NOMBRE.
Exclusivement féminin.....	61.915
Mixe.....	95.464
Adulte.....	142.089
TOTAL.....	299.468

Enfin, il a paru intéressant d'en faire le relevé d'après l'importance du personnel qui y est occupé. Ils se divisent ainsi :

DÉSIGNATION.	NOMBRE.
Établissements occupant :	
de 1 à 10 ouvriers.....	262.089
de 11 à 20 —	17.461
de 21 à 50 —	11.235
de 51 à 100 —	4.636
de 101 à 200 —	2.432
de 201 à 500 —	1.248
plus de 500.....	367
TOTAL.....	299.468

Il résulte de ces chiffres que les établissements qui comptent plus de 10 ouvriers, au nombre de 37.379, ne représentent que 12,5 p. 100 du total.

Quant au personnel employé dans les établissements existants en 1898, il se répartit comme suit :

DÉSIGNATION.	NOMBRE d'ouvriers.	P. 100.
Enfants au-dessous de dix-huit ans.....	224.231	8,5
Filles mineures et femmes.....	209.406	8,0
Hommes au-dessus dix-huit ans.....	603.185	22,9
	1.596.748	60,6
TOTAL.....	2.633.570	

Il est bien entendu que ces renseignements statistiques ne sauraient avoir un caractère d'exactitude absolu, puisqu'ils résultent, d'une part, des constatations faites par le service pendant une période qui s'étend sur plusieurs années et que, d'autre part, en ce qui concerne les communes non encore visitées, l'inspection doit nécessairement s'en remettre aux états fournis par les mairies.

Des inspecteurs expriment l'avis qu'on n'arrivera à un résultat satisfaisant à cet égard que lorsque la loi imposera l'obligation de faire à la préfecture la déclaration de toute industrie soumise à la surveillance.

Sur les 299.468 usines ou ateliers dont l'existence a été enregistrée en 1898, les inspecteurs en ont visité 122.607 soit 40,9 p. 100. Bien que cette proportion ne soit pas élevée, il suffit de rappeler que le nombre des établissements actuellement existants comptant plus de 10 ouvriers ne représente que 12,5 p. 100 du total. Le service, dont l'action pour être utile se porte de préférence sur les ateliers de quelque importance, ayant visité 40,9 p. 100 des établissements soumis à son contrôle, on peut en conclure qu'il y en a peu méritant d'être inspectés qui aient échappé à sa surveillance.

Si l'on veut mesurer l'efficacité de l'action du service de l'inspection, il faut tenir compte moins du nombre des ateliers visités que du nombre des ouvriers qui y étaient occupés et en faveur de qui la venue de l'inspecteur a pu provoquer l'adoption de mesures d'hygiène ou de sécurité qui faisaient jusque-là défaut. Or, le nombre des ouvriers qui étaient employés dans les ateliers inspectés en 1898 s'élevait à 1.872.970. Ce chiffre, nous sommes heureux de le constater, dépasse de 117.619 celui qui était accusé dans le rapport de 1897; il représente 71,1 p. 0/0 du nombre total des ouvriers occupés dans les 299,498 établissements soumis aux lois sur le travail, et 15 ouvriers par atelier. Le personnel qui, dans la proportion de 28,9 p. 0/0, n'a pas été inspecté est celui des petits établissements dont il vient d'être parlé et à l'égard desquels l'action de l'inspecteur eût été sans grande utilité.

Dans les 122.607 établissements visités, en 1898, il y en a 18,779 qui étaient inspectés pour la première fois. Voici le nombre de ces établissements, par circonscription, avec le personnel qui y a été rencontré :

CIRCONSCRIPTIONS.		ÉTABLISSEMENTS visités pour la première fois en 1898.		PERSONNEL rencontré.
NUMÉROS.	DÉSIGNATION.			
1 ^{re}	Paris.....	2.253		9.839
2 ^e	Tours.....	2.471		8.207
3 ^e	Dijon.....	1.856		8.975
4 ^e	Nancy.....	1.712		5.809
5 ^e	Lille.....	1.840		13.438
6 ^e	Rouen.....	765		5.137
7 ^e	Nantes.....	2.038		8.468
8 ^e	Bordeaux.....	3 001		11.828
9 ^e	Toulouse.....	1.110		2.932
10 ^e	Marseille.....	537		2.685
11 ^e	Lyon.....	1.196		4.198
TOTAUX.....		18.779		81.516

Il ressort de ce tableau que les établissements visités pour la première fois, en 1898, représentent 15,3 p. 0/0 du total des établissements inspectés, tandis que le

personnel qui y travaillait n'est que de 4,3 p. o/o du personnel rencontré. Ces chiffres corroborent ce que nous avons dit, à savoir que ce sont les petits ateliers que l'exiguité des cadres de l'inspection n'a pas encore permis de contrôler.

Voici la répartition des ouvriers de tous âges dont le service a constaté la présence dans les 122.607 établissements visités en 1898 :

DÉSIGNATION.	GARÇONS.	FILLES.	NOMBRE	
			de garçons et de filles.	d'ouvriers et d'ouvrières.
Enfants {	de 12 à 13 ans, munis du certificat..	1.087	861	1.948
	de 13 à 16 ans....	86.899	80.580	167.479
	de 16 à 18 ans....	66.945	67.160	134.105
ENSEMBLE.....	154.931	148.601	303.532	303.532
Filles mineures de 18 à 21 ans.....				105.107
Filles et femmes majeures.....				354.426
Ouvriers adultes hommes.....				1.109.905
ENSEMBLE.....				1.872.970

Les enfants des deux sexes au-dessous de 18 ans représentent 16,2 p. o/o du personnel inspecté ; le personnel féminin, 32,5 p. o/o.

Ces proportions varient sensiblement d'une région à une autre, suivant la nature des industries dominantes.

Voici les départements où la proportionnalité des enfants au-dessous de 18 ans est la plus forte :

Ardèche, 28,9 p. o/o ; Haute-Loire, 27,1 ; Pyrénées-Orientales, 26,6 ; Côtes-du-Nord, 25,3 ; Drôme, 23,5 ; Vienne, 22,6 ; Vaucluse, 22,5 ; Basses-Alpes, 21,7 ; Hautes-Alpes, 21,7 ; territoire de Belfort, 21,1 ; Ile-et-Villaine, 20,6 ; Cher, 20,4 ; Finistère, 20,4 ; Loir-et-Cher, 20,4 ; Nord, 20,0 ; Charente-Inférieure, 20,0.

Les départements où la proportionnalité du personnel féminin est la plus considérable sont les suivants :

Ardèche, 67,9 p. o/o ; Finistère, 60,3 ; Vendée, 58,0 ; Drôme, 56,5 ; Tarn-et-Garonne, 56,3 ; Isère, 55,5 ; Vaucluse, 55,4 ; Haute-Loire, 54,9 ; Hautes-Alpes, 51,6 ; Basses-Alpes, 51,3 ; Gard, 50,7 ; Orne, 45,0 ; Haute-Garonne, 43,5 ; Ain, 43,0 ; Pyrénées-Orientales, 42,8 ; Maine-et-Loire, 41,7 ; Hérault, 41,5.

Les départements dans lesquels les personnels enfantin et féminin réunis représentent plus de la moitié de l'ensemble des ouvriers sont les suivants :

Ardèche, 73,6 p. o/o ; Finistère, 69,6 ; Vendée, 63,5 ; Drôme, 61,4 ; Hautes-Alpes, 61,4 ; Vaucluse, 61,3 ; Tarn-et-Garonne, 61,1 ; Haute-Loire, 60,8 ; Basses-Alpes, 59,8 ; Isère, 59,3 ; Vosges, 58,0 ; Gard, 55,9 ; Orne, 52,0.

Ateliers de famille. — La loi excepte, en principe, de toute réglementation les travaux effectués dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, ou si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres, l'inspecteur a le droit de prescrire les mesures de sécurité et de salubrité nécessaires (1).

L'inspection des ateliers de famille n'a donné lieu à aucune remarque particulière et n'a pas soulevé de difficultés qui méritent d'être signalées.

Ce qui est à redouter dans cette nature d'établissements, ce sont les contraventions à la loi, lorsque, par suite de surcroît de travail, il devient nécessaire de prendre un aide ou un apprenti; ils perdent alors leur caractère d'ateliers de famille, et c'est pourquoi les visites y sont utiles pour bien faire connaître toutes les obligations imposées par la loi et les règlements.

Établissements de l'État (2). — Le personnel des établissements de l'État (déduction faite de ceux de la guerre ou de la marine), qui sont soumis aux prescriptions de la loi du 2 novembre 1892, se décompose comme suit :

DÉSIGNATION.	NOMBRE.
Enfants	1.307
Filles mineures et femmes	16.007
Hommes	4.671
TOTAUX	21.985

Les manufactures de l'État présentent les perfectionnements mécaniques les plus complets et observent très régulièrement les obligations que la loi leur impose.

CHAPITRE II.

ÂGE D'ADMISSION DANS LES ATELIERS.

L'article 2 de la loi qui fixe à 13 ans l'âge des enfants dans les établissements industriels reçoit régulièrement son application. Les exceptions tiennent toujours

(1) Nous signalions, en 1897, une tendance marquée à la multiplication, dans les campagnes, du nombre des petits ateliers de bonneterie actionnés par un moteur à pétrole et dont le personnel n'est composé que des membres de la famille.

Le même fait semble devoir se produire dans les environs de Falaise.

Le moteur électrique, dont l'adoption se généralise aussi dans les ateliers de passementerie du Forez et qui finira par s'implanter à Lyon où des essais heureux ont été faits, ne peut que favoriser également le tissage mécanique des rubans et des soieries à domicile et, par conséquent, pousser au développement des ateliers de famille soumis au contrôle de l'inspection.

L'inspecteur de la 7^e circonscription régionale signale d'autre part une tentative très intéressante conçue et réalisée par un grand industriel de Laval; c'est la reconstitution des ateliers de famille de tisserands, mais avec métiers mécaniques. Cet industriel loue à un certain nombre de ses ouvriers des maisons qui se trouvent en dehors de son usine, en même temps que la force électrique qu'il fabrique dans son établissement pour actionner les petits métiers dont il s'agit; il confie à ces tisserands les chaînes à tisser comme cela se passait quand le tissage était pratiqué à la main. Ces tisserands travaillent ainsi chez eux avec leurs familles tout en profitant des moyens puissants de fabrication mis en œuvre aujourd'hui.

(2) Au nombre des établissements de cette nature se trouvent les ateliers techniques relevant du Département du Commerce et de l'Industrie. Bien que l'administration eût lieu de penser que toutes les mesures de précaution avaient été prises conformément à ses instructions par les directeurs de ces établissements, une inspection générale de ces ateliers a eu lieu en 1898. Ces visites ont permis de constater que les prescriptions réglementaires y étaient bien observées.

aux mêmes causes : surprise de la bonne foi du patron qui s'en rapporte aux déclarations des intéressés, délivrance irrégulière d'un livret, présence du père ou de la mère dans le même atelier, profonde misère de la famille.

Les inspecteurs du travail sont unanimes à attribuer à la non-exécution de la loi du 28 mars 1882, sur l'instruction primaire obligatoire, les infractions à la loi de 1892 qu'ils ont l'occasion de constater, et on retrouve la même unanimité dans la proposition qu'ils font de reporter uniformément à 13 ans l'âge d'admission de l'enfant, que celui-ci soit muni ou non du certificat d'études primaires.

C'est dans les verreries à bouteilles que le nombre des infractions reste toujours très élevé (1).

L'ancien certificat d'instruction primaire a presque complètement disparu, mais on rencontre encore parfois des certificats délivrés à des élèves d'institutions congréganistes par des commissions d'examen dépourvues de tout caractère officiel et qui, ayant l'apparence des certificats d'études, peuvent prêter à confusion.

Le service n'a pas à requérir l'examen médical des enfants au-dessous de 16 ans, à l'effet de constater si le travail dont ils sont chargés excède leurs forces.

Le nombre des contraventions à raison desquelles le service a dû exercer des poursuites, en 1898, pour admission au travail d'enfants de moins de 13 ans n'a été que de 303. Les infractions qui avaient dû être réprimées judiciairement avaient été de 359 en 1897, de 435 en 1896, de 395 en 1895.

Les industries dans lesquelles il a été dressé le plus grand nombre de procès-verbaux pour contravention aux prescriptions de l'article 2 de la loi de 1892, relative à l'âge d'admission des enfants dans les établissements industriels, sont les suivantes :

Briqueteries, 57; moulinsages de la soie, 22; verreries et cristalleries, 20; filatures de chanvre, de lin, d'étoupes et de jute, 14; établissements de bienfaisance, 11; imprimeries, 10; scieries mécaniques, 10; teintureries, apprêts, 10.

Contrat d'apprentissage. — L'article 31 de la loi du 2 novembre 1892 portant que les prescriptions qu'elle édicte sont applicables aux enfants placés en apprentissage, c'est une question à laquelle le service ne pouvait rester étranger (2) ou indiffé-

(1) Le portage mécanique dont les essais se poursuivent depuis plusieurs années semble, dit l'inspecteur divisionnaire de la 5^e circonscription, entrer dans une phase décisive; il fonctionne depuis plus de six mois avec succès dans une gobeletterie de Blanc-Misseron. Ce progrès s'est accompli en intéressant les ouvriers dans l'économie ainsi réalisée; c'était le moyen de réussir, car, dans d'autres verreries, les essais ont échoué à cause de l'aversion du personnel pour un système qui permet la réduction de la main-d'œuvre. Cet appareil n'est, il est vrai, destiné qu'au transport de pièces légères, mais avec quelques modifications de détail on arrivera à l'approprier au transport des bouteilles.

(2) L'inspecteur de la 8^e circonscription régionale expose qu'à Caudéran, près Bordeaux, il s'est constitué, sous la présidence du maire et de l'inspecteur d'académie, une société ayant pour objet d'inculquer aux enfants le goût du travail manuel, et cela dès l'école primaire.

Pour atteindre ces desiderata, les enfants sont placés le jeudi dans des ateliers de choix où ils observent la façon de travailler des ouvriers et s'exercent à la confection de menus objets; des récompenses en argent et en nature sont annuellement décernées solennellement aux plus méritants.

Il y a là une infraction à la lettre de la loi du 2 novembre 1892, mais comme l'article 2, § 6, de cette loi permet l'enseignement manuel aux enfants de moins de 13 ans pendant trois heures par jour, soit 18 heures par semaine, et que les enfants des écoles primaires de Caudéran ne se livrent pas au travail manuel plus de 10 heures par semaine, le service a admis que la loi du 2 novembre 1892 était, dans l'espèce, respectée dans son esprit et qu'il y avait là une intéressante tentative d'enseignement professionnel dirigé par des hommes d'une compétence et d'une honorabilité notoires, et qu'il était de bonne administration de laisser vivre pour pouvoir l'apprécier à ses résultats.

rent. Il résulte des rapports des inspecteurs que l'apprentissage, tel qu'il est réglementé par la loi du 22 février 1851, est aujourd'hui en complète décadence (1).

CHAPITRE III.

DURÉE DU TRAVAIL.

La durée de la journée de travail n'a pas subi de modification depuis l'an dernier. Dans la grande majorité des établissements, elle est généralement de 11 heures; elle descend parfois, dans certains établissements, à 10 heures.

L'expérience de 1898 n'a fait que confirmer les appréciations que nous avons formulées dans le rapport de 1897 concernant l'uniformisation de la durée du travail. Nous ne croyons pouvoir mieux faire que de reproduire ici les appréciations de quelques inspecteurs sur cette intéressante question :

La durée habituelle du travail est restée ce qu'elle était l'année dernière : 10 ou 11 heures selon les localités et aussi selon les industries. Le seul fait intéressant à signaler à ce sujet, c'est que les dévideuses de Lyon se sont enfin décidées à ramener la journée à 11 heures sans que ce changement ait exercé d'autre influence que celle d'améliorer le sort des ouvrières de ce métier. Environ 200 ateliers de dévidage et d'ourdissage ont abandonné la vieille routine et adopté une journée de travail plus sincère et mieux conforme au désir des ouvrières. (M. Barral. — Lyon.)

Les fabriques de bonneterie de l'Aube ont adopté le système de la journée uniforme de 11 heures pour tout le personnel; il en est de même dans la plupart des filatures et tissages de coton de la Haute-Saône et du Haut-Rhin; mais quelques industriels ont maintenu leur ancienne organisation, c'est-à-dire 12 heures de travail pour les hommes. (M. Jacques. — Dijon.)

La durée du travail, qui était de 12 heures sous le régime de la loi de 1874, a été également abaissée à 11 heures pour tout le personnel, dans la grande industrie, depuis la promulgation de la loi du 2 novembre 1892.

Cet abaissement n'a pas exercé d'influence sur la production; les gens compétents, consul-

(1) L'apprentissage, dit l'inspecteur de la 5^e circonscription, tend à disparaître pour plusieurs raisons. Le développement du machinisme a changé les conditions de l'ouvrier dans l'industrie; il n'est plus, en quelque sorte, qu'un surveillant de machine. Par suite de la division du travail dans les grandes entreprises, le patron n'a besoin que de spécialistes et de manœuvres.

Au lieu d'être obligé de faire un stage, quelquefois assez long, pour connaître à fond son métier, l'ouvrier n'a plus besoin que d'acquérir la pratique suffisante pour actionner sa machine et la diriger. De suite, l'enfant peut produire un travail utile et rémunéré. Les familles cherchent à placer leurs enfants dans les usines et manufactures, pour tirer parti le plus tôt possible des fruits de leur travail. L'apprentissage n'existe donc plus, pour ainsi dire, que pour les petites professions manuelles. Il n'y a plus guère que les parents qui ont quelques ressources ou qui redoutent le contact des agglomérations ouvrières, ou qui comprennent l'immense avantage de donner un état à leurs enfants, qui placent ceux-ci dans la petite industrie.

L'inspecteur de la 11^e circonscription fait les observations suivantes :

« Il est très regrettable que l'apprentissage disparaisse, la spécialisation trop étroite d'un ouvrier devenant souvent une cause de chômage pour lui, sans compter qu'avec l'apprentissage risque de s'en aller la réputation d'habileté des ouvriers français à l'étranger. Pour remédier à d'aussi graves inconvénients, dit cet inspecteur, il serait bon de développer les écoles pratiques d'industrie ou de rendre l'apprentissage obligatoire par une loi, comme cela a lieu en Allemagne en ce qui concerne la petite industrie, et comme cela se pratique en Suisse pour toutes les professions, dans le canton de Neuchâtel, par exemple, ou bien encore de le remplacer par un système économique très général d'enseignement professionnel, comme cela se fait en Angleterre. »

La diffusion de l'enseignement technique, tel est aussi, aux yeux de M. l'inspecteur divisionnaire de la 1^{re} circonscription, le moyen de remédier à cette situation.

« L'école professionnelle, malgré les critiques dont cette institution a pu être l'objet, représente, à mon avis, dit-il, le moyen le plus efficace de parer au danger que ferait courir à l'industrie la disparition, même partielle, des ouvriers d'état, dont le recrutement était assuré autrefois par les nombreux sujets formés suivant l'ancien mode d'apprentissage. »

tés à ce sujet, nous ont déclaré qu'un ouvrier en 11 heures de temps bien employées peut faire le travail de 12 heures; la fixation de la durée du travail à 11 heures pour tous, par voie législative, ne rencontrerait plus aujourd'hui de sérieuses difficultés. (M. Giroud. — Nantes.)

On peut présumer que dans l'état actuel une fixation légale de 11 heures de travail pour toutes les catégories de travailleurs serait acceptée sans résistance. (M. Despaux. — Bourges.)

D'après la marche générale de l'industrie, on peut dire que cette limite serait bien acceptée par les industriels, parce qu'ils l'ont déjà mise en pratique et ont reconnu qu'il n'y aurait pas pour eux de diminution sensible de production.

A Reims et à Épernay, dans les fabriques de vins de Champagne, comme dans les industries qui s'y rattachent, bouchonneries, enveloppes de paille, fabriques de caisses et de paniers d'emballage, la journée a toujours été de 10 heures, il en est de même dans la plupart des imprimeries. (M. Chambard. — Nancy.)

Le vœu général des patrons est que la journée soit ramenée à une durée uniforme de 11 heures par jour, même pour les hommes, et que le droit d'organiser des équipes volantes soit aboli. Cette réforme est demandée par tout le monde. On reconnaît les inconvénients du système actuel, mais on le garde quand même. (M. Blaise. — Rouen.)

La fixation par voie législative de la durée du travail à 11 heures pour toutes les catégories d'ouvriers ne rencontrerait aujourd'hui aucune difficulté. La plupart des industriels souhaitent de voir prochainement l'étude de cette question reprise par le Parlement et aboutir définitivement à une solution. On mettrait fin à cet acte de surproduction excessive qui est une des causes de la crise qui sévit sur l'industrie cotonnière.

Si tous les filateurs de coton attendent le vote de cette loi, il n'y en a aucun cependant qui, dans le département du Nord, se déciderait à prendre l'initiative d'une mesure susceptible de le placer dans un état d'infériorité vis-à-vis des concurrents qui ne le suivraient pas. A l'heure actuelle, l'industrie du coton présente le spectacle assez suggestif de patrons qui font 12 heures malgré eux et contre leurs intérêts les plus immédiats. (M. Jaraczewski. — Lille.)

En résumé, les inspecteurs du travail sont unanimes à demander la suppression des dispositions de la loi du 2 novembre 1892 qui avait cru pouvoir introduire artificiellement des différences dans la durée du travail du personnel ouvrier considéré au point de vue de l'âge et du sexe. Ils s'accordent également à reconnaître que l'unification de la durée du travail à 11 heures ne soulèverait pas aujourd'hui de difficultés. Le Sénat a adopté une proposition dans ce sens, dans sa séance du 13 juillet 1894. Nous faisons des vœux pour que cette proposition, qui est actuellement soumise à la Chambre des députés, vienne en discussion à bref délai.

Loi du 9 septembre 1848. — L'article 17 de la loi du 2 novembre 1892, après celle du 16 février 1883, a chargé les inspecteurs du travail d'assurer l'exécution de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée du travail des adultes. Cette loi n'est applicable qu'aux usines et manufactures; les simples ateliers n'y sont pas soumis. En 1885, il fut décidé qu'il fallait entendre par « usines et manufactures » les établissements à moteur mécanique ou à feu continu et leurs dépendances et les fabriques occupant plus de 20 ouvriers réunis en atelier.

Cette définition des mots « usines et manufactures » a déjà provoqué les justes critiques du service de l'inspection.

Un inspecteur dit :

L'article 1^{er} de cette loi ne devrait pas viser exclusivement les usines et manufactures, mais bien les ateliers de toute nature sans se préoccuper du nombre d'ouvriers qu'ils occupent. Il paraît assez injuste qu'un atelier dépourvu de moteur mécanique et occupant seulement de 15 à 19 hommes de plus de 18 ans ne soit pas régi par cette loi, tandis que l'atelier de même nature y est soumis sous prétexte qu'il en occupe 21.

Un autre fait remarquer avec raison :

Que l'introduction dans l'industrie des moteurs à gaz a modifié le sens qui y était attaché

autrefois. On peut dire la même chose de l'électricité, du pétrole, de la vapeur, qui permettent d'avoir un moteur mécanique peu important. Mais il peut paraître anormal qu'un travail nécessitant en temps ordinaire la présence de 20 ouvriers adultes ne soit pas soumis à la loi de 1848, tandis qu'à un moment de presse, où le nombre des ouvriers s'élève à 21 ou 22, cette loi se trouve immédiatement applicable.

Un autre inspecteur ajoute :

Enfin, nous émettons le vœu qu'un texte légal définisse les mots « usines et manufactures », car l'interprétation admise et dont l'origine remonte à la loi du 21 mars 1841 ne paraît plus en harmonie avec la démocratisation actuelle des moteurs inanimés, et le public ne comprend pas que la loi appelle « usine » un modeste atelier dans lequel le patron aura dérivé, pour actionner une petite machine-outil, une partie de l'énergie électrique qui sert à l'éclairage, tandis que l'atelier du voisin, où un travail bien plus important sera effectué à la main par un personnel plus considérable, ne sera considéré par la loi que comme un atelier.

Nous ne pouvons qu'appeler l'attention de l'administration sur ces considérations, que l'expérience a suggérées au service de l'inspection et qui soulèvent la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de définir autrement qu'on ne l'a fait en 1885 les mots « usines et manufactures » et d'étendre les protections de la loi de 1848 à tous les adultes, au point de vue de la durée du travail, en attendant que la loi ait uniformisé à 11 heures la durée du travail de tous les ouvriers sans distinction.

Quant à l'obligation que le décret de 1851 impose aux industriels qui se proposent de prolonger la durée du travail, d'aviser la préfecture par l'intermédiaire du maire, nous avons dit les observations qu'elle soulevait.

Nous ne pouvons que nous référer à cet égard au vœu que la commission a exprimé dans le rapport de 1897, touchant l'utilité de modifier le décret de 1851.

Il résulte des rapports des inspecteurs du travail que les prescriptions relatives à la durée du travail sont observées aujourd'hui d'une façon beaucoup plus régulière. L'inspection n'a relevé, en 1898, que 1.002 contraventions à cet égard au lieu de 3.000 en 1897. Le nombre des infractions à la loi de 1848 est également descendu de 273 à 149.

Voici les industries dans lesquelles il a été dressé le plus grand nombre de procès-verbaux :

Modes, confections, couture, lingerie, 344 contraventions; filatures de coton, 74; briqueteries, 62; moulinage de la soie, 56; imprimeries, 55; fourrures, 41; confiseurs, fabriques de chocolat, 40; usines métallurgiques, 36; imprimeries sur étoffes, 35.

CHAPITRE IV.

TRAVAIL DE NUIT ET REPOS HEBDOMADAIRE.

La loi du 2 novembre 1892 n'a supprimé le travail de nuit que pour les enfants et les femmes; il peut donc être pratiqué à la condition de n'employer que des adultes. Cependant la question de savoir si la prohibition ne devrait pas avoir un caractère absolu a été agitée devant le Parlement.

On ne saurait méconnaître cependant qu'un courant s'est établi qui porte actuellement les chefs d'industrie vers l'adoption d'une mesure à laquelle ils se seraient montrés autrefois absolument réfractaires. Il n'est pas inutile de reproduire ici ce que dit l'inspecteur du département des Vosges :

Un groupe notable d'industriels, même parmi ceux qui travaillent la nuit, serait heureux de voir supprimer le travail de nuit dans les filatures; ce devrait être pour eux la réforme connexe à l'unification de la journée à onze heures pour tout le personnel. En effet, les fila-

teurs qui marchent la nuit, grâce à leur prix de revient moins élevé, font une concurrence très sérieuse à ceux qui ne marchent que douze heures ou onze heures; les premiers sont cause de l'affaissement des cours. On peut affirmer que ces deux réformes feraient un grand bien à l'industrie textile en lui permettant de relever ses prix.

C'est là une question qui ne se rattache pas directement à l'application de la loi de 1892; mais la commission ne saurait s'y montrer indifférente, car le jour où le travail de nuit serait interdit aux adultes, on verrait disparaître l'une des principales difficultés d'application de la réglementation actuelle du travail.

Après avoir interdit le travail de nuit aux enfants et aux femmes, la loi du 2 novembre 1892 a autorisé un certain nombre de dérogations qui méritent de fixer l'attention.

Double équipe. — Nous avons maintes fois signalé les conséquences de l'article 4 de la loi de 1892 qui donne aux chefs d'industrie la faculté d'occuper leur personnel de 4 heures du matin à 10 heures du soir, à la condition qu'il soit réparti entre deux équipes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacune avec un repos d'une heure au moins (1). On sait comment les choses se passent dans la pratique, au détriment de la morale et de la famille.

Le système de la double équipe a été pratiqué, en 1898, dans 42 établissements, à savoir : 22 fabriques de lacets et 22 filatures, qui se répartissent ainsi dans les départements :

Loire 22, Vosges 6, Nord 3, Puy-de-Dôme 3, Tarn 2, Isère 1, Côte-d'Or 1, Territoire de Belfort 1, Doubs 1, Eure 1, Aveyron 1.

Soit une diminution de 13 établissements sur l'année 1897.

Dans la plupart des établissements où cette organisation existe, le travail de chaque équipe est combiné de manière à obtenir une production correspondant à une marche de moteur pendant dix-huit heures. Pour arriver à ce résultat, on fait alterner les équipes qui se relèvent deux fois par jour après quatre heures et demie de travail. Ce mode de travail est en contradiction avec la prescription fondamentale de l'article 4 qui a voulu interdire le travail de nuit entre 9 heures du soir et 5 heures du matin pour les femmes et les enfants, dans toutes les usines qui ne sont pas à feu continu.

Veillées. — Dans le langage administratif de l'inspection du travail, le mot « veillée » s'applique au travail effectué entre 9 heures et 11 heures du soir.

Nous avons surabondamment démontré, l'année dernière, que la veillée est incompatible avec l'interdiction de travailler plus de douze heures par jour et que l'application sincère de la loi revient à l'interdiction de tout travail après 9 heures du soir. Une journée normale commençant à 8 heures du matin et finissant à 9 heures du soir, avec un repos d'une heure, permet de faire douze heures de travail effectif sans veillée. Avec cette organisation, la surveillance serait facile et les ouvrières pourraient rentrer à leur domicile à une heure convenable. Il semble donc urgent

(1) Ce système a été adopté provisoirement dans une filature de soie artificielle de Besançon. La soie artificielle étant de plus en plus employée, surtout pour la passementerie et l'ameublement, l'usine n'a pu suffire aux commandes qu'en faisant fonctionner la filature dix-huit heures consécutives, ce qui a entraîné la formation de deux équipes d'ouvrières fileuses. On procède actuellement à l'installation de nouvelles machines à filer le collodion, ce qui permettra sans doute de supprimer, dans peu de temps, le travail à double équipe toujours si pénible pour les femmes obligées de se lever à 3 heures du matin pour se rendre à leur travail.

de mettre un terme à cet emploi de la femme et de la jeune fille après 9 heures du soir, car leur place, à cette heure, est au milieu des leurs. En agir autrement serait enlever à la femme la protection à laquelle elle a droit, puisqu'elle n'est garantie ni dans sa santé ni dans sa moralité. C'est un changement d'habitude à imposer, et il répond trop au désir des familles et à l'intérêt général du pays pour ne pas entrer bientôt dans les mœurs. Le jour où on adopterait une pareille mesure, on aurait fait un pas définitif vers la solution de la question relative au contrôle du travail.

Travail de nuit permanent de sept heures. — C'est toujours par les plieuses de journaux que la tolérance dont il s'agit est principalement mise à profit, et le service de l'inspection a constaté que le travail de nuit n'excédait jamais la durée légale. Mais il n'est pas possible d'affirmer que les ouvrières rencontrées la nuit dans les ateliers de pliage n'ont pas travaillé ailleurs durant la journée.

Travail de nuit temporaire. — Rien à signaler.

Usines à feu continu. — Nous avons déjà fait observer que les infractions aux différentes dispositions qui concernent les usines à feu continu sont le plus souvent inhérentes à la nature même de l'industrie.

C'est également à une impossibilité matérielle que se heurte le service de l'inspection pour faire appliquer la loi de 1848 dans les usines à feu continu, puisque les changements de poste ne peuvent avoir lieu sans que l'une des deux équipes fasse dix-huit ou vingt-quatre heures de travail consécutif.

Aucune modification n'ayant été apportée à l'organisation du travail, nous n'y revenons pas cette année.

La principale difficulté est toujours de contrôler, en ce qui concerne les enfants, l'observation du repos hebdomadaire; il est bien exigé un roulement et un affichage du nom des enfants avec le jour de repos affecté à chacun d'eux, mais la surveillance reste impraticable.

Le nombre des infractions qui ont fait l'objet de procès-verbaux à raison de l'emploi d'enfants ou de femmes la nuit, dans des conditions irrégulières, n'a été que de 687 au lieu de 1.111 en 1897.

Voici les industries où les contraventions ont été les plus nombreuses :

Modes, confections, couture, lingerie, 317 contraventions; Filatures et peignages de laine, 70; Moulinage de soie, 63; Filatures de coton, 55; Fourrures, 40; Imprimeries, 37; Cartons, cartonnages et papeterie, 34.

Repos hebdomadaire. — L'article 5 de la loi de 1892 qui dispose que les enfants et les femmes auront un jour de repos par semaine est régulièrement observé dans la grande industrie. Dans les petits établissements, on continue encore à employer, le matin, les enfants à faire des courses ou à ranger les ateliers. Des poursuites ont dû être exercées (1).

(1) Dans quelques établissements, la nécessité de la fabrication a conduit à changer, parfois, le jour du repos pour certaines catégories des travailleurs. Dans ce cas, les patrons préviennent le service de cette modification. Une affiche est apposée dans l'atelier, mentionnant le changement. Cette affiche a un double but : aviser l'inspecteur pour prévenir une contravention et porter à la connaissance des ouvriers que le travail du dimanche, dans ces conditions, n'a pas lieu en violation de la loi.

Dans d'autres maisons, les jours de repos sont variables, et un tableau affiché dans l'atelier fait connaître le jour affecté à chacun des enfants; dans ces établissements, ils ont même en plus la demi-journée du dimanche.

L'inobservation du repos hebdomadaire et des jours fériés a motivé, en 1898, 712 contraventions. Il y en avait eu 1.508 en 1897, 1.793 en 1895, 2.503 en 1896 et 1.508 en 1897.

Voici les industries dans lesquelles les infractions ont été les plus fréquentes :

Modes, confections, couture, lingerie, 169 contraventions; Blanchisserie et repassage, 93; Produits alimentaires, 46; Imprimeries, 36; Cartons, cartonnages et papeterie, 34; Décor sur porcelaine, 31; Dévidage de la soie, 22; Usines métallurgiques, 21; Serruriers-mécaniciens, 21; Teintureries, apprêts, 18.

CHAPITRE V.

TOLÉRANCES.

Les règles relatives à l'interdiction du travail de nuit, à la durée du travail et à l'observation du repos hebdomadaire peuvent être temporairement levées dans des conditions qui nous restent à indiquer :

1° En cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, l'inspecteur divisionnaire peut autoriser un chef d'industrie à faire travailler les enfants et les femmes la nuit pendant un délai déterminé. Le personnel d'un atelier est-il réduit à l'inaction par suite d'un incendie ou d'une inondation par exemple, le patron peut demander l'autorisation de le faire travailler de nuit dans un autre atelier après le départ du poste de jour. En cas d'arrêt complet du travail, si l'on se trouve dans une agglomération industrielle importante, le chef d'industrie a encore la ressource de constituer une équipe de nuit. Mais ce sont à peu près les seuls cas dans lesquels le paragraphe 7 de l'article 4 de la loi de 1892 puisse être mis à profit. Aussi, en présence de l'impossibilité d'improviser une seconde équipe et souvent d'augmenter le personnel normal de l'établissement, les industriels sont-ils dans l'habitude de demander à l'inspecteur l'autorisation de faire des heures supplémentaires qui leur permettraient d'expédier les commandes en souffrance tout en donnant à l'ouvrier le moyen de récupérer le temps et le salaire perdus.

Nous avons dit, les années précédentes, que les inspecteurs étaient presque unanimes à considérer que la loi ou les règlements devraient prévoir l'octroi d'une tolérance de cette nature afin de ne pas apporter d'entraves à l'industrie et de ne pas imposer aux ouvriers des chômages injustifiés. Le principal, disent-ils, est que, après la vérification du temps perdu, si on totalise les heures de travail, la durée moyenne de la journée se trouve dans les limites fixées par la loi.

Il est bien entendu, dans l'esprit des inspecteurs, qu'il ne saurait s'agir des arrêts accidentels qui entraînent une interruption de travail d'une demi-heure ou d'une heure.

Si ces petites récupérations de travail étaient autorisées, dit l'inspecteur divisionnaire de la 5^e circonscription, on peut être assuré qu'elles entraîneraient des abus contre lesquels il serait bien difficile de réagir. Mais, à côté de ces petits arrêts de courte durée qui surviennent pendant le travail, il y en a d'autres qui entraînent un chômage prolongé. Pour ceux-là la loi a admis la levée de l'interdiction du travail de nuit qui, comme on le sait, n'est pas d'une application courante, mais elle n'a pas admis la récupération du temps perdu par accroissement de la journée de travail. Eh bien, pour de tels chômages, cette faculté mériterait d'être mentionnée dans la loi. Ce serait, dans une certaine mesure, faciliter son application et lui donner en même temps ce caractère pratique qu'on lui a tant reproché de ne pas avoir. Du reste, en Angleterre, en Allemagne, en Autriche, cette tolérance est admise dans la législation du travail. Sans doute, il faut avoir soin de prévenir les abus, mais on y

parviendrait sans peine en exigeant que ces demandes soient adressées au Ministre du commerce, qui les ferait alors instruire pour s'assurer qu'elles restent très exactement circonscrites aux cas prévus et qui fixerait ensuite le délai de la dérogation. Sur ce point, il y a dans la loi une certaine lacune qu'il conviendrait de faire disparaître par une disposition législative.

M. Jacques, l'inspecteur de la 3^e circonscription, en résidence à Dijon, s'exprime ainsi sur la même question :

Sous le régime de la loi de 1874, il était établi, suivant l'avis du comité consultatif des arts et manufactures adopté par la commission supérieure, que la levée de l'interdiction du travail de nuit ne pouvait être prononcée que lorsque les travaux d'une usine avaient été interrompus pendant une durée d'au moins sept jours consécutifs, soit par la suppression de l'activité du moteur, soit pour réparer des dégâts.

D'un autre côté, le travail de nuit temporaire ne devait durer, au maximum, que pendant un nombre de jours double de celui que représentait l'interruption du travail.

Ces règles pourraient être renouvelées, en ce qui concerne l'application de l'article 4, § 7, et d'autres seraient édictées en vue de l'application de l'article 5 du décret du 29 juillet 1895 aux cas de moindre importance.

Tel est également l'avis de M. Laporte, inspecteur de la 1^{re} circonscription, en résidence à Paris, dont voici la conclusion :

Cette mesure libérale s'impose. Elle est réclamée par les ouvriers aussi bien que par les patrons. Il n'y a aucun abus à redouter; la surveillance et le contrôle seront même plus faciles dans ces conditions qu'ils ne le sont aujourd'hui. Car, il ne faut pas se le dissimuler, la prolongation du travail, en cas de force majeure, se produit à notre insu chaque fois que des circonstances l'exigent. Le personnel ouvrier a trop d'intérêt à recouvrer les salaires perdus pour qu'il nous dénonce jamais ce genre d'infraction.

C'est là une question qui s'imposera à l'attention du législateur lors de la revision de la loi du 2 novembre 1892, actuellement soumise à la Chambre des députés.

2° Après avoir levé l'interdiction du travail de nuit en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, la loi de 1892 a, dans son article 7, prévu que certaines industries pourraient se trouver, parfois, dans la nécessité de faire des heures supplémentaires et même de travailler le jour habituellement consacré au repos hebdomadaire.

Ces industries ont été déterminées par un règlement d'administration publique du 15 juillet 1893 qui a été ultérieurement complété par les décrets des 26 juillet 1895, 29 juillet 1897 et 24 février 1898.

Il résulte des rapports des inspecteurs du travail que les tolérances précitées n'ont pas été autorisées jusqu'à ce jour dans un certain nombre d'industries et qu'il serait possible, par conséquent, de diminuer la nomenclature de l'article 5 qui tend à s'accroître de jour en jour.

M. l'inspecteur divisionnaire de la 1^{re} circonscription s'élève à nouveau contre le pouvoir discrétionnaire qui est laissé au service d'accorder, limiter, étendre ou refuser l'autorisation de faire des heures supplémentaires. Il renouvelle le vœu que les règlements fixent le nombre annuel des jours de tolérance que l'inspecteur divisionnaire a le droit d'accorder, ou, ce qui serait mieux encore, que la loi donne à l'industriel la faculté de choisir lui-même 90 jours de l'année pendant lesquels il pourra prolonger d'une heure la journée de travail, avec l'obligation d'en aviser l'inspection dans la forme déjà prescrite par les articles 1 et 3 du même décret du 25 juillet 1895, et cela en attendant mieux, c'est-à-dire la suppression de l'article 7.

C'est également à la suppression de l'article 7 de la loi de 1892 que conclut l'inspecteur de Lyon dont nous croyons devoir reproduire textuellement l'avis :

Les conditions de l'industrie ne sont plus ce qu'elles étaient autrefois. Au travail régulier de jadis ont succédé maintenant les à-coups, les poussées. Pour faire face aux besoins actuels, il faut pouvoir forcer la production à un moment donné, de façon à livrer vite, sous peine de se voir supplanter par des concurrents étrangers mieux organisés. Peu d'industries échappent aujourd'hui à cette nécessité de la surproduction accidentelle et momentanée. Dès lors, pourquoi créer des privilèges parmi les industriels et faire naître des jalousies chez les délaissés? Ne serait-il pas préférable, après avoir consacré le principe de la journée de dix ou onze heures, de faciliter tous les industriels au même titre, en leur accordant à tous, sans exception, la faveur de prolonger la journée d'une heure pendant soixante jours par an à leur choix, et d'établir la même règle pour un nombre de dimanches déterminé d'avance. Ce système serait plus équitable que le système actuel, car il est choquant pour certains industriels de voir tranquillement leurs voisins jouir des facilités que la loi a cru devoir leur refuser à eux-mêmes.

Quelque graves que puissent être les conséquences d'une modification si profonde apportée à la loi du 2 novembre 1892, nous n'avons pas cru devoir passer sous silence les considérations présentées à cet égard par le service de l'inspection du travail, afin de signaler la question à l'attention du Parlement à qui il appartient seul de la trancher.

Ce sont toujours les industriels de saisons de Paris qui bénéficient le plus de la faculté de prolonger exceptionnellement en semaine la durée du travail, et d'occuper le personnel protégé le jour consacré au repos hebdomadaire. Sur 1.377 établissements qui ont obtenu l'autorisation de faire une ou deux heures supplémentaires (sans que la durée du travail dépasse douze heures), 617, c'est-à-dire près de 44,8 p. o/o, appartiennent aux industries parisiennes. Si l'on se réfère au travail effectué le jour du repos hebdomadaire, la proportion des tolérances accordées est de 55,2 p. 100 (549 sur un total de 993).

Quant au personnel occupé pendant la durée de ces tolérances, il se composait de 8.198 enfants, 4.484 filles mineures et de 21.444 femmes, soit un total de 34.126 personnes pour la durée du travail. En ce qui concerne la dispense du repos hebdomadaire, elle s'appliquait à 5.223 enfants, 1.819 mineurs et 15.960 femmes, soit un total de 23,002 jeunes ouvriers et ouvrières.

Voici les industries où les autorisations ont été le plus nombreuses :

INDUSTRIES.	NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS ayant bénéficié d'autorisations.	
	Durée du travail.	Repos hebdomadaires.
Confections, couture et lingerie pour femmes et enfants	313	129
Blanchisseries	297	180
Imprimeries.....	144	120
Conserves de fruits et confiseries, conserves de légumes et poissons.....	102	76

CHAPITRE VI.

LIVRETS. — REGISTRES. — AFFICHAGES.

Livrets. — Chaque année le service de l'inspection constate que le nombre va s'accroissant des enfants de 13 à 18 ans qui sont munis du livret ou pièce d'identité

qui doit leur être délivrée gratuitement par la mairie et sans laquelle ils ne doivent pas être admis dans un établissement industriel.

Le tableau ci-après indique la proportion par circonscription des enfants qui ont été trouvés, en 1898, dans une situation régulière :

1^{re} Paris 88,5 p. 0/0; 2^e Tours 78,0; 3^e Dijon 90,9; 4^e Nancy 94,2; 5^e Lille 93,5; 6^e Rouen 95,0; 7^e Nantes 82,0; 8^e Bordeaux 75,0; 9^e Toulouse 89,6; 10^e Marseille 94,6; 11^e Lyon 97,1.

Registres. — Les registres sur lesquels les patrons ou chefs d'industrie sont tenus de mentionner toutes les indications portées au livret, y compris la date d'entrée et de sortie de l'enfant, sont assez régulièrement tenus dans les grands établissements.

L'inspecteur de la 5^e circonscription formule un desideratum que nous croyons utile de reproduire :

Les dispositions de l'article 10, dit-il, concernant le registre d'inscription sont fondamentales pour la bonne application des lois sur le travail. Si les industriels étaient tenus d'y inscrire au fur et à mesure les noms et prénoms de tous les ouvriers qu'ils emploient sans aucune distinction d'âge et de sexe, et l'indication de leur âge et de leur domicile, le service de l'inspection aurait alors entre les mains une pièce de la plus haute importance, car elle faciliterait singulièrement le contrôle. Mais la loi de 1892 n'a prescrit aux industriels que l'inscription des ouvriers de moins de 18 ans et si, d'autre part, la loi de 1893, en prévoyant un registre d'usine, en a ordonné implicitement l'obligation, ce n'est que dans le but de permettre à l'inspecteur d'y consigner les mises en demeure qu'il signifie aux industriels. De sorte que pour trouver dans cette pièce tous les moyens d'investigation désirables, il faudrait qu'une mesure législative en prescrivît l'obligation et l'usage.

Affichage. — S'il est une prescription au sujet de laquelle le service doit se montrer de la plus grande sévérité, c'est bien celle qui a trait à l'affichage des heures de travail et de repos, car elle est la base de la surveillance et la seule qui permette d'exercer un contrôle efficace. Seulement, tant que l'unification des heures de travail ne sera pas opérée, et qu'il sera possible d'organiser dans les salles de travail des remplacements qui permettent à l'industriel de prolonger la marche du moteur sans contrevenir aux dispositions légales, il sera impossible de trouver dans cette prescription tous les moyens de contrôle que le législateur a eu l'intention de procurer au service.

Enfin, nous exprimons le vœu que le tableau affiché dans l'établissement, et réglé suivant les convenances du patron, soit accepté par les tribunaux comme la marche du travail, et que si, par exemple, on travaille pendant les heures de repos, on admette que la durée du travail a été dépassée. L'industriel qui fait travailler les femmes et les enfants pendant le temps qui, d'après l'horaire est un temps de repos, commet une contravention qui doit être suivie de répression.

CHAPITRE VII.

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS.

Les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs étaient en partie exécutées sous le régime de la loi de 1874. Elles ont été complétées par les lois de 1892-1893.

Au début, les exigences de la réglementation nouvelle parurent excessives parce

qu'il y avait beaucoup à faire; plus on avance dans son application, plus on en constate les bienfaits.

Au point de vue de la sécurité, ils sont indéniables. Il existe actuellement peu d'établissements de quelque importance qui, depuis six ans, ne porte la trace palpable de l'action du service.

L'inspecteur divisionnaire de Bordeaux estime que plus de 2,000 machines ont été protégées dans sa circonscription; aussi ne rencontre-t-on presque plus d'enfants de moins de dix-huit ans avec les doigts mutilés par les engrenages des machines à percer.

Sous l'influence des lois nouvelles, de nombreuses maisons de construction de machines livrent les engrenages protégés; il est rare aujourd'hui qu'une machine à tirer dans une imprimerie soit vendue sans couvre-engrenages; il en est de même des machines à papeterie, de nombreuses machines de filature, etc., et la preuve que ce résultat est dû à l'influence des lois, c'est que les machines agricoles qui n'y sont point soumises sont dépourvues de tout organe protecteur.

Le nombre des procès verbaux que le service a dû dresser, en 1898, tant pour contraventions aux règles d'hygiène et de sécurité prescrites par l'article 14 de la loi du 2 novembre 1892 et par le décret du 13 mai 1893, que pour infractions aux prescriptions de l'article 2 de la loi du 12 juin 1893 et du décret du 10 mars 1894, s'est élevé en y comprenant les non-déclarations d'accidents constatés à 1.326. Il avait été de 398 en 1894, de 804 en 1895 et de 1.080 en 1896. Cette sévérité dans la répression dénote, non pas que la loi n'est pas appliquée (nous venons de voir le contraire), mais que le moment est venu d'exiger, s'il le faut, par des mesures de rigueur, de la part des industriels récalcitrants l'application des prescriptions réglementaires qui devront être, dans un délai très rapproché, universellement observées.

Les contraventions relatives à la loi de 1892 et au décret de 1893, les seules dans le détail desquelles nous ayons à entrer ici (l'application de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs échappant, d'une manière générale, au contrôle de la commission), se répartissent comme suit :

NATURE DES CONTRAVENTIONS.	NOMBRE des contraventions.
Infractions aux règles générales d'hygiène et de sécurité prescrites par l'article 14 de la loi du 2 novembre 1892.....	194
Graissage de mécanismes en marche.....	24
Machines non protégées.....	115
Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux scies circulaires.....	11
Emploi d'enfants de moins de 16 ans au travail des lames tranchantes mécaniques.....	2
Emploi d'enfants de moins de 16 ans au service des robinets à vapeur.	1
Surcharges.....	75
Travail aux machines à coudre avant 16 ans.....	6
Travaux interdits aux enfants, aux filles mineures et aux femmes...	12
Travail interdit aux enfants au-dessous de 18 ans.....	2
Conditions imposées pour certains travaux.....	45

Bonnes mœurs. — Le maintien des bonnes mœurs et de la décence publique n'a pas donné lieu, sauf quelques exceptions très rares, à des remarques fâcheuses.

CHAPITRE III.

ACCIDENTS.

Les déclarations d'accidents ont subi une progression constante depuis la promulgation des lois de 1892-1893, ainsi qu'on peut en juger par les chiffres ci-après :

1893, 3,655 déclarations; 1894, 14,954 déclarations; 1895, 20,390 déclarations; 1896, 25,922 déclarations; 1897, 28,954 déclarations, et 1898, 35,433 déclarations.

Cependant les inspecteurs du travail ont tous la conviction que les accidents eux-mêmes diminuent et comme nombre et comme gravité. Certains inspecteurs concluent même à une amélioration des conditions de sécurité, parce que d'une année à l'autre les accidents sont restés en nombre égal dans certaines régions, malgré l'accroissement du nombre des travailleurs et l'accomplissement plus exact de la formalité de la déclaration.

D'autres constatent l'abaissement du nombre des accidents dans quelques industries importantes où ils sont régulièrement déclarés depuis quelques années.

Ils signalent, en outre, que les accidents imputables au défaut de protection des machines ou mécanismes, ou au manque de précaution des chefs d'industrie, deviennent de plus en plus rares. Seuls, les accidents dus au risque professionnel ne diminuent pas.

L'année 1898 peut être considérée comme la dernière pendant laquelle les déclarations d'accidents auront été effectuées sous le régime des lois de 1892-1893. Aussi a-t-il paru nécessaire de résumer les résultats qui ont été obtenus pendant les six années précédentes.

Voici d'abord, par groupes d'industries et par année, l'état récapitulatif des accidents déclarés depuis 1893 :

NUMÉROS D'ORDRE.	GROUPES D'INDUSTRIES.	ANNÉES.					
		1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.
I.	Alimentation.....	139	658	1.076	1.255	1.306	1.469
II.	Bois (Industries du).....	32	222	365	517	831	1.014
III.	Chemins de fer (Construction et réparation du matériel des).....	795	3.427	4.201	5.626	6.001	7.846
IV.	Chimiques (Industries).....	55	465	574	959	1.012	1.381
V.	Constructions.....	89	820	2.266	3.181	3.137	3.982
VI.	Cuir et peaux.....	19	85	136	207	224	303
VII.	Eau, chauffage, éclairage.....	7	290	343	618	703	715
VIII.	Imprimerie.....	33	96	100	135	169	204
IX.	Industrie textile.....	364	1.155	2.048	2.457	2.813	3.378
X.	Machines, outils, instruments de précision, appareils.....	400	992	2.969	3.110	3.854	4.918
XI.	Métallurgiques (Usines).....	1.387	4.291	4.077	4.593	4.971	5.902
XII.	Métaux (Travail des).....	124	858	528	1.035	979	1.161
XIII.	Moulius.....	8	64	82	110	112	128
XIV.	Papiers, cartons.....	87	283	350	517	484	548
XV.	Pierres et terres (Industries des).....	73	428	650	707	1.084	1.217
XVI.	Vêtements et accessoires.....	12	34	37	69	77	77
XVII.	Industries diverses.....	31	786	588	826	1.197	1.190
	TOTAL.....	3.655	14.954	20.390	25.922	28.954	35.433

L'état ci-après donne la récapitulation des accidents déclarés depuis 1893, d'après leurs causes matérielles :

CAUSES MATÉRIELLES DES ACCIDENTS.	ANNÉES					
	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.
Moteurs.....	51	95	137	149	145	181
Transmissions.....	99	310	404	461	473	612
Machines-outils, métiers, etc.....	811	2.248	2.989	3.571	4.261	4.831
Ascenseurs, grues, appareils de levage.....	71	309	321	381	363	515
Chaudières à vapeur, autoclaves, etc.....	23	66	92	125	119	117
Explosifs (poudre, dynamite, etc.).....	11	15	66	70	73	102
Matériaux incandescents, brûlantes, corrosives.....	297	1.227	1.382	1.831	1.896	2.451
Éboulements, chutes d'objets.....	438	2.423	3.256	4.289	5.012	6.049
Chute (de l'ouvrier) du haut d'une échelle, d'un escalier, d'un échafaudage, dans des excavations, etc.....	515	3.001	4.275	5.315	5.793	6.691
Mauvaise conduite des fardeaux.....	364	1.779	2.923	3.895	3.961	5.562
Conduite des voitures, accidents causés par les animaux.....	56	259	474	729	818	1.089
Outils à main (marteaux, haches, scies, rabots, etc.).....	353	1.110	1.665	1.930	2.311	2.774
Causes diverses.....	556	2.083	2.406	3.176	3.726	4.453
TOTAL.....	3.655	15.954	20.390	25.922	28.954	35.433

Il a paru intéressant de dresser également un état des accidents déclarés depuis 1893, d'après leurs conséquences pour ceux qui en ont été victimes :

CONSÉQUENCES DES ACCIDENTS.	ANNÉES					
	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.
Morts.....	99	378	466	593	605	643
Blessures à la tête et au visage (sans les yeux).....	157	687	962	1.085	1.359	1.496
Blessures aux yeux.....	244	765	1.018	1.241	1.393	1.566
Blessures aux bras et aux mains.....	723	2.956	3.667	4.834	5.402	6.519
Blessures aux doigts.....	916	3.574	4.841	6.104	7.099	8.569
Blessures aux jambes et aux pieds.....	974	4.194	5.853	7.414	8.080	10.250
Blessures aux autres parties du corps ou à plusieurs parties à la fois.....	471	2.279	3.260	4.275	4.481	5.798
Lésions internes.....	85	240	326	458	660	745
Asphyxie.....	7	7	4	12	6	11
Submersion.....	2	3	7	5	4	6
TOTAL.....	3.671	15.083	20.504	26.021	29.089	35.603

Enfin le tableau ci-après indique la récapitulation des accidents déclarés, depuis 1893, d'après l'âge et le sexe des victimes :

ÂGE ET SEXE DES VICTIMES.	ANNÉES					
	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.
Enfants au-dessous de 18 ans.....	796	1.531	1.769	2.230	2.495	3.119
{ Garçons.....	69	175	239	302	370	371
{ Filles.....	40	90	177	207	200	230
Filles mineures et femmes de 18 à 44 ans.....	129	374	490	651	853	1.040
Ouvriers adultes.....	2.640	12.915	17.829	22.634	25.171	30.843
TOTAL.....	3.671	15.083	20.504	26.021	29.089	35.603

Nous ne reviendrons pas sur les observations qu'a déjà suggérées la participation des inspecteurs du travail à l'application de la loi de 1898 qui leur confère le pouvoir de constater les contraventions en cas de non-déclaration des accidents et de non-affichage de la loi et des règlements d'administration relatifs à son exécution.

Nous ne pouvons que réitérer le vœu exprimé l'année dernière, que la nouvelle tâche qui leur est confiée ne les détourne pas de leur véritable mission, qui est d'assurer l'application des lois sur le travail.

Ces fonctionnaires qui, eu égard à leur petit nombre, ne suffisent déjà pas à l'accomplissement de leur devoir, seraient dans l'impossibilité de remplir leurs obligations s'ils devaient être astreints d'une façon plus ou moins directe à prêter leur concours en vue d'assurer l'application de la loi de 1898. Il ne faudrait pas, notamment, que, sous prétexte que leur expérience et leurs connaissances spéciales les désignent à son choix, le juge de paix les commit comme experts pour l'assister dans l'enquête qu'il doit faire en vertu de l'article 13. C'est là un domaine qui doit leur rester complètement étranger.

CHAPITRE IX.

ÉTABLISSEMENTS SPÉCIAUX.

Établissements de bienfaisance. — D'après les rapports des inspecteurs, le nombre des établissements de bienfaisance soumis à la loi de 1892 était de 1.464. Il en a été visité 1.079 en 1898.

Voici les départements dans lesquels ces établissements sont le plus nombreux :

Seine 117 établissements; Nord 90, Meurthe-et-Moselle 46, Gironde 45, Rhône 42, Bouches-du-Rhône 36, Aisne 31, Loire-inférieure 30, Seine-inférieure 29, Seine-et-Oise 27, Marne 26, Tarn 26, Drôme 26.

Quant au personnel rencontré au cours de ces visites, il était de 51.236 personnes; en voici le dénombrement par sexe et par âge :

Designation du personnel.	Nombre d'enfants protégés par sexe.	Total.
Enfants au-dessous de 13 ans non munis du certificat.	Garçons. . . 1.172 Filles. . . 14.182	15.354
Enfants de 12 à 13 ans munis du certificat.	Garçons. . . 37 Filles. . . 413	450
Enfants de 13 à 16 ans.	Garçons. . . 1.356 Filles. . . 12.489	13.845
Enfants de 16 à 18 ans.	Garçons. . . 888 Filles. . . 8.340	9.228
Filles mineures de 18 à 21 ans. ....	.....	6.654
Filles et femmes majeures. ....	.....	5.705
ENSEMBLE. ....	.....	51,236

Le nombre total des infractions relevées s'élève au chiffre total de 694, qui se décompose comme suit :

Durée du travail, 223 contraventions; affichage, 126; envoi de l'état trimestriel, 330; hygiène, 10; sécurité, 5. Total, 694.

Théâtres et cafés-concerts sédentaires. — Nous avons signalé déjà que dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires des précautions ont été prises au sujet de la sécurité; mais les droits mal définis des inspecteurs rendent peut-être plus rares qu'elles ne pourraient l'être les visites dans ces établissements.

Cependant les mesures qui ont été prises dans un département paraissent de nature à assurer non seulement la stricte application de la loi du 2 novembre 1892, mais encore celle du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire.

Sur la proposition du service de l'inspection du travail, la préfecture de la Gironde, en accordant l'autorisation sollicitée par le directeur d'un théâtre de Bordeaux, l'a subordonnée à l'exécution des prescriptions suivantes :

Les enfants désignés nominativement dans le présent arrêté d'autorisation pourront seuls figurer dans (nom de la pièce), et au plus trois soirées sur sept. Ils ne devront plus rester dans le théâtre ou ses dépendances après... heures du soir, et le directeur prendra les mesures nécessaires pour les faire accompagner à leur domicile. Ils ne pourront être employés que si, le 1^{er} de chaque mois, ils remettent à la direction du théâtre un certificat d'un directeur d'une école publique ou privée attestant une fréquentation scolaire régulière; ces certificats seront tenus à la disposition des inspecteurs du travail dans les bureaux de la direction du théâtre.

C'est là un exemple qui devrait être suivi dans tous les départements.

Il n'a pas été fait d'observations concernant l'interdiction de l'emploi d'enfants de moins de dix-huit ans dans les ménageries renfermant des bêtes féroces ou venimeuses. (Exécution du tableau C, décret du 13 mai 1893.) Il est à remarquer qu'aucun texte de loi ne donnant pouvoir aux inspecteurs du travail de pénétrer dans ces sortes d'établissements, le contrôle ne peut s'exercer que par l'entrée payante.

Non moins difficile à exercer est la loi du 7 décembre 1874 relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes, dont l'article 17 de la loi de 1892 a également chargé l'inspection.

CHAPITRE V.

INSPECTION.

L'inspection du travail est un rouage administratif accepté de tous, que beaucoup considèrent comme indispensable et qu'on ne discute plus. L'activité déployée par les inspecteurs du travail depuis la mise en vigueur de la loi de 1892 et les résultats acquis ont créé cet état de choses qui, par la suite, ne peut qu'aplanir les difficultés et simplifier sa tâche.

Les travailleurs s'adressent fréquemment aux inspecteurs quand il s'agit de veiller à leurs intérêts, et c'est certainement là une marque de grande confiance.

Les industriels viennent consulter les inspecteurs sur les moyens de nature à éviter les accidents.

Si l'application des lois sur le travail soulève des difficultés, c'est à la loi qu'il faut s'en prendre et non aux fonctionnaires qui sont chargés de la faire exécuter; c'est la loi qui peut sembler rigoureuse et non la façon dont elle est appliquée.

Quant aux inspecteurs du travail, animés de sentiments élevés, forts de leur conscience, aussi fermes devant les industriels puissants que devant les modestes, ils ne cesseront de faire respecter l'œuvre du législateur.

L'état récapitulatif ci-après indique le nombre des visites qui ont été effectuées par année et par circonscription depuis la mise en exécution des lois sur le travail.

NUMÉROS des CIRCON- SCRIPTIONS.	RÉSIDENCES des INSPECTEURS DIVISIONNAIRES.	ANNÉES					
		1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.
1 ^{re} .	Paris.....	24.930	32.075	32.041	33.218	33.071	32.613
2 ^e .	Tours.....	3.292	5.739	5.745	6.829	7.250	8.048
3 ^e .	Dijon.....	1.633	6.089	5.698	5.515	7.411	7.210
4 ^e .	Nancy.....	4.102	8.651	9.373	9.496	10.740	11.152
5 ^e .	Lille.....	4.719	9.128	8.439	10.774	11.445	9.609
6 ^e .	Rouen.....	1.597	7.168	7.154	7.637	8.843	7.932
7 ^e .	Nantes.....	3.397	7.988	7.535	8.066	8.064	7.778
8 ^e .	Bordeaux.....	3.321	6.436	7.448	8.539	8.926	9.085
9 ^e .	Toulouse.....	3.220	4.907	6.342	6.179	6.499	6.039
10 ^e .	Marseille.....	4.902	9.237	10.348	10.720	11.755	10.874
11 ^e .	Lyon.....	5.931	9.317	9.360	10.766	11.770	12.267
	TOTAUX.....	61.047	106.735	109.486	117.539	125.775	122.607

Comme on le voit, ce nombre n'a fait que s'accroître jusqu'en 1898. Si une légère diminution s'est produite l'année dernière, c'est que, eu égard aux résultats négatifs qu'ils avaient obtenus l'année précédente dans la surveillance particulière exercée sur les petits ateliers, les inspecteurs du travail ont cru devoir concentrer leur action sur les grandes agglomérations industrielles où il suffit de quelques grandes usines pour absorber la plus grande partie de leur temps. Il faut ajouter les déclarations d'accidents qui se sont accrues de 22 p. p. o/o en 1898 et qui ont exigé de nombreuses enquêtes, lesquelles se font naturellement au détriment des visites.

L'organisation actuelle du service peut, d'une manière générale, permettre d'assurer la surveillance de la grande industrie; mais comme la loi ne distingue pas et qu'elle doit être appliquée dans tous les ateliers, quelle que soit leur importance, il faut qu'ils soient soumis à une surveillance que le nombre des inspecteurs du travail et les indemnités de déplacement actuelles ne permettent pas d'assurer d'une façon efficace. Aussi la commission a-t-elle déjà exprimé plusieurs fois le vœu que le crédit affecté à l'inspection du travail fût majoré dans la mesure qu'exigerait le fonctionnement normal du service. Les rapports des inspecteurs divisionnaires contiennent le même desideratum. Voici ce que dit, notamment, à ce sujet l'inspecteur de la 5^e circonscription :

Pour assurer le contrôle de la petite industrie, on pourrait créer un personnel spécial sous la dénomination de sous-inspecteurs ou d'inspecteurs adjoints. Ceux-ci, agissant sous les ordres de l'inspecteur départemental, visiteraient les ateliers de la petite industrie et seconderaient l'inspecteur dans les travaux de bureau. Si toutefois cette création devait accroître d'une façon trop grande les charges du budget de l'inspection, on pourrait se contenter, dès le début et à titre d'essai, d'un certain nombre de ces agents qui, placés sous le contrôle de l'inspecteur divisionnaire, pourraient être délégués par celui-ci, suivant les besoins et successivement, auprès de chaque inspecteur départemental. Cette organisation permettrait de recruter un personnel plus jeune, pouvant être plus faiblement rétribué et qui, après avoir justifié des connaissances nécessaires, serait tout désigné pour remplir ensuite les fonctions d'inspecteur départemental. Toute autre organisation ne permettrait pas, croyons-nous, d'obtenir des résultats aussi étendus et avec autant d'économie.

Nous ne pouvons que nous associer à ces observations, sur lesquelles nous appelons l'attention des pouvoirs publics.

Dans les observations que nous venons de présenter, nous n'avons pas tenu compte du travail supplémentaire demandé à quelques inspecteurs pour le service du contrôle des filatures de soie, par application de la loi du 2 avril 1898. Si ce dernier service devenait définitif, il y aurait lieu d'augmenter les cadres des inspecteurs, afin de répartir le service d'une façon plus équitable pour que ce personnel puisse continuer à accomplir ses devoirs avec l'exactitude et la régularité nécessaires.

CHAPITRE XI.

COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES. — COMITÉS DE PATRONAGE.

Commissions départementales. — Les seules commissions qui se soient réunies sont celles des 7 départements ci-après : Indre-et-Loire, Loire-Inférieure, Marne, Basses-Pyrénées, Seine-et-Marne, Somme et Yonne. Elles n'avaient fonctionné que dans 6 départements en 1895, 5 en 1896 et 11 en 1897.

Comités de patronage. — Nous avons déjà eu l'occasion de dire combien avait été peu efficace l'intervention des conseils généraux et de l'autorité préfectorale en vue de la constitution des comités de patronage que la loi prescrit d'instituer dans chaque département pour la protection et le développement de l'instruction professionnelle des apprentis et des enfants employés dans l'industrie.

Il n'y a que le département de la Gironde où les efforts de la commission d'administration des comités de patronage aient été réellement couronnés de succès; on peut dire aujourd'hui que ce comité est en voie de fonctionnement.

CHAPITRE XII.

PÉNALITÉS.

Le nombre des procès-verbaux dressés, en 1898, pour infractions aux lois sur le travail, a été de 1.352. Il avait été de 1.264 en 1897.

Les diminutions constatées se sont produites dans les circonscriptions ci-après : 1^{re} circonscription (Paris), 6^e circonscription (Rouen), 8^e circonscription (Bordeaux), 10^e circonscription (Marseille), 11^e circonscription (Lyon).

Il y a, au contraire, augmentation dans les circonscriptions suivantes : 2^e circonscription (Tours), 3^e circonscription (Dijon), 4^e circonscription (Nancy), 5^e circonscription (Lille), 7^e circonscription (Nantes), 9^e circonscription (Toulouse).

Si le nombre des procès-verbaux s'est légèrement accru, celui des contraventions qui y étaient relevées s'est sensiblement abaissé : soit 6.633 au lieu de 9.156 en 1897.

Ce mouvement de décroissance s'est fait sentir dans 9 circonscriptions sur 11. Il n'y a que dans la 2^e (Bourges) et dans la 9^e (Toulouse) où la répression ait dû être plus active en 1898 que l'année précédente.

Quant à la diminution qui s'est produite dans les autres circonscriptions, il faut l'attribuer non à une sévérité moins grande du service de l'inspection qui se montre au contraire plus exigeant au fur et à mesure que les lois sont mieux connues, mais seulement à la bonne volonté des industriels qui s'efforcent d'assurer à leurs ouvriers les meilleures conditions de travail et qui ont pris leurs mesures pour se conformer aux prescriptions légales relatives à l'âge d'admission, à la durée du travail, au repos hebdomadaire, etc.

Voici les industries dans lesquelles les contraventions ont été les plus nombreuses :

INDUSTRIES.	NOMBRE	
	de PROCÈS- VERBAUX.	de CONTRAVENTIONS.
Modes, confections, couture, lingerie.....	146	1.227
Maçonnerie (Entrepreneurs de).....	89	185
Scieries mécaniques.....	77	245
Imprimeries.....	56	210
Serruriers, mécaniciens.....	48	162
Briqueteries et tuileries.....	46	304
Filature et peignage de laine.....	36	253
Moullnage de la soie.....	36	202
Usines métallurgiques.....	35	138

Les procès-verbaux ont reçu les solutions suivantes :

Procès-verbaux suivis de condamnations, 1.119; suivis d'acquiescement, 21; classés par le service, 57; classés par le parquet, 50; encore en instance, 105. Total, 1.352.

Le total des amendes prononcées, qui avaient été de 39.500 francs en 1897, a été de 28.633 francs en 1898. Ce résultat devait nécessairement se produire, le montant des amendes s'abaissant dans la même proportion que le nombre des contraventions.

Ces chiffres donneraient une idée inexacte de l'action qu'exerce le service de l'inspection. A côté des mesures répressives dont il vient d'être question, il faut tenir compte des observations, des injonctions et des mises en demeure qui, mieux encore que les poursuites, lui permettent d'étendre le cercle dans lequel s'exerce son influence préventive et bienfaisante sans que son intervention puisse être taxée de tracassière et de vexatoire surtout dans les établissements qui sont visités pour la première fois. Les prescriptions relatives aux différentes lois sur le travail dont les inspecteurs ont dû assurer l'exécution sans recourir à la sanction pénale se sont élevées au chiffre de 105.327. Hâtons-nous d'ajouter que dans le nombre il y en a 56.035, soit plus de 53 p. o/o, qui n'impliquent pas que les prescriptions relatives à la réglementation du travail ne soient pas appliquées; ce sont celles qui ont trait à la tenue des registres, livrets, affiches, avis de travail, etc., c'est-à-dire aux moyens de contrôle plutôt qu'au fond même de la loi. 42.652, soit plus de 40 p. o/o, se rapportent aux dispositions préventives en l'absence desquelles il est de règle de procéder par voie d'observations ou de mise en demeure, avant de dresser un procès-verbal de contravention. Les cas dans lesquels le service est intervenu officieusement pour faire appliquer les règles relatives au travail proprement dit ne dépassent donc pas 6.640, soit 7 p. o/o du total. Comme les visites de contrôle permettent de se rendre compte que les observations de l'inspection sont généralement suivies d'effet, on se rend compte de l'efficacité de l'action incessante du service que l'abaissement du nombre des contraventions met encore mieux en évidence. Nous nous faisons, d'ailleurs, un devoir de constater que les inspecteurs, avec un zèle digne d'éloge, s'attachent à ne rien négliger pour arriver à une application aussi complète que possible de la loi en agissant d'abord par des moyens préventifs quand les irrégularités relevées ne sont ni le résultat d'une négligence systématique, ni celui d'une mauvaise volonté irréductible.

Nous venons de passer rapidement en revue les différentes dispositions de la loi

du 2 novembre 1892 en indiquant l'application qui en a été faite au cours de l'année 1898

Quant aux prescriptions qui assignent une durée différente au travail de l'adulte, de l'enfant, de la fille mineure et de la femme, elles ont rencontré, au point de vue pratique, des difficultés d'exécution qui ont déterminé le Sénat, dès l'année 1894, à voter un projet de modifications à la loi de 1892, qui est actuellement soumis à la Chambre des députés. Nous ne pouvons que réitérer le vœu que cette question reçoive une prompte solution.

ANNEXE

*relative à l'application, pendant l'année 1898,
de la loi du 2 novembre 1892 dans les mines, minières et carrières.*

Statistique des établissements et de leur personnel. — La statistique de l'industrie extractive en 1898 pour l'application de la loi du 2 novembre 1892 s'établit comme suit :

DÉSIGNATION.	NOMBRE.	PERSONNEL			PROPORTION du personnel protégé au personnel total :		
		protégé.	adulte (hommes).	total.	en 1898.	en 1897.	
					p. o/o.	p. o/o.	
Mines exploitées	462	26.050	141.715	167.765	15,5	15,2	
Minières.	{ souterraines.	12	41	335	12,2	#	
	{ à ciel ouvert.	100	81	1.234	6,5	#	
Carrières {	souter- { continues.	1.695	1.639	17.474	19,113	8,5	8,4
	raines { temporaires.	2.806	197	3.694	5,4	7,2	
	{ à ciel { continues.	10.858	3.323	53.560	56,883	5,8	6,1
	ouvert { temporaires.	24.398	2.356	46.410	48,766	4,8	3,7
TOTAL	40.331	33.687	264.100	297.787	11,3	#	
TOTAL en 1897	40.703	31.339	257.141	288.480	#	10,8	

Si l'on ne retient que les mines, le personnel protégé s'y rencontre dans les conditions du tableau suivant :

DÉSIGNATION.	AU FOND.		AU JOUR.		TOTAL.	
	En 1898.	En 1897.	En 1898.	En 1897.	En 1898.	En 1897.
Enfants de { Garçons.	6	12	61	29	67	41
12 à 13 ans. { Filles.	„	„	2	3	2	3
Enfants de { Garçons.	5.685	5.393	4.564	4.105	10.249	9.498
13 à 15 ans. { Filles.	„	„	1.424	1.353	1.424	1.353
Enfants de { Garçons.	6.816	6.315	2.509	2.274	9.325	8.589
16 à 18 ans. { Filles.	„	„	1.062	1.098	1.062	1.098
Filles mineures de 18 à 21 ans.	„	„	1.046	983	1.046	983
Femmes majeures.	„	„	2.874	2.547	2.874	2.547
TOTAUX.	12.507	17.720	13.543	12.392	26.050	24.112
P. o/o du personnel total.	7,4	7,4	8,1	7,8	15,5	15,2

L'augmentation du personnel protégé a donc porté relativement plus sur le jour que sur le fond.

D'autre part, le personnel protégé se répartit entre les diverses catégories comme l'indique le tableau suivant :

DÉSIGNATION.	P. 0/0.	
	En 1898.	En 1897.
Enfants de 12 à 13 ans.....	0,03	0,03
Enfants de 13 à 15 ans.....	6,95	6,85
Enfants de 16 à 18 ans.....	6,19	6,11
Filles mineures de 18 à 21 ans.....	0,61	0,61
Femmes majeures.....	1,72	1,60
TOTAL.....	15,50	15,20

L'accroissement que constatent les tableaux précédents est résulté de l'activité plus grande qu'il a fallu donner aux mines de houille pour satisfaire aux demandes de l'industrie. Faut-il de trouver un nombre suffisant d'ouvriers adultes, on a augmenté celui des jeunes ouvriers : tel a été notamment le cas dans le Centre et le Sud-Ouest où, au début de l'application de la loi du 2 novembre 1892, on ne voulait plus systématiquement embaucher, pour les travaux du fond, au-dessous de l'âge de 18 ans ; on est revenu à reprendre les jeunes ouvriers entre 16 et 18 ans.

Une seule exception s'est présentée à cet état de choses. Dans le bassin de lignites de l'aveau, le nombre des enfants occupés a diminué et notablement, non seulement en chiffres absolus, mais même en chiffres relatifs. Cela tient à ce que l'administration a déclaré se refuser à tolérer plus longtemps les infractions aux règles du travail de nuit qui s'y continuaient par suite des heures spéciales du début des deux postes, heures que les ouvriers n'ont pas voulu changer, comme il aurait fallu, pour faire rentrer le travail des enfants dans les termes de la loi du 2 novembre 1892.

Pour permettre enfin d'apprécier l'activité de la surveillance du service des mines, nous rapprochons dans le tableau suivant le personnel protégé qui a été visité de celui que l'on peut admettre exister d'après les statistiques ci-dessus résumées :

DÉSIGNATION.	PERSONNEL		P. 0/0.	
	existant.	visité.	en 1898.	en 1897.
Mines.....	26.050	25.938	99,5	99,4
Minières. { souterraines.....	41	41	100,0	100,0
{ à ciel ouvert.....	81	62	76,5	70,9
Carrières. { souterraines. { continues...	1.639	1.510	90,9	94,4
{ temporaires.	197	103	52,3	54,1
{ à ciel ouvert. { continues...	3.323	2.289	68,8	66,7
{ temporaires.	2.356	742	31,5	30,1
TOTAL.....	33.687	30.685	91,1	90,9
TOTAL en 1897.....	31.339	27.514	„	„

L'activité de la surveillance s'est donc encore quelque peu accrue.

Durée du travail. — La plus sérieuse difficulté, on le sait, de l'organisation du travail des enfants et des jeunes ouvriers dans les travaux de fond consiste dans l'évaluation de leur

travail effectif, à raison des irrégularités qu'il subit, irrégularités telles qu'on a toujours admis l'impossibilité de fixer d'une façon ferme toutes les heures de repos. Une étude particulièrement attentive de cette question dans les houillères du département du Nord, les moins bien placées pour satisfaire aux dispositions des règlements, a montré qu'on pouvait admettre que la durée du travail effectif restait dans les limites du décret du 3 mai 1893, sauf durant la quinzaine de la Sainte-Barbe (15-30 novembre) pour laquelle on continue à accepter les tolérances traditionnelles, sauf à les limiter dans des termes raisonnables comme l'a indiqué dans son rapport M. l'ingénieur en chef Kuss.

Le travail de nuit continue à soulever quelques difficultés par suite de la nécessité de faire concorder le travail des enfants avec celui des adultes que les premiers aident ou secondent.

Nous devons relever le développement progressif que prend aux mines de houille de Blanzly le mode de travail à deux postes, qui procure un débouillement plus rapide et portant une sécurité plus grande.

Tolérances accordées par les ingénieurs. — Il n'a été accordé en 1898 par les ingénieurs aucune tolérance par suite d'accidents.

Livrets et registres. — La situation reste sensiblement la même. La loi est ponctuellement observée dans toutes les exploitations importantes.

Femmes occupées souterrainement. — On n'a rencontré qu'une femme, dans une petite mine de l'Aveyron, occupée à faire tourner un ventilateur. L'exploitant a été poursuivi.

Hygiène. — Les exploitations minérales ne sont pas soumises au décret du 10 mars 1894 ; seules y sont assujetties leurs dépendances industrielles, qui ne sont pas soumises à la police des mines.

Pour n'être pas réglementaire, la question des vestiaires et des lavoirs (et non des lavabos, qui ne suffiraient pas) préoccupe, sur de nombreux points, les exploitants de mines, et des installations de cette nature, plus ou moins bien agencées, existent déjà, se montent ou sont en projet sur de nombreux points.

Accidents. — La mise en application de la loi du 9 avril 1898 enlève tout intérêt aux renseignements que l'on pouvait tirer des chiffres fournis par les ingénieurs.

Procès-verbaux. — Le nombre des procès-verbaux dressés par le service des mines en 1898 a été de 12, dont 10 ont été suivis de condamnations.

Résumé. — La loi du 2 novembre 1892 continue, dans son ensemble, à être bien appliquée dans les exploitations de quelque importance. Dans les petites exploitations, ce sont les formalités qui sont négligées plus que les règles de fond.

OPÉRATIONS DES CAISSES D'ÉPARGNE ORDINAIRES

EN 1897 (1).

Chiffres définitifs.

Le nombre des caisses d'épargne ayant fonctionné pendant l'année 1897 est demeuré le même qu'en 1896, c'est-à-dire de 545; celui des succursales et des bureaux auxiliaires a été de 1.181, soit 23 de plus qu'en 1896; enfin 356 perceptions, au lieu de 367 l'année précédente, ont prêté leur concours à ces institutions; ce qui donne un total de 2.082 établissements de toute classe contre 2.070, en 1896.

Les opérations effectuées donnent lieu aux constatations suivantes :

Le nombre des livrets en cours au 31 décembre 1896 était de 6.663.930; au 31 décembre 1897, ce nombre était de 6.772.582, en augmentation de 108.652.

Quant aux versements ils ont été au nombre de 3.336.012, représentant une somme de 719.112.135 fr. 02, ce qui donne une moyenne de 215 francs, chiffre égal à celui de l'année précédente.

Les remboursements ont été au nombre de 2.675.689, représentant un capital de 790.250.989 fr. 75, soit une moyenne de 300 francs, contre 303 en 1896.

Relativement à l'année précédente, il y a eu 95.477 versements en plus, et une somme versée supérieure de 22.164.832 francs; les remboursements ont également donné 8.565 unités en plus, mais 17.713.087 francs en moins.

Voici les résultats comparés des cinq dernières années :

ANNÉES.	VERSEMENTS. (FRANCS.)	MOYENNE PAR OPÉRATION.	REMBOURSEMENTS. (FRANCS.)	MOYENNE PAR OPÉRATION.
1893.....	784.810.899	247	963.948.520	356
1894.....	860.853.666	251	809.559.366	316
1895.....	839.595.252	244	830.749.430	319
1896.....	696.947.303	215	807.964.076	303
1897.....	719.112.135	215	790.250.989	300

Le solde dû aux déposants, à la date du 31 décembre 1897 était de 3.427.096.888 francs, contre 3.382.355.533 francs au 31 décembre 1896; c'est donc une augmentation de 44.741.355 francs pour l'année 1897.

RÉPARTITION DES LIVRETS PAR CATÉGORIE D'IMPORTANCE.

Voici comment se répartissent, pour 1897, d'une part, les opérations de ver-

(1) D'après le rapport adressé au Président de la République par le Ministre du commerce de l'industrie, des postes et des télégraphes, (J. O. du 30 août 1899).

sement et de remboursement, et d'autre part le total des livrets en cours, selon l'importance soit des opérations, soit des livrets eux-mêmes :

CATÉGORIES D'IMPORTANCE.	NOMBRE.	PRO- PORTION P. 100 dans le total.	MONTANT.	PRO- PORTION P. 100 dans le total.	MOYENNES par opération ou par livret.
1 ^{er} VERSEMENTS.					
Versements :					
20 fr. et au-dessous. . . .	856,528	25,67	7,921,303	1,10	9 25
21 à 100 fr.	1,104,815	33,12	71,733,610	9,97	64 93
101 à 200 fr.	472,376	14,16	77,704,493	10,81	164 50
201 à 500 fr.	518,303	15,54	186,912,741	25,99	360 62
501 à 1,000 fr.	252,228	7,56	196,887,136	27,38	780 59
1,001 à 1,500 fr.	130,151	3,90	175,461,641	24,40	1,348 14
1,501 à 2,000 fr. et au-dessus	1,611	0,05	2,494,208	0,35	1,548 23
TOTAUX et MOYENNE GÉNÉ- RALE	3,336,012	100,00	719,112,135	100,00	215 56

2^{es} REMBOURSEMENTS (ESPÈCES).

Remboursements :					
20 fr. et au-dessous. . . .	278,313	10,60	3,482,190	0,46	12 51
21 à 100 fr.	1,209,882	46,09	72,075,039	9,50	59 57
101 à 200 fr.	321,291	12,24	51,560,654	6,80	160 48
201 à 500 fr.	361,198	13,76	126,713,911	16,71	350 82
501 à 1,000 fr.	233,326	8,89	175,190,737	23,10	750 84
1,001 à 1,500 fr.	129,969	4,95	165,898,172	21,87	1,276 44
1,501 à 2,000 fr.	91,240	3,47	163,483,380	21,56	1,791 80
TOTAUX et MOYENNE GÉNÉ- RALE	2,635,219	100,00	758,404,083	100,00	288 89

3^{es} LIVRETS EXISTANT AU 31 DÉCEMBRE 1897.

Livrets :					
20 fr. et au-dessous. . . .	2,089,388	30,85	18,952,850	0,58	9 07
21 à 100 fr.	1,114,981	16,46	57,612,938	1,68	51 67
101 à 200 fr.	534,329	7,89	76,880,412	2,24	143 88
201 à 500 fr.	758,518	11,20	250,022,122	7,29	329 62
501 à 1,000 fr.	715,437	10,56	511,134,950	14,91	714 44
1,001 à 1,500 fr.	583,512	8,62	715,670,773	20,88	1,226 49
1,501 à 2,000 fr. et au-dessus	538,584	7,95	884,221,318	25,80	1,641 75
passibles de réduction dans le délai de trois mois. . .	433,101	6,40	890,027,326	25,97	2,055 01
2,000 fr. et au-dessus exemptés de réduction par la loi.	4,732	0,07	22,574,203	0,65	4,77 54
TOTAUX et MOYENNE GÉNÉ- RALE	6,772,582	100,00	3,427,096,889	100,00	506 03

Au point de vue de la profession et du sexe des déposants, les livrets nouveaux se partagent de la manière suivante :

PROFESSIONS.	HOMMES.		FEMMES.		TOTAL PAR PROFESSIONS.	
	NOMBRE de livrets.	P. o/o du total.	NOMBRE de livrets.	P. o/o du total.	NOMBRE de livrets.	P. o/o du total.
Chefs d'établissements agricoles .						
industriels et commerciaux (1)	29.288	12,28	19.838	8,01	49.126	10,11
Journaliers et ouv. agricoles (2)	31.476	13,20	20.168	8,15	51.644	10,63
Ouvriers d'industrie (3)	37.368	15,67	31.907	12,89	69.275	14,25
Domestiques (4)	15.641	6,56	32.057	12,95	47.698	9,81
Militaires et marins (5)	4.754	2,00	1.170	0,47	5.924	1,22
Employés (6)	15.516	6,51	1.617	1,88	20.163	4,15
Professions libérales (7)	4.719	1,98	2.663	1,08	7.382	1,52
Propriétaires, rentiers, sans profession (8)	18.244	7,65	56.978	23,02	75.222	15,48
Mineurs sans profession	81.431	34,15	78.090	31,55	159.530	32,33
TOTAUX	238.437	100,00	247.527	100,00	485.964	100,00

(1) Sont rangés dans cette catégorie les artisans patentés, les marchands, négociants et tous ceux qui dirigent une exploitation agricole, industrielle ou commerciale.

(2) Cette deuxième catégorie comprend tous les déposants qui reçoivent un salaire pour travailler dans des exploitations agricoles, alors même qu'ils travailleraient pour leur propre compte.

(3) Les ouvriers d'industrie sont non seulement ceux des fabriques et usines, mais encore tous ceux qui reçoivent un salaire pour un travail qui n'est pas exclusivement agricole. Pour les femmes, les couturières, lingères, blanchisseuses, repasseuses, modistes y figurent, quand bien même elles travailleraient en partie pour leur propre compte.

(4) La catégorie des domestiques comprend tous les déposants qui sont à gages, quel que soit leur titre, tels que gens de confiance, valets de chambre, etc.

(5) Dans la catégorie des militaires et marins, indépendamment de tous les hommes appartenant directement à l'armée et à la marine, quels que soient leurs grades, sont placées quelques autres professions assimilées d'une manière quelconque au régime militaire, notamment les gendarmes, les gardes champêtres, les agents de police, les douaniers.

(6) Au nombre des employés, outre les déposants qu'occupent les administrations publiques ou particulières, quel que soit le genre de fonctions qu'ils aient à remplir, sont compris les commis, marchands, facteurs, conducteurs, etc.

(7) Les professions libérales comprennent les membres du clergé, toutes les professions qui se rattachent à la jurisprudence, magistrats, avocats, avoués, notaires, etc., à la médecine, à l'instruction publique et aux beaux-arts.

(8) Parmi les propriétaires, rentiers et personnes sans profession, sont classées toutes les femmes mariées agissant sans l'assistance de leur mari en vertu des lois des 9 avril 1881 et 20 juillet 1895.

En résumé, il y a un déposant nouveau sur 79,06 habitants. Le chiffre de 1896 était de 80.

Pour l'ensemble des livrets, on compte 176 déposants par 1.000 habitants. La moyenne générale, par habitant, du solde au 31 décembre 1897 était de 88 fr. 97, et la valeur moyenne par livret de 506 fr. 03.

Les chiffres pour 1896 étaient de 172 déposants par 1.000 habitants, la moyenne du solde par habitant de 87 fr. 81, et la moyenne par livret de 509 fr. 89.

CAISSES DE PENSIONS ET DE SECOURS DES AGENTS DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS.

SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1897.

Le tableau ci-dessous résume, pour les principales compagnies ainsi que pour les chemins de fer de l'État, les opérations des caisses de pension et de secours en 1897 et leur situation financière à la fin de l'année.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	MONTANT de l'AVOIR TOTAL au commencement de l'année.		RECETTES DE L'EXERCICE.			DÉPENSES DE L'EXERCICE.			MONTANT de l'AVOIR TOTAL à la fin de l'année.		NOMBRE des MEMBRES de la caisse.	NOMBRE de PENSIONNÉS ou secours.	
	francs.	francs.	COTISATIONS des membres de la caisse.	ALLOCA- TIONS des compagnies	DIVERSES (intérêts des fonds, etc.)	TOTALS.	PENSIONS et verse- ments à la Caisse nationale des retraites ou secours.	FRAIS de gestion placem- rebour- sements et divers.	francs.	francs.			
1° CAISSES DE PENSIONS.													
A. Nord.....	(1) 54.313.373	1.651.706	1.085.527	(2) 12.407.658	18.144.891	5.781.996	59.981	5.841.977	66.566.796	30.533	9.631		
B. Est.....	72.380.713	1.186.774	1.750.917	3.173.235	9.122.926	6.201.659	102.191	6.306.880	75.205.759	20.516	7.315		
C. Ouest.....	56.439.242	1.913.076	5.539.622	2.359.594	9.842.292	5.323.538	16.586	5.340.124	60.941.410	28.831	6.481		
D. Orléans.....	"	104.609	5.656.281	"	5.761.490	6.121.490	"	6.121.490	"	23.705	4.092		
E. Paris-Lyon-Méditerranée.....	127.612.927	4.329.191	9.586.603	5.642.354	19.558.242	13.520.401	324.369	13.814.770	133.326.399	56.875	13.276		
F. Midi.....	57.230.603	745.812	4.072.073	2.736.093	7.553.978	2.957.989	100.802	3.088.829	61.704.752	14.931	1.728		
G. Ceinture (Synd. des 2 comp.)	"	57.322	127.004	104.702	189.028	184.326	104.702	189.028	"	"	"		
H. État.....	14.948.420	555.156	1.039.970	654.752	2.249.878	85.981	236.705	322.686	16.875.612	6.553	252		
2° CAISSES DE SECOURS EN CAS DE MALADIE, DE BLESSURES, D'INFIRMITÉS ET DE MORT.													
A. Nord.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
B. Est.....	606.297	375.431	375.431	68.658	789.360	631.459	14.759	616.218	839.639	20.797	"		
C. Ouest.....	36.929	75.460	75.460	9.656	100.576	120.256	20.937	141.193	50.312	2.767	1.534		
D. Orléans.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"		
E. Paris-Lyon-Méditerranée.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"		
F. Midi.....	1.237.513	366.700	269.226	101.784	737.710	218.166	481.457	699.953	1.275.300	15.897	1.892		
G. Ceinture (Synd. des 2 comp.)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"		
H. État.....	671.926	39.097	28.659	24.559	92.315	8.269	3.670	11.939	755.302	982	113		

(1) Y compris une somme de 30 millions de francs votée en assemblée générale. — (2) Y compris une somme de 11.163.661 francs votée en assemblée générale.

(1) Y compris une somme de 36 millions de francs votée en assemblée générale. — (2) Y compris une somme de 11.162.661 francs votée en assemblée générale.

LES ACCIDENTS SUR LES CHEMINS DE FER FRANÇAIS EN 1897 (1).

En 1897, la longueur moyenne de lignes exploitées appartenant au chemins de fer d'intérêt général en France (2) a été de 36.934 kilomètres et le nombre de voyageurs à 1 kilomètre a été de 11.441.360.713. Les accidents de personnes survenus dans l'enceinte de ces chemins de fer pendant la même année sont classés ci-dessous :

DÉSIGNATION des CATÉGORIES DE VICTIMES.	NOMBRE DE PERSONNES					
	MORTS			BLESSÉS		
	par le fait de l'exploita- tion.	par imprudence ou autres causes.	TOTAL.	par le fait de l'exploita- tion.	par imprudence ou autres causes.	TOTAL.
Voyageurs	9	59	68	180	114	294
Agents des compagnies...	8	240	248	87	385	472
Autres personnes	6	201	207	7	124	131
TOTAUX GÉNÉRAUX..	23	500	523	274	623	897

Le nombre total des accidents mortels survenus parmi le personnel des compagnies s'élève à 248 (3). D'un autre côté, le personnel, au 31 décembre 1897, se composait ainsi qu'il suit :

	NOMBRE D'AGENTS.
Administration centrale.....	3.041
Mouvement et trafic.....	110.740
Traction et matériel	68.919
Voie et bâtiments.....	71.351
TOTAL du personnel	254.051

Dans ce total, le personnel des bureaux et de l'administration centrale entre pour

(1) *Statistique des chemins de fer français au 31 décembre 1897 : Min. des Trav. publ.* voir Bulletin de décembre 1898, p. 872, de 1897, p. 778, etc.

(2) Y compris les chemins concédés aux huit grandes compagnies, les chemins concédés aux compagnies secondaires et les chemins non concédés, dont le réseau de l'État.

(3) Nous laissons de côté les accidents non mortels. Le nombre indiqué, 472, ne représente qu'une fraction du total des cas de blessures ayant entraîné une incapacité de travail permanente ou temporaire qui ont dû vraisemblablement se produire parmi le personnel des compagnies, et cette fraction n'est pas définie dans la statistique qui nous fournit ces chiffres. Le nombre des morts paraît au contraire assez certain pour servir de base aux comparaisons statistiques.

22.186 individus (1). Il reste un chiffre de 231.865 agents formant le personnel que l'on peut considérer comme directement exposé aux accidents. Le chiffre correspondant, au 31 décembre 1896, était de 228.472. La moyenne arithmétique, (230.168), de ces deux nombres représente l'effectif moyen de l'année 1897. Si l'on en rapproche le nombre d'accidents donné plus haut, on voit que la proportion des cas de mort, par 1.000 agents des services actifs, a été, en 1896, de 1,08.

Voici, d'ailleurs, les résultats, à cet égard, des sept dernières années :

ANNÉES.	EFFECTIF ANNUEL moyen du personnel actif.	NOMBRE DES AGENTS tués.	PROPORTION, par 1.000 agents, de tués.
1891.....	215.163	248	1,15
1892.....	221.872	270	1,22
1893.....	228.263	281	1,23
1894.....	231.250	236	1,02
1895.....	229.326	235	1,02
1896.....	228.899	184	0,80
1897.....	230.168	248	1,08

(1) Nous comprenons dans ce total les agents qui sont portés à la statistique (tableau 12, p. 161), sous les rubriques suivantes :

N° DES COLONNES.	DÉSIGNATION DES AGENTS.	
6	Administration centrale.....	3.041
8	Mouvement et trafic. — Personnel des bureaux.....	6.530
9	— Garçons de bureaux.....	409
17	Traction et matériel. — Personnel des bureaux des dépôts. Goutremaitres.....	6.221
22	Voie et bâtiments. — Personnel des bureaux. Conduc- teurs et piqueurs.....	5.985
	Total.....	22.186

LE MONT-DE-PIÉTÉ DE PARIS EN 1898 (1).

Extraits du rapport déposé au nom de la Commission nommée par le Conseil de surveillance du Mont-de-Piété pour l'examen des comptes budgétaires de cet établissement.

1. *Compte administratif de l'exercice 1898. — Gages corporels.* — L'exercice 1898 présente, au 31 décembre, un solde en magasins inférieur en articles et en sommes à celui de l'exercice précédent.

Ce résultat, qui contredit nos prévisions de 1897, laisse supposer que la crise économique que nous subissons depuis plusieurs années n'est pas encore terminée. Toutefois cette diminution est assez minime, 23.796 articles pour 585.202 francs, soit, par rapport à l'exercice 1897, une baisse de 1,47 p. 0/0 pour les articles et de 1,21 p. 0/0 sur les sommes.

Ce qui frappe le plus dans l'examen du compte administratif de 1898, c'est le résultat définitif des opérations, autrement dit l'excédent.

L'excédent de 1897 (chiffre rectifié) est de 106.259 fr. 32, et c'est ce chiffre que l'on doit mettre en parallèle avec les 2.483 fr. 61, montant de l'excédent de l'exercice que nous examinons.

La différence entre ces deux excédents provient uniquement de l'augmentation des charges de l'établissement. Si cette élévation de charges ne s'était pas produite, l'excédent de 1898 eût été d'environ 132.000 francs, c'est-à-dire supérieur à celui de 1897.

Malheureusement, rien ne fait prévoir la diminution de ces charges, aussi ne faut-il pas se dissimuler la situation embarrassante dans laquelle nous nous trouverons plus tard, si les améliorations du service des avances sur titres, proposées par l'Administration et ratifiées par nous, ne sont pas accordées; si le projet de réforme de la prisee et de la vente, déposé sur le bureau de la Chambre par un groupe de députés, est rejeté; enfin, si la concurrence désastreuse et immorale que font à l'Administration les prêteurs clandestins sur gages n'est pas sérieusement réprimée par l'action de la justice.

N'oublions pas que, si nous n'obtenions rien pour permettre à l'Administration de continuer sa mission, nous en serions très probablement réduits soit à augmenter les intérêts du prêt, soit à diminuer les traitements et les gages du personnel, deux solutions inacceptables.

Mouvement des magasins. — L'augmentation qui avait été signalée l'année précédente sur les engagements s'est continuée en 1898, aussi bien sur les articles que sur les capitaux.

Nous croyons devoir mentionner que cette augmentation a porté uniquement sur les nantissements bijoux; les articles hardes, au contraire, ont diminué.

Il y a environ 20.000 articles bijoux pour 620.000 francs de plus qu'en 1897, tandis que les hardes ont baissé d'environ 10.000 articles pour 250.000 francs.

(1) Voir *Bulletin* de 1896, pages 31 et 613. Une proposition de loi ayant pour objet la réforme de la prisee et de la vente des gages au Mont-de-Piété de Paris a été déposée par M. Renou, député, et plusieurs de ses collègues, le 28 novembre 1898; Doc. parl. n° 445; J. O. p. 355. Cette proposition, déjà déposée pendant la session extraordinaire de 1897, avait été l'objet d'un rapport sommaire favorable.

La prisee pour les hardes serait-elle encore plus exagérée dans sa prudence que pour les bijoux ?

La valeur moyenne du prêt a légèrement fléchi : elle est de 28,26 contre 28,45 en 1897.

Les dégagements ont aussi suivi une marche ascendante : 32.330 articles pour un capital de 790.561 francs de plus qu'en 1897. — La valeur moyenne comme pour les engagements est inférieure à celle de l'exercice 1897 : 29,28 contre 29,44.

Par contre, les renouvellements ont sensiblement diminué : 29.104 articles pour un prêt de 876.260 francs de moins que dans le précédent exercice.

Il faut aussi remarquer que, dans la période des dix dernières années, le résultat des opérations de renouvellement de l'exercice en discussion est le plus faible de cette période.

Cette baisse des renouvellements est sans doute la contre-partie de la hausse des dégagements.

L'emprunteur que n'a pas satisfait le prêt qu'on lui a fait, ayant besoin d'argent, au lieu de garder son titre pour le renouveler, s'il ne se trouve pas en mesure de le dégager à l'échéance, court chez le prêteur sur reconnaissances pour obtenir le complément d'argent qui lui est nécessaire.

Dans la boutique du prêteur sur reconnaissances, se joue l'infâme comédie de la vente à réméré, qui en peu de temps rend propriétaire de la reconnaissance le prêteur qui, lui, connaissant la modicité des prêts par rapport à la valeur réelle des gages, retire l'objet et fait, nous pourrions presque dire toujours, une bonne affaire.

On serait autorisé à penser que la baisse des renouvellements est la conséquence de la mauvaise appréciation des gages.

Les ventes sont en progression sur 1897 de 364 articles pour une somme de 283.452 francs ; la valeur moyenne est de 19 fr. 24, supérieure à toutes celles de la dernière période décennale.

Le service du dimanche, en ce qui concerne les engagements, fonctionne dans les meilleures conditions.

Le chiffre des opérations de ce genre effectuées le dimanche est supérieur de 1.460 gages et de 41.748 francs à celui de 1897.

Ce résultat démontre une fois de plus que la création de ce service répond à une nécessité et rend d'utiles services au public.

La prisee et la vente. — Comme on l'a vu, les ventes ont légèrement augmenté, tandis que les pertes incombant aux commissaires-priseurs-appréciateurs ont diminué. Elles se sont élevées à 34.623 fr. 10, contre 35.142 fr. 20 en 1897.

Sur 100 articles vendus en 1898, 79,74 ont donné du boni et 8,70 de la perte.

La moyenne de la valeur du prêt vendu est de 19 fr. 24 supérieure de 2 fr. 14 à la moyenne de 1897.

Il est juste de tenir compte du produit exceptionnel de l'adjudication des gages très importants livrés aux enchères dans les deux derniers mois de l'année, produit qui a certainement avantagé les résultats de l'exercice 1898.

La vente a compris 129.806 articles pour une adjudication de	3.482.303 ¹ 80 ^c
Les articles vendus correspondaient à un prêt de.....	2.497.532 00
L'EXCÉDENT ressort à	984.771 80

Sur ces 129.806 articles livrés aux enchères, 13.469, soit plus du dixième, ont

produit une adjudication représentant plusieurs fois le prêt. C'est le résultat de la prudence exagérée et regrettable qui préside à la prisee.

La literie, comme tous les ans, a été l'objet d'une sévérité particulière de la part des appréciateurs.

Ainsi, sur 2.364 articles de literie livrés à la vente, 1.122, soit près de la moitié, donnent lieu à des adjudications critiquables.

Ces 1.122 articles se répartissent en 896 articles produisant des bonis allant de la moitié à quatre fois la valeur du prêt et en 226 articles donnant de la perte.

Si l'on réfléchit que ces écarts d'appréciations, et l'on est autorisé par ce que nous venons de voir à le supposer, ont dû porter sur la plus grande partie des articles de literie engagés ou renouvelés aux mêmes époques que ceux qui servent de base à notre raisonnement, l'on voit le dommage causé et aux emprunteurs lésés dans leurs intérêts et à l'Administration, pour qui ces gages encombrants sont des plus onéreux à cause des frais de manutention qu'ils exigent et de l'emplacement qu'ils occupent.

C'est là une des nombreuses critiques que l'on peut, avec juste raison, adresser au service de la prisee tel qu'il fonctionne actuellement.

La rémunération des commissaires-priseurs-appréciateurs s'établit de la façon suivante :

Droit de prisee.....	274.789 ¹ 17 ^c	
Droit de vente.....	104.469 11	
Soit.....	379.258 28	
Dont il faut déduire :		
Déficit d'adjudication	34.623 ¹ 10 ^c	
Frais du personnel de la prisee.....	75.000 00	
— de la vente.....	40.000 00	
	149.623 10	149.623 10
Le produit net est donc de.....	229.635 18	

Ce produit net net est supérieur de 9.390 fr. 26 au produit net de 1897.

Le montant des bonis payés se répartit ainsi :

Payements au public.....	249.112 ¹ 90 ^c	pour 32.287 titres.
— aux marchands.....	450.478 15	— 53.613 —
ENSEMBLE.....	699.591 05	pour 85.980 titres.

Les marchands, comme les années précédentes, touchent près des deux tiers des bonis payés; c'est le résultat, et il ne faut cesser de le répéter, de la façon défectueuse d'opérer la prisee.

La marge laissée entre le prêt et la valeur réelle du gage est bien trop grande et permet, on peut dire encourage, ce trafic immoral des marchands de reconnaissances.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en septembre (1). — Le travail est devenu moins actif et les demandes de travail ont trouvé moins facilement leur contre-partie; tandis que pour 100 places vacantes, il y avait, en septembre dernier, 92 demandes de travail faites par les ouvriers, il y en a eu 99 en septembre.

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 56 villes d'Allemagne constatent, par rapport au mois de septembre 1898, une diminution du chômage dans 19 villes et une augmentation dans 37 villes.

Les placements effectués dans ces 56 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	En-semble.	Hommes.	Femmes.	En-semble.	Hommes.	Femmes.	En-semble.
Sept 1898..	28.895	10.133	39.058	30.225	8.221	38.446	104,6	80,9	98,4
Sept 1899..	31.516	11.699	43.215	34.445	8.497	42.942	109,2	72,6	99,3

Grèves en septembre. — 52 nouvelles grèves (2) contre 45 en août 1899. Ces grèves se sont réparties en septembre 1899 : industrie du bâtiment 8, industrie des métaux 14, travail des pierres et des terres 3, industrie textile 5, travail du bois 5.

Loi portant augmentation de la subvention fournie par l'État pour améliorer les logements des ouvriers et des petits employés des Administrations de l'État. (23 août 1899) (3) . . . Une nouvelle subvention de 5 millions sera employée (en exécution de la loi du 13 août 1895) à l'amélioration des logements des ouvriers et des petits employés des administrations de l'État; le ministre des finances est chargé de l'exécution de cette loi, règlement de l'emprunt, intérêts, etc.

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

(2) D'après le *Reichsanzeiger* et l'*Arbeitsmarkt*.

(3) *Reichsanzeiger* du 26 septembre 1899. Voir aussi *Bulletins* de septembre 1895, septembre 1896 et novembre 1898.

L'assurance contre la maladie en 1897 (1). — Le nombre moyen des caisses de maladie ayant fonctionné pendant l'année 1897 s'élève à 22.000 (21.684 en 1896) et le nombre moyen des personnes affiliées à ces caisses est de 8.337.119 (7.944.820 en 1896).

Les recettes se sont montées à 167.810,060 marks (155.019,216 marks en 1896) et les dépenses à 158.258,563 marks (145.916,820 marks en 1896).

Le compte des recettes se décompose comme suit :

	marks.
En caisse au début de l'exercice.....	9.053.876
Intérêts.....	3.942.078
Droits d'entrée.....	1.495.007
Cotisations des assurés et des patrons.....	133.714.369
Suppléments de cotisations pour les soins médicaux aux familles des assurés.....	277.334
Recouvrement d'avances prévues par la loi.....	1.113.663
Indemnités payées par des caisses de maladie, des corporations, des entreprises industrielles et des établissements d'assurance.....	2.179.806
Produit de la vente de valeurs et prélèvements sur le fonds de réserve.....	10.770.920
Recouvrement d'emprunts divers.....	1.443.511
Allocations fournies par l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse.	838.335
Recettes diverses.....	2.981.361
TOTAL des recettes.....	167.810.060

Voici, en second lieu, le détail du compte des dépenses :

	marks.
Honoraires des médecins.....	26.914.241
Médicaments, appareils, etc.....	20.699.812
Secours pécuniaires aux assurés malades.....	50.707.457
Secours pécuniaires aux ayants droit.....	1.023.482
Secours pécuniaires aux femmes en couches.....	2.170.727
Frais funéraires.....	4.099.723
Frais de traitement dans les hôpitaux.....	14.804.827
Secours aux convalescents.....	67.641
TOTAL des frais de maladie.....	120.487.910
Remboursements à des tiers pour soins à des malades.....	999.232
Remboursements d'avances.....	758.867
Remboursements de cotisations et de droits d'entrée.....	236.394
Achats de titres, placements, versements au fonds de réserve.....	24.318.782
Remboursements d'emprunts divers.....	1.567.468
Frais d'administration.....	8.508.285
Dépenses diverses.....	1.381.625
TOTAL des dépenses.....	158.258.563

(1) D'après le rapport officiel.

Statistique de la morbidité.

Le nombre des journées de maladie indemnisées a été de 51.513.783 (en 1896 : 47.608.226). Le nombre de cas de maladie a été de 2.964.937 (en 1896 : 2.763.757). La durée moyenne des cas de maladie s'est élevée à 17 j. 4 (17 j. 2 en 1896). La moyenne correspondant à la période 1888-1897 est de 17 jours.

Rapportés au nombre moyen des assurés, le nombre de jours et de cas de maladie indiquent la morbidité annuelle. Voici les chiffres relevés, pour l'ensemble des caisses, depuis l'année 1888 :

ANNÉES.	NOMBRE MOYEN, par assuré et par an,		DURÉE MOYENNE des cas de maladie.
	des jours de maladie.	des cas de maladie.	
	— jours.	—	— jours.
1888.....	5,5	0,33	16,8
1889.....	5,4	0,33	16,4
1890.....	6,0	0,37	16,2
1891.....	5,9	0,35	17,0
1892.....	6,1	0,36	17,3
1893.....	6,6	0,39	16,5
1894.....	6,0	0,34	17,5
1895.....	6,2	0,35	17,2
1896.....	6,0	0,35	17,2
1897.....	6,2	0,36	17,4
MOYENNE (1888-1897).	6,0	0,35	17,0

Les moyennes varient beaucoup suivant les catégories de caisses. Voici, à cet égard, les résultats constatés en 1897 :

CATÉGORIES DE CAISSES.	NOMBRE MOYEN, par assuré et par an, en 1897.		DURÉE MOYENNE des cas de maladie en 1897.
	des jours de maladie.	des cas de maladie.	
	— jours.	—	— jours.
Caisses communales.....	4,2	0,25	16,9
— locales.....	6,4	0,36	17,9
— de fabriques.....	7,0	0,43	16,4
— d'entreprises de constructions	8,4	0,52	16,1
— libres enregistrées.....	6,6	0,35	18,7
— libres d'États particuliers...	6,1	0,30	20,1
— de corporations.....	5,1	0,31	16,5
ENSEMBLE des caisses...	6,2	0,36	17,4

Ces différences proviennent des différences correspondantes dans la morbidité de la clientèle des différentes catégories de caisses, et aussi, en ce qui concerne le nombre de jours de maladie par tête et la durée moyenne des cas de maladie, des différences dans la durée statutaire d'allocation des secours.

En 1897, les caisses, classées d'après la durée statutaire des secours, se groupaient de la manière suivante :

CATÉGORIES DE CAISSES.	DURÉE STATUTAIRE DES SECOURS.			
	14 semaines.	Plus de 13 semaines jusqu'à 16 semaines.	Plus de 16 semaines jusqu'à 51 semaines.	Plus de 51 semaines.
Caisses communales.....	8.587	4	"	"
— locales.....	3.698	735	115	"
— de fabriques.....	4.763	1.699	511	1
— d'entreprises de constructions.....	87	1	1	"
— libres enregistrées.....	635	526	253	8
— — d'États particuliers....	74	92	80	15
— de corporations.....	459	124	10	"
ENSEMBLE des caisses ayant fonctionné dans l'exercice.....	18.299	3.181	973	24

La dépense moyenne par jour de maladie, limitée aux secours en argent et aux frais de traitement dans les hôpitaux, a été de 1 m. 33 (1 m. 31 en 1896).

L'ensemble des frais de maladie, par jour de maladie, représente une dépense moyenne de 2 m. 34 (2 m. 30 en 1896).

Le secours en argent est, d'après la loi, au moins égal à la moitié du salaire, mais un grand nombre de caisses allouent une indemnité supérieure.

Voici la répartition des caisses au point de vue du taux des secours en argent :

CATÉGORIES DE CAISSES.	SECOURS PÉCUNIAIRES DE CHÔMAGE		
	égaux à la moitié du salaire.	supérieurs à la moitié et au plus égaux aux 2/3 du salaire.	supérieurs aux 2/3 et au plus égaux aux 3/4 du salaire.
Caisses communales.....	8.574	9	4
— locales.....	4.019	398	131
— de fabriques.....	5.799	866	309
— d'entreprises de constructions.....	85	3	1
— de corporations.....	490	84	19

Le renseignement fait défaut en ce qui concerne les caisses libres. On sait néanmoins que la plupart d'entre elles dépassent le taux légal de la moitié du salaire.

Enfin les caisses prélèvent des cotisations plus ou moins élevées, en rapport avec le taux des secours. Le taux légal de la cotisation est de 1,5 p. o/o du salaire. Mais

dans un grand nombre de caisses, la cotisation dépasse 2 p. o/o et même 3 p. o/o du salaire.

CATEGORIES DE CAISSES.	COTISATION			
	égale à 1 1/2 p. o/o du salaire.	de plus de 1 1/2 p. o/o à 2 p. o/o du salaire.	de plus de 2 p. o/o à 3 p. o/o du salaire.	de plus de 3 p. o/o du salaire.
Caisses communales.....	6.377	2.210	"	"
— locales.....	162	1.206	2.736	404
— de fabriques.....	1.226	1.435	3.866	447
— d'entreprises de constructions	10	18	59	5
— de corporations.....	131	250	202	10

Pour les caisses libres, qui ne figurent pas au tableau ci-dessus, il y a lieu de faire une remarque analogue à la précédente. La cotisation y dépasse presque toujours 1,5 p. o/o du salaire.

Les Caisses d'épargne prussiennes en 1897(1). — A la fin de l'année 1897, il y avait 1.540 caisses d'épargne et 4.191 caisses de dépôt d'épargne (4.095 l'année précédente), soit une par 83^{hmq} 18 et par 7.790 habitants. Les bureaux pour la vente des timbres d'épargne étaient au nombre de 2.986 (2.799 l'année précédente).

Les livrets de caisse d'épargne étaient, pour tout le royaume de Prusse, de 7.643.840, c'est-à-dire 5,27 p. o/o de plus que l'année précédente.

Voici, en chiffres ronds, le montant des dépôts des caisses d'épargne depuis 1883 :

ANNÉES,	MILLIONS de marks,	ANNÉES,	MILLIONS de marks,
1883.....	1.970,2	1891.....	3.406,5
1884.....	2.124,9	1892.....	3.551,7
1885.....	2.263,2	1893.....	3.753,3
1886.....	2.470,4	1894.....	4.000,7
1887.....	2.672,6	1895.....	4.345,5
1888.....	2.889,3	1896.....	4.655,6
1889.....	3.101,7	1897.....	4.968,1
1890.....	3.181,6		

Dans les trois dernières années, l'accroissement des fonds a donc presque atteint un milliard. Les fonds de réserve s'élevaient à 350,5 millions de marks et le capital propriété des caisses à 3,7 millions.

L'excédent d'intérêt des caisses d'épargne prussiennes en 1897 a été de 46,82 millions, les frais généraux ont été de 8,75 millions, d'où reste 38,07 millions de marks.

(1) D'après le *Reichsanzeiger*.

BELGIQUE.

Revue du travail. (1).—Le travail est toujours poussé avec la plus grande activité dans les *charbonnages*, la *métallurgie*, les *ateliers de construction*. La production de la *briqueterie* paraît avoir été notablement inférieure à celle de l'année dernière. La *verrerie* améliore sa situation commerciale. On signale un nouveau ralentissement dans la fabrication des *produits émaillés*. L'*armurerie* est entrée en morte-saison pour l'arme de luxe. La *confection de vêtements* souffre toujours fortement du chômage. Pour les héritiers du *bâtiment*, l'activité générale reste bonne; dans la *filature de coton*, le chômage reste assez élevé. La *filature de lin* travaille de manière continue. La récente prospérité des *tissages de coton* se maintient. Dans l'*industrie lainière*, la *filature* et le *tissage* conservent une allure régulière et satisfaisante.

Grèves. — 13 grèves nouvelles en septembre avec 2.483 grévistes, la plupart n'ont eu que quelques jours de durée. 2 grèves d'ouvriers de port et 2 d'ouvriers de moulins à vapeur.

Cause des grèves : l'augmentation des salaires dans 9 cas; l'unification du taux des salaires par catégorie d'ouvriers, 1; la suppression des amendes, 1; la réintégration d'un ouvrier congédié, 1; l'autorisation de s'affilier à un syndicat, 1.

Sur 12 grèves terminées en septembre, 7 succès (avec 2.059 chômeurs); 5, échecs (397 chômeurs); dans 4 cas, des grévistes ont été renvoyés.

La province d'Anvers a eu 7 grèves; la Flandre Orientale, 3; les provinces de Brabant, Liège et Namur, chacune une seule.

La caisse d'épargne et de retraite belge en 1898 (2).

1° CAISSE D'ÉPARGNE.

La caisse d'épargne a reçu, en 1898, 2.932.050 versements représentant une somme totale de 245.127.917 francs et effectué 769.438 remboursements pour une somme de 227.566.416 francs. Le nombre des livrets existant au 31 décembre 1898 était de 1.514.810 et le compte total, après capitalisation, de 564.829.271 francs. L'accroissement des dépôts a atteint 33 millions; le nombre des livrets a augmenté de 137.167.

La moyenne du compte, par livret, s'élevait à 373 francs.

(1) Renseignements dus à l'obligeance de M. le docteur F. Vercrucys, chef de bureau f. f. à l'Office du travail de Belgique.

(2) D'après le compte rendu officiel des opérations en 1898.

Voici quelle a été, depuis 1875, la marche des comptes de la caisse d'épargne :

ANNÉES.	NOMBRE DE LIVRETS au 31 décembre.	SOLDE TOTAL au 31 décembre. francs.	MOYENNE par livret. francs.
1875.....	106.312	44.857.001	422
1880.....	200.565	125.098.287	624
1885.....	444.087	189.061.089	425
1890.....	731.057	325.415.412	445
1895.....	1.145.408	453.429.304	396
1896.....	1.238.601	481.160.337	388
1897.....	1.377.643	532.081.818	386
1898.....	1.514.810	564.829.271	373

Les livrets nouveaux créés en 1898, au nombre de 212.211, se répartissent, au point de vue de la profession des titulaires, ainsi qu'il suit :

	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.
Ouvriers mineurs, houilleurs.....	2.416	19	2.435
Ouvriers des autres industries.....	24.641	5.771	30.412
Journaliers et ouvriers agricoles.....	11.264	2.351	13.615
Domestiques.....	1.820	6.671	8.491
Militaires.....	2.040	"	2.040
Commerçants et détaillants.....	3.631	1.724	5.355
Professeurs et instituteurs.....	575	390	965
Fonctionnaires et employés.....	5.517	585	6.102
Professions libérales.....	536	57	593
Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux.....	683	134	817
Propriétaires, rentiers, personnes sans pro- fession.....	2.457	12.854	15.311
Enfants mineurs.....	66.049	58.303	124.352
TOTAL des livrets aux noms des particuliers.	121.629	88.859	210.488
Livrets au nom de sociétés diverses.....	"	"	1.723
TOTAL GÉNÉRAL.....	"	"	212.211

Les 1.514.810 livrets existant à la fin de l'année, classés d'après l'importance des sommes, se décomposent en :

	NOMBRE.	SOMMES. francs.	p. o/o du nombre total de livrets.
Livrets de 1 à 20 francs...	638.595	159.349.256	42,2
— de 20 à 100 francs...	291.321		19,2
— de 100 à 500 francs...	282.575		18,7
— de 500 à 1.000 francs...	104.947		6,9
— de 1.000 à 2.000 francs...	105.018	330.752.921	6,9
— de 2.000 à 3.000 francs...	74.170		4,9
— de plus de 3.000 francs...	18.184		1,2
TOTAUX.....	1.514.810	564.829.271	100,0

Le taux moyen de l'intérêt bonifié servi aux déposants a été de 2,83 p. o/o en 1898.

Il s'était monté à 2,81 p. o/o en 1897;
 — 2,78 — en 1896;
 — 2,72 — en 1895;
 — 2,81 — en 1894;
 — 2,81 — en 1893;
 — 2,80 — en 1892.

Prêts aux sociétés d'habitations à bon marché. — Au 31 décembre 1898, la caisse d'épargne avait avancé 25.125.416 francs à 119 sociétés de construction d'habitations à bon marché. Les prêts se répartissent de la manière suivante :

NATURE DES SOCIÉTÉS.	NOMBRE de sociétés ayant emprunté.	SOMMES avancées.
		francs.
Sociétés de crédit anonymes.....	86	22.340.050
— coopératives.....	8	1.708.440
Sociétés immobilières anonymes.....	25	1.052.427
— coopératives.....	1	24.500

Les sociétés d'habitations à bon marché se sont développées dans les centres agricoles, comme ailleurs et il en est même dont les débiteurs sont presque tous des ouvriers agricoles. Le nombre des sociétés agréées par la caisse générale, qui était, en 1896, de 91 (dont 89 ayant reçu des avances de la caisse), s'est élevé en 1897 à 129 (dont 119 ayant obtenu des subsides).

Au point de vue du taux d'intérêt des avances consenties, le montant total des sommes avancées se subdivise en 23.505.040 francs à 2 1/2 p. o/o et 1.610.377 fr. à 3 p. o/o.

D'autre part, ces sociétés sont bénéficiaires de polices d'assurances mixtes souscrites à la caisse d'assurance. On en trouvera le détail plus loin.

Au 31 décembre 1897, le solde des fonds déposés en comptes courants à la caisse d'épargne par les sociétés agréées s'élevait à 1,437,887 francs à 2 1/2 p. o/o et à 341,987 à 3 p. o/o.

Rapports de la caisse avec les sociétés coopératives de crédit agricole. — Au 31 décembre 1898, 58 sociétés de crédit agricole avaient obtenu des ouvertures de crédit à la caisse d'épargne pour une somme totale de 215.082 francs. Ces ouvertures de crédit n'ont été réalisées que pour un total de 71.544 francs.

2° CAISSE DE RETRAITE.

Il a été effectué, en 1898, 332.029 versements pour une somme de 3.505.701 francs. Ce total se compose de 285.119 versements à capital réservé pour une somme de 1.271.588 francs, et de 46.910 versements à capital aliéné pour une somme de 2.234.113 francs.

Pendant les sept dernières années, le mouvement des versements a été le suivant :

ANNÉES.	VERSEMENTS.	
	NOMBRE.	MONTANT.
		francs.
1892.....	45.336	1.580.319
1893.....	58.882	1.620.280
1894.....	69.242	1.762.792
1895.....	85.477	2.354.079
1896.....	111.020	2.558.583
1897.....	171.506	2.648.682
1898.....	332.029	3.505.701

Les livrets créés en 1898, au nombre de 43.873, se répartissent, d'après la profession des titulaires, de la manière suivante :

	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.
Ouvriers mineurs, houilleurs.....	514	#	514
Ouvriers des autres industries.....	8.385	1.111	9.496
Journaliers et ouvriers agricoles.....	2.908	275	3.183
Domestiques.....	353	535	888
Militaires.....	36	#	36
Commerçants et détaillants.....	395	166	561
Professeurs et instituteurs.....	286	182	468
Fonctionnaires et employés.....	1.134	59	1.193
Professions libérales.....	259	11	270
Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux.....	70	9	79
Propriétaires, rentiers, personnes sans pro- fession.....	191	2.578	2.769
Enfants mineurs.....	15.528	8.888	24.416
TOTAUX.....	30.059	13.814	43.873

Au 31 décembre 1898, le nombre des pensionnés en cours de jouissance était de 3.332 et le montant des rentes correspondantes était de 1.239.586 francs.

Ces rentes se décomposent de la manière suivante :

76 rentes au-dessous de 12 francs, ensemble.....	319 ^f
498 — de 12 à 24 francs.....	20.242
928 — de 24 à 120 —	56.044
525 — de 120 à 360 —	126.828
650 — de 360 à 720 —	342.186
655 — de 720 à 1.200 —	703.967
3.332	1.239.586

3^e CAISSE D'ASSURANCE.

Les polices d'assurance en cas de décès (assurances mixtes en faveur des sociétés d'habitations ouvrières), en cours au 31 décembre 1898, étaient au nombre de 8.936 représentant 20.891.118 francs de capitaux assurés.

Voici quel a été, depuis six ans, le nombre et le montant, chaque année, des polices en cours :

ANNÉES.	NOMBRE	
	de polices en cours au 31 décembre.	de capitaux en cours au 31 décembre.
1893.....	1.520	3.823.033
1894.....	2.538	6.280.470
1895.....	3.719	9.024.105
1896.....	5.171	12.134.722
1897.....	6.873	16.031.651
1898.....	8.936	20.891.118

Les 8.936 contrats en cours à la fin de 1898 comprenaient 1.081 de dix ans, 2.376 de quinze ans, 2.400 de vingt ans, 3.079 de vingt-cinq ans. D'après l'importance des sommes, ils se divisent en :

998	contrats	de moins de 1.000 francs.
2.620	—	de 1.000 à 2.000 francs.
2.381	—	de 2.000 à 3.000 —
1.785	—	de 3.000 à 4.000 —
1.152	—	de 4.000 et au-dessus.

Ces contrats ont été souscrits par 8.619 personnes se répartissant ainsi d'après la profession :

Ouvriers mineurs, houilleurs.....	1.149
Ouvriers des autres industries.....	5.179
Journaliers et ouvriers agricoles.....	1.435
Ménagères.....	84
Agents inférieurs d'administration.....	772
TOTAL.....	8.619

La « Maison du Peuple » à Bruxelles (1). — Le bilan des opérations, du 1^{er} janvier au 30 juin 1899, de la grande coopérative belge vient d'être publié.

[1] D'après les coopérateurs belges.

En voici le détail :

ACTIF.

Especies en caisse.....		9.656 ^f 44 ^c
Sommes dues sur actions émises.....		103.580 36
Actions libérées de diverses sociétés coopératives.....		76.100 00
Prêts aux groupes et cautionnements déposés.....		78.063 51
Immeubles, mobilier, matériel et installations.....		1.816.049 81
Débiteurs divers.....		24.643 75
Farines en magasin.....	81.380 ^f 00 ^c	
Pains, levure, sel, etc.....	3.124 99	
Vins, bières, cigares.....	32.793 42	
Vins, bières, cigares, M. du P. Molenbeek.....	571 06	
Magasin à bière.....	1.891 08	
Viandes en boucherie.....	517 57	
Aunages en magasin.....	107.089 55	
Charbon et fourrages.....	8.938 90	
Beurre et marchandises diverses.....	10.630 27	276.936 84
TOTAL.....		2.385.030 ^f 71 ^c

PASSIF.

Capital, 20.662 actions émises.....	206.620 ^f 00 ^c
Réserve.....	57.500 00
Fonds d'amortissement.....	350.000 00
Jetons en circulation.....	1.459 45
Dépôts des groupes, cautionnements du personnel, etc.....	150.082 56
Emprunts hypothécaires.....	935.000 00
Créditeurs divers.....	142.439 11
Bénéfices réalisés.....	241.929 59
TOTAL.....	2.385.030 ^f 71 ^c

L'ensemble du bénéfice semestriel est donc de 241.929 fr. 59.

En voici la décomposition :

Bénéfice net sur	beurre et marchandises diverses.....	16.873 ^f 02 ^c *
—	boulangerie.....	196.101 26
—	charbon.....	13.064 47
—	aunages et confections.....	676 30
—	Maison du Peuple (estaminet).....	13.729 20
—	boucheries.....	1.056 88
—	Maison du Peuple de Molenbeek.....	26 76
—	débit de lait.....	401 70
TOTAL des bénéfices.....		241.929 ^f 59 ^c

La répartition des bénéfices sera la suivante :

Affectation à l'amortissement.....	45.000 ^l 00 ^c
— pour prêts et intérêts de la nouvelle Maison du peuple...	40.000 00
— à la réserve.....	22.000 00
Actions souscrites et payées pendant cet exercice à diverses sociétés coopératives.....	4.500 00
Soins médicaux et pharmaceutiques gratuits aux coopérateurs chefs de famille.....	13.611 3/4
Propagande, réclames, subsides et secours aux groupes et aux membres nécessiteux.....	11.663 66
2 1/2 p. o/o au personnel.....	6.048 23
A distribuer sur 5.005.318 pains, à raison de 2 centimes par pain.....	100.106 36
TOTAL ÉGAL AUX BÉNÉFICES.....	241.929^l 59^c

DANEMARK.

Fin du lock-out du bâtiment (1). Le *Bulletin* de juin 1899 a signalé (p. 526) ce lock-out qui, à la date du 25 mai, a mis en chômage 30.000 ouvriers dont les familles, femmes et enfants, représentent 70.000 personnes. D'après les journaux, cette suspension de travail a pris fin le 5 septembre par un compromis dont le texte complet ne nous est pas encore parvenu. Le 22 août, les patrons avaient étendu le lock-out à 20.000 nouveaux ouvriers appartenant à d'autres professions, pour les empêcher de secourir les chômeurs. Ces professions étaient celles de tailleurs, cimentiers, forgerons, serruriers, charrons et paveurs.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en septembre (2). — Le marché de travail continue à être très ferme en septembre. Le pourcentage de chômeurs continue à être le plus bas qui ait été constaté, à la même époque de l'année, depuis 1889.

3,4 p. o/o de chômeurs dans 123 trade-unions groupant 502.915 membres contre 2,3 p. o/o en août 1899 et 2,6 p. o/o en septembre 1898.

(1) D'après la *Labour Gazette*.

(2) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

5,40 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 390.144 mineurs contre 5,18 en août 1899 et 5,37 en septembre 1898.

Ces derniers chiffres ne portent pas sur les puits du pays de Galles qui étaient atteints par la grève en septembre 1898.

380 hauts fourneaux en marche à la fin de septembre 1899, avec 25.384 ouvriers contre 380 en août 1899 et 356 en septembre 1898.

96 p. o/o du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton et 98 p. o/o dans les tissages avec 83.500 ouvrières, femmes et filles, contre 97 et 97 p. o/o en août 1899 et 90 et 74 p. o/o en septembre 1898.

Sur 189.033 travailleurs pour lesquels des renseignements sont fournis, hausse de salaire de 1 fr. 02 en moyenne par semaine pour tous, dont 130.088 dans les mines et 47.177 dans les métaux. Cette hausse a été obtenue pour 3.350 ouvriers par grèves, pour 169.899 par échelles mobiles, pour 2.349 par conciliation ou arbitrage et le surplus, pour 13.035 travailleurs, par négociation directe entre patrons et ouvriers.

Assistance publique. — En un jour de la deuxième semaine de septembre l'Assistance publique a secouru 316.267 personnes, soit 197 pour 10,000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 197 en août 1899 et 204 en septembre 1890.

Grèves. — 54 nouvelles grèves en septembre avec 8.858 chômeurs, contre 33 avec 10.232 en août 1899, et 32 avec 7,644 en septembre 1898, non compris les mineurs Gallois; 3 grèves dans le bâtiment, 11 dans les mines et carrières, 14 dans les métaux, 12 dans les textiles. Sur 65 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 45.851 grévistes, 19 succès (avec 2.327 grévistes), 16 transactions (avec 4.822 grévistes), 24 échecs (avec 37.990 grévistes), 6 solutions ajournées (avec 712 grévistes), le travail étant repris en attendant

Rapport du Comité parlementaire sur l'assistance des vieillards indigents et méritants. — Une Commission parlementaire nommée par la Chambre des communes a été chargée de rechercher les meilleurs moyens d'améliorer le sort des vieillards indigents et méritants, et de leur venir en aide en cas de détresse ou d'infirmités.

Elle avait pour mission d'étudier s'il convient d'adopter l'un ou l'autre des divers projets de loi relatifs aux pensions de vieillesse soumis au Parlement au cours de la présente session.

Cette Commission vient de publier son rapport, dont nous extrayons les principales recommandations relatives au choix des personnes à secourir:

Tout postulant devra établir qu'il est sujet britannique et âgé de 65 ans, qu'il n'a, depuis vingt ans, subi aucune condamnation à la servitude pénale ou à la prison, ni reçu

d'autres secours que les soins médicaux (excepté dans des circonstances tout à fait exceptionnelles); qu'il réside dans le district dont il sollicite une pension; que ses ressources ne sont pas supérieures à 12 fr. 50 par semaine; qu'il s'est toujours efforcé et de son mieux, par son travail ou par habitude d'économie, de prévoir pour son avenir et celui des personnes à sa charge immédiate.

Quiconque pourra établir ce qui précède recevra un certificat en faisant foi et aura droit à une pension.

L'autorité appréciera les habitudes d'économie du postulant en recherchant si, et jusqu'à quel point, il a fait partie, pendant un certain nombre d'années, d'une société de secours mutuels ou s'il s'est efforcé d'épargner ou de placer de l'argent.

Par le terme « personne », il faut entendre un individu de l'un et l'autre sexe.

Le mode de fixation et de paiement des pensions serait réglé comme suit :

1° On instituerait dans chaque Union du pays un organe administratif dit « des pensions », chargé de recevoir et d'examiner la demande;

2° Cet organe serait une Commission composée de 6 à 12 membres désignés par les Administrateurs des pauvres et choisis, pour la première fois, parmi eux;

3° Cette Commission serait indépendante du Conseil des pauvres; on pourrait y faire entrer d'autres membres, conformément à un règlement élaboré par le Conseil de gouvernement local.

Il serait à souhaiter que d'autres administrations publiques y fussent représentées, mais que la majorité appartint aux Administrateurs des pauvres;

4° On inscrirait les dépenses occasionnées par le paiement des pensions au budget commun de l'Union. L'État allouerait à l'Union une subvention calculée non pas d'après le montant des pensions payées par chaque union, mais basée sur le chiffre de la population et n'excédant pas la moitié du coût probable des pensions.

Le montant des pensions, dans chaque district, varierait, selon l'avis de la Commission, et suivant le coût de la vie dans la localité; 6.25 au moins à 8.75 au plus par semaine.

La pension serait accordée pour une période de 3 ans au moins; elle pourrait être renouvelée comme aussi retirée en tout temps, si l'autorité le jugeait nécessaire.

Afin de faciliter l'œuvre de l'autorité spéciale et de prévenir la fraude, les demandes seraient rédigées selon une formule prescrite, et signées sous serment devant le juge de paix; cette formalité serait gratuite.

Si ces diverses propositions n'étaient pas, pour une raison ou pour une autre, applicables à l'Ecosse et à l'Irlande, il y aurait lieu de les modifier, selon les cas.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc. ; et 2^o par les correspondants.

Allier. — CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTLUÇON. — Pendant le premier trimestre 1899, les houillères ont eu un travail plus actif que pendant les trimestres précédents avec des prix de vente plus élevés et plus rémunérateurs. Les carrières ont eu aussi un travail suivi.

Les exploitations du kaolin et de sable feldspathique fortement concurrencées sur les importants marchés de l'Est par les produits étrangers qui arrivent par voie d'eau et avec un fret bien inférieur, ont eu une production stationnaire.

La minoterie a dû réduire sa production par suite de l'encombrement du marché et de la baisse des farines; le travail de nuit a été supprimé dans un grand nombre de minoteries. La brasserie a marqué un progrès sur les années précédentes. De même dans les usines de produits chimiques (engrais et acides). Accalmie dans les scieries mécaniques et dans les fabriques de meubles.

Dans les hauts fourneaux, les fonderies, les établissements métallurgiques et les ateliers de constructions mécaniques, travail suivi, commandes nombreuses acceptées et livrées à des prix en hausse et rémunérateurs. Il en a été de même dans les fabriques de chaises, de bonneterie et de ferrure. Situation satisfaisante dans l'industrie du bâtiment et dans les tuileries mécaniques. Commandes suivies et pas de chômage malgré des prix de vente en baisse dans la fabrication des glaces. Travail également actif dans la batellerie.

Alpes-Maritimes. — CHAMBRE DE COMMERCE DE NICE. — Pendant l'année 1898, la culture des fleurs a été en progressant; de grands établissements ont été créés à Nice, à Grasse et surtout à Antibes. La production des citrons et oranges est restée stationnaire; celle des primeurs s'est développée. La situation de la minoterie a été jugée peu satisfaisante par suite de la concurrence des grands établissements de la région voisine. La fabrication de l'huile d'olive, principale industrie de la région est restée stationnaire (12 millions d'affaires en 1898); la maladie des oliviers a diminué la récolte. La distillerie et la fabrication des parfums à base de fleurs ont été moins occupées que les années précédentes par suite de la concurrence des essences tirées des produits chimiques; les prix de vente ont été faibles et peu rémunérateurs. La marqueterie a été encore bien occupée, bien que les commandes de travaux en bois d'olivier aient été moins abondantes que les années précédentes. L'industrie du bâtiment a été en pleine prospérité par suite de l'augmentation du nombre des hivernants et de l'extension des villes; on estime que le chiffre d'affaires en 1898 a été de 30 millions de francs. La céramique à Nice et à Vallauris a traversé une période d'accalmie; les commandes des articles de luxe ont été faibles; le salaire du personnel ouvrier, difficile à recruter, a été en augmentation. Pour la poterie, le prix élevé des transports a limité l'étendue du rayon d'action. Le commerce des vins et liqueurs a été prospère; sauf pour les spiritueux, la production locale a été faible, les vignobles ayant beaucoup diminué d'importance.

Ardennes. — CHAMBRE DE COMMERCE DE SEDAN. — Pendant l'année 1898, l'industrie de la draperie a eu tendance à diminuer, bien que le chiffre des expéditions en draperie (déduction faite des arrivages sur la place de Sedan), ait été à peu près égal à celui de 1897, soit 3.055.000 kilos; les prix de vente ont été à peu près stationnaires, mais moins rémunérateurs qu'en 1897 par suite de l'élévation du prix de revient; dans l'arrondissement de Sedan on a compté environ 107.345 broches à filer, 480 métiers mécaniques, 780 métiers à la main. On attribue l'arrêt du développement de notre production à la diminution des demandes des pays autrefois consommateurs, devenus aujourd'hui producteurs.

Dans la *métallurgie*, l'élévation des cours de la matière première, charbon, et minerais, avaient rendu d'abord difficile la remise des commandes aux prix demandés; puis, au milieu de l'année, les adjudications des travaux de l'Exposition et du Métropolitain et surtout les commandes de matériel des chemins de fer ont amené les ateliers à travailler en plein et même à ne pouvoir prendre de nouvelles commandes qui ont passé en partie aux ateliers étrangers. Les *fonderies de seconde fusion* (quincaillerie, fonte mécanique) ont aussi bénéficié d'une reprise de travail. Dans la fabrication des *boucles* on a manqué parfois de personnel.

Loire. — CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINT-ÉTIENNE. — Pendant l'année 1898, le travail dans les *houillères* a été en augmentant; des machines plus puissantes ont été montées pour l'extraction, la production, qui était de 3 millions et demi de tonnes en 1897, a augmenté de 10 p. o/o en 1898; les prix de vente ont aussi été en hausse de 8 p. o/o, par rapport à l'année précédente; la main-d'œuvre, plutôt rare en été pendant la période des travaux des champs qui occupent beaucoup de bras, a été abondante en hiver, les ouvriers des montagnes venant alors aux mines. Les salaires ont été en augmentation et ont atteint 4 fr. 80 par jour en moyenne. L'exploitation des sources d'*eaux minérales* a été aussi plus active que l'an dernier; on estime que la production a été de 25 millions de bouteilles, soit une augmentation de 1,250,000 bouteilles sur 1897; les prix de vente se sont généralement maintenus et ont laissé une marge satisfaisante à l'exploitation. Les salaires ont varié de 0 fr. 27 à 0 fr. 30 l'heure; la durée de la journée de travail a varié suivant les saisons et suivant les commandes. En hiver il s'est produit des chômages, les froids ayant arrêté l'em-bouteillage. Pour éviter les retards subis dans la livraison des commandes pendant la période de chômage des canaux, on a dû constituer des stocks d'avance et on a aussi donné plus de régularité au travail.

Dans la *minoterie*, la production a été inférieure à celle de 1897, par suite des prix élevés du blé pendant les trois premiers trimestres et aussi par suite du manque d'eau dans les rivières de juin à septembre; on a mis en mouture, en 1898, environ 95.000 tonnes de froment et 30.000 tonnes de seigle contre 110.000 tonnes de froment et 37.000 de seigle en 1897. Les variations des cours de la matière première et, ensuite, de la farine, ont amené les producteurs à une grande réserve dans leurs achats et dans leurs ventes.

Dans l'industrie *linière*, la production a été estimée à 800,000 francs, soit une diminution de 200,000 francs sur 1897, diminution attribuée au ralentissement général des affaires; les prix de vente ont été en baisse de 2 à 5 p. o/o et désavantageux. Les salaires ont été aussi atteints et ont diminué de 2 à 3 p. o/o. La main-d'œuvre a été abondante, plutôt en excès.

La *rubanerie* a augmenté le nombre des applications de l'énergie électrique aux métiers à tisser. D'autre part, on estime que le chiffre d'affaires a été de 88 millions de francs, dont un peu plus de 32 millions pour l'exportation; on a constaté dans l'ensemble une diminution de 3 millions sur 1897 par suite de la modification de la mode qui a moins demandé de rubans. Les prix de vente ont également faibli. — Les salaires, qui étaient déjà faibles, ont une tendance à la baisse. Pour améliorer cette situation, on a cherché à réduire la durée du travail et des délégués patrons et ouvriers ont élaboré un tarif minimum.

Dans l'industrie du *lacet*, la production s'est maintenue à environ 14 et 15 millions de francs; les prix de vente ont été faibles et peu rémunérateurs. Situation stationnaire pour les salaires. Dans les *teintureries* on s'est ressenti de l'accalmie de la *rubanerie*; il y a eu cependant peu de chômage, et les ouvriers inoccupés ont pu facilement trouver du travail dans les usines métallurgiques. Les prix, qui étaient d'ailleurs faibles, sont restés stationnaires. Dans la *chapellerie* le nombre des fabriques travaillant à bras a été en diminuant au profit des fabriques travaillant mécaniquement; des machines nouvelles ont été essayées pour les manipulations accessoires. La production a été plus élevée qu'en 1897; elle a atteint 5 millions de francs en 1898; les prix de vente ont été aussi en hausse à la suite de l'augmentation de la matière première; ils ont été jugés encore désavantageux. Il y a eu allux de main-d'œuvre au moment de la morte-saison et plutôt insuffisance aux époques de livraison; on a adopté le système du travail aux pièces au lieu du travail à la journée.

La fabrication des *crayons* a été augmentée de près d'un quart en 1898 par rapport à 1897. Par suite de la concurrence étrangère, les prix de vente ont subi une baisse de 10 p. o/o, tandis que les salaires ont obtenu une augmentation de 10 p. o/o. La main-d'œuvre a manqué par suite de la création de divers nouveaux établissements industriels dans la région.

Dans la *métallurgie*, de nouveaux ateliers ont été créés, en 1898, mais pas de nouveaux établissements; l'outillage s'est perfectionné; on estime que la production a augmenté de 10 à 15 p. 100. Les prix de vente ont augmenté à la suite de la hausse de la matière première; la main-d'œuvre a été recherchée, des commandes abondantes et févribles à bref délai ayant été faites par les chemins de fer français; une partie des ordres ont dû être remis aux établissements étrangers, nos constructeurs n'ayant pu les accepter tous. La fabrication des *cycles* est restée stationnaire, mais celle des *automobiles* s'est développée, et de nombreuses fabriques de cycles se sont transformées pour produire des automobiles. L'outillage a été aussi transformé pour suivre les progrès de la mécanique. Plusieurs établissements nouveaux se sont fondés dans la région. Dans la fabrication de la *quincaillerie*, la valeur de la production a été plus élevée qu'en 1897 par suite de la hausse de la matière première qui a entraîné celle des produits fabriqués, mais le tonnage de la production a été à peu près équivalent à celui de 1897. La main-d'œuvre a fait défaut par suite des embauchages subits et nombreux de la manufacture nationale d'armes; les salaires n'ont pas varié et sont restés généralement élevés. La fabrication des *armes* a été sensiblement égale à celle de 1897; des armes de guerre réformées et transformées en armes de chasse ont fourni un travail abondant; on estime que l'ensemble de la production a été de 6 millions de francs. La main-d'œuvre a fait défaut pour les motifs déjà énumérés.

Dans l'industrie du *bâtiment*, le travail a été plus abondant que l'an dernier; les prix de construction sont restés stationnaires par suite de la grande concurrence et malgré l'augmentation du prix de revient. Dans la *menuiserie*, l'adoption de l'outillage mécanique a progressé. Les salaires ont une tendance à augmenter chez les menuisiers, les plâtriers et les maçons.

La *verrerie* a maintenu sa production à environ 45 millions de bouteilles comme en 1897. Les prix de vente se sont relevés par suite de la hausse des houilles. On a continué à perfectionner l'outillage. Les ouvriers verriers proprement dits n'ont pas fait défaut; mais les manœuvres des services accessoires ont été recherchés et on a dû en faire venir même de l'étranger. La journée de travail a été de 8 heures en moyenne.

Le commerce des *liquides* a été bien occupé, les commandes ont été nombreuses par suite de la situation prospère de l'ensemble des industries de la région; les prix de vente, par suite de la concurrence, ont été en baisse sur 1897. Dans le commerce d'*épicerie*, on estime que le chiffre d'affaires a été de 12 millions de francs, chiffre plus élevé qu'en 1897. Au point de vue du personnel employé, le nombre des offres a été plus élevé que celui des demandes de travail. Les prix de vente à la consommation ont été en baisse sur les cafés, les huiles et les savons; en hausse sur le sucre et sur le riz.

Lot-et-Garonne. — CHAMBRE DE COMMERCE D'AGEN. — Pendant le 2^e semestre 1898, trois importantes *fabriques de chaussures*, deux *tricoteriers de laine* ont disparu; d'autre part, une *scierie mécanique* a été fondée à Marmande et une fabrique de *chaussures* à Miramont. Dans l'ensemble des industries, le travail et l'écoulement des produits fabriqués ont été satisfaisants; mais les prix de vente en baisse ont amené une diminution de la marge laissée au producteur, qui a été encore bien rémunéré. Les salaires sont restés généralement stationnaires, sauf dans l'arrondissement de Villeneuve-sur-Lot, où ils ont été en diminution. Le main-d'œuvre a été plutôt en excès dans les villes. Des chômages se sont produits dans l'industrie de la chaussure et dans les *tricoteriers de laine* par suite de la fermeture de certaines maisons.

Manche. — CHAMBRE DE COMMERCE DE GRANVILLE. — Pendant l'année 1898, la *pêche à la morue* a fait une campagne estimée passable avec des prix de vente assez rémunérateurs tant pour l'armement que pour l'équipage. La *pêche côtière* a donné des résultats satisfaisants. Dans la *minoterie* et dans la fabrication des *produits chimiques*, travail actif. Les *corderies* ont subi des chômages assez importants pendant les périodes comprises avant et après l'armement pour la grande pêche, celle-ci lui fournissant la plupart de ses commandes. Le commerce et le *sciage des bois du Nord* ont présenté une bonne activité. Les chantiers de *constructions de bateaux* de bois ont repris une certaine activité en 1898. Le travail du *cuivre* à Villedieu et des *objets en métal* à Sourdeval a été bien suivi. L'exportation des *beurres* a été active et laisse un bénéfice satisfaisant aux producteurs, malgré l'augmentation de la concurrence étrangère.

Puy-de-Dôme. — CHAMBRE DE COMMERCE DE THIERS. — L'industrie la plus importante de la région, la *coutellerie* a, en 1898, marqué un nouveau progrès; on estime que la fabrication de coutellerie a atteint de 2.500.000 kilogrammes; les prix de vente ont une tendance à la baisse. Les salaires ont été également faibles et ont été généralement inférieurs à 2 fr. 50 par jour, la main-d'œuvre étant plutôt en excès. Dans les autres industries de la région : *papeteries, minoteries, travail du bois, chaudronnerie, travail normal.*

Haut-Rhin. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BELFORT. — Pendant l'année 1898, les *filatures* ont été éprouvées par la formation de stocks dans l'ensemble des usines; les cours des filés ont baissé à la suite des variations de prix de la matière première, la baisse sur les produits fabriqués a été plus marquée que celle du coton et a laissé peu de rémunération au fabricant; cependant, en fin d'année, une amélioration s'est produite tant sur la matière première que sur les produits fabriqués. La situation a été particulièrement mauvaise pour les filés cardés, les filés peignés ont été peu atteints. Les *tissages* ont également subi une période difficile; les prix de vente des produits fabriqués ont baissé par suite de l'augmentation de la production attribuée à un plus grand nombre de métiers occupés, l'écart qui était faible et laissait peu de rémunération les années précédentes s'est augmenté principalement par suite de la baisse plus rapide des prix du filé.

La *filature de laine*, qui avait marqué une reprise au printemps, s'est aussi ralentie en fin d'année. L'impression des *tissus* a manqué de commandes par suite de la modification de la mode, cependant, dans l'industrie cotonnière en général, le personnel ouvrier n'a pas chômé et il n'y a pas eu de réduction de durée du travail.

La fabrication des *objets tricotés* a occupé, en 1898, 1.500 ouvriers dans la région, dont un peu moins de 300 régulièrement toute l'année; le salaire, par suite de la grande concurrence tant au point de vue du nombre des métiers que du personnel qui y est occupé, a été en général un peu inférieur à 1 fr. 50 par jour (ouvrier travaillant à domicile). Dans les usines, le gain de l'ouvrière dite *pièceuse* a varié de 2 francs à 2 fr. 50 et celui de l'ouvrier dit *côtier* de 2 fr. 50 à 2 fr. 75.

La fabrication du *chapeau de paille* a été peu active; les commandes de l'exportation ont porté sur les modèles, mais peu sur les séries à livrer qui ont été demandées surtout par le marché intérieur.

Dans l'*industrie du bois*, les importations de bois en grume plus importants que les années précédentes ont nécessité la construction de nombreuses *scieries* sur le territoire frontière, où les bois, résineux principalement, ont été aussitôt débités. Par suite, des usines de *tournage, de menuiserie* et de *boissellerie* se sont aussi créées et ont été bien occupées. L'emploi plus fréquent des petits bois pour la fabrication de la cellulose et l'augmentation des autres emplois industriels ont assuré une hausse de ces bois, notamment les bois résineux du pays ont augmenté de 8 à 10 francs par mètre cube.

Dans l'*industrie métallurgique*, les ateliers de fabrication du *fil de fer* et de petits articles de *quincaillerie* ont pu maintenir une certaine activité, même sur le marché extérieur, grâce à la qualité des produits qui ont conservé leur clientèle; la fabrication des *articles de carrosserie (essieux et ressorts)*, a été aussi bien occupée, dans l'ensemble, les prix de vente ont suivi la hausse des cours de la matière première.

La *construction de machines* de types et d'usages divers (machines à vapeur, à pétrole, machines outils, machines agricoles) s'est aussi développée, mais, sur le marché extérieur, la concurrence de certains pays étrangers autrefois consommateurs, aujourd'hui producteurs, a rendu les affaires plus difficiles et à des prix moins avantageux.

L'absence de voie navigable qui permettrait l'expédition des pièces de grand poids avec un fret beaucoup plus réduit que par voie ferrée a rendu particulièrement pénible à nos usines la concurrence des fabriques des régions voisines qui bénéficiaient de tarifs réduits par suite des deux modes de transport, voie ferrée et voie fluviale. L'industrie de l'*horlogerie* malgré la concurrence des pays voisins a pu écouler moitié de sa production à l'étranger et dans nos colonies; les commandes ont été bien suivies grâce au perfectionnement apporté au matériel qui a permis une fabrication économique et grâce à l'installation des agences de vente sur les marchés étrangers. De nouvelles usines se sont fondées pour la fabrication d'*appareils et lustres*

à lumière électrique, pour appartements, pour la fabrication de compteurs à lumière électrique, enfin pour la fabrication d'appareils photographiques.

Saône-et-Loire. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CHALON-SUR-SAÔNE. — Pendant l'année 1898 et au commencement de 1899, les *sucreries-raffineries*, les *fructeries-glucoseries*, les *tanneries*, les *scieries mécaniques*, les ateliers d'*ébénisterie*, de *constructions de bateaux*, pour la navigation intérieure, l'industrie du *bâtiment*, les *usines à schiste* et dérivés ont été en pleine activité. Plein travail dans les mines et dans les *grands établissements métallurgiques* de la région; les ateliers secondaires de *constructions mécaniques* ont eu aussi un bon courant de commandes pour l'État, pour les chemins de fer et pour les particuliers. Dans l'ensemble, le personnel ouvrier a fait défaut; le taux des salaires a été en augmentation. La population ouvrière des campagnes s'est de plus en plus portée dans les villes et pour les travaux locaux, on a aussi difficilement obtenu une main-d'œuvre suffisante.

Seine-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE DU HAVRE. — La situation, en 1898, de l'ensemble des industries de la région, s'est maintenue satisfaisante; de nouvelles usines ont été montées. Les *chantiers de construction navale* ont été bien occupés, alimentés de commandes surtout pour la marine de guerre. Le *mouvement de la navigation du port* a été en progressant, en 1898, ainsi que l'indique le tableau ci-dessous :

Entrées et sorties.	Nombre de navires.	Tonneaux.
1897.....	13.266	5.847.505
1898.....	13.934	6.284.494

Mais cette avance a été perdue pendant le premier semestre 1899, les entrées et les sorties n'ont donné que 2.851.000 tonneaux, soit une diminution de 443.160 tonneaux sur la période correspondante de 1898; ce qu'on attribue à la diminution des arrivages des céréales qui avaient pris en 1898 une importance anormale. La part du pavillon français dans les entrées et dans les sorties, a été, en 1898, de 24 p. o/o. elle était de 33 p. o/o en 1889 et d'un peu plus de 27 p. o/o en 1893.

CHAMBRE DE COMMERCE D'ELBEUF. — La *stéarinerie*, la *couperie de poils de lapins pour chapperie*, la fabrication des *lucets*, la *filature* et la *cartonnerie d'amiante* et la fabrication des *tissus caoutchoutés* ont continué à progresser en 1898. Dans l'*industrie drapière*, la fabrication du drap de dames a pris une nouvelle extension et compensé la diminution subie sur les étoffes lourdes et foulées pour pardessus, spécialité de la place, et dont les commandes ont fait défaut par suite du manque de gelées en 1897-1898. Le total des expéditions, malgré le prix élevé de la laine qui a contribué à gêner les transactions, a été plus élevé qu'en 1897: 4.766.100 kilogrammes en 1898, contre 4.687.900 en 1897.

CHAMBRE DE COMMERCE DE DIEPPE. — Le *mouvement de la navigation* est resté à peu près stationnaire en 1898; cependant on a constaté une diminution de 21.100 tonnes, mais une augmentation de 45 navires en excès sur 1897, dont 27 navires étrangers et 30 de la petite pêche. Le *mouvement commercial* a été en augmentation de 15.782 tonnes, la houille étant le produit le plus important. La *pêche* a produit une somme de 2.133.000 francs environ en augmentation de 130.000 francs sur 1897.

CHAMBRE DE COMMERCE DE FÉCAMP. — Il a été armé pour la *pêche* à Terre-Neuve en 1898 53 navires, soit 9 de plus qu'en 1897, d'un effectif total de 1.637 hommes d'équipage. Le produit de la pêche a été de 4.635.000 francs. Un seul navire a été à la pêche en Islande. Pour la pêche du *hareng* et celle du *maquereau*, 40 navires ont été armés, ils ont produit 2.041.000 francs, la plus grande partie provenant de la pêche du hareng. Les résultats ont été jugés peu rémunérateurs pour l'armement. La *minoterie* et la *tannerie* ont été peu prospères. Situation stationnaire dans l'*huilerie*, l'industrie *cotonnière* et le commerce des *liquides*.

CHAMBRE DE COMMERCE DU TRÉPORT. — Le *mouvement du port* s'est traduit, en 1898, par 69.300 tonnes à l'importation et 75.600 à l'exportation, laissant une supériorité marquée l'exportation. Situation stationnaire dans les autres industries de la région.

CHAMBRE DE COMMERCE DE BOLEEC. — L'industrie *cotonnière*, principale industrie de la région a, en 1898, participé au ralentissement du travail déjà constaté dans les régions voisines, celle de Rouen notamment; les *filatures*, les *tissages*, les *fabriques d'indienne*, ont été fort éprouvées. On a dû réduire la durée du travail; les commandes ont été rares et à des prix désavantageux.

**Analyse, par département,
des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières
et par les secrétaires des Bourses de travail.**

Ain. — A Bourg, ralentissement de travail et un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Journée de 11 heures chez les *menuisiers*. Reprise du travail depuis le mois dernier et pas de chômeurs chez les ouvriers en *peignes* d'Oyonnax. A Bellegarde travail toujours actif chez les ouvriers en *bâtiment*. Ralentissement du travail chez les ouvriers des *filatures*. Chez les *garçons bouchers* de Bourg, travail toujours actif.

A Bourg, baisse sur le pain qui se vend 0 fr. 30 le kilogramme.

Aisne. — Travail 72 heures par semaine et pas de chômeurs chez les *mouleurs* de Chauny. De même pas de chômeurs à Saint-Quentin chez les *couvreurs-zingueurs*. Un peu moins de 1 p. o/o chez les *employés voyageurs dessinateurs*.

Allier. — Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Buxières de Durdât et de Commeny. Ralentissement du travail et pas de chômeurs chez les *typographes* de Cusset. De même à Montluçon chez les *menuisiers*. Les *sabotiers* de Cusset sont tous occupés. De même à Montluçon chez les *mouleurs sur métaux*; l'amélioration signalée chez les *métallurgistes* se maintient. Chez ceux de Commeny; le manque d'eau a amené un ralentissement du travail, un atelier, par semaine, est mis en chômage. A Moulins, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et journée de 11 heures chez les *tailleurs de pierre*. Travail toujours actif chez les *peintres plâtriers*.

A Cusset, baisse sur le pain, 0 fr. 02 par kilogramme.

Alpes-Maritimes. — A Nice, un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*. Chez les *cuisiniers* de Cannes, la saison hivernale va reprendre. A Nice, pas de chômeurs chez les *carrossiers*. De même chez les *maçons* de Cannes et de Menton chez lesquels l'activité déjà signalée se maintient. Chez les *employés restaurateurs-limonadiers* de Nice, le travail n'a pas encore repris.

Ardèche. — A Annonay, chez des *mégissiers*, pas de chômeurs, travail normal de 60 heures par semaine. Chez les *serruriers*, ouvrage plus abondant que le mois dernier et pas de chômeurs. De même chez les *zingueurs-ferblantiers*, les travaux de couverture étant activés avant le commencement de l'hiver.

Ardennes. — Chez les *ardoisiers-mineurs* de Fumay, travail toujours actif sauf chez les *fendeurs* qui perdent encore 2 jours par quinzaine. Dans les autres métiers, travail satisfaisant; pas de chômage. MARÉCHAL.

A Charleville, un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. A Sedan, journée de 11 heures chez les *métallurgistes*.

Aube. — Pas de chômeurs et travail 75 heures par semaine chez les *garçons coiffeurs* de Troyes.

Aude. — Pas de chômeurs chez les ouvriers *agriculteurs* de Cuxac, qui sont plus occupés que l'an et que le mois derniers grâce aux vendanges. A Narbonne, chez les *boulangers*, un peu moins de 4 p. o/o de chômeurs, placement plus facile que l'an et que le mois derniers grâce à la période des vendanges. A Carcassonne, 14 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus

abondant que le mois dernier, chez les *cuisiniers*. Chez les *ouvrières* de l'habillement, travail 30 heures par semaine, pas de chômage. De même chez les *employés vendeurs* de Narbonne.

Aveyron. — A Millau, chez les *gantiers*, travail en diminution d'un tiers depuis le mois dernier, cependant pas de chômeurs.

Bouches-du-Rhône. — Chez les *jardiniers* de Saint-Henri-Marseille, 11 p. 0/0 de chômeurs. Chez les *mineurs* de Fuyau, la durée du travail reste à 5 jours par semaine. Travail 32 heures par semaine chez les *mineurs* de Saint-Savournin-Gréasque qui sont tous occupés. Pas de chômeurs chez les *carriers* de Fontvieille, 8 p. 0/0 chez les *boulangers* de la Ciotat. A Marseille, chez les *confiseurs-pâtisseries*, situation jugée peu favorable dans l'ensemble, 10 p. 0/0 de chômeurs chez les *syndiqués*. Un peu moins de 1 p. 0/0 chez les *typographes*, 17 p. 0/0 ouvrage moins abondant que l'an dernier et journée de 10 heures chez les *coupeurs de la cordonnerie*; de même, ralentissement du travail chez les *monteurs en chaussures*. Les *ouvriers* et *ouvrières* des *fournitures militaires* comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage, l'ouvrage est moins abondant que l'an et que le mois derniers, une maison (80 ouvriers) a cessé de faire travailler.

Chez les *menuisiers*, journée de 10 heures, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier. De même pas de chômeurs chez les *modelleurs*. Chez les *tailleurs de pierres tendres*, ralentissement du travail, on compte un cinquième des *syndiqués* en chômage. Pas de chômeurs signalés chez les *tailleurs de pierres froides*, chez lesquels le travail se maintient plus abondant que l'an dernier. Chez les *garçons corbiers* de place, affaires plus difficiles que l'an dernier, 3 p. 0/0 de chômeurs et reprise du travail chez les *employés de commerce*.

Calvados. — A Caen, ouvrage moins abondant que le mois dernier et 4 p. 0/0 de chômeurs chez les *typographes*. Pas de chômeurs chez les *ouvriers* de la *bonnetterie* de Falaise.

Charente. — A Angoulême, 14 p. 0/0 de chômeurs chez les *boulangers*, 5 p. 0/0 chez les *typo-lithographes*. Pas de signalés chez les *ferblantiers*, 12 p. 0/0 chez les *peintres*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, travail toujours actif chez les *travailleurs du livre*. A Rochefort, les *typographes* comptent un cinquième des leurs en chômage; un certain nombre d'ouvriers qui avaient quitté l'atelier à la suite de la grève ont été placés dans une autre ville. Pas de chômeurs et ralentissement du travail chez les *tailleurs de pierres*.

Cher. — BOURSE DU TRAVAIL DE BOURGES. — Au commencement de septembre les *ouvriers du bâtiment* ont été tous occupés, il y a eu pénurie d'ouvriers chez les *menuisiers*, les *peintres*, *plâtriers* et les *couvriers*; de même, chez les *marcheux-ferants*. Quelques chômeurs dans l'*ameublement*, par suite de la concurrence des meubles à bon marché fabriqués dans des usines outillées mécaniquement, 15 p. 0/0 de chômeurs chez les *typographes*. Reprise du travail chez les *tailleurs d'habits*. Chez les *ouvriers agricoles*, le travail a été satisfaisant grâce à l'abondance de la récolte de blé. Les *faucheurs* ont gagné pour la moisson 40 francs par semaine, les *ramasseurs*, 35 à 36 francs (travail à la tâche). Dans les *vignobles*, l'apparence de la récolte est généralement satisfaisante malgré la gelée qui est tombée dans quelques communes. Le travail tend à devenir meilleur que l'an dernier. A La Guerche une boulangerie coopérative a été fondée.

P. HEBVIER.

Chez les *bûcherons-agriculteurs* de Jussy-les-Chaudrier, pas de chômeurs; de même chez ceux de Méry-es-bois, chez lesquels la journée a été diminuée d'une heure. 4 p. 0/0 de chômeurs chez les *bûcherons-agriculteurs* de Sancergues; chez ceux de Vallenay, le chômage signalé se maintient. A Bourges, chez les *ouvriers en toiles cirées*, journée de 11 heures et 3 p. 0/0 de chômeurs. 6 p. 0/0 chez les *travailleurs du livre* qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers; les *ouvriers travaillant aux pièces* sont particulièrement atteints par la concurrence des ateliers établis dans des orphelinats. A Bourges, chez les *charpentiers*, pas de chômeurs et journée diminuée d'une heure. Journée de dix heures et de même pas de chômeurs chez les *menuisiers*. Ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier et 12 p. 0/0 de chômeurs chez les *ouvriers en voitures*, 8 p. 0/0 de chômeurs chez les *travailleurs sur mé-*

taur, qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers, les ateliers militaires ont licencié une partie de leur personnel (150 ouvriers environ). Journée de 11 heures et pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*, 2 p. o/o, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *terrassiers journaliers*. Pas de chômeurs, travail 50 heures par semaine et ouvrage abondant chez les *maçons* de Dun-sur-Auron. Les *journaliers* de Vierzon comptent un quart des leurs en chômage. Pas de signalés à Bourges chez les *couvreurs* qui font 60 heures par semaine. Chez les *chaufourniers* de la Guerche et de Jussy, pas de chômeurs, travail plus abondant que l'an dernier.

A Jussy-les-Chandrier, pain diminué de 0 fr. 05 par 5 kilogrammes.

Corrèze. — A Brive, 14 p. o/o chez les *typographes*. A Tulle, 8 p. o/o. 2 p. o/o chez les *chapeliers-fouleurs* de Bort. A Tulle, les *scieurs de long* sont tous occupés. Un peu de chômage chez les *charpentiers*. Pas de signalé chez les *tailleurs de pierres*. A Brive, 1 p. o/o chez les *employés de commerce*.

Côte-d'Or. — Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Corcelles-les-Cîteaux; de même chez ceux de Pagny-le-Château. De même à Dijon, chez les *boulangers*. 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés chez les *charpentiers*, chez lesquels la journée est diminuée d'une heure. Chez les *menuisiers*, journée diminuée d'une demi-heure, mais ouvrage plus abondant que l'an dernier, travail 63 heures par semaine et pas de chômeurs. De même pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Dordogne. — A Périgueux, les *menuisiers* sont tous occupés; on fait 60 heures par semaine. Même durée de travail et 18 p. o/o des chômeurs chez les *sabotiers*.

Doubs. — A Besançon, ralentissement du travail chez les *typographes*. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et pas de chômage chez les *charpentiers*. Chez les *ferblantiers*, *plombiers*, journée de 10 heures, ouvrage plus abondant que le mois dernier et pas de chômeurs. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *monteurs de boîtes d'argent*. Journée de 10 heures et pas de chômeurs chez les *maçons*. De même pas de chômeurs chez les *employés*. De même chez les *garçons limonadiers*, pendant la saison les offres de places ont dépassé les demandes de travail.

Drôme. — Pas de chômeurs chez les *carriers* de Saint-Remès. A Valence, 5 p. o/o chez *typographes*. Pas de signalés chez les ouvriers en *chaussures* qui font la journée normale de 11 heures. Ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et journée augmentée d'une heure chez les *chapeliers appropriateurs* de Bourg-de-Péage. A Valence, pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*. De même chez les *tailleurs de pierres* qui sont plus occupés que l'an dernier.

Eure. — A Louviers, pas de chômeurs et durée du travail de 69 à 72 heures par semaine chez les *tisseurs*.

Eure-et-Loir. — CHATEAUDUN. — Ralentissement du travail par suite de morte-saison chez les *typographes*, on fait 10 heures par jour. A l'usine du *lavage de bourre* le travail a repris son cours normal; d'importantes commandes sont arrivées d'Amérique (800 balles de 70 kilos). Chez les *fondeurs-mécaniciens*, travail très actif; on fait des heures supplémentaires chez les *bijoutiers*; ouvrage également abondant, grâce à de nouvelles commandes, chez les ouvriers du *bâtiment* journée de 11 heures, sauf chez les *serruriers* et chez les *menuisiers* qui font 12 heures. — A. GAUVIN.

NOGENT-LE-ROTHOU. — Ouvrage moins abondant que le mois dernier chez les *typographes*. Travail satisfaisant dans la *chapellerie* et chez les ouvriers en *chaussons*. Chez les *tanneurs*, on tend à réduire la journée de travail. Travail actif chez les *corroyeurs*. Dans l'industrie du *bâtiment*, le travail tend à baisser. — TH. BRÊTHES.

Finistère. — A Brest, chez les *coupeurs-tailleurs*, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, 15 p. o/o de chômeurs. Pas de signalées chez les ouvrières de l'*aiquill*

de Mortais, 12 p. o/o chez les *ferblantiers* d'Audierne. Pas de signalés chez ceux de Concarneau chez lesquels le travail se maintient grâce à la saison des sardines. Chez ceux de Douarvenez, travail 60 heures par semaine et 6 p. o/o de chômeurs.

Gard. — A Nîmes, chez les *confiseurs-pâtisseries*, reprise du travail avec les rentrées des vacances. Même situation, et pas de chômeurs chez les *typo-lithographes*.

Haute-Garonne. — A Toulouse, chez les *boulangers*, 9 p. o/o de chômeurs et placement plus facile que le mois dernier. Chez les *trépointeurs*, morte-saison plus accentuée que l'an et que le mois derniers. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *mécaniciens*. 14 p. o/o chez les *hommes de peine* qui font 65 heures par semaine.

Gironde. — A Bordeaux, les *compagnons aspirants boulangers* estiment que le chômage atteint un cinquième des leurs; de même chez les *cuisiniers*. 5 p. o/o chez les *typographes*. Les *charpentiers* estiment que le chômage atteint moitié des leurs, l'ouvrage étant moins abondant que l'an et que le mois derniers. Chez les *menuisiers* de Libourne, ralentissement du travail depuis le mois dernier et pas de chômeurs. A Bordeaux, de même, pas de chômeurs chez les *charrons-forgerons* qui sont occupés que l'an et que le mois derniers. Chez les *mouleurs sur métaux*, ouvrage plus abondant que l'an dernier dans quelques usines. 9 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les ouvriers sur métaux de Libourne. A Bordeaux, 10 p. o/o chez les ouvriers des *constructions maritimes* qui sont moins occupés que l'an dernier et font de 60 à 66 heures par semaine. Chez les *mineurs-terrasiers*, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier grâce aux travaux pour les nouvelles lignes de tramways. Les *maîtres d'hôtels* et *garçons navigateurs* comptent un quart des leurs en chômage. 11 p. o/o chez les *garçons limonadiers*. 9 p. o/o et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *coiffeurs*. De même 9 p. o/o de chômeurs chez les *gens de maison*.

Hérault. — Pas de chômeurs chez les *marins-pêcheurs* de Mèze. 7 o/o et travail 52 heures par semaine chez les *mineurs* de Graissessac. A Montpellier, pas de chômeurs chez les *boulangers*, on a manqué d'ouvriers pendant la période des vendanges. Chez les *cuisiniers*, ralentissement du placement plus accentué que l'an dernier par suite de la fin de la saison d'été; 18 p. o/o de chômeurs. Les *cordonniers* estiment qu'un grand nombre d'entre eux manquent de commandes. Pleine morte-saison chez les ouvriers *tailleurs*. De même chez ceux de Béziers. Dans cette même ville, pas de chômeurs chez les *charrons*. 8 p. o/o chez les *coiffeurs* de Montpellier.

Ille-et-Vilaine. — Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs* de Bruz-Pont-Péan. A Rennes, 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; un certain nombre d'ouvriers de passage n'ont pu être embauchés, les ouvriers de la localité étant encore en chômage malgré la fondation d'une imprimerie qui avait pris une quinzaine d'ouvriers inoccupés. Chez les *chapeliers-appropriateurs*, travail toujours actif. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et journée de 10 heures chez les *couvreurs* qui comptent un quart des leurs en chômage.

Indre. — Chez les *bûcherons-carriers*, la morte-saison d'hiver est commencée par suite de l'arrêt du travail dans les carrières; un grand nombre d'ouvriers sont inoccupés. A Châteauroux, 10 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, les ouvriers aux pièces sont plus que les autres atteints par le chômage. 13 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *menuisiers*. 10 p. o/o de chômeurs et travail de 50 à 40 heures par semaine chez les ouvriers du bâtiment.

Indre-et-Loire. — Chez les *tanneurs* de Châteaurenault, 16 p. o/o de chômeurs; ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et durée du travail 66 à 72 heures par semaine. Chez les ouvriers sur métaux de Vendôme, pas de chômeurs. 5 p. o/o. journée de 10 heures et ralentissement du travail depuis le mois dernier chez les *tailleurs de pierre* de Tours.

Isère. — A Grenoble pas de chômeurs chez les *employés gaziers*. De même chez les *teintu-*

riers en peaux, chez lesquels le travail tend à baisser. 14 p. o/o de chômeurs chez les *chapeliers* de Vienne. Les *tailleurs de pierre et carriers* de Montafieu. Vercieu compte un peu plus du quart des leurs en chômage, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers; ceux de Parmillien sont tous occupés. A Grenoble, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *maçons* qui comptent un cinquième des leurs en chômage.

Jura. — Les ouvriers *agriculteurs* des Rochettes, estiment que le chômage de morte-saison qui commence a atteint moitié des leurs, la journée a été diminuée de 2 heures, on fait environ 40 heures par semaine. 7 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Dôle; pas de signalés et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez ceux de Salins.

Loir-et-Cher. — A Blois, ouvrage moins abondant que le mois dernier et 7 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*.

Loire. — Chez les *mineurs* de Saint-Chamaud, pas de chômeurs. Chez les ouvriers du *livre* de Roanne, activité normale, pas de chômeurs. A Saint-Étienne, un peu plus de 4 p. o/o chez les *imprimeurs-graveurs*. 12 p. o/o et ralentissement du travail depuis le mois dernier chez les *tisseurs* de Jarnosse; ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez ceux de La Cergne. Un peu moins de 1 p. o/o chez ceux de La Gresle. A Saint-Étienne, 6 p. o/o chez les *tisseurs (corporation)*; les façons des *rubaniers* ont baissé, celles des ouvriers *veloutiers* ont augmenté d'un cinquième environ. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et 15 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs* de Saint-Genest. A Saint-Étienne, chez les *chefs d'ateliers rubaniers*, moitié manquent de commissions par suite de la modification de la mode. 10 p. o/o de chômeurs chez les *passementiers* de la Fouillouse.

A Saint-Étienne, 6 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que le mois dernier chez les ouvriers en meubles, c'est le commencement de la saison. Ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier et un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *limes* de Chambon. A Saint-Étienne, 4 p. o/o chez les *maçons*. A Roanne, chez les *potiers-tourneurs*, journée de 9 heures, pas de chômeurs, l'ouvrage se maintient plus abondant que l'an dernier. De même à Saint-Étienne, pas de chômeurs chez les *employés de fabrique*; dans l'article *ruban*, l'accalmie continue, les articles *velours* ont donné lieu à de nombreuses commandes; les fabricants auraient tendance à s'adresser de préférence aux ouvriers des campagnes pour leurs tissages.

A Saint-Étienne, baisse sur le pain, 0 fr. 01 par demi-kilogr.

Haute-Loire. — Au Puy, pas de chômeurs chez les *typographes*. 5 p. o/o chez les *chefs d'ateliers rubaniers* de Saint-Didier-de-Séauve, une partie des ouvriers inoccupés dans la rubanerie ont été occupés au tissage d'un article similaire. Au Puy, journée diminuée d'une heure chez les *menuisiers* pour 70 ouvriers.

Au Puy, pain en baisse de 0 fr. 05 par 2 kilogrammes.

Loire-Inférieure. — A Nantes, reprise du travail plus accentuée que l'an dernier chez les *relieurs-papetiers*. 4 p. o/o chez les *typographes*. 3 p. o/o chez les *plâtriers*, qui font 66 heures par semaine.

Lot-et-Garonne. — VILLENÈGRE-SUR-LOT. — Chez les *typo-lithographes*, pas de chômeurs. La reprise du travail se fait plus lentement que l'an dernier. Chez les *cordonniers*, les commandes sont devenues plus importantes. Travail abondant chez les *maçons*, les *charpentiers* et les *peintres*. Baisse sur le pain, la viande et le vin.

Maine-et-Loire. — A Angers, chez les *boulangers*, placement plus difficile que l'an et que le mois derniers et 10 p. o/o de chômeurs. A Cholet, reprise du travail depuis le mois dernier chez les *tisseurs*; les *tissages mécaniques* ont beaucoup de commandes, les tissages à la main de mouchoirs en fil ont reçu aussi de nouvelles commissions; pas de chômeurs parmi les ouvriers syndiqués. De même amélioration chez les *tisserands* de Gesté. Pas de chômeurs chez ceux de La Séguinière et de Trémentines. Ceux de Saint-Philbert estiment qu'un tiers des leurs manquent de commandes. A Saumur, ouvrage plus abondant que l'an dernier et travail 66 heures par semaine chez les *carrossiers*. A Angers, 3 p. o/o de chômeurs et

journée de 10 heures chez les *couvereurs*, 17 p. o/o de chômeurs chez les *garçons limonadiers restaurateurs*.

Manche. — Chez les *travailleurs du liers* d'Avranches, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et pas de chômeurs. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et travail 70 heures par semaine chez les *typographes* de Granville. A Cherbourg, pas de chômeurs chez les *maçons*.

Marne. — Chez les *imprimeurs* de Reims, travail 60 heures par semaine. En général, ouvrage moins abondant que le mois dernier, un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *typographes* de Châlons-sur-Marne. A Reims, chez les ouvriers de l'*industrie lainière*, commandes moins abondantes que l'an dernier, 2 o/o de chômeurs; dans une maison (environ 400 ouvriers), journée réduite de 2 heures. Dans certains peignages, on fait 48 heures par semaine. Ralentissement de travail, journée de 10 heures et 7 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*. Pas de signalés, journée de 12 heures et ouvrage plus abondant que le mois et moins que l'an dernier chez les *maçons*.

Mayenne. Ralentissement de l'extraction chez les *ardoisiers* de Renazé par suite d'éboulements survenus dans les galeries; tous les ouvriers sont encore occupés. Travail 60 heures par semaine et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *typographes* de Laval.

Meurthe-et-Moselle. — Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Chavigny; les *mineurs* d'une concession chôment quelques jours par mois par suite de réparations à faire aux hauts fournaux qu'ils alimentaient de houille. A Nancy, chez les *typographes*, ouvrage moins abondant que l'an et que les mois derniers, journée diminuée d'une heure pour un quart des ouvriers et 10 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés et reprise du travail moins forte que l'année dernière chez les *tailleurs d'habits*. Les *chapeliers* sont tous occupés. De même chez les *tailleurs de pierre*; on fait la journée de 11 heures. 4 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Meuse. — Chez les *carriers* de Lérrouville, la journée a été réduite à 10 heures en diminution d'une heure sur le mois dernier; tous sont occupés.

Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Lorient, les *galochiers* comptent un quart des leurs en chômage de morte-saison; l'encombrement des magasins ralentit les commandes. Les *ferblantiers-boîtiers* de Larmor-Lorient sont tous occupés. De même chez les ouvriers en *bâtiments* de Lorient.

Nièvre. — Chez les *bûcherons-agriculteurs* de Champroux, ouvrage moins abondant que l'an dernier. Pas de chômeurs chez ceux de Corvol, la-Chapelle Saint-André, Sardy-lès-Epéry et Saint-Malo; ralentissement du travail depuis le mois dernier chez ceux de Menou, qui comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage; même situation chez ceux de Perroy, 1 p. o/o de chômeurs chez ceux de Saint-Vérain. Pas de signalés chez les *potiers* de Meyners.

Nord. — A Lille, un peu moins de 4 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *boulangers*. Chez les *relieurs-papetiers*, travail toujours actif; journée de 11 heures, 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Douai. A Lille, chez les *typographes*, morte-saison des vacances moins forte que l'an dernier et 3 p. o/o de chômeurs; 14 p. o/o chez les *lithographes*. Chez les *tisserands* d'Haspres, l'amélioration signalée continue. Pas de chômeurs chez ceux de Rieux; chez ceux de Villers-en-Cauchies, reprise du travail depuis le mois dernier; chez ceux d'Houplines, un quart des syndiqués en chômage par suite d'un accident survenu aux machines. Chez les *tullistes* de Gaudry, 11 p. o/o de chômeurs; ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers; journée augmentée de 2 à 4 heures pour 150 ouvriers; pour 180 ouvriers, la durée du travail varie de 40 à 45 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les *imprimeurs sur tissus* de Marly, qui font 66 heures par semaine.

Travail 63 heures par semaine chez les *charpentiers syndiqués* de Roubaix qui comptent

2 p. o/o de chômeurs; ceux de Saint-Amand sont tous occupés et font 66 heures. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez ceux de Tourcoing, chez lesquels le travail est plus abondant que l'an dernier dans 4 importantes maisons et tend à ralentir dans les petites. Pas de chômeurs chez les *tourneurs en bois* de Fellerics, qui font 72 heures par semaine. Chez les *mouleurs* de Cambrai, journée diminuée de 1 heure et demie et réduite à 11 heures et demie. 2 p. o/o de chômeurs chez les *marbriers en cheminées* de Cousolre. Les *marbriers tailleurs de pierre* de Dunkerque comptent un tiers des leurs en chômage par suite de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. Pas de chômeurs chez les *marbriers* de Jeumont. A Dunkerque, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *maçons*, qui comptent un quart des leurs en chômage. Chez les *peintres* d'Armentières, journée diminuée de 1 heure et demie; chez ceux de Roubaix, journée de 9 heures.

Oise. — A Beauvais, 11 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Chez les ouvriers des *scieries mécaniques* de Hermes, pas de chômeurs. Une fabrique de *brosses* des environs (350 ouvriers) a fait faillite. Pas de chômeurs chez les *dominotiers* de Méru, qui sont moins occupés que l'an dernier et font la journée de 12 heures. Les ouvriers *brossiers* de Saint-Sauveur comptent un quart des leurs en chômage, les prix de façon dans le travail à domicile ont été en baisse et les commandes ont été plus faibles que l'an dernier.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre syndiqués*, mais ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers; quelques ouvriers inoccupés ont quitté la ville. Les *charpentiers* comptent un tiers des leurs en chômage; l'ouvrage est moins abondant que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *menuisiers*.

Pas-de-Calais. — A Calais, ouvrage moins abondant que l'an dernier et 16 p. o/o de chômeurs chez les *perceurs de carton*. Pas de signalés, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers, travail de 60 à 70 heures par semaine chez les *typographes* d'Arras. De même, pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre* de Boulogne-sur-Mer. A Calais, pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *ouvriers sur métaux*. De même chez les *ouvrières des fabriques de plumes métalliques* de Boulogne-sur-Mer.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, placement plus difficile que l'an et que le mois derniers, par suite de la fin de la saison thermale, chez les *cuisiniers* qui comptent un cinquième de chômeurs. Pas de signalés chez les *typographes*. 8 p. o/o chez les *carrossiers* qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers.

Basses-Pyrénées. — Pas de chômeurs chez les *métallurgistes* de Boucau. De même à Pau chez les *maçons*, chez les *peintres* et chez les *plâtriers*. A Bayonne, 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*. Pas de signalés chez les *garçons bouchers*.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, pas de chômeurs chez les *menuisiers*; de même chez les *peintres*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, pas de chômeurs chez les *cuisiniers*. Ralentissement du travail et un peu de chômage chez les *typographes*; travail actif et pas de chômeurs chez les *lithographes*. De même chez les *charrons-forgerons*.

Haut-Rhin. — A Belfort, 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*.

Rhône. — LYON. — Chez les *confiseurs-chocolatiers*, un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *cartonniers*. 4 p. o/o chez les *papetiers-régleurs*. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, et 4 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs* et *conducteurs-typographes*; un peu plus de 2 p. o/o chez les *typographes*. Pas de signalés chez les *chenilleux*, chez lesquels le travail reprend. Les *ouvriers* et les *ouvrières en confections* sont tous occupés; travail 60 heures par semaine. De même pas de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*, chez lesquels le travail tend à baisser. Chez les *chapeliers fantaisie*, pas de chômeurs; travail 60 heures par semaine, la reprise du travail se fait lentement. 18 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures chez les *tourneurs sur bois*. Pas de chômeurs chez les *ouvriers litiers*.

en fer. Ouvrage plus abondant que le mois dernier (10 p. o/o environ) chez les *maréchaux-ferrants*. Pas de chômeurs chez les *bronziers*.

Les *sculpteurs-statuaires* estiment que le chômage atteint la moitié des leurs; l'ouvrage est moins abondant que l'an dernier. Les *tailleurs de pierres*, qui font 60 heures par semaine, estiment que le chômage atteint un peu plus du tiers des leurs. Pas de signalés chez les *camionneurs-messagers*, 4 p. o/o chez les *garçons de peine*. Chez les *employés de commerce*, 4 p. o/o de chômeurs; dans les magasins de détail, on a repris le service plein, beaucoup l'ont travaillé le dimanche toute la journée. Reprise des affaires (fabrication et vente) dans l'industrie de la *chaussure* et de *vêtement*; une fabrique de chapeaux de paille et de feutre va ouvrir dans la région. Situation peu satisfaisante dans la *soierie*. Plein travail dans la *métallurgie*. 17 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Chez les *chapelières* de Grigny, pas de chômeurs.

Haute-Saône. — 16 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement* de Saint-Loup. Journée de 11 heures chez les ouvriers sur *métaux* de Plancher-les-Mines.

Saône-et-Loire. — A Autun, chez les *ébénistes* et *menuisiers*, pas de chômeurs, journée diminuée d'une heure chez les *menuisiers*.

Sarthe. — Pas de chômage signalé chez les ouvrières de l'*habillement* de Saint-Calais. Au Mans, pas de chômeurs et journée diminuée d'une demi-heure chez les *menuisiers*. Ouvrage plus abondant que le mois dernier chez les *galochiers* de La Flèche qui sont tous occupés et font 72 heures par semaine. Au Mans, travail 66 heures par semaine et pas de chômeurs chez les *ébénistes*.

Savoie. — A Chambéry, pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *menuisiers*. Les *tailleurs de pierres* estiment que le chômage atteint un quart des leurs. Chez les *plâtriers*, journée diminuée d'une heure; on fait 57 heures par semaine.

Haute-Savoie. — 12 p. o/o de chômeurs chez les *carriers* de Thollon. A Annecy, ouvrage moins abondant que le mois dernier et pas de chômeurs chez les *typographes*. Chez les *chapelières approprieurs*, travail 55 heures par semaine, 30 heures chez les *chapelières foulours*. Chez les *menuisiers*, travail toujours actif. Pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Seine. — Chez les ouvriers *boulangers* du XIII^e arrondissement, le placement tend à reprendre, principalement pour les extras; on compte environ 15 p. o/o de chômeurs. Ouvrage moins abondant que le mois dernier chez les *travailleurs de la boulangerie* qui comptent un cinquième des leurs sans place à demeure. Même chômage chez les ouvriers *boulangers* de Saint-Denis; le placement est devenu plus facile depuis le mois dernier, principalement pour les aides en extras. 7 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs*.

Ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier, journée diminuée de 2 heures et 2 p. o/o de chômeurs chez les *relieurs doreurs*. Chez les ouvriers du *cartonnage*, même chômage, reprise du travail moins forte que l'an dernier, journée augmentée d'une heure et demie pour 50 ouvriers; on fait généralement 60 heures par semaine. Chez les *typographes*, 15 p. o/o de chômeurs; un peu plus de 1 p. o/o chez les *conducteurs-typographes*; 5 p. o/o chez les *lithographes* (l'*Union*) qui sont plus occupés que l'an dernier. 4 p. o/o de chômeurs chez les *graveurs-lithographes*; des chômages ont eu lieu le mois précédent par un certain nombre d'ouvriers par suite d'accidents survenus aux machines. 7 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *dessinateurs écrivains*. Même situation et 5 p. o/o de chômeurs chez les *correcteurs*. 3 p. o/o et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *imprimeurs-lithographes*. Les *margeurs pointeurs* estiment que le chômage atteint moitié des leurs; cependant la journée est augmentée de 2 heures dans un certain nombre d'ateliers, on fait généralement 70 heures par semaine.

Chez les *corroyeurs*, 6 p. o/o de chômeurs; chez ceux dits du *cuir noir*, travail 60 heures par semaine; on manque de commandes pour l'équipement militaire. Chez les ouvriers du *chevreau glacé*, pas de chômeurs. Chez les *goutiers*, le travail se maintient satisfaisant.

Chez les *garniers*, pas de chômeurs et reprise du travail plus accentuée que l'an dernier. Pas de chômeurs également chez les *souffletiers*.

Chez les *passementiers à la main*, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que le mois dernier, on fait 50 heures par semaine. De même reprise du travail depuis le mois dernier chez les *façonniers-passementiers*. Chez les *coupeurs-chemisiers*, travail 56 heures par semaine, ouvrage plus abondant que l'an dernier et un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs. Les *coupeurs-tailleurs* estiment que deux tiers des leurs sont atteints par le chômage de morte-saison, de même chez les ouvriers *tailleurs* (*la Solidarité*) qui sont plus occupés que le mois dernier; mais moins que l'an dernier. Ouvrage plus abondant que le mois dernier et 5 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *chapeaux soie*.

Chez les *memisiers*, journée de 11 heures, ouvrage moins abondant que l'an et que les mois derniers, pas de chômeurs. 1 p. o/o chez les *peintres en voitures*, qui font 55 heures par semaine. Chez les *mouluriers finisseurs*, pas de chômeurs; de même chez les *débitistes spécialistes*.

Chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens*, 5 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier, 2 p. o/o chez les *conducteurs-chauffeurs* (*l'Union*). Pas de signalés chez les *lanterniers pour voitures* qui sont mieux occupés que l'an dernier. Journée diminuée d'une heure et réduite à 9 heures chez les ouvriers *balanciers*, qui entrent en morte-saison. 8 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *instruments de précision*. Pas de signalés et journée de 10 heures chez les *potiers d'étain*, chez lesquels l'ouvrage tend à devenir plus abondant malgré la cherté de l'étain qui a retardé les commandes. De même ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *électriciens*. Ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *batteurs d'or*.

Chez les *maçons* d'Asnières, 12 p. o/o de chômeurs et journée diminuée d'une heure. Travail 50 heures par semaine et 14 p. o/o de chômeurs chez les *plombiers* dits *colonnards*. Chez les *fumistes*, reprise du travail plus accentuée que l'an dernier et journée de 10 heures.

Chez les *cochers* et *petits loueurs de voitures*, affaires plus difficiles que le mois dernier. 5 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers des *chantiers* et *débardeurs* de Clichy.

Chez les *comptables*, accalmie du placement, 7 p. o/o de chômeurs; la reprise des affaires est jugée moins bonne que l'an dernier.

Pas de chômeurs chez les employés de *serrurerie*. Chez les *placiers en fleurs et plumes*, la reprise des affaires se fait lentement, sauf dans la plume fantaisie qui est plus favorisée. 13 p. o/o de chômeurs chez les *garçons-restaurateurs* (*la Renaissance*). 6 p. o/o chez les *garçons-limonadiers* (*l'Union*). Chez les ouvriers *limonadiers-restaurateurs*, la fin de la saison de villégiature rend plus difficile le placement des extras en banlieue. 9 p. o/o chez les *bouchers*. 5 p. o/o chez les *masseurs* qui sont plus occupés que l'an dernier. 3 p. o/o chez les *professeurs de l'enseignement libre*. Pas de chômeurs chez les *élèves en pharmacie*.

Seine-et-Marne. — Les *tailleurs de pierres* de Château-Landon sont tous occupés. Les *maçons* de la Ferté-sous-Jouarre comptent un cinquième des leurs en chômage.

Seine-et-Oise. — Ralentissement du travail, cependant pas de chômeurs chez les *carriers* de Méry-sur-Oise; de même pas de chômeurs chez ceux de Cernay. De même et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *raffineurs de pétrole* de Bonnières. De même chez les *travailleurs du liège* d'Étampes. De même à Versailles. Morte-saison plus accentuée que l'an dernier chez les *blanchisseurs* de Rueil.

Seine-Inférieure. — Au Havre, par suite de l'ouverture d'un nouvel atelier, le chômage a diminué depuis le mois dernier chez les *voiliers*. Chez les *charrons*, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier. Chez les *fondeurs*, pas de chômeurs. De même à Rouen, chez les *mouleurs en fonte*. 6 p. o/o de chômeurs et morte-saison chez les *coiffeurs*.

Deux-Sèvres. — A Niort, chez les *gantiers*, 6 p. o/o de chômeurs. Reprise du travail depuis le mois dernier chez les *tisserands* de la Chapelle-Longueau, prix de façon en diminution sur l'an dernier. Chez les ouvriers du *bâtiment* de Bressuire, 10 p. o/o de chômeurs, journée de 11 heures et ouvrage moins abondant que le mois dernier.

Somme. — A Amiens, chez les *mouleurs*, journée de 11 heures et pas de chômeurs. Chez les *métallurgistes* d'Albert, l'ouvrage se maintient plus abondant que l'an dernier, pas de chômeurs. A Amiens, chez les travailleurs du *cuivre*, journée de 11 heures.

Tarn. — A Albi, pas de chômeurs chez les *typographes*. Chez les *chapeliers-appropriateurs*, reprise du travail moins accentuée que l'an dernier. A Castres, pas de chômeurs chez les *mouleurs*. De même chez les *wagons* de Briatexte.

Tarn-et-Garonne. — Pas de chômeurs chez les ouvriers en *chapeaux de paille* de Sept-Fonds.

Var. — A la Seyne, pas de chômeurs chez les *charpentiers*. A Toulon, chez les *carrossiers*, travail 60 heures par semaine, 4 p. o/o de chômeurs : ouvrage plus abondant que l'an dernier et moins que le mois précédent. A la Seyne, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*.

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*. Chez les ouvriers en *balais* de Caderousse, qui comptent un quart des leurs en chômage, reprise du travail depuis le mois dernier. Pas de chômeurs et journée de 11 heures chez les *ouvriers sur métaux* d'Avignon.

Vendée. — Pas de chômeurs chez les *marins-pêcheurs* des Sables-d'Olonne; pour la pêche à la sardine et au chalut, situation stationnaire; le prix de vente du thon a été en hausse; mais la pêche de ce poisson a été faible; dans l'ensemble, les résultats ont été jugés peu satisfaisants. Chez les *mineurs* de Faymoreau, pas de chômeurs; travail 66 heures au fond et 78 heures à la surface; la journée de travail a été réduite d'une heure pour 60 ouvriers. A la Roche-sur-Yon, ouvrage moins abondant que l'an dernier et 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Chez les *tisserands* d'Évrune, qui comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage, ouvrage plus abondant que l'an dernier. Ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez ceux des Épesses; journée augmentée de 2 heures dans deux maisons (100 ouvriers). Ouvrage moins abondant que le mois dernier chez ceux de La Verrie. A la Roche-sur-Yon, les ouvriers en *bâtiment* comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage; la journée est diminuée de deux heures.

A Évrune, hausse de 0 fr. 20 par demi-kilogramme de beurre.

Vienne. — Travail 60 heures par semaine chez les *typographes* de Ligugé. A Poitiers, 12 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs*. Journée de 10 heures chez les *ouvriers sur métaux* de Cenon.

Haute-Vienne. — A Limoges, 6 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. Pas de signalés chez les *typographes*, cependant on ne fait pas la journée normale.

Vosges. — A Moussey, pas de chômeurs chez les ouvriers des *tissages* et *filatures*.

Yonne. — A Auxerre, travail abondant et pas de chômeurs chez les *typographes*. De même pas de chômeurs chez les *charpentiers de marine*, chez lesquels la journée a été diminuée d'une heure et réduite à 11 heures.

Algérie. — A Alger, les *cuisiniers-pâtissiers* estiment que le chômage atteint un tiers des leurs. A Constantine, 4 p. o/o chez les *imprimeurs-relieurs*. Les *peintres*, qui sont moins occupés que l'an dernier, comptent un tiers des leurs en chômage.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour octobre et novembre 1899 :

BOIS. — Constructions de stations et de maisons de garde (ligne de Thorigné à Courtaîlain).....	192.000 ^f
BORDEAUX. — Guerre. — Extension des baraquements du camp de Saint-Médard.....	120.000
BREST. — Travaux communaux.....	151.600
BREST. — Construction d'une batterie.....	120.000
BRIVE. — Reconstruction de l'hospice-hôpital.....	583.000
DIJON. — Construction d'une salle des séances.....	236.000
DOUARNENEZ. — Captation d'eau, construction de réservoirs et établissement d'une nouvelle canalisation d'eau d'alimentation pour Douarnenez.....	137.000
LILLE. — Aménagement et restauration du lycée.....	277.000
LORIENT. — Agrandissement d'écoles.....	139.000
MOURMELON-LE-GRAND. — Guerre. — Construction d'une batterie cuirassée.....	131.000
MUSTAPHA. — Construction d'un asile.....	439.000
NANTES. — Marine. — Travaux à la chaudronnerie d'Indret (charpente métallique, maçonnerie).....	113.000
PARIS. — Pose d'une conduite de refoulement.....	691.000
PARIS. — Réinstallation de bureaux et pavillons.....	112.000
PARIS. — Exposition. — Quincaillerie, couverture, peinture et vitrerie.....	210.000
POITIERS. — Construction d'un bâtiment à l'Hôtel-Dieu.....	145.000
SAINT-OUEN. — Construction d'un groupe scolaire.....	604.000

Résultats des adjudications précédentes :

ALAIS. — Génie : travaux à la chefferie de Nîmes (135.000^f). — *Terrassement, charpente, maçonnerie* (122.000^f), adj. : Courbet, 24, rue Sainte-Perpétue, à Nîmes, 14,20; — *Zincage, couverture, etc.* (8.500^f), adj. : Blanc, à Alais, 20,50; — *Peinture, tenture* (4.500^f), adj. : Pellet, à Amiens, 39.

DOUARNENEZ. — Captations, réservoirs, canalisation d'eau (137.000^f). — *Réservoirs et captations* (30.145^f), adj. : Maubras, à Pont-l'Abbé, 5; — *Canalisation* (107.000^f), adj. : Lebert, au Mans; *prix du devis*.

GRAY. — Construction d'un dépôt à la gare de Gray-Ville (120.000^f). — Adj. : Boré et Plumeré, 1.

MAISON-CARRÉE (prov. d'Oran). — Construction d'un groupe scolaire (162.700^f). — Adj. : Sigaudès (Baptiste), à Maison-Carrée, 12.

MELUN. — Ligne de Lagny à Mortcerf (130.000^f). — *Terrassements, chaussée, ouvrages d'art*, adj. : Rondeau, à Saint-Méen (Ille-et-Vilaine), 15.

ORLÉANS. — Construction de route et pont (400.000^f). — Adj. : Révérand, à Gennevilliers, 0,10.

PARIS. — *Exposition* : Travaux de menuiserie, parquetage et dallage de divers palais (197.000^f), adj. : Gradins de la salle des fêtes, adj. : Dubuisson, 6, avenue Rapp, 15,80; — *Partie médiane de l'Esplanade des Invalides*, adj. : Carde, 7 bis, boulevard Rochechouart, 20; — *Palais de l'éducation, lettres, sciences et arts*, adj. : Penchenat, 61, boulevard de Grenelle, 21,70; — *Dallage en bitume de deux palais*, adj. : Mines de bitume du centre, 5, cité Cardinal-Lemoine, 8,40.

PARIS. — *Exposition* : Travaux de parquetage, charpente, menuiserie, dallage en ciment et hourdis de divers palais (267.000^f). — *Parquetage du Palais du génie civil et des moyens de transport*, adj. : Haour, 30, avenue Rapp, 15,60; — *Charpente en bois pour une serre*, adj. : Fender et fils, 55, rue de Flandre, 10,60; — *Menuiserie pour le Palais des fils, tissus*

et rétements, adj. : L'Assueur, 114, rue Oberkampf, 21,60; *Percement et dallage en ciment du Palais des mines et de la métallurgie, adj.* : Mines du centre, 5, cité Cardinal-Lemoine, 4,20; — *Hourdis de planchers pour le Palais des mines et de la métallurgie, adj.* : Guillon fils et Souillart, 18, impasse Compont, 2,10.

PARIS. — *Exposition* : Fourniture en location et mise en place des cloisons nécessaires à la décoration générale des palais. Champ de Mars et Esplanade des Invalides (334.000^f). — *Adj.* : Lecœur et C^e, 141, rue Bréca, 34,30.

PARIS. — *Exposition* : Travaux de fourniture en location et pose des velums (873.000^f). — 4 lots, *adj.* : Jumeau et Jallot, 82, boulevard Montparnasse, 64,50.

PARIS. — *Distribution des eaux du Loing entre le boulevard Jourdan et l'avenue de Bouvines. — Travaux de fontainerie* (99.000^f), *adj.* : Société de distribution d'eau et de gaz, 83, boulevard Port-Royal, 6,50; — *Terrassement et maçonnerie* (50.000), *adj.* : Collet, 23, avenue Montsouris, 23,80; — *Travaux de fontainerie* (80.000^f), *adj.* : veuve Gibault; 68 et 70, avenue Philippe-Auguste, 7,20; — *Terrassement, maçonnerie* (283.000^f), *adj.* : Dioudonnat, 77-79, avenue d'Ivry, 26,40.

PARIS. — *Établissement de l'atelier central du service des eaux* (178.000^f). — *Terrassement et maçonnerie, adj.* : Grousseau, 96, avenue de la République, 22,80; — *Charpente, adj.* : Charpentiers réunis, 177, rue de Tolbiac, 28,40; — *Constructions métalliques, adj.* : Liét, 182, rue de Belleville, 21,20; — *Couverture et zincage, adj.* : Mathelin et Garnier, 26, rue Boursault, 32,10; — *Menuiserie et parquetage, adj.* : Charbonnier, 12, rue Lacépède, 33; — *Peinture et vitrerie, adj.* : Foucault, 3, rue Étienne-Dolet, 46,90; — *Trottoirs et pavage, adj.* : Collet, 23, avenue de Montsouris, 29,30.

PARIS. — *Construction d'une seconde écluse au barrage de Port-à-l'Anglais* (1.230.000^f). — *Adj.* : Nanquette et Morland, 42, rue Manin, 17.

PARIS. — *Convertissement du pavage en pierre en pavage en bois* (118.000^f). — *Rue Turbigo* (65.000^f), *adj.* : Ouvriers paveurs, 131, boulevard Bessières, 16,50; — *Rue de Duhesque* (53.000^f), *adj.* : Chabrat, 19, rue de l'Ourcq, 16,30.

PARIS. — *Construction d'une école de filles, rue de Rennes* (143.000^f). — *Terrassement et maçonnerie* (159.000^f), *adj.* : La Maçonnerie, 126, rue de l'Ouest, 51,50; — *Serrurerie* (49.000^f), *adj.* : Couvreur, 9, rue Perlet, 29,10; — *Menuiserie* (31.800), *adj.* : Charbonnier, 12, rue Lacépède, 33; — *Couverture et plomberie* (20.400), *adj.* : Giraud, 33, rue de Poissy, 53,30; — *Peinture et vitrerie* (19.000^f), *adj.* : Foucault, 3, rue Étienne-Dolet, 46,95; — *Charpente* (11.000^f), *adj.* : Latapie, 23, rue des Plantes, 31; — *Pavage* (11.000^f), *adj.* : Brunet, 13, rue du Moulin-Vert, 33,80.

PARIS. — *Compagnie de l'Ouest. Balastage et pose des voies de la gare du Champ de Mars et ligne d'Issy à Airoflay* (600.000^f). — *Adj.* : Fougerolle frères, 8 bis, rue de Châteaudun.

PARIS. — *Exposition* : Quincaillerie, couverture, peinture et vitrerie de divers palais. — *Quincaillerie, petite serrurerie* (12.500^f), *adj.* : Bonneau, 226, rue de Vaugirard, 24,40; — *Couverture et plomberie* (19.000^f), *adj.* : Chassagne, 49, rue des Mathurins, 20,60; — *Peinture et vitrerie* (89.000^f), *adj.* : Cornil, 5, avenue de l'Observatoire, 12,90; — *Peinture* (42.000^f), *adj.* : Bladils, 49, rue de Rochechouart, 26,60; — *Balustrades et rampes* (57.500^f), *adj.* : Roussel, 42, rue Boindot, 6,50.

PARIS. — *Travaux neufs sur chemins vicinaux* (175.000^f). — *Adj.* : Bancel, villa Daurée, à Saint-Denis, 26.

PARIS. — *Direction des services d'architecture et des promenades et plantations* (506.000^f). — *Terrasse, maçonnerie* (335.000^f), *adj.* : Luquet, 47, rue des Entrepreneurs, 32,50; — *Ferronnerie, couverture* (111.000^f), *adj.* : Andois, 17, rue du Chalet, 34,40; — *Couverture, plomberie* (36.000^f), *adj.* : Nizolle, 12, rue d'Alexandrie, 46,10; — *Parquetage* (25.000^f), *adj.* : Fender et fils, 55, rue de Flandre, 20,20.

RODEZ. — *Chemin de fer de Carmaux à Rodez, construction de maisons de garde* (122.000^f). — *Adj.* : Reynaud et Brian, *près du devis*.

ROUEN. — Guerre : Extension de la caserne Duquesne, à Dieppe (.....). — Terrasse, maçonnerie, dallage, etc. (65.000^l), adj. : Brumel, 9, rue du Moulineau, à Rouen, 19,50; — Charpente, menuiserie (34.500^l), adj. : Tillard, rue de l'Entrepôt, à Dieppe, 21,50; — Ferronnerie, serrurerie (6.000^l), adj. : Capelle, rue Thiers, à Dieppe, 5 d'augmentation; — Couverture, zincage (12.300^l), adj. : Landemaine et Debonne, 110, rue du Chêne-Perché, Dieppe, 16,20; — Peinture, vitrerie (2.300), adj. : Chevallier, 64, rue des Carmes, Rouen, 19,50.

SALON. — Ligne de Salon à la Calade. — 1^{er} lot (800.000^l), adj. : Gau et Ruwenhorst, à Paray-le-Monial; — 2^e lot (900.000^l), adj. : Jalu, 15, rue du Jardin-des-Plantes, à Marseille; — 3^e lot (800.000^l), Mialaud et Pialard, à Livron (Drôme).

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les neuf premiers mois de 1899 :

	VARIATIONS			
	1899.	1898.	en plus.	en moins.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	741.402.000	1.187.189.000	"	445.787.000
Matières nécessaires à l'industrie	1.901.679.000	1.763.295.000	138.384.000	"
Objets fabriqués.....	501.742.000	466.879.000	34.863.000	"
TOTAUX et balance....	3.144.823.000	3.417.363.000	173.247.000	445.787.000
			Diminut ^{on} en 1899 : 272.540.000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	454.619.000	474.300.000	"	19.681.000
Matières nécessaires à l'industrie	808.818.000	689.068.000	119.750.000	"
Objets fabriqués.....	1.448.498.000	1.266.827.000	181.671.000	"
Colis postaux.....	128.096.000	114.147.000	13.949.000	"
TOTAUX et balance....	2.840.061.000	2.544.342.000	315.370.000	19.681.000
			Augment ^{on} en 1899 : 295.689.000	

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de septembre.		Du 1 ^{er} janv. au 30 sept.	
	1899.	1898.	1899.	1898.
Faillites.....	108	115	1.020	1.171
Liquidations judiciaires.....	11	14	112	119
Conversions de liquidations en faillites.	1	2	19	26

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 8 au 30 septembre 1899 il a été déposé 76 demandes en autorisation de bâtir, dont 64 pour des constructions neuves. Pendant le mois de septembre 1898, le nombre des demandes avait été de 98, dont 74 pour des constructions neuves.

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours en du mois de		
	sept. 1899.	sept. 1898.	août 1899.
Farine 12 marques, les 157 kilogrammes.....	46 ^f 00°	47 ^f 50°	42 ^f 65°
Sucre brut, blanc n° 3, les 100 kilogrammes...	31 87	30 60	39 85
Alcool à 90°, l'hectolitre.....	39 00	40 75	47 25
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr..	53 12	51 75	51 85
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes..	48 75	41 25	49 25
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	39 50	37 50	38 50
Suif de la bouch ^{ie} de Paris, les 100 kil. (en pains).	61 50	50 00	61 00
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette).	1 36	1 36	1 40
Veau, <i>idem.</i>	1 90	1 80	1 80
Mouton, <i>idem.</i>	1 90	1 85	1 80
Porc, <i>idem.</i>	1 45	1 38	1 45
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	39 37	35 12	38 50
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.....	194 00	132 00	191 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil.	58 00	44 50	56 57
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	27 00	16 00	26 00
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	203 00	140 75	201 00
Étain Banka, <i>idem.</i>	386 50	201 00	379 00
Plomb, <i>idem.</i>	44 00	38 75	42 00
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i>	"	59 25	"

Le prix du pain. — Évaluation officieuse du prix de revient du pain pour la première quinzaine d'octobre 1899, calculée d'après la valeur des farines pendant la quinzaine précédente et les frais de panification :

Prix du quintal de farine.....	27 ^f 394
Frais de panification.....	12 223
TOTAL.....	39 617

Le rendement étant de 130 kilogrammes de pain par 100 kilogrammes de farine, le kilogramme de pain de première qualité revient à 0 fr. 3047 et le pain de 2 kilogrammes à 0 fr. 6094, soit à 0 fr. 61.

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant les sept premiers mois de 1899 a été de 18.938.167 tonnes. Il était en 1898 de 18.074.531 pour la même période, soit une augmentation de 4,7 p. o/o.

Les recettes des sept grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général, du 1^{er} janvier au 30 septembre 1899, ont été de 1.023.105.600 francs. Elles étaient à la même date, en 1898, de 993.158.100 francs, soit une augmentation de 3 p. o/o.

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉSIGNATION des VILLES OÙ SONT ÉTABLIS les monts-de-piété.	ENGAGEMENTS.		RENOUVELLEMENTS.		DÉGAGEMENTS.	
		ARTICLES.	SOMMES.	ARTICLES.	SOMMES.	ARTICLES.	SOMMES.
			francs.		francs.		francs.
1	Aix (Bouches-du-Rhône).....	294	11.347	260	9.912	336	14.161
2	Alger.....	5.190	124.027	2.367	93.549	4.787	129.260
3	Angers.....	1.070	9.759	179	1.695	1.256	11.090
4	Apt (Vaucluse).....	4	65	"	"	5	8
5	Arles.....	556	10.697	171	4.717	670	7.783
6	Arras.....	2.750	10.907	585	3.246	2.009	7.533
7	Avignon.....	1.475	31.448	526	14.358	1.434	24.883
8	Beaucaire (Gard).....	"	"	"	"	"	"
9	Besançon.....	1.594	22.233	1.176	16.781	1.598	17.011
10	Bordeaux.....	15.027	234.747	11.815	270.170	15.020	208.790
11	Boulogne-sur-Mer.....	2.793	27.295	637	11.479	3.287	30.601
12	Brest.....	2.649	18.290	738	8.886	3.008	21.153
13	Brignoles (Var).....	16	798	8	249	22	74
14	Calais.....	1.065	12.245	551	12.530	964	12.111
15	Cambrai.....	600	4.253	89	917	667	4.121
16	Carpentras.....	31	1.367	18	644	27	1.211
17	Constantine.....	"	"	"	"	"	"
18	Dijon.....	1.599	32.545	538	19.700	1.323	27.14
19	Douai.....	1.153	5.809	"	"	1.412	6.84
20	Dunkerque.....	3.741	33.827	294	6.592	3.978	28.10
21	Grenoble.....	"	"	"	"	"	"
22	Le Havre.....	5.010	57.180	3.452	51.867	5.559	59.37
23	Lille.....	12.347	100.555	1.257	32.242	12.766	91.11
24	Lille (Mazurel).....	338	1.986	253	1.537	607	4.87
25	Limoges.....	1.452	11.841	703	8.721	1.355	11.26
26	L'Isle (Vaucluse).....	9	488	91	2.412	19	38
27	Lunéville.....	304	3.634	418	1.139	469	3.76
28	Lyon.....	19.094	268.150	11.011	217.676	18.348	222.22
	{ Gages corporels.....	216	63.350	"	"	185	53.92
	{ Valeurs mobilières.....	10.992	213.170	6.426	155.915	9.787	185.16
29	Marseille.....	395	3.519	238	2.252	696	19.63
30	Nancy.....	1.269	26.330	923	24.262	1.128	24.67
31	Nantes.....	"	"	"	"	"	"
32	Nice (œuvre de la Miséricorde).....	2.746	126.554	782	22.567	1.801	76.58
33	Nîmes.....	1.320	28.524	1.328	41.350	1.480	33.79
34	Oran.....	6.285	80.332	2.229	51.169	7.240	101.91
35	Reims.....	4.097	49.040	360	11.742	4.666	50.25
36	Roubaix.....	3.943	28.182	467	5.347	4.200	27.71
37	Rouen.....	5.025	62.588	3.342	61.968	5.147	53.36
38	Saint-Germain.....	687	9.164	695	14.690	585	9.46
39	Saint-Quentin.....	1.413	15.209	412	6.307	1.622	15.21
40	Tarascon.....	98	2.367	25	606	129	3.15
41	Toulon.....	1.687	21.883	898	20.822	1.938	26.71
42	Toulouse.....	7.129	151.362	5.239	171.695	5.909	124.80
43	Valenciennes.....	2.542	14.498	103	3.552	3.134	18.21
44	Versailles.....	1.594	34.562	548	13.837	958	19.01
45							
46	Paris (Gages corporels).....	90.192	2.885.069	51.806	1.597.701	90.448 ²	2.656.97
	Idem. (Valeurs mobilières).....	2.356	536.308	1.029	284.014	1.567	368.30

Opérations du mois de septembre 1899.

NUMÉROS D'ORDRE.	VENTES.		TOTAUX DES SORTIES par DÉGAGEMENTS ET VENTES.		RESTE EN MAGASIN LE 30 SEPTEMBRE.		IL Y AVAIT EN MAGASIN LE 31 AOÛT 1899 au soir.	
	ARTICLES.	SOMMES.	Articles.	Sommes.	Articles.	Sommes.	Articles.	Sommes.
		francs.		francs.		francs.		francs.
1	"	"	336	14.569	4.399	170.317	4.441	173.239
2	401	6.446	5.191	135.706	61.280	1.067.695	64.281	1.979.379
3	98	647	1.354	11.737	11.072	115.537	11.174	116.819
4	"	"	"	"	"	"	"	"
5	"	"	841	12.500	10.877	174.365	11.162	176.170
6	132	519	2.141	8.051	16.237	93.178	15.628	90.322
7	"	"	1.434	21.583	27.141	600.248	27.103	593.683
8	"	"	"	"	"	"	"	"
9	180	1.991	1.962	21.233	21.311	341.765	24.679	340.775
10	2.080	20.178	17.100	228.974	211.855	5.001.296	296.928	4.998.523
11	179	1.281	3.466	31.890	25.114	316.445	25.787	321.040
12	283	1.969	3.291	23.124	27.600	235.521	28.842	240.355
13	"	"	22	746	"	"	"	"
14	196	2.153	1.160	14.569	8.541	130.973	8.636	133.297
15	"	"	667	4.129	2.580	33.453	2.647	33.329
16	"	"	27	1.218	"	"	"	"
17	"	"	"	"	"	"	"	"
18	504	7.757	1.827	34.901	310	17.344	1.965	27.512
19	48	216	1.460	7.062	4.906	35.289	5.213	36.542
20	258	1.729	4.236	29.834	21.570	218.556	22.359	221.155
21	"	"	"	"	"	"	"	"
22	602	7.547	6.161	66.917	72.011	1.003.147	73.132	1.012.584
23	525	3.767	13.291	94.880	57.779	782.992	58.723	777.317
24	27	329	634	5.208	6.082	85.516	6.178	85.738
25	117	752	1.472	12.012	15.099	176.471	15.119	176.642
26	"	"	19	381	758	17.829	768	17.722
27	91	451	590	4.217	4.157	36.133	4.413	36.716
28	2.781	27.945	21.129	250.173	288.325	4.792.713	290.360	4.774.947
29	20	5.565	205	59.190	2.209	609.540	2.168	605.680
30	64	439	760	212.288	181.379	3.868.192	181.882	3.861.291
31	189	3.080	1.517	20.071	8.004	79.315	"	"
32	"	"	"	27.750	19.780	478.041	19.828	479.664
33	304	7.843	2.105	84.327	29.413	1.457.497	28.772	1.415.370
34	234	5.082	1.714	38.831	30.888	855.492	31.282	865.799
35	315	4.597	7.555	106.515	65.441	1.445.511	66.681	1.471.704
36	462	3.810	4.128	54.067	40.510	582.581	41.571	587.608
37	139	1.263	1.339	28.982	19.076	194.216	79.646	1.197.103
38	903	9.822	9.392	125.692	78.621	1.195.967	19.472	195.016
39	"	"	585	9.467	9.034	179.850	9.296	180.201
40	111	1.345	1.763	16.562	9.849	131.614	10.028	131.622
41	"	"	129	3.131	3.086	79.650	3.117	80.614
42	241	3.166	2.179	29.958	25.748	149.531	25.240	157.606
43	1.098	15.862	7.007	140.671	118.453	3.334.269	118.234	3.323.578
44	262	1.698	3.396	19.939	14.987	133.888	15.841	139.329
45	230	3.016	1.188	22.106	18.032	406.170	18.174	407.551
46	5.969	90.155	96.457	2.747.169	1.559.784	46.694.256	1.566.049	46.556.316
	267	76.870	1.834	444.374	23.038	6.173.192	22.506	6.032.058

Bureaux de garantie. — Relevé des objets d'or et d'argent présentés à la marque ou à la vérification, tant pour la consommation en France que pour l'exportation, pendant les huit premiers mois de l'année 1899, dans les divers bureaux de garantie :

DÉSIGNATION.		POIDS TOTAL.			
		OR.		ARGENT.	
		1899.	1898.	1899.	1898.
		hectogr.	hectogr.	hectogr.	hectogr.
Fabrication nationale aux titres légaux.	Objets marqués des poinçons intérieurs.	51.705	19.658	676.015	625.123
	Sortie constatée des objets marqués pour l'exportation en crédit des droits non compris les montres au 4 ^e titre (1)	4.507	3.114	51.804	40.752
	Objets exportés avec remboursement des droits payés.....	2.114	1.769	16.936	12.551
Objets importés de l'étranger avec paiement des droits de garantie.....		8.104	6.672	59.559	43.254
Exportation des bijoux à tous titres n'ayant pas été soumis à la marque (loi du 25 janvier 1884).....		954	683	800	223

(1) Du 1^{er} janvier au 31 août 1899, il est sorti 401 montres en or au 4^e titre, pesant 41 hectogrammes, contre 308 montres et 32 hectogrammes en 1898.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de septembre 1899, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne [7 août 1899]. Syndicat des entrepreneurs de battage de Saint-Quentin et des environs (33 membres). Siège social : rue des Toiles, n^o 8, à Saint-Quentin. — [1^{er} juillet 1899] Chambre syndicale des entrepreneurs de peinture de l'arrondissement de Saint-Quentin (21 membres). Siège social : Grande place, n^o 36, à Saint-Quentin.

Allier [22 juillet 1899] Chambre syndicale des négociants en vins de l'arrondissement de Montluçon (40 membres). Siège social : Local non encore désigné.

Cher [15 février 1899] Chambre syndicale des entrepreneurs de serrurerie de la ville de Bourges (10 membres). Siège social : Place de la Nation, n^o 9, à Bourges.

Côte-d'Or [28 janvier 1899] Syndicat des marchands de bois de la Côte-d'Or et de la région (95 membres). Siège social : Bourse du commerce, à Dijon.

Isère [18 juillet 1899] Chambre syndicale des patrons-coiffeurs de Bourgoin-Jallieu (11 membres). Siège social : Bourgoin. — [15 mars 1899]. Syndicat des patrons confiseurs-pâtisseries de Grenoble et ses environs (41 membres). Siège social : café des Mille-Colonnes, place Grenette, à Grenoble.

Loire (Haute-) [1^{er} août 1899] Syndicat des maîtres-cordonniers de la ville du Puy (20 membres). Siège social : Place du Breuil, n° 10, au Puy.

Maine-et-Loire [26 mai 1899] Syndicat des entrepreneurs de terrassement, maçonnerie, taille de pierres et plâtrerie de l'arrondissement de Cholet (27 membres). Siège social : rue Saint-Bonaventure, n° 43, café Poirier, à Cholet.

Meurthe-et-Moselle [14 septembre 1898] Syndicat des vétérinaires lorrains (50 membres). Siège social : Salle de l'agriculture, rue Chanzy, à Nancy.

Nord [1^{er} mars 1899] Syndicat national des anti-bouilleurs de crû et des producteurs patentés d'alcools de Lille (membres en formation). Siège social : place de la Gare, 11 bis, à Lille. — [1^{er} mai 1899] Chambre syndicale des entrepreneurs de bâtiment des cantons du Cateau, Clary et Solesmes (27 membres). Siège social : rue de la Gare, n° 28, Le Cateau. — [3 juillet 1899] Chambre syndicale des patrons pâtisseries-confiseurs de la région du Nord (60 membres). Siège social : Rue de Paris, n° 47, à Lille.

Oise [1^{er} juillet 1899] Syndicat de la boulangerie de l'arrondissement de la ville de Beauvais (19 membres). Siège social : Place de l'Hôtel-de-Ville, n° 19, à Beauvais.

Seine [10 juin 1899] Syndicat des négociants, commissionnaires et représentants d'expéditeurs en beurres, œufs et fromages du département de la Seine (30 membres). Siège social : rue des Halles, n° 13, à Paris. [1^{er} juillet 1899] Chambre syndicale des fabricants de tôle de Paris et du département de la Seine (15 membres). Siège social : rue de Lutèce, n° 3, à Paris.

Vaucluse [10 février 1899] Syndicat médical de l'arrondissement d'Avignon (35 membres). Siège social : rue Banasterie, n° 41, à Avignon.

2^o SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne [2 juillet 1899] Chambre syndicale des ouvriers boulangers de l'arrondissement de Saint-Quentin (39 membres). Siège social : rue du Palais de Justice, n° 11, à Saint-Quentin. — [18 juillet 1899] Chambre syndicale des ouvriers en métallurgie d' Hirson (44 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, à Hirson.

Alpes-Maritimes [15 août 1899] Chambre syndicale des ouvriers peintres en bâtiment de la ville de Nice (56 membres). Siège social : Bourse du travail, à Nice.

Bouches-du-Rhône [10 août 1899] Chambre syndicale des ouvriers confiseurs, biscuitiers et pâtisseries similaires de la ville de Marseille (36 membres). Siège social : rue Poids-de-la-Farine, n° 7, à Marseille.

Cher [2 juillet 1899] Syndicat professionnel des ouvriers tuiliers et travaux similaires de Saint-Pierre-les-Etieux et Charenton-du-Cher (43 membres). Siège social : à Saint-Pierre-les-Etieux.

Corrèze [5 juin 1899] Chambre syndicale des ouvriers sabotiers de Tulle (22 membres). Siège social : Hôtel de Ville, à Tulle.

Gironde [7 août 1899] Syndicat des ouvriers arrimeurs et manœuvres du port de Bordeaux (217 membres). Siège social : Bourse du travail, à Bordeaux. — [16 août 1899] Chambre syndicale des ouvriers marbriers réunis de la ville de Bordeaux (40 membres). Siège social : rue Lalande, n° 42, à Bordeaux.

Indre-et-Loire [28 août 1899] Syndicat des allumeurs de gaz de la ville de Tours (21 membres). Siège social : place du Château-neuf, n° 3, à Tours.

Isère [9 mai 1899] Chambre syndicale des ouvriers du livre de Voiron (32 membres). Siège social : Bourse du travail, à Voiron.

Loire-Inférieure [15 mai 1899] Chambre syndicale des ouvriers du bâtiment et des métiers connexes de la ville de Pornic (57 membres). Siège social : rue des Sables, à Pornic.

Loiret [4 août 1899] Chambre syndicale des ouvriers peintres de la ville d'Orléans (57 membres). Siège social : rue des Pensées, n° 25, à Orléans.

Nord [22 mai 1899] Chambre syndicale ouvrière des confiseurs et chocolatiers du Nord (64 membres).

Siège social : rue de Béthune, n° 21, à Lille. — [1^{er} juin 1899] Chambre syndicale des ouvriers dragueurs de la ville de Lille (29 membres). **Siège social :** rue des Vieux Murs, n° 10, à Lille. — [7 mai 1899] Syndicat des ouvriers terrassiers et démolisseurs de Lille et des environs (218 membres). **Siège social :** rue d'Arcole, n° 42, à Lille.

Puy-de-Dôme [11 février 1899] Syndicat des ouvriers et ouvrières de l'habillement militaire de Clermont-Ferrand (44 membres). **Siège social :** Bourse du travail, à Clermont-Ferrand. — [En janvier 1898] Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de Clermont-Ferrand (17 membres). **Siège social :** Bâtiment du théâtre, à Clermont-Ferrand.

Rhône [28 juin 1899] Chambre syndicale des employés et similaires de la Compagnie Fourvière-Ouest-Lyonnais (70 membres). **Siège social :** Bourse du travail, à Lyon. — [1^{er} mars 1899] Chambre syndicale des ouvriers décolleteurs et fraiseurs de France sur tous métaux (40 membres). **Siège social :** café Bouchet, cours Lafayette, n° 115, à Lyon. — [17 août 1899] Chambre syndicale des employés des tramways et similaires de la Compagnie Lyonnaise (80 membres). **Siège social :** avenue de Saxe, n° 330, à Lyon.

Saône-et-Loire [9 juin 1899] Syndicat des ouvriers charpentiers et similaires de Blanzv-Montceau-les-Mines (40 membres). **Siège social :** salle Pézerat, rue du Nord, à Montceau-les-Mines. — [16 juillet 1899] Syndicat des ouvriers coiffeurs de Montceau-les-Mines et des villes environnantes (23 membres). **Siège social :** Café Jandot, rue Carnot, à Montceau-les-Mines. — [9 juin 1899] Syndicat des ouvriers menuisiers du canton de Montceau-les-Mines (46 membres). **Siège social :** café Guilleminot, rue de l'Est, à Montceau-les-Mines. — [9 juin 1899] Syndicat des plâtriers, peintres de Montceau-les-Mines (61 membres). **Siège social :** salle Pézerat, rue du Nord, à Montceau-les-Mines. — [12 juin 1899] Syndicat des ouvriers plâtriers, peintres et similaires de Châlon-sur-Saône (63 membres). **Siège social :** Hôtel de Ville, à Châlon-sur-Saône. — [9 juin 1899] Syndicat des ouvriers potiers, briquetiers, tailleurs et similaires de Châlon-sur-Saône (205 membres). **Siège social :** Hôtel de ville, à Châlon-sur-Saône. — [9 juin 1899] Syndicat des ouvriers serruriers de Montceau-les-Mines (22 membres). **Siège social :** Salle Hébert, rue du Nord, à Montceau-les-Mines. — [1^{er} juillet 1899] Chambre syndicale des ouvriers mineurs d'Épinac (359 membres). **Siège social :** Maison Pichard, à La Garenne-d'Épinac.

Savoie (Haute-) [25 juin 1899] Syndicat professionnel ouvrier des carrières d'Allinges et Lully (30 membres). **Siège social :** Maison Lochon (Auguste), à Allinges.

Seine [16 juillet 1899] Chambre syndicale des charretiers-brasseurs des brasseries de Paris (37 membres). **Siège social :** rue Campagne-Première, n° 13 bis, à Paris. — [16 juin 1899] Chambre syndicale des cochers de remise et parties similaires de Boulogne-sur-Seine (10 membres). **Siège social :** boulevard de Strasbourg, n° 9, à Boulogne-sur-Seine. — [21 juillet 1899] Chambre syndicale des ouvrières confectionneuses de cols-cravates (24 membres). **Siège social :** rue d'Aboukir, n° 28, à Paris. — [20 juillet 1899] Chambre syndicale des compteurs de pavés des dépôts de la ville de Paris (25 membres). **Siège social :** boulevard de Magenta, n° 1 (Comptoir de la Bourse du travail), à Paris. — [20 juillet 1899] Chambre syndicale des ouvriers en soies, parties similaires et connexes, du département de la Seine (250 membres). **Siège social :** rue du Chemin-Vert, n° 43, à Paris. — [8 juillet 1899] Union syndicale des travailleurs aux pièces dans la menuiserie en voitures (60 membres). **Siège social :** Rue Saint-Ferdinand, n° 21, à Paris. — [24 juillet 1899] Syndicat des ouvriers et ouvrières chiffonniers de Paris (208 membres). **Siège social :** rue Leford, n° 67, à Paris. — [8 août 1899] Syndicat des employés des tramways électriques de Paris à Romainville (100 membres). **Siège social :** rue de Sévigné, n° 42, à Paris. — [30 juillet 1899] Chambre syndicale des ouvriers du meuble de jardin en rotin (34 membres). **Siège social :** café du Tambour, place de la Bastille, à Paris. — [31 juillet 1899] Syndicat des ouvriers des ateliers de constructions mécaniques et d'entretien des manufactures de tabac (20 membres). **Siège social :** rue de l'Université, n° 151, à Paris. — [14 juillet 1899] Chambre syndicale du personnel de la Compagnie des tramways de Paris et de département de la Seine (membres). **Siège social :** rue de Bretagne, n° 18, à Levallois-Perret.

Seine-Inférieure [4 août 1899] Chambre syndicale des ouvriers charpentiers de la ville du Havre et des environs (9 membres). **Siège social :** Cercle Franklin, Bourse du travail, au Havre. — [22 juillet 1899] Syndicat des ouvriers journaliers du port de Rouen (292 membres). **Siège social :** Bourse du travail, place de la Haute-Vieille-Tour, à Rouen.

Seine-et-Oise [17 juillet 1899] Syndicat des ouvriers du bâtiment du canton de Saint-Germain-en-Laye (87 membres). **Siège social :** place Paroisse, n° 9, à Saint-Germain-en-Laye. — [1^{er} juillet 1899] Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers caoutchoutiers du canton d'Argenteuil (80 membres). **Siège social :** rue de Saint-Germain, n° 151, à Argenteuil.

Vosges [20 mai 1899] Chambre syndicale des ouvriers en amenblement de Liffol-le-Grand (105 membres). **Siège social :** Liffol-le-Grand.

3° SYNDICATS MIXTES.

Seine-Inférieure [27 juillet 1898] Chambre syndicale des marins et armateurs de la petite pêche du quartier maritime du Havre (97 membres). Siège social : rue du Champ-de-Foire, n° 15, au Havre.

4° SYNDICATS AGRICOLES.

Alger [16 mai 1897] Syndicat agricole du littoral Cherchelloy (130 membres). Siège social : à Novi.

Doubs [15 août 1899] Syndicat agricole de Geney et d'Étrappe (22 membres). Siège social : à Geney.

Loiret [15 février 1899] Syndicat des vigneron de la commune de Saint-Martin-sur-Ocre (33 membres). Siège social : Mairie, à Saint-Martin-sur-Ocre.

Marne [2 juillet 1899] Société vigneronne de Chaumuzy, pour la défense des vignes contre le phylloxéra (45 membres). Siège social : Mairie, à Chaumuzy.

Rhône [14 août 1899] Syndicat des agriculteurs de Longes (57 membres). Siège social : à Longes.

Vaucluse [30 janvier 1898] Syndicat des agriculteurs de Lagnes (78 membres). Siège social : au quartier des Grès, à Lagnes. — [16 avril 1899] Syndicat agricole de Bonnieux (20 membres). Siège social : café Emeyen, à Bonnieux.

5° UNIONS DE SYNDICATS.

Bouches-du-Rhône [8 juin 1899] Fédération des syndicats patronaux du commerce, de l'alimentation, de l'agriculture et de l'industrie de la commune de Marseille (12 chambres syndicales adhérentes). Siège social : brasserie du Chapitre, à Marseille.

Seine [22 décembre 1898] Union syndicale de la boulangerie de la banlieue de Paris (6 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Bourse du travail, à Paris.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Opérations pendant le mois d'août 1899.

Versements reçus de 338.603 déposants, dont 36.114 nouveaux..	26.214.909 ^f 02 ^c
Remboursements à 128.310 déposants, dont 17.786 pour solde.....	28.135.542 ^f 72 ^c
Rentes achetées à 678 déposants pour un capital de.....	750.038 71
	28.885.581 43
Excédents des remboursements.....	2.670.672 41
Nombre de comptes existant au 31 août 1899.....	3.275.817

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois de septembre 1899.

Dépôts de fonds.....	5.939.867 ^f 58 ^c
Retraits de fonds.....	23.862.917 17
Excédent des retraits.....	17.923.047 59
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants	1.078.066 50

Caisse nationale des retraites.

Opérations pendant le mois d'août 1899.

REÇU des déposants :

A Paris.....	3.022 versements (dont 136 premiers vers ^{ts} ..	118.623 ^f 56 ^c
Dans les départements. 60.408 —	5.774 —	713.889 00
ENSEMBLE.... 63.430	5.910	832.512 56

PAYÉ aux déposants : Arrérages de rentes viagères.....	278.973 19
à leurs héritiers : Remboursement de capitaux réservés.....	959.177 03

ENSEMBLE.....	1.238.150 22
---------------	--------------

Les nouvelles rentes inscrites s'élèvent à..... 402.222 00
au nom de 3.997 parties.
Le total des rentes viagères est de..... 34.778.206 00
réparties entre 243.385 titres.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} SEPTEMBRE.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
AOÛT 1899.					AOÛT 1899.				
Paris (1 ^{er} arr ^t).	400	169	122	27	Aix (B.-d.-B.).	77	43	37	"
— (II ^e —).	1.052	1.016	676	"	Nice.....	166	73	61	7
— (IV ^e —).	553	493	426	6	Nîmes.....	42	74	38	4
— (XV ^e —).	361	328	241	6	Saint-Etienne..	107	117	106	"
— (XVI ^e —).	715	762	446	31	Toulouse.....	129	72	62	"
— (XV ^e —).	132	206	90	44	Alger.....	685	440	346	196
Lille.....	3	1	"	"					
Lyon.....	139	118	44	3					
Nancy.....	124	59	44	"					
Narbonne.....	133	3	17	108					
SEPTEMBRE 1899.					SEPTEMBRE 1899.				
Paris (V ^e arr ^t).	197	229	137	"	Boulogne-sur-Mer.	100	59	59	"
— (VI ^e —).	340	238	216	396	Carcassonne....	141	182	76	3
— (IX ^e arr ^t).	118	145	85	15	Clermont-Ferrand.	282	107	101	3
— (XIV ^e —).	412	134	102	"	Commeny.....	42	2	"	2
— (XV ^e —).	318	321	252	5	Elbeuf.....	174	81	56	17
Bellegarde muni.	"	"	65	92	Épinal.....	7	3	2	"
Levallois-Perret.	179	141	87	32	Nice.....	260	70	69	5
Brest.....	43	42	12	"	Perpignan.....	29	24	9	5
Douai.....	1	12	"	"	Toulouse.....	87	51	44	3
Lisieux.....	165	115	79	"	Toulouse.....	123	71	55	"
Orléans.....	5	3	3	"	Villeneuve-s.-Lot	1	"	"	"
Saint-Dié.....	35	27	20	1					
Sens.....	46	13	9	"					
Trouville.....	25	10	10	"					
Versailles.....	6	4	3	"					

C. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (SEPTEMBRE 1899).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Employés voyageurs et dessina- teurs.....	4	"	"	"
Allier.....	Montluçon.....	Métallurgistes.....	14	6	14	"
Ardenne.....	Charleville.....	Typographes.....	"	"	1	"
Aude.....	Cuxac.....	Ouvriers agricoles.....	"	27	"	3
Id.....	Carcassonne.....	Cuisiniers.....	2	1	1	3
Bouches-du-Rhône	Marseille.....	Jardiniers.....	5	3	"	1
Id.....	Id.....	Confiseurs pâtisseries.....	25	28	20	"
Id.....	Id.....	Coupeurs de la cordonnerie.....	8	"	"	"
Id.....	Id.....	Employés de commerce.....	80	7	7	"
Charente.....	Angoulême.....	Boulangers.....	22	20	20	"
Cher.....	Bourges.....	Travailleurs du livre.....	3	"	"	"
Id.....	Id.....	Ouvriers en voitures.....	10	"	"	"
Id.....	Valleny.....	Bûcherons.....	30	"	"	"
Corrèze.....	Tulle.....	Scieurs de long et charpentiers.....	15	"	"	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Typographes.....	16	"	"	"
Dordogne.....	Périgueux.....	Ménusiers.....	2	2	2	"
Doubs.....	Besançon.....	Etoile bisontine (limonadiers).....	"	"	8	300
Drôme.....	Valence.....	Typographes.....	5	2	1	1
Gard.....	Nîmes.....	Confiseurs pâtisseries.....	6	5	5	1
Haute-Garonne...	Toulouse.....	Boulangers.....	70	70	50	20
Id.....	Id.....	Trépoincteurs.....	400	"	"	"
Id.....	Id.....	Union des mécaniciens.....	"	4	"	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Compagnons et aspirants lou- langers.....	7	6	5	13
Id.....	Id.....	Pâtisseries glaciers.....	30	20	10	10
Id.....	Id.....	Charbons-forgerons.....	48	77	44	3
Id.....	Id.....	Garçons limonadiers.....	38	21	8	13
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	79	57	29	11
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	47	19	7	1
Hérault.....	Béziers.....	Taillieurs.....	20	"	"	"
Id.....	Montpellier.....	Cuisiniers.....	8	"	"	13
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	14	10	6	9
Ille-et-Vilaine...	Rennes.....	Typographes.....	8	1	"	1
Indre.....	Châteauroux.....	Ménusiers.....	4	"	"	"
Indre-et-Loire...	Tours.....	Taillieurs de pierres.....	20	50	20	14
Isère.....	Grenoble.....	Cuisiniers.....	2	1	"	"
Landes.....	Dax.....	Employés de commerce.....	"	1	"	"
Loire.....	Saint-Étienne.....	Ouvriers de l'ameublement.....	3	3	3	"
Loire-Inférieure...	Nantes.....	Relieurs papetiers.....	2	2	1	"
Maine-et-Loire...	Angers.....	Boulangers.....	30	18	18	12
Id.....	Id.....	Couvreurs.....	"	"	"	20
Id.....	Id.....	Garçons limonadiers.....	12	7	3	4
Id.....	Cholet.....	Tisserands à la main.....	8	5	3	"
Id.....	Saumur.....	Carrossiers.....	4	6	4	"
Mayenne.....	Laval.....	Typographes.....	4	"	"	"
Menthe-et-Moselle	Nancy.....	Taillieurs.....	5	"	5	"
Nièvre.....	Perroy.....	Bûcherons.....	15	"	"	"
Nord.....	Lille.....	Boulangers.....	32	"	"	100
Id.....	Id.....	Typographes.....	17	"	"	"
Id.....	Dunkerque.....	Maçons.....	42	6	"	6
Id.....	Bonbaix.....	Peintres.....	16	"	"	"
Oise.....	Beauvais.....	Typographes.....	4	"	"	"
Orne.....	Alençon.....	Travailleurs du livre.....	3	"	"	"
Puy-de-Dôme...	Clermont-Ferrand...	Cuisiniers.....	"	"	2	5
Basses-Pyrénées...	Bayonne.....	Employés de commerce.....	4	2	1	1
Rhône.....	Lyon.....	Confiseurs-pâtisseries.....	4	6	3	"

SYNDICATS OUVRIERS. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Rhône.....	Lyon.....	Imprimeurs.....	1	"	"	"
Id.....	Id.....	Tanneurs.....	8	1	"	4
Id.....	Id.....	Bronziers.....	"	4	"	"
Id.....	Id.....	Employés de commerce.....	45	51	23	2
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	63	27	21	98
Haute-Savoie.....	Annecy.....	Chapeliers.....	1	"	"	"
Seine.....	Paris.....	Boulangers du XIII ^e arrondis- sement.....	9	43	6	37
Id.....	Id.....	Travailleurs de la boulangerie.....	"	"	30	7
Id.....	Id.....	Confiseurs.....	16	7	7	"
Id.....	Id.....	Ouvriers et ouvrières en car- tonnage.....	20	16	"	"
Id.....	Id.....	Relieurs doreurs.....	17	5	5	"
Id.....	Id.....	Union lithographique.....	6	3	1	2
Id.....	Id.....	Dessinateurs - écrivains - litho- graphes.....	15	8	3	3
Id.....	Id.....	Correcteurs.....	7	3	2	6
Id.....	Id.....	Imprimeurs.....	67	54	42	12
Id.....	Id.....	Margeurs pointeurs.....	80	25	15	15
Id.....	Id.....	Typographes (rue de Savoie).....	500	62	"	"
Id.....	Id.....	Gorroyeurs en cuir noir.....	20	12	8	4
Id.....	Id.....	Garniers.....	"	28	"	"
Id.....	Id.....	Passementiers à la barre.....	10	15	"	"
Id.....	Id.....	 à la main.....	16	22	16	"
Id.....	Id.....	Façonniers passementiers.....	"	6	"	"
Id.....	Id.....	Coupeurs chemisiers.....	16	20	10	5
Id.....	Id.....	Solidarité des ouvriers tailleurs.....	159	9	9	"
Id.....	Id.....	Menuisiers.....	6	5	"	"
Id.....	Id.....	Peintres en voitures.....	45	41	12	19
Id.....	Id.....	Chauffeurs - conducteurs-mécani- ciens.....	26	23	20	2
Id.....	Id.....	Union des chauffeurs - mécani- ciens.....	12	7	6	1
Id.....	Id.....	Lanterniers pour voitures.....	"	2	"	"
Id.....	Id.....	Ouvriers en instruments de pré- cision.....	54	17	23	"
Id.....	Id.....	Potiers d'étain.....	8	7	7	1
Id.....	Id.....	Ouvriers électriciens.....	6	12	5	1
Id.....	Id.....	Union des comptables.....	16	12	4	5
Id.....	Id.....	Porteurs et employés de jour- naux.....	112	118	118	"
Id.....	Id.....	La Renaissance, garçons restau- rateurs.....	81	81	21	60
Id.....	Id.....	L'Espérance des limonadiers.....	301	26	275	"
Id.....	Id.....	Union française des garçons li- monadiers.....	"	"	67	123
Id.....	Id.....	Garçons bouchers.....	69	65	45	63
Id.....	Id.....	Syndicat des limonadiers res- taurateurs.....	600	303	36	266
Id.....	Id.....	Massieurs et massenors.....	"	"	10	"
Id.....	Id.....	Professeurs de l'enseignement libre.....	29	19	27	5
Id.....	Id.....	Élèves en pharmacie.....	15	22	12	6
Id.....	Saint-Denis.....	Boulangers.....	12	23	"	23
Seine-Inférieure.....	Rouen.....	Coiffeurs.....	3	5	2	30
Tarn.....	Albi.....	Typographes.....	1	2	1	1
Haute-Vienne.....	Limoges.....	Cuisiniers.....	10	15	2	22
Algérie.....	Alger.....	Id.....	6	2	2	3
Id.....	Constantine.....	Imprimeurs relieurs.....	5	"	"	1

D. — SYNDICATS PATRONAUX (SEPTEMBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Indre-et-Loire....	Tours.....	Charcutiers.....	38	63	42	"
Marne.....	Reims.....	Pharmaciens.....	"	3	"	"
Seine.....	Paris.....	Couteliers.....	27	31	24	"
Id.....	Id.....	Reliure.....	73	28	23	"
Id.....	Id.....	Quincailleterie.....	"	108	38	"
Id.....	Id.....	Syndicat du papier et des indus- tries qui le transforment....	46	66	24	"
Id.....	Id.....	Boulangers.....	78	62	49	"
Id.....	Id.....	Appareils de l'art médical....	2	"	2	"
Id.....	Id.....	Débitants de vins et liquoristes.	135	160	108	"
Id.....	Id.....	Méunerie française.....	16	9	9	"
Seine-et-Oise....	L'Isle-Adam.....	Bouchers et charcutiers.....	7	"	8	"

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (SEPTEMBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Charente.....	Cognac.....	Philanthropie cognacaise.....	1	"	1	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Comptables et emp. de commerce	8	3	3	"
Doubs.....	Besunçon.....	Employés de commerce.....	3	"	"	"
Loire-Inférieure...	Nantes.....	L'Union des maçons.....	70	25	"	24
Id.....	Id.....	Fédération des mécaniciens et chauffeurs de France.....	1	"	"	"
Maine-et-Loire....	Angers.....	Société des maréchaux.....	8	40	8	"
Nièvre.....	Nevers.....	Empl. de commerce et de bur..	1	3	"	"
Nord.....	Valenciennes.....	Anciens élèves de l'école.....	7	8	5	1
Id.....	Id.....	Secrétariat du peuple.....	1	1	"	1
Haut-Rhin.....	Belfort.....	Employés de commerce.....	4	"	2	"
Rhône.....	Lyon.....	Confiseurs et pâtisseries.....	64	54	52	25
Seine.....	Paris.....	Société «le Bâtiment».....	7	9	1	"
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs-ferrandins.	22	5	"	"
Id.....	Id.....	Société «l'Étoile».....	"	2177	184	1.993
Id.....	Id.....	Concierges gérants.....	8	3	2	"
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	"	23	2	"
Id.....	Id.....	Association des comptables....	93	88	33	25
Id.....	Id.....	Employés architectes.....	25	6	5	"
Id.....	Id.....	Union Helvetia.....	314	98	87	4
Id.....	Id.....	Union des employés du com- merce et de l'industrie.....	6	5	1	"
Id.....	Id.....	Compagnons charrons.....	25	20	20	"
Id.....	Id.....	Société suisse des commerçants.	52	32	22	"
Id.....	Id.....	Société de la boucherie.....	"	216	95	11
Id.....	Id.....	Employés d'hôtel.....	"	"	35	28
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	200	150	150	900
Seine-Inférieure..	Le Havre.....	«La Mutuelle commerciale»....	8	4	5	"
Id.....	Rouen.....	Association des secrétaires et employés de mairie.....	4	1	"	"
Id.....	Id.....	La Prévoyance mutuelle.....	5	2	2	"
Somme.....	Amiens.....	Garçons de cafés et de restaurants.	89	164	39	124

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (SEPTEMBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDERS.	OFFERS.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Bouches-du-Rhône.	Marseille	Assistance par le travail	30	8	14	2
Drôme	Die	Asile orphelinat	5	4	3	"
Eure-et-Loir	Courville	Assistance par le travail	"	"	"	56
Id	Mainvillers	Œuvre de Saint-Jean	"	5	"	5
Gironde	Bordeaux	Maison du marin	132	165	85	"
Id	Id	Assistance par le travail	"	"	5	3
Id	Coubyrac	Œuvre de l'assistance	2	"	"	"
Indre-et-Loire	Tours	Office des travailleurs	350	180	152	"
Loire-Inférieure . . .	Nantes	Œuvre du Sacré-Cœur	"	18	4	"
Id	Id	Maison du marin	69	"	50	"
Haute-Loire	Le Puy	Maison des Filles	"	"	"	9
Marne	La Chaluello	Colonie agricole	13	25	7	1
Meurthe-et-Moselle	Nancy	Maison de Sainte-Marie	120	180	90	5
Nord	Dunkerque	Maison du marin	"	"	141	"
Puy-de-Dôme	Clermont-Ferr	Sœurs de l'Immaculée Conception	"	"	20	4
Rhône	Lyons	Société philanthropique savoisiennne . .	54	14	32	"
Id	Id	Association des patrons catholiques . . .	146	191	66	9
Id	Id	Asile protestant	25	62	14	1
Sarthe	Le Mans	Sœurs servantes de Marie	23	"	"	"
Seine	Paris	Assistance par le travail du 2 ^e arron-	"	35	12	23
Id	Id	dissement	"	252	66	"
Id	Id	Asile Saint-Charles	90	"	560	"
Id	Id	Maison des sœurs de la Croix	"	"	"	"
Id	Id	Maison des pauvres honteux	33	11	7	"
Id	Id	Patronage Saint-Antoine-de-Padoue . . .	"	"	16	"
Id	Id	Patronage des libérés	"	"	57	"
Id	Id	Société des visiteurs des pauvres	22	9	1	"
Id	Id	Société philanthropique	299	65	143	120
Id	Id	Société philanthropique savoisiennne . .	102	242	169	2
Id	Id	Société de protection des Alsaciens-	"	19	7	"
Id	Id	Lorrains	"	230	119	"
Id	Id	Association générale d'Alsace-Lorraine .	181	12	35	"
Id	Id	Home allemand	"	"	"	"
Seine-et-Oise	Melun	Assistance par le travail	19	19	7	12
Seine-Inférieure . . .	Rouen	Œuvre du Sacré-Cœur	63	92	28	"
Vosges	Remiremont	Orphelinat de l'Enfant-Jésus	"	6	"	"
Id	Id	Secrétariat du peuple	3	1	1	"

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 27 août 1899 soumettant la profession de boulanger à la juridiction du conseil des prud'hommes de Lyon.

(J. O. du 23 septembre 1899.)

Arrêté du préfet de la Seine en date du 13 septembre 1899 instituant la Commission chargée de l'étude des conditions d'application des décrets du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom du Département de la Seine et de la Ville de Paris.

(Bull. municipal officiel, du 21 septembre 1899.)

Décret du 18 septembre 1899, portant addition à la nomenclature des établissements dangereux, insalubres et incommodes.

(J. O. du 21 septembre 1899.)

Addition aux nomenclatures annexées aux décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892, 13 avril 1894, 6 juillet 1896, 24 juin 1897, 17 août 1897, 29 juillet 1898 et 19 juillet 1899.

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.
Éther (Distillation de l') : Si la quantité de liquide éthéré distillée à la fois est comprise entre dix et trente litres. Si la quantité de liquide éthéré distillée à la fois dépasse trente litres.	Danger d'explosion et d'incendie. <i>Idem</i>.....	2^e. 1^{re}.
Anhydride sulfurique (Fabric. de l') : Par la combinaison de l'acide sulfureux et de l'oxygène, au moyen des substances dites de contact.	Fumées, émanations dangereuses.	1^{re}.

Vu pour être annexé au décret en date du 18 septembre 1899.

Arrêté du Ministre du Commerce, en date du 19 septembre 1899, portant nomination des membres des commissions mixtes de patrons et d'ouvriers prévues par le décret du 10 août 1899, sur les conditions du travail dans les traités passés au nom de l'État.

(J. O. du 20 septembre 1899.)

Sur la proposition de la Commission instituée pour l'étude des conditions d'application de l'article 3 du décret du 10 août 1899 :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres des commissions mixtes de patrons et d'ouvriers chargées de donner leur avis sur le taux normal et courant des salaires et sur la durée normale et courante de la journée de travail à Paris :

[Suit la liste des 120 membres nommés.]

N. D. L. R. — Ces membres ont été choisis parmi les présidents, vice-présidents, secrétaires et trésoriers des syndicats patronaux et ouvriers des professions intéressées.

Pour chaque profession, les membres ouvriers sont en même nombre que les membres patrons, savoir : *terrasse*, 8 membres (4 patrons et 4 ouvriers); — *maçonnerie*, 14 membres; — *charpente*, 6 membres; — *couverture plomberie*, 6 membres; — *menuiserie*, 10 membres; — *serrurerie et charpente en fer*, 12 membres; — *fontinerie*, 6 membres; — *marbrerie*, 6 membres; — *peinture, vitrerie, dorure, tenture*, 16 membres; — *miroitiers*, 4 membres; — *pavage, granit, asphalte, bitume*, 10 membres; — *ameublement, tapisserie*, 10 membres; — *électricité, sonnerie*, 6 membres; — *sculpture, carton pierre, stoff*, 6 membres.

Circulaire du Ministre des travaux publics aux préfets en date du 21 septembre 1899, relative à l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, art. 11 à 13 (appareils à vapeur).

[Cette circulaire est relative aux rapports que les ingénieurs des mines doivent dresser dans les 10 jours lorsqu'ils sont saisis d'un avis d'accident à instruire par leurs soins.

Elle rappelle que les déclarations à faire en conformité de la loi du 9 avril 1898 ne changent rien aux déclarations que les industriels doivent faire *immédiatement* au service des mines et aux autorités locales en vertu du décret du 30 avril 1880.]

Arrêté du Ministre de l'intérieur et des cultes en date du 22 septembre 1899 notamment des membres de la Commission des accidents du travail.

(J. O., du 5 octobre 1899.)

[En exécution de la résolution prise par la Chambre des Députés dans sa séance du 8 juin 1899 et de l'arrêté du 13 juillet 1899 qui a institué ladite Commission au Ministère de l'intérieur et des cultes.]

Circulaire du Ministre des travaux publics, aux Préfets en date du 28 septembre 1899, relative à l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (secours aux ouvriers blessés ou malades des chantiers des ponts et chaussées).

La loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail a modifié profondément la situation respective des chantiers des ponts et chaussées atteints de blessures ou de maladies occasionnées par les travaux. Avant sa promulgation, tous avaient droit indistinctement, blessés et malades, aux mêmes soins et

aux mêmes allocations, dans les conditions déterminées par l'arrêté ministériel du 15 décembre 1848. Désormais la différence de traitement est très grande et il est nécessaire d'examiner séparément la situation des ouvriers blessés et celle des ouvriers malades.

1° OUVRIERS BLESSÉS. — La situation des ouvriers blessés se trouve régie, depuis le 1^{er} juillet 1899, par la loi du 9 avril 1898. Cette loi est applicable, d'une façon générale, à tous les ouvriers blessés sur les chantiers et dans les ateliers des ponts et chaussées, qu'il s'agisse de travaux exécutés à l'entreprise ou de travaux exécutés en régie.

a) *Travaux exécutés à l'entreprise.* — L'entrepreneur assure lui-même sur ses chantiers et dans ses ateliers l'application de la loi du 9 avril 1898. Il le fait sous sa responsabilité, sans autre immixtion de l'Administration que la production du rapport prévu, en cas d'accident grave, par l'article 13, § 5, et il a la charge entière des divers secours et indemnités à allouer. C'est une conséquence de la loi qui oblige personnellement tous les chefs d'entreprise, sans distinguer entre les entreprises anciennes et les entreprises nouvelles, et il n'y a à cette règle aucune exception, qu'elle qu'ait été la date de l'adjudication des travaux.

J'ai décidé, d'ailleurs, par mesure de bienveillance, que les frais de maladie et le demi-salaire continueraient à être dus, comme par le passé, à dater du premier jour de l'interruption obligée du travail et alors même que cette interruption n'aurait pas duré plus d'un jour. Comme la loi ne vise pas les accidents ayant entraîné une incapacité de travail de moins de quatre jours et qu'elle n'alloue, dans tous les cas, le demi-salaire qu'à dater du cinquième jour, cette prescription qui constitue, pour les entrepreneurs, un supplément d'obligation, fait l'objet dans le cahier des clauses et conditions générales, d'une clause spéciale introduite dans le nouvel article 16. L'exécution en sera assurée dans les mêmes conditions que celle des obligations qui résultent de la loi elle-même, c'est-à-dire par les soins des entrepreneurs et entièrement à leurs frais, mais sous le contrôle de l'Administration.

b) *Travaux exécutés en régie.* — MM. les ingénieurs assureront, sous votre autorité, aux ouvriers blessés accidentellement, depuis le 1^{er} juillet 1899, sur les chantiers ou dans les ateliers en régie, le bénéfice intégral des dispositions du titre I^{er} de la nouvelle loi. Les frais de maladie et le demi-salaire continueront d'ailleurs, à être alloués, comme aux ouvriers des chantiers d'entreprise, à dater du premier jour de l'interruption obligée du travail et alors même que cette interruption n'aurait pas duré plus d'un jour.

Les diverses formalités et les règles de procédure édictées par les titres II et III de la loi s'appliquent également, dans tous leurs détails, aux accidents survenus sur des chantiers ou dans les ateliers de l'État. MM. les ingénieurs ou les agents sous leurs ordres devront faire, notamment dans les quarante-huit heures, la déclaration prévue par l'article 11. Ils se conformeront, à cet égard, aux prescriptions des décrets des 30 juin et 18 août 1899, et de la circulaire de M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie du 21 août 1899. (*Journal officiel*, 22 août 1899.)

Pour le calcul et le règlement des indemnités, il auront à distinguer, comme le fait la loi, entre les frais de maladie, les frais funéraires, les indemnités temporaires et les rentes viagères.

Les frais de maladie, les frais funéraires et les indemnités temporaire (demi-salaire) feront l'objet, comme sous le régime de l'arrêté du 15 décembre 1848, de simples approbations préfectorales. S'il y a contestation avec les intéressés et que l'affaire soit portée devant le juge de paix, elle sera suivie, en règle générale, par MM. les Ingénieurs, sans instructions spéciales. Il ne m'en sera référé que si la difficulté soulevée est d'une nature particulièrement délicate et n'a pas encore été tranchée par l'Administration supérieure.

Les rentes viagères seront également réglées en principe, sans mon intervention; MM. les Ingénieurs en chef en détermineront le montant en se conformant aux prescriptions de la loi.

S'ils se trouvent d'accord avec le blessé ou sa famille, ils verseront à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse le capital représentatif. A cet effet, ils se présenteront, porteur d'une expédition de l'ordonnance rendue par le Président du tribunal et d'un extrait de l'acte de naissance de l'intéressé, à la Trésorerie générale ou à la recette particulière de leur résidence. Le préposé de la Caisse des retraites ne pourra leur indiquer immédiatement le prix exact de la rente, le calcul devant en être fait, à raison de la multiplicité de ses éléments, à la Direction générale, à Paris. (Circularité du Directeur général du 30 juin 1899,

§ 1.) Mais ils auront à se concerter avec lui pour la fixation du jour où le versement pourra être effectué. Dès que le Trésorier-Payeur général ou le Receveur particulier leur aura notifié le montant de la somme à verser, ils en opéreront le mandatement. L'imputation aura lieu sur les fonds affectés à l'exécution des travaux qui ont occasionné l'accident et autant que possible sur les crédits ouverts.

Si la victime ou sa famille conteste le chiffre de la rente, MM. les Ingénieurs laisseront suivre à l'affaire son cours régulier devant le tribunal de première instance. Ils demanderont toutefois des instructions spéciales à l'Administration supérieure lorsqu'ils estimeront qu'à raison de l'importance de la somme discutée ou des questions de principe soulevées, le litige présente un certain caractère de gravité. Ils agiront de même dans tous les cas d'appel ou de pourvoi. Le jugement ou l'arrêt rendu et les délais d'opposition ou d'appel expirés. Ils effectueront le versement du capital de la rente. L'extrait du jugement ou de l'arrêt tiendra lieu alors de l'extrait de l'ordonnance du Président.

Il n'est pas nécessaire que MM. les Ingénieurs remplissent eux-mêmes les formalités de la loi ni comparaissent en personne devant le juge de paix ou le Président du tribunal. Ils peuvent déléguer l'un quelconque des agents de leur service; mais leur choix devra toujours porter sur un conducteur possédant une certaine expérience des affaires contentieuses.

Ils devront d'ailleurs se pénétrer au plus tôt des dispositions assez complexes de la loi et veiller personnellement et d'une façon continue à ce que, dans son application, les intérêts des ouvriers et ceux du Trésor soient également sauvegardés.

Quand au titre IV de la loi il n'est applicable, dans aucune de ses dispositions, en matière de travaux exécutés en régie.

2° OUVRIERS MALADES. — Aucune des dispositions de la loi du 9 avril 1898 ne vise les ouvriers malades et l'arrêté du 15 décembre 1848 a continué de régir jusqu'à ce jour, leur situation. Cet arrêté est remplacé, à dater de la réception, de la présente, par un nouvel arrêté en date du 28 décembre 1899, dont vous trouverez ci-joint un exemplaire. Les dispositions en seront immédiatement appliquées sur tous les chantiers en régie. Pour les travaux à l'entreprise, au contraire, elles n'obligeront que les nouveaux adjudicataires. Les adjudications antérieures ont été faites, en effet, sous le régime de l'arrêté du 15 décembre 1848; c'est aux stipulations seules de cet arrêté que les adjudicataires ont adhéré et ils ne pourront, jusqu'à la fin de l'entreprise, être tenus d'autres obligations. Afin de prévenir, d'ailleurs toutes contestations, un exemplaire du nouvel arrêté sera joint à l'arrêté et jusqu'à nouvel ordre aux dossiers de chaque adjudication.

La plupart des dispositions du nouvel arrêté ne nécessitent aucune explication. D'une façon générale, elles maintiennent aux ouvriers malades les avantages que leur procurait l'ancien traitement gratuit à l'hôpital ou à domicile, demi-saïre durant l'interruption obligée du travail et pendant une année seulement, secours à la veuve ou à la famille en cas de mort. Il a paru, toutefois, qu'il convenait d'élever ce dernier de 300 à 500 francs et le paiement des frais funéraires a été prévu jusqu'à concurrence d'une somme de 100 francs.

À l'égard des entrepreneurs, les modifications sont plus importantes. Tout d'abord, l'ancienne limitation de 1 p. o/o est supprimée. L'entrepreneur aura désormais la charge entière des soins et secours prévus en faveur des ouvriers malades, comme il a déjà, de par la loi, celle des soins, secours et indemnités dus aux ouvriers blessés. En second lieu, il assurera lui-même, à l'avenir, le service médical et le paiement des secours. MM. les ingénieurs n'exerceront plus qu'un contrôle. Comme conséquence, la retenue de 1 p. o/o a été, elle aussi, supprimée, et les sommes que les ingénieurs pourraient se trouver appelés à payer d'office, en cas de mauvais vouloir ou d'insolvabilité de l'entrepreneur, seront récupérées, en fin d'entreprise, sur la retenue de garantie d'un dixième ou sur le cautionnement.

Enfin, le nouvel arrêté n'est applicable, comme celui du 15 décembre 1848, qu'aux ouvriers dont la maladie a été occasionnée par les travaux. Il ne suffit pas qu'elle ait été aggravée.

**Arrêté du Ministre des Travaux publics, en date du 28 septembre 1899,
sur les secours aux ouvriers malades des chantiers des ponts et chaussées.**

Vu l'arrêté du 15 décembre 1848 qui détermine les secours à allouer aux ouvriers atteints de blessures ou de maladies occasionnées par les travaux :

Vu les circulaires ministérielles des 23 juillet 1849 et 22 octobre 1851, qui interprètent et modifient ledit arrêté ;

Vu la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans le travail ;

Vu l'avis du Conseil général des Ponts et Chaussées, en date du 1^{er} mai 1899 ;

ART. 1^{er}. Indépendamment des obligations qui lui sont imposées par la loi à l'égard des ouvriers victimes d'accidents survenus dans leur travail, l'entrepreneur est tenu, dans les conditions ci-après déterminées, d'assurer lui-même, et à ses frais, sous le contrôle de l'Administration, le service médical de son entreprise et le paiement des secours aux ouvriers atteints de maladies occasionnées par les travaux.

ART. 2. Des ambulances seront établies sur les chantiers qui, par leur importance, leur situation et la nature des travaux, rendront cette mesure nécessaire.

L'organisation de ces ambulances sera réglée par le Préfet, sur la proposition des Ingénieurs, l'entrepreneur entendu.

L'administration se réserve la faculté de prescrire, dans la même forme, l'installation de boîtes de secours et les mesures préventives qu'exigera l'hygiène des chantiers.

ART. 3. Les ouvriers atteints de maladies occasionnées par les travaux recevront sur place les premiers soins et seront ensuite traités à l'hôpital ou à domicile.

ART. 4. Pendant la durée de l'interruption obligée du travail, l'ouvrier recevra, en outre des soins médicaux, un secours égal à la moitié du salaire qu'il touchait au moment où il a quitté le chantier.

Ce secours ne sera dû que pendant une année.

Il ne sera accordé aux ouvriers soignés à l'hôpital que s'ils sont mariés ou s'ils ont des charges de famille.

ART. 5. Si l'ouvrier a succombé aux suites de la maladie, l'entrepreneur devra payer les frais funéraires jusqu'à concurrence d'une somme de 100 francs.

Si l'ouvrier décédé est marié ou a des charges de famille, sa veuve ou sa famille auront droit, en outre, à un secours de 500 francs.

ART. 6. L'origine de la maladie, la durée de l'interruption obligée du travail et, dans le cas de l'article précédent, le décès, seront constatés à la diligence de l'entrepreneur, par des certificats émanant de médecins agréés par l'Ingénieur en chef.

ART. 7. L'entrepreneur fournira tous les mois, aux ingénieurs, un état des dépenses qu'il aura faites en exécution du présent arrêté et leur donnera tous les renseignements nécessaires pour leur permettre d'exercer efficacement leur contrôle.

ART. 8. Le présent arrêté sera affiché par l'entrepreneur sur ses chantiers.

ART. 9. Faute par l'entrepreneur de remplir les diverses obligations résultant pour lui des dispositions qui précèdent, il y sera pourvu d'office et à ses frais. Les dépenses faites par l'Administration seront prélevées sur les sommes dues à l'entrepreneur et, au besoin, sur son cautionnement.

ART. 10. Les dispositions des articles 2 à 8, ci-dessus, sont applicables aux travaux publics exécutés par voie de régie pour le compte de l'État.

Le service médical, le paiement des secours et l'allichage de l'arrêté seront assurés aux frais du Trésor par les soins des ingénieurs chargés de la direction des travaux.

ART. 11. L'arrêté ministériel du 15 décembre 1848 et les circulaires ministérielles des 23 juillet 1849 et 22 octobre 1851 sont rapportés.

Circulaire du Ministre des Travaux publics aux Préfets, en date du 30 septembre 1899, relative à l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail et du décret du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés de l'Etat (chantiers des Ponts et Chaussées).

La loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et le décret du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'Etat imposent aux adjudicataires de travaux des ponts et chaussées, dans leurs rapports avec leurs ouvriers, un certain nombre d'obligations nouvelles. J'ai dû introduire, en conséquence, dans le cahier des charges du 16 février 1892, modifié par la circulaire du 5 mai 1893, diverses dispositions complémentaires et quelques changements de rédaction, qui font l'objet de l'arrêté ci-joint. La classification et le numérotage ont d'ailleurs été conservés et les modifications portent seulement sur les articles 9, 11, 15, 16, 35 et 44. Quelques explications en préciseront la portée.

ART. 9. — *Défense de sous-traiter sans autorisation.* — Le marchandage était déjà, en principe, interdit, conformément aux dispositions du décret du 2 mars 1848, et l'article 9 de l'ancien cahier des clauses et conditions générales, reproduit presque textuellement par l'article 9, § 1^{er}, du décret du 10 août 1899, permettait à l'Administration de garantir, en fait, les ouvriers contre cette pratique à tous égards condamnable. Le Gouvernement a pensé, toutefois, qu'il pouvait y avoir intérêt à mentionner expressément l'interdiction, et une clause spéciale a été introduite, conformément aux prescriptions du décret, dans l'article 9. Il est, du reste, entendu, qu'en cas de sous-traité, le cédant et le concessionnaire demeureront conjointement responsables de l'exécution des diverses clauses relatives aux conditions du travail.

ART. 11. — *Règlement pour la police des chantiers. — Durée du travail journalier.* — L'interdiction du travail les dimanches et jours fériés est supprimée; il suffira désormais que l'entrepreneur accorde à ses ouvriers, et aussi à ses employés, un jour de repos par semaine; le décret du 10 août 1899 ne spécifie rien de plus. Il conviendra cependant, afin que les chantiers ne se trouvent jamais désorganisés et que le personnel de surveillance puisse lui-même profiter du jour de repos, de stipuler, dans le cahier des charges, que ce jour sera le même pour tous les ouvriers d'un même chantier.

Quant à la seconde innovation introduite dans le même article et relative à la limitation de la durée du travail, il en sera parlé plus loin, sous l'article 15, en même temps que de la fixation du salaire.

Ouvriers étrangers. — Aux termes de l'article 1^{er} — 2^e du décret du 10 août 1899, l'entrepreneur doit s'engager à « n'employer d'ouvriers étrangers que dans une proportion fixée par l'Administration selon la nature des travaux et la région où ils sont exécutés ». Il n'a pas paru qu'il y eût utilité à introduire cette prescription dans le cahier des clauses et conditions générales. Elle n'a de valeur, en effet, qu'autant que la proportion des ouvriers étrangers est fixée, et celle-ci ne peut l'être que dans le cahier des charges spécial. C'est dans ce dernier, par conséquent, qu'elle devra figurer. Elle est déjà, d'ailleurs, d'usage courant sur de nombreux chantiers, et on devra tenir compte, dans chaque cas, pour la détermination du maximum, tant des habitudes établies que des circonstances particulières à l'adjudication en cause.

ART. 15. — *Paiement des ouvriers.* — Le salaire normal que l'entrepreneur est tenu de payer aux ouvriers employés sur les chantiers ou dans les ateliers de l'entreprise est le *salaire*

courant, le salaire habituel, de la ville ou de la région, celui que les ouvriers du même corps de métier et de la même catégorie ont coutume de recevoir sur les chantiers ou dans les ateliers de la localité ou des localités voisines. De même, la durée normale du travail dont il est question dans l'article 11 est la *durée courante, la durée habituelle*, telle que la pratique la fixe pour chaque saison.

L'article 3 du nouveau décret édicte, du reste, pour la constatation et la vérification du taux normal du salaire et de la durée normale du travail, un certain nombre de prescriptions auxquelles vous voudrez bien, ainsi que MM. les Ingénieurs, vous reporter et qui doivent être strictement observées.

Toutefois, par mesure transitoire, et pour les adjudications dont l'urgence ne permettrait pas la consultation des Commissions mixtes, les Ingénieurs pourront indiquer, comme salaires normaux et courants, les prix qu'ils ont appliqués ou va appliquer sans difficultés dans les entreprises analogues de la même région. Ceux de ces prix qui, à leur connaissance, n'ont donné lieu à aucune protestation, peuvent, en effet, être considérés; au moins momentanément, comme résultant d'un accord tacite entre ouvriers et patrons et rentrant, par suite, dans le cas de l'article 3-1° du décret. Cette mesure permettra de ne pas retarder des adjudications dont l'urgence s'impose; elle ne saurait d'ailleurs présenter aucun inconvénient sérieux, le bordereau des salaires étant toujours revisable dans les conditions prévues par le décret.

Quant aux Commissions mixtes, la plus grande liberté doit être laissée à MM. les Ingénieurs ordinaires, dans les limites des prescriptions du décret, pour tout ce qui concerne leur constitution, leur formation et leur fonctionnement. MM. les Ingénieurs auront à s'inspirer, à cet égard, de l'idée maîtresse de la réforme, qui est d'assurer aux ouvriers des salaires convenables, soustraits à l'action déprimante des adjudications et de la concurrence. Il leur est recommandé de s'affranchir de tout formalisme et de s'appliquer à mettre en contact l'élément ouvrier et l'élément patronal, afin d'établir entre eux des accords. Comme il ne s'agit d'ailleurs, que de constater un fait, le taux du salaire courant, du salaire usuel, l'accord devra être aisément obtenu, et l'autorité de MM. les Ingénieurs ne devra intervenir que lorsqu'ils auront épuisé tous les moyens d'entente.

En dehors des travaux de construction et des travaux du bâtiment, il ne sera pas dressé d'avance, en principe, de séries générales. On ignore le plus souvent, en effet, pour les autres catégories de travaux, où ils seront exécutés, et on se trouve, dès lors, pour la confection du bordereau, dans l'un des cas d'impossibilité matérielle prévus par l'article 3, § 4, du décret.

Pour la fixation du taux des heures supplémentaires de travail, de la proportion maxima des ouvriers recevant un salaire réduit et du maximum de cette réduction, on aura surtout égard, comme pour la fixation de la proportion maxima des ouvriers étrangers, aux habitudes locales et aux conditions spéciales de l'adjudication.

ART. 16. — *Soins, secours et indemnités aux ouvriers et employés.* — Avant la mise en vigueur de la loi du 9 avril 1898, l'entrepreneur n'était tenu à l'égard de ses ouvriers et employés, en cas de blessures survenues sur les chantiers ou de maladies occasionnées par les travaux, qu'aux obligations spécifiées par l'arrêté ministériel du 15 décembre 1848, et il n'en avait la charge que jusqu'à concurrence d'une retenue de 1 p. 0/0 opérée sur le montant des sommes à lui dues, le surplus de la dépense étant, le cas échéant, supporté par le Trésor. Désormais, l'entrepreneur aura la charge entière des soins, secours et indemnités prévus par la loi précitée en faveur des ouvriers et employés blessés et de leurs familles, et il leur en fera lui-même l'application, comme ladite loi l'y oblige, à ses risques et périls. Il continuera, en outre, en vertu d'une clause spéciale insérée dans le nouvel article 16 du cahier des clauses et conditions générales, à leur devoir, comme par le passé, les frais de maladie et de demi-salaire alors même que l'interruption obligée du travail n'aurait duré qu'une journée et à dater du premier jour. Cette dernière disposition constitue, il est vrai, une exception aux articles 1^{er} et 3, § 4, de la loi, qui ne prévoient le paiement du demi-salaire que si l'interruption a duré plus de quatre jours et à partir du cinquième jour seulement. Mais elle se trouvait de fait imposée par un état de choses vieux d'un demi-siècle et elle ne pourra soulever, dans la pratique, aucune difficulté, puisqu'elle aura été acceptée par les adjudicataires.

Quant aux ouvriers malades, dont la loi ne s'occupe pas, leur situation est demeurée réglée, sur les chantiers des ponts et chaussées, par toutes celles des dispositions de l'arrêté

du 15 décembre 1848 qui leur étaient applicables. J'ai cru devoir, toutefois, remanier cet arrêté et lui substituer un nouveau règlement, que je vous adresse par le même courrier avec une circulaire explicative. Ce règlement, de même que la loi de 1898, met tous les soins et allocations par lui prévus à la charge entière des entrepreneurs sans limitation d'aucune sorte. Il obligera naturellement les entrepreneurs de tous les travaux adjugés sous le régime du nouveau cahier des clauses et conditions générales. Afin, d'ailleurs, de prévenir toute contestation, un exemplaire de ce règlement sera, à l'avenir, et jusqu'à nouvel ordre, annexé à chaque dossier d'adjudication.

La retenue spéciale de 1 p. o/o a été supprimée, en même temps que la limitation de la charge des soins et secours. Il n'existera donc plus, dorénavant, d'autre prélèvement sur les sommes dues aux entrepreneurs que la retenue d'un dixième pour garantie dont il est question à l'article 44.

ART. 35. — *Mesures coercitives.* — Il n'appartient à l'Administration ni de mettre en jeu l'action publique ni de se faire juge des différends particuliers qui peuvent naître entre les ouvriers et les entrepreneurs relativement à l'application des conditions du travail. Les ingénieurs n'ont donc pas à vérifier les livres de paye. Ils laisseront les ouvriers formuler eux-mêmes leurs réclamations, et celles-ci seront jugées par le conseil des prud'hommes ou, à défaut, par le juge de paix. Ils n'interviendront, conformément aux conditions de l'article 15, § 5, du cahier des clauses et conditions générales, qu'autant qu'il leur aura été démontré, d'une façon quelconque que, d'une manière générale, et non pour tel ou tel ouvrier particulier, les salaires courants ne sont pas payés. Ils indemniseront alors les ouvriers lésés, opéreront la retenue et se laisseront attaquer par l'entrepreneur devant le conseil de préfecture. Ils procéderont de même à l'égard des sommes que le conseil des prud'hommes ou le juge de paix auraient mises, dans les conditions qui précèdent, à la charge de l'entrepreneur et que celui-ci se refuserait à payer à ses ouvriers.

ART. 44. — *Payements d'acomptes.* — Le dernier membre de phrase du premier alinéa de cet article : « ... et de la quotité résultant de l'application de l'article 16 ci-dessus » n'avait plus aucune raison d'être et a été supprimé.

Il me reste à faire connaître, pour compléter ces explications, quels sont les chantiers et ateliers sur lesquels devront être appliquées les dispositions nouvelles introduites dans les articles 9, 11, 15 et 35 du cahier des clauses et conditions générales.

Aux termes de l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 10 août 1899, ces dispositions sont obligatoires pour tous les marchés de travaux publics ou de fournitures passés au nom de l'État et en ce qui concerne la main-d'œuvre de ces travaux ou fournitures, « dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché ».

Lorsque les travaux doivent s'effectuer sur les chantiers proprement dits, c'est-à-dire à l'intérieur du domaine de l'État, les nouvelles conditions du travail sont applicables sans difficulté. Lorsque, au contraire, l'entrepreneur devra les faire exécuter dans les ateliers qui lui appartiennent ou chez les sous-traitants (feronnerie, menuiserie, serrurerie, etc.), l'Administration ne pourra intervenir efficacement qu'autant que ces ateliers auront été organisés ou fonctionneront *principalement* en vue de l'exécution du marché. Dans le cas contraire, en effet, il sera le plus souvent impossible de distinguer la main-d'œuvre des travaux de l'État de la main-d'œuvre des travaux de l'industrie privée, et il y aura intérêt à ne pas étendre à ces ateliers les clauses relatives aux conditions du travail. Il en sera de même, pour les marchés de fournitures, chaque fois que les ateliers où seront exécutées les commandes de l'État ne seront pas organisés ou ne fonctionneront pas spécialement en vue de l'exécution du présent marché, chaque fois, autrement dit, que ces commandes ne représenteront qu'une partie plus ou moins réduite de la production desdits ateliers.

Les mêmes observations s'appliquent aux conditions des sous-traités, et, à cet égard, il convient de distinguer, parmi les fournitures, celles qui doivent faire l'objet d'une fabrication spéciale de celles qui sont de vente courante : les prescriptions de l'article 9 du cahier des clauses et conditions générales ne sont applicables qu'aux premières. Que l'adjudicataire d'un bâtiment, par exemple, en commande la charpente à un autre industriel, il lui faudra, pour réaliser cette session, l'autorisation de l'Administration et le concessionnaire sera tenu, tout comme le cédant, des diverses obligations énumérées dans les cahiers des charges. Le même adjudicataire pourra, au contraire, acheter à qui il lui plaira, et sans autres conditions que

celles relatives à leur qualité ou à leur provenance, les matériaux dont il pourra avoir besoin et qui se trouvent couramment dans le commerce : pierres, briques, sable, etc.

Il ne peut être tracé, du reste, aucune règle générale et les développements qui précèdent n'ont qu'un caractère purement indicatif. Il vous appartiendra donc de rechercher, dans chaque cas, d'accord avec MM. les Ingénieurs, la solution qui doit être adoptée, et, si l'espèce est douteuse, il m'en sera référé.

Enfin, aux termes de l'article 1^{er}, dernier alinéa, du décret, l'insertion des clauses relatives aux conditions du travail est facultative dans les cas prévus à l'article 18, § 3 et 5, du décret du 18 novembre 1882, c'est-à-dire lorsque l'adjudication ou la fourniture a en vue soit des objets dont la fabrication est exclusivement attribuée à des porteurs de brevets d'invention, soit des ouvrages ou des objets d'art et de précision dont l'exécution ne peut être confiée qu'à des artistes ou industriels éprouvés.

Il est à peine besoin d'ajouter que les diverses dispositions édictées par le décret du 10 août 1899 en faveur des ouvriers (salaire courant, durée courante du travail, majoration pour heures supplémentaires, etc...) doivent être appliquées aussi bien sur les chantiers et dans les ateliers des travaux en régie que sur les chantiers et dans les ateliers des travaux à l'entreprise.

Arrêté du Ministre des travaux publics, en date du 30 septembre, 1899 modifiant le cahier des clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs des travaux des ponts et chaussées.

Vu l'arrêté du 16 février 1892, réglant les clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs des travaux des ponts et chaussées;

Vu la décision ministérielle du 5 mai 1893 modifiant l'article 15 dudit arrêté;

Vu la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail;

Vu le décret du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'État;

ARTICLE UNIQUE. Les articles 9, 11, 15, 16, 35 et 44 de l'arrêté du 16 février 1892 sont modifiés ainsi qu'il suit :

ART. 9. — *Défense de sous-traiter sans autorisation.* — L'entrepreneur ne peut céder à des sous-traitants une ou plusieurs parties de son entreprise sans le consentement de l'Administration.

Dans tous les cas, il demeure personnellement responsable, tant envers l'Administration qu'envers les ouvriers et les tiers.

Si un sous-traité est passé sans autorisation, l'Administration peut, suivant les cas, soit prononcer la résiliation pure et simple de l'entreprise, soit procéder à une nouvelle adjudication à la folle enchère de l'entrepreneur.

Le marchandage est également interdit à l'entrepreneur conformément au décret du 2 mars 1848 et à l'arrêté du Gouvernement du 21 mars 1848.

ART. 11. — *Règlement pour la police des chantiers.* — *Durée du travail journalier.* — L'entrepreneur est tenu d'observer tous les règlements qui sont faits par le Préfet, sur la proposition de l'Ingénieur en chef du service, pour la police des chantiers.

Les ouvriers et employés auront un jour de repos par semaine.

La durée du travail journalier est limitée à la durée normale du travail en usage, pour chaque catégorie d'ouvriers, dans la ville ou la région.

En cas de nécessité absolue, l'entrepreneur peut, avec l'autorisation expresse et spéciale de l'Ingénieur en chef, déroger aux dispositions des deux paragraphes précédents. Les heures supplémentaires de travail ainsi faites par les ouvriers donnent lieu à une majoration de salaire dont le taux est fixé par le cahier des charges.

ART. 15. — *Paiement des ouvriers.* — Le salaire normal des ouvriers est égal, pour chaque profession, et dans chaque profession, pour chaque catégorie d'ouvriers, aux taux couramment appliqués dans la ville ou la région où le travail est exécuté.

Lorsque l'entrepreneur a à employer des ouvriers que leurs aptitudes physiques mettent dans une condition d'infériorité notoire sur les ouvriers de la même catégorie, il peut leur appliquer exceptionnellement un salaire inférieur au salaire normal.

La proportion maximum de ces ouvriers, par rapport au total des ouvriers de la catégorie et le maximum de la réduction possible de leurs salaires sont fixés par le cahier des charges.

L'entrepreneur paye ses ouvriers tous les mois ou à des époques plus rapprochées si l'Administration, le juge nécessaire. En cas de retard régulièrement constaté l'Administration par application des lois des 26 pluviôse an II et 25 juillet 1891, se réserve la faculté de faire payer d'office les salaires arriérés sur les sommes dues à l'entrepreneur.

Si l'Administration constate une différence entre le salaire payé aux ouvriers et le salaire courant, elle indemnise directement les ouvriers lésés au moyen de retenues opérées sur les sommes dues à l'entrepreneur.

ART. 16. — Soins, secours et indemnités aux ouvriers et employés. — L'entrepreneur a la charge entière : 1° de toutes les dépenses du service médical de l'entreprise; 2° des soins, secours et indemnités dus aux ouvriers et employés victimes d'accidents survenus sur les chantiers ou atteints de maladies occasionnés par les travaux; 3° des secours et indemnités dus aux veuves et aux familles de ces ouvriers et employés.

Il est soumis, à cet égard, à toutes les obligations qui résultent, tant des lois, décrets et arrêtés ministériels en vigueur au moment de l'adjudication, que des lois ultérieurement promulguées et applicables à l'ensemble des chantiers publics et privés.

Les frais de maladie et le demi-salaire seront dus, dans tous les cas, à partir du premier jour de l'interruption obligée du travail et alors même que cette interruption n'aurait duré qu'un jour.

ART. 35. — Mesures coercitives. — Lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas soit aux dispositions du devis, soit aux ordres de service écrits qui lui sont donnés par les ingénieurs, un arrêté du Préfet le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé. Ce délai sauf le cas d'urgence, n'est pas de moins de dix jours à dater de la notification de l'arrêté de mise en demeure.

Passé ce délai, si l'entrepreneur n'a pas exécuté les dispositions prescrites, le Préfet, par un second arrêté, ordonne l'établissement d'une régie aux frais de l'entrepreneur. Dans ce cas, il est procédé immédiatement, en sa présence ou lui dûment appelé, à l'inventaire descriptif du matériel de l'entreprise.

Il en est aussitôt rendu compte au Ministre qui peut, selon les circonstances, soit ordonner une nouvelle adjudication à la folle enchère de l'entrepreneur, soit prononcer la résiliation pure et simple du marché, soit prescrire la continuation de la régie.

Pendant la durée de la régie l'entrepreneur est autorisé à en suivre les opérations, sans qu'il puisse toutefois entraver l'exécution des ordres des ingénieurs.

Il peut d'ailleurs être relevé de la régie s'il justifie des moyens nécessaires pour reprendre les travaux et les mener à bonne fin.

Les excédents de dépenses qui résultent de la régie ou de l'adjudication sur folle enchère sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Si la régie ou l'adjudication sur folle enchère amènent, au contraire, une diminution dans les dépenses, l'entrepreneur ne peut réclamer aucune part de ce bénéfice, qui reste acquis à l'Administration.

Lorsque des infractions répétées aux conditions du travail auront été relevées à la charge de l'entrepreneur, le Ministre pourra, sans préjudice de l'application des autres sanctions, décider, par voie de mesure générale, de l'exclusion, pour un temps déterminé ou définitivement, des marchés de son département.

ART. 44. — Paiements d'acomptes. — Les paiements d'acomptes s'effectuent tous les mois en raison de la situation des travaux exécutés, sauf retenue d'un dixième pour garantie.

Il est, en outre, délivré des acomptes sur le prix des matériaux approvisionnés jusqu'à concurrence des quatre cinquièmes de leur valeur.

Le tout sous la réserve énoncée à l'article 49 ci-après et sauf le paiement des acomptes à des époques plus rapprochées, en vertu soit de l'article 6 du décret du 4 juin 1888, fixant

les conditions exigées des sociétés d'ouvriers français pour soumissionner aux adjudications de l'État, soit des autres exceptions qui pourraient résulter des lois et décrets en vigueur.

Décret du 8 octobre 1899
régulant l'attribution des majorations de rentes viagères.

(J. O. du 10 octobre 1899.)

Vu la loi du 31 décembre 1895, relative à la majoration des pensions de la Caisse nationale des retraites; — Vu l'article 25 de la loi de finances du 13 juillet 1896, modifiant l'article 3 de la loi du 31 décembre 1895; — Vu le décret du 9 juin 1896, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 31 décembre 1895 susvisée; — Vu la loi de finances du 13 avril 1898, et notamment l'article 75 de ladite loi; — Vu la loi de finances du 30 mai 1899, et notamment l'article 33 de ladite loi;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les demandes de majoration de rentes viagères constituées au profit des titulaires de livrets individuels de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et des membres des sociétés de secours mutuels ou de toute autre société de secours et de prévoyance servant des pensions de retraites doivent être produites par les intéressés, avec les justifications réglementaires à l'appui, avant le 31 décembre 1899 au plus tard, sous peine d'exclusion.

ART. 2. L'attribution des majorations et des bonifications spéciales sera faite dans les conditions spécifiées par l'article 25 de la loi du 13 juillet 1896 ⁽¹⁾ et par l'article 1^{er}, § 1^{er}, et l'article 3 du décret du 9 juin 1896 ⁽²⁾.

ART. 3. Aurent droit à cette attribution, en 1899, les personnes visées à l'article 1^{er} du présent décret, qui, n'ayant point encore reçu de rente supplémentaire, seront âgées de soixante-huit ans au moins en 1899 et qui, indépendamment des autres conditions exigées par l'article 2 de la loi du 31 décembre 1895 ⁽³⁾, justifieront de dix-neuf années de prévoyance.

ART. 4. Les rentes supplémentaires seront émises avec jouissance du 1^{er} janvier 1899 pour les rentiers âgés de 68 ans au moins au 31 mars 1899, et, pour les rentiers atteignant leur soixante-huitième année du 1^{er} avril au 31 décembre 1899, avec jouissance du premier jour du trimestre dans lequel ils atteindront cet âge, à charge de justifier de leur existence à cette date.

ART. 5. L'administration de la Caisse des dépôts et consignations est chargée de l'instruction des demandes tendant à l'obtention des majorations visées par la loi du 31 décembre 1895 et de la liquidation de ces majorations.

ART. 6. Les frais concernant les majorations afférentes à l'année 1899 et résultant soit de l'enquête, soit de la répartition et de la délivrance des rentes à accorder, seront prélevés sur le crédit inscrit, en vue desdites majorations, au budget du Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

⁽¹⁾ Bull. d'août 1896, p. 510.]

⁽²⁾ Bull. d'août 1896, p. 508.

⁽³⁾ Bull. de janvier 1896, p. 41.

Circulaire du Président du conseil, Ministre de l'intérieur et des cultes, en date du 6 octobre, adressée aux Préfets, relative à des informations complémentaires sur les accidents du travail survenus pendant le mois de juin 1899.

(J. O. du 10 octobre 1899.)

Je vous ai signalé, le 24 août, le vote par lequel, dans sa séance du 8 juin dernier, la Chambre des députés a pris acte de la déclaration faite à la tribune par mon prédécesseur que le Gouvernement recueillerait des informations sur les accidents du travail survenus pendant le mois de juin, dont les victimes ne pourraient, par suite du retard apporté à l'application de la loi du 9 avril 1898, bénéficier des avantages de cette loi et que, une fois connus exactement le nombre et la nature de ces accidents, le Gouvernement en apporterait le compte au Parlement, en lui proposant d'ouvrir le crédit nécessaire pour parer aux besoins constatés. Je vous rappelais que j'avais confirmé cet engagement, le 29 juin, devant la même Chambre.

J'ajoutais que les informations indispensables pour permettre au Gouvernement de tenir sa promesse — informations que la circulaire télégraphique du 6 juillet avait eu pour objet de réunir — n'avaient pas été, en général, fournies d'une façon suffisante; que, par suite, la commission instituée en vue d'arbitrer les indemnités attribuables aux ouvriers victimes d'accidents du travail pendant le mois de juin avait estimé n'avoir pas les éléments d'appréciation nécessaires pour remplir son mandat et avait exprimé le désir qu'il fût procédé à des instructions complémentaires.

Ma circulaire du 24 août vous a donné les règles à suivre pour ces instructions. Je vous recommandais, en première ligne, de donner immédiatement la plus large publicité par les moyens dont vous disposez (Recueil des actes administratifs, communications à la presse locale et aux syndicats, soit de patrons, soit d'ouvriers, etc.) aux déclarations du Gouvernement, à la mission dont est chargée la commission instituée au Ministère de l'intérieur par arrêté du 13 juillet et aux avantages que la loi du 9 avril 1898 confère, à partir du 1^{er} juillet 1899, aux ouvriers victimes d'un accident du travail. « Il est, en effet, disais-je, de la plus grande importance que tous les intéressés sachent qu'ils peuvent produire leurs demandes. »

J'indiquais ensuite, d'après les observations de la commission, comment vous deviez les instruire et je conclusais ainsi :

« Vous voudrez bien ne pas perdre de vue que la Chambre des députés, en prenant acte de la déclaration du Gouvernement, a entendu faire bénéficier des avantages de la loi du 9 avril 1898 les ouvriers blessés pendant le mois qui a précédé sa mise à exécution. Vous aurez donc, non pas à chercher à en diminuer le nombre, mais à ne négliger aucun moyen de les connaître tous et de les aviser des intentions de la Chambre et du Gouvernement. Pour obtenir ce but, vous aurez recours à une plus large publicité.

« J'appelle tout particulièrement votre attention sur l'intérêt qu'il y a à ce que la commission soit le plus tôt possible en mesure de statuer sur les demandes. Vous voudrez bien, en conséquence, me transmettre séparément le dossier de chacune des demandes, dès que l'instruction en sera terminée.

« J'attacherais, en outre, du prix à ce que tous les dossiers me fussent parvenus pour le 1^{er} octobre prochain. »

J'ai malheureusement lieu de craindre que votre attention personnelle, peut-être détournée, au moment où la circulaire vous est parvenue, par les travaux des conseils généraux, ne se soit pas suffisamment portée sur les instructions que cette circulaire contenait. De fait, je n'ai reçu aucune réponse d'un certain nombre de départements; d'autres ne m'ont fourni qu'un résultat négatif ou n'ont transmis qu'un nombre de demandes si restreint qu'il reste de beaucoup en deca des prévisions les plus optimistes concernant les accidents survenus au cours du mois de juin.

J'insiste donc auprès de vous, Monsieur le Préfet, pour que vous secondiez sur ce point les vues du Gouvernement, que vous les portiez efficacement à la connaissance des populations, que vous hâtiez l'instruction des demandes dont vous seriez saisi et que vous me

fassiez parvenir le dossier de ces demandes sans le moindre retard. Je tiens à ce que le Gouvernement soit mis en état de remplir son engagement et à ce qu'aucun de ceux qui peuvent être appelés à en bénéficier ne s'en trouve privé par le fait de l'administration.

Règlement général des 14 novembre 1895 et 19 juin 1899 concernant les ouvriers des services municipaux de la ville de Paris.

PREMIÈRE PARTIE (EXTRAITS).

ART. 1^{er}. — *Objet du règlement.* — Tous les ouvriers dépendant des services techniques de la ville de Paris seront soumis aux conditions du présent règlement ainsi qu'aux conditions énoncées par les règlements particuliers à leur emploi spécial.

ART. 2. — *Formation des cadres.* — Les ouvriers des services techniques de la ville de Paris se divisent en ouvriers auxiliaires et en ouvriers titulaires.

Les ouvriers auxiliaires sont ceux qui sont embauchés pour une besogne temporaire ou ceux qui, tout en fournissant un service convenable, ne se trouvent pas dans les conditions requises pour être titularisés, et enfin les ouvriers qui font un stage réglementaire avant d'être titularisés.

Les ouvriers titulaires sont ceux qui satisfont aux conditions du présent règlement et sont nommés par arrêté préfectoral.

ART. 6. — *Conditions du service normal.* — Les ouvriers auxiliaires et les ouvriers titulaires reçoivent un salaire mensuel égal pour chaque mois de l'année.

Ce salaire correspond à un service normal dont le détail et la durée sont fixés par chaque règlement particulier, mais qui ne peut excéder les limites indiquées par le présent.

La durée en service normal d'un travail manuel ne peut excéder 10 heures par journée de 24 heures.

Elle peut être portée à 11 heures de jour et à 12 heures de nuit dans les services où l'ouvrier n'est employé qu'à une garde ou à un travail manuel alternant avec elle.

Le service comporte en tout cas un repos d'un jour par quinzaine.

Le service de jour alterne avec le service de nuit.

ART. 7. — *Heures en plus ou en moins.* — Tous les ouvriers sont tenus de faire le travail qui leur est prescrit très exceptionnellement en dehors du service normal déterminé par le présent. Les heures de travail ainsi faites en dehors du service normal sont considérées comme heures supplémentaires soit de jour, soit de nuit.

Les heures du service normal non faites par la faute de l'ouvrier seront déduites du salaire mensuel.

ART. 8. — *Paye.* — La paye sera faite à la quinzaine, tant pour le salaire normal que pour les heures supplémentaires, et versée aux intéressés dans un bureau voisin de leurs ateliers ou chantiers, de façon à éviter toute perte de temps.

ART. 9. — *Congé annuel.* — Les ouvriers auxiliaires permanents et les ouvriers titulaires auront droit à un congé annuel de 10 jours sans retenue de salaire.

Ce congé sera accordé en une seule fois ou en plusieurs fois, selon le désir de l'intéressé et à la condition pour lui de prévenir son chef immédiat quelques jours à l'avance et d'y être autorisé régulièrement.

Cette autorisation sera subordonnée aux besoins du service et par voie de roulement dans chaque circonscription.

ART. 10. — *Période d'instruction militaire.* — Les ouvriers titulaires appelés à faire une période d'instruction militaire recevront pendant ce temps leur salaire intégral.

ART. 13. — *Maladies ou blessures entraînant une incapacité momentanée de travail.* — Tout cas de maladie ou d'accident est constaté par le médecin de l'Administration, qui détermine également l'époque à laquelle l'ouvrier malade doit reprendre son service.

En cas d'accident occasionné par les travaux et entraînant une incapacité momentanée de travail, l'ouvrier reçoit son salaire entier jusqu'à complète guérison.

En cas de maladie, l'ouvrier reçoit son salaire intégral pendant la durée de ladite et si elle ne se prolonge pas au delà d'un an.

Si la maladie se prolonge au delà d'un an, l'Administration examine s'il y a lieu de continuer à servir à l'ouvrier le salaire intégral ou une fraction de ce salaire, ou de lui accorder une retraite anticipée.

ART. 14. — *Mesures disciplinaires.* — 1^{re} Mise à pied;

2^e Abaissement de classe ou de grade pour les titulaires;

3^e Renvoi pour les auxiliaires et révocation pour les titulaires.

.....
Les ouvriers ne pourront être frappés par les mesures disciplinaires énoncées au présent article qu'après avoir été prévenus et entendus par les chefs de service. Ils pourront être accompagnés par un conseil.

DEUXIÈME PARTIE.

Règlement pour la constitution de retraites aux ouvriers municipaux.

ART. 1^{er}. — Une retenue de 4 p. o/o sera prélevée sur le salaire normal de chaque ouvrier titulaire qui n'aura pas dépassé l'âge de 50 ans au moment de la mise en vigueur du présent règlement et sera versée, à son nom et à capital aliéné, à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Le salaire normal comprend 26 jours de travail et 2 jours de repos payés.

ART. 2. — Une somme de 7 fr. 50 par mois sera versée à la même caisse au nom de chaque ouvrier et dans les mêmes conditions, à titre de subvention de la ville de Paris.

ART. 3. — Les sommes versées à titre de subvention par la ville de Paris, ainsi que les retenues opérées sur les salaires, profiteront, en cas de mariage du titulaire, à chaque conjoint par moitié et demeureront définitivement acquises aux intéressés, même s'ils quittent l'Administration pour un motif quelconque.

ART. 4. — Les rentes viagères produites par la subvention de la Ville seront incessibles et insaisissables en totalité.

ART. 5. — L'âge d'entrée en jouissance pour les ouvriers est fixé à 50 ans; toutefois ceux qui seraient jugés aptes à continuer utilement leur service et qui seraient maintenus en fonctions après cet âge auront la faculté de reporter d'année en année, jusqu'à 65 ans, la date d'entrée en jouissance de leur rente.

Pour les ouvriers âgés de plus de 45 ans et de moins de 50 ans au moment de la mise en vigueur du présent règlement, l'entrée en jouissance sera fixée exceptionnellement à une date postérieure de 5 ans à l'âge qu'ils auront à l'époque de leur premier versement à la Caisse nationale des retraites.

L'entrée en jouissance de la pension de la femme est fixée de façon à ce qu'elle coïncide avec l'entrée en jouissance de la pension du mari, à moins qu'à cette époque elle n'ait pas encore atteint l'âge de 50 ans.

Dans ce cas, la date de son entrée en jouissance serait fixée à 50 ans.

ART. 6. — Il ne sera plus opéré de retenues sur les salaires lorsque l'ouvrier maintenu en fonctions aura droit à la rente maximum de 1,200 francs, et la subvention de la Ville cessera d'être versée à son nom.

ART. 7. — L'ouvrier, atteint de blessures graves ou d'infirmités prématurées régulièrement

constatées et entraînant incapacité absolue et permanente de travail, pourra être retraits par anticipation. Sa rente viagère sera liquidée conformément à l'article 11 de la loi du 29 juillet 1886.

Si la rente viagère attribuée par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse à un ouvrier retraits par anticipation est inférieure à l'allocation qui lui serait accordée par application de la délibération du 2 avril 1890 et du tarif y annexé majoré de 40 p. o/o, la Ville lui accordera une allocation complémentaire pour parfaire cette somme si l'ouvrier compte au moins 20 ans de services.

Dans le cas contraire, il lui sera accordé, sur la même base, des secours de majoration, mais après 5 ans de services seulement.

Si l'ouvrier a été blessé dans le service ou à l'occasion du service, il lui sera accordé, en sus de la rente viagère à laquelle il aura droit, un secours annuel et viager, calculé de façon à lui assurer une retraite totale de 1.200 francs.

ART. 8. — L'ouvrier qui deviendra veuf obtiendra, au moment de sa mise à la retraite, un secours annuel et viager égal à la rente produite par les versements faits au nom de la femme et liquidée au jour de son décès.

Si l'ouvrier devient veuf après sa mise à la retraite, la rente dont jouissait sa femme lui sera continuée, sous la forme d'un secours viager.

Dans ces deux cas, l'ensemble du secours viager et de la rente attribuée personnellement à l'ouvrier ne pourra pas dépasser le maximum de 1.200 francs.

ART. 9. — Si la femme n'a pas encore droit à toucher sa rente viagère, lors de la mise à la retraite de son mari, il lui sera alloué des secours annuels variables, jusqu'à l'époque d'entrée en jouissance.

Lorsqu'un ouvrier en activité de service ou retraits viendra à décéder, il sera accordé à la veuve, si elle n'est pas encore en possession de sa rente, des secours annuels variables, suivant le cas, suivant l'âge de l'intéressée et ses charges de famille, jusqu'à l'époque de son entrée en jouissance.

A cette époque, la Ville devra compléter par un secours viager la quotité de la rente attribuée à la veuve, lorsque le montant en sera inférieur à la moitié de celle qui revenait au mari à l'époque de son décès. L'ensemble du secours et de la rente réunis ne devra pas être inférieur à 100 francs.

ART. 10. — La femme d'un ouvrier retraits, ainsi que la veuve d'un ouvrier décédé en activité de service ou en jouissance de pension, doit justifier, pour recevoir les secours annuels temporaires ou viagers prévus à l'article précédent :

- 1° Que le mari comptait au moins 10 ans de services à la Ville;
- 2° Qu'elle était mariée avant la cessation d'activité de son mari;
- 3° Qu'aucun jugement séparatif de corps n'a été prononcé contre elle.

§ 2. — Si le mari a été retraits après 50 ans d'âge, sa femme devra établir, sauf dans les cas prévus à l'article 7, qu'elle était mariée 5 ans au moins avant la cessation d'activité de son mari.

La veuve qui se remarie perd droit aux secours annuels et viagers.

ART. 11. — Si l'ouvrier ne laisse pas de veuve ou si sa veuve ne réunit pas les conditions requises par l'article 9 pour obtenir un secours temporaire ou viager, ou si sa veuve perd ses droits auxdits secours par suite d'un nouveau mariage, il sera accordé aux enfants de cet ouvrier, légitimes ou naturels reconnus, âgés de moins de 18 ans, des secours temporaires dont le montant pour chacun sera égal au dixième de la rente qui revenait à leur père à l'époque de son décès, sans que l'ensemble de ces secours puisse dépasser la moitié de cette rente, ni être inférieur à 100 francs.

Si l'ouvrier laisse une veuve ayant déjà droit à un secours annuel ou viager, les enfants qu'il aurait eus de mariages antérieurs et les enfants naturels qu'il aurait reconnus recevront aussi, jusqu'à 18 ans, des secours temporaires calculés comme il est dit ci-dessus.

ART. 12. — Lorsqu'un ouvrier est tué sur les travaux ou succombe à la suite de blessures occasionnées par les travaux, l'indemnité de 300 francs prévue par l'article 6 de l'arrêté du

Ministre des travaux publics du 15 décembre 1848 est accordée soit à la veuve, soit à ses enfants ou, à leur défaut, au père ou à la mère du décédé.

Il est alloué, en outre, à la veuve, quelle que soit la durée des services de son mari, un secours annuel et viager calculé de manière qu'elle reçoive, y compris la rente à laquelle elle a droit, la moitié au moins de la rente que le défunt aurait obtenue à l'âge de 60 ans.

Ce secours est réversible sur la tête des enfants mineurs et par parts égales, mais sans réversibilité de l'un à l'autre, en cas de décès ou de second mariage de la veuve, et servi à chacun d'eux jusqu'à 18 ans. Il sera attribué directement aux enfants si un jugement séparatif de corps avait été prononcé contre la femme de l'ouvrier.

ART. 13. — La rente qui est prise pour base dans la fixation des secours à accorder aux ouvriers devenus veufs, aux femmes veuves et aux enfants mineurs, est la rente produite par le versement des retenues obligatoires et de la subvention de la ville de Paris, à l'exclusion des rentes produites par des versements volontaires.

ART. 14. — *Dispositions transitoires.* — Le présent règlement ne sera pas applicable aux ouvriers titulaires qui auront dépassé l'âge de 50 ans au moment de sa mise en vigueur.

Ils recevront, au moment de leur mise à la retraite, des allocations annuelles et viagères, conformément à la délibération du 2 avril 1890. Il sera accordé à tout ouvrier de cette catégorie, ayant au moins 10 ans de services, une allocation supplémentaire annuelle de 100 francs.

A titre exceptionnel, le présent règlement sera appliqué aux ouvriers auxiliaires permanents âgés de moins de 50 ans à l'époque de sa mise en vigueur.

Quant aux ouvriers titulaires ou auxiliaires appelés à participer au nouveau système de retraites et qui compteront des services antérieurs à la date de son application, il leur sera accordé, pour ces services, quelle qu'en soit la durée, à l'époque de leur admission à la retraite, des secours viagers calculés d'après la délibération du 2 avril 1890, sans que ces secours, joints à la rente à laquelle ils auront droit, puissent dépasser 1.200 francs, ni être inférieurs à la somme de 700 francs, s'ils sont âgés de 65 ans.

ART. 15. — Dans tous les cas, la rente attribuée à la femme entre en ligne de compte avec celle du mari pour la fixation des allocations supplémentaires.

ART. 16. — Au cas où, par l'abaissement du taux de l'intérêt, la pension de retraite d'un ouvrier devrait subir au moment de sa liquidation une diminution du montant auquel il aurait droit, si le taux de l'intérêt s'était maintenu à 3.50 p. o/o, la Ville lui accordera une allocation annuelle égale à la moitié de cette diminution, et cela pour toute rente de 1.200 francs et au-dessous.

ART. 17. — Les pensions concédées aux ouvriers victimes d'accidents ou à leurs veuves et enfants, en vertu des articles 7 et 12 du présent règlement, ne devront pas être inférieures aux pensions qu'ils recevraient d'après la loi du 9 avril 1898.

ART. 18. — Le présent règlement aura son effet à partir du 1^{er} juillet 1899.

Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

[Exécution de l'article 19 du décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.]

ADDITION À LA LISTE

DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

qui ont effectué

à la Caisse des dépôts et consignations le versement du cautionnement réglementaire.

[Suite (1).]

(J. O. du 30 septembre 1899.)

LA RESPONSABILITÉ AGRICOLE, rue de Rivoli, n° 204, à Paris.

BIBLIOGRAPHIE.

DANEMARK. — BUREAU DE LA STATISTIQUE OFFICIELLE. — *Métiers et industries du Danemark d'après le recensement du 25 mai 1897*. — 1 vol. in-f° de 214 pages (Copenhague, 1899, Bianco Lunos, édit.)

ITALIE. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. — *Composition organique des administrations et des corps civils et militaires de l'État (1891-1898)*.

——— MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. — *Travaux du Conseil de la prévoyance, session de 1899*. — 1 vol. in-8° de 429 pages (Rome, 1899, Bertero, édit.).

MEXIQUE. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DU CRÉDIT PUBLIC. — *Mouvement des transports maritimes et terrestres 1895-1896*. — 1 vol. in-f° de 27 pages (Mexico, 1899, imprimerie du Timbre).

——— DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATISTIQUE. — *Recensement général de la République mexicaine au 20 octobre 1895*. — 1 vol. in-4° de 254 pages (Mexico, 1899).

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

(1) Voir les listes précédentes aux *Bulletins* de juin, juillet et août 1899.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

L'activité déjà signalée le mois dernier s'est continuée dans les mines, les métiers de l'alimentation, la préparation des cuirs et peaux, la ganterie, les filatures et tissages des industries cotonnière et lainière, dans la soierie, la chapellerie, le travail du bois (l'ébénisterie, la carrosserie, la tonnellerie), l'industrie métallurgique, la construction mécanique, l'industrie électrique, l'horlogerie et la bijouterie. Reprise du travail chez les confiseurs-pâtisseries, les typographes, les ouvriers de l'industrie de la chaussure, les ouvriers des tissages de toile, de l'industrie du vêtement et de la rubanerie-passementerie. Ralentissement de l'activité chez les carriers et chez les ouvriers de l'industrie du bâtiment, chez lesquels la durée de la journée de travail a été de nouveau diminuée d'une heure, comme tous les ans à pareille époque. Commencement de la morte-saison chez les ferblantiers-boitiers.

Parmi les 540 chambres syndicales d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce groupant 87.000 adhérents (syndicats des mineurs du bassin du Nord et du Pas-de-Calais non compris), qui ont fourni des rapports sur l'activité du travail au 15 octobre, la proportion des ouvriers en chômage a été d'un peu plus de 6 p. o/o. 16 p. o/o des chambres syndicales réunissant 10 p. o/o des adhérents estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque, 67 p. o/o des syndicats groupant 77 p. o/o des syndiqués considèrent qu'il a été en même quantité et pour 17 p. o/o des syndicats avec 13 p. o/o des adhérents, il a été moins abondant.

L'augmentation des prix au détail des denrées de première nécessité déjà signalée s'est maintenue, sauf pour le pain, dont les prix de vente ont eu tendance à la baisse.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — Pendant le mois dernier, les sorties de bateaux de pêche sur nos côtes ont été fréquentes; le résultat, principalement sur les côtes de l'Océan et de la Manche, a été jugé à peu près équivalent à celui de l'an dernier. Pour la grande pêche sur les côtes d'Islande, la campagne a été retardée jusqu'en avril par les mauvais temps; les résultats de la pêche à la morue ont été très variables suivant les navires; un certain nombre ont déjà regagné nos ports; les prix de vente ont été plutôt plus favorables que l'an dernier.

AGRICULTURE. HORTICULTURE. FORÊTS. — Chez les ouvriers agriculteurs et horticulteurs, la morte-saison d'hiver commence; cependant, un certain nombre d'ouvriers des champs en chômage vont pouvoir trouver de l'ouvrage en forêts; les adjudications des bois de l'État et des communes étant faites, le travail va reprendre; on estime que 9 p. o/o des bûcherons ont été atteints par le chômage.

MINES. CHARBONS. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois d'octobre, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	5.99	"	"		2	98
Loire.....	5.95	"	"		17	83
Gard et Hérault.....	6	"	"			100
Provence (lignites).....	6	"	"			100
Tarn et Aveyron.....		"	"			
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	6	"	"			100
Centre, Bourbonnais,	6					100
Creuse et Auvergne..	6	"	"			100
ENSEMBLE pour la France.	5.99	"	"		3	97

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5,92; il était de 5,97 en octobre 1898.

Pendant le 1^{er} semestre 1899 (1), la production des combustibles minéraux a été de : houille et anthracite, 16.135.722 tonnes contre 15.480.594 pendant la même période de 1898 et, lignite, 282,712 tonnes pendant le premier semestre 1899 contre 244.010 tonnes en 1898, soit au total, une production de 16.418.434 tonnes

(1) D'après le *Journal officiel* du 8 octobre 1899.

pendant le premier semestre 1899 contre 15.724.604 tonnes pendant la même période de 1898, soit une augmentation en faveur de 1899 de 693.830 tonnes ou d'un peu plus de 4 p. o/o, due principalement à l'augmentation de l'extraction de la houille et de l'antracite.

CARRIÈRES. — Le ralentissement signalé dans le précédent *Bulletin* s'est accentué; c'est d'ailleurs le commencement de la morte-saison annuelle.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — Les fabriques de sucre de betteraves ont commencé leur campagne; les rendements de sucre par 100 kilogrammes de betteraves traitées dans l'usine sont jugés généralement satisfaisants, bien qu'ayant tendance à rester inférieurs à ceux de l'an dernier; d'autre part, le rendement en poids de betteraves à l'hectare est jugé supérieur à celui de l'an dernier. En fin septembre 1899 (1), 200 fabriques étaient en activité, 140 n'avaient pas encore commencé leur campagne de sucre de premier jet; la quantité de betteraves mises en œuvre a été de 257.153.000 kilogrammes; il a été expédié des fabriques, quantités exprimées en sucre raffiné, 14.248.654 kilogrammes contre 11.316.707 kilogrammes pendant la même période de la campagne 1898; la quantité de betteraves traitées, en fin septembre 1898, avait été d'ailleurs de 76.712.000 kilogrammes et le nombre des fabriques en exercice était de 84. Dans la féculerie, la campagne est aussi commencée. Dans la meunerie, travail normal. Situation stationnaire dans la brasserie. La production des distilleries (2) de substances farineuses de betteraves et de vins pendant les 12 mois de la campagne 1898-1899 a été supérieure à celle de 1897-1898, tandis que celle des mélasses est restée inférieure. En effet, pour les 12 mois de la campagne 1898-1899, la production des alcools provenant de la distillation des substances farineuses a été de 733.404 hectolitres (613.471 en 1897-1898), 972.550 hectolitres en 1898-1899 contre 823.558 hectolitres en 1897-1898 pour les alcools de betteraves, 68.156 hectolitres en 1898-1899 contre 29.586 hectolitres en 1897-1898 pour les alcools de vins, cidres, poirés, marcs et lies, tandis que pour les alcools de mélasses, la production a été de 664.012 hectolitres en 1898-1899 contre 721.781 en 1897-1898; enfin, dans l'ensemble, la production des bouilleurs et distillateurs de profession a été de (y compris les quantités provenant de substances non énumérées ci-dessus) 2.447.042 hectolitres en 1898-1899 contre 2.188.792 hectolitres en 1897-1898, soit une augmentation de 258.250 hectolitres ou de 12 p. o/o en faveur de la campagne 1898-1899. D'autre part, la production des bouilleurs de cru a été évaluée à 86.880 hectolitres en 1898-1899 contre 74.950 hectolitres en 1897-1898.

Chez les boulangers, la concurrence des ouvriers des campagnes revenus dans les villes après la fin de la saison d'été s'est fait peu sentir; il en a été de même pour les cuisiniers-pâtisseries. On estime que le chômage a atteint 8 p. o/o des ouvriers boulangers syndiqués, 5 p. o/o des cuisiniers-pâtisseries. Chez les confiseurs, le travail tend à reprendre, grâce aux commandes de nouvelle année. En particulier, l'ouvrage a été considéré comme plus abondant que l'an dernier chez les boulangers de Bayonne et chez les cuisiniers de Paris, comme moins abondant chez les boulangers de Montpellier et de Narbonne et chez les cuisiniers d'Alger; pour le reste, pas de variation signalée.

(1) D'après le *Journal officiel* du 13 octobre 1899.

(2) D'après le *Journal officiel* du 21 octobre 1899.

PAPIER. CARTON. INDUSTRIE DU LIVRE. — Chez les cartonniers et chez les papetiers, la tendance à la reprise du travail se maintient. Chez les typographes-lithographes, l'ouvrage a été jugé plus abondant que le mois dernier. On estime que le chômage a atteint 10 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les typographes-lithographes et ouvriers du livre à Paris, 4 p. o/o en province et 8 p. o/o dans l'ensemble. 11 p. o/o des chambres syndicales groupant 8 p. o/o des syndiqués estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à même époque, 71 p. o/o des syndicats avec 78 p. o/o des adhérents jugent qu'il a été aussi abondant et pour 18 p. o/o des syndicats comptant 14 p. o/o des syndiqués il a été plus faible.

En particulier, l'ouvrage a été jugé plus abondant que l'an dernier à même époque chez les cartonniers de Nantes, chez les lithographes de Paris, les typographes d'Arras, Lille, Épinal, Cannes, Avignon, Tarbes; moins abondant chez les imprimeurs-lithographes et les dessinateurs-écrivains de Paris, chez les typographes de Beauvais, Douai, Reims, Le Puy, Lyon (imprimeurs), Annecy, Béziers, Blois et Rouen; pas de changement pour le reste.

CUIRS ET PEaux. — Dans la tannerie et dans la fabrication de la chaussure, malgré le prix élevé de la matière première, l'activité s'est maintenue satisfaisante, les stocks en magasin ayant diminué parce qu'ils n'avaient pas été renouvelés l'an dernier, les commandes, cette année, ont pu être obtenues avec une amélioration des prix plus en rapport avec les cours de la matière première. Dans la ganterie, travail actif. On estime que le chômage a atteint 7 p. o/o des syndiqués chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux et de l'industrie de la chaussure.

L'ouvrage a été considéré comme plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers en cuirs et peaux de Vendôme et chez les gantiers et gainiers de Paris; comme moins abondant chez les mégissiers de Millau, chez les ouvriers en chaussures de Boulogne-sur-Mer, Calais et Toulouse et, chez les selliers de Paris, il n'a pas été signalé de variation pour le reste.

TEXTILES. — Dans l'industrie lainière, les peignages ont tendance à reprendre; dans les filatures, l'alimentation a été plus facile, des broches qui avaient été arrêtées ont été mises en marche; enfin, dans les tissages, les commandes ont été plus nombreuses avec des prix plus en rapport avec les cours de la matière première. Dans l'industrie cotonnière, l'amélioration se maintient. Dans la soierie, le travail tend également à reprendre dans l'ensemble des articles tant dans les métiers de campagne que dans les fabriques malgré la hausse de la matière première; les arrivages ont été, en effet, plus importants que ceux de la période correspondante de 1898. Dans l'industrie linrière, travail normal. Les apprêts et les teintureries ont suivi la reprise du travail et sont généralement mieux pourvus de commandes. Dans la passementerie et dans la rubanerie, sauf dans l'article velours qui a reçu des commandes, travail plutôt calme. Commencement de la saison du travail dans l'industrie du vêtement. Dans la chapellerie et chez les blanchisseurs teinturiers dégraisseurs, travail actif.

On estime que le chômage a atteint un peu plus de 6 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les ouvriers de tissages à la main et dans les tissages et les filatures mécaniques, le chômage restant cependant plus important dans les tissages à la main. 5 p. o/o chez les passementiers-rubaniers; 4 p. o/o chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie du vêtement; 2 p. o/o chez les chapeliers. En particulier, l'ouvrage a été considéré comme plus abondant que l'an dernier chez les tisseurs à la main

dans le Nord, dans la Vendée et dans le Maine-et-Loire, chez les tapissiers de Bayonne, chez les coupeurs-chemisiers de Paris, les coupeurs-tailleurs de Lyon et les chapeliers de Chazelles (Loire); comme moins abondant chez les ouvriers de l'industrie lainière de Tourcoing et Reims, chez les ouvriers des tissages à la main de la Loire et du Rhône (rubanerie et soierie), chez les passementiers à la main de Paris, de Saint-Étienne, les chenilleurs de Lyon, les voiliers de Toulon, les tailleurs et les coupeurs de cols et cravates de Paris, les tailleurs de Rennes, les chapeliers de Grigny, Lyon (fantaisie), les chapeliers-fouleurs d'Albi; pour le reste, pas de changement.

Bois. — Dans le travail du bois (scierie, travail de charpente, menuiserie), le ralentissement du travail déjà signalé s'est accentué, mais moins rapidement que l'an dernier. C'est le commencement de la morte-saison. L'ébénisterie a été plus occupée que pendant les mois précédents, grâce aux commandes en vue du jour de l'an et aussi pour l'Exposition de 1900; pour les petits ateliers, l'amélioration a été moins grande par suite de la concurrence des produits des grandes fabriques travaillant mécaniquement. La récolte des vins, jugée satisfaisante dans un certain nombre de centres, a permis de maintenir un bon courant du travail dans la tonnellerie. Dans la carrosserie, grâce aux commandes de l'automobilisme, le travail a été également abondant. On estime que le chômage a atteint 6 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les charpentiers, 5 p. o/o chez les menuisiers, 2 p. o/o chez les ouvriers ébénistes. L'ouvrage a été tenu pour plus abondant que l'an dernier chez les charpentiers à Paris, Hermes (scieurs), Besançon, Vichy et Rennes; chez les menuisiers de Tarbes, les carrossiers de Perpignan, les sabotiers d'Angers, les ébénistes de Paris, Saint-Loup (Haute-Saône), Lyon et Béziers; chez les brossiers de Paris, les ouvriers en peignes d'Oyonnax et chez les vanniers d'Angers; pour moins abondant: chez les charpentiers de Périgueux, Bordeaux, Tours et Alençon; chez les menuisiers de Boulogne-sur Mer, Dijon, Annecy et Châteauroux; chez les carrossiers de Clermont-Ferrand, chez les tonneliers de Boulogne-sur-Mer, chez les sabotiers de Cusset, chez les ébénistes de Tarbes et du Mans et chez les dominotiers de Méru; pour le reste, pas de changement.

MÉTAUX. — Pendant le 1^{er} semestre 1899(1), notre production de fontes d'affinage a été de 1.033.900 tonnes (dont la plus grande partie étaient des fontes au coke), contre 983.500 tonnes environ pendant la même période de 1898, soit une augmentation de 5 p. o/o en faveur de 1899. Pour les fontes de moulage ou moulées en 1^{re} fusion, la production a été de 253.140 tonnes en 1899 contre 286.060 tonnes en 1898, soit une diminution de 11 p. o/o en 1899; la presque totalité de ces fontes étaient également des fontes au coke. Malgré la diminution constatée pour les fontes de moulage, la production totale des fontes pendant le 1^{er} semestre 1899 est ressortie avec une avance de près 17.500 tonnes sur 1898, ce qui coïncide avec la grande activité signalée dans les précédents *Bulletins*. La production du fer a également marqué dans l'ensemble, pendant le 1^{er} semestre 1899, un progrès sur la même période de l'an dernier, de 11.730 tonnes, soit de 3 p. o/o. En particulier, la production des fers marchands et fers spéciaux a été de 374.968 tonnes en 1899 contre 374.666 en 1898; la production des tôles a été de

(1) D'après le *Journal officiel* du 8 octobre 1899.

14.631 tonnes en 1899 contre 33.157 en 1898. Pour les aciers, la production totale de l'acier ouvré a été de 629.219 tonnes pendant le 1^{er} semestre 1899 contre 562.941 en 1898, soit une augmentation en faveur de 1899 de 66.278 tonnes environ ou de 12 p. o/o. En particulier, la production des rails acier fondu a été de 128.700 tonnes environ en 1899 contre 112.000 en 1898; elle a été de 345.150 tonnes en 1899 contre 330.060 en 1898 pour les aciers marchands et de 155.370 tonnes en 1899 contre 120.880 tonnes en 1898 pour les tôles d'acier; enfin, la production des lingots a été de 478.130 tonnes en 1899 contre 294.000 tonnes environ en 1898. (Ces dernières quantités ont été d'ailleurs comprises dans les chiffres des aciers ouvrés suivant l'emploi qu'avaient reçu les lingots.)

Ainsi que le démontre cette statistique, le progrès qui avait été constaté l'an dernier dans notre industrie métallurgique s'est accentué. Nos établissements sont, d'ailleurs, encore bien pourvus de commandes et pour un certain temps. En particulier, pendant le mois d'octobre, le travail est resté actif dans nos établissements métallurgiques, dans les ateliers de construction mécanique (machines, charpente en fer, électricité), dans l'horlogerie et dans la bijouterie; ralentissement annuel de l'activité dans la serrurerie du bâtiment et chez les ferblantiers. On estime que le chômage a atteint 2 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les métallurgistes, 3 p. o/o chez les ouvriers mécaniciens constructeurs et serruriers, à peu près autant chez les ouvriers sur cuivre, les ferblantiers et chez les ouvriers électriciens.

En particulier, l'ouvrage a été considéré comme plus important que l'an dernier chez les mouleurs de Paris, Castres, Bordeaux et Rouen, chez les métallurgistes d'Albert, dans le Nord, l'Est, le Centre, à Fourchambault (Nièvre) et à Grenoble; chez les serruriers et chez les chauffeurs-conducteurs-mécaniciens à Paris, chez les serruriers à Amiens, chez les ouvriers sur métaux à Lille, Marseille et Libourne, chez les électriciens et chez les lanterniers pour voitures de Paris, chez les ouvriers du bronze à Paris, chez les ouvriers en boîtes d'argent de Besançon, chez les graveurs pour impressions de Lyon; comme moins abondant, chez les estampeurs-découpeurs de Paris, les ouvriers mécaniciens de Calais, les ouvriers sur métaux de Vichy et Clermont-Ferrand, chez les ouvriers ferblantiers-boîtiers de Nantes et Concarneau et chez les orfèvres de Lyon; pour le reste, pas de variation notable signalée.

BÂTIMENT. — Les tailleurs de pierre et maçons sont entrés dans la période de morte-saison; cependant, dans certains centres, la température encore favorable a permis de maintenir dans les chantiers une activité satisfaisante. Chez les peintres-plâtriers encore occupés à des travaux d'intérieur, les commandes d'arrière-saison ont été aussi plus abondantes que l'an dernier. Dans l'ensemble et malgré la hausse des prix de revient qui avait les mois précédents amené un ralentissement des commandes, les travaux du bâtiment ont été satisfaisants. La durée du travail a été réduite à nouveau d'une heure, comme tous les ans à pareille époque; dans beaucoup de chantiers, on a fait 9 à 10 heures par jour. On estime que le chômage a atteint 15 p. o/o des syndiqués chez les tailleurs de pierre, 9 p. o/o chez les maçons, 8 p. o/o chez les peintres-plâtriers, 3 p. o/o chez les couvreurs-plombiers.

Par rapport à l'an dernier, le travail a été jugé plus abondant chez les sculpteurs en bâtiment de Paris, les tailleurs de pierre de Vichy, les maçons de Reims, Besançon, Auxerre, Vichy, Menton (Alpes-Maritimes), Albi, Dun-sur-Auron (Cher), Lorient, chez les peintres de Paris, Versailles, Bordeaux, chez les couvreurs-plombiers d'Amiens, de Nevers et du Mans et chez les fumistes de Paris; moins abondant chez les tailleurs de pierre de Chambéry, dans l'Isère, à Montalieu, Porcieu et Par-

milieu, chez les maçons de Dunkerque, Clermont-Ferrand, Grenoble, la Seyne (Var), Perpignan, Bordeaux, la Roche-sur-Non et le Mans, chez les peintres d'Armentières et de Bordeaux et chez les couvreurs de Bordeaux; il n'a pas été signalé de modification pour le reste.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — La chaudière, la fabrication du ciment, et la céramique du bâtiment ont suivi le ralentissement de l'industrie du bâtiment. La faïencerie, la poterie et la verrerie ont été en progrès sur le mois dernier.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Les ouvriers et employés des entreprises de transports et de manutention ont bénéficié de la reprise des affaires due au retour de la clientèle dans les grands centres et au mouvement d'affaires à l'entrée de l'hiver. Chez les comptables et chez les employés de commerce, le placement est aussi devenu plus facile; il en a été de même chez les employés et ouvriers de l'alimentation (garçons de restaurant et de café, bouchers et charcutiers). On estime que le chômage a atteint environ 6 p. o/o des ouvriers et employés syndiqués des entreprises de manutention et de transports, 2 p. o/o chez les employés de commerce, 13 p. o/o chez les employés et ouvriers de l'alimentation (garçons de café et bouchers-charcutiers), 9 p. o/o chez les coiffeurs. Dans l'ensemble, le placement a été considéré comme aussi facile que l'an dernier, et la situation comme à peu près équivalente.

Tableau des grèves

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.
1	2				6	7
GRÈVES NON TERMINÉES						
23 mai...	.....	Le Bouscat	Gironde.	Verriers.....	1	16
12 juin...	19 octobre.	Gueugnon	Saône-et-Loire ..	Métallurgistes	1	500
31 juillet.	31 octobre.	Chantenay	Loire-Inférieure ..	Carriers	1	.....
7 août....	16 octobre.	Orléans	Loiret.....	Taillieurs de pierre *	33	110
4 sept....	23 octobre.	Vierzon	Cher.....	Carriers.....	1	12
15 sept....	25 octobre.	Morez	Jura	Horlogers *	3	55
18 sept....	.....	Saint-Claude	Jura	Diamantaires.....	10	600
GRÈVES COMMENCÉES						
30 octobre.	3 octobre.	Dieppe	Seine-Inférieure ..	Chaudronniers	1	98
3 octobre.	4 octobre.	Audincourt	Doubs	Tuiliers	1	50
3 octobre.	6 octobre.	Saint-Etienne	Loire	Veloutiers	1	23
3 octobre.	16 octobre.	Escarbotin	Somme	Serruriers	1	37
4 octobre.	6 octobre.	Escarbotin	Somme	Fondeurs en cuivre.....	1	35
5 octobre.	6 octobre.	Fumel	Lot-et-Garonne ..	Métallurgistes	1	950
5 octobre.	.....	Montchanin	Saône-et-Loire ..	Potiers	1	120
6 octobre.	7 octobre.	Tourcoing	Nord	Bâcleurs	1	14
6 octobre.	.....	Puteaux	Seine	Fondeurs	1	58
7 octobre.	10 octobre.	Paris	Seine	Facteurs de pianos	1	14
7 octobre.	20 octobre.	Lyon	Rhône	Tisseurs	1	100
10 octobre.	30 octobre.	Vrigne-aux-Bois ..	Ardennes.....	Mouleurs *	11	333
11 octobre.	19 octobre.	Belfort	Haut-Rhin.....	Constructions mécaniques (ou- vriers d'une usine de)	1	2,860
11 octobre.	26 octobre.	Voiron	Isère	Fondeurs	1	45
13 octobre.	17 octobre.	Pont-de-Bois	Doubs	Ouvriers en limes	1	120
13 octobre.	17 octobre.	Clermont-Ferrand ..	Puy-de-Dôme	Gaoutchoutiers	1	20
13 octobre.	17 octobre.	Tully	Somme	Mouleurs	1	40
13 octobre.	22 octobre.	Levallois-Perret ..	Seine	Polisseurs sur métaux	1	30
14 octobre.	16 octobre.	Graville-Sainte-Ho- norine.	Seine-Inférieure ..	Mécaniciens (appareils élec- triques).	1	100
14 octobre.	17 octobre.	Sainte-Florine....	Haute-Loire ..	Verriers (porteurs et gamins).	1	130
14 octobre.	20 octobre.	Beaujeu	Rhône	Ouvriers de papeterie.....	1	30
15 octobre.	17 octobre.	Alger	Alger.....	Employés de tramways.....	1	.....
15 octobre.	23 octobre.	Vilbraye	Sarthe	Ouvriers de fabriques de manches de parapluie *.	2	120
16 octobre.	18 octobre.	Oloron	Pyrénées (Basses-)	Terrassiers	1	30
16 octobre.	19 octobre.	Vichy	Allier	Galochiers	1	20
16 octobre.	21 octobre.	Saint-Symphorien ..	Rhône	Ouvriers en chapeaux de paille.	1	12
16 octobre.	21 octobre.	Vermelles	Pas-de-Calais	Mineurs	1	1.632
16 octobre.	3 nov....	Le Havre	Seine-Inférieure...	Maréchaux ferrants.....	20	45

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à l'Office du travail.

1 octobre 1899.

RÉPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} OCTOBRE 1899 (A).

1	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
2	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.
3	Refus de supporter la prime d'assurance.....	Échec.
4	Demande d'augmentation de salaire et de suppression de la prime d'assurance.....	Transaction.
5	Demande de suppression de la prime d'assurance.....	Échec.
6	Demande d'augmentation de salaire et refus de supporter la prime d'assurance.....	Transaction.
7	Réduction de salaire.....	.....

EN OCTOBRE 1899.

1	Refus d'accepter une diminution du temps de travail.....	Échec.	
2	Demande de réintégration d'ouvriers congédiés.....	Échec.	
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
4	Demande de modifications au règlement d'atelier et de suppression des amendes.....	Transaction.	
5	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
6	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
7	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.....	.....	
8	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
9	Demande de renvoi d'un contremaître.....	.....	
10	Réduction de salaire.....	Échec.	
11	Demande d'augmentation de salaire et de modifications au règlement d'atelier.....	Transaction.	
12	Refus de supporter la prime d'assurance et demande de diminution du temps de travail.....	Transaction.	
13	Demande d'augmentation de salaire, de diminution du temps de travail et de renvoi d'un contremaître.....	Transaction.	
14	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
15	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
16	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.....	Échec.	
17	Modifications à la réglementation du travail.....	Échec.	
18	Réduction de salaire.....	Échec.	
19	Demande d'augmentation de salaire pour les heures de nuit.....	Transaction.	
20	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
21	Demande d'augmentation de salaire et de renvoi d'un contremaître.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
22	Réduction de salaire.....	Transaction.	
23	Refus de supporter une augmentation de la prime d'assurance.....	Réussite.	
24	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
25	Demande de diminution du temps de travail.....	Échec.	
26	Demande de diminution du temps de travail.....	Réussite.	
27	Demande d'augmentation de salaire et de suppression des heures supplémentaires.....	Transaction.	
28	Demande d'augmentation de salaire, de diminution du temps de travail et de suppression de la retenue d'assurance.....	Transaction.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commen- cement.	de la fin.				d'établis- sements.	de chômeurs.
1	2	3	4	5	6	7
GRÈVES COMMENC						
16 octobre.	.....	Badevel,Beaucourt, Feschies-le-Châ- tel, etc.	Doubs et Haut- Rhin.	Ouvriers de fabriques d'horlo- gerie et mécaniciens con- structeurs *.	.....	2,500
16 octobre.	.....	Besançon.	Doubs.	Monteurs de boîtes d'argent.	.....	165
16 octobre.	.....	Pont-de-Roide.	Doubs.	Mécaniciens constructeurs.	1	400
16 octobre.	.....	Angers.	Maine-et-Loire.	Ferblantiers chaudronniers.	.....	115
17 octobre.	18 octobre.	Paris.	Seine.	Mécaniciens constructeurs.	1	180
17 octobre.	19 octobre.	Nantes.	Loire-Inférieure.	Serruriers.	1	36
17 octobre.	19 octobre.	Lyon.	Rhône.	Ouvriers d'équipem ^{ts} militaires.	1	60
17 octobre.	23 octobre.	Lyon.	Rhône.	Ouvriers en confections.	1	21
19 octobre.	21 octobre.	Lille.	Nord.	Fondeurs.	1	30
20 octobre.	22 octobre.	Paris.	Seine.	Ouvriers d'une raffinerie de sucre.	1	150
20 octobre.	23 octobre.	Roubaix.	Nord.	Tisseurs.	1	71
20 octobre.	.....	Tourcoing.	Nord.	Rattacheurs.	1	80
20 octobre.	.....	Lavelanet.	Ariège.	Tisseurs.	.....	.....
21 octobre.	.....	Saumur.	Maine-et-Loire.	Ouvrières d'une fabrique de chapelets.	1	.....
20 octobre.	.....	Voiron.	Isère.	Balanciers.	1	15
24 octobre.	6 nov.	Roubaix.	Nord.	Fileurs, rattacheurs et bâcleurs.	1	20
23 octobre.	26 octobre.	Messia-les-Chilly.	Jura.	Fondeurs *.	2	27
26 octobre.	31 octobre.	Tourcoing.	Nord.	Rattacheurs et bâcleurs.	1	18
23 octobre.	.....	Onnaing.	Nord.	Mouleurs (fabrique de pipes).	.....	.....
23 octobre.	.....	Châtenois.	Haut-Rhin.	Mécaniciens constructeurs.	1	343
24 octobre.	27 octobre.	Bordeaux.	Gironde.	Ouvrières des tabacs.	1	1,600
24 octobre.	.....	Saint-Servan.	Ille-et-Vilaine.	Couvreurs.	1	10
24 octobre.	.....	Saint-Etienne.	Loire.	Veloutiers.	1	60
24 octobre.	8 novembre	Saint-Dié.	Vosges.	Tisseurs.	1	190
25 octobre.	26 octobre.	Tourcoing.	Nord.	Fileurs.	1	5
25 octobre.	.....	Audincourt.	Doubs.	Fileurs.	1	250
25 octobre.	31 octobre.	Lyon.	Rhône.	Fondeurs en cuivre.	1	17
25 octobre.	.....	Lyon.	Rhône.	Mouleurs.	1	11
25 octobre.	27 octobre.	Brienon.	Yonne.	Charretiers.	1	12
26 octobre.	28 octobre.	Belmont.	Loire.	Tisseurs de soie.	1	75
26 octobre.	31 octobre.	Audincourt.	Doubs.	Mécaniciens constructeurs.	1	750
26 octobre.	.....	Mandeure.	Doubs.	Ouvriers de papeteries.	.....	180
26 octobre.	.....	Lyon.	Rhône.	Malletiers layetiers.	1	3
27 octobre.	28 octobre.	Bourges.	Cher.	Terrassiers.	1	40
27 octobre.	.....	Roubaix.	Nord.	Fileurs.	1	20
27 octobre.	4 nov.	Tourcoing.	Nord.	Soigneuses (filature).	1	50
28 octobre.	29 octobre.	Courbevoie.	Seine.	Charretiers.	1	65
28 octobre.	.....	Roubaix.	Nord.	Rattacheurs.	1	30
28 octobre.	31 octobre.	Caudry.	Nord.	Tisseurs.	1	100
28 octobre.	.....	Roubaix.	Nord.	Rattacheurs.	1	33
28 octobre.	5 nov.	Tourcoing.	Nord.	Rattacheurs.	1	57
30 octobre.	31 octobre.	Tourcoing.	Nord.	Bâcleurs.	1	21
30 octobre.	.....	Nantua.	Ain.	Tullistes.	1	42
30 octobre.	.....	Amiens.	Somme.	Tisseurs.	1	100
31 octobre.	.....	Saint-Dié.	Vosges.	Tisseurs.	1	100
31 octobre.	11 nov.	Pont-de-Roide.	Doubs.	Ouvriers en limes.	1	140
31 octobre.	9 nov.	Nantes.	Loire-Inférieure.	Balayeuses.	1	100

* Les grèves marquées d'un astérisque ont été causées par la mise en vigueur de la loi sur les accidents du travail.

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10

N OTTOBRE 1899. (Suite.)

9	Demande d'augmentation de salaire, de suppression des amendes et de renvoi d'un contremaître.		
10	Demande d'augmentation de salaire.		
11	Demande d'augmentation de salaire.		
12	Demande d'augmentation de salaire.		
13	Demande de renvoi d'un ouvrier.	Réussite.	L'ouvrier est parti volontairement.
14	Demande de renvoi d'un contremaître.	Échec.	
15	Demande de réintégration d'ouvriers congédiés.	Transaction.	
16	Demande de diminution du temps du travail.	Échec.	
17	Demande de renvoi de deux ouvriers.	Échec.	
18	Refus d'accepter une nouvelle réglementation du travail.	Transaction.	
19	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
20	Demande d'augmentation de salaire.		
21	Demande d'augmentation de salaire.		
22	Demandes : la journée de 10 heures au lieu de 11 et 50 p. o/o d'indemnité pour heures supplémentaires.		
23	Demande de renvoi d'un contremaître.	Transaction.	
24	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
25	Demande de suppression de la retenue d'assurance et de renvoi d'un contremaître.	Réussite.	
26	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
27	Demande d'augmentation de salaire.		
28	Demande d'augmentation de salaire et de diminution des amendes.		
29	Refus d'accepter comme monitrices deux ouvrières d'une autre manufacture.	Transaction.	
30	Demande d'augmentation de salaire.		
31	Réduction de salaire.		
32	Demande d'augmentation de salaire et de suppression des amendes.	Transaction.	
33	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
34	Demande de réintégration d'ouvriers congédiés.		
35	Demande de renvoi d'un contremaître.	Échec.	
36	Demande de renvoi des manœuvres.		
37	Demande de suppression des heures supplémentaires faites le dimanche.	Réussite.	
38	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
39	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
40	Demande d'augmentation de salaire.		
41	Demande d'augmentation de salaire.		
42	Demande d'augmentation de salaire.		
43	Demande d'augmentation de salaire.		
44	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
45	Demande d'augmentation de salaire.		
46	Demande d'augmentation de salaire et de suppression du travail aux pièces.	Réussite.	
47	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.	Échec.	
48	Demande d'augmentation de salaire.		
49	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
50	Demande d'augmentation de salaire.		
51	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
52	Demande d'augmentation de salaire.		
53	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
54	Demande d'augmentation de salaire.		
55	Demande d'augmentation de salaire.		
56	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
57	Demande d'augmentation de salaire.		
58	Demande d'augmentation de salaire et de suppression du travail aux pièces.	Réussite.	
59	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.	Échec.	
60	Demande d'augmentation de salaire.		
61	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
62	Demande d'augmentation de salaire.		
63	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
64	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
65	Demande d'augmentation de salaire et de suppression du travail aux pièces.		
66	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.	Échec.	
67	Demande d'augmentation de salaire.		
68	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
69	Demande d'augmentation de salaire.		
70	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
71	Demande d'augmentation de salaire.		
72	Demande de renvoi d'un nouveau directeur.		
73	Demande d'augmentation de salaire.		
74	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
75	Demande d'augmentation de salaire et de réintégration d'ouvrières congédiées.	Transaction.	

LES GRÈVES EN OCTOBRE 1899.

Le mouvement gréviste de ces derniers mois n'a pas encore pris fin, et en octobre l'*Office du Travail* a enregistré 75 grèves, chiffre relativement considérable, puisque le nombre moyen des grèves d'octobre au cours des cinq années antérieures à 1899 n'est que de 24.

Ces grèves comprennent 15.293 grévistes. Celles d'octobre 1898, au nombre de 31 seulement, en comprenaient 31.777 par suite de la tentative de grève générale qui se produisit à Paris.

Les 75 grèves d'octobre, dont 8 ont affecté plusieurs établissements, sont dues aux causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	44
Réductions de salaires.....	4
Refus de supporter la prime d'assurance.....	4
Demandes de suppression des amendes.....	2
Modifications à la réglementation du travail.....	4
Demande de suppression des heures supplémentaires.....	3
Demandes de diminution du temps de travail.....	7
Refus d'accepter une diminution du temps de travail avec réduction de salaire correspondante.....	1
Demandes de réintégration d'ouvriers congédiés.....	7
Demandes de renvoi d'ouvriers et de contremaîtres.....	13
Règlements d'atelier.....	2

Elles ont éclaté dans 30 départements et on en a compté :

15 dans le Nord; 8 dans le Doubs; 8 dans le Rhône; 6 dans la Seine; 4 dans la Somme; 3 dans la Loire; 3 dans la Seine-Inférieure; 2 dans la Loire-Inférieure; 2 dans le Maine-et-Loire; 2 dans le Haut-Rhin; 2 dans les Vosges et une seulement dans 19 autres départements.

Enfin une grève s'est étendue à la fois sur les deux départements du Doubs et du Haut-Rhin.

Les industries ou professions éprouvées par ces grèves ont été celles :

Des métaux, avec 27 grèves; les textiles, avec 23 grèves; bâtiment, 3 grèves; ouvriers de papeterie, 2 grèves; charretiers, 2 grèves; une seule enfin parmi des balayeuses, ouvrières en chapelets, ouvriers en chapeaux de paille, caoutchoutiers, ouvrières en confections, ouvriers d'équipements militaires, employés de tramways, facteurs de pianos, galochiers, malletiers layetiers, mineurs, mouleurs de pipes, ouvriers en manches de parapluie, potiers, ouvrières d'une raffinerie, ouvrières des tabacs, tuiliers, verriers.

Des 75 grèves commencées en octobre, 51 sont terminées.

Elles ont duré :

Une, 20 jours; une, 18 jours; deux, 15 jours; trois, 13 jours; une, 11 jours; deux, 9 jours; trois, 8 jours; trois, 6 jours; cinq, 5 jours; trois, 4 jours; huit, 3 jours; dix, 2 jours et neuf, 1 jour.

Si l'on y ajoute cinq grèves antérieures, terminées en octobre, après 129, 92, 70, 49 et 40 jours, on constate que 56 grèves ont pris fin au cours de ce mois et qu'elles ont abouti à :

12 réussites;
25 transactions;
19 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

11 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en octobre à l'Office du travail :

1^o Grève de serruriers à Escarbotin (Somme). — Les ouvriers de l'usine de serrurerie de MM. Maquennehen et Imbert à Escarbotin ont été prévenus, le lundi 2 octobre, qu'ils ne pourraient plus, sous peine de renvoi, sortir de l'établissement pendant le quart d'heure d'arrêt qui avait lieu à 4 h. 1/2 avant l'allumage des lampes.

Malgré cet avis, 3 ouvriers ont quitté l'usine et ne se sont pas présentés à la reprise du travail. Le patron les ayant congédiés le lendemain, 37 de leurs camarades se sont mis en grève en demandant leur réintégration, la liberté de sortir de l'usine pendant le quart d'heure d'arrêt et la suppression des amendes.

Le 7 octobre, les grévistes ont sollicité l'entremise du juge de paix, et celui-ci a réuni, le 11, un comité de conciliation. Les ouvriers ont maintenu intégralement leurs revendications et le patron a refusé de céder, sauf sur la question des amendes, de sorte que l'entente n'a pu s'établir.

La grève s'est terminée sur l'intervention du conseiller général. Le travail a été repris, le 16 octobre, aux conditions proposées par les patrons devant le juge de paix.

2^o Grève d'ouvriers d'une usine de constructions mécaniques à Belfort. — Le président du syndicat ouvrier ayant été congédié par un contremaître, 277 moulleurs de la Société alsacienne de constructions mécaniques à Belfort se sont mis en grève le 11 octobre en demandant le renvoi du contremaître et la réintégration de leur président.

La grève n'a pas tardé à devenir presque générale, et le 14, 2.860 ouvriers sur 3.039 que l'usine occupe ne reprenaient pas le travail.

Les grévistes ont présenté alors les revendications suivantes :

1^o Augmentation de salaires de 25 p. 0/0 pour tous les ouvriers et tarification du salaire des apprentis ;

2^o Journée de 10 heures au lieu de 10 heures et demie ;

3^o Demande de réintégration de l'ouvrier congédié ;

4^o Demande de renvoi du contremaître ;

5^o Demande de suppression des amendes ;

6^o Affichage des règlements dans les ateliers ;

7^o Gérance de la caisse de secours par les ouvriers ;

8^o Nomination de deux délégués par atelier chargés de présenter une fois par mois aux patrons les revendications du personnel.

Dès le 13 octobre, les premiers grévistes ont demandé l'intervention du juge de paix, qui a été repoussée immédiatement par la direction.

Quelques jours après, l'Administrateur du territoire de Belfort a été accepté comme négociateur par les deux parties et, après de nombreux pourparlers, il a réussi à faire adopter une transaction qui, en rétablissant l'entente, a donné satisfaction aux grévistes sur plusieurs points. L'augmentation générale des salaires et la journée de 10 heures ont été abandonnées, mais les ouvriers gagnant moins de 6 fr. 30 l'heure recevront dorénavant ce prix. Le président du syndicat ouvrier a été réintégré, le contremaître changé d'atelier et la caisse de secours sera désormais gérée par des délégués ouvriers.

Le travail a été repris dans ces conditions le 19 par tout le personnel de l'usine.

L'effervescence causée par la grève de la Société alsacienne a gagné plusieurs grands établissements d'horlogerie et de construction mécanique situés dans diverses communes du Doubs et du Haut-Rhin et notamment dans celles d'Andincourt, Badevel, Pont-de-Roide, Feschel-le-Châtel, Beaucourt, Châtenois, où le mouvement gréviste commencé le 16 octobre n'a pas encore pris fin.

3^e Grève d'ouvriers en manches de parapluie à Vibraye (Sarthe). — Le 14 octobre, les ouvriers de la fabrique de cannes et de manches de parapluie Cochard et Carrière, à Vibraye, se sont mis en grève, au nombre de 120, parce que les patrons voulaient doubler la retenue de 1,27 p. o/o faite sur les salaires, afin de n'avoir pas à supporter la prime d'assurances contre les accidents.

Le juge de paix est intervenu le 15 octobre, mais les patrons n'ont pas répondu à sa convocation.

La grève s'est terminée le 24 octobre. Les patrons ont renoncé à faire payer la totalité de la prime et les ouvriers ont consenti à en payer la moitié comme précédemment.

4^e Grève d'ouvriers en chapeaux de paille à Saint-Symphorien (Rhône). — 16 ouvriers de la fabrique de chapeaux de paille Pinay, à Saint-Symphorien, se sont mis en grève, le 16 octobre, en réclamant la journée de 11 heures au lieu de 12.

Le 17, ils ont demandé l'intervention du juge de paix, mais le patron a refusé de se prêter à la formation d'un comité de conciliation.

Toutefois il a consenti, le 20 octobre, à donner satisfaction à ses ouvriers, et ceux-ci ont aussitôt repris le travail.

5^e Grève des ouvriers d'une papeterie à Beaujeu (Rhône). — Le 14 octobre, les 30 ouvriers de la fabrique de papiers Brieu, à Beaujeu, se sont mis en grève en demandant une augmentation de salaire de 0 fr. 50 par jour et le renvoi d'un contremaître.

Le 18, ils ont réclamé l'intervention du juge de paix, qui a réuni, le 19, un comité de conciliation qui a rétabli l'entente.

Le contremaître n'a pas été renvoyé, mais les grévistes ont obtenu 0 fr. 25 d'augmentation.

Le travail a été repris à ces conditions, le 20 octobre.

6^e Grève des ferblantiers, chaudronniers et plombiers d'Angers. — Le 5 octobre, la chambre syndicale des ferblantiers, chaudronniers et plombiers d'Angers a fait remettre au syndicat patronal un tarif qu'elle venait d'élaborer et qu'elle désirait voir appliquer dans toutes les maisons de la partie, qui jusqu'alors payaient leurs ouvriers à des prix différents.

Le 15 octobre, les patrons ayant répondu évasivement, les ouvriers ont prié le maire d'Angers d'intervenir auprès des entrepreneurs, mais ceux-ci n'ont donné aucune suite aux propositions qui leur ont été faites.

Devant cette attitude, la presque totalité des ouvriers, soit 115, ont quitté le travail le 16 octobre.

L'intervention du juge de paix n'a pas eu plus de succès, car les patrons ne se sont pas présentés à la réunion de conciliation provoquée par ce magistrat le 28 octobre.

Les entrepreneurs, ne voulant discuter qu'avec leurs ouvriers respectifs, ont refusé d'entrer en rapport avec les délégués du syndicat. Les grévistes ont vivement protesté contre cette décision, de sorte que les négociations sont actuellement rompues.

7^e Grève des maréchaux ferrants du Havre. — Les maréchaux ferrants du Havre se sont mis en grève, le 16 octobre, au nombre de 45, en demandant :

1^o Une augmentation de salaire de 0 fr. 50 par jour ;

2^o La journée de 10 heures au lieu de 11 ;

3^o La suppression des retenues pour l'assurance.

Le 21 octobre, un comité de conciliation a été réuni devant le juge de paix, mais les parties n'ont pu se mettre d'accord.

La grève a duré jusqu'au 3 novembre et a pris fin, grâce à des concessions réciproques. La retenue pour l'assurance a été supprimée et les 24 ferreurs ont obtenu 0 fr. 50 d'augmentation par jour.

8^e Grève de tisseurs à Saint-Dié. — Les tisseurs de l'établissement Clevenot, Lévy et Koch, à Saint-Dié, se sont mis en grève, le 24 octobre, au nombre de 63, en demandant

une augmentation de salaire, la journée de 11 heures au lieu de 12 et la suppression des amendes.

Le 25 octobre, les grévistes ont sollicité l'intervention du juge de paix, et ce magistrat a réuni le lendemain un comité de conciliation.

Les patrons n'ayant offert que la diminution d'une heure de travail, les ouvriers ont trouvé cette concession insuffisante et l'entente n'a pu s'établir.

Les grévistes ont proposé l'arbitrage, mais les patrons l'ont repoussé.

La grève s'est alors étendue à la totalité des tisseurs de l'établissement, ce qui a porté à 190 le nombre des grévistes et entraîné le chômage des 130 ouvriers des autres catégories.

Les grévistes ont repris le travail le 8 novembre. Ils ont obtenu la journée de 11 heures et ont eu la promesse d'une augmentation de 2 centimes par mètre pour la prochaine campagne.

9^e Grève de diamantaires à Saint-Claude. — Le 18 septembre, à la suite d'une réduction de salaire, 30 ouvriers de la maison Dalloz-David se sont mis en grève.

La chambre syndicale a alors élaboré un tarif qu'elle a soumis à l'approbation des patrons. Ceux-ci l'ont accepté, sauf la maison Dalloz-David.

Toutefois, le 14 octobre, l'un des patrons M. Grenier-Godard, retirait son acceptation et ses ouvriers se mettaient également en grève.

Les grévistes ont proposé aux patrons, le 20 octobre, de recourir à l'arbitrage du sous-préfet, mais ceux-ci ont refusé en déclarant qu'ils s'étaient mis d'accord sur les bases d'un tarif qui était du reste celui de la maison Dalloz-David dont la mise en vigueur avait provoqué la grève.

Le juge de paix est alors intervenu et a réuni, le 27 et le 29 octobre, un comité de conciliation. L'entente n'a pu s'établir et l'arbitrage a été repoussé par les deux parties.

Dans ces conditions, la grève est devenue générale le 30; elle atteint 10 établissements occupant 629 ouvriers.

10^e Grève des mouleurs de Vrine-aux-Bois (Ardennes). — Une grève générale des mouleurs en fonte et similaires s'est déclarée, le 10 octobre, à Vrine-aux-Bois, à la suite d'une retenue de 1 p. 0/0 opérée sur les salaires pour le paiement de la prime d'assurance contre les accidents. Les grévistes, occupés chez 11 patrons, étaient au nombre de 338.

Outre la question relative à la retenue pour les accidents, les grévistes réclamaient :

La journée de 11 heures au lieu de 12, l'établissement d'une feuille de paye indiquant les prix de façon des articles nouveaux, la suppression des retenues pour malfaçons en cas de coulées insuffisamment chaudes et la suppression des retenues pour l'éclairage.

Le juge de paix ayant proposé officieusement son arbitrage, les patrons l'ont accepté mais à condition qu'il fût limité à la contestation relative à la retenue pour assurance, ce que les ouvriers ont refusé.

Le juge de paix a alors convoqué par affiches les deux parties à une réunion de conciliation, mais il n'a pu, malgré ses démarches, ramener l'entente.

Le préfet et le sous-préfet sont à leur tour intervenus et, aidés de M. Lassalle, député, ont fait accepter une transaction par les deux parties.

Les patrons ont consenti à supprimer la retenue pour les accidents et les ouvriers ont abandonné leurs autres réclamations.

Le travail a été repris à ces conditions le 30 octobre.

11^e Grève de tisseurs à Saint-Dié. — 100 ouvriers du tissage Guidot et Huguency, à Saint-Dié, se sont mis en grève le 31 octobre en réclamant une augmentation de salaire.

Le 2 novembre, ils ont demandé l'intervention du juge de paix, mais la tentative de conciliation faite par ce magistrat n'a pu aboutir.

La grève continue.

LE RECENSEMENT DES INDUSTRIES ET PROFESSIONS

DU 29 MARS 1896 (1).

Le recensement quinquennal de la population de la France a pour but d'en faire connaître l'état successif, par le dénombrement et le classement périodique de ses éléments.

Ce classement a pour base, d'une part, l'état civil de chaque habitant, d'autre part, sa profession. L'habitant vit et travaille: le recensement saisit les conditions principales de son existence civile et celles de son activité professionnelle.

Mais, s'il est relativement facile de recueillir des données précises sur la situation civile : nom, domicile, sexe, âge, situation de famille, nationalité, parce que la législation impose des définitions rigoureuses de ces conditions, il n'en est pas de même en ce qui concerne la profession exercée. La complexité de l'industrie moderne, les désignations multiples d'une même profession ou les désignations uniformes de professions différentes, sont les obstacles dont la statistique doit triompher.

Le classement de la population par professions a toujours été la plus grosse difficulté du recensement. Pour obtenir des chiffres à peu près comparables d'un dénombrement à l'autre, il fallait se borner à répartir la population en un petit nombre de catégories professionnelles très vastes ; de cette façon, les erreurs d'attribution pouvaient, à la rigueur, se compenser ; mais les catégories étendues sont tout à fait insuffisantes pour la plupart des études auxquelles doit servir le recensement.

S'agit-il de mesurer le développement économique du pays, l'importance comparative des diverses industries, s'agit-il d'étudier l'influence de la profession sur l'amélioration de la vie ouvrière, une vague classification, groupant ensemble des produits très divers ou bien des industries où les conditions du travail sont très différentes, n'offre guère d'utilité. Elle ne peut servir qu'à une description sommaire de l'état de la population, comme une esquisse topographique permet à un explorateur de faire connaître la configuration du pays qu'il a traversé le premier. Dès que l'on veut tirer parti des résultats de cette première exploration, il est nécessaire d'établir une topographie moins sommaire, une carte exacte et détaillée du terrain.

I

La question « Quelle est votre profession ? » peut être entendue de bien des manières. En principe, celui qui a appris un métier en connaît les diverses parties ; autrefois, le même individu exerçait lui-même ces parties du métier. Il n'en est plus de même depuis l'extension de la division du travail. L'industrie moderne est une vaste coopération où chacun concourt à une œuvre collective, mais où rarement une œuvre entière est exécutée par un seul individu. A quoi correspond le terme « profession » ? Est-ce à l'industrie collective, aux branches de cette industrie ou au travail spécial effectué par le recensé ? L'usage ne l'apprend pas et aucune règle conventionnelle n'a pu être instituée à ce sujet, en raison de l'extrême diversité et de la mobilité des cas. Non seulement d'un endroit à l'autre, deux ouvriers effectuant le même

(1) Communication du Service du recensement professionnel dirigé par M. L. March, enquêteur de l'Office du travail.

travail peuvent être désignés de façon différente, mais la transformation progressive de l'industrie change la nature du travail et aussi le nom sous lequel est connu le genre du travail ou la branche d'industrie. Les anciens métiers disparaissent et, en beaucoup plus grand nombre, de nouveaux se créent.

La statistique des professions présenterait nécessairement un caractère très aléatoire, les comparaisons d'un pays à l'autre ou d'une époque à l'autre n'auraient aucune base certaine, s'il n'était possible de la rattacher à un élément susceptible de définition précise qui est l'établissement, où le travail s'accomplit.

Quelles que soient les conditions du travail, les procédés par lesquels s'exerce l'activité, les échanges, objets de cette activité, s'opèrent sous des règles légales. La responsabilité de chacun, dans les transactions, est déterminée par la loi qui met en cause, soit un individu, sous son nom et à son domicile légal, soit une société, sous sa raison sociale et à son siège. Cette attribution juridique de la responsabilité définit rigoureusement un élément fondamental de l'organisation industrielle.

De cet élément l'on pourrait, à la rigueur, faire la base de la statistique des industries et professions. Pratiquement, comme l'action d'un chef d'entreprise ou d'une société peut s'étendre sur un territoire très étendu, et que, d'autre part, le recensement s'opère par commune, on est amené à adopter une base plus restreinte, l'établissement, constitué par une personne indépendante, travaillant seule, ou bien par un groupe de personnes travaillant en commun, sous la direction soit d'un patron, soit d'un ou de plusieurs représentants d'une même raison sociale.

L'exécution sur place du recensement est alors débarrassée de toute difficulté technique. Il suffit de rattacher chaque personne exerçant une profession à l'établissement qui l'occupe, en indiquant le nom et l'adresse de cet établissement, renseignements que l'on peut toujours obtenir sans ambiguïté, soit de l'intéressé lui-même, soit de son entourage.

Un autre avantage de la nouvelle méthode de recensement, c'est que chaque personne exerçant une profession est classée à l'endroit où elle exerce cette profession, et non plus à l'endroit où elle est présente le jour du dénombrement. Ainsi, l'importance réelle des diverses industries à Paris n'apparaissait pas exactement, lors des précédents recensements, parce que beaucoup de personnes travaillant à Paris résident dans la banlieue.

Le bulletin individuel de 1896 a été établi d'après le principe qui vient d'être exposé.

La question générale et vague : « *Quelle est votre profession ?* » était appuyée sur des questions précises relatives à l'établissement, posées sous forme un peu différente, suivant qu'elles s'adressaient ou aux employeurs ou aux employés. Les ouvriers à façon et les personnes occupées d'une manière indépendante, sans employer personne, étaient assimilés aux chefs d'établissement.

Les questions posées aux chefs d'établissement étaient les suivantes :

Si vous êtes **patron, chef d'établissement**, dans une profession agricole, industrielle commerciale, libérale ou **ouvrier à façon travaillant chez vous**,

- a) Raison sociale, nom et adresse de l'établissement ou de l'entreprise que vous dirige :
Rue , n°
Commune d
Arrondissement d
- b) Combien de personnes occupez-vous actuellement, au total, dans cet établissement
- c) Êtes-vous **ouvrier à façon travaillant chez vous** ?

Quant aux employés et ouvriers, on leur demandait de désigner l'établissement qui les emploie. Certains peuvent se trouver momentanément sans emploi et sont forcés de laisser la question sans réponse. Afin de ne pas les confondre avec les négligents, et pour tenter une statistique assez complète du chômage, on a ajouté deux questions relatives à la cause et à la durée du chômage.

La partie du formulaire destinée aux employés et ouvriers a donc été rédigée ainsi :

*Si vous travaillez sous la direction ou au service d'autrui, comme **ingénieur, employé, ouvrier, journalier, garçon, apprenti, domestique, etc.***

a) Nom et adresse du patron ou de l'entreprise qui vous emploie :

Rue , n°

Commune d

Arrondissement d

b) Nature de la profession, de l'industrie, du commerce de votre patron :

c) Si vous êtes sans place { maladie ou d'invalidité ?
ou sans emploi, { morte-saison régulière ?
est-ce pour cause de { autre manque accidentel d'ouvrage ?

d) Depuis combien de jours êtes-vous sans place ?

Les deux parties, celle des patrons et celle des employés, étaient imprimées côte à côte sur le même bulletin et séparées par un trait vertical.

Pour établir un bulletin individuel applicable à toutes les situations, au cas des professions libérales aussi bien qu'à celui des professions industrielles, on a conservé, pour tous les recensés, la question générale : « Quelle est votre profession ? »

Cette question permet d'ailleurs au chef d'entreprise d'indiquer l'industrie qu'il exerce, sans qu'il soit nécessaire de lui en poser d'autre à ce sujet ; elle permet aussi aux employés et ouvriers de faire connaître la spécialité de travail à laquelle ils sont affectés, car le mot « profession » s'entend habituellement dans le sens d'occupation spéciale.

Des notes explicatives prescrivent, d'ailleurs, d'énoncer la profession de la manière la plus précise et la plus complète possible. Elles indiquent qu'il s'agit de la profession *actuelle*, à l'époque du recensement, et de la profession *principale*, si l'on en exerce plusieurs simultanément.

Pour les employés et ouvriers sans emploi, deux questions se rapportent, l'une à la cause, l'autre à la durée du chômage, jusqu'au jour du recensement. C'est la première fois qu'en France le bulletin de dénombrement contient des questions relatives au chômage ; la statistique des ouvriers et employés sans emploi se présente ici comme une conséquence de la statistique des établissements liée au dénombrement général. Des questions relatives au même objet figurent sur les bulletins de recensement de l'Allemagne et des États-Unis.

Plusieurs pays étrangers (la Suisse, la Hollande, la Hongrie) ont aussi inscrit sur les bulletins du dénombrement de la population des questions relatives à l'établissement industriel ; dans d'autres (les États-Unis, l'Allemagne, la Belgique), il y a des formulaires spéciaux très détaillés pour les établissements. Dans tous les cas, les questions relatives aux établissements sont posées, tantôt aux patrons seulement, tantôt aux employés et ouvriers seulement, en sorte qu'il n'y a pas de liaison apparente entre les bulletins des uns et des autres.

La méthode appliquée en France, en 1896, par l'*Office du travail*, à la suite d'études poursuivies par une commission consultative, instituée en 1894 sous la présidence de M. Levasseur, a ce caractère nouveau que les indications fournies tant par les patrons que par les employés et ouvriers, sur le nom et l'adresse de l'établissement auquel ils se rattachent, permettent de réunir ultérieurement les bulletins du patron et ceux des employés et ouvriers, de reconstituer, en un mot, l'établissement tel qu'il est composé dans la réalité, ce qui donne la possibilité de répartir la population professionnelle d'une manière rigoureuse, entre les établissements des diverses industries.

Les données sur l'industrie, la profession, la spécialité de travail peuvent ensuite être combinées avec les autres renseignements portés sur le bulletin individuel : sexe, âge, situation de famille, nationalité, lieu de naissance, domicile.

II

Une autre innovation importante a été introduite en 1896 dans l'organisation du recensement, à savoir la création d'un service central de dépouillement.

La Commission consultative dont il vient d'être parlé avait recommandé cette création, comme l'avait fait une Commission antérieure qui avait fonctionné en 1880 au Ministère de l'intérieur, sous la présidence de Joseph Garnier.

L'opinion que la centralisation des bulletins statistiques est, tout compte fait, le moyen le plus sûr et le plus avantageux pour qu'ils soient élaborés avec zèle, compétence et uniformité de vues, a toujours été défendue par ceux qui ont pu juger le travail des agents locaux. Nous citerons Engel, directeur de l'*Office de statistique allemand*, et en France, MM. Levasseur, Cheysson, Block, Bouffet, J. Bertillon, etc.

On ne fait bien que ce qui intéresse. Les administrations locales n'ont pas d'intérêt immédiat à la bonne exécution de tableaux surtout instructifs pour la démographie du pays entier. Opérant indépendamment les unes des autres, elles interprètent différemment les mêmes situations; elles n'exécutent même pas d'ailleurs avec exactitude les instructions qui leur sont transmises par le pouvoir central, lesquelles sont dépourvues de sanction. Auraient-elles la meilleure volonté du monde, qu'on ne saurait exiger d'agents habitués à d'autres genres de travaux les aptitudes qu'exige une élaboration rationnelle des documents statistiques ou une discrimination compétente de caractères industriels.

Un service central a au contraire pour fonction spéciale de tirer le meilleur parti possible des documents qui lui sont transmis. Il présentera sous forme de tableaux les faits les plus instructifs. Il groupera en nombreuses catégories analytiques les renseignements portés sur les fiches à déponiller, tandis qu'il ne laissera pas apparaître les chiffres locaux, dont la masse énorme, dans un dépouillement par commune, oblige à restreindre le plus possible le nombre des catégories qui ne sont pas d'ordre purement géographique.

Il est intéressé à la parfaite exécution du dépouillement et peut comprendre des personnes ayant la compétence nécessaire aux divers genres d'études. Les difficultés du dépouillement sont résolues au fur et à mesure qu'elles se présentent et d'une manière uniforme pour tous les cas similaires.

Enfin on peut avoir recours aux procédés expéditifs qui résultent de la division du travail, de l'emploi de moyens mécaniques; grâce à ces procédés, le coût des opérations peut se trouver notablement diminué, c'est-à-dire que la même dépense permet d'obtenir des résultats plus complets, plus étendus.

L'objection la plus sérieuse qui ait été faite au système de dépouillement central est la difficulté de vérifier et contrôler au centre les documents à dépouiller. On a aussi exprimé la crainte que, dans le transport, il ne s'égare des bulletins.

Il y a évidemment des précautions à prendre. Les bulletins transmis doivent être accompagnés de pièces comptables permettant une vérification rapide de chaque envoi en tous les points de transmission.

Grâce à ces précautions on a évité en 1896 toute perte de bulletins de recensement. L'expérience semble avoir démontré au contraire que les omissions de bulletins devaient être plus fréquentes autrefois, car le nombre des bulletins professionnels dépouillés en 1896 est généralement supérieur à celui auquel on aurait dû s'attendre, d'après les résultats des dénombrements antérieurs.

Quant aux difficultés de vérification des bulletins, on les a évitées en demandant aux communes d'opérer, avant l'envoi au centre, le classement des bulletins d'après le *domicile de travail* indiqué, c'est-à-dire d'après l'établissement auquel ils se rattachent. Au point de vue professionnel, la seule vérification qui puisse être demandée aux administrations locales porte sur le rattachement de chaque personne recensée à l'établissement où elle travaille effectivement et sur l'importance des établissements telle qu'elle résulte, soit des déclarations des patrons, soit du comptage des bulletins groupés ensemble sous le même nom d'établissement. S'il y a à cet égard des anomalies, l'administration locale, qui connaît les établissements industriels de la commune, est bien placée pour opérer les rectifications nécessaires avant de transmettre au centre les bulletins. Au contraire, l'on doit poser en principe qu'elle est incompétente quant à l'appréciation de la nature de l'industrie ou de la profession indiquée sur chaque bulletin; sur ce point on ne peut attendre aucune vérification utile de la part de l'administration communale.

La centralisation des bulletins de recensement n'implique donc pas la suppression complète pour les communes de tout travail autre que celui de la transmission; elle suppose qu'il sera fait un judicieux partage des attributions, laissant à l'autorité communale les opérations qu'elle est à même d'effectuer plus exactement que des agents du pouvoir central ou qu'elle a intérêt à accomplir soigneusement, ramenant au service central tout le travail statistique proprement dit dont une administration locale ne se charge jamais qu'avec la plus vive répugnance.

III

La centralisation du dépouillement a permis d'effectuer un relevé très détaillé des industries exercées en mars 1896 dans les établissements. Pour éviter de compliquer le travail, une première fois, on s'est borné à classer les établissements d'après l'industrie principale qui y est exercée. On s'est attaché à donner une définition précise de cette industrie principale: c'est celle qui occupe le plus grand nombre de personnes.

Chaque industrie a été étudiée à part. On a ainsi évité les groupements arbitraires et l'on a facilité les comparaisons, soit avec les recensements antérieurs, soit avec les recensements étrangers où les habitants sont généralement groupés de manières différentes, sans uniformité de classification.

Le compte rendu des résultats du dépouillement se divise en deux parties.

La première comprend en première ligne un état détaillé des industries et professions. Cet état est fourni pour chaque département. Il fait connaître pour chaque industrie, les établissements, leur personnel, les travailleurs disséminés (petits patrons travaillant seuls, ouvriers à domicile ou à la journée), les employés ou

ouvriers sans emploi et enfin les personnes dont la situation dans l'industrie n'a pu être déterminée. Le personnel des établissements est divisé en chefs d'établissement et en employés ou ouvriers. Chaque catégorie de personnes est décomposée suivant le sexe. Enfin, outre le nombre total des établissements, le tableau fait connaître leur répartition d'après le nombre des employés et ouvriers qui y sont occupés.

Un état très détaillé est forcément difficile à lire. L'amas des renseignements empêche d'en faire la synthèse. Aussi a-t-on résumé les indications de chaque état détaillé en deux tableaux récapitulatifs.

Chacun de ces tableaux suppose un groupement des industries, groupement qui peut être arbitraire, mais, grâce à l'état détaillé et au mode de numérotage, le lecteur peut se rendre compte de la composition de chaque groupe et en constituer d'autres, s'il lui convient.

Le tableau récapitulatif formé par un premier groupement des industries comprend 33 groupes. Le résumé de ce tableau fournit une récapitulation générale en dix sections professionnelles ainsi désignées :

0. — Profession inconnue ou indéterminée.
1. — Pêche.
2. — Forêts et agriculture.
3. — Industries extractives.
4. — Industries de transformation.
5. — Manutention et transport.
6. — Commerce, spectacles, banque.
7. — Professions libérales.
8. — Soins personnels, service domestique.
9. — Service de l'État, des départements ou des communes.

Les propriétaires rentiers et personnes sans profession rémunératrice proprement dite ne figurent pas sur les tableaux.

Les tableaux par département seront suivis d'un état par arrondissement de la population active répartie en une centaine de groupes d'industries ou professions.

Dans la deuxième partie du compte rendu, le personnel de chaque industrie, pour la France entière, sera classé, pour chaque sexe, suivant l'âge, l'état civil, la nationalité, le lieu de naissance.

Puis, on étudiera la répartition suivant l'âge et l'état civil des employés et ouvriers qui se rattachent à certaines professions spéciales bien définies et exercées dans des industries multiples. Sur les tableaux correspondants, chaque personne recensée sera classée suivant sa profession individuelle, tandis que sur les tableaux qui précèdent, elle se trouve classée d'après la nature de l'industrie collective à laquelle elle coopère. On pourra, en outre, classer les employés et ouvriers de certaines industries complexes d'après la branche d'industrie qui les occupe directement. La méthode inaugurée en 1896 permet d'obtenir, dans les cas utiles, ces trois classifications, avec le maximum de sécurité.

Enfin, on étudiera le chômage, par groupes professionnels, au point de vue de ses causes et de sa durée, en tenant compte de l'âge et de la nationalité.

Le premier volume, qui vient d'être publié, contient l'état détaillé des industries et professions, ainsi que les tableaux récapitulatifs de cet état pour quinze départements de la région du Nord et de l'Est, y compris Paris.

Il n'y a aucun intérêt à résumer ici les chiffres de ce premier volume. Les chiffres ont surtout une valeur de comparaison. Or, les différences que l'on devrait observer entre les résultats de 1896 et ceux des dénombremens précédents sont assurément moindres que celles qui proviennent des changements d'interprétation. On verra par exemple qu'à Paris le total des personnes occupées dans les industries de trans-

formation (manufactures) en 1891 surpasse d'une manière anormale celui de 1886 et celui de 1896. Il faudrait comparer à grande distance. Ainsi, à la fin de la publication, on comparera les chiffres de 1896 avec ceux de 1866, pour la France entière. Une comparaison semblable n'est pas possible pour chaque département parce que les résultats de 1866 n'ont pas été publiés par département, si ce n'est ceux de la Ville de Paris.

Grâce au grand nombre de rubriques sous lesquelles a été classée la population active parisienne depuis 1866, il a été possible de former un tableau comparatif reproduit ci-après, tableau que l'on peut consulter à titre indicatif et à condition de ne pas attacher une trop grande valeur aux chiffres qui y sont portés.

En effet, il y a des réserves importantes à faire. D'abord, avant 1896, beaucoup de personnes n'étaient pas classées suivant l'industrie des établissements dont elles faisaient partie, mais bien d'après leur profession spéciale ou d'après l'exploitation partielle dont elles relevaient. De plus, il s'agissait de la population *présente* à Paris au jour du recensement tandis qu'en 1896 on a compté la population *travaillant* à Paris. Enfin il n'y a pas concordance parfaite dans la composition de groupes comparés.

On pourrait encore ajouter qu'avant 1896 les ouvriers déclarés sans emploi étaient éliminés, mais leur nombre était faible car le bulletin individuel ne comportait aucune question sur le chômage.

La statistique de 1896 malgré ses imperfections doit plutôt être considérée comme le point de départ de statistiques nouvelles que comme la suite des statistiques anciennes, car celles-ci manquaient de base de comparaison, faute de définitions précises des éléments à dénombrer.

VILLE DE PARIS. — Tableau comparatif des nombres obtenus à la suite des recensements de 1866, 1886, 1891, 1896,

DÉSIGNATION DES GROUPES.	POPULATION ACTIVE TOTALE			
	d'après le recensement			
	de 1866.	de 1886.	de 1891.	de 1896.
<i>Pêche, forêts et agriculture.</i>	<i>6.008</i>	<i>5.753</i>	<i>6.163</i>	<i>4.063</i>
<i>Industries extractives</i>	<i>1,918</i>	<i>1.230</i>	<i>344</i>	<i>136</i>
<i>Industries de transformation.</i>				
Industries de l'alimentation.	31.061	21.318	25.080	41.449
Industries chimiques.	7.312	7.753	15.585	10.598
Papier, carton, caoutchouc.	10.321	13.169	20.723	13.348
Industries du livre.	11.049	14.464	19.520	31.198
Industries textiles, pailles, crins, etc.	20.271	14.858	24.334	29.044
Travail des étoffes, vêtement.	166.439	243.284	274.686	247.527
Cuir et peaux.	41.088	43.604	50.570	42.628
Industries du bois.	65.208	70.694	67.947	61.992
Travail des métaux et lapidaires. . . .	88.834	109.397	121.339	111.732
Taille de pierres, construction en pierres.	63.756	58.093	60.928	62.432
Travail des pierres et terres au feu.	5.578	5.563	6.425	6.637
TOTAUX des industries de transformation.	<i>500.917</i>	<i>602.497</i>	<i>687.137</i>	<i>648.585</i>

VILLE DE PARIS. — *Tableau comparatif des nombres obtenus à la suite des recensements de 1866, 1886, 1891, 1896. (Suite.)*

DÉSIGNATION DES GROUPES.	POPULATION ACTIVE TOTALE. d'après le recensement			
	de 1866.	de 1886.	de 1891.	de 1896.
<i>Maintenance et transports.....</i>	<i>38.891</i>	<i>45.727</i>	<i>56.902</i>	<i>78.103</i>
<i>Commerce, spectacles, banque.</i>				
Commerces divers.....	133.185	217.502	227.151	272.228
Spectacles, agences.....	7.555	8.419	8.877	11.529
Banque, assurances.....	7.099	19.337	14.826	22.967
TOTAUX des commerces, spectacles, banque.....	<i>147.839</i>	<i>245.258</i>	<i>250.854</i>	<i>306.724</i>
<i>Professions libérales.....</i>	<i>34.479</i>	<i>50.906</i>	<i>65.840</i>	<i>62.586</i>
<i>Soins personnels et service domestique.</i>				
Soins personnels.....	4.941	6.315	7.344	7.967
Service domestique.....	100.306	167.168	178.412	203.619
TOTAUX des soins personnels et du service domestique.....	<i>105.247</i>	<i>173.483</i>	<i>185.756</i>	<i>211.586</i>
<i>Services de l'État et des communes.</i>				
Services généraux de l'État, des com- munes.....	38.739	44.002	47.065	65.850
Industries exercées par l'État, les communes.....	2.185	1.412	1.792	3.483
TOTAUX des services de l'État et des communes.....	<i>40.924</i>	<i>45.414</i>	<i>48.857</i>	<i>69.333</i>
Industries ou commerces mal dé- signés.....	<i>10.359</i>	<i>137.956</i>	<i>87.504</i>	<i>78.511</i>
Professions inconnues.....	<i>Chiffres non indiqués.</i>			<i>7.284</i>
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	<i>886.582</i>	<i>1.308.224</i>	<i>1.389.357</i>	<i>1.466.911</i>

IV

Le recensement de 1896 est cependant entaché de quelques défauts et l'expérience doit servir à l'amélioration des recensements ultérieurs.

La plus importante est née de l'obligation, imposée par le Ministère de l'intérieur, de conserver à la préfecture une moitié de chaque bulletin, celle où sont inscrites les mentions sur l'âge, l'état civil, etc., l'autre moitié, relative à la profession, devant seule être transmise à l'Office du travail.

Comme les indications relatives à l'état civil étaient nécessaires au dépouillement, les mairies devaient les faire reporter au bas de la partie professionnelle des bulletins. Ces reports ont été plus ou moins fidèlement exécutés; il y a eu beaucoup de lacunes.

Les lacunes ont heureusement pu être comblées, dans le cas des communes rurales, au moyen des listes nominatives des habitants, conservées dans chaque mairie, et que l'on a pu comparer aux bulletins, au moment du dépouillement.

Les listes nominatives ont encore été d'un grand secours pour rétablir les bulletins des communes qui, ignorant les changements apportés aux recensements antérieurs, n'avaient pas conservé les bulletins de leurs habitants. On a utilisé également, dans ce cas, les renseignements fournis par l'inspection du travail; celle-ci a transmis la copie des fiches qu'elle possède pour les établissements de plus de 10 ouvriers.

En dehors de ces causes d'erreur, spéciales à l'opération exécutée en 1896, les imperfections du recensement de la population, tel qu'il est habituellement exécuté, ont été maintes fois signalées sans qu'il ait été pris, jusqu'à présent, de mesures susceptibles de les amoindrir sérieusement; elles semblent même s'être aggravées depuis que les bulletins du dénombrement ont été remis à la population elle-même au lieu d'être remplis par des agents des administrations locales.

En 1892, à la session de l'Institut international de statistique, ces défauts ont été signalés avec une grande précision par M. le conseiller d'État Bouffet, alors directeur de l'administration départementale et communale au Ministère de l'intérieur.

A la suite d'une enquête auprès des préfets, M. Bouffet constatait que les communes exécutent souvent fort mal les opérations qui leur incombent. Les agents recenseurs sont trop peu nombreux et souvent non rétribués; les habitants répondent avec négligence, parfois font de fausses déclarations. Les municipalités se désintéressent de l'opération, au moins de tout ce qui n'est pas le dénombrement pur et simple des habitants; elles sont généralement plus portées à respecter la quiétude de leurs administrés que les instructions du pouvoir central.

Certains conseils généraux avaient émis le vœu qu'une loi détermine avec précision les conditions du dénombrement et que cette loi contienne une clause relative aux pénalités. M. Bouffet, d'après l'avis des préfets, appuyait ce vœu. Il estimait que l'on devrait formuler certaines règles quant au recrutement des recenseurs, en fixer la proportion obligatoire, déterminer le sacrifice minimum que les communes seraient tenues de s'imposer, exiger que chaque bulletin soit certifié.

Par contre, il demandait que les administrations locales fussent déchargées de tout le travail statistique, leur rôle devant se borner au récolement et au contrôle des bulletins.

La justesse de ces vues a été pleinement confirmée par les résultats du recensement de 1896.

V

On s'est attaché en 1896, pour une première application d'une méthode nouvelle, à éliminer du recensement tout ce qui n'était pas essentiel et aurait apporté une certaine complication.

Ainsi, on n'a posé aucune question sur les industries accessoires, les professions multiples, et l'on n'a considéré que l'industrie ou la profession principale à la date du recensement.

On n'a posé non plus aucune question sur les forces motrices.

Enfin, pour ne pas compliquer le travail de report des agents recenseurs — déjà si mal exécuté malgré sa brièveté — on n'a pas cherché de relation entre la profession et le domicile, la situation de chef de famille, le nombre d'enfants, etc.

Parmi ces catégories de renseignements, qui complèteraient utilement la statistique des industries et professions, la plus importante, au point de vue industriel, est celle qui a trait aux forces motrices. L'importance de chaque industrie dépend, en effet, à la fois, du nombre d'ouvriers qu'elle emploie et de la puissance des forces inanimées qui servent d'auxiliaires aux forces humaines.

Bien que le recensement de 1896 ne fournisse aucune donnée à ce sujet, il est néanmoins possible de connaître les forces motrices pour la majeure partie d'entre-elles : les machines à vapeur et les chutes d'eau. En effet, le Ministère des travaux publics et celui de l'Agriculture possèdent, ou peuvent établir aisément, une fiche pour chaque établissement où il est fait usage soit de machines à vapeur, soit de machines actionnées par des chutes d'eau.

Ces deux administrations ont bien voulu accepter de transmettre à l'Office du travail l'ensemble des fiches. Le dépouillement plus complet de ces documents permettra d'en tirer des renseignements supplémentaires, qui peuvent n'avoir pas d'utilité pour les services créateurs, et cependant présenter un réel intérêt pour la statistique des industries ou les études de l'Office du travail.

Ce concours de divers services dont les uns possèdent les documents et les autres les moyens d'en tirer un parti plus étendu amène une grande simplification dans l'exécution des travaux statistiques.

VI

En résumé, le recensement de 1896 marque un progrès dans l'établissement de la statistique des professions et dans les procédés de dépouillement. Cette première expérience de méthodes nouvelles est susceptible d'améliorations, de perfectionnements; cependant elle constitue un pas aussi important que celui qui a été effectué lorsque la ville de Paris a inauguré l'emploi du bulletin individuel.

Fiche ou bulletin individuel et centralisation du dépouillement tels sont les deux pôles de l'organisation de la statistique de 1896. L'expérience a montré que cette organisation était pratique et féconde, même lorsque, comme c'est le cas pour le recensement, deux administrations différentes concourent à l'exécution de la statistique, l'une pour recueillir les documents et en extraire ce qui l'intéresse, l'autre pour en opérer un dépouillement plus complet.

ENQUÊTE

SUR L'EMPLOI DE LA MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE DANS LES TRAVAUX PUBLICS, EN 1898.

Pour répondre à un vœu formulé par la Commission du travail de la Chambre des députés, au commencement de l'année 1899, l'Office du travail a adressé aux principales administrations effectuant de grands travaux publics, un questionnaire ainsi disposé :

Emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les travaux publics en 1898.

DÉSIGNATION des ENTREPRISES. {Indiquer en même temps la nature des travaux.}	ÉVALUATION à l'époque du maximum d'activité des chantiers		ÉVALUATION en période d'activité moyenne		OBSERVATIONS.
	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.	

Ce questionnaire a été adressé aux administrations suivantes :

MINISTÈRES :

Ministère des travaux publics

Ministère de la marine

Ministère de la guerre

Ministère de l'intérieur

Ministère de l'agriculture

SERVICES :

- 1° Routes et ponts.
- 2° Navigation sur les rivières et canaux.
- 3° Ports maritimes.
- 4° Chemins de fer.

5° Travaux hydrauliques.

6° Génie.

7° Artillerie.

8° Départements et communes.

9° Hydraulique agricole.

10° Forêts.

RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE.

1. — Emploi de la main-d'œuvre étrangère suivant les services.

Les chiffres fournis par les diverses administrations ont été résumés par service et l'on a formé, pour chaque service, un tableau de la main-d'œuvre utilisée en

1898, dans chaque département (1). Ces divers tableaux sont annexés au présent rapport sous les n^{os} I à III.

En voici la récapitulation générale :

SERVICES. [Travaux exécutés en France.]	ÉVALUATION à l'époque du maximum d'activité des chantiers		ÉVALUATION en période d'activité moyenne		PROPORTION POUR CENT des étrangers.	
	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.	Époque du maximum d'activité.	Époque d'activité moyenne.
1. — Routes et ponts.....	4.482	23.515	2.645	13.352	19,06	19,81
2. — Rivières et canaux.....	1.224	27.233	800	12.199	4,49	6,61
3. — Ports maritimes.....	889	5.994	638	4.059	14,83	15,72
4. — Chemins de fer.....	6.450	68.176	4.031	48.876	9,05	8,27
5. — Travaux hydrauliques de la Marine.....	153	1.727	153	1.727	8,86	8,86
6. — Génie.....	696	11.211	335	5.976	6,29	5,61
7. — Artillerie (1).....	134	1.947	77	1.321	7,91	5,82
8. — Départements (2) et com- munes.....	16.988	123.426	10.525	77.951	13,77	13,51
9. — Hydraulique agricole.....	1.799	7.164	376	3.407	25,11	16,90
10. — Forêts.....	3.623	38.934	2.560	23.070	9,30	11,09
ENSEMBLE.....	36.158	300.327	22.340	191.941	11,80	11,65
Travaux du Génie en Algérie et Tu- nisie.....	3.621	5.132	2.593	3.481	70,55	74,43

(1) Non compris les ateliers de fabrication et d'entretien du matériel qui n'emploient que des Français.
(2) Le Ministère de l'Intérieur n'a fourni aucun chiffre pour 18 départements où il n'a été employé aucun étranger. Le total des ouvriers aurait dû néanmoins être inscrit, et alors le nombre total des ouvriers se serait trouvé un peu augmenté. De ce fait, la proportion des étrangers pour l'ensemble des services, aurait été amoindrie de quelques dixièmes.

D'après le tableau ci-dessus, la proportion des étrangers demeure généralement à peu près la même dans chaque entreprise, que l'on se trouve à l'époque d'activité moyenne ou à l'époque du maximum d'activité. Pour les travaux exécutés en France, elle est comprise entre 11 et 12 p. 100. Si, au lieu de considérer les variations d'activité du travail dans chaque entreprise, on envisageait ces variations pour l'ensemble d'un département, la constance de la proportion des étrangers ne se trouverait plus vérifiée, mais l'enquête ne permet pas de s'en rendre compte rigoureusement.

Cette proportion semble très différente suivant les services. Elle paraît le plus élevée, en 1898, pour les travaux de routes et le moins élevée pour les travaux relatifs aux rivières et canaux. Toutefois, comme elle dépend surtout de la situation géographique des régions où fonctionnent les entreprises, les proportions inscrites dans les deux dernières colonnes du tableau ci-dessus ne sauraient être regardées comme caractérisant l'influence du genre de travaux sur la proportion des étran-

(1) Parfois une entreprise s'étend sur deux ou plusieurs départements. On a généralement réparti, un peu arbitrairement, ces ouvriers entre les divers départements, pour la commodité de la discussion.

gers employés, car les entreprises ayant fonctionné pour les divers services sont très inégalement réparties entre les diverses régions. Quel que soit le service, la presque totalité des travaux englobés dans l'enquête sont des travaux de terrasse ou de maçonnerie; il n'a d'ailleurs pas été possible de distinguer entre ces deux catégories. Pour apprécier si le genre d'Administration ordonnatrice des travaux a une influence sur la proportion de la main-d'œuvre étrangère, il faut comparer les entreprises ayant fonctionné dans une même région, c'est-à-dire comparer les chiffres du tableau I, successivement pour les divers départements. Cette comparaison ne révèle aucune influence de principe tenant à la nature de l'Administration. Les différences constatées dans un même département n'ont pas toujours le même sens et elles paraissent tenir aux conditions spéciales de chaque travail.

2. — Travaux neufs et travaux d'entretien.

Par contre, la proportion des étrangers est notablement différente, suivant qu'il s'agit de travaux d'entretien ordinaires ou bien de travaux neufs, de grosses réparations.

La répartition des ouvriers entre ces deux catégories de travaux a pu être faite pour les routes et ponts, les canaux et rivières et pour les ports maritimes. Le tableau III, annexé en fournit le détail par département. En ce qui concerne les canaux et rivières, il importe, pour éliminer en grande partie l'influence de la situation géographique, de ne pas tenir compte du personnel ouvrier occupé dans le département de la Seine. En effet, ce personnel représente à lui seul la moitié du personnel total et il a été affecté exclusivement à des travaux neufs.

Cette déduction faite, voici comment s'établissent les chiffres à comparer :

		ROUTES ET PONTS.		RIVIÈRES ET CANAUX.		PORTS MARITIMES.	
		Nombre.	p. o/o.	Nombre.	p. o/o.	Nombre.	p. o/o.
Époques de maximum d'activité.	Travaux d'entretien, paves, etc.	Étrangers...	2.334	12,8	328	146	8,5
		Total			5,1		
		des ouvriers.	18.134	40,0	6.416	1.728	17,4
	Travaux neufs, lacunes, grosses réparations, etc.	Étrangers...	2.148		867	743	
		Total		13,4	13,2		9,3
		des ouvriers.	5,381		6,571	4,266	
Époques d'activité moyenne.	Travaux d'entretien, paves, etc.	Étrangers...	1.345	39,4	207	99	18,0
		Total			6,4		
		des ouvriers.	10.052	16,0	3.224	1.064	2,995
	Travaux neufs, lacunes, grosses réparations, etc.	Étrangers...	1.300		586	539	
		Total		3,681	16,0		
		des ouvriers.	3.300		3,681	2,995	

La proportion des étrangers est beaucoup plus forte pour les travaux neufs que pour les travaux ordinaires d'entretien, et cela s'explique. Les travaux d'entretien

sont par nature assez réguliers, on ne peut guère y employer que des ouvriers fixés dans la région; d'un autre côté ceux-ci sont généralement en nombre insuffisant pour les travaux extraordinaires.

Comme les travaux d'entretien ont un caractère permanent, le personnel des travaux neufs s'ajoute évidemment en grande partie au personnel des travaux d'entretien occupé dans un département quelconque. C'est ce qui motive la réflexion formulée plus haut, à savoir que la proportion des étrangers occupés dans un même département n'est pas constante; elle doit augmenter lorsque le personnel occupé dans ce département augmente.

3. — Situation géographique des entreprises.

A l'inspection des tableaux par départements, annexés au présent rapport, on s'aperçoit que la proportion des étrangers occupés aux travaux publics dépend surtout de la situation géographique du département. Elle est très considérable dans certains départements voisins de la frontière, nulle ou très faible dans ceux du centre.

Considérons le tableau récapitulatif n° II sur lequel les chiffres allérents aux divers services sont groupés par département, et formons des groupes de départements d'après leur position géographique. Nous dresserons le tableau de la page suivante qui se résume ainsi :

DÉPARTEMENTS.	ÉVALUATION du MAXIMUM D'ACTIVITÉ des chantiers		ÉVALUATION en PÉRIODE D'ACTIVITÉ (moyenne)		POPULATION POUR CENT à l'époque	
	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.	du maximum d'ac- tivité.	de la période d'activité moyenne.
<i>I. Départements frontières.</i>						
Frontière belge-allemande	2.823	27.545	1.898	17.333	10,24	10,95
Frontière suisse-italienne	14.746	32.240	8.699	19.611	55,74	44,35
Frontière espagnole	6.194	22.843	3.940	14.614	27,11	26,96
<i>II. Départements voisins des frontières.</i>						
a. Belge-allemande	388	13.086	238	7.740	2,96	3,07
b. Suisse-italienne	1.170	11.010	750	6.741	10,62	11,12
c. Espagnole	2.061	10.837	1.236	5.659	19,02	21,84
III. Autres départements	1.297	103.999	912	62.330	1,25	1,46
ENSEMBLE DES DÉPARTEMENTS	28.679	221.560	17.673	134.031	12,94	13,20

La frontière suisse-italienne est celle qui provoque l'afflux le plus considérable d'étrangers (leur proportion arrive à dépasser dans la Savoie, 60 p. o/o). Vient ensuite la frontière espagnole. Quant à la frontière belge-allemande, elle ne donne pas une proportion supérieure à celle que l'on a calculée pour la France entière.

DÉPARTEMENTS.	ÉVALUATION À L'ÉPOQUE du maximum d'activité des chantiers		ÉVALUATION EN PÉRIODE D'INACTIVITÉ moyenne		POPULATION POUR CENT à l'époque	
	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.	du maximum d'activité.	de la période d'activité moyenne.
I. — DÉPARTEMENTS FRONTIÈRES.						
<i>A. Frontière belge-allemande.</i>						
Nord.....	1.578	7.586	1.084	5.237	20,80	20,70
Ardennes.....	143	4.824	60	2.425	2,96	2,72
Meuse.....	55	8.659	35	5.553	0,63	0,59
Meurthe-et-Moselle.....	441	2.723	326	1.587	16,19	20,54
Vosges.....	334	2.648	196	1.736	12,61	11,29
Territoire de Belfort.....	272	1.105	193	813	29,61	23,73
TOTAUX.....	2.823	27.545	1.898	17.333	10,24	10,95
<i>B. Frontière suisse-italienne.</i>						
Doubs.....	762	2.678	524	1.778	28,45	29,46
Jura.....	2.219	4.492	1.436	2.995	49,44	47,86
Ain.....	540	1.527	366	1.093	35,36	33,48
Savoie (Haute-).....	2.180	3.677	1.184	2.215	59,28	53,45
Savoie.....	797	1.225	495	817	65,06	60,58
Isère.....	783	2.809	437	1.592	27,87	27,45
Isère.....	641	1.988	453	1.187	32,24	31,46
Alpes (Hautes-).....	702	1.316	469	812	53,34	57,75
Alpes (Basses-).....	1.881	3.497	1.021	1.951	53,78	52,33
Alpes-Maritimes.....	814	1.556	604	1.201	52,31	50,28
Var.....	2.431	5.361	1.092	2.597	45,34	42,05
Bouches-du-Rhône.....	996	2.114	618	1.376	47,11	44,90
Corse.....						
TOTAUX.....	14.746	32.240	8.699	19.614	45,74	44,35
<i>C. Frontière espagnole.</i>						
Hérault.....	824	2.271	451	1.293	36,15	34,87
Aude.....	2.240	5.755	1.501	3.857	38,92	38,88
Pyrénées-Orientales.....	952	2.140	619	1.380	44,48	44,65
Ariège.....	521	3.198	357	2.193	16,28	16,28
Garonne (Haute-).....	423	3.036	260	1.654	13,93	15,72
Pyrénées (Hautes-).....	583	3.978	375	2.727	14,65	13,75
Pyrénées (Basses-).....	654	2.465	377	1.510	26,53	25,00
TOTAUX.....	6.194	22.843	3.940	14.619	27,11	26,96
II. — DÉPARTEMENTS VOISINS DE FRONTIÈRES.						
<i>A. Belge-allemande.</i>						
Pas-de-Calais.....	56	5.539	34	3.141	0,01	1,08
Aisne.....	54	2.423	23	1.330	2,22	1,73
Marne.....	145	3.366	96	1.999	4,38	4,80
Marne (Haute-).....	35	561	20	365	6,23	5,98
Saône (Haute-).....	98	1.197	65	905	8,18	7,18
TOTAUX.....	388	13.086	238	7.740	2,96	3,07
<i>B. Suisse-italienne.</i>						
Côte-d'Or.....	355	2.056	232	1.353	17,20	17,15
Saône-et-Loire.....	20	2.000	17	1.258	1,00	1,35
Rhône.....	210	4.057	145	2.511	5,17	5,69
Drôme.....	186	1.289	131	744	14,43	17,60
Vaucluse.....	399	1.608	227	875	24,81	25,94
TOTAUX.....	1.170	11.010	750	6.741	10,62	11,12

DÉPARTEMENTS.	ÉVALUATION À L'ÉPOQUE du maximum d'activité des chantiers		ÉVALUATION EN PÉRIODE D'ACTIVITÉ moyenne		POPULATION POUR CENT à l'époque	
	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.	du maximum d'activité.	de la période d'activité moyenne.
<i>C. — Espagnole.</i>						
Aveyron.....	7	66	3	44	10,60	6,81
Tarn.....	14	1.617	25	907	2,68	2,75
Tarn-et-Garonne.....	209	2.450	120	1.407	8,53	8,52
Gers.....	177	1.316	309	812	35,44	38,05
Landes.....	15	183	12	79	8,20	15,20
Gironde.....	235	1.970	138	827	11,92	16,68
Lot-et-Garonne.....	1.074	3.175	629	1.583	33,82	39,74
TOTAL.....	2.061	10.837	1.236	5,659	19,02	21,84
<i>III. — AUTRES DÉPARTEMENTS.</i>						
.....	1.292	103.999	907	62.330	1,25	1,46

En dehors des départements frontières et de ceux de seconde ligne, l'ensemble des autres reçoit un très petit nombre d'ouvriers étrangers, la proportion n'atteint pas 1,5 p. o/o.

Les services du Génie sont les seuls qui aient fourni des chiffres applicables à l'Algérie et à la Tunisie. Tandis qu'en France la proportion des étrangers occupés par le Génie est d'environ 6 p. o/o, en Algérie elle atteint 46 p. o/o et en Tunisie 89 p. o/o.

Parmi les départements du centre, le seul qui donne lieu à une proportion d'étrangers supérieurs à 10 p. o/o est celui de l'Yonne.

4. — Résumé.

En résumé : 1° les départements où la proportion des ouvriers étrangers est le plus considérable sont situés à l'est de la Saône et du Rhône et dans la région des chemins de fer du Midi. En dehors de ces départements, il ne reste à signaler que le Nord, la Meurthe-et-Moselle, les Vosges, Belfort, la Côte d'Or et l'Yonne.

Dans l'ensemble des autres départements l'emploi de la main-d'œuvre étrangère est insignifiant.

2° Les entreprises de travaux neufs font appel à la main-d'œuvre étrangère dans une proportion beaucoup plus forte que celles de travaux d'entretien. Pour chaque entreprise, la proportion des ouvriers étrangers est tantôt plus forte, tantôt plus faible aux époques de maximum d'activité qu'aux époques d'activité moyenne.

2° En totalisant les chiffres fournis par les diverses entreprises ayant fonctionné en France durant l'année 1898, et calculant la proportion des étrangers occupés à ces travaux d'après les totaux ainsi obtenus, on obtient un nombre compris entre 11 et 12 p. o/o.

TABLEAU I. — *Décomposition du nombre des ouvriers étrangers
par départements et par services.*

DÉPARTEMENTS.	ÉVALUATION À L'ÉPOQUE du maximum d'activité des chantiers		ÉVALUATION EN PÉRIODE d'activité moyenne		DÉPARTEMENTS.	ÉVALUATION À L'ÉPOQUE du maximum d'activité des chantiers		ÉVALUATION EN PÉRIODE d'activité moyenne	
	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.		du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.
I. — ROUTES ET POSTS.					Report	2,944	16,850	1,748	9,644
AISNE	9	189	7	135	PYRÉNÉES-ORIENTALES	243	550	120	303
ALPES (BASSES)	312	601	208	357	PUY-DE-DÔME	3	337	3	188
ALPES (HAUTES)	115	508	96	342	RHÔNE	10	163	10	80
ALPES-MARITIMES	493	885	266	503	SAÔNE (HAUTE)	13	83	7	54
ARDÈCHE	2	387	2	177	SAÔNE-ET-LOIRE	1	404	1	203
ARDENNES	28	156	18	102	SAVOIE	218	286	132	187
ARIÈGE	9	305	2	132	SAVOIE (HAUTE)	824	1,585	508	985
AUBE	22	425	18	217	SEINE	16	671	5	306
AUDE	123	185	76	120	SEINE-ET-OISE	6	296	5	202
BOUCHES-DU-RHÔNE	292	855	124	383	SEINE-INFÉRIEURE	3	652	3	327
CALVADOS	"	174	"	85	SEINE-ET-MARNE	10	560	4	281
CANTAL	"	280	"	158	SÈVRES (DEUX)	"	219	"	117
CHARENTE	"	444	"	275	SOMME	"	54	"	41
CHER	"	198	"	97	TARN-ET-GARONNE	1	59	1	20
CORRÈZE	"	682	"	205	VAR	138	183	75	102
CORSE	107	892	239	508	VAUCLUSE	52	110	26	58
CÔTE-D'OR	3	502	2	323	VIENNE	"	113	"	62
DORDOGNE	"	26	"	11	VIENNE (HAUTE)	"	340	"	191
DOUBS	30	291	28	168	TOTAL	4,482	23,515	2,645	13,352
DRÔME	4	207	3	96					
EURE	"	300	"	100					
GARD	11	413	6	344					
GARONNE (HAUTE)	54	274	40	184					
GENS	125	273	82	171					
GIROUDE	23	580	"	55	ALLIER	"	118	"	39
HÉRAULT	159	302	89	188	AUBE	11	111	3	53
ILLE-ET-VILAINE	"	488	"	271	AIN	1	30	1	20
INDRE-ET-LOIRE	"	528	"	357	AISNE	37	1,649	13	839
ISÈRE	97	445	51	170	ARDENNES	38	509	12	157
LANDES	1	17	1	8	ARDÈCHE	"	240	"	100
LOIRE (HAUTE)	"	105	"	75	BEAUFORT (TERR. DE)	30	265	23	226
LOIR-ET-CHER	"	842	"	491	BOUCHES-DU-RHÔNE	53	130	17	72
LOIRE-INFÉRIEURE	"	17	"	17	CHARENTE-INFÉRIEURE	"	12	"	4
LOIRET	1	203	"	109	CHARENTE	"	81	"	54
LOT-ET-GARONNE	132	309	72	157	CHER ET LOIR-ET-CHER	"	1,263	"	269
LOZÈRE	2	130	2	90	CORRÈZE	"	62	"	10
MARNE	9	306	5	183	CÔTE-D'OR	333	641	224	451
MARNE (HAUTE)	"	46	"	32	DORDOGNE	"	41	"	28
MEURTHE-ET-MOSELLE	4	23	4	21	DOUBS	20	148	3	80
MEUSE	5	266	3	167	DRÔME	"	260	"	135
NIÈVRE	"	385	"	135	EURE	5	160	5	117
NORD	57	135	51	116	GARD	41	208	36	141
OISE	8	225	8	225	GARONNE (HAUTE)	"	28	"	21
ORNE	"	151	"	86	GIROUDE	"	17	"	10
PAS-DE-CALAIS	"	363	"	179	HÉRAULT	"	57	"	30
PYRÉNÉES (HAUTES)	120	941	92	762	ILLE-ET-VILAINE	"	164	"	55
PYRÉNÉES (BASSES)	287	591	153	347	ISÈRE	4	154	2	116
					INDRE-ET-LOIRE	"	85	"	35
					LOIRE-INFÉRIEURE	"	628	"	465
					LOIRET	"	151	"	90
					LOIRE	1	184	"	48
A reporter	2,944	16,850	1,748	9,644	A reporter	574	7,396	339	3,665

DÉPARTEMENTS.	ÉVALUATION À L'ÉPOQUE du maximum d'activité des chantiers		ÉVALUATION EN PÉRIODE d'activité (moyenne)	
	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.
Reportis	574	7,396	339	3,665
LOT-ET-GARONNE	1	28	1	19
MAINE-ET-LOIRE	"	115	"	65
MARNE (HAUTE)	1	61	1	37
MEURTHE-ET-MOSELLE	236	771	172	319
NIEVRE	"	111	"	118
NORD	220	917	172	758
OISE	1	219	3	179
PAS-DE-CALAIS	19	971	15	575
PUY-DE-DÔME	"	70	"	27
RHÔNE	24	281	8	137
SAÔNE (HAUTE)	2	130	1	76
SAÔNE-ET-LOIRE	3	63	3	12
SARTHE	"	15	"	15
SAVOIE (HAUTE)	31	99	9	33
SEINE-INFÉRIEURE	19	456	16	286
SEINE-ET-MARNE	2	302	"	113
SEINE	29	14,216	2	5,292
SEINE-ET-OISE	5	150	5	115
SÈVRES (DEUX)	"	117	"	39
SOMME	1	98	1	36
TARN-ET-GARONNE	"	46	"	19
VAR	10	11	10	11
VENDEE	"	50	"	17
VOSGES	6	12	6	10
YONNE	37	191	30	113
ENSEMBLE	1,221	27,235	800	12,199

III. — PORTS MARITIMES.

ALPES-MARITIMES	171	253	129	182
AUDE	"	106	"	81
BOUCHES-DU-RHÔNE	195	827	338	540
CALVADOS	5	173	"	363
CHARANTE-INFÉRIEURE	3	628	1	111
CORSE	114	312	98	236
CÔTES-DU-NORD	"	79	"	38
ECRE	1	61	"	27
FINISTÈRE	2	16	2	12
GARD	"	16	"	1
GIRONDE	20	392	10	211
HÉRAULT	21	117	12	60
ILLE-ET-VILAINE	"	116	"	101
LOIRE-INFÉRIEURE	"	151	"	91
NORD	17	127	12	337
PYRÉNÉES (BASSES)	13	306	9	218
PYRÉNÉES-ORIENTALES	8	47	7	32
SEINE-INFÉRIEURE	19	1,163	16	980
SÈVRES (DEUX)	"	33	"	2
VENDEE	"	138	"	51
ENSEMBLE	889	5,991	638	1,059

DÉPARTEMENTS.

DÉPARTEMENTS.	ÉVALUATION À L'ÉPOQUE du maximum d'activité des chantiers		ÉVALUATION EN PÉRIODE d'activité (moyenne)	
	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.
ALPES (BASSES)	32	37	25	30
ARIÈGE	377	1,865	255	1,276
ARDENNES	450	1,000	350	750
CHER	"	161	"	57
CORSE	5	10	1	8
DORDOGNE	"	60	9	336
DRÔME	13	151	10	100
GERONDE	107	170	79	309
ILLE-ET-VILAINE	"	111	"	358
INDRE-ET-LOIRE	3	919	3	615
ISÈRE	80	326	28	196
JURA	117	631	289	137
LOIR-ET-CHER	"	327	"	142
LOZÈRE	6	300	5	220
MAYENNE	1	68	1	39
MEUSE	15	897	8	691
NORD	120	155	38	47
PYRÉNÉES (HAUTES)	"	16	"	6
PYRÉNÉES (BASSES)	7	25	1	14
PYRÉNÉES-ORIENTALES	273	531	191	110
SAÔNE-ET-LOIRE	4	145	3	388
SARTHE	1	295	1	171
SAVOIE (HAUTE)	1,218	1,811	612	1,088
SEINE-ET-MARNE	"	83	"	26
TARN-ET-GARONNE	85	320	67	122
VENDEE	"	374	"	229
VIENNE	"	303	"	231
VIENNE (HAUTE)	2	394	"	239
ENSEMBLE	3,220	12,624	1,986	8,835

IV. — CHEMINS DE FER.

A. — Chiffres fournis par le service des Ponts et Chaussées.

ALPES (BASSES)	32	37	25	30
ARIÈGE	377	1,865	255	1,276
ARDENNES	450	1,000	350	750
CHER	"	161	"	57
CORSE	5	10	1	8
DORDOGNE	"	60	9	336
DRÔME	13	151	10	100
GERONDE	107	170	79	309
ILLE-ET-VILAINE	"	111	"	358
INDRE-ET-LOIRE	3	919	3	615
ISÈRE	80	326	28	196
JURA	117	631	289	137
LOIR-ET-CHER	"	327	"	142
LOZÈRE	6	300	5	220
MAYENNE	1	68	1	39
MEUSE	15	897	8	691
NORD	120	155	38	47
PYRÉNÉES (HAUTES)	"	16	"	6
PYRÉNÉES (BASSES)	7	25	1	14
PYRÉNÉES-ORIENTALES	273	531	191	110
SAÔNE-ET-LOIRE	4	145	3	388
SARTHE	1	295	1	171
SAVOIE (HAUTE)	1,218	1,811	612	1,088
SEINE-ET-MARNE	"	83	"	26
TARN-ET-GARONNE	85	320	67	122
VENDEE	"	374	"	229
VIENNE	"	303	"	231
VIENNE (HAUTE)	2	394	"	239
ENSEMBLE	3,220	12,624	1,986	8,835

B. — Chiffres fournis par les compagnies.

Est. {	Aisne.....	7	310	2	230
	Ardennes.....	"	50	"	35
	Aube.....	12	60	5	20
	Marne.....	"	127	"	70
	Marne (Haute-),	"	30	"	28
A reporter.....		19	577	5	383

DÉPARTEMENTS.	ÉVALUATION À L'ÉPOQUE du maximum d'activité des chantiers		ÉVALUATION EN PÉRIODE d'activité moyenne		DÉPARTEMENTS.	ÉVALUATION À L'ÉPOQUE du maximum d'activité des chantiers		ÉVALUATION EN PÉRIODE d'activité moyenne	
	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.		du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.
Report.....	19	577	7	383	P.-L.-M. (Loire (Haute-). Rhône..... Vaucluse..... Départements non désignés.....	270	415	151	244
Meurthe-et-Moselle.....	20	194	12	148		1	1,666	1	982
Meuse.....	6	265	4	230		6	518	6	260
Saône (Haute-). Seine.....	75	571	8	158		19	259	15	200
Vosges.....	"	79	"	24		1,946	18,873	1,283	12,688
Départements non désignés.....	89	9,436	12	6,948	ENSEMBLE.....	2,242	21,731	1,456	14,374
ENSEMBLE.....	209	11,144	73	7,869	RECAPITULATION :				
États (Charente-Inférieure).....	3	249	3	150	A. Chiffres fournis par les Ponts et Chaussées.....				
Médoc (Gironde)...	6	30	6	30	B. Chiffres fournis par les Compagnies....				
MÉTROPOLITAINS (Seine)	20	1,371	16	867	TOTAUX GÉNÉRAUX.....				
Ariège.....	5	70	2	65					
Aude.....	170	410	99	230					
Garonne (Haute-). Gironde.....	70	240	53	171					
Hérault.....	55	93	39	68					
Landes.....	36	120	50	100					
Pyrenées (Basses-). Pyrenées-Orientales.....	5	134	5	42					
Départements non désignés.....	4	45	4	24					
ENSEMBLE.....	5	50	5	40					
Orléans (Seine).....	527	13,012	211	11,607					
ENSEMBLE.....	675	14,174	443	12,356					
Autres départements.....	15	1,100	8	750					
LOIRE-INFÉRIEURE.....	"	348	"	190					
LOIRE (HAUTE-).....	"	205	"	175					
SEINE.....	58	2,260	38	1,358					
SEINE-ET-OISE.....	"	1,172	"	815					
SEINE-ET-MARITIME.....	"	1,065	"	750					
SEINE-INFÉRIEURE.....	2	703	2	368					
ENSEMBLE.....	60	5,733	40	3,636					
Report.....	19	577	7	383					
Meurthe-et-Moselle.....	20	194	12	148					
Meuse.....	6	265	4	230					
Saône (Haute-). Seine.....	75	571	8	158					
Vosges.....	"	79	"	24					
Départements non désignés.....	89	9,436	12	6,948					
ENSEMBLE.....	209	11,144	73	7,869					
États (Charente-Inférieure).....	3	249	3	150					
Médoc (Gironde)...	6	30	6	30					
MÉTROPOLITAINS (Seine)	20	1,371	16	867					
Ariège.....	5	70	2	65					
Aude.....	170	410	99	230					
Garonne (Haute-). Gironde.....	70	240	53	171					
Hérault.....	55	93	39	68					
Landes.....	36	120	50	100					
Pyrenées (Basses-). Pyrenées-Orientales.....	5	134	5	42					
Départements non désignés.....	4	45	4	24					
ENSEMBLE.....	5	50	5	40					
Orléans (Seine).....	527	13,012	211	11,607					
ENSEMBLE.....	675	14,174	443	12,356					
Autres départements.....	15	1,100	8	750					
LOIRE-INFÉRIEURE.....	"	348	"	190					
LOIRE (HAUTE-).....	"	205	"	175					
SEINE.....	58	2,260	38	1,358					
SEINE-ET-OISE.....	"	1,172	"	815					
SEINE-ET-MARITIME.....	"	1,065	"	750					
SEINE-INFÉRIEURE.....	2	703	2	368					
ENSEMBLE.....	60	5,733	40	3,636					

V. — TRAVAUX HYDRAULIQUES DE LA MARINE.

CHARENTE.....	"	22	"	22
CHARENTE-INFÉRIEURE.....	"	85	"	85
FINISTÈRE.....	"	558	"	558
LOIRE-INFÉRIEURE.....	"	102	"	102
MANCHE.....	"	190	"	190
MORBIHAN.....	"	258	"	258
NIÈVRE.....	"	35	"	35
VAR.....	153	477	153	477
ENSEMBLE.....	153	1,727	153	1,727

VI. — GÉNIE.

AIN.....	"	44	"	24
AIN-ET-LOIRE.....	"	146	"	63
ALPES (HAUTES-).....	88	400	43	244
ALPES-MARITIMES.....	56	354	29	203
ARDENNES.....	"	7	"	4
AUBE.....	"	44	"	28
A reporter.....	144	998	72	566

DÉPARTEMENTS.	ÉVALUATION À L'ÉPOQUE du maximum d'activité des chantiers		ÉVALUATION EN PÉRIODE d'activité moyenne		DÉPARTEMENTS.	ÉVALUATION À L'ÉPOQUE du maximum d'activité des chantiers		ÉVALUATION EN PÉRIODE d'activité moyenne	
	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.		du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.
Report.....	144	995	72	566	<i>Algérie et Tunisie.</i>				
BOUCHES-DU-RHÔNE.....	94	223	27	69	ALGER.....	707	1,514	390	832
CHARENTE-INTÉRIEURE.....	"	71	"	33	ORAN.....	333	631	131	271
CHER.....	"	103	"	51	CONSTANTINE.....	80	204	32	98
CORSE.....	"	110	"	37	TUNISIE.....	2,501	2,783	2,040	2,283
CÔTE-D'OR.....	"	279	"	200					
CÔTES-DU-NORD.....	"	29	"	13	ENSEMBLE.....	3,621	5,132	2,593	3,484
DORDOGNE.....	"	90	"	34					
DOUBS.....	10	199	5	118					
DRÔME.....	"	36	"	20					
FINISTÈRE.....	"	377	"	217					
GARONNE (HAUTE).....	3	63	2	27					
GERS.....	"	17	"	9	AIN.....	"	30	"	30
GERONDE.....	1	129	"	47	ALPES (HAUTES).....	72	181	38	132
HÉRAULT.....	"	74	"	39	ALPES-MARITIMES.....	5	15	3	7
ILLE-ET-VILAINE.....	"	159	"	53	CHARENTE-INTÉRIEURE.....	"	30	"	15
INDRE-ET-LOIRE.....	"	137	"	60	CHER.....	"	283	"	162
ISÈRE.....	1	36	1	21	CÔTE-D'OR.....	"	4	"	2
LOIRE.....	"	18	"	12	DOUBS.....	8	61	6	46
LOIRE-INFÉRIEURE.....	"	38	"	18	EURE.....	"	7	"	"
LOIRET.....	"	415	"	43	FINISTÈRE.....	"	15	"	10
MAINE-ET-LOIRE.....	"	94	"	35	GARD.....	"	15	"	10
MANCHE.....	"	568	"	396	ILLE-ET-VILAINE.....	"	8	"	8
MARNE.....	22	510	11	253	ISÈRE.....	50	152	18	93
MARNE (HAUTE).....	17	278	8	167	LOIRE.....	"	95	"	45
MEURTHE-ET-MOSELLE.....	3	425	3	233	LOIRET.....	"	38	"	15
MEUSE.....	6	353	2	272	MANCHE.....	"	20	"	10
MORBIAN.....	"	92	"	42	MARNE (HAUTE).....	"	25	"	24
NORD.....	35	520	15	341	MEURTHE-ET-MOSELLE.....	"	111	"	57
PLY-DE-DÔME.....	2	309	3	163	MEUSE.....	"	46	"	37
PYRÉNÉES (BASSES).....	"	51	"	18	NORD.....	17	113	4	64
PYRÉNÉES (HAUTES).....	26	417	14	81	PLY-DE-DÔME.....	"	49	"	36
PYRÉNÉES-ORIENTALES.....	"	103	"	57	PYRÉNÉES (BASSES).....	"	7	"	3
HAUT-RHIN (BELFORT).....	150	604	100	375	PYRÉNÉES (HAUTES).....	"	25	"	25
RHÔNE.....	17	286	9	161	HAUT-RHIN (BELFORT).....	"	"	6	41
HAUTE-SAÛNE.....	1	19	"	8	RHÔNE.....	"	77	"	61
SAÛNE-ET-LOIRE.....	"	60	"	30	SEINE.....	2	276	2	227
SARTHE.....	2	225	1	94	SEINE-INFÉRIEURE.....	"	9	"	9
SAVOIE.....	35	474	3	79	SEINE-ET-OISE.....	"	51	"	24
SEINE.....	3	558	3	253	TARN.....	"	25	"	18
SEINE-INFÉRIEURE.....	"	287	"	139	VAR.....	"	16	"	5
SEINE-ET-MARNE.....	18	266	5	139	VIENNE.....	"	138	"	89
SEINE-ET-OISE.....	"	339	"	216	VOSGES.....	"	25	"	14
SOMME.....	"	100	"	60					
TAIN.....	"	111	"	63	ENSEMBLE.....	151	1,947	77	1,324
TARN-ET-GARONNE.....	4	52	1	23					
VAR.....	75	95	48	62					
VAUCLUSE.....	"	67	"	36					
VENDÉE.....	"	29	"	16					
VIENNE.....	"	136	"	72					
VIENNE (HAUTE).....	"	309	"	175					
VOSGES.....	5	301	"	183					
YONNE.....	"	37	"	27					
ENSEMBLE.....	696	11,211	335	5,976					

VII. — ARTILLERIE.

AIN.....	"	30	"	30
ALPES (HAUTES).....	72	181	38	132
ALPES-MARITIMES.....	5	15	3	7
CHARENTE-INTÉRIEURE.....	"	30	"	15
CHER.....	"	283	"	162
CÔTE-D'OR.....	"	4	"	2
DOUBS.....	8	61	6	46
EURE.....	"	7	"	"
FINISTÈRE.....	"	15	"	10
GARD.....	"	15	"	10
ILLE-ET-VILAINE.....	"	8	"	8
ISÈRE.....	50	152	18	93
LOIRE.....	"	95	"	45
LOIRET.....	"	38	"	15
MANCHE.....	"	20	"	10
MARNE (HAUTE).....	"	25	"	24
MEURTHE-ET-MOSELLE.....	"	111	"	57
MEUSE.....	"	46	"	37
NORD.....	17	113	4	64
PLY-DE-DÔME.....	"	49	"	36
PYRÉNÉES (BASSES).....	"	7	"	3
PYRÉNÉES (HAUTES).....	"	25	"	25
HAUT-RHIN (BELFORT).....	"	"	6	41
RHÔNE.....	"	77	"	61
SEINE.....	2	276	2	227
SEINE-INFÉRIEURE.....	"	9	"	9
SEINE-ET-OISE.....	"	51	"	24
TARN.....	"	25	"	18
VAR.....	"	16	"	5
VIENNE.....	"	138	"	89
VOSGES.....	"	25	"	14
ENSEMBLE.....	151	1,947	77	1,324

VIII. — SERVICES DES DÉPARTEMENTS
ET DES COMMUNES.

AIN.....	269	1,038	214	805
AINSE.....	1	99	1	33
ALPES (BASSES).....	358	678	236	425
ALPES (HAUTES).....	366	899	276	469
ALPES-MARITIMES.....	1,156	1,990	594	1,056
A reporter.....	2,430	4,704	1,594	2,788

DÉPARTEMENTS.	ÉVALUATION À L'ÉPOQUE du maximum d'activité des chantiers		ÉVALUATION EN PÉRIODE d'activité moyenne	
	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.
Report.....	2,150	4,704	1,321	2,788
ARDÈCHE.....	3	1,610	1	753
ARDENNES.....	77	4,109	36	2,131
ARIÈGE.....	180	951	98	716
AUDE.....	84	1,477	61	882
AUDE.....	1,407	4,054	976	2,664
AVEYRON.....	7	66	3	44
BOUCHES-DU-RHÔNE..	1,497	3,326	586	1,533
CHARENTE.....	2	2,322	2	1,428
CHARENTE-INTÉRIEURE.	1	48	1	30
CORSE.....	470	790	277	497
CÔTE-D'OR.....	19	630	6	377
DORDOGNE.....	17	71	11	40
DOUBS.....	694	1,979	482	1,366
DRÔME.....	168	632	118	393
EURE-ET-LOIR.....	32	2,127	11	1,551
GARD.....	73	1,816	45	1,122
GARONNE (HAUTE-)...	296	2,431	165	1,251
GERS.....	352	1,056	227	632
GIROUDE.....	25	259	9	67
HÉRAULT.....	605	1,571	320	870
ILLE-ET-VILAINE.....	3	663	3	197
INDRE-ET-LOIRE.....	3	345	1	288
ISÈRE.....	551	1,496	337	996
JURA.....	1,802	3,861	1,147	2,558
LANDES.....	9	32	6	29
LOIRE.....	27	1,455	16	817
LOIRE (HAUTE-)...	1	998	1	460
LOIRE-INTÉRIEURE.....	2	1,936	2	1,156
LOIRET.....	2	919	1	14
LOT.....	2	1,134	1	633
LOT-ET-GARONNE...	941	2,838	557	1,407
MAINE-ET-LOIRE....	8	92	8	64
MARNE.....	114	2,393	80	1,493
MARNE (HAUTE-)...	17	118	11	77
MEDTERR-ET-MOSELLE	176	1,199	135	839
MEUSE.....	23	6,642	16	4,138
NIEVRE.....	4	1,902	3	1,171
NORD.....	1,112	5,319	792	3,674
OISE.....	75	1,099	53	710
ORNE.....	12	632	5	452
PAS-DE-CALAIS.....	37	4,205	19	2,387
PUY-DE-DÔME.....	26	3,400	4	671
PYRÉNÉES (BASSES)..	343	1,440	207	856
PYRÉNÉES (HAUTES)..	463	2,996	283	1,934
PYRÉNÉES-ORIENTALES	423	858	296	538
RIEN (HAUT-)...	92	236	64	171
RHÔNE.....	153	2,729	110	1,812
SÃOË (HAUTE-)...	82	934	57	759
SÃOË-ET-LOIRE.....	12	1,028	9	594
SARTHE.....	7	2,512	6	1,452
SAVOIE.....	524	768	358	551
SAVOIE (HAUTE-)...	104	184	53	99
SEINE.....	203	16,606	238	15,479
A reporter.....	15,552	109,319	9,636	69,941

DÉPARTEMENTS	ÉVALUATION À L'ÉPOQUE du maximum d'activité des chantiers		ÉVALUATION EN PÉRIODE d'activité moyenne	
	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.
Report.....	15,552	109,319	9,636	69,941
SEINE-ET-MARNE.....	29	1,803	16	926
SEINE-ET-OISE.....	79	2,073	39	1,230
SOMME.....	41	2,409	24	1,426
TARN.....	18	1,394	11	745
TARN-ET-GARONNE...	122	1,973	51	923
VAR.....	445	785	328	555
VAUCLUSE.....	318	1,158	176	567
VIENNE (HAUTE-)...	2	30	1	9
VOSGES.....	323	2,231	190	1,505
YONNE.....	59	251	44	124
TOTAUX.....	16,988	123,426	10,525	77,951

IX. — HYDRAULIQUE AGRICOLE ET SERVICE DES FORÊTS.				
DÉSIGNATION des ENTREPRISES.	ÉVALUATION À L'ÉPOQUE du maximum d'activité des chantiers		ÉVALUATION EN PÉRIODE d'activité (moyenne)	
	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.
(Indiquer en même temps la nature des travaux.)				
Entreprises d'hydrau- lique agricole.....	1,799	7,164	576	3,407
Travaux de reboise- ment, construction de routes, chemins et sentiers forestiers, de harrages, etc., exploitation de coupes, entretien de dunes, maisons fo- restières, routes, chemins, etc.....	3,623	38,934	2,560	23,070
TOTAUX.....	5,422	46,098	3,136	26,477

TABLEAU II. — Récapitulation du tableau précédent par départements, pour l'ensemble des services.

DÉPARTEMENTS.	ÉVALUATION À L'ÉPOQUE du maximum d'activité des chantiers		ÉVALUATION EN PÉRIODE D'ACTIVITÉ moyenne		PROPORTION POUR CENT des étrangers.	
	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.	Époques de maximum d'activité.	Époques d'activité moyenne.
AIN.....	549	1,527	366	1,093	35,36	33,48
AINSE.....	51	2,423	23	1,330	2,22	1,73
ALLIER.....	"	118	"	39	"	"
ALPES (BASSES).....	702	1,316	469	812	53,74	57,75
ALPES (HAUTES).....	641	1,988	453	1,187	32,24	38,16
ALPES-MARITIMES.....	1,881	3,497	1,021	1,951	54,78	52,33
ARDÈCHE.....	5	2,237	3	1,030	0,22	0,29
ARDENNES.....	145	3,824	66	2,325	3,96	2,72
ARIÈGE.....	521	3,198	337	2,193	16,28	16,28
AUBE.....	129	2,117	87	1,239	6,09	7,64
AUDE.....	2,210	5,755	1,561	3,857	38,92	38,88
AVERYON.....	7	66	3	41	10,60	6,81
BOUCHES-DU-RHON.....	2,431	5,364	1,092	2,597	55,34	62,05
CALVADOS.....	5	617	1	118	0,77	0,89
CANTAL.....	"	280	"	158	"	"
CHARENTE.....	2	2,869	2	1,779	0,07	0,11
CHARENTE-INFÉRIEURE.....	7	1,123	5	737	0,62	0,68
CHER.....	"	2,011	"	636	"	"
CORRÈZE.....	0	744	"	365	"	"
CORSE.....	996	2,114	618	1,376	57,11	44,90
CÔTE-D'OR.....	355	2,036	232	1,353	17,20	17,15
CÔTES-DU-NORD.....	"	108	"	61	"	"
DORDOGNE.....	17	288	23	469	5,90	4,89
DOUBS.....	762	2,678	524	1,778	28,45	29,46
DROME.....	186	1,289	131	714	14,43	17,60
EAIRE.....	6	528	5	249	1,13	2,00
EAIRE-ET-LOIRE.....	32	2,427	11	1,551	1,32	0,70
FINISTÈRE.....	2	966	2	797	0,20	0,25
GARD.....	125	2,498	87	1,621	5,00	5,36
GARONNE (HAUTE).....	423	3,036	260	1,654	15,93	15,72
GERS.....	177	1,546	109	812	35,44	38,05
GIRONDE.....	255	1,970	138	827	11,92	16,68
HÉRAULT.....	821	2,271	451	1,293	36,15	34,87
ILLE-ET-VILAINE.....	3	2,059	3	1,316	0,14	0,22
INDRE-ET-LOIRE.....	6	2,014	3	1,355	0,29	0,22
ISÈRE.....	783	2,809	437	1,592	27,86	27,45
JURA.....	2,219	4,492	1,436	2,995	49,40	47,86
LANDES.....	15	483	12	79	8,20	15,20
LOIRE-ET-CHER.....	"	1,169	"	635	"	"
LOIRE.....	28	1,752	16	922	1,60	1,73
LOIRE (HAUTE).....	2	2,769	1	1,547	0,07	0,06
LOIRE-INFÉRIEURE.....	2	3,080	2	2,024	0,06	0,10
LOIRET.....	3	1,426	"	271	0,21	"
LOT.....	2	1,154	"	633	0,17	"
LOT-ET-GARONNE.....	1,074	3,175	629	1,583	33,82	39,74
LOZÈRE.....	8	430	7	310	1,86	2,26
MAINE-ET-LOIRE.....	8	301	8	161	2,65	4,87
MANCHE.....	"	978	"	606	"	"
MARNE.....	145	3,366	96	1,999	4,38	4,80
MARNE (HAUTE).....	35	561	20	365	6,23	5,48
MAYENNE.....	4	68	4	39	5,76	10,25
MEURTHE-ET-MOSELLE.....	441	2,723	326	1,387	16,19	20,54
MEUSE.....	55	8,659	33	5,535	0,63	0,59
MORBHAN.....	"	350	"	300	"	"
A reporter.....	18,578	109,154	11,276	65,581		

DÉPARTEMENTS.	ÉVALUATION À L'ÉPOQUE du maximum d'activité des chantiers		ÉVALUATION EN PÉRIODE D'ACTIVITÉ moyenne		PROPORTION POUR CENT des étrangers.	
	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.	du nombre des ouvriers étrangers.	du nombre total des ouvriers français et étrangers.	Époques de maximum d'activité.	Époques d'activité moyenne.
Report..	18,578	109,154	11,276	64,381		
NIÈVRE.....	4	2,733	3	1,459	0,14	0,20
NORD.....	1,578	7,586	1,081	5,237	20,80	20,70
OISE.....	84	1,534	61	1,144	5,47	5,60
ORNE.....	12	783	5	538	1,53	0,93
PAS-DE-CALAIS.....	56	5,539	34	3,141	1,01	1,08
PUY-DE-DÔME.....	31	4,170	10	1,085	0,70	0,92
PYRÉNÉES (BASSES-)....	654	2,465	377	1,510	26,52	25,00
PYRÉNÉES (HAUTES-)....	583	3,978	375	2,727	14,65	13,75
PYRÉNÉES-ORIENTALES....	952	2,140	619	1,380	44,48	44,85
RHIN (HAUT-) [BELFORT]..	272	1,105	195	813	24,61	22,73
RHÔNE.....	210	4,057	143	2,511	5,17	5,69
SAÔNE (HAUTE-).....	98	1,197	65	905	8,18	7,18
SAÔNE-ET-LOIRE.....	20	2,000	17	1,258	1,00	1,35
SARTHE.....	10	3,077	8	1,732	0,32	0,46
SAVOIE.....	707	1,225	405	817	65,06	60,58
SAVOIE (HAUTE-).....	2,180	3,677	1,184	2,215	59,28	53,45
SEINE.....	421	38,831	325	25,505	1,08	1,27
SEINE-INFÉRIEURE.....	43	3,570	34	2,109	1,20	1,51
SEINE-ET-MARNE.....	59	3,014	27	1,515	1,95	1,78
SEINE-ET-OISE.....	90	3,974	59	2,517	2,26	2,34
SÈVRES (DEUX-).....	"	369	"	168	"	"
SOMME.....	42	2,611	25	1,563	1,61	1,60
TARN.....	14	1,617	25	907	2,68	2,75
TARN-ET-GARONNE.....	209	2,450	120	1,407	8,53	8,52
VAR.....	814	1,556	604	1,201	52,31	50,28
VAUCLUSE.....	399	1,608	227	875	24,81	25,94
VENDÉE.....	"	597	"	313	"	"
VIENNE.....	"	690	"	354	"	"
VIENNE (HAUTE-).....	4	1,073	"	614	0,37	"
VOSGES.....	334	2,648	196	1,736	12,61	11,29
YONNE.....	96	502	74	494	19,12	25,14
TOTAUX.....	28,674	221,560	17,668	134,031		
Compagnies de chemins de fer.) (Régions non explici- tement) P.-L.-M... designées.)	EST..... 80 MIDI..... 327 OUEST..... " P.-L.-M... 1,916	9,436 13,012 348 18,873	42 211 " 1,283	6,948 11,607 190 12,688	0,94 2,51 " 10,31	0,60 1,81 " 10,11
Hydraulique agricole et forêts.....	5,422	46,098	3,136	26,477	11,76	11,84
ENSEMBLE.....	36,458	309,327	22,340	191,941	11,80	11,65
Travaux du génie en Algérie) et en Tunisie.)	ALGER..... 707 ORAN..... 333 CONSTANT ^{ne} 80 TUNISIE... 2,501	1,514 631 204 2,783	390 131 32 2,040	832 271 98 2,283	46,69 52,77 39,20 89,86	46,87 48,34 32,65 89,35
ENSEMBLE.....	3,621	5,132	2,593	3,484	70,55	74,43
TOTAUX GÉNÉRAUX...	40,079	314,459	24,935	195,325	"	"

TABLEAU III. — Répartition par départements, par services et par catégorie de travaux (neufs et d'entretien).

DÉPARTEMENTS.	ÉPOQUE D'ACTIVITÉ MAXIMA.				ACTIVITÉ MOYENNE.			
	ENTRETIEN, rechargements, pavages, etc.		CONSTRUCTION, travaux neufs, lacunes, etc., grosses réparations, restaurations, etc.		ENTRETIEN, rechargements, pavages, etc.		CONSTRUCTION, travaux neufs, lacunes, etc., grosses réparations, restaurations, etc.	
	Ouvriers étrangers.	Total des ouvriers.	Ouvriers étrangers.	Total des ouvriers.	Ouvriers étrangers.	Total des ouvriers.	Ouvriers étrangers.	Total des ouvriers.
AINSE.....	9	189	"	"	7	135	"	"
ALPES (BASSES).....	136	338	176	263	96	191	112	163
ALPES (HAUTES).....	53	379	62	129	16	232	50	110
ALPES-MARITIMES.....	109	406	384	179	64	251	202	252
ARDÈCHE.....	"	306	2	81	"	127	2	50
ARDENNES.....	28	156	"	"	18	102	"	"
ARIÈGE.....	6	238	3	67	2	95	"	37
AUBE.....	21	415	1	10	18	241	"	6
AUDE.....	71	85	52	100	16	56	30	64
BOUCHES-DU-RHÔNE..	292	855	"	"	124	383	"	"
CALVADOS.....	"	174	"	"	"	85	"	"
CANTAL.....	"	252	"	28	"	139	"	19
CHARENTE.....	"	439	"	5	"	270	"	5
CHER.....	"	193	"	5	"	95	"	2
CORRÈZE.....	"	682	"	"	"	295	"	"
CORSE.....	302	668	105	224	165	452	74	146
CÔTE-D'OR.....	2	192	1	10	1	317	1	6
DORDOGNE.....	"	11	"	12	"	6	"	5
DOUBS.....	20	260	10	51	18	110	10	28
DRÔME.....	1	207	"	"	3	96	"	"
EURE.....	"	300	"	"	"	100	"	"
GARD.....	11	383	"	50	6	349	"	25
GARONNE (HAUTE-)..	35	176	19	98	25	110	15	71
GERS.....	111	256	15	37	73	152	9	19
GIROUDE.....	23	580	"	"	"	55	"	"
HÉHAULT.....	159	302	"	"	89	188	"	"
ILLE-ET-VILAINE.....	"	588	"	"	"	271	"	"
INDRE-ET-LOIRE.....	"	400	"	128	"	273	"	84
ISÈRE.....	37	149	60	296	2	10	69	130
LANDES.....	"	"	1	17	"	"	1	8
LOIR-ET-CHER.....	"	814	"	28	"	169	"	22
LOIRE (HAUTE-).....	"	"	"	105	"	"	"	75
LOIRE-INFÉRIEURE.....	"	17	"	"	"	17	"	"
LOIRET.....	1	203	"	"	"	109	"	"
LOT-ET-GARONNE.....	131	288	1	21	72	149	"	8
LOZÈRE.....	"	"	2	130	"	"	2	90
MARNE.....	8	287	1	19	1	166	1	17
MARNE (HAUTE-)..	"	"	"	16	"	"	"	32
MEURTHE-ET-MOSELLE	1	17	"	6	1	15	"	6
MEUSE.....	5	266	"	"	3	167	"	"
NÉVÈS.....	"	305	"	80	"	85	"	50
NORD.....	16	30	11	105	16	21	35	92
OISE.....	8	225	"	"	8	225	"	"
ORNE.....	"	151	"	"	"	86	"	"
PAS-DE-CALAIS.....	"	363	"	"	"	179	"	"
PUY-DU-DÔME.....	3	337	"	"	3	188	"	"
PYRÉNÉES (BASSES) ..	144	597	143	244	83	201	70	143
A reporter.....	1,749	13,412	1,078	2,837	996	7,502	663	1,768

DÉPARTEMENTS.	ÉPOQUE D'ACTIVITÉ MAXIMA.				ACTIVITÉ MOYENNE.			
	ENTRETIEN, rechargements, pavages, etc.		CONSTRUCTION, travaux neufs, lacunes, etc., grosses réparations, restaurations, etc.		ENTRETIEN, rechargements, pavages, etc.		CONSTRUCTION, travaux neufs, lacunes, etc., grosses réparations, restaurations, etc.	
	Ouvriers étrangers.	Total des ouvriers.	Ouvriers étrangers.	Total des ouvriers.	Ouvriers étrangers.	Total des ouvriers.	Ouvriers étrangers.	Total des ouvriers.
Report.....	1,749	13,412	1,078	2,834	996	7,302	663	1,078
PYRÉNÉES (HAUTES-).	66	606	51	335	38	427	54	335
PYRÉNÉES-ORIENTALES	156	370	87	180	90	224	30	79
RHÔNE.....	10	147	"	16	10	64	"	16
SAÔNE (HAUTE-)	"	21	13	62	"	18	7	36
SAÔNE-ET-LOIRE.....	1	104	"	"	1	204	"	"
SAVOIE.....	"	"	218	286	"	"	132	187
SAVOIE (HAUTE-).	141	373	683	1,212	98	248	110	757
SEINE.....	1	305	15	366	1	215	4	91
SEINE-INFÉRIEURE....	3	603	"	49	"	306	"	21
SEINE-ET-MARNE.....	10	560	"	"	4	281	"	"
SEINE-ET-OISE.....	6	296	"	"	5	202	"	"
SÈVRES (DEUX-)	"	217	"	2	"	115	"	2
SOMME.....	"	42	"	12	"	53	"	8
TARN-ET-GARONNE...	1	59	"	"	4	20	"	"
VAR.....	138	183	"	"	75	102	"	"
VAUCLUSE.....	52	110	"	"	26	58	"	"
VIENNE.....	"	86	"	27	"	42	"	20
VIENNE (HAUTE-)	"	340	"	"	"	191	"	"
TOTAUX.....	2,334	18,134	2,148	5,381	1,345	10,052	1,300	3,300

XII. — RIVIÈRES ET CANAUX.

AIN.....	1	30	"	"	1	20	"	"
AISNE.....	3	269	34	1,380	13	115	"	694
ALLIER.....	"	15	"	103	"	"	"	39
ARDÈCHE.....	"	250	"	"	"	100	"	"
ARDENNES.....	19	399	19	110	7	136	5	27
AUBE.....	"	"	11	111	"	"	3	53
BOUCHES-DU-RHÔNE...	53	130	"	"	17	72	"	"
CHARENTE.....	"	30	"	51	"	22	"	32
CHARENTE-INFÉRIEURE	"	12	"	"	"	4	"	"
CHER.....	"	794	"	469	"	147	"	122
CORRÈZE.....	"	62	"	"	"	10	"	"
CÔTE-D'OR.....	18	29	315	612	18	24	206	427
DORDOGNE.....	"	"	"	41	"	"	"	28
DOUBS.....	20	128	"	20	3	60	"	20
DRÔME.....	"	260	"	"	"	135	"	"
EGRE.....	3	101	2	59	3	87	2	30
GARD.....	41	202	"	6	36	137	"	4
GARONNE (HAUTE-).	"	42	"	16	"	12	"	9
GIRONDE.....	"	17	"	"	"	10	"	"
HÉRAULT.....	"	57	"	"	"	30	"	"
ILLE-ET-VILAINE....	"	125	"	39	"	25	"	30
INDRE-ET-LOIRE.....	"	39	"	46	"	17	"	18
ISÈRE.....	4	154	"	"	2	116	"	"
LOIRE.....	1	95	"	95	"	25	"	23
LOIRE-INFÉRIEURE....	"	505	"	123	"	306	"	69
LOIRET.....	"	151	"	"	"	90	"	"
LOT-ET-GARONNE....	1	9	"	19	"	8	"	11
A reporter.....	164	3,859	381	3,300	100	1,822	216	1,636

DÉPARTEMENTS.	ÉPOQUE D'ACTIVITÉ MAXIMA.				ACTIVITÉ MOYENNE.			
	ENTRETIEN, rechargements, pavages, etc.		CONSTRUCTIONS, travaux neufs, lacunes, etc., grosses réparations, restaurations, etc.		ENTRETIEN, rechargements, pavages, etc.		CONSTRUCTION, travaux neufs, lacunes, etc., grosses réparations, restaurations, etc.	
	Ouvriers étrangers.	Total des ouvriers.	Ouvriers étrangers.	Total des ouvriers.	Ouvriers étrangers.	Total des ouvriers.	Ouvriers étrangers.	Total des ouvriers.
Report.....	169	3,859	384	3,300	100	1,822	216	1,636
MAINE-ET-LOIRE.....	..	85	..	30	..	55	..	10
MARNE (HAUTE).....	..	..	1	64	..	..	1	57
MECREUSE-ET-MOSELLE.....	1	600	252	171	..	200	172	119
NIÈVRE.....	..	..	..	711	..	..	..	118
NORD.....	69	450	151	467	59	369	113	389
OISE.....	1	15	..	204	1	2	2	177
PAS-DE-CALAIS.....	6	348	13	623	2	208	13	367
PIY-DE-DÔME.....	..	..	..	75	..	..	..	27
TERRE DE BELFORT.....	..	20	30	245	..	15	23	211
RUÈNE.....	13	175	11	109	7	97	1	90
SAÔNE (HAUTE).....	..	..	2	139	..	..	1	76
SAÔNE-ET-LOIRE.....	3	57	..	6	3	39	..	3
SAUMUR.....	..	45	..	..	..	15	..	..
SAVOIE (HAUTE).....	33	75	1	19	8	26	1	15
SEINE.....	..	..	29	11,246	..	..	7	5,294
SEINE-INFÉRIEURE.....	19	435	..	21	16	269	..	17
SAINTE-ET-MARNE.....	..	..	2	302	..	..	2	143
SEINE-ET-OISE.....	5	125	..	27	..	46	5	69
SEVRES (DEUX).....	..	10	..	107	..	2	..	47
SORME.....	..	18	1	30	..	16	1	20
TARN-ET-GARONNE.....	..	26	..	20	..	7	..	12
VAUCLUSE.....	10	14	..	..	10	14	..	..
VAR.....	..	56	..	..	..	17	..	..
VOSGES.....	..	..	6	12	..	..	6	10
YONNE.....	1	5	36	189	1	5	29	138
TOTAUX.....	328	6,416	806	20,817	207	3,224	593	8,975

XIII. — PORTS MARITIMES.

ALPES-MARITIMES.....	11	80	130	173	31	54	95	128
ARDE.....	..	66	..	40	..	60	..	24
BOLCHES-DE-RHÔNE.....	13	151	152	676	21	61	317	479
CALVADOS.....	..	..	5	473	..	..	4	363
CHARENTE-INFÉRIEURE.....	..	228	3	400	..	150	1	161
CORSE.....	32	95	82	217	31	58	67	278
CÔTES-DU-NORD.....	..	..	..	79	..	..	..	48
EUÈRE.....	..	16	1	45	..	7	..	20
FINISTÈRE.....	..	..	2	16	..	..	2	12
GARD.....	..	16	..	..	..	4	..	..
GIÈRONDE.....	7	254	13	138	4	153	6	88
HÉRAULT.....	12	96	9	51	4	33	8	33
ILLE-ET-VILAINE.....	..	87	..	29	..	84	..	20
LOIRE-INFÉRIEURE.....	..	24	..	130	..	17	..	74
NORD.....	10	266	7	161	4	210	8	127
PYRÉNÈES (BASSES).....	..	..	13	306	..	..	9	248
PYRÉNÈES-ORIENTALES.....	..	..	8	47	..	..	7	32
SEINE-INFÉRIEURE.....	1	178	18	1,285	1	120	15	860
SEVRES (DEUX).....	..	33	..	..	..	2	..	..
VENDE.....	..	138	..	..	..	51	..	..
TOTAUX.....	146	1,728	743	4,266	99	1,064	539	2,995

LES FILATURES DE LIN ET D'ÉTOUPES EN 1899 ⁽¹⁾.

Au 31 août 1899, le nombre d'établissements des filateurs de lin et d'étoupes en France et le nombre de leurs broches étaient les suivants :

DÉSIGNATION des localités.	NOMBRE d'éta- blisse- ments.	NOMBRE DE BROCHES	
		au mouillé.	au sec.
DÉPARTEMENT DU NORD.			
1 ^{re} Arrondissement de Lille.			
Lille	20	139.922	40.461
Armentières.....	8	8.928	34.184
Faches-Thumesnil.....	1	4.280	"
Frolichien.....	1	"	2.016
Halluin.....	2	7.000	"
Hellemes.....	4	9.236	7.408
Houplines.....	1	"	5.000
La Madeleine.....	2	11.360	4.096
Lannoy.....	1	38.664	2.232
Linselles.....	1	16.000	"
Lomme.....	2	9.524	1.952
Looz.....	1	1.320	5.092
Lys-Lez-Lannoy.....	1	7.288	640
Quesnoy-sur-Deule.....	2	"	8.884
Roncq.....	1	9.000	"
Seclin.....	6	26.176	3.588
Tourcoing.....	1	3.784	"
Wambrechies.....	2	4.750	2.424
2 ^{re} Arrondissement de Douai.			
Douai	1	"	7.386
3 ^{re} Arrondissement d'Hazebrouck.			
Estaires.....	1	2.024	"
DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS.			
1 ^{re} Arrondissement de Boulogne : Boulogne.....			
— Pont-de-Briques.....	1	2.500	"
2 ^{re} Arrondissement de Saint-Pol : Frévent.....			
DÉPARTEMENT DE LA SEINE-INFÉRIEURE.			
Barentin.....	1	4.665	7.374
Maromme.....	1		1.000

(1) D'après une communication du Comité linier du Nord, à Lille

DÉSIGNATION des localités.	NOMBRE d'éta- blisse- ments.	NOMBRE DE BROCHES	
		an monillé.	an sec.
DÉPARTEMENT DU CALVADOS.			
Saint-Germain-de-Livet.	1	600	2,432
DÉPARTEMENT DE LA SOMME.			
Amiens.	2	7.892	7,958
DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE.			
La Sandrosière.	1	.	1,100
DÉPARTEMENT DE LA VIENNE.			
Lignacé (chanvre)	1	"	"

LE TRAVAIL DANS LES PEIGNAGES DE LAINE⁽¹⁾.

Dans les usines des peigneurs de laine syndiqués, 10 établissements qui fournissent ensemble 60 p. o/o de la production française, les moyennes des nombres d'heures de fabrication par 24 heures ont été les suivantes pour les divers mois de l'année :

ANNÉE 1898.		ANNÉE 1898 (Suite).		ANNÉE 1899.	
	heures.		heures.		heures.
Janvier.	16,3	Juillet.	20,9	Janvier.	17,1
Février.	18,3	Août.	20,2	Février.	19,4
Mars.	19,7	Septembre.	17,6	Mars.	20,9
Avril.	20,2	Octobre.	14,7	Avril.	20,4
Mai.	20,4	Novembre.	11,2	Mai.	20,1
Juin.	21,1	Décembre.	10,8	Juin.	20,0
				Juillet.	19,8

(1) D'après une communication du Comité linier du Nord, à Lille.

CONDITIONS DU TRAVAIL

AUX ARDOISIÈRES COMMUNALES DE FUMAY.

La commune de Fumay (Ardennes) possède des ardoisières dont elle concède l'exploitation à un entrepreneur. Le cahier des charges de l'entreprise contient diverses conditions relatives au travail et insérées dans l'intérêt des ouvriers.

Ces conditions concernent la durée du travail et des repos (art. 1 et 2); le travail des ouvriers âgés (art. 3 et 24); le minimum des salaires et la majoration éventuelle de ce minimum d'après une échelle basée sur les prix de vente de l'ardoise (art. 4, 5, 6, 9, 10, 15, 16); la limitation du nombre des apprentis, leur formation et leur salaire (art. 7); l'hygiène des chantiers et les commodités du travail (art. 12, 13 et 18); les conditions d'emploi des appareils mécaniques ou procédés nouveaux destinés à diminuer la main-d'œuvre (art. 8 et 17); les chômages et les absences de force majeure (art. 19 et 20); le privilège des ouvriers de Fumay (art. 22); les ouvriers blessés ou malades (art. 25 et 26).

On trouvera ci-après divers extraits de ce règlement.

Conditions ouvrières imposées aux concessionnaires de tréfonds communaux.

ART. 1^{er}. La journée de l'ouvrier mineur se fera consécutivement, sans heure d'interruption, les ouvriers travailleront toujours selon l'usage établi par eux.

La journée ordinaire sera, pour l'ouvrier mineur, de huit heures; celle du lundi ne sera que de quatre heures, mais payée à l'ouvrier comme complète.

Tous les ouvriers travaillant dans la fosse auront droit à deux heures de repos *la veille* des fêtes suivantes : Premier janvier, Pâques, Saint-Georges, Ascension, Pentecôte, Fête-Dieu, l'été nationale, Assomption, Rosaire, Toussaint, Sainte-Barbe et Noël.

Ils auront également droit à deux heures de repos *le lendemain* des fêtes ci-après : Premier janvier, Mardi gras, Ascension, Fête nationale, Sainte-Barbe et Noël.

Il en sera de même pour le jour même du Mardi gras.

Les dimanches et jours de fête seront toujours considérés comme jours de repos.

ART. 2. [Détails techniques relatifs au travail.]

ART. 3. La tâche du coupeur sera toujours comme l'ancien usage, le pied Saint-Lambert sera le seul reconnu, soit trente centimètres et demi d'épaisseur et quatre-vingt-onze centimètres de longueur.

Pour les ouvriers mineurs âgés de plus de quarante-cinq ans, si la Société concessionnaire les forçait à couper, elle ne pourra jamais exiger d'eux un travail supérieur au cinq sixièmes de la tâche habituelle du coupeur (cette tâche sera toujours calculée par le pied Saint-Lambert ci-dessus défini).

ART. 4. Le salaire des ouvriers mineurs ne sera jamais inférieur à 62 francs par quinzaine ou 5 francs par jour, quel que soit le prix de vente du mille de flamandes au-dessous de 20 francs.

A partir du prix de vente de 20 francs par mille de flamandes, quand cette ardoise subira une augmentation de 1 franc par mille, l'ouvrier mineur devra recevoir une augmentation de 2 fr. 50 par quinzaine et réciproquement il en sera de même pour la diminution jusqu'au prix de 20 francs.

ART. 5. Lorsque le prix de vente de la flamande qui sert de base à l'établissement des prix des salaires des ouvriers mineurs ne sera pas augmenté, tandis que ceux des autres modèles

le seront, les ouvriers mineurs auront droit à une augmentation proportionnelle à celle des ouvriers fendeurs.

Toutefois, quand la flamande sera augmentée, les salaires des ouvriers mineurs seront payés conformément à l'article 4 et les conditions stipulées au présent article deviendront nulles.

ART. 6. Tout ouvrier mineur travaillant suivant le système actuel, sachant couper, débiter et travailler de toutes mains ou ayant été reconnu par ses contremaîtres comme tel, sera considéré comme ouvrier de 1^{re} classe et payé à raison de 0 fr. 50 par jour ou 6 francs par quinzaine en plus que l'ouvrier qui est seulement déconpeur, et ce pour payer son génie.

ART. 7. Le concessionnaire sera tenu de former 15 ouvriers mineurs chaque année à raison de 40 francs par quinzaine ou 3 fr. 33 centimes par jour en commençant.

Les contremaîtres seront tenus de surveiller les apprentis et de leur enseigner à bien travailler avec la plus grande activité.

Les augmentations des salaires des apprentis seront faites en quatre fois décidées par les contremaîtres et le directeur des travaux souterrains, au fur et à mesure des capacités reconnues des apprentis et ce pour parvenir au salaire d'ouvrier mineur tel qu'il est ci-dessus établi.

ART. 8. En cas d'établissement de machines ou nouveaux procédés destinés à supprimer ou diminuer la main-d'œuvre actuelle pour l'exploitation de la pierre dans la fosse, le coupage, le débit, etc., le concessionnaire ou ses représentants ne pourront jamais obliger l'ouvrier occupé à ces machines ou les dirigeant à faire plus de trois pieds de taille par journée de huit heures (journée telle qu'elle est fixée à l'article 1^{er} ci-dessus), ni forcer cet ouvrier à travailler plus de douze journées par quinzaine.

Nul autre que les ouvriers mineurs de profession ne pourra être employé aux machines à tailler, couper ou débiter dans la fosse.

Les ouvriers occupés à ces machines et procédés ou les dirigeant seront payés comme ouvriers mineurs de 1^{re} classe.

Tous les outils nécessaires au travail des ouvriers occupés dans la fosse ou la mine seront descendus à l'endroit du travail par les soins et aux frais du concessionnaire.

ART. 9. Le salaire des porteurs à la pierre sera toujours égal à celui des ouvriers mineurs tel qu'il est établi ci-dessus.

ART. 10. Les ouvriers craboteurs, wagonneurs, porteurs à la pierre, mécaniciens, chauffeurs, forgerons ne pourront jamais être rétribués à des prix inférieurs à ceux indiqués ci-dessous, quel que soit le prix de vente du mille de flamandes au-dessous de 20 francs, savoir :

Les craboteurs à raison de.....	4 50	par journée de	8 heures.
Les wagonneurs du fond à raison de.....	5 00	—	10 —
Les wagonneurs à jour à raison de.....	4 50	—	10 —
Les manœuvres à raison de.....	5 00	—	10 —
Les mécaniciens, chauffeurs, forgerons à raison de.....	5 00	—	10 —

Ces ouvriers recevront une augmentation proportionnelle à celle des ouvriers mineurs et fendeurs lorsque les salaires de ces derniers seront augmentés.

ART. 11. Dans le cas où plusieurs wagons de pierre monteraient à la fois de la fosse, le concessionnaire devra faire mettre deux wagonneurs pour le déchargement de chaque wagon.

La journée ordinaire des wagonneurs sera de dix heures; celles du samedi et du lundi ne seront que de huit heures mais payées à ces ouvriers comme complètes.

Dans le cas où le concessionnaire forcerait les wagonneurs à travailler les lundis et samedis pendant dix heures, ceux-ci recevraient un supplément de salaire de 1 franc.

Le wagonnage aux pièces est supprimé, il ne peut avoir lieu qu'à la journée.

ART. 12. Lorsque la distance pour se rendre de l'entrée de la fosse à l'endroit du travail des ouvriers du fond sera de plus de 200 mètres, ces ouvriers devront être remontés aux frais du concessionnaire, qui devra posséder pour cela un matériel spécial et convenable.

ART. 13. Pour les ouvriers fendeurs, l'entrée et la sortie des ouvriers seront libres selon l'antique usage.

ART. 14. [Détails techniques relatifs à la fabrication des ardoises.]

ART. 15 et 16. [Échelle mobile de salaires pour les travaux à la tâche.]

ART. 17. L'établissement des scieries ou machines destinées à la fabrication de l'ardoise ou de tout autre produit ne pourra modifier les conditions ci-dessus édictées.

En cas d'établissement de ces machines, si l'on change le système actuel du travail aux pièces en système nouveau du travail à la journée, le salaire de l'ouvrier sera de 0 fr. 50 par heure pour tailler l'ardoise et de 0 fr. 75 par heure pour la fendre.

Le nombre des machines destinées à la fabrication de l'ardoise devra être suffisant. Il devra y avoir au moins un découpoir pour deux tours de pierre. Les ouvriers occupés à ces machines devront toujours être à l'abri des intempéries.

ART. 18. [Détails de l'organisation des chantiers.]

.....
Le chauffage des baraques, du 15 octobre au 15 avril, sera à la charge du concessionnaire.

Tous les ateliers et baraques devront être construits dans de bonnes conditions d'hygiène et de salubrité. Il sera établi, dans la toiture, des fenêtres à tabatières pour l'aérage, et des soupiraux pour l'évacuation de la poussière.

.....
Pour satisfaire aux soins de propreté des ouvriers, il sera établi dans les ateliers et baraques des conduites d'eau avec robinets, alimentées par les eaux tirées de la fosse.

ART. 19. Lorsque l'ouvrier fendeur subira un chômage à cause du manque de pierre, le concessionnaire ne pourra l'empêcher d'aller travailler une ou plusieurs journées en dehors de l'ardoisière durant tout le chômage, à moins que ledit concessionnaire ne lui procure du travail dans l'ardoisière pour éviter une perte de salaire.

Dans n'importe quel système de travail, il est interdit au concessionnaire d'employer d'autres ouvriers que les ouvriers fendeurs pour la fabrication des ardoises. Chaque ouvrier pourra toujours exiger d'achever ses ardoises lui-même.

ART. 20. Le départ volontaire ou involontaire d'un ouvrier de l'ardoisière ne pourra entraîner le renvoi de ses parents ou alliés, à moins que ces derniers ne montrent de la négligence dans le service.

L'absence d'un ouvrier causée par la maladie, l'accomplissement du service ou d'une période d'instruction militaire ou toute autre cause involontaire d'absence dûment justifiée ne pourra être un motif de renvoi.

ART. 21. Dans le cas où la flamande qui sert actuellement de base pour le payement du salaire des ouvriers mineurs et fendeurs viendrait à disparaître du commerce, la commune aurait le droit de reviser le contrat à ce sujet et d'indiquer une nouvelle base de payement proportionnée aux prix actuels de la flamande.

ART. 22. Les directeurs des travaux seront toujours pris parmi les ouvriers de Fumay.

Tout ouvrage ou crabottage ne pourra être accordé qu'aux ouvriers de Fumay. Il en sera de même pour les wagonneurs, les porteurs à la pierre et tous les ouvriers à occuper sur les chantiers ou dans la fosse.

La mise en adjudication des crabottages devra être annoncée huit jours à l'avance et à son de cloche dans Fumay.

Pour les employés et les ouvriers de n'importe quel métier qui lui seront nécessaires, le concessionnaire ne devra occuper que des Français et, de préférence, les ouvriers de Fumay qui se présenteront.

ART. 23. Le paiement des salaires des ouvriers devra avoir lieu en espèces et toutes les deux semaines sur les chantiers, en bonne monnaie ayant cours légal.

ART. 24. Lorsque les ouvriers (mineurs, fendeurs ou autres) deviendront âgés ou que, par suite de blessures, ils ne pourront plus faire le travail qu'ils font habituellement, le concessionnaire ne pourra jamais les renvoyer, il devra les replacer sur les crabottages ou à l'arrangement des décombres, à raison de 4 francs par jour. Cependant, s'il se trouve des ouvriers qui ont consacré vingt années au service de la Société, ceux-là devront toujours être payés comme les autres ouvriers, attendu qu'ils auront fait pendant le temps de leur jeunesse le bénéfice de ladite Société.

ART. 25. Lorsque les ouvriers mineurs, les wagonneurs, les porteurs à la pierre, les fendeurs et autres ouvriers employés dans l'ardoisière seront blessés soit sur leur travail soit en descendant, soit en remontant de la fosse, soit vaquant à n'importe quelle corvée sur les chantiers ou dans la fosse, le concessionnaire sera astreint à leur payer la moitié de leur journée.

Si un ouvrier restait infirme par suite de blessures ou perdait la vie, le concessionnaire serait tenu à verser la somme qui serait jugée nécessaire pour subvenir aux besoins de la famille par le Conseil de prud'hommes et ce pour n'importe quel ouvrier employé dans l'ardoisière.

ART. 26. Les médicaments et les soins de médecins nécessaires à tout ouvrier ou employé blessé dans l'ardoisière ou au service du concessionnaire seront à la charge dudit concessionnaire.

L'ouvrier blessé aura la faculté de choisir son médecin, à la condition que ce médecin habite Fumay. Il est bien entendu qu'en cas de consultation de médecins étrangers, de concert avec le médecin choisi, les frais seront supportés par le concessionnaire.

Le concessionnaire sera tenu de faire installer sur les chantiers une salle spéciale avec lit, linge et pharmacie, pour donner les premiers soins aux ouvriers blessés.

CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE.

SITUATION ET OPÉRATIONS EN 1898 (1).

Les versements, en 1898, ont été au nombre de 2.284 224 et se sont élevés à 44.543.693 fr. 73. Les chiffres correspondants de 1897 avaient été de 2.079.896 versements représentant une valeur de 43.679.637 fr. 76; c'est donc, en faveur de 1898, une augmentation de 204.328 versements et de 864.055 fr. 97 sur les montants.

Les versements effectués en 1898 se décomposent de la manière suivante :

	VERSEMENTS COLLECTIFS.		VERSEMENTS INDIVIDUELS.		TOTAL.	
	Nombres.	Sommes.	Nombres.	Sommes.	Nombres.	Sommes.
		francs.		francs.		francs.
Versements à capital aliéné.	1.364.560	15.501.992	17.302	4.333.561	1.381.862	19.835.554
Versements à capital réservé.	875.696	20.844.036	26.666	3.864.103	902.362	24.708.139
TOTAL.....	2.240.256	36.346.028	43.968	8.197.664	2.284.224	44.543.693

La comparaison des deux dernières années fait ressortir, en faveur de 1898, une augmentation de 199.517 dans le nombre des versements pour le compte des collectivités et de 652.712 fr. 59 dans leur montant.

Quant aux versements individuels, ils présentent, en 1898, augmentations et diminutions compensées, un excédent de 4.811 sur les nombres et de 211.343 fr. 38 sur les sommes versées.

L'augmentation signalée dans les versements de collectivités a surtout pour cause l'application générale du décret du 26 février 1897 concernant les pensions des ouvriers civils des établissements militaires (119.119 versements de plus qu'en 1897) et le complément des versements effectués par la Compagnie des chemins de fer du Nord au nom de ses agents non commissionnés (24.207 de plus). D'autre part, la loi du 29 juin 1894 sur les retraites des ouvriers mineurs paraît avoir produit tout son effet; le nombre des personnes qui bénéficient de cette loi s'élevait, au 31 décembre 1898, à 245.587 (au lieu de 218.127 en 1897).

Un nombre assez considérable d'administrations, de sociétés et d'industriels ont opéré des versements à la Caisse nationale des retraites pour la première fois en 1898, notamment le Crédit lyonnais, qui a effectué pour le personnel de l'administration centrale et des agences des départements 8,185 versements. Il y a lieu aussi de signaler particulièrement la propagande qui est faite par les municipalités et par le personnel de l'enseignement primaire pour développer parmi les élèves des écoles l'esprit de prévoyance. Cette propagande a eu pour résultat, en 1898, l'affiliation de 43 nouvelles sociétés scolaires de secours mutuels et de retraites.

(1) Extrait du rapport adressé au Président de la République par la Commission supérieure de la Caisse. — (Impr. nat., 1899.)

Comptes nouveaux.

Le nombre des comptes nouveaux ouverts en 1898 s'élève à 91.604, savoir : 8.160 comptes individuels, au lieu de 6.258 en 1897, soit, en plus, 1.902 ; 83.444 comptes ouverts au nom de membres de collectivités, au lieu de 88.235 en 1897, soit, en moins, 4.791 ;

Ensemble, 91.604 comptes, au lieu de 94.493, soit, en moins, 2.889.

L'accroissement des comptes individuels provient surtout des premiers versements effectués par les écoliers de Tourcoing et de Roubaix, à titre individuel.

La diminution constatée sur les comptes nouveaux demandés par des collectivités est imputable en grande partie aux ouvriers mineurs (3.776 comptes nouveaux de moins qu'en 1897).

La moyenne des versements faits pour le compte de collectivités, après avoir présenté en 1897 une légère augmentation, a de nouveau subi une diminution de 2 francs. Quant aux versements individuels, leur moyenne s'est abaissée à 186 fr. au lieu de 204 francs en 1897, soit donc une diminution de 18 francs.

La moyenne générale des versements est de 19 francs, chiffre inférieur de 2 francs à la moyenne de l'année 1897 (21 fr.).

Le nombre des rentes viagères en cours s'élevait, au 31 décembre 1898, à 235.184 pour une somme de 34.458.491 francs, soit 8.693 parties pour 357.193 fr. de plus qu'au 31 décembre 1897.

La moyenne des inscriptions existantes ressort à 147 francs, inférieure de 4 francs à celle de 1897 et de 13 francs à celle de 1896.

Le taux d'intérêt des rentes, calculé sur les versements reçus en 1898, a été de 3,50 p. o/o.

Contrairement aux prévisions du rapport sur les opérations de 1897, ce taux a été maintenu pour 1899 par décret du Président de la République en date du 31 décembre 1898.

Le taux servant de base aux tarifs ne peut varier que par fractions de 25 centimes ; or le taux moyen des placements effectués par la Caisse pendant la période d'observation du 1^{er} novembre 1897 au 31 octobre 1898 a été beaucoup plus près de 3,50 p. o/o que de 3,25 p. o/o (3.441 1/4 p. o/o) et, en outre, le taux de l'ensemble du portefeuille au 31 décembre 1898 était de 3,73304 p. o/o.

Les frais administratifs s'élèvent à 979.606 fr. 54 et sont supérieurs, par suite, de 45.125 fr. 67, soit 4,82 p. o/o à ceux de l'année dernière, alors que le nombre des opérations s'est accru dans une proportion plus considérable (6,05 p. o/o). Cette augmentation de 45.125 fr. 67 provient du développement de plus en plus considérable de l'institution.

Statistique des déposants.

Le nombre des déposants nouveaux s'est élevé en 1898 à 91.604.

Sur ce nombre, 83.444 (91,09 p. o/o) sont des déposants au compte desquels les versements ont été opérés par une collectivité et qui ont été désignés, pour abrégé, sous le titre de « déposants collectifs » ; 8.160 (8,91 p. o/o) sont des déposants isolés.

La proportion des comptes nouveaux des déposants collectifs, sur l'ensemble, a subi en 1898 une légère diminution sur le chiffre de 1897 ; cette diminution provient principalement de celle constatée sur le nombre des comptes ouverts aux noms d'ouvriers mineurs, la loi du 29 juin 1894 étant maintenant entièrement appliquée, et, d'autre part, de l'augmentation sensible qui s'est produite sur les comptes ouverts à des déposants individuels.

Parmi les nouveaux déposants collectifs, les hommes sont plus nombreux que les

femmes, ainsi que cela a été constaté d'ailleurs les années précédentes (63,86 p. o/o pour les hommes et 36,14 p. o/o pour les femmes).

Parmi les déposants directs, les hommes l'emportent également, mais dans une proportion bien moindre (54,74 p. o/o contre 45,26 p. o/o pour les femmes).

Plus de la moitié des déposants collectifs sont mariés (52,80 p. o/o). Viennent ensuite les célibataires (44,82 p. o/o), puis les veufs et divorcés (2,38 p. o/o); ces proportions sont différentes de celles qui ont été constatées l'année dernière, les déposants célibataires sont en plus grand nombre, mais l'ordre reste le même que les années précédentes.

Parmi les déposants directs, le premier rang appartient aux célibataires, qui forment près des deux tiers du total (65,77 p. o/o). On doit classer ensuite les gens mariés (28,68 p. o/o), puis les veufs et les divorcés (5,55 p. o/o). Cet ordre était le même en 1896, 1895, 1894 et 1893, mais, avant 1893, les gens mariés occupaient le premier rang. On remarquera que, parmi les veufs et divorcés, près des cinq sixièmes (82,10 p. o/o) se composent de femmes.

Relativement à la profession et au sexe, les nouveaux déposants se répartissent comme suit :

	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.
Ouvriers (industrie, mines, transports, manufactures de l'État).....	30.488	15.679	46.167
Artisans patentés. Marchands.....	796	463	1.259
Domestiques.....	136	256	392
Employés.....	6.474	4.538	11.012
Agents des chemins de fer.....	7.456	5.954	13.410
Agriculteurs.....	745	130	875
Professions libérales et rentiers.....	1.103	933	2.036
Enfants mineurs sans profession.....	10.560	5.893	16.453
TOTAUX.....	57.758	33.846	91.604

Statistique des rentiers.

Le nombre des rentiers, au 31 décembre 1898, était de 231.071 pour 34.458.491 francs; au point de vue de l'importance des rentes ils se classent ainsi :

MONTANT DES RENTES.	NOMBRE de rentiers.	RENTE MOYENNE.
De 2 à 50 francs.....	100.046	29 ^f
De 51 à 200 —.....	90.633	112
De 201 à 360 —.....	17.437	283
De 361 à 600 —.....	11.962	483
De 601 à 1.200 —.....	8.968	872
De 1.201 à 1.500 —.....	2.025	1.434
	231.071	149

Ce nombre comprend 126.296 hommes et 104.775 femmes : la rente des premiers représente 18.082.968 francs avec une moyenne de 143 francs, et celle des femmes, 16.375.523 francs avec une moyenne de 156 francs.

OPÉRATIONS DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

PENDANT L'ANNÉE 1896 (1).

Au 31 décembre 1896, il existait en France 10.960 sociétés de secours mutuels, comptant 1.736.208 membres.

En 1895, à la même époque, il y avait 10.588 sociétés groupant 1.599.438 membres.

L'augmentation pour l'année est, par suite, de 372 sociétés et de 136.770 sociétaires, soit 2,3 p. 0/0 du nombre de sociétés en 1895 et 8,5 p. 0/0 du nombre correspondant de sociétaires.

. Voici comment se décomposent les chiffres concernant l'année 1896 :

DÉSIGNATION.	NOMBRE DE					
	SOCIÉTÉS.	MEMBRES hono- raires.	MEMBRES PARTICIPANTS.			
			Hommes.	Femmes.	Enfants.	TOTAL.
Sociétés approuvées ou reconnues d'utilité publique.....	7.943	224.149	915.483	198.365	43.855	1.157.703
Sociétés autorisées...	3.017	30.018	274.274	43.240	6.824	324.338
ENSEMBLE des sociétés.	10.960	254.167	1.189.757	241.605	50.679	1.482.041

Le nombre moyen de membres participants par société est de 135. Pour les sociétés approuvées, la moyenne s'élève à 146, et, pour les sociétés autorisées, elle descend à 117.

Voici quelles étaient, par 100 membres participants, les proportions d'hommes, de femmes et d'enfants :

DÉSIGNATION.	HOMMES.	FEMMES.	ENFANTS.	TOTAL.
Sociétés approuvées ou reconnues.....	78,1	16,4	3,3	100,0
Sociétés autorisées.....	84,4	13,4	2,2	100,0
ENSEMBLE des sociétés.....	80,2	15,7	3,1	100,0

Le nombre de journées de maladies indemnisées a été de 4.213.062 dans les sociétés approuvées, et de 1.241.492 dans les sociétés autorisées.

Ces totaux renferment : le premier 3.623.180 journées payées aux hommes et 589.882 aux femmes; le second 1.133.648 journées payées aux hommes et 107.844

(1) D'après le rapport, en date du 1^{er} avril 1899, adressé à M. le Président de la République par le Ministre de l'Intérieur.

aux femmes : soit ensemble, pour les hommes, 4.756.828 journées, et, pour les femmes, 697.732 journées.

En rapprochant les nombres annuels de journées de maladie des nombres correspondants de membres participants (défalcation faite des sociétés qui fonctionnent exclusivement comme sociétés de retraites), on obtient les moyennes ci-dessous (nous donnons les chiffres des dix dernières années) :

NOMBRE ANNUEL MOYEN DE JOURS DE MALADIE, PAR MEMBRE PARTICIPANT.

ANNÉES.	SOCIÉTÉS APPRouvÉES.			SOCIÉTÉS AUTORISÉES.		
	HOMMES.	FEMMES.	ENSEMBLE.	HOMMES.	FEMMES.	ENSEMBLE.
	jours.	jours.	jours.	jours.	jours.	jours.
1887.....	4,53	3,27	4,31	5,27	3,39	5,01
1888.....	4,48	3,14	4,25	5,13	3,35	4,88
1889.....	4,72	3,44	4,52	5,74	4,46	5,59
1890.....	5,76	4,00	5,49	6,64	5,20	6,47
1891.....	5,19	3,86	4,98	6,12	4,88	5,98
1892.....	5,37	4,04	5,16	6,04	5,10	5,93
1893.....	5,29	3,96	5,08	6,06	4,79	5,91
1894.....	5,28	4,73	5,19	6,07	4,56	5,88
1895.....	5,67	4,95	5,56	6,63	5,51	6,49
1896.....	5,31	6,67	5,47	5,58	4,93	5,52
MOYENNE pour les dix années..	5,16	4,21	5,00	5,92	4,62	5,77

Quant au nombre moyen de journées payées à chaque malade, il a été, en 1896, de 20 j. 98 dans les sociétés approuvées, et de 17 j. 16 dans les sociétés autorisées. Voici les chiffres relevés pour la période 1887-1896 :

NOMBRE ANNUEL MOYEN DE JOURS DE MALADIE PAYÉS À CHAQUE MALADE.

ANNÉES.	SOCIÉTÉS APPRouvÉES.			SOCIÉTÉS AUTORISÉES.		
	HOMMES.	FEMMES.	ENSEMBLE.	HOMMES.	FEMMES.	ENSEMBLE.
	jours.	jours.	jours.	jours.	jours.	jours.
1887.....	17,76	11,88	16,69	21,13	18,32	20,83
1888.....	17,43	11,70	16,42	20,97	16,82	20,49
1889.....	16,69	10,97	15,71	19,88	13,94	19,11
1890.....	15,72	11,40	15,07	17,38	13,22	16,88
1891.....	15,78	11,24	15,05	17,57	13,16	17,03
1892.....	16,15	11,92	15,47	18,21	13,34	17,57
1893.....	15,95	11,45	15,22	16,39	11,96	15,83
1894.....	16,30	13,58	15,85	17,60	12,01	16,85
1895.....	16,83	14,01	16,36	19,07	15,96	18,66
1896.....	20,47	24,72	20,98	17,53	14,07	17,16
MOYENNE pour les dix années..	16,91	12,32	16,28	18,57	14,28	18,04

Les décès, en 1896, ont atteint le chiffre de 22.240; 17.375 décès se sont produits dans les sociétés approuvées et 4.965 dans les sociétés autorisées. Les moyennes annuelles de décès par 1.000 sociétaires (coefficients de mortalité moyens) sont indiquées ci-après :

NOMBRE ANNUEL MOYEN DE DÉCÈS, PAR 1.000 SOCIÉTAIRES.

ANNÉES.	SOCIÉTÉS	SOCIÉTÉS
	APPROUVÉES.	AUTORISÉES.
1887.....	16,0	18,1
1888.....	16,4	16,9
1889.....	14,9	16,1
1890.....	16,4	17,2
1891.....	17,2	16,3
1892.....	16,5	16,0
1893.....	16,6	16,0
1894.....	17,3	15,6
1895.....	18,0	16,6
1896.....	15,5	15,6
MOYENNES pour les dix années.....	16,5	16,4

Statistique financière.

RECETTES ET DÉPENSES.

Les recettes des sociétés approuvées s'élèvent, pour 1896, à 26.884.528 francs, en augmentation de 2.607.015 francs sur les recettes de l'exercice précédent.

Elles se composent de :

		PROPORTION P. O/O dans le total.
Cotisations des membres honoraires.....	2.440.757 ^f	9,08
— des membres participants.....	16.634.372	62,77
— des enfants.....	239.738	
Amendes.....	464.921	1,73
Droits d'entrée.....	397.320	1,48
Intérêts des fonds placés.....	3.125.814	11,62
Subventions, dons et legs.....	2.045.443	7,61
Recettes diverses.....	1.536.163	5,71
TOTAL des recettes....	26.884.528	100,00

Les dépenses correspondantes se montent à 21.697.588 francs, en augmentation de 55.038 francs sur les dépenses de l'exercice précédent.

Elles se composent de :

		PROPORTION P. O dans le total.
Secours pécuniaires aux malades.....	5.468.901 ^f	25,21
Honoraires des médecins.....	2.889.711	13,32
Frais pharmaceutiques.....	3.518.952	16,22
Secours aux vieillards, infirmes et incurables.	1.731.360	7,98
Secours aux veuves et orphelins.....	460.620	2,12
Dépenses pour les enfants.....	95.864	0,44
Versements aux fonds de retraites.....	2.983.962	13,75
Frais funéraires.....	955.589	4,40
Frais de gestion.....	1.090.678	5,02
Dépenses diverses.....	2.501.951	11,54
TOTAL des dépenses....	21.697.588	100,00

Les trois premières rubriques représentent les dépenses de maladie proprement dites; elles atteignent 54,75 p. o/o des dépenses.

Les frais de gestion sont peu considérables et ne forment que 5,02 p. o/o des dépenses.

Le tableau suivant met en parallèle la recette générale moyenne et la dépense générale moyenne (non compris les affectations aux fonds de retraites), dans les sociétés approuvées, depuis 1889, évaluées par membre participant :

BUDGET MOYEN, PAR MEMBRE PARTICIPANT, DANS LES SOCIÉTÉS APPROUVÉES.

ANNÉES.	RECETTE MOYENNE par membre participant.	DÉPENSE MOYENNE par membre participant.	EXCÉDENT DE LA RECETTE moyenne sur LA DÉPENSE moyenne.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1889.....	23 43	17 88	5 55
1890.....	23 02	19 87	3 15
1891.....	23 16	18 87	4 29
1892.....	23 08	18 93	4 15
1893.....	22 60	18 59	4 01
1894.....	23 50	18 41	5 09
1895.....	23 21	18 89	4 32
1896.....	23 14	17 84	5 30

Il est également intéressant de comparer à la dépense moyenne la cotisation moyenne versée par le sociétaire participant. Cette comparaison fait l'objet du tableau suivant :

RELATION ENTRE LA COTISATION MOYENNE PAR PARTICIPANT ET LA DÉPENSE MOYENNE
DANS LES SOCIÉTÉS APPROUVÉES.

ANNÉES.	HOMMES.			FEMMES.		
	COTISATION moyenne.	DÉPENSE moyenne.	DIFFÉRENCE.	COTISATION moyenne.	DÉPENSE moyenne.	DIFFÉRENCE.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1889.....	15 17	18 35	3 18	10 71	14 99	4 28
1890.....	14 84	20 71	5 87	10 59	17 11	6 52
1891.....	14 89	19 22	4 33	10 64	16 58	5 94
1892.....	14 93	19 36	4 43	10 74	16 03	5 29
1893.....	14 74	19 04	4 30	10 39	15 65	5 26
1894.....	14 86	18 79	3 93	10 80	15 83	5 03
1895.....	14 91	19 35	4 44	10 68	16 02	5 34
1896.....	14 85	19 21	4 36	10 51	15 19	4 68

Les recettes des sociétés autorisées s'élèvent, pour 1896, à 8.608.241 francs; celles de l'année 1895 à 8.571.556 francs; c'est donc sur l'exercice précédent une augmentation de 36.685 francs.

Elles comprennent :

		PROPORTION P. o/o dans le total.
Cotisations des membres honoraires.....	368.980 ^f	4,29
— des membres participants.....	4.953.005	57,91
— des enfants.....	32.272	
Amendes.....	158.082	1,83
Droits d'entrée.....	103.156	1,20
Intérêts des fonds placés.....	1.382.629	16,06
Dons manuels.....	728.849	8,47
Recettes diverses.....	881.266	10,24
TOTAL des recettes....	8.608.241	100,00

Les dépenses correspondantes se montent à 6.217.425 francs, en diminution de 1.866.602 francs sur les dépenses du précédent exercice.

Elles se répartissent comme suit :

		PROPORTION P. o/o dans le total.
Secours pécuniaires aux malades.....	1.984.400 ^f	31,92
Honoraires des médecins.....	638.230	10,27
Frais pharmaceutiques.....	801.106	12,88
Secours aux vieillards, infirmes et incurables.	484.105	7,77
Secours aux veuves et aux orphelins.....	236.827	3,80
Dépenses pour les enfants.....	13.575	0,22
Versements aux fonds de retraites.....	923.940	14,89
Frais funéraires.....	242.887	3,90
Frais de gestion.....	312.483	5,03
Dépenses diverses.....	579.872	9,32
TOTAL des dépenses....	6.217.425	100,00

Les dépenses de maladie représentent 55,07 p. o/o du total des dépenses.

La proportion des frais de gestion, encore plus faible que dans les sociétés approuvées, n'est que de 5,03 p. o/o du total.

Voici, comme plus haut, les comparaisons de la dépense moyenne, par sociétaire, à la recette moyenne totale et à la cotisation moyenne :

BUDGET MOYEN, PAR MEMBRE PARTICIPANT, DANS LES SOCIÉTÉS AUTORISÉES.

ANNÉES.	RECETTE MOYENNE par membre participant.	DÉPENSE MOYENNE par membre participant.	EXCÉDENT DE LA RECETTE moyenne sur LA DÉPENSE moyenne.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1889.....	25 98	21 42	4 56
1890.....	26 53	23 37	3 16
1891.....	27 71	22 20	5 51
1892.....	28 75	21 01	7 74
1893.....	27 79	22 94	5 05
1894.....	27 13	21 85	5 28
1895.....	25 51	20 51	5 00
1896.....	24 56	18 58	5 98

RELATION ENTRE LA COTISATION MOYENNE, PAR PARTICIPANT, À LA DÉPENSE MOYENNE,
DANS LES SOCIÉTÉS AUTORISÉES.

ANNÉES.	HOMMES.			FEMMES.		
	COTISATION moyenne.	DÉPENSE moyenne.	DIFFÉRENCE.	COTISATION moyenne.	DÉPENSE moyenne.	DIFFÉRENCE.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1889.....	16 81	21 76	4 95	8 18	17 23	9 05
1890.....	17 13	23 81	6 68	8 64	18 27	9 63
1891.....	17 16	22 65	5 49	8 83	17 36	8 53
1892.....	17 26	21 22	3 96	8 85	17 79	8 94
1893.....	17 58	23 47	5 89	8 86	18 25	9 39
1894.....	17 19	22 27	5 08	9 43	17 52	8 09
1895.....	16 21	21 48	5 07	10 08	18 75	8 67
1896.....	16 43	20 03	3 60	10 32	17 66	7 34

Dans les sociétés autorisées, comme d'ailleurs dans les sociétés approuvées, les cotisations des seuls membres participants sont manifestement insuffisantes pour pourvoir à la dépense moyenne que chacun d'eux occasionne à la mutualité (1). La cotisation des membres honoraires ainsi que les ressources aléatoires sont donc indispensables pour permettre aux sociétés de tenir tous leurs engagements statutaires et d'augmenter provisoirement leurs fonds de réserve.

C'est dans les sociétés autorisées et pour les sociétaires femmes que l'écart entre la cotisation et la dépense atteint son plus haut chiffre.

FRAIS DE MALADIE.

Les frais de maladie comprenant les secours en argent aux malades, les frais pharmaceutiques et les honoraires des médecins se sont élevés au total de 15.301.300 francs. Les secours en argent, pour 7.453.301 francs, forment 49 p. o/o de cette somme; les frais pharmaceutiques, pour 4.320.058 francs, en représentent 28 p. o/o, et les honoraires des médecins, pour 3.527.941 francs, 23 p. o/o.

Nous donnons ci-dessous le montant moyen, par participant, des frais de maladie.

FRAIS DE MALADIE MOYENS PAR MEMBRE PARTICIPANT.

ANNÉES.	SOCIÉTÉS APPROUVÉES.			SOCIÉTÉS AUTORISÉES.		
	HOMMES.	FEMMES.	ENSEMBLE.	HOMMES.	FEMMES.	ENSEMBLE.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1889.....	12 58	10 62	12 27	10 42	10 48	10 43
1890.....	14 83	11 97	14 38	16 07	11 24	15 51
1891.....	13 71	11 29	13 38	14 93	11 45	14 53
1892.....	13 79	11 31	13 41	14 94	12 26	14 63
1893.....	13 53	10 79	13 10	15 04	11 39	14 60
1894.....	13 26	10 93	12 89	14 38	10 71	13 93
1895.....	16 53	16 10	16 52	19 76	18 87	19 70
1895.....	15 31	16 61	15 52	19 02	16 91	18 83

(1) Les tableaux indiquent la dépense moyenne, déduction faite des versements aux fonds de retraites.

Parmi ces frais, l'élément le plus important est le secours en argent.

Voici, de même, le montant moyen de cette indemnité, par malade, par jour de maladie et par participant :

INDEMNITÉ MOYENNE DE MALADIE.

ANNÉES.	SOCIÉTÉS APPRouvÉES			SOCIÉTÉS AUTORISÉES.		
	par	PAR JOUR	PAR MEMBRE	par	PAR JOUR	PAR MEMBRE
	MALADE.	de maladie.	participant.	MALADE.	de maladie.	participant.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1889.....	19 61	1 25	5 63	27 22	1 42	7 96
1890.....	18 69	1 24	5 81	24 15	1 43	9 26
1891.....	18 37	1 22	6 08	24 45	1 44	8 58
1892.....	18 74	1 21	6 26	25 46	1 45	8 59
1893.....	18 31	1 20	6 11	22 54	1 42	8 42
1894.....	18 00	1 14	5 90	22 81	1 35	7 96
1895.....	22 00	1 33	7 74	29 83	1 52	9 53
1896.....	27 23	1 30	7 10	27 43	1 60	8 82

Suivant les régions, la dépense moyenne de maladie, par participant, varie dans d'assez larges proportions. Dans les sociétés approuvées, cette moyenne, en 1896, a été de 15 fr. 52 pour toute la France. Par département, elle a varié de 18 fr. 76 (Bouches du-Rhône) à 9 fr. 64 (Somme).

Les secours aux vieillards, infirmes et incurables se sont montés en moyenne à 92 fr. 70 par bénéficiaire dans les sociétés approuvées, et à 109 fr. 60 dans les sociétés autorisées.

Les secours aux veuves et aux orphelins ont atteint le chiffre moyen de 74 fr. 30 par bénéficiaire dans les sociétés approuvées, et de 126 fr. 80 dans les sociétés autorisées.

Les frais funéraires ont été, en moyenne, par décès, de 67 francs dans les sociétés approuvées, et de 64 fr. 15 dans les sociétés autorisées.

FONDS DE RETRAITES.

Le fonds de retraite global des sociétés approuvées s'élevait, au 31 décembre 1896, à 121.463.185 francs pour 4.190 sociétés. Au 31 décembre 1895, il était de 115.253.442 francs pour 4.071 sociétés. Il s'est ainsi produit une augmentation de 6.209.743 francs sur le fonds de retraites et de 119 sur le nombre des sociétés approuvées possédant un fonds de retraites. Si l'on compare le chiffre ci-dessus de 4.190 aux 7.943 sociétés approuvées, on voit qu'au 31 décembre 1896 il y avait 53 p. o/o de ces associations possédant un fonds de retraites.

Le nombre des pensionnés s'élevait à 38.986. Au 31 décembre 1895, le nombre des pensionnés était de 37.036. D'autre part, le montant des arrérages payés en 1896, sur le fonds de retraites, par la Caisse des dépôts et consignations, est de 2.691.785 francs (y compris la bonification de 36.285 francs accordée par l'État). Il en résulte que l'arrérage moyen, par pensionné, servi sur le fonds de retraites, a été en 1896 de

$$\frac{2.691.785^1}{\frac{1}{2} (37.036 + 38.986)} = 71 \text{ francs.}$$

Le nombre des sociétés possédant un fonds de retraites ainsi que le montant du fonds global ont été constamment en croissant. L'arrérage moyen, par contre, n'a pas sensiblement varié :

FONDS DE RETRAITES.

ANNÉES.	NOMBRE DE SOCIÉTÉS approuvées possédant un fonds de retraites.	MONTANT TOTAL des fonds de retraites.	ARRÉRAGES MOYENS par pensionné.
		francs.	francs.
1887.....	3.420	69.557.000	76
1888.....	3.504	74.959.000	75
1889.....	3.589	80.463.000	76
1890.....	3.677	85.875.000	75
1891.....	3.742	91.230.000	76
1892.....	3.829	97.791.000	74
1893.....	3.886	103.522.000	73
1894.....	3.966	109.333.000	74
1895.....	4.071	115.253.442	72
1896.....	4.190	121.463.185	71

En outre, indépendamment de ces pensions viagères servies par la Caisse nationale des retraites, les sociétés approuvées servent des pensions dont les arrérages sont directement prélevés sur leur fonds de réserve disponible.

Voici le montant annuel de ces pensions et les arrérages moyens :

PENSIONS SERVIES SUR LES FONDS DE RÉSERVE.

ANNÉES.	MONTANT des pensions.	ARRÉRAGE moyen.
	francs.	francs.
1887.....	1.184.748	138
1888.....	1.452.875	154
1889.....	1.238.330	130
1890.....	1.259.365	86
1891.....	1.359.607	91
1892.....	1.469.201	83
1893.....	1.329.912	78
1894.....	1.433.072	85
1895.....	1.960.200	95
1896.....	1.731.360	93

Parmi les sociétés autorisées, il y en avait en 1896 52 qui allouaient des pensions de retraite. C'est d'ailleurs là leur but principal, sinon exclusif. Plusieurs d'entre ces sociétés spéciales de retraite accordent, en outre, divers secours, mais aucune n'assure les frais de maladie.

Au 31 décembre 1896, ces 52 sociétés comptaient 43.195 membres participants et possédaient un fonds de retraites total de 524.723 francs.

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 1896.

L'avoir total des sociétés de secours mutuels s'élevait, au 31 décembre 1896, à 248.610.677 francs. Au 31 décembre 1895, il était de 226.982.120 francs. Il a augmenté, par suite, pendant l'exercice, de 21.628.557 francs, soit de 9,5 p. o/o. L'avoir total des sociétés, au 31 décembre 1896, se composait de :

		P. o/o du total général.
Fonds disponibles des sociétés approuvées.....	87.104.510'	35,0
Fonds de retraites des sociétés approuvées.....	121.463.185	48,9
Avoir total des sociétés approuvées.....	208.567.696	83,9
Avoir total des sociétés autorisées.....	40.042.981	16,1
AVOIR TOTAL de l'ensemble des sociétés...	<u>248.610.677</u>	<u>100,0</u>

ÉTUDE SUR LE FONCTIONNEMENT DE 141 SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION.

Les renseignements statistiques qui suivent ont été obtenus par le dépouillement des réponses faites à un questionnaire qui avait été envoyé par l'*Union coopérative des sociétés françaises de consommation* à ses sociétés adhérentes, réponses qui ont été communiquées à l'Office du Travail.

Les questions posées étaient les suivantes :

- 1° Titre et adresse de la société?
- 2° Nature des marchandises fournies par la société?
- 3° Nombre des sociétaires?
- 4° Nombre des adhérents non sociétaires?
- 5° La société considérée fournit-elle des marchandises à ses membres seuls, ou vend-elle aussi au public?
- 6° Quel est le chiffre des ventes pour le 2^e semestre 1897 et pour le 1^{er} semestre 1898?
- 7° Quel est le montant du trop-perçu ou *boni* constaté pendant ce temps?

141 sociétés ont fourni des réponses à tout ou partie de ces questions.

36 sociétés étaient exclusivement des sociétés coopératives de boulangerie, 56 autres sociétés fournissaient en même temps du pain et d'autres produits, 15 sociétés fournissaient de la boucherie, 13 de la charcuterie, 97 de l'épicerie, 37 spécialement du vin, 24 du charbon, 35 de la mercerie et de la rouennerie, et 36 des produits divers autres que ceux déjà énumérés.

136 sociétés ont donné le nombre de leurs sociétaires dont le total est de 51.530; 28 parmi ces sociétés avaient aussi des adhérents non sociétaires, le nombre total en était de 3.140.

134 sociétés ont répondu à la 5^e question; 116 vendaient uniquement aux membres sociétaires, 18 vendaient en même temps au public.

92 sociétés ont donné le montant de leurs ventes pendant les deux semestres considérés (2^e semestre 1897 et 1^{er} semestre 1898); le montant total des ventes a été de 16.679.489 francs, le montant total des bonis a été de 1.172.177 francs, le nombre des consommateurs sociétaires de 28.392 auxquels il faut ajouter 2.741 adhérents se répartissant dans 20 sociétés.

Le tableau suivant donne la répartition du nombre des sociétés, des bonis, des sociétaires et des adhérents d'après le montant du chiffre des ventes.

SOCIÉTÉS AYANT VENDU pendant le 2 ^e semestre 1897 et le 1 ^{er} semestre 1898, pour	NOMBRE DE SOCIÉTÉS.	MONTANT DES VENTES des sociétés considérées.	P. 0/0 DE L'ENSEMBLE DES VENTES.	MONTANT DES BONIS.	P. 0/0 DE L'ENSEMBLE DES BONIS.	NOMBRE DE SOCIÉTAIRES.	P. 0/0 DE L'ENSEMBLE DES SOCIÉTAIRES.	NOMBRE DES ADHÉRENTS NON SOCIÉTAIRES.	NOMBRE DE SOCIÉTÉS COMPTANT DES ADHÉRENTS.	NOMBRE DES CONSOMMATEURS, SOCIÉTAIRES et adhérents.	P. 0/0 DE L'ENSEMBLE des consommateurs, sociétaires et adhérents.
		francs.		francs.							
Plus de 1 million de francs.	3	6.098.134	36	432.201	37	10.486	37	872	1	11.358	37
De 1 million à 500.001 fr..	2	1.412.458	8	146.087	13	1.562	6	"	"	1.562	5
De 500.000 fr. à 100.000 fr.	28	6.172.482	36	426.240	36	14.543	51	779	5	15.322	49
Moins de 100.000 francs...	59	2.996.415	20	167.649	14	1.801	6	1.090	14	2.871	9
ENSEMBLE des sociétés..	92	16.679.489	100	1.172.177	100	28.392	100	2.741	20	31.113	100

Le montant du boni constaté pour l'ensemble des ventes des 92 sociétés a été de 1.172.177 francs, soit un peu plus de 7 francs par 100 francs de ventes; le montant des ventes par consommateur adhérent ou sociétaire est d'un peu plus de 536 francs; il est en particulier le suivant, dans les sociétés ayant vendu pour :

	VENTES par consommateur. — francs.	BONI par 100 francs de ventes.
Plus de 1 million de francs.....	537	Un peu plus de 7 francs.
De 1 million de fr. à 500.000 fr...	904	Un peu plus de 10 francs.
De 500.000 fr. à 100.000 francs...	402	Un peu moins de 7 francs.
Moins de 100.000 francs.....	1.043	Un peu moins de 6 francs.

D'autre part, 15 sociétés, boulangeries pour la plupart, dont les ventes n'ont pas été comprises dans les chiffres ci-dessus, ont vendu au prix de revient et 5 sociétés ont été en déficit pour un ou deux des semestres considérés.

LA COOPÉRATION DE CONSOMMATION EN FRANCE EN 1899 (1).

Nous donnons ci-dessous le relevé des sociétés coopératives dont l'existence était signalée en France, au 1^{er} juillet 1899.

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION EN FRANCE AU 1^{er} JUILLET 1899.

DÉPARTEMENTS.	BOULANGERIES.	DIVERSES.	DÉPARTEMENTS.	BOULANGERIES.	DIVERSES.	DÉPARTEMENTS.	BOULANGERIES.	DIVERSES.
Ain.....	4	13	Report.....	247	185	Report.....	378	452
Aisne.....	19	9	Gers.....	4	"	Pas-de-Calais.....	1	26
Allier.....	1	8	Gironde.....	25	5	Puy-de-Dôme.....	2	4
Alpes (Basses-)...	"	1	Hérault.....	2	4	Pyrenées (Basses-)...	2	"
Alpes (Hautes-)...	"	"	Ille-et-Vilaine.....	"	5	Pyrenées (Hautes-)...	1	3
Alpes-Maritimes....	"	5	Indre.....	2	"	Pyrenées-Orientales...	1	2
Ardèche.....	2	4	Indre-et-Loire.....	21	4	Territoire de Belfort..	1	10
Ardennes.....	11	41	Isère.....	"	41	Rhône.....	32	61
Ariège.....	1	"	Jura.....	"	15	Saône (Haute-)...	"	6
Aube.....	"	12	Landes.....	1	"	Saône-et-Loire.....	61	34
Aude.....	3	"	Loir-et-Cher.....	3	4	Sarthe.....	8	1
Aveyron.....	9	"	Loire.....	12	31	Savoie.....	"	2
Bouches-du-Rhône...	12	13	Loire (Haute-)...	1	6	Savoie (Haute-)...	"	2
Calvados.....	"	2	Loire-Inférieure....	2	11	Seine.....	"	98
Cantal.....	2	"	Lot.....	2	2	Seine-Inférieure....	1	17
Charente.....	10	5	Lot-et-Garonne.....	"	4	Seine-et-Marne.....	13	6
Charente-Inférieure	143	1	Lozère.....	"	"	Seine-et-Oise.....	5	27
Cher.....	1	6	Maine-et-Loire.....	2	9	Sèvres (Deux-)...	43	"
Corrèze.....	3	"	Manche.....	"	5	Somme.....	6	6
Corse.....	"	"	Marne.....	"	5	Tarn.....	2	6
Côte-d'Or.....	1	5	Marne (Haute-)...	1	9	Tarn-et-Garonne....	1	2
Côtes-du-Nord.....	"	"	Mayenne.....	1	1	Var.....	2	4
Creuse.....	"	1	Meurthe-et-Moselle..	1	13	Vaucluse.....	6	2
Dordogne.....	9	1	Meuse.....	"	5	Vendée.....	22	6
Doubs.....	5	23	Morbihan.....	13	"	Vienne.....	7	"
Drôme.....	"	9	Nièvre.....	3	10	Vienne (Haute-)...	5	3
Eure.....	"	8	Nord.....	31	62	Vosges.....	"	20
Eure-et-Loir.....	1	5	Oise.....	2	12	Yonne.....	12	6
Finistère.....	1	3	Orne.....	"	1			
Gard.....	9	9						
Garonne (Haute-)...	"	1						
A reporter.....	247	185	A reporter.....	378	452	TOTAUX.....	612	806

Au 30 avril 1897 on comptait 491 sociétés de boulangerie et 708 sociétés diverses (2).

(1) D'après les renseignements fournis par les Préfets ou obtenus directement par l'Office du travail.

(2) Voir le détail au *Bulletin* de 1897, p. 694.

L'INTOXICATION SATURNINE À PARIS (1).

A Paris seulement, les ouvriers exposés aux dangers de l'intoxication par le plomb sont au nombre de plus de 30.000.

A la date du 25 novembre 1881, le Conseil d'hygiène publique et de salubrité du département de la Seine a publié une *Instruction indiquant les précautions à prendre dans les usines, ateliers, chantiers où l'on se livre à la fabrication ou à la manipulation du plomb et de ses dérivés*. Cette instruction fut affichée dans tous les ateliers intéressés et son action s'est immédiatement fait sentir par une large diminution du nombre des saturnins admis dans les hôpitaux et de la durée de leur séjour. Malheureusement, dès l'année 1887, le nombre des cas de saturnisme a recommencé à croître, ainsi qu'il résulte du tableau suivant :

PÉRIODES.		NOMBRE total annuel de malades. à l'hôpital.	NOMBRE total annuel de jours d'hôpital.	NOMBRE moyen de jours d'hôpital par malade.	NOMBRE de morts.
Avant l'instruction de 1881.	1877-1880	552	11.140	20	5
Depuis l'instruction.....	1881-1883	421	6.231	14,8	1,7
—	1884-1886	239	3.537	14,8	9
—	1887-1889	248	4.390	17,7	16
—	1890-1893	302	4.731	15,6	15
—	1894-1898	314	4.910	15,6	17,2

Par rapport à la période antérieure à 1881, le nombre de jours d'hôpital par malade est en décroissance notable. La gravité des cas semblerait donc avoir plutôt un peu diminué; toutefois, il est remarquable de constater que malgré ce signe favorable, le nombre des morts par intoxication saturnine a été sans cesse en croissant. De 1,7 par an, en 1881-1883 (2), il s'est élevé à 17,2 pour la période actuelle. C'est là un chiffre très élevé, lorsqu'on considère surtout que l'industrie de la fabrication de la céruse, qui fournissait autrefois le plus grand nombre de malades et de morts, s'est considérablement assainie et perfectionnée. Il faut donc qu'il y ait d'autres métiers parmi ceux qui manient le plomb qui soient de plus en plus incorrectement pratiqués au point de vue des règles de l'hygiène.

Le nombre des saturnins admis à l'hôpital, dans chaque profession est indiqué par le tableau suivant, où les peintres en bâtiment tiennent la tête.

(1) D'après un rapport de M. le Dr Armand Gautier, au Conseil d'hygiène et de salubrité du département de la Seine. (Compte rendu des séances, n° 20, Chaix, éditeur à Paris.)

(2) Il est possible qu'à cette époque les déclarations aient été insuffisantes.

*Nombre de saturnins fournis annuellement par chaque profession
(Période 1894-1898).*

PROFESSIONS.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.	MOYENNE par an.
Peintres, broyeurs de couleurs, badigeonneurs.....	265	218	216	257	159	223
Pompiers.....	29	18	22	24	17	22
Étameurs et chaudronniers.....	11	8	11	13	2	9
Fondeurs.....	11	10	6	10	8	9
Vernisseurs.....	7	9	6	10	2	7
Cérusiers.....	3	5	4	5	3	4
Typographes.....	9	„	3	2	2	3,2
Coupeurs de poils.....	3	„	3	4	3	2,6
Verriers.....	8	„	4	1	„	2,6
Polisseurs.....	3	3	„	2	4	2,4
Serruriers.....	3	1	5	1	„	2
Chapeliers.....	„	„	„	1	1	0,4
Divers (1).....	20	29	21	30	17	23
TOTAL.....	382	303	305	360	218	
Morts.....	12	28	14	20	12	17,2

La gravité des cas de saturnisme est indiquée par la durée du séjour des malades à l'hôpital. Les durées moyennes de ce séjour, par profession, sont indiquées par le tableau suivant :

*Nombre moyen des jours passés à l'hôpital par les saturnins
des différentes professions.*

PROFESSIONS.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.	MOYENNE.
Fondeurs.....	41	16	15	8	43	24,6
Ciseleurs.....	40	7	20	18	„	21
Vernisseurs.....	36,3	14,8	15	14	25	21
Broyeurs de couleurs.....	45,5	27	6,5	7	12	19,6
Serruriers.....	40,6	7	21,8	4	„	18,5
Étameurs.....	20	12	„	„	15	16
Plombiers.....	16	27	11	10	15	16
Peintres.....	14	15	17	16	18	16
Verriers.....	16,6	„	24	5	„	15
Coupeurs de poils.....	15	„	16	19	22	14
Cérusiers.....	14	8	17	17	9	13
Typographes.....	15	„	11	17	8,5	13
Chaudronniers.....	10	9	15	11	7	10

(1) Sur ces saturnins de professions diverses, les relevés administratifs indiquent, au cours des cinq années 1894-1898, 4 ciseleurs, 8 fumistes, 5 mégissiers, 20 journaliers exerçant des professions variables, etc.

Quant aux cas d'empoisonnements saturnins terminés par une issue fatale, 86 ont été déclarés durant la période quinquennale 1894-1898, savoir :

- 43 peintres en bâtiment ;
- 2 mécaniciens ;
- 2 plombiers ;
- 2 ferblantiers ;
- 2 fondeurs en caractères ;
- 1 typographe ;
- 1 tourneur ;
- 1 badigeonneur ;
- 1 tailleur de cristaux ;
- 31 professions non indiquées.

En résumé :

C'est le métier de peintre en bâtiment qui, par le fait même qu'il expose d'une façon continue de très nombreux ouvriers au contact et à l'absorption des préparations de plomb par la peau, et cela sans que la réglementation de cette industrie puisse être bien surveillée, vu la multitude de petits chantiers où se disséminent les nombreux peintres en bâtiment, c'est cette profession qui doit fournir et fournit les cas les plus nombreux et, en nombres absolus, le plus de cas mortels.

D'autre part, les professions qui fournissent les cas, non pas les plus nombreux, mais les plus graves, sont celles qui exposent aux vapeurs et poussières plumbeuses, puis au maniement de ses préparations sous forme de peintures huileuses, enfin celles qui mettent l'ouvrier au contact du métal en nature ou de ses alliages maniés à froid.

On ne saurait douter que par l'application des règles d'une sage hygiène, en particulier en tenant la main à ce que les prescriptions indiquées dans l'*Instruction* de 1881 soient consciencieusement suivies, on peut, dans une très grande mesure, réduire le nombre des ouvriers frappés, à Paris, de saturnisme.

JURISPRUDENCE.

Assurance contre les accidents. Nullité de la retenue sur le salaire de l'ouvrier.

LE TRIBUNAL,

.....
Attendu que les parties sont d'accord sur le chiffre des salaires et le montant des acomptes, que la contestation ne porte que sur la retenue d'assurance ;

Attendu qu'Auger soutient qu'il aurait le droit d'opérer cette retenue ; que cela serait si vrai que Blondin, qui travaille depuis plus de cinq mois chez lui, n'a jamais protesté contre elle ; qu'aucune disposition de la loi du 9 avril 1898 ne s'y opposerait ;

Que d'ailleurs ladite assurance n'aurait été consentie qu'en vue de faire bénéficier ses ouvriers d'une indemnité pour les accidents occasionnant une interruption de travail de moins de quatre jours ; qu'il y aurait lieu, dans ces conditions, de déduire de la somme..... réclamée par Blondin celle représentant le montant de la retenue..... ;
..... ;

Qu'il fait offre réelle de cette somme;.....
.....; que ses offres seraient suffisantes;

Que, dès lors, sous le mérite de leur réalisation, la demande de Blondin serait mal fondée et devrait être repoussée;

Mais attendu tout d'abord que l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 stipule que *les accidents survenus par le fait du travail aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, etc., donnent droit au profit de la victime ou de ses représentants à une indemnité, à la charge du chef d'entreprise, à la condition que l'interruption de travail ait duré plus de quatre jours; que par ces mots : à la charge du chef d'entreprise, le législateur a manifesté clairement sa volonté de laisser supporter par le patron seul la charge de l'indemnité due à l'ouvrier en cas d'accident;*

Que s'il convient à ce chef d'entreprise de contracter une assurance, il ne saurait en faire supporter la charge en tout ou partie à son personnel, cette assurance n'ayant d'autre objet que de couvrir une responsabilité qui lui est imposée par la loi qui, dans son article 30, déclare que toute convention contraire aux dispositions qu'elle édicte est nulle de plein droit; qu'il importe peu d'autre part que Blondin ait accepté sans protestations les retenues faites antérieurement au 1^{er} juillet 1899; qu'il n'avait point d'ailleurs à protester contre ce fait qui n'était que la conséquence d'une convention librement acceptée qui n'avait alors rien d'illécite;

Attendu, enfin, qu'Auger ne justifie point, ainsi qu'il l'allègue, que l'assurance dont s'agit aurait été spécialement contractée en vue de garantir ses ouvriers contre les accidents occasionnant une incapacité de travail de moins de quatre jours et ne leur donnant par suite aucun droit à l'indemnité légale; qu'il est constant, dès lors, qu'Auger est sans droit, en l'espèce, à opérer une retenue pour l'assurance sur le salaire de Blondin; qu'il y a lieu, dans ces conditions, de l'obliger à payer à celui-ci la somme de 108 fr. 80, réclamée pour solde de salaires, en déclarant par voie de conséquences les offres insuffisantes;

.....
Confirme la sentence rendue par le Conseil des prud'hommes de la Seine, section du bâtiment, le 12 août 1899, et dont est appel;

.....
Tribunal de commerce de la Seine. — 23 septembre 1899. [Auger contre Blondin.]

Délégués mineurs. — Conditions d'éligibilité d'un ancien ouvrier.

Est éligible comme délégué mineur en qualité d'ancien ouvrier, celui qui a travaillé pendant cinq ans dans une mine comprise dans la circonscription et n'a pas cessé ce travail depuis plus de dix ans, alors même qu'au moment de l'élection il est employé comme surveillant dans une mine dépendant d'une autre circonscription. (Loi du 8 juillet 1890, art. 6, § 2.)

Conseil d'État, 30 octobre 1897. — Aubry-Oudard. — (D'après Sirey.)

Syndicats. — Conditions de leur action en justice. — Constitution irrégulière.

Les syndicats professionnels n'ont de personnalité morale et n'ont le droit d'ester en justice que s'ils sont régulièrement constitués. Notamment les formalités du dépôt des noms des membres du bureau doivent être accomplies à chaque renouvellement du bureau, et tous ces membres doivent être Français.

Est irrecevable l'action en justice d'un syndicat qui ne remplit pas ces conditions.

Il s'agissait du syndicat des ouvriers marbriers d'Alger, dont le bureau venait d'être renouvelé sans que les formalités du dépôt eussent été remplies. Il n'était pas contesté que plusieurs membres dudit bureau n'étaient pas Français.

Tribunal de commerce d'Alger, 30 novembre 1898. — Syndicat des ouvriers marbriers d'Alger contre Roch Verdun.

Syndicats. — Mise à l'index d'une usine. — Dommages-intérêts.

Si la loi du 24 mars 1884 a abrogé l'article 416 du Code pénal elle a laissé subsister l'article 414 qui qualifie de délit les violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses exercées dans le but de porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail.

D'autre part, l'article 7 de la loi du 21 mars 1884 reconnaît à tout membre d'un syndicat le droit de se retirer à tout instant de l'association et de recouvrer ainsi sa pleine liberté d'action.

En conséquence, un syndicat commet une double faute pouvant donner lieu à une action de dommages et intérêts en vertu de l'article 1382 du Code civil, même si ses actes sont licites au point de vue pénal :

1° En mettant ou en maintenant une usine à l'index après la grève terminée, dans des conditions qui ne sont pas seulement la défense ou l'interdiction de travailler dans cette usine, mais encore la *menace* d'une perte absolue et définitive de travail pour tout ouvrier qui consentirait à s'y laisser employer.

2° En sortant de sa sphère d'action et de ses attributions pour imposer une interdiction avec *menaces* à tous les ouvriers d'une profession même à ceux ne faisant pas partie du syndicat, violant ainsi les droits reconnus par l'article 7 précité.

Le syndicat des ouvriers mouleurs de Persan-Beaumont et le gérant du *Réveil des mouleurs*, ont été condamnés conjointement et solidairement de 8.000 francs de dommages et intérêts, 10 insertions de 200 francs et aux dépens. Le syndicat a interjeté appel.

Tribunal civil de la Seine. — Letixerand contre syndicat des mouleurs de Persan-Beaumont.

Contrat de louage. — Congédiement pour refus de quitter un syndicat.

Le patron qui estime avoir à se plaindre d'un syndicat, et qui renvoie un ouvrier syndiqué parce que ce dernier persiste à rester syndiqué, peut être considéré comme ayant gravement méconnu ses devoirs de patron, et comme ayant abusé de son autorité en portant atteinte à la liberté d'association, liberté sanctionnée par la loi du 21 mars 1884. Mais s'il a averti l'ouvrier dans les délais prévus par l'usage local, il est resté dans la stricte légalité, et ne saurait en conséquence être tenu aux dommages-intérêts prévus par la loi du 27 décembre 1890.

Conseil de prud'hommes de Dunkerque. — 11 novembre 1898. [Nissen contre Delville.]

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en octobre (1). — Le travail est devenu plus actif et les demandes de travail ont trouvé plus facilement leur contre-partie que l'an dernier; en effet, le nombre des demandes de places qui était de 98,9 p. o/o des places vacantes en septembre dernier, n'a été que 108,8 p. o/o en octobre 1899; tandis que les résultats pour la période correspondante de 1898 avaient été de 98,4 en septembre et de 111,3 en octobre.

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 57 villes d'Allemagne constatent, par rapport au mois d'octobre 1898, une diminution du chômage dans 34 villes et une augmentation dans 23 villes.

Les placements effectués dans ces 57 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Oct. 1898..	26.321	8.269	34.590	31.179	8.311	39.490	111,0	100,8	111,3
Oct. 1899..	30.430	10.518	40.948	34.846	9.301	44.147	115,2	90,1	108,8

Grèves en octobre. — 47 nouvelles grèves (2) contre 52 en septembre 1899. Ces grèves se sont réparties en octobre 1899 : industrie du bâtiment 5, industrie des métaux 14, travail des pierres et des terres 2, industrie textile 4, travail du bois 6.

L'inspection du travail en Prusse (3). — Quatre nouvelles circonscriptions d'inspection du travail ont été créées au cours de l'année dernière. Du nombre de 67.304, dans 34.300 établissements comprenant environ 1.926.000 ouvriers, les inspections ont passé cette année 1898 à celui de 74.765 se répartissant entre 35.100 établissements occupés par 2.136.000 salariés.

Il s'en suit naturellement qu'un plus grand nombre de contraventions ont été relevées pour infraction aux règlements concernant le travail des femmes et des enfants (pour les femmes 1.367 contraventions en 1897, 1.439 en 1898; pour les enfants, 918 contre 1.046).

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

(2) D'après le *Reichsanzeiger* et l'*Arbeitsmarkt*.

(3) D'après les: *Jahres Berichte der Königlich Preussischen Regierung und Gewerbeärthe und Bergbehörden für 1898*. (Voir à la Bibliographie), et d'après une communication de l'Ambassade de France en Allemagne.

Progrès des industries électriques (1). — Les chemins de fer électriques en Allemagne, en 1898, ont atteint une étendue de 1.138 kilomètres contre 642 en 1897; le nombre des wagons en service a été de 2.494 wagons contre 1.631 en 1897 et le nombre des machines à vapeur productrices d'énergie de 2.496, avec 201.396 chevaux-vapeur, au lieu de 774 machines et 39.610 chevaux-vapeur en 1897.

Les salaires dans les industries du bois (2). — Des renseignements fournis par une publication de l'*Union des ouvriers du bois*, il ressort que, depuis 1893, année de crise, les salaires n'ont que faiblement augmenté jusqu'en 1897. Le salaire moyen, par semaine, des ouvriers (hommes) était en 1897 de 19 mk 97 (3). L'augmentation des salaires pour la période 1893-97 a été de 1 mk 26 par semaine.

Les salaires hebdomadaires ont été les suivants :

	1893.	1897.		1893.	1897.
	—	—		—	—
	<i>mks</i>	<i>mks</i>		<i>mks</i>	<i>mks</i>
Brossiers	15,87	17,63	Ébénistes.	18,98	20,36
Tourneurs	16,77	18,80	Branches diverses....	—	20,03
Vanniers	—	17,54	Ouvriers en extra....	—	17,02
Charrons	18,43	19,69			

Les ouvrières recevaient en moyenne 8 mk 38 (contre 7 mk 40 en 1893) c'est-à-dire 98 *pfennig* ou 13 p. o/o en plus tandis que l'augmentation n'était que de 7 p. o/o pour les hommes.

Le nombre d'heures de travail était alors de 61,5 par semaine; en 1897 il était de 59,3. Il résulte du tableau suivant indiquant le nombre d'ouvriers employés à un travail supplémentaire et du dimanche, qu'il y aurait encore place pour un certain nombre de travailleurs.

	NOMBRE D'HEURES		TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRE (moyenne).		TRAVAIL DU DIMANCHE (moyenne).	
	de travail.		Nombre		Nombre	
	Minimum.	Maximum.	d'ouvriers.	d'heures.	d'ouvriers.	d'heures.
Brossiers	54	72	91	44	62	13
Tourneurs	48	77	584	44	292	10
Vanniers	48	96	106	173	56	53
Charrons	48	75	351	77	144	30
Ébénistes.	44	96	9.321	45	5.023	15
Divers	56	72	341	46	221	13
Ouvriers en extra.	—	—	401	102	95	23

(1) D'après le bulletin du Comité des Forges.

(2) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

(3) La valeur nominale du *mark* allemand est de 0 gr. 35838 d'or fin, soit 1 fr. 2345.

BELGIQUE.

Les Banques coopératives de crédit populaire (1). — Au 1^{er} janvier 1897, les Banques coopératives Belges étaient au nombre de 22 (2). Leurs dates de fondation, leur situation et leurs opérations sont résumées dans le tableau ci-dessous :

DÉSIGNATION des BANQUES.	DATE de FONDATION.	NOM- BRE de SOCIÉ- TÉS.	CAPITAL VERSÉ.	CHIFFRE D'AFFAIRES du dernier exercice.	MONTANT GÉNÉRAL des avances pendant le dernier exercice.	Fonds de réserve et de prévi- sion.	SOMMES DÉPOSÉES à la caisse d'épargne.	MONTANT en PORTE- FEUILLE.
			francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Alost.....	22 février 1886.	59	25.300	1.871.854	858.455	2.430	98.225	27.954
Andenne.....	15 avril 1874..	129	83.002	10.304.650	3.150.340	85.977	391.189	346.684
Anvers.....	4 juillet 1873..	487	187.542	6.210.717	3.110.766	24.061	265.549	462.419
Anvers (arrondisse- ment).....	12 nov. 1886..	246	151.750	20.081.810	728.172	15.575	838.804	211.036
Argenteau.....	23 avril 1889..	61	7.108	361.202	41.069	2.658	34.090	33.160
Bruxelles (Syndicat niste).....	4 mars 1894..	169	89.200	11.256.626	2.078.200	2.760	90.752	111.678
Bruxelles (Banque po- pulaire de crédit mutuel).....	4 sept. 1892..	265	63.848	3.332.297	1.043.749	1.959	61.455	90.679
Châtelet.....	10 déc. 1873..	161	92.200	4.736.662	1.186.181	22.820	300.723	15.874
Dinant.....	19 octobre 1873	278	49.977	1.497.850	397.335	7.149	79.657	47.311
Gand.....	29 octobre 1866	1.786	356.895	140.124.411	27.839.106	366.695	4.948.108	1.325.496
Genève.....	2 déc. 1888..	108	20.016	349.187	73.292	1.133	43.721	15.629
Gosselies.....	1893.....	"	"	"	"	"	"	"
Huy.....	9 avril 1865..	736	126.037	2.262.845	683.487	9.064	173.869	87.519
Junet.....	1890.....	96	23.830	14.416.559	127.942	34.756	127.785	11.291
Liège.....	1 ^{er} juin 1864..	2.475	398.072	18.138.319	5.545.988	43.933	1.238.173	701.403
Liège (Crédit popu- laire).....	15 sept. 1893.	866	135.062	11.249.667	4.193.595	8.292	229.551	87.885
Louvain.....	17 juillet 1889.	221	44.200	8.034.449	1.267.180	3.431	212.715	92.124
Malines.....	16 février 1874.	284	54.852	1.565.771	697.504	"	86.210	93.293
Namur.....	9 janv. 1869..	747	268.242	15.645.767	4.024.309	23.771	637.952	687.197
Saint-Nicolas.....	5 juillet 1869..	288	57.600	1.190.907	832.284	5.003	204.786	185.715
Termonde (arrondis- sement).....	15 juin 1875..	82	20.887	341.228	37.916	488	25.059	1.169
Verriers.....	1 ^{er} mai 1865..	3.197	639.400	38.278.165	9.517.329	73.639	2.146.352	672.393
TOTAUX (pour 22 banques).....		13.341	2.895.340	319.170.913	67.437.590	735.994	11.235.025	5.251.149

(1) D'après l'Annuaire statistique belge pour 1898.

(2) N. B. — Ne figurent pas dans cette statistique les banques populaires qui ont existé dans les villes ou communes de Bruxelles, Charleroi, Grammont, Hasselt, Herne, La Louvière, Mons, Saint-Gilles, Soignies, Termonde et Tournai; celles de Gosselies, de l'arrondissement d'Anvers (fondée le 5 avril 1889) et de Gilly n'y figurent pas non plus, elles n'ont pas fourni leur bilan.

Épargne scolaire. — Au 31 décembre 1896, le nombre total des écoles primaires de toute nature en Belgique pour garçons et filles était de 9.130 avec 1.041.371 élèves (518.538 garçons, 522.833 filles).

L'épargne était pratiquée dans 6.090 écoles, soit 66 p. o/o du nombre total de celles-ci.

243.457 enfants (130.799 garçons, 112.658 filles) soit 23 p. o/o de la population scolaire totale, possédaient un livret, et 48.039, soit 4,6 p. o/o (24.694 garçons et 23.345 filles), épargnaient sans en avoir un. Le montant total de leur épargne était de 6.382.900 (3.372.290 pour les garçons et 3.010.609 pour les filles.)

Sociétés scolaires de tempérance ⁽¹⁾. — Au 31 décembre 1897 il y avait en Belgique 4.182 écoles primaires de garçons ou mixtes (dont 3.119 communales et 1.063 adoptées ou subsidiées) avec 108.851 élèves. Sur ce nombre (2.429 écoles) soit 58 p. o/o, possédaient des sociétés de tempérance groupant 45.222 élèves garçons de 11 ans au moins, soit 41,5 p. o/o de la population scolaire totale.

Depuis la fondation de l'œuvre 113.723 élèves ont pris l'engagement de renoncer à l'usage des boissons fortes.

ÉTATS-UNIS.

Les accaparements industriels (*trusts*) ⁽¹⁾. — On parle plus que jamais ici de la question des *trusts*, à la suite de l'enquête dont a été chargée une commission fédérale à l'effet de s'assurer si réellement ces associations formidables portent ombrage au développement industriel et commercial des États-Unis. L'expert appelé en qualité de témoin devant la commission d'enquête aurait affirmé que les *trusts* ont élevé le prix des marchandises qu'ils contrôlent de 5 à 100 p. o/o, excepté pour le café et le sucre. Il existe pour ces produits quelque peu de concurrence.

Les prix des tuyaux de fer auraient augmenté de 100 p. o/o; ceux de la ferblanterie et des ustensiles émaillés de 33 p. o/o environ; et de la cuivrierie 60 p. o/o; le *trust* des chaises et fauteuils qui vient de se former a déjà augmenté les prix de 25 p. o/o. La *United States Rubber Company* (caoutchouc) a augmenté ses prix de 14 p. o/o; le 1^{er} mai dernier le *combine* qui contrôle la fabrication du fer-blanc a augmenté ses prix de 30 p. o/o; le papier à journaux vaut un quart de cent plus

(1) D'après le *Moniteur officiel du Commerce*.

(2) D'après l'*Annuaire statistique belge*, pour 1898, qui vient de paraître. Pour les chiffres de 1894, voir *Bulletin* de mars 1898, p. 218.

cher par livre; le papier à livres a augmenté de 5 à 10 p. o/o, le savon commun de 25 à 50 cents la boîte, les pendules et les montres de 60 p. o/o; les épingles de 25 p. o/o; les pipes et les brosses de 12 1/2 p. o/o; les peignes de 7 1/2 p. o/o; les rubans de 10 p. o/o. On exprimait l'avis que les *trusts* devaient être écrasés comme des chenilles!

Tous les avocats américains conviennent que les lois votées contre les *trusts* par les législatures des différents États de l'Union ne sont pas effectives, les comités chargés de les étudier et de les reviser en ayant complètement altéré le sens primitif.

Dans l'État de New-York, l'article 383 des statuts de 1897 qui aurait pu entraver la formation des *combines* aurait été reconnu inconstitutionnel et annulé par les Cours.

L'*anti trust law* n'aurait été votée dans l'Illinois que pour satisfaire l'élément ouvrier au moment des élections, mais comme cette loi a été proposée par des amis des *trusts* elle n'a aucun effet.

Dans l'État d'Ohio un «bill» a été voté, il y a un an, qui punit les personnes associées à un *trust* d'une amende de 250 francs par jour; si une association de ce genre ne se dissout pas sur un ordre de l'avocat général, chacun des membres reconnu coupable d'un délit est passible d'une amende de 250 à 5,000 francs.

L'*anti trust law* votée dans l'État d'Indiana, en 1897, est sans aucune utilité; une loi plus sévère proposée à la présente législature, n'a pas été prise en considération.

La loi du Minnesota, votée en 1891, punit d'une amende de 500 à 5,000 francs et d'un emprisonnement de un à dix ans, celui ou ceux qui forment un *trust*, mais il n'y a pas d'exemple qu'elle ait été appliquée.

Les lois du Michigan sont sévères pour les *trusts*; elles infligent aux accapareurs une peine d'emprisonnement d'un an au maximum ou une amende de 500 à 2,500 francs et quelquefois les deux peines à la fois. Tout cela est très rarement appliqué.

Dans la Louisiane les peines consistent en une amende de 500 à 5,000 francs et un emprisonnement de dix mois à un an pour les promoteurs des *trusts*. Les associations ouvrières et les syndicats agricoles ne sont pas compris sous la dénomination *trusts*. Des poursuites sont engagées à l'heure actuelle mais on doute qu'elles aboutissent.

Les lois du Massachusetts défendent la formation de *trusts*, ceux-ci n'en fleurissent pas moins dans l'État.

La Pennsylvanie ne possède pas d'*anti trust bill* mais les promoteurs d'un «combine» peuvent être poursuivis criminellement comme «conspirators».

Les lois spéciales de la Caroline du Nord sont sans effet, La Virginie ne possède pas de législation à cet égard. L'État du Maine possède des lois contre les *trusts*, mais ne les applique pas. D'ailleurs dans la plupart des États de l'Union les fonctionnaires chargés de persécuter les *trusts* négligent de le faire, ce que chacun s'explique.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en octobre (1). — Le marché de travail continue à être très ferme en octobre. Le pourcentage de chômeurs continue à être le plus bas qui ait été constaté, à la même époque de l'année, depuis 1889 nombreuses augmentations de salaires, principalement dans les houillères.

2,3 p. o/o de chômeurs dans 123 trade-unions groupant 506.890 membres contre 2,4 p. o/o en septembre 1899 et 2,5 p. o/o en octobre 1898.

5,58 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 455.640 mineurs contre 5,46 en septembre 1899 et 5,44 en octobre 1898.

383 hauts fourneaux en marche à la fin d'octobre 1899, avec 25.671 ouvriers contre 380 en septembre 1899 et 359 en octobre 1898.

96 p. o/o du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton et 97 p. o/o dans les tissages avec 82.700 ouvrières, femmes et filles, contre 96 et 98 p. o/o en septembre 1899 et 92 et 86 p. o/o en octobre 1898.

Sur 160.304 travailleurs pour lesquels des renseignements sont fournis, hausse de salaire de 1 fr. 15 en moyenne par semaine pour 159.778, presque tous dans les mines et dans les métaux. Cette hausse a été obtenue pour 1.547 ouvriers par grèves, pour 4.857 par échelles mobiles, pour 102.900 par conciliation ou arbitrage, sans arrêt du travail, et le surplus, pour 51.000 travailleurs, par négociation directe entre patrons et ouvriers.

Grèves. — 38 nouvelles grèves en octobre avec 5.275 chômeurs, contre 54 avec 8.858 en septembre 1899, et 54 avec 12.577 en octobre 1898: 1 grève dans le bâtiment, 12 dans les mines et carrières, 11 dans les métaux, 5 dans les textiles. Sur 42 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 6.782 grévistes, 18 succès (avec 3.882 grévistes), 8 transactions (avec 981. grévistes), 13 échecs (avec 572 grévistes), 3 solutions incertaines (avec 1.347 grévistes).

Assistance publique. — En un jour de la deuxième semaine d'octobre l'Assistance publique a secouru 317.588 personnes, soit 198 pour 10.000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 197 en septembre 1899 et 204 en octobre 1898.

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

COLONIES BRITANNIQUES.

Le salaire minimum légal dans la colonie de Victoria (1). — En 1898, 5 des conseils spéciaux chargés de fixer, dans la colonie de Victoria, le minimum des salaires à payer dans certaines industries, ont établi des tarifs, appliqués à diverses époques, du 3 avril 1897 au 24 octobre 1898. Leurs décisions se trouvent résumées dans le rapport de l'inspecteur de fabriques principal de la colonie pour 1898.

Boulangerie. — Le conseil a fixé le salaire minimum à 1 fr. 25 l'heure; il ne s'est pas préoccupé du travail à la tâche. Quant aux apprentis, ils ne doivent pas recevoir moins de 6 fr. 25 par semaine. Comme le tarif fixé par le conseil ne s'applique qu'à la fabrication du pain (— et ne vise en rien la pâtisserie —) il en résulte que parfois l'ouvrier, tout en touchant intégralement le salaire fixé pour la panification, ne reçoit rien pour le temps qu'il passe à fabriquer de la pâtisserie. L'inspecteur en conclut qu'il faut placer les pâtisseries sous la surveillance d'un conseil spécial.

Habillement. — Le conseil a fixé les prix suivants : hommes 9 fr. 35 et femmes 4 fr. 15 par journée de huit heures. Les apprentis et aides seront payés selon une échelle basée sur leur habileté. En outre, un tarif spécial règle le travail aux pièces des ouvriers et ouvrières pour les vêtements sur mesure et celui des femmes employées à la confection. On a pu sans grand peine faire payer les salaires fixés pour les vêtements sur mesure; par contre, pour la confection, les patrons, en faisant travailler à la tâche, ont pu, à l'atelier, faire produire beaucoup plus, pour un salaire minimum de 25 francs par semaine, qu'au dehors de l'atelier, pour une somme égale payée aux pièces. Beaucoup d'ouvriers travaillant chez eux se sont vu forcés d'aller à la fabrique; ceux qui n'ont pu le faire n'ont pu obtenir du travail.

Les ouvriers âgés ou moins actifs ont eu à souffrir et le Gouvernement a dû, à plusieurs reprises, les autoriser à travailler à un prix inférieur au minimum fixé.

Chaussure. — A l'origine, le minimum des salaires fixé par le conseil de la chaussure était : ouvriers 7 fr. 50 par jour (claqueurs 8 fr. 30), ouvrières 25 francs par semaine; les apprentis et aides étaient payés selon une échelle spéciale. Le 18 juillet 1898, pressé par les réclamations des ouvriers, le conseil porta à 8 fr. 75 par jour le salaire de presque tous les ouvriers habiles, et ce en dépit de l'opposition de bon nombre de patrons. En général, les patrons ont peu pratiqué les salaires aux pièces fixés par le conseil. Les uns les trouvent trop élevés, comparés au salaire-heure minimum. D'autres prétendent que l'introduction des machines a rendu le travail aux pièces presque impraticable et que, même si les taux fixés étaient plus faibles, salaire-heure ils ne sauraient les pratiquer. Le minimum élevé (52 fr. 50 par semaine)

(1) D'après le *Labour Gazette*.

n'a permis d'employer que les ouvriers les plus habiles et les plus actifs. En certains cas aussi le conseil a autorisé les ouvriers âgés ou moins actifs à travailler au-dessous du minimum fixé. Il est certain que des ouvriers acceptent moins que le minimum tout en déclarant l'avoir reçu; des poursuites ont été intentées avec succès contre les délinquants, mais il est très difficile de faire la preuve en pareille matière.

Bonneterie. — Le conseil n'a à s'occuper que des femmes et des jeunes filles. Salaire fixé : 0 fr. 40 l'heure ou 20 francs par semaine de 48 heures avec tarif spécial pour les apprentis et les aides. Un tarif règle le prix du travail aux pièces exécuté hors de l'atelier; les patrons qui font travailler en fabrique sont tenus de payer aux pièces des salaires équivalents à 0 fr. 40, 0 fr. 45 et 0 fr. 50 l'heure, selon la qualité du travail. Ce système a donné de bons résultats. L'emploi des ouvrières âgées ou moins actives n'a donné lieu à aucune difficulté dans cette industrie qui occupe beaucoup d'ouvrières appartenant effectivement à l'habillement, mais ne pouvant plus y trouver du travail actuellement.

Ameublement. — Le conseil a porté le salaire des ouvriers des villes *seulement* — et ce, à partir d'octobre 1898 — de 9 fr. 40 à 10 francs par journée de 8 heures (soit 1 fr. 25 l'heure). Il ne s'est pas préoccupé du travail aux pièces. On se plaint de ce que les patrons chinois payent moins cher que les industriels australiens. Le Gouvernement est convaincu que, en général, les Chinois sont payés aux pièces, bien que, patrons et ouvriers jaunes affirment payer ou recevoir le salaire-heure minimum.

Vêtements de dessous. — Le conseil, nommé en février 1897, s'est retiré en mai 1898 sans avoir pu prendre de décision. Un autre conseil, constitué en août 1898 n'a encore rien fixé.

Le nombre des ouvriers de fabrique intéressés par les décisions des divers conseils dont on vient de parler, s'élève à 10.135; à ce chiffre il faut ajouter 500 ouvriers travaillant à domicile.

Le total des ouvriers de fabrique inscrits dans la colonie en 1898 était de 45.844. Le chiffre de 10.135 se décompose comme suit : 4.484 dans le vêtement pour hommes et enfants, 3.629 dans la chaussure, 1.714 dans la boulangerie, 629 (femmes) dans la bonneterie et 679 (ouvriers européens) dans l'ameublement. En dépit des difficultés rencontrées, l'inspecteur estime que la loi a produit de bons résultats.

SALAIRES JOURNALIERS.					SALAIRES JOURNALIERS.				
DÉSIGNATION	ANNÉE 1896.		MOYENNE		DÉSIGNATION	ANNÉE 1896.		MOYENNE	
des	Moyenne pour		générale.		des	Moyenne pour		générale.	
PROFESSIONS.	Nippon septen- trional.	Hok- Kaido.	1896.	1897.	PROFESSIONS.	Nippon septen- trional.	Hok- Kaido.	1896.	1897.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Charpentiers.....	1 00	1 94	1 11	0 83	Presseurs d'huile....	0 64	"	0 80	0 67
Plâtriers.....	1 03	1 94	1 11	0 83	Fabricants de papier.	0 64	"	0 66	"
Tailleurs de pierre...	1 16	2 00	1 21	0 93	Coupeurs de tabc...	0 62	1 42	0 88	0 70
Scieurs.....	1 00	1 80	1 08	0 80	Compositeurs d'impri- merie.....	0 83	3 00	0 88	0 75
Couvreurs en bar- deau, channes.....	0 93	1 80	1 06	0 77	Imprimeurs.....	0 77	2 27	0 88	0 70
Couvreurs en tuiles...	1 25	1 91	1 21	0 88	Charpentiers des na- vires.....	1 00	2 06	1 14	0 88
Briqueurs.....	1 26	1 91	1 19	"	Jardiniers.....	1 03	1 42	0 98	"
Nattiers.....	0 90	2 00	0 98	0 77	Journaliers agricoles :				
Ouvriers qui font des paravents, des écrans et portes...	0 95	2 06	1 03	0 77	Hommes.....	0 62	0 80	0 64	0 49
Céramistes.....	0 88	1 42	1 03	0 83	Femmes.....	0 41	0 46	0 41	0 31
Ménisiers.....	0 88	1 68	1 00	0 77	Éducateurs de vers a soie :				
Tonneliers.....	0 80	1 42	0 90	"	Hommes.....	0 70	1 03	0 70	0 57
Sabotiers, galochiers.	0 72	1 55	0 85	"	Femmes.....	0 49	0 52	0 46	0 39
Cordonniers bottiers...	0 83	1 65	1 06	"	Filous de soie.....	0 49	0 72	0 54	0 44
Selliers, bourreliers.	0 80	1 88	1 03	"	Fabricants de tissus :				
Charrons.....	0 88	1 08	0 95	"	Hommes.....	0 62	"	0 62	0 48
Tailleurs, vêtements japonais.....	0 93	1 63	0 93	0 72	Femmes.....	0 41	"	0 41	0 31
Tailleurs, vêtements européens.....	1 14	2 58	1 47	1 26	Ouvriers préparant le thé.....	0 77	"	1 08	0 80
Fabricants tabaciers et bourses.....	0 70	1 91	0 88	"	Pêcheurs.....	0 98	0 80	0 85	"
Teinturiers.....	0 66	1 50	0 80	0 64	Ouvriers mineurs....	0 90	1 30	1 00	"
Batteurs de coton....	0 70	0 98	0 77	0 62	Journaliers.....	0 70	1 11	0 77	0 57
Forgers.....	0 95	1 78	1 08	0 80	Fabricants de sablé.....	21 20	38 50	22 50	23 00
Joalliers, bijoutiers...	0 93	1 30	0 98	"	Fabricants de soie.....	20 50	38 50	20 00	18 60
Fabricants d'ustensiles métalliques.....	0 83	1 68	1 06	"	Confiseurs.....	24 00	30 00	24 00	14 90
Pontifex de poteries.	0 61	"	0 83	0 77	Domestiques.....	3 30	13 60	6 60	5 50
Fabricants d'objets la- qués.....	0 70	1 55	0 98	0 77	Servantes.....	3 22	8 40	3 70	3 00
Ouvriers recollant le vernis laqué.....	0 72	"	0 70	"	Ouvriers agri- coles :				
					Hommes....	68 00	77 50	83 00	"
					Femmes....	35 50	31 00	43 00	"

(2) La valeur du Yen a été prise de 0 gr. 75 d'or fin, soit 2 fr. 58.

Les caisses d'épargne postales. — Le mouvement de ces institutions de 1892-1893 à 1897-1898 est accusé par le tableau suivant ; la population du Japon est en 1897 de 43.228.863 habitants :

ANNÉES.	NOMBRE DE CAISSES.	SOMMES DÉPOSÉES pendant l'année.	SOLDE DÙ AUX DÉPOSANTS à la fin de l'année.	NOMBRE DE DÉPOSANTS à la fin de l'année.	SOLDE MOYEN par déposant.
		francs.	francs.		francs.
1897-1898.	3.576	37.000.000	68.000.000	1.264.604	54,0
1892-1893.	2.928	31.000.000	59.000.000	947.934	62,5

RUSSIE.

L'industrie de la coutellerie en Russie (1). — On peut dire que l'industrie de la coutellerie en Russie est localisée dans les gouvernements de Nijni-Novgorod et de Vladimir. Elle y emploie un nombre relativement considérable d'ouvriers et des villages entiers s'adonnent à cette fabrication.

Voici un tableau qui fournit des indications à peu près exactes sur le nombre de villages et d'ouvriers qui pratiquent cette industrie dans le gouvernement de Nijni-Novgorod.

DÉSIGNATION DES SPÉCIALITÉS.	NOMBRE	
	DE VILLAGES.	D'OUVRIERS.
Fabrication des canifs	61	2.552
— serrures	50	2.228
— ciseaux	23	613
— couteaux de table	26	396
— limes	14	364
— haches	19	253
— autres branches	30	164
TOTAUX	223	6.570

Il est plus difficile de fixer le chiffre de la population ouvrière du gouvernement de Vladimir ; il semble toutefois que le nombre des couteliers doit varier entre 3.500 et 4.000.

Au total l'industrie coutelière emploierait donc, dans la région dont il s'agit environ 10.000 personnes.

(1) D'après un rapport du Consul général de France à Moscou. (Dans ce rapport la valeur du *rouble* a été comptée pour 2 fr. 70).

Pour le gouvernement de Nijni-Novgorod, on peut répartir les ouvriers couteliers de la façon suivante :

DÉSIGNATION DES SPÉCIALITÉS.	NOMBRE DES		
	ouvriers travaillant chez eux		employés dans les fabriques.
	sur commande.	pas sur commande.	
Fabrication de serrurerie.....	527	1.568	133
— canifs.....	1.058	1.236	258
— ciseaux.....	424	140	49
— couteaux.....	273	62	61
— lances.....	285	38	41
— haches.....	198	14	41
— autres articles.....	54	74	36
TOTAUX.....	2.819	3.132	619

Les fabriques sont parfois bien outillées et occupent de 100 à 1.500 ouvriers.

Les salaires y sont plus élevés que dans l'industrie à domicile et atteignent en moyenne 12 fr. 15 par semaine; ils s'élèvent même à 13 fr. 50 par semaine pour les membres de l'*Association ouvrière de production de Paulovo* dont on parlera plus loin, tandis que l'ouvrier à façon ne gagne guère plus de 9 fr. 45 par semaine.

Les ouvriers les plus rémunérés sont les émouleurs, ils gagnent en moyenne 14 fr. 85 et certains se font jusqu'à 27 francs par semaine. Mais il faut observer que ce travail est le plus malsain.

L'industrie de la coutellerie emploie peu de femmes. Les grandes fabriques n'en occupent aucune et elles ne peuvent trouver de petits emplois que dans les ateliers de village, où on les charge souvent du soin de donner le dernier apprêt.

Le polissage est une besogne peu fatigante mais aussi peu rémunérée. Les ouvrières, il est vrai, ne sont pas occupées tous les jours, mais c'est à peine si elles gagnent 80 francs par an. Aussi les femmes recherchent-elles de préférence l'industrie de la serrurerie, la fabrication des cadenas notamment, dans laquelle l'ouvrière peut se faire jusqu'à 4 francs par semaine, salaire relativement élevé.

Les chômages en Russie sont nombreux dans toutes les industries et celle de la coutellerie ne fait pas exception. Aux dimanches et aux jours de fête, déjà fréquents dans le calendrier russe, l'ouvrier ajoute volontiers le lundi. A certaines époques, les usines restent fermées des semaines entières et, de la sorte, le nombre des journées de travail pendant une année atteint à peine 240.

Dans les fabriques, la loi limite à onze heures et demie la journée de l'ouvrier. Mais pour celui qui travaille chez lui, il ne pouvait être question de limitation, aussi pour compenser dans une certaine mesure l'infériorité qui résulte pour lui de son outillage imparfait, ce dernier prolonge-t-il la durée de son travail ainsi qu'il a été dit plus haut, et il fournit généralement quatorze heures, souvent davantage.

La valeur de la production annuelle de la coutellerie dans cette région s'élève à près de 12.150.000 francs, et peut se répartir de la façon suivante :

Industrie à domicile.....	4.050.000 ^f
Fabriques.....	8.100.000

L'importation étrangère a été en 1897 de 1.030.000 francs, dont 680.000 francs pour l'Allemagne et 68.000 francs seulement pour la France.

L'*Association ouvrière de production des couteliers de Paulovo*, dont il a été parlé,

date de 1893. Elle compte aujourd'hui 80 membres et 70 auxiliaires; sa production annuelle atteint 163.000 francs. Les salaires sont fixés chaque mois, d'après le chiffre d'affaires, par l'assemblée générale et égaux pour tous, sociétaires ou auxiliaires; ils sont de 10 à 20 p. o/o supérieurs à ceux des ouvriers employés dans les usines.

Les capitaux nécessaires au fonctionnement de la société lui ont été fournis sans condition d'intérêt par des personnes qui s'intéressent au sort de l'ouvrier russe et pensent pouvoir l'améliorer au moyen de la coopération. D'ailleurs, l'association a conservé son caractère d'association purement ouvrière. Ses membres seuls sont détenteurs d'actions et chacun d'eux ne peut en posséder plus d'une.

SUISSE.

L'industrie de la soie dans la Suisse Orientale. (1). — Cette industrie occupe en Suisse le second rang par ordre d'importance, et elle est en grande partie localisée dans les cantons d'Uri, Schwyz, Unterwalden, Glaris, Saint-Gall, situés dans la région orientale de la confédération, partie dont Zürich est la capitale industrielle. L'étude qui suit, due au docteur Schuler, ne s'applique qu'aux établissements de cette région zürichoise; elle laisse de côté ceux de la région bâloise, qui ont pour spécialité la fabrication des rubans; elle n'en est pas moins très instructive en raison de ses nombreux détails sur les conditions économiques du travail de la soie et sur la situation ouvrière. Nous en extrayons les renseignements suivants :

I. — STATISTIQUE DE L'INDUSTRIE DE LA SOIE DANS LA RÉGION DE ZÜRICH.

Dès le XIV^e siècle on tissait à Zürich les soies filées importées d'Italie; la fabrication portait d'abord sur les étoffes légères; elle s'étendit peu à peu au taffetas, damas, etc., aux crêpes et à l'étamine qui est devenue une spécialité du canton d'Appenzell. Depuis une trentaine d'années, la fabrication mécanique a pris une grande extension, tandis que le nombre des métiers à bras tend à diminuer. Voici quelques chiffres relatifs à la région zürichoise :

En 1787, le nombre des métiers était évalué à	2.500.
1800, —	5.000.
1824, —	5.600 (20 fabricants).

A la suite des événements de 1830, la liberté de l'industrie fut proclamée et l'on compta :

En 1833	6.600 métiers dont	1.600 à la campagne.
En 1842	12.000 —	répartis entre 680 fabricants dont 21 à Zürich même.

(1) *Archiv für soziale Gesetzgebung und Statistik*, tome XIII; 5^e et 6^e fascicule.—Heymann, Berlin 1899. D'après une étude étendue, que le docteur Schuler, inspecteur du travail à Zurich, a publié récemment sur les conditions du travail dans l'industrie de la soie.

En 1853, fut créée l'Association de l'industrie et de la soie pour le canton de Zürich » qui s'occupa de dresser des statistiques plus détaillées :

Elle releva en 1865	18,665 métiers à bras et	100 métiers mécaniques.
— 1883	29,716	4,007
— 1895	22,169	9,609

Depuis 1895, le nombre des métiers mécaniques s'est encore accru, tandis que celui des métiers à bras n'a cessé de diminuer. Le même phénomène s'observe en France : des deux parts, fabriques et usines prennent une grande extension, tandis que le champ d'activité de l'industrie à domicile se resserre de plus en plus.

En 1895, les maisons adhérentes à l'Association de l'industrie de la soie pour le canton de Zürich, possédaient 9,609 métiers mécaniques, presque tous en usines, dont :

7,454 pour tissus unis et sergés,
2,125 métiers Jacquard,
30 pour velours.

Il existait, en outre, 44,921 dévidoirs et 1,191 ourdissoirs.

Le personnel de ces fabriques se composait de 12,027 ouvriers de l'un ou l'autre sexe et 457 employés.

Parallèlement, l'industrie à domicile occupait :

20,326 métiers à bras pour articles unis et serrés et 597 métiers Jacquard.

Le nombre des personnes occupées en permanence ou temporairement par cette branche de l'industrie s'élevait à 26,886 personnes, dont 910 employés (facteurs ou contre-maitres, dessinateurs, graveurs, apprentis) 3372 retordeuses et 435 ourdisseuses.

Au total, 39,370 personnes étaient employées au tissage de la soie, pour une production de près de 35 millions de mètres valant environ 80 millions de francs.

En dehors du tissage, on comptait, en 1895, 50 établissements de moulinage occupant 4,414 personnes en fabrique et 2,199 à domicile, soit ensemble 6.613. Ces établissements possédaient 87,098 tavelles produisant 491.634 kilogs. Enfin, il existait 10 teinturiers et 5 apprêteurs, occupant 1.812 ouvriers et 83 employés, pour la teinture de près d'un million de kilogs et l'apprêt de 15,5 millions de mètres d'étoffe.

En ajoutant à l'ensemble de ce personnel les 42 employés de la condition des soies, on obtient un total de 47,922 personnes occupées par les membres de l'Association zurichoise de l'industrie de la soie.

D'après la statistique officielle des établissements, dressée par le département de l'industrie, à la date du 5 juin 1895, il y avait alors, dans toute la Suisse, 230 établissements, groupant 31.145 ouvriers (sans les employés) et, parmi ceux-ci, 15.423 travaillaient dans la circonscription de Zürich (1). Celle-ci comportant 82.647 ouvriers de fabriques d'après le dernier recensement, les fabriques de soieries occupent près du cinquième de la population ouvrière.

(1) Dans le seul canton de Zurich, l'industrie de la soie occupe au moins 30,000 personnes, soit 9 p. o/o de la population totale.

Voici les chiffres successifs par branche d'industrie, depuis 1882 :

	1882.		1888.		1895.	
	Établisse- ments.	Ouvriers.	Établisse- ments.	Ouvriers.	Établisse- ments.	Ouvriers.
Filature.....	10	1.009	9	1.007	6	651
Retorderie.....	15	853	12	576	11	352
Moulinage.....	22	2.041	22	2253	21	1614
Tissage.....	44	5.418	56	6.983	67	1.0952
Teinture.....	12	1.303	14	1.206	15	1.549
Apprêt.....	5	176	9	290	7	305
	<u>108</u>	<u>10.800</u>	<u>122</u>	<u>12.315</u>	<u>127</u>	<u>15.423</u>

On le voit en calculant le nombre d'ouvriers par établissement, la transformation de l'industrie de la soie ne résulte pas seulement de la substitution des usines mécaniques aux ateliers de tissage à bras, il y a en même temps concentration des entreprises. Il y a aussi accroissement de puissance mécanique. Il existait, en 1895, dans la circonscription de Zürich, 15 établissements de 200 à 500 ouvriers, 6 de plus de 500, et ces grandes usines occupaient 65 p. o/o des ouvriers de fabrique appartenant à l'industrie de la soie. Quant à l'accroissement de puissance mécanique on en peut juger par les chiffres suivants : il y avait, pour 1.000 ouvriers, 275 chevaux-vapeur en 1888; le nombre s'est élevé à 361 en 1895; la force hydraulique moyenne par établissement est passée de 19,3 chevaux en 1888 à 27,8 en 1895; la puissance moyenne des machines à vapeur est passée de 27,8 chevaux en 1888 à 47,5 en 1895.

II. — CONDITIONS DE TRAVAIL DU PERSONNEL.

Composition du personnel. — Voici comment se décomposait, suivant le sexe et l'âge, le personnel ouvrier des fabriques, par branche d'industrie, en 1895 :

	14-18 ANS (1).		19-50 ANS.		PLUS de 50 ans.		ENSEMBLE.		OUVRAGES du pays.
	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	
Filature.....	35	108	70	344	27	67	132	519	618
Retorderie.....	1	110	5	193	2	41	8	344	340
Moulinage.....	35	330	45	1.060	16	128	96	1.518	1.541
Tissage.....	301	1.464	1.407	7.200	189	391	1.897	9.055	10.408
Teinture.....	109	23	1.070	89	257	1	1.436	113	1.366
Apprêt.....	9	16	159	102	16	3	184	121	270
TOTAL.....	<u>490</u>	<u>2.051</u>	<u>2.756</u>	<u>8.988</u>	<u>507</u>	<u>631</u>	<u>3.753</u>	<u>11.670</u>	<u>14.543</u>

Le personnel féminin représente ainsi 75,6 p. o/o du personnel total, les jeunes gens de moins de 18 ans, 16,5 p. o/o. La proportion des personnes de plus de 50 ans est plus faible que dans l'ensemble des industries textiles, 7,4 p. o/o au lieu

(1) En Suisse, la loi ne permet pas d'employer dans les fabriques des enfants de moins de 14 ans.

de 10 p. o/o. La faible proportion des ouvriers étrangers est également remarquable : 5,6 p. o/o seulement, tandis qu'elle est de 7,5 p. o/o pour l'ensemble des industries textiles.

On n'a pu obtenir de chiffres semblables pour l'industrie à domicile en raison de son extrême mobilité.

Durée du travail. — Le maximum légal de la journée de travail est en Suisse de 11 heures pour tout le personnel ouvrier. Certaines fabriques ont une durée de travail plus courte : 23 p. o/o des ouvriers ne font que 10 heures. La loi admet une exception générale pour les travaux accessoires, en sorte qu'un cinquième des ouvriers teinturiers fait plus de 11 heures; elle admet aussi des exceptions particulières lorsque l'autorisation officielle en est accordée. Les demandes d'autorisation ne sont, paraît-il, pas fréquentes; depuis quelques années, il n'y a pas un tiers des fabricants qui y aient recours.

Sur l'ensemble de la population ouvrière, le nombre des heures supplémentaires autorisées représente en moyenne 18 heures par ouvrier et par an. La proportion des ouvriers autorisés va d'ailleurs en diminuant depuis quelques années; de 50 p. o/o elle est descendue à 20, 11 et 6 p. o/o. Encore, 35 p. o/o des heures supplémentaires sont-elles faites par les teinturiers et apprêteurs.

Les femmes et les enfants ne font presque jamais plus d'une heure supplémentaire par jour; il n'y a, pour cette catégorie de personnel, jamais de travail de nuit ni de travail le dimanche. Les femmes qui ont un ménage ont droit, d'après la loi, à une demi-heure de plus au repos de midi; il paraît que fort peu en profitent. On peut rapprocher de ce fait l'indifférence de la plupart des ouvrières à l'égard de la revendication du samedi après-midi.

L'usage veut que les teinturiers prennent, outre le repos de midi, 1/4 d'heure à 1/2 heure le matin et le soir; ces repos sont déduits du temps de travail; c'est un vieil usage auquel ne renoncent même pas les ouvriers dont la journée de travail ne dépasse pas 10 heures.

Ce qui précède s'applique aux fabriques; dans l'industrie à domicile il n'est pas rare que le métier commence à battre dès 5 heures du matin pour ne s'arrêter, sauf peu d'interruption, qu'à 9 ou 10 heures du soir. On travaille même le dimanche lorsque le travail presse.

Salaires. — Dans les fabriques, les salaires sont influencés, dit le D^r Schuler, par la concurrence étrangère. En France, par la vieille fabrique lyonnaise; en Allemagne, par l'industrie des provinces rhénanes; l'Italie exerce aussi une influence pour certaines branches, en raison de ses salaires très réduits. Mais l'influence la plus directe est encore celle des ouvriers à domicile qui, dans certaines régions où le tissage à bras n'est qu'un accessoire du travail agricole, peuvent se contenter des salaires minimes. Par contre, dans les centres industriels, la rareté de la main-d'œuvre agit en sens contraire, et, d'autre part, l'industrie de la soie exige des ouvriers attentifs, propres et assez intelligents, en sorte que les chefs d'entreprise sont déterminés à les payer plutôt plus cher que ceux des autres industries.

Le tableau suivant fait connaître les proportions pour 100 d'ouvriers de fabriques de soieries, dans chaque spécialité professionnelle, suivant 14 catégories de salaires, en 1894, sans distinction de sexe ni d'âge. Le salaire par jour a été calculé en divisant par 300 le salaire de l'année, c'est-à-dire quel'on a supposé que les ouvriers ne subissaient jamais de chômages. En fait, ces chômages sont rares et il n'en existe que dans la retorderie et le moulinage. Il a été tenu compte, dans les chiffres

ci-dessous, des subventions en nature et des gratifications régulières. On n'a pas déduit les amendes, retenues et versement aux caisses de secours, retraites, etc.

*Proportion p. 0/0 des ouvriers, par catégories de salaires,
dans chaque spécialité professionnelle sans distinction de sexe ni d'âge.*

	1 ^{er} AU PLUS.	1 ^{er} A 3 ^e 50.	1 ^{er} 50 A 2 ^e .	2 ^e A 3 ^e 50.	2 ^e 50 A 3 ^e .	3 ^e A 3 ^e 50.	3 ^e 50 A 4 ^e .	4 ^e A 4 ^e 50.	4 ^e 50 A 5 ^e .	5 ^e A 6 ^e .	6 ^e A 7 ^e .	7 ^e A 8 ^e .	8 ^e A 9 ^e .	9 ^e A 10 ^e .
	o/o	o/o	o/o	o/o	o/o	o/o	o/o	o/o	o/o	o/o	o/o	o/o	o/o	o/o
FILATURE :														
Préparation (jeunes filles).....	5,7	30,6	63,7	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Filage.....	1,9	23,0	71,1	3,9	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Moulinage.....	"	12,8	78,2	8,9	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nettoyage.....	0,6	15,6	82,5	"	1,2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
RETORDERIE, MOULINAGE :														
Retorderie.....	7,5	44,5	38,8	9,0	"	0,2	"	"	"	"	"	"	"	"
Nettoyage.....	18,0	58,5	20,0	3,0	0,5	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Moulinage.....	0,5	19,8	74,7	4,0	"	0,5	0,5	"	"	"	"	"	"	"
Dévidage.....	"	37,5	55,5	6,2	"	"	0,8	"	"	"	"	"	"	"
Assortissage.....	"	34,6	40,8	24,5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
ENSEMBLE...														
Localités industrielles.....	7,7	30,0	47,2	13,1	1,0	0,6	0,3	"	"	"	"	"	"	"
Localités non industrielles.....	15,4	52,8	28,5	2,8	0,2	0,2	"	"	"	"	"	"	"	"
TISSAGE :														
Retorderie.....	2,4	12,7	27,8	30,8	18,1	7,0	1,2	"	"	"	"	"	"	"
Bobinage.....	5,0	29,4	28,4	20,8	13,7	2,1	0,3	0,3	"	"	"	"	"	"
Ourdissage.....	0,4	2,8	10,8	22,0	33,4	22,7	6,1	1,4	0,4	"	"	"	"	"
Tissage.....	1,0	4,6	15,9	27,2	26,0	14,5	6,9	3,2	0,5	0,2	"	"	"	"
Nettoyage.....	1,9	13,9	21,7	33,0	26,0	3,1	0,4	"	"	"	"	"	"	"
Surveillance, garage.....	1,2	2,5	10,5	17,3	17,6	14,2	8,4	5,9	10,5	6,5	1,9	0,9	1,8	0,3
TISSAGE SUIVANT LE GENRE DE MÉTIERS :														
Métiers mécaniques.....	1,0	4,7	16,1	27,5	25,7	14,3	6,6	3 1/2	0,5	0,2	"	"	"	"
Métiers à bras.....	1,0	6,0	12,1	21,2	22,2	19,1	12,1	1,0	1,0	1,0	"	"	"	"
Métiers Jacquard à bras.....	1,1	3,3	21,1	23,3	27,8	17,8	5,6	"	"	"	"	"	"	"
Métiers Jacquard mécaniques.....	"	"	"	17,7	64,7	14,7	2,9	"	"	"	"	"	"	"
Métiers à velours.....	"	"	"	36,8	10,5	10,5	31,5	5,3	5,3	"	"	"	"	"
TISSAGE, SUIVANT L'IMPORTANCE DES ÉTABLISSEMENTS :														
Grandes fabriques.....	0,7	1,7	8,3	23,0	30,0	19,2	10,3	5,5	1,1	0,2	"	"	"	"
Petites fabriques (jusqu'à 200 ouvriers).....	3,0	15,6	40,9	24,3	11,6	2,5	1,0	0,5	"	0,5	"	"	"	"

Dans la teinture, qui emploie fort peu de femmes (6 p. o/o), le salaire moyen par jour est de 3 fr. 38 ; les ouvriers reçoivent en outre généralement un demi-litre de vin et 0 kilogr. 250 de pain, le tout pouvant être évalué à 0 fr. 50 ; dans l'apprêt, les hommes gagnent 3 fr. 74 par jour, les femmes 2 francs à 3 fr. 60.

D'après le tableau qui précède, les salaires sont plus élevés dans les localités industrielles que dans les autres, plus élevés aussi dans les grands établissements que dans les petits.

Le travail est presque toujours réglé aux pièces ; les gains sont d'ailleurs très variables (parfois du simple au triple) suivant l'ouvrier, surtout s'il est alloué des primes à partir d'une certaine production. Lorsque le travail est payé aux pièces, le

prix est le même pour les hommes et les femmes ; au contraire, lorsque le salaire est réglé à la journée, il n'est pas rare que l'homme reçoive plus que la femme pour le même travail. Les amendes et retenues pour malfaçons sont de faible importance.

Le travail à domicile ne comporte pas les mêmes salaires que le travail en fabrique. Parfois les entrepreneurs préfèrent faire travailler à domicile en raison des divers avantages de ce mode d'exploitation : pas d'installations d'usine ni de frais généraux, facilité de faire varier la production suivant les circonstances, etc. Dans ce cas, il arrive assez souvent que les salaires du travail à domicile sont plus élevés que ceux du travail en fabrique, par exemple de 5 à 15 p. o/o pour l'ourdisage, jusqu'à 30 p. o/o pour le retordage.

Dans d'autres cas, le travail en fabrique est mieux rémunéré, la différence atteignant 10 p. o/o et plus.

Lorsqu'il y a alliance avec le travail agricole, les salaires tombent très bas. Pour certains travaux, tels que le nettoyage des fils, le triage, exécutés par de tous jeunes gens ou des vieillards, ils descendent jusqu'à 0 fr. 70 par jour ; pour le retordage, le gain journalier, dans bien des endroits, ne dépasse pas 0 fr. 65 à 0 fr. 85 par jour ; la moyenne est de 1 franc à 1 fr. 50. Pour le moulinage, le gain journalier oscille entre 0 fr. 40 et 2 fr. 10 et il ne faut pas oublier que le gain le plus élevé suppose avant tout une journée extrêmement prolongée. Les ourdisseuses et metteuses en mains sont les mieux payées, de 0 fr. 85 à 2 francs, au maximum 3 francs.

Dans les centres industriels, la tisseuse se fait de 1 fr. 25 à 1 fr. 85 par jour, mais il y a beaucoup d'interruptions, en sorte que le gain annuel ne dépasse souvent pas 200 francs. Au métier Jacquard, la journée de l'ouvrière rapporte de 1 fr. 50 à 2 francs ; les hommes gagnent de 3 fr. 30 à 3 fr. 60. Les nopeuses gagnent 1 franc à 2 francs, parfois 0 fr. 70 à 0 fr. 80.

Au total, les sommes distribuées aux ouvriers à domicile dans l'année se montent à 350 ou 400 francs par tête pour 200 jours environ de travail plein. Dans l'industrie mécanique le gain moyen par tête et par an atteint à peu près 600 francs.

III. — CONDITIONS SANITAIRES.

Dans les industries de la soie, les conditions sanitaires défavorables sont celles de toutes les agglomérations d'ouvriers. A ce point de vue, la situation semble meilleure dans les fabriques de soieries que dans les autres industries, ainsi que le démontrent des relevés effectués en 1889 par le docteur Schuler sur les registres des caisses de secours, pour 4 années consécutives. D'après ces relevés, voici le nombre moyen de jours de maladie par tête et par an dans diverses industries :

Fonderie et mécanique.	8,56	Filature de coton.	5,14
Impression de coton.	7,60	Briqueterie.	5,00
Travail du bois.	7,14	Industrie chimique.	4,64
Teinture, blanchiment, apprêt.	6,96	Tissage de coton.	3,91
Broderie.	5,61	Retorderie, moulinage et tissage	
Fabrication du papier.	5,39	de la soie.	3,20

La statistique des caisses de secours ne permet pas une étude aussi détaillée qu'il conviendrait des causes de maladie, il faut se borner à de grandes divisions.

D'une manière générale, les maladies du tube digestif sont celles qui donnent lieu aux chiffres les plus élevés : la durée moyenne de ces maladies est de 25 jours pour les tisseurs et de 29 pour les teinturiers et apprêteurs ; pour ces derniers, la gravité plus grande des maladies du tube digestif s'explique par la haute température des salles.

Le passage sans transition des salles surchauffées à l'air froid du dehors est l'une des causes principales des maladies des voies respiratoires, angines, etc., qui sont aussi très fréquentes et dont la durée moyenne atteint 28 jours pour les tisseurs, 33 pour les teinturiers. La cause la plus importante est cependant l'abondance des poussières et des filaments, quoiqu'il y en ait moins que dans l'industrie cotonnière où les maladies des voies respiratoires sont encore plus fréquentes.

Rien de particulier touchant les maladies de la circulation; les varices sont généralement rares, sauf chez les teinturiers; les maladies de cœur sont aggravées par le séjour dans les salles surchauffées.

Les rhumatismes composent la majeure partie des maladies des organes de locomotion; les rhumatismes articulaires, assez fréquents, sont sans doute en corrélation avec la haute température des ateliers; les autres affections rhumatismales, telles que l'inflammation des articulations du genou, des pieds, sont des symptômes de la fatigue occasionnée par la station verticale prolongée.

L'obligation de se tenir debout toute la journée, soit dans la même position, comme au métier à bras, soit en circulant autour de l'appareil que l'on conduit, est la plus grosse sujétion imposée au personnel, la plus dure pour le personnel féminin. Il n'y a rien pour s'asseoir parce que l'usage d'une chaise empêche l'ouvrière de surveiller les défauts du tissu. Il résulte de là des cas nombreux d'anémie, d'hémotase, et de fâcheuses conditions de travail pour les ouvrières nerveuses.

Le métier Jacquard qui fatigue, paraît-il, toujours les mêmes os occasionne des courbatures dont on se ressent surtout la nuit. On rencontre aussi des cas de hernies occasionnées par le transport des rouleaux d'ourdissage.

Les maux d'yeux ne sont pas rares dans les tissages, en raison de l'attention incessante qu'exige le travail.

Les teinturiers et apprêteurs sont assez sujets aux panaris et aux phlegmons, par suite des variations de température auxquelles les mains sont soumises; il y a aussi beaucoup de brûlures.

Les maladies infectieuses semblent avoir diminué en raison des meilleures conditions hygiéniques des ateliers. Ainsi, la diphtérie et l'érysipèle donnent lieu à 3,4 cas pour mille ouvriers, au lieu de 8,8 quinze ans plus tôt. Quant aux maladies constitutionnelles, l'examen des registres des caisses de secours montre qu'elles ne sont pas plus fréquentes à la ville qu'à la campagne.

Voici un tableau qui résume l'enquête du docteur Schuler sur le nombre annuel des cas de maladie pour 1,000 ouvriers de chaque catégorie :

GENRES DE MALADIE.	TISSAGE.				TEINTURE.	
	Hommes.		Femmes.			
	Cas de maladie.	Jours de maladie.	Cas de maladie.	Jours de maladie.	Cas de maladie.	Jours de maladie.
Tube digestif.....	49,8	935	42,6	1.031	45,7	1.318
Organes respiratoires.....	37,5	771	42,8	1.252	61,1	2.017
Appareil circulatoire.....	4,1	70	7,0	231	7,7	323
Organes de locomotion.....	32,6	709	22,7	616	48,7	1.617
Nerfs.....	13,9	291	10,2	281	10,1	300
Peau.....	10,6	89	12,6	279	16,6	329
Yeux.....	14,7	217	8,3	213	5,0	97
Voies génito-urinaires.....	5,7	103	8,4	317	3,9	300
Maladies infectieuses.....	38,3	551	29,6	676	26,4	533
Maladies constitutionnelles...	4,9	66	41,3	1.118	4,5	161
Maladies diverses.....	14,7	215	18,1	456	39,5	1.097
TOTAUX.....	226,9	4.017	243,6	6.469	269,2	8.092

En somme, les conditions sanitaires des ouvriers de la soie ne semblent pas plus défavorables que celles des autres industries et il faut encore tenir compte de ce fait que la plupart des travaux, exigeant peu de force, peuvent être effectués par des vicillards ou des personnes faibles. En outre, le D^r Schuler observe que, dans cette industrie, la population ouvrière a tendance à développer ses besoins plutôt dans le sens d'un certain raffinement de la toilette et de l'habitation, que dans la recherche d'une nourriture plus substantielle.

Salaires des ouvriers employés par la ville de Zürich (1). — D'après les règlements en vigueur le salaire minimum, par journée de 10 heures, des ouvriers employés par la ville de Zürich doit être de 4 fr. 50 pour les ouvriers ayant terminé leur apprentissage et de 4 francs pour les autres.

Une enquête a été ouverte le 31 mai 1898 par le conseil municipal de la ville de Zürich sur les salaires pratiqués; voici certains chiffres empruntés au rapport qui a suivi cette enquête.

L'administration de la ville occupait, au 31 mai 1898, 1.324 ouvriers, dont 32 mineurs et apprentis.

1.243 ouvriers recevaient un salaire de 4 francs, 4 fr. 50 et plus, pendant que 81 recevaient un salaire moindre, dont 32 mineurs et apprentis et 41 allumeurs et nettoyeurs de lanternes qui ne travaillent que quelques heures par jour.

Les 1.243 ouvriers qui recevaient le salaire minimum ou plus se répartissaient comme il suit :

Terrassements.....	18	ouvriers de 4 francs à fr.	4,80
Construction.....	57	—	6,80
Arpentage.....	26	—	5,80
Canalisation.....	136	—	6,00
Gaz.....	390	—	6,50
Électricité.....	59	—	7,00
Administration du matériel.....	77	—	6,50
Inspection des rues.....	215	—	6,50
Administration des tramways.....	249	—	6,50
Santé.....	4	—	7,00
Vidanges.....	112	—	6,00

(1) *Der Schweizerischen Blätter für Wirtschafts und Socialpolitik.*

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 11 octobre 1899 portant règlement des écoles nationales d'Arts et Métiers.

[J. O. du 13 octobre 1899.]

Décret abrogeant et remplaçant les décrets du 4 avril 1885, 1^{er} février 1892, 13 janvier et 7 avril 1896 sur le même objet.]

Circulaire du Ministre du Commerce et de l'Industrie aux Préfets, en date du 21 octobre 1899, relative à l'application de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

(J. O. du 22 octobre 1899.)

L'article 3 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, dispose que « les enfants de l'un et de l'autre sexe, âgés de moins de seize ans, ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour » et que les « jeunes ouvriers ou ouvrières de seize à dix-huit ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de soixante heures par semaine, sans que le travail journalier puisse excéder onze heures ».

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie a le devoir strict de tenir la main à ce que cette prescription impérative reçoive son exécution.

Des instructions en ce sens ont été données au service de l'inspection du travail.

Des groupements industriels ayant exposé verbalement au Ministre l'impossibilité où ils se trouvent de modifier du jour au lendemain, dans leurs ateliers, les conditions du travail qui avaient été tolérées jusqu'ici, ils ont été invités à faire connaître, dans les quinze jours, le sursis qui leur serait nécessaire pour que l'article 3 précité fût appliqué.

Le Ministre a jugé équitable d'accorder le même laps de quinze jours, à dater du 22 octobre 1899, aux industriels que touche l'application de l'article 3, pour lui présenter leurs observations.

Un délai leur sera fixé pour se mettre en règle avec la loi.

Une fois écoulé, ce délai, qui sera réduit au strict minimum, les dispositions relatives au travail des enfants et des adolescents devront être exécutées.

Vous voudrez bien vous inspirer de ces instructions pour faire comprendre à tous les intéressés, patrons et ouvriers, que le Gouvernement est résolu à arriver, le plus rapidement possible, à l'application loyale et complète de la loi.

Veuillez, en outre, donner à cette dépêche toute la publicité utile, et notamment la faire insérer dans tous les journaux de votre département.

Recevez, etc.

Arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, en date du 23 octobre 1899, créant une école pratique d'industrie de garçons à Marseille.

Vu la loi du 26 janvier 1892; vu le décret du 22 février 1893, portant règlement des écoles pratiques de commerce et d'industrie;

ARTICLE UNIQUE. Une école pratique d'industrie de garçons est créée à Marseille.

Décret du 27 octobre 1899 autorisant la chambre de commerce de Roubaix à établir un bureau public de conditionnement des matières textiles.

(J. O. du 31 octobre 1899.)

— Le recours à ce bureau est facultatif pour le commerce.

Arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes en date du 7 novembre 1899, nommant des membres des commissions mixtes de patrons et d'ouvriers chargées de donner leur avis sur le taux normal et courant des salaires et sur la durée normale et courante de la journée de travail à Paris.

(J. O. du 8 novembre 1899.)

[Sont nommés, quatre patrons et quatre ouvriers, pour les professions de la *scierie mécanique, moulure, découpage, etc.* (1).]

Arrêté du Ministre des Travaux publics en date du 4 novembre 1899, sur la durée du travail et des repos des mécaniciens et chauffeurs des chemins de fer.

ART. 1^{er}. Sur les réseaux ci-dessus désignés(1), la durée du travail et des repos des mécaniciens et chauffeurs est régie, par des dispositions suivantes :

ART. 2. La journée de travail doit contenir, en moyenne, dix heures de travail effectif au plus et dix heures de grand repos au moins, de telle sorte que dix jours consécutifs quelconques d'un roulement, comptés de minuit à minuit, ne contiennent pas plus de cent heures de travail effectif, et renferment un total de grand repos au moins égal à cent heures.

Chaque période de travail doit être comprise entre deux grands repos, séparés par un intervalle d'au plus dix-sept heures, et ne pas contenir plus de douze heures de travail effectif.

ART. 3. Sont seuls considérés comme grands repos, ceux ayant une durée ininterrompue de dix heures au moins à la résidence de l'agent et de sept heures au moins hors de la résidence. Il ne peut y avoir plus de deux grands repos consécutifs inférieurs à dix heures, et la durée totale de deux grands repos consécutifs quelconques doit être de dix-sept heures au moins.

Tous les dix jours, en moyenne, il doit y avoir, à la résidence, un grand repos de vingt-quatre heures au moins; l'intervalle entre deux de ces repos consécutifs ne peut être supérieur à vingt jours. Durant ces grands repos, les agents sont dispensés de tout service et peuvent s'absenter de leur résidence. Ces jours de repos ne seront comptés que pour dix heures dans le calcul de la moyenne décadaire fixée à l'article 2.

Pour les agents dont le service ne comporte pas de découchers hors de la résidence, le nombre des repos de vingt-quatre heures ci-dessus définis peut être réduit à un par quinzaine, en moyenne.

ART. 4. On compte comme travail effectif tout le temps pendant lequel les agents sont

(1) Voir l'arrêté du 19 septembre 1899 sur le même objet, au *Bull.* d'octobre 1899.

(1) Les réseaux désignés dans les *considérant* qui précèdent l'arrêté sont ceux des chemins de fer de l'État, des chemins de fer de l'Est, du Midi, du Nord, de l'Ouest, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et de Paris à Orléans, et du syndicat des chemins de fer de ceinture de Paris.

tenus de rester sur leur machine ou de ne pas s'en éloigner, ou ont un travail quelconque à effectuer dans les gares, dépôts et ateliers.

Les laps de temps alloués pour les opérations que les mécaniciens et chauffeurs peuvent avoir à effectuer avant le départ ou après l'arrivée sont, pour chaque train, indiqués sur les roulements. Lorsque l'intervalle entre l'arrivée d'un train et le départ du suivant ne dépasse pas une heure et demie, cet intervalle est compté entièrement comme travail.

En ce qui concerne les réserves, les périodes pendant lesquelles les agents ont un travail quelconque à effectuer sont comptées comme travail effectif; celles pendant lesquelles les agents restent inoccupés au dépôt, à disposition, peuvent être considérées comme des repos, mais elles sont comptées pour un quart de leur durée dans le calcul de la durée déca-daire du travail effectif fixée à l'article 2. Les périodes de réserve à la résidence, intercalées dans le service des trains, sont précédées, comme les périodes de travail effectif, d'un grand repos pris au domicile.

ART. 5. Les Compagnies doivent soumettre à l'Administration les tableaux et graphiques de roulement.

Des copies conformes de ces tableaux et graphiques doivent être affichées d'une façon apparente dans les dépôts, de manière à les porter à la connaissance des mécaniciens et chauffeurs.

ART. 6. Il ne peut être dérogé, dans les tableaux de roulement ou dans le service des trains facultatifs et des machines de réserve, aux prescriptions du présent arrêté, que dans des cas spéciaux pleinement justifiés par les nécessités du service, et sous réserve, pour les roulements du service normal, de l'autorisation de l'Administration.

ART. 7. Si en service, par suite de circonstances imprévues ou accidentelles, le travail des mécaniciens et chauffeurs excède les limites prescrites par le présent arrêté, chaque Compagnie doit en informer le service du Contrôle par un compte-rendu adressé, le 10 de chaque mois pour le mois précédent, à l'Ingénieur en chef du Contrôle de l'Exploitation technique. Ces comptes-rendus font ressortir les différences entre le travail prévu et le travail réellement effectué. Des extraits en sont affichés dans les dépôts.

L'Ingénieur en chef du Contrôle de l'Exploitation technique prescrit à la Compagnie de prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître sans retard les causes permanentes qui amèneraient des dérogations réitérées aux prescriptions du présent arrêté. Les suites données à ces observations sont signalées à l'Administration par le service du Contrôle, qui propose, en outre, les mesures nécessaires pour compléter celles déjà prises par la Compagnie, dans le cas où il les jugerait insuffisantes.

ART. 8. En aucun cas et sous aucun prétexte, les mécaniciens et les chauffeurs ne peuvent invoquer la prolongation de la durée de leur travail pour abandonner le service public qu'ils sont chargés d'assurer. Mais ils doivent rendre compte à leur chef, aussitôt que possible, de toutes les dérogations au présent arrêté qui se sont produites au cours de leur travail, en inscrivant leurs observations sur un registre spécial ouvert à cet effet dans chaque dépôt.

ART. 9. Les roulements en vigueur, les bulletins de traction et les registres mentionnés à l'article précédent, sont constamment tenus à la disposition des Ingénieurs du Contrôle et des agents sous leurs ordres.

ART. 10. Un délai de deux mois est imparti aux Compagnies pour assurer l'exécution intégrale du présent arrêté.

Arrêté du Ministre des Travaux publics en date du 4 novembre 1899 sur la durée du travail et des repos des agents des trains de chemin de fer.

ART. 1^{er}. Sur les réseaux ci-dessus désignés, la durée du travail et des repos des agents des trains est régie par les dispositions suivantes :

ART. 2. La journée de service doit contenir, en moyenne, dix heures de service effectif au plus et dix heures de grand repos au moins, de telle sorte que quinze jours consécutifs d'un roulement, comptés de minuit à minuit ne contiennent pas plus de cent-cinquante heures de service effectif, et renferment un total de grand repos au moins égal à cent-cinquante heures.

L'intervalle de temps compris entre deux repos ininterrompus ne doit pas être supérieur à dix-sept heures. Cette période ne doit pas contenir plus de douze heures de service effectif; toutefois la durée du service effectif peut-être augmentée d'une demi-heure au maximum, à la condition que la durée du grand repos soit portée à douze heures au moins.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa du présent article, pour les agents dont le service ne comporte pas de découchers hors de la résidence, la durée moyenne du service effectif est fixée à onze heures au plus et celle du grand repos à neuf heures au moins.

ART. 3. Sont seuls considérés comme grands repos ceux ayant une durée ininterrompue de neuf heures au moins à la résidence de l'agent et de sept heures au moins hors de la résidence. Il ne doit pas y avoir plus de deux grands repos consécutifs inférieurs à neuf heures, et la durée totale de deux grands repos consécutifs quelconques doit être de seize heures au moins.

Tous les quinze jours, en moyenne, il doit y avoir à la résidence un grand repos de vingt-quatre heures au moins; l'intervalle entre deux de ces repos consécutifs ne peut être supérieur à trente jours. Durant ces grands repos, les agents sont dispensés de tout service et peuvent s'absenter de leur résidence. Ces jours de repos ne seront comptés que pour dix heures dans le calcul de la moyenne par quinzaine fixée à l'article 2.

ART. 4. La durée du service effectif des agents des trains se compose de la somme des éléments ci-après :

1° Les temps alloués pour les opérations que les agents peuvent avoir à effectuer avant le départ ou après l'arrivée des trains; ces temps sont fixés dans les roulements par gare et par train; lorsque l'intervalle entre l'arrivée d'un train et le départ du suivant ne dépasse pas une heure et demie, cet intervalle est compté entièrement comme travail;

2° La durée du parcours des trains prévue à l'horaire; toutefois, pour les trains désignés au livret de marche comme : trains de voyageurs, rapides ou express, trains légers ou trains-tramways ne faisant pas le service des bagages et dans lesquels les agents du train ne sont pas chargés de la délivrance et du retrait des billets, trains de marchandises rapides et directs (P. V. et G. V.), le temps du parcours est compté avec une réduction de dix pour cent ($1/10^e$), afin de tenir compte du service moins chargé.

On compte enfin comme service effectif le quart du temps pendant lequel un agent reste inoccupé à la gare, à la disposition, en attendant qu'il reçoive l'ordre éventuel de partir.

ART. 5. Les Compagnies doivent soumettre à l'Administration les tableaux et graphiques de roulements.

Des copies conformes de ces tableaux et graphiques doivent être affichées d'une façon apparente dans les gares, de manière à les porter à la connaissance des agents des trains.

ART. 6. Il ne peut être dérogé, dans les tableaux de roulement ou dans le service des trains facultatifs, aux prescriptions du présent arrêté que dans des cas spéciaux pleinement justifiés par les nécessités du service, et sous réserve, pour les roulements du service normal, de l'autorisation de l'Administration.

ART. 7. Si, en service, par suite de circonstances imprévues ou accidentelles, le travail des agents des trains excède les limites prescrites par le présent arrêté, chaque Compagnie doit en informer le service du Contrôle par un compte rendu adressé, le 10 de chaque mois pour le mois précédent, à l'Ingénieur en chef du Contrôle de l'Exploitation technique. Ces comptes rendus font ressortir les différences entre le travail prévu et le travail réellement effectué. Des extraits en sont affichés dans les gares.

L'Ingénieur en chef du Contrôle de l'Exploitation technique prescrit à la Compagnie de prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître sans retard les causes permanentes qui amèneraient des dérogations répétées aux prescriptions du présent arrêté. Les suites données à ces observations sont signalées à l'Administration par le service du Contrôle, qui

propose, en outre, les mesures nécessaires pour compléter celles déjà prises par la Compagnie, dans le cas où il les jugerait insuffisants.

ART. 8. En aucun cas et sous aucun prétexte, les agents des trains ne peuvent invoquer la prolongation de la durée de leur travail pour abandonner le service public qu'ils sont chargés d'assurer. Mais ils doivent rendre compte à leur chef, aussitôt que possible, de toutes les dérogations au présent arrêté qui se sont produites au cours de leur travail, en inscrivant leurs observations sur un registre spécial ouvert à cet effet dans chaque gare.

ART. 9. Les roulements en vigueur, les bulletins de service et les registres mentionnés à l'article précédent sont constamment tenus à la disposition des Ingénieurs du Contrôle et des agents sous leurs ordres.

ART. 10. Un délai de deux mois est imparti aux Compagnies pour assurer l'exécution intégrale du présent arrêté.

Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

[Exécution de l'article 19 du décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.]

ADDITION À LA LISTE

DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

qui ont effectué

à la Caisse des dépôts et consignations le versement du cautionnement réglementaire.

[Suite (1).]

(J. O. du 24 octobre 1899.)

L'ALIMENTATION, 24, rue de Richelieu, à Paris.

(1) Voir les listes précédentes aux *Bulletins* de juin, juillet, août et septembre 1899.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc.; et 2^o par les correspondants.

Eure-et-Loir. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CHARTRES. — Pendant l'année 1898, la *meunerie* a eu une marche réduite et les ouvriers ont souvent fait trois quarts de leur journée normale par suite de la difficulté de la vente, principalement sur le marché étranger. La *sucrerie*, favorisée par une betterave d'une teneur saccharine plus élevée que l'année précédente, a fait une campagne meilleure; les prix de vente du sucre, qui ont été en hausse, ont aussi amélioré la situation générale et permis d'apporter des perfectionnements à l'outillage, de façon à supporter plus facilement la concurrence des pays voisins. L'extraction de la *Pierre meulière* a continué à diminuer et est devenue de peu d'importance. La *tannerie* s'est ressentie de la cherté et de la rareté de la matière première; les prix de vente des produits fabriqués ont laissé au producteur une rémunération jugée insuffisante. Il n'y a pas eu de chômage dans le personnel ouvrier, sauf dans un centre où le personnel ouvrier occupé a été réduit d'un peu moins d'un dixième par suite de la diminution de la mise en fabrique. Dans l'industrie de la *chaussure*, le travail a été actif; mais dans certaines usines, les prix de façon payés aux ouvriers ont eu tendance à la baisse, les articles mis en fabrication étant vendus à meilleur marché et nécessitant moins de soins. La *filature* et le *tissage de laine cardée* ont été en pleine activité; les salaires se sont maintenus sans variation. La fabrication du *feutre* et du *chapeau de feutre* a été en s'améliorant principalement pendant le 2^e semestre 1898; on a fait la journée complète. La disparition d'une fabrique de *boutons de corne* et de *coroso* qui avait laissé environ 300 ouvriers sans ouvrage il y a deux ans, a, dans l'ensemble du personnel ouvrier, empêché une amélioration des salaires, sauf dans la *construction mécanique* où on a manqué d'ouvriers habiles par suite de la demande de bras à l'Exposition de 1900. Dans l'industrie du *bâtiment*, situation stationnaire.

Finistère. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BREST. — Au commencement de l'année 1898 une importante *minoterie* et une grande fabrique de *produits alimentaires* ont été fondées près du port de commerce. Dans l'ensemble des industries, *fabriques de conserves, minoteries, fabriques d'iode, d'acide sulfurique, acide nitrique, superphosphate de chaux, savonneries, stéarineries, fabriques de briquettes de houille, tanneries, corderies, scieries mécaniques et fonderies*, le travail a été satisfaisant. Les *importations* de houille et de vins d'Espagne, d'Algérie et de Portugal ont été en augmentation. Notre *exportation* par les ports de la région de Brest a aussi progressé pour les fruits et les légumes frais et les drilles (vieux cordages et chiffons); mais dans l'ensemble, le mouvement total de la navigation, entrées et sorties réunies, a été, en 1897-1898, de 587.680 tonneaux contre 738.905 pour la période 1896-1897; la diminution a porté sur les transports au long cours et sur le cabotage.

Haute-Garonne. — CHAMBRE DE COMMERCE DE TOULOUSE. — Pendant le dernier trimestre 1898 et le 1^{er} trimestre 1899, la *minoterie* a vu sa production diminuer par suite de la faiblesse du marché des grains de pays et a dû demander sa matière première aux marchés étrangers. La fabrication des *liqueurs* a été entravée par la hausse des sucres et des alcools. Dans l'industrie *vinicole*, la récolte des vins a été, dans le département de la Haute-Garonne, de 460.000 hectolitres pour 27.200 hectares de vignes, c'est-à-dire infé-

rieure de 50.000 hectorites à celle de 1897, ce que l'on attribue à la sécheresse de l'été de 1898: par contre, la qualité du vin a été supérieure à celle de 1897. Les prix de vente ont été en hausse et tenus pour satisfaisants. Dans l'industrie des *cuir*s, la matière première (cuir frais de boucherie ou cuir de chevaux) est devenue plus rare par suite des achats importants faits par l'étranger; l'activité du travail s'en est ressentie. Dans la *carrosserie*, le travail a été moins abondant que l'an dernier par suite de la diminution des commandes pour les pays voisins et aussi par suite de la concurrence des autres modes de transport (bicyclettes, automobiles, etc.). Dans le *travail du bois*, l'élévation des cours des bois particulièrement employés pour la menuiserie a rendu les affaires plus difficiles dans cette industrie; les prix de vente ont été aussi moins rémunérateurs. Dans l'industrie du *bâtiment* en général, la hausse des matières premières a eu tendance à amener une accalmie des commandes; il y a eu peu de constructions neuves importantes: seulement un petit courant des commandes qui ont entretenu le travail et évité les chômages. Dans l'industrie *céramique* (carreaux pour revêtement et faïences pour services de table), le travail a eu tendance à reprendre par suite des demandes du marché intérieur et aussi de l'exportation. Dans la *verrière*, une hausse de 5 p. o/o s'est manifestée sur les produits fabriqués à la suite de la hausse des charbons.

Marne. — CHAMBRE DE COMMERCE DE REIMS. — ARRONDISSEMENT DE REIMS. — Pendant le 1^{er} semestre 1899, l'industrie *lainière* a éprouvé une hausse de la matière première qui a atteint jusqu'à 25 p. o/o des prix pratiqués l'an dernier, hausse attribuée au déficit de la production de la laine en Australie. Les produits fabriqués ont, dans une certaine mesure, bénéficié de l'amélioration; les *peignages* en particulier ont bien travaillé; il ne s'est pas formé de stocks, bien que les commandes aient eu tendance à ralentir en fin de semestre. La *filature à façon* grâce à une entente conclue entre fabricants a pu obtenir une amélioration des prix de façon qui ont haussé de 10 à 20 p. o/o suivant les numéros par rapport au semestre précédent. Dans la *filature à forfait*, on a aussi profité de la hausse de la matière première et des prix de façon, principalement pour les articles de bonne qualité; l'alimentation en a été assez facile et les stocks sont restés faibles. Les *filatures à forfait* et à façon en *cardé* ont eu aussi des commandes suivies et des prix de vente plus rémunérateurs et en hausse d'environ 15 p. o/o sur ceux du semestre précédent.

Les *tissages de mérinos* et de *flanelle*, qui avaient difficilement obtenu une amélioration des cours au commencement de l'année et qui avaient éprouvé un nouveau ralentissement du travail, ont vu, en fin du premier semestre, leurs prix de vente en hausse de près de 30 p. o/o, grâce, d'une part, à la hausse de la matière première et aussi aux commandes qui avaient été longtemps différées et qui, remises en même temps, ont fourni une bonne activité à nos usines. Les *tissages de tissus façonnés de laine peignée* ont eu aussi une bonne alimentation, en progrès sur l'an dernier avec des prix de vente satisfaisants. De même travail actif dans les fabriques de *flanelle* et d'*efforts*. Pour les *nouveautés* en tous genres pour robes et confections, les métiers ont été bien occupés, cependant il y a eu tendance à diminution du travail pour les commissions d'hiver. Les fabriques de *futre de laine*, article à bon marché, ont été atteintes par la hausse de la matière première, la clientèle spéciale se résignant difficilement à accepter une majoration de prix et donnant souvent la préférence aux cotonnades; cependant, en fin de semestre, une reprise s'est produite et l'activité a été satisfaisante.

Dans l'industrie du *bâtiment*, le premier semestre a amené l'amélioration habituelle pour les réparations ou pour terminer les travaux en cours; cependant le peu d'importance des constructions nouvelles a eu tendance en fin de premier semestre à ralentir le travail.

Dans l'industrie des *vins de Champagne*, le premier semestre a été jugé satisfaisant, malgré une diminution de notre exportation par rapport au premier semestre 1898, certains marchés ayant diminué l'importance de leurs achats par suite de réserves encore existantes. Sur place, les ventes de vin en bouteilles ont été peu actives. Par contre, les vins de la dernière récolte s'étant bien comportés, de forts tirages ont eu lieu, d'autant plus que des gelées ont en partie compromis certains coteaux et laissaient craindre à un moment une diminution de la production prochaine. Cependant, grâce à une température favorable et aux efforts faits par de nombreux syndicats antiphyloxériques, la vigne a pu regagner son retard.

Les industries accessoires des vins de Champagne ont profité de l'amélioration de la situation.

La verrerie notamment a pu placer sa production et le stock en magasin est resté faible; par suite de la hausse des charbons, les prix de vente n'ont pas été aussi rémunérateurs que l'activité de la production aurait pu le faire espérer.

Le commerce de détail a bénéficié aussi des bons résultats de la récolte de 1898; les achats de la clientèle ont été plus suivis et les demandes de renouvellement des traites ou les retards dans les paiements ont été moins fréquents. Cependant le nombre des petits commerçants tant à Reims que dans les environs a été en diminution par suite de la tendance de la concentration du commerce de détail dans les grands magasins.

ARRONDISSEMENT D'ÉPERNAY. — L'industrie du bâtiment, grâce à l'importance des constructions neuves, a été en progressant, ainsi que le constatent les droits d'octroi perçus sur les matériaux, droits qui ont été de 20 p. o/o supérieurs à ceux de l'an dernier pendant le même semestre. L'industrie du vin de Champagne a été éprouvée par les gelées tardives qui, dans certains cantons ont atteint les vignes; aussi la récolte a eu à rester au-dessous de la moyenne comme quantité. Grâce à de nombreux syndicats antiphyloxériques, des mesures ont été prises soit pour combattre le phylloxéra, soit pour faire des nouveaux plants. La situation de l'ancien vigneron a été aussi en s'améliorant; les petits cultivateurs qui, par suite de leur faible récolte avaient dû s'engager comme travailleurs et avaient ainsi augmenté le nombre des bras disponibles, ont été retenus chez eux grâce à l'abondance de la récolte de 1898 et des travaux à faire pour l'année suivante; aussi le salaire moyen de la place d'Épernay a été augmenté de 60 centimes par jour pendant le premier semestre. Dans les crus de raisin blanc, beaucoup de propriétaires ont engagé des hommes du 1^{er} mars au 31 juillet, à raison de 100 francs par mois. D'autre part, on a expédié de la région d'Épernay 2.358.000 bouteilles pour la consommation française contre 4.090.000 pendant le même semestre de l'an dernier et à l'étranger 3.671.000 bouteilles contre 3.198.000, soit une augmentation à l'exportation d'un peu moins de 15 p. o/o.

Le commerce de détail a profité de l'amélioration de la situation générale. La brasserie et le commerce des vins se sont ressentis de l'augmentation de la consommation de l'alcool; la plus-value des droits d'octroi par rapport à l'an dernier a été de 720 francs pour les vins et 2,585 francs pour l'alcool. Par suite des importants tirages de vins de Champagne, les droits d'octroi prélevés sur l'entrée des bouteilles vides, se sont élevés à 19,000 francs contre 11,000 francs l'an dernier pendant le premier semestre. Le commerce de l'alimentation, en général, a marqué aussi une amélioration; dans celui des vêtements, de la mode et de la bijouterie, les affaires ont été difficiles et le travail peu actif.

Oise. — **CHAMBRE DE COMMERCE DE BEAUVAIS.** — Pendant l'année 1898, le travail en forêt a eu une marche normale; les prix de vente de certains produits, bois de construction et bois d'industrie proprement dits ont eu tendance à la hausse par suite de l'augmentation des demandes, ce qui a donné une bonne activité à nos scieries, mais les bois de chauffage et les semelles de galoche, malgré une baisse d'un peu plus du quart, ont eu un écoulement difficile; de même, les écorces ont été peu demandées par les tanneries; les stocks de bois de chauffage et des semelles ont été de moitié plus élevés que ceux de l'an dernier; dans certains chantiers la durée du travail a été réduite par suite de la diminution de commandes. La meunerie a été éprouvée par les variations des cours du blé en mai et juin; des usines ont dû chômer pendant deux ou trois mois à cause de la rareté des blés. Ensuite en fin d'année, par suite de la formation des stocks de farines dans nos usines les prix de vente des produits fabriqués ont baissé, la vente est restée difficile.

En sucrerie, on a perfectionné l'outillage pour économiser le charbon et traiter plus économiquement les bas produits; la richesse de la betterave a compensé la diminution du poids des racines; la main-d'œuvre a été abondante, la durée de la campagne a d'ailleurs été plus courte que celle des années précédentes; ainsi le poids de la récolte a été de 176,122 tonnes en 1898 contre 557,624 en 1897 pour un plus grand nombre d'hectares ensemencés, mais la densité a été de 8^m contre 7^m6 et le poids du sucre obtenu au 15 janvier, a été de

61.095 tonnes contre 56.447 tonnes en 1897, soit un rendement de 10.60 par 100 kilos de betteraves en 1898 contre 10.13 en 1897. Les prix de vente des sucres qui étaient restés stationnaires à 31 francs, sont descendus en décembre à 29 francs. La distillerie a fait une campagne meilleure que l'année précédente comme quantité d'alcool produit et comme prix de vente. Dans les *feculeries*, la production a été d'environ 40.000 sacs de 100 kilos contre 100.000 kilos en année normale; la vente a été assez active, les stocks faibles ont maintenu les cours assez rémunérateurs; deux établissements ont disparu; les salaires ont eu tendance à augmenter, la main-d'œuvre s'est recrutée difficilement, surtout pour les ouvriers de métiers. Deux nouvelles *brasseries* ont été montées, l'une à fermentation haute, l'autre à fermentation basse; la vente dans l'ensemble des usines a été régulière avec des prix stationnaires, la main-d'œuvre a été suffisante.

Dans l'industrie des *produits chimiques*, deux nouvelles usines ont été montées, l'une (100 ouvriers) fabriquant de la soude et du chlorure de chaux par l'électrolyse, l'autre de la colle; les fabriques d'*engrais* ont été en pleine activité et ont vendu leurs produits à des prix avantageux, tandis que les prix des autres produits chimiques ont eu tendance à baisser. Les fabriques de *gaz d'éclairage* ont fait une campagne sensiblement équivalente à celle des années précédentes, le matériel de fabrication n'a pas été modifié, mais les nouveaux appareils d'éclairage ont permis de donner une plus grande intensité de lumière avec une consommation équivalente; malgré l'emploi plus fréquent des autres modes d'éclairage, la consommation s'est maintenue dans l'ensemble, principalement par suite de l'emploi plus fréquent du gaz chez les petits consommateurs. Les salaires des ouvriers ont tendance à augmenter, malgré le nombre de bras disponibles. Le commerce des houilles, que certaines usines avaient joint à leur exploitation, a été en diminuant par suite de l'augmentation de la concurrence et des prix plus élevés du charbon. Dans l'industrie du *papier peint*, production et vente satisfaisantes. Une fabrique de *couleurs* pour peintres a été montée, ainsi qu'une autre d'articles de bureaux.

Dans la fabrication de la *chaussure*, deux nouvelles usines ont été construites; la fabrication mécanique a été en augmentant aux dépens du travail à la main; la production et la vente ont été bonnes, mais les prix de vente en baisse ont été jugés désavantageux.

Dans l'industrie *cotonnière*, le travail a été actif; il y a eu surproduction pour les *velours* de coton dont la consommation a eu tendance à se restreindre; pour les autres *tissus* de coton, les commandes ont été actives dans les genres fantaisies. Dans l'industrie *lainière*, les stocks en magasin en 1898 ont amené une baisse de prix des produits fabriqués malgré la tendance contraire de la matière première, le travail s'en est senti, le salaire des hommes a été en diminution, celui des femmes en augmentant, la main-d'œuvre féminine remplaçant celle des hommes dans de nombreux postes. La production a été ralentie dans la *filature* et *tissages de laine*; elle est restée stationnaire dans la *passementerie*, les prix de vente en baisse ont été souvent désavantageux; la main-d'œuvre féminine dans ces ateliers a eu tendance à remplacer la main-d'œuvre masculine, des modifications au matériel ont été, en partie, apportées dans ce sens; dans la *passementerie* principalement, les ouvriers ont été en excès, tandis que l'on a demandé des ouvrières et des enfants. Dans certains établissements on a jour et dans la plupart 8 à 9 heures. Deux *filatures de laine cardée* ont été fermées. Dans la *bonneterie*, le travail a été aussi réduit, ce qu'on attribue à la diminution des commandes produites par l'absence des froids dans les hivers précédents et aussi par suite de la réduction de notre exportation; les réassortiments ont fait défaut et ont entraîné un chômage d'un jour par semaine pendant 2 mois; les prix de vente ont été en baisse malgré la tendance à la hausse de la matière première. Les fabriques de *tapis* et d'*étoffes d'ameublement* ont maintenu une certaine activité, la vente qui avait progressé pendant le premier semestre a été en diminuant pendant le deuxième; il n'y a pas eu de chômage, mais la main-d'œuvre a été en excès par suite de l'accalmie d'autres industries.

Dans l'industrie du *bois*, les *fabriques de boîtes pour emballage* et les *scieries* qui les alimentent ont eu un travail actif; les traverses de chemins de fer, les bois pour wagons et des perches de mines ont été bien demandés mais à des prix peu rémunérateurs. Dans la *broserie*, la *tabletterie* et la *boutonnerie d'os*, production et vente actives surtout pour les articles à bas prix, dans l'ensemble, les prix de vente ont tendance à baisser; pour la *boutonnerie de nacre*, les prix ainsi que la production ont été en baisse. La fabrication de l'*éventail* a été en diminuant, les commandes ont été plus faibles que l'an dernier par suite de l'aug-

mentation de la concurrence étrangère, les salaires ont baissé, les ouvriers ont été éprouvés par des chômages faute de commandes. Dans la *boissellerie* et dans la fabrication des *meubles*, le travail a été actif, des ateliers nouvellement organisés ont été en progressant. La construction des *bateaux en bois et en fer* pour navigation intérieure a été bien alimentée de commandes; les prix ont suivi les cours de la matière première.

Dans l'industrie *métallurgique* et dans la *construction mécanique*, le travail a été actif, de nouveaux ateliers de construction d'*appareils électriques*, des *tréfileries* ont été montés. Les ateliers de construction de *ponts*, de *charpentes en fer* et de *machines*, les *fonderies de fer* et de *cuivre* ont reçu des ordres importants pour l'exportation et pour l'Exposition de 1900 avec des prix en hausse à la suite de celle de la matière première; les prix de vente ont été plus rémunérateurs. Les salaires ont aussi été en augmentant, principalement pour les ouvriers de métier dont le recrutement a été difficile; pour les autres, il y a eu afflux de main-d'œuvre. La fabrication des *machines agricoles* a bénéficié des progrès apportés dans la culture des champs et du manque de bras; les commandes ont été importantes surtout grâce à la bonne récolte de 1898; les salaires des ouvriers ont été en hausse; la main-d'œuvre a plutôt manqué; on a fait la journée complète et même des heures supplémentaires. La fabrication des *paillons métalliques* et des *balais métalliques* pour *dynamos* a été en augmentant, pour les *paillons métalliques*, grâce à la faveur de la mode tant en France qu'à l'étranger et, pour les *balais métalliques*, grâce à l'augmentation des emplois de l'électricité.

Dans l'industrie du *bâtiment* et dans les *carrières* de pierre, le travail a été actif grâce à d'importantes constructions neuves. L'industrie de la *lunetterie* a une tendance à diminuer sa production par suite de l'augmentation de la concurrence étrangère, les prix de vente ont été en baisse et peu rémunérateurs; il n'y a cependant pas eu de chômage. Dans la *céramique* du bâtiment, situation stationnaire, plutôt inférieure à l'année précédente.

Pour la *navigation intérieure*, le nombre des péniches et bateaux qui ont parcouru nos canaux et rivières a été en augmentant. Le taux du fret s'est maintenu assez élevé par suite du développement de l'industrie *métallurgique* et des faibles stocks de charbons dans les ports de nos mines du Nord et du Pas-de-Calais; le fret d'été a été sensiblement le même que celui d'hiver. La traction *mécanique* s'est développée. La plupart des marins ont augmenté le nombre de leurs bateaux, grâce aux facilités accordées pour le paiement de leurs bateaux à longue échéance.

La récolte des *vins* dans le département a été très faible et n'a pas atteint 1.000 hectolitres. Par contre, la récolte du *cidre* a été de 226.000 hectolitres environ (fabrication 1897 et consommation 1898), soit une augmentation d'un tiers sur une année moyenne. L'emploi des *raisins secs* pour boissons et du *lard* d'Amérique a été en diminuant; par contre, la consommation du *café*, du *saïndoux* d'Amérique et des *pétroles* et *essences* a été en augmentant.

Vosges. — REMIREMONT. — Dans l'ensemble, situation stationnaire. En particulier, la *féculerie* va commencer sa fabrication; elle a payé les pommes de terre plus cher au début de sa campagne qu'à fin octobre. La *brasserie* continue à bien travailler. Dans les *tissages* et dans les *filatures*, pas de chômage; tous les établissements ont travaillé sans discontinuité; dans les tissages en particulier, la reprise s'accroît. Pour les *bois de chauffage et de construction*, les dernières adjudications de bois ont été très importantes et fructueuses tant pour les bois de l'État que pour ceux des communes; en effet les prix d'adjudication ont sensiblement haussé; aucune coupe n'est restée sans preneur. L'industrie des *bûcherons* et des *scieries* sera ainsi bien alimentée. Le pain est resté bon marché. — E. THIAUCOURT.

**Analyse, par département,
des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières
et par les secrétaires des Bourses de travail.**

Ain. — A Bourg, un peu plus de 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Chez les *ouvriers en peignes* d'Oyonnax, travail plus abondant que l'an et que le mois derniers.

A Bourg, hausse sur le charbon : 0 fr. 25 par 100 kilogrammes.

Aisne. — A Saint-Quentin, chez les *menuisiers*, journée diminuée d'une heure et réduite à 10 heures pour une centaine d'ouvriers ; tous les syndiqués sont occupés. De même chez les *mouleurs*. De même chez ceux de Chauny. A Saint-Quentin, de même chez les *couvreurs-zingueurs* qui font 55 heures par semaine. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés voyageurs dessinateurs*.

Allier. — Les *typographes* de Cusset sont tous occupés. Ceux de Vichy comptent un peu plus du quart des leurs en chômage de morte-saison qui est plus accentuée que l'an dernier. Ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et pas de chômeurs chez les *charpentiers*. De même chez les *sabotiers* de Cusset qui ont reçu moins de commandes que l'an et que le mois derniers, le temps sec ayant contrarié la vente. A Montluçon, pas de chômeurs chez les *mouleurs*, de même chez les *métallurgistes*. Chez ceux de Commentry, le puddlage et les ateliers d'étamage sont arrêtés par le manque d'eau ; on estime que le chômage atteint un peu plus du quart des ouvriers ; un tiers chez les *ouvriers sur métaux* de Vichy. A Moulins, pas de signalés chez les *tailleurs de pierres*, de même chez ceux de Vichy qui sont plus occupés que l'an dernier ; de même chez les *maçons* ; de même à Moulins, chez les *peintres*, chez lesquels le travail a été plus abondant que le mois précédent. A Vichy, 2 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers-peintres*.

Alpes-Maritimes. — A Cannes, la saison hivernale n'étant pas encore commencée, placement difficile chez les *cuisiniers*. Chez les *typographes*, travail de 48 heures par semaine, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers, et 16 p. o/o de chômeurs. A Nice, chez les *tonneliers*, reprise du travail depuis le mois dernier ; chez les *serruriers*, ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs ; chez les *ouvriers électriciens*, placement difficile par suite de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère à bon marché. A Cannes, journée de neuf heures chez les *maçons* qui sont tous occupés, de même chez ceux de Menton. A Nice, les *maçons* comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage.

Ardèche. — A Annonay, chez les *mégissiers de rivière*, 2 p. o/o de chômeurs ; le travail ralentit et on fait en moyenne de 45 à 50 heures par semaine. Chez les *charpentiers* de Serrières, pas de chômeurs ; on fait de cinq à six jours par semaine ; deux maisons nouvelles ont été montées, 22 ouvriers y sont occupés.

Ardennes. — Chez les *ardoisiers* de Fumay, l'activité se maintient sauf pour les *fendeurs* qui ne font pas la semaine complète faute de matière première. Chez les *métallurgistes*, à Fumay, Revin et Haybes, travail satisfaisant. — MARÉCHAL.

Chez les *typographes* de Charleville, un peu plus de 4 p. o/o de chômeurs ; l'introduction des machines à composer a mis un certain nombre d'ouvriers en chômage. A Sedan, chez les *tisseurs*, journée de onze heures et 7 o/o de chômeurs ; une maison (25 ouvriers) vient de fermer.

A Charleville, hausse sur le charbon ; à Sedan, baisse du pain : 0 fr. 05 par 2 kilogrammes.

Aude. — Chez les *ouvriers agriculteurs* de Cuxac, tous les syndiqués sont occupés, mais le ralentissement du travail a été plus accentué que l'an dernier. A Narbonne, un peu moins de 4 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que le mois dernier chez les *boulangers*. A Carcassonne, 7 o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. Travail 60 heures par semaine chez les *mégissiers*. Chez les *ouvrières de l'habillement*, ouvrage plus abondant que le mois dernier ;

on fait 60 heures par semaine, pas de chômage. De même chez les *menuisiers*, qui font la journée de dix heures. Chez les *employés-vendeurs* de Narbonne qui sont tous occupés, ouvrage plus abondant que le mois et moins que l'an derniers.

Aveyron. — Chez les *typographes* de Rodez, ouvrage moins abondant que l'an dernier par suite de la concurrence de la main-d'œuvre féminine. A Millau, chez les *mégissiers* qui comptent moitié des syndiqués atteints par le chômage, ouvrage moins abondant que l'an dernier.

A Rodez, hausse sur le charbon : 0 fr. 35 par 100 kilogr.

Bouches-du-Rhône. — Chez les *mineurs* de Fuveau, tous sont occupés, mais on ne fait pas la semaine complète. De même chez ceux de Saint-Savournin-Gréasque. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et 14 p. o/o de chômeurs chez les *carriers* de Fontvieille. A Marseille, 7 p. o/o chez les *cuisiniers de terre et de mer*. Pas de signalés chez les *charpentiers*. Un peu plus de 3 p. o/o chez les *mécaniciens-chauffeurs*. Les *tailleurs de pierres tendres* estiment que le chômage atteint un tiers des leurs ; la journée est diminuée d'une heure. Chez les *employés de commerce*, reprise du travail depuis le mois dernier et 11 p. o/o de chômeurs.

Calvados. — A Caen, 7 p. o/o de chômeurs ; ralentissement du travail et journée diminuée d'une heure chez les *typographes*. Travail toujours actif chez les *bonnetiers* de Falaise.

Charente. — A Angoulême, reprise du travail depuis le mois dernier et 4 p. o/o de chômeurs chez les *typo-lithographes*. Chez les *ferblantiers*, ralentissement du travail, cependant pas de chômeurs. 12 p. o/o chez les *peintres*.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, chez les *typographes*, 6 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *menuisiers*, qui font la journée de dix heures, en diminution d'une heure sur le mois dernier.

Cher. — A Bourges, chez les *jardiniers*, pas de chômeurs. 10 p. o/o chez les *journaliers* de Vierzon. 6 p. o/o chez les ouvriers *bûcherons* de Saucergues. Un peu plus du tiers chez ceux de Valleney. Il n'en pas été signalé chez ceux de Jussy et de Méry-ès-bois. A Bourges, chez les *charpentiers*, journée de 9 heures en diminution d'une heure sur le mois précédent. Chez les *ouvriers en voitures*, journée de 10 heures et pas de chômeurs. De même pas de chômeurs et journée de 9 heures chez les *tailleurs de pierres*. Chez les *maçons* de Dun-sur-Auron, ouvrage toujours abondant. Chez ceux de Saint-Amand, pas de chômeurs et journée de 10 heures. Chez les *chaufourniers* de Jussy et chez ceux de La Guerche, pas de chômeurs.

Corrèze. — A Brive, les *typographes* estiment que le chômage atteint un cinquième des leurs. 8 p. o/o chez ceux de Tulle. Pas de signalés chez les *chapeliers* de Bort. A Tulle, 11 o/o chez les *menuisiers* qui font la journée de 10 heures. Un peu moins de 1 p. o/o chez les *employés de commerce* de Brive.

Côte-d'Or. — Chez les *bûcherons* de Corcelles-les-Cîteaux, travail toujours actif ; de même chez ceux de Pagny-le-Château qui sont plus occupés que l'an dernier grâce aux coupes de bois. A Dijon 13 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés chez ceux de Semur. A Dijon, chez les *charpentiers*, journée diminuée d'une demi-heure, on fait la journée de 9 heures, cependant le travail a repris plus abondant que le mois dernier afin de finir les gros travaux avant l'hiver, pas de chômeurs. De même, pas de chômeurs et journée de 9 heures chez les *menuisiers*. Chez les *ébénistes*, journée diminuée de 1 h. 1/2 pour 45 ouvriers, on fait dans certains ateliers (50 ouvriers) la journée de 11 heures. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *comptables*.

Dordogne. — A Périgueux, chez les *typographes*, travail 65 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les *chapeliers* du Bugue. A Périgueux, journée diminuée de 2 heures et pas de chômeurs chez les *charpentiers*. Les *peintres* qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers, comptent un cinquième des leurs en chômage.

Doubs. — A Besançon, chez les *charpentiers*, 10 p. o/o de chômeurs; la morte-saison se fait moins sentir que l'an dernier; on fait 50 heures par semaine. Chez les *monteurs de boîtes d'argent*, l'ouvrage se maintient plus abondant que l'an dernier; cependant on compte un peu plus de moitié des ouvriers syndiqués inoccupés, à la suite de la fusion de plusieurs maisons, une baisse de salaires proposée par les nouveaux patrons n'ayant pas été acceptée par les ouvriers. Pas de chômeurs et travail plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *maçons*.

Drôme. — Chez les *carriers* de Saint-Regist, ouvrage moins abondant que l'an dernier; cependant tous sont occupés. A Valence, 9 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs chez les *compositeurs-imprimeurs*.

Eure-et-Loir. — CHÂTEAUDUN. — Le travail a repris son courant habituel dans l'imprimerie. Travail satisfaisant dans les autres professions. Journée de 10 heures chez les ouvriers du bâtiment. Une fabrique de fleurs et feuillage artificiel vient d'être montée aux environs de Châteaudun. — A. GAUVIN.

NOGENT-LE-ROUOU. — Situation satisfaisante chez les *chapeliers*; travail actif avec heures supplémentaires chez les *chaussonniers*; tendance à la baisse chez les *tanneurs*, chez lesquels la durée normale du travail a été réduite. Situation stationnaire chez les *corroyeurs*. — TH. BRÈTHES.

A Chartres, chez les *mouleurs*, un peu moins de 3 p. o/o de chômeurs.

Finistère. — Chez les ouvrières de l'aiguille de Morlaix, pas de chômage. De même chez les *ferblantiers-boitiers* d'Audierne et chez ceux de Concarneau, chez lesquels le travail ralentit plus vite que l'an dernier, la pêche à la sardine étant presque terminée.

Gard. — A Nîmes, travail normal et un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *typolithographes* syndiqués; la rentrée des classes a amené une augmentation de la durée du travail (2 heures par jour) dans quelques imprimeries comme tous les ans à pareille époque; on compte un peu plus de 12 p. o/o de chômeurs dans l'ensemble de la profession (syndiqués et non syndiqués). Pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Haute-Garonne. — A Toulouse, reprise du travail depuis le mois dernier et 10 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; le syndicat a distribué en secours de chômage pour tout ou partie du mois, en septembre, 184 francs à 23 chômeurs, et en octobre 143 francs à 17 chômeurs; le chômage a cependant tendance à augmenter par suite de l'adoption de machines à composer qui amène une diminution de la main-d'œuvre évaluée aux trois quarts. Chez les ouvriers de l'équipement militaire (*chaussures*), travail 54 heures par semaine et ouvrage moins abondant que l'an dernier, la journée est diminuée d'une heure pour une centaine d'ouvriers; cependant pas de chômeurs. Chez les *selliers-harnacheurs* pour l'équipement militaire, ouvrage moins abondant que l'an dernier par suite du manque d'adjudication. Pas de chômage chez les ouvriers de l'habillement. Chez les ouvriers sur métaux et chez les *serruriers (Union)*, travail satisfaisant; on fait 60 heures par semaine. Chez les *mécaniciens*, 4 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés et travail régulier de 60 heures par semaine chez les *marbriers*.

Gers. — Chez les *maçons* et *tailleurs de pierres* d'Auch, 2 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers par suite de l'ajournement de travaux de grosses réparations et de constructions neuves.

Gironde. — A Bordeaux, les *compagnons* et *aspirants boulangers* estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage. Chez les *cuisiniers*, peu de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an dernier à pareille époque. 3 p. o/o chez les *typographes*. Les *scieurs de long* comptent un peu plus de moitié des leurs en chômage de morte-saison, qui est plus grand que l'an dernier, de plus un incendie d'un chantier de bois a mis une vingtaine d'ouvriers en chômage. De même, ouvrage moins abondant que l'an et que les mois derniers chez les *char-*

pentiers qui comptent plus de moitié des leurs en chômage de morte-saison. 8 p. o/o chez les *menuisiers*. Pas de signalés et travail régulier chez les *mouleurs*. 10 p. o/o chez les ouvriers des *constructions maritimes*. A Libourne, chez les ouvriers *serruriers*, ouvrage plus abondant que l'an dernier, on manque d'ouvriers. A Bordeaux, les *terrassiers* et *manœuvres* estiment que le chômage atteint un cinquième des leurs, le travail a été plus faible que l'an dernier. Chez les *peintres*, ouvrage moins abondant que l'an dernier et travail 51 heures par semaine. Chez les *couvreurs*, journée diminuée d'une heure et 10 p. o/o de chômeurs, le travail qui avait repris le mois dernier a de nouveau diminué. Les *coiffeurs* comptent un peu plus du cinquième des leurs sans place à demeure. 7 p. o/o de chômeurs chez les *gens de maison*.

Hérault. — Les *marins pêcheurs* de Mèze sont tous occupés. De même chez les *travailleurs de la terre* de Fabrègues et chez les ouvriers *cultivateurs terrassiers* de Marsillargues; chez ces derniers, le syndicat a entrepris des travaux pour occuper ses adhérents atteints par le chômage de morte-saison. Un peu moins de 9 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs* de Graissessac. A Montpellier, ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier et 15 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. A Béziers, les *cuisiniers* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage. Chez les *typographes*, 10 p. o/o et ouvrage moins abondant que l'an, mais plus que le mois dernier. Les *foudriers* estiment qu'un tiers des syndiqués sont atteints par le chômage. Ouvrage plus abondant que l'an et que les mois derniers; journée de 9 heures et 15 p. o/o de chômeurs chez les *ébénistes*, la récolte de vins plus abondante a amené une augmentation des commandes.

A Béziers, diminution sur le vin, 0 fr. 10 par litre qui se vend au détail c fr. 20.

Ille-et-Vilaine. — Chez les *mineurs* de Bruz, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs. A Fougères, pas de signalés chez les *typographes*. De même à Rennes, chez les ouvriers de l'*industrie du cuir*. 17 p. o/o chez les *tanneurs-corroyeurs*. Chez les ouvriers de l'*habillement*, travail réduit : 48 heures par semaine, on compte un cinquième des syndiqués en chômage. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et 4 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers*.

Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs chez les *typographes*, la publication de deux nouveaux journaux quotidiens a permis le placement des ouvriers inoccupés. Chez les ouvriers en *cuirs* et *peaux* de Chinault-Issoudun, 13 p. o/o de chômeurs, ouvrage moins abondant que l'an dernier que l'on attribue au manque de matière première. De même, à Châteauroux, ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *menuisiers*. Les ouvriers en *bâtiment* comptent un cinquième des leurs en chômage, ils font 48 heures par semaine.

Indre-et-Loire. — A Tours, chez les *typographes*, un peu plus de 3 o/o de chômeurs, journée de 10 heures diminuée de 2 heures dans un établissement, et situation plus mauvaise que l'an dernier par suite de l'augmentation de la concurrence de la main-d'œuvre féminine. Chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*, 4 p. o/o de chômeurs. Les *tisseurs de soie* comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage. 7 p. o/o chez les *tailleurs de pierres* et *maçons*.

Isère. — A Grenoble, chez les *cuisiniers*, 2 p. o/o de chômeurs. 4 p. o/o chez les *typographes*. Ralentissement du travail chez les *gantiers* de Gières à la suite de la diminution de l'ouvrage chez ceux de Grenoble. Chez les *tisseurs de toile* de Voiron, travail très actif, 5 p. o/o de chômeurs; la journée est augmentée d'une demi-heure dans une maison (100 ouvriers). A Grenoble, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*. Les *tailleurs de pierre* carriers estiment que le chômage, plus grand que l'an dernier, atteint à peu près un tiers des leurs à Montalieu-Vercieu et à Porcieu-Amblagnieu, 10 p. o/o à Parmillieu. A Grenoble, chez les *maçons* et chez les *terrassiers*, journée de 9 heures en diminution d'une heure sur le mois dernier et 18 p. o/o de chômeurs.

A Grenoble, hausse de 0 fr. 20 par 100 kilogrammes de charbon.

Jura. — Chez les ouvriers *agriculteurs* des Rochettes-Lons-le-Saunier, le ralentissement du travail déjà signalé s'est accentuée, on estime que le chômage est plus fort que l'an dernier, il atteint moitié des syndiqués. Travail 60 heures par semaine chez les *typographes* de Dôle. Chez les *plâtriers-peintres* de Lons-le-Saunier, pas de chômeurs.

Loir-et-Cher. — A Blois, chez les *typographes*, pas de chômeurs, ouvrage moins abondant que l'an dernier, principalement pour les travaux aux pièces. Ouvrage moins abondant que le mois, mais plus que l'an derniers chez les *tanneurs* de Vendôme qui font 72 heures par semaine.

Loire. — Travail toujours actif chez les *mineurs* de Saint-Chamond. Chez les ouvriers du *livre* de Roanne, travail toujours actif. Chez les *tisseurs* de La Cergne, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier. De même à Saint-Étienne, chez les *chefs d'ateliers veloutiers*, grâce à la faveur de la mode. 8 p. o/o de chômeurs chez les *chefs d'ateliers de tissage*; 10 p. o/o chez les *tisseurs (corporation)*, chez lesquels la reprise annuelle du travail ne s'est pas encore produite. Les *tisseurs* de Saint-Genest estiment que le chômage atteint un quart des leurs. Chez les *passementiers* de la Fouillouse, 10 p. o/o de chômeurs et travail 60 heures par semaine. A Saint-Étienne, chez les *chefs d'ateliers rubaniers*, ouvrage plus abondant que le mois dernier pour le ruban velours particulièrement. le chômage atteint encore moitié des ouvriers. Pas de signalés chez les *métallurgistes* de Saint-Chamond. De même chez les *tourneurs en poterie* de Roanne.

Haute-Loire. — Chez les *chefs d'ateliers rubaniers* de Saint-Didier-la-Séauve, 10 p. o/o de chômeurs; le travail se ralentit. Au Puy, travail 54 heures par semaine chez les *ouvriers sur métaux*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, chez les *relieurs-papetiers*, l'amélioration signalée s'est accentuée, grâce aux commandes de rentrée de vacances, pas de chômeurs chez les *typographes*. Chez les *vanniers*, ralentissement du travail depuis le mois dernier. 5 p. o/o de chômeurs chez les *brossiers*. Pas de signalés et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *mécaniciens navigateurs*. Chez les *ferblantiers-boitiers*, travail 42 heures par semaine, journée en diminution de 2 heures sur le mois dernier et ouvrage moins abondant que l'an dernier; la pêche à la sardine étant presque terminée et le prix élevé des métaux empêchant de fabriquer d'avance, on a renvoyé des ouvriers dans quelques ateliers. Chez les *granitiers*, journée de 10 heures, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et pas de chômeurs.

Lot-et-Garonne. — Chez les *peintres et colleurs de papiers* d'Agen, journée de 10 heures et 13 p. o/o de chômeurs.

Maine-et-Loire. — A Cholet, 10 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. 9 p. o/o chez les *tisseurs*. Reprise du travail chez ceux de Bégrolles. De même chez ceux de Gesté et pas de chômeurs. De même chez ceux de la Tessouale, de Saint-Léger et de Tréméntines. 13 p. o/o de chômeurs chez ceux de Saint-Philbert. Pas de signalés chez les *charpentiers* de Saumur qui font la journée de 9 heures. A Angers, travail 55 à 60 heures par semaine et pas de chômeurs chez les *menuisiers*. Chez les *galochiers*, un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs, et reprise du travail grâce au temps pluvieux qui a amené de nouvelles commandes. Chez les *vanniers*, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et pas de chômeurs, la journée est augmentée de 1 heure dans 2 maisons (76 ouvriers), la suppression de la concurrence de la main-d'œuvre pénitentiaire a rendu les commandes plus faciles. Les *garçons limonadiers* comptent un peu moins du quart des leurs en chômage.

Manche. — Chez les *travailleurs du livre* d'Avranches, 4 p. o/o de chômeurs. Chez les *typographes* de Granville, travail 60 heures par semaine. Chez les *maçons* de Cherbourg, journée de 10 heures et activité satisfaisante permettant d'occuper tous les ouvriers.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs chez les *typographes*, qui font 65 heures par semaine; journée diminuée d'une heure et demie pour 30 ouvriers. A Reims, travail 60 heures par semaine chez les *imprimeurs*. Chez les ouvriers de l'*industrie lainière*, pas de chômeurs; l'ouvrage reste moins abondant que celui de l'an dernier; on fait environ 54 heures par semaine. Chez les *mouleurs*, travail 66 heures par semaine et pas de chômeurs. De même chez les *maçons*, pas de chômeurs; la journée est réduite à 10 heures, en

diminution de 2 heures sur le mois précédent, cependant le travail reste plus abondant que l'an dernier.

Meurthe-et-Moselle. — Travail toujours actif chez les *mineurs* de Chavigny. A Nancy, un peu plus de 10 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés chez les *chapeliers*.

Meuse. — Chez les *carriers* de Léroutville, pas de chômeurs; de même chez ceux de Savonnières.

Morbihan. — A Vannes, les *typographes* sont tous occupés. De même chez les *ferblantiers-boîtiers* de Larmor-Lorient. De même à Lorient, chez les ouvriers du *bâtiment*, chez lesquels la journée a été diminuée d'une heure.

Nièvre. — Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs à Ciez, Corvol, la Chapelle-Saint-André et Saint-Malo; chez ces derniers, le travail a été moins abondant que le mois dernier; chez ceux de Menou, le ralentissement du travail dans les exploitations agricoles a laissé moitié des syndiqués en chômage, un tiers chez ceux du Perroy. A Nevers, chez les *menuisiers*, pas de chômeurs. Journée diminuée d'une heure et demie chez les *charpentiers*. Chez les *métallurgistes* de Fourchambault, journée augmentée de 2 heures dans un atelier (25 hommes); d'autre part, ralentissement du travail dans un atelier, les fournitures de fer ayant été arrêtées par la grève d'une des grandes usines du centre; un four a été aussi arrêté pour des travaux neufs; cependant, dans l'ensemble, ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs. De même, à Nevers, travail actif chez les *maçons*, les *tailleurs de pierre*, les *plâtriers* et les *peintres* qui font la journée de 10 heures. Chez les *couvreurs*, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et pas de chômeurs. De même chez les *potiers* de Myennés.

Nord. — A Lille, 6 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. Chez les *typographes-lithographes* de Douai, un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs; plusieurs ouvriers sans ouvrage ont quitté la ville. A Lille, chez les *typographes*, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et 5 p. o/o de chômeurs; le nombre des chômeurs a augmenté par suite du retour du service militaire d'un certain nombre de syndiqués qui ne sont pas encore placés. Travail 58 heures par semaine et 9 p. o/o de chômeurs chez les *lithographes*. Journée de 11 heures et 2 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie textile* d'Armentières. Travail toujours actif chez les *tisserands* d'Haspres qui sont tous occupés; de même chez ceux d'Houplines et de Saulzoi, qui ont pu, grâce aux trains ouvriers, aller dans les grands centres chercher des salaires plus élevés que ceux du travail à domicile. Chez les *trieurs de laine* de Tourcoing, qui comptent un peu plus de moitié des leurs atteints par le chômage, ralentissement du travail, journée diminuée de 3 heures et ramenée à 8 heures. Chez les *teinturiers* de Caudry, 11 p. o/o de chômeurs.

Chez les *charpentiers* d'Armentières, pas de chômeurs; le travail se maintient actif malgré la morte-saison, on a fait 62 heures par semaine. Chez ceux de Roubaix, on fait 60 heures par semaine; 3 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez ceux de Saint-Amand, chez lesquels la journée normale a été diminuée de 2 heures et demie pour plus de moitié des ouvriers qui font de 120 à 130 heures par quinzaine suivant les ateliers. Travail toujours actif chez les *tourneurs* sur bois de Felleries. A Lille, chez les *mouleurs*, ouvrage plus abondant que le mois dernier, travail 65 heures par semaine et pas de chômeurs. De même chez les *métallurgistes* de Maubeuge qui font la journée de 10 heures. A Denain, diminution de un franc par jour chez les *chauffeurs* et *lamineurs* d'un établissement. A Lille, le travail se maintient plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers de l'*industrie des métaux*.

Journée de 11 heures chez les *marbriers en pendules* de Cousolre. Journée de 10 à 11 heures et travail toujours actif chez les *marbriers* de Jeumont. Chez ceux de Dunkérque, journée de 9 heures, reprise du travail depuis le mois dernier par suite des commandes des cimetières pour les fêtes de la Toussaint. Les *maçons* comptent un peu plus du quart des leurs en chômage et sont moins occupés que l'an et que le mois derniers. A Armentières, chez les *peintres*, journée diminuée de 2 heures et demie pour 60 ouvriers; on fait généralement 54 heures par semaine; on estime que le chômage atteint un peu plus du tiers des

ouvriers syndiqués, ce qu'on attribue à la mauvaise saison et à la concurrence de la main-d'œuvre étrangère à bas prix. Chez les *verriers* de Dornignies, ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs. A Lille, 8 p. o/o chez les *ouvriers des abattoirs*.

Oise. — A Beauvais, ouvrage moins abondant que l'an dernier et 14 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; journée de 10 heures diminuée de 2 heures dans un établissement. Pas de chômeurs chez ceux de Senlis. Travail toujours actif chez les *ouvriers des scieries mécaniques* de Hermes, qui font 72 heures par semaine. A Méru, chez les *dominotiers*, le travail qui permet d'occuper tous les syndiqués reste inférieur à celui de l'an dernier. Reprise du travail chez les *brossiers* de Saint-Sauveur, qui sont moins occupés que l'an dernier. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *comptables* de Beauvais.

Orne. — A Alençon, reprise du travail depuis le mois dernier et pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre*. 5 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière* de Flers. A Alençon, travail 60 heures par semaine chez les *charpentiers*. Journée de 11 heures chez les *menuisiers*, qui sont tous occupés.

Pas-de-Calais. — A Arras, chez les *typographes*, travail de 60 à 65 heures par semaine et pas de chômeurs. De même, à Boulogne-sur-Mer, chez les *travailleurs du livre*, pas de chômeurs. Reprise du travail chez les *cordonniers-tanneurs*, qui font 60 heures par semaine. A Calais, chez les *cordonniers*, travail 50 heures par semaine, ouvrage plus abondant que le mois, mais moins que l'an dernier et pas de chômeurs. A Boulogne, chez les *menuisiers*, de même pas de chômeurs, journée en diminution de 1 heure 1/2 pour 90 ouvriers, on fait la journée de 9 heures, les constructions sont moins importantes que l'an dernier. De même ralentissement chez les *tonneliers*, qui font la journée de 10 heures, la diminution de la pêche aux harengs en haute mer ayant amené une diminution des barils servant aux envois. Les *ouvrières des fabriques de plumes métalliques* sont toutes occupées et font 60 heures par semaine. A Calais, pas de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie, des *métaux*, qui font la journée de 10 heures.

A Arras, hausse de 5 centimes sur le savon, qui se vend 25 centimes le demi-kilogramme, de 5 centimes sur le pétrole, qui se vend 40 centimes le litre, et sur le charbon.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, les *carrossiers* estiment qu'un peu plus du quart des syndiqués sont atteints par le chômage de morte-saison qui est devenu plus grand que l'an dernier, on fait de 54 à 60 heures par semaine. Les *ouvriers sur métaux* estiment que le chômage atteint un peu plus du tiers des leurs dans la construction mécanique comme dans la serrurerie, l'ouvrage est tenu pour moins abondant que l'an et que le mois derniers, la journée est diminuée de 1 heure, on fait 50 heures par semaine, ouvrage moins abondant que l'an dernier et journée de 10 heures en augmentation de 1 heure sur l'an dernier.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, un peu moins de 6 p. o/o de chômeurs-ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *boulangers*. Situation satisfaisante chez les *tapissiers*. Chez les *métallurgistes* de Boucau, ouvrage suivi et travail 65 heures par semaine. A Pau, chez les *maçons*, le travail s'est maintenu actif, de même chez les *peintres*.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et pas de chômeurs chez les *typographes*. De même chez les *menuisiers*. 8 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *ébénistes*. Chez les *peintres*, travail toujours actif.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, les *boulangers* estiment que le chômage atteint un tiers des leurs, le placement est devenu plus difficile par suite de l'augmentation de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère travaillant à bas prix. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *charrons-forgerons*. Chez les *tonneliers-foudriers*, pas de chômeurs et reprise du travail due à l'abondance de la récolte des vins, contrariée par la concurrence des fûts usagers et des wagons réservoirs. Chez les *maçons*, *plâtriers* et *cimen-*

tiers, le ralentissement du travail déjà signalé s'est accentué, la journée a été diminuée de 1 heure dans certains chantiers.

Rhône. — LYON. — Chez les *confiseurs-pâtisseries*, un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier. 2 p. o/o de chômeurs chez les *cartonniers*. Chez les *imprimeurs conducteurs-typographes*, reprise du travail moins accentuée que l'an dernier et un peu plus de 4 p. o/o de chômeurs. Les *tisseurs* estiment qu'un peu plus de moitié des leurs sont atteints par le chômage de changement de saison; le chômage est plus grand chez les non syndiqués qui sont moins facilement renseignés sur les ateliers en activité. Les *tullistes à la chaîne* comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage, par suite des variations de la mode. Chez les *chenilleux*, qui sont tous occupés, ralentissement du travail plus fort que l'an dernier, la journée est diminuée de deux heures pour 40 ouvriers; plusieurs petits ateliers ont été transportés à la campagne où ils occupent de la main-d'œuvre féminine et travaillent avec un moteur; leurs prix de façon réduits tendent à rendre plus mauvaise la situation des autres ouvriers de la profession. Pas de chômeurs chez les *passementiers en meubles*, la journée a été augmentée d'une heure. Chez les *ouvriers et ouvrières en confection*, travail 60 heures par semaine, l'activité déjà signalée se maintient. Chez les *coupeurs-tailleurs*, travail plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs, on fait généralement 60 heures par semaine. Chez les *chapeliers fantaisie*, même durée de travail, tendance au ralentissement de l'activité, cependant tous sont occupés.

Travail 54 heures par semaine, ralentissement depuis le mois dernier et 10 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers*. Pas de signalés chez les *litiers en fer*. Chez les *orfèvres*, la journée habituelle de 10 heures est réduite à 8 heures dans deux maisons (30 ouvriers), l'ouvrage est dans l'ensemble, jugé moins abondant que l'an et que le mois derniers. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *graveurs pour impressions*. Chez les *tailleurs de pierre*, un peu plus de 12 p. o/o de chômeurs et journée diminuée d'une heure et demie; on fait généralement 60 heures par semaine. Chez les *tuiliers*, pas de chômeurs, mais les premières gelées vont arrêter le travail. Chez les *camionneurs messagers*, pas de chômeurs. Un peu plus de 1 p. o/o chez les *garçons de peine*. Chez les *employés de commerce (Union)*, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs, la durée du travail atteint 78 heures, 1/2 journée du dimanche comprise. La température douce pour la saison ralentit le mouvement d'affaires, beaucoup d'employés ayant des appointements fixes peu élevés et un tant pour o/o sur la vente ont vu diminuer leur gain mensuel par rapport aux années précédentes; la tendance à prendre de préférence des jeunes employés ayant moins de 21 ans, rend le placement plus difficile pour les autres. 10 p. o/o de chômeurs chez les *employés photographes*, le mois dernier les offres de places des patrons ont dépassé les demandes des ouvriers. Chez les *coiffeurs*, 17 p. o/o de chômeurs.

A Grigny, chez les *chapeliers*, travail toujours actif.

Haute-Saône. — Un peu plus de 3 p. o/o de chômeurs et reprise du travail plus marquée que l'an dernier chez les *ouvriers de l'ameublement* de Saint-Loup.

Saône-et-Loire. — A Mâcon, 12 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés chez les *ouvriers du cuivre*, qui font la journée de 10 heures.

Sarthe. — Au Mans, chez les *ouvriers en chaussures*, un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs, morte-saison dans l'article de choix, travail actif et recherche d'ouvriers dans le cloué toutes pièces. Chez les *ouvrières de l'habillement* de Saint-Calais, pas de chômage. De même au Mans chez les *menuisiers*, et à la Flèche chez les *galochiers*. Au Mans, les *ébénistes* sont tous occupés, mais le travail est moins actif que l'an dernier par suite de la concurrence des produits fabriqués à la machine dans les grands centres et vendus à bon marché. Les *maçons* estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage, la journée est diminuée d'une heure pour 120 ouvriers, le travail est jugé moins abondant que l'an dernier. Ouvrage plus abondant que l'an et que les mois derniers et pas de chômeurs chez les *couvreurs*; la journée a été diminuée de 2 heures pour l'ensemble des ouvriers, on fait 50 heures par semaine.

Savoie. — A Chambéry, pas de chômeurs chez les *charpentiers*. De même chez les *menuisiers*.

siers, qui font de 54 à 60 heures par semaine. Les *tailleurs de pierre* estiment que le chômage atteint un tiers des leurs.

Haute-Savoie. -- Un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs et journée de 9 heures chez les *carriers* de Thollon. A Annecy, chez les *typographes*, le ralentissement du travail déjà signalé s'est accentué, la journée est réduite à 9 heures dans un grand nombre d'imprimeries. Chez les *menuisiers*, ouvrage moins abondant que l'an dernier, travail 57 heures par semaine, pas de chômeurs. De même chez les *tailleurs de pierres*, l'ouvrage est tenu pour moins abondant que l'an dernier par suite de l'augmentation de la main-d'œuvre étrangère à bas prix.

Seine. — Chez les *boulangers des Ternes*, pas de chômeurs, 8 p. o/o chez les *biscuitiers* et *ouvriers en pains d'épices*. Chez les *boulangers* de Saint-Denis, le travail et le placement ont repris pendant les fêtes locales du mois dernier. Chez les *confiseurs*, un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs. Chez les *cuisiniers*, un peu moins de 5 p. o/o. Pas de signalés chez les *cartouchiers* d'Issy, qui font 58 heures par semaine, la journée normale étant diminuée d'une demi-heure en moyenne.

Chez les *typographes*, ouvrage inférieur à l'an dernier et 15 p. o/o de chômeurs; 6 p. o/o chez les *correcteurs*. Pas de signalés chez les *margeurs-pointeurs*, chez lesquels les salaires ont été en hausse à la suite des demandes des ouvriers. Chez les *imprimeurs-lithographes*, travail 62 heures par semaine et 5 p. o/o de chômeurs. Chez les *lithographes (l'Union)*, 4 p. o/o, travail 60 heures par semaine et ouvrage plus abondant que l'an dernier. Ouvrage moins abondant que l'an, mais plus que le mois derniers chez les *ouvriers de l'industrie du livre*, qui font 60 heures par semaine et comptent un peu plus de 4 p. o/o de chômeurs. 15 p. o/o chez les *fondeurs typographes*, qui font de 55 à 60 heures par semaine. 2 p. o/o de chômeurs chez les *conducteurs-typographes (Gutenberg)*. Chez les *dessinateurs-écrivains*, 9 p. o/o et ouvrage moins abondant que l'an dernier.

Chez les *tanneurs*, reprise du travail depuis le mois dernier, pas de chômeurs. 7 p. o/o chez les *mégissiers*, la journée normale de 10 heures est diminuée d'une heure pour 120 ouvriers; dans l'ensemble, le travail est jugé plus abondant que l'an dernier. Chez les *corroyeurs* dits du *cuir noir*, ralentissement du travail, afin d'éviter la formation de stocks; on compte un peu moins de 6 p. o/o de chômeurs parmi les syndiqués. Travail toujours actif chez les *gantiers*. Chez les *selliers-harnacheurs*, travail 48 à 54 heures par semaine et 5 p. o/o de chômeurs. Chez les *gainiers*, l'amélioration signalée s'est accentuée, on manque d'ouvriers. Pas de chômeurs chez les *souffletiers*.

Chez les *teinturiers dégraisseurs*, 10 p. o/o de chômeurs, la plupart chez les non syndiqués; reprise du travail depuis le mois dernier par suite du retour de la clientèle; le placement est devenu facile, par suite de l'augmentation des offres d'emploi, auxquelles parfois on ne peut satisfaire, tandis que pendant les mois précédents, fin juillet à septembre, le nombre des ouvriers et ouvrières sans places était important. Chez les *passemmentiers à la barre*, l'activité déjà signalée se maintient, une maison nouvelle a été montée. Reprise du travail chez les *passemmentiers à la main* qui sont cependant moins occupés que l'an dernier, pas de chômeurs chez les syndiqués et chez les non syndiqués. Les *coupeurs tailleurs (Union)* estiment que le chômage atteint un quart des leurs; la journée est diminuée de deux heures pour la plus grande partie des ouvriers. Chez les *tailleurs (Solidarité)*, 5 p. o/o de chômeurs, reprise du travail moins accentuée que l'an dernier; on fait de 52 à 56 heures. Un peu plus de 12 p. o/o de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an dernier et travail 56 heures par semaine chez les *coupeurs-chemisiers*. Pas de chômeurs chez les *coupeurs de cols et de cravates*.

Chez les *charpentiers (Solidarité)*, le travail se maintient plus abondant que l'an dernier grâce aux commandes de l'Exposition, moitié des ouvriers font journée de 9 heures, tous sont occupés. Chez les *ébénistes spécialistes*, pleine saison, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et pas de chômeurs. Chez les *brossiers*, 8 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier. Chez les *modeleurs mécaniciens*, ouvrage plus abondant que l'an dernier grâce aux commandes pour l'Exposition, journée de 11 heures et pas de chômeurs; une augmentation de salaires obtenue dans la plupart des maisons a porté le prix de l'heure à 1 franc.

Chez les *chefs de services et contremaitres métallurgistes*, ouvrage plus abondant, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs. Chez les *estampeurs-découpeurs*, un peu moins de 3 p. o/o, travail 60 heures par semaine et ouvrage moins abondant que l'an dernier. Chez les *serru-*

riers, même durée de travail, ouvrage plus abondant que l'an dernier et un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs. Chez les *conducteurs chauffeurs-mécaniciens* (Union), un peu plus de 3 p. o/o et journée de 12 heures; 6 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs*. Les ouvriers *balanciers* estiment que le chômage de morte-saison atteint un peu plus du cinquième des leurs. L'activité signalée chez les *ouvriers électriciens* s'est maintenue. Journée de 11 heures et 2 p. o/o de chômeurs chez les *lanterniers pour voitures*. 4 p. o/o et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et travail 70 heures par semaine chez les *ouvriers du bronze imitation*.

Chez les *sculpteurs de bâtiment*, ouvrage plus abondant que l'an dernier, travail 48 heures par semaine et pas de chômeurs. Un peu moins de 1 p. o/o chez les *tailleurs de pierre*, qui font 50 heures par semaine; le travail devient moins abondant que l'an dernier par suite du grand nombre d'ouvriers et de la fin de saison. Chez les *peintres* (Union embauchage mutuel), pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *fumistes*. Un peu plus de 1 p. o/o chez les *opticiens*, qui font de 48 à 54 heures.

Chez les *receveurs-pontoniers* pas de chômeurs; de même chez les *employés des tramways Sud*. Chez les *cochers de grande remise*, le travail a repris avec la température favorable. Un peu plus de 7 p. o/o de chômeurs et travail 70 heures par semaine chez les *porteurs de journaux*.

Chez les *employés à la Bourse de commerce*, 3 p. o/o de chômeurs; un peu plus de 2 p. o/o chez les *employés de serrurerie*. Pas de signalés chez les *employés et représentants de commerce*. Reprise du travail depuis le mois dernier, journée augmentée de 2 heures pour trois quarts des ouvriers et portée à environ 12 heures, grâce aux commandes faites en vue des réceptions et soirées chez les *dessinateurs en broderies*.

Chez les *limonadiers-restaurateurs* (Espérance), 12 p. o/o de chômeurs, 8 p. o/o chez les *limonadiers* (Union), un cinquième chez les *garçons-restaurateurs* (Renaissance). 6 p. o/o chez les *coiffeurs*. Pas de signalés chez les *professeurs de l'enseignement libre*, les offres ont dépassé les demandes. De même pas de chômeurs chez les *musseurs* et chez les *employés en pharmacie*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, ralentissement du travail dans l'industrie du livre; le personnel à demeure est à peu près occupé. 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Activité satisfaisante chez les ouvriers *cotonniers* de Bolbec. Chez les ouvriers de l'industrie lainière d'Elbeuf, le travail tend à reprendre. De nouveaux établissements se sont montés pour les *apprêts*. Chez les *voiliers* du Havre, reprise du travail avec les arrivages de coton et de café, on compte 19 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés à Rouen chez les *mouleurs* et chez les *fondeurs* au Havre. Dans cette ville, reprise du travail depuis le mois dernier chez les *journaliers du port* avec les arrivages de coton. Chez les *employés de commerce*, 3 p. o/o de chômeurs et travail de 77 à 80 heures, dimanche compris; grâce aux démarches faites, d'accord avec les patrons dans un certain nombre de magasins, le travail avait été suspendu le dimanche après midi pendant la morte saison d'été; depuis la reprise du travail d'hiver, quelques maisons ont maintenu le repos du dimanche après midi, d'autres ont accordé un congé hebdomadaire.

Seine-et-Marne. — Pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* du Moulin-Foulon.

Seine-et-Oise. — Chez les *carriers* de Cernay, tous les syndiqués sont occupés. De même chez ceux de Méry; ouvrage plus abondant que l'an dernier chez ceux de Châteaufort. Chez les *travailleurs du livre* d'Étampes, journée de 11 heures, reprise du travail depuis le mois dernier, pas de chômeurs. De même pas de chômeurs à Versailles, chez les *travailleurs du livre*. Chez les *chapeliers* d'Essonne, pas de chômeurs. Reprise du travail avec le retour de la clientèle chez les *blanchisseurs* de Rueil. A Versailles, chez les ouvriers de l'*ameublement*, pas de chômeurs; de même chez les *peintres*.

Deux-Sèvres. — A Niort, 6 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. Pas de signalés chez les *typo-lithographes*. A Bressuire, ouvrage plus abondant que le mois dernier et pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment* qui font la journée de 10 heures.

Somme. — A Amiens, chez les *tapissiers*, reprise du travail depuis le mois dernier, pas

de chômeurs, la journée est augmentée de 2 heures dans quelques ateliers; on fait généralement de 65 à 70 heures. A Albert, travail toujours actif et journée de 12 heures chez les *métallurgistes*. A Amiens, chez les *serruriers*, journée de 9 heures, en diminution de 1 heure sur le mois dernier, cependant reprise de travail plus accentuée que l'an dernier et pas de chômeurs. Journée de 9 heures, en diminution de 2 heures sur le mois dernier, mais ouvrage plus abondant que le mois dernier chez les *couvreurs-plafonneurs*.

Tarn. — A Albi, reprise du travail depuis le mois dernier et pas de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs* qui font de 48 à 50 heures par semaine; chez les *chapeliers-appropriateurs*, travail plus abondant que l'an dernier dans les maisons fournissant les grands magasins, moins abondant dans celles qui fournissent les petits détaillants. A Castres, ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *mouleurs*. A Albi, ouvrage plus abondant que l'an dernier, travail 54 heures par semaine, et 13 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; par rapport au mois dernier, l'activité a diminué, la journée a été réduite de 1 heure.

Tarn-et-Garonne. — Chez les ouvriers en *chapeaux de paille* de Septfonds, pas de chômeurs.

Var. — A Toulon, pas de chômeurs chez les *voiliers*, qui sont moins occupés que l'an dernier, la situation tend à devenir plus mauvaise par suite de l'augmentation de la concurrence des ouvriers retraités de la marine. Chez les *tailleurs de pierre et maçons*, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et pas de chômeurs; la journée est diminuée d'une heure et on fait de 54 à 60 heures par semaine suivant les chantiers. Chez les *marchands de journaux*, situation moins bonne que l'an dernier par suite de l'augmentation de la concurrence. Pas de chômeurs chez les *bouchers-tripiers*.

BOURSE DU TRAVAIL, DE TOULON. — Grâce aux travaux de l'Exposition de 1900, le nombre des ouvriers de passage a été moins important que l'année dernière, par là moins de chômeurs; le placement du mois de septembre a été satisfaisant. La situation des *machinistes de théâtre* est restée la même que le mois dernier. Ouvrage moins abondant que le mois dernier chez les *maçons* et les *menuisiers*. Les *terrassiers* comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage; les *coiffeurs* sont très occupés. De même chez les *tailleurs d'habits* grâce aux fêtes de la Toussaint. Pour la *cordonnerie*, la situation est devenue plus mauvaise par suite de la concurrence de la main-d'œuvre pénitentiaire. Travail abondant à la Seyne, chez les *métallurgistes*. Le prix du pain est de 40 centimes le kilogramme; le pétrole a augmenté de 0 fr. 05 par litre. — DORIA.

Vaucluse. — A Avignon, travail actif et pas de chômeurs chez les *typographes* et chez les ouvriers en *chaussures*. Chez les ouvriers en *balais* de Caderousse, on compte un peu plus du quart des syndiqués en chômage, la reprise du travail déjà signalée se maintient. A Avignon, pas de chômeurs chez les ouvriers sur *métaux*.

Vendée. — Chez les *marins-pêcheurs* des Sables-d'Olonne, la pêche de la sardine est terminée, quelques bateaux sont encore occupés à la pêche du thon, mais les résultats sont faibles; on arme pour la pêche au chalut, mais les débuts n'ont pas été satisfaisants et la vente est difficile. Chez les *mineurs* de Faymoreau, pas de chômeurs; dans quelques équipes du fond, les salaires ont diminué de 0 fr. 25 à 0 fr. 15 par jour; à la surface, des augmentations de 0 fr. 10 à 0 fr. 25 par jour ont eu lieu. A la Roche-sur-Yon, chez les *typographes*, le travail qui avait subi une baisse les mois précédents, a marqué une reprise et on fait de 60 à 65 heures par semaine. Chez les *tisserands* d'Evrunes, reprise du travail, un peu plus de 11 p. o/o de chômeurs; pas de signalés chez ceux des Epesses; de même, amélioration de la situation chez ceux de Saint-Laurent; journée de 14 heures chez ceux de la Verrie. A la Roche-sur-Yon, les ouvriers en *bâtiment* comptent moitié des leurs en chômage.

Vienne. — Chez les ouvriers sur *métaux* de Genon, pas de chômeurs.

Haute-Vienne. — A Limoges, 2 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*.

Vosges. — Chez les *typographes* d'Épinal, pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an dernier et travail 60 heures par semaine. Chez ceux de Remiremont; hausse des salaires, 0 fr. 25 par jour pour partie des ouvriers syndiqués. Chez les *filateurs* et *tisseurs* de Moussey, pas de chômeurs.

A Remiremont, baisse sur le pain, 0 fr. 01 par demi-kilo.

Yonne. — A Auxerre, chez les *typographes*, travail toujours actif. Chez les *charpentiers de marine*, pas de chômeurs, journée diminuée d'une heure pour 40 ouvriers, on fait 60 heures par semaine. Chez les *mouleurs*, journée de douze heures en augmentation d'une heure au mois dernier et pas de chômeurs. De même, pas de chômeurs chez les *maçons* qui font 1 journée de 10 heures, en diminution de deux heures sur la journée normale.

Algérie. — A Alger, les *cuisiniers* estiment que le chômage atteint un peu plus du tiers des leurs, cependant le placement tend à s'améliorer, grâce à l'approche de la saison hivernale

Adjudications. — Adjudications nouvelles pour novembre et décembre 1899 :

AUTUN. — Surélévation de l'Hôtel de Ville	200.000 ^f
BOURGES. — Guerre. — Construction d'un mur de clôture et atelier.	242.000
CARCASSONNE. — Construction d'une caserne de gendarmerie.....	247.000
CAMBRAI. — Pavage, empierrement, asphalte.....	300.000
LILLE. — Canal de Saint-Quentin. — Doublement d'écuses et garages	132.000
NÎMES. — Concession du canal du Pouzin à Nîmes.....	350.000
ORAN. — Guerre. — Ferronnerie, travaux métalliques.....	350.000
ORAN. — Guerre. — Construction de quartier, de parc à fourrage et d'infirmerie.....	1610.000
PARIS. — Construction d'un palais à Sainte-Anne.....	238.000
PARIS. — Exposition. — Construction du palais des armées de terre et de mer.....	235.000
PARIS. — Travaux divers au marché de la Villette.....	207.000
PARIS. — Pavage et ciment au marché de la Villette.....	146.000
SENS. — Construction d'une ligne d'intérêt local d'Égreville à Sens.	256.600
TOUL. — Guerre. — Construction de bâtiments.....	322.000

Résultats des adjudications précédentes :

BLOIS. — Chemin de fer de Thorigné à Courtalain. — Construction des maisons de garde et bâtiments des stations de la section de la ligne de Thorigné à Courtalain, comprise entre Montmirail et Courtalain, sur 27 kilomètres (192.000^f). — Adj. : Barré (Ernest), à Vi-braye (Sarthe), 2.

BRIVE. — Reconstruction de l'hospice-hôpital mixte. — Adj. : 1^{er} lot (203.000^f). Brel et Crouzy, à Figeac, 12. — Adj. : 2^e lot (233.000^f). Balitrand, à Saint-Affrique, 8. — Adj. : 3^e lot. (147.000^f). Chouzenoux et Marty, à Brive, 11.

CAYEUX-SUR-MER. — Construction d'une église paroissiale — Adj. : 1^{er} lot. (98.842^f). Terrasse et maçonnerie, charpente, serrurerie et gros fers, etc. Société des maçons de Paris, 119, rue Michel-Bizot, à Paris 0,05. — Adj. : 2^e lot (7.980^f). Couverture, zingage et plomberie. Valaucher (Eugène), à Cayeux-sur-Mer, 9. — Adj. : 3^e lot (4.515^f). Menuiserie, quincaillerie, peinture et vitrerie. Mathurel (Léon), à Abbeville, 2.

DIJON. — Adjudication de travaux à exécuter pour la construction d'une salle des séances du Conseil général à Dijon. — Adj. : 1^{er} lot (102.980^f). Terrassements et maçonnerie. Lavaud, à Dijon, 17. — Adj. : 2^e lot (26.966^f). Charpente. Moncorget, à Dijon, 19. —

Adj. : 3^e lot (14.923^f). *Couverture et zinguerie*. Bennèche, à Dijon, 23. — Adj. : 4^e lot (18.791^f). *Plâtrerie et carrelages*. Millet, à Dijon, 17. — Adj. : 5^e lot (36.190^f). *Menuiserie*. Brot, à Paris, 27. — Adj. : 6^e lot (19.372^f). *Serrurerie*. Pàris, à Dijon, 6. — Adj. : 7^e lot (17.078^f). *Peinture, vitrerie et tenture*. Laurens, à Paris, 44.

LILLE. — Rivière de l'Escaut. — Travaux à exécuter pour le doublement de l'écluse et des garages (150.000^f). — Adj. : Gazanion, 5, rue du Congo, à Paris, 5.

LILLE. — Ponts et chaussées. — Rivière de la Lys. — Agrandissement des décharges d'Houplines (210.000^f). — Adj. : Guiot Morel, à Saint-Omer, 2.

LILLE. — Prison cellulaire de Douai. — Adj. : 4^e lot (182.000^f). *Ferronnerie, serrurerie, gros fer*. Roussel (Jules), 42, rue Boinod, à Paris, 7.

LILLE. — Construction d'aqueducs (104.000^f). — Adj. : 1^{er} lot (66.000^f). Boulevard de Belfort. Carlier (Louis), 25, rue de Douai, à Lille, 15,32. — Adj. : 2^e lot (20.000^f). Boulevard de Strasbourg. Carlier (Louis), 15,32. — Adj. : 3^e lot (18.000^f). Boulevard de Lorraine. Carlier (Louis), 11,27.

LILLE. — Aménagement et restauration du lycée Faidherbe. — Adj. : 1^{er} lot (32.000^f). *Maçonnerie*. Leblond, à Lille, 7,56. — Adj. : 2^e lot (50.000^f). *Charpente et menuiserie*. Wiart, à Lille, 10,55. — Adj. : 3^e lot (24.000^f). *Zinc*. Metz, à Lille, 30,31. — Adj. : 4^e lot (45.000^f). *Fers et fontes*. Non adjugé. — Adj. : 5^e lot (10.000^f). *Rejointements*. Haluin-Grenu, à Lille, 20. — Adj. : 6^e lot (27.000^f). *Plafonds et enduits*. Béghin, à Lille, 18,10. — Adj. : 7^e lot (14.000^f). *Vitrerie*. Bernard, à Tourcoing, 38,20. — Adj. : 8^e lot (26.000^f). Société ouvrière : *Le Travail*, à Roubaix, 46. — Adj. : 9^e lot (10.000^f). *Carrelage*. Boucquey, à Lomme, 15,55. — Adj. : 10^e lot (28.000^f). *Service des eaux*. Thibaut-Dubois (veuve), à Lille, 29,55. — Adj. : 11^e lot (12.000^f). *Service du gaz*. Haussy, à Lille, 26,30.

MOURMELON-LE-GRAND. — Guerre. — Place du Camp-de-Châlons. — Service du génie. — Chefferie de Châlons. — Adjudication des travaux à exécuter par le service du génie dans la place du Camp-de-Châlons pour la construction d'un élément de batterie cuirassée et d'un abri pour hommes (130.600^f). — Adj. : Fallon (Émile), à Mourmelon-le-Grand, 10,60.

MUSTAPHA. — Construction d'un asile pour convalescents, à édifier dans la villa Parnet, à Hussein-Dey (438.942^f 30). — Adj. : Merlo, à Alger, 3.

MUSTAPHA. — Construction d'un égout en maçonnerie, rue Michelet (102.000^f). — Adj. : Grégoire (Jean), rue Clauzel, à Alger, 16.

NARBONNE. — Chefferie du génie de Perpignan. — Place de Narbonne. — Travaux à exécuter dans la place de Narbonne pour l'extension du casernement des troupes. — Adj. : 1^{er} lot (376.962^f). *Terrassements, maçonnerie, plâtrerie, ouvrages en ciment, pavages, couvertures*. Serris (François), à Narbonne, 16,20. — Adj. : 2^e lot (157.809^f). *Charpente, menuiserie, ameublement*. Serris (François), à Narbonne, 14,60. — Adj. : 3^e lot (65.982^f). *Ferronnerie, serrurerie, quincaillerie*. Poujol (Marius), à Béziers, 8. — Adj. : 4^e lot (12.420^f). *Plomberie, zinguerie, cuivrie, canalisation d'eau en fonte, mise en place des filtres*. Donnet (Auguste), à Béziers, 27,10. — Adj. : 5^e lot (12.257^f). *Peinture, vitrerie*. Lamaison (Étienne), 7, rue Sullivan, à Bordeaux, 39.

NANTES. — Marine. — Adj. : 1^{er} lot (113.000^f). Construction et mise en place de la charpente métallique nécessaire pour le prolongement des nefs C. D. E. de la nouvelle chaudronnerie d'Indret. Non adjugé, prix plus élevés que le prix de base. — Adj. : 2^e lot. Travaux d'entretien des établissements et ouvrages dépendant de l'établissement d'Indret. Bichon (Pierre), au Pellerin (Loire-Inférieure), 2. — Adj. : 3^e lot (10.000^f). Construction d'un mur de clôture au sud de l'atelier d'ajustage de l'établissement d'Indret. Bouche-teau fils, à Nantes, 14.

NEUILLY-SUR-SEINE. — Construction d'égouts rues Borghèse, Chauveau, Garnier, Peronnet, des Chartres, des Huissiers; boulevards d'Argenson et d'Inkermann. Longueur totale : 2.559 m. 75 (185.700^f). Adj. : Delalande-Sacristain, 42, boulevard Bineau, à Neuilly, 18,30.

PARIS. — Direction administrative de la voie publique et des eaux et égouts. — Adjudication au rabais, en trois lots, des travaux et fournitures à exécuter pour la pose sous galerie d'une conduite de refoulement de 0.900 entre l'usine élévatoire d'Auteuil et le réservoir de Passy. — Adj. : 1^{er} lot (354.000^f). *Terrassements et maçonnerie*. Joyeux jeune, 5, rue Linois, 18,30. — Adj. : 2^e lot (280.500^f). *Fourniture de fontes*. Fonderies de Pont-à-Mousson et Commentry, Fourchambault, adjugé au prix du devis. — Adj. : 3^e lot (56.000^f). *Travaux de fontainerie*. Mathelin et Garnier, 26, rue Boursault, 5,60.

PARIS. — Direction administrative de la voie publique et des eaux et égouts. — Adjudication au rabais en sept lots des travaux à exécuter pour la réinstallation sur les terrains du dépôt des fontes, quai d'Austerlitz, des bureaux de l'inspection des machines et du pavillon d'habitation de l'inspecteur. — Adj. : 1^{er} lot (58.000^f). *Terrassements et maçonnerie*. Barrot, 52, rue de Châlon, 16,30. — Adj. : 2^e lot (6.700^f). *Travaux de charpente*. La Batignollaise, 65, avenue d'Ivry, 29,60. — Adj. : 3^e lot (16.500^f). *Serrurerie*. Siroux fils, 3, avenue d'Avron, 23,70. — Adj. : 4^e lot (5.000^f). *Couverture et zingage*. Fiéchaot, 119 bis, rue Pelleport, 28,10. — Adj. : 5^e lot (16.000^f). *Menuiserie et parqueterie*. Menuiserie moderne, 161, rue Marcadet, 33,30. — Adj. : 6^e lot (3.200^f). *Fumisterie et marbrerie*. Garnier, Astier et Comp., 29, rue Geoffroy-l'Asnier, 45,30. — Adj. : 7^e lot (6.200^f). *Peinture, vitrerie et tentures*. Deschamps, 28, rue de Fécamp, 50.

PARIS. — *Exposition*. — Menuiserie, couverture, peinture et vitrerie de divers palais. — Adj. : 1^{er} lot (36.000^f). *Menuiserie, quincaillerie et petite serrurerie du palais de Navigation de commerce*. Maheu, 41, rue Denfert-Rochereau; à Noisy-le-Sec, 22,70. — Adj. : 2^e lot (38.000^f). *Couverture et plomberie du palais de la Navigation de commerce*. Dutour, 5 et 7, rue des Fourneaux, 5,30. — Adj. : 3^e lot (48.300^f). *Peinture, vitrerie et ignifugeage du palais de la Navigation de commerce*. Bernard, à Tourcoing (Nord), 20,60. — Adj. : 4^e lot (132.100^f). *Fourniture et pose de la crête en zinc de la façade principale du palais de l'Électricité*. Supervielle et Pellier, 20, rue du Luxembourg, 8,70.

PARIS. — *Exposition*. — Travaux de terrassements, de maçonnerie et de peinture. — Adj. : 1^{er} lot (235.000^f). *Terrassements et maçonneries nécessaires à la construction du palais des Armées de terre et de mer*. Perrot et fils, 4, rue de la Moselle, 11,40. — Adj. : 2^e lot (44.700^f). *Peinture du palais de la partie médiane de l'Esplanade des Invalides (côté Constantine)*. La Solidarité française, 8, avenue Rapp, 25,40.

PARIS. — *Chemins de fer de l'Est*. — Ligne de Provins à Esternay. — Construction du 2^e lot, infrastructure (350.000^f). — Adj. : Radas, 5, rue Lagrange, à Paris.

Compagnie des chemins de fer de P.-L.-M. — Ligne du Fayet à Chamonix (350.000^f). — Adj. : *Construction, avec fondations à l'air comprimé, de cinq ponts sur l'Arve*. Antoine et Boyer, 2, boulevard Saint-Germain, à Paris. — Ligne de Saint-Jean-de-Losne à Lons-le-Saunier (450.000^f). — Adj. : *Construction, avec fondations à l'air comprimé, d'un pont sur le Doubs, à Pesseux*. Réverand, à Gennevilliers (Seine).

PARIS. — Direction administrative de la voie publique et des eaux et égouts. — Adjudication au rabais, en trois lots, des travaux et fournitures à exécuter pour la pose sous galerie d'une conduite de refoulement de 0.900 entre l'usine élévatoire d'Auteuil et le réservoir de Passy. — Adj. : 1^{er} lot (353.928^f 49). *Terrassements et maçonnerie*. Joyeux jeune, 5, rue Linois, 18,30. — Adj. : 2^e lot (280.500^f). *Fourniture de fontes*. Fonderies de Pont-à-Mousson et Commentry, Fourchambault, adjugé au prix du devis. — Adj. : 3^e lot (56.534^f 74). *Travaux de fontainerie*. Mathelin et Garnier, 26, rue Boursault, 5,60.

PLOËRMEL. — *Chemin de fer de l'Ouest*. — Ligne de Messac (Ille-et-Vilaine), à Ploërmel (Morbihan) [900.000^f]. — Adj. : *Terrassements, ouvrages d'art et bâtiments*. Rougier, à Maule (Seine-et-Oise). — Agrandissement de la gare du Mans (200.000^f). — Adj. : Baert, au Mans.

POITIERS. — *Hôtel-Dieu*. — Construction d'un bâtiment des isolés comprenant des salles pour les militaires et les civils. — Adj. : 1^{er} lot (52.826^f). *Terrassements, maçonnerie*. Fouqueteau, à Poitiers, 13. — Adj. : 2^e lot (23.587^f). *Charpente, escaliers et gros fers*. Rouillon, à Poitiers, 10,50. — Adj. : 3^e lot (7.192^f). *Couverture, zinguerie*. Proux, à Poitiers, 21. — Adj. : 4^e lot (23.966^f). *Menuiserie, serrurerie*. Association coopérative

des ouvriers menuisiers, à Poitiers, 5. — Adj. : 5^e lot (16.624^f). *Ciments, carrelages, plâtrerie*. Marot, à Poitiers, 14,27. — Adj. : 6^e lot (8.615^f). *Vitrierie et peinture*. Gibault, à Poitiers, 40. — Adj. : 7^e lot (12.247^f). *Installation des cabinets, etc.* Prous, à Poitiers, 21.

SAINT-OUEN. — Construction d'un groupe scolaire. — Adj. : 1^{er} lot (295.000^f). *Terrasse et maçonnerie (carrelage et ciments)*. Daval, 4, rue Francœur, à Paris, 29,60. — Adj. : 2^e lot (27.000^f). *Canalisations et pavage*. Briard, 9, rue Soubise, à Saint-Ouen, 16,10. — Adj. : 3^e lot (34.000^f). *Charpente en bois*. Tabouret, 10, rue Leroyer, à Vincennes, 26,75. — Adj. : 4^e lot (85.000^f). *Serrurerie (gros fers, quincaillerie et sonneries)*. Dubois et Nicolle, 7, rue Saint-Amand, à Paris, 12,70. — Adj. : 5^e lot (60.000^f). *Couverture et plomberie (eau et gaz)*. Jonclard, 23, rue Tronchet, à Paris, 23,10. — Adj. : 6^e lot (45.000^f). *Menuiserie*. Danrée fils, 189, rue de Villeneuve, à Alfortville, 35,15. — Adj. : 7^e lot (33.000^f). *Parquets*. Conard, 196, rue de Crimée, à Paris, 32,10. — Adj. : 8^e lot (3.000^f). *Fumisterie*. Association ouvrière des fumistes de Paris, 11, rue Jean-Beausire, à Paris, 42,10. — Adj. : 9^e lot (22.000^f). *Peinture, vitrierie et tenture*. M. Kerremann, 6, rue d'Abbeville, à Paris, 50,60.

VALENCE. — Construction d'un réservoir sur le plateau de la Crozette et de la conduite d'amenée à ce réservoir (225.000^f). — Adj. Bessiron et Houret, à Grenoble, 15.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les dix premiers mois de 1899 :

	VARIATIONS			
	1899.	1898.	en plus.	en moins.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	827.928.000	1.283.280.060	"	455.352.000
Matières nécessaires à l'industrie	2.078.667.000	1.933.413.000	145.254.000	"
Objets fabriqués.....	559.307.000	512.152.000	47.155.000	"
TOTAUX et balance....	3.465.902.000	3.728.845.000	192.409.000	455.352.000
			Diminut ^{on} en 1899 : 262.943.000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	527.594.000	474.300.000	"	4.677.000
Matières nécessaires à l'industrie	903.891.000	689.068.000	134.634.000	"
Objets fabriqués.....	1.614.216.000	1.266.827.000	214.299.000	"
Colis postaux.....	143.513.000	114.147.000	14.784.000	"
TOTAUX et balance....	3.189.214.000	2.544.342.000	363.717.000	4.677.000
			Augment ^{on} en 1899 : 359.040.000	

Transports. — Les recettes des sept grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général, du 1^{er} janvier au 31 octobre 1899, ont été de 1.143.098.700 francs. Elles étaient à la même date, en 1898, de 1.109.578.100 francs, soit une augmentation de 2,7 p. o/o.

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	octob. 1899.	octob. 1898.	sept. 1899.
Farine 12 marques, les 157 kilogrammes.....	43 ^f 96 ^a	47 ^f 90 ^a	46 ^f 00 ^a
Sucre brut, blanc n° 3, les 100 kilogrammes...	27 75	31 30	31 87
Alcool à 90°, l'hectolitre.....	35 32	43 00	39 00
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr..	51 00	52 40	53 12
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes..	58 50	43 50	48 75
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	39 00	39 50	39 50
Suif de la bouch ^e de Paris, les 100 kil. (en pains).	64 00	50 50	61 50
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette).	1 40	1 35	1 36
Veau, <i>idem.</i> ..	1 80	1 75	1 90
Mouton, <i>idem.</i> ..	1 80	1 80	1 90
Porc, <i>idem.</i> ..	1 42	1 50	1 45
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	46 00	35 12	39 37
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.....	200 00	130 50	194 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil.	58 50	44 50	58 00
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	31 50	16 50	27 00
Cuivre en lingots, <i>idem.</i> ..	198 50	147 00	203 00
Étain Banka, <i>idem.</i> ..	376 00	222 50	386 50
Plomb, <i>idem.</i> ..	47 25	39 00	44 00
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i> ..	..	65 00	..

Le prix du pain. — Évaluation officielle du prix de revient du pain pour la première quinzaine de novembre 1899, calculée d'après la valeur des farines pendant la quinzaine précédente et les frais de panification :

Prix du quintal de farine.....	26 ^f 708
Frais de panification.....	12 223
TOTAL.....	38 931

Le rendement étant de 130 kilogrammes de pain par 100 kilogrammes de farine, le kilogramme de pain de première qualité revient à 0 fr. 2994 et le pain de 2 kilogrammes à 0 fr. 5988, soit à 0 fr. 60.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois d'octobre.		Du 1 ^{er} janv. au 31 oct.	
	1899.	1898.	1899.	1898.
Faillites.....	121	106	1,141	1,277
Liquidations judiciaires.....	7	10	119	151
Conversions de liquidations en faillites.	..	2	19	45

Préfecture de la Seine. — **Autorisations de bâtir.** — Du 13 au 31 octobre 1899 il a été déposé 53 demandes en autorisation de bâtir, dont 35 pour des constructions neuves. Pendant le mois d'octobre 1898, le nombre des demandes avait été de 69, dont 47 pour des constructions neuves.

Les Monts-de-piété en France.

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉSIGNATION des VILLES OÙ SONT ÉTABLIS les monts-de-piété.	ENGAGEMENTS.		RENOUVELLEMENTS.		DÉGAGEMENTS.	
		ARTICLES.	SOMMES.	ARTICLES.	SOMMES.	ARTICLES.	SOMME
			francs.		francs.		francs
1	Aix (Bouches-du-Rhône).....	259	9.275	120	4.813	212	7.5
2	Alger.....	5.153	135.288	2.653	95.755	5.072	139.7
3	Angers.....	"	"	"	"	"	"
4	Apt (Vaucluse).....	2	15	"	"	"	"
5	Arles.....	428	6.356	973	15.721	761	9.8
6	Arras.....	"	"	"	"	"	"
7	Avignon.....	1.298	23.945	750	14.110	1.105	24.8
8	Beaucaire (Gard).....	"	"	"	"	"	"
9	Besançon.....	1.500	20.460	1.161	16.514	1.660	19.6
10	Bordeaux.....	13.916	257.812	11.280	266.141	15.534	237.6
11	Boulogne-sur-Mer.....	2.802	21.756	198	10.647	2.995	24.6
12	Brest.....	2.636	18.428	642	8.676	2.644	18.5
13	Brignoles (Var).....	18	375	32	767	16	4
14	Calais.....	1.001	11.276	599	11.310	1.596	21.0
15	Cambrai.....	547	3.847	104	1.259	561	3.7
16	Carpentras.....	26	572	98	3.865	42	1.0
17	Constantine.....	805	28.860	10	167	580	15.9
18	Dijon.....	1.503	33.665	511	21.351	1.339	28.5
19	Douai.....	1.051	5.098	"	"	1.127	5.5
20	Dunkerque.....	3.832	33.766	322	6.924	3.644	30.7
21	Grenoble.....	"	"	"	"	"	"
22	Le Havre.....	5.152	55.642	3.364	53.868	5.508	57.4
23	Lille.....	11.148	111.952	1.223	27.025	13.204	115.0
24	Lille (Mazurel).....	474	3.901	267	5.055	614	4.8
25	Limoges.....	1.313	12.549	597	8.410	1.466	13.4
26	L'Isle (Vaucluse).....	10	308	70	1.491	22	5
27	Lundville.....	292	1.611	293	3.161	436	2.3
28	Lyon... { Gages corporels.....	18.124	249.621	12.129	231.470	19.587	228.4
	{ Valeurs mobilières.....	201	46.725	"	"	199	54.3
29	Marseille.....	10.718	220.206	6.698	167.098	10.346	197.9
30	Nancy.....	360	5.060	398	5.248	551	6.3
31	Nantes.....	1.152	26.044	914	22.496	1.098	27.2
32	Nice (œuvre de la Miséricorde).....	"	"	"	"	"	"
33	Nice.....	2.897	188.774	810	31.275	2.154	138.3
34	Nîmes.....	1.314	28.947	1.416	45.065	1.493	38.3
35	Oran.....	6.983	103.653	2.533	65.139	6.498	88.9
36	Reims.....	3.808	46.280	322	8.591	5.071	52.6
37	Roubaix.....	3.675	25.643	367	5.382	4.044	27.9
38	Rouen.....	4.749	57.508	3.688	65.157	5.617	56.1
39	Saint-Germain.....	707	9.915	1.144	23.883	641	9.4
40	Saint-Quentin.....	975	9.977	102	2.330	1.175	10.4
41	Tarascou.....	"	"	"	"	"	"
42	Toulon.....	1.890	27.666	724	17.695	1.821	27.21
43	Toulouse.....	7.061	163.251	5.330	164.850	6.482	153.03
44	Valenciennes.....	2.594	74.490	66	2.409	2.582	14.06
45	Versailles.....	1.647	38.820	627	19.345	945	17.08
46	Paris (Gages corporels).....	95.200	3.274.696	55.139	1.718.797	95.547	2.893.70
	Idem. (Valeurs mobilières).....	2.878	720.785	1.651	443.284	1.792	429.35

Opérations du mois d'octobre 1899.

NUMÉROS D'ORDRE.	VENTES.		TOTAUX DES SORTIES par DÉGAGEMENTS ET VENTES.		RESTE EN MAGASIN LE 31 OCTOBRE au soir.		IL Y AVAIT EN MAGASIN LE 30 SEPTEMBRE 1899	
	ARTICLES.	SOMMES.	Articles.	Sommes.	Articles.	Sommes.	Articles.	Sommes.
		francs.		francs.		francs.		francs.
1	98	2.263	310	10.253	4.348	169.139	4.399	170.117
2	415	8.400	5.487	148.128	63.946	1.954.855	64.280	1.967.695
3	"	"	"	"	"	"	11.072	115.537
4	"	"	"	"	"	"	"	"
5	175	1.907	936	11.756	10.369	168.965	10.877	174.365
6	"	"	"	"	"	"	16.237	93.178
7	584	6.619	1.689	31.445	26.753	592.748	27.141	600.248
8	"	"	"	"	"	"	"	"
9	205	2.350	1.865	21.996	23.946	340.229	24.311	341.765
10	2.912	31.002	18.446	268.651	240.325	4.993.457	244.855	5.004.296
11	196	2.196	3.191	26.844	24.725	311.357	25.114	316.445
12	252	1.971	2.896	20.510	27.340	233.439	27.600	235.521
13	"	"	16	421	"	"	"	"
14	122	1.619	1.718	22.672	8.423	130.887	8.541	130.973
15	84	703	645	4.446	2.492	32.854	2.580	33.453
16	"	"	1.078	1.078	"	"	"	"
17	"	"	580	15.957	235	13.070	"	"
18	532	8.033	1.861	36.552	203	18.464	310	17.344
19	35	375	1.162	5.900	4.795	34.487	4.906	35.289
20	266	2.002	3.910	32.706	21.170	212.692	21.570	218.566
21	"	"	"	"	"	"	"	"
22	591	7.266	6.099	64.713	71.064	994.076	72.011	1.003.147
23	735	5.047	13.939	120.086	54.988	774.858	57.779	782.992
24	41	260	655	5.139	5.901	84.278	6.082	85.516
25	101	670	1.567	14.114	54.865	174.906	15.099	176.471
26	"	"	22	530	746	17.607	758	17.829
27	"	"	436	2.336	4.013	35.408	4.157	36.133
28	2.711	26.744	22.298	255.209	284.151	4.786.780	288.325	4.792.713
29	41	14.300	240	68.660	2.170	587.605	2.209	609.540
30	1.857	24.691	12.203	222.631	179.622	3.859.748	181.379	3.868.192
31	57	787	608	7.110	7.756	337.386	8.004	79.315
32	158	2.586	1.256	29.830	19.676	472.258	19.780	478.044
33	"	"	"	"	"	"	"	"
34	398	8.828	2.552	147.167	29.758	1.499.104	29.413	1.457.497
35	250	9.212	1.743	47.579	30.459	836.860	30.888	855.492
36	349	5.264	6.847	94.198	65.547	1.454.966	65.411	1.445.511
37	425	4.009	5.496	56.637	38.852	572.224	40.540	582.581
38	172	1.338	4.216	29.238	18.525	190.621	19.076	194.216
39	654	7.877	9.959	129.574	77.099	1.189.058	78.621	1.195.967
40	262	3.689	903	13.093	9.202	176.720	9.034	179.850
41	"	"	1.175	10.460	"	131.131	9.819	131.614
42	"	"	"	"	"	"	3.086	79.650
43	237	2.204	2.058	29.414	24.580	447.783	25.748	449.531
44	1.098	19.217	7.580	172.250	117.937	3.325.270	118.453	3.334.269
45	180	1.043	2.762	15.106	14.819	134.272	14.987	133.888
46	214	2.573	1.159	19.654	17.893	405.991	18.032	406.170
46	10.345	164.387	105.892	3.058.096	1.549.092	46.910.856	1.559.784	46.694.256
	438	127.866	2.230	557.121	23.686	6.336.756	23.038	6.173.192

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 2^e TRIMESTRE DE L'ANNÉE 1899.

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées ; ces prix sont obtenus en divisant le déboursé total des consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives, sous la désignation portée au tableau ; ils peuvent différer, par conséquent, des prix courants de certaines qualités déterminées des mêmes marchandises.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilog.)	VIANDE FRAÎCHE. (au kilog.)	LARD (au kilog.)	BEURRE (au kilog.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre).	LAIT (au litre).	CHAR- BON (au quintal)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Aisne.....	0 27	1 73	1 67	2 70	10 06	0 66	0 20	3 22
Allier.....	0 27	1 50	2 00	"	"	0 38	"	3 18
Ardennes.....	0 26	1 75	1 70	2 37	"	0 51	"	3 37
Bouches-du-Rhône.....	0 33	"	"	3 87	10 00	0 40	"	"
Charente-Inferieure.....	0 25	1 59	"	2 80	10 00	0 29	"	"
Doubs.....	0 27	1 85	2 15	2 24	6 33	0 36	"	"
Gironde.....	0 26	"	1 40	2 79	9 14	0 36	"	3 20
Isère.....	0 31	1 77	1 70	2 24	9 82	0 44	"	3 32
Loire.....	0 30	1 54	1 37	"	"	0 32	"	"
Marne.....	0 30	1 95	1 38	2 80	9 99	0 49	0 25	3 59
Mearthe-et-Moselle.....	0 30	1 80	1 88	2 45	6 37	0 43	0 20	2 50
Nord.....	0 28	1 67	"	3 15	12 00	0 75	"	2 33
Rhône.....	0 30	1 50	1 83	2 51	11 00	0 37	"	3 77
Saône-et-Loire.....	0 28	1 43	1 54	"	"	0 45	"	2 74
Seine.....	0 30	2 00	2 24	2 91	9 45	0 51	0 30	4 37
ENSEMBLE du terri- toire.....	0 27	1 71	1 59	2 59	9 17	0 42	0 25	3 45
Quantités vendues par l'ensemble des 555 sociétés.	kil. 15.908.386	kil. 374.745	kil. 125.876	kil. 77.861	quint. 5.308	lit. 2.579.821	lit. 83.962	quint. 193.463

Les résultats ci-dessus des ventes opérées au cours du 2^e trimestre de 1899 résultent du dépouillement des rapports de 555 sociétés, dont 354 qui ont donné le nombre de leurs adhérents groupaient 92.241 associés. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble des 555 sociétés.

Bureaux de garantie. — Relevé des objets d'or et d'argent présentés à la marque ou à la vérification, tant pour la consommation en France que pour l'exportation, pendant les neuf premiers mois de l'année 1899, dans les divers bureaux de garantie :

DÉSIGNATION.		POIDS TOTAL.			
		OR.		ARGENT.	
		1899.	1898.	1899.	1898.
		hectogr.	hectogr.	hectogr.	hectogr.
Fabrication nationale aux titres légaux.	Objets marqués des poinçons intérieurs.	62.044	55.798	761.466	702.075
	Sortie constatée des objets marqués pour l'exportation en crédit des droits non compris les montres au 4 ^e titre (1)	5.552	4.145	60.199	46.666
	Objets exportés avec remboursement des droits payés.	2.503	2.119	19.154	15.391
Objets importés de l'étranger avec paiement des droits de garantie.		9.900	7.838	69.819	50.358
Exportation des bijoux à tous titres n'ayant pas été soumis à la marque (loi du 25 janvier 1884)		1.087	758	952	289

(1) Du 1^{er} janvier au 30 septembre 1899, il est sorti 491 montres en or au 4^e titre, pesant 50 hectogr., contre 345 montres et 36 hectogrammes en 1898.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois d'octobre 1899, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Ardèche [25 juillet 1899]. Syndicat des *batteurs* de blé d'Annonay (5 membres). Siège social : rue de la Vallée, à Annonay.

Ardennes [28 septembre 1899]. Chambre syndicale de la *paumellerie* (8 membres). Siège social : buffet de la Gare, à Charleville.

Côte-d'Or [16 août 1899]. Syndicat des *épiciers-regrattiers* de Dijon (40 membres). Siège social : caté Simonnet, à Dijon.

Finistère [26 septembre 1898]. Syndicat *horticole* de Brest (31 membres). Siège social : rue Duguay-Trouin, 13, à Brest.

Jura [8 août 1899] Chambre syndicale des entrepreneurs et industriels du *bâtiment* de l'arrondissement de Lons-le-Saunier (40 membres). Siège social : Lons-le-Saunier. — [13 juillet 1899]. Syndicat de *battage* des récoltes de la commune de Neublans (45 membres). Siège social : à Neublans.

Loire-Inférieure [7 août 1899]. Syndicat des fabricants de *salaisons* de Bretagne et de Vendée (6 membres). Siège social : Beautour, commune de Vertou, chez le président.

Maine-et-Loire [24 juillet 1899]. Syndicat de la *voiture* et du *harnais* de Maine-et-Loire (22 membres). Siège social : boulevard de Saumur, 65, à Angers. — [22 mai 1899]. Syndicat des patrons *ferblantiers-zingueurs* et *plombiers* de la ville de Cholet (14 membres). Siège social : à Cholet.

Marne [24 août 1899]. Syndicat des *horticulteurs*, *fleuristes* et *marais* de l'arrondissement de Châlons (96 membres). Siège social : hôtel de ville, à Châlons-sur-Marne.

Rhône [10 août 1899]. Syndicat des *architectes* du Rhône (38 membres). Siège social : rue Mercière, 34, à Lyon. — [5 juillet 1899]. Association des propriétaires de *chevaux* et *voitures* de la ville de Lyon et sa banlieue (100 membres). Siège social : rue Ferrandière, 30, à Lyon.

Savoie (Haute-) [12 juin 1899]. Syndicat des *débitants de boissons* du canton de Thonon-les-Bains (50 membres). Siège social : hôtel du Léman, Grande-Rue, à Thonon.

Seine [29 mai 1899]. Association des *géomètres-experts* pour l'Exposition de 1900 (23 membres). Siège social : rue d'Angoulême, 6, à Paris. — [28 mars 1899]. Syndicat de la *presse artistique* (21 membres). Siège social : rue Grange-Batelière, 13, à Paris.

Somme [17 mai 1899]. Chambre syndicale de la *boulangerie* d'Abbeville et de l'arrondissement (33 membres). Siège social : place de l'Amiral-Courbet, 18, à Abbeville.

Vosges [20 mai 1899]. Syndicat des *cafetiers*, *débitants* et *restaurateurs* de la région d'Épinal (40 membres). Siège social : rue des Petites-Boucheries, 33, à Épinal.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne [24 mai 1899]. Chambre syndicale des ouvriers *mennisiers* en bâtiment de l'arrondissement de Saint-Quentin (128 membres). Siège social : rue de Montmorency, 29, à Saint-Quentin. [2 septembre 1899]. Chambre syndicale des ouvriers *tailleurs de pierre* de l'arrondissement de Saint-Quentin (35 membres). Siège social : rue de Montmorency, 29, à Saint-Quentin.

Allier [1^{er} septembre 1899]. Chambre syndicale des *mineurs* et similaires de Doyet (membres). Siège social : rue Victor-Hugo, à Doyet. — [27 mai 1899]. Chambre syndicale des ouvriers *métallurgistes* et parties similaires réunis de la ville de Moulins (38 membres). Siège social : boulevard des Courtais, à Moulins. — [27 août 1899]. Syndicat des ouvriers des établissements *thermaux* de Vichy (95 membres). Siège social : avenue des Célestins, 99, à Vichy.

Ariège [1^{er} août 1899]. Syndicat ouvrier *textile* de Lavelanet et environs (134 membres). Siège social : maison Aubin (Antoine), rue de la Place, à Lavelanet.

Charente-Inférieure [2 août 1899]. Chambre syndicale des ouvriers de la *métallurgie* et métiers similaires de la Rochelle (28 membres). Siège social : rue des Dames, 11, à la Rochelle.

Corrèze [20 juillet 1899]. Chambre syndicale des *employés de commerce* de la ville de Tulle (14 membres). Siège social : Bourse du travail, rue de la Barrière, 96, à Tulle.

Côte-d'Or [22 avril 1897]. Chambre syndicale des ouvriers *boulangers* de la ville de Dijon et de la région (50 membres). Siège social : Bourse du travail, à Dijon. — [16 mai 1899]. Union fraternelle des *employés de commerce* de la ville de Dijon (120 membres). Siège social : rue Bossuet, 7, à Dijon. — [1^{er} août 1899]. Syndicat des ouvriers *peintres* en bâtiment de la ville de Dijon (49 membres). Siège social : Bourse du travail, à Dijon.

Doubs [15 septembre 1899]. Association des *lithographes* bisontins (14 membres). Siège social : Bourse du travail, à Besançon.

Eure-et-Loir [7 septembre 1899]. Chambre syndicale des ouvriers *mécaniciens* et parties similaires de Chartres (83 membres). Siège social : salle Tessier, rue des Grandes-Filles-Dieu, à Chartres.

Gard [12 mai 1899]. Chambre syndicale des ouvriers *verriers* à vitres de Bessèges (22 membres). Siège social : rue de la République, 78, à Bessèges.

Garonne (Haute-) [9 septembre 1899]. Chambre syndicale de l'union corporative des ouvriers *mécaniciens* et parties similaires de la Haute-Garonne (25 membres). Siège social : Bourse du travail, à Toulouse.

Indre-et-Loire [9 octobre 1899]. Chambre syndicale des ouvriers *terrassiers et manœuvres* de la ville de Tours (43 membres). Siège social : Bourse du travail, à Tours.

Loire-Inférieure [1^{er} septembre 1899]. Chambre syndicale des *chauffeurs et conducteurs* de chaudières et machines à vapeur de Saint-Nazaire (47 membres). Siège social : Bourse du travail, rue de la Gare, n° 23, à Saint-Nazaire.

Loiret [20 août 1899]. Chambre syndicale des irrégutiers du travail (*puisatiers, terrassiers, manœuvres, hommes de peine, ouvriers des usines et des fabriques*) (75 membres). Siège social : rue des Pensées, 25, à Orléans.

Lot-et-Garonne [1^{er} septembre 1899]. Chambre syndicale départementale des ouvriers *ménagers-ébénistes* du Lot-et-Garonne (45 membres). Siège social : café Sanic, place du 14-Juillet, à Agen.

Maine-et-Loire [juillet 1899]. Chambre syndicale des ouvriers *plâtriers* de la ville de Cholet (20 membres). Siège social : Bourse du travail, à Cholet.

Nord [1^{er} août 1899]. Chambre syndicale des *charretiers* de la voirie de Lille (90 membres). Siège social : Maison du Peuple, rue de Béthune, 21, à Lille. — [6 août 1899]. Chambre syndicale ouvrière des *sculpteurs, cartonniers, ornemanistes et mouleurs* en plâtre du Nord (45 membres). Siège social : rue de Tournay, 58, à Lille.

Oran [18 août 1899]. Syndicat des *cuisiniers* de la ville d'Oran (29 membres). Siège social : Bourse du travail, à Oran.

Puy-de-Dôme [3 octobre 1899]. Syndicat des employés, ouvriers et ouvrières des manufactures de *caoutchouc* du Puy-de-Dôme (150 membres). Siège social : Salle de l'Union des syndicats, à Clermont-Ferrand.

Rhône [10 août 1899]. Syndicat des *étalagistes, vendeurs et portiers* de vêtements confectionnés de Lyon (11 membres). Siège social : rue Quatre-Chapeaux, 13, à Lyon.

Saône-et-Loire [25 juin 1892]. Chambre syndicale *métallurgique* et industries similaires de Chalon-sur-Saône (350 membres). Siège social : hôtel de ville, à Chalon-sur-Saône. — [3 juillet 1899]. Chambre syndicale des ouvriers *métallurgistes* et parties similaires de Gueugnon (556 membres). Siège social : champ du Port, chez M. Bardin, café de l'Industrie, à Gueugnon. — [30 septembre 1899]. Chambre syndicale des ouvriers réunis en *sparterie, vannerie* et leurs similaires (47 membres). Siège social : hôtel de ville, à Mâcon. — [10 juillet 1899]. Syndicat des *bateliers* chargés des transports par eau par la Compagnie des mines de Blanzy (57 membres). Siège social : café Auloy, rue Carnot, à Montceau-les-Mines.

Savoie (Haute-) [16 septembre 1899]. Société professionnelle des ouvriers *ébénistes* et assimilés à l'ameublement de la ville d'Annecy (27 membres). Siège social : rue Filaterie, 8, à Annecy.

Seine [22 septembre 1899]. Syndicat des ouvriers de *constructions mécaniques* et d'entretien des manufactures de tabacs (15 membres). Siège social : rue François-Arago, 4, à Pantin. — [14 septembre 1894]. Syndicat des ouvriers *briquetiers et potiers* français du département de la Seine (210 membres). Siège social : avenue Gambetta, 173, à Paris. — [3 septembre 1899]. Chambre syndicale des *camionneurs* (150 membres). Siège social : rue de la Chapelle, 25, à Paris. — [En 1882]. Chambre syndicale de l'*ébénisterie* en photographie, fantaisie et sciences (180 membres). Siège social : Bourse du travail, à Paris. — [26 août 1899]. Syndicat des *peintres* de Paris (180 membres). Siège social : rue de Maistre, 50, à Paris. — [3 novembre 1880]. Chambre syndicale des ouvriers *rouleliers* (50 membres). Siège social : avenue Ledru-Rollin, 88, à Paris. — [17 juillet 1899]. Chambre syndicale des *teinturiers* en peaux pour ganterie et des parties similaires de Paris (37 membres). Siège social : impasse Philidor, 8, à Paris. — [14 juillet 1899]. Chambre syndicale du personnel de la Compagnie des *tramways* de Paris et du département de la Seine (280 membres). Siège social : rue de Sevigné, 42, à Paris.

Seine-Inférieure [27 juillet 1899]. Chambre syndicale des ouvriers *maçons, plâtriers* et similaires du Havre et de l'arrondissement (146 membres). Siège social : Bourse du travail, cercle Franklin, au Havre.

Seine-et-Oise [6 juillet 1899]. Chambre syndicale des ouvriers *tisseurs* d'Argenteuil (22 membres). Siège social : rue de Traverses, 1, à Argenteuil.

Tarn [6 avril 1898]. Syndicat des ouvriers *mineurs* du département du Tarn (membres). Siège social : rue Victor-Hugo, à Carmaux.

Tarn-et-Garonne [17 août 1899]. Syndicat des ouvriers *boulangers* de Montauban (70 membres). Siège social : café du Sport, à Montauban.

Var [2 juillet 1899]. Syndicat des *choristes* du Grand-Théâtre de Toulon (22 membres). Siège social : Bourse du travail, à Toulon. — [5 juillet 1899]. Syndicat indépendant des marchands de *journaux* de la ville de Toulon (18 membres). Siège social : Bourse du travail, à Toulon.

3° SYNDICATS MIXTES.

Côtes-du-Nord [1^{er} mai 1899]. Syndicat des patronnes et ouvrières du *vêtement* et professions connexes à Saint-Brieuc (34 membres). Siège social : rue de Rohan, 14, à Saint-Brieuc.

Seine [20 septembre 1899]. Association *générale des artistes dramatiques et lyriques de France* (920 membres). Siège social : rue Grange-Batelière, 17, à Paris.

4° SYNDICATS AGRICOLES.

Ain [29 août 1899]. Syndicat agricole du Bugey (3.000 membres). Siège social : à Belley.

Ardeche [31 août 1899]. Syndicat professionnel agricole de Bourg-Saint-Andéol (300 membres). Siège social : maison Marcel, avenue de la Gare, à Bourg-Saint-Andéol.

Aube [11 septembre 1899]. Syndicat agricole et viticole de Neurville (27 membres). Siège social : à Neurville.

Cher [16 juillet 1899]. Syndicat professionnel des agriculteurs-fermiers et ouvriers agricoles de la vallée de la Sauldre (30 membres). Siège social : maison veuve Sénée, à Sury-ès-Bois.

Corrèze [18 avril 1893]. — Syndicat agricole de l'arrondissement de Brive (membres). Siège social : à la mairie, à Brive.

Doubs [20 août 1899]. Syndicat agricole communal de Laviron (30 membres). Siège social : Laviron. — [20 août 1899]. Syndicat agricole de la commune de Pouligney (37 membres). Siège social : à Pouligney. — [20 août 1899]. Syndicat agricole de Vercel (22 membres). Siège social : Vercel.

Indre [30 juillet 1899]. Syndicat agricole et viticole de la commune de Neuvy-Pailloux (87 membres). Siège social : à Neuvy-Pailloux.

Isère [26 août 1899]. Syndicat agricole de Saint-Nizier-de-Pariset (29 membres). Siège social : Pariset, au hameau de Saint-Nizier. — [10 octobre 1899]. Syndicat des agriculteurs et viticulteurs de la commune de la Verpillière (37 membres). Siège social : mairie, à la Verpillière.

Loiret [1^{er} août 1899]. Syndicat des vignerons de Beaulieu (35 membres). Siège social : à Beaulieu.

Meuse [25 juin 1899]. Syndicat agricole de prévoyance contre la mortalité du bétail de Bréhéville (28 membres). Siège social : mairie, à Bréhéville.

Nièvre [3 septembre 1899]. Syndicat agricole et viticole de la commune de Tronsanges (24 membres). Siège social : à Tronsanges.

Oise [25 mars 1899]. Syndicat agricole du canton de Froissy (35 membres). Siège social : salle de l'hôtel de ville de Froissy.

Seine [15 septembre 1899]. Syndicat professionnel *l'Agriculture* (9 membres). Siège social : boulevard des Batignolles, 19, à Paris. — [1^{er} septembre 1899]. Syndicat national des agriculteurs français (95 membres). Siège social : rue Ménars, 8, à Paris.

Seine-et-Oise [13 mai 1899]. Syndicat professionnel agricole de prévoyance de Pontoise (50 membres). Siège social : hôtel de ville, à Pontoise.

Sèvres (Deux-) [9 juillet 1899]. *La Sauvegarde agricole*, syndicat des agriculteurs de Saint-Loup, Airvault, Thénézy et des cantons voisins (237 membres). Siège social : laiterie de Saint-Loup-sur-Thonet, à Saint-Loup.

Somme [21 juin 1899]. Syndicat agricole de Bougainville (27 membres). Siège social : à Bougainville.

5° UNIONS DE SYNDICATS.

Seine [1^{er} mai 1899]. Fédération des syndicats de la *bourellerie*, *sellerie* et parties similaires du département de la Seine (5 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Bourse du travail, à Paris.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de la disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Seine [1^{er} mars 1897]. Syndicat des *assurés maritimes* de France (7 membres). Siège social : rue Grange-Batelière, 12, à Paris. — [En décembre 1869]. Chambre syndicale des *distillateurs en gros* de Paris (51 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, à Paris. — [Avril 1895] Syndicat des *éleveurs de chevaux en France* (4.000 membres). Siège social : rue d'Athènes, 8, à Paris. — [17 juin 1893]. Chambre syndicale des fabricants de *ciment* de Vassy (10 membres). Siège social : cité Rougemont, 10, à Paris.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aveyron [16 février 1895]. Union corporative des *gantiers* de Millau (820 membres). Siège social : hôtel de ville, à Millau.

Constantine [1^{er} janvier 1898]. Chambre syndicale des ouvriers *boulangers* de la ville de Bône (80 membres). Siège social : place Térance, 6, à Bône.

Rhône [16 juillet 1898]. Association des employés de la société des *tramways* d'Écully (30 membres). Siège social : rue de la Pyramide, 117, à Écully. — [29 décembre 1898]. Syndicat des *étalagistes, vendeurs et portiers* de vêtements confectionnés (7 membres). Siège social : café Henri-IV, place Raspail, à Lyon; dissout le 18 juillet.

Seine [22 août 1897]. Union des ouvriers *chapeliers* de Paris, caisse de résistance (180 membres). Siège social : rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 35, à Paris. — [11 août 1889]. Syndicat des ouvriers *chapeliers* indépendants de Paris (22 membres). Siège social : rue Vieille-du-Temple, 123, à Paris. — [Eu mai 1895]. Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières des services de *l'empierrement* et du *nettoisement* de la ville de Paris (150 membres). Siège social : boulevard de Grenelle, 94, à Paris. — [21 juillet 1894]. Union syndicale des employés des dépôts de la Compagnie générale des *omnibus* (300 membres). Siège social : boulevard Bourdon, 35, à Paris.

4° SYNDICATS AGRICOLES.

Alger [28 octobre 1893]. Syndicat agricole-viticole de l'arrondissement de Miliana-Haut-Chélib-Zaccar (38 membres). Siège social : Affreville.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Opérations pendant le mois de septembre 1899.

Versements reçus de 216.181 déposants, dont 29.075 nouveaux..	25.592.910 ^f 57 ^c
Remboursements à 122.651 déposants, dont 18.730 pour solde.....	28.859.973 ^f 78 ^c
Rentes achetées à 804 déposants pour un capital de.....	708.089 90
	29.568.063 68

Excédents des remboursements.....	3.975.153 11
-----------------------------------	--------------

Nombre de comptes existant au 30 septembre 1899.....	3.286.162
--	-----------

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois d'octobre 1899.

Dépôts de fonds.....	8.312.667 ^f 36 ^c
Retraits de fonds.....	25.612.559 37

Excédent des retraits.....	17.299.892 01
----------------------------	---------------

Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants	1.278.089 56
---	--------------

Caisse nationale des retraites.

Opérations pendant le mois de septembre 1899.

Reçu des déposants :

A Paris.....	247.533 versements (dont 6.495 premiers vers ^{ts} .)	5.809.954 ^f 73 ^c
Dans les départements.	179.135 — 11.041 —	2.095.696 00
ENSEMBLE....	426.668 17.536	7.905.650 73

PAYÉ aux déposants : Arrérages de rentes viagères.....	5.609.653 54
à leurs héritiers : Remboursement de capitaux réservés.....	827.886 90

ENSEMBLE.....	6.437.540 44
---------------	--------------

Les nouvelles rentes inscrites s'élèvent à..... 110.230
au nom de 1.445 parties.

Le total des rentes viagères est de..... 34.888.436
réparties entre 243.985 titres.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} NOVEMBRE.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
SEPTEMBRE 1899.					SEPTEMBRE 1899.				
Paris (1 ^{re} arr ^t).	280	171	132	9	Aix (B.-d.-R.).	95	47	43	"
— (II ^e —).	1.637	1.631	1.088	"	Angers.....	274	141	137	13
— (IV ^e —).	607	592	491	7	Béziers.....	226	187	170	"
— (VIII ^e —).	437	359	269	"	Bourges.....	432	304	219	19
— (XV ^e —).	367	277	267	1	Nancy.....	145	116	109	"
— (XVII ^e —).	489	453	293	8	Nîmes.....	53	86	49	4
— (XX ^e —).	141	211	106	39	Rennes.....	1.284	735	564	"
Lille.....	5	2	"	"	Saint-Étienne..	119	127	119	"
Lunéville.....	1	"	"	"	Toulon.....	95	47	26	19
Lyon.....	123	127	55	2	Tours.....	249	318	231	"
Nancy.....	152	81	70	"	Vichy.....	33	29	21	"
OCTOBRE 1899.					Alger.....	453	426	311	268
Paris (VI ^e arr ^t).	319	790	756	188	OCTOBRE 1899.				
— (IX ^e arr ^t).	128	177	103	13	Boulogne-s-Mer.	117	55	49	2
— (XIII ^e —).	498	431	318	"	Carcassonne....	111	105	63	3
— (XIX ^e —).	376	316	248	"	Clerm ^t -Ferrand..	282	119	111	2
Refug ^{es} munic..	"	"	96	250	Elbeuf.....	93	23	23	"
Levallois-Perret.	145	130	111	5	Périgueux.....	27	4	4	"
Brest.....	52	11	11	"	Perpignan.....	30	16	11	3
Donai.....	3	6	"	"	Valence.....	254	86	48	"
Épinai.....	9	4	3	1	Vichy.....	16	15	8	"
Listieux.....	117	85	52	"	Villeneuve-s.-Lot	8	2	2	"
Lunéville.....	"	1	"	"	Constantine....	164	112	92	"
Narbonne.....	72	26	21	5					
Orléans.....	3	2	2	"					
Saint-Dié.....	34	26	18	3					
Senones.....	"	3	3	"					
Sens.....	28	10	8	"					
Trouville.....	11	4	4	"					
Versailles.....	7	5	4	"					

C. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (OCTOBRE 1899).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'occu- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin.....	Menuisiers.....	"	2	"	"
Id.....	Id.....	Employés voyageurs et dessinateurs.....	5	2	"	"
Allier.....	Montluçon.....	Métallurgistes.....	15	"	15	"
Alpes-Maritimes.....	Caanes.....	Cuisiniers.....	3	"	"	"
Id.....	Nice.....	Mécaniciens.....	10	10	10	"
Aude.....	Carcassonne.....	Cuisiniers.....	1	1	1	2
Bouches-du-Rhône.....	Marseille.....	Mécaniciens-chauffeurs.....	"	"	7	"
Id.....	Id.....	Tailleurs de pierre tendres.....	"	"	"	10
Id.....	Id.....	— froide.....	"	30	"	30
Id.....	Id.....	Employés de commerce.....	6	"	"	"
Gher.....	Valleuay.....	Bûcherons.....	32	"	"	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Typographes.....	16	"	"	"
Id.....	Id.....	Comptables.....	6	2	1	1
Dordogne.....	Périgueux.....	Typographes.....	4	"	"	"
Drôme.....	Valence.....	Id.....	5	1	1	"
Haute-Garonne.....	Toulouse.....	Mécaniciens-conducteurs.....	"	2	1	"
Gers.....	Auch.....	Maçons, tailleurs de pierre.....	1	"	"	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Boulangers.....	9	7	5	8
Id.....	Id.....	Typographes.....	12	8	7	1
Id.....	Id.....	Scieurs de long.....	60	14	"	"
Id.....	Id.....	Menuisiers.....	41	15	8	1
Id.....	Id.....	Union des terrassiers.....	20	20	"	"
Id.....	Id.....	Couvreurs.....	7	10	2	5
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	143	105	38	76
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	48	61	19	2
Hérault.....	Béziers.....	Cuisiniers.....	5	"	"	"
Id.....	Id.....	Ébénistes.....	11	3	"	"
Id.....	Montpellier.....	Boulangers.....	12	8	7	5
Ille-et-Vilaine.....	Rennes.....	Ouvriers de l'habillement.....	55	"	28	"
Id.....	Id.....	Charpentiers.....	18	14	12	3
Indre-et-Loire.....	Tours.....	Tailleurs de pierre.....	40	45	33	4
Isère.....	Grenoble.....	Typographes.....	13	2	"	2
Landes.....	Dax.....	Employés de commerce.....	2	1	2	"
Loire.....	Saint-Étienne.....	Chefs d'atelier tisseurs.....	87	5	5	"
Loire-Inférieure.....	Nantes.....	Mécaniciens-navigateurs.....	3	"	3	"
Lot-et-Garonne.....	Agen.....	Peintres.....	"	6	"	4
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Vanniers.....	7	"	"	"
Id.....	Id.....	Garçons limonadiers.....	11	7	2	5
Id.....	Cholet.....	Boulangers.....	8	"	"	"
Marne.....	Châlons-sur-Marne.....	Typographes.....	5	"	"	"
Nievre.....	Perroy.....	Bûcherons.....	15	"	"	"
Nord.....	Armentières.....	Charpentiers.....	7	"	"	"
Id.....	Id.....	Peintres.....	6	3	3	"
Id.....	Dunkerque.....	Maçons.....	50	"	"	"
Id.....	Lille.....	Boulangers.....	22	"	"	81
Id.....	Id.....	Typographes.....	33	4	"	4
Oise.....	Beauvais.....	Id.....	4	"	"	"
Orne.....	Alençon.....	Id.....	2	"	"	"
Pas-de-Calais.....	Boulogne-sur-Mer.....	Tonneliers.....	"	"	"	4
Basses-Pyrénées.....	Bayonne.....	Boulangers.....	4	3	1	"
Hautes-Pyrénées.....	Tarbes.....	Ébénistes.....	3	"	"	"
Rhône.....	Lyon.....	Cuisiniers.....	4	6	5	"
Id.....	Id.....	Cartonniers.....	1	"	"	"
Id.....	Id.....	Imprimeurs.....	1	"	"	"

SYNDICATS OUVRIERS. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Bouches-du-Rhône.	Lyon.....	Ouvriers tisseurs.....	30	19	"	"
Id.....	Id.....	Charpentiers.....	4	"	"	4
Id.....	Id.....	Union des employés de com- merce.....	10	15	8	"
Id.....	Id.....	Employés photographes.....	16	20	"	"
Id.....	Id.....	Coidleurs.....	45	20	18	98
Seine.	Paris.....	Boulangers (Ternes).....	"	"	30	13
Id.....	Id.....	Biscuitiers.....	25	14	"	8
Id.....	Id.....	Confiseurs.....	19	12	12	"
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	"	"	31	166
Id.....	Id.....	Typographes (rue de Savoie).....	300	50	"	"
Id.....	Id.....	Correcteurs.....	8	4	"	4
Id.....	Id.....	Imprimeurs lithographes.....	59	33	22	11
Id.....	Id.....	Union lithographique.....	5	4	3	1
Id.....	Id.....	Industrie du livre.....	27	12	5	1
Id.....	Id.....	Conducteurs-typographes.....	"	"	2	8
Id.....	Id.....	Dessinateurs - écrivains - litho- graphes.....	18	9	"	6
Id.....	Id.....	Coupeurs de poils.....	"	"	21	"
Id.....	Id.....	Pell-tiers-fourneurs.....	"	15	"	12
Id.....	Id.....	Selliers-harnacheurs.....	7	2	1	2
Id.....	Id.....	Teinturiers-dégraisseurs.....	68	120	42	7
Id.....	Id.....	Passementiers à la barre.....	"	8	"	"
Id.....	Id.....	— à la main.....	2	28	2	"
Id.....	Id.....	Solidarité des tailleurs.....	17	15	13	"
Id.....	Id.....	Coupeurs chemisiers.....	18	15	12	3
Id.....	Id.....	Solidarité des charpentiers.....	2	27	"	2
Id.....	Id.....	Charbons.....	53	28	"	"
Id.....	Id.....	Estampeurs-découpeurs.....	11	5	5	"
Id.....	Id.....	Serruriers.....	50	45	45	"
Id.....	Id.....	Union des conducteurs-chauf- feurs.....	16	9	7	2
Id.....	Id.....	Chauffeurs-conducteurs.....	35	23	18	5
Id.....	Id.....	Balançiers.....	12	"	"	"
Id.....	Id.....	Electriciens.....	6	20	3	3
Id.....	Id.....	Lanterniers pour voitures.....	1	5	1	"
Id.....	Id.....	Bronze imitation.....	18	24	14	4
Id.....	Id.....	Opticiens.....	2	1	1	"
Id.....	Id.....	Porteurs de paquets.....	20	12	8	4
Id.....	Id.....	Employés à la Bourse du com- merce.....	8	5	5	"
Id.....	Id.....	Dessinateurs en broderie.....	5	4	3	1
Id.....	Id.....	Limonadiers-restaurateurs.....	700	"	31	255
Id.....	Id.....	Limonadiers (l'Espérance).....	270	248	14	234
Id.....	Id.....	Garçons restaurateurs (la Ré- naissance).....	66	66	8	58
Id.....	Id.....	Coidleurs.....	689	"	79	610
Id.....	Id.....	Enseignement libre.....	52	71	51	17
Id.....	Id.....	Élèves en pharmacie.....	25	30	16	6
Id.....	Saint-Denis.....	Boulangers.....	27	18	1	17
Seine-Inférieure.	Le Havre.....	Employés de magasin.....	15	"	"	"
Deux-Sèvres.	Niort.....	Boulangers.....	10	"	"	"
Somme.....	Amiens.....	Tapissiers.....	1	1	"	1
Id.....	Id.....	Typographes.....	1	1	1	"
Tarn.....	Albi.....	Ouvriers du bâtiment.....	30	"	"	"
Haute-Vienne.....	Limoges.....	Cuisiniers.....	3	10	2	25
Algérie.....	Alger.....	Id.....	8	5	4	1

D. — SYNDICATS PATRONAUX (OCTOBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Indre-et-Loire.....	Tours.....	Charentiers.....	161	57	43	"
Marne.....	Reims.....	Pharmaciens.....	1	10	1	"
Seine.....	Paris.....	Mécanique française.....	19	11	11	"
Id.....	Id.....	Boulangerie.....	96	71	42	"
Id.....	Id.....	Épicerie (gros et détail).....	553	742	513	"
Id.....	Id.....	Syndicat du papier et des indus- tries qui le transforment.....	28	32	10	"
Id.....	Id.....	Débitants de vins et liquoristes.....	118	125	98	12
Id.....	Id.....	Reliure.....	75	38	33	"
Id.....	Id.....	Couteliers.....	29	33	27	"
Seine-Inférieure.....	Le Havre.....	Épicerie.....	25	23	22	1
Seine-et-Oise.....	St-Germain-en-Laye.....	Bâtiment.....	33	9	4	5
Vosges.....	Le Thillot.....	Médecins (1).....	4	6	1	"

[1] Placement de nourrices au sein.

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (OCTOBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Comptables et emp. de commerce	6	2	1	1
Doubs.....	Besançon.....	L'Étoile bisontine.....	"	"	8	90
Loire.....	Saint-Etienne.....	Garçons d'hôtels et limonadiers.	470	111	63	297
Loire-Inférieure.....	Nantes.....	La Réunion des maçons.....	22	15	"	17
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Société des maréchaux.....	15	38	15	"
Nièvre.....	Nevers.....	Empl. de commerce et de bur.....	4	2	"	"
Nord.....	Lille.....	Voyageurs de commerce.....	16	8	8	"
Id.....	Valenciennes.....	Anciens élèves de l'école.....	11	16	8	3
Id.....	Id.....	Secrétariat du peuple.....	2	1	"	1
Haut-Rhin.....	Belfort.....	La Jeanne-d'Arc.....	6	"	3	"
Id.....	Id.....	Employés de commerce.....	1	"	1	"
Rhône.....	Lyon.....	Confiseurs et pâtisseries.....	54	56	48	10
Seine.....	Paris.....	Union de la charcuterie.....	350	486	341	"
Id.....	Id.....	Union des employés du com- merce et de l'industrie.....	8	6	1	"
Id.....	Id.....	Compagnons charçons.....	46	40	40	"
Id.....	Id.....	La Couturière.....	27	62	23	"
Id.....	Id.....	Coucheurs gérants.....	8	10	2	"
Id.....	Id.....	Association des comptables.....	96	87	46	8
Id.....	Id.....	Employés de transport.....	3	"	3	"
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs-ferrandins	11	17	"	"
Id.....	Id.....	Société «le Bâtiment».....	14	14	2	"
Id.....	Id.....	Société de la boucherie.....	"	312	137	23
Id.....	Id.....	Société «l'Étoile».....	526	1116	160	1,256
Id.....	Id.....	Employés d'hôtel.....	"	"	23	115
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	"	40	3	"
Id.....	Id.....	Société des cuisiniers.....	200	120	120	400
Id.....	Bagatelle.....	Union fraternelle des jardiniers.	33	33	4	2
Seine-Inférieure.....	Rouen.....	La Prévoyance mutuelle.....	5	4	"	"
Id.....	Id.....	Association des secrétaires et employés de mairie.....	4	"	"	"
Id.....	Le Havre.....	Couvreurs.....	82	72	16	50
Somme.....	Amiens.....	Garçons de cafés et de restaurants.	94	199	37	158
Constantine.....	Batna.....	Société la Fraternelle.....	4	4	3	"

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (OCTOBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Bouches-du-Rhône.	Marseille	La Préservation	"	55	55	"
Id	Id	Assistance par le travail	35	13	20	4
Charente-Inférie ^{re} .	La Rochelle ..	Maison du marin	47	"	39	"
Id	Rochefort	Fourneau économique	5	"	"	5
Drôme	Die	Asile orphelinat	4	6	2	"
Encre-et-Loir	Courville	Assistance par le travail	"	"	"	58
Id	Mainvilliers ..	Œuvre de Saint-Jean	"	5	1	4
Haute-Garonne ..	Toulouse	Patronage des libérés	1	"	1	"
Gironde	Couheyrae	Orphelinat	2	"	1	"
Id	Bordeaux	Maison du marin	155	109	109	"
Indre-et-Loire ..	Tours	Office des travailleurs	398	165	136	"
Loire-Inférieure ..	Nantes	Maison du marin	68	"	59	"
Id	Id	Œuvre du Sacré-Cœur	"	23	6	"
Haute-Loire	Le Puy	Maison des Filles	"	"	"	8
Marne	La Chalmelle ..	Colonie agricole	2	"	8	31
Meurthe-et-Moselle	Nancy	Maison de Sainte-Marie	220	250	160	20
Nord	Dunkerque	Maison du marin	"	"	149	"
Puy-de-Dôme	Clermont-Ferr.	Sœurs de l'Immaculée Conception ..	"	"	35	5
Rhône	Lyon	Association des patrons catholiques ..	180	248	96	7
Id	Id	Assistance par le travail	99	"	10	2
Id	Id	Asile protestant	33	84	29	1
Id	Id	Société philanthropique savoisonne ..	60	49	38	"
Id	Id	Patronage des prisonniers libérés	19	7	17	"
Sarthe	Le Mans	Sœurs servantes de Marie	22	"	"	"
Seine	Paris	Asile Saint-Charles	212	485	125	"
Id	Id	Assistance par le travail du 2 ^e arron-	"	63	19	40
Id	Id	dissement	"	83	18	2
Id	Id	«The english catholic home»	118	26	69	"
Id	Id	Home allemand	"	28	5	2
Id	Id	Société charitable des visiteurs	29	"	"	710
Id	Id	Maison des sœurs de la Croix	"	133	112	136
Id	Id	Société philanthropique	351	304	232	"
Id	Id	Société philanthropique savoisonne ..	226	8	5	"
Id	Id	Maison des pauvres honteux	37	"	22	"
Id	Id	Patronage Saint-Antoine-de-Padoue ..	"	43	43	"
Id	Id	Maison de travail pour jeunes gens ..	"	4	4	"
Id	Id	Société de protection des Alsaciens-	"	"	"	"
		Lorrains	"	"	"	"
Seine-Inférieure ..	Rouen	Œuvre du Sacré-Cœur	68	93	43	2
Seine-et-Marne ..	Melun	Assistance par le travail	17	17	6	11
Vosges	Remiremont ..	Secrétariat du peuple	4	1	1	"
Id	Id	Orphelinat de l'Enfant-Jésus	1	1	1	"

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

COMMUNES SUBURBAINES DE PARIS.						Juin 1899.	Juillet 1899.
Personnes secourues.	{	moins de 60 ans....	{	Hommes.....	2.990	2.943	
				Femmes.....	3.883	3.855	
	{	plus de 60 ans....	{	Hommes.....	2.065	2.119	
				Femmes.....	2.799	3.791	
TOTAL.....				11.737	12.708		

VILLE DE PARIS.

		PERSONNES secourues pendant le mois			
				d'août 1899. de sept. 1899.	
Indigents (secours réguliers)	{	de moins de 60 ans.	{ Hommes	7.246	6.139
			{ Femmes	9.376	10.185
	{	de 60 ans et plus...	{ Hommes	11.306	11.117
			{ Femmes	20.064	20.108
TOTAL des indigents secourus.....				47.992	47.549
Nécessiteux (secours irréguliers)	{	de moins de 60 ans.	{ Hommes	4.605	5.597
			{ Femmes	6.852	7.320
	{	de 60 ans et plus...	{ Hommes	3.363	3.962
			{ Femmes	5.167	6.025
TOTAL des nécessiteux secourus.....				19.987	22.904

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. — DIRECTION DU TRAVAIL. — *Statistique annuelle de la France pour 1897*. (Tome XXVII.) (Imprimerie nationale, 1899. 1 vol. in-8° de 304 pages.)

Vient de paraître le tome XXVII de la statistique annuelle de la France, se rapportant à l'année 1897. Ce volume contient, comme les années précédentes, les renseignements relatifs à la démographie (mariages, divorces, naissances, décès), aux établissements hospitaliers, de bienfaisance, d'aliénés, aux enfants assistés, aux monts de piété, aux libéralités.

Relativement aux années antérieures, certaines additions ont été apportées aux tableaux de cette statistique : les décès, qui auparavant n'étaient relevés que par période quinquennale des âges, sont, pour la première fois, relevés par année, ce qui permettra, dans la suite, de reviser les tables de mortalité en usage actuellement. Ensuite les renseignements concernant le service de l'Assistance médicale gratuite ont trouvé place dans les nouveaux cadres, et ceux qui concernent les sinistres (incendie, grêle, mortalité du bétail), supprimés depuis quelques années, ont été reconstitués avec certaines modifications.

————— MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. — DIRECTION DES CHEMINS DE FER. — *Statistique des chemins de fer français au 31 décembre 1897*. — 2^e partie. — *France, intérêt local Algérie et Tunisie*. — (1 vol. in-4° de 474 pages, Paris, Imp. nat. 1899.)

————— MINISTÈRE DES FINANCES. — DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENREGISTREMENT, DES DOMAINES ET DU TIMBRE. — *Bulletin de statistique et de législation comparée, 3^e année 1899*. — (1 vol. broché in-8° de 338 pages, Paris, Imp. nat. 1899.)

ALLEMAGNE. — SERVICE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL PRUSSIEN. — *Rapport annuel pour 1898*. (1 vol. in-8° de 690 pages; Berlin, R. v. Decker, éditeur.)

————— BUREAU DE STATISTIQUE DE PRUSSE. — *Statistique des universités prussiennes pour 1895-1896*. (1 vol. in-4° de 151 pages; Berlin, édition du Bureau de Statistique royal, 1899.)

————— *Idem*. — *La mortalité d'après les causes de mort et l'âge des décédés. Suicides et accidents pour 1897*. (1 vol. in-4° de 256 pages; Berlin, édition du Bureau de Statistique royal, 1899.)

ÉTATS-UNIS. — COMMISSIONNER OF LABOR. — 13th *annual report. Hand and machine labor*, 2 vol. in-8° de 426 et 1604 pages. Washington, 1899. (Government print. office). — Ces ouvrages rendent compte dans le plus grand détail d'une enquête entreprise relativement à l'effet que l'emploi des machines ont eu sur le travail et sur le prix de la production, — relativement au pouvoir productif comparé du travail à la main et à la machine, et relativement au prix du travail à la main et à la machine tels qu'ils sont utilisés dans la production industrielle. Le but de l'enquête était d'établir une comparaison entre les opérations nécessaires pour produire un même article d'une part d'après l'antique procédé à la main, d'autre part dans les systèmes mécaniques les plus perfectionnés de l'époque moderne. On devait montrer le temps passé par les ouvriers et le prix de leur main-d'œuvre pour chaque opération.

Les mots travail « à la main » et « à la machine » n'ont pas été pris dans un sens absolu, car le travail à la main comporte presque toujours l'emploi de divers outils, qui sont des machines simples, et le travail à la machine ne peut pas se passer le plus souvent de quelques façons faites uniquement à la main, mais généralement simples et secondaires. Les ren-

seignements sur le travail à la machine ont été recueillis aux États-Unis, dans les principaux centres de chaque industrie, par des enquêteurs opérant dans les usines, et les salaires ont été relevés sur les livres et sur les rôles de paye. On a tâché de déterminer la durée des diverses opérations sous le régime d'une production normale et habituelle. Quant aux mêmes industries exploitées par le procédé à la main, il a fallu le plus souvent aller les chercher dans des communes rurales. Quelquefois même, ces industries à la main avaient totalement disparu et on a eu recours aux souvenirs d'ouvriers ou de patrons qui avaient autrefois travaillé dans ces conditions. Dans quelques cas, on a dû prendre les renseignements nécessaires à l'étranger.

Pour chaque article étudié, on s'est efforcé d'avoir au moins deux sources de renseignements pour les contrôler, les corriger et les compléter l'une par l'autre.

Les articles dont la production a été étudiée sont au nombre de 672 ressortissant à 88 industries ou groupes d'industries, telles qu'elles sont classifiées au 11^e recensement des États-Unis. Le 1^{er} volume du compte rendu contient une introduction (23 p.), des tableaux récapitulatifs par industries et dans chaque industrie par article (57 pages) et une analyse détaillée (346 pages) des tableaux récapitulatifs et des tableaux détaillés : ceux-ci remplissent le 2^e volume (1604 pages.) Les tableaux récapitulatifs indiquent pour chaque article : sa désignation courante; — sa désignation et son type commercial détaillés dans les 2 cas; — le nombre d'articles (douzaine, centaine, millier) auquel se rapportent le temps passé et les prix de main-d'œuvre inscrits dans les colonnes suivantes (le même dans les 2 cas); — l'année de la production à laquelle se rapporte l'enquête dans les 2 cas; — le nombre d'opérations que comporte la fabrication de l'article (dans les 2 cas); — le nombre d'ouvriers que comporte une équipe de fabrication (dans les 2 cas); — le temps passé, somme des temps passés par les ouvriers de l'équipe (dans les 2 cas) pour la fabrication du nombre d'articles considérés (le même dans les 2 cas); — le prix de la main-d'œuvre correspondant à ce temps passé.

Les tableaux détaillés fournissent successivement et en regard pour le travail à la main et à la machine et pour chaque article de l'enquête les renseignements suivants :

Le nombre d'objets sur la fabrication desquels a porté l'enquête (pour l'évaluation du temps passé et du prix de main-d'œuvre, ces renseignements sont ramenés à une unité commune, douzaine, centaine ou millier, etc.); le nombre de personnes employées dans une équipe de fabrication, l'année où le travail a été exécuté, la durée du travail journalier; la désignation des opérations qu'on distingue dans la fabrication, selon leur ordre naturel et pour chacune de celles-ci :

Le matériel ou l'outil en usage; la nature de la force motrice; le nombre de personnes qui compose l'équipe; leur sexe, leur spécialité professionnelle, leur âge, le temps passé par chacune, le taux de son salaire à l'heure, à la journée, à la semaine, etc., et le prix de main-d'œuvre qui en résulte.

Les constatations générales qui ressortent de l'enquête ci-dessus peuvent se résumer de la façon suivante :

La tendance générale des salaires, depuis l'introduction du machinisme, est à la hausse, mais il est difficile de décider positivement si cette hausse est due absolument à l'emploi des machines, ou à des exigences plus élevées des ouvriers, ou à l'augmentation de la productivité du travail humain grâce aux machines, ou à toutes ces causes ensemble ou à d'autres.

La tendance des prix de revient, quant à la main-d'œuvre, est généralement à la baisse, et néanmoins on emploie plus de main-d'œuvre qu'autrefois, en raison du développement des consommations. Dans la plupart des cas et pour un même article, les économies de temps passé ont été beaucoup plus grandes que celles des prix de main-d'œuvre payés, bien que ces prix aient eux-mêmes diminué dans une proportion considérable, de sorte qu'en définitive la rémunération qui échoit maintenant au travail est beaucoup plus importante qu'autrefois.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Le travail est resté actif dans les mines, la confiserie-pâtisserie, la typographie et l'industrie du livre, la préparation des cuirs et peaux, l'industrie de la chaussure, la ganterie, les filatures et tissages des industries lainière, linière et cotonnière, dans celle de la soierie, chez les rubaniers-passementiers, la chapellerie, le travail du bois, plus particulièrement (ébénisterie, carrosserie, tonnellerie), dans l'industrie métallurgique, la construction mécanique, l'industrie électrique, l'horlogerie et la bijouterie. Ralentissement de travail chez les horticulteurs et ouvriers agricoles, chez les ouvriers de l'industrie du vêtement, dans l'industrie du bâtiment et dans les métiers qui en dépendent. Pleine morte-saison chez les ferblantiers-boîtiers.

La durée du travail a été de nouveau réduite dans l'industrie du bâtiment d'une heure par jour; on fait de 48 à 54 heures par semaine.

Parmi les 525 chambres syndicales d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce groupant 96.000 adhérents (syndicat des mineurs du bassin du Nord et du Pas-de-Calais non compris), qui ont fourni des rapports sur l'activité du travail au 15 novembre, la proportion des ouvriers en chômage a été d'un peu moins de 7 p. o/o. 17 p. o/o des chambres syndicales réunissant 11 p. o/o des adhérents estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque, 62 p. o/o des syndicats groupant 66 p. o/o des syndiqués considèrent qu'il a été en même quantité et pour 21 p. o/o des syndicats avec 23 p. o/o des adhérents, il a été moins abondant.

Une autre appréciation du chômage professionnel est fournie par la comparaison des demandes et offres de travail signalées à l'Office du travail par les chambres syndicales ouvrières faisant le placement de leurs adhérents : pour 100 offres de travail, le nombre des demandes a été successivement de 130 en septembre, 140 en octobre 1899 et 165 en novembre 1899, ce qui correspond à la légère augmentation constatée dans le chômage.

L'augmentation des prix au détail du beurre, des œufs, des légumes, de

la viande s'est maintenue, la baisse du prix du pain s'est étendue; le prix du vin et du cidre a été aussi en diminution.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — Pendant le mois de novembre, la pêche côtière de la sardine est restée inférieure à celle de l'an dernier; on a armé pour la pêche au chalut et on a continué la pêche du thon et celle du hareng; les prix de vente sont jugés peu rémunérateurs.

AGRICULTURE. — HORTICULTURE. — FORÊTS. — Morte-saison d'hiver chez les ouvriers agriculteurs et horticulteurs. En forêt, la reprise du travail s'accroît et permet d'occuper une partie des chômeurs de l'agriculture; on estime que le chômage atteint 4 p. o/o des ouvriers bûcherons, chez lesquels l'ouvrage est tenu en général pour aussi abondant que l'an dernier.

MINES. — CHARBONS. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois de novembre, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais...	6.01	"	"	2	"	98
Loire.....	5.18	"	"	"	25	75
Gard et Hérault.....	6.02	"	"	"	4	96
Provence (lignites).....	5.97	"	"	"	11	89
Tarn et Aveyron.....	6.11	"	"	"	"	100
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	6.00	"	"	"	"	100
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne...	5.97	"	"	"	11	89
ENSEMBLE pour la France.	6.00	"	"	1	4	95

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5,99; il était de 5,96 en novembre 1898.

CARRIÈRES. — Morte-saison d'hiver dans le travail des carrières; cependant, grâce à la température favorable, le travail a pu se maintenir dans quelques exploitations plus actif que l'an dernier.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — Dans la fabrication du sucre de betteraves (1), au 15 octobre 1899, 329 fabriques contre 313 en 1898 à la même époque étaient en activité, 11 contre 32 en 1898 n'avaient pas encore été mises en marche. Le nombre de journées de travail depuis le commencement de la campagne a été de 5.2/41 en 1899 au lieu de 3.371 en 1898, et le poids de la betterave travaillée de 1.258.555.000 kilogrammes en 1899 contre 735.789.000 kilogrammes en 1898; enfin le rendement en sucre raffiné par 100 kilogrammes de betteraves a été de 8 kilogr. 96 en 1899, il était en 1898, de 9 kilogr. 18 suivant la méthode de calcul suivie cette année.

En glucoserie, le premier mois de la campagne 1899-1900 a donné pour les 18 fabriques en exercice une production de 5,298,000 kilogrammes. En féculerie, le travail de la campagne d'hiver est en pleine activité. Dans la meunerie, situation stationnaire. En distillerie (2), la production, en fin octobre, des bouilleurs et distillateurs de profession a été pour l'ensemble et pendant le premier mois de la campagne 1899-1900 de 347,375 hectolitres contre 320,415 pendant la période correspondante de 1898-1899; l'augmentation a été générale sauf dans les distilleries de mélasse qui continuent à rester moins occupées que les années précédentes; en particulier, les distilleries de betteraves ont produit 242,758 hectolitres pendant le premier mois de la campagne 1899-1900 contre 223,741 en 1898-1899; celles des substances farineuses 58,361 hectolitres contre 51,872; celles des vins, cidres, poirés, marcs et lies, 6,752 hectolitres contre 4,920 hectolitres, tandis que les distilleries de mélasse n'ont donné que 39,503 hectolitres en 1899-1900 contre 39,871 en 1898-1899. La production des bouilleurs de crû a été estimée à 14,305 hectolitres contre 9,297 en 1898-1899.

Chez les boulangers, le placement est devenu moins facile par suite de l'augmentation de la concurrence de la main-d'œuvre des campagnes qui est venue en plus grande quantité dans les villes. Chez les cuisiniers, la saison hivernale des étrangers n'étant pas encore commencée beaucoup d'ouvriers n'ont pu encore être remplacés. Chez les confiseurs-pâtisseries, l'activité déjà signalée s'est accentuée. On estime que le chômage a atteint 16 p. o/o des syndiqués chez les boulangers, 14 p. o/o chez les ouvriers cuisiniers-pâtisseries-confiseurs. L'ouvrage a été tenu pour plus abondant que l'an dernier chez les boulangers de Saint-Denis et de Lille et chez les cuisiniers de Bordeaux; pour moins abondant chez les boulangers de Paris, de la Ciotat (Bouches-du-Rhône) et d'Angers et chez les cuisiniers de terre et de mer de Marseille; il n'a pas été signalé de changement pour le reste.

PAPIER. — INDUSTRIE DU LIVRE. — Dans la fabrication du papier, le renchérissement de la matière première tend à amener une élévation des prix de vente des produits de papeterie et retarde les commandes. Chez les relieurs-doreurs, chez les ouvriers du livre et chez les typographes la reprise du travail déjà signalée s'accroît comme tous les ans à pareille époque, cependant l'amélioration est plus grande que l'année précédente, grâce à l'approche de l'Exposition.

Néanmoins, suivant l'opinion de quelques syndicats ouvriers, la situation aurait tendance à devenir plus mauvaise par suite de l'emploi plus fréquent de la machine à composer qui réduit la main-d'œuvre utilisée pour la composition et rend plus difficile le placement des apprentis à la fin de leur apprentissage. On estime que le chômage a atteint 10 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les typographes, litho-

(1) D'après le *Journal officiel* du 26 octobre 1899.

(2) D'après le *Journal officiel* du 19 novembre 1899.

graphes et ouvriers du livre à Paris, 2 p. 0/0 en province et un peu moins de 7 p. 0/0 dans l'ensemble. 12 p. 0/0 des chambres syndicales groupant 5 p. 0/0 des syndiqués estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à même époque, 67 p. 0/0 des syndicats avec 77 p. 0/0 des adhérents considèrent qu'il a été en même quantité et pour 21 p. 0/0 des syndicats ayant 18 p. 0/0 des syndiqués, il a été plus faible.

En particulier, l'ouvrage a été considéré comme plus abondant que l'an dernier à pareille époque chez les relieurs-papetiers de Nantes, chez les lithographes de Paris, chez les typographes de Valenciennes, Clermont-Ferrand, Blois, Chartres et Granville; comme moins abondant chez les relieurs, les imprimeurs-lithographes, les correcteurs et les dessinateurs-écrivains-graveurs de Paris, chez les typographes de Beauvais, Amiens, Douai, Reims, Sens, Saint-Étienne, Brive, Bourges, Avanches et Rouen et chez les imprimeurs-lithographes de Marseille; il n'a pas été signalé de variation pour le reste.

CUIRS ET PEaux. — L'activité signalée dans la préparation des cuirs et peaux et dans l'industrie de la chaussure s'est maintenue. Dans la ganterie, on est arrivé à fin de saison dans l'Isère; dans l'Aveyron, une reprise de travail plus tardive que les années précédentes a eu lieu. Peu d'activité dans la sellerie, principalement dans l'équipement militaire. On estime que le chômage a atteint 6 p. 0/0 des ouvriers syndiqués chez les tanneurs et ouvriers de la préparation des cuirs et peaux, 13 p. 0/0 dans l'industrie de la chaussure. En particulier, l'ouvrage a été tenu pour plus abondant que l'an dernier chez les corroyeurs de Paris, les ouvriers en cuirs et peaux d'Amiens, les ouvriers en chaussures d'Avignon, de Limoges et d'Angers; pour moins abondant chez les ouvriers en cuirs et peaux de Clermont-Ferrand, d'Issoudun et de Rennes, chez les ouvriers en chaussures de Valence et Toulouse, chez les gantiers de Niort et chez les ouvriers en sacs de voyage de Paris; pour le reste, pas de changement.

TEXTILES. — Dans les industries lainière et cotonnière, l'amélioration déjà signalée s'est accentuée. Les filatures de lin et les tissages de toile ont aussi eu tendance à l'amélioration. La soierie, malgré la hausse de la matière première, a reçu de nouvelles commandes, la saison de travail reprend, les métiers mécaniques et ceux à bras sont bien alimentés, cependant les métiers à bras dans les villes ont été éprouvés par la concurrence des métiers des campagnes qui ont pu consentir des prix de façon plus faibles. Les teintures et apprêts ont été bien occupés. Chez les rubaniers, les prix de façon ont baissé sur certains articles et haussé sur d'autres; dans l'ensemble, travail sans augmentation d'activité. Ralentissement du travail dans l'industrie du vêtement. Le travail se maintient actif dans la chapellerie et chez les blanchisseurs, teinturiers-dégraisseurs.

On estime que le chômage a atteint 8 p. 0/0 des syndiqués chez les ouvriers des tissages à la main, 3 p. 0/0 chez les ouvriers des filatures et des tissages mécaniques, 10 p. 0/0 chez les passementiers-rubaniers, 11 p. 0/0 chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie du vêtement, 3 p. 0/0 chez les chapeliers. L'ouvrage a été jugé plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers des filatures et des tissages mécaniques et à la main en général dans le Nord, les Ardennes, la Loire, la Vendée, le Maine-et-Loire, l'Orne, le Calvados, l'Eure et la Seine-Inférieure, chez les teinturiers de Régnv (Loire), chez les ouvriers en tapis-moquettes de Tourcoing (Nord), chez les tapissiers de Bayonne et chez les chapeliers, dans le Rhône à Givors, Grigny et Lyon, à Bourg-de-Péage (Drôme), Albi, Le Bugue (Dordogne), Bort (Corrèze); il a paru moins abondant dans les tissages mécaniques d'Amiens et Reims, dans les

tissages à la main de Saint-Étienne, Saint-Genest (Loire) et Lyon; chez les passementiers de Paris, chez les rubaniers de Saint-Didier (Haute-Loire) et Saint-Étienne, chez les voiliers de Toulon, chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie du vêtement à Paris, Calais, Nancy et Lyon, chez les chapeliers de Paris, Louhans (Saône-et-Loire), Chazelles (Loire) et Bourgneuf (Creuse); pour le reste, il n'a pas été signalé de variation notable.

Bois. — Les charpentiers, scieurs de long et menuisiers sont entrés dans la période annuelle de morte-saison; dans un certain nombre de centres, l'activité est restée meilleure que celle de l'an dernier. L'ébénisterie, la carrosserie, la tonnelierie ont maintenu un bon courant de travail. On estime que le chômage a atteint 10 p. o/o des syndiqués chez les charpentiers, scieurs et menuisiers, 3 p. o/o chez les carrossiers, 2 p. o/o chez les sabotiers. Dans les ateliers de charpente et dans ceux de menuiserie, la durée du travail a été réduite comme tous les ans à pareille époque, on fait de 48 à 54 heures par semaine. Le travail a été considéré comme plus abondant que l'an dernier chez les charpentiers de Paris, chez les menuisiers de Tarbes, Vierzon, Châteauroux, Nantes, Rouen, chez les ouvriers en voitures de Saumur et du Havre, chez les sabotiers-galochiers de Lorient, Angers, le Mans, chez les tonneliers de Perpignan, chez les ouvriers du meuble de Paris, Saint-Étienne; comme moins abondant chez les menuisiers de Reims, le Puy, Périgueux, chez les ouvriers en voitures de Clermont-Ferrand, Toulouse et Bourges, chez les sabotiers de Cusset et la Flèche; pour le reste, pas de changement.

MÉTAUX. — D'après le *Bulletin du Comité des Forges*, pendant les dix premiers mois de 1899, l'importation totale des fontes, fers et aciers a été de 204.400 tonnes environ, soit une augmentation d'un peu plus de 17 p. o/o par rapport à la même période de 1898; nos exportations ont été de 294.700 tonnes (dont 92.170 tonnes en décharge d'acquits), soit une diminution dans nos exportations d'un peu moins de 4 p. o/o par rapport à la même période de 1898.

Pendant le mois de novembre, l'activité s'est maintenue satisfaisante dans la métallurgie, les constructions mécaniques où les ouvriers de métiers ont été recherchés, les usines d'électricité, les fabriques d'automobiles, d'instruments de précision, l'horlogerie et la bijouterie; morte-saison chez les ferblantiers-boitiers et chez les serruriers.

On estime que le chômage a atteint 2 p. o/o chez les mouleurs en métaux, chez les ouvriers métallurgistes et chez les ouvriers mécaniciens, 10 p. o/o chez les ouvriers sur cuivre et chez les ferblantiers-boitiers. Le travail a été tenu pour plus abondant que l'an dernier chez les mouleurs en métaux en général, chez les métallurgistes et les ouvriers sur métaux à Albert, dans le Nord, dans les Ardennes, dans l'Est, dans le Centre, à la Seyne (Var), à Toulouse et à Châteauroux, chez les potiers d'étain de Paris, chez les ferblantiers à Angoulême, chez les batteurs d'or à Paris, chez les ouvriers en boîtes d'argent de Besançon et chez les ouvriers en bronze de Lyon; pour moins abondant chez les mouleurs en métaux de Castres et de Caen, chez les estampeurs-découpeurs de Paris, chez les ouvriers sur métaux de Clermont-Ferrand, chez les conducteurs-mécaniciens de Bordeaux, chez les ouvriers électriciens de Nice, chez les ferblantiers-boitiers de la Loire-Inférieure, du Morbihan et du Finistère, et chez les orfèvres de Lyon; pour le reste, pas de changement.

BÂTIMENT. — Pleine morte-saison chez les tailleurs de pierres et chez les maçons, qui restent cependant un peu occupés grâce aux grands travaux entrepris dans un certain nombre de centres que l'on avance autant que l'absence de gelées le permet. Chez les peintres-plâtriers, l'activité déjà signalée se ralentit moins rapidement que l'an dernier. La durée du travail a subi une nouvelle réduction, on fait de 48 à 54 heures par semaine. On estime que le chômage a atteint 12 p. o/o des syndiqués chez les tailleurs de pierres et chez les maçons, 11 p. o/o chez les peintres-plâtriers, 9 p. o/o chez les plombiers-couvreurs.

En particulier, l'ouvrage a été jugé plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers du bâtiment de Versailles, Nevers, Menton, Marseille (carreleurs), Briatexte et les Sables-d'Olonne, chez les peintres de Versailles et d'Armentières, chez les couvreurs d'Amiens et du Mans; moins abondant chez les tailleurs de pierre et carriers de l'Isère, de Jarnac et de Bourges, chez les maçons et ouvriers du bâtiment de Montbéliard, Sens, Vallauris, Périgueux, le Mans; chez les peintres d'Étampes, Avignon et chez les plâtriers de Bourges et Poitiers; il n'a pas été signalé de variation pour le reste.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Dans la chauxfournerie, la fabrication du ciment et la céramique du bâtiment, le ralentissement du travail déjà signalé s'est accentué comme tous les ans à pareille époque. La poterie, la faïencerie, la porcelainerie et la verrerie ont maintenu leur activité.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Chez les ouvriers et employés des entreprises de transports et de manutention, chez les comptables et chez les employés de commerce, le travail est resté actif grâce aux commandes de fin d'année; cependant, dans certains centres, le mouvement d'affaires a été considéré comme moins abondant que l'an dernier, par suite de la hausse des matières premières, qui a retardé la remise des commissions. Chez les ouvriers et employés de l'alimentation (principalement garçons de café et de restaurant), le placement a été satisfaisant, cependant le chômage a été encore important, la saison hivernale des étrangers dans le Midi n'étant pas encore commencée, un certain nombre de ces ouvriers et employés de l'alimentation n'ont pu être encore remplacés.

On estime que le chômage a atteint 7 p. o/o des syndiqués chez les ouvriers et employés des entreprises de transports et de manutention, un peu moins de 4 p. o/o chez les employés de commerce et comptables, 17 p. o/o chez les ouvriers et employés de l'alimentation et 6 p. o/o chez les coiffeurs.

Dans l'ensemble, la situation a été considérée comme moins bonne que l'an dernier, notamment chez les cochers de grande remise de Paris, chez les cochers et employés de tramways de Perpignan, chez les marins du commerce de Bordeaux, chez les commissionnaires de gare de Marseille, chez les employés de commerce de Saint-Etienne, chez les employés de l'alimentation (garçons limonadiers-restaurateurs) de Paris et de Cannes, chez les garçons coiffeurs de Troyes et de Toulon; pour le reste, la situation est restée à peu près équivalente à celle de l'an dernier.

LES GRÈVES EN NOVEMBRE 1899.

Pendant le mois de novembre 1899, l'*Office du Travail* a enregistré 80 grèves. Ce chiffre, de beaucoup supérieur à la moyenne des grèves qui se sont produites au cours de ce même mois pendant les 5 années antérieures à 1899, moyenne qui est de 23, est dû en grande partie au mouvement gréviste qui s'est produit dans les filatures et tissages du Nord. Dans ce département, en effet, on a compté 43 grèves dont 9 à Roubaix et 26 à Tourcoing.

Les grèves de novembre 1899 comprennent 9.085 grévistes; il y en avait eu 2.957 en novembre 1898.

Les 80 grèves de novembre dont 4 ont affecté plusieurs établissements, sont dues aux causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	57
Réductions de salaires.....	4
Demandes de diminution du temps de travail.....	5
Modifications à la réglementation du travail.....	4
Demande de suppression du travail aux pièces.....	1
Demande de suppression d'une mise à pied.....	1
Demande de renvoi des femmes.....	1
Demandes de réintégration d'ouvriers ou de contremaîtres.....	3
Demandes de renvoi d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs.....	8

Elles ont éclaté dans 24 départements et on en a compté :

43 dans le Nord; 5 dans la Seine; 4 dans le Maine-et-Loire; 3 dans le Rhône et la Somme; 2 dans l'Ille-et-Vilaine, l'Isère et la Saône-et-Loire; une seule enfin dans 16 autres départements.

Les industries ou professions éprouvées par ces grèves ont été celles :

Des textiles, avec 43 grèves; des métaux, avec 8 grèves; ouvriers en chaussures, 8 grèves; portefaix ou déchargeurs, 3 grèves; maréchaux ferrants, 2 grèves; verriers, 2 grèves; mineurs, 2 grèves; balayeurs, conducteurs d'automobiles, caoutchoutières, feillardiers, ouvriers de docks, ouvriers auxiliaires de chemin de fer, ouvriers d'une fabrique de perles de verre, ouvriers d'une sucrerie, ouvriers des tabacs, peintres sur porcelaine, vérotiers (ramasseurs de vers de vase) et terrassiers, une seule grève.

Des 80 grèves commencées en novembre, 61 sont terminées.

Elles ont duré :

Une, 18 jours; une, 17 jours; une, 15 jours; une, 13 jours; une, 12 jours; une, 10 jours; une, 9 jours; deux, 7 jours; six, 6 jours; quatre, 5 jours; six, 4 jours; neuf, 3 jours; treize, 2 jours et quatorze, 1 jour.

Si l'on y ajoute 17 grèves commencées antérieurement et qui ont duré :

Une, 77 jours; trois, 42 jours; une, 37 jours; deux, 35 jours; une, 32 jours; une, 30 jours; une, 28 jours; deux, 27 jours; une, 23, 22, 15, 13 et 12 jours,

on constate que 78 grèves ont pris fin au cours du mois de novembre et qu'elles ont abouti à :

18 réussites;
30 transactions;
29 échecs;
plus un résultat non connu.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
GRÈVES NON TERMIN.						
18 sept...	4 déc.	Saint-Claude...	Jura	Diamantaires...	10	600
16 octobre.	27 nov.	Badevel-Beaucourt, Fesch-le-Châtel etc.	Doubs et Haut- Rhin.	Ouvriers de fabriques d'hor- logerie et mécaniciens con- structeurs.		2,500
16 octobre.	27 nov.	Besauçon.	Doubs.	Monteurs de boîtes d'argent.	9	121
16 octobre.	23 nov.	Angers.	Maine-et-Loire.	Ferblantiers-chaudronniers.	25	120
20 octobre.	21 nov.	Tourcoing.	Nord.	Rattacheurs.	1	80
20 octobre.	16 nov.	Voiron.	Isère.	Balanciers.	1	15
21 octobre.	3 nov.	Annaing.	Nord.	Monleurs (fabrique de pipes)	1	45
23 octobre.	4 déc.	Châtenois.	Haut-Rhin.	Mécaniciens constructeurs.	1	343
24 octobre.	6 nov.	Roubaix.	Nord.	Fileurs.	1	20
24 octobre.	22 nov.	Saint-Servan.	Ille-et-Vilaine.	Couvreurs.	13	33
24 octobre.	15 nov.	Saint-Étienne.	Loire.	Veloutiers.	1	60
25 octobre.	9 nov.	Lyon.	Rhône.	Monleurs.	1	11
25 octobre.	20 nov.	Roubaix.	Nord.	Rattacheurs.	1	33
28 octobre.	2 déc.	Roubaix.	Nord.	Rattacheurs.	1	128
30 octobre.	4 déc.	Nantua.	Ain.	Tullistes.	1	42
30 octobre.	29 nov.	Amiens.	Somme.	Tisseurs.	1	100
31 octobre.	27 nov.	Saint-Dié.	Vosges.	Tisseurs.	1	118
GRÈVES COMMENC.						
2 nov.	6 nov.	Saint-Étienne.	Loire.	Veloutiers.	1	18
2 nov.	4 nov.	Tourcoing.	Nord.	Rattacheurs et bûcheurs.	1	49
2 nov.	6 nov.	Roubaix.	Nord.	Bûcheurs.	1	12
2 nov.	8 nov.	Cette.	Hérault.	Portefaix.	1	9
2 nov.	8 nov.	Roubaix.	Nord.	Teinturiers apprêteurs.	1	86
3 nov.	4 nov.	Lyon.	Rhône.	Ouvriers d'une fabrique de perles de verre.	1	11
3 nov.	6 nov.	Roubaix.	Nord.	Bûcheurs.	1	12
3 nov.	8 nov.	Roubaix.	Nord.	Rattacheurs.	1	45
4 nov.	7 nov.	Tourcoing.	Nord.	Bûcheurs.	1	13
4 nov.	10 nov.	Gasville.	Eure-et-Loir.	Ouvriers d'une fabrique de clés.	1	37
6 nov.	7 nov.	Tourcoing.	Nord.	Bûcheurs.	1	22
6 nov.	8 nov.	Gironde.	Bordeaux.	Terrassiers.	1	300
6 nov.	13 nov.	Fougères.	Ille-et-Vilaine.	Ouvriers en chaussures (finis- seurs.	1	21
6 nov.		Tourcoing.	Nord.	Bûcheurs.	1	16
7 nov.	8 nov.	Lille.	Nord.	Balayeurs.	1	66
7 nov.	8 nov.	Tourcoing.	Nord.	Tireurs de cordes.	1	15
7 nov.	8 nov.	Pau.	Pyrénées (Basses).	Déchargeurs.	1	160
8 nov.	15 nov.	Tourcoing.	Nord.	Tisseurs.	1	180
8 nov.	17 nov.	Voiron.	Isère.	Tisseurs.	1	110
9 nov.	10 nov.	Croix.	Nord.	Teinturiers.	1	20
9 nov.	11 nov.	Angers.	Maine-et-Loire.	Ouvriers en chaussures.	1	35
9 nov.	12 nov.	Tourcoing.	Nord.	Doubleuses (tissage).	1	10
9 nov.	13 nov.	Marcouelle.	Pas-de-Calais.	Ouvriers d'une sucrerie.	1	131
9 nov.	13 nov.	Marseille.	Bouches-du-Rhône.	Débardeurs.		
10 nov.	16 nov.	Tourcoing.	Nord.	Fileurs et rattacheurs.	1	35
11 nov.	16 nov.	Tourcoing.	Nord.	Bûcheurs.	1	19
11 nov.	21 nov.	Bourges.	Cher.	Peintres sur porcelaine.	1	18

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à l'Office du travail.

novembre 1899.

RÉPONSES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

U 1^{er} NOVEMBRE 1899 (A).

1	Réduction de salaire.....	Transaction.	
2	Demande d'augmentation de salaire, de suppression des amendes et de renvoi d'un contremaître.	Échec.	
3	Réduction de salaire.....	Réussite.	
4	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
5	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
6	Demande: la journée de 10 heures au lieu de 11 heures et 50 p. 100 d'indemnité pour les heures supplémentaires.	Transaction.	
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
8	Demande d'augmentation de salaire et de diminution des amendes.	Échec.	
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
11	Réduction de salaire.....	Échec.	
12	Demande de renvoi des manœuvres.....	Échec.	
13	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
14	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
15	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
16	Demande d'augmentation de salaire et de renvoi d'un nouveau directeur.	Transaction.	
17	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	

V NOVEMBRE 1899.

1	Réduction de salaire.....	Transaction.	
2	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
4	Demande de diminution du temps de travail.....	Réussite.	
5	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
6	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
8	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
10	Réduction de salaire.....	Transaction.	
11	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
12	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
13	Réduction de salaire.....	Échec.	
14	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
15	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
16	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
17	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
18	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
19	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
20	Demande de deux arrêts pour le déjeuner et pour le goûter.	Transaction.	
21	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
22	Demande de renvoi d'une surveillante.....	Échec.	
23	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
24	.....	.....	
25	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
26	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
27	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commen- cement.	de la fin.				d'établis- sements.	de chômeurs.
1	2	3	4	5	6	7
13 nov...	18 nov...	Angers	Maine-et-Loire ..	Monteurs en chaussures	1	25
13 nov...	30 nov...	Lyon	Rhône	Caoutchoutières	1	24
13 nov...	.....	Tourcoing	Nord	Rattacheurs	1	5
13 nov...	14 nov...	Paris	Seine	Mécaniciens constructeurs	1	100
13 nov...	15 nov...	Paris	Seine	Conducteurs d'automobiles	1	30
13 nov...	14 nov...	Paris	Seine	Fabrique de chaînes pour bi- cyclettes (Ouvriers d'une)	1	25
14 nov...	15 nov...	Limoux	Aude	Chapeliers	1	11
14 nov...	15 nov...	Angers	Maine-et-Loire ..	Ouvriers en chaussures	1	40
14 nov...	16 nov...	Marly	Nord	Forgerons et frappeurs	1	115
14 nov...	.....	Tourcoing	Nord	Tisseurs	1	351
14 nov...	.....	Angers	Maine-et-Loire ..	Ouvriers en chaussures	1	50
15 nov...	17 nov...	Vieux-Condé	Nord	Ouvriers en chaussures	1	52
15 nov...	17 nov...	Pont-Rémy	Somme	Tisseurs	1	260
15 nov...	17 nov...	Roubaix	Nord	Bâcleurs	1	10
15 nov...	18 nov...	Montceau-les-Mines	Saône-et-Loire ..	Mineurs (chargeurs)	1	160
16 nov...	20 nov...	Vieux-Condé	Nord	Ouvriers en chaussures	1	72
17 nov...	20 nov...	Tarare	Rhône	Maréchaux ferrants	1	8
17 nov...	.....	Tourcoing	Nord	Teinturiers apprêteurs	1	20
17 nov...	.....	Tourcoing	Nord	Bâcleurs	1	14
19 nov...	4 déc...	Paris	Seine	Maréchaux ferrants	1	.....
20 nov...	21 nov...	Sainte-Florine	Haute-Loire	Verriers	1	15
20 nov...	22 nov...	Cavaillon	Vaucluse	Mécaniciens constructeurs	1	18
20 nov...	23 nov...	Roubaix	Nord	Tisseurs	1	162
20 nov...	2 déc...	Linselles	Nord	Tisseurs	1	150
20 nov...	8 déc...	Epinae	Saône-et-Loire ..	Verriers	1	57
20 nov...	23 nov...	Fougères	Ille-et-Vilaine ..	Monteurs en chaussures	1	30
20 nov...	.....	Tourcoing	Nord	Tisseurs	1	60
21 nov...	21 nov...	Roubaix	Nord	Tisseurs	1	45
21 nov...	27 nov...	Tourcoing	Nord	Tisseurs	1	125
21 nov...	27 nov...	Paris	Seine	Mouleurs en cuir .....	.....	497
21 nov...	4 déc...	Nantes	Loire-Inférieure ..	Ouvriers des tabacs	1	1,217
24 nov...	27 nov...	Hellenmes	Nord	Tisseurs	1	243
24 nov...	.....	Escarbotin	Somme	Mouleurs	1	30
24 nov...	.....	Vy-lès-Lure	Haute-Saône	Mineurs	1	22
25 nov...	28 nov...	Le Grotay	Somme	Vérôtiers (ramasseurs de vers) .....	.....	200
25 nov...	.....	Roubaix	Nord	Trieurs de laine	1	150
27 nov...	28 nov...	Tourcoing	Nord	Peigneurs de laine	1	80
27 nov...	.....	Vienne	Isère	Tisseurs .....	.....	950
27 nov...	.....	Tourcoing	Nord	Peigneurs de laine	1	25
27 nov...	.....	Tourcoing	Nord	Rattacheurs et soigneuses	1	60
28 nov...	30 nov...	Tourcoing	Nord	Bâcleurs	1	14
28 nov...	30 nov...	Tourcoing	Nord	Teinturiers	1	40
28 nov...	1 ^{er} déc...	Le Havre	Seine-Inférieure ..	Ouvriers des docks	1	1,140
28 nov...	2 déc...	Tourcoing	Nord	Ouvriers auxil. de chem. de fer	1	87
28 nov...	.....	Saint-Yrieix	Haute-Vienne	Fenillardiers .....	.....	250
28 nov...	.....	Roubaix	Nord	Fileuses et rattacheuses	1	27
29 nov...	4 déc...	Dijon	Côte-d'Or	Mécaniciens constructeurs	1	70
29 nov...	.....	Tourcoing	Nord	Teinturiers	1	162
29 nov...	.....	Tourcoing	Nord	Peigneurs de laines	1	30
30 nov...	1 ^{er} déc...	Saint-Hilaire-les- Cambrai	Nord	Tisseurs .....	.....	200
30 nov...	2 déc...	Tourcoing	Nord	Bâcleurs	1	10
30 nov...	.....	Tourcoing	Nord	Peigneurs de laines	1	24
30 nov...	.....	Tourcoing	Nord	Rattacheurs	1	73

GRÈVES COMMENC

RÉPÉTÉS.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN NOVEMBRE 1899. (Suite.)			
28	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
29	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Échec.	
30	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
31	Demande de réintégration de deux ouvriers congédiés.....	Transaction.	
32	Dem. de dimin ^{on} du prix payé chaque jour à la comp.	Échec.	
33	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Échec.	
34	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
35	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
36	Demande de réintégration d'un contremaître.....	Échec.	
37	Demande d'augmentation de salaire.....		
38	Demande d'augmentation de salaire.....		
39	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
40	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
41	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
42	Demande de suppression d'une mise à pied infligée à deux ouvriers.	Échec.	
43	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
44	Demande de diminution du temps de travail avec maintien des salaires.	Réussite.	
45	Demande d'augmentation de salaire.....		
46	Demande d'augmentation de salaire.....		
47	Demande d'augmentation de salaire, et de modifications à la réglementation du travail.	Transaction.	
48	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
49	Demande de diminution du temps de travail.....	Échec.	Grévistes remplacés
50	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
51	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
52	Reduction de salaire.....	Transaction.	
53	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
54	Demande d'augmentation de salaire.....		
55	Demande de renvoi d'un surveillant.....	Réussite.	
56	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
57	Demande de suppression du travail aux pièces.....	Réussite.	
58	Demande de renvoi du directeur.....	Échec.	
59	Demande d'un rattacheur en plus par métier.....	Réussite.	
60	Demande d'augmentation de salaire, de réglementation du travail et de renvoi du directeur.		
61	Demande d'augmentation de salaire et de renvoi de deux contremaîtres.		
62	Demande d'augmentation du prix d'achat des vers de vase.	Transaction.	
63	Demande de renvoi des femmes.....		
64	Demande de modification à la réglementation du travail...	Réussite.	
65	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.		
66	Demande d'augmentation de salaire.....		
67	Demande d'augmentation de salaire.....		
68	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
69	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
70	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
71	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
72	Demande d'augmentation de salaire.....		
73	Demande d'augmentation de salaire.....		
74	Demande de réintégration d'un contremaître.....	Échec.	
75	Demande d'augmentation de salaire.....		
76	Demande d'augmentation de salaire.....		
77	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
78	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
79	Demande d'augmentation de salaire.....		
80	Demande d'augmentation de salaire.....		

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

12 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en novembre à l'Office du travail.

1^o Grève de couvreurs à Saint-Servan (Ille-et-Vilaine). — 13 patrons couvreurs de Saint-Servan, Saint-Malo et Paramé, ayant diminué d'une heure la durée de la journée de travail et imposé à leurs ouvriers une réduction de salaire correspondante, 33 d'entre eux ont quitté le travail le 24 octobre.

Les grévistes demandaient que la journée, bien que réduite à 9 heures, fût payée comme précédemment 3 fr. 50 et non 3 fr. 15.

Le 1^{er} novembre, le juge de paix a convoqué les parties à une réunion de conciliation, mais les patrons n'ont pas répondu.

La grève a pris fin le 21 novembre sans que les ouvriers aient obtenu satisfaction.

2^o Grève d'ouvriers d'une sucrerie à Marconnelle (Pas-de-Calais). — Le 9 novembre, 40 ouvriers de la fabrique de sucre Quarez, à Marconnelle, ont quitté le travail en réclamant une augmentation de salaire de 0 fr. 20 à 0 fr. 50 suivant les spécialités.

La grève s'est rapidement étendue; 125 ouvriers sur 143 y ont pris part et la fabrication a dû être arrêtée.

Le juge de paix d'Hesdin s'est entremis le 11 novembre pour ramener l'accord, mais sans succès.

Les grévistes ont repris le travail le 13 novembre, après avoir abandonné leur réclamation.

3^o Grève de peintres sur porcelaine à Vierzon. — Le 11 novembre, 18 peintres sur porcelaine de la Société des tuileries mécaniques du Berry et de Bordeaux se sont mis en grève en demandant que les salaires fussent augmentés de 0 fr. 50 par jour pour les hommes et de 0 fr. 25 pour les femmes.

Le jour même les grévistes ont sollicité l'intervention du juge de paix, mais les patrons l'ont refusée.

Le travail a été repris le 21 courant avec une augmentation de 0 fr. 25 pour les hommes et de 0 fr. 10 pour les femmes.

4^o Grève de tisseurs à Amiens. — 100 ouvriers du tissage de toiles Block et Meyer à Amiens se sont mis en grève le 2 novembre, en demandant une augmentation de salaire, le renvoi du directeur et la suppression des amendes pour retard.

Le 15 novembre, ils ont saisi le juge de paix de leur différend, mais les patrons ont repoussé l'intervention de ce magistrat en déclarant qu'ils ne considéraient plus les grévistes comme faisant partie de leur personnel.

Le tissage qui avait dû être fermé a été rouvert le 28 novembre; les ouvriers ont dû se faire inscrire individuellement pour être réembauchés.

5^o Grève de tullistes à Nantua. — M. Tronel, fabricant de tulles à Nantua, ayant refusé d'augmenter le salaire de ses ouvriers, 30 d'entre eux ont abandonné le travail le 30 octobre dernier. La grève des tullistes a contraint 37 autres ouvriers et ouvrières à chômer.

Dans une réunion de conciliation, tenue le 16 novembre, le patron a promis une augmentation pour le mois de février prochain, si l'état des affaires le permet. Les délégués ouvriers n'ayant pu accepter cette transaction sans en référer à leurs camarades, le comité de conciliation a été dissous sans aboutir.

12 grévistes ayant repris le travail le 4 décembre, le patron a déclaré que ce nombre d'ouvriers lui suffisait pour le moment. Devant cette décision, un certain nombre de grévistes ont quitté la ville.

6° Grève de tisseurs à Tourcoing (Nord.) — Le 14 novembre après midi, 35 ouvriers des tissages Bayard-Parent à Tourcoing se sont mis en grève en réclamant une augmentation de salaire.

Les patrons ont refusé les interventions du juge de paix et ont repoussé également les offres de médiation faites par la municipalité.

La grève continue.

7° Grève des maréchaux ferrants à Tarare (Rhône). — Les maréchaux ferrants de Tarare au nombre de 8, occupés chez 4 patrons, se sont mis en grève le 17 novembre en demandant une augmentation de salaire et la journée de 10 heures au lieu de 11.

Le 18 novembre un comité de conciliation s'est réuni en présence du juge de paix. La diminution de la journée de travail avec paiement de toute heure supplémentaire a été accordée et les ouvriers ont abandonné leur demande d'augmentation de salaire.

A la suite de cette transaction, le travail a été repris le 20 novembre.

8° Grève de verriers à Épinac (Saône-et-Loire). — 57 ouvriers de la verrerie d'Épinac se sont mis en grève le 20 novembre à la suite d'une réduction de salaire.

Le 22 novembre, à la demande des ouvriers, une réunion de conciliation a été tenue en présence du juge de paix, mais l'entente n'a pu s'établir.

Le conflit s'est terminé le 8 décembre grâce à des concessions réciproques.

9° Grève des ouvriers des docks du Havre. — Au commencement de novembre, les ouvriers des docks et entrepôts du Havre ont soumis au directeur diverses revendications concernant les ouvriers non classés, et une augmentation de salaire de 15 francs par mois pour les ouvriers classés.

Les négociations entamées à cet effet n'ayant pas abouti, le sous-préfet du Havre a rappelé au directeur des docks que la loi du 27 décembre 1892 ayant pour but de prévenir les grèves, la procédure de conciliation pouvait être ouverte sans que le travail fût abandonné.

Les parties ont suivi ce conseil et un comité de conciliation a été réuni le 27 novembre. Il n'a pu conjurer la grève. Les offres du directeur ont été finalement repoussées par les ouvriers qui, au nombre de 1 140, ont cessé le travail le lendemain 28 novembre.

Le préfet est alors intervenu et sur ses instances la direction, après avoir donné sur plusieurs points satisfaction aux ouvriers non classés, a consenti à accorder aux ouvriers classés une augmentation de 10 francs par mois.

Le travail a été repris à ces conditions le 1^{er} décembre.

10° Grève de tisseurs à Vienne. — 150 ouvriers du tissage Pascal-Val-luit à Vienne se sont mis en grève le 27 novembre.

Ils n'ont pas tardé à être suivis par leurs camarades et, le 29 novembre, 950 ou-

vriers, soit la presque totalité du personnel, avaient quitté le travail, ce qui a nécessité la fermeture de l'usine.

Les grévistes réclamaient une augmentation de salaire, soit 100 francs par mois au lieu de 90 et la journée de 10 heures.

Le 30 novembre, une entrevue a eu lieu en présence du juge de paix et les premières bases d'un accord ont été posées, mais les grévistes n'ayant pas approuvé les décisions de leurs délégués, ceux-ci ne se sont pas rendus à la réunion qui devait être tenue le lendemain et dans laquelle on comptait qu'un accord définitif pourrait s'établir.

La grève continue.

11° Grève de mécaniciens-constructeurs à Dijon. — L'un des ingénieurs de l'usine Cottureau, fabricant de bicyclettes et automobiles à Dijon, ayant fait une observation à un ouvrier, l'un des contremaîtres a pris fait et cause pour l'ouvrier et a fait régler son compte. 70 ouvriers, se solidarisant avec le contremaître, ont cessé le travail le 29 novembre en demandant sa réintégration.

Le juge de paix a invité les parties à recourir à la loi sur la conciliation et l'arbitrage, mais le patron a repoussé cette proposition, alléguant qu'aucune revendication ne lui avait été soumise par les grévistes.

Le patron ayant pris ses dispositions pour remplacer les grévistes et ceux-ci ayant trouvé du travail ailleurs, la grève s'est ainsi terminée le 4 décembre.

12° Grève de mouleurs à Escarbotin (Somme). — 30 mouleurs de l'établissement Decayeux, à Escarbotin, ont abandonné le travail le 24 novembre, puis présenté le lendemain diverses réclamations relatives à l'organisation du travail; ils ont en outre demandé le renvoi de l'un des directeurs de l'usine.

Les grévistes ont sollicité, le 2 décembre, l'intervention du juge de paix d'Ault. M^{me} Decayeux n'ayant pas cru devoir se prêter à la formation d'un comité de conciliation, les ouvriers ont décidé à l'unanimité de continuer la grève.

N. D. L. R. On nous demande la rectification suivante au compte rendu de la grève des serruriers d'Escarbotin paru dans le *Bulletin* de novembre, p. 955 :

2 ouvriers, et non 3, ont quitté l'usine le 2 octobre pendant le quart d'heure consacré à la collation. C'est le 5 octobre, et non le 7, que les grévistes ont fait appel à l'intervention du juge de paix. Dans la réunion du comité de conciliation, tenue le 11, le patron a refusé la sortie de l'usine pendant la collation et accepté la suppression des amendes.

Le travail a été repris le 16 à ces conditions; les deux ouvriers qui avaient quitté l'usine le 2 octobre ont été congédiés.

UN ARBITRAGE AUX MINES DE SAINT-LAURS (DEUX-SÈVRES).

La grève qui s'est produite aux mines de Saint-Laurs, du 4 février au 14 mars 1896, s'est terminée par l'adoption d'une convention stipulant notamment : « Les ouvriers recevront, à titre d'augmentation de salaire, et au fur et à mesure que les cours du charbon augmenteront, la moitié de cette augmentation, suivant une échelle mobile dont le minimum sera le cours actuel. »

En vue d'appliquer cette échelle mobile des salaires, dont la mise en vigueur aux mines de Saint-Laurs est jusqu'ici unique en France, M. A. Fontaine, ingénieur des mines, a été choisi comme arbitre par les deux parties et a procédé, tous les six

mois à la vérification des comptes. La dernière vérification a eu lieu le 4 août dernier, au siège de la mine.

Après avoir relevé, sur les livres de la Compagnie, le prix de vente au moyen du charbon pendant le premier semestre 1899 et le salaire moyen payé aux ouvriers pendant la même période, l'arbitre a reconnu que les ouvriers avaient touché un salaire légèrement supérieur à celui indiqué par l'échelle mobile, soit une augmentation globale de 3.402 fr. 11 au lieu de 3.322 fr. 26.

La décision arbitrale a été acceptée par les ouvriers comme par la compagnie des mines.

LES SYNDICATS PROFESSIONNELS EN 1898.

D'après les renseignements extraits de l'*Annuaire des syndicats professionnels pour 1898* publié par la Direction du travail au Ministère du commerce et de l'industrie.]

Au 31 décembre 1898, le nombre total des syndicats légalement constitués était de 6.326, soit 425 de plus qu'au 31 décembre 1897 (1). Ces syndicats comprenaient 1.097.313 membres, soit 3.352 de moins qu'au 31 décembre précédent.

On comptait au 31 décembre 1898 :

1.965 syndicats patronaux avec.....	151.624 membres.
2.361 syndicats ouvriers avec.....	419.761
176 syndicats mixtes avec.....	34.236
1.824 syndicats agricoles avec.....	491.692

et au 31 décembre 1897 :

1.894 syndicats patronaux avec.....	189.514 membres.
2.324 syndicats ouvriers avec.....	437.793
184 syndicats mixtes avec.....	33.963
1.499 syndicats agricoles.....	448.395

Les départements dans lesquels existent le plus grand nombre de syndicats patronaux d'industrie sont les suivants :

Seine, 449; Bouches-du-Rhône, 96; Rhône, 89; Nord, 85; Gironde, 84; Seine-Inférieure, 64; Loire-Inférieure, 48; Loire, 42; Isère, 141; Pas-de-Calais, 37; Seine-et-Oise, 36, etc.;

Pour les syndicats ouvriers d'industrie, ce sont les suivants :

Seine, 414; Rhône, 138; Bouches-du-Rhône, 118; Gironde, 97; Nord, 95; Loire-Inférieure, 72; Loire, 67; Maine-et-Loire, 61; Hérault, 59; Isère, 57; Haute-Garonne, 52; Seine-Inférieure, 47; Haute-Vienne, 46; Allier, 45; Cher, 41; etc.

(1) Les chiffres de 1897 ont été rectifiés depuis la publication de l'*Annuaire* pour 1897.

Les départements dans lesquels se trouvent le plus grand nombre de syndiqués appartenant aux diverses catégories de syndicats sont les suivants :

SYNDICATS PATRONAUX.		SYNDICATS OUVRIERS.		SYNDICATS MIXTES.		SYNDICATS AGRICOLES.	
Seine.....	71.605	Seine.....	182.777	Nord.....	8.074	Sarthe.....	23.376
Gironde.....	8.610	Pas-de-Calais..	32.984	Seine.....	6.077	Seine.....	17.448
Rhône.....	8.097	Nord.....	37.737	Rhône.....	3.387	Rhône.....	13.489
Bouches-du-		Rhône.....	16.933	Seine-Infér....	2.097	Indre-et-Loire..	12.178
Rhône.....	6.097	Bouches-du-Rh.	13.131	H ^{te} -Garonne....	1.450	Vienne.....	12.129
Nord.....	5.700	Gironde.....	11.575	P ^{re} inistère.....	1.369	Ain.....	12.100
Seine-Inférieure.	3.028	Loire.....	7.978	Mayenne.....	1.178	Marne.....	11.158
Seine-et-Oise...	3.157	Seine-Infér....	6.475	Marne.....	1.143	Isère.....	11.537
Loire.....	2.752	Maine-et-Loire.	5.872	Ille-et-Vilaine..	1.100	Maine-et-Loire..	10.951
Loire-Inférieure.	2.316	Isère.....	5.736	Mayenne.....	1.005	Charente.....	10.861
Isère.....	1.879	Loire-Inférieure.	5.656	Vienne.....	905	Côte-d'Or.....	10.411
H ^{te} -Garonne....	1.764			Bouches-du-Rh...	604	Loiret.....	10.382
Meurthe-et-Mo-				Pas-de-Calais...	587	Saône-et-Loire..	9.310
selle.....	1.751			Maine-et-Loire..	586	Vosges.....	9.284
Marne.....	1.297			Gironde.....	566	Vaucluse.....	9.233
Hérault.....	1.126			Loire-Inférieure.	566	Deux-Sèvres....	9.182
Indre-et-Loire..	1.092			Haute-Vienne....	559	Yonne.....	8.996
Côte-d'Or.....	1.039					Charente-Infér ^e .	8.830
						Loir-et-Cher....	8.820
						Basses-Pyrénées..	8.534
						Doubs.....	8.339
						Drôme.....	8.249
						Indre.....	8.163
						Orne.....	7.877
						Loire-Inférieure..	7.800
						Aveyron.....	7.206

Unions de syndicats. — En 1884, on ne comptait que 20 unions de syndicats professionnels. Au 31 décembre 1898, on en comptait 170.

Voici la classification de ces unions au 31 décembre 1898 et au 31 décembre 1897 :

DÉSIGNATION DES CATÉGORIES D'UNION.	NOMBRES					
	en 1897,			en 1898,		
	d'unions.	de syndicats groupés par les unions.	de membres appartenant aux syndicats unis.	d'unions.	de syndicats groupés par les unions.	de membres appartenant aux syndicats unis.
Unions de syndicats patronaux...	46	791	87.095	49	915	96.585
Unions de syndicats ouvriers....	94	1.302	327.638	76	1.132	312.185
Unions de syndicats mixtes.....	9	37	3.150	11	49	4.343
Unions de syndicats agricoles....	30	1.184	700.557	34	1.192	466.529
TOTAUX.....	179	3.314	1.118.440	170	3.288	879.642

Institutions et créations diverses de syndicats. — Le nombre des institutions créées par les syndicats et unions de syndicats a continué de se développer et est passé de 3.165 en 1897 à 3.604 en 1898. On en trouvera la liste dans le tableau suivant :

TABLEAU DES INSTITUTIONS ET CRÉATIONS DIVERSES DES SYNDICATS EXISTANT EN FRANCE AU 1^{er} JANVIER 1899.

NATURE DES INSTITUTIONS OU CREATIONS.	NATURE DES SYNDICATS FONDATEURS.				UNION DES SYNDICATS.				TOTAL des créations.
	Industriels et commerciaux.		Syndi- cats agricoles.		Industriels et commerciaux.		Syndi- cats agricoles.		
	Patro- naux.	Ou- vriers.	Mixtes.	Syndi- cats agricoles.	Patro- naux.	Ou- vriers.	Mixtes.	Syndi- cats agricoles.	
Bureaux ou offices de placement.....	125	459	32	25	4	11	3	"	659
Bibliothèques professionnelles.....	95	454	16	79	7	13	1	2	658
Caisse de secours ou de prévoyance.....	95	526	59	45	3	7	3	1	739
Caisse de chômage.....	1	193	4	"	"	6	7	"	201
Secours de route.....	7	197	1	"	"	"	"	"	25
Cours et écoles professionnelles, confédérées.....	57	199	15	89	2	5	"	2	311
Laboratoires d'analyses ou d'expertises.....	27	"	1	23	"	"	"	1	52
Caisse de retraites.....	9	32	7	1	"	1	"	"	50
Caisse de crédit mutual agricole.....	"	"	"	42	"	"	"	1	43
Sociétés d'assurances contre la mortalité des bœufs.....	1	"	"	33	"	"	"	"	34
Sociétés d'assurances contre la grêle ou l'incendie.....	3	"	"	3	1	"	"	"	7
Sociétés d'assurances contre les accidents.....	11	1	"	"	"	"	"	"	12
Sociétés coopératives de consommation, économie.....	5	36	9	12	"	2	1	1	66
Sociétés coopératives de production.....	1	11	"	5	"	2	"	"	29
Concours professionnels et expositions.....	16	6	1	29	"	"	"	1	54
Champ d'expériences, pépinières.....	1	"	1	97	"	"	"	1	100
Publications diverses (bulletin, journal, annuaire).....	104	43	13	105	10	16	1	17	330
TOTAL.....	598	2,151	159	579	27	57	9	21	3,661

Profession des syndiqués. — Voici l'état comparatif du nombre des syndicats industriels et commerciaux par catégories de professions au 31 décembre 1898 (1). Ces catégories sont classées selon les nombres décroissants de syndiqués.

ÉTAT COMPARATIF DU NOMBRE DES SYNDICATS PAR INDUSTRIES
AU 31 DÉCEMBRE 1898.

DÉSIGNATION DES PROFESSIONS SYNDIQUÉES.	SYNDICATS			TOTAL des SYNDICATS au 1 ^{er} juillet 1897.
	PATRONAUX.	OUVRIERS.	MIXTES.	
Industrie du bâtiment (maçons, charpentiers, couvreurs, menuisiers, peintres, serruriers, plâtriers, etc.)	179	557	27	763
Alimentation (boulangers, bouchers, épiciers, industries et commerce des boissons en gros)	596	118	12	726
Bûcherons, sylviculteurs, viticulteurs, industries agricoles, etc.	457	51	9	517
Industries des métaux (fondeurs, mouleurs, mécanique, etc.)	83	324	10	417
Habilleinent et toilette (chapellerie, chaus-sure, tailleurs, équipement militaire, etc.)	116	237	36	389
Industries et commerce du bois (constructeurs de navires, carrossiers, charçons, tonneliers, emballeurs, marchands de bois, etc.)	63	288	1	352
Industrie du livre (papiers, imprimerie, reliure, cartonnage, librairie, autographie, marchands de journaux, etc.)	77	228	21	326
Industries textiles (lits et tissus, peignage, tissage, filature, cotons, laines, soie, chanvre, etc.)	53	150	23	226
Médecins, dentistes, sages-femmes, vétérinaires, coiffeurs, établissements de bains	168	26	2	196
Industrie des transports (transports maritimes, navigation intérieure, chemin de fer, camionnage, loueurs de voitures de place, cochers)	66	99	12	177
Hôteliers, cafetiers, restaurateurs, logeurs, cuisiniers, débitants de boissons	92	62	12	156
Industries de luxe (armurerie, horlogerie, bijouterie, objets d'art, optique, tabletterie, dorure, parfumerie, nacrerie, articles de Paris, jouets)	72	73	8	153
Génie civil, enseignement, beaux-arts (artistes peintres, sculpteurs, graveurs, ornemanistes, dessinateurs, architectes, théâtres, etc.)	91	51	9	151
Industries chimiques (pharmaciens, droguistes, herboristes, produits chimiques)	135	5	1	141
Concessions et régies de l'Etat et des communes	9	116	"	125
Industrie des cuirs et peaux (ganterie, etc.)	39	71	1	111
Floriculteurs, fleuristes, jarliniers	73	27	10	110
Offices ministériels, assurances, crédit	27	5	28	109
Employés de commerce, d'administration, comptables, Service personnel etc.	4	97	2	103
Industrie céramique (verres, porcelaines, faïences, briques, tuiles, poteries, etc.)	37	51	2	90
Amenblement	45	40	2	87
Moulinerie, grains, graines, farines, pâtes alimentaires	61	7	2	70
Industries extra tives (carriers, mineurs, puésateurs, etc.)	27	33	"	60
Courtiers, commissionnaires, voyageurs, représentants de commerce	30	9	1	40
Manœuvres et divers	3	17	"	25

Les totaux des colonnes du tableau qui précède seraient sans intérêt, car divers syndicats sont comptés plusieurs fois et font nombre pour des industries différentes.

Bourses du travail. — Pour terminer cette revue générale des institutions dérivées de la loi du 21 mars 1884, il reste à parler des Bourses du travail.

(1) Non compris les syndicats patronaux d'agriculteurs au nombre de 1.824, mais y compris 416 syndicats de viticulteurs dont 411 patrons et 11 ouvriers.

Au 1^{er} juillet 1897, il existait en France et en Algérie 49 Bourses en activité, renfermant 1.039 syndicats et 160.794 membres. Au 31 décembre 1898 on comptait 55 Bourses en activité avec 1.136 syndicats adhérents et 159.284 syndiqués. 3 Bourses avaient disparu : Saint-Girons (Ariège), Narbonne (municipale) et Romans. 9 Bourses avaient été créées. En 1896 : Bourges. En 1897 : Sainte-Florine (Haute-Loire) et Constantine; en 1898 : Vierzon (Cher), Périgueux, Voiron (Isère), Blois, Clermont-Ferrand, le Havre. Les 55 Bourses existant en 1898 sont énumérées ci-dessous, avec leurs dates de fondation.

En 1887	2	Paris, Nîmes ;
En 1888	1	Marseille ;
En 1889	2	Saint-Étienne, Toulon ;
En 1890	4	Toulouse, Bordeaux (2), Béziers ;
En 1891	6	Montpellier, Tours, Nantes, Cholet, Lyon, Alger ;
En 1892	5	Cognac, Saint-Nazaire, Villeneuve-sur-Lot, Angers, Boulogne-sur-Mer ;
En 1893	8	Nice, Angoulême, Besançon, Rennes, Saumur, Chaumont, Boulogne-sur-Seine, Dijon ;
En 1894 (1 ^{er} juillet) ..	2	Grenoble, Perpignan ;
En 1895 (1 ^{er} juillet) ..	4	Le Mans, Oran, Issy-les-Moulineaux, Nevers ;
En 1896	13	Commeny, Narbonne (indépendante), Carcassonne, Aix, Valence, Chalon-sur-Saône, Clichy, Rouen, Versailles, Niort, Amiens, Limoges, Bourges.
En 1897 (31 déc.) ..	2	Sainte-Florine (Haute-Loire) et Constantine.
En 1898 (31 déc.) ..	6	Vierzon (Cher), Périgueux, Voiron (Isère), Blois, Clermont-Ferrand, le Havre.
TOTAL	55	

Les Bourses fermées depuis leur fondation sont au nombre de 8. Elles sont énumérées ci-dessous avec leurs dates de fondation :

Cahors et Agen (1891); Roanne et Saint-Girons (1892); Carcassonne, Narbonne et le Puy (1893); Romans (1896).

Les Bourses du travail ne sont pas de simples offices de placement ; elles servent aussi de siège social à des unions de syndicats ouvriers qui se proposent : d'un côté, de défendre et de faire triompher tous les intérêts qui leur sont communs ; de l'autre, d'organiser des réunions, des conférences, des publications et des bibliothèques. Quelques Bourses ont fondé des cours professionnels et des caisses de secours pour les ouvriers de passage.

Les 55 Bourses du travail existantes sont encouragées par les municipalités, qui ont dépensé pour les établir 3.106.188 francs et qui leur accordent annuellement 161.090 francs de subventions ; les départements leur allouent, d'autre part, 20.400 francs chaque année.

On trouvera ci-après un tableau des Bourses du travail en activité au 31 décembre 1898.

TABLEAU GÉNÉRAL DES BOURSES

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	DATE DE LA FONDATION.	FRAIS D'INSTALLATION supportés par les budgets municipaux.	SUBVENTION ANNUELLE		NOMBRE desyndicats ADHÉRENTS		DIFFÉ- RENCI
				municipale.	départementale.	en 1897.	en 1898.	en plus.
Alfier	Commentry.....	1896.....	"	300	"	2	2	"
Alpes-Maritimes	Nice.....	1893.....	9.500	8.000	500	26	28	2
Aude.....	Carcassonne.....	1896.....	"	2.200	200	8	8	"
	Narbonne.....	1896.....	"	2.500	200	4	6	2
Bouches-du-Rhône.....	Aix.....	1896.....	500	1.200	500	8	6	"
	Marseille.....	1888.....	34.000	20.000	6.500	71	77	6
Charente.....	Angoulême.....	1893.....	1.000	2.000	1.000	11	13	2
	Cognac.....	1892.....	"	1.200	500	15	10	"
	Bourges.....	1896.....	1.000	1.500	600	14	17	3
Cher.....	Viczy.....	1898.....	"	810	400	"	9	9
Côte-d'Or.....	Dijon.....	1893.....	"	4.000	600	19	23	4
Dordogne.....	Périgueux.....	1888.....	300	1.500	"	"	15	15
Doubs.....	Besançon.....	1393.....	"	3.000	"	19	19	"
Drôme.....	Valence.....	1896.....	150	650	300	8	7	"
Gard.....	Nîmes.....	1887.....	27.138	3.000	1.000	9	9	"
Haute-Garonne.....	Toulouse.....	1890.....	15.600	10.820	"	58	53	"
Gironde.....	Bordeaux.....	1890.....	16.000	6.300	"	51	52	1
Hérault.....	Béziers.....	1890.....	4.000	3.500	1.000	17	18	1
	Montpellier.....	1890.....	4.700	6.020	1.000	26	16	"
Ille-et-Vilaine.....	Rennes.....	1893.....	1.270	5.500	375	17	19	2
Indre-et-Loire.....	Tours.....	1891.....	1.600	4.000	500	19	17	"
	Grenoble.....	1894.....	4.000	2.600	"	22	22	"
Isère.....	Voiron.....	1898.....	"	"	"	"	6	6
Loir-et-Cher.....	Blois.....	1898.....	2.400	3.340	"	"	10	10
Loire.....	Saint-Etienne.....	1889.....	13.000	22.600	"	30	30	"
	Sainte-Florine.....	1897.....	"	"	"	"	3	3
Haute-Loire.....	Le Puy.....	1893.....	1.500	"	"	5	5	"
	Nantes.....	1893.....	5.000	7.100	"	47	47	"
Loire-Inférieure.....	Saint-Nazaire.....	1892.....	"	1.150	"	13	12	"
Lot-et-Garonne.....	Villeneuve-sur-Lot.....	1892.....	100	100	"	6	5	"
	Angers.....	1892.....	1.300	3.200	"	29	26	"
Maine-et-Loire.....	Cholet.....	1891.....	400	900	"	5	5	"
	Saumur.....	1893.....	500	1.200	1.200	11	11	"
Haute-Marne.....	Chaumont.....	1891.....	"	"	"	6	6	"
Nièvre.....	Nevers.....	1895.....	600	1.400	200	9	12	3
Pas-de-Calais.....	Boulogne-sur-Mer.....	1892.....	1.000	1.200	"	12	13	1
Puy-de-Dôme.....	Cle-mont-Ferrand.....	1898.....	"	1.200	1.000	"	13	13
Pyrénées-Orientales.....	Perpignan.....	1893.....	900	3.600	"	15	11	"
Rhône.....	Lyon.....	1894.....	35.524	8.000	"	67	68	1
Saône-et-Loire.....	Chalon-sur-Saône.....	1896.....	"	300	"	5	4	"
Sarthe.....	Le Mans.....	1895.....	15.900	3.500	"	22	20	"
	Boulogne-sur-Seine.....	1893.....	"	"	"	5	8	3
Seine.....	Cliehy.....	1896.....	"	"	"	2	6	4
	Issy-les-Moulineux.....	1895.....	"	200	"	2	4	2
	Paris.....	1887.....	2.572.372	182.500	"	193	201	8
Seine-Inférieure.....	Le Havre.....	1898.....	"	4.500	"	"	13	13
	Rouen.....	1896.....	"	3.000	"	22	19	"
Seine-et-Oise.....	Versailles.....	1896.....	"	500	25	12	13	1
Deux-Sèvres.....	Niort.....	1896.....	"	1.000	"	17	17	"
Somme.....	Amiens.....	1896.....	"	"	"	"	11	11
Var.....	Toulon.....	1889.....	534	4.400	"	14	16	2
Haute-Vienne.....	Limoges.....	1896.....	16.000	6.000	"	30	31	1
Alger.....	Alger.....	1892.....	"	"	"	16	23	7
Constantine.....	Constantine.....	1897.....	"	3.600	"	10	10	"
Oran.....	Oran.....	1895.....	"	600	2.500	7	8	1
TOTAUX.....		55 bourses	3.103.188	351.180	20.400	1.039	1.136	137

U TRAVAIL EN 1898.

EFFECTIF DES SYNDICATS adhérents.		DIFFÉRENCES.		PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES BOURSES en 1898				OBSERVATIONS.
en 1897.	en 1898.	en plus.	en moins.	Demandes.	Offres.	à débourser.	en extra.	
698	598	"	100	"	"	"	"	La 5 ^e colonne de ce tableau, extrait de l'Annuaire des Syndicats professionnels, a été certifiée à partir de la ligne « Cholet » conformément à l'erratum qui sera joint à cet annuaire.
1.157	1.178	321	"	3.670	927	883	180	
240	276	36	"	678	519	125	"	
157	275	118	"	225	180	50	120	
420	275	"	145	935	368	336	"	
8.298	9.070	1.672	"	15.381	8.430	6.270	13.107	
569	617	78	"	115	60	12	"	
496	215	"	281	1.663	654	611	"	
990	1.178	188	"	342	801	292	"	
"	1.082	1.082	"	176	71	55	16	
1.459	1.805	346	"	961	509	418	75	
"	619	619	"	"	"	"	"	
1.108	1.286	178	118	1.278	723	380	"	
314	196	"	214	1.833	671	630	"	
462	248	"	374	788	614	488	"	
4.701	4.330	"	904	3.202	1.498	1.255	"	
7.000	6.096	"	"	3.677	815	389	408	
812	837	25	"	3.400	3.050	2.118	214	
888	910	22	"	2.993	1.977	1.496	153	
2.115	2.614	529	"	4.051	1.784	1.192	"	
2.241	2.274	33	"	3.874	2.031	1.923	"	
4.500	4.500	"	"	1.400	693	678	"	
"	367	367	"	49	63	8	18	
"	896	896	"	443	301	285	"	
2.667	3.143	476	"	722	796	704	"	
"	615	615	618	"	"	"	"	
143	211	68	"	"	"	"	"	
3.261	2.646	"	80	2.716	1.913	1.561	964	
1.319	1.350	31	1.045	917	135	56	74	
139	59	"	"	"	"	"	"	
2.815	1.770	"	"	369	"	162	207	
2.151	2.221	70	"	508	281	232	45	
217	221	4	"	916	491	346	30	
815	765	"	50	"	"	"	"	
2.180	2.483	303	"	"	"	"	"	
2.503	2.144	"	359	780	650	178	250	
"	688	688	"	1.374	456	399	15	
561	407	"	154	"	"	"	"	
9.077	9.051	"	26	4.764	2.513	1.912	50	
197	145	"	52	180	150	5	132	
1.136	1.392	"	44	1.732	585	501	"	
286	605	319	"	"	"	"	"	
"	"	"	"	"	"	"	"	
100	550	450	"	"	"	"	"	
86.166	67.462	"	13.704	"	"	16.141	16.782	
"	2.708	2.708	"	2.216	361	236	"	
1.101	1.580	479	"	4.933	5.260	645	3.245	
150	451	1	"	"	"	"	"	
639	1.075	436	"	21	60	"	"	
"	2.292	2.292	"	"	"	"	"	
572	554	"	18	489	240	160	"	
3.625	3.981	356	"	1.689	518	501	"	
790	1.770	986	"	5.444	2.916	2.345	1.845	
553	554	1	"	1.035	"	815	"	
364	380	16	"	1.576	1.387	1.110	29	
160.794	159.284	16.806	18.316	83.648	45.461	47.237	38.159	

LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION

AU 1^{er} JUILLET 1899.

On trouvera ci-après le classement par professions et par départements des associations ouvrières de production en France, qui sont au nombre de 246, au 1^{er} juillet 1899. Elles étaient au nombre de 184 au 1^{er} janvier 1897 et de 214 au 1^{er} janvier 1898.

I. — Liste par ordre alphabétique d'industries.

	Nombre de sociétés.		Nombre de sociétés.
Abatteurs de porcs.....	1	Gordonniers.....	8
Allicheurs.....	1	Cotonniers.....	1
Armuriers.....	1	Couteliers.....	1
Balaitiers et brossiers.....	1	Couturières.....	1
Bâtiment.....	5	Couvreurs.....	3
Biseauteurs et polisseurs.....	2	Couvreurs-plafonniers.....	1
Blanchisseuses.....	1	Couvreurs-plombiers.....	1
Bouchers.....	1	Couvreurs, plombiers, zingueurs.....	2
Bouchoonniers.....	2	Démolisseurs.....	1
Boulangers.....	3	Déchargeurs de navires.....	3
Boutonniers en nacre.....	1	Dessin industriel.....	1
Boutonniers en os.....	1	Diamantaires.....	5
Brossiers.....	2	Doreurs sur bois.....	1
Bûcherons.....	1	Drapiers.....	1
Cafés et restaurants.....	1	Ébénistes.....	3
Carreleurs-marbriers.....	1	Ébénistes, menuisiers.....	2
Carriers, tailleurs de pierres.....	1	Ébénistes, menuisiers, sculpteurs.....	1
Carriers, tailleurs de pierres, voituriers.....	1	Ébénistes, menuisiers, tapissiers.....	1
Carriers, maçons, tailleurs de pierres.....	1	Ébénistes, menuisiers, tourneurs.....	1
Carrossiers.....	1	Ébénistes, scieurs, tourneurs.....	1
Cartonniers.....	1	Éclairage (appareils d').....	1
Casseurs de pierres.....	2	Entreprise de travaux.....	1
Céramistes.....	1	Equipements et chaussures militaires.....	2
Chapeliers.....	1	Ferblantiers.....	1
Charbonniers.....	1	Fondeurs de cuivre.....	1
Charpentiers.....	6	Fondeurs de fer.....	3
Chaudronniers.....	1	Fournitures militaires, chaussures civiles et d'Administration.....	1
Chauffage (appareils de).....	1	Frotteurs-encastiquiers.....	1
Chaussures.....	2	Fumistes.....	1
Chicorée (fabrication de).....	1	Gantiers.....	1
Cimentiers, paveurs.....	1	Granitiers.....	1
Cimentiers, puisatiers, terrassiers.....	1	Granitiers et poseurs.....	3
Cimentiers, maçons, paveurs, tailleurs de pierres.....	1	Graveurs sur bois.....	1
Cochers.....	16	Horlogers.....	3
Coiffeurs.....	1	Horlogers-bijoutiers.....	1
Colliers anglais (houreliers).....	1	Huile d'olive (fabrication d').....	1
Confection.....	1	Imprimeurs sur étoffes.....	3
		Instruments de musique.....	1

	Nombre de sociétés.
Instruments de précision.....	1
Jardiniers.....	1
Jardiniers-maraîchers.....	1
Jardiniers-rondeurs.....	1
Lanterniers.....	1
Lanterniers en voiture.....	1
Limes (fabrication de).....	1
Lithographes.....	1
Lunetiers.....	2
Lunetiers et similaires.....	1
Maçons.....	6
Maçons, mineurs, terrassiers et simi- laires.....	1
Maçons, tailleurs de pierres.....	5
Maçons, terrassiers.....	1
Malletiers en cuir.....	1
Manouvriers et terrassiers.....	1
Mécaniciens.....	1
Menuisiers.....	8
Mineurs (fer).....	1
Mineurs (houille).....	2
Papetiers.....	1
Parqueteurs.....	1
Paveurs.....	3
Peintres.....	9
Peintres-plâtriers.....	2
Peintres-vitriers.....	2
Photographes.....	1
Pianos (fabrication de).....	1
Piqueurs de grès.....	1
Plâtriers-plafonneurs.....	1

	Nombre de sociétés.
Produits alimentaires (culture et fabrication).....	1
Rampistes (bois).....	1
Réparations de chaussures.....	1
Replanisseurs de parquets.....	1
Sabotiers.....	1
Sacs en papiers.....	2
Sculpteurs mouleurs.....	1
Sculpteurs, décorateurs, ornema- nistes.....	1
Selliers.....	3
Serruriers.....	5
Souffleurs de verre.....	1
Sparterie.....	1
Tabletters en nacre.....	1
Tailleur de glaces.....	1
Taillieurs d'habits.....	2
Taillieurs de pierres.....	1
Tanneurs-corroyeurs.....	1
Terrassiers.....	1
Tisserands.....	1
Tisseurs.....	4
Tonneliers.....	2
Tourneurs-décolleteurs.....	1
Typographes.....	11
Typographies; lithographies, graveurs.....	1
Vanniers.....	1
Verriers.....	3
Vitraux.....	1
Voitures.....	1
TOTAL.....	246

II. — Liste par départements.

Ain.....	2
Aisne.....	1
Ardennes.....	3
Ariège.....	1
Aube.....	1
Bouches-du-Rhône.....	3
Cher.....	2
Côte-d'Or.....	2
Creuse.....	1
Doubs.....	2
Finistère.....	4
Gard.....	1
Haute-Garonne.....	2
Gers.....	1
Gironde.....	7
Ille-et-Vilaine.....	3
Indre-et-Loire.....	1
Isère.....	5
Jura.....	4
Loir-et-Cher.....	1

Loire.....	9
Lot-et-Garonne.....	3
Maine-et-Loire.....	1
Nord.....	3
Oise.....	2
Pyrénées-Orientales.....	2
Rhône.....	18
Saône-et-Loire.....	2
Haute-Savoie.....	2
Seine.....	125
Seine-Inférieure.....	3
Seine-et-Oise.....	1
Deux-Sèvres.....	1
Somme.....	1
Tarn.....	5
Vienne.....	3
Haute-Vienne.....	16
Yonne.....	2
TOTAL.....	246

MOUVEMENT DE LA POPULATION DE LA FRANCE EN 1898.

RAPPORT DU DIRECTEUR DU TRAVAIL

AU MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. (*Extraits.*)

Depuis quelques années, l'opinion publique s'est émue de l'état de stagnation de la population française. Pendant la dernière période décennale, en effet, de 1889 à 1898, il s'est rencontré quatre années où le nombre des décès a dépassé celui des naissances, et l'excédent de ceux-là a varié entre 10.000 et 38.000. La dernière année où l'on ait constaté un excédent de décès est 1895. Il était de 17.813 unités.

En 1896, la situation s'était améliorée; nous nous trouvions en présence d'un excédent de 93.700 naissances, qui provenait à la fois d'une augmentation des naissances et d'une diminution des décès : 31.413 naissances en plus, 88.100 décès en moins donnant, sur l'année précédente, un boni de 113.513 unités, qui transformait le déficit des naissances (17.813) en un excédent des naissances sur les décès (93.700).

En 1897, les naissances l'avaient encore emporté de 108.088 sur les décès, mais, ce résultat, plus favorable en apparence, était plutôt moins bon que celui de l'année précédente, car les naissances avaient diminué de 6.479 unités. La nouvelle amélioration n'était due qu'à une diminution du chiffre des décès : on avait compté, en 1896: 771.886 décès et 771.019 en 1897; 865.586 naissances en 1896 et 859.107 en 1897.

En 1898, les résultats fléchissent de nouveau. Il y a un excédent des naissances sur les décès, mais seulement de 33.860; les naissances, en particulier, ont encore diminué de 15.174. Par 1.000 habitants, l'excédent des naissances sur les décès n'est que de 0,85.

Evidemment, il faut se garder de tirer des conclusions de petites fluctuations annuelles; il faut observer le mouvement de la population sur de longues périodes. Mais, pour les dix années 1889 à 1898, l'excédent des naissances sur les décès ne s'élève, au total, qu'à 281.403 individus; annuellement, il est en moyenne de 0,74 par mille habitants, tandis qu'il dépassait 2 p. 1.000 par année moyenne de la précédente période décennale (1879-1888).

Naissances.

Le nombre des naissances enregistrées par l'état-civil a été de 843.933; le coefficient de natalité pour l'année 1898 est donc 22,1 par 1.000 habitants, sans les mort-nés.

Le nombre des naissances en 1898 est inférieur de 15.174 unités au chiffre de 1897 et de 21.653 à celui de 1896; il est supérieur de 9.760 au chiffre de 1895; Le coefficient moyen de la natalité de la période décennale (1889-1898) est de 22,6; il est assez notablement supérieur au coefficient 22,1 de 1898.

Décès.

Le nombre des décès a été de 810.073; le coefficient de mortalité pour l'année 1898 est donc 21,2.

Le nombre des décès survenus en 1898 a été supérieur de 59.054 unités au chiffre de 1897 et de 38.189 à celui de 1896; il a été inférieur de 41.913 unités au chiffre de 1895.

Le coefficient de mortalité de la période décennale (1889-1898) a été de 21,8; il est notablement supérieur au coefficient 21,2 de 1898.

Mariages et divorces.

Le nombre des mariages a été de 287.179 en 1898; il avait été de 291.462 en 1897; 290.171 en 1896 et 282.915 en 1895. Le nombre des mariages subit de légères fluctuations, mais sur de longues périodes, l'examen ne décèle ni accroissement ni diminution de la nuptialité. Le nombre des mariages, par 1.000 habitants, est de 7,5 en 1898 de 7,4 pour la période décennale de 1889-1898, de 7,4 pour la période décennale de 1879-1888.

Pour les divorces au nombre de 7.238 en 1898, nous constatons une diminution. Ils étaient en progrès chaque année depuis 1884 et l'augmentation annuelle variait entre 300 et 400. En 1898, les registres de l'état civil accusent 222 divorces de moins que l'année précédente.

Résumé.

Les principaux phénomènes démographiques observés en France au cours des dix dernières années sont rappelés dans le tableau ci-après :

Mouvement de la population de la France pendant la période 1889-1898.

ANNÉES.	MARIAGES.	DIVORCES.	TOTAL	TOTAL	ACCROISSEMENT OU DIMINUTION de la population.	
			DES naissances (1).	DES décès. (1).	Excédent des naissances	Excédent des décès.
1889.....	272.934	5.786	880.579	794.933	85.646	"
1890.....	269.332	5.457	838.039	876.505	"	38.416
1891.....	285.458	5.752	866.377	876.882	"	10.595
1892.....	290.319	5.772	855.817	875.888	"	20.041
1893.....	287.294	6.184	874.672	867.526	7.146	"
1894.....	286.662	6.419	855.388	815.620	39.768	"
1895.....	282.915	6.751	834.173	851.986	"	17.813
1896.....	290.171	7.051	865.586	771.884	93.700	"
1897.....	291.462	7.460	859.107	751.019	108.088	"
1898.....	287.179	7.238	843.933	810.073	33.860	"
Pour 100 habitants. { 1898.....	7,5	"	22,1	21,2	0,85	"
{ 1889-1898 (moyenne) ..	7,4	"	22,6	21,8	0,74	"

{1} Le nombre des mort-nés n'est compté ni dans les naissances, ni dans les décès. La moyenne décennale de ce nombre est de 40.700.

L'ensemble des constatations auxquelles peut donner lieu ce tableau, et les remarques qu'ont suggérées les phénomènes qu'il enregistre se résument dans trois conclusions caractéristiques : la situation reste très médiocre au point de vue de la natalité, assez bonne au point de vue de la mortalité, normale pour les mariages.

JURISPRUDENCE.

Syndicats professionnels. — Capacité de recevoir des dons et legs, sauf restriction pour les immeubles. — Autorisation administrative non nécessaire.

La faculté d'acquérir des biens, reconnue aux syndicats professionnels par la loi du 21 mars 1884 comprend la capacité de recevoir des dons et legs dans la mesure et sous les réserves que l'article 6 a fixées pour les immeubles, sans nécessité d'obtenir l'autorisation du gouvernement à cet effet.

La loi du 21 mars 1884, en autorisant la formation des syndicats professionnels, a attribué à ces associations le caractère de personnes civiles par le fait même de leur constitution, et sans qu'aucune formalité fût nécessaire pour l'obtention de cette personnalité; elle leur reconnaît expressément, par l'article 6, le droit d'ester en justice et d'acquérir des biens, limitant seulement ce dernier droit, en ce qui concerne les immeubles, à ceux qui sont nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques, et à des cours d'instruction professionnelle.

Il résulte explicitement des travaux préparatoires de la loi que cette faculté d'acquérir comprend la capacité de recevoir des dons et des legs dans la mesure et sous les réserves que l'article 6 a fixées; le texte adopté par le Sénat en 1882 interdisait expressément aux syndicats de recevoir des dons et d'acquérir autrement qu'à titre onéreux; cette prohibition a été volontairement écartée en 1883 par la Chambre des députés, dont la rédaction nouvelle a été admise sans modification par le Sénat lorsque le projet est revenu devant lui.

Les syndicats professionnels ne sauraient davantage être assimilés aux Sociétés privées, qui ont pour objet essentiel, aux termes de l'article 1832 du Code civil, de mettre quelque chose en commun dans la vue de partager le bénéfice qui en pourra résulter; devant nécessairement et à peine de dissolution se consacrer à l'étude et à la défense des intérêts de certaines collectivités, ils ont un caractère d'utilité publique qui a déterminé le législateur à les soustraire à l'application des anciennes lois restrictives de la liberté d'association; mais ce caractère n'implique pas à leur égard la nécessité d'obtenir l'autorisation du Gouvernement pour recueillir des dons et legs; la loi nouvelle, de même qu'elle leur permettait de se former sans aucun des modes requis pour la fondation des autres établissements publics, et qu'elle a affranchi leur fonctionnement de toute tutelle, n'a institué aucune procédure pour autoriser les acquisitions à titre gratuit qu'ils pourraient faire; l'article 910 du Code civil a pour principal but de restreindre la mainmorte immobilière, ce que fait l'article 6 de la loi de 1884, et de prémunir les familles contre des entraînements excessifs et des influences condamnables qui ne sont guère à redouter ici; pour sauvegarder la sécurité publique et les droits de l'État, la loi de 1884 a cru devoir substituer à l'intervention préventive de l'Administration, la seule action répressive des tribunaux en cas d'infraction aux statuts.

Tribunal civil de la Seine. 3 août 1899. — Réunion des fabricants de bronze de France contre Succession Vogien.

Bourse du travail. — Absence de personnalité civile. — Action en justice.

Une Bourse du travail n'étant qu'un groupement de syndicats pour l'étude et la défense d'intérêts communs aux travailleurs, constitués en union, est privée, aux

termes de l'article 5 de la loi du 21 mars 1884, du droit d'ester en justice; et la différence essentielle qui sépare l'*Union* du *Syndicat* est précisément l'absence de personnalité civile. N'ayant pas d'existence légale, comme entité juridique, elle ne peut en cette qualité être recherchée dans la personne des membres de la commission qui l'administre.

Tribunal civil de Toulouse, 30 janvier 1899. — Gilet, contre Pinel et consorts.

**Demande en résiliation d'une assurance mutuelle. —
Degrés de juridiction.**

Lorsque, dans une société d'assurances mutuelles, la cotisation due par chaque adhérent est variable chaque année; lorsque chaque adhérent doit payer une somme fixe annuelle qui ne représente que sa part maximum dans le fonds de prévoyance; qu'il est, en outre, tenu, pour assurer le payement des charges communes, de contribuer à la formation du fonds dit de garantie; que ce fonds, bien que limité lui-même à un maximum, reste variable suivant le nombre et l'importance des sinistres survenus;

Dans ces conditions, le calcul des cotisations dues pour les années restant à courir jusqu'à la fin de la police ne peut être effectué à l'avance; la demande en résiliation est donc indéterminée et par suite susceptible d'appel.

*Cour de Pau, 4 juin 1897. — Compagnie d'assurances mutuelles « La Préservatrice »
contre Goussu.*

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en novembre (1). — En novembre 1898, pour 100 offres de travail, il y avait eu 135 demandes faites par les ouvriers; en novembre 1899, on n'a eu que 130, 8 demandes de travail en augmentation d'ailleurs sur le mois d'octobre dernier qui ne présentait que 108, 8 demandes.

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 63 villes d'Allemagne constatent, par rapport au mois de novembre 1898, une diminution du chômage dans 29 villes, une augmentation dans 29 villes et une situation stationnaire pour le reste.

Les placements effectués dans ces 63 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Nov. 1898.	19.951	5.474	26.455	28.540	7.144	35.684	143,3	110,7	135,0
Nov. 1899.	21.419	7.958	29.377	30.325	7.906	38.231	141,5	99,0	130,8

Grèves en novembre. — 38 nouvelles grèves (2) contre 40 en novembre 1898. Ces grèves se sont réparties en novembre 1899 : industrie du bâtiment 4, industrie des métaux 14, travail des pierres et des terres 5, industrie textile 13, travail du bois 10.

BELGIQUE (3).

Revue du travail en novembre. — Pas de changement dans la situation, toujours brillante, des charbonnages, de la production des métaux, de la construction métallique. La fabrication des produits émaillés est en amélioration. Le beau temps a favorisé les carrières et surtout le bâtiment, qui ont présenté une animation extraor-

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

(2) D'après le *Reichsanzeiger* et l'*Arbeitsmarkt*.

(3) Renseignements dus à l'obligeance de M. le docteur Vercruyse, chef de bureau à l'Office du travail de Belgique.

dinaire en cette saison. Les industries du *clément* ont souffert de cette température élémentaire. La campagne de la *sucre*rie bat son plein. La *tannerie* a amélioré sa situation et le travail des *peaux de lapin* commence à sortir de la crise de cet été. L'industrie du *meuble* est généralement prospère. La *saboterie* voit sa position empirée par la cherté du bois. L'industrie *dentelière* reste dans une situation assez peu satisfaisante. La restriction de production, dont était menacée la *filature du coton*, est devenue un fait accompli, cette mesure ayant toutefois été appliquée de manière à ne mettre en chômage complet aucune partie du personnel ouvrier. L'activité devient au contraire de plus en plus intense dans le *tissage du coton* et reste très satisfaisante dans la *filature de lin*.

Grèves. — 10 grèves nouvelles en novembre avec 767 grévistes. 5 grèves dans l'industrie textile, 2 dans les charbonnages, 1 parmi les *verriers*, les *trieurs de chiffons* et les *terrasiers*.

Le but poursuivi était : dans 6 cas, l'augmentation des salaires ; dans chacun des autres cas, respectivement, la garantie d'un salaire minimum, le renvoi d'un contre-maitre, le renvoi de 3 apprentis non agréés par le syndicat ouvrier, et l'éloignement de la main-d'œuvre féminine que le patron voulait introduire dans ses ateliers.

Sur 6 conflits terminés en novembre, un succès intéressant 41 grévistes ; une transaction, intéressant 31 grévistes ; 4 échecs, intéressant 276 grévistes.

3 grèves dans la province du Hainaut ; 3 dans la Flandre orientale ; 2 dans la Flandre occidentale, 1 dans chacune des provinces de Liège et d'Anvers.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en novembre (1). — Le marché de travail continue à être très ferme en novembre. Le pourcentage de chômeurs continue à être le plus bas qui ait été constaté, à la même époque de l'année, depuis 1889. Nombreuses augmentations de salaires, principalement dans les *houillères* et le travail du fer et de l'acier.

2,2 p. 0/0 de chômeurs dans 123 trade-unions groupant 509.274 membres contre 2,3 p. 0/0 en octobre 1899 et 2,3 p. 0/0 en novembre 1898.

5.64 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 452.026 mineurs contre 5,58 en octobre 1899 et 5,46 en novembre 1898.

380 hauts fourneaux en marche à la fin de novembre 1899, avec 25.983 ouvriers contre 383 en octobre 1899 et 366 en novembre 1898.

99 p. 0/0 du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton et 99 p. 0/0 dans les tissages avec 104.700 ouvrières, femmes et filles, contre 96 et 97 p. 0/0 en octobre 1899 et 90 et 85 p. 0/0 en novembre 1898.

Sur 219.700 travailleurs pour lesquels des renseignements sont fournis, hausse de salaire de 0 fr. 66 en moyenne par semaine pour 219.200, presque tous dans les mines et dans les métaux. Cette hausse a été obtenue pour 1.200 ouvriers par

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

grèves (0.56 p. o/o), pour 158.700 par échelles mobiles (dans les mines et les métaux), pour 3.000 par conciliation ou arbitrage, sans arrêt du travail, et le surplus, pour 56.300 travailleurs, par négociation directe entre patrons et ouvriers.

Grèves. — 31 nouvelles grèves en novembre avec 9.707 chômeurs, contre 38 avec 5275 en octobre 1899, et 44 avec 8.457 en novembre 1898. Sur les 9.707 nouveaux chômeurs, il y en a 6.390 dont le chômage est dû à des conflits qui ne les concernent pas directement. 2 grèves dans le bâtiment, 4 dans les mines et carrières, 5 dans les métaux, 10 dans les textiles, 6 dans les transports et 4 dans des services publics. Sur 37 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 10.800 grévistes, 9 succès (avec 658 grévistes), 14 transactions (avec 9.000 grévistes), 13 échecs (avec 1.096 grévistes), 1 solution ajournée (avec 46 grévistes), le travail étant repris en attendant.

Placement gratuit (1). — 2.154 demandes et 779 offres d'emplois en novembre 1899, contre 1.957 et 860 en novembre 1898. 339 placements à demeure et 749 en extra, soit ensemble 1.088 contre 1.167 en novembre 1898.

Assistance publique. — En un jour de la deuxième semaine de novembre l'Assistance publique a secouru 322.636 personnes, soit 201 pour 10.000 de la population totale dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 198 en octobre 1899 et 208 en novembre 1898.

SUISSE.

Loi sur l'assurance obligatoire contre la maladie et les accidents. — Les Chambres fédérales ont définitivement adopté, le 5 octobre dernier, une loi sur *l'assurance obligatoire contre la maladie et les accidents* conjointement avec *l'assurance militaire*. Cette loi sera très probablement soumise au *referendum* et sa promulgation n'est, par suite, que provisoire. En voici néanmoins l'analyse succincte.

Le titre I^{er} de la loi concerne *l'assurance contre la maladie*. Sont obligatoirement assurés contre la maladie, à partir de l'âge de 14 ans, tous les salariés, y compris les domestiques et les employés dont le traitement annuel ne dépasse pas 5.000 fr.

L'objet de l'assurance est de donner les soins médicaux, les médicaments et une indemnité journalière de chômage, pendant un an au maximum à partir du début de la maladie. L'indemnité de chômage est fixée à 60 p. o/o du gain journalier en cas d'incapacité totale de travail et à une fraction moindre, proportionnée au degré d'incapacité, en cas d'incapacité partielle. Si le malade atteint d'incapacité totale est

(1) Sur les 9 bureaux de placement qui ont fourni des renseignements au *Labour Department* en juin, 5 sont situés à Londres et 4 en province, à Ipswich, Plymouth, Liverpool et Glasgow.

en même temps indigent, elle peut être élevée jusqu'à 100 p. o/o du gain journalier. Par décision de l'assemblée fédérale, l'indemnité de 60 p. o/o pourra être universellement majorée jusqu'aux $\frac{2}{3}$ du gain journalier. Les femmes en couches sont assimilées aux malades pendant une durée de six semaines au maximum à partir de l'accouchement. Il est enfin alloué une indemnité funéraire de 20 à 40 francs par décès.

L'assurance est réalisée par des caisses publiques mutuelles. A cet effet, chaque canton est divisé en arrondissements d'assurance comprenant au moins 2,000 habitants. Il est institué une caisse par arrondissement. En outre, tout chef d'entreprise peut être autorisé, avec l'assentiment de son personnel, à créer une *caisse d'entreprise* spéciale pour son établissement. Les organes de l'assurance sont, par suite, de deux sortes : caisses d'arrondissements et caisses d'entreprises. Les statuts des caisses d'entreprises doivent être les mêmes que ceux des caisses d'arrondissements, au point de vue des droits et des obligations des membres.

Les ressources des caisses consistent en contributions de la Confédération, des assurés et des chefs d'entreprises.

La Confédération alloue, par assuré, un subside d'un centime par jour. La contribution totale de l'assuré et de l'employeur ne dépasse pas, en principe, 4 p. o/o du salaire de l'assuré. L'employeur en est responsable, et il peut en retenir la moitié sur le salaire de l'assuré. En cas de risques exceptionnellement graves, afférents à certaines industries, la contribution peut être majorée jusqu'à 12 p. o/o du salaire. Pour la détermination des contributions, les assurés sont répartis en dix classes de salaire journalier, de 1 franc à 7 fr. 50. La partie du salaire excédant 7 fr. 50 n'entre pas en ligne de compte.

Le titre II est consacré à l'*assurance contre les accidents*.

Toute personne assujettie à l'obligation de s'assurer contre la maladie est également soumise à l'assurance contre les accidents.

L'objet de l'assurance est de donner : 1° les soins médicaux et une rente au blessé à partir de la septième semaine qui suit l'accident (pendant les six premières semaines, le blessé est à la charge des caisses de maladie); 2° une indemnité funéraire et une rente aux ayants droit des victimes d'accident.

La rente d'incapacité de travail est égale à 60 p. o/o de la réduction du salaire annuel causée par l'incapacité. En cas d'indigence jointe à l'incapacité totale, la rente peut atteindre 100 p. o/o du salaire.

En cas de mort, il est alloué :

Une indemnité funéraire de 40 francs;

Une rente à la veuve, égale à 30 p. o/o du salaire annuel du défunt;

Une rente à chaque enfant légitime, jusqu'à 16 ans accomplis, égale à 15 p. o/o du salaire; si l'enfant est orphelin de père et de mère, la rente est portée à 20 p. o/o;

Une rente aux ascendants, égale à 20 p. o/o du salaire.

Le total de ces rentes ne peut dépasser 50 p. o/o du salaire; le cas échéant, elles subissent une réduction proportionnelle.

L'assurance est réalisée par une caisse centrale, appelée *Établissement fédéral d'assurance contre les accidents*, et ayant son siège à Lucerne. Cet établissement est géré par l'*Office fédéral des assurances*, assisté d'un *Conseil des assurances*. Les ressources de l'établissement se composent d'une contribution fédérale et d'une prime payée par les employeurs et les assurés.

La prime est déterminée, d'après un tarif de risques, en fonction du salaire de l'assuré et du risque de l'industrie à laquelle il est attaché. L'employeur paye les $\frac{3}{4}$

de la prime et l'assuré $\frac{1}{4}$. La Confédération prend à sa charge les frais d'administration ainsi que le $\frac{1}{5}$ des dépenses résultant de la réparation des accidents, les $\frac{4}{5}$ restants devant être représentés par la prime de l'employeur et de l'assuré.

Le système financier adopté est, naturellement, le *système de couverture* ou de capitalisation et les primes sont, par suite, évaluées de manière à fournir non seulement les indemnités courantes de l'année, mais encore les capitaux représentatifs ou *réserves mathématiques* des arrérages ultérieurs des rentes.

Le titre III de la loi s'occupe de l'*assurance militaire*.

Cette assurance a pour but de garantir les militaires contre les conséquences économiques des maladies et des accidents survenus pendant le service. En cas d'infirmité temporaire, elle paye l'entretien et le traitement gratuits à l'hôpital désigné par l'autorité militaire; la solde jusques et y compris le jour de la libération et une indemnité de chômage de 5 francs pour les officiers, 3 francs pour les sous-officiers et soldats pendant les trente premiers jours de la maladie et, au delà, une indemnité proportionnelle au gain de l'assuré. S'il y a infirmité permanente, l'assuré a droit à une pension d'invalidité de 70 p. o/o de la moins-value que subit son gain journalier par suite de la diminution de la capacité de travail. En cas d'indigence, ce chiffre peut être élevé à 100 p. o/o. Il est prévu, enfin, une indemnité funéraire et, en cas de mort, une pension aux parents : 40 p. o/o à la veuve, 25 p. o/o à chaque enfant, 30 p. o/o aux ascendants, le tout ne pouvant excéder 65 p. o/o du gain annuel.

L'assurance militaire est entièrement à la charge de la Confédération et les dépenses qu'elle entraînera seront annuellement portées au budget.

Loi pour la protection des ouvrières dans le canton de Soleure (1). — Cette loi s'applique à toutes les entreprises non soumises à la *loi fédérative sur les fabriques* à l'exclusion des exploitations agricoles et des maisons de commerce.

Les patrons et directeurs-gérants sont tenus de faire connaître au bailliage l'organisation de leur industrie.

Les jeunes filles au-dessous de quatorze ans ne pourront pas être employées, ni comme ouvrières, ni comme apprenties.

Le travail est interdit le dimanche et les jours de fête.

La durée du travail ne pourra dépasser 11 heures, et 10 heures seulement les veilles de dimanches et jours de fête; en outre, il est interdit de donner du travail, à faire à domicile, en dehors des heures de présence à l'atelier.

L'autorisation de prolonger la durée du travail ne sera accordée que dans des circonstances accidentelles, après demande à l'Administration.

Tout travail supplémentaire sera interdit aux ouvrières âgées de moins de dix-huit ans et devra être payé au moins un quart de plus que le salaire ordinaire.

Les ateliers doivent être dans de bonnes conditions d'hygiène et de dimensions en rapport avec le nombre des ouvriers.

Les deux premières semaines de l'installation d'une ouvrière sont considérées comme temps d'essai, en ce sens que, de part et d'autre, le contrat peut être dé-

(1) Des : *Schweizerische Blätter für Wirtschaft und Socialpolitik*.

noncé, à condition de prévenir au moins trois jours à l'avance. Quiconque prend une apprentie est obligé de passer un contrat avec les parents de celle-ci.

Les règlements de travail doivent être affichés bien en vue dans l'atelier.

On ne pourra infliger d'amendes que si elles sont fixées par un règlement accepté des ouvrières; elles ne devront jamais dépasser le quart du salaire journalier de l'ouvrière et seront employées dans son intérêt.

Toute retenue de salaire pour location, nettoyage ou éclairage de l'atelier est interdite.

On ne pourra opérer de retenues de salaire, en cas de malfaçons, que si le dommage a été causé avec préméditation ou par suite d'une grande négligence. La retenue de salaire ne devra pas dépasser la moitié du salaire moyen de la semaine.

Les employées de commerce qui, en raison de l'activité des affaires, ne peuvent avoir leur dimanche libre, devront avoir une demi-journée de repos, pendant la semaine. Les patrons seront responsables de l'exécution des prescriptions de la loi.

La Banque populaire genevoise. — Résumé des opérations en 1898 (1) :

<i>Situation.</i>	FRANCS.	<i>Opérations.</i>	
		ARTICLES.	SOMMES.
Montant du capital au 31 décembre 1898....	739.850	Effets escomptés.. 12.064	4.696.507
Nombre de parts. 14.797		Renouvellements. 6.012	1.562.380
Nombre de socié- taires..... 1.119		Avances nouvelles 1.259	1.843.939
Fonds de réserve..... 207.804		Solde du portefeuille au 31 décembre 1898....	1.134.329
Montant des dépôts à échéance (6 mois à 3 ans)..... 548.241		Bénéfice net.....	64.922
Montant des comptes de dépôt..... 1.116.890		<i>Répartition du bénéfice.</i>	
Nombre des comptes de dépôt..... 910		FRANCS.	PROPORTION p. o/o.
		Réserve..... 9.738	15.0
		Administration... 3.246	5.0
		Personnel..... 6.492	10
		Sociétaires..... 41.500	70
		Solde à nouveau.. 3.946	"
		TOTAL PAREIL..	64.922 100

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Arrêté du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes en date du 30 octobre 1899, relatif à l'élection de membres ouvriers au Conseil supérieur du travail.

(J. O. du 19 nov. 1899.)

Vu l'article 8 du décret du 1^{er} septembre 1899 portant réorganisation du Conseil supérieur du travail qui dispose sous les numéros 5 et 6 que des représentants spéciaux des industries textiles, similaires et succédanées seront élus par les chambres de commerce et les comités consultatifs des arts et manufactures pour les régions du Nord et de l'Est, d'une part, et les régions de l'Ouest et du Midi, d'autre part;

Vu l'article 10, n^{os} 5 et 6 du même décret, qui répartit, suivant une subdivision territoriale identique, les syndicats d'ouvriers et employés des industries textiles, similaires et succédanées, en vue de l'élection des membres ouvriers de ces professions au Conseil supérieur du travail.

Considérant que l'état d'avancement des travaux du recensement professionnel permet aujourd'hui de déterminer exactement d'après leur importance respective, les deux régions territoriales prévues au décret.

ART. 1^{er}. Sont compris dans la région du Nord et de l'Est, pour l'exécution des dispositions des articles 8 (n^{os} 5, 6) et 10 (n^{os} 5 et 6) du décret du 1^{er} septembre 1899, les départements suivants : Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, Ardennes, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Marne, Oise, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Seine, Seine-et-Oise, Eure, Calvados, Manche, Orne, Eure-et-Loir, Loiret, Yonne, Aube, Haute-Marne, Côte-d'Or, Vosges, Haute-Saône, Doubs et territoire de Belfort.

ART. 2. Sont compris dans la région de l'Ouest et du Midi, pour l'exécution des mêmes dispositions, les départements suivants : Jura, Saône-et-Loire, Nièvre, Allier, Puy-de-Dôme, Haute-Loire, Loire, Rhône, Ain, Haute-Savoie, Savoie, Isère, Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Alpes-Maritimes, Corse, Var, Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Drôme, Ardèche, Gard, Lozère, Cantal, Aveyron, Tarn, Hérault, Aude, Pyrénées-Orientales, Ariège, Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, Basses-Pyrénées, Landes, Gers, Tarn-et-Garonne, Lot, Lot-et-Garonne, Gironde, Dordogne, Corrèze, Creuse, Haute-Vienne, Charente, Charente-Inférieure, Vendée, Deux-Sèvres, Vienne, Indre, Cher, Loir-et-Cher, Indre-et-Loire, Maine-et-Loire, Loire-Inférieure, Morbihan, Finistère, Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine, Mayenne, Sarthe.

Circulaire du Ministre du commerce de l'industrie des postes et télégraphes aux Secrétaires des syndicats professionnels ouvriers, en date du 20 novembre 1889, relative aux élections pour le Conseil supérieur du travail.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE, tous les ans à pareille époque, M. le Préfet de votre département prie chaque association de lui fournir un certain nombre de renseignements qui sont destinés à être consignés dans l'*Annuaire des Syndicats professionnels*. Grâce aux réponses des associations, nous pouvons éditer cet annuaire qui rend de grands services, notamment aux divers groupements ouvriers. On y trouve en effet, la liste de toutes les organisations corporatives placées sous le couvert de la loi du 21 mars 1884, leur siège social, l'année de leur création, le nombre de leurs membres et les institutions accessoires qu'elles ont créées, telles que bureaux de placement, bibliothèques, caisses de retraite, cours professionnels, etc.

Le décret du 1^{er} septembre 1899, réorganisant le Conseil supérieur du travail, donne, cette année, encore plus d'intérêt aux renseignements que vous êtes prié d'envoyer aux préfets. En effet, suivant ce nouveau décret, la nomination des deux tiers des membres ouvriers

du Conseil supérieur du travail doit être faite par les syndicats ouvriers eux-mêmes, qui sont appelés à élire quinze représentants.

Chaque syndicat, dit l'article 11, disposera d'un nombre de voix proportionnel au nombre de ses membres, à raison d'une voix par vingt-cinq membres ou fraction de vingt-cinq membres. Le nombre des membres de chaque syndicat et l'étendue de ses droits électoraux sont arrêtés par le Ministre du Commerce, d'après les déclarations que les syndicats auront fait parvenir aux préfets dans le courant du mois de décembre précédant l'élection. Les syndicats qui n'auraient pas fourni de renseignements veraient, quel que soit le nombre de leurs membres, leur droit de suffrage réduit à une voix.

Chaque préfet fera afficher en février, à la mairie des chefs-lieux de canton de son département, et communiquera aux bourses de travail et aux conseils de prud'hommes un tableau dressé au Ministère du commerce sur les déclarations des syndicats, et où figureront : le nom de chaque syndicat ouvrier, le nombre de ses membres et l'indication du groupe professionnel auquel il est classé.

Les syndicats d'ouvriers et d'employés sont répartis dans les quinze groupes industriels ou commerciaux dont l'énumération est déterminée à l'article 10 du décret.

Je vous envoie au surplus le texte complet du décret du 1^{er} septembre 1899 que vous trouverez ci-inclus (1).

En raison des circonstances que je viens de vous exposer, et dans l'intérêt des ouvriers, j'attacherai le plus grand prix à ce que les renseignements qui vous seront demandés par M. le Préfet de votre département lui fussent transmis au plus tard le 1^{er} janvier 1900, de manière que les listes électorales puissent être dressées en janvier et affichées en février, conformément aux prescriptions du décret.

Recevez, etc.

[N. D. L. R. Pour les syndicats du département de la Seine, les déclarations doivent être faites à M. le Ministre du commerce, Direction du travail, rue de Varenne, n° 80, qui leur a adressé deux questionnaires pour faciliter leur tâche. Prière d'en remplir un et de le renvoyer en franchise dans l'enveloppe jointe, avant le 15 janvier prochain.]

Circulaire du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes aux préfets, en date du 20 novembre 1899, sur les élections au conseil supérieur du travail en 1900.

Arrêté du Ministre des travaux publics, en date du 23 novembre 1899, sur la durée du travail des agents des gares, stations et haltes.

(J. O. du 25 novembre 1897) (2).

ART. 1^{er}. Sur les réseaux ci-dessus désignés (3), les dispositions suivantes sont applicables à tous les agents des gares, stations et haltes dont le service peut intéresser la sécurité des trains ou des manœuvres.

ART. 2. La durée du service effectif ne peut excéder douze heures par vingt-quatre heures.

(1) Voir le texte de ce décret au *Bulletin* de septembre 1899.

(2) Au même numéro du *Journal officiel*, on trouvera les deux arrêtés du 4 novembre sur le travail des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains. Ces arrêtés ont paru dans le *Bulletin* de novembre.

(3) Les réseaux désignés dans les considérants qui précèdent l'arrêté sont ceux de l'État, du Midi, du Nord, de l'Ouest, du P.-L.-M., de l'Orléans et des deux Ceintures.

Le grand repos journalier a une durée ininterrompue de neuf heures au moins; cette durée peut être réduite à huit heures pour les agents logés dans les gares.

Des repos, d'une heure environ chacun, sont accordés aux agents, pour leurs repas, vers le milieu et vers la fin de la journée.

ART. 3. Tout agent a droit, chaque mois, à une journée ou à deux demi-journées de repos; deux journées de repos au maximum, afférentes à deux mois consécutifs, peuvent être cumulées; mais il ne doit y avoir en aucun cas un intervalle de deux mois sans journée de repos.

Une journée de repos comprend tout l'intervalle s'étendant entre deux nuits de repos consécutives. Une demi-journée de repos commence ou finit vers le milieu de la journée habituelle de travail, et doit précéder ou suivre immédiatement une nuit de repos.

Durant ces journées ou demi-journées de repos, les agents sont dispensés de tout service et peuvent s'absenter de leur résidence.

Les prescriptions du présent article ne s'appliquent pas aux agents qui bénéficient des repos de vingt-quatre heures prévus à l'article 4 ci-après.

ART. 4. Dans les gares qui comportent service de jour et service de nuit, la période continue de service de nuit ne doit pas comprendre plus de quatorze nuits consécutives. Les agents alternant pour le service de jour et celui de nuit bénéficient, à chaque changement de service, d'un grand repos ininterrompu de vingt-quatre heures au moins.

Pour les grandes gares à service chargé, le ministre des travaux publics pourra prescrire aux compagnies de réduire la période d'alternement à une durée inférieure à quatorze nuits, jusqu'à un minimum de sept nuits consécutives.

ART. 5. Les compagnies doivent afficher d'une façon apparente dans chaque gare des tableaux indiquant les heures de service de tout le personnel qui y est attaché, en distinguant sur ces tableaux les agents auxquels le présent arrêté ne serait pas appliqué.

ART. 6. Il ne peut être dérogé aux prescriptions du présent arrêté que dans des cas spéciaux pleinement justifiés par les nécessités du service et sous réserve, pour les tableaux du service normal, de l'autorisation de l'administration.

Toutefois, aucune dérogation aux prescriptions des articles 3 et 4 ne sera autorisée.

Pour les petites gares ou haltes ne comportant qu'un seul agent, qui ne sont pas desservies par plus de trois trains par jour dans chaque sens, et dont le trafic est assez faible pour que l'agent, logé dans la gare, ait en fait de longues périodes d'inaction pendant la journée, cet agent pourra, par dérogation à l'article 2, être astreint à une durée de présence excédant la limite fixée audit article, sans que son grand repos journalier puisse être inférieur à huit heures. La liste de ces petites gares sera soumise par chaque réseau à l'approbation de l'ingénieur en chef du contrôle de l'exploitation technique, dans les deux mois qui suivront la date du présent arrêté; des modifications pourront y être prescrites à toute époque.

ART. 7. Si en service, par suite de circonstances imprévues ou accidentelles, le travail des agents excède les limites prescrites par le présent arrêté, chaque compagnie doit en informer le service du contrôle par un compte rendu adressé, le 10 de chaque mois pour le mois précédent, à l'ingénieur en chef du contrôle de l'exploitation technique. Ces comptes rendus font ressortir les différences entre le travail prévu et le travail réellement effectué. Des extraits en sont affichés dans les gares.

L'ingénieur en chef du contrôle de l'exploitation technique prescrit à la compagnie de prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître sans retard les causes permanentes qui amèneraient des dérogations réitérées aux prescriptions du présent arrêté. Les suites données à ces observations sont signalées à l'Administration par le service du contrôle, qui propose en outre les mesures nécessaires pour compléter celles déjà prises par la compagnie, dans le cas où il les jugerait suffisantes.

ART. 8. En aucun cas et sous aucun prétexte, les agents des gares ne peuvent invoquer la prolongation de la durée de leur travail pour abandonner le service public qu'ils sont chargés d'assurer. Mais ils doivent rendre compte à leur chef, aussitôt que possible, de toutes les

dérégations au présent arrêté qui se sont produites au cours de leur travail, en inscrivant leurs observations sur un registre spécial ouvert à cet effet dans chaque gare.

ART. 9. Les tableaux de service et roulements en vigueur, ainsi que les registres mentionnés à l'article précédent sont constamment tenus à la disposition des ingénieurs du contrôle et des agents sous leurs ordres.

ART. 10. Le présent arrêté devra être intégralement appliqué avant le 1^{er} avril 1900.

**Circulaire du Ministre des travaux publics aux Directeurs du contrôle,
en date du 24 novembre 1899, sur la durée du travail des agents de chemins de fer.**

Les instructions actuellement en vigueur au sujet de la durée du travail et des repos des agents de chemins de fer ne s'appliquent qu'à une faible partie de ce personnel. Or, il est d'une importance capitale, pour la sécurité de l'exploitation, qu'aucun des agents qui concourent à l'assurer ne soit exposé à un travail excessif.

Il m'a donc paru nécessaire d'étendre à tous ces agents le principe de la limitation de la durée du travail, en établissant des réglementations nouvelles pour ceux d'entre eux qui, comme le personnel des trains et des gares, n'avaient pas encore bénéficié d'une mesure de ce genre; j'ai voulu en même temps améliorer sur plusieurs points les règles déjà appliquées à certaines catégories d'agents (mécaniciens et chefs de station). C'est dans ce double but que j'ai pris les deux arrêtés du 4 novembre courant, relatifs aux mécaniciens et chauffeurs et aux agents des trains, et l'arrêté du 23 novembre qui concerne le personnel des gares. Pour les huit réseaux où elles sont applicables, ces décisions abrogent toutes les dispositions antérieures relatives aux mêmes agents.

J'ai tenu à ce que les nouveaux règlements concilient dans une juste mesure les exigences de la sécurité avec les intérêts des agents de chemins de fer, tout en conservant la souplesse nécessaire dans la pratique, et je désire que les ingénieurs du contrôle s'inspirent des mêmes principes pour en surveiller la mise en application.

1. — Mécaniciens, chauffeurs et agents des trains.

Les règlements concernant les mécaniciens et chauffeurs et les agents des trains, forcément complexes par suite du caractère irrégulier du travail de ces agents, devront faire l'objet d'une surveillance attentive afin de produire tout l'effet utile qu'on en doit attendre.

J'attire en particulier votre attention sur les articles 4 de ces arrêtés, et notamment sur les durées de travail effectif à compter en dehors des parcours des trains. Avant le départ, il ne suffit pas que les agents ne soient pas astreints à prendre leur travail avant l'heure fixée par les roulements; il faut en outre que le temps alloué sur ceux-ci soit en rapport avec les opérations que les agents ont à effectuer d'après les instructions de leur compagnie. Après l'arrivée, il importe également que les temps alloués soient normalement suffisants pour l'exécution du travail qui est alors demandé au personnel. Il sera spécialement nécessaire de veiller, pour les mécaniciens et chauffeurs, à ce que les délais indiqués avant et après les trains soient convenablement fixés d'après l'organisation du service, la disposition des gares, le type des machines et la nature des trains.

Le service du contrôle devra d'ailleurs s'assurer que les agents sont réellement « inoccupés » pendant les temps de réserve qui ne sont pas entièrement comptés comme travail effectif.

Vous remarquerez enfin qu'en vue de l'application du 2^e de l'article 4 de l'arrêté relatif aux agents des trains, il est indispensable qu'à l'avenir les dénominations de trains portées au livret de marche correspondent exactement à leur nature.

Les grands repos de vingt-quatre heures prévus par les articles 3 des arrêtés du 4 novembre ne devront pas être établis au détriment des grands repos journaliers dont la durée est de dix heures en moyenne. C'est dans ce but qu'il est prescrit de ne compter les premiers que pour dix heures dans le calcul de la moyenne décadaire; mais il doit être entendu que, s'ils ont une durée supérieure à vingt-quatre heures, le surplus est compris pour sa valeur entière dans le calcul décadaire: un repos de trente heures, par exemple, comptera pour

seize heures. C'est là une conséquence des termes de l'arrêté qui facilitera l'allocation de repos plus longs que vingt-quatre heures.

Quant aux dérogations dont parlent les articles 6, leur nombre devra être très restreint dans les roulements; elles devront avoir spécialement pour but de faciliter le retour des agents à leur résidence et être compensées par un allègement des périodes de travail voisines ou par une augmentation des grands repos journaliers ou décadaires.

II. — *Agents des gares.*

Le règlement relatif au personnel des gares s'applique à tous les agents dont le service peut intéresser la sécurité des trains ou des manœuvres. Il ne m'a pas paru possible d'énumérer, d'une manière précise et complète, les catégories d'agents qui ont à intervenir dans cette sécurité, car en fait, ces catégories ne sont nullement tranchées. La distinction du personnel auquel s'applique l'arrêté devra être faite par les ingénieurs du contrôle, non pas d'après les titres ou grades des agents, mais d'après leurs fonctions réelles, en tenant compte des besognes éventuelles qui leur sont parfois demandées en dehors de leurs occupations normales.

L'arrêté du 23 novembre étant applicable à la grande majorité du personnel des gares, il ne pouvait exiger l'envoi à l'administration de tous les tableaux de service établis pour ces agents, d'autant plus que de tels documents sont exposés à des modifications répétées. Mais ces tableaux, conformément aux indications de l'article 5 de l'arrêté, seront affichés dans les gares, et les agents du contrôle devront, par des vérifications répétées, s'assurer que les durées de travail sont conformes aux prescriptions réglementaires; c'est seulement sur place d'ailleurs qu'il est possible de se rendre compte de la nature des fonctions de chaque agent et du travail qui lui est demandé.

Les dérogations que les compagnies demanderont d'admettre dans les tableaux du service normal, par application de l'article 6 de l'arrêté, devront être examinées avec la plus grande attention par les ingénieurs du contrôle.

Le troisième alinéa de cet article vise spécialement les dérogations portant sur la durée de présence et concernant de petites gares à un seul agent; la liste de ces dernières, spécifiant les durées maxima de présence autorisées pour chacune d'elles, devra être arrêtée avant le 15 mars 1900 par l'ingénieur en chef du contrôle de l'exploitation technique; mais il pourra prescrire ultérieurement des modifications. Il importe que les conditions spécifiées à ce sujet par l'arrêté soient exactement observées; il faudra notamment que, par l'examen du trafic de ces petites gares et du nombre annuel de leurs expéditions et arrivages G. V. et P. V., ainsi que par les résultats d'une enquête faite sur place, les ingénieurs du contrôle se rendent compte du travail que peut avoir à fournir l'agent dans l'intervalle du passage des trains.

Loin d'encourager la réduction du nombre des agents dans les petites gares, cette disposition de l'article 6 devra, au contraire, par l'étude qu'elle provoquera sur la situation des intéressés, être l'occasion pour le service du contrôle d'inviter la compagnie à augmenter le personnel dans toutes les stations ou haltes où l'insuffisance en sera reconnue.

J'ajoute que, pour réduire le nombre de ces dérogations et alléger le service d'une partie du personnel, je serais disposé à examiner les propositions qui me seraient adressées en vue de la fermeture, pendant quelques heures de la journée, de certaines haltes ou petites stations, lorsqu'elles ne comporteront qu'un ou deux agents et qu'une telle restriction pourra être admise sans inconvénients réels pour les populations.

III. — *Dispositions générales.*

Je crois enfin nécessaire de compléter les indications qui précèdent par quelques observations générales s'appliquant aux trois arrêtés.

Ces règlements établissent, pour les durées des périodes de travail ou des grands repos, des maxima ou des minima en deçà desquels il sera, dans certains cas, utile de se tenir. Je n'ignore pas que, au milieu de la diversité des errements actuellement suivis par les compagnies, quelques agents bénéficient déjà, à tel ou tel point de vue, d'une réglementation plus large. Celle-ci ne pourrait sans doute être généralisée sans entraîner des dépenses excessives, dont les finances de l'État supporteraient leur part. Mais lorsqu'il en est ainsi, on doit présumer que l'organisation précédemment adoptée était justifiée par la nature du travail

demandé aux agents; aussi devrez-vous veiller à ce que, lors de la mise en vigueur des nouveaux arrêtés, les compagnies n'aggravent pas la situation d'une partie de leur personnel; il est hors de doute, par exemple, que, pour les aiguilleurs de cabines importantes ou pour certains agents dont le service est très chargé, les durées de travail doivent être notablement inférieures aux limites fixées par les règlements.

Une observation analogue s'impose au sujet des congés annuels qui ne sont stipulés dans aucun règlement des compagnies, mais qu'elles ont l'habitude d'accorder à leurs agents. Si désirable que soit leur généralisation, ils n'ont pas sur la sécurité la répercussion directe qui seule me permet d'intervenir en vertu de la loi. Il n'a donc pu en être question dans les arrêtés. Mais, afin que la nouvelle réglementation concoure, suivant mes vœux, à améliorer la situation des agents en même temps qu'elle constituera un progrès au point de vue de la sécurité, il conviendra que les compagnies ne confondent pas les jours de repos prescrits avec les congés annuels qui sont entrés dans leurs usages.

J'appelle enfin toute votre attention, Monsieur l'inspecteur général, sur la surveillance qui devra être exercée par les ingénieurs et agents placés sous votre direction en vue d'assurer, tant par la vérification régulière des ordres de service que par la fréquente observation des faits dans leurs tournées, l'exécution des arrêtés des 4 et 23 novembre. Je vous recommande particulièrement d'exiger que les contrôleurs du travail s'acquittent activement de leurs fonctions. Les constatations personnelles qu'ils feront dans les gares et dépôts et dans les trains seront complétées par les renseignements que pourront leur fournir les agents eux-mêmes, et par l'examen des registres de réclamations dont la tenue sera dorénavant obligatoire. Ils devront viser ces registres à chacun de leurs passages dans une gare ou dans un dépôt, prendre copie des observations qui y seraient inscrites et les transmettre à leurs chefs avec les résultats de l'enquête faite par eux.

Les ingénieurs du contrôle, tout en se renseignant principalement par leurs contrôleurs du travail et par eux-mêmes, ne devront pas, d'autre part, négliger les réclamations de quelque importance qui pourraient leur être adressées, notamment par les administrateurs des syndicats ou associations d'agents de chemins de fer; les ingénieurs en chef du contrôle de l'exploitation technique centraliseront à Paris les résultats des enquêtes faites sur des plaintes émanant de ces administrateurs et informeront directement ces derniers des réponses à leurs réclamations, en leur accordant un jour d'audience par mois, autant que le permettront les nécessités du service.

Cette surveillance exercée par le service du contrôle aura comme conséquence, le cas échéant, l'établissement de procès-verbaux de contravention, par application de l'article 79 de l'ordonnance du 15 novembre 1846. Vous remarquerez, en effet, que les conditions dans lesquelles les règlements nouveaux ont été édictés, après des propositions des compagnies et suivant les formes prescrites par les articles 60 et 69 de ladite ordonnance, leur assurent la sanction du titre III de la loi du 15 juillet 1845, et notamment de son article 21.

Arrêté du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes en date du 28 novembre 1899, déterminant la liste des sociétés d'assurances contre les accidents, mutuelles ou à primes fixes, françaises ou étrangères, qui fonctionnent dans les conditions prévues par les articles 26 et 27 de la loi du 9 avril 1898.

(J. O. du 29 novembre 1899.)

Vu l'article 27 de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail;

Vu le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'exécution dudit article 27, notamment en son article 18, ainsi conçu :

« Chaque année, avant le 1^{er} décembre, le ministre du commerce arrête, après avis du comité consultatif, et publie au *Journal officiel*, la liste des sociétés **mutuelles** ou à primes fixes, françaises ou étrangères, qui fonctionnent dans les conditions prévues par les articles 26 et 27 de la loi du 9 avril 1898 et par le présent décret; »

Vu l'avis du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail;

Sur la proposition du chef de la division de l'assurance et de la prévoyance sociales,

ART. 1^{er}. Est arrêtée, telle qu'elle est annexée ci-après, la liste des sociétés mutuelles ou à primes fixes, françaises ou étrangères, qui fonctionnent dans les conditions prévues par les articles 26 et 27 de la loi du 9 avril 1898 et par le règlement d'administration publique du 28 février 1899.

ART. 2. Ladite liste sera publiée, avant le 1^{er} décembre 1899, au *Journal officiel* de la République française.

ANNEXE.

Liste des sociétés mutuelles ou à primes fixes, françaises ou étrangères qui fonctionnent dans les conditions prévues par les articles 26 et 27 de la loi du 9 avril 1898 et par le décret du 28 février 1899.

1^{re} Sociétés françaises d'assurances mutuelles contre les accidents du travail.

LA PRÉSERVATRICE, 18, rue de Londres, à Paris. — LA MUTUELLE GÉNÉRALE FRANÇAISE, 19 et 21, rue Chanzy, au Mans (Sarthe). — LA CAISSE SYNDICALE D'ASSURANCE MUTUELLE DES INDUSTRIES TEXTILES DE FRANCE, 2, cité de Londres, à Paris. — LA CAISSE SYNDICALE D'ASSURANCE MUTUELLE DES FORGES DE FRANCE, 2, cité de Londres, à Paris. — L'UNION INDUSTRIELLE, 4, rue Lanterne, à Lyon. — LE SYNDICAT DU NORD, 68, Grande-Rue, à Roubaix (Nord). — LA MUTUALITÉ INDUSTRIELLE, 36, rue de Berlin, à Paris. — L'ASSOCIATION INDUSTRIELLE DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS, 16, boulevard Chasles, à Chartres (Eure-et-Loir). — LA PARTICIPATION, 92, rue de Richelieu, à Paris. — L'INDUSTRIE FRANÇAISE, 29, rue des Pyramides, à Paris. — LA CAISSE SYNDICALE D'ASSURANCE MUTUELLE DES AGRICULTEURS DE FRANCE (ancienne *Solidarité orléanaise*), 32, rue d'Athènes, à Paris. — L'AUXILIAIRE, 1, rue de l'Ancienne-Préfecture, à Lyon. — LA CAISSE DES ENTREPRENEURS, 7, rue Clovis, à Reims (Marne). — LA CAISSE SYNDICALE MUTUELLE, à Armentières (Nord). — LA CAISSE SYNDICALE D'ASSURANCE MUTUELLE DES INDUSTRIES SUCRIÈRES DE FRANCE, 2, cité de Londres, à Paris. — LA RESPONSABILITÉ AGRICOLE, 204, rue de Rivoli, à Paris. — L'ALIMENTATION, 24, rue de Richelieu, à Paris.

2^{re} Sociétés françaises d'assurances à primes fixes contre les accidents du travail.

L'ABEILLE, 57, rue Taitbout, à Paris. — LE PATRIMOINE, 55, rue de la Chaussée-d'Antin, à Paris. — LA PRÉSERVATRICE (C^{ie} anonyme), 18, rue de Londres, à Paris. — LA PRÉVOYANCE, 23, rue de Londres, à Paris. — L'URBAINE ET LA SEINE, 37, rue Le Peletier, à Paris. — LE SECOURS, 15, rue des Pyramides, à Paris. — LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES ASSURANCES AGRICOLES ET INDUSTRIELLES, 5, rue Grétry, à Paris. — LA FONCIÈRE, 12, place de la Bourse, à Paris. — LE SOLEIL-SÉCURITÉ GÉNÉRALE, 7, cité d'Antin, à Paris. — LA PROVIDENCE, 12, rue de Grammont, à Paris. — LA CAISSE GÉNÉRALE DES FAMILLES, 4, rue de la Paix, à Paris. — LA FLANDRE, 68, Grande-Rue, à Roubaix (Nord). — L'ÉTERNELLE, 44, rue de la Chaussée d'Antin, à Paris. — L'UNION INDUSTRIELLE DU NORD, 75, boulevard de la Liberté, à Lille (Nord). — LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS, 56, rue Saint-Lazare, à Paris. — LA THÉMIS, 11, place Saint-Ferréol, à Marseille. — L'ESPÉRANCE, 10, rue Saint-Augustin, à Paris.

3^{re} Sociétés étrangères d'assurances contre les accidents du travail.

LA SOCIÉTÉ SUISSE D'ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS, à Winterthur (Suisse), ayant son siège, pour les assurances pratiquées en France, 62, rue de Provence, à Paris. — LA ZÜRICH, compagnie générale d'assurances contre les accidents et la responsabilité civile, à Zurich

(Suisse), ayant son siège pour les assurances pratiquées en France, 14, rue Favart, à Paris.
— THE OCEAN ACCIDENT AND GUARANTEE CORPORATION, à Londres, ayant son siège pour les assurances pratiquées en France, 109, rue Montmartre, et 128, rue Réaumur, à Paris.

Toute autre société qui pratiquerait l'assurance des risques prévus par la loi du 9 avril 1898, avant d'avoir déposé le cautionnement réglementaire, serait passible des peines édictées par les articles 471 et 474 du Code pénal, ainsi que l'a rappelé la circulaire du garde des sceaux aux procureurs généraux en date du 12 août 1899, publiée au Journal officiel du 20 août suivant.

Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

[Exécution de l'article 19 du décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 9 avril 1898, sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.]

ADDITION À LA LISTE

DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

qui ont effectué

à la Caisse des dépôts et consignations le versement du cautionnement réglementaire.

[Suite (1).]

(J. O. du 8 décembre 1899.)

LA GAULOISE, 5, rue Grétry, à Paris.

(1) Voir les listes précédentes aux *Bulletins* de juin, juillet, août et novembre 1899.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE NOVEMBRE 1899.

EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Accidents. — *Chambre.* — Séance du 14 novembre 1899. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 3 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, déposée par MM. Basly, Lamendin et Defontaine. — Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Assistance. — *Sénat.* — Séance du 14 novembre 1899. — Proposition de loi sur la protection et l'assistance des mères et des nourrissons, présentée par M. Strauss (Doc. parl., n° 235). — Renvoyée à la commission d'initiative parlementaire.

Association. — *Chambre.* — Séance du 14 novembre 1899. — PROJET DE LOI relatif au contrat d'association, déposée par M. Waldeck-Rousseau, Président du Conseil, Ministre de l'intérieur et des cultes (Doc. parl. n° 1184). — Renvoyé à la Commission relative au droit d'association.

Caisses de retraites. — *Chambre.* — Séance du 14 novembre 1899. — Rapport, par M. Guillemet, sur la proposition de loi tendant à établir en France le monopole de la rectification de l'alcool et à en employer le produit à la création d'une caisse nationale de retraites en faveur des vieux travailleurs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture. (Voir *Bull.* juillet 1898, p. 622; *Bull.* août 1898, p. 688; *Bull.* décembre 1898, p. 983.)

Syndicats professionnels. — *Chambre.* — Séance du 14 novembre 1899. — PROJET DE LOI portant modification à la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, déposé par M. Waldeck-Rousseau, président du Conseil, Ministre de l'intérieur et des cultes (Doc. parl., n° 1185). — Renvoyé à la Commission du travail.

Économats. — *Chambre.* — Séance du 20 novembre 1899. — Proposition de loi ayant pour but d'interdire aux patrons non commerçants de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des denrées et marchandises de toute sorte, déposée par MM. Coutant, etc. (Doc. parl., n° 1202). — Renvoyée à la Commission du travail.

Salaires. — *Chambre.* — Séance du 20 novembre 1899. — Proposition de loi ayant pour objet de prévenir la dépression des salaires et la fermeture des usines, ateliers, chantiers, manufactures ou magasins, proposée par MM. Coutant, etc. (Doc. parl., n° 1201). — Renvoyée à la Commission du travail.

Caisse de prévoyance des marins. — *Chambre.* — Séance du 20 novembre 1899. — Proposition de loi portant modification de la loi du 21 avril 1898, créant une caisse de prévoyance entre les marins français contre les risques et accidents de leur profession, déposée par M. Gautret (Doc. parl. n° 1197). — Renvoyée à la Commission de la marine.

Caisse de prévoyance des marins. — *Chambre.* — Séance du 20 novembre 1899. — Dépôt par M. Charruyer, au nom de la Commission de la marine, d'un rapport sur la proposition de loi de M. Charruyer, portant modification de la loi du 21 avril 1898 créant une caisse de prévoyance entre les marins français contre les risques et accidents de leur profession (Doc. parl., n° 1199).

Vagabondage. — *Chambre.* — Séance du 28 novembre 1899. — Dépôt par M. Cruppi, d'un rapport sur la proposition de loi de M. Cruppi, relative aux moyens d'assistance et de coercition propres à prévenir et à réprimer le vagabondage et la mendicité (Doc. parl., n° 1237).

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc. ; et 2^o par les correspondants.

Finistère. — CHAMBRE DE COMMERCE DE MORLAIX. — Pendant l'année 1898, la *pêche* faite par les marins de la région a eu tendance à être plus faible que celle de l'année 1897. La pêche des crustacés a cependant marqué une amélioration. La *minoterie* a dû s'adresser au marché étranger pour alimenter ses meules; le travail s'en est ressenti; en fin d'année, la bonne récolte de 1898 a amené une baisse de la matière première. L'*élevage des chevaux* a été satisfaisant, les prix de vente ont été en hausse et rémunérateurs. Les *cultures maraîchères* des environs de Roscoff ont donné de bons résultats et fourni un travail suivi au personnel ouvrier. La *salaïson des beurres* s'est ressentie de l'augmentation de la concurrence des autres pays exportateurs; pendant la période mai 1897 à avril 1898, il a été apporté au marché de Morlaix 2,200,000 kilogrammes de beurre salé contre 2,215,000 kilogrammes pendant la même période de 1896-1897 et 2,220,000 kilogrammes en 1895-1896; certaines contrées qui alimentaient auparavant le marché de Morlaix ont expédié ensuite directement à l'étranger. Chez les fabricants de *salaïsons de porc*, le travail a été également plus calme que l'année précédente. La *papeterie* a été en diminuant d'importance par suite de la concurrence des fabriques à outillage perfectionné; une importante papeterie a été fermée. La *tannerie* a été sans activité; les cuirs tannés ont été mieux vendus, mais avec des prix non proportionnés à ceux du cuir vert. L'industrie des *bois du Nord* a eu tendance à baisser par suite de l'augmentation de la concurrence des régions voisines plus favorisées au point de vue des moyens de transport. La *tonnellerie*, qui a été encore bien occupée, a vu diminuer ses commandes, des usines à outillage perfectionné ayant été installées dans un certain nombre de centres de production. Le *mouvement du port* a présenté à l'entrée une augmentation d'un quart par rapport à la période correspondante de l'année précédente, augmentation portant principalement sur les bois du Nord; pour les sorties, l'augmentation a été d'un peu plus de 10 p. o/o.

Isère. — CHAMBRE DE COMMERCE DE VIENNE. — Pendant le 1^{er} semestre 1899, la situation de la *minoterie* est restée défavorable par suite de la surproduction des farines qui a pesé sur les cours; les difficultés de la réexportation ont empêché d'alléger le marché et de maintenir une activité satisfaisante. Dans la *fabrication des liqueurs* et dans la *stéarinerie*, situation stationnaire; peu d'activité. La *papeterie* a souffert d'un excès de production qui a amené aussi une dépréciation des cours des produits fabriqués. La *filature* s'est ressentie de la concurrence des filatures de peigné du Nord qui, grâce à la facilité de leurs approvisionnements en matières premières, charbon, outillage, ont pu offrir leurs produits à meilleur marché. Les *tissages de draperie* qui avaient ralenti pendant les premiers mois de 1899, ont repris une bonne activité avec la hausse de la matière première qui a entraîné celle des tissus et fait remettre de bonnes commandes aux tissages de la région qui fabriquaient surtout les articles à bon marché. La *chapellerie mécanique* a maintenu son activité, mais n'a pas progressé. L'*industrie métallurgique*, (*fonderie de 1^{re} et 2^e fusion* et ateliers de *constructions mécaniques*), a présenté une grande activité en progrès sur les années précédentes.

Lot-et-Garonne. — CHAMBRE DE COMMERCE DE LOT-ET-GARONNE. — Pendant le 1^{er} semestre 1899, une usine a été fondée pour la *distillation* des débris ligneux de pins. Une *fonderie de fonte* a monté un 2^e fourneau et des appareils à réchauffer l'air des souffleries. Une fabrique de *briques de laitier* a été jointe à l'établissement. Dans la fabrication mécanique de la *chaussure*, le matériel a été aussi perfectionné. La production et la vente ont été plutôt en diminution sur la fin de 1898, sauf pour les *fonderies*, où les commandes ont dépassé la production.

Les prix de vente ont été généralement en baisse et peu rémunérateurs sauf pour les *mécaniciens*. Les salaires ont eu tendance à baisser; la main-d'œuvre a été abondante dans l'industrie,

plutôt insuffisante dans l'agriculture. Le prix du pain a diminué à la suite de la baisse du blé.

Nord. — CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUBAIX. — Pendant le premier semestre 1899, un *tissage mécanique* pour ameublement (environ 125 ouvriers) a été monté; quelques usines de teintures ont adjoint des *filatures* ou des *tissages* à leurs établissements. La production et la vente sont restées faibles, une amélioration s'est cependant produite par rapport au semestre précédent, les chômages se sont atténués; les difficultés rencontrées à l'exportation et la hausse des laines qui a contraint à élever les prix des tissus ont empêché une reprise plus marquée du travail. Les tissages de coton ont aussi vu leur situation s'améliorer par rapport au semestre précédent. Les salaires sont restés stationnaires; les ouvriers sur place ont été bien occupés, sauf les *filateurs de coton* qui ont chômé encore un jour par semaine; beaucoup de métiers et de broches sont restés sans emploi. Beaucoup d'ouvriers ont quitté la ville l'an dernier à la suite de chômage prolongé, maintenant la main-d'œuvre tendrait à être insuffisante par suite de la reprise du travail dans beaucoup de métiers.

Seine-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN. — Pendant le troisième trimestre 1899, les *distilleries d'alcool* ont travaillé activement et obtenu des marchés pour longtemps avec des prix en hausse. L'industrie des *produits chimiques* n'a pas participé à l'amélioration qui s'est produite dans l'ensemble des autres industries de la région. La *tannerie* a obtenu une hausse des produits fabriqués par suite de la rareté du cuir tanné; les cours ont été jugés encore peu rémunérateurs par suite de l'écart des prix des cuirs verts et des cuirs travaillés.

Dans les *filatures de coton*, à la suite de l'augmentation des demandes de filés et de la hausse des cotons en laine, le travail a marqué une reprise notable et les prix de vente sont devenus plus élevés et plus rémunérateurs; les stocks sont restés faibles. Dans les *tissages rouenneries et mouchoirs*, l'amélioration déjà signalée pendant le trimestre précédent s'est maintenue; les commandes reçues ont assuré du travail pour longtemps avec des prix de vente en hausse, grâce aux commissions de l'Algérie, de l'Indo-Chine et de Madagascar. Il en a été de même pour les *tissages d'indiennes* et *tissus teints* qui ont bénéficié d'un bon courant d'affaires tant sur le marché intérieur qu'avec nos colonies; pour la saison d'hiver, la situation a eu tendance à se maintenir satisfaisante.

Les *ateliers de constructions mécaniques* ont profité de l'amélioration des industries de la région; cependant le cours élevé des métaux a retardé la remise d'ordres importants.

Le *commerce des liquides*, des vins en particulier, a présenté une grande activité et donné un travail suivi au personnel d'ouvriers et d'employés; les stocks ont baissé, et ceux de vins vieux ont été épuisés. Pour les spiritueux, les commandes ont été satisfaisantes, grâce à la diminution de la concurrence des bouilleurs de cru. Le *mouvement du port* a marqué à l'entrée une diminution par rapport à la période correspondante de 1898 (423,061 tonnes au troisième trimestre en 1899 contre 433,239 en 1898), diminution attribuée en partie à la grève des ouvriers du port qui a gêné le travail en août. Quant aux *sorties*, elles ont dépassé, pendant le troisième trimestre de 1899, seulement de 300 tonnes celles de la période correspondante de 1898.

Somme. — AMIENS. — Pendant le mois de novembre dernier, pas de chômage dans l'industrie de la *chaussure*. Toutes les *filatures de laine* ont du travail. Dans la *bonneterie de laine*, commandes faibles par suite du manque de froids; la *bonneterie de coton* est encore pourvue pour quelque temps. Dans les *tissages de velours de coton*, la faillite d'un négociant en gros qui vendait des produits à bas prix a permis de relever les cours qui sont devenus plus rémunérateurs. Les *coupeurs de velours* sont bien occupés. Dans les *teintureries de velours*, on fait la semaine complète sauf dans deux ou trois maisons où on ne travaille que partiellement. Dans les *filatures de lin* et dans les *tissages de toile*, pas de chômage; mais peu d'activité; dans l'ensemble de ces industries, la hausse des matières premières retarde la remise des commandes, certains établissements ne travaillent qu'à livrer et reçoivent commission par dépêche. Dans la fabrication des *machines-outils*, des *bicyclettes*, etc. travail très actif; on manque d'ouvriers *mécaniciens* à Albert. Dans le petit *commerce de détail*, situation plus difficile que les mois précédents par suite de l'augmentation de la concurrence des grands

bazars et par suite de la douceur de la température. Dans l'ensemble, dans le commerce et dans l'industrie, les transactions ont donné lieu à une augmentation des demandes d'escompte, il y a eu peu de protêts. — A. LEFÈVRE.

CHAMBRE DE COMMERCE D'AMIENS. — Pendant le premier semestre 1899, la *meunerie* a été facilement approvisionnée de matière première sur place, grâce à l'abondance de la récolte de 1898. La production des minoteries qui a dépassé la consommation a, par suite des difficultés de l'exportation, laissé des disponibilités qui ont ensuite amené une baisse des farines, il en a été de même sur les issues, aussi une tendance au ralentissement du travail a eu lieu en fin du premier semestre et les prix de vente ont laissé peu de marge aux fabricants. Dans la *sucrerie de betteraves*, le prix élevé du sucre cristallisé a amené une hausse dans les marchés de betteraves et une augmentation des emblavements. Grâce à la température favorable, la récolte s'est présentée satisfaisante en fin de semestre.

La fabrication de l'*huile de colza*, qui était autrefois très importante par suite de son emploi pour l'éclairage, a beaucoup diminué, les prix sont restés sans variations par suite des faibles demandes. Les *huiles de lin* ont obtenu une amélioration des cours, comme tous les ans à pareille époque au moment de la saison d'été et des commandes pour les travaux de peinture. Les *huiles d'aillette* se sont ressenties de la concurrence des huiles exotiques employées aussi pour l'alimentation, et les prix de vente ont été en baisse. Dans les usines travaillant le *suif*, la matière première peu abondante a gêné la fabrication, les prix de vente en hausse de 15 p. o/o ont été jugés encore peu rémunérateurs; les stocks sont restés faibles.

Dans l'industrie de la *chaussures*, les commandes ont été abondantes et l'alimentation des ateliers a été assurée pour plusieurs mois. Les prix de vente des produits fabriqués ont été faibles et non en rapport avec les cours de la matière première.

La *filature de coton* a eu un travail peu actif, les filés pour les tissages de velours coton ayant été peu demandés par suite du ralentissement de la vente de ces tissus; dans les filés pour bonneterie, l'activité a été plus grande que l'an dernier, les articles de bonneterie coton ayant été bien vendus, le peu d'importance des gelées de l'hiver dernier n'ayant pas nécessité la consommation de bonneterie de laine. Dans l'ensemble, les prix des filés ont été faibles malgré l'élévation des cours de la matière première.

Dans les *tissages de velours coton*, le travail, qui avait ralenti au commencement de l'année, a repris en fin du premier semestre et les prix de vente ont été en hausse dans quelques tissages, suivant d'ailleurs, mais dans une moindre proportion, l'élévation des cours de la matière première. Les stocks en velours écrû ont diminué, la production a été plus faible que l'an dernier, certains tissages ayant chômé un certain temps. Pour les *velours teints*, le travail a été également peu actif et des prix de vente sont restés non rémunérateurs. Dans les *tissages de velours imprimés*, il y a eu également peu de commandes.

La fabrication des *velours lisses*, qui avait été sans activité pendant les 4 premiers mois de 1899, a repris en fin du premier semestre; les prix de vente ont été peu rémunérateurs. La *coupe mécanique* des velours a continué à progresser aux dépens de la coupe à la main. Les *teintureries* ont moins chômé que l'an dernier, les grèves de fin 1898 ayant amené un retard dans le travail qui a dû être compensé par une augmentation d'activité en 1899.

Dans l'*industrie lainière*, la rareté de la matière première a entraîné une hausse estimée à 20 p. o/o par rapport à décembre 1898, hausse qui s'est aussi produite dans les produits des *peignages*, mais plutôt moins élevée dans les produits communs que dans ceux de belle qualité. L'alimentation des *filatures* a été plus facile; des établissements qui étaient fermés ont recommencé à travailler; les prix de vente ont été en hausse et sont devenus plus rémunérateurs; les fabriques de la région ont reçu des commandes pour plusieurs mois. Dans les *tissages*, les stocks en magasin ont empêché les prix de vente des tissus de suivre la hausse de la matière première; la concurrence des produits étrangers à bon marché a rendu aussi les affaires plus difficiles sauf pour nos produits de qualité supérieure. Dans les *tissages de satin pour chaussures*, le travail est resté faible. La fabrication de *satin pour boutons* a été presque abandonnée.

La *bonneterie de coton* a maintenu une bonne activité, plutôt en augmentation sur le semestre précédent; les ordres ont été abondants, les stocks des magasins de gros et de détail sont restés faibles, la situation générale a eu tendance à devenir meilleure; les prix de vente ont été fermes et plus rémunérateurs que l'an dernier.

La *bonneterie de laine* a manqué d'activité, les ventes pour la saison d'hiver dans les magasins de détail ayant été faibles par suite de l'absence de gelée; la hausse du prix des produits fabriqués qui a suivi celle de la matière première a aussi contrarié les affaires et retardé la remise des commissions. Les métiers produisant les gros articles (côtes, gilets de chasse, camisoles, etc.) ont moins travaillé que ceux d'articles fins, et n'ont battu que pour les commissions à livrer; les prix de vente des produits fabriqués ont suivi dans une certaine mesure l'augmentation obtenue par la matière première.

L'industrie de la *confection* favorisée par la température a été bien alimentée de commandes, notamment en draps coton, légers et solides; les genres de velours coton ont été délaissés; la vente au détail a commencé plus tôt que l'an dernier grâce aux premières chaleurs venues en février et mars; aussi les maisons de gros ont pu difficilement livrer en fin de saison par suite de l'augmentation des demandes. Les façons des articles à bon marché qui ont été particulièrement commissionnés ont été en hausse. Les ouvriers travaillant en atelier n'ont pas chômé. Les prix de vente des articles confectionnés ont été bien tenus grâce à l'activité des transactions et à la fermeté des cours de la matière première. Les rentrées aux échéances se sont faites facilement. Cependant le *commerce des tissus au détail* a manqué d'activité, sauf pour les articles classiques; d'autre part, les assortiments ont dû être plus importants, afin d'augmenter le chiffre d'affaires et de compenser la diminution du bénéfice prélevé sur chaque article et de couvrir des frais généraux plus élevés que les années précédentes.

Dans l'*industrie linière*, les lins bruts en baisse à la fin de l'an dernier et au commencement de 1899 ont été plus fermes en fin du 1^{er} semestre 1899. Les *filatures* ont dû suivre le mouvement à la baisse; l'écoulement des produits s'est fait difficilement; une entente est intervenue entre un grand nombre de fabricants pour chômer un jour par semaine afin de réduire la production. Dans les *tissages de toile*, la fabrication a été aussi ralentie par suite de la difficulté des affaires; quantité de métiers ont cessé de battre; les prix de vente ont été en baisse.

Dans l'*industrie du jute*, les prix de la matière première sont restés élevés au commencement de l'année; mais, dès la fin du 1^{er} trimestre 1899, une baisse s'est produite, les ventes ayant été importantes à la suite du commencement de peste qui faisait craindre une diminution de la main-d'œuvre indigène. D'autre part, les fabricants d'Europe, bien pourvus de matières premières, ont été réservés dans leurs achats et la récolte étant inférieure en quantité et en qualité à celle de l'année précédente, les expéditions jusqu'en fin juin ont été de 2,300,000 balles contre 3,550,000 pendant la même période de 1898; cependant en fin du 1^{er} semestre, les cours de la matière première se sont relevés.

Les *filatures de jute*, par suite de la difficulté des affaires et en vue de continuer à alimenter leur fabrication, ont subi une baisse par rapport aux prix pratiqués en fin 1898. Dans les *tissages de jute*, la situation a été plutôt plus mauvaise que dans les filatures et la production a été plus élevée que la consommation.

Dans l'*industrie du chanvre*, par suite de la rareté de la matière première due à une récolte plutôt faible en quantité et à un incendie qui a détruit d'importantes réserves en France, les prix de vente ont été en hausse sur l'an dernier, tant pour les chanvres de pays que pour ceux des étrangers; les chanvres de Manille notamment ont été influencés par la situation troublée des îles Philippines, et les approvisionnements ont été en diminuant. Les fabriques de *ficelles*, *cordes* et *cordages* ont eu un bon courant de commandes; les offres des fabricants ont été aussi importantes; les prix n'ont pas varié.

Dans l'*industrie des bois du Nord*, les prix élevés de la matière première se sont maintenus dans les centres de production, tandis que dans nos contrées la concurrence dans les adjudications a amené plutôt une diminution des prix qui ont cessé d'être rémunérateurs; la situation du personnel ouvrier des *ateliers de façonnage* des bois a été aussi influencée par la difficulté de transactions.

La *métallurgie* a été bien pourvue de commandes, les *fonderies* et les *ateliers de constructions mécaniques* ont livré difficilement leurs commissions à temps voulu par suite de la rareté de la main-d'œuvre. La hausse de la matière première a été suivie d'un mouvement analogue sur les produits fabriqués.

Le *commerce des vins* s'est ressenti de l'augmentation de la concurrence des représentants

de vigneron qui ont visité la clientèle bourgeoise. Pour le commerce des alcools, situation stationnaire; les rentrées de fonds ont été difficiles.

Tarn. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CASTRES. — Pendant le 1^{er} semestre de 1899, la production et la vente ont été actives dans la mégisserie de la région de Graulhet; une amélioration s'est produite depuis l'an dernier, ce qu'on attribue à la douceur de la température de l'hiver qui n'a pas arrêté les travaux. Les prix de vente des peaux préparées ont été en hausse à la suite de la hausse des cuirs verts; la matière première est devenue plus rare, l'exportation pour un seul pays ayant demandé 50,000 douzaines de peaux brutes en fin du 1^{er} semestre; les cours, qui étaient en fin 1898 de 15 à 16 francs les douze peaux, ont atteint 16 et 17 francs en juillet. Les salaires des ouvriers n'ont pas varié; il n'y a pas eu de chômage; la journée normale a été de 10 heures.

Les tissages de la région de Castres, ainsi que les industries qui s'y rattachent, *filatures, teintures, apprêts*, ont été éprouvés par la crise déjà signalée qui s'est prolongée. On estime que la production a diminué d'un tiers par rapport à celle de 1898, diminution que l'on attribue à la douceur de la température qui a empêché la consommation des gros draps lourds, spécialité de la région. Un certain nombre de tisserands ont ainsi manqué de commandes, mais beaucoup d'entre eux, qui habitent la campagne, ont pu s'occuper aux travaux des champs. Les ateliers de *fonderie* et de *constructions mécaniques* ont reçu peu de commandes de l'industrie régionale; cependant il n'y a pas eu de chômage, une adjudication pour une ligne de chemins de fer ayant fourni une bonne alimentation de travail; les salaires ont haussé de 10 p. o/o. Dans l'industrie du *bois*, les ateliers de *menuiserie en gros* ont eu un bon courant d'affaires; il n'y a pas eu de chômage ni d'afflux de main-d'œuvre.

Haute-Vienne. — CHAMBRE DE COMMERCE DE LIMOGES. — Pendant le 1^{er} semestre 1899, la fabrication a été active dans la *distillerie*, la *papeterie*, l'*imprimerie* et la *librairie*; elle a laissé à désirer dans la fabrication de la *chaussure*, des *sabots*, la *tannerie*, la *mégisserie*, la *ganterie*, la *filature*, les *tissages*, l'industrie du *bâtiment* et la fabrication de la *porcelaine*. Certaines de ces industries ont été éprouvées par la température défavorable qui a retardé la remise des commandes. Dans la *papeterie de paille*, les différents fabricants se sont groupés et formé une société de façon à améliorer leurs prix de vente et soutenir plus facilement la concurrence; l'outillage mécanique a été aussi augmenté.

Le prix de vente du pain a baissé par suite de l'établissement d'une boulangerie travaillant avec de nouveaux procédés. Le prix de la viande au détail est resté élevé.

Algérie. — CONSTANTINE. — La sécheresse persistante a amené dans le courant de novembre une hausse de 5 centimes par kilogramme de pain, hausse qui n'a duré que quelques jours, les pluies étant bientôt survenues et ayant permis de reprendre les *travaux agricoles*, ce qui a aussi amené une amélioration de la situation des travailleurs. Parmi les diverses industries de la région, celle des mines prend une grande extension; il s'y produit un afflux de transactions comme il y a une vingtaine d'années pour la vigne. En général, dans les manufactures de la région de Nemours à Alger, la main-d'œuvre est d'origine espagnole; d'Alger à la frontière tunisienne, elle est plus spécialement d'origine maltaise ou italienne.

L'industrie des *tabacs* qui dans la ville de Constantine est exploitée par 15 maisons dont une seule française et 10 musulmanes, occupe 170 ouvriers et ouvrières tous indigènes; 5 maisons seulement ont une certaine importance, mais il n'est pas employé de machines; le hachage des feuilles achetées d'ailleurs dans la province d'Alger et mélangées de produits exotiques dans une proportion d'un peu moins d'un cinquième est fait à la main par des ouvriers rétribués de 12 à 15 francs par 100 kilogrammes de tabac suivant la finesse et la qualité du tabac; on compte qu'un ouvrier coupe 30 kilogrammes de feuilles par jour, ce qui donne un gain de 14 fr. 50 à 18 francs par semaine. On fabrique peu de cigares; on les fait venir des divers pays d'Europe. La fabrication des cigarettes est très active; le prix de façon est de 1 fr. 75 par 100 paquets de 24 cigarettes et le gain mensuel ne dépasse guère 45 francs; les autres ouvriers (trieurs manipulateurs) sont rétribués à la journée de 1 à 2 francs. La modicité des salaires explique pourquoi la main-d'œuvre indigène est seule employée dans cette industrie. La saison de travail a lieu d'août à septembre après la récolte des céréales et la morte-saison pendant les neiges et les grandes pluies de décembre à mars. Le trafic se fait

dans la région du sud jusqu'au Sahara. Quelques envois ont été faits aussi en 1897 et 1898 sur Madagascar.

E. THIÉPÉNIER.

**Analyse, par département,
des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières
et par les secrétaires des Bourses de travail.**

Ain. — A Bourg, chez les *menuisiers*, journée de 10 heures. Pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* de Thoiry.

Aisne. — Chez les *tisseurs* de Serain, les salaires tendent à augmenter. A Saint-Quentin, travail toujours actif chez les *mouleurs*; de même chez ceux de Chauny qui font 72 heures par semaine. Chez les *métallurgistes* de Saint-Michel, travail 60 heures par semaine et pas de chômeurs. Un peu moins de 1 p. 0/0 chez les *employés-voyageurs* de Saint-Quentin.

Allier. — FÉDÉRATION DES SYNDICATS OUVRIERS DE VICHY. — Il y a eu depuis le commencement du mois d'octobre un certain nombre de chômeurs, principalement chez les *menuisiers*, les *maçons* et chez les *terrasiers*. On compte 5 p. 0/0 de chômeurs chez les *typographes*, 3 p. 0/0 chez les *plâtriers-peintres*; il n'en a pas été signalé, dans les autres professions. Le prix du charbon de terre a été en hausse. — DEVILLARD.

A Cusset, chez les *sabotiers*, journée de 8 heures et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, une maison importante vient de fermer et dans les autres ateliers, les commandes sont faibles par suite de la température défavorable; on estime que le chômage atteint un cinquième des ouvriers *sabotiers*. Pas de signalés chez les *mouleurs* de Montluçon.

Alpes-Maritimes. — A Nice, chez les *cuisiniers*, la saison d'hiver commence, on estime que moitié des syndiqués n'ont pas encore été placés à demeure, cependant la situation tend à s'améliorer. 12 p. 0/0 de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*. Pas de signalés chez les *menuisiers*. Chez les *charrons-carrossiers*, le travail a été abondant le mois dernier, il tend actuellement à diminuer par suite de la concurrence des nouvelles entreprises de transports en commun. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les ouvriers *électriciens* qui comptent un quart des leurs en chômage. Même chômage chez les *maçons* à Menton; à Nice, un tiers; à Vallauris un quart. Chez les *potiers* de cette ville, travail régulier. A Cannes, les *employés limonadiers* comptent un peu plus du quart des leurs sans place à demeure, la saison hivernale n'a pas encore commencé et la situation est devenue plus mauvaise par suite de la concurrence des employés étrangers qui sont placés de préférence, grâce à leur connaissance des langues étrangères.

Ardèche. — A Annonay, chez les *mégissiers*, 2 p. 0/0 de chômeurs, tous les ateliers sont en activité quelques-uns ne font pas la journée complète. Un atelier (60 ouvriers) a eu un mois d'arrêt par suite de modification de constitution de la société propriétaire. Une nouvelle *mégisserie* qui occupe encore peu d'ouvriers vient de se monter dans la région. Chez les *chapeliers* de Serrières, travail suspendu un jour ou deux par semaine, cependant pas de chômeurs. A Annonay, les ouvriers *serruriers* estiment que le chômage atteint un cinquième des leurs, la journée est diminuée d'une heure et réduite à 9 heures.

A Annonay, hausse sur le charbon.

Ardennes. — Chez les *ardoisiers-mineurs* de Fumay, pas de chômeurs et travail satisfaisant; dans les entreprises d'extraction, on demande des ouvriers et les salaires sont en hausse, cependant dans l'une, les wagonneurs ont subi une diminution d'un centime par wagon, ce qui peut amener une réduction de salaire de 60 centimes par jour. Situation satisfaisante chez les *métallurgistes* de Fumay, Révin et Haybes. — MARÉCHAL.

A Charleville, 4 p. 0/0 de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *tisseurs* d'Illy et de Francheval. De même pas de chômeurs

chez les *métallurgistes* de Braux qui font 56 heures par semaine, la journée du lundi n'étant que de 6 heures et les 5 autres jours ouvrables de 10 heures. Chez les *métallurgistes* de Nouzon qui font 70 heures par semaine, une maison de construction d'automobiles avait licencié son personnel, mais une autre maison de construction mécanique s'est fondée et a embauché tout le personnel disponible; tous les syndiqués sont occupés. De même pas de chômeurs et journée de 11 heures chez les *métallurgistes* de Sedan.

Aube. — Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Gérardot. De même chez les *coiffeurs* de Troyes qui font 75 heures par semaine.

Aude. — A Carcassonne, les ouvriers *terrassiers* estiment que le chômage atteint un grand nombre des leurs. Pas de chômeurs chez les *boulangers* de Narbonne. A Carcassonne, reprise du travail chez les *cuisiniers*. Les *ouvrières de l'habillement* sont toutes occupées, la journée est augmentée de 3 heures.

Aveyron. — A Millau, chez les *gantiers*, reprise du travail depuis le mois dernier et pas de chômeurs; cependant cette reprise du travail a eu lieu plus tard que les autres années.

Bouches-du-Rhône. — Les *horticulteurs* de Saint-Geniez-Marseille estiment que le chômage atteint un cinquième des leurs; la journée, en diminution de 1 heure, est réduite à 8 heures. Chez les *mineurs* de Fuveau, on fait maintenant 6 jours par semaine. Chez ceux de Saint-Savournin, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs et durée du travail 40 heures environ par semaine, en augmentation d'une heure par jour sur le mois dernier. Chez les *carriers* de Fontvieille, 11 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an et le mois derniers. 5 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* de la Ciotat. A Marseille, 16 p. o/o chez les *cuisiniers*, chez lesquels le placement est plus difficile que l'an dernier par suite de l'augmentation du nombre des apprentis. Les *cuisiniers navigateurs* estiment que le chômage atteint un quart des leurs; plusieurs navires ont été désarmés comme tous les ans au commencement de l'hiver et le personnel a été renvoyé. Ouvrage plus abondant que le mois dernier et 6 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs du liège*. Un peu moins de 2 p. o/o chez les *imprimeurs-lithographes*. 4 p. o/o chez les *typographes*. Chez les *charpentiers*, pas de signalés et journée de 9 heures. De même pas de chômeurs chez les *modelleurs*.

Chez les *forgerons*, journée de 10 heures. Chez les *carreleurs*, le travail s'est maintenu actif, 9 p. o/o de chômeurs. Chez les *peintres en bâtiment*, journée de 8 à 9 heures et morte-saison d'hiver atteignant un quart des syndiqués. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *commissionnaires* de la gare Saint-Charles. Chez les *employés de commerce*, 2 p. o/o de chômeurs et affaires satisfaisantes principalement dans la *nouveau*, la *cordonnerie* et l'*épicerie*. 9 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Calvados. — A Caen, chez les *typographes*, reprise habituelle du travail en fin d'année, journée de 10 heures et un peu moins de 5 p. o/o de chômeurs. Chez les ouvriers de l'*industrie cotonnière* de Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs, la durée du travail a été augmentée de 3 heures pour 500 ouvriers; 1,600 ouvriers font la journée de 11 heures. Pas de chômeurs chez les *bonnetiers* de Falaise. A Caen, ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier, travail 77 heures par semaine et 6 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs sur métaux*.

A Caen, baisse sur le prix du cidre.

Charente. — A Angoulême, un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. Journée de 11 à 12 heures et travail toujours actif chez les *ferblantiers*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, pas de chômeurs chez les *travailleurs du liège*. A Rochefort, 6 p. o/o chez les *typographes*.

Cher. — Chez les *bûcherons-agriculteurs* de Méry-ès-Bois, ralentissement de l'activité, les travaux des champs étant terminés et ceux des bois commençant à peine; on compte un peu plus du cinquième des syndiqués en chômage; 10 p. o/o chez ceux de Sancergues qui sont moins occupés que l'an dernier. Ceux de Valençay estiment que le chômage atteint un peu

plus du tiers des leurs. A Bourges, pas de signalés chez les *jardiniers* et chez les *terrasiers-journaliers*, qui font la journée de 9 heures en diminution d'une heure environ sur le mois dernier. Les *journaliers* de Vierzon comptent près d'un quart des leurs en chômage. La morte-saison d'hiver a arrêté le travail d'un grand nombre d'*ouvriers agricoles* de Nérondes. A Bourges, chez les ouvriers en *toiles cirées*, ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier, cependant pas de chômeurs; une nouvelle installation mécanique a réduit d'un quart le travail des *imprimeurs sur toiles*. Un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* qui sont plus occupés que le mois, mais moins que l'an dernier; plusieurs *typographes syndiqués* et non syndiqués ont dû prendre du travail dans une autre profession. Chez les *ouvriers en voitures*, journée de 9 heures en diminution d'une heure sur le mois dernier; tous les syndiqués sont occupés; de même chez les ouvriers de *l'ameublement*. 1 o/o de chômeurs chez les ouvriers sur *métaux* de Vierzon. A Bourges, chez les *tailleurs de pierres*, journée de 8 heures, ouvrage moins abondant que l'an dernier et 9 p. o/o de chômeurs. 18 p. o/o chez les *peintres en bâtiment* qui font 45 heures par semaine. Chez les *plâtriers*, journée réduite à 9 heures; morte-saison d'hiver plus accentuée que l'an dernier et atteignant un quart de syndiqués. Pas de signalés chez les *chaufourniers* de la Guerche qui font 58 heures par semaine; ceux de Jussy font 54 heures.

Corrèze. — Chez les *typographes*, à Brive, pas de chômeurs; de même à Tulle. A Bort, chez les *chapeliers-approprieurs*, ouvrage plus abondant que l'an dernier, journée de 12 heures et 8 p. o/o de chômeurs. A Tulle, on estime que le chômage de morte-maison atteint moitié des syndiqués chez les *charpentiers* et *scieurs de long*. Pas de signalés chez les *tailleurs de pierres*; 2 p. o/o chez les *employés de commerce* de Brive.

Côte-d'Or. — L'activité déjà signalée se maintient chez les *bûcherons* de Corcelles-le-Cîteaux et Pagny-le-Château. A Dijon, chez les *typographes*, reprise du travail depuis le mois dernier et un peu moins de 4 p. o/o de chômeurs.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, chez les *typographes*, reprise habituelle du travail de fin d'année plus accentuée que les années précédentes; pas de chômeurs.

Dordogne. — Chez les *chapeliers* du Bugue, la journée a été portée à 11 heures 1/2 par suite de l'importance des commandes; tous les syndiqués sont occupés. A Périgueux, journée de 9 heures et 15 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers* qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers. Commandes plus faibles que l'an dernier chez les *sabotiers* par suite du temps trop sec. Chez les *tailleurs de pierres*, on compte un tiers des syndiqués en chômage de morte-saison; la journée est diminuée d'une heure; on fait 45 heures par semaine; l'ouvrage est tenu pour moins abondant que l'an dernier. Chez les ouvriers du *bâtiment*, qui comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage, journée diminuée de 2 heures; on fait 40 heures environ par semaine. Chez les *peintres*, 12 p. o/o de chômeurs.

Doubs. — Chez les *menuisiers* de Montbéliard, journée de 10 heures; chez les ouvriers *monteurs en boîtes d'argent* de Besançon, dans un grand nombre d'ateliers, le travail n'a pas repris par suite de la grève; cependant les commandes sont tenues pour plus importantes que l'an dernier. Durée du travail réduite à 60 heures par semaine chez les ouvriers en *bâtiment* de Montbéliard.

Drôme. — Chez les *carriers* de Saint-Remès, la diminution des commandes a amené une réduction du travail à 20 heures par semaine, mais tous sont occupés. A Valence, chez les ouvriers en *chaussures*, 9 p. o/o de chômeurs, ralentissement du travail et journée réduite à 9 et 8 heures; les prix de façon pour la fabrication des bois de galoche et pour le montage ont baissé. Chez les *chapeliers-approprieurs* de Bourg-de-Péage, l'ouvrage, plus abondant que l'an dernier, tend à diminuer, c'est le commencement de la morte-saison; cependant pas de chômeurs. De même à Valence, chez les *menuisiers*, qui font la journée de 10 heures; d'autre part, le nombre des ouvriers étrangers occupés dans la fabrication mécanique des *meubles* a été en augmentation; on estime que certains établissements ont un peu plus du tiers d'étrangers dans leur personnel ouvrier; cependant, chez les ouvriers syndiqués de *l'ameublement*, pas de chômeurs.

Eure. — A Evreux, les *compositeurs-imprimeurs* sont tous occupés. Chez les *tisseurs* de Louviers, ouvrage plus abondant que l'an dernier, pas de chômeurs, la journée a été augmentée de 3 heures pour 30 ouvriers, on fait généralement la journée de 12 heures.

A Louviers, le prix de la viande se maintient de 0 fr. 30 plus cher par kilogramme que dans les villes environnantes.

Eure-et-Loir. — A Chartres, un peu moins de 5 p. 0/0 de chômeurs chez les *typographes*, une maison a été fermée, une autre d'égale importance a été montée; dans l'ensemble, situation satisfaisante avec tendance à l'amélioration.

CHATEAUDUN. — Dans l'imprimerie, travail satisfaisant; il est actif chez les *mécaniciens-fondeurs*, de même chez les ouvriers en *bijouterie* et chez les ouvrières travaillant à domicile, principalement à la fabrication des bourses en or et en argent; par suite de la remise de nouvelles commandes, la partie de la fabrication donnée aux femmes tend à augmenter. Journée de 8 heures chez les ouvriers en *bâtiment*. A la foire de Toussaint, un certain nombre d'*ouvriers agricoles* n'ont pas été embauchés, les semailles ayant été faites cette année avant le mois de novembre, on n'a plus besoin d'autant de main-d'œuvre; beaucoup sont maintenant sans travail. — A. GAUVIN.

Finistère. — A Brest, les *ouvrières en robes* sont toutes occupées. Les *ferblantiers-boitiers* de Douarnenez estiment que le chômage atteint un tiers des leurs, la journée est réduite de 5 heures pour 100 ouvriers, on fait 30 heures par semaine; la morte-saison annuelle est plus accentuée que l'an dernier. Chez ceux de Concarneau, une seule maison a commencé la fabrication des boîtes pour l'an prochain.

Gard. — A Nîmes, chez les *typo-lithographes*, reprise du travail depuis le mois dernier et pas de chômeurs. De même pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Haute-Garonne. — A Toulouse, les *boulangers* estiment que le chômage atteint un peu plus du quart des leurs, on fait 84 heures environ par semaine. Chez les *typographes*, 7 p. 0/0 de chômeurs; l'amélioration signalée le mois dernier s'est accentuée; du 15 octobre au 15 novembre, il a été distribué par le syndicat des secours pour 56 journées de chômage réparties entre 12 syndiqués. Chez les ouvriers de l'*équipement militaire* (chaussures), un établissement a été fermé. Les *charrons* estiment que le chômage atteint un quart des leurs, l'ouvrage est moins abondant que l'an dernier, les salaires tendent à diminuer. Chez les *ouvriers sur métaux (Union)*, journée de 10 heures et pas de chômeurs. Un peu plus de 2 p. 0/0 chez les *mécaniciens-conducteurs* et ouvrage plus abondant que l'an dernier. Ralentissement du travail, durée du travail réduite à 65 heures par semaine chez les *hommes de peine* qui comptent un cinquième des leurs en chômage de morte-saison. Un peu plus du quart chez les *employés limonadiers*. Pas de signalés chez les *coiffeurs*.

Gironde. — A Bordeaux, les *jardiniers* estiment que le chômage de morte-saison atteint un peu plus du tiers des leurs; les *boulangers*, qu'un tiers des leurs sont sans place à demeure. Situation meilleure que l'an dernier chez les *cuisiniers*. A Libourne, les *menuisiers* qui font 66 heures par semaine comptent un cinquième des leurs en chômage. A Bordeaux, chez les ouvriers des *constructions maritimes*, travail de 45 à 50 heures par semaine, ouvrage moins abondant que l'an dernier, et un peu plus de 10 p. 0/0 de chômeurs. Moitié chez les *terrassiers-mineurs*, 14 p. 0/0 chez les *couvreurs* qui font la journée de 9 heures. Chez les *marins du commerce*, embarquements toujours difficiles. Ralentissement du travail et 13 p. 0/0 de chômeurs chez les *garçons limonadiers*. 6 p. 0/0 chez les *gens de maison*.

A Bordeaux, baisse sur le pain qui se vend 1 fr. 40 les 5 kilogrammes.

Hérault. — Chez les *marins-pêcheurs* de Mèze, l'activité signalée se maintient. De même chez les *travailleurs de la terre* et *vignerons* de Fabrègues, 10 p. 0/0 de chômeurs et travail 52 heures par semaine chez les *mineurs* de Graissessac. A Montpellier, 13 p. 0/0 de chômeurs chez les *boulangers*; 18 p. 0/0 chez les *cuisiniers*, chez lesquels la saison d'hiver a amené une diminution du placement. Les *cordonniers* estiment que le chômage atteint un tiers des leurs; cependant une amélioration s'est produite depuis le mois dernier. Chez les *ébénistes* de

Béziers, journée de 9 heures, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers malgré la concurrence des meubles fabriqués mécaniquement dans les usines des autres centres et vendus à bas prix. A Montpellier, ralentissement du travail chez les *horlogers-bijoutiers*, 4 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Ille-et-Vilaine. — Chez les *mineurs* de Bruz, travail 48 heures au fond et 66 heures à la surface. A Rennes, chez les *meuniers*, 8 p. o/o de chômeurs et journée de 12 heures. Journée de 10 heures 1/2 et 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés chez ceux de Fougères. A Rennes, chez les ouvriers de l'industrie du cuir, 8 p. o/o de chômeurs, travail 60 heures par semaine; on estime que, dans la *tannerie* et dans la *mégisserie*, le travail est moitié moins abondant que l'an dernier; les *cordonniers* font, par semaine, 15 heures de moins que le mois dernier, les *selliers-bourreliers*, 12 heures; à la *confection militaire* (sellerie et cordonnerie), on manque de commandes depuis 5 semaines; d'autre part, des *selliers* occupés à la gare ont fait 7 heures 1/2 supplémentaires par semaine. Pas de chômeurs chez les *chapeliers*. Chez les *charpentiers* et *scieurs de long*, travail 51 heures par semaine et 3 p. o/o de chômeurs. 19 p. o/o, journée diminuée d'une heure et réduite à 11 heures chez les ouvriers sur *métaux*.

A Rennes, hausse sur le beurre de 40 centimes par kilogramme, et d'un tiers sur le prix du mois dernier pour les œufs.

Indre. — A Châteauroux, les *typographes* sont tous occupés; dans plusieurs maisons, on fait la journée de 11 heures. Chez les ouvriers en *cuirs* et *peaux* de Chinault-Issoudun, 6 p. o/o de chômeurs; une maison nouvelle vient d'être montée. Dans l'ensemble, peu d'activité par suite de la rareté de la matière première. A Châteauroux, chez les *menuisiers*, le travail se maintient plus abondant que l'an dernier. 2 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers sur *métaux*, 2 maisons de construction de matériel agricole (80 ouvriers) ont réduit la journée d'une heure et demie; dans d'autres maisons, on a fait des heures supplémentaires.

Indre-et-Loire. — Chez les *tanneurs-corroyeurs* de Château-Renault, 17 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *mouleurs* d'Amboise. De même à Tours, chez les *ferblantiers*. Chez les *tailleurs de pierres*, 3 p. o/o de chômeurs et travail 50 heures par semaine. Chez les *maçons* de Château-Renault, ouvrage plus abondant que le mois dernier.

Isère. — A Grenoble, 2 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. Chez les *gantiers* de Gières, le ralentissement du travail déjà signalé s'est accentué, on est à fin de commandes comme tous les ans à pareille époque. Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que le mois dernier chez les *imprimeurs sur étoffes* de Jallieu. Les *tailleurs de pierres* de Parmillieu comptent un peu plus d'un quart des leurs en chômage.

Jura. — Morte-saison d'hiver plus accentuée que l'an dernier chez les *ouvriers agriculteurs* des Rochettes-Lons-le-Saunier, qui comptent un peu plus des leurs en chômage et font 50 heures environ par semaine. Chez les *typographes* de Dôle, pas de chômeurs.

Maine-et-Loire. — A Angers, chez les *boulangers*, ouvrage moins abondant que l'an dernier et 13 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *cordonniers* et travail 72 heures par semaine. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *tisseurs*. De même chez ceux de Gesté, mais les prix de façon sont restés faibles, la douzaine de mouchoirs est payée 1 fr. 25 de façon au lieu de 1 fr. 50. De même, pas de chômeurs à la Tessouaille et à Saint-Philbert-en-Mauges, 3 p. o/o chez ceux de Trémentines, qui sont cependant plus occupés que l'an dernier. A Cholet, chez les *charpentiers*, journée de 9 heures, ralentissement du travail depuis le mois dernier et 1/4 p. o/o de chômeurs. Chez les *carrossiers-charrons* de Saumur, ouvrage plus abondant que l'an dernier, journée de 11 heures et pas de chômeurs. A Angers, ouvrage plus abondant que l'an dernier et journée de 11 heures chez les *galochiers*. Pas de chômeurs chez les *mouleurs sur métaux*. Chez les *forgerons*, journée réduite à 11 heures. Les *garçons-limonadiers* comptent un cinquième des leurs sans places. 9 p. o/o chez les *coiffeurs*.

Loir-et-Cher. — A Blois, chez les *typographes*, travail moins actif que l'an et que le mois

derniers, tendance à la baisse pour les ouvriers aux pièces, dans l'ensemble, les ouvriers ne sont pas renvoyés mais subissent des chômages. Chez les *ouvriers sur métaux* de Vendôme, pas de chômeurs.

Loire. — Chez les *mineurs* de la Talaudière, pas de chômeurs. De même à Saint-Chamond et à Saint-Jean de Bonnelond. A Saint-Étienne, les *hauangers* comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage, les ouvriers des campagnes étant venus dans les villes et ayant augmenté le nombre des bras disponibles. Chez les *imprimeurs-graveurs*, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et 4 p. o/o de chômeurs. Pas de signales chez les *ouvriers du livre* de Roanne. De même chez les *tisseurs* de la Cergne, qui font de 60 à 70 heures par semaine et qui sont plus occupés que l'an dernier. A Saint-Étienne, 6 p. o/o de chômeurs chez les *chefs d'ateliers tisseurs*, 15 p. o/o et ouvrage moins abondant que le mois dernier chez les *tisseurs* de Saint-Genest. Journée de 11 heures et ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *teinturiers* de Régnv. Chez les *passementiers* de la Fouillouse, journée de 10 heures, reprise du travail pour certains articles, baisse pour d'autres et 10 p. o/o de chômeurs. De même à Saint-Étienne, chez les *chefs d'ateliers rubaniers*, ralentissement du travail et baisse des prix de façon dans les genres velours et travail en progrès dans certains autres genres façonnés. A Chazelles, chez les ouvriers en *chapellerie*, ralentissement du travail plus rapide que l'an dernier. Chez les *chapelliers-fouleurs*, journée de 11 heures, en diminution d'une demi-heure par jour sur le mois précédent pour 180 ouvriers et un peu plus de 8 p. o/o de chômeurs.

A Saint-Étienne, journée de 10 heures et pas de chômeurs chez les *menuisiers*. Chez les ouvriers de l'*ameublement*, de même pas de chômeurs et commencement de la saison de travail. Chez les *métallurgistes* de Saint-Chamond, pas de chômeurs et journée variant de 10 à 12 heures. A Saint-Étienne, ralentissement du travail, cependant pas de chômeurs chez les *maçons*. Chez les *potiers* de Roanne, de même pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an dernier et journée de 10 heures. A Saint-Étienne, chez les *employés de commerce*, pas de chômeurs, mais affaires plus difficiles que l'an dernier, principalement dans l'industrie rubanière; la température défavorable et l'irrégularité des saisons a aussi contribué à la diminution des commandes.

Haute-Loire. — Chez les *travailleurs de la terre* de Sainte-Florine, morte-saison d'hiver plus accentuée que l'an dernier, 15 p. o/o de chômeurs chez les *chefs d'ateliers rubaniers* de Saint-Didier. Au Puy, morte-saison plus accentuée que l'an dernier, journée de 9 heures en diminution d'une heure sur le mois dernier chez les ouvriers sur métaux.

Loire-Inférieure. — A Nantes, chez les *relieurs-papetiers*, l'ouvrage se maintient plus abondant que l'an dernier, la journée normale de 11 heures est augmentée d'une heure dans un atelier; tous sont occupés grâce aux commandes de fin d'année. L'activité déjà signalée chez les *typographes* s'est maintenue. Journée de 9 heures chez les *charpentiers de navires*. Chez les *menuisiers*, même durée du travail et pas de chômeurs. De même, pas de chômeurs et journée de 11 heures chez les *canniers*.

Loiret. — A Orléans, les *plâtriers* estiment que le chômage de morte-saison plus accentué que l'an dernier atteint un quart des syndiqués.

Lot-et-Garonne. — A Agen, ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *peintres et colleurs de papier*.

Manche. — Chez les *travailleurs du livre* d'Avranches, ouvrage moins abondant que l'an dernier et pas de chômeurs. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *typographes* de Granville. Pas de chômeurs chez les ouvriers en *bâtiment* de Cherbourg.

Marne. — A Reims, chez les *imprimeurs*, un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier; la journée est diminuée de 2 heures dans une maison. Chez les *menuisiers*, morte-saison plus accentuée que l'an dernier, 2 maisons (120 à 130 ouvriers chaque, font faire 58 heures par semaine, les autres environ 48 heures; on compte 10 p. o/o de chômeurs parmi les syndiqués. Travail toujours actif chez les *mouleurs*.

Chez les *màçons*, on compte un quart des syndiqués en chômage de morte-saison qui est plus accentué que l'an dernier, la journée est réduite à 9 heures en diminution d'une heure sur le mois dernier.

Meurthe-et-Moselle. — Chez les *mineurs* de Chavigny, l'activité signalée se maintient ; la mine qui subissait un chômage signalé dans un précédent Bulletin n'a pas repris, les hauts-fourneaux qu'elle alimentait n'ayant pas terminé leur réparation. A Nancy, chez les *typographes*, reprise du travail depuis le mois dernier et pas de chômeurs. Chez les *tailleurs d'habits*, la morte-saison est venue plus tôt que l'an dernier; on fait de 65 à 70 heures par semaine. Chez les *chapeliers*, travail toujours actif. De même chez les *métallurgistes*, pas de chômeurs.

Meuse. — A Lerouville, les *carriers* sont tous occupés; il font environ 53 heures par semaine, la journée est diminuée d'une heure par jour dans l'ensemble; le pain a baissé de 5 centimes par 2 kilogrammes, le lard a augmenté de 10 centimes par kilogramme.

Morbihan. — A Vannes, travail toujours actif chez les *typographes*; à Lorient, pas de chômeurs chez les *galochiers*. Chez les *ferblantiers-boîtiers*, à Larmor, travail 56 heures par semaine et pas de chômeurs. Ralentissement du travail chez ceux de Quiberon, la pêche de la sardine et la mise en boîtes étant terminées, les fabriques de boîtes sont arrêtées pour 1 mois au moins, comme tous les ans à pareille époque; cette année, la saison de travail a été moins bonne que les précédentes.

Nièvre. — Chez les *bûcherons*, travail toujours actif à Ciez, Corvol, la Chapelle-sous-Dun, la Fermeté, Sardy-les-Epiry; la durée du travail varie de 48 à 54 heures par semaine. A Saint-Verain, les coupes sont moins abondantes que l'an dernier. Au Perroy, on estime que le chômage atteint un tiers des ouvriers des bois. A la Chapelle-sous-Dun, les prix de façon tendent à baisser par suite de l'augmentation de la concurrence. A la Fermeté, la situation est devenue meilleure que l'an dernier, la construction d'importants ateliers aux aciéries de la région ayant occupé comme manœuvres les ouvriers agricoles qui avant s'employaient en hiver aux coupes en forêts. Travail actif dans les *aciéries* à Imphy. A Nevers, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*, *màçons*, *peintres* et *plâtriers*, on fait la journée de 9 heures. De même chez les *couvreurs*. De même, pas de chômeurs chez les *potiers* de Myennes qui font 66 heures par semaine.

Nord. — A Lille, chez les *boulangers*, un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs, et placement plus facile que l'an dernier pour les ouvriers syndiqués. Chez les *lithographes*, un peu moins de 3 p. o/o de chômeurs et travail environ 63 heures par semaine; à la suite de permutations dues à un mouvement gréviste dans une ville voisine, les salaires ont été en hausse d'un cinquième. Chez les *typographes*, reprise du travail depuis le mois dernier et pas de chômeurs. De même chez ceux de Valenciennes et de Cambrai, 2 p. o/o chez ceux de Douai, 4 p. o/o chez les ouvriers de l'industrie textile d'Armentières. Pas de signalés chez les *tisserands* d'Haspres qui sont plus occupés que l'an dernier. Même situation chez ceux d'Avesnes-les-Auberts, qui font 72 heures par semaine. De même, pas de chômeurs chez ceux d'Houplines, de Rieux et de Villers-en-Cauchies. Chez les *imprimeurs sur tissus* de Marly, journée de 11 heures et pas de chômeurs. Chez les ouvriers des fabriques de *tapis-moquettes* de Tourcoing, travail 69 heures par semaine et 5 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés et journée de 10 heures chez les *charpentiers* d'Armentières; la durée du travail est diminuée de 1 heure par jour pour 30 ouvriers. Chez les *tourneurs sur bois* de Felleries, journée de 12 heures et pas de chômeurs.

Chez les *métallurgistes* de Maubeuge, pas de chômeurs. Chez les ouvriers sur *métaux* de Dunkerque, ouvrage moins abondant que l'an dernier; par suite de la diminution annuelle des commandes du port, la journée habituelle est réduite de 2 heures pour 30 ouvriers. A Lille, chez les ouvriers de l'industrie des *métaux*, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier. Chez les *marbriers en pendules* de Cousolre, le travail s'est maintenu actif. A Dunkerque, chez les *marbriers*, *tailleurs de pierre*, journée de 8 heures, on compte un cinquième des syndiqués en chômage de morte-saison. Pas de signalés chez ceux de Jéumont. Chez les *peintres* d'Armentières, journée de 8 heures, ouvrage plus abondant que

le mois dernier et pas de chômeurs. Chez ceux de Roubaix, 7 p. o/o et même durée du travail. A Saint-Amand, une nouvelle *faïencerie* est en construction. Chez les *verriers* de Dorignies, ralentissement du travail, journée de 9 heures et pas de chômeurs. De même, chez ceux d'Escaupont, pas de chômeurs; travail 65 heures par semaine pour les verriers à bouteilles, 54 heures pour les verriers à vitres.

Oise. — A Beauvais, 8 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. L'ouvrage est resté abondant chez les ouvriers des *sciéries* de Hermès. Dans une fabrique de *peignes* de la région, on fait 78 heures par semaine. A Méru, chez les *dominotiers*, journée de 12 heures, commandes moins abondantes que l'an dernier, cependant pas de chômeurs. De même, pas de chômeurs chez les *brossiers* de Tracy-le-Mont. Un peu plus de 1 p. o/o chez les *comptables* de Beauvais.

A Hermès, baisse sur le pain, qui se vend 0 fr. 22 le kilogramme, 1^{re} qualité, et 0 fr. 20, 2^e qualité.

Orne. A Alençon, les *travailleurs du liège* sont tous occupés, deux maisons ont fait faire quelques heures supplémentaires, mais l'ensemble du travail est jugé moins abondant que le mois dernier. 5 p. o/o de chômeurs et journée de 11 heures chez les ouvriers de l'*industrie cotonnière* de Flers; cependant une usine (580 ouvriers) ne fait que 7 heures et demie par jour. A Alençon, journée de 9 heures chez les *charpentiers*. Travail toujours actif chez les *menuisiers*.

Pas-de-Calais. — A Calais, pas de chômeurs chez les *perceurs de carton*, chez lesquels la reprise du travail est moins accentuée que l'an dernier et qui font 60 heures par semaine. A Arras, les *typographes* sont tous occupés, ils font de 60 à 70 heures par semaine, l'ouvrage est plus abondant que l'an et que le mois derniers, grâce aux commandes pour l'Exposition et aux travaux de fin d'année; la journée est augmentée de 1 heure pour 20 à 30 ouvriers. A Calais, chez les ouvriers et employés de l'*habillement*, commandes moins abondantes que l'an dernier par suite de la saison défavorable et surtout par suite du ralentissement de l'*industrie du tulle*, principale industrie de la ville. A Boulogne-sur-Mer, travail toujours actif chez les *ouvrières des fabriques de plumes métalliques*. A Calais, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers sur métaux*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, chez les *typographes*, reprise du travail plus accentuée que l'an dernier dans certains ateliers et un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *syndiqués*. Les ouvriers en *cuirs* et *peaux* estiment que le chômage atteint près de moitié des leurs; la journée habituelle de 12 heures a été diminuée de 2 heures pour 25 ouvriers. Journée de 10 heures et 10 p. o/o de chômeurs chez les *carrossiers*. Les *ouvriers sur métaux* qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers comptent un peu plus du tiers des leurs inoccupés, ils font 54 heures par semaine; les *ferblantiers-zingueurs*, 42 heures.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, 5 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. Pas de signalés chez les *métallurgistes* du Boucau. A Pau, travail toujours actif et pas de chômeurs chez les *maçons-tailleurs de pierres*, chez les *peintres* et chez les *plâtriers*. A Bayonne, un peu plus de 2 p. o/o chez les *employés de commerce*.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, journée de 10 heures chez les *menuisiers*. Pas de chômeurs chez les *peintres*.

Pyrénées-Orientales. — Chez les *trépointeurs* de Saint-Laurent-de-Cerdans, ouvrage plus abondant que l'an dernier. A Perpignan, journée de 10 heures et pas de chômeurs chez les *charrons-forgerons*. Chez les *tonneliers*, ouvrage plus abondant que l'an dernier, grâce à la bonne récolte des vins; la durée du travail varie de 60 heures (ouvriers à la journée) à 78 heures par semaine (ouvriers à la tâche). Reprise du travail chez les *maçons*.

Haute-Saône. — Chez les ouvriers de l'*ameublement* de Saint-Loup-sur-Semouse, reprise du travail depuis le mois dernier, journée de 10 heures et pas de chômeurs. Un peu moins

de 1 p. 0/0 chez les ouvriers sur *métal* de Plancher-les-Mines, et journée de 11 heures; chez les ouvriers d'un établissement, le salaire journalier est en diminution.

Rhône. — LYON. — Chez les *typographes*, un peu moins de 2 p. 0/0 de chômeurs. Pas de signalés chez les *imprimeurs-conducteurs* qui sont plus occupés que le mois dernier. Chez les *tisseurs de La Croix Rousse*, la reprise habituelle du travail est jugée moins importante que l'an dernier, on estime qu'un peu plus du cinquième des syndiqués manquent de commandes; dans l'ensemble, le nombre des métiers à bras occupés dans la ville de Lyon tend à décroître, les commissions allant aux petits ateliers de campagne, qui consentent des façons à meilleur marché. Chez les *tisseurs et similaires*, le travail a également repris, le chômage a sensiblement diminué et est devenu faible. Les *tullistes* estiment que le chômage atteint un peu plus du tiers des leurs. Pas de signalés chez les ouvriers et ouvrières en *confection pour hommes*, qui sont moins occupés que l'an dernier et font de 45 à 50 heures par semaine. Les *chapeliers* en fantaisie sont encore tous occupés, mais on a supprimé les heures supplémentaires.

Chez les *charpentiers*, journée diminuée de 2 heures, on fait 48 heures par semaine, on estime que le chômage atteint un quart des ouvriers. Pas de signalés chez les ouvriers en *lits fer et cuivre*. De même chez les *orfèvres*, chez lesquels la journée est diminuée de 2 heures dans deux maisons fabriquant l'orfèvrerie d'église, tandis que les fabriques d'orfèvrerie de table ont maintenu une bonne activité. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et peu de chômeurs chez les *bronziers*. Chez les *voituriers*, ouvrage moins abondant que l'an dernier et 10 p. 0/0 de chômeurs.

Un peu moins de 1 p. 0/0 de chômeurs chez les *employés de commerce* (Union), dont la plupart font 76 heures par semaine et une partie 84 heures; dans le *commerce de détail*, les affaires ont repris, sauf pendant la deuxième quinzaine de novembre qui est restée plus faible que celle de l'an dernier; peu de commandes dans le *commerce de gros*; dans l'industrie métallurgique de la région, les employés et les ouvriers sont bien occupés; dans l'industrie de la *soie*, les commandes sont moins abondantes que l'an dernier, principalement celles venant de l'étranger; les *tisseurs*, les *teinturiers* et les *apprêteurs* sont peu occupés. D'autre part, les boulangeries coopératives ont maintenu leurs prix de vente quelques centimes au-dessous de la taxe; une coopérative de chauffage a livré à ses adhérents le charbon (menu sortant) à 2 fr. 40 les 75 kilogrammes au lieu de 3 fr. 30 prix habituel.

A Givors, ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *chapeliers*; de même chez ceux de Grigny.

Saône-et-Loire. — Chez les *chapeliers* de Louhans, journée de 11 heures et pas de chômeurs; les salaires ont maintenu une tendance à la baisse, les prix ont été réduits pour les ouvriers à la journée; certains de ceux-ci ont été mis au travail aux pièces et, dans ce genre de travail, les prix de façon ont également diminué. Chez les *ébénistes* d'Autun, journée de 11 heures et pas de chômeurs.

Sarthe. — Les ouvrières de l'habillement de Saint-Calais sont toutes occupées. De même au Mans, chez les *galochiers* et chez ceux de La Flèche qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers et font la journée de 10 heures, en diminution de 2 heures sur le mois précédent. Au Mans, chez les *ébénistes*, journée réduite à 11 heures et pas de chômeurs. Chez les *tailleurs de pierre*, de même pas de chômeurs et journée de 8 heures. Ralentissement de morte-saison plus accentué que l'an dernier; journée diminuée de 1 heure et réduite à 8 heures chez les *maçons* qui comptent un tiers des leurs en chômage. Pas de signalés et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *couvreurs*.

Savoie. — A Chambéry, les ouvriers *tailleurs* comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage. Pas de signalés chez les *menuisiers*, chez les *plâtriers*, la journée est réduite à 8 heures, par suite de la morte-saison d'hiver.

Haute-Savoie. — A Annecy, chez les *menuisiers*, pas de chômeurs et travail 51 heures par semaine. Les *tailleurs de pierre* comptent un tiers des leurs en chômage de morte-saison; la journée est réduite à 8 heures, le travail est moins abondant que l'an et que le mois derniers.

Seine. — Chez les *boulangers* (*syndicat mixte*), le placement est devenu plus difficile que le mois dernier, 2 p. 0/0 de chômeurs chez les *biscuitiers*, 11 p. 0/0 chez les *boulangers* du *xiii^e* arrondissement, 8 p. 0/0 chez ceux de Saint-Denis, chez lesquels la plupart des syndiqués ont trouvé du travail, soit à demeure, soit en extra; le placement est devenu plus facile que l'an dernier. Chez les *confiseurs*, qui sont bien occupés grâce aux commandes du jour de l'an, pas de chômeurs.

Chez les ouvriers de la *reliure* qui sont moins occupés que l'an et plus que le mois derniers, 3 p. 0/0 de chômeurs; chez les ouvriers *papetiers*, qui sont en pleine saison de travail et qui sont mieux occupés que l'an dernier, la journée est augmentée de 1 et 2 heures. Chez les *typographes*, le nombre des maisons en activité tend à augmenter, 12 p. 0/0 de chômeurs. Un peu moins de 5 p. 0/0 chez les *imprimeurs lithographes*, 2 p. 0/0 chez les *lithographes* (*Union*), chez lesquels le travail est jugé plus abondant que l'an dernier. Chez les *margeurs-pointeurs* qui sont plus occupés que le mois dernier grâce aux commandes du nouvel an, durée du travail en augmentation pour près de 400 ouvriers et 13 p. 0/0 de chômeurs. Un peu plus de 1 p. 0/0 chez les *conducteurs typographes*, un peu moins de 4 p. 0/0 chez les *graveurs lithographes*, 5 p. 0/0 chez les *correcteurs* qui sont moins occupés que l'an dernier, le travail d'impressions en province tendant à augmenter aux dépens du travail parisien. De même, ouvrage moins abondant que l'an dernier et 7 p. 0/0 de chômeurs chez les *dessinateurs, écrivains-graveurs*.

6 p. 0/0 de chômeurs chez les ouvriers *corroyeurs*. Chez les *selliers en sacs de voyage*, reprise du travail grâce aux commandes du jour de l'an, journée de 9 heures et 4 p. 0/0 de chômeurs.

Chez les *teinturiers-dégraisseurs*, un peu moins de 8 p. 0/0 de chômeurs; dans ce métier, le personnel ouvrier est réparti très inégalement dans les ateliers; le personnel féminin (ouvrières pour repasser les étoffes ou pour faire les courses, employées de magasin), est aussi important que le personnel hommes; il y a environ 7 à 8 usines occupant chaque 15 à 30 ouvriers et environ 2.000 boutiques où s'exécute une partie des travaux, mais qui envoient surtout les grosses pièces dans les usines; le personnel féminin est surtout occupé dans les boutiques. Ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier et 9 p. 0/0 de chômeurs chez les *passementiers façonniers*, chez lesquels la journée normale est diminuée de 4 heures pour 150 ouvriers et qui font 40 heures en moyenne par semaine. Travail plus actif que l'an dernier chez les *passementiers à la barre* qui comptent 5 p. 0/0 de chômeurs; pas de signalés chez les *passementiers à la main*, chez lesquels la reprise du travail se fait plus lentement que l'an dernier. Les *coupeurs-tailleurs* estiment que le chômage de morte-saison qui commence plus tôt que l'an dernier atteint 2/5 des leurs. Chez les ouvriers *tailleurs* (*Solidarité*), journée diminuée de près de 1 heure, durée du travail 46 à 53 heures par semaine, et 19 p. 0/0 de chômeurs. Pas de signalés chez les *coupeurs de cols et cravates*. Chez les ouvriers en *chapeaux de soie*, journée augmentée de 1 heure pour 160 ouvriers et 5 p. 0/0 de chômeurs.

Chez les *charpentiers* (*Solidarité*), journée de 8 heures, ralentissement du travail dans certains chantiers, cependant pas de chômeurs. Ralentissement du travail et baisse des prix de façon chez les *parqueteurs sur bitume*. Chez les *menuisiers*, ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier, journée de 9 heures en diminution de 2 heures pour 300 ouvriers, et un peu moins de 1 p. 0/0 de chômeurs. Même chômage chez les *layetiers emballers* qui font la journée de 10 heures. Chez les *peintres en voitures*, 2 p. 0/0 de chômeurs et journée de 10 heures.

Chez les *serruriers* qui font de 54 à 60 heures par semaine, 2 p. 0/0 de chômeurs, 5 p. 0/0 chez les *chauffeurs-conducteurs mécaniciens* qui sont plus occupés que l'an dernier. Travail moins abondant que l'an dernier et un peu moins de 2 p. 0/0 de chômeurs chez les *estampeurs-découpeurs*. Chez les ouvriers de la *poterie d'étain*, journée variant de 9 à 10 heures et un peu plus de 1 p. 0/0 de chômeurs; même chômage chez les ouvriers en *instruments de précision*. Travail 60 heures par semaine chez les ouvriers du *bronze* (*Union*), 2 p. 0/0 de chômeurs chez les ouvriers du *bronze imitation*. Pas de signalés et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers *batteurs d'or*. Chez les *sculpteurs en bâtiment*, le travail s'est maintenu actif. Chez les *peintres* (*Union*), pas de chômeurs, 16 p. 0/0 chez les *plombiers* dits *colonnards* qui font 54 heures par semaine. Morte-saison annuelle chez les *opticiens* et un peu plus de 1 p. 0/0 de chômeurs.

Chez les employés des *tramways sud*, travail 72 heures par semaine. Chez les *cochers de*

grande remise, le travail a diminué et est devenu inférieur à celui de l'an dernier à pareille époque. Les *porteurs de journaux* estiment que 6 p. o/o des leurs sont sans place.

11 p. o/o de chômeurs chez les *comptables* (*Union*). Un peu moins de 3 p. o/o chez les *employés de la Bourse du commerce*, 18 p. o/o chez les *ouvriers limonadiers* (*Espérance*), 15 p. o/o chez les *garçons restaurateurs* (*Renaissance*), 6 p. o/o chez les *coiffeurs*, qui ont obtenu une diminution de 1 heure par jour dans un grand nombre de maisons. Peu de chômeurs chez les *élèves en pharmacie*, chez lesquels le placement est devenu plus difficile que l'an dernier. Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *professeurs de l'enseignement libre*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, situation estimée peu satisfaisante et 6 p. o/o de chômeurs dans l'ensemble de l'industrie du livre. Chez les *cotonniers* de Lillebonne, une fabrique qui ne faisait faire que 8 h. $\frac{1}{2}$ par jour a porté la journée à 11 heures; on fait maintenant partout la journée complète. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et 2 p. o/o de chômeurs chez les travailleurs de l'industrie cotonnière de Rouen. Travail 72 heures par semaine chez des ouvriers de l'industrie lainière d'Elbeuf. Au Havre, travail 48 heures par semaine et pas de chômeurs chez les *voiliers*. A Rouen, chez les *menuisiers*, 5 p. o/o, journée de 10 à 11 heures et ouvrage plus abondant que l'an dernier. Travail toujours actif chez les *mouleurs*. De même, pas de chômeurs chez les *chaudronniers*.

Seine-et-Marne. — Pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres* de Moulins-Foulon. De même chez les *maçons* de la Ferté-sous-Jouarre, qui font 66 heures par semaine.

Seine-et-Oise. — Pas de chômeurs chez les *carriers* de Cernay; de même chez ceux de Méry-sur-Oise, qui sont moins occupés que l'an dernier; les pierres extraites n'étant pas livrées, le travail a été moins actif et le prix de la main-d'œuvre a baissé. Ralentissement du travail depuis le mois dernier et journée diminuée d'une heure chez les *travailleurs du livre* d'Étampes; chez ceux de St-Germain-en-Laye, ouvrage moins abondant que l'an dernier. A Versailles, les *travailleurs du livre* sont tous occupés. De même chez les *maçons* qui font la journée de 8 heures en diminution de 2 heures sur le mois dernier; le travail se maintient plus abondant que l'an dernier. Chez les *peintres*, à Étampes, ralentissement du travail plus rapide que l'an dernier, durée du travail 42 à 48 heures par semaine et 5 p. o/o de chômeurs; à Versailles, travail satisfaisant.

Deux-Sèvres. — A Niort, les *gantiers* estiment que le chômage atteint moitié des leurs et que l'ouvrage est moins abondant que l'an dernier. Les *tisserands* de Moulins estiment que le chômage atteint un quart des leurs; leur situation est devenue plus difficile, leur gain descendant parfois à 6 et 7 francs par semaine. A Niort, travail 66 heures par semaine chez les *serruriers mécaniciens*. Chez les ouvriers du *bâtiment* de Bressuire, journée réduite à 9 heures, tous les syndiqués sont occupés.

Somme. — A Amiens, chez les ouvriers en *cuirs*, reprise du travail plus accentuée que l'an dernier. Les *teinturiers* estiment que le chômage atteint un cinquième des leurs; le poids des pièces de velours qui dépasse maintenant 50 kilogrammes, rend le travail plus pénible. Chez les *mouleurs*, ralentissement du travail, journée de 11 heures et 10 p. o/o de chômeurs; le syndicat a organisé une caisse de chômage qui alloue 2 francs par jour aux adhérents sans travail. Chez les *métallurgistes* d'Albert, ouvrage en augmentation sur le mois précédent; dans un établissement (70 ouvriers), la journée est augmentée d'une heure. A Amiens, chez les *employés aux écritures*, pas de chômeurs.

A Amiens, baisse sur le pain, 0 fr. 05 par 2 kilogrammes à la société coopérative de consommation.

Tarn. — A Albi, chez les *chapeliers-fouleurs*, le travail se maintient plus abondant que l'an dernier, on fait 50 heures par semaine et on compte 12 p. o/o de chômeurs; chez les *chapeliers appropriés*, le travail a augmenté dans certaines maisons et diminué dans quelques-unes. Ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier chez les *mouleurs sur cuivre* de Castres. Chez les ouvriers en *bâtiment* à Briatexte, ouvrage plus abondant que l'an dernier, journée de 10 heures et pas de chômeurs; à Albi, 14 p. o/o.

Tarn-et-Garonne. — Chez les *chapeliers* de Septfonds, journée de 12 heures et travail toujours actif, on manquerait d'ouvriers.

Var. — A Toulon, chez les *typographes*, reprise du travail depuis le mois dernier et un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs. Chez les *coilliers*, ouvrage moins abondant que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *machinistes*, 19 p. o/o chez les *coiffeurs*.

Vaucluse. — A Avignon, les *typographes* sont tous occupés; de même chez les *menuisiers*, chez lesquels la situation tend à devenir moins bonne par suite de l'emploi plus fréquent de machines-outils. Chez les ouvriers en *balais* de Caderousse, reprise du travail depuis le mois dernier dans tous les ateliers, journée de 12 heures et pas de chômeurs. A Avignon, journée de 9 heures, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et pas de chômeurs chez les *peintres*.

Vendée. — Chez les *marins pêcheurs* des Sables-d'Olonne, la pêche au chalut qui a commencé est favorisée par la température; la pêche a été assez bonne, les prix de vente ont été moins satisfaisants. Chez les *mineurs* de Faymoreau, tous sont occupés; pour les ouvriers de la surface, la durée du travail a été diminuée de 2 heures par jour. A la Roche-sur-Yon, travail 60 heures par semaine chez les *typographes* et 66 heures chez les *relieurs*. Chez les *tisserands*, un peu plus de 7 p. o/o de chômeurs à Évrimes, pas de signalés aux Épesses; à Saint-Laurent-sur-Sèvre, l'ouvrage est devenu plus abondant que l'an et que le mois derniers; les ouvriers qui étaient occupés aux travaux des champs ont trouvé de l'ouvrage dans les tissages; les prix de façon sont restés faibles, ils sont souvent de 0 fr. 60 pour une douzaine de mouchoirs, ce qui donne à l'ouvrier un gain de 0 fr. 90 environ par jour. A la Roche-sur-Yon, 12 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *bâtiment*. Pas de signalés chez les *maçons* des Sables-d'Olonne qui sont plus occupés que l'an dernier.

Vienne. — A Poitiers, un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs*; une maison (15 ouvriers) a été fermée; d'autre part, la journée a été augmentée d'une heure pour 50 ouvriers; les *typographes* font 60 heures, les *imprimeurs*, 70 heures par semaine. Chez les *typographes* de Ligugé, travail également 60 heures par semaine. A Poitiers, chez les *plâtriers*, durée du travail réduite à 42 heures par semaine et chômage de morte-saison plus accentué que l'an dernier; cependant tous les syndiqués sont occupés.

Haute-Vienne. — A Limoges, chez les *cuisiniers*, placement plus difficile que le mois dernier, travail de 85 à 90 heures par semaine et 10 p. o/o de chômeurs; chez les *typographes*, un peu plus de 2 p. o/o, une partie des ouvriers ne font pas la journée complète.

Vosges. — Les *typographes* d'Épinal sont tous occupés; chez ceux de Remiremont, reprise du travail depuis le mois dernier et journée de 11 heures.

Yonne. — A Auxerre, chez les *typographes*, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier; une nouvelle maison a été fondée; de plus, une imprimerie de la ville a obtenu l'adjudication des impressions départementales, dont une partie importante avait été donnée l'an dernier à une imprimerie d'une autre ville. Chez les *typographes* de Sens, la reprise habituelle du travail se fait plus lentement que l'an dernier, 6 p. o/o de chômeurs. A Auxerre, chez les *charpentiers de marine*, pas de signalés et travail 55 heures par semaine; l'ouvrage se maintient abondant. De même, travail toujours actif chez les *monleurs* qui font 66 heures par semaine. A Sens, les ouvriers en *bâtiment* comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage de morte-saison.

A Auxerre, baisse sur le pain, 0 fr. 05 par 2 kilos qui sont vendus 0 fr. 55; à la société coopérative de consommation, ils sont vendus 0 fr. 50.

Algérie. — A Alger, les *boulangers* estiment que le chômage atteint un peu plus du tiers des leurs par suite de l'augmentation de la main-d'œuvre à bon marché. Pas de chômeurs chez les *employés des entreprises de transport*.

Adjudications. — Adjudications nouvelles pour décembre et janvier 1900.

ALGER. — Travaux sur chemins de grande communication.....	105.000 ^f
AUXERRE. — Construction d'un chemin de fer d'intérêt local de Toucy à Joigny.....	488.000
BRIVES. — Canalisation d'aménée d'eau et réservoirs.....	680.000
DION. — Canal de Bourgogne; construction des portes d'écluses...	110.000
ÈVREUX. — Construction d'un théâtre municipal.....	246.000
IVRY. — Construction de crèches.....	135.000
PARIS. — Travaux de la cour des comptes : couverture, menuiserie, parquets.....	118.000
PARIS. — Exposition. — Fourniture et enlèvement des canalisations et lampes électriques.....	681.000
PARIS. — Chemin de fer de l'État : renouvellement du ballast.....	130.000
PARIS. — Construction de sacristies et d'un presbytère à l'église Saint-Nicolas-des-Champs (18 lots).....	211.000
TOURCOING. — Aménagement d'un nouveau cimetière.....	167.500

Résultats des adjudications précédentes :

AUTUN. — Travaux de surélévation de l'Hôtel de Ville. — Adj. : 1^{er} lot (82.000^f). *Démolition, terrassements et maçonnerie, pierre*. Tissier, à Autun, 7. — Adj. : 2^e lot (38.000^f). *Ferronnerie, charpente*. Bondy, à Autun, 8-10. — Adj. : 3^e lot (26.000^f). *Couverture, plomberie*. Argenton, à Dijon. — Adj. : 4^e lot (33.000^f). *Menuiserie, Serrurerie*. Prost, à Châlon-sur-Saône, 11. — Adj. : 5^e lot (21.000). *Plâtrerie, cheminées et fumerie, peinture, tenture et vitrerie*. Berthier, à Autun, 20,55.

AUXERRE. — Construction du chemin de fer d'intérêt local d'Égreville à Sens dans l'Yonne. — Adj. : 1^{er} lot (15.000). *Construction entre la limite de Seine-et-Marne et le piquet n° 130*. Lesserteur frères, à Fontainebleau, 6. — Adj. : 2^e lot (22.000^f). *Construction entre les piquets n°s 130 et 193, sur 6.056 m. 92*. Lesserteur frères, 6. — Adj. : 3^e lot. (23.000). *Construction entre le piquet 193 et le piquet 270*. Presle Eugène, à Saint-Sauveur, prix du devis. — Adj. : 4^e lot (12.600^f). *Construction entre le piquet n° 270 et le piquet n° 318*. Presle Eugène, 2. — Adj. : 5^e lot. (12.000^f). *Construction entre les piquets n°s 318 et 366*. Bonin Désiré, à Chigny, 2. — Adj. : 6^e lot (12.000^f). *Construction entre les piquets n°s 366 et 380*. Martin Jean fils, à Migennes, 12. — Adj. : 7^e lot. (138.000^f). *Construction entre le piquet 380 et l'avenue Vanban, au piquet 401 et de la voie du port*. Vanel Marcel, à Fontainebleau, 17. — Adj. : 8^e lot (6.000^f). *Fourniture de 1.185 m. de buses sur toute la ligne*. Baudry Croquet, à Sens, 42. — Adj. : 9^e lot (14.500^f). *Construction d'un port avec estacade le long de la rivière d'Yonne*. Brissot et Truchot, à Sens, 3.

BOURGES. — École centrale de pyrotechnie militaire de Bourges. — Construction d'un mur de clôture et d'un atelier. — Adj. : 1^{er} lot (111.000^f). *Terrassement et maçonnerie*. Gominet, 24, boulevard de l'industrie, à Bourges 12-10. — Adj. : 2^e lot (7.000^f). *Plâtrerie*. Caumont, 1, rue Mère-de-Dieu, à Bourges, 27. — Adj. (6.000^f). *Asphalte*. Bataille, 17, rue de la Sirène, à Bourges, 19-50. — Adj. : 4^e lot (97.000^f). *Charpente métallique et serrurerie*. Balut, rue Juranville, à Bourges, 19-10—Adj. : 5^e lot (12.000^f). *Couverture*. Cortin, rue Mirabeau, 85, à Bourges, 28. — Adj. : 6^e lot. (710^f). *Charpente en bois et menuiserie*. Gouloux, rue de la Parerie, à Bourges, 18-20. — Adj. : 7^e lot (8.000). *Peinture et vitrerie*. Desloges, rue Nationale, 19-21, à Bourges, 31.

CARCASSONNE. — Construction d'une caserne de gendarmerie à Carcassonne. — Adj. : 1^{er} et 2^e lots (119.000^f). *Terrass.* Blavet fils, à Agen, 12. — Adj. : 3^e lot (17.000^f). *Charpente*. Lafont Jean, à Carcassonne 6. — Adj. : 4^e et 8^e lots (21.500^f). *Ferronnerie, serrurerie*. Tartua Raynaud, à Toulouse, 8. — Adj. : 5^e lot. (47.000^f). *Plâtrerie*. Rouzand, à Carcassonne, 31. — Adj. : 6^e lot. (5.500). *Plomberie et zingage*. Bonnet, à Carcassonne, 28. — Adj. : 7^e lot (28.000^f). *Menuiserie*. Baptiste Joseph, à Toulouse, 4. — Adj. : 9^e lot. (9.000). *Peinture et vitrerie*. Baby Paul, à Carcassonne, 35.

LILLE. — Canal de Saint-Quentin. — Doublement de l'écluse et des garages de Provillie. — *Démolitions, terrassements et transports* (21.000^f). *Défenses de rives* (4.000^f). *Écluses à saes et aqueduc de prise d'eau* (71.000^f). *Estacades et lisses* (11.000^f). Total (107.000^f). A. cal. (25.000). Total général (132.000). Morval (Ernest), à Banteux, 4.

LYON. — Construction de chaussées en pavés d'échantillon de grès et de granit. — Adj. : 1^{er} lot (15.500^f). *Établissement de chaussées en empièrrement, rue Burdeau, Foraz, quai Saint-Antoine, 32, 2.* — Adj. : 2^e lot (44.000^f). *Parage en pavés d'échantillon de grès, rue Penthievre, Duhamel et de la place de la Charité, et pavage en cailloux roulés, place Grolier, Monin, 3.* — Adj. : 3^e lot (38.000^f). *Parage en pavés d'échantillons de grès, rue de Bonnel, Monin, 2, 10* — Adj. : 4^e lot (13.000^f). *Parage en pavés d'échantillon en granit, grande rue de la Croix-de-Bois, Siant, 3.* — Adj. : 5^e lot (14.000). *Pucage en pavés d'échantillon en granit, rue Roquette, Duffier 4.* — Adj. : 6^e lot (25.000). *Parage en pavés d'échantillons de grès, avenue de Saxe, Canque, 3.*

LYON. — Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée. — Adj. : (220.000^f). *Agrandissement de la gare de Sathonay, Rougier, route de Strasbourg, 52, à Caluire (Rhône).*

ORAN. — Chefferie du génie d'Oran. — Adjudication des travaux à exécuter dans la place d'Oran pour la construction : 1^o des quartiers du train, de l'artillerie, de la remonte, des chasseurs; 2^o d'un parc à fourrages; 3^o d'un groupe d'infirmes vétérinaires. — A. Artillerie et train. — Adj. : 1^{er} lot (571.000). *Terrassements, maçonnerie, carrelages, couvertures, etc. non compris : 44.000 francs de frais imprévus, Faure 7.* — Adj. : 2^e lot (51.000) *Charpente, menuiserie, ameublement en bois.* Frais imprévus, 4.500. Ricard et Gibbal, 18. — Adj. : 3^e lot (148.000). *Ferronnerie, serrurerie, ouvrages métalliques, ameublement en fer, dépenses imprévues 12.000^f.* Balade Louis, 4 d'augmentation. — Adj. : 4^e lot (11.000^f) *Peinture, vitrerie, tentures.* Blanchet, 37. — B. Parc à fourrages, remonte. — Adj. : 1^{er} lot (393.000). *Terrassements, maçonnerie, travaux de ciment, pavage, couvertures, etc.* Dépenses imprévues, 27.500^f Reney, 4. — Adj. : 2^e lot (31.500^f). *Charpente, menuiserie, ameublements en bois.* Frais imprévus, 2.300^f. Ricard et Gibbal, 12. — Adj. : 3^e lot. (100.000^f). *Ferronnerie, serrurerie, quincaillerie, etc.* Frais imprévus, 7.500^f Balade Louis, 10 d'augmentation. — Adj. : 4^e lot, (9.500^f). *Peinture, vitrerie, tentures.* Frais imprévus, 750^f. Boué, 24. — C. Chasseurs et infirmerie. — Adj. : 1^{er} lot, (398.900^f). *Terrassements, maçonnerie, etc.* Frais imprévus, 29.500^f. — Adj. : 2^e lot. (26.000^f). *Charpente, menuiserie, ameublement en bois.* Frais imprévus (2.000^f). Ricard et Gibbal, 12. — Adj. : 3^e lot (75.500^f). *Ferronnerie, tôle, quincaillerie, serrurerie, etc.* Dépenses imprévues (6.800^f). Balade Louis, 10. — Adj. : 4^e lot (5.600^f). *Peinture, vitrerie, tenture.* Frais imprévus (500^f). Bouée, 23.

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 30 novembre 1899 il a été déposé 92 demandes en autorisation de bâtir, dont 83 pour des constructions neuves. Pendant le mois de novembre 1898, le nombre des demandes avait été de 96, dont 77 pour des constructions neuves.

Transports. — Les recettes des sept grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général, du 1^{er} janvier au 35 novembre 1899, ont été de 1.255.327.900 fr. Elles étaient à la même date, en 1898, de 1.217.736.000 francs, soit une augmentation de 2,8 p. o/o.

Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant les neuf premiers mois de 1899 a été de 24.594.361 tonnes. Il était en 1898 de 23.159.478 pour la même période, soit une augmentation de 6,2 o/o.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les onze premiers mois de 1899 :

	1899.	1898.	en plus en 1899.	en moins en 1899.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	923.652.000	1.397.179.000	"	473.527.000
Matières nécessaires à l'industrie	2.295.615.000	2.114.010.000	181.605.000	"
Objets fabriqués.....	619.799.000	559.968.000	59.831.000	"
TOTAL.....	3.839.066.000	4.071.157.000	241.436.000	473.527.000
DIMINUTION en 1899.....	232.091.000			
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	608.537.000	592.407.000	16.130.000	"
Matières nécessaires à l'industrie	994.004.000	845.372.000	148.632.000	"
Objets fabriqués.....	1.785.617.000	1.536.728.000	248.889.000	"
Colis postaux.....	161.243.000	142.201.000	19.042.000	"
TOTAL.....	3.549.401.000	3.116.708.000	432.693.000	"
AUGMENTATION en 1899.....	432.693.000			

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	nov. 1899.	nov. 1898.	octob. 1899.
Farine 12 marques, les 157 kilogrammes.....	43 ^f 17 ^s	46 ^f 00 ^s	46 ^f 00 ^s
Sucre brut, blanc n° 3, les 100 kilogrammes...	28 25	31 50	31 87
Alcool à 90°, l'hectolitre.....	36 75	43 75	39 00
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr..	52 75	51 00	53 12
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes..	53 25	42 75	48 75
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	41 50	39 75	39 50
Suif de la bouch ^e de Paris, les 100 kil. (en pains).	63 75	51 00	61 50
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette).	1 42	1 40	1 36
Veau, <i>idem.</i>	2 00	2 00	1 90
Mouton, <i>idem.</i>	1 80	1 90	1 90
Porc, <i>idem.</i>	1 46	1 46	1 45
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	48 87	35 50	39 37
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr....	206 50	133 00	194 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil.	61 00	43 50	58 00
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	30 50	16 25	27 00
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	198 75	152 50	203 00
Étain Banka, <i>idem.</i>	337 35	224 00	386 50
Plomb, <i>idem.</i>	49 50	39 50	44 00
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i>	65 00	65 25	"

Bureaux de garantie. — Relevé des objets d'or et d'argent présentés à la marque ou à la vérification, tant pour la consommation en France que pour l'exportation, pendant les dix premiers mois de l'année 1899, dans les divers bureaux de garantie :

DÉSIGNATION.		POIDS TOTAL.			
		OR.		ARGENT.	
		1899.	1898.	1899.	1898.
		hectogr.	hectogr.	hectogr.	hectogr.
Fabrication nationale aux titres légaux	Objets marqués des poinçons intérieurs.	70.574	63.220	869.500	793.560
	Sortie constatée des objets marqués pour l'exportation en crédit des droits non compris les montres au 4 ^e titre (1)	6.510	5.107	69.914	52.900
	Objets exportés avec remboursement des droits payés.....	2.890	2.541	22.006	18.329
Objets importés de l'étranger avec paiement des droits de garantie.....		11.113	9.297	80.494	60.205
Exportation des bijoux à tous titres n'ayant pas été soumis à la marque (loi du 25 janvier 1884).....		1.267	868	1.445	392

(1) Du 1^{er} janvier au 31 octobre 1899, il est sorti 504 montres en or au 4^e titre, pesant 5^e hectogr., contre 442 montres et 46 hectogrammes en 1898.

Le prix du pain. — Évaluation officielle du prix de revient du pain pour la première quinzaine de décembre 1899, calculée d'après la valeur des farines pendant la quinzaine précédente et les frais de panification :

Prix du quintal de farine.....	26 ^f 116
Frais de panification.....	12 223
TOTAL.....	38 339

Le rendement étant de 130 kilogrammes de pain par 100 kilogrammes de farine, le kilogramme de pain de première qualité revient à 0 fr. 2949 et le pain de 2 kilogrammes à 0 fr. 5898, soit à 0 fr. 59.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de novembre.		Du 1 ^{er} janv. au 30 nov.	
	1899.	1898.	1899.	1898.
Faillites.....	109	132	1.250	1.409
Liquidations judiciaires.....	16	11	135	165
Conversions de liquidations en faillites.	"	15	19	51

Les Monts-de-piété en France. -

NUMÉROS D'ORDRE.	DESIGNATION des VILLES OÙ SONT ÉTABLIS les monts-de-piété.	ENGAGEMENTS.		RENOUVELLEMENTS.		DÉGAGEMENTS.	
		ARTICLES.	SOMMES.	ARTICLES.	SOMMES.	ARTICLES.	SOMMES.
			francs.		francs.		francs.
1	Aix (Bouches-du-Rhône).....	207	6.055	109	4.316	166	4.3
2	Alger.....	"	"	"	"	"	"
3	Angers.....	939	8.620	191	1.763	1.182	10.8
4	Apt (Vaucluse).....	5	141	1	16	3	"
5	Arles.....	499	6.710	110	2.881	526	5.8
6	Arras.....	2.382	10.355	484	3.974	1.832	8.6
7	Avignon.....	1.353	25.042	164	7.515	1.042	18.4
8	Beaucaire (Gard).....	"	"	"	"	"	"
9	Besançon.....	1.602	18.290	1.174	20.636	1.342	16.7
10	Bordeaux.....	14.446	227.560	10.704	255.283	13.833	222.6
11	Boulogne-sur-Mer.....	2.856	22.243	644	11.817	2.655	22.3
12	Brest.....	2.389	17.157	656	7.142	2.087	14.8
13	Brignoles (Var).....	"	"	"	"	"	"
14	Calais.....	898	10.192	701	12.956	1.596	13.0
15	Cambrai.....	454	3.071	37	1.248	368	4.3
16	Carpentras.....	30	712	307	9.764	47	1.1
17	Constantine.....	903	37.938	1	97	490	13.1
18	Dijon.....	1.719	40.043	496	19.185	1.169	27.4
19	Donai.....	994	5.090	"	"	844	4.9
20	Dunkerque.....	4.037	35.632	327	7.044	2.730	21.1
21	Grenoble (prêt charitable).....	113	1.883	"	"	38	6
22	Le Havre.....	1.884	32.112	3.243	52.939	4.600	48.1
23	Lille.....	10.940	111.271	1.215	24.898	10.275	131.2
24	Lille (Mazurel).....	486	4.922	216	2.313	468	4.3
25	Limoges.....	1.165	10.630	578	6.569	976	8.6
26	L'Isle (Vaucluse).....	16	895	63	1.235	15	1
27	Lunéville.....	351	2.297	700	5.270	307	1.9
28	Lyon..... { Gages corporels.....	17.679	230.842	11.356	233.548	16.802	216.8
	Valeurs mobilières.....	224	59.000	"	"	251	73.4
29	Marseille.....	10.662	213.480	6.536	160.007	9.472	191.2
30	Nancy.....	401	4.007	413	3.784	478	16.3
31	Nantes.....	1.062	25.722	838	23.300	955	19.8
32	Nice (œuvre de la Miséricorde).....	"	"	"	"	"	"
33	Nice.....	2.800	213.256	774	26.127	2.040	150.8
34	Nîmes.....	1.323	28.475	1.376	43.687	1.221	34.0
35	Oran.....	7.083	103.234	2.281	72.167	5.936	82.0
36	Reims.....	3.890	45.457	218	7.069	4.104	46.9
37	Roubaix.....	3.825	27.820	437	5.625	3.345	23.6
38	Rouen.....	5.272	61.776	3.752	66.727	4.242	51.3
39	Saint-Germain.....	750	10.913	525	12.764	759	8.6
40	Saint-Quentin.....	1.259	12.326	338	5.648	1.147	12.1
41	Tarascon.....	116	2.621	52	1.608	90	1.9
42	Toulon.....	3.023	24.841	785	16.800	1.570	22.8
43	Toulouse.....	6.597	134.303	5.017	153.974	5.544	133.4
44	Valenciennes.....	2.457	15.635	89	3.831	2.428	15.7
45	Versailles.....	1.602	35.382	638	17.868	763	13.1
46	Paris (Gages corporels).....	86.459	3.004.626	59.931	1.720.978	91.744	3.039.8
	Idem. (Valeurs mobilières).....	2.331	584.747	1.650	454.795	1.876	467.7

Opérations du mois de novembre 1899.

NUMÉROS D'ORDRE.	VENTES.		TOTAUX DES SORTIES par DÉGAGEMENTS ET VENTES.		RESTE EN MAGASIN LE 30 NOVEMBRE au soir.		IL Y AVAIT EN MAGASIN LE 31 OCTOBRE 1899.	
	ARTICLES.	SOMMES.	Articles.	Sommes.	Articles.	Sommes.	Articles.	Sommes.
		francs.		francs.		francs.		francs.
1	"	"	166	1.352	4.389	170.842	4.348	169.139
2	"	"	"	"	"	"	63.946	1.954.855
3	70	621	1.232	11.480	10.773	141.279	"	"
4	"	"	4	81	"	"	"	"
5	"	"	526	5.828	10.342	169.347	10.369	168.995
6	96	677	1.928	9.299	16.531	94.477	"	"
7	"	"	1.012	18.462	27.064	599.328	26.753	592.748
8	"	"	"	"	"	"	"	"
9	"	"	1.312	16.788	21.266	341.731	23.946	310.229
10	2.432	26.664	16.265	249.303	238.506	4.971.714	240.325	4.993.457
11	195	2.036	2.850	21.364	27.731	309.236	24.725	311.357
12	272	1.926	2.359	16.728	27.370	233.868	27.340	233.439
13	"	"	"	"	"	"	"	"
14	130	1.129	1.726	21.192	8.296	129.913	8.423	130.887
15	"	"	388	4.392	2.558	31.533	2.492	32.854
16	49	2.188	96	3.346	"	"	"	"
17	"	"	490	13.151	117	24.881	235	13.070
18	513	7.234	1.682	34.650	633	24.578	203	18.464
19	54	305	898	5.241	4.591	34.336	4.795	34.487
20	263	2.442	2.993	23.610	21.887	217.670	21.170	212.692
21	"	"	38	668	873	17.368	"	"
22	664	10.332	5.264	58.499	70.681	987.689	71.064	994.076
23	603	4.687	10.878	155.925	55.050	730.205	54.988	773.858
24	45	339	513	4.732	5.871	84.468	5.901	84.278
25	105	820	1.081	9.511	14.940	176.025	54.865	174.906
26	28	472	43	631	719	17.868	746	17.607
27	95	488	402	2.450	3.962	35.255	4.013	35.408
28	2.578	23.624	19.380	240.470	282.450	4.776.681	284.151	4.786.789
29	37	10.385	288	83.875	2.111	562.730	2.170	587.605
30	1.830	22.984	11.362	211.212	178.978	3.855.098	179.622	3.859.748
31	38	495	516	16.848	8.044	76.363	7.756	337.386
32	135	3.082	1.099	22.930	19.249	477.050	19.676	472.258
33	"	"	"	"	"	"	"	"
34	430	13.088	2.470	163.891	30.088	1.548.466	29.758	1.499.104
35	263	4.598	1.424	38.668	30.358	826.607	30.459	836.860
36	360	5.180	6.296	87.211	66.334	1.470.989	63.547	1.454.966
37	381	3.413	4.185	50.371	38.257	567.363	38.852	372.224
38	167	1.349	3.512	25.013	18.838	193.398	18.525	190.621
39	729	8.112	8.723	127.058	77.409	1.190.593	77.099	1.189.058
40	"	"	759	8.677	9.193	178.956	9.202	176.720
41	134	1.672	1.281	13.818	9.597	129.639	"	131.131
42	"	"	90	1.912	3.047	78.319	"	"
43	228	2.064	1.798	21.881	24.805	147.753	24.580	147.783
44	1.189	25.600	6.733	159.011	117.798	3.300.562	117.937	3.325.270
45	224	1.530	2.652	17.256	14.624	132.631	14.819	134.272
46	196	2.892	959	16.682	17.898	407.423	17.893	405.991
46	10.241	179.098	101.982	3.218.990	1.533.566	46.696.492	1.549.092	46.910.856
	390	116.120	2.266	583.826	21.556	5.854.285	23.686	6.336.756

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 3^e TRIMESTRE DE L'ANNÉE 1899,

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées ; ces prix sont obtenus en divisant le déboursé total des consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives, sous la désignation portée au tableau ; ils peuvent différer, par conséquent, des prix courants de certaines qualités déterminées des mêmes marchandises.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilog.)	VIANDE FRAÎCHE. (au kilog.)	LARD (au kilog.)	BEURRE (au kilog.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre).	LAIT (au litre).	CHAR- BON (au quintal)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Aisne.....	0 27	1 78	1 60	2 74	11 97	0 67	0 20	3 33
Allier.....	0 26	"	1 07	"	"	0 38	"	"
Ardenne.....	0 25	"	1 39	2 79	"	0 50	"	3 33
Bouches-du-Rhône.....	0 32	"	"	3 50	9 31	0 39	"	"
Charente-Inférieure.....	0 22	"	"	"	"	"	"	"
Doubs.....	0 25	1 40	1 99	1 84	5 64	0 36	"	"
Gironde.....	0 24	"	"	3 39	"	0 39	"	4 45
Isère.....	0 31	1 80	1 78	2 09	"	0 45	"	3 46
Loire.....	0 27	1 49	1 40	"	"	0 32	"	"
Marne.....	0 26	1 83	1 47	3 38	7 49	0 49	0 25	3 80
Meurthe-et-Moselle.....	0 28	1 75	1 86	2 75	6 85	0 49	"	3 75
Nord.....	0 26	1 67	1 90	3 02	9 00	0 60	"	2 84
Rhône.....	0 30	1 45	1 67	2 42	9 80	0 43	"	3 34
Saône-et-Loire.....	0 26	1 45	1 44	"	"	0 44	"	2 92
Seine.....	0 30	1 69	2 07	3 11	9 92	0 53	0 27	4 26
ENSEMBLE du terri- toire.....	0 26	1 65	1 67	2 94	7 29	0 45	0 25	3 44
Quantités vendues par l'ensemble des 519 sociétés.	kil. 16.168.599	kil. 413.986	kil. 172.826	kil. 117.873	quint. 6.676	lit. 3.579.814	lit. 121.283	quint. 51.064

Les résultats ci-dessus des ventes opérées au cours du 3^e trimestre de 1899 résultent du dépouillement des rapports de 519 sociétés, dont 328 qui ont donné le nombre de leurs adhérents groupaient 100.712 associés. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble des 519 sociétés.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de novembre 1899, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône [23 juillet 1899]. Syndicat des *armateurs et capitaine au cabotage* de la Méditerranée (45 membres). Siège social : place de la Bourse, 14, à MARSEILLE.

Charente-Inférieure [12 septembre 1899]. Syndicat des *négociants en eaux-de-vie* du rayon de Saint-Jean-d'Angély (16 membres). Siège social : rue Michel-Texier, au domicile du président, à SAINT-JEAN-D'ANGÉLY.

Drôme [29 octobre 1899]. Syndicat professionnel des *maréchaux ferrants* de l'arrondissement de Vaucluse (63 membres). Siège social : Foyer du Théâtre, à VALENCE.

Finistère [21 février 1897]. Syndicat professionnel des patrons *marins-pêcheurs* de Tréboul (31 membres). Siège social : TRÉBOUL.

Garonne (Haute-) [9 septembre 1899]. Syndicat des *boulangers* de l'arrondissement de Saint-Gaudens (31 membres). Siège social : à SAINT-GAUDENS.

Mayenne [13 mai 1899]. Chambre syndicale des entrepreneurs de travaux de *bâtiments* de la ville de Laval et du département de la Mayenne (78 membres). Siège social : rue des Serruriers, 11, à LAVAL.

Nord [13 août 1899]. Chambre syndicale des *maréchaux ferrants* de la ville de Dunkerque et environs (30 membres). Siège social : estaminet Mulot, rue de l'Esplanade, à DUNKERQUE.

Pyrénées (Basses-) [18 août 1899]. Syndicat du commerce des *vins et spiritueux* de l'arrondissement de Bayonne (56 membres). Siège social : place du Réduit, 2, à BAYONNE.

Rhône [4 septembre 1899]. Syndicat des marchands de *chaussures* au détail, de Lyon (84 membres). Siège social : place de l'Hôpital, 1, à LYON.

Saône-et-Loire [22 août 1899]. Syndicat des patrons *coiffeurs* de Montceau-les-Mines et des communes suburbaines (46 membres). Siège social : Maison Lorient, rue des Oiseaux, à MONTCEAU-LES-MINES.

Seine [9 octobre 1899]. Chambre syndicale des *imprimeurs en taille-douce* de Paris (43 membres). Siège social : rue des Pyramides, 8, à PARIS.

[26 avril 1899]. Chambre syndicale des marchands de *matériaux de construction* (230 membres). Siège social : rue de l'Arbre-Sec, 19, à PARIS.

[14 octobre 1889]. Chambre syndicale des fabricants d'*outils* d'agriculture de France (26 membres). Siège social : rue Blanche, 7, à PARIS.

Seine-Inférieure [2 août 1899]. Syndicat général du *bâtiment* de la ville et de la région de Fécamp (22 membres). Siège social : salle du cercle chorégraphique, rue de la Cascade, à FÉCAMP.

Somme [octobre 1899]. Syndicat des *imprimeurs typographes et lithographes* d'Amiens (10 membres). Siège social : place Gambetta, 18, à AMIENS.

NOTA. — La chambre des *distillateurs en gros* de Paris annoncée par erreur comme dissoute dans le bulletin de novembre 1899, fonctionne toujours rue de Lancry, 10, à PARIS.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Alger [24 août 1899]. Syndicat des garçons *bouchers et charcutiers* du département d'Alger (40 membres). Siège social : Bourse du travail, à ALGER.

Allier [1899]. Chambre syndicale des *tendeurs* (ouvriers du bois) du centre (35 membres). Siège social : CÉRILLY.

Aube [2 novembre 1899]. Société fraternelle des ouvriers *boulangers* du département de l'Aube (15 membres). Siège social : place de la Préfecture, 3, à TROYES.

Bouches-du-Rhône [8 octobre 1899]. Chambre syndicale des ouvriers *charretiers* de Marseille (73 membres). Siège social : grand chemin de Saint-Just, 10, à MARSEILLE.

[26 octobre 1899]. Syndicat international des ouvriers en *chaussures* de Marseille (35 membres). Siège social : Bourse du travail, à MARSEILLE.

[7 octobre 1897]. Syndicat des ouvriers civils de la *guerre* (30 membres). Siège social : Bourse du travail, à MARSEILLE.

Cantal [12 novembre 1899]. Chambre syndicale « Union fraternelle des ouvrier en *bâtiment* membres). Siège social : AUVILLAC.

Cher [20 septembre 1899]. La Fraternelle, chambre syndicale des ouvriers sur *l'essieu* et des tra-
(vaux similaires de la ville de Bourges (70 membres). Siège social : Restaurant Fulon, à BOURGES.

Corrèze [30 septembre 1899]. Syndicat de la *métallurgie* de Tulle adhérent à la bourse du tra-
vail (membres). Siège social : Bourse du travail, à TULLE.

Doubs [14 octobre 1899]. Chambre syndicale des ouvriers *textiles* de Colombierfontaine (124 mem-
bres). Siège social : COLOMBIER-FONTAINE.

Drôme [4 novembre 1899]. Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers *vermicelliers* et simi-
laires réunis de Valence (44 membres). Siège social : Bourse du travail, à VALENCE.

Eure-et-Loir [30 juillet 1899]. Chambre syndicale des ouvriers *cordonniers* de la ville de
Dreux (115 membres). Siège social : à DREUX.

Garonne (Haute-) [4 novembre 1899]. Syndicat de *l'équipement militaire* de Toulouse,
section de l'habillement (40 membres). Siège social : Bourse du travail, à TOULOUSE.

[24 octobre 1899]. Chambre syndicale des ouvriers *machinistes* des théâtres de Toulouse
(24 membres). Siège social : Bourse du travail, à TOULOUSE.

[8 octobre 1899]. Société *typographique* de Toulouse (45 membres). Siège social : boulevard de
Strasbourg, 11, à TOULOUSE.

Ille-et-Vilaine [3 septembre 1899]. Chambre syndicale des ouvriers *charpentiers* de la ville
de Fougères (30 membres). Siège social : Hôtel de ville, à FOUGÈRES.

[20 octobre 1899]. Chambre syndicale de *l'équipement militaire* de la ville de Rennes (140 mem-
bres). Siège social : Bourse du travail, à RENNES.

[16 octobre 1899]. Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de *l'habillement militaire* de
Rennes (36 membres). Siège social : Bourse du travail, à RENNES.

Gironde [20 octobre 1899]. Syndicat d'action commerciale des ouvriers *boulangers* (membres).
Siège social : rue du Jardin-Public, 97 bis, à BORDEAUX.

[19 octobre 1899]. Union syndicale des *commis et comptables* de la Gironde (232 membres). Siège
social : Athénée municipal, à BORDEAUX.

[24 septembre 1899]. Chambre syndicale des ouvriers *vanniers* de Bordeaux (23 membres). Siège
social : Bourse du travail, à BORDEAUX.

Isère [15 novembre 1899]. Chambre syndicale des ouvrières en *pâtes alimentaires* de l'Isère
(28 membres). Siège social : Bourse du travail, à GRENOBLE.

Loire-Inférieure [février 1899]. Chambre syndicale fédérée des *mouleurs* en métaux de
Trignac (24 membres). Siège social : chez M. Courreau, débitant, à MOSTOIR-TRIGNAC.

[9 octobre 1899]. Chambre syndicale des ouvriers *boulangers* de la ville de Saint-Nazaire
(55 membres). Siège social : rue d'Anjou, 47, à SAINT-NAZAIRE.

Manche [1^{er} septembre 1899]. Chambre syndicale des ouvriers *jardiniers* et des parties similaires
de la ville de Cherbourg et des environs (80 membres). Siège social : rue des Portes, cour Marie, à
CHERBOURG.

Mayenne [15 septembre 1899]. Chambre syndicale des ouvriers de l'industrie *cotonnière*
(570 membres). Siège social : rue du Val-de-Mayenne, 6, à LAVAL.

Nord [1 septembre 1899]. Chambre syndicale fédérée des *mouleurs* du Cateau (55 membres).
Siège social : rue Marie-Lorgne, 16, au CATEAU.

[30 mars 1896]. Chambre syndicale ouvrière des *pâtisseries* du Nord (120 membres). Siège social : rue de Paris, 90, à LILLE.

[1^{er} août 1899]. Chambre syndicale des ouvriers de la *voirie* de Lille (170 membres). Siège social : rue de Béthune, 21, à LILLE.

[10 septembre 1899]. Union syndicale de la *métallurgie* de Vieux-Condé et environs (608 membres). Siège social : salon du Coron Vat, à VIEUX-CONDÉ.

Pas-de-Calais [8 juillet 1899]. Chambre syndicale des ouvriers en *bâtiment* et similaires de Calais (225 membres). Siège social : rue du Temple, 27, à CALAIS.

Puy-de-Dôme [24 août 1899]. Syndicat de l'*équipement militaire* de Clermont-Ferrand (24 membres). Siège social : rue des Jardins, 50, à CLERMONT-FERRAND.

Pyrénées (Hautes-) [27 septembre 1899]. Chambre syndicale des ouvriers *maçons* et industries similaires (40 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, à BAGNÈRES-DE-BIGORRE.

[16 juillet 1899]. Chambre syndicale des ouvriers *marbriers* de la ville de Bagnères-de-Bigorre (22 membres). Siège social : Hôtel de Ville, à BAGNÈRES-DE-BIGORRE.

[15 septembre 1899]. Chambre syndicale des ouvriers *typographes* et industries similaires de la ville de Bagnères-de-Bigorre (15 membres). Siège social : Hôtel de Ville, à BAGNÈRES-DE-BIGORRE.

Rhône [15 septembre 1899]. Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de l'*habillement militaire* de Lyon (80 membres). Siège social : rue Paul-Bert, 32, à LYON.

[Fin septembre 1899]. Syndicat de l'Union ouvrière de l'*habillement militaire* de LYON (55 membres). Siège social : rue de la Vitriolerie, 3, à LYON.

[3 juin 1899]. Chambre syndicale des ouvriers *tréfileurs* et similaires de la ville de Lyon (22 membres). Siège social : rue de Bourgogne, 26, à LYON.

Saône-et-Loire [29 octobre 1899]. Syndicat des corporations ouvrières (*métallurgie*) du Creusot et de ses dépendances (3.000 membres). Siège social : rue de la Couronne, 6, au CREUSOT.

[8 octobre 1899]. Chambre syndicale des *verriers* d'Épinac (46 membres). Siège social : chez M. Vermeot, aubergiste, à ÉPINAC.

[12 août 1899]. Chambre syndicale des ouvriers *boutangers* de Montceau-les-Mines (42 membres). Siège social : salle du café Moreau, rue du Nord, MONTCEAU-LES-MINES.

[1^{er} juillet 1899]. Chambre syndicale fédérée des *mouleurs* en métaux et parties similaires de Montceau-les-Mines (13 membres). Siège social : maison Laugerette, rue de Bel-Air, à MONTCEAU-LES-MINES.

[27 juillet 1899]. Syndicat des *manouvriers* réunis de Saint-Léger-sur-Dheune (155 membres). Siège social : SAINT-LÉGER-SUR-DHEUNE.

Seine [2 novembre 1899]. Chambre syndicale des *allumeurs de gaz* du département de la Seine (60 membres). Siège social : rue des Panoyaux, 56, à PARIS.

[22 octobre 1899]. Chambre syndicale des ouvriers *arçoniers et ferreurs* du département de la Seine (20 membres). Siège social : faubourg Saint-Martin, 224, à PARIS.

[3 novembre 1899]. Syndicat français des ouvriers *gélatineurs* (25 membres). Siège social : rue Grenier-Saint-Lazare, à PARIS.

[2 novembre 1899]. Chambre syndicale de l'*habillement* des postes-télégraphes et administrations (223 membres). Siège social : rue Muller, 36, à PARIS.

[22 novembre 1899]. Union corporative des ouvriers *monteurs* en cuivre indépendants et parties similaires du département de la Seine (80 membres). Siège social : rue Oberkampf, 103, à PARIS.

[13 octobre 1899]. Chambre syndicale des *placières et placières* visitant l'exportation et la place de Paris (30 membres). Siège social : boulevard de Magenta, 6, à PARIS.

[En 1865]. Chambre syndicale des ouvriers *tailleurs et scieurs de pierre* du département de la Seine (300 membres). Siège social : rue Truffaut, 53, à PARIS.

Seine-Inférieure [en juin 1899]. Chambre syndicale des ouvriers *coiffeurs* du Havre (80 membres). Siège social : Bourse du travail, au HAVRE.

[1^{er} novembre 1899]. Syndicat des ouvriers *journaliers des docks et entrepôts* du Havre (membres). Siège social : Bourse du travail, au HAVRE.

[8 novembre 1899]. Chambre syndicale des *plombiers* du Havre (30 membres). Siège social : cercle Franklin, cours de la République, au HAVRE.

[28 octobre 1899]. Syndicat des ouvriers *selliers bourrelliers* du Havre (35 membres.) Siège social : Bourse du travail, au HAVRE.

[12 octobre 1899]. Chambre syndicale des ouvriers *terrassiers puisatiers-mineurs* du Havre et des environs (5 membres). Siège social : Bourse du travail, au HAVRE.

Seine-et-Oise [8 septembre 1899]. Chambre syndicale des ouvriers *peintres* en bâtiment de la ville d'Étampes (20 membres). Siège social: Hôtel de Ville, à ÉTAMPES.

Somme [27 juillet 1897]. Chambre syndicale du cuivre et parties similaires du département de la Somme (section de Vimeu, 300 membres). Siège social: ESCARBOTIN.

Tarn [18 octobre 1899]. Chambre syndicale des ouvriers *boulangers* de la ville d'Albi et de la banlieue (37 membres). Siège social: Bourse du travail, à ALBI.

Vaucluse [25 octobre 1899]. Syndicat des employés de *cafés, hôtels, restaurants* et parties similaires de la ville d'Avignon (52 membres). Siège social: Grand café de la Poste, cours de la République, à AVIGNON.

Vienne (Haute-) [1^{er} septembre 1899]. Chambre syndicale des *imprimeurs-conducteurs-typographes* de Limoges (30 membres). Siège social: Bourse du travail, à LIMOGES.

[29 septembre 1899]. Chambre syndicale des conducteurs, receveurs, mécaniciens, chauffeurs, électriciens, ouvriers et employés du dépôt du *Tramway électrique* de Limoges (56 membres.) Siège social: Bourse du travail, à LIMOGES.

3° SYNDICATS MIXTES.

Finistère [17 janvier 1897]. Syndicat professionnel des patrons et marins-*pêcheurs* de Guilvinec (398 membres). Siège social: GUILVINEC.

[3 janvier 1897]. Syndicat professionnel *maritime* de Notre-Dame-de-la-Joie (67 membres. Siège social: Hôtel de Bretagne, à PENMARCH-SAINT-GUÉNOLÉ.

4° SYNDICATS AGRICOLES.

Doubs [1^{er} novembre 1899]. Syndicat agricole de la commune de Bief (10 membres). Siège social: BIEF.

[1^{er} septembre 1898]. Syndicat agricole du Chauffaud (20 membres). Siège social: Le Lac-ou-Villers.

[10 octobre 1899]. Syndicat agricole de Montlebon (35 membres). Siège social: sur la Seigne, Maison Genin, à MONTLEBON.

[12 novembre 1899]. Syndicat agricole de la commune de Saint-Hippolyte (19 membres). Siège social: SAINT-HIPPOLYTE.

Finistère [7 février 1897]. Syndicat professionnel agricole de Penmarch (8 membres.) Siège social: PENMARCH.

Loiret [31 juillet 1899]. Syndicat viticole châtillonnais (109 membres). Siège social: boulevard de la République, 15, à CHÂTILLON-COLIGNY.

Marne [11 juin 1899]. Syndicat professionnel viticole de la commune de Chouilly (55 membres). Siège social: Mairie, à CHOUILLY.

Pas-de-Calais [20 avril 1897]. Syndicat de pacage dans le marais communal d'Arques (52 membres.) Siège social: Mairie, à ARQUES.

Seine-Inférieure [1^{er} octobre 1899]. Syndicat de prévoyance mutuelle de Bréauté contre la mortalité du bétail (illimité membres). Siège social: BRÉAUTÉ.

Var [28 septembre 1899]. Syndicat agricole de la commune des Salles (27 membres.) Siège social: LES SALLES.

5° UNIONS DE SYNDICATS.

Marne [17 octobre 1899]. Syndicat général du commerce de Reims et de la région (7 syndicats adhérents.) Siège social: Bourse du Commerce, à REIMS.

Seine-et-Oise [20 juillet 1899]. Groupe des chambres syndicales du *bâtiment* de Seine-et-Oise (6 chambres syndicales adhérentes.) Siège social: Grande Rue, à ARGENTEUIL.

6° BOURSES DU TRAVAIL.

Territoire de Belfort [27 septembre 1899]. Bourse du travail de Belfort (17 chambres syndicales adhérentes.) Siège social: au théâtre, à BELFORT.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Opérations pendant le mois d'octobre 1899.

Versements reçus de 251.673 déposants, dont 35.585 nouveaux..	31.669.298 ^f 12 ^c
Remboursements à 129.924 déposants, dont 18.942 pour solde.....	31.104.332 ^f 97 ^c
Rentes achetées à 740 déposants pour un capital de.....	694.187 39
	31.798.520 36
Excédents des remboursements.....	129.222 24
Nombre de comptes existant au 31 octobre 1899.....	3.302.805

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois de novembre 1899.

Dépôts de fonds.....	9.535.205 ^f 10 ^c
Retraits de fonds.....	25.700.736 39
Excédent des retraits.....	15.715.531 19
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants	1.217.953 44

Caisse nationale des retraites.

Opérations pendant le mois d'octobre 1899.

Reçu des déposants :

A Paris.....	388	versements (dont	65	premiers vers ^{ts} .	66.766 ^f 70 ^c
Dans les départements.	114.887	—	9.122	—	1.116.505 21
ENSEMBLE....	115.275		9.187		1.183.271 91
PAYÉ aux déposants : Arrérages de rentes viagères.....	2.150.575	57			
à leurs héritiers : Remboursement de capitaux réservés.....	1.078.769	33			
ENSEMBLE.....	3.229.344	90			

Les nouvelles rentes inscrites s'élèvent à..... 58.904
au nom de 871 parties.

Le total des rentes viagères est de..... 34.999.052
réparties entre 239.644 titres.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} DÉCEMBRE.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DE TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
NOVEMBRE 1899.					NOVEMBRE 1899.				
Paris (1 ^{er} arr ^t).	498	201	149	23	Aix (B.-d.-R.).	103	50	45	"
— (11 ^e —).	1.842	1.838	1.225	"	Angers.....	238	124	122	13
— (14 ^e —).	650	604	507	6	Béziers.....	183	173	152	"
— (5 ^e —).	195	237	130	"	Cognac.....	113	47	44	"
— (14 ^e —).	178	207	150	"	Le Havre.....	165	60	37	"
— (15 ^e —).	380	306	297	1	Limoges (1)...	343	114	100	"
— (17 ^e —).	493	585	355	10	Nîmes.....	90	82	69	21
— (18 ^e —).	127	239	84	55	Saint-Étienne..	97	97	83	"
Lille.....	5	4	"	"	Toulon.....	101	47	40	7
Lyon.....	152	125	65	4	Toulouse.....	151	124	91	"
Nancy.....	114	49	37	"	Valence.....	256	105	73	"
OCTOBRE 1899.					Vichy.....	43	21	18	"
Paris (5 ^e arr ^t)..	173	155	127	2	Alger.....	666	566	415	245
— (11 ^e —).	385	470	154	298	OCTOBRE 1899.				
— (18 ^e arr ^t).	98	117	73	10	Aix (B.-d.-R.).	89	53	49	"
— (13 ^e —).	467	362	286	"	Angers.....	175	91	89	8
— (14 ^e —).	170	182	134	"	Béziers.....	192	163	140	"
— (15 ^e —).	437	309	232	11	Boulogne-s-Mer.	122	43	"	"
Refug ^{es} munici..	"	"	83	164	Carcassonne....	72	81	29	"
Levallois-Perret.	177	127	100	3	Clerm.-Ferrand.	252	127	116	3
Brest.....	47	10	10	"	Cognac.....	92	26	44	"
Douai.....	"	4	"	"	Elbeuf.....	163	50	50	"
Joigny.....	4	4	4	"	Nevers.....	48	6	3	"
Lisieux.....	126	122	72	"	Nîmes.....	64	59	47	17
Orléans.....	5	5	5	"	Perpignan.....	30	16	11	3
Sens.....	51	11	8	"	Saint-Étienne...	61	70	61	"
Saint-Dié.....	35	24	20	1	Valence.....	192	82	41	"
Trouville.....	4	2	2	"	Alger.....	543	360	292	138
Versailles.....	5	4	3	"	Constantine....	118	76	72	"
					(1) Pendant les mois de juillet août et septembre.				

C. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES.
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (NOVEMBRE 1899).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Employés voyageurs et dessina- teurs.....	5	3	3	"
Alpes-Maritimes..	Cannes.....	Employés limonadiers.....	19	7	7	12
Ardèche.....	Serrières.....	Chapeliers foulards.....	2	"	"	1
Aude.....	Carcassonne.....	Cuisiniers.....	1	1	1	4
Id.....	Narbonne.....	Boulangers.....	5	8	"	"
Bouches-du-Rhône	Marseille.....	Cuisiniers de terre et de mer..	25	8	8	6
Id.....	Id.....	Cuisiniers navigateurs.....	"	"	"	20
Id.....	Id.....	Imprimeurs lithographes.....	7	6	6	"
Id.....	Id.....	Peintres.....	17	17	"	"
Id.....	Id.....	Employés de commerce.....	12	"	"	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	"	"	27	223
Id.....	Saint-Giniez.....	Horticulteurs.....	22	18	"	"
Charente.....	Angoulême.....	Boulangers.....	28	27	27	"
Cher.....	Bourges.....	Typographes.....	4	1	"	"
Id.....	Id.....	Plâtriers.....	10	"	"	"
Id.....	Méry-ès-Bois.....	Bûcherons.....	10	"	"	"
Id.....	Vallenay.....	Id.....	32	"	"	"
Corrèze.....	Tulle.....	Typographes.....	"	"	2	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Id.....	12	1	1	"
Dordogne.....	Bergerac.....	Boulangers.....	"	"	4	"
Id.....	Périgueux.....	Menuisiers.....	7	"	"	"
Haute-Garonne...	Toulouse.....	Boulangers.....	95	95	30	65
Id.....	Id.....	Charrons.....	8	"	"	"
Id.....	Id.....	Mécaniciens-conducteurs.....	2	"	"	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	22	24	22	8
Gironde.....	Bordeaux.....	Jardiniers.....	28	7	"	"
Id.....	Id.....	Boulangers.....	14	12	6	10
Id.....	Id.....	Terrassiers.....	150	25	"	"
Id.....	Id.....	Garçons limonadiers.....	35	12	2	10
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	62	71	27	4
Hérault.....	Béziers.....	Ébénistes.....	"	8	8	"
Id.....	Montpellier.....	Boulangers.....	11	8	"	6
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	7	2	2	9
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	15	13	4	8
Id.....	Id.....	Boulangers.....	15	12	"	"
Ille-et-Vilaine...	Rennes.....	Id.....	2	3	2	"
Indre-et-Loire...	Tours.....	Forblantiers.....	20	45	14	3
Id.....	Id.....	Taillleurs de pierre.....	1	"	"	1
Isère.....	Grenoble.....	Cuisiniers.....	4	"	"	"
Loire.....	Saint-Étienne...	Imprimeurs graveurs.....	26	21	20	"
Id.....	Id.....	Chefs d'atelier tisseurs.....	"	10	"	"
Loire-Inférieure	Nantes.....	Menuisiers.....	15	2	"	"
Loiret.....	Orléans.....	Plâtriers.....	29	9	20	13
Maine-et-Loire...	Angers.....	Boulangers.....	9	7	"	5
Id.....	Id.....	Garçons limonadiers.....	1	6	"	9
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	"	"	9	60
Nord.....	Lille.....	Boulangers.....	"	17	2	13
Id.....	Id.....	Typographes.....	"	"	"	6
Id.....	Id.....	Lithographes.....	"	"	30	1
Id.....	Dunkerque.....	Marbriers.....	3	3	4	1
Oise.....	Beauvais.....	Typographes.....	"	"	"	"
Id.....	Id.....	Comptables.....	2	"	"	"
Orne.....	Alençon.....	Typographes.....	"	"	"	"

SYNDICATS OUVRIERS. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Basses-Pyrénées...	Bayonne	Boulangers	4	3	3	"
Id.	Id.	Employés de commerce	8	4	4	"
Puy-de-Dôme	Clermont-Ferrand	Typographes	4	2	"	2
Rhône	Lyon	Imprimeurs-conducteurs	1	"	"	"
Id.	Id.	Tisseurs à la main	300	19	"	"
Id.	Id.	Bronziers	"	4	"	"
Id.	Id.	Union des employés de com- merce	5	15	4	"
Seine	Paris	Biscuitiers	45	61	45	11
Id.	Id.	Boulangers du xiii ^e arrondis- sement	"	"	9	43
Id.	Id.	Confiseurs	13	13	13	"
Id.	Id.	Typographes (rue de Savoie) ..	500	120	"	"
Id.	Id.	Dessinateurs - écrivains - litho- graphes	15	12	7	5
Id.	Id.	Imprimeurs-lithographes	84	66	49	17
Id.	Id.	Union lithographique	6	3	2	1
Id.	Id.	Correcteurs	3	7	3	"
Id.	Id.	Conducteurs-typographes	"	"	2	3
Id.	Id.	Margeurs-pointeurs	60	50	"	50
Id.	Id.	Pelletiers-fourreurs	20	"	"	17
Id.	Id.	Teinturiers-dégraisseurs	40	30	10	20
Id.	Id.	Façonniers possementiers	20	4	"	"
Id.	Id.	Passementiers à la barre	12	10	"	"
Id.	Id.	— à la main	"	6	"	"
Id.	Id.	Solidarité des tailleurs	53	18	18	"
Id.	Id.	Solidarité des charpentiers	40	"	"	"
Id.	Id.	Menuisiers	1	"	"	"
Id.	Id.	Layetiers-emballeurs	8	13	7	6
Id.	Id.	Peintres en voitures	65	50	35	10
Id.	Id.	Charrons	53	28	"	"
Id.	Id.	Serruriers	60	50	50	"
Id.	Id.	Chauffeurs-conducteurs	29	21	15	4
Id.	Id.	Estampeurs-découpeurs	12	8	3	5
Id.	Id.	Ouvriers en instruments de pré- cision	45	20	24	"
Id.	Id.	Union des ouvriers du bronze ..	14	38	"	14
Id.	Id.	Ouvriers du bronze imitation ..	18	16	11	5
Id.	Id.	Peintres	5	11	"	"
Id.	Id.	Opticiens	2	1	1	"
Id.	Id.	Porteurs de journaux	18	10	2	8
Id.	Id.	Union des comptables	77	27	18	2
Id.	Id.	Limonadiers (l'Espérance)	360	329	23	306
Id.	Id.	Garçons restaurateurs (la Re- naissance)	84	84	17	67
Id.	Id.	Union française des limonadiers ..	120	"	28	92
Id.	Id.	Coiffeurs	"	"	72	622
Id.	Id.	Élèves en pharmacie	28	32	19	7
Id.	Id.	Enseignement libre	32	23	11	12
Id.	Saint-Denis	Boulangers	9	11	2	7
Somme	Amiens	Typographes	2	2	1	1
Tarn	Albi	Chapeliers foulours	10	3	3	5
Var	Toulon	Coiffeurs	24	13	15	6
Vaucluse	Avignon	Menuisiers	10	12	6	4
Haute-Vienne	Limoges	Cuisiniers	4	3	2	22
Algérie	Alger	Boulangers	"	"	"	35

D. — SYNDICATS PATRONAUX (NOVEMBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Indre-et-Loire.....	Tours.....	Charentiers.....	72	66	49	"
Seine.....	Paris.....	Beurre, œufs et fromages.....	168	240	79	7
Id.....	Id.....	Architectes.....	65	14	11	"
Id.....	Id.....	Boulangerie.....	117	65	44	"
Id.....	Id.....	Débitants de vins et liquoristes.....	112	98	86	"
Id.....	Id.....	Quincaillerie.....	"	56	12	8
Id.....	Id.....	Couteliers.....	33	21	29	"
Id.....	Id.....	Reliure.....	67	37	38	"
Id.....	Id.....	Épicerie (gros et détail).....	762	954	685	"
Id.....	Id.....	Syndicat du papier et des indus- tries qui le transforment.....	58	76	23	"
Seine-et-Oise.....	Isle-Adam.....	Boucherie.....	9	6	6	"

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (NOVEMBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Ardennes.....	Charleville.....	Association des employés.....	2	4	2	"
Charente.....	Cognac.....	La Philanthropie cognacaise.....	2	"	2	"
Doubs.....	Besançon.....	Comptables et emp. de commerce.....	2	"	"	"
Id.....	Id.....	L'Etoile bisontine.....	"	"	8	100
Loire-Inférieure.....	Nantes.....	La Réunion des maçons.....	42	26	14	14
Id.....	Id.....	Fédér. des mécanic. et chauff.....	1	"	"	"
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Société des maréchaux.....	25	41	25	1
Id.....	Id.....	Boulangers.....	30	27	27	534
Nievre.....	Nevers.....	Empl. de commerce et de bur.....	"	1	"	"
Nord.....	Valenciennes.....	Société acad. des comptables.....	1	3	1	"
Id.....	Id.....	Anciens élèves de l'école.....	6	10	5	1
Id.....	Id.....	Secrétariat du peuple.....	"	1	"	1
Id.....	Id.....	Prévoyance des employés.....	"	2	"	"
Haut-Rhin.....	Belfort.....	La Jeanne-d'Arc.....	5	"	2	"
Id.....	Id.....	Employés de commerce.....	2	"	2	"
Seine.....	Paris.....	Union des employés du com- merce et de l'industrie.....	1	5	1	"
Id.....	Id.....	Employés d'hôtel.....	"	"	24	167
Id.....	Id.....	Assoc. voyageurs de commerce.....	"	68	68	"
Id.....	Id.....	Union Helvetia.....	172	60	45	5
Id.....	Id.....	Société « le Bâtiment ».....	12	8	1	"
Id.....	Id.....	Société « l'Etoile ».....	602	1063	70	993
Id.....	Id.....	Concierges gérants.....	8	9	3	"
Id.....	Id.....	Union de la charenterie.....	394	395	349	2
Id.....	Id.....	Société des cuisiniers.....	280	100	100	750
Id.....	Id.....	Société suisse des commerçants.....	55	33	19	"
Id.....	Id.....	Compagnons charrons.....	50	35	35	"
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	"	70	13	4
Id.....	Id.....	Association des comptables.....	120	111	56	15
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs-ferrandins.....	15	9	"	"
Id.....	Id.....	Union fraternelle des jardiniers.....	20	20	20	"
Seine-Inférieure.....	Rouen.....	La Prévoyance mutuelle.....	3	3	2	"
Id.....	Id.....	Association des secrétaires et employés de mairie.....	4	2	"	"
Somme.....	Amiens.....	Garçons de cafés et de restaurants.....	93	186	36	148

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Bouches-du-Rhône.	Marseille	Assistance par le travail.	35	7	17	4
Id.	Id.	La Préservation.	37	29	29	"
Charente-Inférie ^{re} .	La Rochelle ..	Maison du marin.	31	"	24	1
Id.	Rochefort	L'ouvrage économique.	4	"	1	3
Drôme.	Die	Asile orphelinat.	8	8	3	"
Eure-et-Loir	Courville	Assistance par le travail.	"	"	"	28
Id.	Mainvillers	Œuvre de Saint-Jean.	"	6	1	5
Haute-Garonne ..	Toulouse	Patronage des libérés.	"	2	1	4
Gironde.	Bordeaux.	Maison du marin.	149	95	95	"
Id.	Id.	Assistance par le travail.	"	"	18	10
Indre-et-Loire.	Tours.	Office des travailleurs.	360	119	89	"
Haute-Loire	Le Puy.	Maison des Filles.	6	"	6	"
Loire-Inférieure ..	Nantes.	Maison du marin.	63	"	55	"
Id.	Id.	Œuvre du Sacré-Cœur.	"	26	7	"
Marne.	La Chalmelle. .	Colonie agricole.	1	"	5	17
Meurthe-et-Moselle	Nancy	Maison de Sainte-Marie.	111	112	81	6
Nord.	Dunkerque.	Maison du marin.	"	"	120	"
Puy-de-Dôme	Clermont-Ferr. .	Sœurs de l'Immaculée Conception. .	"	40	"	5
Basses-Pyrénées ..	Bayonne	Œuvre de Sainte-Anne.	40	28	22	"
Rhône.	Lyon.	Association des patrons catholiques. .	208	202	92	"
Id.	Id.	Patronage des prisonniers libérés. .	46	"	36	"
Id.	Id.	Œuvre des amies de la jeune fille. .	88	93	25	"
Id.	Id.	Assistance par le travail.	132	"	"	20
Id.	Id.	Société philanthropique savoisiennne. .	58	40	31	"
Sarthe.	Le Mans	Sœurs servantes de Marie.	19	"	"	"
Seine.	Paris.	Asile Saint-Charles.	161	299	103	11
Id.	Id.	Patronage Saint-Antoine-de-Padoue. .	"	"	55	"
Id.	Id.	Patronage des libérés.	298	"	78	"
Id.	Id.	Société philanthropique.	398	111	157	"
Id.	Id.	Société philanthropique savoisiennne. .	269	260	257	"
Id.	Id.	Patronage de la Providence.	6	5	1	"
Id.	Id.	Assistance par le travail du 2 ^e arrond. .	"	54	29	"
Id.	Id.	«The english catholic home».	96	74	15	144
Id.	Id.	The Mission home.	123	119	26	"
Id.	Id.	Home allemand.	"	20	48	1
Id.	Id.	Maison des pauvres honteux.	22	7	4	29
Id.	Id.	Maison des sœurs de la Croix.	"	"	"	2
Id.	Id.	Association générale d'Alsace-Lorraine. .	204	225	148	4
Id.	Id.	Société de protection des Alsac.-Lor. .	"	5	5	"
Id.	Id.	Société protestante du travail.	70	65	44	"
Id.	Id.	Société charitable des visiteurs.	61	20	11	650
Seine-Inférieure. .	Rouen	Œuvre du Sacré-Cœur.	45	76	44	"
Seine-et-Marne. .	Melun.	Assistance par le travail.	16	16	7	9
Var.	Toulon.	Maison de relèvement.	"	"	4	"
Vosges.	Remiremont. .	Orphelinat de l'Enfant-Jésus.	"	4	1	"
Id.	Id.	Secrétariat du peuple.	3	2	2	"
Algérie.	Alger.	Union internationale des amies de la jeune fille.	7	6	"	"

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

COMMUNES SUBURBAINES DE PARIS.

			Août 1899.	Sept. 1899.
Personnes secourues.	{ moins de 60 ans....	Hommes	2.523	2.557
		Femmes	3.408	3.529
	{ plus de 60 ans....	Hommes	1.751	1.798
		Femmes	3.263	3.258
TOTAL.....			10.945	11.142

VILLE DE PARIS.

		PERSONNES secourues pendant le mois		
		de sept. 1899.	d'oct. 1899.	
Indigents (secours réguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes	6.139	6.357
		Femmes	10.185	11.149
	{ de 60 ans et plus...	Hommes	11.117	11.404
		Femmes	20.108	21.693
TOTAL des indigents secourus.....		47.549	50.603	
Nécessiteux (secours irréguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes	5.597	5.925
		Femmes	7.320	7.760
	{ de 60 ans et plus...	Hommes	3.962	4.118
		Femmes	6.025	6.737
TOTAL des nécessiteux secourus.....		22.904	24.540	

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. — *Statistique de la navigation intérieure; relevé général du tonnage des marchandises, année 1898.* (2 vol. in-4° de 518 et 289 pages; Paris, Imp. nat., 1899.)

————— MINISTÈRE DE LA JUSTICE. — *Compte général de l'Administration civile et commerciale en France et en Algérie, année 1896.* (1 vol. in-4°, 176 pages; Paris, Imp. nat., 1899.)

————— *Idem.* — *Compte général de l'Administration de la justice criminelle en France et en Algérie, année 1896.* (1 vol. in-4° de 172 pages; Paris, Imp. nat., 1899.)

————— MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — *Statistique pénitentiaire pour 1897.* (1 vol. de 480 pages; Melun, Imp. adm.)

————— DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES. — *Tableau général du commerce et de la navigation, année 1898.* Tome II°. (1 vol. in-folio de 448 pages; Paris, Imp. nat., 1899.)

————— COMITÉ CENTRAL DES HOUILLÈRES. — *Rapports des ingénieurs des mines sur la situation des mines et des usines en 1898.* (1 vol. in-4°, 156 pages; Paris, 1899.)

————— MINISTÈRE DES FINANCES. — DIRECTION GÉNÉRALE DES CONTRIBUTIONS DIRECTES. — *Renseignements statistiques relatifs aux contributions directes et aux taxes assimilées, 9^e année.* (1 vol. de 140 pages; Paris, Imp. nat., 1899.)

VILLE DE PARIS. — MONOGRAPHIES MUNICIPALES. — *L'Enseignement professionnel à Paris.* (3^e vol., de 1892 à 1895. — 1 vol. in-8° de 2392 pages; Paris, Imp. municip., 1899.)

ALLEMAGNE. — KÖNIGLICHER STATISTISCHES BUREAU. — *Alphabetisches Verzeichniss der deutschen Seehafen.* (1 vol. de 258 pages; Berlin, 1899.)

AUTRICHE-HONGRIE. — LANDESREGIERUNG FÜR BOSNIEN UND DIE HERZEGOVINA. — *Das Veterinarwesen in Bosnien und Herzegovina, seit 1879.* (1 vol. de 223 pages; Sarajevo, 1899.)

————— LANDESREGIERUNG FÜR BOSNIEN UND DIE HERZEGOVINA. — *Die Landwirthschaft in Bosnien und in Herzegovina.* (1 vol. de 379 pages; Sarajevo, 1899.)

————— BUREAU MUNICIPAL DE STATISTIQUE DE PRAGUE. — *Catalogue de la bibliothèque.* (1 vol. in-8° de 340 pages; Prague, 1898.)

————— COMMISSION DE STATISTIQUE DE PRAGUE. — *Annuaire statistique de la ville de Prague, pour l'année 1893.* (1 vol. in-4°, Prague, 1897.)

————— *Idem.* — *Rapports administratifs pour 1895.* (1 vol. de 411 pages; Prague, 1897.)

————— *Idem.* — *Résultat du recensement extraordinaire de la population à Prague* (1 fasc. de 37 pages, Prague, 1897.)

BELGIQUE. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL. OFFICE DU TRAVAIL. *Les industries à domicile en Belgique*, volume I. — (1 vol. in-8° de 362 pages; Bruxelles, 1899, Office de publicité). — Ce premier volume est la réunion de trois monographies distinctes dues à des auteurs différents et qui concernent l'industrie armuriers liégeoise, l'industrie du vêtement pour hommes à Bruxelles, et l'industrie coutelière de Gembloux. Les enquêteurs ont poursuivi leur enquête d'après un programme général méthodique arrêté par l'Office du travail et reproduit en tête du volume (xiv pages). Les têtes de chapitre de ce programme sont résumées ci-après :

GÉNÉRALITÉS :

Étude des milieux : Milieu physique, démographique, économique, social et moral.

ORGANISATION COMMERCIALE :

Évolution de l'industrie à domicile : Origines, historique, procédés actuels ;

Entrepreneurs et producteurs : L'entrepreneur commercial, l'ouvrier, le sous-entrepreneur.

Organisation commerciale : Crédit et capital, approvisionnements, débouchés, crises.

ORGANISATION DE L'INDUSTRIE :

Organisation technique : Division des fonctions et du travail ;

Organisation économique : Recrutement des ouvriers ; le personnel ;

Le contrat de travail : Conclusion, teneur, durée, résiliation, règlement d'atelier ;

Le salaire : Modes de fixation ; influence des organes syndicaux et des pouvoirs publics. Modes de rémunération, primes, échelles mobiles, participation aux bénéfices. Relevé des salaires, frais et fournitures à la charge de l'ouvrier. Retenues sur les salaires et amendes, « truck system », Intervalles et lieux du payement ;

Durée du travail : Durée, repos, travail supplémentaire ;

Chômage involontaire régulier : Chômage des ouvriers permanents et « extras ». Époques et durées. Causes économiques et commerciales, pertes de salaire par chômage, travail accessoire ;

Salubrité et sécurité : Salubrité des locaux, hygiène et sécurité des travailleurs.

L'ASSOCIATION ET LES RELATIONS ÉCONOMIQUES :

A. — Entrepreneurs et sous-entrepreneurs commerciaux.

Associations pour la défense d'intérêts économiques : Intérêts fiscaux, douaniers, commerciaux.

Associations pour la défense d'intérêts sociaux : A l'égard des ouvriers, à l'égard des pouvoirs publics.

B. — Tâcherons indépendants et ouvriers dépendants :

Association pour la défense d'intérêts propres aux ouvriers.

Dans l'état normal de travail et de santé.	{	Épargne. Construction d'habitations ouvrières. Coopératives.	{	pour l'achat de matières premières et d'outils. de consommation. de production.
Dans l'état anormal de travail et de santé.	{	Caisses de secours de chômage, de maladie, d'accident. Retraites à la vieillesse ou à l'invalidité.	{	

Associations pour la défense d'intérêts communs aux ouvriers et aux entrepreneurs.

En temps de paix sociale. | Associations mixtes d'ouvriers et de patrons.

En temps de conflit... | Caisses de résistance. .	{	Grèves.	{	Fréquence, motif, durée, influence sur le régime et les conditions du travail.
---	---	--------------	---	--

Organismes libres de conciliation et d'arbitrage : Conseils d'usine, de conciliation, d'arbitrage.

IV. — LA LÉGISLATION DU TRAVAIL :

Conseils de l'industrie et du travail, prud'hommes ;

Application des diverses lois sur le travail dans l'industrie considérée.

BELGIQUE. — OFFICE DU TRAVAIL. — *Rapports annuels de l'Inspection du travail, 1898.* (1 vol. de 281 pages; Bruxelles, Lebègue, 1899.)

———— *Idem.* — *Annuaire de la législation du travail.* (1 vol. in-8° de 387 pages; Bruxelles, Lebègue, 1899.) Lois, décrets et ordonnances publiés à l'étranger en 1898.

ESPAGNE. — INSTITUT GÉOGRAPHIQUE ET STATISTIQUE. — *Estadística de la emigración et inmigración de España, 1891-1895.* (1 vol. de 426 pages; Madrid, 1898.)

———— *Idem.* — *Résultats provisoires du recensement de la population espagnole au 31 décembre 1897.* (1 vol. in-4° de 430 pages; Madrid, 1899.)

GRANDE-BRETAGNE. — DOCUMENTS PARLEMENTAIRES. — *Statistical Abstract for the United Kingdom in each of the last fifteen years from 1884 to 1898* (1 vol. in-8° de 270 pages; Londres, 1899, Eyre et Spottiswoode, éditeur). Résumé statistique du Royaume-Uni pour les quinze dernières années, 1884 à 1898.

———— *Statistical Abstract for the several colonial and other possessions of the United Kingdom in each year from 1883 to 1897* (1 vol. in-8° de 300 pages; Londres, 1899, Eyre et Spottiswoode, éditeur). Résumé statistique (1883-1897) pour les colonies et possessions anglaises.

———— *Statistical Abstract for the principal and other foreign countries in each year from 1887 to 1896-1897* (1 vol. in-8° de 362 pages; Londres, 1899, Eyre et Spottiswoode, éditeur). Résumé statistique pour les principaux et autres pays étrangers, 1887 à 1896-1897. On trouve dans ce résumé et pour ces divers pays ou pour plusieurs d'entre eux les statistiques qui concernent les poids et mesures, monnaies, l'étendue et la population, la marine marchande, les importations et exportations, l'agriculture et le bétail, les chemins de fer, les postes et télégraphes, l'émigration et l'immigration, les finances et la statistique monétaire, l'industrie sucrière, minière, des pêches maritimes, et les naufrages.

ITALIE. — MINISTERO DELLE FINANZE. DIREZIONE GENERALE DELLE GABELLE. — *Statistique du commerce d'importation et d'exportation, 1899.* (1 vol. in-4° de 145 pages; Rome; Tip. Elzeviriana, 1899.)

PORTUGAL. — DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATISTIQUE ET DES PROPRIÉTÉS. — *Annales de statistique. Instruction publique. Enseignement commercial et industriel.* (1 vol. in-8° de 320 pages; Lisbonne, Imp. nat. 1899.)

———— MINISTÈRE DU COMMERCE, DE LA MARINE ET DES COLONIES. — *Propositions de loi et documents sur les colonies, présentés à la Chambre des députés en mars 1899.* (1 vol. in-4° de 202 pages; Lisbonne, Imp. nacion. 2° vol. de 495 pages.)

———— MINIST. DA FAZENDA. — *Annuário estatístico de Portugal, 1892.* (1 vol. in-8° de 643 pages; Lisbonne, Imp. nac., 1899.)

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

1899

PAGINATION DU BULLETIN PAR MOIS

LISTE DES ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS

EN FRANCE

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE TOME VI

PAGINATION DU BULLETIN PAR MOIS.

ANNÉE 1899.

	Pages.
Janvier	1
Février	71
Mars	183
Avril	279
Mai	383
Juin	463
Juillet	543
Août	631
Septembre	744
Octobre	831
Novembre	943
Décembre	1071

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS EN FRANCE

(PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE).

I. — Lois, décrets et arrêtés.

	Pages.
DÉCRET du 15 décembre 1898, nommant des membres du conseil d'administration de la caisse de prévoyance des marins français.....	69
DÉCRET du 13 février 1899, relatif à la nomination des ouvriers commissionnés dans les établissements militaires. (Modification au décret du 26 février 1897).....	266
ARRÊTÉ du ministre du commerce, en date du 25 février 1899, maintenant en fonction pour une durée de quatre ans les membres du conseil supérieur des habitations à bon marché et du comité permanent de ce conseil.....	266
DÉCRET en date du 25 février 1899, rendu en exécution de l'article 26 de la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents de travail et organisant le fonctionnement du service confié à la caisse nationale des retraites.....	266
DÉCRET en date du 28 février 1899, rendu en exécution de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents de travail et réglant le contrôle de l'État sur les compagnies d'assurances, la constitution de leur réserve et le fonctionnement des syndicats de garantie.....	270
DÉCRET en date du 28 février 1899, rendu en exécution de la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents de travail et réglant les garanties à fournir par les chefs d'entreprise en cas de cessation d'industrie.....	274
ARRÊTÉ du ministre du commerce, en date du 1 ^{er} mars 1899, rendu en exécution de l'article 16 du décret du 28 février 1899 sur les responsabilités des accidents de travail et organisant le comité consultatif des assurances contre les accidents de travail.....	276
ARRÊTÉ du ministre du commerce, en date du 1 ^{er} mars 1899, nommant les membres du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail.....	276
DÉCRET du 5 mars 1899, rendu en exécution de l'article 29 de la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents de travail et fixant les émoluments alloués aux greffiers des justices de paix pour leur concours à la procédure instituée par cette loi.....	275
DÉCRET du 14 mars 1899 et trois arrêtés ministériels du 15 mars 1899 portant création et organisation d'un office colonial à Paris.....	368
ARRÊTÉ du ministre du commerce, en date du 29 mars 1899, déterminant les bases des cautionnements que doivent constituer les sociétés d'assurances contre les accidents du travail.....	368
ARRÊTÉ du ministre du commerce, en date du 30 mars 1899, déterminant les groupements d'industries prévus par l'article 6 du décret du 28 février 1899 en ce qui concerne les sociétés mutuelles d'assurances contre les accidents du travail.....	369
ANNEXE à l'arrêté du ministre du commerce, en date du 30 mars 1899. Barème minimum pour le calcul des réserves mathématiques des sociétés d'assurances contre les accidents du travail.....	370
ARRÊTÉ du 30 mars 1899, déterminant les primes relatives à la réduction de cautionnement prévue en faveur des sociétés d'assurances mutuelles contre les accidents de travail.....	373

ARRÊTÉ du 31 mars 1899, déterminant les conditions de recrutement des commissaires contrôleurs des sociétés d'assurances contre les accidents du travail.....	370
LOI du 31 mars 1899, ayant pour but l'inscription des caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel.....	377
DÉCRET du 5 avril 1899, nommant les membres de la commission de répartition des avances aux caisses régionales de crédit agricole mutuel.....	378
ARRÊTÉ du ministre du commerce, en date du 9 avril 1899, affectant aux bonifications spéciales, prévues par la loi de finances du 13 avril 1898, une somme de 300,000 fr. sur le crédit ouvert pour la répartition des majorations des rentes instituées par la loi du 31 décembre 1895.....	378
ARRÊTÉ du ministre du commerce, en date du 9 avril 1899, fixant le cadre et les conditions d'avancement des commissaires-contrôleurs des sociétés d'assurances contre les accidents du travail.....	378
ARRÊTÉ du ministre de l'intérieur, en date du 17 avril 1899, nommant les membres de la commission chargée d'établir les tables des mortalités et de morbidité applicables aux sociétés de secours mutuels.....	455
DÉCRET du 20 avril 1899, modifiant la nomenclature des tableaux A et C annexés au décret du 13 mai 1893, complété par celui du 21 juin 1897, relatif à l'emploi des enfants, des filles mineures et des femmes aux travaux dangereux ou insalubres....	455
DÉCRET du 1 ^{er} mai 1899, faisant application à l'Algérie, avec des dispositions additionnelles, de la loi du 1 ^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels.....	456
DÉCRET du 2 mai 1899 portant règlement d'administration publique sur l'élection des représentants des sociétés de secours mutuels au conseil supérieur institué par la loi du 13 avril 1898.....	457
ARRÊTÉ du ministre du commerce, en date du 5 mai 1899, complétant les arrêts des 29 et 30 mars 1899 relatifs aux sociétés d'assurances contre les accidents du travail.	460
DÉCRET du 10 mai 1899 conférant au comité consultatif des assurances contre les accidents du travail la gestion de certaines caisses de secours constituées en vertu de l'article 6 de la loi du 9 avril 1898.....	461
ARRÊTÉ du ministre de l'intérieur, en date du 16 mai 1899, relatif aux statuts-types à insérer pour l'exécution de l'article 5 de la loi du 9 avril 1898 dans les statuts des sociétés de secours mutuels qui se proposent de contracter avec les chefs d'entreprise dans les conditions spécifiées par ledit article.....	461
LOI du 24 mai 1899 étendant, en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, les opérations de la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents.....	531
DÉCRET du 26 mai 1899 approuvant les tarifs établis par la caisse nationale en cas d'accidents, conformément à la loi du 24 mai 1899.....	531
ARRÊTÉ du ministre de l'intérieur et des cultes, en date du 5 juin 1899, convoquant les collèges électoraux pour l'élection des représentants des sociétés de secours mutuels.	538
DÉCRET du 8 juin 1899, admettant à circuler en franchise certaines correspondances échangées en exécution de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.....	539
DÉCRET du 9 juin 1899 instituant des médailles d'honneur en faveur des contremaîtres et ouvriers français employés aux travaux de l'Exposition.....	539
DÉCRET du 10 juin 1899, admettant à la franchise postale les correspondances échangées entre la caisse des dépôts et consignations et les ingénieurs en chef des mines et des ponts et chaussées.....	539

DÉCRET du 13 juin 1899, portant règlement d'administration publique pour l'élection du représentant des syndicats médicaux au conseil supérieur des sociétés de secours mutuels.....	540
ARRÊTÉ du ministre de l'intérieur et des cultes, en date du 14 juin 1899, convoquant les syndicats médicaux le 9 juillet 1899, pour élire leur représentant.....	540
LISTE des sociétés d'assurances contre les accidents du travail, qui ont effectué à la caisse des dépôts et consignations le versement du cautionnement réglementaire. 540, 627, 741, 942 et 1032	
RÈGLEMENT GÉNÉRAL des 14 novembre 1895 et 19 juin 1899, concernant les ouvriers des services municipaux de la ville de Paris.....	938
DÉCRET du 22 juin 1899, portant approbation des statuts du syndicat général de garantie du bâtiment et des travaux publics pour l'exécution de la loi du 9 avril 1898....	617
DÉCRET du 22 juin 1899, relatif aux conseils de prud'hommes d'Angoulême.....	618
ARRÊTÉ du ministre de l'intérieur, en date du 24 juin 1899, modifiant la date d'élection des représentants des sociétés de secours mutuels.....	618
Loi du 29 juin 1899 relative à la résiliation des polices d'assurances souscrites par les chefs d'entreprises soumis à l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents.....	618
Loi du 30 juin 1899 concernant les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés.....	618
Loi du 30 juin 1899 portant : 1 ^{re} ouverture au ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1899, d'un crédit de 50,000 francs pour l'application de la loi du 9 avril 1898 relative aux accidents du travail; 2 ^e inscription au budget des recettes du même exercice d'une somme égale.....	619
DÉCRET du 30 juin 1899 relatif à l'exécution des articles 11 et 12 de la loi du 7 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.....	619
DÉCRET du 30 juin 1899 portant approbation des statuts du syndicat de garantie de l'Union parisienne des entrepreneurs et industriels.....	623
DÉCRET du 1 ^{er} juillet 1899 complétant la nomenclature des industries admises à bénéficier des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892, en ce qui concerne le repos hebdomadaire et la durée du travail.....	626
DÉCRET du 1 ^{er} juillet 1899 étendant la juridiction du conseil de prud'hommes du Havre.	626
DÉCRET du 19 juillet 1899 modifiant la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.....	772
DÉCRET du 1 ^{er} août 1899 portant réorganisation de l'administration centrale du ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.....	735
ARRÊTÉ du ministre du commerce, en date du 3 août 1899, portant réorganisation de l'administration centrale du ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.....	735
DÉCRET du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'État.....	736
DÉCRET du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom des départements.....	737
DÉCRET sur les conditions du travail dans les marchés au nom des communes et des établissements publics de bienfaisance (10 août 1899).....	739
CIRCULAIRE du ministre du commerce, en date du 11 août 1899, relative aux visites à l'Exposition universelle par des délégations ouvrières.....	740

DÉCRET du 18 août 1899 relatif à l'application de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents du travail.....	776
ARRÊTÉ du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 24 août 1899, modifiant l'arrêté du 1 ^{er} mars 1899, relatif au comité consultatif des assurances contre les accidents du travail.....	787
DÉCRET du 30 août 1899 nommant des membres de la commission consultative des caisses syndicales et patronales de retraite, de secours et de prévoyance.....	792
DÉCRET du 1 ^{er} septembre portant réorganisation du conseil supérieur du travail.....	792
ARRÊTÉ du préfet de la Seine, en date du 13 septembre 1899, instituant la commission chargée de l'étude des conditions du travail dans les marchés passés au nom du département de la Seine et de la ville de Paris.....	926
ARRÊTÉ du ministre du commerce, en date du 19 septembre 1899, portant nomination des membres des commissions mixtes de patrons et d'ouvriers, prévues par le décret du 10 août 1899, sur les conditions du travail dans les traités passés au nom de l'État.....	927
ARRÊTÉ du ministre de l'intérieur et des cultes, en date du 22 septembre 1899, nommant des membres de la Commission des accidents du travail.....	927
ARRÊTÉ du ministre des travaux publics, en date du 28 septembre 1899, sur les secours aux ouvriers malades des chantiers des ponts et chaussées.....	930
ARRÊTÉ du ministre des travaux publics, en date du 30 septembre 1899, modifiant le cahier des clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs des travaux des ponts et chaussées.....	934
DÉCRET du 8 octobre 1899 réglant l'attribution des majorations des rentes viagères..	936
DÉCRET du 11 octobre 1899 portant règlement des écoles nationales d'arts et métiers..	1028
ARRÊTÉ du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 23 octobre 1899, créant une école pratique d'industrie de garçons, à Marseille.....	1028
DÉCRET du 27 octobre 1899 autorisant la chambre de commerce de Roubaix à établir un bureau public de conditionnement des matières textiles.....	1029
ARRÊTÉ du ministre des travaux publics, en date du 4 novembre 1899, sur la durée du travail et des repas des mécaniciens et chauffeurs de chemins de fer.....	1029
ARRÊTÉ du ministre des travaux publics, en date du 4 novembre 1899, sur la durée du travail et des repas des agents de chemins de fer.....	1030
ARRÊTÉ du ministre du commerce et de l'industrie, en date du 7 novembre 1899, nommant les membres des commissions mixtes de patrons et d'ouvriers chargés de donner leur avis sur le taux normal et courant des salaires et sur la durée normale et courante de la journée de travail à Paris.....	1039
ARRÊTÉ du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 30 octobre 1899, relatif à l'élection des membres ouvriers au Conseil supérieur du travail.....	1104
ARRÊTÉ du ministre des travaux publics, en date du 23 novembre 1899, sur la durée du travail des agents des gares, stations et haltes.....	1105
ARRÊTÉ du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 28 novembre 1899, déterminant la liste des sociétés d'assurances contre les accidents, mutuelles ou à primes fixes, françaises ou étrangères, qui fonctionnent dans les conditions prévues par les articles 26 et 27 de la loi du 9 avril 1898.....	1109

II. — Circulaires et lettres ministérielles.

CIRCULAIRE du ministre de l'intérieur aux préfets, en date du 9 septembre 1898, sur l'admission des femmes aux fonctions d'administrateur des établissements publics de bienfaisance.....	69
LETTRE MINISTÉRIELLE du 12 janvier 1899 relative à la définition des mots : « sautiller sur une pédale » et : « métiers à la main » employés par les articles 3 et 4 du décret du 13 mai 1893.....	617
LETTRE MINISTÉRIELLE du 3 février 1899 relative à l'application de la loi du 12 juin 1893 dans les moulins, en ce qui concerne la protection des courroies et des engrenages et la clôture des trappes des monte-sacs.....	617
LETTRE MINISTÉRIELLE du 15 février 1899 relative aux livrets appartenant à des enfants qui ont quitté l'établissement sans les réclamer.....	617
CIRCULAIRE du 26 octobre adressée par le Président du Conseil aux préfets, le 29 juillet 1899, au sujet de l'exécution de la loi du 1 ^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels.....	732
CIRCULAIRE du 11 août 1899 adressée aux préfets par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, transmettant une instruction de la Caisse des dépôts et consignations, relative à l'application de l'article 26 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.....	773
CIRCULAIRE du 17 août 1899 adressée aux préfets par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur les commissions départementales chargées de surveiller l'application de la loi du 2 novembre 1892.....	775
CIRCULAIRE du ministre de l'agriculture, adressée aux préfets, le 18 août 1899, relative à l'application de la loi du 31 mars 1899, sur le crédit agricole mutuel.....	779
CIRCULAIRE du 21 août 1899, adressée aux préfets par le ministre du commerce, sur l'application des décrets des 30 juin 1899 et 18 août 1899.....	779
CIRCULAIRE du 24 août 1899, adressée aux préfets, relative à l'application de la loi du 9 avril 1898, concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.....	787
CIRCULAIRE du ministre des travaux publics aux préfets, en date du 21 septembre 1899, relative à l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, art. 11 à 13 (appareils à vapeur).....	927
CIRCULAIRE du ministre des travaux publics aux préfets, en date du 28 septembre 1899, relative à l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (secours aux ouvriers blessés ou malades des chantiers des ponts et chaussées).....	927
CIRCULAIRE du ministre des travaux publics aux préfets, en date du 30 septembre 1899, relative à l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail et du décret du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés de l'État (chantiers des ponts et chaussées).....	931
CIRCULAIRE du Président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, en date du 6 octobre, adressée aux préfets, relative à des informations complémentaires sur les accidents du travail survenus pendant le mois de juin 1899.....	937
CIRCULAIRE du ministre du commerce et de l'industrie aux préfets, en date du 21 octobre 1899, relative à l'application de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels..	1028

Circulaire du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, aux secrétaires des syndicats professionnels ouvriers, en date du 20 novembre 1899, relative aux élections pour le Conseil supérieur du travail.....	1104
Circulaire du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 20 novembre 1899, sur les élections au Conseil supérieur du travail en 1900.	1105
Circulaire du ministre des travaux publics aux directeurs du contrôle, en date du 24 novembre 1899, sur la durée du travail des agents de chemins de fer.....	1107

III. — Travaux législatifs.

ÉTATS MENSUELS des travaux législatifs.....	69, 174, 277, 379, 541, 628, 742 et	1112
---	-------------------------------------	------

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME VI

DU

BULLETIN DE L'OFFICE DU TRAVAIL.

Janvier-Décembre 1899.

NOTA. — Sous chaque rubrique de la table, on trouvera, autant qu'il y aura lieu, l'indication des articles concernant :

1° Le mouvement social en France ;

2° La jurisprudence française ;

3° Les actes officiels (français). Lois, décrets, circulaires ;

4° Le mouvement social et la législation des pays étrangers, ceux-ci classés par ordre alphabétique.

Au nom de chaque pays, dans la table, on trouvera l'indication des diverses rubriques sous lesquelles sont classés des faits relatifs à ce pays.

Accaparement. — Voir : TRUSTS.

Accidents. — Voir : ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS.

Les accidents de chemins de fer dans divers pays.....	354
JURISPRUDENCE : 174, 175, 178.....	1006
———— la loi sur la responsabilité des accidents et les indemnités en cas d'accident mortel.....	432
———— La réparation légale des accidents du travail dans divers pays..	434
———— Chronique législative : l'application de la loi sur la responsabilité des accidents.....	521
———— Les accidents de chemin de fer en France, en 1897.....	876
ACTES OFFICIELS : Décret du 2 mai 1899 instituant au Ministère du commerce une commission consultative en vue de l'application de l'article 5 de la loi du 9 avril 1898 sur la responsabilité des accidents du travail.....	460
———— Décret du 8 juin 1899 admettant à circuler en franchise certaines correspondances échangées en exécution de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.....	539
———— Loi du 30 juin 1899 portant : 1° ouverture au Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice de 1899, d'un crédit de 50.000 francs pour l'application de la loi du 9 avril 1898, relative aux accidents du travail ; 2° inscription au budget des recettes du même exercice d'une somme égale (J. O. du 1 ^{er} juillet 1899).....	619
———— Loi du 30 juin 1899 concernant les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés.....	618

ACTES OFFICIELS : Décret du 30 juin 1899 relatif à l'exécution des articles 11 et 12 de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.	619
----- Circulaire du 11 août 1899, adressée aux préfets par le Ministre du commerce, transmettant une instruction de la Caisse des dépôts et consignations relative à l'application de l'article 26 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.	773
----- Décret du 18 août 1899, relatif à l'application de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898.	776
----- Circulaire du Ministre du commerce, en date du 21 août 1899, relatif à l'application des décrets des 30 juin et 18 août 1899.	779
----- Circulaire du Ministre des travaux publics, en date du 21 septembre, relative aux accidents du travail, art. 11 à 13. (Appareils à vapeur).	927
----- Arrêté du Ministre de l'intérieur et des cultes, en date du 22 septembre 1899, nommant les membres de la Commission des accidents du travail.	927
----- Arrêté du Ministre des travaux publics, du 28 septembre 1899, relatif à l'application de la loi du 9 avril 1898. (Secours aux ouvriers des ponts et chaussées).	930
----- Circulaire du Ministre des travaux publics, du 30 septembre 1899, relative à l'application de la loi du 9 avril 1898 et du décret du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les chantiers de l'État.	931
----- Circulaire du Président du Conseil, ministre de l'intérieur, en date du 6 octobre, adressée aux préfets, relative à des informations complémentaires sur les accidents du travail survenus pendant le mois de juin 1899.	937
AUTRICHE-HONGRIE : Les accidents dans la petite industrie.	169
GRANDE-BRETAGNE : Les accidents mortels en 1897 et 1898 dans l'industrie des mines et carrières, la marine marchande et les chemins de fer.	366
Résultats judiciaires de l'application de la loi du 6 août 1897 sur la réparation des accidents en 1898.	529

Adjudications de travaux publics. — ÉTATS MENSUELS : 24, 119, 208, 304, 402, 482, 566, 669, 816, 910, 1049 et 1130

Adolescents (Travail des). — Voir : FEMMES ET ENFANTS.

Agricultures agricoles (denrées.) — Voir : ALIMENTATION.

Alcool.

NORVÈGE : La diminution de l'emploi de l'alcool et ses résultats en Norvège. 172

Alimentation. — Voir : COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE (états mensuels);

ÉTATS MENSUELS des prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris, 27, 121, 211, 307, 405, 484, 568, 672, 818, 913, 1053 et 1132

PRIX AU DÉTAIL de certaines denrées vendues par les sociétés coopératives.	An cours du 3 ^e trimestre de l'année 1898.	30
		4 ^e 213
		1 ^{er} 490
		2 ^e 1056
		3 ^e 1136

Évaluation officielle du prix du pain à Paris, ÉTATS MENSUELS : 568, 673, 818, 913, 1053 et 1133

Allemagne. — Voir : ASSISTANCE; ASSURANCES; CAISSES D'ÉPARGNE; CHEVAUX-VAPEUR; GRÈVES; HABITATIONS À BON MARCHÉ; INSPECTION DU TRAVAIL; LOGEMENTS OUVRIERS; MACHINES À VAPEUR; MALADIE; PLACEMENT; REVUE DU TRAVAIL; SALAIRES; SYNDICATS; TRANSPORTS.

Angleterre. — Voir : GRANDE-BRETAGNE.

Arbitrage. — Voir : CONCILIATION ET ARBITRAGE; GRÈVES.

Argent. — Voir : BUREAUX DE GARANTIE.

Arts et métiers (Écoles nationales d').

ACTES OFFICIELS: Décret du 11 octobre 1899 portant règlement des écoles nationales d'arts et métiers..... 1028

Asiles de nuit. — Voir : ASSISTANCE (États mensuels).

Assistance. — Voir : FEMMES (CAPACITÉ DES).

ÉTATS MENSUELS des admissions dans les asiles de nuit et des secours délivrés par les bureaux de bienfaisance à Paris : 36, 129, 218, 320, 412, 496, 578, 682, 828 et..... 1147
 Les asiles de nuit à Paris pendant l'année 1897..... 45
 La loi sur l'assistance médicale gratuite en 1896..... 149
 ALLEMAGNE : Les colonies de travail en 1898..... 361
 GRANDE-BRETAGNE : Statistique mensuelle des secours d'assistance publique, 67.
 ————— 171, 263, 365, 452, 528, 615, 729, 769, 892 1014 1068,
 et..... 1100
 ————— Assistance des vieillards indigents..... 892

Associations ouvrières. — Voir : COOPÉRATION; SYNDICATS.

Assurances. — Voir : ACCIDENTS.

Assurances contre le chômage.

ALLEMAGNE : L'assurance contre le chômage à Cologne..... 523

Assurances contre la maladie.

ALLEMAGNE : L'assurance contre la maladie en 1897..... 882

Assurances contre l'invalidité et la vieillesse.

ALLEMAGNE : L'assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse en 1897.. 166

Assurances en cas de décès.

Opérations et situation en 1897 des Caisses nationales d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents..... 137

Assurances contre les accidents.

JURISPRUDENCE..... 1097

ACTES OFFICIELS: Décret en date du 25 février 1899, rendu en exécution de l'article 26 de la loi du 9 avril 1898, sur les responsabilités des accidents du travail et organisant le fonctionnement du service confié à la Caisse nationale des retraites..... 266

————— Table de mortalité et tarifs établis par la Caisse nationale des retraites pour l'exécution de la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents..... 461

ACTES OFFICIELS : Décret, en date du 28 février 1899, rendu en exécution de la loi du 9 avril 1898, sur les responsabilités des accidents du travail et réglant le contrôle de l'Etat sur les compagnies d'assurances, la constitution de leur réserve et le fonctionnement des syndicats de garantie.....	270
————— Décret, en date du 28 février 1899, rendu en exécution de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents du travail et réglant les garanties à fournir par les chefs d'entreprise en cas de cessation d'industrie.....	274
————— Décret du 5 mars 1899, rendu en exécution de l'article 29 de la loi du 9 avril 1898, sur les responsabilités des accidents du travail et fixant les émoluments alloués aux greffiers des justices de paix pour leur concours à la procédure instituée par cette loi.....	275
————— Arrêté du Ministre du commerce, en date du 1 ^{er} mars 1899, rendu en exécution de l'article 16 du décret du 28 février 1899, sur les responsabilités des accidents du travail et organisant le Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail.....	276
————— Arrêté du Ministre du commerce, en date du 1 ^{er} mars 1899, nommant les membres du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail.....	276
————— Arrêté du 29 mars 1899 déterminant les bases des cautionnements que doivent constituer les sociétés d'assurances contre les accidents du travail.....	368
————— Arrêté du 30 mars 1899 déterminant les groupements d'industries prévus par l'article 6 du décret du 28 février 1899 en ce qui concerne les sociétés mutuelles d'assurances contre les accidents du travail.....	369
————— Arrêté du 30 mars 1899 déterminant le barème minimum pour la vérification des réserves mathématiques des sociétés d'assurances contre les accidents du travail.....	370
————— Annexe à l'arrêté du Ministre du commerce, en date du 30 mars 1899. Barème minimum pour le calcul des réserves mathématiques des sociétés d'assurances contre les accidents du travail.....	370
————— Arrêté du ministre du commerce, en date du 31 mars 1899, déterminant les conditions de recrutement des commissaires contrôleurs des sociétés d'assurances contre les accidents du travail.....	370
————— Arrêté du ministre du commerce, en date du 30 mars 1899, déterminant les primes relatives à la réduction de cautionnement prévue en faveur des sociétés d'assurances mutuelles contre les accidents du travail.....	373
————— Arrêté du Ministre du commerce, en date du 9 avril 1899, fixant le cadre et les conditions d'avancement des commissaires contrôleurs des sociétés d'assurances contre les accidents du travail.....	378
————— Arrêté du Ministre du commerce, du 5 mai 1899, complétant les arrêtés des 29 et 30 mars 1899, relatifs aux sociétés d'assurances contre les accidents du travail.....	460
————— Décret du 10 mai 1899 confiant au Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail la gestion de certaines caisses de secours constituées en vertu de l'article 6 de la loi du 9 avril 1898.....	461
————— Loi du 24 mai 1899 étendant en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898 les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents.....	531

ACTES OFFICIELS : Décret du 26 mai 1899 approuvant les tarifs établis par la Caisse nationale en cas d'accidents, conformément à la loi du 24 mai 1899.....	531
Loi du 29 juin 1899 relative à la résiliation des polices d'assurances souscrites par les chefs d'entreprises soumis à l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents.....	618
Décret du 22 juin. Approbation des statuts du syndicat général de garantie de bâtiment et des travaux publics pour l'exécution de la loi du 9 avril 1898.....	617
Décret du 30 juin 1899 portant approbation des statuts du syndicat de garantie de l'Union parisienne des entrepreneurs et industriels.....	623
Arrêté du Ministre du commerce, en date du 24 août 1899, modifiant l'arrêté du 1 ^{er} mars 1899, relatif au Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail.....	787
Circulaire du Ministre du commerce, en date du 24 août, relative à l'application de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents du travail.....	787
Listes des sociétés d'assurance contre les accidents de travail. 540, 627, 741, 942 et.....	1032
ALLEMAGNE : L'assurance obligatoire contre les accidents en 1887.....	162
AUTRICHE-HONGRIE : Les charges de l'assurance contre les accidents.....	440
SUISSE : Loi sur l'assurance obligatoire contre la maladie et les accidents.....	1100

Australie. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL.

Autorisations de bâtir (à Paris). — ÉTATS MENSUELS : 26, 123, 210, 307, 404, 484, 568, 672, 818, 912, 1053 et..... 1131

Autriche. — Voir : ACCIDENTS; — ASSURANCES; — GRÈVES; — PLACEMENT; — OFFICES DU TRAVAIL.

Belgique. — Voir : CAISSES D'ÉPARGNE; — CAISSES DE SECOURS; — CHÔMAGE; — COOPÉRATION; — ENSEIGNEMENT; — ÉPARGNE SCOLAIRE; — FEMMES ET ENFANTS (TRAVAIL DES); — GRÈVES; — HABITATIONS À BON MARCHÉ; — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ; — INSPECTION DU TRAVAIL; — REVUE DU TRAVAIL; SALAIRES; — TRAVAIL DE NUIT. — CONSEILS DE PRUD'HOMMES;

Bienfaisance. — Voir : ASSISTANCE.

Blé. — Voir : ALIMENTATION.

Bourses du travail. — Voir : PLACEMENT; — SYNDICATS.

La Bourse du travail de Paris en 1898..... 233

JURISPRUDENCE..... 1096

SUISSE. — La Bourse du travail de Zurich et les grèves..... 68

Budget. — Voir : ACCIDENTS.

Extraits du budget de l'exercice 1899 (Ministère du commerce)..... 596

Bureaux de garantie.

ÉTATS MENSUELS : 27, 123, 211, 307, 405, 485, 569, 673, 819, 916, 1057 et 1133

Caisse d'épargne — Voir : ÉPARGNE SCOLAIRE.

ÉTATS MENSUELS des opérations de la Caisse nationale d'épargne et des Caisses d'épargne ordinaires, 40, 136, 228, 332, 421, 515, 588, 702, 822, 920, 1062 et 1141

Les bureaux d'épargne des manufactures.....	229
Opérations des caisses d'épargne ordinaires en 1898.....	339
Opérations de la caisse d'épargne nationale en 1897.....	340
Les caisses d'épargne ordinaires en 1897.....	872
ALLEMAGNE : Le placement des sommes provenant des caisses d'épargne en Prusse pour les exercices 1897 et 1897-1898.....	438
Les caisses d'épargne prussiennes en 1897.....	885
SUISSE : Caisses d'épargne.....	731
BELGIQUE : Caisse d'épargne et de retraite belge en 1898.....	888

Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. — VOIR : RETRAITES.

Caisse patronale de retraites. — VOIR : RETRAITES.

Caisses de secours et de pensions. — VOIR : RETRAITES.

Carrières.

BELGIQUE : Arrêté du 16 janvier 1899, concernant la police des carrières à ciel ouvert.

Chemins de fer. — VOIR : ACCIDENTS.

Les chemins de fer électriques en Europe.....	157
ACTES OFFICIELS : Deux arrêtés du 4 novembre 1899, relatifs à la durée du tra- vail et des repos des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains de chemins de fer.....	1029
PAYS-BAS : Durée du travail des agents de chemins de fer.....	367

Chevaux-vapeur. — VOIR : ÉLECTRIQUES (INDUSTRIES); MACHINES À VAPEUR..... 34

Chômage. — VOIR : ASSURANCES.

Travaux de secours en cas de chômage.....	703
BELGIQUE : Atelier de chômage du syndicat des doreurs sur bois.....	526
Enquête sur le chômage à Gand.....	526

Chronique législative. — p. 253, 357, 521, 597.

Coalitions. — VOIR : GRÈVES.

Colonies. — Décret du 14 mars 1899 et trois arrêtés ministériels du 15 mars 1899, portant création et organisation d'un office colonial à Paris..... 368

Combustibles. — VOIR : MINÉRALE (INDUSTRIE).

Commerce extérieur.

ÉTATS MENSUELS : 26, 121, 210, 306, 404, 484, 569, 672, 817, 912, 1052 et 1132	
Le commerce extérieur de quelques pays d'Europe.....	436

Conciliation et arbitrage. — ÉTATS MENSUELS des applications, de la loi du 27 décembre 1892, sur la conciliation et l'arbitrage.....	42, 132, 223, 336, 426, 510, 592, 696, 754, 840, 955 et 1082
La conciliation et l'arbitrage en 1898.....	528
Un arbitrage aux mines de Saint-Laurs.....	1084
GRANDE-BRETAGNE.....	1099
SUÈDE : Les grèves et l'arbitrage.....	530

Conditions du travail. — Voir MINES, SALAIRES, BOULIÈRE (INDUSTRIE), CHEMINS DE FER.

Conditions du travail aux ardoisiers de Fumay.....	986
ACTES OFFICIELS : Trois décrets du 10 août sur les conditions du travail dans les travaux de l'État, des départements, des communes et des établissements de bienfaisance.....	736, 737 et 739
———— Arrêté du préfet de la Seine, en date du 13 septembre 1899, instituant une commission chargée de l'étude des conditions du travail dans les marchés passés au nom du département de la Seine et de la ville de Paris.....	926
———— Arrêté du 13 septembre 1899, relatif à la nomination des membres des commissions mixtes prévues par le décret du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les traités au nom de l'État.....	927

Conseils de Prud'hommes.

Les conseils de prud'hommes en 1896.....	720
JURISPRUDENCE (électorat).....	763
ACTES OFFICIELS : Décret du 22 juin 1899 relatif au conseil de prud'hommes d'Angoulême.....	618
BELGIQUE : Les conseils de prud'hommes en 1898.....	611

Conseil supérieur du travail. — Voir : OFFICES DU TRAVAIL.

Session de décembre 1898.....	45
ACTES OFFICIELS : Décret du 1 ^{er} septembre 1899 portant réorganisation du Conseil supérieur du travail.....	792

Contrat de louage. — Voir : LOUAGE D'OUVRAGE ET DE SERVICES.

Coopération, Coopératives.

Les associations coopératives de production et de consommation en 1897-1898..	56
La Chambre consultative et les associations de production.....	140
Subventions accordées aux associations ouvrières de production sur le budget de l'exercice 1898.....	236
Les associations coopératives dans divers pays.....	344
Les associations professionnelles ouvrières.....	761
Coopération de consommation en France.....	1001 et 1003
Les associations ouvrières de production en 1899.....	1092
BELGIQUE : La coopération de production à Bruxelles. L'atelier de chômage des ouvriers passementiers.....	451
———— Banques coopératives de crédit populaire.....	1011
ITALIE : Coopération de consommation en 1898.....	171

Cours (du soir). — Voir : ENSEIGNEMENT.

Coutellerie (Industrie de la).

L'industrie de la coutellerie en Russie.....	1018
--	------

Crédit agricole, Crédit populaire. — Voir : COOPÉRATION.

ACTES OFFICIELS : Loi du 31 mars 1899 ayant pour but l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel.....	377
---	-----

ACTES OFFICIELS : Décret du 5 avril 1899 nommant les membres de la commission de répartition des avances aux caisses régionales de crédit agricole mutuel	378
————— Circulaire du ministre de l'agriculture relative à l'application de la loi du 31 mars 1899 sur le crédit agricole mutuel.....	779
SWISSE : La banque populaire genevoise en 1898.....	1103

Danemark. — Voir : GRÈVES; PENSIONS DE SECOURS; — RETRAITES.

Délégués mineurs.

JURISPRUDENCE.....	1006
--------------------	------

Démographie. —

La naturalisation en France en 1898.....	158
Population française à Londres.....	172
Mouvement de la population de la France en 1898.....	1094

Denrées (Prix des). — Voir : ALIMENTATION.

Dénombrement.

Dénombrement de 1896.....	709
---------------------------	-----

Dépôts et Consignations (Caisse des). — Voir : ACCIDENTS.

ACTES OFFICIELS : Décret du 10 juin 1889 admettant à la franchise postale les correspondances échangées entre la Caisse des dépôts et les ingénieurs en chef des mines et des ponts et chaussées.....	539
---	-----

Douane. — Voir : COMMERCE EXTÉRIEUR.

Durée du travail. — Voir : FEMMES ET ENFANTS.

PAYS-BAS : Durée du travail dans l'industrie.....	771
AUSTRALIE : La durée du travail des employés de magasins.....	453

Écoles d'industrie.

ACTES OFFICIELS : Arrêté du ministre du commerce, en date du 23 octobre 1899, créant une école pratique d'industrie, de garçons, à Marseille.....	1028
---	------

Électriques (Industrie, chemins de fer). — Voir : CHEMINS DE FER.

Progrès des industries électriques.....	1010
ALLEMAGNE : Nombre des chevaux-vapeur employés dans les usines d'électricité de Prusse en 1898.....	63

Enfants. — Voir : FEMMES ET ENFANTS.

Enseignement.

Les cours et œuvres complémentaires de l'école en 1897-1898 (Suite et fin.)....	53
BELGIQUE : Organisation de l'enseignement ménager.....	260

Épargne scolaire.

BELGIQUE : L'épargne scolaire.....	364, 1011
------------------------------------	-----------

Employés de magasins. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL.

Épargne (bureaux d'). — Voir : CAISSES D'ÉPARGNE.

Épargne postale. — Voir : CAISSES D'ÉPARGNE.

Établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Décret du 19 juillet 1899 modifiant la nomenclature des établissements dangereux, insalubres et incommodes. 772

Établissements militaires.

ACTES OFFICIELS : Décret du 13 février 1899 relatif à la nomination des ouvriers commissionnés dans les établissements militaires. 266

États-Unis. — Voir : ACCAPAREMENTS INDUSTRIELS (TRUSTS); SALAIRES.

Faillites et liquidations judiciaires (à Paris). — ÉTATS MENSUELS : 28.

122, 210, 308, 406, 485, 568, 673, 819, 912, 1053 et 1133

Femmes (Capacité des). — Circulaire du 9 septembre 1898 sur l'admission des femmes aux fonctions d'administrateur des établissements publics de bienfaisance. 69

Femmes et enfants (Travail des).

La loi sur le travail des femmes et des enfants en 1897. 143 et 238

LA JURISPRUDENCE. 177

ACTES OFFICIELS : Lettre ministérielle en date du 12 janvier 1899, relative à la disposition des mots : *sautiller sur une pédale*. 617

— Lettre du 15 février 1899, relative aux livrets appartenant à des enfants qui ont quitté l'établissement sans les réclamer. 617

— La loi sur le travail des femmes et des enfants en 1898. 846

— Circulaire du ministre du commerce, en date du 21 octobre 1899, sur le travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. 1028

— Décret du 1^{er} juillet complétant la nomenclature des industries admises à bénéficier des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892, en ce qui concerne le repos hebdomadaire et la durée du travail. 626

— Décret du 20 avril 1899 modifiant la nomenclature des tableaux A et C annexés au décret du 13 mai 1893, complété par celui du 21 juin 1897, relatif à l'emploi des enfants, des filles mineures et des femmes aux travaux dangereux ou incommodes. 155

BELGIQUE : Arrêté du 3 novembre 1898 réglementant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les fabriques de conserve des poissons. 170

— Arrêté du 29 novembre 1898 autorisant l'emploi du travail de nuit des garçons de 14 à 15 ans dans les fabriques de produits émaillés. 171

SUISSE : Loi pour la protection des ouvrières dans le canton de Soleure. 1102

Fonte. — Voir : MINÉRALE [INDUSTRIE].

Grande-Bretagne et Colonies. — Voir : ACCIDENTS; ASSISTANCE; GRÈVES:

INSPECTION DU TRAVAIL; PLACEMENT; RETRAITES; REVUE DU TRAVAIL; SALAIRES; TRADE-UNIONS.

Grèves. — Voir : CONCILIATION ET ARBITRAGE.

ÉTATS MENSUELS des grèves :

en FRANCE.....	41, 133, 225, 333, 422, 507, 589, 688, 748, 836, 950 et.....	1077
en ALLEMAGNE.....	56, 162, 255, 361, 437, 523, 607, 721, 764, 881, 1014 et.....	1098
en BELGIQUE.....	170, 259, 364, 449, 525, 611, 767, 886, 1012 et....	1098
en GRANDE-BRETAGNE.....	66, 171, 263, 365, 452, 528, 616, 729, 769, 893, 1014 et.....	1099
Les grèves en France en 1898. (Sommaire).....		423
Les grèves en France en 1898.....		516
JURISPRUDENCE.....		177
AUTRICHE-HONGRIE : { Les grèves en 1897.....		257
{ Grève dans l'industrie textile.....		525
ITALIE : Les grèves en 1897.....		453
BELGIQUE : La grève générale des mineurs.....		449
DANEMARK : Les grèves. Le Lock-Out général du bâtiment.....	526, 614 et	728

Habitations à bon marché.

Les habitations à bon marché en 1898.....	599
ACTES OFFICIELS : Arrêté du ministre du commerce, en date du 25 février 1899, maintenant en fonction les membres du conseil supérieur des habitations à bon marché et du Comité permanent de ce Conseil.....	266
ALLEMAGNE : Association pour la construction de maisons ouvrières à Posen....	438
Loi relative à l'augmentation de la subvention fournie par l'État pour améliorer les logements des ouvriers et petits employés des administrations de l'État.....	881
BELGIQUE : Renseignements statistiques sur les sociétés d'habitation à bon marché.....	66

Hollande. — Voir : PAYS-BAS.

Houillère (Industrie). -- Voir : — MINES.

Hygiène et sécurité.

L'intoxication saturnine à Paris 1899.....	1004
JURISPRUDENCE.....	175 et 176
ALLEMAGNE : Circulaire concernant l'installation et l'exploitation des filatures de crins de cheval, des ateliers de préparation des cheveux et des soies ainsi que des fabriques de brosses et de pinceaux.....	255
Prévention des accidents dans les verreries.....	259
BELGIQUE : Les sociétés scolaires de tempérance.....	463
————— Les sociétés scolaires de tempérance.....	1012
————— Loi sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.....	727
ACTES OFFICIELS : Lettre ministérielle du 3 février 1899 relative à l'application de la loi du 12 juin 1893 dans les moulins.....	617

Industrie. — Voir : COTONNIÈRE (INDUSTRIE); — HOUILLÈRE (INDUSTRIE); — MINÉRALE (INDUSTRIE); — SOIE (INDUSTRIE DE LA).

Inspection du travail. —

Rapports sur l'application, pendant l'année 1897, des lois réglementant le travail en France.....	187
ALLEMAGNE : Rapport des inspecteurs du travail en Prusse, en 1897.....	168
Inspection du travail en Prusse.....	1009

Institutions de prévoyance. — Voir : PRÉVOYANCE.

Invalidité. — Voir : ACCIDENTS; — ASSURANCES.

Italie. — Voir : COOPÉRATION; GRÈVES.

Jurisprudence. — Voir : ACCIDENTS; — MARCHANDAGE; — FEMMES ET ENFANTS; —
HYGIÈNE; — SAISIE-ARRÊT; — GRÈVES; — LOUAGE; — DÉLÉGUÉS MINIEURS; SYNDICATS;
PRUD'HOMMES.

Législation du travail. — Voir : pour la France, les ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS
(en tête de la table, page 1153); et, pour l'étranger, les rubriques relatives à chaque
sujet.

Application de la législation du travail : Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Liquidations judiciaires. — Voir : FAILLITES.

Lock-Outs. — Voir : GRÈVES.

Logements ouvriers. — Voir : HABITATIONS À BON MARCHÉ.

Louage (d'ouvrage et de services).

JURISPRUDENCE..... 178, 179 et 1008

Machines à vapeur.

ALLEMAGNE : Progrès de l'emploi des machines à vapeur en Prusse..... 62

Maladie. — Voir : ASSURANCES.

Marchandage.

JURISPRUDENCE..... 762

Marine marchande. Marins. — Voir : ACCIDENTS; — TRANSPORTS; — PRÉVOYANCE.

Médailles d'honneur.

ACTES OFFICIELS : Décret du 9 juin 1899 instituant des médailles d'honneur en
faveur des contremaîtres et ouvriers français employés aux travaux de l'ex-
position..... 539

Mécaniciens. — Voir : GRÈVES; — CHEMINS DE FER.

Médicale (Assistance). — Voir : ASSISTANCE.

Ménager (Enseignement). — Voir : ENSEIGNEMENT.

Métallurgie. — Voir : ACCIDENTS; — MINES; — INDUSTRIE MINÉRALE.

Minérale (Industrie).

conditions principales de l'industrie minérale en France en 1897..... 309

Mines, Mineurs. — Voir : ACCIDENTS; — MINÉRALE (INDUSTRIE); — CARRIÈRES.

CAISSES DE SECOURS ET DE PENSIONS.

AUTRICHE-HONGRIE : Production des mines et accidents en 1896..... 64

Ministères.

ACTES OFFICIELS : Decret en date du 18 août 1899, portant reorganisation de l'Administration centrale du Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.....	735
———— Arrêté du ministre du commerce, en date du 3 août, portant réorganisation de l'Administration centrale du Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes....	735

Mont-de-Piété de Paris. — Voir aussi : MONT-DE-PIÉTÉ DE FRANCE.

SITUATIONS MENSUELLES, 28, 122, 212, 308 et.....	406
Opérations de l'année 1898.....	29
Le mont-de-piété de Paris en 1898.....	878

MONT-DE-PIÉTÉ DE FRANCE. — SITUATIONS MENSUELLES : 488, 570, 674, 820, 915, 1054 et.....	1134
Résumé des opérations de l'année 1896.....	485

Mouvement syndical. — Voir : SYNDICATS.

Mutualité. — Voir : SECOURS MUTUELS.

Naturalisation. — Voir : DÉMOGRAPHIE.

Navigation. — Voir : TRANSPORTS :

Norvège. — Voir : ALCOOL, ASSURANCES.

Office colonial. — Voir : COLONIES.

Offices du travail.

AUTRICHE : Création d'un Office du travail autrichien.....	64
———— 3 ^e réunion du Conseil supérieur du travail.....	610

Or et argent. — Voir : BUREAUX DE GARANTIE.

Ouvriers mineurs. — Voir : CAISSES DE SECOURS ET DE PENSIONS; MINES. RETRAITES.

Pain (Prix du). — Voir : ALIMENTATION.

Pays-Bas. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL.

Pêches maritimes.

Voir chaque mois la Revue générale du travail.

Pensions ouvrières. — Voir : CAISSES DE SECOURS; CAISSES PATRONALES DES RETRAITES; RETRAITES OUVRIÈRES.

Placement.

ÉTATS MENSUELS des placements effectués par les offices de placement gratuit : 31, 124, 214, 313, 407, 491, 574, 676, 823, 921, 1063 et.....	1142
Récapitulation des placements effectués, en 1898, par les bureaux municipaux et les bourses de travail.....	318

ALLEMAGNE. — Placement à Breslau.....	764
Transports de chemins de fer à prix réduits pour les placements municipaux.....	437
AUTRICHE-HONGRIE. — Le placement municipal à Vienne.....	363
GRANDE-BRETAGNE. — Placement gratuit : 68, 171, 263, 365, 452, 529, 615,	
	729 et 1100

Population. — Voir : DÉMOGRAPHIE; RECENSEMENT; DÉNOMBREMENT.

Prévoyance. — Voir : ASSURANCES; CAISSE D'ÉPARGNE; DE RETRAITES; CAISSES PATRONALES DE RETRAITES; CAISSES DE SECOURS ET DE PENSIONS.

Prisons (Travail dans les.) — Voir : SALAIRES.

Prix courants, prix du pain. — Voir : ALIMENTATION.

Production (Sociétés de). — Voir : COOPÉRATION.

Prud'hommes — Voir : CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

Recensement.

Recensement professionnel de 1896.....	958
--	-----

Réglementation du travail. — Voir : Législation du travail.

Rémunération du travail. — Voir : SALAIRES.

Rentes viagères. — Voir : RETRAITES.

Réparation des accidents. — Voir : ACCIDENTS.

Repos hebdomadaire.

JURISPRUDENCE.....	171
--------------------	-----

Responsabilité des accidents. — Voir : ACCIDENTS.

Retraites ouvrières.

CAISSE NATIONALE DES RETRAITES : ÉTAT MENSUEL des opérations, 40, 136, 228, 332, 422, 516, 588, 702, 822, 920, 1062 et.....	1141
Opérations et situation des caisses de secours des ouvriers et employés des mines en 1897.....	131
Caisses de pension et de secours des compagnies de chemins de fer en 1897....	875
La Caisse nationale des retraites en 1898.....	990
LÉGISLATION : Décret du 15 décembre 1898, nommant les membres du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance des marins français.....	69
———— Arrêté du ministre du commerce, en date du 9 avril 1899, affectant aux bonifications spéciales prévues par la loi de finances du 13 avril 1898 une somme de 300,000 francs sur le crédit ouvert pour la répartition des majorations de rentes instituées par la loi du 31 décembre 1895.....	378
———— Arrêté du ministre du commerce, en date du 30 août 1899, nommant des membres de la commission consultative des caisses syndicales et patronales de retraites, de secours et de prévoyance.....	792
———— Arrêté du 8 octobre 1899 réglant l'attribution des majorations des rentes viagères.....	936

BELGIQUE : Encouragement au développement des pensions de retraite à Lem- berge.....	259
DANEMARK : Pensions à la vieillesse.....	768
NOUVELLE-ZÉLANDE : Retraites à la vieillesse.....	366

Revue du travail.

Le *Bulletin* contient chaque mois une *Revue du travail* en France, en Belgique, en Grande-Bretagne et en Allemagne.

Pour la France, cette *Revue* se compose :

- 1° D'une situation générale;
- 2° De l'analyse des renseignements fournis par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et par les correspondants.
- 3° Des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.

Les paginations qui correspondent, pour chaque mois, à ces différentes rubriques, sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

REVUE DU TRAVAIL							
DATE des Bulletins.	Mois auxquels se rapportent les faits constatés.	en France.			en		en
		Situation générale.	Renseignements		en Allemagne* —	en Belgique. —	Grande- Bretagne. —
			des associations patronales.	des associations ouvrières.			
		Pages.	Pages.	Pages.	Pages.	Pages.	Pages.
Janvier...	Décembre 1898.	2	7	13	55	#	67
Février...	Janvier 1899...	72	106	108	162	#	171
Mars....	Février.....	184	189	197	255	259	263
Avril....	Mars.....	280	286	293	361	364	365
Mai....	Avril.....	383	387	391	437	449	452
Juin....	Mai.....	463	467	470	523	#	528
Juillet...	Juin.....	545	549	555	607	611	615
Août....	Juillet.....	632	653	657	721	#	729
Septembre	Août.....	744	797	803	764	767	769
Octobre..	Septembre....	832	895	900	881	886	892
Novembre.	Octobre.....	944	1033	1038	1009	1011	1014
Décembre.	Novembre.....	1071	1113	1118	1098	1098	1099

Russie. — Voir : *COUTELLERIE (INDUSTRIE DE LA)*.

Saisie-arrest.

JURISPRUDENCE.....	174, 762
--------------------	----------

Salaires.

Le travail dans les prisons en 1896	355
ALLEMAGNE : Salaires dans les industries du bois.....	1010
BELGIQUE : Le minimum de salaire et les administrations communales.....	170
GRANDE-BRETAGNE : Une augmentation de salaires dans le tissage du coton.....	529
— Salaire minimum légal dans la colonie de Victoria	1015
ÉTATS-UNIS : Salaires aux États-Unis et en Europe.....	67
SUISSE : Salaires des ouvriers municipaux de Zurich	1027
JAPON : Salaires agricoles et industriels	1017
TRANSVAAL : La main-d'œuvre aux mines d'or.....	174

Secours d'assistance. — Voir : *ASSISTANCE*.

Secours mutuels.

ACTES OFFICIELS : Arrêté du ministre de l'intérieur, en date du 17 avril 1899, nommant les membres de la commission chargée d'établir les tables de mortalité et de morbidité applicables aux sociétés de secours mutuels.....	455
————— Décret du 1 ^{er} mai 1899 fixant application à l'Algérie, avec les dispositions additionnelles, de la loi du 1 ^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels.....	456
————— Décret du 2 mai 1899 portant règlement d'administration publique sur l'élection des représentants des sociétés de secours mutuels au conseil supérieur institué par la loi du 1 ^{er} avril 1898.....	457
————— Arrêté du ministre de l'intérieur, en date du 16 mai 1899, relatif aux statuts types à insérer pour l'exécution de l'article 5 de la loi du 9 avril 1898 dans les statuts des sociétés de secours mutuels qui se proposent de contracter avec les chefs d'entreprise dans les conditions spécifiées par ledit article.....	461
————— Arrêté du ministre de l'intérieur et des cultes, en date du 5 juin 1899 convoquant les collèges électoraux pour l'élection des représentants des sociétés de secours mutuels.....	538
————— Arrêté du ministre de l'intérieur, en date du 24 juin 1899, modifiant la date d'élection des représentants des sociétés de secours mutuels.....	618
————— Circulaire du 20 octobre 1898 aux préfets au sujet de l'exécution de la loi du 1 ^{er} avril 1898 (société de secours mutuels).....	732
————— Les sociétés de secours mutuels (1896).....	993

Sécurité. — Voir : HYGIÈNE.

Sociétés. — Voir : COOPÉRATION; PLACEMENT; SECOURS MUTUELS.

Sociétés scolaires. — Voir : ÉPARGNE.

Sociétés ouvrières de production. — Voir : COOPÉRATION.

Soie (Industrie de la). —

Industrie de la soie dans la Suisse orientale..... 1021

Sucres.

Subventions. — Voir : BUDGETS; — COOPÉRATION.

Suède. — Voir : GRÈVES.

Suisse. — Voir : CAISSES D'ÉPARGNE, DE SECOURS ET DE PENSIONS; FEMMES ET ENFANTS (HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES); SOIE (INDUSTRIE DE LA); ASSURANCES; CRÉDIT POPULAIRE.

Syndicats. — Voir : PLACEMENT; TRADE-UNIONS.

ÉTATS MENSUELS du mouvement syndical. 37, 130, 220, 321, 413, 497, 579, 683, 813, 916, 1057 et	1137
Les syndicats professionnels et les bourses du travail en 1898.....	1085
JURISPRUDENCE.....	1006, 1096
ALLEMAGNE : Les syndicats ouvriers en 1898.....	765

Tempérance scolaire. — Voir : ÉPARGNE.

Textile (Industrie). — Voir : GRÈVES.

Les filatures de lin et d'étoupe (1899).....	984
Le travail dans les peignages de laine (1899).....	985
ACTES OFFICIELS : Décret du 24 octobre 1899. Bureau de conditionnement des matières textiles à Roubaix.....	1029
AUTRICHE-HONGRIE : Grève dans l'industrie textile.....	525

Trade-Unions.

GRANDE-BRETAGNE : Les Trade-Unions en 1897.....	268
---	-----

Transports. — ÉTATS MENSUELS relatifs : 1° au tonnage des embarquements sur les canaux et rivières; 2° aux recettes des chemins de fer d'intérêt général : 29,

123, 212, 404, 483, 569, 671, 817, 913, 1052 cl.....	1131
--	------

ALLEMAGNE : Statistique de la marine marchande.....	524
---	-----

Travail de nuit.

BELGIQUE : Travail de nuit à Anvers.....	767
--	-----

Travaux de secours contre le chômage. — Voir : CHÔMAGE.

Travaux de l'État, des départements et des communes. — Voir :

CONDITIONS DU TRAVAIL; — SALAIRES.

La main-d'œuvre étrangère dans les travaux publics.....	968
---	-----

ACTES OFFICIELS : Arrêté du ministre des travaux publics, en date du 30 septembre, modifiant le cahier des clauses et conditions imposées aux entrepreneurs des travaux des ponts et chaussées.....	934
---	-----

Trusts.

ÉTATS-UNIS : Les accaparements industriels (trusts).....	1012
--	------

Verreries. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Vieillesse. — Voir : ASSURANCES; CAISSES DE RETRAITES; RETRAITES OUVRIÈRES.

Travaux législatifs.

ÉTATS MENSUELS	69, 174, 277, 379, 541, 628 et 742
-----------------------	------------------------------------

Tempérance scolaire. — Voir : ÉPARGNE.

Textile (Industrie). — Voir : GRÈVES.

Les filatures de lin et d'étoupe (1899).....	984
Le travail dans les peignages de laine (1899).....	985
ACTES OFFICIELS : Décret du 24 octobre 1899. Bureau de conditionnement des matières textiles à Roubaix.....	1029
AUTRICHE-HONGRIE : Grève dans l'industrie textile.....	525

Trade-Unions.

GRANDE-BRETAGNE : Les Trade-Unions en 1897.....	268
---	-----

Transports. — ÉTATS MENSUELS relatifs : 1° au tonnage des embarquements sur les canaux et rivières; 2° aux recettes des chemins de fer d'intérêt général: 29,

123, 212, 404, 483, 569, 671, 817, 913, 1052 et.....	1131
ALLEMAGNE : Statistique de la marine marchande.....	524

Travail de nuit.

BELGIQUE : Travail de nuit à Anvers.....	767
--	-----

Travaux de secours contre le chômage. — Voir : CHÔMAGE.

Travaux de l'État, des départements et des communes. — Voir :

CONDITIONS DU TRAVAIL; — SALAIRES.

La main-d'œuvre étrangère dans les travaux publics.....	968
---	-----

ACTES OFFICIELS : Arrêté du ministre des travaux publics, en date du 30 septembre, modifiant le cahier des clauses et conditions imposées aux entrepreneurs des travaux des ponts et chaussées.....	934
---	-----

Trusts.

ÉTATS-UNIS : Les accaparements industriels (trusts).....	1012
--	------

Verreries. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Vieillesse. — Voir : ASSURANCES; CAISSES DE RETRAITES; RETRAITES OUVRIÈRES.

Travaux législatifs.

ÉTATS MENSUELS.....	69, 174, 277, 379, 541, 628 et	742
---------------------	--------------------------------	-----



346